

NY 15 '76

2021

AL5

56

V. 72

(Jan. - June

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



1
Detroit, Michigan 48221
5 janvier 1975
PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



hortation
ostolique
r la réconciliation
atuts
la Conférence
iscopale française
s carrefours
Synode

LIVRES NEUFS A PRIX RÉDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

LE MESSIE PROMIS, par L. D. Magliola. L'histoire du Sauveur annoncé et prophétisé à travers les textes de l'Ancien Testament. 14,5 × 20, 184 p., 6 ill. Ed. Saint-Augustin. Val. 12 F, net 6 F.

COMMENT LIRE LA BIBLE, par un groupe de théologiens. La Bible est le livre le plus lu dans le monde mais est-il vraiment « bien » lu ? Ce guide historique et théologique apporte une méthode claire et sûre (Imprimatur). 11,5 × 18, 156 p. Sequoia. Val. 7 F, net 2,50 F.

SAINT-JOSEPH, par Mgr Cristiani. Il faudra vingt siècles pour que saint Joseph vienne du premier plan de la crèche au premier plan de l'Eglise. Ce parcours est étudié à la fois sur les plans théologique et historique. 12 × 18,5, 183 p. ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

SIMON PIERRE, ROCHER BIBLIQUE, par D. Ridolfi. A la lumière des études bibliques, voici le portrait de Simon Pierre, de l'humilité à la majesté, du pécheur de Tibériade au pontife romain. 13,5 × 18,5, 271 p. ADE. Val. 18 F, net 9 F.

LE SOLDAT DU CHRIST : SAINT MARTIN DE TOURS, par Marguerite Jardel. Tout le monde connaît l'été de la Saint-Martin et la belle histoire du manteau partagé. Mais qui était-il, ce soldat venu de Hongrie pour jeter aux pieds de son Dieu tant de tribus barbares et façonner le visage de la Gaule chrétienne au IV^e siècle ? 12 × 18, 240 p. ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

SAINT LOUIS DE FRANCE, par Jean Larcenat. Il fut un saint, un roi et un homme. Ce triple aspect de Louis IX reste placé sous le signe de l'humilité et de l'aventure mystique. 14 × 20,5, 198 p., 8 ill. h. t. ADE. Val. 18 F, net 8 F.

SAINTE THERESE D'AVILA, par le chanoine L. Cristiani. Réformatrice du Carmel, docteur de l'Eglise, sainte Thérèse d'Avila ne cesse de poursuivre son apostolat passionné. Sa puissance de sympathie est si attractive qu'on ne peut, après avoir lu sa vie et ses textes, oublier cette grande figure. 11,5 × 18, 204 p. ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

LA MAMAN DE SAINT FRANÇOIS DE SALES, par Mgr Francis Trochu. On ne saurait dissocier l'histoire de saint François de Sales de celle de sa mère, Françoise de Boisy. A l'arrière-plan, mais toujours présente, cette grande dame de Savoie s'impose sans s'apesantir. Cet ouvrage, excellemment illustré, nous propose une biographie de choix. 15 × 21,5, 226 p., 21 ill. h. t. ADE. Val. 25 F, net 9 F.

LES QUATRE ARMISTICES DE 1918, par Charles Vilain. Ces quatre armistices ont nom : Salonique, Moudros, Padoue et Rethondes. Ils terminaient la Grande Guerre. Mais comment y arriva-t-on ? C'est ce qu'avec une importante documentation inédite l'auteur expose. In fine, la signature du maréchal Pétain, suivie de son mot fameux : « Fermé pour cause de victoire » (en fac-similé). 14 × 19, 388 p., nombr. ill. et croquis. France-Empire. Marqué 20,40 F, net 8 F.

LES MORTS MYSTERIEUSES DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE, par Jacques de Launay. Des réponses à des énigmes restées mystérieuses. Comment sont morts le roi Boris de Bulgarie, Bela Kun, Enrico Mattei, le président Harding, Jan

Masaryk, etc. ? On lit et on relit, tant on est « accroché ». 15,5 × 22,5, 188 p. Dargaud. Val. 25 F, net 9 F.

DANS MA PRISON DE LONDRES : 1939-1946, par André Savignon. Vous pensiez tout savoir sur la « grande imposture » d'une part et sur le sublime sacrifice du vainqueur de Verdun (d'où il reste banni). Ce livre, sans égal, nous en apprend de fameuses sur les intrigues tramées à Londres. Pauvre Maréchal et pauvre France ! 12,5 × 19, 160 p. Bruxelles, 1962. Val. 25 F, net 12 F.

ESCHATOLOGIE INFERNALE, par Paul Ghisoni. Après avoir exposé la conception de l'enfer dans les différentes religions, Paul Ghisoni nous propose son point de vue hallucinant de l'Au-delà. 13,5 × 21, 270 p. La Colombe, 1962. Marqué 15 F, net 10 F.

VOCATION SPIRITUELLE D'UN PSYCHIATRE, par le docteur Gilbert Robin. Le monde de la psychiatrie est un étrange mélange de science, de poésie et d'humanité profonde. On apprend énormément à lire cet ouvrage, et sans difficulté. 13 × 20, 272 p. France-Empire. Marqué 15,40 F, net 7,50 F.

LA MEDECINE DES CHINOIS, par Pierre Huard et Nung Wong. On peut s'écrier avec encore plus d'admiration : « l'homme, cet inconnu », lorsqu'on referme ce livre, car la médecine chinoise nous révèle bien des mystères. 12,5 × 19, 238 p., nombr. ill. Hachette. Paru à 15 F, net 7,50 F.

LES ORIGINES LINGUISTIQUES DE L'EUROPE OCCIDENTALE, par Philippe Wolff. Que reste-t-il de la langue mère, l'indo-européen ? Quels problèmes posaient à nos prédécesseurs les langues et leur diversité ? Quel rôle jouent les langues dans l'évolution de l'Europe occidentale ? 12,5 × 19, 254 p., nombr. ill. et cartes, Hachette. Paru à 15 F, net 7,50 F.

FRA ANGELICO, par René Huyghe. Toute l'œuvre religieuse de celui qui donna un nouvel essor à la peinture. Splendide vol., 26,5 × 29,5, 86 p., 51 planches coul. relié. Gibert J. Val. 58 F, net 20 F.

GUIDE RELIGIEUX DE LA FRANCE, par Francis Ambrière. Documentation unique. Des index de plus de 150 pages. Le plus obstiné des chercheurs y trouve réponse à tout. Et pour les touristes et les amateurs d'art, quel régal ! 12,50 × 20, 1240 p., 7 gr. cartes pl., h. t. et int., relié toile. Hachette. Val. 50 F, net 26 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 28

BP 14. 78580 MAULE,

chez qui ces livres sont disponibles.

Joindre le règlement (y ajouter 7 F pour forfait d'envoi pour France métropolitaine et 11 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, timbres-poste français (CCP 19979.24 M PARIS).

Expédition rapide.

BON DE GARANTIE, accordant faculté de retour, joint à l'envoi.

Actes de S. S. Paul VI

EXHORTATION APOSTOLIQUE SUR LA RÉCONCILIATION A L'INTÉRIEUR DE L'ÉGLISE (*)

PAUL VI PAPE,
VÉNÉRABLES FRÈRES ET CHERS FILS,
SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

Avec affection, avec confiance et espérance, nous nous adressons à vous tous, Frères dans l'Épiscopat, membres très aimés du clergé, des familles religieuses et du laïc catholique, à quelques jours de l'ouverture de l'Année sainte à Rome, auprès des basiliques des apôtres, alors que vous venez, avec piété et en harmonie de sentiment et de volonté, de célébrer le jubilé au cœur de chaque Eglise locale.

C'est un événement de grande importance, pour le monde entier qui regarde l'Eglise, mais surtout pour les fils de l'Eglise elle-même, qui sont conscients de la richesse de son mystère de sainteté et de grâce si bien mis en lumière par le récent Concile. C'est donc à eux que nous nous adressons pour les inviter chaleureusement à la charité, à l'union réciproque, dans l'esprit de la réconciliation propre à l'Année sainte, dans le lien de l'unique charité du Christ.

En effet, dès le moment où, le 9 mai 1973, nous avons manifesté notre décision de célébrer l'Année sainte en 1975, nous avons indiqué également la fin première de cette célébration spirituelle et pénitentielle : la réconciliation, fondée sur la conversion à Dieu et sur le renou-

veau intérieur de l'homme, afin de remédier aux ruptures et aux désordres dont souffrent aujourd'hui l'humanité et la communauté ecclésiale elle-même (1).

Lorsque ensuite la célébration jubilaire, selon notre décision, fut commencée dans les Eglises particulières à partir de la Pentecôte 1973, nous n'avons manqué aucune occasion d'en accompagner le déroulement, par nos interventions doctrinales et pastorales et par de pressants rappels à cette finalité, que nous jugeons en parfaite harmonie avec l'esprit le plus authentique de l'Evangile et avec les voies du renouveau tracées par le Concile Vatican II pour toute l'Eglise.

Celle-ci, instituée par le Christ comme un témoignage permanent de la réconciliation qu'il a opérée pour accomplir la volonté du Père (2), a pour tâche de « rendre présents et comme visibles Dieu le Père et son Fils incarné, en se renouvelant et en se purifiant sans cesse (3). » Il nous a donc paru nécessaire, pour que cette tâche soit toujours mieux accomplie, de mettre l'accent sur l'urgence pour tous, dans l'Eglise,

Paul, — l'incomparable « théologien » de la réconciliation — bref à la moelle du Nouveau Testament, commenté sans cesse, au fil du document, par des citations des Pères d'Orient et d'Occident, et par de nombreuses références à Vatican II.

Mais si l'objectif du Jubilé est tellement essentiel et « éternel » qu'il dépasse toute conjoncture particulière, la situation présente de l'Eglise lui donne un évident caractère d'actualité. C'est pourquoi le Pape évoque avec franchise les obscurcissements de l'unité entre catholiques. Nos dissensions portent atteinte à l'essence même de l'œuvre rédemptrice, et méconnaissent la mission de l'Eglise, qui est de maintenir et de ramener sans cesse dans l'unité de la foi et de la charité « les enfants de Dieu dispersés ».

Enfin le Saint-Père a voulu, avec une sollicitude toute pastorale, tracer un programme concret de redressement et de réconciliation. Prenant en quelque sorte par la main les pèlerins du Jubilé, — et à travers eux tous les chrétiens — il veut les conduire comme par étapes jusqu'aux sommets du pardon et de l'amour.

La Parole du Souverain Pontife est, on le voit, l'humble ministère de celui qui est chargé de « confirmer ses frères dans la foi » ; c'est l'écho fidèle du pur Evangile, rappelé pour nous tous une nouvelle fois par celui qui en est le premier Serviteur.

(1) Cf. AAS 65 (1973), p. 323 s.

(2) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 3 : AAS 57 (1965), p. 6.

(3) Conc. Vat. II, Const. past. *Gaudium et spes*, n. 21 : AAS 58 (1966), p. 1041.

(*) Traduction française publiée par la Polyglotte Vaticane. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction.

Cette lettre, qui commence par les mots *Paterna cum benevolentia*, est adressée à l'Épiscopat, au clergé et aux fidèles du monde entier.

L'Exhortation apostolique a été présentée aux journalistes le 16 décembre, dans la Salle de presse du Saint-Siège, par Mgr Albert DESCAMPS, secrétaire de la Commission biblique pontificale. Voici la conclusion de son exposé :

A l'occasion du Jubilé, le Saint-Père propose à ses fils, comme thème d'examen de conscience et de méditation, comme programme de tout un effort de conversion, le grand objectif de notre réconciliation avec Dieu et entre nous tous. En profondeur, il y a là un aspect capital de la rédemption elle-même, qu'il s'agit de mieux accueillir comme don du Christ, dispensé par le ministère de l'Eglise.

Paul VI a donc d'abord voulu — première partie du texte — placer le thème de l'Année sainte dans l'éclairage de la Révélation elle-même. Il a désiré remonter aux sources et rappeler les fondements dogmatiques de son « Exhortation ». C'est une démarche de foi, soucieuse d'aller à l'essentiel, c'est-à-dire à l'Evangile, à saint

de promouvoir « l'unité de l'Esprit par ce lien qu'est la paix » (Ep 4, 3).

Aussi, à l'approche de la solennité de la Nativité du Seigneur — date que nous avons fixée pour l'ouverture du Jubilé universel à Rome (4) —, nous adressons cette Exhortation aux pasteurs et aux fidèles de l'Eglise, afin que tous se fassent artisans et promoteurs de réconciliation avec Dieu et avec nos frères, et que le prochain Noël de l'Année sainte soit vraiment pour le monde le « Noël de paix (5) », comme le fut celui du Sauveur.

1. L'Eglise, monde réconcilié et réconciliant

L'Eglise, depuis ses origines, a été consciente de la transformation effectuée par l'œuvre rédemptrice du Christ, et elle a proclamé cette joyeuse annonce : par elle, le monde est devenu une réalité radicalement nouvelle (cf. 2 Co 5, 17), dans laquelle les hommes ont retrouvé Dieu et l'espérance (cf. Ep 2, 12), et, depuis lors, sont rendus participants de la gloire de Dieu « par notre Seigneur Jésus-Christ par qui, dès à présent, nous avons obtenu la réconciliation » (Rm 5, 11).

Une telle nouveauté est due exclusivement à la miséricordieuse initiative de Dieu (cf. 2 Co 5, 18-20; Col 1, 20-22); elle vient au secours de l'homme qui, éloigné de lui par sa propre faute, ne pouvait plus retrouver la paix avec son Créateur.

Cette initiative de Dieu, par ailleurs, s'est concrétisée grâce à une intervention directement divine. Il ne s'est pas contenté en effet de nous pardonner, il ne s'est pas servi non plus d'un homme ordinaire comme intermédiaire entre nous et lui; mais il a établi son « Fils unique comme intercesseur de paix (6) » : « Lui qui n'avait pas connu le péché, il l'a fait péché pour nous, afin qu'en lui nous devenions justice de Dieu. » (2 Co 5, 21.) Le Christ, en mourant pour nous, a réellement « effacé, au détriment des ordonnances légales, la cédule de notre dette, qui nous était contraire; il l'a supprimée en la clouant à la croix » (Col 2, 14); et, par la croix, il nous a réconciliés avec Dieu : « en sa personne il a tué la haine » (Ep 2, 16).

La réconciliation, réalisée par Dieu dans le Christ crucifié, s'inscrit dans l'histoire du monde, qui compte désormais parmi ses composantes irréversibles l'événement de Dieu qui s'est fait homme et est mort pour le sauver. Mais elle trouve en permanence son expression historique dans le Corps du Christ, qui est l'Eglise, dans laquelle le Fils de Dieu appelle « ses frères d'entre toutes les nations (7) »; en tant que Tête (cf. Col 1, 18), il est le principe d'autorité et d'action qui fait d'elle sur la terre « le monde réconcilié (8) ».

Puisque l'Eglise est le Corps du Christ et que le Christ est le « sauveur de son Corps » (Ep 5,

23), tous, pour être de dignes membres de ce Corps, doivent, par fidélité à leurs engagements de chrétiens, contribuer à le maintenir dans sa nature originelle de communauté de réconciliés, dérivant du Christ, notre paix (cf. Ep 2, 14), qui « nous a établis dans la paix (9) ». Une fois qu'on l'a reçue, en effet, la réconciliation est, comme la grâce et comme la vie, un stimulant, un courant qui transforme ses bénéficiaires, les poussant à agir pour elle et à la transmettre. Pour tout chrétien, elle est le critère de son authenticité dans l'Eglise et dans le monde : « Commence donc par toi l'œuvre de paix, afin que, une fois devenu l'homme de paix, tu portes la paix aux autres (10). »

Le devoir de promouvoir la paix concerne personnellement tous et chacun des fidèles; et si ce devoir n'est pas accompli, même le sacrifice cultuel que l'on veut offrir reste inefficace (cf. Mt 5, 23 s.). La réconciliation réciproque participe en effet de la valeur même du sacrifice et constitue avec ce dernier une unique offrande agréable à Dieu (11). Par ailleurs, pour qu'un tel devoir soit effectivement accompli et pour que la réconciliation, qui s'opère dans l'intimité du cœur, ait aussi un caractère public comme la mort du Christ qui la procure, le Seigneur a conféré aux apôtres et aux pasteurs de l'Eglise, leurs successeurs, le « ministère de la réconciliation » (2 Co 5, 18). Ceux-ci, par conséquent, « assumant en quelque sorte la personne du Christ (12) », sont mandatés de façon stable « pour élever leur troupeau dans la vérité et dans la sainteté (13) ».

L'Eglise, parce que « monde réconcilié », est donc aussi, par nature et de façon permanente, réconciliante; en tant que telle, elle est présence et action de Dieu « qui, dans le Christ, se réconcilie le monde » (2 Co 5, 19). Cette présence et cette action s'expriment avant tout dans le baptême, dans le pardon des péchés et dans la célébration eucharistique, actualisation du sacrifice rédempteur du Christ et signe efficace de l'unité du Peuple de Dieu (14).

2. L'Eglise, sacrement d'unité

La réconciliation, sous son double aspect de paix retrouvée entre Dieu et les hommes et des hommes entre eux, est le premier fruit de la Rédemption; comme cette dernière, elle a des dimensions universelles aussi bien en extension qu'en intensité. En elle, par conséquent, est impliquée toute la création « jusqu'aux temps de la restauration universelle » (Ac 3, 21), lorsque toutes les créatures se retrouveront de nouveau avec le Christ, le premier-né d'entre les morts ressuscités (cf. Col 1, 18).

(9) S. JÉRÔME, *In Epist. ad Eph.* 1, 2 : PL 26, 504.

(10) S. AMBROISE, *In Luc.* 5, 58 : PL 15, 1737.

(11) Cf. S. JEAN CHRYSOSTOME, *In Matth.*, Homil. 16, 9 : PG 57, 250; S. ISIDORE DE PÉLUSE, *Epist.* 4, 111 : PG 78, 1178; NICOLAS CABASILAS, *Explic. div. Liturg.* 26, 2 : *Sources chrét.* 4 bis, p. 171.

(12) S. CYRILLE D'ALEXANDRIE, *In Epist. II ad Cor.* : PG 74, 943 D.

(13) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 27 : AAS 57 (1965), p. 32.

(14) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 11 : AAS 57 (1965), p. 15.

(4) Cf. Bulle *Apostolorum limina*, 23 mai 1974 : AAS 66 (1974), p. 306.

(5) S. LÉON LE GRAND, *Serm.* 26, 5 : PL 54, p. 215.

(6) THÉODORE DE CYR, *Interpr. Epist. II ad Cor.* : PG 82, 411 A.

(7) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 7 : AAS 57 (1965), p. 9.

(8) S. AUGUSTIN, *Serm.* 96, 7, 8 : PL 38, 588.

Et puisque la réconciliation trouve une expression privilégiée et un caractère plus intense dans l'Eglise, celle-ci est en quelque sorte le « sacrement, c'est-à-dire à la fois le signe et le moyen de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain (15) » : autrement dit, le centre de rayonnement de l'union des hommes avec Dieu et de l'unité entre eux, centre qui, en s'affirmant progressivement dans le temps, trouvera son accomplissement dans la consommation des siècles.

Pour pouvoir exprimer pleinement une telle sacramentalité, à laquelle est liée sa propre raison d'être, il faut que l'Eglise, comme il est requis pour tout sacrement, soit un signe qui manifeste quelque chose ; autrement dit, il faut qu'elle réalise et vérifie la concorde et la convergence de doctrine, de vie et de culte qui caractérisèrent ses premiers jours (cf. Ac 2, 42) et qui restent pour toujours son élément essentiel (cf. Ep 4, 4-6 ; 1 Co 1, 10). Cette concorde — à l'inverse de toute division, qui porterait atteinte à l'unité de l'ensemble — ne peut qu'augmenter la force de son témoignage ; elle révèle les raisons de son existence et rend plus claire sa crédibilité.

Il est nécessaire pour cela que tous les fidèles, afin de coopérer aux desseins de Dieu sur le monde, persévèrent dans la fidélité de l'Esprit-Saint, lequel unifie l'Eglise « dans la communion et le service » et, « par la vertu de l'Evangile, la rajeunit et la renouvelle sans cesse, l'acheminant à l'union parfaite avec son Epoux » (16). Cette fidélité ne pourra pas ne pas avoir d'heureuses répercussions œcuméniques sur la recherche de l'unité visible de tous les chrétiens, de la manière voulue par le Christ, en une seule et même Eglise, qui sera ainsi un ferment plus efficace de cohésion fraternelle dans la communauté des peuples.

3. Obscurcissements de la sacramentalité de l'Eglise

Toutefois, « bien que l'Eglise, par la vertu de l'Esprit-Saint, soit restée l'épouse fidèle de son Seigneur et n'ait jamais cessé d'être dans le monde le signe du salut, elle sait fort bien que, au cours de sa longue histoire, parmi ses membres, clercs et laïcs, il n'en manque pas qui se sont montrés infidèles à l'Esprit de Dieu (17) ».

En réalité, « dans cette seule et unique Eglise de Dieu apparurent dès l'origine certaines scissions, que l'Apôtre reprouve avec vigueur comme condamnables (18) ». Quand, par la suite, survinrent les ruptures bien connues qu'on ne sut endiguer, l'Eglise surmonta la situation de dissension intérieure, en réaffirmant clairement, comme une condition essentielle de communion, les principes capables de maintenir intacte son unité constitutive, et permettant de la mani-

fester « dans la profession d'une seule foi, dans la célébration commune du culte divin, dans la concorde fraternelle de la famille de Dieu (19) ».

Oppositions à la hiérarchie

Mais également périlleux, au point de requérir cette clarification et cette invitation à l'unité, apparaissent les ferments d'infidélité à l'Esprit-Saint qui se trouvent çà et là dans l'Eglise d'aujourd'hui et qui tentent, hélas ! de la miner de l'intérieur. Les promoteurs et les victimes de ce processus, peu nombreux en réalité par rapport à l'immense majorité des fidèles, prétendent demeurer dans l'Eglise avec les mêmes droits et les mêmes possibilités d'expression et d'action que les autres, pour attenter à l'unité ecclésiale. Ils ne veulent pas reconnaître dans l'Eglise une réalité unique résultant d'un double élément humain et divin, analogue au mystère du Verbe incarné, qui la constitue « communauté de foi, d'espérance et de charité sur la terre, comme un tout visible », par laquelle le Christ « répand la vérité et la grâce à l'intention de tous » (20) ; et ils s'opposent par conséquent à la hiérarchie, comme si tout acte d'une opposition de ce genre était un moment constitutif de la vérité sur l'Eglise qu'il s'agirait de faire redécouvrir telle que le Christ l'aurait instituée. Ils mettent en cause le devoir de l'obéissance à l'autorité voulue par le Rédempteur. Ils mettent en état d'accusation les pasteurs de l'Eglise, moins pour ce qu'ils font ou pour la façon dont ils le font, que parce que tout simplement, comme ils l'affirment, ils seraient les gardiens d'un système ou d'un appareil ecclésiastique qui fait concurrence à l'institution du Christ. De cette façon, ils sèment la confusion dans la communauté entière, y introduisant le fruit de théories dialectiques étrangères à l'esprit du Christ. En utilisant les paroles de l'Evangile, ils en altèrent le sens. Nous observons avec peine cet état de choses, même si, comme nous l'avons dit, il est le fait d'un bien petit nombre par rapport à la grande masse des chrétiens fidèles. Mais nous ne pouvons pas ne pas nous élever avec la vigueur de saint Paul contre ce manque de loyauté et de justice. Nous faisons appel à tous les chrétiens de bonne volonté, pour qu'ils ne se laissent pas impressionner ni désorienter par les pressions indues de frères qui ont, hélas ! dévié et qui pourtant demeurent toujours présents à notre prière et proches de notre cœur.

Quant à nous, nous réaffirmons que l'unique Eglise du Christ, « comme société constituée et organisée en ce monde, se trouve dans l'Eglise catholique, gouvernée par le successeur de Pierre et les évêques qui sont en communion avec lui, bien que des éléments nombreux de sanctification et de vérité subsistent hors de ses structures (21) » ; nous réaffirmons aussi que les pasteurs de l'Eglise, qui président au peuple de Dieu en son nom, avec l'humilité des serviteurs,

(15) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 1 : AAS 57 (1965), p. 5.

(16) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 4 : AAS 57 (1965), p. 7.

(17) Conc. Vat. II, Const. past. *Gaudium et spes*, n. 43 : AAS 58 (1966), p. 1064.

(18) Conc. Vat. II, Décr. *Unitatis redintegratio*, n. 3 : AAS 57 (1965), p. 92.

(19) Conc. Vat. II, Décr. *Unitatis redintegratio*, n. 2 : AAS 57 (1965), p. 92.

(20) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 8 : AAS 57 (1965), p. 11.

(21) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 8 : AAS 57 (1965), p. 12.

mais aussi avec l'assurance des apôtres (cf Ac 4, 31) auxquels ils succèdent, ont le droit et le devoir de proclamer : « Tant que... nous sommes sur ce siège, tant que nous présidons, nous avons l'autorité et la force, quand bien même nous serions indignes (22). »

4. Secteurs d'obscurcissement de la sacramentalité de l'Eglise

Le processus que nous avons décrit prend la forme d'une dissension doctrinale, qui se veut patronnée par le pluralisme théologique, et qui est fréquemment poussée jusqu'au relativisme dogmatique, lequel réduit de diverses manières l'intégrité de la foi. Et même lorsqu'il n'est pas poussé jusqu'au relativisme dogmatique, ledit pluralisme se trouve parfois considéré comme un « lieu théologique » légitime, qui amène à des prises de position contre le magistère authentique du Pontife romain lui-même et de la hiérarchie épiscopale, seuls interprètes autorisés de la Révélation divine contenue dans la Tradition et dans l'Ecriture (23).

Pluralisme légitime et esprit de clan

Nous reconnaissons au pluralisme de recherche et de pensée qui explore et expose le dogme de façons différentes, mais sans en éliminer l'identique signification objective, un droit de cité légitime dans l'Eglise, en tant que composante naturelle de sa catholicité, et signe de richesse culturelle et d'engagement personnel de ceux qui en font partie. Nous reconnaissons aussi les valeurs inestimables qu'il introduit dans le domaine de la spiritualité chrétienne, des institutions ecclésiales et religieuses, comme des expressions liturgiques et des normes disciplinaires : valeurs se retrouvant dans cette « variété convergeant dans l'unité », qui « montre avec plus d'éclat la catholicité de l'Eglise indivise (24) ».

Bien plus, nous admettons qu'un pluralisme théologique équilibré trouve son fondement dans le mystère même du Christ, dont les insondables richesses (cf. Ep 3, 8) transcendent les capacités d'expression de toutes les époques et de toutes les cultures. La doctrine de la foi, qui dérive nécessairement de ce mystère — puisque, par rapport au salut, « le mystère de Dieu n'est rien d'autre que le Christ (25) » — réclame donc toujours de nouvelles investigations. Les perspectives de la Parole de Dieu sont en réalité si nombreuses, et si nombreuses les perspectives des fidèles qui l'étudient (26), que la convergence dans la même foi n'est jamais exempte de particularités personnelles dans l'adhésion de chacun. Toutefois, les accents divers mis dans la compréhension de la même foi ne préjugent pas de son contenu essentiel, car celui-ci trouve son

unité dans l'adhésion commune au magistère de l'Eglise. Ce même magistère qui, comme norme prochaine, est déterminant de la foi de tous, garantit en même temps chacun contre le jugement subjectif de toute interprétation divergente de la foi.

Mais que dire d'un pluralisme qui considère la foi et son énoncé non pas comme un héritage commun, et donc ecclésial, mais comme une redécouverte individuelle de la libre critique et du libre examen de la Parole de Dieu ? En effet, sans la médiation du magistère de l'Eglise, auquel les Apôtres confièrent leur propre magistère (27) et qui, par conséquent, n'enseigne « que ce qui fut transmis (28) », le rattachement certain au Christ par l'intermédiaire des Apôtres, c'est-à-dire de « ceux qui transmettent ce qu'ils ont eux-mêmes reçu (29) », reste compromis. Pour cette raison, une fois compromise la persévérance dans la doctrine transmise par les apôtres, il advient que, peut-être en voulant éluder les difficultés du mystère, on cherche des formules à la compréhensibilité illusoire qui en dissolvent le contenu réel ; on construit ainsi des doctrines qui n'adhèrent pas à l'objectivité de la foi ou qui lui sont directement contraires, et qui vont jusqu'à se cristalliser dans la coexistence de conceptions opposées même entre elles.

Il ne faut pas non plus se cacher que chaque fléchissement en ce qui concerne l'identité de la foi entraîne aussi une baisse dans l'amour du prochain.

En effet, ceux qui ont perdu la joie que donne la foi (cf. Ph 1, 25) sont poussés à tirer leur gloire les uns des autres et à ne pas chercher celle qui vient du seul Dieu (cf. Jn 5, 44), au détriment de la communion fraternelle.

Au sens de l'Eglise, qui fait reconnaître à tous la même dignité et la même liberté des enfants de Dieu (30), on ne peut pas substituer l'esprit de clan qui porte à des choix discriminatoires, et prive ainsi la charité même de son support naturel qui est la justice. Vaine serait l'intention de transformer en mieux la communion ecclésiale en fonction de ce que l'on vit au niveau du groupe.

Ne devons-nous pas, au contraire, nous perfectionner tout à travers l'Evangile ? Et où manifeste-t-il comme entièrement opérante sa vertu divinément connaturale, sinon dans l'Eglise, par l'apport de tous les croyants indistinctement ?

En fin de compte, un tel esprit de clan se reflète également de façon négative dans la nécessaire convergence de culte et de prière, et se traduit par un isolement dicté par un esprit de présomption qui n'est certes pas évangélique et qui exclut la justification aux yeux de Dieu (cf. Lc 18, 10-14).

Nous nous efforçons de comprendre cette situation dans ses racines, et nous la rapprochons de la situation analogue dans laquelle vit la société civile d'aujourd'hui, fractionnée en

(22) S. JEAN CHRYSOSTOME, *In Epist. ad Coloss.*, Homil. 3, 5 : PG 62, 324.

(23) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Dei Verbum*, n. 10 : AAS 58 (1966), p. 822.

(24) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 23 : AAS 57 (1965), p. 29.

(25) S. AUGUSTIN, *Epist.* 187, 11, 34 : PL 33, 845.

(26) Cf. S. EPHREM DE SYRIE, *Comment. Evang. concord.* 1, 18 : *Sources chrét.* 121, p. 52.

(27) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Dei Verbum*, n. 7 : AAS 58 (1966), p. 820.

(28) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Dei Verbum*, n. 10 : AAS 58 (1966), p. 882.

(29) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Dei Verbum*, n. 8 : AAS 58 (1966), p. 820.

(30) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 9 : AAS 57 (1965), p. 13.

groupes opposés l'un à l'autre. Malheureusement, l'Eglise semble subir un peu, elle aussi, le contrecoup de telles circonstances : mais elle ne doit pas assimiler ce qui constitue plutôt un état pathologique. L'Eglise doit conserver son originalité de famille unifiée dans la diversité de ses membres ; bien plus, elle doit être le levain qui aide la société à réagir, comme on disait des premiers chrétiens : « Voyez comme ils s'aiment (31) ! » Ayant devant les yeux ce tableau de la première communauté — tableau non certes idyllique, mais portant la marque d'une maturité conquise dans l'épreuve et la souffrance, nous demandons à tous de dépasser les diversités illégitimes et dange-reuses, pour se reconnaître des frères que l'amour du Christ unit.

5. Polarisation de la dissension

Les oppositions internes qui affectent les divers secteurs de la vie ecclésiale aboutissent, lorsqu'elles en viennent à se stabiliser en un état de dissidence, à opposer à l'unique institution et communauté de salut une pluralité « d'institutions ou communautés de la dissension » qui ne sont pas conformes à la nature de l'Eglise : cette dernière, s'il venait à se créer des fractions opposées et des factions rivées sur des positions absolument inconciliables, perdrait en effet son propre tissu constitutionnel. Survient alors la « polarisation de la dissension », en vertu de laquelle tout l'intérêt est concentré sur les groupes respectifs, pratiquement autocéphales, chacun d'eux estimant rendre honneur à Dieu. Cette situation porte en elle-même et introduit dans la communion ecclésiale, pour autant qu'elle le peut, les germes de la désagrégation.

Nous souhaitons vivement que la voix de la conscience conduise les individus à un processus de réflexion qui les porte à un choix plus conscient. Nous conjurons tous et chacun d'entreprendre cette démarche : « Scrute le secret le plus intime de ton cœur et pénètre, en explorateur diligent, dans tous les replis de ton âme (32). » Nous voudrions réveiller en chacun la nostalgie de ce qu'il a perdu : « Rappelle-toi d'où tu es tombé, repens-toi, reprends ta conduite première. » (Ap 2, 5.) Nous voudrions aussi exhorter chacun à reconsidérer le prodige divin qui s'est accompli en lui et à en saisir devant le Seigneur les exigences qui le conditionnent : « Il n'y a rien que le chrétien ne doive craindre davantage que d'être séparé du corps du Christ. Car s'il est séparé du corps du Christ, il n'en est pas membre ; s'il n'en est pas membre, il n'est pas animé par son Esprit. Mais, dit l'Apôtre, celui qui n'a pas l'Esprit du Christ, celui-là n'est pas de lui (33). »

6. Ethique et dynamique de la réconciliation

Il est donc d'une nécessité vitale que tous dans l'Eglise, évêques, prêtres, religieux, laïcs, prennent une part active à un effort commun de

pleine réconciliation, afin qu'en tous et entre tous soit reconstruite la paix, « qui nourrit l'amour et engendre l'unité (34) ». Que chacun se montre donc un disciple toujours plus docile du Seigneur, qui fait de la réconciliation entre nous la condition pour obtenir le pardon du Père (cf. Mc 11, 26), et de la charité mutuelle la condition pour être reconnus comme ses disciples (cf. Jn 13, 35). C'est pourquoi, quiconque se sentirait de quelque façon impliqué dans cette situation de division doit se remettre à écouter la voix du Christ qui le harcèle de manière irrésistible, même lorsqu'il se dispose à prier : « Va d'abord te réconcilier avec ton frère. » (Mt 5, 24.)

Que tous, en même temps, dans des mesures et selon des formes diverses en fonction de la position et de la situation de chacun, en reconsidérant l'œuvre rédemptrice de Dieu à notre égard, s'emploient à créer le climat adapté pour que la réconciliation devienne effective. Puisque nous avons été réconciliés avec lui par la seule initiative de son amour, que notre comportement soit empreint de bienveillance et de miséricorde, nous pardonnant mutuellement comme Dieu nous a pardonné dans le Christ (cf. Ep 4, 31-32). Et puisque notre réconciliation dérive du sacrifice du Christ mort volontairement pour nous, la croix, plantée comme un grand mât dans l'Eglise pour la guider dans sa navigation dans le monde (35), doit être l'inspiratrice de nos relations réciproques, pour qu'elles soient toutes vraiment chrétiennes. Toutes ces relations doivent comporter un certain renoncement personnel. Il s'ensuivra une ouverture fraternelle aux autres, permettant de faire volontiers reconnaître les capacités de chacun et permettant à tous d'apporter leur propre contribution à l'enrichissement de l'unique communion ecclésiale, « en sorte que le tout et chacune des parties s'accroissent par un échange mutuel universel et par un effort commun vers une plénitude dans l'unité (36) ». En ce sens, on peut s'accorder sur le fait que l'unité bien comprise laisse à chacun la possibilité de développer sa propre personnalité.

Correction fraternelle

Cette ouverture aux autres, étayée par une volonté de compréhension et de capacité de renoncement, assurera, de façon stable et ordonnée, l'efficacité de l'acte de charité commandé par le Seigneur, qu'est la correction fraternelle (cf. Mt 18, 15). Etant donné que cette dernière peut être le fait de n'importe quel fidèle à l'égard de n'importe quel frère dans la foi, elle peut être le moyen normal pour mettre fin à de nombreuses dissensions ou pour empêcher qu'il ne se forme (37). A son tour, elle pousse celui qui s'y livre à ôter la poutre de son œil (cf. Mt 7, 5), afin que l'ordre de la correction ne soit pas dénaturé (38). La pratique de la

(34) S. LÉON LE GRAND, *Serm.* 26, 3 : PL 54, 214.

(35) Cf. S. MAXIME DE TURIN, *Serm.* 37, 2 : *Corpus Christ.* 23, p. 145.

(36) Conc. Vat. II, Const. dog. *Lumen gentium*, n. 13 : AAS 57 (1965), p. 17 s.

(37) Cf. S. THOMAS, *Summa theol.* II-II^{ae}, q. 33, a. 4 : *Opera omnia*. Ed. Leon., t. VIII, p. 266.

(38) Cf. S. BONAVENTURE, *In IV Sent.*, dist. 19, dub. 4 : *Opera omnia*, Ad Claras Aquas, t. IV, p. 512.

(31) TERTULLIEN, *Apologeticum* XXXIX, 7 : *Corpus Christianorum Series Latina* I, 1, p. 151.

(32) S. LÉON LE GRAND, *Tract.* 84 bis, 2 : *Corpus Christ.* 138 A, p. 530.

(33) S. AUGUSTIN, *In Io. Evang.*, 27, 6 : PL 35, 1618.

correction fraternelle se résume donc en un principe de marche vers la sainteté, qui seule peut donner à la réconciliation sa plénitude; celle-ci consiste non pas en une planification opportuniste qui masquerait la pire des inimitiés (39), mais dans la conversion intérieure et dans l'amour unifiant dans le Christ qui en dérive, et qui s'accomplit principalement dans le sacrement de la réconciliation, la Pénitence, grâce à laquelle les fidèles « reçoivent de la miséricorde de Dieu le pardon de l'offense qu'ils lui ont faite, et du même coup sont réconciliés avec l'Eglise que leur péché a blessée (40) », pourvu que « ce sacrement de salut... pénètre dans toute leur vie comme des racines et les pousse à un service plus fervent de Dieu et de leurs frères (41) ».

Que la diversité ne dégénère pas en divisions

Il reste toutefois que, « dans le travail d'édification du Corps du Christ, règne également une diversité de membres et de fonction (42) », et que cette diversité provoque d'inévitables tensions. On peut en constater même chez les saints, mais « pas de celles qui suppriment la concorde, pas de celles qui tuent la charité (43) ». Comment empêcher qu'elles ne dégèrent en divisions? C'est de cette même diversité de personnes et de fonctions que découle le principe sûr de la cohésion ecclésiale. De cette diversité, en effet, une composante primordiale et irremplaçable est constituée par les pasteurs de l'Eglise, établis par le Christ ses ambassadeurs auprès des autres fidèles, et dotés dans ce but d'une autorité qui, transcendant les positions et les options des individus, les unifie toutes dans l'intégrité de l'Evangile qui est précisément la « parole de la réconciliation » (2 Co 5, 18-20). L'autorité avec laquelle ils proclament cet Evangile est contraignante non pas en fonction de son acceptation par les hommes, mais parce qu'elle est conférée par le Christ (cf. Mt 28, 18; Mc 16, 15-16; Ac 26, 17 s.). Puisque, donc, qui les écoute ou les rejette écoute ou rejette le Christ et Celui qui l'a envoyé (cf. Lc 10, 16), le devoir d'obéissance des fidèles à l'autorité des pasteurs est une exigence ontologique de leur être chrétien lui-même.

Les prêtres et les religieux qui ont manqué aux exigences de leur vocation

Les pasteurs de l'Eglise, d'autre part, forment constitutionnellement un unique corps indivis avec le successeur de Pierre et en dépendance de lui; c'est pourquoi, de l'unanimité avec laquelle ils accomplissent leur ministère et de l'acceptation fidèle de ce ministère, dépend l'unité de foi et de communion de tous les croyants (44), manifestation pour le monde de la réconciliation réalisée par Dieu dans son Eglise. Qu'elle se voie donc exaucée, l'invocation

que tous adressent au Sauveur : « Assiste toujours le collège des évêques unis à notre Pape; accorde-leur les dons d'unité, de charité et de paix (45). » Que les pasteurs, de même qu'ils représentent le Christ lui-même et tiennent sa place d'une façon éminente et visible (46), imitent ainsi et infusent dans le peuple de Dieu l'amour qui l'a fait s'immoler : « Il a aimé l'Eglise et s'est livré pour elle. » (Ep 5, 25.) Et que cet amour renouvelé soit un exemple efficace pour les fidèles, en premier lieu pour les prêtres et religieux qui auraient manqué aux exigences de leur ministère et de leur vocation propres, de sorte que tous dans l'Eglise, d'un seul cœur et d'une seule âme (cf. Ac 4, 32), s'emploient de nouveau « à propager l'Eglise de la paix » (Ep 6, 15).

L'Eglise notre Mère regarde avec tristesse l'abandon de certains de ses fils revêtus du sacerdoce ministériel ou, à un autre titre particulier, consacrés au service de Dieu et de leurs frères. Elle éprouve cependant soulagement et joie dans la persévérance généreuse de tous ceux qui sont restés fidèles à leurs engagements vis-à-vis du Christ et d'elle-même; appuyée et réconfortée par les mérites de cette multitude, elle veut même transformer la douleur qui lui a été infligée en un amour qui peut tout comprendre et qui, dans le Christ, peut tout pardonner.

7. Conclusion

Nous qui sommes dans l'Eglise, en tant que successeur de Pierre, non certes en raison de notre mérite personnel mais en vertu du mandat apostolique qui nous a été transmis, le principe visible et le fondement de l'unité des pasteurs comme de la multitude des fidèles (47), nous lançons un appel au rétablissement complet du bien suprême qu'est la réconciliation avec Dieu, à l'intérieur de nous et entre nous, afin que l'Eglise soit dans le monde signe efficace d'union avec Dieu et d'unité entre toutes ses créatures.

C'est une exigence de notre foi dans l'Eglise même, « que, dans le symbole, nous proclamons une, sainte, catholique et apostolique (48) ». De l'aimer, de la suivre, de l'édifier, nous vous conjurons tous instamment par cette Exhortation, en faisant nôtres les paroles de saint Augustin : « Aimez cette Eglise, restez dans cette Eglise, soyez cette Eglise (49). »

Voilà l'invitation qu'à tous nos Fils, particulièrement ceux qui ont la responsabilité de guider leurs frères, nous adressons par cette Exhortation. Nous l'avons voulue pastorale et pleine de confiance, dictée par un esprit de paix. Peut-être pourra-t-elle paraître sévère à certains. Mais elle résulte d'un regard profond sur la situation de l'Eglise d'une part, et sur les exigences imprescriptibles de l'Evangile d'autre part. Elle jaillit spécialement de notre cœur : nous avons

(39) Cf. S. JÉRÔME, *Contra Pelagian.* 2, 11 : PL 23, 546.

(40) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 11 : AAS 57 (1965), p. 15.

(41) *Ordo Paenitentiae*, Praenotanda, n. 7, Typis Polyglottis Vaticanis 1974, p. 14.

(42) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 7 : AAS 57 (1965), p. 10.

(43) S. AUGUSTIN, *Enarrat. in Ps.* 33, 19 : PL 36, 318.

(44) Cf. Conc. Vat. I, Const. dogm. *Pastor aeternus*, Proem. : DS 3050 ; Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 18 : AAS 57 (1965), p. 22.

(45) *Liturgia Horarum*. IV, Typis Polyglottis Vaticanis 1972, p. 513.

(46) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 21 : AAS 57 (1965), p. 25.

(47) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 23 : AAS 57 (1965), p. 27.

(48) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 8 : AAS 57 (1965), p. 11.

(49) *Serm.* 138, 10 : PL 38, 769.

le devoir d'aimer l'Eglise en nous inspirant de l'allégorie de la vigne qui a besoin d'être émondée pour porter davantage de fruit (cf. Jn 15, 2). Cette Exhortation enfin est soutenue par une grande espérance que le lourd fardeau de notre mandat apostolique n'a jamais altérée. Nous rendons grâce à la fidélité de Dieu. Nous espérons que l'Esprit-Saint suscitera un écho irrésistible à nos paroles : il est déjà présent et agissant dans le secret du cœur de chaque fidèle, capable de les conduire tous, dans l'humilité et dans la paix, sur les chemins de la vérité et de l'amour. C'est lui notre force, nous savons que l'immense majorité des fils de l'Eglise attendaient un tel rappel, et sont préparés à le recevoir avec fruit. Nous souhaitons ardemment que le peuple de Dieu tout entier se mette en route avec nous comme dans la marche biblique, qu'il entreprenne avec nous les étapes de sanctification du jubilé et ne fasse qu'un avec nous, afin que le monde croie. Puisse-t-il se laisser guider par la grâce de

Notre-Seigneur Jésus-Christ, par l'amour de Dieu le Père, par la communion de l'Esprit-Saint !

Nous confions ces vœux à l'intercession de la Vierge Immaculée, « modèle des vertus qui rayonne sur toute la communauté des élus... et, par sa participation étroite à l'histoire du salut, rassemble et reflète en elle-même d'une certaine façon les requêtes suprêmes de la foi (50) ». Et nous encourageons la volonté commune de sanctification et de réconciliation, en accordant de grand cœur à tous notre Bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, en la solennité de l'Immaculée Conception de la bienheureuse Vierge Marie, le 8 décembre 1974, douzième année de notre pontificat.

PAULUS P. P. VI.

(50) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 65 : AAS 57 (1965), p. 64.

DISCOURS AUX MEMBRES DE LA XXXII^e CONGRÉGATION GÉNÉRALE DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS

(3 décembre 1974) (1)

VÉNÉRÉS ET TRÈS CHERS PÈRES
DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS !

En vous recevant aujourd'hui, nous éprouvons à nouveau la joie et l'anxiété du 7 mai 1965, alors que commençait la XXXI^e Congrégation générale de votre Compagnie, et du 15 novembre de l'année suivante, à sa conclusion : grande joie pour l'effusion d'amour paternel et sincère que ne peut pas ne pas susciter toute rencontre entre

le Pape et les fils de saint Ignace, surtout parce que nous voyons les témoignages d'apostolat et de fidélité que vous nous donnez, et dont nous nous réjouissons ; mais aussi anxiété pour les raisons dont nous vous parlerons tout à l'heure. C'est pourquoi nous accordons une grande importance à cette nouvelle rencontre, aussi bien à cause de l'occasion traditionnelle qui est à son origine, l'inauguration des travaux de la XXXII^e Congrégation générale, qu'en raison de

(1) Traduction française diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège. Sous-titres de la DC. Le texte latin de ce discours a été publié dans *l'Osservatore Romano* du 4 décembre 1974.

Du texte d'une conférence de presse donnée à Paris, le 25 novembre, pour présenter la XXXII^e Congrégation générale, nous extrayons les chiffres suivants :

1. Au début de l'année 1974, il y avait 29 436 Jésuites dans le monde. Ce chiffre marque une diminution de 594 par rapport à l'année précédente.

Diminutions antérieures :

1970-1971 : 1 190

1971-1972 : 906

1972-1973 : 830

1973-1974 : 594

Répartition par continents :

En Europe : 11 700

En Asie : 4 897

En Afrique : 1 307

Aux Amériques : 11 142

En Océanie : 370

Les Jésuites des cinq continents appartiennent à une centaine de nations.

2. En France.

Pour les quatre provinces de France, le chiffre actuel des Jésuites est de : 1329 ; il était de 1 777 en 1965 (il faut compter une diminution moyenne par année de 40 depuis 1965 : 25 sorties, 28 décès par an en moyenne). Mais cette diminution a été accrue en 1974 par l'inscrip-

tion de 80 Jésuites des provinces de France à la nouvelle province d'Afrique de l'Ouest.

Il y a actuellement 100 étudiants jésuites en formation (il y en avait 336 en 1965).

Voici les noms des Pères de France qui participent à la Congrégation générale :

P. A. COSTES, provincial de France.

Province France-Atlantique : P. H. AMET, provincial ; P. N. BARRÉ, membre de la Mission ouvrière ; P. A. DE SURVILLIERS, éducateur.

Province de France-Méditerranée : P. H. CHABERT, provincial ; P. C. VIARD, recteur de la Maison d'études de la rue Blomet ; P. B. LAPIZE DE SALÉE, Supérieur du territoire d'Algérie.

Province de France-Nord : P. M. HOEL, provincial ; P. M. DORTÉL-CLAUDOT, professeur de théologie morale ; P. Y. de COLNET, Supérieur de la maison de retraite de Mouvaux.

Province de Paris : P. O. DE VARINE-BOHAN, provincial ; P. L. DE VAUCELLES, rédacteur aux *Etudes* ; P. E. VANDERMEERSCH, Supérieur du Centre d'études pédagogiques.

Deux Pères français de la Curie généralice sont membres de droit de la Congrégation générale :

P. J. Y. CALVEZ, assistant général ;

P. J. LESAGE, assistant régional pour la France.

(Le nombre total de délégués est de 237.)

sa signification historique, qui dépasse de beaucoup le côté contingent. C'est en effet toute la Compagnie qui, sur son chemin dans le temps, après plus de quatre siècles de marche, se trouve à Rome, devant le Pape, et pense peut-être à la vision prophétique de La Storta : « *Ego vobis Romae propitius ero.* » (P. TACCHI-VENTURI, S.I., *Storia della Compagnia di Gesù in Italia narrata col sussidio di fonti inedite*, vol. II, parte I, Roma 1950, 2^e éd., p. 4, n. 2 ; P. RIBALENEIRA, *Vita Ignatii*, cap. IX : *Acta Sanctorum Iulii*, t. VII, Antverpiae 1731, p. 683.)

Vous avez, et nous avons nous-même, l'impression qu'il s'agit d'un moment décisif qui concentre dans les esprits les souvenirs, les sentiments, les présages de votre destin dans la vie de l'Eglise. En vous voyant ici, vous qui représentez toutes vos provinces du monde entier, notre regard embrasse la totalité des Jésuites, ces quelque trente mille hommes qui travaillent pour le règne de Dieu et apportent une contribution de grande valeur aux œuvres apostoliques et missionnaires de l'Eglise, ces hommes qui se dévouent pour les âmes, dans l'humilité et le secret, bien souvent, d'une vie entière. Chacun de vos confrères fait monter certainement de son cœur vers cette Congrégation des désirs profonds, dont beaucoup sont exprimés dans les « postulats » et qui réclament donc de vous, leurs délégués, une compréhension attentive et un grand respect. Mais plus que leur nombre, il nous semble que doit compter la qualité de ces désirs, exprimés ou tacites, qui concernent sans aucun doute la conformité à la vocation et au charisme propre des Jésuites, transmis par une tradition ininterrompue ; la conformité aussi à la volonté de Dieu, recherchée humblement dans la prière ; et la conformité à la volonté de l'Eglise, dans la ligne du grand mouvement spirituel qui a soutenu, qui soutient encore et qui soutiendra à l'avenir la Compagnie.

Renouveau et redressement

Nous comprenons le caractère particulier de ce moment qui requiert de votre part non pas le souci habituel de simple administration ordinaire, mais un examen profond et synthétique, libre et global, sur l'état de votre maturation actuelle au regard des problèmes et de la situation de la Compagnie. C'est un acte qu'il faut accomplir avec une extrême lucidité et un esprit surnaturel — celui de confronter votre identité avec ce qui est en train de se passer dans le monde et dans la Compagnie elle-même — en vous tenant uniquement à l'écoute de la voix de l'Esprit-Saint, sous la direction et l'éclairage du magistère, avec, par conséquent, des dispositions d'humilité, de courage et de résolution pour décider des orientations opportunes, afin que ne se prolonge pas un état d'incertitude qui deviendrait dangereux. Et tout cela, avec une grande confiance.

Nous vous redisons la nôtre : nous vous aimons sincèrement et nous vous estimons capables de ce renouveau et de ce redressement que tous souhaitent.

Telle est la signification de cette rencontre de réflexion. Nous vous avons déjà fait connaître notre pensée à ce sujet par les lettres que le

cardinal secrétaire d'Etat a envoyées en notre nom le 26 mars 1970 et le 15 février 1973 ; et aussi par celle du 15 septembre 1973, *In Paschae sollemnitatem*, que nous avons adressée au supérieur général et, par lui, à tous les membres de la Compagnie (2).

Poursuivant la ligne de pensée de ce document, que vous avez, nous l'espérons, médité et approfondi, comme nous le souhaitions, nous vous parlons aujourd'hui avec affection — et nos paroles ont un caractère particulier d'urgence —, au nom du Christ et en tant que supérieur suprême de la Compagnie, comme il vous plaît de nous considérer, vu le lien spécial qui unit la Compagnie elle-même, depuis sa fondation, au Pontife romain. Les Papes ont toujours mis leur espoir, d'une façon particulière, dans la Compagnie de Jésus.

A l'occasion de la précédente Congrégation, nous vous avons confié particulièrement la tâche de faire front à l'athéisme, voyant en cela une expression moderne de votre vœu d'obéissance au Pape (AAS 57 [1965], p. 514 ; 58 [1966], p. 1177) (3). Nous nous adressons à vous aujourd'hui, au début de vos travaux vers lesquels toute l'Eglise se tourne, pour encourager, justement, et stimuler vos réflexions ; et nous regardons en vous l'ensemble de votre grande famille religieuse qui s'arrête un instant et réfléchit sur le chemin à prendre.

Il nous semble que, en écoutant en cet instant de veille anxieuse et d'attention intense « *quid Spiritus dicat* » à vous et à nous (cf. Ap 2, 7 s.), surgissent en notre esprit trois questions auxquelles nous sommes tenu de répondre : « D'où venez-vous ? », « Qui êtes-vous ? », « Où allez-vous ? ».

Nous sommes ici, comme une pierre milliaire, pour mesurer, même d'un seul coup d'œil, le chemin que vous avez parcouru jusqu'à maintenant.

D'où venez-vous ?

I. — Et d'abord, d'où venez-vous ? La pensée se tourne vers ce xvr^e siècle complexe qui vit s'établir les fondements de la civilisation et de la culture modernes, et où l'Eglise, menacée de scission, donna naissance à une ère nouvelle de renouveau religieux et social, fondé sur la prière et sur l'amour de Dieu et du prochain, autrement dit sur la recherche de la sainteté la plus authentique. C'était une époque fascinée par une nouvelle conception de l'homme et du monde, qui souvent — même si ce ne fut pas là l'humanisme le plus authentique — était prêt à reléguer Dieu hors de l'horizon de la vie et de l'histoire ; c'était un monde qui prenait des dimensions nouvelles par suite des récentes découvertes géographiques ; un monde donc, sous bien des aspects — bouleversements, réflexions, analyses, reconstructions, élans, aspirations, etc. —, fort semblable au nôtre.

C'est sur ce fond tourmenté et magnifique que se place la figure de saint Ignace. Oui, d'où venez-vous ? Il nous semble entendre comme un

(2) DC 1973, n° 1641, p. 904 (NDLR).

(3) DC 1965, n° 1449, p. 968 (NDLR).

seul cri, « *tamquam vox aquarum multarum* » (Ap 1, 15), qui monte du fond des siècles, de tous vos confrères : nous venons d'Ignace de Loyola, notre fondateur ; nous venons de celui qui a marqué d'une empreinte ineffaçable non seulement l'Ordre, mais aussi l'histoire de la spiritualité et de l'apostolat de toute l'Eglise.

— Avec lui, nous venons de Manrèse, de la grotte mystique qui fut témoin des ascensions successives de sa grande âme, depuis la paix sereine des commençants jusqu'aux purifications de la nuit de l'esprit et jusqu'aux grandes grâces mystiques des visions trinitaires (cf. HUGO RAHNER, *Ignatius von Loyola u. das geschichtliche Werden seiner Frömmigkeit*, Graz, 1947, cap. III). Alors se dessinèrent les premières ébauches de l'œuvre qui a formé les âmes au cours des siècles en les orientant vers Dieu, les *Exercices spirituels* qui, entre autres, apprennent à se comporter « avec un esprit élevé et une grande libéralité envers le Créateur et Seigneur, lui offrant toute sa volonté propre et sa liberté, afin que sa Majesté divine se serve selon sa très sainte volonté aussi bien de la personne que de tout ce qu'elle a » (*Annotaciones*, 5 : *Monumenta Ignatiana*, series secunda, *Exercitia Spiritualia S. Ignatii de Loyola et eorum Directoria*, nova editio, t. I, *Exerc. Spir.* : MHSI, vol. 100, Romae 1969, p. 146).

— Avec saint Ignace — nous répondez-vous encore —, nous venons de Montmartre, où notre fondateur, le 15 août 1534, après la messe célébrée par Pietro Fabro, prononça avec lui, avec François Xavier, dont nous célébrons la fête aujourd'hui, avec Salmeron, et aussi Lainez, Rodrigues et Bobadilla, les vœux qui devaient faire du petit groupe le bourgeon printanier d'où sortirait à Rome la Compagnie (P. TACCHI VENTURI, *op. cit.*, vol II, partie I, p. 63 s.).

— Et avec saint Ignace — poursuivez-vous —, nous sommes à Rome, d'où nous sommes partis avec lui, forts de la bénédiction du Successeur de Pierre, depuis que Paul III, après l'apologie passionnée du cardinal Gaspare Contarini en septembre 1539, donna la première approbation orale, prélude de celle de la bulle *Regimini Ecclesiae Militantis* du 27 septembre 1540, qui sanctionna de l'autorité suprême de l'Eglise l'existence de la nouvelle Société de prêtres. Son originalité résidait, nous semble-t-il, dans l'intuition que cette époque requerrait des personnes complètement disponibles, capables de se détacher de tout et d'exécuter toute mission donnée par le Pape et réclamée, à son jugement, par le bien de l'Eglise, en mettant toujours au premier plan la gloire de Dieu : *ad maiorem Dei gloriam*. Mais saint Ignace regardait aussi au-delà de cette époque, comme il l'écrivait à la fin des *Quinque Capitula* : « *Haec sunt quae de nostra professione typo quodam explicare potuimus, quod nunc facimus ut summatim scriptione hac informemus tum illos qui nos de nostro vitae instituto interrogant, tum etiam posteros nostros si quos, Deo volente, imitatores habebimus huius viae.* » (P. TACCHI-VENTURI, *op. cit.*, vol. I, Romae, 2a ed. 1931, p. 189.)

C'est ainsi que vous avez été voulus, c'est ainsi que vous êtes nés : ces faits donnent, on peut le dire, la définition de la Compagnie, telle qu'elle la tire de son origine; ils en indiquent les lignes

constitutionnelles et lui impriment son dynamisme qui l'a soutenue au cours des siècles comme un ressort permanent.

Qui êtes-vous ?

II. — Nous savons donc *qui vous êtes*. Comme nous l'avons résumé dans notre lettre *In Paschae sollemnitate*, vous êtes membres d'un Ordre religieux, apostolique, sacerdotal, uni au Pontife romain par un lien spécial d'amour et de service, de la façon décrite dans la *Formula Instituti*.

Vous êtes des religieux, et donc des hommes de prière, d'imitation évangélique du Christ, des hommes à l'esprit surnaturel, garanti et protégé par les vœux religieux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, qui ne sont pas un obstacle à la liberté de la personne — comme s'ils étaient les vestiges de temps sociologiquement dépassés —, mais qui témoignent au contraire d'une volonté délibérée de s'affranchir, dans l'esprit du Sermon sur la montagne. Par ces engagements, celui qui est appelé — comme le souligne Vatican II — « à recueillir en plus grande abondance le fruit de la grâce baptismale... », entend se libérer des empêchements qui pourraient le retenir dans sa recherche d'une charité fervente et d'un culte parfait à rendre à Dieu, et il se consacre plus intimement au service divin » (*Lumen gentium*, 44 ; cf. *Perfectae caritatis*, 12-14). En tant que religieux, vous êtes des hommes voués à une vie austère, pour imiter le Fils de Dieu qui « s'est anéanti lui-même en prenant la condition d'esclave » (Ph 2, 7) et qui, « de riche qu'il était, s'est fait pauvre pour vous, afin de vous enrichir par sa pauvreté » (2 Co 8, 9). En tant que religieux, vous devez donc fuir — comme nous l'écrivions dans la lettre citée plus haut — « les compromis à bon marché avec la mentalité désacralisée et facile qui est celle de tant de formes contemporaines de la vie morale », et vous devez par ailleurs reconnaître et vivre — courageusement et de façon exemplaire — « la valeur ascétique et formatrice de la vie commune », en la gardant à l'abri des tentations de l'individualisme et du particularisme autonome.

Vous êtes aussi des apôtres, c'est-à-dire des missionnaires, envoyés dans toutes les directions selon la physionomie la plus authentique et la plus significative de la Compagnie : des hommes que le Christ lui-même envoie dans le monde entier pour défendre sa sainte doctrine, auprès des personnes de toute situation et de toute condition (cf. *Ex. spir.*, n. 145 : cf. MHSI, vol. 100, Romae 1969, p. 246). C'est une caractéristique fondamentale et irremplaçable du vrai Jésuite qui trouve justement dans les Exercices, comme dans les Constitutions, les appels constants à pratiquer les vertus qui lui sont propres — vertus indiquées par saint Ignace —, et ce d'une manière plus forte, dans un effort plus grand, dans une recherche continue du mieux, du « magis », du davantage (cf. les critères des Constitutions). Et la diversité elle-même des ministères auxquels se consacre la Compagnie puise à une telle source le motif le plus profond de cette vie apostolique qui doit être vécue « pleno sensu ».

Vous êtes en outre *des prêtres* : voilà aussi un caractère essentiel de la Compagnie. Sans

oublier la tradition ancienne et légitime de ces Frères méritants, non revêtus de l'Ordre sacré, qui ont toujours eu un rôle efficace et à l'honneur dans la Compagnie, il reste que la « sacerdotatité » a été formellement demandée par le Fondateur pour tous les religieux profès ; bien à raison, car le sacerdoce est nécessaire à l'Ordre qu'il a institué dans le but principal de la sanctification des hommes par la parole et les sacrements. Le caractère sacerdotal est effectivement requis par la consécration de vos énergies à la vie apostolique, « pleno sensu » nous le répétons : du charisme de l'Ordre sacerdotal qui configure au Christ envoyé par le Père, naît principalement l'apostolicité de la mission à laquelle, comme Jésuites, vous êtes envoyés. Vous êtes donc des prêtres, entraînés à cette *familiaritas cum Deo*, avec laquelle saint Ignace voulut fonder la Compagnie ; des prêtres qui enseignent, pourvus de la *sermonis gratia* (cf. *Monumenta Ignatiana, Sancti Ignatii de Loyola Constitutiones Societatis Iesu*, t. III, textus latinus, p. 1, c. 2, 9 [59-60] : *MHSI*, vol. 65, Romae 1938, p. 49) ; des prêtres tendus dans la volonté de faire en sorte que « la parole de Dieu accomplisse sa course et soit glorifiée » (2 Th 3, 1) ; des prêtres qui administrent la grâce de Dieu par les sacrements, des prêtres qui reçoivent le pouvoir et ont le devoir de participer de manière organique à l'œuvre apostolique de nourrir et d'unir la communauté chrétienne, spécialement par la célébration de l'eucharistie ; par conséquent des prêtres conscients, comme nous l'avons dit en 1963 dans un de nos discours, du « rapport antécédent et postérieur [du sacerdoce] avec l'Eucharistie, en vertu duquel le prêtre est le ministre générateur d'un si grand sacrement, et ensuite son premier adorateur, son sage révélateur et son inlassable distributeur » (*Allocution aux participants à la XIII^e Semaine italienne d'aggiornamento pastoral*, 6 septembre 1963 : *AAS* 55, 1963, p. 754).

Vous êtes enfin *unis au Pape* par un vœu spécial, car cette union avec le Successeur de Pierre, qui est le point spécifique des membres de la Compagnie, a toujours assuré — bien plus se trouve être — le signe visible de votre communion avec le Christ, Chef premier et suprême de la Compagnie qui, par antonomase, est sienne, est la Compagnie de Jésus. C'est l'union avec le Pape qui a toujours rendu les membres de la Société vraiment libres, à savoir placés sous la direction de l'Esprit, habilités à toutes les missions, même les plus ardues ou les plus lointaines, indépendants des conditions étroites de temps et de lieu, doués d'un souffle vraiment catholique, universel.

Dans la fusion de cette quadruple note, nous voyons se déployer toute la merveilleuse richesse et la merveilleuse faculté d'adaptation qui ont caractérisé la Compagnie au cours des siècles, comme Compagnie d'« envoyés » de l'Eglise : de là tirent leur source la recherche et l'enseignement théologiques ; de là tire sa source l'apostolat de prédication, d'assistance spirituelle, de publication et d'édition, d'animation des groupes, de formation par la parole de Dieu et le sacrement de la réconciliation, selon un objectif précis et génial voulu par le saint ; voilà l'origine de l'apostolat social et de l'action intellectuelle et culturelle qui va des établissements scolaires destinés à l'éducation des jeunes à tous

les degrés de la formation universitaire et de la recherche scientifique ; voici la *puerorum ac rudium in christianismo institutio*, que saint Ignace donna à ses fils — dès la première ébauche de ses *Quinque Capitula* — comme un de leurs buts principaux (cf. P. TACCHI-VENTURI, *op. cit.*, vol. I, partie II, p. 183) ; voici les missions, témoignage concret et émouvant de la « mission » de la Compagnie ; voici le soin des pauvres, des malades, des marginaux. Partout dans l'Eglise, même dans les champs d'activité de pointe et les plus difficiles, aux carrefours des idéologies, dans les secteurs sociaux, là où les exigences brûlantes de l'homme et le message permanent de l'Evangile ont été ou sont confrontés, il y a eu, il y a les Jésuites : votre Société adhère à la société de l'Eglise et se confond avec elle, dans les œuvres multiples que vous savez animer, en tenant compte cependant de la nécessité que toutes soient unifiées par le seul point de vue de la gloire de Dieu et de la sanctification des hommes, sans les dispersions qui empêcheraient des choix prioritaires.

Pourquoi doutez-vous ?

Et alors, pourquoi doutez-vous ? Vous avez une spiritualité fortement tracée, une identité sans équivoque, une solidité séculaire qui vient de la valeur des méthodes qui, à travers le creuset de l'histoire, portent encore l'empreinte de la forte spiritualité de saint Ignace. Il ne faudra donc absolument pas mettre en doute qu'un engagement plus profond dans la voie poursuivie jusqu'ici, dans votre charisme propre, ne soit une nouvelle source de fécondité spirituelle et apostolique. La tentation caractéristique de notre temps s'est répandue, c'est vrai, dans l'Eglise : le doute systématique, la critique de l'identité propre, le désir du changement, l'indépendance et l'individualisme. Les difficultés que vous rencontrez sont celles qui atteignent aujourd'hui l'ensemble des chrétiens, face à la mutation culturelle profonde qui atteint le sens même de Dieu ; vos difficultés sont celles des apôtres d'aujourd'hui, qui sentent l'ardent désir d'annoncer l'Evangile et la difficulté de le traduire dans un langage qui puisse être compris par nos contemporains ; ce sont les difficultés des autres Ordres religieux. Nous comprenons les doutes et les difficultés véritables, sérieuses, que certains de vous éprouvent. Vous êtes aux avant-postes de ce renouvellement profond que l'Eglise, surtout depuis le Concile Vatican II, affronte dans ce monde sécularisé. Votre Compagnie est, nous le disons, le test de la vitalité de l'Eglise à travers les siècles ; elle est peut-être un des creusets les plus significatifs, dans lequel se mêlent les difficultés, les tentations, les efforts, la pérennité et les succès de l'Eglise entière.

Il s'agit certainement d'une crise qui fait souffrir et qui laisse peut-être espérer une croissance, comme il a été dit plusieurs fois, mais nous, en qualité de Vicaire du Christ, qui doit confirmer dans la foi les frères (cf. Lc 22, 32), et vous pareillement, qui avez la lourde responsabilité de représenter avec sagesse les aspirations de vos confrères, nous devons tous veiller afin que l'adaptation nécessaire ne soit pas faite au détriment de l'identité fondamentale, de l'essence de la figure du Jésuite, telle qu'elle est décrite dans

la *Formula Instituti*, telle que l'histoire et la spiritualité propre de l'Ordre la proposent, et telle que l'interprétation authentique des besoins mêmes des temps semble encore la réclamer aujourd'hui. Cette image ne doit pas être altérée, elle ne doit pas être défigurée.

On ne devra pas appeler nécessité apostolique ce qui serait simplement décadence spirituelle, alors qu'Ignace avertit clairement chaque confrère envoyé en mission qu'« il veille, en ce qui le concerne, à ne pas s'oublier lui-même pour aller vers les autres, sans consentir au plus petit péché pour tout le gain spirituel possible, et sans vouloir même se mettre en un tel péril » (*Monumenta Ignatiana*, series prima, *Sancti Ignatii de Loyola Epistolae et Instructiones*, t. XII, fasc. II : *MHSI*, Annus 19, fasc. 217, Ianuario 1912, Matriti, p. 251-252). Si votre Société se met elle-même en crise, si elle cherche des voies aventureuses qui ne sont pas les siennes, viendront à en souffrir aussi tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, doivent tant aux Jésuites pour leur formation chrétienne.

Or aujourd'hui, vous le savez comme nous, un état profond d'incertitude apparaît dans vos rangs, bien plus, une certaine remise en cause fondamentale de votre identité elle-même. La figure du Jésuite, telle que nous l'avons esquissée à grands traits, est en substance celle d'un animateur spirituel, d'un éducateur de ses contemporains à la vie catholique, selon sa physionomie propre, comme nous l'avons dit, de prêtre et d'apôtre. Mais, nous nous le demandons, et vous vous le demandez, à titre de vérification consciencieuse et de confirmation rassurante, à quel point en est aujourd'hui la vie de prière, la contemplation, la simplicité de vie, la pauvreté, l'usage des moyens surnaturels ? A quel point en est l'adhésion et le témoignage loyal à l'égard des points fondamentaux de la foi et de la morale catholique, tels qu'ils sont proposés par le Magistère ecclésiastique ? Où en est la volonté de collaborer en pleine confiance à l'œuvre du Pape ? Les « nuages dans le ciel », que nous voyions en 1966, même s'ils ont été « dissipés en grande partie » par la XXXI^e Congrégation générale (AAS 58, 1966, p. 1174), n'ont-ils pas, hélas ! continué à jeter quelque ombre sur la Compagnie ? Un certain nombre de faits douloureux, qui mettent en discussion l'essence même de l'appartenance à la Compagnie, se répètent avec une trop grande fréquence et nous sont signalés de tant de côtés, particulièrement par les pasteurs des diocèses ; ils exercent une triste influence sur le clergé, les autres religieux et le laïcat catholique. Ces faits exigent de nous et de vous une expression de regret : non certes pour insister sur ce point, mais pour chercher ensemble les remèdes afin que la Compagnie demeure, ou redevienne, ce dont il est besoin, c'est-à-dire ce qu'elle doit être pour répondre à l'intention du fondateur et à l'attente de l'Eglise aujourd'hui. Il est besoin d'une étude compréhensive de ce qu'est la Compagnie, d'une expérience des situations et des hommes ; mais il est besoin aussi, et il sera bon d'y insister, d'un sens spirituel, d'un jugement de foi sur les choses que nous devons faire, sur la voie qui s'ouvre, en tenant compte de la volonté de Dieu qui exige une disponibilité inconditionnelle.

Où allez-vous ?

III. — Et maintenant, où allez-vous ? La question ne peut rester sans réponse. Vous êtes en train de vous la poser depuis longtemps, du reste, avec lucidité, peut-être non sans risque.

Le but vers lequel vous tendez, et dont cette Congrégation générale constitue un opportun signe des temps, est et doit être, à n'en pas douter, la poursuite d'un *aggiornamento* sain, équilibré, juste, dans la fidélité substantielle à la physionomie spécifique de la Compagnie, dans le respect du charisme de votre fondateur. Tel fut le vœu du Concile Vatican II, avec le décret *Perfectae caritatis*, qui a souhaité « le retour continu aux sources de toute vie chrétienne ainsi qu'à l'inspiration originelle des Instituts et aussi la correspondance de ceux-ci aux conditions nouvelles d'existence » (n. 2). Nous voudrions vous donner pleine confiance et vous encourager à marcher au pas des exigences du monde spirituel d'aujourd'hui, en vous souvenant cependant, comme déjà nous le faisons sous forme générale dans l'exhortation apostolique *Evangelica testificatio*, que ce renouveau nécessaire manquerait d'efficacité s'il devait s'éloigner de l'identité propre de votre famille religieuse, clairement décrite dans votre Règle fondamentale ou *Formula Instituti* : « Pour un vivant, s'adapter à son milieu ne consiste pas à abandonner son identité, mais à s'affirmer, au contraire, dans sa vitalité propre. Comprendre en profondeur les tendances actuelles et les requêtes du monde moderne doit faire rejaillir vos propres sources avec une vigueur et une fraîcheur nouvelles. La tâche est exaltante à la mesure des difficultés. » (N. 51 ; AAS 63, 1971, p. 523.)

Nous vous encourageons donc, de tout notre cœur, à poursuivre l'*aggiornamento* voulu si clairement et avec une telle autorité par l'Eglise. Mais, en même temps, nous ne nous cachons pas, pas plus que vous, du reste, tout le poids et la responsabilité d'un tel *aggiornamento*. Le monde dans lequel nous vivons *met en crise notre mentalité religieuse et parfois même le choix inhérent à notre foi* : nous vivons dans une perspective éblouissante d'humanisme profane, liée à une critique rationaliste et areligieuse selon laquelle l'homme veut réaliser tout son perfectionnement personnel et social, uniquement par ses propres forces, tandis qu'au contraire, pour nous, hommes de Dieu, il s'agit de la divinisation de l'homme dans le Christ, grâce à la foi dans le Dieu vivant, à l'imitation toujours plus parfaite du Christ, au choix de la Croix, de la lutte contre le malin et le péché... Vous souvenez-vous du « *sub crucis vexillo Deo militare et soli Domino atque Romano Pontifici... servire* » ? (Bulle *Regimini militantis Ecclesiae*, dans P. TACCHI-VENTURI, *op. cit.*, vol. I, deuxième partie, *Documenti*, Roma, 1931, p. 182-183.) Le siècle d'Ignace subissait une transformation humaniste aussi forte, tout en n'étant pas aussi virulente que celle des siècles suivants, qui ont vu à l'œuvre les maîtres du soupçon systématique, de la négation radicale, de l'utopie idéaliste d'un règne seulement temporel sur la terre, fermé à toute possibilité de vraie transcendance. Mais, « où est-il donc le raisonneur d'ici-bas ? Dieu n'a-t-il pas frappé de folie la sagesse de ce monde ? Puisqu'en effet le monde, par le moyen de la sagesse, n'a pas reconnu Dieu

dans la sagesse de Dieu, c'est par la folie de la prédication qu'il a plu à Dieu de sauver les croyants » (1 Co 1, 20-21). Nous sommes des hérauts de cette sagesse paradoxale, de cette annonce laborieuse ; mais, comme nous l'avons rappelé à nos frères dans l'épiscopat, à la fin du Synode, nous vous le répétons à vous : malgré les difficultés, « le Christ est avec nous, il est en nous, il parle en nous et par nous, et il ne nous laissera pas manquer de l'aide nécessaire » (cf. *l'Osservatore Romano*, 27 octobre 1974, p. 2), pour transmettre le message chrétien à nos contemporains.

Le regard réaliste sur ce monde nous avertit d'un *autre danger* : le phénomène de la nouveauté pour elle-même, qui met tout en discussion. La nouveauté est le stimulant du progrès humain et spirituel, c'est vrai ; mais seulement lorsqu'elle veut rester ancrée dans la fidélité à Celui qui fait toutes choses nouvelles (cf. Ap 21, 5) dans le mystère, qui se renouvelle sans cesse et qui est toujours rénovateur de sa Mort et de sa Résurrection, auxquelles nous sommes assimilés dans les sacrements de son Eglise, et non pas lorsque cette nouveauté aboutit à un relativisme qui détruit aujourd'hui ce qu'il a édifié hier. En face de ces tentations, il n'est donc pas difficile de voir les possibilités qui s'offrent au dynamisme de la vraie marche en avant : un vigoureux rappel dans les deux directions de la foi et de l'amour.

Fidélité et service

Par conséquent, sur le chemin qui s'ouvre devant vous en cette fin du siècle, marquée par l'Année sainte comme signe prémonitoire de bon augure pour une conversion radicale à Dieu, nous vous indiquons le double charisme de l'apôtre, qui doit garantir votre identité et éclairer constamment votre enseignement, vos centres d'études, les revues que vous publiez : d'une part, la fidélité, non pas stérile et statique, mais dynamique et féconde, à la tradition, à la foi, à l'institution du fondateur, pour demeurer sel de la terre et lumière du monde (Mt 5, 13, 14). Gardez le bon dépôt (cf. 1 Tm 6, 20 ; 2 Tm 1, 14). « Revêtez l'armure de Dieu pour pouvoir résister aux manœuvres du diable. Car ce n'est pas contre la chair et le sang que nous avons à lutter, mais contre les principautés, contre les dominations, contre les souverains de ce monde de ténèbres... Endossez donc l'armure de Dieu, afin qu'au jour mauvais vous puissiez résister et rester debout après avoir surmonté toutes les épreuves. » (Ep 6, 11-15.)

D'autre part, voilà le charisme de la charité, c'est-à-dire du *service* généreux des hommes qui sont nos frères et qui cheminent à nos côtés tournés vers l'avenir. C'est l'anxiété de saint Paul, dont tout véritable apôtre sent la brûlure audedans de soi : « Je me suis fait tout à tous, afin d'en sauver à tout prix quelques-uns... Je m'efforce de plaire à tous en tout, ne cherchant pas mon propre intérêt, mais celui du plus grand

nombre, afin qu'ils soient sauvés. » (1 Co 9, 22 ; 10, 33.)

La perfection est dans la simultanéité des deux charismes, fidélité et service, sans que l'un ne prenne le pas sur l'autre. Chose difficile, certes, mais possible. Aujourd'hui, l'attrait du second charisme est très fort : le risque que l'agir prévale sur l'être, l'agitation sur la contemplation, l'existence concrète sur la spéculation théorique, ce qui fait passer d'une théologie déductive à une théologie inductive ; tout ceci pourrait faire penser que les deux aspects de la fidélité et de la charité sont opposés. Mais il n'en est pas ainsi, vous le savez bien : toutes deux procèdent de l'Esprit-Saint, qui est amour. On n'aimera jamais trop les hommes : mais seulement dans l'amour et avec l'amour du Christ. « L'Eglise s'applique à faire voir en tout sujet comment la doctrine révélée, en sa qualité de catholique, assume et complète toutes les justes pensées de l'homme qui, par elles-mêmes, ont toujours quelque chose de fragmentaire et de mesquin. » (H. DE LUBAC, *Catholicisme*, Paris 1952, chap. IX, p. 248.) Par ailleurs, la disponibilité de l'esprit de service peut dégénérer en relativisme, dans une conversion au monde et à sa mentalité immanentiste, dans une assimilation au monde qu'on voulait sauver, dans un sécularisme, dans la fusion avec le profane. Puissiez-vous ne pas être pris, nous vous en conjurons, par le « *spiritus vertiginis* » (Is 19, 14).

Trois orientations

A ce propos, nous voulons encore vous indiquer quelques orientations que vous pourrez développer dans vos réflexions :

a) *Le discernement*, auquel la spiritualité ignatienne vous considère comme spécialement entraînés, devra toujours vous soutenir dans la difficile synthèse des deux charismes, des deux pôles de votre vie. Il faudra savoir toujours discerner avec une clarté totale et logique les exigences du monde et celles de l'Evangile, de son paradoxe de mort et de vie, de croix et de résurrection, de folie et de sagesse. Puisse le discernement provocateur de l'apôtre Paul vous guider : « ... Tous ces avantages dont j'étais pourvu, je les ai tenus pour un désavantage à cause du Christ. Bien plus, je tiens tout désormais pour désavantageux, au prix du gain suréminent qu'est la connaissance du Christ Jésus mon Seigneur... ; pour que je puisse le connaître, lui, avec la puissance de sa résurrection et la communion à ses souffrances, lui devenir conforme dans la mort, afin de parvenir, si possible, à ressusciter d'entre les morts. » (Ph 3, 7-8 ; 10-11.) Souvenons-nous toujours du critère supérieur donné par Notre-Seigneur : « A leurs fruits, vous les reconnaîtrez » (Mt 7, 16) ; et l'effort qui doit guider votre discernement sera la docilité à l'Esprit, pour produire le fruit de l'Esprit, qui est « charité, joie, paix, longanimité, serviabilité, bonté, confiance dans les autres, douceur, maîtrise de soi » (Gal 5, 22).

b) Il sera opportun ensuite de vous souvenir de la nécessité de bien faire *un choix fondamental* parmi les nombreux appels qui vous viennent de l'apostolat dans le monde actuel. Aujourd'hui, c'est un fait, on souligne la difficulté d'accomplir des choix réfléchis et décidés ; on craint peut-être de ne point parvenir à une pleine réalisation de soi-même ; et c'est pourquoi on veut être tout, on veut faire tout, suivre sans faire de choix toutes les vocations humaines et chrétiennes, celle du prêtre et celle du laïc, celle des Instituts religieux et celle des Instituts séculiers, en s'engageant dans des domaines qui ne sont pas indiqués. De là surgissent l'insatisfaction, l'improvisation, le découragement. Or, vous avez une vocation précise, celle que nous vous avons rappelée tout à l'heure, vous avez une spécificité sans confusion possible tant dans votre spiritualité que dans votre vocation apostolique. C'est cette spécificité que vous devez approfondir dans ses lignes maîtresses.

c) Enfin, nous revenons à vous rappeler la *disponibilité à l'obéissance*. Ceci est le trait caractéristique, pourrions-nous dire, de la Compagnie. « Dans les autres ordres, a écrit saint Ignace, dans la célèbre lettre du 26 mars 1553, on peut trouver davantage de jeûnes, de veilles et autres austérités... ; mais je désire vivement, frères très chers, que ceux qui servent Dieu Notre-Seigneur en cette Compagnie se distinguent par la pureté et la perfection de l'obéissance, grâce au véritable renoncement à notre volonté et à l'abnégation de nos propres jugements. » (*Monumenta Ignatiana*, series prima, *Sancti Ignatii de Loyola Societatis Jesu Fundatoris Epistolae et Instructiones*, tomus IV, fas. 5 : *MHSI*, Annus 13, fasc. 153, sept. 1906, Matriti, p. 671.)

Dans l'obéissance, se trouve l'essence même de l'imitation du Christ, « lequel a racheté par obéissance le monde perdu à cause de son manque d'obéissance, étant devenu obéissant jusqu'à la mort et la mort de la croix » (*ib.*). Dans l'obéissance, se trouve le secret de la fécondité apostolique. Plus vous faites œuvre de pionniers, plus il vous est nécessaire d'être étroitement reliés à Celui qui vous envoie : « Toutes les audaces apostoliques seront permises, si l'on est sûr de l'obéissance des apôtres. » (JACQUES LOEW, *Journal d'une Mission ouvrière*, Cerf, Paris, 1959, p. 452.) Assurément, nous n'ignorons pas que si l'obéissance est très exigeante pour ceux qui obéissent, elle ne l'est pas moins pour ceux qui exercent l'autorité : à ceux-ci, il est demandé d'écouter sans partialité les voix de tous leurs fils ; de s'entourer de conseillers prudents pour apprécier loyalement les situations ; de choisir devant Dieu ce qui correspond le mieux à sa volonté et d'intervenir avec fermeté partout où l'on s'en est éloigné. Effectivement, chaque fils de l'Eglise sait bien que le banc d'essai de sa fidélité repose sur l'obéissance : « Le catholique sait que l'Eglise ne commande que parce que, d'abord, elle obéit à Dieu. Il veut être un « homme libre », mais il redoute d'être de ces hommes « qui se font de la liberté un manteau pour couvrir leur malice » (1 P 2, 16). L'obéissance est pour lui le prix de la liberté, comme elle est la condition de l'unité. » (H. DE LUBAC, *Méditation sur l'Eglise*, Aubier, Paris deuxième édit. 1953, p. 224 ; cf. p. 222-230.)

Fils très aimés,

A la fin de cette rencontre, nous pensons vous avoir donné quelques indications sur la route que vous devez parcourir dans le monde actuel, et nous avons aussi voulu vous indiquer celle du monde de demain. Connaissiez-le, approchez-le, servez-le, aimez-le, ce monde ; et il sera vôtre dans le Christ. Regardez-le avec les yeux mêmes de saint Ignace, ayez les mêmes exigences spirituelles, usez des mêmes armes : la prière, le choix du parti de Dieu, de sa gloire, la pratique de l'ascèse, la disponibilité absolue. Nous pensons ne pas vous demander trop en exprimant le désir que la Congrégation approfondisse et redise les « éléments essentiels » (« essentialia ») de la vocation jésuite, de manière que tous vos confrères puissent se reconnaître, retremper leur propre engagement, redécouvrir leur propre identité, retrouver leur propre vocation, refonder leur propre union communautaire. Le moment l'exige, la Compagnie attend une parole décisive. Ne manquez pas de la dire.

Nous vous suivons avec un très vif intérêt dans vos travaux, qui devront avoir un grand rayonnement de sainteté et d'élan apostolique, de fidélité à votre charisme et à l'Eglise, et nous accompagnons spécialement ces travaux de notre prière, afin que la lumière de l'Esprit-Saint, l'esprit du Père et du Fils, vous illumine, vous fortifie, vous guide, vous appelle, vous donne la force de suivre toujours de plus près le Christ crucifié. Vers Jésus, monte en ce moment notre commune prière, en reprenant les paroles mêmes de saint Ignace : « Prenez, Seigneur, et recevez ma liberté tout entière, ma mémoire, mon intelligence et toute ma volonté, tout ce que je suis et tout ce qui m'appartient ; vous me l'avez donné et, à vous, Seigneur, je le rends ; tout est à vous, disposez-en selon votre volonté, donnez-moi seulement votre amour et votre grâce, et cela me suffit. » (*Esercizi Spirituali*, n. 234 ; op. cit., *MHSI*, vol. 100, Romae 1969, p. 308-309.)

En avant, frères et fils, *in Nomine Domini*. Marchons ensemble, libres, obéissants, unis dans l'amour du Christ, pour la plus grande gloire de Dieu. Amen.

— **Des médecins pour les bien-portants.** A la recherche d'une politique de la santé, par les docteurs Hélène Lesterlin de Bellet et Pierre Lesterlin (Coll. « Débattre »). Un vol. 17 X 22 de 104 p. Prix : 18 F. Editions Chronique sociale de France, Lyon.

Sous ce titre paradoxal, c'est bien toute une politique de la santé dont les auteurs posent judicieusement les conditions. D'ailleurs la politique scolaire et celle du travail pour les ouvriers imposées par la loi ont commencé à la mettre en pratique ; mais cela vaut également pour le secteur privé. La santé est un bien qu'il s'agit de préserver et il faut le redire : il vaut mieux prévenir que guérir. Le coût croissant des dépenses de santé ne vient-il pas de ce que cette pratique est trop négligée ? Organiser ainsi l'équilibre de la vie sauve bien des existences.

— **Discernement spirituel et délibération communautaire**, par Alfred Ducharme, S. J. (Coll. « Vita Evangelica »). Un vol. 11 X 18 de 196 p. Prix : 2,75 dollars. Conférence religieuse canadienne, 324 Est avenue Laurier, Ottawa Kin 6P6, Canada.

L'auteur nous invite dans l'évolution bouleversante du monde à trouver les points de repère pour garder le calme et procéder au discernement des esprits. Qu'il s'agisse des groupes ou des particuliers, la réflexion est indispensable pour faire des options judicieuses. C'est nécessaire dans le choix des styles de vie comme dans les moyens d'apostolat. On ne peut donc se passer de ces réflexions.

« LA RÉCONCILIATION, CHEMIN VERS LA PAIX »

Message pour la Journée de la Paix (1)

A tous les hommes de bonne volonté !

Voici notre message pour l'année 1975.

Vous le connaissez désormais, et il ne saurait être autre que :

Frères, faisons la paix !

Notre message est très simple, mais en même temps il est si grave et si exigeant qu'il pourrait sembler offensant : la paix n'existe-t-elle pas déjà ? Que peut-on faire d'autre pour la paix, que peut-on faire de plus que ce qui a déjà été fait et se fait encore ? L'histoire de l'humanité n'est-elle pas déjà en marche, par sa propre force, vers la paix universelle ?

Oui, il en est ainsi ; ou plutôt, il semble en être ainsi. Mais la paix doit être « faite », elle doit être continuellement engendrée et produite ; elle résulte d'un équilibre instable que seul le mouvement peut assurer et qui est proportionnel à la vitesse de ce mouvement. Les institutions mêmes qui, sur le plan juridique et dans le concert des nations, ont pour rôle — et ont le mérite — de proclamer et de conserver la paix, n'atteignent le but prévu que si elles sont continuellement à l'œuvre, si elles savent à chaque instant engendrer la paix, faire la paix.

Cette nécessité résulte principalement du devenir humain, de l'incessant processus d'évolution de l'humanité. Les hommes succèdent aux hommes, les générations aux générations. Même si aucun changement ne se produisait dans les situations juridiques et historiques existantes, il faudrait quand même œuvrer continuellement pour éduquer l'humanité à rester fidèle aux droits fondamentaux de la société : ces derniers doivent demeurer et guideront l'histoire pendant un temps indéfini, à condition que les hommes, changeants, et que les jeunes qui viennent remplacer les anciens disparus soient sans cesse formés à la discipline de l'ordre nécessaire au bien commun et à l'idéal de la paix. Faire la paix, sous cet angle, signifie éduquer à la paix. L'entreprise n'est pas mince ni facile.

Seule la paix engendre la paix

Mais nous savons tous que les hommes ne sont pas les seuls à changer sur la scène de l'histoire. Les choses aussi changent, c'est-à-dire les questions dont la solution équilibrée conditionne la coexistence pacifique entre les hommes. Nul ne peut soutenir que désormais l'organisation de la société civile et du contexte international soit parfaite. De nombreux, de très nombreux problèmes restent encore potentiellement ouverts : ceux d'hier demeurent, de nouveaux surgissent aujourd'hui, d'autres surgiront demain ; tous attendent une solution. Cette dernière, nous l'affirmons, ne peut pas, ne doit jamais plus découler de conflits égoïstes ou violents, encore moins de guerres meurtrières entre les hommes. Cela a été dit par les hommes sages, spécialistes de l'histoire des peuples

et experts en économie des nations. Nous aussi, sans armes au milieu des querelles du monde, et fort d'une parole divine, nous l'avons dit : tous les hommes sont frères. Finalement, toute la civilisation semble avoir admis ce principe fondamental. Si donc les hommes sont frères, mais s'il existe encore entre eux et s'il surgit toujours des causes de conflit, il faut que la paix devienne opérante et sage. Il faut faire la paix, il faut la produire, il faut l'inventer, il faut la créer avec un génie toujours vigilant, avec une volonté toujours neuve et inlassable. Nous sommes par conséquent tous persuadés du principe qui inspire la société contemporaine : la paix ne peut être ni passive ni oppressive ; elle doit inventer, prévenir, agir.

Nous sommes heureux de constater que ces critères directeurs de la vie collective dans le monde sont aujourd'hui, au moins dans leur principe, universellement accueillis. Et nous nous sentons le devoir de remercier, de louer, d'encourager les responsables et les institutions actuellement destinées à promouvoir la paix sur la terre qui ont su choisir, comme premier article de leur action, cet axiome fondamental : seule la paix engendre la paix.

L'intériorisation de la paix

Laissez-nous vous répéter à tous de manière prophétique le message du récent Concile œcuménique, jusqu'aux confins de l'horizon : « Nous devons tendre à préparer de toutes nos forces ce moment où, de l'assentiment général des nations, toute guerre pourra être absolument interdite... La paix doit naître de la confiance mutuelle entre peuples au lieu d'être imposée aux nations par la terreur des armes... Les chefs d'Etat, qui sont les répondants du bien commun de leur propre nation et en même temps les promoteurs du bien universel, sont très dépendants des opinions et des sentiments de la multitude. Il leur est inutile de chercher à faire la paix tant que les sentiments d'hostilité, de mépris et de défiance, tant que les haines raciales et les partis pris idéologiques divisent les hommes et les opposent. D'où l'urgence et l'extrême nécessité d'un renouveau dans la formation des mentalités et d'un changement de ton dans l'opinion publique.

« Que ceux qui se consacrent à une œuvre d'éducation, en particulier auprès des jeunes, ou qui forment l'opinion publique, considèrent comme leur plus grave devoir celui d'inculquer à tous les esprits de nouveaux sentiments générateurs de paix.

« Nous avons tous assurément à changer notre cœur et à ouvrir les yeux sur le monde, comme sur les tâches que nous pouvons entreprendre tous ensemble pour le progrès du genre humain. » (Constitution pastorale *Gaudium et spes*, n. 82.)

C'est là que notre message se centre sur le point caractéristique qui l'inspire, en affirmant que la paix a d'autant plus de valeur lorsque, avant d'être extérieure, elle cherche à être intérieure. Il faut désarmer les esprits si nous voulons empêcher efficacement le recours aux armes qui atteignent les corps. Il faut donner à la paix, c'est-à-dire à tous les hommes, les racines spirituelles d'une manière commune de penser

(1) Texte français publié par la Polyglotte vaticane. Sous-titres de la DC.

La Journée de la paix, nous le rappelons, est célébrée le 1^{er} janvier de chaque année depuis 1968.

et d'aimer. Elle ne suffit pas, écrit saint Augustin, le maître théoricien d'une Cité nouvelle, elle ne suffit pas, pour associer les hommes entre eux, l'identité de leur nature ; encore faut-il leur enseigner à parler un même langage, c'est-à-dire à se comprendre, à posséder une culture commune, à partager les mêmes sentiments ; autrement, « l'homme aimera mieux se trouver avec son chien qu'avec un homme étranger » (cf. *De Civitate Dei*, XIX, VII ; PL 41, 634).

Les facteurs de conflits

C'est dans cette intériorisation de la paix que résident le véritable humanisme, la véritable civilisation. Heureusement, elle est déjà en train de se réaliser. Elle mûrit avec le progrès du monde. Elle trouve sa force persuasive dans les dimensions universelles des rapports de tout genre que les hommes sont en train d'établir entre eux. C'est un travail lent et compliqué, mais qui, à beaucoup d'égards, s'impose de soi : le monde marche vers son unité. Toutefois, nous ne pouvons pas nous faire d'illusions : tandis que s'étend au milieu des hommes la concorde pacifique — grâce à la découverte progressive de la complémentarité et de l'interdépendance des pays, aux échanges commerciaux, à la diffusion d'une même vision de l'homme, toujours respectueuse cependant de l'originalité et de la spécificité des diverses cultures, grâce encore à la facilité des voyages et des moyens de communication sociale, etc., — nous devons remarquer que se manifestent aujourd'hui de nouvelles formes de nationalismes jaloux, braqués sur des manifestations hargneuses de revanche pour des raisons de race, de langue, de tradition ; que subsistent des situations vraiment tristes de misère et de faim ; que surgissent de puissantes expressions économiques multinationales, chargées d'antagonismes égoïstes ; que s'organisent socialement des idéologies exclusivistes et dominatrices ; que des conflits territoriaux éclatent avec une impressionnante facilité ; et surtout que les engins meurtriers capables d'engendrer des destructions catastrophiques s'accroissent en nombre et en puissance, jusqu'à imposer à la terreur le nom de paix. Oui, le monde marche vers son unité alors que, d'un autre côté, se font plus nombreuses les hypothèses terrifiantes qui laissent prévoir comme plus possibles, plus faciles et plus périlleux des affrontements fatals considérés, sous certains aspects, comme inévitables et nécessaires, voire même réclamés par la justice. Faut-il qu'un jour la justice ne soit plus sœur de la paix, mais de la guerre (cf. Saint Augustin, *ibid.*) ?

Nous ne jouons pas à formuler des utopies, ni optimistes ni pessimistes. Nous voulons nous en tenir à la réalité qui, par cette phénoménologie d'espérance illusoire et de désespoir regrettable, nous avertit encore une fois que quelque chose ne fonctionne pas bien dans le char monumental de notre civilisation. Cette dernière pourrait éclater en une conflagration indescriptible par un défaut de construction. Nous disons défaut, et non manque ; défaut du coefficient spirituel, que nous admettons toutefois comme déjà présent et opérant dans l'économie générale du développement pacifique de l'histoire contemporaine, et comme digne de toute reconnaissance favorable et de tout encouragement : n'avons-nous pas attribué nous-même à l'UNESCO notre prix qui porte le nom du Pape Jean XXIII, auteur de l'encyclique *Pacem in terris* ?

Tendre vers une paix fondée sur la réconciliation des esprits

Mais nous osons dire qu'il faut faire davantage, qu'il faut valoriser et appliquer le coefficient spirituel, pour le rendre capable non seulement d'empêcher les conflits entre les hommes et de prédisposer ceux-ci à des sentiments pacifiques et civilisés, mais de produire la réconciliation entre les hommes eux-mêmes, c'est-à-dire d'engendrer la paix. Il ne suffit pas de contenir les guerres, de suspendre les luttes, d'imposer trêves et armistices, de définir frontières et rapports, de créer des sources d'intérêts communs ; il ne suffit pas de paralyser les possibilités de contestations radicales par la terreur de destructions et de souffrances inouïes ; une paix imposée ne suffit pas, non plus qu'une paix utilitaire et provisoire ; il faut tendre vers une paix aimée, libre, fraternelle, et donc fondée sur la réconciliation des esprits.

Nous savons que c'est difficile, plus difficile qu'aucune autre méthode. Mais ce n'est pas impossible, ce n'est pas inconcevable. Nous croyons en la bonté fondamentale des hommes et des peuples. Dieu a fait salutaires les créatures (Sg 1, 14). L'effort intelligent et persévérant pour la compréhension mutuelle des hommes, des classes sociales, des cités, des peuples, des civilisations n'est pas stérile.

Nous nous réjouissons, spécialement à la veille de l'Année internationale de la Femme, proclamée par les Nations Unies, de la participation toujours plus étendue des femmes à la vie de la société : elles y apportent une contribution spécifique de grande valeur grâce aux qualités que Dieu leur a données. Intuition, créativité, sensibilité, aptitude à la pitié et à la compassion, large capacité de compréhension et d'amour, permettent en effet aux femmes d'œuvrer, d'une manière tout à fait particulière, à la réconciliation dans les familles et dans la société.

Nous éprouvons également une grande satisfaction à constater que l'éducation des jeunes à une nouvelle mentalité universelle de la vie en société, mentalité qui n'est ni sceptique, ni vile, ni inepte, ni oublieuse de la justice, mais généreuse et pleine d'amour, est déjà commencée et déjà bien avancée ; elle renferme des ressources imprévisibles pour la réconciliation, et elle peut tracer le chemin de la paix dans la vérité, l'honneur, la justice, l'amour, et donc dans la stabilité, pour la nouvelle histoire de l'humanité.

La réconciliation ! Hommes jeunes, hommes courageux, hommes responsables, hommes libres, hommes bons, y pensez-vous ? Ce mot magique ne pourrait-il entrer dans le vocabulaire de vos espérances, de vos succès ?

Voilà notre message et notre souhait pour vous tous : la réconciliation est le chemin vers la paix.

Unité dans l'Eglise et unité de l'Eglise

A vous maintenant, hommes d'Eglise ! Frères dans l'Episcopat, prêtres, Religieux et Religieuses,

A vous, membres de notre laïcat militant et à tous les fidèles

Le message sur la réconciliation comme chemin vers la paix exige un complément, même s'il vous est déjà connu et présent à l'esprit.

Ce n'est pas seulement une partie intégrante, mais une partie essentielle de notre message, vous le savez. En effet, il nous rappelle à tous que la première et

indispensable réconciliation à réaliser est la réconciliation avec Dieu. Il ne peut y avoir pour nous croyants d'autre chemin vers la paix que celui-là ; bien plus, dans la définition de notre salut, la réconciliation avec Dieu et notre paix coïncident, sont cause l'une de l'autre. C'est l'œuvre du Christ. Il a réparé la rupture que le péché opère dans nos rapports vitaux avec Dieu. Souvenons-nous, parmi beaucoup d'autres, d'une parole de saint Paul à ce propos : « Et le tout vient de Dieu qui nous a réconciliés avec lui par le Christ. » (2 Co 5, 18.)

L'Année sainte que nous allons commencer veut nous rendre attentifs à cette première et heureuse réconciliation : le Christ est notre paix ; il est le principe de la réconciliation dans l'unité de son Corps mystique (cf. Ep 2, 14-16). Dix ans après la conclusion du Concile Vatican II, nous ferons bien de méditer plus profondément le sens théologique et ecclésiologique de ces vérités fondamentales de notre foi et de notre vie chrétienne.

Surgit alors une conséquence logique, normale, et même facile si nous sommes vraiment dans le Christ : nous devons perfectionner le sens de notre unité ; unité dans l'Eglise, unité de l'Eglise ; la première est une communion mystique, constitutive (cf. 1 Co 1, 10 ; 12, 12-27) ; la seconde, une reconstitution œcuménique de l'unité entre tous les chrétiens (cf. décret conciliaire *Unitatis redintegratio*) ; l'une et l'autre exigent un travail particulier de réconciliation qui doit apporter à la communauté chrétienne cette paix, qui est fruit de l'Esprit, résultant de sa charité et de sa joie (cf. Ga 5, 22).

En ces domaines aussi nous devons « faire la paix » ! Le texte de notre « Exhortation sur la réconciliation à l'intérieur de l'Eglise », publié ces jours-ci, vous arri-

vera certainement en main ; nous vous supplions, au nom de Jésus-Christ, de bien vouloir méditer ce document, de bien vouloir en tirer des résolutions de réconciliation et de paix. Que personne ne pense pouvoir éluder les exigences inévitables de la communion avec le Christ, la réconciliation et la paix, en demeurant sur ses habituelles positions contestataires face à son Eglise ; tâchons au contraire de faire en sorte que tous et chacun apportent une nouvelle et loyale contribution pour édifier cette Eglise de façon filiale, humble, positive. Ne devons-nous pas nous rappeler la parole ultime du Seigneur, pour l'apologie de son Evangile : « Qu'ils soient parfaitement un, et que le monde sache que tu m'as envoyé » (Jn 17, 23) ? N'aurons-nous pas la joie de revoir des frères aimés et lointains revenir à la joyeuse harmonie d'autrefois ?

Nous devons prier pour que cette Année sainte donne à l'Eglise catholique l'ineffable expérience de la reconstitution de l'unité de quelques groupes de frères déjà si proches de l'unique bercail, mais qui hésitent encore à en franchir le seuil. Et nous priions aussi pour les croyants sincères d'autres religions, afin que se développe le dialogue amical que nous avons commencé avec eux, et qu'ensemble nous puissions collaborer pour la paix mondiale. Nous devons surtout demander à Dieu pour nous-mêmes l'humilité et l'amour, afin de donner à la claire et constante profession de notre foi la capacité d'entraîner la réconciliation et le charisme fortifiant et joyeux de la paix.

« Alors — c'est là notre souhait — la paix de Dieu, qui surpasse toute intelligence, prendra sous sa garde vos cœurs et vos pensées, dans le Christ Jésus » (Ph 4, 7).

Du Vatican, le 8 décembre 1974.

PAULUS PP. VI.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'ESPERANCE MESSIANIQUE

Audience générale du 4 décembre (1)

Nous sommes dans la période liturgique qui précède Noël, où est célébrée la venue du Sauveur dans le monde, l'Incarnation du Verbe de Dieu, qui s'appellera Jésus-Christ, le Messie. L'Avent, dans lequel nous sommes entrés, signifie attente, préparation, désir, espérance de la venue dans le monde, dans le contexte historique du peuple élu et dans le dessein universel de l'humanité, de celui vers lequel, tout au long des siècles et au milieu des expériences les plus tourmentées, s'est tournée l'espérance du salut ; de Celui en qui nous voyons le roi vainqueur, qui instaurera la justice et la paix : « Un enfant nous est né, dit le prophète Isaïe, un fils nous a été donné, il a reçu le pouvoir sur ses épaules et on lui a donné ce nom : Conseiller merveilleux, Dieu fort, Père éternel, Prince de paix,

pour que s'étende le pouvoir dans une paix sans fin. » (9, 5-6.)

De l'Ancien au Nouveau Testament

Cette spiritualité, tendue vers un avenir nouveau, heureux, indescriptible, vers un personnage extraordinaire, qui évoque la figure de David, le roi idéal, en la transfigurant en un être transcendant, libérateur, sauveur et mystérieux, imprègne l'Ancien Testament. Elle fait apparaître d'une façon toujours plus claire et plus juste la malheureuse et décevante réalité historique de la nation dans laquelle elle était entretenue. Et à cette nation, elle infuse une confiance qui semble défier les événements les plus malheureux. C'est l'espérance messianique qui maintient vivant dans le peuple le souvenir des événements des siècles lointains, les devoirs religieux et moraux hérités de ses pères, qui fait de la loi reçue le principe dont s'inspire sa vie à la lettre et qui trouve dans la fidélité à la tradition la force lui permettant d'affirmer son identité.

Ainsi était attendu Jésus. Nous connaissons l'Evangile. Les apparences humaines de Jésus et de sa mission ont déçu ces promesses. Cette

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 5 décembre 1974. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

kenosis, cette humilité du Seigneur, avait cependant elle aussi été décrite dans les célèbres prophéties du serviteur de Iahvé (cf. Is 53). Mais la réalité a dépassé ces prophéties lorsque le Christ, vrai fils de Dieu et vrai fils de l'homme, précisément en vertu de cette double nature divine et humaine réunies dans l'unique personne du Verbe, Fils de Dieu, a consommé l'œuvre de la rédemption en mourant et en ressuscitant pour notre salut.

Or, cet Evangile devrait alimenter en chacun de nous et dans toute la communauté de l'Eglise une spiritualité analogue à celle dont nous parle l'Ancien Testament : la spiritualité de notre convergence en Jésus, notre Seigneur, notre Sauveur, notre Rédempteur, notre Maître, notre Pasteur, notre Ami qui est au centre de nos destinées humaines, notre Messie unique, nécessaire et suffisant, notre amour et notre joie. Pour nous, l'attente n'a qu'une valeur pédagogique. C'est une réminiscence de l'économie multiséculaire qui a préparé la venue du Christ. Pour nous, la réalité messianique s'est accomplie.

Telle est la spiritualité de Noël, où l'histoire, la théologie, le mystère de l'incarnation, notre destinée humaine et surnaturelle se fondent pour célébrer une liturgie qui est alimentée par toute la terre, par toute l'histoire, une liturgie aux dimensions de l'univers, qui s'élève vers le ciel, vers la gloire de Dieu.

Les attentes messianiques du monde d'aujourd'hui

Cela pourrait se suffire à soi-même, mais il nous faut cependant ajouter deux observations. D'abord celle-ci : le Christ est venu, certes. Mais par une mystérieuse et terrible infortune, tous les hommes ne le connaissent pas, tous les hommes ne l'accueillent pas. Saint Jean le dit d'une façon dramatique dans le prologue de son Evangile : « Il était la vraie lumière qui, en venant dans le monde, illumine tout homme... et le monde ne l'a pas reconnu. Il est venu dans son propre bien et les siens ne l'ont pas accueilli. » (1, 9-11.) Tel est le tableau de l'humanité qu'après vingt siècles de christianisme nous avons devant nous. Comment cela a-t-il pu se faire ? Que pouvons-nous dire ? Nous ne prétendons pas sonder une réalité dominée par un mystère qui nous dépasse, le mystère du bien et du mal. Mais nous pouvons rappeler que l'économie du Christ, pour la diffusion de sa lumière, recourt à une subalterne, mais nécessaire coopération humaine : celle de l'évangélisation, celle de l'Eglise apostolique et missionnaire. Et si les résultats de cette Eglise sont incomplets, elle n'en a que davantage besoin d'être aidée et complétée par tous.

Et pour satisfaire notre curiosité historique et sociologique, nous pouvons chercher à voir si notre monde moderne, comme celui dont parle la Bible, ne manifeste pas inconsciemment les symptômes d'un messianisme insatisfait, tendu avec angoisse vers l'espérance d'un avènement messianique. Que signifie cette attente inquiète et implacable de mutations économiques et politiques, du mirage de révolutions toujours nouvelles, sinon l'attente désespérée d'un ordre supérieur que l'homme ne

peut créer de lui-même, à moins d'y sacrifier la libre expression de l'homme lui-même ? Et que signifie cette nausée de la prospérité apportée par le progrès technique et scientifique, et rejetée par les jeunes générations, sinon le besoin non pas de l'abondance matérielle, mais d'un messianisme de l'esprit ? Et la tendance, devenue presque une mode, à exalter le pauvre comme celui qui a besoin d'une nouvelle justice que le développement économique, loin de la lui donner, oublie et offense ? Quand verrons nous l'Evangile des pauvres ? etc. Un mythe messianique semble dénoncer follement, mais non sans une secrète sagesse, le besoin authentique de quelqu'un qui dit avec la force de la vérité : « J'irai le guérir. » (Mt 8, 7.)

L'attente de la parousie

Voici maintenant la seconde observation : le Christ est venu, certes, mais sa venue, complète et réjouissante sous certains aspects substantiels, n'est pas définitive, elle n'est pas la dernière. Jésus viendra à la fin de ce monde « juger les vivants et les morts ». Le temps et nos âmes attendent encore la « parousie », cet avènement eschatologique. L'Avent dans lequel nous sommes devient à son tour prophétique et préparatoire. A quoi prépare-t-il ? Il nous prépare au désir du Christ, à l'amour du Christ, à la sage et juste estime de cette vie présente, dont la valeur tient à ce qu'elle nous guide vers la vie éternelle et future, et qu'elle nous y prépare.

Ne l'oublions jamais. Avec notre bénédiction apostolique.

MIEUX CONNAITRE JESUS

Audience générale du 11 décembre (1)

Lorsque sur le calendrier revient Noël, une question se pose à l'esprit de l'humanité : qui était Jésus ? Notre foi répond avec enthousiasme : il est le Fils de Dieu fait homme, le Messie que nous attendions, le Sauveur du monde ; il est finalement le maître de notre vie, le pasteur qui guide les hommes vers ses pâturages dans le temps, vers leur destinée au-delà du temps ; il est la joie du monde, l'image du Dieu invisible (Col 1, 15) ; il est la voie, la vérité et la vie (Jn 14, 6) ; il est l'ami intérieur (Jn 15, 14-15) ; il est celui qui nous connaît, si nous sommes loin (cf. Jn 1, 48) ; il connaît nos pensées (Lc 6, 8 ; Jn 2, 25) ; il est celui qui peut nous pardonner (Mt 9, 2), nous consoler (Jn 20, 13 ; Mc 5, 39), nous guérir (Lc 6, 19) et finalement nous ressusciter (Lc 7, 14 ; Mt 9, 25 ; Jn 11, 43) ; il est celui qui reviendra juger tous et chacun des hommes (Mt 25, 31), dans la plénitude de sa gloire (*ibid.*), et de notre bonheur éternel. Et

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 12 décembre 1974. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

cette litanie pourrait se poursuivre, se transformant en un chant cosmique, sans limites et sans fin (cf. Col 2).

Mais après que notre âme eut chanté avec enthousiasme cette hymne de gloire et de foi, pouvons-nous nous dire pleinement satisfaits ? Ne reste-t-il pas au fond de nous-mêmes un besoin de mieux connaître Jésus, de pouvoir en dire plus ? Certainement, parce qu'il est mystère, c'est-à-dire un être qui dépasse notre capacité de compréhension et d'expression. Il nous enchante, il nous enivre, et par là il nous fait connaître nos limites, le besoin que nous avons d'étudier d'une façon plus approfondie, de mieux explorer « la largeur, la longueur, la hauteur, la profondeur » de son mystère (cf. Ep 4, 18).

Telle est l'invitation que chaque année l'Eglise adresse aux fidèles qui sont initiés à la science de la Révélation divine, invitation qui ne nous détache pas de la délicieuse et naïve image de nos crèches ni de la joyeuse et sereine fête familiale. Qu'y a-t-il de plus humain, de plus beau, de plus authentique qu'une célébration de Noël où, pour qui a l'intelligence de la foi, l'humain et le divin se rencontrent et se fondent ?

Nous vous proposons donc de donner à Noël le sens d'une nouvelle initiation à la doctrine du Christ, pour comprendre dans la mesure où cela est possible cette double question fondamentale : qui est vraiment Jésus ? (c'est la christologie), et que signifie sa venue parmi nous ? Qu'a fait Jésus ? (et c'est la sotériologie, c'est-à-dire la doctrine du salut opéré par lui).

Vrai Dieu et vrai homme

Supposons qu'aucune opinion vaine, aucune fausse théorie ne soit venue troubler notre foi en Jésus-Christ notre Seigneur. Nous n'en éprouverions que plus vivement le désir de faire résonner dans nos âmes, avec une plénitude de joie spirituelle, les graves, précises et solennelles définitions que l'Eglise, au prix de beaucoup de travaux et avec seulement un immense amour de la vérité, a formulées pour notre pensée, pour notre prière et pour notre comportement. Relisons l'une de ces formules qui n'est que le commentaire de la phrase de l'Evangile, « le Verbe s'est fait chair et il a habité parmi nous » (Jn 1, 14) : « Jésus-Christ... est vrai Dieu et vrai homme. » (*Denz.-Sch.* 301-302.) C'est sa vraie définition ; c'est pour nous la vraie théologie. Nous ancrer dans cette interprétation de Jésus, telle est notre foi, telle est notre sécurité. Elle ne dédouble pas la figure de Jésus, comme si le Jésus de l'Evangile était différent du Jésus de l'authentique doctrine théologique, mais elle défend jalousement le trésor mystérieux de vérité qui est en lui et elle nous permet d'en saisir la profondeur. Elle n'épuise pas notre avidité de chercher et de savoir, mais elle lui ouvre le chemin et la guide. Elle ne dessèche pas le langage du cœur et de la poésie, mais elle le provoque et l'enflamme. Elle ne nous emplit pas d'orgueil, mais, humblement, elle nous élève au plan de la communion avec nos frères en une unique harmonie de foi et d'amour.

Une littérature qui jette le doute sur Jésus

Mais malheureusement, nous savons qu'aujourd'hui encore, et peut-être aujourd'hui plus que jamais, le Christ Jésus, tel que l'Eglise le confesse, l'exalte, le défend et l'aime, est un « signe de contradiction », comme l'avait dit à Marie le vieillard Siméon lorsque Jésus fut présenté au Temple. Toute une littérature érudite, et parfois artistique, du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui, s'est efforcée de disséquer l'Evangile pour jeter le doute sur Jésus, allant jusqu'à douter de son existence même : « Il ne viendrait à personne l'idée de demander si le Christ a existé ou non s'il n'y était poussé par le désir, obscurcissant sa raison, que le Christ n'existe pas. » (cf. D. MEREZKOVSKIJ, *Gesu Sconosciuto*, 8.) Cette observation radicale nous donne la clef permettant de porter un jugement sur une bonne partie de cette littérature, qui existe encore aujourd'hui. Elle part de présupposés subjectifs auxquels elle plie le témoignage clair et objectif de l'Evangile. L'hypothèse, l'opinion, l'artifice littéraire, l'ambiguïté scientifique, la louange insidieuse de l'humanisme, la superficialité sentimentale, l'expédient exégétique ou herméneutique, toutes les acrobaties de ceux qui substituent le libre examen à la réflexion mûre et inspirée du magistère institué par le Christ lui-même pour la diffusion de son Evangile, conduisent le lecteur, devenu inconsciemment disciple, à arrêter son regard sur certains aspects opaques (bien que resplendissants de lumière et de signes), dont Jésus a voulu revêtir sa présence dans le monde pour que demeure dans l'économie de la liberté et de la grâce la juste et profonde représentation que l'on se fait de lui, de sorte que « ils regardent sans regarder et ils entendent sans entendre ni comprendre » (cf. Mt 13, 13 et s. ; Jn 12, 40).

Nous disons cela, fils et frères, en souhaitant que Noël soit pour vous tous une épiphanie du Seigneur, c'est-à-dire une manifestation anathématique de ce qu'il est et de ce qu'il a fait pour nous, en suscitant dans vos cœurs le désir, le besoin, le devoir de le bien connaître, de le mieux connaître, « en esprit et en vérité » (Jn 4, 23).

Avec notre Bénédiction apostolique.

— Forces armées et dynamique de la paix. Point de vue théologique, par René COSTE.

La revue *Défense nationale* (1, place Joffre, 75007 Paris) publie dans son numéro de juillet 1974 le texte de l'intervention faite au Congrès annuel de l'apostolat militaire International (Paris, 26-29 avril 1974) par le P. René Coste, professeur aux Facultés catholiques de Toulouse. On lira avec intérêt cet exposé qui prolonge la réflexion entreprise par des officiers chrétiens (DC du 21 octobre 1973), notamment au sujet de l'arme nucléaire. « Actuellement — fait remarquer le P. Coste — du moins en ce qui concerne l'utilisation massive des armes de destruction massive, la raison d'être fondamentale des forces armées est d'empêcher la guerre. Autrefois, elle était de la faire. Le concept de dissuasion est devenu, à ce point de vue, le concept essentiel et il est bien plus large que son application dans le domaine nucléaire. »

— Prières bibliques, par Lucien Deiss. Nouvelle édition. Un vol. 16 x 24 p. Prix : 24 F. Editions du Levain, 1, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

C'est bien des prières d'inspiration biblique qui nous sont présentées dans ce volume par un auteur qui connaît bien la Bible. Ces prières suivent le cycle liturgique ; elles nous mettent ainsi dans l'ambiance de la prière officielle de l'Eglise et aideront ainsi à prier en union avec elle.

Questions actuelles

LA TRADUCTION LITURGIQUE DES FORMULES SACRAMENTELLES DU RITUEL DE LA PÉNITENCE ⁽¹⁾

I. — ORDONNANCE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE FRANÇAISE

**fixant l'entrée en vigueur de la traduction
officielle en langue française de la nouvelle
formule sacramentelle d'absolution (2)**

La traduction en langue française de la nouvelle formule sacramentelle d'absolution ayant reçu la confirmation du Siège apostolique le 21 octobre 1974 pourra être utilisée dès la publication de la présente ordonnance et remplacera obligatoirement, à partir du 1^{er} dimanche de Carême 1975, la formule de l'ancien rituel.

II. — NOTE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE FRANCOPHONE POUR LES TRADUCTIONS

La traduction et l'adaptation de l'*Ordo paenitentiae* (3) dans son ensemble, vont demander un certain nombre de mois. Mais il est apparu pastoralement très souhaitable que l'on puisse mettre en usage sans tarder tel ou tel élément de cet Ordo, qui pourrait être mis au point rapidement. C'est le cas en particulier des formules sacramentelles d'absolution (qui sont d'ailleurs les seuls formulaires liturgiques auxquels l'Ordo donne un caractère strictement obligatoire).

Pour répondre aux vœux de nombreux évêques, la Commission internationale francophone pour les traductions (C.I.F.T.) a demandé à un groupe d'experts de préparer au plus tôt une traduction officielle des formules d'absolution. Le président de la C.I.F.T. a présenté cette traduction au Saint-Siège qui l'a confirmée. Elle pourra donc entrer en usage dans les pays de langue française dès que les Conférences épiscopales de chacun des pays l'auront décidé.

On trouvera ci-après :

1. La traduction liturgique approuvée.
2. Un ensemble de remarques sur les nouvelles formules d'absolution.

1. Paroles sacramentelles d'absolution Nouveau rituel de la pénitence

Traduction liturgique pour les pays de langue française, confirmée par Rome, le 21 octobre 1974.

(1) Textes originaux.

(2) Cette ordonnance a été adoptée à l'Assemblée plénière de Lourdes (novembre 1974), par 113 voix contre 3 et un bulletin blanc (NDLR).

(3) Cf. DC 1974, n° 1649, p. 209 et s. (NDLR).

Formule brève

Que Dieu notre Père
vous montre sa miséricorde ;
Par la mort et la résurrection de son Fils,
il a réconcilié le monde avec lui
et il a envoyé l'Esprit-Saint
pour la rémission des péchés :
par le ministère de l'Eglise,
qu'il vous donne le pardon et la paix.
ET MOI,
AU NOM DU PÈRE ET DU FILS ET DU SAINT-ESPRIT,
JE VOUS PARDONNE TOUS VOS PÉCHÉS. *Amen.*

Formule longue

Dieu notre Père,
ne veut pas la mort du pécheur,
mais qu'il se convertisse et qu'il vive.
C'est lui qui nous a aimés le premier
et il a envoyé son Fils dans le monde
pour que le monde soit sauvé par lui.
Qu'il vous montre sa miséricorde
et vous donne la paix. *Amen.*

Jésus-Christ, le Seigneur
livré à la mort pour nos fautes
est ressuscité pour notre justification.
Il a répandu son Esprit-Saint sur les apôtres
pour qu'ils reçoivent le pouvoir de remettre les péchés.
Par notre ministère,
que Jésus lui-même vous délivre du mal
et vous remplisse de l'Esprit-Saint. *Amen.*

L'Esprit-Saint, notre aide et notre défenseur,
nous a été donné pour la rémission des péchés
et en lui nous pouvons approcher du Père.
Que l'Esprit illumine et purifie vos cœurs :
ainsi vous pourrez annoncer les merveilles
de Celui qui vous a appelés
des ténèbres à son admirable lumière. *Amen.*

ET MOI,
AU NOM DU PÈRE ET DU FILS ET DU SAINT-ESPRIT,
JE VOUS PARDONNE TOUS VOS PÉCHÉS. *Amen.*

2. Remarques sur les nouvelles formules sacramentelles

(A) Deux formulaires différents sont proposés

Il y a là une nouveauté par rapport à l'usage de l'Eglise latine.

En fait, les deux formulaires intègrent la formule traditionnelle dans un développement plus ample pour mieux exprimer la réalité du pardon de Dieu.

Un premier formulaire, assez bref, est plutôt destiné à la confession privée.

Le second formulaire, plus développé, est destiné aux célébrations communautaires. Il comporte trois strophes avec des acclamations de l'assemblée (**Amen** ! par exemple).

(B) Caractère trinitaire des nouveaux formulaires

La Constitution sur la liturgie de Vatican II avait souhaité que le rituel de la pénitence exprime mieux la richesse du mystère de la réconciliation chrétienne. La formulation trinitaire des paroles sacramentelles répond pour sa part à ce désir. Notre réconciliation, dont le Père a l'initiative, est le fruit de la mort et de la résurrection de Jésus-Christ et elle se réalise par la puissance de l'Esprit-Saint.

La formule longue développe plus largement, dans ses trois strophes, la spécificité de l'action du Père, du Fils et de l'Esprit-Saint. Dans la troisième strophe, la perspective s'élargit pour s'ouvrir sur la vie en Eglise et le témoignage des chrétiens : en accueillant le pardon de Dieu, ils annoncent avec leurs frères « les merveilles de Celui qui les a appelés à son admirable lumière ».

La formulation offre un caractère essentiellement biblique. La formule brève contient des termes pauliniens et fait allusion à Jn 20, 22-23. La formule longue renvoie à Ez 33, 11 ; 1 Jn 4, 9-10 ; Rm 4, 25 ; Ep 2, 18 ; 1 P 2, 9.

(C) L'expression du rôle de l'Eglise

La rencontre du Dieu vivant s'opère dans l'Eglise et par le ministère de l'Eglise.

En effet « l'Eglise entière, en tant que peuple sacerdotal, agit de façon diversifiée en exerçant l'œuvre de réconciliation qui lui a été confiée par Dieu » (rituel n° 8).

(D) La fonction du prêtre

Le prêtre exerce sa fonction au cœur même d'une action de l'Eglise dont il est le serviteur. Dans l'Eglise il est ministre du pardon de Dieu : c'est au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit qu'il pardonne. On notera, à ce point de vue, la nouvelle rédaction de la formule finale :

« Et moi,

au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, je vous pardonne tous vos péchés. »

Dans la formule d'absolution précédemment en usage, cette mention de la Trinité venait à la fin. De ce fait, elle apparaissait comme une simple formule de style à laquelle répondait l'**Amen** du pénitent.

La nouvelle rédaction la met davantage en relief, conformément à l'orientation d'ensemble des nouveaux formulaires.

(E) Le vocabulaire du pardon

Le texte latin comporte une série d'expressions différentes difficiles à rendre en français. On a cherché, dans la mesure du possible, à garder cette diversité.

Cependant, pour la formule finale, on a conservé le vocabulaire de la traduction en usage depuis 1965. Le latin fait une différence entre Dieu qui pardonne et le prêtre qui délie les péchés. Mais les essais tentés pour rendre cette nuance conduisaient à des expressions difficiles et trop inusitées ou peu euphoniques.

On notera par ailleurs que l'expression latine « *Pater misericordiarum* » a été rendue par une tournure active

dans la formule brève : « Que Dieu notre Père vous montre sa miséricorde. » La même expression se retrouve dans la formule longue.

(F) La qualification du Saint-Esprit dans la formule longue

Le texte latin utilise le terme « Paraclet » qui est très riche, mais n'a pas d'équivalent dans la langue française. La traduction a adopté le parti d'une périphrase « l'Esprit-Saint, **notre aide et notre défenseur...** ». Il y a là en effet deux aspects spécifiques de l'action de l'Esprit qui sont impliqués dans le terme « Paraclet ».

CONVENTION PASSEE ENTRE LES EVEQUES FRANÇAIS ET LES EVEQUES DE BELGIQUE CONCERNANT LA JURIDICTION ACCORDEE AUX PRETRES BELGES SEJOURNANT TEMPORAIREMENT DANS UN DIOCESE DE FRANCE METROPOLITAINE

Pour faciliter aux fidèles le recours au sacrement de pénitence (ou de réconciliation), les évêques français ont accordé aux prêtres ayant le pouvoir canonique de confesser dans un diocèse de France l'autorisation d'en user dans tous les autres diocèses français.

Les évêques belges ont demandé le bénéfice de cette disposition pour leurs prêtres, selon certaines particularités. Un accord réciproque sur la juridiction pour les confessions a été voté par l'Episcopat français à l'Assemblée plénière de juin 1974 et approuvé par l'Episcopat belge.

En voici le texte :

Article premier : Chaque évêque ordinaire d'un diocèse français accorde juridiction pour les confessions (« les pouvoirs ») à tout prêtre belge (séculier et régulier) (1) séjournant dans son diocèse pour une durée ne dépassant pas un mois, à condition que cette même juridiction ait déjà été accordée à ce prêtre par son Ordinaire et ne lui ait pas été retirée.

Article 2 : Les évêques français des diocèses métropolitains et les évêques de Belgique décident de concert que, si la durée du séjour en France d'un prêtre belge dépasse un mois, ce prêtre devra adresser une demande de juridiction à l'Ordinaire du lieu du diocèse où il séjourne (ou bien : où il a l'intention de séjourner en lui soumettant la lettre qui lui confère juridiction dans son pays.

N. B. — Ce prêtre belge, muni de « pouvoirs » par un Ordinaire d'un diocèse de France — par hypothèse — aura alors, en vertu des dispositions actuellement en vigueur, les « pouvoirs » dans tous les diocèses de France.

Article 3 : Avant d'exercer les « pouvoirs » qu'il a reçus, ce prêtre autant que possible avertira le curé du lieu ou le recteur de l'église. Dans des cas urgents, il pourra présumer l'accord du curé ou du recteur.

(Texte original.)

(1) C'est-à-dire tout prêtre rattaché à un diocèse ou convent belge.

COMPTE RENDU SOMMAIRE DE LA RÉUNION DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

(Paris, 10-12 décembre 1974) (1)

Le Conseil permanent a travaillé avec les présidents de Commissions et Comités épiscopaux. Il a plus particulièrement entendu les présidents de quatre Commissions.

1. La Commission épiscopale pour les migrations

Mgr André ROUSSET a exposé la **situation des migrants en France**, insistant plus particulièrement sur la sécularisation qui les marque au plan de la foi, sur la découverte qu'ils font de plus en plus des actions collectives possibles, sur la crise économique et ses conséquences multiples pour diverses catégories d'étrangers, sur les mesures prises par le pouvoir en direction des migrants.

Il a ensuite présenté les préoccupations pastorales essentielles de la Commission : elle entend tenir compte des différents liens qui rattachent les migrants à un pays et à une culture d'une part, à un milieu social d'autre part (la majorité d'entre eux appartiennent au monde ouvrier); elle reconnaît qu'il est important de respecter, pour ceux qui sont catholiques, leur manière de vivre la foi chrétienne; elle souhaite enfin que les migrants eux-mêmes deviennent partie prenante de l'effort apostolique de l'Eglise en France.

Pour ce faire, à la suite des contacts suivis avec les évêchés de certains pays d'envoi, elle insiste sur la nécessité de préparer prêtres et religieuses qui auront à exercer une tâche pastorale près des migrants.

La réflexion du Conseil permanent a porté essentiellement sur :

— La difficulté qu'on éprouve pour tenir compte à la fois de l'enracinement culturel des migrants et de leur insertion progressive dans un milieu social : il ne faut cependant négliger ni l'un ni l'autre aspect de la réalité ;

— La place du délégué diocésain près de l'évêque et l'importance de son rôle pour l'animation spécifique d'une pastorale des migrants, à la fois diversifiée et ouverte ;

— La présence de migrants dans le monde étudiant et dans les milieux indépendants : nous avons une responsabilité pastorale par rapport à eux aussi ;

— Le nombre des Maghrébins et, d'une manière plus générale, des migrants musulmans : il est important de se mettre à leur service dans le respect total de leurs convictions religieuses profondes ;

— La difficulté de porter un jugement clair sur le fait des migrations : elles sont souvent déshumanisantes. Ne serait-il pas préférable de créer des emplois dans les pays d'origine ? Pour le moment, n'est-il pas légitime que soient conclus des accords

entre les Etats pour maîtriser les flux migratoires ? Par ailleurs, la personne humaine a un droit fondamental à circuler et les migrations peuvent être occasion de valorisation pour les personnes et d'échange entre les cultures.

2. La Commission épiscopale de l'enseignement religieux

Mgr Jean ORCHAMPT a brièvement retracé l'histoire du **renouveau catéchétique** depuis 1950 et marqué l'importance de l'étape représentée par le catéchisme national de 1968. Il a ensuite présenté la situation actuelle : les enfants à catéchiser sont dans des situations très diverses par rapport à la foi, ce qui entraîne des essais assez variés d'expériences catéchétiques, certaines très fondées, d'autres plus risquées. Les enfants sont atteints plus fortement et plus tôt qu'autrefois par l'incroyance. Des catéchistes sont désorientés devant les méthodes actuelles, faute d'avoir bénéficié d'une formation adaptée et continue. Dans le même temps, des parents de plus en plus nombreux sont associés à la catéchèse. On note par ailleurs une diminution de la fréquentation du catéchisme et de la préparation aux sacrements ; ceci est plus net pour les catégories socioprofessionnelles les plus défavorisées des agglomérations urbaines. Ces changements sont d'ailleurs parallèles à ceux qui sont constatés par rapport au baptême et au mariage.

Le catéchisme est essentiel pour l'Eglise aujourd'hui, c'est par lui qu'elle est en contact avec un grand nombre d'enfants (près de 70 %). Il faut donc prendre très au sérieux cette situation et voir quelles décisions pastorales elle appelle.

Les interventions ont dégagé les points suivants :

— L'importance de la formation des catéchistes à tous les niveaux, et aussi de leur formation permanente ;

— Le risque de faire pour tous une catéchèse qui s'en tienne au niveau des enfants les moins accessibles à l'enseignement de la foi, voire de penser pour la majorité des enfants à une démarche de type catéchuménal ;

— L'impact des mass media qui élargissent les possibilités culturelles des enfants, mais véhiculent souvent une culture corrosive pour la foi et, parfois, une image désuète de l'Eglise ;

— L'importance d'une communauté pour aider à entrer dans la foi : il faut refaire un tissu ecclésial autour des enfants. A ce propos, le rôle des mouvements, surtout de l'Action catholique de l'enfance, a été souligné ;

— La multiplicité des composantes qui doivent entrer dans la catéchèse : transmettre un langage, un contenu de foi, faire accéder au sens des symboles et permettre de célébrer la foi.

Tous les évêques seront informés de manière précise de cette situation et pourront voir comment elle se vérifie dans leur diocèse.

(1) Texte publié par le Secrétariat national de l'opinion publique (SNOP). Nous indiquons en gras les passages saillants du texte.

3. La Commission épiscopale du clergé et des séminaires

Mgr Paul-Joseph SCHMITT a abordé deux questions :

— **La mise au point d'une « ratio institutionis » pour les séminaires** : Le travail est entrepris et devrait aboutir pour l'Assemblée plénière de 1975. Une rencontre très positive a eu lieu à ce sujet avec le cardinal président de la congrégation pour les Séminaires et Universités. Celui-ci a souligné le bénéfice retiré par les évêchés de la rédaction de cette « ratio institutionis » et l'importance d'une confrontation entre tous ceux qui se préparent au sacerdoce dans les divers cheminements. Le texte reprendra les décisions déjà acquises ces dernières années, mais il devra surtout situer, par rapport aux objectifs majeurs, ce qui est de l'ordre des moyens.

— **Les groupes de formation : GFO et GFU (2)** : La question majeure, dans ce domaine, est celle de la coordination des différents cheminements de premier cycle et de leur rencontre en un second cycle unique. Il faut réaliser une vraie confrontation en vue d'une ouverture positive de tous à la dimension universelle de l'Eglise. L'expérience montre que cette rencontre est difficile : les divergences pastorales que l'on trouve actuellement dans l'Eglise ont un retentissement profond à ce niveau. Le « tronc commun » d'un séminaire est voulu comme le moyen d'assurer semblable confrontation. Comment peut-il le faire ? Comment mettre tous les séminaires en état d'accueillir de jeunes adultes qui ont suivi la formation en GFO ou GFU ?

La Commission du clergé et des séminaires et celle du monde ouvrier se rencontrent régulièrement pour voir comment atteindre aux objectifs poursuivis. Le Conseil permanent a rappelé que la Commission responsable en ce domaine est la Commission du clergé et des séminaires.

Le débat a porté surtout sur la difficulté concrète d'aboutir à la confrontation recherchée. Cette difficulté n'existe pas au même degré du côté des GFU, moins liés à une instance d'Eglise précise. Il est clair que la question sous-jacente est celle de la communion ecclésiale et qu'on touche à un certain nombre de points abordés à Lourdes au moment du débat sur la Commission du monde ouvrier.

4. La Commission épiscopale des religieuses

Mgr Jean VILNET a rappelé l'existence de multiples liens avec les organismes de la vie religieuse et de deux structures épiscopales qui assurent la liaison avec les religieux et les religieuses : la Commission épiscopale des religieuses et le Comité de coordination évêques-supérieurs majeurs. Il a présenté un **projet de réforme de ces instances épiscopales** : une Commission évêques-supérieurs (e) majeurs (e) permettrait de mieux équilibrer le dialogue religieux, religieuses, évêché, de traiter plus complètement des questions concernant la vie religieuse. Cette Commission comprendrait de vingt-cinq à trente personnes dont neuf évêques. Un bureau restreint assurerait la marche ordinaire de la Commission. Le travail commencera sur ces bases à titre expérimental.

Il ■ ensuite brièvement présenté la **vie religieuse en France** :

(2) Groupes de formation en milieu ouvrier et Groupes de formation en milieu universitaire (NDLR).

— **Les religieux** : Ils sont 18 200 (dont 13 000 prêtres) en France et 4 000 en mission. Sont-ils assez associés aux recherches pastorales de l'épiscopat en France ?

— **Les religieuses** : Avec l'aide de l'enquête mise à jour par le P. LUCHINI (3), on peut discerner les questions actuelles : vieillissement, renouvellement du style de vie communautaire, influence des courants de pensée contemporains sur la vie religieuse, statut des religieuses au service de la pastorale, importance du renouveau spirituel et apostolique de la vie religieuse en France pour l'Eglise tout entière.

Les évêques sont intervenus sur les points suivants :

— Représentation des instituts missionnaires en tant que tels dans la nouvelle Commission ;

— Evolution des Conseils diocésains de religieuses pour être plus adaptés aux efforts pastoraux actuels ;

— Importance de la spécificité de la vie religieuse au cœur des engagements apostoliques ;

— Nécessité d'une concertation pastorale avec les évêques pour préciser les appels adressés aux religieux et religieuses ;

— Problème des religieux âgés qui pourraient trouver place dans une pastorale diocésaine s'ils étaient préparés à cette réinsertion.

De nombreuses autres questions ont été traitées :

— Le Conseil permanent a été tenu au courant de l'état de la réflexion entreprise avec les mouvements au sujet de **l'évolution de l'Action catholique** aujourd'hui en France : une première synthèse des réponses à l'enquête sera faite en mars 1975.

— Pour soutenir la **pastorale biblique** en France et comme échelon national de la « Fédération catholique mondiale pour l'apostolat biblique », le service assuré par le P. Etienne CHARPENTIER avec les « **Cahiers Evangile et Vie** », mais aussi au niveau de rencontres, sessions, etc., sera désormais reconnu comme un service officiel dans l'Eglise en France.

— Les évêques du Conseil permanent se sont entretenus de la situation qui résulterait du **projet de loi sur l'interruption de grossesse** s'il était adopté (*).

Depuis l'Assemblée plénière de Lourdes, la congrégation pour la Doctrine de la foi a publié une « **déclaration sur l'avortement provoqué** » (4). Le Conseil permanent en a pris acte. Cette déclaration confirme l'enseignement traditionnel de l'Eglise, rappelé ces dernières années par l'épiscopat de nombreux pays et tout récemment encore, dans une perspective pastorale, par les évêques de France (5).

— MM. Jean GELAMUR et Guy DUPUY, représentant le CNPC, ont expliqué la situation de la **presse catholique** et demandé qu'un appel soit fait en sa faveur, au nom des valeurs humaines et chrétiennes qui sont en jeu (6).

— Mgr André PAILLER a fait un bref rapport sur la mise en route de la **Fédération des Universités catholiques** dont les statuts ont été votés par la Conférence épiscopale française en 1973 et souligné l'importance de cet organisme pour une « **pastorale de l'intelligence en France** ». Il a évoqué le prochain centenaire de la création des Instituts catholiques en France.

(3) Cf. DC 1974, n° 1651, p. 339 (NDLR).

(*) Il a été adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale, le 20 décembre, par 288 voix contre 192 (NDLR).

(4) DC 1974, n° 1666, p. 1068 (cette déclaration est publiée en tiré à part. NDLR).

(5) DC 1974, n° 1665, p. 1013 (NDLR).

(6) *Infra*, p. 27.

APPEL DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS POUR LA PRESSE CATHOLIQUE (1)

Une société où les hommes et les groupes ne peuvent communiquer entre eux est une société qui étouffe et qui meurt.

La presse écrite est le moyen privilégié de cette communication, à laquelle la presse catholique prend part, s'efforçant de créer des liens communautaires entre tous ses lecteurs. Allant plus loin, elle confronte les événements au message de l'Évangile et présente à tous, croyants et non-croyants, les courants de pensée et d'action du christianisme.

La volonté d'être accessible à tous maintient la presse catholique dans une situation économique habituellement difficile. La conjoncture actuelle aggrave considérablement cette situation et menace certaines publications jusque dans leur existence (2).

Evêques, nous ne cessons d'affirmer la nécessité d'une presse catholique, libre, et pour cela dotée de moyens suffisants.

Au moment où cette presse traverse une phase critique, nous réaffirmons notre conviction de sa nécessité. Nous adressons un appel pressant à tous pour qu'ils soutiennent les efforts qu'entreprend actuellement la presse catholique pour vivre et progresser.

Paris, le 12 décembre 1974.

LE CONSEIL PERMANENT
DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS.

(1) Texte original.

(2) Pour Bayard-Presse, l'entreprise qui imprime et édite *la Croix* (et aussi *la Documentation Catholique*), l'interruption du service postal pendant six semaines, due à la grève, se traduit par une charge supplémentaire d'au moins 3 500 000 francs (*la Croix*, 14 décembre NDLR).

APPEL DU CARDINAL MARTY POUR « LA CROIX »

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, président de la Conférence épiscopale française, a lancé l'appel suivant, publié dans *la Croix* du 17 décembre 1974 :

Le *Journal la Croix* lance un appel à ses lecteurs et à ses amis : c'est avec une particulière gravité que je voudrais y faire écho.

Par l'esprit qui l'anime, par l'objectivité de ses informations et la qualité de ses commentaires, le *Journal la Croix* contribue, de manière irremplaçable, à la présence et au développement, dans l'opinion publique française et internationale, d'un courant de pensée qui se veut fidèle au message du Christ et à son Église.

Or *la Croix*, dont la presque totalité de la diffusion est assurée par abonnements, doit faire face à des difficultés économiques exceptionnelles provoquées par l'interruption du service postal pendant un mois et demi.

C'est pourquoi, au nom de l'Église de France, j'apporte largement mon soutien à l'appel qu'ont adressé les responsables de *la Croix* : il faut que ce quotidien sorte rapidement de ce mauvais pas et poursuive, de façon encore plus active, sa mission indispensable au service de l'Église et de notre société.

POUR ASSURER LA SAUVEGARDE DU PLURALISME DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE

Sous ce titre, l'appel suivant, publié notamment dans *la Croix* du 20 décembre 1974, a eu un large écho dans la presse et à la radio :

Le journal *la Croix* est menacé :

La conjoncture économique actuelle peut conduire à sa disparition.

Il est urgent que cesse une situation qui rend non viable un quotidien national de 120 000 abonnés parce qu'il ne peut compter sur la publicité pour équilibrer son budget.

Pour cela, il est indispensable que des dispositions législatives susceptibles d'assurer la sauvegarde du pluralisme dans la presse quotidienne soient adoptées.

En attendant, il faut qu'agissent tous ceux qui considèrent que la diversité des opinions est une garantie de la liberté de l'information, afin que le journal *la Croix* sorte vivant de cette crise.

Les signataires de ce texte, venus d'horizons politiques, sociaux, philosophiques ou religieux différents, considèrent que l'arrêt du journal *la Croix*, après celui de *Combat*, après celui de tant d'autres quotidiens, serait un coup très grave porté à la liberté d'expression et, par la voie de conséquence, à la démocratie.

Emilien AMAURY, Daniel ANGLERAUD, recteur ANTOINE, Louis ARAGON, Xavier ARSÈNE-HENRY, Mgr BARDRÉ, Jean de BAGNEUX, Alain BARRÈRE, Jacqueline BAUDRIER, Michel BAVASTRO, général J. BÉCAM, René BERTHIER, André BETTENCOURT, José BIDEgain, Gilbert BIARDONE, Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, François BLOCH-LAINÉ, Pierre DE BOISDEFRE, Etienne BORNE, Jacques DE BOURBON BUSSET, Marie-Thérèse BOURRUT-LACOUTURE, Robert BRESSON, Maurice BUJON, Pierre DE CALAN, A.-M. CARRÉ, o. p., Jean CAZENEUVE, Gilbert CESBRON, Léon CHADÉ, André CHAMSON, Jacques CHANCEL, Philippe CHARMET, Jeanne CHATON, Georges CHAVANES, M.-D. CHENU, o. p., Marie-Thérèse CHÉROUTRE, Roger CHINAUD, Yvon CHOTARD, Eugène CLAUDIUS-PETIT, Maurice CLAVEL, Olivier CLÉMENT, Francis-Louis CLOSON, Yves CONGAR, o. p., Maurice COUVE DE MURVILLE, François DALLE, Philippe DAUBLAIN, Michel DEBATISSE, Michel DEBRÉ, Chantal DEBRY, Jeanne DELAIS, Marcel DELCOURT, Jacques DELORS, Paul DELOUVRIER, Eugène DESCAMPS, Pierre DESGRAUPES, Marcelle DEVAUD, Marie-Madeleine DIENESCH, André DILIGENT, Jean-Marie DOMENACH, André-Louis DUBOIS, Raymond DUBREUIL, Pierre EMMANUEL, Louis ESTRANGIN, Pierre ETAIX, Mgr ETCHEGARAY, Jean de FABRÈGUES, Philippe FARINE, Edgar FAURE, Jacques FIHEY, Paul FLAMAND, Joseph FONTANET, Annie FRATELLINI, Michel GAUDET, Maurice GENEVOIX, Pierre-P. GRASSÉ, Julien GREEN, Alfred GROSSER, Olivier GUICHARD, Henri GUITTON, Jean GUITTON, Léo HAMON, Charles HERNU, M. et Ph. HOPPENOT, Georges HOURDIN, Paul HUOT-PLEUROY, André JEANSON, Michel JOBERT, amiral de JOYBERT, André LATREILLE, Jean-Philippe LECAT, Roger LELIÈVRE, Louis LEPRINCE-RINGUET, Paul-André LESORT, Jacques MADAULE, Philippe MALAUD, Armand de MALHERBE, André MALRAUX, Gabriel MARC, Henri MASSOT, Mgr MATAGRIN, Claude MAURIAC, Jean MÉO, Pierre MESSMER, François MITTERRAND, général J. MITTERRAND, Paul MONTEIL, Francis MONTÈS, Yves O'MAHONY, Jean d'ORMESSON, Henri PÉQUINOT, Alain PEYREFITTE, André PIETTRE, Alain POHER, Mgr POUPARD, René RÉMOND, Antoine RIBOUD, pasteur G. RICHARD-MOLLARD, Jean RIVERO, Geneviève RIVIÈRE, Michel ROCARD, Mgr RODHAIN, Pierre RONDOT, Jacques SALLEBERT, Pierrette SARTIN, Claude SAUTET, Alain SAVARY, Maurice SCHUMANN, J.-L. SERVAN-SCHREIBER, André SEUX, Evelynne SULLEROT, René TARDY, Jacques TESSIER, Joseph THOMAS, s. j., Max THURIAN, Jean TRÉMOLIÈRES, Jean VANIER, Gabriel VENTEJOL, Mgr VIAL, Jérôme VIGNON, Emile VISSEAU, Philippe WARNIER.

STATUTS DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE FRANÇAISE

Texte voté à l'Assemblée plénière de novembre 1974 ()*

Titre I La Conférence épiscopale

Article premier : Pour le service du peuple de Dieu et conformément aux dispositions conciliaires précisées dans le décret *Christus Dominus* (1), une Conférence épiscopale est instituée en France. Sa mission est une mission pastorale et son autorité est une autorité de service.

Art. 2 : Elle a pour raison d'être, dans le respect de l'autorité de chaque évêque au service de son Eglise particulière, de permettre à tous les évêques de France d'exercer conjointement leur charge pastorale et de promouvoir davantage le bien que l'Eglise offre aux hommes, en particulier par des formes et des méthodes d'apostolat convenablement adaptées aux circonstances (CD 38, § 1).

Art 3 : Sont membres de droit de la Conférence épiscopale :

- Les cardinaux français résidant en France ;
- Les archevêques et évêques résidentiels exerçant leur charge pastorale en France, leurs coadjuteurs et auxiliaires ;
- Le prélat de la Mission de France ;
- Le vicaire aux armées ;
- Les exarques apostoliques ayant juridiction habituelle en France ;
- Les évêques, vicaires apostoliques et préfets, apostoliques des DOM ;
- Les administrateurs apostoliques et les vicaires capitulaires exerçant leur charge pastorale en France (métropole et DOM) ;
- Les évêques titulaires exerçant une charge particulière à eux conférée par le Saint-Siège ou la Conférence épiscopale (CD 38, § 2).

Art. 4 : L'esprit des présents statuts est de réaliser une participation aussi large que possible des évêques aux responsabilités communes de l'Episcopat en France.

Art. 5 : Toute mission ou autorité confiée à une personne ou à un organisme, au nom de la Conférence épiscopale, lui est toujours confiée par la délégation de celle-ci et en dépendance d'elle.

Art. 6 : La Conférence épiscopale délibère et prend ses décisions normalement en Assemblée plénière, exceptionnellement par correspondance ou par tout autre moyen décidé par elle.

Titre II L'Assemblée plénière

Art. 7 : L'Assemblée plénière est l'organe ordinaire d'expression de la Conférence épiscopale et de son activité collective. Elle a pouvoir de légiférer selon les normes prévues dans le décret *Christus Dominus* (CD 38, § 4) et tous les organismes qu'elle institue sont responsables devant elle.

Art. 8 : Sont membres de droit de l'Assemblée plénière avec voix délibérative les membres de la Conférence épiscopale nommés à l'article 3.

Art. 9 : Sont participants de l'Assemblée plénière avec voix consultative :

— Les évêques, vicaires et préfets apostoliques des TOM ;

— Les délégués des supérieurs majeurs des religieux, invités comme tels par le Conseil permanent.

Art 10 : Sont toujours invités à l'Assemblée plénière les archevêques et évêques retraités qui ont exercé une charge épiscopale en France et dans les DOM.

Art. 11 (2) : En raison de la charge qu'il exerce, le nonce apostolique en France participe à l'Assemblée plénière chaque fois que le Saint-Siège le demande.

Il assiste à la première séance de chacune des Assemblées plénières. La Conférence épiscopale confie à son président le soin de l'inviter à la suite des travaux.

Art. 12 : L'Assemblée remet au Conseil permanent le soin d'inviter d'autres personnes et de convoquer les experts nécessaires.

Art. 13 : L'Assemblée, par élection, donne à la Conférence épiscopale un président et un vice-président.

Art. 14 : Le président — ou, à son défaut, le vice-président — de la Conférence épiscopale convoque et préside l'Assemblée plénière.

Art 15 : L'un et l'autre se trouvant empêchés d'accomplir cette fonction, la charge en est assumée par le membre du Conseil permanent le plus ancien par l'ordination épiscopale.

Art. 16 : La Conférence épiscopale se réunit chaque année en Assemblée plénière ordinaire.

Une Assemblée extraordinaire peut être convoquée soit à l'initiative du président, soit à la demande des deux tiers des membres du Conseil permanent, soit à la demande du tiers des membres de la Conférence épiscopale française.

Art. 17, § 1 : Les votes se font habituellement à bulletins secrets.

Art. 17, § 2 : Dans certains cas, avec l'accord des deux tiers des membres de l'Assemblée ayant voix délibérative, le vote pourra être nominatif.

Art. 18, § 1 : L'élection du président et du vice-président requiert la majorité des deux tiers des évêques présents ayant voix délibérative, lors des cinq premiers tours, la majorité absolue ensuite.

Art. 18, § 2 : Toute autre élection requiert la majorité absolue des évêques présents ayant voix délibérative ; après trois tours consécutifs infructueux, il suffit de la majorité relative.

Art. 19 : L'Assemblée ne peut valablement délibérer que si les trois quarts des membres de la Conférence épiscopale ayant voix délibérative sont présents en séance.

La majorité des deux tiers des membres de droit de la Conférence épiscopale est requise pour les décisions qui auront valeur juridique obligatoire (CD 38, § 4) ; la majorité des deux tiers des votants ayant voix délibérative pour les autres décisions et orientations.

(*) Texte original.

(1) *Christus Dominus*, ou CD : Décret sur la charge pastorale des évêques.

(2) Motu proprio « *Sollicitudo omnium ecclesiarum* » du 24 juin 1969. AAS, 8 août 1969, n° 8, p. 482. (DC 1969, n° 1543, p. 605 — NDLR.)

Art. 20 : Les mandats confiés aux évêques sont limités à trois ans. Ils peuvent être reconduits une fois.

Le cumul des mandats ne peut être admis qu'exceptionnellement, au jugement du Conseil permanent.

Titre III Le Conseil des Cardinaux

Art. 21 : Les cardinaux membres de la Conférence épiscopale française, réunis en Conseil des cardinaux, peuvent être appelés à exercer un rôle de conseil et d'arbitrage et, en particulier :

— A décider sur tous sujets que la Conférence épiscopale remet à leur jugement ;

— A veiller à la parfaite observation des statuts de la Conférence épiscopale ;

— A arbitrer tout différend entre un membre de la Conférence épiscopale et le Conseil permanent ou l'Assemblée plénière.

L'appartenance à ce Conseil ne s'oppose pas à l'élection des cardinaux à d'autres fonctions.

Titre IV Le Conseil permanent

Art. 22 : Le Conseil permanent est l'organisme qui reçoit délégation de l'Assemblée et est responsable devant elle pour :

— Veiller à l'exécution des décisions prises par l'Assemblée ;

— Assurer la continuité de l'action pastorale d'une Assemblée à l'autre ;

— Provoquer la confrontation des commissions et comités, et assurer la coordination de leur travail ;

— Nommer les secrétaires nationaux et aumôniers nationaux de mouvements ;

— Régler les questions urgentes qui n'exigent pas une décision de l'Assemblée ;

— Préparer les sessions de l'Assemblée.

Il rend compte de ses travaux à l'Assemblée.

Art. 23, § 1 : Le Conseil permanent comprend :

— Le président et le vice-président de la Conférence épiscopale ;

— Neuf évêques élus par l'Assemblée plénière : un par région sur présentation de trois candidats par chacune des régions ; ces évêques sont élus en raison de leur compétence et non au titre de délégués de régions : ils n'en assurent pas moins un lien entre leur région et le Conseil permanent ;

— L'archevêque de Paris ;

— Un cardinal élu par ses pairs, si leur Conseil n'est pas déjà représenté.

Le mandat des membres du Conseil permanent étant prioritaire, exclut toute autre fonction confiée par la Conférence épiscopale.

Art. 23, § 2 : Le secrétaire du Conseil permanent est le secrétaire général de l'Episcopat.

Art. 24, § 1 : Le Conseil permanent se réunit chaque mois, de septembre à juin, et même plus souvent, à la demande du président, si les circonstances l'exigent.

Art. 24, § 2 : Une fois par trimestre, il convoque à l'une de ses sessions tous les présidents de commissions et comités.

Art. 24, § 3 : Ses travaux sont présidés par le président de la Conférence épiscopale française aidé par le vice-président.

Art. 25 : Les votes du Conseil permanent se font à la majorité absolue de ses membres pour les élections ; pour les décisions et orientations, à la majorité des deux tiers des membres présents, à condition

que les membres présents atteignent le quorum des deux tiers de la totalité des membres du C. P.

Titre V Bureau d'études doctrinales

Art. 26 : Le Bureau d'études doctrinales est au service de la Conférence épiscopale sous la responsabilité du Conseil permanent, spécialement pour informer et documenter les évêques, les commissions épiscopales, les comités épiscopaux et les groupes de travail, sur toute question doctrinale qui lui est proposée ou dont il estime devoir se saisir.

Il travaille en liaison avec les différentes commissions épiscopales.

Art. 27 : Le Bureau d'études doctrinales est composé d'un cardinal choisi par ses pairs et de six évêques élus par l'Assemblée plénière. Il s'assure la collaboration d'experts appartenant à diverses disciplines.

Titre VI (3) Commissions épiscopales et Groupes de travail

Art. 28 : Pour l'exercice de sa mission, la Conférence épiscopale dispose de commissions, de comités et de groupes de travail.

Il appartient à l'Assemblée plénière de décider la création ou la suppression des commissions et comités et d'en fixer le nombre.

Art. 29, § 1 : Une commission épiscopale est un organisme qui permet à la Conférence épiscopale d'exercer collectivement sa responsabilité pastorale dans un domaine déterminé.

Art. 29, § 2 : La commission, par l'intermédiaire de son président, est responsable devant l'Assemblée et doit lui rendre compte de son travail et des orientations majeures qu'elle a l'intention de prendre. Il lui revient d'orienter et d'aider l'action pastorale de tous dans les domaines qui relèvent de sa compétence.

Art. 30, § 1 : Le président de chaque Commission est élu par la Conférence épiscopale à bulletins secrets. La commission intéressée peut proposer officiellement à l'Assemblée le nom de son ou de ses candidats éventuels.

Art. 30, § 2 : Dans le respect de la juridiction de chaque évêque et dans les limites tracées par les orientations et directives de l'Assemblée plénière, le président de la commission est investi d'une autorité qu'il exercera en accord avec les membres de la commission.

Art. 31 : Chaque région apostolique doit être représentée dans chacune des commissions par un évêque ou, en cas de nécessité, par un prêtre qui, normalement, participera à l'assemblée des évêques de la région.

Art. 32 : L'Assemblée plénière ou le Conseil permanent peuvent, en fonction des besoins, créer des groupes de travail composés en majorité d'évêques. Ces groupes sont temporaires et leur président est choisi par l'organisme qui a décidé de leur création.

Art. 33 : Chaque comité a son statut particulier, précisant sa mission, sa compétence, son autorité, la désignation de son président.

(3) Les titres VI et VII des statuts n'ont pas été revus en 1974 et doivent être présentés à nouveau, pour un vote définitif, lors d'une prochaine Assemblée.

Art. 34 : Toute Commission, comité ou groupe de travail qui prévoit de rendre public un document ou une déclaration ayant une réelle importance, au plan doctrinal, pastoral ou vis-à-vis de l'opinion publique, devra consulter le président de la Conférence épiscopale. Celui-ci sera juge de l'opportunité de saisir le Conseil permanent ou toute autre instance compétente.

Titre VII Les régions apostoliques

Art. 35 : Les diocèses sont regroupés en régions apostoliques. Le nombre des régions et leur configuration sont fixés par la Conférence épiscopale.

Art. 36, § 1 : La région apostolique est le lieu habituel de la collaboration entre évêques.

Elle est aussi un lieu d'exercice de la coresponsabilité entre évêques, prêtres et diacres. Il est donc normal que des vicaires généraux ou épiscopaux, des prêtres délégués de conseils presbytéraux, des diacres, des responsables de questions pastorales précises, un délégué des religieux participent à certains travaux des assemblées épiscopales régionales.

Des diacres, des religieuses et des laïcs peuvent également y être invités.

Art. 36, § 2 : Elle constitue une structure intermédiaire entre le diocèse et la Conférence épiscopale et permet la concertation nécessaire :

— Pour assumer en région les responsabilités pastorales communes ;

— Pour discerner et prendre en charge les problèmes d'ensemble d'une région ;

— Pour prévoir l'application dans la région des décisions de la Conférence épiscopale ;

— Pour dégager les questions qui devraient faire l'objet d'une concertation nationale.

Art. 37, § 1 : Chaque région (4) choisit par élection :

— Son président ;

— Son secrétaire.

Art. 37, § 2 : Ces mandats confiés par la région sont limités à trois ans et peuvent être renouvelés une seule fois.

Titre VIII Secrétariat général de l'Episcopat

Art. 38 : Un Secrétariat général de l'Episcopat est au service de la Conférence épiscopale et relève directement du Conseil permanent.

Art. 39 : A sa tête est placé un secrétaire général qui peut être secondé par des secrétaires généraux adjoints.

Il est chargé de la coordination et de la liaison entre les divers secrétariats nationaux, notamment par le moyen de réunions régulières.

Il est en relation avec les secrétariats des autres conférences épiscopales (*Ecclesiae Sanctae*, 41, 5).

Art. 40 : Le secrétaire général est nommé par l'Assemblée plénière sur présentation du Conseil permanent. Il est nommé pour trois ans et n'est normalement renouvelable qu'une fois.

Il assiste aux séances du Conseil permanent et de l'Assemblée.

Art. 41 : Les secrétaires généraux adjoints sont nommés par le Conseil permanent pour trois ans et ne sont normalement renouvelables qu'une fois. Leur

candidature ne peut être proposée au Conseil permanent qu'après que les évêques en aient été informés et aient pu faire part de leurs remarques et avis qui seront communiqués au Conseil permanent.

Titre IX Les Secrétariats nationaux

Art. 42 : Des secrétariats nationaux exercent, en dépendance de la Conférence épiscopale, une responsabilité dans les principaux secteurs de la vie de l'Eglise en France.

Leur nombre et leur fonction sont décidés par l'Assemblée plénière.

Art. 43 : Les secrétariats nationaux tiennent leur responsabilité pastorale de la Conférence épiscopale, habituellement par l'intermédiaire d'une commission épiscopale, d'un comité ou d'un groupe d'évêques. Ils l'exercent en conformité avec les décisions des évêques. Ils ont une double mission :

— Etude des problèmes de leur compétence et information des évêques ;

— Animation pastorale dans le secteur de la vie de l'Eglise qui est le leur.

Ils sont responsables de la mise en œuvre des décisions dont l'application leur est confiée.

Art. 44 : Tout secrétariat national est placé sous la responsabilité directe d'une commission épiscopale, d'un comité épiscopal ou d'un groupe d'évêques. La manière dont s'exerce cette responsabilité est définie par les statuts de chaque secrétariat national.

Art. 45 : Dans le respect de la compétence et de l'autonomie de chaque secrétariat national, le secrétaire général de l'épiscopat favorise la liaison entre les secrétariats nationaux et assure leur coordination.

Art. 46 : Les secrétaires nationaux sont nommés par le Conseil permanent, selon la même procédure que les secrétaires généraux adjoints de l'épiscopat. Ils peuvent être appelés aux réunions du Conseil permanent et de l'Assemblée plénière. Ils sont nommés pour trois ans et ne sont normalement renouvelables qu'une fois.

Titre X Equipe nationale évêques-prêtres

Art. 47 : La coresponsabilité évêques-prêtres qui s'exerce dans les diocèses et les régions selon diverses modalités s'exprime notamment au niveau de la Conférence épiscopale par l'équipe nationale évêques-prêtres.

Les prêtres de cette équipe peuvent être invités, en tout ou partie et selon les sujets traités, aux sessions de l'Assemblée plénière et du Conseil permanent.

Titre XI Relations extérieures

Art. 48 : La Conférence épiscopale française établit des relations avec d'autres Conférences épiscopales.

Art. 49 : Les représentants habituels de la Conférence épiscopale sont désignés par l'Assemblée plénière. Les représentants « ad actum » peuvent l'être par le Conseil permanent.

Ceux qui ont reçu un mandat de cette nature doivent rendre compte de leur mission à l'organisme qui les a délégués.

Disposition finale

Art. 50 : Les présents statuts, après avoir été reconnus par le Saint-Siège, ne peuvent être modifiés sans son agrément.

(4) La région parisienne, jouissant de normes spéciales, déroge à cet article 37.

LES CARREFOURS DU SYNODE DES ÉVÊQUES

Voici, tels qu'ils ont été publiés par le Comité du Synode pour l'information, les rapports des trois « Circuli minores » (carrefours) de langue française (1) qui ont été lus devant les Pères du Synode le 10 octobre, sur la première partie des travaux, et le 17 octobre, sur la seconde partie (2) :

Première partie

GROUPE FRANÇAIS « A »

Rapport de Mgr DELHAYE, secrétaire de la Commission théologique internationale

A. — Les jeunes

I. — Les faits

1. Les difficultés ne doivent pas être exagérées.
2. Les jeunes veulent souvent vivre en un monde fermé sur lui-même. Ils ne demandent pas aux adultes d'y entrer, mais de dialoguer avec eux.
3. Certains jeunes doutent de l'authenticité et de la sincérité des adultes et des structures.
4. Les jeunes attendent de l'Eglise de la fermeté, de la conviction, mais demandent de la patience pour leurs cheminements.

II. — Propositions

1. Il faudrait prendre comme point de départ les valeurs reconnues par les jeunes : authenticité, altruisme, générosité, sens de la justice, tolérance.
2. Les communautés, les évêques doivent montrer un grand esprit d'accueil.

(1) Voici la liste des modérateurs et rapporteurs des douze carrefours :

- Français A. Modérateur : Cardinal GARRONE ;
Rapporteur : Mgr DELHAYE.
- Français B. Modérateur : Cardinal MARTY ;
Rapporteur : P. LÉCUYER.
- Français C. Modérateur : Cardinal SUENENS ;
Rapporteur : Mgr MATAGRIN.
- Anglais A. Modérateur : Cardinal CONWAY ;
Rapporteur : Mgr BERNARDIN.
- Anglais B. Modérateur : Cardinal DEARDEN ;
Rapporteur : Mgr D'SOUZA.
- Anglais C. Modérateur : Mgr FERNANDES ;
Rapporteur : Mgr WORLOCH.
- Italien. Modérateur : Cardinal POMA ;
Rapporteur : Mgr BARTOLETTI.
- Latin. Modérateur : Cardinal FELICI ;
Rapporteur : Patriarche BATANIAN.
- Espagnol A. Modérateur : Cardinal ENRIQUE Y TARANCON ;
Rapporteur : Mgr BUITRAGO.
- Espagnol B. Modérateur : Cardinal BRANDAO VILELA ;
Rapporteurs : Mgr PIMIENTO ; Mgr GERARDI.
- Espagnol C. Modérateur : Mgr LORSCHIEDER ;
Rapporteur : Mgr RUBIO GARCIA.
- Allemand. Modérateur : Cardinal DOEFFNER ;
Rapporteur : Mgr WETTER.

(2) Ces documents nous sont parvenus tardivement en raison de la grève des postes.

3. Que les jeunes soient eux-mêmes évangélisateurs, au besoin dans un secteur particulier puisqu'ils aiment prendre seuls leurs responsabilités.

4. Les œuvres traditionnelles d'évangélisation conservent toute leur utilité : famille, école catholique, associations de jeunes. De nouveaux secteurs s'ouvrent : moyens de communication sociale, sport, loisirs, vacances. Qu'on n'oublie pas les jeunes migrants !

B. — Les catholiques non pratiquants

I. — Raisons du recul de la pratique

1. Certains ont perdu la foi, mais d'autres ont seulement perdu confiance dans l'Eglise.
2. Nombreux sont ceux qui sont désorientés par le flottement doctrinal et moral.
3. Certains ont perdu le sens du sacré en Europe. En Afrique, ils conservent de la sympathie pour le sacré païen.
4. On se souviendra que l'homme naît païen. Il a constamment besoin d'être évangélisé. Et cela n'a pas été suffisamment fait dans les dernières années.

II. — Propositions

1. Il faut centrer l'évangélisation sur l'Evangile et le contact personnel avec le Christ.
2. Une préparation plus sévère aux sacrements s'impose désormais. Mais il ne faut pas poser des conditions impossibles qui découragent les hommes de bonne volonté.
3. Les moyens de communication sociale sont souvent la seule manière de rejoindre les non-pratiquants :
— Que les évêques prennent leur responsabilité pour que l'on fasse vraiment une œuvre d'Eglise en ce domaine ;
— Que les anciennes Eglises aident les plus jeunes en spécialistes (à prêter ou à former), en équipements techniques ;
— Qu'au nom de la justice sociale, on demande et exige des pouvoirs politiques que toutes les Eglises aient accès aux moyens de communication sociale.

C. — Vie intérieure

I. — Prière.

1. La prière est la base de l'évangélisation. Le Christ priait avant de parler aux foules.
2. Que les prêtres soient des hommes de prière. Qu'ils s'unissent à la prière de l'Eglise par la liturgie des heures.

II. — Conversion

1. Les évêques veulent donner un exemple de pauvreté. Celle-ci consiste moins dans une question d'argent que dans la confiance envers le Père, le refus de la volonté de puissance, une critique de la société de consommation, de l'hédonisme.
2. Les évêques sont conscients d'un devoir de sérénité qui leur permettra de s'abstraire des influences de l'opinion publique ou de certains théologiens.
3. Ils auront à cœur de pratiquer la patience, la bonté, l'accueil à tous sans acception de personnes, sans intermédiaires abusifs.

1. Eglise locale ou, mieux, « particulière »

C'est celle qui exerce le service évangélique dans une communauté humaine précise, en communion avec toutes les autres Eglises particulières qui forment l'Eglise universelle. Son devoir est d'incarner l'Evangile dans la culture et dans la mentalité de la communauté concrète où elle est à l'œuvre de façon à ce que chaque peuple, de la manière qui lui est propre, puisse exprimer l'unité fondamentale de foi, de culte et de discipline.

La diversité des situations comportant une diversité d'attitudes pratiques, on demande, en se référant aux prescriptions du Concile déjà partiellement mises en œuvre, que soit reconnu aux évêques l'exercice intégral de leur pouvoir ordinaire, propre et immédiat, en ne recourant aux réserves qu'en cas de nécessité absolue. On demande de plus que soit reconnu à l'épiscopat local le droit d'encourager la création d'une théologie qui soit vraiment adaptée à la culture locale (par ex. africaine, asiatique, etc.); une plus grande liberté d'adaptation dans les domaines liturgique et disciplinaire (par ex. pour la création de nouveaux ministères, la façon de nommer les évêques, etc.), l'unité étant toujours sauvegardée dans les choses nécessaires et essentielles; rendre tous leurs droits aux Synodes orientaux, reconnaître aux patriarches et aux archevêques métropolitains une plus grande juridiction personnelle sur leurs fidèles qui résident en dehors de leur territoire, avec le droit de créer pour eux éventuellement de nouvelles paroisses, d'ériger de nouveaux exarchats ou éparchies en en nommant les évêques, etc.

Tout ceci mettrait en relief la catholicité et l'unité de l'Eglise, dont est garante l'Eglise de Rome.

2. Dialogue et évangélisation

Malgré les difficultés qu'il rencontre à des niveaux différents, le dialogue avec les autres chrétiens peut aider les catholiques à mieux prendre conscience de certains aspects de l'Evangile.

Le dialogue avec les religions non chrétiennes est souvent difficile, mais non impossible, surtout avec les jeunes. A la sincère et respectueuse reconnaissance de leurs valeurs positives et de leurs expériences religieuses — auxquelles n'est pas étrangère l'action de l'Esprit-Saint qui les oriente vers le Christ et vers le salut —, il faut ajouter le témoignage de vie surtout chez les pasteurs, dont les apparences extérieures de richesse, de pouvoir et de prestige peuvent constituer un réel obstacle.

Le dialogue avec les athées et les non-croyants est toujours possible, notamment parce qu'il s'agit souvent d'anticléricaux qui nourrissent des aspirations sincères à un certain Absolu et à une valeur plus complète de la vie humaine. La base pour cette rencontre pourra être la reconnaissance des valeurs humaines (dignité, liberté, justice...) et l'action commune en faveur de l'humanité.

Le dialogue avec les marxistes est souvent difficile

(3) Le P. TIMMERMANS, Hollandais, ■ été élu supérieur général de la Congrégation du Saint-Esprit, succédant au P. Lécuyer, au mois de septembre 1974 (cf. DC 1974, p. 941).

Nous avons revu et complété le compte rendu de ce rapport en nous référant au communiqué publié en italien (NDLR).

à cause de leurs idées sur la nature de la religion. Il existe toutefois des formes différentes de marxisme qui vont de la persécution ou de l'instrumentalisation de la religion à une forme de tolérance plus ouverte (parfois non sans péril). Il est nécessaire de souligner certaines idées communes entre nous et certains d'entre eux, comme par exemple l'amour de la justice, le désir d'aider les pauvres, etc. Ceux d'entre eux qui appliquent sincèrement ces idées cherchent le Christ sans le savoir.

3. Libération et évangélisation

Le Christ nous a libérés du péché et de l'injustice personnelle et sociale. L'évangélisation inclut donc l'annonce de la libération économique et sociale. Malheureusement, spécialement à l'époque du colonialisme, beaucoup de prédicateurs semblaient ignorer cet aspect, avec le résultat de faire apparaître la religion comme l'instrument de l'oppression exercée par certains, dans un ordre social injuste. Un véritable opium du peuple.

En insistant uniquement sur l'aspect humain du Christ et en oubliant la dimension verticale et trinitaire de l'incarnation, les efforts pour la libération sont souvent exposés au danger — qui n'est pas nouveau et qui existait dès les premiers temps de l'Eglise — d'un certain messianisme temporel et de politisation. A la tentation de rattacher l'Eglise à un pouvoir ou à une idéologie politique, il faut ajouter aujourd'hui la tentation, encore plus dangereuse, de satisfaire l'opinion publique.

La lutte pacifique pour la libération est un devoir des chrétiens; aussi bien dans le tiers-monde, contre l'oppression des structures économique-sociales colonialistes que dans le monde communiste, contre l'oppression dans les domaines spirituel, idéologique, religieux et moral; oppression que l'on tait parfois par peur de l'opinion publique.

4. L'évangélisation des jeunes

Que le Synode s'intéresse positivement à ce problème! L'Eglise doit s'efforcer de comprendre les conditions difficiles de la jeunesse actuelle, en éliminant certains éléments, parfois seulement apparents, qui font que les jeunes lui sont hostiles, et qui empêchent un dialogue sincère. En reconnaissant les justes aspirations des jeunes, l'Eglise démontre qu'elle n'est pas un obstacle sur la voie qui mène au Christ. Qu'elle s'intéresse de plus en plus aux jeunes, aux pauvres et aux opprimés! Qu'elle renouvelle tout ce qui, dans son visage, pourrait déformer l'image du Christ pauvre, libre, serviteur de tous.

GROUPE FRANÇAIS « C »

Rapport de Mgr MATAGRIN évêque de Grenoble

I. — La vie intérieure

A. — Contemplation

Un besoin de prière s'exprime aujourd'hui de multiples manières dans l'Eglise. Ce phénomène ne revêt pas partout la même signification. Dans les jeunes Eglises d'Afrique, il s'agit d'un progrès vers une vie chrétienne plus personnelle, nourrie par l'Ecriture sainte, dans l'approfondissement du sens chrétien du péché et du pardon, dans une relation plus intime à Jésus-Christ.

Dans les pays d'Occident, il s'agit plutôt d'un réveil spirituel exprimant une protestation vitale contre la civilisation sécularisée et matérialiste marquée par le

productivisme. L'Orient a un rôle particulier à jouer pour cette redécouverte dans la fidélité à l'expérience de prière et de contemplation qui y sont traditionnelles dans le monde chrétien et non chrétien.

Nous sommes portés à voir là un signe de l'action imprévisible de l'Esprit-Saint préparant une nouvelle Pentecôte.

Nous estimons que ce point est de la première importance pour l'avenir du sacerdoce ministériel et de la vie religieuse. Des communautés priantes, mues par l'Esprit, éveilleront en elles des vocations sacerdotales et religieuses, et pourront concourir à leur formation spirituelle.

B. — Conversion

Nous avons constaté qu'en dépit des progrès accomplis spécialement depuis Vatican II, un certain nombre d'attitudes et de comportements des hommes et des institutions d'Eglise contribuent à les discréditer et font obstacle à l'évangélisation.

Nous avons noté diverses aspirations des hommes d'aujourd'hui, particulièrement des jeunes, qui sont autant d'appels à la conversion :

- Le besoin d'invention, de créativité, de participation et de responsabilité ;

- Le besoin de faire une découverte personnelle de la vérité et la difficulté d'adhérer à des vérités toutes faites, transmises de l'extérieur ;

- Le besoin de trouver des témoins qui vivent leur foi et pas seulement des professeurs de religion ;

- L'aspiration à des relations et à des contacts empreints de simplicité ;

- L'aspiration à la justice et l'interpellation faite à l'Eglise d'être plus accueillante aux pauvres et de prendre leur parti ;

- Le besoin de trouver dans les hommes d'Eglise des témoins de Dieu.

Nous nous sentons invités à travailler à notre conversion personnelle, à la conversion des communautés et des institutions d'Eglise :

- Le témoignage qu'évêques et prêtres sont d'abord des hommes de Dieu, grâce à la force de leur foi et à la qualité de leur prière ;

- Le style de vie personnelle des évêques et des prêtres, des communautés et institutions ecclésiales : accueil, disponibilité, simplicité dans les contacts, existence modeste ;

- Le sens d'une vraie liberté, s'exprimant à la fois par l'exercice d'une pleine responsabilité dans la conduite des diocèses et par le souci de promouvoir à tous les niveaux la responsabilité des personnes et des communautés ;

- Une solidarité effective des membres du peuple chrétien avec les hommes au plan national et international, s'exprimant par une plus grande proximité des pauvres.

II. — L'Eglise locale

Grâce à la présence de patriarches des Eglises orientales, d'évêques des anciennes Eglises d'Europe et des jeunes Eglises d'Afrique et d'Asie, le groupe a pu dégager quelques-unes des conditions qui pourraient permettre aux chrétiens des différentes Eglises locales de pouvoir assimiler et exprimer le message chrétien selon leur propre culture.

Nous souhaitons que les efforts entrepris depuis le Concile soient poursuivis notamment dans les domaines de la catéchèse et de la liturgie, dans la recherche théologique, en matière pastorale et disciplinaire, et aussi pour les structures de gouvernement.

Nous attirons l'attention sur un certain nombre de conditions nécessaires pour assurer la personnalité propre des Eglises locales.

1° De la part des Eglises locales

Rôle primordial des communautés chrétiennes, fidèles et prêtres, en lien avec l'évêque. Ce sont elles qui peuvent approfondir l'Evangile à partir de la vie, prendre les initiatives en vue de la mission, discerner les continuités possibles et les ruptures nécessaires entre les traditions locales et l'Evangile.

Les Eglises locales doivent se montrer de plus en plus responsables, faire preuve de créativité, d'audace. Dans cette recherche difficile, elles demandent qu'on accepte les inévitables tâtonnements.

Il est nécessaire d'intensifier concrètement les liens de communion avec les autres Eglises, avec le Saint-Père et avec le Saint-Siège. Plus le pluralisme s'affirme, plus s'impose l'unité sur l'essentiel. Plus l'autonomie de l'Eglise est effective, plus les liens de communion doivent être forts.

2° De la part des autres Eglises

La solidarité entre les anciennes et les jeunes Eglises doit continuer, mais en revêtant de nouvelles formes :

- Il faut que les missionnaires envoyés par d'autres Eglises ou par des Instituts missionnaires acceptent de participer à la recherche des communautés chrétiennes. Les difficultés actuelles, là où elles subsistent, sont momentanées. Après une période inévitable d'affrontements, un travail en commun est bien amorcé.

- La recherche par les Eglises locales d'une autonomie financière appelle une aide qui soit signe de communion ; il faut que cette aide venant des anciennes Eglises puisse s'inscrire dans des projets d'ensemble élaborés par les Eglises locales.

3° De la part du Saint-Siège

On attend de lui :

- Qu'il n'intervienne qu'au niveau des orientations générales sans entrer dans des détails dont les pasteurs sont meilleurs juges au plan local ;

- Qu'il encourage les initiatives au lieu de les freiner ;

- Qu'il exerce avant tout sa mission en confortant les Eglises dans leur foi et en permettant leur communion.

Les ministères

Enfin, un débat s'est instauré dans le groupe sur la difficile question des ministères. L'accord s'est fait sur trois points :

- a) Ce qui est primordial, c'est de susciter d'authentiques communautés chrétiennes dont les membres soient de plus en plus responsables ;

- b) Il est nécessaire de valoriser le plus possible tous ceux qui remplissent déjà des services, tels les catéchistes ou les animateurs de communautés, etc. ;

- c) Ces communautés vivantes, priantes, rayonnantes et responsables susciteront leurs propres ministres dont certains pourront être appelés par l'évêque au ministère ordonné, diaconal ou presbytéral.

III. — Dialogue avec les autres chrétiens et les autres Eglises

Convaincus que la division des chrétiens est un scandale et un obstacle à l'évangélisation, nous nous réjouissons de tous les progrès accomplis par l'œcuménisme depuis le Concile.

Nous regrettons de constater un net ralentissement

ces dernières années, doublé du risque du développement d'un œcuménisme marginal en dehors des institutions considérées par certains comme incapables d'aller de l'avant.

Le groupe est unanime à demander au Synode de relancer avec vigueur l'œcuménisme :

— En affirmant fortement la communion en Jésus-Christ et dans l'Esprit-Saint sur tout ce que les chrétiens ont cru et vécu ensemble pendant des siècles ;

— En invitant à aller plus loin là où il est possible de le faire, spécialement dans le partage de la Parole de Dieu, la prière et l'engagement au service de la justice et de la paix ;

— En reprenant les choses à leurs racines historiques ;

— En poursuivant la recherche théologique sur la signification du ministère de communion du Pape, en tant qu'Evêque de Rome, Patriarche d'Occident et Pasteur de l'Eglise universelle ;

— S'il est vrai que l'intercommunion pose des problèmes difficiles, peut-on s'en tenir à dire que l'Eucharistie est au terme de l'unité ? N'est-elle pas aussi un chemin vers l'unité ? La majorité du groupe souhaite qu'une plus grande initiative soit laissée aux Eglises locales pour décider dans quelles conditions l'hospitalité eucharistique, même réciproque, pourrait être pratiquée.

Deuxième partie

GROUPE FRANÇAIS « A »

*Rapport de Mgr DESCAMPS,
au nom de Mgr DELHAYE, rapporteur*

I. — Le Saint-Esprit

a) L'action de l'Esprit-Saint est fondamentale pour l'évangélisation. Elle est l'élément intérieur de l'ouverture à l'Evangile et de son approfondissement.

b) Parmi les signes de l'Esprit donnés à notre temps on notera d'abord le Concile Vatican II trop facilement négligé, les appels du Magistère pontifical et épiscopal.

c) Le témoignage de la vie morale, les fruits de l'Esprit (Ga 5), « charité, joie, paix, patience, etc. », manifestent toujours sa présence et son action.

d) L'Esprit agit chez tous les hommes, mais cela ne veut pas dire que toutes les valeurs humaines soient positives ni que l'Eglise ait cessé d'être la voie du salut.

e) On demande une attention plus grande à la préparation de la confirmation et une revalorisation de la fête de la Pentecôte.

II. — Les Eglises particulières

a) Le rôle primordial des Eglises particulières est d'assurer la présence du Christ à toutes les cultures et à tous les milieux sociaux, précisément dans leur spécificité. Cette présence doit d'ailleurs apparaître beaucoup plus comme un service que comme une revendication de droits.

b) Les Eglises particulières ne doivent pas permettre que leurs liens avec l'Eglise universelle et tout spécialement avec le Souverain Pontife puissent se relâcher. A ce propos, on demande que soient amplifiés le dialogue et l'échange des informations entre les Conférences épiscopales et le Siège apostolique.

III. — L'évangélisation, œuvre de toute l'Eglise

a) Les laïcs n'ont pas encore pris assez conscience que l'évangélisation est l'œuvre de tous les chrétiens. Que soit cependant conservée la spécificité des vocations. Les laïcs ne doivent pas jouer aux prêtres ni les prêtres aux laïcs.

b) Dans l'œuvre de l'évangélisation, la famille occupe une place primordiale qu'elle aurait parfois tendance à oublier aujourd'hui.

c) On doit avoir un préjugé favorable envers les communautés de base. On veillera cependant :

— A ce qu'elles conservent un lien suffisant avec les autres communautés et la hiérarchie,

— Qu'elles ne se ferment pas sur elles-mêmes, mais conservent une volonté d'évangéliser,

— Qu'elles ne détruisent pas des structures irremplaçables comme cela se voit parfois dans les Eglises nouvelles.

IV. — Promotion humaine et évangélisation

a) La charité constitue un lien privilégié, mais on pensera aussi à toutes les dimensions de l'œuvre de Dieu (création des valeurs humaines par Dieu) et du Christ (exemple, récapitulation de toutes les valeurs, résurrection).

b) On évitera de donner à la transformation du monde, surtout si elle est entendue au sens politique, une priorité qui revient au salut et à la libération du péché.

c) On notera que le progrès humain peut être une notion équivoque : il n'apporte pas toujours une promotion humaine, encore moins un approfondissement chrétien. Celui-ci, au contraire, implique ascèse et domination des désirs.

V. — L'Eglise comme sacrement du salut

a) Si l'Eglise comme institution fait difficulté, c'est que la théologie actuelle a trop séparé la christologie et l'ecclésiologie.

b) L'Eglise assure la présence du Christ à tous les siècles et à toutes les cultures

— En enseignant son message de vie,

— En distribuant ses grâces sacramentelles.

c) Cette mission de l'Eglise ne doit pas être comprise comme une volonté possessive et dominatrice, mais comme un service offert à tous.

d) L'Eglise catholique reste la voie normale du salut même si les « semences du Verbe » sont partout répandues dans le monde.

On souhaite que le document final ne touche pas tous les problèmes qui ont été examinés au cours de ce Synode, mais qu'il fasse un choix parmi les problèmes principaux : la pneumatologie, la christologie, la spécificité et la Révélation, la prédication sur le péché et la grâce.

GROUPE FRANÇAIS « B »

Rapport du P. LECUYER

1. — Eglises particulières et évangélisation

1. Il semble préférable, pour des raisons pastorales, de ne pas limiter l'expression « Eglise particulière » à un diocèse (cf *Lumen gentium*, 23 et 27), mais de désigner par là toute Eglise qui exerce le service de l'Evangile dans une communauté humaine particulière,

et cela en communion avec toutes les Eglises particulières qui constituent l'Eglise universelle.

2. L'existence et la diversité des Eglises particulières sont une exigence de l'Incarnation. L'unité fondamentale de foi, de culte et de discipline doit s'exprimer dans chaque communauté d'une manière qui corresponde à sa tradition socio-culturelle (cf. *Ad Gentes*, n. 19).

3. Il est donc nécessaire que dans chaque territoire socio-culturel une réflexion théologique et pastorale soit encouragée, pour que la vie chrétienne soit ajustée au génie et au caractère de chaque culture. La Commission théologique internationale a reconnu récemment la légitimité et la nécessité du pluralisme théologique et son caractère pleinement traditionnel.

4. C'est pourquoi nous exprimons les vœux suivants :

a) Que, conformément aux déclarations de « *Christus Dominus* », déjà partiellement appliquées par « *Pastorale Munus* », on reconnaisse aux évêques « tout le pouvoir ordinaire, propre et immédiat, requis pour l'exercice de leur charge pastorale » (*Christus Dominus* 8), c'est-à-dire pour le service des hommes dont ils sont les pasteurs ; et que les réserves prévues ne se fassent que dans les cas absolument nécessaires ;

b) Que dans le domaine de la recherche théologique, de la discipline et de la liturgie, on reconnaisse aux Eglises particulières une plus grande liberté — à l'intérieur de cadres déterminés par le Saint-Siège pour la création de nouvelles formes d'expression, pour l'administration des sacrements, pour l'établissement de nouveaux ministères, pour le choix des évêques, etc., sans préjudice de l'unité dans les choses nécessaires et vraiment essentielles ;

c) Qu'on restitue aux Eglises orientales catholiques tous leurs droits découlant de leurs propres disciplines particulières et énumérés dans le décret « *Orientalium Ecclesiarum* » (n. 7 et 9) ;

d) Que les Eglises particulières, dans le souci de maintenir l'unité nécessaire, continuent et approfondissent le dialogue avec les autres Eglises particulières et spécialement avec l'Eglise de Rome, dans un climat mutuel de respect, de confiance et d'échange fraternel, pour qu'il n'y ait vraiment qu'une seule Eglise du Christ, animée par le même Esprit ;

e) Que le Synode, qui est un lieu privilégié pour ces échanges, soit de plus en plus considéré comme un moyen officiel de manifester et d'exercer la collégialité épiscopale, sous la présidence et l'autorité du successeur de Pierre.

2. — Toute l'Eglise au service de l'Evangile

Il faut faire confiance à tous ceux qui travaillent pour l'Evangile, reconnaître à chacun sa responsabilité, sa capacité de discernement et la liberté à laquelle il a été appelé par le don commun de l'Esprit-Saint.

Tous seront attentifs, à leur niveau, aux interrogations des hommes de ce temps ; à celles des dirigeants de la politique et de l'industrie, à celle des savants, à celles des jeunes.

C'est d'abord par le témoignage de toute leur vie, témoignage adulte et responsable, individuel et surtout collectif, que les chrétiens répandent l'esprit de l'Evangile ; mais aussi chaque fois que cela est possible, par la parole et la confession de leur foi ; ils sauront trouver, dans la prière et la docilité à l'Esprit, la juste attitude à l'égard des non-chrétiens, ils sauront saisir les occasions favorables pour un dialogue respectueux et bienveillant avec eux.

Il faut souligner particulièrement la valeur du témoignage que donne une communauté chrétienne authentique, unie dans la charité, la confession publique de

la foi en Jésus-Christ, et la célébration de l'Eucharistie, mais qui, loin de se renfermer sur elle-même, se montre ouverte à tous les hommes.

Que le Synode rappelle donc avec insistance la nécessité d'une formation profonde des laïcs, éducation à une foi vivante et à une charité active et vraie.

3. — Promotion humaine et évangélisation

L'homme contemporain est très sensible aux valeurs de la justice, de la paix, de la solidarité ; sans une action dans ce sens, l'évangélisation perd une grande partie de sa crédibilité. Mais la promotion humaine n'est pas seulement une condition de crédibilité de l'évangélisation, elle en est une partie constitutive et indispensable. L'action pour la justice et la paix annonce et prépare l'Evangile ; elle est un terrain de rencontre entre les non-chrétiens et les chrétiens, un lieu privilégié de dialogue et de solidarité, un signe de l'amour authentique de l'homme qui est au cœur du message évangélique.

L'évangélisation apporte une nouvelle dimension et un sens à l'action pour la justice et la paix, en la liant à toute la révélation du dessein d'amour de Dieu, du « Mystère » révélé en Jésus-Christ ; elle apporte une certitude basée sur la foi dans la libération déjà accomplie par la Passion et la Résurrection.

Il faut dénoncer les causes profondes de toute injustice, le péché des hommes qui s'incarne dans les structures (économiques, financières, politiques...) et les comportements sociaux.

Le dernier Synode a déjà clairement affirmé que l'Eglise doit d'abord reconnaître l'injustice qui est en elle-même, et s'efforcer d'y porter remède ; le mouvement œcuménique, les communautés de base, les associations de militants chrétiens, l'appel à la réconciliation de tous sont des signes que cette exigence a été déjà comprise par beaucoup. Mais c'est à tous les niveaux que doit se faire le travail d'éducation et de conscientisation : au niveau personnel et familial, social et économique, national et supra-national. C'est dans tous ces domaines que chacun d'entre nous a sa place, et que toute l'Eglise doit entreprendre ou continuer sa conversion et son engagement pour un meilleur service de l'homme.

Que le Synode dénonce clairement les situations injustes les plus évidentes aujourd'hui, en demandant à chaque Eglise particulière, sous la direction de la Commission Justice et Paix, de susciter parmi les fidèles, à l'occasion de l'Année sainte, un acte public et concret de « réconciliation » ; un tel acte, choisi et préparé à tous les niveaux avec collaboration de tous les intéressés, et spécialement des laïcs les plus engagés dans les problèmes qui concernent la promotion humaine et la libération, doit être le début d'un effort renouvelé vers la fraternité entre les hommes, dans la justice et la paix.

4. — L'Eglise, sacrement universel de salut dans l'œuvre de l'évangélisation

Dans les églises non-chrétiennes, existent des valeurs religieuses, qui sont d'authentiques « préparations évangéliques », et même doivent être considérées comme le fruit d'une action invisible de l'Esprit de Dieu. Il appartient à l'Eglise, et à chaque chrétien, de reconnaître ces valeurs, de les mettre en lumière, de leur donner l'estime qu'elles méritent, de conserver, en chaque culture et en chaque peuple, tout ce qui peut être assumé par l'Evangile.

Notre groupe souhaite donc qu'on encourage encore le dialogue sincère, non seulement entre les chrétiens,

mais aussi avec tous les non-chrétiens, pour une meilleure connaissance mutuelle et un enrichissement réciproque. Ce dialogue sera souvent plus facile et plus efficace s'il est accompli par les laïcs ou des religieux et religieuses, que par la hiérarchie.

Enfin, notre groupe constate que ce Synode aurait pu et dû donner une plus large place à la première évangélisation, c'est-à-dire à l'évangélisation de ceux auxquels le Christ n'a encore pas été vraiment présenté. De nombreux hommes sont dans ce cas, non seulement dans d'immenses territoires d'Asie, mais aussi en Afrique et même de plus en plus dans les pays d'Europe et d'Amérique, dans les grandes concentrations urbaines, parmi la masse des émigrés, parmi les travailleurs de nos usines.

GROUPE FRANÇAIS « C »

Rapport de Mgr MATAGRIN

I. — Le Saint-Esprit dans la coopération humaine en vue de l'évangélisation

1. C'est le Saint-Esprit qui anime sans cesse la totalité de la mission de l'Eglise à travers les dons et les charismes confiés de multiples façons aux fidèles (LG 4 et NÆ 4). C'est pourquoi, s'agissant de l'évangélisation, rien de valable ne peut être dit, rien d'efficace ne peut être fait, si le Saint-Esprit n'évangélise pas lui-même à travers le ministère de l'Eglise, afin que se réalise le dessein du Père, manifesté dans le Christ, parmi les hommes. Le Saint-Esprit agit d'une façon multiforme et continue tout au long du processus d'évangélisation. C'est ainsi qu'il agit, au départ de l'évangélisation, lorsqu'il ouvre les voies de l'Evangile dans la liberté des hommes qui sont appelés à croire. Il agit au terme de l'évangélisation lorsque advient la décision de la conversion au Christ. Il agit à travers les signes et les annonces de l'Evangile. C'est le Saint-Esprit qui féconde le témoignage du croyant ou de la communauté des croyants, accompagnant aussi bien les évangélistes que les évangélisés.

2. Notre Synode devrait attirer l'attention de tous ceux qui sont engagés dans l'évangélisation, ainsi que de tous ceux qui se préparent au service de l'Evangile, sur l'indispensable fonction de la prière, car c'est dans la prière qu'est donnée, dans le Saint-Esprit, une certaine expérience de Dieu. Seuls ceux qui prient et lisent les Ecritures dans la ferveur de l'Esprit sont capables de discerner la présence et les intentions de Dieu dans les événements de la vie des hommes et du monde.

3. Cette docilité au Saint-Esprit étant vécue, l'Eglise pourra plus efficacement réaliser un discernement véritable des esprits, lequel apparaît particulièrement nécessaire en deux domaines :

a) La notion de « signes des temps » lancée par le Pape Jean XXIII (*Pacem in terris*) et adoptée par le Concile Vatican II (GS 4 et 11) est aujourd'hui comprise de façon diverse. Il importerait donc que des spécialistes aident à découvrir le sens proprement théologique de cette expression.

b) Un effort serait à faire, de nature théologique et pratique à la fois, pour approfondir notre relation aux religions non chrétiennes. Il importe, en effet, que notre attitude à leur égard soit en même temps ouverte et lucide, de telle sorte que nous puissions avoir l'assurance de ne rien laisser perdre des valeurs religieuses ou éthiques que le Saint-Esprit partage au-delà des frontières visibles de l'Eglise.

4. Etant donné que, de notre temps, on devient de moins en moins souvent chrétien par héritage et de plus en plus par une décision personnelle, il serait souhaitable que soit instauré un rite chrétien pour célébrer l'adhésion de foi chrétienne parvenue à son stade adulte. Ainsi seraient offertes des possibilités pour assumer, dans une foi vraiment personnalisée, les sacrements d'initiation qui ont été reçus, dans la foi de l'Eglise, au temps de l'enfance. Là où se célèbrent des confirmations de jeunes gens ou d'adultes, il paraîtrait opportun, analogiquement, de valoriser à nouveau la célébration du sacrement de confirmation.

Une telle ratification personnelle devrait normalement être précédée d'une préparation dans une communauté de prière et d'approfondissement doctrinal : une sorte de catéchuménat de baptisés.

II. — L'Eglise comme entièrement engagée dans le service de l'évangélisation

1. Notre Synode devrait appeler tous les membres de l'Eglise — pasteurs et fidèles — à se mobiliser pour annoncer l'Evangile à tous ceux qui ne l'ont pas encore entendu. Nous ne devons pas oublier, en effet, que, dans la situation présente du monde, les deux tiers des hommes ne connaissent pas le vrai Dieu qui s'est révélé en Jésus-Christ.

D'où une question : n'apparaîtrait-il pas opportun de transférer à la fête de Pentecôte le dimanche qu'on appelle « dimanche des Missions » ? De cette façon, la fête de Pentecôte pourrait devenir véritablement la fête de l'évangélisation des peuples.

2. Il faudrait que le Synode rappelle que l'évangélisation est l'œuvre de toute l'Eglise, peuple de Dieu, en insistant sur deux aspects indissociables :

a) Tous les fidèles, au nom de leur baptême et de leur confirmation, ont à découvrir qu'ils sont appelés à l'évangélisation sous une double forme : le témoignage de la vie personnelle et la participation aux services et entreprises des communautés chrétiennes et des organisations apostoliques.

b) Les pasteurs — évêques et prêtres — exercent aujourd'hui le ministère des Apôtres en communion avec le Successeur de Pierre et ils portent, à un titre original, la responsabilité de l'évangélisation. Dans l'accomplissement de cette charge, ils ont aussi bien à accueillir les dons et les charismes distribués par le Saint-Esprit et à en discerner l'authenticité au service du bien commun (LG 12) qu'à engager tous les fidèles à une activité apostolique et missionnaire (LG 27).

3. Il faudrait attacher la plus grande importance au témoignage communautaire des baptisés, qu'il s'agisse de la famille chrétienne ou des communautés réunies par mode de voisinage, ou encore des communautés qui sont créées dans les milieux sociaux (exemple : monde ouvrier) ou socio-professionnels (exemple : Université, santé, industrie). Il faudrait inviter toutes ces communautés à vérifier, dans une perspective de responsabilité missionnaire, la qualité du témoignage qu'elles rendent effectivement.

4. Il est vivement souhaité que le Synode prenne en considération les petites communautés qui surgissent en ce moment dans les différentes régions de l'Eglise ; que soient reconnues aussi bien leur signification socio-culturelle — elles permettent de refaire des tissus humains — que leur signification pour

l'évangélisation — elles traduisent un retour aux origines.

Nous insistons cependant sur deux conditions pour que ces communautés portent tous les fruits qu'on peut en attendre pour l'évangélisation :

a) Que ces communautés entrent en relation avec d'autres, notamment dans la paroisse, et qu'elles soient en communion avec les pasteurs de l'Eglise.

b) Qu'elles ouvrent leurs membres à une participation active aux organisations régionales, nationales, internationales d'apostolat des laïcs, qui sont particulièrement nécessaires aujourd'hui pour la transformation des structures et des mentalités.

5. En ce qui concerne les ministères d'évangélisation :

a) On invitera les fidèles à exercer le maximum de responsabilités apostoliques dans la ligne de leur baptême et de leur confirmation.

b) On souhaite que les Eglises particulières promeuvent de nouvelles formes ministérielles tant parmi les femmes que parmi les hommes.

c) Quant aux prêtres, aux animateurs de communautés, aux catéchistes, ont attendrait qu'ils favorisent de tout leur possible ces nouvelles formes de service et de ministère. Ainsi, le ministère de l'évangélisation pourra se réaliser d'une façon moins cléricale qu'hier. Ainsi également, les fidèles pourront véritablement travailler à faire exister l'Eglise et à la gérer, ce qui naguère était le plus souvent le domaine exclusif des prêtres.

III. — Des Eglises particulières dans l'évangélisation

1. Dans cette session synodale, le vocabulaire « Eglises locales » a été souvent employé et il l'a été dans des sens passablement divers. C'est pourquoi il paraît nécessaire que l'on tire au clair cette notion, et très spécialement en ce qui regarde sa signification strictement ecclésiologique.

2. Notre cercle a confirmé ce qu'il avait dit lors de la première session des groupes de travail en ce qui concerne la nécessité de reconnaître de façon nette la personnalité propre des Eglises particulières.

3. On insiste sur le pouvoir propre, ordinaire et immédiat exercé personnellement par les évêques au nom du Christ. Ce pouvoir est certes soumis, dans son exercice, à la régulation dernière de l'Autorité suprême de l'Eglise. Il est souhaitable de reconnaître que les évêques puissent exercer pleinement ce pouvoir, sauf les cas où une limitation est apportée de la part du Pontife romain pour un meilleur service du bien universel de l'Eglise.

C'est pourquoi on a émis le vœu que les différents services de la Curie romaine, ainsi que les Légations diplomatiques du Saint-Siège, s'inspirent davantage de ce principe, qui a d'ailleurs été clairement énoncé par le Concile Vatican II.

4. C'est dans le même esprit qu'on souhaite l'extension et la valorisation des consultations qui sont faites par les représentants du Saint-Siège, en vue de la désignation des évêques.

5. On souhaite enfin que les Eglises particulières prêtent attention au retentissement sur les autres Eglises de ce qu'elles disent et de ce qu'elles font. Une meilleure communication des informations serait nécessaire, afin que chaque Eglise puisse vivre en communion réelle avec les autres Eglises.

L'IDENTITE DU CHRETIEN

Deuxième intervention du cardinal SUENENS au Synode des évêques (11 octobre) (1)

La grâce de ce Synode

La grâce de ce Synode est, je crois, de nous avoir conduits à cette question fondamentale : quelle est l'identité du chrétien ? En quoi consiste la spécificité d'une communauté chrétienne ?

Il n'y aura de vraie rénovation ecclésiale, d'évangélisation efficace, que si nous, chrétiens du xx^e siècle, réapprenons à répondre ensemble à cette question.

L'identité chrétienne est évidemment tributaire, en sa formulation, des conditions historiques et culturelles de chaque époque. Mais c'est en Dieu qu'elle trouve son principe et son accomplissement : « C'est Dieu, écrit saint Paul, qui nous a marqués de son sceau. » (2 Co 1, 22.)

Cette question d'identité se pose également à toute communauté chrétienne. L'œuvre évangélisatrice de l'Eglise requiert, en effet, de chaque communauté une conversion radicale au mystère qu'elle doit signifier et proclamer parmi les hommes : le Christ Jésus, présent et agissant dans son corps qui est l'Eglise, à la gloire du Père.

Cette conversion exige une profonde docilité à l'Esprit-Saint. Ainsi que le rappelle opportunément l'« Instrument de Travail », en faisant écho à Vatican II (*Dei Verbum*, 5) : « C'est l'Esprit-Saint qui meut le cœur et le tourne vers Dieu, qui donne à tous de consentir à la douceur de la grâce et de croire à la vérité. » (N. 19.)

I. — Qu'est-ce qu'un chrétien ?

Il ne suffit pas, vénérables Frères, d'être d'accord avec cette affirmation. Il faut accepter d'en faire l'expérience : « Frères, que devons-nous faire ? » demandèrent à Pierre et aux apôtres leurs auditeurs du matin de la Pentecôte. Et Pierre leur répondit : « Convertissez-vous, et que chacun de vous se fasse baptiser au nom de Jésus-Christ pour la rémission de ses péchés, et vous recevrez alors le don du Saint-Esprit. » (Ac 2, 37-38.)

Ce texte nous présente l'institution chrétienne, non comme un processus sociologique, un acte rituel enraciné dans une culture, mais comme un **événement** spirituel. Et cet événement conduit à une **metanoia**, à une adhésion de toute la personne à Dieu par Jésus-Christ, mort et ressuscité, et à une entière remise de soi à la puissance de l'Esprit-Saint agissant dans l'Eglise.

Vers un rite de renouvellement du baptême et de la confirmation ?

De nombreux indices en témoignent, et plusieurs ont été relevés par un certain nombre d'évêques : notre époque, éprise d'authenticité, aspire à ce que cette expérience retrouve sa vérité et sa densité existentielle. Les chrétiens d'aujourd'hui seront de moins en

(1) Texte original. Le titre est de notre rédaction.

La première intervention du cardinal Suenens a été publiée dans notre numéro du 3 novembre 1974, p. 916.

moins des chrétiens héréditaires. Pour rester chrétiens, ils seront nécessairement amenés, un jour ou l'autre, au cours de leur vie — et peut-être à plusieurs reprises, — à accepter de se consacrer, de toute leur liberté, à Dieu et au Christ, au milieu et avec le soutien d'une communauté vivante.

Concrètement, cela suppose que ceux qui ont reçu le baptême et la confirmation dans leur enfance soient invités, à certains seuils décisifs de leur vie, à ratifier personnellement cette adhésion au Christ. Cette question n'est pas nouvelle, et retient l'attention de ceux qui se préoccupent de ce « catéchuménat permanent » dont il a été question dans un de nos groupes. Mais il importe — et la chose est urgente — que les liturgistes et les pasteurs élaborent à cet effet des formes liturgiques souples et adaptées, en tenant compte de la diversité des personnes et des situations. A cet égard, les initiatives de certaines communautés de base méritent de retenir l'attention.

Pour une « conversion » des pasteurs

Une telle rénovation de l'initiation chrétienne réclame de nous, évêques et pasteurs, un renouveau de notre foi en ce qui concerne notre ministère. Certains d'entre nous ont évoqué, non sans pertinence, la nécessité de nous convertir à un exercice plus évangélique de notre ministère. Cela me pose, pour ma part, une sérieuse question. Suis-je vraiment converti, c'est-à-dire ai-je accepté de vivre le retournement d'âme — la metanoia — qui doit m'arracher tous les jours à ma sagesse, à ma vision des choses, à mes critères habituels ? Ai-je accepté vraiment que le Christ soit pour moi « chemin, vérité et vie » ? Ai-je consenti à ce que le don de l'Esprit soit aujourd'hui aussi réel et actuel qu'aux origines de l'Eglise ?

Au cours de mon ordination épiscopale, l'évêque consécrateur m'a confié la mission d'être pasteur « dans la force des signes et des prodiges ». Ai-je cru que j'aurais à exercer ma mission en faisant cette confiance à l'Esprit ?

Notre œuvre d'évangélisation sera vaine et stérile si notre ministère ne s'ouvre pas à la puissance et à la joie dont l'Esprit-Saint est la source.

II. — Qu'est-ce qu'une communauté chrétienne ?

Cette conversion doit également être le fait des communautés chrétiennes, où s'accomplit le mystère de l'Eglise.

En effet, l'Eglise n'est pas un rassemblement d'hommes qui doit sa cohésion à un objectif commun, aussi louable et nécessaire soit-il. L'Eglise n'existe que là où se trouve une communauté fraternelle de personnes qui reconnaissent en Jésus le Sauveur du monde, et qui vivent cette foi en esprit et vérité.

Les Actes des apôtres (2, 42, s.) nous offrent la vision de ce type de communauté : communauté apostolique, c'est-à-dire fondée sur le témoignage des apôtres ; communauté fraternelle ; communauté eucharistique, qui s'édifie à partir de la fraction du pain et de la prière, dont le fruit est la communauté des biens, le service des frères et la louange de Dieu (cf. Ac 2, 47).

Ce caractère « eucharistique » ou doxologique de la communauté chrétienne est essentiel. Il témoigne, en effet, que la communion et la fraternité qui cons-

tituent l'Eglise ne sont pas œuvre humaine, mais don de Dieu.

En ce sens, il est permis de caractériser la communauté chrétienne comme une communauté où l'on rend grâce ; dans laquelle Dieu est reconnu et confessé dans l'action de grâce, comme la « source de toute sainteté » (cf. prière eucharistique II), de tout salut, de toute libération, et de qui nous recevons, par son Fils, « toute grâce et tout bien » (cf. prière eucharistique III).

L'histoire de l'Eglise en témoigne : là où surgissent de telles communautés de louange et d'action de grâce, elles attirent les hommes à se tourner vers Dieu et à se libérer de tous les esclavages. C'est ce que nous suggèrent admirablement les Actes des apôtres, cette « norme ecclésiale » que nous présente le Saint-Esprit. Ils nous rapportent comment Paul et Silas, en mission à Philippiques, sont jetés en prison pour avoir délivré une possédée. Mais cette captivité ne les empêche pas de rester fidèles à leur témoignage, et de rendre, en quelque sorte, l'Eglise présente dans la prison : « Au milieu de la nuit, Paul et Silas chantaient les louanges de Dieu, et tous ceux qui étaient dans la prison les écoutaient. » (Ac 16, 25.)

A l'époque où nous vivons, l'humanité captive ne manque pas d'écouter lorsque des chrétiens ont l'audace et la simplicité de bénir Dieu en vérité et de lui rendre grâce. Aujourd'hui comme alors, cette louange possède une puissance libératrice : « Tout à coup, il y eut un tremblement de terre, et les fondements de la prison en furent ébranlés. Aussitôt, toutes les portes s'ouvrirent et les liens de tous les prisonniers tombèrent. » (Ac 16, 26.) Ainsi, grâce à ce chant de louange animé par l'Esprit-Saint, la prison devint un lieu de liberté et de fraternité. Le geôlier lui-même se convertit à Dieu et se mit à servir Paul et Silas comme un frère : « Il les conduisit dans sa maison, les fit asseoir à sa table, et se réjouit avec tous les siens d'avoir trouvé la foi en Dieu. » (Ac 16, 33.)

Conclusion

L'Eglise se trouve aujourd'hui ramenée à cette simplicité et à cette confiance des premiers témoins. C'est à juste titre que le Saint-Père, dans l'homélie qu'il prononça au début de ce Synode, nous a invités à méditer le **Cantique de Marie** : cantique d'humilité et d'action de grâces. Le jour de la Pentecôte, comme nous le suggère saint Luc, ce cantique devint celui des apôtres et comme le premier acte d'évangélisation de l'Eglise : « Nous les entendons tous, chacun dans notre langue, proclamer les merveilles de Dieu. » (Ac 2, 11.)

Que Marie, Mère de l'Eglise, nous l'apprenne à notre tour, et « tout le reste nous sera donné par surcroît ».

— Lectures pour chaque jour de l'année. — Prière du temps présent. — Un vol. 20 X 11 cm de 1118 pages. Papier Bible. Prix : 67 F. Cerf, Desclée de Brouwer. Desclée et Cie, Mame.

Au moment de la parution de **Prière du temps présent**, des lectures pour chaque jour de l'année avaient été proposées en six livrets correspondant à chaque temps liturgique. Le présent volume, destiné à nourrir la prière commune ou la méditation personnelle des prêtres, des religieuses et des laïcs, réunit tout cet ensemble de lectures empruntées aux auteurs les plus divers, depuis les Pères de l'Eglise jusqu'à Teilhard de Chardin, Soljénitsyne ou Martin Luther King. De nombreuses tables, par thèmes et par auteurs, permettent une utilisation plus large de ce riche recueil.

LA FAMILLE MISE EN CAUSE PAR DES PAYS OCCIDENTAUX A LA CONFERENCE DE BUCAREST SUR LA POPULATION

*Intervention au Synode de Mgr GAGNON,
président du Comité pour la famille
(11 octobre) (1)*

TRES SAINT-PERE, TRES CHERS PERES,

Qu'il soit permis au Comité pour la famille, dernier-né des organismes de la Curie, d'ajouter sa voix à ce qui a été dit excellemment, bien que brièvement, au sujet du rôle de la famille dans l'évangélisation, par le cardinal Conway ou dans les rapports de certains **Circuli minores** (carrefours). Et comme nous discutons encore de ce qui se fait dans le monde pour promouvoir ou empêcher l'annonce de l'Evangile, je voudrais, en citant des faits récents de la vie internationale, persuader les évêques réunis ici d'avoir à affirmer par un témoignage sans équivoque leur confiance dans l'avenir de la famille et dans sa vocation divine.

Certes, nous avons confiance dans la famille. Nous-mêmes nous sommes venus au Christ dans la famille et par la famille. Les documents des différentes Conférences épiscopales qui parviennent au Comité de la famille montrent que la famille est au centre de la sollicitude des pasteurs et qu'elle demeure un solide gage d'espérance, particulièrement là où les autres institutions font défection. Mais peut-être le monde international ne comprend-il pas pleinement notre confiance et notre espérance. Et peut-être le danger existe-t-il que les chrétiens eux-mêmes en viennent à douter de plus en plus des droits et des devoirs de la famille.

A la Conférence de Bucarest sur la population, pour la première fois, on a assisté à des tentatives manifestes pour éliminer progressivement des textes des Nations Unies les expressions qui affirment les droits de la famille et en font pour les nations un élément fondamental méritant une protection particulière. Tandis que beaucoup de dirigeants non chrétiens ou même athées parlaient excellemment de la protection due à la famille, on a vu des délégués de pays de « vieille chrétienté » faire le procès de l'institution familiale.

Le représentant d'un pays à majorité catholique a dit : « Chez nous, la contraception et la stérilisation peuvent être pratiquées à titre d'indication médicale. Les lois sur le divorce et l'avortement sont révisées. Et ainsi, comme c'est le cas dans de nombreuses sociétés du monde occidental, nous témoignons qu'apparaissent de nouveaux style de vie et d'unions qui ne sont plus

ceux de la famille classique. » Et il concluait : « Les choses évoluant ainsi, on peut se demander si continue à valoir pour toutes les sociétés l'affirmation, figurant dans de nombreux documents internationaux, que la famille est l'élément naturel et fondamental de la société. »

Le délégué d'un autre pays disait dans le même sens : « La femme doit pouvoir disposer de sa fécondité d'une façon absolument autonome, sans dépendre d'un homme déterminé. »

La discussion sur les conséquences pratiques de tels principes a fait apparaître une volonté d'accorder à d'autres, par exemple aux personnes d'un même sexe vivant maritalement ou à l'enfant né de l'insémination artificielle, la protection et les droits civils qui étaient jusqu'à maintenant réservés à la famille. On a vu se manifester aussi une philosophie selon laquelle le mariage traditionnel constitue le principal obstacle à la dignité et à la promotion de la femme.

Certes, de telles déclarations étaient le fait d'une minorité, mais d'une minorité active et disposant de moyens de propagande. Elles nous inquiètent, non pas parce qu'elles peuvent prévaloir contre l'Eglise, mais parce qu'elles peuvent troubler et scandaliser nos frères. Et elles ont certainement scandalisé de nombreux hommes de bonne volonté qui représentaient le tiers-monde à cette Conférence.

Ce scandale n'a pas beaucoup été atténué par la présence de théologiens qui se sont bien gardés de défendre ou de présenter la doctrine du magistère qu'ils appellent « officiel » sur la vie et la responsabilité morale, et qui ne voulaient pas voir que dans l'esprit des gens comme dans la politique des pays, on passe rapidement et en toute logique de la non-acceptation des lois de la vie à la licence sexuelle, l'avortement, le divorce facile et l'évanescence de la notion même de famille.

Ces doutes sur la famille, qui à Bucarest ont révélé la crise du monde occidental, sont maintenant exportés dans le monde entier. Certaines publications catholiques, qui autrefois apportaient consolation, espérance et esprit missionnaire dans les régions lointaines, et qui aujourd'hui encore veulent informer sur les choses de l'Eglise, se sont fait récemment l'écho de tous les doutes exprimés à Bucarest en les proposant comme des problèmes de pastorale.

Ce qu'enseigne la véritable Eglise sur la vie et la famille n'est certes pas facile, mais c'est indubitablement clair. Et l'Esprit soutient ceux qui de toutes leurs forces cherchent la vérité et veulent la vivre. Quant à nous, nous pouvons être l'instrument de l'Esprit-Saint si nous manifestons notre optimisme au sujet de la famille, si nous affirmons notre confiance dans sa capacité de surmonter ses difficultés avec la grâce de Dieu et du Christ, si nous invitons la famille à retrouver ses responsabilités et ses droits qu'elle abandonne peut-être trop facilement à d'autres institutions dans le domaine de l'éducation et de l'évangélisation.

Je vous remercie.

(1) Traduction (d'après le texte latin original) et titre de la DC.

Mgr Gagnon présidait la délégation du Saint-Siège à la Conférence de Bucarest sur la population, où il a fait une intervention dont on trouvera le texte dans la DC du 6 octobre 1974 (n° 1661), p. 819 et s.

On lit dans le résumé de cette intervention de Mgr Gagnon, publié par le Comité du Synode pour l'information : « Pour étayer ses affirmations, Mgr Gagnon a présenté une brève documentation sur la position de la délégation hollandaise à Bucarest et un article de la revue *Pro Mundi Vita* (n° 51, 1974) » (Communiqué n° 12, p. 4.)

— **Jésus chez nous**, par Bernard GENDARME, Janine LAJARGE, Jacques OSTIER. — Un vol. 24 x 23 cm de 45 pages. Couverture cartonnée, illustrations couleur. Prix : 34 F. Editions du Centurion.

Ce beau livre, élaboré par des catéchètes, se propose de permettre aux jeunes, particulièrement aux jeunes inadaptés, de rencontrer les paroles essentielles de l'Evangile, agrémentées d'illustrations, et de se familiariser ainsi avec la Bonne Nouvelle : Dieu nous aime, son Esprit est toujours avec nous.

Événements et Informations

FRANCE

Le retour du corps de saint Thomas d'Aquin à l'église des Jacobins de Toulouse

Le 20 octobre eut lieu à Toulouse l'inauguration officielle des travaux de restauration de l'église des Jacobins. L'ensemble architectural formé de l'église, du cloître, de la salle capitulaire et de la chapelle Saint-Antonin est certainement l'un des plus beaux joyaux du patrimoine artistique de Toulouse, a déclaré, entre autres, le cardinal Guyot, archevêque de Toulouse, à cette occasion. La cérémonie religieuse eut lieu deux jours après la cérémonie civile. Le 22 octobre, à 21 heures, au jour anniversaire de la consécration de l'église, le cardinal consacra le nouvel autel et y inséra la châsse contenant le corps de saint Thomas d'Aquin transféré la veille de la basilique Saint-Sernin. La messe concélébrée fut chantée par les chorales de la ville et les chants furent repris par le peuple assemblé.

La cérémonie civile se déroula sous la présidence de M. le secrétaire d'Etat à la Culture et de M. le maire de Toulouse. Le 25 octobre, eut lieu à l'Institut catholique une conférence du R. P. Henri SAFFRAY, O.P., sur : « Saint Thomas d'Aquin et l'héritage des anciens. » (« Foi et Vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse », 20 octobre.)

M. Rouast président international de la Société de Saint-Vincent de Paul

Le Conseil international de la Société de Saint-Vincent de Paul, réuni à Paris le 4 novembre, a élu son président : M. Joseph ROUAST, pour un mandat de six ans ; il succédera au président actuel, M. Henri JACOB, le 1^{er} avril 1975. Sur les 112 pays dans lesquels la Société de Saint-Vincent de Paul est organisée, 77 ont pris part au vote. Sept personnes avaient recueilli des voix : un Italien, un Américain, un Néerlandais, deux Belges et deux Français. La Société de Saint-Vincent de

Paul est une organisation internationale de laïcs, ouverte à toutes les bonnes volontés. Son but est l'entraide et le développement. Fondée en 1833 par Frédéric OZANAM, elle compte quelque 700 000 membres répartis dans le monde entier. M. Rouast, 51 ans, marié, père de famille, docteur en droit, est directeur des études économiques de la Société Générale, à Paris. Il assumait déjà le secrétariat général de la Société au plan international. (« La Croix », 7 novembre.)

Les prix littéraires 1974

Le prix Goncourt a été attribué le 18 novembre à Pascal LAINÉ pour son roman « la Dentellière » par six voix contre quatre à l'Imprécateur, de René-Victor PILHES, résultat acquis au sixième tour de scrutin. Né en 1942 dans la banlieue parisienne, l'auteur s'était signalé par un premier roman en 1967 : *B comme Barrabas* et l'Irrévolution qui lui valut le prix Médicis 1971. L'Académie Goncourt a accueilli la proclamation d'un troisième prix, décerné pour la première fois : le prix des Créateurs, attribué à Michel LANCELOT pour son essai sur la contre-culture : « Le jeune lion dort avec ses dents ».

Le prix Renaudot a été attribué à l'écrivain suisse Georges BORGEAUD, 60 ans, pour son « Voyage à l'étranger », par six voix contre deux à Emile AJARD, auteur de *Gros câlin* et une à René-Victor PILHES (l'Imprécateur), résultat acquis au troisième tour.

Le prix Femina a été attribué le 25 novembre à René-Victor PILHES pour son roman « l'Imprécateur » au douzième tour de scrutin par quatre voix contre quatre à Marie SILS pour son roman *Espérance*, la décision étant due à l'usage *in extremis* par la présidente du jury, Mme Elisabeth Barbier, de sa voix prépondérante.

René-Victor Pilhes est âgé de 40 ans. Son premier roman, *la Rhubarbe*, lui valut le prix Médicis en 1965.

Le prix Médicis a été attribué au premier tour à Dominique FERNANDEZ pour « Porporino ou les mys-

tères de Naples », par six voix contre deux à Maurice ROCHE pour *Codez*.

Le prix Médicis étranger est allé à l'écrivain argentin Julio CORTAZAR, auteur du « Livre de Manuel », acquis au premier tour par huit voix contre une à Thomas TRYAN (*la Fête du maïs*) et une à Frédérica WAGMAN (*Playing House*).

Dominique Fernandez, né à Paris en 1929, a une œuvre littéraire importante et variée, qui comporte des essais (*le Roman italien et la Crise de la conscience moderne*) et des romans (*l'Aube, Mère Méditerranée, Lettre à Dora, les Enfants de Gogol*).

Julio Cortazar est âgé de 60 ans. Né à Bruxelles, professeur de littérature à Buenos Aires, traducteur à l'UNESCO. Son œuvre s'apparente au réalisme fantastique. Principaux récits : *les Armes secrètes, les Gagnants, Tous les jeux, le Feu, Maquette à monter et Dernier round*.

Une laïque à la tête du Secrétariat catholique de l'enfance et de la jeunesse inadaptée

Mlle Marie-Monique COUPLET a été récemment nommée secrétaire générale du Secrétariat catholique de l'enfance et de la jeunesse inadaptée, en remplacement de l'abbé Bernard Descouleurs. Annonçant cette nomination au cours de la récente Assemblée plénière de l'Episcopat français, Mgr J.-C. THOMAS (évêque d'Ajaccio), délégué pour la pastorale des jeunes inadaptés au sein de la Commission Enfance-Jeunesse, a saisi cette occasion pour appeler davantage l'attention de tous les évêques sur le rôle du SCEJI (23, avenue Bosquet, 75007 Paris. Tél. : 551-31-12).

L'enjeu de l'action du SCEJI est : « Les exclus » : malades et handicapés physiques et mentaux, jeunes « inadaptés sociaux » (délinquants, drogués, prostituées mineures). Rôle du SCEJI : d'abord à l'échelon diocésain, faire qu'un ou plusieurs délégués de l'évêque (prêtres, religieux, laïcs) se préoccupent en permanence du sort des jeunes et

enfants en difficulté (physique, sociale, mentale), y compris au niveau du droit de vivre; fassent se rencontrer les chrétiens qui s'en occupent déjà; informent l'Eglise locale et lui demandent parfois une « révision de vie » sur ses choix pastoraux à l'égard des marginaux et exclus. Au niveau national, le SCEJI (défini comme un secrétariat pastoral de l'Episcopat, et non comme un mouvement d'apostolat des laïcs) participe aussi à diverses instances, ecclésiales et civiles, de coordination et de recherche, tournées vers les jeunes handicapés et inadaptés. Il avait publié en 1973 un document important d'orientations : « Pour une présence chrétienne dans les situations d'inadaptation. » (« La Croix », 21 novembre, et voir « DC », n° 1650, p. 263-264.)

Les ulémas saoudiens ont prié dans la cathédrale de Strasbourg

Evénement unique dans l'histoire de la cathédrale de Strasbourg. Des ulémas d'Arabie Saoudite, après avoir été reçus par Paul VI à Rome, le 28 octobre (« DC », n° 1664, p. 960-961) et au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, début novembre, ont été accueillis par Mgr ELCHINGER à la cathédrale de Strasbourg. Pour la première fois dans leur périple européen, les ulémas ont prié dans un lieu de culte chrétien. Tournés vers La Mecque, prosternés sur leur tapis de prière, ils ont prononcé leur prière de la mi-journée dans le chœur de la cathédrale. Mgr Elchinger, qui est, par ailleurs, président du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, a affirmé en les recevant : « Bien que notre manière de cheminer vers Dieu et de le découvrir soit différente, nous sommes pareillement fils du Dieu d'Abraham, du Dieu qui se fait chercher au désert, du Dieu dont la parole est tranchante. » En espérant que « des liens nouveaux deviennent possibles entre le monde musulman et le monde chrétien afin que notre foi... » soit « un appui et un chemin pour la défense et la promotion de l'homme », l'évêque de Strasbourg était en plein accord avec le cheikh Mohammed EL ARKAN qui, au nom des ulémas, lui répondait : « Le Coran comporte tous les droits de l'homme... Il a précédé tous les pactes internationaux. » Et le cheikh incluait les juifs aux côtés des musulmans et des chrétiens : « Nous avons tous la foi en Dieu, le Dieu d'Abraham, de Jésus, de Mohammed et de tous

les prophètes. » (« La Croix », 21 novembre.)

Les maîtres dans l'enseignement catholique

En 1973-1974, près de 100 000 maîtres et professeurs enseignent dans des établissements catholiques primaires, secondaires, techniques, agricoles... Leur nombre a augmenté de 28 % en dix ans. Les corps professoraux de l'enseignement public et catholique selon les types d'enseignement se répartissent ainsi :

1 ^{er} degré	tech. court	2 ^e degré
E. Public :		
51,10	8,8	40,10
E. Cath. :		
36,97	9,7	49,70

Corps professoral et contrats. — En 1973-1974, pour l'ensemble de l'enseignement catholique : 58,40 % des enseignants sont sous contrat d'association et 39,67 % sous contrat simple; seuls, 2,25 % de maîtres demeurent hors contrat. Dans l'enseignement du premier degré, 88,83 % des maîtres sont sous contrat simple; 9,81 % sous contrat d'association (5,55 % en 1971-1972), 1,36 % hors contrat. Dans les cours complémentaires, le nombre des maîtres sous contrat d'association augmente régulièrement (59,80 % en 1971-1972, 67,3 % en 1973-1974). Dans l'enseignement technique, la tendance à l'augmentation des personnels sous contrat d'association est nette. Par ailleurs, le nombre des maîtres hors contrat, qui était de 8 % en 1971-1972, n'est plus que de 5,30 %. Dans l'enseignement secondaire, les enseignants sous contrat simple sont une infime minorité; 95,16 % des professeurs sont en effet sous contrat d'association.

Enseignants-enseignantes. — La tendance à la féminisation du corps enseignant caractérise tous les systèmes éducatifs des pays développés. La France n'échappe pas à cette règle. Dans l'enseignement public, 63 % du corps professoral est féminin. Dans l'enseignement catholique, ce pourcentage est plus élevé (72,71 %). Il faut toutefois noter que le nombre des filles scolarisées est proportionnellement plus élevé dans l'enseignement catholique que dans l'enseignement public. Or, ces écoles de filles recrutent essentiellement du personnel enseignant féminin. Dans l'enseignement catholique où 55 % des élèves sont des filles, 72,71 % du corps professoral est féminin. Dans l'enseignement public, où 48,75 % des élèves sont des filles, 63 % du

corps professoral est féminin. Compte tenu de ces observations, on peut considérer que la tendance à la féminisation du corps professoral est du même ordre dans l'enseignement catholique que dans l'enseignement public.

Laïcs-clercs-religieux. — Les enseignants laïcs sont de plus en plus nombreux dans l'enseignement catholique par rapport aux religieux ou clercs. Ils représentent, en 1973-1974, 87,1 % du corps enseignant. Dans l'enseignement agricole catholique, les enseignants se répartissent ainsi : laïcs, 3 096; non-laïcs, 852. Total : 3 948.

Directions d'établissements. — 58 % des établissements catholiques sont dirigés par des religieux (47,4 %) ou des membres du clergé diocésain (10,5 %). La laïcisation des fonctions de direction est très nettement moins accentuée que celle des fonctions enseignantes.

Titres et diplômes. — L'élévation du niveau de qualification de l'ensemble du corps professoral est un fait incontestable. Dans l'enseignement technique catholique :

— Au niveau de l'enseignement général, alors que le nombre des professeurs titulaires d'une maîtrise, d'une licence d'enseignement a progressé en cinq ans de 68,25 %, celui des titulaires du bac, d'un DUEL, DUES ou CES diminuait de 13,43 %.

— Au niveau des enseignements techniques proprement dits, toujours sur une période de cinq années (1969 à 1973), le nombre des professeurs ayant les titres des catégories I et II (ingénieurs, docteurs, licenciés, BTS...) augmentait de près de 70 %. Celui des professeurs de la catégorie III (bac de Tn, BSEC, BP) diminuait de près de 5 %. (Les chiffres de ce dossier émanent du Service des statistiques de l'Enseignement catholique et du Service central des statistiques et sondages de l'Education nationale. « Enseignement catholique, Documents », 8 novembre 1974.)

Chaire d'œcuménisme :

Comme chaque année, les cours de la chaire d'œcuménisme auront lieu à la Faculté catholique de théologie de Lyon, du 24 février au 8 mars 1975. Trente cours et conférences. Thème : *Le mystère d'unité de l'Eglise et dans l'Eglise*. Professeurs : P. Boris Bobrinskoy, André Lemaire, M. le pasteur Marc Lods. Renseignements : Unité chrétienne, 2, rue Jean-Carriès, 69005 Lyon. Tél. : 42-11-67.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Le Synode des catholiques ouest-allemands

La sixième session du Synode commun à tous les diocèses d'Allemagne occidentale s'est tenue à Würzburg, du 20 au 24 novembre.

Il s'est clôturé par l'adoption d'un texte favorable à l'œcuménisme. Celui-ci préconise notamment une coopération aussi large que possible des diverses confessions dans le domaine ecclésiastique, ainsi que dans ceux de l'éducation et de l'action sociale. Ce document exprime aussi le vœu de voir un jour l'Eglise catholique romaine devenir membre du Conseil mondial des Eglises. Il demande, enfin, au Saint-Siège, que les mariages mixtes puissent être célébrés en RFA entre les conjoints de religions différentes sans autorisation spéciale de la hiérarchie catholique. La réunion de Würzburg a donné lieu à une vive discussion sur un rapport consacré aux relations de l'Eglise avec la classe ouvrière. Ce texte, dû au P. Breuning, S.J., qui a été adopté par 198 voix contre 50 non et 17 abstentions, reproche notamment à l'Eglise catholique ouest-allemande ses « conceptions paternalistes » et réclame une évolution « radicale ». (« *La Croix* », 28 novembre.)

BRESIL

Elections à la Conférence épiscopale

Mgr Aloisio LORSCHIEDER, archevêque de Fortaleza, a été réélu président de la Conférence épiscopale du Brésil par 183 voix sur 204 votants. NN. SS. Geraldo Fernandes, évêque de Londrina (Etat de Parana), et Ivo Lorscheider, évêque auxiliaire de Porto Alegre, ont été respectivement élu et réélu vice-président et secrétaire général de la Conférence épiscopale brésilienne. Mgr Candido Padim, évêque de Bauru (Etat de Sao Paulo), a été élu représentant de l'Episcopat brésilien auprès du Conseil épiscopal latino-américain ou CELAM. (« *La Croix* », 29 novembre.)

COLOMBIE

Ratification du Concordat avec le Saint-Siège

Selon l'« *ANSA* », la Chambre des représentants de Colombie a

approuvé la ratification du nouveau Concordat, signé l'année dernière entre la Colombie et le Saint-Siège (« *DC* » 1973, n° 1638, p. 790-791), par 111 voix contre 39. Le Concordat, qui fit l'objet de longs débats dans les Chambres législatives, doit être maintenant approuvé par le président Lopez pour devenir une loi, remplaçant celui qui avait été signé en 1887. (« *OR* », 23 novembre.)

CUBA

Principaux problèmes de l'Eglise

Les principaux problèmes qui concernent l'Eglise de Cuba aujourd'hui sont :

La coexistence. — D'après les sources officielles du gouvernement, le régime considère que le catholicisme est la religion des riches et non celle des pauvres. Les dirigeants de l'Eglise ont opté pour une position de prudence, en considération du nombre substantiel de catholiques pratiquants — environ un million — à Cuba. Ils évitent de dénoncer ouvertement les injustices et de faire du prosélytisme. De cette manière, l'Eglise se meut à l'intérieur de la liberté limitée que le gouvernement concède aux organismes religieux.

L'éducation religieuse. — Le ministère des sacrements et le culte atteignent les catholiques pratiquants. L'éducation religieuse, elle, se fait très difficilement, car le gouvernement a le monopole absolu de l'éducation afin de « garantir la création d'un type d'homme capable d'effectuer la transformation socialiste » de la société cubaine. L'Eglise peut seulement dispenser l'éducation religieuse des enfants et des adultes à l'intérieur des églises.

Le personnel religieux. — Les évêques cubains tentent de remplacer leurs prêtres exilés par des missionnaires étrangers, y compris des religieuses et des auxiliaires laïcs. Ils sont en train de rapatrier les séminaristes cubains ordonnés à l'étranger. Castro affirme que le personnel religieux doit provenir de Cuba, spécialement du séminaire de La Havane.

La révolution socialiste ayant effectivement changé la société à Cuba, l'Eglise entreprend d'adapter son mode de penser et ses activités, pour une société sécularisée, fortement imprégnée de la doctrine et de la pratique du marxisme. Dans ce contexte, l'Eglise cubaine comprend 316 paroisses, réparties en six diocèses, et desservies par

195 prêtres, 215 religieuses et 40 Frères, ainsi qu'un nombre indéterminé de diacres, qui aident pour la pastorale. Vers le milieu des années 50, le nombre du personnel auxiliaire s'élevait à 2 500.

Repenser la mission de l'Eglise au sein d'une société marxiste est le plus grand défi auquel ils sont affrontés, disent les évêques de Cuba, en demandant secours et prières aux chrétiens d'autres pays. Le nouveau chrétien de Cuba, selon la description qu'en font les évêques aujourd'hui, doit être bien enraciné dans la foi et, cependant, disposé à apporter une contribution constructive à une société socialiste. La reconnaissance de la coexistence par les dirigeants révolutionnaires de Cuba, soulignée par la visite, ce printemps dernier, de Mgr Casaroli (*DC*, n° 1654, p. 492-493), montre que les catholiques peuvent survivre dans ce pays pendant longtemps. (« *Prensa asociada* », 19 novembre.)

GRANDE-BRETAGNE

Le Dr Ramsey a pris sa retraite

C'est le 15 novembre, jour de son 70^e anniversaire, que le Dr Michaël Ramsey, archevêque de Cantorbéry et primat de la Communauté anglicane, a pris effectivement sa retraite, annoncée depuis plusieurs mois. (*DC* N° 1656, p. 593-594.) La veille de son départ, le Dr Ramsey a présenté à la Chambre des lords une « mesure » (proposition législative), émancipant l'Eglise anglicane d'une grande partie de la tutelle à laquelle elle a été soumise depuis la Réforme par le Parlement et la Couronne. La « mesure » sur la prière et la doctrine, introduite à la Chambre des lords, est le fruit des travaux du Synode général de l'Eglise anglicane. Elle donnera à cette Eglise un statut d'autonomie comparable à celui dont jouit l'Eglise établie d'Ecosse, en lui permettant d'interpréter plus librement le « livre de prière » de 1662, et notamment de moderniser sa liturgie. C'est le Dr Donald Coggan, actuel archevêque d'York, qui succédera officiellement au Dr Ramsey le 5 décembre prochain. (« *La Croix* », 16 novembre.) A l'occasion de cette retraite, le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens à Rome, a publié une déclaration diffusée par Radio-Vatican, dans laquelle il déclare notamment : « Aucun archevêque n'a autant que lui donné un caractère concret au titre de président de la

Communion anglicane... » Parmi ses voyages « il en est un dont se souviennent particulièrement les catholiques : sa visite au Pape en mars 1966. La déclaration commune publiée à cette occasion a marqué le début d'un dialogue sérieux entre les anglicans et les catholiques... ». De son côté, l'Assemblée plénière des évêques de France, réunie à Lourdes, a voulu, sur la proposition du cardinal Marty qui lui avait rendu visite à Londres, adresser un télégramme chaleureux au D^r Ramsey. (« *Ibid.* », 20 novembre.)

POLOGNE

Le téléphone pastoral

Mgr Bernard Czaplinski, évêque de Chelmo, annonce à ses diocésains l'installation du « téléphone pastoral », à partir du 27 octobre 1974. Il sera chaque jour, entre 19 heures et 22 heures, à la disposition de tous ceux qui auront besoin de conseils et renseignements au sujet de la foi, de la vie de l'Eglise ou sur d'autres problèmes pastoraux ; dans le but de partager d'autre part leurs soucis, leurs joies, leurs inquiétudes et leurs doutes.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Violences et actes illégaux contre les Grecs-catholiques en Slovaquie

Tout le long de la frontière séparant les pays de l'Europe centrale de l'Union soviétique existent des communautés grecques-catholiques (les « uniates » catholiques de rite oriental qui remontent en partie au moment de la tentative de réconciliation entre l'Eglise catholique romaine et l'Eglise orthodoxe, réalisée au Concile de Florence, mais rejetée postérieurement, par suite de la détérioration des rapports entre les deux Eglises). Ces communautés ont survécu tout en étant continuellement l'objet de violentes persécutions allant jusqu'à la suppression légale et l'élimination physique. Supprimées et martyrisées dans les années 50 par la violente persécution stalinienne contre l'Eglise, qui entraîna, entre autres, l'expropriation de tous leurs édifices cultuels en faveur des orthodoxes, elles reprirent vie en 1968, dans l'espérance et l'enthousiasme. Mais le régime stalinien au pouvoir à Prague décida de nouveau leur élimination, en employant cette fois-ci des méthodes qui, pour être

moins brutales, n'en furent pas moins désastreuses pour la vie de ces communautés. L'une de ces mesures fut la non-reconnaissance du droit à la possession et à l'usage de leurs propres édifices cultuels et l'obligation de les utiliser en commun avec les orthodoxes. Les experts en persécution de l'Office pour les Affaires ecclésiastiques de Prague et de Bratislava calculaient astucieusement qu'ainsi serait déclenché le mécanisme psychologique d'une guerre des nerfs entre les deux Eglises, visant à faire perdre à l'Eglise elle-même toute sa crédibilité. (« *CSEO-Documentazione* », juillet-août.)

YUGOSLAVIE

Les Eglises accusées d'exercer des « activités politiques »

« L'Alliance socialiste des travailleurs » de Belgrade a accusé les Eglises catholique et orthodoxe du pays, mais aussi la communauté islamique, d'exercer une activité politique « inspirée de l'étranger », violant ainsi le principe constitutionnel de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ces accusations coïncident avec une violente campagne de presse qui dénonce elle aussi « l'intervention des Eglises dans les affaires publiques ». Sont en fait visées toute participation des Eglises à la vie sociale, toute action humanitaire spécialement si elle concerne les enfants ou les adolescents (garderies, clubs de jeunes...). (« *La Croix* », 14-15 novembre.)

ZAIRE

Noël n'est plus un jour férié légal

Le 25 décembre n'étant plus un jour férié légal au Zaïre, rapporte l'Agence « Dia » du 28 octobre, Mgr Lesambo Ndamwize, président de la Conférence épiscopale de ce pays et mandaté par celle-ci, a communiqué les décisions suivantes de l'Episcopat sur la célébration de Noël :

1. La fête de la Nativité du Seigneur sera célébrée le 25 décembre dans l'Eglise catholique du Zaïre ;
2. Comme par le passé, le 24 décembre au soir, on pourra célébrer la messe dite de minuit à une heure jugée convenable par la communauté chrétienne ;
3. Le jour même du 25 décembre, les offices religieux seront organisés suivant les circonstances locales : soit dans la matinée aux heures habituelles des messes en semaine, soit dans l'après-midi, soit dans la soirée ;

4. Les fidèles sont relevés de l'obligation de s'abstenir des travaux « lourds ». En revanche, ils sont exhortés à trouver des moyens personnels appropriés pour sanctifier ce jour. (« *Fides* », 13 novembre.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Olimpo Santiago Maresma (évêque titulaire de Gégi et administrateur apostolique « sede vacante » de Mendoza) *archevêque de Mendoza*, Argentine. (« *OR* », 1^{er} novembre.) — L'abbé Enzo Caccarelli *Catraro évêque titulaire de Ruspe et vicaire apostolique de Puerto Ayacucho*, Venezuela. (« *OR* », 7 novembre.) — Mgr Robert Sarrahere (vicaire général de Bayonne) *évêque titulaire de Vassinassa et coadjuteur avec droit de succession de Mgr Robert Bezac*, évêque d'Aire et Dax. (« *OR* », 9 novembre.)

Mgr Sarrahere est né le 30 août 1926 à Arpagnon (Pyrénées-Atlantiques). Après son enfance passée en Algérie et en Indochine (son père était officier dans la Légion étrangère), il entre à 15 ans au collège de l'Immaculée-Conception et y achève ses études, et fait ensuite le cycle complet des études philosophiques et théologiques au grand séminaire de Bayonne. Ordonné prêtre le 29 juin 1950 en la cathédrale de Bayonne par Mgr Terrier, il est successivement vicaire à Nay et à Saint-Martin de Pau. En 1955, il est chargé de la JEC et des Guides, aumônier diocésain de la JIC et de la JICF, et est chargé de fonder un Centre de préparation au mariage. Nommé curé de Nay et doyen du nouveau doyenné de la Plaine de Nay, il devient vicaire général pour le Béarn en 1965. (« *Bulletin diocésain de Bayonne* », 13 novembre.)

— Mgr Thomas J. Grady (évêque titulaire de Vamalla et auxiliaire de l'archevêque de Chicago) *évêque de Orlando*, USA. (« *OR* », 10 novembre.) — L'abbé Félicien-Patrice Makouaka *évêque de Franceville*, Gabon. (« *OR* », 13 novembre.) — Le Rev. Daniel E. Pilarczyk *auxiliaire de l'archevêque de Cincinnati* (USA) et *évêque titulaire de Hordelm*. (« *Ibid.* ».) — Mgr Luis

Eduardo Henriquez Jimenez archevêque du nouveau Siège métropolitain de Valencia (Venezuela) dont il était déjà évêque. (« OR », 15 novembre.) — Mgr Roberto Davila Uzcatgui (évêque titulaire de Aursuliana) évêque de San Fernando de Apure (Venezuela) dont il était déjà prélat. (« Ibid. ») — Mgr José Floriberto Cornelis (archevêque titulaire de Capra) évêque du nouveau diocèse de Alagoinhas, en lui réservant personnellement le titre d'archevêque. (« OR », 21 novembre.) — Le P. François Gayot évêque de Cap-Haïtien, Haïti. (« OR », 23 novembre.) — L'abbé Oscar Lino Lopes Fernandes Braga évêque du diocèse vacant de Benguela, Angola. (« OR », 24 novembre.) — Mgr Teodulfo Domingo y Sabugal archevêque du nouveau siège métropolitain de Tuguegarao (Philippines) dont il était déjà évêque. (« Ibid. ») — Mgr Manuel Franco da Costa de Oliveira (évêque titulaire de Telepse) coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Beja, Portugal. (« OR », 28 novembre.)

NOUVEAUX TERRITOIRES

Le Saint-Père a érigé au Gabon le diocèse de Franceville, suffragant du siège métropolitain de Libreville, avec un territoire détaché du diocèse de Mouila. (« OR », 13 novembre.)

Le Saint-Père a érigé une nouvelle province ecclésiastique au Venezuela, en élevant au rang de siège métropolitain le diocèse de Valencia, avec pour suffragants les diocèses de Maracay et San Carlos. (« OR », 15 novembre.)

Le Saint-Père a érigé le diocèse de San Fernando de Apure (Venezuela) en lui assignant comme territoire celui de la prélature homonyme. (« Ibid. »)

Le Saint-Père a érigé au Brésil les diocèses de Alagoinhas suffragant de Sao Salvador de Bahia, avec un territoire détaché de ce même archidiocèse, et de Picos, suffragant de Térésina avec un territoire détaché du diocèse de Oeiras. (« OR », 21 novembre.)

Le Saint-Père a érigé aux îles Philippines la Province ecclésiastique de Tuguegarao, élevant ce diocèse au rang de siège métropolitain et en lui assignant comme suffragants le diocèse de Ilagan et les prélatures de Batanes and Babuyan Islands et de Bayombong. (« OR », 24 novembre.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Edward Ellis, évêque de Nottingham (Grande-Bretagne), sur son désir, en raison de son âge. (« OR », 1^{er} novembre.) — De Mgr Segundo Garcia Fernandez (évêque titulaire de Olimpo), vicaire apostolique de Puerto Ayacucho (Venezuela), pour raison d'âge et de santé. (« OR », 7 novembre.)

DECES

De Mgr Merop Habozian, archevêque titulaire de Camaco. (« OR », 1^{er} novembre.) — De Mgr Felice Bonomini, évêque de Côme (Italie), le 1^{er} novembre. (« OR », 2-3 novembre.) — De Mgr Henrique Heitor Golland Trindade, ancien archevêque de Botucatu, Brésil. (« OR », 8 novembre.) — De Mgr Maturino Blanchet, ancien évêque d'Aoste, le 9 novembre, en cette ville. (« OR », 11-12 novembre.) — De Mgr Umberto Malchioli, ancien archevêque-évêque de Plaisance, Italie. (« OR », 13 novembre.) — De Mgr Vittorio Longo, auxiliaire de l'archevêque de Naples, le 7 novembre. (« OR », 14 novembre.) — De Mgr Karl Christian Ebert, auxiliaire de l'administrateur apostolique d'Erfurt et Meiningen, le 12 novembre, à Meiningen, Allemagne fédérale. (« Ibidem. »)

SAINT-SIÈGE

Rencontre entre Mgr Casaroli et M. Czyrek

Les 5 et 6 novembre 1974, Mgr Agostino CASAROLI, secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, a rencontré à Rome S. E. M. Jozef CZYREK, vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Pologne. Au cours de ces rencontres, les problèmes d'intérêt commun aux deux parties ont fait l'objet de larges échanges de vues.

Mgr Luigi Poggi, nonce apostolique chargé de missions spéciales, a été désigné comme chef de la délégation du Saint-Siège pour les « Contacts permanents de travail » avec la République populaire de Pologne, prévus par le Protocole du 6 juillet 1974. (« DC », n° 1660, p. 792.)

Le Saint-Siège a été informé que la délégation polonaise sera

conduite par le D^r Kazimierz Szablewski, conseiller avec le titre de ministre plénipotentiaire.

Comme on le sait, les deux groupes s'occuperont, entre autres, des problèmes inhérents aux rapports entre le Saint-Siège et l'Eglise catholique d'une part et l'Etat polonais d'autre part. (« OR », 9 novembre.)

L'Eglise catholique ■ chiffres

Plus de la moitié des catholiques appartiennent au tiers-monde, indique le dernier *Annuaire statistique de l'Eglise 1972*, d'après « AFP ». Selon cet Annuaire, le nombre des catholiques croît régulièrement. Avec 683 millions de baptisés en 1972, il a représenté 18 % de la population mondiale, mais le nombre des prêtres diocésains a pour sa part continué de décroître ; il était de 268 976 en 1972, soit en un an une baisse de 8,8 pour 1 000. Si les départs de prêtres sont restés relativement stables (70 de plus qu'en 1971), le nombre des ordinations a diminué de 4 000. En Europe (262 millions de baptisés catholiques), le pays qui compte le plus de catholiques est l'Espagne (98,9 %) et le moins la Finlande (0,1 %). En France, la proportion de baptisés catholiques par rapport à la population a diminué de 1 %, en Allemagne fédérale de 0,5 %, en Belgique de 0,8 % et en Suisse de 0,4 %. L'Union soviétique compte encore 453 000 catholiques (dont 265 000 en Lettonie).

En ce qui concerne les départs des prêtres diocésains, les plus nombreux ont été observés en France (685), en Italie (134), en Allemagne fédérale (118) et au Portugal (38).

L'Amérique du Sud comporte 60,8 % de catholiques et 34 119 prêtres, soit 1,7 pour 10 000 habitants. En Amérique du Nord, où il y a 3 prêtres pour 10 000 habitants, les catholiques sont 24,3 % de la population.

L'Afrique compte près de 43 millions de catholiques (un million de plus qu'en 1971) qui représentent 11,6 % de la population. Le continent a 0,5 prêtre pour 10 000 habitants.

En Asie, où 2,3 % de la population totale est catholique, on dénombre 0,2 prêtre pour 10 000 habitants. (« La Croix », 16 novembre.) Voir pour comparaison détaillée avec 1971 : « DC », n° 1648, p. 188-189.

L'Eglise dans le monde

DECLARATION DE MGR HAMER A PROPOS DU DOCUMENT SUR L'AVORTEMENT

Dans l'interview ci-après, diffusée par Radio-Vatican le 6 décembre, Mgr Hamer, secrétaire de la congrégation pour la Doctrine de la foi, a répondu à certaines critiques qui ont été faites de la Déclaration sur l'avortement provoqué (DC 1974, n° 1666, p. 1068 et s.) :

Q. — *Quelques journaux ont écrit que la Déclaration concernant l'avortement provoqué a été une intervention de l'Eglise dans un débat politique.*

R. — Ceci est absolument inexact. La Déclaration est un acte essentiellement religieux. Il constitue un rappel énergique à l'enseignement de l'Eglise au sujet du respect de la vie, enseignement fondé sur l'Ecriture et sur la Tradition. Il s'agit du respect de la vie du plus faible, du plus désarmé contre l'égoïsme du plus fort. Nous nous trouvons ici dans le vif même de la substance évangélique. Il est certain que cet acte religieux entraîne des répercussions politiques. Le chrétien, à qui tout spécialement nous nous adressons, vit en même temps dans l'Eglise et dans le monde. J'ajouterai encore que cet acte implique des conséquences économiques. Un médecin, par exemple, qui refuse, à cause de ses convictions, de pratiquer l'avortement, se prive volontairement d'honoraires.

Le débat ■■ Parlement français

Q. — *La Déclaration, approuvée dès le mois de juin dernier, n'a été publiée que le 25 novembre. Nombreux sont ceux qui ont relevé, dans cette publication retardée, la volonté d'intervenir dans un débat politique qui commençait à se dérouler au Parlement français.*

R. — Pour compléter votre question je voudrais ajouter qu'au moment de la publication du document, un débat au sujet de l'avortement était sur le point de se conclure dans une nation européenne, deux autres étaient en cours ailleurs et l'un de ceux-ci se poursuit encore. Enfin, d'autres débats sont déjà annoncés pour les prochains mois. Ceci indique combien il aurait été difficile de choisir une date si notre intention avait été d'intervenir dans un débat

politique. En réalité, la Déclaration a été publiée dès qu'elle fut prête, ni un jour plus tôt ni un jour plus tard.

Approuvée le 28 juin dernier par le Saint-Père, sous réserve d'y apporter une série précise d'amendements, il fut impossible d'en terminer la mise au point pendant les vacances d'été, nos collaborateurs, romains et étrangers, à peu près tous professeurs d'Université, étant dispersés un peu partout dans le monde. Retardé encore par la crise postale que l'on sait, le travail n'a pu être achevé qu'après les vacances universitaires — en partie après le Synode. A ceci, il importe d'ajouter le temps requis pour les traductions et pour l'envoi du document aux divers pays. Je répète donc que la coïncidence entre sa publication et quelque débat politique que ce soit est absolument fortuite, nullement intentionnelle. J'aimerais toutefois ajouter que si cette coïncidence non voulue a provoqué un plus grand intérêt dans certains pays où l'opinion publique était plus sensibilisée au problème, je ne le regrette nullement. Ce qui compte, c'est que la voix de l'Eglise soit écoutée.

La contraception

Q. — *On lit parfois dans la presse : Si l'Eglise veut éviter l'avortement, elle devrait admettre le recours aux moyens contraceptifs.*

R. — Ce raisonnement ne tient pas. Ceux qui pratiquent l'avortement sont bien souvent des personnes qui d'habitude pratiquent la contraception, mais sans succès. Il n'existe pas de moyen contraceptif d'une efficacité totale : en présence des résultats négatifs, le recours à l'avortement devient une mesure quasi normale pour les personnes qui se sont construit une mentalité contraceptive, c'est-à-dire qui ont la volonté formelle d'éviter à tout prix la fécondation. C'est cette mentalité contraceptive qui doit être combattue si l'on entend approfondir, à l'origine, le problème commun de la contraception et de l'avortement. Cette mentalité contraceptive est un phénomène préoccupant. Il risque, en effet, de détruire l'homme en intervertissant en lui l'ordre des valeurs. Voulue par le Créateur, la sexualité trouve sa place dans une vision équilibrée de l'homme. Mais cette place n'est pas la première. En ce domaine, les pouvoirs publics ont une immense responsabilité lorsqu'ils permettent que se développe un climat social de plus en plus contaminé d'érotisme et, par conséquent, de moins en moins humain.

Quant à moi, je considère la Déclaration au sujet de l'avortement comme une contribution à la sauvegarde de l'homme et de sa véritable dignité.

(Sous-titres de la DC.)

MISE AU POINT DE Mgr DELHAYE SUR L'ALLUSION AU NAZISME

La Déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi sur l'avortement provoqué (DC 1974, n° 1666, p. 1068) avait été présentée le 25 novembre, dans la salle de presse du Saint-Siège, par Mgr Delhaye, secrétaire de la Commission théologique internationale. Divers journaux ont rapporté que dans cette présentation, il avait fait allusion aux pratiques du nazisme. En réalité, dans la réponse qu'il a faite à un journaliste qui l'interrogeait sur ce point, Mgr Delhaye a repoussé tout parallélisme entre l'avortement provoqué et les pratiques hitlériennes, comme il l'indique dans la lettre ci-après publiée dans la Libre Belgique (4 décembre 1974) :

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Je vous remercie d'avoir montré, dans votre édition du 30 novembre (page 2), l'in vraisemblance et la perfidie des attaques portées contre moi à propos de la conférence de presse du lundi 25. Puis-je vous fournir quelques détails supplémentaires et vous demander de les faire connaître à vos lecteurs ? Il se passera sans doute un certain temps avant que l'autorité mise en cause et moi-même puissions obtenir les mises au point nécessaires ou les réparations judiciaires qui s'imposent.

Le document rappelant la doctrine « inchangée et interchangeable de l'Eglise » (le mot est de S. S. Paul VI), qui condamne l'avortement provoqué, ne contient pas la moindre allusion au nazisme. Il en va de même pour le résumé de presse (en italien) et pour le long commentaire français que j'en ai donné.

Aussi, si je n'avais l'expérience des conférences contradictoires au sujet de l'avortement, aurais-je été fort étonné d'entendre une personne présente me demander pourquoi je n'employais pas comme argument une comparaison avec les pratiques nazies.

Je me suis demandé s'il s'agissait d'une manifestation de naïveté ou d'une provocation. Mais je n'ai pas éludé la question et j'ai répondu un « non » catégorique en y ajoutant trois considérations :

1. Tout d'abord, ai-je dit, il est évident que nous sommes dans des contextes psychologiques totalement différents.

2. Ensuite, j'ai ajouté que ce genre d'argument était ce que les Italiens appellent : « contraproducente ». En exagérant, on obtient l'effet opposé à celui que l'on recherche.

3. Il reste, ai-je dit enfin, que dans une loi permissive sur l'avortement, le pouvoir politique s'arroge un droit de vie et de mort sur une vie humaine déjà commencée et que cette attitude ne peut être approuvée ni par la foi chrétienne ni par la raison philosophique (je faisais ainsi allusion à ce que j'avais dit peu auparavant sur l'homme qui, d'après Kant lui-même, ne peut jamais être traité en « objet »).

Il y aurait beaucoup de réflexions à ajouter sur les distorsions dans la communication interprofessionnelle ou sociale, sur la « curieuse » logique des polémistes qui bloquent sur un porte-parole l'hostilité qu'ils ont pour une doctrine. Mais ce n'en est pas le lieu.

En vous remerciant, je vous prie d'agréer...

DECLARATION DES EVEQUES ANGLAIS SUR L'EUTHANASIE

La déclaration ci-après, publiée par les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles au moment où, en Grande-Bretagne, le problème de l'euthanasie est l'objet de controverses dans l'opinion publique, dans la perspective d'un éventuel changement de la législation sur ce point, a été lue dans toutes les églises catholiques du pays, le dimanche 8 décembre :

Il est opportun de parler une fois encore du soin et de la consolation qui sont dus aux mourants. Nous devons veiller à ce que la dignité et le réconfort soient assurés à l'homme aux dernières heures de sa vie lorsque Dieu le rappelle à lui.

On ne nous demande pas de prolonger indéfiniment une vie qui est manifestement proche de sa fin. Il est permis de recourir aux ressources de la médecine pour soulager la souffrance et préserver de la détresse, même si un tel traitement peut, à un certain degré, hâter l'inévitable processus de la mort.

Cependant, cette aide positive et affectueuse apportée aux mourants est tout à fait différente de la suppression directe et délibérée de sa propre vie ou de celle d'un autre. Cette façon de tuer (appelée parfois euthanasie ou mort de miséricorde) est un meurtre. Elle est interdite aussi bien par la loi de Dieu que par la loi de notre pays. C'est à Dieu, qui donne la vie, qu'il appartient de disposer de la vie innocente. Si nous ignorons l'auteur de la vie, nous avons un moindre respect pour la vie d'une façon générale. De plus, la pratique de l'euthanasie pourrait trop facilement conduire à éliminer des personnes âgées ou handicapées susceptibles d'être arbitrairement considérées comme une charge pour la communauté.

Nous demandons à tous de résister au mal de l'euthanasie. Témoignons de notre respect de la vie en faisant preuve de générosité et de compassion dans le soin que nous apportons aux malades et aux mourants. Par notre affection et notre aide, nous devons donner aux mourants la dignité et les consolations spirituelles auxquelles ils ont droit.

(Traduction de la DC d'après le texte publié par Cathnews, du Catholic Information Office.)

L'EGLISE DU CHILI DEVANT LES IDOLES DU MARXISME ET DU LIBERALISME

Dans l'homélie qu'il a prononcée dans sa cathédrale le 12 septembre 1974, jour de la fête nationale, le cardinal SILVA HENRIQUEZ, archevêque de Santiago du Chili et président de la Conférence épiscopale, a déclaré notamment (1) :

[...] Les idoles se sont toujours insinuées dans le cours de notre histoire, et toujours elles ont pré-

(1) Ce texte a été publié en italien dans l'*Osservatore Romano* du 17 novembre 1974. Traduction et titre de la DC.

tendu s'ériger en absolu. Elles ont pris la forme tantôt d'idéologies politiques, tantôt de systèmes économiques ou même de systèmes de morale. Et c'est là qu'intervient la foi pour nous dire qu'il n'y a qu'un seul absolu : Dieu, et l'homme en tant qu'enfant de Dieu.

C'est ainsi qu'il y a trois ans, au nom de cette même foi que nous avons juré de garder, devant la possibilité que s'introduise dans notre pays un socialisme activement athée, nous les évêques du Chili nous dûmes déclarer : « Chaque fois que l'homme ■ essayé de construire un paradis sur terre en oubliant Dieu et en déformant sa propre image, il ■ fini fatalement par devenir l'esclave de nouveaux faux dieux, comme la technique, l'économie ou l'Etat. » Nous constatons aussi que « le socialisme d'inspiration marxiste ■ en fait abouti jusqu'à présent au remplacement du Dieu véritable par un Etat déifié, par un Etat tout-puissant qui ne reconnaît d'autre loi morale que celle de ses propres convenances politiques, et dont le pouvoir despotique a foulé aux pieds et ensanglanté l'histoire de nombreux peuples, violant les droits fondamentaux de la personne, de la société et des Eglises » (« Evangile, politique et socialisme ») (2).

Au nom de cette foi dont nous avons été constitués dépositaires, nous rappelons avec sollicitude et angoisse que ni cette idéologie ni aucune autre ne doit se transformer en idole à laquelle il faut sacrifier tout, y compris l'âme d'un peuple. Cette même sollicitude et cette même angoisse nous ont conduits à affirmer, dans la fidélité à la doctrine constante des Souverains Pontifes, l'incompatibilité de la foi chrétienne avec l'idéologie du libéralisme effréné, qui considère le profit comme le moteur essentiel du progrès économique, la concurrence comme la loi suprême de l'économie, la propriété privée des moyens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes. Cette idéologie elle aussi, a dit Paul VI, conduit à la dictature, et, ■ dit Pie XI, elle engendre l'impérialisme international de l'argent. La foi chrétienne nous demande de la condamner et de rappeler solennellement encore une fois que l'économie est au service de l'homme (*Populorum progressio*, 26 ; *Octogesima adveniens*, 26).

Oui, il n'y ■ qu'un absolu : Dieu et l'homme en tant qu'enfant de Dieu. La foi de l'Ecriture, tout au long de notre histoire, nous ■ empêchés de tomber dans le culte dégradant des fausses divinités. Le pouvoir, l'efficacité, la consommation, la richesse et même le développement économique ne sont pas des valeurs dignes de l'homme lorsqu'il faut sacrifier l'homme pour les acquérir. Et la grande tâche de l'Eglise, sa mission par excellence, est de rappeler que la souveraineté de Dieu et l'inviolabilité de l'homme en tant qu'enfant de Dieu sont l'unique absolu de l'histoire.

Cette mission crée fréquemment pour l'Eglise une certaine tension avec ceux qui détiennent le pouvoir. Il ne s'agit certainement pas d'une opposition, mais bien d'une indépendance critique qui permet à l'Eglise, dans l'exercice de sa fonction, de dire dans quelle mesure sont respectés la dignité de l'homme et les droits qui lui sont consubstantiels. Il s'ensuit que spontanément, et parce qu'elle est la mère de tous, l'Eglise a et doit avoir une prédilection pour

ceux qui, dans la circonstance, apparaissent comme les plus pauvres et sans défense. Elle témoigne par là de sa fidélité au Christ, et en même temps elle apporte aux gouvernants une contribution loyale et originale [...].

COMMUNIQUE DE LA COMMUNAUTE DE BOQUEN

Dans le communiqué ci-après, remis aux informateurs religieux le 6 novembre, la communauté de Boquen (1) fait part de ses projets d'avenir après le départ de Bernard Besret :

C'est fin mai dernier que deux faits nouveaux sont venus transformer radicalement la Communauté de Boquen : 1. Bernard Besret ■ fait part de sa décision de quitter Boquen, de ne plus en être l'animateur ; 2. Il a déclaré vouloir s'investir dans un processus de prise en charge par elle-même de la Communauté, indépendamment du « lieu-Boquen ».

C'est en fonction de ces deux éléments qu'un projet de communauté prit naissance en vue d'assurer le maintien et l'animation de Boquen, et surtout pour être une des réalisations du projet de Boquen, affirmé de plus en plus clairement depuis deux-trois ans : recherche d'un « art de vivre », d'une ascèse (« méthode de vie », comme l'avait traduit Teilhard de Chardin) pour l'homme moderne constamment menacé de dépersonnalisation et de robotisation.

Dès le début de l'été, Bernard Besret s'étant retiré, c'est cette communauté (élargie par des amis prêtant leur concours pour ces deux mois) qui assumait l'animation de Boquen et entraînait les cinquante à quatre-vingts personnes qui y demeuraient, dans cette recherche en commun. La crise de la Communauté, à la suite de l'Assemblée générale des 19-20 octobre, ne change rien à ce projet dont la réalisation continue, aussi bien au niveau de la recherche « anthropologique » et « ecclésiale » qu'au niveau du maintien d'un lieu de rencontre, de confrontation, de libre expression à Boquen.

La communauté entend s'engager résolument dans un processus de réinsertion de Boquen dans le milieu rural environnant. La plupart de ses membres travaillent en dehors de Boquen, avec les ruraux de la région. Le collectif d'animateurs ruraux, qui organise, depuis deux ans, des rencontres sur les problèmes du monde rural, entend intensifier sa colla-

(1) Au sujet de Boquen, cf. DC 1969, p. 883 (lettre du cardinal Gouyon), 1085 (lettre des évêques de l'Ouest), 1084 (destitution de B. Besret) ; 1970, p. 1043 (solution provisoire) ; 1971, p. 197 (mises au point de NN. SS. Kerveadou et Boillon) ; 1972, p. 462-470 (note des évêques de Bretagne, le Rassemblement de Rennes).

La Croix (17 décembre 1974) a publié l'information suivante :

Dans une lettre adressée à ses amis, le P. Bernard Besret annonce l'ouverture d'un Centre de recherche à Plougrescant (Côtes-du-Nord), au nord de Tréguier. Ayant repris son autonomie de vie professionnelle et privée, Bernard Besret s'est donc établi à la nouvelle adresse d'Avel Nenez (Vent nouveau).

(2) DC 1971, n° 1593, p. 826. (NDLR.)

boration avec Boquen. On vise à faire de Boquen un lieu de rencontre entre citadins et ruraux.

L'Association culturelle de Boquen aura à faire l'évaluation de cette assemblée conflictuelle des 19-20 octobre. Il appartiendra à ses 1 500 membres de décider si « la Communion est morte », comme certains l'ont dit le 20 octobre, ou si l'Association reste un cadre efficace pour les recherches et « chantiers » (encore très halbutants, il faut le dire) que la Communion a mis en route en mai et juin derniers. Une assemblée générale (statutaire, cette fois-ci !) sera convoquée, dès la cessation des grèves, pour renouveler le Conseil d'administration et pour donner plus de consistance à ces recherches.

Les activités de Boquen continuent : chaque week-end ont lieu des rassemblements. A partir du 26 décembre, une session aura lieu sur le thème : Libération des hommes, salut en Jésus-Christ, session animée par François Biot, O. P. avec la collaboration d'un Dominicain brésilien, d'un Chilien et d'un Vietnamiens.

Une nouvelle série de conférences-débats sur les problèmes du monde rural débutera le 17 novembre, à 14 h 30, par le compte rendu d'un groupe d'animateurs ruraux après leur voyage en Chine. Les citadins de Rennes, Paris, etc., auront là une occasion de rencontrer les ruraux de Bretagne et de connaître leur vie.

Le prochain numéro de la *Chronique de Boquen* paraîtra vers le 20 novembre et donnera d'autres informations sur le projet de Boquen.

LA NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT EN POLOGNE

Au terme de la 145^e Assemblée plénière de l'Episcopat polonais, qui s'est tenue à Varsovie les 26 et 27 novembre 1974, un communiqué a été publié, dans lequel nous lisons à propos de la rencontre qui a eu lieu à Rome les 5 et 6 novembre 1974 entre Mgr Casaroli et M. Czyrek :

A la suite de la discussion sur l'exposé du secrétaire de l'Episcopat, Mgr Bronislaw Dabrowski, à partir d'informations sur les contacts de travail qui ont eu lieu entre la délégation du Saint-Siège et celle du gouvernement de la République populaire de Pologne (RPP) à Rome, l'Assemblée a jugé ces contacts positifs.

Dans tous les contacts constructifs entre l'Eglise et l'Etat, l'Episcopat découvre des avantages pour les citoyens croyants et pour les institutions ecclésiastiques. Ces contacts peuvent progressivement conduire à la normalisation des relations entre l'Etat et l'Eglise, ainsi qu'entre le gouvernement de la RPP et le Saint-Siège, à condition que cette normalisation ait un contenu substantiel et non seulement un caractère institutionnel et administratif. Elle sera pleine et durable si elle établit d'abord la normalisation des relations en Pologne. C'est là une exigence de la société polonaise ainsi que de Vatican II, corroborée par l'attitude claire et décidée du Saint-Père Paul VI. Conformément à la collégialité conciliaire,

la responsabilité directe de l'Eglise en Pologne appartient aux évêques qui collaborent avec la délégation et optent pour la normalisation au cours de la Conférence plénière présidée par le primate de Pologne. Il faut constater ici que l'Episcopat de Pologne a soumis au gouvernement de la RPP, dans le cadre du processus de la normalisation, certains problèmes urgents qui exigent une juste solution. Le gouvernement de la RPP en a assumé quelques-uns. Il a eu à ces sujets des entretiens avec les représentants de l'Episcopat, mais — à l'exception de la suppression du registre de l'inventaire et de la restitution des propriétés de l'Eglise situées sur les territoires reconquis de l'Ouest et du Nord — il ne les a pas fait suivre de justes dispositions légales. Quelques problèmes n'ont même pas été abordés.

La Conférence tient à souligner une fois de plus que la normalisation requiert que soient résolus les problèmes essentiels pour l'Eglise en Pologne, entre autres, la pleine liberté d'accomplir la mission du Christ au sein de la nation, les activités éducatrices et religieuses auprès des enfants et des jeunes, ainsi que la garantie pour tous les catholiques de l'égalité des droits civiques sur tous les plans : social, professionnel, scientifique et même politique. La liberté religieuse constitue la base essentielle de la normalisation des relations entre l'Etat et l'Eglise. La pleine liberté pour l'Episcopat de présenter au Saint-Siège les candidats aux sièges épiscopaux vacants est d'une importance toute particulière.

L'Assemblée exprime la conviction que la normalisation souhaitée des relations entre l'Eglise et l'Etat s'effectuera si sont rendus à l'Eglise en Pologne les droits dont elle fut privée au cours de ces dernières années. Ces droits lui sont dus en raison de sa position dans la société, de son caractère religieux et social ainsi que de son travail multiséculaire et positif au sein de la nation.

La question des décorations

L'Episcopat de Pologne, lors de sa session de juin, a décidé qu'il ne convient pas aux prêtres, religieux et religieuses d'accepter des décorations décernées par l'Etat, parce que nous accomplissons notre tâche pastorale pour le Christ et pour l'Eglise. En conséquence, la présente Conférence a exprimé sa considération pour tous les membres du clergé, qui, loyalement, se sont conformés à la décision des évêques.

Ce ne sont pas les décorations décernées aux ecclésiastiques qui témoignent que les relations entre l'Etat et l'Eglise sont normales, mais bien plutôt la satisfaction systématique des attentes des citoyens croyants ainsi que de leurs besoins religieux et sociaux. Or, il y a encore chez nous beaucoup de besoins et de droits des citoyens qui restent insatisfaits.

Malgré les démarches faites par l'Episcopat en relation avec le 600^e anniversaire de la bienheureuse reine Hedwige, les autorités ne réparent pas le préjudice qui a été fait à la Faculté de théologie de Cracovie fondée par elle. Nous estimons que la reconnaissance des droits de cette Faculté, dont l'existence est toujours approuvée par le Saint-Siège, serait un juste hommage rendu aux mérites de l'Eglise dans le domaine de la science. Aussi longtemps que les questions essentielles ne sont pas

réglées, les décorations accordées aux professeurs et aux recteurs des Universités catholiques ne font qu'induire l'opinion publique en erreur. Nous citons cela à titre d'exemple. Mais ce dont il s'agit, c'est de l'ensemble des questions soumises aux autorités par l'Eglise. La condition indispensable pour la normalisation de la vie de toute la société catholique en Pologne, c'est que l'Etat les comprenne et les traite comme il convient. L'Eglise désire cette normalisation et l'Episcopat y tend avec persévérance.

— **Moins de baptêmes en France. Pourquoi ?** par Julien POTEL. — Un vol. 20 x 14 cm de 152 pages. Prix : 18 F. Editions du Cerf.

De 1958 à 1968, le nombre des baptêmes par rapport aux naissances est passé, pour la France entière, de 91,71 % à 82,75 %. Pour la région parisienne, où la baisse est la plus forte, il est passé dans le même temps de 75 % à 56,45 % (51,2 % en 1970). Tels sont les chiffres que fait apparaître l'enquête scientifique que le P. Potel a menée avec rigueur et qui a été prise à son compte par le Secrétariat de l'Episcopat français. Dans le présent ouvrage, après les chiffres, l'auteur s'interroge sur les causes de cette baisse générale et pose lucidement la question de l'avenir.

— **Mon Dieu, mon ami.** Textes de René BERTHIER, dessins de Noëlle Herrenschildt. — Un vol. 18 x 13 cm de 44 pages. Prix : 9 F. Editions Fleurus.

Dans ce petit livre, les moins de huit ans trouveront, dans le langage qui est propre à leur âge, et avec des images en couleur, des prières de tous les jours.

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur : J. GELAMUR.
© 1975 by Bayard-Presses.

A votre disposition la série

“Les grands textes”

● POUR MIEUX VIVRE L'ANNÉE SAINTE

Conférence de Mgr Etchegaray sur la réconciliation.

Prix des 100 ex., port compris : 25 F.
Les 100 suivants : 23 F.

● ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.
Les 100 suivants : 30 F.

● POURQUOI UN CHRETIEN NE PEUT ETRE POUR L'AVORTEMENT

La Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.
Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)
Une commande de 100 exempl. minimum est demandée.

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cédex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

LA LIBERTÉ DU CHRIST

par
Mgr
Guy Riobé
Evêque d'Orléans

“Ce dont il est question dans ce livre ce n'est pas de la vie de Guy Riobé, c'est du christianisme.”

Jean-Claude Barreau
L'EXPRESS

“Il a volontairement choisi une voie difficile qui l'expose aux incompréhensions.”

Guy Bourdarias
LE FIGARO

“Le métier de prophète n'est pas de tout repos.”

Alain Woodrow
LE MONDE

neo

STOCK/CERF

Canada : 1 an : 24 \$, « Penouca », 1949, av. du
 Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
 6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F.; des années précé-
 dentes : 6 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1667 - 5 JANVIER 1975

- 1 EXHORTATION APOSTOLIQUE « PATERNA CUM BENE-
VOLENTIA » sur la réconciliation dans l'Eglise (8 dé-
cembre).
- 7 Allocution aux Jésuites (3 décembre).
- 14 Message pour la Journée de la paix (8 décembre).
- 16 Audiences générales : l'espérance messianique (4 dé-
cembre); mieux connaître Jésus (11 décembre).

TEXTES DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS

- 19 La traduction liturgique en français des formules sacra-
mentelles du Rituel de la pénitence.
- 20 Convention franco-belge sur les pouvoirs de confesser.
- 21 Compte rendu du Conseil permanent de décembre.
- 27 Appel du Conseil permanent pour la presse catholique.
- 27 Appels pour « la Croix ».
- 28 Statuts de la Conférence épiscopale française.

DOCUMENTS DU SYNODE DES EVEQUES

- 31 Les carrefours de langue française.
- 37 L'identité du chrétien. Intervention du cardinal Suenens.
- 39 La famille mise en cause à la Conférence de Bucarest.
Intervention de Mgr Gagnon.
- 40 Evénements et informations (1^{er}-30 novembre).
- 45 A propos de la Déclaration romaine sur l'avortement pro-
voqué (mises au point de NN. SS. Hamer et Delhayé);
déclaration des évêques anglais sur l'euthanasie; l'Eglise
du Chili devant les idoles du marxisme et du libéralisme
(cardinal Silva Henriquez); communiqué de la commu-
nauté de Boquen; la normalisation des relations entre
l'Eglise et l'Etat en Pologne (Episcopat polonais).
- 49 Trois tirés à part de « la Documentation catholique »
(série « Les grands textes »).

ACTES DE S. S. PAUL VI

QUESTIONS ACTUELLES

ÉVÉNEMENTS

L'EGLISE DANS LE MONDE

FE 27 1975

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



Marygrove
Dearborn, Michigan 48221
19 janvier 1975

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



(Photo Giordani)

document romain
et les juifs

unité des chrétiens

franc-maçonnerie

Paul VI ouvrant la porte sainte de la basilique Saint-Pierre, dans la nuit de Noël



Nous sommes pris entre une angoisse
partout présente
et un besoin fou d'espérance
N'est-ce pas au moment même où tout
semble perdu qu'est proposé
au chrétien la force d'espérer

CONTRE TOUTE ESPÉRANCE

CONFERENCES
DE CAREME
DE NOTRE-DAME
DE PARIS 1975
PAR LE PERE
BERNARD BRO
Dominicain

Vous pouvez recevoir l'intégrale
des conférences de Carême,
soit en fascicules,
soit enregistrées sur cassettes

Adresser le bon ci-dessous
5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08

M	
N° et rue ou lieu-dit	
à	
Code postal	par
Désire recevoir la série des 6 Conférences de Notre-Dame :	
en fascicules : 30 F	<input type="checkbox"/>
en cassettes : 105 F	<input type="checkbox"/>
Règlement ci-joint par chèque bancaire à l'ordre de Bayard-Pressé, mandat ou virement postal (3 volets) au CCP Bayard-Pressé 1668.	

DOC

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement
à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, profes-
seurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION AU SACRÉ-COLLÈGE

Recevant, le 23 décembre, les cardinaux présents à Rome et les membres de la Curie romaine venus lui présenter leurs vœux, Paul VI leur a adressé l'allocution ci-après en réponse aux paroles du cardinal Traglia, doyen du Sacré-Collège (1) :

Messieurs les Cardinaux,

A vos vœux, toujours inspirés par la noblesse de vos esprits et par la ferveur religieuse à l'approche de la fête, douce et solennelle, de Noël, répondent nos propres vœux, qui trouvent dans la reconnaissance pour la collaboration que vous nous apportez dans l'accomplissement de notre tâche apostolique, un motif particulier d'intensité. Et de la fête de Noël, ils tirent argument pour demander au Seigneur, qu'ensemble nous aimons et servons, ces « charismata meliora » par lesquels l'insertion de notre vie dans le corps mystique du Christ — l'Eglise — reçoit la plénitude de grâce et d'efficacité. Un motif nouveau, comme l'a si bien noté la voix qui s'est faite le digne interprète de vos sentiments communs, ajoute une signification et une valeur spéciales à l'échange de vœux en cette heureuse circonstance : c'est le début imminent d'une célébration périodique, mais toujours rare et fort importante, à laquelle est dédiée la prochaine année, appelée non sans raison « sainte ». Oh ! que de pensées, que d'espoirs suscite en notre esprit cette circonstance qui correspond si bien à notre conscience religieuse et intéresse tant notre expérience pastorale.

C'est justement en référence, et même à la lumière, de cet événement religieux — dont le courant vivifiant a déjà parcouru l'Eglise de Dieu et maintenant la secoue, la reconforte et la ranime en son centre romain, le centre non seulement géographique et canonique, mais surtout le centre spirituel, le cœur — que nous nous permettons, en guise de complément à nos vœux de Noël, de soumettre à votre considération, en une très brève synthèse, quelques aspects actuels de notre sainte Eglise catholique et apostolique.

Une exigeante tradition

Le premier aspect est justement celui de son histoire, sur laquelle l'échéance périodique de l'Année sainte nous invite à réfléchir. Mille neuf cent soixante-quatorze ans d'existence ! De nombreuses et graves observations se présentent à notre esprit. La première, sous forme de la demande habituelle et superficielle : l'Eglise est-elle vieille ? Le temps a-t-il imprimé sur son visage quelque tache, quelque ride ou autre chose de ce genre dont parle saint Paul à propos de l'Eglise

qui, en tant qu'Epouse du Christ, doit se présenter à lui, comme dans une beauté juvénile, « sainte et immaculée » (cf. Ep 5, 25-27) ? Le rapport de toute institution humaine avec le temps est un rapport de fatalité : rapport de vie et de mort, la première étant limitée dans son efficience et sa durée, la seconde étant désastreuse et perpétuelle. Est-ce le sort réservé à l'Eglise ? Et si cette dernière survit encore, son existence n'est-elle pas anachronique ? Sa forme de vie n'est-elle pas dépassée ? Et pour lui redonner de l'actualité, l'heure n'est-elle pas venue d'un retournement radical qui bouleverse ses dogmes, ses structures ? Ne doit-elle pas aussi puiser sa raison d'être dans la conformité aux mœurs des temps ? Comment le monde peut-il tirer sagesse et vigueur d'un organisme constamment freiné par une exigeante tradition ?

Tradition, voilà le mot clef : alors qu'il tente de renfermer l'Eglise dans son sépulcre, à nous il ouvre au contraire, s'il est bien compris, le secret de sa mystérieuse vitalité. L'Eglise, bien qu'elle soit incarnée dans l'Histoire, n'est pas une institution humaine quelconque, et l'on ne peut donc évaluer sa vie avec les mesures adaptées aux choses purement terrestres. La tradition tient lieu pour l'Eglise de racine vivante et cohérente, qui va jusqu'à la source originelle de son institution historique et divine, jusqu'au dépôt authentique de sa doctrine surnaturelle, dépôt que l'Eglise transmet fidèlement, vital et fécond, comme la lymphe jusqu'aux frondaisons d'un arbre vivant, toujours plus vivant, au long des âges successifs, pour un printemps toujours immanent et possible. La tradition garantit la fidélité de l'Eglise, son histoire qui ne vieillit pas, sa perpétuelle jeunesse qui, alimentée par un continu retour aux sources, traverse les siècles, impassible dans la lutte et la souffrance, dans l'attente eschatologique qui apporte l'heureuse solution. Tel est l'enseignement qu'avec tant d'autres nous apporte une page du récent Concile : elle nous parle du renouveau de la vie religieuse, qui découle de l'inspiration originelle, s'adapte en toute sagesse aux conditions et aux nécessités des temps, et aborde l'avenir avec une confiance qui vient d'en haut et avec une énergie inépuisable (cf. décret *Perfectae caritatis*, n. 2). Puissent en faire l'expérience tant d'institutions méritantes et vénérables, qui, confrontées aux mutations des temps, sont éprouvées par le doute sur leur propre identité ; et puisse aussi la sainte Eglise tout entière avoir vraiment conscience d'elle-même, ou mieux de la promesse finale du Christ qui défie l'usure dévorante du temps : « Et voici que je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 20.) Si elle est fidèle à l'Esprit vivifiant, qui doit toujours l'assister et la guider, l'Eglise ne craint pas la fatigue, ne craint pas l'hostilité du monde, mais au contraire elle ressent toujours la nouveauté et la puissance de sa vocation à suivre le Christ et à servir l'humanité ; et elle découvre, avec émerveillement, que le déve-

(1) Traduction publiée par la Salle de presse du Saint-Siège. Sous-titres de la DG.

loppement même de la civilisation profane, alors que celle-ci semble affirmer son autosuffisance, rendant vaines la parole et l'action de l'Eglise, offre à l'héritière de l'Evangile de nouveaux moyens inattendus tout à fait adaptés à elle pour son œuvre de diffusion de la vérité et de la vie ; et en même temps elle est invitée, d'une manière tacite mais logique à soutenir avec les énergies, morales et spirituelles, de la foi chrétienne, les énergies humaines et naturelles qui, elles, sont entravées, parfois même épuisées et dégénérées, par le poids et la masse du développement même qui leur a donné naissance. Le monde sans le Christ ne se suffit pas à lui-même ; sa prospérité, sa puissance, son organisation théorique et sociale requièrent un supplément qui le transcende et qui l'anime, et dont notre religion est la source.

L'Année Sainte

Et voici dès lors un nouvel aspect de l'Eglise dans le monde, un moment nouveau et décisif pour l'histoire de l'humanité : tandis que celle-ci atteint des hauteurs inouïes de progrès économique, scientifique et technique, en son propre sein naissent des fantasmes de terreur et croît le tourment des conséquences absurdes d'une culture qui se débat au bord du néant, des mœurs qui tombent dans les dégradations de la délinquance criante et de la passion aveugle. Mais alors réapparaît le Christ humble, doux, crucifié sur les sentiers du monde ; et l'Eglise le redonne à nouveau dans son mystère d'amour et de salut.

Vous comprenez, Frères vénérés, que, le cœur transporté par de telles pensées qui n'ont rien de vain, nous nous reposons sur une grande espérance, un grand événement, l'Année sainte, dont l'Eglise sur la terre a déjà goûté plus d'un fruit spirituel et dont le déroulement béni et tant attendu va commencer la nuit de Noël, à Rome, plus ouverte que jamais à ceux qui cherchent une patrie de la foi et de la charité.

Nous devons reprendre le « tome » sérieux et plein de sagesse du Concile Vatican II et, en nous livrant à un courageux examen de conscience, en feuilleter les pages admirables pour reprendre et intégrer les bonnes résolutions qu'il a mises au cœur d'une Eglise avide de renouvellement et de réconciliation.

Nous devons rallumer le feu, le génie de la charité du Christ, réveiller dans le monde le sens de la fraternité et par conséquent d'une justice plus dynamique et plus effective.

Nous devons, comme déjà la réforme ou plutôt la renaissance liturgique est en train de le réaliser de façon heureuse, rendre à la prière son primat, sa façon idéale et béatifiante d'interpréter la vie, son importance, son efficience, l'engagement qu'elle suscite, sa dignité simple et solennelle comme il convient au culte du vrai Dieu et au colloque filial avec le Père, par le Fils, dans l'Esprit Saint, en union avec le chœur de la communion des saints, en tête desquels vient Marie comme Mère et type de l'Eglise et avec lesquels nous célébrons le règne de la charité.

Nous devons renouveler aux Frères qui ne sont pas encore en pleine communion avec nous l'invitation à reprendre la place qui les attend, avec la force persuasive de notre conversation humble et patiente.

Nous devons restituer à l'Eglise sa paix intérieure (nous avons déjà à ce propos adressé une pressante exhortation publiée ces jours derniers) (2). Est-il

admissible que la contestation intérieure devienne une habitude dans l'Eglise ? Elle finirait, comme une force centrifuge, par se dissiper dans la vanité et la velléité d'un effort qui serait non seulement éphémère mais aussi dangereux pour l'authenticité de l'Eglise une et véritable, et qui nuirait au travail progressif du rapprochement œcuménique. Même au prix du renoncement à des formes excessives et arbitraires de pluralisme, et même si cela demandait le sacrifice libérateur d'individualismes égoïstes, nous devrions tous favoriser cette union décisive des esprits, des volontés des œuvres, qui est le propre et la caractéristique de la « communion dans l'Esprit... agissant de concert et d'un cœur unanime » (cf Ph 1, 27 ; 2, 1), telle que doit l'être l'Eglise du Christ.

La paix dans le monde

En restant ainsi unie en elle-même — et voici un autre regard d'ensemble sur la scène du monde contemporain — l'Eglise sera aussi mieux à même d'offrir sa contribution à la famille humaine tout entière, afin que cette dernière sache retrouver et conserver l'unité dans la paix, qui est justement le fruit de la victoire sur les égoïsmes de peuple et de classe, et dans l'effort généreux et coordonné pour le progrès commun.

L'humanité a aujourd'hui autant besoin qu'en d'autres temps — sinon plus — d'une telle collaboration, alors que la disparition progressive du souvenir du dernier et épouvantable conflit menace d'affaiblir dans le monde l'horreur de la guerre et la volonté de concorde.

Sans vouloir en cette rencontre de Noël faire un discours particulier sur le sujet toujours actuel de la paix — nous le réservons pour notre message désormais habituel de Nouvel An —, comment pourrions-nous ne pas exprimer au moins notre angoisse devant les difficultés qu'elle rencontre, cette paix, pour s'affermir là où l'on pouvait espérer qu'elle était rétablie, comme au **Vietnam**, ou pour trouver péniblement sa voie ?

Comment ne pas rappeler, à la veille de l'ouverture de l'Année sainte en cette ville, « mère et tête » de l'univers catholique, une autre ville, **Jérusalem**, la « Cité sainte » du monde chrétien ; le centre à la fois de l'amour et des nostalgies séculaires de ce peuple que Dieu avait mystérieusement choisi, en désignant à l'avance en lui « son » peuple dans lequel nous nous reconnaissons ; la Cité si chère, par ailleurs, à la grande famille religieuse de l'Islam ? Combien nous voudrions qu'au lieu d'être un objet de querelles continues, elle devienne carrefour de rencontres fraternelles pour tous ceux qui adorent le Dieu unique, et symbole de paix pour les habitants de la Terre sainte et pour tous les peuples du Proche-Orient !

A cette région généreuse et tourmentée, et à toutes les parties du monde où — comme en **Irlande**, qui nous est toujours très chère et sans cesse présente à notre esprit — conflits et violences continuent à troubler la société humaine, nous souhaitons la paix, une paix juste, une paix qui soit le fruit d'esprits réconciliés, apaisés, établis dans une concorde généreuse et mutuelle, une paix qui œuvre pour la libération et la collaboration sociale ; une paix qui devient un devoir plus profondément ressenti en l'Année de renouvellement spirituel et de réconciliation qui va commencer.

Tels sont nos sentiments. Tels sont nos vœux. Nous les confions à votre réflexion, Frères vénérés, à celle de l'Eglise et de l'humanité, et surtout nous les offrons en prière à la toute-puissante et bienveillante miséricorde du Seigneur, afin qu'ils puissent se transformer en heureuse réalité.

Avec notre bénédiction !

(2) DC 1975, n° 1667, p. 1 et s. (NDLR.)

LES SOURCES DE LA CONNAISSANCE MORALE CHRÉTIENNE

Allocution à la Commission théologique internationale

Les membres de la Commission théologique internationale (1) se sont réunis en session plénière, à Rome, du 16 au 21 décembre, sur le thème : « Les sources de la connaissance morale chrétienne. » Répondant aux paroles de présentation du cardinal Seper, président de la Commission, Paul VI, qui les a reçus le 16 décembre, leur a adressé l'allocution ci-après (2) :

Nous avons de nouveau la joie de vous accueillir, éminents membres de la Commission théologique internationale, au début de vos travaux. Nous saluons cordialement les théologiens récemment nommés ou confirmés qui, selon la définition des statuts, « se recommandent par leur science théologique et leur fidélité au magistère de l'Eglise », et nous donnent une image des diverses écoles théologiques existant dans les divers pays. Cette composition souligne la nécessité, aujourd'hui si profondément ressentie, du caractère interdisciplinaire de la théologie, et ceci d'autant plus que la Commission compte maintenant un nombre plus grand de spécialistes de la théologie morale. D'autre part, le renouvellement des membres permet à des théologiens toujours nouveaux d'apporter au Saint-Siège leurs services appréciés. Et en même temps la présence des treize membres confirmés est la garantie d'une continuité qui doit être maintenue pour assurer un travail fructueux. Nous profitons de cette circonstance pour saluer respectueusement les membres qui ont été remplacés et pour les remercier de la généreuse coopération qu'ils ont apportée au cours de ces cinq dernières années.

Conséquence

des contestations de la morale :

on ne sait plus où est le bien et où est le mal

Vos travaux portent cette année sur un thème qui avait été choisi dès 1969 et que nous sommes heureux de voir soumis à votre réflexion commune : « Les sources de la connaissance morale chrétienne. » Comme nous le savons, et comme nous avons pu le voir d'après l'intéressante documentation qui nous a été envoyée, il s'agira de préciser la méthodologie de la morale et de dire quels sont les critères de l'acte moral considérés dans la perspective chrétienne. C'est un thème important, sérieux, actuel pour l'Eglise et pour le monde. Il concerne les bases mêmes de la théologie morale fondamentale, avec des

répercussions immédiates sur le comportement des hommes.

Nul n'ignore que la morale chrétienne est remise en cause dans ses fondements mêmes. Il est vrai que la révélation propose un style spécifique de vie, que le magistère interprète authentiquement et applique aux nouveaux développements de la vie. Mais on l'oublie parfois facilement. Aujourd'hui, de plus, on conteste les principes mêmes de l'ordre moral objectif (cf. *Dignitatis humanae*, 7). La conséquence, c'est que l'homme d'aujourd'hui est déconcerté. On ne sait plus où est le bien et où est le mal ; on ne sait plus à quels critères se fier. Un certain nombre de chrétiens connaissent ce même doute parce qu'ils ont perdu confiance tant dans la notion de morale naturelle que dans les enseignements positifs de la révélation et du magistère. On s'est abandonné à une philosophie pragmatique en prêtant l'oreille aux thèses du relativisme.

La séparation entre la morale et la religion

Nous pensons que l'une des causes, et peut-être la principale, de cette désagrégation de la mentalité de l'homme d'aujourd'hui, c'est non seulement la distinction, mais la séparation radicale qui existe entre la doctrine et la pratique en matière de morale et de religion. En refusant à la religion toute raison d'être, on prive la morale de ses fondements ontologiques et de ses finalités supérieures.

Le développement presque instinctif chez les jeunes d'aujourd'hui, dans des phénomènes vastes et significatifs, de certaines formes de spiritualité orientées vers un mysticisme assoiffé d'absolu et se manifestant sous des formes spontanées et tendues, nous fait découvrir à la base de tout cela le vide qui a été creusé par les dogmes négatifs du sécularisme et par la pseudo-libération du laïcisme intransigeant actuellement à la mode. Il nous semble que dans ce vide nous pouvons discerner la décadence morale de tous les principes qui affermissent la conscience subjective. La triste conséquence en est la diffusion d'une délinquance non plus seulement passionnelle et individuelle, mais collective, habilement et basement organisée, et en même temps la licence hédoniste et permissive, où les sens prennent le pas sur la maîtrise de soi gouvernée par la raison, ou sur les justes normes sociales.

Permettez-nous d'illustrer ces brèves et simples observations par un texte d'un homme qui fut grand et bon et dont l'apologie de la « Morale catholique » nous donne des enseignements qui n'ont rien perdu de leur valeur : « Certes, indépendamment de la religion, les hommes ont, sur ce qui est juste et injuste, des idées qui constituent une science morale. Mais cette science est-elle complète ? Est-ce raisonnable de s'en contenter ? Est-ce pour la morale une condition ou une imperfection d'être dis-

(1) On en trouvera la nouvelle liste dans la *DC*, n° 1660 (sept. 1974), p. 759.

(2) Textes latin et italien dans *l'Osservatore Romano* des 16-17 et 18 décembre 1974. Traduction et sous-titres de la *DC*..

tincte de la théologie ? Voilà la question. La poser, c'est la résoudre. Parce que finalement cette science est imparfaite, variée, obscure sur tant de points. Il lui manque des connaissances très importantes sur Dieu, et par conséquent sur l'homme et la portée de la loi morale ; sur le pourquoi de la répugnance que l'homme éprouve trop souvent à observer même la partie de cette loi qu'il connaît et reconnaît ; sur l'aide dont il a besoin pour s'y conformer pleinement. C'est cette science que Jésus-Christ a voulu réformer lorsqu'il nous a dit ce qu'il faut faire et pourquoi il faut le faire, lorsqu'il a donné des règles pour nos sentiments, nos paroles, nos désirs ; lorsqu'il a réduit tout amour et toute haine à des principes qu'il a déclarés éternels, infaillibles, uniques, universels. Il a alors uni la philosophie morale à la théologie. L'Eglise pouvait-elle les séparer ? » (A. MANZONI, *Osservazioni sulla morale cattolica*, I, chap. III.)

L'enseignement moral de l'Eglise accusé d'être dépassé

Outre cette séparation entre la morale et la religion, et spécialement l'enseignement de l'Eglise sur certains grands problèmes moraux (comme la contraception, l'avortement, la stérilisation, l'euthanasie...), un autre point crucial à propos de la doctrine morale de l'Eglise, c'est qu'on estime bien souvent que son enseignement est dépassé. L'évolution historique des idées et des mœurs, l'actualité de la pensée à la mode conduiraient à rejeter les thèses de la doctrine morale de l'Eglise pour suggérer, et même justifier, un changement de l'enseignement moral catholique et un relativisme favorable aux tendances « amORALES » de la vie moderne. En proclamant la liberté totale, on fait disparaître le sens du devoir et de l'obligation morale, même sur des points manifestement graves qui obligent aussi bien dans la vie personnelle que dans la vie sociale (par exemple le divorce, l'homosexualité, les expériences avant le mariage, etc.). L'équilibre moral de la personne et de la société est indubitablement compromis si l'on admet de tels critères, contraires aux principes moraux, juridiques et politiques et, à plus forte raison, aux principes de la vie chrétienne. Si Nietzsche avait été reconnu comme le prophète du monde moderne, que resterait-il de l'Evangile et où pourrait finir ce monde moderne ?

Une morale nourrie de l'Ecriture

Il est donc excellent que vous ayez choisi de traiter du problème moral sous l'aspect fondamental des critères de l'action.

La Sainte Ecriture, dont le décret *Optatam totius* (n° 16) a voulu que soit « davantage nourri » l'exposé scientifique de la théologie morale, sera au premier plan de vos recherches. Vous contribuerez à faire avancer les études sur le recours à la révélation pour déterminer les lois morales conformément aux exigences légitimes de la foi, de l'exégèse et de l'herméneutique. Vous soulignerez les grandes orientations de la morale biblique : participation au mystère pascal par le baptême, avec les exigences qui

en découlent (Rm 8) ; vie dans l'Esprit (Ga 5) ; recherche de la justice du Royaume de Dieu (discours sur la montagne, Mt 5-7) ; communion du chrétien avec Dieu qui est vie, amour, lumière (1 Jn). Vous soulignerez la présence dans l'Ecriture de préceptes précis sur les rapports avec Dieu et avec nos frères, sur la charité, la justice, la tempérance.

Il est primordial et indispensable, dans la recherche des sources de la connaissance morale chrétienne, de recourir aux points fermes de la Révélation biblique, qui parlent à l'homme de tous les temps au plus profond de lui-même, et dont le sens doit être opportunément éclairé, avec l'aide du magistère. Et ce même magistère estime que votre thème est vital parce que — comme il l'a fait récemment pour le dramatique problème de l'avortement — il ne peut garder le silence devant des choix fondamentaux pour le comportement des hommes et parce qu'il doit aider les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté à agir d'une façon responsable et correcte.

Il s'agit donc d'indiquer, au nom du Christ, le chemin qui conduit au salut, en continuant et en actualisant son action en tant que lumière des hommes et source de la grâce. Cette action ne se situe pas seulement sur le plan théorique de la vérité qu'il faut croire, mais aussi sur le plan existentiel et eschatologique de la vérité qu'il faut vivre : « la foi qu'il faut croire et faire passer dans la vie » (cf. *Lumen gentium*, 25).

Esprit de collaboration

Le temps prévu pour cette rencontre ne vous suffira certainement pas pour traiter une question si vaste, mais vous devrez poursuivre votre effort pour rechercher la vérité de Dieu. Nous vous souhaitons, pour maintenant, de travailler à un rythme serein et constructif, et pour l'avenir d'apporter une lumière de plus en plus grande au progrès de la doctrine. Nous sommes certain que votre collaboration mutuelle, dans le respect tant des attributions de chacun que des finalités générales de la Commission théologique, sera précieuse pour ce but si grand et si nécessaire à l'Eglise en ce moment où l'on a grand besoin de clarté dans les idées et de fermeté dans l'action. Nous souhaitons que soit féconde et harmonieuse la collaboration avec les commissions des différentes Conférences épiscopales, avec les dicastères du Saint-Siège, avec le Synode des évêques, et surtout — et cette collaboration devra être précisée et développée toujours davantage — avec la « Consulte » de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, qui est un organisme complémentaire et semblable au vôtre en raison de l'universalité de ses membres, de son souci d'interdisciplinarité, de sa compétence professionnelle, du service généreux et désintéressé qu'il rend au Saint-Siège.

Nous invoquons sur vous la lumière et la grâce de l'Esprit-Saint et nous demandons avec ferveur « que votre amour abonde encore, et de plus en plus, en clairvoyance et en parfaite sensibilité pour discerner ce qui convient le mieux » (Ph 1, 9). De tout cœur, à vous et à votre travail, nous donnons une Bénédiction apostolique particulière.

LA PLACE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI

En recevant, le 7 décembre, les participants au Congrès des juristes catholiques italiens, Paul VI leur a adressé l'allocution ci-après dans laquelle il a énoncé quelques principes fondamentaux à propos du thème de leurs travaux : la place de la femme dans la société d'aujourd'hui (1) :

Votre présence ici, chers juristes catholiques d'Italie, au terme de votre Congrès sur « la femme dans la société italienne d'aujourd'hui », évoque en nous de vieux et récents souvenirs, tant de votre Union que de vos personnes. C'est pourquoi nous vous souhaitons la plus cordiale bienvenue. Le thème que vous avez choisi est si important qu'il mériterait d'être développé d'une façon beaucoup plus large qu'il nous est possible de le faire en ces brefs instants. Nous désirons cependant vous présenter quelques réflexions, qui, sans être nouvelles pour vous, contribueront à voir dans une perspective globale et universelle ce problème particulièrement actuel au seuil de l'Année mondiale de la femme organisée par les Nations Unies pour 1975.

Vous savez que l'Eglise elle aussi, et elle surtout, est directement intéressée par les questions concernant la présence et le rôle de la femme dans la société d'aujourd'hui à tous les niveaux. C'est précisément pourquoi nous avons institué une Commission spéciale pour l'étude des problèmes de la femme.

L'évolution liée au passage d'une société agricole à une société industrielle

Comme quiconque observe les réalités actuelles, nous ne pouvons pas ne pas voir le processus de transformation socio-culturelle qui a entraîné notamment d'importants changements dans la position et le rôle de la femme. Le passage assez rapide d'une société surtout agricole à un nouveau type de société caractérisé par l'industrialisation, avec les phénomènes qui l'accompagnent — urbanisation, mobilité et instabilité de la population, transformation de la vie familiale et des relations sociales — a mis la femme elle aussi au centre d'une crise des institutions et des mœurs qui n'est encore pas résolue et dont les répercussions se sont fait sentir surtout sur les rapports familiaux, sur la mission éducative, sur l'identité même de la femme en tant que telle et sur toute la façon qui lui est propre de s'insérer dans la vie sociale par le travail, les amitiés, l'action caritative et les loisirs. L'esprit religieux et, en conséquence, la pratique religieuse, s'en sont aussi ressentis. C'est pourquoi nous nous trouvons aujourd'hui devant des phénomènes d'une grande portée : spécialement l'égalité et l'émancipation croissantes de la femme par rapport à l'homme ; une nouvelle conception et une nouvelle interprétation de ses rôles d'épouse, de mère, de fille, de sœur ; son accession toujours plus

large au travail professionnel, avec des spécialisations toujours plus poussées ; sa tendance accentuée à préférer travailler en dehors de chez elle, ce qui ne va pas sans dommages pour les rapports conjugaux et surtout l'éducation des enfants, précocement émancipés de l'autorité des parents, et spécialement de la mère.

Il est clair que tout ne doit pas être considéré comme négatif dans ce nouvel état de choses. Dans ce contexte, peut-être pourra-t-il même être plus facile pour la femme d'aujourd'hui et de demain de déployer en plénitude toutes ses énergies. Les expériences erronées de ces dernières années pourront elles-mêmes être utiles si dans la société s'affirment les sains principes de la conscience universelle, pour parvenir à un nouvel équilibre dans la vie familiale et sociale.

Vœux pour la situation de la femme dans la nouvelle société

Le vrai problème consiste précisément à reconnaître, respecter et, lorsque cela est nécessaire, retrouver les principes qui constituent des valeurs irremplaçables pour la culture d'un peuple évolué. Nous les rappellerons brièvement : d'abord la différence de fonctions et de nature de la femme par rapport à l'homme, d'où découle l'originalité de son être, de sa psychologie, de sa vocation humaine et chrétienne ; sa dignité, qui ne doit pas être avilie, comme il arrive trop souvent, qu'il s'agisse des mœurs, du travail, de la promiscuité sans discrimination, de la publicité ou des spectacles ; et nous ajouterons : la primauté qui revient à la femme sur tout le domaine humain où se posent plus directement les problèmes de la vie, de la souffrance, de l'assistance, surtout dans la maternité.

De sorte que nous pouvons résumer ainsi ces simples notes sur le développement de la situation de la femme dans la nouvelle société :

Nous formulons volontiers le vœu que lui soient reconnues la plénitude des droits civils, comme à l'homme, s'il n'en est pas déjà ainsi ;

Qu'il soit rendu réellement possible à la femme d'exercer les mêmes fonctions professionnelles, sociales et politiques que l'homme, selon ses capacités personnelles ;

Que, loin d'être méconnues, soient honorées et protégées les prérogatives propres de la femme dans la vie conjugale, familiale, éducative et sociale ;

Que soit rappelée et défendue la dignité de sa personne et de son état de célibataire, d'épouse ou de veuve, et que soit donnée à la femme l'assistance qui convient, spécialement lorsque le mari est absent, impotent, en prison, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas en mesure de remplir sa fonction dans la famille.

Marie, modèle d'une juste promotion de la femme

Tous ces principes et ces valeurs, s'ils sont respectés, assurent à la femme sa grandeur véritable, unique, inégalable. Ainsi que nous l'avions dit en une autre occasion : « Pour nous, la femme est une vision de pureté virginale, qui restaure les sentiments affectifs et moraux les plus élevés du cœur humain. Pour nous, elle est dans la solitude de l'homme l'appa-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 8 décembre 1974. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

rition de sa compagne qui sait le don suprême de l'amour, la valeur de la collaboration et de l'aide, la force de la fidélité et de la diligence, l'héroïsme habituel du sacrifice. Pour nous, elle est la mère — inclinons-nous, — la source mystérieuse de la vie humaine, où la nature reçoit encore le souffle de Dieu, créateur de l'âme immortelle. Pour nous, elle est la créature la plus docile à toute formation et, par conséquent, apte à toutes les fonctions culturelles et sociales, particulièrement à celles qui sont le plus congénitales à sa sensibilité morale et spirituelle. Pour nous, elle est l'humanité qui a la meilleure attitude devant l'attrait religieux, l'humanité qui, lorsqu'elle suit sagement cet attrait, s'élève et se sublime dans l'expression la plus authentique de la féminité; l'humanité qui, lorsqu'elle chante, prie, soupire ou pleure, semble converger naturellement vers une figure unique et suprême, immaculée et douloureuse, la Femme privilégiée, bénie entre toutes les femmes, Marie, la Vierge mère du Christ. » (A la Société italienne d'obstétrique et de gynécologie, 29 octobre 1966; AAS 58, 1966, p. 1168) (2).

Bien au-delà des conditions et des problèmes d'ordre sociologique, notre ministère apostolique propose à tous, sur le plan théologique et spirituel, comme point de référence pour résoudre aussi de nombreuses questions terrestres, familiales et sociales, cette créature à laquelle le Christ, son Fils, a donné à plusieurs reprises le nom significatif de « femme ». Et il voudrait encourager la femme d'aujourd'hui à regarder vers ce modèle d'une juste promotion de la femme, resplendissante d'une beauté vraie et d'une sainteté sans tache, comme nous le rappelle la fête de demain.

C'est avec ces vœux, qui jaillissent de notre cœur, que nous vous donnons notre bénédiction.

(2) DC 1966, n° 1482, col. 1923 (NDLR).

NOËL, MYSTÈRE DE L'AMOUR DE DIEU POUR NOUS

Audience générale du 18 décembre (1)

Aujourd'hui encore nous parlerons de la fête de Noël qui approche. Il y a mille façons de parler de cet événement de l'histoire humaine, de cette fête du cycle liturgique, de ce mystère de réflexion spirituelle. Noël est quelque chose de si important que si on le nie, si on le recouvre de silence ou d'indifférence, on dépouille la conception du monde de sa lumière centrale, on se condamne à ignorer la clé qui donne l'explication de notre vie et de l'univers, on recouvre toute chose du voile d'un mystère obscur, alors que le mystère lumineux de Noël éclaire tout de son éclat fascinant. Essayons de concentrer notre attention sur cette réalité que l'on appelle Noël, et considérons, ne serait-ce qu'un instant, notre première réaction. C'est comme si, vivant habituellement dans une pièce fermée, nous en ouvrons la fenêtre et nous voyons le spectacle d'une belle nuit d'été toute parsemée d'étoiles

innombrables, de mondes et d'espaces infinis : l'univers, la réalité immense et silencieuse qui nous entoure et dont nous ne sommes qu'une partie infime, mais non moins réelle. Pascal se disait effrayé par le silence des espaces infinis (*Pensées*, 206). Et nous, en contemplant la réalité, la profondeur de Noël, c'est-à-dire de la venue du Christ dans le monde, de l'Incarnation du Verbe de Dieu, comme l'Évangile nous la présente et comme la foi nous aide à la comprendre dans une certaine mesure, quelle émotion immédiate, quelle secousse intérieure, quel sentiment éprouvons-nous ? Il nous semble que le sentiment spontané et dominant suscité par l'annonce d'une réalité dont l'histoire et la foi nous disent qu'elle est certaine, est et doit être l'émerveillement, c'est-à-dire la surprise qui, tout de suite, se transforme en admiration, une admiration extatique et exaltante, infinie et inépuisable : Dieu avec nous, comme nous, pour nous, dans une crèche, avec cette humilité qui émerveillait saint Augustin plus que tout autre aspect : « Lui si haut est venu dans l'humilité » (En. in Ps. 31, 18; PL 36, 270; *Sermo* 30, 7, PL 38, 191, etc.).

Cet émerveillement, qui constitue l'atmosphère de toute la vie chrétienne, ne doit pas nous apparaître comme une création artificielle de notre spiritualité s'il se situe sur le plan surnaturel. La religion chrétienne se situe tout entière sur un plan plus élevé que celui de notre vie naturelle, et elle nous présente continuellement des vérités, des modèles, des expériences qui dépassent le niveau normal de notre vie. Malheureusement, nous avons tendance à nous habituer à toutes les manifestations du mystère de Dieu qui nous admet en sa présence, avec lequel nous pouvons converser (cf. Ep 1, 1-10). Nous nous méfions à juste titre des mythes, c'est-à-dire de la facilité avec laquelle nous insérons notre imagination créatrice dans la conception idéale de notre monde. Or ici, dans le cadre authentique de notre foi, la fantaisie ne crée pas, mais elle nous aide peut-être à trouver des analogies, des paraboles, des images artistiques pour les vérités divines qui dépassent les capacités directes de notre intelligence. Et si, d'autre part, les paroles par lesquelles la révélation énonce ces vérités sont hyperboliques, elles nous invitent à faire effort pour nous élever à ce « Royaume des cieux » auquel nous ne pouvons atteindre sans être envahis de stupeur, d'émerveillement, d'admiration. Nous citerons comme elles nous viennent certaines expressions de l'Écriture qui semblent destinées à alimenter en nous cet état d'esprit supérieur que, dans le langage chrétien, nous appellerons simplement dévotion, ferveur, joie, enivrement spirituel (cf. l'hymne de saint Ambroise : « *Laeti bibamus sobriam ebrietatem Spiritus* ») et que saint François de Sales continue à nous enseigner avec sa célèbre *Introduction à la vie dévote* (cf. aussi S. Th. II-II, 82, 3 et 4). Saint Paul ne dit-il pas, par exemple : « Alors que nous étions encore pécheurs... et ennemis de Dieu, nous avons été réconciliés avec lui. » (Rm 5, 8-10.) « Nous étions voués à la colère, mais Dieu est riche en miséricorde; à cause du grand amour dont il nous a aimés, alors que nous étions morts à cause de nos fautes, il nous a donné la vie avec le Christ. » (Ep 2, 4-5) ? Saint Paul nous parle aussi de cet

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 19 décembre 1974. Traduction et titre de la DC.

amour de Dieu pour nous qui, dit-il, « surpasse toute connaissance » (Ep 3, 19). Et saint Jean l'évangéliste nous dit : « Voici ce qu'est l'amour (de Dieu) : ce n'est pas nous qui avons aimé Dieu, c'est lui qui nous a aimés et qui a envoyé son Fils en victime d'expiation pour nos péchés. » (1 Jn 4, 10.)

Nous pourrions poursuivre. Mais ces citations de l'Écriture nous orientent vers le centre du mystère chrétien qui, dans la célébration de Noël, doit éclairer tous les sentiments religieux et humains que cette fête fait naître : Noël est un mystère de l'amour de Dieu pour nous, dans le Christ. Si l'on ne voit pas dans la fête de Noël cet éclatant amour de Dieu qui précède et prépare Pâques, on est comme un aveugle devant le soleil. C'est cela la révélation chrétienne. Nous devons faire nôtre cette autre parole de saint Jean : « Nous connaissons, pour y avoir cru, l'amour que Dieu manifeste au milieu de nous. » (1 Jn 4, 16.) C'est la réponse que saint Anselme, avec toute la théologie catholique, donne à la question : « Pourquoi Dieu s'est-il fait homme ? » (Cf. *PL* 158, p. 159 et s. ; et cf. *Sa belle prière*, p. 769.) Avec notre Bénédiction apostolique.

MESSAGE DE NOEL

Le soir de Noël, avant la messe de minuit, Paul VI a solennellement ouvert la Porte sainte de la basilique Saint-Pierre, cérémonie qui a été retransmise en eurovision par 45 réseaux de télévision. Le jour de Noël, après la messe du jour célébrée dans la basilique Saint-Pierre, il a prononcé de la loggia de la basilique le message ci-après (1) :

Frères et Fils de Rome et du monde entier !

Qu'il est beau, qu'il est grand, qu'il est prophétique de répéter, en cette heure bénie et de ce lieu choisi, l'heureuse annonce de l'ange : « Ne craignez pas, car voici que je vous communique une bonne nouvelle — l'Évangile par excellence ! —, une bonne nouvelle qui est une grande joie pour tout le peuple : aujourd'hui, dans la cité de David — à Bethléem — un Sauveur vous est né, qui est le Christ Seigneur ! » (Lc 2, 10-11.) Annonce joyeuse, annonce historique, annonce libératrice, annonce messianique, qui ouvre le ciel, en dégage la route, en laisse entrevoir la profondeur mystérieuse et surnaturelle ; annonce incomparable aussi, qui inonde la terre de paix et d'allégresse ! De même que, pour nous, le ministère apostolique qui nous fait répéter non seulement l'écho, mais les magnifiques paroles de ce message prophétique, est un motif de joie intime et mystique, de même nous voudrions qu'il soit pour vous — pour vous tous, fidèles ou appelés à la foi — une source de bonheur et d'espérance. C'est la liturgie inaugurale, cosmique et ineffable, qui célèbre par ce chant la nouvelle

alliance entre le Dieu de l'éternité et les hommes de l'histoire, entre le ciel et la terre, entre la gloire du royaume — pour nous encore invisible et à venir — et la scène du monde, splendide et tourmentée, dans laquelle, nous qui sommes tous vivants et pèlerins dans le temps, nous sommes, pendant un instant fugitif, les protagonistes responsables et heureux.

Nous devons imprimer en nos cœurs ce moment béni, qui révèle la vérité religieuse et existentielle de notre vie, et qui, tel un éclair lumineux, nous permet de découvrir le panorama de l'authentique situation humaine et le but offert à notre destinée.

Frères, nous tous qui participons à une même vocation transcendante, nous devons donc, de cette clairvoyante et providentielle vision de Noël fixer en nous la sage leçon : Noël est la première, la grande page de la pensée chrétienne. Nous le devons pour fuir les ténèbres de la nuit dans laquelle nous sommes fatalement plongés malgré les innombrables efforts — dont beaucoup sont valables et louables — pour allumer quelque lueur d'intelligence et d'intuition sur le chemin obscur et périlleux de nos pas.

Mais voici Noël, le Messie, c'est-à-dire le guide, le Maître est venu ; voici Jésus, le Sauveur, qui nous révèle le Père. Le Père, c'est-à-dire la Bonté vigilante, sage, pleine d'amour, le Dieu vivant. Et voici alors une seconde révélation — personnifiée dans le Christ Jésus — portant sur l'humanité, sur l'histoire, sur la société, sur chacune de nos existences. Combien, combien en fin de compte est étendu notre savoir ! Nous ne savons pas tout, certainement, mais peut-être en savons-nous trop. Théologie et humanisme sont des registres de sagesse incomparable qui, pour celui qui sait les découvrir, forment le berceau dans lequel repose l'Enfant Jésus.

Voilà ce que nous voulons aujourd'hui rappeler à votre méditation, à votre dévotion : c'est là et c'est comme cela qu'est le christianisme ; c'est là et c'est comme cela qu'est notre science de la vie ; c'est là et c'est comme cela qu'est notre foi !

Heureux sommes-nous si nous savons résoudre la difficulté toujours oppressante qui oppose la figure fantastique et hyperbolique caractérisant l'idée grandiose, que nous nous faisons et que nous nous faisons peut-être encore aujourd'hui, de la divinité faite humanité, à la figure humble, pauvre, désarmée, silencieuse du Fils de Dieu qui s'est fait Fils de l'homme.

Heureux sommes-nous donc, nous surtout, membres d'une société néo-humaniste, comme on dit, dans laquelle, avec des contrastes flagrants qui érigent en formules rigide institutionnalisées les conflits de nations, de races, de classes, de personnes ou d'intérêts particuliers, s'affirment toutefois les idéaux dynamiques des droits humains, de l'égalité, de la solidarité et de la paix. Heureux sommes-nous si nous savons découvrir dans la petitesse de Jésus Enfant, demain crucifié, l'homme par excellence, le « premier-né de toute créature » (Col 1, 15), le frère de tous, le défenseur des pauvres, l'ami des petits, le compagnon de ceux qui souffrent, le rédempteur des pécheurs, en un mot notre Sauveur. Rappelons-le : il est le modèle et le maître. C'est donc à Lui que, en vertu de notre ministère apostolique, nous demandons, pour l'Année sainte qui vient de commencer, une bénédiction régénérante.

Paul VI a ensuite exprimé ses vœux de Noël successivement en italien, en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en portugais, en grec, en polonais, en russe, en chinois et en latin.

(1) Traduction publiée par la Salle de presse du Saint-Siège.

ALLOCUTION A DES EVEQUES CANADIENS

Recevant, le 14 décembre, des évêques canadiens de la région de Montréal (NN. SS. Grégoire, Fortier, Sanschagrin, Bélanger, Audet, Coderre et Hubert), venus à Rome pour la visite « ad limina », Paul VI leur a adressé l'allocution ci-après (1) :

Frères très chers,

Vous avez manifesté le désir d'être reçus ensemble, car vous travaillez déjà étroitement unis au niveau de la région de Montréal, comme le font du reste vos confrères dans les autres régions apostoliques du Québec, et de tout le Canada. Vous voulez adopter une pastorale concertée, et vous cherchez à mettre en œuvre les structures adéquates.

Cet entretien ne peut être prolongé autant que nous l'aurions voulu. Mais nous vous félicitons de cette préoccupation qui est vôtre de nous informer amplement et loyalement de la vie de vos diocèses, dans un dialogue confiant ; ainsi pourrons-nous porter plus facilement le souci de vos communautés, et l'intégrer dans celui de l'Eglise universelle, au service de laquelle d'ailleurs vous êtes solidaires avec nous. Les rapports précis que vous laissez ici nous serviront et serviront à nos collaborateurs des divers dicastères pour mieux vous accompagner dans vos efforts pastoraux.

Comment préparer la génération chrétienne de demain ?

Votre pays subit, semble-t-il, une évolution très profonde, au plan culturel, social, économique, et cela affecte au premier chef la situation religieuse. Courageusement, avec lucidité, vous regardez cette situation en face, cherchant la pastorale de la pensée, la pastorale sacramentelle, la pastorale d'action capables d'y répondre aujourd'hui et de préparer pour demain les nouvelles générations chrétiennes. Comment vivront-elles leur foi et leur attachement à l'Eglise ? Comment prieront-elles ? Comment témoigneront-elles des béatitudes dans une société marquée par la consommation matérielle ? Comment garderont-elles le souci de ceux qui sont moins favorisés, dans leur pays ou à l'étranger ? C'est tout l'enjeu de la formation doctrinale et spirituelle qui vous incombe.

La cohésion entre les diverses tendances

Nous supposons que le problème délicat, pour vous Pasteurs, est de maintenir la cohésion respectueuse entre toutes les forces vives chrétiennes, entre ceux qui sont tentés de s'engager sur des chemins aventureux, à la recherche d'un « aggiornamento » pas suffisamment mûri, et ceux qui sont déroutés, à juste titre souvent, par des changements qui leur semblent un affadissement. Il ne faut léser ni la vérité ni la charité. C'est là que l'on comprend la nécessité d'une conversion sincère à la volonté de Dieu et d'une réconciliation plénière entre disciples du Christ. Nous espérons que l'Année sainte a contribué et contribuera à favoriser ces démarches capitales, pour que l'Eglise connaisse une nouvelle vigueur, au Canada et partout.

Nos vœux chaleureux et notre prière vous accompagnent dans votre lourd ministère. Que l'Esprit-Saint vous guide de sa lumière et de sa force. Que l'espérance de l'Avent habite vos cœurs. Et nous, Frères très chers, nous vous bénissons, avec tout le peuple chrétien dont vous êtes les Pasteurs.

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 15 décembre 1974. Sous-titres de la DC.

NOTIFICATION DE LA CONGREGATION POUR LE CULTE DIVIN SUR LE MISSEL DE PAUL VI (1)

Dans sa notification du 14 juin 1971, la congrégation pour le Culte divin a précisé, avec l'approbation du Souverain Pontife, quel est le rôle des Conférences épiscopales pour établir la traduction des livres liturgiques dans les langues vernaculaires et quelles sont les règles à suivre pour demander et obtenir du Saint-Siège la confirmation de ces traductions (2).

Les traductions ont progressivement été réalisées dans le monde entier et il s'est écoulé maintenant suffisamment de temps pour que ce travail soit presque achevé.

Dans le cas du Missel romain, quand une Conférence épiscopale a décidé que, sur son territoire, doit être adopté le Missel romain en langue du pays, ou même seulement une de ses parties (par exemple : l'*Ordo Missae*), à partir de ce moment-là, la messe ne peut plus être célébrée, en latin comme dans la langue vernaculaire, que selon le rite du Missel romain promulgué par l'autorité de Paul VI, le 3 avril 1969 (3).

Cette S. congrégation a édicté des normes en faveur des prêtres qui, à cause de leur âge ou de leur infirmité, éprouvent de graves difficultés à observer le Nouvel Ordo du Missel romain ou le lectionnaire de la messe. Selon ces normes, il est clair que l'Ordinaire peut autoriser ces prêtres à conserver, en tout ou en partie, le Missel romain selon l'édition typique de 1962 avec les modifications décrétées en 1965 et 1967, mais *seulement* pour la célébration de la messe *sine populo*. Les Ordinaires ne peuvent donc accorder cette autorisation pour les messes célébrées *cum populo*.

Que les Ordinaires locaux ou les Ordinaires des religieux veillent plutôt à ce que l'*Ordo Missae* du Nouveau Missel romain soit reçu *comme il se doit* (*recte accipiat*) par tous les prêtres et les fidèles du rite romain, étant saufs les rites liturgiques non romains légitimement reconnus par l'Eglise, mais nonobstant le prétexte de quelque coutume que ce soit, même immémoriale. Qu'ils veillent aussi à ce que cet *Ordo Missae* soit l'objet d'un plus grand zèle et d'une grande piété pour y découvrir les trésors de la Parole de Dieu et de la doctrine liturgique et pastorale qu'il contient.

Au siège de la congrégation pour le Culte divin, le 28 octobre 1974.

James R. card. KNOX,
préfet.

A. BUGNINI,
archev. tit. de *Diocleziana*,
secrétaire.

(1) *Notitiae*, nov. 1974, p. 353. Traduction française du texte latin diffusée par le Secrétariat national (français) de l'opinion publique. Titre de la DC.

(2) DC 1971, n° 1589, p. 610 (NDLR).

(3) Cf. l'« Ordonnance pour l'usage du Missel de Paul VI » publiée par les évêques français lors de leur dernière Assemblée plénière (DC 1974, n° 1665, p. 1014 - NDLR).

Actes du Saint-Siège

Les relations entre catholiques et juifs

COMMISSION POUR LES RELATIONS RELIGIEUSES AVEC LE JUDAISME (*)

ORIENTATIONS ET SUGGESTIONS POUR L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION CONCILIAIRE "NOSTRA AETATE", N° 4 (**)

Datée du 28 octobre 1965, la déclaration *Nostra Aetate* du II^e Concile du Vatican, « sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes » (n. 4), représente un tournant important dans l'histoire des rapports entre juifs et catholiques.

L'initiative conciliaire s'est d'ailleurs inscrite dans une conjoncture profondément modifiée par le souvenir des persécutions et des massacres de juifs qui se sont déroulés en Europe juste avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

Bien que le christianisme soit né dans le judaïsme et qu'il en ait reçu certains éléments essentiels de sa foi et de son culte, le fossé s'est creusé de plus en plus au point d'en arriver presque à une méconnaissance de part et d'autre.

Après deux millénaires, marqués trop souvent par une ignorance mutuelle et de fréquents affrontements, la Déclaration *Nostra Aetate* donnait l'occasion d'engager ou de poursuivre un dialogue visant à une meilleure connaissance réciproque. Durant les neuf années écoulées, de nombreuses initiatives ont été prises en divers pays. Elles ont permis de mieux discerner les conditions dans lesquelles peuvent s'élaborer et se développer de nouvelles relations entre juifs et chrétiens. Le moment semble venu de proposer, selon les orientations du Concile, quelques suggestions concrètes, fruits de l'expérience, en espérant qu'elles aideront à réaliser dans la vie de l'Eglise les intentions exposées par le document conciliaire.

Tout en renvoyant à ce document, rappelons simplement ici que les liens spirituels et les relations historiques rattachant l'Eglise au judaïsme condamnent comme opposée à l'esprit même du christianisme toute forme d'antisémitisme et de discrimination que la dignité de la personne humaine, à elle seule, suffit d'ailleurs

à condamner. Bien mieux, ces liens et relations imposent le devoir d'une meilleure compréhension réciproque et d'une estime mutuelle renouvelée. De façon positive, il importe donc, en particulier, que les chrétiens cherchent à mieux connaître les composantes fondamentales de la tradition religieuse du judaïsme et qu'ils apprennent par quels traits essentiels les juifs se définissent eux-mêmes dans leur réalité religieuse vécue.

Dans la ligne de telles considérations de principe, nous proposons simplement quelques premières applications pratiques en divers domaines essentiels de la vie de l'Eglise, en vue d'inaugurer ou de développer de façon saine les relations entre les catholiques et leurs frères juifs.

I. — Dialogue

En vérité, les relations entre juifs et chrétiens, quand il y en avait, n'ont, en général, guère dépassé le monologue : il importe d'établir désormais un vrai dialogue.

Le dialogue suppose le désir de se connaître mutuellement et de développer et approfondir cette connaissance. Il constitue un moyen privilégié pour favoriser une meilleure connaissance mutuelle et, particulièrement dans le cas du dialogue entre juifs et chrétiens, pour approfondir les richesses de sa tradition propre. La condition du dialogue est le respect de l'autre tel qu'il est, de sa foi surtout et de ses convictions religieuses.

En vertu de sa mission divine, l'Eglise par nature doit annoncer Jésus-Christ au monde (*Ad Gentes*, 2). Pour éviter que ce témoignage rendu à Jésus-Christ n'apparaisse aux juifs comme une agression, les catholiques auront le souci de vivre et d'annoncer leur foi dans le plus rigoureux respect de la liberté religieuse telle qu'elle a été enseignée par le II^e Concile du Vatican (*Déclaration Dignitatis Humanae*). Ils s'efforceront également de comprendre les difficultés que l'âme juive, justement imprégnée d'une très haute et très pure notion de la transcendance divine, éprouve devant le mystère du Verbe incarné.

S'il est vrai que dans un tel domaine il règne encore un climat de suspicion assez répandu, motivé par un passé déplorable, les chrétiens, de leur côté, sauront reconnaître leur part de

(*) Cette Commission a été créée le 22 octobre 1974 (cf. DC 1974, n° 1664, p. 959 — *Infra*, n° V).

(**) Texte publié par la Polyglotte vaticane. Ce document a été publié en italien dans *L'Osservatore Romano* du 4 janvier 1975. On en trouvera plus loin, p. 61, le texte de présentation.

Le numéro 4 de la Déclaration *Nostra Aetate* sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes a pour titre : « La religion juive » (DC 1965, n° 1458, col. 1828).

responsabilité et en tirer les conséquences pratiques pour l'avenir.

Outre les entretiens fraternels, on encouragera aussi la rencontre de personnes compétentes, en vue d'étudier les multiples problèmes liés aux convictions fondamentales du judaïsme et du christianisme. Une grande ouverture d'esprit, la défiance à l'égard de ses propres préjugés, le tact, sont des qualités indispensables pour ne point blesser, même involontairement, ses interlocuteurs.

Dans les circonstances où cela sera possible et mutuellement souhaitable, on pourra favoriser une rencontre commune devant Dieu, dans la prière et la méditation silencieuse, si efficace pour faire naître cette humilité, cette ouverture d'esprit et de cœur, nécessaires pour la connaissance profonde de soi-même et des autres. On le fera en particulier à propos de grandes causes comme celles de la justice et de la paix.

II. — Liturgie

On se souviendra des liens qui existent entre la liturgie chrétienne et la liturgie juive. La communauté de vie dans le service de Dieu et de l'humanité pour l'amour de Dieu, tel qu'il se réalise dans la liturgie, caractérise la liturgie juive comme la chrétienne. Pour les relations judéo-chrétiennes, il importe de prendre connaissance des éléments communs de la vie liturgique (formules, fêtes, rites, etc.) où la Bible tient une place essentielle.

On s'efforcera de mieux comprendre ce qui, dans l'Ancien Testament, garde une valeur propre et perpétuelle (cf. *Dei Verbum*, 14-15), celle-ci n'étant pas oblitérée par l'interprétation ultérieure du Nouveau Testament qui lui donne sa signification plénière, alors qu'il y trouve réciproquement lumière et explication (cf. *ibid.*, 16). Cela est d'autant plus important que la réforme liturgique met les chrétiens de plus en plus fréquemment en contact avec les textes de l'Ancien Testament.

Dans le commentaire des textes bibliques, sans minimiser les éléments originaux du christianisme, on mettra en lumière la continuité de notre foi avec celle de l'Alliance ancienne, dans la ligne des promesses. Nous croyons que celles-ci ont été accomplies lors du premier avènement du Christ, il n'en est pas moins vrai que nous sommes encore dans l'attente de leur parfait achèvement lors de son retour glorieux à la fin des temps.

En ce qui concerne les lectures liturgiques, on prendra soin d'en donner, dans l'homélie, une interprétation juste, surtout quand il s'agit de passages qui semblent placer le peuple juif en tant que tel sous un jour défavorable. On s'efforcera d'instruire le peuple chrétien de telle façon qu'il arrive à comprendre tous les textes dans leur véritable sens et dans leur signification pour le croyant d'aujourd'hui.

Les commissions chargées de traductions liturgiques seront particulièrement attentives à la façon de rendre les expressions et les passages qui peuvent être entendus de façon tendancieuse par des chrétiens insuffisamment informés. Il est bien évident que l'on ne peut changer le texte biblique, tout en ayant le souci, dans une version destinée à l'usage liturgique, de rendre explicite la signification d'un texte (1), en tenant compte des études des exégètes.

III. — Enseignement et éducation

Bien qu'il reste encore un vaste travail à accomplir, on est arrivé, dans les années qui viennent de s'écouler, à une meilleure compréhension du judaïsme en lui-même et dans sa relation au christianisme, grâce aux enseignements de l'Eglise, aux études et aux recherches de savants, ainsi qu'au dialogue qui a pu s'instaurer.

A cet égard, les faits suivants méritent d'être rappelés :

— C'est le même Dieu « inspirateur et auteur des livres des deux Testaments » (*Dei Verbum*, 16) qui parle dans l'ancienne et la nouvelle Alliance.

— Le judaïsme du temps du Christ et des apôtres était une réalité complexe, englobant un monde de tendances, de valeurs spirituelles, religieuses, sociales et culturelles.

— L'Ancien Testament et la tradition juive fondée sur celui-ci ne doivent pas être opposés au Nouveau Testament de telle façon qu'ils semblent n'offrir qu'une religion de la justice seule, de la crainte et du légalisme, sans appel à l'amour de Dieu et du prochain (cf. Dt 6, 5 ; Lv 19, 18 ; Mt 22, 34-40).

— Jésus, tout comme ses apôtres et un grand nombre des premiers disciples, est né du peuple juif. Lui-même, en se révélant comme Messie et Fils de Dieu (cf. Mt 16, 16), porteur d'un nouveau message, celui de l'Evangile, s'est présenté comme accomplissant et parachevant la Révélation antérieure. Et, bien que l'enseignement du Christ ait un caractère de profonde nouveauté, il ne s'appuie pas moins, à maintes reprises, sur l'enseignement de l'Ancien Testament. Le Nouveau Testament est profondément marqué par sa relation à l'Ancien. Comme l'a déclaré le II^e Concile du Vatican : « Dieu, inspirateur et auteur des livres des deux Testaments, s'y est pris si sagement que le Nouveau Testament était caché dans l'Ancien, et que l'Ancien devenait clair dans le Nouveau. » (*Dei Verbum*, 16). En outre, Jésus fait usage de méthodes d'enseignement analogues à celles des rabbis de son temps.

— En ce qui concerne le procès et la mort de Jésus, le Concile a rappelé que « ce qui a été commis durant la passion ne peut être imputé ni indistinctement à tous les juifs vivant alors, ni aux juifs de notre temps » (*Nostra Aetate*, 4).

— L'histoire du judaïsme ne finit pas avec la destruction de Jérusalem, mais elle s'est poursuivie en développant une tradition religieuse dont la portée, devenue, croyons-nous, d'une signification profondément différente après le Christ, demeure cependant riche de valeurs religieuses.

Avec les prophètes et l'apôtre Paul, « l'Eglise attend le jour, connu de Dieu seul, où tous les peuples invoqueront le Seigneur d'une seule voix et « le serviront sous un même joug » (So 3, 9) » (*Nostra Aetate*, 4).

L'information au sujet de ces questions con-

(1) C'est ainsi que la formule « les juifs », dans saint Jean, désigne parfois, suivant les contextes, « les chefs des juifs », ou « les adversaires de Jésus », expressions qui expriment mieux la pensée de l'évangéliste et évitent de paraître mettre en cause le peuple juif comme tel. Un autre exemple est l'usage des mots « pharisien » et « pharisaïsme » qui ont acquis une nuance surtout péjorative.

cerne tous les niveaux d'enseignement et d'éducation du chrétien. Parmi les moyens d'information, ceux qui suivent ont une importance particulière :

- Manuels, de catéchèse ;
- Livres d'histoire ;
- Moyens de communication sociale (presse, radio, cinéma, télévision).

L'usage efficace de ces moyens présuppose une formation approfondie des enseignants et des éducateurs, dans les écoles normales, les séminaires et les universités.

On stimulera la recherche des spécialistes sur les problèmes touchant le judaïsme et les relations judéo-chrétiennes, spécialement dans le domaine de l'exégèse, de la théologie, de l'histoire et de la sociologie. Les instituts supérieurs de recherche catholiques, si possible en liaison avec d'autres instituts chrétiens analogues, ainsi que les spécialistes, sont invités à apporter leur contribution à la solution de tels problèmes. Là où la chose est possible, on créera des chaires d'études juives et l'on encouragera la collaboration avec les savants juifs.

IV. — Action sociale et commune

La tradition juive et chrétienne, fondée sur la Parole de Dieu, est consciente de la valeur de la personne humaine, image de Dieu. L'amour d'un même Dieu doit se traduire dans une action effective en faveur des hommes. Dans l'esprit des prophètes, juifs et chrétiens collaboreront volontiers dans la poursuite de la justice sociale et de la paix, au niveau local, national et international.

Cette action commune peut également favoriser grandement une connaissance et une estime réciproques.

V. — Conclusion

Le II^e Concile du Vatican a indiqué la voie à suivre dans la promotion d'une fraternité profonde entre juifs et chrétiens. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Le problème des rapports entre juifs et chrétiens concerne l'Eglise en tant que telle, puisque c'est en « scrutant son propre mystère » qu'elle est affrontée au mystère d'Israël. Il garde donc toute son importance, même dans les régions où il n'existe pas de communauté juive. Ce problème a également un aspect œcuménique : le retour des chrétiens aux sources et aux origines de leur foi, entée sur l'ancienne Alliance, contribue à la recherche de l'unité dans le Christ, pierre, angulaire.

Dans ce domaine, les évêques sauront prendre, dans le cadre de la discipline générale de l'Eglise et de l'enseignement communément professé par son magistère, les initiatives pastorales opportunes. Ils créeront, par exemple, au niveau national et régional, des commissions ou secrétariats appropriés, ou nommeront une personne compétente chargée de promouvoir la mise en œuvre des directives conciliaires et des suggestions proposées ici.

Au plan de l'Eglise universelle, le Saint-Père a institué, en date du 22 octobre 1974, la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme, rattachée au Secrétariat pour l'Unité

des chrétiens. Créée en vue de promouvoir et de stimuler les rapports religieux entre juifs et catholiques, en collaboration éventuelle avec d'autres chrétiens, cette Commission spéciale se tient, dans les limites de sa compétence, à la disposition de tous les organismes intéressés, pour les informer et les aider à poursuivre leur tâche en conformité avec les directives du Saint-Siège ; elle désire développer cette collaboration pour la mise en œuvre effective et juste des orientations du Concile.

Donné à Rome, le 1^{er} décembre 1974.

JOHANNES Card. WILLEBRANDS,
président de la Commission.

Pierre-Marie de CONTENSON, O. P.
secrétaire.

TEXTE DE PRESENTATION

DU DOCUMENT

SUR LES RELATIONS AVEC LES JUIFS

Le document qu'on vient de lire a été présenté dans la Salle de presse du Saint-Siège, le 3 janvier, par Mgr Moeller, le P. Martini et le P. de Contenson (1). Voici le texte qui a été remis aux journalistes :

Publié sous la signature du cardinal J. Willebrands, en tant que président de la nouvelle Commission pour les relations religieuses de l'Eglise catholique avec le judaïsme, instituée par Paul VI le 22 octobre dernier, le document paraît peu de temps après le 9^e anniversaire de la promulgation de « *Nostra Aetate* », déclaration du Concile Vatican II sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes.

Les « orientations et suggestions » qui se réfèrent au n° 4 de la déclaration susdite, sont caractérisées par leur nature presque exclusivement pratique et par leur sobriété.

Le caractère pratique voulu pour le texte trouve sa justification dans le fait qu'il s'agit d'un document d'application.

Celui-ci ne propose donc pas une théologie chrétienne du judaïsme, qui offrirait certainement de

(1) Le P. DE CONTENSON, secrétaire de la Commission pour les relations avec le judaïsme, a déclaré à Radio-Vatican :

Certains commentateurs, tout en appréciant le ton général du document, déplorent qu'il ne mentionne pas l'attachement du peuple juif à la Terre ni le sens que la Terre peut prendre dans la tradition juïque. Pour comprendre le silence du document sur ce point, il faut tenir compte de sa nature. Il s'agit d'un document d'application d'un texte conciliaire, d'un document proposé par les autorités de l'Eglise catholique aux catholiques. Il n'a pas semblé convenable que, dans un tel document, les autorités catholiques se risquent à proposer des interprétations que les Juifs donnent d'eux-mêmes. [...] Il ne convenait pas que ce soit l'Eglise catholique qui propose une définition du judaïsme. C'est aux Juifs eux-mêmes de dire ce qu'ils sont. Nous devons — et le document nous y exhorte — nous mettre à l'écoute des Juifs pour les comprendre. Le dialogue suppose une écoute réciproque. (*La Croix*, 7 janvier 1975.)

l'intérêt pour la recherche et la réflexion des spécialistes, mais demanderait encore de longues études. La nouvelle Commission pour les relations avec le judaïsme devrait pouvoir jouer un rôle dans la maturation de cet effort.

Le *préambule* du document rappelle les principaux enseignements du Concile au sujet de la condamnation de l'antisémitisme et des discriminations de toutes sortes, comme le devoir de compréhension mutuelle et d'estime réciproque renouvelé, et il souhaite une meilleure connaissance, de la part des chrétiens, de la substance de la tradition religieuse du judaïsme et de la façon dont les juifs eux-mêmes se définissent.

Le texte propose donc tout un ensemble de suggestions concrètes :

La partie consacrée au *dialogue* invite au dialogue fraternel et à la promotion d'une recherche doctrinale approfondie. La prière en commun est, elle aussi, proposée comme moyen de rencontre.

En ce qui concerne la *liturgie*, on rappelle les liens existant entre la liturgie chrétienne et la liturgie juive, comme l'attention qu'il convient de porter aux commentaires des textes bibliques, de même qu'aux explications et traductions liturgiques.

La partie relative à *l'enseignement* et à *l'éducation* donne l'occasion de préciser les rapports entre les deux Alliances, de faire allusion à la question du procès et de la mort de Jésus, et d'insister sur l'attente qui caractérise la religion juive en même temps que la religion chrétienne. Les spécialistes sont invités à un sérieux travail de recherche, et l'on encourage, là où cela s'avère possible, l'institution de chaires d'études juives et la collaboration avec les experts juifs.

La dernière partie traite de la possibilité d'une *action sociale commune*, dans la perspective d'une recherche de la justice sociale et de la paix.

La *conclusion* aborde, entre autres, l'aspect œcuménique du problème des rapports avec le judaïsme, les initiatives des Eglises locales en ce domaine et les grandes lignes de la mission de la nouvelle Commission instituée par le Saint-Siège.

On relèvera la grande sobriété du texte également au niveau des suggestions concrètes qu'il propose. Mais ce serait certainement une erreur d'interpréter cette sobriété du document dans le sens d'un programme limitatif d'activités. Certes, le document propose, pour certains secteurs clefs, des suggestions limitées, mais il est destiné à l'Eglise universelle, et comme tel il ne peut prendre en considération toutes les situations particulières. Les suggestions proposées sont destinées à donner des idées à ceux qui se demanderaient comment inaugurer au plan local ce dialogue que le texte invite à commencer ou à développer. Ces suggestions sont mentionnées pour leur valeur exemplaire. Elles sont explicitées parce qu'il a semblé qu'elles pouvaient trouver une large application et que leur proposition constituait en même temps un programme pouvant aider les Eglises locales à organiser leurs propres activités, afin de les harmoniser avec le mouvement général de l'Eglise universelle en dialogue avec le judaïsme.

Le document peut être considéré, d'un certain point de vue, comme la « charte initiale » de la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme. Il reviendra donc à cette Commission nouvelle de préparer et de proposer, s'il en est besoin, les développements ultérieurs qui sembleraient nécessaires afin que l'initiative conciliaire en cet important domaine continue à porter ses fruits,

sur le plan local comme sur le plan mondial, au bénéfice de la paix des cœurs et de la concorde des esprits de tous les hommes qui œuvrent sous la protection de l'Unique tout-puissant.

En invitant à un effort de compréhension et de collaboration réciproque, la publication du document coïncide avec l'ouverture de l'Année sainte consacrée au thème de la réconciliation. Il est impossible de ne pas apercevoir dans une telle coïncidence une invitation à étudier et à mettre effectivement en application, dans le monde entier, les suggestions qu'il propose, de même qu'on ne peut s'empêcher de souhaiter que les frères juifs y trouvent eux aussi d'utiles indications pour leur participation à un effort commun.

(Texte original.)

COMMUNIQUE DU COMITE EPISCOPAL FRANÇAIS POUR LES RELATIONS AVEC LE JUDAISME (1)

Comme il a été annoncé le 22 octobre dernier, le Pape Paul VI a institué, auprès du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens à Rome, une Commission spéciale pour les relations avec le judaïsme. Cette Commission vient de faire paraître des « Orientations et suggestions pour l'application de la Déclaration sur les Juifs du Concile Vatican II ». Celles-ci doivent être considérées comme un point de départ pour le travail de cette Commission dans les années à venir et elles fournissent des indications pratiques aux responsables des relations entre les Juifs et les catholiques dans les différents pays. Ce texte, qui s'adresse à l'Eglise tout entière, livre des directives générales, en tenant compte de la diversité des situations. D'autre part, il vient stimuler les efforts entrepris là où les relations entre juifs et chrétiens ont pu se développer activement.

Nous attirons l'attention des fidèles sur ce document. Il rappelle l'importance de l'héritage juif au sein du christianisme. Il invite à mieux connaître les données fondamentales du judaïsme dans l'ensemble de son histoire. Il fonde la condamnation de l'antisémitisme, au nom même de la foi chrétienne, sur le lien qui existe entre le peuple juif et l'Eglise du Christ. Ces enseignements, qui renvoient à nos propres origines, sont aujourd'hui pour nous, chrétiens, la référence indispensable à la compréhension de notre identité. C'est sur ces bases que juifs et chrétiens pourront répondre à leur vocation commune dans le monde présent et collaborer, dans l'esprit des prophètes, à la justice et à la paix.

3 janvier 1975.

(1) Texte publié par le Secrétariat national de l'Opinion publique.

Le Comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme est composé de NN. SS. ELCHINGER (président), BRAND et PEZERIL. Secrétaire : P. DUPUY, O.P. Il a publié pendant la Semaine sainte de 1973 des Orientations pastorales dont on trouvera le texte dans notre numéro du 6 mai 1973 (n° 1631), p. 419 et s. (commentaires et réactions, DC 1973, n° 1635, p. 616 et s.; n° 1638, p. 785 et s.; 1974, n° 1645, p. 46; n° 1648, p. 180 et s.; n° 1655, p. 544).

L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

LE VII^e CENTENAIRE DU II^e CONCILE DE LYON

LETTRE DE PAUL VI

Du 18 au 20 octobre 1974 a été célébré, à Lyon, le VII^e Centenaire du II^e Concile de Lyon qui avait notamment opéré une réconciliation éphémère entre les Eglises d'Orient et d'Occident. A cette occasion, Paul VI a adressé la lettre ci-après au cardinal Willebrands, légat pontifical (*):

A Notre Vénérable Frère Jean WILLEBRANDS
Cardinal de la Sainte Eglise Romaine et Président
du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens.
PAUL VI, PAPE.

Vénérable Frère, Salut et Bénédiction apostolique.

A Lyon, ville française prestigieuse entre toutes, se tiendront dans quelques jours des célébrations liturgiques afin de commémorer dignement le septième centenaire du second Concile général de Lyon (**). Ce Concile n'a pas seulement ajouté un nouveau lustre à la gloire de l'ancien et illustre siège de saint Irénée, il figure en outre avec honneur dans l'histoire de l'Eglise universelle.

Ces célébrations ont été organisées par notre Vénérable Frère le cardinal Alexandre Charles Renard, archevêque de Lyon, avec un soin et une recherche tels que, dès maintenant, l'occasion de cette initiative et le grand nombre de ceux qui doivent y participer permettent de prévoir le succès de ces célébrations.

Tout en approuvant ainsi cette manifestation, nous ne jugeons pas moins important de prendre en considération les problèmes auxquels se réfèrent certaines questions déjà posées au Concile de Lyon, mais alors non résolues, qui aujourd'hui encore retiennent l'attention et le souci de l'Eglise. C'est pourquoi une appréciation équilibrée et sereine de l'œuvre accomplie par ce Concile nous semble ne pas manquer d'intérêt pour aujourd'hui.

Ce Concile de Lyon, compté comme le sixième des Synodes généraux tenus en Occident, fut convoqué

en 1274 par notre prédécesseur le bienheureux Grégoire X, en vue de réunir avec le Pape et les évêques des représentants des principales institutions ecclésiastiques et civiles afin de délibérer sur les plus grands problèmes de l'époque. Parmi ceux qui ont pris part tant à sa préparation qu'aux délibérations elles-mêmes, figurent les plus grands théologiens de l'époque, en particulier les saints docteurs de l'Eglise catholique, Albert le Grand, Thomas d'Aquin et Bonaventure. Si saint Thomas est décédé alors qu'il était en route vers Lyon, saint Bonaventure, pour sa part, est mort pendant le Concile, mais l'extraordinaire vigueur de leur pensée n'en a pas moins marqué l'œuvre que Lyon entendait mener à bien. C'est donc à bon droit que l'on peut considérer la date du Concile de Lyon comme celle de l'apogée de la culture théologique médiévale.

Les objectifs du Concile et son œuvre

Le Pape Grégoire X, entouré d'une respectueuse vénération par tous les contemporains et dont l'historien moderne reconnaît la droiture d'intention et la noblesse désintéressée, a voulu convoquer un Concile pour diverses raisons, et tout d'abord « afin que tous ceux qui se glorifient du nom de chrétiens, intérieurement atteints par l'offense faite au Rédempteur, s'appliquent avec force et patience à défendre la Terre sainte et à aider la cause de Dieu (1). » Mais une telle entreprise était conçue par le Pape dans un programme religieux beaucoup plus vaste comportant la réforme morale de l'Eglise, l'unité entre les Grecs et les Latins, ainsi que la paix entre les peuples (2). Avant le début du Concile, à l'exemple du Pape Innocent III préparant le quatrième Concile du Latran, il fit faire une vaste et sérieuse enquête sur la situation des Eglises locales (3), et participa activement lui-même à la préparation immédiate du Concile; aidé surtout par saint Bonaventure et le bienheureux Pierre de Tarentaise, archevêque de Lyon, qui devait lui succéder sous le nom d'Innocent V.

L'œuvre du Concile de Lyon est synthétisée dans un ensemble de Constitutions: l'une d'entre elles:

(1) *Conciliarum oecumenicorum decreta*. Ed. Istituto per le scienze religiose, Bologna 1973, p. 309.

(2) Cf. *Ordinatio concilii generalis Lugdunensis*, Ed. A. FRANCHI, Rome 1965, p. 72-73.

(3) Cf. *Les registres de Grégoire X (1272-1276) et Jean XXI (1276-1277)*, Ed. J. GUIRAUD-L. CADIER, Paris 1960, n. 220, p. 91-92.

(*) Traduction du texte original latin diffusée par le diocèse de Lyon. Sous-titres de la DC.

(**) Texte latin: *alterum Generale Concilium Lugdunense* (OR, 20 oct. 1974 — NDLR).

Zelus fidei, traite du secours à apporter à la Terre sainte ; une autre, **Fideli**, propose la doctrine selon laquelle le Saint-Esprit procède du Père et du Fils comme d'un seul principe (4) ; d'autres enfin concernent diverses questions de discipline ecclésiastique. L'importance de ce Concile et son fruit, qui se mesurent dans les siècles ultérieurs non seulement à la discipline qui en provient, mais encore à la vie spirituelle du peuple chrétien, sont principalement dus à son œuvre canonique, qui fait autorité dans l'Eglise (5). Il faut mentionner surtout à ce propos la Constitution **Ubi periculum** par laquelle Grégoire X voulait écarter les attermoiements et les difficultés ayant précédé son élection, et qui donne pour le Conclave des normes précises et strictes dont la substance est encore en vigueur (6).

Quand on réfléchit plus profondément sur le travail de ce Concile, on ne peut pas ne pas remarquer le rôle pesant qu'ont joué dans ses vicissitudes les innovations qui marquaient la société chrétienne médiévale de ce temps.

Pensons par exemple au développement des nationalismes ; aux nouveaux courants politiques en Europe ; au comportement des princes chrétiens à l'égard des Orientaux, si ruineux pour leurs relations mutuelles ; à l'ignorance des réalités de l'Orient chez certains de ceux qui travaillaient pour l'unité des Eglises et qui méconnaissaient la psychologie et les traditions de l'Eglise grecque : tout cela contribua dès le début à déformer le propos fondamental du Concile, à savoir le secours à apporter à la Terre sainte et l'œuvre de l'unité chrétienne.

Le choix même de la ville de Lyon — recommandé par la situation géographique et politique de cette ville, et en particulier parce qu'elle paraissait devoir rester neutre parmi les nations — manifeste qu'une certaine époque de chrétienté est devenue presque totalement caduque. La protection et la défense de l'Eglise en Occident ne pouvaient plus comme autrefois être confiées à un Empire dont la fragile stabilité était déjà alors surclassée par des nations en conflit les unes avec les autres. Les nouvelles conditions politiques du monde d'alors allaient entraver à jamais les efforts sans cesse repris pour recréer l'unanimité des princes chrétiens qui aurait permis d'apporter à la Terre sainte le secours espéré. Une telle action avait d'ailleurs pratiquement perdu au cours de ce siècle la dimension spirituelle qui moins de deux cents ans plus tôt lui avait été attribuée. D'autres objectifs avaient été assignés à ceux qui allaient en Terre sainte sous le signe de la Croix du Christ.

Personne n'ignore que le monde chrétien a depuis longtemps complètement mis de côté cette conception de la guerre et ces théories sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, qui tenaient aux circonstances particulières de cette époque.

Le dialogue avec les orthodoxes

Même une fois restaurée, la paix entre l'Eglise grecque et l'Eglise latine — déjà affectée par les circonstances historiques que nous avons évoquées ci-dessus — se trouvait établie sur des bases incertaines et mouvantes. Il s'agissait, en effet, entre les deux Eglises d'une réconciliation opérée par l'autorité

supérieure, ratifiée par l'empereur Michel VIII Paléologue, sans qu'ait jamais été donnée à l'Eglise grecque la possibilité de s'exprimer librement sur ces questions. Du côté latin, on a choisi des formules et des textes conçus et exprimés selon une ecclésiologie mûrie en Occident, et on les a présentés à l'empereur et à l'Eglise grecque pour une simple approbation sans aucune discussion. Par là on comprendra facilement qu'une telle unité, quelque sincères qu'aient été ses auteurs, ne pouvait être entièrement acceptée par la mentalité des chrétiens orientaux. C'est bien pourquoi, dès les premières difficultés, elle fut malheureusement brisée à nouveau.

Il est nécessaire d'avoir clairement présente à l'esprit l'idée différente que l'Eglise en propose aujourd'hui. A notre époque, en effet, on voit mieux que le dialogue est une condition préalable à tout effort en vue de l'unité des chrétiens, comme l'enseigne le Second Concile du Vatican dans son décret **Unitatis redintegratio** : « Seul le dialogue véritable permet, en effet, d'acquiescer une connaissance plus exacte et une plus juste estime de la doctrine et de la vie de l'une et l'autre communion (7) ». Ce dialogue demande, en effet, de ceux qui travaillent à l'œcuménisme que : « l'on donne la considération qui lui est due à la condition particulière de la naissance et de la croissance des Eglises d'Orient et à la nature des relations qui existaient entre elles et le siège de Rome avant la séparation (8) ». Le dialogue, enfin, doit revêtir un caractère fraternel tant au sujet de la doctrine que des nécessités pastorales les plus urgentes de notre époque (9).

De nos jours, nous sommes convaincus que le dialogue de nature véritablement nouvelle qui est en voie de s'instaurer entre nous et nos frères des Eglises de l'Orient orthodoxe permettra d'écarter, avec l'aide de Dieu, les obstacles qui ont arrêté les chrétiens du XIII^e siècle. Bien sûr, ce dialogue ne saurait se limiter à la controverse plus que millénaire sur la théologie du Saint-Esprit. Il devra reprendre avec patience et charité mutuelle bien des points du contentieux que le Pape Grégoire X et les Pères de Lyon avaient cru résolus. Mais ce dialogue se fera, de part et d'autre, avec cette attitude spirituelle nouvelle dont le décret sur l'œcuménisme du Second Concile du Vatican a énuméré les principaux aspects (10).

A l'occasion de la visite que nous fit en 1967 notre Vénéré Frère de pieuse mémoire, le Patriarche Athénagoras, nous nous demandions devant lui si ces efforts pour surmonter les divergences avaient « jamais été autant dégagés qu'aujourd'hui et tout élément politique, de toute visée étrangère au seul désir de réaliser la volonté du Christ sur son Eglise ? Nous sommes en effet, de part et d'autre, mus par l'unique désir de purifier nos âmes en obéissant à la vérité pour nous aimer sincèrement comme des frères, nous chérissant d'un cœur pur, sans défaillance (cf. 1 P 1, 22). La droiture de nos intentions, l'authenticité de notre décision ne sont-elles pas un signe de l'action de l'Esprit-Saint, de cette action puissante de renouvellement et d'approfondissement dont nous fai-

(4) Cf. *Conciliorum œcumenicorum decreta*, p. 309 et 314.

(5) Const. 26, 27, 28 et 29 ; cf. *Conciliorum œcumenicorum decreta*, p. 328-330 ; 324.

(6) Cf. *ibid.*, p. 314-318.

(7) Decr. *Unitatis redintegratio*, n. 4 (DC 1964, n° 1437, col. 1619. — NDLR).

(8) *Ibid.*, n. 14.

(9) *Ibid.*, n. 18.

(10) *Ibid.*, n. 14-18.

sons l'expérience avec émerveillement tant dans l'Eglise que dans chacun des chrétiens fidèles ? (11) ».

C'est avec ces sentiments d'espérance que nous mesurons le long chemin parcouru depuis le Second Concile de Lyon. Nous rendons grâce à Dieu pour la disparition, au cours de ces sept siècles, de bien des obstacles qui avaient alors empêché Grégoire X et les Pères du Concile de réaliser l'œuvre de réconciliation et de renouvellement de l'Eglise qu'ils voulaient promouvoir. Dans les conditions nouvelles de l'Eglise à notre époque, nous pouvons poursuivre résolument cet effort et, faisant nôtres les paroles quasi prophétiques de Grégoire X, nous implorons « avec tant d'intensité et de dévotion, le dispensateur de tous biens, dont l'unité fonde l'unité de la foi, fondement de l'unité, selon la parole de l'Apôtre : « un seul Seigneur, une seule foi », le suppliant d'unir son Eglise sainte et catholique en la recomposant et de la recomposer en l'unissant (12) ».

Tout ceci sera heureusement mis en lumière au cours des prochaines célébrations lyonnaises. Voulant en confirmer l'importance par notre autorité, nous te désignons, Frère Vénérable qui présides au Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, et te nommons notre envoyé extraordinaire, pour que, agissant en notre lieu et place, tu présides ces célébrations. Nous ne doutons pas que ton zèle et ton dévouement notoires te permettront d'accomplir avec succès cette mission qui t'est confiée et nous prions Dieu qu'il en résulte un profit pour toute l'Eglise et spécialement pour l'œcuménisme.

Avec ces souhaits sincères, nous donnons de tout cœur à toi, Vénérable Frère, à l'archevêque, au clergé et au peuple de l'archidiocèse de Lyon, ainsi qu'à tous ceux qui participeront à ces célébrations, notre Bénédiction apostolique, gage de la grâce céleste.

Fait à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 5 octobre 1974, la douzième année de notre pontificat.

(11) AAS, LIX, 1967, p. 1049 (DC 1967, n° 1505, col. 1929). — NDLR).

(12) *Les registres de Grégoire X* (n. 194).

**HOMELIE
PRONONCEE DANS LA CATHEDRALE
SAINT-JEAN DE LYON
PAR LE CARDINAL WILLEBRANDS,
PRESIDENT DU SECRETARIAT
POUR L'UNITE DES CHRETIENS
(20 octobre 1974) (1)**

Sept siècles se sont écoulés depuis que, dans cette cathédrale dont la construction allait s'achever, un grand Pape, Grégoire X, ouvrait solennellement un Concile général. C'était le second qui, en ce XIII^e siècle, se tenait dans cette ville légitimement fière de ses martyrs, de ses évêques dont saint Irénée est probablement le plus illustre, et de sa longue tradition spirituelle. Son prestige et sa neutralité la désignaient

comme siège de ces Conciles qui se déroulaient, le premier, en pleine querelle entre le Pape et l'Empereur, le second, alors que, cette querelle à peine apaisée, d'autres tensions se manifestaient venant cette fois du royaume de Naples.

En ce lundi 7 mai 1274, Grégoire X prit pour thème de son discours d'ouverture cette parole de Jésus : « J'ai tellement désiré manger cette Pâque avec vous. » (Lc 22, 15.)

Au-delà de l'accommodation, ce texte indiquait le lien profond entre tout Concile et la célébration eucharistique, la synaxe. Mais plus encore, dans ce II^e Concile de Lyon qui devait dans la pensée de Grégoire marquer le rétablissement de l'unité entre les Eglises d'Orient et d'Occident, ce passage de l'Evangile pouvait servir à exprimer son vif désir de cette unité, de cette communion retrouvée.

Il est vrai que l'unité n'était pas le seul but de ce Concile. La préoccupation des Lieux saints et la réforme de l'Eglise d'Occident étaient les principaux objectifs qui, avec l'unité, avaient été assignés à ce Concile.

**Pourquoi le Concile de Lyon n'a pu réussir
à rétablir l'unité**

Permettez cependant au président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens parlant dans la cathédrale d'une Eglise qui a tant fait pour l'unité — et comment, entre autres, ne pas mentionner ici avec respect et gratitude le nom de ce pionnier de l'esprit œcuménique que fut l'abbé Couturier ? — permettez-moi donc de me limiter aujourd'hui à un aspect de ce Concile, celui de l'unité des chrétiens, qui par son urgente actualité s'impose à nos esprits et à nos cœurs et dont la célébration eucharistique est la source mystérieuse et toujours jaillissante.

C'était en effet ce désir de l'unité qui animait le Pape Grégoire X, mais la pureté incontestable de ses intentions ne suffisait pas. A l'opposé du réalisme souvent très terre à terre de beaucoup de ses contemporains, c'est plutôt l'idéalisme qui limite l'action de Grégoire. Il veut l'unité avec les Grecs ; il est convaincu qu'elle est nécessaire pour la chrétienté. Il croit qu'il va la réaliser et la réaliser définitivement. Il semble penser, lui si susceptible, comme ses prédécesseurs, de tout ce qui pourrait limiter la liberté du Siège apostolique vis-à-vis de l'Empereur, il semble penser, donc, qu'il suffira des négociations avec l'empereur d'Orient et de son acceptation d'une profession de foi, pour réussir à rétablir cette unité.

Il ne semble pas soupçonner la force formidable d'opposition qu'a suscitée le détournement de la IV^e Croisade et la conquête de Constantinople avec ses violences et ses pillages. La Romania et la latinisation forcée pendant quelque soixante ans ont enraciné profondément dans les esprits, et plus encore dans les cœurs, une hostilité irréductible à toute idée d'union qui veut dire alors pour tous et pour chacun à Constantinople, soumission, alignement sans condition sur la théologie et les usages des Latins.

On ne mesure pas suffisamment en Occident, à cette époque, la profondeur et la réalité d'une autre mentalité, l'existence d'autres traditions spirituelles et théologiques différentes de la tradition romaine ; et même si l'on devine ou si l'on connaît plus ou moins confusément ces autres manières de voir et de penser, on considère ces diversités ou comme illégitimes ou au moins comme dangereuses et source de schisme.

Un des plus grands esprits de l'époque, le maître général du jeune ordre des Prêcheurs, Humbert de

(1) Texte original. Sous-titres de la DC.

Le cardinal Renard, archevêque de Lyon, s'est rendu à Constantinople, où il a remis au patriarche Demetrios, le jour de la Toussaint, les textes de la lettre de Paul VI et de l'homélie du cardinal Willebrands (*Eglise de Lyon*, 15 novembre 1974).

Roman, n'hésite pas à écrire dans un important rapport, l'*Opus tripartitum*, que le Pape lui a demandé en vue du Concile : « *Varietas mater est et initium discordiae* ». Unité et uniformité semblent se recouvrir aux regards d'une scolastique déjà dominante, pleinement sûre d'elle-même et de ses évidences.

Si dans ce contexte les intentions de Grégoire X sont droites, il est clair qu'il n'en est pas de même de tous ses collaborateurs évêques et princes.

Le politique et le spirituel sont alors étroitement mêlés. Cette fusion a pu soutenir de grands idéaux comme le fut celui de la chrétienté. A la fin du XIII^e siècle on en parle encore. Mais le temps de la chrétienté est passé. Déjà les nationalismes des jeunes nations d'Europe commencent à s'affirmer avec ce que cela entraîne de lutte pour le pouvoir et pour l'influence. La recherche d'alliances en vue de neutraliser des voisins dangereux est la toile de fond sur laquelle se déroulent les négociations de Michel Paléologue avec le Pape en vue de l'union des deux Eglises.

La réconciliation de 1965

Mais je ne veux pas continuer ce tableau. Je ne l'ai esquissé que pour essayer de faire mieux saisir les dimensions du travail qui aujourd'hui nous incombe.

Le 7 décembre 1965, dans un acte solennel accompli en même temps à Rome, dans le Concile du Vatican, et à Istanbul, dans la cathédrale du Phanar, le Pape Paul VI et le Patriarche Athénagoras I^{er} déclaraient d'un commun accord qu'ils regrettaient, enlevaient de la mémoire et du milieu de l'Eglise et vouaient à l'oubli les sentences d'excommunications de 1054, ainsi que tous les fâcheux événements qui les avaient précédées et suivies (*Tomos Agapis*, n. 127).

Ne peut-on pas penser qu'un tel oubli devrait s'étendre aussi à tous les événements et gestes de ce genre, à toutes les incompréhensions et les offenses qui ont précédé et suivi le Concile de Lyon et qui ont empêché que des résultats durables soient obtenus par cette tentative sincère de surmonter la division dont les excommunications de 1054 deviendront le symbole. La purification et la libération de la mémoire est très souvent de nos jours la condition préalable nécessaire à tout engagement œcuménique, ou au moins l'effort continu qui doit accompagner tout travail vers l'unité. Le pardon et la réconciliation que le Seigneur nous demande de réaliser avant de nous présenter à l'autel (cf. Mt 5, 23-24) doit s'étendre jusqu'au souvenir du mal que, dans le passé, nous nous sommes fait. Ces souvenirs ne sont utiles désormais que comme une leçon, une douloureuse expérience qui doit nous aider à préparer, dans le présent, un avenir meilleur.

Le temps est définitivement fini où les chefs spirituels dans l'Eglise prétendaient régenter, au nom même de leur autorité supérieure, le domaine temporel.

L'unité manifeste sa richesse dans l'accueil des diversités

C'est en effet dans une tout autre voie qu'elle incite ses fils à s'engager et le II^e Concile du Vatican est une solennelle manifestation de cette orientation. L'unité de l'Eglise dans la profession d'une même foi, dans la célébration d'un même culte, dans un même effort, inspiré par le même Esprit-Saint, pour suivre et imiter son unique Seigneur, l'unité de l'Eglise, donc, est une unité catholique qui manifeste sa richesse dans l'accueil des diversités. Le Concile nous indique la voie pour approfondir, maintenir ou rétablir cette

unité : il souligne en effet l'importance de la prière, de la conversion du cœur, du dialogue mené dans un esprit de charité fraternelle et de sincère et fidèle amour de la vérité.

Dans le discours qu'il prononçait le 25 juillet 1967 dans la cathédrale du Phanar à Istanbul, comme en d'autres rencontres avec des patriarches d'Orient, Paul VI soulignait non seulement la possibilité, mais encore l'utilité de savoir reconnaître l'identité de foi au-delà des divers vocabulaires, au-delà des différentes théologies, au-delà même des différentes expressions de cette foi. C'est là une sainte pluralité nécessaire à l'unité. Le respect des différentes mentalités et cultures s'exprime aussi au niveau des coutumes qui ont progressivement constitué les diverses traditions canoniques des Eglises. « Se retrouver un dans la diversité et la fidélité, disait le Pape Paul VI, ne peut être que l'œuvre de l'Esprit d'amour. Si l'unité de la foi est requise pour la pleine communion, la diversité d'usages n'y est pas un obstacle, bien au contraire. Saint Irénée « qui portait bien son nom car il était pacificateur par son nom comme par sa conduite » (Eusèbe, *Hist. Eccles.*, v. 24, 18), ne disait-il pas que la différence des coutumes « confirme l'accord de la foi » ? (*Id.* 13.) Quant au grand Docteur de l'Eglise d'Afrique, Augustin, il voyait dans la diversité des usages une des raisons de la beauté de l'Eglise du Christ (14 Ep 32. » (*Tomos Agapis*, n. 172.)

Le Pape, montrant là encore sa continuelle préoccupation de faire passer dans la vie de l'Eglise les orientations du Concile du Vatican, expliquait ainsi, et explicitait, les grands textes du Concile du Vatican sur les traditions liturgiques, spirituelles et doctrinales de l'Orient, sur la nécessité de les respecter pleinement ainsi que les disciplines particulières qu'elles avaient inspirées (*Unitatis Redintegratio*, n. 14 et n. 18).

Communion presque totale

Mais cette diversité ne peut s'épanouir en toute liberté que si l'identité de foi est assurée au sein de la pleine communion. Seule la foi nous donne la capacité de vivre en plénitude, engagés dans la variété de l'histoire humaine, des cultures et des traditions, la communion avec le Père par le Fils dans l'Esprit. C'est un enseignement fondamental de saint Jean : « Si vous demeurez dans ma parole, vous êtes vraiment mes disciples, vous connaîtrez la vérité et la vérité vous fera des hommes libres. » (Jn 8, 31-32.)

Comme la foi, ainsi l'unité de l'Eglise est un don de Dieu, accordé continuellement par l'Esprit à l'Eglise. La purification du cœur et de la mémoire dans un esprit de pénitence et de pardon est nécessaire pour réparer « les scissions qui ont porté atteinte à la tunique sans couture du Christ » (*Un. Red.* 13.) On a justement compris la nécessité d'un dialogue de la charité, c'est-à-dire dans l'Esprit-Saint, qui recréerait un contexte dans lequel il serait possible de réécrire ensemble les textes.

Il fallait vivre en commun « la communion presque totale » qui unit les Eglises catholique et orthodoxe.

« Communion presque totale », c'est ainsi que Paul VI caractérisait les relations entre nos Eglises. Et ici nous revient à l'esprit la phrase de Jésus qui était le thème du discours de Grégoire X non seulement pour l'ouverture du Concile, mais aussi le vendredi 6 juillet après la proclamation de l'union : « J'ai tellement désiré manger cette Pâque avec vous. » Ces paroles ne pourraient-elles pas exprimer ce qui semblait être devenue la pensée constante et le désir

continuel d'Athénagoras de Constantinople durant les dernières années de sa longue vie : « boire au même calice » avec son frère Paul de Rome ?

A l'annonce de sa mort, le Pape disait : « Il résumait ces sentiments dans une seule et même espérance : celle de pouvoir avec nous « boire au même calice », c'est-à-dire célébrer ensemble le sacrifice eucharistique, synthèse et couronnement de la commune identification ecclésiale avec le Christ. Cela, nous l'avons nous aussi tant désiré ! Maintenant, ce désir irréalisé doit demeurer notre héritage et notre engagement. » (*La Documentation Catholique*, n. 69, 1972, p. 721.)

Oui, à un moment où n'existent plus les facteurs sociaux et politiques qui, il y a sept siècles, s'opposaient à l'union, où la reconnaissance de la légitime

pluralité est de plus en plus acquise et où l'on apprend à se reconnaître et à s'aimer dans de toujours plus fréquents contacts à tous les niveaux, alors que nos efforts n'ont jamais été, peut-être, aussi dégagés qu'aujourd'hui de tout élément politique, de toute visée étrangère au seul désir de réaliser la volonté du Christ sur son Eglise (cf. Paul VI, discours du 26 octobre 1967, dans *Tomos Agapis*, n. 190), notre espérance jaillit en action de grâces et s'exprime dans une décision renouvelée de tout faire pour hâter le jour où, d'un même cœur confessant la même foi, nous pourrions ensemble célébrer la divine Eucharistie, le mémorial de la Pâque du Christ.

Toute l'Eglise pourra alors reprendre les paroles de son Seigneur : « Nous avons tellement désiré manger cette Pâque tous ensemble. »

BILAN DE L'ŒCUMÉNISME EN 1973

Rapport du cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens

Chaque année (*) le cardinal Willebrands, président du Secrétariat romain pour l'Unité, dresse le bilan des réalisations œcuméniques. Le bilan 1973 ci-dessous s'organise de la façon suivante : après l'évocation de certains problèmes récents (publication de *Mysterium Ecclesiae*, intercommunion), sont tour à tour présentées les relations avec les Eglises orientales (de traditions non chalcédonienne et byzantine), la Communion anglicane et les communautés ecclésiales de la Réforme, et enfin le Conseil œcuménique des Eglises (**).

Depuis quelques années, le thème de la Semaine de prière pour l'Unité est préparé par des représentants du Conseil œcuménique des Eglises et du Secrétariat pour l'Unité. Cette année ils ont fait choix de l'hymne christologique bien connue de la lettre aux Philippiens. Cette hymne traite dans sa première partie de l'abaissement volontaire du Christ, et dans sa deuxième de l'exaltation du Seigneur dans sa Résurrection et de sa souveraineté sur toute créature. Le thème, en résumé, est le suivant : « Jésus-Christ est le Seigneur. » (Ph 2, 11.)

Le chemin décrit dans l'hymne — l'humiliation qui conduit à l'exaltation — constitue le passage obligatoire pour la vie du chrétien pris individuellement et pour l'Eglise en général, ainsi que pour la lutte destinée à surmonter nos divisions et à rétablir la pleine unité. Dans le travail œcuménique aussi, il faut passer par le chemin de l'humiliation et de la souffrance afin que, à travers

elles, il devienne manifeste que « Jésus-Christ est le Seigneur », autrement dit celui qui surmonte victorieusement nos divisions.

Voyons maintenant sous cet éclairage les principaux événements œcuméniques de 1973. Pourtant, avant d'exposer ce qui s'est produit dans les différents domaines, je voudrais mentionner quelques problèmes plus généraux qui nous ont plus particulièrement retenus cette année.

I. — QUELQUES PROBLEMES ŒCUMENIQUES

Les travaux des Commissions mixtes

1. Je voudrais signaler en premier lieu l'ensemble du travail des Commissions mixtes au niveau international et l'évaluation de leurs résultats. Il s'agit ici surtout de problèmes théologiques qui recouvrent le domaine tout entier du mouvement œcuménique. Nous avons des Commissions mixtes de ce genre avec la Communion anglicane. La Fédération luthérienne mondiale, l'Alliance réformée mondiale, le Conseil méthodiste mondial et le Mouvement pentecôtiste. Avec le Conseil œcuménique des Eglises (COE), nous avons surtout le Groupe mixte de travail (GMT) qui s'occupe de l'ensemble de la collaboration entre l'Eglise catholique et le COE. En plus de cela des contacts sont établis en de nombreux domaines spécifiques : c'est ainsi que des spécialistes catholiques sont membres à titre personnel de la Commission « Foi et Constitution ». Il faut enfin ajouter la collaboration dans le cadre de SODEPAX et enfin la collaboration régulière avec les diverses sections du COE.

Le dialogue avec les Fédérations mondiales confessionnelles qui viennent d'être mentionnées a son origine dans les contacts qui se sont développés progressivement pendant le premier Concile du Vatican et par la suite. Le dialogue est, la plupart du temps, de caractère bilatéral, à la différence du dialogue qui se déroule dans le cadre du COE, qui est de nature multilatérale. Il

(*) Cf. *DC* 1970, n° 1571, p. 883 ; 1971, n° 1589, p. 612 ; 1972, n° 1610, p. 516 ; 1973, n° 1638, p. 764.

(**) Traduction de la *DC* d'après le texte original allemand. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction. Nous avons ajouté en notes (entre parenthèses) quelques références à la *DC*.

est clair que les deux types de dialogue ne sauraient être mis en opposition, comme s'il s'agissait de choisir entre l'un ou l'autre. En l'occurrence, la terminologie est sans nul doute significative, mais elle n'a qu'une valeur limitée. De nombreux problèmes sont communs à tous les dialogues dits « bilatéraux ». Que l'on pense par exemple aux questions de l'Eucharistie, du ministère, des structures de l'Eglise. Pourtant, ces différents dialogues sont complexes parce que nous trouvons bien souvent, à l'intérieur d'une même confession, des courants ou même des Eglises entières, qui prennent des positions différentes face au même problème. Par ailleurs, tout progrès vers une commune confession de foi sur un point central de la Révélation est bénéfique au mouvement œcuménique tout entier. Si un progrès sur un point quelconque est authentique et favorise la commune compréhension de la Révélation divine, la soumission à cette Révélation et l'engagement en sa faveur, un tel progrès ne peut qu'être bénéfique au christianisme tout entier. Si un membre de l'Eglise se réjouit, toute la communauté a des motifs de se réjouir (cf. 1 Co 12, 26). Concrètement, il s'agit ici, cela va sans dire d'un long processus fait de rencontres réciproques, de croissance dans la communion de la foi, processus qui ne peut se dérouler sans souffrance ni lutte spirituelle. Il importe par ailleurs de souligner que, entre les différents dialogues bilatéraux, il manque encore une communication et des échanges vivants. C'est la raison pour laquelle un observateur du COE est régulièrement invité à assister aux dialogues de l'Eglise catholique avec les grandes Fédérations confessionnelles.

Les contacts avec le COE

Les contacts de l'Eglise avec le COE sont à bien des égards multilatéraux. Ils ne se limitent pas aux conversations théologiques qui ont lieu au sein de la Commission « Foi et Constitution », mais comportent des échanges dans de nombreux autres domaines, comme celui du dialogue et des contacts avec les religions non chrétiennes, de la collaboration dans les questions de l'éducation chrétienne, de la situation des laïcs dans l'Eglise, du développement, de la libération, de la paix, etc. Ces contacts doivent être également considérés comme multilatéraux dans la mesure où, par l'intermédiaire du COE, nous entrons en relation avec de nombreuses confessions et Eglises. Par ailleurs, les contacts de l'Eglise catholique avec le COE pourraient être aussi appelés bilatéraux, dans la mesure où, par eux, nous entrons en relation avec le COE en tant que tel, organisme créé par les Eglises et qui a une physionomie et une activité propres. D'un autre point de vue, de tels contacts se différencient de ceux qui existent avec les Fédérations confessionnelles, du fait que le COE n'est pas une confession.

La diversification des contacts bilatéraux entre eux, d'une part, et des contacts multilatéraux, d'autre part, est tellement poussée qu'il est évident que les expressions « bilatéral » et « multilatéral » n'ont qu'une valeur relative et se complètent mutuellement. En dépit des différences que nous rencontrons dans les dialogues bilatéraux pris en particulier, nous sentons en même temps, bien souvent de façon claire et concrète,

qu'il n'existe au fond qu'un seul mouvement œcuménique.

Résultats concrets

Diverses conversations bilatérales ont, entre-temps, donné des résultats concrets. A différentes reprises j'ai pu décrire plusieurs d'entre eux ; ainsi, par exemple, dans le discours prononcé à l'Assemblée générale de la Fédération luthérienne mondiale à Evian-les-Bains (1970) (1) ; ensuite à l'occasion de ma visite à l'Assemblée générale du Conseil méthodiste mondial à Denver (1971) (2) ; enfin, à l'occasion de ma visite en 1972 à l'archevêque de Cantorbéry, le D^r Michaël Ramsey, dans la conférence que j'ai prononcée au palais de Lambeth (3). Ici je me réfère plutôt à certains textes préparés par telle ou telle commission : ainsi (pour ne mentionner que les plus connus) le document préparé avec les luthériens (dit « Rapport de Malte ») (4) ; ensuite à deux documents unanimement acceptés et publiés ensuite, dus à la Commission permanente internationale anglicane-catholique : l'un sur l'Eucharistie (« Agreed Statement on the Eucharistic Doctrine »), appelé d'après le lieu où il a été élaboré « Document de Windsor » (1971) et l'autre sur le ministère et l'ordination, appelé d'après son lieu d'origine « Document de Cantorbéry » (1973) (5). De tels résultats sont le fruit d'efforts patients et difficiles pour arriver à une déclaration commune sur des points aussi centraux dans notre foi. C'est un travail théologique important, indispensable même, et nous en sommes très reconnaissants aux théologiens.

Dans le mouvement œcuménique, la théologie a une tâche propre et inaliénable, parce que l'objectif propre et ultime du mouvement œcuménique est l'union ecclésiale visible, dans la confession de la même foi, de tous ceux qui croient dans le Christ et ont été baptisés en son nom. La théologie ne peut cependant assumer l'entière charge de la reconstitution de l'unité, parce que l'Eglise est une communion de foi et de vie, de même que le Seigneur de l'Eglise est « la voie, la vérité et la vie » (Jn 14, 6). Il ne s'agit pas ici de diverses « parties », mais de divers aspects d'une même réalité. Déjà, cette seule raison montre que, dans ce domaine, un résultat théologique en lui-même ne peut être ni suffisant ni décisif. Mais, même en tant que contribution

(1) Cf. Evian 1970 : *Offizieller Bericht der Fünften Vollversammlung des Lutherischen Weltbundes (EPD-Dokumentation Bd 3)*, Eckert-Verlag, Wien, Frankfurt, Berlin 1970, p. 87-100. — En anglais : *Sent into the World ; The Proceedings of the Fifth Assembly of the Lutheran World Federation*, Ed. LaVern K. Grosc., Augsburg Publishing House, Minneapolis, Minnesota 1971, p. 54-65) (DC 1970, n° 1569, p. 761-773. — NDLR).

(2) Cf. *Proceedings of the 12th World Methodist Conference*, Denver Colorado 1971, Edit. Lee F. Tuttle, Abingdon Press Nashville and New York. The Epworth Press, London. Cf. aussi p. 266-276.

(3) Cf. *Prospects for Anglican-Roman Catholic Relations*, dans *The Tablet* du 7 octobre 1972, p. 963-966 ; traduction française dans *la Documentation Catholique*, 1972, n° 1621, p. 1061-1066.

(4) Cf. *Catholica* 1974, 65 (DC 1972, n° 1601, p. 86. — NDLR).

(5) (DC 1972, n° 1601, p. 86, et 1973, n° 1644, p. 1063. — NDLR).

théologique, les résultats du travail d'une Commission ne sont qu'un commencement ; les théologiens n'ont ni la compétence ni l'autorité pour décider d'un problème d'une manière qui engage toute l'Eglise. Les Commissions ont été créées dans le but d'étudier les problèmes qui existent entre les Eglises. Sur le fondement de la source commune de la foi, c'est-à-dire la Révélation qui nous a été transmise dans l'Ecriture et la Tradition apostolique, elles peuvent, certes, aider à dépasser des divergences dans la foi, qui créent parfois une division entre les Eglises, et de cette manière elles rendent à l'Eglise des services exceptionnels. Mais, comme il s'agit ici de la doctrine de la foi, c'est seulement le Magistère de l'Eglise qui peut, selon la conception catholique, se prononcer sur de telles questions d'une manière qui engage. Pour le faire, le Magistère a besoin, à coup sûr, du service des théologiens. Cela permet aussi parfois de publier les résultats obtenus par une Commission, de manière que leur valeur soit examinée par davantage de personnes et qu'ils soient étudiés plus à fond. Grâce à une telle méthode, on a pu constater que les documents sus-mentionnés — dont il n'est pas question de nier l'importance — comportaient des lacunes en ce sens qu'ils n'étaient ni clairs ni complets. C'est pourquoi j'ai dit que ces résultats ne constituent qu'un début sur le chemin qui mène à la solution des problèmes et au dépassement des divergences. En effet, la Commission en question devra, par la suite, étudier les avis reçus, les critiques et les observations, et ainsi perfectionner éventuellement son propre travail.

Sur le plan théorique, il semble que cette méthode de travail ne soit pas seulement honnête, mais aussi qu'elle soit tout indiquée pour éclaircir et formuler ensemble la vérité. Nous devons pourtant nous attendre — et l'expérience l'a confirmé — à ce que cette méthode comporte d'inévitables difficultés. Fruit du mouvement œcuménique, et en particulier de la prière pour le rétablissement de l'unité, un ardent désir est né dans le Peuple de Dieu, celui de voir se réaliser la pleine unité. Le Pape Jean XXIII a déjà parlé de ce désir lorsqu'il a annoncé le Concile.

Porté par cette aspiration, le peuple chrétien salue avec joie tout résultat positif, tout signe favorable sur le chemin de l'unité. On accepte volontiers comme vraie une chose que l'on espère. Dans des dispositions d'esprit de ce genre, un résultat provisoire et limité est parfois salué précipitamment comme une solution complète ; on va même jusqu'à en tirer des conséquences pratiques qui ne découlent nullement des résultats eux-mêmes. Plus tard, les yeux s'ouvrent, la déception se fait jour et c'est ainsi que naissent l'impatience et la confusion. En dépit de telles difficultés, on peut et on doit se demander si la méthode de travail décrite plus haut ne fait pas partie de la vie de l'Eglise. Bien entendu, la mission des pasteurs et de ceux qui ont charge d'âmes consiste à suivre et à guider un tel processus. L'Esprit de Dieu ne cesse de guider l'Eglise tout entière. Par sa lumière et sa force, il assiste chacun selon sa position et sa charge. Puisse-t-il donc nous guider vers la vérité tout entière (cf Jn 16, 13) (6).

(6) Sur le problème, cf. l'article de l'auteur : *le Com-missioni miste e i loro primi risultati*, dans *L'Osservatore Romano*, 13 décembre 1973 (DC 1974, n° 1646, p. 63. —

L'importance des problèmes ecclésiologiques

2. Parmi les problèmes abordés dans les conversations bilatérales, les problèmes ecclésiologiques occupent une place importante. On nous reproche même parfois de donner, dans nos conversations, trop de poids à l'ecclésiologie. Les questions sur les structures de l'Eglise, sur l'ordination et le ministère, de même que sur l'Eucharistie, en tant que mystère central de l'Eglise, sont le plus souvent traitées dans leur signification purement ecclésiologique. En réalité, l'unité de l'Eglise et l'unité dans le Christ sont inséparables, et c'est pourquoi les questions ecclésiologiques ont leur ultime fondement dans la christologie et devraient être examinées et résolues dans cette lumière.

Le mouvement œcuménique a suscité aussi à l'intérieur de l'Eglise catholique de nouvelles questions sur l'essence de l'Eglise, son unité, sa catholicité et son apostolicité. Vatican II a cherché à interpréter la réalité et l'importance ecclésiologique des Eglises et des communautés ecclésiales qui ne sont pas en pleine communion avec l'Eglise catholique. Afin que ces nouvelles problématiques n'obscurcissent pas l'ancienne et permanente vérité sur l'Eglise et afin que, parmi les fidèles, ne naissent pas l'incertitude et la confusion au sujet des vérités de la foi, la congrégation pour la Doctrine de la foi a publié la déclaration *Mysterium Ecclesiae* (7).

Le sens de « *Mysterium Ecclesiae* »

Le document traite particulièrement des questions de l'unité et de l'unicité de l'Eglise, de l'infailibilité et du ministère. C'est surtout la première partie qui a suscité, dans les milieux œcuméniques, des doutes et des inquiétudes. Certains théologiens ont pensé que l'ecclésiologie de ce document constitue un recul par rapport à Vatican II. Dans ce contexte, on pourrait également mentionner la lettre pastorale de l'Eglise orthodoxe des Etats-Unis sur l'unité de l'Eglise et le mouvement œcuménique (8), et sans doute aussi l'allocution prononcée par le patriarche œcuménique Dimitrios I^{er} le 30 novembre 1973 à l'occasion de la visite rendue par une délégation du Saint-Siège à l'Eglise de Constantinople (il sera parlé plus loin de ce discours). On pourrait donc se demander si, dans tous ces documents, n'affleuraient pas, peut-être même sous une forme polémique, d'anciennes prises de position. Je pense cependant qu'aucun de ces textes n'est dicté par des intentions polémiques. Leur but est plutôt le suivant : en partant de la claire exposition de la doctrine traditionnelle propre, arriver à la recherche commune, faite de dia-

NDLR). Sur les dialogues bilatéraux, voir la publication du COE : *Confessions in Dialogue*, par Niels Ehrenström et Günther Gassmann, WCC, Genève 1972 ; sur le dialogue avec les Luthériens, cf. H. Meyer, *Luthertum und Katholizismus im Gespräch. Ergebnisse und Stand der katholisch-lutherischen Dialogue in den USA und auf Welt-ebene. Oekumenische Perspektiven*, n° 3, O. Lembeck-J. Knecht, Frankfurt/Main 1973.

(7) Cf. AAS 65, 1973, 396-408 (DC 1973, n° 1636, p. 664. — NDLR.)

(8) Cf. *The Orthodox Church* (New York), mai 1973, p. 5.

logue, dans l'espérance d'atteindre également des solutions communes.

En ce qui concerne donc la déclaration *Mysterium Ecclesiae*, il faut avant tout avoir présent à l'esprit le but, explicitement souligné, du document. Celui-ci a immédiatement en vue des situations propres à l'Eglise catholique. Il entend protéger les catholiques contre certaines erreurs actuelles affectant la doctrine sur l'Eglise. Il vise donc à servir les membres de l'Eglise catholique. Si la doctrine de l'unité et de l'unicité de l'Eglise n'a pas été traitée aussi à fond qu'à Vatican II, on ne saurait en conclure que l'Eglise catholique fait ici un pas en arrière, ou même — ce serait une chose impensable — annule les décisions du Concile. Il était nécessaire que le Concile expose longuement la doctrine sur l'unité et l'unicité de l'Eglise, y compris sous l'angle œcuménique, et en s'intéressant particulièrement aux Eglises et aux communautés ecclésiales qui ne sont pas en pleine communion avec l'Eglise catholique. La déclaration *Mysterium Ecclesiae* suppose donc simplement les textes du Concile, et notamment la Constitution sur l'Eglise et le Décret sur l'œcuménisme. De son côté, elle se propose, au service des intérêts pastoraux, un objectif plus restreint et limité que celui de Vatican II. Il est clair dès lors qu'elle est, même œcuméniquement parlant, moins importante (9).

Du reste, il faut reconnaître que la déclaration *Mysterium Ecclesiae* n'a pas apporté au mouvement œcuménique que des difficultés. Sa partie la plus significative concerne l'infailibilité. Elle contient sans aucun doute des éléments positifs et importants. En traitant de l'infailibilité, le document suit la méthode et l'ordre de la Constitution dogmatique sur l'Eglise, c'est-à-dire qu'il développe la doctrine de l'infailibilité à partir du mystère de l'Eglise, en tant que peuple de Dieu. Ensuite, il indique comment le don de l'infailibilité se réalise concrètement dans les structures de l'Eglise et de manière spécifique dans le Magistère. Il est intéressant de noter que, dans le « Rapport de Malte » dont nous avons déjà parlé, et qui est le résultat de quatre années de dialogue catholique-luthérien, on a utilisé une semblable méthode (cf. n. 23).

A propos de ce document, je voudrais encore ajouter qu'on y trouve, soulignée et clairement exposée, l'importante distinction entre le sens ou contenu du dogme et sa formulation dogmatique.

Ces brèves notations montrent à l'évidence — et cela a été souligné à juste titre par la partie non catholique — que les questions posées dans le document sont importantes pour toutes les Eglises. En ce sens, la déclaration a, malgré les limites qu'elle-même s'est imposées, une signification œcuménique (10).

L'intercommunion

3. L'an dernier j'ai mentionné les difficultés que nous rencontrons dans le domaine de l'« intercommunion », ou « communion

(9) Dans un long article intitulé : *le Mystère de l'Eglise et de son unité*, de E. LANNE, dans *Irenikon* 1973, n° 3, la Déclaration *Mysterium Ecclesiae* est analysée et confrontée aux documents conciliaires.

(10) Cf. aussi l'interview de l'auteur dans *Lutherische Monatshefte*, 13, 1974, p. 183-187 (DC 1974, n° 1656, p. 579. — NDLR).

ouverte ». On pouvait s'attendre à ce que l'Instruction publiée par notre Secrétariat en 1972 sur ce sujet apporte de la clarté dans la pensée et de la fermeté dans la façon de procéder. C'est effectivement ce qui s'est produit le plus souvent. Il existe encore cependant des chrétiens individuels ou des groupes engagés dans l'œcuménisme qui cherchent la solution du problème de la division des Eglises dans ce qu'on appelle l'« intercommunion », ou « communion ouverte ». De telles tentatives ont amené notre Secrétariat à s'en occuper encore une fois dans une « Note » publiée le 17 octobre 1973 (11).

Le motif précis de cette initiative est indiqué dans le document lui-même : « Après la publication de l'Instruction sur les cas particuliers d'admission d'autres chrétiens à la communion eucharistique dans l'Eglise catholique, du 1^{er} juin 1972, il en a été donné diverses interprétations qui s'écartent de la lettre et de l'esprit du document. Afin d'éviter que se répandent de telles interprétations inexactes, ainsi que leurs conséquences, nous pensons qu'il peut être utile de rappeler certains points. » (N. 1). Ce n'est pas ici l'endroit de citer des exemples à ce propos. Nous risquerions de donner l'impression que la « Note » était dirigée uniquement ou précisément contre telle ou telle interprétation. En fait, il est bien connu que de telles interprétations existent, sous l'une ou l'autre forme, dans diverses parties du monde. Ce qui nous intéresse ici c'est le motif des déclarations de notre Secrétariat. C'est en effet notre profonde conviction qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'une question purement disciplinaire, mais fondamentalement d'une question de foi. Le sacrement de l'Eucharistie signifie l'unité. Tel est le sens de 1 Co 10, 16 et s., et c'est ainsi que la tradition a compris les paroles de saint Paul. Si, au contraire, nous admettons à l'Eucharistie dans l'Eglise catholique un chrétien non catholique qui ne partage pas pleinement avec nous la communion dans le sacrement de l'Eglise, nous ne le faisons pas avec l'intention de donner un témoignage eucharistique commun, puisque, dans le cas présent, fait défaut la pleine communion eucharistique, mais dans le but d'aider une âme se trouvant dans un besoin auquel on ne peut autrement porter remède. Et tel est également le sens des déclarations à ce sujet du Décret sur l'œcuménisme, lequel, du reste, parle d'une manière plus générale de « communicatio in sacris » (cf. *Unitatis redintegratio*, 8). Il manque la vérité du signe sacramentel là où fait défaut l'unité dans la foi et la communion ecclésiale.

Notre document s'achève par ces mots : « Le dialogue interconfessionnel sur la théologie de l'Eucharistie (comme sacrement et comme sacrifice), sur la théologie du ministère et de l'Eglise suit son chemin dans le cadre du mouvement œcuménique en prenant appui sur les promesses et la prière du Seigneur dans la lumière de la foi, stimulée et animée par la charité répandue dans nos cœurs par le Saint-Esprit et qui nous a été donné. Nous exprimons l'espoir que le mouvement œcuménique nous conduise à une profession de foi commune à tous les chrétiens et nous permette ainsi de pouvoir célébrer

(11) Cf. *Scuis* 23, 25 et s. Cf. aussi AAS 65, 1973, 616-619 (DC 1973, n° 1643, p. 1005. — NDLR).

l'Eucharistie dans l'unité ecclésiale, en accomplissant la parole de l'Écriture : « Puisqu'il y a un seul pain, nous sommes tous un seul corps. » (1 Co 10, 17.) (N. 10.)

En réalité, le dialogue avec nos frères de la Communion anglicane, des Églises luthériennes et réformées a déjà porté des fruits concrets. Nous sommes arrivés à une compréhension plus profonde de la doctrine de l'Eucharistie et de ce qui, en elle, nous est commun. Nous saluons avec gratitude les résultats de ce genre comme autant de pas sur le chemin vers l'unité. Nous devons cependant en même temps admettre franchement et en toute humilité que nous sommes encore très loin d'avoir atteint la complète unanimité, soit dans la doctrine sur l'Eucharistie, soit dans la doctrine sur la sacramentalité de l'Église en général.

Quelques tendances récentes de l'œcuménisme

4. Enfin, encore un mot sur certaines *tendances récentes de l'œcuménisme en général*. Les panoramas des années précédentes, ainsi que de ce qui va être dit plus loin, montrent clairement que les conversations théologiques sur des thèmes œcuméniques classiques de la christologie et de l'ecclésiologie continuent à se poursuivre avec diligence. On peut cependant constater que la façon d'aborder les questions est en partie différente. Cela tient surtout au fait que, ces dix dernières années, l'Église a délibérément tourné son attention vers le monde. À la suite des bouleversements de la Deuxième Guerre mondiale et des profondes mutations du monde et de la société qui sont en cours depuis quelques années, en rapport avec le problème démographique, la révolution industrielle, la libération politique et la création de nouveaux États, une question s'est trouvée posée de plus en plus clairement et avec une urgence toujours plus grande : quel est le sens du monde et de l'existence de l'homme dans ce monde ? Que l'on pense par exemple à la Constitution, si fondamentale, du Concile Vatican II sur l'Église dans le monde de ce temps, à l'encyclique de Paul VI *Populorum progressio*, et enfin au document du Synode des évêques de 1971 sur la justice dans le monde.

C'est dans le même sens que vont certains thèmes étudiés ces derniers temps par certaines de nos commissions mixtes travaillant en liaison avec certaines Fédérations confessionnelles mondiales. Ainsi, par exemple, la deuxième partie du « Rapport de Malte », déjà mentionné, porte, dans le cadre général « L'Évangile et l'Église », le titre significatif « L'Évangile et le monde ». Le thème général de nos conversations avec l'Alliance réformée mondiale est « La présence du Christ dans l'Église et le monde », cependant que le thème particulier des conversations de 1972 était « La présence du Christ dans le monde » (12).

De son côté, le COE a organisé dès 1966 à Genève une Conférence mondiale sur le thème « L'Église et la société ». Plus tard, l'Assemblée générale du COE à Uppsala (1968) s'est occupée à fond des mêmes questions. La Commission du

COE pour la mission et l'évangélisation a organisé de son côté en 1972-1973 à Bangkok une rencontre sur « Le salut aujourd'hui ».

On peut enfin mentionner que le thème de la « Réconciliation », désigné par le Saint-Père pour l'Année sainte de 1975, comporte la même ample ouverture vers le monde. En effet, la réconciliation fondamentale de l'homme avec Dieu est inséparablement liée à la réconciliation entre frères, et donc à la réconciliation entre les Églises, les peuples, les races et les classes.

Cependant, avec le temps, la thématique dans ce domaine s'est trouvée quelque peu déplacée, et peut-être pourrait-on dire qu'elle a été approfondie. Il y a encore quelques années, l'attention portée au monde et à l'homme était indiquée par le mot de « développement ». Aujourd'hui on parle plutôt de « libération », dans le sens le plus large du terme, depuis le concept biblique de la liberté dans et par le Christ jusqu'aux conséquences que ce concept a pour la libération politique et économique de l'individu et des peuples. Le danger de passer du fait spécifiquement chrétien au fait purement politique, en abandonnant aussi, dans la théorie et dans la pratique, l'engagement religieux — par quoi le mouvement œcuménique devient un mouvement politique, et l'engagement chrétien une lutte de ce monde — est des plus évidents. Dans le mouvement œcuménique on est conscient de ce danger et on l'évitera. Que l'on pense au thème choisi pour la prochaine Assemblée générale du COE : « Le Christ libère et unit ». Si la libération est ainsi conçue comme provenant du Christ et qu'elle conduit à l'unité en lui, elle constitue à coup sûr un authentique et actuel thème œcuménique.

Une compréhension plus profonde de l'Église

Si l'Église se tourne ainsi vers le monde, cela signifie-t-il que les thèmes classiques de la christologie et de l'ecclésiologie n'ont plus d'importance pour le dialogue œcuménique ? En aucune façon. On ne peut en effet réduire l'Évangile, et en conséquence la mission de l'Église, au service exclusif de la promotion de la personne humaine, de la justice et de la liberté dans le domaine social et politique. Ces tâches font partie en un certain sens de l'Évangile et donc de la mission de l'Église, mais l'Évangile et la mission de l'Église ne se limitent aucunement à elles. Que l'on pense à ce propos, pour ne citer qu'un exemple, à l'avertissement que donne le Christ à ses auditeurs après avoir rassasié des milliers d'hommes par le moyen de la multiplication des pains : « Cherchez non la nourriture qui périt, mais celle qui dure pour la vie éternelle et que le Fils de l'homme vous donnera. » (Jn 6, 27.)

Dans l'actuel dialogue œcuménique aussi, on peut effectivement observer la tendance qui consiste à accéder, en partant de la nouvelle conscience de la responsabilité de l'Église dans le monde et pour le monde, à une compréhension plus profonde de l'Église elle-même. On se demande si, dans la conception que les diverses Églises ont de la mission de l'Église, il existe des convergences ou même une identité de vues et, au cas où il en serait ainsi, si de telles conceptions ne pourraient être un point de départ pour une façon commune de concevoir même son essence et sa structure et, de ce fait, consti-

(12) Cf. Panorama œcuménique 1972 (DC 1973, n° 1638, p. 764. — NDLR).

tuer un point de départ pour le rétablissement de la pleine unité de tous ceux qui croient au Christ.

II. — LES RELATIONS AVES LES EGLISES ORIENTALES

Nous allons commencer notre survol par les relations avec les Eglises orientales, relations auxquelles, pour de multiples raisons, nous attachons la plus grande importance. Ces Eglises se présentent au dialogue avec une tradition très vénérable et nous sont théologiquement très voisines, bien que, au cours de l'histoire, nous nous soyons largement séparés. Quand on parle des « Eglises orientales » il faut toujours distinguer, on le sait, deux grands groupes : les Eglises dites « non chalcédoniennes », et les Eglises orthodoxes de tradition byzantine.

La visite à Rome du patriarche copte-orthodoxe

A. — Dans nos relations avec les Eglises non chalcédoniennes il faut rappeler surtout, pour l'an dernier, la visite que le Patriarche copte-orthodoxe Shenouda III a rendue au mois de mai au Saint-Père. Le Patriarche était accompagné d'évêques, de prêtres, de diacres et de laïcs de telle manière que l'entière Eglise copte-orthodoxe se trouvait représentée. La composition de la suite du Patriarche soulignait le caractère officiel de la visite, cependant que le nombre de ses membres visait à marquer l'importance que la visite revêtait pour l'Eglise copte-orthodoxe et à garantir l'exécution de ses résultats. L'Eglise éthiopienne s'était elle aussi associée par le moyen d'une représentation propre, composée d'un métropolite et d'un évêque.

Quels sont les éléments d'une telle visite à Rome ?

Il y en a principalement trois : la prière, la discussion, la visite au Pape et les contacts avec diverses personnalités, et notamment avec les institutions ecclésiastiques.

1. La prière représente un élément important. Lorsqu'il s'agit de la visite d'Eglises orthodoxes, la délégation célèbre d'ordinaire sa propre liturgie dans l'une des Eglises romaines ou même dans les catacombes. Cette fois, pourtant, la date avait été choisie de manière que la délégation pût célébrer avec le Saint-Père, en assistant à une cérémonie pontificale à Saint-Pierre, le 16^e centenaire de la mort de saint Athanase. Les visites aux principales basiliques romaines, tout particulièrement celles qui sont érigées sur les tombes des apôtres, de même qu'aux catacombes, appartiennent à cet élément fondamental de la prière.

L'Eglise copte possède dans son histoire et aussi dans sa vie actuelle une importante et vivante tradition monastique. Pour cette raison, le Patriarche tenait beaucoup à connaître la vie monastique à Rome. Il visita donc divers monastères à Rome ainsi que l'abbaye de Subiaco. Ces visites comportaient soit l'élément de la prière, soit celui des contacts personnels. A Subiaco, de même que chez les Trappistes de Tre Fontane, ou chez les Bénédictins de

Sant'Anselmo, eurent lieu de longues conversations sur l'essence de la vie monastique et sur sa forme concrète à notre époque.

L'importance de la Déclaration commune

2. Au plan de la « discussion », il faut surtout mentionner les longues et intenses conversations des membres de la délégations avec plusieurs représentants du Secrétariat pour l'Unité pour préparer la déclaration commune que le Saint-Père et le Patriarche ont signée à la fin de la visite (*). L'importance d'une telle déclaration réside avant tout dans le fait qu'elle contient une profession détaillée des points de la foi qui sont communs aux deux Eglises. Dans cette profession est particulièrement mise en relief la christologie, car le motif principal de la division fut précisément la doctrine du Concile de Chalcédoine (541) sur l'Incarnation du Christ.

Voilà pour le contenu et les motifs. Ces derniers temps, des recherches historiques et théologiques ont montré que les divergences entre les deux parties tenaient davantage à la terminologie et aux formules employées qu'au contenu de la foi et à ce que les deux parties voulaient exprimer (13). Effectivement, dans la déclaration commune que nous venons de mentionner, on voit clairement que les deux Eglises professent la même foi touchant l'Incarnation du Verbe de Dieu. Parmi les points essentiels de notre foi qui sont mentionnés, notons celui-ci : la seule et unique Parole de Dieu s'est incarnée, c'est le Fils de l'homme : « En lui sa divinité est unie à son humanité ; cette union est réelle, parfaite, sans mélange, sans commixtion, sans confusion, sans altération, sans division, sans séparation. » Comme on le voit, on a évité l'usage des termes controversés du V^e siècle, la « nature » et la « personne », et on a cependant abouti à une commune profession de foi qui exprime fidèlement le contenu de la révélation.

La déclaration commune est par ailleurs importante parce qu'elle refuse clairement le faux prosélytisme ; parce que, de plus, elle souligne la commune intention de créer une commission mixte de représentants des deux Eglises. Du côté catholique, y participeront des représentants de l'Eglise copte-catholique d'Egypte et des experts du monde catholique. La Commission doit affronter dans un authentique dialogue les problèmes théologiques et pratiques qui existent entre les deux Eglises pour préparer ensemble le chemin vers la pleine unité ecclésiale dans le Christ. On le voit : la déclaration est importante, soit en raison de son contenu, soit parce qu'elle constitue la base d'un dialogue ultérieur entre les deux Eglises.

Les visites à l'Université pontificale grégorienne et à l'Institut biblique qui lui est associé ont fourni l'occasion d'une discussion authentique, profonde parfois. Dans les conversations à l'Institut biblique, on a fait en particulier la comparaison entre la méthode critique moderne et l'exégèse spirituelle des Pères de l'Eglise. Les

(*) (DC 1973, n° 1633, p. 515 et s. — Cf. *infra*, p. 77, le rapport commun de la Commission mixte copte-catholique. — NDLR).

(13) Cf. Panorama œcuménique 1971 (DC 1972, n° 1610, p. 516. — NDLR).

représentants de l'Eglise copte étaient inquiets de voir que, dans l'exégèse moderne, on néglige l'importance de la tradition spirituelle des Pères. Il a été dit clairement à ce propos que l'Eglise, pour vivre de la parole écrite de Dieu, a besoin de la valeur spirituelle des Pères de l'Eglise et qu'elle doit continuer à la développer sans pour cela méconnaître l'importance de la méthode critique et de ses résultats.

3. Il est naturel que la *rencontre* avec le Saint-Père comme évêque de Rome et pasteur suprême de l'Eglise catholique tout entière ait constitué le centre de toute la visite à l'Eglise de Rome. Cette rencontre a été elle aussi caractérisée par les trois éléments déjà mentionnés : la prière, la discussion et le contact personnel. Ce fut un moment émouvant et plein de promesses pour l'avenir lorsque, après une séparation qui durait depuis quinze siècles, les chefs des deux Eglises se sont salués comme des frères. La rencontre était d'autant plus émouvante que les liens entre l'Eglise de Rome et celle d'Alexandrie remontent à l'apôtre Pierre lui-même, puisque c'est Pierre qui envoya à Alexandrie son disciple, l'évangéliste Marc.

De là vient également le titre officiel du Patriarche : Sa Sainteté le Pape d'Alexandrie et Patriarche du Siège de Saint-Marc. L'échange des cadeaux est lui aussi une expression de cette fraternité. Naturellement font partie de ces rencontres personnelles des conversations prolongées réunissant tantôt un nombre réduit de personnes, tantôt la délégation tout entière.

Comme on le voit, cette visite a intensifié et approfondi les relations entre les deux Eglises. La déclaration commune dont nous avons parlé plus haut revêt une importance toute particulière. La profession de la foi commune aux deux Eglises, qui y est contenue, constitue le fondement, solide et profond, du dialogue à l'avenir. Il faut ajouter que, dans la déclaration, est également prévue la création d'une Commission mixte comme organe permanent de ce dialogue (14).

Les relations avec les Eglises orthodoxes de tradition byzantine

B. — Comme on le sait, l'Eglise catholique entretient des rapports réguliers avec toutes les Eglises orthodoxes de tradition byzantine, à savoir les quatre anciens patriarchats (Constantinople, Alexandrie, Antioche, Jérusalem); les patriarchats de Russie, Serbie, Roumanie, Bulgarie, Géorgie; les Eglises autocéphales de Grèce, de Chypre, etc.

La ligne générale d'action de ces rapports est toujours la même : prendre progressivement conscience de la profonde communion sacramentelle entre l'Eglise catholique et les Eglises orthodoxes, identifier les véritables divergences de manière à en trouver la solution dans la pleine communion.

Cependant, étant donné la grande variété des situations de ces Eglises déterminée par le patrimoine culturel et spirituel lui-même, ainsi que par le contexte social et politique divers où elles sont actuellement insérées, les rapports de l'Eglise catholique avec ces Eglises n'ont pas

tous atteint le même stade. Des situations concrètes et particulières facilitent ou retardent l'intensification des rapports.

Le discours de Dimitrios I^{er} sur l'œcuménisme

I. — La vie du Patriarcat œcuménique, pendant cette dernière période, a été marquée par la mort du Patriarche Athénagoras (7 juillet 1972), champion convaincu de l'unité des Eglises, et par l'intronisation du Patriarche Dimitrios I^{er}. En ce qui concerne les rapports avec l'Eglise catholique, depuis son élection il a fait des déclarations qui éclairent ses intentions. C'est ainsi que, dans une interview publiée le 16 août 1972, il déclarait : « Nous désirons souligner que nous continuerons systématiquement à assurer l'unité panorthodoxe et à promouvoir celle de tous les chrétiens. Les liens avec la très sainte Eglise catholique seront renforcés et augmentés (15). »

Cette volonté a été réaffirmée par le Patriarche à l'occasion d'une visite officielle que le président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens a faite à Istanbul du 28 novembre au 2 décembre 1973. Certaines expressions du discours du Patriarche ont surpris et ont donné lieu à des interprétations contradictoires (16).

a) Le Patriarche a indiqué trois points qu'il considère comme la base du dialogue entre l'Eglise catholique et les Eglises orthodoxes. Parlant en tant que Patriarche œcuménique, il a déclaré : « Par ce message, nous désirons souligner qu'à l'avenir toutes les rencontres pancatholiques et panorthodoxes, tous les dialogues et toutes les consultations se tiendront sur les bases suivantes :

1. L'autorité suprême de l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique réside dans le Concile œcuménique de l'Eglise universelle ;

2. Personne parmi nous, les évêques de l'Eglise universelle, n'a d'autorité, de privilège ou de droits accordés canoniquement, sur une juridiction ecclésiale, quelle qu'elle soit, sans le consentement canonique d'autrui ;

3. Bien que désormais nos efforts de collaboration et nos colloques puissent, d'après les décisions de la troisième Conférence panorthodoxe, être bipartites, cependant leur issue finale aura lieu au niveau pancatholique et panorthodoxe.

Cela veut dire que nous visons uniquement à poser correctement les problèmes, loin de tout malentendu ou fausse interprétation. »

Les explications de la Commission synodale

b) Le lendemain de ce discours du Patriarche, la délégation catholique, présidée par le cardinal président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a eu une séance de travail avec la Commission synodale du Patriarcat pour les rapports avec les autres Eglises. A cette Commission ont été demandés des éclaircissements sur le sens précis du discours du Patriarche. La Commission synodale en a donné l'explication suivante :

(15) Cf. *Catholica* 1974, p. 61 et s.

(16) Le texte intégral du discours du Patriarche se trouve dans la *Documentation Catholique*, 1974, n° 1664, p. 66.

1. Les affirmations du Patriarche entendent servir à l'approfondissement du dialogue entre l'Eglise catholique et les Eglises orthodoxes. Le Patriarche, dans son premier discours adressé au cardinal pendant l'audience du 29 novembre, avait affirmé : « Nous sommes entrés dans une nouvelle période de rapports entre nos Eglises, c'est-à-dire dans une période d'approfondissement, où il nous faut avancer résolument mais aussi prudemment, afin que l'édifice soit solide et non seulement orné d'une belle façade. »

2. Ce qu'a déclaré le Patriarche ne représente ni un présupposé ni une condition pour le dialogue théologique entre les deux Eglises, mais un thème qui pourra faire partie du programme du futur dialogue théologique.

3. Avant tout, le Patriarche a voulu écarter les équivoques possibles aux yeux des orthodoxes, et aussi peut-être de certains catholiques, sur le sens des contacts entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe, surtout après la publication par l'Eglise catholique de la déclaration *Mysterium Ecclesiae*. Le Patriarche répondait ainsi, avant tout, à certaines exigences pastorales à l'intérieur de l'Eglise orthodoxe et des relations entre les diverses Eglises orthodoxes.

4. En particulier, le président de la Commission synodale a fait remarquer avec délicatesse, mais aussi avec clarté, que de même que l'Eglise catholique, avec la déclaration *Mysterium Ecclesiae* n'entend pas refuser le dialogue ou y mettre obstacle, ainsi doit-on penser du discours du Patriarche. Ce discours, d'une part, voudrait favoriser la compréhension des fidèles orthodoxes et, d'autre part, promouvoir le dialogue en profondeur.

Ces explications situent le discours du Patriarche dans sa vraie lumière et en donnent une explication réaliste. Peut-être pourrait-on même aller jusqu'à ajouter que ce discours constitue un motif pour améliorer et approfondir les relations entre l'Eglise catholique et l'orthodoxie.

c) Dans les conversations avec la Commission synodale du Patriarcat, il a été affirmé du côté catholique que nous désirons engager avec l'orthodoxie le dialogue théologique, et que nous espérons le voir s'ouvrir le plus tôt possible du côté orthodoxe.

La déclaration du Patriarche doit donc être considérée comme une expression de la volonté d'approfondir le dialogue. Cette conclusion est corroborée par le message que le Patriarche a envoyé au Saint-Père pour le remercier de la visite :

« Par cette lettre fraternelle adressée en guise de réponse à Votre Sainteté, nous venons dire que c'est aussi notre saint désir que notre chemin, entrepris vers l'unité par la volonté et la bienveillance de Dieu ces dernières années, ne se limite pas seulement à la communion retrouvée de l'amour fraternel, mais que, dans un élargissement de rencontres et de collaboration, il s'étende — en ayant en commun des pensées, des dispositions et l'action — au domaine tout entier des Eglises d'Orient et d'Occident, dans la sainteté, la fidélité, la vénération envers la vérité transmise par les apôtres et envers la structure de l'Eglise, jusqu'à ce que nous parve-

nions à la pleine et parfaite unité, unité dans la foi et dans la vérité du commun Sauveur et Seigneur Notre-Seigneur Jésus-Christ, dans la commune profession de foi, pour sa gloire et celle de l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique (17). »

C'est en ce sens qu'a été interprétée, par l'organe officiel de l'Eglise de Grèce, la déclaration du Patriarche à l'occasion de la visite de l'archevêque d'Athènes, Séraphim, au Patriarcat œcuménique. Dans un article sur le dialogue entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise catholique, on lit entre autres : « Cette déclaration patriarcale faite avec courage et limpidité constitue un pas de plus dans l'étape préparatoire du dialogue, un pas absolument nécessaire et indispensable pour que le dialogue soit mené sur un pied d'égalité, en temps opportun. Et il était temps que cette déclaration officielle, qui reflète la pensée commune de l'entière orthodoxie, fût faite, car — comme l'a affirmé le Patriarche — nous sommes entrés dans une nouvelle période des relations entre nos deux Eglises, à savoir dans la période de l'approfondissement (18). »

L'Eglise orthodoxe russe

III. Pour les relations avec l'Eglise orthodoxe russe, il faut signaler les conversations entre représentants catholiques et orthodoxes qui ont eu lieu à Zagorsk du 4 au 7 juin 1973. Pendant cette réunion, la troisième d'une série de conversations sur le rôle de l'Eglise dans le monde moderne, on a pu constater une large convergence de vues sur le plan de la profession de la foi chrétienne, dans la vie liturgique, sacramentelle et spirituelle ainsi que dans la compréhension des principes fondamentaux de la vie morale qui plongent leurs racines dans l'Evangile du Christ. On a souhaité une collaboration concrète entre chrétiens dans le domaine de la vie sociale, en accord avec l'Evangile et avec l'authentique interprétation de l'Evangile, telle qu'elle est proposée par l'Eglise.

Ces réunions sont d'une haute qualité théologique. A ce sujet, il importe de noter ceci : bien qu'elles portent le nom de « conversations théologiques », elles n'engagent que le Patriarcat russe, car l'Eglise russe orthodoxe partage le point de vue des autres Eglises orthodoxes, à savoir que le dialogue proprement théologique, au sens indiqué plus haut, ne peut être mené qu'au niveau panorthodoxe.

A Zagorsk, on a discuté du meilleur moyen de promouvoir la paix, de lutter contre l'injustice sociale et la discrimination raciale, etc. Après avoir examiné le devoir de l'Eglise de choisir la méthode la plus adaptée à la situation concrète, on a constaté que les catholiques peuvent, sans pour autant soupçonner les autres de mauvaise foi, ne pas être d'accord avec les orthodoxes russes (et vice versa) quand il s'agit de déclarations et d'initiatives touchant des domaines spécifiques de la vie sociale, politique et économique, tout en reconnaissant que l'autre

(17) Texte intégral dans *Seuïs* 23, 14 et s.

(18) *Ekklesia*, n° 6, 1974, p. 129-131 ; pour l'ensemble de la visite, cf. *Seuïs* 23, 14 et s.

partie cherche à agir selon l'impératif de la conscience chrétienne (19).

La délégation catholique, à laquelle s'est joint le cardinal président du Secrétariat pour l'Unité, est restée dix jours en Union soviétique. Le cardinal a été invité à prendre la parole dans diverses églises orthodoxes de Moscou, Leningrad, Odessa, Novgorod et Vladimir.

Une délégation de Russes orthodoxes, composée de deux évêques, de deux prêtres et d'un laïc, dirigée par le recteur de l'Académie théologique de Moscou, l'archevêque Vladimir, a visité Rome et l'Italie pendant deux semaines en décembre.

III. — LES RELATIONS AVEC LA COMMUNION ANGLICANE ET AVEC LES COMMUNAUTES ECCLESIALES DE LA REFORME

La déclaration anglicane-catholique sur le ministère et l'ordination

I. — La Commission permanente internationale anglicane-catholique a jusqu'à présent publié deux importantes déclarations que nous avons déjà mentionnées : la première en 1971 sur l'Eucharistie (Windsor Statement), la seconde en septembre 1973 sur le ministère et l'ordination (Canterbury Statement).

Ce dernier document tout particulièrement a fait une vive impression. La Commission a tenté d'y exposer la foi sur le ministère et l'ordination dans un langage nouveau. Vatican II avait, en effet, déclaré : « La méthode et la manière d'exprimer la foi catholique ne doivent nullement faire obstacle au dialogue avec les frères... Il faut expliquer la foi catholique de façon plus profonde et plus droite, utilisant une manière de parler et un langage qui soient facilement accessibles même aux frères séparés (20). »

Or, si cette déclaration a suscité chez les uns de la joie et une nouvelle espérance, elle a provoqué chez d'autres une désillusion et même des protestations. Ce dernier phénomène est tout à fait compréhensible dès lors que l'on cherche de nouvelles expressions pour la doctrine traditionnelle et que l'on s'efforce de formuler loyalement la doctrine entière de l'Eglise dans un nouveau langage. Une chose est claire, en effet : lorsqu'une déclaration est préparée en commun par des représentants de plusieurs Eglises et par des théologiens appartenant à diverses confessions, un tel document pourra probablement être interprété également de manières diverses, selon qu'on le considère à partir de telle ou telle tradition confessionnelle. Les observations et les critiques que nous avons reçues à la suite de la publication du document de Cantorbéry le montrent clairement sur plusieurs points, surtout là où il s'agit d'exposer clairement le caractère sacramentel de l'ordination et l'essence du sacerdoce, et de déterminer plus exactement le rap-

port qui existe entre le sacerdoce commun des fidèles et le sacerdoce ordonné.

Deux questions à propos de la Déclaration

On peut poser ici deux questions : 1. La publication de tels documents est-elle souhaitable ou provoque-t-elle nécessairement de la confusion ? 2. Ne serait-il pas préférable de souligner également avec soin, à côté des convergences, les éléments de désaccord qui subsistent ?

A propos de cette dernière question, je voudrais dire ceci : s'il est vrai que les éléments de convergence projettent de la lumière sur les points où une convergence n'a pas encore été atteinte, du moins de façon claire, on doit aussi constater que, vice versa, les divergences restantes projettent de l'ombre sur les points où a été obtenue une convergence. Les deux éléments sont inséparables.

Pour ce qui est de la première question, il ne faut jamais oublier que la publication est un moyen pour susciter l'intérêt et favoriser la participation de nombreux théologiens et de groupes œcuméniquement engagés à la recherche. En effet, de cette manière, nous avons obtenu de précieuses contributions et aussi des critiques, qui sont de la plus haute importance pour les travaux ultérieurs de la Commission. Du reste, lorsque les travaux de la Commission ont atteint un certain stade, il semble que la publication soit inévitable. En effet, ces commissions communes, créées par les Eglises et qui étudient sérieusement les problèmes existant entre les Eglises, ne sont pas des groupes ésotériques travaillant seulement pour leur propre satisfaction scientifique. D'autre part, il est également vrai que, en publiant les documents, il est nécessaire d'essayer de prévenir, dans toute la mesure du possible, d'éventuelles confusions. En ce sens, la Commission permanente anglicane-catholique a souligné avec toute la clarté désirable que son document ne représente ni une déclaration officielle des Eglises concernées ni même un résultat définitif des travaux de la Commission.

Il est également important de comprendre la problématique du document et les objectifs poursuivis par la Commission. Il s'agissait de savoir s'il était possible aux deux Eglises d'aboutir à une déclaration commune de foi sur le ministère sacerdotal. Il ne s'agissait donc pas de la question de la reconnaissance de la validité des ordinations anglicanes. La question de la validité d'une ordination est différente de celle de la foi d'une Eglise dans le ministère ecclésial. Naturellement, cette dernière question est importante, fondamentale même, pour l'étude de la question et la validité effective et historique des ordinations. En ce sens, notre Commission elle-même constate : « La Commission a la ferme conviction que sa nouvelle déclaration sur la doctrine du ministère, si elle est examinée et approfondie en relation étroite avec l'Eucharistie, sera de la plus grande importance pour les futures relations entre les deux Eglises. En effet, dans le passé, ce sont précisément les divergences sur ces deux problèmes qui ont obscurci le domaine étendu de la foi commune et ont rendu impossible la reconnaissance des ordinations anglicanes par les catholiques romains. La Commission est d'avis que les deux déclarations présentent un ample contexte dans lequel ces

(19) *Scuis* 22, 11 et s. (DC 1973, n° 1638, p. 775. — NDLR).

(20) *Unitatis redintegratio*, 11.

problèmes pourront finalement trouver leur solution (21). »

Dans ses futurs travaux, la Commission se consacrera avant tout à la question de l'autorité dans l'Eglise. Ce sujet est également important pour la compréhension du ministère ecclésial. Une fois achevée l'étude de cette question, la Commission réexaminera l'ensemble des thèmes déjà étudiés et procédera à une nouvelle évaluation des résultats obtenus.

La Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance réformée mondiale

II. — Pour le dialogue avec la *Fédération luthérienne mondiale* et l'*Alliance réformée mondiale*, qu'il suffise de constater dans ce panorama que les travaux se déroulent normalement et que, pour 1973, nous n'avons pas à noter de résultats importants pour le public (22).

Avec ces deux groupes confessionnels, l'Eglise catholique poursuit aussi des conversations particulières sur le thème : « La théologie du mariage et le problème des mariages mixtes. » Un Comité spécial anglican-catholique, qui s'occupe du même problème, participe à ces conversations par le moyen d'un observateur. Comme il fallait s'y attendre, c'est le problème de l'indissolubilité du mariage qui occupe ici la place centrale. Dans la dernière réunion de la Commission (22-27 octobre 1973 à Bâle), deux points ont été constatés :

1. Tous les participants sont d'accord pour dire que la conclusion d'un mariage comporte un engagement à vie; 2. Par contre, reste ouvert entre les participants le problème du divorce avec la possibilité de contracter un nouveau mariage. Ce dernier point sera de nouveau examiné en 1974 (23).

Le Conseil méthodiste mondial

III. — Le dialogue avec le *Conseil méthodiste mondial* a tout particulièrement porté sur la question du témoignage commun. Les documents de base pour cette étude étaient : le rapport sur la conférence organisée en 1972-1973 à Bangkok par la Commission du COE pour la mission et l'évangélisation sur le thème « Le salut aujourd'hui » ; le schéma préparatoire du Synode des évêques de 1974 : « L'évangélisation du monde contemporain ». On a également fait usage du document « Témoignage commun et prosélytisme », publié par le groupe mixte de travail entre le COE et l'Eglise catholique (24). C'est à l'étude de ces textes qu'était consacrée la réunion de la Commission responsable qui a eu lieu à Reuti (Suisse) du 1^{er} au 5 octobre 1973 (25).

Les Pentecôtistes

IV. — Le dialogue avec les communautés pentecôtistes a un caractère particulier. Les conversations bilatérales que l'Eglise catholique mène

avec les autres communions mondiales, dont nous avons parlé plus haut, tendent à examiner des problèmes inhérents aux structures ecclésiales et à l'ecclésiologie, à leur objectif et à la recherche d'une unité structurale. Le dialogue avec les Pentecôtistes n'a pas le même but. Avant même qu'il ne se soit engagé, il avait été clairement dit que son but immédiat ne consiste pas à se préoccuper des problèmes touchant une union structurale imminente, même si, bien entendu, son objectif est que les chrétiens se rapprochent dans la prière et la collaboration chrétienne. Le but du dialogue est que la prière, la spiritualité et la réflexion théologique deviennent des préoccupations communes, partagées au niveau international, sous la forme d'un dialogue entre le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, les Eglises pentecôtistes et les participants aux mouvements charismatiques au sein des Eglises protestantes et anglicane. Ce dialogue vise à étudier la vie et l'expérience spirituelle des chrétiens et des Eglises, à prêter une attention particulière à la signification que prend pour les Eglises la vie dans l'Esprit-Saint, en tenant compte à la fois des éléments fournis par l'expérience et par la théologie. A partir de là, il importe de tenir compte de certaines divergences doctrinales de manière à éliminer les incompréhensions réciproques. En même temps, dans ces conversations, est exclue toute tentative de minimiser les points de réelle divergence. L'un de ceux-ci est, par exemple, la conviction catholique fondamentale selon laquelle l'engagement chrétien est essentiellement, même s'il ne l'est pas exclusivement, lié à la confession formulée dans le Symbole de la foi, et donc à l'Eglise catholique.

Dès le départ, il a été également souligné que ce dialogue ne s'occupe pas directement du problème pastoral, intérieur à l'Eglise catholique, du rapport existant entre le « pentecôtisme catholique » et l'Eglise catholique. Le dialogue peut indirectement aider à éclairer ce rapport, mais celui-ci ne représente pas la préoccupation directe de ses travaux.

La seconde séance de ce dialogue a eu lieu à Rome du 18 au 22 juin 1973 et a été consacrée aux précédents historiques d'où est né le mouvement pentecôtiste, à la relation entre le baptême dans l'Esprit-Saint et les rites d'initiation chrétienne, au rôle de l'Esprit-Saint et de ses dons dans la tradition mystique.

Les sessions suivantes étudieront l'action de l'Esprit-Saint par rapport à l'Eglise, aux sacrements et aux structures; également les dimensions psychologiques du Pentecôtisme, la prière qui y est pratiquée, son culte — y compris le problème spécifique du « baptême du croyant » — et les problèmes pastoraux relatifs à la possibilité d'un témoignage commun et aux dangers du prosélytisme.

Le dialogue avec les Pentecôtistes revêt, comme on le voit, un intérêt particulier et possède sa propre démarche. Le mouvement pentecôtiste tout entier est de la plus haute importance en raison de sa rapide diffusion. Il renferme certainement un élément de réaction spirituelle contre le matérialisme moderne du monde sécularisé. Quelles que soient nos réserves, et quelle que soit par ailleurs l'attitude chrétienne à adopter à son égard, il reste que beaucoup trouvent des analogies entre ce mouvement et certains textes des Actes des apôtres. Il importe

(21) Cf. *Scuis* 22, 16.

(22) Cf. *Scuis* 21, 16 et s.

(23) Cf. *Scuis* 23, 20 et s.

(24) Pour ce texte, cf. *Scuis* 21, 8-11 (*DC* 1970, n° 1575, p. 1078. — *NDLR*).

(25) Cf. *Scuis* 23, 20.

cependant de bien distinguer entre le mouvement qui existe à l'intérieur de l'Eglise catholique et le Pentecôtisme en tant que phénomène autonome et indépendant qui s'est organisé en Eglises pentecôtistes (26).

IV. — LES RELATIONS AVEC LE CONSEIL ŒCUMENIQUE

En ce qui concerne nos relations avec le Conseil œcuménique des Eglises, je suis d'avis que nous nous trouvons dans une phase d'approfondissement et de développement positif, bien que la décision de l'Eglise catholique de ne pas entrer dans un proche avenir dans le COE comme membre ait créé certaines difficultés concrètes. Dans le dernier rapport du groupe mixte de travail publié en mai 1973, on lit : « Au cours de nos travaux, nous avons rencontré des difficultés qui tenaient à des différences de style, de structures et de méthodes, à l'insuffisance de moyens, etc. Parfois, on a même constaté des malentendus. Nous avons fait l'expérience du découragement, et même de craintes injustifiées. Parfois, l'unité nous semblait à portée de main, parfois au contraire inaccessible. » Le groupe ajoute cette réflexion : « C'est ainsi que le Seigneur purifie son peuple avec des épreuves et des tribulations. » Puis il conclut avec résolution : « Mais la réalité de notre amour et notre mission doivent nous remplir de joie et non de crainte. Nous trouvons un motif de nous réjouir dans les progrès réalisés par le mouvement œcuménique ces vingt-cinq dernières années. Dans ce domaine, il appartient au groupe mixte de travail de faire œuvre de pionnier (27). »

Une phase de développement positif

1. J'ai dit que nous nous trouvons dans une phase de développement positif. Dans le rapport dont nous avons déjà parlé, le groupe mixte de travail a également tracé un plan d'ensemble pour les trois prochaines années. Le plan part de la constatation que les grands problèmes et les grandes tâches qui occupent actuellement les Eglises sont vus aussi bien par le COE que par l'Eglise catholique de la même manière, et sont même formulées de façon presque identique. On le constate par le thème déjà mentionné de la Conférence de Bangkok : « Le salut aujourd'hui », et par celui du Synode des évêques de 1974 : « L'évangélisation du monde contemporain. » De même, le thème de la « réconciliation » que le Saint-Père a choisi pour l'Année sainte a une profonde signification œcuménique. En effet, sur le fondement de la réconciliation de l'homme avec Dieu, nous arrivons aussi à la réconciliation des Eglises, jusqu'au rétablissement de la pleine unité, ainsi qu'à la réconciliation entre les peuples et les hommes en général, jusqu'à la paix dans la justice.

En accord avec le Secrétariat du Synode des évêques, notre Secrétariat a demandé au COE son avis sur le premier schéma du document

du Synode des évêques de 1974 touchant l' « évangélisation du monde contemporain ». Les réactions ainsi obtenues ont été prises en considération par le Secrétariat du Synode des évêques de la même manière que les observations des Conférences épiscopales.

La prochaine Assemblée générale du COE pour 1975 à Nairobi (Kenya) sur le thème général : « Le Christ libère et unit », constitue un événement œcuménique qui intéresse toutes les Eglises et donc l'Eglise catholique. Mgr Charles Moeller, secrétaire de notre Secrétariat, est membre du Comité préparatoire de l'Assemblée. La participation d'observateurs et d'experts catholiques à l'Assemblée est encore à l'étude.

Les projets de collaboration

2. Le plan élaboré par le groupe mixte de travail pour les trois prochaines années a été accepté du côté catholique par le moyen d'une lettre du président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens adressée au Secrétaire général du COE. On y lit : « La collaboration (en question) ne doit pas être conçue comme une contribution fortuite des catholiques romains aux programmes du COE. Elle constitue plutôt une véritable participation qui, du côté catholique, se fonde sur les principes propres de l'Eglise catholique romaine et concerne des programmes que nous avons acceptés ou que nous avons projetés ensemble (c'est-à-dire avec le COE). » La lettre expliquait en outre que les études prévues, dans le plan, sur l'autorité dans l'Eglise et le rôle de l'Eglise dans les questions sociopolitiques devaient être menées du côté catholique sur la base des documents de Vatican II et des déclarations post-conciliaires du Magistère de l'Eglise, par exemple de l'encyclique *Populorum progressio*, du document final du Synode des évêques de 1971 sur la justice dans le monde, etc. (28).

Les détails de la collaboration entre 1973 et 1975 sont donnés dans le rapport que le groupe mixte de travail a soumis au Comité central de Genève. On y trouve mentionnés les domaines particuliers de collaboration : la prochaine Assemblée générale du COE, le Synode des évêques de 1974, l'Année sainte de 1975 ; une enquête à réaliser conjointement par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens et le COE sur les problèmes que les Eglises rencontrent aujourd'hui dans l'accomplissement de leur mission dans le monde et sur les conséquences que de tels problèmes ont pour le mouvement œcuménique ; en outre, la collaboration qui existe déjà dans le cadre de la Commission du COE : « Foi et Constitution » ; de nouvelles formes de collaboration catholique avec la Conférence du COE pour la mission et l'évangélisation, avec la Commission de la santé ; enfin la coopération du Secrétariat pour les non-chrétiens et du Secrétariat pour les non-croyants avec l'organisme correspondant du COE, ainsi que la coopération du Conseil pour les laïcs avec le Département du COE pour l'éducation et le renouvellement.

(26) Voir aussi *Scuis* 22, 33 et s. (cf. *DC* 1974, n° 1656, p. 583. — *NDLR*).

(27) *Scuis* 22, 18 (*DC* 1973, n° 1639, p. 826. — *NDLR*).

(28) *Scuis* 22, 22.

La Commission mixte SODEPAX

3. Une forme particulière de collaboration existe dans la Commission mixte SODEPAX. Cette Commission constitue un organe de liaison pour la collaboration entre l'Eglise catholique et le COE dans le vaste domaine de la justice, du développement et de la paix. La collaboration concerne directement la Commission pontificale « Justice et Paix », d'une part, et la Commission du COE pour la participation des Eglises au travail de développement, d'autre part. SODEPAX a également élaboré un programme particulier pour l'Asie : le Forum culturel asiatique pour le développement (The Asian Cultural Forum on Development = AVFOD). Il s'agit d'une tentative faite par les grandes religions de l'Asie pour étudier les problèmes des peuples de ce continent du point de vue du développement et de la justice qui doit inspirer l'économie. Conformément à son caractère d'organe de liaison, SODEPAX confiera peu à peu aux autorités locales et aux personnes directement intéressées l'exécution de ce programme.

Le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, la Commission pontificale Justice et Paix et le COE ont lancé à la Pentecôte 1973 un appel commun pour promouvoir dans l'esprit de l'œcuménisme la compréhension et la prière pour l'Irlande. La lettre, signée du président du Secrétariat et du secrétaire général du COE, a été envoyée aux Conférences épiscopales et aux Eglises membres du COE (29).

(29) Le texte dans *Scuis* 22, 30 et s. (DC 1973, n° 1632, p. 487. — NDLR.)

A l'initiative de SODEPAX s'est déroulée en outre à Sommières (France) une réunion informelle de catholiques et de protestants provenant d'Irlande du Nord et du Sud ainsi que de divers pays européens. Elle était consacrée à l'étude des tâches des chrétiens dans des situations de tension et de conflit.



Ce bref panorama de nos relations avec le COE montre clairement que si l'Eglise catholique n'a pas adhéré au COE, il existe entre elle et cet organisme une collaboration très intense dans le domaine de la théologie et des activités pratiques. Nous espérons ainsi servir l'unique mouvement œcuménique dans lequel, en union avec le Seigneur, nous attendons que soit exaucée la prière : « Qu'ils soient tous un. »



En concluant l'ensemble de nos remarques, on peut dire ceci : de la même manière que l'Eglise, pour reprendre l'expression de Vatican II, poursuit son pèlerinage à travers le temps, notre mouvement œcuménique lui aussi s'avance à travers les obstacles et les difficultés mais aussi avec des résultats irrécusables, qui sont comme des consolations qui nous sont données par Dieu (cf. *Lumen gentium*, 8). Mais la force du Seigneur ressuscité nous fortifie pour vaincre les afflictions et les difficultés avec patience et charité (cf. *ibid.*). Nous mettons toute notre espérance en lui, en sachant que l'espérance ne déçoit point (Rm 5, 5).

RAPPORT COMMUN DE LA COMMISSION COPTE-CATHOLIQUE

Au cours de la première session plénière de la Commission mixte entre l'Eglise catholique et l'Eglise copte orthodoxe, qui s'est tenue au Caire, du 26 au 30 mars 1974 (1), un rapport commun a été rédigé, qui prend notamment acte des progrès accomplis en matière de christologie. Ce rapport, qui devait être soumis aux autorités des deux Eglises pour examen et approbation, a été publié à la fin de l'année 1974 par le bulletin du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens (2). En voici le texte :

Préambule

La Commission mixte entre l'Eglise catholique et l'Eglise copte-orthodoxe, établie par S. S. le Pape Paul VI et S. S. le Pape Shenouda III, au cours de leur rencontre à Rome, en mai 1973 (3), a

tenu sa première session plénière au Caire, du 26 au 30 mars 1974. En application du mandat qu'elle a reçu, la Commission vise « à guider une étude en commun dans les domaines de la tradition ecclésiastique, de la doctrine des Pères, de la liturgie, de la théologie, de l'histoire et des problèmes concrets, afin que, par une coopération mutuelle, nous puissions chercher, dans un esprit de respect mutuel, à résoudre les différences qui existent entre nos Eglises et être à même de proclamer ensemble l'Evangile d'une façon qui corresponde au message authentique du Seigneur ainsi qu'aux besoins et espoirs du monde d'aujourd'hui » (4).

Au cours de ses réunions, la Commission a pris en considération le progrès effectué jusqu'à présent dans les études théologiques, afin de découvrir si de nouvelles étapes pourraient être envisagées dans le domaine de la christologie et de préciser quels points demandent à être éclairés et étudiés. Il a été possible de faire un progrès pour ce qui est de la présentation actuelle de la foi de nos Eglises en Jésus-Christ le Fils de Dieu incarné. On recommanda la mise en route d'études théologiques ultérieures par des experts des deux Eglises, et on s'accorda sur des recommandations

(1) Cf. DC 1974, n° 1653, p. 447.

(2) « Service d'information », n° 24, 1974/II, p. 14 et s.

(3) Cf. DC 1973, n° 1633, p. 510 et s. (NDLR).

(4) DC., *ibid.*, p. 516 (NDLR).

visant à une coopération concrète entre les deux Eglises.

I. — Déclaration concernant la christologie

1. Se référant aux doctrines christologiques de nos deux Eglises, et à titre de progrès dans la ligne de ce qui a été déjà établi par les autorités supérieures de nos Eglises dans leurs déclarations communes, les membres de la Commission mixte de travail se sont accordés sur les points suivants :

2. Nous confessons que l'union entre la divinité et l'humanité du Seigneur, effectuée dans l'Incarnation, est un mystère incompréhensible pour tout esprit créé, ineffable, inexprimable, situé au-delà de toute description et excédant toute parole.

3. Nous devons humblement reconnaître à quel degré limité notre intelligence peut appréhender la vérité de ce mystère, et notre incapacité à trouver dans notre langage humain des mots qui puissent en donner une expression adéquate.

4. En conformité avec la vérité du salut qui nous est révélée par l'Esprit-Saint dans l'Ecriture et dans la Tradition de nos Pères communs antérieurs à la séparation, nous confessons ensemble que la Seconde Personne s'est assumé par la sainte Vierge Marie un vrai corps doté d'une âme spirituelle. Cette chair animée n'existait pas avant l'union. Le corps est demeuré corps, bien qu'il ait été glorifié après la résurrection et l'ascension qui convenaient à la divinité. C'est au moment même de la descente du Verbe divin dans le sein de la Vierge que la Seconde Personne de la Très Sainte Trinité s'est uni l'humanité parfaite prise de la Vierge. Lui-même, un et consubstantiel avec le Père eu égard à la divinité, est devenu consubstantiel avec nous eu égard à son humanité.

5. Confessant la foi exprimée ci-dessus, en conformité avec les trois premiers Conciles œcuméniques, nous anathémisons ensemble l'arianisme, l'apollinarisme, le nestorianisme, l'eutychianisme, et nous professons la foi exprimée dans le Symbole de Nicée-Constantinople. Mais nous sommes encore en attente d'une formule qui réconcilierait ce que confessent les orthodoxes non chalcédoniens : une nature de deux natures ou une nature ayant les propriétés et qualités des deux natures, et ce que confessent les catholiques chalcédoniens : en deux natures.

6. Nous acceptons une union réelle parfaite, et non pas une conjonction ou une combinaison de deux personnes ou entités. Quand la partie orthodoxe rejette toute dualité en Jésus-Christ, c'est pour affirmer que tout acte de Jésus-Christ est en fait un acte de Dieu, le Verbe incarné, et pour refuser que certains de ses actes soient attribués à la divinité seule et d'autres à son humanité seule, comme les apparences pourraient le faire penser. Quand les catholiques confessent leur foi en Jésus-Christ, ils ne refusent pas ce que disent les orthodoxes, mais ils veulent insister sur la conservation en lui de tout ce qui est propre à la divinité et de tout ce qui est propre à l'humanité, ce que les orthodoxes n'ont jamais cessé de professer.

7. Quand les orthodoxes confessent que la divinité et l'humanité de Notre-Seigneur sont unies en une nature, ils prennent « nature » non au sens d'une nature pure et simple mais comme une nature synthétique où la divinité et l'humanité sont unies sans séparation ni confusion. Et quand les catholiques confessent que Jésus-Christ est un en deux natures, ils ne séparent pas la divinité de l'humanité, même pas pour la durée

d'un clignement d'œil ; mais ils cherchent plutôt à éviter le mélange, l'interpénétration, la confusion ou l'altération.

8. La partie orthodoxe insiste sur la réalité de l'humanité de Notre-Seigneur dans l'union, car le salut de l'humanité ne peut venir que d'une action du Verbe de Dieu incarné. La divinité n'a pas, et ne pouvait pas, abandonner pour un temps l'humanité, ni au moment de la crucifixion ni à aucun autre moment postérieur. Dans l'Eucharistie, les croyants ont toujours part au corps et au sang de Jésus-Christ, ce fait met en évidence la réalité de son humanité. De l'autre côté, ils mettent en relief la réalité de la divinité de Notre-Seigneur, le Verbe qui était et qui est encore le vrai Dieu incarné. Pour cette raison, la résurrection de Notre-Seigneur est une preuve évidente de sa divinité. C'est pour cela que les orthodoxes donnent l'importance la plus manifeste à la célébration de la Résurrection.

9. Les catholiques ont exactement le même souci de confesser la réalité de l'humanité en Jésus-Christ, en tant qu'instrument indispensable de notre salut. Mais ils affirment aussi que notre salut est un véritable acte du Verbe de Dieu. Ils croient aussi qu'il n'y a jamais eu en Jésus-Christ de séparation entre la divinité et l'humanité, même au moment de la crucifixion, de la mort et de la descente aux enfers.

10. C'est là notre foi au mystère de l'incarnation de Notre-Seigneur Jésus-Christ et dans la façon dont s'est opéré notre salut. Tous nous nous accordons sur cela.

11. La Commission mixte est convaincue que la présente déclaration peut servir non seulement à approfondir les relations entre nos deux Eglises, mais qu'elle peut aussi être utilisée comme une expression authentique de nos croyances au cours de nos relations avec d'autres Eglises et communautés chrétiennes.

II. — Etudes théologiques ultérieures

La Commission mixte recommande la mise à l'étude par des experts des deux Eglises des thèmes suivants :

1. L'histoire et la doctrine des Conciles de l'Eglise ancienne et particulièrement ceux qui touchent à la christologie.

a) Leurs facteurs théologiques et non théologiques ;

b) Leur autorité ecclésiale en tant que telle ;

c) L'acceptation de leurs canons dans les deux Eglises, particulièrement pour ce qui est de leur applicabilité à nos différences et besoins d'aujourd'hui.

2. Les sacrements dans leur rapport à l'Eglise et à l'économie du salut.

3. Le discernement des saints, pour ce qui est de la rectitude de leur foi et de leur vie spirituelle.

4. Les moyens de mettre en application les points mentionnés ci-dessus dans les livres de liturgie et d'histoire et dans les instituts de théologie.

Cette liste n'est pas exhaustive. Elle mentionne les points qui ont une importance particulière et qui devraient être prioritaires.

La Commission mixte étudiera comment on peut impliquer des experts dans ces études et signaler à l'attention de nos Eglises les résultats de leurs travaux.

III. — Problèmes concrets

1. La Commission mixte catholique-copte orthodoxe reconnaît que les conflits idéologiques, la rapidité des mutations sociales, l'exaltation du matérialisme et de l'athéisme, provoquent la foi des chrétiens et des Eglises elles-mêmes. La grâce de Dieu nous invite à une coopération, tout à la fois sérieuse et sincère, qui puisse aider les Eglises à faire face à leurs responsabilités dans ce monde.

2. Dans leur déclaration commune, le Pape Paul VI et le Pape Shenouda III ont clairement encouragé une telle coopération et ont indiqué les principes qui doivent l'inspirer. Par ce qu'elle va dire maintenant, notre Commission espère contribuer à la réalisation concrète de cette coopération.

3. La Commission mixte reconnaît qu'il y en a dans nos Eglises qui éprouvent encore une forte méfiance quand on en arrive à une coopération commune. Nous devons chercher à éliminer de tels sentiments et à en déraciner les fondements. La Commission reconnaît aussi que certains, par suite d'un manque d'intelligence tout à la fois des responsabilités des Eglises dans le monde et de l'esprit œcuménique, pourraient utiliser les déclarations communes de nos autorités supérieures, et nos propres propositions, pour jeter le trouble dans l'autre communauté en essayant d'y recruter de nouveaux membres ou en développant des attitudes d'esprit qui sont contraires aux exigences de la charité chrétienne ou à ce qui doit caractériser les relations fraternelles entre Eglises. Des actions ou attitudes de cette nature ne peuvent en aucune façon trouver une justification dans les efforts des catholiques ou des orthodoxes pour approfondir la charité et développer, au plan social et au plan intellectuel, consultations, réflexions et coopération mutuelles. Au contraire, nous sommes convaincus que les pasteurs et les fidèles chrétiens, qui ont travaillé avec zèle à étendre le règne de Dieu, trouveront qu'en appliquant les consignes des autorités de nos Eglises, et en donnant aux suggestions et directives de la Commission mixte une forme concrète, ils confèrent à leurs activités pastorales une signification plus profonde et exercent une influence plus pénétrante sur leurs propres frères et sur tous ceux avec qui ils travaillent.

4. De plus, la Commission mixte est convaincue de proposer un programme qui devrait être mis en application en prêtant attention aux situations concrètes et aux besoins de nos Eglises, ainsi qu'aux ressources qui sont à notre disposition. Chercher à tout faire en un seul jour pourrait conduire à l'échec et au désenchantement. Refuser de faire un pas, à cause des difficultés que l'on peut prévoir, serait refuser l'inspiration donnée par l'Esprit-Saint et les expressions claires du désir des autorités supérieures de nos Eglises que se développe entre nous cette unité profonde qui est l'intention du Christ pour son Eglise.

5. C'est en ayant ces réflexions présentes à l'esprit que la Commission mixte recommande la mise sur pied en Egypte d'un comité mixte local ayant pour rôle de mettre en application l'utilisation des ressources au service du Christ et de son Eglise en Egypte et de prendre des mesures efficaces pour éliminer les actions qui font obstacle à ce service (5).

6. En consultation avec les autorités de nos Eglises, ce comité déterminera les structures qui pourraient

être utiles pour l'accomplissement de sa tâche. L'une d'entre elles devrait être un sous-comité de contact avec les institutions ecclésiales, afin de prévoir, promouvoir et diriger l'utilisation du personnel et des ressources en vue d'un plus large service de l'Eglise tout entière et de toutes les populations en Egypte, dans un esprit de respect mutuel des Eglises respectives. Un second sous-comité devra être établi pour l'étude et la prise de mesures efficaces contre ces manières d'agir qui créent des tensions entre Eglises ou qui affectent le climat de confiance mutuelle entre elles.

7. En outre, ce comité conseillera et dirigera d'autres groupes qui souhaiteraient proposer des programmes d'action commune, dans l'esprit précisé ci-dessus.

8. Le comité peut également organiser des études sur des problèmes concrets, selon ce que lui indiquera la présente Commission mixte. Parmi ces études, il faudra inclure une prise en considération des processus et des problèmes soulevés par la perspective de l'effort actuel de nos Eglises sur la route de l'unité dans le Christ, qui est don de Dieu.

9. Dans ses efforts, le comité mixte local se tiendra en contact régulier avec les autorités locales des Eglises et rendra compte de son travail à la présente Commission mixte, ainsi que des perspectives d'activités futures, que la Commission aura à diriger et à encourager.

10. Afin d'aider à faire face aux problèmes concrets qui peuvent se manifester à l'échelon local, notre Commission mixte veut rappeler ici les termes de la déclaration commune du Pape Paul VI et du Pape Shenouda III : « La vie divine nous est donnée et est développée en nous par les sept sacrements venant du Christ dans son Eglise : le baptême, la confirmation, la sainte eucharistie, la pénitence, l'onction des malades, le mariage et les ordres sacrés. » Nous voulons mettre en évidence que ce passage souligne la communauté de regard et le respect mutuel que nous devons avoir pour les sacrements des uns et des autres. Ceci doit être reflété dans nos comportements pastoraux et dans notre souci de respecter la conscience de quiconque.

11. La présente Commission mixte recommande aux autorités de nos Eglises d'encourager par des exhortations, des lettres pastorales et des discussions synodales, le travail du comité mixte local, et aussi de promouvoir l'adoption des principes mentionnés dans les déclarations communes de nos autorités supérieures, tout à la fois dans les statuts et les activités de nos institutions ecclésiales.

12. Finalement, cette Commission mixte exprime sa conviction que plus elle manifeste au plan concret sa propre sincérité et son sérieux dans le travail pour accomplir le mandat qu'elle a reçu, plus les pasteurs et dirigeants de nos Eglises correspondront aux requêtes concrètes qui leur sont adressées de faire croître et de guider nos communautés vers un travail en vue d'une pleine unité dans l'esprit de l'Evangile du Christ.

(Traduit de l'original anglais.)

— **Prier la joie, prier la peine**, par André HAQUIN et René LEJEUNE. — Un vol. 11,5 X 21 cm, de 158 p. Prix : 16 F. Editions du Centurion, Paris.

Ce recueil de poèmes et de prières aidera le chrétien dans sa prière individuelle ou collective au cours des jours de détresse ou d'espoir, pour la table ou pour l'Eucharistie. Paroles inspirées par la foi, elles ne perdent rien à s'exprimer de manière poétique ; bien au contraire : elles favorisent l'élan du cœur et le dialogue avec Dieu.

(5) Cf. la lettre adressée à ce sujet par Paul VI au cardinal Sidiarouss (DC 1974, n° 1663, p. 903. — NDLR).

Questions actuelles

ATTITUDES CHRÉTIENNES DEVANT LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Note de la Commission épiscopale espagnole d'Apostolat social ()*

1. Inquiétude et espérance devant la situation économique actuelle

Depuis quelques mois, les problèmes de l'économie espagnole et leurs répercussions politiques et sociales préoccupent les citoyens et les organes du gouvernement. On doit constater, de plus, que les problèmes qui se posent pour notre économie sont liés à des problèmes plus généraux, de caractère international.

La crise de l'énergie a joué un rôle important. Beaucoup de pays connaissent les conséquences négatives de l'inflation. Les gouvernements, pour leur part, se sont vus obligés d'adopter des mesures dont les répercussions se sont fait sentir bien au-delà de leurs frontières et ont touché des citoyens d'autres nationalités, particulièrement en ce qui concerne le travail des émigrants.

Les vacances d'été ont amené une détente générale, également dans les préoccupations de la communauté nationale. On peut cependant constater, dans de larges secteurs de l'opinion publique, la réapparition de préoccupations analogues à celles que l'on avait déjà connues. Cela est facilement compréhensible, si l'on pense que ces problèmes ne sont pas liés uniquement à la conjoncture ou aux circonstances, mais qu'ils ont aussi des causes permanentes, latentes ou manifestes, devant lesquelles la conscience chrétienne ne peut rester indifférente. Ces causes ne peuvent pas non plus être ignorées de ceux qui cherchent sérieusement et lucidement la solution de ces problèmes. Bien souvent, les situations et les problèmes concrets font apparaître au grand jour des états de chose d'ordre plus général qui sont à leur origine ou, du moins, les expliquent.

L'homme ne peut pas demeurer passivement dans l'expectative devant les problèmes qui sont inséparables de son existence historique. Dieu nous ayant demandé de dominer la création (cf. Gn 1, 28), nous devons prendre position d'une façon active et constructive pour que les réalités temporelles servent réellement l'homme et la communauté. Le domaine économique ne peut échapper à ce commandement de Dieu.

Ses répercussions sur la vie des personnes et sur la vie sociale sont trop graves pour que l'on se permette de rester dans une attitude purement passive. Ce commandement de Dieu est, de plus, porteur d'un sain optimisme et d'une espérance qui stimulent à s'engager d'une façon créatrice au service de l'authentique fraternité humaine et chrétienne.

Il existe d'autres voix qui apportent la lumière dans d'autres perspectives. Elles répondent elles aussi au commandement de Dieu qui est en même temps un appel à la solidarité humaine. Mais il ne sera pas inutile qu'à côté d'elles il y ait, de la part de la hiérarchie, une réflexion de foi destinée à servir notre peuple, qu'il s'agisse des dirigeants ou des membres et groupes du corps social. Telle est la raison d'être de la présente note de la Commission épiscopale, élaborée à la demande de la Commission permanente de la Conférence épiscopale espagnole.

2. Analyse de la situation économique

a) Croissance économique et développement

La société espagnole a connu pendant des années une croissance économique et un développement évidents. De larges secteurs ont comblé les carences inquiétantes des décennies précédentes. Cela a été rendu possible par l'action des pouvoirs publics, l'initiative des particuliers, l'effort de la population laborieuse, chez nous et à l'étranger, les revenus du tourisme, le progrès technique qui a fourni les instruments nécessaires. Tout cela a exigé de durs efforts de la part de la société espagnole, des journées de travail prolongées par des heures supplémentaires, des migrations internes et externes.

La croissance économique a supposé la création et l'accumulation de capitaux provenant en bonne partie de l'épargne, par divers mécanismes auxquels l'inflation n'a pas été étrangère.

On a vu ces derniers temps se développer dans notre pays l'investissement de capitaux étrangers et l'implantation d'entreprises multinationales. C'est là un motif d'inquiétude, de mécontentement et même de divisions. Certains estiment que les investissements étrangers étaient absolument nécessaires et qu'ils ont contribué pour une bonne part à la création de nouveaux emplois. Pour d'autres, cette entrée de capitaux étrangers et les conditions dans lesquelles elle s'est faite constituent un acheminement vers la perte de l'indépendance économique pouvant aller jusqu'à

(*) *Ecclesia* (Madrid), 28 septembre 1974. Traduction de la DC.

Au cours de leur XXI^e Assemblée plénière (Madrid, 25-30 nov. 1974), les évêques espagnols ont affirmé leur solidarité avec le présent document (*infra*, p. 86).

diverses formes de dépendance politique qui pèsent lourdement sur l'avenir du pays.

Le développement économique s'est accompagné, chez nous, d'une manifeste augmentation de la consommation, ce qui est, d'une certaine manière, un signe de progrès et de bien-être humain. Il faut même dire que, dans des systèmes économiques comme le nôtre, le développement de la consommation doit aller de pair avec le développement économique et le plein emploi.

Mais la consommation n'a pas été seulement le fruit spontané du désir de satisfaire ses propres besoins. Elle a été développée par une puissante pression publicitaire, avec de fortes répercussions sur la hiérarchie des valeurs telle qu'elle existe dans notre milieu social.

b) Développement et équilibre social

Ce qui a été réalisé sur le plan du développement quantitatif ne doit pas faire oublier les objectifs auxquels doit viser un développement qualitatif plus humain et communautaire. Il existe encore dans notre pays des groupes humains et même des régions qui ne sont pas encore sortis de la pauvreté. Tous les secteurs de la vie économique n'ont pas connu le même développement. L'agriculture constitue un secteur défavorisé par rapport aux industries de transformation et aux services qui ont progressé d'une façon importante.

Il est donc nécessaire qu'il y ait un meilleur équilibre et une plus grande équité dans la répartition du revenu national entre les diverses régions et entre les divers secteurs de l'activité économique. Particulièrement, pour ce qui est des revenus du travail, on doit constater que le développement économique a engendré des différences démesurées entre les revenus de ceux qui participent à la production. On cite des différences qui vont de 1 à 30, sinon plus, dans la rémunération du travail, les revenus du capital étant mis à part. Nous nous trouvons en réalité ici devant un problème de justice qui concerne la structure même de notre système économique et social.

Cette réalité des inégalités excessives dans la répartition du produit national ne se limite pas au monde du travail. Elle existe aussi dans les professions libérales. A l'origine, il peut y avoir une erreur d'appréciation sur le service que ces professions rendent à la communauté. Mais il faut aussi se demander si ce phénomène ne s'explique pas par des attitudes sociales exclusives, en raison de la limitation des emplois imposée par la profession, ou d'une législation fiscale inadaptée.

Rien d'étonnant donc si, dans ce contexte économique et social, se manifeste parfois un désir de revendications efficaces de la part de ceux qui participent le moins au revenu national, et particulièrement de la part des travailleurs.

Les conflits du travail et les grèves se sont multipliés chez nous, spécialement dans certaines régions. La législation inadaptée qui existe chez nous en cette matière a des conséquences de diverses natures qui sont préjudiciables au bien commun. Les conflits du travail s'orientent facilement vers des objectifs politiques autres que ceux qu'ils s'étaient fixés primitivement. La recherche, pour les travailleurs, de modes de représentation différents de ceux prévus par la loi crée facilement des situations illégales qui cherchent à s'abriter derrière la clandestinité. Une conception étroite de l'ordre public que l'autorité doit protéger pousse à utiliser des moyens de coercition

qui paralysent les actions visant à satisfaire de justes revendications en matière de travail.

Avec le développement économique et l'accumulation des capitaux, le pouvoir de décision s'est trouvé concentré entre quelques mains, indépendamment de la forme juridique que revêt la possibilité de disposer des moyens de production et de les contrôler. Les décisions prises par ceux qui détiennent le pouvoir économique mettent en jeu la vie de la communauté tout entière sur les divers plans, y compris le plan politique. La majorité de la population doit, plus ou moins silencieusement, se plier aux décisions prises par d'autres et à l'élaboration desquelles elles n'ont pas participé efficacement.

c) Croissance et inflation

Depuis quelque temps, notre économie connaît une inquiétude lourde de conséquences sociales avec l'inflation qui se traduit entre autres par une augmentation excessive du coût de la vie. Il est vrai que d'autres pays, même ceux qui sont parvenus à des niveaux supérieurs de développement économique, ne sont pas épargnés par ce phénomène.

De sa nature même, l'inflation conduit à une plus mauvaise répartition des revenus, au détriment précisément des plus faibles qui, pour cette même raison, ont besoin d'être mieux favorisés. La montée des prix et la diminution du pouvoir d'achat affectent immédiatement tous ceux qui ont des revenus fixes, surtout lorsque ces revenus sont bas, comme c'est habituellement le cas pour les salariés, et plus encore pour les classes passives.

L'inflation entraîne aussi une érosion de l'épargne, argent des classes moyennes et humbles qui, avec bonne volonté, mettent des sommes considérables à la disposition de l'économie du pays sous forme de comptes courants et de bons d'épargne. En même temps qu'elle lèse les faibles, l'inflation donne à la spéculation des possibilités de gains de diverses natures qui sont d'une certaine manière justifiées par un service corrélatif rendu au bien commun.

La nécessité de remédier rapidement à l'inflation, jointe aux conséquences directes ou indirectes que continue à avoir la crise du pétrole, fait qu'actuellement le risque de chômage est particulièrement préoccupant. En Espagne, ce risque revêt peut-être une gravité particulière du fait qu'aux difficultés internes s'ajoutent les conséquences que peut avoir le chômage existant en d'autres pays d'Europe pour les émigrants espagnols qui y travaillent.

Le chômage ne se fait pas sentir seulement lorsque les ouvriers sont sans travail. Lorsque les travailleurs comptent en bonne partie sur les heures supplémentaires pour équilibrer leur budget, pour payer des achats à tempérament, etc., leur suppression n'est pas sans conséquences.

C'est ainsi qu'une situation passagère ou conjoncturelle nous révèle un problème permanent, plus ou moins manifeste, mais auquel nous nous étions habitués, sans lui porter l'attention qui lui est due en raison des conséquences humaines et sociales qu'il doit nécessairement avoir à longue échéance.

d) Répercussions sur le plan culturel

Nous voulons enfin souligner l'influence de la croissance économique, telle qu'elle s'effectue, sur le domaine culturel, et particulièrement sur la conception de l'homme qui est sous-jacente à cette croissance. Nous voulons parler de la culture transmise non seu-

lement par les centres de formation, à leurs différents degrés, mais aussi par les moyens de communication sociale.

On affirme, non sans quelque raison, que l'éducation et la culture elle-même sont déterminées par les besoins et les impératifs du système économique et social, lesquels font obstacle à une culture critique capable de promouvoir le passage à des formes de société plus humaines. Il est facile de comprendre que les formes culturelles de chaque époque doivent refléter les divers centres d'intérêts qui s'y manifestent. La culture tend à reproduire le système dans lequel elle naît et se développe.

C'est pourquoi notre réflexion sur la situation sociale et économique ne pouvait pas ignorer cette perspective culturelle dans laquelle est si profondément engagée la liberté de l'esprit humain et sa capacité de dominer les déterminismes des processus historiques.

3. Justification et portée de l'intervention des évêques

Nous les évêques membres de la Commission épiscopale d'apostolat social, nous croyons que notre ministère pastoral nous fait une obligation d'essayer de connaître la réalité économique et sociale et de réfléchir sur elle à la lumière de l'Evangile et de la doctrine de l'Eglise. Seul cet effort pour bien connaître les situations concrètes — non seulement individuelles, mais aussi communautaires — dans lesquelles nous vivons peut nous permettre de comprendre dans sa totalité le mystère de salut qui nous a été manifesté et donné en Jésus-Christ.

Chacun sait l'influence, positive ou négative, des rapports économiques et sociaux sur l'union, la concorde et la solidarité entre les membres et les divers groupes ou classes de la société. Le salut qui nous est donné en Jésus-Christ n'est pas seulement la promesse d'une réalité future, mais une réalité que nous vivons en établissant des liens étroits de fraternité entre les hommes. L'appel à la conversion personnelle au Christ et les exhortations à la communion humaine ne prennent tout leur sens que si l'on découvre les diverses formes d'injustice personnelle ou sociale qui empêchent l'épanouissement de la vie chrétienne individuelle et font obstacle à une authentique réconciliation entre les hommes.

C'est pourquoi les prophètes disaient déjà que l'on ne connaissait pas Yahvé lorsque « c'est le mensonge et non la vérité qui prévaut sur la terre » (Jn 9, 2), et ils voyaient dans les injustices sociales un obstacle à la vraie conversion : « Chacun dupe son ami, ils ne disent pas la vérité, ils ont habitué leur langue à mentir, ils se fatiguent à mal agir. » (Ibid., 4.) Au contraire, à ceux qui cherchent le Seigneur jour après jour et désirent connaître ses voies (cf. Is 58, 2), les prophètes indiquent au nom de Dieu la voie de la conversion : « Défaire les chaînes injustes, délier les liens du joug, renvoyer libres les opprimés et briser tous les jougs... Partager ton pain avec l'affamé, héberger chez toi les pauvres sans abri. » (Ibid., 6, 7.) Dieu est près de nous lorsque nous nous efforçons de créer une société plus juste : « Alors tu crieras et Yahvé répondra : Me voici. » (Ibid., 9.)

Les grandes exigences de l'amour, le respect et la solidarité entre les hommes doivent se concrétiser en pratiquant jour après jour la justice et en prenant la défense des faibles (cf. Am 5, 12 ; 8, 4-7). Jésus, qui a porté à leur plénitude les exigences d'une vie fondée sur l'amour, nous dit que c'est

la façon dont nous nous comportons avec les hommes qui donne la mesure de la vérité de nos relations avec Dieu et de l'authenticité de notre religion : « Quand tu vas présenter ton offrande à l'autel, si là tu te souviens que ton frère a quelque chose contre toi, laisse là ton offrande, devant l'autel, et va d'abord te réconcilier avec ton frère ; viens alors présenter ton offrande. » (Mt 5, 23.)

Ces paroles revêtent une urgence et un sens particuliers avec l'Année sainte de la réconciliation. La vraie réconciliation exige une sincère conversion personnelle à Dieu et un renouvellement intérieur qui nous rendent dociles à sa parole, accueillie dans nos consciences. Mais la réconciliation avec les hommes, fruit de la présence de Dieu dans nos vies, doit nécessairement avoir des répercussions sociales et donc se traduire en œuvres de justice. Il serait vain de parler de réconciliation si, également sur le plan économique et social, on laissait subsister des relations humaines entachées d'injustices personnelles ou communautaires, individuelles ou structurelles.

La préoccupation des évêques pour les problèmes humains, et en particulier pour les questions économiques et sociales, ne doit pas être interprétée comme une intrusion dans les activités temporelles ou dans ce qui relève de la compétence de la société civile. Nous voulons attentivement respecter l'autonomie propre des réalités temporelles sur les différents plans, y compris le plan politique. Mais en même temps, nous voulons être fidèles au mandat, qui nous a été donné par Dieu et l'Eglise, d'annoncer le Royaume de Dieu, royaume de vérité, de justice, de liberté et d'amour.

Tout ce qui contribue positivement à créer une société humaine plus fraternelle mérite d'être encouragé et joyeusement accueilli par l'Eglise. En même temps, elle veut encourager les efforts de tous ceux qui, sincèrement désireux de travailler pour le bien commun, veulent, afin d'y porter remède, connaître les racines et les manifestations des déficiences et des maux sociaux.

4. Attitudes chrétiennes devant la situation économique

Dans la perspective de l'homme nouveau configuré en Jésus-Christ et de l'humanité réconciliée à laquelle doit tendre la société, les situations et les problèmes humains s'éclairent d'une lumière nouvelle qui permet de les corriger continuellement et de les transformer profondément.

a) Lumières et ombres du développement

Les chrétiens apprécient tous les efforts tendant à la croissance économique. En confiant le monde à l'homme, Dieu lui a montré sa vocation : la transformation du monde constitue sa tâche propre et le moyen de satisfaire ses divers besoins. La croissance économique est nécessaire pour une libération intégrale de l'humanité.

Cette libération, cependant, ne peut pas se mesurer en termes quantitatifs de consommation. La nécessaire élévation du niveau de vie ne peut pas se confondre avec la plénitude totale de l'homme.

La consommation n'est pas un mal en soi. Le mal est dans la mesure et la façon dont on la pratique et l'encourage. Les classes possédantes ont instauré une course aux biens de consommation qui obscurcit le sens moral et crée le vide chez ceux dont les

aspirations matérielles sont comblées ou qui sont nés dans un milieu d'abondance. Ceux qui n'ont encore pas atteint ces niveaux sont torturés, envahis par le ressentiment, ou, dans la meilleure des hypothèses, sont tellement obnubilés par le gain qu'ils en oublient d'autres valeurs plus précieuses.

Les techniques et les tactiques de la publicité recourent à des procédés qui non seulement inversent l'authentique hiérarchie des valeurs, mais vont jusqu'à porter sérieusement atteinte à la liberté humaine elle-même.

L'augmentation du niveau de vie doit s'orienter vers un nouveau genre de vie, où les valeurs culturelles, spirituelles et religieuses ont la primauté sur les valeurs purement matérielles. C'est pourquoi la publicité, qui stimule par tous les moyens une consommation effrénée de biens matériels, dénonce par son existence même une déficience fondamentale du système social et économique. Ce n'est pas le système qui est au service de l'homme, mais l'homme qui est soumis aux exigences de fonctionnement du système.

L'accumulation du capital nécessaire pour notre processus d'industrialisation pose de très graves problèmes à la conscience chrétienne. L'appropriation par quelques-uns du fruit de l'effort de la communauté ne peut pas se justifier moralement, même lorsque la loi ne s'y oppose pas. Nous voulons rappeler ici la doctrine exposée par le Pape Jean XXIII sur l'auto-financement (1) et, en même temps, regretter qu'on en ait si peu tenu compte chez nous.

Les chrétiens qui profitent de ce système de constitution de capitaux devront considérer qu'ils ont la grave obligation en conscience de rechercher la solution de ce problème épineux. Les solutions justes impliquent souvent de sérieux sacrifices pour ceux qui possèdent les richesses, mais elles donnent la joie de savoir que l'on travaille à créer une communauté plus fraternelle.

Pour ce qui est des investissements étrangers, nous rappellerons qu'aucun pays ne peut se refermer orgueilleusement sur lui-même et prétendre résoudre seul les problèmes de la vie économique. Cela n'est pas possible dans la situation actuelle de l'économie mondiale et ce n'est pas souhaitable sur le plan de la solidarité humaine universelle. Dans les conditions actuelles, il n'est pas possible qu'un peuple se ferme aux apports de l'extérieur sans être victime d'un retard technologique préjudiciable à son indépendance.

Malheureusement, la solidarité humaine internationale ne va pas jusqu'à apporter une aide désintéressée en fonction des besoins des pays en voie de développement. Au contraire, dans la plupart des cas, les investissements de capitaux étrangers visent au profit le plus grand possible et à une influence politique empêchant l'autodétermination des peuples.

En tout cas, les décisions internes des pays intéressés doivent être prises par la communauté dûment informée. Tous les membres de la communauté doivent

être largement informés des alternatives qui se présentent, des possibilités et des risques impliqués dans les offres d'investissements. En tout état de cause, il faudra faire entrer en ligne de compte une hiérarchie des valeurs qui ne sacrifie pas à la croissance économique les impératifs supérieurs de la communauté.

b) Vers une plus juste répartition du revenu

L'aspiration à constituer une grande famille des enfants de Dieu est incompatible avec les inégalités économiques excessives qui existent chez nous. La difficulté devient plus grande lorsque beaucoup ne perçoivent pas le minimum vital réel, compte tenu de la situation de notre pays.

Sans prétendre à une répartition absolument égalitaire, qui serait contraire au plein achèvement de chaque homme et aux exigences d'une véritable communauté, il faut admettre que les inégalités doivent avoir une limite si l'on veut réellement que l'égalité fondamentale des hommes ait une signification sociale réelle.

C'est donc un devoir de justice et une exigence de la conscience chrétienne non seulement de rendre plus parfait et d'appliquer avec justice le système fiscal, en prenant pour base d'une façon plus directe et plus proportionnelle les revenus réels, mais aussi, de la part des contribuables, de s'y conformer consciencieusement. Cela n'exempte pas d'avoir à s'interroger sur ses propres revenus, en les comparant à ceux des personnes moins favorisées. Et nous nous demandons si le moment n'est pas venu de réviser les pratiques des différentes catégories professionnelles pour qu'elles répondent mieux aux exigences de la justice et que les services rendus par elles contribuent d'une façon plus effective au bien commun.

Le désir effectif de parvenir à une plus juste répartition des richesses doit conduire à analyser ses mécanismes si l'on veut attaquer le mal à sa racine. Cela suppose la volonté de supprimer ce qui y fait obstacle, y compris par des transformations radicales dans la mesure où elles s'avèrent nécessaires.

Dans les systèmes socio-économiques de type capitaliste, les conditions de travail, et en particulier les salaires, sont déterminés par les dispositions légales, mais aussi et surtout par les rapports de force entre patrons et ouvriers. Les ouvriers accroissent leur force en se groupant, surtout dans les syndicats, et en exerçant le droit de grève comme moyen de pression sur les patrons. Ces derniers, pour leur part, outre le pouvoir que leur donne le fait de disposer des moyens de production, exercent une forte pression sur les travailleurs par les menaces de licenciement, par les possibilités de promotion ou par la fermeture des entreprises.

Dans ces conditions, la législation actuelle sur les conflits de travail s'avère inadaptée. Sa juste adaptation aux conditions du système économique et social en vigueur non seulement donnerait les moyens efficaces pour la défense des droits et des intérêts légitimes, mais éviterait les risques et les dangers d'actions se situant en marge de la loi.

Nous, chrétiens, nous ne pouvons pas nous laisser aller à un étrange fatalisme qui considère comme inévitable que le pouvoir économique soit concentré entre quelques mains. Il est indispensable que tous puissent participer, dans la mesure de leurs possibilités, à l'élaboration, à l'exécution et au contrôle des décisions économiques qui engagent sérieusement leur vie personnelle et celle de la communauté.

(1) « Nous ne saurions ici négliger le fait que de nos jours les grandes et moyennes entreprises obtiennent fréquemment, en de nombreuses économies, une capacité de production rapidement et considérablement accrue, grâce à l'autofinancement. En ce cas, nous estimons pouvoir affirmer que l'entreprise doit reconnaître un titre de crédit aux travailleurs qu'elle emploie, surtout s'ils reçoivent une rémunération qui ne dépasse pas le salaire minimum » (Jean XXIII, *Encyclique Mater et Magistra*, 75 - DC 1961, n° 1357, col. 958 - NDLR).

Nous voulons enfin attirer l'attention sur la situation extrêmement douloureuse des nombreux vieillards qui, après toute une vie de travail, se trouvent dans la pénurie parce qu'ils ne peuvent bénéficier d'aucune formule de Sécurité sociale.

c) Inflation et chômage

Tout le monde reconnaît les préjudices que l'inflation cause à la partie majoritaire et la moins favorisée de la population, et il faut s'attaquer aux remèdes qui peuvent l'arrêter ou la freiner. Elle est le produit de facteurs qui ne dépendent pas toujours de notre volonté, mais il est d'autres facteurs sur lesquels il est possible d'agir énergiquement et efficacement.

Avant tout, il faut trouver les causes véritables et profondes de ce phénomène. Si elles tiennent aux structures, comme le disent des voix qui font autorité, ceux qui veulent la vraie solution de ces problèmes devraient s'y attaquer sans s'arrêter à ce qui est d'ordre purement conjoncturel.

Mais cela ne peut supprimer la responsabilité morale de ceux qui, dans la situation actuelle, en accélérant démesurément la montée des prix, en multipliant sans nécessité les intermédiaires, en jouant sur la spéculation foncière, particulièrement dans les grandes villes, accélèrent l'inflation ou en tirent un profit qui ne se justifie pas par un service rendu à la communauté.

Le bien commun ne peut permettre que l'unique solution du problème consiste en des mesures qui s'avèrent particulièrement lourdes pour les plus défavorisés. Seuls ceux qui veulent à tout prix garder leur situation privilégiée peuvent admettre un déterminisme économique qui joue toujours en leur faveur. Une conversion sincère, s'accompagnant d'un vif désir de traduire dans la vie économique les exigences de l'amour chrétien, doit rendre possibles les renoncements nécessaires.

Ces exigences ne se limitent pas à ceux à qui appartiennent les décisions principales en ce qui concerne la vie économique du pays. Adopter un style de vie plus sobre, résister aux pressions de la société de consommation, s'engager dans la voie d'une plus grande austérité sont des exigences auxquelles aucun de nous ne peut se soustraire.

Nous sommes conscients des difficultés objectives auxquelles on se heurte lorsque l'on aborde le problème du chômage. Les employeurs et les pouvoirs publics ont en conscience le devoir de l'éviter ou de le réduire à tout prix. Et lorsqu'il s'avère inévitable, la société doit impérativement réduire au minimum ses conséquences personnelles et familiales.

De plus, il est notoire que les conditions de travail de beaucoup d'ouvriers sont anormales. L'habitude des heures supplémentaires n'est pas une bonne chose dans une situation normale. Elle supprime des emplois qui pourraient éviter du chômage. La même chose peut être dite lorsqu'une même personne occupe plusieurs emplois.

Vouloir par là réduire les coûts de production est bien en soi, mais ne peut être approuvé si la journée de travail légale ne peut pas permettre de vivre. Les ouvriers eux-mêmes ont cédé à la tentation de faire des heures supplémentaires au détriment de leur équilibre personnel, familial et social, même lorsque cela n'est pas indispensable. De multiples facteurs ont ainsi contribué à neutraliser le fruit de

tant de sacrifices faits par les travailleurs des époques antérieures.

d) Solutions conjoncturelles et transformation des structures

L'ampleur de la tâche ne doit pas pousser au découragement ou à l'inaction. L'espérance chrétienne doit être un stimulant et une garantie pour la construction d'un monde plus humain.

Pour chaque problème particulier, nous découvrons des causes qui tiennent à la conjoncture et des racines plus profondes qui tiennent aux structures. Les unes et les autres doivent retenir notre attention et notre générosité, chacune à son rythme propre. Il serait aussi illusoire de vouloir trouver la solution par des moyens purement conjoncturels que de se réfugier commodément dans des changements radicaux échappant aux prévisions sans faire ce qu'il est possible de faire dès maintenant.

Il faut analyser, calculer et décider à court terme, sans oublier que les vraies solutions exigent des transformations radicales. Chaque problème doit être traité immédiatement en cherchant à trouver la solution la meilleure avec les moyens dont on dispose dans l'immédiat. Mais il faut plus. Tous nous devons être disposés à sacrifier des situations, des privilèges et même des revendications légitimes si cela est requis pour faire naître une communauté plus fraternelle. Pour notre part, nous, les chrétiens, nous devons nous mettre dans cette attitude de disponibilité que l'on trouve seulement par une foi vivante, un amour sans limite pour Jésus-Christ et un dévouement généreux au service de nos frères.

Les transformations économiques plus profondes débordent le plan purement économique. Elles mettent en jeu le problème des structures sociales dans son ensemble et, d'une façon toute spéciale, l'action politique. Il y a des changements qui relèvent uniquement du pouvoir politique, qui peut les voir dans leur ensemble et évaluer leurs répercussions sur la vie de la communauté tout entière.

La reconnaissance explicite de la nécessité de l'action politique ne doit en aucune manière justifier l'inaction. La politique est un domaine privilégié de l'action du chrétien où il peut pratiquer la charité à son plus haut degré, parce que c'est à ce niveau que sont prises les décisions qui coordonnent l'action de la communauté. Rien n'empêche, par contre, les entreprises de promouvoir une participation réelle et progressive de tous les travailleurs.

e) Transformations et changement

Il ne peut y avoir de changements profonds sans instances permettant une participation réelle, efficace et libre de tous ceux qui le désirent. Dans notre conception de l'homme et de la société, les changements radicaux signifient l'accession à un **type** d'homme solidaire, libre, responsable et capable de créer quelque chose au sein d'un projet communautaire.

La véritable efficacité d'une société et de sa vie économique se mesure à la qualité d'homme qu'elle est capable de produire. La réalisation personnelle et communautaire entraîne la participation de tous les hommes à l'élaboration et à l'exécution de la tâche commune. Il est indispensable pour cela que nous sachions courir le risque de la liberté, laquelle n'est pas anarchie, mais possibilité de discuter, d'oppo-

ser et de présenter des alternatives aux projets du pouvoir économique ou de l'autorité politique.

Une participation digne de ce nom n'est pas possible sans une juste information. La lumière ne peut faire tort à la vérité, et celle-ci doit être le fondement de la vie sociale. Nous avons un besoin urgent d'une vie économique et politique rendue plus transparente grâce à une information permettant à l'opinion publique d'avoir les éléments nécessaires pour former son jugement et agir en connaissance de cause. L'administration publique et les organes de gouvernement doivent être les premiers intéressés à ce que l'opinion publique connaisse les questions qui relèvent de leur compétence. Il ne peut y avoir que des avantages à ce que l'on puisse vérifier la bonne gestion du gouvernement. Le secret est indispensable dans certaines circonstances, mais, si l'on en abuse, cela permet et favorise l'irresponsabilité et même la corruption.

La nécessité d'une culture critique est évidente si l'on admet que notre société a besoin de réformes urgentes et profondes. La compétence exclusivement technique peut servir à faire fonctionner harmonieusement le système établi, mais non à provoquer et bien orienter les changements qui adaptent la vie de la communauté aux impératifs des temps.

L'espérance chrétienne autorise un sain optimisme à l'égard des possibilités humaines, sans tomber dans un volontarisme naïf qui ne tient pas compte des déterminismes sociaux au sein desquels peut jouer la liberté. A la racine des carences actuelles, il y a parfois des causes historiques et sociales que l'on peut cependant combattre et dont la disparition ouvrira peut-être des possibilités insoupçonnées.

Déclaration des évêques espagnols sur les problèmes de leur pays

Dans le communiqué qu'ils ont publié au terme de leur XXI^e Assemblée plénière (Madrid, 25-30 novembre 1974), les évêques espagnols ont abordé en ces termes les problèmes internes de leur pays (1) :

En relation avec le thème de la réconciliation, les évêques, en vertu de leur mission de pasteurs de la communauté chrétienne, ont réfléchi avec sérénité sur les moments difficiles que traverse la société espagnole, et dans lesquels, en tant que chrétiens, nous devons œuvrer avec courage et espérance. Le fruit de leur réflexion est exprimé dans les points suivants :

1. La Conférence épiscopale espagnole affirme sa solidarité avec :

a) Les paroles de son cardinal-président dans le discours d'ouverture de cette Assemblée plénière ;

b) Le message récemment adressé par S. S. le Pape Paul VI et par les autres Pères du Synode

5. Conclusion : renouveau et réconciliation

Les problèmes sociaux ne pourront être résolus uniquement par des réformes de structures ou par l'efficacité technique. Il faut un nouveau type d'homme : l'homme nouveau qui s'est libéré de la tyrannie de ses égoïsmes, ainsi que des pressions et des tentations du monde dans lequel il vit ; un homme qui, à la ressemblance de Jésus de Nazareth, se donne généreusement aux autres et parvient à la vraie liberté qui se trouve dans la communion avec tous les hommes.

Notre foi nous dit que Jésus fut l'homme pour les autres parce qu'il était le Fils de Dieu qui s'est abandonné pleinement à la volonté de son Père. Avec la même fermeté, nous croyons qu'une authentique conversion chrétienne est le vrai chemin pour devenir un homme nouveau.

Aussi notre sincère exhortation à la conversion n'est-elle pas une pure formalité ni un appel à une transformation intérieure sans conséquences sociales. Nous voulons ou contraire exprimer notre foi profonde en Jésus-Christ qui nous sauve et ouvre de merveilleuses possibilités pour que les hommes renouvelés créent résolument cette humanité réconciliée qui nous est proposée comme objectif en cette Année sainte du renouveau et de la réconciliation

El Escorial, 16 septembre 1974.

Gabino DIAZ MERCHAN, archevêque d'Oviedo ; Jose Antonio INFANTES FLORIDO, évêque des Canaries ; Jose Maria GUIX FERRERES, évêque auxiliaire de Barcelone ; Antonio MONTERO MORENO, évêque auxiliaire de Séville ; Javier OSES FLAMARIQUE, évêque A. A. de Huesca ; Jose Marie SETIEN ALBERRO, évêque auxiliaire de Saint-Sébastien.

à l'Eglise et au monde sur l'exigence évangélique de promouvoir et de défendre les droits de l'homme (2) ;

c) Les documents des Commissions épiscopales de l'Apostolat social et de la Doctrine de la foi sur les attitudes chrétiennes devant la situation économique actuelle (3) et sur les conséquences morales de l'avortement (4).

La crise économique

2. Devant les conséquences sociales de la crise économique, les évêques attirent l'attention de tous les citoyens sur trois vertus particulièrement nécessaires aujourd'hui : honnêteté manifeste dans l'administration, austérité dans la consommation, solidarité dans l'effort. Nous devons tous secondar les pouvoirs publics dans leurs justes directives ; ceux-ci doivent être les premiers à appliquer les restrictions nécessaires et à les im-

(1) Texte espagnol dans *Ecclesia*, 7 décembre 1974. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) DC 1974, n° 1664, p. 965 (NDLR).

(3) *Supra*, p. 81.

(4) DC 1974, n° 1666, p. 1074 (NDLR).

poser lorsque le bien commun l'exige, avec la plus grande sollicitude pour les plus faibles.

La violence

3. Devant les explosions de violence qui troublent notre société, les évêques rappellent que les problèmes collectifs ne peuvent être résolus par la violence, qu'il s'agisse d'empêcher une évolution nécessaire et inéluctable, ou de provoquer des changements radicaux dans les structures socio-économiques ou politiques. Ni le terrorisme ni la subversion révolutionnaire ni la répression des droits de la personne humaine ne sont compatibles avec la conception chrétienne de l'homme et de la société. Les évêques condamnent, avec leur cardinal-président, « les extrémismes qui pratiquent la violence, ne serait-ce que verbale, et qui compromettent l'espérance de pouvoir vivre dans la liberté ».

Démocratisation

4. En conformité avec les enseignements de l'Encyclique de Jean XXIII, *Pacem in terris*, et de la Constitution conciliaire sur l'Eglise dans le monde de ce temps, la Conférence épiscopale espagnole estime qu'elle a l'obligation d'appuyer une évolution en profondeur de nos institutions afin qu'elles garantissent toujours efficacement les droits fondamentaux des citoyens, comme les droits d'association, de réunion et d'expression. C'est pourquoi il est nécessaire d'instaurer des moyens par lesquels tous les citoyens, individuellement ou collectivement, peuvent participer à la vie publique, avec leur propre programme, sans discriminations arbitraires et avec des garanties juridiques pour l'exercice de ce droit, compte tenu des exigences du bien commun. Des dispositions légales qui répondraient à ces exigences, outre qu'elles reconnaîtraient et réglementeraient un droit naturel de la personne, ouvriraient des voies nouvelles et positives qui permettraient d'affronter d'autres problèmes de la vie sociale. Le cas contraire pourrait conduire à de dangereuses frustrations.

L'affaire des homélies

5. L'Episcopat constate avec inquiétude que le gouvernement impose fréquemment aux prêtres des sanctions sous l'accusation de parler indûment de questions temporelles dans leurs homélies (5). Il croit nécessaire de rappeler, avec le Concile, que « la prédication sacerdotale, dans l'état actuel du monde, est souvent très difficile :

(5) « Plus d'une douzaine de curés ont été mis à l'amende (50 000 ou 100 000 pesetas) par les préfets de plusieurs villes espagnoles. Parfois les amendes sont payées, parfois non. Dans ce cas, leurs auteurs sont arrêtés et confinés pendant deux semaines à un mois dans des monastères ou dans des maisons religieuses, en vertu des privilèges du « fuero », au lieu d'aller plus simplement en prison. Le dernier en date a été le chanoine de Malaga, le P. José Maria Gonzalez Ruiz, dénoncé par des fidèles qui n'avaient pas trouvé à leur goût une homélie du chanoine quelques jours après l'attentat terroriste qui fit douze morts à Madrid en septembre dernier. » (E. GARCIA HERREERA, *la Croix*, 10 décembre 1974. — NDLR).

si elle veut vraiment atteindre l'esprit des auditeurs, elle ne doit pas se contenter d'exposer la Parole de Dieu de façon générale et abstraite, mais elle doit appliquer la vérité permanente de l'Evangile aux circonstances concrètes de la vie » (*Presbyterorum ordinis*, 4). Les prêtres, de leur côté, doivent veiller à ne pas exprimer avec partialité leur propre sagesse ou leurs préférences personnelles, par inhibition ou par excès, mais à répondre toujours aux exigences de la Parole de Dieu, comme le dit le Concile. Chacun sait, par ailleurs, que la liberté, connotée au ministère sacré, est formellement garantie dans notre pays par la loi. On ne peut revendiquer l'impunité pour des cas où sont réellement lésés la dignité des personnes et le bien de la société. Quoi qu'il en soit, nous demandons aux gouvernements — « à qui il appartient de juger si, dans un cas concret, sont violées les exigences de l'ordre juridique » (D. H., 7) — la plus grande pondération dans cette question si délicate, et nous rappelons que c'est toujours à la hiérarchie de l'Eglise qu'il appartient de porter un jugement doctrinal et pastoral sur de tels agissements. Et pour tous les fidèles, demeure toujours actuelle la recommandation que nous avons faite il y a deux ans : « que les chrétiens qui essaient de nous déconsidérer devant la population lorsque nous abordons des problèmes sociaux ou politiques, se demandent s'ils sont animés d'un authentique esprit de foi ou si, au contraire, ils ne se laissent pas entraîner par leurs intérêts personnels ou leurs préférences politiques, qu'ils désireraient imposer au reste des chrétiens et de leurs concitoyens en général, avec l'assentiment ou du moins le silence de la hiérarchie de l'Eglise » (« L'Eglise et la communauté politique », 32) (6).

Clémence pour les détenus

6. A la veille de l'ouverture de la Porte sainte, la Conférence épiscopale estime qu'il est de son devoir de rappeler l'esprit de réconciliation qui caractérise l'Année sainte romaine. Cet esprit a conduit le Pape, dans la Bulle de convocation, et les Pères du Synode, dans leur récent message au monde, à faire appel à la magnanimité des gouvernants de tous les pays en faveur des détenus. Dans le même esprit, nous invitons nos gouvernants à réviser la situation pénale de ceux qui sont en prison à cause de la restriction de certains droits qu'aujourd'hui on tend à reconnaître plus pleinement. En même temps, nous demandons un geste généreux de clémence, dans l'esprit du message de pardon chrétien qui caractérise le jubilé, en faveur de toutes les personnes privées de liberté.

*
**

Ces réflexions que nous faisons à notre double titre d'évêques et d'Espagnols, sont inspirées par l'amour que nous portons à notre peuple, avec le même désir que notre cardinal-président, de : « servir de stimulant et d'exemple aux chrétiens et à tous les Espagnols de bonne volonté pour qu'ils soient prêts à collaborer efficacement et solidairement au bien-être de notre patrie ».

Madrid, 30 novembre 1974.

Le P. CAPRILE, S.J., a publié dans la *Civiltà Cattolica* (19 octobre 1974) le commentaire autorisé ci-après de la déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi sur « les catholiques et la franc-maçonnerie » dont nous avions donné le texte dans notre numéro du 20 octobre 1974 (p. 856)* :

Ces derniers temps, la presse des Etats-Unis a fait écho à un document de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi sur l'excommunication des francs-maçons (1).

En Italie, cette information semble avoir passé totalement inaperçue. Mais puisque la chose est désormais du domaine public, nous estimons opportun d'en parler avant que l'on en donne des interprétations inexactes ou déformées.

Cette lettre, qui a été adressée aux présidents de certaines Conférences épiscopales plus directement intéressées au problème, est rédigée en latin et signée par le cardinal-préfet de la congrégation pour la Doctrine de la foi. Elle porte la date du 19 juillet 1974. En voici la traduction :

EMINENCE,

« Beaucoup d'évêques ont interrogé cette S. congrégation sur l'obligation et le sens du canon 2335 du Code de droit canon qui interdit aux catholiques sous peine d'excommunication de faire partie de la franc-maçonnerie ou d'autres associations du même genre.

« Pendant le long examen qu'il a fait de cette question, le Saint-Siège a fréquemment consulté les Conférences épiscopales particulièrement intéressées à

(*) Traduction (d'après le texte italien) et sous-titres de la DC.

Au terme de leur Assemblée plénière (11-14 novembre 1974), les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles ont publié une déclaration dans laquelle, après avoir rappelé les termes du document de la congrégation pour la Doctrine de la foi, ils poursuivent :

Les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles ont pris acte de ces directives. Ils désirent clarifier l'attitude à adopter dans leur pays jusqu'à ce que la loi universelle de l'Eglise soit reformulée.

Un catholique doit se considérer d'abord et avant tout comme membre de l'Eglise catholique ; il trouve l'inspiration de sa vie chrétienne dans l'Eglise et dans sa communauté chrétienne. Mais s'il croit sincèrement que son appartenance à la franc-maçonnerie n'entre pas en conflit avec cette fidélité plus profonde, il peut entrer en contact avec son évêque, par l'intermédiaire de son curé, pour discuter des implications de cette appartenance. On doit naturellement tenir compte des circonstances locales. Un catholique qui, dans le passé, a quitté l'Eglise pour devenir franc-maçon, doit demander à se réconcilier avec elle.

La loi universelle de l'Eglise interdit toujours aux prêtres, aux religieux et aux membres des instituts séculiers, d'accepter de faire partie d'une loge maçonnique ou d'organisations similaires. (Traduction de la DC, d'après le texte anglais publié par Cathnews.)

(1) Cf. par exemple *Catholic Star Herald*, 27 septembre 1974, qui publie de larges extraits du document et des déclarations faites à ce sujet par le cardinal J. Krol, président de la Conférence épiscopale des Etats-Unis.

cette question afin de mieux connaître la nature et l'activité de ces associations, ainsi que l'opinion des évêques.

« Cependant, la grande divergence des réponses, qui reflète les diverses situations de chaque pays, n'a pas permis au Saint-Siège de changer la législation générale en vigueur jusqu'à maintenant. Celle-ci demeure donc en vigueur jusqu'à ce que le nouveau droit canonique soit publié par la Commission pontificale compétente.

« Pour ce qui est des cas particuliers, il convient de rappeler que la loi pénale doit toujours être interprétée restrictivement. On peut donc enseigner avec sûreté et appliquer l'opinion des auteurs disant que le canon 2335 concerne seulement les catholiques qui font partie d'associations agissant vraiment contre l'Eglise.

« Il est toujours, et dans tous les cas, interdit aux clercs, aux religieux et aux membres des instituts séculiers de faire partie d'une association maçonnique quelle qu'elle soit. »

Voici maintenant quelques remarques sur le contenu et la portée réelle de ce document qui — il n'est pas superflu de le préciser — donne des principes généraux et ne s'adresse à aucun pays en particulier, les différents épiscopats restant juges de la situation concrète existant dans leur pays. Attention donc aux conclusions hâtives qui pourraient en être tirées dans un sens ou dans un autre, pour des cas particuliers.

Le fruit d'une consultation de l'Episcopat mondial

1. Le document est le fruit d'un long examen et de nombreuses consultations de la part de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, qui est arrivée à ces conclusions après mûre délibération et après avoir entendu à plusieurs reprises l'avis de l'Episcopat mondial interrogé par l'intermédiaire des différentes Conférences épiscopales. Il ne s'agit donc pas, comme le penseront certains à coup sûr, de conclusions hâtives, de concessions ou de compromis, mais d'une clarification souhaitée de divers côtés, s'inscrivant dans l'esprit du Concile et dans l'esprit de dialogue entre l'Eglise et les réalités concrètes du monde moderne, voulu par l'encyclique *Ecclesiam suam*. Cette clarification a un caractère éminemment pastoral parce qu'elle a été sollicitée depuis des années par différents épiscopats, précisément en vue du bien spirituel de tant de fidèles.

Le texte ne parle pas des rapports qui ont existé dans le passé entre l'Eglise et la franc-maçonnerie, mais il prend acte d'une connaissance plus approfondie de la nature de la franc-maçonnerie et de son activité aujourd'hui. Nous savons — et nous l'avons montré à diverses reprises dans cette revue — que non seulement chez les catholiques, mais aussi au sein de la franc-maçonnerie, on constate un vif désir de revenir aux meilleures et plus authentiques traditions des origines, qui sont bien loin des accusations ou des indéniables manifestations d'athéisme, d'aversion systématique pour l'Eglise, etc. (de la part de certains groupes qui ont dévié, même s'ils sont numériquement importants).

S'il n'a pas été considéré possible d'arriver à une décision plus universelle, en extension et en contenu, cela est dû non pas à la mauvaise volonté, mais à la difficulté objective d'y voir clair — précisément pour ceux qui sont sur place et compte tenu des circonstances concrètes — dans la nature et l'activité de certains groupes, maçonniques ou non. Mais la déclaration romaine pourra être une bonne occasion de donner de nouveaux éclaircissements vraiment autorisés et convaincants.

Diversité des loges maçonniques

2. Le document suppose une diversité de situations particulières. Nous y avons déjà fait allusion tout à l'heure. Ce que nous savons aujourd'hui de la franc-maçonnerie ne permet plus de l'accuser indistinctement ni d'en faire le procès en se basant sur des lieux communs.

Le document prend acte implicitement de cette diversité entre les loges franc-maçonnes. C'est aux autorités religieuses de chaque pays qu'il appartiendra de porter sur elles un jugement exact en vue de déterminer la conduite qui doit être adoptée par les catholiques.

Sous cet aspect, le document a une portée universelle. Il donne en effet un critère d'interprétation qui avait déjà été proposé par certains canonistes et qui est maintenant reconnu comme sûr, valable en théorie et applicable en pratique.

L'excommunication n'est pas supprimée, mais elle peut ne pas être encourue.

3. Il est probable qu'une interprétation superficielle amènera à dire que l'excommunication est abolie. Une telle interprétation pourrait être donnée par tel ou tel auteur, mais elle serait inexacte, et ce pour diverses raisons. D'abord parce que l'objet principal du document est seulement de donner un critère d'interprétation pour le texte du droit canon ; ensuite parce qu'il est dit explicitement que par ce document — du moins pour le moment, c'est-à-dire jusqu'à la publication du nouveau Code — le Saint-Siège n'a pas l'intention d'abroger la loi générale, laquelle reste donc en vigueur ; et enfin parce que une chose est d'abolir une excommunication, autre chose est de dire que dans tel ou tel cas, l'on n'encourt pas l'excommunication non abolie.

Eléments nouveaux

4. Le document, cependant, apporte des éléments nouveaux. Jusqu'à maintenant, les déclarations officielles du Saint-Office tendaient toujours à dire que l'appartenance des catholiques à n'importe quelle catégorie de franc-maçonnerie était interdite et condamnée sans distinction. Maintenant on admet que — compte tenu du moins des conditions concrètes de notre temps — il peut exister et il existe en fait des associations maçonniques qui ne conspirent nullement contre l'Eglise et contre la foi de leurs membres catholiques.

Un second élément nouveau et très important, qui correspond certainement à la pensée de la S. congrégation, est que dorénavant c'est aux différentes Conférences épiscopales qu'il appartiendra de porter un

jugement sur les différents types de franc-maçonnerie et sur leur attitude effective envers l'Eglise. Les fidèles devront se conformer à ce jugement.

En tout cas, avant de juger si une association (maçonnique ou non) rentre sous le dispositif du canon 2335, il faudra très attentivement éviter toute généralisation indue, aussi bien dans le sens restrictif que dans le sens permissif. Il faudra étudier la situation concrète du pays et du groupe maçonnique sur lequel on doit se prononcer, en faisant confiance aussi à la sincérité et à l'honnêteté des intéressés.

Pour ce qui est des individus, avant de se considérer eux-mêmes ou de considérer d'autres personnes comme excommuniés, c'est-à-dire séparés de la communion avec l'Eglise (2), il faudra vérifier scrupuleusement et rigoureusement si les conditions de cette excommunication existent vraiment. Dans le cas contraire, il faudra, en une matière aussi grave, pencher plutôt pour une interprétation large et bienveillante.

C'est là une règle d'interprétation généralement appliquée dans un esprit très large par les moralistes. Nous avons aujourd'hui la confirmation autorisée que cette règle peut aussi s'appliquer dans ce cas particulier où jusqu'à maintenant, comme nous l'avons dit, il fallait s'en tenir à une interprétation plus stricte et sans exceptions.

Un jugement laissé à la conscience

5. Une question pratique : comment doivent se comporter ceux qui jusqu'à maintenant était considérés comme excommuniés du seul fait de leur appartenance à la franc-maçonnerie ? Personne mieux qu'eux ne peut, en conscience et en toute loyauté, juger de la nature et de l'activité du groupe maçonnique auquel ils appartiennent. Si leur foi catholique n'y trouve rien de systématiquement hostile et organisé contre l'Eglise et ses principes doctrinaux, moraux, etc., ils peuvent y demeurer. Ils ne devront plus être considérés comme excommuniés, et donc, comme tous autres fidèles, ils pourront recevoir les sacrements et participer pleinement à la vie de l'Eglise. Ils n'ont pas besoin d'une absolution spéciale de l'excommunication du moment que celle-ci, dans le cas concret qui est le leur, ne s'impose plus.

Il ne semble pas nécessaire qu'ils s'accusent en confession de leur adhésion dans le passé à un groupe qui, dans l'hypothèse, ne tombe pas sous l'excommunication. A moins que, en réfléchissant sur leurs dispositions spirituelles au moment de leur adhésion, leur conscience ne leur reproche un acte conscient et délibéré de grave mépris et de désobéissance à la loi de l'Eglise ou bien s'il s'avère que leur appartenance, publiquement connue, à une loge

(2) Il est important de rappeler, à ce propos, ce qu'écrivait le P. J. Beyer, doyen de la Faculté de droit canonique de l'Université pontificale grégorienne, à propos de l'excommunication dont nous parlons : avant d'être une peine de l'Eglise sur le plan social, l'excommunication en général est toujours un fait personnel. Ce sont en effet les individus qui, en commettant sciemment et délibérément des fautes d'une gravité particulière, se mettent d'eux-mêmes en dehors de l'Eglise, c'est-à-dire en dehors de son unité, ainsi que de sa communion de vie et de charité (cf. *Civ. Catt* 1971, II, 48).

maçonnique, constitue en fait un motif de scandale grave.

En cas de doute, il est bon de consulter un prêtre compétent. Ce doute devra être résolu avec la même attention et la même ouverture pastorale dont fait preuve le document.

L'Eglise continue à dissuader les catholiques de faire partie de la franc-maçonnerie

6. Il demeure interdit aux clercs, aux religieux et aux membres des instituts séculiers de faire partie d'une association franc-maçonne, même de celles qui ne tombent pas sous le coup du canon 2335. La raison en est facile à comprendre : dans l'état d'esprit actuel, qui demeure presque universel, cela serait un motif de confusion, d'étonnement, peut-être même parfois de scandale et de trouble grave pour les fidèles qui attendent à juste titre que les âmes consacrées à Dieu trouvent dans l'Evangile et dans l'ascèse chrétienne la source de leur action et de leur formation.

En effet — et cela vaut aussi pour les simples fidèles — un aspect de la question demeure qui exige d'être attentivement pris en considération : jusqu'à quel point est-il utile et opportun pour un catholique de s'engager par un lien qui suppose une initiation (avec des conséquences profondément intérieures et spirituelles, et aussi avec des conséquences pratiques), d'une façon aussi contraignante que dans la franc-maçonnerie ?

On ne doit pas voir dans la lettre du cardinal Seper un satisfecit ou une recommandation, que du reste les francs-maçons eux-mêmes ne demandent pas. Comme l'a écrit le cardinal Krol, « elle montre clairement que l'Eglise continue à dissuader les catholiques de faire partie de la franc-maçonnerie et que sont toujours passibles d'excommunication ceux qui font partie de sociétés secrètes activement hostiles à l'Eglise » (3).

Cependant le document constitue, à notre avis, une courageuse prise de position devant une réalité mieux connue et où se fait jour une tendance toujours plus répandue à revenir à l'authenticité des origines. Il est surtout la manifestation d'une sollicitude pastorale soucieuse d'aller au-devant des fidèles sincèrement angoissés par une excommunication qui pesait sur eux et qu'en conscience ils avaient le sentiment de ne pas avoir méritée.

*
**

Voilà donc quelques-unes des observations qui nous viennent le plus spontanément à l'esprit à propos du document en question. Nous ne nous occuperons pas pour le moment de savoir comment on en est venu historiquement à ce pas important dans l'attitude pastorale de l'Eglise devant l'appartenance à la franc-maçonnerie.

Puisse ce document favoriser le dialogue auquel l'Eglise est toujours disposée, dans le souci commun de servir le monde et de l'affranchir des forces du matérialisme au nom des valeurs spirituelles et d'une foi, souvent commune, en l'unique vrai Dieu qui, au-delà de toutes les appellations, est le Père de tous !

NOTE DES EVEQUES DU MIDI SUR LA CELEBRATION EUCHARISTIQUE

Les bulletins des diocèses de la région apostolique du Midi (Albi, Auch, Cahors, Carcassonne, Mende, Montauban, Pamiers, Perpignan, Rodez, Saint-Flour, Tarbes, Toulouse) ont publié la note ci-après sur les initiatives personnelles dans les célébrations eucharistiques (1) :

Il arrive que des modifications importantes sont introduites dans les célébrations eucharistiques. De telles initiatives font courir un triple risque :

- a) Celui de rendre l'assemblée dépendante d'une personne ou d'un groupe de personnes ;
- b) Celui d'altérer le contenu de la foi ;
- c) Celui enfin de livrer des chrétiens à une inquiétude sur les signes et les liens de la communion ecclésiale.

Devant une telle situation, les évêques de la région du Midi attirent l'attention des prêtres, religieux, religieuses et fidèles sur ce qui est en jeu dans la célébration eucharistique :

1. Le peuple chrétien rassemblé pour célébrer l'Eucharistie répond à l'initiative divine et accueille le don de Dieu. Dans la célébration, le prêtre n'est pas le délégué de la communauté, il est le ministre du Christ. Il est face à l'assemblée pour lui révéler le don de Dieu.

C'est pour cela qu'il doit être manifeste aux yeux de tous que le prêtre préside la célébration. C'est pour cela aussi qu'il lui revient de proclamer la prière eucharistique.

2. Une assemblée chrétienne qui célèbre l'Eucharistie n'est jamais un groupe replié sur lui-même ; elle est l'Eglise en un lieu donné ; en elle c'est toute l'Eglise qui célèbre. L'assemblée se doit donc de faire siennes les prières eucharistiques approuvées par le Pape, garant de la communion ecclésiale.

3. Avant d'entrer dans le mystère eucharistique, l'assemblée a toujours accueilli la Parole de Dieu qui la constitue comme assemblée du Peuple de Dieu et qui l'appelle à la conversion. En conséquence :

a) Toute célébration eucharistique comporte nécessairement proclamation de l'Ecriture et notamment de l'Evangile ;

b) S'il est permis, en certaines circonstances, de choisir des textes d'Ecriture adaptés, l'usage habituel des textes proposés évite la tentation de ne prendre que des passages que peuvent justifier une opinion ou faire passer des idées personnelles.

4. Il reste que dans toute célébration eucharistique, l'assemblée doit exprimer dans la foi et l'espérance ce qui constitue sa vie : liturgie pénitentielle, prière universelle, acclamations, temps de silence, développement de certaines prières, sont autant de lieux où peuvent se manifester l'originalité et la vitalité de l'assemblée.

*Les évêques de la région du Midi,
14 décembre 1974.*

(3) *Catholic Star Herald* (27 septembre 1974. DC 1974, n° 1662, p. 856, note 1. NDLR).

(1) Ce texte est notamment publié dans *Eglise d'Albi* (19 décembre 1974), bulletin de Mgr Coffy, président de la Commission épiscopale de liturgie.

Événements et Informations

FRANCE

Le prix Interallié à René Maurières

Le prix Interallié a été décerné le 2 décembre à René MAURIÈS pour son roman « *le Cap de la Gitane* » par six voix contre quatre à Geneviève Dormann (*le Bateau du courrier*) et une à Jean Laborde (*Heureux les corrompus*). René Maurières est né en 1921.

L'affaire du « Procès de Jésus »

Après un délibéré de deux mois, le tribunal de grande instance de Troyes a condamné l'abbé Georges de Nantes, le F. Gérard Cousin et la Maison Saint-Joseph de Saint-Parres-lès-Vaudes (Aube) à verser solidairement le franc symbolique de dommages et intérêts à M. J. Isorni. Celui-ci avait intenté ce procès pour injures et diffamations, car il estimait diffamatoires les termes que le prêtre avait utilisés pour commenter son ouvrage : *le Vrai Procès de Jésus*, publié en 1967. L'abbé de Nantes avait reproché à l'avocat d'avoir agi « comme un faussaire en falsifiant les Ecritures ». Dans les attendus de son jugement, le tribunal s'est refusé à trancher le différend théologique ou exégétique, mais il a estimé que l'ecclésiastique n'avait pas qualité pour prononcer « une sorte de déchéance » à l'encontre de l'auteur du livre ; tout en reconnaissant la sincérité de l'abbé de Nantes, les juges ont estimé qu'il avait outrepassé la limite de la libre critique et porté ainsi un préjudice moral à M. Isorni. (« *La Croix* », 13 décembre.)

Un nouveau groupe de « chrétiens critiques » : Le « Collectif du 1^{er} décembre »

Sous la dénomination « Déclaration de Vincennes », 46 délégués de groupes de « chrétiens critiques » ont adopté une charte et constitué le « Collectif du 1^{er} décembre » au cours d'une réunion tenue à Paris le 30 novembre et le 1^{er} décembre. Préparée par les rencontres régionales du mouvement « Echanges et Dialogue » auquel se sont joints des laïcs, la ren-

contre du 1^{er} décembre a voulu prendre en compte tout le passé d'« Echanges et Dialogue », depuis le premier appel du 3 novembre 1968. Mais, aujourd'hui, le millier de prêtres qui ont donné, à un moment ou à un autre, leur nom au mouvement se sont plus ou moins dispersés (les dernières rencontres avaient montré des divisions assez vives). Le nouveau mouvement est donc composé de prêtres dans diverses situations (deux prêtres mariés participaient, avec leurs épouses, à la conférence de presse de présentation) et de laïcs. Il donne priorité à l'action des groupes locaux. « Nous sommes de l'Eglise, dans l'Eglise et non hors de l'Eglise », a précisé Ph. de la Chapelle, ancien secrétaire à la Commission pontificale « Justice et Paix ». (Félix Lacambre, « *la Croix* », 12 décembre.)

Prêtres, religieux et religieuses de et en Guadeloupe

« *Eglise de Guadeloupe* », bulletin religieux du diocèse, dresse dans son numéro spécial 74, un tableau détaillé des prêtres, religieux et religieuses de et en Guadeloupe, aujourd'hui et à travers le temps. Nous en extrayons l'essentiel, en rappelant que la Guadeloupe a été érigée en diocèse en 1850 et qu'actuellement le clergé du diocèse est composé : de Guadeloupéens, dont l'évêque (Mgr Siméon Oualli), de Spiritains (qui ont assuré depuis 1910 la relève du clergé concordataire recruté et formé par le « Séminaire colonial ») de quelques autres religieux, de métropolitains, dont certains incardinés dans le diocèse et d'autres apportant leur concours pour un temps déterminé comme les prêtres « *Fidei donum* ».

Au début de 1974, pour une population d'environ 320 000 habitants, il y avait 100 prêtres en Guadeloupe (exerçant le ministère, en retraite, absents pour recyclage ou « mission »). Ils se répartissaient ainsi : 47 prêtres diocésains, dont 29 guadeloupéens (2 pradosiens), 4 prêtres « *Fidei donum* », 14 originaires de différents diocèses de France ou d'ailleurs ; 53 prêtres

religieux dont 50 spiritains, 2 dominicains, 1 rédemptoriste.

Répartition d'après le ministère accompli : en retraite ou repos, 5 ; administration, 1 ; tâches diocésaines, 9 ; paroisses et groupes, 64 ; enseignement, 7 ; étude et recyclage 7 ; service hospitalier, 7. Sur les 88 prêtres actifs, 39 travaillent en ville et 49 à la campagne.

Répartition d'après l'origine géographique : Parmi les 100 travaillant en Guadeloupe, 30 sont guadeloupéens, 61 sont de la France métropolitaine (45 spiritains, 1 dominicain), 17 diocésains, d'ailleurs (Hollande, Canada, Belgique, 9).

Répartition par tranches d'âge : entre 25 et 30 ans, 0 ; entre 31 et 40 ans, 16 ; entre 41 et 50 ans, 25 ; entre 51 et 60 ans, 25 ; entre 61 et 70 ans, 25 ; plus de 70 ans, 9.

Les religieux non prêtres en et de Guadeloupe

En janvier 1974, il y avait 13 religieux non prêtres ainsi répartis : 1 Frère dominicain (de Guadeloupe), 3 Frères spiritains (originaires de France ou d'Europe), 9 Frères des Ecoles chrétiennes (1 de France, 8 du Canada), dont 7 dans l'éducation, 2 dans la pastorale paroissiale, 4 dans les tâches diocésaines ou à l'évêché.

Les religieuses en et de Guadeloupe

Au début de 1974, il y avait en Guadeloupe 223 religieuses dont 163 appartiennent aux trois « grandes » congrégations (soit 72 %) : Saint-Paul de Chartres, 72 ; Saint-Joseph de Cluny, 50 ; Dominicaines d'Albi, 41. Parmi elles, 215 sont en activité, les autres (8) à la retraite ou au repos. Actuellement, il y a 39 communautés de religieuses, 17 en ville (Pointe-à-Pitre ou Basse-Terre) où travaillent 109 religieuses. Sur ces 39 maisons, 27 ont pour supérieure une Antillaise (guadeloupéenne ou martiniquaise). Il s'agit des communautés des 3 grandes congrégations déjà nommées. Les religieuses sont presque toutes de façon directe engagées dans l'effort de l'Eglise locale et quatorze prennent plus directement part à l'animation

pastorale à un niveau de responsabilité diocésain : 4 dans la pastorale liturgique sacramentelle (préparation au mariage, etc.), 8 dans la catéchèse (équipes diocésaines pour l'enfance et les jeunes), 2 dans l'animation des mouvements d'action catholique. Sur les 223 religieuses actuellement en Guadeloupe, 87 (39 %) sont originaires du pays, 74 (33 %) de Martinique, 1 de Guyane, 53 (24 %) de France, et 8 (3 %) d'ailleurs.

Répartition par tranches d'âge : Entre 20 et 30 ans, 14 soit 6,5 % ; entre 31 et 40, 43 soit 19 % ; entre 41 et 50 ans, 62 soit 28 % ; entre 51 et 60 ans, 59 soit 26,5 % ; entre 61 et 70 ans, 33 soit 15 % ; plus de 70 ans, 12 soit 5 %.

ÉTRANGER

CANADA

Le cardinal Léger curé de paroisse

Après avoir exercé pendant dix-sept ans les fonctions d'archevêque de Montréal, après avoir travaillé cinq ans en Afrique (notamment au Cameroun où il a créé plusieurs léproseries), le cardinal LEGER est définitivement de retour au Canada. Il vient d'être nommé curé d'une paroisse de Montréal, Sainte-Madeleine-Sophie. (« *La Croix* », 4 décembre.)

CHYPRE

Chrétiens et musulmans acceptent de respecter les lieux de culte

A Chypre, les dirigeants des deux parties ont donné des garanties que les plaintes concernant la profanation d'églises et de mosquées peuvent immédiatement faire l'objet d'enquêtes menées par des représentants de chaque communauté religieuse. Ces garanties ont été données à Nicosie le 2 décembre par S. Exc. George Pelagias, directeur général du ministère des Affaires étrangères de la République de Chypre, et par M. Rauf Denktash, président de l'« administration autonome chypriote turque ». Ces précisions ont été données à Genève par M. John Taylor, de la sous-section du COE « Dialogue avec les religions et idéologies de notre temps », qui a séjourné à Chypre du 30 novembre au 3 décembre, sur l'invitation de toutes les parties concernées, y compris le gouverne-

ment turc. Il a pu rencontrer les dirigeants politiques et religieux des deux communautés et a été autorisé à se rendre compte sur place de l'état de plusieurs églises dans le nord, et de mosquées dans le sud. « Une politique nouvelle et délibérée de respect scrupuleux et la garantie d'inspections coordonnées des églises et des mosquées dans les deux parties de l'île seraient un symbole et un encouragement vers des relations communautaires constructives », a dit M. Taylor. M. Rifat, le mufti de Chypre, a exprimé l'espoir « qu'aucune religion ne soit manipulée par la propagande et le fanatisme pour approfondir les tensions de l'île ». « Chacune devrait commencer à construire un pont de tolérance et de paix », tandis que l'évêque de Paphos Chrysostomos, chef de l'Eglise chypriote grecque, a parlé d'une manière émouvante du « besoin d'édifier l'esprit d'amour ».

(« *Soepi* », *Conseil œcuménique des Eglises communication*, n° 21-74.)

ITALIE

Un nouveau supérieur général des Oblats de Marie-Immaculée

Le Chapitre général des Oblats de Marie-Immaculée, qui se tient à Rome, a élu son nouveau supérieur général, le P. Fernand JETTE, canadien. Il succède au P. Richard Hanley. Né à Sainte-Rose-de-Laval, près de Montréal, ordonné prêtre en 1947 professeur de théologie missionnaire et spirituelle à l'Université d'Ottawa, le P. Jetté fut nommé en 1965 vice-recteur de l'Université de Saint-Paul, charge qu'il exerça jusqu'en 1968, où il fut nommé vicaire de la Province de Saint-Joseph puis, en 1972, vicaire général de la congrégation, dont le nouveau titulaire, élu lui aussi par le Chapitre, est le P. Francis George. La congrégation des Oblats de Marie-Immaculée a été fondée en 1816 et compte 6 471 missionnaires, dont 41 évêques, 5 015 prêtres, 1 052 frères coadjuteurs et 363 scolastiques. Elle est répandue dans tous les continents et l'objectif principal de son apostolat est l'évangélisation des pauvres. Beaucoup de religieux travaillent parmi les Esquimaux du Grand Nord canadien ; d'autres au Pérou, au Chili, en Bolivie, au Sri-Lanka, en Inde, aux Philippines, au Laos. Ils sont aussi nombreux en Afrique du Sud, dans les pays d'Europe et en Amérique du Nord. Le monde ouvrier, les marginaux et la famille sont au centre

des préoccupations des Oblats. (« *OR* », 4 décembre.)

La fin d'un quotidien catholique centenaire

Fondé en 1873, le *Nuovo Cittadino*, quotidien catholique de Gênes, a cessé de paraître le 1^{er} décembre 1974, en raison de ses difficultés financières. Parmi les causes de cette douloureuse décision, une note rédactionnelle du journal relève la désaffection — qui, en certains cas, devient indifférence et hostilité — des catholiques de la Ligurie. L'Italie compte encore trois quotidiens catholiques régionaux (Côme, Trente, Bergame) et un quotidien national, *Avvenire*, imprimé à Milan. (« *La Croix* », 4 décembre.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— *Administrateurs apostoliques* du diocèse de *Rumbek*, de nouvelle érection, l'abbé Gabriel Zubeir, du diocèse d'*El Obeid*, de nouvelle érection, le P. Paulin Lukudu. (« *OR* », 13 décembre.) — *Mgr* Abel Costas Montano (évêque titulaire de Novi et auxiliaire à Cochabamba) évêque de *Tarija*, Bolivie. (« *OR* », 15 décembre.) — *Mgr* Hector Rueda Hernandez archevêque du nouveau siège métropolitain de *Bucaramanga* (Colombie) dont il était déjà évêque. (« *Ibid.* ».) — *Mgr* José Joaquín Florez Hernandez archevêque du nouveau siège métropolitain de *Ibagué* (Colombie) dont il était déjà évêque. (« *Ibid.* ».) — *Mgr* Giuseppe Lenotti (évêque de *Foggia*) évêque de *Bovino* et *Troia*, Italie (« *Ibid.* ».) — Le P. Aparecido José Dias évêque du nouveau diocèse de *Registro*, Brésil. (« *Ibid.* ».) — *Mgr* Mario De Santis évêque titulaire de *Eca* (il était auparavant évêque titulaire de *Eraclea*) et auxiliaire de l'évêque de *Foggia*, *Bovino* et *Troia*, Italie. (« *Ibid.* ».)

NOUVEAUX TERRITOIRES

Institution de la hiérarchie épiscopale dans la République du Soudan

Le Saint-Père a institué la hiérarchie épiscopale au Soudan en érigeant deux Provinces ecclésiastiques, en élevant au rang et à la dignité d'archidiocèses : la Pro-

vince du Vicariat apostolique de *Khartoum* et celle du Vicariat apostolique de *Juba* (Soudan méridional) ; au rang et à la dignité de diocèses, les Vicariats apostoliques de *El Obeid*, *Rumbek* et *Wau* et les préfectures apostoliques de *Malakal* et de *Mupoi*, cette dernière sous la dénomination de *Tombora*. Le diocèse d'*El Obeid* est suffragant de *Khartoum* et les diocèses de *Malakal*, *Tombora* et *Wau* sont suffragants de *Juba*. Dans le Consistoire de ce même jour, 12 décembre, le Pape a préconisé les archevêques et évêques des circonscriptions ecclésiastiques soudanaises. (« *OR* », 13 décembre.)

Constitution de Province ecclésiastique aux Antilles

Le Saint-Père a créé aux îles *Leeward* et *Windward* (Petites Antilles) la *Province ecclésiastique de Castries* élevant au rang de siège métropolitain l'actuel diocèse de *Castries* (Sainte-Lucie) avec pour suffragants les diocèses de *Roseau* (Dominique), *Saint-George's in Granada* et *Saint John's* (Antigua). (« *OR* », 13 décembre.)

— Le Saint-Père a érigé aux *Philippines* le nouveau diocèse de *Catarman* avec un territoire détaché des diocèses de *Calbayog* et de *Borongan*. Il est suffragant de l'Eglise métropolitaine de *Cebu*. (« *OR* », 13 décembre.)

— Le Saint-Père a érigé deux nouvelles Provinces ecclésiastiques en *Colombie* : élevant au rang de siège métropolitain le diocèse de *Bucaramanga* dont dépendent les diocèses de *Barrancabermeja* et de *Socorro y San Gil* et celui d'*Ibagué* dont dépendent les diocèses de *Espinal*, *Garzon*, *Neiva* et le vicariat apostolique de *Florencia*. (« *OR* », 15 décembre.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De *Mgr Michael Joseph Green*, évêque de *Reno* (USA) pour raison de santé. (« *OR* », 7 décembre.) — De *NN. SS. Charles-Alphonse H. J. Gachet*, évêque de *Castries* (Sainte-Lucie, Antilles) et *André Dupont*, évêque de *Bobo-Dioulasso* (Haute-Volta), sur leur propre désir (13 décembre). — De *Mgr Jacinte Vasquez Ochoa*, évêque d'*Espinal* (Colombie), pour raison de santé. (« *Ibid.* ») — De *Mgr Johannes Pohlshneider*, évêque d'*Aix-la-Chapelle* (Allemagne), en raison de son âge.

(« *OR* », 14 décembre.) — De *Mgr Juan Niccolai*, évêque de *Tarija* (Bolivie), pour raison d'âge et de santé. (« *OR* », 15 décembre.) — De *Mgr Antonio Pirotto*, évêque de *Troia* (Italie), en raison de son âge. (« *Ibid.* »)

DECES

— De *Mgr Vincent Stanislaus Waters*, évêque de *Raleigh*, USA (« *OR* », 5 décembre.)

SAINT-SIÈGE

Nouvelle Délégation apostolique au Mozambique

— Le Saint-Père a érigé une nouvelle Délégation apostolique au Mozambique et a nommé premier délégué apostolique dans ce territoire *Mgr Francesco Colasuonno*, en le nommant en même temps évêque titulaire du siège « pro hac vice » archiepiscopal de *Tronto*. (« *OR* », 8 décembre.)

Le Saint-Père à la messe de clôture du XVI^e centenaire de l'ordination épiscopale de saint Ambroise

Le 8 décembre, à l'occasion de la célébration liturgique du XVI^e centenaire de l'ordination épiscopale de saint Ambroise, archevêque de Milan, le Saint-Père s'est rendu à l'église abbatiale de Saint-Ambroise della Massima al Rione Sant' Angelo, où il a présidé la concélébration solennelle et a rappelé dans une homélie la figure et l'œuvre du grand saint. Le Pape a souligné les traits de la figure typique du noble romain, de l'élève du barreau, du juriste, de l'administrateur, du consul, de l'homme politique et du polémiste, du lettré et du poète, du savant et de l'orateur, et surtout de l'évêque, du pasteur et du maître, du docteur et du saint. Il signala ensuite sa conception du monde, en naturaliste et moraliste : Dieu créateur et rédempteur dans l'économie de la grâce miséricordieuse, dont les sacrements sont la nourriture avec laquelle le Christ alimente l'Eglise, et le sacerdoce le moyen de transmission de sa divine puissance. Et le Saint-Père termina son homélie en citant une parole du saint : « La vie des saints est, pour les autres hommes, une règle de vie. » (« *OR* », 8 décembre.)

Le Consistoire du 12 décembre

Le 12 décembre, où il célébrait le 20^e anniversaire de son ordina-

tion épiscopale, Paul VI a tenu un Consistoire pour la nomination des cardinaux légats qui ouvriront les portes saintes dans les basiliques patriarcales, pour les nominations à la tête des diocèses suburbicaires vacants, pour demander l'avis des cardinaux et évêques présents sur six causes de canonisations.

Ont été désignés pour ouvrir les portes saintes à Noël, les cardinaux :

Luigi TRAGLIA, doyen du Sacré-Collège, la porte sainte de la basilique de Saint-Paul sur la voie d'Ostie ; Ugo POLETTI, cardinal vicaire, la porte sainte de la basilique de Latran ; et Carlo CONFALONIERI, archiprêtre de la basilique Libérienne, la porte sainte de cette basilique (Sainte-Marie-Majeure).

Seront canonisés, au cours de l'Année sainte : les bienheureux et bienheureuses :

— Olivier PLUNKETT, archevêque d'Armagh et primat d'Irlande, martyr ;

— Justin DE JACOBIS, évêque de Nilopoli, vicaire apostolique d'Abyssinie, de la congrégation de la Mission ;

— Jean MACIAS, de l'ordre des Frères Prêcheurs ;

— JEAN-BAPTISTE DE LA CONCEPTION, fondateur des Frères réformés déchaux de l'ordre de la Très Sainte Trinité ;

— Vincente-Maria LOPEZ VICUNA, vierge, fondatrice de l'institut des Filles de Marie-Immaculée ;

— Elisabeth Anne BAYLEY, veuve SETON, fondatrice de la congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Joseph en Amérique.

Le Saint-Père a annoncé qu'il nommait camerlingue du Sacré-Collège, après le décès du cardinal *Antonutti* (« *DC* » 1974, n° 1661, p. 844) le cardinal *Franjo SEPER*, préfet de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, qui, selon la coutume, s'acquittera de cette charge jusqu'au prochain Consistoire.

De plus, afin de pourvoir aux sièges suburbicaires vacants, le Saint-Père a nommé et proclamé : le cardinal Jean VILLOT, secrétaire d'Etat, évêque suburbicaire de *Tusculum* ; le cardinal Sebastiano BAGGIO, préfet de la S. congrégation pour les Evêques, évêque suburbicaire de *Velletri* ; le cardinal Antonio SAMORE, préfet de la Bibliothèque et archiviste de la Sainte Eglise romaine, évêque de *Sabina et Mandela*. (« *OR* », 13 décembre.)

L'Église dans le monde

DECLARATION DE LA COMMISSION FRANÇAISE « JUSTICE ET PAIX » SUR LE PROCHE-ORIENT

Par la déclaration suivante, publiée avant la Journée mondiale de la Paix (1^{er} janvier 1975), la Commission française Justice et Paix invite à réfléchir sur la situation au Proche-Orient :

1. Les votes intervenus récemment à l'ONU à propos des Palestiniens et à l'UNESCO à propos d'Israël ont suscité, en France comme ailleurs, une vive émotion. Satisfaction, car les Palestiniens sont enfin reconnus comme un peuple ayant des droits légitimes dans leur pays. Appréhension, en raison des menaces qui pèsent sur Israël : indifférence, nouvelle vague d'antisémitisme, risques pour l'existence même d'Israël et de ses habitants.

Une interprétation hâtive des événements n'est pas forcément juste. C'est alors faire fi des arrière-plans historiques, sans lesquels le présent n'est pas compréhensible. C'est se laisser entraîner à la démesure et simplifier à outrance. C'est prêter aux parties en présence des desseins qui ne sont pas forcément les leurs. C'est oublier que peuples et dirigeants ont aussi le sens de ce qui est possible et raisonnable.

Nous avons l'espoir raisonné que les dispositions adoptées par l'ONU depuis 1948 (notamment les résolutions 194 et 242), qui impliquent des concessions réciproques, ne seront pas considérées comme caduques par les Israéliens et par les Palestiniens, et que le consensus des nations du monde leur permettra d'exister ensemble dans cette région où les populations ont besoin de paix pour assurer leur développement.

2. La réalité, aujourd'hui, est celle-ci : deux peuples s'affrontent dans un même pays, considéré par l'un et par l'autre comme étant le sien. Dans le conflit, chacun a mieux pris conscience de son identité. L'un des peuples, les Juifs regroupés en Palestine, s'est donné une structure politique et, selon le droit des Nations Unies, il est devenu l'Etat d'Israël. Mais, de ce fait, des guerres ont éclaté et des injustices se sont produites. Les Palestiniens sont entrés en lutte pour défendre leur propre droit à l'existence politique. Tant que celle-ci ne sera pas acquise, la paix ne sera pas assurée.

Ces temps-ci, en France comme ailleurs, des hommes ont suggéré que, d'un commun accord, Palestiniens et Israéliens décident de tenter, pragmatiquement, une expérience de coopération sur le plan économique et politique.

Nous nous associons à ces suggestions. Elles reposent sur un principe fondamental, valable pour les peuples comme pour les individus, pour la

France comme pour le Proche-Orient : on n'est soi-même qu'en reconnaissant l'autre et on ne peut reconnaître l'autre si l'on n'est plus soi. « La dignité d'un peuple se nourrit de celle des autres ou elle se consume à les ignorer », comme on l'a admirablement dit et comme nous devrions nous le répéter à nous-mêmes.

3. Loin de nous l'idée de confondre abusivement religion et politique ou, pire encore, de profiter du malheur pour défendre des intérêts religieux ! Tous, cependant, doivent contribuer à la paix, qu'ils soient ou non croyants. Or, les événements du Proche-Orient se déroulent sur une terre qui évoque, pour beaucoup de croyants du monde entier — juifs, chrétiens, musulmans — les sources de leur foi au Dieu unique. Est-ce utopique d'espérer qu'un jour Jérusalem offre aux juifs, aux chrétiens et aux musulmans un lieu de prière et de rencontre, humble mais visible, qui symboliserait leur origine commune et la fraternité des hommes ? Un lieu où nul n'envierait l'autre parce que chacun y aurait conscience de la grandeur du Dieu vivant ?

19 décembre 1974.

(Texte original.)

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL INTERNATIONAL DES CHRETIENS ET DES JUIFS

Le Conseil international des chrétiens et des juifs qui groupe des organisations de douze pays destinées à promouvoir la compréhension et le respect mutuels entre juifs et chrétiens s'est réuni à Cologne du 19 au 21 novembre 1974. A la suite d'un examen approfondi de l'évolution récente de la situation internationale, en particulier à l'Assemblée des Nations Unies et à l'UNESCO, le Conseil a exprimé son inquiétude profonde devant les mesures qui viennent d'être prises et qui mettent implicitement en question le droit du peuple juif à son identité politique telle qu'elle se réalise dans l'Etat d'Israël.

De fait, en s'efforçant de rendre justice aux Palestiniens arabes, les instances politiques internationales sont amenées à commettre à l'égard d'Israël une grande injustice qui menace jusqu'à l'existence d'un Etat indépendant, membre des Nations Unies.

Le Conseil entend rappeler avec force aux chrétiens et à tous les hommes le lien essentiel et permanent qui rattache le peuple juif à la terre de ses ancêtres. Le Conseil est profondément angoissé par le silence et l'absence de réaction des autorités chrétiennes.

Il y a trente ans à peine, l'ignorance et l'indifférence largement répandues dans le monde contri-

haient pour une bonne part à la destruction d'un tiers du peuple juif.

Dans la conjoncture périlleuse où nous sommes, le Conseil adresse un appel pressant aux chrétiens et à tous les hommes afin qu'ils agissent suivant leur conscience et qu'ils mettent tout en œuvre pour prévenir une nouvelle tragédie et promouvoir l'établissement d'une paix durable entre tous les peuples du Moyen-Orient.

(Texte original.)

DECLARATION DU CONSEIL DES EGLISES AUX PAYS-BAS SUR LE PROCHE-ORIENT

La déclaration ci-après a été envoyée le 11 décembre 1974, à toutes les Eglises membres du Conseil des Eglises aux Pays-Bas, ainsi qu'au ministre des Affaires étrangères et aux membres du Parlement néerlandais.

1. Le Conseil des Eglises aux Pays-Bas est profondément troublé par la manière dont les Nations Unies et l'UNESCO ont, dans le courant du mois de novembre, soutenu le cas de l'Organisation de libération de la Palestine, sans tenir compte en même temps de la position d'Israël. La partialité de ces décisions internationales est susceptible d'accroître le danger de nouveaux combats au Proche-Orient et d'entraver la reprise des négociations.

2. Il y aura danger de guerre tant que le peuple d'Israël sera persuadé que d'autres nations visent à l'anéantir et tant que les Arabes palestiniens n'auront pas trouvé une certaine forme d'identité nationale et de réparation de l'injustice. Pour apporter une solution au conflit, il est nécessaire de reconnaître que les revendications des deux parties sont bien fondées et qu'il n'y aura pas de paix à moins de remédier aux causes premières du conflit.

3. Les Nations Unies, de même que le Conseil œcuménique des Eglises, ont déclaré à plusieurs reprises que l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de toutes les nations de cette région devaient être reconnues. La présence de l'Etat d'Israël au Proche-Orient, telle qu'elle a été définie par une décision des Nations Unies en 1947, doit être acceptée comme un fait qui ne peut et ne doit être mis en doute.

4. Comme conséquence des événements bien connus de ces vingt-cinq dernières années, les Arabes palestiniens ont été privés de leurs droits à l'autodétermination et de la possibilité de la mettre en pratique sous la forme d'une identité nationale séparée. Ainsi le Proche-Orient a été privé sur le plan international de la seule partie arabe légitime engagée dans le conflit, laquelle avait des droits historiques en Palestine et pouvait affirmer que l'injustice avait été commise envers elle.

5. La profonde crainte pour Israël de se voir annihiler en tant qu'Etat et en tant que nation et le sentiment amer d'une injustice irrémissible du côté palestinien rendent le conflit très redoutable et représentent pour les parties concernées une question de vie ou de mort. Tant qu'Israël sera condamné à vivre dans la crainte, il continuera à préparer sa défense de toutes les manières possibles. Et tant que les Palestiniens ne verront pas d'avenir pour eux-mêmes, ils seront enclins à recourir à tous les moyens d'action, dans l'espoir de provoquer de nouveaux conflits les avantageant.

6. Il n'y aura pas de paix au Proche-Orient et dans le monde sans sécurité pour Israël et sans justice pour les Arabes palestiniens. Toute tentative de solution politique devra tenir compte de ces profondes motivations dans la conduite des parties engagées dans le conflit.

7. Les Eglises devraient avoir pour tâche, dans des conflits de ce genre, de faciliter autant que possible la détente et la réconciliation. Cela suppose, à l'heure actuelle, dans l'opinion du Conseil des Eglises aux Pays-Bas, de prendre sérieusement en considération les points suivants :

a) Il est nécessaire pour chacune des deux parties en conflit de comprendre les sentiments de peur et d'injustice de l'autre et de les prendre au sérieux.

b) Il est nécessaire pour les Palestiniens de reconnaître l'existence d'Israël.

c) Il est nécessaire pour Israël de reconnaître aux Arabes palestiniens le droit à une identité nationale.

d) Il est nécessaire que les deux parties acceptent ces points de départ comme base de négociation.

(SOEPI, 19 décembre 1974.)

COMMUNIQUE DE L'AMITIE JUDEO-CHRETIENNE DE FRANCE

Le Conseil national de l'Amitié judéo-chrétienne de France, réuni à Paris, le 1^{er} décembre 1974, à l'occasion des menaces qui pèsent actuellement sur l'Etat d'Israël :

Adresse un appel solennel à tous les hommes de bonne volonté ;

Affirme que tout individu ou gouvernement qui s'abstient, au sujet de la vie des Juifs ou de l'existence de l'Etat d'Israël, encourage le renouvellement du crime ;

Rappelle son indignation devant la scandaleuse décision de l'UNESCO, et le danger constitué pour la paix du monde par le vote de l'ONU ;

Déclare que toute atteinte à l'existence de l'Etat d'Israël serait une perte irréparable pour la famille des nations, pour le monde chrétien et la civilisation ;

Invite tous les hommes de bonne volonté à l'union et à l'action pour l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient, par la sauvegarde de l'existence de l'Etat d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, dans le respect des droits de tous.

(Texte original.)

MESSAGE DU SECRETARIAT POUR LES NON-CHRETIENS AUX MUSULMANS

A l'occasion de la fête de Noël, qui coïncidait, en 1974, avec la fête musulmane de l'Al Adha, le cardinal Pignedoli, président du Secrétariat pour les non-chrétiens et de la Commission pour les relations avec l'Islam (cf. DC 1974, p. 959), a adressé aux musulmans le message ci-après, qui a été diffusé par Radio-Vatican le 24 décembre :

CHERS FRÈRES,

Cette fin de l'année 1974 va être illuminée, rare coïncidence, par deux grandes fêtes religieuses,

vosre grande fête, dite « Al Adha », et la nôtre, si chère à la tradition chrétienne, celle du Noël. Le même jour du 25 décembre, musulmans et chrétiens vivront des heures de joie et de louange adressées au Dieu de miséricorde.

Sur le fond du tableau apparaît l'image l'Abraham, à qui nous accordons, comme père de notre foi, un respect unique.

Il est bien pour vous le Père des croyants et l'adorateur par excellence du Dieu Un. N'est-ce pas lui qui a accepté de sacrifier son fils par soumission à Dieu ? Et n'êtes-vous pas vous-mêmes ceux qui aimez porter ce même nom de soumis à la volonté divine ?

Le deuxième Concile du Vatican ne dit-il pas à son tour : les musulmans cherchent à se remettre de toute leur âme aux décrets de Dieu, même s'ils sont cachés, comme s'est soumis à Dieu Abraham auquel la foi musulmane se réfère volontiers.

Abraham, le Père des croyants, est en même temps pour nous l'homme qui a cru en la promesse de Dieu, a accepté l'alliance : « Le Seigneur a montré sa bonté envers nos Pères et s'est rappelé son alliance sainte, le serment qu'il a fait à Abraham notre Père » et a préparé personnellement et à travers son peuple la venue du Messie Jésus dont nous fêtons aujourd'hui la naissance.

Ainsi les deux fêtes remontent à une même origine, et nourrissent les traditions les plus sacrées des deux religions.

Aussi il est urgent pour nous tous de voir dans cette coïncidence, une invitation à un rapprochement plus profond, à une entente plus cordiale, et une collaboration plus efficace, afin que notre Dieu tout-puissant soit plus connu et plus adoré.

Puisse Dieu, en cette rare occasion, répandre dans nos cœurs sa joie et sa paix, et réaliser dans le monde entier et dans sa terre d'élection, la Palestine, la paix et la justice que les anges ont annoncées, la veille de la Nativité du Christ.

Sergio, cardinal PIGNEDOLI,
président.

(Texte original.)

LETTRE DES EVEQUES d'ALGERIE A L'OCCASION DES FETES DE NOEL ET DE L'AID EL KEBIR

Noël est la plus populaire des fêtes chrétiennes. L'Aïd el Adha, la fête du Sacrifice, est la grande fête, « l'Aïd el Kebir » de l'année religieuse musulmane. En 1974, ces deux fêtes coïncideront presque par la date, ce qui ne se produit qu'une fois sur trois ou quatre siècles.

Ainsi, dans le monde entier, les fidèles de l'Islam et du christianisme vont-ils accomplir aux mêmes heures des gestes de fête et en connaître la joie. Nous ne sommes pas les seuls à voir dans cette rencontre une haute signification. Dans les jours qui viennent, de nombreux gestes d'amitié vont s'échanger par-dessus les frontières des nationalités, des situations économiques et des religions.

Les cartes de Noël répondront aux vœux de l'Aïd. Les nourritures de la fête passeront de maison en maison comme les cadeaux et les friandises du Nouvel An. Les plus fortunés s'efforceront de partager avec d'autres les douceurs du moment. Cet échange met-

tra au jour tant de liens invisibles qui rapprochent des hommes que l'histoire a fait naître dans des situations sociales ou des cultures religieuses différentes.

Dans cette joie humaine vécue aux mêmes heures, les croyants sauront discerner un signe délicat de Dieu. Ne pose-t-il pas le même regard de miséricorde et de tendresse sur chaque homme. « Car il ne fait pas acception des personnes, mais en toute nation, celui qui le craint et pratique la justice lui est agréable. » (Actes 10, 34-35.)

Notre contemplation pourrait, au soir de l'Aïd ou à la veille de Noël, s'enfoncer plus avant dans la méditation des desseins mystérieux du Dieu qui nous appelle, chacun dans le cadre de notre histoire religieuse.

Aux origines du peuple hébreu, patrie spirituelle des premiers prophètes, l'Abraham de la fête — Ibrahim al Khalil, l'Ami de Dieu — est l'ancêtre selon la chair de la Vierge qui enfante à Bethléem et du Jésus de la crèche.

Le sacrifice d'obéissance que le patriarche présente à Dieu dans la foi annonce et préfigure ce que l'Enfant qui naît à Noël vient offrir en notre monde : « Me voici, je viens, ô Dieu, pour faire ta volonté. » (He 10, 6-7.)

Les uns reprennent les gestes du Père des croyants et immolent un agneau. Les autres accueillent en Jésus le sceau de la sainteté que Jean-Baptiste désigne du doigt en disant : « Voici l'Agneau de Dieu qui enlève le péché du monde. »

Des croyants se donneront au matin de la fête l'accolade de la Réconciliation. D'autres chanteront à minuit le « Prince de la Paix », « Celui qui vient pour rassembler dans l'unité tous les enfants de Dieu dispersés. » (Jean 11, 52.) Un pèlerinage prendra fin en Orient qui réunissait dans la confession d'une même foi, une multitude innombrable venue de tant de races, de peuples et de langues. Un autre pèlerinage commencera en Occident pour que 1975 soit une Année sainte de réconciliation et de renouveau spirituel.

La prière de tous les croyants sincères montera en particulier vers Dieu pour que germe la justice sur la terre que Jésus a sanctifiée de sa naissance, et que brille l'Espérance aux yeux des opprimés. D'ailleurs, au-delà des communautés de croyants, nous savons que l'appel de Dieu rejoint, peut-être à leur insu, tant d'hommes et de groupes humains qui luttent aussi pour la justice et croient à la paix possible dans un monde plus fraternel. Si les efforts de tous convergeaient un jour, ils finiraient bien par renverser les barrières que les égoïsmes individuels ou collectifs dressent encore sur les routes des hommes.

Celui qui suscite au cœur de tout homme cet appétit de fraternité est assez puissant pour conduire chacun de nous à la rencontre de ses frères.

« Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes qu'il aime. »

Léon-Etienne, cardinal DUVAL,
archevêque d'Alger
Gaston-Marie JACQUIER,
évêque auxiliaire

Jean SCOTTO,
évêque de Constantine

Jean-Marie RAIMBAUD,
évêque de Laghouat

Henri TESSIER,
évêque d'Oran

Noël et Aïd al Adha 1974

(Texte original.)

DECLARATION DE LA SALLE DE PRESSE

DU SAINT-SIEGE APRES LA CONDAMNATION DE Mgr CAPUCCI

Mgr Hilarion Capucci, vicaire patriarcal melkite de Jérusalem, a été condamné le 9 décembre, par le tribunal du district de Jérusalem, à douze années de réclusion pour transport et détention d'armes et explosifs, contacts et collaboration avec des agents de puissances ennemies, services rendus à des organisations terroristes mettant en danger la sécurité d'Israël (1). Le 10 décembre, a été publiée à ce sujet par la Salle de presse du Saint-Siège la déclaration ci-après (2) :

Le Saint-Siège a appris avec une peine et un regret profonds la condamnation de Mgr Hilarion Capucci, de la même façon qu'il avait manifesté sa vive préoccupation pour toute cette affaire.

Cet épisode frappe douloureusement l'une des glorieuses communautés catholiques d'Orient, l'Eglise melkite, au sein de laquelle Mgr Capucci exerce depuis des années des fonctions épiscopales en qualité de pasteur d'une région où, au milieu des vicissitudes historiques les plus diverses, la figure des chefs de communautés religieuses est traditionnellement entourée de respect et d'honneur, et en qualité d'Ordinaire de fidèles qui vivent à Jérusalem et en Terre sainte, lieux très chers à la vénération des croyants et où la présence des catholiques est l'objet d'un vif intérêt de la part du Saint-Père.

Cette sentence ne pourra malheureusement qu'aggraver la tension des esprits dans la situation complexe de ce territoire où l'on doit encore constater que, malgré de louables efforts, on est encore loin d'une paix juste, et où ces populations vivent dans un climat d'anxiété, de conflits et d'incertitudes.

Le Saint-Siège ne manquera pas de continuer à suivre le cas de Mgr Capucci avec beaucoup d'attention et d'intérêt, en souhaitant que soit rendue possible une solution qui, loin de la contrarier, favorise la réconciliation des esprits en Terre sainte.

(1) Cf. DC 1974, n° 1662, p. 882.

(2) Traduction de la DC, d'après le texte italien publié par l'Osservatore Romano du 11 décembre 1974, p. 2.

L'ENGAGEMENT DES CHRETIENS DANS LES PAYS ARABES

Dans l'intervention qu'il a prononcée au Synode des évêques le 2 octobre 1974, Mgr MAXIMOS V HAKIM, patriarche melkite d'Antioche, a évoqué en ces termes les relations de son Eglise avec les musulmans, citant en exemple (ce passage est publié en italique) l'engagement personnel de Mgr Capucci (1) :

Laissant à d'autres peut-être le soin de parler des relations de nos chrétiens d'Orient avec nos frères juifs — relations dominées, hélas ! par la guerre entre

les pays arabes et Israël — je me contenterai de signaler nos relations avec les musulmans, sur le plan de l'évangélisation. Ici surtout, évangélisation ne peut pas être synonyme de prosélytisme.

Mais que d'autres moyens nous avons pour porter le message évangélique, qui est un message d'amour et de respect :

— Dans bien des pays du Proche-Orient, ce message est encore porté par les œuvres de charité : l'Egypte ouvre ses hôpitaux aux religieuses catholiques par centaines ; partout la « Caritas Catholica » est appréciée, et son influence bienfaisante secourt bien des misères ; dans le domaine même du tourisme, la présence de l'Eglise est souhaitée et les contacts sont utiles.

— Plus que dans la charité, les musulmans des pays arabes attendent de leurs frères chrétiens un engagement pour la justice de leur cause et la défense de leurs droits. Nous avons, nous chrétiens d'Orient, dans notre histoire passée comme dans les luttes intérieures au milieu du monde arabe lui-même, bien des raisons d'être réticents ! Mais beaucoup parmi nous sentent le besoin d'oublier le passé et de tendre une main qui est accueillie avec gratitude. Les plus petits gestes nous rapprochent :

— Une déclaration de la Conférence épiscopale d'Afrique du Nord en faveur des droits du peuple palestinien est mise en valeur partout.

— L'appel que les patriarches et évêques catholiques du Liban viennent d'adresser à toutes les Conférences épiscopales du monde concernant le problème du Proche-Orient a rempli de joie nos concitoyens musulmans (2).

— *Me permettrai-je de citer en cette salle l'engagement personnel de Mgr Hilarion Capucci, notre vicaire à Jérusalem, aujourd'hui en prison, qui a accepté tous les risques pour attirer l'attention du monde entier sur les droits des Arabes, au moins à Jérusalem et dans les territoires occupés depuis la guerre de 1967 ?... Ne nous pressons pas de condamner, malgré toute la propagande contraire. Le droit n'est pas toujours là où se trouve la force !... Un tel engagement a fait que, même dans les pays à population entièrement musulmane, tels que l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe, le nom chrétien est admiré et respecté (3).*

(2) DC 1974, n° 1662, p. 878 et s. (NDLR).

(3) Le même numéro du Lien reproduit (p. 59) cette déclaration faite par le patriarche MAXIMOS V à Témoignage chrétien :

Il faut que les chrétiens d'Occident comprennent la cause à laquelle Mgr Capucci a totalement lié son sort. Cette cause est celle du peuple palestinien représenté par l'OLP. Un peuple qui, depuis vingt-cinq ans, est apatride, chassé partout ; en Israël, autour d'Israël.

Ce peuple a droit, lui aussi, à une existence digne et juste. Pour avoir vécu moi-même vingt-cinq ans en Palestine, je sais ce que certains de nos fidèles ont eu à souffrir et à endurer. Leur situation serait-elle meilleure aujourd'hui sous l'occupation israélienne ? Ce n'est pas l'argent qui fait la dignité de l'homme. Et c'est cette dignité arabe qui a été bafouée, profanée, humiliée.

Nous sommes des hommes de religion, donc de fraternité et d'amour. Nous souhaitons donc la paix. Mais pour que cette paix advienne, il faut qu'Israël comprenne que son intérêt n'est pas de poursuivre, comme il le fait jusqu'à présent, une politique de force et de violence. Il

(1) Le Lien, revue du patriarcat grec-melkite catholique, 1974, n° 6, p. 29.

DECLARATION
DES CHEFS DES COMMUNAUTES
CHRETIENNES DE DAMAS
AU SUJET DE L'ARRESTATION
DE Mgr CAPUCCI (1)

Mgr Hilarion Capucci, vicaire patriarcal grec-catholique à Jérusalem, fut arrêté par les autorités israéliennes, aux fins d'enquête, le 18 août dernier. Le lendemain de l'annonce de son arrestation, le Saint-Synode de la communauté grecque-catholique, qui tenait sa réunion annuelle à Ain-Traz (Liban), envoya une délégation composée de S. Exc. Mgr Paul Achkar, évêque de Lattaquié (Syrie), de l'Archimandrite Barthélémy Samman, supérieur général des religieux basiléens alépins dont fait partie Mgr Capucci, et du R. P. Habib Bacha, supérieur général des missionnaires de Saint-Paul. Elle était chargée de rencontrer Mgr Capucci et d'essayer de connaître la réalité des faits. Cette délégation rentra de mission le 26 août n'ayant pu se mettre en contact avec Mgr Capucci qu'en présence de la police judiciaire.

L'acte d'accusation a été rendu public le 3 septembre. Il chargeait Mgr Capucci de collaboration avec les mouvements de résistance palestinienne et de transport d'armes, de munitions et de sommes d'argent en appui de la Résistance dans les territoires occupés. Et c'est aujourd'hui même que commence le procès.

Bien des attitudes ont été prises à l'égard de cette affaire. Les milieux israéliens et leurs suppôts ne cessent de saisir l'occasion pour frapper, à travers la personne de Mgr Capucci, la cause arabe, discréditer les chrétiens arabes et renforcer les plans de judaïsation de la Ville sainte. Les milieux occidentaux, libres de l'emprise sioniste, faisant écho aux milieux arabes, louent l'engagement de Mgr Capucci, tant dans son fond que dans sa forme d'expression, qui va, si la version israélienne s'avère vraie, jusqu'au transport d'armes ; cependant que d'autres milieux manifestent une certaine réserve à l'encontre de ce mode d'exprimer un engagement par ailleurs légitime.

Quant à nous, chefs des communautés chrétiennes à Damas, nous tenons à préciser ce qui suit :

1. L'affaire de Mgr Capucci est liée au problème de la Palestine en général et à celui du destin de la Ville sainte en particulier. En conséquence, c'est une

est urgent qu'il cesse d'ignorer le peuple palestinien et fasse le premier pas de la reconnaissance. Puisse la jeunesse israélienne le comprendre, elle qui aussi aspire à une véritable paix.

Pour l'heure, des hommes souffrent de l'oppression et de l'injustice. Mgr Capucci a choisi d'être à leurs côtés jusqu'au bout. Son exemple doit nous faire réfléchir. Un exemple d'amour de la patrie, d'amour d'un peuple persécuté. L'Evangile est du côté des pauvres et des opprimés. Souvenez-vous de Mgr Rodhain qui, venu à Bethléem, n'alla point célébrer la nuit de Noël dans la basilique, mais s'en alla veiller dans un camp palestinien.

MAXIMOS V.

(1) *Le Lien*, revue du patriarcat grec-melkite catholique, Beyrouth, 1974, n° 6, p. 54.

affaire d'ordre strictement politique et humain, qu'il s'agit de saisir et de juger dans l'optique des concepts de la légalité et de l'illégalité au plan du droit public international et des droits de l'homme, ainsi que de la situation de guerre arabo-israélienne, situation toujours pendante tant que le problème de la Palestine et de Jérusalem n'aura pas eu sa solution dans la justice et le droit.

2. Un évêque arabe, pasteur d'un peuple arabe palestinien et dans la Ville sainte même, peut-il ne pas s'engager, alors qu'il vit le drame de son peuple et qu'il voit depuis juin 1967 une occupation israélienne illégale de la rive occidentale, et une politique illégale de l'occupant, visant à judaïser la Ville sainte ? La présence d'Israël dans la Ville sainte n'est-elle pas un défi à la résolution 242 du 22 novembre 1967, votée à l'unanimité par les Nations Unies, et, donc, un défi au monde entier dans son organisation internationale au sommet ? Il faudrait en dire autant de la politique de judaïsation pratiquée par l'occupant israélien dans la Ville sainte.

Cet engagement qui s'impose à l'évêque arabe, citoyen et pasteur, il l'exprime concrètement selon sa conviction de conscience personnelle. Quant à la qualification, au plan de la légalité et de l'illégalité, de ses options concrètes, il n'appartient pas à une autorité s'exerçant en défi de toute légalité internationale de s'en porter juge. A moins que la politique du fait accompli, basée sur la force, ne soit le critère suprême dans les rapports internationaux.

En conséquence, l'appui de Mgr Capucci à la Résistance palestinienne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires occupés, est en soi un devoir national et pastoral qui lui fait honneur.

En effet, aux heures les plus sombres de l'histoire des peuples, lorsque toute institution politique était effondrée, nous trouvons l'Eglise, dans ses clercs et ses institutions, auprès de son peuple souffrant et écrasé, prenant sa défense. Il est évident que dans l'optique des autorités d'oppression, illégales dans leur existence et leur politique, cet engagement, dans ses multiples expressions, est considéré comme illégal et hors la loi de l'opresseur. Il ressort qu'Israël, qui juge et condamne, dans la Ville sainte, la Résistance palestinienne, devrait commencer par se juger et se condamner lui-même, au plan de l'illégalité de son occupation et de sa politique. Tant sa présence que sa politique et sa juridiction législative et judiciaire sont non venues et hors la loi internationale.

3. L'affaire de Mgr Capucci reste donc, dans son fond et quelle que soit la couverture que lui fait revêtir l'information sioniste, une manœuvre qui semble avoir pour but :

— La réduction au silence, en la personne de Mgr Capucci, d'une voix courageuse et responsable, qui s'élève, en territoire occupé, contre une occupation et une politique illégales.

— L'anéantissement de la pensée arabe, chrétienne et musulmane, touchant le destin de Jérusalem. Pensée nettement définie au Congrès de Lahore.

— Une tentative de chantage à l'égard du Vatican, visant à ouvrir une brèche dans sa position sur le problème de la Ville sainte et des droits du peuple de Palestine.

— La satisfaction des partis politiques religieux en Israël, en portant atteinte à la chrétienté arabe, en la personne de l'un de ses pasteurs à Jérusalem.

— La recherche de quelques profits, dans l'opinion occidentale et surtout américaine, au plan de la judaïsation de la Ville sainte.

Pour toutes ces raisons, nous invitons l'opinion mondiale à faire preuve, au moins d'une grande réserve, au niveau du droit et de la conscience, au sujet de la marche de l'enquête et du procès, menés par Israël, dans cette affaire. En effet, l'histoire des enquêtes et des procès politiques soulève de nombreux points d'interrogation, concernant de prétendus « aveux » de l'« accusé », souvent condamné à l'avance, par suite de toutes les mesures de torture, de vexation et de destruction physique et psychologique, qu'il aura subies.

4. Aussi, la cause de Mgr Capucci dépasse-t-elle sa personne. Elle est notre cause à tous, la cause de tout arabe, chrétien ou musulman, et de toute personne sensible aux valeurs spirituelles, celles du droit, de la justice et de l'humanité.

Mgr Capucci fait donc appel, du fond de sa prison, à la conscience internationale, et lui soumet à nouveau le dossier de la Palestine et de la Ville sainte. Cette conscience se doit de prononcer, par-dessus le vacarme de la propagande sioniste mensongère, son jugement, un jugement objectif et désintéressé. Cette conscience aura, alors, réalisé la parole du Christ :

« Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous libérera. »

Damas, le 20 septembre 1974.

Imprimerie « Bayard-Presse »

5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur : J. GELAMUR.

© 1975 by Bayard-Presse.

Vient de paraître

Pour une réconciliation des chrétiens entre eux

**UNE EXHORTATION
DU PAPE PAUL VI**

Dans cette lettre, le Pape a voulu donner un programme concret pour l'Année sainte.

Le texte (publié dans la DC n° 1667) est proposé sous la forme d'un dépliant de 8 pages, format de la Documentation Catholique.

BON (avec virement postal inclus)

Une commande de 50 exempl. minimum est demandée.

Prix des 50 exemplaires, port compris : 20 F

Prix des 100 exemplaires, port compris : 32 F

Les 100 suivants : 30 F

Adresser les commandes à :

Secrétariat général du Développement Bayard-Presse :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08

Règlement CCP Paris 16 68

A votre disposition la série

“Les grands textes”

● POUR MIEUX VIVRE L'ANNÉE SAINTE

Conférence de Mgr Etchegaray sur la réconciliation.

Prix des 100 ex., port compris : 25 F.

Les 100 suivants : 23 F.

● ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

● POURQUOI UN CHRETIEN NE PEUT ETRE POUR L'AVORTEMENT

La Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presse :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

Jean
DANIELOU



*Et qui est
mon prochain?*

MEMOIRES

Stock

© 1975

225-75-003. France et Communauté : 1 an, 60 F. 6 mois, 35 F. ;
Canada : 1 an, 24 \$, « Periodica », 7045, av. du Parc
Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F. ;
6 mois : 42 F.

PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F. ; des années précédentes : 6 F.

Règlement : C. C. P. Paris 16-68.

Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.

Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1668 - 19 JANVIER 1975

- 51 **Allocution au Sacré-Collège** (23 décembre).
- 53 **Allocution à la Commission théologique internationale** (16 décembre).
- 55 **La femme dans la société actuelle.** Allocution du 7 décembre.
- 56 **Noël, mystère de l'amour de Dieu.** Audience générale du 18 décembre.
- 57 **Message de Noël.**
- 58 **Allocution à des évêques canadiens** (14 décembre).

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 58 **Notification de la congrégation pour le Culte divin sur le Missel de Paul VI.**

ACTES DU SAINT-SIÈGE

LES RELATIONS ENTRE CATHOLIQUES ET JUIFS

- 59 **Document de la Commission romaine pour les relations avec le judaïsme.**
- 61 Texte de présentation du document.
- 62 Communiqué du Comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme.

L'UNITE DES CHRETIENS

- 63 **Le VII^e centenaire du II^e Concile de Lyon.** Lettre de Paul VI et allocution du cardinal Willebrands.
- 67 **Bilan de l'œcuménisme en 1973,** par le cardinal Willebrands.
- 78 **Rapport de la Commission copte-catholique.**

DOSSIER

- 81 **Attitudes chrétiennes devant la situation économique actuelle.** Note de la Commission épiscopale espagnole d'apostolat social.
- 86 **Déclaration des évêques espagnols sur les problèmes de leur pays.**
- 88 **Les catholiques et la franc-maçonnerie** (P. Caprile).
- 90 **Note des évêques du Midi sur la célébration eucharistique.**

QUESTIONS ACTUELLES

- 91 **Événements et informations** (1^{er}-15 décembre).

ÉVÉNEMENTS

- 94 **Le Proche-Orient** (Commission française « Justice et Paix » ; Conseil international des chrétiens et des juifs ; Conseil des Eglises des Pays-Bas ; Amitié judéo-chrétienne de France) ; **Messages aux musulmans** (Secrétariat pour les non-chrétiens ; évêques d'Algérie) ; **l'affaire Capucci** (salle de presse du Saint-Siège ; patriarche Maximos V ; chefs des Communautés chrétiennes de Damas).

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

- 99 **« Les grands textes » de « la Documentation Catholique ».**
Supplément de « Panorama aujourd'hui » sur l'information.
(Encart paginé de I à IV.)

DOCUMENTATION CATHOLIQUE

**La paix - Le dialogue
judéo-chrétien**
(Paul VI)

**Les moyens
de communication
sociale**

L'avortement
(Card. Marty)

**Vers une même foi
eucharistique ?**

L'Episcopat français





Nous sommes pris entre une angoisse
partout présente
et un besoin fou d'espérance.
N'est-ce pas au moment même où tout
semble perdu qu'est proposée
au chrétien la force d'espérer.

CONTRE TOUTE ESPÉRANCE

CONFERENCES
DE CAREME
DE NOTRE-DAME
DE PARIS 1975
PAR LE PERE
BERNARD BRO
Dominicain

Vous pouvez recevoir l'intégrale
des conférences de Carême,
soit en fascicules,
soit enregistrée sur cassettes.

Adresser le bon ci-dessous
5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08

M	
N° et rue ou lieu-dit	
à	
Code postal	par
Désire recevoir la série des 6 Conférences de Notre-Dame :	
en fascicules : 30 F	
en cassettes : 105 F	
Règlement ci-joint par chèque bancaire à l'ordre de Bayard-Pressé, mandat ou virement postal (3 volets) au CCP Bayard-Pressé 1668.	

DOC

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement
à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, profes-
seurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION AU CORPS DIPLOMATIQUE

Le 11 janvier, Paul VI a reçu, comme chaque année, les membres du corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, venus lui présenter leurs vœux pour la nouvelle année. En réponse aux paroles de présentation de leur doyen, M. Luis Amado-Blanco, ambassadeur de Cuba, il leur a adressé l'allocution ci-après, abondamment répercutée par les différents moyens de communication sociale, dans laquelle il a évoqué les problèmes préoccupants de la vie internationale (1) :

EXCELLENCES ET CHERS MESSIEURS,

Nous sommes très reconnaissant aux illustres membres du corps diplomatique accrédités près le Saint-Siège de leur présence et des aimables vœux qu'ils viennent de nous exprimer par la voix de leur doyen, au seuil de la nouvelle année que la Providence nous a donné de commencer. Et à notre tour nous présentons nos souhaits à chacun de vous, à vos familles, aux chefs d'Etat et à tous les peuples que vous représentez.

Votre interprète éloquent a voulu, avec des expressions et des pensées particulièrement riches, souligner le haut symbolisme — ou plutôt l'un des symbolismes — du rite de l'ouverture de la Porte sainte que nous avons eu le bonheur d'accomplir la nuit de Noël, en présence des représentants des Etats qui entretiennent des rapports officiels avec le Siège apostolique.

C'est un événement de caractère religieux qui s'est proposé de rappeler au monde catholique — et avec lui à tous ceux qui, sur la terre, sont sensibles aux valeurs spirituelles et morales que le message chrétien, à tant d'égards, possède en commun avec les autres confessions religieuses — de rappeler le devoir du renouveau intérieur et de la réconciliation : réconciliation avec Dieu avant tout, dans l'intimité de son propre cœur et de sa propre conscience, et puis — conséquence inévitable en même temps que condition nécessaire — réconciliation avec tous nos frères, dans les rapports de la vie sociale.

D'une phase d'après-guerre à une phase d'avant-guerre

Et précisément sous ce dernier aspect, comment un tel rappel de caractère religieux et moral pourrait-il ne pas avoir également une influence sur la vie et les rapports de cette grande famille des peuples que vous nous rendez idéalement présents en ce moment ?

Le message de réconciliation que l'Eglise catholique adresse à l'humanité en cette Année sainte nous semble même revêtir une particulière importance pour la Communauté internationale, comme aussi pour les peuples qui vivent dans les diverses communautés nationales et pour les groupes qui les composent.

Nous ne vous cacherons pas, Excellences et chers Messieurs, que notre regard ne peut aujourd'hui se poser sans une préoccupation croissante sur les développements d'une situation mondiale qui nous semble — à nous et à bien d'autres — aller en se détériorant progressivement, jusqu'à faire dire par certains que nous vivons le passage d'une phase d'après-guerre à une phase d'avant-guerre.

Si cette façon de voir correspond à la réalité, nous n'avons pas besoin de vous en souligner, à vous qui êtes experts de tels problèmes, la portée redoutable et même effrayante.

L'équilibre de la terreur

N'a-t-on pas constaté en effet jusqu'à maintenant une sorte de convergence de jugements — et de craintes — sur ce que pourrait signifier pour le monde l'éclatement d'un conflit qui — si on ne réussissait pas à le maintenir dans des proportions toujours très douloureuses, certes, pour qui en est victime, mais du moins territorialement limitées — deviendrait presque inévitablement — par sa gravité et par son extension — atomique ? Cette « terreur », dont on essaie laborieusement d'assurer une sorte « d'équilibre », a même été et est couramment considérée comme la principale sinon peut-être l'unique garantie contre des aventures qui paraîtraient elles-mêmes trop périlleuses à ceux qui se sentiraient, par hypothèse, suffisamment forts pour espérer pouvoir les surmonter en survivant à leurs adversaires.

Le Saint-Siège, vous le savez, ne s'est jamais montré enthousiaste pour la formule de « l'équilibre de la terreur », comme moyen de sauve-

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 12 janvier 1975. Sous-titres de la DC.

garder la paix. Sans méconnaître les avantages pratiques, même s'ils sont seulement négatifs, que cette formule peut temporairement présenter, elle a toujours paru, à ce Siège apostolique, trop éloignée du fondement moral sur lequel, seul, peut se développer la paix ; trop dispendieuse, vraiment, par la compétition continuelle qu'elle entraîne pour s'égaliser et se dépasser dans les domaines de la force et des armements, trop dispendieuse, répétons-le, en moyens et en énergies qui devraient au contraire être consacrés à ces buts bien différents que sont le bien-être et le progrès pour tous les peuples ; antiéducative pour les concepts de concorde et d'entente mutuelle ; rempart trop fragile, enfin, contre le surgissement des tentations de prédominance et de violence qui, même par les réactions justifiées de défense qu'elles provoquent ou, parfois, par danger d'un calcul erroné pour en prévenir les manifestations que l'on craint de voir tourner à son désavantage, sont à l'origine de tant de situations de tension et de conflit.

Une telle fragilité est malheureusement confirmée par la situation actuelle, à laquelle nous avons fait allusion.

A la voix de la force opposer la voix de la raison

Nos vœux de paix, traditionnels en cette période du Nouvel An encore baignée de la lumière de Noël, quasi spontanés en raison de la présence d'une assemblée aussi remarquable de personnes dont la mission spécifique est justement de prévenir et de résoudre malentendus ou conflits et d'assurer entre les Etats des relations bonnes ou au moins correctes, nos vœux de paix se font cette année plus vifs, plus insistants, plus urgents, presque implorants.

Implorants envers Dieu, auteur de la paix, mais implorants aussi envers les hommes, en particulier ceux qui ont davantage la possibilité — et sur lesquels pèse donc davantage la responsabilité — d'agir en ce domaine.

A la voix de la force — qui semble vouloir encore essayer de mettre en valeur ses propres arguments pour la solution violente, ou au moins coercitive des problèmes d'intérêts et de droits qui se sont progressivement reformés depuis la conclusion du dernier conflit mondial et qui, petit à petit, sont en train de devenir plus inextricables encore — il faut opposer inlassablement la voix forte et sereine de la raison, cette voix que la diplomatie sage et bonne a pour fonction et mission particulière de ne pas laisser intimider par la ruse d'autrui ou affaiblir par sa propre méfiance, pour qu'elle ne risque pas de se trouver étouffée à l'improviste par le crépitement des armes.

Oui, le monde a besoin — et aujourd'hui plus encore peut-être que dans les années passées — de l'action courageuse et persévérante d'une sage diplomatie, vouée à la sauvegarde de la paix dans toute sa dimension, dans ses causes et dans les conditions qui la rendent possible et sûre.

Nous félicitons tous ceux qui œuvrent dans ce sens, et nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion de le dire directement dans les rencontres qu'il nous a été donné d'avoir, récemment encore, avec quelques-uns de ces « artisans de paix ». Nous les exhortons aussi à ne pas perdre courage face aux difficultés, mais à multiplier leurs efforts, dans un engagement inlassable, avec ténacité, lucidité et sagesse, en croyant aux raisons humaines de la justice, fondement de toute paix véritable et solide. Nous vous assurons enfin que le Siège apostolique a toujours la ferme volonté de donner à la cause de la paix et à ce qui s'y rapporte, non seulement son appui moral, mais encore toute l'aide concrète possible.

Les objectifs de la diplomatie du Saint-Siège

Nous croyons que là résident la signification profonde et l'importance du fait que le Saint-Siège soit accepté et reconnu, avec une déférence quasi universelle, comme membre de la Communauté internationale. Nous voyons là, pour notre part, un des buts essentiels des rapports diplomatiques que le Saint-Siège entretient et continue à développer avec un nombre toujours croissant d'Etats.

Nous voudrions profiter aussi de la circonstance pour rappeler quelques réflexions que nous avons eu déjà plus d'une fois l'occasion d'exprimer au sujet de ce qu'il est convenu d'appeler « la diplomatie du Saint-Siège ».

Elle n'est pas inspirée par un souci de prestige humain, par un désir de s'affirmer ou d'intervenir dans des domaines étrangers par nature à l'Eglise catholique. Elle n'est donc pas l'expression d'un esprit non évangélique. Elle n'est pas en contradiction avec la mission évangélisatrice de l'Eglise : encore moins peut-elle viser à créer des difficultés ou des empêchements à cette mission.

Bien au contraire, le but premier et fondamental de cette diplomatie est d'assurer à l'Eglise, à ses possibilités de vie et d'action, partout et en toute situation historique, politique ou sociale, à sa liberté légitime, un service fidèle, même si ce service n'est pas toujours facilement ni toujours correctement perçu. La qualité première et essentielle requise de tous ceux qui sont appelés à ce service est donc une foi solide, avec la volonté d'exercer ainsi, de manière sincère et désintéressée, leur propre ministère ecclésial.

Mais ce service de l'Eglise n'est pas sans rapport avec les intérêts de la société civile elle-même. Non seulement pour la « paix religieuse » à laquelle il est ordonné, en faisant reconnaître les droits de la religion et en respectant en même temps les compétences légitimes et les buts propres, nobles et nécessaires de l'Etat, mais aussi pour la garantie qu'un développement harmonieux des activités de l'Eglise offre à la formation du sens civique et moral des citoyens, à la paix de la vie en commun et à la coopération pour le juste progrès de la collectivité nationale.

Il est un engagement, cependant, que le Saint-Siège et sa diplomatie font particulièrement leur. C'est celui qui concerne les « droits de l'homme », déjà reconnus et affirmés par les Etats et par leurs organisations supranationales. A leur respect et à leur promotion toujours plus complète, l'Eglise catholique offre la collaboration exigée par la fidélité à sa doctrine et rendue plus précieuse par l'universalité de sa présence et de son action.

Sur la vaste scène du monde contemporain, le Saint-Siège veut être un facteur de vie internationale, moderne et pacifique, dans la fidélité à ses propres principes et en même temps dans la loyauté envers les autres membres de la communauté des nations, même si sur des problèmes cruciaux les positions respectives ne coïncident pas toujours totalement. Il prône une diplomatie tendue en avant pour affronter efficacement les problèmes toujours nouveaux et toujours plus complexes qui se posent à lui, tels ceux de la population, de la faim, de l'écologie, et cela dans un esprit de justice et de coopération, non de compétition et, encore moins, de domination.

En d'autres termes, le Saint-Siège entend agir avec force afin que des sentiments puissants de solidarité et de fraternité se substituent aux sentiments, toujours présents comme une menace permanente à la cohabitation pacifique des peuples, d'égoïsme de nation, de groupe, de race ou de culture.

En d'autres termes encore, et pour revenir au symbole évoqué par votre éminent interprète, le Saint-Siège veut appeler les hommes et les peuples à ne pas s'enfermer sur eux-mêmes en considérant seulement leurs intérêts particuliers, mais à ouvrir les portes de la compréhension et du cœur aux droits, aux besoins, aux justes et légitimes attentes et aspirations des autres, de tous les autres, même de ceux qui sont moins proches, ou qui, du fait de leurs faiblesses, ne peuvent appuyer leurs revendications par des menaces.

La guerre des sources d'énergie

Ceci nous amène, comme il se doit, à ne point nous limiter, dans notre appel à une action opportune et efficace en faveur de la paix, à la considération des seules zones du monde où la situation semble pouvoir élargir les risques de conflit à des régions beaucoup plus vastes, jusqu'à entraîner les grandes puissances elles-mêmes et leurs alliés. Nous pensons ici au Moyen-Orient, sur lequel tant de fois nous sommes revenu et revenons encore, et aux complications nouvelles et sans cesse plus menaçantes apportées par ce qu'on appelle la guerre des sources d'énergie ; nous renouvelons notre appel à affronter ces situations complexes, non seulement avec sagesse et clairvoyance, mais dans un esprit de justice, d'équité et de respect des règles du droit des peuples.

Le Vietnam

Il y a d'autres points dans le monde où la paix ne règne pas et où les populations continuent à souffrir des horreurs de la guerre, de la

pauvreté, de la faim, de la misère, et cela devant une opinion publique, sinon indifférente, du moins bien tiède, fatiguée ou distraite par d'autres préoccupations. Nous faisons nôtre leur voix qui appelle la tranquillité et la justice. Notre pensée rejoint en particulier les régions du Vietnam — qui a été durant si longtemps le centre de l'attention du monde — et de la République khmère : ces pays voient ces jours-ci se rallumer de façon menaçante des foyers non éteints d'hostilité et de guérilla, tendant à mettre en péril un équilibre demeuré instable, même là où toutes les parties responsables s'étaient engagées, par des accords explicites, à normaliser progressivement une situation depuis trop longtemps bouleversée. Plût au ciel que la conscience du monde se garde d'oublier ou de se désintéresser d'une tragédie que son prolongement ne rend pas moins douloureuse !

Les fruits de réconciliation de l'Année sainte

Que s'ouvrent les portes de la compréhension et du cœur également à l'intérieur de chaque nation, là où des situations de conflit ou de tension continuent à créer des représailles non moins graves, des agitations et de lourdes répressions !

Nous voudrions que l'appel lancé par nous pour l'Année sainte porte beaucoup de fruits de réconciliation, de générosité et de pardon. Puisse-t-il du moins amener tout le monde à réfléchir sérieusement au devoir imprescriptible de ne jamais oublier, même lorsque s'affrontent des positions diverses ou lorsque s'opposent des intérêts divergents, le respect dû aux droits fondamentaux et à la dignité de la personne humaine, même à l'égard de l'adversaire, et même aussi avec la prudence qui s'impose à l'égard du coupable.

Optimisme chrétien et humain

Notre entretien ne peut se terminer sans une claire parole d'optimisme. Nous parlons de cet optimisme chrétien que nous devons avoir : il est en effet le fruit de la confiance dans l'action bénéfique de la Providence divine qui domine l'Histoire et à laquelle nous présentons, dans la prière, les vœux de l'humanité entière qui aspire à la paix et à la justice, à la sérénité de la vie, au bien-être, au progrès moral, culturel, social, comme le désire tout membre de la grande famille humaine. Nous voulons aussi parler de cet optimisme humain qui vient de ce que l'on considère les possibilités et la bonté foncière du genre humain, sa volonté de réaliser sur la terre, avec la collaboration de tous, son rêve pour les hommes d'une vie digne d'être vécue.

Peut-être est-ce une espérance plus qu'une prévision ? Disons que c'est un vœu. Le vœu que nous exprimons, par votre intermédiaire, à toute la Communauté des peuples, et nous lui adjoignons ceux que nous formulons pour chacun de vous et pour votre haute mission.

Que le Tout-Puissant les exauce !

HOMÉLIE PRONONCÉE A LA MESSE DE LA JOURNÉE DE LA PAIX

(Saint-Pierre de Rome, 1^{er} janvier 1975) (1)

Voici l'année nouvelle. Voici une nouvelle période de notre vie. Nous saluons celui qui est notre Vie, notre principe, le Christ. C'est en lui que tout a été créé et conçu (cf. Col. 1, 15-17); il est notre modèle et notre maître (cf. 1 Co 11, 1; Ep. 5, 1; Mt 23, 8); il est le terme et la plénitude de notre vie présente et future (cf. Ga 2, 20; Rm 6, 5; 1 Th 4, 17; Ap 1, 8, etc.).

Nous saluons Notre Seigneur Jésus-Christ. A lui honneur et gloire dans les siècles des siècles ! (Rm 16, 27).

Et puis nous saluons Marie, la sainte Mère de Jésus, dont aujourd'hui l'Eglise honore l'insigne privilège d'être la Mère de Dieu fait homme, qui est notre frère et notre sauveur. Nous vous saluons, Reine, Mère de miséricorde, qui êtes notre vie, notre douceur, notre espérance.

Et maintenant nous saluons les Petits Chanteurs qui, de toutes les parties du monde, sont venus ici, dans la Rome catholique, cœur de l'unité et de la paix, donner un prodigieux témoignage d'harmonie et de joie. Chantez, chantez; vos voix qui s'unissent en une harmonie de foi et de prière sont une prophétie de paix et d'espérance pour le monde entier.

Paul VI a ensuite salué les Petits Chanteurs successivement en français, en anglais, en allemand et en espagnol, puis il a poursuivi :

Ces chants de joie nous introduisent au thème de la paix, qui aujourd'hui sera au centre de notre réflexion et de notre prière.

La paix est comme le soleil du monde. Comment regarder ce soleil éblouissant ? Comme pour le soleil, nous nous limiterons à regarder un reflet de sa splendeur dans l'un des si nombreux aspects qui le rendent compréhensible pour nous.

L'humanité tend à s'organiser d'une façon communautaire

Faisons bien attention. Qu'est-ce que la paix ? C'est l'art d'être d'accord. Les hommes sont-ils d'accord spontanément, automatiquement ? Oui et non. Ils sont d'accord en puissance, c'est-à-dire qu'ils sont faits pour être d'accord. Il y a au fond de leur cœur une tendance, un instinct, un désir, un besoin, un devoir d'être d'accord, c'est-à-dire de vivre en paix. La paix est une exigence de la nature humaine, laquelle est fondamentalement unique, la même pour tous; elle tend naturellement à la vie sociale, à la communication entre les hommes. Et les hommes ont besoin de recevoir d'autres hommes la vie; ils ont besoin d'être formés par d'autres; ils ont besoin de s'entendre, c'est-à-dire de parler un même langage; ils ont instinctivement besoin de se connaître, de vivre ensemble; ils sont des êtres sociaux qui forment des familles, des tribus, des peuples, des nations, et qui aujourd'hui, sous la poussée des moyens de communication de toutes sortes, tendent à se rassembler en une

seule famille où ils sont complémentaires et interdépendants, tout en gardant une certaine indépendance autonome et certaines caractéristiques qui les authentifient. Tous voient qu'il s'agit là d'un mouvement non seulement nécessaire, mais beau et bon, le seul désormais pour lequel il soit pleinement juste de parler de civilisation. L'humanité est unique et elle tend à s'organiser d'une façon communautaire. C'est cela la paix. Prophétiquement, le Christ a résumé cette destinée suprême en disant aux hommes de ce monde : « Vous êtes tous frères » (Mt 23, 8); et en nous révélant cette éblouissante vérité que Dieu est notre Père, il a donné à la fraternité universelle sa raison d'être, sa gloire, sa joie, et il lui a donné la possibilité de devenir réalité. Nous le répétons : la paix, c'est la fraternité unanime, solidaire, libre et heureuse entre les hommes.

Le baromètre de la paix n'est pas au beau

Mais cette paix existe-t-elle ? Quelle distance y a-t-il, hélas ! entre l'ontologie et la déontologie de la paix, entre ce qu'elle est et ce qu'elle devrait être ! Avec ses guerres, ses compétitions, ses divisions indescriptibles et sans fin, l'Histoire semble démentir la réalité de la paix.

Nous vous demanderons encore ici de nous suivre avec une patiente attention. Le panorama du monde et de sa destinée mérite bien, de notre part à tous, cet effort de compréhension. Nous dirons ceci : Certes, dans le passé, la paix n'a malheureusement pas toujours correspondu à l'idéal souhaité, celui d'une humanité bien ordonnée et pacifique; c'est plutôt le contraire, c'est-à-dire les conflits entre les hommes, qui a prévalu. Cependant, ces dernières années, avec l'assentiment du monde, et sollicité non seulement par notre foi, mais par la maturité de la conscience moderne, par l'évolution progressive des peuples, par les nécessités intrinsèques de la civilisation moderne, nous nous sommes senti autorisé à proclamer ces deux affirmations capitales : la paix est nécessaire, la paix est possible.

Mais alors surgit en nous une question, un doute teinté de scepticisme, qui met crûment en cause notre enthousiasme pour la paix et le qualifie d'utopie, de rêve, d'illusion, d'anachronisme se croyant encore à l'âge d'or de Virgile. Les événements espérés ne sont pas au rendez-vous, et on se demande : le baromètre de la paix n'est-il pas très bas ? Sous des apparences différentes, mais encore plus terribles et redoutables, le monde ne revient-il pas aux attitudes polémiques et dialectiques d'avant la guerre, c'est-à-dire à une contestation systématique de la méthode et du règne de la paix ? Que nous préparent les armements mondiaux et locaux dont le caractère terrifiant atteint un degré inconcevable ? La politique d'équilibre des forces pourra-t-elle vraiment conjurer la catastrophe mondiale ? Et jusqu'où ira le durcissement des luttes de classes si celles-ci ne sont plus modérées par le sens de la justice et du bien commun, mais dominées par la passion de la vengeance et du prestige ? Nous assistons depuis quelques années — c'est une menace qui nous fait trembler, une insulte qui souille

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 2-3 janvier 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

l'honneur de notre société — à un redoutable accroissement de la criminalité organisée, qui avec une corruption poussée à l'extrême, use du chantage et de la menace contre des vies innocentes. Où est le droit, où est la justice, où est l'honneur, où est cette tranquillité de l'ordre qui s'appelle la paix ? (rappelons-nous le rapport fait par le D^r Mario Stella Richter, procureur général de la Cour de cassation, à l'ouverture de l'année judiciaire 1974). Et puis il y a aussi les guerres et les guerillas qui se poursuivent dans différentes parties du monde où elles sèment la mort et les ruines et qui sont douloureusement présentes à nos esprits à tous.

L'amour qui réconcilie

Nous avons évoqué, sans aucun commentaire, ces nombreuses situations sociales et politiques où, dans le monde, la paix est blessée ou absente pour suggérer, dans la méditation que nous sommes en train de faire, un principe et une méthode que nous tirons de l'authentique enseignement chrétien et qui s'avèreraient certainement positifs et décisifs si on les appliquait aux tentatives et aux négociations toujours en cours pour sauvegarder et promouvoir la paix, même s'ils sont psychologiquement très difficiles. Ce principe et cette méthode, c'est la réconciliation, qui est l'un des points du programme de l'Année sainte récemment inaugurée.

La réconciliation déplace le problème de la paix du for externe au for interne, c'est-à-dire du plan extrêmement réaliste des compétitions politiques, militaires, sociales, économiques du monde qui tombe sous notre expérience, au plan non moins réel, mais impondérable, de la vie spirituelle des hommes. Il est certes difficile de s'élever à ce plan, mais c'est le plan de la vraie paix, de la paix qui est dans les âmes avant d'être dans les actes, dans l'opinion publique avant d'être dans les traités, dans les cœurs des hommes avant d'être dans la trêve des armes. Pour avoir une vraie paix, il faut lui donner une âme, et l'âme de la paix, c'est l'amour. Nous avons fait graver cette formule dans la médaille frappée à l'occasion de notre visite à l'Assemblée des Nations Unies, en octobre 1965 : « *Amoris alumna Pax* ». Oui, c'est l'amour qui donne son souffle à la paix, plus que la victoire ou la défaite, plus que l'intérêt, la peur, la lassitude, le besoin. Nous le répétons, l'âme de la paix, c'est l'amour, cet amour qui, pour nous croyants, vient de l'amour de Dieu et se répand en amour pour les hommes. C'est cela la clef de la vraie paix, la clef de cet amour qui s'appelle charité. L'amour-charité produit la réconciliation ; c'est un acte créateur dans le cycle des rapports humains. L'amour s'élève au-dessus des discordes, des jalousies, des antipathies, des inimitiés héréditaires et des inimitiés nouvelles qui se font jour. L'amour donne à la paix sa vraie racine. Il écarte l'hypocrisie, la précarité, l'égoïsme.

Extirper les racines empoisonnées de la vengeance

L'amour est l'art de la paix. Il crée une pédagogie nouvelle où tout doit être reconsidéré. En effet, depuis les jeux de nos enfants jusqu'à certains traités d'ethnologie et de philosophie de l'histoire, les affrontements, les luttes, les épreuves de force, la violence semblent constituer une nécessité, un point d'honneur, une source d'intérêts. L'amour, oui, l'amour chrétien, par-

viendra-t-il à extirper du fond des cœurs les racines empoisonnées et tenaces de la vengeance, des « règlements de compte », de l'« œil pour œil, dent pour dent » (Mt 5, 38), avec leur enchaînement de sang, de représailles et de ruines dont on fait un perpétuel point d'ignoble honneur ? L'amour finira-t-il par avoir raison de certains sédiments psychologiques collectifs, de certains bas-fonds sociaux où la mafia impose dans le secret sa loi impitoyable ? Parviendra-t-il à faire céder la conjuration populaire, la vengeance privée ou collective, la lutte tribale, qui deviennent d'obsédants faux devoirs conduisant aveuglément à des engagements fatals ? Parviendra-t-il à faire tomber certains orgueils nationalistes ou raciaux qui se transmettent inexorablement de génération en génération, préparant des revanches qui, pour les uns et les autres, se traduisent en d'affreuses haines, en d'inévitables carnages ? (cf Mt 7, 12).

Oui, l'amour y parviendra, parce que Jésus-Christ nous l'a dit, lui qui, dans le « Notre Père », la prière par excellence, fait prononcer à nos lèvres obstinées ces prodigieuses paroles de pardon : « Pardonne-nous nos offenses, comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés. » L'amour qui réconcilie n'est ni faiblesse ni lâcheté. Il exige des sentiments forts, nobles, généreux, parfois même héroïques. Il exige de vaincre non pas l'adversaire, mais soi-même. Il peut parfois sembler aller jusqu'au déshonneur (tendre « l'autre joue » à celui qui nous frappe, Lc 6, 29 ; laisser aussi son manteau à celui qui veut prendre notre tunique, Mt 5, 40). Mais jamais il n'outragera le devoir de justice, jamais il ne fera renoncer au droit du pauvre. Il sera en réalité une sage et patiente école de paix, d'amour, de vie fraternelle, à l'exemple du Christ et avec la force de notre cœur modelé sur le sien.

C'est difficile, difficile, mais c'est l'Évangile de la réconciliation. Et finalement n'est-ce pas plus facile et meilleur que de porter en soi et d'exacerber chez les autres un cœur plein de rancœur et de haine ? L'homme est un être originellement bon. Il doit être et redevenir bon.

Et ne l'oublions pas : le Christ est notre paix (Ep. 2, 14).

Et maintenant, chers Petits Chanteurs, ce message de paix, de solidarité, d'amour, nous vous le confions spécialement à vous, pour que vous le portiez à travers le monde entier. Oui, par votre foi fervente, par votre enthousiasme joyeux, par votre chant persuasif, il vous revient d'annoncer partout cette bonne nouvelle (2).

(2) Cet appel aux Petits Chanteurs a été prononcé en français, puis répété successivement en anglais, en espagnol, en allemand et en portugais.

Paul VI a ensuite reçu à sa table cinq représentants des Petits Chanteurs (un par continent, dont un petit Français, Gilles Maréchal), et Mgr Joseph Roucairol, leur président international (NDLR).

— L'Institution orthographe. A quoi sert l'orthographe ? A quoi sert son enseignement ? par Jean GUION (coll. Sciences humaines). — Un vol. 13,5 X 21 cm, de 204 p. Prix : 30 F. Editions du Centurion, Paris.

Il y a beaucoup à apprendre dans ce volume qui retrace l'histoire de l'orthographe avant qu'elle devienne une institution. Il en recherche la raison d'être et le pourquoi de son enseignement : même dans la société moderne, elle a un rôle social dont il faut prendre conscience en préconisant ses méthodes aussi bien que dans les recherches actuelles des pédagogues. L'auteur s'adresse aux enseignants, mais ces pages ne sont pas d'un maigre profit, même pour les autres.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LE RENOUVEAU SPIRITUEL

DE L'ANNÉE SAINTE

Audience générale du 8 janvier (1)

L'un des thèmes généraux choisis pour l'Année sainte est le renouveau spirituel.

Le choix de ce thème semble motivé par une nécessité de première évidence : la vie chrétienne a toujours besoin d'être appelée à se rénover. Comme toutes les choses humaines, elle est menacée de décadence, de vieillissement. Le temps consume les énergies spirituelles davantage que les énergies physiques et avant elles, spécialement pour ce qui est des expressions morales et religieuses des mœurs ; souvent, en effet, celles-ci survivent dans des habitudes extérieures, alors que l'on a oublié les principes qui sont à leur origine et que ceux-ci ont perdu leur force première. Aussi, le renouveau est-il une exigence constante de la vie, d'abord parce que la vie s'affaiblit fatalement avec le temps, et ensuite parce que l'homme et ses institutions sont susceptibles de progrès. Décadence et progrès déterminent dans l'histoire et dans les vicissitudes humaines un mouvement vital ; ce mouvement se produit aussi dans la vie chrétienne, et nous l'appelons renouveau. Le renouveau répond encore à un troisième motif, extérieur celui-là, mais souvent le plus important et qui s'avère décisif : la confrontation de sa propre façon de penser et de vivre avec le milieu culturel et social ambiant, lequel suggère, et en quelque sorte impose, une conformité — ou, pour certains, un conformisme — auquel les hommes et les institutions se soumettent facilement. La « mode », non seulement dans les vêtements, mais dans la culture générale, appelle des modifications, des changements et, dans le bon sens, un « aggiornamento », c'est-à-dire un perfectionnement tenant compte de la maturation des nouvelles circonstances.

Nous ferons remarquer tout de suite que ce phénomène n'est pas de soi contraire à un autre qui semble le contredire. Nous voulons parler de la tradition, qu'il s'agisse des valeurs permanentes de la vérité et de la vie ou de la synthèse qu'une tradition cohérente peut établir entre ces valeurs et leur expression, ainsi que leur combinaison avec de nouvelles formes d'expérience humaine.

Un esprit nouveau

L'analyse de ce thème nous conduirait loin. Notre attention se limitera aujourd'hui au renouveau requis par l'Année sainte. Nous voudrions d'abord faire remarquer qu'il s'agit d'un

thème non pas artificiel ou particulier, mais suggéré par notre programme de renouveau, lequel est connaturel au programme général du monde et de la société ; et ensuite que le Concile œcuménique lui-même, ce grand événement de l'histoire de l'Eglise, n'a voulu rénover, comme certains l'ont cru hâtivement, ni les vérités de la foi, ni les principes constitutionnels de l'Eglise, ni les principes fondamentaux de la vie morale.

Il vaut la peine de remonter aux origines et à l'essence de la vie chrétienne pour bien voir la vraie nature du renouveau que nous désirons et promouvons. A cette fin, nous nous reporterons aux paroles de saint Paul qui, dans sa lettre aux Ephésiens, nous donne une formule que nous ferions bien de mettre à la base de notre renouveau : « Voici donc ce que je dis et atteste dans le Seigneur : ne vivez plus comme vivent les païens que leur intelligence conduit au néant. Leur pensée est la proie des ténèbres et ils sont étrangers à la vie de Dieu... Pour vous, ce n'est pas ainsi que vous avez appris le Christ... Il vous faut, renonçant à votre existence passée, vous dépouiller du vieil homme qui se corrompt sous l'effet des convoitises trompeuses ; il vous faut être renouvelés par la transformation spirituelle de votre intelligence et revêtir l'homme nouveau créé selon Dieu dans la justice et la sainteté qui viennent de la vérité. » (Ep 4, 17-24.) Voilà la formule : il faut un esprit nouveau, un authentique esprit chrétien. C'est la première réforme, la plus personnelle, la plus importante, mais aussi la plus difficile.

Nos idées propres sont-elles libres ?

Nous pouvons nous demander à nous-mêmes, en conscience : est-ce que je pense chrétien ? Est-ce que mon état d'esprit s'inspire de la vérité que le Christ nous a enseignée ? Ne sommes-nous pas plutôt facilement portés à prendre pour guide de nos pensées, de nos jugements et donc de nos actions, notre état d'esprit personnel, avec une autonomie qui, bien souvent, n'admet ni conseils ni confrontations ? Chacun dit : « Je pense comme cela » et justifie par là tout son comportement. Pouvons-nous être sûrs que cet état d'esprit subjectif et personnel est ce que doit être l'attitude d'un chrétien ? Avons-nous de nous-mêmes l'intuition de ce qui est vrai et juste de telle sorte que nous puissions revendiquer une légitime autonomie à l'égard de tous les enseignements du magistère catholique ? Jaloux comme nous le sommes de notre indépendance, de notre liberté, pouvons-nous vraiment affirmer que nous avons l'esprit libre ? Ne devons-nous pas plutôt admettre que des quantités d'autres éléments viennent se superposer à notre jugement conscient pour forger notre mentalité ? Qui ne voit que notre façon de penser, et donc de vivre, est puissamment influencée par notre milieu de vie, par l'opinion publique, par les moyens de communication sociale, et souvent par des intérêts per-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 9 janvier 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Il n'y a pas eu d'audience générale les mercredi 25 décembre et 1^{er} janvier.

sonnels ou des passions qui ne vont nullement dans le sens de notre vraie liberté ?

Certes, nous ne pouvons pas échapper à ces influences, mais nous devons demeurer critiques à leur égard et nous demander avec une vigoureuse liberté intérieure : est-ce que tout cela est chrétien ? Est-ce que je pense vraiment en chrétien ?

Cette question est si importante qu'elle exigerait qu'on s'y étende davantage. Qu'il nous suffise pour le moment de réaffirmer ce que nous avons dit en nous inspirant de saint Paul : si nous voulons que le Concile, et maintenant l'Année sainte, ne soient pas de vains épisodes dans notre vie, nous devons nous faire un esprit nouveau, renoué : l'esprit chrétien.

Avec notre Bénédiction apostolique (cf. aussi 2 Co 4, 16 ; Col 3, 10 ; Tt 3, 5, etc.).

RETROUVER

UN ETAT D'ESPRIT CHRETIEN

Audience générale du 15 janvier (1)

Nous disions l'autre jour à propos du renouveau de notre vie en général, de notre vie chrétienne et catholique en particulier, qu'il nous faut retrouver un état d'esprit chrétien. Et l'Année sainte peut être salutaire à tous pour retrouver cet état d'esprit, pour lui donner tout son éclat, lui assurer des bases solides, lui faire porter des fruits abondants, le traduire vigoureusement dans la vie.

Cette invitation est permanente, elle naît de l'enseignement donné par l'Écriture sainte et elle est au cœur de la pédagogie du baptême, où l'homme renaît à une vie nouvelle, différente, paradoxale, supérieure (rappelons-nous le dialogue nocturne avec Nicodème — Jn 3, 3 et s. — où Jésus oppose au « vieil homme », c'est-à-dire l'homme de ce monde naturel, l'« homme nouveau » vivifié par un principe surnaturel dont saint Paul nous parle à diverses reprises — cf. Ep 4, 2 ; Col 3, 10 ; 2 Co 5, 17, etc.). Tout cela, nous le savons bien, ou du moins nous devrions le savoir si nous gardons vraiment et effectivement conscience de notre vocation chrétienne. Le chrétien est un être nouveau, original, heureux, ainsi que le dit Pascal : « Personne n'est heureux comme un vrai chrétien, ni raisonnable, ni vertueux, ni aimable. » (*Pensées*, 541.) Or, nous les hommes d'aujourd'hui, même si nous nous disons en communion avec la religion chrétienne (une communion que bien souvent on tait, on minimise, on sécularise), nous avons rarement, ou incomplètement, le sens de cette nouveauté de notre style de vie. Souvent nous sommes conformistes ; le « respect humain » nous empêche de nous montrer ce que nous sommes, c'est-à-dire des chrétiens, des gens qui librement ont opté pour un certain mode de vie, austère certes, mais supérieur et logique.

Aussi, l'Eglise nous dit-elle : chrétien, sois conscient, cohérent, fidèle, fort ; en un mot, sois chrétien.

Foi et sacrements

Il serait bon à ce propos de nous interroger sur les obstacles qui nous empêchent de donner à notre vie un aspect chrétien. Le diagnostic de ces obstacles, intérieurs ou extérieurs, pourrait constituer un abondant traité de pathologie spirituelle. Du reste, ce diagnostic nous apparaît bien clairement dans les instants où nous nous retrouvons nous-mêmes sur le plan religieux et moral. Nous pouvons pour le moment nous limiter à indiquer un élément indispensable de ce renouveau chrétien auquel nous aspirons ; un élément qu'il est facile de mettre en lumière, même s'il n'est pas toujours facile pour tout le monde d'y avoir recours. Nous voulons parler de la grâce, de l'action de l'Esprit-Saint, de ce supplément de lumière et de force que seul peut nous donner le contact avec la source divine de notre régénération spirituelle. Cela est clairement suggéré par la parole de saint Paul que nous avons choisie pour illustrer le renouveau : « Il vous faut être renouvelés par la transformation spirituelle de votre intelligence. » (Ep 4, 23.) Dans le texte original, nous disent les exégètes, le mot « spirituel » se réfère précisément à la grâce, c'est-à-dire à l'Esprit-Saint (cf. J. KNABENBAUER, *Comm... ad Eph.*, p. 132). C'est l'efficacité qui nous vient de la passion du Christ, de sa rédemption et qui, nous dit saint Thomas, nous est transmise par deux voies principales : la foi et les sacrements ; la réalité intérieure de la foi et le recours extérieur aux sacrements (S. Th., III, 62, 6). Nous voyons ainsi se profiler devant nous le programme religieux de l'Année sainte, programme dont cette célébration particulière n'a pas l'exclusivité, mais qui revêt en elle une importance particulière, avec une assistance toute spéciale du ministère de l'Eglise, et qui consiste en une profession de foi et un recours à l'action des sacrements.

On ne peut séparer le Christ de l'Eglise

Cela nous conduit à parler d'un autre obstacle caractéristique qui s'oppose au renouveau souhaité : c'est cette attitude, qui actuellement se répand et s'aggrave, de défiance envers l'Eglise dite institutionnelle, l'Eglise réelle, humaine, l'Eglise ministre, gardienne et dispensatrice des mystères divins (cf. 1 Co 4, 1). Rappelons-nous la grande affirmation d'un célèbre penseur catholique allemand, Johann Adam Moehler (1796-1838) sur la nécessité de la médiation de l'Eglise pour connaître le Christ et pour vivre de sa vie (cf. *L'unità nella Chiesa*, 1, 7). Notre renouveau chrétien idéal et vivant ne devra donc pas manquer de redécouvrir notre insertion dans le Corps mystique et social du Christ, qui est précisément l'Eglise catholique. Il devra bien se garder de vouloir séparer — c'est, hélas ! la mode aujourd'hui — le Christ de l'Eglise, comme si en contestant l'Eglise et en se permettant une interprétation

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 16 janvier 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

de la vérité religieuse qui se montre arbitrairement critique envers elle, on pouvait trouver une communion plus authentique et plus vivante avec Jésus-Christ, qui est la source de notre salut par l'intermédiaire de son Eglise. C'est pourquoi nous dirons avec saint Ignace d'An-

tioche : « Apprenons à vivre selon le christianisme. » (*Ad Magnesios*, 10.) C'est cela le renouveau du Concile, le renouveau de l'Année sainte. « Que celui qui a des oreilles entende. » (Cf. Mt 13, 9.)

Avec notre Bénédiction apostolique.

HOMÉLIE PRONONCÉE EN LA FÊTE DE L'ÉPIPHANIE

Le jour de l'Épiphanie, 6 janvier, Paul VI a remis le crucifix à 600 missionnaires, appartenant à plus de 70 ordres et congrégations, qui se préparaient à partir en pays de mission. Voici l'homélie qu'il a prononcée en cette circonstance au cours de la messe célébrée dans la basilique Saint-Pierre (1).

Fils et Filles, tous très chers dans le Christ,

Voici un jour mémorable ! Pour votre vie : il marque en effet un moment qui confirme les autres étapes décisives de votre vocation, de votre choix ecclésial, religieux, missionnaire pour les années à venir que le Seigneur vous accordera durant votre pèlerinage dans le temps. C'est un moment qui qualifie, c'est-à-dire qui donne une forme, un aspect, un style, aussi bien à votre vie spirituelle intérieure, à votre spiritualité missionnaire qu'à votre action extérieure professionnelle dans laquelle seront engagés votre cœur, votre travail, votre consécration au service de l'Eglise : votre activité missionnaire.

Jour mémorable : efforçons-nous de le bien vivre, avec toute l'intensité de nos esprits, et en tenant compte des circonstances qui le rendent singulier et digne d'une réflexion subséquente.

De la révélation naturelle à la révélation en Jésus-Christ

Le foyer, le centre de nos pensées est maintenant celui de l'Épiphanie. Epiphanie signifie manifestation, apparition, révélation. Epiphanie est un terme générique, abstrait ; il acquiert sa signification et sa valeur de l'objet auquel il se réfère. Dans le cas présent, nous savons bien à qui et à quoi il se réfère : c'est à la manifestation de Jésus-Christ sur cette terre, au monde, à l'humanité (cf. saint Augustin, *Sermo* 200 ; PL 38, 1029). Par elle-même cette parole englobe tout le plan de la révélation de Dieu. La fameuse lettre aux Hébreux s'ouvre précisément sur une vision synthétique. Comment Dieu s'est-il manifesté aux hommes ? « A bien des reprises et de bien des manières. » (He 1, 1.) Le spectacle merveilleux du panorama naturel et, pouvons-nous ajouter, tout le champ de la création, le royaume des sciences, l'expérience des choses, la cosmologie, pour celui qui les observe bien et qui pénètre, avec son intelligence et

avec la sympathie de notre capacité de connaître et d'identifier, la raison profonde des êtres, sort déjà des formes de langage à travers lesquelles Dieu, le principe créateur de l'univers, parle à qui sait l'écouter : il parle de puissance, il parle de sagesse, il parle de beauté, il parle de mystère. Quelque myope que soit l'homme, quelque insensible qu'il se montre devant le panorama des choses, qu'elles soient très petites ou très grandes, microbes ou astres de grandeur démesurée, un dessein, une pensée, une parole émanent des êtres existants ; une exigence logique fondamentale réclamerait de lui, de l'homme, et d'autant plus qu'il est mieux instruit et plus évolué, une reconnaissance religieuse, une adoration, un cantique des créatures. Citons un auteur, initié à cette confrontation de l'homme moderne avec le monde exploré qui l'entoure ; il écrit : « L'enrichissement et le trouble de la pensée religieuse, en notre temps, tiennent sans doute à la révélation qui se fait, autour de nous et en nous, de la grandeur et de l'unité du monde. Autour de nous, les sciences du réel étendent démesurément les abîmes du temps et de l'espace ; et elles décèlent sans cesse des liaisons nouvelles entre éléments de l'Univers. » (Pierre TEILHARD DE CHARDIN, *le Milieu divin*, p. 23.)

Efforçons-nous, nous autres religieux, nous croyants, de ne pas perdre de vue ce premier plan de la révélation naturelle de Dieu, mais de le tenir présent sur le fond de notre vision panoramique, cognitive et spirituelle, pour alimenter d'éléments authentiques notre sentiment religieux et notre émerveillement existentiel devant l'œuvre de Dieu et devant notre vie elle-même ; et pour être mieux en mesure d'estimer à sa juste valeur l'épiphanie nouvelle, gratuite, stupéfiante, mystérieuse que Dieu a daigné accomplir dans l'histoire des hommes par l'Incarnation et l'économie du salut qui s'en est suivi. De la plate-forme de la révélation naturelle, nous pourrions mieux apprécier l'originalité exceptionnelle de l'apparition du Verbe de Dieu lui-même, « par qui tout a été fait » (Jn 1, 3), à un moment, en un lieu du monde qu'il a créé, dans l'Évangile. Le Verbe de Dieu, Dieu lui-même, s'est manifesté sous une forme humaine. Il a habité avec nous. Merveille des merveilles : il s'est manifesté sous les aspects les plus simples et les plus humbles, dans le silence, dans la pauvreté, enfant, puis jeune homme, puis artisan, et finalement Maître et Prophète, capable de dominer miraculeusement les choses et les souffrances humaines, la mort elle-même, et de se présenter dans la perspective préparée pour les siècles, celle de Messie et Fils de l'homme, bien plus Fils de Dieu, l'Agneau qui expie tous les péchés des hommes offerts à son rachat, le Sauveur, le Ressuscité pour le règne de Dieu et pour les siècles à jamais.

O, Fils très chers, vous connaissez ce grand et mystérieux déroulement de la révélation du Christ et

(1) Traduction publiée par la Salle de presse du Saint-Siège. Sous-titres de la DC.

vous savez comment il pénètre toute la terre, toute l'histoire ; et comment la voie, la vérité, la vie, c'est lui, ce Jésus dont aujourd'hui, nous, son Eglise, nous célébrons la manifestation dans le monde. Méditerons-nous jamais assez cette « histoire sainte », ce dessein de Dieu à l'égard de l'humanité, ce mystère du salut, dont dépend tout notre destin ? Non, jamais assez ! Les années si brèves et si rapides de notre existence terrestre ne suffiront pas à satisfaire notre besoin d'étude, de méditation, de contemplation.

La foi

Oui, nous tous, nous ne négligerons jamais de prolonger cette recherche théologique et spirituelle pendant toute la durée de notre vie. Elle sera comme la lampe allumée sur la route qui s'ouvre devant nous. Mais voici qu'une double conclusion, l'une et l'autre venant du mystère même de l'Epiphanie, se reflète, avec une clarté décisive sur votre vie. Et de cette double conclusion, vous, Fils et Filles très chers, ne manquez pas de faire le programme de votre vie.

La première conclusion est la foi. Il faut accepter en totalité la vérité, la réalité de l'Epiphanie, c'est-à-dire de la révélation de Dieu, Père et Créateur de toute chose, par le Verbe, son Fils, Jésus-Christ, dans l'Esprit-Saint, lumière et force des baptisés qui sont fidèles à cette investiture de la vie humaine appelée par grâce à la vie divine. Aujourd'hui, c'est la fête du **Credo**, de ce **Credo** proclamé, comme une alliance nouvelle et une ineffable communion vitale, au moment de notre baptême. Il nous faut répéter aujourd'hui, avec une adhésion totale, une conviction neuve, un réconfort incomparable, le **Credo**, un et catholique, nôtre et en même temps commun à tous les fidèles du Christ qui s'est révélé. Oh ! Nous savons quel drame à propos de la question de la foi, drame marqué par les recherches, les controverses, les doutes, les négations, existe aujourd'hui en tant d'esprits, et se trouve sinon réduit à néant, du moins surmonté par un acte de foi décisif. Vous êtes missionnaires ? Alors de quelle mission, sinon de celle de la foi ? C'est pour la foi que vous partez et que vous affrontez le monde. Vous devenez des gens bien particuliers : dans un monde qui développe sa science à la mesure de sa propre pensée, vous mesurez votre certitude sur la Parole de Dieu, dont l'Eglise, Mère et Maîtresse, garantit l'authenticité. Dans un monde qui semble mesurer sa propre maturité rationnelle, spécialement dans le domaine religieux, d'après les insatiables subtilités de ses doutes et de ses sophismes, vous marchez droit et d'un pas assuré, avec une mentalité que celui qui ne vous connaît pas qualifiera peut-être de purement élémentaire et populaire, alors qu'elle s'apparente à la simplicité et à la lucidité de la sagesse divine. Vous marchez avec la logique de la foi, devenue principe de pensée et d'action, comme nous l'enseigne saint Paul : le juste, c'est-à-dire l'homme bon, l'homme authentique, vit de la foi (cf. Rm 1, 17 ; Ga 3, 11), c'est-à-dire en tirant de la foi les principes qui orientent sa propre vie.

La nécessité du Christ

Le missionnaire et les non-catholiques

La deuxième conclusion pour le programme de votre vocation est la nécessité du Christ, parce qu'il est le Christ, c'est-à-dire parce qu'il émane de lui une attraction qui oblige à militer pour sa gloire. Qui l'a

rencontré, qui l'a connu au moins un peu en profondeur qui a entendu l'appel séduisant et le charme de sa voix, ne peut pas ne pas le suivre ; il le suit avec un esprit de confiance et d'aventure, qui fait du disciple un héros, un apôtre, selon la définition emphatique mais réaliste qu'en donne encore saint Paul en ces termes : « Quant à nos frères, ce sont les délégués des Eglises, la gloire du Christ. » (2 Co 8, 23.) Nécessité du Christ pour lui-même : il mérite bien le don, l'amour, le sacrifice de la vie. Et en même temps nécessité du Christ pour les hommes, pour tous les frères de la terre, parce que lui, lui seul est le Sauveur (cf. Ac 4, 12), tandis que l'annonce de son salut est conditionnée par l'action apostolique, par la diffusion missionnaire (cf. Rm 10, 14 s.). Vous, les missionnaires, vous personnalisez cette nécessité du Christ. Aujourd'hui comme hier. Si d'une part, en effet, le missionnaire catholique doit reconnaître tout ce qu'il y a de vrai et de saint même dans les autres religions (cf. Décl. **Nostra Aetate**, n. 2) et, en particulier, les trésors de foi et de grâce que les Eglises et les communautés chrétiennes malheureusement toujours séparées de nous, conservent et alimentent encore, et si, dans son zèle apostolique, il doit s'abstenir de tout prosélytisme déloyal, le mot du récent Concile œcuménique reste toujours vrai, selon lequel « c'est seulement par l'Eglise catholique du Christ, laquelle est le moyen général du salut, que peut s'obtenir toute plénitude des moyens du salut » (Décret **Unitatis redintegratio**, n. 3).

En disant cela, nous ne faisons pas de triomphalisme. Nous essayons, vous le savez bien, d'interpréter le système historico-social, c'est-à-dire ecclésial, que le Seigneur a établi pour la diffusion de l'Evangile et pour l'édification de son Eglise ; et vous, les missionnaires, vous qui travaillez et collaborez avec la hiérarchie apostolique, vous êtes les « crucifères », les porteurs de la croix, envoyés dans le monde. C'est pour cela que vous sera remis aujourd'hui un crucifix que nous avons béni : humble crucifix, signe pour vous de patience et de courage réconfortant ; signe de foi, de libération et de joie pour ceux auxquels vous aurez l'honneur de le prêcher et de le porter par votre ministère.

— **Parents, Education et Sexualité**, par Jean ATGER (coll. « Parents et enfants »). — Un vol. 12 X 21 cm, de 112 p. Prix : 15 F. Editions du Centurion, Paris.

C'est aux parents que s'adresse l'auteur en étudiant le problème que leur pose la sexualité de leurs enfants dans la famille, à l'école, dans la rue... Ils ne doivent pas avoir peur de favoriser l'éclosion de la vie affective des enfants et, pour cela, en prendre les moyens les plus appropriés pour l'épanouissement et le bien de l'homme futur.

— **Dieu ■ dit dans l'histoire**, par Henri de LUBAC, S.J. (coll. « Foi vivante »). — Un vol. 11 X 18 cm, de 126 p. Editions du Cerf, Paris.

C'est un résumé, nous avertit l'auteur, du commentaire paru dans le volume sur la Révélation divine, de la Constitution de Vatican II **Dei Verbum**. Mais, malgré la suppression de certains passages trop historiques, le texte est conservé et l'essentiel doctrinal s'y retrouve avec ses larges et précieux exposés. C'est un avantage qui en permettra la lecture à de nombreux lecteurs.

— **Qui me dira ce qu'est l'Eglise ?** par P. GLORIEUX. — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 152 p. Prix : 18 F. Les Editions ouvrières, Paris.

Nous souhaitons que beaucoup puissent lire cet ouvrage qui est une mise au point sur ce qu'est l'Eglise et ce qu'elle n'est pas, alors que ses institutions sont remises en question, la présentant sous un jour qui induit nécessairement en erreur. C'est l'Eglise du Christ qu'il a voulue et instituée comme sacrement et moyen de salut pour les hommes jusqu'à la fin des temps. L'exposé est clair et ne prête à aucune confusion. C'est un livre à répandre pour combattre tant de préjugés qui ont encore cours.

ALLOCUTION AU COMITÉ DE LIAISON ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE JUDAÏSME MONDIAL

Le 10 janvier, Paul VI a reçu les membres du Comité de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme mondial (1) qui avait tenu à Rome sa quatrième réunion depuis sa création en octobre 1971. Voici l'allocution qu'il leur a adressée, en réponse à l'adresse d'hommage du docteur Gerhart Riegner, secrétaire général du « World Jewish Congress » (2) :

Messieurs,

Membres catholiques et juifs du Comité de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme mondial, vous avez décidé, il y a un peu plus d'un an à Anvers, de tenir à Rome votre quatrième session annuelle. Nous nous réjouissons de cette décision de vous réunir pour cette fois dans la ville qui est le centre de l'Eglise catholique : elle a rendu possible cette rencontre fraternelle de ce matin.

Votre session a lieu peu de temps après que nous ayons créé, au mois d'octobre dernier, une Commission de l'Eglise catholique pour les relations religieuses avec le judaïsme (3), dont le premier acte important a été la publication, il y a quelques jours, des « Orientations et suggestions » pour l'application de la Déclaration conciliaire *Nostra aetate* dans le domaine des relations judéo-chrétiennes (4).

Nous ne revenons pas ici sur le détail de ce document qui est adressé aux fidèles de l'Eglise catholique par l'autorité centrale de celle-ci et qui a sans doute été, avec la question des Droits

de l'homme et d'autres problèmes encore, l'un des objets d'étude et de réflexion commune auxquels votre session a été consacrée.

L'aide aux Juifs pendant la guerre

Ce texte évoque les difficultés et confrontations, avec tout ce qu'elles ont pu avoir de regrettable, qui ont marqué les relations entre chrétiens et juifs au cours de ces deux mille années. Si ce rappel est salutaire et indispensable, il ne faudrait pas oublier qu'il y a eu aussi, entre nous, au cours des siècles, autre chose que des affrontements. Ils sont encore nombreux ceux qui peuvent témoigner de ce qui a été fait par l'Eglise catholique, durant la dernière guerre, à Rome même, sous l'impulsion énergique du Pape Pie XII — nous en sommes témoin —, et par nombre d'évêques, de prêtres et de fidèles de divers pays d'Europe, pour arracher, souvent au péril de leur vie, des Juifs innocents à la persécution.

Les rapports historiques entre la pensée juive et la pensée chrétienne

Par ailleurs, en regardant l'ensemble de l'histoire, comment ne pas noter les rapports trop peu remarqués bien souvent, entre la pensée juive et la pensée chrétienne. Rappelons ici seulement l'influence exercée à diverses époques dans les milieux les plus élevés de la réflexion chrétienne par la pensée du grand Philon d'Alexandrie, considéré par saint Jérôme comme « le plus expert parmi les juifs », jugement repris, entre autres, par le docteur franciscain Bonaventure de Bagnoregio. Mais, précisément, puisque l'Eglise catholique vient de commémorer, en même temps que le septième centenaire de la mort de saint Bonaventure de Bagnoregio, celui du philosophe et théologien si renommé saint Thomas d'Aquin, décédé comme Bonaventure en 1274, il nous vient tout naturellement à l'esprit les nombreuses références de notre Docteur Angélique à l'œuvre du savant rabbin de Cordoue mort en Egypte à l'aube du treizième siècle, Moshé ben Maïmon, en particulier à ses explications sur la Loi mosaïque et les préceptes du judaïsme.

De son côté, la pensée de Thomas d'Aquin devait se répandre à son tour dans la tradition scolaire du judaïsme médiéval : comme l'ont montré par exemple les recherches des professeurs Charles Touati, de l'Ecole des hautes études de Paris, et Joseph Sermoneta, de l'Université hébraïque de Jérusalem, il y a eu dans l'Occident latin, à la fin du XIII^e siècle et au XIV^e, toute une école thomiste juive.

Il ne s'agit là que de quelques exemples parmi bien d'autres. Ils témoignent qu'il y a eu, à diverses époques, à un certain niveau, une vraie et profonde estime mutuelle et une conviction que nous avions quelque chose à apprendre les uns des autres.

(1) Cf. DC 1972, n° 1602, p. 150.

(2) Textes français (des allocutions de Paul VI et du Dr Riegner) dans *l'Osservatore Romano* du 11 janvier 1975. Sous-titres et notes de la DC.

Participaient à la rencontre :

Du côté juif : Dr Joseph L. LICHTEN, consultant de l'Anti-Defamation League du B'nai B'rith, Rome ; Dr Gerhardt RIEGNER, Genève ; rabbin Henry SIEGMAN, vice-président exécutif du Synagogue Council of America, New York ; rabbin Marc TANENBAUM, directeur national de l'Interreligious Affairs de l'American Jewish Committee, New York ; Prof. Shemaryahu TALMON, président du Council for Interreligious Contacts in Israel, Jérusalem.

Du côté catholique : Cardinal WILLEBRANDS, Mgr MOELLER et P. de CONTENTON, respectivement président, vice-président et secrétaire de la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme ; Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille ; Mgr MUGAVERO, archevêque de Brooklyn ; P. Bernard DUPUY, O. P., secrétaire du Comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme. Experts : Rev. Edward FLANNERY, secrétaire du Secrétariat pour les relations judéo-catholiques de la Conférence épiscopale des Etats-Unis ; Prof. Cornelius BLIK, directeur du SIDIC (Service international de Documentation judéo-chrétienne - *l'Osservatore Romano*, 11 janvier 1975).

(3) DC 1974, n° 1664, p. 959.

(4) DC 1975, n° 1668, p. 59 et s.

Que s'instaure un véritable dialogue entre le judaïsme et le christianisme

Nous formons, messieurs, le souhait sincère que, d'une façon appropriée à notre époque et donc dans un champ qui déborde en quelque sorte le domaine limité des échanges purement spéculatifs et rationnels, un véritable dialogue s'instaure entre le judaïsme et le christianisme.

Votre présence ici, comme représentants, parmi les plus autorisés, du judaïsme mondial, témoigne que ce souhait personnel trouve en vous quelque écho. Les termes en lesquels nous l'exprimons, l'assistance du dévoué cardinal président de la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme, celle de nos frères dans l'épiscopat, l'archevêque de Marseille et l'évêque de Brooklyn, vous disent assez avec quelles loyauté et décision collégiale l'Eglise catholique désire que se développe actuellement ce dialogue avec le judaïsme auquel nous a convié le II^e Concile du Vatican par sa déclaration *Nostra aetate* (cf. n° 4).

Nous espérons qu'un tel dialogue, mené dans un grand respect mutuel, nous aidera à nous mieux connaître et nous conduira aussi les uns et les autres à mieux connaître le Tout-Puissant, l'Eternel, à suivre plus fidèlement les voies que nous a tracées celui qui, selon les paroles du prophète Osée (11, 9), est au milieu de nous le saint, qui n'aime pas à détruire.

Nous osons penser que la récente réaffirmation solennelle du rejet par l'Eglise catholique de toute forme d'antisémitisme et l'invitation que nous avons lancée à tous les fidèles de l'Eglise catholique de se mettre à l'écoute pour « apprendre à mieux connaître par quels traits essentiels les juifs se définissent eux-mêmes dans leur réalité religieuse vécue », posent du côté catholique les conditions de développements bénéfiques, et nous ne doutons pas que, pour votre part, vous correspondrez, selon vos propres perspectives, à notre effort qui ne peut avoir de sens et de fécondité que dans la réciprocité.

Dans la perspective de sympathie et d'amitié que nous avons évoquée devant le Sacré-Colège le 23 décembre dernier (5), nous formons pour vous-mêmes ici présents, messieurs, et pour vos familles, mais beaucoup plus largement encore pour le peuple juif tout entier, nos meilleurs souhaits de bonheur et de paix.

L'ALLOCUTION DU Dr RIEGNER, secrétaire général du Congrès juif mondial

Sainteté,

Le Comité juif international pour les relations interconfessionnelles est profondément heureux de bénéficier de la présente audience.

C'est là une occasion importante qui nous est offerte. Les relations entre l'Eglise catholique et le peuple juif ont connu bien des périodes malheureuses. La présente réunion, nous l'espérons, débute une nouvelle étape de nos relations.

A notre époque, le peuple juif a subi la plus grande tragédie de son histoire : l'annihilation d'une très grande partie des juifs européens. A notre

époque également, le peuple juif a vu la renaissance de l'Etat d'Israël.

La création par Votre Sainteté d'une Commission pour les Relations religieuses avec le judaïsme et les « Observations et suggestions pour l'application de la Déclaration conciliaire *Nostra aetate* (N. 4) » encourageront une meilleure compréhension et amélioreront les relations entre catholiques et juifs, dans un esprit de respect mutuel et d'acceptation de nos différences fondamentales.

Nous accueillons avec faveur la condamnation de l'antisémitisme au moment où cette vieille haine est de nouveau propagée par des ennemis du peuple juif.

Nous sommes heureux de l'invitation lancée aux chrétiens de chercher à apprendre « par quels traits essentiels les juifs se définissent eux-mêmes dans leur réalité religieuse vécue ». Nous espérons que cet effort conduira à une appréciation plus large de la place essentielle que peuple et terre tiennent dans la foi juive. Nous apprécions chaleureusement la reconnaissance, faite par Votre Sainteté dans son récent discours au Sacré-Colège, de la place de Jérusalem dans la nostalgie et l'amour aussi du peuple juif.

Nous recevons favorablement l'invitation à une action sociale en commun. Le combat pour la justice et la paix universelles est un impératif fondamental du judaïsme. Nous désirons vivement travailler avec les chrétiens pour la justice sociale et la paix au service de tous et partout. Une telle collaboration peut également beaucoup contribuer à développer la compréhension mutuelle et l'estime réciproque.

Nous exprimons notre profond et chaleureux respect à Votre Sainteté mais aussi à tous les catholiques du monde entier.

Que Celui qui a établi la paix dans son ciel l'accorde également à toute l'humanité.

— *L'Eucharistie, symbole ou présence réelle du Christ ?* Des chrétiens répondent à une enquête, par Henri DUQUAIRE. Un vol. 13,5 X 19 cm, de 136 p. Prix : 24 F. Editions Saint-Paul, Paris.

C'est un ouvrage posthume, l'auteur est mort alors qu'il en corrigeait les épreuves. C'est donc un témoignage de sa foi d'autant plus émouvant. Il fait parler des chrétiens pour mieux dégager la doctrine de l'Eglise dans ses nuances les plus sûres. Journaliste croyant, il a le don de l'exposé clair dans un langage à la portée de tous. Il termine son enquête par ces mots dont la gravité n'est pas à souligner : « Ce que je cherchais avant tout, c'est la vérité. »

— *Les Religieux et l'Evangélisation du monde* (collectif) (coll. « Donum Dei »). — Un vol. 15 X 22,5 cm, de 156 p. Conférence religieuse canadienne, 324 Est avenue Laurier, Ottawa 2, Ontario, Canada.

L'Assemblée générale de la Conférence religieuse canadienne du 7 au 10 mai 1974 a pris pour thème l'évangélisation du monde et la vie de l'Eglise. Les religieuses et les religieux qui y ont pris part ont consigné dans ce volume leurs réflexions. Celles-ci ont été groupées en trois parties : Etudes, Témoignages et Echanges, Résolutions. C'est une question bien actuelle qui se trouve ainsi débattue pour l'Année sainte et dont peuvent faire leur profit non seulement les religieux, mais tout chrétien désireux de vivre en communion avec l'Eglise.

— *Celui qui est notre Père*, par M. LANDERCY. Préface du R. P. Chenu, O.P. — Un vol. 13,5 X 18,5 cm, de 236 p. Prix : 18 F. Apostolat des Editions et Editions Paulines, Paris.

Comme le rappelle le P. Chenu, « Père, c'est le nom propre de Dieu — et non pas Dieu ». C'est le nom même que Jésus lui-même lui donne dans l'Evangile et il est pleinement significatif des qualités dont la paternité humaine, créée à son image, nous donne une certaine connaissance. C'est le principe de la révélation de la Sainte Trinité dans sa miséricorde infinie et sa tendresse paternelle révélée par son Fils qui nous est rappelé dans ces pages.

(5) DC 1975, n° 1668, p. 52.

LES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE

RÉFLEXIONS THÉOLOGIQUES DE Mgr DESKUR

président de la Commission pontificale pour les Communications sociales (1)

Introduction

Si j'ai accepté de traiter devant une assemblée aussi distinguée et compétente le sujet difficile, pour ne pas dire impossible, de « la théologie des communications sociales », c'est avant tout — mes très estimés auditeurs de l'Assemblée générale de UNDA le savent bien — parce qu'il n'est pas possible de refuser quoi que ce soit au R. P. Agnellus Andrew, votre président très apprécié.

Par ailleurs, j'ai pensé qu'il pouvait être d'un certain intérêt pour vous tous, dont la vie est engagée dans le secteur de la radio et de la télévision, d'entendre un témoin qui, depuis plus de vingt ans, n'a cessé d'approcher la signification que ces instruments de la technique revêtent dans le plan divin de la rédemption et dans l'effort pastoral de l'Eglise universelle.

A ces motifs est venue s'ajouter une nécessité intérieure : la conviction que les moyens de communication sociale ont besoin, pour leur plein développement, d'une solide réflexion théologique, la conviction que si leur valeur n'a pas encore été suffisamment comprise et appréciée, dans le monde et même dans l'Eglise, l'une des grandes raisons en est justement le manque d'une vision globale de leur portée et de leur fonction.

Ceci dit, je dois, avant de m'aventurer dans le sujet, passionnant et complexe, qui m'a été assigné, formuler quelques préambules.

Premièrement, les considérations que je vais exposer devant vous sont faites à titre strictement personnel. Elles ne veulent et ne peuvent engager la fonction que j'exerce. A dire vrai, elles sont formulées ici en vue de stimuler la réflexion, voire la réaction, de chacun de vous. Il devrait en résulter une enrichissante contribution collective à l'approfondissement d'un sujet qui, je n'en doute pas, vous intéresse tous.

Deuxièmement, il serait inutile de chercher entre les lignes des traces de polémique à l'égard

de personnes déterminées, même représentant des vues extrémistes (qui, bien entendu, ne manquent pas dans notre domaine comme dans tous les autres). Je suis sûr que vous attendez de moi une exposition d'idées et non une confrontation avec les personnes.

Troisièmement, je me dois de préciser dès maintenant ce que cette Conférence ne veut pas être, au risque de vous décevoir. Elle n'entend être ni un exposé systématique de l'enseignement de l'Eglise sur les moyens de communication sociale — d'excellents exposés de ce genre existent dans plusieurs pays —, ni un essai de synthèse des propositions de théologie des communications, avancées jusqu'à présent. C'est pour cela du reste que j'ai retenu comme titre de cette intervention : *Réflexions théologiques sur les moyens de communication sociale*.

I. — Y a-t-il une théologie des communications ?

Saint Thomas d'Aquin — dont nous venons justement de célébrer le septième centenaire — affirme avec force que la « théologie » est une science unique (*S. Th.*, I^a p. q. 1, a. 1), à la fois spéculation et pratique, qui a comme objet la connaissance de Dieu en lui-même et dans ses créatures, ainsi que celle des actes humains en tant qu'ils conduisent à Dieu.

La mentalité moderne, plus sensible à l'objet matériel d'une science qu'à son objet formel, et poussée également par la nécessité pratique de mieux cataloguer l'immense et toujours croissante masse du savoir humain, a porté la théologie à une diversification de disciplines : nous avons ainsi la théologie dogmatique, morale, biblique, patristique, spirituelle, ascétique, etc. Ces derniers temps, nous avons assisté à une prolifération étonnante de « théologies ». Nous avons tous entendu parler de la théologie du sacerdoce et du laïc, des valeurs terrestres et de la paix, de la souffrance et de l'abondance... Cette tendance à multiplier les « théologies », même si elle peut apparaître excessive, manifeste bien le besoin profond de l'âme humaine de voir le faisceau de la lumière de la foi éclairer chacune des réalités humaines qui l'intéressent, la préoccupent, l'angoissent.

(1) Texte original.

Cette conférence a été prononcée devant l'Assemblée générale de UNDA (Association catholique internationale pour la radio et la télévision), qui s'est tenue à Dublin, du 1^{er} au 6 septembre 1974.

Il n'y a donc pas à s'étonner si le domaine des « media » a donné à certains l'idée de construire, au moins à titre d'essai, une « théologie des communications ». Ce pouvait en effet être très tentant, à plusieurs égards : une réalité nouvelle, née d'une technique raffinée, appliquée à la transmission de la parole et de l'image jusqu'à des dimensions planétaires ; un intérêt évident du point de vue de la diffusion de l'Evangile ; des problèmes moraux qui, sans être entièrement nouveaux, se trouvaient posés dans un contexte social et avec un impact inconnus jusqu'alors ; enfin, comme orientation et soutien du théologien, un magistère pontifical, conciliaire et épiscopal particulièrement important, dont le contenu ne cesse d'être enrichi ou approfondi.

La recherche théologique dans notre domaine s'est orientée vers trois principaux centres d'intérêt :

1° L'apport des « media » au progrès humain ;

2° Leur impact moral, notamment dans sa dimension sociale ;

3° Une vision chrétienne de la communication.

Très vite, cependant, on s'est aperçu qu'une théologie des communications, surtout tournée vers les points susmentionnés, requerrait une compétence interdisciplinaire, et que le fractionnement de la théologie, apparu déjà comme nocif à la plupart des « théologies », s'avérerait très dangereux dans le cas des moyens de communication sociale. Le fait que nous ayons aujourd'hui si peu d'études théologiques sérieuses dans le domaine des communications trouve sans doute son explication dans l'erreur initiale de cette tendance de la réflexion théologique, c'est-à-dire d'avoir voulu considérer les moyens de communication sociale de façon trop isolée par rapport à l'ensemble du plan salvifique de Dieu et même à la totalité de l'histoire humaine.

Ce n'est donc pas tellement une théologie des communications comme discipline indépendante qui s'impose, mais l'intensification des études théologiques sur les différents aspects de la vie individuelle et sociale, dont nous constatons qu'ils sont profondément modifiés par l'introduction — déjà quasi universelle — des techniques nouvelles. Il nous faut une connaissance plus approfondie du message que nous avons à transmettre, de cette sécurité fondamentale que donne seulement la foi, car les « media » agissent souvent à la manière d'une loupe grossissante, agrandissant jusqu'à nos hésitations et nos manques de clarté. Il nous faut aussi développer et enrichir notre connaissance de l'homme qui communique, et de l'homme auquel on communique. Il nous faut enfin approfondir notre connaissance de l'instrument, d'une connaissance qui ne soit pas seulement technique, mais aussi philosophique et théologique.

II. — Grandeurs et limites des « media »

Dans le but de contribuer à cet approfondissement théologique des différents problèmes touchant aux moyens de communication sociale, je crois utile d'énoncer, au moins par mode d'essai, quelques principes.

L'encyclique *Miranda prorsus* appelle ces moyens « dons de Dieu » (n. 1), dans le sens où Dieu en est l'auteur à travers l'activité du

génie humain. Le magistère conciliaire et post-conciliaire a repris cette idée. En effet, dans la vision théologique du monde, nous avons la certitude que Dieu entretient un dialogue incessant avec chaque homme — de tout pays et de toute époque —, depuis sa conception jusqu'à sa mort. Ce dialogue simultané de Dieu avec ses innombrables créatures intelligentes, destinées à devenir ses enfants adoptifs, constitue pour l'homme, limité de par sa nature dans le temps et l'espace, un modèle inimitable, et même difficile à imaginer. Et cependant, créé à l'image et à la ressemblance de son Créateur (Gn 1, 26), l'homme a toujours cherché à communiquer avec ses semblables par-delà les distances et même les siècles. Comme il s'est fabriqué des instruments pour démultiplier ses forces physiques — combien insignifiantes cependant devant la toute-puissance divine —, il s'est également fabriqué des instruments pour communiquer simultanément, ou presque, avec des millions de personnes à travers le monde, pour communiquer avec les diverses générations. Soulignant cette capacité de l'intelligence et de la volonté d'émerger de la matière et de la dépasser, la pensée chrétienne des siècles écoulés disait : « *Mens humana est supra tempus* » : l'esprit humain transcende les limites du temps.

Il convient ici de le souligner : les merveilleux progrès techniques dont nous sommes aujourd'hui les témoins et les bénéficiaires — et que ne verra-t-on demain ? — n'ont pas seulement un résultat quantitatif : celui d'étendre dans le temps et dans l'espace les possibilités de la communication, mais aussi un résultat qualitatif : celui d'améliorer la communication elle-même et d'en faciliter ainsi la perception. Par l'effet conjugué de l'écriture, de l'image, du son, des couleurs, les moyens électroniques modernes arrivent à un langage plus plénier de communication, approchant du langage par lequel Dieu, à travers les sens, cherche à rejoindre l'intelligence et le cœur de l'homme. Par là également les « media » sont bien un « don de Dieu » à notre temps.

Dans cette vision apparaît la grandeur des « mass media », ainsi que leur caractère essentiellement interpersonnel. Leur but est de *faire communiquer une personne avec une autre personne*, de hâter, faciliter ou améliorer cette communication et de multiplier cette relation interpersonnelle (cf. *C. et P.*, n. 8).

Il est beau et éclairant de constater que la réflexion théologique post-conciliaire — enracinée dans l'instruction pastorale *Communio et progressio* — réserve une place de choix, dans sa recherche des modèles de communication, à la communication entre les Personnes divines au sein de la Trinité et à l'exemple du Christ, parfait communicateur entre Dieu et les hommes (cf. *C. et P.*, n. 10-11).

Il est par conséquent inexact que les « media » aient de leur nature un effet « massificateur », car l'instrument ne peut, sans renier son but, supprimer la communicabilité entre les personnes par le fait de multiplier les destinataires possibles. S'il y a communication, elle est toujours de l'esprit à l'esprit. Si les moyens de communication ont eu un tel succès, c'est précisément pour cette raison. Ni le spectateur de télévision dans sa chambre ni l'auditeur de radio dans sa voiture ne sont une « masse ». Chacun

se sent lui-même, plus ou moins consciemment, une « personne », et il cherche à entrer en contact avec une autre personne. L'effet « mas-sificateur », hélas ! trop fréquent en réalité, ne provient pas nécessairement de la nature de l'instrument, mais du comportement de ceux qui communiquent et de ceux qui reçoivent.

La difficulté — et elle existe — se situe donc du côté de l'homme qui se sert de l'instrument. Dieu connaît parfaitement l'homme, c'est l'homme qui, souvent, connaît mal (ou du moins insuffisamment) son grand partenaire de dialogue. Il le découvre à travers une pédagogie douloureuse, ou pour le moins laborieuse. Le grand problème des moyens de communication sociale, c'est de remédier à l'ignorance réciproque, parfois totale, des deux partenaires de la communication : l'auteur ou communicateur d'une part, l'auditeur ou spectateur d'autre part. Mais de soi toute communication — surtout la communication sociale — devrait suivre cette dynamique : connaissance — amour — don de soi (par la communication). On voit pourquoi l'Eglise tient tant à cette connaissance réciproque, empreinte d'un profond amour du prochain, que peuvent aider, mais non point remplacer, les enquêtes sociologiques d'écoute ou de marché.

Toutefois, les théologiens d'aujourd'hui, même ceux qui reconnaissent la grandeur des moyens de communication sociale, se posent beaucoup la question de la limite que l'instrument — dans notre cas l'instrument électronique — impose à la communication. Impressionnés aussi par le fait que l'Eglise ne considère pas l'assistance à la messe retransmise par la TV comme satisfaisant au précepte dominical, ils vont parfois jusqu'à refuser aux « media » tout rôle direct dans la prédication et le témoignage évangélique. Cela me semble résulter d'un double malentendu. Personne ne nie la différence entre la présence physique d'une personne et la présence de son image transmise à distance par un moyen technique (la différence est déjà moins nette pour la voix qui, même dans les assemblées liturgiques, nous parvient désormais amplifiée par le moyen du microphone).

La réception d'une émission ne se mesure pas à la pluriprésence. Elle en offre seulement certains avantages, très appréciables certes, avantages dont le Concile Vatican II affirme qu'ils « contribuent de manière efficace... à l'extension et à l'affermissement du Royaume de Dieu » (*Inter Mirifica*, n. 2). Le fait de ne pas offrir la présence corporelle, requise par la foi ou la discipline ecclésiastique pour certaines formes de communication, ne diminue en rien l'intérêt et l'utilité d'autres formes de communication là où celles-ci sont plus efficaces parce qu'elles sont transmises plus largement, qu'elles peuvent être mieux préparées et quelquefois mieux reçues. Il suffit de rappeler à ce propos l'énergie avec laquelle l'encyclique *Miranda prorsus* s'est posée en défenseur de l'utilité pastorale de la retransmission télévisée de la sainte messe.

Mais la réalité est encore plus profonde. On oublie trop facilement que dans l'annonce de l'Evangile le Peuple de Dieu et ses ministres ne sont eux-mêmes que des instruments — libres et intelligents certes —, mais rendus adéquats à la grandeur de leur mission uniquement en

raison de la main de l'auteur qui les guide : le Christ par son Esprit. Pourrait-on mettre en doute que le Seigneur puisse être aussi efficace dans l'annonce de sa parole quand elle est faite à l'aide des « media », qui sont ses propres dons ?

En tout cas, l'Eglise, par la voix du Pape et des évêques, nous invite à promouvoir l'évangélisation et l'éducation chrétienne par le moyen de la radio et de la télévision. Bien plus, le Concile réclame pour le Peuple de Dieu « un droit inné » à le faire (*Inter mirifica*, n. 3).

Ceci nous conduit à une question de grande importance : quel est le fondement théologique des émissions visant à l'évangélisation ou à l'éducation selon l'Evangile ?

III. — Les « media » comme instruments d'évangélisation

A l'époque du grand tournant où nous vivons, il est inévitable que la question se pose : que veut-on signifier quand on qualifie une émission de « religieuse », « catholique », « chrétienne » ? Faut-il réserver ces dénominations à certaines émissions, ou plutôt insister sur l'importance qu'il y a pour les chrétiens, et même pour tous les hommes de bonne volonté, à s'employer pour assurer des émissions qui soient à la gloire de Dieu et d'utilité réelle pour l'humanité ? Cette dernière formule ne trouverait-elle pas plus aisément des chances puissantes, de larges collaborations ?

Quand dans un domaine vital les questions se présentent trop nombreuses et trop insistantes, il est de bonne méthode théologique de ne pas y répondre directement, mais de remonter aux principes.

La foi nous l'enseigne : le dialogue salvifique que Dieu poursuit avec l'humanité s'est d'abord réalisé, sur le plan de l'histoire, à travers le rôle particulier, unique et exclusif, dévolu au peuple élu, à ses patriarches et ses prophètes, en préparation de l'Incarnation du Verbe dans le sein de la Vierge Marie. Ensuite, comme pour continuer à travers les siècles son Incarnation, le Christ a suscité l'Eglise, son peuple acquis au prix de son sang, son Corps mystique, appelé à la résurrection et à la gloire du Père.

C'est à travers le Christ et son Eglise que même les puissances du ciel apprennent les « mystères cachés depuis des siècles en Dieu » (Ep 3, 9-11).

L'Eglise du Verbe incarné, avec ses sacrements, ses services hiérarchiques, ses écritures, sa tradition dogmatique, remplit un rôle qui lui est propre, tout en étant ouverte à toute race, nation et culture. Ce rôle est celui d'aller « *in universum mundum* » et d'apprendre aux peuples « à observer tout ce que le Christ a enseigné » (cf. Mt 28, 19-20). Voilà un objet spécifique de communication, différent de toute autre communication.

Et c'est un ordre. C'est une mission pour laquelle, par amour de notre Père qui est au ciel, nous sommes tous prêts à affronter n'importe quelle difficulté, prêts même à mourir.

Les hommes passent aujourd'hui des heures à se regarder et à s'écouter à travers les « media ». Les millions — voire des centaines de millions — de radio-auditeurs et de téléspectateurs rassemblés des heures durant devant leurs appareils représentent à leur manière « *l'universus mundus* ». C'est donc également à travers les « media » que l'Eglise doit aujourd'hui les rejoindre et leur parler. Comment ? Elle leur doit un *témoignage total* d'adhésion à Dieu, de solidarité avec l'homme, de confrontation avec le prince de ce monde. Jacques Maritain, dans sa dernière conférence aux Petits Frères de Jésus, met admirablement en relief l'inconfortable position du chrétien au sein de ce mystère cosmique (cf. revue *Nova et Vetera*, n. 3, juillet-septembre 1973, p. 170-173).

Avant tout, l'Eglise doit au monde le *témoignage de la louange* qu'elle rend à Dieu. Faisons voir et entendre l'Eglise dans sa prière. C'était le grand étonnement des païens en contact avec les chrétiens. Ce fut leur premier choc au début de la vie de l'Eglise, et ce peut l'être encore aujourd'hui. Au centre de la prière du Peuple de Dieu se trouve la sainte messe, « sommet » de l'annonce évangélique : « Chaque fois, en effet, que vous mangez ce pain et que vous buvez cette coupe, vous annoncez la mort du Seigneur jusqu'à ce qu'il vienne » (1 Co 11, 26). Le nouvel élan de la liturgie, sa signification plus pastorale et enseignante ne sont-ils pas l'un des grands dons du Concile Vatican II à notre monde moderne ? Comme dans le Message du Christ, sa mort et sa résurrection occupent le point central, ainsi l'émission sur la célébration liturgique constitue le centre, le point culminant de l'annonce évangélique à la radio et à la télévision.

La deuxième face du témoignage de l'Eglise à la radio et à la télévision sera le *témoignage de « la charité des uns pour les autres »* (cf. Jn 13-35). Elle est inséparable de l'amour du Père commun, qui nous rend tous frères. Elle s'oppose à la contestation, à la rébellion, à toutes les différentes formes de l'égoïsme : personnel, national, racial, continental. Relisons ensemble et méditons le chapitre 13 de la première lettre aux Corinthiens, v. 4-7, pour comprendre le témoignage de la charité que nous avons à donner au monde.

Avant de clore ces quelques réflexions théologiques sur l'annonce de l'Evangile à travers les émissions de R-TV, je voudrais encore faire une remarque.

C'est naturellement tout le Peuple de Dieu qui doit contribuer au témoignage de l'Evangile à la radio et à la télévision. Mais revient-il au Pape, aux évêques, aux prêtres un rôle spécial dans ce témoignage à donner ? Bien sûr. Cela me semble découler rigoureusement de notre raisonnement. Ce rôle particulier leur revient du fait que, dans le Peuple de Dieu et pour lui, ils disposent d'une force divine qui est ordonnée à la communication. L'Eglise aura volontiers recours, dans ses émissions, à cette force, à ce don qui est un des fruits de l'Incarnation du Verbe et de son action dans le monde, selon cette parole d'Isaïe : « L'Esprit de Dieu repose sur moi. Il m'a envoyé proclamer la Bonne Nouvelle aux pauvres. » (Is 61, 1.)

IV. — Les « media » sont-ils moralement polyvalents ?

Si j'ai consacré une telle attention au problème de l'évangélisation à travers les « media », c'est à cause du thème que s'est choisi notre Congrès. Ce n'est évidemment pas — est-il besoin de le dire ? — en raison d'une accapARATION possible des « media » par l'Eglise pour sa fonction spécifique dans le monde. Bien au contraire. Si l'Eglise s'en sert quelquefois, c'est parce qu'elle reconnaît que les moyens de communication sociale sont désormais l'apanage du genre humain, font partie de la vie économique, sociale, politique, culturelle, et des délasséments de tous les jours. Construire de belles cathédrales ne signifie nullement vouloir accaparer l'art de la construction.

Il se trouve justement qu'en raison de ce visage humain qu'ils présentent — d'autres parlent, mais moins heureusement, de visage profane —, les « media » ont été facilement mis en accusation dans l'opinion publique. « Abrutissants », « immoraux », « commerciaux », « matérialistes », telles sont quelques-unes des épithètes toutes faites appliquées aux moyens de communication. Les « théologies » des communications ont forgé, un peu pour l'expliquer, un adjectif qui, sincèrement, me laisse perplexe : celui de « polyvalent ». Cet adjectif me semble en effet insinuer une certaine culpabilité dans les « media », ou du moins une finalité naturelle indistinctement tournée vers le bien ou le mal. Cette conception me paraît assez dangereuse. Le bien et le mal, au sens moral, sont des attributs exclusifs de l'acte de la volonté intelligente. Toute communication en est un. Tout communicateur, tout « récepteur » d'une communication pose un acte humain, avec ce qu'il implique de liberté et de grandeur, un acte qui laisse donc une trace sur son âme immortelle, qui l'approche de Dieu ou l'en éloigne. Mais l'instrument est bon en tant que tel, son utilisation et sa finalité — nous l'avons affirmé au début de cette Conférence — sont bonnes en elles-mêmes. Un usage mauvais, une communication qui dégrade le communicateur ou le récepteur est seulement une aliénation et une profanation de l'instrument.

Si nous disons d'une émission, d'un film qu'ils sont « bons » ou « mauvais », ce n'est pas que nous croyons à un « mal objectivisé », conservé dans la pellicule ou sur la bande magnétique. Par cette expression, souvent inadéquate et imprécise, nous cherchons — quand nous avons la responsabilité de nous-mêmes et des autres — à situer par rapport aux hommes et à Dieu la valeur de l'acte du communicateur et des différents destinataires de l'émission ou du film. Comme dans toute activité sociale ou pédagogique, il s'agira souvent d'un jugement pratique, en référence aux conditions existentielles précises, qui s'inspire de la doctrine chrétienne — la connaissance certaine du bien et du mal, de ce qui fait suivre le Christ ou en éloigne, étant une des richesses de l'Eglise.

Ce que je veux dire avant tout, c'est que toute la responsabilité morale est du côté des personnes qui constituent les deux termes de la communication et que la complexité d'une pro-

duction et la diversité de l'auditoire ne dispensent jamais de la responsabilité morale ; bien au contraire, elles l'augmentent. Nous retournons ici au principe de toute communication et aux obligations qui s'ensuivent : connaissance et amour réciproques.

V. — Les « media » et le développement intégral de l'homme

L'évangélisation et l'utilisation généralisée des « media » poussent le théologien d'aujourd'hui à examiner de manière plus approfondie la responsabilité qui incombe à chacun, mais plus particulièrement au chrétien, vis-à-vis du développement auquel tout homme a un droit inné. Nous savons que ce dernier sujet a été magistralement exposé dans les encycliques *Pacem in terris* et *Populorum progressio*, qui ont rencontré dans le monde un accord unanime. Aucun catholique ne doute, notamment depuis le Concile Vatican II, que son engagement surnaturel a aussi une dimension temporelle. Il se sentirait indigne de son Père céleste s'il restait passif face aux misères, aux injustices, aux oppressions, aux passions qui affligent notre monde et dans lesquelles il lui est difficile de ne pas voir un « signe des temps », et donc un appel de Dieu. Le chrétien se sait aussi citoyen de la cité terrestre, coresponsable de son bien temporel, lequel est ordonné à la réalisation du dessein divin du salut éternel de l'humanité. Ceci est évident.

Mais l'Eglise comme telle, comme institution, est-elle également responsable de la cité temporelle ? Elle n'a dans ce domaine aucune compétence directe ni politique, ni économique, ni sociale, au sens profane de ces termes. Mais a-t-elle un apport spécifique et en quoi consiste-t-il ? Est-ce celui d'un jugement moral ? Certes, la connaissance qu'elle a de l'homme à travers la vérité révélée et une expérience vingt fois séculaire lui fournissent des éléments inappréciables de jugement. Mais n'est-ce pas trop facile de juger ? N'est-il pas plus difficile de construire, même imparfaitement ? Quel est en somme le rapport entre l'évangélisation et le développement intégral de l'homme ?

Je ne chercherai pas, il va sans dire, à vous donner une réponse complète. Je l'attends aussi de vous. Mais je vous dois une réflexion théologique.

Nous savons que la terre offre aujourd'hui à l'homme, et lui offrira encore demain, une grande abondance de biens. Si ces biens ne sont actuellement utilisés qu'en partie, et si les biens utilisés le sont trop souvent pour opposer les hommes entre eux, n'est-ce pas que quelque chose ne fonctionne pas bien dans l'intérieur même de l'homme ? Dans son cœur. Car l'homme vaut ce que vaut son cœur. Et l'éducation du cœur de l'homme est une œuvre à la fois *divine* et *humaine*. Elle s'inscrit dans la dynamique de la grâce de l'Incarnation et relève donc pour une part de l'Eglise. C'est là que s'enracine, et s'inscrit en fait, la fonction propre de l'Eglise y compris en conséquence le rôle spécifique qui lui revient dans et par les moyens de communication sociale. Elle n'a pas compétence pour

réformer les structures, mais elle a compétence et mission pour réformer le cœur de l'homme à l'image du cœur du Christ (présupposé nécessaire de la réforme véritable des structures), selon le dessein du Père sur l'humanité. Par là même elle apporte sa particulière contribution au développement intégral de l'homme.

Et permettez-moi de pousser à fond cette considération théologique. L'Eglise peut mettre à l'œuvre tous les moyens nécessaires pour former le cœur de l'homme à l'image du cœur du Christ seulement en son propre sein. Et c'est là que l'évangélisation et le développement intégral de l'homme se rejoignent.

Conclusion

Il est temps de conclure. Nous avons la chance, en tant qu'hommes et chrétiens, de vivre une époque exceptionnelle de l'histoire, plus précisément au début de cette époque où les moyens électroniques ouvrent à la communication entre les hommes et les peuples de vastes possibilités. Il dépend de nous que la Parole de Dieu ne soit pas absente des multiples messages continuellement transmis sur les ondes vers tous les horizons. Il dépend de nous que, en tout respect de la fonction que les « media » peuvent et doivent jouer dans les différents secteurs de la vie humaine, tous les peuples puissent entendre, dans l'immense concert des voix de l'humanité, l'écho de la Bonne Nouvelle, chaque jour actuelle et essentielle : Dieu vous aime et vous sauve aujourd'hui en Jésus-Christ. Dons de Dieu à notre temps, les « media » se doivent d'être, de la manière qui leur est propre, moyen de communiquer le « don » qu'il nous fait de lui-même en son propre Fils.

Dans son message à la dernière Journée mondiale des communications sociales, le Saint-Père évoquait les grandes possibilités qu'offrent les moyens modernes pour le rayonnement de l'Evangile. Il donnait comme première tâche requérant notre attention : « Celle — je cite — de donner à l'information et à l'audio-visuel de notre temps une ligne de développement qui facilite la diffusion de la Bonne Nouvelle, qui favorise l'approfondissement du sens de la dignité de la personne humaine, de la justice, de la fraternité universelle. Toutes ces valeurs aident l'homme à comprendre sa vraie vocation. Elles lui ouvrent la voie au dialogue constructif avec les autres et à la communion avec Dieu. » (2)

Oui, les tâches de la radio et de la télévision sont immenses. Elles sont surtout exaltantes, puisqu'elles nous engagent, à la suite du Christ et avec des moyens merveilleux, au service de la plus belle cause qui soit : la cause de l'homme.

Je vous remercie de votre attention. Je laisse maintenant la parole à ceux qui doivent ouvrir le débat, et à vous tous, évangélistes et éducateurs du monde de demain : un monde meilleur parce que davantage pénétré de l'Evangile grâce aux « media ».

(2) DC 1974, n° 1657, p. 609 (NDLR).

L'ÉTHIQUE DU JOURNALISME

Message pontifical au Congrès mondial de l'Union catholique internationale de la presse (Buenos-Aires, 18-22 novembre 1974) (1)

Cité du Vatican, 17 novembre 1974.

Monsieur le Président (2),

Le Saint-Père a appris avec une profonde satisfaction que, du 18 au 22 courant, le X^e Congrès mondial de l'Union catholique internationale de la presse va se célébrer à Buenos Aires. Il désire adresser quelques mots de paternel salut à tous ses participants. En même temps, il se félicite du fait que ce Congrès ait lieu dans un pays non européen, où les problèmes du tiers-monde acquièrent une résonance particulière, et aussi du choix particulièrement heureux d'un thème aussi opportun et actuel que peut l'être celui de « l'éthique du journalisme ».

Sa Sainteté, qui suit avec un esprit particulièrement attentif les problèmes qui se rapportent à l'information, désire communiquer quelques réflexions qui serviront à projeter la lumière des principes chrétiens sur cet important et actuel phénomène social.

Le droit à l'information

En effet, aujourd'hui plus que dans le passé, on a conscience de ce qu'« il existe dans la société humaine un droit à l'information » sur les événements et sur les situations du moment « qui intéressent les hommes, selon les conditions particulières de chacun, en tant qu'êtres pris isolément ou unis en société » (*Pacem in terris*, AAS 1963, p. 260; *Inter mirifica*, 5 et 12; *Communio et progressio*, 35) (3). Et comme la fonction essentielle, et aujourd'hui irremplaçable, du journalisme est de répondre à ce droit, il est évident qu'il existe une nécessité urgente de suivre les principes et les normes inhérents au but même de l'information : mettre les hommes en condition de « contribuer efficacement au bien commun et de promouvoir avec une plus grande facilité les ressources croissantes de toute la société civile » (*Inter mirifica*, 5).

Votre organisation connaît bien la pensée catholique sur l'usage correct de ce droit qui est à la fois un devoir social, souligné de nouveau récemment par le Saint-Père (message à la VI^e Journée mondiale des communications sociales, 21 avril 1972; discours à l'Association de la presse étrangère en Italie, 24 janvier 1973). Cette pensée est reflétée dans ce décret conciliaire qui, selon les propres paroles du Saint-Père, « a énoncé pour la presse des mots tels qu'on pourrait difficilement en concevoir d'autres plus opportuns et plus autorisés » (discours au Conseil directeur de l'UCSI, 23 janvier 1969). « L'information doit toujours être vraie et intégrale et la justice et la charité sauvegardées; en outre, en ce qui concerne le mode d'action, il doit être honnête et convenable,

c'est-à-dire qu'il doit respecter scrupuleusement les lois morales ainsi que les droits légitimes et la dignité de l'homme, aussi bien quant à l'obtention des nouvelles que pour leur diffusion. » (*Inter mirifica*, *ibid.*; c. également *Communio et progressio*, 42 s.)

Mais, en même temps, les difficultés que les journalistes doivent vaincre pour ajuster leur conduite à cette règle d'or sont bien connues. Outre les difficultés nées des conditions dans lesquelles se développe leur profession — opportunément signalées par la *Communio et progressio* (n. 36-40; cf. également Pie XII, Discours aux journalistes de la presse étrangère à Rome, 12 mai 1953) — un certain journalisme, tombé au niveau d'une simple activité lucrative ou d'une subtile propagande idéologique, en offre d'autres encore plus graves.

La conscience critique, saine et pondérée, de la société

Pour éviter toutes ces difficultés, il faut tenir compte avant tout de l'élément humain avec lequel on entre en communication ou qui a été le protagoniste de la nouvelle. Pour cela, il est désirable que la recherche légitime de l'information se déroule librement, par des voies variées et amples, mais aussi insensibles à la tentation de vouloir découvrir des secrets qui appartiennent seulement à l'intimité personnelle ou familiale. La rédaction postérieure des nouvelles présuppose une volonté délibérée de service respectueuse des postulats de la vérité et de la charité. Il faut donc présenter objectivement les faits sans perdre de vue le contexte concret des personnes, justement sensibles aux réactions de l'opinion provoquées par des omissions calculées ou par des commentaires tendancieux. Finalement, la diffusion des nouvelles atteindra son noble objectif d'information et de formation quand elle offrira des éléments capables d'impressionner les consciences, favorablement ou défavorablement, suivant les cas, sans jamais recourir à des procédés purement sensationnalistes ou scandaleux. Tout cela contribue sans doute à ennoblir l'importante fonction, inhérente à la profession journalistique, d'être dans un certain sens la conscience critique saine et pondérée de la société, ce qui exige à tout moment un critère moral équilibré capable de distinguer le vrai et le véridique de ce qui est simplement pensable ou conjecturable, au-delà des idéologies et des intérêts particuliers.

Un journaliste qui chemine sur les voies de la vérité et de l'honnêteté auxquelles nous avons fait allusion tout à l'heure, gagnera la confiance de ses lecteurs et répondra à leur juste espérance de recevoir une information objective et ponctuelle dans les domaines de la politique, de l'économie, de la culture et même de la famille et de la religion. Ainsi, les lecteurs se sentiront traités non plus comme des objets d'exploitation du processus économique, mais bien comme des personnes et des sujets responsables d'opinions publiques, c'est-à-dire — selon l'affirmation de notre vénérable prédécesseur Pie XII — que la presse devient « l'écho naturel, la résonance commune, plus ou moins spontanée, de ce que les faits et les circonstances provoquent dans l'esprit et le

(1) Texte original. Titre, sous-titres et notes de la DC.

(2) La lettre est adressée à M. Jean Gélamur, président-directeur général de Bayard-Presse, qui est président de l'Union catholique internationale de la presse.

(3) DC 1963, n° 1398, col. 515; n° 1414, col. 1662 et 1664; 1971, n° 1588, p. 567.

jugement de personnes qui se sentent responsables et étroitement liées au sort de leur propre communauté = (discours prononcé au IV^e Congrès international de l'UCIP; *l'Osservatore Romano*, 18 février 1950) (4).

D'un autre côté, un journalisme ainsi conçu mériterait de recevoir le plein appui des Etats, des nations et des peuples qui se sentent chaque fois plus solidaires d'un destin commun. Il n'échappe à personne, en effet, qu'une information adéquate favorise le développement; si à la fois, elle est exacte, elle enrichit la compréhension interne et lisse les contrastes; si, en outre, elle est objective, elle se convertit en un instrument de pacification, en évitant que les tensions puissent dégénérer en affrontements sanglants ou même en catastrophes mondiales dont nos consciences, non seulement gardent le souvenir, mais encore sentent la menace persistante.

Pour un code de déontologie mondiale

Un type de journalisme contraire à celui que nous venons de décrire serait rejeté — le Saint-Père en est convaincu — d'abord par les journalistes honnêtes eux-mêmes, qui — comme le démontrent certaines de leurs déclarations et de leurs initiatives récentes, — se refusent à être considérés comme de simples prêteurs de travail, comme des ouvriers manuels d'entreprises industrielles, et à rabaisser leur propre conscience devant des forces idéologiques. Comme le Saint-Père l'a encore souligné récemment, ils savent, en effet, que « leur première exigence est de se soumettre à la réalité, qu'il s'agisse de faits, de situations ou de mentalité » et de la communiquer de telle façon qu'elle « permette à l'homme de connaître, de comprendre, de se cultiver, de prendre entre ses mains son propre destin et de participer à la construction de la cité, d'une façon consciente et responsable » (discours du 24 janvier 1973) (5).

Il conviendrait certainement que les lois nationales et les conventions internationales (cf. *Communio et progressio*, n. 41) en plus de donner de plus grandes facilités, accordent leur tutelle à la tâche du journaliste dans l'accomplissement de sa mission difficile. Il faut attendre aussi des codes déontologiques, formulés et acceptés par les associations professionnelles elles-mêmes, nationales et internationales (cf. *Inter mirifica*, n. 11; *Communio et progressio*, n. 60 et 79) une force morale beaucoup plus efficace. Pour cette raison, le Saint-Père — qui en une certaine occasion a loué l'excellente contribution apportée par une entité de radio-télévision catholique « pour l'énonciation d'un code moral sage et équilibré, approuvé ensuite pour toutes les transmissions télévisées » de toute une nation (Radiomessaggio aux catholiques de Hollande, 15 novembre 1965) — applaudit aujourd'hui l'intention de l'UNESCO d'inclure dans ses programmes de travail pour 1973-1974. « l'étude d'un Code de déontologie mondiale » et est également confiant que les travaux de ce Congrès de Buenos Aires rencontreront une résonance ample et bienfaisante.

Sa Sainteté espère que l'Union catholique internationale de la presse saura apporter dans ce sens une précieuse contribution. Ses membres vivent pour une part dans la pensée catholique exprimée dans tant de documents du Magistère où sont proclamées les exi-

gences de vérité, de justice, de charité inhérentes à toute communication authentiquement humaine; d'autre part, ils connaissent les expériences professionnelles spécifiques des quatre Fédérations ou Associations catholiques internationales auxquelles ils appartiennent. Ils sont donc dans les meilleures conditions possibles pour collaborer à la préparation d'un Code international qui contiendrait des principes généraux, clairs et orientés, servant de points clés de convergence lorsqu'il y aurait lieu de mettre fin à des divisions idéologiques ou de blocs. N'est-ce pas cela qui a retenu, depuis déjà un certain temps, les projets de Convention des Nations Unies dans le domaine de la libre communication et de la circulation des nouvelles? Mais ces principes devraient refléter en outre les situations concrètes professionnelles et régionales du journalisme, afin que leur énonciation universelle ne coure pas le risque de n'être qu'une noble tentative, idéale en tant que projet, mais défigurée et peu concluante dans la pratique.

Le témoignage des journalistes catholiques

C'est pour cela que l'Eglise s'est prononcée de nombreuses fois pour garantir une salubre éthique du journalisme, dont la validité repose, dans une grande mesure, sur les journalistes eux-mêmes, surtout sur les journalistes catholiques, « en premier lieu lorsqu'ils accomplissent leur propre devoir avec compétence professionnelle et esprit apostolique » et lorsqu'ils démontrent par leur conduite qu'ils veulent toujours « ordonner les propres intérêts économiques, politiques et artistiques de telle façon qu'ils n'aient jamais contre le bien commun » (*Inter mirifica*, n. 13 et 11) et, avec encore plus de raison, lorsqu'ils travaillent dans des organes catholiques, en respectant et en poursuivant ouvertement les objectifs qui les qualifient comme tels, c'est-à-dire en essayant de « former, de renforcer et de promouvoir des opinions publiques qui soient en harmonie avec la loi naturelle et avec la doctrine et la morale catholiques, ainsi que de faire connaître sous leur jour véritable les faits qui se réfèrent à la vie de l'Eglise » (*Ibid.*, n. 14).

Ce témoignage de fidélité professionnelle à la vérité en laquelle ils croient et à l'Eglise à laquelle ils appartiennent ne pourra pas ne pas être apprécié, même par ceux qui, professionnels ou destinataires de l'activité journalistique, ne partagent pas leur vision chrétienne de la vie.

Certaines que les travaux de ce Congrès produiront des fruits abondants dans un secteur aussi vital et aussi important pour la société, Sa Sainteté formule des vœux pour son heureux succès cependant que, comme gage de l'assistance divine, il donne, à vous, à tous les agents de presse et d'information et à tous ceux qui participent aux réunions, sa spéciale Bénédiction apostolique.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Président, pour vous exprimer l'assurance de ma considération distinguée et de mon estime.

J. Card. VILLOT.

ERRATUM

Dans la note théologique de Charles Robert sur « Le légal et le moral » publiée dans notre numéro du 20 octobre 1974, il faut lire, p. 886, col. 2, lignes 22-23, dans la citation de saint Thomas : « ... ceux dont la majeure partie des citoyens est capable de s'abstenir », au lieu de « ... doit s'abstenir ».

(4) DC 1950, n° 1064, col. 322.

(5) DC 1973, n° 1626, p. 154.

LA PRESSE CATHOLIQUE AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DE RELATION ET DE DIALOGUE

Allocution de M. Gélamur au X^e Congrès de l'Union catholique internationale de la presse

Dans l'allocution ci-après qu'il a prononcée à l'ouverture du X^e Congrès de l'Union catholique internationale de la presse (UCIP/Buenos-Aires, 16-23 novembre 1974), M. Jean Gélamur, président-directeur général de Bayard-Presse et président de l'UCIP (1), après avoir salué les congressistes, a mis en relief la mission qui appartient à la presse catholique de faire de notre société d'opinion une société de relation et de dialogue, en passant de l'information octroyée à la communication et du journalisme prophétique au journalisme relationnel (2) :

Il est d'usage, dans le discours d'ouverture, de lancer le débat en proposant quelques réflexions. Je le ferai donc, pour me conformer à la règle.

L'éthique du journalisme ! Tel est le sujet que nous avons choisi. Son amplitude et sa difficulté apparaissent au simple énoncé du programme de nos travaux. Les trois angles d'approche retenus : religieux, politique, international, n'épuiseront pas l'analyse.

Je souhaite qu'ils vous permettent de saisir le problème qui nous préoccupe sans rien omettre de sa complexité, en dégagant cependant quelques idées-forces autour desquelles une discussion constructive pourra s'engager. Allons-nous définir pour autant un nouveau code du journalisme ? Sûrement non. Car l'UCIP n'a pas à se substituer aux organisations professionnelles de la presse.

Si nous avons décidé de réfléchir ensemble à ce problème, c'est, me semble-t-il, pour deux raisons.

D'abord, parce que nous nous sentons profondément intéressés par l'éthique d'une profession qui est la nôtre.

Il est donc normal que nous mettions en commun nos points de vue, nos convictions, nos doutes, sur un thème qui détermine notre comportement professionnel en interpellant directement notre conscience.

Au surplus, l'un des rôles fondamentaux de l'UCIP est précisément de nous permettre, tous les trois ans, d'élargir nos perspectives. Tant mieux si, de notre réflexion, découlent des éléments

de doctrine à propos desquels l'UCIP peut s'engager. Mais là n'est pas l'essentiel ; il est dans la recherche que nous menons ensemble et dans le progrès qu'elle permet à chacun de nous.

Le second motif de l'intérêt de notre congrès, c'est que nous allons procéder à cette recherche, à cet échange, à cet approfondissement, à la lumière de notre christianisme. L'UNESCO a inclu dans son programme pour 1973-1974 « l'étude d'un code de déontologie mondial ». Le congrès offre une opportunité pour exprimer, avec une résonance certaine, à travers l'UCIP, organisation non gouvernementale de l'UNESCO, le point de vue catholique sur ce problème si important.

Le fait d'être chrétien a-t-il donc quelque chose à voir avec l'éthique de notre profession ?

Une réflexion chrétienne sur le journalisme peut-elle nous conduire à mesurer les exigences de notre métier ?

Ces questions seront au cœur de notre approche, et mon propos n'est pas d'y répondre aujourd'hui.

Je dirai seulement qu'il existe une vision chrétienne de la communication sociale « tendant à réaliser des échanges entre les hommes et les aidant ainsi à découvrir un sens plus approfondi de la vie communautaire » (CP, § 8).

Cette vision, proposée par l'instruction pastorale, « Communion et Progrès », doit nous guider dans la pratique de notre métier, même si nous savons que « l'usage des moyens de communication peut produire un effet opposé : l'incompréhension mutuelle et le dissentiment » (CP, § 9) (3).

L'expérience est là, en effet, pour nous rappeler que la communication sociale ressemble plus à la Tour de Babel qu'à la Trinité, modèle de la communication parfaite.

Et cependant, ne devons-nous pas garder devant nous, comme un rappel permanent, l'objectif primordial : « Contribuer à la communion et au progrès de la société » ? (CP, § 1.)

Parce que nous voulons participer à la transfiguration de l'homme et du monde à l'image de Dieu, nous nous sentons assurément appelés à considérer cet objectif comme vital.

Et cependant, cet objectif ne nous intéresse pas seulement nous, les chrétiens ; il intéresse tous ceux qui croient que la communication est une donnée fondamentale de la vie sociale et qui souhaitent rendre la terre plus humaine.

Voilà pourquoi le thème de notre congrès a une portée qui ne risque pas d'être réduite par l'approche spécifique que nous pourrions en faire, à la lumière de notre foi.

(1) Au cours du Congrès de Buenos Aires, M. Louis MEERTS, rédacteur en chef de la *Gazet van Antwerpen* (Gazette d'Anvers) a été élu président de l'UCIP, tandis que le P. CHEVALIER, du CIRIC (Genève), en a été nommé secrétaire général, succédant au P. Jarque.

(2) Texte original. Titre et sous-titres de la DC.

(3) DC 1971, n° 1588, p. 563 (NDLR).

D'une société de croyance à une société d'opinion

Pour qu'elle soit la plus large possible. Permettez-moi d'exprimer le vœu que cette approche s'efforce d'éliminer tout ce qui pourrait ressembler à du corporatisme. Il faut pour cela que nous prenions pleinement conscience du sens de la communication sociale, aujourd'hui.

Nous étions dans une société de croyance, nous sommes entrés dans une société d'opinion.

Pour beaucoup, l'information réciproque permanente, c'est-à-dire la communication, devient le substitut des valeurs ou des vérités qui fondaient l'unité des groupes.

Passer d'une société de croyance à une société d'opinion, cela signifie que la communication est au cœur de la vie des hommes et que sa dimension collective, du fait des médias, a une emprise croissante sur la mentalité et le comportement des hommes et de la société.

Cela signifie surtout que la communication n'est plus le fait des seuls journalistes, mais le fait de tous. Si bien que derrière cette formulation savante et spécialisée : l'éthique du journalisme, se profile quelque chose de beaucoup plus large, de beaucoup plus général : l'appel universel à la relation, à l'échange, à la participation. Dire cela est banal, mais en tirer des conséquences au niveau de notre responsabilité est aussi nécessaire que difficile.

En réalité, nous balbutions devant la société d'opinion. Nous continuons à considérer notre métier comme un métier d'enseignant, de prophète, d'homme « qui sait » plus que les autres et qui, parce qu'il sait, croit détenir le pouvoir sur l'opinion. Nous plongeons dès lors, la tête la première, dans la société de croyance.

Le fondement de celle-ci réside, en effet, dans l'identification entre le savoir et le pouvoir, la cohésion des groupes sociaux découlant de l'adhésion aux valeurs proposées par ceux qui savent : « Le père dans la famille, le prince dans la cité, le patron dans l'entreprise, le maître à l'école, le prêtre dans la religion. » A cette énumération proposée par le P. Baragli, j'ajouterai : le journaliste dans le journal...

Du journalisme prophétique au journalisme relationnel

De « prophétique », le journalisme, pour entrer de plain-pied dans la société d'opinion, doit devenir « relationnel », c'est-à-dire d'abord croire que communiquer c'est à la fois donner et recevoir ; c'est s'intéresser à des hommes qui ne sont pas seulement des récepteurs passifs, prêts à enregistrer des messages, mais des forces agissantes pouvant répercuter ces messages, les renvoyer sur l'émetteur, les modifier à leur tour.

La communication, c'est la relation, c'est l'échange. On voit les conséquences énormes qui découlent d'une telle conception au plan de la profession journalistique, tout spécialement dans la presse écrite.

Le journaliste est appelé à devenir un véritable homme de la communication : homme d'ouverture, homme de discernement, homme de dialogue, doté du sens de l'accueil, de la critique et du partage.

Il est conduit à privilégier sa fonction de relais entre l'événement et le public. Fonction exigeante aussi bien sur le plan de la recherche que de la présentation de l'information. La quête de l'information complète, précise, sûre, exigeante, devient la première de ses obligations. Une formulation claire, accessible, prenante, ouverte, lui apparaît comme une nécessité, car il ne sert à rien d'écrire et de dire si l'on n'est pas lu ou écouté.

Le lecteur devient à son tour un relais de communication aussi bien au plan privé, par le dialogue avec ses proches, qu'au plan public lorsqu'il fait connaître son point de vue et que le journal le reproduit.

Le journal apparaît ainsi comme un carrefour, un lieu d'échange. Il devient l'école privilégiée du dialogue social qui concourt à l'éducation permanente que la vie propose à travers les événements de chaque jour.

Là, me semble-t-il, réside sa plus grande chance pour l'avenir. A une condition toutefois : c'est que les données de base de l'échange soient claires, que la présentation des faits soit scrupuleusement honnête et que le commentaire ou l'interprétation soient proposés à des lecteurs appelés à réagir en hommes libres et responsables.

L'information n'est plus une fin en soi, mais seulement le moyen d'amorcer la communication que doivent vivre les hommes pour entrer dans le processus de formation de l'opinion autour duquel se structurent aujourd'hui les groupes sociaux.

Faire découvrir les voies de l'amour à travers celles de la vérité

Il nous faut, à propos de cette conception de l'information, faire deux remarques :

La première est relative à sa convergence avec la vision chrétienne de la communication à laquelle nous avons fait allusion tout à l'heure. Car si la communication peut tendre vers la communion, cela ne peut être que grâce à un échange impliquant les hommes d'une manière de plus en plus totale et leur faisant découvrir les voies de l'Amour à travers celles de la Vérité.

L'Amour et la Vérité ! Deux maîtres-mots de notre éthique. Deux mots difficiles à concilier, qui nous placent au cœur d'une dialectique terriblement exigeante.

Au XIX^e siècle, Lacordaire disait déjà : « Nous aspirons à l'honneur difficile de faire un journal chrétien. C'est-à-dire un journal où la charité fût inséparable de la vérité. »

« Mais l'expérience faite, nous ne pouvons nous dissimuler que rien n'est plus âpre que d'unir ces deux valeurs dans une feuille quotidienne : le calme tourne à la froideur, le ménagement des personnes semble jaillir sur les principes, l'impartialité est soupçonnée d'indifférence. On finit par avoir contre soi cette multitude de passions qui est cachée dans les cœurs les plus honnêtes et qui compose à l'insu des gens de bien ce terrible esprit que le monde appelle l'esprit de parti et que l'Evangile appelle l'esprit du monde. »

Je ne crois pas que ces paroles aient perdu de leur sens aujourd'hui...

L'environnement politique, économique et culturel qui préside à la communication sociale

La seconde remarque est de portée plus générale.

L'information ainsi conçue repose sur la libre communication des faits et des idées qui alimente le dialogue permanent entre les individus et les groupes.

Il faut donc que la liberté d'informer existe et permette l'expression pluraliste des opinions. Si cette liberté est soumise à des contraintes excessives, ou si elle est limitée par des forces officielles ou privées qui tiennent les moyens d'information sous leur dépendance, on voit mal comment la communication pourrait s'exercer librement.

On est ainsi conduit à tenir compte de l'environnement politique, économique et culturel qui préside à la communication sociale.

L'environnement politique met en cause la traduction concrète de la liberté d'opinion, de la liberté d'expression et du droit à l'information à partir du degré d'intervention des pouvoirs publics et du cadre juridique dans lequel vit la presse.

L'environnement économique détermine les possibilités même d'existence des moyens de communication de masse. Il peut élever des obstacles indirects insurmontables à la mise en pratique des théories les plus libérales, poussant, par exemple, à la concentration et au monopole, et mettant en péril le pluralisme des opinions. Cela se produit notamment lorsque les intérêts économiques contrôlent l'information par le biais subtil des ressources publicitaires nécessaires à la vie des supports.

L'environnement social et culturel enfin est peut-être la donnée la plus déterminante de la pratique professionnelle, car il inspire directement les structures socio-politiques et les modèles concrets de communication.

Les difficultés d'ordre idéologique inhérentes au thème de notre congrès sont liées, pour une large part, à cet environnement.

C'est dire qu'au cours de notre recherche nous devons être attentifs à ne pas projeter nos propres modèles, et à prendre conscience de situations autres que celles dans lesquelles nous vivons.

Si cela doit nous inciter à la prudence et nous mettre en garde contre des extrapolations hâtives, nous devons cependant tenter de définir des seuils en deçà desquels il n'est pas de communication sociale digne de l'homme.

Le journaliste chrétien face au fait violent

Le thème de ce congrès n'est pas de ceux qui se traitent en restant au niveau des concepts. Il oblige à entrer dans le vif de l'action quotidienne. Nous sommes d'ailleurs à une époque où les « comment » importent plus que les « pourquoi » ; et dans le domaine qui nous préoccupe, c'est délibérément le « comment » qu'il convient d'explicitier.

Un journalisme « relationnel », plus soucieux de communication que d'information ; un journalisme apparaissant d'abord comme un relais entre le fait et les lecteurs ; permettant à ceux-

ci de réagir et d'entrer activement dans le processus de formation de l'opinion publique ; un journalisme soucieux d'aider les hommes à se rencontrer, à se reconnaître, à dialoguer, à s'accepter différents ; un journalisme au service des hommes, dans un monde pluraliste ; un journalisme enfin croyant que la communication peut être un pas sur la voie de la compréhension réciproque et de la réconciliation. Est-ce un rêve utopique ? Certains le pensent et justifient leur opinion à partir d'une certaine analyse de la société.

Il me semble que les chrétiens ne peuvent pas renoncer à un tel projet, même si, sur leur route, se dressent des difficultés considérables, inhérentes à l'exercice du pouvoir d'informer.

Ce pouvoir, qu'en faisons-nous ?

Songeons, par exemple, au problème que pose aux journalistes la relation du fait conflictuel ou violent.

Nous connaissons bien la question. Chaque jour nous y sommes affrontés, car nous vivons dans un monde de lutte qui semble faire du conflit le passage obligé de toute solution.

Certes, le conflit est une donnée nécessaire du progrès humain. Mais, tout en l'admettant, ne faut-il pas chercher à le dépasser ? Il y a tellement de conflits qui ne reposent que sur des malentendus, c'est-à-dire, en première analyse, sur une information insuffisante ou malhonnête. La responsabilité du journaliste n'est-elle pas dès lors engagée, au nom même de l'exigence de la vérité, vers la recherche d'une clarification des données ou d'une élimination des interprétations tendancieuses ?

Quoi qu'il en soit, face au fait violent, réel, tangible, le devoir normal du journaliste est d'en rendre compte, au nom même du service de la vérité et du droit à l'information du public.

Mais un journalisme chrétien peut-il en rendre compte sans émettre un jugement de valeur ?

Peut-il, compte tenu du risque que fait courir à la collectivité un compte rendu complaisant ou simplement compétitif, considérer le fait violent comme un simple produit de consommation journalistique ?

Il ne peut ignorer l'influence des moyens de communication de masse sur la généralisation du phénomène. Ces moyens sont comme le vent qui porte la graine et lui permet de germer de toute part. Ils accélèrent le développement de la violence par leur intégration au processus, cela étant surtout vrai pour l'audio-visuel. L'effet du moyen peut alors entrer en résonance avec le phénomène lui-même et l'amplifier d'une manière prodigieuse. Qui de nous n'en a fait l'expérience ?

Le journaliste manipule la foudre. Il utilise des moyens dont l'effet dépasse infiniment le poids du message transmis. La puissance de ces moyens accroît donc sa responsabilité.

On peut souhaiter que cette responsabilité parvienne à s'appuyer sur le droit et la déontologie pour tracer les limites à ne pas franchir, au nom du bien commun. Mais il est peu probable que l'on y parvienne. Si bien que, dans le feu de l'action, c'est son éthique personnelle et sa conscience qui, en dernier ressort, inspireront à l'informateur responsable la bonne et juste solution.

Le rôle spécifique de la presse écrite est, à cet égard, capital. Car il consiste moins à faire vivre l'événement en direct, avec tous les risques émotionnels que cela représente, qu'à permettre la réflexion, la prise de conscience, le jugement, grâce à un certain recul dans le temps et au commentaire qui accompagne l'information.

En définitive, on voit clairement, à partir de cet exemple, que d'une part le pouvoir d'informer s'inscrit pour le journaliste dans une revendication fondamentale : la presse doit être absolument libre de rapporter et de commenter les nouvelles ; d'autre part, que l'exercice de cette liberté pose à sa conscience des problèmes redoutables.

Le journaliste en mesure chaque jour la difficulté. Il doit être, selon une expression du cardinal Suenens, « l'historien du présent », et cela implique une singulière ascèse.

Paul Valéry disait : « Il faut se dégager pour être libre ».

Le journaliste doit être libre de servir la vérité. Ce n'est pas la voie facile, car la vérité n'est ni neutre ni tranquille.

La liberté d'expression du journaliste et le droit du public à une information objective

Nous nous trouvons alors, n'est-il pas vrai, au-delà de la simple liberté d'expression qui consiste à écrire tout ce qu'on a « envie » d'écrire. Il s'agit d'une liberté responsable, liée au respect de la vérité, et qui engage l'informateur à deux niveaux :

— Au niveau de sa personne, car il doit servir la vérité, quelles que puissent en être les conséquences pour lui-même, et c'est ce qui fait la grandeur de son métier ;

— Au niveau de la collectivité, car cette vérité, le public a le droit de la connaître.

La liberté d'expression du journaliste devient dès lors inséparable du droit à l'information du public. La liberté d'informer apparaît comme une liberté à deux dimensions dans laquelle la liberté d'expression n'a qu'une valeur relative, car elle doit être ordonnée au profit du public qui a droit à une « information objective » ; tâche ambiguë, exigeante, qui oblige à la fois au courage et au discernement.

Certes, la liberté d'expression se retrouve dans tous les codes de journalisme comme la première et fondamentale exigence de la profession.

Comment, en effet, informer sous la contrainte ?

Comment s'efforcer de « dire le vrai » lorsqu'interviennent les barrières de la censure ou les sens uniques de l'information dirigée ?

La liberté d'expression est la traduction publique de la liberté d'opinion. Elle s'enracine au cœur des aspirations de l'homme. Elle doit donc être posée comme un préalable à toute information digne de ce nom. Mais *Communio et Progrès* nous rappelle opportunément « qu'une liberté d'expression qui ne tiendrait pas compte des exigences objectives du droit à l'information viserait plus à la satisfaction de l'informateur qu'au bien du public » (CP, § 47).

C'est donc franchir un pas considérable en matière d'éthique du journalisme que de passer de la liberté d'expression au droit à l'information.

Quelles conclusions concrètes pouvons-nous en tirer ?

Remarquons d'abord que, face à l'information, l'homme peut adopter trois attitudes.

Première attitude : la passivité. L'homme se comporte en simple consommateur d'information. Georges Brassens, chanteur et poète français, a dit : « Dans dix ans, il n'y aura plus ni communistes ni chrétiens ; ils seront tous devant leur télévision, vissés à leur fauteuil. » C'est une boutade ; elle doit nous faire réfléchir.

Deuxième attitude, le rejet : saturé d'information, l'homme se bloque. Il y en a trop ; à quoi bon ? D'ailleurs, tous les journaux mentent. À la confiance presque illimitée qu'on faisait à la véracité de la chose écrite, succède la méfiance, hélas ! souvent justifiée par des abus patents.

Troisième attitude : l'homme prend conscience qu'il est acteur et vecteur de l'opinion publique : il entre dans la communication ; l'information lui permet de participer au dialogue des hommes en y apportant SA voix.

Les moyens d'information, et singulièrement la presse parce qu'elle est l'instrument de la réflexion et de l'information approfondie, alimentent SA pensée et SON apport à la communication sociale.

De récepteur passif, il devient la force agissante dont nous parlons plus haut. Mais, pour cela, il est nécessaire que soit le mieux possible assuré SON droit à l'information.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Que chacun doit avoir la possibilité de s'informer complètement des faits significatifs de la vie politique, sociale, économique, culturelle. Que cela n'est possible que s'il existe des moyens d'information libres et suffisamment diversifiés pour que les différentes opinions puissent s'y exprimer de manière cohérente, à propos des faits et des idées.

Autrement dit, cela exige le pluralisme des moyens de communication de masse, et singulièrement de la presse qui est l'instrument type de la réflexion, et le seul moyen suffisamment diversifié pour permettre une libre confrontation des idées.

Il convient donc d'assurer, dans toute la mesure du possible, le libre choix du public entre des journaux reflétant les divers courants de pensée appelés à coexister, à se confronter, à dialoguer, dans une société pluraliste.

Ce type de société implique en effet un certain nombre de libertés, au premier rang desquelles figurent la liberté d'opinion et la liberté d'expression, libertés qui n'existent dans la réalité collective qu'à travers des moyens d'informations libres et diversifiés. Seuls ces moyens peuvent permettre aux citoyens d'acquérir une formation qui les aide à participer à la vie politique. Si bien que la défense de la liberté d'informer passe par la sauvegarde du pluralisme de la presse.

Cette sauvegarde engage aussi bien notre responsabilité de journalistes que notre responsabilité de citoyens et, à travers elle, la responsabilité des pouvoirs publics, garants des libertés.

La garantie par l'Etat du droit à l'information

La liberté d'informer, nous l'avons vu, est une liberté à deux dimensions ; la liberté d'expression du journaliste et le droit à l'information du public.

Il ne suffit donc plus de garantir la liberté d'expression, prévue par la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU dans son article 19. Il faut franchir un pas de plus.

Écoutons M. André PAYSANT, directeur du Centre d'étude sur l'information de l'Université de Caen (France) :

« La liberté d'expression, c'est le *pouvoir de faire*. Le droit à l'information, c'est le *pouvoir d'exiger* ; il y a entre les deux toute la différence qui existe entre un droit individuel et un droit social. »

Cette distinction est capitale. Le « laisser faire » qui préside à la liberté d'expression implique l'abstention de l'Etat. Par contre, le libre accès à des moyens d'information pluralistes, qui fonde le droit à l'information, nécessite l'intervention positive de l'Etat, intervention par laquelle le législateur doit exercer une fonction constructive et non pas répressive. Il doit assurer l'exercice d'un droit et non pas seulement réprimer les abus d'une liberté.

Cela n'implique en aucune manière une tutelle de l'Etat sur la presse. Il s'agit de la garantie que la loi doit assurer à l'exercice d'un droit, le droit à l'information, aussi essentiel que le droit à l'instruction. Cette garantie doit être fondée sur des critères positifs, objectifs excluant toute discrimination de caractère politique ou idéologique.

Tout cela est très neuf et encore mal perçu. Il semble cependant que les journalistes en prennent de plus en plus conscience (4).

Certes, cette analyse ne s'applique pas à toutes les situations. Et l'environnement, comme nous l'avons vu, conduit à moduler ces propos.

Mais dans le contexte des sociétés, qui admettent la diversité des familles de pensée, il ne fait pas de doute que le combat mené pour le service d'une presse catholique vigoureuse se situe dans le cadre plus large de la défense du pluralisme de la presse. Il est fondé sur la conviction que le droit à l'information n'est pas un privilège réservé aux nantis, mais une nécessité sociale, et qu'un Etat soucieux des libertés doit veiller à en garantir l'exercice au lieu de présider à son déclin.

Le droit à la communication

Ce problème a-t-il un rapport avec l'éthique du journalisme ? Je le pense très sincèrement, car la responsabilité individuelle et collective des journalistes est engagée à l'égard du droit à l'information aussi fondamentalement qu'à l'égard de la liberté d'expression pour laquelle ils ont toujours jusqu'ici si vigoureusement lutté.

Il me paraît donc hautement souhaitable que l'éthique du journalisme prenne en compte ce

droit insuffisamment défini et trop souvent bafoué.

En le proclamant comme une des bases fondamentales d'une éthique professionnelle, les journalistes chrétiens retrouveront d'ailleurs les termes mêmes du message du récent Synode des évêques, à l'occasion du X^e anniversaire de *Pacem in terris* et du 25^e anniversaire des Droits de l'homme à l'ONU :

« Les droits de la personne exigent que chaque homme puisse jouer un rôle effectif dans la détermination de son destin. Chacun a droit de participer à la vie politique avec liberté et responsabilité. Il a droit également d'accéder librement à l'information : droit de parole, droit à la liberté de la presse, droit à une opinion différente. » (5)

Je voudrais, à propos de ce texte, exprimer un point de vue personnel. Il aurait gagné, me semble-t-il, à mettre encore plus nettement en évidence la relation nécessaire entre la participation à la vie politique et le droit à l'information. Il faut, en effet, insister sur cette interdépendance fondamentale.

Il me semble même que nous sommes invités à aller plus loin. Ne pourrions-nous pas parler d'un *droit à la communication* ? Nous marquerions ainsi le droit de l'homme à la participation à l'opinion publique. Nous soulignerions la différence entre une information reçue passivement et une information assumée, vécue, répercutée.

Nous vivons dans une société d'opinion. Il nous appartient d'en faire une société de relation et de dialogue. Le passage de l'information octroyée à la communication, du journalisme « prophétique » au journalisme « relationnel », peut y contribuer efficacement.

La menace que fait peser la hausse vertigineuse du prix du papier sur les journaux catholiques

Quoi qu'il en soit, le droit à l'information est plus menacé que jamais. La presse traverse en effet une crise redoutable. Il est à craindre que, du fait de la hausse vertigineuse du prix du papier, l'imprimé ne devienne un produit de moins en moins accessible aux citoyens à ressources modestes. Il serait tragique que les journaux soient réservés aux plus favorisés, alors que la masse n'aurait accès qu'à l'audio-visuel.

Il ne s'agit pas d'une simple hypothèse, car les réalités économiques entraînent une véritable mutation de notre profession. Nous devons en prendre conscience. Nous devons surtout alerter les pouvoirs publics sur la dangereuse régression politique et culturelle qui en résulterait si ne sont pas prises les mesures économiques indispensables au maintien d'une presse accessible à tous.

Les journaux catholiques figurent parmi les plus menacés. Ils subissent de plein fouet l'effet des hausses des matières premières sans pouvoir les compenser par des ressources publicitaires suffisantes.

(4) Déclaration des syndicats de journalistes de la CEE (Munich, 25. 11. 71).

Le droit à l'information et les entreprises de presse. (Palais du Luxembourg, Paris, janvier 1973).

(5) DC 1974, n° 1664, p. 966 (NDLR).

Notre congrès devrait servir à alerter la communauté chrétienne et les responsables de tous ordres sur le nécessaire effort à accomplir pour que subsistent des journaux d'inspiration chrétienne qui, dans la presse de leur pays, restent porteurs des valeurs humaines et évangéliques sans lesquelles il ne saurait y avoir de monde nouveau ni de démocratie véritable.

Telles sont, Mesdames, Messieurs, chers Amis, les remarques que je me permets de vous soumettre au moment où s'ouvre ce X^e Congrès.

Vous le voyez, les perspectives en sont larges et arides. Je souhaite que dans l'amitié et la confiance nous les éclairions quelque peu.

Puissent nos travaux contribuer, même modestement, au progrès de la communication entre les hommes, en faisant de nous, un peu plus, des hommes de la communication.

Puissent-ils aider les journalistes et la presse catholique à œuvrer avec leur profession pour la vérité, la justice, la liberté, le développement et la paix.

Puissent-ils contribuer ainsi à rendre la terre plus habitable et les hommes plus solidaires.

Jean GÉLAMUR.

LES MILIEUX INDEPENDANTS

ET L'INFORMATION

Communiqué de l'Action catholique des milieux indépendants (ACI)

La manière dont les milieux indépendants — bourgeoisies, classes moyennes, aristocraties — vivent la communication de l'information, a été le thème de travail de l'ACI depuis un an.

Une soixantaine de ses membres, pour la plupart délégués d'une quinzaine de rencontres régionales sur ce thème, viennent de se réunir pour confronter les découvertes et réflexions faites dans la France entière.

A ce stade d'une recherche foisonnante et inachevée, se dégagent des constats et des propositions qu'il nous paraît intéressant de faire connaître.

Des constats :

Les circuits de l'information comportent des émetteurs, des transmetteurs, des récepteurs. Ils fonctionnent dans tous les domaines, économique, politique, familial, syndical, ecclésial, etc.

D'emblée, ceux qui sont aux échelons moyens des hiérarchies ont le sentiment d'être cantonnés au rôle de transmetteurs d'une information venue d'en haut et ne correspondant pas nécessairement à ce qu'ils éprouvent.

Après réflexion, ceci appelle des correctifs. Tout le monde détient une parcelle de pouvoir, soit en émettant, soit en filtrant, l'information.

Notre attitude à cet égard est dissymétrique : chacun revendique de l'échelon supérieur l'information qu'il considère comme un droit, mais chacun aussi se fait juge de ce qui est transmissible aux autres échelons. Nous constatons que tout dire c'est se livrer et nous mesurons ainsi combien donner l'information est une forme de don de soi, avec tous les risques que cela comporte en termes de pouvoir, d'autorité, de considération sociale ; risques qui, selon d'aucuns, ne peuvent, en certains cas, être encourus dans une économie dominée par la compétition et semblent discutables en bien d'autres domaines, familial notamment.

Vis-à-vis des moyens de communication de masse dont tous soulignent l'importance primordiale, nous

avons cette fois le sentiment de n'être que récepteurs. Cela conduit à une réticence diversement motivée : les uns font confiance à l'information personnalisée reçue de témoins directs, d'autres sont perplexes devant la transmission déformée d'une information qu'ils ont vu naître, d'autres encore ne se reconnaissent pas dans l'environnement culturel qui enrobe l'information.

Là encore, ces appréciations spontanées sont corrigées par la réflexion. Nous sommes, plus souvent que nous ne le pensons, émetteurs d'information pour les mass media : outre que les institutions que nous animons sont habiles à communiquer des messages, nous avons, par le choix des publications ou des chaînes de radio et de TV, un pouvoir collectif d'imposer le reflet de nous-mêmes que nous voulons y trouver.

Des propositions : Attentifs aux initiatives déjà prises, les participants de la rencontre nationale de l'ACI demandent :

A l'Ecole, aux familles, aux associations qui forment les hommes, de les préparer à vivre dans un monde où les mass media tiennent de plus en plus de place en leur apprenant à en utiliser les ressources ; de les préparer aussi à l'universel, c'est-à-dire à l'accueil de ce qui est proche ou lointain, mais différent, autre qu'eux-mêmes.

Aux mass media de respecter le pluralisme dans l'information transmise, non seulement le pluralisme d'opinion, mais aussi le pluralisme culturel des milieux sociaux, mais encore celui des formes d'expression : à côté des relations d'événements, à côté des débats d'idées, que la vie quotidienne trouve aussi sa place.

Aux Eglises de ne pas réserver l'expression publique de l'Evangile, dans les mass media notamment, à ceux qui savent en parler. Le témoignage de la vie mérite aussi d'y prendre place.

Aux institutions de la société, pouvoirs publics, entreprises, administrations, associations, dont nos milieux sont membres, souvent animateurs, de tout faire pour améliorer la circulation interne et externe de l'information.

Tout cela nous ne le disons pas pour joindre une petite voix maladroite au concert des experts en information. Nous nous appuyons, quant à nous, sur une expérience du milieu et sur notre foi en Jésus-Christ.

Il s'est défini lui-même comme Verbe : il nous a apporté l'information absolue : fils d'un même Père, tous les hommes sont frères. Parce que la communication de l'information sert ou non la communion véritable entre les hommes et les groupes, parce que chacun, à sa place, n'est responsable, tout ce qui tourne autour de l'information nous intéresse au premier chef, nous chrétiens.

Si l'information de la Bonne Nouvelle est et demeure absolument universelle : notre recherche nous a révélé le pouvoir d'interprétation de chaque culture dans l'accueil et la retransmission de l'information.

Nous sommes ainsi renvoyés à une responsabilité originale et collective dans la manière d'annoncer l'Evangile dans la langue qui est nôtre. Nous sommes appelés à accueillir d'autres groupes humains dans cette même démarche.

N'est-ce pas le vœu du dernier Synode ?

Jacqueline COURTOIS, Monique DENIS-LAROQUE, Jean DIDIER, Gabriel MARC, Abbé Henri CAND.

27 octobre 1974.

(Texte original.)

Questions actuelles

A PROPOS DE LA NOUVELLE LOI SUR L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE LA GROSSESSE

Intervention du cardinal Marty, président de la Conférence épiscopale française

Après la parution au Journal Officiel, le 18 janvier, de la loi sur l'avortement, le cardinal Marty a lu la déclaration ci-après le dimanche 19 janvier à la télévision (TF 1) dans le cadre de l'émission « Le jour du Seigneur » () :*

1. La nouvelle loi sur l'interruption volontaire de grossesse a été votée.

Nous étions en droit d'attendre une loi de protection de la maternité, permettant à toute femme de garder son enfant. Nous sommes en face d'une loi de libéralisation de l'avortement.

Au moment où cette loi va entrer en application, je dois de nouveau m'adresser aux catholiques. Jusqu'à ce matin, et devant Dieu, je pensais à ce que j'avais à vous dire. Voici ma déclaration.

2. L'avortement est objectivement un mal. Même légalisé, il demeure une atteinte radicale à la vie humaine, une œuvre de mort. Aucun artifice de langage, aucun texte législatif ne peuvent voiler cette terrible réalité.

3. Certains pensent que cette loi, inspirée par la situation des mœurs dans notre société, aura un effet dissuasif. Telle est, je le crois, la pensée des auteurs de ce texte.

Nous n'avons pas la garantie que les procédures prévues joueront dans ce sens. Il est des femmes qui envisageront d'interrompre volontairement leur grossesse : comment seront-elles conseillées, aidées ? Il ne nous est pas dit comment elles seront éveillées à leurs responsabilités. Il n'est pas consenti un vigoureux effort de solidarité ; à l'heure actuelle, aucune véritable politique de la famille n'est promue. Bref, les conditions ne sont pas remplies, qui pourraient laisser espérer que le fléau des avortements clandestins sera efficacement combattu.

Les déclarations d'intention ne suffisent pas. C'est la promotion de la femme et la vie de l'enfant qui sont ici en cause.

4. Notre société est éclatée, disloquée. Sur le plan d'un principe aussi fondamental que celui du respect de la vie humaine, un désaccord existe entre ses membres ; nous constatons le fait avec tristesse.

(*) Texte original.

Au sujet de la loi sur l'avortement, cf. *DC* 1974, n° 1665, p. 1013 (déclaration de l'épiscopat français), n° 1666, p. 1077 (homélie de Mgr Elchinger). Le projet de loi a été adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale, le 20 décembre 1974, par 288 voix contre 192. Le Conseil constitutionnel a rejeté la requête en annulation qui lui avait été présentée (*JO* du 16 janvier 1975).

Mais nous ne désespérons pas pour autant.

Le meilleur service que les catholiques puissent rendre, c'est de garder intacts leurs convictions ; c'est de s'efforcer de les faire partager ; c'est de s'engager avec désintéressement au service de toutes les personnes qui se trouvent en état de détresse.

5. Je m'adresse aux catholiques qui participent à quelque degré que ce soit aux décisions du pouvoir politique : ils considéreront comme une de leurs plus graves obligations de travailler avec ténacité à la mise en œuvre d'une véritable politique de la famille ; ils combattront pour la promotion de l'enfant et de la femme ; ils rappelleront que l'homme aussi porte une grave responsabilité dans le respect de toute vie humaine.

Je m'adresse aux catholiques qui sont médecins, membres du personnel hospitalier, travailleurs sociaux, conseillers conjugaux. De par leur profession, ils sont au service de la santé et de la vie. Ils savent bien que la foi chrétienne, comme la morale, interdit l'avortement. Ils s'attacheront, de toutes les manières possibles, à éveiller au respect de la maternité. Placés dans des circonstances difficiles et inextricables, c'est avec une conscience éclairée qu'ils auront à se déterminer.

6. J'appelle les catholiques à soutenir ou à créer dans les meilleurs délais des centres d'accueil, de consultation et d'entraide pour les futures mères. Les établissements hospitaliers tenus par des religieuses voudront, au besoin par des créations de services, donner au plus tôt l'exemple en ce domaine. Ces centres traduiront concrètement notre résolution de servir la vie humaine dès ses commencements.

En toute circonstance, les chrétiens aideront — de leur compréhension et d'une aide effective — les femmes pour lesquelles la grossesse est dramatique.

7. Chaque époque comporte ses urgences. Notre temps requiert la sauvegarde et la promotion de la personne humaine. C'est pourquoi nous travaillerons sans relâche à la protection de toute maternité (1).

Si je parle ainsi, c'est en fidélité au message de l'Evangile dont le seul commandement est celui de l'amour.

19 janvier 1975.

(1) Pour éclairer les consciences des catholiques dans les circonstances actuelles, une note préparée par la Commission de la famille sera publiée prochainement.

NOTE DU COMITÉ ÉPISCOPAL FRANÇAIS POUR L'UNITÉ DES CHRÉTIENS CONCERNANT LE DOCUMENT DU GROUPE DES DOMBES : " VERS UNE MÊME FOI EUCHARISTIQUE ? " (*)

Introduction

1. Le document récemment publié par le Groupe des Dombes et intitulé *Vers une même foi eucharistique ? Accord entre catholiques et protestants* a connu en France et à l'étranger une large diffusion, en particulier auprès de nombreux cercles catholiques, et a fait l'objet de nombreux commentaires (1). Il est utilisé comme document de réflexion et d'échanges dans maints groupes œcuméniques. C'est pourquoi le Comité épiscopal français pour l'unité des chrétiens estime utile de donner, lui aussi, son sentiment à leur sujet, afin que soient évités tant les erreurs d'interprétation que les soupçons injustifiés.

2. Le Comité considère ce document comme une *étape importante* dans un large mouvement d'approche vers une concorde doctrinale. Le fait que des démarches du même genre s'accomplissent ailleurs, au même moment, dans le monde (2), montre qu'il y a là un signe des temps. Dans ce mouvement d'ensemble, le texte des Dombes figure avec honneur. Mais par définition, le mouvement n'est pas le terme. Il faut donc apprécier l'étape parcourue à la fois par rapport au point de départ et par rapport au terme. C'est ce que le Comité voudrait chercher à faire. Le point de départ, c'était la situation d'opposition confessionnelle. Le point d'arrivée sera une vérité plus pleinement appréhendée, sous une forme qui ne nous est pas, présentement, *adéquatement* connue, mais dont nous professons qu'elle s'inscrira dans la ligne fondamentale de la tradition catholique entendue au sens le plus compréhensif de ce mot (et en y incluant les richesses de l'Orient orthodoxe). Elle englobe aussi ce que le dialogue œcuménique nous fera découvrir d'authentiquement évangélique et apostolique.

(*) Texte publié par le Secrétariat national pour l'Unité des chrétiens, 17, rue de l'Assomption, Paris, XVI^e.

On trouvera le texte du document du Groupe des Dombes dans la *DC* du 2 avril 1972 (n. 1606), p. 334 et s.

(1) Ce texte a paru en brochure aux Presses de Taizé (1972). Il a également paru avec tous les documents élaborés par le Groupe des Dombes depuis 1956 (textes et commentaires), dans la *Revue Unité des Chrétiens*, n° 14 (avril 1974), 17, rue de l'Assomption, 75016 Paris. Le numéro : 4 F. Le numéro d'*Unité des Chrétiens* retrace aussi l'histoire du Groupe des Dombes et présente sa méthode théologique.

(2) Nous pensons en particulier aux textes publiés aux USA (1970), dans le cadre de « Faith and Order » et à la « déclaration commune sur la doctrine eucharistique » publiée par la Commission internationale anglicane-catholique romaine en 1971 (*Documentation Catholique*, n. 1601, 1972, p. 86-89). Cette déclaration est appelée « Accord de Windsor ».

De ce point de vue, le Comité considère que la dynamique dans laquelle s'inscrit le document des Dombes, en particulier par son invitation pressante à la conversion évangélique (« métanoïa »), constitue un bon chemin vers l'unité. Il sait par expérience la profonde fidélité des membres catholiques du Groupe à leur Eglise. Il n'ignore pas non plus que de nombreux chrétiens — des catholiques en particulier — ont trouvé dans la lecture, l'étude et la méditation de ce document, l'occasion d'un approfondissement de leur foi. Pour ce bilan largement positif, le Comité remercie le Groupe des Dombes de son long travail mené dans l'esprit de son fondateur, l'abbé Couturier.

3. C'est avec une intention constructive que le Comité tient à intervenir dans la situation œcuménique que ce texte a pour sa part contribué à créer. Ce faisant, il pense répondre aux attentes du Groupe qui a adressé officiellement son document aux autorités des Eglises représentées et désire connaître tant leurs acquiescements que leurs critiques. C'est pourquoi, s'adressant principalement aux lecteurs catholiques du document, le Comité souligne les points suivants :

I. — La nature propre du document

4. Ce texte doit être considéré comme un *document privé*. Le Groupe des Dombes est en effet issu d'une libre initiative et n'a pas reçu de mandat ecclésial officiel. Les signataires s'engagent donc eux-mêmes, avec leur responsabilité personnelle de théologiens, de pasteurs, d'hommes d'Eglise connus par les diverses fonctions qu'ils occupent. Mais le document n'engage pas les autorités ecclésiastiques des confessions en présence (3). Il est également difficile de préciser en quelle mesure les posi-

(3) Nous savons cependant que le Document des Dombes sur l'Eucharistie a fait l'objet d'une prise de position positive de la part du Synode de l'Eglise évangélique luthérienne de France en juin 1973 : « Vœux et décisions. N. 1 : Le Synode général, tenant compte du fait que le texte du Groupe œcuménique des Dombes intitulé : « Vers une même foi eucharistique », a été sérieusement étudié dans un assez grand nombre de groupes au sein de l'Eglise (paroisses, conférences pastorales, groupes œcuméniques, Synodes) et qu'il y a généralement suscité une résonance profonde, estime que les propositions de cet accord expriment les visées essentielles de la doctrine que professent les Eglises luthériennes sur la célébration eucharistique, notamment à propos de la présence du Christ qui se donne dans la Sainte Cène, quand il est écrit : « En partageant et consommant le pain et le vin de l'eucharistie, nous recevons, selon la Parole créatrice du Seigneur, son corps donné et son sang répandu, sa personne tout entière. Ce pain et ce vin sont donc le corps et le sang du Christ donnés par lui à son Eglise. » (Accord pastoral, III.) (Texte dans *Fraternité évangélique*, mensuel de l'Eglise luthérienne à Paris, n. 9 et 10, sept.-oct. 1973.)

tions exprimées ont été reçues et même connues dans le corps des Eglises représentées. En ce sens, l'expression d'« Accord des Dombes », qui est souvent employée pour désigner la brochure et en simplifie le sous-titre, est certainement prématurée.

Dire cela n'est en rien minimiser la portée du texte, encore inimaginable il y a trente ans. C'est simplement reconnaître la nature des choses et respecter l'intention des rédacteurs qui ont conscience de proposer leurs résultats à leurs confessions respectives. Ceux-ci mentionnent honnêtement les points qui sont restés en dehors de leur réflexion et ceux qui demandent encore une clarification. Concernant la matière traitée, ils ne prétendent pas tout dire, à la manière d'un traité de théologie. En ce qui regarde l'Eucharistie, ils ont su centrer heureusement leur exposé sur les points essentiels de la foi, mais ils n'ont pas prétendu être exhaustifs, ce qui était d'ailleurs impossible étant donné la « connexion des mystères entre eux » (Dz-Sch. 3016-1796). Tel quel, le document pose une question de poids, que les autorités ecclésiales ne sauraient esquiver.

5. Un effort d'expression œcuménique de la foi oblige nécessairement à ne pas prendre pour point de départ les formulations doctrinales qui ont constitué dans le passé des sujets de contestation, voire de polémique (4). Pour cette raison, le document des Dombes s'écarte souvent d'une formulation acquise, à laquelle beaucoup de catholiques sont habitués et qui contribue à structurer leur foi. Certains peuvent en éprouver une insatisfaction, d'autres peuvent être tentés de se livrer à des interprétations que la portée réelle du texte ne semble pas justifier.

Le Comité est bien conscient que les membres catholiques du Groupe, qui ont participé à un effort d'expression à la fois neuf et aussi proche que possible du langage du Nouveau Testament, ont également tenu à respecter une juste interprétation des expressions par lesquelles le Magistère de l'Eglise catholique a voulu manifester sa soumission à la Parole de Dieu. Il reste que l'emploi d'un certain nombre d'expressions non rodées dans le langage théologique peut laisser place à des divergences notables d'interprétation. Il n'est donc pas inutile d'en avertir les fidèles et d'inviter les membres du Groupe à poursuivre leur recherche de manière à parvenir à des résultats plus fermes encore.

(4) Voir à ce sujet les remarques du P. Pierre Duprey, sous-secrétaire du Secrétariat pour l'Unité à Rome, « Réflexion sur le dialogue entre l'Eglise catholique et la communion anglicane » (*Documentation Catholique*, n. 1656, 16 juin 1974, p. 590) : « Dans leur effort pour exprimer la réalité de leur foi, les théologiens membres de la Commission s'efforcent d'éviter le vocabulaire qui a autrefois, de part et d'autre, été l'objet de malentendus et de polémiques... »

A la lecture de ces remarques, on décèle toutes les analogies entre la méthode et le cheminement de la Commission mixte anglicane-catholique romaine (officielle), d'une part, et la méthode et le cheminement du Groupe des Dombes (privé), d'autre part.

Sur le travail de synthèse constructive à poursuivre par les partenaires d'un dialogue, voir « Service d'information » (*Bulletin du Secrétariat pour l'Unité à Rome*), n. 12, p. 9.

Reconnaître cette difficulté ne revient nullement à nier la légitimité de la démarche suivie ni à refuser la patiente poursuite du déblocage des points litigieux à l'aide d'un langage mieux adapté aux conditions culturelles de notre temps.

II. — Résultats acquis et prolongements souhaités

6. Le mémorial sacrificiel

La dimension sacrificielle de l'Eucharistie est exprimée dans la catégorie de « mémorial » de toute la vie du Christ, « et surtout de sa croix et de sa résurrection » (n. 9). C'est en « accomplissant » ce mémorial — qui n'est pas une simple mémoire, mais l'événement pascal rendu présent — que « l'Eglise présente au Père le sacrifice unique et parfait de son Fils et lui demande d'attribuer à chaque homme le bénéfice du grand œuvre de la rédemption qu'elle proclame » (n. 10). Unis à cette offrande du Christ, « nous nous offrons nous-mêmes en un sacrifice vivant et saint qui doit s'exprimer dans toute notre vie quotidienne (5) » (n. 11).

Le concept de « mémorial » bien compris est sans aucun doute apte à exprimer la réalité de la célébration sacramentelle que l'Eglise fait de l'unique sacrifice rédempteur du Christ (6). L'usage qu'en fait la rédaction du document intègre heureusement les résultats de nombreuses études bibliques récentes. Cette notion offre le grand avantage de situer l'eucharistie par rapport aux figures de l'Ancien Testament.

Malheureusement, la richesse de sens contenue dans le terme de mémorial — que la liturgie catholique elle-même utilise (v. g. : Prière eucharistique n. IV et Préface de l'eucharistie n. 1) — est loin d'être encore perçue par l'ensemble des fidèles. C'est pourquoi nous souhaitons qu'un double effort catéchétique et œcuménique soit fourni afin d'en développer la portée doctrinale réelle et de dissiper les équivoques qui réduiraient le mémorial au simple souvenir ravivé.

7. La présence réelle du Christ dans l'Eucharistie

En raison des paroles mêmes du Seigneur dans les récits de la Cène, qui attestent le don de son corps et son sang, les membres du Groupe des Dombes confessent « unanimement la présence réelle, vivante et agissante du Christ dans ce sacrement » (n. 17). Ils précisent que « la présence du Christ à son Eglise dans l'Eucharistie ne dépend pas de la foi de chacun, car c'est le Christ qui se lie lui-même par ses paroles et dans l'Esprit à l'événement sacramentel, signe de sa présence donnée » (n. 18). C'est

(5) Des mentions explicites du sacrifice se retrouvent également dans les numéros 5 et 8.

(6) « Ces déclarations... affirment incontestablement que l'eucharistie est sacrifice. » Mgr D. Pézeril, *Commentaire sur l'accord des Dombes* (DC, n° 1610, 1972, p. 528). Luther lui-même donnait son adhésion (*Scholies* sur Hb 10, 1 s.) à un grand texte de saint Jean Chrysostome, disant : « Ce n'est pas un autre sacrifice, comme autrefois le grand prêtre, mais c'est le même que nous faisons toujours, ou plutôt nous faisons mémoire d'un sacrifice... » (Hom. 17 in Heb. 2, 3 ; PG, 63, 131.)

pourquoi « en vertu de la parole créatrice du Christ et par la puissance du Saint-Esprit », le pain et le vin « sont désormais, dans leur vérité dernière, sous le signe extérieur, la réalité donnée — c'est-à-dire le corps et le sang du Christ — et le demeurent en vue de leur consommation. Ce qui est donné comme corps et sang du Christ reste donné comme corps et sang du Christ et demande à être traité comme tel » (n. 19).

L'intention de ces textes n'est pas douteuse : pris dans leur lettre et dans leur esprit, ils enseignent une présence objective du Christ lui-même sous les signes du pain et du vin et la permanence de cette présence en vue de la consommation eucharistique (7).

Sans doute une mentalité catholique pourrait-elle souhaiter que cette intention incontestable soit parfois mieux explicitée au niveau des formules, afin d'exclure des interprétations divergentes (8). Le Groupe reconnaît lui-même « que des clarifications restent nécessaires sur la permanence de la présence sacramentelle » (n. 37).

Le Comité reconnaît la légitimité de ce qui est demandé aux catholiques par le numéro 20 (9). Cette requête nous invite à toujours proposer le culte eucharistique en référence à la finalité totale de ce mystère. Le Comité évalue également toute la portée de ce qui est demandé aux communautés protestantes pour qu'elles témoignent du respect dû aux éléments qui ont servi à la célébration eucharistique par « leur consommation ultérieure,

sans exclure leur usage pour la communion des malades ». Cette mention, unique dans les documents œcuméniques et les évolutions pratiques qu'elle suggère, autorise une grande espérance sur les chances d'une authentique communion dans la foi eucharistique vécue au niveau des communautés.

8. La présidence de l'Eucharistie

La théologie des ministères est impliquée dans toute célébration eucharistique (10). C'est pourquoi le document des Dombes n'a pas voulu passer sous silence la question importante de la présidence de l'Eucharistie (11). Les paragraphes qui lui sont consacrés (n. 32-35) sont très substantiels. Ils affirment que le ministre représente le Christ dans la présidence de la célébration en continuité de charge ministérielle avec les apôtres. Tel qu'il est, le texte revêt déjà une grande fermeté et mériterait d'être médité par nombre de catholiques (12).

Nous n'ignorons pas que les rédacteurs d'un texte volontairement bref reconnaissent que celui-ci demande encore des clarifications, notamment en ce qui concerne « la figure précise de la succession apostolique dans le ministère » (n. 37). C'est pourquoi nous ne ferons que deux remarques :

La première concerne le ministère en lui-même : il n'est pas explicitement caractérisé dans le document par une qualité sacerdotale propre, non réductible à celle de tous les baptisés. Mais le ministre y est qualifié de façon originale dans la ligne du sacerdoce comme ministre ordonné et public (n. 33) du Christ-prêtre et du peuple sacerdotal (n. 35). On sait d'ailleurs que, selon l'authentique tradition catholique, la participation originale du ministre ordonné au sacerdoce du Christ ne fait nullement de lui un « super-chrétien », mais se situe dans la ligne du ministère de l'Eglise.

La deuxième remarque porte sur la catégorie théologique de « signe » et de « signifier », plusieurs fois employée. Sans doute le sens biblique de ces termes est-il très riche ; il véhicule le plus souvent l'idée d'efficacité. Le Nouveau Testament pourrait donc donner les matériaux d'une élaboration théologique plus explicite. Du côté catholique, la théologie classique situe le sacrement dans la catégorie du signe, souligne qu'il est « cause en tant que signe. *Sacramenta efficiunt quod significant* » (S. THOMAS, *S. Th.*, III^a, q. 62, a. 1, ad 1) (13).

(7) De même, le document de « Foi et Constitution » que celui des Dombes suit et reproduit en partie, disait : « C'est l'Esprit qui, dans notre Eucharistie, rend le Christ réellement présent et nous le donne dans le pain et le vin, conformément aux paroles de l'Institution. » Le texte des Dombes dit : « C'est l'Esprit qui, invoqué sur l'assemblée, sur le pain et le vin, nous rend le Christ réellement présent, nous le donne et nous le fait discerner (n. 14). » Le progrès est décisif.

(8) J'estime, pour ma part, écrit de son côté Mgr Pézeril, que cette profession de foi est aussi notre profession de foi. Rien qui évacue ou subtilise l'essentiel. Ce que nous croyons est affirmé avec clarté et résolution » (*ibid.*, p. 529).

(9) Par exemple, l'idée exprimée par « Ils sont désormais dans leur vérité dernière... » aurait pu être explicitée par un des termes employés dans la tradition orientale et occidentale, tels que, par exemple, « transformation » ou « changement ». Par contre, nous ne déplorons nullement l'absence du terme de « transsubstantiation, langage auxiliaire privilégié par le Concile de Trente à une époque où le terme de substance était une référence culturelle signifiante ». « Le mérite principal de ce texte, écrit le P. L. Bouyer, est d'exprimer très fermement le contenu dogmatique précis de la définition de Trente, bien que le mot « transsubstantiation » lui-même n'y figure pas » (*France Catholique*, 9 juin 1972), p. 13. La vérification des expressions du document des Dombes au regard de la doctrine du Concile de Trente sur la présence réelle a été présentée de manière convaincante par B. Sesboué, dans *Istina*, 1973/2, p. 217-220.

Il reste que certaines expressions sont « allusives et inachevées » et qu'il serait malaisé de les définir. « Cet embarras provient du marasme actuel de la philosophie et donc du langage. Le Groupe des Dombes ne saurait le vaincre à lui seul. » (Mgr D. Pézeril, *ibid.*, p. 529.)

(9) Cette demande est parfaitement conforme à la Constitution « *Eucharisticum mysterium* » du 25 mai 1967 (n. 49 et 56). *Documentation Catholique*, n. 1496, 18 juin 1967.

(10) Cf. D. Pézeril, *ibid.*, p. 527.

(11) On sait que le Groupe a traité de manière plus ample la question du et des ministères dans l'Eglise dans un second document, fruit de la rencontre de 1972, et intitulé : *Pour une réconciliation des ministères. Eléments d'accord entre catholiques et protestants*, Presses de Taizé, 1973, et *Unité des chrétiens*, n. 14, avril 1974, p. 41. Ce nouveau texte posant des problèmes qui lui sont propres, le Comité remet volontairement à plus tard une note éventuelle le concernant.

(12) Cf. D. Pézeril, *ibid.*, p. 530.

(13) Répondant à une objection qui oppose signe et cause, saint Thomas affirme : « *Sacramenta Novae Legis simul sunt causae et signa* », et il reprend à son compte l'adage communément reçu : « *Et inde est quod, sicut communiter dicitur, efficiunt quod significant* » (III^a q. 62, a. 1, ad 1).

et qu'il est le lieu où la Parole revêt toute son efficacité. Cependant, le terme de signe est aujourd'hui très dévalorisé et nous souhaitons que le Groupe des Dombes clarifie la théologie du signe à laquelle il se réfère. Dans le cas de la présidence de l'Eucharistie, signe de la présidence du Seigneur, le lecteur devrait pouvoir comprendre que ce signe comporte l'exercice d'une « causalité », purement ministérielle et nullement magique (au sens où le Nouveau Testament parle des « collaborateurs de Dieu », 1 Co 3, 8), qui fait du ministre un agent ecclésiastiquement qualifié pour présider la célébration.

9. L'attention aux insistances de l'orthodoxie

Le Comité apprécie la manière dont est mise en relief l'invocation de l'Esprit (épiclese) dans la célébration eucharistique, et plus généralement de la référence trinitaire qui sert de cadre à la présentation du mystère. Ce sont là des accents qui sont chers à nos frères orthodoxes et dont nous, Occidentaux, avons besoin de retrouver la signification vécue.

Il est regrettable sans doute que l'offrande du pain et du vin que l'Eglise présente à Dieu en action de grâces (offrande des Saints Dons très soulignée dans les liturgies orthodoxes, offerte de la célébration romaine) semble absente du texte (14).

Le Comité profite de cette occasion pour souhaiter que le point de vue de l'orthodoxie soit toujours pris en compte (comme il l'a déjà été souvent) par le travail du Groupe des Dombes.

III. — Document des Dombes et hospitalité eucharistique

10. Le document *Vers une même foi eucharistique* ? malgré quelques faiblesses, témoigne que des seuils décisifs sont en passe d'être franchis dans le dialogue œcuménique. Il donne, dans un langage accessible aux hommes d'aujourd'hui, un contenu assez positif pour que l'on souhaite à tous les catholiques de se situer au même niveau. Il peut servir de référence pour l'unité de foi eucharistique requise, dans des cas d'« hospitalité eucharistique » envisagée à titre d'anticipation et de manière exceptionnelle au bénéfice d'anglicans ou de protestants, afin que l'Eucharistie puisse être « source de grâce » au service de l'Unité. Mais comme le suggère le numéro 39, l'ouverture d'une telle hospitalité pose aussi d'« autres questions ». Le Comité sait par exemple que ce document est invoqué par un certain nombre de fidèles, surtout par des ménages mixtes, en faveur d'une communion eucharistique reçue dans l'une et l'autre Eglise.

11. Il serait injuste de penser que le texte des Dombes a créé une situation d'impatience en la matière, alors qu'il a précisément essayé d'y apporter des éléments clarificateurs de solution. Les cas dits « d'intercommunion » relèvent d'une situation globale ambiguë où est en voie

de s'établir une union des chrétiens sans union des Eglises : ces chrétiens ne sont pas sûrs de leur croyance exacte, ils sont surtout intéressés par une « orthopraxie » évangélique, ils ne rencontraient jamais dans leur vie les points controversés entre théologiens et considèrent l'impératif œcuménique comme prioritaire et urgent. Une telle situation est évidemment préoccupante tant au plan de la foi que de la cohésion ecclésiale. Elle rend l'exercice du ministère épiscopal particulièrement délicat.

12. Le Comité est conscient des exigences contradictoires qui entrent en jeu dans le discernement de cette grave question. Celle-ci ne saurait être réduite à son aspect disciplinaire, car elle engage la foi en plusieurs points : non seulement en ce qui concerne l'Eucharistie, mais le lien entre eucharistie et Eglise, de même que l'ordination au ministère habilitant à présider l'Eucharistie.

Nous ne sommes pas encore arrivés au jour où l'hospitalité eucharistique et moins encore la réciprocité ne pose plus de problème. Le Comité connaît et respecte les directives prudentes du Saint-Siège en la matière (15). Il sait aussi la souffrance de certains chrétiens, et particulièrement de foyers mixtes, généreusement engagés dans le mouvement pour l'unité et approfondissant leur foi dans une démarche commune, mais toujours séparés en ce sommet de l'existence chrétienne qu'est la communion eucharistique.

C'est pourquoi sa position voudrait avant tout éviter un « tout ou rien » théologiquement discutable et pastoralement néfaste. Le Comité redit donc qu'il appartient à la responsabilité de l'évêque de s'exercer à propos de chaque cas qui lui est présenté, en tenant compte des données de la foi, des directives officielles, de la situation concrète des personnes et groupes de personnes (16). Il invite les chrétiens désireux de vivre l'hospitalité eucharistique à s'interroger loyalement sur le sens et les raisons de leur demande.

Le Comité souhaite en terminant que ce problème ne soit plus vécu comme un signe négatif de contradiction, mais qu'il donne, à travers l'inévitable inconfort et les tensions de la division, des occasions de construire en toute fidélité une nouvelle manière de vivre en Eglise.

(15) Vatican II : Décret sur l'œcuménisme « *Unitatis Redintegratio* », n. 8 ; Secrétariat pour l'Unité à Rome :

— Directoire pour les questions œcuméniques, 1^{re} partie : n. 38 à 41. « *Communicatio in sacris* avec les frères orientaux séparés de nous » ; n. 55, « *Communicatio in sacris* avec les autres frères ».

— Position de l'Eglise catholique en matière d'Eucharistie commune entre chrétiens de diverses confessions (7. 1. 1970).

— Instruction sur les cas d'admission des autres chrétiens à la communion eucharistique dans l'Eglise catholique (1. 6. 1972).

— Note sur certaines interprétations de l'Instruction sur les cas particuliers d'admission d'autres chrétiens à la communion eucharistique dans l'Eglise catholique (17. 10. 1973).

(16) Voir note du Comité épiscopal pour l'Unité des chrétiens de juin 1972 : (surtout le numéro III) « *Éléments de réflexion pastorale sur l'accueil à faire à des demandes « d'hospitalité eucharistique »* ». Cette note confidentielle a été diffusée par les soins du Secrétariat général de l'Episcopat auprès de tous les évêques.

(14) Voir à ce sujet les commentaires du P. Cyrille Argenti dans *Unité des chrétiens*, n. 14, p. 25 ss.

LISTE DES MEMBRES DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE FRANÇAISE (1)

Agen : † Roger JOHAN ; c. Sabin SAINT-GAUDENS.
Aire et Dax : † Robert BEZAC ; c. Robert SARRABERE.
Aix-en-Provence : † Charles de PROVENCHERES ; a. Raymond BOUCHEX.
Ajaccio : † Jean-Charles THOMAS.
ALBI : † Robert COFFY.
Amiens : † Géry LEULIET.
Angers : † Jean ORCHAMPT.
Angoulême : † René KERAUTRET ; c. Georges ROL.
Annecy : † Jean SAUVAGE ; a. Bernard PANAFIEU.
Arras : † Gérard HUYGHE ; a. André PARENTY ; a. Jules HARLE.
AUCH : † Maurice RIGAUD.
Autun : † Armand LE BOURGEOIS.
AVIGNON : † Eugène POLGE ; a. Jean CADILHAC.
Bayeux : † Jean BADRE.
Bayonne : † Jean-Paul VINCENT ; a. François FAVREAU.
Beauvais : † Stéphane DESMAZIERES.
Belley : † René FOURREY ; c. René DUPANLOUP.
BESANÇON : † Marc LALLIER ; a. Jean CUMINAL.
Blois : † Joseph GOUPY.
BORDEAUX : † Marius MAZIERES ; a. François FRETILLIERE.
BOURGES : † Paul VIGNANCOUR.
Cahors : † Joseph RABINE.
CAMBRAI : † Henri JENNY ; a. Jean-François MOTTE.
Carcassonne : † Pierre PUECH.
Châlons-sur-Marne : † Lucien BARDONNE.
CHAMBERY : † André BONTEMS ; a. Eugène LECROSNIER.
Chartres : † Roger MICHON.
Clermont-Ferrand : † Jean DARDEL.
Corbeil : † Albert MALBOIS ; a. Yves BESCOND.
Coutances : † Joseph WICQUART.
Créteil : † Robert de PROVENCHERES.
Digne : † Bernardin COLLIN.

Dijon : † Albert DECOURTRAY.
Evreux : † Jean HONORE.
Fréjus et Toulon : † Gilles BARTHE ; a. Charles BRAND.
Grenoble : † Gabriel MATAGRIN ; a. Michel MONDESERT.
Langres : † Alfred ATTON.
La Rochelle : † Félix VERDET.
Laval : † Paul CARRIERE.
Le Havre : † Michel SAUDREAU.
Le Mans : † Bernard ALIX.
Le Puy : † Jean DOZOLME.
Lille : † Adrien GAND.
Limoges : † Henri GUFFLET.
Luçon : † Charles PATY.
LYON : † Card. Alexandre RENARD ; a. Pierre CHAGUE ; a. Louis BOFFET.
MARSEILLE : † Roger ETCHEGARAY.
Meaux : † Louis KUEHN.
Mende : † René BOUDON.
Metz : † Paul-Joseph SCHMITT ; a. Gilbert DUCHENE.
Montauban : † Roger TORT (2).
Montpellier : † Cyprien TOUREL.
Moulins : † Francis BOUGON ; c. André QUELEN.
Nancy : † Jean BERNARD.
Nanterre : † Jacques DELARUE.
Nantes : † Michel VIAL ; a. Eugène ERNOULT.
Nevers : † Jean STREIFF.
Nice : † Jean MOUISSET.
Nimes : † Pierre ROUGE.
Orléans : † Guy RIOBE.
Pamiers : † Léon SOULIER.
PARIS : † Card. François MARTY ; a. Julien GOUET ; a. Robert FROSSARD ; a. Daniel PEZERIL.
Périgueux : † Jacques PATRIA.
Perpignan : † Henry L'HEUREUX.
Poitiers : † Henri VION ; c. Joseph ROZIER.
Pontoise : † André ROUSSET.
Quimper : † Francis BARBU ; a. Vincent FAVE.
REIMS : † Jacques MENAGER ; a. Guy HERBULOT.
RENNES : † Card. Paul GOUYON ; a. Joseph DUVAL.
Rodez : † Roger BOURRAT.
ROUEN : † André PAILLER.
Saint-Brieuc : † François KERVEADOU.
Saint-Claude : † Claude FLUSIN.
Saint-Denis : † Jacques LE CORDIER.
Saint-Di  : † Jean VILNET.

Saint-Etienne : † Paul ROUSSET.
Saint-Flour : † Maurice POURCHET.
Sées : † Henri DEROUET.
SENS : † René STOURM.
Soissons : † Gérard BANNWARTH.
Strasbourg : † Arthur ELCHINGER.
Tarbes ■ **Lourdes** : † Henri DONZE.
TOULOUSE : † Card. Jean GUYOT ; c. André COLLINI.
TOURS : † Louis FERRAND.
Troyes : † André FAUCHET.
Tulle : † Jean-Baptiste BRUNON.
Valence : † Jean de CAMBOURG.
Vannes : † Pierre-Auguste BOUSSARD.
Verdun : † Pierre BOILLON.
Versailles : † Louis SIMONNEAUX.
Viviers : † Jean HERMIL.
Vicariat aux armées : † Gabriel VANDEL.
 Mgr Vladimir MALANCZUK, exarque apostolique pour les Ukrainiens.
 R. P. Nicolas KEHIYAN, administrateur apostolique pour les Arméniens.

Cardinaux en retraite :

Card. Maurice FELTIN.
 Card. Joseph MARTIN.

Départements d'outre-mer

FORT-DE-FRANCE : Maurice MARIE-SAINTE.
Basse-Terre : † Siméon OUALLI.
Cayenne : † François MORVAN.
Saint-Denis : † Georges GUIBERT.

Territoires d'outre-mer (3)

Wallis et Futuna : † Lolesio FUAHEA.
Djibouti : † Henri-Bernardin HOFFmann.
Port-Vila : † Louis JULLIARD.
NOUMEA : † Eugène KLEIN.
Saint-Pierre-et-Miquelon : † François MAURER, vicaire apostolique.
PAPEETE : † Michel COPPENRATH.
Taioha  : † Hervé LE CLEAC'H.

(1) Liste publiée par le Secrétariat de l'épiscopat français.

Les villes dont le nom est en capitales sont le si ge d'un archevêché.

Les noms précédés de † sont ceux des titulaires.

Les noms précédés de ■ sont ceux des évêques auxiliaires.

Les noms précédés de c sont ceux des évêques coadjuteurs.

(2) Décédé le 16 janvier 1975 (NDLR).

(3) Les  v ques des T. O. M. participent à l'Assemblée plénière avec voix consultative (art. 9 des statuts de la Conférence épiscopale française — DC 1975, né 1667, p. 28 — NDLR).

COMMISSIONS ET COMITÉS ÉPISCOPAUX FRANÇAIS (1)

COMMISSIONS

Famille- Communautés chrétiennes

Paris : **P. Lissarague** (Nanterre).
Nord : **Atton, Desmazières**.
Ouest : **Boussard**.
Centre : **Bougon**.
Sud-Ouest : **Kérautret**.
Midi : **PUECH**.
Centre-Est : **Bontems, de Cam-
bourg, Renard**.
Est : **Duchêne**.
Secrétaire : **P. GAUDILLIERE**.

Monde ouvrier

Paris : **Frossard**.
Nord : **Huygue et Herbulot**.
Ouest : **Ernoult**.
Centre : **Riobé**.
Sud-Ouest : **MAZIERS**.
Midi : **Bourrat**.
Provence : **Cadilhac, Etchegaray**.
Centre-Est : **Lecrosnier**.
Secrétaire : **P. DEROUBAIX**.

Monde rural

Paris : **P. Thiroux** (Corbeil).
Nord : **Harlé, Leuliet**.
Ouest : **Carrière, P. Abiven** (Quim-
per).
Centre : **Vignancour**.
Sud-Ouest : **Patria**.
Midi : **RIGAUD, P. Marcadet** (Auch).
Provence : **Polge**.
Centre-Est : **Hermil**.
Est : **Boillon**.
Secrétaire : **P. LAPIE**.

Monde indépendant

Paris : **R. de Provençères**.
Nord : **Bannwarth**.
Ouest : **Kervéadou**.
Centre : **Michon**.
Sud-Ouest : **Favreau**.
Midi : **Donze**.
Provence : **Barthe**.
Centre-Est : **Panafieu**.
Est : **BERNARD**.

Enfance-jeunesse

Suit plus particulièrement le tra-
vail de :
FSCF : **Atton**.
JIC, JICF : **Bannwarth**.
MRJC : **Harlé**.
ACE : **Malbois**.
MEJ et SELOJE : **Pourchet**.
Scouts et Guides : **Quelen**.
JEC : **STREIFF**.
Enfance inadaptée : **Thomas**.
Vicariat aux armées : **Vanel**.
Secrétaire : **Mgr QUELEN**.

Monde scolaire et universitaire

Paris : **Simonneaux**.
Nord : **Honoré, PAILLER**.
Ouest : **Paty, Alix**.
Centre : **Streiff**.
Sud-Ouest : **Rozier**.
Midi : **L'Heureux**.
Provence : **Brand**.
Centre-Est : **Boffet, Dupanloup**.
Est : **Lallier**.
Secrétaire : **P. LAVOYE**.

Migrations

Paris : **ROUSSET, P. Mossand** (Pa-
ris).
Nord : **Parenty, P. Lacroix** (Rouen).
Ouest : **Favé**.
Centre : **P. Cothenet** (Bourges).
Sud-Ouest : **Saint-Gaudens**.
Midi : **Rabine**.
Provence : **Collin, Tourel**.
Centre-Est : **Fourrey**.
Est : **P. Molin** (Dijon).
Secrétaire : **P. GUILLARD**.

Clergé et séminaires

Paris : **Delarue, Frossard**.
Nord : **Bardonne**.
Ouest : **Duval, Wicquart**.
Centre : **Goupy**.

Sud-Ouest : **Frétellière** (séminaires).
Midi : **Tort** (2) (clergé), **P. Dagrass**
(Toulouse).
Provence : **Bouchex**.
Centre-Est : **Mondésert, Sauvage**.
Est : **Decourtray, SCHMITT**.
Secrétaire : **P. GAILLOT**.

Religieuses

Paris : **Malbois**.
Nord : **Gand**.
Ouest : **Barbu**.
Centre : **Michon**.
Sud-Ouest : **Rol**.
Midi : **Boudon**.
Provence : **Collin**.
Centre-Est : **Dardel**.
Est : **VILNET**.

Opinion publique

Paris : **Bescond**.
Nord : **Saudreau**.
Ouest : **BADRE**.
Centre : **Stourm**.
Sud-Ouest : **Johan**.
Midi : **Soulier**.
Provence : **Brand**.
Centre-Est : **Chagué**.
Secrétaire : **P. FIHEY**.

Sociale

Paris : **Kuehn**.
Nord : **FAUCHET, Ménager**.
Ouest : **Derouet, Vial**.
Centre : **Ferrand**.
Sud-Ouest : **Vincent**.
Midi : **P. Foulquier** (Rodez).
Provence : **Mouisset**.
Centre-Est : **Matagrín, P. Montfal-
con** (Lyon).
Est : **Boillon**.
Secrétaire : **P. TOULAT**.

Enseignement religieux

Paris : **Rousset, P. Duhamel**
(Meaux).
Nord : **Motte**.
Ouest : **ORCHAMPT**.
Centre : **Goupy, Quélen**.
Sud-Ouest : **Brunon**.
Midi : **Soulier**.
Centre-Est : **Rousset**.
Secrétaire : **P. LAURENT**.

(2) Décédé le 16 janvier 1975
(NDLR).

(1) *SNOP*, 28 décembre 1974 (cf. la
liste publiée l'an dernier — *DC* 1974,
n° 1645, p. 38).

Les noms des présidents des com-
missions et comités sont indiqués en
capitales.

En publiant cette liste, le *SNOP*
fait remarquer :

Nous reproduisons ci-après la liste
des Commissions et Comités dont les
présidents sont régulièrement invités,
es-qualités, à travailler avec le Con-
seil permanent : Commissions de la
famille et des communautés chré-
tiennes, Monde ouvrier, Monde rural,
Monde indépendant, Enfance-Jeu-
nesse, Monde scolaire et universi-
taire, Migrations, Clergé et Sémi-
naires, Religieuses, Liturgie et Pastro-
rale sacramentelle, Opinion publique,
sociale, Enseignement religieux, Com-
ités financier, Evêques-Supérieurs
Majeurs, Mer, Mission de France,
Missions à l'extérieur, Mission ou-
vrière, Unité des chrétiens, pour les
Relations avec le judaïsme.

Liturgie et pastorale sacramentelle

Paris : Pézeril.
Nord : Jenny.
Ouest : Carrière.
Centre : Bougon.
Sud-Ouest : Favreau.
Midi : COFFY.
Provence : Barthe.
Centre-Est : Dozolme.
Est : P. Biss (Strasbourg).
Secrétaire : P. BEGUERIE.

COMITES

Financier

Paris : R. de Provençères.
Nord : Jenny.
Ouest : Kervéadou.
Centre : Ferrand.
Sud-Ouest : Bézac.
Midi : de Courrèges.
Provence : Ch. de Provençères.
Centre-Est : de CAMBOURG.
Est : Flusin.
Secrétaire : P. LEVET.

Unité des chrétiens

Paris : Pézeril.
Nord : Desmazières.

Ouest : Gouyon.
Centre : P. Farcet (Bourges).
Sud-Ouest : Vion.
Midi : Boudon.
Provence : Rougé.
Centre-Est : LE BOURGEOIS.
Est : Elchinger.
Secrétaire : P. DESSEAUX.

Evêques-supérieurs majeurs (inter-comités)

Communautés chrétiennes : Puech.
Enseignement religieux : Orchamp.
Clergé et séminaires : Schmitt.
Monde scolaire : Pailler.
Religieuses : VILNET, Le Bourgeois.
Secrétaire : P. BARBIER.

Relations avec le judaïsme

Président : ELCHINGER.
NN. SS. Brand, Pézeril.
Secrétaire : P. DUPUY, o. p. (Istina).

Mission de France

Paris : Le Cordier, administrateur
Kuehn (Equipes associées).
Ouest : Alix, P. Houdouin (Le
Mans).

Centre : Ferrand.
Sud-Ouest : Gufflet, Saint-Gaudens.
Midi : Collini.
Centre-Est : Boffet.
Est : Vilnet.

Missions à l'extérieur

Paris : Gouet.
Nord : Leuliet, Bardonne.
Ouest : Wicquart.
Centre : Goupy.
Sud-Ouest : Gufflet.
Midi : COLLINI.
Provence : de Provençères.
Centre-Est : Dupanloup.
Est : P. Zinty (Besançon).
Secrétaire : P. CANIVEZ.

Mission ouvrière

Président : MAZIERS.
NN. SS. Ernoult, Frossard, Huygue,
Saint-Gaudens.
Secrétaire : P. DEROUBAIX.

Mer

Président : BOUSSARD.
NN. SS. Harlé, Verdet, PP. Dele-
poulle (Lille), Le Prat (Quimper).

A PROPOS DE L'AFFAIRE DE LA FUMADE

Mgr TORT (décédé subitement le 16 janvier), écrit dans le Bulletin catholique du diocèse de Montauban (16 janvier 1975) à propos du drame de La Fumade (le jeune Jean-Louis de Portal tué par les gendarmes en essayant de défendre désespérément la propriété dont il était expulsé) :

L'affaire de La Fumade connaît une issue tragique. Notre première pensée sera pour cette famille en deuil. Celui qui est mort est un fils ; il a une mère, une sœur. Le fond humain du drame est là dans cette famille au désarroi. Que tout jugement se taise d'abord, que toute passion s'efface devant ces cœurs brisés. Puisseons-nous nous-mêmes, dans nos débats de conscience, à travers les jours qui vont suivre, préserver un lieu intérieur pour le silence, la réflexion, le sens de l'humain. J'ajouterai à l'intention de ceux qui croient : pour la prière.

Pourquoi faut-il qu'on en soit venu là ? Nous ressentons cette mort comme l'échec dernier, l'échec de tous.

L'opinion publique se tourne vers ceux qui ont pris d'ultimes et redoutables décisions. Eux-mêmes ont tenu à nous faire entendre la voix de leur conscience.

Mais personne n'échappe à la question, même pas ceux qui auraient jugé. Car parmi tous ceux qui pouvaient et qui voulaient, parmi tous ceux « qui auraient dû » ou « qui n'auraient pas dû », parmi les acteurs du passé et les témoins du présent, jusqu'au pauvre Jean-Louis et jusqu'à vous et moi, qui aura assez fait pour éviter ce malheur ?

A ceux qui un jour le pressaient d'intervenir dans

un partage Jésus-Christ s'est défendu de donner la réponse qui « règle les choses ». Mais il a réveillé ces hommes d'une terrible tentation : la tentation de perdre de vue que l'homme a plus de dignité et plus de prix que la terre. Car la terre s'achète et se vend. Le marché est au plus fort. Plus d'une fois, avec la terre, l'homme lui-même, son espoir et sa vie passent dans l'enjeu, cette part de l'enjeu qu'on n'évalue pas. Et pour cause, car un homme vaut plus et mieux qu'une terre. Cet avertissement évangélique, cette vérité qui sauve a bien besoin d'être entendue aujourd'hui. Que cet événement la fasse pénétrer dans nos cœurs, mais aussi dans nos usages et nos mœurs.

La justice et l'espérance auront du mal à briller dans ce drame absurde où nous sommes tous impliqués. Il faut pourtant en tracer le chemin. Tout ou presque est à refaire et en profondeur :

— Premièrement dans la destinée de cette famille dont tout l'espoir se trouve anéanti. Son infortune la place parmi nous désormais au rang des plus pauvres.

— Dans nos rapports socio-économiques où justice et équité tombent au-dessous du minimum quand plus aucun amour ne les anime.

— Dans nos consciences enfin et dans nos actes, car nous ne sommes jamais assez attentifs aux germes de mort que nous absorbons ou que nous produisons.

Nous devons avouer que nous avons un immense besoin d'être rachetés. Notre espérance a sa source en Dieu qui nous aime ; le signe est en Jésus-Christ mort pour nous sauver. Mais tout dépend aussi de ce que veulent et de ce que font les hommes les uns pour les autres, les uns avec les autres.

† R. TORT,
Evêque de Montauban.

DÉCLARATION DE LA COMMISSION " JUSTICE ET PAIX "

DE LA MARTINIQUE

La déclaration ci-après a été remise au président Giscard d'Estaing, le 18 décembre 1974, lors de son voyage à la Martinique () :*

ARCHEVECHE DE FORT-DE-FRANCE
COMMISSION JUSTICE ET PAIX

I. — Qu'en est-il de la condition de la personne humaine aujourd'hui à la Martinique ?

La visite du président de la République aux Antilles, dans la conjoncture actuelle, est un événement important. Nous croyons y voir la preuve d'un intérêt certain pour une région en pleine mutation dont les problèmes sont souvent graves mais trop restreints au niveau national pour être étudiés avec la force d'attention qu'ils méritent.

L'Eglise n'a pas compétence pour proposer une analyse originale de la situation économique et sociale de l'île, de son évolution ces dernières années, des orientations probables ou souhaitables pour l'avenir : elle ne peut fonder son jugement que sur des faits unanimement reconnus.

L'Eglise a vocation de les éclairer à la lumière de l'Evangile, en vue du service de l'homme, qu'elle doit sauver, de la société humaine, qu'il faut renouveler. Pour elle, selon la formule de *Mater et Magistra*, « la dignité humaine est le premier de tous les biens » comme elle l'est pour tous les hommes de bonne volonté.

La Bible et l'Evangile dénoncent comme péché envers Dieu, toute atteinte à la dignité de l'homme créé à son image : qu'en est-il de la condition de la personne humaine, aujourd'hui, à la Martinique ?

II. — Un centre de consommation de biens importés

Le mouvement de l'histoire, partout rapide, paraît particulièrement accéléré dans une île peu étendue, bénéficiant d'apports extérieurs massifs, brusquement ouverte sur le monde développé par les communications aériennes, et délibérément engagée dans une politique de « rattrapage ». Chacun a pu voir, en quelques années, la transformation des routes et de l'habitat, du port, de l'aéroport, la construction d'établissements scolaires ou professionnels, de stades, d'hôtels, de maisons de jeunes, de bâtiments publics de toutes sortes (mairies, PTT), la création de zones industrielles ou commerciales, l'installation de la TV, etc.

L'élévation du niveau de vie et ces changements extrêmement rapides n'ont pas entraîné seulement la transformation des cadres de vie, des coutumes et des mentalités, signalées ailleurs... Ils s'accompagnent ici d'une stagnation ou même d'une régression des produits traditionnels (canne, ananas,

banane), c'est-à-dire de la production locale ; la Martinique s'est transformée en un centre de consommation de biens importés.

Consommateur sans être producteur et créateur, l'homme martiniquais se trouve victime et complice d'un système qui renverse les valeurs faisant sa dignité. Il est appelé, en effet, comme tout homme, à « coopérer avec le créateur à l'achèvement de la création et à marquer à son tour la terre de l'empreinte spirituelle qu'il a lui-même reçue (1) ». C'est là le problème fondamental de l'île.

De là aussi toute une série d'atteintes à la dignité de la personne humaine. Même si les consultations régulières des élus locaux sont faites en temps opportun, l'opinion publique est restée étrangère jusqu'ici aux grands travaux entrepris, et l'immense majorité de la population vit en marge de ces transformations. Conçues, financées, exécutées souvent par des entreprises extérieures ou leurs relais locaux, ces réalisations de prestige ne laissent pas à l'homme martiniquais la maîtrise de son propre développement. Il en est redevable — et on le lui répète à l'envi ! — « aux bienfaits de la solidarité nationale », aux investissements des promoteurs étrangers, à l'aide de la métropole... « Or, nul ne peut douter que le progrès prend sa source et son dynamisme avant tout dans le travail et le savoir-faire des pays eux-mêmes ; car il doit s'appuyer non pas sur les seuls secours étrangers, mais en tout premier lieu sur la pleine mise en œuvre des ressources de ces pays ainsi que sur leur culture et sur leurs traditions propres (2) ». « Car c'est là qu'il faut en venir, écrit Paul VI..., permettre à tous les peuples de devenir eux-mêmes les artisans de leur destin. Libérer l'homme de ses servitudes, le rendre capables d'être lui-même l'agent responsable de son mieux-être matériel, de son progrès moral et de son épanouissement spirituel (1). »

III. — La culture antillaise

Le Concile Vatican II a rappelé le rôle de chaque communauté humaine dans la promotion de sa propre culture : « A quelque groupe ou nation qu'ils appartiennent, le nombre des hommes et des femmes qui prennent conscience d'être les artisans et les promoteurs de la culture de leur communauté croît sans cesse. Dans le monde entier progresse de plus en plus le sens de l'autonomie comme de la responsabilité, ce qui, sans doute, est de la plus haute importance pour la maturité spirituelle et morale du genre humain (2). » Or, l'idée d'une culture antillaise, évoquée récemment par M. le Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a été tenue jusqu'ici pour suspecte, polémique, ou mise au goût européen, en liaison avec le tourisme ou avec une certaine curiosité pour l'exotisme. Cependant, dit Paul VI, un peuple qui consentirait à sacrifier ses valeurs humaines, ses manifestations supérieures de la vie de l'esprit « perdrait par là le meilleur de lui-même » il sacrifierait, pour vivre, ses raisons de vivre. L'enseignement du Christ vaut pour les peuples : « Que servirait à l'homme de gagner l'univers, s'il vient à perdre son âme ? (1) »

(*) Texte publié par le « Centre Gabel d'information caraïbe » (ICAR, 3, rue d'Ennery, Pointe-à-Pitre, Guadeloupe), 25 décembre 1974. Sous-titres de la DC.

IV. — Problèmes démographiques et sociaux

La politique démographique, menée avec efficacité par la limitation des naissances, n'est pas sans incidences sur le respect reconnu à la personne humaine. Il ne semble pas que les centres de planning familial aient attendu la promulgation des textes s'appliquant aux DOM, ni que toutes garanties aient été prises à propos des problèmes du respect de la vie depuis sa conception jusqu'au troisième âge, problèmes qui remettent en cause *l'essentiel* pour des raisons le plus souvent, simplement économiques. En quelques années, le refus de l'enfant à tout prix, ou parfois l'abandon de ses enfants par la mère pour aller travailler en métropole, se sont substitués à la générosité traditionnelle de chez nous. L'image de la « maman créole » est en train de se modifier... Dans cette action, les intéressés ont-ils reçu l'information et l'éducation nécessaires, ont-ils été capables de choix ? Sont-ils traités en hommes ces gens qui migrent en métropole ?

— Mal informés, victimes d'un mythe.

— Mal préparés à la vie en Europe qui, pour eux, de fait, est une vie à l'étranger.

— Qui s'en vont uniquement par désespérance de pouvoir trouver un jour un emploi sur place.

« L'homme n'est vraiment homme que dans la mesure où, maître de ses actions et juge de leur valeur, il est lui-même auteur de son progrès, en conformité avec la nature que lui a donnée son créateur et dont il assume librement les possibilités et les exigences (1). »

Enfin, les carences matérielles de ceux qui sont privés du minimum vital, d'un logement décent, d'un juste salaire, d'une alimentation équilibrée, de ceux qui pâtissent des abus de la possession (la grande propriété couvre plus de la moitié de la superficie agricole utile) ou des abus du pouvoir (monopoles, transactions injustes), sont autant d'atteintes à la dignité de la personne humaine, dans un département où les prix sont plus élevés qu'en métropole et le SMIC plus bas. N'y a-t-il pas à ce propos quelque immoralité à voir attribuer partialement des majorations de revenus, des rentes de situation à des minorités privilégiées de la population ?

Il en résulte d'énormes inégalités économiques qui s'accompagnent de discrimination individuelle et raciale inconnue en métropole : « alors que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice inséparable de la charité (2) ».

Il n'est pas rare que des représentants du pouvoir central, aux pouvoirs exorbitants, loin d'encourager l'initiative et la création locales, entravent celles-ci par peur de déplaire.

On constate encore que l'information et les mass media matraquent et conditionnent l'homme, insuffisamment préparé, avec une objectivité discutable et une morale uniquement commerciale. Trop souvent, jusqu'ici, notre intégration à l'Europe a empêché les prises de conscience salutaires. Tout ceci masque la vérité.

V. — La dimension véritable du problème

Alors ministre de l'Economie et des Finances, le président de la République déclarait, à Santiago du Chili, le 14 avril 1972 : « Il faut susciter une prise de conscience par l'opinion de chacun de nos pays de la dimension véritable du problème... »

Cette dimension véritable est-elle économique ?

« Il ne suffit pas d'accroître la richesse commune pour qu'elle se répartisse équitablement », rappelle le Pape Paul VI (1) et « certains pays ont indiqué clairement qu'ils ne considèrent le financement du développement que comme une subvention déguisée à leurs exportations » (3).

Cette dimension véritable est-elle d'ordre technique ?

« Il ne suffit pas de promouvoir la technique pour que la terre soit plus humaine à habiter... la technocratie de demain peut engendrer des maux non moins redoutables que le libéralisme d'hier », écrit Paul VI (1).

La dimension véritable du problème, c'est le service de « l'homme tout entier, selon la hiérarchie de ses besoins matériels comme des exigences de sa vie intellectuelle, morale, spirituelle et religieuse ; de tout homme... de tout groupe d'hommes, sans distinction de race » ou de condition (2). Ce qui est en jeu, c'est la dignité de la personne humaine, ici aujourd'hui : à cet égard, il est évident que la responsabilité de la France est lourde.

La Martinique, département-témoin, « poussière minuscule », est comme enkystée dans le Nouveau Monde.

— Rattachée à une métropole lointaine, économiquement et culturellement isolée de la région Caraïbe, au moment même où cette région resserre ses liens ;

— Partagée au croisement de grands courants économiques contradictoires, sur le front du grand capitalisme et du sous-développement, qui tous les deux s'opposent à la réalisation de la dignité de la personne humaine.

Pour nous, Antillais, fils à la fois de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe, sur qui pèsent aujourd'hui encore les séquelles d'un lourd passé colonial, la dimension véritable la voici : Vouloir sincèrement, vouloir à tout prix une population responsable ! C'est-à-dire une majorité d'hommes et de femmes, de jeunes, attachés à ce qui leur appartient en propre, fiers d'eux-mêmes, éveillés à la dimension collective de leurs problèmes, libres devant les choix que la vie leur impose, présents personnellement autant que collectivement aux débats qui les concernent, intéressés à leur propre devenir. Une grande œuvre d'éducation, en somme ! Elle suppose, naturellement, patience, abnégation, méthode ; le concours de toutes les forces vives du pays ; enfin, de notre part comme de la part de ceux qui nous aident, une certaine confiance : s'il y a un salut pour ce peuple, c'est celui qui peut aussi surgir de son cœur, en sa partie encore martiniquaise, saine, riche de possibilités.

Il est clair que la politique suivie ici ne va pas dans ce sens-là ! Au contraire, les Martiniquais sont menacés par un asservissement d'un type nouveau, qu'il faut bien appeler par son nom ! Plus subtil, et peut-être moins violent en apparence que celui des premiers siècles de la colonisation, il n'est pas moins réel, irrespectueux, ruineux. Nous le refusons, au nom de ce que nous savons de l'homme, et que nous aimons.

En particulier, l'Eglise dénonce comme un nouvel esclavage une forme d'assistance que d'autres ont pu qualifier d'humiliante. Ne voit-on pas où elle conduit ? De renoncements en renoncements, douloureusement ressentis par les meilleurs, jusqu'au mépris des besoins primordiaux de l'âme antillaise.

C'est un théologien français qui nous le rappelle :
« Les hommes ne sont libres que de la liberté qu'ils créent. »

Nous refusons un nouvel esclavage : car nous voulons participer et non être assistés.

Commission Justice et Paix (4).

(1) *Populorum progressio*.

(2) *Gaudium et spes*.

(3) Georges Woods, cité par Tibor Mende, *De l'aide à la recolonisation*, Editions du Seuil 1972.

(4) Groupe de chrétiens appelés à réfléchir avec l'évêque sur les problèmes sociaux, pour apporter sur eux un éclairage évangélique.

LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Intervention du P. Philippe LAURENT, S.J., membre de la délégation du Saint-Siège à la 18^e Conférence générale de l'UNESCO (13 novembre) (1)

1. Monsieur le Président, l'instauration d'un ordre économique international nouveau rejoint les préoccupations maintes fois affirmées depuis plus de dix ans par le Saint-Siège ; c'est pourquoi notre délégation accueille avec grande satisfaction le document 18 C/103 du directeur général. L'urgence du problème, l'ampleur de la mutation à opérer invitent à bien réfléchir sur les orientations à proposer, afin que tous puissent, sans réserve, donner leur adhésion — non pas une adhésion de principe, mais un appui effectif. Que signifierait en effet l'adoption de principes qui ne viendraient pas ensuite transformer les relations internationales, et d'abord les mentalités et les comportements des Etats et des peuples ?

2. La délégation du Saint-Siège voudrait apporter ici une contribution positive « dans le cadre du mandat intellectuel et éthique » de l'UNESCO et « dans le sens d'un double effort d'objectivité scientifique et de promotion de la justice », comme le note le document C/103. Pour être brefs, nous vous soumettrons cinq réflexions.

Les différences entre pays en voie de développement

3. Tout d'abord, il nous semble qu'il conviendrait de mieux préciser aujourd'hui le concept **global** de « pays en voie de développement ». Les situations, en effet, sont diverses. Certains pays sont particulièrement défavorisés par leur position géographique, par leur climat, par la faiblesse de leurs ressources naturelles et maintenant par les conséquences de l'inflation. Par contre, dans le même ensemble de pays en voie de développement, certains sont aujourd'hui riches en ressources naturelles — spécialement énergétiques — et en capitaux. Entre les deux extrêmes, il y a toute une gamme de positions. Sans nier, certes, les liens historiques qui unissent actuellement tous ces pays, il convient de garder présent à l'esprit que leurs situations — pour le présent et surtout pour l'avenir — sont devenues différentes dans le rapport des forces économiques internationales.

4. De même, le groupe des pays développés n'est aucunement homogène. Certaines grandes puissances peuvent se tenir davantage à l'abri de la crise, tandis

que des moyennes puissances se trouvent plus atteintes.

5. Nous avons pris l'habitude de faire une analyse simple en mettant en face deux groupes : les pays en voie de développement, menant le combat pour une plus grande justice, et les pays développés, cherchant à maintenir leurs pouvoirs et leurs privilèges. Peut-on en rester à cette vision ? Il faut, nous semble-t-il, entrer dans une analyse plus fine, plus réelle, des pouvoirs, des privilèges et des rapports de forces. Le nouvel ordre économique international doit s'appuyer sur une telle analyse et préciser dès lors un système diversifié et complexe de responsabilités réciproques.

La dimension socio-culturelle du développement

6. Notre deuxième observation rejoint ce que d'autres ont déjà mentionné ici, en particulier M. le Directeur général. La déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique comporte une lacune sérieuse : l'omission de la dimension socio-culturelle du développement. Privilégiée, la dimension économique est sans doute un souci de l'heure ; mais il y aurait danger à ignorer les conditions sociales, culturelles et même politiques qui accompagneront ce nouvel ordre économique et en permettront la réalisation. Bien plus, un nouvel ordre qui serait seulement économique, qui ne viserait qu'à mieux répartir les richesses et les coûts, serait fondamentalement insuffisant. Comme l'a souvent souligné l'UNESCO, le développement ne peut se réduire à une simple croissance économique. Il s'agit aujourd'hui d'établir de nouvelles relations d'égalité, de confiance, de dialogue et de coopération entre les peuples. Alors qu'en matière économique les pays connaissent le plus souvent des relations de lutte, des rencontres d'intérêts ou des recherches de compromis, on peut espérer que les relations sociales et culturelles permettront d'ouvrir un dialogue plus désintéressé et plus facile.

Pour un concept éthique de l'« ordre » Les défis de l'avenir

7. Notre troisième remarque concerne le mot « ordre » (« nouvel ordre économique »). Même si ce terme, dans sa brièveté, séduit, il n'est pas exempt,

(1) Texte publié par l'UNESCO. Titre et sous-titres de la DG.

nous semble-t-il, d'une certaine ambiguïté. Faut-il lui donner un sens juridique et définir alors un nouveau système de droits ? Cette démarche, nécessaire, est insuffisante pour deux raisons. En premier lieu, l'affirmation de droits nouveaux, de droits plus nombreux, risque, si elle n'est tempérée par la notion corrélatrice de responsabilités et de devoirs, d'aboutir à un affrontement des droits, à une société bloquée, voire violente. D'autre part, dans un monde en mutation rapide, un ordre juridique trop statique sera vite dépassé ; il faudrait plutôt introduire, nous semble-t-il, la notion de dynamique des droits telle qu'elle est bien mise en valeur dans le document C/4. Aussi serait-il préférable de prendre le concept d'ordre dans un sens plus éthique, comme un ensemble de principes, comme un système de valeurs sur lesquels chacun s'accorderait et qui orienteraient les relations économiques à leurs différents niveaux, national autant qu'international : justice, solidarité, amitié et fraternité entre les peuples, participation de chacun aux décisions communes.

8. Mais allons plus loin. Au lieu d'essayer de régler les relations internationales en fonction des besoins actuels des peuples et des nouveaux rapports de forces entre les pays, il conviendrait aussi d'avoir un regard plus prospectif et de regarder ensemble les défis communs de l'avenir, qui déjà s'accumulent à l'horizon de l'an 2000 : pollution, rareté relative des ressources naturelles, croissance de la population mondiale, etc. Ces défis, qu'il faut relever dès maintenant, demandent une action concertée, une gestion commune et équitable des ressources matérielles et humaines de la planète. La cassure d'aujourd'hui, la nécessité d'inventer un nouvel ordre économique international nous obligent à voir plus loin que la crise actuelle, à être vraiment prospectifs.

La destination universelle des biens de la terre

9. Quatrième remarque. Nous sommes à un tournant difficile mais plein d'espérance de l'histoire humaine. Les peuples se sont constitués en nations, souveraines, égales, indépendantes. Mais souveraineté et indépendance ne veulent pas dire isolement, autonomie, nationalisme fermé sur lui-même. « Le nationalisme isole les peuples contre leur bien véritable », disait déjà Paul VI en 1967. Un nouvel ordre économique requiert la reconnaissance de l'existence d'un bien commun de toute l'humanité et une volonté de concertation entre toutes les nations pour le réaliser. Il suppose la conscience, l'éducation d'une solidarité non seulement internationale mais mondiale : entre les deux termes « international » et « mondial », il y a plus qu'une nuance subtile de vocabulaire, il y a une différence profonde d'attitude et de finalité.

10. Si, juridiquement, la « souveraineté permanente et intégrale de chaque Etat sur les ressources naturelles de son territoire national » ne saurait être contestée, les nations ont cependant le devoir moral de partager ces richesses, de telle sorte que les nations défavorisées par la nature ne soient pas dans une situation d'excessive inégalité. Le droit souverain des Etats sur leurs richesses naturelles doit être tempéré par la perspective de la destination universelle des biens de la terre. Et dès aujourd'hui, la question est soulevée, car à côté des richesses naturelles, qui sans conteste apparaissent appartenir à un Etat déterminé, il y en a d'autres qui ne sauraient faire l'objet de l'appropriation par un seul Etat ; telles sont par exemple les ressources en eaux fluviales (lorsqu'un fleuve traverse plusieurs Etats), l'atmosphère

(en raison de sa relative rareté et des pollutions possibles), les richesses de la mer (comme en témoignent les débats de Caracas). Il s'agit là d'un patrimoine commun de l'humanité, à l'égard duquel l'exclusivité de l'une ou l'autre nation serait injustifiée et incompatible avec le nouvel ordre économique que nous voulons instaurer.

Les sociétés multinationales

11. Il me reste un point particulier à signaler brièvement ; il concerne les sociétés multinationales. Selon le paragraphe 27 du document C/103, l'UNESCO n'est pas directement concernée par ces formes d'activité économique. Le problème présente cependant un aspect culturel global que je voudrais signaler. En effet, ces entités — les sociétés multinationales — qui débordent les limites des Etats et en viennent à contre-carrer les souverainetés nationales, ne sont pas seulement des empires économiques. A entendre certains de leurs dirigeants, elles prétendent à une mission plus large d'instauration d'un nouvel ordre mondial ; elles pensent, disent-elles, être porteuses de valeurs universelles mondiales, plus que les nations elles-mêmes, et avoir la possibilité de les promouvoir, plus que les Etats opposés par leurs luttes politiques et idéologiques. Naturellement, nous ne prenons pas à notre compte ces prétentions, mais nous les relevons et nous pensons qu'elles doivent être discutées et critiquées. Sous cet angle, l'UNESCO pourrait, semble-t-il, entreprendre des études et des recherches objectives et critiques, jusqu'ici absentes des documents présentés à l'ECOSOC.

12. Ces quelques réflexions, Monsieur le Président, montrent tout l'intérêt que notre délégation porte à l'instauration de ce nouvel ordre économique international. Je vous remercie, Monsieur le Président.

LE CARDINAL LEGER NOMME CURE D'UNE PAROISSE DE MONTREAL

Le bulletin du diocèse de Montréal
(« L'Eglise de Montréal », 5 décembre 1974,
p. 739) a publié l'information suivante :

L'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, annonce la nomination du cardinal Paul-Emile Léger comme curé de la paroisse Sainte-Madeleine-Sophie-Barat. Dans cette charge, le cardinal Léger sera assisté par M. l'abbé Pierre Gonneville, jusqu'ici conseiller en éducation chrétienne à la Région II de la CECM.

Après avoir, pendant cinq ans, vécu en Afrique (1) où il a créé le Centre de rééducation des handicapés de Yaoundé et de nombreuses léproseries, le cardinal a voulu structurer ses œuvres pour leur permettre de vivre de façon autonome.

Il a, de plus, parcouru plusieurs pays pour sensibiliser les chrétiens aux besoins du tiers-monde. Son œuvre se développe grâce à un réseau de collaboration qu'il a organisé ces dernières années, aussi bien à Montréal qu'en Afrique.

En plus d'assurer la suite de son travail en Afrique, il entend continuer de sensibiliser la population aux appels des plus malheureux.

La Chancellerie.

(1) Cf. DC 1968, n° 1508, col. 25 ; 1969, n° 1544, p. 681 ; 1971, photo de la couverture du numéro 1594 ; 1972, n° 1611, p. 585 (NDLR).

Événements et Informations

FRANCE

La « Fraternité sacerdotale » cesse ses activités

La Maison de la Fraternité sacerdotale, 32, rue de Babylone, Paris-VII^e, qui a rendu tant de services au clergé de passage, est vendue et a cessé ses activités au 1^{er} janvier (« *La Vie diocésaine de Langres* », 3 janvier.)

Un événement dans l'édition du livre religieux

Les catholiques français ont-ils encore le souci de hausser leur culture religieuse au niveau de leurs connaissances techniques, littéraires ou scientifiques ? Ont-ils encore le goût, non seulement d'apprendre, mais de réfléchir sur leur foi, de confronter leurs certitudes avec les doutes et les interrogations des autres hommes ? A ces questions, un éditeur (les Editions du Centurion) répond : oui. C'est un pari. Accompagné d'une certitude : la collection « *Croire et Comprendre* » — elle réunira 36 volumes de 130 pages environ chacun — répond à un véritable besoin : mieux connaître les points essentiels de la foi, en comprendre le sens pour la pensée et la vie quotidienne... Les quatre sections qui composent la collection « *Croire et Comprendre* » (la rencontre de l'homme et de Dieu, le déroulement du *Credo*, la foi professée dans la vie, la foi célébrée dans les sacrements) se donnent donc pour fonction : éclairer l'expérience croyante aujourd'hui, le lien entre la pensée et la vie, entre la foi et l'existence. Cela par un souci d'enracinement biblique et historique, un effort de communication et d'ouverture aux questions les plus actuelles. (Robert Ackermann, dans *la Croix*, 15-16 décembre.) Collection « *Croire et Comprendre* ». Editions du Centurion, 17, rue de Babylone, 75007 Paris. Sept volumes sont déjà disponibles : *l'Ancien Testament*, *porte de l'Evangile*, par Louis Monloubou ; *le Devenir de la foi*, par Joseph Colomb ; *les Ministères dans l'Eglise*, par An-

dré Lemaire ; *le Monde à venir*, par Pierre Grelot ; *Dieu selon les chrétiens*, par Henri Bourgeois ; *l'Evangile et les Dogmes*, par Henri Denis ; *la Prière, désir et rencontre*, par Jean Laplace. Chaque volume : 18 F.

Le référendum des Comores

Le 22 décembre 1974, les habitants des îles Comores avaient à se prononcer par référendum sur leur indépendance. Celle-ci a été votée dans une proportion de 94,56 % de oui contre 5,44 % de non. Voici les résultats détaillés du scrutin : inscrits : 174 918 ; votants : 163 167 ; suffrages exprimés : 163 037 ; « oui » : 154 184 (94,56 %) ; « non » : 8 853 (5,44 %). — *Grande-Comore* : inscrits : 89 215 ; votants : 84 183 ; suffrages exprimés : 84 144 ; « oui » : 84 123 (99,98 %) ; « non » : 21 (0,002 %). — *Mohéli* : inscrits : 6 351 ; votants : 6 062 ; suffrages exprimés : 6 059 ; « oui » : 6 054 (99,98 %) ; « non » : 5 (0,002 %). — *Anjouan* : inscrits : 61 406 ; votants : 58 945 ; suffrages exprimés : 58 941 ; « oui » : 58 897 (99,92 %) ; « non » : 44 (0,008 %). — *Mayotte* : inscrits : 17 946 ; votants : 13 977 ; suffrages exprimés : 13 893 ; « oui » : 5 110 (36,18 %) ; « non » : 8 783 (63,82 %).

Le territoire des Comores, formé d'un archipel dans l'océan Indien, entre l'Afrique et Madagascar, comprend les îles d'Anjouan, la Grande - Comore, Mayotte et Mohéli (2 173 km²). La France prit possession de Mayotte en 1841 ; les autres îles devinrent protectorat français en 1886, colonie en 1912, rattachée à Madagascar en 1914. En 1947, elles formèrent le territoire autonome des Comores et choisirent le statut de TOM en 1958.

Du point de vue religieux, les Comores firent d'abord partie du Vicariat apostolique de Maurice. Elles devinrent préfecture apostolique en 1948, administrée à partir de 1900 par le vicaire apostolique de Madagascar septentrional. Reconstituée en 1932, elle devient

Vicariat apostolique d'Ambanja en 1951 et diocèse en 1955 (suffragant de Diégo-Suarez, Madagascar). L'archipel, habité par une majorité de musulmans (248 473 sur une population totale de 250 000 habitants en 1970) ne compte que 1 353 catholiques, 2 prêtres, 4 Sœurs et 168 protestants. (« *Annuaire de l'Eglise catholique en Afrique francophone*, îles de l'océan Indien, DOM et TOM (Missions catholiques) 1972-1973.)

ÉTRANGER

AFRIQUE DU SUD

Les écoles anglicanes réservées aux Blancs

Le gouvernement sud-africain a interdit à l'Eglise anglicane du Cap d'accepter des élèves de couleur dans ses six écoles privées, que ne fréquentent actuellement que des Blancs, annonce l'archevêque anglican du Cap, Mgr Bill Burnett. Son prédécesseur, le D^r Selby Taylor, avait lui aussi mené des négociations avec les autorités pour obtenir que les écoles puissent accueillir des enfants sans distinction de race. En vain cependant. (« *Kipa* », 30 octobre).

ALLEMAGNE FEDERALE

Une paroisse confiée à un diacre permanent

Pour la première fois en Allemagne de l'Ouest, une paroisse sans prêtre vient d'être confiée à un diacre permanent. Il s'agit de la paroisse de Martinbuch, où Mgr Morgenschweis, auxiliaire de Ratisbonne, vient de nommer curé Max Seitz, un diacre permanent marié, âgé de 35 ans. Pour les tâches proprement sacerdotales, notamment la célébration de l'Eucharistie, Max Seitz devra faire appel à un prêtre d'une paroisse voisine. (« *Kipa* », 30 octobre.)

BELGIQUE

Sanctions contre le P. Girardi

Dans une lettre aux membres du Conseil du Centre international *Lumen vitae*, de Bruxelles, le directeur du Centre, le P. DE-CLOUX, jésuite, indique qu'il a décidé de mettre fin à l'enseignement que le P. Giulio GIRARDI donnait dans les locaux de l'Institut. Religieux salésien, le P. Girardi a été consulteur du Secrétariat romain pour les non-croyants ; directeur de l'Encyclopédie de l'athéisme contemporain, il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur le marxisme. Il avait dû déjà cesser son enseignement au collège théologique des Salésiens à Rome et, plus récemment, à l'Institut de sciences et de théologie des religions de l'Institut catholique de Paris. (*DC* 1969, n° 1550, p. 998 ; n° 1552, p. 1097 ; 1973, n° 1642, p. 995). Le P. Decloux indique qu'il a pris cette décision « non pas parce que le P. Girardi s'affirme « révolutionnaire » mais parce que la manière dont il articule dialectiquement son option politique avec l'interprétation de la foi chrétienne met gravement en cause la possibilité d'une théologie (interprétation de la foi) référée en dernier recours à l'Écriture, à la tradition vivante et au magistère de l'Eglise, ainsi que la conception de l'unité ecclésiale comme transcendant réellement la diversité des options politiques... Dans sa réponse au directeur de *Lumen vitae*, le P. Girardi se dit choqué par la décision prise contre lui, et qui contredit « l'avis quasi unanime du Conseil du Centre et celui des étudiants ». Il écrit : « L'absolutisme ecclésiastique ne se dément pas... Ne me demandez pas de ne pas dénoncer le caractère politique de votre décision. Il est certain qu'elle est justifiée par le souci de défendre « les fondements mêmes de toute théologie ». Mais c'est là, justement, qu'apparaît à quel point la théologie, telle que vous la concevez, est solidaire de la culture dominante, si bien que le projet même de la repenser dans une optique révolutionnaire vous paraît irrecevable. » (*La Croix*, 19 décembre.)

ESPAGNE

Violations de la liberté religieuse

Francisco Gelabert Santane, jeune adventiste du Septième Jour, vient d'être condamné à trois ans de prison pour avoir refusé d'as-

sister à la messe. Quatre ou cinq autres adventistes pourraient encourir la même peine. Le Code de justice militaire enjoint, en effet, aux nouvelles recrues de prêter serment au drapeau dans le cadre d'une messe catholique. Cependant, les protestants étaient jusqu'à présent exemptés de cette cérémonie. Depuis mars 1974, les autorités militaires ont renforcé la loi, bien qu'elle soit en contradiction avec celle qui garantit la liberté religieuse aux citoyens espagnols. La Cour suprême de justice militaire a refusé de revenir sur la condamnation prononcée le 13 novembre 1974 contre M. Santane, déclarant qu'il s'agissait d'un cas flagrant de désobéissance à un ordre militaire. Il reste comme seul recours d'en appeler au premier ministre. Les démarches faites par l'Association des adventistes du Septième Jour auprès du ministre de la Justice ont reçu l'entier appui de la Commission évangélique d'assistance juridique. De son côté, le responsable catholique romain des aumôniers militaires a demandé vainement la clémence pour M. Santane. Entre-temps, à Barcelone, le grand rassemblement prévu par les Témoins de Jéhovah pour le jour de Noël, à l'occasion de la visite de responsables à l'échelon mondial, a dû être annulé, le gouvernement n'ayant pas donné son autorisation. Des dispositions avaient déjà été prises pour cette réunion où l'on attendait 30 000 Témoins de Jéhovah, puisque l'autorisation pour une telle réunion n'avait jamais été refusée par le passé. (*Soeipi*, 9 janvier.)

ETATS-UNIS

La pratique dominicale des catholiques américains

Les résultats d'un sondage Gallup, réalisé auprès de 6 261 Américains âgés de plus de 18 ans, résidant dans 300 localités choisies de façon à fournir un échantillonnage scientifique, montrent que la pratique dominicale est relativement stable depuis plusieurs années. Elle est de 55 % pour les catholiques (elle était de 57 % il y a quatre ans) et de 37 % pour les protestants. En ce qui concerne les catholiques, les femmes, comme partout, pratiquent plus que les hommes (respectivement 59 et 50 %). L'assiduité à l'office dominical augmente avec l'âge : de 18 à 30 ans, 41 % ; de 30 à 49 ans, 57 % ; au-delà de 50 ans, 66 %. La pratique religieuse officielle varie fortement selon les

régions. Pour le catholicisme, elle est la plus forte dans le Midwest : 63 %, et la plus faible dans le Far West, 43 %. (*La Croix*, 10 janvier.)

ISRAEL

Nouveau recteur à l'Institut œcuménique de Tantour

L'Institut œcuménique de Tantour (*cf. DC* 1966, n° 1467, col. 562) a modifié ses statuts et les éprouve cette année. Il n'y a plus les vice-recteurs : le P. Benoît, dominicain de Saint-Etienne, et le P. Zaphiris, hellène de Brooklyn. Le recteur de ces deux dernières années, le professeur von Allmen, calviniste suisse, est retourné à son Université de Neuchâtel. C'est le professeur Walter WEGNER, luthérien américain, spécialiste de l'Ancien Testament, qui lui succède. (*La Terre Sainte*, décembre 1974.)

ITALIE

Clôture de la première phase du procès en vue de la béatification de Pie XII et de Jean XXIII

La première phase des procès en vue de la béatification de Pie XII et de Jean XXIII a été close le 16 décembre 1974, à Rome, en présence du frère de Jean XXIII, Giuseppe Roncalli ; de son neveu et de sa nièce, Mgr Giovanni-Battista Roncalli et Sœur Angela, et des membres de la parenté de Pie XII, Marcantonio, Giulio et Marcella Pacelli, ainsi que Elena Rossignani-Pacelli, et de la Mère Pasqualina Lehnert, des religieuses de Menzingen, qui fut pendant de longues années responsable du ménage de Pie XII. Le procès en béatification des deux prédécesseurs du Pape actuel a été ouvert le 17 octobre 1967. Les actes (contenus dans quatre grandes valises scellées le 16 décembre) ont été aussitôt envoyés à l'examen de la congrégation pour les Causes des saints, qui aura à décider de l'introduction des causes de béatification auprès des instances vaticanes. Les deux procès — dits diocésains — ont comporté : pour Pie XII, 197 sessions avec audition de 61 témoins dans sept pays ; pour Jean XXIII, 114 sessions, avec audition de 50 témoins dans neuf pays.

Après la lecture des actes de clôture de l'enquête diocésaine par un notaire, le cardinal Ugo Poletti, vicaire du Pape pour le diocèse de Rome, a rappelé brièvement la

figure des deux Papes et affirmé notamment : « Un saint prépare un autre saint. Ce furent la clairvoyance et la sagesse de Pie XII qui préparèrent la voie du pontificat suprême au cardinal Roncalli. Prions donc humblement dans l'attente du jugement définitif de la Sainte Eglise. » (« *Kipa* », 16 décembre.)

MEXIQUE

Le Concile des jeunes a commencé en Amérique latine

La première célébration latino-américaine du Concile des jeunes vient de se dérouler au Mexique, du 28 au 31 décembre. Elle fait suite à l'ouverture du Concile des jeunes, qui se tenait à Taizé, le 30 août dernier. Cette célébration a eu lieu dans la ville de Guadalajara, au sein d'un quartier de grande pauvreté. Depuis deux ans, les cinquante communautés chrétiennes du quartier préparent le Concile des jeunes. Ce sont ces familles très pauvres, vivant souvent dans une seule pièce, qui ont accueilli les jeunes venus des autres régions du Mexique, de tous les pays d'Amérique centrale, de plusieurs pays d'Amérique du Sud, des Etats-Unis, du Canada et d'Europe. Les jeunes ont ainsi pu être à l'écoute de cette Eglise des pauvres, qui est l'une des préoccupations du Concile des jeunes. Le prier de Taizé, F. Roger, s'est rendu à Guadalajara pour être présent à cette célébration, qui était un point de rencontre pour des jeunes des deux Amériques. (« *Communiqué de presse* ».)

ROUMANIE

Perquisition chez des chrétiens

Des agents du ministère de l'Intérieur de Roumanie ont saisi récemment lors d'une perquisition chez treize chrétiens, des centaines de livres chrétiens en langue roumaine, anglaise et française. Des manuscrits, notes personnelles, lettres, photos, bandes magnétiques, cassettes, disques ont été emportés. Rien que chez le pasteur Josif Ton, 350 livres chrétiens en anglais furent confisqués, livres qu'il avait acquis lors de quatre années d'études en Angleterre à l'Université d'Oxford. Le motif de ces perquisitions fut une prise de position de ces chrétiens à l'encontre des mesures non légales des autorités roumaines envers d'autres chrétiens. D'autre part, il leur fut reproché d'avoir

des relations avec des chrétiens de pays étrangers et d'être en possession de livres chrétiens non imprimés en Roumanie. Le pasteur Josif Ton avait, dans un mémoire de 19 pages : « La place d'un chrétien dans le socialisme », mis clairement en opposition la foi chrétienne et l'idéologie athée. En vertu de l'article 166, paragraphe 2 de la législation pénale de la République socialiste de Roumanie, des poursuites pour activités hostiles envers la patrie furent intentées contre les trois baptistes : le pasteur Josif Ton, l'ingénieur Aurel Popescu et le pasteur Pavel Nicolescu. (« *BIP* », 28 décembre.)

SUEDE

L'Eglise catholique en Suède

L'Eglise catholique de Suède compte environ 90 000 membres, parmi lesquels 10 000 seulement sont suédois de naissance. A la déclaration de la Seconde Guerre mondiale il y avait environ 16 000 catholiques dans le pays. Leur nombre se multiplia vers la fin de la guerre avec l'arrivée des immigrants provenant des Pays-Bas, de Pologne et de Hongrie. Travaillent actuellement en Suède 101 prêtres catholiques (38 diocésains et 63 religieux) et 209 religieuses, dont 23 suédoises, avec leur évêque, Mgr John E. Taylor, O.M.I., le seul évêque résidentiel nord-américain en Europe. (« *Documents Omnis Terra* », décembre 1974.)

SUISSE

Mise au point des évêques sur la messe de saint Pie V

Dans la *Liberté* du 20 décembre 1974, sous le titre : « A propos de la messe de saint Pie V », les évêques de Suisse romande publient, dans sa teneur intégrale, le communiqué de l'Assemblée plénière de l'Episcopat français sur ce sujet (« *DC* » 1974, n° 1665, p. 1014) et le font suivre de la remarque suivante :

« L'opinion signalée au début de ce communiqué se dessinant aussi dans quelques milieux des diocèses de Suisse romande, les évêques de Suisse font leur la mise au point des évêques de France et demandent à leurs fidèles d'en prendre acte. » (« *Kipa* ».)

SYRIE

Le retour de l'Islam à la religion chrétienne ■ Syrie

On lit sous ce titre et à ce sujet, dans le *Lien*, revue du Patriarcat grec-melkite catholique, 1974, n° 5 : « En principe, un musulman ne peut changer de religion, sous peine d'encourir les sanctions prévues par le droit musulman. Aujourd'hui, la sanction pénale (peine de mort) n'est plus officiellement appliquée (on lit en note : Il arrive en fait que la famille du converti [et surtout de la convertie] se charge elle-même de supprimer l'apostat, en comptant sur l'indulgence certaine des autorités de l'Etat en faveur de l'exécuteur), mais les sanctions civiles sont observées, notamment dans les affaires d'héritage. Ces prescriptions concernent ceux qui naissent musulmans, ceux qui se convertissent à l'Islam, et les enfants mineurs de ces convertis. Ces enfants doivent être d'office inscrits comme musulmans sur les registres de l'état civil, en tant que dépendants du parent qui se convertit à l'Islam. La jurisprudence de la Cour de cassation en Syrie reconnaît cependant à ces enfants le droit, à leur majorité, de retourner au christianisme d'où leur auteur était sorti. » Le *Lien* a déjà eu l'occasion de citer quelques arrêts rendus dans ce sens. Mais, vu l'importance de la matière, nous publions ici la dernière sentence qui confirme cette jurisprudence libérale, d'après le bulletin « *Al-Mouhâmour* », publié par l'Ordre des avocats de Damas, n° 7-12 de 1973, p. 232. La Cour de cassation de Damas, Chambre civile, composée des conseillers Badri Richahn Osman Osman et Zoheir Sabouni, a rendu l'arrêt dont la teneur suit, en date du 30 juillet 1973, en l'affaire inscrite au rôle général sub. n° 1668. « Sentence dont recours : jugement du tribunal de paix de première instance d'Alep, contradictoirement rendu le 9 juin 1973, sub. n° 184/195, ordonnant à l'officier de l'état civil d'Alep de changer l'inscription de la « religion » du demandeur, le sieur Fâteh, de le marquer comme « chrétien grec-orthodoxe » au lieu de « musulman » et d'opérer cette rectification sur le registre de l'état civil.

Vu le recours en cassation présenté le 14 juin 1973 et toutes les pièces du dossier et après en avoir délibéré, la Cour a décidé d'examiner et de discuter ledit recours.

Considérant que le jugement dont recours est conforme à la jurisprudence de l'Assemblée générale de la Cour de cassation, jurisprudence devenue constante, qui admet la licéité du retour à sa religion d'origine du mineur qui avait été inscrit comme musulman en dépendance de la conversion de son père à l'islam, à moins qu'il n'ait lui-même fait, après sa majorité, une profession de foi islamique, ou qu'il n'ait pratiqué le culte islamique ;

La Cour rejette le recours. »

TCHECOSLOVAQUIE

Nouvelles restrictions sur l'éducation religieuse

A l'occasion du commencement de la nouvelle année scolaire, dans toute la Tchécoslovaquie, des pressions gouvernementales et policières ont été signalées sur les parents qui avaient signé une pétition en faveur de l'enseignement religieux de leurs enfants. Selon une décision récente du gouvernement, des restrictions supplémentaires ont frappé l'enseignement religieux des jeunes : aujourd'hui seuls ceux qui n'ont pas encore atteint leur douzième année peuvent en jouir. Ces pressions sont considérées comme la réaction du parti communiste après avoir constaté récemment, non sans inquiétude, que l'intérêt des jeunes pour la religion demeurait vif. Le directeur de l'Institut marxiste-léniniste de Brno avait, en effet, écrit dernièrement que « l'influence de la religion sur les jeunes a augmenté ces dernières années en raison de la modernisation de l'enseignement, de l'administration, des méthodes pastorales et de la propagande de presque toutes les religions ». L'organe idéologique du parti communiste tchèque est donc appelé à lutter contre l'éducation religieuse, en insistant sur le fait que « la religion appartient à un stade historique dépassé, qui est maintenant remplacé par le progrès du monde socialiste ». (« *Episkepsis* », 5 novembre.)

TURQUIE

Une relique de saint Cyrille remise au patriarche œcuménique par le P. Duprey

Le P. Pierre Duprey, du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens au Vatican, s'est déplacé au Phanar en qualité d'envoyé extraordinaire du Pape Paul VI pour la fête patronale du Patriarcat œcuménique, le 30 novembre (fête de

saint André). Le P. Duprey a emporté avec lui une relique de saint Cyrille, apôtre des Slaves ; cette relique est destinée à l'église des Saints-Frères Cyrille et Méthode, en voie de construction à Thessalonique, éparchie du Trône œcuménique. Parvenue au Phanar, la relique — qui provient de la chapelle privée du Pape — fut déposée sur l'autel de la chapelle privée du Patriarche, dédiée à saint André ; de là, au cours des matines de la fête patronale, elle fut transférée en procession à l'église du Patriarcat et déposée sur l'autel de celle-ci. A la fin de la divine Liturgie, concélébrée par le Patriarche et les métropolites membres du Saint-Synode, l'envoyé extraordinaire du Pape a prononcé des paroles de salutation à l'égard du Patriarche et lu à haute voix les lettres papales qu'il lui apportait. Après sa réponse de circonstance, le Patriarche, prenant la relique des mains du délégué papal, l'a embrassée et soulevée pour bénir la foule. (« *Episkepsis* », 17 décembre.)

URSS

Fermeture d'une imprimerie de bibles

Au matin du 28 octobre 1974, 200 soldats de la milice soviétique, renforcés des élites de plusieurs unités de Moscou, ont occupé une imprimerie de l'Eglise baptiste de Lituanie et ont confisqué 15 000 Nouveaux Testaments, ainsi que 16 tonnes de papier d'imprimerie. Sept imprimeurs, dont plusieurs femmes, ont été arrêtés. Des personnes venues de Russie ont rapporté ces nouvelles, demandant de les faire connaître à l'Ouest, afin d'éclairer les thèses qui font état de liberté religieuse. (« *BIP* », 28 décembre.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Adrian Munghandu évêque de Livingstone, Zambie (« *OR* », 18 décembre.) — L'abbé Francisco José Cox Huneeus évêque de Chillan, Chili (« *OR* », 19 décembre.) — Mgr Eduard Schick (évêque titulaire d'Aradi) évêque de Fulda (Allemagne), dont il était auxiliaire. (« *OR* », 20 décembre.) — Mgr Ignacio Trejos Picado (évêque

titulaire de Acque Albe de Muritanie) évêque de San Isidro de El General, Costa Rica. (« *OR* », 22 décembre.) — Mgr Mervyn Alexander (évêque titulaire de Pinhel) évêque de Clifton, Grande-Bretagne. (« *OR* », 23-24 décembre.) — L'abbé Wladyslaw Bobowski évêque titulaire de Abernethy et auxiliaire de l'évêque de Tarnow, Pologne. (« *OR* », 25 décembre.) — Mgr Piergiuliano Tiddia évêque titulaire de Minturno et auxiliaire de l'archevêque de Cagliari, Italie. (« *OR* », *Ibid.*) — Le P. Alexandre José Maria dos Santos archevêque de Lourenço Marques, Mozambique. (« *OR* », 27-28 décembre.) — Mgr Nicolas Mondejar (évêque titulaire de Grumento Nova et auxiliaire de l'archevêque de Cébù) évêque du nouveau diocèse de Romblon, Philippines. (« *Ibid.* ») — Mgr Matthew Kie Yen-Wen (évêque de Klayi) évêque de Hualien, Taiwan (« *Ibid.* ») — Mgr Ernesto Gonçalves da Costa (évêque d'Inhambane) évêque de Beira, Mozambique. (« *Ibid.* ») — Le P. Kwa Zzambi Matondo évêque de Basankusu, Zaïre. (« *OR* », 30-31 décembre.)

NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé aux îles Philippines le nouveau diocèse de Romblon, avec un territoire détaché du diocèse de Capiz, et suffragant de l'Eglise métropolitaine de Jaro. (« *OR* », 27-28 décembre.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Timothy Phelim O'Shea, évêque de Livingstone (Zambie) sur son désir. (« *OR* », 18 décembre.) — De Mgr Guillaume Van Kester, évêque de Basankusu (Zaïre) sur son désir. (« *OR* », 30-31 décembre.)

DECES

— De Mgr Luis Almarcha Hernandez, ancien évêque de Léon (Espagne), en cette ville le 17 décembre.)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé once apostolique à Malte Mgr Antonio Del Giudice (archevêque titulaire de Hierapolis de Syrie. (« *OR* », 20 décembre.)

L'Eglise dans le monde

LE TIERCÉ

Sous le titre « Le tiercé, notre Père Noël », Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille, a publié dans le bulletin de son diocèse (« L'Eglise aujourd'hui à Marseille », 12 janvier 1975), le billet ci-après qui a eu un certain retentissement dans la presse, à la radio et à la télévision :

De nouveaux scandales attirent notre attention sur le monde clos des hippodromes où la mafia trouve son dernier terrain d'élection après être passée du racket à la prostitution puis à la drogue : le métier de truand a besoin lui aussi de se recycler ! Devant le truquage des courses, les enquêteurs ont du mal à reconstituer le puzzle des compromissions.

Mais qui aura profité de ces tristes révélations pour soulever le problème du tiercé ? Sait-on qu'en 1974 sept millions de joueurs dominicaux ont dépensé 9 milliards de francs lourds ? Et que le budget du PMU est devenu en vingt ans (le tiercé ■ été inventé en 1954 par un polytechnicien) l'un des plus importants de France, faisant vivre cent vingt mille employés, revalorisant d'innombrables débits de tabac ou de boisson, engraisant les impôts de l'Etat ? On ne réalise pas l'agitation d'un jour de tiercé avec les déplacements des parieurs aux guichets et des estafettes faisant le ramassage des bordereaux, la fièvre des téléscripteurs et des centres chargés de contrôler en hâte des millions de mises, sans oublier tout ce qui gravite autour des pronostics. Il paraît que le premier journal (ce fut à Marseille) qui décida de consacrer le samedi une page au tiercé ■ vu son tirage doubler en quelques mois.

Certes, l'attrait du jeu doit être aussi vieux que l'humanité. Mais le tiercé se présente comme une psychose collective, entraînant des familles aux faibles revenus vers une nouvelle forme d'aliénation. Le tiercé est devenu une drogue nationale. Sous la pression d'une habile publicité, le nombre des gros parieurs grandit trop vite pour qu'ils puissent être considérés comme des exceptions : que de foyers où le salaire, la retraite du père passe entièrement au PMU ! Et même les petits parieurs à 3 F, qui sont encore la majorité, ne se rendent pas compte à quel point ils sont devenus la proie d'un jeu où la géniale alliance du hasard et du calcul fait assoupir en eux toute recherche de vraie solidarité ou d'initiatives sociales.

A-t-on réfléchi aux causes sociologiques pour lesquelles tant de gagne-petits cherchent une évasion aussi facile et dégradante ? N'est-ce pas navrant d'encourager tant d'adultes à courir après un « Père Noël » des quatre saisons ? A-t-on le droit, so-disant pour améliorer la race chevaline, de laisser

avilir les valeurs humaines ? J'ai peur pour l'avenir d'un pays qui croit au « Père Noël » du tiercé et qui entretient son mythe.

Le 12 janvier 1975.

† Roger ETCHEGARAY.

UN DIEU A LA POINTURE DES HOMMES

Commentant cette déclaration de Mgr Etchegaray, Mgr HUYGHE, évêque d'Arras, écrit sous ce titre dans « Eglise d'Arras » (17 janvier 1975) :

Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, vient de faire un beau « scandale » en parlant du tiercé. En quel nid de vipères a-t-il plongé la main ! Rarement les radios diverses ou la télé ont fait un tel bruit : leur existence en était-elle donc menacée ?

On comprend leur émoi. Si la voix de l'évêque était entendue, un bon pourcentage de leurs émissions seraient supprimées. On a fait donner de la voix à des personnalités « autorisées » dont on ignorait le nom jusque-là ; on a suscité un directeur du PMU que personne ne connaissait, pas plus qu'on ne connaît ordinairement la tête (et les jambes) des chevaux : leur numéro suffit.

Comme il devient facile de montrer que l'Eglise est contre la légitime distraction des braves Français « moyens » (oh combien !).

Mais de quoi s'agit-il ? Certes pas de l'encouragement à la race chevaline, à plus forte raison à la race humaine. Mais tout simplement du dieu argent.

L'archevêque a parlé d'aliénation. Ce terme accusateur est terriblement vrai dans tous les sens. L'homme est aliéné quand il est conduit vers l'abrutissement, par les conditions de travail ou de vie, par l'insécurité permanente, par l'épuisement de la fatigue, par la poursuite enragée d'une distraction toujours fuyante, par la boulimie de l'argent, etc.

Le tiercé contribue à cette aliénation en entretenant, certes, des espoirs mirifiques, en saignant les budgets des travailleurs, mais surtout en siphonnant l'argent dans les poches des parieurs pour le faire passer dans d'autres poches toujours avides, à commencer par celles de l'Etat. Je ne mets pas tout le monde dans le même sac ; et je sais bien que ceux qui jouent sont conditionnés, ou plutôt intoxiqués. Mais en même temps qu'ils jouent, ils sont joués.

Quel Dieu les hommes adorent ?

La question fondamentale est de savoir quel dieu les hommes adorent. Je ne pouvais m'empêcher d'y penser en voyant l'affolement ou la passion de ceux

qui commentaient, pour les dénigrer, les déclarations si justes de l'archevêque de Marseille. Le dieu argent, pour lequel on fait trotter les chevaux, n'est pas prêt de mourir. Et il n'y aura pas de « théologiens » de la mort de Dieu pour présider à ses funérailles.

Mais le vrai Seigneur a bien dit qu'il n'y aurait jamais aucun moyen de servir en même temps le vrai Dieu, celui de Jésus-Christ, et le faux dieu, celui de l'argent. L'aliénation de l'homme est tout simplement l'encombrement soigneusement entretenu de son cœur par un faux dieu. Et ce faux dieu est presque toujours l'argent.

On le pare de couleurs avenantes, on lui donne un aspect engageant qui endort la conscience. Mais c'est toujours le faux dieu, inventé pour anesthésier le cœur de l'homme et le dispenser de chercher un sens à son existence. Il faut à tout prix tuer l'inquiétude métaphysique, aveugler la recherche du sens de la vie, de l'amour, de la souffrance, de la mort. Il faut vivre dans l'inconscience pour mourir endormi.

Toujours l'amour de l'argent

La plus grande partie des questions qui meublent l'actualité peuvent trouver dans ce qui précède une lumière qui en éclaire les méandres. J'ai entendu hier que le ministre de la Culture allait cesser de subventionner les films pornographiques. Là encore le ressort profond des violentes réactions qu'un tel projet suscite est l'emprise du dieu argent. Mais rassurez-vous, on ne le dira pas. On raillera l'obscurantisme du ministre, ou, plus subtilement, on l'accusera de sacrifier un élément important de la culture, ou de violer la liberté. Mais en profondeur, c'est l'amour de l'argent qui inspire la protestation. Le sexe rapporte bien et c'est pourquoi il aliène l'homme.

Il est trop facile d'écrire comme je le fais et de m'en prendre à des puissances sans visage (mais non sans voix ni sans mains). Mais il est plus sérieux de discerner à temps dans le cœur de chacun, dans notre cœur, la chapelle discrète consacrée au dieu argent. C'est pourquoi le Dieu fait homme a choisi de vivre pauvre, et il n'a appelé à son service que des voyageurs sans bagages. Notre Dieu est un Dieu pauvre, qui appelle les pauvres et qui aime les pauvres.

† Gérard HUYGHE,
évêque d'Arras.

A PROPOS DE LA MESSE DE SAINT PIE V CÉLÉBRÉE DANS LA SALLE WAGRAM

Le cardinal MARTY, archevêque de Paris, et président de la Conférence épiscopale française, a publié dans le bulletin de son diocèse (supplément « Paris » de Présence et dialogue - L'Eglise dans la région parisienne, 9 janvier 1975), à propos des messes célébrées chaque dimanche dans la salle Wagram, à Paris, le texte ci-après, suivi de la lettre qu'il avait adressée, le 12 avril 1974, à Mgr Ducaud-Bourget :

Peut-on aujourd'hui être fidèle aux directives et à la pensée de l'Eglise catholique en célébrant la messe chaque dimanche selon le rite de saint Pie V, dans une salle de conférences ?

Cette question m'a été posée en plusieurs circonstances à cause des faits suivants :

Mgr DUCAUD-BOURGET — qui, après avoir été de longues années aumônier de l'hôpital Laennec à Paris, est en retraite depuis ses soixante-quinze ans — célèbre, avec deux ou trois autres prêtres, des messes selon le rite de saint Pie V. Ainsi, chaque dimanche, des chrétiens se rassemblent dans une salle publique de Paris, de telle sorte qu'ils blessent la communion diocésaine.

Plusieurs fois, des responsables de paroisses voisines m'ont fait part de leur étonnement et de leur inquiétude devant ces actes de division. Par respect des personnes et souci d'apaisement, je n'ai pas voulu précipiter une décision qui, pourtant, aujourd'hui, s'impose à ma responsabilité d'archevêque.

En effet, j'ai tenu à rencontrer Mgr Ducaud-Bourget ; nous avons eu des entretiens difficiles. Je lui ai écrit, plus spécialement le 12 avril 1974 en vue d'une réelle réconciliation.

Or, celui-ci, dans une récente publication, a livré au public ces diverses conversations ; et il l'a fait d'une manière tout à fait inacceptable. La vérité m'oblige donc à rétablir les faits. C'est pourquoi je prends la décision de publier la lettre du 12 avril 1974.

Faut-il préciser qu'il a toujours refusé de répondre à la proposition que je lui avais soumise dans ma lettre : je lui demandais de reconnaître avec moi que les textes de l'*Ordo missae* promulgués par le Pape Paul VI n'étaient « ni équivoques ni proches de l'hérésie ». J'ai encore attendu plusieurs mois ; et enfin, avant de me rendre au Synode en octobre dernier, j'ai prié Mgr Pézeril de faire une nouvelle démarche.

La réponse est des plus nettes : c'est un refus. Il est donc de mon devoir de faire connaître aux fidèles que je désapprouve explicitement la désobéissance de ce prêtre qui est toujours membre du presbytère parisien.

Par ailleurs, on relira le texte promulgué par l'Episcopat français ainsi que le communiqué publié conjointement, qui demande aux fidèles « dont le jugement a pu être abusé... » de participer avec foi à la célébration eucharistique selon le rite actuel de l'Eglise romaine (cf. *Présence et dialogue*, n° 151-152, du 12 décembre 1974) (1).

Et on lira ci-dessous la notification de la congrégation pour le Culte divin publiée le 4 décembre 1974 (2).

† F. M.

Lettre du cardinal Marty à Mgr Ducaud-Bourget (3)

CHER AMI,

Notre dernière conversation fut difficile. Pourtant je ne veux pas laisser passer la célébration du mystère de la mort et de la résurrection du Seigneur sans reprendre le dialogue avec vous et tenter de clarifier la situation.

Comme je vous le disais dans notre entretien, il existe des problèmes relatifs au bien commun de

(1) DC 1974, n° 1665, p. 1014 (NDLR).

(2) DC 1975, n° 1668, p. 58 (NDLR).

(3) Sous-titre de la DC.

la Communauté ecclésiale de Paris ; il existe également des questions qui touchent au dépôt même de la foi dont, avec tous les évêques du monde entier, je garde une responsabilité inaliénable.

C'est pourquoi je suis convaincu que la communion s'établit d'abord par la foi ; elle se vit dans la charité. Après avoir réfléchi et prié, je viens de rédiger la déclaration que vous trouverez ci-dessous. Elle m'engage et je la signe. Je sollicite votre engagement et votre signature :

1. Nous sommes catholiques et professons le Credo de l'Eglise catholique romaine. C'est ce que nous affirmons alors que nous récitons le symbole des apôtres. C'est ce que nous affirmons en adhérant aux vérités que le Saint-Père a présentées dans le texte dit « le Credo de Paul VI ».

2. Nous reconnaissons l'autorité du Pape en matière de foi et de mœurs ainsi que celle des évêques en communion avec lui.

3. Nous acceptons l'enseignement du Concile Vatican II. Le Pape a la responsabilité et le devoir de faire appliquer ce Concile.

4. Nous affirmons que la réforme liturgique (réforme du missel romain, prières eucharistiques, nouveau rituel, etc.), présidée et promulguée par le Pape Paul VI, est fidèle à la foi de l'Eglise catholique romaine. Nous reconnaissons au Pape le droit de légiférer en matière liturgique. Tous les textes écrits et publiés sous l'autorité du Saint-Père ne sont en aucune manière « équivoques ou proches de l'hérésie ».

5. Enfin, nous affirmons que les sacrements sont les sacrements de l'Eglise de Jésus-Christ. Ils ne peuvent être donnés que sous la responsabilité des prêtres qui sont en communion avec leur évêque et ayant juridiction.

C'est là, cher Monseigneur, l'expression écrite des conclusions que j'ai été amené à formuler à la suite de notre entrevue.

Si, en toute loyauté et après réflexion, vous les signez, je pourrais ensuite considérer avec vous les conséquences d'un tel engagement.

Si vous préférez signer cette déclaration après un nouvel entretien, sachez que je reste à votre disposition.

Je me permets de conclure en vous redisant ce que vous savez déjà : en aucune manière je ne puis aujourd'hui accepter votre évidente désobéissance, du fait des célébrations de la messe qui ont lieu à la salle Wagram, selon le rite de saint Pie V.

Veuillez être assuré, cher ami, de tout mon dévouement en Notre-Seigneur.

Cardinal François MARTY.

LES EVEQUES DE L'OUEST ET LA CELEBRATION DE L'EUCCHARISTIE

Dans une interview recueillie, le 14 janvier, par Yves Le Gall après l'Assemblée des évêques de la région apostolique de l'ouest de la France, Mgr ORCHAMPT, évêque d'Angers, interrogé sur « les questions soulevées de temps à autre autour de la messe de saint Pie V », a déclaré :

Nous avons effectivement évoqué le fait que certains chrétiens, très minoritaires, voudraient maintenir des modes d'expression de l'Eucharistie qui ont

été remplacés par le Concile et Paul VI. Certains voudraient, par exemple, qu'on revienne au maintien total et exclusif du latin, ou qu'on maintienne l'expression eucharistique de saint Pie V. Il est évident — et les textes officiels de l'Eglise sont très nets sur ce point — qu'il ne peut en être ainsi. Ceux qui prétendraient maintenir cette expression eucharistique seraient en désaccord radical avec la volonté de l'Eglise. Notons toutefois l'exception qui est faite pour la célébration personnelle du prêtre qui « à cause de son grand âge ou d'une infirmité éprouve de graves difficultés à observer le nouveau rite ». Il est prévu qu'il peut, avec autorisation de l'Ordinaire, conserver le rite de 1962 avec les modifications introduites en 1965 et 1967. Rappelez à vos lecteurs l'ordonnance de l'Assemblée plénière 1974.

Il y a donc cet excès.

Mais, à l'inverse, certains semblent oublier ce qu'est l'Eucharistie et tout particulièrement le lien qui unit étroitement Eucharistie-Foi-Eglise. L'Eucharistie ne peut pas être la simple expression de la foi personnelle. Elle n'est pas d'abord au service de la personne ou de l'individu. Elle doit permettre aux chrétiens de partager, de se rencontrer en Jésus-Christ. Elle est le lien qui constitue l'Eglise.

Dans ces conditions, il est normal que le prêtre ne puisse improviser à son gré la prière eucharistique, même si nous pouvons souhaiter que les textes officiels soient multipliés pour éviter la lassitude ou la monotonie. Nul, en tout cas, ne peut s'improviser créateur de nouvelles prières eucharistiques.

C'est tout différent en ce qui concerne, dans l'assemblée dominicale, la célébration de la Parole. Celle-ci doit être très proche de la communauté humaine et de ses préoccupations. Mais, dans la célébration de l'Eucharistie proprement dite, nous sommes en présence d'un mystère qui nous dépasse les uns et les autres. Là, nous ne sommes plus « créateurs » nous sommes seulement « accueillants ».

Cela veut-il dire que nous soit refusé tout sens de l'initiative ? Nullement ! Des possibilités très grandes nous sont données pour la célébration de la Parole. Des possibilités particulières d'expression sont également prévues dans les prières eucharistiques elles-mêmes. On ne le sait peut-être pas assez.

« CREDO SANS FOI ET FOI SANS CREDO »

Le cardinal SUENENS, archevêque de Malines-Bruxelles, a publié, dans le bulletin de son diocèse (Pastoralia, décembre 1974) la mise en garde ci-après contre le livre Credo sans foi et foi sans credo, de l'abbé J. Kamp, qui doit cesser à partir du 1^{er} janvier l'enseignement religieux qu'il donne dans des lycées (1) :

Sous le titre : *Credo sans foi et foi sans credo*, un livre vient de paraître sous la plume de l'abbé J. Kamp, qui nous oblige, en tant qu'évêque gardien de la foi de tous nos fidèles, à une réaction publique. Ce livre, hélas ! est totalement incompatible avec la foi et l'enseignement chrétien.

(1) L'archevêché de Malines-Bruxelles a publié par la suite le communiqué suivant :

Dès la parution du livre de l'abbé Kamp : *Credo sans foi, foi sans Credo*, l'auteur a eu plusieurs occasions de s'expliquer : il a été successivement reçu par

Soucieux de dénoncer une interprétation grossièrement objectivante de notre foi, l'auteur en arrive à son tour à en présenter une réinterprétation fondamentale où, dans le « concept » qu'on nous propose, nous ne pouvons plus reconnaître le Dieu vivant et vrai, le Père de Jésus-Christ et notre Père.

On s'efforce, certes, de montrer que Dieu est bien, en définitive, le « sens absolu de l'existence de l'homme », mais de quel Dieu s'agit-il ?

Au nom d'une intelligence étriquée de la pensée humaine et de ses rapports avec l'action, sur la base d'une analyse insuffisante de la relation à l'autre et sous la pression d'une conception anthropomorphique des rapports entre fini et infini, on en arrive à ne plus pouvoir reconnaître en Dieu un sujet personnel : Quelqu'un, infiniment autre mais aussi infiniment proche, capable de se communiquer et de faire être d'autres personnes afin de nouer alliance avec elles et d'assurer leur promotion au sein d'un dialogue d'amour ; quelqu'un enfin, qui soit au point de départ comme au terme, l'Alpha autant que l'Oméga.

Alors, il reste comme l'auteur à en appeler à Hegel et à définir Dieu comme le sens immanent de l'évolution et de l'histoire humaine.

Mais alors aussi, l'idée de création s'évanouit.

Et puis, la révélation ne peut plus, en aucune manière, être « événement », manifestation d'une Parole venue « d'ailleurs » et qui nous interpelle ; et la foi ne peut plus être une réponse, un engagement personnel dans le don de soi à une personne. La « Révélation » ne sera plus que l'expression « mythique » du sens réel de l'action intramondaine animée par la « foi ».

En Jésus-Christ, on ne verra que l'homme-modèle, l'archétype en quelque sorte, qui, dans son message d'amour, scellé par sa mort, manifeste pour les autres la seule voie authentique de l'action, et qui, par son exemple, entraîne à sa suite. Dans la logique de l'auteur, la Résurrection (d'ailleurs bien mal commentée) devient inacceptable comme réponse approbatrice du Père à « l'action » totale de Jésus. A fortiori, le miracle, puisqu'il n'y a pas de Dieu dont il puisse signifier gracieusement la présence agissante.

Jésus ne sera plus la présence personnelle du Verbe de Dieu en condition humaine humble et servante, partageant notre misère et signifiant par son mystère pascal à quel point Dieu nous aime et garantit notre définitive libération. Homme seulement parmi les hommes, comment pourrait-il être la lumière du monde, la voie, la vérité et la vie ?

L'Eglise, elle, pourra bien rester une sorte de « conscience » du monde, mais elle ne sera plus le signe et le sacrement de la communion voulue par le Père entre lui et les hommes.

Et enfin, y a-t-il encore un avenir éternel pour notre vie personnelle dans cette unité confuse qu'on nous propose comme fin de l'histoire ?

les responsables du vicariat de l'enseignement, par un groupe de théologiens mandatés à cet effet et par le cardinal personnellement. Les autorités diocésaines désirent d'ailleurs assurer la continuation de ce dialogue.

La mesure prise porte sur son mandat d'enseignement en matière religieuse : il est demandé à l'auteur de prendre un temps de réflexion, d'étude et de contacts pour arriver à une révision fondamentale de la doctrine énoncée dans son livre.

Il va de soi que, dans l'intervalle, il lui sera garanti un statut financier adéquat. (*Kipa*, 18. 12. 1974.)

En résumé, dans une perspective strictement immanentiste, fruit d'un kantisme et d'un hégélianisme insuffisamment critiqués, on nous recommande une « orthopraxie » que n'appuie aucune « orthodoxie » : une foi sans credo. On ne se demande d'ailleurs pas s'il est au pouvoir de l'homme de vivre réellement un tel « projet » sans le secours du Dieu vivant. Une telle doctrine ne pourrait réellement tenir ses promesses et ne débouchera en fin de compte que sur une nouvelle angoisse cette fois sans espérance.

L'auteur, par ailleurs, est un prêtre dévoué, généreux, dont la sincérité n'est pas contestable. J'ose croire que ce livre n'est pas l'aboutissement de sa pensée et de sa recherche et qu'il se remettra lui-même en question devant le Seigneur.

Malines, le 28 novembre 1974.

† L.-J., cardinal SUENENS.
archevêque de Malines-Bruxelles.

LA PRESSE CATHOLIQUE SINISTREE

Mgr MENAGER, archevêque de Reims, a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (Reims-Ardenne, 20 décembre 1974), sous le titre : « Le prix de la liberté » :

Je viens de lire un rapport des responsables des maisons de presse catholique. Leur public est fidèle. Pour plusieurs titres les tirages progressent. *La Croix* de Paris a augmenté de 50 % le nombre de ses lecteurs depuis dix ans. Un dialogue constant s'établit entre le journal et ses lecteurs. Une véritable confrontation des points de vue s'établit au niveau politique, culturel et spirituel.

La presse d'opinion, la presse libre, c'est un enjeu capital au niveau d'une société démocratique.

Non seulement c'est le droit d'exprimer son opinion, droit reconnu aux citoyens français par la loi de 1881, mais c'est le droit de recevoir une information pluraliste qui permet aux lecteurs de comparer des points de vue et de réfléchir. Ce droit à l'information est fondamental. C'est la condition de la liberté des citoyens.

L'Eglise a été la première à en parler et à exprimer ce droit. (Voir le document « Communion et Progrès » du Secrétariat pontifical des moyens de communication sociale). Les écoles de journalistes reprennent maintenant ce thème et le développent. C'est le devoir d'un Etat démocratique de permettre et de développer l'exercice de ce droit.

Un véritable sinistre

Or, nous constatons que les difficultés financières de la presse d'opinion la font peu à peu disparaître. Seuls subsistent ceux qui peuvent atteindre un public très large et suffisamment aisé pour en payer le prix. De là à le flatter, à servir ses intérêts ou ses opinions, il n'y a pas loin. Au mieux, c'est un neutralisme en tous domaines qui s'impose pour ne pas heurter la clientèle.

La presse catholique se refuse à ce jeu. Elle veut être libre et loyale. Elle veut être un moyen d'expression et de communication, un moyen d'échange et de dialogue. Elle veut permettre une réflexion sur les événements à la lumière d'une pensée chrétienne sur l'homme. Elle aide ses lecteurs à discerner et

leur en fournit les moyens. Cette presse catholique est irremplaçable.

Difficultés de la presse catholique

La grève récente des "PTT" a eu des conséquences dramatiques sur la presse catholique. C'est un vrai sinistre sans assurance.

La presse catholique, vivant essentiellement par ses abonnés (*la Croix*) ou par la vente locale par les diffuseurs de presse (presse hebdomadaire enfants, jeunes et adultes), a subi une mévente colossale pendant six semaines. Un exemple : *le Pèlerin* du 10 novembre n'a vendu que 10 % de son tirage habituel (1). Perte sèche : 280 000 F nouveaux. Cela s'est renouvelé durant six semaines malgré les efforts tentés pour trouver d'autres modes de distribution. Il en est de même pour les autres journaux.

Qui plus est, la campagne de promotion du quatrième trimestre a été stoppée. Or, c'est elle qui assure les réabonnements et la progression des ventes pour l'année suivante.

Que faire ?

La force de la presse catholique, c'est la fidélité de ses lecteurs. Tous ceux qui le peuvent sont invités à renouveler dès que possible leurs abonnements, même avec un peu d'avance, pour faciliter la trésorerie et combler des découverts mortels. La presse catholique a besoin de l'appui d'une campagne vigoureuse d'abonnements nouveaux. Elle insiste pour une diffusion systématique sérieusement étudiée et poursuivie avec persévérance.

C'est le prix de la survie, le prix de la liberté.

† J. MÉNAGER,
archevêque de Reims.

(1) Il s'agit de la vente au numéro (NDLR).

A PROPOS D'UN CONCERT DANS LA CATHEDRALE DE REIMS

Un concert de musique électro-acoustique qui, le 13 décembre 1974, a réuni 5 000 jeunes dans la cathédrale de Reims, a suscité quelques remous. Mgr MÉNAGER, archevêque de Reims, et l'équipe des prêtres de la cathédrale ont rédigé, à ce propos, sous le titre : « Le vrai problème », le texte ci-après qui a été distribué à l'occasion des offices de Noël à la cathédrale :

1. En positif, beaucoup de témoins ont constaté :
a) L'intérêt de cette musique.

Il ne s'agit pas, comme on l'a dit, de musique « pop » — ni de musique rythmée. On peut discuter la valeur d'expression de cette musique électro-acoustique.

Elle ne cherche pas à être une musique religieuse. Elle a cependant une valeur d'évocation étonnante. C'est peut-être pour cela que les jeunes s'y sont précipités et ont été saisis par elle.

b) L'auditoire a été particulièrement attentif — captivé par cette évocation musicale, malgré le froid et l'inconfort.

2. Le problème est venu de ce que la cathédrale a été envahie par une foule de jeunes. Personne ne s'attendait à cette foule, qui était venue de partout, même de Paris et de l'étranger. Les organisateurs eux-mêmes ont été surpris par le nombre et dépassés par certains comportements qui ont, d'ailleurs, été gravement exagérés et déformés par la rumeur publique.

Il y a eu, c'est vrai, des attitudes regrettables et même des faits inadmissibles, d'autant qu'ils se déroulaient dans une maison de prière, consacrée à Dieu. Cela nous obligera évidemment à plus de circonspection à l'avenir.

La cathédrale n'est pas faite pour cristalliser l'attrait de certains jeunes pour le haschisch.

3. Mais il faut aller plus profond.

Le vrai problème qui se pose, c'est celui d'une partie de cette jeunesse, avec toutes ses qualités comme avec son laisser-aller et une permissivité croissante qui nous déconcerte.

La question la plus importante n'est pas que ce concert ait eu lieu à la cathédrale dans ces conditions.

Certes, cela a été ressenti douloureusement par beaucoup, mais le fait — nouveau pour nous — qui pose question, c'est qu'un certain nombre de jeunes se soient comportés de la sorte.

Or, ces jeunes ont des parents — ces jeunes sortent de nos écoles et fréquentent les universités, bon nombre d'entre eux ont reçu une éducation chrétienne.

Ils sont marqués profondément par les mass media, par le cinéma, par la presse dite « souterraine », les voyages à l'étranger. L'ambiance de jouissance, l'incertitude du lendemain, la puissance de l'argent les conduisent parfois jusqu'à la tentation du désespoir.

Il faut oser regarder le phénomène en face et y réfléchir. Il faut en chercher les causes pour essayer de découvrir le chemin d'un renouveau et d'un progrès.

Il faut garder contact avec ces jeunes — essayer de les deviner, sans complaisance irresponsable.

Serons-nous capables avec eux de vivre l'Évangile aujourd'hui ? C'est sans doute là le vrai problème.

Noël 1974.

*L'archevêque de Reims,
L'équipe des prêtres
de la cathédrale.*

(« Reims-Ardenne », hebdomadaire du diocèse de Reims, 3 janvier 1975.)

LA TRADUCTION DU SYMBOLE DES APÔTRES

« Informations CNPL », bulletin du Centre national (français) de pastorale liturgique (novembre 1974), publie l'information suivante :

Le directoire romain pour les messes d'enfants prévoit que l'on peut utiliser comme profession de foi au cours de l'Eucharistie soit le symbole de Nicée soit le symbole des apôtres. La même possibilité existe d'ailleurs en France et dans la plupart des pays francophones pour les messes autres que celles d'enfants. On a donc voulu, dans l'édition française en un volume du missel de Paul VI, mettre le texte du symbole des apôtres dans l'ordinaire de la messe.

Mais le Canada, la Belgique, la Suisse et la France avaient de légères variantes entre les textes utilisés par chaque pays. Il a donc fallu harmoniser. Voici donc le texte, approuvé par Rome, qui figurera dans la nouvelle édition du missel. Il ne diffère du texte le plus connu des Français que sur deux points : « Le troisième jour est ressuscité des morts » (inversion de la phrase) et « Je crois en l'Esprit-Saint » (au lieu de « au Saint-Esprit »).

Je crois en Dieu, le Père tout-puissant,
créateur du ciel et de la terre.
Et en Jésus-Christ, son Fils unique, notre Seigneur,
qui a été conçu du Saint-Esprit,
est né de la Vierge Marie,
■ souffert sous Ponce Pilate,
a été crucifié, est mort et ■ été enseveli,
est descendu aux enfers,
le troisième jour est ressuscité des morts,
est monté aux cieux,
est assis à la droite de Dieu le Père tout-puissant,
d'où il viendra juger les vivants et les morts.
Je crois en l'Esprit-Saint,
à la sainte Eglise catholique,
à la communion des saints,
à la rémission des péchés,
à la résurrection de la chair,
à la vie éternelle.
Amen.

Il y a quelques années une Commission œcuménique avait travaillé à l'élaboration d'une traduction française commune aux diverses Eglises. Elle avait élaboré un projet qui présentait plusieurs variantes par rapport au texte proposé ici. Mais le travail de cette Commission a été interrompu avant que son projet ne soit soumis aux instances des diverses Eglises. L'introduction du Symbole des Apôtres dans le missel pourrait être l'occasion d'une reprise de ce travail œcuménique qui répondrait au souhait des fidèles des diverses confessions chrétiennes de pouvoir dire ensemble ce texte, qui nous vient des premiers temps de l'Eglise. Des contacts ont été pris en ce sens avec les Eglises réformées.

QU'ATTENDEZ-VOUS APRES LA MORT ?

La BBC de Londres a consacré une série d'émissions au problème de l'au-delà. A une dizaine de personnalités religieuses ou agnostiques de divers continents, la question suivante fut posée : « Qu'attendez-vous personnellement après la mort ? » La BBC publiera les réponses en volume, ultérieurement. Voici celle du cardinal SUENENS, archevêque de Malines-Bruxelles (1) :

Au cours des années écoulées, les journalistes m'ont assailli d'une foule de questions, parfois insidieuses : Que pensez-vous de la pilule, de l'avortement, de l'explosion démographique, de la libération de la femme, etc. ?... Jamais jusqu'ici ne me fut posée la question vraiment essentielle : Que devient l'homme après la mort ? Je me réjouis de la question. C'est, en effet, ce que chacun se demande ou devrait se deman-

der au fond de lui-même. Et cela revient en fin de compte à s'interroger sur le sens même de la vie aujourd'hui. Le futur au-delà de la mort n'est pas seulement une projection sur l'avenir, il est la clef même du présent. Il m'oblige à faire un choix aujourd'hui, à prendre une option qui détermine ma destinée.

Laissez-moi brièvement vous raconter l'histoire de ma propre vocation au sacerdoce. Dès l'âge de sept ou huit ans, j'étais hanté par l'idée d'éternité. Un prédicateur, à l'époque, avait si vivement illustré le sens de l'éternité que, et cela m'est resté, j'avais compris que éternité veut dire : fin du temps et de l'espace, et que « toujours » veut dire « toujours ». Je me répétais ce mot « toujours » en moi-même et cela me donna à jamais la conviction que la vie terrestre était courte au point de n'être rien comparée avec ce « toujours » même si elle durait quatre-vingts ou nonante ans. Je décidai de choisir l'éternité et de m'y préparer en utilisant au mieux notre courte vie. De là surgit pour moi l'appel au sacerdoce, car je pensais que la meilleure manière d'obtenir une vie éternelle heureuse consistait à préparer le plus d'autres hommes possible pour cette vie à venir, pour cette vie sans fin, en consacrant ma vie à donner l'Evangile aux autres, comme secret et voie d'éternité.

Si nous ne devions rien attendre après la mort, la vie pour moi perdrait son sens. Je n'arriverais pas à comprendre ni la souffrance ni l'amour authentique. Je ne puis voir ces deux réalités sinon que dans la lumière de l'éternité. La souffrance ne peut exister sans avoir un sens, elle ne peut être absurde, elle n'est pas le dernier mot. Elle ne s'explique que comme douleur d'enfantement.

Imaginons un enfant dans le sein de sa mère ; supposons-le devenu conscient avant sa naissance. Quel conflit d'impressions n'éprouverait-il pas ! Tout lui paraîtrait tellement dépourvu de raison.

Mais toute cette apparente confusion et non-sens reçoit son explication dès le jour où l'enfant naît et voit la lumière du soleil. Il apparaît alors que chaque instant de sa croissance dans le sein de sa mère avait été un noviciat pour la vie et la préparation de son avenir. C'est pour moi l'image de la vie : nous n'avons pas fini de naître. La perspective lumineuse de l'éternité à venir ne supprime pas le mystère mais à tout le moins je découvre les orientations qui éclairaient la route.

Si la vie terrestre est préparation, noviciat, alors je sors des ténèbres pour voir comme un rayon de lumière éclairant tous les faits de mon existence. Ce qui vaut pour la souffrance est vrai aussi pour l'amour. Je ne puis comprendre l'amour vrai, profond, sinon comme une exigence d'éternité. L'homme refuse d'instinct de n'aimer et d'être aimé que pour un temps limité. L'amour véritable implique, dans le cœur de chacun d'entre nous, qu'il durera à jamais. C'est un appel en creux à la victoire de la vie sur la mort. Cet avenir qui nous attend est lumière pour la vie présente, et cela est déjà une clarté sans prix.

Pourtant nous souhaitons plus : nous aimerions percer cet au-delà de la mort et en découvrir déjà quelque anticipation. A Léon Bloy mourant on posa la question : « Qu'éprouvez-vous en ce moment ? » Il répondit : « Une immense curiosité. » Je souhaite que ma réponse soit à cet instant-là : « Une immense confiance en l'amour de Dieu. »

Revenons à la question : Où allons-nous après la mort ? Il nous faut clarifier la question elle-même car il n'y aura plus ni temps ni espace : il n'y a pas

(1) Ce texte a paru en anglais dans *The Listener*, organe de la BBC, 25 juillet 1974, et en français dans *Pastoralia*, organe du diocèse de Malines-Bruxelles, octobre 1974.

de « où » puisqu'il n'y a plus d'espace. Entrer dans l'éternité — c'est entrer dans une vie nouvelle, dans une nouvelle manière de vivre. Ce sera s'ouvrir à une vie mille fois plus réelle que celle du présent, mais d'une réalité autre. Nous identifions le réel avec ce que nous pouvons voir de nos yeux et toucher de nos mains. La réalité de l'éternité ouvre en nous la vie divine, nous introduit à la joie et à l'amour de Dieu, à la satisfaction plénière qu'est Dieu lui-même. C'est enfin la réalité suprême.

Pour expliquer l'au-delà de la mort vers laquelle nous marchons, il nous faudrait répondre à la question : « Qu'est-ce que Dieu ? » Il est but et fin de notre recherche et pérégrination terrestre. Il est notre terre nouvelle. Il est lumière, chaleur, soleil nouveau. Je sais que la plénitude de vie éternelle à venir m'est déjà donnée par le jour même du baptême. J'ai été baptisé au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, ce qui signifie que Dieu est déjà en moi au départ même de la vie, porte donnant sur la découverte de l'amour de Dieu à jamais. Mourir, c'est voir avec des yeux neufs la gloire de Dieu et découvrir avec étonnement et surprise combien Dieu était présent dans ma vie quotidienne dans la joie comme dans la souffrance. Notre vie nouvelle sera une action de grâces d'une immense ampleur. Mourir, c'est entrer dans la joie du Seigneur, entrer dans le « Royaume de Dieu » et en lui rencontrer tous les saints du passé nous ayant précédés sur la route de l'éternité : Marie et les apôtres, les martyrs, les saints de tous les temps, tous ceux enfin que nous avons aimés sur terre.

Je médite volontiers sur une parole de sainte Thérèse : « Au ciel, disait-elle, il n'y aura plus de regards indifférents. » Quelle merveille ! Ici-bas, nous voyons tant de visages tendus, crispés, de gens qui se hâtent dans les rues de nos villes, nos gares, nos aéroports. Regardez ces visages : il est si rare qu'on perçoive un sourire. Chacun se presse, chacun se concentre sur ses propres affaires, personne n'a même le temps de dévisager l'autre. Nous sommes des milliers à vivre dans une même rue ou une même ville sans la moindre communication entre nous.

Le ciel sera une véritable communauté, une vraie famille. Cela peut paraître paradoxal, pourtant nous ne vivrons plus dans l'isolement, l'anonymat. L'Écriture nous apprend qu'à ce stade final, Dieu sera tout en tous. Telle sera notre joie communautaire : de nous regarder avec des yeux neufs et de voir ce que Dieu a réalisé en chacun de nous, de le voir resplendissant à travers les créatures, de voir sa beauté et son amour dans tous ceux que nous rencontrerons éternellement.

Tel sera le but sans fin pour lequel nous avons été créés. Rappelez-vous les paroles de saint Augustin : « Notre cœur est angoissé, Seigneur, jusqu'à ce qu'il repose en toi ! » Pour un chrétien, la vie au-delà de la mort est repos et paix avec Dieu et en lui, repos et paix avec nos frères connus et inconnus.

A la question posée : « Où allons-nous après la vie sur terre ? » voici donc la réponse : la mort est un commencement et non un départ. Nous passons du temps à l'éternité, de la mort à la vie. Nous quittons des souffrances passagères pour entrer dans une joie sans fin. Béni soit le Seigneur pour ce monde qui vient.

† L.-J., card. SUENENS.

LE XXV^e ANNIVERSAIRE DE LA CHINE POPULAIRE

Où en est la Chine de Mao Tsé-Toung au moment où elle fête son 25^e anniversaire ? C'est à cette question que répond l'information ci-après, venant de Hongkong, publiée par l'Agence internationale Fides, de la congrégation pour l'Évangélisation du monde (9 novembre 1974) :

La Chine populaire a fêté, le 1^{er} octobre 1974, le 25^e anniversaire de sa naissance. La presse mondiale a longuement commémoré l'événement en termes louangeurs, mêlés parfois à certaines restrictions et inquiétudes. Où en sommes-nous après vingt-cinq ans ? Le point est difficile à faire, étant donné le secret dont s'entoure le régime et les passions qui s'échauffent quand on traite des problèmes de la « Nouvelle Chine ». Dégagés de toutes scories émotives, trois faits nous semblent devoir être signalés :

1. Un très grand effort matériel a été fait. La Chine a construit et parfois très largement dans les grandes cités. Elle a jeté des ponts, ouvert un certain nombre de routes (encore très insuffisantes), posé des rails, creusé des canaux, amélioré le cours des fleuves, ouvert de nouvelles régions à l'agriculture, reboisé de grands espaces, prospecté ses richesses naturelles, ouvert des mines, créé des usines, etc. Les progrès scientifiques paraissent remarquables (technologie, électronique, fission nucléaire...). Le rationnement alimentaire et surtout vestimentaire est encore très sévère dans les campagnes, mais le Chinois ne s'échappe plus du continent pour manger à sa faim.

Tout cela ne s'est pas fait sans déboires et sans erreurs. Faut-il rappeler la période dite « des Cent Fleurs » en 1957, pendant laquelle le peuple put exprimer son amertume, les désastres du « grand bond en avant » de 1958-1960, le retrait des experts russes en 1960-1961, les fureurs, parfois justifiées mais souvent injustifiables, de la jeunesse pendant la Révolution culturelle 1966-1969 ? Ce furent des époques de crises, des ombres au tableau et un retard certain de l'expansion et du progrès. Mais en même temps, la Chine a donné au monde, et en particulier au tiers-monde, l'exemple d'une puissance qui devait son développement, non pas complètement dans doute mais principalement, à son effort personnel et non à une puissance étrangère. Il reste certainement beaucoup de choses à faire, mais d'ores et déjà le bilan est positif.

2. Sur le plan international, la réussite, en gros, a été spectaculaire. Complètement isolé diplomatiquement en 1949 (sauf des Soviétiques et satellites), soumis à des embargos financiers et commerciaux, le régime s'est fait petit à petit « reconnaître » par les puissances mondiales. A mesure que le temps passait, il devenait évident qu'on ne pouvait ignorer le peuple le plus nombreux du monde. C'était du bon réalisme politique, mêlé au désir mercantile de se concilier 700 à 800 millions d'acheteurs. Après une entrée triomphale à l'ONU et au Conseil de sécurité, muni du droit de veto, Pékin entretient actuellement des relations diplomatiques avec quelque quatre-vingts puissances. La Chine populaire est devenue puissance mondiale. Elle est présente aux grands Congrès internationaux : à New York, au Congrès des matières premières, où elle s'est présentée comme puissance dirigeante du tiers-monde ; à Bucarest récemment, au Congrès sur la population ; et, plus récemment encore, aux Jeux asiatiques de Téhéran. Les chefs d'Etat et

les Grands de ce monde semblent se faire un devoir d'aller en pèlerinage à Pékin et de visiter l'illustre président Mao. La situation internationale de la Chine populaire est indiscutable, mais indiscutable aussi son ostracisme à l'égard du Vatican, puissance dont elle n'a pourtant rien à redouter.

3. Ici, une grosse tache noire sur un brillant tableau : *Mao a échoué dans la formation de « l'homme nouveau »* dont il rêvait. Il ne s'agit plus ici d'un développement industriel ou commercial, mais au plan spirituel de la conception même de l'homme. Et c'est alors que l'Eglise catholique et, en général, les autres religions lui deviennent redoutables.

L'échec du régime sur ce point n'apparaît pas aux touristes et voyageurs occidentaux qui vont en Chine faire un voyage-éclair. Ils sont au contraire frappés par des déclarations d'unanimité mille fois répétées, par des démonstrations d'enthousiasme, par la dévotion apparente et universelle envers le chef. Ils écrivent et contribuent aussi à faire croire que l'homme en Chine a troqué ses libertés individuelles pour une liberté collective et qu'il en est heureux, qu'il a renoncé à son bien-être personnel pour le mieux-être de la communauté, que ses aspirations séculaires à une transcendance ont été remplacées par le culte du « Grand Timonier ». Il était difficile à ces observateurs d'un moment de ne pas se tromper, mais ils ont confondu les *déclarations de masses*, qui doivent à tout prix s'exprimer dans la ligne correcte, avec des *opinions individuelles* qui ne peuvent sans danger trouver un moyen d'expression.

S'il en était autrement, si « l'homme nouveau » de Mao avait une réalité quelconque, pourquoi y aurait-il besoin d'exercer une telle contrainte, une telle coercition, une telle terreur (le mot n'est pas trop fort) sur l'ensemble de la population ? Chacun sait qu'il peut devenir à tout moment une « cible vivante ». Il règne partout, sous des apparences triomphalistes, une atmosphère de guerre civile, beaucoup plus large qu'une guerre de classe et beaucoup plus profonde qu'une guerre de religion, guerre qui frappe partout : à la tête, au milieu, à la base ; une guerre parfois sanglante et tapageuse, silencieuse et psychologique dont les victimes disparaissent sans laisser de traces.

Si « l'homme nouveau » avait fait sa soumission devant une idéologie implacable, pourquoi ces prisons, ces lieux de concentration, ces camps de « réforme par le travail », ces « Ecoles du 7 Mai ». Les uns diront que vingt-cinq ans ne suffisent pas à transformer l'homme et qu'il faut continuer. D'autres penseront que cette violence engendrera finalement la violence et la révolte.

La Chine n'en n'est pas encore là. Le stade actuel semble être une *immense lassitude*. Lassitude des paysans (80 % de la population) attachés à la glèbe comme des serfs et rêvant de petits lopins de terre et de « stimulants matériels ». Lassitude des intellectuels obligés périodiquement à des auto-critiques humiliantes. Lassitude des jeunes surtout, arrachés à leurs études et envoyés à la terre. Pourquoi la radio de Canton avouait-elle, le 3 mai 1973, que, sur les 450 000 jeunes réinstallés dans les villages, 4 000 seulement avaient adhéré au Parti ? Pourquoi, dans la presse, ces appels incessants à la production et à l'union ? Pourquoi ces affiches murales anonymes, où gronde parfois la colère ? Pourquoi cette jeunesse s'échappe-t-elle à la nage, bravant les gardes-frontières, les barbelés, la mer et les requins ? Le nombre des arrivées illégales à Hongkong a été de 1197 en septembre. C'est un record, car depuis douze ans (1962) le nombre de telles arrivées n'avait

jamais dépassé 1 000 par mois. Pour les neuf premiers mois de l'année, on en compte 5 675. Cette jeunesse, qui, au péril de sa vie, arrive épuisée et démunie de tout sur les rivages de Hongkong, ne laisse pas de poser un problème à tous les observateurs de la Chine continentale.

Les vingt-cinq ans de la Chine populaire ont été fêtés triomphalement à Pékin en présence de Chou En-lai, réapparu pour la circonstance. Mais dans les cœurs de cette immense population comment des feux de joie auraient-ils pu s'allumer ?

TEILHARD DE CHARDIN ET LA FIDELITE

A L'EGLISE

Mlle MORTIER, légataire des écrits du P. Teilhard de Chardin, nous a adressé la lettre suivante à la suite de la publication dans notre numéro du 5 janvier 1975 (p. 47) d'un communiqué de la Communauté de Boquen :

Le 10 janvier 1975.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR EN CHEF,

Abonnée depuis de nombreuses années à la *Documentation Catholique*, je lis, dans votre dernier numéro à l'article « Communauté de Boquen », que celle-ci se flatte de suivre les directives du P. Teilhard de Chardin.

Sans doute ignore-t-elle sa ligne inflexible de soumission à la hiérarchie ecclésiastique et au Saint-Père.

Soumission qu'il m'exprimait ainsi, peu avant sa mort, dans une lettre envoyée de New York : « A ma vocation de vouer ce qui me reste de vie à la découverte et au service du Christ universel — et ceci dans une fidélité absolue à l'Eglise — je me sens de plus en plus consacré par le vif de moi-même. »

Cette attitude n'eût pas changé à l'époque actuelle car, pour lui, le Plérôme (l'Eglise, assimilée eucharistiquement par le Christ) est une entité *organique* à laquelle Jésus a voulu donner une tête (saint Pierre et ses successeurs) et des membres principaux, transmetteurs de sa vie (la hiérarchie ecclésiastique).

Son obéissance, fondée sur la foi en cette organicité du Plérôme, était donc indéfectible.

Nous sommes loin, vous le voyez, de ceux qui n'ont qu'une conception juridique du gouvernement ecclésial et croient pouvoir prendre des libertés à son égard.

Nul, peut-être, plus que le P. Teilhard n'a pénétré profondément le mystère du Corps mystique et du sacrement eucharistique.

Je vous serai reconnaissante, Monsieur le Rédacteur en chef, de bien vouloir publier ces précisions afin que les personnes ou groupes dissidents ne se prévalent plus de suivre les directives du P. Teilhard de Chardin, ce qui nuit à sa réputation de religieux fidèle qu'il demeura jusqu'à la fin.

Veuillez agréer mes sentiments de grande estime et sympathie, ainsi que mes félicitations pour l'étendue et l'exactitude des informations que nous donne la *Documentation Catholique*.

J. MORTIER, légataire des écrits du P. Teilhard.

Imprimerie « Bayard-Presses »

5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur : J. GELAMUR.

© 1975 by Bayard-Presses.

A votre disposition la série

"Les grands textes"

● POUR MIEUX VIVRE L'ANNÉE SAINTÉ

Conférence de Mgr Etchegaray sur la réconciliation.

Prix des 100 ex., port compris : 25 F.

Les 100 suivants : 23 F.

● ANNONCER LA BONNE NOUVELLE ▲ A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

● POURQUOI UN CHRÉTIEN NE PEUT ÊTRE POUR L'AVORTEMENT

La Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Pressé :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cédex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

Vient de paraître

Pour une réconciliation des chrétiens entre eux

UNE EXHORTATION DU PAPE PAUL VI

Dans cette lettre, le Pape a voulu donner un programme concret pour l'Année sainte.

Le texte (publié dans la DC n° 1667) est proposé sous la forme d'un dépliant de 8 pages, format de la Documentation Catholique.

BON (avec virement postal inclus)

Une commande de 50 exempl. minimum est demandée.

Prix des 50 exemplaires, port compris : 20 F.

Prix des 100 exemplaires, port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

Adresser les commandes à :

Secrétariat général du Développement Bayard-Pressé :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cédex 08

Règlement CCP Paris 16 68

Les interviews

collection dirigée par
Jacques Duquesne

●
nouveau

Jacques Duquesne
interroge

le Père CHENU

"Un théologien
en liberté"

●
Jean Puyo
interroge

le Père CONGAR

"Une vie
pour la vérité"

●
déjà paru

Jacques Duquesne
interroge

Mgr Gabriel MATAGRIN

"Un nouveau
temps
pour l'Eglise"

neo

 le Centurion

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1669 - 2 FÉVRIER 1975

- 101 **Allocution au corps diplomatique** (11 janvier).
- 104 **Homélie de la Journée de la paix** (1^{er} janvier).
- 106 **Audiences générales.** Le renouveau spirituel de l'Année sainte (8 janvier) ; retrouver l'esprit chrétien (15 janvier).
- 108 **Allocution à des missionnaires** (6 janvier).
- 110 **Allocution au Comité de liaison judéo-catholique** (10 janv.).

ACTES DE S. S. PAUL VI

LES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE

DOSSIER

- 112 **Réflexions théologiques de Mgr Deskur.**
- 117 **L'éthique du journalisme.** Lettre pontificale à l'UCIP.
- 119 **La presse catholique au service d'une société de relation et de dialogue.** Exposé de M. Gélamur.
- 124 **Les milieux indépendants et l'information (ACI).**

DOCUMENTS DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS

QUESTIONS ACTUELLES

- 125 **Déclaration du cardinal Marty sur l'avortement.**
- 126 **Note du Comité épiscopal pour l'unité** (le document du groupe des Dombes sur l'Eucharistie).
- 130 **Liste des évêques de France.**
- 131 **Les Commissions et Comités épiscopaux.**

- 132 **L'affaire de La Fumade (Mgr Tort).**
- 133 **Déclaration de la Commission « Justice et Paix » de la Martinique.**
- 135 **Le nouvel ordre économique international** (P. Laurent).
- 136 **Le cardinal Léger devient curé de paroisse.**

- 137 **Evénements et informations** (16-31 décembre).

EVENEMENTS

- 141 **Le tiercé (Mgr Etchegaray, Mgr Huyghe) ; la messe de saint Pie V célébrée salle Wagram (cardinal Marty) ; les évêques de l'Ouest et la célébration de l'Eucharistie (Mgr Orchamp) ; note du cardinal Suenens sur le livre de l'abbé Kamp ; la presse catholique sinistrée (Mgr Ménager) ; à propos d'un concert dans la cathédrale de Reims ; la traduction du Symbole des Apôtres ; qu'attendez-vous après la mort ? (cardinal Suenens) ; le XXV^e anniversaire de la Chine populaire (« Fides ») ; Teilhard de Chardin et la fidélité à l'Eglise (Mlle Mortier).**

L'EGLISE DANS LE MONDE

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



16 février 1975
PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Une assemblée charismatique aux Etats-Unis (Photo Ciric - Cf. p. 157)

L'unité des chrétiens (Paul VI) - La prière aujourd'hui
Le sacrement de pénitence - Sur un livre de Hans Küng

LIVRES NEUFS A PRIX RÉDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

SIMON PIERRE, ROCHER BIBLIQUE, par D. Ridolfi. A la lumière des études bibliques, voici le portrait de Simon Pierre, de l'humilité à la majesté, du pêcheur de Tibériade au pontife romain. 13,5 × 18,5, 271 p., ADE. Val. 18 F, net 9 F.

LES FOUILLES DE SAINT-PIERRE ET LA TRADITION, par Jérôme Carcopino. Le savant historien nous expose sa certitude de l'existence des reliques de saint Pierre et de leur cheminement jusqu'à leur dépôt au Vatican, en 336. 2 vol. 13 × 20, 320 et 64 p., ill. Albin Michel, paru à 25,90 F, net 15 F.

SAINT JOSEPH, par Mgr Cristiani. Il faudra vingt siècles pour que saint Joseph vienne du premier plan de la crèche au premier plan de l'Eglise. Ce parcours est étudié à la fois sur le plan théologique et sur le plan historique. 12 × 18,5, 183 p., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

LES PAPES, par Charles Pichon. Biographies des 259 Papes, dans leur ordre chronologique, avec les principaux événements de leur pontificat. Un livre essentiel, à la portée de tous, pour bien connaître l'histoire de l'Eglise. 17,5 × 19,5, 240 p., 139 ill. (portraits de Papes), relié, Hachette. Val. 36 F, net 18 F.

SAINT BERNARD DE CLAIRVAUX, par Mgr L. Cristiani. Saint Bernard domine le XII^e siècle; de son cloître de Clairvaux, il façonne l'Europe. Mais le saint Bernard intime que cet ouvrage nous révèle n'est-il pas notre contemporain? 11 × 17,5, 230 p., ADE. Val. 15 F, net 6 F.

LES MOINES CHRETIENS, par David Knowles. Nous suivons l'évolution de la vie monastique à travers les âges, depuis les ermites d'Egypte aux moines bénédictins, de la Réforme jusqu'au XX^e siècle. L'idéal ascétique a changé, mais l'importance mystique et sociale demeure. 12,5 × 19, 254 p., nomb. ill., Hachette, paru à 15 F, net 7,50 F.

UN GARDIEN DU CURE D'ARS : JEAN-CLAUDE VIRET, par Mgr Trochu. Ce volume offre du vécu, relaté par un témoin sincère qui dit sans ambages ce qu'il a vu, entendu ou senti. Les lecteurs amis du document et du pittoresque seront comblés. 13 × 18, 200 p., 16 ill., ADE. Val. 18 F, net 8,50 F.

LES PAPES CONTEMPORAINS ET LA MISSION, par A. Rétif. Du Pape au plus humble des laïcs, tout chrétien est missionnaire. Quelle est l'activité de l'Eglise dans ce domaine, son but et sa pensée? Ce livre nous en donne la réponse. 14 × 18,5, 242 p., ADE. Val. 15 F, net 8 F.

L'AGE D'OR DU MAURASSISME, par Jacques Paugam. Connaître Maurras, c'est mieux connaître le XX^e siècle, c'est mieux juger des hommes aussi divers que Bernanos, de Gaulle ou Montherlant, c'est mieux apprécier une « certaine France ». Un livre capital pour l'histoire contemporaine. 14 × 22,5, 424 p., Denoël. Val. 50 F, net 25 F.

L'ABBE DESGRANGES, par le chanoine Dutroncy. Le conférencier-député célèbre par ses fulgurantes réparties sous la III^e République. 15,5 × 22,5, 240 p., ADE. Val. 20 F, net 10 F.

SABINE OU L'ART DE VIEILLIR, par Bernard de Vaulx. Une femme hors série. L'auteur l'a vue, dans les soixante premières années de ce siècle, vibrer, aimer, souffrir, se ruiner, conserver une inaltérable fierté et, pour finir, faire de ses épreuves une source d'enrichissement spirituel. 14 × 22,5, 163 p., Cahiers Bourbonnais, paru à 16 F, net 7,50 F.

CROISIERE EN TERRE SAINTE, par Marguerite M. Simacourbe. Un voyage qui, pour d'aucuns, sera une croisière, pour d'autres un pèlerinage et pour tous un livre d'évasion vivant, instructif et attachant, qui a obtenu l'Imprimatur. 13,5 × 21,5, 389 p., 2 cartes, 32 photos h. t., Nouvelles Editions Debresse. Val. 15 F, net 7,50 F.

LA VRAIE HISTOIRE DE LA BIBLE, par Michael Avi-Yonah et Emil G. Kraeling. Illustrations et texte font revivre le monde même de la Bible, tel qu'il était à l'époque, avec ses rois, ses guerriers, ses prophètes et ses hommes du peuple, qui priaient le Dieu d'Israël ou devenaient les disciples de Jésus-Christ. Un livre d'art en même temps qu'un livre de chevet. 21,5 × 29, 385 p., plus de 350 ill. et cartes en coul., relié, Ed. Mouton, paru à 85 F, net 58 F.

FRA ANGELICO, par René Huyghe. Tout l'œuvre religieux de celui qui donna un nouvel essor à la peinture. Splendide volume, 26,5 × 29,5, 86 p., 51 planches coul. relié, Gibert J. Val. 58 F, net 20 F.

GUIDE RELIGIEUX DE LA FRANCE, par Francis Ambrière. Documentation unique. Des index de plus de 150 pages. Le plus obstiné des chercheurs y trouve réponse à tout. Et, pour les touristes et les amateurs d'art, quel régal! 12,5 × 20, 1 240 p., 7 gr. cartes pl. h. t. et int., relié toile, Hachette. Val. 50 F, net 26 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 29

22, rue d'Orléans, 75880 MAULE

Tél. (16-01) 478-82-89 de 7 h 30 à 21 h.

Joindre le règlement (y ajouter 7 F pour forfait d'envoi pour France métropolitaine et 11 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, timbres-poste français (CCP 19979-24 M PARIS).

Expédition rapide.

BON DE GARANTIE, accordant faculté de retour, joint à l'envoi.

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LE RENOUVEAU DE L'ANNEE SAINTE

Audience générale du 22 janvier (1)

Nous parlerons encore du renouveau que l'Année sainte devrait susciter chez les individus et chez les peuples. Si le mot renouveau est clair, son sens, lui, est obscur. Il est obscur parce qu'il est difficile de dire à quoi il se réfère. On pense spontanément qu'il se réfère à tout. Tout ce que le monde est, tout ce que le monde a, tout ce que le monde fait devrait être rénové.

Le progrès moderne, son insuffisance et ses injustices

Cette vision magnifique n'est pas sans motiver de graves inquiétudes. Elle laisserait entendre en effet que tout est imparfait, désordonné ; et même que toutes les merveilleuses réalisations de l'homme, spécialement ces derniers siècles, tout le progrès moderne, avec toutes les prodigieuses conquêtes qu'il a entraînées dans le monde entier, dans tous les domaines de l'activité humaine, tout cela n'a répondu que partiellement aux besoins et aux désirs de l'humanité, mais a fait apparaître d'énormes misères, d'énormes injustices, d'énormes besoins et, de plus, a fait prendre plus vivement conscience des inégalités sociales, du retard de la majeure partie des gens, de leur faim de pain, de culture, de droits, une faim qui jusqu'à maintenant était supportée passivement, mais aujourd'hui devient cruelle et intolérable. On assiste à ce phénomène déconcertant : le besoin d'avoir plus, d'accéder à une forme nouvelle et supérieure de vie s'avère plus avide et plus insatiable dans les milieux favorisés par le progrès que chez les humbles. Tandis que ces derniers sont devenus inquiets, protestataires, revendicatifs, comme pour montrer d'une part qu'aucune prospérité ne peut étancher l'insatiable soif d'être, d'avoir, de jouir, mais suscite un désir plus tourmenté d'autre chose que ce que l'on a, d'autres expériences ; et, d'autre part, que le soi-disant ordre résultant du progrès économique et social de notre temps cache un désordre inique : inégale répartition des avantages de la prospérité ; insuffisance radicale de cette prospérité, quantitativement et

même qualitativement parlant, pour rendre tous les hommes heureux, ou du moins pour satisfaire chez tous certains besoins fondamentaux, élevés au niveau de droits, à commencer par la dignité de la personne humaine, quelle qu'elle soit, et pour pouvoir connaître ensuite la liberté et un bien-être suffisant.

Cette gigantesque et amère expérience fait alors apparaître des phénomènes étranges et négatifs : la défiance allant jusqu'à la contestation et la révolution ; la haine sociale, institutionnalisée en haines de classes, de partis, de tribus, de peuples, de civilisations ; l'ennui, le dégoût cynique de la vie, l'indifférence idéologique, le scepticisme se transformant en libéralisme spéculatif, le pessimisme raffiné et total, cosmique, qui fait penser à une sorte de suicide délibéré, comme si l'idéal proposé à l'homme était un mensonge et une dangereuse utopie ; et la fuite soi-disant sage, mais en réalité folle et désespérée, vers le plaisir instinctif et immédiat, vers l'hédonisme égoïste, qui compte sur des moyens inhumains pour planifier et limiter la croissance de la population.

Est-ce cela le monde ? Oui, malheureusement, sous certains aspects. Mais il n'est pas tout entier comme cela, car il est encore imprégné d'une grande et forte espérance qui semble interpréter la prophétie de l'histoire : le monde, encore et toujours, peut se rénover. Comment ? Il y a beaucoup de réponses à cette question, mais ces réponses ne sont pas toujours exemptes d'autres difficultés et d'autres désillusions.

Cherchez d'abord le Royaume de Dieu et sa justice

Y a-t-il un principe de solution, une théorie qui mérite la préférence, une interprétation qui reconstitue le plan idéal de la vie humaine et la conduit vers sa vraie et meilleure destinée ?

Nous croyons que oui. Et nous disons cela sans intention polémique, sans vouloir recourir à des formules magiques et triomphalistes. Nous croyons dans l'Evangile du Christ et nous savons que nous pouvons y trouver le principe du renouveau authentique. Et c'est à cette fin que nous l'annonçons en cet heureux temps de l'Année sainte. Le principe du renouveau (un principe, car il y en a d'autres), nous le trouvons dans l'ancienne et toujours nouvelle parole de Jésus : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît. » (Mt 6, 33.)

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 23 janvier 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Audience générale du 29 janvier (1)

Cette parole est bien connue, mais elle n'a par fini de retentir dans la conscience de l'humanité qui réfléchit, dans la conscience des hommes de bonne volonté. Elle est actuelle. Elle se fait pressante, peut-être en vain, hélas ! là où se prennent les décisions suprêmes pour la vie des peuples. Il nous semble que ce qui la caractérise impérativement, c'est qu'elle demande d'établir une échelle des finalités vers lesquelles l'homme peut et doit tendre. Au sommet de l'échelle, il y a « le royaume de Dieu et sa justice ». Si on néglige cette fin, ou si on la nie, l'échelle s'effondre ; l'homme ne sait plus réellement pour Qui ou pour quoi il vit. A la fin première, qui est pour nous la valeur première, se substituent d'autres fins, d'autres valeurs, qui peuvent certes enrichir l'activité humaine, lui donner beaucoup de force et de capacité d'action, mais finalement ne donnent pas ce qui compte le plus : l'ordre vrai, la sagesse, le bonheur, la paix, et puis l'espérance de l'au-delà, la certitude d'une vie future, cet inestimable don qui compense toutes les déficiences du monde présent, qui est source de sécurité, de joie de vivre et de travailler.

Lorsqu'il recherche avant tout le royaume de Dieu et sa justice, l'homme compare les biens auxquels il peut aspirer et détermine l'axe de son intérêt supérieur qui doit orienter ses intentions. Cet axe part de son cœur et aboutit dans le mystère lumineux et central de la paternité divine. Et le chemin pour aller de l'un à l'autre passe par la justice, c'est-à-dire la conséquence logique de l'art de vivre humainement comme le Christ nous l'a enseigné : dans l'amour et le sacrifice.

La pauvreté de cœur

De cette conception découle le renouveau de notre philosophie de la vie avec, comme première conséquence, le détachement, la libération, la relative dévaluation des biens temporels, de la richesse, de l'« *auri sacra fames* » qui rend les hommes égoïstes, souvent avides et cruels, ennemis les uns des autres, exploiters et anti-sociaux. Autre conséquence : la « pauvreté du cœur » proclamée par l'Evangile. Elle ne trouvera pas sur la terre son complément adéquat, mais elle méritera à celui qui la possède d'apprécier à leur juste valeur les choses de ce monde et d'en faire en même temps un chemin s'élevant vers le Bien suprême, seul digne d'être conquis et possédé : le « royaume des cieux ». Cette « pauvreté de cœur » nous rend riches, attentifs à nos frères qui sont dans le besoin et qui souffrent, et elle nous prédispose aux innovations économiques et sociales destinées à apporter plus de justice et de fraternité sur la terre.

Qui, aujourd'hui, peut comprendre et vouloir la sagesse de ce renouveau ? Il est difficile de le dire. Bien souvent, le monde ne veut même pas en entendre parler. Mais les « enfants du royaume », eux, le peuvent et le veulent. N'est-ce pas vrai ? Avec notre bénédiction apostolique.

Nous parlerons encore du renouveau. C'est l'un des thèmes fondamentaux que l'Eglise présente comme programme de l'Année sainte. C'est le thème qui est le plus directement (mais non exclusivement) en rapport avec la vie intérieure et personnelle ; tandis que l'autre thème fondamental proposé pour l'Année sainte, la réconciliation, se réfère directement (mais là encore non exclusivement) à la vie dans ses rapports extérieurs de communion avec Dieu et avec le prochain.

La sainteté, vocation de tous les chrétiens

Or, à quoi se réfère principalement le renouveau personnel ? A la rééducation de soi ; c'est-à-dire à la révision de notre état d'esprit, tant sentimental que moral, de façon à imprimer à nos instincts, à nos sentiments, à nos actes, un ordre, une harmonie, une maîtrise, un contrôle de soi permettant de donner à notre vie une perfection humaine et chrétienne (ou du moins en tendant à cette perfection) qui la rende belle, forte, pure. Rappelons une fois de plus cette parole de saint Léon le Grand : « Chrétiens, prenez conscience de ta dignité. » Il ne s'agit là ni d'orgueil, ni d'emphase rhétorique, ni d'utopie ; c'est la réalité idéale de la pédagogie chrétienne. C'est la base, sinon même un élément, de la perfection, de la sainteté ; de cette sainteté dont le Concile dit solennellement qu'elle est la vocation de tous les chrétiens, en rappelant une parole de saint Paul qui vaut pour tout le programme, pour tout le style de la vie chrétienne : « La volonté de Dieu, c'est que vous viviez dans la sainteté. » (1 Th 4, 3 ; cf. Ep 1, 4 ; *Lumen gentium*, 39-40.) Et saint Paul poursuit en disant que la volonté de Dieu est « ... que vous vous absteniez d'impudicité, que chacun de vous sache user du corps qui lui appartient avec sainteté et respect, sans se laisser emporter par la passion, comme font les païens qui ne connaissent pas Dieu » (*Ibid.*, 3-5).

Le conflit de la chair et de l'esprit

Que d'enseignements dans ces quelques paroles ! Retenons-en trois : la complexité de notre être, qui est corps et âme ; le facile conflit entre ces deux éléments ; et la foi, c'est-à-dire la vraie connaissance de Dieu, qui nous est donnée comme une source et un devoir de vie bien ordonnée, où l'âme, instruite et soutenue par la foi et la grâce, impose sa loi au corps, non sans lui donner une beauté inestimable, une noblesse extrême : « Ne savez-vous pas que vos corps sont les membres du Christ ? dit encore saint Paul... Que votre corps est le temple de l'Esprit-Saint ?... Glorifiez donc Dieu par votre corps. » (1 Co 6, 15 et s.)

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 30 janvier 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Ici s'ouvrirait l'une des grandes leçons sur l'anthropologie (c'est-à-dire la science de l'homme) propre au christianisme, avec le terrible souvenir du dérèglement introduit par le péché originel — dont hérite, avec ses conséquences, toute vie humaine qui vient au monde — et avec l'expérience que chacun peut avoir du désordre intérieur des facultés humaines. Or parmi ces facultés, celles qui dominent en premier si on ne les contient pas, ce sont celles du corps. C'est ce que l'on désigne habituellement du nom de concupiscence, qui conduit à une vie s'écartant de la loi morale. Et c'est précisément à ce premier domaine de notre vie que devrait s'appliquer l'effort de renouveau spirituel et moral auquel nous appelle la trompette de l'Année sainte.

Nous défendre contre la corruption qui nous assaille de toutes parts

Et combien à juste titre ! Car la doctrine sur la vie humaine est aujourd'hui profondément perturbée. Si l'on étouffe, ou atténue la conscience de nos obligations morales à l'égard d'une loi divine supérieure (c'est-à-dire à la fois immanente et transcendante), on perd cette crainte de Dieu dont l'Écriture nous dit qu'elle est le commencement de la sagesse (Pr 1, 7 ; Ps 110, 10 ; Si 1, 16). Et alors on ne voit plus la différence entre le bien et le mal ; la permissivité apparaît comme une libération de lois sévères et sages (dans lesquelles aujourd'hui trop de gens voient des « tabous », c'est-à-dire des mythes et des superstitions) qui imposent au comportement des limites raisonnables, qui sont une source de forces nouvelles, qui donnent à l'homme une honnêteté digne de lui et un

caractère permettant de faire face ; le critère de la vie devient fatalement le plaisir, la commodité, l'égoïsme, la passion, l'instinct. Et le niveau de la dignité personnelle, jusqu'où s'abaisse-t-il ?

Nous sommes tous d'accord pour dire que l'homme a besoin d'un développement toujours nouveau et qu'il y a droit. Mais quel développement ? Un développement spontané, instinctif, sans règles extérieures, selon l'enseignement de Rousseau qui fait toujours école, la nature humaine étant supposée bonne et intègre ? Ou bien l'homme a-t-il besoin d'une formation qui tienne compte de la nécessité d'une éducation non seulement spontanée et instinctive, mais thérapeutique, étant donnée la dégradation existant dans l'homme avec le triste héritage d'Adam ? D'une formation visant à un authentique type d'homme : celui que le Christ, et le Christ crucifié (cf. Ga 5, 24), a proposé et promu pour donner à notre vie sa vraie stature, sa plus haute perfection, son titre au bonheur eschatologique et éternel ?

Nous nous arrêterons ici. Mais vous savez combien vaste est l'examen sur le renouveau moral et spirituel auquel l'Année sainte veut appeler tous ceux qui en font vraiment un acte de « conversion » ; une conversion non pas occasionnelle, momentanée, mais donnant à la vie d'aujourd'hui une sincère empreinte chrétienne (cf. *Gaudium et spes*, 12). Essayons de nous défendre contre la facile corruption morale qui nous assaille de toutes parts. Et pour nous immuniser, ne nous contentons pas de nous mithridatiser, c'est-à-dire de nous accoutumer, mais recourons à la pédagogie chrétienne, dont le propre est de nous conserver « sains et irréprochables... dans l'amour », comme nous y exhorte encore saint Paul (Ep 1, 4 ; 5, 27).

Tel est notre vœu, avec notre bénédiction apostolique.

LETTRE AU CARDINAL ZOUNGRANA

*A l'occasion du 75^e anniversaire de l'arrivée
des premiers missionnaires en Haute-Volta,
Paul VI a adressé la lettre ci-après au cardinal
Zoungana (1) :*

*A notre cher Frère,
le cardinal PAUL ZOUNGRANA,
archevêque de Ouagadougou,
président
de la Conférence épiscopale
de Haute-Volta*

Le 22 janvier 1900, les Pères de la Société des Missionnaires d'Afrique, poursuivant l'immense tâche entreprise par le cardinal Lavigerie avec les encouragements de nos prédécesseurs, arrivaient à Koupéla, au cœur du pays mossi. Pauvres comme de bons messagers du Christ (cf. Mt 10, 9-10), mais riches de leur foi, ne se laissant pas rebuter par les inévitables difficultés, soucieux de comprendre et de servir les populations, ils jetaient les bases de l'évangélisation

du vaste territoire appelé à former un jour la Haute-Volta.

La ténacité de cette poignée d'hommes courageux, bientôt rejoints par d'autres valeureux apôtres, devait amener la minuscule communauté chrétienne des débuts à s'accroître progressivement en taille et en qualité. Premier vicair apostolique de la région, Mgr Joanny Thévenoud laissait le souvenir d'un évêque infatigable, intrépide, aux initiatives vraiment clairvoyantes et totalement consacré à sa mission. Bobo-Dioulasso devenait à son tour un pôle de rayonnement pour la Bonne Nouvelle, puis Nouna, Koudougou et Ouahigouya en 1947. Neuf diocèses attestent aujourd'hui la vitalité de cette chrétienté. Au milieu des autres croyants dont les traditions religieuses et le sens du sacré s'enracinent à un niveau très profond, elle fait rayonner le témoignage de sa foi au Sauveur et l'engagement d'amour que celle-ci entraîne.

Aussi tenons-nous à nous associer d'une manière tout à fait particulière aux célébrations qui commémoreront les 16, 17, 18 et 19 janvier 1975, un événement aux conséquences si importantes pour votre pays et, dans un sens, pour l'Eglise universelle.

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 23 janvier 1975. Sous-titres de la DC.

Le chemin parcouru

Nous rendons grâces au Seigneur pour tant de bienfaits répandus pendant ces soixante-quinze ans sur ses fils voltaïques, de plus en plus artisans de leur propre évangélisation.

Voici, en effet, que le zèle des missionnaires a fait germer et mûrir un laïcat conscient de ses responsabilités, avide de les exercer, qui prend sa part dans la catéchèse, le catéchuménat, les mouvements d'apostolat, l'enseignement scolaire et professionnel, la promotion des œuvres charitables, sanitaires et sociales, l'organisation des communautés chrétiennes, le dialogue avec les autres communautés humaines et les autorités de l'Etat.

Voici que sur ce terrain bien préparé un clergé très dynamique se consacre, sans mesurer sa peine, à semer la Parole de Dieu, à éveiller la foi, à susciter de nouveaux disciples. Formé lui-même aux meilleures sources de la spiritualité sacerdotale, par des maîtres aussi dévoués que désintéressés, il permet de mesurer le travail considérable accompli en faveur des vocations dans plusieurs institutions dont la plus ancienne, le petit séminaire de Pabré, a largement donné ses preuves depuis maintenant un demi-siècle. Et nous formulons le vœu que grandisse encore la coopération entre tous les prêtres présents dans le pays, pour que l'évangélisation porte tous ses fruits.

Voici que la vie religieuse implantée par divers Instituts a su se développer également chez vous. Ensemble, contemplatifs et actifs, originaires du territoire ou ayant quitté volontairement les leurs pour se mettre au service de leur patrie d'adoption, ils illustrent, en vue du Royaume futur, ce que fut le don total du Verbe incarné. Parmi eux, il faut citer les deux congrégations spécifiquement africaines : les sœurs de l'Immaculée-Conception, elles aussi jubilaires, et les Sœurs de l'Annonciation.

Voici qu'un épiscopat presque entièrement autochtone assume à présent la conduite de la pastorale. Résolument lancés dans la voie de la collaboration, ces évêques constituent pour nous et pour d'autres un exemple de l'unité et de l'efficacité souhaitées par le Concile Vatican II pour les Conférences épiscopales. Au sein du continent africain en pleine éclosion, ils offrent leur concours généreux au jaillissement d'entreprises de toute sorte. Enfin nous ne saurions passer sous silence l'aide empressée que vous nous donnez, cher Frère, en vertu de la charge cardinalice que nous fûmes heureux de vous confier il y a dix ans.

Oui, nous rendons grâces au Seigneur en évoquant le chemin parcouru avec lui et pour lui. Et nous voudrions que vous portiez à chacun des fidèles de Haute-Volta les paroles qu'à travers vous nous leur adressons d'un cœur affectueux, en cette mémorable circonstance.

C'est d'abord, dans le cadre de l'Année sainte, un appel au renouveau intérieur, à la purification et à la sainteté. Jamais, sans l'esprit d'abnégation qui les animait et sans le zèle qui les brûlait, les premiers envoyés du Christ dans votre pays n'auraient pu faire œuvre durable. Ils souffraient de leur dénuement mais ils s'en réjouissaient, car ils partageaient ainsi un peu mieux la condition du Maître (cf. Mt 8, 20). Tout en essayant d'augmenter les faibles moyens dont vous disposez, nous espérons donc que vous conserverez tous précieusement votre ardeur apostolique,

que vous la ferez grandir encore, et que l'Eglise entière en profitera.

L'expression du message évangélique dans la culture et la mentalité africaines

Nous vous encourageons aussi à poursuivre avec persévérance l'expression du message évangélique dans la culture et la mentalité africaines. Entendons-nous : il ne s'agit pas ici de construire une doctrine nouvelle, non plus que d'inventer hâtivement des transpositions qui laisseraient de côté le sens profond de l'enseignement du Christ. Nous professons fermement au contraire que cette Révélation universelle, qui nous est venue de l'Orient et s'est répandue en Afrique dès les tout premiers siècles de notre ère — souvenez-vous de l'évangéliste saint Marc en Egypte, de saint Augustin d'Hippone — nous professons que cette Révélation universelle est et doit rester, dans son esprit comme dans sa lettre, la source toujours actuelle de la foi. Mais ce fut et ce sera à l'avenir la tâche des chrétiens de trouver, grâce à une meilleure étude du génie de leur propre civilisation, les formes, les symboles, voire les rites qui répondront davantage au besoin religieux et à l'âme de leurs contemporains.

La contribution au développement

Nous voulons croire pour terminer que la magnifique contribution apportée par nos fils voltaïques — dont personne n'ignore l'ingéniosité et le goût de l'effort — au développement de leur pays et, plus largement, des pays environnants, ne fera que croître dans les années futures. Il y a là un devoir pour chacune des consciences. Il y va de la fidélité au commandement d'amour donné par le Seigneur. Comment un chrétien digne de ce nom pourrait-il s'abstenir de lutter de toutes ses forces pour l'élévation du niveau de vie et le bonheur humain et spirituel de son prochain ? Bien au contraire, il lui faut se trouver au premier rang de ceux qui travaillent dans ce but, surtout lorsque les ressources du territoire ne sont pas abondantes. A plus forte raison lorsque des catastrophes naturelles aussi terribles que celle qui s'est abattue récemment dans toute la zone sahélienne — ses conséquences, hélas ! durent toujours — ont fait des ravages dans beaucoup de familles, décimé les troupeaux, asséné des coups très sévères à l'essor espéré pour l'économie. Avec vous, nous avons souffert dans ces moments d'angoisse. Pour vous nous souffrons encore, et nous prions Dieu de vous donner l'énergie indispensable aux bâtisseurs de la cité de demain, plus heureuse, plus juste et plus fraternelle.

Aux autorités civiles qui prendront part aux cérémonies annoncées, à vos nombreux invités, aux représentants des communautés non catholiques de votre pays, vous ne manquerez pas de transmettre notre salut respectueux et cordial. Vous remercirez aussi, avec les mots les plus chaleureux, les nombreux missionnaires qui ont pris la relève de leurs anciens et ont hérité de leur amour pour vos compatriotes : ce doit être leur fête, à un titre spécial. Et vous direz à vos frères dans l'Episcopat, au clergé et au peuple fidèle, avec quelle dilection nous pensons à eux et nous les bénissons.

Que la paix de Noël soit sur vous, et qu'elle vous comble au-delà de tout désir !

Du Vatican, le 23 décembre 1974.

PAULUS PP. VI.

L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

Le 25 janvier, en la fête de la Conversion de saint Paul, qui marque la fin de la Semaine de prière pour l'Unité des chrétiens, Paul VI a présidé, dans la basilique de Saint-Paul-hors-les-Murs, une concélébration au cours de laquelle il a prononcé l'allocution suivante (1) :

FRÈRES,

La fête d'aujourd'hui nous fait célébrer encore une fois, à des siècles de distance, la conversion de saint Paul qui marque un tournant décisif dans l'histoire de la diffusion de la foi chrétienne et dans la formation de l'Eglise naissante. C'est un thème de méditation et de prière trop grand et, heureusement, bien connu de vous tous, pour que nous osions en parler comme il se devrait dans cette brève et simple allocution. La richesse même des motifs qui, en ce lieu privilégié, inspireraient de nobles pensées, nous empêche de parler de saint Paul en cette basilique, sur sa tombe, où la pierre qui garde ses reliques porte cette simple inscription, à la fois laconique et éloquente : « Apôtre et martyr ». Et comment pourrions-nous ne pas faire l'éloge de ce sanctuaire qui évoque tant de souvenirs historiques et saints, et auprès duquel est un monastère qui le garde ? Et comment oublier les souvenirs personnels qui nous unissent de tout cœur à cet édifice sacré ? Notre silence n'est pas un oubli, mais plutôt une contemplation pleine d'amour et de piété, qui ne va pas sans une certaine et récente affliction paternelle (2).

(1) Texte italien dans l'Osservatore Romano des 27-28 janvier 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

Évoquant cette célébration dans l'allocution qu'il a prononcée le lendemain (dimanche 26 janvier) avant la récitation de l'Angelus, Paul VI a dit, après avoir rappelé le vœu du Seigneur, « qu'ils soient un » :

[...] Seule une grâce spéciale du Seigneur, secondée par un effort persévérant d'humilité, de bonne volonté, de charité, de prière, pourra, lorsque Dieu le voudra, réaliser cette parole. Les cœurs fidèles doivent garder avec fermeté et confiance cette résolution et cette espérance.

Oui, encore et toujours, malgré qu'un génie malfaisant répande également parmi nous un pluralisme équivoque qui outrepassa la liberté de possibles, multiples, mais fidèles expressions de la foi ferme et univoque ; et malgré que ça et là, au sein même de l'Eglise, certains groupes en dissension se permettent de désobéir à son magistère en obéissant par contre attentivement à des opinions qui sont à la mode ou à des thèses, tant théoriques que pratiques, qui sont souvent païennes.

(Texte italien dans l'Osservatore Romano des 27-28 janvier 1975. Traduction de la DC.)

(2) François BERNARD écrit dans la Croix (28 janvier) :

Le Pape faisait allusion à Dom Franzoni, Abbé du monastère, qui démissionna en 1973 pour tenter de rechercher une nouvelle forme de vie monastique et qui est toujours sous le coup des sanctions prises contre lui l'an dernier à cause de ses prises de position à propos du divorce, pendant la campagne du référendum. La communauté de base qu'il anime distribuait un tract

Un autre thème, comme vous le savez, se superpose au culte qu'aujourd'hui nous voulons rendre à saint Paul, un thème qui d'ailleurs tire de ce culte son inspiration et sa force : l'unité des chrétiens, unité véritable et complète, l'unité sur laquelle, spécialement après le Concile, nous méditons, et que nous voulons recomposer dans son intégrité pour notre joie commune. La loi de la discrétion nous impose aussi de n'évoquer que brièvement ce thème. Nous nous bornerons donc à vous confier deux sentiments fondamentaux qui nous habitent et que ce saint lieu rend plus intenses : un sentiment de tristesse et un sentiment d'espérance.

Motifs de tristesse

Pourquoi un sentiment de tristesse ? Comment la pensée de la reconstitution de l'unité entre tous les disciples du Christ peut-elle inspirer un pareil sentiment ? La raison en est trop évidente. Et cette raison est multiple.

Peine et remords de la division

1° D'abord parce que cette unité n'est encore pas recomposée ; ce qui évoque pour nous de manifestes et douloureux souvenirs historiques. Le Christ a fondé une unique Eglise. Saint Paul nous a laissés ces paroles, comme un testament qui nous oblige : « Appliquez-vous à garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix. Il y a un seul corps et un seul Esprit, de même que votre vocation vous a appelés à une seule espérance ; un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême ; un seul Dieu et Père de tous... » (Ep 4, 3-6.) Comment avons-nous pu nous diviser d'une façon si grave, si multiple, si durable ? Et comment ne pas souffrir d'un tel état de choses qui, sous tant d'aspects concrets, dure encore ? Nous, catholiques, nous avons certainement en cela notre part de faute, elle aussi diverse et permanente. Comment ne pas en éprouver de la peine et du remords ?

La division fait obstacle à la prédication de l'Evangile

2° Comment surmonter les difficultés qui s'opposent à une réconciliation ? C'est là un autre motif de réflexion. Nous voyons de grands obstacles qui semblent insurmontables. Il s'agit d'un état de fait grave qui parvient à saper l'œuvre même du Christ. Le II^e Concile du Vatican affirme avec lucidité et fermeté que la division des chrétiens « fait obstacle à la plus sainte des causes : la prédication de l'Evangile à toute créature » (*Unitatis redintegratio*, 1), et par là fait obstacle à la réconciliation de tous les hommes.

La division entre les chrétiens en arrive donc à porter atteinte à la fécondité de la prédication chrétienne, et parfois même à la réduire à rien,

autour de la basilique, évoquant la dernière lettre pastorale de Dom Franzoni, « La terre est à Dieu », publiée à l'occasion de l'annonce de l'Année sainte, et demandant que la réconciliation se fasse entre l'Eglise et le monde ouvrier et à l'intérieur de l'Eglise. (NDLR, cf. DC 1974, p. 35, 546, 696.)

à faire perdre de son efficacité à l'action de réconciliation avec Dieu que l'Eglise a pour mission de continuer jusqu'à la fin des temps. C'est pourquoi, en annonçant l'Année sainte, nous avons estimé nécessaire de faire observer à tous les fidèles du monde catholique que « la réconciliation de tous les hommes avec Dieu, notre Père, présuppose le rétablissement de la communion entre ceux qui ont déjà, dans la foi, reconnu et accueilli Jésus-Christ comme le Seigneur de la miséricorde qui libère et unit dans l'Esprit d'amour et de vérité » (*Apostolorum limina*, 7) (3).

Comment témoigner avec cohérence que Dieu nous a réconciliés avec lui si nous ne montrons pas aussi que nous sommes réconciliés entre nous, croyants qui sommes baptisés en son nom ? C'est pourquoi, « rétablir l'unité dans la pleine communion ecclésiale est une responsabilité et un engagement pour toute l'Eglise » (cf. *Apostolorum limina*, 7 ; *Unitatis redintegratio*, 5).

Des progrès, mais aucun n'est définitif

3° Ces dernières années, des progrès admirables dans le sens de la réconciliation ont été faits dans différentes directions. Chacun le sait, le voit et certainement s'en réjouit. Mais pour l'instant aucune de ces démarches n'est parvenue à son terme. Le cœur qui aime est toujours pressé ; et si notre hâte n'est pas satisfaite, cet amour nous fait souffrir. Nous avons conscience que nos efforts sont insuffisants. Nous entrevoyons les lois de l'histoire qui exigent un temps plus long que nos existences humaines et il est compréhensible que la lenteur des conclusions nous semble rendre vains nos désirs, nos tentatives, nos efforts, nos prières. Nous acceptons cette économie des desseins divins et nous nous proposons humblement de persévérer. Mais la persévérance elle-même n'est-elle pas souffrance ? Peut-on expliquer un sentiment qui se consume en une attente dont nous ne connaissons pas la durée ? L'œcuménisme est une entreprise extrêmement difficile. Elle ne peut être simplifiée aux dépens de la foi et du plan du Christ et de Dieu sur le salut authentique de l'humanité. L'Ecriture ne dit-elle pas : « Espoir différé rend le cœur malade ? » (Pr 13, 12.) Alors, frères, comprenez notre tristesse ; elle est l'expression de notre amour, de notre désir, de notre charité.

Motifs d'espérance

Mais un autre sentiment apporte à notre cœur un souffle vivifiant lorsqu'il s'agit d'œcuménisme, de cet œcuménisme qui tend réellement au rétablissement de l'unité entre tous les chrétiens : l'espérance. N'est-ce pas la prière qui alimente l'espérance ? Et saint Paul ne nous dit-il pas que « l'espérance ne trompe pas ? » (Rm 5, 5.)

Nous avons voulu nous aussi célébrer la Semaine de prière pour l'Unité des chrétiens, particulièrement cette année qui est l'Année sainte. Nous avons en effet proclamé que la réconciliation entre les chrétiens est l'un des objectifs centraux de cette Année de grâce (cf. *Apostolorum limina*, VII).

« Réunir l'univers entier sous un seul chef, le Christ, ce qui est dans les cieux et ce qui est sur la terre. » (Ep 1, 10.) Ce thème, proposé à la réflexion de tous les chrétiens pour la Semaine de prière de cette année, met au centre de notre méditation le plan salvifique de Dieu sur les hommes et sur toute la création.

Dieu nous a fait connaître le mystère de sa volonté pour le réaliser dans la plénitude des temps. En Jésus-Christ, son Fils bien-aimé, nous avons la rédemption par son sang, la rémission de nos péchés selon la richesse de sa grâce (cf. Ep 1, 7). « Il a plu à Dieu de faire habiter en lui toute la plénitude et de tout réconcilier par lui et pour lui. » (Col 1, 19-20.) Jésus-Christ est ainsi notre vraie réconciliation. Il est la miséricorde de Dieu pour les hommes. Il est notre grande et vivante indulgence. Il a opéré la « purification des péchés » (He 1, 3), et il nous a mis en communion avec le Père dans l'Esprit-Saint.

Cet acte de salut embrasse non seulement tous les hommes mais, dans une vision qui dépasse la dimension humaine, il s'étend à tout le créé, à l'univers entier, en nous ouvrant le seuil d'une création nouvelle, avec une humanité renouée, en pèlerinage vers « un ciel nouveau et une terre nouvelle » (Ap 21, 1).

Ce ministère de réconciliation, le Christ le continue par son Eglise, sacrement de salut.

« L'Eglise est faite pour étendre le règne du Christ à toute la terre, pour la gloire de Dieu le Père ; elle fait ainsi participer tous les hommes à la rédemption et au salut ; par eux, elle ordonne en vérité le monde entier au Christ. » (*Apostolicam actuositatem*, 2.)

Mais aujourd'hui, avec vous, nous remercions le Seigneur qui nous a permis de voir que les relations entre les chrétiens s'intensifient et s'approfondissent. La recherche de la réconciliation entre les chrétiens, qui est l'œuvre de l'Esprit-Saint et l'expression de « la sagesse et de la patience » avec lesquelles le Seigneur « poursuit son dessein de grâce à l'égard des pécheurs que nous sommes » (*Unitatis redintegratio*, 1) est de plus en plus l'objet de la préoccupation et de l'attention croissantes de l'Eglise catholique et des autres communions chrétiennes. Nous constatons avec joie les efforts de réconciliation que font partout évêques, théologiens, prêtres, religieux, laïcs. Et nous savons qu'est aussi sensibilisée à cette tâche l'élite qui, dans le silence de la contemplation, mûrit dans la prière et la pénitence l'union toujours plus pure et intime avec Dieu.

Avec le Concile, nous avons pleinement conscience que « ce projet sacré, la réconciliation de tous les chrétiens dans l'unité d'une seule et unique Eglise du Christ, dépasse les forces et les capacités humaines » (*Unitatis redintegratio*, 24). C'est pourquoi nous continuerons à prier, en demandant au Seigneur de nous rendre plus attentifs à sa parole et plus obéissants à sa volonté pour continuer notre tâche avec confiance et générosité, avec persévérance et courage, afin qu'il nous donne de pouvoir apporter une contribution efficace à la réconciliation de tous les chrétiens et à celle de tous les hommes, afin que, selon l'exhortation de saint Paul, « toute langue confesse que Jésus-Christ est Seigneur, à la gloire de Dieu le Père » (Ph 2, 11). Ainsi soit-il.

(3) DC 1974, n° 1656, p. 556 (NDLR).

Questions actuelles

LES CHARISMATIQUES CATHOLIQUES AUX ÉTATS-UNIS

Déclaration du Comité épiscopal de recherche et de pratique pastorale

Devant l'ampleur prise récemment par le mouvement charismatique catholique, la Conférence épiscopale des États-Unis avait demandé au « Comité de recherche et de pratique pastorale » de préparer une déclaration sur le renouveau charismatique. Ce projet a été discuté et approuvé au cours de la réunion de la Conférence épiscopale en novembre 1974. Après avoir relevé les signes qui authentifient l'action de l'Esprit, mis en garde contre deux dangers — l'élitisme et le fondamentalisme biblique — le document insiste pour que des relations étroites s'établissent entre les groupes charismatiques et les communautés paroissiales locales ().*

1. La Constitution sur l'Eglise de Vatican II enseigne que l'Esprit-Saint ne se borne pas à sanctifier et à conduire l'Eglise par les sacrements et les ministères, mais qu'il « distribue aussi parmi les fidèles de tous ordres, répartissant ses dons à son gré en chacun » (1 Co 12, 11), les grâces spéciales qui rendent apte et disponible pour assumer les diverses charges et offices utiles au renouvellement et au développement de l'Eglise, suivant ce qu'il est dit : « C'est toujours pour le bien commun que le don de l'Esprit se manifeste dans un homme. » (1 Co 12, 7.) Ces grâces, des plus éclatantes aux plus simples et aux plus largement diffusées, doivent être reçues avec action de grâces et apporter consolation, étant avant tout ajustées aux nécessités de l'Eglise et destinées à y répondre. Mais les dons extraordinaires ne doivent pas être témérairement recherchés ; ce n'est pas de ce côté qu'il faut espérer présomptueusement le fruit des œuvres apostoliques ; c'est à ceux qui ont la charge de l'Eglise de porter un jugement sur l'authenticité de ces dons et sur leur usage bien entendu. C'est à eux qu'il convient spécialement non pas d'éteindre l'Esprit, mais de tout éprouver pour retenir ce qui est bon (cf. 1 Th 5, 12, 19-21).

2. Il est donc clair que ces dons ou charismes ont été donnés à l'Eglise dès le commencement et qu'on ne peut dire qu'ils appartiennent seule-

ment à notre époque. L'Eglise est une réalité qui vit et croît, précisément en raison de l'action vitale et continue de l'Esprit-Saint envoyé par le Père et le Fils.

La pierre de touche de l'authenticité

3. Les manifestations qui proviennent vraiment de l'Esprit-Saint n'étant pas évidentes en soi, il est nécessaire que les membres de l'Eglise, en communion avec leurs pasteurs, soient conscients de la possibilité de l'illusion, ainsi que de la nécessité de garder présentes à l'esprit les sages normes transmises dans la Parole écrite de Dieu et l'enseignement constant de l'Eglise.

Il y a, tout d'abord, la parole du Seigneur lui-même : « C'est à leurs fruits que vous les reconnaîtrez. » (Mt 7, 16.) Cela ne veut pas dire que des dons tels que les langues, les miracles ou les prophéties soient les « actes » ou les « fruits » qui permettent de reconnaître l'Esprit. Ce sont précisément ces choses elles-mêmes qui doivent être jugées et discernées. C'est pourquoi, lorsque le Seigneur parle de la pierre de touche des « actes » qui donne le signe de la vérité et de l'authenticité, il parle de la conformité avec l'enseignement de l'Evangile dans son entier et avec l'imitation de son exemple.

Saint Paul développe cet enseignement du Seigneur lorsqu'il affirme que les fruits de l'Esprit sont « charité, joie, paix, longanimité, servabilité, bonté, confiance dans les autres, douceur, maîtrise de soi » (Ga 5, 22). Il explique aussi que les dons authentiques de l'Esprit tendent toujours à la construction de l'Eglise dans l'unité et la charité. « Appliquez-vous à conserver l'unité de l'Esprit par ce lien qu'est la paix. » (Ep 4, 3.) Il ajoute : « Chacun de nous a reçu sa part de la grâce divine selon que le Christ a mesuré ses dons... C'est lui qui a donné aux uns d'être apôtres, à d'autres d'être prophètes, ou encore évangélistes, ou bien pasteurs et docteurs, organisant ainsi les saints pour l'œuvre du ministère en vue de la construction du Corps du Christ. » (Ep 4, 7, 11-12.)

Il souligne la même idée en écrivant aux Corinthiens : « A chacun la manifestation de l'Esprit est donnée en vue du bien commun. » (1 Co 12, 7.)

Pourtant, le grand signe qui authentifie l'Esprit est l'amour. Pas n'importe quel amour mais cet amour chrétien qui va jusqu'au sacrifice et que Paul décrit en ces termes : « La

* Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 30 janvier 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

charité est longanime ; la charité est serviable ; elle n'est pas envieuse ; la charité ne fanfaronne pas, ne se rengorge pas ; elle ne fait rien d'inconvenant, ne cherche pas son intérêt, ne s'irrite pas, ne tient pas compte du mal ; elle ne se réjouit pas de l'injustice, mais elle met sa joie dans la vérité. Elle excuse tout, croit tout, espère tout, supporte tout.

La charité ne passera jamais. Les prophéties ? elles disparaîtront. Les langues ? elles se tairont. La science ? elle disparaîtra... La foi, l'espérance et la charité demeurent toutes les trois ; mais la plus grande d'entre elles, c'est la charité. » (1 Co 13, 8-13.)

Enfin, il nous faut mentionner un autre signe qui authentifie l'Esprit et qui se trouve à la fois dans l'Evangile et dans les lettres apostoliques du Nouveau Testament : l'Esprit porte toujours témoignage de Jésus : « L'Esprit-Saint que le Père enverra en mon nom vous instruira en toute chose et vous rappellera tout ce que je vous ai dit. » (Jn 14, 26.) « Mais lorsqu'il viendra, lui, l'Esprit de vérité, il vous conduira vers la vérité tout entière ; car il ne parlera pas de lui-même ; mais tout ce qu'il entendra il le dira, et il vous annoncera les choses à venir. Il me glorifiera car c'est de mon bien qu'il prendra. » (Jn 16, 13-14.)

Un seul et même Esprit

4. Ces normes qui sont données dans la Parole de Dieu doivent être rappelées dès lors qu'il s'agit de porter un jugement sur l'action de l'Esprit-Saint. De plus, il est clair que l'action authentique de l'Esprit-Saint ne peut jamais être en conflit avec l'enseignement authentique de l'Eglise puisque c'est un seul et même Esprit qui répand ses dons sur tous les fidèles, guide et soutient l'autorité enseignante de l'Eglise. Saint Augustin affirme à ce propos : « Nous avons l'Esprit dans la mesure où nous aimons l'Eglise. » (*Tract. in Johan XXIII*, 8 ; *CCL XXXVI*, 304.) Il est également important de se tourner vers les grands saints et maîtres de la vie spirituelle dont la propre expérience, sous la direction de l'Esprit-Saint, a légué à l'Eglise un riche trésor de discernement et de sagesse. Parmi eux se détachent des saints comme Grégoire le Grand, Ignace de Loyola, Thérèse d'Avila et Jean de la Croix.

5. L'une des grandes manifestations de l'Esprit à notre époque a été le II^e Concile du Vatican. Beaucoup pensent également que le renouveau charismatique catholique est une autre manifestation semblable de l'Esprit. Et il est sûr qu'il présente de nombreux signes positifs, d'ailleurs plus clairs en certains groupes qu'en d'autres.

Là où le mouvement progresse solidement, on note une foi solidement enracinée en Jésus-Christ en tant que Seigneur. Une telle attitude débouche à son tour dans un intérêt renouvelé pour la prière, à la fois individuelle et en groupe. Beaucoup de ceux qui appartiennent au mouvement font l'expérience d'un sens nouveau des valeurs spirituelles, d'une conscience plus vive de l'action de l'Esprit-Saint, de la louange de Dieu et d'un engagement personnel plus profond

envers le Christ. De même, nombreux sont ceux qui ont senti croître en eux la piété eucharistique et participent avec plus de fruit à la vie sacramentelle de l'Eglise. La dévotion envers la Mère du Seigneur revêt une signification nouvelle et beaucoup reconnaissent qu'ils ont acquis un sentiment plus profond de l'Eglise et lui sont plus attachés. De tels faits méritent à coup sûr d'être encouragés et reflètent sans nul doute l'enseignement de la Bible et de l'Eglise que nous avons mentionné plus haut.

L'élitisme et le fondamentalisme

6. On peut s'attendre à ce que tout nouveau mouvement ait à faire face à des difficultés et comporte un mélange d'éléments positifs et négatifs. Un rapport précédent de ce Comité a signalé certains dangers qui continuent à exister ça et là et qui ne peuvent être passés sous silence si l'on veut que le mouvement se développe d'une manière positive et porte des fruits. L'élitisme et ce type de fondamentalisme biblique qui s'oppose à la fois aux normes authentiques de la Sainte Ecriture et à l'engagement de l'Eglise constituent deux de ces dangers. L'élitisme crée un milieu clos et donne naissance à des divisions plutôt qu'à l'unité et à la charité, et le fondamentalisme biblique ne rend pas justice à la mission de l'Esprit qui est de témoigner de « tout ce que Jésus a enseigné ». En outre, certains de ceux qui participent à ce mouvement courent le danger de délaisser le contenu intellectuel et doctrinal de la foi, et de le réduire à une expérience religieuse subjective.

C'est dans l'espoir que les valeurs vraiment positives du renouveau charismatique l'emporteront et que le mouvement pourra réellement contribuer, comme c'est le cas pour toute action authentique de l'Esprit-Saint, à « construire l'Eglise » dans l'unité et la charité, que nous jugeons important d'attirer l'attention sur les dangers et les aspects négatifs qui continuent d'apparaître dans certains groupes.

D'autres aspects du renouveau charismatique, tels que la guérison, la prophétie, la prière en langues et l'interprétation des langues exigent de la prudence. On ne saurait nier que de tels phénomènes puissent être d'authentiques manifestations de l'Esprit. Mais ils doivent être soigneusement examinés et leur importance, même s'ils sont authentiques, ne devrait pas être exagérée.

Eviter l'isolement

7. Le mouvement charismatique ne peut vivre ou porter de fruits s'il reste isolé. Il doit tisser des liens solides avec la totalité de la vie de l'Eglise. Cela signifie qu'il est nécessaire de prendre des engagements dans la communauté paroissiale locale, et de chercher à œuvrer sous la direction des prêtres de la paroisse qui, en tant que collaborateurs de l'évêque dans le ministère pastoral, ont la responsabilité de coordonner tout ce qui peut contribuer au bien général de la paroisse. Prêtres et évêques ont, bien entendu, la responsabilité corrélatrice de trouver des moyens pour rapprocher le renouveau charismatique de l'Eglise tout entière.

8. Pour favoriser un climat de compréhension, de confiance et d'échanges mutuels, les contacts personnels entre évêques et prêtres, d'une part, dirigeants et membres des divers groupes, d'autre part, sont essentiels. Ces contacts, une fois établis, pourront ensuite être renforcés par des agents de liaison nommés par le diocèse qui soient capables de se tenir au courant de l'évolution dans le mouvement, de donner des conseils sûrs et d'informer les Ordinaires.

9. Les paroisses doivent être encouragées à intégrer les groupes charismatiques dans leurs structures, de manière que soit assurée une véritable communication. Il serait bon que le clergé paroissial soit en liaison constante avec les dirigeants sur le territoire de la paroisse. De leur côté, les dirigeants doivent être prêts à accueillir les avis et suggestions du clergé paroissial, et celui-ci, à son tour, se doit d'encourager les éléments positifs des groupes avec lesquels il entre en contact, tout en relevant les points qu'il estime critiquables ou dangereux pour les individus, le mouvement ou la paroisse elle-même. Pour être efficace, une telle direction exigera donc que soient encouragés les buts et les idéaux positifs, de même que soient réglés les problèmes litigieux dans une discussion franche avec les dirigeants et les membres du groupe.

Le rôle des prêtres

10. Une association avec une direction sacerdotale est de toute évidence essentielle à la saine évolution du renouveau charismatique. C'est pourquoi nous encourageons vivement les prêtres à s'intéresser au mouvement. En raison de son rôle unique et du charisme de l'ordination, c'est le prêtre qui peut le plus efficacement établir un lien entre le mouvement du renouveau et la vie totale de l'Eglise, et, de cette manière, remplir sa propre fonction particulière de coordinateur des dons de l'Esprit.

Il va de soi que les prêtres qui n'ont pas participé personnellement au mouvement lui-même doivent faire preuve de prudence en portant des jugements ou en prenant des décisions, et bien s'assurer qu'ils sont parfaitement informés et comprennent bien ce qui est en cause. En même temps, l'ouverture des membres du mouvement à des personnes qui n'en font pas partie est un facteur de santé puisqu'elle constitue un élément d'objectivité, toujours précieux.

11. Pour le succès futur du mouvement charismatique, un élément capital est la formation de dirigeants profondément pénétrés de la doctrine de l'Eglise et de l'Ecriture, ouverts les uns aux autres et suffisamment mûrs pour partager les responsabilités. En de nombreux endroits, les résultats positifs obtenus par une telle formation de dirigeants se perçoivent déjà nettement. La participation régulière de dirigeants locaux à des rencontres régionales et nationales du renouveau charismatique catholique ne peut, par ailleurs, qu'être bénéfique.

12. Les groupes charismatiques rassemblant à la fois des catholiques et des chrétiens d'autres traditions pose un problème pastoral particulièrement délicat. De tels groupes méritent au premier chef l'intérêt des pasteurs. Une participa-

tion continuelle ou exclusive à des groupes œcuméniques risque d'affaiblir le sens de l'identité catholique. Par ailleurs, la participation occasionnelle à des groupes de prière œcuméniques peut s'avérer bénéfique. Les catholiques qui participent à ces groupes doivent avoir une foi adulte et se montrer attachés aux principes de la foi catholique. Ils doivent être bien informés des directives de l'Eglise touchant l'activité œcuménique et soucieux de les observer.

13. Etant donné que le renouveau charismatique est une nouveauté pour la plupart des catholiques, les évêques et les pasteurs peuvent jouer un rôle des plus utiles lorsque s'élèvent des difficultés entre le mouvement et d'autres groupes et institutions de l'Eglise. Les légitimes inquiétudes des uns et des autres doivent être examinées et apaisées dans un dialogue fondé sur l'esprit et l'enseignement de l'Evangile et l'exemple du Christ. A l'occasion, les pasteurs pourront aussi être des plus utiles en aidant les dirigeants du mouvement à régler les conflits à l'intérieur des groupes charismatiques eux-mêmes. L'évolution pacifique du mouvement que nous désirons encourager sera favorisée si les personnes qui font preuve de moins de maturité sont placées sous la direction spirituelle d'autres plus mûres. Cette attitude est conforme à l'enseignement et à l'expérience de saint Paul : « Le prophète est maître de l'esprit prophétique qui l'anime. Car Dieu n'est pas un Dieu de désordre mais de paix. » (1 Co 14, 32-33.)

Les petites communautés

14. Une étape récente du mouvement a consisté dans la création de petites communautés où les membres vivent ensemble, afin d'approfondir leur vie dans l'Esprit. Le succès de ces communautés dépend d'une direction éclairée, de la fidélité attentive aux règles mentionnées au début de ce document et dans un lien solide avec la communauté ecclésiale. Il est très important qu'elles se fassent suivre, de façon régulière et objective, par des personnes du dehors.

Dans son discours de clôture au Synode des évêques, le 26 octobre 1974, le Saint-Père encourageait la création de petites communautés, mais rappelait la nécessité de l'équilibre : « Nous avons noté avec satisfaction l'espérance que représentent les petites communautés et leur référence à l'œuvre de l'Esprit-Saint ; mais cette espérance serait vraiment tronquée si leur vie ecclésiale, dans l'ensemble organique de l'unique Corps du Christ, devait venir à manquer, affranchie de la légitime autorité ecclésiastique et laissée à l'impulsion arbitraire de chacun. »

15. Aux membres du mouvement, aux pasteurs et à tous les fidèles du Christ, nous conseillons de méditer les paroles de l'Ecriture que nous prenons comme notre propre ligne de conduite : « N'éteignez pas l'Esprit, ne méprisez pas les dons de prophétie. Examiner tout avec discernement : retenez ce qui est bon ; tenez-vous à l'écart de toute espèce de mal. » (1 Th 5, 19-22.)

Nous encourageons ceux qui font déjà partie du renouveau charismatique et apportons notre soutien aux orientations positives qu'il contient.

NOTRE MONDE A BESOIN DE MAITRES A PRIER

*Conférence prononcée au Centre d'études Saint-Louis-de-France à Rome
le 5 décembre 1974 par le chanoine Henri CAFFAREL (1)*

Il y a quelque quarante ans, Paul Claudel, ambassadeur de France à Washington, recevait la visite du P. Doncoeur. Le conduisant à la fenêtre de son bureau donnant sur la grande ville il lui dit : « Ce peuple manque de prière. » N'est-ce pas vrai aujourd'hui de tous les peuples, au moins en Occident ? Est-il impertinent de poser la question : Ne serait-ce pas vrai également du peuple de Dieu, en ce temps-ci ?

Et cependant, une constatation s'impose : des chrétiens nombreux, hommes et femmes, des jeunes surtout, pratiquants ou non, aspirent plus ou moins confusément à la prière. Je dis bien « confusément », car beaucoup ne savent pas identifier ce besoin qui les travaille. Cette même aspiration se retrouve chez beaucoup de non-chrétiens.

Le phénomène n'est peut-être pas suffisamment généralisé pour qu'on puisse y voir un signe des temps ; du moins me paraît-il être un signe de Dieu à son Eglise.

Je vais d'abord tenter de vous présenter les faits et, dans une seconde partie, de vous proposer une réflexion sur l'interpellation que ces faits adressent à l'Eglise. Je parlerai essentiellement de ce que je constate en France. Certes, je n'ignore pas ce qui se passe dans les autres pays d'Europe et des divers continents : grâce aux deux revues que je dirige, les *Cahiers sur l'Oraison* (*) et *La Chambre haute* (*), je reçois des lettres de plus de soixante-dix pays où ces revues ont des lecteurs. Mais je tiens à ne parler que de ce que je connais très bien.

I. — ASPIRATIONS A LA PRIERE INTERIEURE

Pèlerins de l'Inde

Un premier fait mérite attention et réflexion : la migration de jeunes Français très nombreux vers le Sud asiatique, vers l'Inde surtout. On me parlait récemment d'une circulaire du ministère de l'Intérieur qui ferait état d'un flot de dix mille jeunes Français quittant le pays pour l'Inde chaque année à l'époque des vacances, ou abandonnant tout, études, famille, amis. Certes, ils ne sont pas tous attirés par l'Inde mystique. Certains d'entre eux sont tentés simplement par le goût de l'aventure. Ils fuient une civilisation dans laquelle ils étouffent. Le reporter d'un grand quotidien parisien citait dernièrement cette réflexion typique d'un de ces jeunes Français, rencontré là-bas : « Vous comprenez, on en avait assez de cette société pourrie. Tout pour le fric, avec le fric, par le fric. Les gens en France ne se

parlent plus. Regardez-les dans la rue, ils sont tristes, ils ne savent plus sourire. Qu'est-ce que ça veut dire, le bonheur, en Occident ? Avoir de l'argent, une voiture, regarder la télé, jouer au tiercé. Je n'en pouvais plus ! » Beaucoup éprouvent le besoin impérieux de trouver une autre dimension à l'existence, de découvrir une raison de vivre en s'initiant aux techniques multimillénaires de la méditation, dont l'Inde a gardé le secret, et sous la conduite de l'un ou l'autre de ces innombrables sadhous, swâmis, gourous qu'ils s'attendent à rencontrer dans les ashrams ou sur les pentes des Himalayas. Vus de France, sages et ashrams exercent un puissant attrait sur eux. Est-il besoin de dire que l'imagination joue un rôle bien plus déterminant qu'une véritable information ? Ils ont lu des reportages, souvent fantaisistes, entendu une conférence ou une émission à la radio, rencontré un swâmi vrai ou faux. Les plus cultivés sont fascinés par le visage de quelques grands Indiens dont bien souvent ils ne savent pas grand-chose : Ramakrishna, Vivekananda, Gandhi, Vinoba, Ramdas, le Maharshi, Aurobindo... Il n'en faut pas plus pour les mettre en marche.

Et se passe pour eux, là-bas, ce qui se passe dans le désert pour le voyageur qui veut rejoindre le mirage : celui-ci se dissipe à mesure qu'il croit s'en rapprocher.

Je ne parle évidemment pas de ceux qui partent en connaissance de cause pour un voyage d'étude, ou qui connaissent sur place des personnes qui les guideront. Je ne parle pas non plus des touristes dont le portefeuille est bien garni. Tous ceux-là ne constituent qu'une infime minorité des pèlerins de l'Inde. Pour la plupart, ces jeunes ne rencontrent là-bas que misère sordide. Misère, c'est-à-dire expérience de la faim, de la maladie, de la drogue, de la prostitution. « Je n'ai pas vu un seul Occidental heureux en Inde », assurait le journaliste que je citais plus haut. Un prêtre, il est vrai, écrivait exactement l'inverse, il y a quelques années : « Dans un ashram célèbre, sur cinquante personnes présentes en permanence, trente Occidentaux, tous catholiques... Ils disent ne pas souffrir du manque de vie sacramentelle et avoir trouvé l'essentiel en la personne du maître spirituel, le gourou. » J'avoue qu'il ne m'a pas convaincu : l'ensemble des témoignages recueillis contredisent son optimisme.

Pourquoi donc les jeunes qui ont soif de spiritualité ne se tournent-ils pas vers les richesses spirituelles de l'Occident ? La plupart d'entre eux ne soupçonnent même pas que l'Eglise possède ce qu'ils cherchent. Je l'ai compris, il y a quelques mois, en assistant avec un groupe de jeunes, approximativement chrétiens, à deux émissions télévisées. La première était un reportage sur les ashrams de l'Inde ; elle eut sur eux un impact très fort. La seconde, quelques jours plus tard, était l'émission catholique du dimanche. On y présentait une œuvre caritative

(1) Texte original.

(*) Aux Editions du Feu Nouveau, 5, rue Bayard, 75008 Paris.

assez semblable à une entreprise commerciale et ensuite une messe solennelle, dont les officiants étaient loin d'offrir ces beaux visages graves et recueillis des hindous de l'ashram. C'est la seconde émission qui a donné à ces jeunes une impression d'étrangeté, d'exotisme ; elle n'a nullement parlé à leur cœur. Leur réaction m'a rappelé un propos de l'archevêque de Westminster, le docteur Ramsey : « Nous, chrétiens, n'avons pas insisté sur le rôle de la contemplation, si bien que les gens vont maintenant chercher de la mysticité dans les mouvements non chrétiens. »

Il ne faudrait pas croire que c'est de gaieté de cœur que les jeunes, surtout ceux qui ont quelque peu fréquenté l'Eglise, se séparent d'elle. Pathétique est cet aveu de l'un d'entre eux : Nous avons hésité à nous engager dans cette voie. Et avant de prendre cette décision, que nous savions grave, eh bien ! franchement, nous avons jeté un dernier regard aux Eglises de notre enfance. Aidez-nous à retrouver Dieu, avons-nous demandé... et nos Eglises nous ont parlé de tout, sauf de Dieu.

L'Himalaya à Paris

Un deuxième fait mérite attention. Il n'est pas donné à tous les jeunes de pouvoir chercher l'aventure spirituelle en Extrême-Orient, mais l'Extrême-Orient vient à eux. Dans de très nombreuses villes d'Occident, surtout dans les grandes capitales, Paris, Londres plus encore, surgissent, comme champignons après la pluie, des écoles de « méditation ». Je ne parle pas de toutes ces écoles de yoga qui n'ont pas la prétention d'être écoles de méditation, mais de ces écoles où un maître enseigne des techniques de méditation (donnez au mot « méditation » la signification qu'il a en Extrême-Orient, à savoir la recherche de l'intériorité, du vide intérieur et de l'expérience spirituelle qui doit s'ensuivre). L'initiative en revient à des swâmis de l'Inde ou à des moines bouddhistes. A des charlatans parfois. Un Français peut devenir swâmi à peu de frais ; il lui suffit d'avoir le teint d'un Provençal et d'acheter un turban aux Galeries Lafayette !

Elle a grand prix aux yeux des jeunes cette promesse d'une expérience spirituelle que l'on peut atteindre grâce à des techniques de recueillement. Il y a, certes, naïveté à s'imaginer qu'une simple technique peut faire accéder à une authentique expérience spirituelle. Mais il y a une autre naïveté à ne pas voir que nos contemporains, dont l'équilibre psychosomatique est perturbé par le monde dans lequel ils vivent, trouveraient grand bénéfice, pour accéder à l'authentique contemplation, dans le recours à des techniques de prière — cela, je le pense à la suite des confidences de religieux, religieuses, prêtres et laïcs que j'accueille en ma maison de prière de Troussures (**): faute de parvenir au silence intérieur, malgré leur bonne volonté, beaucoup abandonnent l'oraison.

Mais si les techniques importées de l'Inde, les initiations au zen, peuvent favoriser l'accès à

l'intériorité, il faut bien avouer que très souvent elles laissent comme suspendu dans le vide. Et ce n'est pas sans grand dommage. Cela devient grave si les maîtres ou soi-disant maîtres d'Orient entraînent leurs disciples dans les arcanes des yogas supérieurs ou prétendent les faire accéder au samâdhi, sommet de la vie spirituelle pour l'hindou, ou au satori, le but suprême visé par les bouddhistes zen. Dans les hôpitaux psychiatriques français, on connaît bien cette clientèle de personnes qui se sont lancées inconsidérément dans une telle aventure.

Les maîtres en question, qui paraissent libéraux au cours des premiers contacts, s'avèrent souvent très vite sectaires, au moins en ce sens qu'ils ironisent volontiers à l'égard des religions qui prétendent détenir la vérité. L'un d'eux exprimait sa conviction en ces termes évocateurs, mais très ambigus : « Voyez une grande vasque d'eau claire, les mystiques de toutes les religions sont ensemble penchés sur elle et tous boivent l'eau vive, tandis que derrière eux les théologiens se disputent entre eux ; et, plus en arrière encore, les partisans font le coup de poing. » Il voulait dire que pour ceux qui ont accédé à l'union à Dieu, les divergences dogmatiques sont abolies. Le danger de syncrétisme menace ceux qui suivent de tels maîtres.

Rencontres interconfessionnelles

J'en viens à un tout autre fait. Celui des rassemblements chrétiens interconfessionnels. Ce sont les jeunes surtout qui les fréquentent, avec empressement. Le besoin, au fond du cœur, qui conduit à ces rencontres n'est pas identiquement celui qui oriente vers l'Inde ou vers les écoles de méditation. Il n'empêche que là aussi, il s'agit d'un besoin de prière. Car ces rassemblements de foules plus ou moins grandes sont bien d'abord des rencontres de prière. Souvent, elles se font autour d'un pôle d'attraction, d'un foyer spirituel, d'une communauté. La plupart de ces centres ne sont pas catholiques. Le besoin de prière qui attire à ces rencontres est souvent fruste, mal identifié ; il se mêle à un autre besoin, non moins déterminant : l'aspiration à la fraternisation en des rassemblements d'où sont plus ou moins exclus les problèmes d'un monde oppressant, asphyxiant, angoissant. Fraternisation d'autant plus appréciée qu'elle est vécue par-dessus toutes frontières : frontières de nations, de classes sociales, de cultures, d'idéologies et aussi de confessions religieuses. Les théologies, les affirmations doctrinales, les rites liturgiques souvent sont refusés comme autant d'obstacles à l'unité désirée. Au cours de ces rencontres, l'union se noue grâce à une prière simple, spontanée, dans un climat émotionnel. On pourrait penser que les sectes chrétiennes y prennent grande place, mais non, précisément parce que la secte se définit par son intransigeance isolante. S'il est une influence qui s'y manifeste, ce serait plutôt celle d'évangélistes, de pentecôtistes, hérétiques des « révéls » anglo-saxons, et qui, de ce fait, possèdent une technique de prière publique, commune, informelle.

Ces rassemblements ne sont pas sans comporter des risques graves pour de jeunes catholiques dont la formation doctrinale est insuffi-

(**) Maison de Prière, Troussures, 60390 Auneuil.

sante sinon inexistante : ils glissent d'une religion de la foi à une religion de l'expérience, accordant le primat à la ferveur et à ce qu'ils appellent la sincérité. Ils goûtent beaucoup plus en ces rencontres les témoignages relatant des expériences spirituelles que la prédication doctrinale de leur curé — si tant est qu'une telle prédication leur soit encore offerte dans leurs paroisses. Volontiers, ils vous diront, comme cette jeune étudiante de vingt-quatre ans qui, cependant, avait vécu une foi vraie et militante : « Il faut prendre du recul. C'est bon... c'est même nécessaire pour élargir ses horizons. Et pas seulement l'horizon mais aussi le cœur. A ce moment-là on s'aperçoit que tout ramène au même but, que l'essentiel se trouve en chaque religion. Ce qu'il faut surtout, c'est n'être pas prisonnier des formes... » Ainsi ces rencontres risquent-elles de conduire à l'indifférentisme religieux ceux qui les fréquentent.

Mais je m'en voudrais de ne souligner que des aspects négatifs. Il est sûr que, grâce à de tels rassemblements, des jeunes franchissent un premier seuil : ils sont arrachés au matérialisme et au désespoir que celui-ci engendre, désespoir qui en emporte tant vers d'autres aventures qui n'ont rien de spirituel. De vraies conversions aux valeurs chrétiennes, au Christ, s'y opèrent. Malheureusement, beaucoup de ces convertis ne persévèrent pas, faute de rencontrer des maîtres spirituels susceptibles de les guider. La conversion est un point de départ ; aussitôt après il s'impose d'apprendre à cheminer sur la voie nouvelle découverte. C'est pourquoi il est indispensable que les jeunes convertis — si attachants mais combien vulnérables — soient aidés à structurer leur personnalité humaine et leur vie spirituelle. Il arrive que la conversion oriente vers la vocation sacerdotale ou la vie religieuse. C'est pour ceux-là une grâce inappréciable ; ils trouveront — pas toujours, hélas ! — le maître qui les aidera à progresser. Un maître des novices, qui en a accueilli plusieurs, me disait : « Ils sont fervents, généreux, mais quel travail pour les amener à purifier leur foi et à conquérir un équilibre psychologique ! »

Les mouvements de Renouveau dit « charismatique »

J'en arrive à un autre fait qui n'est pas sans traits communs avec celui que je viens de présenter. Je veux parler de l'attraction qu'exercent, sur les jeunes et aussi sur beaucoup d'adultes les mouvements de Pentecôte. Je me limiterai, et ne parlerai que des mouvements de Renouveau dit « charismatique » qui se développent au sein de l'Eglise catholique. Les tout premiers groupes sont apparus dans les universités catholiques de Pittsburg et de South Bend aux Etats-Unis en 1967. La sociologie religieuse les situe dans la ligne des réveils protestants : piétisme, mennonisme, quakerisme, méthodisme, « mouvements de sainteté », pentecôtisme. C'est vrai et faux. Les mouvements de Renouveau dans l'Eglise catholique ne s'alignent évidemment pas sur les traditions doctrinales de ces réveils. La ressemblance se constate essentiellement au niveau du style des assemblées de prière. Certaines orientations spirituelles, il est vrai,

leur sont communes, notamment l'importance accordée à la recherche d'une expérience religieuse sensible.

Cette recherche d'une expérience est favorisée par la ferveur des assemblées de prière. A en croire certaine littérature, cette expérience serait immanquablement obtenue par une démarche que les pentecôtistes dénomment « le baptême dans l'Esprit ». Dans trop de mouvements de Renouveau charismatique, cette appellation a été conservée, et c'est regrettable car, qu'on le veuille ou non, elle est grevée d'ambiguïté et risque de favoriser chez les catholiques la croyance pentecôtiste à la nécessité d'un second baptême pour qui veut recevoir le don de l'Esprit Saint. De fait, l'expression baptême dans l'Esprit est généralement remplacée en France par cette autre : « La demande d'une effusion de l'Esprit Saint. » Mais, appellation mise à part, y a-t-il là une réalité acceptable par les catholiques ? Pourquoi pas s'il s'agit d'une prière — à laquelle on demande à des frères de s'associer — et par laquelle on exprime au Christ qu'on le reconnaît comme Sauveur et Seigneur, qu'on aspire à lui appartenir sans réserve et qu'on lui demande une large effusion de son Esprit afin de vivre toujours plus dans sa mouvance ? Mais il me paraît regrettable que chez beaucoup cette prière soit accompagnée d'un désir intempérant et ambigu d'obtenir ces charismes inhabituels que sont le « parler en langues », le don de guérison, le don de prophétie...

Les réunions de ces mouvements de Renouveau sont essentiellement axées sur la prière : réunions informelles qui durent facilement une heure ou deux. Y alternent, de façon très souple, lectures bibliques en général brèves, chants, prières spontanées, chant et parler « en langues ». Parfois, on y entend des témoignages, parfois on y reçoit un enseignement. On peut se demander pourquoi, dans beaucoup d'assemblées de prière, la prière silencieuse ne trouve pas sa place : serait-ce que les leaders redoutent qu'elle ne casse le crescendo de la ferveur ?

Le succès de ces mouvements est grand, et non pas seulement auprès des jeunes. Analyser les facteurs de ce succès et les motivations de ceux qui viennent aux assemblées de prière n'est pas tellement facile. Des sociologues en donnent une explication non pas inexacte mais limitée et superficielle : la grande presse, alertée par le merveilleux qui, dit-on, s'y manifeste, parle volontiers de ces mouvements sous des titres accrocheurs — « La prodigieuse expansion du « Mouvement de Pentecôte » dans le catholicisme », « Une nouvelle jeunesse de la foi et de l'espérance », « Une étrange mélodie monte de l'assemblée... Qui sont donc ces « pentecôtistes catholiques ? », « Ferveur et guérisons », « Quand le Saint-Esprit descend dans le XVI^e (arrondissement) ». C'est donc la publicité de plus ou moins bon aloi que la presse fait à ces mouvements, souvent à l'instigation de certains de leurs membres, qui expliquerait leur succès. D'autres sociologues avancent une explication qui se combine avec celle-là, mais qui est davantage d'ordre psychologique : les assemblées de Renouveau sont, en général, très joyeuses ; la prière est souvent prière de louange, le climat y est très fraternel ; aussi bien tant de jeunes, habités par un besoin de

sécurité et de communion, par une sourde anxiété — quand ce n'est pas par l'angoisse —, qui n'ont jamais trouvé d'amour, ni en famille, ni à l'école, ni au travail, sont-ils vite conquis par de telles assemblées. Comment un lieu où l'on s'aime, où l'on est joyeux, où le nouveau venu est vraiment accueilli, « reconnu », admis tel qu'il est, où il trouve la possibilité de s'exprimer et de communiquer, ne posséderait-il pas un pouvoir d'aimantation, et comment ne favoriserait-il pas une libération psychologique ? De fait, souvent des barrages sautent, des complexes et des inhibitions cèdent.

Mais il faut chercher au développement de ces mouvements une explication plus profonde, sans méconnaître pour autant les points de vue des sociologues et des psychologues auxquels je viens de faire allusion. Je me suis appliqué à la déceler chez les membres des mouvements de Renouveau qui ont participé aux Semaines de prière que j'organise pour eux dans la Maison de Prière de Troussures. Des représentants de 74 groupes de 14 pays différents sont déjà venus, m'offrant un vaste champ d'observation.

Voici des éléments positifs — quelques-uns seulement — et aussi les contreparties que j'ai cru discerner (étant toujours entendu qu'il y a de très grandes différences entre les diverses familles de groupes de Renouveau). Il est certain que grâce à ces mouvements de Renouveau le rôle du Saint Esprit dans la vie chrétienne est mis en relief et que les chrétiens sont aidés à entendre la recommandation de saint Paul aux Galates : « Laissez-vous mener par l'Esprit. » (Ga 5, 16.) Il faut bien avouer que depuis trois siècles la spiritualité chrétienne était souvent marquée au signe d'un volontarisme — sinon d'un semi-pélagianisme — qui ne favorisait guère la vie selon l'Esprit, telle que la présentent un saint Paul et un saint Jean. La grande théologie des sept dons de l'Esprit était négligée — et qui dira les conséquences incalculables dans le Peuple de Dieu de cette négligence ? Mais s'il est extrêmement heureux de retrouver la mission de l'Esprit Saint, le danger pourrait être de glisser d'une religion du Christ à une religion de l'Esprit. Cette tentation a entraîné à la dérive de nombreux mouvements de Renouveau au cours de l'histoire : que l'on se souvienne des Montanistes, des Vaudois, des Joachimites, des Alumbrados, des Quiétistes. Autre danger, cousin germain de celui que je viens de mentionner, celui d'oublier que si l'Esprit est présent et actif au cœur du chrétien, il l'est aussi, il l'est d'abord, dans la vie hiérarchique et sacramentaire de l'Eglise. Mais il ne faudrait pas que les risques de déviation masquent les aspects positifs. Autre aspect positif : les mouvements de Renouveau, en réaction contre une religion trop souvent formaliste, aident leurs membres à vivre une religion personnelle ; en réaction contre une religion trop souvent intellectualiste, ils leur font découvrir une religion du cœur. Mais là aussi, bien sûr, des risques existent : religion personnelle, désir d'un contact avec Dieu, oui, mais à condition que le goût de l'expérience ne prenne pas le pas sur l'adhésion de foi aux vérités révélées. Religion du cœur, oui, mais à condition de situer le « cœur » non pas au niveau des émotions mais bien au centre de

l'être spirituel, comme le font les auteurs sacrés.

Très heureuse aussi la redécouverte d'une théologie des petites communautés priantes. Encore faut-il que la petite communauté reste bien branchée sur la grande communauté Eglise et se veuille à son service.

De fait, en de nombreux groupes que je connais, on observe les effets positifs que je viens de signaler. On voit des jeunes, du hippie, du drogué, jusqu'au catholique dont la foi est vacillante, accéder à une vie chrétienne joyeuse, enthousiaste, rayonnante. On voit des chrétiens pratiquants découvrir une vitalité nouvelle.

Cela étant, pourquoi donc ces groupes suscitent-ils en France tant de craintes et d'opposition ? Il est vrai qu'ils ne savent pas toujours se garder des déviations que je viens d'évoquer ou d'autres : illuminisme, subjectivisme piétiste, fondamentalisme, émotionnalisme, esprit sectaire... Mais il faut se garder de généraliser : ce n'est pas de bonne science. Il est bien vrai aussi que des psychiatres catholiques signalent des troubles neuro-psychiques engendrés par des assemblées de prière où l'on cultive l'émotion religieuse et la ferveur charismatique. Mais ils sont les premiers à reconnaître qu'il est d'autres groupes qui, suivis par un guide spirituel expérimenté, favorisent un réel épanouissement chrétien. Il est vrai encore que la division est entrée dans certains couvents par l'introduction du Renouveau, mais il est non moins vrai que d'autres couvents ou monastères doivent au Renouveau un regain de ferveur et d'amour fraternel. Et il faut bien reconnaître en outre que les critiques de certains s'expliquent mieux par leur tempérament, leurs complexes et leurs a-priori que par des analyses objectives.

Il ne peut être question — notons-le bien, c'est important — de porter une appréciation globale sur un mouvement qui s'appellerait « le Renouveau ». Il n'y a pas « le Renouveau », il y a des mouvements, des groupes, plus ou moins apparentés. Pour parler de ce phénomène aux multiples visages, la désignation la meilleure est sans doute « mouvements de Renouveau ».

Prétendre que tout ce qui se fait dans ces mouvements est œuvre de Dieu serait naïf. Mais il serait non moins téméraire de prétendre qu'ils ne recèlent pas une invitation de l'Esprit Saint, invitation à nous ouvrir à lui, à nous laisser déranger dans nos habitudes de penser et d'agir plus ou moins routinières, à nous laisser enseigner des conduites à la fois traditionnelles et nouvelles, correspondant à une pensée et à une volonté de Dieu pour notre temps. Cependant, pour que cette invitation soit entendue et porte des fruits, certaines conditions sont requises. Et d'abord, et avec urgence, que la hiérarchie exerce à l'égard de ces courants ses charismes de discernement, d'enseignement et de direction. Ensuite, que ces courants soient guidés par d'authentiques maîtres spirituels : c'est pour eux une question de vie ou de mort. Et encore que leurs membres soient bien convaincus que pour contribuer au renouveau de l'Eglise comme ils l'ambitionnent, il leur faut pratiquer à la fois une totale docilité à la conduite intérieure de l'Esprit et une non moins totale docilité de l'intelligence et du cœur à la tradition doctrinale et spirituelle de l'Eglise.

Je me suis peut-être trop attardé aux mouvements de Renouveau. J'ai surtout le sentiment d'avoir passé trop vite sur un phénomène très divers et très complexe. Et je crains fort d'avoir déçu, et ceux que ces mouvements ont conquis, et ceux à qui ils font peur.

Les groupes de prière

Il est temps que j'en vienne à un autre phénomène, très négligé par la presse et donc peu connu, et cependant beaucoup plus important que le précédent, au moins numériquement : le phénomène des groupes de prière en France. Je ne serais pas surpris d'apprendre qu'il y a chez nous quarante, cinquante fois plus de groupes de prière que de groupes de Renouveau. Ils sont moins typés que ces derniers, mais il est relativement aisé de dégager leurs caractères communs.

Ils surgissent spontanément. Ce qui est en cause ici n'est pas la publicité, mais bien une aspiration profonde au fond des cœurs chrétiens, aspiration qui depuis quelque dix ans ne fait que grandir — l'épiscopat français l'a bien remarqué. Ces groupes de prière ont constaté qu'une oraison silencieuse en commun d'une demi-heure au moins, permet d'accéder à une connaissance inespérée de Dieu et des frères du groupe. Comme si s'éveillait au fond du cœur un regard intérieur, « les yeux du cœur » dont parle saint Paul aux Ephésiens (1, 18). En ces groupes, tout semble graviter autour de cette prière silencieuse, soit pour la favoriser, soit pour la prolonger : lecture de la Parole de Dieu, prières spontanées et mises en commun, marquées au signe d'une grande sobriété, d'un parti pris de sincérité. Une fraternité se développe, favorisant une entraide spirituelle et une manière de prise en charge mutuelle. Caractère commun à presque tous et grandement apprécié : la diversité des états de vie représentés, chacun apportant la richesse de sa grâce, pour ne pas dire de son charisme — célibataires, ménages, veuves, religieuses. La présence du prêtre, signe de la présence du Christ à son Eglise, y est généralement très souhaitée et appréciée. Outre cette diversité des états de vie, on y observe cette autre diversité que présente le peuple chrétien composé de saints et de pécheurs, de savants et de gens sans grande culture, de fidèles assurés dans leur foi et d'hommes qui cherchent en tâtonnant.

Bien sûr, ces groupes rencontrent souvent des difficultés. Car s'il est aisé de commencer, il est plus difficile de bien évoluer. Ils ont du mal à progresser s'ils n'entretiennent pas des rapports entre eux pour s'épauler et échanger leurs expériences. D'autre part ils aspirent à se sentir « reconnus » par la plus large communauté, paroisse ou autre. Eux aussi ont besoin de maîtres à prier, car la marche en avant sur les voies de la prière exige la science et la compétence de ceux qui sont plus avancés.

Cette génération spontanée des groupes de prière est menacée de deux dangers opposés : que ces groupes faute d'être reconnus, estimés, encouragés, se marginalisent, ou du moins s'isolent dans le Peuple de Dieu ; ou, danger inverse, qu'ils soient embrigadés, qu'ils se voient imposer des règles.

Pour l'instant, ils sont incontestablement un milieu nourricier pour la vie spirituelle de leurs membres — encore qu'il manque à beaucoup d'être des écoles de la foi, où la vie spirituelle trouverait ses fondements dogmatiques. Des laïcs très engagés dans les tâches de la cité et dans l'action politique y puisent force et persévérance. Et il n'est pas rare d'y voir éclore et s'affirmer des vocations religieuses et sacerdotales.

Au demeurant, on ne saurait prétendre donner une explication rationnelle pleinement satisfaisante des inappréciables bienfaits que retirent de ces groupes de prière ceux qui les fréquentent. Un facteur mystérieux intervient : la présence du Christ à l'œuvre parmi ceux qui se réunissent en son nom (cf. Mt 18, 18-20). Il n'est pas utopique de penser que le tissu ecclésial se reconstituerait si se multipliaient et évoluaient bien ces petits groupes de prière, qu'il serait peut-être plus exact d'appeler « communauté de prière ».

**

Je ne peux poursuivre la recherche de tous les signes du besoin de prière chez nos contemporains, chrétiens ou non chrétiens ; qu'il me suffise de vous avoir présenté tour à tour l'attraction exercée par les méthodes et les hommes de prière d'Extrême-Orient, par les mouvements de prière interconfessionnels, et le développement des groupes de prière au sein de l'Eglise.

Si j'avais le temps, je vous entretiendrais aussi de l'attrait qu'éprouvent les jeunes pour les couvents et les monastères où fleurit une vie authentiquement contemplative. Ces monastères voient venir à eux des vocations nombreuses et d'une rare qualité.

Il serait passionnant de rechercher ce qui explique un tel besoin de prière chez nos contemporains. Mais il y faudrait une autre conférence — et aussi une autre conférencier, car je ne me sens pas prêt à fournir une réponse exhaustive.

Que peut-on dégager des faits que nous venons d'observer ? Tout d'abord la conviction qu'une aspiration profonde à la prière se manifeste chez les chrétiens et les non-chrétiens, surtout chez les jeunes, depuis quelques années. Mais de quelle prière s'agit-il ? La prière a des formes variées : prière liturgique, prière en commun, prière vocale, prière mentale. Il est certain que cette aspiration est d'abord aspiration à la prière mentale, même chez le grand nombre de ceux qui participent à des assemblées de prière où l'oraison n'a pas de place. Cette prière mentale vers laquelle ils tendent pourrait être définie approximativement par la formule de sainte Thérèse d'Avila : l'oraison mentale est « une relation d'amitié où l'on s'entretient seul avec ce Dieu dont on se sait aimé ». Je dis « approximativement » parce que nos contemporains mettent plus nettement l'accent sur l'intériorité et la recherche de l'expérience du Dieu intérieur. Une autre définition traduirait sans doute plus exactement leur sentiment : « L'oraison mentale est une descente au tréfonds de soi-même où Dieu demeure, et l'expérience de sa présence active et aimante lorsqu'on sait faire silence en soi. » Il faut se hâter d'ajouter que cette recherche de la prière mentale, ils veulent la mener en commun.

Soulignons-le encore, beaucoup ne conçoivent même pas que l'Eglise puisse les aider dans cette recherche. Alors qu'ils aspirent à rencontrer des maîtres habités par une conviction enthousiaste et contagieuse, ils ne trouvent très généralement dans les paroisses, les mouvements, la presse et les émissions catholiques, qu'indifférence voire hostilité envers la prière mentale.

Que l'Eglise soit interpellée par cette aspiration de nos contemporains et spécialement de la jeune génération, c'est bien évident. Comment répondre et que répondre, c'est ce qu'il nous reste à voir.

II. — L'EGLISE INTERPELLEE

Un enseignement sur la prière

Une première évidence s'impose : l'Eglise se doit d'offrir un enseignement à tous ces chercheurs de Dieu dont nous venons de parler. D'aucuns s'imaginent que la prière est un domaine qui transcende celui de la théologie. Quelle erreur de croire que la pratique de la prière et le progrès vers l'union à Dieu puissent s'accommoder d'un vide doctrinal ! La vie de prière ne se développe que sur le fondement d'une théologie sûre, ainsi que d'une authentique anthropologie chrétienne. Certes, le patrimoine de l'Eglise contient des richesses immenses : Pères de l'Orient et de l'Occident, et toute cette lignée de mystiques et de maîtres spirituels — qui n'a pas connu de solution de continuité au cours des âges — nous ont légué un prodigieux enseignement sur la prière. Encore faut-il que l'Eglise fouille dans ses trésors, en retire *nova et vetera*, et s'interroge sur la façon d'adapter aux hommes d'aujourd'hui les enseignements de toujours.

C'est d'abord une théologie de la prière qu'il nous faut. Elle est rendue nécessaire depuis que se sont infiltrées dans l'esprit de bien des fidèles, et aussi de membres du clergé, de redoutables critiques contre la prière traditionnelle — critiques sournoises ou critiques brutales des Jean-Jacques Rousseau, Auguste Comte, Feuerbach, Nietzsche, des modernistes et des philosophes contemporains. Nous manquons cruellement d'un grand traité de la prière pour notre temps. J'avoue avoir été étonné que Vatican II n'ait abordé le sujet que très indirectement.

C'est aussi d'une science pratique de l'oraison que le besoin se fait sentir avec urgence : comment initier à l'oraison, aider à franchir les seuils qui se présentent, conseiller dans leur cheminement vers une plénitude spirituelle, ceux que Dieu appelle à lui sur les voies de la prière mentale ?

Cette science pratique devrait intégrer dans sa synthèse des méthodes psychosomatiques susceptibles d'aider ceux qui s'engagent dans les voies de l'oraison. Je fais allusion à l'initiation au contrôle cérébral, à la relaxation, à la respiration, à la participation du corps à la prière... On capte aussitôt l'attention des jeunes — j'en ai souvent fait l'expérience — lorsqu'on leur propose une initiation à l'oraison faisant place à ces méthodes. Ils sont toujours très intéressés

quand on les aide à découvrir les attitudes du corps qui favorisent la stabilité et l'éveil de l'esprit, quand on les invite à adopter les attitudes corporelles et les gestes correspondant aux différentes dispositions intérieures : adoration, louange, repentir, offrande, intercession... Nos contemporains, souvent traumatisés dans leur psychisme, ont besoin — bien plus que leurs ancêtres d'avant l'ère industrielle — d'être aidés à conquérir un équilibre psychosomatique dont l'absence est un handicap sérieux pour qui veut pratiquer l'oraison mentale. Il est fort probable que c'est pour une grande part faute d'initiation à ces méthodes que tant de religieux et religieuses abandonnent l'oraison mentale lorsque temps et lieu ne leur sont plus imposés : abandon que supérieurs généraux et supérieures générales ont pu constater en dépouillant une enquête, ayant recueilli six mille réponses. Non moins dignes d'intérêt et de sollicitude ceux qui n'abandonnent pas l'oraison mais ne la pratiquent que par devoir et par mortification (parce qu'elle leur est une contrainte accablante).

Comme il serait important que nous recherchions, non seulement dans le patrimoine de l'Occident et de l'Orient chrétiens mais aussi dans la prodigieuse expérience de l'Extrême-Orient ce qui de ses « techniques de la prière » pourrait être assimilé par la spiritualité chrétienne !

Des écoles d'oraison

Posséder un enseignement est une chose, le dispenser en est une autre. C'est le deuxième point sur lequel je veux m'arrêter. La nécessité me paraît s'imposer d'écoles d'oraison. Je vous présente, entre autres, une formule que je connais bien. Dix à quinze personnes variées se retrouvent dans une pièce très dépouillée, dans un appartement quelconque à Paris, une fois par semaine, sept semaines consécutives ; à chaque réunion elles reçoivent un bref enseignement théorique et pratique, puis prient en silence pendant une demi-heure et échangent ensuite sur leurs expériences d'oraison depuis la réunion précédente.

Je me souviens avec précision de la rencontre qui, il y a une dizaine d'années, m'avait alerté sur cette nécessité d'écoles d'oraison. Une romancière et journaliste, tout à fait détachée de la foi catholique de son enfance, était allée faire un reportage en Inde. A la fin de son séjour, elle avait obtenu une audience d'un homme d'affaires célèbre. Dans la conversation, elle se laissa aller à quelques sarcasmes à l'égard de la prétendue vie religieuse de l'Inde. Elle se fit vertement remettre en place : « Madame, lui dit l'homme d'affaires, combien de temps consacrez-vous chaque jour à la méditation ? ... Aucun si j'interprète bien votre étonnement devant ma question. Eh bien ! laissez-moi vous dire que vous étiez inapte, pendant votre séjour, non seulement à comprendre mais à entrevoir la moindre chose de la spiritualité de l'Inde. — Vous ne me ferez pas croire, rétorqua-t-elle, que dans votre vie d'homme d'affaires vous pouvez vous payer le luxe de longs temps de prière. — Toutes mes journées, madame, commencent par deux heures de méditation. » Très impressionnée, cette femme vint me demander de lui indi-

quer à Paris une école de méditation catholique. Et je me suis trouvé très embarrassé pour lui répondre. C'est alors que j'ai lancé une première école d'oraison, avec le concours de quelques laïcs préalablement formés.

Comment se fait-il que dans les grandes et petites villes de France on ne trouve pas de ces écoles d'oraison ? Elles attireraient beaucoup de monde, c'est certain. Allons-nous continuer à laisser filer les chrétiens vers les écoles de méditation non chrétiennes qui se multiplient à l'instigation des swâmîs ou des bonzes ?

N'ayant pas les moyens de promouvoir à travers la France de telles écoles d'oraison, j'ai entrepris d'organiser dans la Maison de Prière de Troussures, depuis dix ans déjà, des « Semaines de prière ». Ceux qui y viennent reçoivent un enseignement mais aussi font une expérience de prière. Ce sont des prêtres, moines de toutes robes (comme on disait dans les temps anciens !), missionnaires, religieuses, ménages, célibataires, de tous âges — seize à quatre-vingt-dix ans — de toutes cultures. Ils viennent surtout de France et de Belgique, mais aussi du Japon et du Canada, d'Amérique latine et d'Afrique, d'Egypte et du Danemark. Je ne puis malheureusement pas en diriger plus de quinze à vingt par an. Trente maisons identiques en France ne désempliraient pas, j'en suis convaincu. Dernièrement, un jeune ingénieur, chrétien d'origine, fourvoyé dans une entreprise de prière plus commerciale que spirituelle (c'est le moins qu'on en puisse dire), vint presque par hasard participer à une de ces Semaines de prière. Le dernier jour, il me disait : « J'ai été tout surpris de trouver en milieu catholique tout ce que l'on m'avait enseigné par ailleurs, et... Dieu en plus. »

Comme l'éloignement et le manque de temps font que tout le monde ne peut pas venir à une de ces Semaines de prière, j'ai créé un cours d'oraison par correspondance. Il comporte vingt-quatre leçons, leçons théoriques et leçons pratiques. Y sont inscrits actuellement mille cent correspondants environ, et plus de soixante conseillers spirituels apportent leur concours.

Il y a ainsi en France quelques initiatives sporadiques — je range parmi celles-ci les exercices spirituels, lorsqu'ils sont conformes aux directives de saint Ignace de Loyola. Mais combien il serait urgent que ces initiatives se multiplient !

Je me complais dans un rêve. Récemment une religieuse de Thaïlande, participant à une Semaine de prière, m'a rappelé ce qui déjà m'avait encouragé à fonder la Maison de Prière de Troussures : dans ce lointain pays il y a quelque vingt-cinq mille monastères bouddhistes, et une ancienne coutume veut qu'au moins une fois dans sa vie, tout homme, même le roi, partage pendant quelques mois la vie monastique. Je suis convaincu que beaucoup de nos contemporains adopteraient cette pratique si on leur en offrait la possibilité. De très nombreux jeunes gens et jeunes filles — avant d'entrer au travail, ou avant d'entreprendre des études universitaires, ou au terme de leurs études, ou avant de partir en coopération, ou au retour du service militaire, ou encore avant de fonder un foyer — seraient disposés à donner six mois de leur vie pour une initiation à l'oraison. Des jeunes, avant leur entrée au séminaire, ou durant leurs années d'études, des prêtres se dégageant pendant six

mois après quelques années de ministère, devraient pouvoir être également attirés par une telle expérience. La formation serait très exigeante : un véritable noviciat où alterneraient chaque jour longs temps d'oraison, *lectio divina*, études doctrinales et évidemment enseignement sur la science de l'oraison, ainsi que travail manuel.

On peut légitimement espérer que de tels hommes et de tels femmes, ayant appris à prier et par le fait même ayant accédé à une maturité humaine et spirituelle, seraient dans les divers états de vie ou professions, aux postes de commande ou tout simplement dans l'ombre d'une existence modeste, de vrais témoins de Jésus-Christ, de bons ouvriers du Royaume de Dieu et de la cité des hommes, sachant désormais se ressourcer en Dieu chaque jour. On trouverait sans peine parmi eux des chrétiens susceptibles de fonder et d'animer dans nos villes ces écoles d'oraison dont je parlais plus haut.

Une fois dans sa vie être moine ! La formule ne serait-elle pas capable de susciter bien des vocations ?

Seulement il faudrait que monastères, couvents, maisons de prière consentent à s'ouvrir à ceux qui seraient séduits par la perspective d'une telle expérience. Et d'abord que des moines et des religieuses se préparent à donner une telle formation. Je commence, à Troussures, prochainement.

On demande des maîtres à prier

J'en arrive tout naturellement à une troisième réponse que requiert de l'Eglise l'aspiration de nos contemporains à la prière. Il n'est pas suffisant de mettre au point un enseignement, pas suffisant non plus de fonder des écoles d'oraison, il faut des maîtres à prier. Je dis bien des maîtres, c'est-à-dire des hommes ayant de l'expérience, des hommes de Dieu, des hommes de prière, et non de simples répétiteurs.

Des maîtres à prier, il en faut dans toutes les institutions de l'Eglise. Vous permettrez bien au fondateur des Equipes Notre-Dame de mentionner d'abord la famille chrétienne. Le souci de préparer de jeunes chrétiens au mariage se généralise, mais prépare-t-on ces futurs parents à être des maîtres à prier ? Et pourtant c'est le foyer qui devrait être la première école de prière. Il est marqué pour la vie, l'enfant dont le père et la mère étaient des adorateurs en esprit et en vérité. Ecoutez ces soupirants d'un prêtre bien connu :

« Ce qui m'émeut encore aujourd'hui, écrit le P. Duval, c'est de me souvenir de l'attitude de mon père. Lui qui était toujours fatigué par ses travaux de campagne ou de transport de bois, lui qui montrait sans honte qu'il était fatigué à son retour de travail, voilà qu'après le repas du soir, il se mettait à genoux, les coudes appuyés sur le siège d'une chaise, le front dans les mains, sans un regard pour ses enfants autour de lui, sans un mouvement, sans tousser, sans s'impacienter. Et moi, je pensais : Mon père qui est si fort, qui commande sa maison, ses deux gros bœufs, qui est fier devant les mauvais coups du sort et si peu timide devant le maire et les riches et les malins, voilà qu'il se fait tout petit devant le Bon Dieu. Vraiment, ça le change de

causer au Bon Dieu. Vraiment le Bon Dieu doit être quelqu'un de bien grand pour que mon père s'agenouille, et de bien familier aussi pour qu'il lui cause avec ses habits de travail...

Quant à ma mère, je ne l'ai jamais vue à genoux. Trop fatiguée, elle s'asseyait au milieu de la chambre, le dernier-né dans ses bras, la robe noire jusqu'aux talons, les beaux cheveux châtains déroulés sur son cou, et tous les gosses autour d'elle, appuyés contre elle. Elle suivait des lèvres les prières d'un bout à l'autre, elle ne voulait pas en perdre une miette, elle les disait pour son compte. Le plus curieux, c'est qu'elle n'arrêtait pas de nous regarder, chacun à son tour, à chacun son regard. Un regard plus long sur les plus petits. Elle nous regardait, mais elle ne disait jamais rien. Même pas quand les petits remuaient ou chuchotaient, même pas quand le tonnerre claquait sur la maison, même pas quand le chat renversait une casserole. Et moi, je pensais : Vraiment, le Bon Dieu est bien gentil qu'on puisse lui causer avec un enfant dans les bras, avec son tablier de travail. Vraiment le Bon Dieu est quelqu'un d'important pour que le chat ou le tonnerre n'ait plus d'importance. »

Pour ma part je connais quelques foyers, trop rares, où les enfants non seulement apprennent à prier, mais très tôt sont initiés à l'oraison.

La catéchèse, les écoles chrétiennes, les mouvements catholiques devraient être écoles d'oraison, et donc avoir leurs maîtres à prier. Et la paroisse : tout curé ne devrait-il pas être un maître à prier ? Ce qui s'impose, ce n'est pas seulement d'adapter, d'animer la liturgie, mais de faire que ceux qui y participent deviennent des hommes de prière. Et les séminaires et les noviciats, où plus que partout s'impose l'initiation à l'oraison : possèdent-ils toujours de vrais maîtres à prier ? Tant de prêtres et de religieux reconnaissent n'avoir pas reçu une vraie formation à l'oraison mentale !

Combien il est nécessaire et urgent que l'Eglise fournisse un immense effort pour que se multiplient les maîtres à prier, et dans ce but, qu'elle se pose sérieusement la question de leur formation ! Faute de maîtres à prier, tant de chrétiens qui aujourd'hui s'engagent dans la voie de l'oraison mentale piétineront, s'égareront ou se décourageront, voire verseront dans l'illuminisme ; et tant d'autres continueront de chercher des maîtres à prier hors de l'Eglise !

« On cherche des gourous » : tel est le titre d'un article écrit par un évêque français il y a trois ans. Il savait bien que ce mot de gourou ferait lire son article, résultat qu'il n'aurait pas obtenu s'il avait parlé de maîtres spirituels — c'est symptomatique ! Il aurait aussi bien pu écrire « on recherche des starzi » : il aurait été lu également de ces chrétiens qui redécouvrent avec admiration le rôle du « père spirituel », du « staretz », comme l'appelaient les chrétiens de Russie.

J'avais envisagé, un temps, de fonder à Trousures un Institut de l'oraison. Les plans et le programme avaient été esquissés et j'avais reçu des encouragements chaleureux. On y aurait accueilli pour deux ans une quarantaine de personnes, prêtres, religieuses, laïcs, ceux dont la mission est d'être des maîtres à prier : directeurs et animateurs de maisons de prière, et ce type de personnes qui manquent tellement dans

les instituts religieux et qui auraient pour mission d'une part de former et d'aider les maîtres des novices chargés de l'initiation à l'oraison, et d'autre part de porter secours aux religieux qui, progressant dans les voies de la prière, sont souvent désorientés faute de conseils quand ils accèdent à un seuil nouveau. Oui, le manque de maîtres à prier dans les congrégations religieuses est grave. Je disais récemment à une Supérieure Générale : « Vous avez des sœurs possédant licences et doctorats et susceptibles d'enseigner toutes les matières possibles et imaginables... Comment se fait-il que vous n'en ayez pas qui se consacrent à étudier la science et l'art de l'oraison mentale ? » Certes il est des religieuses qui vivent une vie de profonde union à Dieu, des autodidactes souvent, mais elles ne sont pas nécessairement aptes à initier et à guider les autres : cela s'apprend.

J'ai dû abandonner mon projet d'un Institut de l'oraison formant des « formateurs », j'ai compris que ça ne pouvait être l'affaire d'un homme seul et âgé de soixante et onze ans. Mais plus que jamais je crois à l'impérieuse nécessité de tels instituts. Si l'Eglise n'a pas de maîtres à prier — et elle n'en aura pas si elle n'en forme pas — elle déchoira de sa vocation de prière, elle ne pourra pas s'engager hardiment sur ce que Paul VI appelle « la voie maîtresse de la prière ecclésiale ».

**

En terminant je voudrais vous laisser sur une image : le monastère sur la montagne. Telle m'apparaît l'Eglise au milieu de notre monde. Elle est Jésus Christ prolongé, Jésus Christ le grand priant, l'adorateur, l'intercesseur. Elle est le temple de l'Esprit Saint qui, dans ses profondeurs, crie « *Abba, Père* ».

La vocation première de l'Eglise est donc bien la prière. Toutes ses activités, enseignement, sanctification, gouvernement, évangélisation, n'ont d'autre finalité que le « rassemblement dans l'unité des enfants de Dieu dispersés » (Jn 11, 52), afin qu'ils soient, selon le mot de saint Paul, « le peuple que Dieu s'est acquis pour la louange de sa gloire » (Ep 1, 14).

Et la grande prière de l'Eglise c'est l'eucharistie, le sommet vers lequel tout est orienté, en même temps que la source d'où provient le torrent des grâces. Mais on oublie trop souvent que l'eucharistie requiert impérativement de ceux qui y participent qu'ils soient des hommes de prière « en esprit et en vérité ».

Que l'Eglise entière soit plus vraiment Eglise priante, *ecclesia orans*, et son visage étonnera les hommes. Les uns sans doute la haïront davantage car elle leur apparaîtra alors très redoutable, mais les autres, tant d'autres qui sont travaillés par le sourd espoir de rencontrer Dieu, seront fascinés, attirés par le « monastère sur la montagne ».

On redécouvrira que la prière est le phénomène missionnaire par excellence ainsi que le grand facteur de la réconciliation entre les hommes.

Et cette *ecclesia orans* se révélera comme la seule puissance vraiment civilisatrice.

L'*ecclesia orans*, voilà le maître à prier dont l'humanité d'aujourd'hui éprouve l'impérieux besoin.

POURQUOI UNE RÉFORME DU SACREMENT DE PÉNITENCE ?

Conférence de Mgr Coffy

Mgr Coffy, archevêque d'Albi, président de la Commission épiscopale française de liturgie et pastorale sacramentelle, a donné, le 9 octobre 1974, au pèlerinage du Rosaire à Lourdes, la conférence ci-après dans laquelle il répond aux différentes questions qui sont posées à propos de la réforme du sacrement de pénitence, afin d'en faire saisir le sens profond (1) :

Quand Rome a publié un nouveau rituel, c'est-à-dire une nouvelle manière de célébrer le sacrement de pénitence, des journaux ont titré : « Les catholiques vont-ils encore se confesser ? » Ce titre fait choc, mais il trouble les esprits en posant faussement la question.

Les questions que nous devons nous poser à propos de cette réforme sont les suivantes : pourquoi cette réforme ? Quel en est le contenu ? Que représente le sacrement de pénitence dans l'Eglise aujourd'hui ? (A quelles conditions la réforme peut produire ses fruits). Répondre à ces questions, c'est saisir le sens profond de la réforme qui nous est proposée. C'est en dire les richesses. Je tente de répondre à ces questions : d'où les trois parties de cet exposé :

- 1° Sens de la réforme.
- 2° Contenu de cette réforme.
- 3° Le sacrement de pénitence dans la vie et la mission de l'Eglise.

I. — Pourquoi une réforme ?

(sens de la réforme proposée)

La réforme du sacrement de pénitence fait partie d'une révision de tous les sacrements : nous avons eu déjà la messe de Paul VI, un nouveau rituel du baptême, de la confirmation, du mariage, du sacrement des malades. C'est la mise en application d'un vaste projet de réformes demandé par le Concile. Le Concile, en effet, a voté non seulement le principe d'une révision générale de nos manières de célébrer les sacrements, mais a en outre indiqué pour chaque sacrement en quel sens devait se faire cette révision. (Texte sur la liturgie, nos 62 à 78.) Ce rappel n'est pas inutile, car souvent on pense que ces réformes sont l'œuvre des congrégations

romaines ou de groupes de travail. A ce sujet, je précise que l'élaboration des textes se fait dans une collaboration très étroite entre Rome et les Eglises locales, ce qui sauvegarde à la fois l'unité et les richesses propres à chaque Eglise. (Chaque Eglise non seulement traduit les documents romains, mais les adapte et ces adaptations sont soumises à Rome.)

Ces changements étaient-ils indispensables ? C'est la question que se posent les chrétiens qui se demandent pourquoi on change toujours. Il faut avoir conscience que les sacrements sont soumis aujourd'hui à une critique profonde et radicale. On s'est demandé, par exemple, s'il fallait encore baptiser les enfants. On se demande aujourd'hui s'il faut encore se confesser. Ces critiques et ces remises en cause ne sont pas nécessairement un refus des sacrements. Elles témoignent souvent d'un désir de voir leur signification plus clairement manifestée et leur réalité mieux vécue. Comprenons aussi que ces questions et critiques correspondent à une situation nouvelle de l'Eglise dans la société. Se poser la question du baptême des petits enfants, c'est d'une autre manière se poser la question des frontières de l'Eglise : qui est membre de l'Eglise ? Que signifie l'appartenance à l'Eglise ? Quelles sont les exigences de cette appartenance ? Les questions sur la pénitence sont posées en un temps où on s'interroge beaucoup sur le péché et sur le sens du péché, comme aussi sur la fraternité qui doit exister entre les hommes, fraternité qui est résultat d'une réconciliation. Mais de quelle réconciliation ? Que peut faire le sacrement de pénitence dans cette réconciliation ? Le peuple chrétien a senti la nécessité de faire des célébrations qui permettent de mieux vivre le mystère du salut en Jésus-Christ. Il a éprouvé le besoin d'avoir des célébrations qui soient vraies. Les réformes sont donc des réponses à des désirs exprimés.

Pour prendre l'exemple précis de la pénitence, si une réforme nous est proposée, c'est pour que nous approfondissions les richesses du pardon que Dieu nous accorde, pour que nous retrouvions le sens du péché et c'est enfin pour que nous percevions mieux les exigences de ce sacrement.

Soyons bien persuadés que si la manière de célébrer change, si le nom change (sacrement de la réconciliation), la signification du sacrement (ce qu'il nous dit du mystère du Christ), de même que l'efficacité (ce qu'il produit en nous) ne changent pas. Le sacrement de pénitence demeure toujours le sacrement du pardon de Dieu, c'est-à-dire le geste accompagné de parole que le Christ fait par l'intermédiaire d'un ministre pour remettre nos péchés et nous convertir. Ne pensons pas d'ailleurs que ce sacrement a toujours été célébré sous la forme que nous lui connaissons et que nous pratiquons. Les formes de célébrer ce sacrement ont beaucoup varié surtout au cours des premiers siècles et il est pratiquement impossible de faire l'histoire des changements.

(1) *Eglise d'Albi*, 7 novembre 1974 (avec quelques corrections apportées ultérieurement par Mgr Coffy).

On trouvera dans la *DC* 1974, n° 1649, p. 209 et s., la présentation du nouveau rituel de la pénitence ; p. 213 et s., les Orientations pastorales de l'épiscopat français ; n° 1653, p. 403, la présentation du nouveau rituel par Paul VI ; 1975, n° 1667, p. 19 et s., la traduction liturgique des nouvelles formules sacramentelles du rituel de la pénitence, qui sont obligatoires en France à partir du 1^{er} dimanche de Carême (16 février 1975).

A travers les formes qu'il a connues et dans la réforme actuelle, l'essentiel demeure le même. Cet essentiel peut s'énoncer dans les propositions suivantes :

1° Le chrétien est un homme qui se reconnaît pécheur et qui confesse son péché en vue du pardon que Dieu lui accorde.

2° L'Eglise a reçu pouvoir de remettre les péchés au nom de son Seigneur et a toujours exercé ce pouvoir.

3° Elle a confié l'exercice de ce pouvoir à des ministres reconnus et ordonnés.

4° Le pardon a toujours été donné par des paroles et des gestes : il y a toujours eu un sacrement du pardon.

5° L'attitude demandée au chrétien a toujours été la même, bien qu'elle se soit parfois exprimée de façons différentes. Il y a toujours l'aveu (la confession), la conversion (la contrition) et l'engagement dans une vie nouvelle et la réparation du mal fait (la satisfaction).

D'une part donc, les changements que nous pouvons constater ne constituent pas un fait nouveau : ils s'inscrivent dans une très longue histoire. C'est traditionnel de changer. D'autre part, ces changements n'altèrent en rien le sens du sacrement ni son efficacité. Bien au contraire, ils visent à en manifester plus clairement le sens et à faire en sorte qu'il soit plus fructueux. En un mot il s'agit d'un approfondissement du mystère du Christ. Mais la réforme n'est pas dans des textes, elle doit être en nous. Il nous appartient d'entrer dans ce renouvellement, de le saisir de l'intérieur pour le vivre. Il nous appartient de bien voir que ces changements n'obéissent pas à une mode, mais à la loi de croissance de l'Eglise. L'Eglise n'aura jamais fini de dire ni de vivre le mystère de son Seigneur. Chaque génération met en lumière tel ou tel aspect de ce mystère, sans négliger les autres.

Je tenais à insister sur ce point pour éclairer ceux qui redoutent ces réformes et craignent de voir changer la foi. Ce n'est pas la foi qui change, c'est la manière de la dire, de la célébrer et de l'annoncer. Et c'est normal qu'il y ait changement sur ces points, car l'Eglise n'est pas un musée de pratiques à conserver ; elle est un Corps vivant qui se transforme de l'intérieur sous l'action de l'Esprit-Saint. Elle est le Corps du Christ qui a reçu mission de signifier et de transmettre le salut à tous les hommes de tous les temps, de tous les pays. Elle se doit donc de vivre ce salut en tenant compte du temps, de la mentalité ; elle se doit de l'annoncer en un langage adapté aux hommes. Elle se doit de le transmettre en des paroles et des gestes compréhensibles par les hommes.

Pourquoi une réforme du sacrement de pénitence ? Pour que soit mieux manifesté aujourd'hui le mystère de Dieu qui se réconcilie les hommes en Jésus-Christ. Pour que les chrétiens accueillent dans une démarche plus éclairée le pardon de Dieu et vivent effectivement la conversion et la réconciliation. En un mot, la réforme du sacrement de pénitence vise à mettre mieux en lumière les richesses — et je dirai toutes les richesses — de ce sacrement. C'est ce que je voudrais maintenant présenter.

II. — Le contenu de la réforme

Richesses du sacrement mises en valeur par le nouveau rituel

Que contient la réforme qui nous est proposée ? Je m'arrêterai moins à l'énoncé de ce contenu qu'à sa signification ; c'est en effet ce qui est important pour nous. Ce contenu, je le présente en quatre chapitres : diversité de formes de célébrations ; place de la parole de Dieu ; équilibre des actes du pénitent ; expression de la joie et de l'action de grâces.

A. — Une plus grande diversité de formes de célébrations

Nous avons la célébration privée telle que nous la connaissons, la célébration communautaire avec absolution donnée à chacun individuellement, et, dans certains cas, la célébration communautaire avec absolution collective. Ce dernier mode de célébration est exceptionnel : il est motivé par des situations pastorales prévues, il doit être expliqué et bien préparé.

Pourquoi avoir présenté ces formes différentes, alors qu'il eût été plus simple, en apparence, de proposer à tous la même manière de se confesser ? — C'est pour révéler aux chrétiens deux aspects complémentaires du mystère du pardon.

Le péché est quelque chose d'éminemment personnel. C'est même, en un sens, ce qu'il y a de plus personnel. L'aveu doit donc être personnel et le pardon de Dieu doit nous rejoindre au plus intime de notre cœur, de notre conscience pécheresse pour la convertir. Affirmer cela, c'est dire que Dieu nous connaît personnellement, qu'il nous appelle par notre nom. C'est dire en outre que l'homme doit donner à Dieu une réponse personnelle, une réponse que personne ne peut donner à sa place. En ce sens, la confession privée qui demeure la forme habituelle du sacrement de pénitence a une grande signification pour l'homme d'aujourd'hui : elle lui révèle son originalité. Elle dit que l'homme n'est pas le numéro d'une série, mais un être unique. Il est important que cela soit redit en un temps où on a tendance à tout voir et à tout juger sous l'angle du collectif et du communautaire.

Mais si le péché est personnel, il est aussi participation au péché du monde. Il atteint le projet que Dieu réalise dans le monde ; il atteint les hommes. Il en résulte qu'on doit demander pardon à Dieu et aussi à ses frères. Il en résulte aussi qu'on doit se reconnaître pécheur devant Dieu et devant les autres ; se reconnaître pécheur avec les autres devant Dieu et devant les hommes. En d'autres termes, si nous sommes appelés personnellement par Dieu, nous sommes appelés avec les autres. Dieu nous voit personnellement, mais il nous voit comme personnes membres du Corps du Christ.

Par ailleurs, nous avons à manifester et à vivre la communion que crée entre nous l'Esprit-Saint. Cela suppose la reconnaissance commune de ce qui nous divise : le péché, la reconnaissance commune d'une conversion à faire ensemble ainsi qu'une démarche de réconciliation entre nous.

Le nouveau rituel a voulu que ce double as-

pect soit mis en évidence : il a présenté la possibilité de célébrations communes à côté de la célébration privée. Il offre une célébration commune qui se termine par la rencontre avec un prêtre et l'absolution individuelle, liant ainsi les deux aspects. Il faut souligner que ce rituel insiste sur la place de la communauté qui jusqu'ici était laissée un peu dans l'ombre. Il fait mieux apparaître aussi que le pardon de Dieu nous est transmis en Eglise et dans l'Eglise (et ce n'est pas une abstraction, c'est l'Eglise locale) et qu'il a comme effet la communion à Dieu et la communion des hommes entre eux. C'est le thème de la réconciliation.

Je terminerai ce point par une précision concernant la confession privée après une absolution collective. Quand on a participé à une célébration pénitentielle commune suivie d'une absolution collective, *on peut* toujours rencontrer un prêtre, lui soumettre tel péché, lui demander un conseil. On *doit* faire à un prêtre l'aveu de ses fautes graves (péchés mortels). Cela le plus tôt possible, c'est-à-dire dans les semaines ou les mois qui suivent. Le mieux est de la faire lors de sa confession habituelle (quand on se confesse régulièrement plusieurs fois dans l'année). Soyons bien persuadés que les péchés absous lors d'une absolution collective sont pardonnés. Ils ne « reviennent pas ». Ne pas présenter ses fautes graves à l'Eglise, ne pas envisager le moyen précis de conversion et de réparation, avec un ministre de l'Eglise, équivaut à cacher un péché grave en confession. C'est se rendre coupable. « Les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez », a dit le Christ. Ce qui suppose qu'on dévoile ses péchés. La tradition a toujours vu dans ces paroles du Seigneur une nécessité d'avouer ses péchés mortels.

B. — La place de la Parole de Dieu

Toute célébration pénitentielle comporte proclamation de la Parole de Dieu. Mais il faut noter que la lecture d'un passage de la Bible est demandé même pour la confession privée. La mise en œuvre de cette exigence va comporter des problèmes concrets.

Nous étions habitués à nous confronter à un catalogue de péchés ou au rappel des commandements de Dieu et de l'Eglise. C'est là une pratique simple et très éclairante qu'il ne faudrait pas abandonner. Il reste qu'elle présente des inconvénients : elle nous laisse au plan des actes que nous avons faits, elle n'atteint pas la racine du péché ; elle nous situe dans le domaine des choses : d'un côté, un catalogue de ce qu'il fallait faire, de l'autre ce qui n'a pas été fait, cela au détriment de la relation personnelle à Dieu (on pense à ses péchés plus qu'à Dieu) ; à la limite, elle peut nous conduire à nous juger nous-mêmes et non à nous laisser juger par Dieu.

Par contre, lire l'Evangile, c'est écouter Quelqu'un qui nous parle maintenant : nous sommes donc situés à l'intérieur d'une relation personnelle à Dieu. Dieu s'adresse à nous, pécheurs. Sa Parole est révélation de son cœur de Père, elle est appel à la conversion, elle est jugement : ce n'est plus moi qui me juge, mais Dieu. Et la parole de Dieu qui me juge atteint le fond de mon être, la racine du péché. Quand je réécoute

la parole du Christ au jeune homme riche, par exemple : « Va et vends tout ce que tu possèdes... », je suis à un autre niveau que lorsque je me pose la question d'un vol que j'ai pu faire ou d'un secours que je n'ai pas apporté à une personne en détresse. Je suis confronté avec Dieu qui m'appelle à tout donner.

Cette place de la Parole de Dieu donne au sacrement toute sa dimension : elle en fait le lieu du jugement de Dieu, non pour condamner, mais pour appeler à la conversion et à la vie ; elle en fait le sacrement de l'amour miséricordieux du Père, le signe efficace d'un approfondissement des relations de l'homme avec son Dieu.

Il est évident que l'écoute de la Parole de Dieu demande du temps. Mais, et c'est là encore une des richesses de la réforme, le sacrement de pénitence ne pourra plus désormais se célébrer trop rapidement, comme à la sauvette. Son déroulement sera plus lent. Le rite aura toute sa chance. Une conversion, en effet, ne se fait pas en quelques minutes. Il faut du temps pour que chacun comprenne bien à quoi il est appelé et entre dans une démarche pénitentielle. Le sacrement de pénitence va heureusement cesser d'être le coup d'éponge qui satisfait à bon compte, la simple lessive, et va devenir le sacrement de la conversion, le lieu et le moment où Dieu nous recrée.

C. — Un plus grand équilibre accordé aux trois actes du pénitent

Quand on parlait du sacrement de pénitence, on pensait surtout à la confession. L'accent était mis sur l'un des trois actes du pénitent : l'aveu des fautes. Cet aveu avait pris une telle place qu'il empêchait un peu les autres actes de s'exprimer. On était tellement préoccupé de tout dire et de tout dire en détail, on pensait tellement à ses péchés qu'on n'avait plus le temps de penser à Dieu et d'envisager le chemin de sa propre conversion. Avait-on vraiment conscience d'une rencontre avec Dieu Père, en son Fils, par l'Esprit ? On parlait bien de l'importance de premier plan de la contrition, mais celle-ci se réduisait à la récitation d'une prière (on disait son acte de contrition : or on ne récite pas un acte, on le fait). Quant à la satisfaction, il semble que la prière imposée par le prêtre, comme pénitence, n'ait pas toujours permis d'en saisir le sens profond.

C'est le mérite de la réforme d'opérer un rééquilibrage de ces trois actes et de donner à chacun son importance. L'aveu demeure toujours ; il peut prendre des formes diverses. La contrition n'est pas reportée en final ; elle constitue l'âme de toute la démarche pénitentielle. La satisfaction apparaît mieux comme l'aboutissement normal de la démarche : réparation, décision de vivre une vie nouvelle. Et c'est la contrition, la conversion, laquelle est l'acte essentiel du pénitent qui a, de fait, la place principale dans toute célébration. Cette conversion se révèle à nous comme une grâce de Dieu, grâce à laquelle nous répondons, beaucoup plus que comme un effort dont nous aurions l'initiative. Et cela est plus conforme à l'Evangile : si l'Enfant prodigue décide de revenir à son Père, c'est parce qu'il

garde en son cœur l'image d'un père qui appelle et accueille. Cette conversion est personnelle, mais s'accomplit avec les autres.

Il y a plus : les trois actes du pénitent sont présentés dans une unité dynamique. Je veux dire qu'ils apparaissent comme les temps d'un même mouvement et non comme trois actes indépendants et successifs et séparés. L'aveu se fait en vue du pardon que Dieu donne et exprime une conversion dont il est le premier acte. Cette conversion, décidée et inaugurée, débouche sur des attitudes concrètes : elle est l'entrée dans une vie nouvelle.

Nous le voyons, la réforme conduit à un approfondissement des richesses du sacrement. Et déjà, on l'a constaté, ceux qui ont vécu une démarche pénitentielle communautaire renouvellent leur manière de se confesser : ils se confessent mieux.

D. — La joie et l'action de grâces

Le mot *confession* est synonyme de chose pénible. « Aller se confesser » a longtemps et par beaucoup été considéré comme une corvée à faire parce qu'on nous l'impose. On en était arrivé à cette situation assez anormale qu'on célébrait le pardon de Dieu et l'annonce de la Résurrection, « avec une mine d'enterrement ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas faire honneur à Dieu. Par ailleurs, si le chrétien en se confessant révèle au monde que Dieu est Amour et pardon, on voit mal comment une telle révélation peut être effectivement faite dans la tristesse.

Le nouveau rituel présente des textes d'Écriture qui rappellent l'Amour de Dieu, la victoire du Christ sur la mort et le péché, qui appellent à la conversion, à la vie, à la communion aux Personnes divines. La célébration se fait dans l'espérance, la joie, la confiance. Elle est demande de pardon et ce pardon est si sûr qu'avant même de l'avoir reçu, on rend grâces. Vivre la joie du pardon, de la grâce recouvrée, n'est-ce pas une attitude évangélique ? N'est-ce pas dire aux hommes qu'ils doivent avoir confiance quel que soit leur péché ? Cette dimension de joie ne supprime en rien le côté pénible de la confession, mais elle lui donne un autre sens : le sens du mystère pascal. Il y a une mort pour une résurrection. La peine est transfigurée par la certitude du pardon. Précisons que la peine est moins dans l'aveu que dans la conversion à vivre tous les jours.

La réforme ne nous aurait-elle apporté que cela, qu'il valait la peine de l'entreprendre. C'est en effet le visage de Dieu qui s'y trouve engagé. Il demeure le juge et le péché garde tout son tragique. Il est aussi le Père, plein de miséricorde et de tendresse. Il est Celui qui ne cesse de pardonner. Le péché ne perd rien de sa gravité, il est le mal, ce qui fait obstacle au plan de Dieu. Il est aussi, quand il est avoué en vue du pardon, ce qui révèle le Cœur de Dieu et fait entrer dans le mystère de la Rédemption. Et cela fait partie du sens du péché. C'est en célébrant le sacrement de pénitence que nous redécouvrons le sens du péché.

III. — Le sacrement de pénitence dans la vie et la mission de l'Eglise

A quelles conditions la réforme peut porter ses fruits

Dans cette troisième partie, je voudrais montrer combien il est important pour la vie et la mission de l'Eglise que soit bien célébré le sacrement de pénitence et, par là, dire l'enjeu de la réforme.

Pourquoi y a-t-il dans l'Eglise un sacrement de pénitence ? La réponse que vous donneriez à cette question serait la suivante : « Pour le pardon de nos péchés. » C'est vrai, mais il y a plus. La pénitence est un geste que le Christ fait dans son Eglise pour le monde. Geste en lequel il révèle le mystère du Père et le mystère de l'homme. Lorsque nous « allons nous confesser », lorsque nous célébrons ensemble une liturgie pénitentielle, nous accomplissons une démarche qui nous dépasse, une démarche qui engage toute l'Eglise. Le sacrement est une richesse qui nous est communiquée, non pour que nous la gardions, mais pour que nous la communiquions.

Voyons ce que nous disons aux hommes lorsque nous célébrons le sacrement de pénitence.

1° Nous affirmons que l'homme est pécheur, c'est-à-dire qu'il est libre et responsable des actes qu'il pose. Nous l'affirmons en nous reconnaissant nous-mêmes pécheurs. Cette attitude que nous prenons est parole pour les hommes et une parole actuelle, je veux dire d'une grande actualité. On parle en effet beaucoup de responsabilité aujourd'hui, mais, en fait, la responsabilité est diluée dans l'administratif et le collectif. Qui est responsable du mal, des injustices criantes ? On ne le sait plus. C'est l'appareil, la société, l'administration... En fait, personne n'est responsable.

Sur un autre plan, on tend à expliquer les actions des hommes par la psychologie, l'économie, la situation sociale, l'hérédité. A la limite, le péché personnel n'existe pas, il est une maladie ou le résultat d'une situation.

Il y a, certes, un péché du monde, mais nous en sommes responsables en péchant. Nous sommes conditionnés par notre situation, mais non pas déterminés. Dans la célébration de la pénitence, nous nous avouons pécheurs, c'est-à-dire que nous reconnaissons que l'homme est libre et responsable. Se confesser dépasse l'acte de la confession et devient révélation de l'homme, révélation de sa liberté, de sa responsabilité.

2° Nous proclamons l'amour de Dieu. Dans le sacrement de pénitence, le péché est reconnu et avoué parce qu'on sait qu'il est pardonné et pour qu'il soit pardonné. C'est dire que le sacrement de pénitence annonce aux hommes l'amour gratuit de Dieu. Dans ce sacrement, Dieu se révèle le Père qui envoie son Fils, non pour les justes, mais pour les pécheurs, non pour les bien-portants, mais pour les malades. C'est dire encore que Dieu aime l'homme, non parce qu'il le mérite, mais parce qu'il est Amour, parce qu'il est Don. Dans chaque célébration, nous révélons le visage d'un Dieu Père, le père de l'Enfant prodigue, le visage du pasteur parti à

la recherche de la brebis égarée. Nous révélons à l'homme l'espérance, c'est-à-dire la certitude d'une réconciliation toujours possible. Nous lui rappelons qu'il doit garder confiance, quel que soit son péché, parce qu'il est aimé, quelle que soit sa situation.

Une telle révélation est d'une brûlante actualité. Nous sommes en effet tout prêts à penser que le salut dépend de nous, de nos engagements, que Jésus-Christ se rencontre au terme de nos efforts. Quand nous travaillons à la construction d'un monde plus fraternel, nous pouvons parfois penser que nos œuvres, nos peines nous rendent saints et agréables à Dieu. Quand nous nous inclinons pour recevoir l'absolution d'un prêtre, nous savons que c'est un Autre qui nous rend saints ; nous affirmons que c'est Dieu qui sauve et non l'homme qui se sauve.

3° Nous *annonçons le Royaume de Dieu* comme déjà présent, puisque nous sommes pardonnés et que nous entrons en communion avec le Père par le Fils, dans l'Esprit. Nous l'annonçons également comme devant venir en plénitude à la fin des temps : il n'est pas encore pleinement réalisé parmi nous, puisque nous devons sans cesse nous confesser. Le renouvellement de la pénitence est signe du royaume, en ce sens que nous l'annonçons comme présent et en même temps comme réalité que nous n'avons jamais fini d'accueillir, comme *réalité* qui est en ce monde, mais qui n'est pas de ce monde.

4° *En célébrant le sacrement de pénitence, nous proclamons que le projet de Dieu est un projet de réconciliation*, de communion des hommes en Dieu et des hommes entre eux. Le mot de réconciliation a l'avantage de mettre l'accent sur la relation personnelle qui s'établit entre Dieu et l'homme, dans le sacrement. Elle met en évidence également la démarche que l'homme doit accomplir ; pour se réconcilier, il faut se déranter et aller vers l'autre. Elle rappelle enfin en quoi consiste principalement la conversion ; se réconcilier avec ses frères : faire que l'ennemi devienne ami, l'étranger, prochain, faire que tout homme soit réellement un frère. C'est en cette démarche de réconciliation fraternelle que se vérifie la vérité avec laquelle nous avons célébré le sacrement : « Celui qui prétend aimer Dieu et qui n'aime pas son frère est un menteur. »

Il reste que la réconciliation repose sur le pardon. La réconciliation que nous annonçons, en célébrant le sacrement de pénitence, n'est donc pas n'importe quelle réconciliation, mais celle qui résulte d'un pardon mutuel. Il ne s'agit ni d'entente sur des idées, ni de compromis, il s'agit d'une communion entre des personnes qui s'accueillent sans calcul, sans arrière-pensée. Sacrement de la réconciliation, la pénitence reste sacrement du pardon.

*
**

Redisons-le, la célébration du sacrement de pénitence est un geste que l'Eglise accomplit pour le monde et pas seulement pour chacun de nous. Par elle, l'Eglise révèle le mystère de Dieu et le mystère de l'homme. Il n'est pas inutile de nous le rappeler lorsque nous participons à une célébration pénitentielle communau-

taire ou que nous allons nous confesser. Cependant, peu d'hommes participent à ces célébrations ou se posent des questions à leur sujet. Pour que le sacrement de pénitence devienne révélation du mystère de Dieu et du mystère de l'homme, nous devons vivre la réalité que nous célébrons, c'est-à-dire :

— Appeler péché ce qui est péché : la Parole de Dieu est lumière et jugement ;

— Reconnaître notre responsabilité dans ce que nous accomplissons et dans les événements ;

— Présenter un visage de racheté, de pardonné ;

— Etre « des artisans de paix ».

C'est dans la mesure où nous vivons la réalité reçue et célébrée dans la pénitence, que les hommes découvriront l'existence de ce geste que le Christ ne cesse de faire pour nous.

La réforme est faite. Elle commence à entrer en application. L'important cependant n'est pas le texte qui sera publié, mais la manière dont nous célébrerons et vivrons ce sacrement. Toute réforme dans l'Eglise est conversion du cœur, de l'esprit, du regard.

Robert Coffy,
archevêque d'Albi.

Lourdes, 9 octobre 1974, Rosaire.

REMARQUE

RAPPEL DES CAS PERMETTANT L'ABSOLUTION COLLECTIVE

Les conditions requises pour que l'absolution collective puisse être célébrée sont les suivantes :

1. L'afflux important de pénitents pour certaines circonstances exceptionnelles : veille d'une grande fête, pèlerinage, lorsque la situation pastorale n'a pas permis de trouver à temps voulu les confesseurs nécessaires ou lorsqu'elle ne permet pas de répartir les confessions dans un temps suffisant.

2. Un nombre important d'enfants regroupés dans l'aumônerie d'un établissement d'enseignement ou dans un catéchisme paroissial. Dans ce dernier cas, on veillera à une initiation progressive de l'enfant à la réalité sacramentelle pour qu'il puisse participer à une célébration comportant l'absolution collective. Par ailleurs, la célébration de l'absolution collective ne supprime pas la nécessité de prévoir pour les enfants des possibilités de confessions individuelles tout au long des années de catéchisme.

3. En dehors de ces cas, « s'il se présente quelque autre grave nécessité de donner l'absolution collective, le prêtre est tenu de recourir auparavant, chaque fois que c'est possible, à l'évêque du diocèse pour donner licitement l'absolution ; autrement, il doit informer l'évêque le plus tôt possible de la nécessité où il s'est trouvé et de l'absolution donnée ». (Normes, n° 5.)

Dans tous les cas, il revient aux pasteurs :

— De se concerter au niveau des doyennés ou des secteurs pour harmoniser leur pratique pastorale concernant la catéchèse et les célébrations ;

— De s'assurer que les fidèles ont été préparés ;

— De célébrer l'absolution selon le rite prévu ;

— De rappeler aux participants ce qui est requis de la part de ceux qui veulent recevoir l'absolution collective.

† ROBERT COFFY.

CONTRE LA DISCRIMINATION DES CHRÉTIENS DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION

Message pastoral des évêques catholiques de la République démocratique allemande

Le dimanche 17 novembre 1974 a été lu à toutes les messes, dans la République démocratique allemande, le message pastoral ci-dessous adressé aux catholiques par la Conférence épiscopale. Le document s'élève contre les mesures discriminatoires auxquelles sont en butte les chrétiens dans le domaine scolaire ().*

Les évêques réunis en Conférence à Berlin estiment qu'il est de leur devoir d'adresser aux communautés un message sur l'éducation chrétienne. La situation actuelle nous y pousse. Il nous faut parler pour écarter de la génération montante ce qui peut lui nuire. Il nous faut intervenir pour qu'elle ait la liberté de la foi, la liberté de la conscience et le droit à la formation. Par ce message, nous nous adressons à tous ceux à qui sont confiés des jeunes gens : aux parents et aux éducateurs. Notre message s'adresse tout particulièrement aux jeunes chrétiens de nos communautés.

Nous voudrions raffermir et encourager parents, éducateurs et jeunes sur leur route si souvent difficile, et les remercier de leur fidélité au Christ et à l'Eglise.

1. — La voix de l'Eglise ■■ Concile

Au Concile, l'Eglise a souligné avec force l'importance décisive de l'éducation, plus précisément d'une éducation intégrale, qui contribue à l'épanouissement de l'individu et au progrès de la société. Le but d'une telle éducation est le développement harmonieux de toutes les dispositions corporelles, morales et spirituelles. Elle favorise une croissance dans la vraie liberté et dans une profonde conscience de ses responsabilités. C'est seulement ainsi qu'elle peut contribuer efficacement à construire un monde plus humain.

Toute éducation unilatérale, qu'elle se restreigne à une conception de l'homme purement matérialiste ou au domaine purement religieux, ne rend pas justice à l'homme tout entier.

a) Les parents ont, au premier rang, le droit et donc — comme le dit le Concile — la très lourde obligation d'élever leurs enfants. Leur action éducative est si déterminante que, là où elle fait défaut, il est bien difficile de la remplacer. Les parents n'ont donc pas le droit de se dégager de cette mission, et personne d'autre n'a le droit de la leur prendre des mains. De son côté, l'Etat n'a pas le droit de revendiquer

un quelconque monopole de l'éducation. C'est dans le respect de la volonté des parents qu'il doit remplir ses devoirs d'éducateur.

b) L'Eglise a un droit particulier à éduquer. Elle a la tâche d'annoncer à tous les hommes le chemin du salut et de faire part aux croyants de la vie du Christ. C'est pourquoi tous les chrétiens ont le droit à une éducation chrétienne.

Son but est la construction de la personnalité chrétienne, la formation de l'homme à l'image du Christ. Elle vise à mettre sur toute la vie terrestre l'empreinte de l'Evangile. L'éducation chrétienne ne signifie pas étroitesse de vue ou partialité, mais elle fait converger toutes les potentialités de formation et d'épanouissement vers la plénitude de vie, qui ne nous est donnée que dans le Christ.

2. — Dans la famille humaine

Les parents chrétiens doivent savoir que cette doctrine de l'Eglise concorde parfaitement avec les principes qui sont aujourd'hui reconnus par la majorité des Etats de la terre, même si, malheureusement, la pratique ne correspond pas à ces principes en bien des endroits.

Les droits fondamentaux de l'homme dans le domaine de l'éducation figurent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme à laquelle adhère la République démocratique allemande.

Dans la Charte des Nations Unies, il est dit à l'article 26 : « Tout homme a droit à l'éducation... »

« L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux et religieux... »

« Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants. »

« Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. »

Ces principes sont également inclus dans la Constitution de la République démocratique allemande. Nous lisons à l'article 20, 1 : « Tout citoyen de la République démocratique allemande, indépendamment de sa nationalité, de sa race, de son appartenance religieuse ou idéologique, de son origine et de sa situation sociale, a les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

(*) Texte allemand dans *Herder Korrespondenz* de janvier 1975. Traduction et titre de la DC.

L'article 25 déclare : « Tout citoyen de la République démocratique allemande a le même droit à la formation. Les établissements de formation sont ouverts à chacun. »

Ces déclarations solennelles confirment l'aspiration universelle à l'égalité des chances dans l'éducation et la formation et à la tolérance envers ceux qui pensent autrement.

Nous souhaiterions que les autorités officielles prennent au sérieux les termes de la Constitution ainsi que de la Déclaration des droits de l'homme, et les mettent en pratique. Car la situation actuelle provoque une profonde inquiétude.

3. — La situation en République démocratique allemande

Il faut reconnaître que, dans la République démocratique allemande, beaucoup d'argent et beaucoup d'efforts sont dépensés pour la formation et l'éducation. Tous les efforts qui contribuent à une véritable formation doivent être salués. Mais ils doivent être confrontés en fin de compte aux objectifs de l'enseignement, car il s'agit de savoir si ces derniers sont conformes aux exigences d'une éducation intégrale, au respect du droit des parents et du droit à l'éducation chrétienne.

Une éducation intégrale est essentiellement mise en péril lorsque l'Etat s'arroge le monopole de l'éducation. Ainsi, pour les parents et les enfants, ce n'est pas seulement le choix de l'école, du système de formation et de la profession qui se trouve restreint, mais c'est un type unilatéral d'homme qui est forgé.

En effet, du jardin d'enfants à l'Université, c'est exclusivement la conception du matérialisme dialectique qui forme le fondement des programmes éducatifs et scolaires. Cette idéologie doit imprimer son sceau sur toute la vie. Une neutralité sur la vision du monde est impensable. En conséquence, c'est uniquement la morale socialiste qui est présentée comme juste, cette morale dont fait partie l'éducation à la haine.

En raison de ce sectarisme, la religion et le christianisme sont souvent présentés d'une manière inexacte et déformée. La foi chrétienne est ramenée à une superstition ou à une idéologie bourgeoise, comme une manière de vivre pernicieuse, mise sur le même pied que l'opiomanie ou l'alcoolisme. On n'hésite pas non plus, dans l'enseignement comme dans la littérature, à fausser ou à présenter de manière tendancieuse, avec des arguments depuis longtemps éculés, l'histoire du christianisme et des événements de l'histoire de l'Eglise.

Comme le matérialisme dialectique et la foi en Dieu sont incompatibles, la religion sera présentée comme une survivance qui doit légalement disparaître. Si elle ne meurt pas d'elle-même, sa disparition sera facilitée par la propagande et la pression morale, de manière que le processus soit accéléré. Il existe des preuves évidentes que cette évolution s'est aggravée ces derniers temps. La loi sur la jeunesse parle exclusivement de jeunesse socialiste et de personnalité socialiste. La pression pour participer à la consécration de la jeunesse (Jugendweihe) devient si forte que, bien souvent, il n'est pra-

tiquement plus possible de prendre une décision libre. Bien souvent aussi, les chrétiens font l'expérience de la discrimination et de la mise à l'écart.

En raison de ces contraintes, et de bien d'autres encore, de nombreux chrétiens se voient affrontés à d'interminables conflits de conscience. Ils se sentent traités comme des citoyens de seconde classe. Evêques et prêtres, nous connaissons cette pénible situation grâce à de multiples conversations avec des parents et des jeunes.

4. — Points de force d'une éducation chrétienne

Dans une telle situation, les parents et les éducateurs chrétiens, ainsi que les prêtres, les catéchètes et les assistants religieux ont la mission, difficile mais belle, de former nos enfants pour qu'ils deviennent des personnalités chrétiennes et, face au caractère sectaire de l'idéologie matérialiste, de les aider à devenir pleinement hommes. Nous ne pouvons exposer ici la totalité de cette mission ; nous nous contenterons de signaler certains points importants.

a) *La foi et la science ne s'opposent pas*

Lorsque l'on conduit l'enfant vers la foi chrétienne, il est important de montrer dès le départ que la foi n'est ni un succédané ni une antithèse de la science exacte, mais une façon particulière d'embrasser la totalité du réel.

Le principe premier de la conception matérialiste consiste à dire : la matière est la seule réalité objective. Ce principe est une affirmation qui ne peut être prouvée aujourd'hui et ne pourra l'être demain. Adhérer à une telle vision du monde est déjà une sorte de foi. C'est cette foi — et non la pensée scientifique — qui constitue l'antithèse de la foi en Dieu, le créateur de toute chose. La réflexion critique cause à la foi matérialiste des difficultés insurmontables, en particulier dans les questions ultimes qui portent sur la cause première de l'être et le sens de la vie.

Par contre, des savants, et parmi eux des physiciens du monde entier, affirment qu'ils ne voient aucune contradiction entre les résultats de leurs recherches et la foi chrétienne.

b) *L'homme est plus que le résultat de son travail*

Selon un autre principe de la vision matérialiste, l'homme est le produit de l'évolution et de son travail. Assurément le travail appartient à l'homme. Mais ce n'est pas lui qui le fait devenir homme. De même la production ne définit pas à elle seule sa valeur. Et les richesses possibles des loisirs n'apportent pas davantage la pleine dimension de l'homme. L'Ecriture dit que l'homme a été tiré de la terre et qu'il a été destiné au travail. Mais en tant qu'image de Dieu, en tant qu'enfant de Dieu, il est appelé de manière toute particulière à entrer dans la communauté de Dieu, son Père, son créateur et rédempteur. Dans la prière il élève les yeux vers Dieu ; il va dans sa maison ; il s'assied à la table du Seigneur ; il célèbre le souvenir du Sei-

gneur. Il fait l'expérience de la joie en Dieu dans la communauté des rachetés et reçoit la force de l'amour pour tous les hommes.

c) *La formation de la conscience est le cœur de l'éducation*

La morale socialiste est unilatéralement empruntée à la conception marxiste de l'évolution sociale. Est bon ce qui sert à la société, à la construction du socialisme. Il n'existe ni valeurs ni normes permanentes. L'éthique et la morale sont mises à la disposition du parti et de l'Etat. Ce qui est proposé ou permis par la loi doit être considéré comme bon au point de vue moral.

La conscience individuelle, dans cette conception, n'a d'autre tâche à accomplir que de s'insérer pleinement dans l'évolution. Nous posons alors la question : une société peut-elle être vraiment la mesure de toute chose ? Quelque chose est-il bon dès lors que la loi le propose ou le permet ?

Selon la doctrine de l'Eglise, la conscience est l'endroit le plus secret et le plus sacré de l'homme.

La conscience chrétienne se tourne, pour se diriger, vers l'Esprit-Saint qui nous a été donné par le Christ. Elle se réfère aux commandements de Dieu, en particulier au commandement d'amour du Christ, qui n'exclut personne de l'amour et interdit toute haine envers l'homme. Elle se forme selon les normes qui nous sont transmises par l'Eglise à partir de la Révélation.

Parents et éducateurs doivent aider la génération qui monte à se former une véritable conscience qui l'aide à porter un jugement critique sur les programmes et slogans, mais qui la protège également contre l'arbitraire subjectif.

d) *Une collaboration responsable et critique à la construction d'un monde meilleur est une tâche voulue par Dieu*

Le message chrétien ne détourne pas l'homme de la construction du monde, et lui fait au contraire un devoir pressant de réaliser cette tâche. C'est pourquoi, le fait d'amener les jeunes à collaborer aux tâches de la société fait partie de l'éducation chrétienne. Mais le jeune chrétien doit apprendre à juger de façon critique où se trouvent les chances et les limites de sa collaboration. Il ne peut collaborer :

— Dans les postes et les activités où est exigée la sortie de l'Eglise ;

— Là où risquent de se produire des conséquences qui le séparent de la vie de l'Eglise et de la communauté ;

— Là où il doit soutenir des idées contraires à la foi et à sa conscience ;

— Là où est demandée une activité qui s'oppose à l'amour du prochain et conduit à la haine envers d'autres hommes.

Il n'est pas facile d'observer ces limites. Cela peut entraîner des désavantages, des risques. C'est pourquoi le jeune chrétien a besoin de l'aide et de l'exemple de véritables croyants, avant tout des parents, des prêtres et des adultes de la communauté. Mais il doit être convaincu que sa fidélité envers la foi et la cons-

science, même dans un échec apparent, est un service rendu à l'homme et à la société.

e) *L'amour et la fidélité à l'Eglise font partie de la vie chrétienne*

L'éducation chrétienne aide le jeune à apprendre à connaître et à aimer son Eglise. Elle montre à l'adolescent un visage non défiguré de l'histoire de l'Eglise et de sa mission dans et pour le monde. Malgré les époques sombres de son histoire, et malgré des déficiences déplorables, l'Eglise n'est pas au service de la classe dirigeante. De tout temps, elle a compté des saints, hommes et femmes, enfants et jeunes, qui ont lutté pour la dignité de l'homme, contre l'asservissement, la détresse, l'oppression, l'ignorance, la maladie, la guerre et la terreur, soutenus par la foi en Jésus-Christ, le fils de Dieu et le frère de tous les hommes. Dans notre siècle, quantité de croyants sont morts, sous le régime nazi, dans les camps de concentration. Il suffit de se rappeler Bernhard Lichtenberger, Alfons Maria Wachsmann, Alfred Delp, Edith Stein, Maximilien Kolbe. On ne peut guère les taxer de tenants de la superstition et de suppôts de l'impérialisme. Aujourd'hui, dans la même foi et dans la même Eglise, le jeune chrétien peut donner son témoignage, pour éclairer le monde entier avec le message de l'Evangile et réunir dans un même esprit, en signe de fraternité, tous les hommes de toutes les nations, races et cultures.

f) *Le but de toute éducation chrétienne est l'« imitation du Christ »*

Toute éducation chrétienne poursuit un but : rendre possible ce vers quoi elle tend en définitive, à savoir que le jeune marche à la suite du Christ. La vie chrétienne aujourd'hui ne se différencie pas de l'appel des premiers disciples ; c'est toujours une réponse à l'appel du Seigneur : Suis-moi. Le chrétien met ses pas dans les pas de son maître et se laisse conduire par son Esprit pour parvenir à la ressemblance du Fils de Dieu. Il suit le chemin de la Croix, qui conduit à la Gloire du Père. Sur terre, il n'est aucun modèle, aucune idée-force, aucun chemin qui puisse remplacer l'imitation du Christ. Lui seul peut dire : Je suis la Voie, la Vérité et la Vie.

Confiants en la grâce toute-puissance de Notre Seigneur et Maître, nous pouvons et devons nous efforcer de devenir ses disciples et de conduire à lui les jeunes qui nous sont confiés. A sa miséricorde et à sa grâce, nous confions tous les enfants et les jeunes chrétiens, leurs parents, leurs parrains et tous les collaborateurs de la pastorale. Qu'il les garde en notre temps, afin que, dans la lumière de la foi, ils trouvent le chemin de la maison du Père, et nous avec eux.

— **Aujourd'hui, notre Pain.** Présentation des Evangiles du lectionnaire de semaine, par Achille DEGEEST, O.F.M. Tome I, de l'Avent à la semaine de Pâques. — Un vol. 11,5 x 18 cm, de 206 p. Prix : 18 F. Apostolat des Editions, Editions Paulines, Paris.

L'Eglise nous propose chaque jour un texte de la Bible. Encore faut-il que le fidèle en entende le sens et la portée, ce qu'une simple audition ne peut faire. Ces pages viennent à propos pour aider le croyant à profiter de cette lecture continue de la Bible au cours de l'année liturgique.

“ Christ sein ”, de Hans Küng

Etude de Mgr Weber, ancien évêque de Strasbourg ()*

Le livre et son auteur

Sous ce titre, le théologien suisse bien connu Hans Küng, professeur à la Faculté de théologie catholique à Tübingen, en Allemagne, vient de publier un fort beau volume de 676 pages, dont environ 600 de texte d'exposition, format 14 X 22 cm, aux Editions Piper (Munich-Zurich). C'est un livre qui a suscité déjà, et qui suscitera encore plus dans l'avenir, des remous. Ainsi, en Allemagne, la revue à sensation *Spiegel* en a donné un résumé tendancieux, contre lequel Küng, dans une interview accordée à la *Frankfurter Zeitung*, a répondu, et ce texte a été reproduit en Suisse.

De fait, c'est un livre important, dans les idées de l'auteur, et ambitieux : il s'adresse à tous, croyants et incroyants, qui cherchent à se faire une foi éclairée et fondée. Il s'adresse même aux non-chrétiens, appartenant aux grandes religions mondiales, plus ou moins en crise elles aussi. Il veut montrer que le christianisme, en sa vérité nue, répond aux exigences actuelles. L'auteur se défend de faire de la nouveauté, il veut simplement exposer l'Evangile de toujours, mais vu sous un aspect nouveau : « Kein anderes Evangelium, doch das selbe alte Evangelium für heute neu entdeckt. » (P. 14.) Rien que cela, mais tout cela.

Il est évident que, dans ces conditions, le volume est devenu une « petite somme » de la foi chrétienne, bien que l'ouvrage se défende de vouloir être autre chose qu'une introduction à la foi qui doit être chose personnelle. Il est à regretter, vu cette extension du livre, qu'une table analytique ne figure pas à la fin des notes : certains problèmes sont en effet évoqués dans les diverses parties.

Mettons dès maintenant en relief l'information de l'auteur, qui cite abondamment les produits de la littérature théologique de langues allemande et anglaise : peu de citations françaises. On y trouve une référence constante aux diverses positions chrétiennes sur les problèmes abordés, comme aussi des rapprochements avec les autres religions. Küng, qui est historien encore plus que théologien ou exégète, connaît l'histoire du développement du christianisme en sa croyance, au cours des siècles.

Ajoutons que, sauf une exception regrettable qu'il faudra signaler, le livre se tient et son exposé est logique.

Pour tous ces motifs, rendre compte de cette publication, en lui faisant les critiques qui semblent s'imposer, ou en lui posant les questions qui paraissent irrésolues, est un peu une témérité. Il faut cependant le faire en vue des méprises que le livre pourrait engendrer, dans l'espérance qu'un exposé, fatalement rapide, ne trahira pas la pensée d'un homme que nous connaissons et dont nous ne suspectons pas la droiture d'esprit, ni la volonté de servir la cause de Jésus-Christ et de l'Eglise.

Analyse du livre

Commençons par faire un exposé du développement de la pensée de l'auteur à travers ses 600 pages.

(*) *L'Eglise en Alsace*, janvier 1975, p. 51 et s.

Il part de la **situation actuelle** : sécularisation, ouverture des Eglises, perte apparente de l'âme de l'humanité. A cette crise, **diverses solutions** ont été apportées du point de vue technique, ou politico-social. Solutions insuffisantes, et l'auteur le montre clairement. Il faut une **solution transcendante**, qui aboutit à la croyance en Dieu, qu'on retrouve dans toutes les religions. Il y a encore aujourd'hui un certain nombre de religions qui essaient de répondre aux questions que l'homme se pose. Une confrontation s'impose entre ces religions et le christianisme : elles ont à y gagner, et nous aussi (cf. p. 106 s.). Ce qui est la véritable divergence entre ces formes religieuses et nous, c'est la **personne du Christ-Jésus**. La croyance en Jésus est également ce qui nous distingue de l'humanisme moderne. Il est donc important de chercher ce que fut en réalité le Christ, Jésus de Nazareth, **sa personnalité réelle**. Tout cet exposé occupe la **première partie** du livre, intitulée « **Der Horizont** », l'**horizon**, c'est-à-dire « **le problème** » (p. 15-108).

La 2^e et la 3^e partie du livre, intitulées « **Die Unterscheidung** » et « **Das Programm** », ce qui distingue le christianisme du reste et son programme, forment un tout, très dense (p. 109-166 et 167-500).

Küng part du problème du Christ. On peut parler d'un Christ de la piété, d'un Christ du dogme, de la fantaisie, de la littérature. Il n'y a cependant qu'un seul Christ qui n'est pas un mythe, mais nous est présenté par des documents sérieux. Ils nous laissent une zone d'ombre, qu'on ne pénétrera jamais totalement. Mais il est possible d'acquiescer une connaissance du Christ. La vraie foi, celle qui prend naissance au plus profond de notre être, s'éclaire aux lumières que les recherches objectives nous donnent. Cette étude objective est possible, si on l'aborde sans préjugé.

Après avoir placé Jésus dans son cadre juif, et examiné ce que cette première confrontation peut nous apporter, Küng essaie de nous présenter **le vrai visage de Jésus**.

Jésus se donne comme le messager de la venue imminente du règne de Dieu et de la fin imminente du monde présent. Une mutation absolue doit se produire du vivant même de Jésus (p. 173 et 207 s.). S'inspirant plutôt de Jean le Baptiste, il n'est membre d'aucune caste ni d'aucun parti de son temps. Il n'est ni prêtre ni « rabbi ». Il ne se donne aucun titre. Il n'est pas à ranger parmi les révolutionnaires, comme les zélotes ; il n'est ni un révolutionnaire social, ni un messie politique, ni un libérateur temporel ; il est contre la violence. Il n'est pas conservateur, comme le furent les Sadducéens ; il ne s'est pas séparé du monde, comme les Esséniens ; il n'a pas voulu fonder comme eux un ordre religieux, il n'a pas prêché l'ascétisme. Il n'a pas prétendu constituer une élite, comme les pharisiens. Il ne fut pas un « fidèle de la Loi », ni un casuiste, cherchant à échapper aux exigences de la Loi. Chez lui, aucune recherche à se justifier soi-même, ni à cumuler des mérites.

Par tout cela Jésus se distance de la légalité juive, de l'ascétisme institutionnel du Bouddha, de la propagande par les armes de Mahomet, de la rénovation morale selon une morale d'élite, comme chez Confucius. Quelle fut donc positivement la position de

Jésus ? Quelle fut la cause qu'il défendait ? Que voulait-il au juste ?

La cause du Christ, c'est la cause de Dieu dans le monde, le règne de Dieu qui commence avec Jésus, mais qui doit se réaliser pleinement sans tarder, par l'opération divine. — A cette prédication Jésus a-t-il joint des miracles ? Dans la mesure où on peut le savoir et où les récits ne sont pas sujets à caution, il s'agit de gestes qui sont des « signes » de ce règne de Dieu, « Hinweise, nicht Beweise », et non des preuves (p. 216 s.). Il n'y a pour Jésus ni loi naturelle ni loi issue de la révélation qui compte, mais seulement la volonté de Dieu. Le « Discours sur la montagne », dans sa partie qui remonte à Jésus, n'est que l'expression de cette volonté ; dans la suite, on a émaillé certaines données pour les adapter aux possibilités.

Si nous nous tournons vers l'homme, que veut le Christ ? Comme Jésus même, l'homme doit accomplir la volonté de Dieu. Elle consiste dans l'amour total de Dieu et dans l'amour du prochain, de tout prochain, comme nous-mêmes. Jésus nous donne l'exemple : il a aimé les « pauvres » en tout sens, les moins fortunés, les pécheurs, à qui il a pardonné, ce qui était réservé à Dieu seul. De là, le mépris de Jésus pour la légalité, de là des sources de conflits, ce qui a amené la fin de sa vie.

Par son être et sa conduite, sa façon de parler, Jésus s'était heurté aux chefs de son peuple et aux différents partis, pour des raisons diverses.

Comment se présente **le conflit** avec les partis en présence ? Est pour le Christ le pauvre peuple, mais pour combien de temps ? Sont pour lui ses disciples, ceux qui se sont groupés autour de lui, qu'il a même utilisés pour étendre son action. Rien de hiérarchique entre eux : ils sont destinés à servir.

Peut-on dire à ce sujet que Jésus a voulu fonder une Eglise ? Sûrement non, car il croyait la fin du monde imminente. Les « Douze » qu'il a initiés devaient être les cadres futurs de l'Israël de la fin des temps (p. 273 s.).

Jésus ne s'est donné aucun titre : les titres que les textes lui donnent viennent tous de la communauté postpascale (p. 278 s.). Il s'est donné seulement comme celui qui devait faire valoir la cause de Dieu et de l'homme, comme celui qui devait faire accomplir la volonté de Dieu. Il était « Sachwalter Gottes und des Menschen » (p. 281 s.). De ce fait, il s'opposait à tous, de là sa condamnation, comme nous le verrons.

Mais qu'était au juste **le Dieu de Jésus** ? C'est le Dieu d'Israël, qui est le même entre chrétiens, juifs et musulmans. C'est le Dieu qui s'est fait connaître à travers l'histoire de son peuple : il faut adhérer à lui malgré les obstacles, comme Job. C'est le Dieu des prophètes, de ces hommes auxquels Jésus ressemble tant. C'est un Dieu personnel, au contraire des divinités des religions de l'Extrême-Orient. C'est un Dieu vivant, proche de l'homme, ce qui le distance du Dieu des philosophes ; c'est un Dieu avec lequel on peut entrer en relation, avec qui on peut converser. Ce Dieu est Père, amour, amour de tous contre toutes les limites, s'intéressant spécialement à ceux qui vivent en dehors des limites ordinaires, conception qui est une véritable révolution. C'est le Dieu non de la loi, mais de la grâce.

Si Dieu est Père, il est spécialement le Père de Jésus, qui l'aborde avec le titre familial d'Abba. Cette particularité ouvre des perspectives d'où partiront les développements doctrinaux d'après Pâques, qui déclareront Jésus « Fils de Dieu » (p. 308). Cette paternité spéciale de Dieu pour Jésus inspire la piété de Jésus,

qui trouve son expression dans le « Notre Père... » que le Sauveur légua à ses disciples bien que jamais il ne se fût mis sur le même plan avec eux en cette matière. En tout cas, c'est pour ce Dieu que Jésus va se laisser mettre à mort. Le messenger de Dieu va devenir **le souffrant silencieux**. Nous tournons ainsi une page du problème du Christ.

Une question se pose : Quelle fut pour Jésus la perspective de sa propre mort ? Küng regarde les prédictions de la mort de Jésus, placées sur ses lèvres par les évangiles, comme des prédictions « post eventum ». Mais tout porte à croire que Jésus se doutait de sa fin tragique : il l'accepte et bien des traits des évangiles y font allusion, ce qui donne à ces prédictions un fondement (p. 309 s.).

En tout cas, on trouve ces intuitions de Jésus dans le récit de la « **Dernière Cène** », qui n'est pas un repas isolé dans la carrière du Christ. Elle se rattache aux repas dont parlent les évangiles et aux scènes de la multiplication du pain : c'est un repas solennel qui couronne les autres.

Küng regarde comme surajoutées au fond historique, dans les narrations de nos sources, l'ordre de renouvellement de la Cène et sa signification de propitiation des péchés de la multitude, adjonction qui vient de Isaïe 53, 28 (le serviteur souffrant de Yahvé). Il insiste sur la « fraction du pain », image de la fraction du corps du Christ, sur la coupe de vin rouge, symbole et signe du versement du sang. Du fait que Jésus donne aux disciples ce pain et ce vin, il se crée entre eux et lui une nouvelle alliance (p. 312-315).

Commencent alors les divers épisodes de **la Passion**, « Stationen » (p. 315 s.). Ces récits, qui sont des pages de la foi, comportent une part de faits historiques et de compléments qu'on y a apportés. Jésus fut condamné par les chefs de son peuple à cause de ses mépris de la légalité, et par les Romains comme un danger politique. Il meurt sur la croix, abandonné de tous, dans l'échec apparent de sa mission. Il fut enseveli sans que sa tombe ait été un centre de vénération. Tout aurait dû finir, et cependant tout recommence, ou plutôt tout commence. C'est encore une page du problème du Christ que nous tournons.

Il est indiscutable qu'après cet échec de Jésus, il y eut une reprise de la foi chez les apôtres, un nouveau départ du groupe chrétien. Cette révolution ne s'explique que par **la croyance en la résurrection du crucifié** (p. 352). Cette résurrection est aussi la glorification de celui qui était mort. Miracle, si l'on veut, mais aussi mystère pour nous qui devons ressusciter un jour, et devons entrer dans une vie nouvelle. Küng regarde les récits du tombeau trouvé vide et les narrations des diverses apparitions évangéliques comme des récits à caractère légendaire (p. 352). Il est cependant obligé, après bien des détours, de reconnaître qu'il y eut des expériences du ressuscité, des rencontres entre lui et les apôtres ou disciples (p. 364).

Quelles sont les conséquences de cette croyance en la résurrection ? Elle est une justification pour Jésus : ce qu'il est et ce qu'il a dit est homologué par Dieu (p. 371 s.). — Pour l'exprimer, on donnera désormais à Jésus les titres que sa mission comporte : Messie, Fils de l'homme, Fils de Dieu, Seigneur, juge universel à la fin des temps (p. 374 s.). — Il y a de plus un renversement dans l'appréciation de la croix, qui de signe d'ignominie devient signe du salut. La doctrine chrétienne est doctrine de la croix, ou plutôt du crucifié (p. 386 s.). — Toute la personne et la doctrine fondamentale de Paul de Tarse découlent de la croyance en la résurrection. Et on pourrait en

dire autant de Jean et de son évangile. C'est un signe pour nous (p. 400).

Nous franchissons un seuil de plus : Comment concevoir, en face de cette réalité chrétienne unique, **les différents dogmes chrétiens**, « die verschiedenen christlichen Wahrheiten... so schwer verstehbar und assimilierbar ? ». Ils sont à interpréter dans le sens de cette réalité fondamentale : « Diese Wahrheiten sind zu verstehen als Deutungsversuche der einen Wahrheit. » (P. 401.)

Le Nouveau Testament est plein de mythes (p. 402). Comment s'en servir dans la prédication et la catéchèse ? Il faut savoir les utiliser sans les imposer : « Erzählende Darbietung und kritische Reflexion sind... in der christlichen Theologie und Verkündigung zu verbinden. » (P. 408.) Suivent divers développements sur le dogme.

Le premier de ces dogmes examinés est celui de la **Rédemption**. Küng critique les diverses explications théologiques de ce dogme : libération, rachat, substitution... Au fond, se pose le problème de la douleur. Il ne se résout que dans la considération de la mort du Christ, mort qui se termine en résurrection. Dieu est un Dieu qui n'abandonne jamais. L'exemple se trouve dans ce Dieu fait homme (p. 422 s.).

Nous arrivons à l'**Incarnation**. — Küng voit dans les textes qui traitent la préexistence du Christ presque comme une déviation du dogme fondamental du Christ mort et ressuscité, sous la poussée de conceptions hellénistiques. On constate cette extension même dans les récits pauliniens (p. 429 s.). Puis ce furent les développements dogmatiques sur le Christ, vrai Dieu et vrai homme. On aboutit ainsi aux grands conciles, avec les diverses tendances de l'Orient, qui vise à la déification de l'homme, et l'Occident qui reste plus humain. Notre devoir est de trouver des formules plus proches de l'évangile que de l'hellénisme (p. 440).

On en vient à la **conception virginale du Christ** : elle repose sur des récits évangéliques fictifs, bien qu'ils aient eux aussi une signification pour la foi dans le Christ qui en reste l'objet (p. 441 et s.). Nous assistons à un exposé hypothétique du processus qui a abouti à cette croyance en la conception virginale de Jésus : Küng en conclut qu'on ne peut pas imposer comme article de foi cette croyance (p. 447). — En tout cas, cette croyance est à la base du développement de la mariologie et du culte de la Vierge, qui divisent les Eglises chrétiennes. L'auteur donne des conseils aux protestants et aux catholiques pour arriver à un certain consensus, basé sur les évangiles.

Arrivés à ce terme de l'exposé, nous bifurquons vers la suite de la tradition chrétienne. Comment le christianisme s'est-il conservé depuis près de deux mille ans ? Comment est-il resté vivant dans des âmes innombrables ? Ce fut avec l'aide d'organismes divers. — En premier lieu, l'**Écriture inspirée**. Küng n'adhère pas à la doctrine classique de l'Écriture et de son inerrance ; il n'aime pas l'expression « l'Écriture Parole de Dieu ». La Bible contient sans doute la vérité. Elle ne devient parole de Dieu que pour celui qui, par elle, entre en contact avec Dieu : « Sie wird Gottes Wort für jeden, der sich vertrauend, glaubend auf ihr Zeugnis und damit auf den in ihr bekundeten Gott und Jesus Christus einlässt. » (P. 458.) Mais poursuivons. La Bible est inspirée par le **Saint-Esprit**. Mais qu'est cet Esprit (p. 461) ? Esprit du Père, Esprit du Fils, à la base des opérations de la grâce, selon les Actes des apôtres ; Esprit dans lequel le Fils agit, en tant qu'Esprit lui-même. Le **Credo** de Nicée-Constantinople,

accepté par toutes les Eglises, définit formellement sa personnalité en Dieu.

Cette doctrine nous conduit directement à celle de la **Trinité** des personnes en Dieu, doctrine difficile (p. 463 s.), qui oscille entre le trithéisme et le modalisme. Les trois personnes se distinguent surtout par la diversité de leurs opérations. Küng tend à faire rentrer l'énoncé de ce mystère dans celui de l'unité de Dieu, afin de ne pas nous distancer des musulmans, si intransigeants dans leur affirmation de l'unité divine. Il tient à la formule de nos oraisons : le Père, par le Fils, dans l'Esprit-Saint. L'Esprit est celui qui constitue l'Eglise (p. 468).

L'**Eglise** est elle aussi un mystère : elle est, dans sa totalité mais aussi dans ses présences locales, l'assemblée de ceux qui croient au Christ. Dans chacune de ces collectivités doivent régner la liberté intérieure, l'égalité des membres dans la grâce, et la fraternité (p. 468 s.). Cela ne veut pas dire qu'à l'intérieur de ces groupes il n'y ait pas variété de dons de l'Esprit (charismes), des rôles divers. Mais tous doivent tendre vers l'unité dans le service (Diakonia). — Küng reprend ce qu'il a déjà affirmé en bien de ses ouvrages : il admet l'existence d'Eglises purement charismatiques, sans ministère d'enseignement, de sanctification et de gouvernement spécial. Il admet que chaque chrétien, prêtre par le baptême, peut célébrer l'eucharistie sans mandat spécial (p. 478, 483). Il ne nie pas l'idée d'une succession apostolique, dans la foi et le service, mais non nécessairement dans une lignée de porteurs d'un charisme de gouvernement (p. 481). — C'est historiquement que s'est établie la hiérarchie : évêques, prêtres, charismes donnés par l'imposition des mains. La question de la sacramentalité de l'ordre est une question de vocabulaire. Il affirme la possibilité d'un sacerdoce à temps (p. 484).

Doit-il y avoir dans cette Eglise ou ces Eglises un **Primat** ? De fait, la papauté a rempli ce rôle, avec des mérites et des défauts. Son service est à souhaiter, mais selon l'Esprit du Christ : « Primatus servitii, primatus ministerialis, primatus pastoralis », au service de la collectivité, pour la cause du Christ (p. 491).

En attendant que se réalise l'unité des croyants sous ce service, que catholicisme et évangélisme sachent s'accorder dans la tolérance. Que l'Eglise n'oublie jamais qu'elle est quelque chose de provisoire, dans l'attente du Royaume, un service de Dieu et de l'humanité, une Eglise qui sache reconnaître ses torts et se corriger ; qu'elle n'écrase pas les humains sous des fardeaux impossibles à porter, quels qu'ils soient (p. 493 s.). Comment ?

Nous arrivons ainsi à la **dernière partie de l'ouvrage**, appelée « **Praxis** », conduite pratique. Elle comprend trois chapitres enchaînés, bien que divers. Le premier, intitulé « **Praxis der Kirche** » contient un procès en règle de l'Eglise (p. 509 s.), en vue de la réalisation de ce que j'appellerais « le programme commun des protestataires dans l'Eglise » : union immédiate avec les autres Eglises, réalisation des desiderata comme l'abolition du célibat des prêtres, l'introduction des femmes dans les ministères, rôle des laïcs accentué... (p. 516 s.). Küng donne à nouveau les raisons qu'il a pour rester dans l'Eglise, raisons qu'il avait déjà exposées dans une déclaration à part : il veut rester fidèle à la cause du Christ (**Documentation catholique**, 1971, p. 337-340). Il énumère ensuite comment on arrivera, par des pressions incessantes, à réaliser le programme réformateur : tout cet exposé reproduit le manifeste des 33 théologiens qui, il y a

quelques années, a fait tant de bruit (cf. *Documentation catholique*, 1972, p. 384-386). Ce hors-d'œuvre, qui dépasse le volume, allait tomber en oubli : Küng a sans doute voulu en rappeler l'existence. Ce chapitre a des accointances avec l'un ou l'autre passage du volume, où plus ou moins longuement l'auteur donne un coup de patte à Rome. Le plus long de ces passages se trouve au cours de la première partie (p. 80) : c'est une diatribe contre les instances romaines, dont, pour autant que nous le savons, le théologien de Tübingen n'a pas eu trop à souffrir, malgré ses plaintes (p. 501-519).

Les deux derniers chapitres sont excellents. Reprenant la marche de sa pensée du début du livre, Küng montre que l'homme ne peut pas se conduire sans norme fixe ; son autonomie doit être dirigée. Elle doit se référer à une transcendance qui est Dieu, le Dieu de la foi : on aboutit ainsi au Christ. Le Christ est le modèle que nous devons imiter, la personne que nous devons suivre. « Comme pour une collectivité, le Christ Jésus doit être pour chaque personne, par sa parole, son action, sa destinée, une invitation (tu peux), un appel (tu dois), une exigence (tu as le pouvoir de). Il est donc le modèle foncier d'un nouveau chemin de vie, d'un nouveau style de vie, d'un nouveau sens de la vie. » (P. 544.)

Le dernier chapitre est intitulé « *Christ sein als reales Mensch sein* », le christianisme est le véritable humanisme. Il y aurait bien des choses à changer pour que le monde devienne plus humain. On ne fera rien si l'on ne change pas le cœur de l'homme, s'il n'y a pas cette conversion que Jésus a prêchée. Que faire ? Le Christ n'a pas eu une politique : nous n'avons à nous inféoder à aucun parti politique, ni de droite ni de gauche. Nous n'avons pas le droit de rentrer dans notre ghetto spirituel : les problèmes qui existent doivent être envisagés et traités dans l'esprit du Christ, selon sa conduite, dans la justice, sans que la société civile perde de son indépendance. Le chrétien doit sentir la nécessité de participer à la libération des hommes privés de leurs droits élémentaires, et les Eglises doivent le faire également. Le socialisme n'est pas une conséquence inévitable pour y arriver : le risque est trop grand.

La croix du Christ ne doit pas être un prétexte pour se dérober à son devoir : elle doit soutenir dans la vie, dans la douleur, dans la mort. — Mais il faut aussi lutter contre la douleur, la misère : la justice sociale est un fruit de la croix. — Notre société de profit et de rendement est inhumaine : il importe que par la foi on s'élève au-dessus, sans jamais désespérer, qui que l'on soit (voir p. 581 des exemples touchants).

La paix internationale relève du chrétien. Tout pouvoir, quel qu'il soit, doit viser le bien commun. — Le chrétien ne doit pas se laisser écraser par notre société de consommation : il s'élèvera au-dessus, car le bonheur n'est pas là. Il s'intéressera à tout ce qui humanise notre vie, lutte contre le bruit, la pollution de l'environnement... De même les problèmes de l'éducation relèvent de l'esprit de service, de la confiance réciproque plus que d'une autorité contestée.

En tous ces points, le christianisme ne fournit pas de recette toute faite, mais des directives, un esprit fécond et actif, si on sait l'utiliser. En conclusion, la question : « Pourquoi être chrétien ? », reçoit comme réponse : « afin d'être véritablement humain ». Oui, le christianisme doit surélever l'humanité, comme elle l'a été dans le Christ Jésus. Le regard fixé sur Jésus doit aider à vivre, travailler, souffrir et mourir. Le livre finit ainsi : « Dans l'imitation de Jésus-Christ, l'homme peut, dans le monde actuel, vraiment vivre, agir, souffrir et

mourir, dans le bonheur et le malheur, la vie et la mort, soutenu par Dieu et secourable aux hommes. » « In der Nachfolge Jesu Christi kann der Mensch in der Welt von heute wahrhaft menschlich leben, handeln ; leiden und sterben ; in Glück und Unglück, Leben und Tod, gehalten von Gott und hilfreich den Menschen. » (P. 594.)

Il y a là un magnifique programme, auquel tout chrétien doit souscrire, même s'il est idéal, même s'il comporte en pratique bien des accommodements inévitables et des failles fatales. On doit toujours viser plus haut que la réalité humaine (p. 520-594).

Critique du livre

Nous finissons ainsi le long, mais nécessairement encore trop bref, trop schématique exposé d'un livre dont on n'a pas le droit de faire abstraction. Livre monolithique, parfois difficile, dont on se demande parfois si on en a saisi tous les contours et méandres. C'est un beau monument, une belle statue harmonieusement composée. Est-elle solide sous tous ses aspects, en toutes ses parties ? On se le demande parfois. En prenant une comparaison biblique, ne risque-t-elle pas, comme la statue que vit en songe le roi Nabuchodonosor, d'avoir, à côté de parties solides, d'autres de moindre valeur, ce qui en limite la valeur, la portée (Dan 2, 11-13) ? C'est le discernement qu'en toute humilité, mis en pleine lumière de la foi, je voudrais esquisser, et marquer ce qui, au cours de l'ouvrage, peut être mal compris, ce qui semble insuffisant, ce qui semble incompatible avec la foi chrétienne. Nous prendrons les questions l'une après l'autre, cherchant à deviner ce qui, dans la mentalité de l'auteur, est responsable de ce que nous croyons être des déviations.

1. Etre chrétien

Le christianisme relève bien sûr du Christ Jésus. Etre chrétien, c'est se référer au Christ. Mais doit-on exclure des exigences que comporte cette qualité, ce qui est dit, en dehors des évangiles, par exemple par saint Paul, le premier interprète du Christ, choisi par Jésus pour porter son nom parmi les nations ? Les prescriptions morales de l'Apôtre, même si elles sont inspirées des idées des philosophes de son temps, sont cependant des règles de vie chrétienne, obligatoires en toute loyauté. Cela soit dit contre des insinuations du livre, p. 534.

2. La Parole de Dieu

Ce que dit Küng de la Bible, parole de Dieu, cela suffit-il ? J'oserais dire non, si on interroge le témoignage de la tradition unanime et les déclarations des Conciles de Trente et du Vatican. Le Concile du Vatican II a repris cette doctrine en ces termes : « La vérité divinement révélée, que contiennent et présentent les livres de la sainte Ecriture, y a été consignée sous l'inspiration de l'Esprit-Saint. Notre sainte mère l'Eglise, de par sa foi apostolique, juge sacrés et canoniques tous les livres tant de l'Ancien que du Nouveau Testament, avec toutes leurs parties, puisque, rédigés sous l'inspiration de l'Esprit-Saint (cf. Jn 20, 31 ; 2 Tm 3, 16 ; 2 P 1, 19-21 ; 3, 15-16), ils ont Dieu comme auteur et qu'ils ont été transmis comme tels à l'Eglise elle-même. » (« Constitution sur la révélation divine », n° 11). Evidemment, il faut voir dans chaque cas ce

que Dieu veut nous dire pour notre salut : c'est tout le problème de l'exégèse.

3. Preuves de l'existence de Dieu

La revue allemande « Spiegel » a reproché à Küng de ne pas admettre de preuve de l'existence de Dieu, vérité qui reposerait sur une affirmation gratuite. Küng a protesté, avec raison, dans son interview accordée à la « Frankfurter Zeitung ». Il affirme que la foi en Dieu est « überraional », dépasse la raison ; elle repose sur un risque raisonnable, qui donne une sûreté à notre adhésion. Les développements de Küng dans son livre me semblent aller plus loin. Ce qu'il écrit pages 62 et suivantes est une véritable preuve de l'existence de Dieu : pour tout esprit qui ne peut pas admettre que le monde et la vie n'ont aucun sens l'existence de Dieu est vérité nécessaire. Sans doute une preuve de ce genre n'a rien d'une démonstration mathématique, mais il y a une autre certitude possible que la certitude des sciences matérielles.

4. Interprétation des dogmes de la foi

Un des buts du livre de Hans Küng est de rendre intelligibles nos dogmes, dont le langage est difficilement accessible à la mentalité moderne. Ce but est légitime. Pour résoudre ce problème, le livre cherche dans les évangiles des approches de la vérité qui évitent ce que nos formules dogmatiques ont de trop tranchant, ce qui dérive du langage théologique issu de l'hellénisme. On peut se demander cependant si cet essai ne dépasse pas parfois les limites de la foi. La doctrine du Verbe incarné proposée se rapproche de la position arienne ; la Rédemption ne dépasse guère l'idée que la passion du Christ est pour nous un exemple. La doctrine du Saint-Esprit ne sacrifie-t-elle pas trop la personnalité de l'Esprit, si nettement affirmée dans les chapitres 15 et 16 du quatrième évangile et la tradition des Pères grecs ? L'énoncé du dogme trinitaire que nous donne Küng sauvegarde-t-il suffisamment les professions de ce mystère, avec la trinité des personnes en l'unité divine, que nous donnent Matthieu, 28, 19 et tant de formules pauliniennes (2 Co 13, 13 ; 1 Co 6, 11 ; 12, 4-6 ; Ep 4, 4-6) ? — Nos formules conciliaires, et même nos énoncés dogmatiques, ne sont pratiquement que des mises en langage plus précis, systématique, des enseignements de l'Écriture. Il est toujours dangereux de vouloir y substituer des formules plus proches de nos façons de penser et de dire. Les propositions données par le livre de Küng sont-elles satisfaisantes ? Que les théologiens se prononcent.

5. L'Eglise

La doctrine de l'Eglise que nous donne Hans Küng, déjà connue par son livre *Qu'est-ce que l'Eglise* (Paris, 1971), résumé de ses deux volumes *L'Eglise* (1968), a des points intéressants. Elle est cependant viciée ici à la base, car Küng n'admet pas la fondation de l'Eglise par le Christ, dont elle tire cependant toute sa légitimité. Pour lui, le Christ n'a pas pu fonder l'Eglise, car il enseignait la fin imminente de ce monde. Les Douze, dit-il, qu'on donne comme preuve de cette fondation, ne sont que les cadres de l'Israël eschatologique, d'après la fin du monde (p. 274 s.).

Cette position est inacceptable, car elle repose sur une conception fausse de la carrière humaine et de

la mission de Jésus, dont nous parlerons plus loin. La reprise du mouvement chrétien après Pâques est d'ailleurs la preuve que les Douze, qui tiennent à être douze (Ac 1, 21-28), avec leur chef Pierre, ont été constitués par Jésus de Nazareth, comme les évangiles l'affirment, pour être à la tête du nouveau peuple de Dieu qui succédera à l'ancien, les promoteurs de la Nouvelle Alliance, pour continuer le message de Jésus. C'est à partir de cette Eglise post-pascale que l'Eglise tout court se développe, avec ses organismes, sous la conduite de l'Esprit-Saint, avec l'assistance de son Seigneur. Développement légitime, même s'il a été conditionné par des circonstances historiques. Ce développement, Küng le reconnaît, même s'il oublie trop que l'Eglise est autre chose qu'un groupe quelconque : elle est « le Corps du Christ », elle est « colonne et support de la vérité » (1 Tm 3, 15). Cet oubli a valu jadis à ce théologien des mécomptes au sujet de son livre sur l'infailibilité de l'Eglise (cf. DC, 1971, p. 532 s., et 1972, p. 536 s.).

La doctrine officielle de l'Eglise est assez connue et, dans une certaine mesure, définie par les Conciles de Trente et de Vatican I. Le dernier Concile a fixé la doctrine sur le Mystère de l'Eglise et son organisation.

6. Le Christ Jésus

Küng ■ basé toute son œuvre sur Jésus, et cette position est très légitime. Il s'agit cependant de savoir de quel Christ il s'agit : est-ce celui de nos évangiles, et donc celui de l'Eglise ? Ou est-ce celui que nous présente Hans Küng ? Car il a ici des idées plus crûment exposées que dans ses livres antérieurs.

Sans doute, il part des évangiles pour son exposé du christianisme, surtout dans les deux chapitres de la troisième partie, intitulés « Die Sache Gottes » et « Die Sache des Menschen ». Mais, pour fixer le témoignage authentique des évangiles sur Jésus, il a adhéré à la critique la plus radicale des sources chrétiennes. Il a manifesté la répugnance la plus absolue, en commun avec certains de nos contemporains, pour tout ce qui est miracle, institution, dogme venu du dehors, et donc révélation au sens de l'Épître aux Hébreux (1, 1-4).

Sans doute, ce qui reste de Jésus et de sa doctrine est intéressant et donne des idées partiellement justes sur le message du Sauveur, mais, du fait des réductions massives opérées, le Christ de Küng est semblable à un arbre dont on a éliminé non seulement les lierres qui l'avaient recouvert, non seulement le feuillage, mais taillé les branches vives. Il manque en effet toute déclaration de Jésus sur lui-même et sa mission vraie, toute parole qui est à la base du développement ultérieur du christianisme, tout ce qui concerne la formation de l'Eglise, les pouvoirs donnés aux apôtres, les miracles qui constituent une portion importante du récit, même de Marc, et qui sont exigés par le succès de la prédication du Maître auprès des foules. La personne de Jésus est elle-même totalement diminuée, faussée. Qu'est, en effet, pour Küng, le Christ ? Un prédicateur du règne de Dieu qui croyait la fin du monde imminente, qui n'a rien dit sur lui-même, rien voulu instituer. Nous sommes pour ainsi dire devant un néant, et l'on ne comprend pas comment, après la mort du Christ, quelque chose a pu reprendre. Du néant, il ne peut sortir que le néant.

Ajoutons que les réductions massives de la critique radicale sont inadmissibles. Sans doute, les Évangiles sont des témoignages, mais des témoignages qui ont voulu être sincères, et qui ont été informés. La communauté chrétienne, à laquelle on attribue les développements de la doctrine du Christ ou de son activité, est une communauté qui est plutôt conservatrice que

fabulatrice. Le règne de Dieu est bien plus large, plus complexe qu'il n'est, bien plus qu'une simple annonce de la fin imminente du monde. Les études du P. Lagrange, toujours valables, et que j'ai reprises dans mon livre **Croyez à l'Évangile** (Paris, 1971), sont là pour appuyer ces affirmations.

Cela ne veut pas dire que nous croyons que Jésus ■ institué des ordres religieux, par exemple, mais il a posé des fondements sur le renoncement et les conditions nécessaires pour le suivre intégralement, qui ont donné naissance à la vie religieuse dans la suite.

Le développement légitime qui est sorti de l'enseignement et de la mission de Jésus, tels qu'une étude sincère, loyale, bien que ouverte, des sources évangéliques, nous donne, s'explique par ces sources mêmes. On n'est pas obligé de recourir à une influence païenne, que Küng met à la base de certains faits, comme le développement de la christologie et du dogme de l'Incarnation (cf. p. 429 s., 444 s.). On se croirait parfois revenu, en lisant le livre, aux théories des années 1920-1925, qui voulaient ramener le mystère chrétien aux mystères païens.

Il importe, pour tout cela, que nous voyions de plus près certaines affirmations ou explications exégétiques sur des points importants de notre foi.

7. La naissance virgine du Christ

Selon Küng, les récits évangéliques concernant la naissance du Christ sont des récits légendaires. La croyance en la virginité de la mère de Jésus dérive des mythes païens, ou peut-être judéo-païens, qu'on s'est efforcé de retrouver (p. 444 s.). Il s'ensuit que cette croyance ne peut pas être imposée comme article de foi. Tout au plus peut-on chercher à en voir la portée spirituelle quant à celle qui donna le jour à Jésus. Pour de multiples raisons, nous ne pouvons admettre cette position.

Tout d'abord, les récits de Matthieu et de Luc concernant les origines humaines du Christ ne sont pas des mythes. Sans doute leur genre littéraire est particulier : il y a dans leur rédaction une influence du style des anciens récits de la Bible, mais le fond se rattache à des traditions anciennes, issues sans doute de la parenté du Sauveur. Le récit de Luc, spécialement, a des attaches avec la Vierge Marie, qui conservait en son cœur et méditait les événements de l'enfance de son fils (Lc 2, 19-51). Un exégète contemporain, spécialiste des écrits johanniques, a essayé de montrer que l'apôtre Jean n'est sans doute pas étranger à ces données (cf. A. Feuillet, **Jésus et ■■ mère**, Paris, 1974).

On a souvent fait remarquer (cf. la **Synopse des quatre Évangiles**, t. II, Paris, 1972, Enfance de Jésus) que les récits de Matthieu et de Luc, bien que difficiles à raccorder et issus de milieux différents, coïncident pour l'affirmation concordante de la virginité de Marie : elle est envisagée dans le troisième Évangile du côté de Marie et dans le premier du côté de Joseph, mais les deux textes concordent et se recouvrent sur le point essentiel.

C'est sur ces récits évangéliques que la tradition a bâti sa foi en la virginité de Marie, mère de Jésus, et cette foi s'est conservée à travers les siècles ; textes patristiques, professions de foi, liturgies concordent à affirmer que le Fils de Dieu ■ été conçu du Saint-Esprit et est né de la Vierge Marie. On peut et on doit donc en appeler à l'infaillibilité de l'Église sur ce point qui concerne la doctrine chré-

tienne. Küng a beau dire que cette croyance rentre dans les dogmes moins importants de la foi, dont parle le décret conciliaire sur l'œcuménisme (« hiérarchie des vérités », n° 11). Elle a toujours été article de foi depuis les Évangiles, Ignace d'Antioche et les Pères, jusqu'à nos jours. Nier la conception virgine de Jésus rentre dans ce qu'on ■ toujours appelé une hérésie. Le fait que certains théologiens actuels, catholiques ou protestants, ne veulent plus adhérer à cette vérité de foi n'y change rien. Cela ne peut mener qu'à semer l'inquiétude dans les rangs des fidèles et brouiller la foi, même des prêtres, dans l'Église.

8. La dernière Cène

Küng a le mérite et le bon sens de ne pas nier le fait de la dernière Cène, du dernier repas, repas significatif et solennel de Jésus avec les siens, repas dont dérive « la fraction du pain » et notre sacrifice eucharistique. Il en mutile cependant le récit, en ne reconnaissant pas comme historique le précepte de la réitération du geste du Christ et le caractère sacrificiel de ce repas commémoratif.

La mutilation du texte, quant au précepte du renouvellement de la Cène en mémoire de Jésus, ne repose sur rien : on trouve ce précepte dans Luc, qui a cherché à donner le contexte réel de la Cène, et dans saint Paul, dont le récit (1 Co 11, 23-26) remonte à la tradition toute primitive qu'il a apprise, sans doute dès sa conversion. Que Matthieu et Marc ne parlent pas de cette parole de Jésus prouve seulement qu'ils n'ont retenu pour leur narration que ce qui se faisait substantiellement de leur temps lors de la Cène célébrée en communauté.

L'exclusion du caractère sacrificiel de la Cène est gratuite, car ce caractère est au premier plan dans les quatre récits de la Cène. Quant à la présence réelle du corps du Christ et de son sang sous les espèces du pain et du vin, elle résulte non pas de l'action symbolique de briser le pain et de l'évocation du vin versé, symbole du sang du Christ, mais du réalisme des paroles mêmes de Jésus : « Ceci est mon corps. Ceci est la coupe de mon sang. » Ce réalisme spirituel (qu'on ne vienne donc pas nous parler de « chosisme », cette expression barbare qui ne signifie rien) est attesté par les passages de saint Paul et de saint Jean, qui sont de véritables contextes de nos récits (1 Co 10, 16-17 ; 11, 26-29 ; Jn 6, 53-56).

En un temps où les chrétiens cherchent à unifier leur croyance dans la réalité de la communion eucharistique, il importe de ne pas mutiler les textes et de ne pas fausser leur sens.

9. La résurrection du Seigneur

Ce point est l'un de ceux que la critique biblique actuelle et radicale a le plus cherché à minimiser. Avec elle, Küng déclare pratiquement légendaires (p. 352) les récits des apparitions et les récits du tombeau trouvé vide. Ce sont cependant les récits de toutes nos sources évangéliques, précédées dans l'ordre chronologique par le témoignage indiscutable de saint Paul au cours de la 1^{re} lettre aux Corinthiens (15, 1-8). L'Apôtre expose la croyance en la résurrection du Crucifié et de l'Enseveli comme base de sa prédication et comme base de la foi des fidèles. Quelle que soit la forme des récits évangéliques qui, eux aussi peuvent avoir des contacts littéraires avec

Une déclaration de Hans Küng

Pour donner la parole à l'auteur, après l'étude de Mgr Weber, nous publions ci-après le texte de la conférence de presse que Hans Küng a tenue, le 10 octobre 1974, à l'occasion de la Foire aux livres de Francfort, et dans laquelle il a précisé sa position par rapport à l'Eglise catholique, le contenu et la signification de son ouvrage, Christ Sein ().*

Un théologien catholique avec des positions comme les miennes peut-il rester dans l'Eglise catholique ? C'est là une question qui ne cesse d'être débattue de tous côtés. Me permettez-vous de faire, à cette occasion, une remarque personnelle ? Aujourd'hui, 10 octobre 1974, à ce moment même, dans l'église romaine de Saint-Ignace, le cardinal Döpfner est en train d'ordonner prêtres onze élèves du Séminaire pontifical germanique. Il ne faut y voir que l'effet du hasard, puisque ce n'est pas moi qui ai choisi le jour et l'heure de cette conférence de presse, mais il y a exactement vingt ans aujourd'hui, à cette même heure, dans la même église romaine de Saint-Ignace-de-Loyola, qu'en tant qu'étudiant du même collège pontifical j'ai été ordonné prêtre de l'Eglise catholique. Et, comme j'ai conservé ma loyauté et ma fidélité envers cette Eglise, en travaillant, en étudiant et en luttant pour elle, tout en la critiquant sans cesse, inévitablement, au long de ces vingt ans, vous comprendrez peut-être maintenant ce que j'ai à dire. A parler crûment, j'en ai par-dessus la tête de devoir sans cesse affirmer que j'ai l'intention de rester dans cette Eglise catholique, et que les raisons de mon attitude se trouvent dans l'Evangile. Dans mon nouveau livre, j'ai exposé tout cela une fois de plus. En tout cas, après vingt ans, je ne me sens nullement moins catholique que le jour de mon ordination, ce qui n'exclut aucunement, bien au contraire, la mise en pratique des exigences de l'Evangile à notre époque œcuménique.

Je dois ajouter ceci tout aussitôt. Le fait qu'aujourd'hui, après vingt ans, je ne travaille pas dans une paroisse, comme je voulais le faire alors, mais dans un poste académique pour lequel je n'avais aucune attirance particulière, peut être également considéré comme un accident. Mes intentions pastorales, aujourd'hui que j'ai derrière moi une carrière de quinze ans en tant que professeur d'Université et chercheur à Tübingen, sont restées les mêmes que lorsque j'étais aumônier suppléant au collège germanique, plus tard vicaire à Lucerne, et directeur ecclésiastique à Münster, en Westphalie.

La théologie, « discours sur Dieu »

Mon travail, donc, est celui d'un théologien dont la tâche prosaïque et très délicate est la « théologie », le « discours sur Dieu » : comment il est possible de parler de Dieu dans le monde d'aujourd'hui, de manière que les gens ne se contentent pas de répéter sans comprendre ce qui a déjà été dit, mais le comprennent vraiment. Et il ne s'agit pas de n'importe quelle théologie, mais d'une théologie « chré-

certaines récits de la Bible, ils donnent tout de même le compte rendu substantiellement historique des apparitions de Jésus, le crucifié, et le glorifié en son corps. S'il n'était rien arrivé, la reprise du mouvement chrétien, la croyance des apôtres dès le lendemain du sabbat qui suivit la scène du Golgotha, n'aurait eu aucune consistance. Les apôtres ont cru parce qu'ils ont vu leur maître qui s'est montré à eux en des circonstances diverses. Il y a là une part de mystère, mais il y a aussi une part de réalité qui s'impose. Qu'on consulte sur ce sujet les livres tout récents de maîtres en la matière : Pierre Benoit, *Passion et Résurrection du Seigneur*, Paris, 1966 ; Xavier Léon-Dufour, *Résurrection du Seigneur et Message pascal*, Paris, 1971 ; Béda Rigaux, *Dieu l'a ressuscité*, Gembloux, 1973. Qu'on n'essaie pas de noyer dans des sophismes quelconques ce qui s'impose à une raison droite en quête de la vérité : le Christ est ressuscité, il est vraiment ressuscité.

Pour la question du « Sacerdoce dans l'Eglise », voir *Documentation Catholique*, 1972, p. 91-93.

Je veux arrêter là mes conclusions et mes remarques.

Conclusion

Je dois avouer que c'est avec une certaine tristesse que je termine la recension d'un livre qui a son importance, mais qui aurait eu infiniment plus de valeur s'il était resté dans les limites d'une exégèse modérée, bien que loyale. Comme il est composé, le livre de Hans Küng est une véritable gageure : baser sur des données très radicales un édifice appelé à donner des directives en vue d'un authentique « Christ sein » est une impossibilité : on ne bâtit pas sur du néant. C'est, hélas ! la position de nombre de critiques qui cherchent à substituer au christianisme vécu durant presque deux millénaires un christianisme inconsistent ne reposant que sur du négatif. C'est un effort vain qui vient s'ajouter à bien d'autres efforts vains qui se sont succédé depuis deux siècles pour ruiner le caractère surnaturel de la foi. Comment veut-on élever la mentalité des hommes et du monde, des chrétiens, pour qu'ils se donnent entièrement au Christ, source et fondement de toute humanité, si on commence par le rendre inintelligible, lui et son œuvre, si on le réduit à un schéma vide ? La marche de la pensée de Küng est bonne et, dans sa première partie comme dans sa dernière, il y a immensément à prendre. Les chapitres intitulés « Die Sache Gottes » et « Die Sache des Menschen », qui contiennent d'excellentes choses, eussent gagné à s'appuyer sur un Christ non mutilé, sur le Christ des Evangiles. Sans doute il y a un travail exégétique à faire sur ces Evangiles. Mais ce sont tout de même des documents proches des événements, qui veulent être informés et sincères (cf. Lc 1, 1-4 ; Jn 20, 30-31). En les écoutant, on aurait eu, au lieu d'un Christ décharné, le Christ vivant, tel qu'il a été vu sur les chemins de la Palestine ; le Christ glorieux, source de vie, tel que les premiers disciples l'ont vu après sa résurrection, au Cénacle ou en Galilée. C'est ce Christ-là qui distingue le christianisme des autres religions, qui rend le christianisme transcendant en même temps que désirable par tous, parce que dépassant tout ce qu'on peut trouver par ailleurs.

Ce Christ, comme le dit l'Ecriture, est toujours le même et son Evangile n'a pas à changer.

« Jésus-Christ est le même, hier et aujourd'hui ; il le sera à jamais. » (Hb 13, 8.)

† J.-J. WEBER.

(*) Texte anglais dans *The Tablet* du 19 octobre 1974. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

tienne » : comment il est possible de parler de Jésus-Christ, de manière que les gens ne répètent pas seulement des formules traditionnelles, mais soient capables de vivre et d'agir de façon convaincante à la lumière du message chrétien dans la société d'aujourd'hui. A savoir une théologie, comprise comme un « service » pour les hommes qui, à mesure que nous prenons davantage conscience de la société industrielle moderne, ont d'autres besoins que les besoins uniquement matériels.

Vingt années de théologie ont été investies dans ce livre. N'en déplaise aux comptes rendus de presse, ce n'est pas « un regard de colère sur le passé », mais un regard réaliste projeté vers l'avenir. Ce n'est pas un règlement de compte au bout de vingt ans. Je n'ai pas de passé théologique à liquider. C'est une maturation de vingt ans de travail, au cours desquels j'ai peu à peu mieux compris ce que peuvent signifier être homme et être chrétien, à la lumière de l'Évangile, pour l'homme d'aujourd'hui. Ce livre, incontestablement critique à bien des égards, n'a pas été écrit contre Rome, mais il est écrit aussi pour Rome et pour le Conseil œcuménique des Églises. Il est écrit pour défendre et justifier, clarifier et provoquer la foi chrétienne à une époque où les Églises ont malheureusement plutôt perdu que gagné en crédibilité.

Donner aux hommes le courage d'être chrétiens

Son but est de mettre en lumière, pour notre temps, le message chrétien original, et en particulier la figure de Jésus de Nazareth. Bien entendu, il ne cherche pas seulement à proclamer, à déclamer ou à déclarer en termes théologiques. Il cherche à fournir des raisons, à montrer pourquoi, même un homme doté d'un esprit critique peut justifier devant sa raison et ceux qui l'entourent le fait qu'il soit chrétien. Peut-être ce livre finira-t-il par rendre périmés les clichés éculés qui traînent sur Küng, critique destructeur de l'Église, ennemi du Pape, démolisseur de dogmes. Le but de l'ouvrage n'est autre que de donner aux gens le courage d'être chrétiens.

A coup sûr, ce livre, conçu dans un esprit critique, ne laisse aucune question sans la poser, mais, à travers toutes les critiques négatives, il va droit vers les réponses positives. Et comme il veut procéder à un examen le plus exhaustif possible et, sur des points décisifs, distinguer et interpréter de façon aussi précise que possible, il ne pouvait être court. Il brasse des matériaux que l'on trouve ailleurs en plusieurs volumes.

Ne vous attendez donc pas à trouver dans ce livre du sensationnel à bon marché. La seule « sensation », c'est ce que ce Jésus de Nazareth lui-même, dans ses paroles, ses actes et son destin, a à dire sur Dieu et l'homme, ici et maintenant, pour l'individu et la société. Alors, est-ce simplement un ouvrage de plus sur Jésus ? En aucune façon. Mais, en ce cas, en quoi consiste son originalité ? Certainement pas dans tout ce qu'il fallait dire sur les miracles, les paroles authentiques et non authentiques de Jésus, la naissance virginale et le tombeau vide, la montée au ciel et la descente aux enfers, la fondation de l'Église, la complexité de la formation de l'Église du Nouveau Testament, et tout ce que le public peut, s'il le désire, puiser depuis longtemps dans les travaux des grands exégètes, protestants et catholiques.

La véritable originalité de l'ouvrage

L'originalité réside ailleurs. Ce livre voudrait :

— Non seulement aborder des questions particulières et des domaines particuliers de la théologie, mais présenter le message chrétien comme un tout, face aux idéologies et aux religions modernes, dans une synthèse compréhensive et cohérente, élaborée de façon uniforme et systématique jusqu'au moindre détail, comme cela doit être tenté par un individu, notamment en raison de la spécialisation des études théologiques ;

— Dire la vérité sans peur et avec impartialité, sans tenir compte de la politique ecclésiastique et sans se laisser troubler par les affrontements et les modes théologiques ; une critique théologique qui va jusqu'au bout, basée sur des travaux à jour et des arguments intellectuellement honnêtes, allant de pair avec une confiance inébranlable dans la cause chrétienne ;

— Partir, pour ce faire, non pas des questions théologiques telles qu'elles étaient posées dans le passé, mais des questions, si diverses et complexes, que pose l'homme moderne ; et, à la lumière de ces questions, muni de toutes les informations possibles, se rapprocher de plus en plus du cœur de la foi chrétienne, de manière que ce qui est humain, ce qui est universellement religieux à l'extérieur de l'Église, puisse être pris plus au sérieux qu'autrement, et de manière que, en même temps, ce qui est essentiellement chrétien soit mieux mis en relief et que l'essentiel soit séparé de l'accessoire ;

— Parler le langage de l'homme moderne, sans archaïsmes bibliques ou dogmatiques scolastiques, mais aussi sans jargon théologique à la mode ; dans toute la mesure du possible parler clairement et simplement, formuler nos opinions de façon intelligible, mais aussi de façon précise, avec discernement et gravité, à l'usage de ceux de nos contemporains qui n'ont pas de formation théologique préalable ;

— En partant d'une recherche personnelle qui va de la doctrine de la justification à la christologie et à l'ecclésiologie, intégrer également les divergences confessionnelles et ainsi mettre en relief ce qui est commun aux dénominations chrétiennes, de manière à aboutir à un consensus sur le plan de la pratique et de l'organisation ; non pas une théorie à côté d'autres, mais le consensus fondamental qui est possible aujourd'hui entre les Églises chrétiennes et les courants théologiques les plus importants ;

— En partant d'études exégétiques et historiques — dans la théologie fondamentale, la dogmatique, l'éthique et finalement la théologie pratique — exprimer l'unité difficilement vérifiable qui embrasse à la fois la question de Dieu et la question de l'Église, de manière qu'il soit impossible de négliger le lien inviolable qui existe entre la théorie crédible et la pratique vivable, sur le plan individuel et social, la critique de l'époque et la critique de l'Église, la piété personnelle et la réforme de l'institution.

Afin d'éviter tout malentendu possible, j'aimerais dire en conclusion : si j'ai écrit ce livre pour aider l'homme moderne à devenir chrétien, cela ne veut absolument pas dire que je me regarde moi-même comme un chrétien exemplaire. Je me contenterai donc de citer une phrase de mon ouvrage : « Ce livre n'a pas été écrit parce que l'auteur se considère comme un bon chrétien, mais parce qu'il pense que le fait d'être chrétien est une chose particulièrement bonne. »

Événements et Informations

FRANCE

Mort de Pierre Fresnay.

Pierre FRESNAY, de son véritable nom Pierre Laudenbach, est décédé le 9 janvier. Né à Paris le 4 avril 1897, rue Vauquelin-de-La-Fresnaye (d'où son pseudonyme), il fit ses débuts avec son oncle Claude Garry, de la Comédie-Française, en 1912, au Théâtre Réjane. En 1915, il débute à la Comédie - Française en qualité d'« élève du Conservatoire », est engagé comme pensionnaire en juillet 1915, mais est mobilisé en 1916 et termine la guerre comme sous-lieutenant d'aviation. Le 13 octobre 1919, il débute dans le rôle de Clitandre, des *Femmes savantes*, puis dans le *Jeu de l'amour et du hasard* (rôles de Mario et de Dorante), et dans *On ne badine pas avec l'amour*. Sociétaire en 1924, il reste jusqu'au 14 octobre 1927 à la Comédie-Française, qu'il quitte après un retentissant procès. Il joue aux Variétés : *Un miracle*, pièce de Sacha Guitry (1927) et au Boulevard, il fut Cyrano et Marius, Noé et Valentin le Désossé ; il y fit triompher Anouilh (*l'Hermine*, *le Voyageur sans bagage*, *Léocadia*), Pagnol, Guitry, Roussin (*les Œufs de l'autruche*), Bourdet (*Vient de paraître, Père*), etc. En son Théâtre de la Michodière (propriété de son épouse Yvonne Printemps), ce fut l'éblouissement de *Mon Faust*, du *Neveu de Rameau* et de *l'Idée fixe*. Parallèlement à sa glorieuse carrière au théâtre, Pierre Fresnay se haussait au premier rang des comédiens de cinéma. Avant la guerre, il y eut *Marius* et *Fanny*, *la Dame aux camélias*, *Koenigsmark*, *la Grande Illusion* (rôle de Boieldieu) de Renoir, *le Dernier des six* (1941), *L'assassin habite au 21* (1942), *le Corbeau* (1943). Et c'est un nouveau souffle avec *Monsieur Vincent* (1947), *Barry* (1949), *Dieu a besoin des hommes* (1950), *Monsieur Fabre* (1951), *Il est minuit, docteur Schweitzer* (1952), *les Evadés* (1954), *les Aristocrates*

(1955), *la Millième Fenêtre* (1959), *les Vieux de la vieille* (1960). Pierre Fresnay avait une haute conception de son métier. Interviewé par Jean Nohain pour *Notre Temps*, il déclarait à ce propos : « Notre métier est un beau métier quand on l'exerce avec conscience... sans jamais s'enfermer dans le succès, se cantonner dans un genre de rôle, dans un type de personnage... J'ai cherché à travailler toujours... Je n'aime pas mon métier, je le vis. » A ses obsèques, le 14 janvier, M. GISCARD D'ESTAING était présent. C'est la première fois qu'un président de la République rend un tel hommage à un comédien disparu. Le P. CARRE, O.P., a parlé au nom de la longue amitié qui l'unissait à Pierre Fresnay dont, avant de faire réciter le *Notre Père*, il a précisé la position religieuse en ces termes : « Mes amis, je vous propose maintenant d'adresser un dernier adieu à Pierre Fresnay, sous la forme d'une prière. Pierre Fresnay a écrit qu'il ne se reconnaissait le fidèle d'aucune Eglise, mais que le divin avait toujours joué un rôle très profond dans sa vie. Au cours de notre longue amitié, il m'a dit combien il aimait l'Evangile. Il s'efforçait de s'en inspirer avec, ce sont ses propres mots, une totale bonne foi. Dans le domaine de la foi tout court il me reste, m'écrivait-il, à admettre comme réalité ce qui n'est encore pour moi qu'un merveilleux symbole. Aussi, en accord avec tous nos frères chrétiens, j'ai pensé que seul l'Evangile pouvait exprimer en face de Dieu et dans la vérité, notre recueillement. Tout à l'heure, avant de quitter l'hôpital, ses proches et moi nous nous sommes réunis et j'ai lu quelques paroles du Christ parmi celles que Pierre Fresnay aimait. Maintenant nous allons nous rappeler qu'il y avait une prière qu'il récitait souvent, le *Notre Père*. C'est cette prière-là que, dans son souvenir, je vous invite à dire avec moi. » (D'après Jean Vigneron, dans « *la Croix* », 11 et 16 janvier.)

L'Académie de médecine se prononce à nouveau contre l'euthanasie.

L'Académie de médecine reste opposée à l'euthanasie. Elle a voté à l'unanimité le vœu suivant : « Emue par certaines prises de position récentes en faveur de l'euthanasie, l'Académie nationale de médecine déclare que le médecin, respectueux de la personne humaine, ne saurait en aucun cas supprimer la vie qu'il a mission de protéger. » Ce texte, rédigé par une Commission spéciale qui avait été créée pour étudier l'euthanasie, était présenté par le professeur Henri Baruk. (« *La Croix* », 11 janvier.)

Un hebdomadaire guadeloupéen cesse de paraître.

Le bulletin diocésain « *Eglise de Guadeloupe* » annonce la disparition provisoire de *Clartés*, journal catholique de la Guadeloupe, disparition due à un déficit chronique. Cet hebdomadaire paraissait depuis près de trente ans (le premier numéro est sorti le 15 août 1945) et tirait à 2 500, avec un assez grand nombre d'invendus. (« *La Croix* », 11 janvier.)

Jean Rochereau, membre du jury du prix Delluc.

Trois critiques de la presse parisienne viennent d'être admis dans le jury du prix Louis-Delluc, qui est au cinéma ce que le Goncourt est à la littérature : Gilles Jacob, de *l'Express*, Nicolas de Rabaudy, de *Paris-Match*, et Jean Rochereau, de *la Croix*, qui vient, d'autre part, d'être nommé chevalier des Arts et Lettres. Le prix Delluc du lauréat 1974 a été attribué à *la Gifle*, de Claude Pinoteau. (D'après « *la Croix* », 14 janvier.)

Un appel interconfessionnel pour sauver l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge de Paris.

L'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge de Paris traverse actuellement une période de difficultés financières. C'est ce fait qui a déterminé un appel à l'aide,

lancé conjointement par le cardinal MARTY, archevêque de Paris et président de la Conférence épiscopale française, le métropolitain MELETIOS de France, et M. Jean COURVOISIER, président de la Fédération protestante. Le texte de l'appel, adressé à tous les « frères chrétiens », est le suivant :

« Du 18 au 25 janvier, nous vivons la Semaine de prière pour l'Unité. C'est un temps fort de prière, de rencontre, d'amitié.

Nous voulons, à cette occasion, vous faire partager notre souci concernant l'avenir de l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge..

Un feuillet descriptif est à la disposition de tous à l'Institut Saint-Serge (93, rue de Crimée, 75019 Paris). Il montre comment saint Serge contribue à témoigner du Christ ressuscité dans le monde d'aujourd'hui.

L'Institut ne pourra survivre que si des travaux indispensables de rénovation et de reconstruction sont immédiatement entrepris. Saint-Serge est l'une des richesses de notre patrimoine commun. Sa disparition nous appauvrirait tous.

La crise actuelle nous aide à discerner les urgences.

Laissez-nous vous dire que pour Saint-Serge, il y a urgence. Nous vous suggérons de lui consacrer les offrandes recueillies au cours de la prochaine Semaine de prière. »

L'histoire de l'Institut Saint-Serge, ainsi qu'un aperçu de ses activités actuelles sont offerts au public dans un livre qui vient de paraître, dont l'auteur n'est autre que le recteur de Saint-Serge lui-même : l'archiprêtre Alexis KNIAZEFF, professeur d'Ancien Testament. Intitulé : *De l'Académie d'autrefois au rayonnement d'aujourd'hui*, cet ouvrage de 152 pages est divisé en six parties : L'enracinement ; L'Académie de théologie orthodoxe de Paris ; Le courant dit parisien de la pensée orthodoxe ; Survie miraculeuse ; Après la tourmente ; L'aujourd'hui, et un épilogue : Et demain ? Signification permanente de Saint-Serge. Le livre est paru dans la Collection « Le Point théologique », chez Beauchesne.

L'Institut, qui, dans les conditions matérielles les plus précaires, a réussi à former de nombreux professeurs de théologie et plus de 300 évêques et prêtres, compte aujourd'hui vingt-trois étudiants, grecs et serbes pour la plupart. On espère que l'Eglise ne sera pas privée d'un Institut qui s'est toujours montré capable de répondre

aux exigences théologiques du moment, et où s'élabore une pensée théologique capable de se faire entendre dans le monde actuel. (« *Episkepsis* », 14 janvier.)

Mort du P. Suavet.

Le P. SUAVET, O.P., collaborateur du P. Lebreton († 20. 7. 1966 ; cf. « *DC* », n° 1477, col. 1520) à *Economie et Humanisme*, vient de mourir à Aix-en-Provence. Né à Bellegarde, en 1908, ingénieur des Arts et Métiers, il était entré dans l'Ordre des Dominicains en 1934 et avait été ordonné prêtre en 1939. Entré à *Economie et Humanisme* en 1942 (trois mois après la fondation de l'organisme par le P. Lebreton), il travaille notamment à Marseille, Ecully (Rhône), L'Arbresle, Caluire et Saint-Etienne, et enseigne l'économie dans les lycées au Maroc. Parmi les nombreux ouvrages qu'il a écrits, notons : *la Vie économique de l'entreprise* (1972) ; *le Dictionnaire économique et social* ; *la Spiritualité de l'engagement* ; *Rajeunir l'examen de conscience*, écrit en collaboration avec le P. Lebreton. (« *La Croix* », 15 janvier.)

Violation du temple protestant de Montpellier par les forces de l'ordre.

Le Conseil national de l'Eglise réformée de France, réuni le 11 janvier à Paris, a été informé par les Conseils responsables de l'Eglise réformée de Montpellier de l'accueil offert au temple de la rue Maguelone à une centaine de travailleurs migrants qui avaient entrepris une grève de la faim pour obtenir une carte de travail et une carte de séjour. Il élève une ferme protestation contre l'action des forces de l'ordre qui — alors que les chances d'un accord négocié semblaient réunies, — ont envahi le temple et emmené de force les migrants que l'Eglise considère comme ses hôtes. Il exprime son indignation devant le fait que la revendication d'hommes souvent bafoués dans leurs droits légitimes, mal protégés par la législation française et sa pratique, à la merci de toutes sortes d'exploitations, n'ait reçu en réponse que l'argument de la violence. Devant le renouvellement de telles situations (la violation du temple de Montpellier, intervenant après la violation des locaux catholiques d'Avignon où d'autres travailleurs migrants étaient accueillis pour les mêmes raisons), et conscient que des milliers de tra-

vailleurs immigrés se trouvent actuellement sur notre sol dépourvus de carte de travail et de séjour, le Conseil national demande que soit immédiatement envoyée une mission qualifiée qui, dans cette zone du Midi, entende les migrants et préconise les mesures urgentes qu'appelle l'élémentaire justice. Avec les responsables des communautés chrétiennes d'Avignon et de Montpellier, il déclare : « Il est de notre mission au nom du Christ de rappeler clairement l'exigence fondamentale de l'Evangile concernant les pauvres, les marginalisés, les chômeurs, les exploités. » (« *BIP* », 15 janvier.)

ÉTRANGER

ALLEMAGNE FEDERALE

268 femmes pasteurs.

Fin 1973, les 20 Eglises régionales membres de l'Eglise évangélique en Allemagne (EKD) comptaient 11 857 pasteurs, parmi lesquels 268 sont des femmes. 163 d'entre elles étaient pasteurs de paroisse, sur un total de 10 832. 105 autres exerçaient des ministères variés. En 1968 (soit cinq ans auparavant), les proportions respectives étaient de 99 et de 153. La répartition de ces femmes par « Land » place la Rhénanie en tête avec 43, puis viennent Berlin-Ouest avec 39 et la Westphalie avec 37. A l'opposé, les Eglises luthériennes de Bavière, de Schamburg - Lippe et d'Eutin n'en comptent aucune. Si l'on ajoute aux pasteurs en titre les vicaires, les assistants de paroisse et autres bénévoles, on arrive à un total de 14 108 personnes au service de l'Eglise à temps complet. Il y avait, toujours fin 1973, 1 114 paroisses vacantes. Alors qu'en 1962, un pasteur desservait une moyenne de 2 439 paroissiens, il n'en avait plus que 2 263 en 1973. (« *BIP* », 22 janvier.)

BELGIQUE

Calendriers.

Le journal « *la Libre Belgique* » a donné le 1^{er} janvier des indications sur les calendriers en usage actuellement dans divers groupes humains ou religieux. Nous reproduisons les informations qui portent sur les calendriers des grandes religions connues dans nos pays : l'année commune 1975 se rapporte à l'ère du Christ et au calendrier grégorien, actuelle-

ment suivi par la majorité des peuples.

Calendrier julien. — Les chrétiens orthodoxes suivent le calendrier julien, établi par Jules César, à partir du 1^{er} janvier de l'an 45 avant Jésus-Christ, lorsqu'il réforma le calendrier de Numa Pompilius antérieurement utilisé dans l'Empire romain. Le premier jour de leur année (jour de l'an du calendrier julien) correspond à notre mardi 14 janvier 1975 (14 janvier grégorien). Actuellement, le premier jour de chaque mois dans le calendrier julien (calendrier ancien style) correspond d'ailleurs au 14^{er} jour du même mois dans le calendrier grégorien (calendrier nouveau style). Cette différence, qui est actuellement de treize jours, provient de la réforme grégorienne ordonnée en 1582 par le Pape Grégoire XIII. Cette réforme imposa la suppression de dix jours, de sorte que le jeudi 4 octobre 1582 (julien) fut immédiatement suivi du vendredi 15 octobre 1582 (grégorien). De plus, il fut décidé que seules les années séculaires dont le millésime est un multiple de 400 seraient conservées comme bissextiles. C'est pourquoi les années 1700, 1800 et 1900 bissextiles dans le calendrier julien, ne l'ont pas été dans le calendrier grégorien ; l'écart initial de dix jours a ainsi atteint treize jours. Dans le calendrier julien pour 1975, la lettre dominicale est F.

Calendrier israélite. — Le calendrier israélite sert principalement à fixer les fêtes et cérémonies religieuses des juifs modernes. Il se rapporte à l'ère israélite de la création du monde, laquelle, selon la tradition hébraïque la plus accréditée, aurait eu lieu en 3760 avant Jésus-Christ ($3760 + 1975 = 5735$). L'année 1975 correspond à l'année 5735 des Juifs, laquelle, commune et régulière (354 jours) a commencé le soir du lundi 16 septembre 1974 et finira le soir du vendredi 5 septembre 1975 inaugurant l'année 5736, laquelle aura 385 jours. Rappelons que, dans le calendrier judaïque, les mois d'origine babylonienne sont des mois lunaires de 29 ou 30 jours et que l'année se compose de 12 mois lorsqu'elle est commune, et de 13 mois lorsqu'elle est embolismique. L'année commune varie de trois manières dans sa durée : elle est déficiente quand elle contient 353 jours, régulière quand elle en renferme 354, et abondante quand elle en comporte 355. L'année embolismique

offre les mêmes variations, elle est déficiente, régulière ou abondante, suivant qu'elle se compose de 383, 384 ou 385 jours. Les années communes et les années embolismiques se succèdent entre elles de telle sorte qu'après une période de 19 ans, le commencement de l'année israélite arrive à la même époque de l'année solaire. L'année israélite est donc une année luni-solaire.

Calendrier musulman. — Dans sa forme actuelle, le calendrier musulman a pour origine l'an 1 de l'ère mahométane ou hégire qui, d'après « *Art de vérifier les dates* » commence le vendredi 16 juillet de l'an 622 après Jésus-Christ, date à laquelle Mahomet quitta La Mecque pour se réfugier à Médine. Les mois suivent le cours de la lune et sont de 29 ou 30 jours.

BOLIVIE

Suppression d'un émetteur catholique.

Le P. Lorenzo DESAULNIERS, provincial des Oblats de Marie-Immaculée pour la Bolivie, a protesté contre la fermeture et la suppression, par décision gouvernementale, de l'émetteur radiophonique catholique « Pie-XII ». Dans une déclaration, le provincial souligne que l'émetteur radiophonique, propriété de son institut religieux, était constamment au service des mineurs. Il exerçait son activité depuis vingt ans et s'est toujours préoccupé des problèmes de la classe ouvrière. Le P. Desaulniers conclut sa déclaration en protestant contre l'incarcération de certains membres de sa société religieuse. L'émetteur catholique a été supprimé pour une prétendue « propagande subversive ». Trois autres émetteurs, dépendant de syndicats ouvriers, ont fait l'objet d'une mesure analogue. On rappelle, à ce propos, que dix mille mineurs de Bolivie sont actuellement en grève et l'on estime généralement que ce mouvement a été l'un des principaux motifs des mesures gouvernementales prises à l'encontre des émetteurs radiophoniques qui étaient à leur service. (« *Kipa* », 16 janvier.)

CAMEROUN

L'hebdomadaire catholique « L'effort camerounais » interrompt sa parution.

L'hebdomadaire catholique « *L'effort camerounais* », qui, il y a

quatre ans, avait déjà cessé sa parution pendant six mois en raison de difficultés financières, s'arrête de nouveau pour les mêmes raisons, comme il l'explique dans son numéro du 3 au 10 janvier. On espère que ces difficultés trouveront prochainement une solution.

CANADA

Les Canadiens et la foi en Dieu.

92 % des Canadiens croient en Dieu ou en l'existence d'un être suprême, révèle un sondage effectué dans huit grandes villes du Canada, de Halifax à Vancouver, pour le compte d'une chaîne privée de télévision. 80 % des 804 personnes interrogées ont déclaré croire en Dieu et 12 % en « un être suprême qui contrôle l'univers » ; 7 % ne se rattachent à aucune des deux croyances, tandis que les autres ont refusé de répondre aux enquêteurs. (« *Kipa* », 6 janvier.)

ESPAGNE

Déclarations du cardinal Enrique y Tarancon sur les amendes encourues par certains prêtres pour leurs homélies, et sur le futur Concordat.

Dans des déclarations faites au bulletin des paroisses du diocèse de Segorbe-Castellon, le cardinal-archevêque de Madrid donne son opinion au sujet de différents problèmes intéressant l'Eglise en Espagne. A propos des amendes infligées à certains prêtres à cause de leurs homélies, il a dit : « Ce problème est une manifestation entre autres de la confusion et de l'interférence qui a toujours existé parmi nous. Le religieux et le politique ont toujours été conditionnés l'un par l'autre jusqu'à l'extrême, de telle sorte que le religieux a eu des répercussions politiques et vice-versa. Le fait que dans les homélies on puisse porter un jugement moral sur certaines réalités temporelles, à l'encontre des critères en vigueur dans les sphères de l'administration, est un objet de scandale pour beaucoup. Je crois que l'intervention des évêques dans le communiqué de la dernière Assemblée plénière de la Conférence épiscopale (« *DC* », n° 1668, p. 87) en aura fait réfléchir beaucoup. Cependant, il est nécessaire de ne pas perdre de vue qu'en l'occurrence il faut tenir compte de l'existence d'une double conjoncture que l'on ne saurait oublier : la conformité de la doctrine

exposée dans les homélies avec l'Evangile et avec la doctrine ou la discipline ecclésiastique — et en cela nul ne peut être meilleur juge que l'évêque — et la transgression possible d'une loi civile, ce qui est du ressort de l'autorité publique. »

Le journaliste demandant si ces jugements peuvent être différents, le cardinal répond : « C'est possible. Mais dans ce cas, que l'amende soit clairement motivée, et que le prêtre concerné ne soit pas écarté de sa paroisse même s'il a à répondre devant la loi civile. Je crois que si l'on procède, en cette matière, en établissant un dialogue entre les deux autorités on évitera beaucoup de conflits et toujours le scandale. »

Interrogé sur le futur Concordat, en concédant qu'il en est beaucoup qui préfèrent d'autres formules, le cardinal poursuit : « Ma pensée est que l'on pourra parvenir à la signature d'un Concordat si l'on arrive à y formuler l'indépendance des deux sociétés dans une loyale collaboration, chose difficile, du fait que les idées sur ce point ne sont pas suffisamment claires dans la conscience de beaucoup. » (*« Prensa asociada »*, 14 janvier.)

ETATS-UNIS

Des épiscopaliens aident financièrement un diocèse catholique en difficulté.

Le diocèse épiscopalien du Nevada a remis une somme de 5 000 dollars au diocèse catholique de Reno, en butte à des difficultés d'ordre économique. L'évêque épiscopalien Welsley FRENDSORFF s'est déclaré heureux d'accomplir ce geste de fraternité œcuménique. Quant à Mgr GREEN, évêque catholique de Reno, il a vu là « une formidable manifestation des véritables relations chrétiennes qui ont toujours existé entre le diocèse épiscopalien du Nevada et le diocèse de Reno ». (*« BIP-SNOP »*, 8 janvier.)

HONGRIE

L'enseignement du catéchisme.

Au mois d'octobre dernier, lors d'une séance du Synode des évêques, qui étudiait « l'évangélisation du monde contemporain », le porte-parole et président de la Conférence épiscopale de Hongrie, Mgr Jozsef IJJAS, archevêque de Kalocsan, avait annoncé qu'en Hongrie également l'évangélisation pouvait faire de nouveaux progrès, le gouvernement de Budapest ayant autorisé l'enseignement du catéchisme aux enfants et aux adolescents, dans les églises et

lieux de culte. (*« DC »* 1974, n° 1664, p. 977-978.) Depuis, certains observateurs avaient mis en doute cette bonne volonté gouvernementale, rien n'ayant été modifié à la réglementation en vigueur jusqu'alors. Le gouvernement hongrois a tenu ses promesses, puisqu'un accord a été passé entre les autorités civiles compétentes et l'Episcopat au sujet de l'enseignement religieux, accord qui entre en vigueur le 15 janvier. Certains pensent qu'il est aussi le fruit de la nomination récente de neuf nouveaux évêques en Hongrie par le Pape Paul VI. En tout cas, ces deux mesures constituent un nouveau progrès dans la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat hongrois. Une lettre pastorale commune des évêques de Hongrie, citée par Radio-Vatican, donne des détails plus amples sur l'accord conclu. L'enseignement de la religion peut être donné dans les églises et autres lieux de culte. Le gouvernement autorise deux heures par semaine, dont une doit, dans toute la mesure du possible, être unie à la messe dominicale, et l'autre pour un jour de la semaine, au choix. Les élèves seront répartis en deux groupes, l'un comprenant les enfants de six à dix ans, l'autre ceux de plus de dix ans. Si les effectifs d'un groupe dépassent le chiffre de trente-cinq à quarante, un autre groupe peut être constitué. Dans les paroisses et endroits où les enfants sont particulièrement nombreux, plusieurs groupes de trente-cinq à quarante élèves peuvent être formés. L'assistance aux cours de religion est facultative. Pour l'enseignement, on peut se servir de tous les moyens en usage dans l'enseignement scolaire : livres, matériel audio-visuel, etc., conformément aux prescriptions valant pour cet enseignement. On ne donnera aucune note ou qualification. Un enfant qui manque un cours de religion n'a pas besoin de s'excuser.

Outre les méthodes habituelles d'enseignement, il est permis d'utiliser le chant et la prière, en commun ou alternatifs, comme cela se pratique pour le culte. Les autorités locales doivent être informées, dans un délai fixé, du lieu et de l'heure où se donne l'enseignement religieux en dehors des écoles.

Les évêques hongrois espèrent de cette réglementation un nouvel essor de la diffusion de l'Evangile dans le pays, et principalement au sein de la jeunesse. Ils demandent

aux Commissions chargées de rédiger les manuels pour l'enseignement religieux, d'élaborer des textes modernes et de valeur. Quant aux prêtres chargés de cet enseignement, ils doivent s'efforcer d'acquérir une bonne formation pédagogique et choisir avec soin les locaux qu'ils utiliseront. (*« Kipa »*, 14 janvier).

MAURITANIE

L'Eglise catholique.

Pays cent pour cent musulman, que peut faire l'Eglise en Mauritanie ? S'il est stipulé dans la Constitution que l'Islam est la religion officielle, la liberté de conscience et la liberté du culte ne sont cependant pas entravées. Les chrétiens ont donc droit de cité, peuvent bâtir des églises, mais un message évangélique ne peut être reçu autrement, là-bas, que par le témoignage de vie de ces mêmes chrétiens. On compte actuellement environ 6 500 chrétiens en Mauritanie. Ils sont tous étrangers et, de plus, dispersés. Non seulement européens, mais aussi dahoméens, maliens, togolais et surtout sénégalais. La situation des chrétiens de race noire peut être comparée dans le pays — d'après les impressions d'un prêtre arrivé récemment en Mauritanie — à la situation des immigrés en France. Un effort pastoral tout particulier est fait à leur égard : alphabétisation notamment et, pour un tout petit nombre d'adultes, catéchisme en vue du baptême.

Jusqu'en 1965, la Mauritanie n'était qu'une Préfecture apostolique, suffragante du diocèse de Dakar et dont le siège était à Saint-Louis du Sénégal. Le 18 décembre 1965, érection du diocèse de Nouakchott, par division de la Préfecture apostolique de Saint-Louis du Sénégal. Le diocèse s'étend à tout le territoire de la Mauritanie. Premier archevêque-évêque, Mgr BERNARD, c.s.sp. Démissionnaire tout récemment (*« DC »* 1974, n° 1647, p. 143), il a été remplacé en janvier 1974 par le P. de CHEVIGNY, c.s.sp. Le ministère est assuré actuellement par 10 prêtres, dont 8 Pères spiritains, répartis entre Nouakchott, Nouadhibou, Atar, Zouerate, Rosso et Kaedi. Ces prêtres sont aidés par 14 religieuses, Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition. Celles-ci travaillent au service de l'Etat et non dans des organismes privés. Elles se partagent notamment entre hôpitaux, dispensaires, écoles, mais toujours sous la responabi-

lité de Mauritaniens, collaborant par leur action à l'effort de développement du pays. Leur foi chrétienne les invite à l'ouverture à l'égard des Mauritaniens et les amène à tisser avec eux des liens fraternels. (« Documents B.I.M. », octobre 1974.)

POLOGNE

Vocations sacerdotales et religieuses.

Au 31 décembre 1974, le nombre des vocations au sacerdoce et à la vie religieuse se présentait ainsi : séminaristes : 4 216, dont 3 091 diocésains et 1 125 religieux. Ce nombre était respectivement, en 1971, de 4 088 ; en 1972, de 4 130 ; en 1973, de 4 174. Le nombre des prêtres nouvellement ordonnés est de 638, dont 486 diocésains et 152 religieux. Pour sept années d'études, les séminaires les plus peuplés sont ceux de Tarnow (260 élèves), Katowice (251), Krakow (219), Wroclaw (195), Varsovie (191), Przemysl (176), Opole (162), Lublin (157), le séminaire le moins peuplé est celui de Drohiczyn (23). Pour les scolasticats religieux, les plus peuplés (7 années d'études), sont ceux des Franciscains (116), des Salésiens (89), des Verbistes (88), des Pallotins (82), des Jésuites (75), des Franciscains conventuels (67). Le scolasticat le moins peuplé est celui des Missionnaires du Saint-Esprit (1). Dans la plupart des séminaires et scolasticats, le nombre des ordinations au sacerdoce dépasse celui des décès. Ainsi on compte 486 prêtres ordonnés en 1974, contre 217 décès en 1973, et 152 religieux ordonnés prêtres en 1974, contre 56 décès en 1973. (« Correspondance particulière ».)

SUISSE

Le nombre des luthériens dans le monde baisse dans les régions traditionnelles.

Le nombre des luthériens dans le monde continue à baisser. C'est ce qu'indique le dernier recensement publié par le Bureau d'information de la FML (Fédération mondiale luthérienne) concernant 1973, recensement qui s'appuie sur les renseignements fournis par ses 92 Eglises-membres et des compléments d'autres Eglises. En 1973, on comptait 72,9 millions de luthériens, en 1972, 73,3. Comme les années précédentes, on signale une augmentation en Afrique (150 000 membres de plus qu'en 1972), en Asie (105 000 membres de plus) et en Amérique latine.

Dans les régions traditionnellement luthériennes (Europe centrale, Amérique du Nord) la baisse s'accroît : baisse de 50 000 membres en Amérique du Nord et au Canada. (« BIP », 8 janvier.)

TURQUIE

Télégramme du Patriarche œcuménique au Pape Paul VI.

A l'occasion du Nouvel An, le Patriarche œcuménique DIMITRIOS a envoyé le télégramme ci-après au Pape Paul VI :

A S. S. le Pape Paul VI,
Cité du Vatican

Au moment où Votre Sainteté bénit l'année qui commence et la dédie à la réconciliation prêchée par le Christ, nous nous mettons avec une profonde affection fraternelle en contact spirituel avec vous, priant avec vous pour que cette année marque effectivement grâce à Dieu une étape de réconciliation dans le pèlerinage de l'Eglise et dans le progrès du monde entier.

Patriarche DIMITRIOS.
Phanar le 24 décembre 1974.

(« Epskepsis », 14 janvier.)

YUGOSLAVIE

Le nombre des croyants.

Le *Grand Atlas mondial*, paru aux Editions « Mladinska » de Ljubljana et « Prosveta » de Belgrade contient entre autres des renseignements très détaillés sur le nombre des croyants en République fédérative socialiste de Yougoslavie. Ils sont basés sur le recensement de l'année 1971. Selon ces données, il y a en Yougoslavie, sur une population de 21 millions d'habitants, 42 % d'orthodoxes, 32 % de catholiques, 12 % de musulmans et 14 % appartenant à d'autres confessions ou non-croyants. (« Aksa », 22 décembre 1974.)

ZAIRE

L'enseignement de la religion non autorisé pendant les heures de classe.

Outre la suppression de Noël comme jour férié, deux récents faits divers du Zaïre montrent l'intention du gouvernement de faire du Mouvement populaire de la révolution une religion. Le premier de ces faits est la décision de supprimer l'enseignement de la religion pendant les heures de classe. Le 13 décembre 1974, l'Agence DIA, de Kinshasa, annonçait : « Il a été communiqué officiellement que, à partir du

1^{er} janvier 1975, le cours de religion dans toutes les écoles primaires et secondaires du Zaïre, sera remplacé par trois cours, instruction civique, formation politique et morale zaïroise traditionnelle. Cette décision a été prise par le commissaire de l'Etat pour l'Education nationale, M. Mabolia Inengo Tra Bwato, en exécution des décrets arrêtés lors du séminaire des chefs de division de l'Education nationale, qui s'est tenu récemment à la Cité du Parti à N'Sele. La décision a été rendue publique par le directeur général de ce département, le citoyen Milambwe Mukalay Wa Kulu, au cours de la réunion hebdomadaire des chefs de division de l'Education nationale. Dans son compte rendu à la presse à l'issue de cette réunion, le conseiller juridique du département, le citoyen Basu, a annoncé la création d'une Commission ad hoc, chargée de rassembler les « sources des cours de civisme, de formation politique et de la morale traditionnelle ». Un DIA publié quelques jours plus tôt (le 6 décembre) jette un plus grand jour sur la dialectique qui inspire cette décision. Il dit : « L'AZAP, Agence de presse officielle de la République du Zaïre, a annoncé dans son bulletin du 5 décembre 1974 que le MPR (Mouvement populaire de la révolution) doit être considéré comme une Eglise, et son fondateur, un messie. » Cette déclaration était faite dans une conférence de presse par le citoyen Engulu, commissaire politique d'Etat chargé des affaires politiques, au cours d'un entretien avec les responsables régionaux sur le rôle de l'enseignement tel que le conçoit la révolution zaïroise. La colonisation ayant aliéné l'esprit des Zaïrois, en utilisant plusieurs moyens dont la religion pour subjuger les valeurs ancestrales et leur imposer une façon importée de concevoir la relation de l'homme avec Dieu, la nécessité d'une attitude critique s'imposait, a-t-il expliqué avant d'indiquer que « sans nier l'apport positif des religions, nous refusons que nous soit imposée une hiérarchie des Eglises importées ». Après avoir annoncé que désormais, au Zaïre, les cours de religion de quelque nature que ce soit se donneront en dehors des heures de classe à l'exception du mobutisme, le citoyen Engulu a rappelé la décision du bureau politique de remplacer dans les lieux publics tout portrait religieux par celui du président-fondateur, « surtout

lorsque ces lieux existent par son action, son enseignement et sa pensée », a-t-il ajouté. Parlant des prophètes, des messies et de leurs messages, le commissaire politique a démontré que certains des messages importés et imbus d'eurocentrisme étaient platoniques car leurs principes de base et leurs apôtres ont parfois contribué à la détérioration de la situation que le Zaïre avait connue avant 1965. « Mobutu est venu au nom des ancêtres et, envoyé par eux, il a apporté le message de la paix, de l'entente et de la fraternité », a-t-il dit, avant d'ajouter que le président-fondateur du MPR a réhabilité l'homme zaïrois vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis de l'extérieur. « Mobutu ne mérite-t-il pas le nom de messie, s'est écrié le citoyen Engulu, et le MPR n'est-il pas une Eglise dont la religion est l'« authenticité » ? « Mobutu doit être considéré comme notre prophète et le MPR notre religion », a-t-il conclu. Le responsable des Affaires politiques a rappelé enfin le rôle capital des enseignants, apôtres indiqués du mobutisme, dans la diffusion de la bonne nouvelle aux enfants qui ne souffrent pas des tares d'aliénation. « Tout enfant pour qui les jeux sont faits à l'âge de six ans ne doit pas souffrir de perturbations dans l'acte de désaliénation engagé par le citoyen Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga. » Le commissaire d'Etat à l'Education nationale a promis à ses collaborateurs le texte intégral de l'intervention du citoyen Engulu, lequel constituera un des documents de base pour le cours de mobutisme dans les établissements scolaires. (« Fides », 8 janvier.)

Paroisses confiées aux laïcs.

Comme suite au projet du cardinal MALULA, annoncé il y a plus d'un an, de confier certaines paroisses au laïcat (DC 1973, n° 1640, p. 893), les huit paroisses suivantes ont été choisies dans les communes en croissance rapide : celles de Saint-Adrien et Saint-Félix à Ngaba, Saint-Cyprien à Binza, Sainte-Madeleine à Matete, Saint-Thomas à Kisengo, Saint-Laurent et Sainte - Christine à Lemba ; et Saint - Mathias à Ngaba. Les « Bakambi » (guides ou chefs laïcs de ces paroisses) ont été choisis et vont être solennellement installés par le cardinal Malula au début de 1975. Des prêtres des paroisses voisines ont aussi été désignés pour accomplir les tâches essentiellement sacerdotales dans ces paroisses. Les

Bakambi ont reçu une formation soignée pendant l'année écoulée et un vade-mecum a été établi pour eux. La première partie de cet opuscule précise leur place dans l'organisation pastorale de l'archidiocèse (Kinshasa) et les exigences de leur vie personnelle ; la deuxième partie traite de la préparation des paroissiens aux sacrements ; et la troisième partie donne des instructions pour la bonne tenue des finances paroissiales et des registres. Les Bakambi assisteront aux réunions du clergé du doyenné où les problèmes pastoraux sont étudiés. (« Fides », 15 janvier.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

L'abbé Thomas V. DAILY évêque titulaire de *Bladia* ; l'abbé John M. D'ARCY évêque titulaire de *Mediana* ; l'abbé Joseph J. RUOCO évêque titulaire de *Polignano* ; Mgr John J. MULCAHY évêque titulaire de *Panafiel* et auxiliaire du cardinal Umberto S. Medeiros, archevêque de *Boston*, USA. (« OR », 1^{er} janvier.) — Mgr Alberto PIAMONTE Y JOVER évêque titulaire de *Gubiana* et auxiliaire de l'archevêque de *Jaro*, Philippines. (« OR », 4 janvier.) — Mgr Roger M. MAHONY évêque titulaire de *Tamascani* et auxiliaire de l'évêque de *Fresno*, USA. (« OR », 7-8 janvier.) — Mgr Alfredo TORRES ROMERO (évêque titulaire de *Vegeles* de *Bizacène*) coadjuteur avec droit de succession de *Aguascalientes*, Mexique. (« Ibid. ») — Le P. Ermenegildo RAMIREZ SANCHEZ évêque titulaire de *Santa Giusta* et prélat de *Huautla*, Mexique. (« Ibid. ») — Le P. Silvestre Luis SCANDIAN évêque de *Araçuaí*, Brésil. (« OR », 9 janvier.) — Le P. José LAMBERT évêque de *Itapeva*, Brésil. (« Ibid. ») — Mgr Jean CUMINAL évêque titulaire de *Curubi* et auxiliaire de Mgr Marc Lallier, archevêque de *Besançon*. (« Ibid. »)

Né le 2 avril 1923, Mgr Cuminal a fait ses études au collège Saint-Martin et au collège de la Providence d'Amiens avant de devenir élève au grand séminaire d'Amiens de 1940 à 1942 et au grand séminaire des Carmes, à Paris, de 1942 à 1946. Ordonné prêtre à Amiens le 29 juin 1946, Mgr Jean Cuminal est prêtre étudiant à l'Institut catholique de Paris en 1946-1947. Il est ensuite vicaire à Ham de 1947

à 1952, chargé de deux paroisses rurales, et où il est, en outre, aumônier de l'Action catholique rurale, aumônier de l'enfance et du scoutisme dans le secteur. En 1953, il est nommé professeur au grand séminaire d'Amiens, aumônier diocésain des équipes enseignantes et responsable de l'administration temporelle du diocèse. En 1959, il devient directeur diocésain de l'enseignement catholique du diocèse d'Amiens. En 1962, il est nommé secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique à Paris, puis secrétaire général en 1964. En 1972, il est nommé vicaire épiscopal de Mgr Bougon à Moulins, jusqu'en 1974, date à laquelle il revient dans le diocèse d'Amiens où il est nommé responsable de l'équipe sacerdotale d'Albert. (« Le Dimanche. Eglise d'Amiens », 19-26 janvier.)

En Hongrie, NN. SS. Jozsef UDVARDY (évêque titulaire de *Tabbora*) évêque de *Csanad*, dont il était administrateur apostolique ; Mihaly ENDRÉY (évêque titulaire de *Barata* et auxiliaire de l'évêque de *Pecs*) évêque de *Vac* ; Laszlo KADAR (évêque titulaire de *Saetabis*) évêque de *Veszprem*, dont il était administrateur apostolique ; Arpad FABIAN (évêque titulaire de *Clipia*) évêque de *Szombathly*, dont il était administrateur apostolique ; Imre TIMKO évêque d'*Hajdudorog* et administrateur apostolique « ad nutum Sanctae Sedis » de l'exarchat apostolique de *Miskolc* ; Kornel PATÁKY évêque titulaire de *Gegi* et administrateur apostolique « ad nutum Sanctae Sedis » du diocèse de *Győr* ; l'abbé Ivan PALOS évêque titulaire de *Isola* et auxiliaire de Mgr Laszlo Lekai, administrateur apostolique « ad nutum Sanctae Sedis » d'*Esztergom* ; l'abbé Dr Szilard KERESZTES évêque titulaire de *Cunavia* et auxiliaire de l'évêque de *Hajdudorog* ; l'abbé Dr Endre KOVACS évêque titulaire de *Media* et auxiliaire de l'archevêque d'*Eger*. (« OR », 11 janvier.)

DECES

De Mgr Charles Reiterer, vicaire apostolique de *Kuching*, Malaysia (« OR », 2-3 janvier.) — De Sa Béatitude le cardinal Paul-Pierre MEOUCHI, patriarche d'*Antioche des Maronites*, à Bkerke (Beyrouth) le 11 janvier. (« OR », 13-14 janvier.) Biogr. « DC » 1965, n° 1444, col. 505. — De Mgr Patrick Finbar RYAN, ancien coadjuteur de Portof-Spain, Trinidad. (« OR », 13-14 janvier.) — De Mgr Luigi ROVIGATTI, archevêque titulaire d'*Acquaviva nel Lazio*, vice-gérant de *Rome*. (« Ibid. »)

SAINT-SIÈGE

Le Saint-Père a nommé nonce apostolique au Rwanda Mgr Nicolas ROTUNO, archevêque titulaire de Minori. (« OR », 7-8 janvier.)

— Le Saint-Père a nommé nonce apostolique au Venezuela Mgr Giovanni MARIANI, archevêque titulaire de Missua. (« OR », 12 janvier.)

L'Annuario Pontificio 1975 présenté au Saint-Père.

Le premier exemplaire de l'*Annuario Pontificio* 1975 a été présenté au Saint-Père le 2 janvier. L'importance de cette publication, que l'on peut faire remonter à 1716, n'a pas besoin d'être soulignée. En voici quelques données : 130 cardinaux ; 2 219 sièges épiscopaux résidentiels (21 de plus que l'année précédente) ; 1 980 sièges titulaires ; 101 prélatures (une en moins) ; 22 abbayes nullius ; 11 administrations apostoliques ; 26 exarchats et ordinariats apostoliques ; 79 vicariats apostoliques (cinq en moins) ; 66 préfectures apostoliques (une en moins) ; 4 missions « sui iuris » ; 26 vicariats aux armées ; 98 conférences épiscopales.

Du 1^{er} décembre 1973 au 20 décembre 1974, ont été élus 163 prélats (archevêques et évêques), c'est-à-dire 12 de plus que l'année précédente ; sont décédés 5 cardinaux (7 en moins) et 74 prélats (archevêques et évêques, soit 35 en moins). En 1974 ont été constituées les Commissions pour les rapports religieux avec le judaïsme et l'islam, et érigées les délégations apostoliques au Tchad, au Congo et au Mozambique.

D'après l'*Annuario*, il y a actuellement 204 Instituts religieux masculins et 1 209 Instituts religieux féminins de droit pontifical (19 de plus que l'année précédente) ; 46 Universités catholiques (une en moins), 28 Facultés d'études ecclésiastiques (5 en plus) ; 33 Facultés de théologie dans les Universités d'Etat (une en plus). (« *L'Osservatore Romano* », 2-3 janvier.)

A propos de l'Année Sainte.

Dans « *L'Osservatore Romano* » du 2-3 janvier, un article intitulé « Dunque l'Anno Santo » relève certaines critiques parues dans la presse italienne déclarant notamment, à propos d'un article du P. HAERING paru dans le « *Corriere della Sera* » : « la phrase du P. Häring : « C'est un mystère pour personne que les discours du Pape sont, en grande partie, écrits par d'autres », est fausse et absurde. Où est le mystère, alors qu'il serait si facile de prouver que c'est justement le contraire ? On s'étonne qu'un homme comme le P. Häring, qui devrait être habitué à la rigueur scientifique, s'exprime d'une façon si superficielle et avec tant de légèreté qu'à ce niveau on peut parler d'irresponsabilité. Y a-t-il encore place pour la révérence due par tout fidèle, et à plus forte raison par un prêtre et par un religieux, au Vicaire du Christ et au Saint-Siège ? Où est le sens de la responsabilité et de la prudence qu'il faut avoir lorsqu'on fait des déclarations sur un problème si délicat, en privé ou en public ? »

Un restaurant dans les Musées du Vatican.

Le premier restaurant du Vatican vient de s'ouvrir. Il s'agit d'une des initiatives prises à l'occasion de l'Année sainte pour rendre plus agréable la visite des pèlerins dans les musées. Certains l'ont déjà baptisé : « Chez Pierre », tandis que d'autres l'ont dénommé : « Chez Borgia » (allusion à l'appartement du Pape Alexandre VI Borgia, qui n'est pas éloigné). Le restaurant est, en réalité, un « self-service », à la disposition des visiteurs qui sont environ 1 500 000 par année (ordinaire).

Les dirigeants des Musées n'ont aucune intention de faire concurrence aux restaurants de la ville de Rome. « Nous avons évité les spécialités ou les plats élaborés, explique M. Walter Persegati, secrétaire des Musées. Nous voulions simplement fournir une halte res-

tauratrice sous le signe de la rapidité et de la simplicité. » Il faut se rappeler, à ce propos, que l'ensemble des Musées représente quelque sept kilomètres de parcours, sur une superficie de presque 40 000 mètres carrés. « Voilà pourquoi, a poursuivi M. Persegati, nous avons créé, en un point stratégique, cette étape. Le self-service dispose de 254 places assises. La salle n'est pas fermée à ceux qui ne prennent aucune consommation. Nous ne pouvons pas oublier que les visiteurs paient déjà 800 lire pour entrer dans les Musées. Un salon de correspondance sera prochainement ouvert. » « Chez Pierre » a été construit dans un style moderne, près de la Pinacothèque qui, actuellement, reçoit davantage de visiteurs grâce au fait que les touristes peuvent se restaurer... Par les verrières, on peut profiter de la vue du « jardin carré », une oasis de verdure à l'extrémité des jardins du Pape. Les menus du restaurant sont simples, les boissons variées, y compris du vin blanc et rouge du pays et de la bière, mais pas d'alcools, ni de liqueurs. « Il vaut mieux éviter d'encourager des excès qui pourraient se traduire en dommages pour les œuvres d'art », a expliqué M. Persegati. On ne saurait oublier l'attentat contre la « *Pietà* » de Michel-Ange, ni les sommes importantes que les Musées viennent de dépenser pour installer un système d'alarme électronique et un circuit fermé de télévision. « Chez Pierre », les visiteurs n'auront pas de surprises. Ils pourront prendre un repas abondant pour moins de 2 000 lire. Les prix sont marqués sur des panneaux présentant, en couleurs, les différents plats. Ceci résout tous les problèmes de traduction avec les dix serveurs de l'établissement. La gestion du restaurant a été confiée à une maison romaine. Les dirigeants des Musées ont exigé que l'usage du pourboire soit supprimé. Le Vatican possède déjà un bar pour les touristes, à Saint-Pierre, près de la sacristie. (« *Kipa* », 9 janvier.)

— Album « Bible et Terre sainte ». — Un vol. 24 x 33 cm Bayard-Presses, 5, rue Bayard, Paris-8^e. Prix : 55 F.

Année après année, la revue *Bible et Terre sainte* continue son patient défrichage des sites archéologiques, qui permet de mieux situer le cadre, historique et géographique, dans lequel sont nés les récits bibliques. L'album annuel qui vient de paraître apporte sa moisson d'études, tout à la fois rigoureusement scientifiques et très adaptées à un grand public. Une simple nomenclature des numéros suffit à montrer la richesse et l'intérêt du recueil. Les apocryphes de la Bible, Le prophète Elie à Sarepta, La vallée de la Géhenne, La localisation du prétoire, les Eglises judéo-chrétiennes, Engaddi et le Cantique des Cantiques, Béthanie et ses environs. Un beau cadeau à offrir à l'occasion des fêtes.

— Les Jésuites. Spiritualité, activités, jalons d'une histoire (collectif). — Un vol. 13,5 x 18,5 cm, de 216 p. Prix : 39 F. Editions Beauchesne, Paris.

Ce volume réunit de remarquables études — quelques-unes ont déjà paru — qui font le point sur un ensemble de questions qui intéressent l'existence de la Compagnie, sa spiritualité, ses activités et les jalons importants de son histoire. L'introduction d'A. Guilleumou et la conclusion de Karl Rahner suffiraient à retenir l'attention du lecteur. Mais les pages de M. de Certeau et des autres collaborateurs ont certainement été choisies pour leur propre valeur. Un pareil livre servira de références pour le lecteur français qui ne possède pas la collection *Christus* et d'autres collections étrangères.

L'Eglise dans le monde

COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE PORTUGAISE

A la suite de sa réunion ordinaire de novembre 1974, la Conférence épiscopale portugaise a publié le communiqué suivant () :*

1. La réunion ordinaire de l'Assemblée plénière de l'Episcopat s'est achevée à Fatima le 27 novembre. Elle s'est déroulée en deux périodes de trois jours chacune, séparées par un week-end. La deuxième a été réservée comme de coutume aux affaires courantes. La première a été consacrée à une réflexion sur les problèmes de fond posés à l'Eglise dans notre pays : incidences pastorales de l'évolution de la société portugaise ; nouvelles orientations de l'évangélisation ; exercice de la coresponsabilité ecclésiale. La préparation des thèmes avait été confiée à l'équipe du Secrétariat général de pastorale. Certains des membres de cette équipe ont participé aux travaux de la première partie, ainsi le directeur de la Faculté de théologie. Sont également intervenus d'autres responsables des services de l'Eglise sur le plan national.

Le président de la Conférence a fait un rapport sur le Synode, en qualité de délégué de l'Episcopat portugais aux différents travaux. Un autre rapport sur la récente Assemblée plénière des évêques français a été fait par le représentant des évêques portugais à cette Assemblée.

Ombres et lumières

2. L'Assemblée a passé en revue divers aspects de l'évolution de la vie portugaise ces dernières années, dans le souci de clarifier les problèmes les plus importants qui se posent à l'Eglise du Portugal. Malgré les tendances à la sécularisation et la laïcisation qui se font jour, l'Eglise continue à jouer un rôle important dans la promotion socioculturelle de la population, surtout dans les régions rurales les plus abandonnées du pays, par la création et l'animation d'innombrables œuvres d'assistance, d'éducation et de culture dont le peuple chrétien sent bien qu'elles sont siennes. Pour actualiser et rendre plus dynamique ce secteur de l'activité de l'Eglise, l'Assemblée a constitué un groupe de travail, auquel elle a confié l'étude des lignes d'orientation de la pastorale caritative.

3. L'Assemblée, qui suit avec intérêt la mutation de la vie portugaise de ces dernières années, a estimé qu'il était de son devoir de manifester sa joie devant tout ce que le peuple portugais a obtenu de positif sur le plan des libertés et des droits fondamentaux,

d'une distribution plus équitable de la richesse, d'un plus large accès à la culture et d'une participation plus généralisée à la vie de la communauté nationale. A la suite des recommandations faites dans la Lettre pastorale du 16 juillet (1), elle a décidé d'attirer l'attention sur la nécessité d'affirmer et de promouvoir les valeurs de vérité, de justice, de liberté, de fraternité et de paix sociale en condamnant en même temps les égoïsmes, les haines, les vengeances, les délations, les mesures arbitraires et les autres attentats contre le bien commun et les droits fondamentaux de l'homme.

La pornographie

4. Encore une fois, elle dénonce et déplore la vague de pornographie qui s'est dernièrement abattue chez nous, bien souvent alimentée par d'inavouables intérêts lucratifs et commerciaux. En raison du respect dû à la dignité humaine et des exigences de la morale chrétienne, l'Assemblée ne peut taire son indignation et ses protestations devant les attentats généralisés qui sont en train de se commettre dans ce domaine sous le couvert d'une prétendue liberté, et qui constituent une lamentable explication de l'expérience de la jeunesse et de l'absence d'intérêts culturels dans une grande partie du public.

Les chrétiens et la politique

5. A l'approche d'élections décisives, l'Assemblée renouvelle les orientations déjà tracées dans la Lettre pastorale de juillet dernier, en particulier celles de la troisième partie sur l'option des chrétiens en faveur de tel ou tel parti. Parmi ces orientations, il faut souligner, en raison de son opportunité, le devoir que tous ont de s'inscrire à temps et correctement sur les registres électoraux, pour ensuite voter en toute liberté et conscience. L'Eglise, en même temps qu'elle lance un appel à l'affirmation politique des chrétiens, en respectant leurs légitimes options, s'efforce d'assurer sa propre impartialité politique. Cette impartialité se trouvant compromise par le fait que des prêtres acceptent des charges politiques ou exercent des activités politiques à l'intérieur des partis, l'Assemblée s'est prononcée en faveur de l'incompatibilité entre ces activités et l'exercice de juridiction et de ministère de la parole, fonction dont les prêtres en question seront provisoirement détachés.

La réconciliation

6. En prévision de l'accroissement des tensions et des luttes idéologiques et de partis dans les prochains mois, l'Assemblée invite les fidèles de bonne volonté à un effort sérieux de réconciliation au sein de la

(*) Texte portugais dans *Lumen*, janvier 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(1) DC 1974, n° 1660, p. 760.

communauté nationale. En ce sens, elle rappelle le double objectif de l'Année sainte — renouvellement et réconciliation — et aussi le thème de la prochaine Journée mondiale de la Paix (1^{er} janvier 1975) : « La réconciliation, chemin de la paix ».

De même, tenant compte du fait qu'une autre source de tensions et de mécontentements se trouve dans les difficultés économiques et d'emploi que le pays doit affronter, l'Assemblée recommande une intensification de la catéchèse des valeurs sociales et chrétiennes qui font le plus défaut dans les circonstances actuelles, comme le sens des autres, l'amour du travail, l'austérité de la vie, le sens évangélique de la pauvreté, le partage généreux des biens et l'entraide fraternelle.

7. A la suite de la réflexion faite sur les problèmes de l'évangélisation et de la coresponsabilité ecclésiale, l'Assemblée a résolu de confier au Secrétariat général de pastorale et à d'autres groupes de travail, l'étude de certains problèmes majeurs, comme celui des lignes de force de l'action pastorale de l'Eglise dans le pays, des résultats obtenus par l'expérience des Conseils presbytéraux et le lancement des Conseils paroissiaux. Elle a également formulé le vœu que s'intensifie la collaboration entre diocèses voisins.

Enfin, l'Assemblée a examiné les affaires pendantes relevant de sa compétence, qui lui avaient été présentées par le Conseil permanent et les Commissions épiscopales.

Fatima, le 27 novembre 1974.

COMMUNAUTÉS CHRETIENNES ET DIVORCES REMARIÉS

La COMMISSION EPISCOPALE FRANÇAISE DE LA FAMILLE présente comme suit, dans un avant-propos, une plaquette consacrée au problème des divorcés remariés (1) :

Le problème des chrétiens divorcés, celui surtout des « divorcés remariés », est un problème douloureux sur lequel l'Eglise est souvent interpellée. Elle doit accueillir l'interpellation mais ne saurait improviser les réponses en un domaine qui engage profondément sa foi. Des travaux sont en cours, sans que pour autant des conclusions décisives puissent être encore formulées.

En attendant, nous présentons un document : « Communautés chrétiennes et divorcés remariés ». Il est l'œuvre de théologiens, pasteurs et laïcs, à l'initiative du Secrétariat national de pastorale familiale. Le titre lui-même indique que son ambition est modeste et qu'il vise directement un point particulier : la mentalité des communautés chrétiennes.

C'est le fondement doctrinal de ce document et ses principales implications concrètes que nous voulons dégager ici.

Jésus, dans son enseignement, éclaire d'une lumière exigeante la réalité du mariage. Il en ramène l'institution à la pureté des origines et à ses données fondamentales : communauté d'amour dans l'unité et la fidélité indissoluble pour l'épanouisse-

ment mutuel et le don de la vie. Il en rehausse la dignité en faisant du mariage le signe de l'amour même qu'il porte à son Eglise (1 Co 7 - Ep 5, 21-32 ; Mc 10, 1-12, etc.). Ainsi, enrichi par la grâce du sacrement, l'amour humain est appelé à grandir par le partage, l'effort, la prière et le sacrifice et à devenir pour les époux source de joie et chemin de sainteté.

Mais il reste menacé par la faiblesse humaine, par la précarité des conditions matérielles et par tout un courant de pensée qui tend à contester la possibilité même d'un engagement définitif, qui jette le soupçon sur les normes traditionnelles de l'Eglise et qui semble accorder systématiquement à toute nouveauté la valeur d'un authentique progrès.

Toutes ces raisons rendent aujourd'hui le foyer plus vulnérable : l'atmosphère générale, la complaisance de l'opinion publique, le brassage de la vie sociale en ébranlent la solidité ou en ruinent la cohésion plus vite qu'aux époques passées.

Toute situation de divorce, surtout quand le divorce est suivi de remariage, est au regard chrétien un véritable échec.

Elle porte, en effet, au-delà de sa singularité, une signification générale et engage des enjeux essentiels : elle marque une infidélité à l'amour promis et, s'il s'agit d'un mariage chrétien, une rupture avec l'Alliance de Dieu.

Elle brise, et parfois de façon irrémédiable, le destin des conjoints, blesse le caractère sacré du mariage, rend précaire l'équilibre affectif des enfants, affaiblit dans l'opinion publique, et même dans le peuple de Dieu, la fermeté de l'enseignement du Christ.

Depuis toujours, l'Eglise proclame le caractère indissoluble du mariage. Cet idéal a eu ses héros et même ses martyrs. Il a encore aujourd'hui ses témoins courageux dans un monde où pourtant la fidélité devient plus difficile.

L'Eglise ne saurait garder le silence : il y va pour elle de sa fidélité au Christ et à son message.

Elle n'en doit pas moins être attentive au devoir de miséricorde.

L'Evangile nous montre que Jésus, dans toutes situations de péché, a toujours accueilli la détresse et maintenu l'exigence.

Sa conduite nous trace la nôtre. Il ne s'agit pas de tomber dans le compromis équivoque, mais de chercher, avec toute notre sympathie fraternelle, le chemin que le Seigneur ouvre à ces foyers qui essaient loyalement de reconstruire leur vie.

Cette pastorale suppose :

— Une définition claire de la situation des « divorcés remariés » dans l'Eglise. Ils sont des baptisés auxquels leur état ferme certaines portes, notamment dans le domaine sacramentel, mais qui n'en gardent pas moins des devoirs et des droits.

— Une évolution de la mentalité courante des communautés chrétiennes. Cette mentalité est encore trop marquée par une condamnation sans nuances, qui ne tient pas compte de la diversité des situations. En réaction, une autre tendance se dessine tellement libérale sur la sexualité que le problème des divorcés remariés s'abolit dans la contestation généralisée du mariage lui-même.

L'éducation du peuple chrétien doit porter sur l'un et sur l'autre point : d'une part, il faut purifier l'opinion courante de ce que comporte de passionné et de pharisaïque le jugement qu'elle porte sur les « divorcés remariés » et, d'autre part, mettre en

(1) « COMMUNAUTÉS CHRETIENNES ET DIVORCÉS REMARIÉS. Commission épiscopale de la famille. » — Un vol. 17 x 12 cm, 40 pages. Prix : 4 F. Editions du Cerf.

lumière les données évangéliques du mariage chrétien.

La pastorale des divorcés remariés est à situer dans une pastorale beaucoup plus générale dont le document présente les composantes principales :

a) *La préparation des foyers* et l'action à mener pour que leur soient assurées les meilleures chances de solidité, les conditions matérielles, financières, légales, éducatives, spirituelles susceptibles d'écarter les risques de mésentente et finalement de dissolution.

b) *Une pastorale d'accompagnement des « divorcés remariés »* qui s'efforce de garder contact avec eux et de leur montrer la place qu'ils pourraient prendre dans les groupes d'apostolat, de réflexion, de prière.

c) *Un appel à l'engagement.* Il s'agit bien, en effet, à partir d'un problème particulier, de redécouvrir les richesses et les exigences de la foi, de se remettre en état de vérité et de charité fraternelle, mais aussi d'explorer les terrains d'action possibles, de favoriser une vraie législation familiale et de prendre les engagements de tous ordres : social, économique, politique, pour aider les foyers à vivre leur vocation.

Nous pensons que le document « Communautés chrétiennes et divorcés remariés » peut dès maintenant fournir aux prêtres et aux laïcs des éléments de réflexion doctrinale et d'action immédiate.

COMMISSION ÉPISCOPALE DE LA FAMILLE.

A PROPOS DU LIVRE

« LES FILS DEPOSSEDES »

*Lettre du cardinal MARTY,
archevêque de Paris, au P. Bernard Feillet,
aumônier de la chapelle Saint-Bernard
de Maine-Montparnasse (*)*

CHER AMI,

Je viens de lire votre livre *les Fils dépossédés* qui doit paraître incessamment. Nous venons également d'avoir l'un et l'autre une rencontre à ce sujet.

Ainsi que je vous l'ai indiqué, mis devant le fait de cette publication, j'estime de mon devoir d'intervenir comme archevêque de Paris, responsable à la fois des prêtres du diocèse et du ministère qui leur a été confié. Je le fais en vous adressant cette lettre, qui paraîtra dans *Présence et Dialogue-Eglise de Paris*.

Ce n'est pas sans tristesse que j'en arrive là. Vous avez su rassembler autour de vous à Saint-Bernard-du-Montparnasse une communauté vivante et priante. Maintes fois vous avez su faire face, avec un véritable esprit apostolique, à des situations difficiles. Votre livre lui-même est par plusieurs aspects attachant. Mais il révèle, sur des points essentiels de la doctrine catholique, des confusions, des lacunes, et

même des assertions que son genre littéraire n'excuse pas. Il n'est pas possible que les fidèles, et notamment ceux de Saint-Bernard, n'en soient pas avertis.

C'est à un véritable réexamen de votre ministère que je vous invite. Je vous ai confié celui-ci au nom de l'Eglise. Il ne peut pas être exercé à titre personnel. Vous et moi, nous ne sommes que les envoyés et les témoins d'une foi dont nous avons à rendre compte. La Parole que nous annonçons vient de plus haut que nous. Elle vient du Christ. Les dons de l'Esprit permettent à ceux qui l'entendent de la recevoir dans sa plénitude de grâce, au-delà même de ce que nous avons personnellement perçu ou compris. C'est pourquoi nous avons à la transmettre dans toute sa vérité, à temps et à contre-temps. Les fidèles y ont droit. Cette exactitude de notre part ne fait qu'un avec le respect de leur liberté intérieure et de leur union immédiate au Christ dans l'Esprit.

J'ai déjà dû antérieurement vous mettre en garde contre une « personnalisation » abusive de votre annonce de la foi. Des conseils pressants vous ont été donnés. A ma demande des personnes compétentes vous ont signalé les points précis sur lesquels vous aviez à approfondir votre réflexion et à renouveler sérieusement votre langage. Votre livre m'oblige à les préciser de nouveau :

1. D'abord et essentiellement la Personne de Jésus. Vous devriez méditer le témoignage de saint Jean. Il ne méconnaît certes pas l'humanité plénière du Christ. Il en appelle à ce qu'il a entendu, vu de ses yeux, touché de ses mains. Vous savez son insistance sur ce point. Nul d'entre nous ne peut se prévaloir d'une pareille approche. Et pourtant, en tout et partout, saint Jean nous annonce le Fils unique de Dieu fait homme : « Nous avons vu sa gloire. » Tel est également notre Evangile. Si Jésus n'avait à tout instant vécu sa vie humaine et ne s'était manifesté aux yeux des croyants comme le Fils de Dieu, sa venue parmi nous serait vidée de son mystère essentiel. Jésus serait au mieux le plus émouvant des prophètes, si ce n'est, comme vous le présentez trop souvent, le plus inquiet des hommes. Je ne doute certes pas de votre foi personnelle en la divinité de Jésus-Christ. Il me semble toutefois qu'à maintes reprises votre livre est sur ce point gravement incomplet.

2. Ma seconde remarque concerne le langage de la foi. Vous privilégiez l'« ignorance » du croyant comme signe de sa rencontre avec le vrai Dieu. Et vous invoquez la nuit des mystiques. Il y a ambiguïté. C'est oublier, en effet, que cette nuit ne survient qu'au terme d'un dépassement de toutes les ressources humaines. Non seulement le mystique ne les nie pas, mais il prend appui sur elles pour aller au-delà.

Dès lors la connaissance et l'expression rigoureuses de la foi sont la condition même du cheminement intérieur. Le premier don de l'Esprit est de nous rappeler ce que Jésus nous a dit. Le symbole de la foi où l'Eglise, précisément sous l'inspiration de l'Esprit, a rassemblé ce message, nous est un bien primordial.

Vous avez à retrouver le sens du symbole de la foi et à comprendre la nécessité pour l'Eglise d'avoir une doctrine.

3. J'en viens à l'Eglise. Vous reconnaissez quelque part que vous lui devez tout. J'aurais aimé que ce passage de votre livre rectifie du dedans ce que vous

(*) Supplément « Paris » de « Présence et dialogue — L'Eglise dans la région parisienne », 23 janvier 1975. Cette lettre est publiée sous le titre : « A propos d'un livre. Lettre du cardinal Marty au P. Bernard Feillet. »

(1) Cf. « Présence et dialogue. Eglise de Paris », du 31 janvier 1974, n° 132 (DC 1974, n° 1648, p. 194. NDLR).

avancez par ailleurs et à de multiples reprises avec tant de désinvolture, pour ne pas dire d'irresponsabilité. Depuis des siècles, les nomades de la foi dont vous parlez ont trouvé dans l'Eglise la source d'eau vive. Par contre nulle communauté isolée n'est l'Eglise.

4. Dernier point : la morale. Que celle-ci pour les chrétiens soit avant tout amour et liberté, c'est l'Evangile même. Mais relisez le discours sur la montagne. Il requiert une conversion radicale de tout l'homme par la prière et la discipline intérieure. Il y a, comme dit saint Paul, des « commandements du Seigneur ». Ce n'est pas à l'époque où nous sentons vivement la nécessité pour les chrétiens de « changer la vie » que nous les dispenserons — au nom de quoi ? — de se changer eux-mêmes. Dans leur comportement de justice et de vérité, mais aussi dans leur comportement sexuel. Vous escamotez quelque peu cet ensemble d'exigences fondamentales. Votre complaisance verbale est inacceptable.

Pour me résumer, je vous renverrai à ce que vous dites vous-même de la vigilance nécessaire aux « ministres » de l'Eglise. Vous n'hésitez pas à rapeler la menace d'Ezéchiel à leur égard. Il y a là un profond avertissement pour tous ceux qui ont reçu la mission de la parole et la responsabilité des communautés dans l'Eglise.

J'ajouterai en terminant, que si vous aviez soumis au préalable, comme je l'ai expressément demandé à tous, votre texte à l'imprimatur, nous n'en serions pas là. L'imprimatur est avant tout un service fraternel et un conseil pour les auteurs. Son utilité est manifeste pour le bien de la communauté tout entière.

J'espère que vous tiendrez compte désormais des très graves remarques que je suis obligé, de par votre fait, de rendre publiques. Je suis persuadé de votre volonté de servir. Je vous demande de renouveler votre ministère à Saint-Bernard dans l'esprit de la mission que je vous ai confiée.

LETTERE DU CARDINAL MARTY AUX RELIGIEUSES

A l'occasion des vœux du Nouvel An, le cardinal Marty a adressé la lettre ci-après à toutes les religieuses qui travaillent et résident dans le diocèse de Paris (1) :

Vous êtes des milliers et je voudrais vous connaître ; vous avez une part active au service de l'évangélisation des Parisiens et je n'ai pas souvent l'occasion de vous rencontrer, de vous exprimer ma reconnaissance, de confirmer votre travail apostolique.

J'ai plaisir à le faire aujourd'hui ; par ce message je présente à toutes, sans oublier bien sûr les malades et les anciennes, mes vœux sincères de joie et de foi, de réconciliation et de paix.

Quelle que soit votre mission, vous êtes affrontées à un monde difficile dans une Eglise en plein changement. Vous n'attendez pas de votre archevêque de simples paroles de convenance. Je veux vous faire partager une conviction et vous inviter à agir.

(1) *Présence et dialogue*, « L'Eglise dans la région parisienne », supplément « Paris », 23 janvier 1975.

Une vie consacrée

Ma conviction. Elle est la vôtre. Elle n'est pas assez celle de la majorité des chrétiens de Paris. La voici : l'Eglise de Paris ne peut évangéliser sans le témoignage de la consécration religieuse. La fidélité de notre communauté diocésaine à sa mission de salut, exige la présence quotidienne d'hommes et de femmes dont les vies soient consacrées. J'ai besoin de vous ; et je vous promets de m'employer à faire reconnaître par tous, l'importance de votre vocation.

Ce qui m'importe avant tout, ce ne sont pas les œuvres dont vous assumez la responsabilité et l'animation avec compétence et dévouement ; c'est la qualité de votre vie communautaire de femmes consacrées à l'Evangile, à plein temps, à plein cœur et à plein corps. Pour Dieu. Car Dieu est l'urgence des urgences ; et l'annonce collective de son action libératrice est une réelle nécessité de l'heure. La vie fraternelle et la prière communautaire sont votre premier acte d'évangélisation. Notre temps meurt par manque d'oxygène : il n'a plus l'environnement spirituel qui lui permette de respirer. Faites donc en sorte que le souffle de l'Esprit libère les Parisiens.

Que des femmes, aujourd'hui mieux intégrées dans les activités professionnelles, les services locaux et éducatifs, les relations humaines, s'engagent ainsi à suivre l'aventure de Dieu dans son Eglise : voilà qui est étonnant, captivant. Je souhaite que beaucoup puissent saisir votre identité profonde : celle d'une personne qui a rencontré Dieu par Jésus-Christ, et qui le poursuit dans une quête quotidienne mais heureuse, parfois épuisante. Relisez en ce début d'année 1975 le Cantique des cantiques.

Une vie communautaire

Il est vrai, la vie de chaque jour, avec ses misères et ses angoisses, n'est pas un temps de fiançailles ; il faut porter sa journée comme on porte la croix. C'est ainsi... le disciple n'est pas au-dessus du Maître. La petite Thérèse de Lisieux, que nous avons fêtée ces derniers mois et qui reste pour vous un modèle, nous dit bien que la vie communautaire n'est pas un moment de vacances ; elle est rude.

Peut-être plus qu'hier. En effet, le fossé entre générations est plus grand. Est-il infranchissable ? Je ne le crois pas.

Les Sœurs anciennes ont expérimenté l'esprit de leur congrégation en se moulant dans des formes strictes et reconnues ; elles y sont attachées et souhaitent les voir conserver par toutes les religieuses. Les jeunes Sœurs sont plus sensibles à tout ce que le changement de la vie actuelle contient de valeurs authentiques ; elles veulent pouvoir vivre le même idéal, mais d'une autre façon. Il ne faut pas demander qu'au nom de l'unité toutes se mettent au même pas.

Cependant il est indispensable de rechercher une nouvelle manière de tendre vers l'unité nécessaire : elle n'est plus fondée sur une identité de formules ou d'activités extérieures, mais sur la commune reconnaissance d'un même dynamisme spirituel, la commune volonté de vivre, de discerner et de célébrer le mystère du Christ au sein d'une cellule d'Eglise originale. Dégager ce qui fait qu'ensemble on se reconnaît membres d'une même congrégation, on se veut Sœurs d'une même fraternité alors que l'habit, les règles, les habitudes sont différents et les expé-

riences et les responsabilités professionnelles diverses... dégager les intuitions spirituelles fondamentales qui vous rassemblent, depuis la fondation jusqu'à l'heure actuelle, c'est un devoir premier. Ainsi vous travaillerez à faire croître l'unité dans le respect de la vocation de la communauté et le respect de chacun de ses membres.

Au service de la mission

Que veut l'Eglise aujourd'hui ? Elle veut évangéliser. Je l'affirme avec plus de netteté encore après le Synode d'octobre dernier. C'est pourquoi elle refuse les tentations de l'évasion et de l'illusion ; elle cherche donc — parfois dans l'anxiété, mais toujours avec passion — à vivre en vérité la tension entre la nécessité de sa présence au monde et l'appel vers le royaume. Le chrétien est un étranger et un voyageur ; il s'acquitte de toute sa responsabilité de citoyen et supporte toutes les charges des étrangers. C'est là sa situation inconfortable.

Il n'est pas étonnant que vous viviez cet inconfort plus intensément que les autres ; il n'est pas étonnant que certaines d'entre vous soient secouées jusqu'à s'interroger sur la possibilité de vivre aujourd'hui l'Evangile. Les engagements au célibat, à l'obéissance et à la pauvreté sont pour vous les meilleurs instruments, comme des outils, qui vous permettent de construire l'Eglise selon votre vocation de vie communautaire. Par ces vœux vous vous sentez étrangères à bien des idées qui marquent une opinion publique et parfois la blessent ; mais loin de vous rejeter hors du monde, votre expérience de l'Amour selon le Christ vous rend proches des hommes et des femmes que chaque jour vous rencontrez dans Paris.

Je ne puis en dire plus ; j'attire simplement votre attention sur trois aspects particuliers de votre travail apostolique.

Je l'ai dit en plusieurs circonstances ; pour accomplir sa tâche missionnaire, l'Eglise de Paris doit réaliser un véritable partage des responsabilités ; il faut passer des équipes sacerdotales responsables à des équipes pastorales où laïcs, religieuses et prêtres (chacun selon sa compétence, sa vocation et sa mission) assument ensemble la tâche de faire naître, croître et vivre des communautés chrétiennes évangélisatrices. Dans ces équipes pastorales, vous avez votre place ; il faut vous préparer à la prendre. Demain, je le souhaite, plusieurs d'entre vous recevront des ministères institués. Mais dès maintenant, de même que vous réapprenez à vivre en communauté fraternelle, de même préparez-vous à mieux travailler dans des équipes diversifiées.

Nombre d'entre vous ont réalisé la distinction entre, d'une part, le travail social, professionnel, religieux que chacune rend et, d'autre part, la vie fraternelle au sein d'une grande communauté ou d'une petite équipe. Cette évolution est normale. Elle est bonne, bien que non essentielle. Elle exige un engagement renouvelé de la charité, de la prière et de l'accueil.

Cependant il est de nouveaux besoins, il est de nouveaux appels qui montent de cette immense agglomération urbaine. Il est des souffrances cachées ; il est des situations dont personne ne se soucie. Ayez l'esprit assez éveillé et le cœur assez inventif pour entendre ces cris de misère et, sans attendre, y répondre par de nouvelles institutions, de nouvelles fondations. J'aimerais être souvent sollicité par une congrégation ou un groupe de religieuses désirant réaliser une œuvre commune. Saint Vincent de Paul et sainte Louise de Marillac n'ont pas fait autre chose :

ils n'ont pas d'abord inventé une communauté religieuse ; ils ont vu l'extrême misère qui les entourait, ils ont été saisis par l'angoisse des enfants abandonnés... alors ils n'ont pas hésité à fonder. L'une des règles qui doit vous guider dans cette recherche : là où sont les démunis, les exclus de la société, les pauvres des temps modernes, là soyez présentes.

1975 est l'année internationale de la femme. Je ne sais pas quels en seront les manifestations et l'impact. Mais je sais que l'Eglise ne peut être absente. Or, femmes passionnées de Dieu et engagées à servir le prochain, vous avez un témoignage particulier à porter. La femme doit se mieux situer dans notre société ; elle doit pouvoir assumer des responsabilités nouvelles. Mais qu'elle veille aussi à ne pas tomber dans d'autres esclavages ou se laisser entraîner vers d'autres mirages.

Je vous demande de ne pas rester à l'écart de ce qui sera fait et dit ; soyez, sans complexe, au service de la promotion féminine selon l'Evangile du Christ. Ne craignez pas de rappeler la foi chrétienne à professer, contre toutes les opinions reçues dans l'empire romain, le principe de l'égalité de l'homme et de la femme. Marie, Mère de Jésus, exprime avec vigueur ce qu'est la place de la femme dans la communauté humaine.

C'est pourquoi vous rappellerez l'urgence du partage des responsabilités, et vous soutiendrez la grandeur de la maternité au sein d'une vie familiale ; je vous confie l'avenir de la famille.

Voilà, chères Sœurs dans le Christ, ce que je souhaitais vous dire en ce début d'année. Tout cela est trop rapide... mais vous y percevez, je l'espère, mon désir de vous servir, mon souci que la joie vous habite. Quoi que vous fassiez, sachez que votre tâche est grande.

Et restez assurées de ma prière quotidienne.

† Cardinal François MARTY.
archevêque de Paris.

LE LARZAC

Mgr BOURRAT, le nouvel évêque de Rodez, qui a succédé le 11 juin 1974 à Mgr Ménard (DC 1974, p. 692), a publié dans le bulletin de son diocèse (Semaine religieuse de Rodez, 26 janvier 1975) les réflexions ci-après à l'issue d'une visite au plateau du Larzac, qui se trouve sur le territoire de son diocèse (cf. DC 1974, p. 797 :

OUI, JE SUIS ALLÉ AU LARZAC.

En posant volontairement ce geste, il n'est pas dans mon intention de jeter de l'huile sur le feu.

Il n'est pas dans ma mission d'évêque de proposer une position d'ordre directement politique.

Il n'est pas de mon ressort immédiat de juger des nécessités ou des impératifs de la défense, ne connaissant pas toutes les données du problème.

ALORS, POURQUOI Y SUIS-JE ALLÉ ?

1. Je m'y suis rendu parce que j'étais invité par des paysans chrétiens du plateau. J'ai répondu positivement parce que je réponds ainsi à tous les groupes de chrétiens qui m'invitent.

2. J'y suis allé parce que ces hommes et ces femmes vivent un drame humain qui ne peut laisser personne insensible, surtout pas leur évêque.

Drame humain d'apprendre un beau jour, malgré toutes les promesses de concertation, que la décision est prise.

Drame humain que de perdre un outil de travail, la terre... qui n'est pas un outil comme les autres.

Drame humain, car à l'époque où la vie au Larzac devenait moins rude, grâce aux machines modernes, à l'adduction d'eau, au courage, on reçoit l'ordre : « il faut partir... »

Drame humain qui provoque une telle réaction, pas seulement par tactique politique oppositionnelle, qu'il n'y aurait rien de déshonorant à reconsidérer le problème : vraiment, le bien commun exige-t-il un tel prix ?

3. J'ai répondu à l'invitation, parce que ces hommes et ces femmes posent depuis quelque temps, après quatre ans de réflexion et d'action, des questions fondamentales.

Dans ces points d'interrogation, l'Evangile est impliqué et l'Eglise a quelque chose à dire.

Qui dit « camp » dit « armement ». Qui dit « armements » accroche guerre et paix. « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». Quand sortira-t-on de cette problématique mortelle ? Les paysans du Larzac ont découvert la non-violence active. Cette voie peut paraître irréaliste pour ceux qui ont la responsabilité de défendre un peuple. Il n'est en effet pas possible d'oublier les exigences graves et difficiles de la défense pour les pouvoirs publics. Mais nous ne pouvons non plus nous taire devant la course aux armements. La voix des peuples qui crient à la paix est aussi une réalité. Et le chemin de la non-violence est une des voies possibles — comme celle de travailler en première étape à une limitation progressive et à un contrôle général des armes — pour mettre au monde le « Si tu veux la paix, prépare la paix, et vis dans la justice ». Ceci, des paysans du Larzac l'ont découvert très profondément, en leur conscience. Ceci touche de près à l'Evangile. Je voulais le dire aussi en acceptant l'invitation.

* * *

Quelle que soit notre analyse personnelle de la situation et les conséquences qu'on en tire, je crois pouvoir dire qu'aucun d'entre nous ne peut se soustraire à la prise en compte du problème humain posé, et plus largement à la question du désarmement et de la paix.

En cette année de la « Réconciliation », est-il utopique de croire que les hommes éclairés par l'Evangile arriveront à un dialogue vrai qui ■ si cruellement fait défaut en cette affaire ? Je veux espérer de toutes mes forces qu'il n'est pas trop tard.

LES RÉFLEXIONS CI-DESSUS A PROPOS DU LARZAC, M'INCITENT A RAPPELER QUELQUES EXIGENCES PERMANENTES.

1. — *L'engagement dans une action collective.*

La défense des intérêts légitimes et la promotion du bien commun exigent une action collective. Les diverses organisations familiales, professionnelles, sociales, politiques s'y emploient. Leurs analyses sont diverses, leurs projets différents.

Un chrétien ne peut rester étranger à cette action. Il doit y participer en tenant compte des exigences de sa foi et de sa fidélité à l'Evangile.

2. — *Le respect des autres.*

Un chrétien respecte ceux qui ne pensent pas comme lui, à propos des solutions concrètes pos-

sibles, car sur ce terrain rien n'est absolu. Il a certes des adversaires, mais il se garde d'avoir des ennemis... ou alors il va jusqu'à les aimer.

3. — *La réconciliation.*

En toute lutte, un chrétien doit tendre au plus vite à la réconciliation. Pas n'importe comment. Pas en dehors des chemins de justice et de vérité. Mais y tendre au plus vite.

4. — *Le refus de l'exploitation des autres.*

Personne n'a le droit d'exploiter une situation pour le triomphe de sa propre cause, en se servant des autres au lieu de les servir.

5. — *La prière.*

Un chrétien n'oublie pas de prier son action... longuement... souvent. Car il nous faut puiser dans l'intelligence divine l'inspiration puissante des solutions que nos pauvres petits cerveaux humains — force est de le constater — sont encore trop faibles pour imaginer.

† R. BOURRAT.

COMMENT VIVRE EN EGLISE DES SITUATIONS ET DES OPTIONS DIVERSES

Déclaration finale du Conseil national de l'ACI

Au terme du Conseil national annuel de l'Action catholique des milieux indépendants (ACI), réuni à Paris du 24 au 26 janvier, la déclaration ci-après a été adoptée par 173 voix contre 8 et une abstention :

C'est dans un contexte mondial de crise que le Conseil national de l'Action catholique en milieux indépendants s'est réuni les 24, 25 et 26 janvier 1975 sur le thème : « Comment vivre en Eglise des situations et des options diverses ».

Les élections présidentielles, la crise de l'énergie, la conjoncture économique française, le chômage, la loi sur l'avortement constituent des événements majeurs et reconnus comme tels unanimement. Par contre, la crise monétaire, l'immigration, la réforme de l'enseignement, l'écologie, la réforme de l'entreprise, l'urbanisation, la vie politique, la réalité syndicale apparaissent, dans nos interventions, comme des points d'insistance propres à certains groupes sociaux.

Nous constatons donc que les événements n'ont pas une égale importance pour chacun de nos groupes humains et qu'ils ont été différemment vécus.

Nous constatons également qu'aucun événement n'a fait l'objet d'une interprétation unique au niveau de ses causes et de ses conséquences.

Ainsi s'est dégagée une pluralité de situations et d'actions qui montre la divergence de nos visions de la réalité, liée à nos origines sociales, nos responsabilités professionnelles et familiales, nos idéologies, nos engagements. Ceci conduit à des projets de société différents, conscients ou inconscients.

Quel que soit notre projet nous devons combattre toute forme d'injustice et d'oppression.

Nous qui nous efforçons de vivre la rencontre de Jésus-Christ, nous avons à critiquer tous nos choix à la lumière de son message.

Là se situe l'expérience apostolique de l'ACI.

— Toutes ces pluralités vécues sont une chance de reconnaître que nous percevons la parole de Dieu à travers notre propre culture.

— Nos différentes compréhensions de cette Parole nous permettent d'affirmer que le message de Jésus-Christ ne peut être annexé par un seul groupe social ni mis au service d'un seul projet.

— C'est à un véritable pluralisme en Eglise que nous sommes conviés.

— Nous affirmons que la confrontation liée à ce pluralisme nous permet de découvrir la dimension du message évangélique et les moyens d'annoncer la Bonne Nouvelle aux personnes de nos divers milieux de vie.

— Pour nous cette expérience est essentielle à l'évangélisation des milieux indépendants.

(Texte original.)

L'ORDINATEUR INTERROGE

LES CONCILES (1)

Le Centre de traitement électronique des documents de l'Université catholique de Louvain (CETEDOC) vient de publier une étude lexicographique des constitutions, décrets et déclarations du Concile Vatican II et, en collaboration avec l'Université de Paris-Sorbonne, deux études semblables consacrées aux Conciles œcuméniques médiévaux de Latran I (1123) à Latran IV (1215), de Lyon (1245) et Lyon II (1274), dont plusieurs manifestations religieuses ou scientifiques ont marqué cette année le VII^e centenaire.

Les concordances éditées par le Centre répondent à un besoin d'objectivité. Les auteurs insistent beaucoup sur cet aspect du travail. Ils ont délibérément exclu toute approche des documents officiels par le biais des idées. Ils ont voulu accueillir les mots conciliaires, les écouter dans leur contexte et dans leurs lieux parallèles, les laisser parler par leurs fréquences.

Grande, en effet, est la différence entre un index des idées et un index des mots. Un index des idées (*index rerum*) fournit un répertoire de thèmes ou d'idées auxquelles on attribue un certain nombre de références. Cette méthode conduit facilement à la subjectivité par le choix des thèmes d'abord et ensuite par la distorsion possible des textes retenus pour étayer les idées choisies. Beaucoup seront étonnés d'apprendre que des termes, cités en certains index de Vatican II pourtant autorisés, n'apparaissent absolument pas dans les textes officiels, ainsi *collegialitas*, *authenticitas*, *consolidaritas* et *democratia*.

La partie la plus volumineuse des ouvrages est constituée par la concordance de tous les mots dits « significatifs », c'est-à-dire les substantifs, les adjectifs, les verbes et une partie des adverbes. Ce choix fondamental ne lèse personne, étant donné que les mots appelés « outils » se trouvent répertoriés dans un index avec leurs formes.

Un tableau comparatif des fréquences fournit, dans l'ordre alphabétique, la fréquence absolue de chacun des mots ainsi que sa répartition à travers les Conciles

(Latran I à Latran IV, Lyon I et Lyon II) ■ à travers les décrets (Vatican II). La constitution de cette table permet de relever l'expression spécifique de chaque Concile ou de chaque décret. La liste générale du vocabulaire et des listes propres à chaque Concile ou à chaque décret classés dans l'ordre de fréquence décroissante, permettent de discerner les mots clés (2).

En parcourant ces livres, on est émerveillé par les possibilités de recherches qu'ils représentent. Théologiens, historiens, juristes, linguistes sociologues y trouveront une mine de renseignements. Ce sont des outils dont le chercheur concerné ne peut plus se passer. Œuvre aussi profondément humaine, car il est réconfortant de voir l'ordinateur au service d'une meilleure compréhension de l'homme et de ses expressions.

Ces ouvrages, qui permettent de dominer le vocabulaire et, par là, la pensée de Vatican II et des premiers Conciles œcuméniques médiévaux, sont des étapes d'un vaste projet d'ensemble qui devrait recouvrir tous les Conciles œcuméniques des dix derniers siècles.

Ouvrages parus :

Michel MOLLAT et Paul TOMBEUR : *Les Conciles œcuméniques médiévaux. Tome I. Les Conciles Latran I à Latran IV. Concordance, Index verborum, Listes de fréquences, Tables comparatives*, XX-225 p. Prix : FB 785, FF 96.

Michel MOLLAT et Paul TOMBEUR : *Les Conciles œcuméniques médiévaux. Tome II. Les Conciles Lyon I et Lyon II. Concordance, Index verborum, Listes de fréquences, Tables comparatives*, X-166 p. Prix : FB 695 FF 85.

Ph. DELHAYE, M. GUERET, P. TOMBEUR, *Concilium Vaticanum II. Concordance, Index verborum, Listes de fréquences, Tables comparatives*, XX-978 p. Prix : FB 2 800, FF 340.

(2) Les substantifs les plus employés à Vatican II sont, dans l'ordre : *Ecclesia* (1135 fois) ; *Deus* (954 fois) ; *Christus* (865 fois) ; *homo* (784 fois) ; *humanus* : 420 fois) ; *vita* (624 fois. — NDLR).

— L'« Affaire » Pfürtnner. Mises au point, par le P. G. COTTIER, o.p. — Plaquelette 20 x 16 cm de 32 pages. Imprimerie Saint-Paul, Fribourg (Suisse).

Dans cette petite brochure, le P. Cottier, sans entrer dans le fond du problème, fait le point sur certaines des questions qui ont été au centre de l'affaire Pfürtnner (cf. DC 1972, p. 237, 345, 749 ; 1973, p. 46, 748 ; 1974, p. 494, 574) : l'information, la liberté de la recherche, le respect des Droits de l'homme, la collégialité épiscopale. Enfin, à partir d'informations de première main, il donne des précisions inédites sur ce que furent les rapports entre le P. Pfürtnner et son supérieur général, le P. Fernandez. Un document de valeur à verser au dossier déjà volumineux de cette affaire qui a fait couler beaucoup d'encre en Suisse et ailleurs.

— Dieu n'est pas mort. Essai sur l'athéisme contemporain, par Etienne BORNE (collection « Foi vivante »). — Un vol. 11 x 18 cm de 192 p. Prix : 12 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est une nouvelle édition de l'étude parue en 1956. Etude toujours actuelle où la clarté de la pensée, l'exactitude des détails et la sûreté de jugement seront appréciées du lecteur que désarçonne l'esprit des temps nouveaux.

Imprimerie « Bayard-Presse »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur : J. GELAMUR.
© 1975 by Bayard-Presse.

(1) Texte diffusé lors d'une présentation donnée à Paris le 12 décembre 1974, devant les informateurs religieux, par M. Paul Tombeur, professeur à l'Université de Louvain.

Pour entrer ou progresser dans les voies de
LA PRIÈRE

3 OUVRAGES DU P. CAFFAREL

PRESENCE A DIEU

Cent lettres sur la prière, brèves, vivantes, concrètes : une introduction savoureuse et substantielle à la théorie et à la pratique de l'oraison.
364 p., 35 F.

LA PRIÈRE, RENCONTRE AVEC DIEU

Plus de 150 citations sur la prière, d'hommes de tous les temps, de civilisations et de religions variées. Une brève étude les précède et les situe.
80 p., 12 F.

LE CORPS ET LA PRIÈRE

Unique en son genre, cette brochure présente les attitudes corporelles, ainsi que les exercices de respiration et de détente qui favorisent la prière.
Brochure illustrée, 32 p., 5 F.

2 REVUES

CAHIERS SUR L'ORAISON

Articles, textes, témoignages sur la prière intérieure.

Abonnement pour un an (6 numéros) : France, 30 F ; Etranger, 36 F.

LA CHAMÈRE HAUTE

Etudes, témoignages et conseils pour animer les groupes de prière, ainsi que réflexions et informations sur les mouvements de Renouveau dit « charismatique ».

Abonnement pour un an (6 numéros) : France, 25 F ; étranger, 30 F.

EDITIONS DU FEU NOUVEAU

5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08 — CCP 5563-68

A votre disposition la série

“Les grands textes”

● ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

● POURQUOI UN CHRETIEN NE PEUT ETRE POUR L'AVORTEMENT

La Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

● POUR UNE RECONCILIATION DES CHRETIENS ENTRE EUX

Une exhortation du Pape Paul VI.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cédex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Croire et comprendre

pour mieux connaître les points essentiels de la foi et en comprendre le sens pour la pensée et pour la vie. Une nouvelle collection - 36 courts volumes - dirigée par FRANÇOIS COUDREAU, PIERRE DORNIER, JULES GRITTI, CHARLES EHLINGER.

nouveautés :

Albert Rouet

Marie

André Dartigues

**Le croyant devant la critique
contemporaine**

Robert Bosc

Evangile, violence et paix

Claude Duchesneau

La célébration dans la vie chrétienne

déjà parus :

Louis Monloubou
**L'ancien testament,
porte de l'Evangile**

Henri Denis
L'Evangile et les dogmes

Henri Bourgeois
Dieu selon les chrétiens

Joseph de Baciocchi
**Jésus Christ
dans le débat des hommes**

André Lemaire
**Les ministères
dans l'Eglise**

Pierre Grelot
Le monde à venir

Joseph Colomb
Le devenir de la foi

Jean Laplace
**La prière,
désir et rencontre**

chaque volume 13,5 x 21 : 18 F

“La foi qui n'a plus de raisons de croire est aussi malheureuse que la vie qui n'a plus de raisons de vivre.”

HENRI DENIS

 le Centurion

Canada : 1 an, 24 \$.. « Periodica », 7045, av. du Parc
Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F. ;
6 mois : 42 F.

PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F. ; des années précédentes : 6 F.

Règlement : C. C. P. Paris 16-68.

Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.

Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1670 - 16 FÉVRIER 1975

151 **Discours des audiences générales.** Le renouveau de l'Année sainte (22 janvier) ; l'Année sainte dans une société permissive (29 janvier).

153 **Lettre au cardinal Zoungana** (23 décembre).

155 **L'unité des chrétiens.** Allocution prononcée à Saint-Paul-hors-les-Murs le 25 janvier.

ACTES DE S. S. PAUL VI

157 **Déclaration de l'Episcopat des Etats-Unis sur les charismatiques catholiques.**

160 **Notre monde a besoin de maîtres à prier.** Conférence du chanoine Caffarel.

168 **Pourquoi une réforme du sacrement de pénitence ?** Conférence de Mgr Coffy.

173 **Message des évêques de l'Allemagne de l'Est sur la discrimination scolaire.**

176 **« Christ sein », de Hans Küng.** Etude de Mgr Weber.

182 **Déclaration de Hans Küng.**

QUESTIONS ACTUELLES

184 **Événements et informations** (1^{er}-15 janvier).

ÉVÉNEMENTS

191 **Communiqué de l'Episcopat portugais ; communautés chrétiennes et divorcés remariés (Commission épiscopale française de la famille) ; lettre du cardinal Marty au P. Feillet à propos du livre les Fils dépossédés ; lettre du cardinal Marty aux religieuses ; le Larzac (Mgr Bourrat) ; comment vivre en Eglise des situations et des options diverses (déclaration de l'ACI) ; l'ordinateur interroge les Conciles.**

L'EGLISE DANS LE MONDE

198 **« Les grands textes » de « la Documentation catholique ».**

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



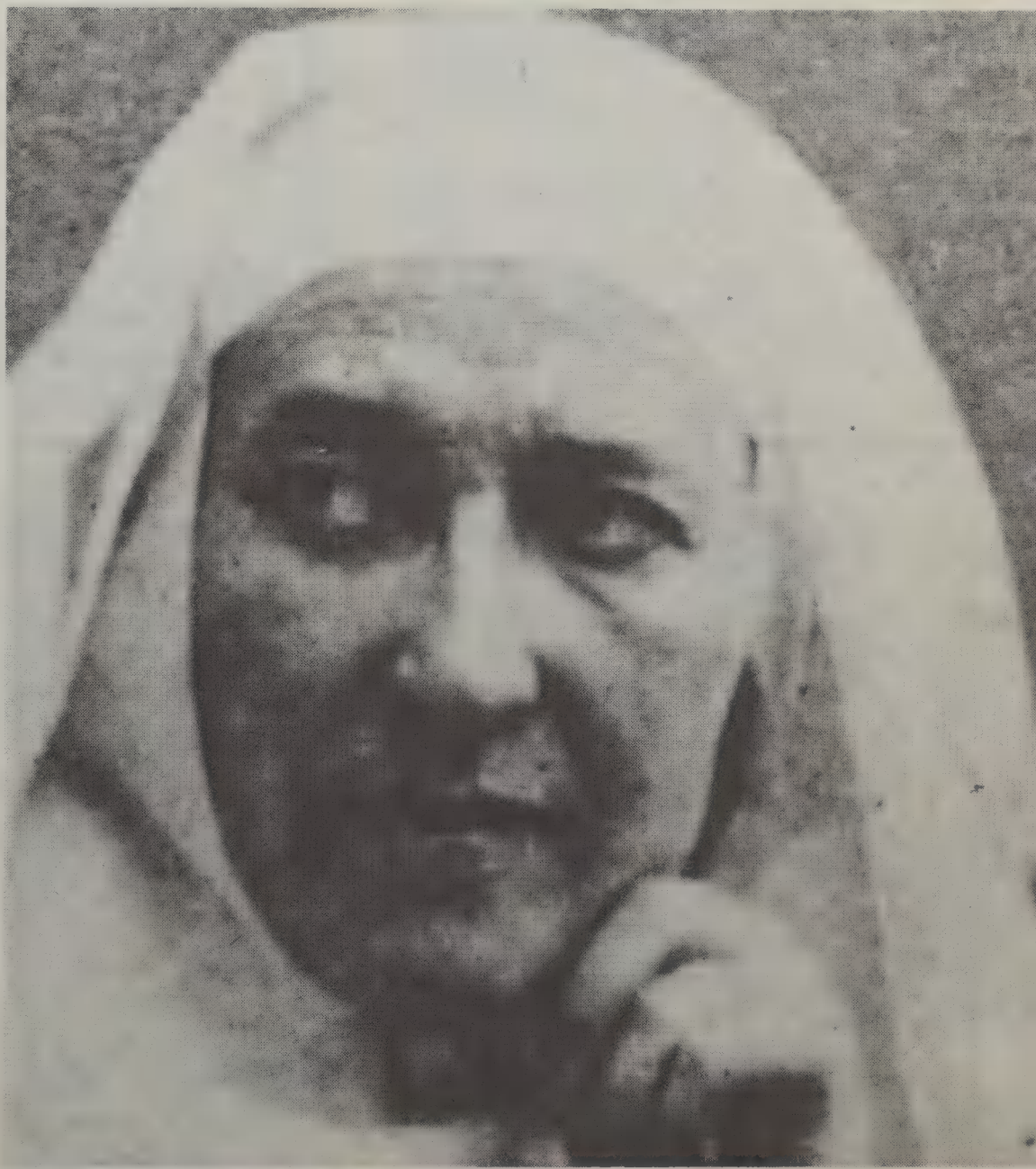
Delroit, Michigan 48221
PLEASE DO NOT REMOVE
2 mars 1975

DOCUMENTATION CATHOLIQUE

lettre
"Lumen Ecclesiae"
ur
t Thomas d'Aquin
aul VI)

ariage et famille
(ynode suisse)

ettres
es évêques
u Zaïre



— **Le Bienheureux P. M. Kolbe : l'Immaculée révèle l'Esprit-Saint.** Entretiens spirituels inédits traduits et présentés par l'abbé J.-F. VILLEPELEE. Préface de H.-M. Manteau-Bonamy. O.P. — Un vol. 13 X 18,5 cm, de 160 pages. Prix : 15 F. Editions Lethielleux, Paris.

On n'a pas oublié ce martyr de la persécution nazie, une figure hors ligne parmi les innombrables victimes. C'est lui qui parle, dans ces pages illustrées, avec toute sa foi. C'est un témoignage irrécusable de la profondeur de sa vie religieuse et de la charité qui l'animait et l'a conduit jusqu'au sacrifice de sa vie.

— **Quand arrive le bonheur.** Les Béatitudes, par A.-M. CARRE, O.P. — Un vol. 13,5 X 20 cm, de 232 pages. Prix : 28 F. Les Editions du Cerf, Paris.

On n'a pas oublié les Conférences du P. Carré à Notre-Dame. C'est du bonheur annoncé par les Béatitudes qu'il nous parle, en évoquant la souffrance, la paix, la violence qui sont l'âme du message des Béatitudes. Comme il le dit : « Dieu s'adresse à chacun. La loi intérieure est au service d'une vocation personnelle au bonheur. » Puisse-t-il être entendu !

— **Le Point théologique : l'Institut Saint-Serge, de l'Académie d'autrefois ■ rayonnement d'aujourd'hui,** par Alexis KNIAZEFF. — Un vol. 13,5 X 21 cm, de 152 pages. Prix : 24 F. Editions Beauchesne, Paris.

C'est le recteur actuel de l'Institut Saint-Serge, A. Kniazeff, qui, pour mieux situer cet Institut de théologie orthodoxe, nous donne un bref exposé de l'histoire des Académies de théologie russes. Il nous montre l'œuvre accomplie en terre d'exil par l'Institut de Paris qui fête ses cinquante années d'existence. C'est dire l'importance de ces pages pour l'œcuménisme. Il ■ formé de nombreux professeurs de théologie et plus de trois cents évêques et prêtres, sans discrimination de nationalité ni d'obédience canonique.

— **Le Zen et la Foi,** un dossier présenté par Alain Delaye. — Un vol. 17,5 X 22,5 cm de 112 pages. (Collection « Sentiers pour l'esprit ».) Editions du Carmel, La Plesse, 49240 Avrillé.

C'est bien un dossier qui recense les pionniers du Zen dans ses rapports avec le christianisme ; réunit une série de témoignages personnels et d'expériences, et après les citations de nombreux poèmes du silence, fournit une sérieuse bibliographie. De quoi se documenter sérieusement sur le Zen dans sa confrontation avec la foi.

A votre disposition la série

“Les grands textes”

● **ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES**

Message du Synode aux chrétiens.

● **POURQUOI UN CHRETIEN NE PEUT ETRE POUR L'AVORTEMENT**

La Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

● **POUR UNE RECONCILIATION DES CHRETIENS ENTRE EUX**

Une exhortation du Pape Paul VI.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cédex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Actes de S. S. Paul VI

HOMÉLIE PRONONCÉE POUR LA BÉATIFICATION DE LA MÈRE MARIE-EUGÉNIE MILLERET DE BROU

Le dimanche 9 février, Paul VI a procédé à la béatification de la Mère Marie-Eugénie Milleret de Brou, fondatrice des religieuses de l'Assomption (1), dont la fête sera célébrée le 10 mars, jour anniversaire de sa mort. Au cours de la messe, où il avait présidé la liturgie de la Parole — la liturgie eucharistique a ensuite été présidée par le cardinal Marty (2) —, Paul VI a prononcé l'homélie suivante, d'abord en italien (3) :

Nous vous saluons, vénérables frères, chers fils et chères filles qui êtes venus si nombreux en cette basilique à l'occasion de la béatification de Mère Marie-Eugénie Milleret, fondatrice des religieuses de l'Assomption. Avant de porter notre regard sur elle, sur sa figure et son message qui sont d'une brûlante actualité — nous le

ferons dans quelques instants, en nous adressant en français à tous ceux qui aujourd'hui nous écoutent —, nous voulons souligner la valeur toute particulière de cet événement.

Depuis la solennelle ouverture de l'Année sainte, nous avons déjà célébré d'inoubliables moments de plénitude de la vie de l'Eglise. Mais aujourd'hui, cette première béatification du Jubilé, outre qu'elle agrmente par son éclat le cours heureux de ses célébrations extérieures, met en lumière sa signification essentielle, substantielle qui constitue le programme que nous avons tracé pour toute l'Eglise : réconciliation, renouveau, primauté du spirituel, ferveur de la charité, développement de l'apostolat. Ainsi que nous le disions dans la Bulle d'indiction : « L'Eglise, en annonçant l'Année sainte, présente à tous les hommes de bonne volonté ce sens de la vie, sa dimension en quelque sorte verticale, à laquelle se réfèrent leurs désirs et leurs recherches d'un bien absolu et vraiment universel, en dehors duquel il est vain d'espérer voir les hommes trouver une possibilité d'union mutuelle ou la garantie d'une vraie liberté. » (*Apostolorum limina*, I ; AAS 66, 1974, 293) (4).

Or la figure que nous proposons aujourd'hui à l'attention du monde et à la vénération de l'Eglise est, comme les autres qui suivront, l'illustration vivante de ce programme, ardu certes, car ses exigences sont sévères, mais éloquent par son efficacité sur le plan social et humain. Elle nous montre d'une façon persuasive que la sainteté — à laquelle invite si fortement l'Année appelée sainte par antonomase — est non seulement possible pour les forces humaines, mais réelle est vraie ; et que sa présence cachée au milieu du monde est forte et bienfaisante. Telle est la grande leçon qui nous introduit au rite que nous célébrons.

Paul VI a ensuite poursuivi en français (5) :

FRÈRES BIEN-AIMÉS ET CHERS FILS,

En ce jour si attendu de tous, notre cœur vibre à l'unisson du vôtre, alors que nous célébrons les mérites de Mère Marie-Eugénie Milleret. Nous vous saluons d'abord, chères religieuses de l'Assomption, chères élèves et anciennes élèves de leurs Maisons d'éducation, et tous leurs amis venus de France et du monde entier. Nous vou-

(1) Anne-Eugénie Milleret est née à Metz, le 25 août 1817, de Jacques Milleret, membre du Conseil royal de manufactures, qui fut député libéral de la Moselle (les Milleret descendaient d'un Paolo Miglioretti, qui avait été anobli par François I^{er}), et d'Eugénie de Brou, originaire de Gand. Après la ruine et le départ de son père, survenus en 1829, puis la mort de sa mère, emportée par l'épidémie de choléra, en 1832, elle est recueillie par des parentes à Châlons-sur-Marne, puis à Paris où, au Carême de 1836, sa vocation se dessine en écoutant, à Notre-Dame, la prédication du jeune abbé Lacordaire. En 1837, elle rencontre l'abbé Combalot, qui rêvait de fonder une congrégation religieuse nouvelle sous le vocable de l'Assomption, pour « tout instaurer dans le Christ ». C'est le 30 avril 1839 qu'elle fonde la première communauté de l'Assomption, à Paris, rue Férou, et, au printemps 1842, le premier pensionnat, impasse des Vignes. A sa mort, survenue le 10 mars 1898, la congrégation comptait déjà vingt-neuf maisons. Aujourd'hui, les religieuses de l'Assomption sont au nombre de 1 800 environ, de quarante-trois nationalités, réparties en 186 communautés implantées dans trente pays de quatre continents (cf. la biographie de Mère Marie-Eugénie de Jésus : « Feu vert... au bout d'un siècle », de Marie-Dominique POINSENET. Un volume de 19 x 14 cm, 222 pages. Editions Saint-Paul).

(2) *L'Osservatore Romano* du 9 février fait remarquer à ce propos : « Cette innovation récente est très significative. Elle veut être une reconnaissance de l'Eglise locale, en la personne de l'évêque d'un diocèse auquel la nouvelle bienheureuse était plus particulièrement liée... »

(3) Traduction de la DC, d'après le texte original.

(4) DC 1974, n° 1656, p. 552 (NDLR).

(5) Texte français original. Sous-titres de la DC.

lons également saluer à un titre particulier le cardinal archevêque de Paris, cité où la Bienheureuse mûrit son projet de vocation et implanta ses premières fondations. Il a lui-même contribué à faire connaître sa personnalité. Nous sommes heureux de lui confier ce matin la présidence de cette célébration eucharistique au cœur même de l'Eglise du Christ que Mère Milleret a passionnément aimée.

Mais d'abord, faut-il rappeler ce qu'est une béatification ? C'est une déclaration officielle du Saint-Siège qui vient après un long examen et permet à une Eglise donnée ou à une famille religieuse particulière de rendre un culte à un serviteur ou à une servante de Dieu, jugé digne d'un si grand honneur.

Notez-le bien : il s'agit d'un culte sacré, en étroite dépendance du culte que nous rendons à Dieu le Père, par le Christ, dans l'Esprit-Saint. Lui seul est saint : *Tu solus Sanctus !* C'est en lui que le culte des bienheureux trouve sa seule source. « *Mirabilis Deus in sanctis suis.* » C'est ce qui fait d'ailleurs l'intérêt sans commune mesure de l'histoire des saints. Si la biographie des grands hommes, des personnalités singulières, sont pour nous l'objet d'une étude profitable ou même d'admiration, combien plus la connaissance des vies humaines dans lesquelles transparaissent l'image même de Dieu et son action, autrement dit cette beauté et cette perfection que nous appelons la sainteté !

Enfance et cheminement d'une vocation

Mais quelle est donc cette figure que l'Eglise présente aujourd'hui à notre vénération ? En refermant la biographie de Mère Marie-Eugénie, nous avons éprouvé l'émerveillement qui naît de la certitude que Dieu agissait puissamment dans son âme, et de manière inattendue. En effet, à la différence d'une sainte Thérèse de Lisieux portée très tôt vers le don total par la foi remarquable de ses parents et l'exemple de ses sœurs déjà rentrées au monastère, la petite Anne-Eugénie Milleret, née à Metz en 1817, est fille d'un père acquis aux idées de Voltaire et d'une mère sans grande conviction religieuse. C'est en recevant l'Eucharistie pour la première fois, le 25 décembre 1829, qu'elle fera cependant une expérience intime, rapide, inexplicable, inoubliable de « l'infinie grandeur de Dieu et de la petitesse humaine ». Quelle lumière pour ceux qui douteraient de l'opportunité de la Pastorale de l'enfance !

Anne-Eugénie va commencer une route qu'elle identifiera progressivement et vivra de plus en plus profondément, jusqu'à sa mort, en 1898. Des épreuves particulièrement nombreuses l'associeront à la passion et à la résurrection du Christ : la disparition précoce de son frère Charles et de sa sœur Elisabeth, l'écroulement complet de la fortune familiale, la séparation de ses parents, la mort de sa mère très chère, victime du choléra. Cette adolescente de quinze ans, privée du soutien maternel, placée dans une famille mondaine de Châlons et ensuite chez des cousins habitant Paris, traverse des crises de solitude et de tristesse. Ces souffrances écrasantes amplifient ses interrogations angoissées sur le sens de la vie et de la mort, et la prédisposent aussi à écouter la voix du Seigneur.

Les conférences de Carême du P. Lacordaire résonnent alors dans le cœur d'Anne-Eugénie. Plus tard, elle l'écrira elle-même au célèbre Dominicain : « Votre parole répondait à toutes mes pensées..., me donnait une générosité nouvelle, une foi que rien ne devait plus faire vaciller... J'étais réellement convertie et j'avais conçu le désir de donner toutes mes forces, ou plutôt toute ma faiblesse à cette Eglise qui seule désormais avait à mes yeux le secret et la puissance du bien. » (Cf. *Feu vert... au bout d'un siècle*, de Marie-Dominique POINSENET, Ed. Saint-Paul, Paris-Fribourg, 1971, p. 20.) Et très souvent elle répétera : « Ma vocation date de Notre-Dame » (*Ibid.*)

Mais comment la réaliser ? Cette jeune fille mûrie plus que d'autres par la vie, énergique, extrêmement ouverte aux besoins sociaux de son temps, admire vivement les catholiques qui ont pris conscience des mutations de leur époque : La Mennais, Montalembert, Ozanam, Cazalès, Veuillot. Dans ses notes intimes, elle avoue : « Je rêvais d'être un homme pour être comme eux profondément utile. » Certes, l'égoïsme et la médiocrité de son propre milieu social la consternent, et pourtant elle voudrait contribuer à poser des structures nouvelles de liberté, de justice, de fraternité. Elle rejoint en cela l'effort du catholicisme social du XIX^e siècle, après la tourmente révolutionnaire et dans une Eglise demeurée dans son ensemble très nostalgique du passé.

Or, voici que se précise le plan mystérieux du Seigneur. Un autre prêtre débordant de zèle, l'abbé Combalot, repère les qualités exceptionnelles de sa pénitente et ne tarde pas à lui dévoiler son projet de fondation d'une congrégation dédiée à Notre-Dame de l'Assomption, dont les membres allieraient la contemplation et l'éducation. Elle aura pourtant à souffrir de l'autoritarisme de son conseiller, au point de devoir s'en affranchir. Mais la Providence lui ménagea le soutien éclairé du célèbre abbé d'Alzon, qui devait bientôt fonder lui-même les Pères de l'Assomption. Autre épreuve : l'autorité ecclésiastique manifeste des inquiétudes pour un projet qui ne semble pas réaliste. Mère Marie-Eugénie demande un délai de réflexion. Et sa réponse sera d'ouvrir à Paris le premier pensionnat de la congrégation au printemps de 1842. Le petit arbre qui avait failli mourir pousse bientôt des racines au-delà de la France, jusqu'en Afrique du Sud, en Angleterre, en Espagne, en Italie, en Océanie, aux Philippines. N'est-il pas remarquable de voir la congrégation trouver dès son départ une dimension internationale ? Aujourd'hui, mille huit cents religieuses travaillent activement au règne du Christ, stimulées par l'exemple de leur Mère.

Les religieuses de l'Assomption et la prière

Il est temps maintenant de regarder en face l'originalité de cette famille religieuse. Mère Marie-Eugénie tient souverainement à ce qu'elle maintienne deux axes essentiels : l'adoration et l'éducation. Ce qu'elle résumera plus tard en deux devises : « *Laus Deo* » et « *Adveniat regnum tuum* ».

Elle s'en explique : « Des religieuses vouées par vocation à l'éducation ont plus que d'autres besoin de se retremper dans la prière. » (*Ibid.*, p. 90.) Elle rejoint ici Thérèse d'Avila : « Ne

serait-ce pas une vaine prétention de vouloir arroser un jardin en cessant de capter les eaux du puits ou de la rivière ? » « En cherchant quelle doit être la marque la plus caractéristique de notre Institut, poursuit notre bienheureuse, je me trouve arrêtée à cette pensée qu'en tout et de toutes manières, nous devons être adoratrices et zélatrices des droits de Dieu. Vous êtes filles de l'Assomption. Ce mystère, qui est plus du ciel que de la terre, est un mystère d'adoration... S'il y a jamais eu une adoratrice en esprit et vérité, c'est bien la Sainte Vierge. » (*Ibid.* p. 191.) Foi, silence, oraison, union sont des mots qui reviennent spontanément dans ses confidences et ses directives. Et, à sa suite, un véritable peuple d'adoratrices atteste que Dieu est plus que tout et cherche dans la prière prolongée la signification et la fécondité de son action. En somme, Mère Milleret, qui a laissé converger vers elle et vers ses filles la spiritualité de saint Augustin, de saint Benoît, de saint Jean de la Croix et de saint Ignace, veut une famille religieuse passionnée de continuer le mystère du Christ priant et enseignant. L'Evangile ne nous montre-t-il pas le Christ s'imposant des temps de solitude et de prière prolongée, pour converser avec Dieu, son Père, et rentrer dans son projet de salut du monde ? Aujourd'hui, où tant d'hommes ne prient plus, où tant d'autres, jeunes et moins jeunes, ont faim et soif de silence et de prière, les religieuses de l'Assomption peuvent beaucoup contribuer à faire découvrir ou retrouver les chemins de la prière, qui sont aussi des chemins de libération pour l'homme moderne écrasé par une civilisation réductrice.

Des religieuses éducatrices

Pour Mère Marie-Eugénie, en effet, cette dimension verticale est inséparable d'un engagement au service des hommes. En fait d'engagement, il s'agit principalement de l'éducation des jeunes filles : ce serait le trait caractéristique des religieuses de l'Assomption. En un temps où beaucoup de femmes demeureraient sans instruction ou n'avaient accès qu'à une culture superficielle, Mère Milleret veut une éducation harmonieuse et complète de l'esprit et du cœur. L'œuvre qu'elle conçoit est tout le contraire d'une formation compartimentée, où il y aurait d'un côté les sciences profanes, d'un autre les bonnes manières du monde, d'un autre encore quelques pratiques chrétiennes. Elle vise une éducation de tout l'être dont Jésus-Christ soit le principe d'unité. Cette formation intègre évidemment une culture profonde, digne de son temps, avec des éducatrices très compétentes. Elle insiste non moins sur l'épanouissement des vertus naturelles : simplicité, humilité, droiture, courage, esprit de sacrifice, honneur, bonté, zèle. Elle a l'ambition de former des âmes fortes, qui ne se laisseront pas emporter, au vent des mœurs du temps, au gré d'une sensibilité romantique, des instincts, des passions, comme risquerait de le faire une non-directivité comprise selon Rousseau (cf. *L'Esprit de l'Assomption dans l'éducation et l'enseignement*, Desclée, Tournai, 1910, p. 120-138). Elle veut éduquer la volonté au vrai sens de la liberté : « Faire connaître le Christ, libérateur et roi du monde, c'est là pour moi le commencement et la fin de l'enseignement chrétien », écrivait-elle à Lacordaire (cf. M.-D. POINSENET, *op. cit.*, p. 152).

Qui ne le pressent : notre société, comme la sienne, a besoin de ces caractères bien trempés qui permettront aux femmes d'accéder à toutes les responsabilités qui leur reviennent dans la famille et dans la société. Mère Milleret demeurerait très soucieuse d'orienter vers l'action caritative et sociale : s'adressant à des jeunes filles d'un milieu aisé, elle ne veut pas qu'elles s'enferment dans un monde frivole et insouciant quand tant de gens manquent du nécessaire. Elle provoque, chez elle et chez leurs parents, ce qu'on appellerait maintenant une révision de vie. Toute cette éducation, faut-il le redire, veut être imprégnée de foi, axée sur la recherche passionnée de la vérité qui est en Jésus-Christ. La Vierge y est présentée comme le modèle d'une vie toute sanctifiée par l'amour de Dieu. Quelle lumière pour nous, chrétiens, qui serions parfois tentés, dans un monde sécularisé, de séparer l'éducation humaine de la foi !

**

Au terme de cet entretien, ne pensez-vous pas que Mère Marie-Eugénie est notre contemporaine, par les problèmes qu'elle a vécus et les solutions qu'elle a tenté d'y apporter ? Les saints, parce qu'ils sont les intimes de Dieu, ne vieillissent pas !

Eclatez de joie, chères Sœurs de l'Assomption, et suivez avec une ardeur juvénile les traces de votre Mère ! Et vous toutes qui constituez le monde féminin, soyez fières et rendez grâce au Seigneur : la sainteté, cherchée dans tous les états de vie, est la promotion la plus originale et la plus retentissante à laquelle les femmes peuvent aspirer et accéder ! Quant à vous, maîtres et maîtresses foncièrement dévoués de l'enseignement catholique, renouvelez encore votre confiance dans les possibilités étonnantes des communautés éducatives authentiquement chrétiennes ! Et nous nous tournons avec prédilection vers les jeunes si nombreux en cette assemblée : vous êtes en recherche du sens de votre vie, en recherche d'une alliance personnelle avec le Dieu de Jésus-Christ. Pourquoi ne pas prêter une oreille attentive au Seigneur qui appelle des ouvriers radicalement consacrés aux immenses besoins de l'évangélisation ?

Cette cérémonie sera-t-elle sans lendemain ? Non ! Tous, nous retournerons à nos tâches exigeantes, en emportant la nostalgie à la fois très humble et très ardente de la sainteté ! Nous aimerons davantage contempler les merveilles de la grâce divine dans la vie des saints, à la manière dont nos chers fils de France peuvent admirer le flamboiement du soleil dans les célèbres vitraux de Bourges, de Chartres et de Paris ! Avec notre Bénédiction apostolique.

UNE GRANDE EDUCATRICE

Voici l'allocution que Paul VI a prononcée au moment de l'Angelus de midi, après la béatification de la Mère Marie-Eugénie Milleret, le dimanche 9 février :

Vous savez quelle cérémonie a été célébrée ce matin à Saint-Pierre : la béatification de Marie-Eugénie Milleret, une religieuse française qui a vécu au siècle dernier et qui est morte en 1898. Elle est la fondatrice des Sœurs de l'Assomption, qui ont beau-

coup d'institutions dans le monde et qui sont bien connues à Rome à cause de leur célèbre maison d'éducation pour jeunes filles et d'autres centres d'assistance dans les quartiers de la périphérie.

Ainsi, une fois encore, l'Eglise nous invite à honorer dans le ciel et à imiter sur la terre une grande âme, une femme remarquable par ses vertus religieuses, une éducatrice d'un rare talent, ayant eu une singulière intuition pédagogique. Toute sa vie sainte et active a été consacrée à un double programme : adorer et éduquer. Elle a entraîné derrière elle une immense foule de religieuses de qualité qui, à leur tour, ont totalement consacré leur vie à la prière et à l'enseignement.

Cette activité éducatrice tout spécialement a fait de la bienheureuse Marie-Eugénie Milleret l'une des figures les plus éminentes et les plus méritantes de l'enseignement catholique moderne. Elle a su communiquer à son institut religieux la passion et le génie de la formation culturelle, morale et chrétienne

des nouvelles générations, en interprétant les exigences des temps nouveaux et en trempant leurs caractères pour les rendre libres et forts, toujours à la lumière du Christ.

Au moment précisément où la société transforme et reconsidère sa tâche éducatrice, c'est un réconfort pour nous que l'Eglise ait reconnu cette magnifique, énergique et aimable expérience d'éducation des jeunes filles ; une éducation sachant s'adapter aux besoins actuels, mais toujours soutenue par les principes et les charismes de la sagesse de l'Evangile. Nous sommes ainsi tous appelés à aimer et à honorer l'enseignement, à ouvrir aux jeunes des voies nouvelles et bonnes et à avoir confiance dans l'assistance céleste d'une âme de choix qui, en gravissant les rudes degrés de l'enseignement, a gagné le paradis où elle est au côté de la Mère du Christ, Notre-Dame de l'Assomption.

(Traduction, d'après le texte italien original, et titre de la DC.)

RÉCEPTION DE L'AMBASSADEUR DU JAPON

Recevant, le 3 février, M. Jiro Inagawa, nouvel ambassadeur du Japon auprès du Saint-Siège, venu lui présenter ses lettres de créance, Paul VI lui a adressé l'allocution ci-après (1) :

Monsieur l'Ambassadeur,

Avec une noblesse de sentiments et une courtoisie auxquelles nous avons été très sensible, vous venez, en remettant vos lettres de créance, de définir le but que vous vous proposez de poursuivre dans l'exercice de vos nouvelles fonctions d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon : favoriser une entente toujours plus étroite et amicale entre le Saint-Siège et votre pays, au moment même où l'Eglise catholique insiste, avec une vigueur accrue, sur la nécessité de la réconciliation et de la fraternité entre les hommes.

Notre société a besoin de raisons de vivre

Nous nous réjouissons d'entendre ce programme. Il manifeste la haute conception que vous avez de votre charge et laisse bien augurer de la mission diplomatique de Votre Excellence. Dans un monde où le premier et seul souci semble être trop souvent celui de la croissance économique et du progrès matériel, il importe en effet que les efforts des responsables s'unissent pour ordonner cette recherche, légitime en un certain sens, au bonheur véritable des personnes et des collectivités, c'est-à-dire à l'épanouissement en elles des valeurs humaines et spirituelles les plus profondes. Car notre société a besoin aujourd'hui non seulement de produire des moyens de vivre, mais de retrouver des raisons de vivre.

Pendant tout votre séjour romain, nous sommes sûr que vous vous sentirez encouragé dans cette voie. Recevez donc nos vœux fervents et l'assurance de nos prières pour vos responsabilités. Veuillez aussi transmettre à Sa Majesté l'empereur Hiro Hito l'expression de notre gratitude pour ses souhaits tant appréciés, et lui dire l'estime et la sympathie que nous

portons au peuple japonais sur lequel nous invoquons l'assistance du Dieu tout-puissant.

L'allocution de l'ambassadeur

TRÈS SAINT-PÈRE

J'ai l'honneur de remettre entre les mains de Votre Sainteté les lettres m'accréditant auprès d'elle en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon, ainsi que les lettres de rappel de mon prédécesseur, S. E. M. Toshio Yoshioka.

Mon premier devoir, en m'acquittant de ce soin, est de présenter à Votre Sainteté les vœux dont m'a chargé S. M. l'empereur du Japon lors de l'audience qu'il a daigné me concéder avant mon départ. Vœux fervents tant pour la personne de Votre Sainteté et son œuvre inlassable en faveur de la paix que pour une entente toujours plus étroite entre le Saint-Siège et le Japon.

Je me félicite, Très Saint-Père, d'avoir été choisi pour être, auprès de Votre Sainteté, l'interprète de ces vœux de S. M. l'Empereur, et je me réjouis, en même temps, du fait que ma mission auprès du Saint-Siège commence avec l'Année sainte, dont l'un des buts est une meilleure compréhension entre tous les hommes, quelles que soient leur race ou leur religion. Le Japon, animé des mêmes sentiments, ne peut que s'associer pleinement à cette initiative si opportune.

Je puis assurer Votre Sainteté que je m'efforcerai d'être digne de la mission qui m'a été confiée et que je ne négligerai aucun effort pour rendre toujours plus intimes et plus amicales les relations qui se sont si heureusement nouées entre le Saint-Siège et le Japon.

J'ose espérer, Très Saint-Père, que Votre Sainteté et ses proches collaborateurs voudront bien me prêter, comme elles l'ont fait pour mes prédécesseurs, leur bienveillant appui dans l'accomplissement de mes fonctions.

Que Votre Sainteté daigne m'autoriser, en terminant, à lui présenter mes vœux personnels les plus fervents pour sa propre félicité et pour le succès de sa haute mission.

(1) Textes français (des allocutions de Paul VI et de l'ambassadeur) dans *l'Osservatore Romano* des 3-4 février 1975. Sous-titre de la DC.

LETTRE « LUMEN ECCLESIAE » POUR LE VII^e CENTENAIRE DE LA MORT DE SAINT THOMAS D'AQUIN (*)

A NOTRE CHER FILS, VINCENT DE COUESNONGLE,
MAÎTRE GÉNÉRAL DE L'ORDRE DES FRÈRES
PRÊCHEURS.

PAUL PP. VI.

CHER FILS,
SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

1. Saint Thomas, à qui a été décerné le titre bien mérité de Lumière de l'Eglise et du monde, est célébré tout spécialement cette année, à l'occasion du VII^e centenaire de sa mort, survenue au monastère de Fossanova, le 7 mars 1274, alors que, sur l'ordre de notre prédécesseur, le bienheureux Grégoire X, il se rendait au II^e Concile général de Lyon. Ce centenaire a suscité une nouvelle floraison de recherches, de publications, de congrès dans de nombreuses universités et autres centres d'étude, et particulièrement en cette ville de Rome où un important congrès s'est réuni cette année à l'initiative de l'Ordre des Frères Prêcheurs, qui a compté saint Thomas parmi ses fils. Nous avons encore devant les yeux le spectacle de l'*aula magna* de l'Université pontificale qui porte le nom de saint Thomas, où se pressaient d'illustres savants, venus de tous les continents, que nous avons voulu encourager et féliciter pour leurs travaux, en même temps que nous faisions l'éloge du grand docteur de l'Eglise. Nous-même, quelque temps après, nous avons cru pouvoir dire « que le retour de saint Thomas, d'une manière inattendue, mais extraordinaire, vient corroborer ce que disait le magistère suprême lorsqu'il le présentait comme le guide autorisé et irremplaçable des études philosophiques et théologiques (1) » ; en effet, à de multiples signes, nous avons reconnu une fois encore combien vif était l'intérêt que suscite sa pensée, encore aujourd'hui.

2. Nous voudrions maintenant expliciter davantage notre pensée en mettant en relief de nombreux éléments qui, dans la doctrine de saint Thomas, revêtent une grande importance pour la sauvegarde et l'approfondissement de la révélation divine ; ce qui, une fois de plus, impose de le recommander, aujourd'hui encore, — ainsi que l'a fait et continue de le faire l'Eglise —, comme maître dans l'art de bien penser, ainsi que nous l'avons défini nous-même (2), comme guide pour aborder les problèmes philosophiques et théolo-

giques et, pourrions-nous ajouter, pour établir sur de bonnes bases la connaissance scientifique en général.

Nous entendons manifester ainsi notre accord avec tous ceux qui ont estimé que, sept siècles après sa mort, saint Thomas doit encore être célébré non seulement comme un grand penseur et docteur du passé, mais aussi en raison du caractère actuel de ses principes, de sa doctrine et de sa méthode. Et nous voulons, en même temps, montrer pourquoi le magistère et les institutions de l'Eglise, et principalement un très grand nombre de nos prédécesseurs, lui ont reconnu une telle autorité scientifique et n'ont pas hésité à lui donner, dès 1317, le titre de « docteur commun de l'Eglise (3) ».

Nous reconnaissons que ce qui nous incite à confirmer et revivifier une si longue et vénérable tradition de l'Eglise, c'est, outre le respect pour l'autorité de nos prédécesseurs, d'une part l'examen objectif de la valeur intrinsèque de la doctrine de saint Thomas, d'autre part notre expérience personnelle des bienfaits qu'apportent l'étude et la consultation de son œuvre, et enfin la constatation du pouvoir de conviction et de formation de l'esprit qu'il exerce sur ceux qui l'étudient, spécialement les jeunes, comme nous avons pu le constater au cours de nos années d'apostolat auprès des universitaires catholiques qui, encouragés par notre prédécesseur Pie XI, de vénérée mémoire, se consacraient à l'étude de saint Thomas (4).

3. Nous savons qu'aujourd'hui cette conviction n'est pas partagée par tous. Mais nous savons aussi que bien souvent la méfiance ou l'aversion pour saint Thomas s'expliquent par une approche superficielle et occasionnelle de ses œuvres, que parfois on n'a même pas lues et étudiées directement. C'est pourquoi, avec Pie XI, à ceux qui désirent se former une conscience réfléchie au sujet de la position à prendre en cette matière, nous disons : *Allez à Thomas* (5) ! Cherchez et lisez les œuvres de saint Thomas — nous tenons à le répéter —, non seulement pour trouver dans ces riches trésors un aliment sûr pour l'esprit, mais encore, et surtout, pour mesurer personnellement la profondeur, l'abondance et l'importance incomparables de la doctrine qu'elles renferment.

(*) Texte latin dans les *Acta Apostolicae Sedis* du 30 décembre 1974 et italien dans l'*Osservatore Romano* du 6 décembre 1974. Traduction, sous-titres en italique et références à notre publication, de la DC.

(1) Discours au Comité d'organisation de l'« Index Thomisticus » : l'*Osservatore Romano*, 20-21 mai 1974 (DC 1974, n° 1658, p. 663).

(2) Allocution au Congrès sur saint Thomas d'Aquin, à l'occasion du VII^e centenaire de sa mort : cf. l'*Osservatore Romano*, 22-23 avril 1974 (DC 1974, n° 1654, p. 456).

(3) PIE XI, encycl. *Studiorum Ducem* : AAS 15 (1923), p. 314. Cf. J.-J. BERTHIER, *Sanctus Thomas Aquinas « Doctor Communis » Ecclesiae*, Rome 1914, p. 177 s. ; J. KOCH, *Philosophische und theologische Irrtumlisten von 1270-1329* : Mélanges Mandonnet, Paris 1930, t. II, p. 328, n. 2 ; J. RAMIREZ, *De auctoritate doctrinali S. Thomae Aquinatis*, Salamanque 1952, p. 35-107.

(4) Cf. M. CORDOVANI, *San Tommaso nella parola di S. S. Pio XI* : « Angelicum » VI (1929), p. 10.

(5) Encycl. *Studiorum Ducem* : AAS 15 (1923), p. 323.

I. — Saint Thomas dans le contexte socio-culturel et religieux de son temps

4. Pour apprécier comme il se doit la valeur permanente du magistère de saint Thomas, dans l'Eglise et dans le monde de la pensée, il faut non seulement connaître ses textes directement et complètement, mais prendre en considération le contexte historique et culturel dans lequel il a vécu et accompli son œuvre de maître et d'écrivain.

Ici, nous voulons simplement rappeler les traits essentiels de cette période, de ce cadre qui permet de mieux saisir les positions fondamentales du saint docteur dans les domaines religieux, théologique, philosophique et social.

On a parlé de cette époque comme d'une renaissance anticipée ; et en réalité, les ferments qui manifesteront plus tard toute leur force innovatrice sont déjà à l'œuvre dans les années 1225-1274, entre lesquelles se situe la vie de saint Thomas.

La situation politique

5. Sur le plan social et politique, on connaît les événements qui ont modifié profondément le visage de l'Europe : la victoire des Communes italiennes sur l'antique domination de l'Empire médiéval, désormais sur son déclin ; la promulgation de la *Magna Charta* en Angleterre ; la Confédération hanséatique des libres cités maritimes et commerciales de l'Europe du Nord ; la transformation progressive de la monarchie française ; le développement de l'économie des villes particulièrement actives — comme Florence — et de la culture dans les grands centres universitaires, parmi lesquels l'école de théologie de Paris, les facultés de droit et de médecine de Bologne et de Salerne ; la diffusion des découvertes scientifiques et des travaux philosophiques des Arabes d'Espagne ; les rapports nouveaux avec l'Orient à la suite des Croisades.

C'est alors qu'avec les Communes et les monarchies nationales, commence le processus culturel et politique qui, du XI^e au XIV^e siècle, conduira à faire apparaître l'Etat moderne. La *respublica christiana*, fondée sur l'unité de la foi religieuse en Europe, cède la place à un nouveau sentiment nationaliste qui détermine désormais la vie du monde civil européen en dehors du cadre médiéval dominé par les rapports des deux autorités suprêmes — celle du Pape et celle de l'empereur, dans une association et une collaboration mutuelles —, qu'après la mort de saint Thomas, Dante Alighieri essaiera encore, mais en vain, de présenter comme le modèle de l'organisation politique.

C'est précisément au XII^e siècle que commence à se faire jour une tendance prononcée à l'autonomie de l'ordre temporel à l'égard de l'ordre sacré et spirituel, et donc de l'Etat à l'égard de l'Eglise ; et dans tous les domaines de la vie et de la civilisation, se réveillent la passion pour les valeurs terrestres et une attention nouvelle aux réalités du monde, la raison commençant à se dégager de l'hégémonie de la foi. D'autre part, au cours du même siècle, avec le développement des ordres mendiants, s'affirme de plus en plus un très vaste mouvement de renouveau spirituel qui, trouvant son inspiration et son impulsion

dans l'amour de la pauvreté et le zèle de l'évangélisation, a fait sentir plus profondément dans le peuple chrétien le besoin de revenir au véritable et pur esprit de l'Evangile.

Au centre de ce grand débat humain, culturel et religieux, saint Thomas, attentif à l'évolution de la réalité politique, n'a pas de difficulté à prendre acte des conditions nouvelles de l'époque et à discerner en elles les « signes » des principes universels à la lumière desquels, sur le plan de la raison et de la foi, doivent être évalués et jugés les choses humaines et les événements. Et il reconnaît l'autonomie relative des valeurs et des institutions de ce monde, non sans réaffirmer avec fermeté la suprématie transcendante de la fin ultime à laquelle tout dans le monde doit être ordonné et subordonné : le Royaume de Dieu, qui tout ensemble est le lieu du salut de l'homme et la base tant de sa dignité que de sa liberté (6).

Le climat culturel

6. Cette position se situe dans la théorie générale des rapports entre culture et religion, raison et foi, élaborée par saint Thomas dans la perspective des problèmes nouveaux qui se présentent et des exigences nouvelles qui s'affirment sur le plan philosophique et théologique dans cette phase d'évolution socio-culturelle.

C'est en effet le moment où s'impose toujours davantage l'impératif de la recherche de la raison, qu'un siècle plus tôt, à l'Université de Paris, Abélard avait déjà abordé d'une façon nouvelle, purement dialectique. Ainsi à l'acceptation de l'autorité traditionnelle se substitue la confrontation entre ses données et les conquêtes de la raison, la discussion des opinions, le recours à la logique dans la démonstration des thèses, la passion pour les « quaestiones », l'analyse systématique du langage, avec des intentions qui semblent anticiper les méthodes scientifiques de la sémantique moderne.

Dans ce climat culturel apparaît le premier développement des sciences qui tentent d'expliquer par des causes naturelles le cours ordinaire des choses de notre monde visible, sans pour autant nier la présence et l'action de Dieu dans l'univers, comme on le constate chez de nombreux auteurs chrétiens de l'époque, parmi lesquels spécialement le maître de saint Thomas, saint Albert le Grand, que notre prédécesseur Pie XII proclama patron des naturalistes (7).

7. Même si, dans la connaissance de la nature, l'emploi des méthodes expérimentales n'en est qu'à ses débuts, et si les instruments pour l'application des sciences à la transformation et à l'utilisation de la création font encore défaut — ce que plus tard présagera Roger Bacon —, la valeur de la raison pour étudier la réalité concrète et expliquer le monde est désormais une chose acquise.

Aussi les nouveaux milieux culturels accueillent-ils avec faveur les œuvres d'Aristote, diffusées d'abord par les Arabes, puis par de nouveaux traducteurs chrétiens, parmi lesquels Guillaume de

(6) Cf. *Summa Theologiae*, I-II, q. 21, a. 4, ad 3 : *Ed. Leonina*, VI, p. 167.

(7) *Bref Ad Deum per rerum naturae* : AAS 34 (1942), p. 89-91.

Moerbeke, pénitencier papal, confrère et collaborateur de saint Thomas (8). On y découvre en effet ce sens de la nature et ce réalisme dans lesquels beaucoup trouvent de précieux instruments de travail et même des éléments idéaux pour fonder sur des bases nouvelles la spéculation philosophique et la recherche scientifique.

La raison et la foi

8. Mais ici se pose le grave problème de la nouvelle manière de concevoir le rapport entre la raison et la foi et, sur un plan plus étendu — nous y avons fait allusion —, entre tout l'ordre des réalités terrestres et le domaine de la vérité religieuse, spécialement du message chrétien.

Il est évident que l'on peut s'exposer ici à un double danger : celui du naturalisme qui vide le monde — et spécialement la culture — de toute référence à Dieu ; et celui d'un faux surnaturalisme ou d'un fidéisme qui, pour empêcher cette dégradation culturelle et spirituelle, prétend bloquer les légitimes requêtes de la raison et la puissance de développement de l'ordre de la nature, au nom du principe d'autorité détourné de son domaine propre, qui est celui des vérités de foi, révélées aux hommes par le Christ comme germes d'une vie future transcendant toutes les limites de la pensée. Ce double danger s'est présenté plusieurs fois au cours des siècles, avant et après saint Thomas, et l'on peut dire qu'aujourd'hui encore il constitue la fausse alternative à laquelle achopent les imprudents qui affrontent les nombreux problèmes liés au rapport entre la raison et la foi, en se prévalant souvent de l'exemple de courage novateur donné en son temps par saint Thomas, mais sans avoir sa finesse d'intuition, ni l'équilibre de son intelligence souveraine.

Sans aucun doute, Thomas avait au plus haut degré le courage de la vérité, la liberté d'esprit permettant d'affronter les nouveaux problèmes, l'honnêteté intellectuelle de celui qui n'admet pas la contamination du christianisme par la philosophie profane, sans pour autant refuser celle-ci *a priori*. C'est la raison pour laquelle il figure dans l'histoire de la pensée chrétienne comme un pionnier sur la voie nouvelle de la philosophie et de la culture universelle. Le point central, le noyau, pour ainsi dire, de la solution qu'avec son intuition prophétique et géniale il donna au problème de la confrontation nouvelle entre la raison et la foi, c'est qu'il faut concilier le caractère séculier du monde et le caractère radical de l'Evangile, échappant ainsi à cette tendance contre nature qui nie le monde et ses valeurs, sans pour autant manquer aux suprêmes et inflexibles exigences de l'ordre surnaturel. Toute la construction doctrinale de saint Thomas est en effet fondée sur cette règle d'or, énoncée dès les premières pages de la *Somme théologique* ; la grâce ne supprime pas la nature, elle la perfectionne ; la nature est subordonnée à la grâce, la raison à la foi, l'amour humain à la charité (9). L'immense domaine des valeurs

dans lequel se développe l'impulsion vitale de la nature humaine (10) — être, intelligence, amour — est soutenu et pénétré d'énergies nouvelles par l'infusion de la grâce qui est principe de vie éternelle (11). C'est ainsi que la perfection complète de *l'homme naturel se réalise* — grâce à un processus de rédemption purificatrice et d'élévation sanctifiante — dans l'ordre surnaturel qui trouve son accomplissement définitif dans la béatitude céleste mais qui, dès cette vie, conduit à un harmonieux ensemble de valeurs, difficile à réaliser — comme d'ailleurs la vie chrétienne elle-même —, mais fascinant.

Ouverture et fidélité

9. On peut dire qu'en dépassant une certaine forme de surnaturalisme exagéré qui caractérisa les écoles du Moyen Age, et en résistant en même temps au sécularisme que répandait dans les écoles européennes une conception naturaliste de l'aristotélisme, saint Thomas sut montrer — en théorie, sur le plan de la culture et, en pratique, par son travail scientifique —, comment, dans la pensée et dans la vie, l'absolue fidélité à la parole de Dieu peut aller de pair avec l'ouverture la plus grande au monde et à ses valeurs ; le dynamisme de l'innovation et du progrès avec le terrain solide de la tradition sur lequel s'édifie tout ce que l'on construit.

Il n'a en effet pas seulement voulu connaître les nouvelles idées, les nouveaux problèmes, les nouvelles propositions et contestations de la raison face à la foi. Mais il a voulu étudier d'abord la Sainte Ecriture, qu'il commenta dès les premières années de son enseignement à Paris, puis les écrits des Pères et des auteurs chrétiens, de la tradition théologique et juridique de l'Eglise et, en même temps, toutes les philosophies, antérieures et contemporaines, non seulement celle d'Aristote, mais aussi les philosophies platonicienne, néo-platonicienne, romaine, chrétienne, arabe, juive, sans cette rupture avec le passé qui l'aurait privé de sa racine. On peut dire qu'il a assimilé cette maxime de saint Paul : « Ce n'est pas toi qui portes la racine, mais c'est la racine qui te porte. » (Rm 11, 18.)

C'est pour cette même raison qu'il fut très fidèle au magistère de l'Eglise qui garde et détermine la « règle de la foi (12) » pour tous les chrétiens, et avant tout pour les théologiens, en vertu de son institution divine et de l'assistance indéfectible que le Christ a promise aux Pasteurs de son troupeau (13). Mais c'est avant tout dans le magistère du Pontife romain qu'il reconnaissait l'autorité suprême et définitive pour régler les questions concernant la foi (14).

(10) Cf. *Summa Theologiae*, I-II, q. 94, a. 2 : *Ed. Leonina*, VII, p. 169-170.

(11) Cf. *Summa Theologiae*, II-II, q. 24, a. 3, ad 2 : *Ed. Leonina*, VIII, p. 176.

(12) Cf. *Summa Theologiae*, II-II, q. 1, a. 10, ad 3 : *Ed. Leonina*, VIII, p. 24.

(13) Cf. *Summa Theologiae*, *ibidem*, a. 10 : *loc. cit.* ; *Lc* 22, 32, cité ici.

(14) Cf. *Summa Theologiae*, II-II, q. 1, a. 10 : *Ed. Leonina*, VIII, p. 23-24. Rappelons ce qu'écrivait saint Thomas sur l'Eglise romaine dans *In Symbolorum Apos-*

(8) Cf. M.-D. CHENU, *Introduction à l'étude de saint Thomas d'Aquin*, Paris 1950, p. 183 et s.

(9) Cf. *Summa Theologiae*, I, q. 1, a. 8, ad 2 : *Ed. Leonina*, IV, p. 22.

C'est précisément pourquoi, au moment de mourir, peut-être parce qu'il avait conscience de l'ampleur et de l'audace de ses innovations, il soumit toute son œuvre à son jugement (15).

« Apôtre de la vérité »

10. A cause de ce souci de rechercher la vérité de se mettre totalement à son service — il pensait que c'était là la mission spécifique de toute sa vie, comme le montrent merveilleusement son enseignement et ses écrits —, il peut, à juste titre, être appelé « apôtre de la vérité » et proposé en exemple à tous ceux qui ont pour mission d'enseigner. Mais il brille aussi à nos yeux comme une merveilleuse figure de chrétien cultivé qui, pour saisir les nouveaux ferments et répondre aux exigences nouvelles d'une culture qui évolue, n'a pas éprouvé le besoin de s'écarter des voies de la foi, de la tradition et du magistère qui lui apportent les richesses du passé et en même temps le sceau de la vérité divine. Pour être fidèle à cette vérité, il ne récuse pas les multiples vérités de la raison, découvertes dans le passé et dans le présent, notamment parce qu'en elles, quel que soit celui qui les prépare, il voit l'Esprit-Saint qui les inspire. Ainsi qu'il le disait lui-même : « Le vrai, quel que soit celui qui l'énonce, vient de l'Esprit-Saint, comme de Celui qui diffuse la lumière naturelle et amène à comprendre et à exprimer la vérité (16). »

Indépendance d'esprit

11. Son solide enracinement dans la foi divine empêche saint Thomas de devenir esclave des maîtres humains, nouveaux et anciens, y compris Aristote. Il est, certes, ouvert à tous apports de vérité provenant de toutes les sources de la pensée, et c'est le premier aspect de son universalisme. Mais il est non moins vrai, et c'est peut-être l'aspect le plus original de sa personnalité, qu'il reste souverainement libre à l'égard de tous, sans jamais se rendre esclave des affirmations d'aucune autorité terrestre. Cette liberté, cette indépendance d'esprit dans le domaine philosophique constituent sa vraie grandeur de penseur.

C'est ainsi qu'en se soumettant, en matière philosophique, d'abord à la vérité, et en évaluant toute chose « non pas [...] d'après l'autorité de celui qui affirme, mais selon la

valeur des affirmations (17) », il a pu manier avec une grande liberté les thèses d'Aristote, de Platon et des autres, sans devenir aristotélicien et platonicien dans le sens étroit du mot.

Grâce à une telle indépendance d'esprit, qui le rend particulièrement proche de ceux qui utilisent les méthodes rigoureuses des sciences positives, saint Thomas d'Aquin a réussi à découvrir et à surmonter les embûches cachées dans l'averroïsme, à combler les insuffisances et les lacunes de Platon et d'Aristote, à édifier ainsi une gnoséologie et une ontologie qui sont des chefs-d'œuvre d'objectivité et d'équilibre (18).

Devant tous les maîtres de l'esprit humain, il éprouve un triple sentiment : admiration pour l'immense patrimoine culturel qu'en se complétant l'un l'autre ils ont pu réunir et donner à l'humanité (19) ; reconnaissance de la valeur, mais aussi des limites des conquêtes de chacun d'eux (20) ; une certaine sympathie pour ceux qui, comme les anciens, n'ayant pas la lumière de la foi, se trouvèrent pris d'une angoisse humainement insoluble devant les suprêmes interrogations de l'existence, et surtout devant le problème de la fin ultime de l'homme (21), alors qu'une simple vieille femme qui possède les certitudes de la foi ne connaît pas cette angoisse et bénéficie de la lumière divine bien plus que ces très grands esprits (22).

Humilité, prière, équilibre

12. Saint Thomas, tout en s'élevant aux sommets les plus élevés de la raison par cette recherche exigeante de la vérité, savait se faire humble en présence des sublimes et ineffables mystères de la foi. Il s'agenouillait au pied du crucifix et de l'autel pour implorer la lumière

(17) *Expositio super librum Boethii de Trinitate*, q. 2, a. 3 ad 8 : rec. B. DECKER, Leiden 1955, p. 97. Cf. *Summa Theologiae*, I, q. 1, a. 8, ad 2, « l'argument d'autorité est très fort, mais si l'autorité est humaine, il est très faible » (*Ed. Leonina*, IV, p. 22). Autre texte qui montre l'attitude ni servile ni purement historiciste ou éclectique, mais sainement critique, de saint Thomas en matière de philosophie : « L'étude de la philosophie n'a pas pour but de savoir ce que les hommes pensent, mais quelle est la vérité objective ». In *librum Aristotelis de coelo et mundo commentarium*, I, lect. XXII. *Ed. Parmensis*, t. XIX, 1865, p. 58. Cf. *Tractatus de spiritualibus creaturis*, a. 10, ad. 8 : *Ed. L. W. Keeler*, Rome 1938, p. 121-133.

(18) Cf. E. GILSON, *L'Esprit de la philosophie médiévale*, Gifford Lectures, Paris 1932, p. 42 ; *Le Thomisme, Introduction à la philosophie de saint Thomas d'Aquin*, Paris 1965, 6^e éd., passim. Cf. aussi F. VAN STEENBERGHE, *le Mouvement doctrinal, du XI^e au XIV^e siècle* : FLICHE-MARTIN, *Histoire de l'Eglise*, vol. XIII, p. 270.

(19) Cf. *In XII Libros Metaphysicorum Aristotelis Expositio*, II, lect. I : *Ed. Taurinensis*, 1950, n. 287, p. 82.

(20) Cf. *ibidem*.

(21) Cf. *Summa contra Gentiles*, L. III, c. 48 : *Ed. Leonina*, XIV, p. 131-132.

(22) Cf. *In Symbolum Apostolorum Expositio*, a. 1 : *Ed. Parmensis*, t. XVI, 1865, p. 35 : « Avant le Christ, aucun philosophe, avec tous ses efforts, ne pouvait en savoir sur Dieu et sur ce qui est nécessaire pour la vie éternelle autant qu'une vieille femme n'en connaît par la foi après la venue du Christ. »

tolorum Expositio : « Le Seigneur a dit : « Non praevalabunt. » C'est pourquoi seule l'Eglise de saint Pierre [à qui a été confiée toute l'Italie lorsque les apôtres furent envoyés prêcher] a été ferme dans la foi. Alors qu'ailleurs, ou bien il n'y a aucune foi, ou bien la foi est mêlée à beaucoup d'erreurs ; l'Eglise de Pierre demeure ferme dans la foi et pure d'erreurs. Rien d'étonnant, donc, que le Seigneur ait dit à Pierre : « J'ai prié pour toi afin que ta foi ne disparaisse pas. » (Lc 22, 32. — Editions de Parme, t. XVI, 1865, p. 148).

(15) Cf. *Vita S. Thomae Aquinatis* de GUILLAUME DE Tocco, chap. XIX : *Fontes vitae S. Thomae Aquinatis*. *Ed. D. PRUEMMER*, o.p., fasc. II, Saint-Maximin (Var), 1924, p. 81.

(16) *Summa Theologiae*, I-II, q. 109, a. 1, ad 1 : *Ed. Leonina*, VII, p. 290.

de l'intelligence et la pureté du cœur lui permettant de voir les merveilles de Dieu avec un regard limpide (23). Il reconnaissait qu'il avait appris bien plus par la prière que par l'étude (24). Et il avait un sens si vif de la transcendence de Dieu qu'il mettait comme condition préalable fondamentale à la recherche théologique la reconnaissance que « dans cette vie, plus nous sentons combien Dieu dépasse tout ce qui est compris par l'intelligence, plus la connaissance que nous avons de lui est parfaite (25) ». Et ceci n'était pas seulement le principe de base de cette méthode de recherche qui donna lieu à la théologie dite « apophatique », mais également l'expression de l'humilité de son intelligence et de son esprit d'adoration.

Etant donné l'équilibre qu'il avait établi entre son esprit profondément chrétien et la pénétration de son génie spéculatif, ouvert à toutes les acquisitions de la pensée ancienne et contemporaine, il n'est pas étonnant qu'en pleine crise du XII^e siècle saint Thomas ait su trouver des modes nouveaux de confrontation entre la raison et la foi ; empêcher opportunément la dégénérescence de la doctrine théologique sous la pression des nouvelles tendances philosophiques ; éliminer l'ambiguïté de tout fallacieux compromis entre les vérités de la raison et celles de la foi ; battre en brèche les positions dualistes qui, en soutenant la doctrine des « deux vérités » — celle de la raison et celle de la foi, que les chrétiens pouvaient admettre pour diverses raisons, bien que s'opposant l'une à l'autre —, minaient de l'intérieur l'intime unité de l'homme chrétien et prétendaient « canoniser » déjà les tensions qui, par la suite, une fois abandonné l'équilibre établi par saint Thomas, mettront en lambeaux la culture européenne (26).

Le plus grand des scolastiques

13. Pour accomplir l'œuvre qui marque comme le sommet de la pensée chrétienne médiévale, saint Thomas n'a pas été seul. Avant et après lui, beaucoup d'autres illustres docteurs travaillèrent dans le même sens. Rappelons parmi eux : saint Bonaventure — dont on célèbre également le VII^e centenaire de la mort, survenue la même année que celle de saint Thomas — ; saint Albert le Grand, Alexandre de Halès, Duns Scott. Mais sans aucun doute, par une disposition de la divine Providence, saint Thomas s'éleva au sommet de toute la théologie et de toute la philosophie scolastiques, comme on les appelle habituellement, et établit dans l'Eglise le pivot central autour duquel la pensée chrétienne a pu, à cette époque et par la suite, se développer et progresser en toute sûreté.

(23) Cf. *Summa Theologiae*, II-II, q. 8, a. 7 : *Ed. Leonina*, VIII, p. 72 ; *Vita S. Thomae Aquinatis*, de Guillaume de Tocco, chap. xxviii, xxx, xxxiv : *Fontes vitae S. Thomae Aquinatis*, éd. cit., p. 102-103, 104-105, 108.

(24) *Vitae S. Thomae Aquinatis*, de Guillaume de Tocco, ch. xxxi : éd. cit., p. 105-106 ; cf. J. PIEPER, *Einführung zu Thomas von Aquin*, München 1958, p. 172 et s.

(25) *Summa Theologiae*, II-II, q. 8, a. 7 : *Ed. Leonina*, VIII, p. 72.

(26) Cf. J. PIEPER, *op. cit.*, p. 69 s.

C'est pourquoi, en ce VII^e centenaire de sa mort, nous exprimons notre gratitude au Docteur commun de l'Eglise pour tous les bienfaits qu'il a apportés au peuple chrétien tout entier, nous reconnaissons et nous exaltons son impérissable grandeur.

II. — Valeur permanente de la doctrine et de la méthode de saint Thomas

14. La figure de saint Thomas émerge du contexte historique et culturel dans lequel il a vécu, et sur le plan doctrinal elle transcende les périodes historiques qui se sont succédé du XIII^e siècle à nos jours. Au cours de ces siècles, l'Eglise a reconnu la valeur permanente de sa doctrine, particulièrement à quelques moments importants, par exemple aux Conciles de Florence, de Trente et de Vatican I (27), dans la codification du Droit canon (28) et au Concile Vatican II, comme nous aurons l'occasion de le rappeler.

Nos prédécesseurs et nous-même avons réaffirmé à divers reprises la valeur de sa doctrine. Il ne s'agit pas — que ce soit bien clair — d'un conservatisme fermé au sens du développement historique, et timoré devant le progrès ; il s'agit, au contraire, d'une option fondée sur des raisons objectives et intrinsèques à la doctrine philosophique et théologique de saint Thomas, qui nous permet de reconnaître en lui un homme qui a été donné à l'Eglise, non sans un dessein supérieur, et qui, grâce à l'originalité de son travail créateur, a marqué un tournant décisif dans l'histoire de la pensée chrétienne et principalement des rapports entre l'intelligence et la foi.

Objectivité

15. Pour résumer brièvement les raisons dont nous avons parlé, nous rappellerons avant tout le réalisme gnoséologique et ontologique qui est la première caractéristique fondamentale de la philosophie de saint Thomas. Nous pouvons également le définir comme un réalisme critique qui, lié à la perception sensorielle et donc à l'objectivité des choses, donne le sens positif et solide de l'être. Il permet ainsi une ultérieure élaboration de l'esprit qui, tout en universalisant les données connues, ne s'en éloigne pas pour se laisser emporter dans le tourbillon dialectique de la pensée subjective et pour finir presque fatalement dans un agnosticisme plus ou moins radical. *Primo in intellectu cadit ens*, dit le Docteur Angélique, dans un texte célèbre (29). C'est sur ce principe fondamental que s'appuie la gnoséologie de saint Thomas dont le caractère génial tient à une évaluation équilibrée de l'expérience sensorielle et des données authentiques de la conscience dans le processus de la connaissance, lequel, soumis à une réflexion critique, devient le point de

(27) Cf. LÉON XIII, encycl. *Aeterni Patris* : *Leonis XIII Pont. Max. Acta*, I, Rome 1881, p. 255-284.

(28) *Codex Iuris Canonici*, can. 1366, par. 2 ; cf. can. 589, par. 1.

(29) Cf. *Quaestiones Disputatae De Veritate*, q. 1, a. 1 : *Ed. Leonina*, XXII, vol. I, fasc. 2, p. 5.

départ d'une saine ontologie et, par conséquent, de toute la construction théologique. On a ainsi pu définir la pensée de saint Thomas comme la philosophie de l'être, considérée, bien entendu, tant dans sa valeur universelle que dans ses conditions existentielles. On sait aussi que de cette philosophie, il s'élève à la théologie de l'Être divin, tel qu'il subsiste en lui-même et se révèle tant dans sa Parole que dans les événements de l'économie du salut, spécialement dans le mystère de l'Incarnation.

En hommage à ce réalisme de l'être et de la pensée, notre prédécesseur Pie XI a pu, dans une allocution à de jeunes universitaires, prononcer ces paroles très significatives : « Il y a, pour ainsi dire, dans le thomisme, un certain Evangile naturel, un fondement incomparablement solide pour toutes les constructions scientifiques parce que la caractéristique du thomisme est d'être avant tout objectif. On n'y trouve pas des constructions ou des élévations de l'esprit simplement abstraites, ce sont les constructions de l'esprit qui suivent l'appel réel des choses. [...] Jamais la doctrine thomiste ne perdra sa valeur, car il faudrait que ce soient les choses elles-mêmes qui perdent leur valeur. » (30)

« Demythisation »

16. Pour rendre possibles une telle philosophie et une telle théologie, il fallait sans aucun doute reconnaître à l'intelligence humaine, fondamentalement saine et douée d'un certain sens de l'être, la possibilité de connaître la vérité. Elle tend ainsi à prendre contact avec toute découverte, grande ou petite, de la réalité existentielle, pour en assimiler tout le contenu et s'élever à la considération des raisons et causes suprêmes qui en donnent l'explication définitive.

Effectivement, en tant que philosophe et théologien chrétien, saint Thomas découvre en chaque être la participation à l'Être absolu qui crée, soutient et anime toute la réalité créée, toute la vie, chaque pensée, chaque acte de foi.

En partant précisément de cette perspective et tout en exaltant au maximum la dignité de la raison humaine, saint Thomas offre un instrument très précieux à la réflexion théologique et en même temps il permet de développer et d'approfondir toujours davantage de nombreux thèmes doctrinaux sur lesquels il a eu des intuitions fulgurantes. Par exemple : les valeurs transcendentales et l'analogie de l'être ; la structure de l'être limité, composé d'essence et d'existence ; le rapport entre les êtres créés et l'Être divin ; la dignité de la causalité dans les créatures dépendant dynamiquement de la causalité divine ; la réelle consistance sur le plan ontologique de l'action des êtres finis, mais avec des prolongements dans tous les domaines de la philosophie, de la théologie, de la morale, de l'ascèse ; la structure organisée et la finalité de l'ordre universel. Et enfin, pour s'élever jusqu'au plan de la vérité divine, la conception de Dieu comme être subsistant dont la révélation fait connaître la vie mystérieuse *ad intra*, la déduc-

tion des attributs divins, la défense de la transcendence divine contre toute forme de panthéisme, la doctrine de la création et de la Providence, par laquelle saint Thomas, surmontant les images et les pénombres du langage anthropomorphique, accomplit, avec l'équilibre et l'esprit de foi qui le caractérisent, une œuvre pour laquelle on parlerait aujourd'hui de « démythisation », mais qu'il suffira de définir comme une pénétration par la raison, guidée, soutenue et animée par la foi, du contenu essentiel de la révélation chrétienne.

De cette manière, saint Thomas, en même temps qu'il exaltait la raison, rendait un service très efficace à la foi, comme le proclamait déjà notre prédécesseur Léon XIII : en « faisant comme il convient une nette distinction entre la raison et la foi et, d'autre part, en les associant harmonieusement entre elles, il sauvegarda les droits de l'une et de l'autre et en protégea la dignité respective de telle sorte que la raison, élevée par les ailes de son génie jusqu'aux plus hautes possibilités humaines, ne peut pour ainsi dire s'élever plus haut ; et la foi ne peut plus espérer de la raison des recours plus nombreux et plus précieux que ceux apportés par saint Thomas (31) ».

Une doctrine susceptible d'enrichissements et de progrès continuels

17. Un autre motif de la valeur permanente de la pensée de saint Thomas, c'est qu'en faisant de l'universalité et de la transcendance des raisons suprêmes le centre de sa philosophie — l'être — et de sa théologie — l'Être divin —, il n'a pas voulu édifier un système de pensée clos sur lui-même, mais au contraire élaborer une doctrine susceptible d'enrichissements et de progrès continuels. Ce qu'il a fait lui-même en accueillant les apports des philosophies anciennes et médiévales et ceux, assez rares, de la science de l'antiquité, peut toujours se reproduire avec tous les éléments réellement valables apportés par la philosophie ou par la science, même la plus avancée, comme le démontre l'expérience de tous ceux qui ont trouvé, dans la doctrine de saint Thomas, les meilleurs appuis permettant d'insérer de nombreux résultats particuliers de la réflexion philosophique et scientifique dans un contexte de valeur universelle.

Les apports des philosophies non chrétiennes

18. A ce propos, nous voudrions rappeler que l'Eglise, si elle n'hésite pas à admettre certaines limites dans la doctrine de saint Thomas — spécialement là où elle est le plus liée aux conceptions cosmologiques et biologiques du Moyen Age —, a aussi conscience que toutes les théories philosophiques et scientifiques ne peuvent pas également prétendre se situer dans une vision chrétienne du monde ni même être considérées comme pleinement chrétiennes. En réalité, même les philosophes de l'antiquité, parmi lesquels Aristote qui lui était très cher, n'ont pas été reconnus comme tels ni accueillis par

(30) *Discorsi di Pio XI*, vol. I, Turin 1960, p. 668-669.

(31) *Encycl. Aeterni Patris : Leonis XIII Pont. Max. Acta*, I, Rome 1881, p. 274.

lui intégralement et sans esprit critique. Il a suivi à leur égard des critères qui aujourd'hui encore gardent leur valeur pour juger si la pensée philosophique et scientifique moderne peut être acceptée par les chrétiens.

En effet, tandis qu'Aristote et d'autres philosophes pouvaient et peuvent être acceptés — avec les corrections particulières nécessaires —, en raison de l'universalité de leurs principes, de leur respect pour la réalité objective et de leur reconnaissance d'un Dieu distinct du monde, la même chose ne peut être dite de toute philosophie ou conception scientifique dont les principes fondamentaux sont inconciliables avec la foi religieuse parce qu'ils sont fondés sur le monisme, parce qu'ils sont fermés à la transcendance, ou à cause de leur subjectivisme ou de leur agnosticisme.

Tel est malheureusement le cas pour de nombreux systèmes modernes, qui sont radicalement inconciliables avec la foi chrétienne et la théologie. Cependant, là encore, saint Thomas nous enseigne que l'on peut puiser dans ces systèmes soit des apports particuliers, utiles pour compléter et développer constamment la pensée traditionnelle, soit du moins des stimulants pour la réflexion sur des points jusque-là ignorés ou insuffisamment développés.

Confrontation et dialogue

19. La méthode suivie par saint Thomas dans ce travail de confrontation et d'assimilation reste un exemple, même pour les chercheurs actuels. On sait en effet qu'il avait avec tous les penseurs du passé et de son temps — chrétiens et non-chrétiens — comme un dialogue de l'intelligence. Il en étudiait les sentences, les opinions, les doutes, les objections. Il cherchait à en saisir l'intime racine idéologique, et même, bien souvent, le conditionnement socio culturel. Puis il en exposait la pensée, spécialement dans les « *quaestiones* » et les *Sommes*. Il ne se contentait pas d'énumérer les difficultés à résoudre et les objections à réfuter, mais il donnait une présentation dialectique du procédé qui le poussait à la recherche et à l'élaboration de thèses certaines sur des points qui étaient l'objet de réflexions et de discussions. Parfois la confrontation était sereinement et noblement polémique, comme lorsqu'il s'agissait de défendre une vérité contestée : « *contra errores* », « *contra gentes* », « *contra impugnantes* », etc. Mais toujours il ouvrait un dialogue qu'il poursuivait dans une pleine et généreuse disponibilité à reconnaître et accueillir la vérité, d'où qu'elle vienne. Et bien souvent ce dialogue conduisait saint Thomas à donner une interprétation bienveillante de sentences dont le débat avait fait apparaître le caractère erroné.

C'est ainsi qu'il parvint à une synthèse grandiose et harmonieuse de la pensée. Celle-ci a une valeur vraiment universelle et elle lui vaut d'être un maître également pour notre temps.

Clarté et sobriété du langage

20. Nous voulons enfin signaler une dernière qualité qui contribue pour une bonne part à donner à la doctrine de saint Thomas une valeur permanente : c'est le langage, limpide,

sobre, essentiel, qu'il a poli par l'enseignement, la discussion et la composition de ses ouvrages. Rappelons seulement à ce propos ce passage de la liturgie dominicaine de la fête de saint Thomas d'Aquin : « *Stilus brevis, grata facundia : celsa, firma, clara sententia* (32). »

C'est certainement l'une des raisons, et non des moindres, pour lesquelles il est avantageux de se tourner vers saint Thomas en un temps comme le nôtre où le langage est souvent trop compliqué, tortueux, frustré, ou même nettement trop ambigu pour que la pensée puisse y resplendir et pour constituer un lien entre esprits appelés à communiquer et communier dans la vérité.

III. — L'exemple de saint Thomas pour notre temps

21. En ce VII^e centenaire de la mort de saint Thomas, nous voulons rappeler ce que l'Eglise pense de son rôle dans l'orientation des études théologiques et philosophiques. On verra ainsi pourquoi l'Eglise a voulu qu'il soit reconnu comme « Docteur commun » par les écoles catholiques.

Les Papes de son temps ont appuyé sa doctrine de leur autorité ; ils l'ont protégé et ils ont défendu son enseignement contre ses adversaires. Après sa mort, alors que quelques-unes de ses propositions étaient condamnées par des autorités locales, l'Eglise ne cessa d'honorer ce fidèle serviteur de la vérité : elle confirma sa vénération en le canonisant (18 juillet 1323) et en lui conférant le titre de Docteur de l'Eglise (11 avril 1567).

L'Eglise couvre de son autorité la doctrine de saint Thomas

22. L'Eglise a ainsi voulu reconnaître dans la doctrine de saint Thomas l'expression particulièrement élevée, complète et fidèle, tant de son magistère que du sens de la foi du Peuple de Dieu tout entier, telle qu'elle s'était manifestée d'une façon si heureuse chez un homme, doté de toutes les qualités voulues et en un moment historique particulièrement propice.

En somme, l'Eglise couvre de son autorité la doctrine de saint Thomas et s'en sert comme d'un instrument de choix, de telle sorte que, autant et plus que ses autres grands docteurs, il prolonge en quelque sorte son magistère. Notre Prédécesseur Pie XI le reconnaissait, quand il écrivait dans l'encyclique *Studiorum Ducem* : « Il est de l'intérêt de tout le monde chrétien que ce centenaire soit dignement célébré, parce que dans les honneurs rendus à saint Thomas il y a quelque chose de plus qu'un acte d'estime à son égard ; il y a la reconnaissance de l'autorité de l'Eglise enseignante (33). »

(32) *In festo S. Thomae Aquinatis*, II Noct., IV Resp. ; cf. J. PIEPER, *op. cit.*, p. 116.

(33) *Encycl. Studiorum Ducem* : AAS 15 (1923), p. 324. Rappelons ce que saint Thomas écrit au sujet des rapports entre les docteurs de l'Eglise [et les théo-

Attestations de la vénération de l'Eglise

23. Il serait trop long de citer toutes les attestations de la grande vénération manifestée par l'Eglise et les Papes pour saint Thomas. Nous rappellerons seulement que vers la fin du siècle dernier — lorsque étaient devenues plus évidentes les conséquences de la rupture de l'équilibre entre la raison et la foi — l'Eglise recommanda de nouveau son exemple et son enseignement comme des éléments positifs d'unité entre la foi, la culture et la vie, sous des formes nouvelles correspondant aux temps nouveaux.

Le Siècle apostolique invita et encouragea à un renouveau authentique des études thomistes. Nos prédécesseurs, depuis Léon XIII, qui leur donna une vive impulsion avec l'encyclique *Aeterni Patris*, ont recommandé l'étude et l'enseignement de saint Thomas, soulignant l'accord de sa doctrine avec la révélation divine (34), l'harmonie qu'il établissait entre la foi et la raison, tout en leur conservant leurs droits respectifs (35); et ils ont souligné que le prestige reconnu à sa doctrine, loin de supprimer l'émulation dans la recherche, la stimule et la guide avec sécurité (36). En outre, l'Eglise a voulu donner la préférence à la doctrine de saint Thomas en proclamant qu'elle est la sienne propre (37) — sans pour autant vouloir affirmer par là qu'il ne serait pas permis d'adhérer à une autre école ayant droit de cité dans l'Eglise (38) — et elle a voulu la favoriser au nom de son expérience multiséculaire (39). Aujourd'hui encore, et en vertu du droit, le Docteur Angélique et l'étude de sa doctrine sont à la base de la formation théologique de ceux qui sont appelés à la fonction de confier et d'affermir leurs frères dans la foi (40).

Vatican II et saint Thomas

24. A deux reprises, le II^e Concile du Vatican a recommandé saint Thomas aux écoles catholiques.

Il a en effet, affirmé à propos de la formation sacerdotale : « Pour mettre en lumière autant qu'il est possible les mystères du Salut, les

séminaristes apprendront à les pénétrer plus à fond et à en percevoir la cohérence, par un travail spéculatif, avec saint Thomas pour maître (41). » Et dans la déclaration sur l'éducation chrétienne, ce même Concile exhorte les écoles supérieures à faire en sorte que les « problèmes nouveaux et les recherches suscitées par le progrès du monde moderne étant étudiés très soigneusement, on saisisse plus profondément comment la foi et la raison s'unissent pour atteindre l'unique vérité. Ce faisant, on ne fera que suivre la voie ouverte par les docteurs de l'Eglise et spécialement par saint Thomas (42) ». C'est ainsi que pour la première fois un Concile recommande un théologien, et ce théologien est saint Thomas. Quant à nous, rappelons seulement, entre autres choses, ce que nous avons affirmé : « Ceux qui ont reçu la charge d'enseigner... porteront une attention respectueuse à l'enseignement des docteurs de l'Eglise, parmi lesquels saint Thomas d'Aquin tient la première place. Il y a en effet chez le Docteur Angélique tant de puissante intelligence, tant de sincère amour de la vérité, tant de sagesse dans l'approfondissement, la présentation et la synthèse des plus hautes vérités, que sa doctrine est l'instrument le plus efficace non seulement pour asseoir la foi sur des bases sûres, mais pour percevoir d'une façon efficace et assurée les fruits d'un saint progrès (43). »

Saint Thomas a-t-il encore quelque chose à dire à notre temps ?

25. Aujourd'hui on se demande si saint Thomas qui, ainsi que nous l'avons montré, a marqué les siècles de son empreinte, a encore quelque chose à offrir à notre temps. De nombreux hommes d'aujourd'hui nient ou doutent — plus ouvertement qu'autrefois — que le message de l'Evangile puisse les concerner. Ce ne sont pas seulement les non-chrétiens qui se posent un tel problème. Celui-ci effleure également la pensée d'un certain nombre de catholiques qui confrontent leurs propres croyances avec la civilisation actuelle et avec ce qui constitue la substance de leur culture profane. Mais, souvent, des objections de ce genre sont avancées au nom de la critique moderne du langage, et on affirme volontiers que le langage, c'est-à-dire le vocabulaire de la foi, a perdu sa transparence et sa force d'expression.

Il faut ajouter qu'à ces contestations n'est pas non plus étrangère la remise en question des grandes œuvres donnant une synthèse de la doctrine scolastique; et bien souvent on ne fait pas suffisamment la distinction entre la foi et son élaboration théologique. Et puis le langage de la théologie scolastique, associé à celui d'une philosophie ancienne, tributaire de conceptions dépassées d'un monde et d'une condition humaine tota-

logiens] et le magistère : « L'enseignement des docteurs catholiques tire son autorité de l'Eglise. Il faut donc s'en tenir davantage à l'autorité de l'Eglise qu'à celle de saint Augustin, de saint Jérôme ou de quelque autre docteur. *Summa Theologiae*, II-II, q. 10, a. 12. Ed. Leonina, VIII, p. 94.

(34) PIE XII, encycl. *Humani generis* : AAS 42 (1950), p. 573.

(35) Cf. LÉON XIII, encycl. *Aeterni Patris* : loc. cit., *ibidem*.

(36) Cf. PIE XII, allocution aux élèves des séminaires, des collèges et des instituts de l'un et l'autre clergé, 24 juin 1939 : AAS 31 (1939), p. 247 (DC 1939, n° 903, col. 995 et s.).

(37) Cf. BENOIT XV, encycl. *Fausto appetente die* : AAS 13 (1921), p. 332.

(38) Cf. PIE XII, Discours pour le IV^e centenaire de la fondation de l'Université pontificale grégorienne, 17 octobre 1953 : AAS 45 (1953), p. 685-686 (DC 1954, n° 1166, col. 153 et s.).

(39) Cf. PIE XII, Encycl. *Humani generis* : AAS 42 (1950), p. 573.

(40) *Codex Iuris Canonici*, can. 1366, par. 2.

(41) Décret sur la formation sacerdotale *Optatum totius*, n. 16 : AAS 58 (1966), p. 723.

(42) Cf. Déclaration sur l'éducation chrétienne *Gravissimum Educationis*, n. 10 : AAS 58 (1966), p. 737.

(43) Discours aux supérieurs, professeurs et élèves de l'Université pontificale grégorienne, 12 mars 1964 : AAS 56 (1964), p. 365 (DC 1964, n° 1421, col. 419).

lement différents des nôtres, est trop souvent considéré comme inacceptable et incompréhensible. Il ne pourrait en être autrement, pense-t-on, du fait que les sciences, la technique, les rapports sociaux, la culture, la vie politique, etc., ont apporté de profondes mutations. Au niveau du processus rationnel de la pensée, des transformations se sont opérées à propos de la façon d'affronter philosophiquement les questions et de traiter des choses de la foi avec des ressources humaines. Les systèmes théologiques d'alors ne trouvent plus dans la culture moderne la correspondance naturelle des choses avec les mots que les auteurs et les hommes de cette époque employaient pour les désigner. Il s'ensuit que, proche comme elle l'était de l'esprit médiéval, la pensée théologique de saint Thomas — comme de n'importe quel autre auteur de l'époque scolastique — est devenue difficile, qu'il faut du temps et de la patience pour se familiariser avec elle et que, plus que jamais, elle demeure réservée aux spécialistes. Conscient de cette évolution, le récent Concile œcuménique a voulu approfondir, selon une optique toute nouvelle, sa réflexion sur l'Eglise, soucieuse de s'examiner elle-même dans un monde dont elle perçoit avec tant d'intensité le caractère nouveau.

Est-il justifié pour autant d'affirmer que saint Thomas doit être rangé parmi ceux qui, loin de favoriser la foi et la propagation de la vérité chrétienne, y font obstacle ?

Eluder ce problème et en ignorer la portée serait trahir l'esprit même de saint Thomas, toujours soucieux de découvrir toutes les sources de la connaissance. Nous sommes convaincu qu'aujourd'hui, il se serait attaché de la même manière à découvrir tout ce qui change l'homme, ses conditions, sa mentalité, son comportement. Il utiliserait certainement tous les moyens dont nous disposons aujourd'hui pour parler de Dieu de manière encore plus digne et convaincante que par le passé sans perdre la tranquille et supérieure sécurité que seule la foi peut donner à l'intelligence humaine.

Dans l'Eglise, les intellectuels — y compris les professeurs et étudiants des sciences sacrées —, conscients plus que jamais des vastes et graves mutations qui se sont produites et de la nécessité de confronter sérieusement le présent avec ce qui, au cours des siècles, était comme l'âme du christianisme, sont moins enclins à écouter saint Thomas. C'est pourquoi il nous semble opportun d'ajouter au juste éloge rendu à son génie quelques recommandations sur le bon et nécessaire usage de son œuvre pour en faire revivre l'esprit et la pensée.

Trois recommandations :

a) *Aggiornamento de l'héritage thomiste*

26. On ne doit pas penser — comme on le fait trop souvent — que la doctrine scolastique soit aussi facilement accessible qu'elle le fut au cours des siècles. Il ne suffit pas, en effet, de reprendre matériellement cette doctrine, avec les formules, et la manière de présenter les problèmes que l'on utilisait autrefois pour traiter de semblables questions. En les reprenant ainsi, non seulement on déformerait la vraie pensée de l'auteur, mais

on compromettrait sa compréhension, particulièrement nécessaire aujourd'hui, et on pourrait même neutraliser les germes d'idées que l'esprit est appelé à développer.

C'est pourquoi les théologiens et les professeurs de théologie devront travailler activement à ce que la pensée du Docteur Angélique puisse être comprise dans toute sa vitalité, même en dehors du cercle restreint de l'école ; de telle sorte qu'ils puissent être des guides pour tous ceux qui, ne pouvant effectuer ce travail d'approfondissement, ont cependant besoin de connaître les grandes lignes, l'équilibre doctrinal, et surtout l'esprit de toutes les œuvres de saint Thomas. Naturellement, cet *aggiornamento* de l'héritage scolastique et thomiste doit se faire dans la vaste perspective indiquée par le II^e Concile du Vatican dans le passage précité du décret *Optatam totius* (n. 16) : faire en sorte que la théologie dogmatique soit davantage intériorément nourrie des richesses de la Sainte Ecriture, plus ouverte aux apports de la patristique orientale et occidentale, plus attentive à l'histoire du dogme, plus étroitement unie à la vie de l'Eglise et à sa liturgie, plus attentive aux besoins des hommes d'aujourd'hui, compte tenu de l'évolution des situations.

b) *Ne pas s'enfermer dans le passé*

27. Un second devoir s'impose à ceux qui veulent, aujourd'hui, être les disciples de saint Thomas : il est nécessaire qu'ils considèrent attentivement ce qui actuellement intéresse le plus ceux qui s'efforcent d'acquérir une meilleure intelligence de la foi, sans quoi ils ne pourraient retenir leur attention et leur intérêt. En effet, si l'on ne se pénètre pas bien de la pensée d'aujourd'hui, on ne saurait distinguer, et encore moins exposer — en mettant les diversités et les affinités en évidence par une confrontation appropriée — l'un ou l'autre des arguments que l'on aborde et que la théologie illumine pleinement.

Si, en ignorant les nouvelles formes de doctrine et en enfermant l'esprit uniquement dans le passé, on cause de très graves dommages à la science authentique de Dieu et de l'homme, il faut aussi dire qu'il en va de même lorsqu'on rejette *a priori* la doctrine ou l'école des grands docteurs et qu'on ne se nourrit que de celles, parfois si précieuses, de notre époque. Les vrais disciples de saint Thomas ne manqueront jamais de faire cette nécessaire confrontation. Combien parmi eux, en effet, et en particulier des exégètes, des philosophes, des historiens, des anthropologues, des spécialistes des sciences naturelles, des questions économiques et sociales, etc., témoignent par leurs œuvres que sous cet aspect aussi ils doivent beaucoup au grand Docteur !

c) *Communion vivante avec saint Thomas*

28. Nous ajouterons une troisième recommandation : la nécessité de rechercher, comme en un dialogue continu, une communion vivante avec saint Thomas. Il se présente en effet, pour notre époque, comme un maître qui enseigne une méthode de pensée très efficace, en allant

directement à la racine de ce qui est essentiel, en accueillant humblement et amicalement la vérité, d'où qu'elle vienne. Il a donné ainsi un exemple remarquable de la manière dont les trésors et les exigences suprêmes de l'esprit humain doivent correspondre aux réalités profondes contenues dans la Parole de Dieu. Il nous enseigne aussi à être pleinement et courageusement intelligents dans la foi. Cela conduit à un nouveau progrès de la raison, parce que l'intelligence, en se mettant au service de tous ceux, grands ou petits, dont le théologien est le frère par la foi, en reçoit — pour sa mission de guide spirituel et pour la gloire qui en revient à Dieu — honneur pour honneur, lumière pour lumière.

29. Comme nous l'avons montré plus haut, aujourd'hui, pour être un fidèle disciple de saint Thomas, il ne suffit pas de vouloir faire, dans notre temps, avec les moyens dont nous disposons actuellement, ce que lui fit en son temps. Se contenter de l'imiter, en marchant en quelque sorte sur une voie parallèle, sans rien puiser en lui, pourrait difficilement conduire à un résultat positif, ou du moins offrir à l'Eglise et au monde cet apport de sagesse dont ils ont besoin. On ne peut en effet parler de fidélité vraie et féconde si l'on n'accueille pas, comme de ses propres mains, tant ses principes — qui sont autant de lumières destinées à éclairer les problèmes les plus importants de la philosophie et à mieux comprendre la foi de nos jours — que les notions fondamentales de son système et ses idées-forces. C'est seulement ainsi que la pensée du Docteur angélique, confrontée avec les apports toujours nouveaux des sciences profanes, connaîtra, par une sorte d'osmose réciproque, de nouveaux développements, féconds et vivants. Comme l'a récemment écrit un grand théologien, membre du Sacré-Collège : « Le meilleur moyen d'honorer saint Thomas est de se pénétrer sans cesse de la vérité qu'il a voulu servir et, autant qu'il est possible, de mettre en relief sa capacité d'accueillir les découvertes qu'avec les progrès des temps le génie humain sait faire (44). »

Un saint

30. Telles sont donc toutes les merveilleuses choses qu'a faites saint Thomas et que nous avons pensé devoir rappeler en ce centenaire, en espérant avec certitude que cela pourra être d'une grande utilité pour l'Eglise. Nous ne voulons cependant pas conclure cette lettre sans rappeler que le saint Docteur, selon le récit de son premier biographe, non seulement « attirait par la clarté de sa doctrine plus de disciples que les autres à l'amour de la science (45) », mais a laissé un merveilleux exemple de sainteté, digne d'être imité par nos contemporains et ceux qui viendront après nous. Qu'il suffise de rappeler les célèbres paroles qu'il a prononcées au moment où prenait fin son bref pèlerinage sur la terre et qui apparaissent comme le digne cou-

ronnement de sa vie : « Je te reçois, prix de la rédemption de mon âme, je te reçois, viatique de mon pèlerinage. C'est par amour pour toi que j'ai étudié, veillé, travaillé, que je t'ai prêché et enseigné. Jamais je n'ai parlé contre toi, mais si je l'ai fait, c'est par ignorance et je ne m'entête pas dans mon jugement. Si j'ai mal parlé de ce sacrement et des autres, je laisse tout à la correction de la sainte Eglise romaine, dans l'obéissance à laquelle je quitte maintenant cette vie (46). »

C'est sans aucun doute parce qu'il était un saint — « le plus saint des savants et le plus savant des saints », a-t-on dit de lui (47) — que notre prédécesseur Léon XIII non seulement l'a proposé comme maître et comme guide, mais l'a proclamé patron de toutes les écoles catholiques de tous ordres et de tous niveaux (48). Et ce titre, nous sommes heureux de le confirmer.

Nous désirons donc que l'heureuse célébration d'un homme si grand porte des fruits salutaires non seulement pour l'Ordre des Frères Prêcheurs, mais aussi pour le bien et le progrès de toute l'Eglise. Et bien volontiers, à vous, cher fils, à vos confrères, à tous les maîtres et élèves des écoles de l'Eglise qui répondront à nos vœux, nous donnons notre bénédiction apostolique, en gage de la lumière et de la force de Dieu.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 20 novembre de l'année 1974, douzième de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

(46) *Ibidem*, chap. LVIII : éd. cit., p. 132.

(47) Cf. *Discorsi di Pio XI*, Turin 1960, vol. I, p. 783.

(48) Bref *Cum hoc sit* de Sancto Thoma Aquinate Patrono coelesti studiorum optimorum cooptando : *Leonis XIII Pont. Max Acta*, II, Rome 1882, p. 108-113.

— *Liberté et Espérance*, par le cardinal A. RENARD. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 144 p. Prix : 18 F. Editions SOS, Paris.

« Vivons-nous l'appel de Jésus, personnellement, collectivement, en Eglise et dans le monde ? C'est pour soulever cette question radicale que ce livre est écrit et publié », écrit l'archevêque de Lyon dans sa préface. Et il nous encourage à répondre à cette question en progressant dans la foi, l'espérance, l'amour, le témoignage et l'apostolat par toute notre vie ; en vivant, en somme, le dynamisme de l'Esprit du Christ. C'est un appel à la sainteté qui nous est adressé et cet appel vient à propos pour nous engager comme il se doit dans la droite ligne de l'Année sainte ouverte par Paul VI. Il s'agit pour le chrétien de réaliser « la libération avec le Christ dans l'Esprit » et de vivre « l'espérance dans la vie de l'Eglise ». Souhaitons que son appel soit entendu !

— *L'Ancien Testament, porte de l'Evangile*, par Louis MONLOUBOU (coll. « Croire et comprendre ») — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 144 p. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

François Coudreau, dans l'avant-propos de ce livre, écrit avec raison : « Dans l'Ecriture où s'exprime la Révélation chrétienne, les liens entre l'Ancien Testament et le Nouveau Testament sont étroits. On ne peut donc « croire et comprendre » la foi chrétienne sans connaître ces liens. » C'est la raison même de ce volume et l'auteur excelle à nous donner une juste connaissance de ce qu'est la collection des livres qui composent l'Ancien Testament pour en faciliter la lecture, car « l'énigme de l'histoire du Peuple de Dieu se résout dans le mystère même de Jésus ». D'une lecture aisée, ces pages seront bien utiles à qui veut entreprendre la lecture de la Bible.

(44) Charles card. JOURNET, *Actualité de saint Thomas*, préface, Paris-Bruxelles 1973.

(45) *Vita S. Thomae Aquinatis*, de Guillaume de Tocco, chap. XIV : éd. cit., p. 81.

Voici l'homélie que Paul VI a prononcée le mercredi des Cendres, 12 février, lors de la bénédiction et de l'imposition des cendres, dans la basilique Saint-Pierre (1) :

Nous entrons encore une fois, Frères, dans le Carême, « *in capite jejunii* », disaient nos maîtres spirituels d'autrefois. Et cette année, ce Carême revêt des caractéristiques particulières en raison de l'Année sainte. Il n'y a là rien de nouveau ; mais essayons d'abord de comprendre, et ensuite de faire. La pédagogie de l'Eglise attribue une grande importance à cette période de l'année liturgique.

Pourquoi ne pas rendre l'appartenance à l'Eglise facile et agréable ?

Carême est, peut-on dire, synonyme de pénitence.

La pénitence se justifie-t-elle aujourd'hui ? Telle est la première question que l'on se pose, même si l'on est fidèle à l'Eglise, à son esprit, à ses rites. La pénitence n'est-elle pas un châtiement ? N'est-elle pas tristesse, mortification, renoncement, frustration ? Pourquoi la religion chrétienne doit-elle se présenter sous cet aspect qui n'a rien de sympathique ? Comment demander à l'homme d'aujourd'hui, aspirant de toutes ses forces à jouir de la vie, à marcher à sa conquête, de pratiquer une pénitence parfaitement étrangère à ses conceptions, à ses aspirations et, pouvons-nous ajouter, à ses possibilités pratiques ? Qui aujourd'hui peut jeûner comme l'Eglise, jusqu'à hier — et aujourd'hui encore, partiellement du moins — prescrivait sévèrement de le faire ? Pourquoi ne pas présenter dès le début, spécialement aux jeunes, la vie chrétienne comme une plénitude, une joie, un bonheur ? Le christianisme n'est-il pas essentiellement joie ? Jésus n'a-t-il pas dit : « Je suis venu pour que les hommes aient la vie et qu'ils l'aient en abondance ? » (Jn 10, 10.) Un missionnaire venu nous rendre visite ces jours derniers nous parlait des heureux résultats d'une initiative intitulée : « l'apostolat de la joie ». N'est-ce pas là une façon authentique et sage d'interpréter l'Evangile, qui est le message de la Bonne Nouvelle ? De même un homme d'Eglise faisant autorité nous demandait récemment si aujourd'hui ce n'est pas une erreur — du moins une erreur de méthode — que de présenter, conformément à la tradition de l'Eglise, l'adhésion à la foi et au style de vie qu'elle comporte, comme conditionnée par des pratiques ascétiques restrictives, par des règles de pensée et de vie très exigeantes ; pourquoi ne pas rendre l'appartenance à l'Eglise facile et agréable en élargissant et aplanissant la voie sûre qui con-

duit vers le but ? Ne peut-on pas nous reprocher de rendre difficile et compliquée la rencontre des hommes de notre temps avec la religion ? Le moment ne serait-il pas venu de rendre « permissive », comme on dit aujourd'hui, l'alliance du monde avec la profession de foi chrétienne ? Le Concile ne nous a-t-il pas autorisé cette nouvelle conception du christianisme contemporain, c'est-à-dire un christianisme facile, sans préceptes exigeants et ennuyeux, un christianisme moderne ? Et si le christianisme veut survivre aux conditions de la vie actuelle, ne doit-il pas abolir les freins de sa vieille conception pénitentielle ?

Ne pas réduire à néant la croix du Christ

Ces raisonnements contiennent certainement une part de vérité ; mais si on les isole de tout le plan d'ensemble de la conception chrétienne, ils sont incomplets, fallacieux, et peuvent conduire à de graves erreurs. Ils peuvent déformer l'Evangile et le rendre vain. La plus grande des erreurs de ce genre serait de ne plus mettre la croix au centre de la foi et de la vie chrétienne. Rappelons-nous la parole de saint Paul : « Ne pas réduire à néant la croix du Christ » (1 Co 1, 17), son mystère rédempteur et son enseignement moral. Ne l'oublions jamais : ce n'est pas seulement Jésus qui porte la croix ; ses disciples doivent la porter avec lui : « Si quelqu'un veut venir à ma suite, qu'il renonce à lui-même et prenne sa croix. » (Mt 16, 24.) Pourquoi cela ?

Saint Augustin disait, dans un sermon sur l'utilité de la pénitence : « Les hommes qui se rappellent qu'ils sont des hommes comprennent facilement combien utile et nécessaire est le remède de la pénitence. » (Serm. 351, 1 ; PL 39, 1535 ; et Serm. 352, *ibid.*, 1549 et s.) Pourquoi ? Parce que l'homme est un être spirituellement et moralement malade. Il a besoin du remède de la pénitence, c'est-à-dire de réparation. Le développement et le fonctionnement de ses facultés naturelles ne sont pas réguliers et bien ordonnés. A la suite du péché originel, son comportement est facilement faussé. S'il est laissé à lui-même, ses actes sont contraires au devoir et ses états d'âme désordonnés. Pour redevenir un homme sain, pour être l'homme « nouveau », selon la conception chrétienne, il a besoin d'une « conversion », c'est-à-dire d'un changement que nous appelons « pénitence », qui prédispose à la foi et à la grâce (cf. *Denz.-Sch.* 1525-1530) et exige de nous volonté, contrition, effort, persévérance, c'est-à-dire une pénitence à la fois sacramentelle et morale (cf. *S. Th.* III, 84-90).

Une erreur de calcul fatale

C'est principalement de cette dernière, la pénitence morale, que parle la liturgie d'aujourd'hui, et elle la dramatise par un rite très évocateur : l'imposition des cendres sur la tête du chrétien, comme pour lui enlever l'illusion que la vie actuelle dans laquelle nous mettons facilement notre espérance et tous nos soins, n'est pas la

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 14 février 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Message pour le carême 1975 (1)

Chers Fils et chères Filles,

« Les pauvres, vous les aurez toujours avec vous. »
(Jn 12, 8.)

Ces paroles du Christ à ses apôtres sont chargées de sens. Elles pourraient faire croire que les efforts de la charité chrétienne et de la justice humaine sont toujours voués à l'échec. Un regard d'ensemble sur notre temps ne paraîtrait-il pas le confirmer ? Il semble que nous disposions de tous les moyens pour combattre la pauvreté ; et pourtant nous avons encore devant les yeux des spectacles de guerres, de famines et de désastres. Mais pour le chrétien, le fait que de telles situations se répètent continuellement ne signifie pas qu'elles soient inévitables. Le chrétien entend plutôt les paroles de Jésus dans le sens qu'aucun des disciples ne peut ignorer le fait que Jésus s'est identifié aux pauvres. Jusqu'à la fin des temps, les pauvres seront « avec » Jésus. Ils sont ses associés, ses compagnons, ses frères et sœurs. Le chrétien, précisément parce que chrétien, doit prendre place auprès des marginaux. Il doit se dépenser pour les assister dans leurs besoins immédiats. Il doit s'employer à les aider, de toutes les manières possibles, à bâtir un monde meilleur, un monde plus juste.

Le Carême est un temps favorable pour exercer ce renoncement parce qu'il rappelle aux chrétiens ce qu'ils sont. Il les met en garde contre les satisfactions d'une existence commode et contre les tentations de vivre dans l'abondance. En cette Année sainte, consacrée à la réconciliation, chacun est engagé par ce qu'implique la réconciliation elle-même : donner et partager entre membres de la famille humaine. Si chacun fait entrer ses frères et sœurs dans sa propre vie, s'il partage avec eux ses propres biens plus que son superflu, alors il surmontera les nombreux obstacles qui s'opposent à la réconciliation et il réalisera le renouveau grâce à un véritable détachement.

La présente Année jubilaire exige de nous un témoignage de totale solidarité pour ceux avec lesquels Jésus s'est particulièrement identifié. Ce sera là une des preuves les plus significatives que nous puissions donner à nos frères et sœurs pour leur démontrer que cette Année est « sainte » pour tous les hommes.

Oui, voilà ce que nous vous demandons aujourd'hui, au début du Carême : une authentique solidarité, une solidarité concrète avec les pauvres du Christ ; et nous vous le demandons au nom de Jésus. Avec une profonde affection pour vous tous, nos Fils et nos Filles du monde entier, nous vous bénissons tous au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. **Amen.**

(1) Texte français diffusé par le SNOP. Titre de la DC
Ce texte a été publié en italien dans *L'Osservatore Romano*
du 12 février.

— Pour une charité libératrice, par René COSTE. — Un vol.
13,5 X 21 cm de 48 p. Editions SOS, Paris.

Une libération purement humaine ne conduit pas par elle-même au salut, mais animée par la charité évangélique constructive et créatrice elle peut y préparer. L'auteur rappelle avec raison ces vérités et, par les précisions qu'il apporte, il permet au lecteur de les entendre comme il faut.

seule qui compte, n'est pas celle qui compte avant tout. C'est de notre part une erreur de calcul fatale que de mettre notre confiance dans les biens temporels, dans la durée de notre existence présente, dans le bien-être matériel et hédoniste, dans la richesse plus que dans la vertu, dans le matérialisme idéologique et pratique qui semble catalyser et résoudre tous les problèmes personnels, sociaux et politiques ; ces problèmes vers lesquels beaucoup voudraient orienter avant tout la mentalité et les activités de l'homme à qui on inculque une inexacte et incomplète philosophie de la vie. Rappelons-nous la sévère mais sage parole du Christ à l'« homo œconomicus » qui avait mis tous ses projets et toute sa fortune dans l'abondance de ses biens : « Insensé, cette nuit même on te redemandra ta vie (c'est la mort soudaine à laquelle on ne s'attend pas), et ce que tu as préparé, qui donc l'aura ? Voilà ce qui arrive à celui qui amasse un trésor pour lui-même au lieu de s'enrichir auprès de Dieu. » (Lc 12, 20-21.)

Accomplir notre mission dans le monde

C'est ainsi que cette dévaluation radicale — propre à la conception pénitentielle de la sagesse chrétienne — des biens sur lesquels se fonde la conception matérialiste de la vie ne conduit pas à un pessimisme désespéré, mais à orienter notre vie vers une fin supérieure et meilleure : la possession finale, désirée et méritée, de la plénitude de notre vie immortelle en Dieu, la béatitude suprême. Le but eschatologique, c'est-à-dire ultime et ultra-terrestre, doit orienter les buts temporels que nous poursuivons. Et ceci non seulement pour ce qui est des biens matériels, mais pour tous les autres biens de notre pérégrination dans le temps. Nous sommes en pèlerinage, nous ne faisons que passer à travers les vicissitudes, bonnes ou mauvaises, de ce monde. Cette conception de la pénitence, loin de nous détourner de rechercher la justice et l'ordre de ce monde qui tombe sous notre expérience, nous incite à y accomplir la mission qui nous est propre. « C'est ainsi qu'il nous convient d'accomplir toute justice », dit le Seigneur (Mt 3, 15), mais avec l'esprit libre et tendu vers ce « royaume de Dieu », qui seul vaut la peine d'être désiré et conquis avant toute chose, et dont les « pauvres en esprit » savent qu'il leur est destiné en premier.

C'est dans cette atmosphère de pensées et de résolutions que nous introduit le Carême avec sa « metanoia », c'est-à-dire sa conversion. Acceptons-la avec confiance et courage. Nous savons où elle nous conduit : au mystère pascal. Qu'il en soit ainsi, avec notre bénédiction apostolique.

— Un corps pour l'Esprit. Essai sur l'expérience communautaire selon les Constitutions de la Compagnie de Jésus, par Dominique BERTRAND, S.J. — Un vol. 13 X 20 cm, de 232 p. Prix : 32 F. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

L'ouvrage met en valeur l'Esprit qui inspira à saint Ignace et ses premiers compagnons la rédaction des Constitutions de la célèbre Compagnie. Ces dernières elles-mêmes sont peu connues du grand public et ces pages donnent l'occasion d'en prendre une vue qui ne soit pas quelconque et surtout de bien connaître l'Esprit qui fait leur puissant dynamisme même après plus de quatre siècles d'existence. De nos jours où la vie communautaire reprend ses droits — qu'on pense aux groupes spontanés dans l'Eglise ! — on trouvera dans ces pages ce qui doit en constituer l'âme et la force.

MARIAGE ET FAMILLE

Décisions du Synode diocésain de Suisse romande

A sa session de mai 1974, le Synode diocésain de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel (1) a adopté les décisions, reproduites ci-après, qui ont reçu l'approbation de l'évêque du lieu, Mgr Mamie (2). Ces « décisions diocésaines » ont été publiées, le 15 janvier 1975, dans une brochure qui contient de plus le « rapport de la Commission diocésaine » (3). Dans l'introduction, cette Commission définit elle-même ce qui fut son objectif : « Partant des expériences de vie de chacun de ses membres, réfléchir dans la foi aux problèmes posés aux hommes de ce temps et à la façon non de leur apporter des solutions, mais d'orienter, de conseiller ceux qui liraient ces textes pour qu'ils trouvent eux-mêmes, dans la liberté d'une conscience bien formée, leur propre solution (4). »

I. — PROBLEMES IMPORTANTS DANS LE DOMAINE DE LA SEXUALITE

La sexualité est un merveilleux don de Dieu et doit être vécue comme un don total de soi. Si le Synode traite de la sexualité, c'est parce que celle-ci est une force immense dans la vie de l'homme et des peuples. La sexualité peut

(1) Au sujet du Synode des diocèses suisses, cf. notamment DC 1972, n° 1618, p. 949 (ouverture) ; 1974, n° 1654, p. 489 (textes sur la recherche théologique et le baptême des enfants).

(2) Mgr Mamie a assorti son accord d'une note d'interprétation notamment pour les « problèmes importants dans le domaine de la sexualité » (*infra*, pp. 228-229).

(3) « Mariage et famille ». — Un vol. 20 x 16 cm, 64 pages. Bureau de presse romand du Synode, 2, rue Faucigny, 2 CH 1701 Fribourg.

(4) La Commission spéciale diocésaine (COSPED 6) est composée de :

Dr Armand de MESTRAL, président, La Tour-de-Peilz ; Dr Albert MÉGEVAND, vice-président, Grange-Canal/GE ; M. Jacques AENISHAENSLIN, secrétaire, Lausanne ; M. l'abbé Jean-Robert ALLAZ, vicaire, Lausanne ; M. l'abbé Jules BADOUD, curé, Echallens ; Mme Suzanne DÉLEZ, Pressing/GE ; M. Jacques DUCARROZ, étudiant, Fribourg ; Mme Marie-Louise JOST, Lausanne ; Mme Germaine LIVIO, Lausanne ; Mme Lucienne MACHEREL, Vevey ; Mme Tere-

être recherchée comme une fin en soi et par là détruire tout amour vrai ; mais elle peut aussi être réprimée comme un mal : le résultat sera le même.

Regard chrétien sur l'homme

Un chrétien ne peut étudier les problèmes particuliers qui se posent à lui que dans une vision globale de l'homme, à la lumière de sa foi, avec le concours des sciences humaines et de l'expérience de la vie.

Les progrès accomplis dans les sciences humaines et exactes nous permettent d'accéder non seulement à une meilleure connaissance de la biologie, du psychisme et de l'intelligence de l'homme, mais offrent également les possibilités de mieux connaître son environnement économique et social. Ainsi, pour avoir une vision réellement globale de l'homme, il est nécessaire de tenir compte de tous ces aspects, puisque de nos jours ils exercent une influence considérable sur le comportement humain.

sita PARMIGIANI, Morges ; Mgr Théophile PERROUD, vicaire général, Fribourg ; Mme Alice SCHREIBER, Morat.

Invités et experts consultés :

Dr Paul-Damien CHRISTIN, Pully ; Mme Monique DE GAUTARD, Saint-Légier ; M. Robert HASLER, pasteur, Clarens ; Mme Anne-Lise SCHALLER, Fribourg ; M. l'abbé Gilbert VINCENT, Cully ; M. Henri DESCHENAUX, professeur, Fribourg ; P. Albert DONVAL, A. A., professeur, Lyon ; Dr Georges SCHNEIDER, Lausanne.

La COSPEDI 6 dit dans son Introduction, à propos de son travail :

C'est le Synode diocésain lui-même avec tous les délégués synodaux et leurs évêques — dans un dialogue vivant et nourri, toujours correct et ouvert malgré certaines divergences — qui a réalisé ce projet publié aujourd'hui...

Un travail colossal a précédé l'élaboration définitive de la présente plaquette. Il serait trop long d'énumérer les différentes péripéties qui ont jalonné notre travail de commission, depuis le début du Synode et jusqu'à la session de mai 1974, où les textes furent votés en deuxième lecture et acceptés par les délégués synodaux et leurs évêques. Pour la petite histoire, rappelons qu'il ne nous fallut pas moins de vingt-deux séances plénières et plus d'une trentaine de réunions en sous-groupes, plusieurs rencontres avec nos évêques pour accorder nos pensées, de très nombreux contacts avec plusieurs experts pour éclaircir certaines questions de droit, de sociologie, ou des points particuliers (telle par exemple l'homosexualité), avant de présenter au Synode rapports et textes.

Qu'il soit l'aboutissement d'une longue évolution, comme le proclame la science, n'enlève rien à l'affirmation de la Genèse : Dieu créa l'homme à son image. De toutes les espèces vivant sur la terre, seul l'homme porte la ressemblance du Créateur. Seul il est doué de facultés spirituelles : l'intelligence, dont il doit user pour rechercher la vérité, et la volonté, qu'il doit tendre vers l'amour de Dieu et du prochain ; l'homme est incapable de s'épanouir en dehors de cette vocation. Il est aussi affirmé dans la Genèse que Dieu confia à l'homme de construire et dominer le monde. Cela aussi est la vocation de l'homme. Mais cette maîtrise du monde ne peut se faire sans une connaissance préalable des dynamismes et des forces qui s'affrontent dans le monde. Il s'agit alors de se mettre en recherche, afin que l'homme perçoive toujours mieux la signification de cet appel de Dieu et trouve les moyens d'y répondre.

Nous croyons aussi que cette image de Dieu, ternie par le péché, qui affaiblit notre volonté et obscurcit ou peut aveugler notre esprit, Dieu la restaure par la rédemption dans une dignité sublime, car « nous avons été rachetés à grand prix » (1 Co, 6, 20), « nous sommes appelés enfants de Dieu, et nous le sommes » (1 Jn 3, 1). Il convient donc d'étudier dans ce regard de foi les problèmes et il importe de distinguer les trois plans où s'insèrent les réalités et les relations humaines : celui du corps et celui de l'âme, qui constituent ensemble, de manière indissociable, la nature humaine, et celui de la grâce qui répare les blessures du péché et qui élève l'homme à une dignité mystérieuse, l'invitant à vivre de la vie même de Dieu, qui est vérité et amour, et à prendre conscience que son corps est le temple de l'Esprit-Saint (1 Co, 6, 19).

Regard chrétien sur la sexualité

La sexualité est une force agissant tout au long de notre vie.

Dans notre monde moderne, où les barrières entre garçons et filles, entre hommes et femmes, tendent à disparaître, ce dynamisme de la sexualité est ressenti comme une dimension essentielle de notre être qui conditionne nos relations interpersonnelles et sociales du début à la fin de notre vie. S'il est normal et bon que l'union physique soit l'aboutissement d'un amour vrai et exclusif, il est certain que la sexualité peut, dans le mariage comme dans le célibat, être élevée au-delà de ses finalités biologiques et orientée consciemment vers des valeurs humaines authentiques : la liberté, la beauté, la tendresse, l'amour fraternel.

Un célibat laïc, choisi librement ou imposé par les circonstances, accepté généreusement, comme le célibat consacré choisi « à cause du Royaume des cieux », pourra aboutir, dans un équilibre harmonieux, à se donner plus librement à Dieu et aux autres et surtout aux plus pauvres et aux plus démunis. Accepter ou choisir le célibat, puis le vivre dans l'esprit des Béatitudes « libère singulièrement le cœur pour qu'il brûle de l'amour de Dieu et de tous les hommes » (Vatican II, *Décrot sur la vie religieuse*, 12). Choisir le célibat dans cette intention, ce n'est pas mépriser le mariage, c'est

apporter un témoignage qui peut aider tous les chrétiens, chacun dans son état de vie, à se donner à Dieu et aux autres, à orienter vers Dieu toutes les valeurs de l'amour humain. Dans ces conditions, ceux qui n'ont pas de relations sexuelles physiques ne renoncent aucunement à leur sexualité ; ils sont aussi pleinement hommes et femmes que les autres.

Enfin, il faut souligner qu'assumer sa sexualité dans le mariage ou dans le célibat comporte des difficultés parfois redoutables et même des risques de déviations ou des tentations de pécher. Le chrétien sait alors qu'il peut compter non seulement sur la domination de ses impulsions, cultivées par une éducation patiente de la maîtrise de soi, mais aussi sur la grâce. La sexualité vécue en chasteté est, dans ce monde, un des signes privilégiés du royaume qui vient.

Sans renoncement, la sexualité ne peut pas être conforme à l'ordre humain et à celui de la grâce. Il faut l'affirmer, face à toutes les formes de publicité, de presse et de cinéma qui présentent la liberté sexuelle sous un aspect de séduisante facilité. Celle-ci aboutit à une dévalorisation et à une exploitation dégradante de la sexualité, et non pas à une véritable liberté.

Responsabilité de l'homme face à la sexualité

L'expression de la sexualité doit être empreinte de dignité humaine.

Puisque la sexualité se comprend par rapport à autrui, il faut lui donner la forme d'une relation de deux personnes, dont aucune n'exploite l'autre. Une telle rencontre, pour avoir dignité humaine, implique qu'elle soit le signe d'un amour appelé à grandir. Autrement dit, il faut sans cesse avoir devant les yeux le bonheur de l'autre, et non pas la satisfaction égoïste de son propre désir.

Dieu fait appel à la responsabilité personnelle et sociale de chaque être humain qu'il a créé unique.

« Ainsi, chacun de nous rendra compte à Dieu pour soi-même. » (Rm 14, 12.) Il est donc de la plus haute importance de préparer chacun à une responsabilité personnelle et sociale. L'Eglise ne prend pas de décision à la place de ses membres. Elle s'efforce de rappeler les valeurs que l'homme doit promouvoir et sauvegarder par rapport à lui-même, à sa famille, à la société, à l'humanité et à son avenir, et fournit les éléments de jugement qui permettent à chacun de prendre personnellement la responsabilité d'un choix, en conscience et devant Dieu, dans le domaine de la sexualité comme dans les autres domaines de l'agir humain. L'Eglise accompagne ainsi le cheminement de l'homme.

Maternité et paternité responsables

La décision finale d'un acte relève de la responsabilité personnelle, dans la liberté de l'homme face à Dieu. Pour un membre de l'Eglise, cette liberté de la conscience s'exerce à la lumière des exigences de l'Evangile et des enseignements du Magistère. Prenant en considération ces principes dans le domaine de la responsabilité à l'égard de la paternité et de la maternité, le

Synode adopte les décisions et formule les appels qui suivent :

Décisions

« C'est finalement aux parents de décider, en pleine connaissance de cause, du nombre de leurs enfants, en prenant leur responsabilité devant Dieu, devant eux-mêmes, devant des enfants qu'ils ont déjà mis au monde, et devant la communauté à laquelle ils appartiennent, suivant les exigences de leur conscience, instruite par la loi de Dieu, authentiquement interprétée et soutenue par la confiance en Lui. » (*Populorum progressio*, n° 37.) Ainsi le couple a le devoir de déterminer le nombre d'enfants qu'il souhaite avoir, dans une entente réciproque et une responsabilité commune, sans pour autant refuser de se mettre toujours de nouveau en question.

Il appartient aux conjoints, à l'aide de la planification familiale, de choisir le moment le plus opportun pour concevoir une nouvelle vie et de prévenir les grossesses dont ils ne peuvent assumer la responsabilité. C'est à la conscience des époux, éclairée par la foi, de choisir la méthode à utiliser.

Les principes suivants peuvent les aider dans leur choix :

Le couple pratique une planification familiale à l'aide d'une méthode efficace engageant aussi bien la responsabilité de l'homme que de la femme, permettant de prévenir les conceptions dont il ne peut assumer la responsabilité, méthode qui favorisera l'épanouissement du couple.

Le Synode pense que c'est au couple de choisir librement lui-même la méthode qui lui convient, avec les conseils nécessaires. La méthode doit répondre aux exigences spirituelles, morales et somatiques des conjoints, être adaptée à leurs besoins et présenter une sécurité adéquate. Aucune méthode ne suffit à résoudre tous les problèmes, problèmes humains qui demandent toujours une solution humaine et non purement technique. Il n'existe pas de méthode de planification familiale que l'on puisse recommander une fois pour toutes à un couple, pour sa vie entière, pas plus qu'une méthode valable également pour tous les couples du monde.

● *Appels (5)*

Le Synode adresse un pressant appel aux hommes de science, afin qu'ils continuent leurs recherches sur la physiologie de la reproduction et le planning familial. Le Synode adresse un pressant appel aussi à tous les responsables de la société pour que la recherche et la diffusion des méthodes de planification familiale ne soient jamais dictées par le profit et l'accroissement d'un système économique déshumanisant mais, au contraire, par l'épanouissement du couple, de son foyer, de tous ceux auxquels il est ouvert, et par le bien des peuples. Il adresse aussi un appel aux théologiens et moralistes pour qu'ils intensifient leurs recherches dans ce domaine.

Le Synode adresse aussi un pressant appel au

Magistère de l'Eglise, afin qu'il intensifie ses recherches dans un dialogue avec les hommes de science, les médecins, les conseillers familiaux, les époux et les prêtres, concernant une planification efficace.

Le Synode adresse un appel au Magistère de l'Eglise pour qu'il revoie le problème de la stérilisation chirurgicale pour les couples qui, pour des motifs graves, devraient renoncer à une nouvelle grossesse. Par ailleurs, le Synode met en garde les couples contre les pressions exercées quelquefois sur eux pour que sans motifs graves ils acceptent la stérilisation.

La sexualité avant le mariage

Au cours de son développement, spécialement à l'âge de l'adolescence et de la jeunesse, la personne prend progressivement conscience de sa sexualité. Dans cette évolution, elle la perçoit d'abord sous la forme d'une découverte réciproque et ensuite dans la dimension d'un acte sexuel associant l'homme à l'œuvre créatrice de Dieu. C'est la raison pour laquelle les jeunes sont amenés parfois à vivre la sexualité dans deux contextes différents :

— *L'un manifestant surtout un souci d'identification personnelle,*

— *L'autre s'inscrivant dans une relation d'amour vrai et de fidélité en progression vers l'engagement du mariage.*

Dans une perspective évangélique, il faut se souvenir que, dans cette évolution et ces transformations, une morale de promotion et de libération, attirant constamment la personne au-delà de la problématique du permis et du défendu, aide à prendre conscience de ses actes et du champ indéfini de sa dignité personnelle (6).

C'est pourquoi il convient de distinguer deux types de relations préconjugales : celles qui n'impliquent pas d'engagement authentique :

Dans ce cas, le Synode demande aux parents et aux éducateurs :

— D'inspirer confiance en manifestant beaucoup d'ouverture d'esprit, invitant les jeunes au dialogue, sans négliger l'aspect moral ;

— De rappeler instamment aux jeunes que tout acte sexuel peut engendrer une nouvelle vie, alors même que n'existent pas les conditions nécessaires pour son accueil, son bien-être et son développement.

Le Synode rappelle aux jeunes :

— De ne pas oublier que ces relations peuvent entraîner des conséquences néfastes chez l'un ou l'autre des partenaires, d'autant plus que souvent elles ont tendance à s'inscrire dans une mentalité contemporaine de liberté débridée, d'égoïsme, « d'union libre » ;

— De se souvenir que la relation sexuelle n'est pas automatiquement un moyen de croissance et de maturation et que ceux qui choi-

(5) Pour les distinguer des décisions proprement dites, les recommandations ou appels sont précédés d'un point (NDLR).

(6) A cet égard, les évêques suisses, lors de leur conférence du 5. 7. 1972, ont affirmé « unanimement et sans équivoque que des relations sexuelles préconjugales sont contraires aux normes objectives de la morale et de l'enseignement toujours valable de l'Eglise catholique. Ils n'excluent pas cependant que la question de la culpabilité subjective ou de la responsabilité personnelle demande un jugement nuancé ».

sissent de s'en abstenir accèdent pleinement à un équilibre d'adulte.

Celles qui s'inscrivent *dans un engagement progressif* :

Dans ce cas, le Synode demande aux familles et à l'entourage des fiancés :

— De les accompagner, de les éclairer à partir de leur expérience de vie et de leurs convictions, dans les responsabilités que ces jeunes ont prises eux-mêmes.

Le Synode rappelle aux fiancés :

— Que sans avoir de relations sexuelles pré-conjugales, on peut vivre authentiquement l'amour en vue du mariage et témoigner d'une réelle communauté de vie dans sa progression et de fécondité spirituelle ;

— Que l'acte sexuel n'est pas en soi une preuve d'amour, tant qu'il n'implique pas un don mutuel de toute la personne, « le corps devenant une partie du cœur ». En aucun cas, il ne doit être un chantage au mariage, même dans le cas d'une grossesse ;

— Que leur engagement actuel demande de grandir vers une fidélité totale et irréversible ;

— Que la vie commune qu'ils ébauchent doit tendre au dialogue, permettant une connaissance mutuelle, un partage des joies et des difficultés et l'ouverture aux autres.

Le Synode invite les responsables de la pastorale à faire preuve d'une attention toute particulière aux jeunes en cours d'évolution et de découverte de la sexualité humaine.

Une pastorale, présentant l'idéal évangélique avec toutes ses exigences, et offrant aussi une aide correspondant à l'âge et au psychisme de chacun, doit être étudiée en liaison avec les Centres de préparation au mariage (CPM), les Centres d'éducation sexuelle et de consultation conjugale.

A l'égard des jeunes qui désireraient se marier, mais qui ne le peuvent pas pour des raisons économiques et sociales, il est du devoir des collectivités et de leurs responsables d'éliminer ces obstacles au droit fondamental au mariage.

L'avortement (7)

Débattre de l'avortement, c'est débattre de l'homme, de la vie humaine, de sa valeur et de la protection qu'on doit lui accorder, aux points de vue éthique, social et juridique.

Puisque actuellement on prépare en Suisse une nouvelle législation dans le sens d'une libéralisation ou même d'une décriminalisation de l'avortement, la question prend une acuité particulière. Pourtant elle doit être posée dans le contexte de la violence qui s'exprime aussi dans la guerre, la torture, la pollution, etc. : tout attentat à la vie humaine, à n'importe quelle phase de son développement et sous n'importe quelle forme, signifie un échec, un malheur et un mal pour l'individu et pour la société, même si, dans les faits, d'innombrables facteurs semblent le rendre inévitable.

Aspect éthique

L'avortement, dès le début de la vie embryonnaire, détruit une vie humaine ; c'est pourquoi il faut le dénoncer du point de vue moral, car chaque être humain a un droit fondamental à la vie.

En effet, cette vie doit être respectée et protégée par la société. S'il arrive qu'elle soit conçue sans être désirée, ni même acceptée, personne pourtant n'a le droit d'en disposer, même pas la mère. L'avortement ne peut pas être considéré comme une affaire privée ; il concerne vraiment la société, même si la décision d'y recourir engage d'abord une conscience.

De plus, selon notre foi chrétienne, chaque homme est un être unique, aimé de Dieu : comme tel, l'enfant à naître est reconnu de Dieu comme une personne possédant une destinée temporelle et éternelle. Cette conviction accroît essentiellement notre respect de cette vie débutante.

Aspect social

Toutefois, le droit fondamental à l'existence que possède toute vie humaine se heurte encore à de graves obstacles : il est donc injuste et contradictoire de culpabiliser les femmes ou les couples tant qu'on n'a pas réalisé une prévention efficace de l'avortement sur le plan social et éducatif. C'est pourquoi le Synode estime particulièrement urgent de rappeler les devoirs suivants :

C'est la tâche de tous, de la famille et de l'Eglise en particulier, de développer le sens des responsabilités à l'égard de la vie sous toutes ses formes et dans chacune de ses phases.

Une femme qui recourt à l'avortement, comme dernière issue à sa détresse, ne doit ni être méprisée, ni abandonnée, mais, au contraire, aidée effectivement.

On ne doit pas défavoriser les mères célibataires, ni en faire les victimes d'une discrimination. Toute femme qui accepte son enfant mérite aide et respect. La société a la responsabilité de lui assurer cette aide et de la prévoir juridiquement.

Certaines mères célibataires, par souci d'un avenir meilleur pour leur enfant, décident, en toute liberté, de le faire adopter : cette décision doit être respectée et les démarches en vue de cette adoption facilitées.

On montrera la même compréhension pour les couples qui, poussés par de graves difficultés, font adopter leur enfant.

Une politique sociale en matière de construction et de loyer devrait se préoccuper davantage de ce que les familles ayant des enfants, surtout les familles nombreuses et celles des migrants, puissent trouver un logement adapté à leurs besoins et à leurs moyens.

Partout en Suisse, il convient de développer une assistance sociale efficace aux femmes enceintes et aux mères, ainsi que des assurances couvrant frais et risques de la grossesse et de la naissance. On devrait aussi multiplier les occasions de travail à temps partiel.

En aucun cas, l'avortement ne doit être une méthode de planification familiale. Il est donc très important que soient utilisées des méthodes

(7) Texte adopté par l'Assemblée synodale suisse et ratifié par la Conférence des évêques suisses lors de la session des 8 et 9 septembre 1973.

de planification vraiment efficaces ; aussi faut-il favoriser et activer la création de centres de consultation qui aident les couples et tous ceux qui cherchent conseil à prendre leurs décisions, tout en se basant sur une conscience bien formée. Là où de tels centres existent déjà, il faut collaborer autant que possible avec eux.

L'éthique médicale est basée sur le respect et la sauvegarde de la vie. Aussi ne peut-on attendre des médecins qu'ils pallient par des avortements les faiblesses personnelles et ce que devrait faire la société civile et ecclésiale pour instruire et aider chacun à réaliser une paternité et une maternité responsables.

D'autre part, si la loi prévoit que certains avortements ne sont pas punissables — et ils ne peuvent être pratiqués avec un minimum de risques pour la mère que par un médecin, — nul ne peut cependant obliger un médecin ou une infirmière à participer à un avortement si leur conscience le leur interdit. A ce propos, on doit dénoncer avec fermeté tous ceux qui, exploitant la détresse de femmes et de couples, en font une source de profit et renforcent ainsi la discrimination entre riches et pauvres.

Aspect juridique

La protection de l'enfant à naître exige, certes, des dispositions pénales, bien qu'elles soient loin d'être le moyen le plus important et le plus efficace. Et ces règles pénales doivent être basées sur des principes éthiques qui exigent la protection de l'enfant à naître, l'aide à la mère et la prévention de ce qui serait un mal majeur pour la société. La libéralisation absolue de l'avortement ou la solution du délai doivent être rejetées. Si la loi prévoit la dépénalisation de l'avortement dans des cas particuliers et bien définis (indications), il ne faut cependant pas oublier que l'avortement supprime toujours une vie humaine : ce qui dans notre société peut être déclaré légal n'est pas pour autant moral. Face aux projets fédéraux, nous tenons à exprimer l'attitude qui découle de notre foi, mais nous respectons aussi la liberté de conscience de ceux qui ne partagent pas nos convictions. A elle seule, et même révisée, la loi pénale ne parviendra pas plus demain qu'hier à réduire le nombre angoissant des avortements. Pour protéger efficacement le droit de toute femme de mettre son enfant au monde et le droit de l'enfant à naître, il faut que le législateur en fasse une *loi sociale*, donnant à la femme et au couple la sécurité qui leur permette d'élever leur enfant ou, éventuellement, de le faire élever par des tiers. Cette loi sociale devrait comporter entre autres des consultations gratuites, une aide psychosociale et éventuellement médicale, des allocations familiales supplémentaires, l'aide pour trouver un logement adéquat ainsi qu'une protection pénale contre les contraintes à l'avortement.

Le Synode suisse invite chaque diocèse à créer une commission qui devra chercher les moyens concrets de réaliser ces directives sur la prévention des avortements et d'établir les relations nécessaires avec les instances de l'Etat, avec les centres de planification familiale et éventuellement avec les cliniques. Des contacts devront être pris également avec les responsables de la

pastorale et de la catéchèse. Enfin le Synode exhorte chacun à s'engager au service de cette cause dans la mesure de ses possibilités.

Penchant homosexuels

Les chrétiens doivent se garder d'une opinion globale et toute faite à l'égard des homophiles et des homosexuels. Le Synode rappelle que quelle que soit leur situation de vie, ceux-ci ont droit au respect et à la bienveillance. Ils seront encouragés à envisager une croissance personnelle et, le cas échéant, un traitement d'aide médicale et psychologique. Pour ceux qui sont croyants, le recours à la prière et aux sacrements sera d'un grand secours.

Tout en reconnaissant que les homophiles sont obligés de s'accepter avec leur penchant pour éviter la panique et l'angoisse, le Synode les invite à vivre dans la dignité et la croissance personnelle, évitant les excès et les dévoiements. Il rappelle en particulier qu'hétérophiles et homophiles sont également appelés par l'Evangile à exercer l'amour du prochain dans une relation ouverte, transparente et véritable. En tant que chrétiens et membres de l'Eglise, les uns et les autres ont le devoir de se sanctifier, en portant chacun la croix de leurs difficultés personnelles et sexuelles, et en respectant une saine moralité.

Le Synode demande expressément au Magistère de l'Eglise d'étudier les particularités pastorales concernant l'évangélisation des homophiles et des homosexuels. Il demande, en outre, que la formation générale des prêtres permette une information appropriée et suffisante de ceux-ci quant aux questions touchant au développement psychologique de la personne, particulièrement en ce qui concerne l'homophilie.

Le Synode insiste pour que se réalisent une formation des parents et une information des enfants, afin que s'établisse, pour les uns et les autres, une relation parentale bilatérale gratifiante et valorisante des personnes. A cet égard, une formation continue des parents, ou d'un des conjoints resté seul, à l'éducation apparaît urgente et indispensable aujourd'hui, pour prévenir un climat familial qui pourrait prédisposer à des tendances homophiles.

Le Synode adresse un pressant appel aux autorités pour qu'elles veillent efficacement à ce que des travailleurs ne soient pas éloignés de leur famille d'une façon prolongée et que le logement en dortoir ou baraquement évite la promiscuité. Enfin elles se montreront fermes et vigilantes face aux tentatives multiples de la propagande actuelle en faveur des perversions sexuelles et des atteintes à la dignité des mœurs.

Le Synode adresse également un pressant appel aux autorités pour qu'elles prennent et assurent les mesures d'aide et de traitement psychomédical nécessaires aux homophiles et hétérophiles présentant des déviations ou des perversions névrotiques.

Commission pour la recherche et l'application dans le domaine de la sexualité

Le Synode décide de constituer une commission qui poursuive l'étude des problèmes théologiques et pastoraux concernant le planning familial et la sexualité, et qui contribue à l'application des

décisions prises par le Synode dans le domaine de la sexualité et de la vie de famille.

(Textes votés et acceptés en deuxième lecture par l'Assemblée générale du Synode du diocèse de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel, dans sa séance du 26 mai 1974 (101 oui, 16 non et 7 abstentions). L'évêque du diocèse a donné son accord.)

II. LE MARIAGE DANS SON EVOLUTION ET SES CRISES

Le mariage est d'abord l'union d'un homme et d'une femme, comportant une relation de personne à personne. Lorsque ces deux personnes se considèrent dans la foi comme des images de Dieu et comme le don qu'il fait de l'une à l'autre, la vie dans le mariage devient une relation à Dieu. Ainsi le mariage se réalise dans la mesure où les époux acceptent de donner librement à Dieu la place qui lui revient. C'est pourquoi, lorsque entre baptisés le mariage est sacrement, ce sont les époux eux-mêmes qui en posent le signe par leur engagement, auquel Dieu répond par le don de sa grâce. Leur amour doit s'approfondir et s'enrichir tout au long de leur vie.

Dans cette communauté de vie et d'amour, l'homme et la femme progressent ensemble vers un triple épanouissement :

- Celui de leurs personnalités propres ;
- L'épanouissement du couple dans leurs enfants, par la procréation responsable et par leur éducation ;
- Leur rayonnement dans la société grâce au témoignage qu'ils offrent au monde et grâce au partage.

Pour que deux personnes puissent envisager de conclure un mariage chrétien, il faut qu'elles atteignent à une maturité biologique, affective et spirituelle, qu'elles aient conscience des dimensions sociales et religieuses de leur union. Il faut aussi qu'elles apprennent à se connaître et à s'accepter elles-mêmes afin de pouvoir accepter le conjoint et en portant par là même une responsabilité mutuelle.

La relation homme-femme, lorsqu'elle fonde une communauté de vie et d'amour unique et indissoluble, a servi dans l'Ecriture sainte d'image prophétique de l'Alliance de Dieu avec son peuple, qui s'est réalisée pleinement par l'Incarnation, dans laquelle le Christ s'est uni à l'humanité, pour en faire une épouse sainte et immaculée (Ep 5).

Des fiançailles deviennent un vrai mariage lorsque les deux fiancés aptes à se marier se lient volontairement, librement et définitivement par l'échange de leur consentement. Celui-ci est sacramentel lorsqu'il est motivé par la foi au Christ, qui peut donner à l'amour humain une force et une constance qui fécondent toutes les possibilités de la nature humaine. C'est à partir de l'amour conjugal en tant que don de Dieu qu'il convient de comprendre et de pratiquer l'appel évangélique à une fidélité absolue. Les conflits inévitables incitent les conjoints à un dépassement et par-là même à une qualité d'union plus solide ; mais il arrive en fait que, parfois, cet amour soit détruit ; dans ce cas, comment pourrait-il signifier encore l'union du Christ et de l'Eglise ?

Le Synode, tout en s'inquiétant du nombre élevé des divorces, invite tous les époux à comprendre que les conflits sont inévitables et qu'ils pourraient être dépassés dans une ouverture mutuelle, humble et franche ; ces difficultés seront alors source d'enrichissement et conduiront le couple vers une union plus solide et plus vraie.

Recommandation aux théologiens

■ Il est urgent que les théologiens expliquent mieux ce qui constitue l'essentiel du mariage chrétien et sa sacramentalité ; qu'ils mettent l'accent sur sa dimension prophétique, sur l'indissolubilité comprise d'abord comme exigence évangélique. Sans diminuer en rien l'exigence inconditionnée d'indissolubilité enseignée par l'Eglise, un approfondissement théologique du mariage ouvrirait des voies pastorales nouvelles, tant pour préparer les croyants à leur vie de mariage que pour apporter des solutions valables aux problèmes de ceux qui auraient subi un échec dans leur vie conjugale.

Le Synode constate que les mariages uniquement civils, conclus par des conjoints catholiques, sont assez nombreux. Il rappelle qu'un catholique croyant ne saurait dissocier le mariage de sa signification religieuse ni le priver de son caractère essentiellement communautaire. Aussi le mariage des catholiques doit être intégré dans la communauté de l'Eglise par sa célébration selon la forme canonique. Ce rappel d'un devoir fondamental n'empêche pas le Synode de déclarer qu'un mariage civil peut constituer un véritable engagement humain qui lie gravement la conscience de ceux qui le contractent et appelle à la fidélité.

Sur le plan pastoral, le Synode demande de tout mettre en œuvre pour que les mariages célébrés à l'église le soient pour des motifs de foi et non simplement pour se conformer à une coutume, ou sous la pression de l'entourage, ou pour d'autres motifs qui n'ont rien de religieux. Aux fiancés qui envisagent un mariage civil et qui ne se sentent pas assez croyants pour assumer déjà la célébration sacramentelle de leur union, l'Eglise propose de différer leur mariage religieux jusqu'au moment où il pourra prendre sa signification de foi. Aussi propose-t-il de renouveler et d'approfondir l'action pastorale auprès de ceux qui se sont contentés du mariage civil ; on favorisera leur cheminement vers le sacrement auquel les appelle leur condition de baptisés.

■ Dans la révision en cours du droit canonique, le Synode souhaite que soit faite une distinction très nette entre ce que le droit naturel exige pour qu'un mariage puisse être reconnu comme valide et ce que l'Evangile demande pour qu'il soit sacramentel.

Attendu, enfin, que nul ne peut être tenu d'agir contre sa conscience et que, d'autre part, le mariage est un droit naturel de l'homme, ne conviendrait-il pas de réviser le droit canonique en ce sens que l'Eglise ne considère pas comme sans valeur des mariages que des conjoints catholiques ont conclu sans respecter la forme canonique ? Par une telle révision, on éviterait aussi le scandale des remariages à l'Eglise de personnes catholiques divorcées après un premier mariage civil.

● Le Synode demande à la Conférence des évêques suisses d'intervenir dans ce sens auprès du magistère de l'Eglise.

Tribunaux ecclésiastiques et législation en matière de remariage

Le couple qui est en train d'échouer dans son mariage se trouve dans une situation de grande souffrance, et cette souffrance est fortement accentuée par la procédure juridique concernant un éventuel divorce. Ces époux ont donc besoin de s'adresser, dans l'Eglise, à une Commission qui ne les juge pas, mais s'efforce de leur révéler avec une grande charité et dans un esprit apostolique le message du Christ et la tendresse de Dieu qui ne les abandonne pas, quelle que soit la décision qu'ils prendront, dans la liberté de leur conscience : cette Commission matrimoniale pastorale travaillera en étroit contact avec les Centres de consultation conjugale et les Centres de préparation au mariage (CPM).

● Le Synode propose à la Conférence des évêques suisses de présenter au Synode des évêques la requête suivante :

Il est souhaité que la législation en matière de mariage soit réexaminée, notamment que l'institution du tribunal ecclésiastique soit réétudiée, afin de lui donner une orientation plus pastorale, et qu'en fassent partie aussi des femmes et des couples ayant les compétences nécessaires.

La Commission matrimoniale pastorale

Il conviendrait d'instituer dans notre diocèse, à côté du tribunal ecclésiastique, qui a une tâche juridique, une Commission matrimoniale pastorale, dont feraient partie des femmes et des couples. Cette Commission doit se laisser guider d'abord dans ses appréciations et ses conseils, par des considérations d'ordre pastoral et non seulement par des critères juridiques. Le prêtre, confident des époux et de leurs difficultés, pourrait, à leur demande, servir d'intermédiaire auprès du tribunal ecclésiastique.

Les discussions doivent y être empreintes de confiance. Elles permettront de rechercher et de déterminer les causes de l'échec du mariage. Une aide modale sera ainsi apportée aux époux en difficulté. Ils pourront ensuite prendre une décision s'ils estiment, en leur âme et conscience, pouvoir en assumer la responsabilité ; cette décision devra être respectée par la communauté chrétienne.

Les divorcés et les divorcés remariés dans l'Eglise

L'exigence divine au sujet de l'indissolubilité du mariage sacramentel est indiscutable, car il n'est pas permis à l'homme de délier ce que Dieu a uni. Pourtant, l'Eglise, composée de pécheurs, se doit de reconnaître que les divorcés remariés ont à trouver une juste place à l'intérieur de la communauté ecclésiale. En effet, ceux-ci, malgré leur situation, restent membres du Corps mystique du Christ. La place qu'ils occupent dans l'Eglise dépend de leur désir profond et sincère de rencontrer Dieu dans leur vie et de la ferveur de la communauté. Cela exige que nous affermissions notre foi et notre tendresse fraternelle pour être prêts à les accom-

pagner dans la voie particulière et mystérieuse de leur conversion. Il convient de reconnaître la valeur de témoignage de ceux et de celles, qui ne se sont pas remariés, de ceux et de celles, divorcés remariés, qui ont accepté, au plus près de leur conscience, de ne pas recevoir les sacrements.

Le Synode demande que soit mise en œuvre et intensifiée la pastorale des divorcés et des divorcés remariés, pastorale qui concerne aussi l'attitude évangélique de tous les chrétiens à leur égard. C'est à tous que sont proposés une conversion et un cheminement dans la vie du Christ.

Cette pastorale doit, d'une part, manifester l'indissolubilité du mariage chrétien et faire apparaître la différence fondamentale qui demeure entre l'état de mariage sacramentel, l'état de divorce et l'état de remariage après divorce. Elle doit, d'autre part, pour être conforme à l'Evangile, aider toutes les personnes divorcées, remariées ou non, à réaliser aussi pleinement que possible, compte tenu de leur situation, leur vocation de membres du Corps du Christ, et à prendre toute la place qui leur revient dans la communauté chrétienne.

C'est pourquoi le Synode appelle tous les fidèles et toutes les communautés à une conversion du cœur qui les rende capables d'accueillir les divorcés remariés avec l'esprit du Christ, lui qui n'est pas venu pour condamner, mais pour sauver.

Pour cela, tous sont invités, prêtres et laïcs :

— A mieux entendre l'appel que Dieu leur adresse à travers la souffrance des divorcés, de sorte qu'avec cette aide leur vie d'époux déchirés puisse être transformée par le souffle de l'Esprit qui leur donnera la force du pardon et la sérénité ;

— A vivre avec les divorcés une vraie fraternité, non seulement dans le cadre de la communauté, mais dans le Christ lui-même, à travers des rapports interpersonnels empreints d'humilité, de respect et de bienveillance ;

— A s'engager à promouvoir cette unité de tous dans le Christ et à en donner un témoignage visible ; en particulier, à rechercher, en lien avec l'Eglise universelle, comment et à quelles conditions le partage eucharistique avec des divorcés remariés pourrait devenir un signe authentique de cette unité dans le Christ, au-delà des infidélités des uns et des autres.

● Le Synode prie le Synode des évêques d'étudier la réalisation de la recommandation suivante :

Le Synode souhaite vivement, sans pour autant mettre en cause l'indissolubilité du mariage, que les divorcés remariés qui veulent en toute sincérité vivre chrétiennement et en ont donné le témoignage au sein de la communauté, puissent avoir accès aux sacrements de la pénitence et de l'eucharistie. Dans ce sens, l'eucharistie, pain de vie, serait envisagée comme un soutien dans le combat intérieur personnel, même si l'issue de ce combat est apparemment une défaite, ce dont Dieu seul peut être juge.

(Textes votés et acceptés en deuxième lecture par l'Assemblée générale du Synode du diocèse de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel, dans sa séance du 24 mai 1974 [126 oui, 1 non et 2 abstentions]. L'évêque du diocèse a donné son accord.)

III. LE MARIAGE : SA PREPARATION ET SON DEVELOPPEMENT

La préparation

Le mariage est envisagé aujourd'hui comme une réalité vécue personnellement et en couple, plus que comme une institution à caractère familial, religieux ou social. Les jeunes, en particulier, manifestent cette tendance. C'est toute l'éducation et l'ensemble des situations de vie qui conditionnent l'attitude face au mariage et à sa réalisation. Il est dès lors nécessaire de situer la préparation au mariage avant tout dans l'éducation générale et dans les formes d'existence individuelle.

Pour le chrétien, l'union sacramentelle de l'homme et de la femme est le signe spécifique de l'alliance divine avec les hommes et de l'alliance du Christ avec l'Eglise. Le contexte historique, personnel et conjugal des époux s'insère alors dans une relation à Dieu, au Christ et à l'Eglise dans l'amour et la foi. C'est pourquoi les couples chrétiens sont particulièrement concernés par les mariages qui se font dans leurs communautés et le sacrement qui se vit. Ils sont appelés à porter témoignage de cette alliance dans leur vie personnelle et conjugale, et dans la signification de leur foi.

Dans le but de sensibiliser et d'aider les fiancés à réfléchir au mariage chrétien, l'Eglise leur a proposé de tout temps des entrevues pastorales auprès des prêtres, qui, malheureusement, doivent trop souvent être uniquement consacrés à des démarches d'enquête et à l'ordonnance de la cérémonie. Dans ce même but, il existe des retraites, des recollections, des Centres de préparation au mariage (CPM). Ces derniers, constitués de foyers, de prêtres et parfois de pasteurs, proposent une aide momentanée et de courte durée, qui ne supplée jamais à l'action éducatrice et évangélisatrice du milieu de vie (famille, communauté, etc.), ni à l'expérience personnelle et commune acquise par les fiancés dans leur rencontre. Mais cette action a certainement une place déterminée dans l'ensemble de la pastorale permanente de l'Eglise.

Toute formation en vue du mariage chrétien est une mission ministérielle de l'Eglise entière. Elle fait partie intégrante de l'éducation générale à la vie et à la foi. C'est à travers tout ce qu'il vit dès la naissance dans la famille, à l'école, au travail et dans l'Eglise que le chrétien se prépare au mariage, comme aussi au célibat.

Le Synode rappelle que chacun est concerné par les mariages qui se font dans la communauté et le sacrement qui se vit. Il affirme que le témoignage des couples chrétiens et des communautés de croyants est d'importance essentielle — parfois déterminante — quant à la préparation des jeunes au mariage.

Une aide immédiate de préparation au mariage chrétien, en plus de celle offerte par les prêtres dans leur ministère, doit être envisagée et insérée dans l'ensemble de la pastorale locale ou régionale. Sans remplacer l'action éducatrice et évangélisatrice des familles et des milieux de vie, elle est destinée à offrir aux fiancés une réflexion concrète à partir de leurs situations, de leurs motivations et de leurs convictions. C'est tout particulièrement dans ce sens que le Synode

demande aux groupes CPM ou à leurs équivalents ainsi qu'à toutes personnes s'occupant de l'éducation, d'aider les fiancés à discerner et à sentir la réalité profonde du mariage envisagé comme un cheminement à redécouvrir jour après jour dans la vie commune et la foi. En même temps, il reconnaît indispensable, en ce domaine comme en tous les autres, la collaboration entre laïcs et ecclésiastiques dans cette action.

La décision d'organiser, par l'intermédiaire d'une équipe CPM ou d'une autre façon, une aide immédiate de préparation au mariage chrétien, appartient aux responsables des communautés, car il s'agit là d'un service d'Eglise. C'est aussi à ces responsables qu'il incombe de faire connaître cette organisation auprès des jeunes et des familles.

Le Synode demande qu'un délai convenable de préparation soit exigé pour les conjoints qui veulent célébrer leur mariage à l'église : ceci en vue d'une préparation plus sérieuse.

La diversité des milieux familiaux, sociaux, religieux rend inévitables et nécessaires des adaptations de cette aide immédiate de préparation au mariage. Une collaboration avec d'autres organismes s'occupant d'éducation, de famille, de jeunesse, etc., mais surtout avec tout service de catéchèse et de formation à la vie chrétienne est à rechercher et à promouvoir. Aux migrants et aux gens de culture et de mentalité différentes, une attention particulière sera apportée pour les aider à réaliser dans leur milieu une méthode adéquate de préparation au mariage.

Une réflexion d'esprit œcuménique est indispensable en vue de tout mariage. D'autre part, la plus grande collaboration avec d'autres Eglises chrétiennes est nécessaire pour les mariages mixtes.

Les formes de célébration du mariage établies par les Commissions liturgiques compétentes sont à étudier avec les fiancés afin qu'apparaissent dans la cérémonie, avec plus d'importance et de clarté, leurs engagements dans la communauté et dans l'Eglise.

Le développement

Aujourd'hui chacun est appelé, dans le monde et dans l'Eglise, à une responsabilité personnelle et collective accrue. Cette responsabilité ne peut être assumée que dans une vie humaine pleinement authentique. Aussi sommes-nous tous concernés par une formation continue et une croissance permanente.

En Eglise, chacun est appelé à croître comme Jésus « en sagesse, en taille et en grâce devant Dieu et devant les hommes » (Lc 2, 52).

Une formation continue et une croissance permanente font partie de toute vie chrétienne aujourd'hui, que celle-ci soit réalisée dans le célibat ou le mariage, dans la solitude ou dans la communauté. Elles ne sont pas à comprendre comme un perfectionnement égoïste, mais elles favoriseront des attitudes personnelles et collectives de foi, de détachement, d'espérance et de partage.

Le Synode demande que des méthodes de formation et d'approfondissement de la vie chrétienne soient étudiées par les responsables de la vie pastorale et les communautés, et tout spé-

cialement par les centres de catéchèse. Ces méthodes doivent tout particulièrement être adaptées aux jeunes dans la période entre la fin du catéchisme et le moment du mariage, mais elles doivent aussi offrir des pistes, des cheminement, des réflexions aux adultes de tout âge (jeunes foyers, parents, éducateurs, personnes seules, vieillards, etc.).

Une attention spéciale sera portée à la préparation du rôle parental pour l'établissement d'une vraie communauté conjugale et familiale, et en vue d'une attitude pédagogique et éducative, adaptée à l'évolution de l'enfant et à l'éveil de sa foi.

Les différences de mentalité, de culture, de situation sociale nécessitent des moyens de formation adéquats. Elles posent au plan conjugal comme au plan familial des problèmes spécifiques qu'il est juste de s'efforcer de résoudre.

Chacun est responsable de cette formation continue et de cette croissance permanente, ce qui peut être réalisé en s'ouvrant au prochain par l'accueil, le dialogue et le partage sans condition. Dans ce sens, le Synode encourage l'établissement spontané de réunions de foyers, de groupements de parents, de communautés de base, etc. La rencontre mutuelle faite à partir des possibilités et de la bonne volonté de chacun est plus importante que la mise en place de structures et que l'utilisation de techniques de formation ou de spécialistes.

Pour tous ceux — prêtres et laïcs — qui se préparent à un ministère au service de l'Eglise, une spiritualité authentique et profonde est nécessaire. Mais, de plus, une initiation théorique et pratique en sciences humaines et médicales est aujourd'hui indispensable, afin de mieux saisir les situations concrètes et de transmettre d'une façon plus réaliste le message évangélique.

C'est pourquoi le Synode propose qu'une telle initiation soit dispensée au cours des études en vue d'un ministère, quelle qu'en soit la spécialisation éventuelle, et qu'elle se prolonge par un souci personnel et constant d'information tout au long de l'activité ministérielle.

Le Synode demande instamment que des centres de formation (éventuellement centres de consultation conjugale) soient ouverts en nombre suffisant pour accompagner les couples dans leur cheminement et éventuellement les aider dans leurs difficultés.

Le Synode rappelle aux chrétiens que toute situation douloureuse présente non seulement des aspects négatifs, mais aussi des éléments positifs, et que cette souffrance, vécue dans la foi et l'esprit de la parole de Dieu, est une participation à la souffrance rédemptrice du Christ.

Le Synode demande qu'une aide matérielle et psychologique soit apportée à ceux que les conditions de vie et de travail rendent incapables de formation et de progression. Cette aide fait véritablement partie des tâches sociales de l'Eglise : elle ne peut être réduite à un remède ou une aumône, car toute aide chrétienne doit être une invitation à rencontrer le Christ tant pour celui qui donne que pour celui qui reçoit.

(Textes votés et acceptés en deuxième lecture par l'Assemblée générale du Synode du diocèse de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel, dans sa séance du 24 mai 1974 [126 oui, 1 non et 2 abstentions]. L'évêque du diocèse a donné son accord.)

IV. LA VIE DE FAMILLE

La famille

Toute famille est appelée à devenir une famille d'enfants de Dieu. La tendresse, l'affection, la confiance et la sincérité des membres de la famille vivant sous le regard de Dieu, sont les éléments les plus propices au maintien du lien familial et à l'accomplissement du précepte évangélique : « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. » (Jn 15, 12.)

Au sens originel, la famille réalise une situation primordiale et fondamentale dont le rôle est d'offrir aux parents et aux enfants un milieu de croissance globale et de vie chrétienne. Comme entité sociale, elle est le fondement de la communauté universelle. A ces deux points de vue, la famille est une institution dont l'image, l'organisation et la fonction sont en constante évolution. De nos jours, cette évolution présente certains aspects particuliers qui demandent réflexion au sujet de la vie de famille, du rapport réciproque famille-société et de la vie chrétienne.

Face aux transformations importantes de la famille aujourd'hui et aux diverses contestations idéologiques dont elle est l'objet, le Synode rappelle aux chrétiens que la famille est issue de la communauté conjugale établie par Dieu et qu'elle n'est pas à considérer comme un simple produit de l'évolution ou de la culture. Mais il rappelle aussi que la communauté familiale, bien qu'elle soit naturellement une situation très propice au développement de la vie de ses membres, n'est pas strictement indispensable à la croissance individuelle ni à la vie de chrétien. Aussi convient-il de ne pas accorder à nos vies familiales une importance excessive face à ceux qui n'en ont pas ou qui n'en n'ont pas eu.

La vie de famille doit être repensée et redécouverte en tenant compte des exigences culturelles, sociales et professionnelles d'aujourd'hui. Le foyer doit apparaître comme un port d'attache où chacun peut revenir faire le plein d'affection, de réflexion, de partage, en vue de partir ou de repartir dans le monde.

Cela requiert des parents :

— Une concordance authentique avec eux-mêmes pour éviter des attitudes de façade ou de prétention ;

— Une compréhension intérieure et non seulement une analyse de ce que vivent les enfants, une attention chaleureuse qui n'est pas possession, qui n'attend pas de gratification personnelle ;

— Une présence paisible et clairvoyante face aux problèmes, aux confusions et aux conflits au travers desquels la jeunesse tente de se connaître et de se transformer ;

— Une attitude inconditionnellement positive dans toute situation vécue par eux-mêmes et par les enfants (cf. Lc 15, 11-32 : la parabole de l'enfant prodigue).

Cela invite les jeunes :

— A percevoir que de n'avoir pas choisi ses parents ni sa famille, ne donne à personne le droit de contester fondamentalement l'institution familiale ni la vie de famille ;

— A saisir que pour chacun, la famille ou le milieu de vie est le lieu d'apprentissage de la

bonne volonté, du partage, du détachement et du renoncement, impliquant le don de soi par amour ;

— A découvrir que le bonheur est fait de relations avec ses semblables selon la bienveillance et l'amour, non selon l'opportunité ou la domination ;

— A considérer que toute vérité humaine perçue n'est souvent qu'un aspect de la vérité totale et à se souvenir que chacun est appelé à tempérer son intransigeance tout en sauvegardant sa soif d'absolu.

Au sens chrétien, la famille reste le lieu privilégié de la rencontre avec Dieu par les parents et les enfants. Par le partage fraternel des qualités et des défauts de chacun, par l'aveu et le pardon des offenses, par la pratique d'un esprit de foi, d'espérance et de charité, la communauté familiale trouve son fondement et sa finalité dans le Christ. La famille constitue ainsi l'unité première d'évangélisation dans l'Eglise. A cet égard, le Synode reconnaît que l'exemple des parents est important, mais il demande aussi que ceux-ci soient orientés vers une spiritualité personnelle authentique par une formation catéchétique et pédagogique.

Il rappelle enfin aux jeunes que Dieu confie aux parents le pouvoir de transmettre la vie et de révéler des valeurs humaines, morales, spirituelles, essentielles pour chacun.

Chacun est appelé à s'engager dans une politique sociale favorisant l'épanouissement global de la famille (logements, assurances, sécurité d'emploi, salaires, loisirs, écoles, etc.). Le Synode reconnaît la grande utilité des associations ou des services qui, par leur doctrine et leur action, s'efforcent d'assurer à la famille un réseau d'institutions sociales, d'assurances et de sécurité, et qui contribuent à la culture, à l'éducation et à l'apostolat chrétien (par exemple : école de parents, mouvement populaire des familles, communautés familiales de base, etc.).

La famille doit s'ouvrir au monde et à tous, soit dans l'entourage immédiat, soit au travers de relations sociales et d'engagements. Le Synode rappelle que cette ouverture doit par conséquent être manifestée à toute personne, quels que soient la mentalité, la culture, l'âge ou la situation. Chaque famille chrétienne doit ainsi devenir un havre de paix et d'espoir, et dans la mesure du possible, un lieu de repos et de réconfort spirituel et matériel.

Le Synode demande en outre que de plus en plus l'activité professionnelle du père et la légitime promotion sociale de la femme ne soient pas envisagées seulement sous l'angle de la commodité et de l'apport économique, mais que l'une et l'autre comportent une responsabilité de présence, de collaboration et d'entraide mutuelle, dans la dignité et le respect de chacun.

L'éducation

Le but de l'éducation est de former la personne humaine dans la perspective de sa fin la plus haute et du bien des groupes. Mais, pour le chrétien, elle ne vise pas seulement la maturité de l'être, car elle requiert principalement d'introduire le baptisé pas à pas dans la connaissance du mystère du salut et de le rendre chaque jour plus conscient du don de la foi, apprenant à

adorer Dieu le Père en esprit et en vérité.

Que l'éducation se réalise aujourd'hui davantage sous la forme d'une découverte, d'une expérimentation, d'un partage entre parents et enfants, que selon le mode d'un enseignement, d'une transmission des valeurs et des vérités, ne change rien d'essentiel. Mais il faut reconnaître qu'actuellement les conditions de vie de la famille et de son organisation, les transformations sociales et culturelles appelant chacun à une authenticité plus manifeste, favorisent le phénomène éducatif de relation interpersonnelle entre parents et enfants, et exigent plus de sincérité et de fidélité à tous égards.

Le Synode réaffirme que l'éducation est fondamentalement l'affaire des parents, car il s'agit d'un droit et d'un devoir liés à la procréation. Mais dans le contexte des transformations et des changements actuels de la famille et de la vie de famille, il juge indispensable de repenser le phénomène éducatif et d'éclairer les parents dans leur tâche.

C'est pourquoi il rappelle aux parents qu'il leur incombe de rendre la vie de famille aussi accueillante, bienfaisante et appropriée que possible, car l'enfant ne choisit pas le milieu de sa naissance ni de son développement. Aux responsables des collectivités, à qui il revient d'en prendre l'initiative, le Synode demande de collaborer avec les parents :

— Par l'organisation de centres d'information et de formation éducative (centres éducatifs, école des parents, etc.) ;

— Par l'installation de services d'aide aux familles pour les besoins matériels, mais aussi pour les besoins des couples et des enfants (consultation conjugale, service médico-pédagogique, etc.) ;

— Par l'organisation dans les écoles de rencontres régulières entre maîtres et parents ;

— Par la construction de logements favorables à la vie familiale ;

— Par l'élaboration de conditions de travail propres à éviter l'absence trop répétée ou trop prolongée du ou des parents hors de la famille (déplacements, horaires de travail, saisonniers, etc.).

Enfin le Synode demande à ceux qui sont investis d'un ministère d'Eglise d'éclairer les parents chrétiens par des paroles de sagesse et de vérité, par une vie spirituelle profonde et par l'exemple d'un détachement du cœur et de l'esprit face aux projets faits pour soi-même et pour les autres, manifestant que Dieu seul a l'initiative de la destinée et du salut de chacun.

Les parents et les éducateurs ont à exercer un pouvoir et à manifester une autorité.

Le Synode réaffirme que tout pouvoir donné par Dieu appelle à un service et non à une domination, qu'il soit détenu par les parents à cause de l'action éminente de la procréation, ou qu'il soit lié pour les éducateurs à une compétence de fonction. Mais il rappelle aussi aux parents, aux maîtres et aux éducateurs de ne pas « exaspérer les enfants et d'user, en les éduquant, de corrections et de réprimandes qui s'inspirent du Seigneur » (Ep 6, 4). En outre, il demande aux jeunes, avec insistance, qu'ils respectent les parents et les éducateurs dans l'exercice des droits et des devoirs envers eux, qu'ils leur obéissent et qu'ils les honorent dans le Seigneur.

Quant à l'autorité en éducation, le Synode déclare qu'elle s'acquiert conjointement et progressivement par les parents, les éducateurs et les enfants selon les engagements de chacun dans le partage des choix à faire et des décisions à prendre, *car elle est l'apprentissage de la responsabilité*. C'est pourquoi il engage vivement maîtres et parents à aider les enfants, en tenant compte de leur développement et de leur maturité, à participer aux affaires courantes de la famille et de l'école, et de les introduire à une cogestion de tout ce qu'ils vivent en commun, car tout homme, en sa qualité de personne, est pourvu d'une responsabilité et d'une liberté.

Si les parents sont les premiers responsables de l'éducation, ils n'en sont pas les seuls. L'école, les Eglises, les Etats ainsi que toute personne rencontrant des enfants professionnellement ou occasionnellement, portent une part de cette responsabilité. Ces instances sont tenues de coopérer à l'œuvre des parents, tout en reconnaissant à ceux-ci l'initiative en matière de formation et d'éducation.

D'autre part, chacun a un droit personnel à connaître Dieu, à manifester et à pratiquer sa foi. Quelle que soit la méthode pédagogique d'enseignement, l'organisation des études ou de la formation, nul n'est autorisé à priver l'enfant de ce droit. Croyant ou non croyant, chacun est tenu par honnêteté et par respect de la personne à favoriser autant l'instruction religieuse que l'instruction profane.

De même, aucuns parents, aucun éducateur, aucun parti politique ou idéologique, n'est autorisé à empêcher le jeune de choisir librement sa participation à la vie socio-culturelle et civique de son milieu ou d'un autre, par le racolage, la manipulation, ou par des influences subversives.

Leur rôle est d'éclairer sagement et sans parti pris toutes les possibilités d'engagement dans la société humaine en respectant le libre choix de chacun.

L'éducation sexuelle

La sexualité humaine a été considérée dans notre civilisation comme un tabou et le demeure encore souvent. Certaines idéologies et certains milieux lui accordent aujourd'hui une importance exagérée, voire faussée. Il convient d'éviter l'une et l'autre de ces attitudes en la rétablissant clairement dans l'ensemble de l'éducation, comme une qualité essentielle à la personne. Pour cela, une éducation sexuelle authentique et dépouillée de préjugés est indispensable.

De plus, reprenant l'enseignement de saint Paul, l'Eglise réaffirme : « Ne savez-vous pas que votre corps est un temple du Saint-Esprit qui est en vous et que vous tenez de Dieu ? Et que vous ne vous appartenez pas ? Vous avez été bel et bien rachetés ! Glorifiez donc Dieu dans votre corps ! » (1 Co 6, 19.) Ainsi donc, la sexualité humaine est un point de départ de vie chrétienne et non un point de rupture avec Dieu.

Reconnaissant l'importance de l'éducation sexuelle et la considérant comme partie de l'éducation générale, le Synode souligne que les parents en sont les premiers responsables. Ils doivent être aidés dans leur tâche par une for-

mation à la vie de couple et un éclairage évangélique. C'est pourquoi tous ceux qui, par leur expérience ou leurs connaissances, sont capables de contribuer à cette formation sont appelés à se mettre au service des parents.

Il engage les jeunes à respecter leur corps et celui des autres, en évitant la provocation et en considérant la sexualité humaine comme moyen de don et de communication de soi-même plutôt que comme moyen de plaisir ou de satisfaction personnelle.

Parce que les parents ne sont pas seuls responsables de l'éducation sexuelle, il invite les éducateurs laïcs et religieux à se rencontrer et à collaborer dans une action concordante d'enseignement et de témoignage. Dans ce sens, une éducation sexuelle scolaire et une réflexion catéchétique sur la sexualité doivent soutenir les parents et aider les jeunes.

Il adresse un pressant appel à tous les hommes de bonne volonté afin qu'ils s'engagent individuellement et en groupe à préserver la sexualité humaine de l'exploitation commerciale et dégradante, et à lui reconnaître sa dignité et sa valeur.

Le Synode demande au Magistère et aux théologiens de présenter la sexualité comme une valeur authentique, comme élément positif de toute vie chrétienne, dans le mariage et le célibat.

Situations particulières

L'éducation peut présenter des difficultés particulières lors de l'absence d'un des parents (*séparation, divorce, mère célibataire*). Le Synode rappelle que le « droit de visite » est à respecter quand il existe, sans que l'enfant se sente manipulé par l'un ou par l'autre des époux et sans que l'absent soit dévalorisé, malgré la part des torts qu'il porte dans la mésentente conjugale. De même lors d'un remariage, le nouveau conjoint évitera de se manifester comme le rival ou le concurrent de l'absent, d'accaparer à lui l'affection de l'enfant et de dévaloriser le premier mariage. Le Synode rappelle particulièrement aux époux chrétiens désunis, que le pardon des offenses et la charité dans le Christ ont place là même où l'amour n'existe plus, et que, pratiqués par eux, ils sont des éléments d'une réelle et profonde éducation chrétienne.

Ceux qui s'occupent d'*enfants placés* (tutelle, placement nourricier, orphelinat, institut, maison d'éducation) se souviendront que ces enfants sont un don de Dieu. Aussi le Synode rappelle-t-il aux éducateurs et aux responsables de ces enfants qu'ils ont à leur offrir une atmosphère chaleureuse et bienfaisante, une attention affectueuse et délicate, une éducation véritable et une formation solide, afin que comme des grains de blé tombés dans la bonne terre, ils portent du fruit pour le temps et pour l'éternité.

Quant à l'*adoption*, le Synode déclare clairement que celle-ci est à considérer moins comme un moyen de compensation ou de satisfaction que comme un accueil du désir véritable de faire de l'adopté un homme à égalité de tout autre. Il reconnaît la nécessité de fournir aux parents adoptifs une formation spéciale en vue de l'accomplissement de leur rôle. Mais en outre, puisque l'Eglise considère l'adoption comme une tâche d'apostolat familial, l'insérant à l'œuvre d'adoption filiale des chrétiens par le Christ, il

recommande aux parents adoptifs de rechercher un éclairage évangélique en s'ouvrant de leurs questions et de leurs problèmes aux prêtres ou aux responsables de la catéchèse.

D'autres formes d'accueil d'enfants telles que « foyer nourricier », « nid », « petite famille », sont pleinement approuvées et encouragées par le Synode. Celui-ci affirme en particulier que l'absence de « parenté » entre parents d'accueil et enfants ne constitue pas une situation désavantageuse, et que, par certain côté même, elle respecte mieux l'identité de chacun. Le Synode appelle chaque chrétien à manifester plus de bonne volonté et plus de disponibilité pour de tels engagements. Le Christ ne dit-il pas : « Qui-conque accueille un petit enfant à cause de mon nom, c'est moi qu'il accueille. » ? (Mt 18, 5.)

La présence d'un *enfant handicapé*, la complexité de son éducation et les difficultés de la vie familiale qui en résultent exigent un amour illimité des parents et des autres membres de la famille. Malheureusement, ces familles sont souvent seules devant leurs problèmes.

Le Synode reconnaît l'extrême nécessité dans ces cas de services médicaux, sociaux et éducatifs spécialisés, et il insiste pour que chacun collabore, au moins financièrement, au développement de telles organisations. Cependant, il rappelle aux chrétiens que tous ces « secours » resteront insuffisants tant que les membres de la communauté ne s'engageront pas dans un apostolat personnel, en établissant des relations avec les parents de handicapés et avec leurs familles, et en leur manifestant soutien moral, encouragement et entraide.

Enfin, il demande à l'Etat et aux institutions civiles, de même qu'à l'Eglise et aux services de la catéchèse, de s'occuper des handicapés avec une sollicitude au moins équivalente à celle apportée aux enfants sains.

Solitude et isolement

La solitude est le lot de chacun d'entre nous, car l'homme se trouve finalement toujours seul devant Dieu, devant sa conscience, ses libertés, ses engagements, ses réussites et ses échecs.

L'isolement est un tout autre phénomène, car il est sociologique. Pour l'exprimer très schématiquement, nous dirons qu'il y a ceux qui « s'isolent » et ceux « qu'on isole ».

Le premier groupe comprend des personnes qui choisissent l'isolement comme un don de Dieu ou comme une valeur positive, le vivant par vocation ou par goût personnel ; mais il comprend aussi celles qui recherchent l'isolement par faiblesse ou trouble du caractère, de la personnalité, le vivant sans contrainte ni sentiment de dévalorisation.

Le second groupe — de loin le plus important — réunit tous ceux que la société rejette du fait que leur état ou leur situation ne permet plus de participer à la vie active du groupe ni au type de relations humaines qu'elle conditionne.

Le Synode rappelle que, dans un esprit chrétien et à l'exemple du Christ, nous avons à assumer notre solitude personnelle dans la foi, l'espérance et la charité, évitant, en toute bienveillance, de projeter notre sentiment de solitude sur les autres.

La société de haute consommation et d'urbanisation qui est la nôtre favorise et aggrave l'isolement d'un bon nombre de personnes. Le Synode demande donc instamment à tout chrétien de s'engager partout où il peut, dans les structures sociales et politiques, en vue d'un profond changement des mentalités qui touchent au respect de la personne et à la qualité de vie. Mais il déclare aussi que chacun est appelé par le Christ à rejoindre les isolés en établissant avec eux des relations bienveillantes, accueillantes et charitables, se souvenant du précepte évangélique : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même. » (Mt 22, 39.)

L'isolement amène souvent des situations de détresse physique, morale ou économique, particulièrement chez ceux qui y sont affrontés par la maladie, la mort d'un proche, l'éloignement, le divorce. Parmi eux, certains ont à assumer parfois de lourdes charges personnelles ou familiales.

Le Synode demande aux responsables des collectivités et aux membres qui les constituent, d'assurer des services permettant d'apporter dans ces situations une aide substantielle à tous les niveaux de l'existence matérielle, morale et spirituelle, et de garantir, le cas échéant, une protection juridique et des conditions de travail convenables.

Malgré le sentiment d'isolement qu'il ressent, l'isolé est appelé à vivre en communauté. C'est pourquoi le Synode rappelle que nous avons tous à faire un effort personnel et collectif pour aider les isolés à se resituer dans un contexte réel de société et d'Eglise, soit en leur confiant des tâches ou des fonctions adaptées à leurs compétences, soit en les insérant dans un apostolat et une vie spirituelle d'ensemble. Il estime à cet égard que, dans l'Eglise comme dans la société profane, on manifeste trop souvent la tendance à rassembler les isolés entre eux — particulièrement les personnes âgées — au lieu de les recevoir pleinement dans les milieux de vie et de foi.

(Textes votés et acceptés en deuxième lecture par l'assemblée générale du Synode du diocèse de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel, dans sa séance du 26 mai 1974 [121 oui, 0 non, 2 abstentions]. L'évêque du diocèse a donné son accord.)

ACTE DE PROMULGATION

Je promulgue les décisions prises au cours de la 4^e session du Synode diocésain, des 23 au 26 mai 1974, en les portant par ce document à la connaissance des prêtres et des fidèles du diocèse.

Fribourg, le 26 mai 1974.

† PIERRE MAMIE,
de Lausanne, Genève et Fribourg.

Les recommandations sont transmises aux instances compétentes.

Déclaration de Mgr Mamie

(faite le 24 mai 1974, en guise d'introduction aux débats de deuxième lecture de la première

partie du présent document : « Problèmes importants dans le domaine de la sexualité ».)

Toute interprétation des textes votés, en particulier sur la sexualité et l'amour humain, en ce qui regarde ma responsabilité, ne pourra s'opposer à un certain nombre d'affirmations :

a) L'amour humain dans le mariage est un don de Dieu ;

b) L'amour humain dans le mariage, de fait et existentiellement, est blessé dans sa source humaine, comme tous les actes de notre vie, par le péché originel, et doit être donc illuminé par la croix et par la grâce ;

c) La formation de la conscience et l'exercice même de la conscience doivent toujours tenir compte des normes objectives, c'est-à-dire que chacun, dans sa conscience, doit reconnaître que la distinction du bien et du mal moral est inscrite par le Créateur dans sa création et dans la Révélation ;

d) En ce qui regarde la responsabilité personnelle et la culpabilité subjective, tous doivent tenir compte des situations concrètes des personnes et de leur cheminement.

e) Le Pape Paul VI a rappelé tout récemment l'enseignement du magistère dans son allocution

au « Comité de la famille », le 13 mars dernier : « Le foyer, dit-il, est le lieu d'accueil à la vie. Une tâche urgente est de former les époux à une paternité responsable, de les aider surtout à la vivre. Une telle responsabilité apparaît aujourd'hui très difficile à exercer : il n'est pas question en effet de détourner artificiellement de sa fin l'acte procréateur, encore moins d'ôter la vie à l'être humain qui a été conçu : les chrétiens doivent demeurer très fermes sur ces points. Heureux ceux qui s'efforcent ainsi de respecter l'amour et la vie comme des dons de Dieu !... Beaucoup d'exigences énumérées jusqu'ici sont vraiment inscrites dans la nature humaine, qui est bonne, mais qui est blessée : pour cette raison, elles apparaissent parfois impossibles aux non-chrétiens. Il faut redire ici le prix inestimable du sacrement de mariage qui seul permet aux époux de vivre leur amour conformément à l'alliance du Christ et de l'Eglise (8). »

(Extrait du procès-verbal de la session, p. 45.)

(8) DC 1974, n° 1652, p. 357 (NDLR).

LETTRE DU P. DE COUESNONGLE MAITRE GÉNÉRAL DES DOMINICAINS

Le P. Vincent de Couesnongle a été élu, le 28 août 1974, maître général de l'Ordre des Frères Prêcheurs (Dominicains), succédant au P. Aniceto Fernandez (1). Il a adressé à ses religieux, au début de l'année 1975, la lettre ci-après — la première depuis son élection — dans laquelle, après un regard lucide sur les difficultés que traverse l'Ordre, il les invite au « courage du futur », en précisant quelques exigences de ce futur (2) :

TRÈS CHERS FRÈRES EN SAINT-DOMINIQUE,

Dans cette lettre adressée à tous les Frères, je voudrais engager avec chacun de vous une réflexion que nous devons poursuivre ensemble dans les années qui viennent. Rendre l'Ordre plus vivant, toujours plus capable de réaliser sa mission d'« évangéliser de par le monde le nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ » : telle doit être notre grande passion.

(1) Cf. DC 1974, n° 1661, p. 843.

(2) Texte original.

I. — L'Ordre aujourd'hui

L'Ordre est un corps vivant. Le Chapitre de Madonna dell'Arco a mis en pleine lumière les forces vives qui continuent de l'habiter et de le travailler. A l'égal de toutes les institutions contemporaines, l'Ordre souffre d'une crise sérieuse. Il serait sot et contraire à la vérité de refuser de voir les choses en face : on ne peut construire sur le sable des illusions et de l'irréalisme.

Les chiffres sont connus. En 1964, il y a dix ans, nous étions plus de 10 000 ; aujourd'hui, nous sommes un peu moins de 8 000. Il y a dix ans, nous avions 367 novices clercs (et c'était déjà un recul sensible) ; aujourd'hui, nous en avons 167. Depuis dix ans, 700 Dominicains-prêtres ont quitté l'Ordre et le sacerdoce. Et l'on sait comment certains de nos Frères sont aujourd'hui « en recherche » comme on dit, ou se sentent « mal à l'aise ». Qui alors, parmi nous, n'est pas parfois tenté de poser à ses Frères la question de Jésus après le départ de certains disciples : « Voulez-vous partir, vous aussi ? »

Il vaut la peine d'évoquer un instant certaines sources de nos difficultés.

Tout concourt aujourd'hui à affecter nos convictions les plus profondes d'un coefficient de relativité. Le terrain sur lequel on a construit sa vie semble moins ferme. Avec le pluralisme qui naît de la diversité des situations

et du changement qui affecte toutes choses, l'Ordre a perdu quelque chose de cette unité qui en faisait, il n'y a pas si longtemps, un milieu de vie solide, sûr de lui, et dans lequel on se sentait soutenu.

Et puis, surtout, il y a le sécularisme envahissant qui rend moins réelle — s'il ne l'estompe pas à certains moments — la relation vivante à Dieu sans laquelle il n'est pas possible de vivre la vie que fut celle des apôtres. Avec ses images, son bruit, ses journaux, ses distractions, ses provocations de toute sorte, sa hantise de l'efficacité et du plus vite, le xx^e siècle finissant rend difficile, sinon impossible à certains, une prière qui soit autre chose qu'un bruit de paroles : la rencontre de Dieu. « *Qui est-ce qui prie vraiment parmi nous ?* » A cette question entendue, il y a plus de vingt ans, que répondons-nous aujourd'hui ?

Evoquer ainsi certaines difficultés de l'heure, ce n'est pas indiscretion, pessimisme ou complaisance devant ce que nous connaissons bien et qui nous fait souffrir. Il est bon de reprendre conscience ensemble de ce qui nous interpelle tous. C'est déjà, je le crois, un signe de santé ; ce doit être surtout source de renouveau commun. D'ailleurs, on aurait grand tort de noircir ces ombres. Elles ne doivent pas cacher tout le reste. Que de choses admirables dans l'Ordre en ces années que nous vivons ! Qu'il suffise de rappeler quelques faits qui me viennent à l'esprit.

Je pense aux réalisations de tant de nos provinces, au point de vue évangélisation, enseignement, vie intellectuelle, engagement missionnaire, etc. Et comment ne pas évoquer ces petits groupes de Frères qui travaillent et partagent avec les marginaux dans les quartiers pauvres des grandes villes du monde ou ailleurs, leur apprenant à lutter contre la faim et l'ignorance. Tant d'autres cas de ce genre... Je pense à ces possibilités que nous avons dans certains secteurs ou dans certaines régions. Et pour ne citer qu'un exemple, sait-on assez qu'en Amérique latine il y a plus de 1 200 Dominicains à l'œuvre ? 1 200 sur 8 000 dans le monde : n'est-ce pas un investissement précieux dans un continent en pleine croissance ? Et puis il y a ces germes nouveaux que j'aperçois en plus d'un endroit et qui ne demandent qu'à pousser. Je songe spécialement à ces jeunes qui viennent à nous dans des provinces où, ces toutes dernières années, les noviciats étaient vides ou presque. Ils impressionnent par leur sérieux et l'amour de tout ce qui fait l'essence de la vie dominicaine. Et comment oublier — mais c'est le secret de Dieu — ceux qui, dans un monde où tant de choses s'opposent — et peut-être à cause de cela même — vivent le primat de la prière dans une recherche incessante de Dieu ?

Quelle que soit notre situation à l'intérieur de l'Ordre et face à l'appel de Dieu sur nous, l'état de crise dans lequel se trouvent l'Eglise et toute institution religieuse nous oblige à y faire front. Notre vie ne peut être facile. Ce dont nous avons le plus besoin, c'est le courage.

Il ne s'agit pas de n'importe quel courage, mais de celui qui a fait la vie de saint Dominique. C'est le courage du chanoine d'Osma qui quitte son Chapitre et, à la suite de son évêque,

s'avance sur la route inconnue. C'est le courage de l'apôtre qui s'installe à Fanjeaux, en plein pays hérétique. C'est le courage du fondateur qui disperse à Toulouse, le 15 août 1217, sa poignée de Frères. C'est le courage du missionnaire qui, une fois établis les fondements de son Ordre, rêve d'aller chez les Cumans dépenser ce qui lui reste de force. En bref, c'est le courage d'un « homme évangélique » qui vit, dans la foi, l'élan d'un espoir sans limites.

Le courage de saint Dominique, c'est donc le courage de quelqu'un qui, loin de se cramponner à un certain passé parce que c'est le passé, s'appuie sur les valeurs essentielles et permanentes que contient celui-ci, pour regarder droit devant lui et aller de l'avant : le courage du futur. Ces mots, qui rejoignent la « force d'âme » dont nous parle notre Constitution fondamentale devant les renouvellements nécessaires (§ 8), me sont venus spontanément à l'esprit au début du Chapitre général. Je voudrais vous dire très simplement ce qu'ils évoquent à mon esprit au début d'une nouvelle étape que nous sommes appelés à vivre ensemble.

II. — Le « courage du futur »

On peut, semble-t-il, ramener au *regard neuf* et à la *disposition au changement* les traits caractéristiques du « courage du futur », auxquels il faut ajouter, comme leur source, *l'espérance en Dieu*.

1. Un regard neuf

Avoir le courage du futur, c'est d'abord être capable de jeter sur toutes choses un regard neuf. On s'habitue si vite à voir les choses non pas comme elles sont, mais comme on les a cataloguées une fois pour toutes... On s'organise si vite son monde personnel, sa hiérarchie des valeurs... C'est par le regard qu'on jette autour de soi qu'on vieillit peut-être le plus vite. Et cette « cataracte » d'un nouveau genre atteint à tout âge.

Or, le Christ nous a appris à voir les choses, les gens, les événements avec des yeux neufs, c'est-à-dire tels qu'on ne les avait pas vus jusque-là. Il prêcha un royaume où les valeurs sont bouleversées, où les derniers deviennent les premiers, où la pécheresse est préférée au pharisien, où le brigand entre tout droit en paradis !

Le Christ révèle le vrai visage de toutes choses. Il faut pénétrer au-delà des apparences, des masques et des façades. Les hommes et tout ce qui les affecte : amours, espoirs, appels, joies, chagrins, souffrances, nous apparaissent rarement dans leur vérité immédiate, native, à l'état brut, pourrait-on dire.

Il faut aussi savoir aller au-delà de ce que nous sommes capables de voir avec nos yeux d'hommes. Les choses sont beaucoup plus que ce qu'elles sont. Elles sont aussi : signes des temps, chemins vers Dieu, présence de Dieu, paroles de Dieu. Il faut reconnaître la grâce de Dieu à l'œuvre dans le « monde meilleur » qui essaie de se construire. Derrière toute réalité, il est donc une « vérité dernière » que nous avons

beaucoup de peine à dégager, mais qui toujours, d'une manière ou d'une autre, nous renvoie à Dieu.

Regard neuf tout d'abord sur nous-même. J'ai dit *oui* au Seigneur, quand il m'a appelé au « service de sa Parole ». Qu'est-ce que je fais de ce *oui* au long des jours ? Regard neuf sur l'Ordre. Quels jugements je porte sur lui ? Et pourtant ! Regard neuf sur l'autre, mon prochain : si proche parfois qu'il me gêne, me bouscule, détruit le monde que je m'étais fait ; si loin aussi que je ne le rencontre plus, même quand il est mon voisin de table. Regard neuf sur le monde. La lettre du Chapitre de Madonna dell'Arco sur les problèmes contemporains a tenté de susciter un nouveau regard sur le monde. Qu'en a-t-il été pour chacun d'entre nous ?

Ce regard neuf, c'est celui du prophète. Les mêmes yeux mais qui voient plus loin. Par vocation, ne sommes-nous pas prophètes d'un monde nouveau, celui qui est en train de se faire ? (Cf. LCO, n. 1, § 5 ; n. 99, § 1.) Si nous avons ainsi ce regard-là, la parole que nous dirons ne tombera pas dans le vide, elle ne sera pas une parole toute faite — faite pour tout le monde, c'est-à-dire pour personne. Elle rencontrera des personnes, des communautés, des institutions réelles. Nous serons capables de rejoindre l'autre et de lui faire entendre quelque chose qui résonnera au plus secret de sa vie. Un vrai dialogue deviendra possible. Celui-ci n'est-il pas beaucoup plus un regard qu'une parole ? Avant d'être une parole, celui-ci ne doit-il pas être un regard rendu plus perspicace par la charité ?

« C'est étonnant comme nos idées changent, quand on « les prie », a-t-on dit. *Prier ses idées*, c'est les reconsidérer dans la lumière de Dieu, sous son regard. Notre propre regard, oui comme il changerait et se rapprocherait davantage de la vérité de Dieu si nous savions prier ainsi toutes choses...

2. Disposition au changement

Le monde d'aujourd'hui est « créativité ». Ce n'est pas là seulement un mot à la mode, c'est l'un des mots clés de notre temps. Personne ne peut y échapper. Ce qui est vrai pour tout homme l'est à un titre spécial pour le Frère Prêcher qui, dans l'annonce de la Parole éternelle de Dieu, doit être « contemporain » de ceux auxquels il s'adresse. Comme tel, il doit donc se mettre au « tempo » d'évolution du monde. Et ainsi, sous peine de n'être pas fidèle à sa vocation, il doit faire preuve de « créativité » dans sa mission d'évangélisation.

Par nature, un Frère Prêcher doit d'ailleurs se sentir à l'aise dans ce grand mouvement qui affecte l'humanité, car l'Ordre est né en un temps où la vie culturelle et les structures sociales de l'Occident ont subi de profonds bouleversements. Toute notre histoire montre combien nous sommes restés marqués par cette attention à tout ce qui est nouveau, à tout ce qui commence. Les plus grands Dominicains n'ont-ils pas tous été affrontés à des situations apparemment sans issue, où il fallait précisément faire preuve d'un esprit créateur ?

Créativité, disposition au changement, courage du futur : tout cela va de pair. Pour affronter l'avenir, il faut savoir reconnaître lucidement les limites de ce que l'on fait ; il faut vivre dans l'inquiétude du plus et du mieux, savoir constater son impuissance — ce que nous faisons n'est-il pas dérisoire face à cette immensité de la tâche ? —, être également habité par un sentiment d'urgence — le temps presse pour ceux qui n'entendent pas la Parole du salut !

Ce n'est pas que le travail manque dans la plupart des couvents et des provinces. L'important, c'est que certaines questions demeurent toujours posées : n'y a-t-il pas mieux à faire ? Des besoins plus urgents ne nous appellent-ils pas ? Ne faudrait-il pas laisser tel ministère à d'autres qui feraient aussi bien — mieux peut-être — que moi, pour me lancer dans tel autre apostolat dont personne n'est chargé et qui correspond peut-être mieux à la mission de l'Ordre ?

Cette insatisfaction et cette impatience qui, à certains moments, peuvent devenir véritable angoisse, sont foncièrement bonnes. Cette crainte de laisser s'assoupir en nous le zèle apostolique, ce sentiment d'urgence, tout cela doit en effet être, en chacun de nous et dans nos communautés, comme une source d'énergies toujours renouvelées. Ne concluons pas que les désirs et les projets, suscités par cette insatisfaction, doivent être considérés comme des absolus et qu'il faut les réaliser coûte que coûte. Pour beaucoup de raisons qui touchent aux conditions concrètes de notre vocation dans l'Eglise, il n'est pas toujours possible, et ni même souhaitable, de mettre en route et de réaliser ces projets. Il reste que cette inquiétude doit être, en nous comme chez nos frères — surtout quand on sait l'assumer —, une force qui entretient notre ardeur apostolique et nous aide à nous donner, plus pleinement, à l'œuvre que l'obéissance attend de nous dans l'immédiat.

La place de l'Ordre des Prêcheurs, dans l'Eglise, est en première ligne, aux frontières, là où il faut savoir inventer, ouvrir des pistes, partir en reconnaissance, faire preuve d'audace. Des espaces humains importants et immenses, de véritables « nouveaux mondes » sont nés et se développent en dehors de tout contact avec l'Evangile. Y faire retentir la Parole de vie, n'est-ce pas notre vocation ?

Cette insatisfaction, cette recherche constante, cette hantise, nous la voyons dans la vie de saint Dominique. N'est-ce pas cette hantise qui le fait s'écrier pendant ses nuits sans sommeil au pied de l'autel : « Mon Dieu, ma miséricorde, que deviendront les pécheurs ? » Ne nous y trompons pas, ce cri n'est pas seulement prière d'intercession. C'est aussi une question, la question d'un apôtre toujours en recherche, qui interroge Dieu sur le meilleur chemin à prendre pour annoncer le salut.

3. Fortifiés dans l'espérance

Sommes-nous capables de ce regard neuf et de cette disposition au changement, sans lesquels il n'est pas de « courage du futur » ? Si nous sommes laissés à nos seules forces, sans autre soutien que des motivations très humaines — sûrement pas. Mais nous sommes forts de la

force même de Dieu et de la puissance même du « Christ, notre espérance ». *Spe roborati*, fortifiés dans l'espérance.

De même que notre foi est communion à la foi de l'Eglise, ainsi notre espérance se nourrit-elle de l'espérance de l'Eglise. Avec Abraham, les prophètes et tous les envoyés de Dieu à son peuple, comme à travers les hauts faits qui jalonnent l'histoire du peuple élu, l'Ancien Testament proclame la présence du Dieu fidèle en sa miséricorde et tout puissant. Cette espérance culmine dans le Christ dont la puissance de résurrection est toujours à l'œuvre : « *Je suis avec vous pour toujours jusqu'à la fin du monde.* » Tel est le fondement de l'espérance de l'Eglise. Après son départ, Jésus a envoyé, comme il l'avait promis, l'Esprit qui renouvelle et recrée toutes choses. L'Esprit est toujours là qui nourrit et fortifie l'espérance de l'Eglise. La « petite fille espérance », chère au poète, c'est l'Eglise, cette mère toujours jeune qui sans cesse enfante dans la douleur une humanité nouvelle unifiée dans la charité du Christ.

C'est dans ce grand mouvement d'Eglise que s'insère notre espérance personnelle et celle de l'Ordre, notre « espérance dominicaine ».

Les premiers Frères de Saint-Dominique étaient des gens « comme les autres ». La dispersion du 15 août 1217 fut pour eux occasion de trouble et de crise. Ils sont partis cependant, réconfortés par l'assurance et la parole de leur père. Celui-ci meurt très tôt. Mais nous savons tout ce qui a été accompli par l'Ordre, tout au long du XIII^e siècle. Ce sont nos ancêtres, nous sommes leurs héritiers. Ne sommes-nous pas persuadés de la vocation toujours actuelle, plus urgente que jamais peut-être, de l'Ordre dans l'Eglise ? Imitons saint Dominique, sa pureté de cœur, sa pauvreté, son regard vers Dieu, sa passion du salut. Il voulait tout sacrifier pour le bien des âmes. Même ses livres. Nous, qui sommes toujours si éloquents à évoquer tout cela et tant d'autres traits de sa vie, qu'en faisons-nous ? Moins que de paroles, le monde réclame aujourd'hui des hommes courageux qui se donnent totalement et osent parler de Dieu.

Imitons-les. Jetons loin de nous les béquilles et autres accessoires qui assurent notre confort et nous satisfont à peu de frais. Même à notre insu, nous voudrions tellement tenir entre nos mains un avenir que nous façonnerions à notre guise, mais qui immanquablement nous échapperait, parce qu'il ne serait pas celui de Dieu. Si souvent le « Maître de l'impossible » se joue de nos plans ! Une certaine obscurité est le lot commun des vrais serviteurs de Dieu. Ne cherchons pas tant à savoir exactement où Dieu nous mène. Ce qui doit compter avant tout, c'est la force de la foi, toujours à l'œuvre en nous et qui laisse place à l'initiative divine.

Que, dans sa fermeté, notre confiance soit contagieuse. Communiquons-la aux autres. Le courage est toujours contagieux — comme la peur, le doute, le défaitisme, hélas ! Partageons avec les autres, et d'abord avec les membres de notre communauté, cette espérance qui nous habite. Que chacun d'entre nous soit conscient de sa grande responsabilité auprès de ses frères, en ce domaine. Parce que le monde est bruyant aujourd'hui, l'appel de Dieu se ferait-il

moins pressant ? Parce que le péché abonde, cela empêcherait-il la grâce de surabonder ? L'Esprit-Saint serait-il devenu soudain avare de ses dons ?

III. — Quelques exigences plus urgentes

Le « courage du futur », dont témoigne saint Dominique et qu'il attend de nous, n'est pas une impulsion aveugle ; il ne vise pas n'importe quel futur. Je voudrais souligner quelques-unes de ses exigences à l'heure actuelle.

1. Communier au monde actuel

J'ai déjà parlé de la nécessité de porter un regard neuf sur toutes choses. Il faut y insister.

Cette connaissance du monde a, aujourd'hui, des requêtes d'ordre technique : méthodes d'enquête, statistique, sociologie, anthropologie, etc. Un vrai Prêcher n'a pas le droit de les ignorer, encore moins de les mépriser ; il a au contraire le devoir d'étudier ces disciplines nouvelles, afin de les appliquer avec discernement.

Si l'on pense que tout a été dit et qu'il suffit de répéter, c'est qu'on ne sent pas son temps. Connaître les espoirs et les épreuves des hommes, les partager, ce n'est pas un luxe ou une fantaisie condamnable. C'est une exigence de la vocation dominicaine. Exigence d'autant plus forte que le monde change vite. Et pour tous, cette « mise à jour » toujours à reprendre exige effort et persévérance.

Le danger de contamination est réel et nous en connaissons les méfaits. Il faut pourtant exorciser certains démons, je veux dire cette crainte quasi panique qui s'empare de certains à l'idée de devoir s'approcher davantage du monde. Pour sauver notre monde, Dieu ne s'est-il pas incarné et n'a-t-il pas communiqué avec le monde que nous voyons vivre dans l'Evangile ? Dans la mesure où nous nous identifions au Christ — et c'est dans cette identification-là que nous devons chercher notre véritable identité —, nous trouverons, comme par un sûr instinct, ce rapport de communion authentique avec le monde.

2. Pluralité dans l'unité

A Madonna dell'Arco, on a constaté tout particulièrement une prise de conscience beaucoup plus vive, par les diverses Provinces de l'Ordre, de leur originalité. Un mois plus tard, au Synode des évêques, une même constatation s'imposait quant à la diversité des problèmes des Eglises particulières selon leur implantation géographique.

Il y a là pour l'Ordre quelque chose de très positif : ce pluralisme de nos Provinces témoigne de son souci de « coller partout au réel », condition de sa présence et de son action. Mais au moment où s'affirme davantage le pluralisme de nos formes de vie et d'action, il est nécessaire de souligner plus fortement que jamais ce qui fait l'unité foncière de l'Ordre.

Notre type de gouvernement explique pour une bonne part l'unité que nous avons gardée durant des siècles. De même ces éléments constitutifs

de notre vie qu'énumère le § 4 de la Constitution fondamentale (mission apostolique, vie commune, conseils évangéliques, célébration commune de la liturgie, prière privée, étude, observance régulière) et qui compose comme le tissu de notre vie contribuent à former cet esprit qui nous réunit.

Ne faudrait-il pourtant pas aller plus loin et chercher le fondement de cette unité au *niveau de l'intelligence*? Manière d'aborder les problèmes, sensibilité à la mesure de la vérité de chaque chose et à l'appétit de vérité qui se trouve en tout homme, méthode de pensée, discernement et amour des sources, recours aux principes fondamentaux qui éclairent une question, etc. Et puis chez nous l'intelligence garde le spirituel et le nourrit; notre spiritualité est théologique au premier chef. Non pas que tout Dominicain soit un grand intellectuel ou un génie, mais nous avons tous une manière à nous d'aborder les hommes et de leur annoncer Jésus-Christ.

Notre responsabilité dans le domaine de la formation intellectuelle — première et permanente — n'en est que plus grande à une époque où les convictions les plus solides de l'intelligence sont mises en cause. Les questions se pressent à l'esprit : organisation des études? Rôle du promoteur provincial en ce domaine? Manière d'aborder saint Thomas? Ouverture à la pensée moderne? Et tant d'autres... Le fait que le dernier Chapitre ait décidé qu'un assistant général serait désormais totalement consacré à cette tâche manifeste que l'Ordre a la conviction de se trouver ici à un point névralgique qui engage son identité et son unité pour l'avenir. Si le « courage du futur » doit être une réalité de nos vies, c'est bien ici. Mais cela nous met en face d'une autre question.

3. Une tâche essentielle de l'Ordre

Dans l'allocution qu'il prononça lors de l'audience accordée aux Pères capitulaires, le Souverain Pontife a déclaré que « la fidélité à saint Thomas était une partie intégrante de la mission confiée par l'Eglise à l'Ordre ». Deux mois plus tard, dans la lettre qu'il envoyait à l'Ordre à l'occasion de l'anniversaire de la mort de saint Thomas, il reprenait ce thème avec plus d'insistance, soulignant avec quelle lucidité et quel courage l'Aquinate avait fait face à la crise que l'Eglise traversait de son temps (3).

Dans cette double exhortation, il y a plus qu'une invitation pressante à étudier saint Thomas. Je crois que nous devons y voir comme une mission explicitement donnée à l'Ordre de faire face, avec le zèle et le respect de l'enseignement de l'Eglise qui ont caractérisé le Docteur Angélique, à la profonde crise actuelle de la pensée humaine et chrétienne. Le solide travail de discernement qu'il a fait de la pensée grecque, arabe et juive qui déferlait alors sur le monde occidental, nous devons le faire, à son exemple et en discernant les éléments toujours valides de solution qu'il nous a légués, à l'endroit de tout ce que la pensée moderne, les décou-

vertes scientifiques, l'évolution du monde nous disent de l'homme, de la vie, de l'univers avec toutes les incidences que cela peut avoir sur la foi et la morale.

Il faut souhaiter que se lèvent parmi nous des pionniers qui, avec des forces jeunes, se passionnent pour une confrontation entre la pensée de l'Aquinate et tout ce que contient de neuf la pensée moderne. Les célébrations du centenaire ont montré que, pour avoir sept siècles, sa pensée était toujours étudiée. Même des étudiants et chercheurs non catholiques y sont attentifs.

Dans sa session de 1973, la Commission permanente pour la promotion de l'étude s'est demandée comment susciter parmi nos plus jeunes frères des vocations de professeurs et de chercheurs. Cette question, nous devons tous nous la poser. Sommes-nous assez convaincus de l'importance de ce travail pour l'Eglise? L'atmosphère générale de nos Provinces et de nos couvents suscite-t-elle et soutient-elle de telles vocations? Que faisons-nous pour préparer de tels hommes, les libérer d'autres travaux, répondre à leurs besoins?

L'Ordre a toujours été très attentif à sauvegarder dans son sein, pour demeurer fidèle à lui-même, l'équilibre entre ceux qui, d'une part, annoncent directement la vérité qui sauve et ceux qui, d'autre part, l'approfondissent et préparent les Prêcheurs de demain. Il ne faudrait pas que cet équilibre qui est enrichissement pour les uns et pour les autres soit rompu au profit d'un apostolat de contacts plus directs. L'existence d'un assistant spécial pour l'apostolat, conjointement avec celui qui est consacré à la vie intellectuelle, est garant de cet équilibre.

4. Une conviction de foi

La crise de l'Eglise, aujourd'hui, est une crise de foi. Dans l'histoire, les Fils de Saint-Dominique se sont toujours efforcés d'en être des témoins et des prédicateurs privilégiés. La crise doit nous trouver vivants et lucides dans notre propre foi.

En ces temps de bouleversement culturel, technique, économique, politique, nous assistons à une réflexion critique particulièrement poussée de la foi. On s'interroge — avec raison — sur celle-ci pour mieux en saisir le sens, l'exprimer dans des « formules plus signifiantes », en mieux discerner les exigences dans l'ordre moral. Mais autre chose poser *des questions* à la foi, et autre chose la *mettre en question*.

Or, aujourd'hui particulièrement, la tentation se fait plus forte de mettre les dogmes et la morale « au goût du jour »; le relativisme et le sécularisme auxquels j'ai déjà fait allusion affaiblissent nos forces de résistance. Que nous portions le trésor de notre foi dans des « vases d'argile » est particulièrement vrai à notre époque. Y sommes-nous assez attentifs? Avons-nous suffisamment conscience du caractère humainement vulnérable de la foi : la mienne, celle des autres? Savons-nous toujours éviter une certaine légèreté face à des questions auxquelles nous ne pouvons répondre et qui risquent certes de corroder les convictions de ceux qui nous écoutent? Cela dépend des personnes et

(3) Cf. *supra*, p. 205.

des circonstances, sans doute. Mais ce sont des questions — et tant d'autres... — que nous devons nous poser.

C'est particulièrement dans la prière, que la foi s'affermir et se développe. A condition que celle-ci soit une véritable rencontre du Christ. Qu'en est-il ? Quelle est la qualité de notre prière commune ? Pure obligation ? Véritable rencontre, en commun, du Seigneur ? Savons-nous à l'occasion y partager notre foi ? On sait pourtant tout ce que cela apporte lorsqu'il s'agit ensuite de parler de Jésus-Christ à ceux qui nous sont confiés. Un tel partage se fait-il spontanément chez nous ? Qu'en est-il de notre prière privée ? Depuis quelques années, un peu partout dans le monde, les jeunes nous étonnent par leur désir de prière. N'est-ce pas là un « signe des temps » ? Pouvons-nous parler de la prière, si nous ne savons pas prier, si nous prions peu ? Etonnons-nous de la faiblesse de notre foi...

5. Révisions nécessaires

Pour répondre à ce que l'Eglise et le monde attendent de l'Ordre au début de ce dernier quart de siècle, il nous faudra sans doute reconsidérer nos engagements apostoliques en plus d'un domaine. Nous ne sommes pas assez nombreux. Tenir ce que nous faisons pose déjà de retoutables problèmes en beaucoup d'endroits et nous devons prévoir l'avenir avant qu'il ne soit trop tard. Ailleurs de nouveaux champs d'apostolat plus urgents nous réclament déjà. Des décisions et des sacrifices seront nécessaires.

Cela ne doit pourtant pas nous décourager. L'histoire de l'Ordre montre que des forces réduites, mais bien préparées, peuvent faire de grandes choses quand les objectifs sont judicieusement choisis. Les Constitutions nous demandent de critiquer périodiquement nos activités apostoliques (n. 106 § III et IV). S'y employer cette année dans un grand désir de renouveau, et pour manifester dynamisme et présence aux jeunes qui penseraient entrer dans l'Ordre, ne serait-ce pas l'une des premières manifestations de ce « courage du futur » dont je parle ? Que chaque province, chaque maison, chaque frère revoie toutes ses activités et s'interroge. Comment j'utilise mon temps ? Comment ces activités aident-elles les hommes à connaître Dieu et à chercher en lui le sens de leur vie ? Dois-je continuer dans la même ligne ? M'y engager davantage ? Que dois-je éliminer de ma vie ?

Il faudrait aussi s'interroger sur les nouveaux types de prédication à trouver, sur la manière d'atteindre certains milieux. Que faisons-nous pour les non-croyants, pour les chrétiens séparés, pour les membres des grandes religions ? Et puis, il y a tous les problèmes que posent la misère, l'injustice, l'incompréhension, les conflits et tensions de toute sorte, la guerre. Comment sommes-nous engagés dans ces secteurs sur lesquels l'Eglise insiste tant aujourd'hui, y voyant une exigence de la prédication de l'Evangile dans son intégralité ?

Mais ces révisions nécessaires que j'évoque exigent une révision de nos communautés elles-

mêmes, car ces questions ne se posent pas seulement à chacun de nous individuellement, mais aux communautés dont nous faisons partie. La profondeur de nos échanges sur ces questions, comme sur tout ce qui fait notre vie, dépend de la qualité de notre vie communautaire. Qu'en est-il ? Que faisons-nous, à l'intérieur de nos couvents, pour nous aider les uns les autres à croître dans la plénitude du Christ ?

**

En commençant cette lettre, j'ai rappelé les ombres et les crises qui nous ont affectés, les difficultés que nous connaissons encore, la souffrance que nous en ressentons. Mais, le plus grave, ce n'est pas notre diminution en hommes. Le plus grave, ce serait que notre foi dans l'Ordre, notre confiance — en nous-mêmes et en nos frères, — notre dynamisme en soient atteints, si peu que ce soit.

Très chers frères, c'est à un renouvellement de courage et d'espérance que je convie chacun d'entre vous.

Incarner le projet de saint Dominique dans le monde actuel, ce n'est pas se laisser abattre par la crise qui atteint le monde et l'Eglise. C'est leur être présent pour aider nos frères les hommes à surmonter cette crise et à découvrir ce que Dieu veut nous signifier pour aujourd'hui et pour demain.

Les Pères assistants qui ont collaboré à la rédaction de cette lettre se joignent à moi pour vous souhaiter une année de grâces et de joie.

De tout cœur, je vous assure de mon affection et de mon dévouement. Que saint Dominique nous bénisse tous.

Fr. Vincent DE COUESNONGLE, O.P.,
Maître de l'Ordre.

Rome, couvent de Sainte-Sabine,
En la fête de l'Epiphanie du Seigneur,
le 6 janvier 1975.

— **Le Monde à venir**, par Pierre GRELOT (coll. « Croire et comprendre »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 134 p. Prix : 18 F. Editions du Centurion.

C'est le monde après la vie présente, dont l'auteur étudie la représentation que nous en donne l'Ecriture sainte. Par sa connaissance des Livres saints, il nous montre quelle a été la progression prophétique de la Révélation que nous en donne l'Ancien Testament jusqu'à son épanouissement dans la Révélation que nous a apportée le Christ et tout le Nouveau Testament. Comment Dieu nous fait entrevoir le mystère de cette vie future qui attend les hommes à leur mort. C'est toute la valeur de la vie présente qui est en cause, puisque cette vie future nous en révèle tout le sens et la portée.

— **Le Devenir de la foi**, par Joseph COLOMB (coll. « Croire et comprendre »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 126 p. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

Il est facile de concevoir que la foi du fidèle progresse de l'enfance à l'âge adulte et devient, au cours de cet itinéraire, de plus en plus personnelle ; comme l'auteur nous le rappelle en en marquant les étapes. Ce devenir existe également pour la communauté ecclésiale elle-même, qui progresse de siècle en siècle dans la conscience qu'elle prend de sa foi, même sous l'impact du progrès des sciences, surtout des sciences nouvelles de l'homme. Elle approfondit sa communion avec le Christ et tout fidèle en profite. Mais c'est surtout dans la prière, la méditation, l'exercice du culte et sa pratique de la charité qu'elle s'épanouit en devenant de plus en plus adulte.

NOTRE FOI EN JÉSUS-CHRIST

Déclaration de l'Épiscopat du Zaïre

Devant la situation créée au Zaïre par la prétention du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MRP), de devenir aussi la religion unique dont le président Mobutu serait le messie (), les quarante-huit évêques du pays (dont trente-neuf sont africains), ont publié les deux déclarations ci-après lors de leur 13^e Assemblée plénière, qui s'est tenue à Kinshasa du 6 au 19 janvier (**):*

Préambule

Au moment où notre pays se trouve à un tournant décisif de son histoire, au moment où bien des chrétiens sont profondément ébranlés dans leur foi en Jésus-Christ, nous, évêques du Zaïre, réunis en Assemblée plénière, considérons qu'il est de notre devoir pastoral, d'éclairer le peuple de Dieu et de l'exhorter à persévérer dans sa foi; cette foi qui l'engage à travailler efficacement à l'édification d'une nation zaïroise authentique et prospère.

Dans la présente déclaration, nous voulons affirmer, selon l'esprit du récent Synode, la position de l'Eglise du Zaïre sur sa foi fondamentale, et aussi sur la nature de son caractère d'Eglise particulière dans la communion à l'Eglise universelle. Mais auparavant, nous avons jugé opportun de nous interroger sur notre situation historique, sur notre engagement concret dans le contexte actuel.

Ce faisant, nous n'avons nullement l'intention de nous poser en puissance rivale de l'Etat, mais simplement de nous mettre au service de ceux qui croient en Jésus-Christ, lui qui continue pleinement à être, également pour nous et pour notre époque, « le Chemin, la Vérité et la Vie » (Jn 14, 6).

I. — Contexte actuel

1. Considérant le contexte actuel, nous avons estimé que certains faits engendrent, dans le peuple chrétien, un profond sentiment d'inquiétude et l'insécurité pour sa foi.

2. Un premier fait, qu'il est opportun de rappeler, c'est que la laïcité de l'Etat a été proclamée par la Constitution; ce qui signifie qu'il n'y a aucune religion ou forme religieuse qui soit imposée à tous les citoyens en tant que religion d'Etat.

3. Un autre fait majeur, lié au premier, est la proclamation du principe du recours à l'authenticité. En vertu de ce principe, toute action, toute recherche pour construire notre société et

notre civilisation doit s'opérer en référence constante à notre tradition, à notre situation et à notre évolution propres.

4. Cependant, ces deux principes paraissent entendus dans un sens antireligieux, ou du moins d'opposition à la religion chrétienne. Tel semble être le sens de plusieurs mesures et déclarations visant les Eglises chrétiennes: suppression de mouvements de jeunesse confessionnels; suppression de prénoms chrétiens d'origine non africaine; suppression de moyens d'expression, notamment de la presse chrétienne; suppression de crucifix et de croix dans les lieux et établissements publics; suppression de cours de religion dans les écoles; suppression des Facultés de théologie au sein de l'UNAZA; proclamation du MRP comme Eglise (1), etc.

5. Devant cet état de choses, les évêques du Zaïre estiment opportun de rappeler que laïcité ne signifie ni laïcisme ni indifférence religieuse (2). En effet, en vertu d'une saine laïcité, tout Etat doit respecter et protéger les convictions religieuses de tous les citoyens. C'est à ce principe d'ailleurs que le manifeste du Mouvement populaire de la Révolution et la Constitution zaïroise se sont conformés en garantissant aux citoyens zaïrois toutes les libertés fondamentales de pensée, de conscience et de religion (3).

6. Face aux discussions actuelles entre chrétiens sur des questions d'option libre, les évêques du Zaïre rappellent, dans l'esprit du Concile Vatican II, que l'Eglise reconnaît et respecte la légitime et saine laïcité telle que définie par les textes légaux si clairs et si explicites. La communauté organisée juridiquement en Etat a pour tâche essentielle d'améliorer les conditions humaines et le bien temporel. Elle existe, en effet, en fonction du bien commun, lequel « comprend l'ensemble des conditions de vie sociale qui permettent aux hommes, aux familles et aux groupements, de s'accomplir plus complètement et plus facilement (4) ». Les

(1) Cf. la Déclaration du commissaire d'Etat aux Affaires politiques et commissaire politique, le citoyen Engulu, aux responsables régionaux de l'Education nationale, en date du 4 décembre 1974.

(2) Cf. *L'Eglise au service de la nation zaïroise. Actes de la XI^e Assemblée plénière de l'Épiscopat du Zaïre*, Bruxelles, 1972, p. 80-81.

(3) La liberté, aux termes de la Constitution, implique le rejet de toutes les formes de discrimination. « Aucun Zaïrois ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte d'une loi ou d'un acte de l'exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance ou de sa résidence. » (Constitution révisée, titre II, art. 12.) Et encore: « Dans la République du Zaïre, il n'y a pas de religion d'Etat.

« Toute personne a le droit de manifester sa religion ou ses convictions, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques, l'accomplissement de rites et l'état de vie religieuse, sous réserve de l'ordre public et des bonnes mœurs. » (Art. 18.)

(4) *Gaudium et Spes*, n° 74.

(*) Cf. les informations données par l'agence *Fides*, DC 1975, n° 1670, p. 188.

(**) Textes originaux.

moyens dont elle se sert pour accomplir sa mission — autorité, lois et règlements juridiques — sont d'ordre temporel. L'État est donc, de sa nature, laïc ; « la légitime et saine laïcité, affirmait Pie XII, est un des principes de la doctrine catholique (5) ».

7. Recourir à l'authenticité est une démarche qui nous permet d'être pleinement nous-mêmes et cependant ouverts à autrui et au progrès. Renouer avec les hommes libres qu'étaient nos ancêtres implique, en effet, la réadoption de toutes les valeurs compatibles avec les exigences du monde moderne. La foi chrétienne ne nous dispense pas d'un tel effort. Bien au contraire, elle nous y stimule, car elle nous aide à prendre au sérieux notre tâche d'homme et le service social que nous sommes appelés à rendre à nos frères (6).

Si elle agit — et elle doit agir — ce sera toujours en s'intégrant de l'intérieur à nos options de civilisation, comme un dynamisme puissant d'orientation et de critique. Le recours à l'authenticité n'exclut nullement l'action salvifique universelle du Christ. Le Concile Vatican II l'a vigoureusement rappelé : « Les jeunes Eglises doivent emprunter aux coutumes et aux traditions de leurs peuples, à leur sagesse, à leurs sciences, à leurs arts, à leur discipline, tout ce qui est de nature à contribuer à la glorification du Créateur, à la mise en lumière de la grâce du Sauveur, tout comme à une bonne direction de la vie chrétienne (7) ».

8. La réforme réalisée dans le domaine de la formation sacerdotale et religieuse, dans celui de la liturgie et de la catéchèse, les recherches menées par la Faculté de théologie catholique de Kinshasa sur les religions africaines (8), etc., manifestent le souci de l'Eglise de contribuer à la revalorisation de notre patrimoine culturel.

II. — Notre foi en Jésus-Christ

9. La situation que nous venons d'évoquer et en particulier l'inquiétude des fidèles au sujet de l'existence chrétienne, nous amène à réaffirmer notre foi en Jésus-Christ, Dieu fait homme (He 1, 1).

10. Le Nouveau Testament proclame la divinité de Jésus, sa transcendance et sa primauté universelle et exclusive dans l'histoire du salut. Le Christ est Seigneur, chef, principe et plénitude.

11. Dans le plan de la sagesse divine, le Christ occupe une place unique. Seul, il est assis à la droite de Dieu ; bénéficiant de la puissance royale et divine (Mt 22, 44-45 ; Col 3, 1). Bien plus situé au cœur même du mystère de salut (Ep 1, 3-14), le Christ est constitué bien au-dessus de toutes les créatures.

(5) PIE XII, Allocution à des pèlerins des Marches, dans *DC* 1958, n° 1275, col. 456.

(6) *Gaudium et Spes*, n° 3.

(7) *Ad Gentes*, n° 22.

(8) Cf. notamment le Centre d'études des religions africaines qui a pour but d'entreprendre des recherches pour une connaissance scientifique des religions, croyances et coutumes africaines traditionnelles et modernes. Le Centre publie une revue dénommée : *Cahiers des religions africaines*.

« Aussi Dieu l'a-t-il exalté et lui a-t-il donné le nom qui est au-dessus de tout nom, pour que tout, au nom de Jésus, s'agenouille, au plus haut des cieux, sur la terre et dans les enfers, et que toute langue proclame de Jésus-Christ, qu'il est Seigneur, à la gloire de Dieu le Père » (Ph 2, 9-11).

12. Le Seigneur Jésus est aussi le chef. Il est « premier par rapport à l'ensemble de la création » (Col 1, 15), « antérieur à tout » (Col 1, 17). Le Père « a donné le Christ comme chef au-dessus de tout à l'Eglise » (Eph 1, 22).

13. Le Seigneur Jésus est également le principe de la création (Ap 3, 14 ; He 1, 3), de la Révélation (Jn 14, 6 ; He 1, 1-4), et de la Résurrection (Col 1, 18 ; 1 Co 15, 20).

14. Principe de toute chose, le Seigneur Jésus est enfin plénitude de vie et de salut, « car Dieu s'est plu à faire habiter en lui toute la plénitude et par lui à réconcilier tous les êtres pour lui » (Col 1, 19-20).

15. En raison de ces prérogatives, nous confessons que la personne et l'action salvifique de Jésus concernent tous les hommes. Il est l'unique médiateur entre Dieu et les hommes (He 9, 15). Il est donc pour nous la référence ultime. Il est l'Alpha et l'Oméga (Ap 1, 8).

16. Telle est notre foi, que nous sommes fiers de proclamer avec toute la Tradition chrétienne. Nous croyons en Jésus-Christ, Fils unique de Dieu et notre Sauveur, par qui le Père a tout créé et qui pour nous et notre salut s'est fait homme, conçu du Saint-Esprit et né de la Vierge Marie. Il a souffert sous Ponce Pilate ; il est mort sur la croix pour nos péchés et, le troisième jour, il est ressuscité d'entre les morts. Etabli juge universel, il assure aux élus la vie éternelle auprès du Père. Il est ainsi le Nouvel Adam qui a vaincu le péché et la mort dans notre monde marqué par l'universelle déchéance.

III. — Notre foi en Jésus-Christ et communion ecclésiale

17. Tous ceux qui accueillent le Seigneur Jésus forment le nouveau peuple de Dieu : l'Eglise. Ce peuple, ne se constitue pas en un pouvoir parallèle et rival du pouvoir temporel. Sa raison d'être est sa foi en Jésus-Christ. Son organisation n'est pas l'expression d'une puissance terrestre, mais d'un humble service.

18. L'Eglise du Zaïre, pleinement responsable de son évangélisation, fait de plus en plus preuve de courage et de créativité. En devenant toujours davantage elle-même, l'Eglise du Zaïre se sent responsable de cette évangélisation de l'Afrique qui passe par un moment critique de sa croissance et contribue à la construction de l'Eglise universelle (9).

19. C'est le devoir de toute Eglise particulière de conjuguer la fermeté des convictions doctrinales et la réflexion sur l'enjeu des situa-

(9) Cf. Déclaration des évêques d'Afrique et de Madagascar présents au Synode : « Promouvoir l'évangélisation dans la coresponsabilité », dans *DC*, 1974, n° 1664, col. 995-996.

tions historiques. C'est également le devoir de toute l'Eglise particulière de maintenir l'unité nécessaire, d'approfondir le dialogue avec toutes les autres Eglises particulières et en tout premier lieu avec le Siège apostolique, conformément à l'enseignement du Concile Vatican II : « L'union collégiale apparaîtra... dans les relations mutuelles des évêques, pris un à un, avec les Eglises particulières et avec l'Eglise universelle. Le Pontife romain, comme successeur de Pierre, est le principe et le fondement perpétuel et visible de l'unité, tant des évêques que de la multitude des fidèles. Les évêques, eux, pris isolément, sont le principe visible et le fondement de l'unité dans leurs Eglises particulières, formées à l'image de l'Eglise universelle, dans lesquelles et à partir desquelles existe l'Eglise catholique, une et unique. C'est pourquoi les évêques pris isolément représentent leur Eglise et, tous ensemble avec le Pape, ils représentent toute l'Eglise, dans le lien de la paix, de l'amour et de l'unité (10). »

IV. — Quelques exigences de la vie chrétienne

20. La foi chrétienne est un don de Dieu qui suppose l'ouverture foncière de l'homme libre, l'engagement personnel de tout l'homme et une conversion permanente.

21. Par son don de compréhension, par sa capacité de langage, par son affectivité, l'homme apparaît comme étant ouverture à autre que soi.

22. La conversion chrétienne signifie ouverture au Christ qui interpelle l'homme souverainement, mais respecte son identité. En conséquence, l'Africain, en se convertissant à l'Evangile, ne renie pas son authenticité. D'ailleurs cette conversion à l'Evangile est un acte pleinement libre.

23. L'homme est libre devant Dieu, libre de dire oui ou non. Une page d'Evangile l'illustre l'une manière simple et suggestive : la parabole des invités au festin (Mt 22, 1-14 ; Lc 14, 13-14). Cette liberté devant Dieu est sans conteste la plus grande responsabilité de l'homme.

24. Loin d'être une sinécure, la foi chrétienne exige une conversion sans cesse reprise et donc une révision de nos attitudes et de nos méthodes, même les plus éprouvées. La foi en Jésus-Christ est vraie quand elle nous transforme foncièrement. A maintes reprises, le Christ nous invite à réfléchir à l'enjeu du renoncement (Lc 14, 28-33) ; à tout sacrifier pour le royaume de Dieu (Mt 13, 45-46) ; à nous détacher des biens matériels (Mt 19, 23-24 ; Mc 10, 23-25) ; à faire option radicale, sans nostalgie (Mt 5, 1-12 ; Lc 9, 59-60) ; à rompre avec tout ce qui empêche d'adhérer à Dieu (Mt 10, 34-39 ; Lc 14, 26-27) ; à entrer par la porte étroite (Mt 7, 13-14) ; à rester vigilants pleins de patience jusqu'au jour du salut (Mt 24, 42-51) ; à travailler sans relâche à notre épanouissement spirituel (Mt 25, 14-30 ; Lc 10, 11-26 ; 1 Co 15, 58). Les difficultés actuelles invitent à purifier et à approfondir notre foi. L'appel du Christ est toujours actuel : « Convertissez-vous, car le royaume des cieux est tout

proche. » (Mt 4, 17.) L'expérience chrétienne est une expérience de souffrance et de gloire. Une expérience pascalle (Ph 3, 10).

25. La foi chrétienne, on ne l'a pas une fois pour toutes. Saint Paul la décrit comme quelque chose qui naît, qui croît, qui vit ou qui meurt (Ga 3, 11).

26. Le chrétien trouve ainsi dans la foi au Christ une nouvelle approche du monde. Tout ce que nous pouvons faire en suivant le Christ revêt par là une valeur et un sens nouveau. L'union intime avec le Crucifié, qui est en même temps le Seigneur glorifié, ayant vaincu le monde (Jn 16, 33), nous permet une ouverture au monde qui ne se nourrit pas d'idéologies ou d'illusions, mais qui ignore également la résignation et le désespoir. « Constitué Seigneur par sa résurrection, le Christ à qui tout pouvoir a été donné au ciel et sur la terre, agit désormais dans le cœur des hommes par la puissance de son Esprit ; il n'y suscite pas seulement le désir du siècle à venir, mais par là même anime aussi, purifie et fortifie ces aspirations généreuses qui poussent la famille humaine à améliorer ses conditions de vie et à soumettre à cette fin la terre entière (11). »

27. L'éthique chrétienne est moins un ensemble de règles morales codifiées commandant le bien et interdisant le mal qu'une loi dynamique et spirituelle, mettant le chrétien en demeure de vivre conformément à la foi en Jésus-Christ. Elle n'est pas la lettre qui tue : elle est l'esprit qui vivifie (Rm 8, 2). Elle n'est pas extériorité tyrannique : elle est intériorité librement assumée par amour de Celui qui est mort pour nous. Elle n'est pas imposition : elle est communion aimante. Elle n'est pas fixée : elle est vie et assimilation sous la mouvance de l'Esprit-Saint (Rm 8, 14).

28. L'éthique chrétienne est, de ce fait, créatrice d'un type d'homme et d'un type de civilisation capable d'échapper à toute sclérose. Elle n'est pas simplement spéculative, mais agissante. Cette notion créatrice n'absolutise pas, ne sclérose pas sa production, ses valeurs : elle les dépasse continuellement sous la mouvance de l'Esprit. Elle ne coïncide avec aucune de ses œuvres (écoles, hôpitaux...).

29. L'éthique chrétienne est, avant tout, imitation du Christ, et donc, en fin de compte, acceptation de la croix, c'est-à-dire capacité incessante de vivre conformément pour faire triompher l'amour de Dieu et du prochain ; en cet amour sont contenus tous les préceptes particuliers (Mt 22, 35-40). Cette croix conduit le chrétien à la gloire (Ph 3, 10-21).

Conclusions

30. Si la laïcité est un droit strict de l'Etat, la liberté religieuse est de même un droit strict des individus et des communautés.

31. Le principe du recours à l'authenticité, tel que nous l'avons évoqué, est un facteur important et largement positif en vue d'enrichir l'Eglise. Celle-ci tient en grande considération et estime l'aspiration profonde de toute la nation

à retrouver sa propre identité. Elle a apporté et continue d'apporter tout son concours à l'édification de la cité terrestre au Zaïre.

32. Nous avons reconnu que la Bonne Nouvelle de salut en Jésus-Christ est capable de transformer ceux qui l'accueillent en toute sincérité. Nous avons reconnu dans le Christ ressuscité le Chef de l'univers, de « ce qui est dans les cieux et ce qui est sur la terre » (Ep 1, 16). « Il est le commencement, premier-né d'entre les morts, afin de tenir en tout, lui, le premier rang » (Col 1, 18). Il est l'unique médiateur entre Dieu et les hommes en vue de sauver ces derniers. Sa Seigneurie s'étend à tout et son règne n'a pas de fin. L'Eglise, communauté de ceux qui croient en Jésus-Christ, n'est pas un Etat dans l'Etat, elle n'est pas une puissance rivale, elle n'est pas un groupe de pression, mais n'existe que par sa foi et ne s'organise que pour servir Dieu et la nation.

33. La foi en Jésus-Christ est un don de Dieu. Mais un don doit être accepté pour avoir toute sa signification. Cette acceptation n'est pas aliénation car il n'y a pas d'aliénation à aimer Celui qui vous aime. La foi n'est pas la négation de l'identité du croyant ; elle en est la promotion.

34. La foi en Jésus-Christ est une démarche personnelle et libre. On ne peut contraindre personne à croire ; Dieu lui-même ne le peut pas. C'est le mystère de la liberté humaine. Cette foi est un acte vivant. C'est pourquoi nous sommes tenus à l'approfondir, à la vivifier. C'est là une tâche bien difficile, exigeant de chacun une conversion permanente.

35. Tâche personnelle, la foi en Jésus-Christ est également engagement communautaire. Personne ne se sauve seul. Nous sommes solidaires et responsables les uns des autres devant Dieu.

36. Telles sont quelques réflexions sur notre témoignage de foi, qu'il nous a paru opportun de rappeler, à vous tous, prêtres, religieux et laïcs chrétiens de ce pays, si soucieux de connaître la position fondamentale de l'Eglise dans la situation présente.

37. Dieu appelle tous les hommes à une communauté de vie en son Fils. Cette vie nous a été manifestée dans l'avènement du Christ, Dieu fait homme et rendu accessible par l'insertion dans son corps qui est l'Eglise. La participation à cette vie ne peut se faire par procuration. Elle doit être assumée par chacun, par tout ce qu'il est en lui-même et dans son enracinement socio-culturel.

38. En conséquence, nous nous garderons de confondre foi et formulation doctrinale, foi et culture, c'est-à-dire modes de vie, de penser et d'agir dans lesquels une civilisation a pu incarner sa foi.

39. Nous serons plus particulièrement attentifs aux formes concrètes que prend pour nous l'appel du Christ : profession de foi agissante et revalorisation de l'initiation aux mœurs évangéliques à l'intérieur de la communauté africaine et zaïroise.

40. Nous ne pouvons clore cette déclaration sans remercier expressément tous ceux qui peinent avec nous dans le ministère de la récon-

ciliation (2 Co 5, 18), et dans celui de la parole et de l'enseignement (1 Tm 5, 17). A chacun d'eux nous disons avec saint Paul : « Veille sur ta personne et sur ton enseignement ; persévère en ces dispositions. Agissant ainsi, tu te sauveras, toi et ceux qui t'écoutent. » (1 Tm 4, 16.)

Fait à Kinshasa, le 15 janvier 1975.

(Suivent les signatures des évêques du Zaïre.)

DECLARATION DE L'EPISCOPAT DU ZAIRE FACE A LA SITUATION PRESENTE

En ce moment où se réunit la XII^e Assemblée plénière de l'épiscopat, nous vivons au Zaïre une situation historique dont certains faits posent problème à l'Eglise, mettant en question aujourd'hui son statut et ses possibilités d'action dans notre société, de nature à mettre en cause son devenir même et son avenir dans notre pays.

Compte tenu de ces faits, dont nous allons signaler les plus importants et les plus significatifs, nous voulons dans cette déclaration :

1. Affirmer la position de l'Eglise du Zaïre sur sa foi fondamentale et, également sur la nature de son caractère d'Eglise particulière dans la communion à l'Eglise catholique universelle.

2. Exposer comment l'Eglise du Zaïre voit, de manière réaliste, les conditions de sa contribution à l'œuvre du développement national dans le contexte socio-politique nouveau de notre pays.

3. Envisager enfin les orientations et les moyens d'une pastorale nouvelle s'imposant dans une situation où l'Eglise, serait de plus en plus dégagée de structures d'œuvres temporelles, dont elle aurait la responsabilité en tant qu'institution.

I. — Faits significatifs

Il faut d'abord noter les deux principes de base, déclarés par l'autorité politique de notre pays, comme devant, d'une part, caractériser religieusement la société zaïroise, et d'autre part constituer le critère de l'action en vue de la structurer et de lui donner forme. Il s'agit du principe de la « laïcité » de l'Etat zaïrois proclamé dans la Constitution, et du principe dit « du recours à l'authenticité ».

— Le principe de la « laïcité » de l'Etat ne pose en lui-même aucun problème à l'Eglise s'il est entendu et pratiqué au sens de la Constitution, où il signifie que l'Etat ne privilégie aucune religion, qu'il n'y a aucune religion ou forme religieuse qui soit imposée à tous les citoyens en tant que religion d'Etat. Bien plus, en raison de sa laïcité, tout l'Etat doit respecter et protéger les convictions religieuses de tous les citoyens.

C'est ce que stipule du reste l'article 18 de la Constitution de notre pays :

« Dans la République, il n'y a pas de religion d'Etat. Toute personne a le droit de manifester sa religion ou ses convictions, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte,

l'enseignement, les pratiques, l'accomplissement de rites et l'état de vie religieuse, sous la réserve de l'ordre public et des bonnes mœurs. »

L'Eglise catholique au Zaïre déclare reconnaître et respecter la laïcité de l'Etat et plus particulièrement son autonomie totale dans la gestion du temporel.

— Quant au principe du « recours à l'authenticité », il ne renie ni ne rejette en lui-même tout apport historique de l'extérieur, dans les domaines aussi bien scientifique, technique, philosophique que religieux tant qu'il contribue positivement à la réalisation d'une société harmonieuse et intégrée.

Et voici maintenant quelques faits qui ont suscité ou suscitent inquiétude et trouble.

Le principe de la « laïcité » paraît entendu au Zaïre dans un sens antireligieux, ou, du moins, d'opposition à la religion chrétienne. Tel semble être le sens de plusieurs mesures et déclarations officielles visant les Eglises chrétiennes : suppression des prénoms chrétiens d'origine non africaine ; suppression des mouvements de jeunesse confessionnels ; suppression des moyens d'expression, notamment de la presse chrétienne ; suppression des crucifix et des croix dans les lieux et établissements publics ; suppression des cours de religion dans les écoles ; suppression des Facultés de théologie au sein de l'UNAZA et enfin proclamation du MPR comme Eglise.

1. Foi en Jésus-Christ et communion ecclésiastique catholique

Notre foi en Jésus-Christ et dans l'Eglise est intégralement exprimée dans ses éléments essentiels dans le Symbole des apôtres et le Symbole de Nicée-Constantinople.

Le Pape Paul VI a exprimé récemment l'essence de la foi du chrétien contemporain dans la profession de foi qu'il a proclamée en 1968 (1).

Le chrétien, disciple du Christ, croit en Jésus-Christ, Fils de Dieu, né de la Vierge Marie, mort pour le péché des hommes et ressuscité, monté au ciel d'où il viendra à la fin des temps pour juger l'humanité. Il est le Sauveur et Libérateur de l'humanité, l'unique Médiateur entre Dieu et les hommes.

Le Christ a fondé l'Eglise, lieu sacramentel du salut des hommes à travers l'histoire. L'Eglise est une, sainte, apostolique, catholique. Dans la fidélité à la communion universelle, représentée par le Successeur de Pierre, elle est constituée par des Eglises particulières qui, tout en ayant leur visage propre, tirent leur inspiration première et commune de cette communion.

2. Contribution de l'Eglise du Zaïre

Considérée dans sa relation à la société zaïroise globale, l'Eglise du Zaïre s'affirme toujours prête à apporter sa contribution aux œuvres de développement de la nation, et à collaborer avec toutes les institutions et les hommes de bonne volonté. Dans le passé elle a pris une grande part dans les œuvres de développement social du

pays : œuvres d'enseignement, œuvres caritatives de toutes sortes.

La position qui lui est de plus en plus faite, notamment les possibilités réduites de dialogue avec ses représentants ainsi que la rupture unilatérale des accords et conventions passés avec elle sans la moindre information préalable, la place dans une situation où il lui est difficile d'apporter sa contribution et sa collaboration comme elle le souhaiterait. Elle se voit, somme toute comme institution, réduite à s'en tenir uniquement à sa mission d'évangélisation intérieure.

3. Orientation d'une pastorale nouvelle

En conséquence de l'état de fait qui prévaut de plus en plus, l'Episcopat est amené à s'interroger et à chercher les voies d'une pastorale nouvelle pour l'Eglise du Zaïre, qui sera dégagée des structures des œuvres temporelles, et devra livrer le message évangélique uniquement à travers le témoignage de son être et celui des chrétiens qui s'engagent individuellement, s'insérant dans les divers secteurs d'activité du développement national.

II. — Conséquences pratiques

En conséquence de la situation faite actuellement à l'Eglise du Zaïre au sein de la société globale, en particulier la difficulté du dialogue avec les autorités compétentes, l'Episcopat du Zaïre estime en conscience devoir prendre la position suivante au sujet de son insertion dans la marche générale du pays, notamment pour ce qui est des œuvres contribuant à l'équipement et au développement du pays, dans lesquels l'Eglise a été engagée jusqu'à présent.

A. — Œuvre scolaire

A la suite de l'étatisation des écoles et plus particulièrement de la suppression du réseau de l'enseignement national catholique :

1. L'Episcopat du Zaïre prend acte de la suppression en date du 30 décembre 1974, du réseau de l'enseignement national catholique.

En conséquence l'Episcopat déclare qu'en ce qui concerne la direction et l'administration des écoles reprises par l'Etat, l'Eglise catholique est dégagée de toute obligation contractuelle vis-à-vis de l'Etat et des citoyens pris individuellement.

Le personnel ecclésiastique et religieux ne peut continuer à assumer des tâches de direction et d'administration que par suppléance et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

2. L'Episcopat prend également acte de la suppression dans les écoles de l'Etat du cours de religion. Par conséquent il déclare qu'il retire des écoles tous les professeurs de religion ecclésiastiques et religieux pour les verser dans une catéchèse extra-scolaire.

3. Quant aux professeurs de religion laïcs, ils pourront continuer à assurer l'enseignement d'autres branches suivant leur compétence.

4. De toute façon aucun enseignant ou élève catholique ne peut renier ni feindre de renier sa foi en Jésus-Christ : « celui qui me reniera devant les hommes, à mon tour, dit le Christ, je

(1) DC, n° 1521 du 21 juillet 1968, col. 1251-1258.

le renierai devant mon Père qui est dans les cieux » (Mt 10, 33).

5. En ce qui concerne les ecclésiastiques et les religieux enseignant d'autres branches que la religion, ils pourront continuer à apporter leur concours à titre personnel, individuel, si, conformément à la garantie que nous en a donnée le président de la République le 14 janvier 1975 (2), dans la gestion les responsables respectent leur statut propre et ne leur imposent aucune doctrine contraire à leur foi.

B. — Œuvres médicales, caritatives et sociales

1. L'Épiscopat déclare que l'Eglise catholique reste disposée à poursuivre, en dialogue avec les autorités du pays, sa large contribution dans toute la mesure de ses moyens.

2. Le personnel ecclésiastique et religieux employé par l'Etat sera géré conformément à son statut propre et ne sera astreint à aucune doctrine ou pratique contraire à sa foi, comme le président de la République nous en a donné la garantie le 14 janvier 1975 (3).

3. Dans la ligne de la pastorale d'ensemble l'épiscopat déclare qu'il reste attaché à l'option fondamentale de dégager progressivement l'Eglise-Institution de la gestion du temporel.

En conséquence le personnel ecclésiastique et religieux engagé dans ces œuvres y associera de plus en plus étroitement des laïcs capables et les préparera à en assumer la responsabilité.

C. — Contribution au développement

1. L'épiscopat déclare que l'Eglise catholique, servante du monde, reste disposée à apporter toute sa contribution au développement du pays.

2. En ce qui la concerne l'Eglise catholique mettra tout en œuvre pour aplanir les difficultés dues principalement au manque de dialogue et promouvoir, autant que faire se peut, une collaboration avec les autorités officielles.

3. L'épiscopat demande que le personnel ecclésiastique et religieux engagé dans des actions pour le développement de l'Etat, soit géré conformément à son statut propre et ne soit astreint à aucune doctrine ou pratique contraire à sa foi, comme le président de la République nous en a donné la garantie le 14 janvier 1975 (4).

4. Dans ce domaine également l'on suscitera la collaboration de laïcs capables que l'on préparera progressivement à en assumer les responsabilités.

D. — L'Eglise et la politique du pays

L'Épiscopat estime que dans la situation présente la contribution de l'Eglise-Institution dans le domaine politique est l'un des problèmes les plus délicats. Aussi notre position d'aujourd'hui reste-t-elle la même que celle qu'exposent les archevêques du Zaïre dans l'aide-mémoire de

décembre 1973 (5). Dans l'aide-mémoire notre ligne de conduite se définit en ces termes :

« L'époque coloniale a connu un système de collaboration entre les autorités civiles et les autorités religieuses. Cette collaboration a sûrement porté du fruit ; mais elle a trop lié l'Eglise dans ses représentants officiels au régime colonial.

En ce qui nous concerne, nous tenons à la même collaboration, dans la plus grande loyauté et avec un sens de participation nationale le plus total, sans toutefois en arriver à une situation qui signifierait une intervention directe dans le domaine politique. Nous ne pourrions donc collaborer de la même manière que nos prédécesseurs l'ont fait, sous peine d'encourir à notre tour les reproches souvent justifiés que l'on fait aujourd'hui aux missionnaires de la période coloniale.

Concrètement le caractère laïc de l'Etat ne permet pas aux évêques d'entrer dans les organes de conception, et de décision comme représentants de l'Eglise-Institution, ce qu'ils sont en réalité et devant l'opinion publique.

Nous sommes disposés à collaborer à d'autres niveaux, là où il s'agit de conseils, de consultations, d'action sociale. »

Conclusion

Les chrétiens catholiques du Zaïre, quels qu'ils soient et où qu'ils soient, comprendront que leur foi est confrontée à un nouveau contexte qui les interpelle au plus profond d'eux-mêmes.

Nous aurons tous à cœur d'approfondir et de vivre intensément toutes les exigences de notre foi en Jésus-Christ dans le cadre de notre engagement au service de notre peuple.

Fait à Kinshasa le 16 janvier 1975.

LES EVÊQUES DU ZAIRE.

(Suivent les signatures de quarante-huit évêques.)

(5) Aide-mémoire élaboré à l'issue de la réunion des archevêques à Lubumbashi, du 12 au 15 décembre 1973. L'aide-mémoire a été remis aux autorités du pays par les archevêques au nom de tout l'épiscopat du Zaïre, le 20 décembre 1973.

— **Les Ministères dans l'Eglise**, par André LEMAIRE (coll. « Croire et comprendre »). — Un vol. 13,5 X 21 cm, de 132 p. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

Cet ouvrage fait ressortir la relativité des ministères de l'Eglise dans leur diversité à travers tous les siècles. S'appuyant sur sa connaissance approfondie de la Bible et sur l'histoire même de l'Eglise, l'auteur montre quelle a été l'évolution des ministères, de l'âge apostolique à nos jours. Mais, il le rappelle, le ministère dans l'Eglise est toujours un service. Il vient du Christ qui a voulu servir et non être servi, comme il l'a fait savoir aux apôtres en leur lavant les pieds. Les ministères ne font pas autre chose d'âge en âge, quelle que soit leur évolution.

— **L'Eau vive**. La prière, d'après Thérèse d'Avila, par Louis GUILLET. — Un vol. 18,5 X 19 cm, de 204 pages. Prix : 21 F. Mame éditeur, Paris-Tours.

C'est un spécialiste de sainte Thérèse, qu'il cite abondamment. Puissent beaucoup de lecteurs entendre son appel : « Ne vous découragez pas si vous ne répondez pas immédiatement à la voix du Seigneur. Il sait attendre des jours et des années, surtout s'il découvre en vous persévérance et bons désirs. »

(2) AZap, Bulletin du 15 janvier 1975, p. 9.

(3) AZap, Bulletin du 15 janvier 1975, p. 9.

(4) AZap, Bulletin du 15 janvier 1975, p. 9.

Événements et Informations

FRANCE

Mort du docteur Olivieri, ancien président du Bureau médical de Lourdes

M. le docteur Alphonse OLIVIERI, ancien président du Bureau médical de Lourdes, vient de mourir à Versailles, le 10 janvier, à l'âge de 85 ans. On lui doit notamment la publication, en 1969, d'un ouvrage intitulé : *Y a-t-il encore des miracles à Lourdes ?* (Lethielleux) dans lequel il étudiait dix-huit dossiers de guérisons survenues de 1915 à 1969. (« *Bulletin religieux du diocèse de Tarbes et Lourdes* », 16 janvier, et « *La Croix* », 17 janvier.)

« Credo » : Une nouvelle organisation traditionaliste

Le mouvement « Credo », qui a l'ambition de grouper « les diverses tendances » des « catholiques traditionalistes », a été présenté à la presse, le 21 janvier, par son président, Michel de Saint-Pierre. Parmi le Comité de patronage, on relève, parmi quinze noms, ceux du général Lecomte, des colonels Rémy et Font-Réaux, de l'amiral Auphan, de MM. d'André, Daix, Dauphin-Meunier, Lescourd, Salleron, etc.

(M. Gérard Soulages, dont le nom figurait dans le Comité de patronage tel qu'il a été publié par la presse, a fait savoir, dans une lettre adressée le 22 janvier, à Michel de Saint-Pierre, qu'il ne lui était possible ni de donner son nom à ce Comité ni de participer au pèlerinage organisé à Rome sous la présidence de Mgr Lefebvre.)

Le Mouvement veut mener son action « en parfaite communion avec le Souverain Pontife, ce qui amène le président à préciser que l'on ne peut « accepter quelqu'un qui traite le Pape d'hérétique ». La première manifestation (la seule précise et certaine) de cette organisation (Credo, 20, passage des Récollets, 75010 Paris) est un pèlerinage à Rome pour l'Année sainte, du 23 au 27 mai, pèlerinage présidé par Mgr Marcel Lefebvre,

supérieur de la Fraternité sacerdotale saint Pie X, qui a ouvert le séminaire d'Ecône (Suisse). Aucun contact préalable n'a été pris avec l'Episcopat français et les journalistes n'ont pu obtenir les précisions pour savoir si les messes du pèlerinage seraient célébrées selon le rite de saint Pie V ou le missel actuel. « Credo » se refuse cependant à faire un « coup de force » à Rome. L'Association envisage d'organiser des cycles de conférences, mais elle ne veut pas publier de bulletin ; elle compte intervenir sur les radios et les diverses chaînes de télévision. Elle préparera un pèlerinage à Jérusalem en 1976. (Félix Lacambre, dans « *la Croix* », 23 janvier.)

Publication catholique - protestante commune

La revue protestante « *Foi et Vie* » (139, bd Montparnasse, 75006 Paris) vient de publier son numéro de décembre 1974, en ouvrant ses pages aux « *Feuilles d'Avent* » (P. André FABRE, « *Les Avents* », Peyregoux, 81100 Castres) sous le titre : « *Ecologie et théologie* ». Il s'est, en effet, trouvé que foi et vie comme le Centre des Avents étudiaient cet important et actuel sujet. (« *BIP/SNOP* », 29 janvier.)

Le cardinal Poletti à Paris

Le cardinal vicaire de Rome, Ugo Poletti, a été, du 29 janvier au 2 février, l'hôte du cardinal Marty. Cette rencontre fait suite à celles que le cardinal Marty avait eues les précédentes années avec les archevêques de Westminster, Madrid, Santiago du Chili et Sao Paulo.

Prix du Comité catholique des Amitiés françaises dans le monde

A l'occasion du 60^e anniversaire de sa fondation, le Comité catholique des Amitiés françaises dans le monde organise un concours doté d'un prix qui consistera en une bourse d'études de deux ans à Paris.

Ce concours est ouvert aux candidats et candidates, religieux ou laïcs, se destinant à l'enseignement de la langue ou de la civilisation

françaises dans leur propre pays, ainsi qu'aux professeurs déjà en exercice.

Les candidats devront être âgés de moins de trente ans et posséder les titres nécessaires, ainsi qu'une connaissance suffisante de la langue pour pouvoir s'inscrire dans une Université française.

Les candidats devront adresser au Comité (99, rue de Rennes, 75006 Paris), avant le 1^{er} juin 1975, un texte rédigé en français, de quatre pages dactylographiées au maximum et répondant à la question suivante :

« Quelles sont les raisons sur le plan spirituel et intellectuel qui vous font souhaiter un séjour d'études en France et quel bénéfice espérez-vous en retirer pour votre formation personnelle et votre tâche d'éducateur ? »

La bourse est valable pour deux années universitaires, d'octobre 1975 à juin 1977 inclus. Elle sera payable, pendant toute la durée du séjour, par mensualités de 1 000 francs.

Le lauréat ou la lauréate bénéficiera d'un voyage payé en avion pour sa venue en France comme pour son retour dans son pays.

Droits d'inscription et frais postaux : 10 F. (*Amitiés catholiques françaises*, janvier 1975.)

Etablissements d'enseignement privé

Arrêté du 16 janvier 1975. Objet : *Montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements d'enseignement privés placés sous contrat d'association à l'enseignement public.*

Article premier. — Les différents taux de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes placées sous contrat d'association sont fixés ainsi qu'il est indiqué ci-après pour l'année 1974-1975 :

A. — Etablissements correspondant aux lycées classiques et modernes : anciens lycées : 630 ; anciens collèges nationaux classiques et modernes : 575 ; anciens collèges municipaux : 484.

B. — Etablissements correspondant aux lycées techniques (anciennes écoles nationales professionnelles et anciens collèges techniques nationaux) : lycées techniques industriels de garçons : 923 ; lycées techniques industriels de jeunes filles : 860 ; lycées techniques commerciaux : 721.

C. — Etablissements correspondant aux lycées techniques (anciens collèges techniques municipaux) : 720.

D. — Etablissements correspondant aux collèges d'enseignement général (anciens cours complémentaires) : 259.

E. — Etablissements correspondant aux collèges d'enseignement technique (anciens centres d'apprentissage) : collèges d'enseignement technique industriels de garçons (industries diverses) : 991 ; collèges d'enseignement technique industriels de garçons (métiers du bâtiment) : 1 059 ; collèges d'enseignement technique industriels de jeunes filles : 874 ; collèges d'enseignement technique commercial : 750.

Art. 2. — Le directeur des Collèges, le directeur des Affaires budgétaires et financières au ministère de l'Education, le directeur du Budget et le directeur de la Comptabilité publique au ministère de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au « *Journal Officiel* » de la République française. (« *J. O.* » du 23 janvier 1975, « *B. O.* » n° 3, 23-1-75.)

Circulaire n° 75-035 du 16 janvier 1975.

Objet : *Application aux établissements d'enseignement privés des différents taux fixés pour l'année scolaire 1974-1975 de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes placées sous contrat d'association.*

Les différents taux de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes placées sous contrat d'association ont été fixés, pour l'année scolaire 1974-1975, par arrêté du 16 janvier 1975 (voir ci-dessus). Leur montant doit être mandaté aux établissements énumérés par ce texte dans les conditions définies par l'article 6 du décret n° 61-246 du 15 mars 1961.

Précédemment, l'article premier de l'arrêté du 30 août 1974 avait relevé, à compter du 1^{er} janvier 1974, les taux initialement prévus

pour l'année scolaire 1973-1974 par l'article premier de l'arrêté du 12 février 1974 ; il n'a pas paru nécessaire alors de rappeler les règles édictées par la circulaire DAF 5/N° 74-064 du 18 février 1974 qui, de toute évidence, demeuraient applicables.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application des nouveaux taux, à compter de la rentrée 1974 :

— Pour les majorations accordées aux établissements sous contrat d'association situés dans les départements de la région parisienne, ainsi que dans les communes urbaines et communes comptant plus de 500 000 habitants ;

— Pour les classes primaires annexées à des établissements de second degré.

1. *Application du décret n° 70-795 du 9 septembre 1970, article 9.* Les dispositions ci-dessus permettent à l'autorité académique d'aligner la participation forfaitaire de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement privés sous contrat d'association des départements de la région parisienne et des communes urbaines et communes de plus de 500 000 habitants, sur les résultats de gestion des établissements d'enseignement publics de même catégorie fonctionnant dans des conditions analogues sans que cette majoration puisse excéder 40 % du montant des forfaits nationaux.

En 1972, il a paru nécessaire de réduire les sommes accordées à ce titre (circulaire DAF 5/N° 73-037 du 15-1-1973). De la sorte, chaque établissement qui, jusqu'alors, bénéficiait d'un pourcentage donné, a vu celui-ci sensiblement minoré.

Il convient de continuer à appliquer en 1974-1975, aux différents taux des forfaits nationaux, les nouveaux pourcentages ainsi obtenus et retenus en 1973-1974 (circulaire DAF 5/N° 74-064 du 18-2-1974).

En ce qui concerne les établissements nouvellement sous contrat d'association, la majoration du forfait national devra être fixée par l'autorité académique selon le principe rappelé ci-dessus ; elle ne pourra jamais atteindre en tout état de cause le maximum de 40 % et devrait, dans le meilleur cas, ne pas excéder 35 %.

2. *Application de la circulaire n° 50 du 14-2-1961 (R. M., vol. VI, 2, 531-5).*

Les classes primaires annexées à des établissements de second degré

qui bénéficient, en application de la circulaire précitée, du forfait d'externat sur justification des chefs d'établissements, mais sans toutefois pouvoir dépasser le taux correspondant aux collèges d'enseignement général, sont maintenues en 1974-1975 au niveau atteint en 1971-1972. Elles devront donc recevoir, par élève, des sommes égales à celles versées en 1972-1973 et 1973-1974.

Les ordonnateurs secondaires et les services liquidateurs des inspections académiques voudront bien veiller au strict respect de ces dispositions.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des Affaires budgétaires et financières : Alain BLANCHARD.

(« *B. O.* », n° 3, 23-1-75.)

ÉTRANGER

DANEMARK

Seulement 0,49 % de la population est catholique

Selon une récente statistique, publiée par l'évêque de Copenhague sur « la situation pastorale des diocèses », les catholiques au Danemark, au début de 1974, étaient 25 844, ce qui correspond à 0,49 de la population totale. Le diocèse de Copenhague, qui comprend tout le Danemark et le Groenland, a 51 paroisses. Le 1^{er} octobre de l'année dernière, les prêtres étaient 123, mais seulement la moitié (60 pour être précis) sont consacrés à la pastorale directe, tandis que les autres travaillent comme professeurs, sociologues, etc. Les religieuses sont en tout 571. (« *Fides* », 18 janvier).

ETATS-UNIS

Les catholiques américains et certains problèmes actuels

La revue catholique *The Critic* publie les résultats d'un sondage effectué en 1974 par le National Opinion Research Center et dont nous avons déjà donné quelques résultats. (« *DC* » n° 1669, p. 138.) Ce sondage montre que quelque 79 % des catholiques américains se prononcent en faveur du mariage des prêtres, 70 % pour l'avortement, mais seulement 8 % disent qu'ils le feraient personnellement, et 83 % pour la contraception artificielle. Près d'un tiers des catholiques seraient favorables à l'ordination des femmes ; environ 70 % sont d'avis que les récents changements dans l'Eglise sont salutaires, alors que 19 % se prononcent contre ces change-

ments. Plus de 80 % sont satisfaits de la liturgie en anglais. 64 % des adolescents vont à la messe chaque semaine et 42 % communient chaque dimanche. 42 % des gens interrogés sont « certains » que le Christ a remis la direction de l'Eglise à l'apôtre Pierre et par lui aux Papes. 32 % estiment le Pape infaillible. 73 % approuvent le remariage après un divorce (en 1964, 52 % s'étaient prononcés en faveur du remariage). 43 % acceptent des relations sexuelles entre fiancés (12 % en 1963). (« *Kipa* », 19 janvier.)

Les missionnaires des Etats-Unis à l'étranger

L'Annuaire des Missions 1974, publié à Washington par le Conseil des Missions catholiques des Etats-Unis révèle qu'en octobre 1974 il y avait 7 418 missionnaires catholiques américains à l'étranger. C'est l'Extrême-Orient qui accueille le plus grand nombre de ces missionnaires, soit 1 845. Vient ensuite : l'Amérique du Sud avec 1 716, l'Afrique avec 1 121, l'Océanie avec 883, les Caraïbes avec 752, l'Amérique du Nord (Alaska, Bermudes, Canada, Groenland) avec 241, le Proche-Orient avec 60 et l'Europe avec 43. La plupart des missionnaires américains sont membres d'instituts religieux : 3 084 religieux prêtres, 2 916 sœurs et 639 frères. Il y a toutefois 220 prêtres diocésains, 101 séminaristes et 458 missionnaires laïcs. 69 instituts masculins sont représentés, les plus nombreux étant les Jésuites (712) suivis des missionnaires de Maryknoll (673). Parmi les instituts religieux féminins, les sœurs de Maryknoll sont en tête avec 538 missionnaires. Le nombre des missionnaires des Etats-Unis à l'étranger diminue progressivement. La baisse a été de plus de 600 entre 1968 et 1970 ; de 246 en 1972-1973 et de 273 en 1973-1974. (« *Kipa* », 25 janvier.)

GRANDE-BRETAGNE

L'intronisation du Dr Coggan nouvel archevêque de Cantorbéry

C'est délibérément que le Dr Donald COGGAN, nouvel archevêque de Cantorbéry, avait choisi la date du 24 janvier pour son intronisation, la plaçant ainsi dans le cadre de la Semaine universelle de prière pour l'Unité des chrétiens. Le caractère œcuménique de la célébration était encore accentué par la présence de membres de plusieurs Eglises et, en particulier, pour la première fois, de l'Eglise catholique avec les cardinaux Wil-

lebrands, Suenens et Marty, de Mgr Cowderoy (Southwark) représentant le cardinal Heenan (hospitalisé), du P. Abbé du Bec-Hellouin, etc. (« *La Croix* », 26-27 janvier.)

URSS

La situation religieuse

« Naïveté? » C'est sous ce titre que le Foyer oriental chrétien de Bruxelles répondait récemment aux affirmations de certains chrétiens, voire de prêtres, qui abordent le problème de la liberté religieuse en URSS après avoir effectué un bref séjour dans le pays, et dont quelques-uns affirment : « Les églises sont ouvertes et les gens s'y rendent librement. » Ces déclarations révélaient pour le Foyer oriental chrétien une « surprenante naïveté ». Et la réponse précise : « 43 églises orthodoxes et une église catholique à Moscou pour 6,5 millions d'habitants : à proportions égales, Bruxelles compterait 7 églises ouvertes au culte. 18 églises orthodoxes et une église catholique à Leningrad pour 4 millions d'habitants : à ce taux, il y aurait à Bruxelles 4 églises ouvertes. Notons qu'il s'agit d'églises datant d'avant 1917. Ce qui veut dire que la périphérie des grandes villes en est totalement dépourvue. Faut-il rappeler que sous Khrouchtchev (1958-1964), 14 000 églises furent fermées sur les 21 000 existantes ? On nous dira (c'est la réponse classique des guides officiels), qu'il y a assez d'églises pour le petit nombre de chrétiens existant encore. C'est faux. Combien de fois des groupes nombreux de chrétiens n'ont-ils pas demandé aux autorités — conformément à la loi — l'ouverture d'une église ? En vain. Il est, au reste, d'une incroyable impudence de parler du petit nombre de chrétiens pratiquants après plus de cinquante années de persécutions, tracasseries administratives, etc. » La vérité, dit encore la lettre du Foyer oriental chrétien, est que la persécution se poursuit, par des moyens moins sanglants, sans doute, mais tout aussi perfides, contre toute forme de religion. Toute propagande est interdite à l'Eglise, c'est-à-dire, en fait, tout apostolat : pas d'évangélisation de la jeunesse avant 18 ans, pas de participation aux programmes radio et TV, pas de presse chrétienne, à part le journal du patriarcat de Moscou et celui des baptistes à tirages limités et difficilement accessibles aux simples fidèles, ainsi que 20 000 exemplaires

de la Bible parus en 1956 et 1968, dont le plus grand nombre a été distribué ou vendu à l'étranger. Toute association de chrétiens qui aurait un but apostolique ou charitable est interdite. « Bref, conclut la lettre du Foyer oriental chrétien, les croyants en URSS, non seulement ne jouissent pas des droits reconnus par la charte de l'ONU, mais l'Etat soviétique ne respecte pas à leur égard sa propre Constitution. Tous les efforts tendent à enfermer les chrétiens dans le ghetto des quelques églises encore ouvertes, tout en y surveillant la prédication... » (« *Kipa* », 25 janvier.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé : — L'abbé Januario MACHAZE NHANGUMBE évêque de *Porto Amelia*, Mozambique. (« *OR* », 16 janvier). — Le P. Gautier-Pierre DUBOIS, capucin, vicaire apostolique pour les fidèles latins du vicariat apostolique d'*Istanbul* et évêque titulaire d'*Atenbul*. (« *Ibid.* ») Mgr Gautier-Pierre Dubois est né à Tonnerre (Yonne) le 14 juin 1906. Entré dans l'Ordre des Capucins, il a été ordonné prêtre, le 27 juillet 1930, à Rome. Deux ans plus tard, il partit pour la Turquie où il se consacra surtout à l'enseignement de la philosophie au séminaire interrites d'Istanbul, à l'école « Notre-Dame de Sion » et au collège d'Etat « Galatasaray » de cette ville. Il était jusqu'ici supérieur régional des Capucins exerçant leur apostolat en Turquie. (« *Kipa* », 15 janvier.) — Mgr Peter POREKU DERY (évêque de *Wa*) évêque de *Tamale*, Ghana. (« *OR* », 18 janvier). — L'abbé Gregory EEBOLAWOLA KPIEBAYA évêque de *Wa*, Ghana. (« *Ibid.* ») — Le P. Pierre SAGNA évêque de *Saint-Louis du Sénégal*. (« *OR* », 19 janvier.) — Mgr Daniel TOMASELL (évêque titulaire de Martirano) coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de *Marilia* (Brésil) et administrateur apostolique *sede plena* du même diocèse. (« *OR* », 23 janvier). — Mgr Celso PEREIRA DE ALMEIDA (évêque titulaire de *Campi*) coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de *Porto Nacional* (Brésil) et administrateur apostolique « *sede plena* » du même diocèse. (« *Ibid.* ») — Mgr Pierre GHAGUÉ (auxiliaire du cardinal-archevêque de Lyon et évêque titulaire de *Vico Equense*)

évêque de Gap. Pierre Chagué, né à Dijon, le 27 juillet 1920, fait ses études au collège Saint-Joseph d'Épinal et au séminaire de Favorney. Venu dans la région lyonnaise après la mort de son père, il entre au séminaire Saint-Irénée en 1938. Ordonné prêtre en 1945, il est vicaire à Belleville, puis, en 1948, directeur spirituel au Petit Séminaire, très soucieux de l'éveil de vocations par la parole et la plume. En 1957, le cardinal Gerlier le nomme missionnaire diocésain avec les prêtres de la Société Saint-Irénée dont il devient membre. En 1965, il est chargé de la paroisse de Belleville ; enfin, le 2 juillet 1969, le Pape Paul VI le nomme évêque auxiliaire de Lyon. (« *L'Eglise à Lyon et à Saint-Étienne* », 31 janvier.)

— Le P. Joseph-Marie Regis BELZILE, capucin, évêque de Moundou, Tchad. (« *OR* », 26 janvier.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr José dos Santos Garcia, évêque de Porto-Amélia (Mozambique) pour raison de santé. (« *OR* », 16 janvier.) — De Mgr Ricardo Durand Florez, archevêque de Cuzco (Pérou), sur son désir. Lui succède Mgr Luis VALLEJOS SANTONI (évêque de Callao). Mgr Ricardo Durand Florez est transféré au siège épiscopal de Callao, en conservant le titre d'archevêque *ad personam*. (« *OR* », 17 janvier.) — De Mgr Samuel - Louis Gaudain, évêque de Moundou (Tchad) sur son désir. (« *OR* », 26 janvier.)

DECES

— De Mgr Francisco Helio Campos, évêque de Viana, Brésil. (« *OR* », 25 janvier.)

De Mgr Roger TORT, évêque de Montauban, le 16 janvier. (« *Ibid.* »).

Dans l'homélie qu'il a prononcée à ses obsèques, célébrées à la cathédrale de Montauban, le 23 janvier, le cardinal GUYOT a dit notamment : « ... Sa mort brutale et inattendue nous affecte tous profondément... Les circonstances encore mal connues de cette mort ajoutent à notre souffrance. Mais rien ne pourra effacer dans notre esprit le souvenir que nous gardons du cher disparu et qu'une foyle de témoignages nous ont confirmé ces derniers jours. » (« *Foi et vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse* », 2 février.)

M. CAUSSADE, député du Tarn-et-Garonne, a déposé une ques-

tion écrite disant : « L'information débridée et incontrôlée lancée sur la vie privée des citoyens et des familles a déjà causé de nombreux ravages. Un communiqué, paru le 22 janvier dans le *Canard enchaîné*, constitue un degré de plus dans l'outrance et l'outrage. Par les allusions et les insinuations qu'il contient, il a semé l'affliction et le désarroi. La liberté d'expression et d'information a ses limites, comme toutes les libertés, et ne peut, en aucun cas, impliquer la liberté de nuire aux familles. Elle est en passe de devenir, si on n'y porte pas remède, un instrument d'intolérance et de terrorisme intellectuel. Il demande au premier ministre de rechercher des moyens permettant de lutter contre de tels excès et de promouvoir un code d'honneur du journaliste tendant à faire respecter l'authenticité et à éviter l'agression morale. » (« *La Croix* », 25 janvier. Cf. infra, p. 248.)

De Mgr Rodolfo Das Mercês de Oliveira Pena, ancien évêque de Valença, Brésil. (« *OR* », 29 janvier.) — De Mgr Martin Michaël Johnson, ancien évêque de Vancouver (Canada), le 29 janvier, en cette ville. (« *OR* », 31 janvier.) — De Mgr Edgar-Aristide Maranta, ancien archevêque de Dar es Salaam (Tanzanie), le 29 janvier, à Sursee, Suisse (« *Ibid.* »).

SAINT-SIÈGE

Le nouvel ambassadeur de l'Ouganda auprès du Vatican

Le Pape Paul VI a reçu en audience solennelle le 23 janvier, à 11 heures, Mlle Bernadette Olowo, ambassadeur de l'Ouganda, qui lui a présenté ses lettres de créance. Dans l'allocution qu'il a prononcée, le Pape a dit que l'Ouganda est « un pays particulièrement cher à l'Eglise catholique » étant « une des premières nations chrétiennes de l'Afrique orientale ». Il a rappelé qu'il s'était rendu lui-même dans le pays en juillet 1969 (« *DC* » 1966, p. 309, 753-757, 763-774, 863-868, 898), pour rendre hommage à l'Afrique et aux martyrs de l'Ouganda, avant de conclure en réitérant la volonté de l'Eglise catholique de collaborer loyalement avec les institutions civiles pour le bien du pays et de toute sa population. Miss Bernadette Olowo qui a 27 ans, est catholique. Elle a fait ses études au « Trinity College » de Nabingo, puis à l'Université de Makerere, où elle obtint le grade de docteur ès lettres. Entrée dans la carrière diplomatique, elle fut envoyée à

l'ambassade de Bonn et a été nommée récemment ambassadeur de l'Ouganda en République fédérale allemande, ce qui impliquait, en quelque sorte, sa nomination à la tête de la représentation diplomatique de son pays auprès du Saint-Siège. En effet, selon la coutume, l'ambassadeur d'Ouganda en Allemagne fédérale est simultanément ambassadeur de son pays près le Saint-Siège, sa résidence habituelle étant Bonn. (« *OR* », 24 janvier, et « *Kipa* », 23 janvier.)

Béatifications

La S. congrégation pour les Causes des saints communique que la béatification des vénérables serviteurs de Dieu Charles-Joseph-Eugène DE MAZENOD et Marie-Thérèse LEDOCHOWSKA aura lieu le 19 octobre 1975, Journée missionnaire mondiale. (« *OR* », 25 janvier.)

Les catholiques représentent 18 % de la population mondiale

Des statistiques publiées en janvier 1975, dans « l'Annuaire statistique de l'Eglise 1972 », rédigé par l'Office central de statistiques du Vatican, il ressort que les catholiques représentaient à la fin de 1972 un peu plus de 18 % de la population mondiale. La proportion la plus élevée était enregistrée dans les Amériques (61 %), puis, en ordre décroissant en Europe (40 %) et en Océanie (23 %). La proportion la plus faible est celle de l'Asie (2,3 %).

Il ressort, d'autre part, que les forces employées à l'évangélisation et à la pastorale comprenaient 418 000 prêtres, un million environ de religieuses professes et 100 000 diacres permanents et religieux non prêtres, en tout environ 1 500 000, à l'exclusion des prêtres qui ne sont pas au service d'un diocèse, les laïcs engagés, les catéchistes des lieux de mission et toutes les forces apostoliques œuvrant dans des pays dont il est impossible d'avoir des nouvelles précises.

La répartition des prêtres dans les divers pays et continents est des plus variées : une moyenne de 16 prêtres pour 100 000 habitants (63 prêtres pour 100 000 habitants en Europe, 30 en Amérique du Nord, 5 en Afrique et 2 en Asie. (« *Mondo e Missione* », janvier 1975.)

Erratum. — Nouvelle délégation apostolique au Mozambique (« *DC* », n° 1668, p. 93) : à la place d'évêque titulaire, il faut lire : archevêque titulaire de Tronto.

L'Eglise dans le monde

COMMUNIQUE

DE LA 146^e ASSEMBLEE PLENIERE DE L'EPISCOPAT POLONAIS

Les 15 et 16 janvier 1975 à Varsovie s'est tenue la 146^e Assemblée plénière de l'Episcopat de Pologne. L'ordre du jour fut présenté par le Conseil général de l'Episcopat qui s'était réuni à Varsovie le 14 janvier 1975.

Le Conseil général a traité des affaires courantes de l'Eglise de Pologne, en mettant en relief les problèmes qui se posent actuellement pour la pastorale et l'Eglise en sa qualité de force spirituelle de la nation polonaise.

La session du Conseil général et celle de l'Assemblée plénière ont été présidées par le primat de Pologne, le cardinal Stefan Wyszyński.

Liberté de conscience et de religion

1. L'Assemblée plénière de la Conférence a étudié la signification des documents du dernier Synode des évêques, dont la traduction polonaise fut approuvée. Parmi ces documents, il convient de signaler la Déclaration sur les droits de l'homme. L'Assemblée considère que le respect des droits de l'homme est non seulement une condition de l'évangélisation, mais aussi un élément nécessaire de justice et de paix dans le monde d'aujourd'hui. L'Episcopat polonais exprime sa conviction que les droits qui garantissent la liberté de conscience et de religion méritent une attention particulière. La situation d'une société ou d'un groupe humain privés de cette liberté, ou ayant permis qu'elle soit supprimée, est épouvantable. L'Episcopat de Pologne est décidé à tout faire pour que l'Eglise dans notre patrie soit une fidèle gardienne de ces droits fondamentaux, afin de protéger les gens d'une aliénation qui laisserait son empreinte sur l'évolution de la culture nationale.

Le pèlerinage de l'Année sainte

2. Le président du Comité national de l'Année sainte, Mgr Antoni Baraniak et le responsable de l'Episcopat pour le pèlerinage Mgr Władysław Miziolek, ont présenté à l'Assemblée les informations concernant les préparatifs qui se poursuivent, dans le pays et à Rome, pour le pèlerinage à la Ville éternelle en l'Année sainte 1975. Les diocèses ont reçu des directives sur la composition du pèlerinage. Le nombre des demandes dépasse considérablement celui prévu pour la participation au pèlerinage. C'est pourquoi l'on a résolu que ce pèlerinage constituerait une représentation de l'Eglise catholique et des différents diocèses de Pologne. Un certain nombre de places seront réservées à chaque diocèse, qui décidera lui-même comment les répartir.

Par contre, tous les fidèles restant dans le pays s'uniront spirituellement à la célébration de l'Année sainte à Rome par leur foi vive et l'union avec le Saint-Père. Le travail se poursuivra par la suite afin de rendre durables les fruits de réconciliation dans la famille, le milieu de travail, la société et la nation. Les fidèles pourront profiter du don de l'indulgence aux conditions fixées dans un décret spécial du primat de Pologne.

Les relations entre l'Eglise et l'Etat

3. Le secrétaire de l'Episcopat, Mgr Bronisław Dąbrowski, a présenté à la Conférence des informations sur les entretiens entre le secrétariat de l'Episcopat polonais et l'Office des cultes. Ces négociations ont porté sur les affaires courantes qui nécessitaient une intervention urgente. Les problèmes principaux concernant la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat, présentés depuis longtemps par l'Episcopat polonais aux autorités de l'Etat dans des mémorandums, n'ont jusqu'à maintenant pas fait l'objet de nouveaux pourparlers au niveau compétent.

Les critiques contre la hiérarchie

4. L'Assemblée a constaté que ces derniers mois, dans certains milieux hostiles à l'Eglise, s'est intensifiée la tendance à dénigrer la hiérarchie, le clergé, ainsi que le travail pastoral de l'Eglise en Pologne. A ce propos, la Conférence avertit le clergé et les fidèles de ne pas se laisser entraîner dans l'erreur par des opinions fausses.

En même temps la Conférence rappelle qu'à l'avenir les textes du Code de droit canonique prévoyant des sanctions pénales pour les délits contre l'autorité ecclésiastique seront appliqués (entre autres les canons : 2331, § 1-2 ; 2337, § 1-2 ; 2333 ; le décret de la congrégation du Concile du 29 juin 1950).

Les convocations par la police

5. La Conférence, en examinant les problèmes de l'activité des prêtres dans notre pays s'est inquiétée de faits étranges. Il s'agit des convocations de prêtres diocésains ainsi que de religieux par des fonctionnaires du service de la sûreté (la police secrète) pour des entretiens « confidentiels » et pour poursuivre ces rencontres sans donner de raisons réelles et légitimes, et sans accomplir les formalités exigées par le Code de procédure administrative. Pour l'intérêt de la société et pour le bien du clergé, la Conférence rappelle à tous les ecclésiastiques et à toutes les religieuses qu'ils ne doivent pas aller à ces rencontres. En tant que citoyens ils ne sont obligés de se présenter à ces services que s'ils reçoivent une sommation faite en conformité avec la législation en vigueur.

La préparation au mariage

6. La Commission de l'Episcopat pour la pastorale familiale a présenté à l'Assemblée les résultats d'une enquête sur l'attitude des fiancés devant la conception catholique du mariage et de la famille. Ces études montrent que la stabilité du mariage et la bonne marche de la famille dépendent en grande partie d'une bonne préparation au mariage par la catéchèse et les sessions pastorales de fiancés. Aussi la Conférence souligne-t-elle la nécessité d'organiser ces sessions et de se conformer à l'instruction de l'Episcopat sur les nouveaux rites du mariage. En même temps l'Assemblée a donné son approbation à la traduction polonaise et a réfléchi sur le problème de la promulgation de la dernière déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi sur l'avortement.

*
**

7. L'Assemblée plénière a examiné les motions et accepté certaines propositions pastorales des Commissions de l'Episcopat suivantes : Construction des Eglises, Pastorale d'ensemble, Liturgie, Oecuménisme, Apostolat des laïcs, Affaires de l'Université catholique de Lublin et Commission mariale de l'Episcopat.

Varsovie, le 17 janvier 1975.

(Sous-titres de la DC.)

A PROPOS DE LA DEUXIEME LECTURE DE LA LITURGIE DES HEURES

L'article suivant, intitulé : « Encore à propos de la deuxième lecture de la liturgie des Heures », a paru en tête du numéro 98 (octobre 1974) des « Notitiae », organe de la congrégation pour le Culte divin, à propos du recueil de lectures accompagnant « Prière du temps présent » (1) :

La Commission internationale pour les éditions liturgiques en langue française a publié, en un seul volume, les six fascicules qui avaient paru en 1971-1972 et qui contenaient les lectures « patristiques » correspondant aux différents temps liturgiques, en complément du livre *Prière du temps présent* (2).

La plupart des lectures correspondent à l'Evangile ou à la lecture biblique du jour.

A la fin de la lecture est suggéré un texte pour traduire la lecture en prière.

1. Ce volume a été composé « pour la prière commune, la méditation personnelle, à l'intention des prêtres, des religieuses, des laïcs » (p. 1). Il s'adresse donc à des catégories de personnes diverses, et les intentions des rédacteurs sont très diverses.

Cela explique que dans le volume des textes des Pères et d'auteurs de l'Eglise, conformes aux prescriptions de la *Présentation générale de la liturgie*

des Heures (n° 160), se trouvent mélangés avec des textes d'auteurs non catholiques ou actuellement vivants.

C'est ce mélange qui prête à confusion.

En effet, les auteurs non catholiques ou actuellement vivants ne sont pas admis pour la prière officielle publique de l'Eglise (pour les auteurs vivants, cf. la Déclaration de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi du 9 juillet 1972 ; *Notitiae*, 8, 1972, p. 249 (3)).

Certes, ces lectures sont signalées par un astérisque ; mais cet avertissement ne semble pas très bien correspondre à la loi en vigueur.

Nous avons déjà écrit à propos de la première édition (cf. *Notitiae*, 8, 1972, p. 250) : « Ce procédé semble insuffisant parce qu'il n'exclut pas vraiment le risque d'ambiguïté facilement créé par le mélange de lectures autorisées ou non autorisées dans la célébration de la liturgie des Heures. »

Et nous disions en conclusion : « Toutes choses bien considérées, il semble, sinon nécessaire, du moins très opportun de bien faire la distinction entre les livres donnant des recueils de textes des Pères pour la célébration de l'Office divin, et ceux donnant des recueils de textes destinés à la lecture personnelle ou à la méditation.

« Alors que ces derniers peuvent jouir d'une plus grande liberté de choix, les recueils de textes des Pères destinés à être utilisés dans les célébrations liturgiques doivent correspondre fidèlement aux règles fixées. »

2. En résumé, le choix des textes pour la deuxième lecture de la liturgie des Heures est régi par les lois suivantes :

Ces textes doivent être choisis dans le lectionnaire qui doit être établi par la Conférence épiscopale de chaque pays : 1. Soit (et avant tout) parmi les écrits des Pères ; 2. Soit parmi les œuvres des auteurs catholiques se recommandant par leur doctrine et la sainteté de leur vie.

Ces textes ne peuvent pas être choisis : 1. Parmi les écrits d'auteurs non catholiques ; 2. Parmi les écrits d'auteurs vivants. Cette condition, bien que ne figurant pas dans la *Présentation générale de la liturgie des Heures*, est énoncée dans une disposition positive de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, et elle découle logiquement de la *Présentation générale* (n° 162). Par conséquent, cette disposition positive, qui s'insère dans la nouvelle formulation du n° 160 de la *Présentation générale de la liturgie des Heures*, est parfaitement sage et doit être pleinement observée.

3. Il est bon également de faire remarquer que certains textes sont trop brefs. Ceux qui ont établi le schéma de la liturgie des Heures ont pris pour principe que toute lecture doit avoir une longueur correspondant plus ou moins à celle des trois lectures

(3) Voici ce qui est dit dans ce numéro des *Notitiae*, à propos de la Déclaration en question :

Une récente déclaration de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi (9 juillet 1972, prot. 640/72), précise : « Pour les auteurs catholiques, la norme prévoit qu'ils doivent « se signaler par leur doctrine et la sainteté de leur vie », ce qui doit limiter le choix à des auteurs dont la vie et la doctrine peuvent être proposées aux fidèles sans réserve, et conseille donc, évidemment, de ne pas prendre, à titre de principe, des textes d'auteurs vivants » (traduction de la DC, d'après le texte italien. NDLR).

(1) Traduction de la DC, d'après le texte latin.

(2) « Lectures pour chaque jour de l'année ». *Prière du temps présent*. Commission internationale francophone pour les traductions (75006 Paris, 4, avenue Vavin). Editions du Cerf, Desclee, Mame. -- In-8°, 1116 pages (cf. DC 1975, n° 1667, p. 38. — NDLR).

historiques d'autrefois. Certains des textes proposés semblent trop restreints (par exemple p. 18, 105, 122, 127, 177, 240, 276, 322, 371, 520, 636, etc.). Parfois ils reproduisent, sous une forme réduite, les textes proposés dans la liturgie des Heures.

4. Question pratique : il est difficile d'emporter avec soi deux livres, l'un pour la prière, l'autre pour les lectures. « Cet inconvénient se présentera certainement — écrivait cette S. congrégation l'année dernière (cf. *Notitiae*, 9, 1973, p. 3) — et elle sera facilement un prétexte pour se dispenser de l'office de lecture, lequel fait partie intégrante de l'ensemble de la liturgie des Heures. La lecture patristique quotidienne, venant s'ajouter à la lecture de l'Écriture, est l'une des principales innovations de l'Office divin rénové. « Elle est d'un grand profit spirituel », tant pour ceux qui sont spécialement consacrés au Seigneur que pour les fidèles (*Présentation générale*, 55) (4). Pour que les ministres sacrés puissent s'acquitter fidèlement du mandat à eux confiés par l'Eglise de réciter chaque jour tout l'ensemble de la liturgie des Heures, il convient de leur en donner les moyens, c'est-à-dire de mettre à leur disposition une édition pratique. » Nous espérons que cela sera réalisé le plus tôt possible par la publication, également en français, de l'édition complète de la liturgie des Heures.

Tout le reste sera d'un excellent secours si ce principe est posé pour la célébration pleine et joyeuse de la prière publique de l'Eglise, telle que la demandent depuis longtemps de très nombreux prêtres, religieux et laïcs.

LA MESSE DE SAINT PIE V

Après la publication dans notre numéro du 2 février 1975, p. 142, du texte du cardinal Marty sur la messe célébrée selon le rite de saint Pie V à la salle Wagram, à Paris, et de sa lettre à Mgr DUCAUD-BOURGET, ce dernier nous a adressé le communiqué ci-après que, conformément à la loi, il nous demande de reproduire :

La Constitution *Quo primum tempore*, de saint Pie V, n'a pas été abrogée par la Constitution *Missale Romanum*, permettant l'usage du N. O. M. (nouvelle messe) ; non plus que le privilège-indult perpétuel permettant à tout prêtre de célébrer avec l'Ordo de saint Pie V tant les messes basses que les messes chantées (donc avec présence du peuple) sans avoir à craindre la moindre sanction.

Il est donc faux que la messe dite de saint Pie V soit interdite.

Les notifications romaines du 14 juin 1971 et du 28 octobre 1974, canoniquement, légalement, sont des moyens de faire connaître la loi et ne peuvent la modifier.

De plus, il serait curieux, et même étrange, qu'une Conférence épiscopale puisse abolir une Constitution apostolique. Même la S. congrégation pour le Culte divin ne peut lui donner un tel pouvoir.

La décision de Lourdes et ses suites actuelles voudraient-elles démontrer que les évêques français,

présidés par le cardinal Marty penseraient et agiraient autrement que le Pape ? Seraient-ils schismatiques sans l'avouer ?

Serait-ce une résurgence du gallicanisme ?

La nouvelle messe est-elle équivoque ? Approuvée non seulement par le Pape, mais aussi par la confession d'Augsbourg et les frères de Taizé, elle peut servir aux catholiques comme aux protestants, de leur propre aveu. Or, ceux-ci n'ont jamais voulu célébrer leur cène avec la messe de saint Pie V, qui est authentiquement catholique. Cette messe nouvelle a donc un sens catholique et un sens protestant : elle est équivoque, selon le sens de ce mot (cf. *Litté*). Dire cela n'est pas refuser au Pape le droit et le pouvoir de modifier, changer, créer une liturgie ; mais à condition qu'elle soit conforme à la Tradition et à l'Écriture, ne prête pas à confusion, ne soit pas interchangeable, hérétique et orthodoxe en même temps. Déclarer que les prêtres qui ne la célèbrent pas sont schismatiques équivaut à les amputer de leur cerveau... ce qui n'est pas charitable ! Mais s'ils sont schismatiques... la Réconciliation leur donnera sans doute une église pour célébrer leur messe ?

Mgr DUCAUD-BOURGET.

Réponse de Mgr Coffy

Nous faisons suivre ce communiqué de la réponse ci-après de Mgr COFFY, président de la Commission épiscopale française de liturgie et pastorale sacramentelle, publiée dans le Figaro du 31 janvier 1975 (dans laquelle nous avons omis les noms) :

[...] Personne ne songe à persécuter des prêtres, mais tous ont le droit de leur demander s'ils acceptent ou non de célébrer la même messe que Paul VI et s'ils sont en communion avec le Pape et l'Eglise catholique. [...]

Venons-en aux documents romains. Plutôt que de faire parler le Pape, laissons-le s'exprimer lui-même.

Le Jeudi saint 1969, Paul VI a promulgué le Nouveau Missel par une Constitution apostolique *Missale Romanum* (1), exactement comme l'avait fait saint Pie V en 1570. [...] Dans cette Constitution, Paul VI demande aux catholiques que le nouveau rite soit pour eux « un signe et un instrument d'unité », de la même façon, dit-il, que saint Pie V l'a demandé en promulguant le Missel de 1570.

L'indult perpétuel prétendument donné aux prêtres et célébré selon le rite de saint Pie V n'a jamais existé. Le Saint-Siège lui-même vient de rappeler, le 28 octobre 1974, que tous les évêques doivent veiller à ce que le nouveau rite de la messe soit reçu par tous, prêtres et fidèles (2). Une déclaration de cette importance ne peut être publiée sans avoir reçu au préalable l'approbation du Pape.

Comme le Saint-Siège l'a établi, le Missel de Paul VI devient obligatoire dans toutes ses parties quand les traductions sont achevées, approuvées par

(1) DC 1969, n° 1541, p. 515 (NDLR).

(2) DC 1975, n° 1668, p. 58 (NDLR).

(4) DC 1971, n° 1583, p. 321 (NDLR).

les Conférences épiscopales et confirmées par Rome. C'est maintenant le cas en France (Ordonnance de l'Assemblée plénière de l'Épiscopat français du 14 novembre 1974) (3).

La langue vivante est devenue la langue habituelle de la liturgie. Le Pape s'est exprimé clairement à ce sujet dans le discours qu'il prononça à l'audience générale du 26 novembre 1969 lorsqu'il parla du nouveau rite de la messe. « Ce n'est plus le latin mais la langue courante qui sera la langue principale de la messe... Nous avons raison d'en éprouver du regret et presque du désarroi... La compréhension de la prière est plus précieuse que les vétustes vêtements de soie dont elle s'est royalement parée. Plus précieuse est la participation de ce peuple d'aujourd'hui qui veut qu'on lui parle clairement d'une façon intelligible... Si la noble langue latine nous coupait des enfants, des jeunes, du monde du travail et des affaires, si elle était un écran... ferions-nous un bon calcul... en lui conservant l'exclusivité dans le langage de la prière ? (4). »

Il n'est pas interdit de célébrer en latin. Cependant, à écouter le Pape, on voit bien que ce n'est pas souhaitable dans beaucoup de cas. De toute façon, il ne faut pas confondre messe de saint Pie V, latin et grégorien. L'abbaye de Solesmes célèbre la messe de Paul VI en chants grégoriens et c'est aussi ce que l'on a fait aux funérailles de M. Pompidou.

L'Année sainte est pour nous une année de réconciliation. Une vraie réconciliation ne peut se faire que dans la clarté. C'est à quoi nous avons voulu aider en donnant les éclaircissements que beaucoup nous ont demandés.

ROBERT COFFY,
archevêque d'Albi.

(3) DC 1974, n° 1665, p. 1014 (NDLR).

(4) DC n° 1553, 21 décembre 1969, p. 1102.

LES PRETRES « FIDEI DONUM » (1)

Communiqué du Comité épiscopal français des missions à l'extérieur

Les évêques d'Afrique et de Madagascar délégués au Synode se sont élevés dans un document officiel contre certaines opinions, exprimées ici où là, selon lesquelles les jeunes Eglises n'auraient plus besoin de missionnaires venant de l'extérieur (2). Premiers responsables de l'évangélisation de leur pays, ils continuent à nous lancer leurs appels. Leurs communautés ont besoin, nous disent-ils, d'aumôniers d'Action catholique et d'aumôniers scolaires, mais aussi et surtout de prêtres courageux, capables de se mettre humblement à leur service.

Malgré la diminution du nombre des prêtres, les évêques de France demeurent disposés à répondre généreusement à ces appels, pour honorer leur responsabilité collégiale. Nul ne sait si dans quelques années cet effort ne se heurtera pas à des difficultés plus graves encore. N'est-ce pas une raison pour prendre conscience de l'urgence et de l'opportunité

de notre devoir aujourd'hui, plus particulièrement envers l'Afrique noire et les départements ou territoires d'outre-mer ?

S'il n'est pas nécessaire pour cela d'être très jeune, il est requis d'être assez souple pour s'adapter à une situation nouvelle en sachant renoncer à ses méthodes propres ou à ses habitudes dans une attitude intérieure de gratuité.

Les prêtres de France qui seraient volontaires pour se mettre au service des jeunes Eglises dans l'esprit de l'encyclique *Fidei donum* (3) peuvent s'adresser avec l'accord de leur évêque, au Secrétariat du Comité épiscopal des Missions à l'extérieur, 128, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. Les responsables de ce secrétariat étudieront pour chacun, en dialogue avec les diocèses concernés de part et d'autre, l'éventualité d'un départ et la meilleure possibilité d'insertion.

A Paris, le 3 janvier 1975.

† André COLLINI,
archevêque coadjuteur de Toulouse.

P.-S. — Bien que l'Amérique latine ne soit pas un « pays de mission » au sens habituel de ce mot, il y a plus de dix ans que des prêtres diocésains français y partent dans l'esprit de *Fidei donum*.

Rentrant d'un récent voyage dans ce continent, mes multiples contacts avec les Eglises locales de ces pays me font un devoir de confirmer le même appel en direction de l'Amérique latine.

Les conditions et les critères de départ sont de même nature que ceux précisés par Mgr Collini, mais les volontaires voudront bien s'adresser au Secrétariat du C.E.F.A.L., 2, rue Abbé-Patureau, 75018 Paris.

† Lucien BARDONNE,
président du C.E.F.A.L.

(3) Cf. DC 1957, n° 1251, col. 581 et s. (NDLR).

APRES LA MORT DE Mgr TORT

Lettre du cardinal Marty et de Mgr Collini aux chrétiens de Montauban

Après la mort de Mgr Tort, le cardinal Marty, président de la Conférence épiscopale française, avait publié le communiqué suivant : « Mgr Roger Tort, évêque de Montauban, est décédé à Paris dans la nuit du 16 au 17 janvier. La presse a diffusé divers commentaires à ce sujet. Avec l'accord du cardinal Guyot, j'ai demandé à Mgr Collini, coadjuteur de Toulouse, de s'informer immédiatement des circonstances exactes de cette mort. Nous ferons connaître nos conclusions. » Ces conclusions, le cardinal Marty et Mgr Collini les communiquent aux prêtres et aux fidèles du diocèse de Montauban par la lettre ci-après, datée du 18 février (1) :

Vous êtes dans la peine. Pendant plus de quatre années, vous avez été les témoins de la sagesse, de la lucidité, de l'esprit de foi de votre évêque,

(1) Titre de la DC.

(2) DC 1974, n° 1664, p. 995 (NDLR).

(1) Au sujet de la mort de Mgr Tort, cf. également supra, p. 244.

Mgr Tort. Sa disparition soudaine vous a bouleversés. Vous vous êtes rassemblés nombreux pour la prière le 22 et le 23 janvier, dans votre cathédrale.

Parce que les circonstances dramatiques de sa mort ont donné lieu à des insinuations malveillantes, nous nous sommes engagés à vous communiquer le résultat de nos recherches. A la suite d'une enquête méthodiquement menée avec le concours de personnes qualifiées, voici les conclusions auxquelles nous avons abouti.

Mgr Tort est arrivé à Paris le dimanche 12 janvier pour participer dans la semaine suivante à deux sessions de travail. Il logeait 106, rue du Bac, dans une des chambres mises à la disposition des hôtes de passage au Secours catholique.

Il avait fait part de son intention de passer la soirée du jeudi 16 janvier chez un camarade de captivité. Il se proposait d'ailleurs de réunir à Montauban, en septembre prochain, ses amis des années de guerre : ceux du 24^e RTS, des stalags 6 G et 6 H, et surtout du commando 1714.

Malgré nos investigations, il nous a été impossible de reconstituer son itinéraire et son emploi du temps, ce soir-là, de 19 heures à 23 heures.

A partir des déclarations recueillies, il apparaît que Mgr Tort a été subitement pris d'un malaise. Pour demander du secours, il est entré dans un hôtel rue du Ponceau, vers 23 heures. Quelques instants après, il est décédé brusquement dans la chambre mise à sa disposition. Appelé d'urgence, le médecin n'a pu que constater le décès.

Parmi les objets restitués par l'Institut médico-légal, figurent son anneau pastoral, une croix, un chapelet.

Tels sont les faits.

Ils ne peuvent justifier des interprétations qui jettent le discrédit sur le témoignage d'une vie entière. Nous gardons le souvenir d'un prêtre et d'un évêque très apostolique, qui avait une haute conscience de sa mission.

(« La Croix », 19 février 1975.)

Commentaire de Mgr Boillon

Mgr BOILLON, évêque de Verdun, a publié dans le bulletin de son diocèse (« Eglise de Verdun », 6 février 1975) le billet ci-après, sous le titre : « Mon frère, Roger Tort, évêque de Montauban, est mort subitement à Paris » :

J'ai eu mal.

J'ai eu mal parce que je l'aimais beaucoup. Nous avons collaboré étroitement à la Commission rurale au service du MRJC. C'est à lui que j'avais transmis ma responsabilité nationale à l'égard de ce mouvement. J'ai été témoin de la sagesse, de la délicatesse, de la compréhension, de la lucidité qu'il a manifestées dans des circonstances difficiles. Je l'aimais comme un frère.

J'ai eu mal aussi parce que, pour vendre leur papier et amuser leur public, des journalistes n'ont pas su respecter sa mort : ils ont voulu le salir ! Oui, ça m'a fait mal, que des journalistes français en viennent à mépriser à ce point et la douleur des vivants et la dignité d'un tel mort.

Prions pour Mgr Tort : il a bien mérité de l'Eglise et du monde.

Ce triste incident ne fait qu'illustrer un des aspects du mépris de la personne humaine dans nos sociétés : la personne a droit à sa réputation. Elle lui est nécessaire pour son équilibre et pour son insertion sociale. La révélation de faits infamants n'est admissible qu'à deux conditions :

— Que la connaissance de ces faits soit utile à la société.

— Que ces faits soient certains.

Or, ne sommes-nous pas témoins que certains journaux, pour pimenter leurs colonnes, ou pour discréditer tel parti politique... ou telle confession religieuse, se font une spécialité de fouiller dans la vie privée des gens pour éventer des scandales croustillants ?

Je sais bien que la loi interdit la diffamation. Mais on y échappe en remplaçant l'affirmation par l'interrogation ou par le soupçon. Le soupçon est bien le pire des procédés. En saine démocratie, tout citoyen est présumé innocent : à la justice de prouver sa culpabilité. Or, une presse qui joue au juge d'instruction et jette le soupçon sur tel ou tel avant le prononcé du tribunal est-elle respectueuse des lois de la démocratie ? On sait les crimes que cette pratique a provoqués dans les périodes d'explosion révolutionnaire et sous les régimes de terreur.

Il faut l'affirmer : une telle presse n'est pas chrétienne.

Voilà un critère pour choisir son journal.

† P. BOILLON.

— **Témoin de l'homme.** Le religieux selon Paul VI ; une lecture d'« Evangelica testificatio » (Exhortation apostolique du 29 juin 1971), par le P. Francis DE BEER, O.F.M. — Un vol. 11,5 x 17,5 cm de 167 pages. Prix (franco) : 21 F. Editions Franciscaines, Paris.

L'auteur commente le document pontifical qui souligne l'existence d'un témoignage dans la relation à l'homme, et le témoignage d'Eglise rendu au monde de nos jours. C'est vraiment un renouveau de la vie religieuse qui est proposé et une interprétation radicale de la vie religieuse pour les hommes d'aujourd'hui.

— **Dans le feu de l'Esprit,** expérience de la prière, par le P. Christian CURTY, O.F.M. — Un vol. 12 x 18 cm, de 208 pages. Prix franco : 17 F. Les Editions Franciscaines, Paris.

Ce livre complète **Rencontre du Dieu vivant** du même auteur. Il montre que « la prière est une activité supérieure qui permet à celui qui s'y livre d'agir en plénitude sur le monde et sur les hommes, sans entraver pourtant le courant normal des événements et des choses qui se succèdent et s'enchaînent ». C'est dans cette ligne que l'auteur approfondit ses réflexions sur la prière.

— **L'Esprit nous rend libres.** Session annuelle des aumôniers de l'ACO, Versailles, 6-8 septembre 1974. Présentation de J.-M. Leuwers. — Un vol. 11,5 x 18 cm de 208 pages. Prix : 19 F. Les Editions ouvrières, Paris.

Jean-Marie Leuwers, aumônier national, et Daniel Angleraud, secrétaire national de l'ACO, ont présenté le compte rendu de cette session de l'ACO. Il faut lire ces pages, qui sont des témoignages sous différents angles, pour avoir une juste idée de la foi qui anime ce Mouvement. C'est un partage à fond de la vie et de l'action ouvrières. Il faudrait citer J. Body, B. Quinot, R. Varro, pour avoir une juste idée de la façon dont ils conçoivent le ministère du prêtre dans le milieu ouvrier. « Aidez-nous, disent-ils, à être des témoins de plus en plus fidèles de la Résurrection ! »

Imprimerie « Bayard-Presse »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur : J. GELAMUR.
© 1975 by Bayard-Presse.

Canada : 1 an, 24 \$. « Periodica », 7045, av. du Parc
 Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F. ;
 6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F. ; des années précédentes : 6 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1671 - 2 MARS 1975

- 201 **La béatification de Mère Marie-Eugénie Milleret.** Homélie et allocution du 9 février.
- 204 **Réception de l'ambassadeur du Japon** (3 février).
- 205 **LETTRÉ « LUMEN ECCLESIAE » SUR SAINT THOMAS D'AQUIN** (20 novembre 1974).
- 215 **Homélie du mercredi des Cendres** (12 février).
- 216 **Message de Carême.**

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 217 **Sexualité, mariage et famille.** Document du Synode de Suisse romande.
- 229 **Lettre du P. de Couesnongle, maître général des Dominicains.**
- 235 **Lettres des évêques du Zaïre sur la situation actuelle.**

QUESTIONS ACTUELLES

- 241 **Événements et informations** (16-31 janvier).

ÉVÉNEMENTS

- 245 **Communiqué de l'Épiscopat polonais.**
- 246 **A propos de la deuxième lecture de la liturgie des heures** (« Notitiae »).
- 247 **La messe de saint Pie V** (Mgr Ducaud-Bourget, Mgr Coffy).
- 248 **Les prêtres « Fidei donum »** (Comité épiscopal français des missions à l'extérieur).
- 248 **Après la mort de Mgr Tort** (cardinal Marty, Mgr Collini, Mgr Boillon).

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

LA
DOCUMENTATION
CATHOLIQUE

57^e ANNÉE - T. LXXII
Prix : 5 F

16 mars 1975
Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221
PLEASE DO NOT REMOVE



Le pèlerinage de la Curie romaine à la basilique Saint-Pierre pour l'Année sainte (Photo Giordani - Cf. p. 256)

Hans Küng (S.C. pour la Doctrine de la foi, évêques allemands)
Amour et mariage (Commission épiscopale française de la famille)
L'unité des chrétiens - Juifs et chrétiens

NOUVEAUTÉ

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

AMOUR ET MARIAGE AUJOURD'HUI

UNE NOTE DE LA COMMISSION
EPISCOPALE FRANÇAISE
DE LA FAMILLE

Prix des 50 exemplaires, port compris 12 F
Prix des 100 exemplaires, port compris 22 F
Les 100 suivants 20 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :
Secrétariat général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris, Cedex 08.

Règlement : CCP Paris 16 68.

RAPPEL

A votre disposition la série

« LES GRANDS TEXTES »

Pour une réconciliation des chrétiens entre eux

UNE IMPORTANTE
EXHORTATION
DU PAPE PAUL VI

Prix des 50 exemplaires, port compris 20 F
Prix des 100 exemplaires, port compris 32 F
Les 100 suivants : 30 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :
Secrétariat général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08

Règlement CCP Paris 16 ■

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement
à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, profes-
seurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'HUMILITE

Audience générale du 5 février (1)

Notre pensée s'attache encore au renouveau suscité par l'Année sainte dans la conception humaine de la vie qui doit caractériser l'authenticité et l'efficacité du chrétien sur le plan de la conscience personnelle et sur celui de la vie sociale. En poursuivant cette recherche à la lumière de l'Evangile, nous nous heurtons à un mot qui est tout un programme et qui nous semble difficilement concorder avec l'élévation de l'homme opérée par le plan divin de la grâce, ce plan sur lequel la dignité et la grandeur de l'homme, comme nous l'avons dit tant de fois, prennent la dimension splendide et majestueuse qui est celle d'un fils adoptif du Père, d'un frère du Christ, sauveur royal de l'humanité, d'un être en qui est présent l'Esprit-Saint qui éclaire et sanctifie.

Grandeur et humilité du chrétien

Dans la conception et la réalité du catholicisme, l'homme est grand. Il doit avoir conscience de cette grandeur, qu'il s'agisse de la valeur de ses actions ou de l'espérance de son ultime destinée. Mais, en même temps, il doit être humble dans toute sa personne, dans ses pensées, dans son style de vie, dans ses rapports avec ses semblables. Personne ne peut nier que l'humilité soit une exigence constitutionnelle, pourrions-nous dire, de la psychologie et de la vie morale du chrétien. Si l'on parle de chrétien orgueilleux, il y a contradiction dans les termes. Si nous voulons rénover la vie chrétienne, nous ne pouvons pas passer sous silence les leçons et la pratique de l'humilité. Comment concilier cette vocation à la grandeur et ce précepte d'humilité ? Sans recourir aux célèbres expressions de Pascal sur la grandeur et la misère de l'homme (cf *Pensées*, 400, 416, 417, etc.), nous avons chaque jour sur les lèvres et dans le cœur le *Magnificat*, le sublime hymne de Marie qui, devant Dieu et tous ceux qui écoutent sa voix très douce, proclame qu'elle est une « humble servante »

(Lc 1, 48), mais en même temps célèbre les grandes choses que Dieu a opérées en elle et dit que tous les âges la proclameront bienheureuse (*ibid.*, 48, 49). Comment cela peut-il se faire ? Comment concilier l'humilité la plus sincère et la plus effective avec la reconnaissance de la dignité la plus haute ?

L'humilité est vérité

L'apparente contradiction entre l'humilité et la dignité du chrétien ne pouvait trouver une solution plus haute et plus autorisée. Et la première solution est donnée par la considération de ce qu'est l'homme devant Dieu. L'homme religieux ne peut pas ne pas être humble. L'humilité est vérité. La conscience cosmique engendre l'humilité. « Qu'est-ce donc que l'homme pour que toi (Dieu) tu en fasses si grand cas ? » (Jb 7, 17.) Saint Augustin, dont la conception de l'humilité est toujours présente dans ses œuvres, nous enseigne que l'humilité doit se situer dans le cadre de la vérité (*De nat. et gr.*, 34, PL 44, 265). Nous sommes petits, et, de plus, nous sommes pécheurs (cf. *S. Th.*, II-II, 161). De ce point de vue, l'humilité nous semble logique et tellement facile que si elle n'était pas tempérée par d'autres considérations tirées de la miséricorde de Dieu, elle nous conduirait au scepticisme et au désespoir. « Humiliez-vous sous la main puissante de Dieu, afin qu'il vous élève au moment fixé ; déchargez-vous sur lui de tous vos soucis, car il prend soin de vous. » (1 P 5, 6-7.) Et l'exemple du Christ, surtout, est pour nous une école et un modèle d'humilité (cf. S. BERNARD, *De gradibus humilitatis et superbiae*, PL 182, 941 et s.).

Sous l'aspect religieux, l'apologie de l'humilité est facile et elle s'impose (cf 1 Co 4, 7). Raison de plus pour reconnaître à la religion un autre mérite qui n'est certainement pas secondaire. Nous pouvons cependant nous demander s'il n'existe pas une humilité sans référence religieuse. Oui, cela existe. L'humilité est en elle-même une sagesse (cf. *S. Th.*, *ib.* 1). Socrate, par exemple, l'a enseignée. Mais alors sa consistance morale n'est pas toujours univoque et sûre parce que facilement elle s'abaisse jusqu'à l'avilissement ou s'accompagne de présomption et de vanité.

L'égoïsme et l'orgueil

Avec beaucoup de facilité, l'humilité personnelle, c'est-à-dire le jugement droit et juste que l'on peut porter sur soi-même, ne résiste pas

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 6 février 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Après l'audience générale, Paul VI a reçu Mme Hortensia ALLENDE, veuve de l'ancien président du Chili. L'entretien, qui a duré une quinzaine de minutes, était de caractère « purement pastoral », a précisé le P. Hachem, du Bureau de presse du Saint-Siège. (*La Croix*, 7 février.)

parfaitement à la confrontation avec le jugement que nous devons porter sur les autres. Dans cette comparaison entre nous et les autres, nous ne gardons habituellement pas la juste mesure. Nous pouvons dire que l'humilité, c'est-à-dire la connaissance de nos limites, n'est pas une vertu sociale. La comparaison avec les autres nous conduit bien souvent à être indulgents avec nous-mêmes et orgueilleux avec les autres. Rappelons-nous la parabole du pharisien et du publicain au temple, où le premier dit : « Je ne suis pas comme les autres » (Lc 18, 11).

Cela met à découvert deux défauts capitaux auxquels sont dus les maux les plus grands et les plus graves de l'humanité : l'égoïsme et l'orgueil. Dans le jugement qu'il porte sur les valeurs de la vie, l'homme se fait son propre centre ; il passe en premier, il n'y a que lui qui compte. Sa vie consiste à penser à lui-même et à se soumettre les autres. Tous les grands désordres sociaux et politiques trouvent dans l'égoïsme et dans l'orgueil leur bouillon de culture. Tant d'instincts, tant d'agissements trouvent en eux leur inspiration profonde, mais une inspiration dans laquelle il n'y a pas d'amour.

Et même là où l'amour, ce sentiment souverain, subsiste encore, s'il est mêlé à de l'égoïsme et à de l'orgueil, il se déforme et se déprave ; il devient égoïsme collectif, orgueil de prestige communautaire. L'amour y a perdu sa caractéristique la meilleure, sa caractéristique chrétienne, l'universalité, et donc sa véritable authenticité, son désintéressement sincère, sa merveilleuse capacité de découvrir, de connaître, de soulager les souffrances des autres d'un cœur généreux, comme le Christ nous l'a enseigné par la parole et par l'exemple.

**

Ce lien entre l'humilité et l'amour, entre l'humilité et la force d'âme, entre l'humilité et l'exercice de l'autorité indispensable à la justice et au bien commun, et enfin entre l'humilité et la prière, pourrait et devrait faire l'objet d'une réflexion plus poussée. Qu'il nous suffise pour le moment d'avoir rappelé la place qui revient à l'humilité dans le renouveau chrétien que nous recherchons ; une place indispensable et capitale, celle d'une vertu. Ainsi que le dit saint Thomas à la suite du Christ (Mt 11, 29 ; 18, 2) : après les vertus théologales et la justice, elle est la meilleure des vertus, celle qui doit être préférée (II-II, 161, 5 ; cf. S. AUGUSTIN, *De verb. Dom.*, serm. 69, 1 ; PL 38, 441).

Avec notre bénédiction apostolique.

PECHE ET CONSCIENCE

Audience générale du 12 février (Mercredi des cendres) (1)

Les Cendres constituent un temps fort dans le calendrier liturgique et dans la formation spirituelle du chrétien. C'est ainsi que commence le Carême, c'est-à-dire la préparation à la célébration du mystère pascal, dans la pénitence,

la prière, la pratique des bonnes œuvres. Nous laisserons aux rites propres à ce jour le soin de nous dévoiler sa signification et son application à nos âmes, invitées à la sévère et grande école du Carême.

Que signifie cette journée pour le thème de notre renouveau religieux, de notre « conversion » chrétienne, qui est au centre de nos entretiens sur la spiritualité de l'Année sainte ? Nous nous limiterons aujourd'hui à parler du « choc » que veut produire l'imposition des cendres, avec la phrase funèbre qui l'accompagne, non seulement pour rappeler l'inexorable et éphémère fragilité de la vie humaine, naturellement sujette à la mort, mais aussi pour remonter à la cause de ce terrible sort, comme nous l'enseigne saint Paul dans l'une de ses pages les plus graves et les plus profondes : « Par le péché, la mort est entrée dans le monde. » (Rm 5, 12.)

Le péché, conflit entre notre volonté et celle de Dieu

Nous retrouvons ainsi un thème qui revient constamment tant dans la prédication que dans la conception générale de la vie chrétienne : le thème du péché. Qu'est-ce que le péché ? C'est le conflit de notre volonté d'êtres libres et responsables, mais en même temps créés et frères, avec la volonté souveraine, bonne et paternelle de Dieu. C'est une déviation vue sous son aspect religieux. C'est l'offense, volontaire et consciente, au rapport qui existe — qu'on le veuille ou non — entre notre vie et la loi de Dieu. Celui qui médite et comprend cette répercussion transcendante de nos actes sur la présence juste, aimante et vigilante de Dieu, sait ce qu'est le péché, mesure son insondable et vertigineuse gravité. Rappelez-vous les paroles de l'enfant prodigue dans la célèbre parabole de l'Evangile qui est un vrai miroir du drame du péché : « Père, j'ai péché envers le ciel et contre toi. Je ne mérite plus d'être appelé ton fils. » (Lc 15, 18-21.) Le péché est à la fois une offense à Dieu et une déchéance pour celui qui le commet (cf. S. Th. I-II, 85, 1 et 2). Une déchéance alors que nous sommes encore dans la vie présente qui n'est pas la vie totale. L'homme demeure homme, c'est-à-dire capable de raisonner, naturellement porté au bien, mais devenu trop faible pour le poursuivre avec ses forces naturelles. L'expérience du mal que tant — même parmi les éducateurs — croient utile à la formation de la conscience, est comme une maladie que, autant que nous le pouvons, nous devons épargner aux hommes, aux jeunes spécialement, déjà marqués par les conséquences du péché originel, et encore inexperts à recourir aux ressources de la conscience morale.

La conscience psychologique sans conscience morale est mauvaise conseillère

Conscience morale : voilà un autre grand chapitre de la science de l'homme ; un chapitre que, malheureusement, l'homme profane d'aujourd'hui s'évertue bien souvent à laisser de côté

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 13 février 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DG.

Audience générale du 26 février (1)

La spiritualité de l'Année sainte, dont les deux principes religieux et moraux — renouveau et réconciliation — sont maintenant connus de tous, nous amène à considérer la conversion, la « meta-noïa », sous l'un de ses aspects principaux, c'est-à-dire l'aspect sacramentel de la conversion, aspect que nous appelons communément sacrement de la pénitence ou confession.

Cette question, chacun la connaît bien, du moins sous son aspect général et catéchétique, et nous renvoyons à l'instruction religieuse courante, toujours très importante sur le plan doctrinal et sur celui de la pratique pastorale, tant individuelle que communautaire. Cependant, comme le sacrement de pénitence n'est pas toujours et partout l'objet de la considération privilégiée qu'il mérite — qu'il s'agisse de sa pratique, de la notion que l'on s'en fait ou de l'estime qu'on lui porte — nous rappellerons brièvement quelques points qui retiendront notre réflexion pour alimenter et reconforter notre spiritualité en cette Année sainte.

La possibilité de pardon pour les péchés commis après le baptême

Historique

Nous nous arrêterons aujourd'hui sur le point principal, qui est la place occupée par ce sacrement dans le plan du salut. La question qui se pose à ce propos a une racine historique lointaine, au III^e siècle, et une racine plus proche avec la controverse protestante : existe-t-il dans l'économie de la foi chrétienne un sacrement de la pénitence après le baptême ? Un chrétien qui, après le baptême, tombe dans le péché, peut-il encore avoir un recours auprès de la miséricorde de Dieu ? Les péchés de quelqu'un qui a eu le bonheur inestimable de la grâce divine, c'est-à-dire dont la vie, par les mérites du Christ, a été unie à la vie indicible et transcendante de Dieu (cf. II P. 1, 4), peuvent-ils encore être pardonnés lorsqu'ils ont brisé ou trahi cette alliance vitale ? Le chrétien n'est-il pas par définition un fidèle ? Et si par malheur il ne demeure pas fidèle, peut-il encore prétendre, ou du moins espérer être réadmis dans l'état de grâce ? Dans l'hypothèse d'une inépuisable bonté de la part de Dieu, suffit-il de la contrition du pécheur, fondée sur la foi, pour qu'il retrouve l'amitié vivifiante de Dieu et réintègre la communion de l'Eglise ?

Et voici la première vérité, paradoxale, mais réelle : dans le plan de la bonté de Dieu, la possibilité de pardon existe, même pour les péchés d'un chrétien commis après le baptême et qui, de ce fait, revêtent une plus grande et repoussante gravité. Oui, nous le savons et nous nous en réjouissons : cette possibilité existe. L'Eglise pri-

lorsqu'il fait l'apologie de la conscience pour se soustraire aux exigences extrinsèques de l'obéissance, en ne consultant sa conscience que sur le grand et primordial chapitre de la conscience psychologique. Or si on détache celle-ci de la conscience morale, qui se réfère à sa responsabilité religieuse, elle n'est plus une bonne conseil- lère. Elle enregistre l'expérience intérieure et extérieure des actions humaines ; elle se contente des analyses psychanalytiques aujourd'hui à la mode, mais qui sont dépourvues d'obligations morales, de conscience morale. De sorte que le critère de la distinction entre le bien et le mal devient purement hédoniste, utilitaire, esthétique, hygiénique. La conscience connaît un optimisme trompeur et dangereux qui, dans ses applications pratiques, ressemble à l'optimisme de celui qui ne consulte plus, ne consulte jamais sa véritable conscience vraiment humaine et vit sans scrupules, trouvant son bonheur en se permettant tout ce qu'il désire et peut se procurer.

On dit et on répète que la conscience est la loi suprême et unique de la conduite. Mais si la conscience a perdu sa lumière morale, c'est-à-dire sa sensibilité au vrai bien et au vrai mal, sensibilité qui ne peut ne pas être orientée vers l'absolu, qui ne peut faire abstraction de la référence religieuse, où peut-elle nous conduire ? A quelle expérience ne peut-elle pas nous autoriser abusivement ? Le Code pénal suffira-t-il pour rendre les hommes bons, honnêtes et justes ? Est-il suffisant de ne pas enfreindre les lois (« je suis honnête ; je ne fais de mal à personne ; mon casier judiciaire est vierge ») pour assurer à l'homme sa véritable destinée éternelle ? Et que dire de ceux qui ont étouffé leur conscience morale au nom d'une liberté irrationnelle, passionnelle, vénale ou cruelle, qui se permettent de se rebeller contre la loi de Dieu, avec une liberté, une licence pécheresses ? Que Dieu nous préserve de semblables abus de la conscience ! Au jour fatal de notre rencontre directe et existentielle avec lui, ne pourrions-nous pas l'entendre répondre à nos supplications pour être sauvés : « Je ne te connais pas » (cf. Mt 25, 12) ?

A la croisée des deux chemins

Notre histoire est un drame. Celui qui a la sagesse et le courage de la regarder en face, avec la conscience morale qui ouvre les yeux sur le passé, se sentira envahi par cet état de tristesse, de peur, de tourment, caractéristique de notre école spirituelle et que connaît bien la grande littérature (cf. *Oreste*, d'Euripide ; *Macbeth*, de Shakespeare) : le remords. C'est un moment critique et grave, à la croisée de deux chemins décisifs allant dans des directions opposées : d'une part le désespoir (cf. Gn 4, 3-16 ; Mt 27, 3-10) ; d'autre part l'abandon humble et repentant à la miséricorde de Dieu encore ouverte (cf. Manfredi, dans DANTE, II, 3, 120 ; l'« Innominato » de MANZONI). C'est ce choix qui est celui du Carême et de l'Année sainte. Avec notre bénédiction apostolique.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 27 février 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Il n'y a pas eu d'audience générale le mercredi 19 février en raison des exercices spirituels du Saint-Siège, prêchés cette année par Mgr Ballestrero, archevêque de Bari.

mitive, donnant une interprétation trop stricte et trop textuelle à ce texte de la lettre aux Hébreux : « ... Si nous péchons délibérément après avoir reçu la pleine connaissance de la vérité, il ne reste plus pour les péchés aucun sacrifice » (10,26), était, dans certains endroits, réticente pour admettre la rémission de certains péchés particulièrement graves et scandaleux : l'apostasie, l'homicide, l'adultère. Mais lorsque, spécialement après la persécution de Dèce, le Pape Cornelius d'abord, puis saint Cyprien à Carthage, eurent admis que les lapsi — c'est-à-dire ceux qui, pour échapper au supplice, avaient sacrifié aux dieux — pouvaient être réadmis à la pénitence et réconciliés s'ils étaient réellement repentants (cf. A. SABA, « Storia della Chiesa » 1, 166 ; Saint CYPRIEN, « De lapsis », PL 4, 463-494 ; G. MERCATI, « Le lett. di S. Cornelio Papa », etc.), la doctrine et la discipline de la pénitence se sont développées. N'avaient-elles pas un bon fondement dans les paroles du Seigneur (Mt 16, 19 ; 18, 18 ; 18, 22... jusqu'à 70 fois 7 fois ; Jn 20, 23) ? C'est à partir de cette largesse salvatrice qu'a évolué la pratique de la pénitence, où une importance constante est donnée à la contrition, comme nous le verrons, dont découle la confession sacramentelle.

Le nouveau rituel de la pénitence

Et l'an dernier, notre S. congrégation pour le Culte divin a donné aux rites de celle-ci, avec le nouvel « Ordo paenitentiae (2) », une formulation conforme aux critères tirés du récent II^e Concile œcuménique du Vatican. Ce document est certainement parmi les plus significatifs de la récente législation liturgique et pastorale, et, nous l'espérons, parmi les plus féconds en fruits de renouveau et de réconciliation spirituelle et morale. Nous le recommandons à votre étude.

Mais pour l'instant, ce qui doit retenir notre attention et susciter notre admiration et notre joie, c'est que le Christ nous a valu cette inestimable faveur de la rémission de nos péchés, si illogiques et si déplorables, commis après le baptême, par l'institution du sacrement de pénitence (Cf. *Denz.-Schön.* 1601 [844] ; 1701 [911]), véritable acte de bonté et de miséricorde infinies, véritable intervention de la puissance divine (cf. Mc 2, 7) pour la résurrection des âmes à la vie nouvelle et divine.

Que ce sacrement soit — ou, le cas échéant, redevienne — l'objet de la dévotion, de la gratitude, de la joie qu'il mérite de la part de notre foi et de notre piété. Avec notre bénédiction apostolique.

(2) Cf. DC 1974, n° 1649, p. 209 et s. (NDLR).

— Documents pontificaux de Paul VI, tome X, 1971. — Un vol. cartonné 22 x 16 cm. de 994 pages. Prix 66 F suisses. Editions Saint-Augustin, Saint-Maurice, Suisse.

Poursuivant leur précieux travail (cf. DC du 5 mai 1974, p. 400), les Editions Saint-Augustin ont réuni dans ce dixième tome les documents de Paul VI et des Congrégations romaines correspondant à l'année 1971. Une table chronologique et une table par sujet complètent le volume.

MESSAGE

AU NOUVEAU PATRIARCHE MARONITE

Après la mort du cardinal Paul-Pierre Méouchi, patriarche maronite d'Antioche, survenue le 11 janvier, Mgr Antoine Khoraihe, évêque de Saïda, a été, au 58^e tour de scrutin, élu par les 14 évêques composant le Synode maronite, pour lui succéder (1). Voici le message qui lui a été adressé par Paul VI après son élection (2) :

A Sa Béatitudo Antoine Pierre Khoraihe,
Patriarche d'Antioche des Maronites,
Bkerké - Liban.

Nous apprenons avec une grande joie que Votre Béatitudo a été canoniquement élue, par la confiance du Synode épiscopal maronite, au siège patriarcal d'Antioche des Maronites. Et nous le remercions pour les sentiments d'attachement et de fidélité qu'elle a bien voulu nous manifester en cette heureuse occasion.

En même temps que nous félicitons cordialement Votre Béatitudo, nous accueillons très volontiers la demande de communion ecclésiastique et de concession du Pallium, présentée par Votre Béatitudo et par les Pères synodaux. Nous désirons également informer Votre Béatitudo qu'elle pourra dès maintenant accomplir tous les actes inhérents à sa charge, sans attendre que le Pallium lui soit conféré.

Nous connaissons bien la fidélité de l'Eglise maronite au Siège apostolique et le prestige dont elle jouit, et la valeur de sa présence et de son témoignage au sein de la chrétienté du Liban et du Moyen-Orient : Eglise vénérable que la Providence confie désormais au zèle pastoral de Votre Béatitudo, avec l'héritage de ses riches traditions catholiques et le dynamisme de son épiscopat, de son clergé et de son laïcat.

Veillez agréer nos vœux fervents pour votre haute mission, alors que nous prions le Seigneur de répandre sur la personne vénérée de Votre Béatitudo l'abondance de ses grâces, en gage desquelles nous lui envoyons, ainsi qu'à tous les évêques, prêtres, religieux, religieuses et fidèles maronites, notre bénédiction apostolique.

PAULUS PP. VI.

(1) Mgr Khoraihe est né à Ain Ebel (diocèse de Tyr), dans le sud du Liban, le 20 septembre 1907. Il était l'aîné de sept frères. Sa mère est actuellement âgée de quatre-vingt-dix-sept ans. Il fit ses études à Rome, au collège de la Propagande, mais c'est dans la cathédrale de Tyr qu'il fut ordonné prêtre, le 12 avril 1930. De 1936 à 1948, il fut vicaire épiscopal à Haïfa, en Palestine. Il a été nommé évêque auxiliaire de Saïda, le 25 juillet 1950, puis évêque de Saïda, le 25 novembre 1957 (*Annuario pontificio et Osservatore Romano*, 1^{er} mars 1975).

(On trouvera les deux interventions de Mgr Khoraihe au Concile, sur les Eglises orientales, dans DC 1963, n° 1414, col. 1689 et 1721.)

(2) Texte français dans l'*Osservatore Romano* des 17-18 février 1975.

— L'Alliance éternelle de Dieu avec les hommes, par l'abbé Elie GAUTIER. — Un vol. 11 x 15 cm. de 190 pages. Chez l'auteur. Ecole des Cordeliers 22100 Dinan.

L'auteur a repris dans ce volume diverses considérations éparpillées dans un ouvrage précédent : « Et vous, qui dites-vous que je suis ? » en y ajoutant des pages inédites. Le thème général concerne les relations de Dieu avec les hommes.

LE CENTENAIRE DE LA MORT DE DOM GUÉRANGER

A l'occasion du centenaire de la mort de Dom Guéranger, restaurateur de l'Ordre de saint Benoît en France et pionnier du renouveau liturgique (mort à Solesmes le 30 janvier 1875), Paul VI a adressé la lettre ci-après au Supérieur général de la Congrégation de Solesmes (1) :

A NOTRE CHER FILS JEAN PROU
ABBE DE SOLESMES ET SUPERIEUR GENERAL
DE LA CONGREGATION DE SOLESMES, O.S.B.
PAUL VI, Pape.

Cher Fils, salut et bénédiction apostolique.

De très prochaines festivités doivent commémorer le centenaire du trépas de Dom Prosper Guéranger, qui releva votre abbaye et rétablit en France l'Ordre de saint Benoît ; à cette occasion, par la présente lettre, nous voudrions à la fois vous exprimer nos sentiments de vénération pour le religieux qui a si bien mérité de l'Eglise et donner un témoignage de notre estime pour les moines qui perpétuent son œuvre en conservant son esprit.

Dom Guéranger et le renouveau liturgique

Maintenant que cent ans se sont écoulés depuis la mort de Dom Guéranger, on peut reconnaître et mesurer combien fut valable le dessein par lui conçu d'établir des communautés où l'idéal monastique de saint Benoît serait pleinement vécu : pour cela, toute la vie spirituelle y serait réglée par une étroite relation avec la prière de l'Eglise en même temps qu'on y scruterait plus profondément le mystère de Dieu et y réaliserait la totalité de la vie chrétienne, d'après la voie que l'Eglise a tracée dans les célébrations de l'année liturgique (cf. L. DUCHESNE, *Origines du culte chrétien*, préface, p. vii). Ainsi est-il tout à fait légitime de reconnaître en Dom Guéranger l'auteur de ce mouvement de spiritualité qui émane de ses écrits et des monastères ayant avec lui quelque lien et d'où il résulte que la participation active du peuple fidèle à la sainte liturgie est considérée comme « la source première et indispensable à laquelle les fidèles doivent puiser un esprit vraiment chrétien ». (Const. *Sacr. Concilium*, n. 14.) Et nous pouvons dire que le nouveau printemps spirituel dont l'Eglise fait aujourd'hui l'expérience grâce au renouveau liturgique est comme le fruit de cette semence que Dom Guéranger a pris soin de jeter d'un cœur patient et au prix de tant de peines.

Sa piété mariale

Et nous prenons encore plaisir à rappeler la piété très ardente qu'il a eue envers la Vierge Marie,

piété que l'on doit considérer « comme un élément distinctif de la piété même de l'Eglise » (Exhort. apos. *Marialis cultus*). Car son zèle pour ramener la sainte liturgie au centre de la vie chrétienne en lui restituant sa pureté, sa dignité et sa beauté et qui s'est conjugué chez lui avec le souci de promouvoir le culte de la Vierge, Mère de Dieu, illustre à merveille ce qui récemment a fait l'objet de notre enseignement et de nos souhaits : à savoir qu'au renouveau et au développement du culte chrétien doit correspondre un accroissement de vénération à l'égard de la Mère de Dieu ; et cette vénération s'insérera dans le déroulement de cet unique culte que l'on rend à Dieu, et auquel la dévotion mariale, de par sa nature propre, doit précisément se référer comme à son centre.

Le chant grégorien

Mais le charisme dont le Saint-Esprit semble avoir doté Dom Guéranger continue aujourd'hui encore d'agir dans l'Eglise par l'intermédiaire de ses religieux. On peut, en effet, leur rendre cet hommage, non seulement d'avoir sans cesse alimenté la flamme de vie monastique qu'il avait allumée, mais encore d'avoir apporté leur aide, toujours généreuse et libérale, dans la préparation des livres liturgiques ; et il nous plaît tout particulièrement de rappeler l'édition critique des mélodies grégoriennes effectuée par les soins de votre abbaye de Solesmes, ainsi que les derniers livres requis par la réforme liturgique : nous voulons mentionner, entre autres, le *Graduale simplex*, l'*Ordo cantus Missae* et le *Graduale sacrosanctae Romanae Ecclesiae*, tout récemment publiés. Ces mêmes religieux apporteront, de la sorte, une aide efficace à la sauvegarde d'un patrimoine que l'Eglise regarde comme « un trésor... d'un prix inestimable » (Const. *Sacr. Concilium*, n. 112), et en même temps ils favoriseront la célébration solennelle et pleine de beauté de la sainte liturgie en langue latine.

La liturgie renouvelée

Avec notre désir de vous exprimer publiquement, à cet égard, les sentiments de gratitude qui sont les nôtres et ceux de toute l'Eglise, il nous plaît aussi de relever dans l'œuvre ainsi accomplie par vous, avec patience et générosité, le respect et l'amour peu communs que votre fondateur entretenait envers le Siège apostolique et le Pontife romain, et que vous avez jusqu'à présent conservés. Puissent les fils de Dom Guéranger se sentir animés, aujourd'hui encore, de ces sentiments de respect et d'amour pour mettre toute leur application à recueillir les richesses contenues dans la rénovation de la liturgie romaine que Dom Guéranger jugeait, à coup sûr, comme la forme de prière la plus excellente. En ce domaine, vous avez à remplir dans l'Eglise une fonction tout à fait nécessaire et qui vous incombe, en donnant l'exemple de votre empressement à accueillir la liturgie renouvelée : avec elle, la célébration plénière et solennelle des Heures liturgiques et du sacrifice eucharistique restera, pour l'avenir, encore un signe distinctif de votre vie monastique. Nous vous exhortons donc à faire en sorte de faire entrer la liturgie romaine renouvelée dans votre vie quotidienne, tout en gardant religieusement la fidélité reçue de vos pères pour un parfait idéal de vie monastique, lequel

(1) Traduction du texte latin original aimablement communiquée par l'abbaye de Solesmes. Sous-titres de la DC.

trouve, assurément, toute sa nourriture dans le travail, dans un silence qui favorise la contemplation, dans la prière, dans le zèle à rechercher Dieu par-dessus tout, de sorte que vous soyez capables, face au monde contemporain, de porter témoignage des réalités invisibles. Et c'est ainsi que les monastères bénédictins continueront vraiment d'être comme des lieux de retraite pour le renouveau spirituel où, la première place étant justement réservée à Dieu, « ce qui est humain est ordonné et soumis au divin, ce qui est visible à l'invisible, ce qui relève de l'action à la contemplation et ce qui est présent à la cité future » (Const. Sac. Concilium, n. 2).

Enfin, nous faisons des vœux très ardents pour que les richesses spirituelles dont vous faites l'expérience dans votre vie rejaillissent hors des murs de vos

monastères, selon l'exemple lumineux de Dom Guéranger, dont les écrits ont, dans la suite des âges, étonnamment contribué à imprégner comme il faut de la sainte liturgie un nombre considérable de prêtres, de religieux et de laïcs, à leur faire pénétrer son efficacité et sa signification, à leur faire sentir sa beauté et, par-dessus tout, à la faire passer dans leur propre vie avec plénitude et enthousiasme.

Comme gage de ces biens, à vous, cher fils, aux moines du monastère de Solesmes et de toute la Congrégation de France, nous accordons très affectueusement dans le Seigneur notre Bénédiction apostolique.

Donné à Rome, le 20 janvier 1975, en la douzième année de notre pontificat.

PAUL VI, PAPE.

ALLOCUTION A LA CURIE ROMAINE

Le 22 février, en la fête de la Chaire de Saint-Pierre, les cardinaux, évêques, prêtres, religieux et laïcs de la Curie romaine ont accompli leur pèlerinage de l'Année sainte à la basilique Saint-Pierre. Au cours de la messe qu'il a célébrée avec 23 cardinaux, Paul VI a prononcé l'allocution ci-après où, dans l'esprit de cette démarche pénitentielle, il s'est interrogé devant le Seigneur sur les reproches communément faits à l'organe central de l'Eglise (1) :

FRERES, MEMBRES ET COLLABORATEURS DE LA CURIE ROMAINE,

Chacun le voit, chacun le sent, cet instant extraordinaire est beau. Il est rare que nous nous trouvions ainsi réunis, même si nous sommes toujours unis par un commun service. Cet instant où nous sommes rassemblés en une même prière, un même acte pénitentiel, une même célébration eucharistique, mérite de rester dans la mémoire de chacun de nous ; il mérite que tous nous reconnaissions tout ce qu'il signifie, même s'il nous est difficile de l'exprimer.

Pensons au lieu où nous sommes. Ici tout nous parle pour nous dire des choses que nous connaissons bien, mais qui ne peuvent nous laisser indifférents, attentifs uniquement à la majesté de cet incomparable édifice. Ici est la tombe de l'apôtre Pierre, que le Seigneur a choisi comme fondement et centre de son Eglise. Ici, la réalité historique de la succession de son ministère universel et pastoral s'impose à nous, quel que soit l'aspect humain sous lequel elle se présente ; et cette réalité est aujourd'hui vivante sous un aspect humble et misérable. Ici l'unité de la foi et de la communion ecclésiale s'exprime d'une façon particulièrement privilégiée et sensible dans cet espace ouvert à la multitude des fidèles, où ceux-ci sont invités à professer d'une seule voix leur unanimité et

leur fraternité. Ici enfin, l'imposante beauté du trophée monumental édifié sur le tombeau du premier évêque et martyr de cette Eglise romaine semble vouloir, en un effort téméraire, défier les siècles, alors que, si on y réfléchit bien, il ne veut rien d'autre que lancer à travers l'histoire un pont entre le premier avènement du Christ sur la terre et son avènement à la fin du monde.

Autocritique

Mais nous, quelque sacré et merveilleux que soit ce cadre où l'on respire le mystère du temps, faisons en ce moment retour sur nous-mêmes et interrogeons nos consciences : qui sommes-nous ? Pourquoi sommes-nous ici ?

Nous sommes la Curie romaine, le complexe organe central fait des dicastères, des tribunaux et des services qui apportent leur aide au gouvernement pastoral général de l'Eglise catholique. Et cela suffit non pas pour nous inspirer un sentiment de supériorité et d'orgueil devant le Collège épiscopal et la grande famille du peuple de Dieu, auquel nous appartenons nous aussi, mais pour nous faire prendre conscience de la gravité de nos délicates fonctions, dont les responsabilités et les peines sont d'autant plus grandes qu'elles découlent plus directement des exigences constitutionnelles du ministère apostolique et qu'elles veulent s'exercer d'une façon plus fraternelle pour le bien total de l'Eglise. Voilà ce que nous sommes. Mais, en vertu de notre présence personnelle au milieu de vous, la Curie romaine peut être définie en ce moment comme le Siège apostolique (cf. can. 7 et 242), et cela confère à cette cérémonie jubilaire une importance particulière.

Or, notre conscience, dont nous voulons qu'elle soit très claire sur le plan non seulement de sa définition canonique, mais de son contenu moral et spirituel, impose à chacun de nous un acte pénitentiel conforme à la discipline propre du jubilé. Elle nous impose ce que nous pourrions appeler une autocritique pour vérifier dans le secret de nos cœurs si notre comportement correspond à la charge qui nous est confiée. Ce qui nous incite à cet examen intérieur, c'est avant tout la cohérence de notre vie ecclésiale, et ensuite l'analyse que font de nous-mêmes tant l'Eglise que la société, avec des exigences souvent peu objectives, et

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 23 février 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

d'autant plus sévères que plus représentative est notre position, laquelle devrait toujours apparaître idéalement exemplaire. On est aujourd'hui plus que jamais exigeant pour quiconque porte le nom de chrétien, surtout si de plus on appartient à un organe de l'Eglise comme le Siège apostolique. Le regard des autres en est d'autant plus exigeant et voudrait que notre vie, notre fidélité à nos devoirs religieux, le zèle de notre ministère s'harmonisent en tous points, spécialement à Rome, avec le caractère sacerdotal ou épiscopal dont nous sommes revêtus. Rien d'étonnant à cela. Il en fut déjà ainsi — et dans quelle mesure ! — pour Notre-Seigneur dont, dès sa plus tendre enfance, Siméon avait dit qu'il était un « signe de contradiction » (Lc 2, 34). Et combien cela vaut-il pour nous, qui sommes certes héritiers d'une longue et glorieuse histoire, mais critiquables sur bien des points ! Imparfaites et pécheurs comme nous le sommes, nous ne pouvons certainement pas croire que nous sommes invulnérables aux contestations et aux polémiques de la chronique et de l'histoire.

Humilité

C'est pourquoi deux sentiments donneront sens et valeur à notre célébration jubilaire : un sentiment de sincère humilité, c'est-à-dire de vérité sur nous-mêmes. Reconnaissons que nous sommes les premiers à avoir besoin de la miséricorde de Dieu et de l'indulgence que l'Eglise, en comptant sur les mérites du Christ sauveur et médiateur et en payant nos dettes avec le trésor de la communion des saints, accorde en ce jubilé providentiel. Cette humilité doit d'autant plus imprégner notre conscience humaine et la conscience de la Curie romaine que plus grands, plus délicats et plus divins sont les pouvoirs que le Seigneur, de qui viennent les clefs, remet entre nos mains humbles et tremblantes de pasteurs, de ministres, de serviteurs de son royaume. En même temps qu'elle nous oblige à demander pardon pour nous-mêmes, cette humilité nous incite à pardonner à ceux qui accueillent dignement l'heureux don du pardon ; et en même temps qu'elle inspire le dialogue avec nos frères qui sont encore séparés de nous, elle alimente notre espérance d'une pleine communion dans l'unique bercail du Christ.

Amour

Et l'autre sentiment ? Oh ! frères, le sentiment qui convient à une circonstance comme celle-ci ne peut être que le sommet de notre vie spirituelle, ce ne peut être, en une célébration aussi extraordinaire, que la joie intérieure de l'amour de Dieu pour nous. Que personne ne vienne dire que c'est là une piété routinière, une vérité périmée, constamment répétée et si peu originale qu'elle n'a d'autre saveur que celle d'une simple dévotion, incapable de susciter l'émerveillement et l'enthousiasme vigoureux qu'aujourd'hui nous voudrions connaître. Non, l'amour-charité, la dilection de Dieu pour nous est au centre de la Révélation, c'est-à-dire du système ontologique et théologique de notre religion. Elle est au cœur de notre foi : nous connaissons pour y avoir cru l'amour de Dieu pour nous (1 Jn 4, 16). Et c'est là toujours une découverte originale pour notre recherche de la vérité la plus haute : Dieu nous a aimés. Là est la source de notre émotivité spirituelle, l'exigence la plus forte de notre réponse à la vocation chrétienne. C'est cela qui nous pousse le plus puissamment et le plus directement à accomplir le com-

mandement suprême de l'Evangile : l'amour pour Dieu qui nous a aimés jusqu'à nous donner son Fils comme victime et sauveur, comme maître et comme frère (Jn 3, 16) — notre amour à nous n'est devant ce soleil qu'une étoile éclairée par lui — et, reflet de cet amour, l'amour pour le prochain, déclaré digne d'être aimé comme le Christ l'a aimé (Jn 13, 34 ; 15, 12).

Notre religion, nos rapports avec Dieu sont amour ; un amour dont Dieu a pris le premier l'initiative ; « lui, le premier, nous a aimés » (1 Jn 4, 10, 19 ; Rm 5, 10).

Nous devons aujourd'hui nous retrouver nous-mêmes dans l'expression de ces sentiments fondamentaux. Et ceux qui ont eu la chance de participer à la retraite de Carême, ces jours derniers, trouvent ici, avec les membres de la Curie romaine, le couronnement de ce temps fort en accomplissant tous ensemble la cérémonie prescrite pour la célébration du jubilé.

Prière au Seigneur

Nous disons à Jésus-Christ Notre-Seigneur : oui, nous avons voulu venir sur la tombe de saint Pierre en franchissant le seuil de la Porte sainte, symbole d'une miséricorde dont nous sentons intimement le besoin. Successeurs et héritiers du pécheur de Galilée, nous voudrions redire ses paroles spontanées et impétueuses devant le prodige de la pêche miraculeuse, signe prophétique de la fécondité de la mission apostolique et ecclésiale : « Seigneur, éloigne-toi de moi, car je suis un pécheur. » (Lc 5, 8.) Nous ressentons jusqu'à la confusion la disproportion entre notre vocation, notre mission, l'une et l'autre sublimes, redoutables, indicibles, divines et imméritées, et la petitesse de notre personne, tant individuelle que collective. Peut-être même devrions-nous dire avec le centurion de l'Evangile : « Seigneur je ne suis pas digne » (Mt 8, 8), devant les motifs d'aversion, devant les accusations aujourd'hui si répandues, allant parfois jusqu'à l'agressivité, contre le Pape et contre Rome. Seigneur, nous ne voulons ici ni nous justifier ni nous défendre. Nous voulons seulement faire de tout cela un motif de réflexion. Nous réconforterons nos frères fidèles et nous-mêmes avec ces autres paroles de saint Pierre : « Seigneur, à qui irions-nous ? tu as les paroles de la vie éternelle. » (Jn 6, 68.) Et nous implorerons pour nous-mêmes la richesse de ton inépuisable miséricorde, en répétant ces paroles que toi-même, ô Christ, inspires à notre cœur fragile, mais devenu désormais pierre indéfectible : « Seigneur, toi qui connais toutes choses, tu sais bien que je t'aime. » (Jn 21, 17.) Et nous n'aurons d'autre ambition que de mériter pour nous-mêmes, pour notre charge apostolique, pour cette Eglise romaine, le titre, l'éloge merveilleux qu'en faisait le célèbre martyr Ignace Théophore d'Antioche : « Digne de Dieu, digne d'honneur, digne de béatitude, digne de louange, dignement instituée, dignement chaste et présidant à la charité » (Préf. de la lettre aux Romains). Voilà ce que nous demandons, Seigneur.

— **Les Mutations de la foi chrétienne.** Essais (collectif) (coll. « Foi et liberté »). — Un vol. 14 x 19 cm, de 146 pages. Prix : \$ 4,00. Editions Fides, Montréal (Canada).

La foi dont il s'agit est celle que partagent l'individu personnellement, ou le groupe en commun, ou les Eglises, la foi dans le concret ; et elle se trouve étudiée dans les conférences prononcées à l'occasion des Journées universitaires de la pensée chrétienne à l'Université de Montréal, du 25 au 27 octobre 1973. Trois thèmes sont développés : La foi aujourd'hui ; Les mutations de la foi ; Notre foi demain.

Actes du Saint-Siège

Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi sur deux livres du prof. Hans Küng ⁽¹⁾

La S. congrégation pour la Doctrine de la foi, en vertu de la mission qui est la sienne de promouvoir et de défendre la doctrine de la foi et des mœurs dans toute l'Eglise, a examiné deux ouvrages du professeur Hans Küng, *Die Kirche* (l'Eglise) et *Unfehlbar? Eine Anfrage* (L'infailibilité? Une interrogation) (2), qui ont été publiés en diverses langues. Par deux lettres datées respectivement des 6 mai et 12 juillet 1971, la congrégation a fait part à l'auteur des difficultés qu'elle trouvait dans ses opinions, en le priant d'expliquer par écrit comment ces opinions pouvaient ne pas être en contradiction avec la doctrine catholique. Par une lettre du 4 juillet 1973, la congrégation a offert au professeur Küng une nouvelle possibilité d'explicitier ses idées dans un colloque. Par une lettre du 4 septembre 1974, le professeur Küng déclina également cette possibilité. D'autre part, ses réponses n'ont pas démontré que certaines de ses opinions sur l'Eglise ne sont pas en contradiction avec l'Eglise catholique, et il a continué à les soutenir, même après la publication de la Déclaration *Mysterium Ecclesiae* (3).

Opinions contraires à la doctrine de l'Eglise

C'est pourquoi, afin qu'il ne subsiste pas de doutes sur la doctrine professée par l'Eglise catholique, et pour que la foi des chrétiens ne soit nullement obscurcie, cette S. congrégation, rappelant la doctrine du magistère de l'Eglise exposée dans la Déclaration *Mysterium Ecclesiae*, déclare :

Les deux ouvrages susdits du professeur Hans Küng contiennent certaines opinions qui, à des degrés divers, s'opposent à la doctrine de l'Eglise catholique devant être professée par tous les fidèles. Nous retiendrons seulement les suivantes, particulièrement importantes, sans vouloir porter

pour le moment de jugement sur certaines autres opinions défendues par le professeur Küng.

Infailibilité

Est contraire à la doctrine définie par le premier Concile du Vatican et confirmée par le II^e Concile du Vatican l'opinion qui, pour le moins, met en doute le dogme de foi de l'infailibilité dans l'Eglise ou le réduit à une certaine indéfectibilité fondamentale de l'Eglise dans la vérité, avec la possibilité d'errer dans les sentences dont le magistère de l'Eglise enseigne qu'elles doivent être crues définitivement.

Magistère de l'Eglise

Une autre erreur qui affecte gravement la doctrine du professeur Küng concerne son opinion sur le magistère de l'Eglise. En effet, il n'exprime pas la notion vraie du magistère authentique selon laquelle les évêques sont dans l'Eglise « les docteurs authentiques, c'est-à-dire revêtus de l'autorité du Christ, qui prêchent au peuple à eux confié la foi qui doit régler sa pensée et sa conduite » (*Lumen gentium*, 25); car « la charge d'interpréter de façon authentique la parole de Dieu, écrite ou transmise, a été confiée au seul magistère vivant de l'Eglise » (*Dei Verbum*, 10).

Consécration de l'Eucharistie par des laïcs

De même, l'opinion déjà insinuée par le professeur Küng dans son livre *Die Kirche* (l'Eglise), selon laquelle l'Eucharistie, du moins dans des cas de nécessité, peut être consacrée valablement par des baptisés dépourvus de l'ordre sacerdotal, ne peut s'accorder avec la doctrine du IV^e Concile du Latran et du II^e Concile du Vatican.

Admonition

Cependant, malgré la gravité de ces opinions, étant donné que dans sa lettre du 4 septembre 1974 il n'exclut pas totalement la possibilité de parvenir, après une étude approfondie qui durera le temps nécessaire, à harmoniser ses opinions avec la doctrine du magistère authentique de l'Eglise, pour le moment, cette S. congrégation, par mandat du Souverain Pontife Paul VI, avertit

(1) Textes latin et italien dans *L'Osservatore Romano* du 21 février 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

(2) CL DC 1971, n° 1581, p. 245 (déclarations des évêques allemands et italiens); n° 1583, p. 336 (déclaration du Bureau d'études doctrinales de l'Episcopat français); n° 1587, p. 532 et s. (étude de Mgr Weber).

Nous rappelons l'étude de Mgr Weber sur un nouveau livre de Hans Küng : *Christ sein*, publiée dans notre numéro du 16 février 1975, p. 176 et s. (NDLR).

(3) DC 1973, n° 1636, p. 664 et s. (NDLR).

le professeur Hans Küng qu'il ne doit pas continuer à enseigner ces opinions, et elle lui rappelle que l'autorité ecclésiastique lui a confié la charge d'enseigner la théologie sacrée dans l'esprit de la doctrine de l'Eglise et non des opinions qui démolissent cette doctrine ou la mettent en doute.

Exhortation aux évêques, aux enseignants et aux théologiens

Les évêques d'Allemagne et des autres pays où cela est requis par une nécessité particulière, là surtout où les opinions susdites sont soutenues dans les facultés de théologie, les séminaires et les établissements d'éducation catholique ou de formation sacerdotale, sont priés de veiller à ce que les fidèles soient bien instruits de la doctrine de l'Eglise, qu'ils connaissent la déclaration *Mysterium Ecclesiae* et également la présente déclaration.

Les prêtres, les prédicateurs, les professeurs et les catéchistes qui enseignent la doctrine

catholique ont le devoir de professer et d'exposer fidèlement la doctrine de l'Eglise sur ces questions.

Aux théologiens enfin, on demande encore une fois d'approfondir et d'exposer le mystère de l'Eglise ainsi que les autres mystères de la foi dans l'obéissance à cette même foi et pour la véritable édification de l'Eglise.

*
**

Cette Déclaration, qui pour le moment met fin à l'action de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi sur ce problème, a été approuvée par le Pape Paul VI au cours de l'audience qu'il a accordée le 14 février 1975 au préfet soussigné de cette même congrégation, et il a ordonné qu'elle soit publiée.

Donné à Rome, au siège de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, le 15 février 1975.

Franjo card. SEPER, *préfet*.

† Jérôme HAMER, O.P., *secrétaire*.

Les problèmes théologiques soulevés par les ouvrages de Hans Küng

Déclaration de la Conférence épiscopale allemande

A la suite du document de la congrégation pour la Doctrine de la foi qu'on vient de lire, la Conférence épiscopale allemande a publié le 17 février la déclaration ci-après où elle précise notamment le sens de la tradition dans l'Eglise et les relations qui doivent exister entre le Magistère et la théologie. Le document s'achève par un pressant appel à Hans Küng pour qu'il réexamine sa démarche théologique à la lumière de ces principes (*).

I. — La décision de la congrégation pour la Doctrine de la foi

A l'issue de la procédure doctrinale relative aux livres du professeur Küng, *l'Eglise et Infaillible ? Une interpellation*, la Conférence épiscopale allemande remercie la congrégation pour la Doctrine de la foi pour la décision qui vient d'intervenir. Le fait que l'on ait renoncé à prendre de graves mesures disciplinaires ne doit pas faire oublier que le document fournit des éclaircissements sans équivoque sur le problème de la vérité. La « Déclaration » de la congrégation

en date du 15 février 1975 établit ce point en toute clarté et dans le détail. Après la Déclaration *Mysterium Ecclesiae* (5 juillet 1973) et la décision qui vient d'être rendue publique, la Conférence épiscopale allemande n'a nul besoin de s'exprimer davantage sur l'ouvrage du professeur Küng, *Infaillible ?*. Par ailleurs, elle s'en tient à la position qu'elle a explicitée le 4 février et le 4 mars 1971 (1), et la confirme à nouveau.

La décision, qui vient d'être prise par la congrégation pour la Doctrine de la foi et qui a été approuvée par le Pape Paul VI, renonce à envisager d'autres mesures et fait confiance à la solidarité du professeur Küng. La Conférence épiscopale allemande fait donc sien l'avertissement de la Congrégation et attend de cet auteur qu'il renonce à défendre des positions repoussées à maintes reprises par le Magistère de l'Eglise. Cela vaut également pour tous ceux qui, au nom de l'Eglise, sont chargés de la prédication et de l'enseignement, dans la mesure où ils ont pu adopter eux-mêmes ces thèses et ont déclaré qu'elles étaient compatibles avec la conception de l'Eglise catholique à ce sujet.

II. — Les principes fondamentaux de la théologie catholique

A ce propos, la Conférence épiscopale allemande rappelle quelques principes qui sont à la base de

(*) Texte original allemand. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(1) Cf. DC 1971, n° 1581, p. 245 ; n° 1583, p. 337 (NDLR).

la théologie catholique et n'ont pas été suffisamment sauvegardés dans certains ouvrages du professeur Küng, en particulier *l'Eglise*; *l'Infaillible?*; *Faillible*; *le Prêtre, pourquoi faire?* et *Christ sein*.

Tous ces principes portent sur l'attitude fondamentale du théologien et de tout chrétien vis-à-vis de la tradition de la foi et donc, en dernière analyse, sur la conception que l'Eglise elle-même s'en fait.

1. Signification normative de la tradition ecclésiale de la foi

C'est à juste titre que, de nos jours, on souligne que la vie de l'Eglise et l'activité théologique doivent être en constante conformité avec le témoignage de l'Ecriture. Cela implique que la prédication de la foi et la théologie se laissent constamment interroger sur leur conformité ou non, dans l'esprit et le contenu, à l'Ecriture, et qu'elles soient inlassablement prêtes à apprendre d'elle. L'exégèse historico-critique constitue en ce cas une aide précieuse et aujourd'hui indispensable. Toutefois, dans le cadre de l'Eglise, elle ne représente nullement l'unique manière d'aborder l'Ecriture. La foi catholique vit de la totalité de l'Ecriture et n'admet, dans son interprétation et son usage théologique, aucune préférence unilatérale et encore moins exclusive pour certaines couches, la plupart du temps « primitives », préférence qui impliquerait en même temps une minimisation des étapes postérieures du développement. La connexion objective des différents énoncés scripturaires et le développement de la doctrine dans le Nouveau Testament sont reconnus du fait que les écrits sont reçus dans le Canon.

L'interprétation post-biblique de la Révélation par l'Eglise tient compte, à sa manière propre et avec les instruments dont elle dispose en chaque cas, de la vérité révélée dont témoigne l'Ecriture. Ce développement de l'Evangile apostolique n'est pas seulement un secteur de l'histoire de la théologie, mais constitue, surtout dans ses décisions normatives, avec l'assistance de l'Esprit-Saint, une histoire véritable et inamissible de la foi. C'est pourquoi cette tradition de foi obligatoire présente aujourd'hui encore une signification normative, dans sa fonction d'interprétation des origines.

Cette signification normative du développement de la foi de l'Eglise joue un rôle trop effacé dans les ouvrages examinés par la congrégation pour la Doctrine de la foi, mais aussi dans les écrits du professeur Küng que nous venons de mentionner. Négligeant cet aspect, l'auteur en question saute trop souvent directement du Nouveau Testament à notre époque, sans tenir compte de la riche histoire de la foi de l'Eglise, avec ses expériences et perceptions multiples, ou sans leur faire suffisamment droit. Cette confrontation non historique de l'Ecriture et de l'actualité est donc, dans la manière dont elle est traitée, bien souvent sujette à caution, parce qu'elle néglige le changement de situation sur le plan intellectuel et surtout théologique, et donne lieu de ce fait à des mises en parallèle discutables.

C'est seulement à l'aide de toute l'Ecriture et de toute la tradition de la foi, et donc dans l'acceptation du développement historique de la doctrine, qu'il est possible de proclamer l'Evangile de Dieu, dans le respect à la fois des faits et des situations, d'une manière telle que l'on évite une inféodation à des tendances momentanées et éphémères dans lesquelles même la théologie spécialisée risque de tomber.

2. Les relations entre le Magistère et la théologie

Toute affirmation de foi — précisément à la lumière de la conception catholique des relations entre la Révélation et la raison — doit rendre compte d'elle-même et, aujourd'hui tout particulièrement, se soumettre à une analyse et à une réflexion scientifiques. Dès le départ, et de façon indispensable, la théologie est pourtant renvoyée au témoignage de l'Ecriture et à l'interprétation obligatoire de la parole de Dieu par l'enseignement de l'Eglise; elle montre si et comment une vérité de foi ou un énoncé théologique est fondé sur l'Ecriture et la tradition de l'Eglise. Ce faisant, la théologie a certes des fonctions critiques; elle examine la conformité avec le témoignage premier de l'Ecriture et la tradition normative de l'Eglise; elle approfondit l'intelligence; elle dévoile des postulats cachés ou des rapports non encore dégagés, elle les discute et les clarifie. Toutefois, il n'existe pas — même avec le recours à toutes les méthodes scientifiques — un point quelconque en dehors de l'Ecriture et de la tradition vivante de la foi de l'Eglise à partir duquel pourrait être assumé un rôle d'arbitre, extérieur et neutre par principe, par rapport à la totalité de la tradition, et en même temps pourrait être fournie une théologie valable pour l'intérieur de l'Eglise. De même que l'Ecriture n'est pas née en dehors de l'Eglise primitive, de même il n'existe aucune théologie catholique en dehors de la communauté de foi concrète. Le théologien catholique, chaque fois qu'il éclaire scientifiquement la foi, se pose donc fondamentalement sur le terrain de la conviction de foi de l'Eglise et cherche, avec ses moyens propres, son fondement et sa signification. De ce fait, il est possible que l'émergence de nouvelles questions conduise tout d'abord à des tensions. Mais, en principe, le théologien catholique fait confiance, sur la base des promesses de Jésus-Christ, à la tradition de foi de l'Eglise et s'efforce d'interpréter de façon convaincante la force spirituelle de cette tradition, également pour l'époque présente.

A bien des égards, le professeur Küng a négligé cette structure de la théologie catholique, notamment dans son ouvrage : *Infaillible? Une interpellation*. Il donne l'impression d'argumenter à partir d'un point situé en dehors de la communauté de foi, lorsqu'il impute uniquement au Magistère ecclésiastique la « charge d'établir les preuves » des décisions dogmatiques, et qu'il refuse un clair assentiment jusqu'à ce que la preuve d'une vérité de foi ait été fournie. Le professeur Küng exige du Magistère ecclésiastique des preuves que précisément le théologien — et cela non uniquement par une recherche

historico-critique de l'Écriture — doit apporter. Ici risque de se produire un bouleversement total du rapport entre le théologien catholique et la tradition de foi de son Église.

Cette tradition de foi doit certes être théologiquement fondée dans ses affirmations ; mais lorsque l'on contredit la foi de l'Église, il faut encore bien plus de preuves. Car aucune méthode scientifique ne peut donner, sur l'Écriture sainte et son interprétation, ainsi que sur la réalité de la foi, une certitude telle que nous puissions fonder sur elles notre vie et notre mort dans l'espérance chrétienne, si l'Église ne nous disait, dans la force de l'Esprit qui nous est donné, ce qu'est l'Écriture, son interprétation légitime et le développement légitime de la doctrine.

En outre, si l'on ne veut pas que l'unité de la foi se perde en raison d'appréciations subjectives, le théologien à lui seul ne peut jamais trancher définitivement sur un point de la tradition de foi. Cela est encore plus vrai lorsque l'on songe que la recherche théologique est presque nécessairement soumise à un changement constant et qu'en outre aujourd'hui elle souffre assez souvent d'un pluralisme contradictoire.

C'est pourquoi l'ancrage dans le Magistère de l'Église est, sans discussion possible, une condition de la méthode théologique. Certes, le théologien ne peut apporter sur-le-champ des réponses achevées aux nouvelles interrogations. C'est la raison pour laquelle il doit y avoir place dans l'Église pour les essais de clarification ; seulement ces essais ne doivent pas être présentés comme une vérité assurée ou encore moins comme un enseignement de l'Église. Mais qu'un tel espace de clarification soit possible nous est montré par l'histoire du développement de la foi ecclésiale, qui explicite la foi, sans lui enlever son identité.

3. Comment être concrètement engagé dans les questions de foi

Quiconque donne comme fondement, à soi-même et à toute sa vie, la révélation de Dieu en Jésus-Christ doit avoir la certitude qu'il bâtit sur la vérité. Au service de cette certitude, l'Église catholique a constamment insisté sur des énoncés sûrs et compréhensibles du contenu de la foi chrétienne et de son développement. La foi chrétienne elle-même exige cette certitude, car, en vertu de l'événement eschatologique de Jésus-Christ, le message chrétien possède un caractère définitif et irrévocable. Par le fait que Dieu survient dans l'histoire concrète de l'homme, il nous interpelle de son côté de façon décisive. Cela s'effectue par le moyen de l'Église qui est envoyée et habilitée pour cela dans l'Esprit-Saint. L'enseignement donné avec pleine autorité et l'action sacramentelle de l'Église font partie de la forme concrète que revêt la décision de Dieu en faveur de l'homme dans son histoire. C'est ainsi que, en dépit de toute l'historicité des formulations et des problématiques influencées par le temps, continue à vivre dans le dogme de l'Église une vérité définitive et infranchissable qui, pour cette raison même, lie de façon grave et concrète, et oblige par-delà les situations et les formulations

des origines. C'est à l'Église, et plus précisément au Pape et aux évêques en tant que successeurs de Pierre et des autres apôtres, que la mission a été confiée par le Seigneur de l'Église, et promise la grâce d'interpréter, dans une écoute attentive de la Révélation, la parole de Dieu avec pleine autorité et ainsi d'une manière contraignante. Cette « infailibilité » de la totalité de l'Église, du Collège des évêques et du Pape, n'a pas d'autre but. Elle n'est fondée nulle part ailleurs que sur la promesse de Jésus-Christ et l'action de son Esprit.

Le professeur Küng ne nie pas la possibilité d'articles obligatoires de la foi. Mais il semble limiter leur nécessité et la portée historique de leur validité à des situations limites, sans fournir lui-même des critères qui vont au fond du problème. Le caractère obligatoire, défini et permanent, des décisions du Magistère de l'Église n'est pas garanti dans sa théologie.

III. — Un pressant appel à l'auteur

La Conférence épiscopale allemande a conscience qu'il existe aujourd'hui, sans préjudice pour l'unité de la foi, différentes approches et formes d'exploitation méthodique de la théologie — par exemple des orientations plus bibliques, plus spéculatives, etc. Les principes exposés plus haut, qui ne sont aucunement limitatifs, demeurent toutefois obligatoires et irrécusables pour toute théologie catholique.

Si le professeur Küng néglige de prendre pour base de sa théologie les normes de la foi de l'Église exprimées dans ces principes, on ne peut exclure des conflits avec le Magistère ecclésial. C'est pourquoi les « éclaircissements » qu'il a fournis sur des positions précises, pour nécessaires qu'ils soient, sont insuffisants. C'est ainsi que l'on trouve dans son nouvel ouvrage *Christ sein* (Munich, 1973), dont nous reconnaissons l'effort théologique et la visée pastorale, toute une série d'énoncés dont on ne voit pas bien comment ils peuvent se concilier avec les principes que nous venons d'énoncer (cf. en particulier la christologie, la Trinité, la théologie de l'Église et des sacrements, la place de Marie dans l'histoire du salut).

A cette position fondamentale est étroitement liée la revendication, de nouveau formulée dans le livre en question, visant à modifier de façon arbitraire, par de soi-disant « exigences de réforme », l'ordre actuel de l'Église, cela en opposition avec les déclarations autorisées des organismes compétents du Magistère de l'Église (cf. par exemple dans *Christ sein*, pp. 481, 515-517 ; reconnaissance des ministères, intercommunion, etc.).

La Conférence épiscopale allemande lance donc au professeur Küng un pressant appel pour que, à la lumière des principes que nous avons exposés, il examine la démarche méthodique et les énoncés de sa réflexion théologique qui font problème.

Bad Honnef, 17 février 1975.

Les évêques suisses, réunis à Fribourg le 20 février, ont publié le communiqué suivant :

La Conférence des évêques suisses vient d'être informée par la Conférence des évêques allemands d'une déclaration récente de la congrégation pour la Doctrine de la foi et de celle de la Conférence des évêques allemands au sujet du professeur Küng. A l'occasion d'une réunion à Fribourg, le 20 février 1975, la Conférence des évêques suisses a pris connaissance de ces deux documents.

Dans sa déclaration, la congrégation pour la Doctrine de la foi constate que dans certaines œuvres du professeur Küng on trouve des opinions qui ne sont pas conformes, à divers degrés, à la doctrine authentique de l'Eglise catholique, en particulier au sujet de l'infailibilité de l'Eglise, du Magistère et de la possibilité d'une Eucharistie valide, célébrée en cas de nécessité par un baptisé non ordonné. Pour l'instant, la congrégation pour la Doctrine de la foi demande au professeur Küng de ne plus soutenir de telles opinions.

La Conférence des évêques allemands souscrit à la Déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi. De plus, pour sa part, la Conférence épiscopale allemande se prononce sur l'importance de la tradition comme norme de la foi dans l'Eglise, sur les rapports entre le Magistère et les théologiens, et sur le caractère obligatoire des définitions dogmatiques. Enfin, la Conférence des évêques allemands adresse au professeur Küng un pressant appel, en le priant de revoir à la lumière des principes énoncés plus haut sa méthodologie théologique et le contenu de son enseignement qui ont été l'objet de critiques.

La Conférence des évêques suisses fait siennes la déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi, ainsi que celle des évêques allemands. Elle constate avec satisfaction que la procédure engagée ait pu se terminer de cette manière. Elle espère fermement que la déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi et celle des évêques allemands auront un effet positif sur la recherche théologique et la prédication.

(« Kipa », 20 février 1975.)

Déclaration des évêques autrichiens

La Conférence épiscopale autrichienne a pris connaissance de la Déclaration de la Conférence épiscopale allemande sur la prise de position de la Congrégation romaine pour la Doctrine de la foi au sujet du professeur Küng, et elle l'approuve.

(« Wiener Diözesanblatt », 1^{er} mars 1975. Traduction de la DC.)

— Foi et sacrement de mariage. Recherches et perplexité (ouvrage collectif). — Un vol. 13,5 X 22 cm de 192 pages. Prix : 34 F. Editions du Chalet, Lyon.

C'est le compte rendu du colloque organisé par la Faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris, en juin 1974. Dans sa préface à ces pages, Mgr Gilbert Duchêne, évêque auxiliaire de Metz et membre de la Commission épiscopale des Communautés chrétiennes et de la famille, souligne l'importance et l'intérêt de cette étude et il note avec raison : « Plus un problème est urgent, plus peut-être faut-il ne pas brusquer la solution, surtout s'il est complexe et plein de conséquences. » On ne l'a pas oublié dans ce colloque.

Déclaration de Hans Küng (1)

Sur la question de l'infailibilité et de la nature de l'Eglise, qui fait l'objet d'un large débat, il ne s'agit pas pour moi d'avoir finalement raison contre Rome et les évêques. La question n'est pas de savoir qui a raison mais où est la vérité. La vérité, où elle se trouve, s'imposera. Pour moi, en qualité de théologien et de prêtre, il ne s'agit que de donner une réponse chrétienne et persuasive aux questions pressantes des hommes d'aujourd'hui. Cela m'est confirmé par de nombreuses réactions.

Rome et les évêques, de leur côté, ont répondu. Ces deux « déclarations » n'ont rien réfuté de ce que j'avais à dire de théologiquement fondé. La Déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi est plutôt l'aveu public que les procédures secrètes engagées contre moi se sont révélées inopérantes et qu'elles seront donc arrêtées. Toutes procédures inquisitoriales sont, en outre, contraires à l'Evangile, aux droits de l'homme et à l'esprit de l'« Année sainte de la réconciliation ».

Depuis 1968, j'ai continuellement sollicité la communication de mes procès ainsi que l'admission d'un défenseur — en vain. Bien entendu, la nouvelle Déclaration de la congrégation romaine passe cela sous silence. Dans ce cas comme dans d'autres, la congrégation veut que ce soit l'accusé qui prouve qu'il n'est pas coupable. Je n'ai jamais refusé de participer à un colloque à Rome, alors que j'ai toujours insisté sur des conditions justes et humaines. Il ne m'était pas possible de me soumettre à une procédure inquisitoriale. Malheureusement, la congrégation n'a pas accepté mes propositions de garder le silence. L'ex-Saint-Office, en effet, a renoncé, sur l'insistance des évêques allemands, aux mesures disciplinaires contre moi. Mon orthodoxie catholique est cependant de nouveau attaquée avec des arguments qui avaient déjà été invoqués dans la déclaration *Mysterium ecclesiae* (1973), ce qui doit m'inciter à une réponse publique. Dans les conditions actuelles, je me réjouis que la déclaration des évêques allemands aborde les points controversés d'une manière plus nuancée et qu'elle admet en principe « qu'il puisse y avoir place pour une clarification dans l'Eglise ». On arrivera ainsi à comparer les positions et à se former soi-même un jugement personnel. Je n'ai jamais pratiqué la théologie « à partir d'un point situé en dehors de la communauté de foi », comme il est suggéré par la déclaration de la Conférence de l'Episcopat allemand. C'est pourquoi, aussi, je ne me laisserai pas empêcher de continuer mon service de théologien pour les hommes en solidarité critique avec l'Eglise catholique et dans un esprit œcuménique. Je continuerai donc mon enseignement de telle sorte qu'il puisse être justifié comme doctrine catholique par le Nouveau Testament et la grande tradition chrétienne. Certes, je ne cesserai jamais de réfléchir, avec toute ma responsabilité théologique, sur la méthode et les idées de ma théologie.

Maintenant, j'espère que les normes théologiques de la Conférence épiscopale allemande seront aussi observées par la Curie romaine, bien que cela puisse avoir de remarquables conséquences pour la méthode et les idées de la théologie romaine.

Hans KÜNG.

(1) *Le Monde*, 22 février 1975 ; *The Tablet*, 1^{er} mars 1975.

LE PROTOCOLE

ENTRE LE SAINT-SIÈGE ET LE PORTUGAL SUR LE DIVORCE

Voici le texte du protocole qui a été signé le 15 février, à Rome, entre le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, et M. Francisco Salgado Zenha, ministre portugais de la Justice, en vertu duquel le divorce n'est plus refusé pour les mariages religieux, dont l'Etat reconnaît les effets civils (1) :

Protocole additionnel au Concordat du 7 mai 1940 entre le Saint-Siège et la République portugaise :

Le Saint-Siège et le gouvernement portugais, affirmant leur volonté de maintenir le régime concordataire en vigueur, pour la paix et le plus grand bien de l'Eglise et de l'Etat, prenant en considération, d'autre part, la nouvelle situation invoquée par le Portugal en ce qui concerne la disposition contenue à l'article 24 du Concordat du 7 mai 1940, ont convenu ce qui suit :

I

L'article 24 du Concordat du 7 mai 1940 est modifié comme suit :

En célébrant un mariage catholique, les conjoints s'engagent par le fait même, devant l'Eglise, à respecter les lois canoniques qui le régissent, et en particulier à respecter ses propriétés essentielles.

Le Saint-Siège, tout en réaffirmant la doctrine de l'Eglise catholique sur l'indissolubilité du lien du mariage, rappelle aux conjoints qui ont contracté un mariage canonique le grave devoir qui leur incombe de ne pas se prévaloir de la faculté civile de demander le divorce.

II

Les autres articles du Concordat du 7 mai 1940 demeurent en vigueur.

III

Le présent protocole, dont les textes en italien et en portugais feront également foi, entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification.

Fait en double exemplaire.

Cité du Vatican, 15 février 1975.

(1) Traduction de la DC, d'après le texte italien original.

COMMENTAIRE DU SAINT-SIEGE

Sous le titre : « A propos d'un protocole », l'Osservatore Romano du 16 février 1975, a publié, sans signature, le commentaire ci-après qui rappelle qu'en signant un semblable accord, le Saint-Siège ne renonce en rien à la doctrine catholique sur le mariage (1) :

Le protocole signé ce matin au Vatican par les plénipotentiaires du Saint-Siège et de la Répu-

(1) Traduction, d'après le texte italien, titre et sous-titres de la DC.

bligue portugaise confirme formellement, d'une part, la validité du Concordat portugais du 7 mai 1940 (et donc, entre autres, des articles qui donnent aux catholiques la liberté de choisir pour leur mariage la forme canonique, et qui reconnaissent les effets civils des mariages catholiques dûment transcrits et la compétence exclusive des tribunaux ecclésiastiques pour connaître des causes de nullité des mariages catholiques et des dispenses de mariages ratifiés et non consommés) ; mais, d'autre part, le protocole introduit une modification substantielle dans les dispositions du Concordat en matière matrimoniale, précisément à l'article xxiv.

La nouvelle rédaction de l'art. XXIV

Dans la formulation de 1940, cet article était ainsi rédigé : « En harmonie avec les propriétés essentielles du mariage catholique, il est entendu que, du fait même de la célébration du mariage canonique, les conjoints renonceront à la faculté civile de demander le divorce, lequel ne pourra donc pas être prononcé par des tribunaux civils pour des mariages catholiques. » Dans le protocole signé ce matin, l'article xxiv dit désormais : « En célébrant un mariage catholique, les conjoints s'engagent par le fait même, devant l'Eglise, à respecter les lois canoniques qui le régissent, et en particulier à respecter ses propriétés essentielles. Le Saint-Siège, tout en réaffirmant la doctrine de l'Eglise catholique sur l'indissolubilité du lien du mariage, rappelle aux conjoints qui ont contracté un mariage canonique le grave devoir qui leur incombe de ne pas se prévaloir de la faculté civile de demander le divorce. »

Cette décision, à laquelle le Saint-Siège est parvenu en accord avec le gouvernement portugais, donnera sans doute lieu à des interprétations et des commentaires divers. Pour notre part, nous estimons opportun de faire les considérations suivantes :

Les limites à la liberté imposées par le bien commun

1. On sait quelle est la doctrine de l'Eglise catholique sur le mariage, et en particulier sur sa propriété essentielle qui est l'indissolubilité, laquelle — toujours selon la doctrine catholique — ne s'applique pas seulement aux mariages catholiques, mais à tous les mariages valides. Il est à peine nécessaire de rappeler ce qui est dit par exemple au canon 1013, § 2, du Code de droit canonique : « Les propriétés essentielles du mariage sont l'unité et l'indissolubilité, lesquelles ont dans le mariage chrétien une fermeté particulière en raison du sacrement. »

L'action de l'Eglise a donc toujours, et aujourd'hui encore, tendu à obtenir que cette propriété essentielle soit reconnue et garantie également dans la législation des Etats, non seulement pour le mariage-sacrement, mais pour tous les mariages valides. On ne peut dire que par là l'Eglise va contre la légitime liberté individuelle des citoyens ou, encore moins, contre la légitime liberté de conscience des catholiques, ne serait-ce que parce que ces libertés

— en ce domaine comme dans d'autres où est en jeu le bien commun — trouvent dans celui-ci une limite objective. La stabilité de la famille, en effet, intéresse non seulement les conjoints, mais — et dans une mesure non moindre — leurs enfants et la société elle-même, dont la famille est la cellule fondamentale.

La politique de l'Eglise dans les concordats

2. Dans les négociations que le Saint-Siège ■ menées et continue à mener avec différents Etats à propos de Concordats, il se préoccupe donc d'obtenir des garanties, au moins en ce qui concerne le mariage catholique : liberté pour les catholiques de le contracter sous la forme canonique, reconnaissance des effets civils pour le mariage canonique, compétence exclusive de l'Eglise pour juger de la validité du lien contracté devant elle.

Le Saint-Siège n'est pas toujours parvenu, et aujourd'hui encore, à ces objectifs légitimes et nécessaires. Cela ne l'a pas empêché de signer, lorsqu'il les jugeait opportuns, des accords concordataires qui, par ailleurs, réglaient d'une façon satisfaisante d'autres aspects que l'Eglise estimait essentiels ou importants pour la vie de la communauté catholique. Cela évidemment ne signifiait pas que le Saint-Siège renonçait aux principes catholiques sur le mariage, ni ne pouvait être interprété dans ce sens.

Le cas du Portugal

3. Dans le Concordat de 1940 avec le Portugal, pays de tradition et à majorité catholique, mais où le mariage avait été précédemment réglementé, sur le plan civil, par une législation nettement laïciste qui, entre autres choses, avait introduit le divorce, le Saint-Siège était parvenu à obtenir non seulement la reconnaissance des effets civils des mariages canoniques régulièrement transcrits et la juridiction exclusive des tribunaux ecclésiastiques dans les causes de nullité des mariages canoniques ou de dispense pour les mariages ratifiés et non consommés, mais aussi la non-applicabilité de la possibilité civile de divorce en cas de mariage catholique.

Etant donnée la situation nouvelle qui s'est créée dans ce pays, le Saint-Siège — après avoir attentivement examiné la question avec la Conférence épiscopale du Portugal, et après avoir acquis la conviction qu'il ne serait plus possible de maintenir cette dernière disposition — a estimé ne pouvoir opposer un refus absolu à la requête du gouvernement de parvenir bilatéralement à une modification de celle-ci. Cela, naturellement, ne signifie pas qu'il renonce aux principes catholiques sur le mariage, et ne pourrait être interprété comme tel. Ces principes, le Saint-Siège ■ voulu qu'ils soient réaffirmés solennellement dans le nouveau texte concordataire, et le gouvernement portugais ne s'y est pas opposé.

4. L'Eglise au Portugal n'en a donc que davantage le devoir — comme c'est le cas dans tout autre pays — de former convenablement la conscience des catholiques aux obligations qu'ils assument en se mariant. Et c'est à la fidélité consciente de ceux-ci que demeure confié le respect d'une loi non pas humaine, mais divine, et que donc l'Eglise ne peut ni modifier ni passer sous silence.

NOTE PASTORALE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE DU PORTUGAL

Le 13 février, la Conférence épiscopale du Portugal a publié la note pastorale ci-après, où, après avoir pris acte de la modification de l'article 24 sur le divorce, elle souligne que, pour l'Eglise, le mariage reste indissoluble et que, désormais, c'est sur les époux chrétiens eux-mêmes que reposera la responsabilité de rester fidèles à leurs engagements ().*

I. — L'indissolubilité du mariage est désormais sauvegardée par les conjoints eux-mêmes

L'article 24 du Concordat, conclu entre le Saint-Siège et la République portugaise, vient d'être modifié d'un commun accord. L'article en question déniait la faculté civile du divorce à ceux qui s'étaient mariés catholiquement.

On entendait par là que les personnes ayant contracté un mariage catholique renonçaient librement à la faculté de divorcer reconnue par la loi portugaise. De toute façon, l'Etat portugais se refusait à connaître, dans ses tribunaux, des causes de dissolution de ces mariages catholiques, et à les juger. Ainsi, par le fait que le divorce ne pouvait être prononcé, le mariage canonique, en ce qui concerne son indissolubilité, jouissait d'une protection extérieure spéciale de la part de l'Etat.

C'est cette tutelle juridique accordée à l'indissolubilité du mariage qui vient de disparaître.

Mais la doctrine même de l'indissolubilité du mariage ne s'en trouve aucunement modifiée. Ce qui a pris fin, toutefois, c'est l'interdiction légale de pouvoir recourir au divorce civil, pour ceux qui se sont mariés canoniquement.

Sans l'appui de la loi civile, l'indissolubilité du mariage sera sauvegardée par les conjoints eux-mêmes. Sans oublier le cadre communautaire et ecclésial de tout mariage catholique et le maintien du droit de l'Eglise dans ce domaine, il importe cependant de souligner que, désormais, c'est sur ceux qui auront contracté un mariage catholique que reposera, d'une manière plus claire sinon plus pressante, la responsabilité de promouvoir leur amour et leur famille, de tenir leurs engagements. Cet aspect, par l'appel qu'il lance à la responsabilité adulte des époux chrétiens, pourra contribuer au bien et à la croissance des personnes et des familles, sur tous les plans, spirituels et moraux.

II. — Une exigence naturelle de l'amour conjugal

Aux yeux de l'Eglise, le mariage est indissoluble. Pour cette raison, les conjoints qui contractent un mariage canonique n'ont pas le

(*) Texte original portugais. Traduction, titre et sous-titres de la DG.

droit de recourir à la faculté civile de demander le divorce.

L'indissolubilité est une exigence naturelle de l'amour conjugal. Ce n'est pas un véritable amour, dans son sens le plus authentiquement humain et humanisant, que l'amour qui ne se donne pas sans réserve pour toujours. Et qu'on ne dise pas que c'est l'indissolubilité du mariage qui exige un tel amour, et que celui-ci n'existe pas toujours. C'est un tel amour, compris comme un don, et un don effectif, qui exige d'être ainsi pour toute la vie.

Ce qui est en crise bien souvent, et cela dès avant le mariage, c'est une conception et une façon de vivre l'amour, une certaine manière d'envisager la vie qui se refuse de prendre un engagement sérieux.

Le mariage indissoluble est incompatible avec des attitudes et des comportements où s'exprime la recherche individualiste et égoïste d'un bonheur qui s'ouvre insuffisamment aux autres, d'une vie qui cède aux impulsions du moment, d'une « sincérité » qui ne s'engage pas véritablement dans l'ouverture et le don, qui se montre incapable de s'adapter, de construire dans la patience.

La fidélité conjugale elle-même, avant d'être une fidélité à l'autre, est une fidélité à la parole donnée, à l'engagement que l'on prend en définitive envers soi-même. D'ailleurs, on ne saurait concevoir un engagement qui ne lie pas et qui ne lie pas pour l'avenir.

Surtout dans la relation mutuelle des conjoints, la fidélité s'avère un élément irremplaçable. En son absence, il n'existe pas de don réciproque. Et si elle n'est pas vivante, le foyer ne peut triompher des années, et donc des problèmes et des difficultés. L'amour ne peut mûrir et réaliser son œuvre d'union s'il ne se purifie pas de l'égoïsme. Il est des zones de l'amour conjugal où on ne peut accéder sans l'effort, le temps et la fidélité. Malheureusement, ces aspects nouveaux de l'amour n'intéressent pas celui qui évite d'approfondir ses expériences et se contente de les répéter.

Ce qui est en jeu dans l'indissolubilité, c'est donc tout le problème des différentes manières de comprendre l'amour, la vie, la vérité de l'homme. Il y a beaucoup de gens qui, même sans adhérer à la foi au Christ et aux enseignements de l'Eglise catholique, grâce à la simple intuition des grandes valeurs morales et à un sens exigeant de la vie et de l'amour humains, vivent l'indissolubilité non comme une contrainte venue du dehors, mais comme une exigence inhérente à leur amour conjugal, dans la rencontre toujours renouvelée, dans l'entraide efficace, aussi bien dans les bons que dans les mauvais jours, aussi bien dans le malheur que dans le bonheur.

Une garantie pour l'unité familiale

L'indissolubilité est aussi une garantie indispensable pour l'unité de toute la famille, et l'importance sociale que revêt celle-ci la renforce et la justifie encore davantage. L'expérience prouve le rôle irremplaçable de l'institution familiale en ce qui concerne les valeurs primordiales de la vie en société. Il est des fonctions que personne ne remplit lorsque les familles sont défaillantes et qui sont de la plus haute

importance pour la vie sociale : la création d'un climat favorable à l'éducation humaine, l'apprentissage de la vie de relation, l'équilibre des personnalités plus jeunes, l'accomplissement affectif et sentimental. Remplies correctement, toutes ces fonctions — qui se traduisent par une ouverture progressive au monde social par delà les frontières familiales — sont un présent que la famille fait au monde.

Nous savons tous le prix que doit payer la société pour les familles instables, désunies, brisées. N'oublions pas que, pour une bonne part, ce prix est payé en tout premier lieu par les inévitables victimes innocentes, les enfants. La contribution essentielle des familles à l'éducation, leur rôle de premier plan dans la vie de toute nation exigent que leur sort et celui de leurs membres ne soient pas laissés au caprice et à l'instabilité. En un mot, la famille, quand on la considère à la lumière des exigences du bien commun et de l'accomplissement de ses membres, exige l'indissolubilité.

Une intention positive de Dieu

Cette tendance naturelle de tout mariage à l'indissolubilité est aussi une intention positive de Dieu.

En se référant explicitement au dessein du Créateur, manifesté dans la Genèse : « L'homme quitte son père et sa mère et s'attache à sa femme, et ils deviennent une seule chair » (Gn 2, 24), le Christ affirme le caractère absolu du mariage et son indissolubilité. Ces deux caractères sont clairement proposés à la fois par le Dieu créateur et par le Dieu Rédempteur à l'amour humain. Que nous comprenions les paroles du Seigneur comme la promulgation d'une loi divine, ou comme l'expression de l'idéal divin pour le mariage, le résultat est identique : Dieu veut que le mariage soit indissoluble. L'indissolubilité, dans cette perspective de foi, n'est pas seulement un engagement moral et une exigence du bien commun, c'est un acte de Dieu : « Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni. » (Mc 10, 9.) C'est la raison pour laquelle le mariage est présence agissante de Dieu, sacrement. C'est le sacrement de l'amour total et irrévocable de Dieu fait homme pour son Eglise, pour l'humanité rachetée.

Déjà dans l'Ancien Testament le mariage était le reflet de l'amour de Dieu pour son peuple, le symbole d'une communauté de vie plus profonde, l'alliance entre le Seigneur Dieu et Israël ; dans le Nouveau Testament, c'est l'image de l'union de grâce entre le Christ et l'Eglise et, pour cette raison, un sacrement.

C'est ce que saint Paul explique lorsque, après avoir cité les paroles déjà mentionnées de la Genèse, il conclut : « Ce mystère est grand », et qu'il précise : « Je veux dire qu'il s'applique au Christ et à l'Eglise. » (Ep 5, 32.)

Il s'agit donc, concrètement, de l'union de vie (« une seule chair ») entre le Christ et son Epouse, l'Eglise. La soumission de l'Eglise au Christ et à l'amour rédempteur du Christ pour l'Eglise qu'il a sauvée, en se livrant pour elle, est ainsi la règle vivante que les époux doivent imiter. Par le don total et inconditionnel d'eux-mêmes, ils sont les symboles et les témoins de l'amour fécond et inaltérable du Christ et de l'Eglise,

et c'est seulement dans une alliance indissoluble, tout au long de leur vie, qu'ils le réalisent et peuvent le proclamer.

III. — Une nouvelle prise de conscience du mariage chrétien

A partir de la modification de l'article 23 du Concordat, l'indissolubilité du mariage catholique sera donc garantie par la conscience des conjoints, qui auront devant les yeux la doctrine et les orientations de l'Eglise.

Cette nouvelle situation exige un effort plus vaste et plus sérieux pour que l'on prenne davantage conscience du sens et des richesses du mariage catholique, de ses exigences et de ses grâces. Effort qui doit être compris comme une aide de toute l'Eglise, des pasteurs et des laïcs, et qui ne retombe pas seulement sur ceux qui célèbrent le sacrement de mariage.

Cette responsabilité ecclésiale devra s'efforcer d'assurer à tous ceux qui désirent contracter un mariage des moyens de préparation et d'information qui offrent des garanties de sérieux, de conscience, de maturité humaine et de foi.

Il est juste de dire un mot de remerciement, de félicitation et d'encouragement à ceux qui animent, avec des résultats reconnus de tous, des sessions et des cours de préparation au mariage.

De toute façon, il faut exiger que les futurs conjoints chrétiens abordent leur mariage avec le maximum de connaissances sur ce qu'ils vont vivre. Mais, si on doit exiger d'eux une telle information, il semble juste de leur donner les moyens de la recevoir et, pour cela, il est nécessaire de développer et de valoriser les moyens déjà existants, et d'en créer d'autres là où ils n'existent pas.

Il convient également que ceux qui sont déjà mariés s'informent toujours davantage et approfondissent de plus en plus dans ses différents aspects la nature du lien qui les unit dans le Seigneur. Mais ici, sans nul doute, la grande école sera leur propre vie pourvu que, confiants dans la grâce de Dieu, ils sachent résister aux difficultés, sans se laisser décourager, mais, au contraire, en reprenant, chaque fois qu'il est nécessaire, leur projet de don et de communion. La grâce de Dieu leur sera présente dans l'aide de l'Eglise et dans l'entraide fraternelle fournie par d'autres foyers chrétiens.

Dans cette ligne, il faut hautement féliciter et soutenir les mouvements de spiritualité conjugale et de pastorale familiale, dont l'apport peut être capital.

Le rôle du prêtre

Quant aux prêtres qui partagent avec nous la fonction pastorale, qu'ils se souviennent qu'ils peuvent beaucoup contribuer à l'accomplissement de la vocation conjugale des laïcs, en particulier de ceux qui sont chargés de famille. Par le ministère de la parole, sous ses diverses formes qui vont de la prière au conseil, ils peuvent les aider, en temps normal et en temps de crise, à découvrir et à respecter la grandeur de ce sacrement, les ressources de sa grâce, la

signification chrétienne de l'amour et ses exigences, en respectant toujours la responsabilité des foyers.

Quoique de manière indirecte, l'exercice de la fonction ecclésiale d'évangélisation, dont le but est de conduire à la foi, peut également beaucoup contribuer à cette fin. C'est en effet à travers la foi que se maintient vivant l'idéal chrétien de la vie conjugale. Les pasteurs devront donc aider ceux qu'ils servent à comprendre et à vivre, dans la solidarité avec tous les hommes et dans la tolérance sereine, la vocation chrétienne au non-conformisme : « Ne vous modeliez pas sur le monde présent. » (Rm 12, 2.) Ce n'est pas parce que, de nos jours, certaines valeurs ont été abandonnées ou sont comprises différemment que le chrétien qui croit en elles doit les abandonner, ou renoncer à sa manière de vivre. Une société permissive, comme celle qui semble vouloir s'installer parmi nous, n'en est pas pour cela une société plus libre. Elle peut même être moins tolérante, et c'est également bien souvent une société moralement indifférente, où l'on perd de vue la vérité et le sens humain des attitudes libres.

Sans qu'ils aient le droit de l'imposer, les chrétiens ont le devoir de promouvoir leur modèle de famille et de mariage, dans la conviction de contribuer ainsi au bien de tous.

Notre dernier mot sera un mot de respect et d'estime pour tous ceux qui, sans être chrétiens et sans partager notre foi, s'engagent, comme c'est leur devoir, à former des familles s'inspirant des valeurs légitimes et vraies. Parmi ces valeurs se détache la stabilité de la famille, qui assure à cette institution les conditions nécessaires à son progrès, à l'accomplissement de ses membres et à sa fonction sociale. Cet effort ne pourra manquer de faire progresser la construction d'une société vivant dans le respect mutuel, dans l'harmonie, dans la tolérance et la paix.

Fatima, 13 février 1975.

— **Un dévôt bel esprit, le P. Hercule Audiffret (1603-1659).** Lettres de direction, introduction et notes par Dom Yves Chaussey (coll. Documents et textes spirituels). — Un vol. 15 x 22 cm, de 192 pages. Editions de la Source, Paris.

C'est le premier ouvrage de la collection. Henri Bremond, dans son *Histoire littéraire du sentiment religieux*, a parlé du P. Hercule Audiffret, premier général de la Congrégation de la doctrine chrétienne, et projetait la publication d'un choix des plus belles pages du P. Hercule. Dom Y. Chaussey, dans le manuscrit de la *Mazarine* (n° 1800) a choisi pour cet ouvrage les lettres les plus savoureuses destinées aux Bénédictines de Jouarre, aux Dominicaines de Saint-Thomas et de la Croix, à Paris. L'introduction nous fait connaître le religieux et son œuvre. Il mérite d'être connu.

— **Quarante ans de politique française (1934-1974),** par Pierre LIMAGNE. Préface de René Rémond. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 254 pages. Le Centurion, Paris. Prix : 32 F.

P. Limagne ■ vécu comme journaliste à la *Croix* les pages les plus excitantes d'un demi-siècle de politique. Il était, comme journaliste, à la Chambre des députés lors des émeutes du 6 février 1934, et il a vu mourir et naître les Républiques qui, depuis, se sont succédées. C'est donc un témoin privilégié et consciencieux. C'est dire l'intérêt de ce retour dans le passé. René Rémond dit fort bien : « Ce raccourci de près d'un demi-siècle illustre l'effort de lucidité et d'équité d'un journaliste qui aime son métier et a la conviction de remplir une fonction indispensable dans une société démocratique. Il manifeste aussi l'indépendance d'un journal qui, à force d'honnêteté et de sérieux, a conquis l'estime. » P. Limagne a osé se livrer dans ses écrits à l'épreuve du temps qui contresigne ou contredit les écrits du passé, et ces quarante ans sont un passé.

L'UNITE DES CHRETIENS

L'ANNÉE SAINTE ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE NAIROBI

Allocution du Cardinal Willebrands

Pendant la Semaine de l'unité, le 20 janvier 1975, le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'unité des chrétiens, a lu à Radio-Vatican et à la Radio bavaroise (Bayrischer Rundfunk) le texte ci-après dans lequel il rattache le thème de la Semaine de prière à ceux de l'Année sainte et de la V^e Assemblée générale du Conseil œcuménique des Eglises qui se tiendra à Nairobi (Kenya), du 23 novembre au 10 décembre (1) :

Le groupe mixte de travail, composé de représentants de l'Eglise catholique et du Conseil œcuménique des Eglises, déclarait en mai 1973, lors de l'examen des programmes de travail pour les années 1973-1975, que l'année 1975 serait un « temps particulièrement favorable » à l'œcuménisme, et citait, pour étayer cette déclaration, deux événements importants pour les deux parties, à savoir, l'Année sainte pour l'Eglise catholique et l'Assemblée générale du Conseil œcuménique des Eglises qui aura lieu à Nairobi, au Kenya, en novembre-décembre 1975.

De par l'esprit œcuménique authentique et la conscience de la communion qui existe déjà entre nous, les événements de la vie d'une Eglise concernent également les autres Eglises et celles-ci y participent sous l'une ou l'autre forme, surtout lorsqu'il s'agit de deux événements aussi importants. Il est par conséquent naturel que le Conseil œcuménique des Eglises ait manifesté son intérêt pour l'Année sainte et son désir d'y collaborer et que, de son côté, l'Eglise catholique participe avec des observateurs et des experts à la préparation et aux travaux de l'Assemblée générale de Nairobi.

Quelle est l'importance de ces événements pour la Semaine de prière 1975 et quel aspect particulier lui confèrent-ils ? Pour répondre à ces questions, nous comparerons le thème de la Semaine de prière de cette année aux thèmes et aux objectifs des deux événements dont nous venons de parler.

Rassembler toute la création dans le Christ

Tout d'abord, le thème de la Semaine de prière. Le groupe d'œcuménistes auquel le Conseil œcuménique

des Eglises et le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens confient depuis quelques années la préparation du thème de la Semaine de prière, a choisi cette fois-ci l'introduction à la Lettre aux Ephésiens qui est un hymne au plan divin du salut, « réunir l'univers entier sous un seul chef, le Christ, ce qui est dans les cieux et ce qui est sur la terre » (Ep 1, 10). Ce dessein divin est le fondement et la source de tous les dons ineffables dont le Père céleste nous a comblés. C'est en effet dans le Christ, « son Fils bien-aimé », que nous avons été élus par le Père pour être ses fils adoptifs ; dans le Christ, « nous trouvons la rédemption par son sang, la rémission des fautes » ; par lui, nous avons été prédestinés « à reproduire l'image de son Fils, afin qu'il soit l'ainé d'une multitude de frères » (Rm 8, 29). Il s'agit, vous le voyez, d'unir toute l'humanité dans le Christ, mais non seulement l'humanité. En effet, le texte ne dit pas « ramener tous les hommes », mais « toutes choses ». Or, cela correspond tout à fait à la théologie de l'Apôtre, selon laquelle toute la création a été concernée par le péché et donc aussi par la rédemption (Rm 8, 20 s.). Par conséquent, le dessein salvifique du Père est de rassembler dans le Christ non seulement toute l'humanité, mais toute la création.

Jésus-Christ libère et unit

Examinons maintenant, à la lumière de ces vérités, les objectifs des deux événements précités. Le thème de la cinquième Assemblée générale de Nairobi, « Jésus-Christ libère et réunit », veut réaffirmer que le Christ est celui qui réalise le dessein du Père, exposé dans la Lettre aux Ephésiens. La voie à parcourir pour atteindre ce but est indiquée par le thème biblique caractéristique de la « libération », qui, telle une ligne rouge, traverse tout l'Ancien Testament. Cette libération ne se réalise pleinement que dans l'œuvre du Christ, dans la « rédemption » qu'il apporte et dont parle la Lettre aux Ephésiens. Autrement dit, l'Assemblée générale de Nairobi veut se mettre au service de l'incomparable plan divin du Salut, au service de l'unité des hommes et bien plus, de toute la création, dans le Christ.

Renouveau et réconciliation

En ce qui concerne l'Année sainte, on ne voit pas bien au premier abord quel est son lien avec le dessein salvifique du Père, c'est-à-dire quel est le rapport entre les deux principaux thèmes du Jubilé

(1) Traduction du texte allemand établie par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens. Titre et sous-titres de la DC.

« Renouveau » et « Réconciliation » et « la réunion de tout sous un seul chef, le Christ ». Mais ce lien apparaît dans toute son évidence si nous considérons, au-delà des mots, la chose elle-même. Dans la bulle d'indiction de l'Année sainte, il est dit : « Dès le début de son ministère, le Christ se présenta lui-même comme le réalisateur des anciennes promesses et des figures en rapport avec l'Année du Jubilé. » Pour soutenir cette affirmation, la bulle nous rappelle la prédication de Jésus à Nazareth, là où il déclare solennellement que, dans sa mission, s'accomplit la parole du prophète Isaïe : « L'Esprit du Seigneur est sur moi parce que Yahvé m'a oint ; il m'a envoyé porter la Bonne Nouvelle aux pauvres, guérir ceux qui ont le cœur contrit, annoncer aux captifs la délivrance et aux aveugles le retour à la vue, rendre la liberté aux opprimés, proclamer une année de grâce du Seigneur. » (Lc 4, 18.) En d'autres termes, les finalités de l'Année sainte s'identifient avec l'œuvre du Christ.

Dans sa présentation plus détaillée des objectifs de l'Année sainte, la bulle s'exprime d'une manière très concrète. Comme dans l'Ancien Testament, cette « année de Dieu doit être également l'année de l'homme ». L'Année sainte apporte un « message de charité, d'esprit social et de paix ». La bulle souhaite que l'Année sainte soit « un temps favorable pour raffermir et éclairer la conscience morale chez tous les chrétiens et dans la vaste communauté de tous les hommes ». La bulle dit encore : « Il semble que dans le monde d'aujourd'hui également, les problèmes qui agitent et tourmentent le plus l'humanité — problèmes économiques et sociaux, écologiques et énergétiques, et surtout la libération des opprimés et l'élévation de tous les hommes à une plus grande dignité de vie — sont éclairés par le message de l'Année sainte. »

Les objectifs œcuméniques de l'Année sainte

Il est donc évident que le thème de la Semaine de prière et les objectifs de l'Assemblée générale de Nairobi et de l'Année sainte sont étroitement liés. Par conséquent, prier afin que la volonté du Père « de tout réunir sous un seul chef, le Christ », s'accomplisse, c'est également prier afin que l'Assemblée générale de Nairobi et l'Année sainte soient une contribution authentique et efficace à la réalisation du plan divin du Salut.

Puisque dans la bulle d'indiction, l'Année sainte est présentée dans un langage scripturaire et d'une manière christocentrique, il est naturel que la bulle en souligne également les objectifs œcuméniques : « Nous voulons... proclamer que la réconciliation entre les chrétiens est un des principaux buts de l'Année sainte. » Comme première preuve de cette affirmation, la bulle rappelle que l'unité de ceux qui croient dans le Christ est le signe par lequel les hommes reconnaîtront le Christ et sa mission. La bulle dit : « La réconciliation de tous les hommes avec Dieu, notre Père, présuppose, en effet, le rétablissement de la communion entre ceux qui ont déjà, dans la foi, reconnu et accueilli Jésus-Christ comme le Seigneur de la miséricorde, qui libère et unit dans l'Esprit d'amour et de vérité. » L'allusion au thème de l'Assemblée générale de Nairobi est évidente. Autrement dit, le plein succès de l'Année sainte dépend du témoignage d'unité que donneront au Christ ceux qui, déjà, croient en lui.

Mais la bulle souligne également le rapport essentiel entre les objectifs œcuméniques de l'Année sainte et le « renouveau ». En effet, selon le décret conciliaire sur l'œcuménisme, ce « renouveau » constitue la

source de la recherche authentique de l'unité : « C'est du renouveau de l'âme, du renoncement à soi-même et d'une libre effusion de charité que partent et mûrissent les désirs de l'unité. » (N° 7.)

Les objectifs, les devoirs énoncés jusqu'ici offrent autant d'intentions à nos prières de la Semaine, afin que — pour employer le langage de la bulle — « cette année de grâce soit un temps opportun pour faire pénitence de manière particulière pour les divisions entre chrétiens, une occasion de renouveau en tant qu'expérience approfondie de la vie de sainteté qui est dans le Christ, et un pas vers la réconciliation dans l'intensification du dialogue et de la collaboration concrète des chrétiens ».

L'âme de tout l'œcuménisme

Cette prière devient en même temps un examen de conscience si, dans notre vie, nous prenons au sérieux ce que nous implorons ainsi du Seigneur. Si l'œcuménisme a sa racine et sa source dans le renouveau de l'esprit, la conversion intérieure, le renoncement à soi-même et dans le plein exercice de la charité, cela veut dire qu'il commence dans la vie personnelle de chacun. C'est pourquoi le Concile a clairement souligné que « le souci de réaliser l'union concerne l'Eglise tout entière, fidèles autant que pasteurs, et touche chacun selon ses possibilités, aussi bien dans la vie quotidienne que dans les recherches théologiques et historiques » (n° 5). Ce ne sont en premier lieu ni les Conférences au sommet ni les Commissions qui font progresser la cause œcuménique, mais le développement de ce que le décret sur l'œcuménisme appelle « l'âme de tout l'œcuménisme », c'est-à-dire, « la conversion du cœur, la sainteté de vie, unies aux prières publiques et privées pour l'unité des chrétiens » (n° 8). Le Concile nous en donne aussi la raison : « Les chrétiens pourront d'autant mieux promouvoir l'unité des chrétiens qu'ils s'efforceront de vivre d'une manière plus conforme à l'Evangile. » La dernière raison en est la suivante : « Plus étroite sera leur communion avec le Père, le Verbe et l'Esprit-Saint, plus ils pourront rendre intime et facile la fraternité mutuelle. » (N° 7.)

Dix ans après le décret sur l'œcuménisme

Observations et réflexions relatives à un colloque international sur « le développement de l'œcuménisme au cours des années 1964-1974 »

(Rome, 19-22 novembre 1974) (1)

Remarque préliminaire

Un « Colloque sur le développement de l'œcuménisme au cours des années 1964 à 1974 » s'est déroulé à Rome du 19 au 22 novembre 1974, à l'occasion du 10^e anniversaire de la promulgation du Décret sur l'œcuménisme, le 21 novembre 1964. Ce Colloque était organisé par une fondation de la Fédération luthérienne

(1) Texte publié par le Centre d'études œcuméniques, 8, rue Gustave-Klotz, 67000 Strasbourg.

mondiale, le Centre d'études œcuméniques de Strasbourg, et l'Athénée pontifical de Saint-Anselme. Plus de soixante théologiens et dirigeants d'Eglises, de confessions et de pays différents, y ont participé. Parmi eux se trouvaient plusieurs anciens membres du Concile, ainsi que des observateurs non catholiques romains au Concile. Les rapports ont été présentés par le professeur Vilmos VAJTA (Strasbourg) sur « Le Décret sur l'œcuménisme et le mouvement œcuménique - Esprit et motifs » ; par le professeur Nikos A. NISIOTIS (Athènes) et Mgr Alan C. CLARK (Northampton), corapporteur, sur « Rétrospectives : Attentes et résultats » ; par le P. Yves M.-J. CONGAR (Paris) sur « Le développement de l'évaluation ecclésiologique des Eglises non catholiques » ; par le professeur George A. LINDBECK (New Haven) et le chanoine A. M. ALLCHIN (Canterbury), corapporteurs, sur « Le dialogue œcuménique : problèmes ouverts en vue de l'unité future de l'Eglise », par le P. Emmanuel LANNE (Chevetogne) et D^r Lukas VISCHER (Genève), corapporteur, sur « Perspectives : Voies vers la communion des Eglises ».

Les rapports ont été discutés en assemblée plénière. Les sujets du Colloque ont été ensuite traités en trois groupes de travail. Ces groupes de travail ont désigné un Comité de rédaction (P. René BEAUPERE, Mgr Alan C. CLARK, professeur Günther GASSMANN, professeur Harding MEYER, professeur Warren A. QUANBECK, professeur John REUMANN, professeur Paul Werner SCHEELE et professeur David WILLIS) qui a soumis à l'Assemblée plénière un premier projet des « Observations et réflexions ». Après une discussion plénière approfondie, les changements désirés par l'Assemblée ont été discutés et acceptés par le Comité de rédaction. La rédaction définitive de ce rapport a été confiée au professeur Günther GASSMANN et au professeur Harding MEYER, tous les deux membres du Centre d'études œcuméniques de Strasbourg. Les « Observations et réflexions » contiennent donc des déclarations élaborées par le Comité de rédaction et l'Assemblée plénière, mais sans que les participants au Colloque aient expressément donné leur accord à toutes les affirmations de ce document.

I. — 1964-1974 - Dix ans de progrès œcuménique

Les dix années qui se sont écoulées depuis la promulgation, le 21 novembre 1964, du décret *Unitatis redintegratio* sur l'œcuménisme ont été, au point de vue théologique, une des périodes les plus fécondes de l'histoire du mouvement œcuménique. Certains pourraient même dire que ce qui s'est produit dans les rapports entre l'Eglise catholique romaine et les autres Eglises n'est rien de moins qu'un « tournant copernicien ».

Il ne faudrait cependant pas oublier que ces progrès sont basés, pour une part importante, sur le travail précédemment effectué par le mouvement Foi et Constitution, surtout en ce qui concerne le domaine de l'Ecriture et de la tradition, de l'Eucharistie et du Ministère, ainsi que certaines évolutions du catholicisme romain. Les recherches historiques et critiques sur l'Ecriture sainte et le développement de la doctrine ont, en outre, ouvert la voie à de nouvelles perspectives théologiques créatrices. Le changement d'atmosphère intervenu entre les Eglises, grâce à des personnalités œcuméniques charismatiques, telles que John R. Mott, Nathan Söderblom, William Temple, Jean XXIII, Augustin Bea, Athénagoras et W. A. Visser 't Hooft, a joué un rôle non moins important.

Ces dix années ont été caractérisées par les progrès accomplis grâce aux dialogues bilatéraux auxquels ont participé, entre autres, tant au plan international qu'au plan national, l'Eglise catholique romaine, les Eglises luthériennes, anglicanes, réformées et méthodistes. Des questions de foi, telles que celle de la justification par la grâce au moyen de la foi, ou celle du ministère sacerdotal du Peuple de Dieu, qui avaient été pendant longtemps très controversées, sont considérées aujourd'hui par beaucoup, du moins en ce qui concerne les théologiens, comme des convictions communes. Et, ce qui est encore plus important, ce sont surtout les conversations officielles entre théologiens des Eglises catholique-romaine, anglicane, réformée et luthérienne qui ont permis d'approcher la solution de problèmes névralgiques, comme la doctrine du ministère et celle de la présence réelle et du sacrifice eucharistique.

Au cours des dernières années, on est passé de l'ancienne théorie des « *vestigia ecclesiae* » à l'affirmation du caractère ecclésial des communautés séparées et au recours croissant à la notion « d'Eglises-sœurs ». Cette dernière expression a été employée dans le décret sur l'œcuménisme à propos de l'Eglise orthodoxe et appliquée en 1970, par le Pape Paul VI, à la communauté ecclésiale anglicane. Aujourd'hui, quelques théologiens cherchent à étendre le champ d'application de cette notion.

Quoique l'Eglise catholique-romaine ait donné la priorité aux dialogues bilatéraux en tant que méthode de travail œcuménique, elle s'est aussi mise en rapport avec le Conseil œcuménique des Eglises, et surtout avec sa Commission Foi et Constitution, le groupe commun de travail entre l'Eglise catholique-romaine et le Conseil œcuménique des Eglises, et par des documents communs, tels que « Témoignage commun et prosélytisme ».

L'insistance sur « la dimension spirituelle de l'œcuménisme » a apporté au mouvement œcuménique une contribution catholique importante (Décret sur l'œcuménisme, § 4 et 15). Aujourd'hui, on insiste à nouveau sur cette dimension considérée comme le complément nécessaire du dialogue théologique et de la collaboration œcuménique, en particulier par des groupes tels que la Communauté de Taizé.

Le décret sur l'œcuménisme souligne qu'il ne peut y avoir de véritable œcuménisme sans un « changement des cœurs » (Décret sur l'œcuménisme, § 6 et 7). Ce changement des cœurs ou ce retour sur soi (« metanoia », pénitence) ne s'applique pas seulement à l'individu, mais aussi à la transformation de la communauté. Il est donc compris comme quelque chose qui inclut la nécessité d'un renouvellement des structures ecclésiales, afin de répondre aux besoins de notre époque et de servir en même temps au rapprochement œcuménique. Dans ce contexte, un participant luthérien a traité dans son exposé des possibilités d'une interprétation nouvelle de l'infaillibilité de l'enseignement doctrinal.

Les dix années qui viennent de s'écouler ont été une période de progrès importants en ce qui concerne les efforts accomplis en vue de l'unité de l'Eglise de Jésus-Christ. Mais le coup d'œil reconnaissant que nous pouvons jeter sur cette période nous amène nécessairement à nous demander comment les Eglises pourront maintenant progresser sur la voie du dialogue et de la collaboration sur laquelle elles se sont engagées, pour aboutir à une communion plus étroite.

II. — Difficultés et impasses

Malgré les résultats positifs obtenus, nous sommes conscients des difficultés, des ralentissements, voire même des blocages qui se sont produits dans le rapprochement œcuménique et dans le dialogue interconfessionnel. Ces difficultés sont d'ordre et d'origine divers.

a) Il y a encore, sans aucun doute, des problèmes dogmatiques et ecclésiologiques controversés, qui n'ont pas été éclaircis et qui demandent encore à être étudiés (par exemple la nature de l'autorité doctrinale de l'Eglise, la communion des saints, la mariologie). D'autres problèmes n'ont pu encore aboutir à des résultats satisfaisants, si bien qu'il faut approfondir et vérifier les résultats déjà obtenus.

b) Il faut constater, en même temps, que les résultats obtenus ne sont que très lentement reçus, non seulement au niveau des directions d'Eglises, mais souvent aussi par les théologiens.

La conceptualité trop souvent théologique et académique de nombreux documents consacrés aux dialogues, de même que leur insistance, parfois trop unilatérale sur des points de controverse, sont un obstacle sensible à la communication des résultats des dialogues à nos communautés et à leur acceptation par celles-ci.

c) Les changements intervenus dans la situation mondiale et les problèmes en partie nouveaux et urgents qui en résultent font paraître, aux yeux de nombreux chrétiens, les problèmes du rapprochement interconfessionnel et les résultats des efforts œcuméniques traditionnels comme déjà dépassés et sans intérêt. La volonté, exprimée par beaucoup, de répondre à ces besoins nouveaux a abouti dans les Eglises et entre les Eglises à des positions et à des regroupements souvent contradictoires qui menacent à nouveau sérieusement la communion ecclésiale existante et les points d'accord auxquels on est parvenu.

d) A cause de leur situation particulière, de nombreuses Eglises du tiers-monde se voient confrontées à de nouveaux problèmes œcuméniques et à de nouvelles missions. Elles cherchent à y répondre à leur manière. Il en résulte très souvent pour les dialogues interconfessionnels menés dans le contexte de l'histoire ecclésiale et théologique d'Europe et d'Amérique du Nord de grandes difficultés pour établir une correspondance entre leurs propres préoccupations et ces nouveaux problèmes.

A ces difficultés s'en ajoutent d'autres d'un ordre différent, qui proviennent justement du fait que les dialogues interconfessionnels et les rapprochements œcuméniques ont abouti à des résultats positifs. Car les ententes œcuméniques de plus en plus nombreuses, les accords et les convergences théologiques ont déclenché un mouvement très net en faveur de la réalisation de la communion ecclésiale. Nous nous trouvons donc actuellement dans une situation œcuménique dans laquelle la phase caractérisée dans l'essentiel par la notion de « dialogue » est approfondie et débouche sur une phase d'efforts œcuméniques, en vue de rechercher de plus en plus de possibilités pour appliquer les résultats des dialogues et aboutir à une communion (*communio*) plus grande et plus profonde. La phase du dialogue n'en est pas terminée pour autant, mais elle doit continuer à rendre possible la communion ecclésiale. C'est dans cette rencontre et ce recoupement des deux phases que sembler résider le caractère particulier de la situation œcuménique actuelle.

Mais cet état, positif en soi, crée des problèmes spécifiques et se heurte à des obstacles spécifiques. Ils paraissent dus pour une large part à ce passage du dialogue ecclésial à la communion ecclésiale.

a) Nous nous rendons compte que les accords théologiques obtenus ne sont pas encore assez étendus pour permettre une **totale** communion ecclésiale. Y aurait-il, au lieu de cela, des possibilités et des formes de communion ecclésiale encore provisoire, mais adaptée aux circonstances ?

b) Le désir de réaliser la communion ecclésiale entraîne immédiatement le souci justifié du maintien ou de la destruction des identités ecclésiales telles qu'elles existaient jusqu'à présent, et celui de la fidélité ou de l'absence de continuité par rapport à des convictions de foi, des formes de piété, des structures et des institutions ecclésiales traditionnelles.

c) L'apparition spontanée de groupes œcuméniques de base, profondément conscients de leur communion chrétienne, pose le difficile problème de savoir dans quelle mesure ce phénomène sert les efforts tendant à réaliser une véritable et durable communion ecclésiale ou, au contraire, rend ceux-ci plus difficiles.

III. — En route vers la communion ecclésiale

Au cours des dix dernières années, notre unité est devenue plus profonde, plus étendue, plus vivante. Nous croyons que nous sommes davantage unis que nous ne pouvons le dire et le voir aujourd'hui.

Si nous voulons nous rendre compte à nous-mêmes et aux autres de ce que nous avons reçu et de la tâche qui reste à accomplir, une conception biblique, figurant déjà dans des publications du COE et dans le Décret sur l'œcuménisme, s'impose à nous : celle de la « *koinonia* », la « *communio* », conception que nous ne pouvons rendre que très imparfaitement dans nos langues modernes.

Le témoignage de l'Ecriture sainte nous permet de reconnaître que la communion unique qui nous est offerte est un don de Dieu. Tout notre savoir nous permet seulement de la décrire très approximativement. Il n'est surtout pas possible d'en parler en termes de quantité. La manière la plus appropriée pour en parler est, dans la mesure du possible, la louange et la reconnaissance communes.

La « *communio* » qui nous est donnée est d'abord la communion au Père, par le Fils, dans le Saint-Esprit. « L'unité qui nous est donnée est celle du Dieu trinitaire de qui, par qui et pour qui sont toutes choses. » (Nouvelle-Delhi, Rapport de la Section III.)

Mais la communion avec Dieu, que nous ne recevons que par sa grâce, se réalise toujours sous la forme concrète de l'Eglise du Christ.

Elle est, selon les paroles du **Credo**, communion des croyants, participation aux dons du salut de Dieu et communion avec les saints. Ce don de la communion peut être reçu et transmis de diverses manières. C'est pour cela que la communion entre nos Eglises n'est pas parfaite. Nous devons tendre à sa réalisation. A partir du Dieu trinitaire, la communion est un événement vivant d'ordre dynamique, toujours orienté vers des liens encore plus étroits, plus étendus, plus vivants.

A partir du Dieu trinitaire, la « *communio* » est une unité dans la pluralité. De même que le Père, le Fils et le Saint-Esprit sont un, malgré leur différence, de même les croyants doivent être uns. Cela signifie, pour chaque communauté chrétienne, allier d'abord en son propre sein l'unité à la pluralité. En liant ainsi unité et pluralité, on crée en outre une structure de base pour la communion recherchée avec d'autres Eglises.

Cela suppose qu'il faut s'efforcer, autant que possible, de reconnaître le caractère ecclésial d'autres communautés chrétiennes, tant du point de vue théologique qu'en ce qui concerne le ministère ecclésial. Il faudra, sur ce point par exemple compléter les déclarations du Concile à ce sujet.

En tant que don de la grâce eschatologique, toute « communio » vit dans la tension entre « ce qui existe déjà » et « ce qui n'existe pas encore ». C'est pour cela que notre réalisation de la « communio » est toujours provisoire : elle est provisoire en ce sens que tout passe, que tout peut être dépassé ; elle est en même temps provisoire, dans le sens de l'accomplissement eschatologique définitif par le retour du Seigneur. Cela devrait nous encourager à accepter les solutions provisoires sur la voie vers la communion totale et nous inciter à ne pas nous en contenter.

IV. — Problèmes et possibilités du chemin vers la communion ecclésiale

A. — *La lutte pour la communion ecclésiale et la recherche d'une nouvelle identité*

Le mouvement œcuménique a obligé toutes les Eglises à réexaminer leur identité. L'Eglise catholique-romaine ne se conçoit plus comme s'identifiant exclusivement à l'Eglise de Jésus-Christ (cf. les implications de l'expression « subsistit in »). De leur côté, d'autres Eglises chrétiennes ne peuvent plus continuer, comme elles l'ont partiellement fait, à s'identifier par opposition à l'Eglise catholique-romaine. Ce fait a conduit à une crise d'identité. C'est pour cela que les Eglises se voient contraintes de rechercher, dans le cadre des nouveaux rapports qu'elles entretiennent entre elles, une nouvelle identité, conséquence de leurs obligations croissantes vis-à-vis du mouvement pour l'unité des chrétiens.

Cette recherche d'identité exige que la fidélité de chaque Eglise à la plénitude du témoignage apostolique se manifeste clairement dans sa vie et dans sa mission et que l'héritage particulier incarné dans la tradition positive de chaque Eglise soit sérieusement examiné. Aucune Eglise individuelle ne peut définir sa nouvelle identité en restant isolée des autres Eglises du monde entier.

L'orientation christocentrique de Vatican II — le Christ, « source et centre de la communauté » (Décret sur l'œcuménisme, 20) — correspond aux grandes lignes de la Conférence mondiale de Foi et Constitution de Lund 1952 et continue à indiquer l'orientation dans laquelle doit se faire la recherche de la nouvelle identité.

Cette situation nouvelle va nous permettre de nous diriger vers la communion totale des Eglises, communion basée sur notre commune identité chrétienne, enrichie en même temps par l'identité particulière de chaque tradition ecclésiale.

B. — *Communion eucharistique*

Le mouvement vers la communion ecclésiale totale pose inévitablement le problème de la communion eucharistique. En raison de la place centrale occupée par l'eucharistie, la communion ecclésiale totale trouve son expression décisive dans la communion eucharistique et l'intercélébration. Recevoir ensemble l'eucharistie, cela signifie que nous sommes dans une communion ecclésiale.

Quoique cette communion n'ait pas encore été atteinte, nous nous rendons compte qu'un nombre important de chrétiens, en raison de leur expérience présente de la communion avec les autres dès main-

tenant et ici, pensent qu'un certain degré de participation eucharistique serait justifié. Nous voyons dans ce fait un désir de communion ecclésiale qui doit nous engager à réaliser d'urgence notre mission de réconciliation des Eglises.

Dans ce contexte, nous proposons que l'examen du problème de la « communicatio in sacris », tel qu'il est exposé au chapitre 8 du Décret sur l'œcuménisme, soit poursuivi.

C. — *La signification des communautés interconfessionnelles pour la communion ecclésiale*

Nous ne devons pas attendre d'être devenus des Eglises pleinement renouvelées et unifiées pour tenter de vivre ensemble, même sous des formes provisoires. En effet, tant que nous ne vivrons pas ensemble nous ne pourrons pas nous comprendre de l'intérieur. Et nos dialogues bilatéraux ou multilatéraux — quelque sérieux qu'ils soient — ne suffisent pas par eux-mêmes à réaliser cette connaissance intime.

Or, de fait, en de nombreux lieux, de petites communautés interconfessionnelles voient le jour, dans lesquelles des chrétiens de différentes traditions (en particulier des « foyers mixtes ») mènent avec sérieux une vie chrétienne commune dont l'amplitude augmente rapidement : prière ou méditation de la parole en commun, action commune, catéchèse interconfessionnelle des enfants, ministère partiellement commun ou interchangeable d'un prêtre et d'un pasteur, etc.

Certes, le danger de constituer ainsi une « troisième Eglise » n'est pas illusoire, et certains d'entre nous ont particulièrement souligné cet aspect.

D'autres cependant soulignent dans nombre de cas la volonté des participants de demeurer des membres fidèles de leurs Eglises. Pourquoi ne pas accueillir, avec discernement certes mais aussi avec reconnaissance, ces nouvelles formes de vie ecclésiale ? Pourquoi ne pas chercher ensemble les moyens de les maintenir aussi pleinement que possible dans la communauté de nos Eglises, en exerçant à leur égard un ministère de « episkopé » spécial ?

Cette unité des chrétiens qui est en train de s'accomplir de facto ici ou là nous incite encore à plus d'efforts pour parvenir à l'unité de nos Eglises.

D. — *Témoignage commun*

Au cours des dix dernières années, les changements profonds intervenus dans le monde dans lequel l'Eglise vit et sert se sont encore accentués. Le problème de la justice sociale et des problèmes humains tels que la faim dans le monde, les droits de l'homme, le développement des populations et les ressources naturelles ont amené les Eglises à participer de plus en plus à la solution de ces problèmes. Dans ce contexte, citons aussi l'importance prise par les Eglises du tiers-monde et le désir d'entrer en relations avec d'autres religions du monde.

Dans cette situation, notre lutte pour la communion ecclésiale totale exige qu'à côté d'une collaboration de plus en plus étroite nous trouvions des moyens efficaces de consultation nous permettant de témoigner en commun de nos convictions chrétiennes. Pour cela, il faudrait que le dialogue théologique entre nos Eglises ne se limite pas seulement à la solution de controverses doctrinales spécifiques, mais qu'il s'oriente plus consciemment vers une affirmation plus complète de notre foi commune et vers l'annonce de l'Evangile au monde d'aujourd'hui.

Nous avons en outre la conviction que nous ne devrions pas, dans la mesure où nous n'y sommes

pas contraints par notre conscience, continuer à nous prononcer, chacun pour soi, sur les problèmes critiques de l'humanité (tels que les droits de l'homme, la maîtrise spirituelle de la technologie). Mais si nous voulons parler d'une seule voix, il nous faut davantage de consultations, d'informations, de communication entre nous (cela pourrait signifier par exemple la présence ou l'échange de représentants entre Eglises, en particulier dans les organismes dans lesquels se prennent les décisions pour la vie et le témoignage d'une Eglise ou d'une communauté d'Eglises à l'échelle mondiale ainsi que l'intensification de visites et d'échanges réciproques concernant les cultes, la prière, les études).

E. — *Communion spirituelle et ecclésiale*

Par la puissance du Saint-Esprit, nous sommes réunis en un seul corps et appelés à annoncer l'Evangile apostolique et à enseigner la foi apostolique. Nous sommes

rassemblés pour donner une expression visible à cette unité qui nous est déjà donnée et qu'on a déjà décrite comme une « communion spirituelle ». La « koinonía » à laquelle nous participons déjà porte en elle la promesse et l'anticipation de la communion ecclésiale dans la mesure où le Saint-Esprit étend l'œuvre de réconciliation du Seigneur qui s'est fait homme et la fait pénétrer dans toutes les générations et dans toutes les civilisations.

La plénitude de l'unité en Christ fait partie de l'avenir de Dieu. Le Christ qui est « la source et le centre » de notre unité est aussi le Seigneur qui doit venir, et qui disposera encore d'autres voies pour accomplir sa promesse « de rassembler toutes choses en lui » (Ep 1, 10). Cette unité totale comprendra des éléments que nous possédons dès maintenant, mais elle comprendra aussi des nouvelles identités chrétiennes acquises dans les pays du tiers-monde, et qui enrichiront notre participation au mystère de l'unité du Christ et de son corps.

UNITÉ DES ÉGLISES, UNITÉ DE L'ÉGLISE

Sous ce titre, le cardinal GOUYON, archevêque de Rennes, a publié dans le bulletin de son diocèse (la Vie diocésaine, 11 janvier 1975) l'article ci-après, dans lequel, après un bilan des efforts communs en vue de l'unité des Eglises, il aborde le problème de l'unité interne de l'Eglise catholique, en rappelant qu'il est trois repères d'unité dont on ne peut faire abstraction : le Symbole de foi, l'Eucharistie et le Pape (1) :

Chaque Semaine de l'Unité ramène inmanquablement la question : L'unité des chrétiens avance-t-elle ? Après le dégel brutal provoqué par l'entrée soudaine de l'Eglise catholique dans le mouvement œcuménique, il semble que la situation se soit à nouveau bloquée. Les impatients protestent. D'aucuns vont jusqu'à préconiser des gestes audacieux en rupture avec l'attitude présente des Eglises afin de réaliser une union des chrétiens qui anticipe l'unité et contrainde les autorités responsables à la réaliser sans tarder.

L'unité des Eglises

Il faut y regarder de plus près. En début d'année 1975 où nous venons de célébrer le dixième anniversaire du vote et de la promulgation du décret conciliaire sur l'œcuménisme (21 novembre 1964) nous sommes bien placés pour tenter le bilan de nos efforts communs et pour nous demander si l'œcuménisme est au point mort ou s'il continue sa marche.

La même question était posée tout récemment dans une haute instance œcuménique de notre pays. Les conclusions étaient loin d'être aussi radicales que certains ne le disent ou ne le veulent. Nul parmi ceux qui

participaient à la rencontre ne les a contestées. Au contraire, tous se sont réjouis de ce que ces conclusions enregistraient de positif, de ce qu'elles révélaient comme dynamique.

La traduction œcuménique de la Bible

Un événement dont la portée a échappé au grand public est le signe de ce progrès considérable. Catholiques, protestants, et dans une mesure moindre mais réelle cependant, orthodoxes, sont récemment tombés d'accord sur une « Traduction œcuménique de la Bible » connue désormais sous le sigle T. O. B. Les représentants en France des grandes Eglises traditionnelles l'ont acceptée officiellement au moment de la parution du Nouveau Testament en 1972. Non seulement le texte présenté est unique, mais, à de très rares exceptions, les notes qui l'accompagnent sont communes. La traduction de l'Ancien Testament marche à grand pas. Dans quelques mois à peine elle verra le jour. Ainsi, non seulement les Eglises seront unies comme elles l'étaient déjà par leur foi au même Seigneur, mais encore elles pourront, en éclairant leur foi par la théologie, recourir à une Bible commune, s'épargnant ainsi les querelles textuelles infinies qui paralysaient le dialogue. Cet acquis met partiellement fin à quatre siècles de controverses acharnées.

Dialogues et accords

Accompagnant ce travail, le facilitant et recevant de lui une impulsion vigoureuse, des dialogues intenses et fructueux s'établissent entre les chrétiens des différentes confessions tant à l'échelle de chaque continent qu'au plan mondial. Cinquante ans plus tôt les parents de ceux mêmes qui les nouent refusaient de s'adresser la parole, pour ne pas parler de ces temps plus anciens où les aïeux des uns et des autres s'entr'égorgeaient fraternellement pour la gloire du Seigneur. Des accords concluent ces échanges, privant de leur support d'anciennes problématiques qui enfermaient les partenaires d'hier dans l'impasse, scellant d'incontestables rapprochements.

Certes, ces accords privés n'engagent pas immédiatement les Eglises. Mais ils préparent les mentalités à des reconnaissances mutuelles officielles : processus

(1) Sous-titres de la DC.

Le cardinal Gouyon, nous le rappelons, a été, de 1968 à 1974, président du Comité épiscopal français pour l'Unité des chrétiens. Il est membre du Secrétariat romain pour l'Unité des chrétiens.

d'union infiniment plus sûrs et plus féconds que ne le serait une unité réalisée par les seuls décrets des hiérarchies. Le septième centenaire du Concile d'unité de Lyon (1274) vient opportunément de nous le rappeler. Pour guérir définitivement une fracture, mieux vaut laisser la nature reconstituer lentement les cellules osseuses que de raccorder les parties du membre brisé par des prothèses artificielles. Ces prothèses risquent de déterminer de nouveaux points de rupture. Oui, vraiment, c'est un tissu d'Eglise qui se reconstitue, et cette régénération des cellules altérées s'est produite davantage en ces dernières années que dans les années qui suivirent immédiatement Vatican II. Le mouvement ne cesse de s'accélérer tant pour ce qui est de l'élaboration des textes que leur accueil dans les esprits. Ainsi après que se sont dissipés les facteurs non théologiques de nos divisions apparaissent mieux les authentiques problèmes et les commencements de solution.

L'union existant déjà

Ce n'est pas au hasard que j'ai écrit un peu plus haut le mot d'union. Au vrai, nous nous sentons infiniment plus unis entre chrétiens qu'avant le Concile.

Les Eglises orthodoxes nous apparaissent désormais comme des Eglises sœurs. Dans une lettre du 8 février 1971 que le Pape Paul VI adressait au patriarche Athénagoras on peut lire : « Entre notre Eglise et les vénérables Eglises orthodoxes existe déjà une communion presque totale, bien qu'elle ne soit pas encore parfaite, résultat de notre commune participation au mystère du Christ et de son Eglise. » (DC du 21 mars 1971, p. 225.) Avec ces Eglises on pourrait envisager sans trop d'audace une célébration commune puisqu'elles ont le même sacerdoce et les mêmes sacrements, si elles-mêmes, étroitement fidèles à leurs traditions, n'y répugnaient encore. Du moins l'Eglise catholique accueille-t-elle à ses sacrements les fidèles orthodoxes qui ne peuvent recourir à leurs ministres et elle comprend qu'en pareil cas ses propres fidèles s'adressent aux prêtres des Eglises orthodoxes dûment reconnus. Une certaine union existe aussi déjà — mais sur une base plus restreinte — avec la communion anglicane. Celle-ci croit à la nécessité du ministère épiscopal et reconnaît le septenaire sacramentel. L'expression d'union n'est même pas à rejeter avec les protestants lorsqu'il s'agit de la foi et de la prière. En préciser davantage les limites dépasserait les proportions de cet article.

Des reculs à propos des ministères

Mentionnons toutefois par souci d'honnêteté que ce rapprochement évident ne s'opère pas selon une ligne continue. Il y a parfois des reculs au milieu des avancées. Le Synode tenu l'an dernier à Lyon par l'Eglise réformée de France a choisi de confier des tâches pastorales à temps à des hommes maintenus dans le statut de « pasteurs proposant » qui ne reçoivent pas la consécration pastorale. Pour les habiliter à leurs fonctions temporaires, une imposition des mains semble envisagée. Elle ne serait pas une consécration proprement dite et elle serait réitérable si ces pasteurs proposant reprennent à l'échéance un nouveau ministère. D'ailleurs des délégations pastorales continuent d'être données à de simples laïcs, les autorisant à présider l'Eucharistie. De telles visées déroutent un certain nombre de recherches sur le ministère dans l'Eglise au moment où elles laissaient espérer l'ébauche d'intéressantes convergences.

Les problèmes de l'Eglise et de ses ministères tiennent une telle place dans la recherche œcuménique d'aujourd'hui qu'on ne peut faire de pas décisifs avant

de les avoir résolus. Prétendre les court-circuiter serait aller contre le sentiment tant des responsables que de la masse des fidèles et créer le risque de réconciliations aussi illusoires que fragiles. Ceux qui les assumeraient continueraient en effet de refuser leur adhésion au tout de la doctrine et la division persévérerait. Ainsi s'accroîtrait une confusion dont les chrétiens n'ont que trop souffert. Elle préluderait à des réveils amers où chacun éprouverait le sentiment d'avoir été joué par l'autre. C'est ce dont nous menacent les intercommunions sauvages qu'il faut avoir le courage et la lucidité de refuser. La fidélité de chacun à sa foi dans l'intense désir de l'unité, l'ardeur de la prière, demeurent les conditions des cheminements qui seuls mèneront à cette unité authentique et durable qu'avec le Seigneur Jésus lui-même nous appelons de nos vœux.

Mais déjà la réalisation de tâches communes dans le domaine de la charité, dans la lutte contre la faim et pour le développement — ce qu'on appelle aujourd'hui l'œcuménisme séculier, — réalisation qui se développe incessamment et qui a amené à la création d'un organisme commun entre le conseil œcuménique et l'Eglise catholique, la Sodepax, constitue une troisième raison d'espérance. Elle a achevé de donner à l'effort œcuménique sa dimension globale qui dépasse de beaucoup le seul terrain théologique.

L'unité de notre Eglise

Cependant le problème de l'unité des Eglises appelle aujourd'hui irrésistiblement un autre problème qui touche à chaque Eglise : celui de son unité propre. Car il faut savoir clairement qui doit s'unir à qui. L'universelle mise en question des principes, des structures et des valeurs qui affecte depuis quelques années les institutions de la société n'épargne pas les Eglises. Aux malheurs de leur division s'ajoutent les clivages qui traversent parallèlement chacune d'elles et apparaissent plutôt menacer leur propre cohésion qu'augmenter en leur sein les richesses de la diversité.

C'est qu'en effet cette marée qui déferle en tempête s'en prend au fondement même des Eglises. On dira certes que l'Eglise voulue par Jésus-Christ a les promesses de la pérennité. Elle n'a pas pour autant la garantie d'une croissance harmonieuse et continue. Son histoire est faite d'avancées et de reculs. Tout recul compromet la réussite de sa mission dans le présent et dans l'avenir. Il affaiblit le rayonnement de l'Evangile qui devrait s'étendre au monde entier, aux régions de son aire géographique, aux milieux de sa composition sociologique, à chaque homme pris en particulier.

C'est pourquoi le problème de l'unité de notre Eglise hante l'esprit des responsables. Justement partagé entre la crainte et l'espérance, le Pape l'évoque dans son enseignement hebdomadaire. Il vient d'en traiter à nouveau dans « l'Exhortation apostolique sur la réconciliation à l'intérieur de l'Eglise » qu'il a adressée le 8 décembre 1974 à l'épiscopat, au clergé et aux fidèles du monde entier.

On a raison de parler de pluralisme dans l'Eglise. L'Eglise ne saurait être catholique si elle n'est pas capable d'incarner son message dans la multiplicité des races, des civilisations et des langages. Elle doit respecter et promouvoir cette diversité non pour cette diversité même, mais pour que chaque homme se trouve à l'aise dans la communauté et y épanouisse le meilleur de lui-même. « Les perspectives de la parole de Dieu sont en réalité si nombreuses, et si nombreuses les perspectives des fidèles qui l'étudient que la convergence dans la foi n'est jamais exempte de particula-

rités personnelles dans l'adhésion de chacun. » (Exhortation.)

Mais l'Eglise n'est pas n'importe quelle assemblée. Elle n'est pas une assemblée où chacun peut prétendre ériger en absolu ses conceptions particulières. Si l'Eglise est communauté, il faut que ses membres aient quelque chose de commun, qu'il y ait entre eux des liens d'unité. « Un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême, un seul Dieu et Père de tous » (Ep 4, 5-6), écrivait déjà saint Paul aux origines de l'Eglise.

Trois repères d'unité

Or il y a dans l'Eglise trois repères d'unité dont il n'est pas possible de se passer : le symbole de foi, l'eucharistie et le Pape, successeur de Pierre.

Le symbole de foi. Il a de tout temps été exigé du catéchumène pour entrer dans la communauté Eglise. Nous n'avons garde d'oublier ici la parole de Jean XXIII dans son discours d'ouverture du Concile : « Autre est le dépôt lui-même de la foi, c'est-à-dire les vérités contenues dans notre vénérable doctrine, et autre la forme sous laquelle ces vérités sont énoncées ; en leur conservant toutefois le même sens et la même portée. » (DC n° 1396, du 4 novembre 1962, col. 1383.) Mais on remarquera la fin de cette phrase dont le contexte immédiat parlant de « doctrine certaine et immuable » renforce la vigueur. Il ne saurait donc s'agir, lorsqu'on parle de nouvelles expressions de la foi, d'un « credo » différent ou d'un « credo » incomplet quant au fond. De nouvelles expressions peuvent prendre place dans la lignée historique des symboles de foi. Elles ne les abolissent pas. Elles ne les rendent même pas caducs. Elles peuvent seulement les éclairer. Mais si elles les éclairent, elles-mêmes sont éclairées à leur tour par les formulations qui les ont précédées. Il ne faut donc pas perdre l'usage de ces credos qui établissent notre communion avec les plus anciennes générations chrétiennes. Ils manifestent l'unité de l'Eglise à travers les temps. En voulant par trop les décaper de leur revêtement culturel, nous entamerions quelque chose de leur substance. Au surplus, on peut se poser la question de l'adaptation des nouvelles professions de foi au but que se propose leur rédacteur : « Il advient que, peut-être en voulant éluder les difficultés du mystère, on cherche des formules à la compréhensibilité illusoire qui en dissolvent le contenu réel ; on construit ainsi des doctrines qui n'adhèrent pas à l'objectivité de la foi ou qui lui sont directement contraires et qui vont jusqu'à se cristalliser dans la coexistence de conceptions opposées même entre elles. » (Exhortation.) Les symboles de foi sont un premier et indispensable repère de notre unité.

L'eucharistie. Elle est, par excellence, l'instrument de l'unité. « La coupe de bénédiction que nous bénissons n'est-elle pas une communion au sang du Christ ? Le pain que nous rompons n'est-il pas une communion au corps du Christ ? Puisqu'il n'y a qu'un seul pain, nous sommes tous un seul corps ; car nous participons tous à cet unique pain. » (1 Co 10, 16-17.) A la suite de Paul, les théologiens de toutes confessions en sont d'accord : l'Eglise fait l'eucharistie et l'eucharistie fait l'Eglise. Le Concile Vatican II illustre fortement cette vérité. L'eucharistie « donne à l'Eglise sa perfection » (Ad gentes 39) ; « par le sacrement du pain eucharistique est représentée et réalisée l'unité des fidèles qui dans le Christ forment un seul corps » (Lumen gentium, 3) ; « l'admirable sacrement de l'eucharistie... exprime et réalise l'unité de l'Eglise » (Unitatis redintegratio, 2). On comprend dès lors que l'Eglise entende particulièrement préserver la liturgie de l'eucharistie et qu'elle ne laisse pas le cœur et l'imagination de chacun libres d'improviser la prière qui

est le sommet de son culte et la source vive et permanente de son unité. L'*Ordo missæ* dont on retrouve l'ordonnance dès le temps de saint Justin († 165) lui est justement cher. Propriété de l'Eglise tout entière, nul n'a le droit d'en disposer à son gré, très particulièrement quand il s'agit de la prière eucharistique. Celle-ci a commencé de se fixer dès le iv^e siècle. « Vers la fin du vi^e siècle... le *Canon missæ*, ce corps principal de la messe, était remarquablement semblable au nôtre. » (JUNGSMANN : *la Liturgie des premiers siècles*, Cerf 1962, p. 450.) L'expérience montre la sagesse de cette réserve. A partir du moment où chacun se croit en droit de modifier les textes reçus, il n'est plus possible de garantir la communion de la communauté locale avec l'Eglise tout entière ni même — et l'expérience, hélas ! en fait foi — la valeur du sacrifice et la validité du sacrement. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter des prières autres que les prières officiellement reçues. La liturgie eucharistique est le second repère de l'unité.

Le successeur de Pierre. Les textes évangéliques sont clairs qui donnent mission à l'apôtre Pierre d'affermir ses frères dans la foi (Lc 22, 31) et de paître le troupeau du Seigneur (Jn 21, 15-17). Au terme d'une tradition continue, l'Eglise a pris sans cesse une conscience plus claire du rôle de Pierre et de ses successeurs, les évêques de Rome. Déjà, au second siècle, saint Irénée voyait dans l'Eglise romaine le témoin le plus sûr de l'authentique tradition apostolique, témoin avec lequel toute l'Eglise devait s'accorder (*Adversus haereses*, III, 3, 2). Dès l'origine s'établit l'usage de faire présider les Conciles œcuméniques par les légats du Pape, même lorsque ces Conciles se tenaient en Orient. Le Concile Vatican II ne parle pas un autre langage lorsqu'il dit que « c'est la chaire de Pierre qui préside tout le rassemblement de la charité » (Ad gentes, 22). Même lorsqu'il a heureusement développé l'affirmation de la collégialité des évêques, Vatican II n'a pas manqué de rappeler qu'elle ne pouvait se réaliser et exercer son rôle qu'en union avec l'évêque de Rome et sous son autorité de Pontife suprême, qui reste pour ses frères les évêques le signe et le garant de leur unité.

A partir du moment où cette autorité est récusée commence l'émiettement de l'Eglise. Hors de cette autorité reconnue, les communautés cherchent vainement un principe d'unité et résistent mal au processus de désagrégation. N'est-il pas significatif que le Conseil œcuménique des Eglises, pour une tâche qui mérite notre admiration, ne rassemble pas moins de 274 Eglises séparées de Rome, beaucoup plus qu'il n'y a d'Etats indépendants dans le monde ? La fidélité à l'Evêque de Rome est notre troisième repère d'unité.

Aussi, au cours de la Semaine de l'Unité, nous prions pour que l'ardent désir du Christ : « Que tous soient un comme toi, Père, tu es en moi et que je suis en toi » (Jn 17, 11) se réalise et que les chrétiens se rassemblent dans l'unité. Cette prière pour l'unité voulue par le Christ a fait ses preuves dans le passé. Elle reste indispensable pour l'avenir.

Mais nous garderons à l'horizon de notre pensée le souci et le service de l'unité de l'Eglise dans laquelle nous sommes nés. Nous renouvellerons la volonté de rester dans la foi qu'expriment ses credos, de préserver l'authenticité de son eucharistie, de reconnaître dans le Pape d'aujourd'hui l'autorité que Jésus-Christ a confiée à Pierre sur le fondement duquel il a bâti son Eglise. Alors nous pourrions dans la clarté poursuivre l'effort œcuménique, sûrs que, selon la promesse de Jésus, la vérité nous libérera.

† Paul GOUYON,
cardinal-archevêque de Rennes.

Questions actuelles

AMOUR ET MARIAGE AUJOURD'HUI

Réflexions chrétiennes de la Commission épiscopale française de la famille ()*

La Commission épiscopale de la famille rend publique une note sur quelques questions concernant le mariage et l'amour humain. Son propos est d'aider les chrétiens, sur les problèmes qui sollicitent aujourd'hui l'opinion publique, à entrer davantage dans l'esprit de l'Evangile. C'est seulement dans cet esprit que la morale chrétienne prend son vrai sens et retrouve tout son dynamisme. Il fonde la radicale originalité du christianisme. Sans épuiser le sujet, la Commission a jugé utile de rappeler, dans ce sens, quelques convictions fondamentales.

Un problème capital

1. Sexualité, mariage, vie humaine commençante ou finissante, le désarroi s'étend et grandit autour de ces réalités qui affectent si profondément les personnes et les sociétés.

Les sciences humaines accumulent les interrogations. Le législateur s'appuie sur l'hésitation générale. Sous des aspects divers, c'est l'amour humain qui est en cause. Finalement, l'enjeu, c'est l'homme lui-même.

Le Saint-Père et les évêques de France ont rappelé et précisé, à plusieurs reprises, l'enseignement constant de l'Eglise sur ces différents problèmes. Nous n'avons pas à répéter ces documents : nous voulons simplement dire dans quel esprit nous souhaitons qu'on les aborde en fidélité à Jésus-Christ.

I. — Lorsque Jésus rencontre l'homme

2. Son message est une « Bonne Nouvelle » capable de transfigurer toutes les réalités humaines, y compris l'amour et le mariage. Car, selon le mot de saint Jean (2, 25), « Jésus sait ce qu'il y a dans l'homme » : ses grandeurs quand il s'ouvre au souffle de l'Esprit, ses faiblesses quand il s'abandonne à lui-même, la soif de bonheur qu'il porte en son cœur et qu'il ne peut apaiser que dans le dépassement de soi, jamais dans le relâchement ni la démission.

3. Jésus discerne l'œuvre de l'Esprit dans la vie des personnes. Il rend grâces à Dieu pour la foi des humbles (Mt 11, 25), pour l'obole de la pauvre veuve (Mc 12, 41-43), pour la prière de la Chananéenne (Mt 15, 28).

Il connaît toutes les faiblesses du cœur humain, mais aussi toutes ses possibilités de conversion.

Il accueille les pécheurs, les prend au point où ils en sont, les appelle à la conversion et les aide à cheminer. Zachée (Lc 19, 1-10), Simon le pharisien (Lc 7, 44-48) sont transformés par leur rencontre avec lui. Si le jeune homme riche repousse l'appel, du moins ne peut-il ignorer que la responsabilité lui en revient, car à lui aussi Jésus a offert le chemin de la perfection : « Si tu veux... » (Mt 19, 21.)

Ainsi, à l'égard de toutes les personnes, l'attitude de Jésus est faite à la fois de bonté et de patience, mais aussi de fermeté à proposer sans compromissions les exigences du salut.

4. Le Christ n'a pas d'autre attitude quand il se trouve face au domaine de la sexualité, de l'amour ou du mariage.

La femme adultère (Jn 8, 1-11) et Marie-Madeleine (Lc 7, 36-50), il les rétablit dans leur honneur de femmes. Il rouvre devant elles une espérance d'avenir que le mépris des hommes avait étouffée. C'est ainsi qu'il les remet en marche vers une vie nouvelle : « Va et ne pêche plus. » (Jn 8, 11.)

Le dialogue avec la Samaritaine se noue autour d'une question apparemment banale. Mais, très vite, il s'élargit. Jésus découvre à cette femme les horizons de la vie éternelle : « Si tu savais le don de Dieu... » (Jn 4, 10.) Par une simple question, il lui fait prendre conscience de ses faiblesses et des désordres de sa vie conjugale. Il l'ouvre à plus qu'une simple « remise en ordre » de sa vie affective : il la rend apte au « don de Dieu » et à l'accueil de la Bonne Nouvelle.

5. Ainsi l'Evangile est d'abord la rencontre de « Quelqu'un ». Par cette rencontre, chaque homme est « provoqué » au cœur de ses désirs, de ses tentations ou de ses faiblesses, sollicité de marcher à la suite de Jésus et assuré de trouver près de lui une aide toujours, miséricorde s'il tombe et impulsion nouvelle s'il est tenté de découragement.

C'est cet Evangile que l'Eglise doit servir en prolongeant l'attitude même du Seigneur en face des problèmes de l'amour et du mariage. Elle est chargée d'éveiller les consciences, d'éduquer les libertés et d'éclairer ceux qui cherchent, sans jamais les abandonner à leur faiblesse. C'est au nom même du service de l'homme et par égard pour son vrai bonheur qu'elle se sait tenue de ne rien atténuer des exigences de notre vocation humaine et filiale. Son courage consiste à dire tout le message qu'elle a reçu, au risque de n'être pas comprise ou de déplaire (Ga 1, 10-11).

(*) Texte original, distribué à la presse le 3 mars 1975. Les références à la DC sont de notre rédaction.

Car la libération de l'homme ne peut se faire sans renoncement. Mais ce renoncement n'est pas une servitude : il est le prix de la vraie liberté.

II. — Quand Jésus parle de l'amour et du mariage

6. La Bonne Nouvelle que la parole du Christ apporte concernant la sexualité, l'amour humain, le mariage, s'inscrit dans la ligne des Béatitudes, et celles-ci s'adressent à tous les hommes.

Dans cette lumière nouvelle, le Seigneur reprend les affirmations de la Genèse (Gn 2, 24) : « L'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à son épouse. Ils seront deux en une seule chair. » (Mt 19, 5.)

7. Ces affirmations, qui n'en font qu'une, sont fondamentales : elles ne peuvent se séparer de l'appel que le Seigneur adresse au dépassement de soi. Tout amour suppose mort à soi-même, maîtrise de ses instincts, purification de ses tendances naturelles.

Cet appel ne s'adresse pas seulement à ceux qui renoncent au mariage « en vue du royaume de Dieu » (Mt 19, 12). Il vaut tout aussi bien, mais d'une autre manière, pour ceux qui se marient. Le célibat volontaire ou consacré et l'état de mariage ne sont pas en concurrence : ils sont faits pour s'épauler mutuellement. L'amour humain n'est nullement dévalué par le témoignage de la virginité : au contraire, il peut y trouver sa signification dernière : l'Alliance avec Dieu (cf. 1 Co 7, 29-30).

8. Le mariage qui engage un homme et une femme dans cette communauté de vie et d'amour que forme le couple ne saurait être rompu.

« L'alliance est définitive : « Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni. » Il n'est aucun amour conjugal qui ne soit, dans son exultation, élan vers l'infini et qui ne se veuille, dans son élan, total, fidèle, exclusif et fécond (1). »

9. C'est dans cette perspective qu'il faut chercher le sens de la vie sexuelle. Elle ne trouve sa plénitude que dans le mariage. En dehors de cet état de vie, elle reste privée d'une dimension nécessaire, même si les partenaires s'aiment d'un amour sincère, car, dans le dessein de Dieu, l'union physique est liée à l'état de mariage (Gn 2, 24 ; Mt 19, 5). A plus forte raison est-elle radicalement viciée si l'un des partenaires ou les deux considèrent l'autre comme un simple objet de jouissance.

10. « La fécondité conduit le couple à son plein épanouissement : il devient, à l'image de Dieu, source de vie (2). »

Toute vie humaine est sacrée. Dieu seul en est le maître. Tel est l'enseignement que la Bible rappelle d'un bout à l'autre, et c'est à sa lumière que l'Eglise se réfère pour affirmer, depuis l'origine, les droits imprescriptibles de l'enfant dès qu'il est conçu et les devoirs de ses parents et de la société envers lui. Regardé à la lumière de la foi, l'avortement ne peut être considéré objectivement que comme un péché grave (3).

11. Les affirmations capitales de Jésus, dans leur teneur radicale et leur expression tranchante, laissaient ses auditeurs déconcertés. Les disciples eux-mêmes se demandaient s'il était possible de vivre un idéal si élevé : « Si telle est la condition de l'homme envers la femme, il n'y a pas d'intérêt à se marier. » (Mt 19, 10.) Dans ce domaine, comme en tout autre, l'homme est appelé à chercher sa force en Dieu : « Aux hommes, cela est impossible, mais tout est possible à Dieu. » (Mc 10, 27.)

12. Si tel fut l'impact des paroles de Jésus, même sur ceux qui étaient disposés à croire en lui, il ne faut pas s'étonner que l'enseignement de l'Eglise heurte l'homme d'aujourd'hui et le chrétien lui-même.

La peur de tenir un « langage trop dur » (Jn 6, 61) et le désir d'accueillir fraternellement peuvent susciter et suscitent çà et là des tentations dangereuses : celle d'édulcorer l'enseignement évangélique ; celle de se faire complice de la faiblesse en habituant les hommes à justifier leur conduite au lieu de leur apprendre à se reconnaître humblement pécheurs ; celle d'accommoder l'exigence morale aux capacités présumées de chacun alors qu'il faudrait la maintenir à son niveau évangélique pour qu'elle soit un appel permanent au courage et à l'effort.

L'Eglise, pour sa part, dans sa tradition constante reprise dans les documents les plus récents du Magistère, défend la fidélité du mariage contre le divorce et les droits de la vie contre l'avortement. C'est en ce sens qu'elle veut éduquer les fidèles. Elle ne prétend pas se substituer à Dieu pour juger le fond des cœurs. Elle sait que ceux qui luttent humblement en des situations humainement bloquées ont droit à sa sollicitude ; elle cherche comment les mieux aider et comment ouvrir les communautés chrétiennes à une vraie charité.

III. — Aux prises avec les difficultés spéciales à notre époque

13. Ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui, c'est la conjonction des découvertes psychologiques, scientifiques et techniques avec une extraordinaire mutation culturelle et sociale.

Il en résulte un bouillonnement où sont en train de sombrer certaines valeurs traditionnelles. Sans doute, est-ce un appel à purifier notre regard envers celles-ci et à ne pas confondre ce qui est le fruit d'une culture et ce qu'il y a d'essentiellement humain.

Mais ce qui est bien plus grave, c'est le risque de voir aussi disparaître les vérités et les exigences évangéliques nécessaires au progrès authentique d'une civilisation humaine.

14. Depuis de longues années, la psychologie des profondeurs a mis en relief l'importance de la sexualité. Y a-t-il lieu de s'en plaindre ? Non. Encore faut-il ne pas confondre des conclusions scientifiques solides avec de simples hypothèses ou avec des vulgarisations faciles et trompeuses. Encore faut-il se souvenir des limites mêmes de la démarche scientifique qui ne peut prétendre à une explication globale et dernière de l'homme (4).

(1) Discours de Paul VI aux Equipes Notre-Dame : 8, 4 mai 1970 (DC 1970, n° 1564, p. 503. — NDLR).

(2) *Idem*.

(3) C'est ce que vient de rappeler, récemment encore, une note de la congrégation de la Foi, 18. 11. 1974 (DC 1974, n° 1666, p. 1068 et s. — NDLR). Voir aussi d'autres références à la fin du présent texte.

(4) Lettre de Paul VI au cardinal Roy, « *Octogesima adveniens* », n° 38-40 (DC 1971, n° 1587, p. 509-510. — NDLR).

15. Dans le même temps, les sciences biologiques et chimiques rendent possibles la dissociation artificielle de l'union charnelle et de la fécondité. La pratique en est déjà entrée dans les mœurs, appuyées par des pressions officielles à l'échelle de pays entiers, y compris le nôtre.

On veut qu'elle s'étende aux jeunes. Est-ce vraiment les respecter ? Est-ce faciliter l'éducation exigeante au vrai sens de l'amour ? Alors que bon nombre d'entre eux réagissent contre la « société de consommation » et sont avides de vérité et d'authenticité dans l'amour comme dans toute la vie ?

Pas plus que la psychologie, les progrès biologiques et techniques ne peuvent prétendre apporter une réponse ultime à la signification de l'union charnelle qui relève pour tous d'une réflexion d'un autre ordre et pour les chrétiens de la lumière du Christ.

16. En même temps pèsent sur nos sociétés toutes sortes de facteurs qui favorisent la liberté sexuelle : relâchement des convictions morales, mobilité qui desserre les liens familiaux, brassage qui multiplie les rencontres et les dénoue aussitôt, concentrations inhumaines de l'habitat et du travail, mass media qui rivalisent pour attiser la hantise du sexe.

IV. — Chrétiens, que faire ?

17. Le message de l'Evangile n'est pas périmé et ne le sera jamais. Nous ne devons pas baisser les bras comme si l'évolution était fatale vers l'incertitude et l'affadissement. Il nous faut, au contraire, affirmer clairement par nos paroles et par nos actes que « nous ne rougissons pas de l'Evangile, car il est une force de Dieu pour le salut de tout croyant » (Rm 1, 16). Y sommes-nous résolus ? Quitte à passer pour des insensés (1 Co 1, 23).

C'est à tous les niveaux qu'il faut agir, selon la diversité des responsabilités, pour créer les conditions morales, sociales, culturelles, politiques qui permettent de retourner cette situation et de donner à l'amour humain toutes ses chances.

18. Il faudrait aussi investir davantage dans la recherche théologique et dans les sciences humaines. Cet effort sera de plus en plus nécessaire pour affermir les convictions du Peuple de Dieu et pour soutenir le travail pastoral, notamment concernant l'éducation affective et sexuelle, la préparation au mariage, l'animation des Centres d'information familiale.

19. En ce moment se mettent en place des lois qui pèseront lourd sur l'avenir des hommes. Soucieux de « libération », nous pouvons tomber sous le joug de nouvelles aliénations redoutables.

Sur ce terrain, comme sur les autres, une conception plénière de la vie, de la personne humaine, de la famille et de la société doit inspirer notre pensée et notre action. La politique elle-même, tout en ayant sa consistance propre pour la gestion du bien commun, ne peut se dispenser, pour ses décisions, de prendre en considération cette conception plénière de la vie. Ce qui est déclaré légal ne laisse pas périmer les exigences de la conscience morale.

20. Les chrétiens ont conscience que, dans le domaine de la vie sociale, ils doivent mettre en œuvre toutes les richesses de leur foi pour la

réalisation d'une plus grande justice. Ne leur revient-il pas de frayer, par leurs initiatives, la voie à des modèles d'avenir ?

Il serait contradictoire que, pour ce qui est des problèmes de l'amour et du mariage, ils en reviennent — dans la diversité des courants politiques où ils agissent — à un libéralisme individualiste et amoral, à un « laissez-faire » dont l'Eglise n'a cessé de dénoncer les méfaits en tous domaines.

21. Le Concile nous trace un programme :

« Les chrétiens, tirant parti du temps présent et discernant bien ce qui est éternel de ce qui change, devront promouvoir les valeurs du mariage ; ils le feront et par le témoignage de leur vie personnelle et par une action concertée avec les hommes de bonne volonté. » (*Gaudium et spes*, n° 52.)

C'est un des lieux principaux où se joue l'avenir de l'humanité.

Le 3 mars 1975.

NOTE ANNEXE (*).

Il est fait état au paragraphe 10 d'un enseignement constant de l'Eglise. En dehors des textes fondamentaux de *Gaudium et spes* (n° 47 à 52 — DC 1966, n° 1464, col. 233-241) et de la récente Déclaration de la congrégation de la Foi (18. 11. 1974 — DC 1974, n° 1666, p. 1068), voici un rappel des Déclarations de l'Episcopat français :

— « La Mission des époux », Commission épiscopale de la Famille, 20. 2. 1968 (DC 1968, n° 1513, col. 531).

— « Note pastorale de l'Episcopat français sur *Humanae Vitae* », 8. 11. 1968 (DC 1968, n° 1529, col. 2055).

— « La Pastorale des fiancés », Assemblée plénière, 11. 11. 1969 (DC 1969, n° 1552, p. 1075).

— « Menace sur l'homme et la famille », Assemblée plénière, 14. 11. 1969 (*ibid.*, p. 1079).

— « Sur l'avortement », Secrétariat de l'Episcopat, 2. 7. 1970 (DC 1970, n° 1568, p. 729).

— « L'Entretien pastoral en vue du mariage », Commission épiscopale de la Famille, 2. 7. 1970 (DC 1970, n° 1572, p. 920).

— « Qu'est-ce qu'aimer ? » Commission épiscopale de la Famille, 24. 9. 1970 (*ibid.*, p. 922).

— « Note doctrinale sur l'avortement », Commission épiscopale de la Famille, février 1971 (DC 1971, n° 1582, p. 285).

— « Déclaration » du cardinal MARTY, janvier 1972 (Saint-François de Sales), novembre 1972 - 28. 5. 1973 (DC 1972, n° 1603, p. 176 ; 1973, n° 1634, p. 575).

— « Le légal et le moral », cardinal RENARD, janvier 1973 (DC 1973, n° 1626, p. 183).

— « Déclaration de l'Episcopat français sur l'avortement », 22. 6. 1973 (DC 1973, n° 1636, p. 676).

— « Réflexions sur l'éducation sexuelle », Commission épiscopale de la Famille, décembre 1973 (DC 1974, n° 1645, p. 25).

— « Note aux *Etudes*, cardinal MARTY, octobre 1973 (DC 1973, n° 1642, p. 998).

— « Déclaration du Conseil permanent de l'Episcopat », mars 1974 (DC 1974, n° 1651, p. 336).

— « Escalade », cardinal RENARD, juillet 1974 (DC 1974, n° 1659, p. 749).

— « Tout être humain a le droit de vivre », Assemblée plénière, Lourdes, novembre 1974 (DC 1974, n° 1665, p. 1013).

— « A propos de la nouvelle loi sur l'interruption de grossesse », cardinal MARTY, 19 janvier 1975 (DC 1975, n° 1669, p. 125).

(*) Les références à la DC sont de notre rédaction.

L'AVENIR DE L'HUMANITÉ ET LES CONDITIONS D'UNE VIE DIGNE DE L'HOMME

Déclaration du Cardinal Doepfner

Le cardinal Doepfner, président de la Conférence épiscopale allemande, a fait, à l'occasion de l'assemblée plénière d'automne 1974, la déclaration suivante où il aborde l'ensemble des problèmes qui menacent l'avenir de l'humanité (surpopulation, épuisement des ressources, pollution, etc.) et précise la position de l'Eglise tout en répondant aux reproches qui lui sont adressés dans ce domaine.*

Lors de la dernière assemblée plénière d'automne, j'avais tenté de présenter sur la situation de l'Eglise dans notre pays, un exposé détaillé, que l'on pourra d'ailleurs se procurer sous peu en librairie. De plus, au moment où nous préparons ensemble notre contribution au Synode des évêques de cette année, nous avons encore abordé la situation religieuse. C'est pourquoi il me semble que, cette fois, je puis me dispenser de faire un tour d'horizon complet.

Je voudrais donc aujourd'hui traiter un sujet particulièrement urgent qui se pose à l'échelle mondiale, à savoir celui de la population et des problèmes qui s'y rattachent. Aussi bien les considérations qui vont suivre pourraient-elles constituer une introduction éloignée à nos débats sur le mariage et la famille.

Il s'agit, en l'occurrence, d'un ensemble de problèmes que, à mon avis, nous avons trop peu examinés jusqu'à présent, bien qu'il s'agisse de perspectives qui ne peuvent que toucher l'Eglise de très près.

Vous savez tous que le « Club de Rome » a soutenu voici deux ans une thèse dont le retentissement a été énorme : au cas où n'interviendrait aucun changement dans le rapide accroissement de la population mondiale, dans l'épuisement des réserves de matières premières, dans la diminution de la production alimentaire, et enfin dans la destruction de l'espace vital, les limites absolues de la croissance seront atteintes sur terre au cours des cent prochaines années.

Certes, cette thèse a été controversée et il semble bien d'ailleurs que l'établissement des pièces du dossier et leur interprétation n'aient pas été à l'abri de lacunes et de déformations tendancieuses. Mais il n'en reste pas moins que le cri d'alarme du « Club de Rome » a attiré l'attention sur un danger qui menace de priver l'homme sur terre d'une vie digne de lui. L'Eglise d'Allemagne ne peut plus ôter de ses préoccupations cette menace insidieuse qui plane sur l'homme, car elle a le devoir de prendre position face aux besoins d'aujourd'hui et de demain. Elle est étroitement solidaire de l'humanité et a donc l'obligation d'apporter son concours pour que soient assurées les conditions d'une vie vraiment humaine. Le Synode romain de 1971 a déclaré « que les ressources, les précieux ensembles d'air et d'eau indispen-

sables à la vie, la petite et fragile « biosphère » de tout ce qui vit sur terre, ne sont pas illimitées, mais qu'ils doivent, au contraire, être conservés et préservés comme le patrimoine unique de l'ensemble de l'humanité » (1).

Les suggestions du « Club de Rome »

1. Sur le plan de la production alimentaire, on se trouve dans une impasse. Un tiers environ de la population mondiale est sous-alimenté. Certes, la production agricole globale continue à croître sur terre, mais, dans les pays en voie de développement, l'approvisionnement par habitant ne suit pas le même rythme que l'accroissement de la population. La moitié de la surface de la terre, utilisable en principe par l'agriculture, est déjà cultivée. Pour l'autre moitié, d'énormes capitaux sont nécessaires pour l'irrigation, le défrichement, les engrais, si on veut les rendre utilisables. Et même si on tirait parti de ces terres, on n'aboutirait pas moins, avant l'an 2000 — dans l'hypothèse où l'accroissement de la population se maintiendrait au taux actuel —, à une pénurie sans espoir de terres exploitables pour l'agriculture. On se heurtera inévitablement à une limite infranchissable pour l'alimentation mondiale.

2. On est de plus en plus inquiet de constater que les réserves de matières premières vont inéluctablement vers leur fin. On craint que les matières premières qui ne se régénèrent pas comme le platine, l'or, le zinc, le plomb, ne soient épuisées dans quelques dizaines d'années. L'industrialisation, qui ne cesse de s'accélérer, risque de créer une barrière infranchissable.

3. Les effets de l'activité industrielle sur l'environnement naturel se sont aggravés ces dernières années à un degré inquiétant (bioxyde de carbone, plomb, composés de mercure, etc.). Entre le déversement d'un produit nocif dans l'atmosphère et les premiers effets négatifs intervient un laps de temps assez long. On ignore si le système écologique de notre terre renforcera encore les produits nocifs ainsi libérés. Mais une chose est certaine : il existe pour la terre une limite maximale de capacité d'absorption des produits nocifs.

4. Enfin, la rapide augmentation de la population provoque de graves inquiétudes. Vers 1650, on dénombrait sur terre un demi-milliard d'hommes environ : le taux de croissance était alors de 0,3 %, ce qui signifiait qu'il fallait deux cent cinquante ans pour doubler la population. En 1970, la population mondiale atteignait 3,6 milliards d'individus ; le taux de croissance étant de l'ordre de 2,1 %, il suffisait désormais de trente-trois ans pour obtenir le doublement de la population.

De nombreux savants et hommes politiques estiment, au vu de ces faits, que les limites de croissance sur notre terre sont en vue. On pense,

(*) Texte allemand dans *Herder Korrespondenz* de novembre 1974. Traduction, titre et notes de la DC.

(1) DC 1972, n° 1600, p. 12. (NDLR.)

certaines, qu'il est possible de reculer ces limites, mais rares sont ceux qui croient que l'on puisse les supprimer et les franchir. L'écroulement du monde, affirme-t-on, est inévitable. La foi optimiste en une croissance indéfinie est largement battue en brèche, quand elle n'est pas morte purement et simplement.

L'opinion est certes partagée dès lors qu'il s'agit de porter un diagnostic sur la direction que doit prendre le développement dans notre monde, et encore plus sur les remèdes à apporter. Quoi qu'il en soit, il semble bien que, dans les pays occidentaux, si on est d'accord pour vouloir freiner la croissance de la population, on ne l'est pas pour renoncer au principe absolu de la croissance économique.

La Conférence mondiale de la population de Bucarest

C'est sur cet arrière-plan qu'il convient de considérer la *Conférence mondiale de la population* qui a eu lieu à Bucarest, du 19 au 30 août 1974. Elle avait essentiellement pour objet de tenter d'aboutir à une réduction radicale du taux de natalité dans les pays en voie de développement. Mais cet objectif a été repoussé précisément par la plus grande partie des pays en voie de développement, dont la croissance de population faisait l'objet du débat.

Les pays en voie de développement ont craint qu'une limitation des naissances, sans qu'interviennent, en même temps ou antérieurement, des mesures sociales appropriées et des changements dans les relations économiques avec les pays industriels, ne soit une nouvelle forme d'impérialisme, étant donné que, de cette façon, se trouverait confirmée la suprématie des pays industriels. Au contraire, les nations « riches » devraient multiplier leur aide au développement, juguler leur « consommation excessive ». Par la création d'un nouveau ordre commercial sur le plan international, « l'écart économique entre les pays du tiers-monde se trouverait réduit ». « Le développement est la meilleure pilule », telle a été la formule de Bucarest.

Cette position des pays en voie de développement, qui était en grande partie partagée par la délégation du Vatican (2), n'a pas été officiellement acceptée par la majorité des participants de la Conférence venus des pays industriels. L'étude des comptes rendus et des commentaires de la presse allemande montre par ailleurs que celle-ci continue à pencher vers une limitation des naissances, surtout dans les pays en voie de développement.

Certes, on y relève que la pilule ne saurait être l'unique panacée, mais il est de fait que la presse allemande y attache la plus haute importance.

En résumé, on peut retenir de « Bucarest » les points suivants :

1. La tentative de la majorité des pays industriels pour résoudre le problème de la population d'une manière, surtout et même exclusivement, « technique », à savoir par une *limitation draconienne des naissances*, s'est traduite par un échec. Le droit humain fondamental de tous

les couples de définir par une décision libre et consciente le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances, a été expressément et fermement formulé.

2. Le développement socio-économique dans les pays du tiers-monde et la réorganisation de l'ordre économique international ont été indiqués aussi bien par les pays en voie de développement que par le Vatican comme les solutions appropriées du problème de la population. Des demandes allant dans ce sens ont été incluses dans le plan d'action de la Conférence.

N. B. — Dans une certaine mesure se trouvent donc admises les exigences importantes et radicales formulées dans *Humanae vitae* qui, dans le débat soulevé par l'encyclique, ont été trop souvent négligées en raison de la polarisation sur la question des méthodes. On lit en effet dans l'encyclique : « C'est la voie d'une prévoyante politique familiale, d'une sage éducation des peuples, du respect de la loi morale et de la liberté des citoyens. L'on ne saurait, sans une grave injustice, rendre la divine Providence responsable de ce qui dépendrait au contraire d'un défaut de sagesse des gouvernements, d'un sens insuffisant de la justice sociale, d'un accablement égoïste, ou encore d'une blâmable indolence à affronter les efforts et les sacrifices nécessaires pour assurer l'élévation du niveau de vie d'un peuple et de tous ses enfants. » (N° 23.)

3. Assurément, on ne saurait oublier que les principes formulés à Bucarest (souveraineté des Etats dans la politique de la population ; décision libre et consciente des couples par rapport au nombre des enfants et à l'espacement des naissances ; protection appropriée de la famille en tant que cellule de la société, par le moyen de la politique et de la législation) ont été motivés de façon fort différente par les diverses délégations. Pourtant, on ne peut nier que tous les pays en voie de développement, ainsi que la Chine, n'aient été déterminés par les mêmes options que le Pape : la loi morale, la liberté du citoyen, les biens et la valeur de l'homme.

Cela dit, les décisions de Bucarest ne sauraient être comprises comme une adhésion à la conception d'*Humanae vitae* sur les méthodes d'une régulation artificielle des naissances. Le problème reste posé. En effet, ni le développement économique ni l'injustice sociale ne suffisent en soi à remplacer des mesures directes concernant une politique de la population, là où elles s'avèrent nécessaires.

Les reproches adressés à l'Eglise

Les savants, les hommes politiques et les publicistes engagés qui se préoccupent de l'avenir de l'humanité repousseront les options de la Conférence de Bucarest, de même que la position de l'Eglise catholique sur le problème de la population. Il faut donc s'attendre à ce qu'ils poursuivent contre l'Eglise les attaques qu'ils ont déjà lancées contre elle dans le passé.

1. Récemment, dans une discussion critique de Genèse 1, 28, le philosophe de l'histoire Arnold Toynbee a soutenu que, selon la Bible, Dieu a permis à Adam et Eve de faire sur terre tout ce qu'ils voulaient. Pour cette raison, il parle de la « responsabilité du christianisme dans la pollution de l'environnement » (sous-titre d'un livre de Toynbee). Dans de nombreux articles,

(2) Pour l'intervention du délégué du Saint-Siège à la Conférence de Bucarest, cf. DC 1974, n° 1661, p. 819 (NDLR).

et aussi dans des lettres personnelles que j'ai reçues, on nous adresse souvent le reproche suivant : l'Eglise parle trop de la protection de la vie, mais elle entend par là uniquement la problématique de l'avortement, et non le danger, menaçant pour la vie, que courent la nature et notre environnement. Une fois de plus, autrement dit, l'Eglise néglige le problème du siècle.

2. Et ce n'est pas seulement sur le danger couru par l'environnement que l'Eglise néglige de se pencher (soit dit en passant, il est possible que cette critique soit fondée). Le reproche est plus large que cela. Ce qu'on attend de l'Eglise, c'est qu'elle réponde à la question suivante : de quelle manière résoudre les problèmes de la croissance de la population, de la pénurie de plus en plus grave des produits alimentaires, de l'épuisement des matières premières et des sources d'énergie ? Dans les réactions de lecteurs à la déclaration que nous avons faite après Rome pour préparer la Conférence mondiale de Bucarest — par exemple dans *Rheinischer Merkur* —, il nous a été reproché d'avoir cité des chiffres bien trop bas, d'avoir édulcoré le problème et de ne pas avoir le courage de nous attaquer au véritable problème, à savoir la limitation radicale des naissances.

Ici encore, tacitement, on part du principe qu'il n'existe d'autre possibilité pour les pays en voie de développement que la limitation des naissances. Les suggestions de *Humanae vitae* sur le problème de la population — le développement socio-économique des pays du tiers-monde par le moyen d'un accroissement considérable de l'aide au développement, même si cela entraîne une diminution de la consommation dans les pays industriels — ne sont même pas signalées une seule fois. Il ne faut d'ailleurs pas s'en étonner, car — ainsi que nous l'avons signalé plus haut — se pose déjà pour nous, évêques, la question de savoir si nous avons pris suffisamment au sérieux les solutions proposées par *Humanae vitae*, et plus généralement l'ensemble de la politique de population et de croissance.

En tout cas, les reproches adressés à l'Eglise en raison de sa position sur le choix des méthodes dans la régulation des naissances seraient encore plus acerbes si l'Eglise donnait une réponse sans ambiguïté à la façon dont elle conçoit la solution au problème de la population et la victoire sur les menaces actuelles et futures qui planent sur toute vie humaine. Il nous faut donc essayer de traduire ces propositions d'une manière plus plausible et plus énergique, par exemple dans une politique concrète du commerce, de l'économie et du développement, et veiller à ce que l'homme adopte une mentalité et un comportement qui correspondent à une telle politique. Tout dernièrement, par la publication de l'encyclique *Populorum progressio* (26 mars 1967), l'Eglise a montré que les questions concrètes d'une politique du développement ne doivent pas être négligées par elle. Mais, sur ce plan, elle n'a pas obtenu dans l'opinion le degré d'autorité que beaucoup lui reconnaissent facilement, par exemple dans la préservation de la paix.

3. Les reproches adressés à l'Eglise en ce qui concerne les problèmes de la population et de la croissance et la menace d'une catastrophe mondiale vont plus loin encore : alors que les

chrétiens étaient, tout récemment, considérés comme les éternels attardés qui ne comprenaient rien à l'évolution et au progrès et conservaient la nostalgie du monde immuable du Moyen Age, les voici à présent devenus tout à coup des boucs émissaires qui, par leur mythe du progrès, mettent en danger la stabilité du cosmos. Par le fait même, les Juifs sont mis en cause, car la phrase décisive qui fait l'objet du débat se trouve dans le premier livre de la Bible, la Genèse, que les Juifs, on le sait, vénèrent aussi comme la parole de Dieu. Voici le texte : « Soyez féconds, multipliez-vous, remplissez toute la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre. »

Dennis L. Meadows, l'auteur du livre : *Limite de la croissance*, a déclaré dans une conférence prononcée à Francfort, en octobre 1973 : « La seule image de l'homme qui soit admise par les tenants d'une croissance indéfinie est l'*homo sapiens*, créature tout à fait à part, auquel son cerveau spécial donne non seulement la possibilité, mais aussi le droit d'exploiter toutes les autres créatures et tout ce que produit le monde, pour ses besoins à court terme. C'est là une représentation de l'homme des plus primitives, fortement ancrée dans la tradition judéo-chrétienne et encore renforcée récemment par les grandioses réussites techniques de ces derniers siècles... » (*Wachstum bis zur Katastrophe?* Stuttgart, 1974).

Dans son livre : *la Fin de la prévision ?* (Hambourg, 1972), Carl Amery formule de la façon suivante les reproches adressés à la tradition judéo-chrétienne : « C'est à l'homme seulement qu'est reconnue la ressemblance avec Dieu. A aucun autre être humain, à aucune autre créature, pas plus qu'à l'harmonie générale du cosmos, un tel privilège n'est accordé. Du fait que lui est interdite la communication avec les autres formes de la vie, ainsi qu'avec les réalités, gigantesques et indifférentes, du cosmos, il s'ensuit qu'un fossé profond se creuse entre l'homme et le reste de la création ; un fossé qui n'est pas considéré comme un malheur, mais comme la preuve d'une suprême valeur fondamentale. Cela reste vrai aujourd'hui encore. Et cela reste tout aussi vrai pour le matérialiste inviscéré qui a de l'origine de notre espèce une conception uniquement empruntée à la physiologie. Pas plus lui que le croyant ne se sont affranchis de la conviction que l'homme est, en théorie et en pratique, le point suprême, qu'il est le « telos », la fin et le but de l'histoire mondiale. » (AMERY, p. 4-16).

Il n'est pas rare de trouver une telle opinion dans la littérature ou dans les conférences : on accuse l'Eglise de faire un usage non critique des mots : « Soumettez la terre », à une époque où ce n'est plus la soumission qu'il faudrait prêcher, mais la protection et le respect de la nature. On parle encore d'« être fécond et de se multiplier », alors que l'explosion démographique menace le monde.

La réponse de l'Eglise

L'Eglise se trouve ainsi affrontée à un défi auquel elle se doit de répondre.

1. Avant tout, il nous faut nous pénétrer de la réalité de ce problème et de son importance pour la vie des hommes à l'échelle mondiale.

Il s'agit, en l'occurrence, des constatations suivantes qui nous sont devenues encore plus claires après « Bucarest » :

a) Le problème de la population, lié à celui des limites de la croissance, donc de la pénurie des produits alimentaires, de l'épuisement des sources d'énergie et du danger croissant que court l'environnement, ne saurait être négligé. La problématique de la population doit, sans conteste, être dégagée du cadre étroit où on a enfermé jusqu'ici la politique à cet égard, une politique selon laquelle on pourrait stopper la croissance de la population par une limitation radicale des naissances et ainsi résoudre tous les autres problèmes. Une politique de la population ne saurait être une science appliquée de la population, qui se contenterait de déterminer l'évolution démographique, assortie de modes d'emploi pour une limitation draconienne des naissances, notamment dans les pays en voie de développement.

b) Le problème de la population ne peut être résolu que par l'accroissement de la production alimentaire, par l'utilisation économe, sur le plan de l'économie mondiale, des sources de matières premières et d'énergie, par l'endiguement de la pollution de l'environnement, par l'augmentation substantielle de l'aide au développement — dans le but de favoriser l'éducation et la mise en place de structures socio-économiques — et enfin par la suppression du fossé économique entre les pays industriels et les pays en voie de développement.

Certes, la science doit encore procéder à bien des recherches sur les rapports entre le développement économique, d'une part, et l'épanouissement social, d'autre part. On est du moins d'accord pour estimer qu'une politique de la population doit s'insérer dans une politique sociale à l'échelle mondiale.

c) L'une et l'autre constatation doivent déboucher sur de nouvelles options et de nouvelles mesures sur le plan de la politique sociale et économique, ce qui, par ailleurs, présuppose de nouvelles positions et de nouveaux comportements chez l'homme. Tout cela devra être également plus largement débattu.

Voilà les obligations qui nous attendent. Il nous faudra discuter et mettre au point les questions socio-politiques qui y sont impliquées, sans oublier celles qui touchent à la théologie et la pastorale. Le Synode romain de 1971 nous a donné l'avertissement suivant : « En outre, la demande de ressources et d'énergie des pays plus riches — capitalistes ou socialistes — est telle (tout comme les effets de leur déversement dans l'atmosphère et les océans) que les éléments essentiels de la vie terrestre que sont l'air et l'eau seraient irréparablement dévastés si les normes de haute consommation et de haute pollution en croissance constante devaient s'étendre à toute l'humanité (3). »

Malheureusement, il nous faut bien avouer que les savants et hommes politiques catholiques commencent à peine à s'attaquer à ce problème. Et les théologiens restent muets sur la question, ou ne l'étudient qu'indirectement. Dans les Universités catholiques, il est à peine abordé, ou n'éveille aucun écho. Lors du dernier Katholikentag, quelques carrefours — et il faut

en être reconnaissant — ont traité le problème dont nous parlons, mais il est significatif qu'ils n'aient réuni qu'un petit nombre de participants. Une large sensibilisation des responsables de l'Eglise et des croyants s'impose donc ici.

L'Eglise peut et doit apporter une large contribution à ces problèmes, car ils touchent au domaine de la dignité humaine et des normes sociales. Nous devons donc nous donner la peine de réfléchir sur notre propre position et de lui donner une formulation nouvelle.

A ce propos, il est important de donner au problème lui-même son véritable nom ; il ne s'agit pas seulement de la protection de l'environnement, mais de la *protection de la vie*. En effet, le sujet qui est au cœur de toutes ces réflexions est bien celui-ci : de quelle manière pouvons-nous protéger la vie dans toutes ses phases et dans toutes les étapes de son développement ? En outre, le concept en question suppose que nous soyons pleinement disposés à réfléchir tous ensemble et à prendre des engagements concrets.

La protection de l'environnement conserve, certes, sa place, dans cet ensemble de problèmes. Mais il n'est pas suffisant d'empêcher une pollution de l'environnement qui porte atteinte à la vie. Nous ne devons pas perdre de vue le véritable objectif : le maintien ou la création de conditions dignes de l'homme dans tous les domaines. La protection de la vie n'est donc pas l'apanage d'une poignée de savants, d'hommes politiques ou de grandes sociétés ; elle est une exigence pour chaque homme en particulier.

L'image biblique de l'homme et l'optimisme du progrès

2. Je voudrais maintenant répondre aux reproches adressés aux chrétiens, à savoir que *l'optimisme du progrès* et *l'idéologie de la croissance*, reconnus entre temps comme dangereux, trouvent leur origine dans la conviction biblique que l'homme est la fin et le but de l'histoire, et le maître absolu de la nature. Le P. Norbert Lohfink a pris position sur ces reproches dans deux articles dont je vais m'inspirer. Il s'élève énergiquement contre les reproches de Meadows et de Carl Amery, tout en constatant « que nous-mêmes, et surtout nos apologistes, ont proclamé bien trop longtemps et bien trop volontiers que l'attitude moderne, technique, celle qui conquiert le monde, lui donne une nouvelle forme et prend son destin entre ses mains, provient en dernière analyse de l'impulsion judéo-chrétienne... Et il faut bien avouer aussi que la fascination de la croissance s'est précisément propagée dans le domaine de l'humanité imprégnée de la tradition judéo-chrétienne ».

Puis le P. Lohfink montre que si, d'après le texte biblique, l'homme doit transformer le monde, ce n'est pas à la façon d'un despote, mais, au contraire, « dans la copie d'un modèle qui se trouve en harmonie avec l'œuvre des six premiers jours ». Une telle transformation doit rendre possible l'habitation de Dieu parmi les hommes. Ce n'est pas l'homme, mais l'habitation de Dieu parmi les hommes qui est, d'après le document sacerdotal, le « telos », la fin et le but de l'histoire du monde ».

L'image biblique de l'homme ne doit donc pas être confondue avec l'idée que l'homme aurait

(3) DC 1972, n° 1600, p. 13 (NDLR).

le droit de croître de façon illimitée et de transformer le cosmos selon son bon plaisir. La technique et l'art sont bien plutôt comme la continuation de l'œuvre créatrice de Dieu. Ils doivent permettre au monde de devenir apte à donner à Dieu une demeure parmi les hommes. La technique et l'art ne doivent pas détruire le cosmos, mais le rendre plus parfait. De telles remarques ne sont pas nouvelles pour nous, mais, bien souvent, elles ne sont ni perçues ni comprises par le grand public. Et c'est pourquoi nous devons les proclamer d'une manière plus claire et plus fréquente.

Une vision nouvelle et un nouveau comportement

3. Les perspectives actuelles de la situation de notre monde exigent de plus en plus une nouvelle mentalité, une nouvelle vision des choses, un nouveau comportement, une nouvelle éthique. Cette exigence pousse précisément beaucoup de gens inquiets du sort de l'humanité à se tourner vers l'Eglise. « Pour redéfinir ce qui est vrai et faux dans le contexte d'un élargissement du temps, les Eglises doivent prendre la tête », écrit Jay W. Forrester (in D. L. MEADOWS : *l'Equilibre global*, Stuttgart, 1974, p. 258). Mais ces souhaits et ces appels laissent bien souvent entrevoir que les auteurs en question entendent limiter la mission du christianisme à la lutte en faveur de la limitation de la croissance et qu'ils tentent ainsi de récupérer l'Eglise dans leur propre camp. Cela va si loin que l'on veut obliger les Eglises à détruire l'échelle des valeurs qui se trouve « codifiée dans les milieux religieux » (*ibid.*, p. 253).

Une telle position résulte avant tout du fait que ces savants ont de toute évidence réduit le message biblique à l'invitation à une croissance exponentielle (*ibid.*, p. 253); comme nous l'avons déjà dit, la mission créatrice assignée par le livre de la Genèse se trouve ainsi mal comprise. Mais au fond de tout cela, il y a surtout un fait : il existe une différence essentielle entre la vision des chrétiens et celle de beaucoup de défenseurs d'un monde et d'une humanité menacés. Le chrétien voit le monde comme une création de Dieu et comme le lieu de la rédemption de Jésus-Christ. Ainsi, pour porter un jugement, il se place sur un plan nouveau. La perspective de la foi donne à la nature et au cosmos aussi bien le fondement que la limite de leur valeur.

Une nouvelle éthique

C'est pourquoi, pour le chrétien, la nouvelle éthique doit s'orienter vers les points de vue suivants :

a) Une anthropologie purement centrée sur l'homme et une conception du développement autonome de l'homme que l'on élève au niveau d'une idéologie doivent reconnaître que ce n'est pas l'homme, mais Dieu et son habitation parmi les hommes qui constituent le but et la fin de l'histoire mondiale. C'est sur ce message biblique que se fondent la connaissance que *l'homme a de lui-même* ainsi que ses rapports avec Dieu, avec autrui et avec la nature; c'est sur lui que se règlent la pensée et l'action humaines.

b) La solidarité avec les autres hommes fondée sur la foi oblige les chrétiens à mieux respecter les limites de la nature et de ses

richesses, à reconnaître les limites possibles de la croissance et à accepter les réductions nécessaires. Car il est de l'essence même du christianisme de garantir les besoins fondamentaux et les droits inaliénables des autres hommes, y compris de ceux du tiers-monde, et ceux des générations à venir.

c) De ce fait, le sens et la nécessité d'une ascèse chrétienne reçoivent une nouvelle motivation. L'ascèse chrétienne aujourd'hui doit être prête, par rapport à la communauté humaine mondiale, à récuser des prétentions et à ne pas céder à des besoins dont la satisfaction dégrade les rapports des hommes entre eux et les rapports de l'homme avec la nature.

Une consommation poussée à ses plus extrêmes limites est irresponsable. Le progrès, la croissance, la consommation, la satisfaction des besoins doivent recevoir une autre interprétation, tout comme la nature, l'environnement et le prochain.

d) Les conseils évangéliques de pauvreté, d'obéissance et de chasteté prennent, au regard des perspectives actuelles, une nouvelle force. N'est-ce pas là un nouveau défi lancé aux chrétiens, et en particulier aux ordres religieux et aux communautés ecclésiastiques elles-mêmes ?

e) Enfin, en tant que croyants, nous ne pouvons manquer de nous rappeler le caractère provisoire de l'engagement humain. La notion d'une nature paradisiaque et d'une humanité heureuse reste illusoire pour le siècle présent. De le savoir ne nous paralyse pas dans notre engagement, mais nous met en garde contre les illusions. Cela nous défend contre un pessimisme qui se répand dans le monde entier, et nous maintient dans une espérance qui a été inaugurée pour nous lors de la première venue du Christ et qui se déploie de manière eschatologique jusqu'à son retour.

De nouveaux modèles politiques

4. La formation d'une nouvelle conscience, d'une nouvelle attitude, d'un nouveau comportement, est d'une importance capitale. Mais cela ne doit pas nous faire oublier nos responsabilités vis-à-vis des options et des mesures politiques de notre gouvernement et de l'opinion publique.

L'Etat et l'opinion publique diffusent leur conception du problème de la croissance de la population, de la pénurie des produits alimentaires, de l'épuisement des réserves des matières premières et de l'énergie, et du développement industriel accéléré. Les savants et les hommes d'Etat catholiques, nos associations et nos Universités ont le devoir de débattre à fond de toutes ces questions.

Cette ébauche de réflexion sur les courants qui se dessinent actuellement dans notre monde a pour unique but de signaler que l'Eglise à notre époque se trouve affrontée à une exigence ; une nouvelle chance s'offre à elle de proclamer son message, et aussi de se réaliser elle-même. En même temps l'Eglise doit prendre une nouvelle responsabilité. Il s'agit là d'une tâche fondamentale, d'un travail de longue haleine. Mais d'ores et déjà le débat sur la famille et le mariage — notamment par rapport aux principes de théologie morale et de spiritualité — peut prendre un nouveau relief à partir des perspectives que nous venons de dégager.

LA DÉCLARATION DE HARTFORD

L'originalité de la foi chrétienne

Réunis du 24 au 26 janvier au séminaire de Hartford (Connecticut), dix-huit théologiens américains — parmi eux six luthériens, dont le professeur Peter Berger, cinq catholiques, dont le P. Tavard, A.A., et Avery Dulles, S. J., et deux orthodoxes — ont étudié treize propositions théologiques, couramment répandues dans le monde. Le document publié à l'issue de la rencontre, et auquel on a donné le nom de Déclaration de Hartford (« Hartford Statement »), est une réponse commune aux treize propositions et concerne l'originalité fondamentale de la foi chrétienne (*).

Pour se renouveler, le témoignage et la mission des chrétiens doivent être constamment soumis à l'examen des postulats qui façonnent la vie de l'Eglise. Aujourd'hui, une perte apparente du sens de la transcendance est en train de saper la capacité de l'Eglise à faire face avec clarté et courage aux tâches urgentes auxquelles Dieu l'appelle en ce monde. Cette perte apparaît à l'évidence dans nombre de propositions partout répandues. Beaucoup d'entre elles sont séduisantes de prime abord, mais à l'examen s'avèrent fausses et de nature à affaiblir la vie et l'activité de l'Eglise. Parmi ces propositions nous retenons les suivantes :

PROPOSITION 1 : La pensée moderne est supérieure à toutes les formes anciennes d'appréhension de la réalité, et est en conséquence normative pour la foi et la vie chrétiennes.

En repoussant cette proposition nous protestons contre l'assujettissement aux structures de pensée dominantes, non seulement du XX^e siècle, mais aussi de toute période historique. Nous sommes d'avis que l'on fasse appel à tous les moyens susceptibles d'appréhender la réalité, qu'ils soient anciens ou modernes, et insistons sur le fait que la proclamation chrétienne doit se référer aux particularités des cultures. En même temps, nous affirmons le besoin pour la pensée chrétienne de se confronter et d'être confrontée avec toutes les visions du monde, lesquelles sont nécessairement provisoires.

PROPOSITION 2 : Le langage religieux est totalement indépendant du discours rationnel.

La capitulation devant la prétendue primauté de la pensée moderne revêt deux formes : l'une est la subordination du langage religieux aux canons de la rationalité scientifique ; l'autre, qui met sur le même pied la raison et la rationalité scientifique, entend totalement écarter le langage religieux du domaine du discours rationnel. On aboutit à une religion de pure subjectivité et

de pure irrationalité lorsqu'on considère les énoncés de la foi comme étant, tout au plus, des énoncés sur le croyant. Nous repoussons l'une et l'autre forme de capitulation.

PROPOSITION 3 : Le langage religieux renvoie à l'expérience humaine et à rien d'autre, Dieu étant la plus noble création de l'homme.

La religion n'est pas un ensemble de symboles ou même de projections humaines. Nous repoussons l'idée qu'elle n'est rien d'autre. Ce qui est ici en cause n'est rien de moins que la réalité de Dieu : nous n'avons pas inventé Dieu, c'est Dieu qui nous a inventés.

PROPOSITION 4 : Jésus ne peut être compris que par rapport aux modèles contemporains de l'humanité.

Cette proposition suggère un renversement de l'« imitation du Christ ». Autrement dit, l'image de Jésus est amenée à refléter les notions, portées par la culture et la contre-culture, de l'excellence de l'homme. Nous ne nions pas que tous les aspects de l'humanité soient illuminés par Jésus. Certes, il est nécessaire à l'universalité du Christ qu'il soit perçu en relation avec les particularités du monde des croyants. Mais nous récusons l'assujettissement à de telles métaphores qui sont nécessairement inadéquates, relatives, transitoires et bien souvent idolâtriques. Jésus — de même que les Ecritures et l'ensemble de la Tradition chrétienne — ne peut être arbitrairement interprété sans référence à l'histoire dont il fait partie. Le danger ici consiste à tenter d'exploiter la Tradition sans prendre la Tradition au sérieux.

PROPOSITION 5 : Toutes les religions valent ; le choix d'une religion n'est pas une affaire de conviction par rapport à la vérité, mais seulement de préférence personnelle ou de mode de vie.

Nous affirmons notre commune humanité. Nous affirmons qu'il est important d'examiner et de confronter toutes les manifestations de la quête religieuse et d'apprendre à connaître les richesses des autres religions. Mais nous n'acceptons pas cette proposition, car elle aplanit les divergences et néglige les contradictions. Non seulement elle obscurcit la signification de la foi chrétienne, mais elle manifeste un manque de respect pour l'intégrité des autres fois. On ne peut faire l'impasse sur la vérité : les différences entre les religions sont de la plus haute importance.

PROPOSITION 6 : Le salut n'a d'autre sens que la réalisation personnelle et la fidélité à son propre moi.

Le salut contient une promesse de réalisation humaine, mais identifier le salut avec cette réalisation risque de banaliser la promesse. Nous affirmons que le salut ne peut être trouvé en dehors de Dieu.

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 6 février 1975. Traduction et titre de la DC.

PROPOSITION 7 : Etant donné que ce qui est humain est bon, le mal peut être adéquatement défini comme un échec dans la réalisation des potentialités humaines.

Cette proposition conduit à une fausse conception de l'ambivalence de l'existence humaine et sous-estime la présence envahissante du péché. Paradoxalement, en minimisant la dimension du péché, elle affaiblit toute lutte sérieuse et soutenue contre les maux particuliers, qu'ils soient d'ordre social ou individuel.

PROPOSITION 8 : L'unique objet du culte est de promouvoir la réalisation personnelle de l'individu et de la communauté humaine.

Le culte favorise les valeurs individuelles et sociales, mais c'est avant tout une réponse à la réalité de Dieu ; il jaillit du besoin et du désir fondamentaux de connaître, d'aimer et d'adorer Dieu.

PROPOSITION 9 : Les institutions et les traditions historiques sont oppressives et nous empêchent d'être véritablement humains : l'existence et la religion authentiques exigent que l'on s'en libère.

Les institutions et les traditions sont souvent oppressives. Pour cette raison, elles doivent être soumises à une critique impitoyable. Mais la communauté humaine exige inévitablement des institutions et des traditions. Sans elles, la vie sombrerait dans le chaos et de nouvelles formes de servitude. La recherche moderne de libération par rapport à toutes les contraintes sociales et historiques est en définitive déshumanisante.

PROPOSITION 10 : C'est le monde qui doit déterminer l'ordre du jour de l'Eglise. Les programmes sociaux, politiques et économiques destinés à améliorer la qualité de la vie doivent constituer la norme suprême de la mission de l'Eglise dans le monde.

Cette proposition recoupe la grille politique et idéologique. Sa forme reste la même, que le contenu entende soutenir les valeurs de l'« american way of life », favoriser le socialisme, ou éveiller la conscience humaine. L'Eglise doit certes dénoncer les oppresseurs, aider à libérer les opprimés et chercher à guérir la misère humaine. Et, parfois, la mission de l'Eglise coïncide avec les programmes du monde. Mais les normes de l'activité de l'Eglise découlent de sa propre perception de la volonté de Dieu sur le monde.

PROPOSITION 11 : L'accent mis sur la transcendance de Dieu est pour le moins un obstacle aux préoccupations et à l'action sociales des chrétiens, et est sans doute compatible avec elles.

Cette supposition amène certains à dénigrer la transcendance de Dieu. D'autres, en s'attachant à une fausse transcendance, se retranchent derrière une religion privée et individuelle et négligent la responsabilité personnelle et communautaire des chrétiens envers la cité terrestre. Dans une perspective biblique, c'est précisément à cause de la confiance en un Dieu qui règne sur tous les aspects de la vie que les chrétiens doivent participer pleinement à la

lutte contre les structures oppressives et déshumanisantes, et contre leurs manifestations dans le racisme, la guerre et l'exploitation économique.

PROPOSITION 12 : La lutte pour une humanité meilleure débouchera sur le Royaume de Dieu.

La lutte pour une humanité meilleure est essentielle à la foi chrétienne et peut être informée et inspirée par la promesse biblique du Royaume de Dieu. Mais l'imperfection humaine ne peut créer une société parfaite. Le Royaume de Dieu surpasse toute utopie imaginable. Dieu a ses propres desseins, qui s'affrontent aux nôtres, et nous met brusquement en face du jugement et de la rédemption.

PROPOSITION 13 : La question de l'espérance au-delà de la mort n'a rien à voir avec la conception chrétienne de la réalisation humaine, ou à tout le moins reste marginale.

C'est là la suprême capitulation devant la pensée moderne. Si la mort est le dernier mot, en ce cas le christianisme n'a rien à dire sur les questions suprêmes de la vie. Nous croyons que Dieu a ressuscité Jésus des morts et « nous avons l'assurance que ni mort ni vie, ni anges ni principautés, ni présent ni avenir, ni puissances, ni hauteurs ni profondeur, ni aucune autre créature ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu manifesté dans le Christ Jésus Notre-Seigneur » (Rm 8, 38-39).

Signataires : professeur Peter L. BERGER (luthérien), Rutgers University ; Dr Elizabeth Ann BETTENHAUSEN (luthérienne), de la Section américaine pour l'Eglise et la société ; Rev. William Sloane COFFIN (presbytérien), aumônier à Yale University ; P. Avery DULLES, S.J. (catholique), Woodstock College ; Dr Neal FISHER (méthodiste), United Methodist Church, Board of Global Ministries ; professeur George W. FORELL (luthérien), Université de l'Iowa School of Religion ; James N. GETTEMY (Eglise Unie du Christ), président, The Hartford Seminary Foundation ; professeur George A. LINDBECK (luthérien), Yale University Divinity School ; professeur Ileana MARCULESCU, chargé de la philosophie de la religion, Union Theological Seminary.

Professeur Ralph McINERNEY (catholique), Université Notre-Dame, Département de philosophie ; professeur Richard MOUW (Eglise réformée), Calvin College ; Pasteur Richard J. NEUHAUS (luthérien), Lutheran Church-Missouri Synod, directeur de la revue *Worldview* ; P. Carl PETER (catholique), Catholic University of America, Département de théologie systématique ; Rev Alexander SCHMEMANN (Russe orthodoxe), St-Vladimir's Theological Seminary ; P. Gerard SLOYAN (catholique), président, Temple University, Département de religion ; Dr Lewis B. SMEDES (Eglise réformée), Fuller Theological Seminary ; P. George TAVARD (catholique), Methodist Theological School, Ohio ; professeur Robert WILKEN (luthérien), Lutheran Church-Missouri Synod, Université Notre-Dame, Département d'histoire.

LA BIENHEUREUSE MARIE-EUGÉNIE MILLERET

Allocution du cardinal Marty (Église Saint-Ignace, Rome, 8 février 1975) (1)

Des quatre points de l'horizon, ces témoignages choisis parmi les quelque deux cents communautés, où vivent, dans trente pays, mille huit cents religieuses de l'Assomption, ces témoignages reflètent bien la vie d'une congrégation « catholique par excellence », fidèle à l'intuition de sa sainte fondatrice, « au cœur large comme l'Eglise ».

En vous écoutant, en vous suivant présentes... avec les Touareg du Niger, avec les hommes et les femmes du Sahel, avec les Indiens des montagnes du Guatemala, dans les favelles du Brésil ou parmi les jeunes élèves françaises, c'est Mère Marie-Eugénie Milleret que j'entends nous confier :

« Le monde est trop petit pour mon amour... »

« Mon regard est tout en Jésus-Christ et à l'extension de son règne... »

« L'amour ne dit jamais : c'est assez ! L'amour ne demeure jamais inactif ; il rend créateur ; il vous presse d'écouter tous les appels du monde et de trouver de nouvelles réponses. »

Au bout d'un siècle, dans la lumière du Concile Vatican II, en cette Année sainte 1975, qui se veut aussi l'Année de la femme, l'Eglise, avec joie et reconnaissance, tourne notre regard vers Mère Milleret pour nous entraîner dans sa sainteté authentique.

En pénétrant sa vie, son œuvre, sa spiritualité, comment ne pas voir réalisées ces paroles des Pères conciliaires (dans *Gaudium et spes*) :

« Surgiront des hommes, vraiment nouveaux, artisans de l'humanité nouvelle..., capables d'inscrire la foi divine dans la cité terrestre. »

I. — Marie-Eugénie Milleret, hier

« Ma vocation date de Notre-Dame »

Jeune Lorraine de dix-neuf ans durement éprouvée par la vie depuis les revers de fortune de son père, la séparation du foyer familial et la mort subite de sa mère, « seule au monde, dans un amer isolement d'âme », agitée par les doutes, à partir de ce Carême 1836, prêché par le P. Lacordaire, Anne-Eugénie est « convertie », enracinée dans « une foi que rien ne devait plus faire vaciller ». Cette jeune, dont le seul point d'ancrage religieux — parmi toute une « Instruction où le Christ n'était pour rien » (en dépit de la devise au blason familial : « *Nihil sine fide* ») — fut la première communion à douze ans, qui la laisse « saisie de la grandeur de Dieu », et qui lui fera dire au terme de sa vie : « Je reviens toujours au Saint-Sacrement. »

La future religieuse du diocèse de Paris — j'ai plaisir à le souligner — est « confirmée » dans l'Esprit par Mgr Quelen, dans la chapelle même de l'archevêché. Marie-Eugénie a l'audace des convertis, dans l'enthousiasme de ses vingt ans :

« L'amour de Jésus-Christ est la raison d'être de toute vocation. »

« Je savais bien qu'une fois décidée, rien ne me coûterait pour tâcher d'imiter Jésus-Christ en sa mission de sauveur. J'avais voulu me donner, non me prêter à Jésus-Christ. »

« C'est une folie de ne pas être ce que l'on est avec le plus de plénitude possible. »

En ce XIX^e siècle traversé par les grands craquements révolutionnaires, en ce siècle des premières inventions techniques et de grande misère prolétarienne, en ce siècle de sainteté et de positivisme, cette jeune fille qui dira et vivra : « Ma totale dépendance de Jésus-Christ est la chaîne secrète de ma liberté », se veut libre et se découvre libre, passionnée de dégager de sa gangue la liberté authentique de l'être humain. Née à l'heure où Lamennais publiait *l'Essai sur l'indifférence*, elle est convaincue que la volonté de Dieu, c'est « un état social où nul homme n'aura à souffrir l'oppression des autres » ; et que « Jésus-Christ a apporté une libération qui transforme la société ».

« Sentir le poids de la terre et creuser notre sillon »

Cultivée, experte en théologie, également assoiffée d'action et de contemplation, avide de prière continue : « Il faut se nourrir de lumière pour donner la lumière ; rester beaucoup en la présence de Notre-Seigneur, être fidèle à l'Esprit-Saint et se laisser guider par lui ; être riche de l'esprit de l'Eglise », douée d'un contact facile et enjoué, à vingt-deux ans, Marie-Eugénie Milleret fonde la première communauté de l'Assomption, première pierre d'une congrégation vouée à l'éducation des jeunes filles en particulier ;

— Education de tout l'être, dont Jésus-Christ est le principe d'unité ;

— Education ouverte à la philosophie et aux sciences actuelles ;

— Education qui donne la passion de la foi, de l'amour et de la réalisation de l'Evangile ;

— Education qui forge le caractère et développe le sens des responsabilités.

C'est déjà l'esprit de l'Action catholique et de Vatican II.

Entreprise vouée à l'incompréhension tant ses prétentions sont paradoxalement originales :

— Une vie contemplative pour des religieuses éducatrices ;

— Des contacts avec les réalités de la vie, des préoccupations sociales pour des consacrées ;

— Une pauvreté communautaire sans autre source de revenus que le travail ;

— De fortes études pour des femmes !

Mère Milleret souffre de ces hommes d'Eglise qui veulent « enchaîner l'Esprit » dans leurs structures, selon leurs plans. Les tractations menées à Rome sont contrecarrées par bien des réticences locales ! Au cours d'un de ses voyages dans la Ville éternelle, Marie-Eugénie aura la grâce de participer au Saint-Sacrifice dans la chambre mortuaire de saint Ignace

(1) Texte original.

L'homélie prononcée par Paul VI pour la béatification de Marie-Eugénie Milleret, le 9 février, a été publiée dans notre numéro du 2 mars, p. 201 et s.

avec qui elle est en connivence apostolique (il est bon de s'en souvenir en ce lieu) : « Il a connu toutes les peines d'une fondation ; il a su par expérience que c'est dans la douleur que se fondent les œuvres de Dieu... On ne sait pas ce que c'est que la charge que je porte ! » Sa confiance est mise à rude épreuve. A certaines heures, c'est l'agonie. Mais sa foi en sort purifiée, affermie, fondée sur l'absolu de Jésus-Christ qui anime et conduit son Eglise.

Enfin, la joie de l'approbation définitive par Rome, les noces d'or de Mère Milleret, le cinquantenaire de la fondation, avant l'enfouissement de la retraite et la solitude de la paralysie : « J'entrevois quelque chose de dépouillé, de simple, un état où ne reste que l'amour. » Plus que jamais, la fondatrice de l'Assomption est proche de saint Jean de la Croix : « Comme, en regardant le Christ, on apprend à aimer ! »

Enracinée dans ce mystère d'adoration, elle vient d'écrire la plus belle page de sa vie. Elle laisse vingt-trois maisons de par le monde, mille cent huit religieuses.

Entrée dans la gloire de Dieu, elle veut nous obtenir « la fermeté dans la foi et un grand amour de la sainte Eglise ».

II. — Aujourd'hui

Aujourd'hui est réalisé officiellement son rêve de jeunesse : « J'ai un désir de devenir sainte, qui est toute ma préoccupation. »

L'exemple de Marie-Eugénie Milleret, loin d'être un retour nostalgique sur un passé révolu, éclaire la route présente, balise les voies de l'avenir.

Les éducateurs de ce xx^e siècle finissant peuvent y puiser une nouvelle raison de vivre et d'espérer, une confiance renouvelée en leur mission. Les jeunes sont invités à laisser retentir en eux cet appel au don de soi pour un plus grand service. Chaque croyant en Jésus-Christ est interpellé par cette exigence de sainteté quotidienne qui n'est pas facultative, ni réservée aux saints canonisés !

*Aujourd'hui, en Eglise,
nous te disons « bienheureuse »,
Marie-Eugénie Milleret*

Qu'est-ce à dire ?

Que cette religieuse bien de chez nous, de ce Paris du xix^e siècle, entre à jamais dans l'histoire sainte du peuple de Dieu ; désormais, son histoire, son message appartiennent à l'Eglise et au monde pour la plus grande gloire de Dieu.

Bienheureuse, car elle fut heureuse, parmi nous, de vivre les Béatitudes. Et l'Eglise, par cet acte officiel, reconnaît qu'elle a été « chrétienne à la manière de l'Evangile », que nous pouvons mener le bon combat qu'elle a mené.

En contemplant l'œuvre qu'elle a accomplie, c'est le Père des cieux que nous glorifions, lui qui est à l'origine de toute grâce, de tout don. En partageant dans la foi son union parfaite avec le Christ, auprès de Notre-Dame en son Assomption, un réel lien de solidarité nous hisse vers le Père. Familiers des saints, familiers de Dieu : c'est tout un.

« D'âge en âge, le type des saints a changé, il changera encore. » Mais toujours, comme le dit la Constitution *Lumen gentium* (§ 50) : « Dans la vie de nos compagnons d'humanité plus parfaitement transformés à l'image du Christ, Dieu manifeste aux

hommes dans une vive lumière sa présence et son visage. En eux, Dieu lui-même nous parle, Il nous donne un signe de son Royaume. »

Notre présence, à Rome, ce soir, atteste combien nous voulons être disponibles pour accueillir ce signe, pour réagir positivement à ce « nouveau stimulant » de sainteté.

*« Vous êtes les témoins de Notre-Seigneur ;
cela doit vous porter à être saintes
dans tous les instants de votre vie »*

Cette consigne de Mère Marie-Eugénie anticipe l'affirmation solennelle des Pères conciliaires (LG, § 39) : « Dans l'Eglise, **tous** sont appelés à la sainteté, selon la parole de l'apôtre Paul aux chrétiens de Thessalonique : « Oui, ce que Dieu veut, c'est votre sanctification. »

Le baptême nous a faits fils de Dieu. Participant à la vie même du Dieu trois fois saint, nous sommes saints. Encore faut-il le devenir réellement, laisser jaillir, affleurer en nous — avec l'aide de l'Esprit-Saint et au prix d'une incessante conversion — cette sainteté constitutive de notre être de chrétien. De même qu'il faut creuser longtemps et sans relâche le sable aride du désert pour que perle l'eau vive.

Devenons ce que nous sommes ; vivons comme il convient à des saints, « comme des élus de Dieu, saints et bien-aimés, revêtons des sentiments de miséricorde, de bonté, d'humilité, de douceur, de longanimité, de réconciliation » (Col. 3, 12).

Comme aime à le redire le Pape Paul VI, « la sainteté qui nous est demandée n'est pas celle des « miracles », mais celle de la bonne et ferme volonté qui, dans toutes les circonstances de la vie commune, cherche avec droiture et logique à faire la volonté de Dieu. C'est cette sainteté, cette intégrité du caractère chrétien qui rend le message de l'Eglise crédible dans notre monde. L'Eglise sainte ■ besoin de saints. Le programme de la vie chrétienne, la fidélité à l'Evangile et à l'Eglise de Jésus-Christ n'admettent pas la médiocrité. Il faut être saints... Pour Dieu, tout est possible ! ».

Mère Marie-Eugénie Milleret nous rassemble et nous entraîne dans la louange de Dieu. Sa vie — en Dieu — est tout « Amen » et « Alleluia », dans une joie, une allégresse perpétuelle.

Louange à Dieu là-haut ; louange à Dieu ici. Ici, dans le souci ; là-haut, dans l'assurance. Ici, dans l'espérance ; là-haut dans le face-à-face. Ici, c'est l'Alleluia de la route ; là-haut, celui de la patrie.

Dans l'Alleluia des saints, glissons notre Alleluia de pèlerins...

Comme chante le voyageur, sans s'égayer, sans reculer, sans piétiner sur place, sans regarder en arrière..., solidaire d'une Eglise qui sera toujours le grain de sénevê, le sel de la terre, la lumière du monde... tant qu'il y aura des saints !

Alleluia ! Amen !

— La prière, désir et rencontre, par Jean LAPLACE (coll. « Croire et comprendre »). Un vol. 13,5 x 21 cm, de 148 pages. Prix : 16 F. Le Centurion, Paris.

Que représente la prière pour l'homme d'aujourd'hui ? Pourquoi est-elle en crise depuis quelque temps ? Quel est son sens profond et s'accorde-t-elle avec la dignité de l'homme ? C'est à ces questions et d'autres encore que répondent ces pages. L'auteur a beaucoup voyagé et il y a un éclairage certain de ses expériences multiples dans l'étude présente. C'est en Jésus que se manifeste l'idéal de la prière dont tout chrétien doit s'inspirer. Le P. Laplace nous invite à suivre ce divin modèle en refaisant le geste de Celui qui nous a donné la plus belle prière.

Événements et Informations

FRANCE

La démographie française en 1974

Les naissances vont se situer, pour l'année 1974, entre 795 000 et 805 000, soit 50 000 à 60 000 de moins qu'en 1973. L'année 1974 est, pour les dix dernières années, le point de départ de la baisse de la fécondité (874 200). Au cours de ces dix dernières années, la population passait de 48 059 000 à 52 346 000, l'accroissement provenant de l'excédent des naissances sur les décès à concurrence de 3 131 000 et du solde migratoire pour 1 156 000. En France, la baisse de la fécondité depuis dix ans ne connaît pas de rémission, sauf en 1971, seulement des ralentissements et des accélérations. Le seuil de remplacement à l'identique des générations, compte tenu de la mortalité actuelle, se situe vers 2100, nous y sommes presque. La baisse de la fécondité, qui était de l'ordre de 2 % par an de 1964 à 1966, dépasse 5 % en 1966, revient à 2,5 % en 1968 et 1969, à 2 % en 1970, cesse en 1971, et s'accélère sensiblement ensuite : 3,2 % en 1972, 4,6 % en 1973 et 8,3 % en 1974. La baisse de la fécondité depuis 1964 et son accentuation brusque depuis le deuxième trimestre 1973 s'inscrivent dans un contexte européen occidental avec de légers décalages dans le temps. En revanche, la chute de la natalité est stoppée en Europe orientale, sauf en République démocratique allemande, et la reprise est même vive en Pologne, et surtout en Tchécoslovaquie. Il faut toutefois noter que le niveau de fécondité y était plus faible, en moyenne, qu'en Europe occidentale. (« *Population et sociétés* », février 1975.)

« La Croix » change

Sous le titre de « *Renouveau* », le rédacteur en chef du quotidien catholique français, André GÉRAUD, présente à ses lecteurs dans le numéro 28008 du 18 février, « le journal renouvelé ». Il écrit : « *La Croix* change, non parce que c'est

la mode, mais parce qu'elle veut répondre davantage aux besoins et aux questions des hommes d'aujourd'hui. Elle reste en cela fidèle à ce qui est sa raison d'être : assurer tous les jours une présence chrétienne face à l'événement, dans l'opinion publique... Le rôle d'un journal comme le nôtre est non seulement de présenter l'événement, mais de l'éclairer et de le faire vivre par ses lecteurs... La présentation est plus claire, plus rigoureuse, plus aérée. Le style est plus concis, plus vigoureux, plus nerveux... »

Les conférences de Carême à Notre-Dame de Paris

Elles ont commencé le 16 février, sur le thème : « *Contre toute espérance* », avec comme sujets traités : 1. Un espoir totalitaire. — 2. Le triomphe de l'ivraie ? — 3. Les cercles de l'espérance. — 4. Le testament dans la fournaise. — 5. Remercier Dieu d'être sans espérance. — 6. Le vainqueur de la nuit. Le prédicateur en est le R. P. Bro, OP. (cf. *DC* 1974, p. 491), qui succède à Mgr BRIEN. Les conférences sont publiées par les Editions Bayard-Presses, 5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08. Chacune des conférences : 5 F. Abonnement aux six fascicules : 30 F. Les conférences sont radio-diffusées par « France-Culture ».

Les Français sont comme ça

Dans une grande enquête de Richard Cannavo, Patrick Mahé et Patrick Miler, paraissant sous ce titre dans « *France-Soir* » (1^{re} série - 15 articles - intitulée « *Chez eux* »), numéro du 15 février, et donnant la « photographie de la chambre à coucher », on trouve ces renseignements intéressants sur le comportement religieux des Français : « Si 22 % des Français consacrent, chaque soir, un instant à la prière, on compte près du double (40 %) de crucifix dans les chambres. C'est le crucifix de la tradition. On y reste surtout attaché dans les campagnes (68 % d'agriculteurs). Et sa présence au mur va de pair avec la courbe de

la progression des âges (16 % pour les 18 à 24 ans, 54 % de 50 à 65 ans) » ; par ailleurs, 10 % ont une Bible.

Les Témoins de Jéhovah et la foi chrétienne

Nous signalons volontiers ce remarquable numéro spécial hors série du Bulletin interparoissial de Lorient, mensuel, janvier 1975. Après une première partie où sont décrites avec précision et clarté les origines et les développements des Témoins de Jéhovah, qui comptent en France 50 000 adeptes, l'auteur, Pierre Le Cabellec, prêtre responsable de l'œcuménisme à Lorient, expose dans une seconde partie le contenu de la foi chrétienne comparé à celui des Témoins de Jéhovah.

(« *Les Témoins de Jéhovah et la foi chrétienne* », 33, cours de Chazelles, 56100 Lorient. L'exempl. franco : 3 F. A partir de 10 exempl. : 2,75 F ; de 20 exempl. : 2,50 F ; de 50 exempl. : 2,25 F ; de 100 exempl. : 2,15 F. Joindre le règlement à la commande, par chèque barré ou virement postal trois volets.)

Déclaration de la Fédération protestante de France à propos du droit d'asile évoqué par M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, à Radio-Monte-Carlo

Le 4 février dernier, au micro de Radio-Monte-Carlo, M. Poniatowski avait évoqué le problème du droit d'asile en ces termes : « Aucun endroit n'est protégé. Tous les endroits doivent se conformer à la loi nationale, qu'il s'agisse des universités ou des églises... » La Fédération protestante de France remarque à ce sujet :

« La déclaration du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, à Radio-Monte-Carlo le 4 février dernier, a surpris la Fédération protestante de France.

Les Eglises chrétiennes font partie intégrante de la communauté nationale, et ne veulent se situer ni en dehors ni au-dessus des lois. Mais elles sont, en même temps, et par-dessus tout, témoins de l'Evangile du Christ, recher-

chant la justice, la liberté et l'amour.

Cette fidélité première à Dieu pour le service des hommes peut les conduire dans des situations difficiles. Ce fut le cas depuis quelque temps, à l'occasion des grèves de la faim décidées par des travailleurs étrangers accueillis dans des locaux d'église.

Nos sanctuaires sont des maisons de prière et de communion. Mais la tradition séculaire en France, c'est que l'Eglise est aussi un lieu d'accueil pour les hommes sans lieu. C'est un signe qu'elle est l'Eglise de Celui qui n'avait pas de lieu où reposer sa tête.

Il ne s'agit pas de demander une protection particulière ou de soustraire des endroits à la loi nationale, mais de protéger les hommes contre les inextricables contradictions de la société dont nous sommes tous responsables, en leur offrant une possibilité d'espérance. Cette vocation, les Eglises continueront inlassablement à l'assumer. » 11 février 1975. (« *Le Christianisme au xx^e siècle* », 20 février.)

Dans « *la Croix* » du 6 février, cette note sur le droit d'asile dans les églises : Le Droit canon de l'Eglise catholique déclare : « Les églises jouissent du droit d'asile en ce sens que les coupables qui s'y sont réfugiés n'en doivent pas être retirés sans l'assentiment de l'Ordinaire ou, du moins, du recteur de l'église, à moins qu'il n'y ait nécessité urgente. » Ce droit, que la jurisprudence a, d'ailleurs, toujours limité à certains cas, ne s'applique plus aujourd'hui : les réfugiés coupables, quels que soient leurs crimes, peuvent être saisis dans les églises. Cela ne signifie pas que le droit d'asile soit aboli. Des circonstances nouvelles peuvent justifier pour l'Eglise la renaissance de ce droit. C'est ainsi que les évêques et les pasteurs d'Avignon ont protesté contre l'arrestation de travailleurs immigrés en violation du droit d'asile : « C'est au nom de l'Evangile, de toute la Bible qui ne cesse de rappeler le « droit d'asile » que nous avons considéré comme un devoir d'accueillir dans un local d'église les travailleurs immigrés... Il est stupéfiant que le droit d'asile soit ainsi bafoué... » Il faut cependant noter que le droit d'asile, à strictement parler, ne pouvait être invoqué dans ce cas, car il ne concerne que les églises et les oratoires publics et non les locaux attenants.

ÉTRANGER

ALLEMAGNE DE L'EST

La pratique religieuse

Un catholique est-allemand sur cinq, c'est-à-dire environ 350 000 fidèles au total, assiste régulièrement à la messe dominicale, indique le journal diocésain de Berlin-Est, *St. Hedwigsblatt*. Selon le journal, ce faible pourcentage représente cependant la chance de survie de l'Eglise catholique en RDA, parce que les fidèles doivent toujours faire preuve de leur foi dans un « environnement non croyant ». (« *Kipa* », 4 février.)

ALLEMAGNE FEDERALE

Les diacres permanents

Il y a actuellement 260 diacres permanents en République fédérale allemande. Selon les prévisions, ils seront quelque 500 en 1977. De ces 260 diacres, 159 ont conservé une profession civile, tandis que les 101 autres sont à plein temps au service de l'Eglise. Dix pour cent de l'effectif total des diacres est formé de célibataires. (« *Kipa* », 8 février.)

28 millions de protestants

La chancellerie de l'Eglise évangélique en Allemagne (EKD) à Hanovre fait connaître que, en 1973, 180 000 personnes ont officiellement quitté les différentes Eglises évangéliques régionales en Allemagne fédérale. C'est une mise au point qui a été rendue nécessaire à cause d'informations de presse qui parlaient d'un million de retraits. Il y avait 28 millions de protestants en RFA en 1973. La proportion n'est donc nullement dramatique, elle pourrait même être qualifiée de « routinière », compte tenu de l'état juridique qui règle ce domaine des relations Eglises-Etat. (« *BIP* », 12 février.)

BELGIQUE

Déclaration des évêques belges au sujet du récent document romain du 1^{er} décembre 1974 sur les rapports entre les chrétiens et les juifs

« Les évêques belges ont pris connaissance de la récente déclaration romaine sur les relations et le dialogue entre chrétiens et juifs. Cette déclaration promulgue les décrets d'application du document conciliaire *Nostra Aetate*, n° 4 de 1965.

Aussi, en collaboration avec la Commission catholique nationale

pour les relations entre chrétiens et juifs, les évêques belges prendront les mesures nécessaires pour que, dans l'enseignement religieux, la formation permanente et les célébrations liturgiques, la présentation du judaïsme et de la religion juive soit imprégnée de respect et de la plus grande objectivité. » (« *Pastoralia*, Communications de l'archevêché de Malines-Bruxelles, 2 février.)

CHINE

La nouvelle Constitution accorde la liberté de propagande antireligieuse

Une nouvelle Constitution chinoise a été promulguée, dont la presse mondiale a déjà abondamment parlé. 30 articles seulement au lieu des 106 de la Constitution de 1954. Nous voudrions ici seulement souligner que la politique religieuse de la République populaire s'est aggravée, au moins sur le papier, car elle donne maintenant à tous la « liberté de propagande antireligieuse ». La Constitution soviétique de 1936 avait servi de guide à la première Constitution chinoise de 1954. Or la Constitution russe stipulait : « Liberté de croyances religieuses » ; Séparation de l'Eglise et de l'Etat ; Liberté des cérémonies religieuses ; Liberté de propagande antireligieuse. Après délibération du Bureau des Affaires religieuses de ce temps (1954), le gouvernement de Pékin ne retint que la première clause soviétique : « Liberté de croyances », excluant par cela même les deux autres libertés : celle des cérémonies et celle de la propagande athée. Ce fut l'article 88 de la Constitution de 1954. La Constitution de 1975 introduit de nouveau « la liberté de croyances », la « liberté de propagande antireligieuse » sans souffler mot, bien entendu, de la liberté de culte, abolie depuis la Révolution culturelle de 1966-1969. Les choses n'en seront pas beaucoup modifiées, car l'on sait comment le régime a interprété la liberté de croire ou de ne pas croire. Mais, désormais, il devient anticonstitutionnel, et par là même antirévolutionnaire de contredire ou de s'opposer de quelque manière à la propagande impie, et l'on sait comment sont traités les antirévolutionnaires. C'est un coup cruel, et on peut dire superflu, qui sera ressenti amèrement par les adeptes de toutes les religions : bouddhistes, musulmans et chrétiens. La Constitution de 1975 est, a-t-on proclamé, une Consti-

tution d'apaisement et elle peut l'être sur certains autres points, mais elle reste singulièrement agressive à l'égard des croyances et des religions. » (« *Fides* », 8 février.)

FINLANDE

Un diocèse de 4 000 catholiques

La Finlande, le pays aux mille lacs, est numériquement le plus petit des diocèses européens. Selon les dernières statistiques, les catholiques, dans ce pays qui a une superficie de 335 000 kilomètres carrés et 4 700 000 habitants, représentent seulement les 0,99 % de la population totale. Les 4 000 catholiques sont répartis en cinq paroisses : Helsinki (deux), Turku, Tampère et Jyväskylä. Douze Prêtres du Cœur de Jésus travaillent à leur service et quatre autres, dominicains, enseignent à l'Université d'Helsinki. Un prêtre ukrainien-uniat dirige le centre œcuménique de Myllyjavi, à 50 kilomètres d'Helsinki. Le financement et l'entretien d'un tel centre est assuré grâce à une école de peinture d'icônes dirigée par ce prêtre ukrainien. L'évêque du diocèse d'Helsinki, qui comprend tout le territoire de la Finlande, Mgr H. Verschuren, actuellement président de la Conférence épiscopale des pays nordiques, est hollandais et, lui aussi, appartient à la congrégation des Prêtres du Cœur de Jésus. En Finlande aussi, comme dans toute la Scandinavie, les religieuses représentent « la carte de visite » de l'Eglise catholique : 16 Sœurs du Cœur de Jésus dirigent trois jardins d'enfants et centres paroissiaux, tandis que 12 autres Religieuses du Précieux Sang dirigent l'Ecole anglaise, connue dans toute la Finlande, qui compte en tout 500 élèves, dont 68 sont catholiques. (« *Fides* », 29 janvier.)

GRANDE-BRETAGNE

Légère diminution du nombre des catholiques

L'Annuaire de la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles indique, pour l'année dernière, une légère diminution du nombre des catholiques vivant dans les territoires relevant de la Conférence. Selon des statistiques officielles, il y avait, au 31 janvier 1975, 4 156 038 catholiques en Angleterre et au Pays de Galles, soit 6 904 de moins qu'une année plus tôt. (« *Kipa* », 6 février.)

ITALIE

Une mise en garde du Conseil permanent de la Conférence épiscopale italienne contre la violence

A ce sujet, nous extrayons du texte du communiqué du Conseil permanent de l'Episcopat italien, qui s'est réuni à Rome en session ordinaire du 4 au 6 février, ce qui suit :

« 1. Dans son rapport préliminaire, le cardinal-président a attiré encore une fois l'attention du Conseil sur l'état de violence dans lequel est plongée la société, au plan national et international.

Sur ce point, la chronique quotidienne ne connaît aucune relâche et multiplie tristement les exemples de terrorisme, de séquestrations, de spéculation, de violences, tandis que sont un non moindre sujet de préoccupation les conséquences de la crise économique, avec la grande augmentation du chômage et du sous-emploi.

Un indice confirmant cette tendance est l'aggravation de la violence politique et idéologique qui se manifeste même dans diverses manifestations légitimes et jusque dans les écoles, au moment même où vont entrer en vigueur les dispositions légales octroyant à tous la participation aux plus grandes responsabilités. Les récentes agressions contre de jeunes étudiants ouvertement chrétiens sont d'une extrême gravité. Ne dirait-on pas que le nom de chrétien est entaché aujourd'hui d'une culpabilité sociale ? Les évêques du Conseil permanent protestent contre ces incidents et contre tout autre de ce genre, qui font réapparaître le spectacle de périodes douloureuses que l'on aurait pu croire ensevelies à jamais dans la conscience et dans la vie du pays. » (« *OR* », 8 février.)

NORD-VIETNAM

Le rôle positif de l'Eglise catholique

Pour la troisième fois en l'espace de deux mois, les autorités nord-vietnamiennes viennent, à nouveau, de mettre l'accent sur la politique qu'elles mènent à l'égard des catholiques qui (selon des estimations réalistes) seraient environ, au Nord-Vietnam, 1 200 000. D'après la presse officielle, qui a consacré à l'occasion de la fête de Noël une longue série d'articles au « rôle positif » qu'ont joué certaines communautés catholiques, c'est au tour de l'un des secrétaires du Comité central du parti,

M. Xuan Thuy, d'affirmer dans une publication catholique nord-vietnamienne que le gouvernement entend respecter la liberté de croyance. Dans une interview qu'il vient d'accorder au journal « *Chinh Nghia* » (*Juste Cause*), organe des catholiques patriotes nord-vietnamiens, M. Xuan Thuy — qui est aussi ministre d'Etat — déclare notamment que le parti « poursuit une politique conséquente visant à unir tous les patriotes et progressistes de diverses religions ». Le « *Nhan Dan* », journal du parti, avait, pour sa part, largement fait état d'un entretien entre le premier ministre Pham Van Dong et l'archevêque de Hanoi, Mgr Trinh Nhu Khê, à l'occasion du retour du Synode de Rome d'une délégation nord-vietnamienne. (« *La Croix* », 5 février.)

SUEDE

Le nombre des catholiques augmente

Selon les statistiques publiées à la fin de 1974 pour le diocèse de Stockholm, l'unique de toute la Suède, les catholiques du pays en 1973 étaient environ 70 000, avec une augmentation d'environ 5 000 unités sur l'année précédente. Ce nombre doit être pris avec réserve parce que, comme l'indique l'Agence catholique de nouvelles « *Kit* » dans un commentaire à ce sujet, la méthode suivie pour l'enquête n'a pas été unitaire. Il est probable que le nombre des baptisés est plus élevé. Des mêmes statistiques, on apprend que le nombre annuel des communautés est augmenté, tandis que le nombre des baptêmes diminue progressivement depuis 1970, comme aussi le nombre des mariages. Le nombre des jeunes catholiques qui reçoivent une instruction religieuse dans les paroisses diminue lui aussi, mais le nombre des étudiants des deux plus importantes écoles catholiques du diocèse, situées à Stockholm et à Göteborg, augmente. En 1973, il y avait au diocèse de Stockholm 99 prêtres et 225 religieuses. Les besoins de vocations continuent à être très urgents, et l'évêque, Mgr Taylor, s'est tourné cette année vers les Eglises d'Irlande et de Pologne pour trouver des missionnaires. Dans le commentaire de l'Agence « *Kit* », on ajoute qu'« une des données les plus importantes est celle des conversions arrivées au cours de l'année prise en examen : 53, plus du double de celles qui ont été enre-

gistrées les années précédentes, quoique inférieures de moitié à celles des années 1960 et 1961. A partir de l'après-Concile, les conversions sont allées en diminuant en général dans le monde, et il n'est pas facile d'en préciser les causes : des accents divers en ecclésiologie et dans l'ouverture œcuménique ont donné naissance à une certaine mentalité selon laquelle être « hors » de l'Eglise ou être « dedans » n'est pas considéré comme une chose décisive. » (« *Fides* », 29 janvier.)

SUISSE

Déclaration de Mgr Adam concernant Ecône

A la session extraordinaire du Synode valaisan qui s'est tenu les 1^{er} et 2^e février, Mgr ADAM, président de la Conférence épiscopale suisse et évêque de Sion, a été interpellé en marge des débats au sujet du séminaire traditionaliste d'Ecône, que dirige Mgr LEFEBVRE. Il a répondu en substance :

● Un document signé du cardinal KNOX a exprimé clairement la position de l'Eglise concernant la messe promulguée par Paul VI. (« *DC* », n° 1668, p. 58.)

● L'évêque l'a fait publier. Si nous sommes catholiques, nous obéissons au Pape.

● Le rôle de l'évêque n'est pas d'entrer dans la polémique. Il n'a pas de pouvoir de coercition.

● Le fond de la question n'est pas la messe de Saint Pie V, mais bien ceci : il en est qui ne veulent pas accepter le Concile Vatican II et le Pape Paul VI. (« *La Liberté* », 3 février.)

URUGUAY

Le gouvernement suspend le périodique catholique

Le gouvernement uruguayen a suspendu la publication du périodique catholique « *Informaciones* » qui avait déclaré que les représentants du gouvernement étaient des persécuteurs de la religion. Le prétexte allégué par le président Bordaberry pour ordonner la suppression de deux numéros consécutifs du journal, est que les illustrations accompagnant un commentaire du Sermon sur la montagne étaient « agressives » et dénaturaient la politique du gouvernement à l'égard de l'Eglise. Une photo montrait des policiers en uniforme de service dans une ferme avec cette légende : « La persécution ne peut supprimer la foi ». L'article en question était intitulé : « Quand on persécute

la foi chrétienne ». (« *Prensa asociada* », 15 février.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— L'abbé Paul WERNER évêque titulaire de Drua et auxiliaire de l'archevêque de Paderborn, Allemagne. (« *OR* », 1^{er} février.) — Mgr Justo Oscar LAGUNA évêque titulaire de Lares et auxiliaire de l'évêque de San Isidro, Argentine. (« *OR* », 3-4 février.) — Mgr Bernard F. PAPIN évêque titulaire d'Arad et l'abbé Gerard DIONNE évêque titulaire de Garba et auxiliaires de l'évêque de Sault-Sainte-Marie, Canada. (« *OR* », 5 février.) — Mgr Ignatius HARSONO évêque de Bogor, Indonésie. (« *OR* », 12 février.) — Mgr Gerardo DE ANDRADE PONTE évêque de Petrolina, Brésil. (« *OR* », 13 février.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Paternus Nicholas Joannes Cornelius Geise, évêque de Bogor (Indonésie), sur son désir. (« *OR* », 12 février.) — De Mgr Antonio Campelo de Aragoa, évêque de Petrolina (Brésil), pour raison de santé. (« *OR* », 13 février.) — De Mgr Adolfo Ciuchini, ancien évêque d'Alghero (Italie), le 11 février, en cette ville. (« *OR* », 14 février.)

DECES

— De Mgr Giacinto Gaz, évêque titulaire de Grazianopolis et exarque apostolique pour les catholiques de rite byzantin résidant en Grèce. (« *OR* », 1^{er} février.) — De Mgr Marcel Oliver Maradan, ancien évêque de Port-Victoria ou Seychelles (océan Indien), le 5 février à Bulle, Suisse. (« *OR* », 8 février.) — De Mgr Reginaldo Giuseppe Maria Adazzi, évêque titulaire de Risinio, le 7 février, à la Madonna dell'Arco, Naples. (« *OR* », 9 février.) — De Mgr Julien LE COUEDIC, ancien évêque de Troyes, le 9 février, à Versailles. (« *OR* », 13 février.)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a érigé la Délégation apostolique pour la Guinée-Bissau en lui assignant son

siège « *pro nunc* » à Dakar. (« *OR* », 2 février.)

Promulgation de décrets de la S. Congrégation pour les Causes des saints

Le 1^{er} février, en présence du Saint-Père, ont été promulgués quatre décrets concernant les causes de béatification ci-après :

1. Sur deux miracles attribués à l'intercession du vénérable serviteur de Dieu Jean-Henri-Charles Steeb, prêtre séculier, fondateur de l'institut des Sœurs de la Miséricorde de Vérone ; né à Tübingen (Allemagne) le 18 décembre 1773, mort à Vérone le 15 décembre 1856 ;

2. Sur l'héroïcité des vertus du serviteur de Dieu Andrea Carlo Ferrari, archevêque de Milan, cardinal de la Sainte Eglise Romaine ; né à Lalatta di Pratopiano (diocèse de Parme) le 13 août 1850, mort à Milan le 2 février 1921 ;

3. Sur l'héroïcité des vertus du serviteur de Dieu Ezechiele Moreno Diaz, de l'ordre des Augustins Récollets, évêque de Pasto in Colombia ; né à Alfaro, diocèse de Tarragona (Espagne), le 9 avril 1848, mort à Monteagudo (Espagne), le 19 août 1906 ;

4. Sur l'héroïcité des vertus de la servante de Dieu Maria Enrica Dominici, supérieure générale des Sœurs de Sainte-Anne et de la Providence ; née à Borgo Salsesio (archidiocèse de Turin) le 10 octobre 1829, morte à Turin le 21 février 1894. (« *OR* », 2 février.)

✱

— Le Saint-Père a nommé membre de la Commission pontificale pour les Communications sociales, « *durante munere* », M. Louis MEERTS, nouveau président de « l'Union catholique internationale de la presse » et a mis au nombre des consultants de cette même Commission M. Jean GÉLAMUR (P.D.G. de Bayard-Presse). (« *OR* », 3-4 février.)

— Le Saint-Père a nommé prononce apostolique au Sénégal et au Niger, et délégué apostolique au Mali, en Mauritanie et en Guinée-Bissau, Mgr Luigi BARBARITO, archevêque titulaire de Fiorentino. (« *OR* », 9 février.)

— Le Saint-Père a nommé vice-régent de Rome Mgr Giovanni CANESTRI, évêque de Tortona, en le promouvant en même temps à l'Eglise titulaire « *pro hac vice* » archiépiscopale de Monterano (Forum Clodii). (« *OR* », 9 février.)

L'Eglise dans le monde

ECRITURE ET TRADITION

Le film Accusé, levez-vous et le débat qui a suivi sa projection à la télévision ont inspiré au cardinal SUENENS les réflexions ci-après sur la nécessité d'une lecture ecclésiale de l'Ecriture pour ne pas tomber dans une interprétation subjectiviste et fantaisiste () :*

L'autre soir, je regardais à la TV le film : *Accusé, levez-vous*, et j'écoutais ensuite le débat animé qui suivit. Le film posait le cas de conscience d'un Témoin de Jéhovah refusant que le médecin fasse une transfusion sanguine pour sauver la vie de sa petite fille. Il se réclamait pour motiver ce refus — qui devait causer la mort de l'enfant — d'une interprétation littérale de la Bible, propre aux Témoins de Jéhovah. La discussion à l'écran qui suivit la projection du film provoqua un feu croisé d'interprétations scripturaires contradictoires.

Le débat soulevait le problème du respect dû à la conscience et à la Parole de Dieu, mais il se situait dans un contexte ambigu et passionné qui entremêlait les questions. Il avait toutefois l'avantage de faire toucher du doigt combien, pour être valable, la lecture religieuse de la Parole de Dieu doit être une lecture ecclésiale, c'est-à-dire portée par la tradition vivante de l'Eglise et authentifiée par elle. Sans elle, on ne pouvait échapper à l'impression « tour de Babel » en voyant comment la Parole de Dieu était livrée sans contrepoids à l'arbitraire des interprétations subjectives et même parfois hautement fantaisistes.

Ce film m'a rendu plus conscient encore des paroles que je prononce chaque jour durant la célébration eucharistique : « Seigneur, ne regarde pas nos péchés, mais la foi de ton Eglise. » C'est avec une foi « ecclésiale » en effet que je m'approche de Dieu et de sa Parole inspirée, avec une foi non plus isolée, purement mienne, mais avec la foi vécue, priée, sanctifiée par vingt siècles de christianisme. C'est dans le fil d'une tradition vivante, continue, que se situe mon approche. Et cette garantie crée un monde de différence et de sécurité.

On sait combien jadis le débat Ecriture-Tradition opposa catholiques et protestants, entre autres sur le point précis de savoir si la Tradition véhiculait des richesses que l'Ecriture ne contient pas. Le débat conciliaire sur les « deux sources » de la Révélation est encore dans les mémoires. Il s'en est dégagé une meilleure compréhension des rapports réciproques entre l'Ecriture et la Tradition. On pourrait à ce sujet évoquer l'image de l'oiseau en vol : est-ce l'oiseau qui porte les ailes ou les ailes qui sup-

portent l'oiseau ? Quoi qu'il en soit d'une comparaison, nous avons mieux compris la mutuelle influence : Ecriture-Tradition.

La controverse longtemps classique entre catholiques et protestants, pour n'être pas encore entièrement résolue, a perdu de son acuité, tant le rôle de la Tradition aux yeux des protestants eux-mêmes a été mieux perçu. Mais il n'en va pas de même des innombrables sectes fondamentalistes, dérivées de la Réforme. Le débat autour du film auquel je faisais allusion le montrait abondamment.

Une leçon s'en dégage que l'on peut formuler ainsi : on ne peut se dégager des interprétations individualistes et arbitraires qu'en lisant l'Ecriture en Eglise, dans l'éclairage de la Tradition qu'elle incarne et qui lui sert d'environnement interprétatif. La Tradition chrétienne — au sens dogmatique du mot, à ne pas confondre avec les traditions ou les usages variables — est comme la conscience même de l'Eglise, son principe d'identité qui relie les générations.

« Paul Claudel, écrit le P. Congar, a comparé la Tradition à un homme qui marche. Il n'avance qu'en prenant appui sur le sol, un pied levé et l'autre à terre : il ne le pourrait, ni s'il gardait les deux pieds fixés au sol, ni s'il les lançait tous deux en l'air. Si la Tradition est continuité au-delà du conservatisme, elle est aussi marche et progrès au-delà de la simple continuité : à condition, précisément, de dépasser la pure valeur de conservation en lui ajoutant celle de thésaurisation de l'acquis, qui permet d'aller plus loin sans recommencer purement et simplement la même chose. La Tradition est mémoire qui permet un enrichissement de l'expérience. Si l'on oubliait à mesure, on n'avancerait jamais. Si l'on était servilement lié aux formes du passé, pas davantage. La vraie tradition n'est pas servilisme, elle est fidélité (1). »

La tradition est le lien vécu de la continuité : « Il faut tenir ce que les Eglises ont reçu des apôtres, les apôtres du Christ, le Christ de Dieu. » Par ces mots, Tertullien déjà indiquait le critère de l'authenticité. La fidélité suppose des témoins autorisés qui se relaient et se passent le flambeau : elle est transmission d'une parole vécue, qui éclaire la parole inspirée tout en étant normée par elle.

Aux premiers temps de l'Eglise, l'Evangile fut annoncé au monde alors même qu'il n'y avait encore ni évangiles écrits ni lettres des apôtres. La transmission vitale est historiquement première. La foi se communiquait de manières multiples, tout à la fois par la parole qui enseigne, par la discipline individuelle et commune, par la liturgie célébrée, par la

(*) « Pastoralia Communications de l'archevêché de Malines-Bruxelles », février 1975. Titre de la DC.

(1) Yves M.-J. CONGAR, « La Tradition et la vie de l'Eglise, dans *Je sais, je crois, Encyclopédie du catholique au XX^e siècle*, 1^{re} partie, Paris, 1963, p. 10.

vie sacramentelle vécue. C'est de toutes ces richesses convergentes que nous sommes héritiers.

L'Eglise est une mère : elle éduque à la manière maternelle par la vie même qu'elle suscite au sein d'un foyer. L'éducation est communication, de vivant à vivant. Lorsque l'éducation religieuse manque au foyer, la seule instruction religieuse à l'école ne peut remédier à cette déficience grave.

« Un foyer, » écrit le P. Congar, un milieu déploient une valeur originale de force et de certitude. Ils apportent la sécurité et une possibilité de dilatation que permet cette sécurité. Avons-nous déjà pensé à ce que nous serions si nous étions réduits à nous-mêmes ? Nous serions réduits à une humanité bien pauvre, et qui s'épuiserait à assurer ses bases les plus élémentaires sans pouvoir rien entreprendre d'un peu grand. Cela serait vrai au plan économique, obligés que nous serions à gagner chaque jour notre subsistance ; cela serait vrai au plan culturel, réduits que nous serions à notre expérience immédiate ; cela serait vrai au plan religieux. Que notre foi serait pauvre, qu'elle serait incertaine, si nous étions vraiment seuls en face du texte biblique ! Et qui nous l'aurait donné, d'où le tiendrions-nous, comment l'aurions-nous trouvé ? Que notre communion avec Dieu en Jésus-Christ serait pauvre, qu'elle serait incertaine, si nous devions la construire seuls, à partir de nous seuls et de Dieu seul, sans initiation maternelle, sans communauté chrétienne, sans Eglise ni communion des saints ! Que serait ma foi en la Sainte Trinité sans Athanase et Nicée ? Que serait ma prière sans les psaumes juifs, sans la liturgie, sans l'exemple et l'entraînement des saints (2) ? »

Nul n'a mieux exprimé la portée de la Tradition que Maurice Blondel, ce théologien laïc qui, en pleine crise moderniste, exerça un rare don de discernement. Il n'est pas inutile aujourd'hui encore d'entendre sa voix de philosophe et de croyant profondément religieux :

« La Tradition apporte à la conscience distincte des éléments jusqu'alors retenus dans les profondeurs de la foi et de la pratique, plutôt qu'exprimés, relatés et réfléchis. Donc cette puissance conservatrice et préservatrice est en même temps instructive et formatrice. Tournée amoureusement vers le passé où est son trésor, elle va vers l'avenir où est sa conquête et sa lumière. Même ce qu'elle découvre, elle a l'humble sentiment de le retrouver fidèlement. Elle n'a rien à innover, parce qu'elle possède son Dieu et son tout ; mais elle a sans cesse à nous apprendre du nouveau, parce qu'elle fait passer quelque chose de l'implicite vécu à l'explicite connu. Pour elle, en somme, travaille quiconque vit et pense chrétiennement, aussi bien le saint, qui perpétue Jésus parmi nous que l'érudit qui remonte aux pures sources de la Révélation, ou que le philosophe qui s'efforce d'ouvrir les voies de l'avenir et de préparer le perpétuel enfantement de l'Esprit de nouveauté. Et ce travail diffus des membres contribue à la santé du corps, sous la direction du chef qui, seul, dans l'unité d'une conscience divinement assistée, en concert et en stimule le progrès (3). »

L.-J. cardinal SUENENS,
archevêque de Malines-Bruxelles.

ECHANGE DE LETTRES

ENTRE LE GRAND RABBIN KAPLAN

ET LE CARDINAL VILLOT

AU SUJET DE MGR CAPUCCI

Après la publication par la Salle de presse du Saint-Siège de la déclaration au sujet de la condamnation de Mgr Capucci (1), M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France, a adressé la lettre ci-après au cardinal Villot (2) :

20 décembre 1974.

A S. EM. LE CARDINAL JEAN VILLOT,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT (VATICAN)
MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

J'ai eu l'honneur d'entrer en relations avec vous après la disparition du très regretté cardinal Gerlier, alors que vous étiez archevêque de Lyon.

Si je vous écris aujourd'hui, c'est que j'ai été prié par de nombreux membres de ma communauté de vous exprimer notre douloureuse surprise pour ne pas dire plus, de la prise de position du Vatican contre la condamnation de Mgr Capucci.

Nous ne nous attendions certes pas que le Vatican réprobat publiquement les agissements de cet évêque et plus particulièrement sa participation à l'action des terroristes en Israël, mais nous ne nous attendions encore moins qu'il déplorât la condamnation dont ce prélat a été l'objet.

Car il s'agit bien de cela. Le journal *le Monde* du 12 décembre l'écrit sans ambages, tout d'abord dans le titre de l'article : « Le Vatican déplore la condamnation de Mgr Capucci » et également dans la première phrase : « Le Saint-Père a appris avec une profonde peine et regret la condamnation en Israël à douze années de prison de Mgr Hilarion Capucci... »

Il semble donc bien que ce que le Vatican déplore c'est la condamnation du prélat et non sa conduite.

Ce qui renforce cette impression pour les lecteurs, c'est la phrase du même article selon laquelle le Vatican n'entend pas se prononcer sur les faits incriminés. En écrivant cela, il laisse planer un doute sur la culpabilité de Mgr Capucci et, en conséquence, sème la suspicion sur le bien-fondé de la condamnation infligée à l'évêque. C'est cela qui est d'une gravité extrême car dans l'esprit des lecteurs il restera toujours ce doute et cette suspicion au détriment d'Israël.

Vous ne pouvez pourtant pas ignorer la réalité des actes criminels commis par Mgr Capucci. On est même en droit de se demander si les armes et les grenades introduites par le même prélat avant son arrestation n'ont pas servi à tuer des innocents, n'ont pas été utilisées par les terroristes coupables de l'odieux attentat tout récent dans un cinéma de Tel-Aviv.

Que le Vatican estime de son devoir de jeter un voile sur le rôle de cet évêque pourvoyeur de mort, c'est son affaire, mais qu'il le fasse en faveur de celui qui a armé des tueurs en Israël ne peut laisser indifférents des Juifs français qui se sentent

(2) *Ibid.*, p. 26.

(3) *Ibid.*, p. 27-28, citation de M. Blondel, *les Premiers écrits de Maurice Blondel*, Paris, 1956, p. 149-228.

(1) *CF*, 1975, n° 1668, p. 97.

(2) « Rencontre chrétiens et juifs » (10, rue du Jura, Paris, XIII^e), 1^{er} trimestre 1975, p. 38.

frères de ces Israéliens quotidiennement exposés aux attentats des terroristes. Comment concilier cela avec l'esprit et la lettre de la Déclaration sur les juifs du Concile Vatican II où il a été recommandé de créer de meilleures relations que par le passé entre chrétiens et juifs ?

J'en suis d'autant plus navré que lorsqu'on m'a signalé l'article en question et qu'on m'a dit : « Le Vatican déplore » j'ai cru — puisque la presse nous faisait connaître chaque jour les protestations de divers pays contre l'attitude révoltante de l'UNESCO envers Israël — que le Vatican intervenait lui aussi en ce sens et je m'en réjouissais grandement.

Hélas ! il n'en était rien.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de ma haute considération.

Jacob KAPLAN.

*

Secrétairerie d'Etat du Vatican
Le 27 janvier 1975.

MONSIEUR JACOB KAPLAN,
GRAND RABBIN DE FRANCE, PARIS

MONSIEUR LE GRAND RABBIN,

J'ai maintenant entre les mains votre lettre du 20 décembre : elle m'est en effet parvenue, malheureusement, avec un certain retard.

Je vous remercie tout d'abord du souvenir que vous conservez des contacts qui remontent à l'époque où j'étais archevêque de Lyon, et je vous sais gré de la confiance avec laquelle vous abordez avec moi le cas de Mgr Capucci.

Vous aurez compris comment toute cette affaire — et pas seulement la nouvelle de la condamnation — a été pénible également pour le Saint-Siège, par le fait qu'elle concernait un évêque catholique, chef d'une très ancienne communauté chrétienne de la sainte Cité de Jérusalem. Par ailleurs comment ne pas craindre qu'un tel épisode n'aggrave encore une situation déjà tendue ?

Le communiqué publié par la Salle de presse du Saint-Siège, comme vous l'avez relevé, n'a pas eu, de fait, l'intention de prononcer de jugements. Mais, en agissant ainsi, il n'a évidemment voulu en aucune façon donner quelque encouragement pour les faits de violence et de terrorisme que le Saint-Père ne manque jamais une occasion de déplorer. Le communiqué en question voulait seulement souligner « la peine et le regret du Saint-Siège » devant ce cas, envisagé dans toute sa complexité, et manifester sa préoccupation pour les réactions que le cas aurait pu en fait susciter. Le communiqué exprimait enfin le souhait qu'une affaire aussi délicate reçût une solution qui rendît possible, loin d'y mettre quelque nouvel obstacle, la pacification des esprits.

Je veux espérer que ce douloureux épisode n'aura pas de fâcheuse répercussion sur l'amélioration des rapports entre juifs et chrétiens, souhaitée par le Concile Vatican II. Vous aurez pu constater vous-même comment le Saint-Siège, par ses initiatives, — et en particulier par la récente publication des « Orientations et suggestions pour l'application de la Déclaration conciliaire *Nostra Aetate* (n° 4) » — a manifesté sa volonté de continuer et d'approfondir l'effort de compréhension entre l'Eglise et le judaïsme.

Je forme le vœu qu'avec l'aide du Tout-Puissant, cet objectif soit poursuivi d'un commun accord et je vous prie d'agréer, monsieur le Grand Rabb, l'assurance de ma haute considération.

Cardinal VILLOT.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES DE Mgr ELCHINGER SUR LE DOCUMENT DE LA COMMISSION ROMAINE POUR LES RELATIONS AVEC LE JUDAISME

Dans le bulletin de son diocèse (« L'Eglise en Alsace », mars 1975), Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, président du Comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme, publie les « renseignements complémentaires » ci-après sur les « Orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire *Nostra aetate*, n° 4 » de la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme (1) :

1. Le texte romain, publié à Rome le 3 janvier 1975, concernant les relations de l'Eglise catholique avec le judaïsme, est destiné à l'Eglise universelle et doit donc pouvoir être appliqué dans tous les continents.

2. Ce texte fait allusion « aux initiatives qui ont été prises en divers pays » depuis le Concile. « Elles ont permis, dit le texte, de mieux discerner les conditions dans lesquelles peuvent s'élaborer et se développer de nouvelles relations entre juifs et chrétiens. » Le document français publié en avril 1973 par le « Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme » fait partie de ces initiatives.

3. Ne sont évoqués dans le texte romain du 3 janvier que des problèmes relevant de la compétence propre de la Commission pontificale pour les relations religieuses avec le judaïsme. Les questions pouvant avoir des incidences politiques ne relèvent pas de cette Commission.

4. Ces orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire *Nostra aetate* qui viennent d'être publiées sont avant tout d'ordre pratique, concret et pastoral. Ce sont, dit le texte romain, « simplement quelques premières applications pratiques en divers domaines essentiels de la vie de l'Eglise, en vue d'inaugurer ou de développer de façon saine les relations entre les catholiques et leurs frères juifs ».

P.S. — On aura remarqué que le 23 décembre, en recevant les vœux de Noël, le Pape a évoqué devant les cardinaux ce que Jérusalem représente pour le judaïsme. Il appelle Jérusalem « le centre à la fois de l'amour et des nostalgies séculaires de ce peuple que Dieu avait mystérieusement choisi en désignant à l'avance en lui son peuple, dans lequel nous nous reconnaissons » (2).

(1) Cf. DC 1975, n° 1668, p. 59.

(2) *Ibid.*, p. 52 (NDLR).

LE GRAND RABBIN DE PARIS COMMENTE LE DOCUMENT ROMAIN SUR LES RELATIONS ENTRE JUIFS ET CATHOLIQUES

Après la publication du document de la Commission romaine pour les relations religieuses avec le judaïsme (1), M. MEYER JAIS,

(1) Cf. DC 1975 n° 1668, p. 59 et s.

grand rabbin de Paris, a publié dans « Information juive » (2) l'article ci-après sous le titre : « A propos du document romain » :

Le 22 août 1974, le Saint-Siège avait décidé la désignation de deux nouvelles Commissions chargées des relations, l'une avec le judaïsme et l'autre avec l'islam. Mais — détail très significatif — alors que celle-ci est rattachée au Secrétariat pour les non-chrétiens, celle-là fonctionne auprès du Secrétariat pour l'unité des chrétiens. L'Eglise ne pouvait mieux marquer sa volonté de rapprochement avec la Synagogue, dans l'espoir de la rendre plus perméable à ses vérités dogmatiques.

Cette nouvelle création s'inscrit dans la ligne des Congrès de Seelisberg et New Delhi, et de Vatican II. Elle répond aux efforts entrepris depuis passablement d'années en vue d'établir des contacts réguliers avec les représentants des instances juives mondiales. Ils ont abouti, on le sait, à la constitution d'un Comité de liaison formé en 1971, et comprenant comme partenaire, du côté juif, le Comité international pour les consultations interreligieuses dont font partie le Congrès juif mondial, le Conseil des synagogues d'Amérique, l'American Jewish Committee, le B'nai B'rith ADL. Le document romain qui vient de paraître émane de cette Commission spéciale pour les relations avec le judaïsme. L'une des premières questions qui se posent est de savoir précisément le pouvoir réel dont il est doté. Sa portée, si je suis bien informé des structures de l'Eglise, est plus étendue que celle des « Orientations épiscopales ». Publiées ici, en 1973, la veille de la Pâque juive, elles n'engageaient alors que les six évêques composant le Comité épiscopal français. Aussi ne s'adressaient-elles qu'aux catholiques de notre pays.

Un effort de bonne volonté

Le texte d'aujourd'hui est l'œuvre non plus d'un Comité mais d'une Commission. En outre, celle-ci opère sous l'égide d'un Secrétariat à Rome. Elle parle donc au nom de l'Eglise. Ses prises de position, pour être moins contraignantes que celles d'un Concile, n'en sont pas moins destinées aux catholiques du monde entier.

C'est la raison pour laquelle elle se réfère dès l'entrée à la déclaration du 28 octobre 1965 *Nostra Aetate* de Vatican II. Elle limite sa tâche à faire des suggestions d'ordre pratique pour l'application des décisions conciliaires relatives aux rapports entre catholiques et juifs.

En réalité, elle va beaucoup plus loin que le schéma 13. Il est indéniable que ce texte se ressent des influences exercées sur Rome par les nombreuses initiatives prises en divers pays durant ces neuf dernières années. Ainsi, en 1965, finalement, l'Eglise s'était bornée à « déplorer l'antisémitisme » sous prétexte « qu'elle ne pouvait valablement condamner que les hérésies et nullement les crimes et les péchés ». Le document actuel, sans passer sous silence la prétendue participation des juifs au procès et à la mort de Jésus, condamne, au nom « des liens spirituels et des relations historiques rattachant l'Eglise au judaïsme, toute forme d'antisémitisme ». Il s'appuie précisément sur ces liens pour imposer « le devoir

d'une meilleure compréhension réciproque et d'une estime mutuelle renouvelée ».

Sur un autre point on peut penser qu'il y a eu également progrès. Grâce à l'action menée entre autres par l'Episcopat français, ce document est passablement nuancé et se montre plus attentif à toutes les richesses du judaïsme. Il ne parle pas, comme précédemment, uniquement de la loi écrite, mais encore « des composantes fondamentales de la tradition religieuse du judaïsme ». Il tient compte « que le judaïsme de l'époque des apôtres était une réalité complexe ». Il recommande en outre d'apprendre « par quels traits essentiels les juifs se définissent eux-mêmes dans leur réalité religieuse vécue ». Il dénonce la fameuse opposition inventée de toutes pièces entre religion de justice et religion d'amour. Il reconnaît que « l'Ancien Testament garde une valeur propre et perpétuelle, non oblitérée par l'interprétation ultérieure ».

Toutes ces affirmations se trouvaient déjà, mais exprimées avec beaucoup plus de force encore, dans le texte épiscopal de 1973. N'hésitant pas à s'interroger sur la signification « du rassemblement des dispersés du peuple juif », il se demandait si ce retour au pays des ancêtres n'était pas « une voie de la justice de Dieu pour le peuple juif et en même temps que pour le peuple juif, pour tous les peuples de la terre », et si en tant que tel il n'avait pas un rôle à jouer aujourd'hui encore dans l'économie du salut.

Un fossé infranchissable

L'absence de toute allusion à la résurrection d'Israël, après une éclipse de deux mille ans, ne doit pas nous empêcher de rendre hommage à l'effort de bonne volonté dont témoigne le document romain. Toutefois, il ne faut pas se le dissimuler, ce changement d'attitude a pour but essentiellement de favoriser les rencontres entre croyants des deux religions, en vue de permettre aux chrétiens de se renseigner sur notre foi et, en échange, de nous amener, sans violence, avec tact, dans le rigoureux respect de la liberté religieuse de chacun, à une connaissance plus approfondie de la foi chrétienne, comptant, vraisemblablement, sur la grâce pour le reste. Rendons justice à ce document, comme à ceux qui l'ont précédé : la préoccupation permanente du christianisme, celle qui constitue sa raison d'être, s'y trouve indiquée avec une grande délicatesse, mais clairement, sans laisser subsister le moindre doute. Ne se trompent sur sa véritable signification que ceux qui, s'aveuglant eux-mêmes — ils sont très nombreux dans nos rangs —, veulent à tout prix croire qu'une révision radicale a été opérée et que tous les facteurs sont maintenant réunis pour l'instauration sur le plan dogmatique d'un véritable dialogue. Or, on ne le répètera jamais assez, celui-ci exige non seulement, comme ce document le souligne, le respect de l'autre tel qu'il est, et de ses convictions religieuses, mais encore avant, et par-dessus tout, un accord sans réserve sur les prémisses et sur la définition des notions formant l'objet du débat. Les mots n'ont pas le même sens des deux côtés. Tel postulat théologique évident pour l'un est complètement opaque pour l'autre.

C'est pourquoi, tout le temps que l'Eglise restera l'Eglise et la Synagogue la Synagogue, je ne pense pas qu'un rapprochement réel puisse s'opérer sur le plan de la foi proprement dite.

Disons-le nettement : le fait que, selon le document romain, l'Eglise se veuille catholique, universelle,

(2) 78, avenue des Champs-Élysées, Paris, VIII^e, numéro de janvier 1975. Sous-titres de la DC.

c'est-à-dire qu'elle aspire à faire partager son credo par la totalité du genre humain « en vertu de sa mission divine » ; d'autre part, sa conviction qu'il y a « continuité de sa foi avec celle de l'Alliance ancienne dans la ligne des promesses... qui se seraient réalisées lors du premier avènement de Jésus... lequel s'est présenté comme accomplissant et parachevant la Révélation antérieure... le Nouveau Testament étant caché dans l'Ancien, et l'Ancien devenant clair par le Nouveau », nous donnent une petite idée des difficultés insurmontables interdisant dans ce domaine tout espoir de dépasser le stade du monologue.

C'est Mgr Pézeril lui-même qui, dans *le Monde* du 27 avril 1973, déclarait « qu'il serait impie, déloyal et vain au terme de cette analyse [des orientations] de masquer notre désaccord profond et persistant sur la personne et la mission de Jésus par lesquelles les chrétiens sont tout ce qu'ils sont. Ne pas marquer ce point relèverait de ce que l'apôtre Paul a flétri comme le silence de la honte ». C'est par une pareille attitude de franchise que par-delà toutes les barrières dogmatiques, des liens de respect sincère peuvent se tisser entre toutes les consciences. Toute entente, à la faveur d'un malentendu, est malsaine, reposant sur l'ignorance ou sur la lâcheté ou enfin sur l'hypocrisie. En ce domaine comme en tout autre, seules l'authenticité et la lucidité peuvent faire avancer les problèmes. C'est déjà un grand résultat que de savoir pourquoi on demeure divisé.

Ajoutons que ce fossé infranchissable sur le plan de la croyance ne saurait constituer selon le judaïsme un obstacle non seulement à l'estime mais encore à la sympathie à laquelle a droit toute âme qui aspire à s'élever vers Dieu quelle que soit la forme sous laquelle elle se le représente.

Nous tenterons prochainement de pousser l'analyse plus loin et de préciser quel est, selon nous, l'unique point sur lequel il peut y avoir dialogue. Si nous parvenions à faire partager notre avis à tous ceux qui se réclament de la Bible, le facteur religieux redeviendrait alors une force véritable, capable d'orienter le cours de l'Histoire.

MAYER JAIS,
grand rabbin de Paris.

COMMENT CATHOLIQUES ET JUIFS AIMERAIENT VIVRE A NEW YORK

Sous ce titre a été rendu public, le 11 février 1975, un manifeste signé à la fois par des catholiques et des juifs, qui est le résultat d'une année de consultations entre l'archevêché de New York et des organisations juives (Anti-Defamation League et B'nai B'rith). Il a pour but d'inviter catholiques et juifs à se rencontrer, à se comprendre et à entreprendre ensemble, à l'occasion de l'Année sainte, toute une série d'actions, en particulier dans le domaine de la moralité () :*

Juifs et catholiques romains qui vivons côte à côte à New York, nous voulons hâter la réconciliation dans notre cité. Nous lisons dans le Lévi-

tique : « Vous déclarerez sainte cette cinquantième année et proclamerez l'affranchissement de tous les habitants du pays. Ce sera pour vous un jubilé... » (Lv 25, 10.) Dans la ligne de cette tradition juive, 1975 est pour l'Eglise catholique romaine une Année sainte de renouvellement et de réconciliation. Et c'est pourquoi nous saisissons cette occasion pour nous adresser à nos voisins au sujet de nos communes aspirations.

Notre espoir est de guérir les blessures provoquées entre nous par l'incompréhension tandis que nous travaillons ensemble aux tâches qui nous incombent à tous. Notre espoir est que se desserre l'étreinte de la tension. En favorisant une coopération plus étroite, par le moyen d'études communes, d'estime pour les sentiments de l'autre et d'ouverture à sa spiritualité, nous cherchons à nous enrichir nous-mêmes et à être mieux capables de servir autrui.

Nous voulons nous sentir libres pour être nous-mêmes. C'est séparés les uns des autres que nous rendons un culte à Dieu et, si nous continuons à le faire, c'est dans la certitude qu'il existe bien des domaines où nous pouvons collaborer ensemble au service de la communauté. Nous provenons de traditions religieuses différentes et, bien que nous ayons en commun de nombreuses valeurs, nous sentons que nous avons une contribution originale à apporter en étant différents en tant que juifs et catholiques romains. C'est pourquoi nous sommes pleinement d'accord avec la déclaration publiée par la Conférence nationale des évêques catholiques pour servir de directoire aux relations judéo-chrétiennes, et où il est dit que « le prosélytisme doit être soigneusement évité dans le dialogue ».

Nous voulons pouvoir, non seulement être d'accord sur certains sujets, mais aussi être en désaccord sur d'autres. Nous ne pouvons être vrais envers nous-mêmes et nous aider mutuellement si nous nous contentons de parler de généralités sans risque et de questions non controversées.

Nous voulons pouvoir parler en toute loyauté des problèmes qui nous concernent. Le refus d'engager un dialogue honnête, de s'écouter et de se comprendre, serait un acte on ne peut plus immoral. Le refus d'écouter et de comprendre endurecit nos cœurs devant les problèmes que nous devons affronter. Qu'il s'agisse de l'avortement, d'Israël, de la suppression de la liberté religieuse, de la vie familiale, des écoles paroissiales ou de tout autre sujet, nous parlerons ouvertement et librement, même lorsqu'un consensus ne peut être atteint. Quels que soient nos sentiments vis-à-vis du Proche-Orient, le droit des citoyens d'Israël à vivre en paix est une préoccupation vitale pour nous tous. En tant que membres de groupes minoritaires, nous savons par nos histoires respectives que le refus de reconnaître des droits humains à un groupe est une menace pour les droits de tous partout ailleurs. Dans cette discussion franche et ouverte, nous aborderons les problèmes sans mettre en question la bonne volonté ou l'intégrité morale de qui que ce soit.

Nous voulons déclarer, avec autant de clarté que de fermeté, que nous entendons aborder tous les sujets qui nous préoccupent, tout en ne nous sentant nullement poussés à tomber toujours d'accord. Nous partagerons nos préoccupations respectives, même s'il advient que nous ne partagions pas toujours les points de vue de l'autre. Cela dit, il existe de nombreux domaines où nous pouvons et devons agir ensemble.

(*) Texte anglais dans *Origins* NC Documentary Service du 27 février 1975. Traduction de la DC.

L'immoralité s'étale à travers notre cité, et c'est notre devoir moral de la combattre et de l'attaquer, quelles que soient les formes qu'elle revêt. Les problèmes de la pauvreté, de la corruption et de l'injustice sociale peuvent être résolus grâce à une prise de conscience plus vive et à une lutte commune.

Nous voulons ouvrir pour que toute personne ait le droit de vivre comme le décrivait le prophète Michée : « Chacun restera assis sous sa vigne et sous son figuier, sans personne pour l'inquiéter. » Notre souci doit se porter sur chaque immeuble de notre cité, par la création d'un esprit de réconciliation et d'amour qui embrasse tous les hommes.

Tout comme nous nous connaissons, nous nous respectons mutuellement et travaillons ensemble aux niveaux national et régional, nous voudrions que ce dialogue constructif et cette étroite association se poursuivent dans nos lieux de culte. Nous demandons instamment à toutes les synagogues et églises de commencer immédiatement à se rencontrer et à mettre en relief les idées de réconciliation et de renouvellement dans notre cité. Nous savons que le fait d'être différents n'engendre pas la division aussi longtemps que les gens, dans chaque quartier, se connaissent et se respectent les uns les autres. L'isolement conduit à la suspicion et au sectarisme.

Nous profitons de ce que les catholiques romains aient adapté une tradition juive pour réaffirmer notre engagement à travailler en 1975 au renouvellement et à la réconciliation dans notre grande communauté de New York. Nous croyons que c'est là l'une des grandes contributions que nous pouvons faire à la vie de notre cité.

Etre nous-mêmes, nous respecter mutuellement, écouter les autres et tirer profit de nos découvertes mutuelles, travailler ensemble en 1975 pour le bien de tous les habitants de New York, tels sont, en résumé, nos projets communs.

CREDIBILITE DE L'EGLISE

Sous ce titre, l'« Echo de la prélature de Tunis » (12 janvier 1975) publie l'intervention ci-après, prononcée au Synode des évêques le 11 octobre 1974 par le P. Théo VAN ASTEN, ancien supérieur général des Pères Blancs (1) :

Le jour où l'Eglise — cette Eglise que nous aimons et à laquelle nous avons consacré notre vie — sera visiblement pour le monde entier un signe de salut et de libération pour tout homme, sa puissance d'évangélisation aura fait un bond en avant. Elle ne sera plus captive de certaines de ses apparences.

Le Document préparatoire au Synode parle du témoignage de crédibilité que doit donner l'Eglise. C'est sur les aspects concrets de ce témoignage susceptible d'être perçu par ceux qui ne sont pas chrétiens que je voudrais intervenir.

Si l'Eglise cessait d'être crédible pour « ceux du dehors », elle cesserait d'être une lumière pour le monde, elle ne serait plus le sel de la terre. Il nous faut donc tout faire pour rendre crédible en actes et

non pas seulement en paroles, l'Eglise de Jésus-Christ.

Sachons ouvrir les yeux et les oreilles. Que pense de l'Eglise à tort ou à raison, le monde non chrétien ? Soyons assez lucides pour l'écouter. Soyons assez courageux pour en tenir compte.

— C'est un fait que l'Eglise est trop souvent identifiée à une culture occidentale, à une Eglise occidentale, par des peuples non chrétiens qui ne sont pas occidentaux.

— C'est un fait que, même en Occident, elle est trop souvent identifiée à une Eglise typiquement latine dans certaines de ses lois et de ses expressions, par des peuples qui ne sont pas latins.

— C'est un fait qu'elle apparaît, dans ses structures, comme une Eglise presque exclusivement masculine, à un monde qui est pourtant formé, pour plus de la moitié de femmes. Et quand on sait la part que les femmes ont prise dans l'évangélisation, on a presque honte de les voir si peu représentées ici.

— C'est un fait que l'Eglise est trop souvent identifiée au monde capitaliste, par des peuples qui n'appartiennent pas au monde capitaliste.

— C'est un fait que trop souvent, aux yeux des non-chrétiens, elle a paru condamner la violence contre des régimes de droite, alors qu'elle l'acceptait implicitement contre des régimes de gauche.

— C'est un fait que, pour tant d'hommes d'aujourd'hui, les mots d'Eglise et de liberté sont deux mots qui ne marchent guère ensemble.

Bien sûr, nous qui sommes dedans, nous qui sommes ses enfants, nous savons bien qu'en fin de compte l'Eglise catholique n'est identifiable ni à l'Occident ni au capitalisme. Nous savons bien qu'elle n'est pas *a priori* contre les femmes ou contre la liberté. Mais qu'avons-nous fait en pratique pour qu'elle n'apparaisse pas comme telle aux yeux de tant de non-chrétiens ?

La crédibilité de l'Eglise ne peut se contenter d'être intérieure, elle doit être aussi extérieure. Ayons donc le courage d'en prendre les moyens, même s'il fallait pour cela changer certains aspects extérieurs que seuls les chrétiens peuvent encore comprendre.

Ce signe qu'est l'Eglise, pour être valable, doit être visible pour tous, et non pas seulement pour des initiés. Sa crédibilité doit être *ad extra*, sinon elle aurait cessé d'être un signe visible pour le monde.

Ces réflexions sont inspirées par un amour profond de l'Eglise. C'est parce que j'aime notre sainte Eglise catholique, et c'est en vertu de mon idéal missionnaire, que je plaide pour une Eglise plus visiblement évangélique, une Eglise plus simple, plus libre, plus fraternelle, une Eglise du sourire, du dialogue et de la tolérance, une Eglise qui sache s'engager autrement qu'en paroles dans ces combats continuels pour la justice et pour la dignité de tout homme..., une Eglise enfin qui n'ait pas besoin d'une somme d'explications savantes pour être perçue par tout homme, telle que Jésus-Christ l'a voulue et telle qu'au fond nous la désirons tous.

P. Théo VAN ASTEN.

POUR UNE NAISSANCE DE L'EGLISE EN MONDE OUVRIER

Sous ce titre, Mgr MATAGRIN, évêque de Grenoble, a publié le texte ci-après dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Grenoble, 5 février 1975) :

(1) Le P. Jean-Marie VASSEUR a été élu Supérieur général des Pères Blancs au mois de septembre 1974 (DC 1974, n° 1663, p. 942). Mgr Callens, évêque de la prélature de Tunis, est Père Blanc.

Je me bornerai à deux observations :

- L'actualité de la visée de l'Action catholique ;
- Les conséquences de la théologie de l'Eglise de Vatican II.

L'actualité de la visée de l'Action catholique

1. Telle qu'elle s'est développée dans la ligne de la JOC, l'Action catholique en France a toujours eu un triple souci :

— Partir des *personnes*, saisies dans un *réseau de relations* au sein d'un *milieu*, caractérisées à la fois par une similitude et une différence dans les conditions de vie et de travail, dans le langage, les mentalités et les comportements ;

— Permettre une *lecture chrétienne de la vie*, des situations, des événements ;

— En vue d'un *témoignage collectif d'Eglise*.

2. Certains ont encore à découvrir la valeur de cette intuition : la pastorale est menacée par une triple tentation :

— N'envisager que des *individus* ;

— Projeter une *doctrine intemporelle* ;

— Vouloir des communautés qui *gommant les différences* et dissimulent les *différends*.

3. D'autres feraient bien de retrouver cette visée de l'Action catholique. Les groupes ou petites communautés « sauvages », « informelles », peuvent représenter un progrès du point de vue sociologique — réaction contre l'anonymat —, ou du point de vue de l'Eglise — retour aux Actes des Apôtres. Ils peuvent être aussi une recherche sécurisante et une fuite devant les réalités complexes du monde actuel. Les *mouvements* organisés assurent le soutien des équipes, la formation des responsables, permettent un *témoignage collectif d'Eglise*.

4. Quant aux mouvements, ils ont à demeurer fidèles à leur visée :

— Maintenir le *lien* entre la base et la pointe (militants très engagés) ;

— Se doter de *moyens* pour une *lecture chrétienne de la vie* plus difficile dans un monde marqué par l'athéisme et l'incroyance ;

— Demeurer en *communio*n d'Eglise.

Les conséquences de la théologie d'Eglise de Vatican II

Trois lignes de force :

— Passage d'une Eglise déjà rassemblée à l'Eglise à naître ;

— Passage d'une Eglise tentée de « surnaturalisme pur » (1) à l'Eglise de *Gaudium et spes* ;

— Passage d'une Eglise de clercs à l'Eglise Peuple de Dieu.

Cette « révolution copernicienne » entraîne des transformations dans la pastorale. Je ne retiendrai ici que le problème des Eglises locales, en l'appliquant à la pastorale du monde ouvrier en France.

1. Le problème des Eglises locales

Au dernier Synode, les évêques africains et asiatiques ont posé très fortement le problème des Eglises locales. Il s'agit de permettre à l'Eglise de présenter un visage familier en chaque culture, de permettre un *enracinement* du christianisme dans la mentalité et la tradition des différents peuples. Pour

cela, il ne suffit pas de parler d'adaptation, ni même de traduction. Mgr Zoa, archevêque de Yaoundé, a bien montré que la naissance d'une Eglise « indigène » supposait en même temps : la *transmission* du message, par des missionnaires venus d'ailleurs, l'*assimilation* par ceux qui reçoivent le message, et la *réexpression* en tenant compte de la culture propre.

Dans cette émergence de l'Eglise, il y a :

— La *reconnaissance* des valeurs propres à chaque culture ;

— La *purification* de ce qu'il y a d'inconciliable avec l'Evangile ;

— L'*achèvement* et le *dépassement* en Jésus-Christ.

Il faut souligner le rôle essentiel des *communautés*, enracinées dans leur peuple, la nécessité d'une *confrontation* au sein de ces communautés, le sens de la *communio*n universelle des Eglises locales, assurée par le ministère de Pierre au sein du collège des évêques.

2. La pastorale du monde ouvrier

Ce qui vaut pour des Eglises locales (au Sénégal, à Madagascar) vaut, toutes proportions gardées, vis-à-vis des milieux sociaux. Il faut inventer un visage de l'Eglise qui puisse être familier aux personnes de cultures différentes : classique, scientifique ou technique, ouvrière.

Trois conditions :

a) Un *effort de discernement* de ce qui est *essentiel* du point de vue de l'Eglise.

— Reconnaître les valeurs propres du monde ouvrier en les purifiant ;

— Participation aux organisations ouvrières en utilisant la foi comme lumière pour critiquer les idéologies ;

— Engagement politique sans sacralisation.

b) Un *effort de concertation* des efforts apostoliques en monde ouvrier.

— Jeunes et adultes ;

— Maintenir en fait la visée du regroupement d'engagés ayant fait des options différentes ;

— Laïcs, prêtres, religieuses.

c) Une *recherche de la communion ecclésiale*.

L'Eglise à réaliser n'est pas une autre Eglise que celle qui est déjà rassemblée. Il ne s'agit pas d'une autre Eglise, mais d'une Eglise devenant autre, plus accueillante au monde ouvrier, en le respectant.

Il faut éviter deux dangers. Le premier est de *sacraliser une fausse unité*, sentimentale ou uniformisante : il y a dans la société des conflits objectifs qu'il faut reconnaître. Le second c'est de *sacraliser les conflits*. Il s'agit de rechercher les causes des conflits et s'efforcer d'y porter remède.

Pour le chrétien l'unité des hommes n'est pas renvoyée à l'eschatologie, elle est *déjà donnée* ■■ Jésus-Christ, *signifiée* dans l'Eucharistie, table dressée plus pour les adversaires que pour les frères. Il s'agit de faire *progresser dans la vie*, dans les relations entre personnes, classes et nations, ce qui est déjà réalisé en Jésus-Christ.

Gabriel MATAGRIN.

LE RENOUVEAU CHARISMATIQUE

Mgr PLOURDE, archevêque d'Ottawa, accompagne sa lettre de Carême du texte ci-après (1) :

Parce que l'on me demande souvent ce que je pense du Renouveau charismatique, je profite de ce Message pour répondre brièvement à cette question.

(1) L'expression est de Pie XII.

(1) Texte original.

Depuis le début, je dis à qui veut le savoir que j'approuve et bénis ce Renouveau pourvu que les trois conditions suivantes soient respectées :

Qu'il s'évertue à promouvoir une authentique prière.

— Qu'il continue à se développer à l'intérieur même des communautés chrétiennes et demeure toujours respectueux de l'enseignement de l'Eglise, de la mission de ceux qui doivent guider leurs frères dans les voies du salut ainsi que des normes éprouvées de la vie spirituelle.

— Qu'il reconnaisse, s'il en est besoin, que l'Esprit-Saint est présent à tous les baptisés et qu'il agit en eux aussi et de diverses façons.

Ces conditions doivent être perçues comme une preuve de l'intérêt que je lui porte et non comme une ingérence indue. Le Saint-Père, dans son audience générale du 10 octobre 1973, a parlé du renouveau de vie spirituelle qui se manifeste aujourd'hui dans l'Eglise, et il ajoute :

« La vie spirituelle des fidèles relève donc de la responsabilité pastorale active de chaque évêque dans son propre diocèse. Il est particulièrement opportun de le rappeler en présence de ces ferments de renouveau qui suscitent tant d'espoir. »

Par ailleurs, même dans les meilleures expériences de renouveau, l'ivraie peut se mêler au bon grain. Aussi une œuvre de discernement est-elle indispensable : elle revient à ceux qui ont la charge de l'Eglise. Il leur appartient spécialement, non pas d'éteindre l'Esprit, mais de tout éprouver et de retenir ce qui est bon (2). »

Dans le seul but de m'acquitter d'un devoir et d'aider ce mouvement de prière à répondre pleinement aux espoirs qu'il suscite, je voudrais rappeler quelques principes de base.

— La prière privilégiée de l'Eglise, qui rencontre toutes les caractéristiques et tous les besoins, reste celle de la liturgie, inspirée de la Parole de Dieu et qui, par son équilibre, répond aux besoins de prière de tous les peuples, tous les âges et tous les états d'âme. Elle doit avoir la priorité dans la vie de tous les chrétiens.

— « Toutefois, la vie spirituelle n'est pas enfermée dans la participation à la seule liturgie. » (Constitution sur la liturgie, Vatican II, n. 12.) La prière personnelle est aussi recommandée mais elle doit toujours s'en inspirer. Elle doit s'exprimer soit dans des formules qui ont un sens pour ceux qui les récitent, soit d'une façon spontanée. Ces deux manières sont bonnes, mais doivent toujours s'enraciner dans la Parole de Dieu authentiquement comprise.

— Les manifestations extraordinaires comme le parler en langue, les prophéties, les guérisons miraculeuses exigent un discernement prudent. Saint Paul, qu'on ne peut accuser de n'avoir pas été favorable à ceux qui recherchaient ces dons, ne leur donne pas moins les conseils suivants, dans sa première lettre aux Corinthiens :

« ... dans l'assemblée, j'aime mieux dire cinq mots avec mon intelligence, pour instruire aussi les autres, que dix mille en langue. »

Frères, ne vous montrez pas enfants en fait de jugement ; des petits enfants pour la malice, soit, mais

pour le jugement, montrez-vous des hommes mûrs » (1 Co 14, 19-20).

« Que tout se passe de manière à édifier. » (14, 26.)

« Mais que tout se passe décemment et dans l'ordre. » (14, 40.)

C'est pour aider tous ceux qui veulent sincèrement marcher de cette façon dans les voies de l'Esprit-Saint que j'ai nommé deux prêtres auprès de ce mouvement. Aidés par un Comité de laïcs, ils représentent l'évêque. Je voudrais qu'on leur accorde la même sympathie et la même collaboration qu'on m'accorderait si je pouvais assumer moi-même la tâche de vous aider tous à grandir dans la docilité et la soumission à l'Esprit-Saint.

Je fais des vœux pour que tous ces efforts contribuent vraiment à la gloire de Dieu et au bien des âmes. Je vous réitère mon fraternel attachement.

† J.-A. PLOURDE,
archevêque d'Ottawa.

RACISME EN GUYANE ?

Sous ce titre, Mgr MORVAN, évêque de Cayenne, a publié le texte ci-après dans le bulletin de son diocèse (« L'Eglise en Guyane », février 1975) :

Quelques journaux ont fait savoir au grand public qu'il y avait des « scandales religieux » en Guyane, « et notamment des cas de ségrégation entre Européens et Guyanais lors d'offices religieux, de séparation entre enfants de différentes origines dans des écoles religieuses ». Ces accusations ont été faites à Paris par quelques Guyanais « internés libérés ».

Voilà plus d'un an que je suis en Guyane et que j'ai pris le temps de visiter toutes les paroisses et missions du diocèse. J'ai pu constater partout que toutes les Eglises étaient ouvertes à tous les catholiques, de toutes les races, à toutes les messes, et que chacun pouvait y choisir la messe qui lui convenait le mieux, et la place de son choix. Tous ceux qui fréquentent nos églises le savent !

Quant aux écoles religieuses, hélas trop peu nombreuses, il n'existe de discrimination véritable qu'à l'égard des garçons, puisque toutes les écoles sont réservées aux filles. Mais si la population et les autorités locales et administratives souhaitent vraiment des écoles libres aussi pour les garçons, qu'on le dise et qu'on le montre par des gestes concrets. Alors il sera peut-être possible de mettre fin à cette discrimination. A moins d'aider les religieuses à faire des écoles mixtes, ce qui, en l'état actuel des choses, obligerait à remercier une bonne partie des filles !

Quant aux « Homes indiens » tout le monde sait que ce ne sont point des écoles, mais des internats, destinés à recevoir de petits Indiens ou Indiennes, mais aussi des Bonis et des créoles, éloignés des centres ou qui sont des cas sociaux, afin de leur permettre d'aller à l'école comme tous les autres petits Guyanais, et la plupart de ces écoles sont laïques.

En cette Année sainte, centrée sur la Réconciliation, il est bien regrettable qu'on doive se défendre contre de pareilles accusations.

F. M. MORVAN,
évêque de Cayenne.

(2) DC 1973, n° 1642, p. 958 (NDLR).

Sous ce titre, Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille, a publié l'éditorial ci-après dans le bulletin de son diocèse (« Eglise aujourd'hui à Marseille », 23 février 1975) :

1975 a été proclamée par l'ONU « Année de la femme ». Cette simple initiative, si opportune soit-elle, laisse transparaître ce qu'elle peut avoir d'étrange ; car personne ne penserait à lancer une « année de l'homme ».

La « vocation féminine » a vu ses horizons s'élargir au-delà de sa fonction de maternité jusqu'aux responsabilités professionnelles et civiques les plus diverses, les plus élevées : d'année en année on annonce comme un bulletin de victoire l'accès de la première femme à un poste et le Vatican vient à son tour d'agréer une femme ambassadeur. On est loin du temps où, en 1791, se fondait le club des « tricoteuses » destiné à rassembler les femmes qui voulaient assister aux débats parlementaires tout en tricotant, mais ce n'est qu'en 1944 que le droit de vote leur a été accordé en France... et à peine en 1971 dans un pays comme la Suisse. Il ne faut pas oublier non plus que les femmes constituent encore à travers le monde la plus forte proportion d'analphabètes (40 % pour 28 % d'hommes) et qu'on se met tout juste à organiser une société qui tienne compte de leur nouvelle condition.

Le 3 mai 1973, répondant au vœu exprimé par le Synode des évêques en 1971, Paul VI a créé une Commission d'étude pluridisciplinaire sur la femme. Même si certains ont regretté que soit exclue de sa compétence la réflexion sur les ministères ordonnés, les travaux encore partiels de la Commission nous ouvrent des perspectives nouvelles en évitant l'impasse féministe à laquelle on se heurte quand on traite de la femme séparément. C'est ensemble que l'homme et la femme ont été imaginés dans la pensée créatrice de Dieu avec une égalité fondamentale où la différence n'est que l'expression d'un achèvement mutuel.

L'évolution de la situation de la femme dans la société rend plus urgente aujourd'hui la révision de la place qui lui est donnée (ou plutôt refusée) dans la communauté ecclésiale. L'Eglise a beaucoup à faire en elle-même pour vaincre les préjugés et les réflexes socioculturels qui empêchent une vraie coopération entre hommes et femmes et la mise en valeur des apports spécifiques de chacun au service de l'évangélisation. Des études théologiques sont aussi à entreprendre pour éclairer la tradition de l'Eglise et orienter la recherche de nouvelles voies en ce qui concerne l'accès des femmes aux ministères et aux responsabilités ecclésiales.

L'approfondissement de la vocation de la femme se répercute jusque dans le renouveau de la dévotion mariale, comme l'a si bien montré Paul VI dans son exhortation du 2 février 1974. La tradition chrétienne enferme le destin de la femme entre deux termes, Eve et Marie, avec la double résonance d'Eve pécheresse et de Marie immaculée. Désormais le regard se fait plus universel : tout comme la figure de la femme ne peut se réduire à celle d'Eve, ainsi la figure de Marie, vierge et mère, ne peut être seulement un idéal féminin, mais humain. Notre-Dame est le modèle de la foi de l'Eglise, de tout disciple du Christ ; elle a sans doute vécu la condition de

femme, mais ce qui est exemplaire en elle c'est la manière dont elle a accueilli le don de Dieu.

La femme « cette sœur de l'homme ! » (J. Viniar.)

Le 23 février 1975.

† Roger ETCHEGARAY.

LA SECTE DE MOON

Mise en garde du cardinal Gouyon, archevêque de Rennes

Une secte nouvelle « LES PIONNIERS DU NOUVEAU AGE », expression d'une association qui s'intitule « Association pour l'unification du christianisme mondial », se livre depuis quelque temps à une intense propagande à travers la France, particulièrement dans l'Ouest et à Rennes même où elle possède une antenne. Elle a été fondée par un Coréen du Sud, Young Don Kim dit Moon. Pour ses adhérents, peu nombreux mais animés d'un ardent prosélytisme, le Christ n'est qu'un prophète, un homme qui a voulu apporter la paix dans le monde et qui a échoué dans sa mission. Il n'est aucunement le Fils de Dieu au sens où notre foi chrétienne nous demande de l'entendre. Mais ce n'est pas par ces affirmations qui choqueraient que les Pionniers entreprennent la conversion de ceux qu'ils rencontrent. Ils présentent un premier fascicule : *Le Nouveau Printemps*, dont la morale prône la fraternité entre les hommes. Plus tard seulement on fait la découverte du livre de base de la secte : *les Principes divins*, qui va clairement à l'encontre de notre foi. A partir de leur adhésion un certain nombre de jeunes sont conduits à abandonner leurs études et leur travail pour s'expatrier aux Etats-Unis, au Japon, en Corée, et implanter la secte à l'étranger, distendant leurs relations avec leurs parents au point que ceux-ci ne les voient à peu près plus. Ce danger est apparu si menaçant que des familles, dont les enfants ont été accaparés par la secte, se sont constituées en association de défense. Nous avons pensé que les chrétiens de Rennes devaient être alertés devant les menaces que la secte fait courir à la foi des jeunes et à la cohésion des familles.

† P. GOUYON.

(« La Vie diocésaine » de Rennes, 22 février 1975. Titre de la DC.)

— Pour le 3^e âge. Réalités et chances, par Michèle AUMONT
— Un vol 13,5 × 18 cm, de 192 pages. Prix : 20 F. Le Centurion, Paris.

Ce livre, fruit de recherches et de rencontres poursuivies durant de nombreuses années, répond à la situation pénible, parfois même tragique, de ceux, toujours plus nombreux, qui arrivent au 3^e âge. Celui-ci doit avoir sa place et ses chances dans la société française. C'est aussi une réponse à la Vieillesse de S. de Beauvoir : « L'humiliation d'être vieux ! » C'est aussi une réponse aux angoisses et aux espoirs de cet âge. Il s'agit de prendre la vraie mesure de ce problème pour les hommes et la société tout entière.

Imprimerie « Bayard-Presse »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur : J. GELAMUR.
© 1975 by Bayard-Presse.

Canada : 1 an, 24 \$; « Periodica », 7045, av. du Parc
Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F.; des années précé-
dentes : 6 F.
Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1672 - 16 MARS 1975

- 251 **Audiences générales.** L'humilité (5 février); péché et cons-
cience (12 février); le sacrement de pénitence (26 février).
- 254 **Message au nouveau Patriarche maronite.**
- 255 **Le centenaire de Dom Guéranger** (lettre du 20 janvier).
- 256 **Allocution à la Curie romaine** (22 février).

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 258 **Déclaration de la congrégation pour la Doctrine de la foi**
sur deux livres de H. Küng (15 février).
- 259 **Commentaire de l'épiscopat allemand.**
- 262 **Approbation des épiscopats suisse et autrichien.**
- 262 **Déclaration de Hans Küng.**
- 263 **Le protocole Saint-Siège-Portugal sur le divorce.**
- 263 **Commentaire du Saint-Siège.**
- 264 **Note pastorale de l'Episcopat portugais.**

ACTES DU SAINT-SIÈGE

L'UNITE DES CHRETIENS

- 267 **L'Année sainte et Nairobi** (cardinal Willebrands).
- 268 **Dix ans après le décret sur l'œcuménisme** (Colloque de
Rome).
- 272 **Unité des Eglises et de l'Eglise** (cardinal Gouyon).
- 273 * **Encart promotionnel de la Documentation catholique.**

DOSSIER

- 275 **AMOUR ET MARIAGE.** Document de la Commission épis-
copale française de la famille.
- 278 **L'avenir de l'humanité.** Exposé du cardinal Doepfner.
- 283 **La déclaration de Hartford** (l'originalité de la foi chré-
tienne).
- 285 **La Bse Marie-Eugénie Milleret** (cardinal Marty).

QUESTIONS ACTUELLES

- 287 **Evénements et informations** (1^{er}-15 février).

EVENEMENTS

- 291 **Ecriture et Tradition** (cardinal Suenens); échange de
lettres entre le grand rabbin Kaplan et le cardinal Villot
au sujet de Mgr Capucci; au sujet du document romain
sur les relations entre juifs et catholiques (Mgr Elchinger;
grand rabbin de Paris); comment catholiques et juifs aime-
raient vivre à New York; crédibilité de l'Eglise (P. Van
Asten); pour une naissance de l'Eglise en monde ouvrier
(Mgr Matagrín); le renouveau charismatique (Mgr Plourde);
racisme en Guyane? (Mgr Morvan); l'Année de la femme
(Mgr Etchegaray); la secte de Moon (cardinal Gouyon).

L'EGLISE DANS LE MONDE

- 250 **Les grands textes de la Documentation catholique.**

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



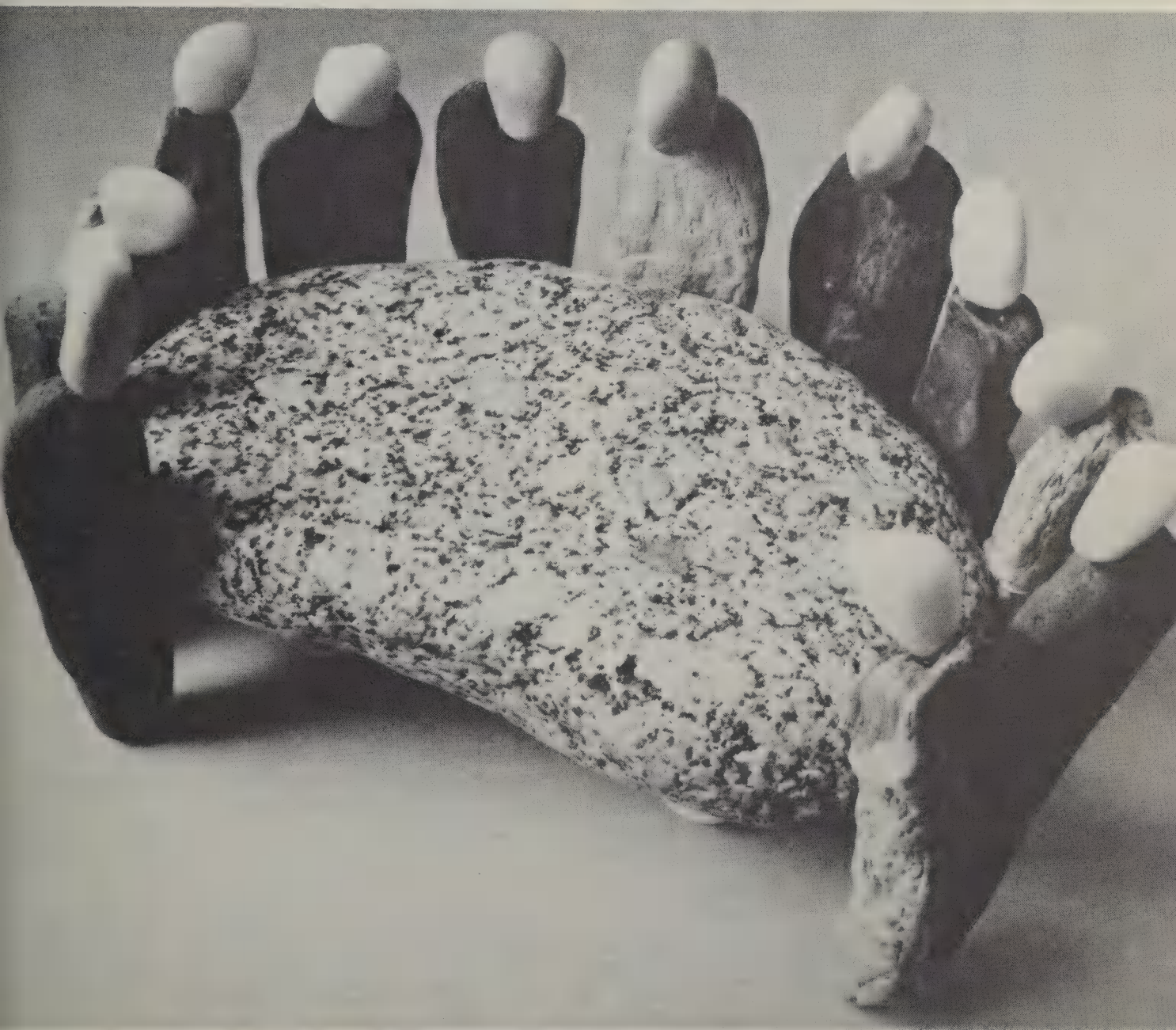
6 avril 1975

Marygrove College Library,

Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



La Cène (composition Hervé Stéphan, photo Loussel)

Le Saint-Siège et la communauté internationale (Mgr Casaroli)

La célébration œcuménique du baptême

Le malaise de l'armée (Mgr Vanel)

Le troisième âge (card. Hoeffner)

LIVRES NEUFS A PRIX RÉDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

JESUS-CHRIST, MAÎTRE ET MODÈLE, par A. S. Perret. Ce livre est une œuvre d'apostolat populaire. Faire connaître la vie et la figure du Christ, telle est la mission difficile que l'auteur a osée et réussie. 11,5 × 18,5, 190 p., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

LES PAPES CONTEMPORAINS ET LA MISSION, par André Rétif. En appendice : **DECRET CONCILIAIRE SUR LA MISSION**. « Servir la mission de l'Eglise et Celui qu'elle veut faire aimer dans le monde entier », tel est le dessein de cet important ouvrage et de son auteur. Pour cela, une multitude de documents pontificaux est mise à la portée de chacun. Jamais rien n'a été écrit d'aussi clair et d'aussi convaincant sur l'œuvre missionnaire. 13,5 × 18,5, 248 p., ADE. Val. 16 F, net 8 F.

LES DOCTEURS DE L'EGLISE, par le R. P. Raphaël Sineux, O. P. Cet ouvrage n'est pas une patrologie. Il n'y est fait mention que des auteurs officiellement honorés du titre de « Docteurs de l'Eglise ». Ils sont trente, et par ordre chronologique, depuis saint Athanase jusqu'à saint Alphonse de Liguori. Une brève notice biographique situe chacun dans son siècle et dans son milieu, puis un résumé de leurs enseignements constitue une histoire abrégée de la doctrine catholique par ses maîtres les plus qualifiés. 15,5 × 24,5, 416 p., Imprimerie Charité. Val. 40 F, net 18 F.

CENT GRANDS MYSTIQUES, par Jean Anglade. Cet ouvrage, revêtu de l'imprimatur, présente — à côté des grands apôtres, saints, Papes — des figures comme Luther, Calvin, Pascal, Loyola, Newman, Foucault, Teilhard de Chardin, etc. 12,5 × 19,5, 232 p., 100 ill., Waleffe. Val. 20 F, net 9 F.

LES CATHOLIQUES ET LA POLITIQUE, par A. Delmasure (préface de Mgr Pierre Tiberghien). Cet ouvrage est un instrument hors de pair et une véritable somme de la doctrine catholique. Et que de documents ! 14 × 21,5, 384 p., La Colombe 1960. Val. 30 F, net 9 F.

SAINT JOSEPH, par Mgr Cristiani. Il faudra vingt siècles pour que saint Joseph vienne du premier plan de la crèche au premier plan de l'Eglise. Ce parcours est étudié à la fois sur le plan théologique et sur le plan historique. 12 × 18,5, 183 p., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

LE SEIGNEUR JESUS, par L. D. Magliola. Voici, pour faciliter une rencontre personnelle de chacun avec Jésus un récit — fait du texte des quatre Evangiles — pouvant se lire avec la même ferveur et la même continuité que l'un d'entre eux. 14,5 × 20, 270 p., 14 ill. en 2 coul. d'Auguste Rody, Ed. Saint-Augustin. Val. 14 F, net 6,50 F.

LE SECRET HISTORIQUE DE LA VIE DE JESUS, par Albert Schweitzer. On lira ce livre avec ferveur et on méditera longuement sur le « secret de la passion » et sur « l'abrégé de la vie de Jésus ». 13,5 × 20, 224 p., Albin Michel. Val. 19 F, net 9 F.

L'AGE ROMAIN, par Marcel Pacaud et Jacques Rossiaud. A travers les cloîtres, c'est l'Europe que l'on découvre. A travers la décoration, ce sont les hantises et les espoirs de l'homme des xi^e et xii^e siècles que l'on ressent et — à travers le jeu de l'architecture, — c'est l'éternelle quête de Dieu que l'on retrouve. 16 × 20, 238 p., 89 ill., relié toile bleue, Fayard, paru à 30 F, net 16 F.

SAINT JEAN-BAPTISTE DANS L'ART, par Alexandre Masseron. Somptueux volume. Ouvrage historique, d'une valeur incontestable, d'une part, et admirable ouvrage d'art. Les plus authentiques grands noms sont là pour notre émerveillement. Mais citer Botticelli, Michel-Ange, Vinci, Van Eyck, Dürer, Mantegna, Lippi... n'est-ce pas léser quelques dizaines d'autres, réunis ici, comme à miracle ? Un livre à reprendre sans fin. 1835 × 23, 190 p., 152 ill. h. t., relié toile, Arthaud. Val. 60 F, net 25 F.

LA CHARTE INCONNUE DE LA FRANC-MAÇONNERIE CHRETIENNE, par Alec Mellor (préface du R. P. Riquet, S. J.). Un homme peut-il cumuler deux consciences, professer deux religions ? Des clartés sur une mystérieuse institution (Imprimatur). 14 × 22, 174 p., Mame. Val. 25 F, net 10 F.

LA FRANC-MAÇONNERIE A L'HEURE DU CHOIX, par Alec Mellor. Tout ce que les esprits les plus curieux peuvent souhaiter connaître sur la Franc-Maçonnerie. Une vraie encyclopédie du sujet (Imprimatur). 14 × 22, 496 p., Mame. Val. 35 F, net 14 F.

MAGIE DES BOHEMIENS, par Serge. Des camps de la zone parisienne au pèlerinage des Saintes-Maries, ceux du voyage — Tzigane et Cosaques — vivent dans leur univers clos et libre à la fois, où l'auteur nous introduit. 23 × 28, 185 p., 16 photos, 73 dessins et 1 litho h. t., Lib. des Champs-Élysées. Val. 40 F, net 12,50 F.

TABLEAU DE LA FRANCE, par Jules Michelet. Plaisante, fraîche et vivante, une œuvre qui découvre le visage, les coutumes et l'histoire de chaque région de France. 12,5 × 19, 216 p., 118 photos, Waleffe. Val. 18 F, net 8 F.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA PEINTURE RELIGIEUSE AU XV^e SIÈCLE. Pablo Ucello (de Florence) : le Miracle de l'Hostie ; Vittore Carpaccio (de Venise) : sainte Ursule ; Hans Memling (de Bruges) : la Passion. Chaque album 15,5 × 20, 32 p., 24 ill. en coul., relié carton fort glacé et décoré. Val. 10 F, net 4 F. Les 3 vol. ens. Val. 30 F, net 9 F.

PEINTURES MURALES DE LA FRANCE GOTHIQUE, par Yves Bonnefoy. Autant les peintures romanes sont connues, autant celles de nos églises gothiques sont demeurées dans l'oubli, et rien, jusqu'au siècle dernier, n'a été fait pour les sauvegarder. Aussi n'en sont que plus précieux les vestiges que nous pouvons admirer, notamment à La Chaise-Dieu, Clermont-Ferrand, Ennezat, Saint-Geniès, Sorgues, Avignon ou Le Puy ! 25 × 27,5, 174 p., 184 photos dont 20 en coul., relié pl. toile, P. Hartman. Val. 40 F, net 22 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 30

22, rue d'Orléans, 78580 MAULE
Tél. (16-01) 478-82-89 de 7 h 30 à 21 h.

Joindre le règlement (y ajouter 7 F pour forfait d'envoi pour France métropolitaine et 11 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, timbres-poste français (CCP 19979-24 M PARIS).

Expédition rapide.

BON DE GARANTIE, accordant faculté de retour, joint à l'envoi.

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION AU P. GÉNÉRAL DES JÉSUITES

Le 7 mars, au terme de la 32^e Congrégation générale de la Compagnie de Jésus, Paul VI a reçu le P. Pedro Arrupe, supérieur général, et ses quatre assistants généraux, récemment élus (1). Dans l'allocution ci-après, qu'il leur a adressée, il a souligné le sens de ses interventions pendant la Congrégation générale (2) :

TRÈS CHERS FILS DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS,

Voici près de trois mois — le 3 décembre dernier — nous avons eu la joie de recevoir, au début de leurs travaux, tous les Pères qui prenaient part à la 32^e Congrégation générale de la Compagnie de Jésus (3). À eux qui représentaient devant nous toute la famille d'Ignace, il nous a été agréable de montrer l'affection dont nous entourons tous les membres de la Compagnie « qui travaillent pour le règne de Dieu et apportent une contribution de grande valeur aux œuvres apostoliques et missionnaires de l'Eglise ». Nous sommes donc très heureux d'avoir aujourd'hui cette nouvelle occasion de témoigner une fois de plus notre grande, paternelle et sincère bienveillance envers un Ordre religieux qui nous est si étroitement lié et qui nous est vraiment très cher.

L'intervention du Pape

Certes, cette affection même dont nous vous entourons nous a poussé à faire intervenir notre autorité au cours d'événements récents auprès des responsables de votre Compagnie, comme vous le savez (4). Nous avons pensé que nous devions le faire, conscient de notre rôle de suprême gardien de la *Formule de l'Institut* et de Pasteur de l'Eglise universelle. Mais ce ne fut pas une petite satisfaction pour nous de voir en même temps que les membres de la Congrégation générale avaient compris de bon cœur la portée et le sens de nos avertissements et avaient manifesté qu'ils les acceptaient avec la

volonté de servir. En vérité, nous voudrions reprendre maintenant les paroles de l'apôtre Paul : « Si j'ai écrit ce que vous savez... c'est que nous étions bien convaincu à l'égard de vous tous que ma joie est aussi la vôtre, à vous tous. Oui, c'est dans une grande affliction et angoisse de cœur que je vous ai écrit... Non pas pour vous faire de la peine, mais pour que vous sachiez l'extrême affection que je vous porte. » (2 Co 2, 3-4).

La Compagnie doit s'adapter se transformer ni déformer

Peut-être quelques-uns d'entre vous ont-ils pensé que, pour redonner à votre Compagnie une nouvelle vigueur, il fallait introduire des changements substantiels dans la formule de l'Institut, c'est-à-dire dans ses normes essentielles, ou encore dans ses relations avec la société contemporaine. Mais nous ne pouvons permettre le changement ainsi envisagé dans votre Institut religieux qui est si spécifique et qui a été confirmé aussi bien par l'expérience de son histoire que par les signes indubitables de l'aide divine. Nous pensons que la Compagnie doit s'adapter à notre époque, qu'elle doit être en accord avec elle, qu'elle doit accroître sa vitalité, mais toujours selon les principes de l'Evangile ou de l'Institut. Elle ne doit pas être transformée ni déformée.

En raison de cette conviction et de notre bienveillance, nous prendrons soin à l'avenir d'intervenir nous-même dans les affaires qui intéressent la Compagnie, chaque fois que cela sera utile pour la Compagnie elle-même ou pour l'Eglise.

Soyez fidèles

Aujourd'hui, nous saisissons volontiers cette occasion, à la fin de cette Congrégation générale, pour recommander à nouveau à chacun des fils de saint Ignace, où qu'ils se trouvent dans le monde : soyez fidèles ! Une fidélité, libre et efficace, à la formule de l'Institut, sauvegarde la primitive et vraie figure des fils de saint Ignace et assure la fécondité de leur apostolat. Aussi doit-on la considérer comme une condition absolument nécessaire pour les ministères de toute sorte auxquels les fils de saint Ignace sont appelés afin que le nom de Jésus soit proclamé et glorifié dans le monde, et cela dans les champs variés de l'apostolat, où ils multiplient leur activité, comme membres d'un ordre

(1) Les PP. Jean-Yves CALVEZ (France) ; Parmananda DIVARKA (Inde) ; Cecil McGARRY (Irlande) et Vincent O'KEEFE (USA).

(2) Traduit du texte latin original. Sous-titres de la DC.

(3) Cf. DC 1975, n° 1667, p. 7 et s. (NDLR).

(4) Cf. *infra* (NDLR).

religieux, sacerdotal, apostolique et uni au Souverain Pontife par la force d'un vœu spécial.

Devant ces œuvres innombrables qui leur sont confiées et qui exigent une maturité de jugement éprouvée, une volonté ferme, un cœur humble et magnanime, puissent tous les compagnons de Jésus être soutenus par le secours divin ; puissent-ils toujours avoir recours à lui ! Car nul salut ne peut être apporté au monde que par le dépouillement de la croix de Jésus-Christ (cf. Ph 2, 7-8) et par « la folie de la prédication » (1 Co 1, 21).

Nous encourageons donc les compagnons d'Ignace à poursuivre leurs entreprises et les travaux commencés avec ardeur pour le service de l'Eglise, avec un zèle renouvelé, conscients de l'importance de leurs tâches, mais aussi confiants dans le secours et la force de Dieu qui seul suffit, comme Dieu a toujours suffi à Ignace et à François Xavier dans la très grande pauvreté qui les pressait. Qu'ils sachent que tous les regardent : les hommes d'aujourd'hui, les membres des autres familles religieuses, plus encore l'Eglise. Que cette grande espérance qui s'est levée ne soit pas vaine ! Allez donc, avancez au nom du Seigneur ! Oui, fils et frères, avancez toujours et seulement au nom du Seigneur !

Ces souhaits de notre cœur, nous voulons les confirmer par notre Bénédiction apostolique.

7 mars 1975.

LE SAINT-PERE ET LE QUATRIEME VŒU

Nous lisons sous ce titre, dans le « Bulletin d'information » de la 32^e Congrégation générale de la Compagnie de Jésus (11 décembre 1974) :

A la fin de la session plénière de lundi matin 16 décembre le Père général a fait une brève mais importante communication. Elle concernait un sujet que le Pape Paul VI avait abordé dans son discours aux délégués à l'audience spéciale du 3 décembre.

Le Père général a expliqué qu'il avait remis au Saint-Père une copie des postulats soumis à l'examen de la congrégation, avec un sommaire des thèmes qui y sont traités. Au cours d'une audience personnelle, le 21 novembre, il avait mentionné, entre autres choses, les points qui pourraient toucher à la *Formule de l'Institut*, document fondamental de la Compagnie, et qui, à ce titre, exigeraient que toute proposition de changement soit d'abord soumise à l'approbation du Saint-Siège.

Dans son discours aux délégués, le Pape a encouragé toutes les adaptations nécessaires visant à un renouveau de la Compagnie à la lumière des besoins actuels, mais en même temps, il a recommandé la nécessité de maintenir ses caractéristiques essentielles. Avant que la congrégation générale n'entre dans le travail des Commissions, le Père général a souhaité apporter aux délégués un éclaircissement sur la pensée du Pape touchant l'un de ces points : celui qui concerne l'éventualité d'un changement qui permettrait à tous les membres formés de la Compagnie, y compris les non-prêtres, de prononcer le quatrième vœu d'obéissance spéciale au Souverain Pontife pour les missions qu'il pourrait confier à la Compagnie.

Dans une lettre personnelle, datée du 3 décembre, le cardinal Jean Villot, secrétaire d'Etat, a exprimé la sincère satisfaction du Saint-Père à la suite de l'audience qu'il a accordée aux délégués ce jour-là. Il a ajouté que le Pape, ainsi qu'il l'avait promis au Père général le 21 novembre, avait prêté une attention particulière aux implications qu'entraînerait une éventuelle proposition de la congrégation générale d'introduire un changement en ce qui concerne ceux qui prononcent le quatrième vœu. Cette capacité, souligne la lettre, est réservée, selon l'Institut de la Compagnie de Jésus, aux prêtres qui ont accompli la préparation spirituelle et intellectuelle requise. La lettre ajoute que le Saint-Père désirait informer le Père général qu'après un examen plus approfondi, il lui semblait qu'une telle innovation poserait de sérieuses difficultés qui empêcheraient la nécessaire approbation du Saint-Siège.

Une copie de cette lettre du cardinal Villot sera distribuée à chaque membre de la congrégation générale, et son contenu sera soumis à l'étude à la lumière des travaux ultérieurs de la congrégation.

Dans son numéro du 21 février 1975, le même « Bulletin d'information » rend compte en ces termes d'une communication de Paul VI sur le même sujet :

Le 17 février, à la session du matin, le Père général a informé les délégués qu'il avait reçu une communication du Pape Paul VI, accusant réception du rapport écrit sur les raisons qui avaient motivé la congrégation dans ses discussions sur les degrés dans la Compagnie, et sur la possibilité d'étendre le quatrième vœu à d'autres. Le Saint-Père indique clairement que sa décision demeure la même : en ce qui regarde le quatrième vœu, aucun changement ne peut être introduit pour l'étendre à ceux qui ne sont pas prêtres ou qui n'ont pas les dispositions intellectuelles et spirituelles requises. Le Pape a expliqué qu'il a pris cette position en assumant sa responsabilité de garant des points essentiels de la *Formule de l'Institut*.

Or, à son jugement, la question des degrés est l'un de ces points. En outre, il a vivement incité les délégués, alors que la fin de leurs travaux est proche, à réfléchir aux thèmes que lui-même a énoncés dans sa lettre du 15 septembre 1973, à l'occasion de la convocation de la congrégation générale, et dans son allocution du 3 décembre 1974, au moment de son ouverture. Enfin, le Saint-Père a demandé que, lorsque la congrégation aura complété son travail sur tous les documents soumis à sa délibération, ceux-ci lui soient envoyés pour qu'il les examine. Il a fait cette requête en raison de son souci du bien commun, et parce que les décisions de la Compagnie pourraient avoir une grande importance, non seulement à l'intérieur de l'Ordre lui-même, mais aussi dans l'Eglise universelle, et particulièrement dans les autres instituts religieux.

— Livre des accompagnements (tome III), Nouveaux refrains. — Un vol. 27 x 22 cm de 82 pages. Editions Beausoleil, Cerf, Chalet, Desclée et Cie, Fleurus, Lethielleux, Levain, Schola Cantorum, Seuil.

Après le tome I (Cantiques et psaumes) et le tome II (Hymnes et cantiques), le tome III offre : 1^o Les nouveaux refrains proposés par « Refrains pour toute circonstance » et « Le livre du psalmiste » ; 2^o Les psaumes responsoriaux ; 3^o Les formules psalmiques classées par mode et par ton. Un ouvrage attendu par les organistes de paroisses et qui se veut adapté à leurs possibilités.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

DEUX CONDITIONS DU SACREMENT DE PENITENCE

Audience générale du 5 mars (1)

Aujourd'hui encore, nous poursuivrons notre cheminement sur les humbles mais salutaires sentiers de notre catéchisme, de notre doctrine communautaire catholique.

Dans l'esprit du carême, et pour répondre à l'invitation solennelle de l'Année sainte, nous devons et nous devrons encore arrêter notre attention sur l'acte et le moment précis de notre conversion, c'est-à-dire sur le sacrement de pénitence, que nous appelons communément confession.

Nous savons tous de quoi il s'agit et nous ne rappellerons pas l'enseignement relatif à ce thème. Mais celui-ci est si important et si controversé que nous n'estimons pas superflu d'en rappeler certains aspects. Nous avons déjà parlé de l'aspect divin, transcendant, surnaturel, de ce sacrement vraiment prodigieux qui redonne la grâce, c'est-à-dire qui ressuscite dans les âmes la vie divine, celle qui compte le plus. Il nous faut maintenant rappeler que cette intervention salutaire de la miséricorde triomphante de Dieu exige certaines conditions de la part de celui qui en bénéficie. Ces conditions, nous les connaissons tous. La causalité sacramentelle de la pénitence n'est ni automatique ni magique. Elle est une rencontre qui suppose que l'on soit disponible, réceptif, bien disposé, et qui est conditionnée par une certaine collaboration de notre part.

D'où les difficultés auxquelles se heurte le don de la grâce qui nous est offert par le sacrement de pénitence. On pourrait ici faire tout un traité de psychologie morale et religieuse.

La contrition et la conscience du péché

Nous simplifierons l'immense analyse que ce thème appellerait, et nous ne retiendrons que deux points qui sont au centre de ce chapitre de la discipline catholique en matière de pénitence. Le premier de ces points est la contrition, qui évoque quelque chose de difficile et de douloureux. Le Concile de Trente, qui a tant étudié cette partie de notre doctrine nous donne une formule essentielle que l'on retrouve dans nos catéchismes : « La contrition, qui occupe la première place dans les actes du pénitent, est une souffrance de l'âme, une réprobation du péché commis, avec la résolution de ne plus pécher. » (*Denz.-Sch.*, 1967.) Cette souffrance de l'âme n'est pas chose facile ni agréable. Elle découle de la conscience du péché, à laquelle l'homme cherche habituellement à se soustraire et qui suppose la foi dans le rapport existant entre notre vie et

l'inviolable et vigilante loi de Dieu. Aujourd'hui, une sécularisation qui est parfois plus que païenne, cautérise la conscience morale après avoir éteint la conscience religieuse. Le péché, cette immense et mystérieuse répercussion de l'action désordonnée de l'homme, n'a plus ni consistance ni importance. L'activité humaine, dans ses motivations les plus hautes, se réfère non plus à la loi ou à la bonté de Dieu, mais à l'utilité, l'intérêt, le plaisir, le succès, l'autonomie absolue de la volonté, de la passion ou du caprice subjectif. La contrition, c'est-à-dire la peine causée par l'offense faite à Dieu, n'a plus la possibilité de s'exprimer dans cette cellule centrale et profonde qu'est le cœur de l'homme, hermétiquement scellé par la laïcité radicale.

Nous ne nous arrêterons pas à décrire le danger, le mal, le châtement de cette ankylose morale. Celui qui considère objectivement les phénomènes délétères de la vie moderne les découvre de lui-même. Nous parlerons plutôt de l'efficacité revivifiante de la contrition lorsqu'elle est motivée et par l'offense à la bonté de Dieu et par la laideur du péché, c'est-à-dire lorsque la souffrance causée par la faute commise est « parfaite », comme disent les maîtres. La contrition ainsi conçue est déjà de par elle-même cause du pardon de Dieu lorsqu'elle s'accompagne de la résolution de recourir dès que possible au sacrement de pénitence (cf. *S. Th. Suppl.* 5, 1). Un religieux nous a suggéré, dans une lettre, d'attirer l'attention de nos auditeurs sur cette manière providentielle d'obtenir la miséricorde du Seigneur lorsqu'on se trouve en danger de mort sans pouvoir recourir au sacrement de pénitence (cf. *Denz.-Sch.*, 677). Il est important de le savoir.

La confession, expérience d'humilité et de libération

L'autre point central est la confession, c'est-à-dire l'accusation détaillée que l'homme, désireux de recevoir le pardon de Dieu, fait spontanément de ses fautes, avec leurs qualifications morales, à un prêtre ayant le pouvoir de l'entendre et de l'absoudre. Il semble que ce soit là une pénitence redoutable. Et il en est effectivement ainsi pour quiconque n'a fait ni l'expérience de l'humilité par laquelle on retrouve la vérité et la justice du cœur, ni l'expérience libératrice et consolante de l'absolution sacramentelle. Peut-être une confession sincère constitue-t-elle l'un des instants les plus doux, les plus réconfortants, les plus décisifs de la vie. Quoi qu'il en soit, c'est là un point par lequel doit nécessairement passer notre salut. Nous pouvons lui appliquer cette célèbre phrase de saint Augustin : « Celui qui t'a fait sans toi ne te sauvera pas sans toi. » (*Serm.* 169, XI, *PL* 38, 923.)

Cet instant de notre vie chrétienne doit, lui aussi, être considéré avec l'humilité de l'enfant et le courage de l'homme.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 6 mars 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

L'ASPECT MINISTERIEL DU SACREMENT DE PENITENCE

Audience générale du 12 mars (1)

Le Carême, qui nous prépare à la fête de Pâques, et la proximité de cette fête sainte et dramatique nous obligent à compléter notre catéchèse sommaire en rappelant l'esprit de pénitence, lequel ne peut manquer chez quiconque considère Pâques comme un événement central de notre vie religieuse et comme un appel à entrer dans le mystère du salut avec une intense participation personnelle (cf. Const. ap. « *Paenitentini* », 17 fév. 1966, IX, 2) (2).

L'esprit de pénitence, de par sa logique interne, appelle certaines pratiques de pénitence. Ces pratiques étaient autrefois très astreignantes pour tous les fidèles. Aujourd'hui, elles sont devenues plus souples et peu de choses demeurent obligatoires (le jeûne, par exemple, n'est obligatoire que le Mercredi des Cendres et le Vendredi saint pour ceux qui y sont tenus). Mais il n'en reste pas moins que trois autres pratiques pénitentielles demeurent et n'en sont que plus recommandées à la libre volonté de chaque fidèle : la prière, la mortification et la pratique des œuvres de charité.

Par ailleurs, un acte sacramentel classique et obligatoire est toujours là pour qualifier et enrichir ce temps de conversion et d'expiation : la confession, ou pénitence à proprement parler, pour laquelle la récente réforme liturgique a donné des normes et des instructions excellentes. Nous supposons qu'elles aussi nous les connaissons ; nous les recommandons aux pasteurs et aux enseignants pour qu'ils les fassent connaître, aux communautés ecclésiales et à chaque fidèle pour qu'ils les étudient et les méditent.

Caractère intérieur et extérieur du sacrement de pénitence

Dans cet entretien nous attirerons cette fois l'attention sur l'aspect ministériel de ce sacrement de pénitence. Aujourd'hui, une tendance aberrante voudrait faire abstraction de la discipline rituelle et ecclésiale que ce sacrement comporte nécessairement. On fait la classique et excellente, mais incomplète apologie du caractère intérieur et très personnel que la pénitence, lorsqu'elle est authentique, exige et produit dans l'âme de celui qui en a compris la nécessité et la nature : conversion du cœur à Dieu, elle rétablit le contact entre la vie divine et notre vie à nous, enfoncée dans le péché et donc dans la mort. Nous ferons remarquer que cet aspect intérieur, intime, profond, secret, intense, de la réconciliation de l'âme pécheresse avec Dieu, est non seulement maintenu, mais requis aujourd'hui encore, et aujourd'hui plus que jamais (en raison et de la maturité de la conscience de l'homme

moderne et de la simplification de l'ascèse publique et privée demandée par les lois de l'Eglise actuellement en vigueur). Mais si cette réconciliation personnelle du pécheur avec Dieu est toujours possible et, dans des cas de nécessité, suffisante pour obtenir le pardon et retrouver l'état de grâce au moyen d'un acte de contrition parfaite, comme l'enseigne le catéchisme, nous ne devons pas oublier que cet acte doit inclure, au moins d'une façon implicite, la résolution de recourir dès que possible au ministère qualifié du prêtre, revêtu du prodigieux pouvoir de remettre les péchés et de réconcilier le pécheur avec Dieu et avec la communauté vivante de l'Eglise.

Le péché rompt le lien avec la communauté de l'Eglise

Il est ici opportun de faire remarquer que le péché qui, s'il est grave, rompt le lien vital du pécheur avec Dieu, produit un autre effet négatif auquel l'Eglise a toujours attaché une grande importance, spécialement — et publiquement — dans les premiers siècles : il rompt le lien social et spirituel avec la communauté de l'Eglise. Le péché n'est pas seulement une offense à Dieu et une ruine pour celui qui le commet ; il blesse aussi la communion ecclésiale (cf. *Ordo Paenitentiae*, 5), à tel point que, pour certains péchés graves, le Droit canon inflige au pécheur l'excommunication, c'est-à-dire l'exclusion *ipso facto* (« *latae sententiae* », disent les canonistes) de la participation aux bienfaits de la charité ecclésiale. Le péché nuit aussi à l'Eglise, et ce mal fait à la communauté ecclésiale se retourne contre celui qui l'a commis. Le pécheur, pourrait-on dire, interrompt de lui-même le courant vital qui l'unissait à l'Eglise, cet organe vivant, même si cela n'intervient pas par un acte explicite de rejet, d'excommunication canoniquement prononcée.

Recommandation aux prêtres

Nous rappelons cette triste possibilité pour confirmer la nécessité du ministère sacerdotal qui est certes humain par ses formes et ses limites, mais surhumain par son pouvoir de faire devenir réalité la parole divine dont le prêtre autorisé est le ministre : « Ceux à qui vous remettrez les péchés ils leur seront remis. Ceux à qui vous les retiendrez, ils leur seront retenus. » (Jn 20, 23.) C'est là une parole de l'Evangile sublime, très claire, très consolante, qui nous oblige. Elle s'insère et elle agit dans la discipline de la sainte Eglise de Dieu, et elle nous suggère une double recommandation. Aux prêtres d'abord (et cela mériterait un long développement qui serait fort intéressant) : frères prêtres, habituez-vous sérieusement, spécialisez-vous sévèrement dans ce ministère de salut, très délicat et astreignant, mais très noble. Il est en effet le canal de la grâce, une véritable cure d'âme, une source de lumière et de sagesse, un exercice inépuisable de bonté et, pour le prêtre lui-même, une école d'expérience et d'humilité. Ne le négligez pas, ne le prenez pas en aversion, et ne le profanez jamais, non, jamais ! Mettez en œuvre votre amour sacerdotal avec patience et sagesse.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 13 mars 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) DC 1966, n° 1466, col. 392 (NDLR).

Choisir un bon médecin pour son âme

Notre seconde recommandation s'adresse à tous les fidèles : ayez confiance dans la confession sacramentelle. Elle est une phase, un instant d'abord difficile, puis très consolant, de l'expérience de la miséricorde de Dieu. De même que vous choisissiez attentivement un bon médecin

pour votre santé physique ou un bon psychanalyste pour votre santé mentale, sachez, si vous le pouvez, choisir pour votre âme un médecin discret, sage, bon, qui saura vous apporter réconfort, conseils, avis ; qui saura vous apporter la grâce, la grâce de la résurrection, la grâce pascale.

Avec notre Bénédiction apostolique.

Allocution au Comité pour la famille

Au cours de l'audience générale du 12 mars, Paul VI s'est adressé en ces termes aux membres du Comité pour la famille (1) qui s'étaient réunis à Rome pour leur III^e Assemblée générale (2) :

Frères bien aimés, chers Fils et chères Filles du Comité pour la famille,

Au cours de la III^e Assemblée générale qui vous réunit en ce moment de tous les horizons, vous avez voulu vous joindre au Peuple de Dieu qui participe à cette audience générale. En effet, c'est bien au service de tout ce peuple que vous étudiez le rôle spécifique de la famille chrétienne, les grandeurs et les exigences du mariage chrétien. Précisément, nous tenons à souligner devant tous les participants l'importance que nous attachons à vos travaux.

L'amour conjugal

Oui, l'Eglise reconnaît avec joie l'honnêteté, la valeur, disons même la sainteté de cette union conjugale de l'homme et de la femme, de ce don plénier et réciproque de leurs êtres, dans un amour auquel participe toute leur personne et qui exprime un lien fidèle, exclusif, indissoluble. Et même, pour les chrétiens, ce lien matrimonial acquiert un surcroît de valeur, de sens, de caractère sacré : il devient capable d'exprimer l'union du Christ et de l'Eglise, de cet amour sans faille du Seigneur, et d'en assurer le rayonnement, la réalisation, au niveau de la cellule familiale. Le mariage entre baptisés est élevé au rang d'un sacrement. N'hésitons jamais à témoigner de cette noblesse du mariage.

C'est dans cet esprit que l'Eglise souligne également la délicatesse morale de l'état de mariage, la dignité des rapports entre homme et femme et la responsabilité des époux. Toutes les manifestations de tendresse y sont ordonnées au don spirituel de leurs personnes, le corps étant l'expression de l'âme et le temple du Saint-Esprit. Harmonie difficile, qui a besoin d'être guérie et fortifiée. Par ailleurs, l'amour conjugal

doit non seulement maîtriser l'instinct, mais il doit surmonter sans cesse l'égoïsme afin que le conjoint soit aimé pour lui-même, différent et complémentaire, et que le dynamisme commun qui en résulte soit mis au service des autres : de l'enfant à naître, de la famille, de la société, de l'Eglise.

Les lois civiles prennent acte du relâchement des mœurs

La grâce du mariage est nécessaire à ce dépassement. Avec elle, une telle réussite n'est pas chimérique. Certes, bien des difficultés subsistent. Le cœur humain a toujours été fragile. La société d'aujourd'hui accepte et encourage un relâchement des mœurs ; ça et là, les lois civiles en prennent acte et le favorisent, ce qui oblige les chrétiens à une vigueur morale et spirituelle accrue. Enfin, les conditions d'habitat, de travail, l'environnement, pèsent lourdement sur la vie de la famille, et il faut tout mettre en œuvre pour les aménager. Mais l'institution familiale elle-même est plus saine et plus solide que certains voudraient le faire croire. Et l'idéal chrétien du mariage demeure possible : il est plus nécessaire que jamais de le proclamer et de fortifier sur ce point la bonne volonté des fiancés et des foyers.

C'est dire le prix que nous attachons à vos travaux actuels qui veulent justement mettre en lumière cette doctrine qui fait partie de la Bonne Nouvelle. Faites-le en toute clarté, en conformité avec tout ce que le magistère a été amené à préciser, avec le réalisme qui ne ferme les yeux sur aucun problème, sur aucune détresse réelle, mais qui les replace dans une vue de foi. Ce mystère est grand. Il est exigeant. Il est aussi plein d'espérance.

*
**

Nous saisissons l'occasion, chers amis, pour vous remercier de tout ce que vous faites pour nous informer des problèmes que vous étudiez, pour donner écho aux directives du Saint-Siège, pour promouvoir une pastorale familiale adéquate en liaison avec les Commissions épiscopales de vos différents pays et avec les mouvements familiaux chrétiens. Nous nous réjouissons de l'esprit qui préside à vos activités. Au moment de la Conférence mondiale de la population à Bucarest, nous avons particulièrement apprécié le soin et le courage avec lesquels vous avez préparé et mené les interventions de la délégation du Saint-Siège. Vous contribuez, en cet important domaine, à assurer le témoignage de l'Eglise. Avec notre gratitude, avec nos encouragements, nous vous bénissons de tout cœur.

(1) Cf. DC 1973, n° 1625, p. 116 ; 1974, n° 1652, p. 357 et s.

(2) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 13 mars 1975. Sous-titres de la DC.

ALLOCUTION AU CONSEIL DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU SYNODE ÉPISCOPAL

Le Conseil du secrétariat général du Synode épiscopal, constitué après la session de l'automne 1974 (1), a tenu sa première réunion, à Rome, du 3 au 8 mars. Paul VI a reçu ses membres le 8 mars et leur a adressé l'allocution suivante (2) :

Nous sommes heureux de vous saluer, vénérables frères, qui avez été élus par la dernière session du Synode épiscopal pour constituer le nouveau Conseil du Secrétariat général de ce Synode et qui, ces jours derniers, vous êtes réunis pour la première fois à Rome pour traiter ensemble de questions concernant le Synode.

Alors que nous gardons encore un souvenir reconnaissant de cette récente session du Synode, votre présence ici, quelques mois après, nous rappelle non seulement l'admirable spectacle de charité et de communion ecclésiale qui nous a été donné à ce moment-là, mais aussi le témoignage d'activité intense et de sagesse pastorale donné par vous-mêmes et les autres Pères du Synode fraternellement unis avec nous. C'est donc profondément que nous rendons grâce et que nous nous réjouissons de votre présence, qui manifeste la louable activité de votre nouveau Conseil. Nous savons par ailleurs que ce n'est pas sans difficultés que vous avez dû interrompre vos tâches quotidiennes pour venir apporter votre concours au Secrétariat général, comme le requiert la charge qui vous a été confiée.

Ces derniers jours, vous vous êtes particulièrement préoccupés d'examiner attentivement et de mettre en

forme l'énorme matériel que nous a remis la troisième Assemblée générale du Synode épiscopal sur le thème — très vaste et complexe, mais de la plus haute importance pour la vie de l'Eglise, — de l'évangélisation. C'est cela en effet qui définit la mission propre de l'Eglise. Nous désirons vous tenir informés à ce sujet. Nous estimons grandement les fruits de vos travaux qui nous permettront de mieux voir ce que nos frères dans l'épiscopat ont conseillé pour le bien de toute l'Eglise afin de donner une nouvelle impulsion à l'évangélisation dans le monde d'aujourd'hui.

Vous avez de plus étudié, ces jours derniers, comment rendre plus rapide et plus efficace le travail du Synode. Nous serons désireux de connaître ce que votre prudence et votre expérience vous conduisent à proposer et à conseiller. En attendant, soyez assurés que vos conseils, vos remarques et vos recommandations seront examinés attentivement et que rien ne sera négligé pour qu'à l'avenir cette institution d'Eglise qu'est le Synode épiscopal soit encore plus efficace, ainsi que nous l'espérons. Pour cela, nous tiendrons compte d'une part des nouveaux besoins, et, d'autre part, comme il se doit, des normes du *motu proprio* « *Apostolica sollicitudo* » qui a institué le Synode (AAS LVII, 1965, p. 775-780).

C'est dans cette intention que nous vous souhaitons, vénérables frères, de pouvoir vous acquitter activement, avec compétence et dans l'esprit de l'Evangile, de la tâche qui vous est confiée. Que vous soutienne toujours la conscience de la grande utilité de vos travaux pour la cause de la sainte foi. En demandant au Père des lumières, dont vient tout don parfait (cf. Jc 1, 17), de vous assister, de vous conduire et de vous combler de ses dons, à tous nous vous donnons de tout cœur la bénédiction apostolique.

(1) On trouvera la liste de ses membres dans notre numéro du 17 novembre 1974, p. 996.

(2) Texte latin dans *L'Osservatore Romano* du 9 mars 1975. Traduction de la DC.

Le communiqué publié résume ainsi les travaux de cette session du Conseil :

Le sujet principal qui devait retenir l'attention du Conseil concernait la mise en forme de l'important matériel de la récente assemblée générale du Synode dont le thème était, on s'en souvient, l'évangélisation dans le monde d'aujourd'hui. Après une introduction du secrétaire général, les membres du Conseil, précédemment chargés d'établir la synthèse de ce matériel autour des thèmes sur lesquels le Synode avait insisté avec plus de fréquence, ont exposé les résultats de leurs études. Une discussion large et approfondie a suivi, après quoi compte tenu des observations et des propositions présentées, ainsi que du travail déjà réalisé par le Secrétariat général pour la préparation de cette réunion du Conseil, il a été procédé à l'élaboration d'un schéma de synthèse, contenant la matière retenue par l'Assemblée générale. Cette synthèse a fait l'objet également d'une discussion. Les textes ainsi élaborés seront mis à la disposition du Souverain Pontife.

Le Conseil a ensuite abordé les problèmes suivants : propositions des Pères du Synode pour rendre plus souple la méthode du travail de l'Assemblée générale ; tour d'horizon sur le sujet du prochain Synode ; examen de certains problèmes d'organisation.

(*L'Osservatore Romano*, édition hebdomadaire en français, 14 mars 1975.)



Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille, écrit dans le bulletin de son diocèse (« *L'Eglise aujourd'hui à Marseille* », 16 mars 1975), après avoir participé à cette réunion :

« Le Synode, et après ? » C'est la question que Paul VI vient de poser aux membres du Conseil du Synode à Rome. Il nous a redit combien il a été satisfait du dernier Synode, le meilleur, selon lui, des quatre qui se sont tenus, le plus ouvert quant à l'expression des participants et le plus riche quant à la collecte des réflexions. Et après ? Le Pape est bien décidé à ne pas laisser retomber l'élan qui, durant quelques semaines, a comme redressé l'Eglise dans sa mission essoufflée d'annoncer l'Evangile. Mais cette suite ne dépend pas que de lui : l'avenir de l'Evangile est entre les mains de chacun de nous et pas seulement des évêques, aujourd'hui encore plus qu'hier.

Nous serions portés à nous décourager devant nos difficultés pastorales, devant l'imperméabilité de nombreux hommes à tout appel évangélique. J'ai admiré la sérénité de l'évêque de Bénarès, la ville sainte de l'hindouisme, qui me parlait de la « goutte d'eau » de ses 10 000 chrétiens d'un diocèse de 21 millions d'habitants. J'ai écouté l'archevêque de Yaoundé nous dire que le Synode a été pour l'Eglise africaine peut-être le plus grand événement contemporain. Et le Pape lui-même nous a invités, dans une fidélité exigeante à l'Evangile, à garder confiance en Celui qui demeure activement avec nous jusqu'à la fin des siècles : en certains domaines, nous a-t-il dit, l'Eglise paraît toute seule comme si elle avait fait le vide, mais arrivera un jour où l'on reconnaîtra que c'est bien elle qui avait les paroles de la vie éternelle, les paroles qui sauvent l'homme parfois malgré lui.

J'ai eu la joie de rencontrer aussi Paul VI en audience privée. Mon but était cette fois-ci de lui parler surtout de l'Europe, mais il m'a accueilli par un affectueux « et Marseille ? » [...]

MESSAGE POUR LA JOURNÉE MONDIALE DES VOCATIONS (1)

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES DE L'ÉGLISE,

« La moisson est abondante, les ouvriers peu nombreux. » Qui d'entre vous ne ressent l'actualité brûlante de cette parole du Seigneur ?

C'est un fait que vous connaissez tous : le besoin de prêtres, de religieux, d'âmes consacrées est immense. Si par endroits s'annonce une relève pleine d'espérance, en beaucoup de régions un fléchissement inquiétant des vocations est apparu, qui pèse sérieusement sur l'avenir.

Les ministères exercés par les laïcs ne suppléent pas le ministère du prêtre

Assurément, cette raréfaction provoque parfois un réveil salutaire des communautés chrétiennes : les catéchistes, les membres de l'Action catholique, beaucoup d'autres laïcs à la foi et au témoignage admirables prennent des responsabilités, assurent des « ministères » qui aident la vitalité chrétienne de leurs frères et incarnent le message chrétien au cœur des réalités quotidiennes. Leur rôle est irremplaçable. L'Esprit-Saint les anime. Nous sommes le premier à nous réjouir de cette promotion du laïc, à l'encourager.

Mais tout cela, est-il besoin de le dire, ne supplée pas le ministère indispensable du prêtre, ni le témoignage spécifique des âmes consacrées. Il les appelle. Sans eux, la vitalité chrétienne risque de se couper de ses sources, la communauté de s'effriter, l'Eglise de se séculariser. Négliger le problème des vocations ferait courir un risque très grave à l'Eglise. Ce serait s'éloigner de la volonté très nette du Seigneur disant à ses apôtres : « Venez à ma suite, je ferai de vous des pêcheurs d'hommes » (Mc 1, 17) — de fait, ils laissèrent leurs filets pour le suivre — et à certains disciples : « Va, vends tout ce que tu possèdes, donne-le aux pauvres, tu auras un trésor dans le ciel, puis viens, suis-moi. » (Mc 10, 21.)

Cet appel du Seigneur est une grâce inestimable. Le Seigneur, soyons-en persuadés, continue à le faire retentir au cœur de nombreux jeunes et adultes. Par l'Eglise, le Christ se présente, aujourd'hui comme hier, comme celui qui annonce l'amour sans mesure de Dieu, son Père ; qui apporte le pardon, la guérison du cœur, la plénitude de sa Vie ; qui invite à bâtir avec lui, sur la vérité et sur l'amour, un monde nouveau, un monde de fils de Dieu et de frères. Telle est la Bonne Nouvelle, qui est proposée d'ailleurs à la foi de tout chrétien.

Se dégager du matérialisme ambiant

Mais, quand le Seigneur appelle quelqu'un, de façon particulière, par une lumière intérieure et par la voix de l'Eglise, à le servir comme prêtre, religieux membre d'Institut séculier, il suscite

en lui, et il lui demande, une préférence absolue pour sa personne et pour l'œuvre de son Evangile : « Suis-moi. » Cette préférence est séduisante ; elle peut vraiment combler le cœur humain. Elle suppose une attitude de foi très ferme. C'est là, chers Fils, le nœud du problème des vocations. En notre temps, où la sérénité des croyants eux-mêmes est passablement bouleversée, la volonté d'un engagement total et définitif à la suite du Christ apparaît encore plus difficile. Il faut une confiance totale pour se livrer à l'appel du Christ. Cette préférence suppose aussi une volonté de rupture, avec le péché bien sûr — mensonge, impureté, égoïsme, haine —, mais aussi avec certaines valeurs humaines qui sont de l'ordre des moyens : les satisfactions de l'amour humain, la richesse, la réussite professionnelle, le plaisir, le succès, la puissance. Pour une âme profonde, droite et généreuse, les valeurs du Royaume peuvent l'emporter : la joie pure et simple, la soif de Dieu rencontré dans la prière, le service des autres, le souci de leurs besoins spirituels. Encore faut-il se dégager du matérialisme ambiant pour opérer ce jugement, prendre cette décision. C'est donc tout un climat qu'il faut renouveler pour que les vocations puissent germer et s'affermir. C'est l'affaire des appelés. C'est l'affaire de toute la communauté chrétienne avec eux. L'Année sainte en est vraiment le temps favorable : « Convertissez-vous, et croyez en l'Evangile. » (Mc 1, 15.)

Les destinataires du message

C'est donc sous le signe de cette Année sainte, année de conversion et de renouveau dans la foi, que nous, successeur de l'apôtre Pierre, chargé comme lui de confirmer nos frères, nous vous adressons ce message, plein de gravité et d'espérance, pour la Journée mondiale des vocations.

Nous l'adressons à vous, nos frères dans l'épiscopat, dont nous partageons la préoccupation devant la moisson si abondante et la rareté des ouvriers.

Nous l'adressons à vous, prêtres, afin que, ravié en vous la fierté de servir le Christ, avec les tribulations et les joies de l'apôtre, vous suscitez l'estime et le désir du sacerdoce. Que votre fidélité, votre espérance, que l'unité entre vous témoignent qu'il s'agit là d'une grâce incomparable.

Nous l'adressons à vous, religieux et religieuses, afin que la liberté et la gratuité de votre consécration exclusive au Christ, avec le dévouement ouvert à tous qu'elle permet, donnent largement le goût du Royaume de Dieu, rendant l'Evangile actuel, crédible, attrayant.

Nous l'adressons à vous, éducateurs, à vous surtout pères et mères de famille, afin que la fermeté de votre foi, la profondeur de votre générosité, votre amour de l'Eglise, vous permettent de préparer des âmes fortes, capables d'entendre l'appel du Seigneur.

Nous l'adressons spécialement à vous, jeunes gens et jeunes filles, adolescents, que le message du Christ attire et que les besoins spirituels de vos frères émeuvent. L'homme ne vit pas seule-

(1) Texte original. Sous-titres de la DC.

On trouvera plus loin, p. 341 et 342, les éléments d'information publiés par le Centre national français des vocations à l'occasion de cette journée (20 avril)

ment de pain. Interrogez-vous sous le regard du du Christ.

Nous l'adressons à vous aussi, enfants. Le Christ vous aime avec prédilection. Vous êtes déjà capables de donner une préférence à Dieu qui peut entraîner toute votre vie, à la suite de Jésus. Recherchez-le de tout votre cœur, dans une prière plus ardente, dans l'offrande de votre vie, dans un apostolat à la mesure de vos forces.

Que tous prient le Maître de la moisson : « Seigneur, viens au secours de ton Eglise ! » Les besoins sont immenses. Les générosités sont multiples. L'appel et la grâce du Seigneur ne manquent jamais. Puissions-nous ne pas lui manquer. Et nous, nous vous bénissons au nom du Seigneur.

RECEPTION

DE L'AMBASSADEUR D'EGYPTE

Recevant, le 13 février, M. Mohamed et Shafei Abdel Hamid, nouvel ambassadeur de la République arabe d'Egypte, venu lui présenter ses lettres de créance, Paul VI lui a adressé l'allocution ci-après (1) :

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous remercions Votre Excellence des paroles confiantes qu'elle vient de nous exprimer en nous remettant ses lettres de créance. Nous ne doutons pas en effet que votre mission d'ambassadeur ne contribue activement à resserrer les liens entre le Saint-Siège et votre pays, et nous vous souhaitons de tout cœur la bienvenue. Notre pensée se tourne vers le président Mohamed Anouar el Sadate, auquel vous voudrez bien exprimer nos vœux dévoués.

En vous accueillant ici, monsieur l'Ambassadeur, c'est aussi tout le peuple de la République arabe d'Egypte que nous regardons avec sympathie et dont nous écoutons les aspirations à une paix juste et durable. Nous avons souffert, nous souffrons des difficultés qui se sont accumulées dans le Moyen-Orient depuis tant d'années, avec leur cortège de peines et de violences. Peut-être la voie est-elle ouverte aujourd'hui à un dépassement raisonnable des conflits ? Avec vous, nous guetons sans cesse l'aurore de la paix, qui apporterait à ces régions le bonheur et la prospérité.

Nous souhaitons aussi au peuple égyptien d'épanouir les valeurs culturelles et spirituelles qui font la gloire de sa très longue histoire. Votre Excellence sait à quel point nos fils catholiques sont prêts à poursuivre leur collaboration en ce domaine, avec les moyens dont ils disposent, heureux d'apporter leur contribution spécifique au bien de tout le pays.

Et de même que le Saint-Siège souhaite que l'Egypte puisse résoudre heureusement ses problèmes, de même il demeure soucieux de voir s'instaurer entre toutes

les nations un climat de détente, de dialogue et, disons-le, de coopération, dans la recherche du vrai progrès de l'humanité, qui a tant de questions capitales à régler pour son développement. Tant que la paix demeurera précaire dans ce bassin méditerranéen qui a été depuis si longtemps un creuset de civilisation et de vitalité religieuse, elle demeurera précaire pour le monde entier. Mais si elle parvient à s'établir, ce sera une chance pour tous. Qui ne le désirerait ? Pour notre part, nous ne négligerons aucun effort pour y contribuer.

Nous prions le Dieu tout-puissant d'exaucer notre prière et nos vœux, et de répandre sur votre pays et ses dirigeants ses fécondes bénédictions.

L'allocution de l'ambassadeur

TRÈS SAINT-PÈRE,

C'est avec une fierté exceptionnelle que je considère la mission qui m'a été confiée en qualité d'ambassadeur auprès du Saint-Siège par le président Mohamed Anouar el Sadate.

Une mission aussi élevée m'inspire de n'épargner aucun effort pour me charger de mes instructions afin de resserrer les liens entre le Saint-Siège et la République arabe d'Egypte. Ces liens sont animés par l'adhésion aux principes de justice, par le soutien des peuples dans leur droit à disposer d'eux-mêmes et par le respect des plus hautes exigences civiques, morales et religieuses.

Dans notre partie du monde, nous sommes conscients des positions qui ont été prises par Votre Sainteté contre l'oppression et l'injustice infligées aux êtres humains, vos efforts déployés pour conserver les valeurs spirituelles de notre héritage commun, ainsi que votre détermination d'exercer votre autorité morale pour défendre les droits de l'homme.

Certes la paix ne peut être durable si le droit des peuples opprimés n'est pas restitué. Une paix durable ne repose que sur la justice. J'ai l'honneur de représenter mon pays auprès de Votre Sainteté au moment où la partie du monde à laquelle j'appartiens traverse des temps historiques qui connaissent sur ce point d'injustifiables difficultés, et qui ont été témoins de bien des sacrifices. Comment ne pas désirer que les droits légitimes de nos confrères soient restaurés dans le plus bref délai, tout retard ne servant qu'à prolonger le drame et l'agonie qui se déroulent au Moyen-Orient depuis plus d'un quart de siècle ?

Très Saint-Père,

Le destin qui a réuni le 24 décembre dernier la fête de la Nativité avec la fête du grand Baïram est un événement qui reflète l'ampleur de ma mission. D'autre part, l'ouverture de l'Année sainte, événement qui arrive tous les vingt-cinq ans, et qui coïncide également avec le début de ma mission, confère une signification toute nouvelle à cette mission. Dans cet esprit, le sort qui nous unit, aussi bien chrétiens que musulmans, ne sera garanti que par l'intensification de contacts pour la protection de la cause si chère à nos cœurs : « la Paix ». Je suis certain qu'à cette fin je jouirai de la bienveillance de Votre Sainteté, et que je rencontrerai toute coopération auprès de vos collaborateurs pour la réalisation des objectifs communs au service de l'humanité et de l'édification d'une paix juste et durable.

Je ne manquerai pas à cette occasion solennelle de transmettre à Votre Sainteté les vœux les meilleurs du président Sadate.

(1) Textes français des allocutions de Paul VI et de l'ambassadeur dans l'*Ossevatore Romano* du 14 février 1975.

Questions actuelles

LE SAINT-SIÈGE ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Conférence de Mgr Casaroli

Le 10 décembre 1974, Mgr Agostino Casaroli, secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, a prononcé, au siège de la Société italienne pour l'Organisation internationale, la conférence ci-après où il précise le rôle joué par le Saint-Siège dans la communauté internationale et la manière dont il apporte son concours pour résoudre les grands problèmes de notre temps ().*

I. — La participation du Saint-Siège aux Conférences internationales

Les conférences et réunions internationales, qui constituent, par leur nombre et leur variété, l'un des traits caractéristiques de notre époque, voient fréquemment la présence, inhabituelle il y a encore une dizaine d'années, de représentants du Saint-Siège. Ceux-ci, comme participants placés sur un pied d'égalité avec les représentants des Etats, ou plus souvent en qualité d'observateurs, témoignent par leur simple présence de l'intérêt avec lequel le Saint-Siège suit les problèmes de la communauté internationale, ou bien partagent directement les responsabilités des discussions et des efforts entrepris pour les résoudre.

Et il ne s'agit pas de réunions exclusivement consacrées à des questions d'ordre éthique ou juridique, encore que le Saint-Siège axe toujours essentiellement son intervention sur ces derniers aspects, observe la plus grande discrétion vis-à-vis des points de vue techniques et garde ses distances par rapport aux questions d'ordre strictement politique ou militaire.

Si la participation du Saint-Siège à des conférences et à des réunions de ce genre représente un phénomène somme toute moderne, la reconnaissance de son droit à faire partie de la communauté internationale remonte en revanche à plusieurs siècles.

La doctrine sur ce sujet a fait, et fait encore, l'objet d'amples études, cependant que les motivations juridiques et historiques, ainsi que les modalités du phénomène, ont donné lieu à d'in-

téressantes recherches. Quant au fait lui-même, il n'est nié par personne ; et, aussi bien, les argumentations ne tiendraient guère face à l'attitude de pratiquement tous les Etats, y compris d'un grand nombre de ceux qui, sur le plan bilatéral, n'ont pas de rapports avec le Saint-Siège, ou en ont d'assez tendus ou d'inamicaux.

Certains, dans la pratique, sinon dans la théorie, en raison d'ailleurs d'une connaissance insuffisante des termes du problème, semblent confondre le Saint-Siège avec la Cité du Vatican en attribuant à celle-ci la qualité de puissance souveraine admise dans le concert des Etats, rigoureusement sur le même plan que les autres et juridiquement égale, en dépit de l'extrême exigüité de son territoire et de sa population, ainsi que des particularités remarquables de son organisation et de son activité.

La distinction entre le Saint-Siège et la Cité du Vatican

Cette conception se rencontre notamment dans les Etats nouvellement formés et non catholiques, de ce fait moins familiarisés avec une histoire et une réalité — celle de l'Eglise catholique et son centre — qui a été pendant de nombreux siècles exclusivement, ou du moins en grande partie, européenne.

Elle explique et justifie en un certain sens la réticence des Papes à accepter la liquidation de l'Etat pontifical et l'intransigeance de Pie XI, lorsqu'il conclut avec l'Etat italien la « Conciliazione » historique, et exigea « quelque souveraineté territoriale » ; « condition universellement reconnue comme indispensable — précisait le Pape — à toute souveraineté juridique ». « Par conséquent — ajoutait-il, — un minimum de territoire qui puisse constituer une base suffisante de la souveraineté elle-même (1). »

Donc, une condition plus psychologique que juridique, mais très forte et pratiquement indispensable pour donner au monde l'assurance en quelque sorte visuelle de l'indépendance souveraine du Pape par rapport à tout autre pouvoir étatique, en vue du libre exercice de ses fonctions de Pasteur suprême de l'Eglise catholique. Et cela, même s'il ne s'agit, comme le disait encore Pie XI, que de « ce territoire maté-

(*) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 29 décembre 1974. Traduction, sous-titres et notes de la DC.

(1) DC 1929, n° 462, col. 469.

riel qui est indispensable (indispensable pratiquement, voulait-il dire) pour l'exercice d'un pouvoir spirituel confié aux hommes et au bénéfice des hommes (2) ».

La doctrine la plus sûre — on pourrait dire la doctrine presque sans exception — est en effet d'accord pour reconnaître l'attribution de la souveraineté au Saint-Siège en tant qu'organe suprême du gouvernement de l'Eglise catholique.

Cette conception a paru acceptable et a été pacifiquement acceptée, pendant la période qui va de 1870, lorsque le Saint-Siège fut privé des Etats pontificaux, à 1929, date à laquelle il conclut, précisément, la création du nouvel Etat du Vatican. Mais cela était déjà vrai avant 1870, bien que l'image s'en révélât moins nette. Et cela apparaît encore plus aujourd'hui, alors que (je cite de nouveau les belles paroles que Pie XI adressa aux curés de Rome et aux prédicateurs de Carême, le 11 février 1929) « le terrain matériel est réduit à des limites si restreintes qu'il peut et doit se considérer, lui aussi, comme spiritualisé par l'immense, sublime et vraiment divine spiritualité qu'il est destiné à soutenir et à servir (3) ».

En réalité, même celui qui voudrait attribuer au seul minuscule Etat du Vatican le titre indispensable pour entrer (et faire entrer avec lui le Saint-Siège) dans le concert mondial des Etats ne pourrait échapper à l'impression de se trouver — par comparaison avec les petites, moyennes ou grandes puissances, et surtout avec celles qu'il est convenu d'appeler les « super-puissances » — en face d'un insignifiant piédestal, sur lequel se dresse, les ailes déployées pour recouvrir le monde entier, un pouvoir indépendant et souverain : respecté et estimé, ou suspecté et combattu, mais s'imposant par sa stature, son histoire et son influence.

En fait, c'est à ce pouvoir-là que la famille des peuples reconnaît droit de citoyenneté et ouvre la porte pour qu'il participe à ses activités et à son effort collectif au service de l'humanité.

II. — Souveraineté spirituelle

Membre de plein droit de la communauté internationale, placé sur le même pied que les Etats, le Saint-Siège se trouve toutefois dans une situation toute particulière. Sa souveraineté est de nature spirituelle ; son autorité — elle aussi de nature spirituelle et religieuse — s'étend sur des centaines de millions de personnes répandues à travers le monde et appartenant aux peuples et aux pays les plus divers ; sa force ne consiste pas en formations militaires, en armements et en grands moyens économiques — quoi qu'on ait pu dire — de persuasion ou de pression ; elle est seulement due au respect que sa parole, son enseignement, ses directives, trouvent dans la conscience du monde catholique, respect largement partagé par de nombreuses personnes qui n'appartiennent pas à l'Eglise.

Son *jus imperandi*, doté à la vérité de toutes les caractéristiques d'une véritable et

réelle juridiction souveraine (*imperium* juridique) qui s'exprime en des lois et en des dispositions de « gouvernement », trouve son affirmation pratique davantage dans l'obéissance librement consentie des fidèles que dans la force de sanctions, administratives ou pénales, du reste de nature surtout morale — ecclésiastique en tout cas.

Son royaume le plus vrai est celui des consciences : ce qui, toutefois, n'empêche pas le Saint-Siège, bien au contraire, d'exercer une influence réelle, et assez fréquemment considérable, y compris dans la vie de la communauté internationale.

Ceci est également valable, d'une certaine manière, pour d'autres forces agissant dans l'ordre de l'esprit et des consciences. Je pense ici en particulier, moins à l'influence personnelle de grands penseurs et maîtres de vie qu'à celle qu'exercent des communautés religieuses disposant de leurs propres organes de direction et de décision (et à ce propos je ne voudrais pas omettre de rappeler avec le plus grand respect le Conseil œcuménique des Eglises).

La place particulière de l'Eglise catholique

Mais ceci est surtout vrai, et au plus haut degré, pour l'Eglise catholique et le Saint-Siège ; non pas seulement en raison de l'importance numérique et de la diffusion mondiale du catholicisme, mais aussi de la structure organique de l'Eglise, qui fait d'elle un « corpus » international, juridiquement organisé, un peuple immense uni dans la foi et la charité, mais en même temps rassemblé dans l'adhésion à une autorité qui a son sommet dans le Souverain Pontife, principe et fondement visible de cette cohésion, même extérieure, qui permet à l'Eglise d'agir unitairement, malgré la légitime pluralité des traditions, des coutumes et des options concrètes, dans les secteurs où la pluralité est licite, voire enrichissante.

Dans l'Europe occidentale du Moyen Age, face au pouvoir civil personnifié par l'empereur, l'Eglise — dans son autorité suprême, le Pape — se situait comme puissance, non seulement indépendante, mais supérieure, de même qu'étaient pacifiquement reconnues comme supérieures les valeurs religieuses — représentées par l'unique Eglise alors reconnue comme vraie — face aux valeurs de la vie terrestre. Celles-ci étaient à coup sûr élevées et très nobles, mais restaient subordonnées, dans l'ordre des finalités, aux valeurs suprêmes de la vie éternelle.

Par la suite, cette échelle de valeurs ayant évolué, le Saint-Empire romain — dans les faits avant de l'être dans le droit — fut remplacé par une multitude d'Etats nationaux, apparus les uns après les autres sur la scène mondiale. Et comme ces nouveaux peuples et Etats étaient dans leur majorité non catholiques, et même non chrétiens, le Saint-Siège a peu à peu perdu sa position « médiévale » de prééminence par rapport à la société civile.

Mais son caractère spirituel et religieux n'a pas cessé de lui valoir la place qui lui avait été traditionnellement reconnue, non pas en vertu de la souveraineté temporelle du Pape sur les Etats pontificaux, mais en tant que chef de l'Eglise catholique.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

III. — Le Saint-Siège et les Nations Unies

La paisible acceptation du Saint-Siège dans le concert des nations (compte tenu de sa nature propre et, en conséquence, de sa position spéciale dans la communauté internationale) l'engage à un titre particulier à apporter une pleine collaboration — dans la spécificité de ses finalités et de ses moyens — à la poursuite des objectifs qui sont propres à cette communauté. Objectifs qui, du reste, concordent fort bien — en grande partie ou du moins sous certains aspects — avec ceux que, de par leur mission propre, l'Eglise catholique et le Saint-Siège poursuivent en faveur de la cité terrestre.

Il suffit de relire les « finalités » exprimées dans le préambule des Nations Unies pour découvrir tout aussitôt leur étroit parallélisme avec certains textes pontificaux et conciliaires bien connus :

« Préserver les générations futures du fléau de la guerre... » ;

« Proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ;

« Créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international ;

« Favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions d'une liberté plus grande ».

De tels principes solennels font plus que trouver un écho dans les préoccupations de l'Eglise catholique et du Saint-Siège ; ils semblent être eux-mêmes un écho de la tradition chrétienne multiséculaire.

Pour la paix et la protection des droits humains

Je disais tout à l'heure que la nature de « puissance morale » du Saint-Siège ne l'empêche pas d'exercer dans la vie internationale une influence considérable.

Il serait même plus exact de poser en principe que l'influence morale n'est pas moins importante, pour la communauté internationale, que celle que les Etats exercent de par leur autorité propre. En tout cas, elle est nécessaire, indispensable même. En effet, la paix, la protection des droits et de la dignité de la personne humaine, la justice dans les relations entre les peuples, le souci de leur progrès social — si souvent tributaires, dans leur réalisation concrète, de contingences qui échappent au contrôle de l'homme — sont impensables sans l'effort généreux, constant et intelligent de la bonne volonté.

C'est ainsi que tout ce qui contribue à renforcer et à élargir les espaces de cette bonne volonté contribue en même temps à créer des conditions meilleures pour la réalisation des objectifs de paix, de justice et de progrès harmonieux. Ces objectifs ne sont-ils pas en effet la raison de vivre d'Etats et de peuples qui sont non seulement territorialement juxtaposés sur ce « parterre qui nous rend si féroces » (DANTE, *Divine Comédie*, Paradis, Chant xxiii) mais sont aussi liés et organisés entre eux par des relations bilatérales ou — comme cela se produit aujourd'hui

— véritablement planétaires, destinées à prévenir des conflits destructeurs et à créer des coopérations mutuellement avantageuses ?

Il est vrai que les considérations, les préoccupations, les intentions d'ordre moral ne sont pas de soi étrangères aux hommes d'Etat. Et il est vrai aussi que, sur le plan de l'action personnelle comme sur le plan de l'activité d'offices et d'organismes non gouvernementaux, de caractère religieux ou plus généralement éthique, humanitaire, juridique, de telles considérations trouvent de multiples soutiens, éloquents et efficaces.

Mais il n'en reste pas moins que l'Etat, en vertu de ses fins spécifiques, de même que les hommes d'Etat, en raison de leurs responsabilités dans la poursuite de ces mêmes fins, dans la protection des intérêts de la collectivité politique, dans la lutte contre les égoïsmes ou les menaces extérieures, sont plus facilement portés à raisonner davantage en termes de « réalités effectives » que de principes moraux, et à prendre comme critère de conduite l'« égoïsme sacré » de la nation ou la « raison d'Etat » plutôt que les normes éthiques.

Quant aux organisations qui ne dépendent ni des Etats ni des gouvernements (et je voudrais évoquer ici tout particulièrement les religions, grandes ou moins grandes, chrétiennes et non chrétiennes), il ne serait ni juste ni conforme à la vérité de diminuer les mérites de leur action, qu'il s'agisse de proclamer des principes, de former et d'orienter droitement la conscience de tant de responsables de la vie publique, de soutenir concrètement des causes justes ou de combattre l'injustice.

Il est certain toutefois que, quelle que soit la façon dont on veuille expliquer et apprécier un tel fait, et quelles que puissent être les opinions sur d'autres possibilités hypothétiques pour l'avenir, la communauté internationale reconnaît au seul Saint-Siège, comme on l'a déjà dit, en tant qu'organe central du gouvernement de l'Eglise catholique, le caractère de membre de plein droit de la communauté elle-même, en l'admettant à prendre place et à agir en son sein à l'égal des Etats.

Cette situation exceptionnelle ne constitue pas pour le Saint-Siège un motif quelconque d'orgueil ; mais, tout en la considérant, conformément à l'idée que l'Eglise catholique se fait d'elle-même, comme la reconnaissance d'une position qui lui revient de droit, il en tire la conscience d'une responsabilité qui, en un certain sens, s'étend bien au-delà de ses propres frontières.

L'affirmation des valeurs morales

Dans la communauté internationale, le Saint-Siège se sent en effet comme appelé non seulement à remplir la fonction qui est la sienne propre, mais aussi — dans le plus grand respect et sans vouloir empiéter sur aucun ordre social et encore moins se substituer à lui — à représenter d'une certaine manière toutes les forces qui tendent à mettre en relief, dans la conduite des affaires internationales et dans les relations entre les Etats, les valeurs morales : valeurs qui, pour être spécifiquement chrétiennes, ne

laissent pas d'être, par tant de côtés ou sous tant d'aspects, communes à l'humanité tout entière.

Certains auteurs font remarquer qu'une telle « représentation », dans le sens qui vient d'être précisé, est reconnue d'une certaine manière au Saint-Siège par la communauté internationale elle-même.

Je fais ici allusion à une particularité qui peut apparaître comme assez secondaire et n'a en réalité aucune valeur spéciale sinon celle d'être une indication, plus implicite que formelle, de cette reconnaissance.

Même ceux qui ne sont pas extrêmement familiarisés avec la diplomatie et ses règles (elles ont fait et font encore bien souvent l'objet de commentaires ironiques) connaissent l'attention qui est portée dans la vie diplomatique (mais pas seulement là, à vrai dire) aux préséances protocolaires. Dans les siècles passés, on y attachait même une importance qui dépassait de beaucoup le problème de la simple étiquette, car cela impliquait des revendications, des contestations, des disputes concernant le rang et l'importance des souverains représentés. Une règle était acceptée sans conteste : la préséance absolue des représentants du Pape et, après ceux-ci, de ceux de l'empereur. Le Congrès de Vienne en 1815, pour mettre fin à tant d'oiseuses discussions, décida d'introduire le principe selon lequel, dans chacune des trois classes englobant les agents diplomatiques, le rang de ceux-ci serait déterminé par la date de la notification officielle de leur arrivée à leur poste.

Le Saint-Empire romain ayant été balayé par l'ouragan napoléonien, aucun problème d'une éventuelle exception à la règle générale ne se posait plus à son endroit.

L'embarras du cardinal Consalvi

Restait le Pape. Il n'est pas sans intérêt, pour les curieux d'histoire diplomatique, de relire la correspondance échangée entre le cardinal Consalvi, secrétaire d'Etat, présent, à Vienne, de la fin de 1814 aux premiers mois de 1815, en qualité de ministre plénipotentiaire du Pape Pie VII, et le cardinal Pacca, faisant fonction de pro-secrétaire d'Etat. Le cardinal ne cachait pas l'embarras dans lequel il se trouvait en s'opposant au projet du Congrès : « Le Pape prétendant, écrivait-il, ne pas accepter une norme admise par les empereurs d'Autriche et de Russie, les rois de France et d'Espagne. » Il faisait également allusion à l'« impression défavorable que, selon la mentalité de l'époque, donne l'apparence qu'un prêtre veuille occuper le premier rang, alors que les empereurs eux-mêmes y renoncent » (Lettre au cardinal Pacca, 21 décembre 1814).

Quoi qu'il en soit, il se battit avec résolution. Dans sa note au Congrès, en date du 8 janvier, faisant état de la modestie de la souveraineté territoriale du Pape, laquelle, « loin de le placer parmi les principaux souverains, le rangerait assurément parmi ceux d'un rang inférieur », Consalvi se réclamait de la « qualité religieuse » du Souverain Pontife, qui le situait, pour ainsi dire, hors du rang ordinaire, en faisant remarquer que « pour cette raison déterminante la préséance a toujours été accordée au Pape ainsi qu'à ses représentants ».

L'affaire s'acheva par l'approbation de la clause selon laquelle « le présent règlement (sur les préséances des agents diplomatiques) n'apportera aucune innovation en ce qui concerne les représentants du Pape ».

Sur les huit puissances du règlement de Vienne, quatre n'étaient pas catholiques (Russie, Prusse, Grande-Bretagne, Suède).

La question revint sur le tapis près d'un siècle et demi plus tard, lors de la Conférence réunie, à Vienne également, par les Nations Unies, dans le but de codifier le droit diplomatique. Aux discussions et aux délibérations participaient cette fois non plus seulement les représentants de huit puissances européennes et chrétiennes, mais de l'ensemble des Etats membres de l'ONU.

Celui qui a aujourd'hui l'honneur de vous parler eut alors celui — qui constituait également pour lui un certain embarras — de présenter le point de vue du Saint-Siège sur une question encore moins accordée que du temps de Consalvi à la « mentalité de l'époque ». En tout état de cause, il lui fallait se réclamer d'une tradition purement européenne — adoptée certes ensuite sans difficulté par les nations catholiques d'Amérique latine, précisément parce que catholiques — mais étrangère à une majorité de nouveaux Etats qui n'étaient ni les artisans ni les participants d'une telle tradition.

La Commission de droit international de l'ONU avait préparé un projet que l'on pouvait appeler de compromis bienveillant : autrement dit respectueux de la situation acquise, là où était déjà reconnu le droit, pour le représentant du Saint-Siège, au titre de doyen du corps diplomatique, mais fermant la porte à toute autre extension.

Une telle solution revêtait un caractère plutôt pragmatique, et, pour ainsi dire, historiciste. De ce fait, elle répondait moins à la position de principe qui, seule, aux yeux du Saint-Siège, peut véritablement justifier la reconnaissance de la situation privilégiée autrefois reconnue par la communauté internationale aux représentants pontificaux (privilège qui, de soi, consistait uniquement dans la possibilité laissée aux Etats accréditaires de faire légitimement exception à la norme générale sur les préséances : tel était du reste le sens de l'accord de 1815).

Le mémorandum de la Conférence de Vienne

Cette position de principe fut reprise et « mise à jour » dans un mémorandum du Saint-Siège en date du 23 février 1961, à la veille de la Conférence de Vienne. Il s'agissait d'une « mise à jour », car, dans une Assemblée constituée par une majorité de représentants de pays non chrétiens et parfois même liés à une idéologie — officiellement non religieuse —, la « qualité religieuse » du Souverain Pontife, à laquelle avait efficacement recouru Consalvi au Congrès de Vienne, n'aurait guère trouvé d'écho. Le mémorandum du Saint-Siège faisait donc valoir qu'« il est de fait que, parmi les puissances qui composent la communauté internationale, le Saint-Siège, et lui seul, se distingue par sa nature spéciale et les caractéristiques très particulières de ses finalités et de son action : nature, finalités et action qui se réfèrent directement à ce qu'il y a de plus élevé et de plus respectable pour tous ».

les hommes et tous les peuples, les valeurs spirituelles et morales. Ainsi, l'hommage traditionnellement rendu au Saint-Siège et à ses représentants, même par les puissances non catholiques, constitue une reconnaissance significative de ces valeurs communes, si hautes et si précieuses ».

Discussions et prises de position assez critiques et négatives ne firent pas défaut. En fin de compte, le point de vue du Saint-Siège, grâce à l'appui non seulement des représentants des pays d'ancienne tradition catholique, mais aussi des jeunes nations d'Afrique et d'Asie, fut accepté, et le paragraphe 3 de l'article 16 de la Convention qui établit que le « présent article n'affecte pas les usages qui sont ou seraient acceptés par l'Etat accréditaire en ce qui concerne la préséance du Saint-Siège » fut approuvé par cinquante-neuf votes favorables (il y eut une voix contre et dix-sept abstentions).

L'ensemble de l'article 16 fut voté ensuite par soixante et onze voix favorables et deux abstentions ; il n'y eut aucun vote contre.

IV. — Conscience de l'humanité

Située sur ce plan, et acceptée pour ainsi dire comme la « conscience de l'humanité » au sein de la communauté internationale, le Saint-Siège offre à celle-ci sa coopération résolue et loyale.

Il ne le fait pas seulement en énonçant des principes, en proposant des points de doctrine morale, de valeur à la fois chrétienne et universelle, en rappelant à tous les hommes, et tout particulièrement aux catholiques, le devoir de les observer, ou bien en exhortant et encourageant à le faire : pour cela, l'appartenance au concert des nations ne serait même pas indispensable. On pourrait aller jusqu'à affirmer que, lorsqu'il agit en qualité de membre de la communauté internationale, en se trouvant ainsi en quelque sorte sur le même pied que les autres membres de la communauté elle-même, le Saint-Siège, tout en conservant les caractéristiques spécifiques de sa nature, se trouve en réalité contraint d'accomplir avec une certaine « discrétion » les fonctions d'enseignement éthique que, avec une liberté et une solennité bien plus grandes, il peut et doit exercer en sa qualité originelle de centre de l'Eglise, « mère et maîtresse » de vérité.

Sa qualité de compagnon de route des nations du monde se manifeste plutôt dans la participation aux préoccupations concrètes, aux problèmes, aux angoisses et aux espérances des peuples ; il partage les aspirations légitimes, soutient les efforts positifs et, dans la mesure de ses possibilités, contribue de manière pratique à résoudre les difficultés qui se présentent et à traduire dans les faits les initiatives, tout particulièrement dans les domaines qui le touchent de plus près, comme ceux de l'éducation, de la culture, de l'assistance sanitaire et humanitaire en général, de la promotion humaine, et surtout de la paix.

Le Saint-Siège est en mesure d'apporter une contribution non négligeable en particulier dans l'étude sereine et objective des problèmes qui angoissent et bien souvent divisent les peuples. Une telle étude approfondie et sereine est d'autant plus nécessaire que les problèmes sont plus

complexes. On ne peut espérer les résoudre uniquement par de la bonne volonté. Il y faut de plus une vision exacte de leur réalité profonde, des causes, des conséquences prévisibles, des remèdes possibles et adaptés.

Je ne veux pas dire, cela va de soi, que le Saint-Siège dispose toujours et nécessairement d'éléments plus complets pour porter un jugement, ou que ses collaborateurs possèdent une plus grande capacité d'analyse et de synthèse que d'autres. Toutefois, la multiplicité de ses contacts et la confiance qu'inspire aux parties adverses le fait qu'il se trouve au-dessus des litiges et des intérêts opposés, les possibilités qu'il a ainsi d'une vision plus large, d'une évaluation plus sereine, placent normalement le Saint-Siège dans une situation objectivement plus favorable pour apporter une aide dans ce domaine.

Une contribution désintéressée

Il est une autre forme de service que le Saint-Siège, précisément parce qu'il n'est pas lié à des intérêts de parti, est sans doute à même de rendre, du moins en certains cas, mieux que d'autres. Et l'importance de cette forme de service n'est pas non plus négligeable. Je fais ici allusion à la possibilité offerte aux parties adverses d'un intermédiaire discret, réservé, désintéressé, pour entamer un colloque qu'autrement des obstacles divers — à commencer par la difficulté de faire le premier pas, en particulier lorsque les esprits sont très échauffés et les passions excitées — rendraient sinon impossible, du moins extrêmement difficile.

Bien entendu, en l'occurrence, il ne s'agit pas d'une position exclusivement propre au Saint-Siège. Celui-ci se voit même parfois écarté de dialogues auxquels il tiendrait. Ou bien il ne trouve guère d'audience dans les parties en conflit, ou bien il ne dispose pas des moyens de convaincre qui donneraient une plus grande efficacité à ses interventions. Aujourd'hui encore, nous voyons ce que sont à même de réussir — fût-ce avec beaucoup de difficultés et pas toujours de manière sûre — ceux qui, à l'effort tenace pour rapprocher les parties adverses, unissent d'une part une capacité singulière pour démêler des problèmes très compliqués et faire valoir aux adversaires les exigences des intérêts réciproques et des périls communs ; et, d'autre part — il importe de le dire — la vigueur persuasive qui résulte non seulement du poids des argumentations, mais aussi du potentiel militaire et économique dont disposent les grandes puissances, pour le bien comme pour le mal.

Un tel potentiel, à coup sûr, le Saint-Siège ne le possède pas. Mais précisément parce qu'il est pauvre en moyens matériels, et qu'ainsi il ne porte ombrage à personne, parce qu'il allie aussi un prestige moral largement reconnu à la confiance suscitée par son attitude amicale et sa bonne volonté dépourvue de visées égoïstes ou de préoccupations qui ne soient pas celles de l'intérêt commun bien compris, sa disponibilité à s'offrir comme intermédiaire bienveillant et respectueux dans des situations difficiles peut constituer, du moins parfois, un apport efficace.

Le Saint-Siège n'ambitionne pas de jouer sur le plan international un rôle de « médiation » au sens technique du terme (à moins que cela

ne lui soit proposé, comme cela s'est produit, à titre d'arbitre). Il ne refuse cependant pas de répondre favorablement à des requêtes et n'hésite pas à prendre lui-même des initiatives de rapprochement et de conciliation ; moins préoccupé de sauvegarder un prestige exposé au danger d'insuccès que soucieux de coopérer, dans la mesure de ses moyens, au bien et à la paix des peuples, en particulier des plus faibles et des plus exposés

V. — L'estime pour le Saint-Siège dans le domaine international

Le Saint-Siège est encouragé à oser de telles interventions par le climat particulier — je dirais presque de cordialité — qui semble aujourd'hui caractériser l'attitude des membres de la communauté internationale à son égard.

Je ne dis pas de toute la communauté internationale, ni de tous ses membres de la même façon. Certains d'entre eux se maintiennent, du moins pour le moment, sur des positions de réserve et de froideur qui, en certains cas — à vrai dire réellement exceptionnels —, se transforment en véritable et franche hostilité.

Mais on ne saurait manquer d'être frappé par les manifestations répétées de considération, d'estime pour l'œuvre accomplie par le Saint-Siège dans le domaine international, et de confiance à l'égard de ce qu'on attend de lui à l'avenir.

Il faut sans conteste faire la part de ce qui est dû à la simple courtoisie et, dans certains cas — pourquoi pas ? — à certains calculs intéressés. Mais, spécialement pour celui qui a le bonheur de connaître de près ces manifestations, notamment dans les rencontres personnelles de chefs d'Etat et d'hommes de gouvernement avec le Pape, il ne peut faire de doute que — une fois faites les exceptions qui s'imposent, — la communauté internationale dans son ensemble voit aujourd'hui dans le Saint-Siège une puissance dont la ferme volonté de faire le bien et l'engagement prouvent à toutes les nations — catholiques ou non, chrétiennes ou non — qu'elles peuvent se reposer sur lui en toute sécurité, dès lors qu'il s'agit de défendre ou de promouvoir les grandes causes de l'humanité.

Cette confiance trouve, me semble-t-il, son explication et sa justification dans l'attitude du Saint-Siège dans ses relations avec les Etats. Une attitude faite de respect, de compréhension pour la gravité et les difficultés des tâches qui incombent aux responsables de la vie publique dans les divers pays et leurs communautés ; d'intérêt et de sympathie pour leurs efforts ; de promptitude à la coopération, comme je l'ai déjà dit.

Ainsi s'établit, de manière presque naturelle, un dialogue qui se développe dans l'exercice — d'une part —, dans la reconnaissance et l'acceptation — d'autre part — d'une autorité non impliquée dans les rivalités d'intérêt inévitables dans la coexistence des peuples et des Etats : ami de tous ou, si l'on préfère, ennemi de personne, comme seulement on peut l'être quand, sans poursuivre d'intérêts temporels propres, on se préoccupe de ceux, légitimes, qui sont communs à tous ; une autorité dépourvue d'une force

matérielle qui puisse porter ombrage, mais riche d'une influence spirituelle et morale acceptée de millions de personnes, et s'imposant au respect des non-chrétiens et des non-croyants.

VI. — Une nouvelle sensibilité

Je disais donc : le Saint-Siège est l'ami de tous. C'est là, en réalité, une des caractéristiques actuelles de l'attitude du Saint-Siège à l'égard de la communauté internationale.

Dans les siècles passés, la souveraineté que le Saint-Siège exerçait sur les « Etats pontificaux » amenait le Pape à se considérer et à agir, non seulement comme chef de l'Eglise catholique, mais aussi comme un des princes d'Italie et d'Europe, et à prendre part aux différends et aux luttes entre Etats et souverains, en participant à leurs alliances politiques et militaires.

De même, sur le plan ecclésial, le concept de chrétienté, opposé au monde non chrétien, poussait le Saint-Siège à promouvoir directement des guerres et des « Croisades » contre les « infidèles ». Et, plus tard, les guerres de religion trouvèrent tout naturellement le Saint-Siège dans le camp des princes catholiques.

La fin des Etats pontificaux, remplacés par ce minuscule et presque symbolique territoire indépendant, qui forme la Cité du Vatican, a dégagé le Saint-Siège de ce qui lui était apparu pendant des siècles comme un devoir, à savoir la défense du patrimoine territorial transmis d'un Pape à l'autre.

Par la suite, une croissante prise de conscience, de la part de l'Eglise catholique, des profondes exigences de la mission évangélicatrice, et l'affirmation toujours plus vigoureuse et consciente de l'esprit œcuménique, dans son acception la plus large, rendent pratiquement impensable une attitude « de guerre de religion ».

L'esprit de dialogue proclamé par l'Eglise catholique n'exclut pas non plus les plus éloignés : même si, sur le plan idéologique, le dialogue peut souvent donner l'impression d'être, comme le note Paul VI dans l'encyclique *Ecclesiam suam*, « tellement difficile qu'il apparaît presque impossible ».

Quand il s'agit de problèmes intéressant l'humanité en tant que telle, dans les perspectives de sa vie terrestre, le dialogue en ce qui concerne le Saint-Siège ne connaît d'autres limites que celles qui sont imposées par un refus persistant des autres.

Peuples et continents sont désormais liés

De plus, cette attitude est dictée au Saint-Siège non seulement par une sensibilité nouvelle devant l'ouverture au monde, mais aussi par la conviction que les grands problèmes de l'humanité ne peuvent de nos jours être convenablement résolus — ou ne peuvent l'être du tout — sans le concours de tous, tant les peuples et les continents sont liés et interdépendants. En particulier, la paix du monde et le développement — qui est le nouveau nom de la paix, selon l'heureuse expression bien connue de Paul VI — dépendent d'un effort commun de compréhension, d'une convergence des volontés, d'un engagement — pour ainsi dire — plané-

taire. La guerre est toujours à réprouver par sa nature même. Autrement dit, parce qu'elle est une confrontation de forces qui ne coïncide pas nécessairement avec une force égale du droit et de la raison, elle se situe au niveau du « non-rationnel ». Mais aujourd'hui, en raison des progrès scientifiques et techniques modernes, spécialement dans le domaine nucléaire, elle constitue une menace proche, non seulement de maux et de souffrances infiniment supérieurs à ceux du passé, mais surtout de la destruction d'une grande partie, sinon de la totalité, de la civilisation humaine et de son existence même.

Comment la conscience chrétienne ne considérerait-elle pas comme un très grave devoir moral d'agir pour préserver l'humanité, ou du moins une partie de celle-ci, d'une pareille calamité ?

Seuls ceux qui n'ont pas conscience de l'extrême gravité de cet impératif moral peuvent s'étonner — ou faire semblant de se scandaliser — quand le Saint-Siège non seulement ne refuse pas, mais désire et recherche le dialogue, offre sa collaboration, si modeste qu'elle puisse apparaître, à tous les responsables de la destinée des peuples, et surtout à ceux sur qui, en raison de leur énorme puissance, pèsent plus lourdement les responsabilités de la paix et de la guerre dans le monde.

VII. — Une position claire et droite

L'étonnement — ou le scandale — trouve principalement son origine dans le fait que ce dialogue et cette collaboration s'adressent également à des Etats où se posent pour la religion en général de graves problèmes non encore résolus, et où le dialogue visant à leur solution, ou bien ne progresse pas comme il serait souhaitable, ou semble complètement refusé.

La position du Saint-Siège est claire et droite. Bien entendu, il a conscience que son premier et fondamental devoir est de protéger et de promouvoir vigoureusement les causes de l'Eglise, de la liberté religieuse, du bon droit des croyants, ainsi que le respect des droits fondamentaux de la conscience et de la personne humaine.

Nul ne peut mettre honnêtement en doute le zèle avec lequel le Saint-Siège fait face à ce devoir qui est le sien. Ce n'est pas ici le lieu — nous n'en avons d'ailleurs pas le temps — d'aborder le problème, de même que les jugements et les questions relatifs aux critères, aux moyens, aux résultats, aux perspectives de cette action infatigable et profondément réfléchie du Saint-Siège.

Mais je n'hésite pas à affirmer que, en dépit des nombreuses difficultés, et des non moins nombreuses incompréhensions, le Saint-Siège peut soumettre avec une conscience sereine l'activité qu'il déploie au service de l'Eglise, dans l'une des périodes les plus dures et les plus dramatiques de sa vie, au sévère mais objectif jugement de l'histoire : « sous la cuirasse d'une conscience pure » (DANTE, *Divine Comédie, Enfer*, chant XXVIII).

Le commandement de l'amour fraternel

Mais, en même temps, le Saint-Siège considère qu'une partie seconde, mais non moins fondamentale de sa mission évangélique d'amour (« Le second commandement est semblable au premier »), consiste à œuvrer au service de la paix et d'un ordre social plus juste et plus fraternel dans et entre toutes les nations.

J'ose prédire que l'histoire comptera parmi les pages les plus dignes de mémoire de la longue activité du pontificat romain — et avec lui de l'Eglise catholique tout entière — celle qu'il est en train d'écrire dans ce domaine.

Dignes de mémoires et authentiquement chrétiennes.

Sans arme, mais fort du soutien de millions d'êtres humains, le Pape offre son alliance à tous ceux qui ont une responsabilité dans les grands intérêts et les grandes causes de l'homme, et il engage courageusement avec eux un dialogue qui n'est pas dépourvu d'inconnues mais nécessaire : sans se faire d'illusions sur les possibilités réelles d'apporter une contribution décisive, mais encouragé par la confiance qui lui est largement manifestée dans les camps les plus éloignés et les plus opposés, et poussé par la conscience qu'il est urgent d'unir les efforts de tous pour une cause qui engage tous les hommes et est commune à tous.

Cela ne l'empêche pas d'affronter librement, chaque fois qu'il en est besoin, et de la manière la plus appropriée, les problèmes, les besoins, les tragédies, les droits de l'Eglise. Bien plus, cela lui offre l'occasion de le faire avec ceux mêmes qu'il ne pourrait peut-être atteindre autrement.

VIII. — Un « pont » pour le dialogue

Autre motif de perplexité ou d'objection au sujet de l'action du Saint-Siège dans ce secteur : une attitude apparemment voulue de neutralité, une équidistance entre les partis ou les blocs en présence. Tout se passerait comme si le Saint-Siège ne voulait pas se compromettre dans le jugement porté sur la justice de la cause de l'un ou l'autre adversaire, et surtout dans l'appui apporté à l'un contre l'autre.

Mais, sans compter que, bien souvent — pour citer Manzoni — ni la raison ni le tort ne se laissent nettement trancher —, ce n'est pas, bien entendu, que le Saint-Siège évite de se former un jugement moral personnel, ni non plus qu'il renonce à l'exprimer au besoin publiquement et avec clarté lorsque cela se révèle opportun. Mais, en règle générale, sa préoccupation — mises à part des situations spéciales — ne consiste pas tant à « faire la justice » — chose que, du reste, il est bien souvent difficile de réaliser complètement, à moins d'aller au-devant, en voulant le « *summum jus* », de dommages et éventuellement d'injustices encore plus graves, — qu'à aider à « faire la paix » : sans négliger, bien entendu, et au contraire en soutenant du mieux possible, non seulement les principes, mais aussi, concrètement, les raisons de la justice.

La volonté de servir de « pont » pour un dialogue et la recherche d'une équitable conciliation exigent sans aucun doute que les moyens et le ton de la prise de position dans les con-

flits soient tels qu'ils ne rendent pas impossible la réalisation de l'objectif essentiel « d'action pacificatrice et de concorde du Saint-Siège ».

On ne saurait oublier non plus que, même dans cette activité, le Pape reste toujours non un homme politique mais un père. J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de noter à quel point cette qualité de père est comme « sentie », au moins confusément, même par des non-catholiques, par des non-chrétiens, par des non-croyants. Et c'est peut-être ce qui explique pourquoi des hommes d'Etat — même ceux qui sont les plus attachés à la « Realpolitik » — avouent trouver dans le Pape une source réconfortante d'inspiration morale et humaine.

Le rôle du Saint-Siège au niveau international

Il me reste à examiner un dernier aspect de dialogue, lui aussi multilatéral, à savoir la participation du Saint-Siège à des organismes et à des conférences au niveau international ; nous y avons d'ailleurs déjà fait allusion en ce qui concerne ces dernières. On connaît assez la réponse positive du Saint-Siège aux invitations qui lui sont adressées sur la base des titres reconnus par les normes générales réglant la composition de ces rencontres internationales. Une telle présence est en général reconnue avec faveur et sympathie, de même que sont écoutées avec intérêt les interventions des représentants du Saint-Siège, et attentivement examinées leurs contributions spécifiques à l'étude des questions en cours. Il peut arriver que la visée purement morale des prises de position du Saint-Siège apparaisse comme « gênante » ; mais il importe de dire que, normalement, le souffle spirituel que — sinon exclusivement, mais du moins de façon éminente — le Saint-Siège peut apporter aux travaux des grandes assises internationales, non seulement est respectueusement accueilli, mais est positivement apprécié. En tout cas, la sincérité de l'attitude du Saint-Siège, et l'autorité reconnue de sa parole, incitent pour le moins à une réflexion plus sérieuse qui est loin d'être inutile.

Une présence discrète et efficace

D'autre part, si la participation du Saint-Siège, en tant que membre, aux formes organisées d'activité de la communauté internationale, est considérable, elle n'est pas automatique, comme c'est en général le cas pour les Etats.

En particulier, il ne fait pas partie des principaux organismes — notamment de l'ONU — et se limite à maintenir auprès d'eux une mission d'observateurs permanents.

Etant donné qu'entre les membres de telles organisations surgissent inévitablement de perpétuels différends de nature politique, et vu le caractère spécifique et les fonctions qui lui incombent dans la vie de la communauté internationale, le Saint-Père a jugé qu'une présence discrète était mieux adaptée et plus favorable à une action constante, mais non engagée dans un soutien ou dans une opposition aux parties en conflit ; donc une présence bien accueillie, et par le fait plus efficace.

L'expérience de plusieurs années auprès de l'ONU, de l'UNESCO, de la FAO et d'autres

organisations similaires, semble positive. Aussi, sans en faire un principe absolu, le Saint-Siège poursuit-il sur cette voie.

En même temps, le Saint-Siège continue à proclamer, non seulement l'utilité mais encore la nécessité d'une organisation mondiale des peuples, d'une autorité acceptée de tous et de tous respectée, à laquelle tous doivent contribuer à donner vie et vigueur. Il s'agit de supprimer la tentation du recours à la violence — visant à affirmer sa volonté de puissance et de domination, ou la dure loi de l'honneur personnel, sinon de ses propres intérêts, de sa propre vie et de sa propre liberté —, pour la remplacer par la possibilité d'en appeler à un tribunal juste et impartial, capable d'assurer les droits et d'établir les devoirs de tous. Parmi les nombreux textes qu'il serait possible de citer, je me contenterai de rappeler la profession de confiance que Paul VI a adressée personnellement à l'Assemblée générale de l'ONU, le 5 octobre 1965, dans un discours mémorable qui a révélé au monde la pensée du Pape sur l'idée inspiratrice de l'Organisation, son estime des efforts pour réaliser une telle idée, ses encouragements à ne pas se laisser rebuter par les difficultés, à progresser vers des réalisations toujours plus parfaites dans les structures et l'activité, de manière à garantir toujours mieux à l'humanité la paix dans la justice et dans une coopération bénéfique : non pas à travers la dialectique des conflits et des guerres (que bien des gens, dans le passé, considéraient comme le moteur de l'histoire), mais au contraire par le moyen de la raison et du droit.

L'humanité se trouve aujourd'hui dramatiquement placée à un tournant décisif de son histoire multimillénaire.

Un tournant dramatique et providentiel

Dramatiquement, mais aussi, oserais-je le dire, providentiellement.

Poussé par l'inquiète curiosité de connaître et par une obscure et enivrante conscience d'être en mesure de soumettre, par son intelligence et sa ténacité, les forces mystérieuses mais intelligentes qui l'entourent et sont bien près de l'accabler, l'homme a affronté au cours des siècles sa splendide aventure de roi de l'univers : *freudig* (que l'on me pardonne de citer ce vers que je considère comme le plus beau peut-être de toute la littérature allemande, pourtant si riche), *freudig wie ein Held zum Siegen* — heureux comme un héros qui court à la victoire.

Mais tandis qu'il ne cesse d'accumuler de nouvelles conquêtes, celles-ci semblent bien souvent se retourner contre lui. Tel un apprenti-sorcier, il ne réussit plus à les maîtriser. C'est ainsi qu'aujourd'hui ses conquêtes et ses progrès techniques dans le domaine de l'énergie nucléaire pourraient entraîner sa propre destruction.

Situation dramatique, disais-je, mais tout autant providentielle. Le danger, en effet, d'un mauvais usage des forces qu'il a déchaînées, contraint l'homme à se rendre compte de réalités et de nécessités qu'il serait trop porté à oublier dans l'ivresse de son triomphe.

Dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, le 5 octobre 1965, Paul VI rappelait précisément : « Le péril ne vient ni du progrès

ni de la science... Le péril se tient dans l'homme...! »

Favoriser un « saut qualitatif »

Ce n'est donc pas sans une signification providentielle que l'homme se trouve obligé, aujourd'hui plus que jamais, de ne pas se contenter de soumettre les forces de la nature, mais au contraire de chercher à se dominer lui-même : son égoïsme, sa soif de puissance, au niveau des individus, des nations, des groupes ; son insouciance envers les droits et les besoins des autres, proches ou éloignés (mais quel éloignement pourrait encore exister aujourd'hui dans un monde où les destins des continents et des peuples sont interdépendants ?)

Pour le moment, on en est encore au stade de l'équilibre de la terreur. Equilibre trop instable et précaire. Suffisant sans doute — dans une mesure que nous souhaitons tous assez large pour éloigner la menace de catastrophes irréparables ; inapte en tout cas à créer un esprit de collaboration qui tende vers une mobilisation des ressources de la nature et de la science et soit capable de favoriser le développement des peuples, et avec leur développement la paix.

Tant que l'homme ne réussira pas à faire de « saut qualitatif », en passant de l'équilibre statique (même instable) de la terreur, à celui, dynamique, de la coopération, la civilisation humaine restera exposée aux plus graves menaces.

Il s'agit, si nous regardons la profonde réalité des choses, d'accomplir un effort d'intelligence et de volonté, donc un effort d'engagement qui se situerait dans l'ordre moral. C'est là un effort titanesque autant qu'indispensable.

Messieurs, le Saint-Siège a derrière lui une expérience trop longue pour pouvoir s'abandonner à des rêves et à de naïves illusions, ou pour croire au facile passage du « devoir être » à « l'être ». Il fait pourtant confiance à la capacité de l'homme à comprendre les impératifs de la réalité et à y répondre dans les formes propres à sa nature d'être raisonnable et moral.

N'est-ce pas là le phénomène qui s'est vérifié au cours des siècles et a trouvé son expression dans l'évolution progressive des rapports entre les hommes, en donnant vie à des formes d'organisation sociale destinées à favoriser une « coexistence » pacifique et à concilier sous l'égide du droit les intérêts opposés, en évitant la nécessité de recourir à la force individuelle ou à la force de groupe pour « se faire justice » soi-même, et en décourageant les tentations d'écraser les plus faibles ?

Quelque imparfait que l'on juge ce qui a été réalisé jusqu'à présent dans ce domaine, on ne peut nier que cela a du moins évité que, au moins dans les groupes sociaux organisés, ne s'affirme la loi du « *bellum omnium contra omnes* ». Serait-il déraisonnable de penser que, face à la nouvelle situation, l'organisation de la communauté internationale pourrait, elle aussi, progresser de manière à rendre possible entre les États — même avec les imperfections difficilement évitables — ce qu'il a été possible d'obtenir à l'intérieur de chacun des États ou de leurs fédérations ou confédérations ?

Une utopie ?

Une utopie ? En tout cas, une utopie qui apparaîtrait comme la seule alternative à la destruction de l'homme et des trésors de sa civilisation, à sa réduction en esclavage par le plus fort, par le plus capable de survivre ou de l'emporter sur les autres, ou à la terreur incessante d'être dominé, dont découle la tentation naturelle de renforcer ou d'assurer sa sécurité en attaquant ou en écrasant des adversaires réels, craints ou simplement potentiels.

Et si l'on tient à parler d'utopie, cette utopie a l'appui convaincu du Saint-Siège, non pas sur un plan de moralisme creux, mais sur celui d'une considération réaliste — ou, si l'on préfère, moralement réaliste — du présent et de l'avenir de l'humanité.

Celle-ci est assurément en train de vivre l'un des moments les plus « forts » et les plus difficiles de sa longue aventure.

Le Saint-Siège a conscience, aujourd'hui plus que jamais, de son antique vocation d'être non seulement maître de vérité transcendant l'horizon du temps et de l'histoire, mais aussi compagnon de route des nations, et participant des responsabilités de leurs gouvernements : un peu comme porte-drapeau et porte-parole privilégié de ces valeurs spirituelles et morales communes sans lesquelles il s'avère impossible de bâtir une société humaine, authentique et digne.

C'est ainsi que, aujourd'hui encore, le Saint-Siège se présente — plein d'amitié et de confiance dans l'amicale réponse de tous — à la communauté des peuples. Il offre à celle-ci sa contribution sincère et loyale, afin qu'elle puisse mieux et plus sûrement réaliser, grâce à l'effort commun, la profonde aspiration de l'humanité : une paix qui s'accomplisse et se renforce dans la justice.

— **Histoire des diocèses de France ; le Diocèse d'Ajaccio** (Aleria, Sagone, Nebbio, Mariana, Accia), par François J. CASTA. — Un vol. 16 X 22 cm, de 256 pages et 4 cartes. Prix : 39 F. **Le Diocèse de Bordeaux**, sous la direction de Bernard GUILLEMAIN. — Un vol. 16 X 22 cm, de 256 pages et 4 cartes. Prix : 39 F (chaque vol. en souscription : 36 F). Editions Beauchesne, Paris.

Cette collection a déjà plusieurs volumes : Marseille, Metz, Tarbes et Lourdes, Bourges, et, hors collection, Coutances et Limoges. Chaque diocèse est pris de ses origines à nos jours et sous les aspects les plus variés : institutions, personnalités qui l'ont illustré, mentalités et pratiques religieuses, art et traditions. Rien n'est laissé dans l'ombre ; et on se rend compte à la lecture que l'histoire religieuse d'un pays, s'il y a un fond commun, est fort différente suivant les régions, non seulement pour la Corse, mais aussi bien pour le Bordelais et le Basadais (l'évêché de Bazas est traité avec celui de Bordeaux). A ce dernier volume ont collaboré J.-B. Marquette, pour les temps anciens et pour le Moyen Age, et Raymond Darricau pour l'époque contemporaine (1801-1968). La précision des détails et des nuances a ici son importance et on s'est bien gardé de les négliger, pour la plus grande satisfaction du lecteur.

— **La Chine pour nous**, par Paul BADY, Robert BOSC, Christian COCHINI, J.-F. LANGUMIER, François LESTERLIN, Michèle LOI, Henri MADELIN, Catherine MORIN, Tsien TCHE-HAO, Odon VALLET. — Un vol. 13,5 X 21 cm, de 290 pages. Prix : 36 F. Le Centurion, Paris.

Désormais, la Chine compte dans le monde, même occidental. Elle a surmonté des épreuves étonnantes et son dynamisme actuel est devenu un exemple. Qu'est-elle au fond ? Des auteurs qui connaissent bien la question répondent sur les plans les plus divers : urbanisation, vie industrielle, éducation des masses, famille, promotion de la femme, rapports sociaux et... maoïsme. Il y a là matière à réflexions. Les auteurs répondent avec rigueur, même avec une pointe de passion, mais non sans intérêt pour le lecteur.

CÉLÉBRATION ŒCUMÉNIQUE DES BAPTÊMES D'ENFANTS (*)

Présentation

Le Comité mixte, depuis quelques années, tente de dénouer de difficiles problèmes inter-confessionnels et d'ouvrir des possibilités nouvelles de vie spirituelle et sacramentelle commune. Ce fut d'abord un document intitulé « Pastorale commune des foyers mixtes » (1968), dont le texte va être repris ; une recherche timide sur l'accès à la table eucharistique ; les accords doctrinaux sur le baptême et le mariage. Avec d'autres, il veut ainsi manifester son service de l'unité des chrétiens.

Vous trouverez ci-joint un nouveau texte. Son objectif est précis : il veut répondre aux demandes reçues au sujet de la célébration œcuménique du baptême (son titre même écarte résolument le terme de « baptême œcuménique »).

Ce texte a ses limites :

1. Il ne s'agit que du baptême d'enfants. Peut-être pourrait-on penser à rechercher la signification d'un acte liturgique particulier qui laisserait l'enfant demander ultérieurement le baptême dans l'affirmation de sa foi personnelle.

2. Il met en cause toute une éducation catéchétique de caractère œcuménique dont nous indiquons au cours du texte quelques essais. Elle doit être poursuivie et, dans le cadre de notre responsabilité, nous en continuerons particulièrement l'étude en liaison avec les organismes responsables de nos Eglises.

Vous entrez mieux dans le cadre de notre réflexion en vous référant au « document introductif » que nous tenons à votre disposition (**). Il situe les demandes et les analyses, recherche leur motivation ; sa deuxième partie contient une réflexion théologique (1).

Souhaitant qu'au-delà des termes et des formes soit vécue l'authenticité de la communion dans le Christ, nous vous adressons un fraternel message de salut et l'assurance de notre dévouement.

Pasteur PAUL GUIRAUD,

Mgr ARMAND LE BOURGEOIS,

*Coprésidents du Comité mixte
Catholique-Protestant en France*

I. — Demande et préparation de cette célébration

1. Le Comité mixte catholique protestant de France a été interrogé à maintes reprises sur les baptêmes d'enfants de foyers mixtes et sur la catéchèse œcuménique. Il exprime ci-après ce qui lui paraît pouvoir être dit aujourd'hui sur ce sujet. Il propose ces réflexions aux respon-

sables des Eglises, aux groupes de foyers mixtes et à leurs conseillers spirituels.

2. La demande d'une célébration œcuménique (2) pour le baptême de l'enfant d'un foyer mixte est recevable dans la stricte mesure où elle est le moyen d'exprimer et de célébrer la dynamique œcuménique vécue par le couple, de faire progresser sa vie dans la voie de l'unité et d'aider à la formation chrétienne de l'enfant. On devra donc éviter qu'une telle célébration devienne un simple geste de bonne volonté réciproque des parents ou des deux familles ou, pire encore, qu'il prenne la figure d'une mondanité religieuse pour des foyers qui ne sont pas effectivement engagés dans la recherche œcuménique. En aucun cas elle ne saurait devenir un « droit ».

3. Pratiquement, toute demande de baptême pour l'enfant d'un foyer mixte devra continuer à faire l'objet d'un discernement loyal au cours d'entretiens avec le prêtre et le pasteur, afin d'aboutir à la solution qui réponde en vérité à la situation concrète du foyer et de leurs communautés ecclésiales. Si la célébration œcuménique est retenue, la décision finale reviendra aux autorités normalement compétentes en la matière.

4. Dans ce cas, le prêtre et le pasteur auront à rappeler au foyer le lien entre le baptême et l'agrégation à une communauté chrétienne visible, et donc confessionnellement située. Pour cet enfant, ce processus d'agrégation s'étalera dans le temps. Sa première formation chrétienne sera prise en charge en accord avec les deux communautés de ses parents, dans lesquelles il est inséré de façon provisoire et ouverte à l'avenir. Néanmoins, l'Eglise qui accueillera et baptisera l'enfant sera aussi celle avec laquelle il sera lié de manière préférentielle, car il ne nous semble pas raisonnable, pour l'équilibre psychologique de l'enfant et son identité personnelle, dans le monde tel qu'il est, de l'entretenir dans une situation de pure indétermination. Cependant il va de soi que cette donnée initiale ne saurait préjuger obligatoirement de son appartenance d'adulte. Il reviendra ensuite aux parents de l'aider à trouver le lieu définitif de son appartenance au Corps du Christ.

5. La célébration œcuménique du baptême demandera une double préparation : d'une part, celle des parents et des parrains soutenus par un prêtre et un pasteur ; d'autre part, celle des communautés paroissiales afin que toutes deux en comprennent le sens et la portée et puissent s'y associer en y trouvant une occasion de participer à la dynamique œcuménique.

II. — La célébration œcuménique

6. La célébration œcuménique d'un baptême devra se faire au milieu de la communauté paroissiale de l'une ou l'autre Eglise, jamais dans

(*) Texte original. La note et sa présentation (en caractères gras) sont datées du 10 mars 1975.

Au sujet du Comité mixte catholique-protestant en France, cf. DC 1969, n° 1543, p. 641.

(**) Il s'agit d'un texte de travail uniquement destiné aux responsables de l'œcuménisme dans les diocèses et les régions. — NDLR.

(1) S'adresser au pasteur Georges APPIA, 8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris, ou au P. Jacques DESSEAUX, 17, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

(2) Nous employons à dessein l'expression de « célébration œcuménique » et non de « baptême œcuménique ». Nous soulignons par là qu'il n'y a qu'un seul baptême.

Cf. Déclaration du Comité mixte sur le baptême, publiée par *Information-Evangélisation*, 47, rue de Clichy, 75009 Paris, et par *La Documentation Catholique* 1973, n° 1623, p. 22, 5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08.

le seul cadre d'un groupe de foyers mixtes et de leurs amis. Aux yeux du Comité, ce point doit être considéré comme impératif, afin d'éviter toute évolution vers une « troisième Eglise ». Il est très souhaitable que l'autre paroisse soit représentée par la délégation d'un groupe de ses fidèles.

Si le baptême a lieu dans l'une des Eglises de la Réforme, il sera célébré selon l'usage au cours du culte dominical ; s'il est prévu dans l'Eglise catholique, la communauté en sera informée et sera invitée à y participer, par exemple à la suite d'une messe dominicale.

7. L'Eglise où le baptême est célébré, à la suite d'une décision prise en commun, est normalement celle qui accueille et baptise l'enfant. Son ministre est l'officiant responsable et il accomplit seul l'acte baptismal. Il suit les données fondamentales de la liturgie approuvée dans son Eglise, mais en y apportant éventuellement les adaptations qui seront jugées nécessaires.

8. Le ministre de l'autre Eglise pourra intervenir de manière active, en particulier dans la liturgie de la Parole, de l'intercession et de la louange, à la manière de ce qui se fait dans la célébration des mariages mixtes. Là où la chose sera possible, il sera bon d'y associer des laïcs de l'autre Eglise.

9. Puisque l'un des ministres accomplit seul l'acte baptismal, il ne saurait s'agir de concélébration. Elle contredirait l'unicité du baptême chrétien dont la célébration œcuménique veut être précisément le signe. Elle ne manifesterait pas la confiance mutuelle que se font les Eglises.

10. Il sera important de souligner avec clarté, au cours de la célébration, la signification d'un tel baptême pour cet enfant et ses proches (cf. n° 3) et de dire qu'il exprime en particulier l'engagement actif des deux communautés dans la première formation chrétienne du baptisé.

III. — La double inscription sur les registres baptismaux (3)

11. Aux yeux du Comité, rien ne s'oppose sur le fond à une double inscription de ce baptême sur les registres baptismaux des deux paroisses. Pour sa part, il ne désire pas l'encourager systématiquement, mais il lui semble qu'elle peut être accordée aux parents qui la demandent avec instance.

12. La double inscription soulignerait la solidarité et l'engagement commun des deux communautés à l'égard de la formation chrétienne de l'enfant ainsi que leur disponibilité à l'accueillir l'une et l'autre de manière définitive, sans que celui-ci deviennent en rien un « transfuge ». L'enfant est ainsi placé au bénéfice des richesses de l'une et de l'autre, au premier chef par le ministère de ses parents.

Cette double prise en charge de l'enfant est en fait beaucoup plus importante que la double inscription elle-même.

IV. — La catéchèse œcuménique (ou catéchèse commune)

13. Les recherches actuelles de catéchèse œcuménique se présentent sous deux formes :

(3) Voir en annexe les propositions en ce cas.

a) Au nom de leur responsabilité catéchétique — domaine privilégié de l'exercice de leur responsabilité baptismale, — deux communautés décident une mise en commun de certaines phases de la formation chrétienne des enfants. Elles le font moyennant une réflexion approfondie commune à tous les catéchètes engagés dans cette voie. Ceci commence à exister ici ou là et fait l'objet de certaines études en commissions.

b) Par ailleurs, des foyers, mixtes pour la plupart, ont mis en place en divers lieux une catéchèse adaptée à la situation propre de leurs enfants. Ils le font avec l'aide de prêtres et de pasteurs, mais de manière autonome par rapport à la catéchèse d'ensemble de leurs communautés.

14. Devant cette situation, le Comité mixte estime que les recherches et expériences mettant en avant le rôle des parents comme catéchètes premiers des enfants doivent être largement prises en compte. Il pense néanmoins que le second cas ne devrait être que temporaire et qu'il lui faudra tendre à rejoindre le premier.

15. En toute hypothèse, la catéchèse donnée aux enfants des ménages mixtes doit :

— Conduire l'enfant à une connaissance et à une familiarité avec les deux communautés auxquelles ses parents appartiennent ;

— Inclure une prise de conscience pacifique, mais réelle, du fait et des motifs de la division ;

— Amener au choix final d'une communauté à laquelle sera vouée une réelle fidélité, incluant service et responsabilité.

16. Le problème de la catéchèse œcuménique doit être examiné d'urgence par les Eglises. Le moment est largement venu d'établir dès à présent des orientations fondamentales, de mettre à jour une sorte de « tronc commun », assorti d'un relevé pédagogique des points de division encore existants et de nos interrogations mutuelles.

Ce nouveau travail doit tenir compte des documents issus des recherches actuelles et comporter un dialogue avec tous ceux qui se sont déjà engagés dans de premières expériences. Ceci permettra de dégager des constantes, de dénoncer certains écueils possibles et de retenir ce qui est bon.

V. — La pastorale des foyers mixtes

17. Il demeure un contentieux confessionnel. Il n'est pas sain de faire comme si celui-ci n'existait pas et il n'est pas suffisant de prétendre vivre seulement de l'unité déjà donnée. De même, ce que l'on pourrait appeler la « double appartenance affective et spirituelle » des foyers mixtes demande à être réfléchi doctrinalement, dans la perspective du cheminement vers l'unité.

A ce cheminement des foyers, le prêtre et le pasteur qui les accompagnent peuvent aider beaucoup, en mettant à leur service le recul qui leur vient d'une situation différente et la compétence théologique capable de les alerter sur certains aspects inaperçus ou sous-estimés.

18. Aujourd'hui de multiples expériences sont vécues qui posent des questions théologiques et sont le signe d'une dynamique croissante vers l'unité. Il est temps que les autorités se

concertent à nouveau afin de donner des orientations qui en tiennent compte (4).

Annexe

Propositions en cas de double inscription

a) Sur le registre de la paroisse (registre de référence) où a été célébré le baptême :

N né d'un foyer mixte
a été baptisé par moi
etc.

avec la participation de X, ministre
de l'Eglise, de qui a signé.

Suivent les signatures d'usage :

b) Sur le registre de l'autre paroisse (registre de report) (5) :

N né d'un foyer mixte
a été baptisé par X, ministre de
l'Eglise de, dans la paroisse de
etc.

en ma présence et avec ma participation.

En foi de quoi, moi,, j'ai enregistré
ce baptême (6).

Signature

PRESENTATION DE LA NOTE DU COMITE MIXTE CATHOLIQUE-PROTESTANT SUR LA CELEBRATION ŒCUMENIQUE DU BAPTEME D'ENFANTS (7)

1. Dans la *Note* qu'il publie sur la *célébration œcuménique du baptême d'enfants*, le Comité mixte catholique-protestant en France reconnaît de nouvelles possibilités de vie spirituelle et sacramentelle commune entre chrétiens encore séparés mais en marche vers l'unité ; il admet que — par la participation des deux communautés et de deux ministres — soit mieux manifesté visiblement qu'il n'existe qu'un seul baptême chrétien qui incorpore au Corps du Christ.

Le Comité suggère quelques modalités pratiques en ce qui concerne la manière de célébrer œcuméniquement un baptême d'enfant de couple mixte, et de l'inscrire sur les registres de deux paroisses, catholique et protestante.

(4) Le document du Comité mixte catholique-protestant en France, intitulé « Pastorale commune des foyers mixtes » (1968), est aujourd'hui à réviser.

Voir également l'Accord doctrinal du Comité mixte sur le mariage (décembre 1972) publié par *Information-Evangélisation*, 47, rue de Clichy, 75009 Paris et par *La Documentation Catholique* 1973, n. 1623, p. 22, 5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08.

(5) Il s'agit bien, dans ce b), de la transcription de l'acte de baptême sur le registre de l'autre paroisse (appelé ici « registre de report ») et non de l'acte original. Cette transcription peut à la rigueur être portée sur une feuille que sera répertoriée à la fin du registre de baptême.

(6) *Note particulière pour l'Eglise catholique* : Les actes ultérieurs normalement reportés sur le registre baptismal le seront toujours si le baptême a eu lieu dans la paroisse catholique (registre principal de référence). Ils le seront sur le registre de report au cas où le baptême ayant eu lieu dans la paroisse protestante, le baptisé ferait ensuite acte d'appartenance définitive à l'Eglise catholique.

(7) Texte original.

Le Comité estime que, pour des raisons psychologiques et pédagogiques, l'enfant ne doit pas être laissé dans une position confessionnelle indéterminée. Mais il souligne le caractère provisoire de cette situation et précise qu'il revient aux parents et aux communautés chrétiennes d'aider cet enfant à trouver peu à peu le lieu définitif de son appartenance au Corps du Christ.

Ce processus d'agrégation étalé dans le temps constitue un pas important : il y a peu d'années encore, l'Eglise catholique exigeait des fiancés, avant même leur mariage, des options précises et définitives concernant l'orientation des enfants auxquels ils donneraient éventuellement le jour.

2. Il ne s'agit pas là d'un relâchement des exigences de la foi catholique (ou protestante), mais de la reconnaissance de la dynamique de l'unité en cours de restauration. Le titre même du *Décret* de Vatican II sur l'œcuménisme (*Unitatis redintegratio*) exprime bien le processus qui se déroule sous nos yeux : en de nombreux lieux naissent de petites communautés interconfessionnelles dans lesquelles des chrétiens de différentes traditions (en particulier des foyers mixtes) mènent une vie ecclésiale de plus en plus commune. Il s'agit véritablement là de la progressive *recomposition du tissu ecclésial* déchiré par les drames de l'histoire.

Le Comité mixte se laisse interroger par cette réalité vécue, et il propose quelques jalons afin d'éviter que de si riches expériences soient marginalisées par rapport aux Eglises : marginalisation qui serait d'ailleurs contraire à l'intention de ceux qui vivent ces expériences : il ne s'agit pas, en effet, de « communautés sauvages », même si elles sont parfois fermement contestatrices.

3. Le Comité mixte précise qu'il laisse délibérément de côté certains aspects de la question (par exemple, il reste dans le cadre du baptême d'un petit enfant). D'un autre côté, il esquisse quelques pas au-delà de son sujet en proposant des réflexions (à élaborer plus avant en liaison avec tous ceux qui sont concernés) sur la catéchèse œcuménique (ou commune) qui découle presque naturellement de la célébration œcuménique des baptêmes. Il indique aussi que la « double appartenance affective et spirituelle » des foyers mixtes demande à être réfléchie doctrinalement.

4. Cette *Note sur la célébration œcuménique du baptême* se situe dans le prolongement d'un document publié par le même Comité mixte sur la *Pastorale commune des foyers mixtes* (1968). Mais, de sept ans postérieur, le second texte est d'un style plus libre et plus ouvert : en le comparant au premier (qui sera révisé), on mesure les progrès de l'œcuménisme.

Ces deux documents *pastoraux* n'auraient pas de consistance s'ils ne reposaient pas l'un et l'autre sur deux accords *doctrinaux* publiés, eux aussi, par le Comité, en 1972, et qui traitent précédemment l'un du baptême, l'autre du mariage. La *pastorale commune* ne peut progresser qu'en s'appuyant sur de solides consensus au niveau de la foi et, inversement, les accords doctrinaux ne sont pas destinés à remplir les rayons des bibliothèques œcuméniques mais à porter du fruit dans la vie chrétienne de tous les jours. De ce point de vue, le travail du Comité mixte catholique-protestant en France, même s'il n'est pas parfait, est significatif de la démarche œcuménique.

René BEAUPERE.

POUR UN COMPORTEMENT PASTORAL FACE AUX QUESTIONS QUE SE POSE LE MONDE MILITAIRE AUJOURD'HUI

Allocution de Mgr Vanel, vicaire aux armées françaises (1)

Cette année, les Journées nationales de l'aumônerie militaire catholique française se sont tenues à Colmar, du 18 au 20 février, sur le thème : « La mutation culturelle et son retentissement sur la foi ».

Les conférenciers en ont été successivement : M. J.-M. DOMENACH, directeur d'Esprit ; Mgr ELCHINGER, l'évêque de Strasbourg ; M. Emile VISSEAU, commissaire général des Scouts de France ; M. Yves DE GENTIL-BAICHIS, journaliste à la Croix ; le pasteur André DUMAS, doyen de la Faculté de théologie protestante de Paris, et le chanoine Pierre BOCKEL, curé-archiprêtre de la cathédrale de Strasbourg. Plusieurs aumôniers protestants s'étaient joints à leurs collègues catholiques.

En tirant les conclusions de ces Journées, Mgr VANEL a voulu donner à ses aumôniers quelques points de repères pour les aider à mieux situer leur action pastorale dans le contexte actuel de l'armée :

La mutation culturelle, qui a fait l'objet de nos Journées d'études, touche aussi, de toute évidence, le monde militaire. Faut-il s'en étonner ? L'armée est solidaire des autres institutions. Elle est donc soumise aux mêmes turbulences.

Les incidents qui se sont produits ces derniers mois, les prises de position répercutées par la presse, les conversations de popote ou d'ailleurs, les consultations officielles organisées par le ministre de la Défense prouvent bien qu'au-delà de toutes les formes d'exploitation ou de récupération il y a de vraies questions qui sont posées et des aspirations légitimes qui attendent d'être comblées.

Face à ces questions, je m'efforcerai de définir un principe de comportement pastoral, d'énumérer quelques conditions de notre présence à la recherche actuelle, et de vous faire part de quelques convictions personnelles.

I. — Un principe de comportement pastoral

Comme aumôniers militaires chargés d'une mission pastorale, nous ne sommes pas étrangers à ces questions. Si nous ne nous sentions pas concernés par elles, ce serait le signe que notre insertion dans le monde militaire n'est pas assez profonde et notre action pastorale insuffisamment incarnée.

Dans les questions en cause, et à leurs racines, c'est de l'homme qu'il s'agit. Or, Jésus-Christ a un regard sur l'homme. De ce regard, nous

sommes les témoins et les témoins privilégiés.

Qu'il s'agisse du respect de l'homme à tous les niveaux de la hiérarchie, de la juste considération qu'il mérite, de ses droits, des moyens nécessaires à une vie décente et à l'accomplissement convenable de sa mission, qu'il s'agisse du style des relations humaines à l'intérieur du corps militaire, indiscutablement, c'est l'homme qui est en jeu. Et nous sommes maintenant convaincus, le Concile nous conforte dans cette conviction, que le service de Dieu passe par le service des hommes.

Témoins de l'Evangile, nous ne pouvons pas ne pas être présents à la recherche dans laquelle s'engagent aujourd'hui tous les hommes de bonne volonté pour un mieux-être et un mieux-agir dans le monde militaire.

II. — Les conditions d'une présence pastorale à cette recherche

1° *La prudence.* De toute évidence, il s'agit de la vraie prudence, c'est-à-dire de celle qui est une vertu. Le souci de nous marginaliser pour ne pas avoir d'ennuis ne devrait jamais nous effleurer. Cette attitude n'aurait rien à voir avec la prudence : nous demeurons des hommes libres, et notre liberté est respectée.

Mais la prudence nous avertit que notre compétence a des limites, celles de notre mission pastorale. Nous n'avons pas de solutions techniques à proposer. Nous témoignons d'un esprit qui est celui de l'Evangile. La prudence nous apprend aussi qu'une parole, pour être lumière, doit être prononcée avec un grand esprit de sympathie qui doit toujours être perçu. Elle nous enseigne enfin que rares sont les paroles qui ouvrent la voie à un réel dépassement. Seules y parviennent celles qui s'inscrivent dans le contexte d'un accompagnement long, patient et rempli d'amitié.

2° *La lucidité.* Nous devons nous efforcer de nous faire une idée objective des choses en demeurant indépendants par rapport à toutes les récupérations possibles dont elles sont l'objet. D'où la nécessité d'une sérieuse information, basée sur l'écoute respectueuse et fraternelle de tous ceux qui acceptent le dialogue avec nous, à tous les niveaux de la hiérarchie militaire. Moi-même, avant de vous parler, j'ai rencontré la semaine dernière un certain nombre de militaires pour obtenir une information de cette qualité.

3° *La sérénité.* Elle est indispensable en pareille circonstance. Que la nôtre soit communicative. Vous en connaissez la règle d'or : « Dès que l'on s'échauffe, on dit des sottises. » Personne ne fait exception à la règle. Le cri remplace la parole. Il met fin au dialogue et à l'exercice de la pensée. Toute réflexion ou toute conversation qui se propose de faire avancer une question doit être avant tout dépassionnée.

(1) Texte publié par le Vicariat aux Armées françaises, 20, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

4° *La discrétion.* Il ne s'agit pas pour nous de mener une action ou de faire des proclamations, mais avant tout d'aider tous ceux qui acceptent le dialogue avec nous, à commencer par ceux qui nous sont les plus proches, nos chrétiens les plus disponibles et les plus engagés.

5° *Situer les problèmes.* Il importe de bien délimiter les domaines où ils se posent : certaines décisions se situent au niveau des plus hautes responsabilités, d'autres se situent à la base et sont de la compétence des militaires que nous côtoyons tous les jours.

En ce qui concerne les premiers (questions posées par une insuffisance d'argent, de moyens ou d'effectifs, par l'inadaptation de certaines règles ou leur caractère anachronique et inutile, etc.), si vous aviez à cœur certaines requêtes dont vous êtes les témoins ou les confidents, il vous appartiendrait de les transmettre, en utilisant les médiations habituelles du commandement, de votre aumônier régional ou de moi-même. C'est en toute modestie et dans le seul but de rendre service que je les transmettrai. Au niveau où je suis placé, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de m'exprimer et j'ai toujours été accueilli très favorablement.

Pour les seconds, ceux qui relèvent de la responsabilité des militaires à la base, c'est là que nous pouvons apporter notre aide plus directement, sans sortir de notre compétence, car il s'agira bien souvent d'un esprit.

C'est pour définir cet esprit que je vous livre maintenant quelques-unes de mes convictions.

III. — Quelques convictions personnelles

Ces convictions, je ne les formule pas sans avoir écouté, ces temps derniers, un certain nombre de militaires, dont je dois reconnaître la valeur professionnelle, la clairvoyance et la bonne volonté.

1° Dans le monde militaire, aujourd'hui comme hier, il y a beaucoup de compétences et de générosités qui sont à l'œuvre déjà. C'est dans la continuité de leur action que doivent s'inscrire le perfectionnement et les réformes désirées.

2° Les réformes les plus audacieuses et les plus pertinentes ne valent que ce que valent les hommes qui les appliquent. C'est un principe universel dont se réclame en particulier la sagesse militaire. Le règlement de discipline générale de 1966, qui était un très grand progrès, n'a vraiment atteint son but que là où il a rencontré l'écho de la conviction et de la bonne volonté.

3° Les difficultés actuelles ne se résoudront ni par la démagogie ni par un autoritarisme sourd et aveugle. Ces deux attitudes ont en commun d'être un signe de peur : la peur d'affronter en vérité les hommes et leurs problèmes. Il n'est pas exagéré de dire que, dans l'actuelle société, il existe en particulier une peur des adultes devant les jeunes.

Les difficultés ne se résoudront que par une prise en compte sérieuse et loyale des vrais problèmes, et seulement des vrais problèmes.

4° Une certitude est maintenant acquise dans les mentalités : on n'est pas impuissant devant les imperfections, les anomalies, les injustices que l'on avait coutume jusqu'ici de subir avec résignation. C'est, parmi beaucoup d'autres, une des réalités évidentes de la mutation culturelle

aujourd'hui. A cette certitude fait écho un principe de sagesse : il vaut mieux prévenir que guérir. D'autant plus que les esprits sont devenus extrêmement sensibles aux injustices, même aux injustices apparemment sans importance.

5° La possibilité de s'exprimer est un droit, en même temps qu'un bienfait pour les personnes et les institutions. Les hommes ne sont heureux que lorsqu'ils peuvent s'exprimer. Répondre à cette aspiration, c'est les épanouir, les promouvoir et accroître leurs possibilités humaines. Ce droit mérite d'être reconnu, tout en respectant la spécificité de la société militaire pour laquelle les modes d'expression ne sont pas nécessairement ceux de la société civile. L'imagination se doit d'inventer ces modes particuliers qui permettent au dialogue d'exister et à l'information de circuler dans les deux sens, sans être récupérés par d'autres intérêts que ceux de l'institution militaire. Celle-ci doit, en effet, à tous moments et en toutes circonstances, être disponible à la communauté nationale et au gouvernement qu'elle s'est donnée. Faire droit à l'expression de tous c'est aussi favoriser ce « plus grand partage des responsabilités » dont le Pape nous disait qu'il est une « requête actuelle de l'homme ». C'est permettre à la société militaire, comme aux autres, de « se transformer peu à peu en communauté de partage et de vie », c'est « construire des solidarités actives et vécues » (PAUL VI, lettre au cardinal Roy, § 47).

6° Les difficultés actuelles traduisent les exigences que posent les hommes d'aujourd'hui à tous ceux qui ont une responsabilité de chef ou d'éducateur.

Le prestige du titre ou de la fonction, que l'on soit chef, éducateur, père de famille ou prêtre, est maintenant de faible portée si n'existe pas d'abord celui de la valeur personnelle et de l'exemple. Plus que jamais aujourd'hui, l'efficacité appartient à celui qui paye de sa personne. Elle exige avant tout que nous nous libérions des nostalgies, des crispations et de l'esprit de suffisance qui ferait de nous des installés, incapables de nous remettre en cause en vue d'une perfection jamais atteinte et toujours à poursuivre.

7° Les militaires que j'ai rencontrés sont convaincus que les meilleures réformes seraient sans grande portée si, parallèlement, un effort de tous n'était pas entrepris pour améliorer le style des relations humaines dans le corps militaire. Pour affermir une telle conviction, notre exemple et notre parole peuvent beaucoup, car les relations humaines se nourrissent avant tout des richesses du cœur.

En négatif, la voix du cœur nous met en garde contre trois dangers :

— *Le danger de la peur.* Il faut l'exorciser. La peur de la hiérarchie paralyse parfois l'initiative et la responsabilité. L'obéissance dynamique ne peut être une obéissance figée, mais une obéissance convaincue qui se nourrit de confiance. Lyautey disait déjà : « Quand j'entends les talons claquer, j'entends les cerveaux se fermer. »

— *Le danger du fonctionnarisme et de la sclérose.* C'est une tentation permanente qui nous guette tous et dont nous n'avons raison que si nous restons vigilants. Le rayonnement d'un homme serait bien compromis, si n'apparaissait

pas dans sa vie un certain coefficient de gratuité. Les jeunes, certes, sont allergiques à des formes excessives ou inutiles de contrainte, mais ils restent sensibles à la valeur de la présence gratuite, significative de l'attention qu'on leur porte.

— *Le danger des comportements désinvoltes* qui traduisent parfois une insuffisance de respect. Si les brimades ont presque disparu, il y a parfois des paroles qui font plus de mal encore. Les paroles humiliantes, injurieuses ou grossières ont des répercussions psychologiques et morales bien supérieures à l'intention qui les a motivées. La vulgarité n'est pas indispensable à un comportement viril et la délicatesse n'est pas mièvrerie.

La lumière qui vient du cœur nous inspire encore une richesse beaucoup plus positive : celle de l'attention, de la considération et d'une authentique amitié dont la discipline et le travail n'ont rien à perdre, bien au contraire.

Ce style de comportement, je l'éclaire par une citation qui m'est chère, tant elle me paraît forte et surtout consonante à l'esprit de l'Evangile. C'est la lettre d'un ancien officier à un jeune lieutenant de ses amis : « Le lieutenant, disait-il, devrait chercher à connaître ses hommes, un par un, à se représenter leur horizon de famille et, s'il se peut, quelques-uns de ces détails uniques qui sont sur nous le sceau du destin : le plan de leur maison, le chemin qui mène de la gare à leur hameau, le visage de leur mère et aussi les sentiments d'absence et de vide qui correspondent dans les cœurs au trou qu'a fait la mort autour de nous. Il m'a toujours semblé qu'il me manquait beaucoup quand je n'avais pas entrevu, comme dans un brouillard, quelques-

unes de ces chères images. On peut dire du commandement ce qu'un philosophe disait de l'éloquence : cela consiste à dire quelque chose à quelqu'un. A l'école on apprend à dire quelque chose, cela demande deux ans ; mais il faudrait apprendre à le dire à quelqu'un et une vie y suffit à peine. »

Cette parole a la densité humaine de son auteur pour qui l'Evangile n'était pas un corps étranger aux réalités humaines.

C'est un idéal très élevé, pas toujours accessible dans l'immédiat et pourtant déjà vécu par un bon nombre de militaires. Je suis sûr que beaucoup d'autres seraient sensibles à ce témoignage et prêts à le porter eux-mêmes. Quant aux chrétiens, c'est ainsi qu'ils sont appelés, dans le monde militaire, à être le « sel de la terre », « la lumière du monde ».

C'est à cette élévation que nous devons essayer de les faire accéder. Ce faisant nous ne sortons pas de notre compétence pastorale, surtout si nous enracinons leur réflexion dans la prière et la clarté de l'Evangile.

Telles sont les convictions que je voulais vous faire partager, au moment où vous êtes les témoins et les confidents des questions posées au monde militaire aujourd'hui. Vous pourriez sans doute fort heureusement les compléter et les enrichir.

Puissiez-vous à votre tour les faire partager, pour un meilleur service des hommes, sous le regard de Jésus-Christ.

† Gabriel VANEL,
évêque, vicaire aux armées,
20 février 1975.

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

Le « Conseil permanent » élargi de l'Épiscopat français (une trentaine de membres) (1), qui s'est réuni à Paris les 11, 12 et 13 mars, a abordé différents problèmes, dont l'Action catholique aujourd'hui, la finalité des séminaires, les rapports entre libération humaine et salut en Jésus-Christ. Le compte rendu ci-après a été remis à la presse le 13 mars (2).

1. Le cardinal Marty a ouvert les travaux du Conseil permanent auquel étaient invités les présidents de Commissions et de Comités en attirant l'attention des évêques sur quelques points :

— Nous vivons une période de crise, en particulier crise économique, crise morale, crise de société.

— Dans cette situation, les catholiques sont plus que jamais appelés à vivre en conformité avec leur foi et à en témoigner.

— Des parents expriment leur vive inquiétude de

voir leurs jeunes gens adhérer à l'Association pour l'unification du christianisme mondial.

Le cardinal Gouyon a publié fort justement une mise en garde très nette sur cette secte (3).

Il faudrait, par ailleurs, de manière plus générale, réfléchir à ce que signifie aujourd'hui le développement des sectes.

L'Action catholique

2. Mgr Ménager et le P. Picard ont rendu compte des réponses faites par les Commissions épiscopales concernées et les Mouvements à l'enquête lancée par le Conseil permanent sur l'Action catholique aujourd'hui en France.

Ces réponses traitent des points suivants :

a) *L'esprit du questionnaire* : Certains Mouvements se reconnaissent dans les critères « traditionnels » de l'Action catholique ; d'autres pensent qu'il faut les dépasser car ils sont trop liés à la situation d'autrefois.

b) *Foi et vie* : Le passage est évident d'un engagement au nom de la foi à un engagement au nom d'une solidarité humaine et au terme d'une analyse,

(1) Cf. les statuts de la Conférence épiscopale française (DC 1975, n° 1667, p. 29, art. 24, § 1).

(2) Texte original. Sous-titres de la DC.

(3) DC 1975, n° 1672, p. 299 (NDLR).

mais cet engagement n'est pas sans lien avec la foi. Tous ressentent la nécessité d'un approfondissement de la foi. Presque tous font aussi des recherches pour dire aujourd'hui la foi et ne pas la bloquer avec une idéologie.

c) *Chrétiens au cœur des réalités collectives* : Des dynamismes collectifs nouveaux sont soulignés : dynamismes culturels, volonté de promotion de certains groupes humains (jeunes, femmes), phénomènes nouveaux (urbanisation, internationalisation, mass media).

Dans ces dynamismes, les chrétiens sont mêlés aux autres hommes et les Mouvements insistent fortement sur la visée apostolique de ces chrétiens regroupés en Mouvements mais, rencontrant des incroyants, les Mouvements se reconnaissent une fonction catéchuménale importante et, à ce titre, revendiquent la charge d'exercer une fonction d'Eglise plus globale (catéchèse, sacramentalisation, eucharistie). Certains jugent l'approche par milieux insuffisante.

d) *Le laïc* : Tous partent de l'idée de peuple de Dieu et aspirent à un travail en Eglise (évêques, prêtres, laïcs) en insistant sur les responsabilités des laïcs. Ils demandent que les évêques suivent de très près leur travail et les interpellent au nom de l'Eglise universelle ; ils soulignent le rôle du prêtre en même temps que la nécessité pour lui d'être enraciné dans une communauté.

e) *L'engagement politique* : Tous sont d'accord pour promouvoir un pluralisme relatif au sein des Mouvements. Les limites de ce pluralisme sont variables selon les Mouvements. Tous ne se reconnaissent pas les mêmes possibilités quant aux prises de position politiques, certains étant plus attentifs aux risques de blocage entre foi et idéologie, d'autres préférant ce risque pour ne pas cautionner par leurs silences des positions ou des orientations inacceptables.

f) *Le sigle Action catholique* : Ce qui importe aux Mouvements c'est d'être reconnus comme Mouvements d'Eglise et non pas le sigle en lui-même.

Le travail en carrefours et la discussion qui a suivi ont fait apparaître que la question essentielle, en demeurant attaché aux « intuitions fondamentales » de l'Action catholique, est celle d'un passage effectif à l'ecclésiologie de Vatican II qui situe les uns par rapport aux autres, laïcs, prêtres et évêques et renouvelle la manière de comprendre la relation Eglise-monde. A partir de là, il faut savoir comment l'Episcopat entend maintenir un lien plus particulier avec certains Mouvements en fonction d'un projet pastoral missionnaire et quelle sera, dès lors, la situation de ces Mouvements dans l'Eglise. Il faut se demander également comment, aujourd'hui, les évêques peuvent exercer leurs responsabilités par rapport aux Mouvements chrétiens.

La formation sacerdotale

3. *La Commission du clergé et des séminaires* a rendu compte de sa rencontre avec le cardinal Garrone, préfet de la congrégation pour l'Education catholique, invité par la Commission elle-même. Ce dernier a également rencontré le Conseil national des grands séminaires.

Plusieurs questions ont été étudiées en sa présence :

- La diversité des voies d'accès au sacerdoce ;
- La situation dans les grands séminaires ;
- La « ratio institutionis ».

La « ratio institutionis » en préparation pour la France, eu égard à une situation changeante et à des attentes aussi diverses, sera essentiellement centrée

sur les finalités du séminaire, ce qui permettra de dégager des critères de discernement par rapport aux moyens à mettre en œuvre et sur les responsabilités par rapport à ces moyens.

Le texte de la ratio sera assez court. Il sera présenté à l'Assemblée plénière d'octobre 1975 et soumis pour approbation à la congrégation pour l'Education catholique.

Cette ratio affirmera nettement la spécificité du ministère presbytéral et la spécificité de la préparation au ministère presbytéral, tout en tenant compte de la nécessaire adaptation de ces ministères au monde moderne.

Libération et salut

4. *Mgr Fauchet* a présenté un texte sur « Libération de l'homme et salut en Jésus-Christ ». Ce texte comprend trois parties :

— Un constat qui résume l'essentiel des apports de la session pastorale de septembre et montre la diversité des options et des combats pour la libération.

— Une partie plus théologique centrée sur le Christ et l'Eglise.

— Un appel à l'action qui dégage les lieux essentiels où se joue la libération et les perspectives dans lesquelles les chrétiens devraient s'y engager.

Ce document a été pris en considération. Des carrefours ont permis de présenter les remarques des évêques quant au fond ou à la forme pour une nouvelle rédaction du texte.

Des remarques ont été faites par rapport au texte, des amendements suggérés.

Le document sera présenté dans sa rédaction définitive au Conseil permanent de juin qui envisagera, par ailleurs, la mise en application pastorale de ces réflexions avec l'équipe de coordination de la Session pastorale de septembre 1974.

LA CONFERENCE DU CHANOINE CAFFAREL

SUR LA PRIERE PUBLIEE

DANS « LES CAHIERS SUR L'ORAISON »

La conférence du chanoine Henri Caffarel, « Notre monde a besoin de maîtres à prier », prononcée au Centre d'études Saint-Louis de France, à Rome, le 5 décembre 1974, et reproduite dans le numéro 1670 (16 février 1975) de la *Documentation Catholique* (épuisé), fait l'objet du numéro 140 (mars-avril 1975) de la revue *les Cahiers sur l'oraison* (aux Editions du Feu Nouveau, 5, rue Bayard, 75380 Paris CEDEX 08, CCP Paris 5563-68. Le numéro : 5 F).

— *Vivre en adulte*. Immaturité et maturation, par Marc ORAISON. — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 124 pages. Prix : 16 F. Le Centurion, Paris.

Devenir un adulte, c'est le rêve de tous les jeunes. Mais comment l'homme pourrait-il être un adulte quand il se fixe à un stade de l'enfance ou de l'adolescence ou même à une étape de l'âge mûr ? Devenir un adulte, c'est une avancée continue sur tous les plans : personnel et social, politique et professionnel, conjugal et familial. On n'est jamais un adulte comme dans un état acquis : c'est l'œuvre de tous les jours, surtout pour le chrétien.

— *Comment fonctionne l'économie ?* Par Jacques LECAILLON. — Un vol. 13,5 X 22 cm, de 76 pages. Prix : 13,50 F. Le Centurion, Paris.

Bonne initiation aux mystères de l'économie, agrémentée par des illustrations.

MÉMORANDUM DE LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE DE GRÈCE A PROPOS DU NOUVEAU PROJET DE CONSTITUTION

Réunie en session extraordinaire, la hiérarchie catholique de Grèce a rendu public le 16 janvier le mémorandum ci-dessous, après étude du projet de Constitution actuellement en cours de révision. Ses remarques, adressées au président de la Commission ad hoc, portent sur trois points : le statut des « religions reconnues » en Grèce, la question de la transposition des livres de la Bible en langue grecque moderne et le contrôle des ministres du culte par les autorités gouvernementales ().*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La hiérarchie de l'Eglise catholique de Grèce, réunie en session extraordinaire, après avoir examiné les dispositions concernant la révision du projet de Constitution, estime qu'il est de son devoir envers la Patrie et l'Eglise, de vous soumettre à vous-même, et par votre entremise, au jugement de la V^e Chambre de révision de la Constitution grecque, les remarques qui suivent :

A. — Les religions reconnues en Grèce

L'article 4, § 2, du projet de Constitution définit que « toute religion reconnue est libre et que son culte s'exerce sans entrave sous l'autorité et la protection des lois. L'exercice du culte ne doit pas porter atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs ».

Sur ce paragraphe, nous ferons les remarques suivantes : toute religion, Eglise, confession reconnue est fondée sur sa foi et son enseignement dogmatique ainsi que sur sa réglementation canonique, laquelle régit l'organisation, l'administration, et en général la vie religieuse de ses membres. La liberté de pratiquer une religion selon sa foi propre et l'enseignement de chaque religion reconnue sont confirmés constitutionnellement par le principe du caractère inviolable de la liberté de conscience religieuse et de l'interdiction du prosélytisme (art. 4, § 1 et 7).

Toutefois, pour que chaque religion reconnue soit réellement libre dans l'Etat et que son culte s'exerce sans entrave sous l'autorité et la protection des lois, il faut que le gouvernement respecte et protège également le fondement juridique, l'indépendance interne, les règlements intérieurs et les traditions de chaque religion reconnue, à condition, bien entendu, que tout cela ne contrevienne pas aux lois de l'Etat et ne porte pas atteinte aux bonnes mœurs. Tous ces points, la Constitution les confirme expressément en ce qui concerne la religion officielle, mais elle ne le souligne pas nommément s'agissant de toute

religion reconnue. Pour cette raison, nous proposons la formulation suivante du paragraphe 2 de l'article 4 :

2. « Toute religion reconnue est libre et son culte s'exerce sans entrave sous l'autorité et la protection des lois. Le culte et l'administration de chaque religion reconnue sont régis par ses règlements intérieurs et ses saintes traditions. L'exercice du culte ne doit pas porter atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs. »

B. — Disposition concernant les Saintes Ecritures

L'article 4, § 5, du projet de Constitution définit que « le texte des Saintes Ecritures est maintenu sans altération. Toute transposition en une autre forme linguistique sans l'autorisation de l'Eglise autocéphale de Grèce et de la Grande Eglise du Christ à Constantinople est interdite ».

Sur cette disposition, nous voudrions faire les remarques suivantes :

a) Aussi bien la traduction ou la transposition du texte des Saintes Ecritures dans une autre forme linguistique que son interprétation authentique ou son édition critique relèvent de la mission doctrinale et pastorale de l'Eglise. Toute Eglise et confession chrétienne sont fondées sur la Révélation divine contenue dans l'Ancien et le Nouveau Testament. En vertu de sa mission divine, l'Eglise a le devoir de veiller à la conservation d'un texte authentique et inaltéré du dépôt divin contenu dans les Saintes Ecritures. L'Eglise — toute Eglise et confession chrétienne — a le droit de juger de la nécessité ou non de transposer en grec moderne le texte des Saintes Ecritures, en vue d'une meilleure compréhension de la parole de Dieu par les fidèles de chaque Eglise ainsi que de définir les limites d'une entreprise aussi grave que celle-là. C'est le droit sacré de tout Grec chrétien orthodoxe ou de tout chrétien d'autre confession de lire et d'étudier, en son particulier aussi bien que dans les saintes assemblées de sa communauté chrétienne, la Sainte Ecriture dans une forme linguistique qui soit comprise de lui, pourvu, bien entendu, qu'elle soit approuvée par ses propres autorités religieuses. Or, il n'est pas douteux que le texte de la plupart des livres de l'Ancien et du Nouveau Testament ne sont pas aujourd'hui facilement compris des Grecs. Pour cette raison, chaque Eglise et toutes les Eglises en commun doivent veiller à ce que le texte sacré soit transposé en grec moderne au profit des fidèles. Comme on le sait, de nos jours en Occident, catholiques, orthodoxes et protestants s'efforcent ensemble de réaliser une édition commune des livres de la Sainte Ecriture. Il s'agit de ce que l'on appelle les « éditions œcuméniques de la Bible », destinées à tous les chrétiens.

b) L'interdiction de l'article 4, § 5, du projet constitue une entrave à la mission pastorale de l'Eglise, et principalement des autres Eglises et confessions chrétiennes de Grèce. Jusqu'à présent, l'Eglise autocéphale de Grèce n'a pas pro-

(*) Texte grec original. Traduction et titre de la DC.

cédé à la transposition du texte des Saintes Ecritures en grec moderne, peut-être dans la conviction que les fidèles peuvent facilement comprendre le texte sous sa forme primitive. Mais pour quelle raison le jugement et l'opinion de l'Eglise autocéphale de Grèce sur ce sujet sont-ils également imposés aux autres confessions ? Si en effet une Eglise juge nécessaire, en vue de la culture et de la formation de son troupeau, la transposition en grec moderne du texte sacré, pourquoi l'autorisation préalable de l'Eglise grecque-orthodoxe est-elle indispensable ? L'obligation, prévue par la Constitution, pour toute Eglise et confession chrétienne, de soumettre à l'Eglise autocéphale de Grèce, en vue de l'approbation, un texte transposé en grec moderne pour ses propres fidèles constitue une entrave à la liberté religieuse et au libre exercice de la religion. Il est normal que, pour toute transposition de ce texte élaborée par les orthodoxes et destinée aux chrétiens orthodoxes, soit requise l'autorisation de l'Eglise autocéphale de Grèce et de la Grande Eglise du Christ à Constantinople. Mais pour quelle raison une telle autorisation serait-elle nécessaire également pour les autres Eglises et confessions chrétiennes ? A coup sûr, il importe que le texte des Saintes Ecritures soit conservé sans altération dans chaque Eglise et confession chrétienne, mais toute traduction ou transposition en une autre forme linguistique est interdite sans l'approbation de l'autorité ecclésiastique de chaque Eglise et confession chrétienne.

Pour toutes les raisons énoncées plus haut, nous proposons que soit supprimée une telle disposition constitutionnelle anachronique, car les considérants religieux, ethniques et historiques qui ont imposé à l'origine l'insertion de cette disposition dans la Constitution de 1911 n'ont plus aujourd'hui de fondement.

Au cas où, finalement, la disposition de l'article 4, § 5, ne serait pas supprimée, nous proposons qu'elle soit libellée comme suit :

« Le texte des Saintes Ecritures est maintenu sans altération dans la religion officielle. Dans cette religion, sa transposition en une autre forme linguistique est autorisée après approbation de l'Eglise autocéphale de Grèce et de la Grande Eglise du Christ à Constantinople. »

C. — Le contrôle des ministres du culte

Dans l'article 4, § 6, du projet de Constitution il est mentionné que « les ministres des autres religions sont soumis, vis-à-vis de l'Etat, aux mêmes obligations et au même contrôle que les ministres de la religion officielle ».

En ce qui concerne les obligations des ministres de l'Eglise officielle et des autres religions vis-à-vis de l'Etat, nous n'élevons aucune objection. Aussi bien, l'article 3, § 1, du projet définit à juste titre que « les Grecs sont égaux devant la loi », et l'article 4, § 8, précise que « personne ne peut, en raison de ses croyances religieuses, se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs envers l'Etat et échapper à l'application des lois ». De même il est clairement défini que « la jouissance des droits civiques ne dépend pas des convictions religieuses de chacun ». Il s'ensuit que tous les citoyens grecs, et donc les ministres du culte, sont soumis aux mêmes obligations

vis-à-vis de l'Etat et jouissent des mêmes droits. Toutefois, on se demande pourquoi les ministres du culte sont soumis à un contrôle particulier de la part de l'Etat. Et la Constitution de 1952, actuellement soumise à révision, comporte pratiquement la même disposition (art. 2). Quel motif a poussé le législateur constitutionnel à prendre une disposition concernant l'inspection (Constitution de 1952) ou le contrôle (projet de Constitution) des ministres du culte ? On a l'impression que l'Etat estime nécessaire de prendre des mesures spéciales à l'égard de ces derniers.

On ne met pas en doute le droit de l'Etat à exercer un contrôle sur tous les citoyens, y compris les ministres religieux de n'importe quelle religion, dès lors qu'il s'agit de préserver les intérêts de l'Etat, l'ordre et la sécurité publique. Mais une telle disposition constitutionnelle à l'égard de la religion elle-même est des plus offensantes. Pour le contrôle et l'inspection des ministres du culte dans l'accomplissement de leurs fonctions sacrées, de même que dans leur vie au sein de la communauté en général, les règlements intérieurs de chaque religion reconnue s'appliquent suffisamment et avec compétence. Chaque religion exerce à coup sûr, en vertu de son devoir, un contrôle approprié sur ses ministres. La surveillance des ministres du culte n'est pas du ressort de l'Etat, en ce qui concerne leur caractère spécifique, et ne s'applique à eux qu'en tant que citoyens égaux devant la loi au même titre que les autres citoyens.

En ce qui concerne les ministres de la religion officielle qui sont assimilés, dans l'accomplissement de leurs fonctions sacrées, aux fonctionnaires publics, peut-être y a-t-il une raison particulière pour que soit insérée dans la Constitution une disposition spéciale relative à leur contrôle. Mais pour les ministres des autres religions reconnues, que vise également le paragraphe 6 de l'article 4, et qui sont de simples citoyens grecs dont la subsistance dépend de leur activité propre, pour quelle raison l'Etat exercerait-il sur eux un contrôle particulier ? Les lois en vigueur ne sont-elles pas suffisamment contraignantes et la nécessité se fait-elle sentir de prévoir une disposition constitutionnelle particulière touchant leur surveillance ? Ces ministres seraient-ils plus dangereux que les autres citoyens grecs, au point que l'Etat se verrait obligé de prendre des dispositions d'ordre constitutionnel en raison de leur activité dans l'Etat grec ?

Pour ces raisons, nous proposons que soit supprimé ce paragraphe de l'article 4 du projet de Constitution : a) parce qu'il sous-estime la religion elle-même, à la fois la religion officielle et les autres religions reconnues en Grèce ; b) parce qu'il offense les ministres du Très-Haut, bien loin de les honorer et de les respecter ; c) parce que les ministres du culte doivent être contrôlés par l'Etat comme les autres citoyens grecs, mais non en tant que ministres du culte ; d) parce que, en tant que ministres du culte, ils sont inspectés et contrôlés par les autorités de la religion à laquelle ils appartiennent et non par l'Etat. Le contrôle exercé par les autorités religieuses sur les ministres de chaque religion reconnue s'effectue selon les saints canons de chacune.

En soumettant les remarques ci-dessus à votre Commission et, par vous, au jugement de la V^e Chambre de révision de la Constitution

grecque, nous ne cessons de prier le Seigneur avec ferveur.

Athènes, 16 janvier 1975.

ANTONIOS VARTHALITIS, archevêque catholique de Corfou, président ;

IOANNIS PERRIS, archevêque de Naxos et Tinos ;

NIKOLAOS FOSKOLOS, archevêque catholique d'Athènes ;

YAKINTHOS DE GRATIANOPOLIS, exarque des

catholiques de rite grec ;

FRANKISKOS PAPAMANOLIS, évêque de Syros, Théra, Milo et Crète ;

DIMITRIOS ROUSSOS, administrateur apostolique du vicariat de Thessalonique ;

PETROS MIKHAIL FRANTZIDIS, administrateur apostolique de l'archevêché de Rhodes ;

IOANNIS KOGIOUNIAN, exarque des Arméniens catholiques de Grèce.

CHRÉTIENS D'EUROPE, FACTEUR D'UNITÉ

Conférence du Cardinal Alfrink

Le cardinal Alfrink, archevêque d'Utrecht et président international de « Pax Christi », a prononcé à Liège, le 22 janvier 1975, la conférence ci-dessous sur la responsabilité des chrétiens d'Europe vis-à-vis de l'unité européenne et de la paix dans le monde (*).

Nous ne vivons plus, me semble-t-il, à l'époque où l'on pouvait définir l'Europe comme un ensemble de nations chrétiennes. L'Europe est une société pluri-forme, non seulement du point de vue national, ethnique et politique, mais aussi du point de vue religieux. D'autre part, si l'on tient à donner à l'Europe une qualification religieuse, il faut en même temps se rendre compte que notre continent n'est pas homogène du point de vue chrétien. Les pays et les peuples nouveaux du tiers-monde ne s'y trompent pas et ont cessé de considérer l'Europe comme un monde chrétien. S'il en est ainsi, cela ne fait sans doute que renforcer la responsabilité des chrétiens d'Europe vis-à-vis des événements du monde.

On pourrait se demander par ailleurs de quelle unité il s'agit lorsqu'on se demande comment les chrétiens d'Europe peuvent ou doivent être des facteurs d'unité. A quelle unité pense-t-on ? A l'unité de l'Europe ? Ou à l'unité de l'humanité tout entière ? N'est-il pas vrai que, grâce à la perfection des moyens de communication d'aujourd'hui, l'humanité s'est tellement rapprochée que le fait de parler de l'unité d'une nation ou d'un ensemble de nations n'offre guère de sens si l'on n'envisage pas en même temps l'unité de l'humanité entière ? Ne pourrait-on pas formuler la thèse que l'unité de l'Europe n'a de valeur que comparée à l'unité de l'humanité ?

Comparée à cette dernière unité, le particularisme national apparaît comme un vestige que, à vrai dire, on aurait dû abandonner depuis longtemps. Replacée dans cette perspective mondiale, l'unité de tous les chrétiens du monde entier se manifeste du même coup comme un facteur d'une importance extraordinaire. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une unité qui se présente comme une puissance, mais d'une unité qui est au service du bien-être et du bonheur de l'humanité tout entière.

Le thème que vous me proposez pour cette conférence se prête à plus d'une interprétation.

On peut tout d'abord y relever l'une des tâches qui attendent les chrétiens vis-à-vis de l'unité même de l'Europe. Sur ce plan, il s'agit avant tout d'étudier les murs de séparation et les oppositions qui traversent l'Europe et coupent des groupes et des personnes les uns des autres. Et ceci sur plusieurs terrains et niveaux. Je voudrais vous proposer quelques pistes que l'on peut déduire de la foi chrétienne et dont on peut espérer que les chrétiens tiendront compte.

Dans une deuxième partie, j'aimerais réfléchir avec vous sur la façon dont nous, chrétiens, pouvons considérer l'effort entrepris pour aboutir à l'unité européenne. A ce sujet, je ne voudrais pas me limiter à des commentaires critiques, mais j'entends aussi tenir compte des facteurs positifs qui militent en faveur d'une unité de l'Europe en fonction du reste du monde.

I. — L'Europe : un continent divisé

L'Europe connaît beaucoup de barrières et de tensions qui se présentent sous plusieurs formes. Elles se trouvent souvent dans le prolongement l'une de l'autre ; elles s'appellent mutuellement ou, du moins, présentent une relation très nette entre elles.

Les deux blocs

L'une des oppositions les plus frappantes au sein de l'Europe en tant que continent est le fait qu'une division, artificiellement maintenue, la sépare d'un bout à l'autre en deux blocs. Cette division, qui peu à peu est devenue un fait, est entretenue par des facteurs comme la peur, la menace, la volonté de puissance et d'influence, les cloisonnements de la société et une conception de la vie qui, bien souvent, dégénère en idéologie. Des deux côtés du rideau de fer, l'humain est gravement sacrifié, beaucoup d'aspirations profondément humaines sont refoulées.

Les immigrants

Une autre barrière entre les hommes en Europe est dressée par la répartition injuste du bien-être social, des chances par rapport à l'avenir et au travail. Pour différentes raisons, certains pays et certaines régions dans quelques pays connaissent un retard dans leur développement en comparaison avec le reste de l'Europe. Par ce fait même, des centaines de milliers d'hommes ont dû accepter une migration forcée à

(*) Texte français original. Sous-titres de la DC.

l'intérieur d'un même pays ou sur le plan européen. Cette situation crée encore chaque jour toute une série d'injustices à l'égard des ouvriers étrangers et de leurs familles. Et l'un des exemples les plus dramatiques dans le contexte d'une Europe unie est la manière dont ces hommes sont « accueillis » et considérés dans leur nouveau « Gastland » — le « pays hôte ».

L'intolérance religieuse

Un autre élément qui nous sépare les uns des autres à l'intérieur de l'Europe est la polarisation croissante qui se manifeste sur le plan des convictions religieuses, des orientations de vie et des options politiques. Il me semble que le manque de respect pour les conceptions et les sentiments de l'autre constitue un obstacle crucial pour une concorde réelle et une collaboration fructueuse. Sur le plan de la religion je crois pouvoir dire que souvent nos convictions religieuses nous ont plutôt séparés que rassemblés, même entre chrétiens, ou à l'intérieur d'une même Eglise. Indépendamment de tout le reste, c'est là un contre-témoignage qui s'oppose au message évangélique.

La sécurité et la défense

Un tout autre facteur, mais également sur le terrain de nos conceptions, est notre vision de la sécurité et de sa défense. Comme président de Pax Christi, le mouvement international catholique pour la paix, je puis vous dire par expérience à quel point la méfiance mutuelle entre les blocs est devenue un fait accompli et apparaît souvent presque comme une évidence à laquelle on n'a guère le courage de s'opposer.

D'abord, on peut se demander sur quoi cette méfiance est fondée — c'est évidemment la question la plus fondamentale — mais de plus il reste à voir si nos prévisions dans le domaine de l'armement servent vraiment à notre sécurité et si nos immenses investissements apportent une contribution valable à la création d'un climat de paix à l'intérieur de l'Europe, condition primordiale pour la réalisation de la paix et de l'unité. Certaines publications vont même jusqu'à examiner la relation entre le christianisme et le militarisme : il paraîtrait que le christianisme, sous certaines formes, favorise des conflits et une mentalité militariste et absolutiste.

Le tiers-monde

Un dernier point de litige — sans avoir la prétention d'être complet ou exhaustif — concerne la conception de nos responsabilités vis-à-vis du tiers-monde. Certains groupes sont d'avis qu'il faut mettre des sommes considérables à la disposition du monde non industrialisé. D'autres veulent plutôt que ces pays se développent à leur rythme en passant par les stades que nous avons parcourus dans le passé. D'autres groupes enfin estiment que tout cela est encore insuffisant et se demandent si, au fond, l'intérêt pour la coopération et le développement ne reste pas un effort marginal et négligeable, au lieu d'être considéré comme partie intégrante de toutes nos politiques. Les divergences et les contradictions sur ce point paralysent une action commune en faveur du monde non industrialisé et forment un obstacle à un processus de conscientisation chez nous.

II. — Le rôle des chrétiens

Il n'est absolument pas dans mon intention de vous proposer un modèle destiné à changer la situation que je viens de vous décrire. D'ailleurs il est trop aventureux de vouloir développer à partir du message évangélique un modèle d'action qui pourrait satisfaire aux besoins et aspirations. Au contraire, le message chrétien ne peut jamais être identifié avec une option politique quelle qu'elle soit, pas plus qu'une telle option ne peut être imposée au nom du christianisme. La parole de Dieu aura toujours une fonction critique et autonome, et nous démontre le caractère provisoire et relatif de n'importe quelle orientation et praxis politiques.

Le message de l'Evangile

Ce que la Bible nous propose ce sont des pistes, c'est-à-dire des directions, des lignes de force qui se traduisent dans un certain nombre de valeurs et d'attitudes.

Dans le message chrétien se trouvent quelques points de départ pour provoquer ensemble un changement de la situation actuelle. Il me semble que partout où des efforts sont faits pour réaliser la réconciliation, la justice, la paix, la joie, la libération, le chrétien peut se sentir appelé par ces valeurs eschatologiques, tout en sachant que l'accomplissement de ces valeurs ne sera jamais atteint par lui.

D'autre part, le chrétien ne sera jamais satisfait du présent.

Ceci nous conduit à des conséquences très concrètes, comme par exemple le refus de s'installer dans l'ordre établi ou de se laisser accaparer par une sorte de lassitude. On en déduira l'appel à l'engagement et à la prise de conscience des responsabilités.

L'Evangile nous offre une orientation ou une vision qui déterminent nos choix et nos responsabilités concrètes.

— C'est ainsi que l'on peut attendre d'un chrétien qu'il prenne le parti du plus faible, sans aucun profit pour sa part et sans préférence pour une classe ou catégorie d'hommes.

— Un autre élément de cette vision chrétienne, que je viens de mentionner, pour ainsi dire d'une manière négative, est sans doute la dimension d'espérance : cette dimension nous fait regarder en avant. Ce qui nous distingue comme chrétiens, selon Moltmann, ce n'est ni notre foi, ni la charité, mais l'espérance, l'espérance chrétienne, basée sur notre foi et sur le message de l'Evangile. Dans la synagogue de Nazareth, Jésus lui-même lisait les paroles du prophète Isaïe : « L'Esprit du Seigneur est sur moi : parce qu'il m'a consacré par l'onction. Il m'a envoyé porter la bonne nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la délivrance et aux aveugles le retour de la vue, rendre la liberté aux opprimés, proclamer une année de grâce du Seigneur. » (Lc 4, 18 s.)

Pour chaque homme qui œuvre pour la paix, la justice, la fraternité, une meilleure compréhension, etc.,

une telle espérance est indispensable, surtout lorsqu'on doit faire face à une situation apparemment sans issue.

Plus de prétentions à l'exclusivisme

— Il me semble que toute prétention d'exclusivisme doit nous être étrangère. Il faut plutôt reconnaître et stimuler les efforts pour créer un monde plus juste dans un esprit de coopération et de solidarité parce que, pour un chrétien, il n'y a qu'une seule histoire, un seul monde, et donc une seule libération. Ceci doit couper court à toute tendance à l'exclusivisme. C'est ainsi que, à Pax Christi, nous poursuivons le dialogue avec des chrétiens russes en la personne de Mgr Nicodim, de Mgr Juvenaly et de quelques-uns de leurs collaborateurs ; même au risque de ne pas être pris au sérieux — dialogue de sourds — ou de nous exposer à toutes sortes d'insinuations.

— Je crois qu'on peut attendre de nous que nous refusions et dénoncions les tendances et les événements qui s'opposent aux valeurs et objectifs eschatologiques. C'est pourquoi il me semble qu'il est normal de trouver dans notre programme une déclaration où nous soulignons l'absurdité de la course aux armements ou une prise de position lorsque la liberté de conscience est en danger, comme par exemple dans le cas des objecteurs de conscience.

Les dimensions sociales du message évangélique que nous venons de redécouvrir peu à peu nous ont fait comprendre que la Bible ne nous parle pas seulement d'une vocation à la communion avec Dieu, mais aussi d'une co-vocation avec tous les hommes. Ceci doit avoir un impact sur notre attitude politique en tant que chrétiens.

Si vous me permettez, je voudrais faire une autre lecture du titre de cette conférence, en me demandant comment, en tant que chrétiens, nous considérons l'unité de l'Europe *in statu nascendi*. Il va de soi que je me limite plutôt à l'Europe de l'Ouest.

Surtout la manière dont on veut réaliser cette unité et le fondement qu'on prétend lui donner peuvent provoquer des réflexions différentes. Quelles sont les raisons sous-jacentes à tout cet effort pour l'union de l'Europe ? Est-ce l'Europe pour elle-même ou pour les autres ?

Eviter le provincialisme

Sans exagération il me semble que le danger existe d'un certain type de provincialisme. Les questions fondamentales sur l'avenir de notre monde se cantonnent souvent à l'intérieur des frontières du vieux continent. Le nationalisme et l'intérêt propre sont, dans un tel contexte, les deux expressions les plus concrètes de cette tendance au provincialisme. Il reste toujours très difficile de créer une conscience européenne qui s'exprimerait par une solidarité entre les pays ou régions riches et les régions défavorisées. Mais cette tendance existe également à l'échelle mondiale, où l'unité de l'Europe devient de plus en plus, surtout aux yeux des pays pauvres du tiers-monde, un système de protectionnisme pour sauvegarder les intérêts propres.

Et lorsque l'Europe accorde une aide pour le développement, cette aide prend souvent — en apparence ou en réalité — des dimensions néo-colonialistes au lieu de se présenter comme une coopération entre partenaires responsables de la même cause.

L'effort que l'Europe veut entreprendre pour créer un monde plus humain devient ainsi incroyable et plein de contre-témoignages.

Au fond, on peut se demander si nous, Européens, nous acceptons la situation mondiale comme elle est. Avons-nous abandonné nos rêves passés, rêves de puissance et d'influence de toutes sortes ? Acceptons-nous vraiment le défi qui nous est lancé de nous mettre au service du reste du monde ?

Donner, mais aussi recevoir

Après ces remarques plutôt critiques je voudrais enfin vous inviter à réfléchir ensemble sur les chances qui peuvent découler de la situation actuelle de l'Europe.

L'Europe dans son ensemble a fortement influencé la culture dans le monde entier. Ceci est terminé. Maintenant il s'agit de changer le caractère à sens unique de nos rapports, et de profiter de toute la richesse que le reste du monde a à nous offrir.

L'universalité et le pluralisme qui doivent caractériser notre christianisme peuvent nous aider à modifier notre attitude sur ce plan. On peut même se demander s'il ne faut pas se mettre à l'écoute des autres continents pour sauver notre monde et inventer un nouveau style de vie.

Le cas échéant, il faut craindre que l'unité de l'Europe ne soit qu'un repli sur soi-même et nous conduise à un appauvrissement toujours plus grand.

Il me semble en outre qu'un des points les plus forts du message chrétien est la justice. Et il y a donc dans ce domaine une tâche pour nous chrétiens dans une Europe unie.

L'Europe, et surtout l'Europe de l'Ouest, a fortement influencé le christianisme. Ceci commence à poser des problèmes fondamentaux chez certains groupes hors de l'Europe. Le dernier Synode des évêques à Rome, en octobre dernier, nous a convaincus que le tiers-monde exige de nous une ouverture et une compréhension sans condition. Si nous croyons que le message chrétien peut inspirer aussi ces peuples, il faut faire tout notre possible pour que le christianisme européen ne se perde pas dans un climat de division et d'intransigeance. Il n'est pas superflu de poser la question suivante : en tant qu'Européens — malgré tous nos efforts respectables en faveur de la prédication du message de l'Evangile de Jésus-Christ — n'avons-nous pas été souvent l'obstacle qui a empêché le message et la vie de Jésus-Christ d'être une source et une force créatrices pour un monde en paix ?

— **Dictionnaire de spiritualité ascétique et mystique.** Doctrine et histoire, fascicules LVII-LVIII, Joseph Kyspenning — Un vol. 22,5 x 30 cm, de 134 pages (514 col. de texte). Beauchesne éditeur, Paris.

Ce double fascicule du tome VIII du **Dictionnaire** retiendra l'attention des lecteurs par l'importance de certains articles. Il débute par la fin de l'article consacré au patriarche Joseph, qui a tenu une place importante dans les écrits patristiques. Les 33 colonnes consacrées à saint Joseph, l'époux de la Vierge Marie, sont une étude très poussée de la place qu'occupe le saint dans le culte et la spiritualité de la vie de l'Eglise et on comprend qu'il s'ouvre par une étude des textes scripturaires. La bibliographie qui accompagne chaque paragraphe sera appréciée pour poursuivre l'étude des questions. L'article sur le judaïsme a l'ampleur d'un bon volume et fourmille de renseignements historiques, spirituels et mystiques, des origines à nos jours, sous les aspects les plus divers. Etudes également prolongées et intéressantes de la *Katharsis* et de la *Koinonia* ; et il y a les nombreuses biographies d'auteurs ou de personnages dont l'influence sur la spiritualité méritait d'être rappelée. Un bon volume enrichissant.

LE SENS CHRÉTIEN DU TROISIÈME ÂGE

Lettre pastorale du Cardinal Hoeffner

A l'occasion de la fête de la Sainte Famille, le cardinal Hoeffner, archevêque de Cologne, a publié la lettre pastorale ci-après sur les personnes âgées et la signification chrétienne de la vieillesse ().*

Chaque année, à l'occasion de la fête de la Sainte Famille, je me suis adressé aux fidèles de notre diocèse et j'ai successivement abordé les problèmes de la préparation au mariage, de la dignité de la famille, de l'amour et de la fidélité des conjoints, de la protection de la vie à naître et de la famille en tant que « cellule d'Eglise ». Aujourd'hui, je voudrais aborder un thème qui ne cesse de prendre de l'importance. Ma lettre pastorale a pour objet les personnes âgées ; mais elle ne s'adresse pas seulement à elles, elle s'adresse à tous, aussi bien aux enfants et aux jeunes gens qu'aux hommes et aux femmes dans la force de l'âge.

Dans notre société, la vieillesse a désormais perdu son caractère de rareté. En Allemagne fédérale, on compte 8 311 000 personnes de plus de 65 ans, et parmi elles on en dénombre 1 183 000 qui ont dépassé 80 ans et 388 500, hommes et femmes, qui ont franchi leur 85^e année (1). Ce qu'on appelle le « troisième âge » embrasse aujourd'hui en moyenne de vingt à trente années de vie, parfois davantage, et dure donc plus que l'enfance et la jeunesse.

A proprement parler, il ne faudrait pas dire : « les personnes âgées », car la vieillesse recouvre bien des visages. Que de différences par rapport à l'état de santé, au sort réservé par la vie, aux revenus, à la manière de vivre et à l'état d'esprit ! Bien des septuagénaires sont encore verts, alors que des personnes de cinquante ans sont déjà vieilles et décaties. D'innombrables personnes âgées ont, certes, pris leur retraite, mais ne sont en aucune façon dépourvues d'activités et se voient confier quantité de tâches importantes. Et si d'autres sont physiquement amoindries, elles ont conservé des yeux rayonnants, ont l'esprit vif et sont pleines d'élan. Et, pour commencer, le fait d'être grand-père ou grand-mère ne signifie plus que l'on soit devenu un vieillard. Il y a des grands-parents qui n'ont pas atteint la cinquantaine !

L'opinion publique et les personnes âgées

Il est stupéfiant de constater à quel point l'opinion publique qui prédomine aujourd'hui a créé une image étrangement déformée de la vieillesse. On affuble les personnes âgées de toutes sortes d'étiquettes : elles seraient délaissées, nécessiteuses, intransportables, arriérées,

dures d'oreille, privées de mémoire, pauvres de contacts, étrangères au monde, dépassées par la vie, repliées sur elles-mêmes, méfiantes, pleines d'amertume, inutiles.

Une telle caricature peut s'expliquer par les raisons suivantes : dans l'opinion publique, la jeunesse est considérée comme la norme unique de l'homme, et la vieillesse comme un rejet par rapport à cette norme, comme une déchéance, comme un ensemble de manifestations de déficiences, et non pas comme une étape de la vie qui possède sa propre valeur et sa propre signification. Être jeune est considéré comme le bonheur, devenir vieux comme une disgrâce. On veut, certes, vivre longtemps, mais non devenir vieux.

C'est pourquoi presque tout est subordonné aux besoins, aux conceptions et à l'aspect extérieur de la jeune génération, non seulement dans le sport, mais aussi dans la consommation, dans la mode et dans la publicité. Pour la femme, l'image de marque est la jeunesse éternelle et pour l'homme la vigueur indéfinie. Il est désolant que beaucoup de gens voient dans les personnes âgées des consommateurs improductifs et des multiplicateurs de charges sociales. Bien souvent, également, des cas isolés sont généralisés de manière abusive.

Rien d'étonnant que bien des gens regardent la vieillesse avec peur, avec effroi. Ils cherchent obstinément à rester jeunes ; et lorsqu'ils finissent par être surpris par la vieillesse, ils gardent les yeux fixés sur les jeunes, comme envoûtés, et se trouvent devant le vieillissement désespérés et intérieurement appauvris.

Le message de la vieillesse

Notre foi nous apprend la Bonne Nouvelle du sens de la vieillesse. Dans l'optique chrétienne, la vieillesse n'est pas l'écroulement de la vie, mais son accomplissement (2). Je supplie donc toutes les personnes âgées de ne pas se laisser inquiéter par le préjugé superficiel qui voit dans la vieillesse une période où l'on ne servirait plus à rien, où l'on est rejeté. L'amour de Dieu embrasse toutes les étapes de la vie de l'homme. « Jeunes hommes, aussi les vierges, vieillards avec les enfants, louez le nom du Seigneur ! » (Ps 148, 12-13).

Assurément notre foi ne supprime pas le vieillissement. Depuis la naissance, nous sommes en marche vers la vieillesse et la mort (*nascetes morimur*). La vieillesse a ses misères. Le Christ ne nous a pas enlevé ces misères, mais il les a transformées intérieurement par sa mort et sa résurrection. Porter en croyants le fardeau de la vieillesse, c'est devenir semblable au Crucifié. Pour l'Écriture, c'est un don de Dieu « non seulement de croire au Christ, mais

(*) Texte original allemand. Traduction, titre et sous-titres de la DG.

(1) Cf. « *Statistisches Jahrbuch der BRD* 1973 », p. 45.

(2) Il existe en italien un joli mot : « *longevità* » (longévité, longue vie). On parle de « *carisma della longevità* », du charisme de longue vie, pour désigner le don des nombreuses années.

encore de souffrir pour lui » (Phil. 1, 28).

Dans l'Épître aux Romains, nous lisons ce message pascal : « Nul d'entre nous ne vit pour soi-même comme nul ne meurt pour soi-même ; si nous vivons, nous vivons pour le Seigneur, et si nous mourons, nous mourons pour le Seigneur. » (Rm 14, 7-8.)

Cette parole embrasse à la fois la jeunesse et la vieillesse, la vie et la mort. Elle englobe tout cela et en fait une seule gerbe. « Appartenir au Seigneur », voilà le pont qui relie la jeunesse et la vieillesse, la vie et la mort. La véritable question est de savoir si nous appartenons au Christ ou non. Après de cette question, l'autre pâlit : le fait que nous soyons jeunes ou vieux, que nous vivions ou que nous mourions. Car quiconque appartient au Seigneur « vivra éternellement » (Jn 6, 58) et aura la jeunesse éternelle en partage (3).

Arrivé à un âge très avancé, le Pape Jean XXIII a dit un jour : « La troisième étape de la vie est pour moi la plus belle, car elle est le seuil de la vie éternelle. » Après de l'éternité, le temps perd de son importance : « Celui qui marche à la rencontre du soleil a son ombre derrière soi », dit le proverbe.

Le témoignage chrétien du troisième âge

Chacun vit sa vieillesse. Cela ne suffit pas d'ajouter davantage d'années à notre vie (4). Ce qui est bien plus important, c'est de donner davantage de vie à nos années. Dans la vieillesse, l'homme récolte ce qu'il a semé dans la vie. Celui qui est solitaire dans la vieillesse l'a déjà été le plus souvent auparavant. La vieillesse est comme le miroir de la vie.

La personne âgée qui vit de la foi pourra porter un triple témoignage.

Ce sera tout d'abord le témoignage de la sagesse : « La couronne des vieillards, c'est une riche expérience ; leur fierté, c'est la crainte du Seigneur » (Si 25, 6), dit l'Écriture. Autrefois, presque tous les peuples étaient fiers de la sagesse de leurs vieillards. Mais même aujourd'hui semble s'imposer avec de plus en plus de force la conviction que le succès économique et le bien-être matériel ne suffisent pas à assurer le bonheur de l'homme. Bien des gens, et en tout premier lieu des jeunes et des hommes dans la force de l'âge, souffrent du sentiment profond que leur vie n'offre aucun sens. Ils se tournent alors vers des personnes plus âgées qui puissent leur témoigner — non par de belles paroles, mais par les actes — qu'une vie ancrée dans la foi chrétienne vaut en définitive la peine d'être vécue. Une personne âgée, qui est capable de donner ce témoignage de vie, pos-

sède le don de sagesse. Elle ne voit pas seulement ce qui est superficiel et transitoire, mais aussi ce qui demeure, ce qui est éternel. Elle a acquis sa sagesse dans une longue vie de service et de travail, de sacrifice et de souffrances. Il y a quelque temps, le Pape Paul VI disait à un groupe de personnes âgées : « Dans ce monde technique où l'on juge les hommes en fonction de ce qu'ils rapportent, vous devez témoigner qu'il existe des domaines de la vie qui ne se mesurent pas avec de l'argent, à savoir les valeurs humaines et culturelles, morales et sociales. Ce sont ces valeurs qui font que l'homme devient un homme et non une machine (5). » Le symbole des personnes âgées est le clocher de l'église qui s'agrippe fermement au sol, mais en même temps se dresse vers l'éternel.

Ensuite, la personne âgée peut être un témoin de la bonté et de l'amour. Je souhaite aux personnes âgées d'avoir le don de la compréhension, du pardon et de la réconciliation (6). Jésus a dépeint de manière saisissante cette bonté de la vieillesse dans le portrait du père de l'enfant prodigue : « Comme il était encore loin, son père l'aperçut et fut touché de compassion ; il courut se jeter à son cou et il l'embrassa longuement. » (Lc 15, 20-21.)

Un apostolat d'une beauté toute particulière est celui que donnent la fidélité et l'amour mutuels des conjoints devenus âgés. L'amour reste toujours jeune. Il nous enrichit nous-mêmes et enrichit les autres. De nombreuses personnes âgées ont conservé leur vigueur et leur santé. Elles aiment prêter un concours désintéressé dans le milieu familial et paroissial. Agir avec les autres préserve de l'ennui et maintient jeune.

Enfin la personne âgée sera le témoin de la force de la foi et de l'intériorité de Dieu. Bien des vieillards, en écoutant cette lettre pastorale, pourront s'écrier, à partir de leur propre expérience, comme saint Augustin : « Tu étais au-dedans de moi ; mais moi j'étais dehors et c'est là que je te cherchais (7). » On peut bien dire que la personne âgée se trouve déjà intérieurement proche, de par la nature même, de la religion et de l'éternité. L'Écriture nous propose, comme exemple d'une vieillesse remplie de Dieu, la prophétesse Anne et le vieillard Siméon. Anne « servait Dieu nuit et jour dans le jeûne et la prière » (Lc 2, 37). De Siméon, il est dit qu'il « était juste et pieux, qu'il attendait la consolation d'Israël et que l'Esprit-Saint reposait sur lui » (Lc 2, 25). Siméon n'était pas tourné vers le passé, mais il marchait avec impatience à la rencontre de l'éternel futur. Du fond du cœur, je remercie les personnes âgées d'assister en si grand nombre aux offices religieux chaque dimanche et souvent même en semaine (8).

(3) L'Écriture dit : « On sème de la corruption, il ressuscite de l'incorruption ; on sème de l'ignominie, il ressuscite de la gloire ; on sème de la faiblesse, il ressuscite de la force ; on sème un corps psychique, il ressuscite un corps spirituel. » (1 Co 15, 42-44.) « Il essuiera toute larme de leurs yeux ; de mort, il n'y en aura plus ; de pleur, de cri et de peine, il n'y en aura plus, car l'ancien monde s'en est allé. Alors, celui qui siège sur le trône déclara : « Voici que je fais toutes choses nouvelles. » (Ap 21, 4-5.)

(4) Sénèque disait : « Comme il serait triste pour un vieillard de ne pouvoir prouver qu'il a vécu longtemps que par le nombre de ses années. »

(5) Lino Baracco. *Una missione nuova : Per una spiritualità degli anziani*. Milan 1973, p. 17.)

(6) En ce sens, l'Année sainte est un appel pour les personnes âgées.

(7) Saint Augustin, *Confessions* 10, 27.

(8) Dans l'enquête sur les catholiques allemands, il avait été demandé de répondre à la question : « Suis-je un membre croyant de mon Eglise et suis-je attaché à son enseignement ? » Parmi les personnes âgées de 60 à 70 ans, 69 % ont répondu affirmativement, alors que les jeunes de 16 à 20 ans ne l'ont fait que dans la proportion de 23 %. On déplore que « parmi les 154 membres,

Respect et reconnaissance

Le message chrétien de la vieillesse ne vaut pas seulement pour les personnes âgées. Il s'adresse à tous. Il est dit dans l'Écriture : « Mon fils, viens en aide à ton père dans sa vieillesse, ne lui fais pas de peine pendant sa vie. » (Si 3, 12.) C'est dans le respect de la vieillesse que se manifeste la maturité d'un peuple (9).

La vieillesse en tant que telle mérite le respect. « Tu te lèveras devant une tête chenue, tu honoreras la personne du vieillard. » (Lv 19 32.) Le proverbe dit bien :

« Respecte les vieillards ;

Tu ne resteras pas toujours un enfant.

Ils ont été ce que tu es,

Et ce qu'ils sont tu le seras. »

Il est réconfortant de constater qu'aujourd'hui encore d'innombrables personnes âgées vivent avec leurs enfants devenus adultes et mariés. Cela correspond au désir de la plupart des vieillards qui souhaitent pouvoir rester dans leur cadre familial aussi longtemps que cela est possible. Les enfants qui aiment leurs vieux parents n'oublieront pas la parole de l'Écriture : « Ne méprise pas ton père, toi qui es en pleine force » (Si 3, 13) et : « N'aie pas honte de ta mère devenue vieille. » (Pr 23, 22.) Ils comprendront que, dans la vieillesse, les forces déclinent, que l'efficacité et la vivacité diminuent et que les vieux parents sont davantage sujets aux maladies. Par ailleurs, le fait d'être accueilli dans l'amour et la chaleur de la famille contribuera à rendre plus supportables aux personnes âgées la cessation de leur travail et le renoncement aux nombreuses fonctions qu'elles ont pu remplir pendant leur vie. Le quatrième commandement est encore valable aujourd'hui.

L'accueil des vieux parents dans le foyer des enfants adultes et mariés pose incontestablement un certain nombre de problèmes. Mais, la plupart du temps, les vieux parents quittent leur propre intérieur et se retirent chez leurs enfants à un moment où le jeune ménage qui, pendant les premières années, a besoin d'intimité, dure depuis déjà des années et s'est donc consolidé (10).

Par leur bonté et leur confiance, leur sagesse et leur droiture, les grands-parents peuvent collaborer à l'éducation de leurs petits-enfants et, par leur foi et leur piété, enrichir la vie familiale d'une façon toute particulière. Certes, il arrive assez souvent que les grands-parents — surtout lorsque la mère exerce une activité pro-

fessionnelle en dehors du foyer — gâtent leurs petits-enfants et les élèvent d'une façon qui peut être en contradiction avec les méthodes éducatives des parents.

Ici, les grands-parents doivent faire preuve de sagesse.

« Seigneur, je n'ai personne » (Jn 5, 7)

Toutes les personnes âgées n'habitent pas chez leurs enfants.

En Allemagne fédérale, 482 000 vieillards et 2 448 000 femmes âgées de plus de 65 ans vivent seuls dans leur appartement. C'est là que se cachent bien souvent les grands drames économiques et spirituels, même s'il est faux de considérer comme malheureuses et délaissées toutes les personnes âgées qui vivent seules. Des enquêtes ont montré que les contacts de ces personnes âgées avec leurs familles et connaissances ne sont pas aussi rares qu'on le pense souvent. 82 % des interrogés estiment qu'on s'occupe d'eux ; 66 % pensent qu'ils ont suffisamment de visites. Toutefois, 13 % se sentent délaissées et solitaires. Une vieille femme qui vit seule a donné le point de vue d'un grand nombre lorsqu'elle a déclaré : « Nous sommes de trop. Il vaudrait mieux pour nous et pour les autres que nous ne soyons plus de ce monde. »

Je remercie sincèrement les communautés paroissiales et les associations Caritas de s'occuper des personnes âgées de tant de manières : par la création de maisons de retraite et de foyers, par l'assistance à domicile et le service des malades, par les visites et les repas, pour ne citer que quelques exemples. Aucune personne âgée de nos paroisses ne doit pouvoir répéter ce que le malade de l'évangile a dit un jour à Jésus : « Seigneur, je n'ai personne. » (Jn 5, 7.)

Nous avons à l'égard de nos anciens une dette d'amour et de reconnaissance. Ce sont eux qui, par leurs sacrifices et leurs efforts, ont fait grandir la jeune génération et, par leur travail acharné, surtout dans la période d'après-guerre, ont jeté les bases de notre bien-être actuel. La justice et la reconnaissance exigent que l'on affirme le droit à la vie des personnes âgées, que l'on détruise les préjugés contre la vieillesse, que l'on fasse participer les personnes âgées à la vie culturelle, et qu'on leur assure la part qui leur revient à la richesse économique (11).

Les maisons de retraite doivent être des communautés

De 3 à 4 % seulement des personnes au-dessus de 65 ans trouvent une place dans des maisons de retraite (12). Pour qu'elles s'y trouvent à l'aise

élus pour participer au Synode général des diocèses d'Allemagne fédérale, on ne comptait que trois personnes de plus de 60 ans » (déclaration de O. B. Roegel à la radio bavaroise ; on en trouvera le texte dans O. B. Roegel, *Das Dritte Alter Abgeschrieben oder aufgewertet?* (Osnabrück, 1974).

(9) Il est à la fois profondément déplorable et inquiétant de constater que, de nos jours, sous le couvert d'une « émancipation » fort critiquable, on dresse dans certains milieux les enfants et les jeunes gens contre leurs propres parents et contre les personnes âgées.

(10) Par ailleurs, l'expérience montre que, dans ces cas, le paiement d'une retraite-vieillesse appropriée est de nature, non seulement à rehausser la conscience que les vieux parents ont d'eux-mêmes, mais aussi leur situation dans le foyer de leurs enfants.

(11) Les 12 millions de personnes qui, dans notre pays, ont plus de 65 ans, doivent être conscientes qu'elles représentent 12 millions d'acheteurs, de consommateurs et d'électeurs.

(12) La création de maisons de retraite plus nombreuses a été freinée par l'augmentation vertigineuse des prix et le manque de personnel. Les préjugés contre la vieillesse jouent également un rôle en l'occurrence. La maison de retraite, entend-on dire, est la « dernière étape », une « réserve artificielle », un « entassement de détreuses ». Je déplore de tels préjugés. Ils ne servent qu'à rendre encore plus pénible la vie des vieillards dans ces maisons et celle du personnel à leur service.

le dévouement et les soins attentifs ne suffisent pas. Il est essentiel que la maison de retraite devienne une communauté qui rassemble non seulement les personnes âgées entre elles, mais aussi le personnel qui est à leur service. Multiplier cent fois un vieillard dans sa chambre solitaire ne constituerait pas une communauté, mais ne ferait que multiplier des solitudes. La maison de retraite peut permettre de nouer de nouvelles rencontres et offre l'occasion de s'aider et de s'encourager mutuellement.

Mais tout cela doit être imprégné d'amour ; car ce qui est fait ou donné sans amour, l'homme le ressent comme humiliant.

L'Écriture nous dit : « Ne recherchez pas chacun vos propres intérêts, mais plutôt que chacun songe à ceux des autres. » (Ph 2, 4.)

« Supportez-vous les uns les autres et pardonnez-vous mutuellement si l'un a contre l'autre quelque sujet de plainte ; le Seigneur vous a pardonnés, faites de même à votre tour. Et puis, par-dessus tout, la charité en laquelle se noue la perfection. » (Col 3, 13-14.)

OU VA L'ÉGLISE ?

Par le Cardinal Renard (1)

... Je ne suis pas un savant, mais je voudrais être un croyant ; c'est en croyant que je me propose de vous présenter des réflexions partielles sur une question très actuelle et si complexe : « Où va l'Eglise ? » Je ne pourrai pas en parler du point de vue de Sirius. Vous voudrez bien m'en excuser, mais sans doute regretteriez-vous que je fasse abstraction de ce que je suis !...

Que veut l'Eglise ? Vraiment, on n'y voit plus clair. C'est déconcertant. Qu'est-ce que pensent les évêques ? Qu'est-ce qu'ils attendent pour parler ? Pourquoi ont-ils parlé ? Autant de questions qu'on entend souvent. Elles traduisent des attentes, des désarrois, des regrets, des espoirs ; elles viennent d'horizons très divers, voire opposés.

L'Eglise, cela veut dire souvent, de fait, le Pape et les évêques, et, pratiquement pour les Français, cela signifie les évêques de France. Que veut l'Eglise ? Cette interrogation fréquente est celle de chrétiens désorientés par des changements — conciliaires ou non — et aussi de chrétiens impatientes de bouleversements radicaux et rapides. Elle est exprimée aussi par des non-pratiquants, des mal-croyants, qui admiraient la stabilité de l'Eglise en sa doctrine et sa discipline : ils éprouvent parfois une déception, un désenchantement, comme si quelque chose manquait à l'équilibre du monde.

L'Eglise d'après le Concile

Plutôt que d'examiner d'abord des jugements inquiets ou satisfaits sur l'évolution de l'Eglise, sans aucun doute importe-t-il de replacer la vie de l'Eglise, en notre décennie, dans son contexte historique ; l'Eglise se situe toujours à un moment donné de l'histoire du monde : elle n'est jamais intemporelle, comme serait un aérolithe tombé du ciel, tout fait.

Or, l'Eglise actuelle est une Eglise d'après Concile : une Eglise postconciliaire trouve assez laborieusement un nouvel équilibre, car une large réforme peine toujours pour son accomplissement en tous domaines, civil ou religieux. Faut-il simplement rappeler que la définition de l'infaillibilité du Pape à Vatican I a entraîné le schisme de l'Eglise dite « vieille catholique », que l'institution des séminaires, décidée par le Concile de Trente, a demandé près d'un siècle pour sa réalisation, avec saint Charles Borromée en Italie, saint Vincent de Paul et Monsieur Olier en France ? Il y a donc eu Vatican II. Vu les difficultés de l'apostolat dans le monde moderne envahi par le matérialisme et la technique, vu aussi la question considérable de l'œcuménisme, Jean XXIII a convoqué à Rome les deux mille évêques catholiques. Ce fut un événement, — un des grands événements du siècle — ; il a suscité et soutenu l'attention du monde : quatre sessions de deux mois et demi ; seize documents officiels ; un rassemblement de centaines de théologiens et d'experts ; des centaines de journalistes, etc. Et surtout le Concile a connu et manifesté un fait qu'on ne saurait trop souligner : c'est la liberté vécue en la basilique Saint-Pierre de Rome ; liberté à la fois offerte par le Pape et prise par les évêques : liberté des votes, certes, mais surtout liberté de la parole, liberté des amendements, liberté des réunions par nation, par langue, par affinité, etc. Bref, les assistants au Concile — évêques ou non —, les lecteurs des chroniques quotidiennes ou hebdomadaires, les auditeurs de la radio, les téléspectateurs ont assisté à une sorte d'explosion de la liberté. C'est un fait historique, et donc irréversible : les Pères du Concile ont discuté — et c'était normal — de toutes questions : des pouvoirs respectifs du Pape et des évêques ; de la relation des évêques et des prêtres ; du mariage et de l'amour, de la sexualité, de la génération et de la contraception, du « remariage » ; du célibat des prêtres ; de la liberté religieuse dans l'Eglise et dans le monde, de la catéchèse et de la laïcité ; du sens des religions non chrétiennes, de la reconnaissance des confessions chrétiennes non-catholiques ; de l'emploi des armes nucléaires, etc. Nous avons entendu des

(1) Extrait du discours de réception du cardinal Renard, archevêque de Lyon, le 4 février, à l'Académie de Lyon, en succession de Mgr Gardette, ancien recteur des Facultés catholiques, et du cardinal Gerlier.

Texte original.

opinions diamétralement opposées ; le monde chrétien l'a su, car la presse parlée et écrite l'a répercuté, en des échos divers, voire divergents. La fièvre de la liberté — qui agite périodiquement le cours de l'histoire — a envahi l'Eglise catholique, à la suite d'une période très calme. D'où de multiples opinions et campagnes et contestations qui se répandent et s'entrecroisent : cela crée, il faut le dire, un élément peu commode, déroutant pour des tempéraments traditionnels et ordonnés ; un climat enivrant et excitant pour les partisans du mouvement ; un temps peu facile pour le Pape et les évêques, chargés d'être à la barre, dans un océan de sautés de vents qui virent parfois à la tornade et ce n'est pas toujours le souffle de l'Esprit ! On ne refait pas l'histoire : notre décade vient après l'événement positif du Concile, qui a expérimenté la liberté de la parole. Peut-on l'oublier quand on demande : où va l'Eglise ?

Interprétations et refus

Qui plus est, à la suite de ce climat de liberté qui s'est accentué, quatre années durant, on est porté à interpréter les documents authentiques ou l'esprit de Vatican II dans les sens les plus variés : certains, au nom de la liberté, tirent les textes vers la créativité et l'initiative, d'ailleurs avec un souci des jeunes, allergiques à toute institution, voire à l'enseignement d'une vérité objective ; d'autres veulent s'en tenir aux textes eux-mêmes et à leurs interprétations autorisées, partisans qu'ils sont d'une évolution patiente et éducative du Peuple de Dieu ; d'autres, enfin, flairent je ne sais quel piège malin dans Vatican II et le rendent responsable des excès qu'on commet en son nom, ils s'opposent radicalement au Concile lui-même et semblent vouloir s'en tenir à Trente et à Vatican I, comme si l'Eglise n'était pas une Tradition vivante, à partir d'un donné révélé qui est le dépôt de la foi. Il faut dire que les excès des uns appellent et excitent les excès des autres et réciproquement. Si bien qu'il y a, à la limite, et comme dirait Bergson, une « loi de double frénésie », celle de la nouveauté et celle du passé, ou du changement et de la stabilité.

Mai 1968

Outre les suites imprévues et inattendues du Concile, interprété par diverses familles d'esprit, on ne peut pas ne pas signaler aussi un événement qui a également marqué les chrétiens. Il a été une sorte de caisse de résonance pour des tendances et théories ébauchées ou développées, une manière de rhéostat qui augmente la puissance du son : je veux parler de mai 1968. Les uns ont saisi dans l'événement un appel lancé à l'Eglise pour qu'elle s'engage dans la contestation radicale de la société ; les autres y ont vu non un passage de l'Esprit-Saint sur les barricades, mais bien une grimace convulsive du Malin, le démon destructeur de l'humanité et du christianisme, dans l'amoralisme et la violence. Je ne me sens pas apte à démêler les trainées actuelles de l'événement : l'histoire

n'est-elle pas en même temps ruptures et continuités ? La crise de la civilisation n'est plus aiguë, ni éclatante, mais n'est-elle pas souterraine et diffuse ? N'y a-t-il pas une sorte de désintégration des valeurs morales, de la fidélité et du respect des personnes ? Une volonté de construire un monde tout autre avec déplacement des valeurs ? Je laisse chacun à sa réflexion et à son opinion.

Monde et Eglise

Y a-t-il à s'étonner de la réaction sur la vie de l'Eglise d'un événement « mondain », comme dirait Karl Barth ? L'Eglise ne devrait-elle pas être indemne d'une telle influence du « siècle », au sens d'autrefois ? Le Christ n'a-t-il pas dit qu'elle n'était pas du monde ? Oui, certes, l'Eglise est une communauté spécifique de foi et d'amour, avec la finalité originale d'annoncer au monde le Christ-Seigneur et les béatitudes évangéliques. Mais Jésus disait aussi qu'il envoyait dans le monde l'Eglise des apôtres. On connaît la métaphore : le levain doit être dans la pâte, non à côté de la pâte. L'Eglise et le monde ont, comme membres, les mêmes hommes : les catholiques sont et doivent être citoyens de l'univers ; ils ne sont pas sans péché personnel, ni imperméables au péché du monde : le monde est en eux, en même temps qu'ils sont dans le monde ; d'où la « mondanisation » partielle, plus ou moins accusée, de l'Eglise selon les époques, et un risque d'altération pour la foi et pour la mission de l'Eglise : le « monde » peut la pénétrer, ouvertement ou insidieusement. C'est la rançon inévitable d'une Eglise qui doit courir la chance d'être présente au monde ; d'une certaine manière, il ne peut pas en être autrement, et c'est la preuve indubitable de sa présence : son isolement du monde des hommes serait une trahison de sa mission.

Il est vrai de dire que, si l'Eglise était plus sainte, plus évangélique, il n'en serait pas ainsi ; mais la sainteté ne s'invente pas ni ne se commande... Et c'est une loi bien établie que celle des actions et réactions et interréactions entre l'Eglise et la société, en la longue aventure de l'histoire humaine. Pourtant, ne faut-il pas mettre résolument à l'actif du Concile un renouveau liturgique en une langue comprise de tous ; une plus large ouverture des catholiques au sort des hommes, des plus pauvres et du tiers-monde ; un plus grand souci œcuménique, et, d'une façon moins ample, un approfondissement de la foi et une reprise incontestable de la prière ? On ne peut pas ne pas voir des germes de renouveau, à même un hiver nécessaire à la germination ; s'il n'y a pas de graves bouleversements dans le monde, ces germes deviendront des fruits, dans une ou deux décades. Mais l'Eglise ne pourra jamais se passer en sa foi et en son témoignage du vigoureux sel de l'Evangile : ce n'est pas du miel, comme disait Bernanos.

Où va l'Eglise, dix ans après le Concile ?

N'empêche qu'on pose toujours la question : où va donc l'Eglise en ce dixième anniversaire de la clôture du Concile, aux lendemains de

mai 1968, dont les historiens compétents ne nous disent pas encore si l'événement fut une révolte ou une révolution ? Où va l'Eglise ? On se le demande, quand elle aborde, par exemple, avec les évêques de France, des problèmes aussi divers que la pratique chrétienne de la politique, le commerce des armes, la spéculation sur la propriété foncière, le tiercé, etc. Il n'est guère de problème actuel à propos duquel l'Eglise n'ait pas dit son mot, pour la surprise, ou l'applaudissement, ou l'indifférence de l'opinion. Pour les uns, l'Eglise est soupçonnée d'être à droite, et, pour les autres, d'être à gauche. Cette Eglise se laisserait-elle donc politiser ?

Charité politique

On n'a point fini de dissenter sur la primauté de la justice ou de la liberté dans la politique, surtout si on fait de celle-ci le sommet ou le critère dernier de toute la vie humaine, sociale et économique. Pie XI disait — et il est au moins utile de reprendre son texte pour éviter tout contresens — : « Tel est le domaine de la politique qui regarde les intérêts de la société tout entière et qui, sous ce rapport, est le champ de la plus vaste charité, de la charité politique, dont on peut dire qu'aucun autre ne lui est supérieur, sauf celui de la religion. » (8 novembre 1927.)

La politique est donc d'une importance considérable : si la politique n'est pas le tout de l'homme — qui relève aussi de la famille, de la profession, de la culture et d'abord de Dieu, — on peut dire que tout dans la vie a une composante, voire une solution politique. L'Eglise, à Vatican II surtout, a pris très explicitement conscience de la politique dans la civilisation humaine : fortement, elle a invité les chrétiens à participer aux activités et responsabilités temporelles. En ce domaine, comme en ses prises de position contre la ségrégation raciale ou l'avortement meurtrier, l'Eglise veut être fidèle au Christ et à sa Révélation, transmise par ses premiers disciples, les apôtres.

Libérations humaines

L'Eglise a toujours la hantise d'enseigner l'Evangile du Christ de telle sorte qu'il pénètre toute la vie humaine : c'est là que va l'Eglise ; aujourd'hui, elle est très soucieuse d'insérer la foi dans toute la vie, sans séparation de l'une et de l'autre. L'Evangile n'est pas neutre : les auditeurs de Jésus le sentaient déjà ; la foi a des exigences jusque dans la vie collective — surtout où se joue le sort de l'homme, — de telle sorte qu'il soit traité selon le dessein de Dieu. D'où l'Eglise dit et redit le respect de tout homme dans la profession et la cité, de toute nation dans la vie internationale, surtout le respect des pauvres, ceux qui ont le moins de « pouvoir » ou de « savoir ».

Ce à quoi tient l'Eglise dans le temporel, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui la libération humaine de servitudes aliénantes. Elle veut que soit respectée ou restaurée la dignité de toute personne humaine, par dépassement de toutes

les injustices qui pèsent sur les hommes, injustices :

— Par manque de pain et de ressources suffisantes : la famine.

— Par manque de responsabilités : la situation prolétarienne ;

— Par manque de garantie d'emploi : l'insécurité ;

— Par manque de santé physique ou psychique : la maladie.

— Par manque de promotion : la condition féminine ;

— Par manque de véritable amour : la liberté sexuelle, le divorce ;

— Par manque de respect de la vie : l'avortement ;

— Par manque de liberté civile et religieuse : la dictature quelle qu'elle soit.

Il y a matière à travail pour tous les hommes de bonne volonté et pour tous les chrétiens. C'est un devoir pour les catholiques de vouloir coopérer, autant qu'il leur est possible, à la libération de tous. Car l'amour catholique est ouvert à l'universel, sans exception de personne — sinon, c'est racisme ou intolérance : on ne peut transiger sur un tel point ! Mais les moyens à prendre peuvent dépendre des vocations, des capacités, des situations : l'Eglise laisse le choix des moyens à la conscience éclairée des chrétiens ! D'où certains recourent aux initiatives de charité et de persuasion pour subvenir à des besoins urgents et criants ; mais ces moyens restent insuffisants et pourraient être une libération trop aisée de la conscience.

D'autres, en des mouvements dits réformistes ou révolutionnaires, développent la critique des pouvoirs publics, au nom de légitimes options, mais il importe que les actions entreprises soient le plus possible constructives, surtout pour les pauvres qui pâtissent et attendent ! La contestation du pouvoir, quel qu'il soit, doit lui être stimulante, et elle ne peut faire bon marché du respect des personnes elles-mêmes.

Mais il est toujours outrecuidant et aberrant de choisir et soutenir une position politique et électorale, au nom du Christ : oublierait-on qu'entre le message évangélique et l'option temporelle, il y a des analyses sociologiques — avec des postulats avoués ou non — et une certaine affectivité du choix ? On ne tire pas une seule politique de l'Evangile.

Dans la cohérence mentale

On constate la sévérité tenace avec laquelle on s'élève contre les aliénations terrestres : servitudes sociales et économiques, civiques et internationales, et aussi le libéralisme réclamé dans les questions d'amour, de relations pré-nuptiales, d'avortement, etc. ; en résumé rapide, d'un côté, radicalité de la justice dans la société ; de l'autre, laxisme dans les mœurs. Il y a là comme deux poids et deux mesures ; et, historiquement, une sorte d'inversion : hier, c'était libéralisme économique et sévérité sexuelle ! Est-il donc si difficile d'être cohérent ? On ne

fera pas un monde neuf, juste et fraternel, ni avec l'injustice sociale, ni avec la licence morale ; le libéralisme — sans obligation — dans la vie de la société et du couple ne peut mener à une société respectueuse de la dignité de l'homme et de la femme, ni assurer aux personnes les conditions élémentaires de bonheur.

Faut-il signaler qu'un certain libéralisme doctrinal n'est pas sans effet sur le libéralisme moral. Là aussi ou surtout, le Pape et les évêques ne peuvent sommeiller : ils doivent transmettre au monde le dépôt révélé de la foi, qui est fondamentalement le même hier, aujourd'hui, demain, car elle vient du Christ. Il y a donc des rappels nécessaires à l'authenticité de la foi ; mais demeure la question d'un langage plus intelligible pour la mentalité moderne : le souci normal d'un tel langage, surtout pour le monde de la jeunesse ou de la technique, ne doit pas porter atteinte à l'intégrité de la foi, quelles que soient les recherches de doctrine ou de présentation. Mais on oublie trop facilement qu'une option théologique est une hypothèse de travail, parmi d'autres ; elle ne peut en rien être imposée ou proposée comme de foi ; on sait d'ailleurs que les opinions théologiques, sûrement précieuses pour le progrès de la pensée chrétienne, sont relatives aux conjonctures historiques ; mais n'est-ce pas encore un signe de la présence des gens d'Eglise à l'histoire des idées et du monde ?

Originalité du salut en Jésus-Christ

En tant que telle, la libération de toutes les aliénations idéologiques et temporelles doit être poursuivie par tous les hommes de bonne volonté : c'est une tâche éthique et urgente que l'instauration nécessaire de la justice et de la liberté, donc de la paix, sur notre « planète refroidie » (SARTRE). Accéder à une juste pensée, à une juste liberté, n'est-ce pas un certain salut de l'humanité ? Une civilisation de justice peut être une ouverture à l'accueil de la foi, si elle n'est pas pénétrée d'une idéologie qui clôt l'homme sur lui-même, dans les frontières de l'idéalisme ou du matérialisme, avec refus de l'absolu : « Il n'est d'humanisme vrai qu'ouvert à l'Absolu, dans la reconnaissance d'une vocation qui donne l'idée vraie de la vie humaine. L'homme passe infiniment l'homme. » (PAUL VI, *Populorum progressio*, 42.)

Mais n'y a-t-il pas possibilité de confusions, d'ambiguïtés entre les libérations humaines et le salut chrétien ? Les libérations humaines, si légitimes soient-elles, se situent au niveau des idées, des activités, des pouvoirs de l'homme ; elles visent la justice sociale et internationale : elles veulent changer la vie. Mais atteignent-elles le « cœur » de l'homme pour le « convertir » du péché, vers Dieu, par la foi en Jésus-Christ ? Peuvent-elles changer le cœur ? Et si le cœur ne change pas, n'ira-t-on pas d'injustice en injustice, de divisions en violences, quels que soient les nécessaires changements des structures ? Les servitudes n'ont-elles pas toujours pour cause, en définitive, l'égoïsme ou l'orgueil, ou l'impureté du cœur ?

La justice humaine ne connaît pas le Dieu de Jésus-Christ, ni la portée eschatologique de notre

existence, selon la foi de l'Eglise ; elle ne peut atteindre le cœur de l'homme, à travers les indispensables réformes économiques et sociales. Mais la justice envers tout homme est voulue par Dieu, quand il demande d'aimer son prochain comme soi-même : d'où le devoir des chrétiens de travailler au bien commun moral et temporel des hommes. Ne peut-on pas dire qu'aujourd'hui plus de chrétiens sont soucieux des autres, dans le refus plus conscient des injustices et des ostracismes ?

Sans séparation ni confusion

Aussi, entre libération et salut, il ne faut ni séparation ni confusion.

Sans doute, hier, y avait-il une certaine religion individuelle, un oubli relatif des conditions humaines de vie, par manque d'attention aux problèmes d'ensemble ?

Aujourd'hui, la tentation serait contraire : la confusion de la foi en Jésus-Christ avec la libération humaine collective, par une manière de réduction appauvrissante de l'une à l'autre ; le Salut par la foi en Jésus-Christ reste l'essentiel d'une mission irréductible à tout autre tâche humaine la plus légitime. L'homme n'est-il pas essentiellement chercheur d'absolu ? Pour nous, le « mystère de l'homme ne s'éclaire vraiment que dans le mystère du Verbe incarné » (*Gaudium et spes*, 22).

D'où l'on peut dire que le salut est « autre » que la libération humaine, mais pas ailleurs que dans la vie de l'homme. « Autre » absolument, car, avec les forces de l'homme, on n'invente pas Jésus-Christ, mais Jésus-Christ veut, en même temps que le salut spirituel et éternel de l'homme, une vie digne de l'homme sur la croûte terrestre, où se joue d'une manière spécifique le salut par la foi, dont l'Eglise a la mission inaliénable. Y a-t-il un sens plénier et universel de l'homme, s'il n'y a pas le sens du Dieu qui, pour nous, est Jésus-Christ ? « Qui-conque suit le Christ, homme parfait, devient lui-même plus homme. » (*Gaudium et spes*, 41.) Où va l'Eglise ? A travers la conjoncture complexe et les difficiles problèmes du monde moderne, l'Eglise veut continuer d'annoncer Jésus-Christ, pour le salut humain et chrétien de tous les hommes. Aussi, je dirai volontiers, comme le poète, et avec conviction :

« Il fera beau demain, le ciel est plein d'étoiles ! »

— **Sciences humaines et pédagogie**, par Claude CHARMION. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 344 pages. Prix . 37,45 F. Le Centurion, Paris.

Les sciences humaines viennent au secours de la pédagogie. Il faut bien connaître l'homme dans toutes ses potentialités pour le former et en faire un adulte capable de s'insérer normalement dans la société et utilement. Biologie, psychologie, sociologie et même économie sont ici évoquées pour apporter les éléments de base d'une bonne et saine pédagogie. L'auteur, avec raison, insiste pour montrer comment le principe de la liberté justifie le projet éducatif et lui donne un sens ; il s'agit de transformer les structures de dépendance en une dynamique de relations humaines. Un tel livre est comme une somme de connaissances utiles, un livre de références.

Événements et Informations

FRANCE

« Echanges et Dialogue » se dissout

Né le 3 novembre 1968 par une lettre de prêtres qui réclamaient la « déclergification », le Mouvement « Echanges et Dialogue », après avoir consulté tous ses membres, vient de décider, à une très forte majorité, de se dissoudre : telle est la décision prise par son Bureau national des 15 et 16 février 1975. La déclaration publiée le 16 février invite les membres du Mouvement à entrer à titre personnel dans le Mouvement « Chrétiens - critiques » « pour y continuer la lutte », car son projet d'origine « est repris et amplifié par le Mouvement « Chrétiens-critiques ». Le Mouvement « Chrétiens - critiques » (secrétaire, Henri Bouyol, 3, rue des Férigoules, quartier Maillaude, 84700 Sorgues) vient de prendre ce nom le 2 février après s'être appelé « Collectif du 1^{er} décembre ». (« DC », n° 1668, p. 91.) Il comprend des laïcs et des prêtres dans diverses situations (certains étant mariés). Il réunira une Assemblée nationale les 8 et 9 juin 1975. (« La Croix », 20 février.)

Création d'une « Société des amis du cardinal Daniélou

Une « Société des Amis du cardinal Daniélou » vient de se créer avec pour but la promotion de la diffusion et de l'étude des écrits du cardinal « dans son esprit et en toute indépendance ». De nombreuses personnalités civiles et religieuses ont déjà adhéré à la nouvelle Société dont le siège se trouve 24, boulevard Victor-Hugo, à Neuilly. Parmi les membres du Comité d'honneur figurent le cardinal Garrone, le cardinal Pignedoli, Mgr Poupard, le P. Calvez, Mgr Huyghe, le D^r Ramsey, ainsi que : M. Pierre Emmanuel, le professeur Milliez, M. Jean d'Ormesson, M. Maurice Schumann et le président Léopold Senghor... (« La Croix », 27 février.)

Les Editions Beauchesne reprennent l'édition française de « Concilium »

Les Editions Beauchesne, 172, rue des Saints-Pères, reprennent l'édition française de « *Concilium*, revue internationale de théologie », fondée en 1965 dans le sillage de Vatican II. Neuf éditions : allemande, anglaise, espagnole, française, néerlandaise, portugaise, italienne, japonaise, polonaise. Edition française publiée par la Maison Mame-Tours. Numéro 1 au numéro 100. L'édition française continue aux Editions Beauchesne avec le numéro 101 : « Les intellectuels dans l'Eglise. Sociologie de la religion ». Prochains numéros : « L'Ecriture sainte dans la célébration liturgique - Satan - Communautés de base - Les jeunes et l'avenir de l'Eglise ». (« Communiqué ».)

Nomenclature des dialogues œcuméniques actuels

Les dialogues œcuméniques actuellement en cours sont très nombreux et de natures très diverses. En voici un bref aperçu :

1. Il y a d'abord les *dialogues théologiques interconfessionnels* qui existent à l'échelle internationale et dans lesquels l'Eglise catholique est engagée, le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens en ayant la responsabilité.

a) Avec la communion anglicane ; ce dialogue a pris son point de départ dans la déclaration commune du Pape Paul VI et de l'archevêque de Cantorbéry, le D^r Michael Ramsey, en date du 24 mars 1966. (« DC », n° 1469, col. 681-683.) Ce dialogue est déjà entré dans sa deuxième phase. De celle-ci, un document a particulièrement attiré l'attention de l'opinion publique : la déclaration commune sur l'Eucharistie (septembre 1971), généralement appelée « Accord de Windsor ». (« DC » 1972, n° 1601, p. 86-89 et Erratum, p. 177.)

b) Avec la Fédération luthérienne mondiale, depuis 1967. Au terme de la première période, le dialogue théologique avec les lu-

thériens a abouti à un rapport publié pendant le deuxième semestre de 1972 et connu sous le titre de Rapport de la Commission d'études luthérienne-catholique romaine sur le thème : « L'Evangile et l'Eglise ». (« DC » 1972, n° 1621, p. 1070-1081.)

c) Avec le Conseil méthodiste mondial, mené par une Commission mixte créée en 1966. Le rapport qui a terminé la première période a été rendu public en août 1971. (« DC » 1972, n° 1600, p. 24-32.)

d) Avec l'Alliance réformée mondiale depuis 1970. Un dialogue mené avec la Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance réformée mondiale sur un sujet très précis d'intérêt commun, à savoir la théologie du mariage et le problème des mariages mixtes. Il a commencé en novembre 1971.

e) Avec un groupe d'Eglises pentecôtistes et des représentants des mouvements charismatiques dans les Eglises protestantes et anglicanes, depuis 1971. (« DC » 1974, n° 1649, p. 247 ; n° 1656, p. 583-586.)

f) Avec le Conseil œcuménique des Eglises, il faut noter quatre dialogues qui se sont terminés par la publication d'un document.

2. *Sans l'Eglise catholique*. Le dialogue international interconfessionnel est actuellement un phénomène d'une grande ampleur. On y trouve, en plus des dialogues dans lesquels l'Eglise catholique est engagée, une série d'autres :

- Entre anglicans et luthériens,
- Entre les Eglises orthodoxes et les anciennes Eglises orientales,
- Entre anglicans et orthodoxes,
- Entre vieux-catholiques et orthodoxes,
- Entre luthériens et orthodoxes,
- Entre congrégationalistes et presbytériens,
- Entre réformés et baptistes.

3. A côté des conversations engagées à l'échelle mondiale, il faut signaler un dialogue européen de grande importance : celui engagé entre réformés et luthériens qui a

abouti à la « Concorde de Leuenberg ».

4. En plus de ces dialogues « officiels », il y en a un certain nombre d'autres, dont on parle beaucoup actuellement et qui sont d'un type différent de ceux cités ci-dessus. Pour les pays de langue française, il y a notamment les rencontres des Dombes, qui tirent leur nom du monastère où elles ont lieu et qui ont abouti à la publication de deux documents :

— Accord doctrinal entre catholiques et protestants sur l'Eucharistie (1971). (« DC » 1972, n° 1606, p. 334-337.)

— Pour une réconciliation des ministères. Eléments d'accord entre catholiques et protestants (1972). (« DC », n° 1617, p. 885-886. — « BIP/SNOP », 26 février.)

ÉTRANGER

ALLEMAGNE FEDERALE

L'avortement déclaré inconstitutionnel en Allemagne fédérale

Les juges de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe ont rendu public leur verdict sur le projet de loi du gouvernement fédéral concernant l'avortement. Cette loi est déclarée inconstitutionnelle. Selon la Cour suprême fédérale, la loi est contraire à deux articles de la Constitution : l'article 2 de la « loi fondamentale » précise, en effet, que « chacun a droit à la vie et à l'intégrité physique », alors que l'article premier stipule que « la dignité de l'homme est inviolable » et que « tout pouvoir public est obligé de la respecter et de la protéger ».

Les juges suprêmes font ressortir dans leurs attendus qu'il n'est pas possible de déterminer avec précision le moment où le fœtus doit être assimilé à un être humain et que la loi se doit donc de protéger son développement pendant la grossesse.

Le 15 juin 1974, le Bundestag avait ratifié à la majorité absolue le projet de loi autorisant l'interruption de la grossesse au cours des douze premières semaines. Le président fédéral avait également, par sa signature, donné force d'application à la loi quand l'Etat fédéré de Bade-Wurtemberg, bientôt suivi par quatre autres à majorité démocrate-chrétienne et par 192 des 243 députés démocrates-

chrétiens du Bundestag, entama auprès de la Cour de Karlsruhe une procédure destinée à faire contrôler le caractère constitutionnel de cette loi.

La discussion a été passionnée en Allemagne comme dans tous les pays où se pose le problème de l'avortement ; il y a un mois, on apprenait, par une indiscretion commise à Karlsruhe, que la majorité des juges de la Cour était adverse du projet de loi, ce qui devait placer dans une situation particulièrement difficile les députés qui ont accepté le projet de loi du gouvernement. La situation se compliquait également du fait que le chef de l'Etat avait déjà contresigné la loi.

On souligne aussi en Allemagne fédérale qu'en condamnant ce projet de loi, la Cour de Karlsruhe va à contre-courant d'une tendance à la libéralisation qui s'est manifestée concrètement dans un nombre de plus en plus important d'Etats européens, notamment en France, au Danemark, en Autriche, en RDA, en Union soviétique, en Suède et en Grande-Bretagne.

Sur le plan politique, le jugement négatif de Karlsruhe constitue un nouvel échec pour le gouvernement fédéral qui n'a pas encore eu la main heureuse dans une série de réformes qui échouent, soit à cause des divergences opposant libéraux et sociaux-démocrates ou à cause des obstacles juridiques mis par l'opposition...

Le verdict de la Cour suprême étant inattaquable et irréversible, le problème de l'avortement libre est définitivement tranché. Toute nouvelle initiative devra rester en deçà de la loi déclarée anticonstitutionnelle par la Cour de Karlsruhe. Il est à noter que les juges fédéraux avaient déclaré conformes à la Constitution les dispositions de la loi autorisant les avortements pour raisons médicales (danger de mort pour la mère ou l'enfant), éthiques (viol) ou eugéniques (tares héréditaires).

A la suite de ce verdict, la République fédérale d'Allemagne reste largement en retrait sur tous ses voisins en matière d'avortement. Environ 60 % de la population ouest-allemande est plus ou moins favorable à la décision de la Cour fédérale. Les 40 % restants sont « contre ». Ceci ressort d'une enquête effectuée au début de février — donc avant le verdict — par un Institut de Hambourg... (Du correspondant de « la Croix »

(27 février) à Bonn : Marcel DELVAUX-COUVIN.)

CHILI

Mort du prêtre le plus vieux du monde

Le P. Felix Morey Amengual, qui était sans doute le prêtre le plus vieux du monde, est mort au début de février à Temuco, à 700 kilomètres au sud de Santiago du Chili : il avait 105 ans. Bien qu'aveugle, il avait conservé une parfaite lucidité d'esprit. A l'occasion de son 103^e anniversaire, il avait déclaré : « Si je devais naître de nouveau et vivre un autre siècle, je m'emploierais de nouveau à obéir à la volonté du Seigneur. » (« *Avvenire* », 12 février.)

COREE DU SUD

Mgr Tji Hak Soun libéré de prison

Mgr Daniel TJI HAK SOUN, évêque de Won ju, a été libéré de sa prison, en même temps que plusieurs autres prisonniers politiques, le 17 février. La décision du président Park de libérer Mgr Tji a été annoncée deux jours plus tôt. Mgr Tji avait été condamné à quinze ans de prison le 12 août 1974, sur l'accusation de fournir de l'argent aux étudiants pour des manifestations antigouvernementales. Mgr Tji, 53 ans, est né en Corée du Nord et, pendant ses études en vue du sacerdoce dans le Nord, il a été emprisonné par les communistes pour un peu de temps. Il a continué ses études à Séoul et il a été ordonné prêtre en 1952. Il a fait ensuite le doctorat en Droit canon à Rome et il est devenu évêque de Won ju en 1967. (« *Fides* », 26 février.)

DAHOMÉY

Menaces contre l'Eglise

Le chef de l'Etat du Dahomey a convoqué Mgr Durand, aumônier des forces armées dahoméennes, et l'a mis en garde, annonce le communiqué officiel, contre « l'attitude manifestement provocante de quelques curés anarchistes ». De son côté, le quotidien gouvernemental « *Daho-Express* » écrit que « certains prennent prétexte de manifestations religieuses pour laisser entendre que le pays traverserait une période où il faut prier pour faire revenir la paix ». Le journal conclut : « Si une religion s'attaque à notre idéologie... basée sur le marxisme-léninisme..., elle sera vi-

goureusement et objectivement combattue. » (« *La Croix* », 18 février.)

Perquisition chez l'archevêque de Cotonou

Le vicaire général de Cotonou, Mgr *Adjabohoun*, et deux prêtres ont été arrêtés pendant plusieurs jours. Des perquisitions ont été effectuées chez eux et chez l'archevêque, Mgr *Adimou*. Aucun document compromettant n'aurait été saisi. Mais l'inquiétude demeure à Rome sur les suites de cette affaire. (« *La Croix* », 27 février.)

ESPAGNE

Condamnation par l'évêché de Gérone de prétendues apparitions

L'évêché de Gérone a publié le communiqué ci-après : « En ce qui concerne les prétendues apparitions surnaturelles que l'on dit s'être produites à Torre Gironella, après avoir enquêté et pris conseil à ce sujet, l'évêché fait connaître qu'il n'appert en aucune manière que ces apparitions ont une origine surnaturelle. De plus, il avertit que tout rassemblement de personnes ou tout acte religieux qui se produit en ce lieu et ayant un rapport quelconque avec les apparitions susdites est en marge de toute responsabilité des autorités ecclésiastiques. » (« *Ecclesia* », 22 février.)

ETATS-UNIS

Les journaux catholiques aux USA

Aux USA, il y a actuellement en tout 434 hebdomadaires et autres publications catholiques avec un tirage global de 22 767 256 exemplaires. Les publications catholiques du Canada voisin sont comprises dans ce nombre.

Le nombre total des hebdomadaires catholiques d'Amérique du Nord est de 152, avec un tirage global de 5 206 946 exemplaires, celui des autres publications catholiques est de 282, avec un tirage global de 17 560 310 exemplaires. Depuis un an, on constate une permanente augmentation du tirage de ces journaux. (« *Kipa* », 28 février.)

ITALIE

Election des quatre assistants généraux des Jésuites

La Congrégation générale des Jésuites a procédé, les 14 et 15 février, à l'élection de quatre assistants du supérieur général (qui est toujours élu à vie). Ont été réélus : le P. Vincent O'KEEFE, américain,

53 ans, et le P. Jean-Yves CALVEZ, français, 46 ans. Ont été élus : le P. Cecil MACGARRY, provincial d'Irlande, 45 ans, et le P. Parmananda DIVARKAR, recteur du collège Saint-François-Xavier de Bombay, 51 ans ; ils remplacent les PP. Paolo Dezza, italien, 73 ans, et Horacio de la Costa, 57 ans. Selon une nouvelle organisation adoptée par la congrégation générale au début de ce mois, le Conseil du supérieur général devra être complété par des conseillers (deux au moins, quatre au plus) nommés par le P. Arrupe après consultation des douze assistants régionaux et vote délibératif des quatre assistants généraux. L'élection pour le renouvellement des assistants généraux se fera désormais à chaque Congrégation générale. (« *La Croix* », 18 février.)

LUXEMBOURG

Mort du professeur Lortz

Le professeur Joseph LORTZ vient de mourir à l'âge de 87 ans. Il naquit à Gravenmacher (Luxembourg), près d'Echternach, le 13 décembre 1887. Il était chanoine honoraire de la cathédrale de Luxembourg et prélat de Sa Sainteté. Après des études secondaires à Echternach, puis à Rome (1907-1911), et à Fribourg, en Suisse, où il eut comme professeur d'Université Mgr J.-P. Kirsch et le P. Mandonnet, O.P., il reçut le sacerdoce le 25 juillet 1913. Il fit ensuite des études d'histoire de l'Eglise à l'Université de Bonn où il fut l'élève de Fritz Tillmann et de J. Greving, fondateur du *Corpus catholicorum* ou Collection des écrits des catholiques du temps de la Réforme, dont Lortz fut l'un des premiers collaborateurs. Docteur en théologie en 1920, il fut ensuite professeur (habilitation préparée sous la direction de S. Merkle, à Würzburg). Son enseignement se spécialisa dans l'histoire de l'Eglise à Würzburg, Braunsberg (Prusse orientale), Münster et Mayence. A partir de 1950, il devint directeur (fondateur) de l'Institut d'histoire européenne (Mayence), spécialement de la section histoire religieuse de l'Occident. Ses publications comportent : des travaux sur Tertullien, saint Boniface, saint Bernard, saint François d'Assise, le cardinal Hosius, le Concile de Trente, mais surtout son *Histoire de l'Eglise*, parue en français chez Payot (deuxième édition, 1962), Paris ; *Die Reformation in Deutschland* (1939), en français : *la Réforme de Luther*, 3 vol., Paris, Le

Cerf, 1970-1971. Cet ouvrage est un des grands tournants du Mouvement œcuménique au xx^e siècle. Il a débloqué la situation interconfessionnelle en Allemagne et reste un classique.

Lortz a conservé toutes ses activités jusqu'à sa mort, survenue à Luxembourg le 21 février. Il a formé de nombreux spécialistes de l'œcuménisme, catholiques et protestants de tous pays. Il suivait de près l'évolution de l'Eglise et continuait d'écrire de nombreux articles dans lesquels il défendait la doctrine traditionnelle contre les positions d'après lui trop avancées de nombreux théologiens actuels. Il avait donné une conférence d'une heure et demie à Paris en octobre 1970 à l'occasion de la sortie de son livre *la Réforme de Luther* (cf. « *DC* », n° 1578, 17 janvier 1971, p. 69-70) entièrement rédigée par l'auteur de cette notice biographique, Daniel OLIVIER, sur des notes de Lortz.

POLOGNE

Afflux de pèlerins au sanctuaire de Czestochowa

On estime qu'en 1974, 1 250 000 pèlerins sont venus à Czestochowa, le centre polonais de pèlerinage (avec des participations allant de 20 000 à 90 000 personnes pour les principales fêtes mariales). On a cité un pèlerinage de 14 000 participants de Varsovie qui a parcouru 250 kilomètres à pied. (« *La Croix* », 20 février.)

Le cardinal Stefan Wyszynski parle de la « normalisation »

Après son retour de Rome, le 1^{er} décembre 1974, le primat de Pologne prononça une allocution dans l'église de Saski Kepa, à Varsovie, dont nous extrayons le passage suivant concernant l'affaire de la normalisation des relations Eglise-Etat en Pologne : « ... Nous, évêques, nous attendons en Pologne une pleine liberté pour annoncer l'Evangile, établir des contacts avec les fidèles et au moins des conditions fondamentales de liberté et des moyens d'exercer le service de Dieu. Cela inclut entre autres le problème de la construction des églises, la liberté de la catéchisation et plusieurs autres. Dans ce secteur, il y a encore des divergences de points de vue. Les autorités d'Etat voudraient bien que l'Eglise soit complètement soumise à l'administration d'Etat, ce que les évêques ne peuvent admettre. Notre foi ne dépend pas de l'autorité séculière mais de Dieu.

Nous désirons le faire comprendre à nos autorités d'Etat. Cette explication se poursuit lentement, mais nous gardons l'espoir que tôt ou tard une compréhension se fera jour quant à la position, à la place et aux tâches de l'Eglise, qui sert la nation depuis dix siècles. Nous ne demandons aucun privilège ni salaire aux finances de l'Etat. Nous avons une pleine confiance dans le peuple de Dieu qui donne à l'Eglise de ses propres ressources. Nous le constatons partout où des églises sont bâties : nous ne recevons aucune subvention de l'Etat et pourtant nous nous débrouillons avec l'aide de nos fidèles. »

URSS

Le pasteur baptiste G. Vins condamné à la prison et à l'exil

Selon les précisions fournies aux agences internationales par le physicien soviétique Andreï SAKHAROV, le pasteur Georgij VINS, chef d'une Eglise baptiste dissidente de l'Union des baptistes chrétiens évangéliques de l'URSS, a été condamné, à Kiev (Ukraine), à cinq ans de prison et autant d'années d'exil. Agé de 46 ans, M. Vins a été reconnu coupable d'avoir porté atteinte aux intérêts des citoyens sous prétexte d'activités religieuses. Il a déjà purgé trois ans de prison ; son père, également pasteur, est mort dans un camp de détention et sa mère a passé trois ans en prison, de 1970 à 1973. Peu avant sa condamnation, le bureau du Comité central du Conseil œcuménique des Eglises avait demandé au gouvernement de l'URSS de permettre à un observateur d'assister au procès. Le bureau confirmait les démarches tentées auparavant par le secrétaire général du COE, le pasteur P. POTTER, démarches qui étaient demeurées sans effet. Quoique infructueux, le geste du COE est digne d'intérêt, puisqu'il concernait une personne attachée à une église dissidente qui, contrairement à l'Union des baptistes, n'est pas membre du COE. (« BIP », 19 février.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Le P. Barthélemy NGUYEN SON LAM évêque de *Dalat*, Vietnam. (« OR », 16 février.) — L'abbé Paul NGUYEN VAN HOA évêque de *Phan Thiet*, Vietnam.

(« Ibid. ») — Mgr Peter CHUNG WAN TING (évêque titulaire d'*Asolo*, vicaire apostolique de *Kota Kinabalu*, Abash, Malaysia orientale) vicaire apostolique de *Kuching*, Sarawak, Malaysia orientale. (« OR », 17-18 février.) — L'abbé Dermot Patrick O'MAHONY auxiliaire de l'archevêque de *Dublin* (Irlande) et évêque titulaire de *Tiava*. (« OR », 19 février.) — Don Edvaldo GONCALVES AMARAL évêque titulaire de *Zallata* et auxiliaire de l'archevêque d'*Aracaju*, Brésil. (« OR », 19 février.) — Mgr Raul Nicolau GONCALVES (évêque titulaire de *Rapido*) administrateur apostolique « sede vacante » de l'archidiocèse de *Goa et Damao*, Inde. (« OR », 23 février.) — L'abbé José Dimas CEDENO DELGADO évêque de *Santiago de Veraguas*, Panama. (« Ibid. ») — Mgr Raymond G. HUNTHAUSEN (évêque d'*Helena*) archevêque de *Seattle*, U.S.A. (« OR », 26 février.) — L'abbé Castor SEKWA évêque de *Shinyanga*, Tanzanie. (« Ibid. ») — Le chanoine Alfredo DISANDRO évêque titulaire de *Vico della Torre* et auxiliaire du cardinal archevêque de *Cordoba*, Argentine. (28 février.)

NOUVEAUX TERRITOIRES

Le Saint-Père a érigé au Vietnam le diocèse de *Phan Thiet*, suffragant du siège métropolitain de *Saigon*, avec un territoire détaché du diocèse de *Nha Trang*. (« OR », 16 février.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Georges Guibert, évêque de *Saint-Denis* (La Réunion) pour raison de santé. (« OR », 20 février.) — De Mr José Vieira Alvernaz, patriarche des Indes orientales. (« OR », 23 février.) — De Mgr Martin Legarra Tellechea, évêque de *Santiago de Veraguas* (Panama), sur son désir exprès. (« Ibid. ») — De Mgr Thomas A. Connolly, archevêque de *Seattle* (U.S.A.) sur son désir exprès. (« OR », 26 février.) — De Mgr Edward Aloysius McGurkin, évêque de *Shinyanga* (Tanzanie), pour raison de santé. (« Ibid. »)

DECES

— De Mgr Ignacio Gregorio Larranaga Lasa, évêque de *Pingliang* (Chine), à Fuenterrabia Espagne. (« OR », 22 février.)

SAINT-SIEGE

Un Conseil international pour la catéchèse

Répondant à un vœu exprimé par le II^e Congrès catéchétique international, Paul VI a créé un Conseil international de la catéchèse, fort de 25 membres (évêques, prêtres, religieuses, laïcs), dont le mandat est de cinq ans. Leur nomination a été faite sur proposition des Conférences épiscopales. Le Conseil est un organe consultatif de la congrégation pour le Clergé, dont il est une institution spéciale et distincte du corps des consultants de la congrégation. Les buts principaux du Conseil (*Coetus* ou *Consilium*) sont : promouvoir l'échange d'expériences, étudier les principaux thèmes catéchétiques en collaboration avec le Saint-Siège et les Conférences épiscopales, proposer des suggestions et des initiatives, venir en aide aux diverses organisations catéchétiques.

Les membres du nouveau Conseil sont : NN. SS. Neophytos EDELY, archevêque grec-orthodoxe d'*Alep* (Syrie) ; Francisco Valenzuela Rios, archevêque - évêque d'*Antofagasta* (Chili) ; Augustine WILDERMUTH, évêque de *Patna* (Inde) ; Charles M. CAVALLERA, évêque de *Nanyuki* (Kenya) ; Jerzy STROBA, évêque de *Szczecin* (Pologne) ; Mario Teixeira GURGEL, évêque d'*Itabira* (Brésil) ; Francis Patrick CARROL, évêque de *Wagga Wagga* (Australie) ; José Manuel ESTEPA LLAURENS, évêque auxiliaire de *Madrid* (Espagne) ; John Bernard Mc DOWELL, évêque auxiliaire de *Pittsburgh* (Etats-Unis) ; Mgr Isidore DE SOUZA, vicaire général de l'archidiocèse de *Cotonou* (Dahomey) ; MM. les abbés : AUDINET, de *Paris* (France) ; CAPORELLO, de *Rome* (Italie) ; CHAO, de *Taipeh* (Taiwan-Formose) ; EXELER, de *Münster* (Allemagne) ; GARCIA, de *Medellin* (Colombie) ; LAVERY, de *Londres* (Angleterre) ; LEFÈVRE, de *Bruges* (Belgique) ; PEDROZA, de *Mexico* (Mexique) ; PRIEUR, de *London* (Ontario, Canada) ; DERMOTA (Yougoslavie) ; NEVEN, de *Nimègue* (Pays-Bas).

Les Sœurs BLOUNT (Edinburg, Ecosse) et AYMES, de *San Francisco* (Etats-Unis) ; Mlles NITORREDA, de *Quzon City* (Philippines) et RADELLI, de *Rome* (Italie). (« Kipa », 24 février.)

L'Église dans le monde

LA PREPARATION AU SACERDOCE EN FRANCE

Le CENTRE NATIONAL (français) DES VOCATIONS a publié le texte ci-après, dans la perspective de la Journée mondiale des vocations (20 avril) :

On entend souvent : « Les séminaires français sont vides, désorganisés ; au contraire, telle institution traditionaliste a des vocations. » Au terme d'une enquête rigoureuse dans tous les diocèses de France, nous sommes en mesure de vous communiquer les indications suivantes :

1. 1 509 hommes et jeunes gens

C'est le chiffre total des inscrits dans les centres et groupes de formation en vue du presbytérat, reconnus par les évêques de France, en octobre 1974.

Ce chiffre est plus faible que celui d'octobre 1973 (1 790 jeunes ou adultes) à cause des ordinations (170) et des départs vers le laïcat (205). Cette diminution, constante depuis des années, doit être appréciée en notant qu'il y avait eu 422 « départs » vers le laïcat en 1973, donc 217 de plus ; et surtout avec l'élément tout nouveau signalé au paragraphe 4 ci-dessous.

2. 39 centres de formation

Depuis plusieurs années déjà, la formation en vue du presbytérat ne se fait plus de façon uniforme. On prend en compte l'expérience humaine et les projets du candidat. Les 39 centres de formation occupent souvent les locaux des grands séminaires, mais avec un style de vie à la fois exigeant et rénové. 1 318 hommes et jeunes gens sur 1 509 sont rattachés à ces Centres de formation.

3. Les G.F.U. et G.F.O.

Les groupes de formation universitaires ont 118 membres. Les groupes de formation en monde ouvrier : 73.

4. Les entrées : 30 % d'augmentation

C'est ici que l'on constate le phénomène le plus neuf. Après douze années de régression constante, où chaque année voyait une diminution du nombre des nouveaux, on est en présence d'une nette remontée.

En octobre 1973 : 151 nouveaux.

En octobre 1974 : 194 nouveaux.

L'augmentation profite plus aux centres de formation qu'aux groupes de formation qui sont relativement stables.

Toute interprétation du fait nous semble prématurée tant qu'il ne sera pas confirmé durant plusieurs années, mais le fait lui-même mérite d'être souligné.

5. Origine des nouveaux entrants

Les nouveaux ont des origines variées :

- 78 viennent des séminaires et foyers de jeunes, soit 40,2 %
- 29 viennent des facultés et écoles supérieures, soit 14,9 %
- 26 viennent de l'enseignement catholique, soit 13 %
- 22 viennent du travail, soit 11,3 %
- 18 viennent des lycées et collèges d'Etat, soit 9 %
- etc.

Ce tableau rappelle, en particulier, le rôle des séminaires et foyers de jeunes qui sont actuellement au nombre de 87 en France.

6. Une vie « dans le monde »

337 jeunes ou adultes rattachés aux centres et groupes de formation sont actuellement en « stages » :

— 212 ont un travail professionnel, dont 10 dans l'enseignement.

— 75 font des études « profanes ».

— 44 participent au travail d'une équipe de prêtres.

— 6 divers.

Ces chiffres montrent deux orientations fondamentales de la formation : une qualification professionnelle, et surtout un compagnonnage avec des hommes de tous horizons qui permet une maturation de la personnalité et de la vie chrétienne.

7. Service national et coopération

63 jeunes « en formation » effectuent actuellement leur service militaire.

57 jeunes « en formation » sont en coopération.

7 jeunes « en formation » sont inscrits comme « objecteurs de conscience ».

On peut relever que près de 50 % de ces jeunes choisissent de servir dans la coopération.

Ces chiffres ne disent pas tout. Nous voudrions mieux cerner les traits réels de ces jeunes, leurs projets. Une enquête est en cours sur ce plan dont les conclusions seront connues en octobre 1975. Nous savons le prix d'une information rigoureuse pour orienter notre travail. C'est pour cela que nous menons ces enquêtes. Elles peuvent aussi intéresser les informateurs religieux, d'où cette communication.

21 février 1975.

Le CENTRE NATIONAL DES VOCATIONS,
106, rue du Bac, 75341 PARIS Cedex 07.

RELIGIEUX ET RELIGIEUSES EN FRANCE

Toujours dans la perspective de la Journée mondiale des vocations, le CENTRE NATIONAL (français) DES VOCATIONS a publié les chiffres et les informations ci-après sur les religieux et les religieuses en France.

La Journée mondiale des vocations (20 avril 1975) est l'occasion chaque année de regarder, de découvrir, d'interroger une grande réalité de la vie chrétienne. Cette année, nous tentons un regard fraternel — ce qui n'exclut pas les remises en cause — sur la vie religieuse. Ce sera aussi une journée de prière, parce qu'on ne juge pas de la vie religieuse en dehors d'une attitude de foi.

I. — Aujourd'hui

A. — Que sont-ils ?

Sont religieux(les) ceux et celles qui ont prononcé des vœux qui les engagent dans une congrégation ou un institut de vie commune. Cette définition sommaire recouvre des réalités aussi diverses que Boquen, la Compagnie de Jésus, les Petites Sœurs des Pauvres et des ermites qui sont réapparus depuis quelques années.

La vie religieuse est comme un grand arbre avec des branches anciennes et toujours vigoureuses (Bénédictins) et sans cesse des pousses nouvelles (Bethléem 1951, Sœurs des Campagnes 1963, Petites Sœurs de l'Evangile 1963).

B. — Combien sont-ils en France ?

RELIGIEUX : *Contemplatifs* : 1 775 dont 830 Trappistes, 780 Bénédictins, 130 Chartreux, 35 Cisterciens. *Congrégations et instituts actifs* : 17 275, dont 2 106 Frères des Ecoles chrétiennes, 1 368 Jésuites, 1 000 Dominicains, 900 Assomptionnistes, 800 Franciscains, 800 Capucins.

Missionnaires actuellement hors de France : 3 736.

RELIGIEUSES : *Contemplatives* : 8 778, dont 3 000 Carmélites, 1 945 Bénédictines, 1 632 Visitandines, 1 343 Clarisses, 740 Trappistines, 535 Dominicaines moniales.

Actives : 91 853, dont environ 4 300 Sœurs Saint-Vincent de Paul, 1 400 Petites Sœurs des Pauvres, 1 200 Dominicaines de la Présentation, 1 100 Augustines, 830 Franciscaines missionnaires de Marie.

Missionnaires actuellement hors de France : 8 476.

II. — Evolution

1. Religieux et religieuses ont entrepris une *rénovation* dont on n'a pas encore assez mesuré l'ampleur suggérée pourtant par le seul changement d'implantation : en quatre ans (1970-1973), les religieuses ont fermé 1 435 maisons et elles en ont ouvert 1 000 nouvelles.

2. Trois orientations actuelles :

a) *Vivre en petites fraternités* : pour de meilleures relations entre les membres de la communauté, pour être plus proches des hommes et des femmes du quartier.

La vie de communauté apparaît essentielle à la vie religieuse. Des laïcs viennent parfois, pour un temps plus ou moins long, partager la vie commune.

b) *Présence aux hommes d'aujourd'hui* recherchée par l'habitat, par un travail et un costume plus semblable à celui de tous. A la limite, on a telle religieuse anonyme dans son usine, tel ermite au 14^e étage d'une tour !

En même temps s'affirme un grand désir de prière, de vérité dans la pauvreté sous le regard de tous.

c) *Travailler ensemble* entre religieuses de congrégations différentes, avec laïcs et prêtres, parfois jusqu'à des communautés intercongrégations. On voit aussi la

fusion de certaines congrégations ayant un esprit semblable. Il y a en France 380 congrégations féminines, 80 congrégations masculines environ.

3. Les vocations

On n'effectue pas de statistiques générales et annuelles. Les chiffres de 1973 sont : religieux, 200 novices, dont 78 contemplatifs ; religieuses, 639 novices, dont 219 contemplatives.

Même si certains indices font croire à une augmentation des entrées, la majorité des congrégations ont à faire face à un problème de vieillissement. De plus, la vie religieuse s'est développée chaque fois qu'elle a su mettre l'Evangile en relation avec un grand besoin, un grand projet humain. Ceci souligne l'importance de la formation.

4. La formation

On apprend à vivre la vie de religieux, de religieuse en commençant à la partager avec d'autres, en s'initiant à sa réalité concrète et en s'engageant ensuite, progressivement et totalement par la profession religieuse dans tel institut ou tel ordre, selon l'esprit, la mission, l'orientation de cette famille religieuse.

— *La communauté* comme lieu de formation est très importante. Cette formation se réalise à travers tout ce qui fait la vie quotidienne : lecture des événements dans une réflexion commune, impact de cette réflexion sur la prière, à travers tout ce qui fait la vie quotidienne : lecture des événements dans une réflexion commune, impact de cette réflexion sur la prière, à travers nos insertions apostoliques et professionnelles, le partage de la foi, la qualité évangélique de la communauté et de son objectif missionnaire.

— *Les étapes* :

a) *Avant tout engagement*, il est important que celui ou celle qui pense à la vie religieuse puisse mûrir sa vocation par une vie personnelle adulte. Pendant cette période, il (elle) fera des séjours dans une communauté d'accueil en exerçant sa vie professionnelle, en gardant ou prenant des engagements sociaux ou chrétiens. Ceci pour sauvegarder sa liberté et aussi permettre à l'institut une connaissance réelle des personnes.

b) *Première formation* : ses modalités sont variées.

Les éléments de cette formation sont ceux de la vie religieuse :

— Prière personnelle, communautaire, liturgique, partage de la foi ;

— Expérience d'une vie fraternelle, confrontation de son projet personnel à celui de l'institut ;

— Partage des biens, pauvreté simple, importance du travail ;

— Etude et initiation biblique et approfondissement de la foi ;

— Apprentissage de responsabilité, du discernement dans l'obéissance.

c) *Formation permanente* : il existe une relation vitale entre les différentes étapes de la formation, et leur cohérence contribue à l'apprentissage d'une formation absolument nécessaire au dynamisme de toute vie religieuse.

CENTRE NATIONAL DES VOCATIONS.

(Texte original.)

UNE REFLEXION CHRETIENNE

A PROPOS DE L'INFLATION

Le SNOP (bulletin du Secrétariat général de l'Episcopat français) a publié l'information ci-après dans sa livraison du 5 mars 1975 :

En décembre 1974, une « note de réflexion » élaborée par la Commission sociale de l'Episcopat était publiée dans la série « Documents-Episcopat » sous le titre « A propos de l'inflation » et le sous-titre « Eléments pour une réflexion chrétienne ».

Nul ne peut nier le fait de l'inflation. Les prix ont augmenté de plus de 15 % en 1974 et le gouvernement a inscrit dans ses objectifs prioritaires la lutte contre l'inflation.

Une réflexion chrétienne : pourquoi ?

Mais pourquoi donc des chrétiens et, à plus forte raison des évêques, s'occupent-ils de l'inflation ? Cela ne les regarde pas, diront certains, ce n'est pas de leur compétence. L'inflation comporte des aspects financiers, économiques, politiques. Elle concerne les techniciens de la finance, de l'économie, de la politique.

Sans doute les techniciens devront rechercher et mettre en œuvre des solutions techniques, mais ils auront à choisir, et leur choix sera commandé par une conception de l'homme et de la société, un certain sens donné à la vie personnelle et collective. Dans ce domaine du sens de la vie, l'Evangile n'aurait-il rien à dire ?

Une grave menace pour l'homme

L'inflation ne se traduit pas seulement par des évolutions dans la courbe des prix et des fluctuations dans l'équilibre des échanges internationaux. Elle s'inscrit dans la chair des hommes. Elle entraîne une plus grande « paupérisation des pays pauvres ».

Chez nous, elle frappe plus durement « les isolés, les mal-armés pour faire entendre leur voix ». Leur pouvoir d'achat est menacé ou même diminué.

Elle compromet la réalisation d'équipements collectifs « dans le domaine du logement, de la santé, de la culture, de l'éducation » qui permettent une vie meilleure aux plus défavorisés.

Lorsque la vie de l'homme est en cause, le chrétien pourrait-il rester impassible ?

« L'inflation dans le quotidien »

« C'est la faute des Etats pétroliers », diront certains. Les causes de l'inflation, de l'avis des experts, sont très complexes. « Il est difficile de comprendre l'inflation actuelle si on l'isole du phénomène de la société de consommation. » « En toute hypothèse, les comportements sociaux ont une influence sur l'inflation. » La note de la Commission sociale de l'Episcopat signale la possibilité de ces comportements collectifs inflationnistes dans les entreprises industrielles ou commerciales, les professions libérales, les banques, de la part de l'Etat, des partis politiques, des syndicats.

Les consommateurs (c'est-à-dire chacun de nous) peuvent favoriser ou freiner l'inflation.

N'est-il donc pas normal qu'un chrétien s'interroge sur son comportement ou celui des organismes dont il est membre ? Aurait-il le droit d'augmenter, par son inconscience ou son incurie, la souffrance de ses frères ?

« Pour un monde différent »

L'inflation ne nous interroge pas seulement dans notre vie quotidienne, elle remet en cause le « productivisme qui inspire plus ou moins consciemment les pays industrialisés ». La note de la Commission sociale pose une question qui ne peut être éludée : « Toujours plus produire, pour toujours plus consommer et toujours plus consommer pour toujours plus produire, est-ce là une suffisante raison de vivre ? »

Et si notre réponse de chrétiens est négative, ne faut-il pas « inventer de nouvelles façons de vivre en société » ?

La note suggère un « changement de nos habitudes de consommateurs et de producteurs », une attitude nouvelle « à l'égard des pays qui cherchent une voie pour leur développement propre ».

« Les chemins de l'Evangile »

Notre foi chrétienne, en nous orientant vers le Royaume — « les cieux nouveaux et la terre nouvelle » — nous demande une Espérance active vécue dans le quotidien.

« En raison de cette Espérance nous sommes conviés à prendre les chemins ouverts par l'Evangile. »

La note en indique trois : « le chemin de la justice », « le chemin de l'amour fraternel », « le chemin du respect des choses ».

Et maintenant, que faire ?

La Commission sociale propose sa « note de réflexion » à ceux — laïcs, prêtres, religieux, religieuses — qui exercent une responsabilité au sein du Peuple de Dieu.

Les lignes précédentes n'ont fait qu'évoquer quelques-unes des questions posées par ce document.

Il est souhaitable de le lire en entier, mais il est difficile de réfléchir seul. Pourquoi ne pas entreprendre une recherche collective ? En la poursuivant, nous pourrions en même temps assurer l'attention à la vie et la fidélité à l'inspiration de l'Evangile. Il s'agira donc d'une authentique réflexion chrétienne.

[La note « A propos de l'inflation » a été publiée dans « Documents-Episcopat » n° 20 de décembre 1974. En vente au Secrétariat de l'Episcopat, 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07, au prix de 3 F franco. CCP « Documents-Episcopat » La Source 33 239 54.]

LA SPECULATION FONCIERE

Sous le titre « Non, je ne peux pas l'admettre... », Mgr DEROUET, évêque de Sées (Orne), membre de la Commission sociale de l'Episcopat français, a publié le texte suivant dans le bulletin de son diocèse (« l'Eglise dans l'Orne », 7 mars 1975) :

Je ne puis admettre des situations qui, pour les personnes prises dedans, sont de véritables malheurs. Depuis quatre ans que je suis dans le diocèse, elles se multiplient. J'en ai l'écho par des représentants de toutes les catégories sociales.

Evêque, je n'ai pas à proposer une formule de réforme de la société. C'est le rôle des organisations politiques, à tous les niveaux.

Mais je ne puis me taire quand, au nom d'une certaine conception du droit de propriété, on enlève sans

ménagement à un agriculteur ce qui était pour lui un outil de travail. Je ne suis pas contre le droit de propriété. L'Eglise a toujours dit qu'il était légitime. Mais elle en a toujours dénoncé les abus. Il y a une façon mauvaise de se servir de son droit, quand, pratiquement, il écrase les gens. Le propriétaire n'a pas à profiter « sans frein » de ses biens. La destination de la terre est avant tout de nourrir tous les hommes.

On me dira : « Et si c'est légal ? » Mais il y a des lois, touchant les biens, qui ont été votées dans un autre contexte économique et social et qui ne répondent plus aux situations d'aujourd'hui.

Je ne puis être d'accord avec la surenchère dont est l'objet le prix des terrains. Faire monter le prix d'un hectare d'un million en quelques semaines, certains diront aujourd'hui que c'est légal ; ce n'est pas légitime. Voir des agriculteurs condamnés à travailler jour et nuit pour rembourser des terres surévaluées, au détriment de leur santé et de leur vie de famille, c'est inhumain et je ne puis l'admettre.

Louer des terres à un prix officiel et en même temps exiger « un dessous de table » qui double la mise, c'est inadmissible.

Avec les autres évêques de la Commission sociale, je trouve anormal qu'on spéculé, en ville, sur les terrains à bâtir. Les loyers deviennent alors inaccessibles pour les familles aux revenus modestes. Le logement est fait pour l'homme et non d'abord pour le profit.

Ce que je comprends et approuve

C'est que des hommes et des femmes, chrétiens ou non, protestent contre cet état de choses :

C'est qu'ils s'entendent, confrontent leurs points de vue et travaillent collectivement dans des organisations familiales, professionnelles, économiques et politiques, pour aménager des structures, un statut qui permette à tout homme de vivre dans la justice ;

C'est qu'ils continuent de le faire, comme j'ai pu le constater, dans la dignité, dans le respect de toutes les personnes, y compris de celles qui ne partagent pas leur analyse de la situation.

Pour le chrétien, ce sont là des exigences de l'Evangile.

Quel Dieu adorons-nous ?

Le Dieu de Jésus-Christ ou le dieu de la domination et de l'argent ?

Cette question, Mgr Huyghe la posait récemment à propos du tiercé, des films pornographiques et autres mirages qui endorment les consciences.

Nous pouvons nous la poser aussi à propos de nos « biens » : biens d'Eglise, biens de famille, biens d'héritage, biens personnels... L'Evangile nous dit qu'on ne peut servir deux maîtres, le Dieu de Jésus-Christ et le dieu de la domination et de l'argent (Lc 16, 13).

Chrétiens en marche vers la Pâque, demandons à l'Esprit-Saint que l'amour de notre Dieu, pauvre et tout donné aux autres, l'emporte dans nos cœurs sur celui d'une idole. De toute façon, l'argent, nous ne l'emporterons pas dans la tombe (Ps 49). Le psalmiste le disait déjà dès l'Ancien Testament. Une fois de plus, l'Ecriture est d'accord avec le bon sens.

Henri DEROUET,
évêque de Sées.

(Titre de la DC.)

QUINZE MOUVEMENTS QUITTENT L'EQUIPE DE LIAISON DES LAICS

Par la lettre que nous publions ci-après, quinze mouvements français de laïcs, constatant qu'ils ont « atteint le point douloureux où les différences deviennent distance », annoncent qu'ils quittent le Rassemblement général des mouvements et l'Equipe de liaison des laïcs (1), et proposent de nouvelles formules (2) :

Paris, le 5 mars 1975.

AUX MOUVEMENTS ET ORGANISMES EN LIEN PAR L'E.L.L.

Pour information :

AU SECRETARIAT DE L'EPISCOPAT
A l'A.C.E., A.C.O., J.I.C., J.I.C.F., J.O.C., J.O.C.F. (3).

CHERS AMIS,

Nos dernières réunions, particulièrement celle du 17 décembre, viennent de traduire les incertitudes qui pèsent sur le Rassemblement général des Mouvements, et sur l'Equipe de liaison des laïcs. Les lettres échangées, les essais d'explication, les travaux en cours n'ont pas suffi à lever les incertitudes. Aussi certains d'entre nous ont-ils jugé préférable de poursuivre la réflexion et de s'interroger sur ce qu'il convenait de faire.

C'est ce que cette lettre voudrait exprimer avec les limites que la forme lui impose. Il n'est pas question, en effet, ici de refaire l'histoire de l'E.L.L., ou même de remonter plus haut, mais d'enregistrer un certain nombre de constats évidents, et d'essayer de tracer quelques lignes d'avenir. Nos réflexions portent sur le Rassemblement des Mouvements lui-même, sur les hétérogénéités que nous avons à assumer et sur les attentes de la communauté chrétienne.

Le cadre actuel du Rassemblement des Mouvements se révèle de plus en plus inadapté. Plusieurs d'entre nous ont souligné son infirmité par rapport à la vie des mouvements, organismes, communautés, qui constituent l'Eglise d'aujourd'hui. Trop restreint pour prétendre être le lieu d'expression de ce que vit le laïc dans l'Eglise, il s'avère trop large pour permettre un travail réel. Certes, et nous y reviendrons, la confrontation, l'échange d'expériences sont nécessaires, mais notre objectif était autre ; il s'agissait ensemble, à partir de nos expériences, de formuler un certain nombre de propositions communes, qui expriment le vécu des chrétiens engagés dans l'évangélisation. Si nous avons pu prononcer des paroles communes, nous devons en reconnaître les limites, et le caractère de plus en plus difficile.

Ces difficultés, qui tiennent pour une part au cadre dans lequel nous nous situons, le débordent large-

(1) L'équipe de liaison des laïcs, constituée par une équipe de huit personnes élues par les mouvements, a succédé, en 1970, au Comité français d'apostolat des laïcs (CFAL - Cf. DC 1970, n° 1557, p. 189 et s. ; n° 1572, p. 948).

A la session pastorale de septembre 1974, cinquante-quatre mouvements étaient représentés (cf. DC 1974, n° 1661, p. 810).

(2) Texte original. Titres de la DC.

(3) Ces six mouvements ne faisaient pas partie de l'équipe de liaison des laïcs. (NDLR.)

ment. S'il est indispensable que les communautés chrétiennes assument un large pluralisme, il vient aussi des moments où de trop grandes hétérogénéités stérilisent l'échange. Notre expérience de ces derniers mois démontre à l'envie que nous avons atteint le point douloureux, où nos différences deviennent distance. Le reconnaître ce n'est pas renoncer à les affronter, mais prendre l'exacte mesure du possible et accepter les limites que nous impose notre condition. Sans doute ne pouvons-nous pas tout faire ensemble.

Ces limites nous paraissent d'autant plus évidentes que par ailleurs l'attente de l'Eglise institutionnelle à notre égard est faible. Invités de façon pressante par la hiérarchie à nous atteler à une tâche, nous serions par là incités à dépasser les différences, pour nous situer dans un dialogue en Eglise. Mais ce n'est pas le cas. Si notre rassemblement n'est pas totalement indifférent, il ne représente pas pour autant un lien essentiel, auquel l'Eglise attacherait une grande importance.

A ces constats on pourrait en joindre d'autres, qui ne feraient que renforcer le caractère marginal, de plus en plus difficile et inadapté, du Rassemblement des Mouvements. Certes, pour beaucoup d'entre nous il s'agit encore d'un lieu de rencontre — pour certains c'est le seul — mais une telle fonction ne justifie pas l'investissement qu'il représente et l'illusion qu'il donne. Pour notre part, cela nous conduit à abandonner le Rassemblement des Mouvements. Nous ne le faisons pas de gaieté de cœur, mais en même temps nous le faisons sérieusement, pensant nous contraindre à mettre en place d'autres modes de travail.

Deux fonctions essentielles nous paraissent devoir être assurées dans l'avenir immédiat : une première fonction qui tient à la réflexion commune et à la concertation, une seconde qui tient à l'échange large, à la communication.

Fonction de réflexion, elle relève à notre sens de regroupements restreints où soit l'aspect fonctionnel, soit l'aspect affinitaire permettent d'engager un travail réel. Déjà certains regroupements fonctionnels existent, cas du secteur caritatif ou du secteur des professions de la santé. Par ailleurs certains mouvements ou organismes se reconnaissant dans une même analyse de la foi à l'œuvre dans la société devraient pouvoir constituer des lieux modestes de réflexion et de travail en commun. Pour notre part, nous souhaitons constituer un tel lieu, qui ne soit pas exclusif d'autres.

Fonction d'échange, celle-ci devrait donner lieu tous les ans, au moins, à un large forum où des mouvements, des organismes, des groupes, des communautés confronteraient leurs expériences de l'évangélisation. Peut-être faudrait-il centrer de telles rencontres afin de leur donner un impact plus grand. Sans vouloir copier le Katholikentag allemand, une réalisation de ce type serait susceptible de répondre à l'attente de ceux, dont nous sommes, qui veulent faire communiquer des expériences plus larges que celles que nous connaissons actuellement.

Au-delà de ces deux fonctions, d'autres tâches sont à remplir, pour lesquelles il faudra imaginer des dispositifs ad hoc. C'est le cas, dans le domaine international, du forum européen. Mais d'autres formules sont encore envisageables, et il ne s'agit pour nous, évoquant ces fonctions, que de tracer quelques lignes d'avenir, car nous pensons que la mort d'une institution n'est jamais un péril en soi, à condition que d'autres formes naissent.

Nous vous prions de croire, chers Amis, à nos sentiments cordiaux.

ACGF, Chantal DEBRY.
ACGH, René TARDY.
ACMSS, Marie-Madeleine COINCHOT.
ACU, Jean-Charles DUILLON.
CMR : Roger LELIÈVRE.
DIAP, Jean DAMBLANS.
Les Guides de France, Marie-Thérèse CHEROUTRE.
JEC, Daniel DALAVEAU.
MCC, Jérôme VIGNON.
MRJC, Annick LESPINASSE.
Partage et Rencontre, Alain GALOPEAU.
Les Scouts de France, Jean-Michel DU PLAA.
UNCEAS, Bernard PORTE.
La Vie nouvelle, Philippe WARNIER.
Fédération des groupes « Témoignage Chrétien », Claude GAULT.

Communiqué de la nouvelle Equipe de liaison des laïcs

Depuis la publication de ce communiqué, quatre autres Mouvements ont quitté l'ELL (Equipes enseignantes ; Action catholique des membres de l'enseignement chrétien ; Union catholique des professions de santé et Groupements de vie évangélique). D'autre part, le 17 mars, s'est tenue une réunion entre les Mouvements restants et les Mouvements démisionnaires. Au terme de cette réunion, l'ELL a été reconstituée, avec les trois membres qui y restaient (représentant Pax Christi, la Vie montante, le Secours catholique) et quatre autres membres représentant : le service d'apostolat des laïcs du Vicariat aux Armées, le Cercle Saint-Jean-Baptiste, les Conférences Saint-Vincent de Paul, les Silencieux de l'Eglise. Cette équipe, qui représente la quarantaine de Mouvements demeurant membres du regroupement, a publié le communiqué suivant :

Après avoir dialogué avec les quinze Mouvements désireux de quitter l'Equipe de liaisons des laïcs, les Mouvements de toutes natures participant à la Rencontre générale du 17 mars ont décidé de maintenir ce lieu d'échanges et de concertation.

Voulant vivre un pluralisme ecclésial dépassant les idéologies et restant ouverts à tous ceux qui souhaiteront travailler avec eux, les Mouvements réunis par l'ELL poursuivent leurs recherches sur la coresponsabilité en Eglise dans une volonté d'évangélisation.

Le groupe des quinze autres Mouvements a exprimé le désir qu'une plate-forme de rencontre annuelle soit trouvée pour un échange plus complet entre tous les Mouvements de laïcs. L'ELL adhère pleinement à ce projet.

(La Croix, 23-24 mars.)

DETENTIONS INJUSTES ET BANNISSEMENTS

Déclaration de la Conférence épiscopale d'Afrique du Sud

Pour protester contre les procédures illégales qui se multiplient en Afrique du Sud, la Conférence épiscopale a rendu publique le 1^{er} février la déclaration ci-après (*) :

(*) Texte original anglais. Traduction et titre de la DC.

La Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud, réunie en session plénière le 9 février 1975, tout en reconnaissant que certains pays ont besoin de prendre des mesures de sécurité hors de la procédure légale normale, exprime d'un commun accord son inquiétude et proteste contre le recours excessif aux expulsions, restrictions, suppressions de passeports et de permis de résidence pour des motifs non déclarés, alors que, bien souvent, il ne s'agit que de divergences légitimes d'ordre politique.

Récemment, nos gouvernants ont fait à l'extérieur des promesses de détente qui devraient d'abord se concrétiser à l'intérieur. Nous insistons pour obtenir l'abrogation ou la révision radicale des lois autorisant les faits évoqués plus haut, ainsi que d'une législation selon laquelle des personnes peuvent être mises indéfiniment au secret sans pouvoir recourir à un tribunal, ou bien si ce recours est obtenu, sans pouvoir être mises en liberté sous caution. Cela revient, bien souvent, à imposer un long et dur châtiment à des gens dont la culpabilité n'a pas été prouvée, et n'est pas prouvée en certains cas par la suite.

Cette tendance à recourir à tant de procédés en dehors des tribunaux ordinaires aggrave encore le mal et le danger d'une législation discriminatoire sur laquelle, en tant que corps religieux, nous avons souvent attiré l'attention, et l'insupportable sentiment de frustration et de privation des droits normaux de l'homme, qui est le lot de tant de personnes dans notre pays. Les pays qui ont des lois justes basées sur le consentement des citoyens n'ont pas besoin d'user de tels moyens.

Nous voudrions, d'autre part, lancer l'appel que voici : aussi longtemps que restera en vigueur la législation actuelle, il faudrait exiger que tous ceux qui subissent des formes spéciales de détention reçoivent périodiquement la visite d'un juge. Il nous semble qu'on ne saurait s'attendre à ce que des magistrats, agissant au titre de fonctionnaires de leur département, se sentent totalement libres de critiquer la politique et la manière d'agir du département en question.

Nous constatons avec regret que des jeunes gens ne cessent de quitter le pays. Parlant du phénomène des réfugiés politiques, le Pape Jean XXIII exprimait une conviction que partagent tous les chrétiens quand il écrivait :

« Ce fait montre que certains gouvernements restreignent à l'excès la sphère de liberté à laquelle chaque citoyen a droit et dont il a besoin pour vivre en homme ; ces régimes vont parfois jusqu'à contester le droit même à la liberté, quand ils ne le suppriment pas tout à fait. Une telle spoliation constitue sans doute un renversement de l'ordre social, puisque la raison d'être des pouvoirs publics est de réaliser le bien commun, dont un élément fondamental consiste à reconnaître le juste domaine de la liberté et d'en protéger les droits. » (*Pacem in terris*.)

A notre peuple tout entier et à tous ceux qui sont proches de nous par leurs croyances et leurs convictions nous demandons au nom du Christ de faire tout leur possible pour alléger les souffrances causées par toutes les situations dont nous avons parlé, et d'aider les familles si éprouvées du point de vue économique et affectif.

LE CANAL DE PANAMA : PLAIDOYER POUR UN TRAITE PLUS JUSTE

Note du Bureau administratif de la Conférence épiscopale des États-Unis

Le Bureau administratif de la Conférence épiscopale des États-Unis a rendu public, le 24 février 1975, la note ci-après sur l'urgence d'un traité plus conforme à la justice au sujet du canal de Panama et de la région riveraine. Le précédent traité, qui remonte à 1903, avantagait indûment les États-Unis aux dépens de la République panaméenne (*) :

Les États-Unis et la République de Panama sont actuellement en cours de négociation au sujet du canal de Panama. C'est un impératif moral — une question de justice sociale élémentaire — que soit conclu un nouveau traité plus conforme à la justice.

L'histoire de ces négociations recouvre une période de soixante-dix ans, qui s'est ouverte par le premier traité de 1903 en vertu duquel les États-Unis assumaient virtuellement le contrôle, de façon souveraine et à perpétuité, de la partie centrale de l'isthme de Panama. Plus récemment, en février 1974, les deux pays signaient l'accord de principe Kissinger-Track qui fournit un point de départ important pour la signature d'un nouveau traité.

Pour quelle raison un nouveau traité s'impose-t-il ? En tout premier lieu, le traité de 1903 est en lui-même d'une validité douteuse du point de vue moral, étant donné qu'il a été rédigé à une époque où les problèmes internationaux étaient bien souvent réglés sous le signe de la force. Depuis lors, soixante-dix années ont passé, au cours desquelles d'autres peuples ont obtenu leur indépendance ou bien ont pris en main le contrôle effectif de leur territoire. Pourtant, sous la pression de la plus puissante des deux parties, aucune modification substantielle n'a été apportée au traité en question.

En second lieu, ce qui est ici en cause, plus fondamentalement, c'est le droit de tout pays d'utiliser ses ressources naturelles pour le développement de son peuple. Dès 1963, dans son encyclique *Pacem in terris*, le Pape Jean XXIII soulignait ce principe de base de la justice internationale, qui avait été affirmé avec force l'année précédente dans la déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies (Résolution 1803, XXVII, 14 décembre 1962).

Chaque communauté politique, disait avec force le Saint-Père, « a droit à l'existence, au développement,

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 6 mars 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Nous lisons dans le bulletin de l'agence « *Prensa asociada* », au sujet de l'accueil fait à ce document au Panama :

Le document de la Conférence épiscopale des États-Unis demandant un nouveau traité plus juste sur le canal de Panama a été accueilli dans ce pays avec beaucoup de satisfaction et on y voit une application pratique de la doctrine de l'Eglise sur la justice sociale internationale. Tous les journaux de Panama ont fait écho au document de l'épiscopat nord-américain et lui ont consacré des éditoriaux louangeurs. Un commentateur de la télévision de Panama a dit que ce document était une contribution réelle à la solution pacifique d'un vieux et épineux problème entre les États-Unis et le Panama. Et le journal *Matutino* écrit dans son éditorial : « Le document des évêques catholiques des États-Unis est l'un des plus solides qui aient été publiés pour défendre les revendications du Panama sur le canal. » (Traduction de la DC.)

à la possession des moyens nécessaires pour le réaliser, à la responsabilité première de leur mise en œuvre ; aucune communauté « ne peut légitimement se développer en causant un préjudice aux autres ou en exerçant sur elle une pression injuste ».

La principale ressource naturelle du Panama est et a toujours été sa position géographique et sa configuration. Or, le traité de 1903 prévoyait un monopole « à perpétuité » sur la richesse n° 1 du pays en faveur d'un autre gouvernement.

La question qui se pose est donc la suivante : acceptons-nous oui ou non que le Panama soit une nation libre et indépendante ? En soi, ses revendications sur la zone du canal sont une conséquence pure et simple de son droit fondamental. En d'autres termes, si nous acceptons les droits du Panama sur son territoire, au lieu que ce soit le Panama qui négocie avec les Etats-Unis dans le but d'obtenir une certaine compensation pour l'utilisation du canal et de sa zone, on pourrait arguer que c'est dans l'ordre inverse que les négociations devraient être menées. La plus grande partie des profits tirés du canal devrait revenir au Panama, en tant que nation jouissant du premier droit de regard sur ses ressources naturelles, cependant qu'une juste compensation devrait être accordée aux Etats-Unis pour leurs investissements au Panama.

L'aspect économique

Les conséquences politiques, sociales et culturelles du traité de 1903 ne sont pas les seules à militer en faveur d'une révision fondamentale des relations entre les Etats-Unis et le Panama. Les considérations économiques revêtent également une importance considérable.

A ce propos, il vaut la peine de passer en revue quelques-uns des avantages qui reviennent à l'une et l'autre partie, tels que les a relevés Mgr Marcos McGrath, archevêque de Panama :

— La zone du canal, qui a une superficie d'environ 15 km sur 75, représente le cœur du Panama, la région la plus riche du point de vue économique. Son utilisation actuelle se traduit par un gaspillage considérable des ressources naturelles : 3,6 % environ de la zone en question sont occupés par les installations du canal ; 25 % environ ne sont pas utilisés du tout, et 68 % sont destinés à des usages militaires. Pour l'ensemble de cette superficie, y compris les quatorze bases militaires établies sans aucune négociation avec le Panama en ce qui concerne leur implantation, les Etats-Unis versent 1 900 000 dollars par an, alors qu'ils versent chaque année 20 millions de dollars pour trois bases en Espagne.

— Etant donné que 70 % des marchandises qui transitent par le canal proviennent de ports américains ou y sont acheminées, les taxes non commerciales, qui ont été gelées jusqu'à cette année au niveau de 1914, ont représenté pour le commerce des Etats-Unis une économie annuelle de 700 millions de dollars. De cette manière, le Panama, pays pauvre, subventionne le pays le plus riche du monde, et le commerce international en général.

— Pour l'armée américaine, les économies résultant de l'utilisation du canal pendant les soixante ans qui ont suivi son ouverture, sont estimées à plus de 11 milliards de dollars.

— Les investissements militaires des Etats-Unis dans la zone du canal dépassent de plus du double la totalité des investissements civils. Il s'agit là d'une dépense qui déborde de beaucoup toute notion de

défense pure et simple du canal. En fait, le quartier général sud de l'armée américaine, installé dans la zone du canal, est un centre d'entraînement militaire pour toute l'Amérique latine, et un centre nerveux de liaison militaire à l'échelle du continent tout entier. Il est incontestable que des bases militaires installées à l'intérieur d'un pays devraient faire l'objet de négociations.

Dans un contexte de justice internationale

— Près de 20 % du revenu national brut de la République de Panama proviennent de l'économie de la zone du canal, en grande partie de manière indirecte, par le moyen de salaires et d'échanges commerciaux. L'augmentation et la baisse de ce revenu varient selon les fluctuations de la construction et d'autres opérations dans la zone du canal. De tels facteurs, qui échappent au contrôle de la République, faussent gravement l'économie du pays.

— Etant donné que, dans la zone du canal, biens mobiliers et revenus échappent aux impôts panaméens, le gouvernement du Panama se trouve privé d'une source considérable de richesse. C'est la raison pour laquelle il lui a été difficile d'entreprendre des programmes d'infrastructures économiques et de développement socio-économique, surtout dans les régions rurales défavorisées.

Certes, de telles remarques ne sauraient recouvrir toutes les questions relatives au canal de Panama, mais elles n'en contribuent pas moins à replacer le problème dans un contexte global de justice sociale internationale.

Pour obtenir la paix dans le monde, ce qui ne peut qu'aller de pair avec la justice, il est essentiel que les citoyens des Etats-Unis et leurs représentants élus abordent le problème du canal de Panama avec la sensibilité morale que nous réservons aux problèmes de justice dans notre propre société.

La réponse que nous ferons, sur le plan national, au nouveau traité sera un test significatif de cette sensibilité. Ce n'est pas seulement le reste du continent américain, mais le monde entier, qui nous observera. Les droits fondamentaux du peuple panaméen, ainsi que les idéaux les plus élevés et les intérêts à long terme des Etats-Unis exigent un nouveau traité conforme à la justice. Cela peut devenir un signe, une contribution de première importance à une paix mondiale basée sur la justice et la fraternité entre les peuples.

ASSEMBLEE DOMINICALE SANS PRETRE

Mgr HONORE, évêque d'Evreux, a prononcé l'homélie ci-après, le dimanche 2 février, dans une petite paroisse — Saint-Pierre-du-Val — où les laïcs sont invités à prendre en charge eux-mêmes la célébration du dimanche lorsque le prêtre ne peut pas venir :

La difficulté de pourvoir au remplacement de prêtres décédés ou malades, dans certaines paroisses rurales, pose — pour la vie chrétienne des fidèles habitués de l'Eglise — un certain nombre de problèmes.

Ces problèmes, je voudrais les évoquer devant vous en toute clarté. Avec vous, je souhaiterais chercher les solutions possibles, à la lumière de notre foi, dans la fidélité à l'Eglise et à l'Esprit qui vit en elle.

— Le premier problème qui se trouve posé est celui de l'animation spirituelle de la paroisse privée de son pasteur habituel.

— Le deuxième problème, le plus sensible et aussi le plus délicat, est celui de la célébration du culte à la messe, et surtout à la messe du dimanche.

Pourquoi celui-ci est-il le problème le plus sensible et le plus délicat ?

Une première raison : c'est que le prêtre, ordonné spécialement pour le ministère du culte, est indispensable à la célébration de l'Eucharistie. Lui seul, agissant au titre de son sacerdoce qui est celui du Christ, peut consacrer le pain et le vin, offrir le sacrifice de la messe qui est le mémorial du sacrifice de la croix, et donner ainsi à l'assemblée des chrétiens qui célèbrent avec lui, la plénitude et la perfection de la prière de louange et d'action de grâces. Le prêtre, et lui seul, est le ministre de l'Eucharistie. S'il est absent, il n'y a pas de messe. Et vous voyez, pour le dire en passant, l'abus de langage quand on parle d'une « messe sans prêtre » toutes les fois que les fidèles se réunissent entre eux dans leur église le dimanche. Ils peuvent prier ensemble, ils peuvent s'édifier mutuellement en écoutant la Parole de Dieu, ils peuvent se donner la communion. Ils ne célèbrent pas la messe.

La seconde raison, qui ajoute à notre perplexité, c'est que, depuis toujours, la messe du dimanche constitue pour le chrétien une obligation grave, un devoir dont il ne peut se dispenser sans motifs impérieux dont sa conscience est juge. Cette obligation de la messe du dimanche peut devenir une habitude, elle n'en reste pas moins une exigence de la vie chrétienne.

Dès lors, l'absence du prêtre dans la paroisse est-elle un motif suffisant pour se dispenser de l'obligation de la messe ? Et puisque l'assemblée dominicale sans prêtre ne peut remplacer la messe, n'est-il pas préférable de quitter la paroisse pour aller là où les fidèles se regroupent autour du prêtre pour y participer à la messe et satisfaire ainsi au précepte du dimanche ? D'autant plus qu'aujourd'hui, les possibilités de déplacement sont nombreuses et que l'on quitte facilement sa commune pour aller au canton ou à la ville voisine ? Si l'on tient à se mettre en règle, c'est donc à la messe d'à côté qu'il faudrait aller.

Malgré tout, en dépit des arguments que je viens de rappeler, les prêtres responsables de la vie chrétienne du secteur vous ont encouragés à rester dans votre paroisse, à maintenir dans votre église la communauté de chrétiens que vous formez chaque dimanche. Ils ont demandé à plusieurs de prendre en main la préparation de la cérémonie, c'est-à-dire la lecture des textes sacrés, les chants, le partage de la prière, la distribution parmi vous de la communion. Ils vous ont, du reste, promis de ne pas vous laisser tomber ; ils tiennent à vous aider dans la part que vous prenez à l'animation de la prière commune ; ils viennent aussi, à intervalles réguliers, célébrer la messe avec vous,

Or, je dois vous dire, et je veux le souligner : ces dispositions ont été prises avec mon accord le plus complet. C'est moi-même qui les ai encouragées et les ai approuvées.

Et je tiens à vous dire pourquoi.

D'abord — et c'est la raison principale — pour que dans votre commune, qui a son histoire, ses traditions, son unité, son visage bien à elle, la vie chrétienne soit présente aujourd'hui et demain

comme elle l'était hier ; grâce à l'union des chrétiens, à leur rencontre, aux services qu'ils apportent pour le catéchisme des enfants, l'apostolat des malades, grâce au témoignage qu'ils donnent le dimanche, en se donnant rendez-vous dans l'église du pays. Une paroisse, une communauté de chrétiens n'existe pas d'abord parce qu'il y a un prêtre permanent à son service. Elle existe d'abord par la permanence et la fidélité des chrétiens qui, vivant ensemble avec les gens, menant la même vie, prennent l'habitude de se retrouver, de se rencontrer, de se rassembler pour exprimer leurs convictions, renouveler leur foi, se nourrir ensemble de la Parole de Dieu et du Corps du Christ.

Le rôle du prêtre est d'abord de les aider à être ensemble. Il est celui qui anime il n'est pas celui qui fait tout. Il vient donc à vous pour vous aider à être tous, les uns et les autres, les membres vivants et responsables de la communauté chrétienne, de la paroisse qui, dans votre commune, est le signe de la présence de l'Evangile du Seigneur. Quand vous vous rassemblez le dimanche dans votre église, quand vous faites sonner les cloches, quand vous chantez des cantiques, quand vous mangez le Corps du Christ, vous témoignez que Dieu est toujours présent dans la conscience et dans la vie des hommes ; vous manifestez que Jésus est toujours là, qui appelle tout homme à écouter son message et à suivre son appel.

Ce témoignage est le signe de l'Eglise qui continue. Il est fondamental. Il manifeste que votre paroisse, privée d'un prêtre résident, est toujours debout.

Il ne s'agit pas d'abord, pour un petit nombre qui peut se déplacer, de se mettre en règle avec Dieu en assistant à la messe dans une paroisse voisine. On ne se met pas en règle avec Dieu simplement en se soumettant à une obligation. On se met en règle avec Dieu en restant solidaire des autres pour témoigner avec eux de son amour et de sa charité.

Tous ne peuvent se déplacer, il y a les personnes âgées, il y a les infirmes, il y a les enfants. Mais tous peuvent se rassembler pour prier. L'absence régulière du prêtre est une raison suffisante pour qu'il n'y ait pas la messe. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour qu'il n'y ait pas d'assemblée de prière.

Et puis j'ajoute, en terminant, que cette absence de prêtre pour célébrer la messe doit vous donner un sens plus grand de l'Eucharistie. C'est quand on est malade que l'on comprend mieux le prix de la santé. Et c'est aussi parce que vous êtes souvent privés de messe, privés de la présence du prêtre, que vous devez mieux comprendre le prix de la messe et l'importance de la fonction du prêtre. Je vous l'ai dit, votre assemblée de prière ne remplace pas la messe, mais elle doit vous en donner le goût. Elle doit vous aider à comprendre tout ce qu'elle signifie pour le chrétien. Elle doit aussi vous stimuler dans votre prière pour les vocations de prêtres. Amen.

† Jean HONORÉ.

(« La Vie diocésaine d'Evreux », 7 février 1975.)

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur : J. GELAMUR.
© 1975 by Bayard-Presses.

NOUVEAUTÉ

Dans la série

« **LES GRANDS TEXTES** »

AMOUR ET MARIAGE AUJOURD'HUI

**UNE NOTE DE LA COMMISSION
EPISCOPALE FRANÇAISE
DE LA FAMILLE**

Prix des 50 exemplaires, port compris : 12 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 22 F
Les 100 suivants : 20 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :
Secrétariat général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris, Cedex 08.
Règlement : CCP Paris 16 68.

RAPPEL

A votre disposition la série

« **LES GRANDS TEXTES** »

Pour une réconciliation des chrétiens entre eux

**UNE IMPORTANTE
EXHORTATION
DU PAPE PAUL VI**

Prix des 50 exemplaires, port compris : 20 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 30 F
Les 100 suivants : 30 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :
Secrétariat général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08
Règlement CCP Paris 16 68

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement
à tous les lecteurs.

**Conditions spéciales aux membres du clergé, profes-
seurs, séminaires, bibliothèques, etc.**

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Canada : 1 an : 24 \$, « Periodica », 7045, av. du Parc
 Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
 6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F.; des années précédentes : 6 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1673 - 6 AVRIL 1975

- 301 **Allocution du P. général des Jésuites** (7 mars).
- 302 **Le Saint-Père et le quatrième vœu des Jésuites.**
- 303 **Audiences générales.** Le sacrement de pénitence (5 et 12 mars).
- 305 **Allocution au Comité pour la famille** (12 mars).
- 306 **Allocution au Conseil du Secrétariat du Synode** (8 mars).
- 307 **Message pour la Journée mondiale des vocations.**
- 308 **Réception de l'ambassadeur d'Egypte** (13 février).

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 309 **Le Saint-Siège et la communauté internationale.** Conférence de Mgr Casaroli.
- 318 **La célébration œcuménique des baptêmes d'enfants.** Note du Comité mixte catholique-protestant en France.
- 321 **Allocution de Mgr Vanel sur les difficultés actuelles dans l'armée.**
- 323 **Compte rendu des travaux du Conseil permanent de l'Episcopat français.**
- 325 **Mémorandum de la hiérarchie catholique de Grèce sur le nouveau projet de Constitution.**
- 327 **Chrétiens d'Europe, facteur d'unité.** Conférence du cardinal Alfrink.
- 330 **Le sens chrétien du troisième âge.** Lettre du cardinal Hoeffner.
- 333 **Où va l'Eglise ?** Allocution du cardinal Renard.

QUESTIONS ACTUELLES

- 337 **Evénements et informations** (16-28 février).

EVÉNEMENTS

- 341 **La préparation au sacerdoce en France, religieux et religieuses en France** (Centre national des vocations); **Une réflexion chrétienne sur l'inflation (SNOP); La spéculation foncière (Mgr Derouet);** **Quinze mouvements quittent l'Equipe de liaison des laïcs;** **Déclaration des évêques d'Afrique du Sud;** **Note de l'Episcopat des Etats-Unis sur le canal de Panama;** **Assemblée dominicale sans prêtre (Mgr Honoré).**

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

- 349 **Les grands textes de la Documentation catholique.**

MY 15 '75

NUMÉRO 1674

8

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



20 avril 1975

Marygrove College Library

Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Paul VI avec les jeunes asiatiques qu'il a baptisées pendant la vigile pascale (Photo Giordani)

L'imprimatur - La liturgie
La France et les pays du Tiers-Monde

BIBLIOGRAPHIE

- **Pentecôtisme chez les catholiques.** Risques et avenir, par René LAURENTIN. — Un vol. 13,5 X 21,5 de 264 pages. Prix : 39 F. Editions Beauchesne, Paris.

Ce livre a été écrit après une enquête très poussée sur le phénomène mystique, religieux en milieu catholique. C'est donc une étude bien documentée, exposée dans une langue de lecture facile — même quand il s'agit de glossolalie ! — où l'auteur pose de multiples questions : Que faut-il en penser ? Qu'en pensent le Pape, les évêques ? Est-ce une déviation ? etc. Les faits ne sont pas niés mais soumis comme il se doit à une sérieuse critique qui montre leur complexité. Une chronologie et une abondante bibliographie complètent heureusement cette étude. Ce travail rendra service à tous ceux qui s'interrogent sur cette question.

- **Agenda liturgique 1975.** — Un vol. 18 X 9 cm de 336 pages. Prix : 15 F. Lethielleux.

Cet agenda, conçu pour la pastorale (avec ordo quotidien, rituel, adresses catholiques), est précieux tant pour les prêtres et les religieuses que pour les laïcs.

- **Le Livre des sacrements**, centre Jean Bart. Auteurs : Ph. BEGUERIE, Pierre TALEC, avec Georges ARAUD, François MONTFORT et Gilles RENAUDIN. — Un vol. 20 X 11 cm de 318 pages. Prix broché : 22 F ; relié : 34 F. Editions Centurion, Cerf, Desclée De Brouwer, Droguet-Ardant.

Pour compléter le nouveau Missel, ce « livre de la vie chrétienne » propose pour chacun des sacrements : 1° Les initiations nécessaires illustrées par un choix de citations anciennes et modernes ; 2° Les nouveaux formulaires promulgués par la réforme liturgique ; 3° Des indications et des propositions de textes bibliques. Un instrument précieux pour redécouvrir en profondeur les sacrements.

- **Pour la célébration de l'Eucharistie, année A**, par J. FEDER, A. GORIUS et leur équipe. — Un vol. 24 X 18 cm de 432 pages. Editions Mame.

Les animateurs de célébrations liturgiques (prêtres ou laïcs) trouveront dans ce livre, pour chaque dimanche ou fête de l'année A, des aides précieuses pour rendre la célébration de l'Eucharistie plus enrichissante et priante : une analyse rapide de chaque texte biblique, des pistes d'homélie, des suggestions pour célébrer l'Eucharistie en harmonie avec la parole entendue, des matériaux pour les monitions et prières, des prière universelle, des listes de chants, etc.

- **Dieu selon les chrétiens**, par Henri BOURGEOIS (coll. « Croire et comprendre »). Un vol. 13,5 X 21 cm, de 158 pages. Prix : 18 F. Le Centurion, Paris.

Que doit représenter pour les chrétiens ce mot : Dieu ? Car, en soi, ce mot n'est qu'un nom et à travers les âges de l'humanité et de nos jours même, il recouvre bien des significations nullement univoques. L'auteur rappelle longuement le rôle que doit jouer le symbolisme dès que nous parlons de Dieu et il prend pour base de son étude les évangiles où c'est Jésus lui-même qui nous révèle la réalité transcendante qu'il faut mettre sous ce vocable. Et il termine son étude approfondie de page en page par le mot de saint Augustin : « Dieu est amour, cet amour avec lequel nous aimons » ...

- **Le Cœur de la foi**, par Alfred LAEPPEL (coll. « Ressourcement »). — Un vol. 11,5 X 16 cm de 96 pages. Apostolat des éditions, Editions Paulines, Paris.

Dans 21 petits chapitres, l'auteur veut donner l'essentiel de la foi. Chaque chapitre est précédé d'un texte scripturaire qui en éclaire le texte et amorce le commentaire. Il cherche à montrer la signification profonde de la vérité révélée.

- **L'Hiver est passé.** « Une femme ■ sauvé ma foi », par Jean CONNETABLE. — Un vol. 13,5 X 19,5 cm, de 98 pages. Editions du Cerf. Paris.

C'est l'itinéraire d'un prêtre qui, après vingt ans de ministère, a abandonné. Dès le début, en parcourant les pages où il étale sa désaffection pour tous les exercices religieux du séminaire, on peut se demander s'il y a eu vraiment vocation sacerdotale. Ces pages sont particulièrement pénibles. Cela n'enlève rien à la bonne foi du récit ; c'est un document.

- **Dans la lumière de l'amour infini.** Louise-Marguerite Claret de la Touche (1868-1915). Sa vie, ses écrits, son œuvre, par Ch.-V. HÉRIS, O.P. — Un vol. 13,5 X 21 cm, de 540 pages. P. Téqui, éditeur, Paris.

C'est une réédition de l'ouvrage paru aux Editions du Cerf, depuis longtemps épuisé. Illustrées de quelques photographies, ces pages nous donnent un ample récit de la vie de cette religieuse qui connut les contradictions de son vivant et même après sa mort. Le P. HÉRIS connaît bien les œuvres de Louise-Marguerite et il ■ eu accès aux documents d'archives pour bien écrire cette biographie. On appréciera donc cette réédition.

- **L'Appétit de votre enfant**, par les docteurs Georges et Odile HIBERT. — Un vol. 21 X 12 cm de 132 pages. Prix : 18 F. Editions du Centurion.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LES FRUITS DE LA PARTICIPATION

A LA LITURGIE

Audience générale du 26 mars (1) (Mercredi saint)

La célébration liturgique de la Semaine sainte exige de nous, fidèles (mais aussi, pourrions-nous dire, de toute personne intelligente), une réflexion préalable sur le sens objectif de l'événement que cette célébration veut non seulement évoquer et représenter, mais, en un certain sens, faire revivre.

C'est là le premier aspect de la liturgie qui s'impose à notre attention. Pour l'âme religieuse, éduquée au sens transcendant et extratemporel des rapports avec Dieu, cet aspect, extrêmement intéressant, est manifeste et attirant. C'est le propre de la religion que de conférer une efficacité permanente aux événements religieux caractérisés par une présence, par un dessein de Dieu. « Jésus sera en agonie jusqu'à la fin du monde ; il ne faut pas dormir pendant ce temps », dit PASCAL (cf. « Le mystère de Jésus »). Le mystère pascal continue mystiquement dans le temps. Il s'accomplit aujourd'hui.

La liturgie rend opérante l'œuvre de salut du Christ

C'est pourquoi il nous est non seulement donné d'assister aux célébrations liturgiques, mais recommandé d'y participer. La participation à la liturgie, toujours enseignée par l'Eglise, est devenue un programme favorisé par le récent Concile. Nous pouvons, certes, assister en spectateurs à la liturgie, mais si nous avons vraiment compris sa signification et sa finalité, nous devons, d'une certaine manière, en être acteurs, ou du moins nous mettre au diapason de la célébration et revivre en pensée l'événement qui est à son origine. Nous devons ainsi nous considérer comme partageant la dernière Cène, comme présents au portement de croix, comme éblouis par les mystérieuses apparitions de Jésus ressuscité. Le langage liturgique veut être un voile transparent permettant à notre humanité physique de s'associer actuellement aux événements et aux sentiments auxquels il se réfère.

Aujourd'hui, nous sommes facilement captivés par le théâtre, le cinéma, mais il y a une différence essentielle avec la représentation que l'on trouve dans la liturgie : le spectacle profane, nous le savons bien, nous divertit, nous captive peut-être ; mais nous ne nous y trompons pas : il demeure quelque chose d'extérieur et de gratuitement irréel ; il agit sur les sens, il frappe l'imagination, il émeut peut-être notre âme ; mais nous savons qu'en réalité nous ne sommes pas concernés ; le spectateur a un rôle passif et il est toujours libre de se soustraire à l'attrait de ce « divertissement » au sens étymologique du mot, qui nous distrait de la réalité vécue (cf. encore PASCAL, 11 ; BOSSUET, « Sur la comédie », *Œuvres*, XII, 237). Par contre, la représentation liturgique ne se contente pas de faire mémoire des gestes et des paroles du Christ, elle rend opérante son œuvre de salut (cf. Th. III, 56, 1 ad 3 ; VAGAGGINI, « Il senso teol. della lit. », p. 98 et s.). Il est de même très différent d'évoquer la mémoire, même très noble, d'un grand personnage (par exemple Socrate), ou celle du Christ, à la fois divine et humaine. Le Christ est le principe toujours opérant de notre salut. Sa mémoire revit avec des effets propres, à titre d'exemple ou de réalité (cf. Enc. « Mediator Dei », 163), qui donnent à la célébration liturgique un caractère qui lui est propre, une dignité incomparable. C'est une représentation « *sui generis* » qui s'insère dans l'actualité, dans la vie réelle.

C'est ainsi que le fidèle qui participe à la liturgie n'a pas l'impression qu'il s'agit de quelque chose d'extérieur dont il se distance. En célébrant la fête de Pâques, il est frappé, et même captivé, par le drame vécu par le Christ, par son « heure », comme il l'a appelée lui-même (cf. Jn 2, 4 ; 12, 23 ; 17, 1, etc.).

La tragédie de la Passion

Et alors le caractère éminemment dramatique et unique de l'évocation liturgique apparaît avec une incomparable violence. Qu'est-ce qu'un drame ? se demande un auteur moderne particulièrement qualifié (le regretté et subtil Silvio D'AMICO) : « On pourrait définir le drame comme la représentation d'un conflit sur la scène » (« Storia del Teatro dramm. », 1, 23). Et si ce conflit consiste en un affrontement mortel de forces transcendantes et immanentes, ne s'agit-il pas alors de tragédie ? Et dans la tragédie, n'y a-t-il pas des degrés (violence, grandeur, fatalité, mystère) ? Un critique perspicace et indiscuté, lui aussi disparu (Renato SIMONI), écrit : « Ne

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 27 mars 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Il n'y a pas eu d'audience générale le 19 mars, fête de saint Joseph.

peut être un personnage tragique celui qui ne participe pas pleinement... à la souffrance humaine. En ce sens, sont certainement tragiques les cris de Jésus : « Père, s'il est possible, que ce calice s'éloigne de moi », et le « tout est consommé » qui, avec la plus héroïque angoisse, résume la plus grande des catastrophes » (*ibid.*, 11-12). Et que dire alors si nous savons (oh ! plus par les textes théologiques, plus en paroles qu'en réalité, cette incommensurable réalité spirituelle, ontologique, cosmique) que la tragédie de Jésus s'appelle rédemption, qu'elle est le mystère dont la doctrine catholique nous dit qu'il est le plus difficile de tous, celui où la mort et la vie s'affrontent en un duel prodigieux (cf. la séquence pascale : « Mors et vita duello conflixere mirando »), où la profondeur abyssale du mal, le péché avec tout ce qu'il comporte de négatif et de mortel, s'affrontent avec la profondeur, la toute-puissance de l'amour, source de vie et de résurrection ?

Vraiment, nous pourrions demeurer stupéfaits et comme anéantis si nous ne savions que Jésus est mort et ressuscité avec nous, pour nous, en nous (cf. L. BOUYER, *le Mystère pascal*, 11-12 ; G. BEVILACQUA, *L'uomo che conosce il soffrire* ; S. AUGUSTIN, *Ad galatas*, 28, etc.).

Nous dirons pour conclure : coupables, responsables, spectateurs, participants du mystère pascal, sauvés par lui, ne le célébrons pas en vain en cette année de grâce. Avec notre bénédiction apostolique.

LE DRAME DU VIETNAM

Au début de cette audience, Paul VI avait évoqué en ces termes le drame du Vietnam, où des centaines de milliers de réfugiés fuient dans des conditions dramatiques devant l'avance du Vietcong :

Au début de cette audience, nous ne pouvons pas ne pas élever la voix pour attirer l'attention du monde sur le douloureux et tragique drame du Vietnam. En ce moment où nos cœurs se préparent à la joie des fêtes pascales, un peuple connaît une agonie inexprimable, dans les larmes et le sang, dans un exode effroyable qui a pris des proportions vraiment très graves. Après les accords de Paris, signés au prix de tant d'efforts, on aurait cru qu'une entente équitable, reposant sur la loyale observance des parties en conflit, aurait mis fin à des souffrances qui n'avaient que trop duré. Or, il faut constater que tout cela n'aura servi à rien. Tout recommence, dans le sang.

Au nom de Celui qui est venu sauver les hommes, nous exprimons notre souffrance, notre angoisse pour toutes ces populations qui nous sont si chères.

Frères et fils, dans l'attente de la prochaine fête de Pâques, sachant que des milliers d'hommes et de femmes, d'enfants et d'innocents sont en train de souffrir, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour alléger la tragédie de ces populations et pour leur montrer que notre monde n'est pas indifférent devant les larmes de nos frères.

Dans une solidarité universelle, unissons nos efforts. Et prions le Seigneur, entre les mains

de qui est le sort des hommes, pour qu'il reconforte ceux qui connaissent de si grandes souffrances et qu'il fasse briller une lumière dans ces heures si tristes et si dangereuses pour l'humanité.

L'ALLELUIA PASCAL

Audience générale du 2 avril (1) (Mercredi de Pâques)

Pâques est une si grande fête que nous devons non seulement la célébrer, mais la méditer et ensuite en vivre. Elle exige ce prolongement spirituel en raison de la préparation qui l'a précédée et qui a apporté aux fidèles, aux néophytes en particulier, une grande richesse d'enseignements. Ceux-ci n'avaient pas un caractère passager, mais ils voulaient introduire les chrétiens, et les nouveaux chrétiens en particulier, à une façon nouvelle et caractéristique de penser et de vivre. Cette pédagogie ne prend pas fin avec la célébration du grand jour de Pâques, elle se poursuit. De plus, le mystère pascal apporte tant de motifs de réflexion, de si grandes vérités à croire et à mettre en pratique qu'il requiert une continuité spirituelle et morale où le fidèle trouve le motif le plus net qui lui permet de se dire chrétien.

Le silence intérieur

Quels sont les aspects de cette réflexion ? Ils sont nombreux, mais il faudrait citer avant tout le silence intérieur. Tant de paroles nous ont frappés et émus qu'il serait sage d'en écouter les résonances intérieures, d'en méditer le sens, d'en savourer de nouveau les saintes émotions. Il ne s'agit pas ici de ce silence où les paroles s'éteignent et où l'on sombre dans l'inertie et le sommeil, mais bien de celui où, se situant à l'écart des distractions et des bruits de l'extérieur, on se met à l'écoute de soi-même, on se rappelle, on médite, on assimile, on transmet à la mémoire et à la volonté les paroles et les impressions qui nous ont frappés. C'est ainsi que l'on s'achemine vers ce silence mystique qui est déjà un dialogue avec Dieu et une réponse muette au dialogue avec l'Esprit-Saint qui, dans son indicible langage, interprète les paroles du Christ, maître de notre cœur, et nous enseigne

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 3 avril 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

François BERNARD, envoyé spécial permanent, écrit dans la Croix du 4 avril :

Triple audience générale pour les quelque quarante mille pèlerins de l'Année sainte qui ont afflué mercredi matin au Vatican pour rencontrer le Pape : à 11 heures, dans la grande salle des audiences, pour les groupes de langue anglaise et allemande ; à midi, dans la basilique Saint-Pierre, pour les francophones ; enfin, à 13 heures, dans la cour d'honneur du Vatican, en espagnol et en portugais.

Quinze mille francophones remplissaient Saint-Pierre : des groupes venant de plus de vingt-cinq diocèses de France, des Belges, des Suisses, des Luxembourgeois, des Canadiens, un groupe du Liban et un groupe de Sud-Vietnamiens.

une façon inexprimable de nous adresser à Dieu (cf. Rm 8, 26-27).

Chanter les merveilles de Dieu

Mais peut-être ne sera-t-il pas facile pour tous de rentrer, tout de suite après Pâques, dans cette cellule intérieure, dans ce grand silence où celui qui est exercé à l'art de la prière peut intercepter les accents mystérieux du mystère pascal. Mais il est une façon plus facile, plus commune et parfaitement légitime de méditer le mystère pascal, particulièrement si l'on a préparé sa célébration et si l'on y a participé, c'est de faire l'expérience, non pas seulement passive, mais provoquée, d'un grand flot de joie. Cette expérience est possible si l'on est conscient des dimensions (et ici ce terme semble approprié) de « la largeur, la longueur, la hauteur, la profondeur » (Ep 3, 18-19) de l'amour du Christ. Alors, comment ne pas chanter, comment ne pas proclamer les « merveilles de Dieu » (Ac 2, 11), ses splendeurs, comme Marie dans son *Magnificat* ? Comment ne pas laisser déborder toute la richesse de sentiments accumulés pendant nos laborieux efforts de Carême et la célébration du drame de la Semaine sainte ?

Notre foi est fondamentalement optimiste

Mais comment trouver les expressions justes pour cette réflexion sur Pâques, triomphe de la vie nouvelle, déjà parfaite dans le Christ, déjà en germe pour nous et que nous avons la promesse de connaître un jour dans une plénitude proportionnée ? L'Eglise, qui sait à quelle hauteur peut parvenir le sentiment religieux, a trouvé une solution en réunissant en un seul mot, une seule exclamation, « Alléluia ! », la joie, l'émotion et l'amour. « Alléluia ! », c'est le cri de Pâques, un cri biblique très ancien que nous trouvons déjà dans l'Ancien Testament (cf. Ps 135, 3) et qui a été largement introduit dans la liturgie du Nouveau Testament. Il signifie : louez le Seigneur. Il a servi spécialement pour donner à la joie spirituelle une expression spontanée et explosive, qui dit tout et suggère plus encore. Le chant sacré l'a exprimé en des mélodies enchanteresses pour donner corps à ses puissantes acclamations collectives, et toujours pour manifester une joie jaillissant du cœur, débordante de foi et d'amour (cf. Ap 19, 1-7).

Alléluia ! Arrêtons-nous sur cette exclamation pascalle pour la faire nôtre avec la liturgie de l'Eglise et pour imprégner notre esprit catholique de cet axiome capital : notre foi, notre vie religieuse, est fondamentalement optimiste, elle est ordonnée au bonheur parfait. L'adhésion au Christ et à son Eglise a certes des accents et des dogmes dramatiques, douloureux et même terribles, mais elle est orientée vers la joie et le bonheur. Le chrétien, le fidèle, le saint, ne peut être qu'heureux, toujours, même dans les épreuves (cf. 2 Co 7, 4). « Et cette joie, nul ne vous la ravira », a dit le Christ (Jn 16, 22). Disons donc : « Alléluia » ! Avec notre bénédiction apostolique.

LE VIETNAM

Au cours de cette audience, Paul VI a de nouveau évoqué le drame du Vietnam en s'adressant à un groupe de pèlerins vietnamiens (2) :

Nous accueillons ce matin avec une grande émotion un groupe de pèlerins venus du Vietnam. Oh ! chers amis, comme nous avons pensé à vous durant tous ces jours de la Semaine sainte, où vos compatriotes ont vécu une véritable passion ; une passion qui continue, avec toute la furie et les horreurs de la guerre, toutes les souffrances nouvelles qui s'ajoutent à des plaies anciennes, avec la précarité des conditions de vie de ceux qui s'engagent dans un nouvel exode ou de ceux qui restent.

Ce matin, nous invitons tous les pèlerins ici présents à s'associer à notre prière, à votre prière, pour que le Seigneur ressuscité vous garde dans l'espérance, pour que des jours meilleurs puissent se lever, pour que Dieu allège les épreuves présentes, pour qu'il suscite dans votre pays, et dans le monde entier, la compréhension la compassion et l'entraide. Nous priérons de façon spéciale pour les évêques, les prêtres, les religieux et les religieuses, les catéchistes, les fidèles, les nouveaux baptisés et toute la population des diocèses de Hué, de Ban Me Thuot, de Kontum, de Da Nang, de Qui Nhon, de Dalat, de Nha Trang.

Et vous, chers Fils et Filles de ce peuple bien aimé, puissiez-vous au moins ressentir ici la solidarité de l'Eglise dans votre souffrance, et vous, les catholiques, vous revêtir du courage des premiers apôtres pour témoigner de votre foi et de votre charité dans les conditions difficiles qui sont votre lot. Nous vous bénissons, nous bénissons vos familles et vos amis, sans oublier vos voisins également angoissés de la République khmère, avec la plus grande affection. A la fin de l'audience, nous dirons ensemble le *Pater* pour le réconfort, la prospérité et la paix de votre pays et de toute la région tellement éprouvée.

(2) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 3 avril 1975.

Citons de nouveau François BERNARD (la Croix, 4 avril) :

La foule a longuement applaudi les Vietnamiens, auxquels le Pape s'est adressé particulièrement, interrompant la lecture du texte qu'il avait préparé à leur intention pour dire qu'il avait reçu ces jours-ci des évêques de leur pays « des lettres très, très émouvantes », et qu'on lui avait rapporté la conduite « de prêtres qui ont fait un service et donné des témoignages vraiment touchants, émouvants ».

— Citoyens dans l'entreprise. Formes archaïques du pouvoir ; L'idéologie des managers ; L'ambition communiste ; Les idées neuves du patronat ; Les séductions de l'autogestion ; Pour une véritable citoyenneté dans l'entreprise, par Gérard DONNADIEU. — Un vol. 12,5 X 20 cm, de 252 pages. Prix : 32,50 F. Editions Resma, Paris.

Il s'agit bien d'une réforme de l'entreprise ; mais quelle réforme est possible ? Le sous-titre met bien en relief les grandes lignes de l'ouvrage. L'auteur, un scientifique devenu cadre dans une grande entreprise et chef syndicaliste, sait de quoi il parle. Il égratigne à droite, à gauche, selon les cas, et il discute avec rigueur tous les poncifs de la question. Un livre passionnant où il y a beaucoup à apprendre.

Voici le message que Paul VI a prononcé le dimanche de Pâques (30 mars), depuis la loggia de la Bénédiction, avant de donner sa bénédiction Orbi et Urbi aux 300 000 fidèles qui emplissaient la place Saint-Pierre, où il avait célébré la messe, et aux téléspectateurs à qui la cérémonie était retransmise en Eurovision (1) :

Pâques ! C'est Pâques, Frères ! Bonnes Pâques à vous tous ! Et vive la Pâque de Jésus-Christ ! Alléluia ! Il est vraiment, réellement ressuscité, alléluia ! Et cela, non seulement dans l'opinion puis dans la persuasion subjective de la première communauté qui est issue de lui, mais il est ressuscité personnellement, historiquement ; c'est toujours lui, le Jésus de l'Evangile, dans un mode de vie radicalement nouveau, qui conserve mais dépasse l'état de l'existence humaine d'ici-bas, en le sublimant dans la plénitude, la gloire, la force, le caractère spirituel (cf. 1 Co 15, 42 s.). Il est ressuscité ! A lui adressons l'hommage de notre foi et de notre joie ! Alléluia !

La résurrection du Christ, gage de la nôtre

Laissons la lumière, la puissance d'un tel mystère envahir notre humanité, comme, cette nuit, l'hymne plein de joie de l'*Exultet* nous en a donné l'annonce et nous l'a presque fait expérimenter. Car la résurrection du Christ n'est pas seulement son triomphe personnel, mais elle est également le principe de notre salut et donc de notre propre résurrection. Elle l'est dès maintenant, car elle nous libère de la cause première et fatale de notre mort ; cette cause, c'est le péché, qui nous sépare de l'unique et véritable source de la vie : Dieu (cf. Rm 4, 25 ; 6, 11). Elle l'est comme gage de notre future résurrection corporelle — car nous sommes sauvés dans l'espérance qui ne déçoit pas (Rm 8, 24) — et cela au dernier jour, pour la vie qui ne connaît pas de fin (Jn 6, 49 s.). Elle l'est aussi comme modèle et force du continuel renouveau moral, spirituel, social de la vie présente, qui fait actuellement l'objet de notre intérêt immédiat.

Une source de vie nouvelle

Peu importe, Frères, si l'expérience de la faiblesse des forces humaines déçoit chaque jour l'espérance fragile que nous mettons dans un ordre stable de la société ; peu importe aussi si le progrès engendré par le développement moderne et par la culture qui se rend maîtresse des secrets utiles de la nature semble procurer

à l'homme, non pas la plénitude, non pas la sécurité de la vie, mais plutôt le tourment venant d'aspirations non satisfaites. Peu importe, puisqu'une source de vie nouvelle, originale, inépuisable, a été insérée dans le monde par le Christ ressuscité : il agit pour tous ceux qui écoutent sa Parole, qui reçoivent son Esprit et qui composent son Corps mystique, dans le monde et tout au long de l'histoire.

La croix est liberté et force

Peut-être la croix, avec laquelle Jésus, de nouveau vivant, est fidèlement et symboliquement représenté, rend-elle les hommes hésitants, orientés qu'ils sont vers l'élimination de l'effort et du devoir, et empêche-t-elle l'adhésion de beaucoup. Ce n'est pas le cas cependant des jeunes qui ont l'intuition de la vérité et qui sont avides d'une intériorité joyeuse et sincère. Oui à celui qui l'accueille, le Seigneur dévoile le secret de sa croix ; elle est liberté, elle est force, elle est, certes, sacrifice, mais pour la grandeur morale de l'homme et pour que l'égoïsme stérile et mortel soit vaincu par l'amour qui ne meurt pas (cf. 1 Co 13, 8).

Nous souhaitons que le Christ ressuscité soit compris et suivi de la sorte. Et ainsi seront stimulés ceux qui travaillent au renouveau de l'humanité, ainsi seront réconfortés les pauvres et tous ceux qui souffrent, si nombreux encore aujourd'hui, ainsi seront remplis d'espérance les humbles et ceux qui prient, et cela dans toute l'Eglise, dans toute l'humanité.

Tel est notre vœu, tel est le sens de notre Bénédiction pascalle en cette année de grâce et de renouveau.

Sainte et joyeuse fête de Pâques !

Paul VI a ensuite exprimé ses vœux de Pâques en différentes langues :

Italien : *Buona Pasqua !*

Français : *Saintes et joyeuses fêtes de Pâques !*

Anglais : *A happy, blessed and peaceful Easter to you all.*

Allemand : *Gesegnete, frohe Ostern !*

Espagnol : *Paz, felicidad y alegría en Cristo resucitado !*

Portugais : *Votos de santa e feliz Páscoa. Aleluia !*

Grec : *Cristos anésti !*

Polonais : *Wesołego Alleluja !*

Russe : *Kristos vosskriésse !*

Chinois : *Fu Hua Ju Que !*

Vietnamien : *Chuc Mung le Phuc Singh !*

Latin : *Surrexit Dominus vere, Alleluia !*

(1) Traduction diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège. Sous-titres de la DG.

HOMÉLIE DU JEUDI SAINT

(Basilique Saint-Pierre, 27 mars 1975) (1)

Que cette heure soit pour nous celle du grand souvenir. Nous avons présent à l'esprit tout ce qui a été dit et accompli en cette dernière Cène si désirée par le divin Maître (Lc 22, 15) à la veille de sa passion et de sa mort. Il a voulu lui-même donner à cette réunion un sens si profond, y attacher des souvenirs si riches, y prononcer des paroles si émouvantes, y accomplir des actes et y donner des préceptes si nouveaux, que nous n'en finirions pas de la méditer et de l'explorer. C'est une Cène testamentaire, infiniment affectueuse (Jn 13, 1), immensément triste (Jn 16, 6), qui en même temps révèle mystérieusement les divines promesses et les visions suprêmes. La mort plane, avec des présages de trahison, d'abandon, d'immolation. Tandis que la conversation s'éteint, les paroles de Jésus, nouvelles, extrêmement douces, coulent sur un ton de confiance, comme suspendues entre la vie et la mort. Le caractère pascal de cette Cène s'intensifie et se modifie. L'ancienne alliance qu'elle reflétait se transforme et devient nouvelle alliance. La valeur sacrificielle, libératrice et salvatrice de l'agneau immolé du repas rituel s'explicite et se déplace sur une nouvelle victime, un nouveau repas. Jésus déclare qu'il est lui-même, avec son corps et son sang, l'objet et le sujet du sacrifice, signifié, offert à cette table, pour être accompli, consommé en continuité d'intention et d'action. Il devient nourriture pour tous ceux qui aspirent à la vie éternelle et y sont aptes. C'est ainsi que de ce repas d'adieu, empreint de souffrance et d'amour, naît le sacrifice eucharistique. Nous le savons et nous en sommes émerveillés. Mais voilà la grande surprise, qui ce soir sera au centre de notre réflexion et de notre piété : qui aurait pu supposer que le Seigneur, au seuil de la mort, prononcerait les paroles qui font de lui le vrai, l'unique agneau pascal : « Faites ceci en mémoire de moi » (1 Co 11, 24) ?

L'Eucharistie n'est pas une simple commémoration

Frères et fils, nous obéissons en ce moment à cette parole du Seigneur. Chaque fois que nous célébrons la messe et que nous renouvelons le sacrifice eucharistique, nous répétons ces paroles qui, à l'institution du sacrement de la présence immolée du Christ, c'est-à-dire de l'Eucharistie, associent l'institution d'un autre sacrement, celui du sacerdoce ministériel. Et c'est par celui-ci que le « mémorial » de la dernière Cène et du sacrifice de la croix n'est pas simplement de notre part un acte de religieuse commémoration (comme le voudraient certains dissidents), mais une mystérieuse, effective et réelle anamnèse de ce que Jésus a accompli à la Cène et au Calvaire. C'est le reflet fidèle de son unique sacrifice, par une mystérieuse victoire sur le temps et l'espace, et par une coïncidence sans cesse renouvelée de notre messe avec la présence et l'action du divin Agneau eucharistique régnant glorieusement à la droite du Père, mais pour nous, dans l'histoire présente, réellement représenté dans son action sacrificielle et rédemptrice.

Nous le savons, c'est un mystère de la foi que nous adorons et contemplons toujours avec une inépuisable ferveur, ravivée à la Fête-Dieu.

Mais aujourd'hui nous sommes invités à cette ferveur par la découverte — et le sacerdoce catholique nous apparaît toujours comme une découverte — du pouvoir, conféré à un ministère humain, de renouveler, perpétuer et étendre le mystère eucharistique.

Le sacerdoce royal des fidèles

Nous dirons tout de suite deux choses : d'abord que lorsqu'on offre l'Eucharistie, tout le Peuple de Dieu, croyant et fidèle, est activement participant, car il est revêtu d'un « sacerdoce royal », comme l'écrit saint Pierre (1, 5 et 9) et comme l'a heureusement rappelé le récent Concile (*Lumen gentium*, 10). A ce titre, en ce Jeudi saint, il est particulièrement invité à se réjouir de l'institution de l'Eucharistie, de ses infinis trésors divins d'amour et de sagesse, et à y participer précisément pour que se répande et se multiplie le pain eucharistique mis à la disposition de tous, comme l'a voulu le Christ, et l'Eglise avec Lui.

La distinction entre sacerdoce ministériel et sacerdoce commun

Ensuite, nous rappellerons que la distinction essentielle du sacerdoce ministériel d'avec le sacerdoce commun n'est pas conçue comme un privilège séparant le prêtre des fidèles, mais comme un ministère, un service que le premier doit rendre aux seconds, un caractère propre à celui qui a été choisi pour être ministre sacerdotal du Peuple de Dieu, mais ministre intentionnellement social, qualifié par la charité qui dispense avec amour les mystères de Dieu (cf 1 Co 4, 1 ; 2 Co 6, 4 ; cf. M. DE LA TAILLE, « *Mysterium fidei* », p. 327 et s.).

Comment remettre en cause un choix où notre réponse se rencontre avec l'initiative de Dieu ?

Mais ce qu'il nous semble nécessaire de réaffirmer en cet instant sacré, c'est le mystère de notre sacerdoce catholique qui va de pair et se confond avec le mystère eucharistique qu'il compénètre. Notre cœur est envahi spontanément par la joie indicible de la communion spécifique qui nous unit aujourd'hui à tous nos frères dans le sacerdoce. Qui plus que nous, vénérés prêtres, peut dire en toute vérité : « Je vis, mais ce n'est plus moi, c'est le Christ qui vit en moi. » (Ga 2, 20.) Quel plus grand amour pouvait nous manifester Jésus-Christ que de nous appeler tous et chacun de nous ses amis (Jn 15, 14 ; 15, 15) et de donner à chacun de nous le prodigieux pouvoir de consacrer l'Eucharistie (cf. *Denz. Schoon.*, 1764 (957) ? Pouvait-il nous donner une plus grande preuve de confiance ? Et comment pourrions-nous remettre en cause le choix que nous avons fait d'un tel ministère si nous nous rappelons qu'il y a d'abord eu de sa part une initiative, une préférence (cf. Jn 15, 16) qui s'est rencontrée avec notre réponse personnelle, libre et aimante ? Ne devons-nous pas faire nôtre la simple

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 29 mars 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

mais merveilleuse réponse que nous a donnée ces jours derniers un bon prêtre, meurtri, comme tant d'autres aujourd'hui, par les malaises et les doutes des contestations de notre temps : « Je suis heureux ? »

Oui, vénérés frères, et vous tous aussi, très chers fidèles, nous devons aujourd'hui remercier le Seigneur d'avoir institué ce divin et mystérieux sacrement de l'Eucharistie. Et, pour sa gloire et notre réconfort, nous devons tous ajouter que nous sommes heureux qu'à côté de l'Eucharistie, pour l'actualiser, la multiplier et la répandre, le Seigneur ait communiqué à certains élus et responsables de son Eglise son saint et merveilleux sacerdoce.

Que telle soit notre pensée en ce Jeudi saint !

ALLOCUTION DU CHEMIN DE CROIX

Vendredi saint, 28 mars 1975 (1)

Et maintenant, à la dernière station du chemin de croix, comme les femmes fidèles de l'Evangile (cf. Mt 27, 55-56 ; 61), nous devrions nous arrêter et méditer ; et après avoir observé de l'extérieur, peut-être avec les yeux pleins de larmes et le cœur rempli d'horreur et d'épouvante, la tragique et cruelle histoire du condamné à la croix, nous devrions y repenser en nous recueillant à l'intérieur de nous-mêmes, avec les questions habituelles, douloureuses, qui viennent à l'esprit devant la mort, devant une Personne bonne et chère, victime de la cause qu'elle a soutenue et de la cruauté des autres.

Autrement dit, nous devrions nous interroger nous-mêmes sur le sens du chemin de croix.

Il ne nous sera pas possible d'obtenir une réponse de notre seule réflexion, toujours un peu perdue dans une semblable recherche ; mais sous l'éclairage de la foi, le cadre posthume du chemin de croix se remplit d'une lumière très instructive et émouvante, même s'il s'agit d'une lumière plus forte que notre œil, la lumière du mystère de la croix (cf. 1 Co 1, 18).

Le sens du chemin de croix. Qui était le Crucifié ? Nous sommes, hélas ! habitués aux malheurs humains, répandus à travers l'histoire et à tous les coins du monde ; les monuments funéraires, dédiés aux grands, aux héros, aux personnalités de choix n'égale pas celui du sépulcre vide du Christ. Qui était le Crucifié ? Il était, par excellence, le Fils de l'homme, il était, éminemment, le Fils de Dieu fait homme ! Le centurion lui-même l'a reconnu, lui qui présida à l'exécution du supplice : « Vraiment, celui-ci était Fils de Dieu. » Première pensée qui nous donne le vertige, qui provoque l'extase chez les saints contemplant la croix.

Mais d'autres demandes nous pressent. Qu'est-ce donc que la mort du Christ a de spécial, d'unique, d'universel ? Elle était et elle est une mort qui mérite le qualificatif le plus élevé qu'une mort puisse mériter, à savoir un sacrifice ; bien plus, le vrai sacrifice capable de sauver le monde. Oui. C'est là un chapitre inépuisable de la théologie et de l'anthropologie. Par conséquent, cela vaut aussi pour nous, aussi pour moi ? Oui, chacun peut dire : pour moi aussi. Donc un sacrifice humano-divin intentionnel, voulu, prévu, librement consommé ; un sacrifice

d'amour ? Oui, un sacrifice d'amour ; d'amour sans frontière, sans limite. Vraiment pour moi, vraiment pour nous ? Oui. Et alors surgit ici un sentiment de reconnaissance, de sympathie, d'espérance qui sera l'âme, désormais, de ma religion chrétienne, un sentiment d'amour pour le Christ ! Oui, frères, souvenez-vous-en ! Souvenons-nous-en à l'occasion de l'une de ces circonstances, malheureusement communes et inévitables de notre vie temporelle : quand la souffrance nous éprouve et nous consume, elle peut être associée à la souffrance de la croix et en acquérir la valeur, ne maudissons plus la douleur, ne la privons pas de la valeur morale et spirituelle qu'elle peut revêtir dans la mesure où elle est unie à celle du Christ.

Et encore ? Sur le chemin de la croix du Christ nous apprenons à connaître, à vénérer, à soigner, à servir la souffrance, quelle qu'elle soit, des hommes qui sont tous désormais nos frères. Le chemin de croix est une école de compassion, sentiment fondamental d'humanité et de solidarité, que certains rêves démesurés d'égoïsme ou d'orgueil voulaient bannir du cœur humain devenu dur comme le fer. Ce n'est pas ainsi que se présente le cœur chrétien qui, au rythme de celui du Christ, apprend à battre en harmonie avec celui de qui est dans le besoin, dans la douleur, dans le malheur.

Sur un tel sentiment éprouvé en souvenir de tous ceux qui, encore aujourd'hui, souffrent des conflits de guerre, des conflits politiques et civils, et de tous ceux pour qui le malheur et la maladie rendent la vie amère, se termine ce chemin de croix, qui devra se poursuivre dans l'espérance de notre rédemption et dans l'exercice de la charité pour les autres.

ALLOCUTION AUX NOUVEAUX BAPTISES DE LA NUIT PASCALE

Au cours de la célébration de la vigile pascale, (29 mars), dans la basilique Saint-Pierre, Paul VI a baptisé 21 catéchumènes (9 Coréens, 1 Chinois, 1 Vietnamien, 1 Thaïlandais, 6 Africains de Tanzanie, Lesotho, Zaïre, Sénégal, Madagascar et Haute-Volta, 1 Japonais, 1 provenant de l'île de la Trinité et 1 Suisse). Voici l'allocution qu'il leur a adressée (1) :

FRERES TRES CHERS,

En cet instant extraordinaire, devant ce rite sacramentel, unique, solennel, définitif, nous nous demandons tous, encore une fois : qu'est-ce que le baptême ? Que signifie-t-il ?

Vous savez tout. Toute chose vous a été enseignée et expliquée. Mais le sacrement du baptême est une réalité, c'est un mystère tellement grand, tellement important, tellement profond, que nous devrions toujours, et spécialement en ce jour béni, interroger notre conscience : qu'est-ce que le baptême et que signifie-t-il ? C'est là une question qui toute la vie devra être présente à notre esprit.

Saurez-vous toujours vous rappeler ce qui se réalise maintenant, cette nouveauté, ce mystère ?

Pour le moment, pensons à ceci : y a-t-il, tout au long de votre vie, un instant plus important, plus décisif que celui-ci ? Non : il est unique !

(1) Traduction diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège.

(1) Traduction diffusée par la salle de presse du Saint-Siège.

Et y a-t-il, dans les événements de votre vie, un fait plus beau, plus heureux que celui-ci ? Non : c'est le fait le plus merveilleux de votre existence ! A quoi nous servirait d'être nés à la vie naturelle, enseigne saint Ambroise, si nous n'avions eu la chance de renaître, par le baptême, à la vie surnaturelle ?

De nombreux enseignements vous ont été donnés au sujet de cet événement : la foi, la grâce, la renaissance à une vie pure et innocente, l'Eglise, la prière nouvelle... Comment résumer tout cela en un seul mot, en une seule formule ? Eh bien, vous vous souviendrez de tout cela grâce à une expression qui récapitule tout l'essentiel : vous êtes devenus chrétiens ! C'est saint Paul qui nous répète son expression favorite : **avec** le Christ. Avec le Christ, vous avez été ensevelis par le baptême ; avec le Christ, vous êtes ressuscités (Rm 6, 4 ; Col 2, 12) ; votre vie est associée à la sienne (Ga 3, 27) et alors vous ne formez plus avec lui qu'une seule chose, qu'un seul corps, le

Corps mystique du Christ, qui s'appelle l'Eglise (1 Co. 12, 12 s).

Chers Fils, chers Frères, s'il en est ainsi, voici qu'une nouvelle forme de vie est inaugurée, une nouvelle façon de pensée, selon la foi ; une nouvelle vision du temps, des choses, de la douleur et de la mort, selon l'espérance ; un nouveau rapport avec les autres hommes, la charité ! Oh ! Fils très chers ! Oh ! Frères dans le Christ, notre chemin, notre vérité et notre vie ! Une obligation importante ressort de ce fait, de cet instant ; oui, une grande obligation, qui est pourtant douce et facile : celle d'être fidèles ; celle qui s'imposera toujours à notre conscience et que nous vous résumons par ces simples paroles dont il faudra sans cesse se souvenir, qu'il s'agisse de vous, de nous, de tous ceux qui ont eu l'immense bonheur de recevoir le baptême : chrétien ! Sois chrétien !

Allocution aux dirigeants shintoïstes

Paul VI a reçu, le 26 février, le Rev. Muneyoshi, souverain prêtre du grand temple d'Ise (Japon), accompagné du grand prêtre du temple Atsuta et de vingt-quatre prêtres shintoïstes. Voici l'allocution qu'il leur a adressée (1) :

Vénérables chefs suprêmes de la religion shinto,

Nous sommes heureux de vous accueillir aujourd'hui, vous qui êtes les représentants qualifiés du shintoïsme, et de vous exprimer notre vive gratitude pour le désir que vous avez exprimé de nous rendre visite.

Nous reconnaissons et apprécions les valeurs religieuses et morales qu'au cours de l'histoire votre religion a transmises à la culture et à la civilisation japonaises. Nous aimons rappeler en particulier votre souci de sincérité et de pureté du cœur, ainsi que votre idéal d'harmonie avec les hommes et la nature.

Nous désirons en même temps saluer toute la communauté shintoïste et lui dire notre estime sincère.

Cette rencontre est l'expression de la volonté de l'Eglise catholique de promouvoir les relations et le dialogue avec les religions pour une meilleure compréhension réciproque et une amicale collaboration en vue de la paix et du développement des valeurs spirituelles parmi les hommes.

Qu'il nous soit permis de vous souhaiter un heureux séjour à Rome et que soit pour vous une source de satisfaction la visite à Saint-Pierre, but de nombreux pèlerinages provenant de toutes les parties du monde en cette Année sainte.

A vous tous et à tous ceux que vous représentez, nous souhaitons en abondance prospérité et paix.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 27 février 1975. Traduction de la DG.

Le shintoïsme

Ce discours est accompagné, dans l'Osservatore Romano, de la note ci-après sur le shintoïsme :

Selon les statistiques du gouvernement japonais, le shintoïsme compte 70 321 823 adeptes, 83 733 temples et 77 858 prêtres. Shinto veut dire, littéralement, « la Voie des Kamis », ou, plus exactement, « la Voie vers les Kamis ». Le mot Kami veut dire Dieu, mais son contenu demeure assez vague. En effet, le « Kojiki », mythologie japonaise et en même temps livre sacré du shintoïsme, comporte de nombreux dieux de divers genres, parmi lesquels émerge en premier Amaterasu-Omi-Kami, déesse du soleil et ancêtre des empereurs.

Le shintoïsme n'est pas une doctrine religieuse, comme le bouddhisme, qui est l'enseignement de Bouddha. Dans son aspect personnel, le shintoïsme implique une foi totale dans les Kamis, des pratiques correspondant à l'esprit des Kamis et une vie spirituelle puisée dans le culte des Kamis et en communion avec eux. Aussi, pour les adorateurs des Kamis, le Shinto est-il un nom collectif qui embrasse toutes les fois ou croyances (le culte de la nature, des esprits, des ancêtres, des empereurs, etc.), incluses dans la notion de Kami.

Dans son aspect général, le Shinto est beaucoup plus qu'une simple foi religieuse ; c'est tout un ensemble d'attitudes, d'idées et de comportements qui, depuis plus de vingt siècles, sont devenus partie intégrante de la vie et du patrimoine du peuple japonais.

Ainsi, le shintoïsme n'est pas seulement une foi personnelle dans les Kamis, mais une communauté de vie se conformant à l'esprit ou à la volonté des Kamis, présente à toute l'histoire du Japon, en assimilant différentes influences ethniques et culturelles, indigènes et étrangères (comme le bouddhisme et le confucianisme), et en scellant l'unité nationale sous l'autorité de la famille impériale. C'est une véritable expression de la spiritualité japonaise et de la vie socio-culturelle du peuple.

LES JEUNES ET JÉSUS

Allocution au Mouvement « Génération nouvelle »

Plus de 20 000 jeunes de différents pays appartenant au Mouvement GEN (Génération nouvelle, branche du Mouvement communautaire des Focolarini) remplissaient la basilique Saint-Pierre le dimanche 2 mars. Au cours de la messe, célébrée pour eux, Paul VI a prononcé l'homélie ci-après (1) :

Jeunes amis du GEN, nous vous saluons. Nous vous accueillons, le cœur largement ouvert et avec une grande joie. Soyez les bienvenus, au nom du Christ, comme des fils, comme des frères, comme des amis. Nous nous trouvons actuellement sur la tombe de l'apôtre Pierre, l'apôtre choisi par le Seigneur Jésus, comme le fondement sur lequel il voulait construire son Eglise, assemblée unique et universelle de l'humanité nouvelle. Pour le GEN, c'est à la fois un point d'arrivée et un point de départ. Ecoutez notre voix amicale durant ces brefs instants.

Vous donc, chers amis, vous qui êtes membres et représentants d'une génération nouvelle, vous qui êtes orientés vers une forme nouvelle d'interprétation de la vie : que signifient votre attitude, votre mouvement ? Oh ! Vous le savez bien !

Mais faisons ensemble un nouvel effort pour le comprendre et disons : vous vous êtes mis en marche pour une recherche. Chercher est le propre de la jeunesse. Car à peine le regard de la conscience s'ouvre-t-il sur le monde environnant, aussitôt une inquiétude apparaît dans l'âme des jeunes : ils veulent connaître, ils veulent surtout expérimenter, ils veulent essayer.

Un monde qui ne vous satisfait pas

Chercher, mais quoi ? Chercher, chercher !

Telle est bien, en effet, la question de fond : chercher, mais chercher quoi ? C'est un choix capital, qui peut décider de votre destin.

Chercher quoi ? Vous, les jeunes d'aujourd'hui, vous avez déjà sur les lèvres une réponse négative, votre cœur se rebelle : nous refusons, dites-vous, le monde tel qu'il se présente à nous. Phénomène étrange : un monde qui vous offre les fruits agréables, les plus beaux, les plus perfectionnés, les plus agréables de la civilisation contemporaine, ce monde ne vous satisfait pas, ne vous plaît pas, alors même qu'avec une désinvolture emplie d'indifférence vous profitez des conquêtes, des commodités, des merveilles que le progrès moderne met à votre disposition ! Car un sentiment de critique, de contestation et finalement de dégoût stoppe votre recherche dans cette direction. C'est une direction qui vous porte hors de vous-mêmes, une aliénation, parce qu'elle est au fond

matérialiste, hédoniste, égoïste. Elle ne satisfait pas vraiment l'esprit, elle ne résout pas vraiment les problèmes essentiels et personnels de la vie. Sur cette conception de notre existence — conception souvent dominante aujourd'hui, philosophie de l'opinion publique — pèse, en effet, telle une épée de Damoclès, cette question terrible : « Que servirait-il à l'homme de gagner le monde entier, s'il venait à perdre son âme ? » (Mt 16, 26.) C'est le Christ qui pose cette question : il ne fait pas l'apologie des biens de cette terre si belle, si riche et si féconde, mais il les situe à leur juste valeur, valeur inférieure à celle de la vraie vie, vers laquelle se tourne votre choix. Quel choix et vers quoi ?

Vous avez fait un autre choix et c'est pourquoi vous vous appelez GEN, Génération nouvelle. Un choix avant tout libérateur. Il libère du conformisme passif, qui entraîne une grande partie de la jeunesse actuelle, face à la domination de la pensée d'autrui, aux courants de mode de la culture et des mœurs, au mimétisme de masse. Combien de jeunes se croient libres parce qu'ils se sont affranchis des habitudes et de l'autorité de la vie familiale, sans se rendre compte qu'ils tombaient dans les liens de l'assujettissement à l'arbitraire d'un groupe, d'un courant social, d'une rébellion collective !

Au fond de vous-mêmes, il y a un acte personnel et souverain de libre détermination. Et c'est là la première raison de votre nouveauté, de votre force, de votre joie.

Vous avez choisi le Christ

Quelle détermination ? Le choix du Christ.

Et comment avez-vous pu choisir le Christ comme celui qui inspire votre existence ? Cela, c'est votre secret, c'est votre histoire personnelle, et c'est le résultat, certainement, d'une rencontre dans laquelle votre volonté, votre instinct vital a trouvé Quelqu'un, non seulement quelqu'un de plus fort que vous, mais Quelqu'un en qui s'est révélé immédiatement un charme mystérieux fait de beauté, de bonté, d'intimité, de confiance, et auquel il était suprêmement raisonnable de se rendre, comme à un enchantement d'irrésistible vérité et d'incomparable bonheur.

Comment cela s'est-il passé ? Oui, comment ? Oh ! Que chacun garde son secret et que chacun le médite, comme un appel tout personnel. Quant à nous, nous voulons seulement ici esquisser quelques formes typiques de cette révélation intérieure du Christ, qui nous a vaincus tout en nous faisant vaincre. Il y a, croyons-nous, celui qui a repensé au Jésus de son enfance, abandonné par la suite, comme tout ce que l'on a aimé dans les premières années de sa vie ; on le croyait oublié, dépassé, bien loin ; et puis, tout à coup, on sent sa présence, toute proche et parlante, comme celle d'un compagnon de voyage. « Qui me suit ne marche pas dans les ténèbres » (Jn 8, 12), disait-il, alors justement que les ténèbres envahissaient le chemin de la vie. Il y a celui qui a gardé dans un coin de sa mémoire, ou plutôt comme un élément de sa culture, un pâle souvenir du Christ, celui d'un homme célèbre parmi tous ceux de l'Antiquité et de l'Histoire. Il pensait à lui comme on pense

(1) Traduction française distribuée par la Salle de presse du Saint-Siège ; titre et sous-titres de la DC. Le texte italien de cette homélie a été publié dans *L'Osservatore Romano* des 3-4 mars 1975.

à une statue, immobile et pétrifiée dans le passé ; et puis, que s'est-il passé ? Portant son attention sur cette statue, ce fantôme, voici qu'il a vu, non sans stupeur ni sans crainte, qu'il était vivant, agissant, qu'il venait à sa rencontre et lui murmurait à l'oreille ces simples mots : « C'est moi, n'ayez pas peur ! » (Mc 6, 50.) Un autre, attiré par la douleur et les besoins des hommes, s'est penché vers son frère pauvre et souffrant ou vers le peuple opprimé et humilié. Écoutant son gémissement, il a compris qu'il montait de ces profondeurs humaines dans lesquelles le Christ a voulu s'ensevelir, et que c'était sa voix qui l'interpellait douloureusement « Donne-moi à boire. » (Jn 4, 7; 19, 28.) Là encore, n'est-il pas vrai que l'appel surhumain à être une génération nouvelle s'est fait entendre aussi dans ce sens de la fraternité humaine ? Et il y en a combien d'autres parmi vous qui, à travers l'exemple, la découverte de l'harmonie cachée entre les paroles et la vie, à travers une joie nouvelle, celle de la charité, la joie qui se réjouit de la charité (1 Co 13, 6), ont compris l'invitation, ont accompli leur choix, ont compris grâce au témoignage de l'Esprit la certitude intérieure qui découle de leur vie nouvelle, surnaturelle (Rm 8, 16).

C'est ainsi qu'a eu lieu la rencontre : Jésus-Christ a croisé votre chemin, et c'est à cause de cela que vous vous trouvez ici aujourd'hui.

Qui est Jésus ?

Oui, vous l'avez rencontré, lui, le Christ Jésus.

Mais qui est le Christ Jésus ?

Quelle immense question !

Nous pourrions penser que vous lui avez déjà donné une réponse. Oui, sans aucun doute. Si vous êtes disciples, et même fils de l'Eglise, vous savez qui est le Seigneur Jésus-Christ. Mais que savez-vous de lui ? Comment le savez-vous ?

Ecoutez donc nos paroles qui reprennent celles de saint Paul : « A moi, le plus petit de tous les saints, a été accordée cette grâce d'annoncer à toutes les nations la bonne nouvelle de l'insondable richesse du Christ... » (Ep 3, 8.)

Et voici : tout d'abord, en lui-même, le Christ est le Verbe de Dieu fait homme ; le Christ, pour nous, est le Sauveur de l'humanité. Deux océans : la divinité de Jésus-Christ et la mission de Jésus-Christ dans le monde. Cherchez à exprimer de manière adéquate ce premier aspect essentiel de sa personne divine vivant dans la nature infinie et transcendante du Verbe éternel de Dieu et vivant dans l'homme Jésus, né de la Vierge Marie par l'action du Saint-Esprit. Cherchez ensuite à exprimer ce second aspect, son insertion dans notre cosmos, dans notre histoire, dans notre destin, dans notre vie, dans l'intime de notre pensée (cf. Ba 3, 38)... Vous sentirez alors votre faculté de comprendre éclater en une extase de sagesse, de vérité et de mystère, qui pourra s'étendre sans jamais être rassasiée dans toutes les directions possibles, pour se perdre enfin en cet amour qui surpasse toute connaissance (cf. Ep 3, 18-19). Il nous semble que vous, les Focolarini, vous avez affronté ce double problème : qui est le Christ ? Et qui est-il pour nous ? Et voici que le feu de la lumière, de l'enthousiasme, de l'action, de l'amour, du don de soi et de la joie s'est allumé en vous et vous avez tout compris avec une plénitude intérieure nouvelle : Dieu, vous-mêmes, votre vie, les hommes, notre temps, la direction fondamentale à imprimer à toute votre existence.

Oui, voici la solution, voici la clé, voici la formule, ancienne et éternelle, et pourtant toujours nouvelle pour qui la découvre. Vous l'avez perçue et vous avez, à bon droit, donné à votre Mouvement le nom de « Génération nouvelle ».

Voilà, chers amis, jeunes du GEN.

Rencontrer, connaître, aimer, suivre le Christ Jésus !

C'est votre programme. Voilà la synthèse de votre spiritualité : en célébrant le Jubilé de l'Année sainte, vous voulez en prendre conscience, la réaffirmer et la traduire dans votre vie.

Vous êtes tous frères

Notre conclusion sera double. D'abord, pour condenser dans une pensée capitale et féconde le secret de votre Mouvement, cherchez à prendre toujours Jésus comme Maître. « Vous n'avez, a dit Jésus à ses disciples en parlant de lui-même, qu'un seul Maître, le Christ. » (Mt 23, 8.) Puissiez-vous avoir le charisme de saisir cette vérité ! C'est la lumière de votre pensée et la lampe qui éclaire votre vie. Jésus, le Maître !

Et la seconde conclusion, nous la recueillons pareillement des lèvres de notre Maître Jésus : « Vous êtes tous frères. » (*Ibid.*) Ayez la sagesse et le courage d'arriver à cette conclusion, qui est la racine de la façon chrétienne de vivre en société. Il est souvent déconcertant d'observer qu'un grand nombre, tout en se disant disciples de l'Evangile, sont incapables de déduire de cet Evangile une sociabilité fondée sur l'amour. Peut-être craignent-ils, ayant comme seule arme l'Evangile, d'être faibles, de manquer de moyens concrets, d'être inaptes pour cette grande mission de rendre frères les hommes ; et peut-être pensent-ils trouver des principes et des forces supplémentaires en allant chercher l'efficacité auprès d'écoles matérialistes et athées, qui tirent de la lutte des hommes contre les hommes leur logique et leur énergie. Etant donné cette contradiction, ce ne sont pas là les vrais éducateurs capables de former le monde moderne à une sociabilité juste et fraternelle. Vous, Générations nouvelles, soyez fidèles et cohérents. Si vous avez choisi le Christ comme Maître, faites-lui confiance et faites confiance à l'Eglise qui vous conduit à lui et vous le présente. Démontrez par les faits la force agissante de la charité, de l'amour social, instauré par le Maître. Ce sera une expérience, oui, qui sera nouvelle et engendrera un monde plus juste et meilleur. Ce sera une expérience forte : elle demandera résistance, sacrifice, héroïsme peut-être ; elle demandera que vous aussi vous soyez les robustes et volontaires Simon de Cyrène, offrant leurs propres épaules pour soutenir la croix de Jésus. Oui, vous devrez aussi souffrir avec lui, comme lui, pour lui. Mais ne craignez pas, amis du GEN. Soyez remplis d'assurance. Vous aurez obtenu votre salut et celui du monde moderne. Et toujours, comme aujourd'hui, vous serez pleins de bonté et de bonheur.

— **L'Evangile et les dogmes**, par Henri DENIS (Coll. « Croire et comprendre »). — Un vol 13,4 x 21 cm, de 154 pages. Prix : 18 F. Le Centurion, Paris

Sous ce titre, c'est le problème de la foi qui est posé et étudié à fond. Aucune difficulté n'est éludée dans cette grave question des rapports du dogme avec les évangiles. Dans une langue claire, le sujet est fouillé dans toutes ses nuances et il répond bien au titre de la Collection. L'Eglise qui, au cours de sa vie séculaire, a pris le risque d'une dogmatique a pu le faire, assurée qu'elle est de sa foi qu'elle lit dans les évangiles qui, pour elle, représente plus qu'une culture, mais la vie même. L'auteur a raison de le rappeler au terme de ces pages : « Je sais en qui j'ai mis ma foi ».

ALLOCUTION AU COMITÉ D'ÉTUDES POUR LA PAIX

Recevant, le 22 mars, les membres du Comité d'études pour la paix, organe de consultation de la Commission pontificale « Justice et Paix », Paul VI leur a adressé l'allocution ci-après (1) :

CHERS FRÈRES ET CHERS FILS
• DU COMITÉ D'ÉTUDES POUR LA PAIX,

Nous sommes heureux de dialoguer avec vous tous, durant quelques instants, à l'occasion de la cinquième réunion de votre Comité, pour vous dire le prix que nous attachons à votre travail, à votre service. Car il s'agit d'un service très apprécié, particulièrement par le Saint-Siège, auquel vous apportez, à l'intérieur de la Commission Justice et Paix, vos informations, vos réflexions et votre concours actif pour l'application de ses directives. Nous suivons également avec plaisir le service que vous voulez contribuer à rendre à l'humanité elle-même, dont vous scrutez avec attention les misères et les espoirs sur le difficile chemin de la vie fraternelle.

Le service de la paix est bien la tâche spécifique, la raison d'être de votre Comité, qui s'inscrit dans la mission d'ensemble et dans la structure de la Commission pontificale « Iustitia et Pax » dont il est un organe interne et technique de consultation internationale.

Vous savez combien nous tient à cœur la cause de la paix, avec quelle sollicitude nous accueillons tout ce qui peut la favoriser, avec quelle douleur nous observons les multiples conflits qui se déroulent actuellement dans le monde. Il y a tout d'abord le drame angoissant que vivent ces jours-ci les populations du Vietnam, où la lutte s'est rallumée avec intensité au mépris des accords conclus. Il y a la situation au Cambodge, qui n'est pas moins dramatique ; il y a aussi la lutte armée qui sévit en Ethiopie, et les tensions qui maintiennent les populations de Chypre dans la division ; sans parler du climat d'anxiété qui pèse encore sur l'état de trêve au Moyen-Orient. Et comment ne pas évoquer les craintes suscitées par la situation qui se développe au Portugal ? De plus, au moment où la communauté internationale et chaque peuple auraient besoin de renforcer le sentiment de leur unité au service de la paix, nous voyons naître et se développer des tensions dangereuses en différents pays tandis que la production et le commerce des armements continuent à croître, à alimenter les conflits et à multiplier les risques de guerre.

Pour lutter contre l'idéologie qui inspire ces antagonismes au mépris de la justice et des légitimes aspirations de ceux qui en sont victimes, le service de la paix exige un renouvellement des mentalités et un processus permanent de réconciliation. Cet impératif moral et spirituel, qui caractérise la vie de l'Eglise, spécialement durant cette Année sainte, appelle à son tour une œuvre immense d'éveil et d'éducation, pour que le Peuple de Dieu donne sa contribution positive et spécifique à l'édification d'un monde plus juste et pacifique.

Dans cette animation, nous voudrions souligner le concours que votre Comité a apporté à l'approfondissement et à la préparation concrète des thèmes de

la Journée mondiale de la paix, dont nous avons voulu faire un « temps fort » privilégié dans la pédagogie continue et dans le programme d'ensemble d'une pastorale de la paix.

Il s'agit là d'une œuvre délicate, qui exige à la fois audace et humilité. D'une part, il faut témoigner hardiment de l'Evangile d'amour, de justice, de paix, de réconciliation, à la façon de Jésus et des prophètes rejoignant ainsi le meilleur des aspirations humaines et préparant la cité de demain ; mais il faut en même temps que ce message rejoigne aujourd'hui ce monde concret, dans toute la complexité des droits en cause et des tensions réelles, sans se substituer à la responsabilité de ceux qui, légitimement, doivent peser sur le terrain tous les éléments de la situation et les conséquences de leurs décisions techniques. Nous retrouvons là, pour les chrétiens et pour vous spécialement, comme pour nous-même, le rôle de serviteurs, qui, avec la lumière et le levain de l'Evangile, contribuent à éclairer et à soulever la marche des hommes sur les sentiers de la paix.

En vous renouvelant nos encouragements pour ce service, nous prions le Seigneur de faire fructifier votre méritant labeur, avec notre bénédiction apostolique.

« L'ECHO de NOTRE TEMPS »

Au cours de l'audience générale du 5 mars, Paul VI a salué en ces termes un pèlerinage organisé par « L'Echo de notre temps », organe de l'Action catholique générale féminine (française), à l'occasion de son 70^e anniversaire :

Nous saluons très cordialement le groupe important des femmes de France, venues à Rome pour le Jubilé, mais aussi pour fêter le soixante-dixième anniversaire du magazine féminin chrétien *L'Echo de notre temps*. Et, à travers elles, nous saluons les très nombreuses lectrices de ce journal plus jeune que jamais.

Un regard sur le numéro spécial de décembre dernier, nous a donné la joie de mesurer le travail accompli depuis soixante-dix ans. Des millions de mamans françaises, jeunes et moins jeunes, ont trouvé dans leur *Echo* le secret d'une vie féminine mieux comprise et mieux donnée. Nous en bénissons le Seigneur. Et nous félicitons les équipes successives qui ont permis un tel rayonnement. Aux responsables d'aujourd'hui, nous adressons tous nos encouragements. Votre mission est enthousiasmante et redoutable. La civilisation audio-visuelle déferle sur les villes et les campagnes. Aidez la multitude de vos lectrices à s'y retrouver en tant que femmes et en tant que chrétiennes. Aidez-les à discerner les événements les plus importants, à en évaluer le contenu et la portée. Aidez-les à tenir fermement les valeurs essentielles. Que votre référence à l'Evangile soit claire et joyeuse ! Que votre confiance dans les responsables de l'Eglise — gardienne de la foi et des mœurs — soit sans faille ! C'est dans ces sentiments que nous formons les meilleurs vœux pour *L'Echo de notre temps*, pour ses animatrices et ses lectrices. Avec notre Bénédiction apostolique.

(Texte français dans « L'Osservatore romano » du 6 mars 1975.)

(1) Texte français dans *L'Osservatore Romano* du 23 mars 1975.

Actes du Saint-Siège

CONGREGATION POUR LA DOCTRINE DE LA FOI

DÉCRET AU SUJET DE LA VIGILANCE DES PASTEURS DE L'ÉGLISE SUR LES LIVRES (*)

Les pasteurs de l'Eglise, auxquels a été confiée la mission d'annoncer l'Evangile dans le monde entier (1), doivent maintenir, exposer, répandre et protéger les vérités de la foi ; ils doivent aussi encourager et sauvegarder l'intégrité des mœurs. « Cette Révélation, donnée pour le salut de toutes les nations, Dieu, avec la même bienveillance, prit des dispositions pour qu'elle demeurât toujours dans son intégrité et qu'elle fût transmise à toutes les générations. C'est pourquoi le Christ sauveur..., ayant accompli lui-même et proclamé de sa propre bouche l'Evangile d'abord promis par les prophètes, ordonna à ses apôtres de le prêcher à tous comme la source de toute vérité salutaire et de toute règle morale, en leur communiquant les dons divins. » (2) C'est donc au magistère vivant de l'Eglise et à lui seul qu'a été confiée la charge d'interpréter authentiquement la parole de Dieu, écrite ou transmise (3). Cette charge est exercée par les évêques, successeurs des apôtres, et à un titre spécial par le successeur de Pierre en tant que fondement perpétuel et visible de l'unité tant des évêques que de la multitude des fidèles (4). Les fidèles, chacun selon sa fonction, et à un titre particulier ceux qui s'adonnent aux sciences sacrées, ont le devoir de coopérer avec les pasteurs de l'Eglise à maintenir et transmettre intégralement les vérités de la foi et préserver la pureté des mœurs.

Pour qu'ils puissent maintenir et protéger l'intégrité des vérités de la foi et celle des mœurs, les pasteurs de l'Eglise ont le droit et le devoir de veiller à ce que des écrits ne viennent pas porter atteinte à la foi ou aux mœurs des fidèles, et donc aussi d'exiger que les publications portant sur la foi et les mœurs soient soumises préalablement à leur approbation, et pareillement de réprouver les livres ou les écrits qui

portent atteinte à la pureté de la foi ou aux bonnes mœurs. Cette tâche appartient aux évêques, soit individuellement, soit réunis en Conciles particuliers ou en Conférences épiscopales, pour les fidèles confiés à leur soin, et à l'autorité suprême de l'Eglise pour le Peuple de Dieu tout entier.

Pour ce qui est de la publication des livres et d'autres écrits, cette S. congrégation, après avoir consulté de nombreux Ordinaires des lieux où l'activité des maisons d'édition est particulièrement importante, a établi les normes ci-après en assemblée plénière :

Art. 1

Ordinaire compétent

1. Si rien d'autre n'est prévu, l'Ordinaire du lieu à qui doit être demandée l'approbation pour la publication des livres, conformément aux normes qui suivent, est l'Ordinaire du lieu de l'auteur, ou l'Ordinaire du lieu où sont publiés les livres, de sorte que si l'approbation est refusée, il n'est pas permis à l'auteur de la demander à un autre Ordinaire, à moins qu'il ne l'informe de ce refus d'approbation.

2. Ce qui est ici prescrit pour les livres vaut pour tous les écrits destinés à être répandus dans le public, sauf disposition contraire.

Art. 2

Ecriture sainte

1. Les livres d'Ecriture sainte ne peuvent être publiés qu'avec l'approbation du Siège apostolique ou de l'Ordinaire du lieu. Pour pouvoir publier des traductions de l'Ecriture sainte en langue du peuple, il faut que celles-ci soient approuvées par cette même autorité et qu'elles soient accompagnées d'explications nécessaires et suffisantes.

2. Les fidèles catholiques peuvent préparer et publier des traductions de la Sainte Ecriture, accompagnées d'explications convenables, en commun avec les frères séparés, avec le consentement de l'Ordinaire du lieu (5).

(*) Traduction (d'après le texte latin original, qui commence par les mots « Ecclesiae pastorum ») et sous-titres de la DC.

(1) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 23.

(2) Conc. Vat. II, Const. dogm. *Dei Verbum*, n. 7.

(3) Const. dogm. *Dei Verbum*, n. 10.

(4) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, loc. cit.

(5) Cf. Conc. Vat. II, Const. dogm. *Dei Verbum*, n. 22, 25.

Art. 3

Livres liturgiques

1. Les livres liturgiques et leurs traductions en langue du peuple ne peuvent être publiés, en totalité ou en partie, qu'avec mandat de la Conférence épiscopale et sous sa surveillance, après confirmation par le Siège apostolique.

2. Pour rééditer, en totalité ou en partie, des livres liturgiques approuvés par le Siège apostolique, ainsi que leur traduction en langue du peuple établie et approuvée conformément au § 1, une attestation de l'Ordinaire du lieu où ces livres sont publiés doit se porter garante de la concordance avec l'édition approuvée.

3. De même les livres proposant des prières à usage privé ne peuvent être publiés qu'avec l'autorisation de l'Ordinaire du lieu.

Art. 4

Livres de catéchèse

1. Pour pouvoir être publiés, les catéchismes et autres écrits concernant la catéchèse ont besoin de l'approbation de l'Ordinaire du lieu ou de la Conférence épiscopale, soit nationale, soit régionale.

2. Dans les établissements d'enseignement élémentaires, moyens ou supérieurs, les livres portant sur l'Écriture sainte, la théologie, le droit canonique, l'histoire de l'Eglise et les disciplines religieuses ou morales ne peuvent être utilisés comme textes de formation que s'ils ont été publiés avec l'approbation de l'autorité ecclésiastique compétente.

3. Il est recommandé que soient soumis à l'approbation de l'Ordinaire du lieu les livres traitant des matières énumérées au § 2, même s'ils ne sont pas utilisés comme manuels scolaires, et pareillement les écrits dans lesquels se trouve quelque chose concernant particulièrement la religion ou l'honnêteté des mœurs.

4. Dans les églises ou les oratoires, les livres ou autres écrits portant sur des questions religieuses ou morales ne peuvent être exposés, vendus ou donnés que s'ils ont été publiés avec l'approbation de l'autorité ecclésiastique compétente.

Art. 5

Pour les clercs, les religieux et les laïcs

1. Etant données leur fonction et leur responsabilité particulière, il est instamment recommandé aux clercs séculiers de ne pas publier des livres portant sur des questions religieuses ou morales sans autorisation de leur Ordinaire et, aux membres des instituts de perfection, sans autorisation de leur Supérieur majeur, restant sauves leurs constitutions qui imposent une obligation (6).

(6) Le résumé du décret rédigé par le Secrétariat national (français) de l'Opinion publique (SNOP) à l'attention de la presse fait remarquer : « Autrefois, il était interdit aux uns et aux autres d'écrire même des questions profanes, même dans des revues, sans cette autorisation. » (NDLR.)

2. Les fidèles ne doivent écrire quoi que ce soit dans les journaux ou périodiques qui, d'une façon habituelle et manifeste, attaquent la religion catholique ou les bonnes mœurs, que pour un motif juste et raisonnable (7); et les clercs ou les membres des instituts de perfection, seulement avec l'approbation de l'Ordinaire du lieu.

Art. 6

Les censeurs

1. Demeurant sauf le droit pour chaque Ordinaire de confier, comme il l'estime prudent, le jugement sur les livres à des personnes auxquelles il fait confiance, dans chaque région ecclésiastique, la Conférence épiscopale peut établir une liste de censeurs se recommandant par leur science, leur prudence et la rectitude de leur doctrine, qui sont à la disposition des curies épiscopales, ou constituer une commission de censeurs que les Ordinaires des lieux peuvent consulter.

2. Dans l'exercice de sa fonction, le censeur, écartant toute acception de personne, ne doit avoir en vue que la doctrine de l'Eglise sur la foi et les mœurs, telle qu'elle est proposée par le magistère de l'Eglise.

3. Le censeur doit donner son avis par écrit. S'il est favorable, l'Ordinaire, s'il le juge prudent, permet que la publication se fasse avec son approbation, en indiquant son nom, ainsi que le temps et le lieu où l'approbation a été donnée. S'il ne donne pas son approbation, l'Ordinaire doit communiquer à l'auteur de l'ouvrage les raisons de son refus (8).

**

Au cours de l'audience accordée le 7 mars 1975 au préfet soussigné, le Souverain Pontife Paul VI a approuvé ces normes proposées en assemblée plénière de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, et il a ordonné qu'elles soient publiées, en dérogeant aux prescriptions du Code de droit canonique qui sont contraires à ces normes.

Fait à Rome le 19 mars 1975.

Franjo card. SEPER,
préfet.

Jérôme HAMER, O.P.,
secrétaire.

(7) Autrefois, les laïcs devaient soumettre leurs raisons à l'approbation de l'Ordinaire du lieu (SNOP, *ibid.* — NDLR).

(8) Autrefois, il pouvait, « pour un motif grave », se dispenser de le faire (SNOP, *ibid.* — NDLR).

— **Parents insupportables ? Enfants difficiles ?** par Jean-Pierre REYNAUD. — Un vol. 12 x 21 cm, de 106 pages. Prix : 15 F. Le Centurion, Paris.

Questions et réflexions de tous les jours suivant le côté où l'on se trouve ! Ce qui intéresse l'auteur, c'est le pour quoi, parce que c'est là qu'on peut porter remède. Les tensions et les conflits naissent dans la façon concrète dont se vit la relation éducative. C'est de là qu'il faut partir pour trouver une solution durable et équitable, comme nous le montrent ces pages pleines d'intérêt.

LA LITURGIE

LES TRAVAUX DE LA CONGRÉGATION POUR LE CULTE DIVIN

Rapport du cardinal Knox

Le rapport ci-après sur les travaux de la congrégation pour le Culte divin et les problèmes auxquels elle doit faire face a été remis aux Pères du Synode épiscopal (Rome, 27 septembre-26 octobre 1974) par le cardinal Knox, préfet de la congrégation (1) :

La congrégation pour le Culte divin, créée par S.S. Paul VI le 9 mai 1969, continue le travail entrepris depuis 1964 par le « Consilium pour l'application de la Constitution sur la liturgie », conformément aux règles sur la réforme liturgique établies par le II^e Concile du Vatican.

Elle est la plus petite des congrégations romaines, car, outre le cardinal-préfet, elle ne compte pas plus de dix permanents, vingt-sept membres (cardinaux et évêques) et vingt consultants. Elle bénéficie cependant de la coopération d'experts de tous les pays du monde, appartenant notamment aux Commissions et aux Instituts nationaux de liturgie. Elle peut ainsi, grâce à ces experts, connaître et examiner les réponses, les difficultés, les désirs, les nouveaux besoins des différents pays.

Actuellement, les deux principales tâches qui incombent à la congrégation sont d'une part l'achèvement de la réforme des livres liturgiques, d'autre part la discussion et la solution des problèmes posés par les nouveaux besoins.

I. — La réforme des livres liturgiques

On peut dire que la réforme des livres liturgiques touche à sa fin. On n'attend plus, en effet, que la publication des livres suivants :

1. **Le Pontifical romain.** Les rites concernant les personnes et qui figuraient autrefois dans le premier volume du Pontifical (ordres sa-

crés, bénédiction d'un Abbé, consécration des vierges, etc.) ont tous été promulgués.

Quant aux rites concernant les choses, qui figuraient autrefois dans le volume II du Pontifical, comme la dédicace d'une église et d'un autel, ils seront publiés avant la fin de l'année.

2. **Le Rituel romain.** Tous les rites pour la célébration des sacrements ont été publiés. Quant aux bénédictions et aux sacramentaux, qui figuraient dans la deuxième partie du précédent Rituel, si Dieu le permet, ils seront publiés dans le courant du premier semestre de l'année 1975. Lorsque la révision du Rituel romain et des rites qui figurent actuellement dans le Pontifical romain sera terminée, on examinera comment toute cette matière pourra s'ordonner et des suggestions seront faites pour que les différents rites puissent être rassemblés dans des volumes pratiques à l'usage des pasteurs, des missionnaires itinérants, des évêques.

3. **Le Martyrologe.** Après quatre années de travaux, ce livre, lui aussi, arrive au port, et il est permis d'espérer qu'il sera offert à l'Eglise l'année prochaine. On ne doit pas voir en lui une simple énumération de saints et de bienheureux, mais un vrai livre liturgique qui propose des saints et des bienheureux historiquement prouvés et dont le culte est recommandé par l'Eglise pour un profit éminemment pastoral. Un *Sanctoral romain*, plus sélectif et plus riche que le Martyrologe, a été établi pour que la lecture publique de celui-ci constitue une nourriture spirituelle.

4. **Le Cérémonial des évêques.** La nouvelle édition de ce livre ne doit pas être considérée comme un simple guide des cérémonies. Pour chaque rite, une explication est donnée sur sa signification et sur les principes pastoraux qui l'inspirent. C'est à quoi répond le *Cérémonial romain*, qui sera comme le couronnement de la réforme liturgique.

5. **Le Recueil de prières.** Il constitue un petit guide attentif des exercices de piété qui complètent ou préparent l'action liturgique. Pour que ces exercices gardent toute leur valeur, il est nécessaire qu'ils concordent avec les lois liturgiques. Ils doivent compléter celles-ci et non les ignorer ou les contredire.

(1) *Notitiae*, organe de la congrégation du Culte divin, novembre 1974. Traduction de la *DC*, d'après le texte latin. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction.

Pour ce qui est de la dévotion à la Sainte Vierge, on trouvera un magnifique exemple dans la récente exhortation apostolique *Marialis cultus* sur le bon ordonnancement et le développement du culte marial (2). La même attitude doit être adoptée en ce qui concerne les dévotions envers l'adorable personne du Christ : le chemin de croix, ou contemplation de la passion du Seigneur ; la dévotion envers le Sacré Cœur de Jésus, le Précieux Sang, le Saint Nom de Jésus.

Ce recueil de prières suggère surtout des principes pour rendre service aux conférences épiscopales et aux évêques.

II. — La mise en œuvre de la réforme liturgique

On ne peut dire que la réforme liturgique soit arrivée à son terme une fois publiés les nouveaux livres. De nouveaux problèmes se posent, les besoins des différents pays apparaissent plus clairement ainsi que le décalage entre le langage des textes liturgiques et celui des hommes d'aujourd'hui. Il semble absolument nécessaire d'étudier attentivement toutes ces questions.

L'année dernière, la congrégation pour le Culte divin a publié le *Directoire pour les messes d'enfants*, qui est un complément à la Présentation générale du Missel romain (3). Ce Directoire a été accueilli favorablement partout, particulièrement par ceux qui travaillent à la catéchèse et à l'initiation des enfants à la messe. Il lui sera ajouté des textes liturgiques adaptés aux enfants et particulièrement des prières eucharistiques (4).

Ces dernières années, la *création privée de nouveaux textes* pour les célébrations liturgiques fut souvent une cause d'inquiétude et de trouble. Elle se poursuit encore çà et là, avec les dangers qu'elle comporte pour la pureté et l'intégrité de la foi exprimées par la prière liturgique ainsi que pour l'unité de l'Eglise locale, diocésaine et universelle. Ce problème a été examiné en long et en large, particulièrement pour les *prières eucharistiques*, et enfin, après consultation des autres dicastères de la Curie romaine, une décision a été rendue publique par la lettre circulaire du 27 mai 1973 sur les prières eucharistiques adressée aux présidents des Conférences épiscopales (5). Conformément à cette lettre, certaines Conférences épiscopales ont demandé une prière eucharistique particulière pour des circonstances tout à fait spéciales (6). Ailleurs, de

nouvelles prières, autres que celles du Missel romain, ont été préparées. Tout cela, notre congrégation l'a examiné en raison de sa responsabilité.

Par ailleurs, je voudrais vous parler de deux questions qui nous semblent très importantes et qui sont actuellement débattues par les actives Commissions liturgiques nationales.

a) Les célébrations présidées par des laïcs

Dans la plupart des communautés chrétiennes qui sont en situation de diaspora, surtout en Amérique latine, en Asie, en Afrique, mais aussi dans certaines régions d'Europe, il n'y a pas de prêtre continuellement présent. Dans beaucoup de cas, le prêtre ne peut venir parmi elles que très rarement, une ou deux fois par an.

L'une des tâches et des soucis les plus graves et les plus urgents des évêques qui manquent de prêtres, c'est de tout mettre en œuvre pour que les communautés qui sont habituellement sans prêtre ne manquent pas d'assistance spirituelle. La possibilité doit leur être donnée de se réunir pour la prière commune, pour entendre la parole de Dieu et chanter ses louanges, pour célébrer les baptêmes et les mariages, pour recevoir l'Eucharistie, surtout le dimanche, sous la présidence d'un fidèle, d'un religieux ou d'un catéchiste ayant reçu de l'évêque mandat de s'occuper de cette communauté. Dans différentes régions, des initiatives ont été prises, des expériences ont été faites. Mais très souvent, malheureusement, rien ne se fait et la foi s'éteint petit à petit. On voit quelquefois des initiatives moins heureuses, comportant un risque de confusion dans l'esprit des fidèles entre célébration sacramentelle et non sacramentelle, entre Eucharistie et simple action de grâces. C'est pourquoi nous voulons que la question soit étudiée attentivement sous tous ses aspects. Une enquête a été faite sur les initiatives qui existent déjà, et nous avons bon espoir que seront offerts aux évêques des principes généraux, en matière de pastorale et de liturgie, des suggestions et des exemples pour les célébrations organisées dans des communautés sous la présidence d'un laïc.

b) L'utilisation des moyens audio-visuels dans la liturgie

Aujourd'hui, les instruments de communication sociale envahissent toute la société, et on prévoit que leur utilisation se développera encore dans les prochaines années. L'Eglise ne peut se désintéresser de cette réalité, et elle doit étudier comment atteindre les âmes par leur intermédiaire,

(2) DC 1974, n° 1651, p. 301 et s. (NDLR).

(3) DC 1974, n° 1645, p. 6 et s. (NDLR).

(4) Cf. les « Orientations adoptées pour les pays d'expression française, d'Europe et d'Afrique du Nord », dans *Célébrer la messe avec les enfants. Notes pastorales et suggestions pratiques, à l'intention des prêtres animateurs liturgiques, catéchistes, éducateurs et parents chrétiens*, Un vol. 22 x 16 cm, 128 pages. Ed. Chalet-Tardy. On trouve en fin de ce recueil trois prières eucharistiques pour les enfants, autorisées *ad experimentum* pour trois ans (NDLR).

(5) DC 1973, n° 1635, p. 609 (NDLR).

(6) Le Secrétariat général de l'Episcopat français a publié le communiqué suivant :

Par lettre en date du 10 janvier 1975, adressée à M. le cardinal Marty, M. le cardinal Knox, président de la con-

grégation pour le Culte divin, vient de donner son accord à la Conférence épiscopale française pour l'utilisation de la prière eucharistique *De reconciliatione*, n° 1.

Cet accord est donné *ad experimentum* jusqu'à la fin de 1977. Le texte de cette prière eucharistique ne sera pas inséré dans les éditions officielles du Missel romain.

Il est publié actuellement dans le fascicule prévu pour les pèlerins se rendant à Rome pour l'Année sainte et intitulé : *Eléments pour célébrer la réconciliation*. Le texte de cette prière figure également dans le fascicule préparé pour le Carême 1975 par le C.N.P.L.

Les Editions Desclée-Mame se proposent d'en faire une édition à part. La Maison Drogue-Ardant le sortira également dans sa série de « fiches ». Enfin, il se trouvera aussi dans les éditions courantes du missel pour les fidèles (NDLR).

de telle sorte que l'enseignement donné par le moyen des instruments audio-visuels soit mieux reçu que celui donné oralement ou par écrit. On doit donc s'y intéresser, non seulement parce qu'ils peuvent être utiles pour l'enseignement catéchétique, particulièrement dans les communautés pauvres manquant de prêtre, mais aussi parce qu'il n'est plus possible de les négliger.

Les demandes et les expériences ne manquent pas en ce qui concerne l'usage des moyens audio-visuels dans les célébrations liturgiques, et dans presque tous les pays des célébrations liturgiques, surtout la messe, sont transmises par la radio ou la télévision.

Ce problème, lui aussi, doit être attentivement pris en considération et il est déjà examiné par notre congrégation.

Les adaptations

Les livres de la liturgie restaurée donnent la structure fondamentale des actions liturgiques du rite romain. Mais dans le cadre de cette « unité substantielle », la Constitution sur la liturgie admet « des différences légitimes et des adaptations à la diversité des assemblées, des régions, des peuples, surtout dans les missions » (n° 38), compte tenu du caractère, du génie et des richesses spirituelles des différentes nations et personnes. Cela est très nécessaire pour que la liturgie atteigne vraiment les âmes des fidèles et les aide à participer au mystère pascal, afin qu'elles se conforment au Christ. C'est là le programme principal de la liturgie pastorale après l'achèvement de la réforme des livres liturgiques. Cependant, si l'on doit avec bienveillance prendre en considération et même promouvoir les caractères propres, les traditions et les usages des différents peuples et pays, il faut, par contre, en même temps éviter les dangers de particularisme ou de subjectivisme, éviter tout ce qui, avec le progrès des cultures, change constamment, est indissolublement lié à des superstitions et des erreurs, ou enfin tout ce qui ne peut se concilier avec les principes d'un véritable et authentique esprit liturgique. La congrégation pour le Culte divin se propose de traiter cette question d'une façon plus approfondie avec les Conférences épiscopales, en promouvant une véritable et authentique adaptation qui en même temps soit attentive aux traditions et aux exigences des peuples, et reste fidèle à la structure des livres liturgiques ainsi qu'à la tradition de l'Eglise.

L'approfondissement de la réforme liturgique

Dans tous les pays on prépare activement les traductions des livres liturgiques en langue du peuple ainsi que les moyens nécessaires pour aider les fidèles à participer à l'action liturgique. Ce travail a donné beaucoup de peine aux Commissions de liturgie et aux experts. Bien souvent ils ont rencontré de nombreux sacrifices et ils se sont heurtés à de graves difficultés qui manifestent clairement la vitalité de l'Eglise. L'action pastorale s'organise de plus en plus autour de la liturgie, et, dans certaines régions, celle-ci demeure pratiquement la seule occasion de rassembler la communauté chrétienne et de l'instruire. Mais, comme on l'a dit clairement

dès le début, les modifications apportées à la liturgie ne suffisent pas. Il est nécessaire d'acquiescer un sens plus profond de la célébration, de la communauté, de la participation, de mieux connaître les rites et les prières. C'est seulement lorsque les célébrations liturgiques, spécialement les sacrements, sont préparés avec beaucoup de soin et que les fidèles y sont acheminés comme par un catéchuménat, que le renouveau liturgique acquiert toute sa vitalité et porte d'authentiques fruits de vie chrétienne et de sainteté. Il faut donc promouvoir une formation liturgique continue des prêtres et des fidèles, des servants, des chanteurs et aussi des acolytes et des lecteurs. Non moins important est le travail des experts pour que dans tous les pays soit constitué un patrimoine d'hymnes et de chants grâce auxquels la communauté s'imprègne plus facilement des vérités chrétiennes et est amenée à participer à la liturgie.

Ceux qui outrepassent la réforme et ceux qui la refusent

Certaines initiatives liturgiques arbitraires et regrettables qui sont prises çà et là, et auxquelles on fait une publicité exagérée, viennent souvent de ce que les livres liturgiques sont mal connus ou ne sont pas encore passés dans la pratique. D'autres s'expliquent par un certain refus ou une certaine lenteur à appliquer pleinement et correctement la réforme liturgique. L'un et l'autre comportement sont pareillement négatifs. Sont condamnables non seulement ceux qui, de leur propre initiative, contreviennent aux lois liturgiques ou les outrepassent, mais aussi ceux qui s'opposent à la réforme liturgique, en invoquant de vaines, sinon fausses raisons.

Cela vaut notamment pour ceux qui s'acharnent à prétendre qu'il est légitime de ne pas utiliser le nouveau Missel romain et que l'on peut, avec le peuple, célébrer la messe selon la forme tridentine établie par saint Pie V, malgré les dispositions contraires de la Constitution apostolique du Souverain Pontife Paul VI et de leur Conférence épiscopale. Ceux qui s'opposent au nouveau Missel sont encore plus condamnables lorsque, pour défendre leur thèse, ils se permettent de porter des accusations contre le Souverain Pontife lui-même et proposent de fausses interprétations des documents et des textes liturgiques, semant ainsi le trouble dans la communauté chrétienne.

L'aspect sacrificiel de l'Eucharistie dans le Missel de Paul VI

Le Missel de Paul VI propose dans son intégralité la foi de l'Eglise au sujet de la messe. La doctrine traditionnelle est clairement exposée dans la constitution apostolique, dans l'introduction et dans la Présentation générale qui précèdent le Missel. Il y est affirmé clairement que la messe est en même temps et inséparablement sacrifice, par lequel est perpétué le sacrifice de la croix, mémoire de la mort et de la résurrection du Seigneur, repas sacré. Tout cela doit être pris en considération dans la catéchèse pour que l'on reconnaisse ce que fait l'Eglise, même si elle l'exprime de différentes façons.

On déplore par exemple que l'aspect sacrificiel de l'Eucharistie ne soit pas exprimé dans les

nouvelles prières eucharistiques. Or il semble qu'il y soit exprimé plus clairement que dans le canon romain. Le sommet de la prière eucharistique est en effet les paroles de la consécration, où le prêtre agit éminemment au nom du Christ. « Par les paroles et les actions du Christ s'accomplit le sacrifice que le Christ lui-même institua à la dernière Cène lorsqu'il offrit son corps et son sang sous les espèces du pain et du vin... » (7) (Présentation générale du Missel romain, 55 d.) Les paroles du Christ expriment aussi le caractère sacrificiel de la célébration. Son corps est « livré pour vous » — paroles qui ont été ajoutées dans le nouveau Missel — et son sang « sera versé pour vous et pour la multitude ».

Le caractère sacrificiel de l'Eucharistie est encore exprimé par la mention de l'offrande qui figure dans toutes les prières eucharistiques et par laquelle « l'Eglise, et surtout celle qui est actuellement rassemblée, offre au Père, dans le Saint-Esprit, la victime sans tache » (*ibid.*, 55 f).

Regardons de plus ce qui est dit dans les nouvelles prières eucharistiques :

Prière eucharistique II : « Faisant ici mémoire de la mort et de la résurrection de ton Fils, nous t'offrons, Seigneur, le pain de la vie et la coupe du salut. »

Prière eucharistique III : « ... nous présentons cette offrande vivante et sainte »... ; « par le sacrifice qui nous réconcilie avec toi... ».

Prière eucharistique IV : « Nous t'offrons son corps et son sang, le sacrifice qui est digne de toi et qui sauve le monde. »

Sous cet aspect, ces paroles sont certainement plus claires que celles du canon romain.

Conclusion

La voie moyenne que suit la congrégation pour le Culte divin pour que le passage à la liturgie restaurée se fasse progressivement, conformément à la lettre et à l'esprit des livres liturgiques et de la Constitution sur la liturgie, est proposée également aux évêques. Leur responsabilité vient avant tout de ce qu'ils sont « les principaux dispensateurs des mystères de Dieu, comme ils sont les organisateurs, les promoteurs et les gardiens de toute la vie liturgique dans l'Eglise qui leur est confiée » (*Christus Dominus*, 15). C'est à eux qu'il appartient de diriger, parfois de défendre, mais toujours de présenter par une catéchèse insistante et claire le sens de l'action liturgique, de veiller à ce que les célébrations soient dignes et répondent pleinement au juste renouveau, de donner l'exemple dans les célébrations qu'ils président. De plus, il leur appartient de promouvoir les études et les enquêtes sur la façon dont la vie liturgique évolue dans le diocèse, sur les besoins et les véritables exigences des fidèles, sur la meilleure façon de leur venir en aide.

C'est pourquoi, par une liturgie bien célébrée, exprimant avant tout la vraie foi de l'Eglise et englobant les sentiments, les désirs, les joies, les peines, les efforts et les frustrations des hommes, la vie chrétienne est renouvée et les fidèles, imprégnés du mystère du Christ, peuvent

le vivre plus pleinement et l'exprimer extérieurement.

Ce que veut l'Eglise, c'est annoncer le Dieu vivant et Jésus-Christ qu'il a envoyé pour le salut de tous afin que les hommes s'attachent à lui avec une foi sincère. Mais le Christ a envoyé les apôtres non seulement pour prêcher l'Evangile, mais aussi pour accomplir par le sacrifice et les sacrements, auxquels est ordonnée la vie liturgique tout entière (cf. *Sacrosanctum Concilium*, 5), l'œuvre de salut qu'ils annonçaient. Ce que se propose l'évangélisation, c'est que ceux qui croient dans le Christ renaissent par le baptême à une vie nouvelle, soient rassemblés en un unique Peuple de Dieu (cf. *Ad gentes*, 15) et soient ainsi conduits à offrir leurs travaux et toute la création à Dieu le Père avec le Christ dans le sacrifice eucharistique, qui est « source et sommet de toute l'évangélisation » (*Presbyterorum ordinis*, 5). L'évangélisation est nécessairement liée à la liturgie. Sinon, elle n'atteint pas pleinement sa fin. Les hommes doivent en effet être conduits à la foi et aux sacrements du salut par l'annonce de l'Evangile, et, d'autre part, le ministère des sacrements requiert la prédication de la Parole. Et cela ressort clairement dans tous les rites de la liturgie restaurée, où la célébration de la Parole et la célébration du sacrement sont intimement liées et constituent un unique acte du culte.

James Robert, card. KNOX, *préfet*.

INTERVIEW DU CARDINAL KNOX

Le cardinal Knox a accordé au journal *l'Avvenire* (2 janvier 1975) l'interview ci-après, recueillie par Silvano Stracca, dans laquelle il développe certains points du rapport qu'on vient de lire (1) :

Q. L'une des principales activités de la congrégation pour le Culte divin est la révision des livres liturgiques. Auxquels travaillez-vous particulièrement et pour quand en est prévue la publication ?

R. La publication des livres liturgiques, à laquelle on a principalement travaillé au cours de ces dernières années, est maintenant arrivée à son terme. Les rites principaux pour la messe et la célébration des sacrements sont désormais définitifs et les livres liturgiques correspondants sont publiés. Il s'agit maintenant de donner la dernière touche au tableau général.

Le livre principal auquel on travaille actuellement est celui qui contiendra les rites pour la dédicace de l'église, de l'autel, des autres choses et lieux servant au culte, par exemple la bénédiction du calice et de la patène, des cimetières, des cloches, des images sacrées. Il tient compte de la situation actuelle, où certains lieux de culte sont utilisés par des catholiques et des membres d'autres communautés ecclésiales. Une bénédiction spéciale, adaptée à leur situation, est aussi prévue pour les lieux de culte provisoires.

(1) Traduction, d'après le texte italien, et sous-titres de la DC.

(7) DC 1970, n° 1568, p. 711 (NDLR).

Les bénédictions - La religion populaire

Dans le Rituel romain doit être complétée la partie concernant les bénédictions. Il y a actuellement dans le Rituel une grande quantité de bénédictions : environ cent cinquante. Devant la sécularisation qui, ces dernières années, a envahi l'Eglise, surtout en Occident, la question a dû être étudiée très attentivement pour chercher à mieux clarifier la notion de bénédiction et à déterminer les situations de la vie ecclésiale, familiale et individuelle où l'on ressent plus spécialement le besoin d'une bénédiction qui les sanctifie.

Ces dernières années, après un certain abandon, on a noté un nouvel intérêt pour la préparation des projets de bénédictions. Dans le courant de l'année 1974, par exemple, dans les pays de langue allemande ont été publiés au moins cinq volumes contenant des schémas de bénédictions. Le moment est donc venu de terminer aussi ce travail. Il offrira des principes généraux, la structure de la célébration et en outre une cinquantaine de modèles, sur la base desquels les Conférences épiscopales pourront créer d'autres textes correspondant mieux à leur situation locale.

Pour les saints également on a remarqué un renouveau d'intérêt. C'est ainsi que la congrégation a travaillé à conduire à terme le travail assez délicat de la révision du martyrologe, où l'on trouvera la liste des saints vénérés dans l'Eglise, avec de brèves notices historiques et la date de leur fête.

Une fois terminés les nouveaux livres liturgiques, il faudra mieux préciser les célébrations, spécialement pour les cas où cette célébration se fait avec l'évêque. La liturgie épiscopale a une grande importance dans la vie d'un diocèse. Elle était réglemantée par le Cérémonial des évêques. Mais maintenant celui-ci ne correspond plus à l'esprit des nouveaux livres liturgiques, et sa révision est donc en cours. Mais le nouveau Cérémonial ne se bornera pas à expliquer comment se préparent et se déroulent les célébrations liturgiques. Il indiquera aussi l'esprit et la signification des rites.

A côté de la liturgie au sens strict, il y a les dévotions du peuple chrétien, qui elles aussi doivent être harmonisées avec la liturgie. Il s'agit de formes particulières de culte envers le Seigneur — Sacré-Cœur, Précieux sang —, envers Marie — Rosaire, neuvaines, consécrations, scapulaires —, et envers les saints. Le récent Synode des évêques a beaucoup insisté sur la nécessité de tenir compte de la religion populaire, non seulement pour la purifier, mais aussi pour y trouver l'amorce d'une prédication plus profonde du message chrétien. La congrégation veut apporter une aide aux Conférences épiscopales en publiant un « livre de prières » qui traitera des principales dévotions du peuple chrétien.

Ce livre devra nécessairement paraître après qu'aura été achevé le travail de préparation des autres livres liturgiques, surtout celui des bénédictions auquel il est particulièrement lié. On espère que les autres livres paraîtront en 1975.

L'adaptation

**à des catégories particulières de personnes,
aux cultures des différents peuples**

Q. Quels nouveaux problèmes la congrégation doit-elle affronter en menant à terme la réforme liturgique ?

R. Ce sont ceux qui naissent de la rencontre de la nouvelle liturgie avec la réalité vivante de l'Eglise, et de la rapide transformation du monde d'aujourd'hui.

Ces dernières années, la plus grande préoccupation des Conférences épiscopales était de traduire les livres liturgiques latins. Maintenant on sent la nécessité que le message transmis en langue vivante soit pleinement compris et assimilé. C'est ainsi par exemple que le nouveau Rituel du catéchuménat a dû tenir compte d'une situation nouvelle dans l'Eglise : l'initiation des enfants et de ceux qui ont reçu le baptême étant enfant, mais n'ont ensuite reçu aucune instruction religieuse et reviennent à l'église à l'occasion de leur confirmation ou de leur mariage. Une initiation spéciale à la vie chrétienne, adaptée à leur situation, a été préparée.

L'année dernière, la congrégation a aussi préparé un Directoire pour la célébration de la messe avec les enfants. Il leur faut un langage adapté. Pour qu'ils comprennent la messe, la formation dont ils ont besoin n'est pas la même que pour les adultes. Le même problème se pose par exemple pour les sourds-muets, les handicapés. Il se pose aujourd'hui aussi d'une façon particulièrement dramatique pour les jeunes. Beaucoup abandonnent l'Eglise. Est-ce parce qu'ils n'y trouvent pas un langage et un mode d'expression adaptés à leurs aspirations, à leur façon de sentir les choses ? Cette question doit être posée et il faut l'étudier en fond, ne serait-ce que parce qu'on ne peut pas exposer la liturgie à un fractionnement excessif. La ligne fondamentale des nouveaux livres liturgiques doit toujours être respectée. Il s'agit d'étudier quelles adaptations peuvent en être faites pour des catégories particulières de personnes.

Il y a aussi la question de la rencontre du message chrétien avec les différentes cultures, dont on a beaucoup parlé au dernier Synode. Il est nécessaire que le message chrétien soit revêtu des richesses et des particularités des différents peuples. C'est seulement ainsi qu'il pourra pénétrer profondément en eux. Et cela non plus n'est pas facile. Il y a des valeurs qui sont liées à des superstitions, d'autres qui n'expriment pas vraiment l'âme d'un peuple, mais sont seulement des aspects extérieurs, folkloriques.

Il faut découvrir les véritables exigences de l'âme d'un peuple et voir comment elles peuvent servir pour exprimer le message chrétien, comment elles peuvent donner de nouveaux symboles à la liturgie. Que l'on pense par exemple aux grandes traditions de l'Orient, de l'Inde, de l'Afrique. Ça et là des études ont déjà été entreprises. Au Japon, en Corée, en Inde, au Laos, au Cambodge, notamment, il existe des expériences autorisées qui, pour le moment, portent seulement sur les aspects extérieurs : vêtement, attitudes pendant la célébration, façon d'exprimer la vénération, l'adoration, la louange. Mais outre ce revêtement local, il faudra aussi un contenu exprimé d'une façon correspondante.

En Afrique, il y a déjà eu des tentatives d'adaptation de l'*Ordo Missae*. Mais nous n'en sommes encore qu'au début. Ce chemin doit être poursuivi avec la collaboration des Conférences épiscopales et des instituts spécialisés dans les sciences liturgiques et anthropologiques.

Les célébrations présidées par des laïcs Les mass media

Q. Qu'a-t-il été fait pour les célébrations liturgiques présidées par des laïcs et pour l'utilisation des instruments de communication sociale dans la liturgie ?

R. On comprendra tout de suite combien est urgent le problème des célébrations présidées par des laïcs, si l'on pense au manque de prêtres, surtout dans certaines régions. Il y a des communautés chrétiennes où

le prêtre ne peut venir que quelquefois dans le courant de l'année. Si elles sont laissées à l'abandon, la foi ne peut pas subsister longtemps. Il est nécessaire que chaque région étudie comment aider les communautés sans prêtre, particulièrement en recourant aux laïcs.

L'Eglise, surtout dans les pays de mission, a déjà de nombreux laïcs catéchistes. Ces dernières années, ils ont reçu des pouvoirs particuliers, par exemple distribuer la communion, porter l'eucharistie aux malades, présider les obsèques, organiser la célébration de la Parole de Dieu, baptiser, faire les mariages. Il faut maintenant passer à une organisation plus complète, en faisant en sorte que chaque communauté chrétienne ait son responsable qui assure au moins les services les plus indispensables.

Il est surtout nécessaire que chaque communauté sans prêtre ait la possibilité de se réunir le dimanche pour écouter la Parole de Dieu et un bref commentaire, de chanter les louanges du Seigneur et de vivre dans la conscience de ses devoirs découlant du baptême. Cela peut se faire avec l'aide de laïcs. Naturellement, les laïcs chargés de présider la liturgie dominicale doivent avoir les moyens dont ils ont besoin.

Le missel est fait pour une communauté présidée par un prêtre. La congrégation pour le Culte divin a donc mené une enquête sur les initiatives, les désirs et les possibilités des différents pays, sur la base de laquelle elle étudiera le problème à fond. Elle espère pouvoir donner des directives et aussi des modèles de célébrations présidées par un laïc.

Quant aux mass media, on sait à quel point ils envahissent la société de mini-cassettes, disques, vidéo-cassettes. Les moyens audio-visuels sont déjà abondamment utilisés dans la catéchèse. Est-il possible de passer de la catéchèse à la liturgie, du moins dans des situations particulières, par exemple lorsqu'il n'y a pas d'organiste, aux messes pour enfants, sourds-muets, handicapés ? De plus en plus, la parole s'accompagne de l'image, à la télévision, et même dans l'enseignement. La transmission purement orale, comme celle de la liturgie, devient plus difficile pour un monde ainsi habitué. Dans quelle mesure pourrait-on recourir aux moyens audio-visuels dans la liturgie ? Ce problème est à l'étude.

Ceci sans parler des exigences particulières de la transmission d'une cérémonie liturgique, par exemple la messe. Cette question intéresse aujourd'hui plusieurs réseaux de télévision, et elle peut être un moyen d'atteindre des milieux que le prêtre ou le catéchiste ne parviennent pas à toucher.

Progressisme et conservatisme

Q. Dans votre rapport aux Pères du Synode, vous avez souligné la nécessité d'assurer dans les différents pays une préparation liturgique plus profonde pour éviter non seulement un progressisme exagéré, mais aussi un conservatisme injustifiable. Pouvez-vous expliciter votre pensée sur ce point ?

R. J'ai déjà dit qu'il ne suffit pas d'avoir fait la réforme ou de l'appliquer matériellement. Il est nécessaire d'en comprendre l'esprit et de faire en sorte qu'elle imprègne toute la vie chrétienne. La fin de la réforme n'est pas de changer pour le plaisir de changer, mais d'aider les chrétiens à mieux comprendre et vivre le mystère chrétien.

Comme c'est le cas pour tout changement, surtout après des siècles d'habitudes, il est inévitable qu'il y ait eu une certaine confusion ou même une certaine désorientation. Ceci d'autant plus que certains pays

n'étaient pas préparés à la réforme, tandis que d'autres étaient en avance. C'est ainsi que, dans certains pays, l'application de la réforme, notamment l'introduction des différents rites rénovés, n'a pas pu être convenablement préparée. Elle a été appliquée, mais sans doute n'a-t-elle pas toujours été comprise. Il faut y revenir, en expliquer les motivations, en montrer les objectifs, les exigences. On a parfois fait preuve d'une certaine précipitation, ou bien on a voulu agir seul, sans tenir compte du véritable bien spirituel des fidèles.

Et puis, la réforme requiert des créations nouvelles : l'aménagement des églises, avec l'autel tourné vers les fidèles, le lieu où est célébrée la Parole de Dieu, le siège du célébrant, la chapelle du Saint-Sacrement, une nouvelle conception du confessionnal. Il y a aussi la nécessité de constituer un patrimoine de chants répondant aux exigences du culte, à la nature des différentes célébrations, aux différents temps de l'année liturgique. C'est un domaine immense qui requiert beaucoup de collaborateurs et beaucoup de temps. Les œuvres de vraie valeur ne naissent pas d'un jour à l'autre.

Cela est encore plus grave lorsqu'on pense à la rapidité avec laquelle changent les goûts, à la brève durée des chants, aux nouveaux genres de musique qui apparaissent ou disparaissent continuellement. Il faut une certaine patience, et cela n'a pas toujours été le fait de tous. Certains se sont permis de faire des créations en dehors des directives de l'autorité de l'Eglise, avec le risque de désorienter les fidèles, de tomber dans le subjectivisme ou, pire encore, de ne pas exprimer clairement le mystère du Christ.

D'autres se sont cramponnés sur les positions du passé, qu'ils estimaient plus sûres et moins exigeantes. L'esprit de parti a parfois pris le dessus. On a vu apparaître des associations pour la défense de l'ancienne liturgie, du latin... Pour défendre leur cause, ils n'ont pas craint de s'opposer à l'autorité des évêques et du Pape, d'inciter à la désobéissance, et aussi de prétendre que la nouvelle liturgie déforme le visage de l'Eglise, la rend protestante.

Toutes ces accusations, non seulement sont sans fondement, mais elles sont injustifiées. A leur base, il y a l'incompréhension des nouveaux livres liturgiques, de la doctrine qu'ils proposent et qui est celle de toujours. D'autres fois, c'est une notion claire de l'Eglise qui manque, par exemple lorsqu'un groupe de gens cultivés, parmi lesquels beaucoup de non-croyants, se sont adressés au Pape pour lui demander de conserver le latin (2). L'Eglise a certainement intérêt à conserver les valeurs artistiques, mais elle n'est pas faite pour cela. Ce qui compte, avant tout, c'est le bien des âmes.

Une certaine période de décantation et une meilleure compréhension de la liturgie produisent déjà un meilleur équilibre s'établissant sur le renouveau dans la continuité, la coexistence de l'ancien et du nouveau, du latin et de la langue du peuple, du respect des lois liturgiques et d'une juste spontanéité et variété, ainsi que cela est prévu dans les livres liturgiques.

Du reste, la congrégation n'estime pas que tout soit parfait et immuable. Elle prête attention aux exigences légitimes et, lorsque cela est nécessaire, elle veut rétablir l'équilibre. C'est ainsi, par exemple, que, en même temps qu'elle incite à constituer un patrimoine de chants populaires en langue moderne, elle exhorte les fidèles à apprendre un répertoire minimum

(2) Cf. DC 1971, n° 1592, p. 798 (NDLR).

de chants en latin et en grégorien, avec le livret *Jubilate Deo* (3) ; après avoir publié le Missel avec ses quatre prières eucharistiques, elle a préparé des prières particulières pour les messes avec les enfants ; elle a accordé des textes particuliers aux Conférences épiscopales qui en ont fait la demande, comme par exemple pour le Synode des diocèses suisses.

Il n'y a pas de fermeture à l'égard du passé et de l'avenir, mais une continuité fondée sur la tradition

(3) Le livret « *Jubilate Deo* » — texte latin et musique — est édité chez Téquì. Son contenu tout entier a été enregistré sur disque Decca 33 tours par les Bénédictines d'Argentan. Livret et disque peuvent être commandés à l'abbaye Notre-Dame, 2, rue de l'Abbaye, 61200 Argentan (disque : 43 F. ; livret : 6 F. — NDLR.)

PRIÈRES EUCHARISTIQUES POUR LES MESSES D'ENFANTS ET LES MESSES DE LA RÉCONCILIATION (*)

A la demande de plusieurs Conférences épiscopales, S. S. Paul VI, le 23 octobre 1973, a chargé la S. Congrégation pour le Culte divin de préparer trois schémas de prières eucharistiques pour les messes d'enfants. Et le 29 de ce même mois, il a autorisé la préparation d'une prière eucharistique particulière à l'occasion de l'Année sainte, qui pourra être utilisée dans des messes pour la réconciliation.

Un groupe d'étude a tout de suite été constitué qui a préparé les schémas au cours de trois sessions plénières et les a soumis au Souverain Pontife. Celui-ci les a approuvés et a décidé qu'ils seraient utilisés « *ad experimentum* » pendant trois ans, aux conditions indiquées.

Les Conférences épiscopales qui désirent utiliser « *ad experimentum* », sur leur territoire, les prières eucharistiques des messes d'enfants ou des messes de la réconciliation, doivent en faire la demande à la S. congrégation pour le Culte divin. Cependant, pour qu'elles connaissent les limites et les conditions de l'expérience, nous publions les normes établies par le Souverain Pontife et qui figurent dans le fascicule contenant le texte de ces prières, imprimé le 1^{er} novembre 1974.

Après la publication de la circulaire de cette S. congrégation sur les Prières eucharistiques datée du 27 mai 1973 (**), certaines Conférences épiscopales et certains évêques de différentes parties du monde ont adressé au Saint-Siège des pétitions afin d'obtenir de nouvelles prières eucharistiques pour les messes de la réconciliation.

En effet, le Directoire du 1^{er} novembre 1973 pour les messes d'enfants demande d'une façon générale que les prières présidentielles composées pour les fidèles adultes soient, dans les messes d'enfants, adaptées de telle manière que les enfants puissent

liturgique du passé et sur la ligne tracée par le Concile.

*
**

Q. Vous êtes préfet à la fois de la congrégation pour le Culte divin et de la congrégation de la Discipline des sacrements. Que pensez-vous de ce lien ainsi établi entre ces deux dicastères ?

R. Après neuf mois d'expérience, je suis convaincu que ce lien entre ces deux congrégations, dont les compétences se chevauchent souvent, est un grand bien. Je suis surtout content de l'ardeur avec laquelle elles travaillent. Sans doute, dans l'avenir, faudra-t-il envisager des changements concrets en vue d'un service de l'Eglise plus efficace dans le domaine du culte divin et de la discipline des sacrements.

les considérer comme l'expression de leur vie religieuse propre (1). Pour ce qui est de la plus noble des prières présidentielles, la prière eucharistique, ce même document avait décidé que seules les quatre prières eucharistiques approuvées devaient être utilisées, également pour les enfants, « jusqu'à ce que le siège apostolique ait pourvu autrement aux messes d'enfants (2) ».

D'autre part, il a semblé très utile et opportun qu'à l'occasion de la célébration de l'Année sainte il y ait une prière eucharistique particulière qui pourrait aussi être utilisée à l'occasion des célébrations pénitentielles, notamment parce que ce thème fondamental présente différents aspects qui culminent dans l'action de grâce et la bénédiction de la prière eucharistique.

Le Souverain Pontife Paul VI a pris en considération ces requêtes légitimes et il a demandé à cette S. congrégation de préparer des formules particulières de prières eucharistiques pour ces occasions.

En conséquence ont été rédigés trois schémas de prières eucharistiques pour les messes d'enfants et deux sur le thème de la réconciliation. Ceux-ci ont été soumis au Souverain Pontife qui, le 26 octobre 1974, a décidé ce qui suit :

1. Les prières eucharistiques contenues dans ce fascicule sont approuvées *ad experimentum* pour trois ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année 1977. La prière pour la réconciliation peut être utilisée dans les célébrations particulières sur le thème de la réconciliation et de la pénitence, notamment pendant le Carême, à l'occasion de pèlerinages ou de réunions spirituelles.

Leurs textes ne pourront cependant pas être insérés dans les éditions officielles du Missel romain.

2. Ces prières eucharistiques seront envoyées aux présidents des Conférences épiscopales qui en ont fait la demande. Chaque Conférence épiscopale peut ne

(*) Texte latin dans *Notitiae*, organe de la congrégation pour le Culte divin, janvier 1975.

Pour l'utilisation en France de ces prières eucharistiques, cf. *supra*, p. 364, notes 4 et 6.

(**) DC 1973, n° 1635, p. 609 et s. (NDLR).

(1) Cf. Directoire des messes d'enfants, n° 51 : AAS 66, 1974, 44 (DC 1974, n° 1645, p. 11. — NDLR).

(2) *Ibid.*, n° 52 : AAS 66, 1974, 45.

retenir qu'une seule prière eucharistique pour les messes d'enfants et une pour la réconciliation (3).

3. La traduction en langue vernaculaire des textes choisis par la Conférence épiscopale doit être approuvée et soumise à cette S. congrégation pour confirmation. C'est seulement après confirmation par ce Siège apostolique qu'elle peut être utilisée.

Cette traduction peut se faire avec une certaine liberté de telle sorte qu'elle réponde pleinement aux exigences et au génie de chaque langue. Elle peut donc différer quelque peu du texte latin, conformément à ce qui est dit aux numéros 9-11 des notes préliminaires des messes pour enfants (*). Cependant la structure et le sens de la prière eucharistique doivent être conservés ; les formules de la consécration doivent être traduites fidèlement et littéralement, et elles doivent être les mêmes dans toutes les prières eucharistiques.

4. L'utilisation de la prière eucharistique des messes pour enfants est limitée aux messes célébrées pour les enfants seulement ou dont les participants sont en majorité des enfants (4).

On entend par communauté d'enfants celle qui est prise en considération dans le Directoire pour les messes d'enfants, c'est-à-dire celle composée « d'enfants qui ne sont pas encore entrés dans l'âge dit pré-adolescent (5) ».

(3) Cependant, les demandes raisonnables pour obtenir une plus large concession seront examinées avec bienveillance par le Saint-Siège, cas par cas (extrait d'une communication de la Secrétairerie d'Etat du 26 janvier 1975, prot. n° 272908).

(*) Voici la traduction de ces trois articles :

9. La Conférence épiscopale devra choisir l'un des schémas proposés ici et veiller à ce que soit rédigé un texte en langue vernaculaire qui réponde pleinement aux exigences pastorales, pédagogiques et liturgiques. Ce texte doit être approuvé par la Conférence épiscopale et envoyé au Siège apostolique pour confirmation.

10. Il est souhaitable que cette rédaction soit confiée à une Commission composée d'hommes et de femmes compétents sur le plan non seulement liturgique, mais aussi pédagogique, catéchétique, littéraire et musical.

11. Cette Commission doit avoir toujours présent à l'esprit qu'ici le texte latin n'est pas destiné à un usage liturgique. Il ne doit donc pas être traduit purement et simplement.

Ce texte latin détermine la fin, la substance et la forme générale de ces prières, lesquelles doivent demeurer les mêmes dans les diverses langues. Mais ce qui est propre au latin (lequel n'a jamais cultivé un style s'adressant aux enfants) — c'est-à-dire la préférence pour la construction dite « hypotactique », le style orné et redondant appelé « cursus » —, ne doit en aucune manière être transposé dans les textes vernaculaires destinés à un usage liturgique. Le style de ceux-ci doit être en tous points adapté au génie des diverses langues et en même temps à la façon dont, dans les diverses langues, on s'adresse aux enfants lorsqu'il s'agit de choses importantes. Cela vaut *a fortiori* pour les langues plus éloignées du latin, particulièrement les langues non occidentales. Pour être utile aux traducteurs, il leur est proposé, à titre d'exemple, une rédaction de chacune des prières eucharistiques dans une langue occidentale.

(Texte latin dans *Notitiae*, janvier 1975, p. 8. Traduction de la D.C. — NDLR).

(4) Directoire des messes d'enfants, 19 : AAS 66, 1974, 35.

(5) *Ibid.*, n° 6 : AAS 66, 1974, 31.

Ceux qui sont autorisés à utiliser lesdites prières *ad experimentum* doivent respecter strictement les conditions ci-dessus énoncées.

Fait au siège de la S. congrégation pour le Culte divin le 1^{er} novembre 1974.

James R. card. KNOX,
préfet.

A. BUGNINI,
archevêque titulaire
de Diocletiana, secrétaire.

APRES L'EMISSION TELEVISEE SUR SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS

Communiqué de l'Evêché de Luçon

Après l'émission télévisée du jeudi 27 mars, sur Saint-Hilaire-le-Vouhis, l'évêché de Luçon, malgré sa volonté d'éviter toute polémique, se doit de communiquer quelques précisions pour répondre aux questions qui lui sont adressées.

Pendant plusieurs années nous avons patienté avec M. l'abbé Jamin qui avait fait de l'église paroissiale de Saint-Hilaire-le-Vouhis le lieu de culte habituel du groupe qui s'est constitué en Association Saint-Pie-V de l'Ouest. Nous nous sommes efforcés, par ailleurs, de toujours le traiter avec le maximum de bienveillance. Nous continuons, bien sûr, à lui verser son traitement et nous avons proposé de mettre à sa disposition, pour lui et ses parents, un logement à titre gracieux.

M. l'abbé Jamin a fait un recours à Rome. Rome lui a répondu avec clarté que ce recours était rejeté et qu'il devait obéir en tout aux décisions de son évêque.

Sans revenir sur le caractère fantaisiste d'une prétendue liste de 41 prêtres vendéens inscrits à un parti de gauche, nous tenons à relever une affirmation gravement erronée faite au cours de cette émission : « Depuis quelques années seulement, dans le diocèse de Luçon, 70 prêtres se sont mariés. » On comprendra la pudeur légitime que l'on peut ressentir dans l'Eglise à parler de cette épreuve douloureuse. Un devoir de vérité nous oblige pourtant à donner les précisions suivantes : durant ces quinze dernières années (1960-1975), 35 prêtres appartenant au diocèse de Luçon ont quitté le ministère sacerdotal, parmi lesquels 25 à ce jour sont mariés. (Au 1^{er} décembre 1974, le diocèse de Luçon comptait 803 prêtres, dont 629 présents en Vendée.)

(Texte original.)

— El apostolado seglar en Espana. Orientaciones fundamentales, de la Comisión episcopal de l'apostolat secular en Espana. — Un vol. relié 12,5 X 20 cm de 416 pages. Biblioteca de Autores cristianos, Madrid.

L'Assemblée plénière de l'épiscopat espagnol, de décembre 1972, avait demandé ce travail à la Commission épiscopale de l'apostolat séculier qui s'en est largement acquittée. Elle rappelle tout d'abord l'actualité de cet apostolat séculier en Espagne, la nécessité de ses associations, leurs caractéristiques, leur conscience aiguë de l'Eglise, leur dynamisme missionnaire pour le renouveau de l'Eglise, l'édification de la charité, leur solidarité avec les pauvres, etc. Sont étudiés les lignes d'action et les moyens concrets à mettre en œuvre. C'est un document bien complet dont l'apostolat séculier peut profiter même en dehors de l'Espagne.

De quelques anomalies dans les célébrations liturgiques

Sous ce titre, le cardinal DUVAL, archevêque d'Alger, écrit dans le bulletin de son diocèse (*« La Semaine religieuse d'Alger »*, 13 mars 1975) :

Un magnifique élan de renouveau s'est affirmé, depuis le Concile, dans les célébrations liturgiques. Nous ne remercierons jamais assez le Seigneur du fait que le Peuple de Dieu manifeste davantage la conscience de sa dignité humaine et chrétienne par une participation « active », « pleine », « consciente », « intérieure et extérieure », « pieuse », « fructueuse » et « communautaire » (1) au culte spirituel que l'Eglise offre à Dieu dans la célébration des saints mystères.

Il y a lieu cependant de nous mettre en garde contre certaines anomalies plus ou moins regrettables qui s'insinuent subrepticement dans la pratique. Elles n'ont pas toutes la même importance, ni la même gravité, mais, dans leur ensemble, elles pourraient porter préjudice à la dignité du culte dû au Seigneur et à son efficacité pastorale.

Voici quelques-unes de ces anomalies :

— On ne peut que louer l'aspiration de nos communautés à faire preuve de créativité. La restauration liturgique y a pourvu et peut-être oublie-t-on quelquefois la grande marge de liberté laissée par l'Eglise à nos initiatives. Mais n'est-il pas utile de rappeler que la « création » a pour terme l'être, c'est-à-dire un progrès, un enrichissement, une plus grande perfection ? Les changements ne ressortissent pas à la créativité qui ont pour terme le non-être, c'est-à-dire l'appauvrissement, le dessèchement et, en fait, une régression.

— La liturgie est, dans l'ordre des signes, la manifestation la plus haute de l'unité de l'Eglise et, de nos jours, il est de plus en plus nécessaire que cette unité s'affirme au plan mondial. Au moment où l'humanité marche vers son unité, il serait pour le moins contre-indiqué que la liturgie soit le théâtre d'un individualisme qui pourrait déconcerter les fidèles.

— La liturgie est la proclamation de la grandeur de Dieu et le témoignage de la puissance salvatrice de la grâce du Christ. Rien n'est plus opposé à l'esprit de la liturgie que la tendance à tout minimiser dans les expressions du culte, qu'il s'agisse des prières, des vêtements liturgiques, des rites, des lectures de la Bible. La « noble simplicité » (2) des rites liturgiques n'a rien à voir avec la négligence et la vulgarité.

— Le chant sacré a été institué pour donner aux actes du culte plus de solennité (3) et de chaleur humaine. Pour atteindre ce but, il doit comporter une qualité propre et ne saurait s'accommoder d'une expression qui, loin de favoriser la contemplation, serait un obstacle à celle-ci.

— Avant le Concile, on pouvait observer, ici ou là, un certain exclusivisme en faveur du chant grégorien ; il ne faut pas passer à l'extrême opposé en se laissant gagner par un complexe antigrégorien (4). Si l'Eglise recommande des chants dans les langues vivantes, ce serait sous-estimer le goût du peuple

que de penser qu'il est incapable d'apprécier à l'occasion certaines pièces grégoriennes en latin.

— La répulsion pour le latin ne doit pas atteindre l'invocation trinitaire *Kyrie eleison...* qui, bien que de langue grecque, est à l'honneur dans presque toutes les liturgies.

— Les chorales, recommandées par le Concile (5) ne sont pas opposées au chant du peuple ; elles constituent au contraire un moyen adapté de promouvoir la participation de l'assemblée au chant liturgique (6).

— On ne peut que se réjouir que l'on organise, lorsque la chose est possible, des messes spécialement destinées aux enfants, mais il est pénible de constater quelquefois que, dans les actes les plus solennels du culte, les enfants soient oubliés, alors qu'ils ont un droit imprescriptible à une participation active (service de l'autel, chants, lectures, présentation des offrandes, etc.). Une célébration à laquelle les enfants assistent d'une manière toute passive manque d'une certaine joie, d'un esprit familial, pourtant essentiels à l'action liturgique. Les adolescents risquent de s'éloigner de la pratique religieuse s'ils n'y ont pas été associés activement.

— La Parole de Dieu, consignée dans la sainte Ecriture, a une « extrême importance » (7) dans la liturgie. Ce serait dénaturer la liturgie que de remplacer les textes de la Bible par des passages, si excellents soient-ils, de livres non canoniques.

— L'Eglise confie volontiers des ministères à des laïcs, mais cela doit se faire dans l'ordre ; on ne comprend pas bien que des laïcs distribuent la sainte Eucharistie lorsque des prêtres sont présents et inoccupés.

— Le Concile a recommandé l'usage des sacramentaux, souhaitant même que de nouveaux sacramentaux soient introduits dans la liturgie (8). Le peu de faveur dont ils sont quelquefois l'objet actuellement peut conduire à l'indifférence religieuse et à sa compagne habituelle, la superstition. En un pays où les ablutions rituelles sont à l'honneur, il est pénible de voir quelquefois vides les bénitiers des églises.

— Un apostolat liturgique bien pensé doit prévoir la participation des malades et des vieillards infirmes. Le « seigneur malade » doit être à l'honneur dans la liturgie ; c'est son droit, qu'il s'agisse de la liturgie à domicile, ou des assemblées dans les églises ; en notre époque où un certain nombre de familles disposent d'une voiture, un effort pourrait être fait pour conduire de temps en temps à l'église les malades qui le désirent ; il y a là une activité qui intéresse particulièrement le dévouement des jeunes. Il existe dans notre diocèse de très beaux exemples de ce dévouement liturgique en faveur des malades et des vieillards.

D'une manière générale, l'esprit de la liturgie invite à dépasser tout repli sur soi, toute étroitesse, toute conception unilatérale, tout exclusivisme.

L'Eglise, spécialement dans sa liturgie, a le cœur largement ouvert à tous.

Alger, le 1^{er} mars 1975.

Léon-Etienne DUVAL,
cardinal-archevêque d'Alger.

(1) Constitution sur la sainte liturgie, SC.

(2) SC, 34.

(3) SC, 112.

(4) SC, 116.

(5) SC, 114.

(6) SC, 114.

(7) SC, 24.

(8) LG, 29 ; SC, 60, 79.

Questions actuelles

COMMISSION FRANÇAISE « JUSTICE ET PAIX »

LA FRANCE ET LES PAYS DU TIERS-MONDE DANS UN TEMPS DE CHANGEMENT (*)

I. — Des tournants de l'histoire

18 avril 1955... Bandoeng... Une trentaine d'Etats, africains et asiatiques, affirment le droit à l'indépendance politique des peuples colonisés. C'est le signal de la décolonisation qui déferle de 1955 à 1962, et même après.

5 septembre 1973... Alger... La Conférence des pays non alignés, qui réunit soixante-dix-sept pays du tiers-monde déclare qu'« il s'agit d'édifier une indépendance authentique en éliminant les monopoles étrangers et en prenant en main les richesses nationales et leur exploitation au bénéfice des peuples. Il s'agit, pour les peuples du tiers-monde, de sauvegarder leur personnalité propre, de récupérer et d'enrichir leur patrimoine culturel, de promouvoir dans tous les domaines leur authenticité, gravement aliénée par les colonialistes. Il s'agit, enfin, d'affirmer leur indépendance dans l'exercice effectif de la souveraineté nationale contre toute hégémonie, c'est-à-dire le rejet de toute forme de subordination et de dépendance de toutes les ingérences et de toutes pressions, qu'elles soient

politiques, économiques ou militaires » (1).

La libération politique — objectif de la Conférence de Bandoeng — appelait la libération économique et culturelle — objectif de la Conférence d'Alger. Le refus, par les pays du tiers-monde (2), des dépendances politiques, économiques et culturelles, est un fait majeur. A l'ignorer, on ne donne qu'une explication tronquée aux événements actuels.

Depuis, les représentants qualifiés des pays non alignés, dans les conférences mondiales, ont réaffirmé et affiné ces revendications. Le discours du président Boumédiène à la Conférence

les rapports entre les peuples est la condition du développement ».

Sans doute, conscient de déconcerter, s'appuie-t-on sur des propos de Paul VI, que celui-ci se garderait bien de qualifier de politiques, même si leur portée politique est indéniable. Mais en s'adossant ainsi au discours officiel, le groupe énonciateur n'abdique en rien sa responsabilité qui est celle d'hommes s'adressant à leurs concitoyens pour leur dire où, à leur avis, se trouve leur intérêt. Propos politiques s'il en est : « Politiques, certes, au sens où la politique prend en compte les fins de l'existence collective », précise-t-on.

Même si ce n'est pas dit, parce que cela va de soi, ce discours va aussi de chrétiens à des chrétiens. Sans l'explicitier, il leur laisse entendre que c'est dans ce combat politique que se décide et s'effectue la signification de leur foi.

Pour que la Parole de Dieu soit effectivement signifiante, pour que la Pâque du Christ soit signe efficace de libération et de vie nouvelle, il importe, en effet, que soit changé ce monde où la plus grande part de l'humanité, les dizaines de millions d'enfants qui naissent tous les ans n'ont aucun espoir de se procurer les conditions de leur existence humaine. Quand Dieu parle dans un tel monde, ce ne peut être que pour dire que sa transformation est la condition de sa reconnaissance comme Dieu, Créateur d'une humanité qu'il appelle à se faire à son image et ressemblance.

(1) Extrait de la « Déclaration politique » de la Conférence d'Alger.

(2) Nous utilisons l'expression tiers-monde dans son sens classique : ce ne sont ni des pays industrialisés à économie de marché, ni des pays à économie planifiée (Europe de l'Est et Chine). Cet ensemble est loin d'être homogène entre les pays producteurs de pétrole et les pays connaissant la faim et dépourvus, aujourd'hui, de ressources recherchées sur les marchés internationaux. Ces derniers forment ce que l'on commence à appeler le quart-monde.

(*) On peut se procurer le présent document (8 p 21 x 29,7 cm) au Secrétariat de la Commission française « Justice et paix », 71, rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris (tél. 325-92-91). Prix : 3 F l'exemplaire, port non compris. Prix dégressifs par quantités.

Le P. Vincent COSMAO, O.P., écrit dans la Croix (3 avril 1975) au sujet de ce document :

[...] Pour le moment, ils (les pays du tiers-monde) nous proposent une redistribution du pouvoir et nous avons sans doute intérêt à prendre en considération cette proposition. C'est ce que vient de dire la Commission française Justice et Paix, dans une note de réflexion sur la France et les pays du tiers-monde dans un temps de changement. Rompant délibérément avec le genre littéraire à base de jugement ou d'exhortation éthique auquel on est habitué dans les documents d'Eglise, ce texte parle un langage politique.

Sur la base du constat et de l'analyse du propos politique du tiers-monde, il reconnaît qu'« il est de notre intérêt d'évaluer et de partager autrement les ressources de l'univers » et que, « en d'autres termes, la France a intérêt — contrairement aux évidences immédiates — à contribuer à la redistribution des richesses mondiales ». Et pour qu'il soit bien clair que les propositions du tiers-monde sont prises en considération dans leur portée politique, on affirme que « ce changement politique dans

de l'O.N.U. sur les matières premières, son message à Kurt Waldheim et la déclaration de l'O.N.U. relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international les expriment clairement (3).

Le discours du président Boumédiène commence par un constat. « En détenant l'essentiel des marchés de consommation des matières de base ainsi que le quasi-monopole de la fabrication des produits manufacturés et des biens d'équipement, en détenant aussi les monopoles des capitaux et des services, les pays développés ont pu fixer, à leur guise, tant les prix des matières de base qu'ils prennent aux pays en voie de développement que ceux des biens et services qu'ils fournissent à ces derniers. De la sorte, ils se trouvent dans une position où ils peuvent drainer à leur profit les ressources des pays du tiers-monde.

Aux yeux de l'immense majorité de l'espèce humaine, cet ordre est aussi injuste et aussi périmé que l'ordre colonial duquel il tire son origine et sa substance (4). »

Ce constat doit pousser les pays en voie de développement à mettre en valeur eux-mêmes leurs ressources nationales, fût-ce au prix de nationalisations. Mais le bénéfice de cette action peut leur être « subtilisé par le biais du prix. Aussi le pouvoir de fixer ce prix et la maîtrise des mécanismes qui s'y rattachent apparaissent-ils comme les corollaires de l'objectif de récupération des ressources naturelles... [...] Faut-il mentionner que le seul fait de rétablir le pouvoir d'achat du prix d'une quinzaine de matières de base exportées par les pays en voie de développement, au niveau qu'il avait au début de la précédente décennie, procurerait à ces pays des ressources qui se monteraient à un niveau tel qu'elles égaleraient, par exemple, trois ou quatre fois l'aide proprement dite qui a été fournie en 1972 par les pays développés à l'ensemble des pays en voie de développement ? »

Bien que les pays membres des Nations Unies aient « proclamé solennellement leur détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats » (5), les pays du tiers-monde déplorent « les attitudes systématiques de refus qu'ils rencontrent chaque fois qu'ils posent les vrais problèmes du développement » (6) : pratiques restrictives à l'importation des produits du tiers-monde ; attitudes négatives vis-à-vis des demandes du tiers-monde lors des réunions de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développe-

ment (7) ; constitution d'un club des pays consommateurs de pétrole à la conférence de Washington, en février 1974 ; menaces directes des Etats-Unis, par la suite ; refus d'associer réellement les pays en voie de développement à la réforme du système monétaire international.

Malgré cela, une condition du développement reste la mobilisation dans un vaste élan de solidarité entre les peuples, de l'aide de la communauté internationale, reposant essentiellement sur l'apport en moyens financiers, technologiques et commerciaux, des pays riches et développés à ceux dont le développement est à promouvoir.

Peuples du monde occidental, nous voilà donc en face d'un changement fondamental :

— La prise de conscience, par les pays en voie de développement, de leur force économique et de leur rôle politique ;

— Leur volonté d'assurer, selon des règles nouvelles, une coopération entre les nations.

Ce changement politique dans les rapports entre les peuples est la condition du développement. En soi, il ne supprime ni la pauvreté, ni la faim, qui demeurent. En soi, il ne dispense pas de l'effort et du dévouement de tous les hommes de bonne volonté. Mais il les inscrit dans une perspective nouvelle, plus juste.

Ce progrès dans les rapports entre les peuples que nous saluons ici demeure fragile à un double titre. Fragile d'abord parce que les pays les plus riches ne l'ont pas accepté et tentent de le remettre en cause ; fragile aussi parce qu'il risque de créer un clivage entre pays du tiers-monde, laissant le quart-monde hors de la nouvelle répartition des richesses qui se dessine (8).

II. — Positions françaises

Quelles modifications ce changement provoque-t-il dans les attitudes des pouvoirs publics en France ?

Des membres de l'administration ou du Plan prennent acte de ce changement et souhaitent que la politique française en tire toutes les conséquences positives. Ils font remarquer que les pays du tiers-monde « n'ont pas prôné le démantèlement de l'économie mondiale et n'ont pas appelé à la guerre sainte des pauvres contre les nantis. Ils ont demandé un partage plus équitable des responsabilités et des richesses. Ils ont souligné l'interdépendance de tous les pays et fait appel à la coopération (9) ». Dans ces

(7) Les réunions de la CNUCED se sont tenues à Genève (1964), à La Nouvelle-Delhi (1968) et à Santiago du Chili (1972).

(8) Les pays du tiers-monde sont conscients de ce risque. La conférence ministérielle sur les matières premières qu'ils ont tenue à Dakar s'est achevée, le 8 février 1975, par une motion de solidarité destinée à prévenir toute manœuvre tendant à les diviser. Les pays du tiers-monde, est-il indiqué dans cette motion, sont solidaires et apportent leur appui à tous les pays en voie de développement qui « décident de recouvrer leurs droits au moyen de la nationalisation de leurs ressources naturelles, de la prise de contrôle des entreprises étrangères exerçant sur leur territoire, ou par la fixation des prix des produits qu'ils exportent ».

(9) Rapport du « Groupe tiers-monde environnement international », Groupe long terme pour le VII^e Plan, document photocopié, juin 1974, p. 16 et 23.

SOURCE : Mémoire français au CAD.

(3) Sauf indication contraire, les citations qui suivent sont extraites du discours prononcé par le président Boumédiène lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, en avril 1974. Nous avons retenu ce texte parce qu'il nous paraît exprimer plus directement l'opinion des pays du tiers-monde que ne pouvait le faire la déclaration de l'ONU qui en prend acte.

(4) Pour illustrer ce propos, voir le tableau de la page 375, où apparaît le poids des pays industrialisés dans la production industrielle mondiale.

(5) Déclaration de l'ONU relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

(6) Discours du président Houari Boumédiène.

conditions nouvelles, une politique avantageuse est possible pour la France comme pour les pays du tiers-monde. Mais, pour cela, la France doit changer d'attitude. Elle ne peut plus « se contenter d'être la grande sœur amicale, bienveillante et parfois généreuse du tiers-monde, mais devenir un partenaire qui ne craigne pas le changement, connaisse les objectifs du tiers-monde et soit compétent pour répondre aux demandes de coopération commerciale ou technique (9) ».

Sur la scène internationale, la France essaie officiellement de dégager une attitude réaliste à l'égard des pays en voie de développement. Elle reconnaît qu'un nouveau style de relations est à instaurer. Le refus d'adhérer au Club des consommateurs de pétrole et la proposition d'une conférence trilatérale à laquelle participeraient les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole sont des signes de cette volonté de concertation. En ce domaine, la France s'efforce d'ouvrir une voie différente.

Dans le même sens, il faut noter la manière de concevoir l'application des nouveaux accords de coopération avec les pays d'Afrique. Ceux-ci sont heureusement étonnés qu'on leur demande, sur place, de fixer eux-mêmes les besoins de leur pays et d'étudier les moyens de l'aide technique.

Ces positions sont à retenir comme annonce d'une évolution. Dans la pratique, ces attitudes ne sont pas encore confirmées, comme on peut le constater en analysant :

2.1. Les positions de fait prises par la France dans les récentes Conférences internationales organisées par l'ONU

— Lors du vote de la stratégie internationale du développement, en octobre 1970, le représentant de la France jugeait déplacé un paragraphe sur le désarmement et l'apartheid, rappelait son attachement aux clauses de sauvegarde au cas où les produits des pays en voie de développement menaceraient un secteur d'activité et trouvait trop élevé l'objectif de 0,7 % du P.N.B. d'aide publique.

— A la Conférence sur le droit de la mer (Caracas, juin-août 1974), la question posée, sous les définitions juridiques, était celle-ci : à qui appartiennent et qui peut exploiter les richesses de la mer ? La France avait été l'un des pre-

miers pays industriels à accepter la proposition d'une « zone économique ». Au cours de la Conférence, la France s'est trouvée en retrait de cette position en présentant, avec sept autres membres de la Communauté européenne, un projet sur la pêche qui donne des pouvoirs plus restreints aux pays côtiers. Sur l'exploitation des mers au-delà des deux cents milles (zone maritime internationale), la France s'est alignée sur la position commune des puissances industrielles : la haute mer est (mais pour qui ?) zone de liberté.

— A la Conférence alimentaire mondiale (Rome, 5-16 novembre 1974), la participation française a été plutôt effacée. La France ne s'est pas opposée au principe de la création d'un fonds de développement agricole, mais elle a précisé que sa position ne signifiait pas « forcément » qu'elle s'engageait à participer au financement de ce fonds. Pas plus, ou pas mieux que les autres pays industrialisés, elle n'a fait de proposition novatrice exprimant clairement la nécessité d'un changement décisif dans l'attitude et les pratiques des pays développés à l'égard des pays du tiers-monde.

2.2. La pratique quotidienne de la coopération avec le tiers-monde

Les évolutions souhaitées depuis longtemps ne se sont pas clairement traduites dans les faits. Le rapport Jeanneney, en 1963, et le rapport Gorse, en 1970, proposaient un redéploiement géographique, un plus grand effort financier, une organisation administrative adaptée, une distinction claire entre aide et commerce. Le rapport Gorse, en outre, mettait l'accent sur la finalité de l'aide : contribuer au développement.

Les rapports avec les pays du tiers-monde sont toujours du ressort de diverses administrations et organismes : ministère de la Coopération, ministère des Affaires étrangères, direction du Trésor et direction des relations économiques extérieures au ministère des Finances, Caisse centrale de coopération économique pour l'essentiel, mais aussi ministères de l'Intérieur, de l'Education nationale, des Postes et Télécommunications...

La part dans le P.N.B. se situe maintenant à un niveau très inférieur à l'objectif de 0,7 % du P.N.B. adopté par les Nations Unies, surtout si l'on exclut les départements et territoires d'outre-mer (D.O.M.-T.O.M.).

PART DE L'AIDE PUBLIQUE DANS LE P.N.B.

	1960	1963	1965	1967	1970	1971	1973
D.O.M. - T.O.M. compris	1,35	0,98	0,76	0,71	0,66	0,66	0,58
Hors D.O.M. - T.O.M.	1,20	0,78	0,55	0,47	0,45	0,43	0,38
La répartition géographique a évolué du fait de l'indépendance de l'Algérie et de la part-narité accordée aux départements et territoires d'outre-mer.							
	1960	1968-1970	1973				
Départements d'outre-mer - Territoires d'outre-mer	11	30	35				
Algérie, Maroc, Tunisie	45	14	11				
Pays africains et malgache	33	27	27				
Autres pays	3	20	13				
Organismes internationaux (*)	8	9	14				
Total	100	100	100				

(*) Les apports aux organismes internationaux fluctuent sensiblement d'une année sur l'autre.

SOURCE : Memorandum français au C.A.D.

La bonne adaptation de l'aide française au développement est plus difficile à apprécier. La masse des assistants techniques encore en place en Afrique montre que l'on n'a pas su organiser avec les Etats le remplacement des coopérants par des nationaux. Par contre, les investissements réalisés sur fonds publics, s'ils sont dispersés et répondent parfois à des impératifs politiques, sont, dans l'ensemble, bien orientés, comme l'indique le tableau suivant.

**REPARTITION PAR SECTEUR
DES CREDITS DU FONDS D'AIDE
ET DE COOPERATION DE 1958 A 1971**

	En millions	En %
Production rurale	416,7	32,5
Production industrielle et minière	121,9	9,5
Infrastructure	256,5	20,0
Equipement sanitaire et social	69,8	5,4
Equipem. scolaire et universitaire	184,4	14,4
Affaires culturelles	152,7	11,9
Dépenses générales de contrôle	27,7	2,2
Etudes générales	52,0	4,1
Total	1 281,7	100,0

III. — Intérêt et solidarité

La tentation est grande, dans la crise que nous connaissons, de négliger les relations avec les pays du tiers-monde les plus pauvres, en prétextant nos propres difficultés ou en alléguant les possibilités nouvelles de partage des richesses qui s'offrent aux pays producteurs de matières premières, ou encore de morigéner ces derniers parce qu'ils vendraient trop cher le pétrole dont ils sont détenteurs.

A ce sujet, il convient de s'en tenir aux réalités plus qu'aux slogans et, pour cela, de rappeler quelques faits chiffrés : ce n'est que vers la fin de 1973 que le rapport d'échange (10) pour les produits africains exportés vers la France a retrouvé le niveau de 1960. Aujourd'hui, les cours de certains produits sont tombés au-dessous de ceux atteints fin 1973 - début 1974 (tableau A) :

(10) Le rapport d'échange est le rapport de l'indice moyen des cours d'un produit exporté vers un pays industrialisé à l'indice des valeurs moyennes à l'exportation des produits manufacturés de ce pays.

Ce tableau, outre l'évolution défavorable du rapport d'échange sur la période 1960-1972, met en évidence l'ampleur des fluctuations auxquelles sont soumis les prix des matières premières.

Un autre tableau illustre la dégradation du pouvoir d'achat du paysan africain :

Pour acheter, en Côte-d'Ivoire	1960 en kg	1972-1973 en kg
— 10 litres d'essence à la pompe	—	—
il faut : café	3,7	4,6
coton	9,6	13,7
— 100 kg de ciment (stade de gros)	—	—
il faut : café	8	11
coton	20	30
— la fumure nécessaire au traitement de 1 ha	—	—
il faut : café	47	78
coton	121	200

Le temps vient où notre peuple, et pas seulement ses gouvernants, doit renouveler l'image qu'il se fait de ses relations avec les pays du tiers-monde. Ils sont des partenaires. Ils recherchent leur intérêt. Ils admettent que la France fasse de même. Il est donc indispensable de préciser où et en quoi consiste notre intérêt.

Contrairement aux apparences et aux tentances isolationnistes, nous avons besoin de maintenir et de développer les relations avec les pays du tiers-monde. Non plus dans les perspectives héritées du colonialisme mais dans celle qu'eux-mêmes souhaitent et formulent, c'est-à-dire des relations d'égal à égal. En fait, dans ce moment de l'histoire, il apparaît que notre intérêt économique et politique est dans la pratique de la solidarité. Souvent opposées l'une à l'autre, la politique rejoint ici l'éthique.

Il est de notre intérêt de ne pas nous isoler, dans une période où il apparaît que la France est, en définitive, un petit pays dans la population mondiale croissante. Cette croissance est essentiellement le fait des pays en voie de développement (tableau B).

A)	Produits	1960	1965	1970	1971	1972	1973	Janv. 1974
	—	—	—	—	—	—	—	—
	Café	100	91	116	105	103	85	85
	Coton	100	83	77	81	80	104	138
	Huile d'arachide	100	86	82	80	72	64	97
	Sucre	100	77	38	39	58	68	144

B)	PART DU TIERS-MONDE ET DES PAYS INDUSTRIALISES DANS LE MONDE (en % du total)							
	Pays industrialisés		Pays en voie de développement		Monde		France	
	1960	1970	1960	1970	1960 et 1970		1960	1970
Population	28,1	25,7	71,9 ^a	74,3 ^a	100		1,5	1,4
Production agricole	68,0	60,0	32,0	40,0	100		8,0	—
Production industrielle	93,4	93,3	6,6 ^b	6,7 ^b	100		3,6	3,4
Exportations	78,6	82,4	21,4	17,6	100		5,4	5,7

(^a) Chine incluse.
(^b) Chine exclue.

SOURCES : Annuaire de la F.A.O.
Annuaire statistique de l'O.N.U.
Rapport sur le développement industriel de l'O.N.U.D.I.

Il est de notre intérêt d'évaluer et de partager autrement les ressources de l'univers. Devant la rareté, on peut ou bien accaparer plus que jamais, au risque de susciter la colère et le ressentiment des plus pauvres et des générations futures, ou bien procéder à de nouvelles répartitions plus justes. Les pays qui auront le courage de s'orienter sur cette voie ont des chances de recueillir un avantage de cette orientation. « L'avantage ne viendra pas d'une quelconque reconnaissance, qui n'est pas de mise dans les relations internationales, mais du fait que la France sera prête à saisir les opportunités qui se présenteront et à répondre aux demandes qui s'exprimeront. »

En d'autres termes, la France a intérêt — contrairement aux évidences immédiates — à contribuer à la redistribution des richesses mondiales. Cela, pour deux raisons essentielles :

3. 1. Pour un pays de taille moyenne, la croissance ne peut se maintenir que dans un système d'échanges internationaux développés.

3. 2. La signification de la croissance elle-même et les doutes sur les satisfactions qu'au-delà d'un certain seuil elle procure — sans compter les limites et les dérives de la croissance que constituent les pollutions et les gaspillages — conduisent à penser que, de toute façon, une nouvelle division internationale du travail s'impose.

IV. — Conversions et métamorphoses

Ces perspectives ne se réaliseront pas facilement. Elles impliquent, provoquent et entraînent des modifications importantes dans la manière de conduire une économie déjà en profonde mutation.

4. 1. L'agriculture française — et européenne — devra être définie en fonction du contexte nouveau. Un fait est certain, quelles qu'en soient l'ampleur et les explications données : dans les années prochaines, les besoins alimentaires mondiaux seront accrus. Un pays comme la France, dont les potentialités agricoles sont importantes, devra intervenir pour contribuer à la couverture de ces besoins. Il faut donc prévoir une politique des excédents agricoles qui ne peut se concevoir sans que soit augmenté le volume de l'aide alimentaire. Car, pour une part, la demande alimentaire mondiale n'est pas soluble. Qui est prêt à payer ces excédents, à financer les stocks régulateurs nécessaires ? Est-on décidé à augmenter le volume de l'aide alimentaire ?

Cela ne suffit pas, car, à la limite, cette aide est dangereuse pour les bénéficiaires. Une telle aide, probablement indispensable des années durant, n'a de valeur que si elle est accompagnée d'une politique de développement des productions vivrières dans les pays en voie de développement. A long terme, il faut donc se préparer à ne plus exporter les excédents agricoles qu'il est nécessaire d'exporter à court terme. Cela veut dire que la politique agricole doit prévoir de nouvelles reconversions, pour le jour où ce long terme sera échoué.

4. 2. Au point de vue industriel, il faut tenir compte de deux faits :

— Par tête d'habitant, la France est le pays qui importe le moins de produits en provenance du tiers-monde.

— On avait pris l'habitude de penser que les pays en voie de développement se contenteraient de produire des produits industriels de consommation finale et que nous conserverions la maîtrise sur les produits plus sophistiqués (biens d'équipement, biens intermédiaires). Cette vision de beaucoup d'experts, qui enferme les pays en voie de développement dans un cercle vicieux, est refusée par les pays du tiers-monde. « Nos peuples devraient se contenter, en genre d'industrialisation, d'une série de transformations superficielles, telles que le montage, la confection ou le conditionnement qui ne sont autres qu'une forme nouvelle d'exploitation de leurs forces de travail et qui, de surcroît, privent leurs économies des potentialités réelles de création et de promotion des emplois » (11).

Dès maintenant, certains sont à même de se doter d'entreprises à technologie avancée (12), et sont capables de créer des biens de production, si bien que la compétition s'ouvrira de plus en plus sur l'ensemble de la production industrielle.

Conclusion

Certains penseront que ces observations et réflexions sont des considérations purement économiques et politiques. Politiques, certes, au sens où la politique prend en compte les fins de l'existence collective. Précisément, c'est à ce niveau que Paul VI s'est situé, à l'occasion des Conférences internationales de ces derniers mois. Plusieurs points ressortent de ses différents messages :

— Les peuples qui produisent des matières premières ont bel et bien le droit d'en retirer une « juste et équitable mesure de bien-être humain ».

— Les nations riches — et leurs gouvernements — sont dans une situation d'injustice à l'égard des pays en voie de développement. A ce sujet, les observations de Paul VI sont convergentes et volontairement réitérées.

— Il y a, de la part des nations riches, une domination économique et politique. Certaines d'entre elles sont aveuglées par l'égoïsme. Leurs intérêts acquis font obstacle au développement des plus faibles. Dans les relations entre nations riches et nations pauvres, il y a des « mécanismes faussés », « des contradictions », des structures désuètes », de « graves erreurs d'orientation, par négligence ou par omission ». Tout cela n'est pas le fruit du hasard, mais « d'actions malavisées ».

— Bien que l'aide soit présentement nécessaire, et que les riches (individus et collectivités) aient pour devoir d'intensifier l'effort d'investissement en faveur des plus dépourvus — il est clair qu'elle ne suffit pas. Ce qui s'impose, c'est :

D'entreprendre une révision des rapports entre les nations,

De mettre en question les modèles de croissance,

(11) Discours du président Boumédiène, avril 1974.

(12) Ceux qui doutent de la capacité des pays en voie de développement de gérer des entreprises à technologie complexe pourraient méditer les déclarations faites au lendemain de la nationalisation du canal de Suez sur l'impossibilité pour les Egyptiens de le faire fonctionner faute de pilotes valables.

De partager avec les nations les plus faibles les ressources de la terre et le pouvoir économique,

D'assurer une priorité effective aux moins privilégiés dans la distribution des richesses de la planète, sans pour autant leur imposer des politiques et des moyens de régulation démographique qui perturberaient leur univers culturel et seraient, par là même, facteurs de sous-développement.

— Il faut permettre aux pays en voie de développement d'être les agents de leur propre développement; de jouer leur véritable rôle dans l'élaboration des décisions qui affectent la vie même de leurs peuples; de prendre leur

destin en main. Alors seulement, ils pourront assumer leurs propres responsabilités à l'égard de la communauté des nations.

— Ce que le sens de la solidarité, ou plutôt un sens élémentaire de la justice, n'a pas obtenu les périls de l'heure finiront-ils par l'imposer? (13).

Mars 1975.

(13) Cf. l'allocution de Paul VI au secrétaire de la Conférence mondiale de la population (28 mars 1974); son message à la Conférence de l'ONU sur les matières premières (4 avril 1974) et son allocution à la Conférence mondiale de l'alimentation (9 novembre 1974) (DC 1974, p. 355, 401, 1051. *NDLR*).

COMMISSION FRANÇAISE « JUSTICE ET PAIX »

PROBLÈMES DE POPULATION ET CONSCIENCE CHRÉTIENNE (*)

1. A l'occasion de l'Année de la population (1974) et de la Conférence mondiale organisée par l'Organisation des Nations Unies à Bucarest (17-30 août 1974), des responsables et des mouvements d'Eglise ont étudié les problèmes démographiques d'aujourd'hui et de demain.

Le Pape Paul VI, dans une adresse remise le 28 mars 1974 au secrétaire général de la Conférence mondiale, a rappelé que l'Eglise a le droit et le devoir de parler sur un tel sujet. En effet, « quand l'Eglise s'intéresse aux problèmes de population, c'est avant tout par fidélité à sa mission. Ce souci s'inscrit dans un engagement pour la promotion du bien intégral matériel et spirituel de tout l'Homme et de tous les hommes. Elle sait que la population, ce sont les hommes, les personnes humaines ».

De fait, diverses instances de l'Eglise se sont exprimées. Le Saint-Siège, représenté par le P. de Riedmatten à la Consultation européenne (19-mai-1^{er} juin 1974) et par Mgr Gagnon à la Conférence elle-même, est intervenu dans les séances plénières et dans les groupes de travail.

En France, le point de vue de l'épiscopat sur le projet de plan mondial d'action a été communiqué aux autorités publiques françaises, qui en ont tenu compte dans leurs observations. Peu avant la Consultation européenne, les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles publiaient une déclaration destinée à l'opinion publique de leur pays afin de l'éclairer sur la portée et la signification d'un problème trop souvent mal perçu par les consciences chrétiennes.

2. Les problèmes posés, il est vrai, sont immenses. Ils abordent des questions fondamentales mettant en cause l'ensemble du développement de l'homme sous ses différents aspects biologique, politique, économique, moral et religieux. Quelques exemples :

— *Au plan quantitatif* : comment bâtir un monde fraternel quand le développement rapide de la population provoque un certain nombre de déséquilibres structurels graves entraînant sous-

alimentation, déficiences dans le domaine du logement, de l'éducation, affrontements violents entre peuples trop nombreux dans un monde fini ?

— *Au plan qualitatif* : la science génétique est appelée à réaliser des progrès considérables d'ici à l'an 2000. La manipulation génétique qui, longtemps, avait paru pure fiction, se développe et progresse rapidement. Il ne servirait à rien de condamner l'eugénisme « en soi ». Un certain eugénisme peut se justifier au regard de la foi. Une des tâches de l'homme, coopérateur de Dieu et continuateur de la création, est certainement d'améliorer, avec ses conditions de vie, son patrimoine génétique. Il n'en demeure pas moins que ces découvertes font naître à la fois de grandes espérances et des craintes sérieuses. La manipulation génétique est le modèle de ces nouveaux pouvoirs qui appellent de nouveaux devoirs. L'Eglise se doit d'apporter sa contribution à l'invention d'une *morale de l'espèce*.

A ce propos, plusieurs problèmes éthiques sérieux doivent être soulevés, qui demandent réflexion et orientation :

— Dans quel secteur la recherche génétique doit-elle être poursuivie de façon prioritaire ? Il s'agit d'un choix grave, de type politique et éthique.

— Faut-il chercher à faire passer au stade de l'application toutes les découvertes génétiques de quelque nature qu'elles soient ? N'y a-t-il pas un choix à opérer ? En fonction de quelle finalité ? Selon quels critères ? Par qui ?

— Si des actions génétiques deviennent possibles, qui sera le détenteur de ce pouvoir nouveau et redoutable ? Les pouvoirs publics (dans quelle orientation et au nom de quoi), les organismes privés (sous quel contrôle), les individus (dans quelle limite de liberté) ?...

3. Ces thèmes, esquissés à seul fin d'en faire ressortir l'ampleur et la portée, ne sauraient faire l'objet, dans ce texte, d'une étude, même super-

(*) Texte original.

ficielle. Nous nous limiterons ici aux seuls problèmes soulevés par la croissance quantitative, tels qu'ils ont été évoqués à Bucarest. Nous nous efforcerons de dégager les différentes problématiques qui se complètent ou s'affrontent dans ce domaine.

Nous développerons plus particulièrement les trois points suivants :

1. Le fait de la croissance quantitative et sa signification chrétienne,
2. Croissance démographique et développement économique et social,
3. L'action politique en matière de population.

I

LE FAIT DE LA CROISSANCE QUANTITATIVE ET SA SIGNIFICATION CHRETIENNE

1.1. Quelles sont les données objectives relatives à la croissance quantitative ? Y a-t-il « explosion démographique » ?

1.11. Au niveau global : l'explosion démographique

La réponse ne peut être affirmative à l'examen des faits. Pour peupler la terre de 500 millions d'habitants il a fallu à l'espèce humaine le temps qui s'écoula entre son origine et l'an 1600, après J.-C.

En 230 ans seulement vint s'y ajouter un demi-milliard de plus. De 1900 à 1950 (50 ans), l'augmentation de la population du globe fut d'un demi-milliard, de sorte que la population mondiale atteint maintenant 3 milliards. Vers l'année 1980, le cap des 4 milliards sera dépassé. Aux environs de l'an 2000, un consensus se fait autour du chiffre de 6,4 à 6,7 milliards d'habitants.

Au-delà de l'an 2000, dans une hypothèse maximaliste qui impliquerait le maintien de la fécondité actuellement observée, on aboutirait, par extrapolation mécanique, à 35 milliards en 2070. Toutefois, cette hypothèse ne tient pas compte du coup de frein malthusien qui commence à se faire sentir dans les pays en voie de développement. Le taux annuel moyen de croissance de la population mondiale, estimé à 2 % entre 1960 et 1990, commencerait à baisser pour être de 1,8 % entre 1990 et 2000. En admettant qu'un équilibre se réalise entre fécondité et mortalité, la population mondiale devrait se stabiliser à 12 milliards vers 2110.

Ces chiffres impliqueraient que des mesures concertées aient été prises en vue de stabiliser la population mondiale.

1.12. Une grande diversité de situations

Le fait de l'explosion démographique n'a pas pour origine les pays développés. Ceux-ci ont, au cours de ce siècle, considérablement réduit leurs taux démographiques. Aujourd'hui, on constate que la plupart de ces pays n'assurent plus, ou assurent à peine, le remplacement de leur population (Danemark, Finlande, Pays-Bas, Suède, Tchécoslovaquie, Hongrie, Allemagne fédérale).

Inversement, dans les pays en voie de développement, la conjonction des forts taux de natalité et la réduction de leurs taux de mortalité ont produit des taux d'accroissement démographique entre 1,5 et 3,5 %. Cette marge indique toutefois que la diversité des situations existe également dans le tiers-monde : 2,8 % en Amérique latine, 3 % en Asie, 1,8 % en Chine.

1.13. Un phénomène aggravant

Dans les pays en voie de développement, le phénomène quantitatif est aggravé par le fait de l'entassement dans les villes. Un exemple de cette situation est le Pérou. Il comptait, en 1961, une population de 9 615 200 habitants dont 4 220 000, soit environ 45 %, vivaient dans les villes. Au cours des dix dernières années, la population totale du Pérou a augmenté pour atteindre 14 014 600 habitants, soit une augmentation de 53 %, tandis que l'accroissement démographique, joint à l'exode vers les villes, a fait atteindre à la population urbaine l'effectif de 7 460 000, le faisant passer de 45 % à 53 % de la population du pays. Il en résulte des conditions matérielles malsaines qui « suppurent » le mal social, le mal moral, l'agressivité et la violence.

1.2. Signification chrétienne de la croissance démographique

1.21. Tout un courant au sein de l'Eglise tend à minimiser l'importance de la croissance démographique. On cherche à atténuer l'ampleur du problème démographique en se fondant, implicitement ou explicitement, sur les arguments suivants :

— Le Dieu tout-puissant ne peut avoir créé le monde sans prévoir tous les problèmes qui s'y présenteraient et, en fin de compte, tout s'arrangerait mystérieusement.

— Il serait inconcevable que l'humanité puisse se perdre en suivant le commandement du Créateur : « Croissez et multipliez. »

— Quel que soit le nombre des humains, les ressources de la terre sont suffisantes, le seul problème étant celui de la répartition des richesses entre pauvres et riches.

1.22. Cette interprétation est contestable. L'objectif est de créer un monde toujours plus fraternel. C'est par rapport à cet objectif que la croissance démographique doit être appréciée. C'est dire que celle-ci n'est pas un bien en soi (1). Elle ne peut être un impératif absolu. Il convient de réagir contre toute interprétation nataliste du « Multipliez-vous » qui, pour être correctement compris, doit être resitué dans le milieu socio-culturel d'Israël où fécondité égalait prospérité et bonheur.

En fait, le texte du premier récit de la création (Gn 1, 28) indique bien que procréation et expan-

(1) Dans l'encyclique *Populorum progressio*, le Pape Paul VI a admis qu'un accroissement démographique rapide peut présenter des inconvénients majeurs quand il écrit : « Il est vrai que, trop souvent, un taux d'accroissement démographique accéléré ajoute ses difficultés aux problèmes du développement : le volume de la population s'accroît plus rapidement que les ressources disponibles et l'on se trouve enfermé apparemment dans une impasse. »

sion de l'humanité sont au service de la vraie mission cosmique de l'homme : dominer la terre et la faire fructifier. Quand elles vont à l'encontre de cette mission, *elles n'ont plus valeur de norme*.

A la vérité, « doué d'intelligence et de liberté, l'homme est responsable de sa croissance comme de son salut (2) » et il ne saurait de ce fait s'abandonner à un déterminisme aveugle pas plus sur le plan démographique que sur les autres.

II

CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

2.1. Les problématiques contradictoires

2.1.1. Deux écoles de la pensée se sont opposées, lors de la Conférence de Bucarest. L'une considère que la croissance démographique arrête tout développement et dévore les ressources mondiales. Elle recrute ses partisans en Amérique du Nord et en Europe, mais aussi dans plusieurs pays d'Asie. L'idée implicite est que les gens sont pauvres et le développement impossible parce qu'ils sont nombreux et prolifiques : « J'affirme, déclare Aurelio PECCEI, du Club de Rome, que, dans notre étude de la relation population/ressources, *c'est la population et non les ressources qui constitue l'élément principal*. »

Cette problématique développe le thème de la *solidarité mondiale en matière démographique*. Elle préconise que soit adopté un code de comportement démographique des nations ainsi qu'un code d'utilisation des ressources naturelles.

Sans doute, l'action est-elle à entreprendre principalement dans les pays en voie de développement où le déséquilibre ressources/population va en s'aggravant. Elle s'impose également dans les pays développés. Etant donné que le taux de consommation et de pollution par habitant dans les pays industrialisés est beaucoup plus élevé que dans les autres régions, la limitation de la croissance de la population dans ces pays est tout aussi urgente que dans les pays en voie de développement.

Par ailleurs, dans les pays développés, la croissance démographique multiplie la consommation déjà disproportionnée qu'ils font des ressources mondiales.

2.1.2. Une autre école de pensée considère que le développement mondial lui-même et la correction des déséquilibres sociaux sont plus importants qu'une action spécifiquement démographique. Cette thèse a été le plus souvent illustrée par les pays latino-américains, les africains, les pays socialistes. Han Suyin a développé cette position caractéristique. Ce qu'il faut instaurer, ce sont le développement et la justice sociale pour tous : on résoudra, du même coup, le problème de la population. En tout état de cause, aucun essai de limitation du taux d'accroissement démographique n'aura de succès avant qu'un certain « seuil » de développement ne soit atteint qui assure le succès de ces mesures de limitation. Pour Han Suyin, par exemple, « l'expérience de

planification de la famille en Inde a échoué. Cet échec s'explique parce que les conditions matérielles n'étaient pas là, parce qu'on n'avait pas trouvé préalablement une solution aux problèmes socio-économiques de l'exploitation ».

A la vérité, ajoute Han Suyin, donner la primauté à la limitation des naissances, « c'est mettre la charrue avant les bœufs et, pour les peuples du tiers-monde, tout programme de régulation des naissances n'est qu'une teinture de génocide, tant qu'on n'aura pas mis fin aux autres injustices ».

En bref, la « solution démographique » apparaît à cette école comme « l'alibi » de l'Occident, dispensant ce dernier de rechercher une solution de justice avec toutes les remises en cause qu'elle implique. Elle exprime la grande peur de l'Occident d'avoir à partager des ressources et des niveaux de vie avec des peuples plus nombreux et de voir ainsi mise en question pour l'avenir sa suprématie.

Cette problématique conduit à nier l'existence d'une solidarité démographique mondiale impliquant une politique commune. Il importe, au contraire, selon elle, d'affirmer la souveraineté des nations dans ce domaine. Celles-ci doivent pouvoir régler leurs problèmes démographiques nationaux sans subir l'influence ou la pression d'autres nations.

Si la solidarité mondiale peut et doit se manifester, c'est par la création d'un nouvel ordre économique supprimant l'iniquité de l'échange inégal. Or, de cet ordre nouveau et indispensable, les thèses « démographiques » ne font jamais état.

Pour résumer cette position, citons cette phrase d'un journaliste algérien : « Le développement est le meilleur des contraceptifs. »

2.2. Une troisième orientation

L'idée directrice de cette troisième orientation, généralement admise par les experts (Symposium « Population and development », 4-14 juin 1973), peut être formulée de la manière suivante :

Bien que variable stratégique importante du développement, le fait démographique n'est pas celui qui le détermine absolument et en dernier ressort. Intervenant, certes, dans le développement, rien ne permet toutefois de le considérer comme facteur prédominant.

Autrement dit, il existe sans doute une connexion directe entre la population et le développement. Une croissance démographique modérée peut représenter un bénéfice virtuel pour les économies nationales (cf. l'Europe lors de sa phase d'industrialisation). Elle peut, inversement, si elle est trop précipitée, constituer un obstacle au développement. Il n'en demeure pas moins qu'une politique démographique ne peut constituer au mieux qu'un adjuvant. Le simple phénomène de « l'inertie démographique » a, en effet, pour conséquence, quelle que soit la politique adoptée en matière de fécondité, que le développement social et économique devra répondre encore pendant de nombreuses décennies à une population en accroissement.

S'il importe, dès lors, dès avant le décollage d'un pays, d'introduire les moyens les plus modernes de contrôle des naissances et les services du planning familial, leur effet ne pourra

(2) *Populorum progressio*, n° 15.

au mieux qu'*aider* à la solution des graves problèmes liés au processus de développement. « Il faudra du temps pour que des politiques de la population produisent des effets sensibles sur une vaste échelle. Cela ne veut pas dire qu'il faille les mésestimer, mais qu'il importe d'autant plus de s'efforcer encore plus de hâter le progrès économique et social dans les pays en voie de développement. » (*The population problem : A Christian concern.* A. McCORMAC.)

C'est dire, en fin de compte, que les programmes de développement fondés sur la croissance économique et sur de nouveaux modèles sociaux peuvent s'avérer d'un plus grand secours pour une résolution plus rapide du problème démographique que l'inverse.

Cette problématique apparaît comme assez proche, à quelques nuances près, de celle exposée au paragraphe 2.12.

Au plan de la solidarité mondiale, cette attitude de synthèse (proche de celle adoptée par le gouvernement français) fait ressortir que, dans le domaine démographique, s'il y a explosion, il y a également diversité de situation. On ne peut pas dire que les pays développés contribuent à l'explosion de la même manière que les pays en voie de développement. Il serait difficile, par exemple, que l'Allemagne fédérale ou la France réduisent encore davantage leur natalité, ou bien que les Etats-Unis essaient d'atteindre un accroissement négatif. Il en résulte que la situation démographique de chaque nation est d'abord du ressort des Etats souverains. Il ne saurait, dès lors, y avoir une politique démographique mondiale, mais seulement une addition de politiques coordonnées entre elles. Cette coopération est appelée à se manifester sous diverses formes : assistance technique, information, migration.

En ce qui concerne les migrations, quelles que soient les mesures envisagées pour améliorer le sort des migrants, on ne saurait se cacher que les possibilités offertes par cette solution sont très limitées. Il faudrait des taux énormes d'émigration pour atteindre à l'efficacité. La capacité d'accueil est en effet hors de proportion avec le problème.

En fait, cette solidarité mondiale est appelée à se manifester moins sur le plan démographique que dans le domaine de la redistribution des richesses, compte tenu du gaspillage qui règne en Occident et qui l'amène à consommer la plus grande partie des ressources du monde, au détriment des pays pauvres. La solidarité dans l'emploi des ressources doit amener les pays développés à s'associer avec les pays en voie de développement, à consacrer une partie de leurs ressources à fournir à ces derniers les moyens de donner à leurs peuples une vie en accord avec leur dignité humaine, tout en veillant, ce faisant, à ne pas imposer un effort insupportable au milieu naturel.

III

L'ACTION POLITIQUE EN MATIERE DE POPULATION

L'exercice de l'action politique en matière de population met en cause des problématiques différentes et pourtant complémentaires engageant, d'une part, la responsabilité des familles et des corps intermédiaires qui les soutiennent, et,

d'autre part, celle de la société et des pouvoirs publics.

Elle amène à réfléchir plus particulièrement sur certaines orientations des pouvoirs publics tendant à privilégier un certain modèle familial (la « famille interpersonnelle » de type occidental) et à diffuser certains moyens (contraception) permettant de favoriser, au niveau du couple, une régulation des naissances.

3.1. Des problématiques différentes et complémentaires

3.11. La problématique de la famille et des associations qui la soutiennent

L'Eglise a toujours soutenu, dans ce domaine, les valeurs essentielles de la famille, de la procréation et des droits de la personne humaine. Ce sont des couples qui déclenchent le processus démographique. Dans cette perspective, seul le couple a le droit de décider, en connaissance de cause et en toute responsabilité, du nombre de ses enfants et de l'espacement des naissances, dans la perspective d'un amour authentique et d'un don de soi réciproque.

3.12. La problématique au niveau de la société globale et des pouvoirs publics

La perspective « globaliste » a été très clairement exposée par Aurelio Peccei, du Club de Rome. Elle est solidaire d'une conception « démographique » du développement et d'une vision « apocalyptique » de l'évolution démographique actuelle. L'auteur la présente ainsi :

« Dans cette société, fondée sur la justice, vers laquelle nous allons, la procréation demeurera, je l'espère, une forme d'expression fondamentale et indispensable de la personnalité humaine, mais elle sera en même temps considérée comme une importante fonction sociale qui, *en tant que telle, devra être réglemmentée par la loi.* En contrepartie, chaque citoyen aura des responsabilités envers la société. Il ne lui sera *pas permis* de procréer sans mesure et d'entraîner, par sa progéniture, des charges pour la société au-delà de certaines limites fixées par la loi. La planification de la famille sera de rigueur... »

3.13. Des problématiques complémentaires

Au-delà des antagonismes apparents, les problématiques du couple et de la société doivent se concilier dans l'intérêt supérieur de la personne.

Il convient tout d'abord de reconnaître que la seconde est aussi traditionnelle que la première, au regard de la foi : l'Eglise, le Peuple de Dieu sont des réalités collectives, des phénomènes spécifiques « *sui generis* », ayant leurs problèmes propres distincts de ceux des individus qui les composent. Elle s'impose d'autant plus que la croissance rapide de la population mondiale traduit un déséquilibre social grave et oblige à se situer à un niveau global dépassant la problématique du couple. Le problème démographique, à notre époque, a une dimension régionale, nationale et internationale.

Le « croissez et multipliez », signe de généro-

sité au niveau du couple, peut être, au plan global, facteur de déséquilibre structurel ne permettant plus à une population donnée de s'adapter à ses conditions d'existence. Il compromet, dans des conditions données, les réalisations d'une société harmonieuse. Il est, dès lors, légitime que les Etats interviennent et agissent dans le domaine démographique.

Pas plus en matière démographique que dans le domaine économique, l'Etat ne peut se contenter de « laisser faire ». Toutefois, dans la perspective du respect de la personne doivent être écartées toutes mesures contraignantes d'ordre physique ou d'ordre psychologique, directes ou indirectes, du type : stérilisation, taxation des naissances, délivrance d'un permis d'avoir des enfants, suppression des pensions vieillesse aux personnes ayant plus de tant d'enfants, etc.

L'action de l'Etat doit être, dans ce domaine, essentiellement informative et éducative. « Tout couple a le droit de décider du nombre d'enfants qu'il aura. Mais ce devrait être le privilège de chaque couple, de vivre au sein d'une société suffisamment responsable pour que le couple aspire à composer la famille dont la société a besoin. » (Margaret MEAD.)

Nul doute que les « corps intermédiaires » (de statut privé ou reconnu d'utilité publique) ne soient appelés à jouer un rôle essentiel au plan de cette information et de cette éducation. Par vocation, ces groupes et associations se situent dans une perspective de « bien commun » et de garantie des libertés individuelles.

3.2. Le « modèle interpersonnel » de la famille

L'action des pouvoirs publics afin d'assurer une certaine régulation des naissances exige de vastes réformes, sociales, institutionnelles et structurelles, qui peuvent avoir des effets sur la société tout entière (modification du statut de la femme, transformation des structures familiales), en bref introduction d'un nouveau modèle familial (3).

3.21. Caractéristiques

Ce modèle se caractérise par la libération de la femme et par un bouleversement du rapport homme/femme, par l'éclatement des deux mondes autrefois fermés, « le monde des hommes » et « le monde des femmes ». Dans le mariage, la femme devient le sujet d'un choix conjugal qu'elle opère avec la même liberté que son conjoint. Dans une large mesure, ce choix la rend indépendante de sa famille d'origine sans la rendre « dépendante » de son époux. Elle a la conscience et la volonté de fonder avec lui, par le mariage, un nouveau couple. Ce couple est le noyau d'une nouvelle famille où son rôle conjugal et son rôle maternel seront une manière d'affirmer sa qualité de personne.

Dans ce couple, dont le fondement moral est fait de réciprocité, de conscience et de liberté, l'expression sexuelle se situe dans la perspective d'une fonction de communication et d'amour, et non principalement de procréation. « Pour ne

pas contredire l'échange sexuel dans sa visée radicale de communication entre deux personnes, la procréation doit être une conséquence consciemment et librement voulue (4). »

3.22. Diffusion

A l'heure actuelle, l'expérience le montre, une certaine homogénéisation des modèles familiaux semble se développer à travers le monde. Avec des fortunes diverses, le modèle interpersonnel tend à se constituer comme modèle de référence. Dans bien des régions, les milieux dirigeants et l'intelligentsia formant un sous-ensemble peu nombreux, sont les seuls à adopter — d'une manière relative d'ailleurs — ce type de modèle. Pourtant, celui-ci exerce une attirance : y accéder passe pour un progrès et l'avenir est pour lui, à la différence de modèles traditionnels en diverses civilisations.

Quant à l'incidence de l'un ou de l'autre modèle sur la croissance démographique, il est difficile de l'évaluer. Selon certains, la diffusion du modèle interpersonnel, en liaison avec le développement socio-économique du pays, est un moyen de maîtriser la menace quantitative de la surpopulation, tout en sauvegardant des aspirations morales fondamentales (5).

3.23. Effets

Critiquant l'extension de ce modèle dans la mesure où il serait préconisé pour un objectif de restriction des naissances, le représentant du Saint-Siège à Bucarest a esquissé les graves périls que pouvait rencontrer un tel type de famille : renfermement familial, avortement, divorce, errance sexuelle. Ces périls sont réels.

Plus grave encore est l'effet destructeur que pourrait avoir sur les cultures non occidentales, une diffusion systématique d'un tel modèle, surtout quand elle s'accompagne d'une dévalorisation exagérée des modèles familiaux traditionnels.

Il n'en demeure pas moins que le développement technique des sociétés non occidentales est appelé à contribuer, comme en Occident, à des prises de conscience interpersonnelles faisant une part croissante aux aspirations des femmes et des jeunes. Le modèle, né avec le christianisme en Orient, développé en Occident, inclut un dépassement de ses bornes culturelles dans la mesure où il est, avant tout, rencontre de libertés, réciprocité de conscience et communication.

Par ailleurs, au plan de la régulation des naissances, ce modèle a permis en Europe une maîtrise de la fécondité assurant une croissance démographique modérée qui, sans qu'il y ait eu concertation, a rencontré l'intérêt social et a permis le maintien d'un équilibre dynamique.

(4) *Pro Mundi Vita*, n° 51, 1974, « la Famille occidentale et l'avenir du monde », p. 29, dont ces lignes s'inspirent largement.

(5) D'autres, en revanche, notamment dans certains pays en développement, font remarquer que le lien de cause à effet entre la surpopulation d'un pays et la survivance d'un modèle traditionnel n'est pas prouvé. Des modèles traditionnels, par un ensemble de pratiques, exerceraient une certaine régulation des naissances.

(3) Le mot « modèle » est entendu au sens sociologique (schéma d'organisation d'un groupe social dans un cadre donné).

On ne saurait trop souligner, enfin, tout ce qu'un tel projet, malgré sa fragilité, ses perversions et ses déficiences, doit au christianisme.

3.24. Valeur relative

Si valable que soit le modèle interpersonnel, et même si homogène qu'il soit à la dynamique du christianisme, il n'autorise aucun jugement de valeur porté de l'extérieur sur tous les autres modèles dont seuls sont comptables ceux qu'il a façonnés et qui y trouvent parfois une plénitude humaine comparable à celle qu'en langage chrétien on appelle la sainteté.

En ce sens, il est bien vrai que la diffusion d'un tel modèle ne saurait s'imposer par la contrainte. Ce serait en effet contradictoire avec le fait qu'il se bâtit sur un développement de la conscience et de la liberté des personnes. L'action des pouvoirs publics dans ce domaine passe par l'éducation en profondeur, l'éducation à la conscience, à la liberté, à la responsabilité dans les relations familiales. Le goût et la pratique de la conscience, de la liberté, de la responsabilité y compris la parenté responsable, tout cela s'apprend. Rien n'est moins mécanique, rien ne fait davantage appel à la faculté qu'à tout homme et toute société de choisir son propre style d'existence.

3.3. La contraception

La parenté responsable est un des aspects essentiels du type de modèle familial évoqué ci-dessus. Elle implique, en pratique, que soient mis à la disposition de tous les foyers intéressés l'information et les moyens d'éducation nécessaires pour y accéder, ces moyens devant respecter l'intégrité de la personne, tant au plan physique qu'au plan moral.

A cet égard, l'Eglise, par son représentant à la Conférence de Bucarest, a proclamé une fois de plus, au nom du respect dû à la vie et à ses sources, son opposition formelle à la contraception, l'homme devant se conformer à la nature que lui a donnée son Créateur.

Il faut noter que cette position de l'Eglise paraît peu intelligible aux non-chrétiens ainsi qu'à bon nombre de chrétiens de notre époque.

En effet, pour beaucoup, la référence à la « nature » est pleine d'ambiguïté. Si on prend le mot « nature » dans le sens d'« univers des choses soumis à des lois », il leur paraît évident que, depuis longtemps, l'homme est déjà intervenu massivement dans le domaine des lois naturelles, avec l'approbation totale de l'Eglise. Dès lors, sur ce plan, il ne leur apparaît pas plus « anti-naturel » de placer un homme en état de survie artificiel que d'empêcher un spermatozoïde de féconder un ovule. Mais le terme de « nature » peut être envisagé au sens de ce qui est « digne » de l'homme, de ce qui rend l'homme plus grand. Dans cette perspective, il y aurait une différence fondamentale entre la contraception qui utilise le cycle « naturel », qui serait « naturellement » bonne, et le contraceptif, qui désorganiserait le cycle et serait « naturellement » mauvais. A la vérité, il importe qu'on sache que ces distinctions subtiles ont peu de chance de convaincre la majorité d'une opinion publique, chrétienne ou non. A cet égard, beau-

coup de catholiques adoptent, en fait, explicitement la position de nos frères réformés. Ceux-ci n'opposent pas méthodes dites naturelles et méthodes dites mécaniques ou chimiques. Ils estiment que toutes ces méthodes sont des fruits de la culture moderne, qu'elles visent toutes, soit par connaissance régulatrice, soit par intervention préventive, à ne pas laisser s'accomplir le cours « naturel » qui va de la relation sexuelle à la fécondation et à la procréation, qu'en elles toutes se trouve mise en œuvre une intention contraceptive.

Quoi qu'il en soit de cette controverse, l'interdiction de la contraception semble liée, de fait, à une conception de l'acte sexuel privilégiant sa fonction procréatrice, alors qu'il apparaît d'abord — notamment dans le modèle de référence examiné plus haut — comme l'expression de la reconnaissance réciproque des époux.

Il faut en convenir, il y a là une réelle divergence entre l'enseignement traditionnel de l'Eglise et la mentalité d'un certain nombre de chrétiens qui se veulent pourtant fidèles à l'Eglise. De toute façon, le problème démographique ne peut être éludé. C'est une invitation pressante à reprendre et à approfondir la réflexion théologique.

CONCLUSIONS

De ce qui vient d'être écrit, on peut retenir, dans une perspective chrétienne, les orientations suivantes :

1. Le fait que le facteur démographique contribue à créer dans certaines parties du monde des déséquilibres graves, ne saurait justifier qu'une politique de développement soit axée sur ce seul facteur considéré comme prépondérant.

La lutte contre le sous-développement passe prioritairement par la création d'un ordre économico-social nouveau et équitable et non pas par la « solution démographique ».

Ceci ne signifie pas qu'une politique démographique ne soit pas nécessaire. Mais celle-ci doit s'intégrer dans le cadre d'une politique générale de développement dont elle n'est qu'un des éléments.

2. Reconnaître la nécessité d'une politique démographique, c'est admettre la légitimité d'une intervention des pouvoirs publics dans un domaine qui, pendant longtemps, a été considéré comme étant du ressort exclusif du couple et de la famille.

Il n'en demeure pas moins que le couple doit conserver une grande liberté de décision, dans le cadre d'une action des pouvoirs publics de type incitatif et éducatif, mais non coercitif. Le rôle des associations et groupements familiaux peut être, à cet égard, fondamental pour la sauvegarde des droits de la personne.

3. Une politique démographique — informative et éducative — ne saurait agir mécaniquement. Dans bien des cas, elle implique une transformation en profondeur de certaines structures familiales. La diffusion du « modèle familial interpersonnel » constitue l'un des facteurs importants de cette transformation. Au plan qui nous occupe ici, il favorise les décisions du couple lui-même, sur la base de l'action informative et éducative des pouvoirs publics et des corps

intermédiaires. Mais, indépendamment des conséquences que sa diffusion entraîne au plan démographique, le développement de ce modèle a, en tant que tel, sa propre valeur. En effet, dans la mesure où il assure l'évolution du statut de la femme et sa promotion — ce qui est loin d'être acquis! — sa réalisation constitue une étape dans l'histoire de la libération de la personne.

28 mars 1975.

ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ouvrages d'accès facile :

E. BOSERUP, *Evolution agraire et pression démographique*, Flammarion, 1970.

J. BOURGEOIS-PICHAT, *la Démographie*, coll. « Idées », Gallimard, 1970.

J. DEROGY et P. LESCAUT, *Population sur mesure*, coll. « Société », Seuil, 1965 (Suggestif, déjà ancien).

H. GÉRARD et G. WUNSCH, *Comprendre la démographie*, coll. « Marabout-Université », Hachette, 1973 (Partie centrale assez technique, bon chapitre sur les politiques).

J.-M. POURSIN, *la Population mondiale*, coll. « Société », Seuil, 1971 (moyen).

R. PRESSAT, *Démographie statistique*, coll. SUP, P.U.F., 1972, et *Démographie sociale*, coll. SUP, P.U.F., 1971 (concis et denses, appréciés).

A. SAUVY, *la Population*, « Que sais-je ? », n° 138, P.U.F.

2. Ouvrages plus techniques :

S. AMIN, *l'Accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, 1971 (analyse du capitalisme international).

COLE et al., *l'Anti-Malthus*, Seuil, 1974 (critique le rapport Meadows).

P. et A. EHRLICH, *Population, ressources et environnement*, Fayard, 1972.

L. HENRY, *Démographie, analyses et modèles*, Larousse, 1972 (très complet et apprécié internationalement ; demande des connaissances de base).

MEADOWS et al., *Halte à la croissance ?* Fayard, 1972 (travaux du Club de Rome).

M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER, *Histoire de la population mondiale*, Monchrestien, 68 (livre de référence pour la documentation historique).

A. SAUVY, *Théorie générale de la population* : I. Economie et croissance, P.U.F., 1963 ; II. La vie des populations, P.U.F., 1966 (ouvrage fondamental).

A. SAUVY, *Croissance zéro ?* Calmann-Lévy, 1972.

J. STRASSART, *les Avantages et les Inconvénients économiques d'une population stationnaire*, Fac. de droit de Liège, 1965 (critique de l'idée d'optimum de population).

J. VIALATOUX, *le Peuplement humain*, 2 tomes. Ed. Ouvrières, 1957 (ancien, enseigné à Lyon).

Encyclopedia Universalis : articles divers (sérieux).

3. Revues non spécialisées et relativement accessibles :

Cahiers d'actualité religieuse et sociale, n° 82, juillet 1974, numéro spécial.

Concilium, 15, 1966, p. 127-141, Mc CORMACK.

Croissance des jeunes nations, 130, décembre 1972, numéro spécial.

Développement et civilisation, 47-48, mai-juin 1972, numéro spécial : « Population et Développement ».

Documentation Catholique, cf. tables. Pour l'année mondiale, Paul VI : 21 avril 1974, p. 355-356.

Economie et humanisme, 215, février 1974, article de P. PRADERVAND.

Etudes, janvier 1971 (RUSSO) ; mars 1974 (BIRABEN).

Feuilles de route de la Chronique sociale.

Foi et développement, n° 20, octobre 1974.

Missi, numéro spécial sur la population (octobre 1974).

Le Monde diplomatique, novembre 1973.

Le Monde, 26 et 29 janvier 1974, articles de L. TABAH (parus à l'occasion de l'Année mondiale).

Nouvelle revue théologique, articles et recensions divers, par MERTENS, MOLS, BONE. Voir les tables (rien de très récent).

Projet, articles groupés à l'occasion de l'Année mondiale : avril 1974 (LAURENT, GROSSAT) ; juillet 1974 (CALOT, ANTOINE).

Pro Mundi Vita, n° 51, 1974 : La famille occidentale et l'avenir du monde.

Recherche de science religieuse : historique de la position des théologiens de l'Eglise (juin-juillet-août 1974).

A PROPOS DU PROJET DE REFORME DU DIVORCE

Déclaration de la Commission de travail de l'Episcopat allemand sur la législation du mariage (*)

C'est avec une profonde inquiétude que la Commission de travail a pris connaissance d'une dégradation encore plus accentuée de la réforme du droit matrimonial et familial, telle que la projette la majorité de la coalition dans le Comité juridique du Parlement allemand. Dans sa déclaration du 15 novembre 1974 elle avait déjà déploré que, après une séparation de trois ans, pratiquement tout droit était retiré au conjoint fidèle de prendre position devant le tribunal en ce qui concerne la situation de son mariage. A présent, il est clair que, après l'écoulement de ce délai, on ne tient plus compte du fait que le divorce frappe l'autre conjoint d'une façon exceptionnellement dure et inadmissible.

En fait, de cette façon, le divorce, par le moyen du délai et du calendrier, est juridiquement au point. D'ores et déjà se dessine clairement l'image d'un mariage qui peut être rompu simplement en fonction du calendrier. A l'avenir, la répudiation du conjoint sera possible avec l'aide du droit public. Avec cette réglementation, qui rend le mariage unilatéralement résiliable, on abandonne également le principe relatif à la dégradation du mariage. L'article VI de la Constitution, qui place le mariage et la famille sous la protection spéciale de l'Etat, perdra de son contenu.

La Commission de travail lance un appel aux partis de la coalition (1) du Parlement allemand pour qu'ils réfléchissent aux conséquences des délibérations finales. Elle lance également un appel aux partis de l'opposition (2) pour qu'ils prêtent l'attention qu'il mérite à un projet de réforme qui est le plus important du point de vue sociopolitique de la 7^e session parlementaire. Ce serait une catastrophe si, après l'entrée en vigueur des nouvelles prescriptions, c'était pour bien des gens un mauvais réveil et si un grave sentiment d'insécurité se répandait dans les familles.

(*) Pastoralblatt für die Diözesen Aachen, Berlin, Essen, Köln, Osnabrück, 4 avril 1975. Traduction de la DG.

(1) FDP et SPD (libéraux et socialistes).

(2) CDU et CSU (chrétiens-démocrates et leur fraction bavaroise).

MESSAGE PASCAL DES ÉVÊQUES DES PAYS-BAS

Le message pascal ci-après a été rédigé par les évêques des Pays-Bas « pour être lu pendant les célébrations eucharistiques du week-end de Pâques et médité par les fidèles durant le temps pascal () ».*

« Dieu a ressuscité Jésus de la mort. » (Ac 10, 40.) Voilà le message avec lequel les apôtres, Pierre en tête, sortent dans la rue, après que Jésus soit mort sur la croix.

Souvenirs

Continuellement, nous apprenons que Pierre s'occupe d'évoquer les souvenirs de ce qui s'est passé (Ac 10, 37); des souvenirs qui nous sont chers, à nous aussi : combien Jésus a fait le bien par sa sollicitude envers les hommes.

Il était rempli de Dieu, son Père bien-aimé, le Père des hommes; la force de Dieu était en lui (Ac 10, 38).

C'est pourquoi il ne pouvait abandonner personne à son sort.

Il voyait les pauvres privés de leur droit. Il voyait les femmes de mauvaise vie, les publicains concussionnaires et escroquant de l'argent.

Il voyait les hommes s'empêtrer dans le mal, impuissants, et opprimés diaboliquement.

Il voyait et guérissait tous ceux qu'il pouvait (Ac 10, 38).

Il était si bienfaisant que beaucoup découvrirent que Dieu était avec lui (Ac 10, 38).

Mais cela ne pouvait être : les hommes étaient incapables de supporter une telle bonté divine.

« Ils l'ont fait mourir, s'écrie Pierre, cloué sur la croix et assassiné. » (Ac 10, 39.)

Le Seigneur vivant

Mais voici — comment est-ce donc possible ? — que les souvenirs se trouvent submergés par la grande nouvelle : Dieu n'a pas voulu en rester là, il a sorti Jésus de la mort, il l'a ressuscité à la vie, nouvelle et glorieuse.

« Il lui a donné de se manifester à nous », dit Pierre (Ac 10, 40), « et il nous a enjoins d'annoncer partout que Dieu l'a établi juge pour les vivants et pour les morts » (Ac 10, 42).

Jésus ressuscité de la mort; c'est là le témoignage le plus étrange, le plus singulier porté par des voix d'hommes à travers l'histoire.

Nous aussi l'avons entendu : nous l'apprenons par l'Eglise, nous le lisons dans l'Écriture, et c'est par lui que nous nous sentons poussés à célébrer notre fête de Pâques.

Rencontre et rénovation de vie

Si nous croyons, c'est qu'on nous l'a dit.

Mais pourrions-nous croire vraiment si nous

ne le savions que par ouï-dire ? Jésus lui-même nous fait découvrir qu'il vit, qu'il n'a pas vécu que dans le passé, mais jusqu'au jour d'aujourd'hui.

Nous le rencontrons quand nous le prions, ou lorsque, avec lui et par lui, nous le reconnaissons en nous rassemblant dans un esprit de foi et, mieux encore, dans le Pain que nous rompons : son Corps, que nous mangeons en le partageant.

Bien que nous ne le voyions pas, il nous révèle sa présence par ce qu'il opère en nous par sa grâce.

Jésus, le Seigneur vivant, nous transforme.

Nos pensées et nos sentiments, notre vie et nos mœurs, tout est régénéré par lui.

Nous sommes formés, subjugués, pour ainsi dire, par le sentiment que le Père de Jésus est un Dieu plein de sollicitude, Père des hommes (cf. Rm 8, 15-16).

Voilà que la peur et l'oppression de nos cœurs refluent; faibles et coupables que nous sommes, nous nous savons néanmoins acceptés par ce Père miséricordieux (1).

Un profond désir s'éveille en nous, celui de faire goûter à tous les hommes cette paternité de Dieu.

Nos cœurs se remplissent de cette chaleur qui nous pousse à nous soucier des hommes : ceux qui sont proches et ceux qui sont loin, ceux qui nous sont chers comme ceux qui nous sont étrangers, ceux-là mêmes qui nous sont antipathiques.

« Si quelqu'un est dans le Christ, dit saint Paul, c'est une création nouvelle » (2 Co 5, 17).

Et, plus expressif encore : « Si je vis, ce n'est plus moi, mais le Christ qui vit en moi. » (Ga 2, 20.)

Par une telle rencontre, l'homme découvre que Jésus est vivant.

Des hauts et des bas

Nous devons avouer que cette régénération de nos cœurs s'opère souvent trop lentement.

Bien des fois, nous sommes incapables de faire nôtre l'amour de Dieu.

Et dans ces cas, Jésus, le Vivant, que nous rencontrons, trouve un cœur impuissant et fermé.

Si nous nous absorbons dans le train train de la vie quotidienne tel que le connaît notre monde, dans le manger et le boire, dans l'amélioration de nos carrières, dans nos aises, ou dans nos possessions; si nous nous résignons à l'injustice dans la société, s'il nous manque le courage de jeter le pont qui nous relie aux autres, si nous vivons les uns avec les autres dans un esprit de sectarisme, d'où la charité est absente... la présence de Jésus devient de moins en moins perceptible.

(*) Traduction du Secrétariat de l'Épiscopat des Pays-Bas.

(1) De ce sujet, nous avons parlé de façon plus détaillée dans notre Lettre d'Avent : « Pardon et conversion ». (DC 1974, n° 1649, p. 218 et s. NDLR.)

Qu'il soit vivant, nous le savons sans doute toujours, mais alors seulement par ouï-dire.

La foi pascalle, dont nous sommes en possession, devient fragile et risque de nous abandonner.

Mais même lorsque nous nous montrons pleinement ouverts aux fruits que produit la présence de Jésus, des hauts et des bas sont notre partage.

Pourtant, cela ne nous empêche pas d'être d'autres hommes, du fait que nous croyons et espérons.

Jésus crée en nous une nouvelle intelligence qui nous fait comprendre que son Père est trop bon pour désavouer les hommes.

Nous savons par là que nos chutes ne constituent jamais le point final. La manière dont la résurrection de Jésus continue d'opérer en nous est telle que nous pouvons toujours nous relever.

C'est ainsi qu'une vie menée dans l'amour, la foi et l'espérance est le signe visible que Jésus est vivant : signe fragile, bien sûr, et contrôlable, mais tout de même un signe par lequel nous le reconnaissons.

Vers un monde meilleur

Jésus vit et poursuit son œuvre, son œuvre commencée dès avant sa mort sur la croix.

En ce temps-là, les hommes voulaient se débarrasser de lui. Maintenant, nous savons par sa résurrection que son action ne saurait être arrêtée, qu'il ne saurait être vaincu.

Jamais ceux qui croient ne sauraient dire avec cynisme : « La situation reste toujours ce qu'elle a été. »

Jésus fait du monde une création nouvelle.

Il fonde un règne de vérité, de sainteté et d'amour, de droit et de justice, un règne de paix pour Dieu et pour les hommes (cf. la préface de la fête du Christ-Roi).

Bien que ce règne trouve son accomplissement dans l'éternité de Dieu, il doit s'étendre déjà ici, et dès à présent.

Nous ne pouvons, devant tout cela, rester passifs.

C'est pourquoi nous, vos évêques, nous avons abordé dans nos Lettres de Carême les problèmes d'une société vouée au bien-être, de la responsabilité que nous devons assumer, des restrictions que nous devons nous imposer (1973) (2) et la question du pouvoir de l'impuissance et de l'espérance (1974) (3).

Nous espérons que vous continuerez d'y prêter attention, car Jésus édifie son règne en mobilisant à cet effet les hommes.

C'est par notre travail, nos efforts de réflexion et notre dévouement que nous devons être prêts à y apporter notre concours.

Nous devons nous laisser régénérer pour devenir les enfants du royaume, des hommes de paix, doux et miséricordieux, des serviteurs,

comme le Seigneur lui-même, sincères et fidèles, remplis de sollicitude les uns à l'égard des autres.

Force et faiblesse

Nous sommes encore réduits à l'impuissance, attachés à notre égoïsme, noyés dans les préoccupations d'un monde où règnent l'oppression et la violence.

Nous devons cependant persister dans nos efforts pour réaliser un monde meilleur, commencement du règne de Dieu.

En cela nous sommes souvent impuissants ; il arrive même que nous nous sentions désespérés.

Que faire quand on est malade ou paralysé par le chagrin ?

Que faire quand on est de la catégorie des petites gens que d'autres mènent où ils veulent, ou licencient ?

On n'est pas en état de changer quoi que ce soit ; on n'est en état que d'être le moindre de tous.

Mais n'est-ce pas là, précisément, un levier salutaire (cf. 1 Co 1, 26-29) ?

Etre inférieur entre tous — si les plus forts, eux aussi, pouvaient s'en montrer capables (cf. Mc 10, 42-45) !

Celui qui se croit absolument obligé d'être fort introduit la dureté dans le monde. Jésus, lui, voulait être serviteur, le plus petit d'entre les hommes.

C'est justement son plus profond abaissement qui a amené un grand nombre à se convertir.

Oui, une force se dégage de ce qui est faible.

Aussi celui qui est impuissant et faible ne doit-il sûrement pas perdre courage.

Il s'engage sur le chemin qui fut celui de Jésus : chemin bien pénible mais non sans profit.

C'est justement lorsque les hommes se sont débarrassés de Jésus que celui-ci a fait éclater sa victoire.

De la faiblesse de l'homme sort une force.

C'est pour cela que Jésus a voulu rester fidèle à sa volonté d'être vulnérable, petit, serviteur jusqu'à la mort sur la croix.

Aussi Dieu l'a-t-il exalté (Ph 2, 6-11), l'a-t-il fait Seigneur vivant et glorifié.

Jésus, le Vivant, nous régénère ; il nous offre des possibilités nouvelles, nous communique une force nouvelle.

Même la faiblesse produit encore une force.

Aussi ne nous sentons-nous jamais désespérés, même lorsque nous sommes persécutés, ne voyant plus d'issue (2 Co 4, 7-11).

Notre mort même, nous apprenons, dans cette voie, à l'accepter, espérant sans fléchir à travers tout.

En effet, c'est le Seigneur que nous suivons, dans la vie, dans la mort, le Seigneur qui, dans la mort, s'est frayé un chemin jusqu'à la résurrection.

Ainsi, la résurrection du Seigneur ne cesse de nous donner de la joie.

Sainte fête de Pâques !

Utrecht, le 14 janvier 1975.

LES ÉVÊQUES DES PAYS-BAS.

(2) DC 1973, n° 1630, p. 363. (NDLR).

(3) DC 1974, n° 1652, p. 363. (NDLR).

Événements et Informations

FRANCE

Les effectifs de l'aumônerie scolaire

Une enquête a été effectuée dans les diocèses de France. 60 ont répondu sur 90. Si elle ne permet pas de dénombrer les jeunes (sans doute quelques dizaines de milliers) qui participent aux rencontres de l'aumônerie, elle indique clairement la répartition actuelle des animateurs (sur ces 60 diocèses) : 375 prêtres permanents détachés ; 1 500 prêtres à temps partiel (ayant d'autres activités paroissiales) ; 3 000 animateurs laïcs (bénévoles, seulement une dizaine sont des salariés) ; 91 religieuses à temps plein ; 250 religieuses à temps partiel ; 700 animateurs laïcs jeunes (étudiants ou élèves de terminales). (« Hebdo TC », 6 mars.)

Mise en garde

On lit dans « *l'Eglise à Lyon et à Saint-Etienne* » du 14 mars :

« Nous nous devons de déclarer que l'A.U.C.M. (Association pour l'Unification du christianisme mondial), qui est aussi connue sous le nom de « l'Eglise de l'unification », ou encore sous celui des « Pionniers du nouvel âge », n'a rien de commun avec le Mouvement œcuménique pour l'Unité des Eglises. L'essentiel de ses théories ne s'origine ni dans l'authentique Parole de Dieu ni dans la foi chrétienne.

Divers tracts, notamment celui diffusé en janvier sous le titre : « Semaine de l'Unité du 18 au 25 janvier », provoquent des confusions regrettables et conduisent à abuser le public. Celui-ci, notamment les jeunes, a à être mis en garde, d'un point de vue chrétien, à l'endroit d'une Association sur laquelle bien des questions se posent.

P. MICHALON, responsable des questions œcuméniques. »

A l'abbaye de Sept-Fons

Retraite-session du lundi soir 18 août au vendredi soir 22 août :

« *Quelle langue parle donc l'Apôtre ?* La lettre de saint Paul aux Galates. F. Jean Thibaudin, moine cistercien. Prévenir avant le 15 août le Frère hôtelier, abbaye de Sept - Fons, Dompierre-sur-Besbre 03290. Tél. (70) 43-50-92. L'abbaye ne reçoit que les hommes.

Vérité et justice pour le cardinal Daniélou

Sous ce titre, le « *Courrier hebdomadaire de Pierre Debray* » (n° 367 du 17 décembre, communiqué à la presse en mars) publie une « Synthèse provisoire de nos recherches » en faisant remarquer que l'enquête à ce sujet exigera encore des mois.

Voici l'essentiel de ce document :

« ... Les circonstances de la mort du cardinal ne font plus mystère. L'hypothèse de l'assassinat ne repose que sur un seul indice : l'apparition précoce de la rigidité cadavérique. Celle-ci, de l'avis des spécialistes, n'a, dans le cas qui nous occupe, rien d'anormal. Et puis, pourquoi aurait-on pris le risque de tuer un prince de l'Eglise, de surcroît membre de l'Académie française ?

Une feuille confidentielle a prétendu que le cardinal appartenait à un réseau d'espionnage anticommuniste. Il s'agit d'une affabulation. Mgr Daniélou avait bien des qualités, mais aucune de celles qui font les agents secrets.

Une seconde hypothèse, a priori plus vraisemblable, doit être écartée. Rien ne permet de penser que le cardinal venait régler une affaire de chantage pour le compte d'une haute personnalité. Ces sortes de transactions ne se traitent jamais au domicile du maître chanteur. D'ailleurs, la somme que portait sur lui Mgr Daniélou lors de sa mort — 3 000 F — était bien trop faible.

La chronologie des événements permet de fournir une explication moins romanesque. Le vendredi qui précède le décès du cardinal, Mme S... prend contact avec lui. Son mari vient d'être arrêté (pour proxénétisme, mais sans doute néglige-t-elle de préciser ce détail). Elle se trouve sans argent, déses-

parée, avec un enfant à charge. Emu, le cardinal accepte de l'aider. Il réunit à la hâte 3 000 F, qu'il promet de lui porter le lundi suivant.

Ce jour-là, il dispose de très peu de temps, d'autant qu'il s'est attardé à déjeuner avec un ami — un repas abondant, lourd, bien arrosé, qui ne convient guère à un homme de son âge, dont, par ailleurs, l'hygiène alimentaire est déplorable. La veille, il a présidé à Tréguier le pardon de Monsieur de Saint-Yves, prêche, porté sous un soleil de plomb les reliques du saint. N'empêche qu'il se lance dans une course échevelée. Il n'a qu'une heure pour se rendre chez Mme S... et revenir à son domicile de la rue Notre-Dame-des-Champs où l'attendent des visiteurs. Cependant, il prend le temps de passer aux « Etudes », attrape un taxi au vol, gravit en courant les quatre étages de Mme S... Quand il entre dans l'appartement, il dit simplement : « Qu'il fait chaud ici », se dirige vers la fenêtre et tombe foudroyé.

Tout est clair : persuadé qu'il était de son devoir de venir en aide à une femme en détresse, Mgr Daniélou a été au-delà de ses forces. Il reste toutefois à expliquer comment il connaissait Mme S..., femme de médiocre vertu, épouse d'un proxénète, de surcroît joueur professionnel. Le témoignage de cette femme nous semble, sur ce point, digne de foi. Un soir, dans un café de Saint-Germain-des-Prés, elle bavardait avec une bande de copains. Un vieux monsieur, vêtu de gris foncé, aux vêtements peu soignés, s'est mêlé à leur conversation. Puis il manifesta le désir de la revoir pour continuer la discussion. Il semble effectivement qu'ils se soient rencontrés deux ou trois fois.

Le cardinal fréquentait beaucoup de femmes du même genre, qu'il avait connues de la même manière. Nous en avons identifié une vingtaine mais nous avons de bonnes raisons de penser que les Jésuites et la police disposent d'une liste beaucoup plus impor-

tante. Aucune d'elles, à notre connaissance, ne l'a accusé de l'avoir touchée et Mme S... est, de ce point de vue, formelle. [...]

Nous avons été plus troublés par le fait que le cardinal ne se présentait jamais (ou presque) comme prêtre. D'ordinaire, il se donnait pour un courtier en livres. Mais les raisons de cette dissimulation nous sont apparues lorsque nous avons découvert qu'il agissait de la même manière avec tous les jeunes en marge de la société, dont il s'efforçait de gagner la confiance : hippies, maoïstes, délinquants, drogués. En effet, les circonstances de sa mort ont braqué les projecteurs sur Mme S... et ses compagnes. En réalité, c'est tout un milieu — aux frontières parfois du « milieu » — que le cardinal explorait.

Il avait trop fréquenté les jeunes pour ignorer combien ces marginaux sont méfiants. Ils se seraient tus devant un prêtre, a fortiori un cardinal. Par contre, ils se confiaient volontiers à un vieux monsieur, pauvrement vêtu, qui ne se lassait pas de les écouter.

En fait, le cardinal avait été frappé par l'évolution des sévriennes dont il était l'aumônier. Il avait décidé d'aller sur le tas pour essayer de comprendre. En particulier, il voulait savoir pourquoi des jeunes femmes intelligentes, en tout cas cultivées, élevées par des parents irréprochables, pouvaient basculer dans la débauche, au point de se livrer parfois à la prostitution. Il cherchait la réponse à son interrogation angoissée non dans les livres des psycho-sociologues, des pédagogues ou des aumôniers d'étudiants, mais là où elle se trouvait, dans ces secrètes ténèbres de l'âme dont les abîmes le fascinaient. Au fond, il est mort d'avoir scruté de trop près le mystère du mal. Sur son lit funèbre, il avait le visage d'un juge. »

ÉTRANGER

AFRIQUE DU SUD

Les anglicans et la « Nederduits Hervormde Kerk » soutiennent la déclaration des évêques catholiques

Les Anglicans et la « Nederduits Hervormde Kerk » ont fait écho à la Déclaration des évêques catholiques sur les restrictions excessives imposées trop souvent en matière de passeport et de permis de séjour. (DC, n° 1673, p. 345.)

Mgr Knapp-Fischer, évêque anglican de Pretoria, a dit, en effet : « Personnellement, je soutiens les évêques catholiques et je crois que tout chrétien convaincu se sentira obligé de défendre la thèse catholique. » D'autre part, le professeur J.-P. Oberholzer, président de l'Assemblée générale de la « Nederduits Hervormde Kerk », a précisé de son côté qu'il approuve la protestation des évêques catholiques. « Cette déclaration, affirme-t-il, poussera les autorités à réexaminer les motifs d'expulsion et constituera une garantie contre l'abus de pouvoir. » Dans son commentaire, le professeur Oberholzer a affirmé qu'il ne conteste pas le droit des autorités, en possession des pièces justificatives, de décider si certaines personnes représentent oui ou non un danger pour la sécurité de l'Etat et doivent par conséquent être expulsées ou recevoir la permission de vivre librement et en paix. (« Fides », 15 mars.)

AUTRICHE

Mort du P. Jungmann

L'Université catholique de Washington a rendu un hommage solennel au P. Joseph-André JUNGSMANN, liturgiste mondialement connu, décédé à Innsbruck le 26 janvier dernier. Né en 1889, dans le Sud Tyrol, le P. Jungmann était entré dans la Compagnie de Jésus en 1917. Enseignant à l'Université d'Innsbruck depuis 1925 (il le demeura durant toute sa vie active, hormis la période 1939-1945 où les nazis le privèrent de son enseignement), ce fut lui qui donna ses lettres de noblesse à l'enseignement de la liturgie et de la pastorale liturgique. Expert au Concile Vatican II, le P. Jungmann participa aux grands Congrès liturgiques de Francfort, Munich, Assise. Homme de science et pasteur, il fut sans conteste le précurseur et l'artisan du renouveau liturgique de l'Eglise romaine voulu par le Concile. (« La Croix », 12 mars.)

ESPAGNE

Réélection du cardinal Vicente Enrique y Tarancon à la présidence de l'Assemblée plénière de l'Episcopat espagnol

Le 3 mars, l'Assemblée plénière de l'Episcopat espagnol, qui se réunissait pour la vingt-deuxième fois (du 3 au 8 mars), a réélu à sa présidence, pour le triennat 1975-1978, le cardinal Vicente En-

rique Y TARANCON, archevêque de Madrid - Alcala, par 52 voix. Le vice-président (réélu lui aussi par 52 voix) est le cardinal Don José Maria Bueno Monreal, archevêque de Séville. (« Ecclesia », 8 et 15 mars.)

GRANDE-BRETAGNE

Un collège commun aux anglicans et catholiques

Le diocèse anglican de Gloucester et le diocèse catholique de Clifton, dont les territoires sont à peu près identiques, ont décidé de construire un collège commun à Cheltenham, près de Gloucester. L'établissement pourra accueillir 1200 élèves. Un porte-parole de l'évêché de Gloucester a souligné que c'était la première réalisation œcuménique de ce genre et il serait souhaitable, a-t-il ajouté, qu'on puisse parvenir à un programme commun pour l'enseignement de la religion. (« Kipa », 2 mars.)

INDE

Le prix Templeton à un hindouiste

Le prix Templeton 1975, décerné par plusieurs organisations religieuses mondiales, a été attribué à l'ancien président de l'Inde, M. Sarvepalli RADHAKRISHNAN, de religion hindouiste, pour sa contribution à l'essor de la religion. Professeur de philosophie comparée, il est le troisième lauréat à recevoir ce prix d'un montant de 40 000 livres (412 000 F) après un catholique, Sœur Thérèse, de Calcutta, et le F. Roger Schutz, prieur de Taizé. (« BIP/ SNOP », 13 mars.)

ITALIE

Les défections sacerdotales dans le monde

Dans la revue italienne *Aggiornamenti sociali*, numéro de février, une étude signée Giuseppe Brunetta fait le point sur les défections sacerdotales dans le monde depuis 1962, principalement d'après les documents romains : *Rationarium Generale Ecclesiae*, *Tabularium Statisticum Collectio MCMLXIX* et *Annuario Statisticum Ecclesiae*, *MCMCLXX*, *MCMLXXI*, *MCMLXXII*, Imprimerie polyglotte vaticane 1971, 1972, 1973, 1974.

Le terme « défection » comporte deux définitions distinctes : a) Pour les cas antérieurs à 1968, il s'agit de la demande de dis-

pense des obligations sacerdotales présentée à la S. congrégation pour la Doctrine de la foi ; pour les cas postérieurs, il faut inclure aussi l'abandon de fait du sacerdoce sans la présentation de la demande susdite.

De 1962 à 1972, on compte globalement 21 320 défections : soit 11 087 dans le clergé diocésain et 10 233 dans le clergé régulier. Cependant ces chiffres n'indiquent pas une plus grande fréquence de défection, par rapport aux effectifs, chez le clergé séculier. En effet, pour les années comportant des totaux respectifs (1969-1972), on constate que la fréquence des défections du clergé séculier oscille entre 6,6 et 7,2 sur 1 000, tandis que dans le clergé régulier, elle oscille entre 8,4 et 11,1.

Quant à l'évolution annuelle des défections, on note une augmentation progressive et parallèle, même si elle est plus accentuée en ce qui concerne le clergé régulier. De fait, en 1967, les défections du clergé régulier étaient treize fois plus nombreuses que celles qui s'étaient produites en 1962-1963, tandis que celles du clergé diocésain ne l'étaient que huit fois ; à la fin de la période (1972) les premières étaient vingt-deux fois plus nombreuses, les secondes vingt et une fois, toujours par rapport aux années 1962-1963. Une constatation finale mérite d'être retenue : l'évolution n'a jamais subi de fléchissement (à la seule exception de 1972, au reste de faible importance, concernant le clergé régulier : — 219), mais manifeste une tendance constante à l'augmentation soit que l'on se place au niveau des simples totaux, soit que l'on considère le total des prêtres des deux clergés, en se limitant aux seules quatre années pour lesquelles on dispose de données comparatives fondées (1969-1972).

Dispenses des obligations sacerdotales (ou réductions à l'état laïc) concédées par la congrégation pour la Doctrine de la foi de 1939 à 1970.

Dans la période comprise entre 1964 et 1969 (en 1963 on a groupé toutes les dispenses accordées depuis 1939), les dispenses accordées aux prêtres diocésains ont augmenté de plus de quatre fois (de 315 à 1 382) et celles accordées aux prêtres religieux, de plus de cinq fois (de 248 à 1 277).

Total général des défections et des dispenses — Différences entre

les premières et les secondes de 1964 à 1970.

1. En ce qui concerne le clergé séculier, l'augmentation du nombre de dispenses par rapport à celui des demandes, qui n'a fait que s'accroître jusqu'à 1968 (de 642 à 3 802, pour 462 à 3 606 demandes) est due au nombre inconnu de demandes non expédiées avant 1963. En 1969, on constate que le nombre des demandes non expédiées l'emporte sur celui des dispenses accordées : — 197 (5 381 — 5 184) ; d'où l'on peut inférer que les demandes en suspens avant 1962 ont été épuisées, et que les 197 restées non expédiées sont celles qui sont parvenues dans les derniers mois ou considérées comme offrant plus de difficultés ou encore non maintenues par les intéressés eux-mêmes.

2. Quant au clergé régulier, on constate que le phénomène de l'augmentation du nombre des dispenses non expédiées par rapport à celui des demandes a commencé deux ans auparavant, en 1967, avec 137 dispenses non expédiées (2 433 demandes et 2 570 dispenses) pour atteindre 508 en 1969 (4 620 demandes et 5 128 dispenses). Anomalies dues au fait qu'à la demande de dispense des obligations sacerdotales on ajoute celle des obligations des vœux propres à chaque Institut et aussi au fait des lenteurs bureaucratiques.

Variations du nombre des prêtres en 1971.

En 1971, le phénomène des défections sacerdotales a atteint son niveau maximum.

L'Eglise catholique a vu diminuer de 920 les prêtres diocésains, passés de 271 657 au début de l'année à 270 737 à la fin. La cause se trouve dans les faits eux-mêmes : l'augmentation, due principalement aux nouvelles ordinations (7 180) n'a pas compensé les 8 100 pertes dues aux décès et aux défections (ces dernières au nombre de 1 894, soit 6,9 pour 1 000). En particulier :

a) *L'Afrique* a terminé l'année avec un surplus de 57 prêtres, malgré 5,5 pour 1 000 de défections (25 unités sur un total de 4 637 prêtres) ;

b) *L'Amérique* a eu un surplus de 710 unités, quoiqu'elle ait eu le taux le plus élevé de défections (14,4 pour 1 000, soit 944 prêtres), parce que le nombre de 3 009 ordinations a compensé la perte de 2 299 unités, due aux décès et aux

défections, sur un total initial de 65 463 prêtres ;

c) *L'Asie* a enregistré en fin d'année un surplus de 313 prêtres (586 en plus et 273 en moins, dont 44 défections — 3,4 pour 1 000 — ce qui constitue le taux continental le plus bas) sur un total initial de 12 800 prêtres ;

d) *L'Europe* a subi les pertes les plus lourdes, ce qui détermine dans le bilan mondial global un solde passif, malgré les augmentations enregistrées dans tous les autres continents. Le passif de 2 032 unités en un an, malgré qu'il y ait eu 3 222 nouvelles ordinations, est dû aux 5 254 prêtres en moins (858 défections, soit 4,6 pour 1 000 sur un total initial de 185 736 prêtres) ;

e) *L'Océanie* a enregistré un actif de 32 prêtres, 96 nouvelles ordinations et 64 pertes dont 23 défections (soit 5,8 pour 1 000 sur un total initial de 2 395 prêtres).

Le taux mondial des défections, qui est de 6,9 pour 1 000, a été dépassé par l'Amérique (14,4 et l'Océanie (7,6) ; au-dessous de ce taux se situent l'Afrique (5,3), l'Europe (4,6) et l'Asie (3,4). En observant ces données d'une façon plus précise, on se rend compte que, par rapport au total mondial des défections (1 894), les 944 défections de l'Amérique représentent 49,9 %, les 858 de l'Europe, 45,3 %, les 44 de l'Asie, 2,3 %, les 25 de l'Afrique, 1,3 % et les 23 de l'Océanie, 1,2 %. Le taux le plus élevé de défections a été enregistré dans la République de l'Afrique du Sud (19,7 pour 1 000 sur un total de 304 prêtres au début de l'année) ; suivent, en ordre décroissant, le Brésil (18,7), la Colombie (17,7), les Etats-Unis (15,4), le Canada (12,3), la Nouvelle-Zélande (11,8), l'Espagne (7,8), la France (4,3), l'Allemagne fédérale (4,1), l'Italie (2,6), la Pologne (2,5).

Cependant, le niveau élevé des taux de défections ne signifie pas toujours une forte augmentation des pertes. Par exemple, l'Italie, tout en ayant un taux relativement bas de défections par rapport à d'autres pays, a accusé un bilan négatif (supériorité des pertes : — 692 sur 42 868 prêtres au début de l'année), tandis que d'autres pays, avec un taux de défections plus élevé, ont un bilan négatif moins lourd, comme la France : — 609 sur 38 116 prêtres au début de l'année ; le Canada : — 307 sur 8 338 prêtres au début de l'année ; l'Espagne : — 132 sur 24 881 prêtres au début de l'année. Par contre, d'autres pays, tout en

ayant des taux de défections très élevés, ont un bilan positif, comme c'est le cas du Brésil (153 défections pour 203 unités en plus, 5 021 prêtres au début de l'année, 5 071 à la fin) et les Etats-Unis (1 197 défections, pour 2 053 unités en plus, 34 223 prêtres au début de l'année, 35 079 à la fin).

Variations du clergé régulier en 1971 :

Les prêtres réguliers ont diminué de 1 507 unités en 1971, passant de 167 363 au début de l'année à 165 856 à la fin. L'augmentation a été de 2 721 et les pertes se sont élevées à 4 228 dont 1 765 (soit 10,6 pour 1 000 des effectifs du début de l'année), dues à des défections, et 4 228 dues à des décès ou à des passages au clergé séculier.

La diminution a touché tous les types d'instituts religieux, proportionnellement à leur effectif du début de l'année. Même remarque pour les augmentations. Par contre, les défections ont touché plus profondément les instituts récents par rapport aux anciens. Ainsi les ordres ont perdu 9,4 pour 1 000, les congrégations cléricales, 11,9, les sociétés de vie commune sans vœux, 10,4, tandis que les congrégations religieuses laïques, qui ont opté seulement ces dernières années pour l'ordination sacerdotale de quelques-uns de leurs membres, ont eu 14,2 pour 1 000 de défections, même si ce taux est peu significatif, étant donné la modestie de leurs effectifs (140).

La même observation est valable en se limitant aux grands types d'ordres. Ainsi par rapport à un taux global de défections de 9,4 pour 1 000, on note que les moines ont eu 5,6 pour 1 000 de défections ; les chanoines réguliers, 6,6 ; les mendiants, 9,8 et les clercs réguliers, 10,8.

Les causes des défections :

D'après l'analyse (l'unique en ce genre jusqu'ici) de Colagiovanni (*Crisi vera e false nel ruolo del prete oggi. Uno studio sociologico a livello mondiale*, Citta Nuova, Roma) portant sur 8 287 dispenses accordées jusqu'au premier trimestre de 1969 (4 483 pour le clergé séculier et 3 804 pour le clergé régulier), il ressort que les motivations fournies pour obtenir les dispenses se répartissent en pourcentage moyen de la façon suivante :

— 94,4 % par suite de difficultés dans la pratique du *célibat*. A noter que la majorité des cas, jusqu'en 1966, concernait des sujets qui vivaient en concubinage ou s'étaient déjà mariés civilement. Après 1966, ce pourcentage est allé toujours en diminuant pour atteindre à peu près 25 % en 1969.

— 16,3 % ont demandé de quitter le sacerdoce à cause de difficultés d'ordre *disciplinaire* et relatives à la justification de leur mission. Ces motifs, qui tournaient autour de 5 % jusqu'à 1966, ont atteint environ 40 % en 1969.

— 8,4 % ont motivé la demande de dispense par le fait que le sacerdoce aurait été accepté à cause de *pressions familiales*. Ces motivations qui, en 1964, s'élevaient à 11 %, ne représentaient plus que 6 % en 1969.

— 5,5 % ont motivé la demande de dispense par des *pressions sociales ou ambiantes* subies dans le choix du sacerdoce. Le pourcentage de ceux-ci, qui était de 4,3 en 1964, a doublé en 1969 (8,8).

— 5,4 % ont demandé la dispense à cause de *difficultés relatives à la foi*. Le pourcentage de ceux-ci, insignifiant en 1964, a atteint 13 % en 1969.

— 11,5 % des dispenses (pourcentage demeuré essentiellement constant dans la période envisagée) a été motivé par des *déséquilibres psychiques* : il s'agit en général de neurasthénie, psychasthénie, hystérie, formes paranoïaques et schizophréniques.

— D'autres motivations se réfèrent à l'*immaturité* (10 %), au *mammisme* (6 %) à l'*alcoolisme* (2 %).

Le dialogue avec l'Alliance réformée mondiale

Du 3 au 8 mars s'est tenue, à Rome, la cinquième réunion du dialogue entre l'Eglise catholique et l'Alliance réformée mondiale. Seize théologiens nommés par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens et par l'Alliance réformée mondiale se sont rencontrés pour poursuivre les discussions commencées en 1970 sur le thème général « La présence du Christ dans l'Eglise et dans le monde ». La rencontre de cette année a eu comme thème « Le ministère ». Les documents d'étude ont été présentés par le P. Joseph Hoffmann, le prof. David Willis, le prof. Martin Anton Schmidt et le P. Y.-M.

Congar, O.P. Dans un rapport établi de concert sur le travail fourni au cours de la réunion, le groupe a déterminé certaines zones d'accord et de désaccord. L'examen du rapport entre ces éléments a conduit à une exposition successive de questions théologiques substantielles qui demandent encore une étude ultérieure. Comme la session de 1975 a marqué le terme du mandat de la Commission, des projets ont été approuvés pour la préparation d'un rapport général sur les cinq années de travail, qui sera ensuite soumis aux autorités respectives. Ce rapport devrait être prêt pour 1977. (« OR », 15 mars.)

POLOGNE

Micros clandestins à l'évêché

Par une note lue dans toutes les églises de son diocèse, l'évêque de Przenysl, au sud-est de la Pologne, révèle que des microphones clandestins ont été découverts dans l'évêché. Ils ont dû être introduits lors de l'installation du chauffage central, il y a une douzaine d'années. En conclusion, la note s'élève contre ceux qui usent de tels moyens, car ils suscitent la défiance et le désordre et contribuent, par leur action, à développer l'inquiétude et la méfiance mutuelle. (« La Croix », 12 mars.)

PORTUGAL

Un putsch manqué contraint le général de Spínola à la fuite

Un mois avant les élections à la Constituante, et après plus de cinq mois de violentes rivalités politiques parfois ponctuées par des manifestations de rue, une tentative militaire de coup d'Etat contre-révolutionnaire a voulu changer, le 11 mars, le cours de la révolution portugaise. Mais il n'a fallu que quelques heures pour que les troupes fidèles au gouvernement et au MFA (Mouvement des forces armées) reprennent la situation en main. C'est la fin politique du général de Spínola qui, trop compromis, a préféré fuir en Espagne avant de se réfugier au Brésil où on lui a accordé le droit d'asile.

SUISSE

Les pèlerins de l'Année sainte devraient visiter le COE

Le pèlerinage à Rome dans le cadre de l'Année sainte pourrait devenir plus significatif pour les catholiques romains s'il incluait

une visite du Conseil œcuménique des Eglises à Genève. Cette suggestion a été faite par le groupe mixte de travail (Eglise catholique-COE). Mgr Charles MOELLER, qui fait partie de ce groupe depuis sa création en 1965, préside, au sein du Secrétariat romain pour l'Unité des chrétiens, le sous-Comité responsable de la préparation œcuménique de l'Année sainte. Il entend donner à diverses manifestations de cette Année une dimension œcuménique. Plusieurs groupes de prêtres, laïcs, professeurs et étudiants catholiques ont, d'ores et déjà, visité cette année le Centre œcuménique. Ils ont pu s'entretenir avec des responsables du COE et célébrer la messe dans la chapelle du Centre. Ils ont pris ainsi davantage conscience de la relation étroite existant entre le thème de l'Année sainte, « Renouveau et Réconciliation », et celui de la V^e Assemblée mondiale du COE « Jésus-Christ libère et unit ». (« BIP-SNOP », 3 mars.)

Les évêques suisses et le problème des travailleurs étrangers

A la suite de l'ordonnance fédérale limitant le nombre des travailleurs étrangers, la Conférence des évêques a décidé d'envoyer au Conseil fédéral une lettre pour demander de mieux tenir compte des tâches pastorales et sociales urgentes au service des migrants. Par ailleurs, la Commission catholique suisse pour les travailleurs migrants a préparé, toujours à l'intention du Conseil fédéral, une autre lettre demandant l'abolition de l'actuel « statut des saisonniers » et l'élaboration d'ordonnances qui respectent la dignité de la personne dans la société et dans l'économie. Les évêques se sont déclarés d'accord avec ces demandes. Ces dernières s'appuient également sur la déclaration, faite les 8 et 9 septembre 1973 par l'assemblée synodale suisse, sur « la séparation des travailleurs migrants d'avec leur famille ». (« Kipa », 5 mars.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Le P. Christianus Joannes VAN WEEGBERG administrateur apostolique « sede vacante » et « ad nutum S. Sedis » du dio-

cèse de *Samarinda*, Indonésie. (« OR », 6 mars). — Le P. Jose Alberto LLAGUNO FARIAS évêque titulaire de *Mozotcori* et vicaire apostolique de *Tarahumara*, Mexique. (« OR », 12 mars.) — Mgr Georg MOSER (évêque titulaire de Tiges) évêque de *Rottenburg*, Allemagne fédérale. (« OR », 15 mars.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Jacques-Henri Romeijn, évêque de *Samarinda* (Indonésie) pour raison de santé. (« OR », 6 mars.)

DECES

— De Mgr Henri-Joseph Piérard, A.A., ancien évêque de *Butembo-Beni* (Zaire), à l'âge de 82 ans, le 6 mars, à la clinique du Sacré-Cœur, à Louvain, Belgique. (« OR », 9 mars.) — De Mgr Camille Van de Kerckhove, évêque de *Bikoro*, Zaïre. (« Ibid. ») — De Mgr Jean-Baptiste Llosa, ancien évêque d'Ajaccio, le 2 mars. (« OR », 14 mars.)

SAINT-SIÈGE

Plus de « fournisseurs pontificaux »

On sait que dans le passé le Saint-Siège concédait le titre de « Fournisseur pontifical », sous des garanties précises et avec la clause explicite que la validité du diplôme s'y rapportant cessait avec la mort du Pape qui l'avait concédé.

Depuis quelques années, ce titre n'a jamais plus été concédé ; en 1973, on prit la décision d'en suspendre l'usage pour les quelques maisons commerciales auxquelles il avait été renouvelé sous le présent pontificat, sans que cette mesure, bien entendu, comportât une moindre considération envers ces maisons.

Après donc une période convenable pendant laquelle les intéressés ont pu prendre connaissance de ces dispositions, à partir du 1^{er} mai prochain, aucune firme ne pourra plus utiliser légitimement le titre de « Fournisseur pontifical ». (« OR », 9 mars.)

Les écoles catholiques dans le monde

Il y a plus de 29 millions et demi d'élèves dans les écoles élémen-

taires et moyennes dirigées par l'Eglise dans le monde. (Chiffres mis à jour au 31 décembre 1972 et fournis par l'Annuaire statistique de l'Eglise.)

Si l'on examine la répartition par continents, l'Afrique a le plus grand nombre d'élèves d'écoles élémentaires catholiques : 5 millions 800 000 fréquentant 27 637 écoles. Suivent : l'Europe, avec presque 4 millions d'élèves pour 24 673 écoles ; l'Asie, avec plus de 3 millions 300 000 élèves fréquentant 12 348 écoles élémentaires dirigées par le clergé diocésain et missionnaire ; l'Amérique latine, avec presque 3 millions 700 000 élèves pour 13 393 écoles élémentaires ; l'Amérique du Nord, avec 3 millions 370 000 élèves fréquentant 10 598 écoles catholiques ; l'Océanie où plus d'un demi-million d'enfants reçoivent l'instruction élémentaire dans les 2 823 écoles de l'Eglise. En tout, les 91 392 écoles élémentaires catholiques étaient fréquentées, en 1972, par presque 21 millions d'enfants.

En ce qui concerne les écoles moyennes, inférieures et supérieures, dirigées par l'Eglise, le continent qui en a le plus grand nombre est l'Europe, avec 10 794 institutions fréquentées par presque 2 millions 700 000 jeunes. Suivent : l'Amérique latine où l'Eglise dirige 6 487 écoles moyennes avec environ un million et demi d'élèves ; l'Asie, avec 5 679 écoles moyennes avec plus de 2 millions et demi d'élèves ; l'Amérique du Nord où presque un million 200 000 élèves fréquentent les 2 238 écoles moyennes dirigées par l'Eglise ; l'Afrique où les étudiants des 2 693 écoles moyennes sont plus de 600 000 ; l'Océanie, enfin, où environ 210 000 jeunes fréquentent les 720 écoles dirigées par le clergé diocésain et religieux.

En tout, les institutions catholiques moyennes d'instruction sont au nombre de 28 611 avec plus de 8 millions et demi d'étudiants.

En ce qui concerne l'instruction supérieure universitaire, l'Annuaire statistique de l'Eglise fournit le chiffre de 760 000 étudiants, étant bien entendu qu'il s'agit d'une approximation. En confrontant les données de 1972 avec celles de 1971, on remarque que les écoles élémentaires dirigées par l'Eglise catholique ont diminué d'un millier, tandis que les écoles moyennes ont augmenté de plus de 700. (« Mondo e missione », février 1975.)

L'Eglise dans le monde

COMMUNIQUE DE L'ASSEMBLEE PLENIERE DE L'EPISCOPAT POLONAIS

Les 11 et 12 mars 1975, à Varsovie, s'est tenue la 147^e Assemblée plénière de l'Episcopat de Pologne. L'ordre du jour fut présenté par le Conseil central de la Conférence qui s'était réuni le 10 mars à Varsovie. Au cours de l'Assemblée, le Conseil central a évoqué entre autres choses certains problèmes en rapport avec les principes essentiels qui doivent servir de base pour la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat, ainsi que les questions courantes de la pastorale et de l'administration de l'Eglise en Pologne.

La session du Conseil central ainsi que celle de la Conférence plénière ont été présidées par le primat de Pologne, le cardinal Stefan Wyszyński.

1. L'Assemblée plénière a écouté les informations données par le secrétaire de l'Episcopat, Mgr Bronisław Dąbrowski, sur les entretiens ayant eu lieu à la Secrétairerie d'Etat du Siège apostolique du 25 janvier au 11 février 1975, ainsi que sur l'audience du Saint-Père Paul VI le 6 février 1975.

Le secrétaire de l'Episcopat a présenté à l'Assemblée une information sur les pourparlers ayant eu lieu entre le Secrétariat de l'Episcopat et l'Office des Cultes.

La visite de Mgr Poggi (1)

2. L'Assemblée a été informée du déroulement de la visite de l'archevêque Luigi Poggi avec les personnalités qui l'accompagnaient, qui sont arrivés à Varsovie le 25 février 1975. Le but de cette vi-

site a été de remettre au ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Pologne une lettre du secrétaire d'Etat du Siège apostolique, le cardinal Jean Villot, l'informant de la nomination de l'archevêque Luigi Poggi comme chef de la délégation du Siège apostolique pour les contacts permanents de travail avec le gouvernement de la République populaire de Pologne. Le deuxième but a été de rendre visite — à la suite de l'invitation du primat de Pologne, président de la Conférence épiscopale de Pologne — à quelques diocèses, et de rencontrer les évêques, les prêtres et les fidèles. L'Assemblée plénière a exprimé sa satisfaction de la visite de Mgr Luigi Poggi dans notre pays en tant qu'hôte de l'Episcopat et chef de la délégation du Saint-Siège pour les contacts permanents de travail avec le gouvernement de la République populaire polonaise. L'Assemblée estime que cette visite permettra au délégué du Saint-Siège de mieux connaître les problèmes de l'Eglise en Pologne, qui devraient trouver une solution satisfaisante dans le cadre d'une juste normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat.

L'Episcopat de Pologne a accueilli favorablement la déclaration faite par Mgr Luigi Poggi, au cours d'une rencontre amicale avec les évêques le 12 mars 1975, à savoir qu'il considérait sa mission comme un service pour l'Eglise de Pologne et qu'il désirait l'accomplir en union avec le primat de Pologne, la Conférence épiscopale polonaise, les évêques, le clergé et les fidèles. Il n'y a aucun doute quant à une pleine et complète union entre le Saint-Père et l'Episcopat de Pologne.

La Conférence épiscopale invite les fidèles à soutenir les travaux du délégué du Siège apostolique par leurs prières, dans la conviction qu'ils serviront le bien de l'Eglise, de la Nation et de l'Etat.

Les droits civiques des croyants

3. L'Assemblée a discuté le problème des droits civiques des croyants, problème capital pour la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat en Pologne, et qui plusieurs fois déjà a été présenté aux autorités d'Etat. On a minutieusement analysé l'article 69 de la Constitution de la République populaire de Pologne, qui en principe garantit à tous les citoyens, sans différence de confession ou d'idéologie, la liberté dans tous les domaines de la vie nationale, politique, sociale et culturelle.

Le pèlerinage de l'Année sainte

4. L'Assemblée plénière a été informée des préparatifs du pèlerinage jubilaire des représentants polonais des diocèses à la Cité éternelle. Ce pèlerinage est prévu du 9 au 14 octobre 1975, à condition que soient résolues certaines difficultés qui se sont posées sur le plan matériel et administratif. Les au-

(1) Mgr Poggi a séjourné en Pologne du 25 février au 25 mars. Il a rencontré, le 26 février, M. Olszowski, ministre polonais des Affaires étrangères, à qui il a remis la lettre du cardinal Villot l'informant qu'il était nommé chef de la délégation du Saint-Siège pour les contacts permanents de travail avec le gouvernement polonais. Dans l'homélie qu'il a prononcée en sa présence, le 27 février, dans la cathédrale de Gniezno, le cardinal WYSZYŃSKI a déploré en ces termes l'absence de relations diplomatiques entre la Pologne et le Saint-Siège :

[...] Auprès du Siège de Saint-Pierre, il existe des représentants de presque tous les peuples et nations, parfois même païennes. Toutes les nations, même païennes, apprécient les relations avec le chef de l'Eglise et lui attachent une grande importance. Le Saint-Père regrette de n'avoir pas un représentant stable en Pologne. Il est aussi désagréable pour nous-mêmes que notre nation catholique, qui compte plus de 30 millions de catholiques, n'ait pas auprès du Saint-Père un représentant catholique stable [...]

torités ecclésiastiques compétentes désigneront les personnes entrant dans la composition du pèlerinage.

Le travail du dimanche

5. A propos des travaux organisés le dimanche et des tendances à effacer le caractère sacré de ce jour, la Conférence rappelle le devoir moral important de s'abstenir de travaux non indispensables les dimanches et jours de fêtes de précepte, et celui de participer ces jours-là à la messe. La célébration du dimanche contribue aussi à l'affermissement des liens familiaux et constitue un élément important pour l'éducation, la vie sociale et même la santé. Ce jour offre à la fois un temps de réflexion sur notre vie et un temps de repos.

L'éducation sexuelle

6. A propos des problèmes de la catéchèse des enfants et des jeunes, l'Assemblée a souligné le besoin de veiller sur la juste éducation sexuelle donnée dans les écoles et les différentes institutions. L'éducation sexuelle des enfants et des jeunes est une question très délicate, qui doit être surveillée par les parents et l'Eglise, afin qu'elle soit en harmonie avec les sains principes de la morale chrétienne. Les initiatives inconvenantes dans ce domaine ont pour conséquences des dommages incalculables pour les jeunes sur le plan psychique et moral.

Campagne contre les religieuses

7. Devant une tendance, dans les mass media, à ravalier et à dénigrer la vie religieuse, la Conférence exprime à toutes les religieuses polonaises sa reconnaissance et son estime pour leur travail accompli dans le sacrifice et l'abnégation, pour leur service de Dieu et des hommes, surtout des plus nécessiteux et des plus délaissés.

La pastorale des Polonais émigrés

8. Mgr Wladyslaw RUBIN, secrétaire général du Synode des Evêques et délégué du primat de Pologne pour la pastorale des émigrés, a présenté à l'Assemblée des problèmes importants liés à la pastorale des Polonais à l'étranger. A la suite de la rencontre des recteurs des Missions catholiques polonaises pour les émigrés qui s'est tenue à l'automne 1974, Mgr Wladyslaw RUBIN a parlé avant tout du problème du ministère sacerdotal en émigration, ainsi que de la pastorale polonaise des fidèles appartenant à la nouvelle émigration qui a commencé il y a quelques années. Le Rapporteur attirera l'attention de l'Assemblée sur la nécessité d'adapter les structures pastorales actuelles à la situation nouvelle qui s'est créée ces dernières années, surtout dans les pays vers lesquels s'oriente la nouvelle émigration. Font également l'objet de la sollicitude pastorale de l'Eglise les travailleurs saisonniers demeurant hors des frontières de la Pologne.

L'Assemblée de l'Episcopat de Pologne adresse ses salutations cordiales et l'expression de sa solidarité à tous les Polonais émigrés, à tous leurs prêtres et religieuses.

L'Université de Lublin

9. L'Assemblée a été informée de la situation économique et des besoins matériels de l'Université catholique de Lublin, qui est un établissement important d'enseignement et d'éducation dans notre pays. Etant donné l'état de pénurie de l'Université catholique de Lublin, la Conférence demande à tous les fidèles un surcroît de générosité pour cette école supérieure.

10. La Conférence a entendu les comptes rendus des Commissions épiscopales de Liturgie, de la Pastorale d'ensemble, des Vocations, de l'Enseignement catholique, des Missions, de la Révision du Code de droit canonique, des Œuvres de Bienfaisance, de l'Ecuménisme et de la Commission mariale de l'Episcopat. L'Assemblée a pris à leur sujet les résolutions pastorales requises.

Varsovie, le 13 mars 1975.

LA NORMALISATION ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT EN POLOGNE

Le cardinal WYSZYNSKI, archevêque de Gniezno et Varsovie, président de la Conférence épiscopale polonaise, a exposé en ces termes le problème de la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat en Pologne au cours de l'homélie qu'il a prononcée en la cathédrale de Gniezno le 2 mars 1975, pendant la visite de Mgr Poggi :

L'Eglise dans notre patrie ne désire rien d'autre que s'acquitter de sa mission.

Que désirons-nous donc ? Nous, les évêques polonais, désirons que la sainte Eglise, qui œuvre depuis mille ans dans notre patrie, non sans mérite, qui jamais ne l'a trahie ni ne lui a porté préjudice, soit au moins respectée. Ni les évêques, ni les prêtres en Pologne, n'attendent le moindre privilège. Nous ne demandons aux autorités ni traitement, ni rétributions, ni décorations. Nous avons confiance en notre peuple, qui subvient à tous les besoins des prêtres, à la construction des églises et à la vie de la paroisse. Nous n'attendons donc aucun privilège.

Nous ne désirons qu'une seule chose : c'est que le Christ ait sa place dans notre patrie ; que son Eglise possède du moins le caractère publico-légal ; que soient reconnues sa mission et sa vocation et qu'elle puisse en paix évangéliser les nations.

Nous désirons que l'Eglise de Dieu puisse éduquer les enfants, la jeunesse et toute la nation dans l'esprit de l'Evangile du Christ. Nous désirons qu'il n'y ait plus de contrainte pour imposer l'endoctrinement athée, l'incroyance et la destruction de nos coutumes et de notre vie morale, chrétienne et liturgique par une stupide laïcisation, souvent si préconisée.

Nous désirons pouvoir construire tranquillement les églises partout où elles sont nécessaires. De tels besoins, il y en a beaucoup dans notre archidiocèse, surtout à Bydgoszcz, Inowroclaw, et autres villes, ainsi que dans les paroisses rurales.

Il me semble qu'elle mérite d'être respectée cette Eglise, qui pendant mille ans a fidèlement servi la nation, ne lui a jamais porté préjudice, ne l'a pas quittée, mais au contraire l'a soutenue spirituellement pendant les temps difficiles des conquêtes, des partages et de l'occupation en partageant son sort. De même doivent être respectés les droits fondamentaux des croyants, surtout le droit à la vérité, à la vie, à une liberté sociale décente et raisonnable, à l'égalité des droits dans la vie sociale, professionnelle et politique. Ce sont les droits fondamentaux dont parle la charte de l'Organisations des Nations Unies, l'encyclique de Jean XXIII, *Pacem in terris*, et le récent Appel du Synode épiscopal de Rome.

Voilà ce que nous désirons. C'est pour cela que nous faisons des démarches en menant des négociations avec les autorités de l'Etat et en adressant des mémorandums. Les thèses que nous présentons ne sont souvent pas pleinement comprises, surtout lorsqu'il s'agit de l'éducation des enfants et de la jeunesse, des droits publics de l'Eglise, de sa position dans la société afin qu'elle puisse librement proclamer l'Evangile et éduquer la jeune génération dans un esprit chrétien.

Le Saint-Père est au courant des soucis des évêques polonais. Il voudrait bien venir en aide à l'Eglise de Pologne. C'est pourquoi il a entrepris des pourparlers avec les autorités publiques, et ceux-ci se déroulent à Rome entre un intermédiaire spécial délégué par le gouvernement et sa délégation désignée pour ces entretiens [...].

Evidemment, ce ne sont là que les débuts de conversations difficiles, surtout étant donnée la différence des idéologies. Actuellement, nos dirigeants manifestent plus de compréhension pour l'Eglise puisqu'ils ont entamé ces pourparlers avec le Saint-Siège. Il y a vingt ans, il était défendu d'arborer en Pologne un drapeau pontifical. Celui qui l'aurait fait — les prêtres en savent quelque chose — aurait été puni. Grâce à Dieu, ce temps est révolu. Une certaine compréhension s'est fait jour. Nous désirons seulement que celle-ci s'approfondisse et que l'Eglise soit considérée conformément à son caractère, sa tâche et sa mission reçue du Christ qui est la source d'eau vive.

L'Eglise ne veut pas mener une politique spéciale. Elle ne lutte ni contre le régime ni contre le gouvernement, bien que parfois elle soit obligée de faire remarquer — par ses évêques — toutes sortes d'irrégularités qui ont lieu chez nous, particulièrement dans le domaine de l'éducation ou de l'administration publique, car ces problèmes influent d'une façon très négative sur notre travail. Et alors naturellement les difficultés surgissent.

Rien d'étonnant que nous soyons particulièrement sensibles aux besoins de l'Eglise en Pologne, plus que ceux qui ne voient pas ces choses de près. Mais c'est justement de quoi il s'agit. Puisqu'on a fait la démarche essentielle, puisqu'on a compris que l'Eglise a une importance capitale sur le plan religieux, social, moral et public, il faudrait aussi reconnaître le caractère plénier de la mission de l'Eglise, sa nature conforme à la volonté et au message du Christ. Mais on est encore loin de cette pleine compréhension de la mission de l'Eglise. [...]

Il faut poursuivre un long et patient travail pour faire comprendre ce qu'est vraiment l'Eglise, son but, sa fin, les exigences qu'elle pose devant le peuple de Dieu.

[...] Nous désirons tous arriver à l'étape finale où le travail de l'Eglise pourra s'effectuer dans des conditions favorables. Cependant, conscients des difficultés

inhérentes aux divergences sur le plan idéologique et philosophique, nous devons demander à Dieu le Père de persuader tous les hommes vivant en Pologne qu'il est le Père de tous les Polonais, comme il l'est des 4 milliards d'hommes vivant sur la terre ; qu'on reconnaisse que ce Père est amour et qu'il désire être aimé. C'est en lui que nous trouvons la force d'aimer nos frères. Nous devons rappeler que Dieu a confié à l'Eglise sur cette terre, donc aussi à celle qui est dans notre patrie, la tâche de persuader gouvernants et gouvernés, ceux qui ont le pouvoir et ceux qui doivent leur obéir, qu'« il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime ». (Jean 15, 13.) [...]

PROTESTATION

DU CARDINAL ENRIQUE Y TARANCON

CONTRE L'INTERDICTION

D'UNE ASSEMBLEE DE FIDELES

A MADRID

Le cardinal Tarancon, archevêque de Madrid (), a protesté dans l'homélie ci-après, lue le 19 mars dans les églises de la capitale espagnole, contre l'interdiction par les autorités d'une assemblée de fidèles qui devait avoir lieu le samedi et le dimanche précédents dans le quatrième vicariat de Madrid, correspondant aux quartiers de Vallecus et Pacifico. Sous la présidence du cardinal lui-même, près de 1 500 personnes devaient y participer et discuter de problèmes tels que le logement, le travail, les salaires, l'enseignement, la jeunesse et l'évangélisation. La direction de la Sécurité avait fait savoir que l'assemblée était « suspendue » afin d'éviter tout danger « d'altération de l'ordre public » (**).*

« Mais eux ne comprirent pas ce qu'il voulait dire. » (Lc 2, 51.)

FRÈRES,

Permettez à votre archevêque de participer, par cette exhortation, à votre célébration de l'Eucharistie et de vous présenter quelques réflexions sur les graves événements de ces derniers jours qui mettent à l'épreuve la foi d'un grand nombre de nos frères. Providentiellement, nous célébrons aujourd'hui, en la fête de saint Joseph, la Journée du séminaire diocésain, ce qui nous donne l'occasion de réfléchir aux exigences et aux engagements de la vocation sacerdotale.

L'épisode de Jésus parmi les docteurs du temple et la recherche douloureuse de ses parents — dont vous venez d'entendre la lecture — nous montrent clairement à quel point il est parfois difficile de comprendre les chemins de Dieu, précisément parce

(*) Le cardinal Tarancon a été réélu président de la Conférence épiscopale espagnole, au cours de l'Assemblée plénière des évêques, qui s'est tenue du 3 au 8 mars 1975.

(**) Texte espagnol dans *Ecclesia* du 22 mars 1975. Traduction et titre de la DC.

que ces chemins conduisent à la mort et à la Résurrection. Au sujet des parents même de Jésus, l'Evangile nous dit qu'« ils ne comprirent pas » ce qu'il voulait dire. Les maîtres qui l'écoutent stupéfaits dans le temple ne le comprennent pas non plus : Jésus est pour eux un mystère inexplicable. Le peuple est aussi prompt à admirer la conduite merveilleuse du Christ qu'à s'éloigner de lui. Et les apôtres se scandalisent lorsque le Seigneur leur annonce sa passion et sa mort. Je n'ai pas le droit de vous reprocher, comme Jésus le fit pour ses parents, vos difficultés dans la foi, pour la raison que, en homme que je suis, je suis faible comme vous. Mais, en vertu de mon ministère épiscopal, avec la force de l'Esprit, je me vois obligé de vous dire à vous tous qui êtes venus participer à l'Eucharistie et qui, depuis le baptême, formez le temple saint de Dieu, qu'il est nécessaire aujourd'hui plus que jamais d'« être dans la Maison du Père ».

Etre dans la Maison du Père, c'est croire véritablement en l'Eglise de Jésus-Christ et accepter dans la foi le ministère apostolique qu'il a institué comme sa présence visible au sein de la communauté. J'ai conscience, et je vous en ai donné la preuve, que l'Esprit me parle à moi aussi à travers vous. Non seulement à travers vos paroles, mais également à travers vos situations humaines, vos exigences, vos travaux et vos conflits.

Une situation de conflit

Nous vivons, frères, dans une situation de conflit au plan social, économique, politique et même ecclésial. Nous avons parfois jusqu'à l'impression que notre société est un corps malade, et nous nous sentons tentés par le pessimisme. Mais je vous adresse les paroles même du Seigneur que nous avons écoutées dimanche dernier dans le passage de la résurrection de Lazare : « Cette maladie n'est pas mortelle, elle est pour la gloire de Dieu ; elle doit servir à glorifier le Fils de Dieu. » (Jn 11, 4.)

Tous ont encore présente à l'esprit la déplorable suspension de l'Assemblée chrétienne de Vallecas par les pouvoirs publics, acte que ni moi ni beaucoup d'entre vous ne pouvons comprendre dans un pays qui se fait gloire de respecter la loi de Dieu selon la doctrine de l'Eglise catholique. Et il ne m'échappe pas que, par cette décision — dont la responsabilité retombe exclusivement sur les autorités civiles, — on porte en fait un jugement injuste sur l'action pastorale d'un vicariat de notre communauté diocésaine. Même en admettant des imperfections dans nos efforts pour nous rapprocher des réalités vivantes de la communauté de Vallecas, nous repoussons avec énergie tout jugement porté par ceux qui nous accusent d'avoir voulu, par cette Assemblée, rendre plus difficile la vie en commun des citoyens ou déborder la mission évangélisatrice que le Christ a confiée à son Eglise.

Ce n'est pas nous qui inventons les conflits, et notre intention n'est pas de les exacerber en créant de nouvelles difficultés à ceux qui nous gouvernent. Tout simplement, nous croyons qu'il est de notre devoir d'écouter ceux qui souffrent, pour les éclairer à la lumière toujours vivante de l'Evangile. Mais l'Evangile du Christ me pousse aussi à vous dire que la violence et l'incompréhension qui ont entouré ce fait douloureux ne doivent pas aller jusqu'à détruire notre respect envers les personnes qui incarnent l'autorité de l'Etat et même notre compréhension, dans la foi, pour leurs erreurs possibles. La

même charité du Christ nous oblige à réclamer d'urgence, en vertu de la justice que nous devons à tous les hommes et très particulièrement en cette occasion, une attention toute spéciale envers un secteur urbain de notre diocèse qui, malgré des améliorations que nous reconnaissons, continue d'être, depuis plus d'un demi-siècle déjà, l'une des zones les plus défavorisées de notre capitale.

Solidarité avec l'évêque

Comme l'a dit publiquement notre évêque auxiliaire, « nous ne considérons pas comme inutile le travail réalisé, mais nous voyons au contraire ce vicariat comme le champ fécond d'une Eglise fraternelle et active à partir de la base ». Il est sûr, toutefois, que ce champ pourrait devenir stérile si les obstacles actuels créaient en nous le découragement et le doute dans la foi. Il nous serait alors difficile de vaincre la tentation de division qui nous menace si cruellement. Dans l'Eglise du Christ, rien ne peut se faire sans le Christ et sans l'évêque qui le représente dans la communauté. Et de la même façon que je dois et veux vous écouter, chers prêtres et fidèles, vous aussi, de votre côté, si vous professez notre foi et voulez mener une action d'Eglise, vous devez vous solidariser avec le pasteur que Dieu a mis à la tête de votre communauté pour vous diriger au nom du Seigneur. Je suis pleinement conscient de ma responsabilité, et je l'ai assumée non seulement devant vous mais aussi devant les pouvoirs publics. Aucun agissement de ma part ne doit s'écarter des voies de l'Evangile, mais pour la même raison je réclame aussi pour moi les responsabilités qui m'ont été confiées, non par des pouvoirs humains ou des groupes de personnes, mais par Jésus-Christ lui-même. Sur ce chemin difficile, je vous invite à marcher avec moi en montant vers cette Jérusalem qui a déjà commencé ici, mais à laquelle on ne peut arriver que par la croix de Christ.

Permettez-moi donc paternellement mais avec énergie, de lancer un appel à ceux qui, par une attitude quelconque, augmentent la division et le scandale parmi nos frères ; à ceux qui, par les écrits ou par la parole, exagèrent les défaillances, car, en croyant rendre service à la foi, ils pèchent contre la charité et la communion qu'ils doivent à l'évêque et leurs frères ; à ceux qui, se laissant entraîner par la tristesse devant les événements récents et abusant d'une autorité qu'ils ne peuvent exercer en mon nom, ont privé les membres de leur communauté du droit sacré de participer à la sainte messe dimanche dernier. Et je veux espérer que, tant du côté des autorités civiles que de la filiale collaboration des communautés de Vallecas, nous pourrions trouver une formule qui permette à cette Assemblée d'atteindre ses objectifs de renouvellement social et humain.

Charité fraternelle

Je termine cette exhortation, plein de confiance en l'action de l'Esprit-Saint qui poursuit son œuvre, d'une manière qui nous déroute peut-être, dans notre communauté diocésaine.

Et j'entends la voix de Dieu qui nous a parlé par le prophète Ezéchiel, précisément en ce cinquième dimanche de Carême : « Vous saurez que je suis Yahvé lorsque j'ouvrirai vos tombeaux et que je vous ferai remonter de vos tombeaux, mon peuple »

(Ez 37, 13.) Aucun autre signe ne définit mieux la communauté chrétienne que la charité fraternelle et l'amour du Christ, identifiés à notre vraie libération ou résurrection. Seul ressuscite celui qui aime véritablement son frère, et seul aime son frère celui qui sort de son propre tombeau. Ce tombeau qui nous enferme dans l'égoïsme, l'incompréhension et l'orgueil d'idées personnelles, que nous cherchons à imposer aux autres. Que personne ne prétende défendre les droits en lésant la justice et la charité ; que personne ne s'arroge la défense de la foi en brisant la communion avec son évêque et la fraternité avec les hommes.

Nos séminaristes, qui sont aujourd'hui dans notre souvenir d'une manière spéciale et font l'objet de la prière et de la générosité de la communion diocésaine, pourront mieux comprendre, à travers ces faits, ce que signifie et exige leur vocation de service et d'engagement.

Le patriarche saint Joseph, dont nous célébrons la fête, et Marie, son épouse, la Mère de Jésus et la Mère de l'Eglise, qui n'ont pas compris la conduite et les paroles du Christ, nous aideront à accepter avec joie cette obscurité qui enveloppe les choses de Dieu et de son Eglise, et nous obtiendront la grâce de savoir, « en méditant tout cela en notre cœur », comme l'a fait la Vierge, mettre toute chose à profit pour nous purifier davantage, pour nous convertir pleinement à Dieu et à nos frères, pour continuer à servir l'Eglise, qui doit réaliser en ces moments historiques la tâche d'éclairer par la parole de Dieu la conscience des hommes d'aujourd'hui, de transformer à la lumière de la foi les réalités injustes et souillées par le péché, et de conduire tous les hommes vers la Maison du Père.

MESSAGE DES EVEQUES DU LANGUEDOC - ROUSSILLON AUX VITICULTEURS

21 mars 1975.

1. Comme un étau qui se resserre, la crise viticole vous angoisse de jour en jour davantage. Beaucoup parmi vous souffrent de voir leur endettement s'accroître, leurs ressources s'amenuiser, la ruine les menacer parce qu'ils n'ont pas un autre outil de travail.

Aussi vous criez votre détresse. Vous alertez l'opinion. Vous réclamez des pouvoirs publics des mesures urgentes pour remédier à une situation intolérable qui ne cesse de se détériorer.

Une fois de plus, les évêques du Languedoc-Roussillon sont avec vous.

Ils ne prétendent pas savoir comment redresser la situation. Leur mission n'est d'ailleurs pas de jouer le rôle d'une force d'appoint dans des luttes temporelles, mais de rappeler les exigences de l'Evangile.

Comme le Christ, ils ne sauraient rester insensibles devant une souffrance. C'est pourquoi, de tout leur cœur, ils partagent vos angoisses, surtout celles des plus malheureux parmi vous.

Comme le Christ, ils veulent aussi que la justice et l'amour règlent la vie sociale. C'est pourquoi ils se joignent à vos appels de détresse, lorsque vous revendiquez des mesures plus équitables, surtout

pour les petites exploitations, ou une organisation moins injuste du marché international.

2. Au nom de l'Evangile ils vous mettent encore en garde contre une colère dangereuse autant que légitime. Il est vrai qu'il faut parfois hausser le ton pour se faire entendre. Mais l'injustice dont on est victime ne donne pas le droit d'être injuste à son tour.

A la violence que vous subissez, la tentation est forte de répondre en déchaînant la violence. On ne résout pas les problèmes avec des insultes, des coups, de la bagarre. Bien au contraire, l'émotion et le sang versé ne feraient qu'aggraver la situation.

Sachez donc respecter les biens publics et privés. Détruire et saccager, c'est alourdir injustement les charges de tous.

Sachez surtout respecter les personnes. Ceux qui sont requis pour empêcher les dégradations et maintenir l'ordre dans la rue sont des hommes comme vous.

C'est dans le calme et la dignité qu'on défend une cause juste.

3. Enfin, le dynamisme dont vous faites preuve quand la crise devient aiguë, pourquoi ne le mettriez-vous pas demain au service d'un effort constructif ?

Il ne suffit pas de vous mobiliser, aux heures critiques, pour la défense de votre produit. Sans tout attendre des pouvoirs publics, il faut que vous prépariez l'avenir dans le cadre de vos organisations professionnelles.

Le Marché commun, les mutations profondes du monde rural, l'avenir des jeunes, les justes revendications des ouvriers viticoles, tant de questions vous provoquent à un effort quotidien et difficile d'information, de réflexion, d'imagination, d'initiative. C'est dans vos organisations ouvrières ou patronales que vous travaillerez efficacement à la promotion économique et sociale de tous les viticulteurs.

Solidaires pour manifester, soyez-le donc aussi pour participer activement aux diverses institutions du monde rural. Acceptez-y des responsabilités, avec le souci de les partager et de construire un syndicalisme où chacun pourra trouver sa place et jouer son rôle, même les plus petits.

† Marie PUECH, évêque de Carcassonne ;
† Cyprien TOUREL, évêque de Montpellier ;
† Pierre-Marie ROUGÉ, évêque de Nîmes ;
† Henry L'HEUREUX, évêque de Perpignan.
(« Eglise en pays d'Aude », 27 mars 1975.)

LE MONDE POUR LEQUEL LE SEIGNEUR N'A PAS PRIE

Sous ce titre, le cardinal SUENENS, archevêque de Malines-Bruxelles, a publié dans le bulletin de son diocèse (« Pastoralia », mars 1975), le billet ci-après, au sujet notamment de l'attitude du chrétien devant les problèmes moraux tels que la contraception, les relations extra-conjugales, l'avortement, actuellement débattus sur la place publique :

Lorsqu'une affirmation vraie a été répétée inlassablement pendant dix ans, cette vérité finit par être faussée à force d'unilatéralisme. Sans oublier que

chaque époque met elle-même les accents en réaction contre les lacunes et déficiences de l'époque précédente. Il nous faut donc périodiquement rééquilibrer les vérités complémentaires. Le jeu du flux et du reflux ne vaut pas seulement pour la mer. J'écris ceci en songeant à une affirmation, devenue banale aujourd'hui à force d'être dite et redite, à savoir que le chrétien doit être dans le monde, ouvert à ses problèmes et au service des hommes. Nous avons connu une période où il fallait montrer, à l'encontre d'un pessimisme outrancier, les valeurs positives du monde et inviter à leur faire confiance. Mais à force de répétition, il y a urgence aujourd'hui à souligner le fait que le chrétien n'a pas seulement à être présent aux hommes, et en plein cœur de leurs soucis et de leurs problèmes, mais qu'il doit aussi, le cas échéant, savoir prendre part contre le monde, contre un certain monde, celui pour lequel Jésus n'a pas prié.

On connaît les paroles de Jésus à la dernière Cène :
 « Je prie pour eux ;
 Je ne prie pas pour le monde...
 Je leur ai donné ta parole
 Et le monde les a pris en haine,
 Parce qu'ils ne sont pas du monde
 Comme moi, je ne suis pas du monde. »
 (Jn 17, 9, 16.)

Un « non possumus » qui fait partie intégrante du christianisme

La contestation de ce monde-là fait aussi partie de l'Evangile. « Cette attitude envers le monde, remarque l'exégète R. Brown dans son magnifique commentaire sur saint Jean, paraît étrange et scandaleuse à beaucoup de chrétiens contemporains comme si Jésus méconnaissait le devoir d'apostolat et de présence au monde. » Il y a une opposition, une contradiction, un *non possumus* qui fait partie intégrante du christianisme. Jésus n'a pas caché aux siens qu'ils seront signes de contradiction comme lui-même d'ailleurs, mais il leur a promis une paix intérieure plus forte que l'hostilité qui les attend inéluctablement. Jésus n'a jamais dit qu'il ne fallait pas avoir d'ennemis, il a simplement dit... qu'il fallait les aimer. C'est assez différent et pas tellement facile !

Lors du débat sur la Constitution *Gaudium et spes* au Concile, plusieurs évêques ont réagi contre l'optimisme trop unilatéral à l'égard du monde que reflétait le projet initial. D'importants correctifs ont été apportés en vue de donner du monde une image réaliste, c'était une invitation, à la fois à l'ouverture et au jugement critique. Ces réactions visaient à souligner qu'il existe aussi « un monde » soumis aux forces du mal et aux puissances obscures qui menacent le cœur de l'homme aussi bien que la société.

Une paix de compromis avec le monde sur les problèmes moraux ?

Ce n'est pas sans raison que Jésus a demandé à ses disciples de dire : « Ne nous soumettons pas à la tentation mais délivre-nous du mal. » La tentation du chrétien aujourd'hui est d'accepter avec bonne conscience une paix de compromis avec le monde — on a parlé d'un Munich moral, — d'accepter les critères de jugement et de valeur du milieu ambiant qui le conditionne. On ne respire pas impunément un air pollué. Je songe en particulier aux problèmes éthiques qui sont à l'ordre du jour de nos discussions

publiques et qui vont de l'insémination artificielle à l'euthanasie en passant par toute la gamme des problèmes moraux situés entre la naissance et la mort de l'homme : contraception, relations extra-conjugales, avortement sur demande, etc.

Au sujet de tous ces problèmes cruciaux les chrétiens sont en dialogue avec les non-chrétiens. La tentation est grande d'accepter des postulats étrangers à notre foi. Il est normal que dans une discussion de ce type le chrétien s'efforce d'employer les arguments qui peuvent convaincre l'opposant en se mettant sur la même longueur d'onde que lui. Nous avons essayé dans la lettre collective de l'Episcopat belge au sujet de l'avortement provoqué, de dire pourquoi le respect de la vie humaine initiale s'impose à tout homme et à toute société sous peine de ruiner sa base. Nous avons fait appel à des raisons qui n'impliquent pas la foi. Mais le chrétien a, en outre, des raisons qui lui sont propres : pour nous il n'y a pas, à proprement parler, un ordre naturel auquel se superposerait un ordre surnaturel : il n'y a, de fait, qu'un seul ordre, fondé en Dieu, un ordre qui a sa référence suprême dans le mystère de la vocation divine de l'homme en réponse à l'amour personnel de Dieu. Cet ordre unique englobe et implique la nature mais il la déborde et parfois la contredit dans la mesure où l'homme en chair et en os est aux prises avec le péché sous toutes ses formes : péché originel, collectif, personnel.

Un ami non croyant me disait l'autre jour qu'en politique il classe les gens à droite ou à gauche selon qu'ils reconnaissent ou non l'existence du péché originel. Il ne s'agissait pas pour lui du dogme chrétien mais d'une réalité expérimentée, perçue dans ses conséquences quotidiennes et qui dicte des options de sagesse politique tenant compte de l'homme tel qu'il est et non de son image idéalisée.

Il rejoignait ainsi Pascal écrivant : « Sans le mystère du péché originel, le plus incompréhensible de tous, nous sommes incompréhensibles à nous-mêmes... l'homme est plus inconcevable sans ce mystère que ce mystère n'est inconcevable à l'homme. » (*Pensées de Pascal* 434.)

Le légal et le moral

Il importe de régler sa conscience non pas sur le jeu des majorités parlementaires comme si un vote par 51 voix contre 49 déterminait le bien et le mal moral dans une société donnée, comme si le légal s'identifiait au moral. La loi du nombre n'est pas la loi de la moralité ni privée ni publique. Celle-ci ne se juge pas d'après la pratique courante ou même légalisée : si demain quelque Parlement trouvait une majorité en faveur de la bigamie celle-ci deviendrait légale, mais le légal resterait en contradiction flagrante avec le bien moral et social.

Cette vue réaliste du monde aide à prendre ses distances là où il le faut. On comprend mieux que les lois humaines soumises aux fluctuations de l'opinion publique ne sont pas le critère dernier de la moralité.

Les chrétiens, pour garder leur propre identité, ont de lourds sacrifices à faire et des nuages s'amoncellent pour eux en divers pays dont en particulier le Zaïre. Il nous faut tous être prêts à des options que la conscience nous impose par fidélité à l'Evangile. Le conformisme social, les postulats de la société de profit et de consommation comme aussi les discussions morales au sein d'une société de plus en plus permis-

sive, tout cela appartient à ce monde « pour lequel le Sauveur n'a pas prié ».

Un écrivain anglais Rose-Mary Haughton a écrit, en guise d'avertissement aux chrétiens tentés de conformisme, ces lignes percutantes : « Peut-être aurons-nous à cesser d'être de bons citoyens si la cité devient le domaine du prince de ce monde. Nous pourrions avoir à renoncer à être respectés et approuvés. Cela ne s'est plus vu depuis longtemps mais cela pourrait se reproduire ; il nous faut être attentifs à ce changement de situation. Car sinon nous pourrions nous réveiller un jour et découvrir que nous avons cessé d'être des chrétiens pour n'être plus que de bons citoyens respectables (1). »

† L.-J. card. SUENENS,
archevêque de Malines-Bruxelles.

(Sous-titres de la DC.)

(1) Rose-Mary HAUGHTON, dans *The Catholic World*, septembre 1970, p. 246.

DECISIONS DES EVEQUES LATINS DU PROCHE-ORIENT

Sous le titre « Innovations à condamner », le *Lien, revue du Patriarcat grec-melkite catholique* (1975, n° 1, p. 35), publie l'information ci-après :

La hiérarchie des Eglises orientales n'a pas approuvé toutes les innovations introduites en Occident. Certains prêtres et sœurs de rite latin ont cru, malgré cela, pouvoir faire en Orient ce qui se fait en Occident. Mais la Conférence épiscopale des Latins des pays du Proche-Orient, C.E.L.R.A., vient d'adopter les mêmes mesures que nous.

Nous les publions ici, dans l'espoir qu'elles seront obéies par tous, ou du moins que nos fidèles pourront dire à ceux qui y désobéissent qu'ils ne sont pas en règle avec les prescriptions de leur propre Eglise...

1. Habit ecclésiastique et religieux

— L'habit ordinaire est :

a) Pour les prêtres : la soutane ;

b) Pour les religieux et religieuses : celui propre de leur Institut religieux.

— Le port du *clergyman* n'est permis qu'avec l'autorisation de l'Ordinaire du lieu.

— Il est interdit aux ecclésiastiques, religieux et religieuses de porter en public, sans autorisation, un habit séculier.

« L'habit non seulement indique qui est celui qui le porte, mais il donne intérieurement à celui-ci conscience de ce qu'il doit être. »

(Paul VI, 22-11-1972.)

2. Distribution de la Sainte Communion

— La Conférence C.E.L.R.A. interdit dans ses territoires la *Communion à la main*.

— La *Communion sous les deux espèces*, quand elle est autorisée et après consentement de l'Ordinaire (cf. *Institutio Generalis M.R.* et *Instruction de la*

S. congrégation pour le Culte divin du 29-6-70), se fera :

a) Par *intinction* de l'hostie dans le vin consacré (comme chez les Grecs catholiques).

b) Si la communion devait se faire au *calice*, celui-ci devra être présenté aux communiantes par des prêtres, diacres ou acolytes ;

c) En tout cas « on n'admettra pas que les communiantes se passent le calice l'un à l'autre ou qu'ils s'approchent du calice pour y prendre le sang du Christ » (cf. *Instruction de la S. congrégation pour le Culte divin* du 5 septembre 1970, n. 6, c.) ;

— *Aucun laïc*, sans mandat spécial de l'Ordinaire du lieu n'est autorisé à distribuer la Sainte Communion.

(*Bulletin du Patriarcat latin de Jérusalem*, mai-juin 1974, p. 59.)

« N'ACHETEZ PAS DE POSTES DE TELEVISION COULEUR »

Déclaration de la Commission « Justice et Paix » d'Australie

Le 22 novembre 1974, la Commission « Justice et Paix » d'Australie a publié la déclaration ci-dessous où elle demande à la population de s'abstenir d'acheter des postes de télévision couleur pour manifester sa solidarité avec les pays voisins en voie de développement (*) :

La déclaration sur la justice sociale — « L'Australie est-elle heureuse ? » — diffusée à travers tout le pays il y a trois mois avait pour but de provoquer une réflexion critique sur les valeurs qui régissent notre société, sur les priorités dont témoignent nos habitudes de dépenses, sur la manière dont notre société nous conditionne pour nous faire trouver « essentielles » tant de choses, sur notre souci de posséder toujours davantage d'objets.

Tout cela doit être médité à la lumière du Christ (cf. Mt 13, 7-22 ; 25, 31-46 ; 16, 19-26 ; 18, 24-25) et les yeux tournés vers nos voisins des pays en voie de développement, dont bon nombre ne disposent même pas des choses indispensables à la vie. Dans un tel contexte, l'introduction dans notre pays de la télévision couleur et l'achat de postes de télévision couleur ne pourraient que refléter le dérèglement qui règne dans nos priorités personnelles et nationales. De même, l'affectation de ressources à la production et à la mise sur le marché de la télévision couleur apparaît comme un signe de frivole avidité.

On prévoit qu'entre 300 000 et 400 000 postes de télévision couleur seront vendus en Australie en 1975, ce qui entraînerait pour les acheteurs une dépense globale s'échelonnant entre 200 millions et 400 millions de dollars.

Depuis un certain temps l'Eglise insiste sur l'obligation que nous avons de partager nos biens et sur la nécessité pour nous d'adopter un genre de vie plus simple, moins axé sur la possession, moins maté-

(*) Texte anglais original. Traduction et titre de la DC.

rialiste. Beaucoup d'entre nous éprouvent des difficultés à partager ou à réduire le niveau de vie dont nous jouissons déjà ; pour cette raison, il nous sera peut-être plus facile de refuser, lorsqu'elles se présentent, de nouvelles occasions d'augmenter notre niveau de vie.

La Commission nationale « Justice et Paix » invite toute la population — en particulier les catholiques et les institutions catholiques telles que les écoles et les hôpitaux — à se poser les questions suivantes : la télévision couleur améliorera-t-elle la qualité de la vie des Australiens ? Contribuera-t-elle à enrichir les relations et le comportement des gens entre eux ? Les Australiens en ont-ils réellement besoin ? Pour la Commission nationale « Justice et Paix », la réponse à ces trois questions est : non.

Pour toutes les raisons que nous venons d'indiquer, nous demandons donc aux Australiens de s'abstenir d'acheter des postes de télévision couleur.

LA SOCIÉTÉ

DES AMIS DU CARDINAL DANIELOU

Voici le texte par lequel la Société des Amis du cardinal Daniélou (24, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine) annonce sa création et présente ses objectifs :

La Société des Amis du cardinal Daniélou, association déclarée le 17 février 1975 conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour but de recueillir les témoignages de l'activité du cardinal Daniélou, de promouvoir la diffusion et l'étude de ses écrits, de prolonger dans son esprit et en toute indépendance le rayonnement de son œuvre.

Conseil d'administration

H.-I. MARROU, professeur à la Sorbonne, membre de l'Institut, président.

J.-J. MUNIER, avocat à la Cour, vice-président.

M.-J. RONDEAU, chargée d'enseignement à l'Université de Caen, vice-présidente.

M. MESLIN, professeur à la Sorbonne, archiviste.

V. de BOYSSON, trésorière.

A. LALLEMAND, ancienne élève de l'ENS de Sèvres, assistante à la Sorbonne, secrétaire.

Comité d'honneur

R. P. HANS URS VON BALTHAZAR.

M. Nadjim-oud Dine BAMATE, directeur du département des Activités culturelles à l'UNESCO.

Chanoine Emile BERRAR, archiprêtre de Notre-Dame de Paris.

R. P. Jean-Yves CALVEZ, S.J., assistant général du Père général de la Compagnie de Jésus.

The Most Reverend Henry CHADWICK, doyen de Christ Church, Oxford, président de l'Association internationale d'études patristiques.

M. Olivier CHEVRILLON, président-directeur général du Point.

M. André CHOURAQUI, écrivain israélien.

M. Oscar CULLMANN, professeur honoraire à l'Université de Bâle, ancien directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, membre de l'Institut.

R. P. Pierre DABOSVILLE, de l'Oratoire, ancien aumônier national de la Paroisse universitaire.

M. Pierre DEMARGNE, professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Institut.

D^r Heinrich DOERRIE, professeur ordinaire à l'Université de Münster, membre de l'Académie des sciences de Rhénanie-Westphalie.

M. Pierre EMMANUEL, de l'Académie française.

S. Em. le cardinal Gabriel GARRONE, préfet de la congrégation pour l'Éducation catholique.

Rme Dom Paul GRAMONT, Abbé du Bec-Hellouin.

Mgr Gérard HUYGHE, évêque d'Arras.

Mme Georges IZARD.

S. Em. le cardinal Charles JOURNET.

M. Jean LALOY, directeur général des Affaires culturelles au ministère des Affaires étrangères.

M. Giorgio LA PIRA, professeur honoraire à l'Université de Florence.

M. André LICHNEROWICZ, professeur au Collège de France, membre de l'Institut.

R. P. Henri de LUBAC, S.J., professeur honoraire à l'Institut catholique de Lyon, membre de l'Institut.

M. Paul MILLIEZ, professeur à la Faculté de médecine, doyen honoraire de la Faculté Broussais Hôtel-Dieu.

R. P. Claude MONDÉSERT, S.J., professeur à l'Institut catholique de Lyon, directeur de la Collection « Sources Chrétiennes ».

M. Jean d'ORMESSON, président-directeur général du Figaro, de l'Académie française.

S. Em. le cardinal Sergio PIGNEDOLI, président du Secrétariat pour les non-chrétiens.

Mgr Paul POUPARD, recteur de l'Institut catholique de Paris.

M. Henri-Charles PUECH, professeur honoraire au Collège de France, ancien directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, membre de l'Institut.

Lord RAMSEY OF CANTERBURY, ancien archevêque de Cantorbéry.

M. Maurice SCHUMANN, de l'Académie française.

M. Léopold Sédar SENGHOR, président de la République du Sénégal, membre de l'Institut.

R. P. Xavier TILLIETTE, S.J., professeur à l'Institut catholique de Paris et à l'Université grégorienne de Rome.

Mlle d'YNGLEMARE, Sainte-Marie de Neuilly.

L'un des premiers soucis de la Société est de recueillir une documentation sur le cardinal Daniélou tant que son souvenir reste encore assez proche. Elle fait donc appel à vous, comme à tous ceux qui l'ont connu, pour envoyer si cela vous est possible un témoignage personnel sur lui, ainsi que toute pièce émanant de lui ou le concernant : correspondance (originaux — qu'elle peut vous renvoyer après photocopie si vous le désirez — ou photocopies),

textes de conférences ou d'homélies publiés dans des bulletins peu accessibles ou bien enregistrés, articles parus dans la presse à son propos, photographies. Par ce geste d'amitié pour sa mémoire, vous aiderez la Société à constituer des archives susceptibles de fixer les traits de sa personnalité.

(Les adhésions sont reçues au siège de la Société, 24, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine. Le montant de la cotisation pour 1975 a été fixé à 30 F.)

(Texte original.)

— **Dossiers libres : Appelés à la liberté**, par Pierre GANNE, (Centre Culture et Foi). Un vol. 17 X 25,5 cm, de 80 pages. — **Sexualité, Amour, Charité**, par J.-P. LINTANF, (Centre Saint-Dominique, La Tourette). Un vol. 17 X 25,5 cm, de 54 pages. — **Les Parents et le Baptême** (Centre Equipes enseignantes). Un vol. 17 X 25,5 cm, de 62 pages. — **Entrez dans la fête** (Centre théologique de Meylan). Un vol. 17 X 25,5 cm, de 62 pages. — **Sur les chemins des hommes : Les sacrements**, (Centre Jean-Bart), par Philippe BEGUERIE. Un vol. 17 X 25,5 cm, de 92 pages. Les Editions du Cerf, Paris.

C'est une nouvelle collection des Editions du Cerf, qui tend à donner une audience nationale et internationale aux réflexions des principaux Centres de recherche ou d'élaboration théologiques et pastorales qui se multiplient sur notre sol. Comme on le voit par les titres, les sujets abordés sont d'actualité et à leur discussion participent théologiens et laïcs ; ce qui permet un approfondissement du sujet. Les vues se croisent et enrichissent ainsi chaque étude. Chaque volume peut être le point de départ d'études fructueuses où mûrissent les questions.

Imprimerie « Bayard-Presse »

5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur : J. GELAMUR.

© 1975 by Bayard-Presse.

NOUVEAUTÉ

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

AMOUR ET MARIAGE AUJOURD'HUI

UNE NOTE DE LA COMMISSION
EPISCOPALE FRANÇAISE
DE LA FAMILLE

Prix des 50 exemplaires, port compris : 12 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 22 F
Les 100 suivants : 20 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat général du Développement Bayard-Presse :
5, rue Bayard, 75380 Paris, Cedex 08.

Règlement : CCP Paris 16 68.

sur la prière

Ouvrages du P. Caffarel

PRESENCE A DIEU

Cent lettres sur la prière, brèves, vivantes, concrètes : une introduction savoureuse et substantielle à la théorie et à la pratique de l'oraison.
364 p. 35 F.

LA PRIÈRE, RENCONTRE AVEC DIEU

Plus de 150 citations sur la prière, d'hommes de tous les temps, de civilisations et de religions variées. Une brève étude les précède et les situe.
80 p. 12 F.

NOTRE MONDE A BESOIN DE MAÎTRES A PRIER

La conférence du P. Caffarel prononcée le 5-12-1974 au Centre Saint-Louis-de-France à Rome. Numéro spécial des Cahiers sur l'oraison. 40 p. 7 F.

Revues

CAHIERS SUR L'ORAISON

Articles, textes, témoignages sur la prière intérieure.

Abonnement pour un an (6 numéros) : France, 11 F ; Etranger, 36 F.

LA CHAMBRE HAUTE

Etudes, témoignages et conseils pour animer les groupes de prière, ainsi que réflexions et informations sur les mouvements de Renouveau dit "charismatique".

Abonnement pour un an (6 numéros) : France, 25 F ; étranger, 30 F.

EDITIONS DU FEU NOUVEAU

5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08. - CCP Paris 5563-68.

A votre disposition la série

"Les grands textes"

● ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

● POURQUOI UN CHRETIEN NE PEUT ETRE POUR L'AVORTEMENT

La Déclaration de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

● POUR UNE RECONCILIATION DES CHRETIENS ENTRE EUX

Une exhortation du Pape Paul VI.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presse :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

Canada : 1 an : 24 \$, « Periodica », 7045, av. du Parc
Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
6 mois : 42 F.

PRIX DU NUMÉRO : de l'année : 5 F. ; des années précédentes : 6 F.

Règlement : C. C. P. Paris 16-68.

Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.

Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1674 - 20 AVRIL 1975

- 351 **Audiences générales** : la participation à la liturgie, le Vietnam (26 mars) ; l'Alléluia pascal, le Vietnam (2 avril).
354 **Message pascal** (30 mars).
355 **Allocutions de la Semaine sainte** (27-29 mars).
357 **Allocution aux dirigeants shintoïstes** (26 février).
358 **Les jeunes et Jésus** (allocution au GEN, 2 mars).
360 **Allocution ■■ Comité d'études pour la paix** (22 mars).
360 **■ L'Echo de notre temps** » (allocution du 5 mars).

- 361 **Décret de la congrégation pour la Doctrine de la foi sur l'« imprimatur ».**

LA LITURGIE

- 363 **Rapport du cardinal Knox au Synode.**
366 **Interview du cardinal Knox.**
369 **Prières eucharistiques pour les enfants et pour la réconciliation** (SC du Culte divin).
370 Communiqué de l'évêché de Luçon au sujet de Saint-Hilaire-le-Vouhis.
371 De quelques anomalies dans les célébrations liturgiques (cardinal Duval).

- 372 **La France et les pays du tiers-monde dans un temps de changement** (Commission française « Justice et Paix »).

- 377 **Problèmes de population et conscience chrétienne** (Commission française « Justice et Paix »).

- 383 **L'Episcopat allemand et la réforme du divorce.**

- 384 **Message pascal des évêques des Pays-Bas.**

- 386 **Événements et informations** (1^{er}-15 mars).

- 391 **La normalisation en Pologne (Assemblée plénière de l'Episcopat et cardinal Wyszynski)** ; protestation du cardinal Tarancon contre l'interdiction d'une réunion ; message des évêques du Languedoc-Roussillon aux viticulteurs ; Eglise, monde et problèmes moraux (cardinal Suenens) ; décisions des évêques latins du Proche-Orient ; « N'achetez pas de poste de TV couleurs » (« Justice et paix » d'Australie) ; la Société des Amis du cardinal Daniélou.

ACTES DE S. S. PAUL VI

ACTES DU SAINT-SIÈGE

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

ÉVÉNEMENTS

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

LA

NUMÉRO 1073
57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221
4 mai 1975
PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Une pèlerine chemine à genoux vers le sanctuaire de Fatima, tandis que son mari balaie le chemin devant elle (Photo AP)

**Allocution de Paul VI sur la femme - L'Eglise au Portugal
La morale chrétienne (Commission théologique internationale)**

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

AMOUR ET MARIAGE AUJOURD'HUI

UNE NOTE DE LA COMMISSION
EPISCOPALE FRANÇAISE
DE LA FAMILLE

Prix des 50 exemplaires, port compris : 12 F

Prix des 100 exemplaires, port compris : 22 F

Les 100 suivants : 22 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris, Cedex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

A votre disposition la série

“ Les grands textes ”

● ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

● POUR UNE RECONCILIATION DES CHRETIENS ENTRE EUX

Une exhortation du Pape Paul VI.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris, Cedex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement
à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, profes-
seurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA PAIX DE LA CONSCIENCE

Audience générale du 9 avril (1)

Frères et fils très chers, nous devons vivre ce temps d'après Pâques — la fête du plus haut mystère concernant Jésus-Christ Notre-Seigneur (cf. R. GUARDINI, « *Il Signore* », VI, 2), et notre salut (cf. 1 Co 15, 20) — en méditant et en explorant cette extraordinaire nouveauté de la résurrection qui, d'une part, s'insère dans l'histoire de l'Evangile et dans l'expérience de la vie naturelle (cf. Jn 20, 27), et, d'autre part, la dépasse et la transcende, nous invitant et nous obligeant à savourer les premiers avant-goûts — ceux qui sont à notre portée — de la vie que nous devons appeler surnaturelle. Bien que rare, cette haute expérience de l'existence chrétienne dans le royaume de la résurrection, ainsi que le reconnaît l'Evangile lui-même (cf. Jn 21, 25), attire et charme notre curiosité spirituelle et elle peut alimenter une inépuisable méditation qui donne naissance à une profonde aspiration ascétique et mystique (cf. St AUGUSTIN, « *De Civ. Dei* », 19, 27). Pour nous, nous nous contenterons des toutes premières impressions suscitées par le Christ ressuscité, afin d'aviver notre foi et notre émerveillement.

Ce qui retiendra notre attention aujourd'hui, c'est la salutation, par trois fois répétée, de Jésus ressuscité lorsqu'il apparut à ses disciples réunis et enfermés au Cénacle par peur des Juifs. Jésus, vous vous en souvenez, leur dit : « La paix soit avec vous. » Cette salutation devait être courante, mais dans les circonstances où elle est prononcée, elle revêt une plénitude stupéfiante. Cette salutation biblique, qui rappelle celle des anges de Noël : « Paix sur la terre » (Lc 2, 14), avait déjà été présentée comme une promesse effective du royaume messianique (Jn 14, 27), mais là, elle apparaît comme une réalité dont ce premier noyau de l'Eglise naissante a la primeur : la paix, la paix du Christ victorieux de la mort, avec ses causes proches ou lointaines, avec ses effets redoutables et inconnus.

Jésus ressuscité non seulement annonce, mais donne la paix à ses disciples décontenancés. Nous ne parlerons pas ici des multiples sens que peut revêtir le mot paix ; nous vous invitons seulement à réfléchir sur le premier sens de la paix du Seigneur, son sens personnel, inté-

rieur, moral et psychologique, qui se confond avec le bonheur et que saint Paul place parmi les fruits de l'Esprit, après l'amour et la joie, et qui en quelque sorte se fond avec eux (Ga 5, 22). Cette heureuse fusion n'est pas étrangère à notre commune expérience spirituelle. Elle est un peu la meilleure réponse lorsque nous nous interrogeons sur l'état de notre conscience et que nous pouvons dire : ma conscience est en paix.

Qu'y a-t-il de plus précieux pour un homme conscient et honnête ? La paix de la conscience n'est-elle pas le meilleur réconfort que nous puissions trouver en nous-même ? N'est-elle pas supérieure à toutes les autres consolations, à tous les tranquillisants qui nous viennent du dehors ? Celui qui veut avoir le témoignage intérieur de sa propre vérité, de sa propre justice, ne doit-il pas le chercher au fond de sa conscience, au fond de son cœur ? Et lorsque la conscience de l'homme l'accuse, n'est-ce pas là son premier malheur ? N'est-il pas dégradant pour l'homme de vouloir, d'une façon, hélas ! si habituelle et orchestrée par des manœuvres si mensongères, étouffer le trouble de sa conscience en affectant une respectable dignité extérieure, ou émousser sa sensibilité morale en se permettant des audaces sans scrupules ?

La paix de la conscience est le bonheur le plus authentique. Elle aide à être fort dans l'adversité. Elle conserve à la personne humaine sa noblesse et sa liberté dans les pires conditions où elle peut se trouver. De plus, la paix de la conscience est la bouée de sauvetage, c'est-à-dire l'espérance de la réhabilitation, de la renaissance morale, de l'estime retrouvée lorsque l'on en arrive à désespérer de soi-même. Mais est-il possible d'avoir ou de retrouver une vraie paix de la conscience, une paix qui ne serait pas illusoire, avec nos propres ressources morales ? Dans le meilleur des cas, qui paiera nos dettes, c'est-à-dire les remords du passé ? Qui nous garantira une certaine sécurité pour l'avenir ?

Dans le cadre de l'Evangile sur lequel nous méditons, celui de l'incomparable don de la paix intérieure, qui est le premier don fait aux siens par le Christ ressuscité, il convient de faire remarquer que Jésus a tout de suite institué un talisman, nous voulons dire le sacrement qui peut donner la paix, la paix de la conscience ; le sacrement du pardon, du pardon qui ressuscite ; le sacrement de la pénitence qui a pouvoir d'effacer nos dettes sur le livre de Dieu (Jn 20, 23), de redonner aux âmes l'innocence, de les ouvrir à une vie nouvelle, celle de leur condition vraie et essentielle, la plus réelle, celle qui a le plus besoin d'être miraculeusement

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 10 avril 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

guérie. Nous voulons parler de notre conscience, miroir, pas toujours très beau, de notre être devant l'œil pénétrant et infatigable de Dieu.

La paix soit avec vous ! Cette salutation nous donne la première définition de ceux qui ont le bonheur — et tous nous pouvons l'avoir — de participer d'une façon vivante à la vie du Christ ressuscité, bien que cette participation ne soit encore qu'un commencement. N'est-il pas toujours paisible, heureux, bon, exemplaire, celui qui a vraiment la paix du Christ dans le cœur ? Alors nous vous disons : la paix soit avec vous ! C'est là plus qu'un souhait, c'est une invitation, un principe que la liturgie et la vie chrétienne ont fait leur et que nous vous renouvelons aujourd'hui, avec notre Bénédiction apostolique.

LE RENOUVEAU PASCAL

Audience générale du 16 avril (1)

C'est encore Pâques, la fête de Pâques, que nous avons célébrée il y a quelques semaines, qui doit nourrir notre réflexion et notre vie spirituelle. Et parmi les thèmes qui se rattachent à Pâques, il en est un qui doit nous intéresser personnellement et particulièrement : la nouveauté, le renouveau, c'est-à-dire l'un des thèmes caractéristiques et capitaux dont s'inspire la spiritualité de l'Année sainte.

La nouveauté apportée par le baptême

Posons-nous cette question simple, mais fondamentale : notre vie demeure-t-elle la même après avoir participé au mystère pascal qui nous a été non seulement annoncé, mais communiqué ? Si le baptême fait de l'homme un chrétien, comme nous le savons, quelle réalité, quel élément a été introduit dans sa vie ? S'agit-il d'un simple acte extérieur qui consisterait à inscrire le baptisé sur le registre d'état civil de cette institution sociale qui s'appelle l'Eglise ? Ou bien une nouveauté réelle, existentielle, surnaturelle a-t-elle pénétré dans la vie profonde, dans l'essence intime, dans la destinée décisive du baptisé ? La question est grave et des doutes peuvent se poser étant donné qu'au premier abord aucune caractéristique extérieure, sensible, efficace en soi, ne distingue la vie naturelle de l'homme de la vie surnaturelle du baptisé. Nous mettons le baptême au centre de notre recherche parce qu'il est le premier des sacrements, la porte d'entrée dans la religion chrétienne. Il insère dans ce merveilleux plan du salut qui nous donne le titre nouveau et indicible de fils adoptifs de Dieu, participant dans une certaine mesure à sa nature même (cf. II P. 1, 4). Il nous rend frères du Christ et membres de l'humanité destinée à faire partie de son Corps mystique et universel qui s'appelle l'Eglise (cf. Co 1, 24). Et ce corps est animé par un nouveau courant de vie qui est la grâce, c'est-à-dire l'action sanctifiante et vivifiante de l'Esprit-Saint, l'Esprit du Christ envoyé par le Père

(cf. Ga 4, 6). Cette extraordinaire élévation de l'homme à une vie divinisée ne s'arrête pas au baptême, nous le savons, mais, avec les autres sacrements (cf. S. Th. III, 73, 3 ad 3), avec les charismes et les vertus chrétiennes, elle s'accroît, se développe, s'entrelace avec l'expérience de la vie naturelle. Il se produit une sorte de métamorphose, de symbiose entre la vie commune, profane, et l'extraordinaire vie de la grâce, vie de renouveau, de ce renouveau qui aujourd'hui retiendra notre attention.

La science de la vie qui éclaire nos pas

Disons-le en deux mots : dans l'intention salvatrice de Dieu, le mystère pascal ne se limite pas au drame personnel du Christ : la rédemption opérée par le Christ s'adresse et s'étend merveilleusement à l'humanité, laquelle l'accepte et la fait sienne. Par quelles voies ? Par deux voies principales : la grâce, qui suppose la foi, et la vie chrétienne.

Cette seconde voie commande spécialement notre spiritualité, avant et après la célébration liturgique. Le renouveau moral est la condition préalable qui prépare la rencontre avec les mystères de la croix et de la résurrection du Christ Notre-Seigneur ; et sur le plan de l'action, il en est la conséquence pour celui qui a été associé à ces mystères. Rappelons-nous ces paroles de saint Pierre qui résument ce programme de renouveau : « Par le baptême, en sa mort, nous avons été ensevelis avec le Christ, afin que, comme le Christ est ressuscité des morts par la gloire du Père, nous menions nous aussi une vie nouvelle. » (Rm 6, 4.) Pour nous qui sommes encore en pèlerinage dans le temps, le mystère transcendant de la rédemption nous trace le chemin de la vie nouvelle, de la vie chrétienne. Citons encore saint Paul : « Je vous exhorte donc, frères, au nom de la miséricorde de Dieu, à vous offrir vous-mêmes en sacrifice vivant, saint et agréable à Dieu : ce sera là votre culte spirituel. Ne vous conformez pas au monde présent, mais soyez transformés par le renouvellement de votre intelligence... » (Rm 12, 1-2.)

Que d'enseignements pouvons-nous trouver dans ces brefs éléments de doctrine ! Ils nous montrent la transcendance de la doctrine chrétienne ; celui qui, par manque de foi ou par laïcisme radical, rejette cette sagesse supérieure, éteint la lumière du Christ sur sa vie ; il croit s'être libéré de dogmes difficiles, étrangers et contraignants, alors qu'en fait il s'est privé de cette foi et de cette science de la vie qui, dans la liberté, éclairent avec amour nos pas, nos pauvres pas désorientés, décontenancés par l'obscurité ou l'éclairage insuffisant de la pensée profane. Nous devons apprendre le rapport salutaire qui existe entre la religion et la vie ; apprendre que notre vie a tout à gagner à ce rapport : sens de la vie, noblesse, force, espérance, joie d'être éclairé, libéré, sauvé. Nous pouvons aussi apprendre que la participation aux célébrations liturgiques est la source pure et inépuisable de ce renouveau de la pensée et de la vie que nous cherchons.

Voilà ce que nous vous recommandons, avec notre bénédiction apostolique (cf. l'exaltation, toujours belle et lyrique, que saint Augustin fait de la doctrine de l'Eglise : « *De Moribus Eccl. cath.*, PL 332, 1336-1337).

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 17 avril 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

ALLOCUTION AU COMITÉ POUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Paul VI a reçu, le 18 avril, les membres de la Commission d'étude sur le rôle de la femme dans la société et dans l'Eglise (1), et, en même temps, les membres du Comité par l'intermédiaire duquel cette Commission participe à l'Année internationale de la femme, organisée sous les auspices de l'ONU en 1975. Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse aux paroles de présentation de Mgr Bartoletti, président de la Commission et du Comité (2) :

Soyez les bienvenues, chères Filles, et avec vous, tous ceux qui composent ce Comité pour l'Année internationale de la femme ou qui, dans votre Commission, représentent les dicastères du Saint-Siège ou d'autres organismes internationaux.

La promotion effective de la dignité et de la responsabilité de la femme

Le 17 novembre 1973, nous avons défini la tâche confiée à la Commission d'étude sur le rôle de la femme dans la société et dans l'Eglise (3) : au plan de la documentation et de la réflexion, au plan de l'étude pour la promotion effective de la dignité et de la responsabilité des femmes. Ces buts vous sont certainement présents à l'esprit. Cette œuvre de promotion demande une maturation progressive, qui ne brûle pas les étapes. Il s'agit en effet de discerner avec sagesse. Les questions sont délicates ; parler d'égalisation des droits ne résout pas le problème, qui est beaucoup plus profond : il faut viser une complémentarité effective, afin que les hommes et les femmes apportent leurs richesses et leur dynamisme propres à la construction d'un monde, non pas nivelé et uniforme, mais harmonieux et unifié, selon le dessein du Créateur, ou, pour reprendre les termes de l'Année sainte, renouvelé et réconcilié. Par ailleurs, il faut agir à bon escient, non pas échafauder des programmes utopiques, conçus au sommet par une élite et pour une élite, mais correspondre aux vrais besoins du peuple, pour faire cheminer celui-ci ensemble, à travers des étapes opportunes et réalistes. Il y a tant à faire en ce domaine ! Faut-il mentionner qu'il y a encore des millions de femmes qui ne jouissent pas des droits essentiels ni des égards élémentaires ?

La mise en route du travail de la Commission d'étude a coïncidé très heureusement avec la préparation dans le monde de l'Année internationale de la femme, proclamée par les Nations Unies pour cette année 1975.

Et nous avons déjà dit le 6 novembre dernier combien l'Eglise se sentait solidaire des buts assignés à cette Année internationale de la femme (4). Le Saint-Siège est heureux d'accueillir l'invitation qui lui est faite par l'Organisation des Nations Unies d'y collaborer à son niveau, mais c'est toute l'Eglise qui est concernée ; c'est dans les communautés locales qu'il faut susciter une révision de vie sur la façon dont sont respectés et promus les droits et les devoirs respectifs de l'homme et de la femme, et sur la participation des femmes à la vie sociale d'une part, à la vie et à la mission de l'Eglise d'autre part.

La participation de la femme à la vie et à la mission de l'Eglise

Parlons d'abord de ce dernier secteur, bien qu'il ne faille pas y limiter votre ambition. L'un ne va pas sans l'autre. Le Concile Vatican II a rappelé solennellement le droit et le devoir qu'ont tous les baptisés, hommes et femmes, de prendre part, comme membres responsables du Peuple de Dieu, à la mission de l'Eglise, et il a précisé en outre : « Comme de nos jours les femmes ont une partie de plus en plus active dans toute la vie de la société, il est très important que grandisse aussi leur participation dans les divers secteurs de l'apostolat de l'Eglise. » (*Apostolicam actuositatem*, n. 9.) (5)

Beaucoup de groupes cherchent aujourd'hui l'inspiration de ce renouveau dans la Parole de Dieu. Comment ne pas s'en réjouir, tant qu'elle est interprétée avec rectitude, sans passion, dans la tradition vivante de l'Eglise ? On se plaît à relever l'exemple de Jésus : la nouveauté — l'audace même par rapport aux mœurs de son temps — de son comportement vis-à-vis des femmes. Si les femmes ne reçoivent pas l'appel à l'apostolat des Douze et donc aux ministères ordonnés, elles sont cependant conviées à suivre le Christ comme disciples et collaboratrices. Les femmes qui avaient accompagné Jésus depuis la Galilée sont présentes à la croix (Luc 23, 49) ; elles observent l'ensevelissement de Jésus et sont de nouveau là au matin de la résurrection (Lc 24, 1-10). On peut dire avec raison : si le témoignage des apôtres fonde l'Eglise, le témoignage des femmes contribue grandement à nourrir la foi des communautés chrétiennes.

Nous ne pouvons pas changer le comportement de Notre-Seigneur ni son appel aux femmes ; mais nous devons reconnaître et promouvoir le rôle des femmes dans la mission d'évangélisation et dans la vie de la communauté chrétienne. Ce ne sera pas une nouveauté dans l'Eglise ; on en trouve des traces même

(1) Cf. DC 1973, n° 1633, p. 508.

(2) Texte français dans *L'Osservatore Romano* du 19 avril 1975. Sous-titres de la DC.

(3) DC 1973, n° 1644, p. 1057 (NDLR).

(4) DC 1974, n° 1665, p. 1007 (NDLR).

(5) DC 1965, n° 1460, col. 2027 (NDLR).

dans les communautés primitives; et ensuite dans beaucoup de pages de l'histoire de l'Eglise à travers les siècles, sous différents modes. Mais aujourd'hui une plus nette avancée se dessine.

Effectivement, depuis plusieurs décennies, très nombreuses sont les communautés chrétiennes qui bénéficient de l'engagement apostolique des femmes, tout spécialement dans le domaine capital de la pastorale familiale. Actuellement, certaines femmes sont même appelées à participer aux instances de réflexion pastorale, soit au niveau des diocèses, soit à l'échelon des paroisses et des doyennés. Il va de soi que ces nouvelles expériences ont besoin de mûrir. Le Siège apostolique a lui-même appelé, vous le savez, quelques femmes particulièrement qualifiées à prendre place dans certains de ses organismes de travail.

Ce qui urge le plus, présentement, c'est, de toute évidence, l'immense travail d'éveil et de promotion féminine, à la base, dans la société civile tout autant que dans l'Eglise. C'est la tâche que nous avons nous-même fortement soulignée, dans le discours adressé aux juristes italiens, le 7 décembre dernier (6) : travailler partout à faire découvrir, respecter, protéger les droits et les prérogatives de toute femme, dans sa vie célibataire, conjugale, éducative, professionnelle, civique, sociale, religieuse.

L'apport de la femme à la paix du monde

Mais l'Année internationale ne vise pas seulement à obtenir pour la femme l'égalité des droits; elle vise aussi à assurer la pleine intégration des femmes dans l'effort global de développement et leur contribution croissante au renforcement de la paix entre les hommes, entre les peuples. Ce dernier but a une résonance toute particulière pendant cette Année sainte. Dans la famille, comme éducatrices, et dans tous les secteurs de la société, les femmes chrétiennes ont un apport irremplaçable à fournir à la paix du monde et à la construction d'une société plus juste et plus fraternelle. Sans cet apport spécifique — nous en sommes convaincus et l'expérience des peuples est là pour le confirmer — le progrès ne sera pas pleinement humain.

Oui, femmes chrétiennes, l'avenir de la société civile et de la communauté ecclésiale attend beaucoup de votre sensibilité et de votre capacité de compréhension, de votre douceur et de votre persévérance, de votre générosité et de votre humilité. Ces vertus, si bien accordées à la psychologie féminine, et magnifiquement épanouies dans la Vierge Marie, sont aussi des fruits de l'Esprit-Saint. Cet Esprit-Saint vous guidera sûrement dans le plein épanouissement, dans la promotion que vous cherchez, que nous cherchons tous.

Avec notre bénédiction apostolique.

(6) DC 1975, n° 1668, p. 55 (NDLR).

LA VIRGINITE CONSACREE

Le dimanche 2 février, en la fête de la Présentation de Jésus au temple, Paul VI a présidé, dans la basilique Saint-Pierre, la traditionnelle cérémonie de la bénédiction des cierges qui, en cette Année sainte, au lieu d'être offerts par les religieux et religieuses des différents ordres, leur ont été offerts par lui. Voici la conclusion de l'allocution qu'il leur a adressée :

[...] Dans la rencontre d'aujourd'hui avec Marie, la Vierge Mère du Christ, s'éclaire dans notre conscience le choix libre et souverain de notre célibat, de notre virginité. Elle aussi, dans son origine et son inspiration, est plus un charisme qu'une vertu. Nous pouvons dire avec le Christ : « Tous ne comprennent pas ce langage, mais seulement ceux à qui cela est donné » (Mt 19, 11). « Il y a dans l'homme, dit saint Thomas, des attitudes supérieures auxquelles il est poussé par une influence divine » ; ce sont les « dons », les charismes, qui le guident moyennant un instinct supérieur d'inspiration divine (cf. S. Th. I-II, 68, 1 ob. 1). C'est la vocation ; la vocation à la virginité consacrée, au célibat sacré. Lorsqu'on la comprend et qu'on l'accueille, cette vocation emplit le cœur d'un amour si surabondant qu'au prix de sacrifices, certes, mais des sacrifices faciles et joyeux, il est affranchi de l'amour naturel, de la passion sensible, et il fait de la virginité une « inépuisable contemplation » (cf. S. Th. II-II, 152, 1, ob. 1) qui comble son ardente aspiration. Et cet amour, comme aucun autre, s'exprime dans le don, dans le service, dans le sacrifice de soi pour des frères que l'on ne connaît pas, mais qui ont besoin d'un ministère d'amour imitant et, autant qu'il est possible, égalant celui du Christ pour les hommes.

Ces choses-là se vivent plus qu'elles ne se décrivent. Vous le savez bien, vous, frères et sœurs qui êtes immolés au Christ. Aujourd'hui vous êtes venus ici pour exprimer dans la prière et dans un symbole ce merveilleux programme de vie dans le Christ, avec l'expression incisive de saint Paul : « Pour moi, vivre c'est le Christ » (Ph 1, 21). Et nous, au lieu de recevoir de vos mains, comme d'habitude, le cierge béni, symbole d'une immolation qui en se consumant répand la lumière autour d'elle, nous vous le donnerons. Nous vous le donnerons pour honorer votre oblation au Seigneur et à son Eglise, pour confirmer votre joyeuse promesse, pour allumer en vous cet amour que même la mort ne peut éteindre (cf. 1 Co 13, 13). Avec notre bénédiction apostolique.

(Texte italien dans l'Osservatore Romano des 3-4 février 1975. Traduction et titre de la DC.)

— *J'ai vu se lever l'Eglise nouvelle*, par Max DELESPESE. Préface d'Henri Holstein (coll. « Nouveaux rendez-vous de l'Evangile »). — Un vol. 13 X 21 cm, de 110 pages. Prix : 17,50 F. Editions Fleurus, Paris.

« L'utopie, écrit le P. Holstein, est une dimension nécessaire de la vie de l'Eglise, parce qu'elle représente l'impact de l'Evangile dans un monde qui en oublie l'exigence, dans des Eglises qui s'installent... Elle exprime la confiance en l'Esprit... Telle est l'interpellation, authentiquement spirituelle que le petit livre de Max Delespese redit à sa façon à l'Eglise d'aujourd'hui ». On ne peut mieux dire le sens de ces pages.

ALLOCUTION AU SYMPOSIUM SUR NEWMAN

Du 3 au 8 avril s'est tenu à la « Domus Mariae », à Rome, sous la présidence du cardinal Wright, le « Cardinal Newman Academic Symposium », organisé par la « Luxembourg Newman Association ». Paul VI a reçu, le 7 avril, les 150 congressistes et leur a adressé l'allocution ci-après (1) :

Chers Amis,

C'est avec joie que nous avons accédé à votre désir d'être reçus par nous en audience pendant le Symposium académique sur le cardinal Newman qui se déroule actuellement à Rome et auquel vous participez. Nous vous saluons de tout cœur et nous vous disons chaleureusement : soyez les bienvenus.

Votre Symposium, qui continue la tradition des Congrès internationaux, réunis à Luxembourg, a été organisé à Rome pour coïncider avec l'Année sainte. Spécialistes du grand cardinal, vous vous êtes réunis pour approfondir votre connaissance de sa vie et de sa pensée, pour tirer de son puissant exemple et de sa doctrine des conclusions pratiques et y trouver des réponses aux nombreux problèmes religieux d'aujourd'hui. L'écho que votre belle initiative a trouvé parmi les nombreux admirateurs du cardinal Newman à travers le monde et la présence parmi vous de nombreux jeunes sont les signes incontestables du grand attrait qu'exerce Newman et du prestige dont il jouit aujourd'hui — et peut-être aujourd'hui plus que jamais. Nous saluons chaleureusement ceux d'entre vous qui sont membres du clergé anglican, dont la participation au Symposium souligne la grande importance œcuménique attachée aujourd'hui à la figure et à l'œuvre de Newman.

Lui qui a voulu être fidèle par toute sa vie et dont le cœur était tout entier tourné vers la lumière de la vérité, devient aujourd'hui un phare de plus en plus lumineux pour tous ceux qui veulent être orientés avec compétence et guidés d'une façon sûre au milieu des incertitudes du monde moderne — ce monde qu'il avait prophétiquement entrevu. Beaucoup des problèmes qu'il a traités avec sagesse — bien qu'il n'ait pas toujours été bien compris ni bien interprété de son temps — ont fait l'objet de la discussion et de l'étude des Pères du II^e Concile du Vatican, par exemple l'œcuménisme, les relations entre le christianisme et le monde, l'importance du rôle des laïcs dans l'Eglise et les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes. On peut considérer que non seulement ce Concile, mais aussi notre temps correspondent bien à cette heure sur laquelle Newman, en faisant confiance à la providence de Dieu, fondait de grands espoirs et dont il attendait beaucoup. « Peut-être mon nom servira-t-il de référence et de point de départ à partir duquel d'autres, qui partagent mes opinions, continueront à écrire après moi. Et alors commenceront à se transmettre à la génération suivante des conceptions religieuses et intellectuelles correspondant aux miennes » (Cf. W. WARD, « The Life of John Henry, cardinal Newman », Londres, 1912, vol. 2, p. 202.) Et ce sont précisément les temps actuels qui suggèrent d'une façon particulièrement pressante et persuasive d'étudier et de diffuser la pensée de Newman.

Nous ne voulons pas ici faire une description détaillée du vaste programme que les besoins actuels

imposent à vous, qui êtes spécialistes et familiers de Newman. Le thème même de votre Symposium : « La réalisation de la vie chrétienne en Newman », se rattache à l'objectif central du Concile et de l'Année sainte. La « réalisation » de l'idéal chrétien, dans le sens où l'entend Newman, n'est rien d'autre que l'effort continu pour le renouveau de la vie personnelle et communautaire dans l'esprit de l'Evangile et en répondant aux justes requêtes de l'instant présent de l'histoire. Pour Newman, « réaliser » notre vocation chrétienne, cela veut dire faire des vérités de notre foi une réalité vivante, pleine de conséquences pratiques pour la vie de tous les jours ; cela veut dire devenir d'authentiques disciples du Christ. La pensée et l'exemple de John Henry Newman nous apporte une précieuse lumière et beaucoup de stimulants pour les grandes et difficiles tâches auxquelles l'Année sainte nous appelle d'une façon pressante. Puisse sa prière devenir aussi la nôtre : « Donne-moi de croire comme si je voyais ; de t'avoir toujours devant moi, comme si tu étais toujours présent d'une façon corporelle et sensible ; d'être toujours en communion avec toi, mon Dieu, caché mais vivant. » (« Meditations and Devotions ».)

Nous espérons que votre Symposium sur la vie et la pensée de Newman donnera des fruits abondants et apportera sa précieuse et spécifique contribution à l'Année sainte, pour un renouveau en profondeur de la vie de l'Eglise. Nous accompagnons votre travail de notre prière, et nous invoquons sur vous tous la lumière et la force du Seigneur.

LA PASTORALE DES NOMADES

Au cours de l'audience générale du 12 février, Paul VI s'est adressé en ces termes aux participants à la Rencontre internationale des responsables de la pastorale des Nomades.

Chers Frères dans l'Episcopat et chers Fils consacrés à l'Evangélisation des Nomades.

D'un mot jailli du plus profond de notre cœur de Pasteur, nous encourageons les travaux prometteurs de votre présent Congrès international. Persévérez dans l'aménagement de structures pastorales souples et réalistes. Elles vous permettront de rejoindre plus efficacement le monde si divers et si attachant des nomades. Entraidez-vous par-dessus tout à vivre le mystère du Verbe incarné. Lui aussi, selon les paroles de saint Jean, a planté sa tente parmi les hommes. Il a accueilli les pauvres avec tendresse et respect. Il a partagé avec eux sa vie et sa lumière divines. Sans jamais perdre votre identité sacerdotale ou religieuse ni le sens exact de votre mission d'Eglise, travaillez dans la joie et l'espérance, à la manière de l'apôtre Paul.

Votre labeur est très important. En ce temps où l'Eglise réévalue sa présence au monde des pauvres, en ce temps où nos frères nomades sont souvent l'objet de discrimination et de propagande néfaste, aidez-les à mieux vivre leurs richesses humaines et spirituelles : leurs joies et leurs souffrances particulières... Déjà le Seigneur vous permet de cueillir le fruit de vos efforts : des hommes et des femmes s'éveillent aux responsabilités de leur milieu, et même des vocations se manifestent ! Courage et confiance ! Avec notre Bénédiction apostolique.

(Texte français dans « l'Osservatore Romano » du 13 février 1975).

(1) Texte anglais dans l'Osservatore Romano des 7-8 avril 1975. Traduction de la DC.

L'EGLISE DU PORTUGAL DEVANT LA SITUATION NOUVELLE

COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE PORTUGAISE

L'Assemblée plénière de l'épiscopat portugais, réunie à Fatima, a rendu public, le 12 avril 1975, le communiqué suivant, dans lequel elle aborde en particulier le problème de Radio Renaissance et les élections du 25 avril.*

L'Assemblée plénière de l'épiscopat portugais a tenu à Fatima, du 8 au 12 avril, sa réunion ordinaire, au cours de laquelle, conformément aux statuts, elle a donné son avis sur les rapports annuels des Secrétariats et services nationaux qui dépendent d'elle, et a délibéré sur les sujets relevant de sa compétence qui lui ont été présentés par certaines Commissions épiscopales.

Soutien aux missions catholiques

L'Assemblée a décidé d'intensifier l'animation missionnaire dans les diocèses, par la création et le développement des structures diocésaines et paroissiales prévues dans le décret conciliaire *Ad gentes*, de manière à renforcer dans les communautés chrétiennes le sens de l'Eglise universelle et à apporter aux missions, en particulier dans les nouveaux pays africains de langue portugaise, une aide que l'on prévoit particulièrement nécessaire dans les temps qui viennent.

Répondant à un appel urgent fait de vive voix par l'évêque de Carmona et Sao Salvador, l'Assemblée a décidé de lancer une campagne de collecte de fonds, de vivres et de médicaments pour les milliers d'Angolais qui, chaque jour, retournent à leurs foyers, en provenance des pays limitrophes où ils s'étaient réfugiés pendant la guerre. Chrétiens dans leur majorité, ces Angolais sont dépourvus de tout lorsqu'ils se dirigent vers les missions catholiques, qui se voient affrontées à un problème angoissant pour les sauver de la faim et les aider à refaire leur vie. Les secourir est une exigence de charité et de justice. Les dons doivent être envoyés d'urgence à « Caritas Central » (Av. da Republica, 84-2°, Lisbonne-I), ou aux Commissions diocésaines respectives.

Renouvellement de l'Action catholique

Les évêques ont prêté une attention toute particulière à l'Action catholique portugaise, en réaffirmant sa nécessité et en reconnaissant les bienfaits que l'Eglise du Portugal lui doit. L'analyse qui a été faite a permis de constater que, du moins dans certains de ses organismes, l'Action catholique présente un certain nombre de carences et de déviations et a besoin d'être restructurée et réactivée d'urgence, pour qu'elle corresponde mieux à sa nature et à ses fins. Pour ce motif, les évêques ont décidé de créer un groupe de travail, constitué par des prêtres et des laïcs qui, sous la responsabilité directe de la Commission épiscopale pour l'apostolat des laïcs, présentera dans un délai relativement bref, un projet répondant à la nécessité d'une Action catholique plus cohérente et plus efficace, en garantissant une collaboration plus parfaite avec la hiérarchie de l'Eglise.

Pour ce travail ont été approuvées les lignes suivantes d'orientation : a) Consolider la dimension essentiellement diocésaine de l'Action catholique et entreprendre tous les efforts possibles dans ce sens, en respectant l'autonomie requise au plan national et en promouvant une implantation effective dans la vie et les structures de chaque diocèse ; b) restructurer progressivement les organes diocésains pour une nouvelle et plus active intervention des représentations diocésaines, selon des formules fédératives adaptées à cette autonomie ; c) mieux situer l'Action catholique dans le contexte général de la pastorale de l'Eglise, et particulièrement en rapport avec les autres mouvements d'apostolat laïc.

Le cas de « Radio Renaissance »

L'Assemblée a de nouveau réfléchi sur le cas de « Radio Renaissance », non seulement à propos des événements qui se sont produits depuis la dernière réunion de l'épiscopat, mais aussi en ce qui concerne les valeurs qui, à son avis, sont en cause et qui ont été clairement soulignées dès le début.

On pouvait espérer que ce problème, provoqué par une situation de force dont l'Eglise est victime, aurait été résolu entre-temps, selon les lois en vigueur. Pourtant, en dépit du désir de collaborer, manifesté à différentes reprises par l'épiscopat, avec la seule réserve que soit respectée la liberté de sa mission doctrinale et les

(*) Texte original portugais. Traduction de la DG.

moyens qui la garantissent, il s'est fortement aggravé.

Comme élément nouveau, on souligne la création par le gouvernement d'une Commission mixte chargée de « garantir le fonctionnement normal de Radio Renaissance ». Au sujet de cette Commission, les évêques ont élevé une protestation, dans une lettre en date du 27 mars adressée aux instances compétentes, contre une semblable initiative, dont ils ont eu connaissance par les journaux et qu'ils jugent dépourvue de la nécessaire base juridique (1). En même temps ils ont fait part de leur étonnement devant le fait que la Commission ait été créée pendant que l'on attendait la réponse de S. Exc. le premier ministre à la demande d'audience faite, plusieurs jours auparavant, par le cardinal-patriarche de Lisbonne et l'évêque président de la Conférence épiscopale, précisément pour traiter de l'affaire de Radio Renaissance.

Au sujet de l'attitude concrète de la Commission mixte, l'épiscopat doit déjà déplorer certains aspects qui ne sont en aucune manière conformes aux conditions que, dans la lettre citée ci-dessus, les évêques avaient déclarées indispensables à un travail correct de la Commission, sans violation des droits de l'Eglise de la part des représentants de l'Etat à l'intérieur de l'entreprise, et qui avaient été expressément acceptées par M. le ministre des Communications sociales, dans sa réponse du 31 mars. Ces conditions portaient nommément sur la libre orientation doctrinale de Radio Renaissance par l'Eglise et en conséquence sur la garantie qu'elle puisse choisir ses collaborateurs.

L'épiscopat continue d'être privé de la possibilité d'exercer cette orientation que, bien entendu, elle revendique non pas dans une intention de domination ou d'intransigeance immobiliste, comme on a voulu l'insinuer calomnieusement, mais bien comme service du peuple chrétien et de tous les Portugais, dans la fidélité à l'Evangile de Jésus-Christ qu'il a pour mission d'annoncer.

Ainsi privés de cette possibilité, les évêques ne peuvent toujours pas, en conscience, assumer la responsabilité de la programmation de Radio Renaissance, y compris des émissions considérées comme étant de caractère religieux.

Par ailleurs, le cas de Radio Renaissance s'inscrit dans un problème plus vaste et beaucoup plus grave que sa signification immédiate, à savoir la croissante limitation de la liberté d'information dans notre pays, limitation que l'Eglise ne déplore pas seulement relativement aux moyens de communication sociale qui lui appartiennent, mais en raison de l'attentat que cela représente contre les libertés essentielles d'une communauté nationale que tous nous souhaitons libre et pluraliste.

L'Eglise voit avec appréhension se révéler progressivement dans ce secteur la tendance au monopole.

Le sens de la liberté religieuse

Poursuivant leur réflexion, les évêques ont abordé un certain nombre d'affirmations récemment répandues dans le public, surtout au

cours de l'actuelle campagne électorale qui, tout en se déclarant respectueuses de la liberté religieuse, prétendent cependant la réduire à la simple liberté de conscience, de croyance et de culte.

Les évêques avertissent les catholiques, en accord avec la doctrine de Vatican II, que la liberté religieuse ne peut signifier seulement que le phénomène religieux puisse se limiter au domaine de la conscience en l'enfermant à l'intérieur des églises — ou à la sacristie —, comme on l'affirmait à d'autres époques.

Avant tout, que l'on ait présent à l'esprit que les hommes ont le devoir de rechercher la vérité, principalement dans le domaine religieux, et que par conséquent il est faux d'affirmer que la religion est d'importance secondaire, et sans intérêt dans les relations entre les hommes.

De ces prémisses, il résulte que, non seulement aucun homme ou aucune loi ne peut s'opposer à ce devoir ou lui faire obstacle de quelque façon que ce soit, mais aussi que le pouvoir civil « doit, par de justes lois et autres moyens appropriés, assumer efficacement la protection de la liberté religieuse de tous les citoyens et assurer les conditions favorables au développement de la vie religieuse en sorte que les citoyens soient à même d'exercer effectivement leurs droits et de remplir leurs devoirs religieux » (*Dignitatis humanae*, 6).

En plus de la liberté de conscience, de croyance et de culte, la liberté religieuse comprend, entre autres, les aspects suivants :

a) Liberté d'exprimer la foi, sous une forme individuelle ou collective, en particulier ou en public, par la parole ou l'écrit, y compris en utilisant les moyens de communication sociale ;

b) Liberté de s'associer et de promouvoir des institutions, dans lesquelles les fidèles puissent s'entraider pour ordonner la vie suivant leurs principes religieux ;

c) Liberté pour l'Eglise d'enseigner sa doctrine et pour les parents d'élever leurs enfants en accord avec leurs convictions religieuses, dans des écoles ou par d'autres moyens d'éducation de leur choix. « Les droits des parents se trouvent violés lorsque les enfants sont contraints de suivre des cours ne répondant pas à la conviction religieuse des parents ou lorsqu'est imposée une forme d'éducation d'où toute formation religieuse est exclue. » (*Dignitatis humanae*, 5.)

Les évêques rappellent par ailleurs que, selon le texte du Concile, appartient encore à la liberté religieuse le droit pour les personnes et les communautés chrétiennes de ne pas être empêchées de témoigner de l'efficacité de leur foi dans la construction d'une société juste et dans toute activité humaine.

La liberté religieuse a comme contrepartie l'obligation pour tous de respecter les croyances d'autrui, en évitant de les ridiculiser ou de blesser la sensibilité de ceux qui les professent, ce qui malheureusement se produit parmi nous dans des émissions de radio et de télévision, des spectacles et des publications.

L'observation des divers aspects de la liberté religieuse qui viennent d'être mentionnés doit être fermement exigée par tous les chrétiens, en particulier à un moment où le pays est à la recherche de nouvelles formules de régime politique.

(1) Cf. *Infra*, p. 415.

La violation du droit à la liberté religieuse, telle qu'elle est clairement exprimée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, est l'un des attentats les plus graves à la dignité humaine.

Les prochaines élections

Enfin, à quelques jours des élections pour l'Assemblée constituante, les évêques jugent qu'il est de leur devoir de dire un mot sur le sujet.

Bien que ces élections aient perdu une partie de la portée qu'on leur avait attribuée au début, elles continuent d'être extrêmement importantes, en tant que possibilité pour le peuple de manifester ce qu'il pense réellement du type de société nouvelle qu'il s'agit de construire au Portugal.

C'est pourquoi tous ceux qui sont inscrits sur les registres électoraux doivent profiter de cette occasion qui leur est donnée pour exercer un droit civique aussi fondamental, droit qui est en même temps un très grave devoir de conscience, car se trouvent en jeu des options qui conditionnent non seulement l'avenir de la vie portugaise, mais encore la réalisation personnelle de chacun.

Personne ne doit donc s'abstenir de voter. Cela suppose l'obligation de s'éclairer préalablement sur les partis en présence. Une telle information, cependant, n'implique pas nécessairement une analyse exhaustive des programmes, mais une connaissance de ce qu'est et de ce que propose chaque parti, suffisante pour faire un choix consciencieux. C'est pourquoi personne ne devrait déposer un bulletin blanc.

Le bon sens de la généralité du peuple portugais devra lui faire choisir, entre tous les partis qui promettent une société plus juste, plus libre et plus heureuse, ceux qui présentent de meilleures garanties de sérieux, de compétence et d'harmonie avec la manière d'être des

Portugais, en refusant, au contraire, ceux qui préconisent les voies de la haine, de la violence ou de l'aventure utopique.

Quant aux catholiques, ils ont le choix entre plusieurs partis entre lesquels ils peuvent légitimement se décider. En le faisant, ils ne doivent pas se laisser guider seulement par des intérêts et des sympathies personnels, de groupe ou de classe. Ils doivent avoir surtout en vue le bien commun de la société de notre patrie, au sein de laquelle doivent trouver place tous les Portugais sans exception. Ce bien commun, indépendamment des valeurs socio-économiques, comporte des valeurs plus hautes, d'ordre culturel et religieux, sans lesquelles la réalisation individuelle et collective des hommes demeurerait mutilée. Dans ses options, le chrétien doit prendre garde tout particulièrement aux valeurs qui touchent plus directement à son destin temporel et éternel, comme le sont la religion, la famille, l'éducation, la dignité du travail, la juste participation aux biens matériels et spirituels au service de la personne humaine et la liberté face à toutes les sortes d'oppressions, économique, idéologique ou politique.

Ce qui est interdit aux catholiques, c'est de voter pour des partis qui, par leurs principes idéologiques, par les objectifs et les procédés qu'ils préconisent, ou par la réalisation historique à laquelle ils tendent, leur apparaissent incompatibles avec la conception chrétienne de l'homme et de sa vie en société.

Les évêques rappellent aux fidèles ce qu'ils ont dit à ce propos dans leur lettre pastorale du 16 juillet dernier. Aux prêtres, ils rappellent de nouveau les normes qui leur sont tracées au sujet de l'abstention de toute activité à l'intérieur d'un parti et de l'exercice de charges politiques et administratives. Ils émettent l'espoir que les élections du 25 avril se dérouleront dans un climat de paix, de liberté et de civisme, et contribueront au bien du peuple portugais.

Fatima, 12 avril 1975.

LES « CHRÉTIENS POUR LE SOCIALISME »

Interview de Mgr Ferreira Gomes, évêque de Porto

Au milieu de l'effervescence politique que connaît le Portugal depuis le renversement du gouvernement de Marcelo Caetano, le 25 avril 1974, certains groupes de chrétiens de gauche, réunis dans le Mouvement « Chrétiens pour le socialisme » ont pris des positions extrémistes et ont mis notamment en cause certaines attitudes de la hiérarchie portugaise. L'évêque de Porto, Mgr Antonio Ferreira Gomes, dans l'interview ci-après accordée au journal *Voz Portuguesa*, a fait preuve de la plus grande sévérité envers les membres de ce Mouvement qu'il accuse de faire le jeu du Parti communiste portugais et, plus généralement, de manquer des plus élémentaires connaissances marxistes (1). L'occasion directe de cette prise de position a

été une interview donnée à la revue *Flama* par leaders du Mouvement, qui se disait déçu des un prêtre, le D^r Luis Moita, l'un des principaux positions actuelles de l'évêque de Porto, lequel serait en retrait par rapport à son attitude courageuse sous le régime de Salazar et ferait désormais le jeu de la classe bourgeoise. (On se souvient que, en 1958, Mgr Ferreira Gomes avait écrit une « Lettre à Salazar » où il réclamait une plus grande liberté pour le Portugal, ce qui lui avait valu un exil de dix ans à Lourdes, puis à Rome.) (Cf. DC 1959, n° 1 298, col. 299.) *

rogé par un journaliste du journal *le Monde* sur le Mouvement des « chrétiens pour le socialisme », condamné par l'évêque de Porto, il a déclaré : « Personnellement, je serais plus nuancé. » (*Le Monde*, 17 avril 1975.) (NDLR.)

(*) Texte portugais dans *Voz Portuguesa* du 29 mars 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(1) La position du patriarche de Lisbonne, le cardinal Antonio Ribeiro, est quelque peu différente. Inter-

Voz Portucalense. — Dans son interview, le D^r Luis Moita a déclaré que « par son attitude actuelle, l'évêque de Porto, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre de lui, a abandonné l'un des côtés de la barricade : il fait de toute évidence le jeu qui, à l'heure actuelle, est celui des intérêts de la classe dominante ».

Mgr Ferreira Gomes. — La vérité, c'est que je n'ai jamais abandonné l'un des côtés de la barricade pour la bonne raison que je ne m'y suis jamais trouvé. Un évêque ne doit jamais connaître de barricades. Et si les luttes entre les hommes l'obligent à se situer, sa place n'est pas de l'un ou l'autre côté des barricades, mais entre elles, au milieu des combattants. Position toujours inconfortable et bien souvent pleine de risques ! Nous connaissons le cas de Mgr Affre, archevêque de Paris. Lorsque, en 1848, des affrontements sanglants opposèrent dans la rue les ouvriers aux soldats du gouvernement, l'archevêque s'est demandé et a demandé à ses amis ce qu'il pouvait et devait faire dans cette situation tragique. Il conclut que son devoir était de descendre dans la rue et d'essayer de s'entremettre auprès des parties en lutte.

Alors qu'il se disposait à le faire en portant ses habits ordinaires, Ozanam intervint pour qu'il mit ses vêtements rouges, de manière qu'il apparaisse ainsi, sans erreur possible, comme archevêque de la ville, en mission de paix et de réconciliation. Et c'est ce qu'il fit. En montant sur la barricade du Faubourg Saint-Antoine, il tomba frappé d'une balle, une balle perdue selon toute apparence. Il tomba à son poste, à la place qui est celle de l'évêque : entre les parties opposées et, le cas échéant, au milieu des barricades qui séparent les combattants.

Voz Portucalense. — Mais il semble que le problème réside dans l'incapacité — non pas tellement de l'évêque personnellement que de l'Eglise en tant que telle — à participer au « projet de construction de la nouvelle société... ».

— Oui. Aussi bien l'intervieweur que l'interviewé ont essayé d'être aimables à mon égard, de ne pas mettre en cause ma cohérence personnelle ; ils s'en sont pris à l'incapacité de l'évêque, autrement dit à l'incapacité de l'Eglise (et, ici, les évêques sont l'Eglise) à comprendre et à accepter leur époque ou « le sens historique du message du Christ ». Luis Moita dit même que « lorsqu'une personne se trouve à un poste comme celui de l'évêque de Porto, tout se passe comme s'il cessait d'être lui-même en tant qu'individu et se mettait presque inévitablement à jouer un rôle à l'intérieur du système auquel il est intégré ».

Ici l'on arrive à des problèmes de fond. Sans vouloir briser l'amitié, et tout en désirant au contraire leur rendre leurs amabilités, je dois dire que je ne les accepte pas. Et cela non pas seulement par amour de l'Eglise, mais par amour de moi-même, comme personne et comme évêque.

Peut-être conviendrait-il de faire le point. Lorsque je m'opposais au mensonge du corporatisme et à la tyrannie politique et que je devenais l'« espérance » de ces « chrétiens », est-ce que je n'étais pas évêque, est-ce que je ne participais pas à cette « incapacité de l'Eglise » ? A quel moment ai-je donc commencé à participer à cette incapacité ? Seulement lorsqu'ils ont découvert que je ne m'embarquais pas avec eux ?... Je pourrais encore demander au docteur Luis Moita, en toute amitié, si, en tant que porteparole des « chrétiens pour le socialisme », il ne cesse pas lui aussi d'être lui-même, s'il ne joue

pas son rôle « à l'intérieur du système », s'il ne participe pas de l'incapacité de cette « Eglise » ?

Le rôle véritable de l'évêque

Mais, comme il s'agit de choses très sérieuses, mieux vaut ne pas faire de l'esprit et argumenter *ad hominem*. Il nous faut parler entre hommes, plus sérieusement. Eh bien, lorsque j'ai accepté d'être évêque, on ne m'a pas demandé si j'acceptais de cesser d'être moi-même, de jouer un rôle à l'intérieur du « système », si j'acceptais de cesser de prendre les attitudes que m dicterait ma conscience personnelle, même si elles étaient gênantes pour certains, non conformistes ou « révolutionnaires ». J'ai pensé et je pense toujours que si l'Eglise choisit quelqu'un pour l'épiscopat, c'est parce qu'elle a jugé et apprécié ses qualités, en tant qu'homme, chrétien et prêtre. Bien entendu, je ne veux pas dire que l'autorité qui appelle tombe toujours juste... Je crois pourtant que le service d'un évêque envers l'Eglise dépend de sa valeur comme personne, chrétien et prêtre. C'est ainsi que j'ai commencé, que je continue, en dépit de toutes les oppositions et de toutes les incompréhensions, et c'est ainsi que j'espère continuer jusqu'au bout...

Quand au fait qu'il soit « pratiquement impossible à une personne qui est aujourd'hui évêque dans l'Eglise, avec tout ce que cela signifie dans le concret, de pouvoir prendre des attitudes révolutionnaires », acceptons provisoirement d'oublier la question de fond. Demandons-nous si Luis Moita a oublié à ce point l'histoire de l'Eglise, dans le passé et le présent, et tout particulièrement l'histoire actuelle de l'Amérique latine (laquelle, par ailleurs, lui semble tellement tenir à cœur, ainsi qu'aux autres « chrétiens pour le socialisme »). Mais ce qui importe véritablement c'est la question de fond. Or, Luis Moita la confond avec le fait de « prendre parti » et, avec une certaine logique, il conclut que « quiconque est impliqué dans le schéma ecclésiastique « ne pourra » avoir objectivement capacité pour prendre parti en termes d'option révolutionnaire ». Bien sûr que non, en tant qu'évêque. Et en ce qui concerne les politiques partisanses...

Les dangers que courent les « chrétiens pour le socialisme »

Pour ma part, je lierai cette question de fond, tout en faisant les distinctions qui s'imposent, à la nature précise, à l'existence, à la théorie et à la pratique de ce mouvement lui-même. Dans ce contexte et de ce point de vue, je regrette beaucoup d'être obligé de reconnaître que nos « chrétiens pour le socialisme » courent le grave danger de se voir — quand ils ne le sont pas déjà — ridiculement colonisés et satellisés, tragiquement vides et dispersés, fondamentalement hostiles à l'Eglise et au christianisme.

a) Ridiculement colonisés et satellisés

« La révolution est à l'ordre du jour », dit Luis Moita. Et il a raison. La révolution est à la mode. Tout le monde est plus révolutionnaire que son voisin. Hier c'était à qui serait le plus avancé, le plus progressiste. Aujourd'hui, ce qui compte, c'est d'être gauchiste, c'est de jouer du coude ou des hanches et, si besoin est, des pieds, des bras et des dents, pour être à gauche, et à gauche du plus gauchiste. Et, dans ce marathon, certains catholiques font penser à des

gens qui s'étaient endormis et éprouvent le besoin de brûler les étapes, de bousculer tout le monde, pour passer en tête et se situer à l'extrême gauche des gauchistes. Et alors, comme socialistes, on peut les voir se dresser sur la pointe des pieds et clamer à perdre haleine qu'ils sont un peu là.

Eh bien ! Tout cela est aujourd'hui simplement ridicule. On assiste au spectacle comique et méprisable de gens qui volent au secours de la victoire. Car, socialistes, nous le sommes tous. Socialiste était le nazisme en Allemagne et le stalinisme en Russie, socialiste est le régime personnel de Cuba et la dictature militaire du Pérou, le soviétisme de Russie et le maoïsme de la Chine. Le socialisme démocratique n'est-il pas aujourd'hui le régime le plus répandu en Europe ? Ne sortons-nous pas nous-mêmes, Portugais, de l'« Etat social » antérieur au 25 avril ? Les programmes qui y étaient développés n'étaient-ils pas tous sociaux ou socialistes ?...

Oui, la Révolution sociale est faite, elle est gagnée par les uns et acceptée par les autres. Il serait tragique que, par la folie aveugle et criminelle des uns et des autres, elle puisse encore devenir sanglante... Que des chrétiens se disent socialistes, quelle grande nouveauté en vérité ! Ce qui importe vraiment c'est de savoir de quel socialisme il s'agit. Que des chrétiens découvrent le fait de la lutte des classes, cela vaut-il la peine d'en apporter la nouvelle aux journaux ? Ce qui importe c'est de savoir de quelle lutte il est question, par quels moyens et pour quelles fins on compte la mener...

Mais de nombreux chrétiens ne sont pas seulement ridiculement satellisés, ils sont de plus tout aussi ridiculement colonisés. Il est vraiment humiliant et lamentable, pour nous tous, de voir ces espèces de sous-marxisme qui, à côté d'un non moins grossier sous-freudisme, obtiennent droit de cité dans certains milieux qui se disent chrétiens. Tout paraît bon pour « faire la critique de l'aliénation religieuse, débloquer la conscience chrétienne par rapport à tant d'entraves qui ont été posées pour l'empêcher d'adhérer à des positions et à des tâches révolutionnaires, aujourd'hui plus vivantes que jamais ». Que les membres du parti communiste se réjouissent de ces « services », c'est bien naturel. Qu'ils respectent au fond d'eux-mêmes de tels serviteurs et acolytes, ce serait fort étonnant...

b) Tragiquement vides et dispersés

Etre ou ne pas être, telle est la question que se posait Hamlet. Etre ce que l'on n'est pas, ou ne pas être ce que l'on est, voilà la tragédie.

Un Pape a dit un jour que l'on ne peut être véritablement chrétien et véritablement socialiste. Ce refus provoque aujourd'hui encore un grand scandale. C'est qu'on ne fait pas attention au mot : véritablement. A l'époque, le véritable socialisme était le stalinisme. Et il semble que personne n'ait encore jamais affirmé la compatibilité entre le christianisme et le stalinisme...

Aujourd'hui que nous sommes tous socialistes, il importe seulement de savoir de quel socialisme il s'agit et, si nous sommes chrétiens, de quel christianisme. Je ne sais si les « chrétiens pour le socialisme » ont prêté suffisamment d'attention à ce point fondamental, du moins quant au second terme. Il semble que, dans leur récente « rencontre nationale » de Lisbonne, n'importe qui a pu prendre la parole et a eu droit de vote, depuis des agnostiques et des matérialistes avoués jusqu'à des prêtres et des laïcs à la foi chrétienne indéniable. Il apparaît même que la déclaration finale — à ce qui semble, « démocratiquement » cui-

sinée en petit Comité, avec la préméditation requise — ne s'intéressait guère à la figure du Christ. Si, dans la rédaction définitive, elle se termine par une référence à « Jésus ressuscité », on le doit à un groupe qui comptait parmi les moins intégrés, et qui a dû imposer à une présidence très réticente le vote de cette proposition. Il ne semble pas que cette référence, ajoutée à la fin et pour ainsi dire dans un coin, altère l'architecture du texte et modifie son ton. Et c'est l'air qui fait la chanson.

L'une des plus brillantes interventions aurait été faite par un prêtre célèbre dans tout le pays — qui s'est promu lui-même chrétien, comme tous les autres, et promu également journaliste, à son compte personnel. Ce prêtre, par son sermon ou son homélie, aurait même « enfoncé le P. Girardi ». Eh bien, à propos de cette intervention, on a entendu quelqu'un dire : « C'est bien, mais en fait de marxisme il n'y connaît rien du tout. »

Si sa « science » du marxisme nous intéresse peu, dans l'atmosphère générale de sous-marxisme qui règne dans ce milieu, son « témoignage » chrétien nous intéresse davantage. A ce sujet, il y a une autre opinion : « Il manie tellement bien la cravache qu'il pourrait être un bon charretier ou un bon bourreau ; mais, quant à être Messie, chrétien ou même citoyen avancé... »

Un problème de théologie

Mais, parlons sérieusement. Le problème est un problème de théologie, et non d'idéologie (ni d'« enthousiasme chrétien », ni de ferveur sectaire). Nous savons bien que personne ne peut se libérer totalement des idéologies. Et, par conséquent, le théologien non plus. Mais, pour cette même raison, la tâche première et fondamentale du théologien doit être de libérer sa théologie des idéologies.

Si, comme dit le P. Chenu, « le théologien est la conscience de la communauté, la conscience critique du monde en travail de foi », alors le premier problème des « chrétiens pour le socialisme » est celui des théologiens. Pour leur « rencontre », ils ont fait appel au P. Girardi, qui est un professionnel expérimenté de l'enseignement théologique. On ne peut oublier toutefois qu'à l'étranger, en Italie, en France et en Belgique, il a été écarté des institutions théologiques les plus responsables. Ceci dit, comme à Lisbonne il semble avoir été relativement modéré, voilà que se dresse pour l'« enfoncer » un prêtre « chrétien », qui a pour habitude de déchaîner dans ses discours la « haine » des pauvres, condition pour renouveler le monde, et de cultiver chez les enfants encore dans les jupes de leurs mères le « paroxysme » du scandale contre l'organisation « diabolique » de la société libérale-capitaliste.

Est-ce là la théologie ou la conscience critique de nos « chrétiens pour le socialisme » ?

Ou est-ce celle de mon ami prêtre (dispensé ?) Fernando Belo, avec sa « lecture politique de l'Evangile » et les traits matérialistes qu'il attribue au pauvre de « son » Marc ?

Que la thèse d'un Jésus révolutionnaire et zélé, avec une stratégie d'un zélotisme étendu au monde entier, stratégie qui ne pouvait qu'aboutir à un échec parce qu'elle est insensée en elle-même et plus fantasmagorique que celle des authentiques zélotes, que cette thèse empruntée à un R. Eisler ou à un Brandon (et niée et repoussée absolument par les exégètes protestants) devienne l'exégèse et la théologie du Portugal et de nos « chrétiens pour le socialisme »,

voilà qui en dit long sur notre milieu théologique et sur un certain cléricalisme socialisant de prêtres, d'ex-prêtres, peut-être de candidats à un ex-sacerdoce, et de leurs acolytes respectifs...

Le tragique en tout ceci c'est que, à un moment où notre vie publique réclame d'urgence, d'une façon explicite ou tacite, un apport évangélique authentique, il n'y a dans les zones névralgiques que ce cléricalisme arriviste, dévotionniste et creux qui se présente comme porte-parole du christianisme. D'une part, que les socialistes compétents et engagés dans l'action acceptent ou non ce « service », ils ne peuvent au fond d'eux-mêmes que mépriser ces satellites et ces acolytes qui ne leur apportent rien de valable ou de nouveau. D'autre part, les catholiques qui veulent être vraiment catholiques ne peuvent que se sentir désorientés, perdre de plus en plus le sens de la socialisation et passer de plus en plus à la réaction...

L'esprit de négation et de division

— Excusez-moi, Monseigneur, mais ne montrez-vous pas trop de rigueur dans votre jugement ? N'est-il pas trop sommaire de juger et de condamner un Mouvement qui semble exercer une certaine attirance sur des catholiques convaincus et qui pensent peut-être ainsi servir l'Eglise ?

— Remarquez que j'ai commencé par dire qu'il s'agit de choses très sérieuses qu'on ne saurait prendre à la légère. Par ailleurs, je ne porte pas de jugement sur les personnes, leurs intentions ou leur conscience subjective, mais sur des faits et des affirmations publiques. Et, encore une fois, « c'est l'air qui fait la chanson ». Et veuillez bien noter que notre ministère de la Communication sociale, en ce qui concerne la religion, est pratiquement entre les mains de cette tendance idéologique. Nos moyens de communication n'ayant pas, jusqu'à une date récente et en règle générale, d'informateur religieux, ce sont maintenant ceux qui ont mis ou mettent en cause leur situation dans l'« état ecclésiastique » ou dans l'Eglise qui sont venus combler ce vide.

Comme je vous l'ai dit, j'ai l'impression que, dans ce Mouvement, il y a un mélange inextricable de personnes, de cultures et d'attitudes religieuses, que semble seulement unir — je dis bien semble — une tendance idéologique, déterminée et avouée, mais assez confuse. C'est de là surtout que provient la grande difficulté de formuler un jugement général et cohérent sur un Mouvement qui ne brille pas par la cohérence.

Du reste, ce que je vous dis actuellement n'entend pas être un jugement et une condamnation, mais plutôt l'expression d'une déception et d'une peine devant des attitudes où prédomine l'esprit de négativité, de division, de vacuité spirituelle, à un moment où notre pays, surtout dans la ligne progressiste, manquait d'un apport positif de l'Evangile authentique. Sous cet aspect, on ne peut manquer d'être frappé par le contraste qu'offrent certains marxistes qui s'imposent le plus sur le plan intellectuel, comme E. Fromm, E. Bloch, M. Machovec ou R. Garaudy ! Comme certains d'entre eux, en dépit de leur matérialisme, nous donnent du message évangélique, de sa contribution au progrès de l'humanité et de sa valeur actuelle pour la construction de la société future, une image positive, constructive et, comme ils disent, historiquement « transcendante » ! Comparez n'importe lequel d'entre eux avec le galimatias pluridisciplinaire de Fernando Belo sur l'Evangile de

Marc, où les spécialistes des différentes disciplines mobilisés par lui *ad hoc* — marxistes, structuralistes, sociologues, ethnologues — déclarent qu'ils n'y voient rien qui vaille la peine de perdre leur temps. Et que diront alors théologiens et exégètes ? Que l'amitié que je porte à l'auteur de cet « attentat » me permette de parler ainsi, en échange de la désillusion de certaine espérance que j'avais encore et que je lui ai manifestée lorsqu'il me parla de sa tentative théologico-exégétique. C'est que l'Eglise a besoin de quinze ans pour former un exégète, comme le dit F. Belo ; et lui, voilà qu'il passe cinq ou six années à lire Marx et Freud, Lévi-Strauss et L. Althusser, F. Saussure, J. Derrida, R. Barthes, etc. « et même Bataille et Nietzsche ». Ainsi armé, il se sent apte à « mettre en question un texte essentiel de la tradition chrétienne et à voir ce que cela donne » ! Et voilà ce que ça a donné, un « attentat » exégétique, qui est aussi et surtout un « travail de psychanalyse » qui tient beaucoup de l'auto-analyse, si on peut dire. C'est lui qui le dit ; et il a bien raison.

Et c'est cela que les participants à la rencontre de « chrétiens » ont dû entendre justifier dans une auto-analyse fatiguée et, à ce qui semble fatigante

La jeunesse et l'avenir

Ce qui, en effet, me frappe le plus dans nos « chrétiens pour le socialisme », c'est leur manque de spontanéité, de fraîcheur, de naturel, de créativité et de droiture ; en un mot, leur manque de jeunesse (alors, précisément, qu'ils attirent tant de gens qui, par l'âge, devraient être jeunes).

Ne peut-on en voir un signe dans le fait même que l'on se tourne toujours vers l'Amérique du Sud, où est né le mouvement, en réaction contre des structures encore coloniales, parmi des prêtres qui, presque tous, étaient revenus, comme d'ailleurs ceux qui leur ont succédé ici, de leur enthousiasme de jeunes prêtres ? Et il faut noter que, parmi les mouvements de jeunes qui, dans les années 60, ont secoué les universités et les écoles du monde entier, y compris mai 68 en France, on ne s'intéresse pas ou on ne s'intéresse guère à l'Amérique latine. Ce sont ces mouvements de jeunes qui ont transformé le champ de vision des meilleurs observateurs sociaux, et qui ont amené Garaudy, par exemple, à écrire *l'Alternative* et à dire : « Le futur a déjà commencé. La jeunesse nous le rappelle chaque jour dans ses refus et dans ses colères. S'interroger sur le futur, c'est peut-être en premier lieu interroger cette jeunesse... Notre société est en voie de désintégration... Le concept de la politique consiste, pour chacun d'entre nous, à inventer le futur. L'unique hypothèse à exclure est de continuer sur le chemin actuel. »

Inventer un futur meilleur, c'est ce que je ne vois pas dans notre jeunesse, et particulièrement dans les « chrétiens pour le socialisme »...

Eglise parallèle

Mais je voudrais encore dire un mot sur le troisième point que j'ai annoncé, à savoir :

c) Fondamentalement hostiles à l'Eglise et au christianisme

Mais ici, le problème est tellement grave, tellement mortel du point de vue spirituel, que je n'en dirai qu'un mot. Ce mot qui résume tout et paraît être la véritable et lamentable originalité portugaise du mou-

vement, c'est celui-ci : « Eglise parallèle ». Une Eglise en double, avec son évangélisation, sa foi et ses sacrements, et même sa hiérarchie et son magistère. Un seul exemple : il s'agit d'un prêtre auquel le Saint-Siège avait refusé la dispense du ministère et du célibat et qui contracte un mariage civil, mais ce mariage est pour lui et pour ses pairs une « pure formalité bureaucratique, car nous vivons de la foi, et seule compte pour nous l'union sacramentelle. Le Mariage religieux (avec une majuscule !), nous le célébrons, en Eucharistie, en présence d'un groupe d'amis venus à titre de témoins et de participants, et parmi lesquels figurent jusqu'à cinq prêtres... Cette célébration a été intégrée dans une série de rencontres de réflexion chrétienne sur une rénovation de la foi et de l'action évangélique, afin que cela ne se passe plus comme un spectacle de folklore « chrétien » comme ceux qui continuent à se réaliser avec l'approbation expresse des curies épiscopales ».

Ainsi, même l'Eglise des curies épiscopales fait du folklore, un folklore « chrétien » (entre guillemets) ; tandis qu'eux-mêmes et leur Eglise, avec pléthore de prêtres, font une réflexion chrétienne (sans guillemets) sur la Foi et l'Action évangélique (avec majuscules) et pour célébrer le Mariage religieux, en Eucharistie !...

Les Eglises parallèles, comme les polices parallèles, ne peuvent être que rivales et ennemies, et même se détruire. « Tout royaume divisé contre lui-même périra. » Qui ne récolte pas avec le Christ disperse...

Là-dessus, je n'en dirai pas plus.

L'Eglise, support de l'idéologie bourgeoise ?

— Comme vous le savez, les « chrétiens pour le socialisme » accusent l'Eglise, et à présent nommé-ment l'évêque de Porto, d'être le support de l'idéologie bourgeoise. Pensez-vous que, du point de vue historique, on puisse associer l'activité et la doctrine de l'Eglise à la formation et à la prédominance de l'idéologie bourgeoise ?

— Que l'évêque de Porto soit issu d'une famille qu'ils considèrent comme bourgeoise, cela se peut bien (encore que le travail ait été la norme de sa maison et de ses ancêtres). Que d'autres prêtres ou évêques aient la même origine, cela peut être vrai aussi. C'est exactement cet « aveu de faute originelle » que Mgr Ancel, évêque et ouvrier, avait coutume de mettre au début de ses cahiers de défense radicale et courageuse de la condition ouvrière.

Il se peut qu'il y ait des prêtres et des évêques d'origine bourgeoise, encore que ce ne soit pas la règle. Il faudrait d'ailleurs noter, du point de vue sociologique, que ce ne sont pas généralement les clercs d'origine « prolétaire » qui se distinguent dans la défense de la condition ouvrière. Du moins, tant que les vents ne sont pas favorables...

Pour répondre avec une certaine rigueur à votre question, dans ce qu'elle a d'objectif et qui dépasse ma propre personne, il faudrait commencer par définir la bourgeoisie et l'idéologie bourgeoise. Ici, je devrais me contenter de dire que, au siècle passé, le terme de « bourgeoisie » est toujours présenté dans un contexte caractérisé par une charge idéologique, généralement tendancieuse et manichéiste, en tant que diamétralement opposée à « ouvrier » ou à « prolétaire ». Mais tout le monde sait qu'aujourd'hui, bien au contraire, l'ouvrier américain ou américanisé a une condi-

tion de vie et une mentalité « bourgeoise ». Il n'en reste pas moins que cette opposition et le concept correspondant, qui tirent leur origine de l'histoire contemporaine, dominent encore la mentalité et le langage courants. Ils sont liés à l'« explosion industrielle » et à l'apparition de problèmes nouveaux et passionnants, du fait que, à la suite de cette transformation, s'étaient effroyablement aggravées ou avaient ressurgi de très graves situations sociales et humaines, les situations du « prolétariat », ainsi que s'exprimait le Dr F. Pereira de Moura, à la Table ronde organisée par la maison d'éditions Telos, le 13 mars 1971.

La naissance du capitalisme

On a donc assisté à la croissance et à la prédominance de la bourgeoisie sur le continent européen, en même temps et au même rythme que le développement de la révolution politique. Or cette bourgeoisie s'est efforcée de chasser l'Eglise de la vie publique. Il apparaît donc clairement que la doctrine de l'Eglise et l'idéologie bourgeoise ne doivent pas être associées. On sait d'ailleurs que, pendant de longues décennies après la Révolution française, les classes possédantes et dominantes étaient voltairiennes et anticatholiques, alors que le peuple travailleur, dans l'industrie comme dans l'agriculture, restait religieux. En outre, ce n'est pas, en général, la doctrine sociale de l'Eglise que l'on accuse de tendance bourgeoise.

Ce sur quoi on a l'habitude de mettre l'accent, c'est sur la compromission, la collusion des hommes d'Eglise avec les hommes d'argent. En d'autres termes, l'Eglise (et ici l'Eglise est, pour les progressistes, uniquement composée de prêtres et d'évêques !) est capitaliste. Pour donner une réponse adéquate, il faudrait que je traite des problèmes posés par l'incarnation de l'Eglise et la question spécifique du « capitalisme ». Comme je me suis occupé des problèmes de l'incarnation de l'Eglise à l'occasion de Noël dernier et des accusations de capitalisme dans l'interview que j'ai accordée au *Jornal de Noticias*, je dois me contenter de renvoyer à ce que j'y ai dit.

Le droit de propriété

Comme toutefois on insiste sur la question du droit de propriété, en tant que doctrine de l'Eglise, il est peut-être bon d'ajouter quelques mots. Je voudrais dire tout d'abord que le capitalisme et le droit de propriété sont deux choses connexes, mais très distinctes du point de vue historique, doctrinal et pratique.

S'il s'agit du capitalisme, de sa théorie et de sa praxis, n'est-ce pas Calvin qui lui a tracé la voie dans le sens et dans la dynamique « modernes », n'est-ce pas lui qui a combattu et détruit la doctrine médiévale hostile à l'usure et à la productivité naturelle de l'argent ? N'est-ce pas au calvinisme que sont attribuées les origines du capitalisme moderne, aussi bien par ceux qui considèrent cela comme un mérite et un titre de gloire que par ceux qui pensent le contraire ?

Quant au droit de propriété, la matière en cause est différente, de même que la doctrine applicable, doctrine qui doit d'ailleurs s'appliquer à une matière historiquement variable et peut en conséquence varier. Ce que nous pouvons affirmer en principe et sans aucune réserve, c'est que le droit de propriété n'a jamais été, pour l'Eglise, un droit essentiel, égal aux autres droits fondamentaux de l'homme ; pour les meil-

leurs auteurs, il a été, tout au plus, partie intégrante du « droit des gens ».

Il est bien certain que ce problème de la propriété reste posé depuis les origines chrétiennes ; sur ce point, les pratiques des « Eglises » primitives divergent, sans que se rompe l'unité des esprits et de la profession de la même foi. Le « communisme » de l'Eglise de Jérusalem est manifestement, dans les Actes des Apôtres, un idéal séduisant ; plus certainement une « utopie », jamais intégralement réalisée, toujours libre et d'ailleurs sans prétention à une quelconque théorie économique élaborée. S'il restait un doute sur Jérusalem, les autres communautés, à partir d'Antioche, ne requièrent pas, pour la profession de la foi chrétienne, des exigences du même ordre. Le P. Diez-Alegria a tenté cette démonstration à travers les épîtres de saint Paul, mais, de toute évidence, il ne convainc pas.

A coup sûr, le Sermon sur la Montagne et la « foi » des Béatitudes restent toujours debout. L'Eglise prêchera toujours la « communication des biens », qui va plus loin que la simple aumône, mais sans pour cela imposer un modèle unique d'économie ou un schéma déterminé de société. Il semble assez clair que, dans les conditions de la société antique, les Pères de l'Eglise considéraient comme plus conforme au droit naturel la *koinonía*, ou communauté des biens, pour la raison que, dans la création, les biens ont été faits pour tous les hommes. Mais il semble aussi que, dans la pratique morale, ils n'exigent pas plus que la « communication des biens ». Les docteurs du Moyen Age, malgré le changement des conditions matérielles, continuent à maintenir les mêmes principes. Ils concordent plus ou moins avec saint Thomas qui accepte l'appropriation et l'administration privée, surtout comme conditions d'un meilleur rendement, mais qui préconise l'usage commun, ce que nous appellerions aujourd'hui l'utilisation sociale.

Puis commence l'histoire moderne avec la « productivité » de l'argent, l'intérêt, le capital, l'investissement, les échanges commerciaux, etc. Mais cette histoire — qu'il s'agisse de l'encenser ou de la vilipender — est incontestablement commandée et promue par les pays protestants. L'Eglise catholique, comme je l'ai déjà dit, n'a jamais « digéré » la productivité essentielle de l'argent, l'usure et le capitalisme doctrinal.

Deux types de propriété

S'il m'était permis d'ajouter un point de vue personnel, que je n'ai encore jamais vu confirmé par aucun auteur, il faudrait distinguer deux types fondamentaux de propriété privée : la propriété politique et la propriété qui résulte du travail.

Dans la propriété politique, on peut en général ranger l'appropriation de la terre, ou tenure médiévale, par laquelle le roi récompensait ses compagnons d'armes, sous forme de bénéfice ou de fief — conjonction de la propriété de la terre avec le gouvernement et l'administration des hommes qui y étaient attachés — dans les « reconquêtes » de type divers qui ont donné la propriété foncière dont on retrouve encore des vestiges en certaines régions.

On peut également ranger sous ce chef la possession de l'entreprise lors de la première révolution industrielle, lorsqu'on a tout fait, sur le plan de la loi et de l'administration, en particulier en Angleterre,

pour que les populations fixées à la campagne — méthode des **enclosures** — accourent en troupeaux vers les villes et s'offrent, à la manière d'une main-d'œuvre esclave, à l'« avidité du progrès » et de l'enrichissement de quelques-uns, les patrons de l'industrie, ceux que l'on appelait les « prêtres du progrès ».

Il s'agit dans ces deux cas, et dans d'autres semblables, d'une propriété politique, née de la loi et à la faveur d'une convenance politique, et qui pourra cesser en vertu d'une convenance politique opposée. A condition de rester dans le cadre de la loi et des principes de l'équité...

Il est un autre type de propriété qui résulte du travail. Il n'est autre, dans la réalité, que la concrétisation du droit du travailleur aux fruits de son travail. Cette propriété était autrefois, dans l'esprit des travailleurs et dans la pratique, la propriété de la terre ou de la maison, des biens, meubles ou immeubles, visibles et concrets. Mais rien n'empêche qu'avec l'évolution de l'économie, elle ne se transforme en investissements, en actions et en obligations d'entreprises, etc. La nationalisation de la banque ou de la grande entreprise n'a rien à voir avec cela. Pourtant, n'est-ce pas là la propagande que nous avons entendue avant et surtout après la nationalisation de la Banque et des Compagnies d'assurances ?...

Pour conclure sur ce point, une question seulement : si l'Eglise, dans sa doctrine et sa pratique principale, était aussi conservatrice, réactionnaire, bourgeoise et capitaliste, comment se fait-il que, lorsqu'on lui a offert sur un plateau d'argent, en échange de son alliance, une doctrine et un parti propres à assurer son triomphe — comme dans le cas d'Auguste Comte et de Charles Maurras — elle ait réagi de la façon la plus énergique et la plus intransigeante contre le positivisme et le maurassisme ?

Enfin, si l'on s'obstinait, nous pourrions répondre comme autrefois : si la vie de ses hommes n'a pas été toujours pure, le blason de l'Eglise n'en n'est pas pour autant souillé...

Quelle révolution ?

— En ce qui concerne le cas concret de la société portugaise actuelle, admettez-vous qu'il soit indispensable que les principaux responsables de l'Eglise portugaise prennent parti, de façon dichotomique, pour ou contre un processus révolutionnaire ? Dans l'un et l'autre cas, de quelle façon ?

— Il n'est pas question ici de dichotomie. Mais de révolution, oui. Toutefois, pour les responsables de l'Eglise en tant que tels, il s'agit de la révolution de l'Evangile, de la proclamation du Royaume de Dieu. Et, vous vous en souvenez, « le Royaume de Dieu souffre violence et ce sont les violents qui s'en emparent ».

Cela est très vrai, et ce sont les marxistes les plus cultivés et les plus intelligents qui le rappellent dans le concret de l'histoire, comme je l'ai déjà signalé : de l'histoire passée et aussi de l'histoire de l'avenir, comme un levain. Je citerai de nouveau Ernst Bloch, avec son **Das Prinzip Hoffnung**, qui non seulement a éclairé les chemins futurs de la révolution, mais a même inspiré la « théologie de l'espérance » de protestants et de catholiques. Dans son **Atheismus in Christentum**, il arrive à la conclusion que « seul un chrétien peut être un bon athée » (c'est-à-dire communiste). Constatation des plus étranges et des

plus discutables, mais qui provient de sa conviction que le communisme n'a pas réussi à sauver la liberté, parce qu'il ne s'est pas soucié d'intégrer la plus haute tradition chrétienne, y compris la scolastique médiévale.

Dans le même sens, un Garaudy souhaite entre la foi et le socialisme « une fécondation réciproque » ; mais, pour cela, pour que la foi apporte « au socialisme sa dimension transcendante, prophétique, en l'empêchant de s'enfermer dans sa suffisance et en l'ouvrant à un futur de transformation sans fin », il est nécessaire de mettre en cause le postulat de la Renaissance et le postulat de Descartes, lequel avait une foi aveugle dans « une science qui nous fait maîtres et seigneurs de la nature ». Donc, pour Garaudy, ce qu'il faut contester, ce n'est pas proprement et immédiatement le matérialisme des **Lumières** et de Marx, mais le rationalisme de Descartes et le positivisme anglo-français. « Ce que nous appelons « la » science n'est, en réalité, que la science occidentale, dérisoire avorton de la connaissance humaine... » « Cette atrophie du concept de science nous a conduits non à la domination de la nature, mais à sa destruction, non à la libération de l'homme, mais à son aliénation, à son conditionnement, à sa mutilation. » Le premier postulat de la pensée et de l'action révolutionnaires est « le postulat de la rupture avec le positivisme. Il n'y a pas d'idéologie plus conservatrice que le positivisme qui, enfermant la pensée dans les limites du donné, enferme l'action dans les limites de l'ordre établi ». C'est que « le positivisme n'est pas seulement le monde sans Dieu, c'est le monde sans l'homme », alors que « le postulat biblique de la transcendance est le postulat de toute l'action révolutionnaire ». Ce postulat biblique de transcendance qui est, comme l'espérance, un aspect de la foi, c'est ce qui enlève à l'histoire son caractère fatal. Et c'est pour cela qu'il est libérateur.

En face d'une telle largeur d'horizons et d'une telle profondeur d'analyse, en face de cette valorisation du biblique et du chrétien, que penser et dire de ce qu'il nous est donné de voir et d'entendre ici, surtout de la part de « chrétiens » ?

Sous-marxisme et sous-freudisme

— De nombreux chrétiens, qui tiennent pour certaine l'identification de l'Eglise avec l'idéologie et la pratique bourgeoises, se réclament de l'analyse et de la stratégie marxiste pour transformer les classes sociales. Jusqu'à quel point est-il légitime, pour des chrétiens, d'adopter cette méthodologie ?

— Comme vous le savez, Karl Marx disait qu'il n'était pas marxiste ; et il est certain qu'il ne l'était pas. De la part de certains « chrétiens », nous aimerions qu'ils soient un peu plus marxistes, pour être un peu moins vulgairement marxistes. Après les passages que j'ai cités tout à l'heure de Garaudy ou d'Ernst Bloch, on peut déjà commencer à mettre en cause la « science » de Marx, en raison de son absence de critique envers le positivisme et de la non-intégration de toute la tradition chrétienne, encore que, même sur ces points, il soit encore bien au-dessus de ses épigones.

J'ai déjà déploré tout à l'heure le sous-marxisme et le sous-freudisme de notre milieu, surtout des chrétiens qui se veulent progressistes. N'est-il pas significatif que, dans les milieux universitaires et chez ces « chrétiens critiques », où l'on conteste tout,

on n'ait au grand jamais parlé de H. Marcuse, le vieux penseur qui, toute sa vie, s'est engagé à dépasser, en les unissant, Marx et Freud ? Evidemment, il ne s'agit pas d'un magistère indiscutable, mais il est certain que la jeunesse du monde, à la recherche de l'avenir, l'a fait briller à son horizon, au moins comme un éclair fugitif. Que lit notre jeunesse contestataire ? Peut-être des bandes dessinées..

Ce que je dirais c'est que, s'ils ne peuvent lire l'Evangile, ils lisent au moins ceux qui connaissent bien Marx et le respectant, pour son temps et pour sa société, sont en train de le dépasser, pour notre temps et pour notre société

— Des chrétiens affirment qu'ils adoptent le matérialisme historique ainsi que la dictature du prolétariat comme moyens pour la réalisation de la société historique socialiste. Au-delà d'une éventuelle légitimité d'une telle attitude, nous aimerions avoir votre point de vue sur ce que nous sommes tentés de mettre au compte du fixisme historique, y compris sur le plan purement temporel, face au projet relatif à la réussite de l'homme dans le temps.

— Votre question est pertinente, mais notre conversation s'est déjà trop prolongée, et, pour ne pas continuer à insister sur le retard de nos « chrétiens », je dirai seulement que le sujet est des plus intéressants et actuels et que c'est la raison pour laquelle il remplit des livres, et des livres de spécialistes. Je dois me contenter de rappeler Gundlach, Nell-Breuning, Wetter, Calvez, Bigo, Gonzalez-Ruis et Gutierrez, etc. Il y a aussi, bien entendu, les colloques entre chrétiens et marxistes de la **Paulus Gesellschaft** ; et notre Association Telos n'a pas manqué d'organiser une Table ronde sur le marxisme et le christianisme, dont le texte a été publié.

Les efforts des « chrétiens pour le socialisme » sont-ils négatifs ?

— Pour revenir au début, considérez-vous comme entièrement négatif l'effort des chrétiens pour le socialisme ?

— Bien sûr que non. Autrement, pourquoi serais-je ici à parler ? Il y aurait beaucoup à espérer de leur effort si, d'un côté, ils se rendaient compte de leur habituelle situation de satellites et de colonisés et commençaient à réagir en conséquence. Je crois que certains se préoccupent déjà de la logique de l'entonnoir dans laquelle ils se laissent entraîner : en aspirant à se libérer de l'« appareil » de l'Eglise, ils finissent par suivre des lignes directrices qui toutes convergent au même endroit et finiront par les enserrer dans un appareil de parti bien plus clos et plus implacable.

Par ailleurs, s'ils ne veulent pas tomber dans des étroitesse d'esprit plus oppressives que celles qu'ils condamnent, ils devront admettre que la liberté et la démocratie sont des plantes très délicates qui doivent être traitées avec beaucoup de tact et de soin, surtout au Portugal, pour parvenir à maturité. A moins qu'ils ne les apprécient déjà plus. Mais alors, tiennent-ils encore à se dire chrétiens ?

J'admettrais sans aucune difficulté des « chrétiens pour le socialisme », s'ils étaient en même temps des chrétiens pour la démocratie et pour la liberté, toute la liberté légitime, à commencer par « la liberté de penser différemment de moi » et en terminant par

cette liberté supérieure « par laquelle le Christ nous a libérés ».

On a dit que des personnes très qualifiées, parmi lesquelles le cardinal Pellegrino, ont fait cette remarque : « Fort bien, mais s'il y a des « chrétiens pour le socialisme », pourquoi pas des « chrétiens pour le capitalisme » ?

Pour ma part, je me contente de moins : j'accepterais bien tous les « chrétiens pour le socialisme », à condition qu'ils soient eux-mêmes sincèrement des chrétiens pour la liberté et pour la démocratie authentique...

Et puis dans l'Eglise et envers elle, je voudrais qu'ils soient des chrétiens pour la liberté dans la solidarité. C'est au séminaire de Boa Nova et, je crois, en présence du P. Luis Moita, que j'ai dit, avec toute la clarté et l'énergie possibles, que j'acceptais toutes les critiques envers l'Eglise, à une seule condition : la solidarité !

Eh bien, sa situation a changé, mais en tant que chrétien il est encore à l'intérieur. C'est de sa solidarité que lui viendra le droit de critiquer. Du dehors, il ne serait que l'ennemi qui la combat. Dans une « Eglise parallèle », il serait pire, bien pire... Ces « chrétiens » se souviennent de moi comme de quelqu'un qui a été une espérance pour eux. C'est vrai ; mais je suis plus qu'une espérance pour quelqu'un, je suis un être, un chrétien, un évêque d'espérance.

L'espère donc qu'ils se souviendront qu'ils sont chrétiens avant tout ; et, si c'est avec des compléments, avec des compléments seulement accessoires.

Et que mon ami le D^r Luis Moita se souvienne que, en plus d'être chrétien, il est théologien. Si je ne me trompe, licencié en théologie dogmatique et docteur en morale.

NOTE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE PORTUGAISE SUR « RADIO RENASCENÇA »

La station de radio catholique « Radio Renascença », fondée en 1937 par Mgr Lopes da Cruz, a été pratiquement prise en main par un groupe de travailleurs, à la suite des événements d'avril 1974 qui ont amené la chute du gouvernement Caetano. De ce fait, l'orientation des émissions s'est trouvée totalement échapper à la hiérarchie, ce qui a provoqué le scandale chez de nombreux fidèles. Devant l'échec des négociations, la Conférence épiscopale portugaise a rendu publique la note ci-après () :*

L'usurpation du poste émetteur catholique *Radio Renascença* constitue l'événement le plus grave de tous ceux dont l'Eglise a été dernièrement la victime, dans l'exercice de sa mission.

A la suite de l'occupation de *Radio Renascença* par un groupe de travailleurs, l'Eglise a perdu depuis

plusieurs mois la possibilité de donner une orientation doctrinale à la station. Celle-ci, au scandale justifié des fidèles, s'est transformée en un organe d'information au service de doctrines opposées à la foi chrétienne et en une base de départ pour des attaques répétées contre l'Eglise elle-même.

Consciente du caractère particulièrement délicat de la situation sociopolitique actuelle, la hiérarchie, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'administration de *Radio Renascença*, a mis dans les nombreux dialogues qu'elle a engagés aussi bien avec les travailleurs qu'avec les autorités civiles et militaires, la plus grande diligence et la plus grande compréhension.

Un point ■ été sans équivoque dans toutes les démarches effectuées : ce qui est en cause n'est pas un problème d'entreprise, car les droits des travailleurs ont été respectés et ouvertement promus, mais bien un problème d'ordre doctrinal. Autrement dit, la hiérarchie souligne qu'elle ne peut renoncer au droit d'imprimer au poste émetteur catholique l'orientation qu'elle considère conforme à la foi chrétienne et à la vie de l'Eglise.

Il semble toutefois que l'on soit arrivé au moment où toutes les possibilités de dialogue ont été épuisées, puisque les interlocuteurs se refusent à reconnaître ce minimum qui revient à l'Eglise dans l'exercice de ses droits fondamentaux et que l'on assiste, de manière croissante et inquiétante, à des déformations arbitraires de la vérité, à des calomnies et à des menaces.

C'est pourquoi l'Episcopat portugais estime qu'il est de son devoir inaliénable de faire la communication ci-après en toute clarté :

1. *Radio Renascença* n'a pas été, ces derniers mois, la voix de l'Eglise, car une situation de force illégitime l'a empêchée d'y exercer sa charge d'orientation doctrinale ; 2. L'Episcopat dénonce avec la dernière énergie une telle situation, contraire à l'ordre juridique, à la liberté et l'indépendance de l'information ; 3. Dans la mesure de ses possibilités et dans le cadre de ses attributions, il ne cessera de prendre les mesures les plus appropriées pour le rétablissement de ses droits.

L'Episcopat portugais considère le poste émetteur *Radio Renascença* comme essentiel à l'Action catholique dans notre pays. Il espère donc que seront résolus les problèmes actuels en conformité avec la justice, afin que les catholiques, qui forment la majeure partie de la population portugaise, ne voient pas s'éteindre, par un acte de violence et de déni du droit, une voix qu'ils s'étaient habitués à écouter comme la voix de l'Eglise.

— « A ce signe on reconnaîtra... », par Ange MATTEI. Préface de Paul Guilly. Un vol. 13,5 x 18 cm, de 218 pages. Prix : 22 F. Le Centurion, Paris.

C'est dans le sillage du P. de Foucauld que l'auteur, une enseignante et une militante convertie a écrit ces pages. Sans nous cacher ses difficultés, c'est sa foi vécue dans l'ambiance d'une fraternité chrétienne qu'elle fait partager. Il y a un dynamisme ardent qui doit entraîner le lecteur à la pratique de la charité signe auquel on reconnaît les disciples du Christ.

— *Première rencontre avec François d'Assise*, par le P. Damien VORREUX, O.F.M. (coll. « Présence de saint François »). — Un vol 12 x 18 cm, de 112 pages. Prix franco : 11 F. Editions franciscaines, Paris.

L'auteur nous expose sans longueurs le temps où vécut le Povero, la vie même de saint François avec les influences qui ont marqué les étapes de sa vie, et surtout l'univers spirituel de saint François. Un recueil de morceaux choisis de ses écrits et de ses premiers biographes complète ce livre.

(*) Texte portugais dans *Lumen* de mars 1975. Traduction et titre de la DC.

L'ÉGLISE DU PORTUGAL DEVANT LES ÉVÉNEMENTS

Le Figaro (7 avril) a publié l'interview ci-après du cardinal RIBEIRO, patriarche de Lisbonne, recueillie par Jean Bourdarias (1) :

QUESTION. — Dans la conjoncture actuelle, quel est le rôle essentiel de l'Eglise au Portugal ?

RÉPONSE. — La mission de l'Eglise est d'abord de rétablir un climat de compréhension, de dialogue. Après les espérances légitimes qu'avaient suscitées les événements du 25 avril 1974, un climat d'inquiétude tend, en effet, à se répandre devant l'attitude de violence de certains groupes politiques. Nous devons maintenir l'espérance.

Q. — Avez-vous des objectifs prioritaires ?

R. — En premier lieu, faire respecter le droit des personnes. D'abord en rappelant les exigences de la justice sociale afin que s'organise une meilleure répartition des biens. Il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Ensuite en défendant ceux qui ont été indûment privés de travail ou de liberté. Il y a des cas qui justifient une certaine rigueur. Mais des personnes ont été « épurées » selon des critères idéologiques très contestables. Ces victimes du sectarisme et de l'opportunisme doivent être défendues. J'ai parlé au premier ministre. J'ai rencontré auprès de lui une grande bonne volonté. Mais, visiblement, le pouvoir ne contrôle pas aujourd'hui toute la situation.

En second lieu, l'Eglise entend défendre la liberté religieuse, qui ne se limite évidemment pas à la liberté du culte mais englobe la liberté de réunion, la liberté d'expression, etc.

Enfin, elle veut contribuer à l'élévation du niveau culturel du peuple portugais. L'Eglise y a déjà beaucoup travaillé dans les secteurs où l'Etat n'avait pu

(1) Cette interview a paru avec des coupures dans certaines éditions du Figaro. Nous en donnons ici le texte intégral.

Dans le Monde du 17 avril 1975, Marcel Niedergang rapporte des déclarations que lui a faites le cardinal Ribeiro :

Un nouveau péché n'absoudrait pas l'ancien. Ce n'est pas parce que l'Eglise a été silencieuse sous le régime de Salazar qu'elle doit adopter la même attitude aujourd'hui.

Il est vrai que nos dernières prises de position publiques, à moi-même et à l'évêque de Porto, ont pu laisser croire à certains que l'Eglise manifestait une certaine réserve, voire de l'hostilité à l'égard du régime actuel. Ce n'est pas si simple. Je considère que des réformes sociales étaient indispensables dans ce pays et je me félicite encore aujourd'hui que le mouvement du 25 avril ait pu enfin ouvrir des portes et des espérances. D'autre part, il est bien naturel qu'après tant d'années d'oppression et de silence, les Portugais, surtout les jeunes, découvrent avec enthousiasme les idées nouvelles, les théories révolutionnaires. Soyons compréhensifs. Cela dit, il y a des symptômes de dérapage qui inquiètent l'Eglise. Ne péchons pas deux fois de suite. Mais, dans le contexte actuel, la discrétion et la prudence nous paraissent nécessaires.

Le salazarisme ne facilitait pas le combat : c'était pour l'Eglise un climat lénifiant. Et nos évêques sont en majorité très âgés. Progressivement, ils demandent eux-mêmes que l'on nomme à leur côté de jeunes évêques auxiliaires. C'est une révolution lente, mais elle existe.

Il n'y a pas, et j'insiste, la moindre atteinte à la liberté religieuse dans ce pays.

le faire, notamment par ses écoles et ses collèges. Elle se propose de continuer si le nouveau régime l'estime utile.

Q. — Avez-vous le sentiment de ne pas être libre dans le Portugal d'aujourd'hui ?

R. — Tout au contraire. Nous avons théoriquement plus de liberté que sous l'ancien régime, et nous ne sommes pas inquiétés pour ce que nous disons ou faisons. Mais les moyens de communication importants — presse, radio, télévision — sont contrôlés par des groupes syndicaux ou politiques, et ils ne font pas écho à ce que nous disons ou n'en retiennent que certains aspects.

Il en est de même pour la station catholique de Radio-Renaissance, gérée par une Commission gouvernementale jusqu'aux élections. Nous continuons cependant à demander le droit d'orienter doctrinalement les émissions de cette station et de choisir le personnel chargé de les assurer.

Q. — Des chrétiens engagés à gauche reprochent à l'Eglise de se compromettre avec « l'ordre bourgeois », c'est-à-dire de ne pas admettre en fait la pluralité politique voulue par Vatican II.

R. — Cela est inexact. Nous n'avons d'ailleurs pas attendu aujourd'hui pour prendre position. En mai 1973, pour le dixième anniversaire de *Pacem in terris*, nous avons publié une lettre pastorale pour défendre le pluralisme politique en ne lui fixant d'autre limite que le respect de l'homme et du bien commun. Nous sommes revenus sur ce thème en juillet 1974. Notre position est donc très claire : les chrétiens peuvent militer dans les partis de leur choix.

Q. — Vous ne recommandez donc aucune option politique ?

R. — L'Eglise au Portugal ne soutient aucun parti. Elle n'en a suscité ni encouragé aucun. La démocratie chrétienne n'est pas un parti de l'Eglise. Aucun parti ne peut d'ailleurs revendiquer le nom de « chrétien ».

Q. — Et les mouvements socialistes ?

R. — Certains sont acceptables. D'autres, non. C'est aux chrétiens à faire un effort de réflexion et de discernement. Un socialisme qui sauvegarderait la liberté, la responsabilité des personnes et l'ouverture aux valeurs spirituelles nous paraîtrait en soi acceptable pour des chrétiens.

Q. — Certains prêtres militent dans un mouvement intitulé « Chrétiens pour le socialisme ». Ils se plaignent d'être « marginalisés » par l'Eglise.

R. — Nous ne « marginalisons » personne. C'est leur critique systématique de l'Eglise qui les éloigne petit à petit. Sans l'avoir voulu au départ, ils sont pris dans un système qui les dépasse. Je rejoins le point de vue de l'évêque de Porto qui affirme qu'ils se sont vite « satellisés ». Ce sont les événements qui coupent ces prêtres de la majorité des fidèles. C'est très regrettable dans un moment où nous assistons à un renouveau de notre Eglise.

Q. — Un renouveau ?

R. — L'épreuve que nous traversons a mis fin à une certaine contestation dans l'Eglise. Au Portugal, jamais prêtres et laïcs n'ont autant éprouvé le besoin de se rapprocher, de réfléchir ensemble et de s'engager dans l'esprit de l'Eglise. C'est l'heure de la grâce. Ce doit être aussi l'heure de la purification de la foi.

Questions actuelles

LA LIBERTÉ DANS LA VIE SOCIALE

Document du Conseil permanent de l'Episcopat italien (1)

Une appréhension croissante

1. L'état d'inquiétude, de désorientation et de crise dont souffre notre pays depuis quelque temps se reflète dans les événements de chaque jour et suscite une appréhension croissante chez ceux qui suivent attentivement cette situation.

Conscients de notre ministère d'évêques, nous estimons légitime et nécessaire d'adresser aux chrétiens et aux hommes de bonne volonté une pressante invitation à prendre conscience des graves problèmes de l'heure présente et à leur apporter avec foi et conscience une réponse juste, concrète et effective.

Nous ne voudrions pas que l'on oublie ce qu'a dit le Concile : « Il revient aux pasteurs d'énoncer clairement les principes concernant la fin de la création et l'usage du monde, et d'apporter une aide morale et spirituelle pour que les réalités temporelles soient renouvelées dans le Christ. » (*Apostolicam actuositatem*, 7.) Nous ne pouvons donc nous taire, ni même rester dans une prudente réserve. Ce serait manquer au service auquel nous sommes tenus en vertu de la responsabilité que le Seigneur nous a confiée au milieu du peuple de Dieu.

Crise morale, démission des consciences

2. Nous devons tout d'abord faire remarquer qu'au cours de son histoire, même récente, notre pays a connu des moments difficiles. Mais aujourd'hui, en raison notamment des grandes transformations qui se produisent dans le monde entier, la situation apparaît particulièrement grave.

La crise, en effet, ne touche pas seulement la vie politique, économique et sociale, mais maintenant elle affecte profondément la conception même de la société et de la vie humaine.

Ceux qui, à propos de la situation présente, parlent de « crise morale », de « démission des consciences », ne font qu'exprimer la dure réalité et en soulignent clairement l'aspect le plus grave.

L'abus de la liberté

3. Parmi les valeurs qui, aujourd'hui, semblent les plus compromises et les plus menacées, citons : sur le plan des convictions, le critère objectif de la morale avec, pour conséquence, la mise en sommeil

de la conscience subjective ; sur le plan de l'action, le juste exercice de la liberté, avec, pour conséquence, la fuite ou la démission devant certaines responsabilités.

On pourrait croire qu'il n'en est pas ainsi pour la liberté. On ne cesse pas, en effet, de l'affirmer, de la revendiquer ; on l'identifie avec la dignité même de l'homme ; on la considère comme une dimension essentielle de la démocratie. Mais il est facile de voir combien d'atteintes elle subit, en fait, avec les formes modernes et insidieuses de pression et de conditionnement, l'absence de réelle justice sociale, l'abus du pouvoir, la violence des groupes, l'intolérance des idéologies.

Et il ne faut pas oublier que l'abus de la liberté, confondue avec l'arbitraire, conduit fatalement à sa destruction.

La permissivité des lois, la décadence des mœurs

4. En effet, la menace la plus grave pour la liberté, c'est une certaine « permissivité » des lois. Sévères et peut-être même discriminatoires sous certains aspects, elles sont cependant, en général, trop conciliantes et complaisantes devant la mentalité matérialiste qui nous envahit. Non moins grave est la menace que constitue la décadence des mœurs, favorisée par la pornographie, les films et les spectacles d'une façon générale, qui méritent d'expresses réserves ou sont moralement pleinement condamnables.

Nous ne pouvons pas ne pas déplorer que les mass media, au lieu d'être des instruments de promotion culturelle, sont trop souvent utilisés comme des instruments destinés à manipuler l'homme ou à affaiblir la conscience morale ; comme des instruments au service d'un pouvoir et non au service de l'homme et de la vérité.

On ne peut, enfin, passer sous silence les atteintes portées à la liberté des croyants par une critique injuste et corrosive — allant jusqu'à les tourner en dérision — des valeurs chrétiennes qui font partie de la tradition religieuse et culturelle de notre peuple.

Le message chrétien de liberté

5. Devant cette situation, qui menace de se détériorer encore davantage, nous estimons qu'il est de notre devoir de rappeler à tous le message de liberté intégrale que l'Eglise a reçu du Christ et qu'elle doit continuellement proclamer, actualiser et promouvoir. Le salut chrétien, en effet, consiste en une libération du péché, des puissances adverses de ce monde, et

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 12 avril 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

enfin de la mort ; il appelle l'homme à la pleine liberté des enfants de Dieu en Jésus-Christ.

Il implique aussi la libération progressive des conséquences du péché, sur le plan tant individuel que social, par la grâce qui nous vient du Christ et par la volonté de tous ceux qui veulent le suivre.

Saint Paul affirme, en effet : « C'est pour que nous soyons vraiment libres que le Christ nous a libérés... Que cette liberté ne donne aucune prise à la chair ! Mais, par l'amour, mettez-vous au service les uns des autres. » (Ga 5, 1 et 13 ; cf. aussi 1 P 2, 16.)

Considérer la liberté sous son aspect positif

6. La liberté ne doit donc pas du tout être entendue comme un pur arbitraire égoïste et subjectif. On ne peut non plus la considérer uniquement sous son aspect négatif, c'est-à-dire comme l'absence (ou le dépassement) de limites ou de conditionnements extérieurs. On doit surtout la considérer sous son aspect positif : liberté d'être plus, de retrouver le sens du devoir personnel, de travailler au service de Dieu et de nos frères, c'est-à-dire d'aimer.

La liberté doit donc aussi s'entendre, comme la possibilité, pour l'homme, de se développer d'une façon bien ordonnée dans le contexte de la société civile ; comme une responsabilité et un engagement ; comme une réponse à sa vocation propre et à ses devoirs de citoyen.

Valeurs fondamentales

7. La liberté ainsi présentée peut apparaître abstraite et inaccessible à ceux qui, vivant au milieu des réalités concrètes de la vie de tous les jours, connaissent les innombrables difficultés des rapports humains et sociaux.

Et cependant, les exigences les plus profondes de la conscience de l'homme d'aujourd'hui, qui s'expriment dans les multiples programmes de libération, disent clairement quels sont ses désirs sincères et ses nobles aspirations.

Les désirs vagues ou les vaines espérances ne suffisent pas. Aussi est-il nécessaire que, sur le plan tant personnel que communautaire, chacun connaisse, propose et défende certaines valeurs fondamentales et s'en inspire dans son comportement et dans ses choix.

Dignité de la personne humaine

8. La première de ces valeurs est la dignité de la personne humaine, appelée, dans le plan du salut, à participer à la vie divine et à travailler d'une façon responsable à ce que toute la création se développe pour être vraiment au service de l'homme dans la perspective du Royaume de Dieu.

La vie de l'homme, de tout homme, est sacrée et digne du plus grand respect, aussi bien la vie naissante que celle qui se développe ou celle qui va vers son déclin. Sont donc à condamner la violence, l'avortement, l'euthanasie et toute forme de limitation arbitraire de la vie et de son développement libre et harmonieux.

Toute loi ou toutes mœurs publiques qui tentent de justifier ou de favoriser ces pratiques sont signes non pas de liberté, mais d'oppression et d'arbitraire.

Participation au bien commun

9. Dans sa dimension sociale essentielle, la liberté de l'homme exige aussi qu'il puisse exercer son droit et son devoir de collaborer à la construction de la société et à sa bonne marche en participant démocratiquement, et selon sa conscience, au laborieux processus de son évolution historique.

Tout citoyen, et en premier lieu celui qui a des responsabilités directes dans la gestion des affaires publiques, doit s'efforcer de créer et de respecter des formes et des moyens de participation organisant et favorisant le travail au service du bien commun et permettant à chacun d'y coopérer. C'est dans ce cadre, et avec cette méthode, que l'on doit travailler à l'authentique justice sociale, à la disparition progressive des inégalités entre les différentes catégories, à la solution concrète des conflits de classe, à la réconciliation qui conduit à la paix.

Priorité à la famille

10. Il faut, en outre, reconnaître la priorité de la famille, communauté d'amour et de vie, sur les autres organismes sociaux.

La nature singulière de cette communauté en fait l'un des pivots, et même le principe et le fondement de la vie sociale. On ne peut parler de vrai progrès si l'on ne porte une attention privilégiée à la famille et à son développement, et si l'on ne défend les valeurs qu'elle doit garder et dont elle doit témoigner.

Que l'on n'oublie pas ces fortes et claires paroles du Concile : « Tous ceux qui exercent une influence sur les communautés et les groupes sociaux doivent s'appliquer efficacement à promouvoir le mariage et la famille. Que le pouvoir civil considère comme un devoir sacré de reconnaître leur véritable nature, de les protéger et de les faire progresser, de défendre la moralité publique et de favoriser la prospérité des foyers. Il faut garantir le droit de procréation des parents et le droit d'élever leurs enfants au sein de la famille. » (*Gaudium et spes*, 52.)

Liberté religieuse

11. La dignité de la personne humaine est le fondement de la liberté religieuse, droit qui « doit être reconnu dans l'ordre juridique de la société de telle manière qu'il constitue un droit civil » (cf. *Dignitatis humanae*, 2).

L'Eglise ne peut pas ne pas être particulièrement attentive à ce que ce droit soit reconnu, en raison du service qu'elle doit à tout homme.

Il ne semble pas superflu de rappeler cette valeur fondamentale en ce qui concerne notre pays. La liberté religieuse doit, en effet, pouvoir s'exprimer concrètement dans la liberté de l'exercice du culte, de l'activité pastorale, de l'assistance et des diverses initiatives de charité en faveur de ceux dont les besoins sont les plus grands.

En outre, selon le Concile, « la liberté religieuse demande que les groupes religieux ne soient pas empêchés de manifester librement l'efficacité singulière de leur doctrine pour organiser la société et vivifier toute l'activité humaine » (*Dignitatis humanae*, 4).

En particulier, « le pouvoir civil doit reconnaître aux parents le droit de choisir en toute liberté les écoles ou autres moyens d'éducation, et cette liberté de choix ne doit pas fournir prétexte à leur imposer, directement ou indirectement, d'injustes charges » (*ibid.*, 5).

Pour quiconque regarde avec une sereine objectivité le contexte social dans lequel nous vivons, il est bien clair que cette exigence de la libre personne humaine, exigence à laquelle on ne saurait renoncer, doit être rappelée, défendue et développée.

Faire passer ces valeurs fondamentales dans la vie sociale

12. Telles sont les valeurs fondamentales de la vie chrétienne et sociale que nous, évêques, estimons de notre devoir de rappeler clairement et sans équivoque à l'attention de tous.

Dès le début, le message chrétien a été explicite et exigeant sur ces points fondamentaux. La racine première de ces valeurs, en effet, réside dans la foi en Dieu qui a parlé aux hommes comme à des amis (cf. *Dei Verbum*, 2), s'est manifesté en son Fils Jésus-Christ, dans lequel il les a appelés à la dignité et à la liberté de fils.

C'est donc notre devoir, et celui de tous les chrétiens, de rendre ces valeurs présentes et effectives dans la vie sociale par le témoignage personnel et communautaire, de telle sorte que toute la vie du peuple de Dieu soit un ferment de transformation, un exemple de justice dans la charité.

Pour défendre ces valeurs fondamentales et pour les affirmer dans la société civile, nous sommes tous appelés à des choix politiques, opérés avec conscience, discernement et maturité, qui garantissent un ordre démocratique respectant tous les hommes et l'homme tout entier.

Il est bon de rappeler, particulièrement dans les circonstances présentes, ce que le Concile demande explicitement aux laïcs chrétiens : « Conscients des exigences de leur foi et nourris de sa force, qu'ils n'hésitent pas, au moment opportun, à prendre de nouvelles initiatives et à en assurer la réalisation. C'est à leur conscience, préalablement formée, qu'il convient d'inscrire la loi divine dans la cité terrestre. » (*Gaudium et spes*, 43.)

Responsabilité des chrétiens engagés dans la vie politique

13. Dans la fidélité à ces principes, la solution des problèmes dont souffre notre pays ne peut se réduire à des changements de structures, aussi utiles et nécessaires soient-ils. Elle requiert surtout, de la part de tous et de chacun, un travail sérieux qui n'est pas exempt de renoncements et de sacrifices.

L'absentéisme, le refus de participer, l'engagement dans des options de caractère émotionnel ou sectaire, peuvent, spécialement à l'heure actuelle, constituer une faute aux conséquences imprévisibles.

Ceux en particulier qui ont des responsabilités graves et directes dans la vie politique, surtout s'ils se réclament d'une conception chrétienne de l'homme, de la société et de l'histoire, ne peuvent manquer de faire un sérieux examen de conscience sur la façon dont ils s'acquittent de leurs devoirs et répondent aux espérances légitimes des citoyens.

Les principes dont les chrétiens se réclament exigent, en effet, qu'ils y soient fidèles, dans la vie personnelle et collective, et qu'ils en donnent un témoignage rigoureux.

Nous sommes certains que les chrétiens engagés dans la vie sociale et politique, conscients de leurs graves responsabilités devant Dieu et devant les hommes, sauront, plus que jamais, dans les moments difficiles que nous vivons, se laisser guider par leur droite conscience et par l'esprit évangélique de service.

C'est seulement ainsi qu'ils rendront crédible et acceptable pour les autres le message social qu'ils professent.

Une aggravation serait fatale aux institutions démocratiques

14. On s'accorde à dire, non sans motifs, que nous nous acheminons vers une époque nouvelle de l'histoire. Beaucoup de signes le confirment. Cela implique pour tous de très graves responsabilités parce que l'avenir immédiat, annoncé et porté par les nouvelles générations, pèse déjà sur nos épaules.

C'est pourquoi nous les évêques, nous demandons fraternellement à tous les chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté de sortir de l'inertie et de la défiance et de travailler à rénover la situation actuelle, sinon celle-ci pourrait connaître une aggravation qui serait fatale aux institutions démocratiques ainsi qu'aux traditions religieuses et civiles les plus authentiques de notre pays.

Le renouveau spirituel de l'Année sainte incite toute l'Eglise qui est en Italie à prier avec ferveur pour que Dieu éclaire les consciences, réconcilie les cœurs, unisse les volontés dans une recherche active du véritable bien commun.

Accueillons tous, en l'adaptant aux circonstances présentes, cette exhortation de saint Paul : « Recherchons donc ce qui convient à la paix et à l'édification mutuelle... Et que le Dieu de la paix soit avec vous tous » (Rm 14, 19 ; 15, 33).

Le présent document, après avoir été examiné par le Conseil permanent de la Conférence épiscopale italienne au cours des sessions successives, a été approuvé par les membres de ce même Conseil, le 5 avril 1975, et il est maintenant publié en son nom.

Rome, le 11 avril 1975.

† Antonio Card. POMA,
Président de la Conférence épiscopale italienne.

— **L'Homme manipulé.** Pouvoir de l'homme sur l'homme, ses chances et ses limites. Recherches européennes, Strasbourg, 24-29 septembre 1973, publiées par Charles ROBERT. — Un vol. 13,5 x 21,5 cm, de 244 pages. Cedic publications, Strasbourg.

Il faut lire cet ouvrage pour comprendre à quel point se justifient titre et sous-titre. C'est la rançon du progrès des sciences. Certes, on imagine volontiers la menace que fait peser sur le genre humain l'atome manipulé par des savants. Mais la science biologique n'est pas moins pleine de menaces dans ses manipulations de l'homme toujours possibles. Ce n'est pas une raison de nier les chances qui s'offrent à l'homme, mais il y a des limites qu'on ne peut et qu'on ne doit dépasser. C'est pourquoi, comme le dit Ch. Robert : « L'homme attend aujourd'hui de sa morale un degré élevé de sécurité : jaloux de sa liberté, il ne se soumettra qu'aux normes qui lui paraîtront transparentes... »

POUR SITUER LA MORALE CHRÉTIENNE (*)

Dès le début de son premier quinquennium, en 1969, la C.T.I. avait mis à son programme d'étude quelques grandes questions actuelles : l'unité de la foi et le pluralisme théologique, le ministère sacerdotal, l'espérance chrétienne et les espoirs humains, les critères de la connaissance morale chrétienne. Une demande du Secrétariat du Synode y fit ajouter un examen de la collégialité épiscopale.

Concrètement, les deux premiers thèmes retinrent spécialement l'attention puisque la C.T.I. étudia les problèmes du ministère sacerdotal en 1970, en 1971 et en 1974. Deux textes en sont sortis et ont été présentés au grand public. Le Ministère sacerdotal, Collection « Cogitatio Fidei », n° 60, Paris, 1971, publia le rapport établi par le R. P. Le Guillou avec la collaboration des autres membres de la sous-Commission : M. Urs von Balthasar, Mgr Carlo Colombo, M. Gonzalez de Cardedal, P. Lescrauwaet, Mgr J. Medina-Estevéz. En 1974, la Documentation Catholique (n° 13), et diverses revues, publièrent en plusieurs langues une partie des travaux de la réunion plénière concernant l'Apostolicité de l'Eglise et la succession apostolique.

Le thème du pluralisme, abordé dès 1971 par des réunions de la sous-Commission présidée par le professeur J. Ratzinger, de Ratisbonne, fut définitivement examiné en 1972 et donna lieu à la publication d'un volume qui, pour l'instant, existe déjà en allemand et en italien : *Die Einheit des Glaubens und der theologische Pluralismus*, Einsiedeln, Johannes Verlag, 1973 ; *Pluralismo, unita della Fede e pluralismo teologico*, Bologne, 1974. En français comme en anglais, on a seulement publié jusqu'ici les thèses qui résument les conclusions avec un bref commentaire de Mgr Medina : Unité de la foi et pluralisme théologique in *Esprit et Vie*, 14 juin 1973, p. 371-375.

Tandis que la sous-Commission de l'Espérance chrétienne s'orientait vers l'étude de la théologie de la libération qui devrait en principe être achevée en 1976, la sous-Commission de morale (1), avec l'aide de nombreux experts, menait ses recherches en plusieurs directions : usage de l'écriture sainte en morale chrétienne, l'enseignement du magistère (qui sera repris en un contexte plus vaste en 1975), les critères de l'acte honnête, le sens de la morale chrétienne, le recours aux sciences humaines. Sur ce dernier thème, de nombreuses études de valeur ont été réunies par le Secrétariat et publiées dans les *Studia moralia* de l'Academia Alfonsiana, en

1974 (2). Le dossier scripturaire est particulièrement vaste et prochainement fera l'objet de plusieurs publications, de même que les études sur les critères de l'honnêteté de l'acte.

L'étude des « principes fondamentaux et du sens de la morale chrétienne » était un sujet désespérément vaste à propos duquel on risquait de devoir seulement répéter quelques banalités. M. Urs von Balthasar a réussi à le traiter avec la maîtrise, l'esprit de synthèse, la profondeur et l'ouverture qui caractérisent son œuvre. C'est bien pourquoi les membres de la C.T.I., en approuvant ce texte in forma generica, n'ont pas voulu qu'il fût ravi à l'auteur et qu'il se noyât dans l'anonymat d'un rapport collectif.

Ces neuf propositions veulent exprimer la morale chrétienne en ce qu'elle a de spécifique, c'est-à-dire son jaillissement de la personne du Christ, révélation plénière de l'amour de Dieu s'étendant à tous les hommes, norme concrète et universelle de toute action morale.

La vie du Christ est à la fois célébration et action. Elle célèbre l'œuvre salvifique de Dieu, préparée dans les religions et les éthiques non bibliques, concrétisée dans la promesse et la loi de l'Alliance, achevée dans le don sacrificiel et la résurrection du Christ et la communication de l'Esprit-Saint. Elles actualise l'amour du Père pour le monde en réalisant la totalité de son vouloir et en faisant de nous des fils de Dieu. Par là même, le Christ, prototype de la parfaite obéissance au Père et l'Esprit-Saint donné à ceux qui croient transfigurent nos libertés pécheuses ; l'exemple du Christ et la grâce de l'Esprit nous rendent capables de déployer, en Eglise, une activité morale, personnelle et sociale, tendue vers la perfection de la charité et disposée à la miséricorde.

Le témoignage de l'unité donné par les chrétiens dépasse la simple fraternité entre les êtres, la réciprocité prescrite par la règle d'or : il est le fruit de l'Esprit de Dieu et traduit, parmi les hommes, le mystère de pauvreté qui porte l'échange interpersonnel dans la vie divine. Il s'exprime par excellence dans l'assemblée eucharistique où les chrétiens célèbrent la Parole qui constitue la communauté et, dans l'action de grâces au Père, partagent le corps du Christ,

(2) Les *Studia Moralium* (tome XII, Rome, Academia Alfonsiana, 1974) ont publié une bonne partie des travaux présentés par des periti à la CTI sur ce thème des sciences humaines en relation avec la morale chrétienne. Citons : P. TOINET, *Expérience morale chrétienne et morales philosophiques*, p. 9-46 ; J. ETIENNE, *Le Rôle de l'expérience en morale chrétienne*, p. 47-54 ; J. ENDRES, *Der Beitrag der natürlichen Wissenschaften, namentlich der Moralphilosophie, zum Aufbau einer Moralthologie*, p. 55-80 ; L. VEREECKE, *Histoire et morale*, p. 81-95 ; R. VANCOURT, *Morale et idéologie*, p. 97-134 ; A. PLE, *L'Apport du freudisme à la morale chrétienne*, p. 135-155 ; A. RESCH, *Das moralische Urteil bei Sigmund Freud*, p. 157-182 ; J. DE LA TORRE, *Nuevos supuestos metodológicos de la teología política*, p. 183-256.

(*) Texte original.

(1) Pour le premier quinquennat, cette sous-commission groupa le P. Lonergan, S.J. ; le P. Feuillet, P.S.S. ; Mgr Oteynik, le P. Vagaggini, M. Schürman, Mgr Delhayé. A ces trois derniers membres qui furent renommés en 1975 sont venus s'adjoindre M. Ernst, le P. Hamel, S.J. ; M. Intender ; le P. Mahoney, S.J.

Fils unique de Dieu et frère universel dans l'humanité.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, pareille analyse de la morale chrétienne ne fait nullement fi des morales pré-chrétiennes ou « post-chrétiennes ». Elle en montre bien plutôt les valeurs à exploiter, à confirmer et à dépasser.

PH. DELHAYE,

Secrétaire général de la C.T.I.,
président de la sous-Commission de morale.

NEUF THESES POUR UNE ETHIQUE CHRETIENNE

Remarque préliminaire

Le chrétien qui vit de la foi est en droit de fonder sa conduite morale sur sa foi. Et, puisque le contenu de celle-ci, Jésus-Christ, le révélateur de l'amour divin trinitaire, a pris la figure du premier Adam et assumé sa faute comme aussi les anxiétés, les perplexités, les décisions de son existence, le chrétien est assuré de retrouver, dans le second Adam, le premier homme avec toute la problématique morale qui lui est propre. Jésus a eu lui-même à choisir entre son Père et sa famille : « Mon enfant, pourquoi nous as-tu fait cela ? » (Lc 2, 48.) Ainsi, c'est du point de vue du Christ, c'est-à-dire de la foi, que le chrétien arrêtera les options profondes de sa vie. Une éthique qui procède de la lumière de la Révélation en sa plénitude et, à partir de là, remonte les étapes antérieures, ne peut pas être qualifiée proprement de « descendante » par opposition à une éthique « ascendante » partant du donné anthropologique considéré comme fondement premier.

On ne peut pas davantage la taxer d'« anhistoricité » du fait qu'elle place l'Evangile avant la loi de l'Ancien Testament. Seul le terme détermine et éclaire le chemin, même et tout spécialement le chemin de l'histoire du salut avec son caractère singulier, qui est à la fois dépassement (selon l'aspect souligné par Paul) et accomplissement (suivant l'optique de Matthieu et de Jacques). Certes, du point de vue historico-chronologique, les thèses 5 et 6 auraient dû passer avant les thèses christologiques et les thèses 7-9 encore avant celles-là. Mais en fait, le chrétien vit dans un temps spécifiquement eschatologique et il doit s'efforcer sans cesse de surmonter ce qui en lui-même appartient aux étapes préalables pour passer à ce qui relève du terme définitif. En cela, le chrétien rejoint le Christ qui a vécu son obéissance au Père non pas seulement sur le mode prophétique et immédiat mais aussi dans la fidélité à la loi et par « foi » dans la promesse.

Nos thèses sont énoncées de façon extrêmement sommaire et elles omettent beaucoup de choses essentielles. Ainsi il y est seulement question de l'Eglise par un biais ; on n'y traite ni des sacrements ni du rapport à l'autorité de la hiérarchie. Elles n'entrent pas non plus dans la casuistique d'options de grande portée auxquelles se trouve confrontée l'Eglise d'aujourd'hui dans le cadre de décisions à portée mondiale. On a voulu essentiellement saisir la morale chrétienne en son jaillissement premier qui est le mystère du Christ, centre de l'histoire du salut et de l'histoire humaine.

I. — L'accomplissement de la moralité dans le Christ

1. Le Christ comme norme concrète

Une éthique chrétienne doit être élaborée à partir de Jésus-Christ. En tant que Fils du Père, il a accompli dans le monde toute la volonté de Dieu (tout ce qui est dû), et cela, il l'a fait « pour nous ». Ainsi nous recevons de lui, qui est la norme concrète et plénière de toute activité morale, la liberté d'accomplir la volonté de Dieu et de vivre notre destinée de libres enfants du Père.

1. Le Christ est l'impératif catégorique concret. En effet, il n'est pas seulement une norme formelle universelle de l'action morale susceptible d'être appliquée à tous, mais une norme concrète personnelle. En vertu de sa Passion soufferte pour nous et du don eucharistique de sa vie réalisé en notre faveur et sous forme de communion avec lui (*per ipsum et in ipso*), le Christ comme norme concrète nous rend intérieurement capables d'accomplir avec lui (*cum ipso*) la volonté du Père. L'impératif s'appuie sur l'indicatif (Rm 6, 7, s. ; 2 Co 5, 15, etc.). La volonté du Père a un double objet : aimer ses enfants en lui et avec lui (1 Jn 5, 1, s.) ; adorer en esprit et en vérité (Jn 4, 23). La vie du Christ est tout à la fois action et culte. Pour les chrétiens, cette unité constitue la norme plénière. Nous ne pouvons coopérer que dans une attitude d'infini respect (Ph 2, 12) à l'œuvre salvifique de Dieu, dont l'amour absolu nous dépasse infiniment, selon la différence la plus grande (*in maiori dissimilitudine*). La liturgie est inséparable de l'agir moral.

2. L'impératif chrétien nous situe au-delà de la problématique de l'autonomie et de l'hétéronomie.

a) En effet, le Fils de Dieu, engendré du Père, est bien « un autre » (*hétéros*) ; mais non pas « quelque chose d'autre » (*hétéron*) par rapport à lui, quelqu'un qui en tant que Dieu répond à son Père de façon autonome (sa personne coïncide avec sa procession et donc avec sa mission). Mais d'autre part, en tant qu'homme, il a comme présupposé de son existence (He 10, 5 s. ; Ph 2, 5 s.) et comme source intime de son activité personnelle (Jn 4, 34, etc.) le vouloir divin et son propre consentement à celui-ci, même là où il veut éprouver douloureusement toutes les résistances des pécheurs à l'égard de Dieu (3).

b) En tant que créatures nous restons « hétéron », mais nous devenons aussi capables de déployer notre activité personnelle libre en vertu de la force divine (la « boisson » devient en nous la « source ») (Jn 4, 13 s. ; 7, 38). Celle-ci nous vient de l'Eucharistie du Fils, par la naissance de grâce avec lui, du sein du Père et de la communication de leur esprit. Dans son œuvre de grâce, Dieu opère gratuitement (« pour rien ») ; nous sommes requis nous aussi d'agir gratuitement par amour (et non pas « pour

(3) Pour celui qui ne reconnaît pas la divinité du Christ, celui-ci apparaît nécessairement comme un modèle humain et l'éthique chrétienne devient à nouveau hétéronomie dans la mesure où la norme du Christ devient simplement obligatoire pour mon action. Ou alors cette éthique est autonome quand l'action du Christ n'est plus comprise que comme la manière parfaite de réaliser l'autodétermination du sujet moral humain.

quelque chose » ; Mt 10, 8 ; Lc 14, 12-14), la « grande récompense » du ciel (Lc 6, 23) ne peut donc être rien d'autre que l'Amour même. Dans le plan éternel de Dieu (Ep 1, 10), le but final coïncide avec la motion première de notre liberté (*interior intimo meo* ; cf. Rm 8, 15 s. 26 s.).

3. En vertu de la réalité de notre filiation divine, toute activité chrétienne est l'exercice d'une liberté et non pas une contrainte. Pour le Christ, tout le poids du devoir (« *dei* »), qui lui incombe dans l'histoire du salut et le mène jusqu'à la croix est suspendu au pouvoir dont il use avec une totale liberté de révéler la volonté salvifique du Père. Pour nous, pécheurs, la liberté des enfants de Dieu prend assez souvent une forme crucifiante, tant dans les décisions personnelles que dans le cadre de la communauté ecclésiale. Si les directives de celle-ci ont pour sens intrinsèque de tirer le croyant de l'aliénation du péché pour l'amener à son identité et à sa liberté véritables, il est cependant possible et souvent nécessaire qu'elles présentent à l'homme imparfait une apparence de dureté et d'obligation légale, tout comme il en fut de la volonté du Père pour le Christ en croix.

2. L'universalité de la norme concrète

La norme qu'est l'existence concrète du Christ est personnelle et en même temps universelle car, en lui, l'amour du Père pour le monde s'actualise d'une manière totale, insurpassable et complète. Elle s'étend à toute la diversité des personnes et de leurs situations morales tout comme elle réunit en la personne du Christ tous les hommes avec leur unicité et leur liberté. Dans la liberté de l'Esprit-Saint elle règne sur tous pour les introduire dans le royaume du Père.

1. L'existence concrète du Christ — sa vie, sa souffrance, sa mort et sa résurrection corporelle définitive — assume en elle tous les systèmes de régulation éthique. L'agir moral des chrétiens n'est finalement responsable qu'envers cette norme qui nous présente le prototype de la parfaite obéissance à Dieu le Père. L'existence du Christ abolit la différence qui sépare les gens « soumis à la loi » (les juifs) des gens « hors la loi » (les païens) (1 Co 9, 20 s.), l'esclave du maître, l'homme de la femme (Ga 3, 28), etc. Dans le Christ, tous ont reçu la même liberté d'enfants de Dieu et tendent vers le même but. Le « nouveau » commandement du Seigneur (Jn 13, 34) qui, dans sa réalisation christologique, dépasse le commandement primordial de l'ancienne Alliance (Dt 6, 4 s.), est plus que la somme de tous les commandements particuliers du Décalogue et de toutes leurs applications. La synthèse de la totalité du vouloir du Père réalisée dans la personne du Christ est eschatologique et insurpassable. Elle est donc *a priori* universellement normative.

2. Le Christ, Verbe incarné et Fils de Dieu le Père, abolit en lui-même la dualité et la distance qui marquaient l'« Alliance » vétérotestamentaire. Au-delà du concept de « médiateur » (intervenant entre les partis), il est la rencontre personnifiée et, à ce titre, il est « unique » : « un médiateur n'est pas l'instrument d'un seul (contractant) ; or, Dieu est unique » (Ga 3, 20). L'Eglise n'est pas autre chose que la plénitude de cet Unique. Elle est le « corps », qu'il anime (Ep 1, 22 s.). Elle est son « épouse » pour

autant qu'avec elle, il forme « une seule chair » (Ep 5, 29), ou « un seul esprit » (1 Co 6, 17). En tant que « peuple de Dieu », elle n'est plus multiple, mais « vous tous vous êtes un seul dans le Christ Jésus » (Ga 3, 28). L'action du Christ s'étant accomplie « pour tous », la vie au sein de sa communauté est à la fois personnalisante et socialisante.

3. Le fait qu'à l'avance, dans l'acte de la croix, il ait été disposé de nous (« du fait qu'un seul est mort pour tous, tous sont morts... afin que les vivants ne vivent plus pour eux-mêmes » 2 Co 5, 14 s.), que nous ayons été transférés « dans le Christ », cela ne constitue pas pour nous une aliénation. En effet, nous sommes « transplantés » de l'« obscurité » de notre être pécheur et aliéné à la vérité et à la liberté de la filiation divine (Col 1, 13), pour laquelle nous avons été créés (Ep 1, 4 s.). En vertu de la croix, nous sommes dotés de l'Esprit saint du Christ et de Dieu (Rm 8, 9, 11). Dans cet Esprit, la personne du Christ et son œuvre sont rendues présentes à tous les temps et sont actuelles en nous, tout comme par lui nous nous trouvons sans cesse rendus présents dans le Christ.

Cette inclusion réciproque comporte pour le croyant une dimension explicitement ecclésiale. La réciprocité dans l'amour, objectif du précepte nouveau que Jésus donne à accomplir, est insérée d'avance, en un *a priori* encore plus profond, au cœur des croyants, par l'effusion de l'Esprit-Saint, du Père et du Fils comme du « Nous » divin (Rm 5, 5). Le fait d'appartenir comme membres à « un seul corps » inclut, au niveau de l'Eglise (où nous sommes engagés à titre personnel, d'une façon qui transcende les représentations organiques), le don de la conscience personnelle du « Nous » que forment les membres. C'est dans sa réalisation vivante que consiste l'agir moral des chrétiens. L'Eglise est ouverte au monde comme le Christ est ouvert au Père et elle constitue son royaume universel (1 Co 15, 24) ; tous deux n'exercent de « médiation » que pour introduire à cet immédiat qui détermine dès le début l'attitude et l'activité ecclésiales dans tous ses détails.

3. Le sens chrétien de la Règle d'or

Sur les lèvres du Christ et dans le contexte du Sermon sur la montagne, la « Règle d'or » (Mt 7, 12 ; Lc 6, 31) ne peut être considérée comme le résumé de la loi et des prophètes que parce qu'elle fonde sur le don de Dieu (qui est le Christ) ce que les membres du Christ peuvent attendre les uns des autres et s'assurer mutuellement. Elle dépasse donc la simple fraternité humaine pour englober l'échange interpersonnel de la vie divine.

1. La « Règle d'or » se trouve placée chez Matthieu et plus directement encore chez Luc dans le contexte des Béatitudes, du renoncement à une stricte justice distributive, de l'amour des ennemis, de l'exigence qui impose d'être « parfait » et « miséricordieux », comme le Père céleste. Le don reçu de lui est donc considéré comme contenant ce qu'un membre du Christ peut attendre des autres et ce qu'il doit leur assurer en retour. Par là se confirme une fois de plus que la « Loi » comme la « fraternité humaine » générale ont leur « fin » (Rm 10, 4) dans le Christ.

2. Déjà la « Loi » n'était pas une simple expression de la fraternité humaine. Elle manifestait la fidélité du Dieu sauveur qui voulait conclure une alliance avec son peuple (cf. thèse 6). Les « prophètes » ont cependant prédit un accomplissement de la Loi qui est seulement devenu possible quand Dieu eut aboli toute hétéronomie et gravé sa Loi par son Esprit dans le cœur des hommes (Jr 31, 33; Ez 36, 26 s.).

3. Du point de vue chrétien, aucune éthique, ni personnelle ni sociale, ne peut faire abstraction de la parole de Dieu qui agit et apporte ses dons. Pour être moralement valable, le dialogue entre les hommes présuppose, comme condition de sa possibilité, le « dialogue » entre Dieu et l'humanité, que l'homme en soit explicitement conscient ou non. En revanche, la relation avec Dieu renvoie ouvertement à un dialogue approfondi entre juif et païen, maître et serviteur, homme et femme, parents et enfants, riches et pauvres, etc.

Ainsi, toute éthique chrétienne est cruciforme : verticale et horizontale. Cette « forme » possède aussi son contenu concret dont on ne peut jamais l'abstraire : le Crucifié qui réunit Dieu et les hommes. Il se trouve présent, comme la norme unique, dans chaque relation particulière, dans chaque situation. « Tout m'est permis » (1 Co 6, 12; cf. Rm 14-15), pourvu que je me souvienne de ce que ma liberté résulte de mon appartenance au Christ (1 Co 6, 19; cf. 3, 21-23).

4. Le péché

Là où l'amour de Dieu est « allé jusqu'à la fin », la faute humaine se présente comme péché. La disposition qu'elle traduit apparaît comme provenant d'un esprit positivement opposé à Dieu.

1. Le caractère unique et concret de la règle morale personnelle a pour conséquence que toute faute morale, qu'elle le veuille ou non, se réfère au Christ, rend responsable envers lui et doit être portée par lui sur la croix. La proximité du chrétien, dans son agir moral, au principe de la sainteté divine qui le vivifie comme membre du Christ a pour effet que la faute commise contre une simple « loi » (selon la conception juive), contre une pure « idée » (suivant la pensée grecque) devient péché. La sainteté de l'Esprit-Saint dans l'Eglise du Christ convainc le monde de son péché (Jn 16, 8-11). A ce monde, nous appartenons, nous aussi (« si nous disons que nous n'avons pas péché, nous faisons de Dieu un menteur »; 1 Jn, 1, 10).

2. La présence de l'amour absolu dans le monde donne au « non » coupable de l'homme la dimension ultérieure d'un « non » démoniaque, plus négatif que l'homme n'en a conscience et qui l'entraîne dans le gouffre de l'anti-chrétien (cf. les bêtes de l'Apocalypse et ce que Paul dit des puissances du cosmos, 1 Jn, etc.). A cela chaque chrétien doit s'opposer avec « les armes de Dieu » (Ep 6, 11), en partageant le combat de toute l'Eglise du Christ. Cet élément démoniaque s'exprime surtout dans une gnose présomptueuse et sans amour, s'exaltant elle-même et coextensive à l'agapè soumise à Dieu (Gn 3, 5). Elle « enfle » au lieu d'édifier, comme l'amour (1 Co 8, 1, 13, 4). Puisque cette gnose se refuse à envisager la norme concrète et personnelle, elle rend au péché l'aspect d'une simple

faute contre une loi ou une idée et s'efforce de le déculpabiliser de plus en plus par le recours à la psychologie, à la sociologie, etc.

3. Le trait d'opposition au Christ, qui est en tout péché vise directement le centre même de la norme personnelle : il perce le cœur du Crucifié qui concrétise dans le monde l'amour trinitaire qui s'offre à nous. Le fait que le Crucifié a assumé le péché demeure un pur mystère de la foi, dont aucune philosophie ne saurait établir la « nécessité » ou « l'impossibilité ». C'est pourquoi le jugement sur le péché reste réservé au Fils de l'homme transpercé, auquel « tout jugement a été remis » (Jn 5, 22) et vers lequel tous les regards se tournent (Jn 19, 37; Ap 1, 7). « Ne jugez pas. » (Mt 7, 1.)

II. — Les éléments vétérotestamentaires de la synthèse future

5. La promesse (Abraham)

Le sujet moral (Abraham) est constitué par l'appel de Dieu et par l'obéissance à cet appel (He 11, 8).

1. Après cet acte d'obéissance, le sens de l'appel se révèle comme promesse illimitée et universelle (« tous les peuples »), mais récapitulée au singulier « semini tuo » (Ga 3, 16). Le nom donné à celui qui obéit est le nom de sa mission (Gn 17, 1-8). Puisque la promesse et son accomplissement procèdent de Dieu, Abraham se voit doté d'une fécondité surnaturelle.

2. L'obéissance est foi en Dieu et par là réponse valable (Gn 15, 6), qui ne touche pas seulement l'esprit mais aussi la chair (Gn 17, 13). Abraham doit donc aller jusqu'à la restitution du fruit accordé par grâce (Gn 22).

3. Abraham se situe dans une obéissance qui, tournant son regard vers les étoiles inaccessibles, est en attente d'une promesse.

Ad 1. — Toute éthique biblique est fondée sur l'appel du Dieu personnel et sur la réponse de foi que l'homme lui donne. Dieu se fait connaître dans son appel comme le fidèle, le véridique, le juste, le miséricordieux (et sous d'autres descriptions de son nom). C'est à partir de ce nom qu'est établi le nom de l'homme qui répond, c'est-à-dire ce qui fixe une fois pour toutes sa personnalité. L'appel isole le sujet en vue de la rencontre. Abraham doit quitter sa tribu, son pays, se mettant à la disposition de l'appel (« me voici »; Gn 22, 1); il reçoit sa mission, qui devient pour lui norme impérative. Dans la situation qui le met seul en dialogue avec Dieu, Abraham devient, de par sa mission, fondateur de communauté. Dans la pensée biblique, les lois réglant les relations de cette communauté dépendent toutes de l'action constitutive du fondateur ou médiateur par rapport à Dieu, ou de l'action de Dieu lui-même (Ex 22, 20; 23, 9; Dt 5, 14 s.; 15, 12-18; 16, 11 s.; 24, 17 s.). L'action constitutive de Dieu est la grâce donnée sans mesure, sur laquelle l'homme n'a pas de prise, et qui dirige toute activité humaine (parabole du serviteur infidèle; Mt 18, 21 s.). Dans l'Ancien Testament, l'ouverture quantitative de la bénédiction d'Abraham est comprise toujours plus clairement comme orientée vers l'accomplissement messianique; ainsi l'ouverture aux « nations » (Ga 3, 14) a lieu

dans le ressembllement autour du Christ Jésus et le don de l'Esprit accordé à celui qui croit.

Ad 2. — Le sujet moral se trouve saisi dans toutes ses dimensions par l'« Alliance » fondée sur l'appel et sur la réponse de la foi (Gn 15, 18, etc.), dans le risque de la foi confiante mais aussi dans la chair et ses puissances (« mon alliance sera dans votre chair une alliance éternelle » — Gn 17, 13). Isaac, né d'une intervention de la puissance divine, doit être soustrait à toute tentation que son père pourrait avoir de disposer de lui. Dieu en réclame donc la restitution. Si la foi de l'homme stérile était déjà une foi en un Dieu « qui donne la vie aux morts et qui appelle à l'existence ce qui n'est pas » (Rm 4, 17), la foi du père qui restitue le fils de la promesse est une foi potentielle en la résurrection : « Il pensait : Dieu a le pouvoir de le réveiller, même d'entre les morts. » (He 11, 19.)

Ad 3. — L'existence d'Abraham (comme celle de tout l'Ancien Testament, y compris l'époque de la loi) ne peut être qu'une adhésion à Dieu dans la foi, sans comporter la possibilité de transformer la promesse de Dieu en réalisation. Le peuple de l'Ancienne Alliance ne peut qu'« attendre » (He 11, 10), vivre dans une quête (*ibid.*). Celle-ci ne saurait consister en rien de plus qu'à « regarder et saluer de loin », à se reconnaître comme « pèlerin et étranger » dans ce monde (*ibid.*, 13-14). Cette attitude de persévérance dans l'impossibilité d'atteindre le terme valut aux Anciens « le bon témoignage » de Dieu (*martyrèthes*; He 11, 39). Ceci est important pour ce qui va suivre.

6. La loi

Le don de la loi au Sinaï dépasse la promesse faite à Abraham en ceci qu'elle dévoile explicitement — bien qu'à titre provisoire, du dehors et d'en haut — la disposition intime de Dieu dans l'intention d'approfondir la réponse à l'Alliance : « Je suis saint ; il faut donc que vous aussi vous soyez saints. » Ce « Il faut » trouve son fondement dans l'être intime de Dieu même et s'adresse à la disposition intérieure de l'homme. Qu'il soit possible de répondre à cette exigence, cela repose sur l'absolue véracité de Dieu qui propose son Alliance (Rm 7, 12). Pourtant à cette véracité de Dieu ■■ correspond pas encore de la part de l'homme une véracité également absolue ; elle ■■ ■■ trouve que dans la promesse faite à Abraham qui s'articule à nouveau et plus explicitement dans les promesses prophétiques.

1. La loi vient ultérieurement et n'abolit pas la constellation de la promesse (Rm 7 ; Ga 3) ; on ne peut donc la comprendre que comme une détermination plus détaillée de l'attitude d'attente de la foi. Elle éclaire sous divers aspects la conduite de l'« homme juste » devant Dieu. Cette conduite répond sans doute aux structures fondamentales de l'être humain (« droit naturel »), parce que le Dieu qui donne la grâce est le même que le Créateur ; toutefois le motif de cette conduite droite n'est pas dans l'homme, mais dans la révélation plus profonde de la sainteté de Dieu fidèle à son Alliance. Ainsi il ne s'agit pas non plus d'une « initiation » de Dieu, au sens où l'entendaient les Grecs, mais d'une réponse au comportement de Dieu dans les

« hauts faits » qu'il accomplit en faveur d'Israël. La réponse adéquate restant objet de la promesse, la loi garde un caractère dialectique au sens décrit par Paul. Bonne en soi, elle n'en mène pas moins à la transgression et, à ce titre, a le rôle positif et négatif de « pédagogue » qui conduit au Christ.

2. Du point de vue de Dieu, l'élément prescriptif de la Loi est une offre qui invite à vivre conformément à la proximité accordée par l'Alliance. Pourtant, cette offre gratuite n'est que le premier acte d'une opération salvifique qui ne trouvera son achèvement qu'avec le Christ. En attendant, cette opération découvre, en même temps que la précision (positive) de la réponse demandée, l'inadéquation (négative) de la capacité de répondre. La réponse demeure, après comme avant le don de la Loi, objet de la promesse.

La faille ainsi ouverte, qui aurait dû simplement être acceptée dans la patience d'une foi pleine d'espérance, l'homme la ressentit au contraire comme insupportable, et au cours de l'histoire il chercha à esquiver cette situation de deux manières.

a) Tout d'abord, il a élevé la Loi au rang d'un absolu abstrait, usurpant la place du Dieu vivant. En s'efforçant d'accomplir littéralement la lettre abstraite, le pharisien pense pouvoir réaliser cette impossible réponse. De cette construction d'un devoir abstrait et formel découleront nombre de systèmes éthiques : par exemple le système néokantien d'un domaine de « cotations » ou de « valeurs absolues », l'éthique structuraliste et phénoménologique (Scheler). Tous ces systèmes tendent à faire de l'homme, en fin de compte, son propre législateur, car il est le sujet idéalement autonome qui se limite lui-même afin de pouvoir se réaliser. La préparation à ces systèmes se trouvait déjà dans le formalisme éthique de Kant.

b) D'autre part, on a dilué la Loi qui est devenue comme un corps étranger dans le mouvement de la promesse et de l'espérance. La loi étant une chose imposée du dehors et déclarant la culpabilité au cœur de l'homme (Kafka) ne peut plus être l'émanation d'un Dieu fidèle et miséricordieux, mais seulement celle d'un demiurge tyrannique (d'où l'alliance d'Ernst Bloch avec la gnose ; cf. le Sur-Moi de Freud). Dès lors, il semble qu'il faille surmonter la loi ainsi conçue comme une illusion du passé, en vertu d'une espérance orientée vers le futur que l'homme puise dans sa propre autonomie.

c) Les deux échappatoires s'unissent dans le « matérialisme dialectique », qui identifie la loi avec le mouvement dialectique de l'histoire et croit ainsi pouvoir la diluer. Marx sait que la réconciliation attendue n'est pas produite par la suppression négative de la loi (« communisme »), mais seulement par l'humanisme positif qui permet d'identifier la loi avec cette spontanéité de la liberté qui correspondrait sur le mode athée, à Jr 31 et Ez 36. Vu le caractère provisoire de l'éthique vétérotestamentaire par rapport à l'éthique chrétienne du « temps de la fin », la réconciliation « transcendante » demeure chez elle (comme dans les formes d'aliénation qu'elle revêt à l'époque moderne), surtout une « libération » immanente et politique. Son sujet est en premier lieu le peuple (ou le collectif humain), non pas la personne, dont le caractère

irremplaçable ne sera mis en lumière que dans le Christ.

3. Là où disparaît la foi chrétienne en l'accomplissement de la promesse dans le Christ, l'histoire est dominée, non pas tant par des éthiques fragmentaires étrangères à la Bible, que par celles de l'Ancien Testament les plus proches du christianisme. La raison en est que l'accomplissement chrétien est présent à la conscience de l'humanité dans les déformations érigées en absolu, qu'il s'agisse de la Loi ou de la Prophétie.

III. — Fragments d'éthique extra-biblique

7. La conscience

1. L'homme, considéré en dehors de l'espace biblique, s'éveille à la conscience théorético-pratique de soi grâce à un appel libre et aimant de son prochain. En y répondant, il rejoint, dans le *cogito-sum*, deux faits inséparables. L'être tout court, sous son aspect de vérité et de bonté, se révèle à lui et lui permet un accès libre vers ses profondeurs. Il perçoit aussi le caractère de communion interhumaine dont sa liberté porte la marque (4).

2. L'homme est marqué d'une orientation (*synderesis*, conscience primordiale) inconditionnée (*necessitate naturalis inclinationis*, de Veritate, 22, 5) vers le bien transcendantal. Même dans les parties sensibles de son être, qui toutes sont dominées et pénétrées par l'esprit, existent des inclinations vers ce bien.

Ni le fait que l'illumination primordiale se voile, ni l'attirance par des biens qui sollicitent l'homme immédiatement, ni enfin l'obscurcissement par le péché de la gratuité du Bien, ne peuvent entraver l'orientation secrète de l'homme vers sa lumière. Ainsi, peut dire saint Paul, les païens eux-mêmes sont jugés « par Jésus-Christ selon mon Evangile » (Rm 2, 16).

3. Les formulations abstraites en termes de « loi naturelle », orientant l'homme vers le bien — par exemple la formulation de la communion interhumaine comme « impératif catégorique » —, sont d'un ordre dérivé et portent le caractère de simple rappel.

Ad 1. — Interpellé par un autre, l'homme s'éveille au « *cogito-sum* » comme à l'identité entre, d'une part, le fait de s'apparaître à soi-même et, d'autre part, la réalité totale. Cependant, cette identité, en tant qu'éveillée, est éprouvée comme non absolue parce que reçue. Dans l'ouverture transcendantale, on découvre trois choses :

a) L'« être donné » de l'absolue identité entre Esprit et Etre, donc l'absolue possession de soi donne participation à elle-même (et cet absolu, « nous l'appelons Dieu, qui *interius docet, inquantum huiusmodi lumen animae infundit* » S. Thomas, de An., 5, ad 6) ;

b) Dans l'éveil à cette réalité qui se donne, la différence entre liberté absolue et liberté reçue, ainsi que l'exigence attirante de répondre librement au don absolu ;

c) Dans l'indifférenciation transcendantale qui,

au départ, associait l'appel de l'absolu et celui du prochain, s'introduit une différence par le fait de l'expérience *a posteriori* de ce que le prochain est également un être qui a été éveillé. Cette différence laisse cependant subsister comme infrangible l'unité transcendantale primordiale des deux attraites.

Ad 2. — De même que, dans l'identité originelle entre l'Etre et sa lumière intérieure (comme vrai absolu, et donc bon, et donc « *fascinosum* » : beau), la liberté comme faculté de disposer de soi et la grâce comme participation accordée (*diffusivum sui*) ne sont pas séparées, ainsi, dans l'identité éveillée et dérivée, liberté et inclination vers le bien fondamental sont inséparables. L'attraction active du bien inconditionné confère à l'acte de la liberté qui répond, un moment de « passivité » qui ne porte pas atteinte à son caractère spontané (Saint THOMAS, S. Th., I, 80, 2 ; 105, 4 ; de Ver., 25, I ; 22, 13, 4). 13, 4).

Cette inclination qui ouvre l'esprit au pouvoir persuasif du bien « *simpliciter* » pénètre l'homme tout entier, y compris sa sensibilité qu'informe l'esprit, bien que celle-ci, faisant abstraction de la totalité humaine, ne soit plus atteinte par la manifestation du bien comme tel et s'arrête aux biens particuliers. L'œuvre proprement morale qui incombe à l'homme est la moralisation intégrale de tout son être spirituel-corporel (*ethizesthai*) ; le résultat s'appelle vertu. Cela est d'autant plus vrai que l'appel du prochain impose à chaque homme de voir sa liberté affectée de certaines déterminations de la part d'autres libertés non moins incarnées que la sienne et de les affecter à son tour. Chaque fois la lumière intérieure traverse la médiation matérielle et lui transmet en dernier lieu l'irradiation du Bien.

L'ouverture primordiale du Bien absolu au fond du « *cogito-sum* » (ou la transparence de l'*imago Dei* par rapport à son archétype) ne se maintient pas de façon actuelle. Elle persiste cependant dans la mémoire « *tamquam nota artificis operi suo impressa* » (DESCARTES, Médit. III, Adam-Tannery VII, 51). Etant donné qu'elle a concouru à déterminer la première apparition de l'esprit à lui-même, elle ne peut pas être complètement effacée par l'oubli, même dans le cas où l'on se détourne du bien pour poursuivre des objets particuliers de jouissance ou d'utilité. En outre cette ouverture originelle constitue au moins un pré-savoir transcendantal de ce qu'est une révélation et offre le lieu à partir duquel la révélation « positive » de l'Ancien et du Nouveau Testament s'adresse dès le début à l'humanité entière. Mais lorsque cette révélation se présentera dans l'*a posteriori* de l'histoire, il ne faudra pas oublier non plus que l'appel du prochain (transcendantal-dialogique) possède un caractère primordial tout comme l'appel du Bien comme tel.

Quels seront le degré et l'aire de clarté qu'une révélation « positive » de ce genre présentera effectivement en dehors de l'espace biblique, cela ne relève que du Maître intérieur ; mais celui-ci, selon Paul, dirige le cœur des païens eux-mêmes vers la norme, devenue suffisamment explicite, du don que Dieu fait de lui-même en Jésus-Christ.

Ad 3. — Pour le temps où se trouve obscurcie l'illumination originelle du Bien manifesté

(4) A ce sujet, on verra HANSJURGEN VERWEYEN, *Ontologische Voraussetzung des Glaubensaktes*, Patmos Verlag, 1969.

comme grâce et amour afin de recevoir la libre réponse du sujet reconnaissant pour le don de son être même, intervient le rôle monitoire de la norme directive qui, comme telle, n'entend ni remplacer ni même représenter le Bien lui-même et en ramène seulement le souvenir. Pour les situations les plus importantes d'un esprit incarné et social, ce rappel se manifeste comme « loi naturelle ». On ne doit pas diviniser celle-ci mais lui laisser sa note essentiellement relative afin qu'elle ne se fige pas mais puisse faire voir le caractère vivant du Bien et du don qu'il fait de lui-même.

Cette remarque vaut également pour l'impératif catégorique de Kant qui, en raison de son formalisme, est contraint d'opposer le « devoir » abstrait aux penchants sensibles, alors qu'en réalité il s'agit de faire voir la prépondérance de l'« inclination » totale de la personne vers le Bien absolu sur les penchants particuliers opposés. Ce que l'homme s'assimile en présence de la norme absolue (en langage stoïcien : *oikeiosis*) coïncide avec l'abandon de soi en faveur du Bien divin et de celui de la communion interhumaine.

8. *Ordre prébiblique de la nature*

Quand fait défaut une autorévélation du Dieu libre et personnel, l'homme cherche son orientation, pour l'ordonnance morale de sa vie, dans l'ordre du cosmos qui l'entoure. Comme il doit son existence à un ensemble de lois cosmiques, on comprend aisément que pour lui le domaine de l'Origine ou du divin se confonde avec celui de la Nature. Une telle éthique théocosmologique s'effrite dès que le fait biblique prend une résonance historique.

1. Une éthique prébiblique, qui demande son orientation à la « physis », peut être en quête d'un bien adapté à la nature humaine (*honestum*), selon une analogie avec le bien des êtres naturels. Ce bien humain sera inscrit dans le cadre d'un ordre mondial englobant. En tant qu'il manifeste une valeur d'absolu, cet ordre cosmique ouvre un certain champ à une action morale ordonnée, mais, par son côté terrestre et fini, il ne permet pas à la liberté de décision de s'épanouir pleinement. Les motifs d'action demeurent en partie politiques dans la mesure où ils se situent à l'intérieur d'une micro — ou macropolis — et en partie individualistes et intellectualistes, pour autant que la théorie et la connaissance des lois régissant le rythme de l'univers apparaissent comme les valeurs les plus désirables.

2. Avec l'apparition du fait biblique, l'homme est doté par le Dieu libre — qui se distingue radicalement de la nature créée — d'une liberté qui ne peut plus prendre ses modèles d'action dans la nature infrahumaine. Si cette liberté ne veut pas se reconnaître redevable du Dieu de la grâce, elle va nécessairement chercher son fondement en elle-même et comprendre l'action morale comme une autolégislation. Elle pourra le faire d'abord dans une récapitulation du monde pris comme exemplaire (cf. Spinoza, Goethe, Hegel), pour laisser tomber ensuite cet échelon préalable (cf. Feuerbach, Nietzsche).

3. Cette évolution est irréversible. Encore que subsiste la tendance (cf. *supra*, 6, 3) à ramener l'éthique chrétienne à ses formes préparatoires

dans la Bible, on peut, d'autre part, relever une irradiation de la lumière chrétienne dans les religions et les éthiques non bibliques (cf. par exemple l'insistance sur les composantes sociales en Inde : Tagore, Gandhi). La distinction entre connaissance existentielle et connaissance dogmatique explicite renvoie une fois encore à l'avertissement : « Ne jugez pas. »

9. *Éthique anthropologique postchrétienne*

Une éthique postchrétienne, mais non chrétienne, ne peut chercher de fondement que dans la relation dialogale des libertés humaines (Je-Tu, Je-Nous). En ce cas, l'action de grâces adressée à Dieu, où nous nous reconnaissons redevables de notre être même, n'est plus l'option fondamentale et permanente de la personne libre. La reconnaissance mutuelle entre les différentes personnes n'est plus, dès lors, que secondaire, un acte de valeur relative. Les limites que s'imposent mutuellement des sujets dotés d'une liberté de soi illimitée apparaîtront comme une contrainte imposée du dehors. La synthèse entre l'accomplissement de l'individu et celui de la société reste irréalisable.

1. Ce qui reste comme « nature » ou « structure » postchrétienne de l'existence humaine est la réciprocité des libertés dont chacune s'émerveille seulement à elle-même et à sa dimension de réponse par l'appel qu'une autre lui adresse. On semblerait ainsi retrouver et rejoindre la « Règle d'or » mentionnée dans l'Évangile. Mais la liberté interpellée ne peut pas se reconnaître simplement redevable d'elle-même à une autre, humaine, elle aussi, sous peine d'être hétéronome en dernière analyse. On exclut l'appel de Dieu qui fonde les deux libertés en question. Dès lors, l'échange et l'abandon mutuels restent limités et calculés. Ou bien l'intersubjectivité est comprise comme un mode secondaire qu'on ne peut pas ultérieurement distinguer de l'unique sujet englobant. Ou bien les sujets restent en face l'un de l'autre, impénétrables, à la manière de monades.

2. Les sciences dites « humaines » peuvent apporter des connaissances particulières utiles touchant le phénomène de l'existence humaine, mais elles ne résoudront pas l'aporie fondamentale de la fraternité humaine.

3. L'aporie anthropologique trouve son point culminant dans la mort de l'individu, qui rend définitivement impossible la synthèse entre son accomplissement personnel et son intégration sociale. Les amorces de signification décelables dans ces deux directions restent sans lien entre elles. Cela rend impossible le développement d'une éthique intramondaine qui ait en elle-même son évidence. En face du non-sens qui caractérise la mort et, du même coup, la vie qui s'écoule vers la mort, l'homme peut donc refuser toute adhésion à des lois éthiques. Les valeurs de l'accomplissement personnel et de l'intégration sociale se rejoignent seulement dans la résurrection du Christ, gage de l'accomplissement de l'individu et de la communauté ecclésiale — et, par elle, du monde. Ainsi, sans anéantir le monde, Dieu peut être « Tout en toute chose ».

HANS URS VON BALTHASAR.

L'AUMONERIE CATÉCHUMÉNALE

Lettre du Conseil permanent de l'Episcopat français

Le Conseil permanent de l'Episcopat français a adressé la lettre ci-après aux secrétaires nationaux de l'aumônerie de l'Enseignement public (1) :

CONFÉRENCE ÉPISCOPALE FRANÇAISE

Paris, le 15 avril 1975

CHERS AMIS,

Comme vous le savez, la question de l'aumônerie catéchuménale a trouvé place dans le travail et la réflexion du Conseil permanent, lors de ses deux dernières réunions.

C'est le texte du compte rendu de la session tenue à La Source en septembre dernier qui a retenu principalement notre attention.

Nous venons vous faire part, à ce sujet, de quelques remarques.

L'incroyance des jeunes

1. Le « courant catéchuménal » veut répondre aux besoins d'une situation que nous ne méconnaissions pas.

Les jeunes sont de plus en plus marqués par le contexte d'incroyance du monde actuel. Et même pour un certain nombre de ceux qui se regroupent dans les aumôneries, la recherche de la foi n'est pas nécessairement la motivation première et déclarée de leur démarche.

Il faut prendre en compte cette situation. Nous avons à reconnaître et à promouvoir tout effort susceptible d'accueillir les jeunes tels qu'ils sont et de les aider à cheminer. La recherche de la foi implique, pour nombre d'entre eux, une longue marche dont on ne peut déterminer a priori ni le rythme ni le parcours.

Réserves et désaccord

2. Néanmoins, dans les textes qui ont été diffusés, sur certains points, nous exprimons nos réserves et notre désaccord.

On se réclame du « catéchuménat ». Vous n'ignorez pas ce que ce terme signifie dans l'expérience et la tradition de l'Eglise à laquelle il appartient. Il est le service de la conversion à Jésus-Christ et de l'entrée dans l'Eglise. Il est donc le lieu par excellence de la proposition de la foi et de la communion à l'Eglise. Il atteste toujours la place privilégiée de la Parole de Dieu et des sacrements dans l'initiation chrétienne.

Ce n'est pas, vous en conviendrez, le sens que lui donnent certains textes de l'Aumônerie catéchuménale.

Faire la grève de la confirmation..., libéraliser l'avortement des baptêmes prématurés..., satel-

liser l'épiscopat... C'est ce que préconise un théologien. Au-delà des images quelque peu faciles et provocantes, il y a l'état d'esprit qu'elles manifestent et qui entache tout le projet. Ces formules ne sont pas de nature à susciter des dynamismes de foi ni à construire des communautés de croyants.

Mettre au compte d'une démarche catéchuménale de telles orientations, c'est usurper le mot et en pervertir le sens.

Le courant catéchuménal devra approfondir sa recherche et se donner des objectifs et des moyens conformes à un vrai service de la foi.

Les aumôneries de lycée

3. Nous attachons la plus grande importance au rôle des aumôneries de lycée.

Nous savons la complexité de leur travail, nous en reconnaissons la valeur.

Elles sont le lieu où, de multiples manières, dans le cadre des rencontres habituelles ou de temps forts plus occasionnels, en prise avec les questions qu'ils posent et les réalités qu'ils vivent, les jeunes ont la possibilité d'approfondir leur foi et leur vie en Eglise.

Nous savons tous les efforts qui sont faits actuellement pour développer, avec les prêtres et les religieuses, la participation d'animateurs laïcs, dans le sens d'une Eglise où « tous sont responsables ». Une telle responsabilité, qui s'inscrit dans l'ensemble de la pastorale, ne saurait être prise en charge que par des chrétiens en pleine communion d'Eglise.

Nous tenons à exprimer notre confiance et nos encouragements à ceux qui sont engagés dans cette tâche difficile et capitale.

Nous vous assurons de nos sentiments amicaux.

Pour le Conseil permanent.
Signé : F. MARTY.

INTERVIEW DE Mgr DECOURTRAY

Après avoir participé au Conseil permanent élargi du mois de mars (1), Mgr DECOURTRAY, évêque de Dijon, a commenté les divers points de son ordre du jour dans une interview recueillie par René Truchot et publiée dans le bulletin de son diocèse (« Eglise en Côte-d'Or », 11 avril 1975). Voici la partie de son interview relative à l'aumônerie catéchuménale :

Q. — Et la question de l'aumônerie catéchuménale ?

R. — Je n'accorde pas à cette question la même

(1) Texte original. Sous-titres de la DC.

Cette lettre est adressée aux PP. Biot et Moitel.

(1) Cf. DC 1975, n° 1673, p. 323.

importance, tant s'en faut, qu'à la précédente (2). Si je tiens à vous en parler quand même avec quelque précision c'est à cause d'un échange de communiqués un peu vifs avec le groupe des « Silencieux de l'Eglise ».

Q. — *Peut-on savoir comment cela s'est terminé ?*

R. — Je considère que l'incident est clos. Mais je crois devoir lever une équivoque car de divers côtés on m'a demandé si mon intervention signifiait que j'apportais mon soutien à « l'aumônerie catéchuménale » et notamment à un document donnant le compte rendu d'une session qui s'est tenue en septembre 1974 à La Source. Or, il n'en est rien et pour une raison bien simple. Je n'ai pas encore réussi à me procurer ce document ! La plupart des évêques sont

(2) Auparavant, Mgr DECOURTRAY avait dit notamment, à propos de l'Action catholique :

[...] Spécialement depuis 1968, l'évolution des Mouvements portant le label de l'Action catholique a été à la fois considérable et diversifiée. Ainsi le même mot qui qualifiait naguère des réalités relativement convergentes couvre aujourd'hui des réalités à peu près incompatibles. Ce qui revient à dire qu'au lieu de servir de point de repère pour un apostolat cohérent, comme il y parvenait aisément dans les années 50-60 et pouvait encore y prétendre en 67, le « modèle » d'apostolat désigné par le sigle « Action catholique » risque en 1975 d'entretenir ou d'augmenter la confusion. La réflexion entreprise par les Commissions épiscopales et les Mouvements devrait apporter les clarifications souhaitables.

C'est un travail considérable qui réclame beaucoup de foi, d'humilité, de confiance mutuelle, de courage. Mais il s'impose absolument. Les chrétiens ont un droit strict à recevoir des explications sur ce point, d'autant plus que la relation entre l'Action catholique et l'Episcopat a beaucoup évolué. La notion de « mandat » est dépassée. Et cela a d'importantes conséquences. Je vais vous donner un seul exemple qui n'est pas le plus facile.

Vous savez que depuis 1968 quelques Mouvements d'Action catholique ont pris progressivement l'habitude d'employer l'expression « lutte des classes » empruntée au vocabulaire marxiste. Ce langage traduit une certaine pratique dans laquelle nombre de militants se reconnaissent. La « lutte des classes », dit-on, est « un fait » et on ne voit pas pourquoi on refuserait d'appeler les choses par leur nom. En réalité, on va plus loin. Car il est bien difficile, sinon impossible, de reconnaître la lutte des classes comme un fait sans l'accepter aussi comme interprétation de l'histoire et comme pratique. Plusieurs responsables d'Action catholique l'ont déclaré sans ambages.

Or, c'est ce à quoi s'est opposé très précisément l'Episcopat à plusieurs reprises. Je suis tombé il y a quelques jours sur la déclaration suivante qui date de 1954 :

« L'Episcopat français attire très particulièrement l'attention des catholiques sur le danger que présente pour eux la conception marxiste de la lutte des classes. Les chrétiens... s'y laissent prendre avec toute leur bonne foi. Ils se rassurent en se disant que la lutte des classes est un fait inéluctable imposé par l'économie capitaliste elle-même et trop souvent d'ailleurs pratiqué des deux côtés... Peu à peu ils subissent cette influence pernicieuse et, s'ils étaient pleinement libres dans leur jugement, ils pourraient percevoir en eux les signes de leur dépendance croissante à l'égard du marxisme... »

A l'époque, tous les Mouvements d'Action catholique acceptaient, et non sans renoncement pour certains, ces directives. D'ailleurs, quelques lignes plus loin, un vibrant hommage leur est rendu. « L'Episcopat exprime aux militants d'Action catholique, jeunes et adultes, sa confiance et sa fierté en les voyant à l'œuvre. »

Il suffit de ce simple rapprochement et sur un seul point entre l'Action catholique de 1954 et celle de 1975 pour comprendre la nécessité d'une mise à jour. (NDLR.)

dans mon cas. Au dernier Conseil permanent élargi (à peu près trente évêques) un seul évêque le possédait et nous en a lu des extraits. Si donc j'ai cru devoir me solidariser avec les aumôniers de l'enseignement public contre lesquels on avait porté des accusations graves, répercutées par la presse régionale, cela ne veut pas dire du tout que j'approuve le courant qui porte le nom d'« aumônerie catéchuménale ».

Q. — *En quoi consiste exactement ce courant de « l'aumônerie catéchuménale » ?*

R. — Comme il arrive souvent, le courant auquel je fais allusion, est né d'excellentes intentions et je dirais même d'excellentes intuitions.

Q. — *Pourriez-vous nous résumer ces intuitions ?*

R. — J'ai entendu un évêque fort proche des aumôniers de l'enseignement public les résumer en quatre points. Vous allez tout de suite reconnaître leur importance. Et je pourrais pour chacun d'eux apporter la preuve qu'ils correspondent à ce que veulent non seulement les évêques français mais l'Episcopat mondial uni au Pape.

1. Il faut tenir un plus grand compte de la montée de l'incroyance chez les jeunes et même chez les enfants et du choc que provoque cette situation sur les éducateurs, spécialement les prêtres.

2. Pour ceux des enfants et des jeunes qui se trouvent dans cette situation, il est particulièrement important d'accepter que la découverte de Jésus-Christ et l'initiation sacramentelle se fassent selon un itinéraire analogue à celui des catéchumènes.

3. Pour aider à mieux comprendre, mieux exprimer, mieux communiquer la foi en Jésus-Christ aujourd'hui, il est important de connaître les courants culturels qui marquent actuellement les enfants et les jeunes.

4. Dans cette situation il est requis plus que jamais de vouloir une plus grande vérité dans l'annonce de la foi et la pratique sacramentelle. Les mots et les gestes sclérosés nuisent à la découverte de Jésus-Christ et de l'Eglise.

Q. — *Cela ne rejoint-il pas les orientations du dernier Synode ?*

R. — Oui, et c'est très positif. Mais il est maintenant certain que ce courant est en train de connaître de sérieuses déviations !

Q. — *De sérieuses déviations ?*

R. — Je ne connais que des extraits du compte rendu de la session. Je crois que la Commission épiscopale compétente est en train de l'étudier de près. Mais on peut, d'ores et déjà, repérer quelques attitudes tout à fait incompatibles avec l'esprit de l'Eglise.

Q. — *Pouvez-vous préciser un peu ?*

R. — Un évêque de la Commission épiscopale du monde scolaire a attiré notre attention sur ce qu'il appelait une tendance à la pensée caricaturale... Vous voyez ce que je veux dire ?

Q. — *Pas tout à fait.*

R. — Eh bien ! On commence par caricaturer la réalité. L'image ainsi obtenue sert de point de départ pour la réflexion. On propose alors une action en rapport avec cette réflexion. Par exemple, on se met à réfléchir sur le baptême, la confirmation, le mariage, les assemblées chrétiennes, le ministère des prêtres et des évêques, comme si rien n'avait été entrevu ni entrepris jusqu'à maintenant, pour rendre la pastorale des sacrements plus vraie, les assemblées chrétiennes plus vivantes, le ministère des prêtres et des évêques plus proche de celui des apôtres. Et l'on échafaude

des théories à partir de là. Je trouve que ce n'est ni très intelligent (si du moins l'intelligence a quelque rapport avec la recherche de la vérité) ni même très honnête.

On comprend dans ces conditions pourquoi des groupes animés d'un tel esprit et leurs théoriciens éventuels en arrivent à des propositions extrêmes. La tendance à la pensée caricaturale appelle l'extrémisme de l'action. On invite par exemple expressément à mettre les évêques devant le fait accompli, à casser les institutions ecclésiastiques, à bloquer leur fonctionnement, à faire la grève des sacrements, etc.

Vous voyez ce que devient alors le « projet catéchuménal » ! Par un renversement qui est en réalité une véritable perversion il vise tout simplement à... éloigner les « catéchumènes » de l'Eglise ! Tout se passe comme si « l'aumônerie catéchuménale » était faite pour aider ceux qui la fréquentent à prendre leur distance par rapport à l'Eglise plutôt que de s'en rapprocher, d'y entrer, d'en vivre progressivement. On s'approprie l'un des mots les plus traditionnels et les plus riches de l'Eglise pour en renverser totalement la signification.

Q. — Vous pensez que c'est grave ?

R. — Oui, c'est grave. En lisant sous la plume du R. P. Moingt qu'il fallait accepter « *cette nécessité que toute activité créatrice, aujourd'hui dans l'Eglise, apparaisse d'abord et soit dénoncée, par conséquent, comme une rupture, comme une démolition* », je me disais que décidément les maîtres de la négativité avaient fait école ! Et plus simplement je pensais à saint Paul écrivant à l'Eglise de Corinthe, où sévissait déjà la maladie de la division entretenue par des prédicateurs : « *Si quelqu'un démolit le temple de Dieu, celui-là Dieu le démolira. Car le temple de Dieu est sacré et ce temple c'est vous.* »

Q. — Pouvez-vous conclure ?

R. — Je crois qu'il ne faut pas se laisser inhiber par les difficultés même lorsqu'elles viennent de... l'intérieur. L'Eglise en a connu d'autres, et depuis les débuts. Et puis ne perdons pas de vue toutes ces lentes et silencieuses germinations spirituelles dont nous pouvons être les témoins pour peu que nous nous laissions saisir par le Christ. Pas seulement les témoins d'ailleurs. Nous en sommes aussi, chacun à notre place, selon notre vocation, par grâce, des artisans. Comme disait admirablement saint Paul aux Corinthiens : « *Nous travaillons ensemble à l'œuvre de Dieu.* »

Si les chrétiens le comprenaient davantage nous ne connaîtrions pas toutes ces querelles qui nous font tant de mal. D'ailleurs n'exagérons rien. Ceux des chrétiens qui sans faire de bruit, dans tous les milieux sociaux, s'efforcent de vivre selon l'Evangile en communion simple et profonde avec les prêtres et l'évêque sont encore nombreux. Ils annoncent et préparent la renaissance de l'Eglise.

A l'approche de la Journée mondiale des vocations, il ne faudrait pas que quelques arbres nous cachent la forêt...

DECLARATION DE MGR RIOBÉ

Dans le compte rendu du dernier Conseil permanent des évêques des 14 et 15 avril, je lis en conclusion du tour de table qui a eu lieu : « Les évêques ne devraient pas avoir peur d'intervenir personnellement ; ils attendent trop que d'autres le fassent. »

C'est ce qui m'autorise à écrire.

Si je le fais publiquement, c'est parce qu'on a donné un caractère public à la lettre du cardinal Marty aux PP. Biot et Moitel, responsables de l'Aumônerie de l'enseignement public, au sujet de l'Aumônerie catéchuménale.

Je me sens concerné par cette lettre :

La session de la Source s'est tenue dans le diocèse d'Orléans, au mois de septembre dernier ; j'ai même participé à quelques-uns de ses travaux. L'une des chevilles ouvrières de ce courant catéchuménal est un prêtre de mon diocèse qui rencontre des jeunes depuis plus de quatorze ans.

Je le dis publiquement : je me sens gêné par la lettre du cardinal Marty. Et je ne peux m'empêcher de poser quelques questions :

— Pourquoi n'a-t-on pas rencontré, avant de rédiger ce texte, l'ensemble des responsables de l'Aumônerie catéchuménale ?

— Pourquoi n'a-t-on pas rencontré les théologiens présents à cette session ?

— Pourquoi ne m'a-t-on pas demandé à moi, évêque d'Orléans, ce que je pensais du travail accompli ?

— Pourquoi extraire d'un texte (qui n'est pas définitif) des mots ou des phrases au risque d'en dénaturer le sens ?

Tout semble se passer comme si, sous la pression d'une campagne d'opinions, on prenait peur et l'on paraît au plus pressé, sans une suffisante attention aux personnes et à la complexité des problèmes en jeu.

Je n'ignore pas les questions fondamentales qui sont posées par un tel courant. Mais à des prêtres, à des religieuses qui n'ont quitté ni leur ministère, ni l'Eglise et pour qui Jésus-Christ est la seule passion, à des parents qui veulent encore vivre leur foi avec leurs enfants, laissons au moins la liberté d'inventer leur témoignage, surtout dans un monde de jeunes pour qui l'Eglise n'est plus guère signe de vie.

Laissons-leur aussi le droit de se tromper. Car je n'ignore rien des erreurs de langage et d'orientation à l'intérieur de courants où l'on s'efforce d'inventer des paroles compréhensibles par des incroyants, à qui Jésus-Christ et ses sacrements ne disent plus grand-chose.

Au « Manifeste de la liberté chrétienne » qui, il y a quelques semaines, affirmait en préambule : « L'Eglise du Christ n'a qu'une loi : la liberté de l'amour », répondrons-nous par des condamnations ?

Non. Ce n'est pas ainsi que l'on construit l'Eglise de Jésus-Christ. En agissant de cette façon, nous obligerions la recherche de Dieu et même la vie ecclésiastique à naître et à croître en dehors de nous, ou même contre nous.

Comment se fait-il que notre Eglise, appelée à faire résonner les voix de la liberté, en vienne à les faire taire ou à les craindre ?

Aux responsables de l'Aumônerie catéchuménale, je redis mon amitié, en leur demandant d'approfondir leur témoignage pour qu'il soit de plus en plus conforme aux directives de l'Eglise et à l'Evangile. Je souhaite que ma voix leur redonne courage.

(Texte original.) † Guy RIOBÉ, évêque d'Orléans.

INTERVIEW DES PP. BIOT ET MOITEL

La Croix (23 avril) a publié l'interview ci-après des PP. Christian Biot et Pierre Moitel, secrétaires nationaux de l'aumônerie de l'enseignement public, auxquels était adressée la lettre du Conseil permanent de l'Episcopat français (supra, p. 427). L'interview est recueillie par Jean-Claude Escaffit.

— Le monde des jeunes évolue vite. Sans tomber dans la caricature, comment peut-on le caractériser ?

— Cela nous fait penser à un dessin, où l'on voit un jeune et un adulte ayant tous deux les pieds dans le même terreau, c'est-à-dire ayant le même enracinement social. Seulement, la différence existe au niveau de la tête qui n'est pas formée de la même manière. En effet, l'univers de l'école, l'environnement des mass media, le contexte politico-économique ne sont plus les mêmes actuellement pour les jeunes qui ont entre douze et vingt ans, que ceux de leurs parents qui ont entre quarante et cinquante ans.

Les langages et les systèmes de référence sont différents. Les méthodes pédagogiques ont changé. Les jeunes vivent dans un monde scientifique dans lequel rien n'est évident a priori. Pourquoi la foi leur serait-elle alors évidente ? C'est quelque chose dont l'ensemble de la société et de l'Eglise n'est pas conscient.

L'aumônerie de l'enseignement public a cherché à prendre en compte la démarche des jeunes qui consiste à dire : la vérité n'est pas donnée d'emblée, mais c'est quelque chose qui se cherche. Ce qui n'est absolument pas dire que la vérité n'existe pas.

— Précisément, que viennent-ils chercher à l'aumônerie ? Et que leur propose-t-on ?

— Il faut faire une remarque préalable : il n'y a pas une seule aumônerie de l'enseignement public en France.

Le style et l'orientation de chaque aumônerie dépendent à la fois des permanents, laïcs ou prêtres, et des jeunes qui y sont.

Ceci dit... Que viennent-ils chercher ? D'après un certain nombre d'enquêtes, la tendance actuelle de l'aumônerie est d'être un lieu de rencontre et de liberté (liberté que les jeunes disent ne pas rencontrer dans le cadre scolaire...) mais également un lieu d'échanges et de discussions sur des questions qu'ils n'ont pas toujours l'occasion d'aborder ailleurs.

— L'aumônerie jouerait donc un rôle de suppléance de l'école qui leur apparaît inintéressante à beaucoup de points de vue ?

— Il est possible qu'elle remplisse ce rôle, mais il y a une volonté très nette chez les animateurs de se démarquer, par exemple, des Maisons de jeunes.

A partir du moment où des jeunes peuvent se rassembler dans une aumônerie pour y discuter de ce qui les intéresse, il arrive qu'à un moment ou l'autre, les mots « foi et Dieu » interviennent... et la présence des chrétiens et des prêtres n'y est pas pour rien.

— Quand vous parlez de l'incroyance chez les jeunes, ne faites-vous pas une généralisation hâtive ? Il existe tout de même encore des jeunes croyants qui réclament une formation religieuse...

— L'incroyance est plus générale qu'on ne le pense, mais elle apparaît d'une autre manière. Dans quelle mesure notre part d'incroyance n'est-elle pas plus

grande que notre part de croyance ? Il semble que l'on en reste trop souvent à une conception de chrétienté qui divise le monde entre croyants et incroyants.

Il n'est pas mauvais que des jeunes, qui viendraient chercher à l'aumônerie une formation religieuse et biblique, se rendent compte au contact des autres, qu'il y a une part d'incroyance en eux.

— N'y a-t-il pas le risque de voir les « croyants » devenir « incroyants », alors que le contraire ne se produit pratiquement pas ? Autrement dit, en caricaturant, l'aumônerie ne forme-t-elle pas plus d'incroyants que de croyants ?

— Ce genre de rencontres permet de repérer ceux qui ont une foi davantage conditionnée par l'environnement et ceux dont la foi est la plus personnelle. Le contact avec les incroyants peut permettre de personnaliser la foi.

— En quel sens ?

— « L'incroyant » pousse le « croyant » dans ses retranchements et l'accule à préciser, au-delà des répétitions faciles, ses propres convictions et à prendre conscience en même temps de son appartenance à un ensemble qui le dépasse : l'Eglise. C'est dans la confrontation avec les autres que se développe notre propre foi en Jésus-Christ.

Cependant, nous pensons également que l'aumônerie ne peut être le seul lieu où toutes les expressions de la foi trouvent leur place. Si des gens n'y reçoivent pas ce qu'ils attendent, il est possible qu'ils puissent le trouver dans des paroisses, des mouvements ou ailleurs. Un lieu ne peut à lui tout seul répondre à toutes les demandes.

— On parle beaucoup, à l'heure actuelle, d'un courant de l'aumônerie que l'on appelle catéchuménal. Pouvez-vous dire à quoi cela correspond ?

— Un certain nombre d'aumôneries accueillent des jeunes qui ne se disaient pas chrétiens. Bien que se reconnaissant non-croyants, ils venaient tout de même. Le point de départ est là : une situation de fait. La question a été la suivante : que peut-on faire avec eux ?

L'aumônerie catéchuménale ne se caractérise pas par un refus d'enseigner, de catéchiser et de célébrer mais par trois attitudes. La première : « Prendre le temps de vivre pour croire », afin de faire naître le désir de Dieu. La deuxième est que la proposition de la foi apparaisse comme un des sens de la vie, possible parmi d'autres. Enfin que la célébration sacramentelle soit véritablement célébration de la foi. Elle peut être précédée par des célébrations d'événements vécus par les jeunes.

Finalement peu d'aumôneries échappent à une démarche catéchuménale, mais beaucoup ne se reconnaissent pas dans les décisions pratiques proposées par ce courant.

— Que pensez-vous de la prise de position et des réserves que l'Episcopat a formulées à son sujet ?

— Il est dans le rôle de l'Episcopat d'exprimer son avis (appui, réserve) sur des propositions pastorales. Nous sommes sensibles au fait que ces remarques ont été rédigées sous la forme d'une lettre qui manifeste une volonté de dialogue entre des partenaires qui se font confiance. Mais nous regrettons que ce dialogue soit entrepris sous le coup de dénonciations et de délations se fondant sur des formules qui appartenaient plus au style oral qu'au style écrit.

L'ÉVANGÉLISATION AU VIETNAM

Lettre pastorale de la Conférence épiscopale adressée à tout le Peuple de Dieu au Vietnam (Epiphanie 1975) (1)

FRERES BIEN-AIMES,

Vous avez eu l'occasion de suivre par la presse et la radio les travaux du Synode des évêques à Rome, commencé le 27-10-1974. Le déroulement des séances, l'objet des débats ainsi que les conclusions et les déclarations de cette Assemblée vous ont été communiqués par le Secrétariat permanent de la Conférence épiscopale du Vietnam à travers les publications locales. La Lettre pastorale d'aujourd'hui continue la voie tracée par le Synode pour vous parler de l'évangélisation dans le monde et surtout au Vietnam. Nous souhaitons que la présente Lettre soit un directoire pratique pour vous guider dans les réalisations d'une tâche qui doit vous être particulièrement chère à l'heure présente : faire connaître et aimer Dieu aux hommes étrangers à la foi qui nous entourent afin qu'ils s'acquittent de ces devoirs comme nous, ou mieux que nous, ainsi que nous le demandons dans nos prières.

I. — BASE DOCTRINALE DE L'ÉVANGÉLISATION

1. Source de l'évangélisation

L'évangélisation prend sa source dans le dessein éternel de Dieu de sauver tous les hommes par l'Incarnation de son Fils (Tm 2, 3-4) et dans l'envoi des apôtres pour annoncer la Bonne Nouvelle à toute créature : « Comme mon Père m'a envoyé, ainsi je vous envoie » (Jn 20, 21 - 15, 22 - 17, 18). Cette œuvre de salut a été confiée aux apôtres, à leurs successeurs les Papes et les évêques et par eux à tout le Peuple de Dieu.

2. Définition de l'évangélisation

Selon la volonté du Christ, l'évangélisation est l'annonce de la Bonne Nouvelle à tous les hommes afin de fonder l'Eglise en commençant par le baptême, ensuite en continuant et en s'achevant par les autres sacrements, surtout l'Eucharistie.

Le but de l'évangélisation est d'ensemencer la foi au Christ, le seul Rédempteur par qui l'homme peut être sauvé, c'est-à-dire libéré du joug du péché pour devenir enfant de Dieu.

Ce salut est une tâche immense et compliquée puisqu'il s'agit de sauver tout l'homme et tous les hommes, pris dans leur réalité historique et existentielle concrète. Mais dans la pratique, cette œuvre peut être envisagée à deux points de vue : **pastoral**, pour l'affermissement et le développement de la foi chez les fidèles baptisés et **missionnaire** à l'intention des hommes étrangers à la foi du Christ, en quelque lieu qu'ils se trouvent. C'est ici le travail proprement dit de « l'implantation de l'Eglise dans les peuples ou les groupes où elle n'est pas encore enracinée ». (Déclaration du Synode 1974, n° 4.)

3. Objectif principal de l'évangélisation

L'évangélisation doit toujours avoir un caractère surnaturel, sacramental et communautaire, c'est-à-dire être inspiré par le Saint-Esprit pour apporter aux autres la grâce du salut dans le Christ afin de l'incorporer dans son corps mystique qui est l'Eglise. Aussi faut-il affirmer nettement son objectif essentiellement religieux. Le Pape Paul VI, dans son discours inaugural du Synode 1974, l'a clairement déclaré : « L'évangélisation perdrait sa raison d'être si elle s'écartait de l'axe religieux qui la dirige : le règne de Dieu, avant toute autre chose, dans son sens pleinement théologique qui libère l'homme du péché, lui propose l'amour de Dieu comme commandement suprême et la vie éternelle comme destin ultime. »

Pour cette raison, il est impossible d'assimiler l'évangélisation au développement de l'homme malgré l'existence des rapports intimes entre eux. Dans le discours précédemment cité, le Saint-Père a relevé ces rapports : « Il faudra mieux préciser les rapports entre l'évangélisation proprement dite et tout l'effort humain de développement pour lequel on attend, à juste titre, l'aide de l'Eglise, bien qu'il ne soit pas sa tâche spécifique. Nous savons les difficultés objectives que rencontrent de ce point de vue les fils de l'Eglise qui sont engagés dans le travail apostolique. Très souvent aujourd'hui, ils sont tentés d'oublier la priorité que doit avoir le message de salut, en réduisant leur propre action à une pure activité sociologique ou politique, et la mission de l'Eglise à un message anthropocentrique et temporel. »

4. Évangélisation et développement intégral de l'homme

Bien que l'évangélisation ne puisse être confondue avec le développement intégral de l'homme, elle ne peut non plus s'en détacher. Accepter que l'évangélisation ait sa finalité propre ne signifie pas qu'il faille fermer les yeux sur l'importance des questions relatives à la justice, à l'émancipation, au développement, à la paix. Fermer les yeux : ce serait oublier les leçons de l'Évangile sur l'amour du prochain souffrant et miséreux (Mt 25, 31-46), perdre de vue le souci des autres si souvent recommandé par les apôtres (1 Jn, 4, 20 ; Jn 2, 14-18) et méconnaître l'objet de l'encyclique **Populorum progressio** du Pape Paul VI. L'Eglise s'est toujours engagée dans toutes les organisations de bienfaisance pour panser les plaies de l'âme et du corps des victimes des événements. Inutile de rappeler toutes les œuvres charitables de l'Eglise disséminées à travers le monde. L'Eglise doit continuer à accroître ces activités consacrées au service de l'homme. Naturellement, s'en tenir à ces seules réalisations serait manifestement insuffisant. Il faut encore lutter pour libérer l'homme des injustices, des pressions morales et matérielles qui pèsent lourdement sur une bonne partie de l'humanité. Mais c'est ici un travail extrêmement délicat qui réclame un clair discernement et une grande sagesse pour éviter les interprétations erronées et les déviations regrettables qui

(1) Traduction du vietnamien établie par le Secrétariat permanent de la Conférence épiscopale du Vietnam.

pourraient compromettre les heureux résultats qu'on doit attendre normalement de l'action.

Dans le discours d'ouverture du Synode 1974, le Pape Paul VI a fait une mise en garde : « Il est évident qu'on ne pourra jamais recourir aux méthodes qui sont en contradiction ouverte avec l'esprit de l'Evangile : ni la violence, par conséquent, ni la révolution, ni le colonialisme, sous quelque forme que ce soit, ne pourront servir de moyens à l'action évangélicatrice de l'Eglise, et pas davantage la politique en elle-même, même si les chrétiens ont le devoir d'apporter leur contribution à la conduite des affaires publiques. »

5. *La hiérarchie et les fidèles au service de la libération de l'homme*

Selon la volonté du Christ, l'Eglise se compose de deux catégories de membres : la hiérarchie et les fidèles. Chacune a ses obligations propres, irremplaçables mais complémentaires. A la hiérarchie revient le devoir d'instruire les fidèles des principes directeurs dans le travail d'évangélisation et celui d'orienter la tâche de libération intégrale de l'homme par la parole, les écrits (livres, revues, presse) et surtout par l'exemple des vertus, particulièrement de justice et de charité. De leur côté, les fidèles doivent s'engager directement dans l'action professionnelle, politique, culturelle, sociale..., non seulement comme témoins, mais encore comme agents actifs dans leurs domaines respectifs des transformations internes et profondes des structures perpétuant les privilèges et les injustices, sans oublier leur participation aux syndicats et groupements politiques pour le service de leurs frères.

II. — LE DEVOIR DE L'EVANGELISATION

1. *L'évangélisation : un ordre du Christ et une conséquence du baptême*

Le devoir d'évangélisation dérive d'abord directement de l'ordre du Christ avant son Ascension : « Allez, enseigner toutes les nations. » (Mc 16, 15.) Chaque membre de l'Eglise doit faire sien ce mot de saint Paul : « Malheur à moi si je n'évangélise. » (1 Co 9, 16.)

Le devoir d'évangélisation est ensuite une conséquence logique du baptême reçu : « Chaque disciple du Christ a le devoir de propager la foi. » (Const. de l'Eglise, n. 17.) Evêques, prêtres, religieux, fidèles, devenus membres du Corps mystique du Christ par le baptême, doivent travailler non seulement à leur développement personnel, mais encore à l'accroissement qualitatif et quantitatif de tout son Corps mystique.

2. *L'évangélisation : un devoir de justice et de charité*

Etre baptisé, c'est être incorporé à l'Eglise, la grande famille de Dieu, pour participer à d'innombrables grâces dont la plus précieuse est le salut éternel. Mais recevoir entraîne l'obligation de donner à son tour. Pour un homme conscient de ses responsabilités, les grâces reçues sont des talents à faire fructifier (Mt 25, 15) non uniquement pour son compte, mais aussi pour le profit de toute la communauté. D'autre part, la charité nous fait une obligation de partager nos biens aux autres. Or, de tous les biens qu'un homme puisse recevoir, le seul qui ait une

valeur absolue est la vie éternelle. « Et la vie éternelle, c'est de connaître le Père comme le seul véritable Dieu et Celui qu'il a envoyé dans le monde, Jésus-Christ. » (Jn 17, 3.)

3. *Responsabilité de l'évangélisation et respect de la liberté individuelle*

Le problème revient à ceci : comment concilier deux obligations, celle d'évangéliser et celle de respecter la liberté d'autrui ? Ces deux obligations sont graves puisqu'elles sont voulues de Dieu. Mais, précisément, parce qu'elles viennent de Dieu, elles ne peuvent se contredire. Conformément à sa doctrine et à une tradition constante, l'Eglise n'a jamais admis une conversion forcée, bien que l'histoire ait consigné certaines pratiques des missionnaires qui ne se sont pas conformés à ses directives. Naturellement, le respect de la liberté d'autrui n'entraîne pas comme conséquence l'abandon ou le relâchement du devoir d'évangéliser. Celui-ci consiste à annoncer la Bonne Nouvelle du salut apporté par Jésus-Christ, mais sans utilisation d'aucun moyen de pression ou de coercition pour forcer les autres à accepter ce message. Chacun est libre d'accepter ou de refuser la Bonne Nouvelle. Et chacun porte personnellement la responsabilité de son option devant Dieu.

III. — L'EVANGELISATION AU VIETNAM

Les deux parties précédentes sont les conclusions des documents présentés au dernier Synode. Elles seront appliquées et adaptées à chaque région par les soins des Pères présents au Synode dès leur retour dans leur pays. Il reste à vous parler de l'évangélisation au Vietnam.

A. — Conditions sociologiques du milieu

1. *Les obstacles*

a) C'est d'abord la guerre aux conséquences nombreuses et néfastes (2) : manque de sécurité, émigrations fréquentes, pauvreté et misères. Les ravages de la guerre sur le plan moral sont encore plus déplorables : haine, vengeance, vices de toutes sortes se donnent libre cours, malgré les efforts conjugués des établissements scolaires, des pouvoirs publics, des confessions religieuses et des familles pour le contenir. Une société jouissant de la paix est, sans conteste, un milieu autrement favorable à l'évangélisation. Il faut reconnaître pourtant que la guerre n'est pas toujours le pire obstacle. Parfois, des âmes ont trouvé dans les souffrances nées de la guerre une occasion de découvrir la lumière de l'Evangile.

b) Le manque d'ouverture entre les différentes confessions religieuses. Pendant longtemps, le régime des « chapelles fermées » ne favorisait pas les échanges de vue et entretenait des suspensions et des luttes d'influence. Il faut convenir que cette mentalité s'est grandement améliorée depuis la formation, en 1964, du « Conseil des religions » qui a multiplié les occasions de rencontre que nous souhaiterions encore plus fréquentes pour une plus grande compréhension réciproque.

(2) Cette lettre a été écrite avant les événements de mars-avril qui ont bouleversé la situation au Vietnam. (NDLR)

c) Le spectacle de la division entre chrétiens. C'est vraiment une souffrance de constater que le vœu suprême du Christ la veille de sa Passion : « Qu'ils soient un » (Jn 17, 22) ne s'est point réalisé. Cette division constitue une pierre d'achoppement pour la diffusion de l'Evangile. Comment parler de la véritable Eglise du Christ puisque protestants et catholiques se réclament tous deux du même fondateur ? Il faut toutefois signaler un revirement encourageant vers le rapprochement, particulièrement à l'occasion de la Semaine de l'Unité (18-25 janvier), à Noël, à Pâques. Cette tentative d'unité se concrétise encore efficacement dans la création d'une Commission mixte pour la traduction des livres saints et dans la collaboration étroite entre catholiques et protestants pour le soulagement des malheureux en de multiples activités sociales et charitables.

d) Le désaccord entre catholiques. Ce désaccord parfois trop visible et retentissant fait scandale parce qu'il blesse directement la charité, vertu chrétienne par excellence. Quand il s'agit d'option ou d'opinion facultative, il faut toujours se rappeler cette sentence de saint Augustin : « Unité dans les choses obligatoires, liberté dans les questions douteuses et charité en toutes circonstances. »

e) La conduite déréglée de certains catholiques. Ces actes scandaleux sont une sorte de contre-témoignage au détriment du travail d'évangélisation. Sans doute la foi est un don gratuit d'une telle éminence qu'aucune vie, si sainte soit-elle, ne saurait vraiment mériter. Il n'en reste pas moins vrai que la foi est un talent confié à chaque chrétien pour le faire fructifier (Mt 25, 15). La rendre stérile en l'enfouissant, comme l'a fait le mauvais serviteur par une conduite indigne en opposition avec l'engagement contracté, est un contre-témoignage de l'efficacité de la grâce, justifiant l'objection des adversaires que le christianisme ne vaut pas mieux que les autres religions.

2. Les facteurs favorables

a) **Renouveau liturgique mieux adapté.** — Depuis Vatican II et la Constitution dogmatique sur la liturgie, chaque paroisse est devenue un centre de renouveau liturgique qui permet aux fidèles une participation plus intelligente et plus digne à la louange divine. Ces centres sont en même temps des lieux d'attraction pour les non-chrétiens. Certains de ces derniers venus par complaisance aux offices, sur invitation de leurs amis catholiques, ont découvert la foi à travers les lectures, les homélies, les chants, les prières, les rites majestueux du culte divin. Il importe que les innovations soient toujours conformes aux règles de la liturgie de l'Eglise et éloignées des expériences grotesques incompatibles avec la sainteté du temple et des mystères célébrés.

En conséquence, que personne absolument ne s'arroge de son propre gré le droit d'organiser des célébrations liturgiques non autorisées par Mgr l'Evêque, responsable de la liturgie (Constit. de la Liturgie, n° 22, communiqué de la Commission épiscopale de liturgie du 25-9-1974).

b) **Culte des ancêtres et traditions familiales au Vietnam.** — Il fut un temps où le culte des ancêtres était interdit aux catholiques du Vietnam créant un grand obstacle à l'évangélisation et justifiant l'objection des adversaires : « Se faire catholique, c'est renier ses ancêtres. » Avec le temps et après élimination des vestiges de superstition, la hiérarchie a officiellement reconnu les valeurs spirituelles du culte des ancêtres : croyance à la vie future, piété

filiale, sens communautaire de la famille... Ces valeurs sont les mêmes que celles recommandées dans le 4^e commandement et favorisent une prise de conscience plus nette de notre appartenance à la grande famille chrétienne dont Dieu est le Père et notre prochain nos frères. (Voir communiqué de la Commission épiscopale de l'évangélisation du 14 novembre 1974 après la réunion à Nhatrang.)

c) **Organisation des œuvres charitables catholiques.** — Ces associations, répandues sur tout le territoire du Vietnam, constituent un facteur favorable à l'évangélisation. Comme ces œuvres ne visent aucun but prosélytique, elles ont par elles-mêmes leur valeur de témoignage. « Les autres voyant vos bonnes œuvres en rendent grâce au Père qui est dans les cieux. » (Mt 5, 16.) En outre, aimer les autres est l'argument le plus convaincant pour manifester aux autres que « Dieu est amour » (Jn 4, 16). Nous faisons donc à tous un appel pressant pour maintenir toutes les organisations charitables existantes, malgré les difficultés actuelles, et si c'est nécessaire pour en créer d'autres. A l'échelon national, la Conférence épiscopale du Vietnam a pris à sa charge, en la confiant à la Commission épiscopale du développement, une œuvre englobant COREV (pour le développement) et « Caritas Vietnam » (pour tous les services d'assistance sociale). Jusqu'à présent, grâce à ces associations charitables catholiques, nombreux sont les bénéficiaires qui ont fait la rencontre de Dieu. Mais aujourd'hui, il est manifestement insuffisant de s'en tenir à ces formes traditionnelles de charité envers le prochain. Il faut de plus avoir le souci de transformer les structures économiques, politiques, sociales qui sont injustes.

Néanmoins, les œuvres charitables classiques doivent être conservées parce qu'elles cadrent bien avec la voie tracée par l'Evangile qui est toute douceur et humilité.

d) **Les écoles catholiques.** — Jusqu'à présent, nous pouvons nous féliciter d'avoir apporté une contribution non négligeable à l'éducation de la jeunesse du pays. Sans doute, nos établissements scolaires ne répondent pas encore à tous nos souhaits quant à leur qualité. Ces lacunes sont dues à des causes diverses : guerre, pénurie des moyens financiers et du personnel, nos propres déficiences... L'avenir de nos écoles constitue un grave sujet de souci et ne manquera pas d'exiger encore des sacrifices supplémentaires de la part des familles chrétiennes. Par ailleurs, il importe de soigner la qualité de nos institutions scolaires plutôt que d'en multiplier le nombre, pour qu'elles deviennent des lieux de rencontre de Dieu pour ceux d'entre nos frères qui vivent étrangers à tout idéal religieux. Les résultats obtenus dans le passé sont un encouragement à mieux les organiser pour l'avenir.

e) **L'évangélisation et l'appel divin.** — C'est ici un facteur favorable que toutes les Eglises particulières ne peuvent se flatter d'avoir. Aussi nous prions instamment les prêtres, les religieux, les religieuses, les parents chrétiens de continuer à recruter des vocations nombreuses au sacerdoce et à la vie religieuse. Mais que ces aspirants soient animés de vues vraiment surnaturelles pour assurer leur persévérance et la fécondité de leur apostolat, et qu'ils soient bien sélectionnés, surtout avant leur admission au grand séminaire ou au noviciat.

« La vie religieuse, qu'elle soit contemplative ou active, comprend en son être même une valeur évangélisatrice : en effet, la prière, le détachement, le témoignage d'une existence consacrée, la vie communautaire, l'esprit des béatitudes vécu jusque dans ses

dernières exigences, sont des valeurs évangéliques. Le religieux ou la religieuse, de par sa vie radicalement évangélique, de par sa disponibilité et son engagement pour toute la vie, est un évangéliste qualifié qui s'approchera de son idéal dans la mesure où il est fidèle à sa vocation. » (Intervention du R. P. Arrupe, préposé général de la Compagnie de Jésus, au Synode 1974.)

Il convient de consacrer les années de probation dans les grands séminaires à l'apprentissage du travail d'évangélisation. A propos de la trop grande lenteur de l'évangélisation dans le monde, Vatican II a prescrit : « Les évêques doivent consacrer une partie du personnel et des ressources à l'évangélisation des hommes qui vivent hors de l'Eglise. » (Décret sur l'Action missionn., n° 30.) Mesure logique et juste. Mais peut-être est-elle une nouveauté déconcertante pour nombre de nos chrétiens encore trop imbus de la mentalité et du mode de vie anciens ? Mais la volonté de Dieu et l'intérêt profond de l'humanité doivent passer en priorité. Aussi demandons-nous à tout le peuple de Dieu au Vietnam un effort d'adaptation pour renouveler complètement les structures d'évangélisation dans chaque diocèse. Le Pape Paul VI a dit : « Depuis que saint Paul a exhalé son véhément désir de voir s'étendre le Royaume de Dieu, « la charité de Jésus-Christ me presse », dit-il (1 Co 5, 14), le spectacle de la lenteur du travail d'évangélisation dans le monde est pour nous un sujet de souci et de souffrance. L'activité missionnaire de l'Eglise accuse un énorme retard. » (Message pour la Journée missionnaire 1974.)

B. — Secteurs à évangéliser en priorité

L'évangélisation est destinée à tous. Néanmoins, il y a des groupes d'hommes qui doivent en profiter en priorité comme l'exemple du Christ nous le montre dans l'Evangile.

a) **D'abord les pauvres.** — « L'Esprit du Seigneur m'a consacré par l'onction. Il m'a envoyé porter la Bonne Nouvelle aux pauvres. » (Lc 4, 18.) Il y a des riches en biens matériels qui sont spirituellement très pauvres. Ils ont aussi besoin d'être évangélisés. Mais ici nous voulons parler des pauvres, à la fois en biens matériels et en biens spirituels : ils constituent la majorité du peuple vietnamien. Ce sont les travailleurs, les journaliers qui n'ont pas le temps de s'occuper de leur âme ; ils sont cependant tout disposés à accepter la Bonne Nouvelle, surtout si celle-ci leur est présentée comme une libération intégrale de l'homme. La Bonne Nouvelle qui intéresse cette catégorie d'hommes et qu'il faut leur annoncer, c'est que Dieu les aime d'une façon toute spéciale et les invite à faire partie de sa grande famille, qu'il veut les affranchir de tout péché, de toute oppression pour leur apporter la liberté de servir Dieu et leurs frères dans une société fondée sur l'amour. Et une fois éclairés, qu'ils annoncent à leur tour cette Bonne Nouvelle aux autres, particulièrement leurs compagnons de travail.

b) **Les jeunes.** — Ils sont l'objet de la prédilection du Christ. « Laissez venir à moi les petits enfants, car le Royaume des cieux est à ceux qui leur ressemblent. » (Mc 10, 14.) Les jeunes constituent la majorité de l'humanité. En Asie particulièrement, les moins de vingt-cinq ans forment 60 % de la population de ce vaste continent. Dans les diocèses du Vietnam, nombreux sont les groupements d'apostolat des jeunes. Nous les recommandons à la sollicitude de toutes les grandes personnes pour leur apporter le soutien matériel et moral dont ils ont besoin. » Alors

Jésus fixa sur le jeune homme son regard et l'aima. » (Mc 10, 21.) Il importe de développer les belles qualités de ces jeunes afin qu'ils s'imprègnent de l'esprit de l'Evangile et qu'ils le communiquent ensuite à leurs pairs.

c) **Les minorités ethniques** qui vivent dispersées un peu partout à travers le Vietnam : les Châms, les Cambodgiens, les Chinois, les autochtones des Hauts-Plateaux... ils sont un sujet de préoccupation pour l'Eglise du Vietnam. Aujourd'hui, les missionnaires étrangers et vietnamiens s'occupent de leur évangélisation. Les autochtones des Hauts-Plateaux forment la majorité de ces groupes ethniques. Les missionnaires s'efforcent de pénétrer la mentalité simple de ces hommes afin de s'en inspirer pour mettre les vérités de l'Evangile à leur portée. Dans le cas présent, l'évangélisation a un rapport étroit avec le développement de l'homme. Nous adressons notre appel aux prêtres, aux religieux, aux religieuses et aux fidèles pour qu'ils s'engagent dans l'apostolat missionnaire des Hauts-Plateaux qui attendent des ouvriers encore plus nombreux.

IV. — COMMENT EVANGELISER AU VIETNAM

Et voici les recommandations pratiques pour l'évangélisation au Vietnam après l'exposé des principes doctrinaux précédents.

1. Le facteur grâce

C'est un facteur d'absolue nécessité. Evangéliser est une tâche surnaturelle, une participation à l'œuvre du salut accomplie par le Christ. D'où nécessité d'employer des moyens surnaturels aujourd'hui plus indispensables que jamais pour s'opposer aux théories nocives du naturalisme (négateur du monde surnaturel), de la sécularisation, de l'humanisme athée qui sont toutes contraires à l'Evangile.

a) L'évangélisation est l'œuvre de l'Esprit-Saint. « Sans la grâce de Dieu que le Père répand dans nos cœurs par l'Esprit-Saint, nous serions totalement incapables de nous acquitter convenablement de cette mission (Rm 5, 5). L'évangélisation exige en effet une incessante conversion intérieure de chaque chrétien et le renouveau continu de nos communautés et de nos institutions. Par là, la foi est rendue plus ferme, plus pure, plus intérieure ; nous devenons de meilleurs et plus crédibles témoins de la foi, parce que toute notre vie individuelle et sociale est conforme à l'Evangile que nous devons prêcher. » (Déclaration des Pères du Synode, 1974, n° 6.)

b) « D'où (pour l'efficacité de l'évangélisation), la nécessité manifeste d'une union intime avec Dieu, alimentée par la prière assidue, la méditation de la parole de Dieu et la participation fréquente aux sacrements pour que le peuple de Dieu puisse témoigner plus efficacement d'une véritable communauté fraternelle, soucieuse de bien répondre aux attentes des hommes de bonne volonté, évangéliquement solidaire de leurs problèmes et de leurs angoisses. L'Eglise devient ainsi un témoin plus crédible de la joyeuse annonce faite par le Sauveur du genre humain, un meilleur instrument de l'Esprit-Saint pour le ministère d'annonce de l'Evangile du Christ. » (Déclaration des Pères du Synode, n° 7.)

c) Nous recommandons la formation de petites « communautés liturgiques », conformes aux normes

actuelles de la liturgie et approuvées par l'Ordinaire du lieu, particulièrement dans les endroits éloignés des églises. D'une façon spéciale, l'existence de ces communautés est encore plus nécessaire dans les centres implantés en milieu non chrétiens. Mais il est important que les célébrations de la Parole soient exécutées avec une grande dignité, et quand elles remplissent les conditions exigées et obtiennent l'autorisation requise, ces communautés peuvent même organiser des célébrations eucharistiques. Leurs membres doivent recevoir une préparation soignée et adaptée à la mentalité du milieu et non reproduire de façon servile et mécanique ce qui se fait ailleurs.

d) Ces communautés liturgiques doivent être complétées par des équipes de charité exerçant leurs activités sociales de bienfaisance dans la localité. La manière de les organiser relève de l'initiative des missionnaires de l'évangélisation. Nous sommes heureux de mentionner ici les beaux résultats obtenus jusqu'à présent par toutes les associations d'apostolat des fidèles dans la formation de ces petites communautés ou équipes. Nous recommandons à ces dernières un effort accru de vie intérieure et de sainteté personnelle afin d'évangéliser plus efficacement. A cette condition, le travail d'évangélisation atteindra pleinement les magnifiques effets désirés.

e) Nous sommes d'accord pour conserver les manifestations de piété populaire si adaptées à la mentalité religieuse de notre peuple et qui ont fait leurs preuves dans la diffusion de l'Évangile parmi nos compatriotes non chrétiens, comme les processions, offrandes de fleurs, mois de Marie, du Sacré-Cœur, etc. Mais ces formes de dévotion n'auront de valeur d'évangélisation que si elles remplissent certaines conditions : rejet du formalisme ou du triomphalisme, respect du droit des tiers et de l'ordre public, souci d'éviter les dépenses exagérées ainsi que les formes mièvres ou infantiles de piété incompatibles avec la majesté du culte divin.

2. Moyens pastoraux

Dans les paroisses déjà solidement établies, en dehors de la distribution des sacrements, il importe de veiller à l'instruction religieuse, particulièrement à l'étude de l'Écriture sainte pour les adapter aux catégories sociales et à l'âge des auditeurs. Relativement à ceux qui enseignent dans les églises, nous attirons leur attention spéciale sur le point suivant : par respect pour la chaire de vérité et pour l'auditoire, leurs instructions doivent être soigneusement préparées et empreintes de doctrine sûre et d'esprit de charité. Dans la mesure du possible, il convient d'utiliser largement les moyens modernes de communication sociale : livres, périodiques, radio, projection... A cause du montant élevé de ces moyens de diffusion, l'Eglise du Vietnam n'est pas en mesure de les fournir aux organisations intéressées, laissant à chaque localité le soin de procurer, suivant ses possibilités, des moyens à bon marché comme : diffusion des bonnes revues, des feuillets de catéchisme par correspondance, des tracts de Noël, aménagement d'une salle de lecture, hauts-parleurs à l'usage de la paroisse, bulletin paroissial d'information, etc.

Les prêtres responsables des districts doivent encore, en plus de l'entretien de la vie chrétienne des fidèles, se préoccuper aussi des non-chrétiens de leur région. Et qu'ils communiquent la flamme de leur apostolat à leurs chrétiens pour les former à devenir des militants de l'évangélisation, au moins dans leur circonscription.

Les moyens de pastorale ci-dessus mentionnés doivent se proposer de transformer les centres d'implantation en communautés fraternelles de charité, à l'image de la primitive Eglise. « C'est à ce signe que tous reconnaîtront que vous êtes mes disciples, c'est que vous vous aimiez les uns les autres. » (Jn 13, 35.)

3. Moyens missionnaires

Dans l'Eglise du Vietnam, une Société missionnaire a été fondée en 1972. Le but de cette Société est de former des missionnaires désireux « d'aller » vivre au milieu des non-chrétiens comme un ferment dans la pâte, à l'intérieur du pays ou à l'étranger, selon l'appel des évêques et l'inspiration du Saint-Esprit. Chaque fraternité comme chaque missionnaire doit être une sorte d'incarnation de l'amour fraternel. Ce n'est qu'à ce signe que nos frères non chrétiens connaîtront Dieu et croiront en la Bonne Nouvelle apportée par le missionnaire.

D'après les statistiques les plus récentes de la Commission épiscopale de l'évangélisation, il y a 524 Centres missionnaires dans tout le Vietnam exerçant leurs activités en plein milieu non chrétien, sur le modèle des premiers missionnaires étrangers installés dans notre pays. C'est maintenant notre tour d'aller fonder l'Eglise en des endroits encore privés de sa présence. Nous admirons pleinement la grandeur d'âme et l'esprit de sacrifice des pionniers missionnaires (prêtres, religieux, laïcs) en train de mener la vie humble des centres d'implantation ci-dessus mentionnés. Nous adressons un pressant appel aux écoles catholiques, aux paroisses, aux associations, aux congrégations religieuses d'hommes et de femmes pour collaborer à cette œuvre grandiose et difficile, soit par un « départ » effectif (Jn 15, 16) pour vivre en milieu non chrétien, soit par une collaboration indirecte, en apportant leur soutien matériel ou moral à ce travail.

4. Evangélisation et libération intégrale de l'homme au Vietnam

Comme il a été dit plus haut, évangélisation et libération intégrale de l'homme vont de pair. Mieux encore, l'affranchissement de l'homme est inséparable de l'évangélisation (Synode 1974). A l'heure actuelle, l'émancipation de l'homme ne comporte pas seulement que des œuvres de bienfaisance. Dans un pays en voie de développement comme le Vietnam, cet affranchissement de l'homme nécessite encore la réforme profonde des structures économiques et sociales pour protéger la dignité et les droits fondamentaux de la personne humaine. Toutes ces réformes structurales doivent s'inspirer de la justice et de la charité et s'accomplir, par des moyens conformes au sentiment d'humanité et à l'Évangile : ce qui demande beaucoup de sincérité et de bonne volonté, de sacrifice et de patience. Nous demandons à tout le peuple de Dieu d'agir chacun dans sa sphère d'action, afin que les réformes préconisées s'exercent dans l'ordre et la charité.

Notre mot final

Depuis la création de la Commission épiscopale d'évangélisation (1971) et la fondation de la Société missionnaire du Vietnam (1972), le champ missionnaire du Vietnam a changé d'aspect. Dieu a fait fructifier la semence.

D'une façon spéciale, on constate une prise de conscience aiguë du devoir d'évangéliser, de la part du peuple de Dieu. Le passé permet de juger de l'avenir. L'Eglise du Vietnam est décidée à continuer l'ère des premiers missionnaires pour répandre partout la semence évangélique sur tout le patrimoine national. L'Eglise du Vietnam s'efforcera de mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles pour ce travail d'évangélisation afin que le nom de Dieu soit partout reconnu.

Nous confions humblement notre projet grandiose à Dieu, confiant en l'intercession des bienheureux mar-

tyrs du Vietnam et surtout de la Vierge Marie, Reine des apôtres.

A l'approche du Têt At-Mao, nous adressons aux prêtres, aux religieux et religieuses, ainsi qu'à tous les fidèles, nos souhaits chaleureux de bonne année en même temps que notre première Bénédiction de l'année.

Saigon en la fête de
l'Épiphanie 1975.

Conférence épiscopale du Vietnam.

HOMÉLIE DU CARDINAL MARTY

A LA MESSE DE RENTRÉE DU PARLEMENT

(*Basilique Sainte-Clotilde, Paris, 17 avril 1975*) (1)

Frères et Sœurs dans le Christ,

Etrange société que la nôtre !

On contraint une mère de famille à attacher son enfant sur le siège arrière de la voiture, mais on la laisse décider seule de la survie de celui qu'elle porte en elle. On veut la libérer des tâches domestiques, mais on l'enchaîne à un travail trop souvent mécanisé et impersonnel. On veille à la sécurité dans le métro, mais on est dans l'incapacité d'accueillir dans le monde du travail les nouvelles générations. On combat pour une meilleure justice sociale, mais on se désintéresse de la famille, on banalise l'amour humain, on fait du mariage un simple contrat.

Le citoyen a une vie brisée en deux secteurs : il apparaît prisonnier du travail, soumis à son rythme ; il revendique alors un espace de vie privée, son temps de récréation. Là, il veut être libre.

Le monde est riche de contradictions ; il a ses grandeurs et ses espoirs ; il a ses conflits et ses drames ; c'est pour ce monde éclaté que vous avez mission de légiférer. Situation de fait. Elle n'étonne pas le chrétien. Il sait que notre terre ne sera jamais un paradis ; il professe que l'homme dépasse infiniment l'homme ; il ne craint pas les analyses et la recherche ; il veut promouvoir l'espérance. Il a la foi.

Les dossiers que vous avez à travailler, les questions que vous devez trancher sont, certes, difficiles et graves. Leur solution engage l'avenir et notre propre destinée. Parfois vous êtes bousculés, émus en votre âme. Je souhaite que beaucoup reconnaissent la qualité avec laquelle les parlementaires exercent leur mandat. C'est en conscience que vous devez trancher, seuls, devant Dieu et au regard du peuple.

Vous connaissez ma déclaration à la suite du vote de la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse ; j'ai affirmé avec conviction ce que je crois être la loi d'amour de l'Evangile et un service authen-

tique des femmes de ce pays (2). Je tiens à redire ici que ce n'est pas par hasard, mais par respect pour votre mandat, que je me suis refusé à intervenir lors des débats parlementaires. Vous connaissez déjà la pensée de l'Eglise : je n'avais pas à vous dicter une décision politique.

Ne soyez pas des gestionnaires, mais des prophètes

Nous vivons dans une société pluraliste. Elle sauvegarde la liberté, favorise une certaine imagination, provoque l'émulation. Elle a aussi ses tares. Elle engendre des épidémies sociales. Elle enferme certains dans la détresse et la solitude. Nous sommes conscients d'une baisse de la moralité publique. Je ne retiendrai qu'un mot : la violence.

Cette situation de fait nous situe en contradiction avec un humanisme imprégné de valeurs chrétiennes et, **■ fortiori**, avec l'idéal évangélique lui-même. Et devant cette situation, le législateur se voit contraint de « gérer l'échec » ; c'est, en effet, la responsabilité propre d'un Etat de veiller à la sécurité des citoyens en limitant les effets destructeurs de leurs comportements sur leur propre existence et sur celle du corps social. Mais une telle législation est minimale ; elle est négative. Elle sert une morale close. Elle n'ouvre pas au bonheur. Si elle évite un plus grand mal, elle n'aide pas l'homme à grandir et à s'épanouir. Enfin, elle laisse souvent les consciences humaines seules avec elles-mêmes, dans l'impuissance de s'interdire plus que la loi ne défend.

A cet égard, en rendant légaux des comportements jusqu'alors refusés, la loi **■** une influence proprement morale ; elle n'est jamais purement et simplement la gestion d'un état de fait : car à travers cette gestion, c'est bien toujours une vision de l'existence qui est reconnue ou promue.

(1) Texte original. Sous-titres de la DC.

(2) DC 1975, n° 1669, p. 125 (NDLR).

Votre principale responsabilité de parlementaires chrétiens n'est pas de gérer au plan législatif une société close, mais elle est de formuler des objectifs positifs qui mobilisent des hommes et construisent un consensus. Il ne suffit pas de soigner les maladies sociales ou familiales, il faut dynamiser les existences ; il faut servir la promotion et le progrès humain ; il faut donner à chacun les conditions de son bonheur.

C'est pourquoi je vous demande de travailler inlassablement à l'élaboration d'une politique positive de la famille..., même si l'opinion publique n'est pas prête à l'accueillir. C'est pourquoi je vous demande de soutenir tout effort positif entrepris pour réinventer un monde professionnel dans lequel l'homme soit heureux de vivre, qu'il soit français ou immigré. C'est pourquoi je vous demande de mener le combat pour une meilleure justice et une réelle égalité sociale.

Et dans un domaine que vous allez avoir à étudier — je veux parler de la réforme de la loi sur le divorce, — je vous demande d'exprimer avec clarté les qualités et les valeurs du mariage, son institution et sa stabilité. Il ne s'agit pas d'imposer par la loi notre conception religieuse, mais il s'agit de situer la résolution des cas douloureux et particuliers, au cœur des exigences de la vie familiale.

Ne soyez pas des gestionnaires, mais des prophètes.

Le législateur et l'Eglise devant les lois permissives

Il n'appartient pas au pouvoir politique de déterminer le bien moral, encore moins de s'inféoder à une doctrine philosophique ou à un **Credo** religieux. Mais il est de son devoir de promouvoir l'homme, de promouvoir la liberté des consciences. Il est de son devoir de favoriser la libre expression des diverses communautés spirituelles qui, dans un pays démocratique, ont la charge de convaincre et d'éduquer. Il est de son devoir de promouvoir la responsabilité éducative des parents à qui est confiée la mission d'éveiller et d'orienter la conscience morale de leurs enfants.

Le vide que laisse une législation nouvelle marquée par la permissivité impose aux autorités civiles d'exercer cette vigilance accrue au bénéfice des libertés spirituelles et familiales. Il faut, en effet, éviter de faire supporter à chacun le poids intolérable d'une option héroïque.

De son côté, notre Eglise doit reprendre conscience de sa responsabilité propre : enseigner la morale évangélique, témoigner des Béatitudes, vivre des préceptes du Seigneur, rendre le croyant capable du oui et du non. L'Evangile ne s'impose pas par le bras séculier. A nous de convaincre et de convertir. A nous de faire en sorte que la morale évangélique informe le comportement social... parce que celle-ci sera perçue par le plus grand nombre comme la meilleure.

C'est vous dire que l'Eglise refusera la tentation du ghetto ; elle écartera de sa route ceux qui veulent qu'elle soit « le petit reste intègre ». Elle a une vocation de présence et d'accueil. Elle se veut prophétique. Elle entend parler à temps et à contretemps, proposer une morale ouverte, souhaiter que la loi y soit fidèle parce qu'ainsi la loi sert l'homme.

Le défi qui est porté aujourd'hui aux chrétiens, c'est de manifester collectivement la spécificité de leur foi. Ils doivent la manifester par un mode de vie évangélique ; celui-ci est toujours au service du bien et répond à l'exigence de la miséricorde et de l'amour. Il nous faut réapprendre à être différents, à vivre non seulement nous-mêmes en état de tension spirituelle, mais avec les autres en situation de conflit fraternel. Cela suppose et entraîne le renforcement des liens dans la communauté chrétienne. Cela suppose et entraîne une passion plus grande pour le prochain. Cela suppose et entraîne le témoignage de l'espérance eschatologique.

Voilà, frères et sœurs dans le Christ, ce qu'il me fallait vous dire ce matin. Au moment où vous aborderez une nouvelle session parlementaire, notre prière sera un appel à l'Esprit-Saint. Il est des jours et des soirs où la solitude de la décision pèse. Comment voter ? Quelle déclaration faire ? Comment servir les personnes ? Suffit-il d'éliminer des hypocrisies réelles ou de résoudre des cas douloureux... pour servir en vérité la liberté de chacun et la communauté tout entière ? Ces questions, vous vous les posez quotidiennement. Personne ne peut dicter votre vote ; mais vous, vous ne pouvez l'émettre sans faire appel à cet Esprit qui nous éclaire et qui nous juge.

Que l'Esprit-Saint nous donne son courage et sa force. Qu'il nous permette d'affirmer sans complexe — mais dans le respect de toutes les convictions — notre identité chrétienne pour que la société de demain vive.

Amen !

— **Les Chômeurs**, par Guy GANACHAUD (coll. « Drames et espérance de vie »). — Un vol. 12,5 x 18 cm, de 128 pages. Prix : 18 F. Editions SOS, Paris.

Les chômeurs parlent ici dans les interviews de l'auteur. Ils révèlent une existence insoupçonnée.

— **Jean Puyo interroge le P. Congar**. Une vie pour la vérité (coll. « Interviews »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 240 pages. Prix : 25 F. Editions du Centurion, Paris.

Le sous-titre dit fort bien ce que le lecteur trouvera dans ce volume : une passion de la recherche de la vérité, mais en même temps une vie religieuse d'équilibre remarquable et de fidélité « acharnée ». C'est un théologien qui fait honneur à ce nom et dont l'ouverture à la science et à toutes les réalités du jour met à l'aise, tellement on est sûr de l'authenticité d'une foi que rien ne peut ébranler. Car les épreuves n'ont pas manqué dans cette vie, morales et physiques, sans compter celles de la guerre, des camps de concentration les plus durs et des émotions des tentatives d'évasion. Et c'est un témoignage de foi constant qu'anime également un sens prophétique. Le style est direct, droit. Rien du jargon de l'« école » ; mais une atmosphère de sympathie qui gagne le lecteur de plus en plus à chaque page. Un beau et bon livre.

— **Jacques Duquesne interroge le P. Chenu**. Un théologien en liberté (coll. « Interviews »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 108 pages. Prix : 23 F. Editions du Centurion, Paris.

On ne s'ennuie pas en compagnie du P. Chenu, même quand il aborde de grands problèmes de théologie. Des pages vivantes, certes ! Mais qui montrent qu'une foi authentique est l'expérience d'une liberté peu ordinaire et cette liberté existe dans l'Eglise. Ici le théologien se double d'un historien qui n'ignore rien du passé et qui, par le passé, éclaire la foi d'aujourd'hui, lui donne un surcroît de vie et un relief nécessaire à sa manifestation dans le monde actuel. Théologie très ouverte qui n'ignore rien du progrès des sciences qu'il utilise pour pousser de nouveaux rameaux et donner plus de saveur à ses fruits. C'est en même temps l'histoire de toute une vie, d'une vocation consacrée à la vérité toujours ancienne et toujours nouvelle, comme tout ce qui vit. Et l'on constate que les épreuves, loin d'abattre le théologien, lui ont donné plus de vigueur.

Événements et Informations

FRANCE

Les 13-16 ans, leur avenir, leurs rapports avec les adultes et avec l'Eglise

Une enquête-sondage réalisée en novembre 1974 parmi les 13-16 ans a permis de savoir ce que pensaient 20 000 jeunes concernant certaines questions qui leur étaient soumises. La première portait sur *l'avenir* ; qui est tout d'abord le souci d'un métier, pour les filles comme pour les garçons. 22 % le considèrent avec angoisse ; 16 % avec indifférence ; 41 % avec impatience ; autres réponses : 13 %, et sans réponse : 6 %.

La deuxième question portait sur *les rapports avec les parents*. 72 % s'entendent très bien, bien avec eux ; 13 % assez bien, bien mais ; 3 % mieux avec le père ou la mère ; 4 % ça dépend (jours, sujets). Sur les *responsabilités* : 66 % les aiment ; 20 %, non ; sans réponse : 14 % ; les partagent : aucune, 37,5 % ; parmi ceux qui en ont, sont citées en premier : en famille, 15 % ; en classe, 13,5 % ; dans l'Eglise ou dans des mouvements, 7 % ; d'eux-mêmes, 4 %. L'avenir c'est aussi la perspective de se marier, d'avoir des enfants... Mais, en fait, à travers cette question, c'est surtout une image du monde des adultes qui se dessine : les parents, le degré de confiance et de responsabilités qu'ils accordent aux enfants, leur disponibilité, les rapports hommes-femmes.

La troisième question portait sur *la possibilité d'aimer à 15 ans*. Elle se formulait ainsi : on entend souvent dire qu'il est impossible à notre âge qu'il y ait une vraie amitié entre garçon et fille sans que ça tourne au flirt. Tout à fait d'accord, 17 % (filles, 13 %) ; assez d'accord, 19 % (18 %) ; peu d'accord, 20 % (17 %) ; pas du tout d'accord, 35 % (44 %) ; sans réponse, 9 % (6 %). Au cœur des questions sur les rapports adultes-jeunes, un problème clé : les relations garçons-filles. On se tourne davantage vers les jeunes aînés qui devinent sans doute plus le

sens de quelques mots passe-par-tout.

La quatrième question portait sur *le Christ, la foi et la prière*. A cette demande : *Qui est le Christ pour toi ?* 16 % ne répondent pas ; 33 % (1 sur 3) disent que le Christ est sauveur ; 6 % disent « un homme qui... » (est né à Jérusalem, a existé il y a longtemps) ; 1 % un homme qui est un ami ; 1,5 % « un homme qui nous aide » ; 2 % « c'est Dieu » ; 13 % « c'est le Fils de Dieu » ; 2,5 % « c'est l'envoyé de Dieu ».

Crois-tu en un Dieu ? Oui : 87 % ; Non : 5 % ; Sans réponse : 7 %.

Est-ce que cela t'arrive de prier ? Oui : 77 % ; Non : 14 % ; Sans réponse : 8 %.

Vas-tu à la messe ? Chaque dimanche : 48,5 % ; Parfois : 37,2 % ; Jamais : 10,1 % . 28 % de ceux qui y vont chaque dimanche disent : « Parce que je crois, pour prier, pour communier... », et 21 % parce qu'ils sont obligés, parce qu'il le faut. Sur ces questions — plus que sur les autres, — il y a toute une marge entre la netteté des réponses aux questions précises d'une enquête et les quelques commentaires... On « ressent » beaucoup plus qu'on ne définit ou qu'on explique... (« *La Croix* », 18 mars.)

Décès de Paul Hutin-Desgrées
fondateur d'« *Ouest-France* ».

Paul HUTIN-DESGRÉES, directeur général honoraire du quotidien « *Ouest-France* », qu'il fonda en août 1944, dès l'arrivée à Rennes des troupes alliées et de la mission administrative de la France-libre, est décédé au manoir du Plessis-Saucourt, au Rheu, près de Rennes. Il était né le 21 octobre 1888, en Lorraine, à Bovée (Meuse). Ses états de service durant la guerre de 1914-1918, où il s'engagea, bien que réformé, sont brillants. Grièvement blessé à Verdun, il termine la « Grande Guerre » avec six citations. Engagé de nouveau dans l'infanterie en 1939, il termine dans la Résistance. Mais sa carrière a été essentiellement consacrée au journa-

lisme. Directeur de « *l'Echo de l'Est* » en 1930, puis secrétaire général d'« *Ouest-Eclair* », il ne quitte ce poste que sous l'occupation. Jusqu'en 1965, il demeure le directeur général d'« *Ouest-France* », dont le premier numéro était sorti le 7 août 1944. Président de la Caisse de retraite de la presse française, de 1947 à 1965, il mène parallèlement à son rôle de journaliste une action politique : élu député du Morbihan en 1946, qu'il continuera à représenter à l'Assemblée jusqu'en 1955, année au cours de laquelle il se retire de la vie parlementaire pour protester « contre l'instabilité et l'impuissance gouvernementale ». Il est à l'origine de la proposition de loi adoptée en 1950, qui permettait aux membres des familles ayant régné en France, d'y rentrer. Paul Hutin avait épousé en 1926 Mlle Magdeleine Desgrées-du-Lou dont il a eu cinq enfants. (« *La Croix* », 27 mars.)

Semaines sociales de France

C'est à Versailles que se tiendra, du 8 au 11 mai prochain, la session 1975 des Semaines sociales de France, sur le thème : « *Contestation et renouvellement des institutions* ». Renseignements et programme détaillé auprès des *Semaines sociales de France*, 9, rue Guénégaud, 75006 Paris. Tél. 033-25-01. (« *Communiqué* ».)

Une nouvelle revue : « Sens »

L'Amitié judéo-chrétienne publie une nouvelle revue mensuelle, « *Sens* », dont le premier numéro, sorti le 15 mars 1975, est consacré au récent document du Vatican sur les relations de l'Eglise catholique avec le judaïsme.

« *Sens* » est vendu 3 F. L'abonnement annuel est de 20 F (11, rue d'Enghien, 75010 Paris).

Journées sur l'œcuménisme

Le Centre œcuménique *Unité chrétienne*, 2, rue Jean-Carriès, 69005 Lyon, organise :

Du 16 au 19 mai 1975, un week-end spirituel sur : « le Saint-Esprit et l'Unité » à la « Maison Abbé-Couturier », Chazay-d'Azergues (près de Lyon) ;

Du 1^{er} au 5 juillet 1975, une session sur les problèmes actuels de l'unité des chrétiens (Eucharistie, Ministères, Baptême) à la « Maison Abbé-Couturier », Chazay-d'Azergues (près de Lyon).

Du 10 au 15 juillet 1975, à l'abbaye de la Rochette, Belmont-Tramonet, 73330 Pont-de-Beauvoisin, une retraite : dans la lumière de Jean, 17.

Ces journées œcuméniques sont ouvertes à tous les chrétiens. S'adresser à : « Unité chrétienne », 2, rue Jean-Carriès, 69005 Lyon. Tél. (78) 42-11-67. (« Communiqué ».)

ÉTRANGER

AFRIQUE

17 180 prêtres

Pour ses 42 millions de catholiques, l'Afrique a 17 180 prêtres (soit 4,1 % des 420 429 prêtres du monde). Cela fait un prêtre pour 2 445 catholiques en Afrique. L'Europe, avec 255 272 prêtres, a 1 prêtre pour 1 020 catholiques. (« Kipa », 16 mars.)

ALGERIE

Situation de l'Eglise catholique

Depuis le départ massif des pieds-noirs, au moment de l'indépendance, l'Eglise catholique en Algérie a profondément changé de visage. Si elle est toujours divisée en quatre diocèses : Alger (cardinal Duval), Oran (Mgr Teissier), Constantine (Mgr Scotto) et Laghouat (Mgr Raimbaud), elle ne compte plus que 60 000 baptisés, dont beaucoup sont des coopérants. Le nombre des prêtres est relativement important : 330, soit 1 prêtre pour 180 baptisés. Il y a aussi un millier de religieuses appartenant à 43 congrégations — la moitié d'entre elles se trouvent dans l'enseignement et environ 200 dans les hôpitaux. Il y a 4 communautés contemplatives. Les écoles diocésaines ont 43 000 élèves, garçons et filles, dont la presque totalité sont musulmans. Dans une interview accordée à l'Agence « Kipa » au début de 1972, le cardinal Duval, archevêque d'Alger depuis 1954, définissait ainsi le rôle de l'Eglise catholique dans l'Algérie musulmane : « Le rôle de l'Eglise en Algérie, comme ailleurs, est de porter témoignage à Jésus-Christ. Ce témoignage, elle le porte par le dialogue institué avec les musulmans. Donc, par un échange : les catholiques d'Algérie ont conscience d'être dans la situation de

ceux qui reçoivent et qui donnent. Les musulmans, par leur attachement très ferme à la transcendance de Dieu, aident les chrétiens à être fidèles à cette transcendance malgré les confusions entretenues dans le monde occidental par le rationalisme et tous ses dérivés.

« En retour, les chrétiens ont à cœur de manifester dans leur vie la force de la charité évangélique, je veux dire de l'amour fraternel qui, de toutes les valeurs humaines, est la plus élevée et la plus nécessaire. » (« Informations catholiques internationales », 1^{er} avril 1975.)

ARGENTINE

Déclaration de l'Episcopat sur une fausse « Eglise catholique »

Au terme de la réunion de la Commission permanente de la Conférence des évêques d'Argentine, tenue récemment, la déclaration ci-après a été publiée :

« Notre peuple catholique est en proie à une lamentable perturbation. Quelques groupuscules, qui se qualifient eux-mêmes d'Eglise catholique en y ajoutant tel ou tel adjectif, sèment le trouble parmi notre peuple catholique.

« Parmi ces groupes, qui provoquent le désordre, nous mentionnons en particulier la confession religieuse qui s'intitule « Eglise catholique apostolique orthodoxe américaine », dirigée par un certain « archevêque-primat d'Argentine ». Cette atmosphère de confusion s'est encore alourdie à la suite d'une cérémonie publique, la veille de Noël, à laquelle participèrent plusieurs milliers d'enfants, et dont les moyens de communication rendirent compte sans les éclaircissements nécessaires.

« Pour mettre un terme à cette confusion — sans nier le droit à la liberté de culte prévue par notre Constitution nationale —, nous estimons qu'il est de notre devoir de déclarer que cette « Eglise catholique apostolique orthodoxe », n'a aucun lien avec notre véritable Eglise catholique, apostolique et romaine.

« Nous déclarons, de plus, que ceux qui président cette Eglise orthodoxe américaine ne sont pas en communion avec le Pape, S. S. Paul VI, et que quelques-uns d'entre eux sont apostats de notre Sainte Eglise.

« Notre devoir de pasteurs nous commande d'affirmer, une fois de plus, que la véritable Eglise catholique est celle qui est en sincère et loyale communion avec le Pape,

Vicaire de Jésus-Christ et Evêque de Rome, de qui tout évêque doit recevoir le mandat de sa charge et auquel le Souverain Pontife assigne un troupeau déterminé.

« Quiconque ne vit pas cette communion hiérarchique n'est pas un légitime évêque de l'Eglise catholique ; il usurpe une mission quand bien même il utiliserait un titre ou des insignes propres à l'Eglise catholique.

« Tout évêque catholique croit et confesse de toute son âme la même foi que le Successeur de Pierre, à qui il obéit comme à Jésus-Christ lui-même, avec lequel il édifie le règne de Dieu et dont il reçoit magistère et ministère.

« Tels sont les signes visibles de la véritable Eglise catholique, que nous voulons servir jusqu'à l'effusion même de notre propre sang. Cette Eglise est aussi celle de nos ancêtres et de notre histoire nationale. — Buenos Aires, 11 mars 1975. » (« Prensa asociada », 23 mars.)

ESPAGNE

Plus de 11 millions de pesetas d'amende pour les homélies.

Les amendes encourues par des prêtres pour leurs homélies jugées subversives se montent, en trois ans, à plus de 11 millions de pesetas, à répartir entre 108 personnes pénalisées, dont certaines deux ou trois fois. Ces amendes vont de 5 000 à 500 000 pesetas. Une quinzaine d'entre elles ont fait l'objet d'un recours ou de sursis ; plus de quarante ont entraîné, pour non-paiement, une peine de prison ou de réclusion ; trois ont fait l'objet d'une remise de peine. D'autres sont en suspens.

A ce sujet, la revue *Vida nueva*, du 8 mars, dont nous extrayons ces renseignements, remarque que l'Etat espagnol s'était engagé par trois fois (accords de 1941, 1946 et protocole additionnel, art. 2 du Concordat de 1953) « à observer les dispositions contenues dans l'article 3 du Concordat de 1851 », qui déclare entre autres : « Les prélats et autres ministres sacrés ne feront l'objet d'aucun empêchement dans l'exercice de leurs fonctions et on ne les molestera sous aucun prétexte, s'agissant de l'accomplissement des devoirs de leur charge. » Vraiment, la lettre, pour ne pas dire l'esprit, de cet article achoppe aux mesures énumérées ci-dessus. D'autre part, l'article 16 du Concordat en vigueur détermine que « le Saint-

Siège consent à ce que les causes criminelles contre des clercs ou des religieux pour les autres délits prévus par les lois pénales de l'Etat soient jugées par les tribunaux de l'Etat [bien que] l'autorité judiciaire, avant de commencer la procédure, doive solliciter... le consentement de l'Ordinaire du lieu où est instruit le procès ». (Cf. « DC » 1953, col. 1158.) La lettre et l'esprit de cet article du Concordat semblent d'accord pour dire que les clercs soient punis par les tribunaux de l'Etat qui, auparavant, ont obtenu l'avis de l'Ordinaire du lieu. Or, dans les cas cités plus haut, on ne voit ni intervention des tribunaux ni, au moins ordinairement, audience préalable de l'Ordinaire. La contradiction paraît donc assez claire.

Dans la loi de l'ordre public, qui doit s'appliquer en l'occurrence, la procédure de l'amende et celle de la prison subsidiaire apparaissent plutôt comme un système de contrainte. La procédure normale est celle des tribunaux correspondants, et, évidemment, celle du tribunal spécial qui existe dans tout le pays. Il est choquant que l'on crée à la fois un tribunal consacré à ce genre d'affaires et qu'on lui soustraie des cas par centaines, en recourant à une procédure purement administrative.

L'énumération des faits ci-dessus est d'autant plus choquante en plein processus d'« ouverture », où l'on tolère dans les pages des périodiques et des revues, aux étalages des librairies, aux rayons des boutiques de disques, une grande quantité de textes beaucoup plus en contravention avec la législation en vigueur que ce n'est le cas pour une grande partie des homélies incriminées. Le contraste est si évident que l'homme de la rue lui-même se demande si au lieu de se trouver en présence d'un régime « privilégié », quant aux infractions de type religieux, il ne s'agit pas de tout le contraire.

La considération purement intérieure du sujet se renforce si, ne nous limitant pas à elle, nous en ajoutons une autre « extérieure ». Il ne semble pas que l'on puisse trouver un Etat qui, avec la prétention de l'être « de droit », offre une énumération telle que celle qui est faite ci-dessus. C'est avec plaisir que nous rectifierions ce point de vue, mais des spécialistes en droit politique et administratif nous assurent qu'il n'y a pas lieu. Et naturellement, nous regrettons

de devoir faire cette pénible comparaison.

Finalement, nous rappelons que l'article 35 du Concordat prévoit que « le Saint-Siège et le gouvernement espagnol procéderont d'un commun accord à la solution des doutes et des difficultés qui pourraient surgir dans l'interprétation ou l'application d'une clause quelconque du présent Concordat, en s'inspirant pour cela des principes qui l'animent ».

La question qui se pose naturellement est celle-ci : cette liste de condamnations n'a-t-elle supposé, néanmoins, aucune « difficulté » ?

Le prix Nobel de la Paix au P. Xirinacs ?

Le Secrétariat du prix Nobel a accepté la candidature de Mossen XIRINACS pour le prix de la Paix. Sept organisations catholiques, dont *Pax Christi* et *Pax Romana* (mouvement des intellectuels catholiques) avaient créé un Comité pour appuyer cette candidature.

Le P. Luis Xirinacs, âgé de 43 ans, champion de la grève de la faim en Europe occidentale, est emprisonné à Carabanchel. Il a commencé une nouvelle grève de la faim pour appuyer la pétition d'amnistie politique présentée par la délégation espagnole de « Justice et Paix ». (« Documents d'Esglesia », 15 mars, et la *Croix* 21 mars. — Voir « DC » 1974, n° 1658, p. 690.)

ETATS-UNIS

Un catéchisme commun épiscopalien-catholique

Un catéchisme commun épiscopalien-catholique a été publié aux Etats-Unis à la fin du mois de mars. Intitulé : *le Catéchisme commun : un livre de foi chrétienne*, l'ouvrage représente « un important pas en avant dans le développement de l'esprit œcuménique », a déclaré le Rev. John Coburn, président de l'Eglise épiscopalienne de New York. Ce catéchisme de 720 pages est le fruit de cinq années de travaux menés par quarante théologiens catholiques et épiscopaliens. C'est la première production commune de ce genre des deux Eglises aux Etats-Unis. Bien que des différences subsistent, en particulier sur les structures de l'Eglise, l'accent est mis sur ce qui unit les deux confessions chrétiennes. (« *Kipa* », 20 mars.)

INDE

Les reliques de saint François-Xavier vénérées par 600 000 personnes

On a estimé à 600 000 personnes, à peu près, le nombre de ceux qui ont vénéré le corps de saint François Xavier pendant l'exposition de sa châsse, dans le Vieux Goa, du 23 novembre au 5 janvier. C'était la treizième fois que cette exposition avait lieu. Elle se fait tous les dix ans. Saint François Xavier est mort dans l'île de Sancian, au large de la Chine, en 1552, et son corps, préservé de la corruption, était apporté deux ans après à Goa, où il était conservé dans l'église du Bon-Jésus au Vieux Goa. C'est à Goa que le saint avait commencé son labeur missionnaire en Asie en 1542.

Plus d'un million de gens sont passés devant le cercueil de verre contenant le corps du saint pendant les quarante-trois jours où il fut exposé, mais certains sont venus vénérer ses reliques deux ou trois fois. Environ 40 000 pèlerins ont pris part à la cérémonie de clôture le 5 janvier, soit à la cathédrale où il était exposé, soit sur le chemin de retour à l'église du Bon-Jésus. La cérémonie finale était présidée par le pro-nonce apostolique, l'archevêque John Gordon, et concélébraient la messe avec lui : l'évêque de Calicut, Mgr Patroni ; l'évêque de Mysore, Mgr Fernandes ; l'évêque de Belgaum, Mgr Lobo ; l'évêque de Nellore, Mgr Balaswamy, et Mgr Raul Gonzalves, administrateur apostolique de Goa et Damão. Les lectures étaient faites en anglais et en konkanni, et le chant en konkanni était assuré par les étudiants de l'institut de pastorale Saint-Pie-X du Vieux Goa. Pendant l'exposition, des messes ont été célébrées à la cathédrale, dans une grande variété de langues indiennes : malayalam, tamil, kannada, telugu, hindi, marathi, gujarati. Une messe a été dite en français pour quinze pèlerins de Paris, et un Jésuite a dit la messe en espagnol. La route de la procession finale du retour vers l'église du Bon-Jésus était marquée par des milliers de personnes désireuses d'apercevoir une dernière fois leur bien-aimé « Goencho-Saib ». (« *Fides* », 19 février.)

MOZAMBIQUE

Le cardinal Rossi ordonne les deux premiers évêques locaux

Dans le « Pavilhão do Sporting » de Lourenço Marques, rempli avec

ses 8 000 places occupées, le cardinal Agnelo Rossi, président de la S. congrégation pour l'Evangélisation, conférerait l'ordination épiscopale aux deux premiers évêques africains au Mozambique, le 9 mars. Ce sont le nouvel archevêque de Lourenço Marques, Mgr Alexandre José Maria Dos Santos, et le nouvel évêque de Porto-Amélia, Mgr Januario MACHAZE Nhangumbe. Mgr Dos Santos, 51 ans, est un Franciscain qui, lors de son ordination sacerdotale en 1953, était le premier prêtre indigène du Mozambique. Mgr Nhangumbe a été ordonné prêtre séculier du diocèse de Lourenço Marques il y a huit ans. Les co-consécrateurs avec le cardinal Rossi étaient le cardinal RUGAMBWA, de Dar es-Salaam (Tanzanie), et Mgr Eduardo Muaca, évêque de Malanje, qui, en 1970, était le premier Angolais promu à l'Episcopat. Dans le climat actuel d'indépendance du Mozambique, la cérémonie a été suivie dans l'enthousiasme, non seulement à cause du fait que deux Africains du pays étaient promus aux postes les plus élevés dans l'Eglise, mais aussi à cause de l'intérêt du Pape (manifesté par la présence de ses représentants, le cardinal Rossi et Mgr Colasuono, le délégué apostolique) et aussi à cause de l'intérêt marqué par les pays voisins. Ainsi, parmi les concélébrants, on voyait tous les évêques du Mozambique; Mgr Nogueira, évêque de Bandeira (Angola); Mgr Kamuenho, auxiliaire de Luanda (Angola); Mgr Sangu, évêque de Mbeya, président de la Conférence épiscopale de Tanzanie; Mgr Lamont, évêque de Umtali (Rhodésie); Mgr Buteenzi, africain, évêque auxiliaire de Johannesburg (Sud-Afrique), et un prêtre du Swaziland, parmi les 60 prêtres concélébrants. Etaient également présents à la cérémonie, des membres du gouvernement de transition, le Haut-Commissaire portugais, des personnalités civiles et militaires, des représentants de dénominations non catholiques. (« *Fides* », 22 mars.)

PAYS-BAS

Les certificats de baptême ne seront plus remis aux ambassades arabes

Réuni à Amersfort, le Conseil néerlandais des Eglises — dont fait partie l'Eglise catholique romaine — demandait aux Eglises-membres d'adopter une attitude commune

concernant les certificats de baptême exigés par les ambassades de plusieurs pays arabes lors d'une demande de visa, ce qui est un moyen de dépister les Juifs. Le Conseil déplorait ce qui lui paraissait être une discrimination particulièrement injuste, et ce d'autant plus qu'elle risquait de n'être préjudiciable qu'aux seuls citoyens juifs ayant reçu le baptême. On apprend à ce sujet que la Conférence épiscopale catholique néerlandaise vient de donner aux prêtres des instructions très précises. Il leur est demandé de ne plus délivrer de certificats de baptême aux personnes qui désirent obtenir un visa pour un pays arabe et de mettre celles-ci en rapport avec le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Les évêques sont d'avis qu'en délivrant des certificats de baptême dans ces conditions, les autorités ecclésiastiques contribuent indirectement à la discrimination raciale à l'égard des Juifs. L'exigence des pays arabes n'a pas de sens, observent les évêques, car de nombreux Néerlandais non juifs n'ont pas reçu le baptême, tandis que des Juifs néerlandais l'ont reçu. La Conférence des évêques signale par ailleurs que les certificats de baptême sont destinés à un usage ecclésial et ne doivent jamais être utilisés à d'autres fins. (« *Kipa* », 23 mars.)

PEROU

Première édition de l'Evangile en langue inca

Une traduction des Evangiles et des Actes des Apôtres en quechua, la langue des Incas, qui est encore parlée par un grand nombre de Péruviens indiens, a été publiée récemment à Lima. C'est la première traduction de ce genre en quechua. Le travail de traduction a duré deux ans et demi, et l'impression un an et demi de plus; car il fallait composer lettre par lettre. La traduction a été faite par le P. Demetrio Molloy, curé de Huancarama, et une équipe de prêtres, de catéchistes et de laïcs. Il leur fallait aller de village en village, vérifiant avec les Indiens si tel et tel mot était convenable et facilement intelligible pour eux. Le livre compte 500 pages, avec 24 illustrations en couleurs, et contient aussi une traduction en espagnol par Mgr Enrique Pelach y Feliu, évêque d'Abancay. La première édition est de 6 000 exemplaires et un volume spécial relié en cuir

sera envoyé au Pape Paul VI pour la Librairie vaticane. (« *Fides* », 22 mars.)

ROUMANIE

L'Etat opprime les Eglises

La nouvelle loi récemment adoptée par l'Assemblée nationale roumaine à Bucarest ordonne froidement l'expropriation et la nationalisation de tous les biens artistiques ou culturels se trouvant encore en possession des Eglises et des particuliers en Roumanie. Cette loi concerne tous les monuments et œuvres d'art, manuscrits et livres rares, et des objets de culte telles des coupes de la Sainte Cène. Les citoyens, les Eglises et les organisations culturelles sont obligés de déclarer tous leurs « biens culturels » auprès d'une « Commission centrale d'Etat pour les biens culturels nationaux »; cette Commission décidera ensuite si les objets déclarés deviendront « propriété de l'Etat après paiement d'une indemnisation ». Toutefois, même les autres œuvres restant sous la sauvegarde et à l'usage des propriétaires « non étatiques » sont soumises « au contrôle et à l'examen périodique des organismes d'Etat compétents ». Les propriétaires de ces biens culturels sont aussi tenus de prouver, lors de ces contrôles, qu'ils assurent la conservation et la sécurité de ces biens et leur offrent des « locaux répondant aux exigences d'hygiène et un microclimat requis ». Si ces propriétaires ne sont pas en mesure de fournir ces garanties, ils seront contraints de « remettre les objets en question à l'Etat pour conservation ».

Ces dispositions visent avant tout les Eglises. Dès avant l'adoption de cette loi, l'évêque réformé Papp Laszlo, du diocèse de Nagyvarad (Oradea), au nord de la Transylvanie, avait dû envoyer un fonctionnaire d'Etat et un fonctionnaire ecclésiastique aux pasteurs-présidents des trois régions de l'évêque réformé, afin de clarifier la question de savoir s'il ne faudrait pas remettre à la sauvegarde de l'Etat les archives ecclésiastiques. Peu après, les archives des paroisses furent réquisitionnées et emportées. Cette action, exécutée à titre d'épreuve avant la mise en vigueur de la loi d'expropriation dans les paroisses réformées, était illégale... Il importe de priver le protestantisme de son passé. On veut anéantir les preuves historiques des Eglises

depuis la Réformation jusqu'à présent. Ces mesures sont le signe d'une politique plus dure du gouvernement roumain envers les Eglises et aussi envers les nationalités, car c'est la minorité de langue hongroise qui est concernée en premier lieu. De plus, cette tendance est confirmée par l'interdiction qui a été signifiée à 35 000 prêtres et pasteurs d'accepter, sans autorisation spéciale du ministère du Culte, dons, biens, devises étrangères en provenance aussi bien de l'étranger que de l'intérieur, que ce soit pour eux-mêmes ou pour leur Eglise. Toute infraction à cette mesure est passible de sanctions pénales. Et comme, par contre, les citoyens roumains sont encouragés à accepter toutes sortes de cadeaux venant de l'étranger, cette disposition constitue manifestement une discrimination à l'égard des gens d'Eglise (« *BIP-SNOP* », 20 mars.)

TANZANIE

Consécration d'une église pour catholiques et protestants

Le cardinal Laurean RUGAMBWA, assisté de l'archevêque protestant John SEPEKU et du pasteur Dandi BUNDI, a consacré une nouvelle église à Dar es-Salam, mise à la disposition des chrétiens, aussi bien protestants que catholiques. De très nombreux fidèles, appartenant à toutes les confessions chrétiennes, ont suivi la cérémonie, témoignant d'un profond esprit d'œcuménisme et de foi. Avec leurs pasteurs, ils ont prié pour l'unité chrétienne, chantant les mêmes cantiques et adressant à Dieu les mêmes invocations. L'Eglise, qui peut contenir 600 fidèles, possède deux chapelles latérales, une pour le culte catholique, l'autre pour le culte protestant, où pourront être célébrées les funérailles propres à chaque groupe. Les ailes comprennent deux autres locaux prévus pour des rencontres, des réunions et des congrès.

L'idée de construire ce temple œcuménique remonte à 1967. Après deux rencontres au niveau national des représentants des Eglises catholique et protestante, l'idée fut acceptée « tenant compte de la présence des défunts dans les valeurs culturelles africaines ». Les Eglises ont voulu ainsi faire un pas en avant significatif sur la route de l'œcuménisme pratique. Cet édifice est l'expression de tout Africain : « Que l'Evangile soit prêché sous l'étendard de cette

unité tant désirée par le Christ. » (« *BIP-SNOP* », 20 mars.)

TURQUIE

Les catholiques latins dans le microcosme d'Istanbul

Le premier évêque catholique latin de Constantinople fut nommé dans les premières années du *xiii^e* siècle. Lorsque la quatrième Croisade eut pris la ville, le 13 avril 1204, celle-ci devint la capitale d'un éphémère empire latin d'Orient et, au mois de mai de la même année, Thomas Morosini fut élu patriarche latin de Constantinople. Le patriarche résida dans la ville aussi longtemps que dura l'empire latin, c'est-à-dire jusqu'en 1261.

Lorsque les Byzantins reprirent leur ville, le 25 juillet 1261, les autorités civiles latines s'en allèrent et le patriarche latin, Justiniani, partit également, déléguant sa juridiction à un « vicaire patriarcal ». A partir de cette date, la communauté catholique latine fut administrée par un vicaire patriarcal, qui reçut plus tard le titre de vicaire apostolique, et cela tant au cours des deux siècles de l'empire byzantin finissant que sous le régime turc-ottoman. Le vicaire patriarcal fut durant de longues années un des prêtres du diocèse. A partir de 1652, pourtant, le vicaire patriarcal est évêque, avec le titre de vicaire apostolique ; cette situation est encore valable de nos jours, avec cette seule innovation qu'à partir de 1868, le vicaire apostolique exerce également les fonctions de délégué apostolique pour les catholiques des rites orientaux. L'Eglise catholique resta longtemps sans être reconnue par la Turquie, mais sous Jean XXIII, qui avait été délégué apostolique en Turquie, après la visite du président de la République turque Celal Bayar à Jean XXIII, le 11 juin 1959 (« *DC* » 1959, col. 836-838), les relations diplomatiques furent établies entre le Vatican et la Turquie, et le 26 mars 1960, Mgr Francesco Lardone présenta ses lettres de créance au président de la République et devint ainsi le premier nonce du Vatican en Turquie, avec résidence à Ankara, la capitale. De ce fait, les catholiques latins d'Istanbul se trouvaient démunis d'évêque résidentiel.

Après quinze années, cette anomalie allait prendre fin par la nomination, le 14 janvier dernier, du P. Pierre-Dubois, en religion P. Gautier, comme vicaire apos-

tolique des Latins d'Istanbul (« *DC* » n° 1671, p. 243). Il a été consacré à Blois, son diocèse d'origine, le 2 février, et intronisé à Istanbul à la cathédrale du Saint-Esprit le 16 février. L'évêché d'Istanbul s'étend bien au-delà de la ville, comprenant tout le reste de la Turquie jusqu'aux frontières de la Syrie, de l'Irak et de la Russie ; ce qui lui donne une superficie plus grande que la France. Un autre diocèse latin, celui d'Izmir (Smyrne), englobe cette ville et son hinterland. En ce qui concerne celui d'Istanbul, la grande majorité des fidèles réside dans cette ville et sa périphérie ; un groupe de bien moindre importance se trouve à Ankara ; ensuite, quelques petites communautés sont disséminées sur les rives de la mer Noire jusqu'à Trabzon (l'ancienne Trébizonde) ; d'autres petits groupes sont répartis dans le sud du pays, à Mersin, Tarse (patrie de saint Paul), Adana, Iskenderum (l'ancienne Alexandrette), Antalkya (l'ancienne Antioche), où les fidèles du Christ reçurent pour la première fois la dénomination — ou le surnom ? — de « chrétiens ». (Ac 2, 26.) Il existe également à Istanbul, en dehors des catholiques latins, une Eglise grecque catholique, l'Eglise grecque orthodoxe, avec son patriarche Dimitrios I^{er}, une Eglise arméno-catholique ayant à sa tête un archevêque, une Eglise arméno-grégorienne avec un patriarche, une Eglise chaldéenne avec un archevêque, une Eglise syro-jacobite avec plusieurs paroisses, une Eglise syro-catholique, une Eglise bulgare, une Eglise melchite et même une Eglise turque-orthodoxe, cette dernière étant la plus jeune, car elle n'a été fondée qu'après la Première Guerre mondiale. (D'après XAVIER JACOB dans « *la Croix* », 25 mars.)

URSS

La persécution en Ukraine soviétique

Le numéro 7-8 du « *Messenger ukrainien* », daté du printemps 1974, vient de parvenir en Occident et sera publié prochainement in extenso par l'Edition « Smoloskyp » (Baltimore) et « La Parole ukrainienne » (Paris). Sous le titre « *Pogrom général* », ce numéro apporte des détails effrayants sur les répressions massives dans les rangs des intellectuels en Ukraine en 1973-1974. Après les arrestations de 1965 et de 1972, c'est une nouvelle vague,

et de loin la plus massive, qui s'abat sur l'Ukraine. Ainsi, à l'Université de Lvov, ont été exclus de leurs fonctions les professeurs Redko, Kovalyk, Petlytchnyi, Kys, Houzar, Krouchelnysky, les chargés de cours Kobylanskyi, Patchevskyi, Pouchkar, Lastovtska, Roman, Koubiv, Khoudach, etc. Des dizaines d'étudiants ont été exclus et incorporés dans l'armée pour la manifestation de sentiments patriotiques. De même à l'Université de Kiev : à l'Institut d'archéologie, les professeurs Kompan, Apanovytch, Braïtchevsky, Leskov, Chevtchenko ; à l'Institut de physique théorique, a été exclu du poste de directeur V. Chelest (fils du premier secrétaire disgracié P. Chelest) ; à l'Institut d'éthnographie, V. Skrypka, Zinytch, Syvatchenko ; à l'Institut de psychologie, Kostiouk, Tkatchenko, Khartchenko ; à l'Institut de littérature, Stavitskyi, Ivanysenko, etc. Le « *Messenger* » confirme que ces mesures ont touché aussi les journaux, les maisons d'édition, les associations d'artistes. L'ampleur de ces répressions fait deviner la tension qui règne en Ukraine entre les autorités et la population. (« *Communiqué du Cercle d'études franco-ukrainiennes* », 19 mars.)

ZAIRE

Installation du premier laïc dans la charge d'une paroisse

En conformité avec le projet du cardinal Malula, annoncé en septembre 1973, de confier certaines paroisses au laïc (« *DC* » n° 1640, p. 893), le premier « Mokambi » (laïc en charge) a été installé par le cardinal au cours d'une cérémonie, le 2 mars. Les sept autres « Bakambi » (pluriel de « Mokambi ») seront aussi installés dans leurs paroisses au cours des deux prochains mois. Ils ont été soumis pendant un an et demi à une préparation intensive à leur tâche. Un manuel spécial précise leur place dans l'organisation pastorale de l'archidiocèse de Kinshasa, les exigences que cette charge impose à leur vie personnelle, la préparation des paroissiens aux sacrements, des instructions pour la tenue des finances et des registres de la paroisse. M. Tsasa Kikhela, le Mokambi installé, a suivi un cours de deux années à l'Institut d'études religieuses de Limete (Kinshasa) et avait été antérieurement gradué à l'Ecole normale

de Kangu. Il est marié et a six enfants. (« *Fides* », 22 mars.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Enzio D'ANTONIO (directeur des bureaux du Secrétariat de la Conférence épiscopale italienne) évêque de *Trivento* et coadjuteur avec droit de succession de l'archevêque de *Boiano-Campobasso*, Italie. (« *OR* », 19 mars.) — Le P. Brian Leo John HENNESSY évêque d'*Hamilton* aux Bermudes, îles Bermudes, océan Atlantique. (« *Ibid.* ») — Mgr Nicolas HUYHN VAN NGHI (évêque titulaire de *Selsea* et auxiliaire de l'archevêque de *Saigon*, Vietnam) administrateur apostolique « *ad nutum Sanctae Sedis* » du diocèse de *Phan Thiet* nouvellement érigé. (« *OR* », 24-25 mars.) — Mgr Emilio CINENSE archevêque de *San Fernando* (Philippines) dont il était déjà évêque. (« *OR* », 26 mars.) — Mgr Peter NETTEKOVEN évêque titulaire de *Cilipia*, l'abbé Nikolauss Dick évêque titulaire de *Guzabeta* et auxiliaires du cardinal Joseph HOFFNER archevêque de *Cologne*, République fédérale allemande. (« *Ibid.* ») — Le Rév. Joachim MEISNER évêque auxiliaire de Mgr l'administrateur apostolique d'*Erfurt* et *Meiningen* (République démocratique allemande) et évêque titulaire de *Vina*. (« *Ibid.* ») — L'abbé Félix PAUL évêque de *Port-Victoria*, îles Seychelles. (« *Ibid.* ») — L'abbé Mansuet BIYASE évêque d'*Eshowe*, Afrique du Sud. (« *OR* », 27 mars.)

NOUVEAUX TERRITOIRES

Le Saint-Père a érigé aux îles Philippines le diocèse de *Balanga*, avec un territoire détaché du diocèse de *San Fernando*, et a constitué la Province ecclésiastique de *San Fernando*, élevant ce diocèse à la dignité de Siège métropolitain et lui assignant comme suffragants les diocèses de *Tarlac* et de *Balanga* et la Préfecture apostolique d'*Tba*. (« *OR* », 26 mars.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Achille PALMERINI, évêque d'*Isernia*, et *Venafro*, dé-

missionnaire du diocèse de *Trivento* (Italie) « *uni in persona* », sur son désir exprès. (« *OR* », 19 mars.)

DECES

— De Mgr Alfredo SILVA SANTIAGO, ancien archevêque de *Concepcion* (Chili), le 17 mars. (« *OR* », 19 mars.)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé prononce apostolique en République arabe syrienne Mgr Angelo PEDRONI archevêque titulaire de *Novica*. (« *OR* », 17-18 mars.)

Un télégramme du Pape à l'occasion du 50^e anniversaire de l'ordination épiscopale de Jean XXIII

A l'occasion du 50^e anniversaire de l'ordination épiscopale de Jean XXIII, le Saint-Père a adressé à Mgr Loris CAPOVILLA, secrétaire particulier du regretté Pontife, le télégramme ci-après :

A S. EXC. MONSIEUR
LORIS CAPOVILLA-LORETTE,

« Pour le 50^e anniversaire de l'ordination épiscopale de notre inoubliable prédécesseur Jean XXIII de vénérée mémoire, qui lui a été conférée à Rome en la fête de saint Joseph, dont il portait le nom de baptême et pour qui il eut toujours une profonde et lumineuse dévotion, nous évoquons avec émotion sa bonne figure de pasteur de l'Eglise de Dieu, son enseignement de la justice et de la paix et ses exemples de piété sacerdotale et, tout en le rappelant avec une intention spéciale dans notre prière, nous donnons, à vous qui lui étiez très proche et à tous les familiers du regretté Pontife, notre Bénédiction apostolique.

PAULUS PP. VI. »

(« *OR* », 20-21 mars.)

— Le Saint-Père a nommé le cardinal Sebastiano BAGGIO (préfet de la S. congrégation pour les Evêques) son envoyé spécial au IX^e Congrès eucharistique national brésilien qui aura lieu à *Manaus*, du 6 au 20 juillet prochain. (« *OR* », 27 mars.)

L'Eglise dans le monde

REFLEXIONS DU CARDINAL KOENIG

A PROPOS DU X^e ANNIVERSAIRE

DU SECRETARIAT

POUR LES NON-CROYANTS (1)

Il y a dix ans, le 9 avril 1965, *l'Osservatore Romano* publiait l'information suivante : « Le Saint-Père a daigné créer un Secrétariat pour les non-croyants, dont la présidence est confiée à M. le cardinal Franz Koenig, archevêque de Vienne. Le R. P. Vincenzo Miano, Salésien, en a été nommé secrétaire (2). »

Sans vouloir faire un bilan, je pense que ce X^e anniversaire se prête à quelques réflexions.

L'Eglise et l'athéisme

1. Il me semble d'abord nécessaire de souligner avec quelle intuition le Pape Paul VI, interprétant les orientations du II^e Concile du Vatican (la Constitution pastorale *Gaudium et spes* était encore en gestation), créa ce Secrétariat après les deux autres.

La valeur de cette modeste institution de l'Eglise réside, je crois, dans sa signification fondamentale : l'Eglise ne se préoccupe pas seulement de ses propres membres, mais elle ouvre ses portes et ses fenêtres sur le monde entier, sur le monde des hommes, avec leurs espérances et leurs aspirations, leurs inquiétudes et leurs problèmes. Personne ne lui est indifférent, même ceux qui sont loin, ceux qui ont totalement abandonné la foi, ceux vivant dans un monde hostile, en un mot les non-croyants.

Cette dernière expression n'a pas et n'a jamais eu de sens péjoratif ; elle exprime seulement une réalité : de même qu'il y a des chrétiens non catholiques et des croyants non chrétiens, il y a aussi des hommes qui n'ont pas, ou n'ont plus, de foi religieuse. Ils ont cependant en commun avec les croyants leur dignité humaine, et ils recherchent souvent d'authentiques valeurs humaines qui constituent une base sur laquelle tous les hommes peuvent se rencontrer.

Certes, l'Eglise ne peut considérer l'athéisme qu'avec une immense tristesse. Etant convaincue que l'ouverture à la transcendance, la dimension religieuse, est essentielle à l'homme, elle ne peut pas ne pas voir dans l'humanisme athée une mutilation. Mais cela ne l'empêche pas d'estimer tout ce qu'il y a de positif chez les hommes qui s'affirment athées ou non croyants, d'être « consciente de la gravité des problèmes posés par l'athéisme (3) » (*Gaudium et*

spes, 21), d'estimer « qu'il lui faut soumettre ses motifs à un examen sérieux et approfondi », et que « tous les hommes, croyants et incroyants, doivent s'appliquer à la juste construction de ce monde dans lequel ils vivent ensemble » (*ibid.*). Cela explique, entre autres choses, la participation toujours croissante du Saint-Siège aux Assemblées internationales où sont traités les problèmes les plus graves.

Une réponse à un défi radical

2. Beaucoup cependant se sont demandé, et se demandent encore, si la création du Secrétariat pour les non-croyants ne répond pas à des fins non avouées, à une sorte de néo-impérialisme spirituel cherchant à se gagner ceux qu'en d'autres temps on aurait considérés comme des « ennemis du christianisme ».

Eh bien non ! Ce ne sont ni des fins non avouées ni la volonté de puissance, mais « l'amour de tous les hommes » qui pousse l'Eglise à s'intéresser aux non-croyants, à dialoguer et à collaborer avec eux. Il ne s'agit pas d'imposer à quiconque une foi qui n'en serait pas une si elle n'était pas libre, mais d'inviter les athées « avec humanité à examiner en toute objectivité l'Evangile du Christ » (*ibid.*).

Si l'Eglise « s'efforce de saisir dans l'esprit des athées les causes cachées de la négation de Dieu » (*ibid.*), c'est pour donner à celles-ci une réponse constructive, en reconsidérant, si c'est nécessaire, la façon de proposer l'Evangile, ainsi que le témoignage (ou peut-être le contre-témoignage) qui en est donné.

On ne peut certainement pas dire que l'Eglise utilise le phénomène de la non-croyance du fait que l'étude de ses formes et de ses causes la conduit à réfléchir sérieusement sur l'efficacité de ses méthodes pastorales dans un monde sécularisé comme le nôtre. Par contre, on ne peut nier que l'humanisme athée d'aujourd'hui, quelle que soit la forme qu'il revêt, constitue un défi radical pour le christianisme et toutes les religions. A ce défi, l'Eglise et ce Secrétariat veulent répondre non pas par des croisades, mais par le dialogue et l'étude afin de mieux connaître non seulement les aspects négatifs, mais aussi tout ce qu'il y a de positif dans des phénomènes comme la sécularisation et l'athéisme.

Limites et conditions du dialogue

3. Pendant le Concile et tout de suite après, ce dialogue a suscité beaucoup d'intérêt, mais aujourd'hui, du moins de notre côté, on le regarde avec un certain désenchantement. On peut se demander pourquoi. Comme il arrive souvent, la déception vient de ce qu'on avait mis trop d'espoirs dans ce moyen, qui est certes efficace, mais pas d'une façon miraculeuse et instantanée. Déjà en 1968, le document sur le dialogue avec les non-croyants, publié par ce Secrétariat, disait qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que le dialogue puisse résoudre tous les problèmes du jour au lendemain, d'autant moins que les conditions nécessaires

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 14-15 avril 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) DC 1965, n° 1448, col. 899 (NDLR).

(3) DC 1966, n° 1464, col. 208 (NDLR).

à un vrai dialogue ne sont pas toujours réunies (4). Le dialogue est une œuvre de longue haleine, comme le montre notamment le dialogue œcuménique, où pourtant les uns et les autres sont bien moins éloignés que ne le sont les croyants et les non croyants. C'est pourquoi l'éducation au dialogue est plus importante que le dialogue lui-même, une éducation qui, elle aussi, se garde tant de l'esprit de croisade que de l'irénisme facile. L'impatience qui veut brûler les étapes a conduit certains à tellement s'identifier avec leurs interlocuteurs qu'ils en ont perdu leur identité chrétienne.

La priorité de l'action sur la doctrine, et, d'une façon plus générale, le désintérêt que l'on manifeste parfois pour les questions théoriques, pour les « principes », conduisent certains à chercher une collaboration non seulement limitée à des objectifs particuliers, mais globale, sans se demander où elle pourrait conduire, sans s'interroger sur l'authenticité des valeurs recherchées, sans poser clairement les problèmes. On peut, certes, reconnaître à l'ordre pratique une certaine autonomie. Mais celui-ci doit, en tout état de cause, obéir à la conscience et à la loi morale. Et, surtout s'il s'agit de faire un long chemin ensemble, il ne peut totalement se dispenser de rechercher et de développer les convergences, pas plus que de reconnaître loyalement les divergences qui subsistent.

Si l'on agit autrement, en excluant délibérément tout « dialogue sincère et prudent » (*Gaudium et spes*, 21) et la lumière qu'il apporte, on suscite des réactions bien compréhensibles et on finit par nuire à la cause que l'on voulait servir.

Si l'on a présentes à l'esprit les limites et les conditions nécessaires du dialogue, on ne peut pas dire qu'il ait définitivement fait son temps.

Dans une société pluraliste comme la nôtre, si l'on ne veut pas imposer son point de vue, ou, dans la meilleure des hypothèses, arriver à une simple coexistence pacifique, il ne reste que la longue voie du dialogue, la voie de la patience.

FRANZ, card. KOENIG.

(4) Cf. DC 1968, n° 1525, col. 1665 et s. (NDLR).

A PROPOS D'UNE EMISSION TELEVISEE SUR JESUS

Sous le titre « une émission manquée », Mgr BADRÉ, président de la Commission épiscopale française de l'Opinion publique, a publié le communiqué suivant au sujet de l'émission ayant pour thème « Qu'en est-il du Jésus de l'histoire ? », diffusée le soir de Pâques sur la première chaîne de la télévision française (1) :

Le jour de Pâques, une émission de télévision, diffusée en fin de soirée, rassemblait un certain nombre de personnes d'avis divergents autour du « fait Jésus ». De nombreux croyants se sont émus,

(1) Texte original.

Participaient à cette émission les PP. COUSIN et SIX, le pasteur TROGMÉ, le rabbin EISENBERG, MM. MURY, DE SUAREZ et GILLABERT.

Des lettres de lecteurs portant un jugement sévère sur

au fil des minutes, tant le contenu de l'émission leur paraissait inacceptable. Certains ont protesté.

Il faut savoir que l'Episcopat, dans le cas présent, n'est pas engagé et que l'émission ne peut être considérée comme présentant la position de l'Eglise catholique. Il faut savoir aussi qu'une émission, et un débat, sont toujours un risque.

Il apparaît clairement que la question n'a pas été traitée comme il convient ; il serait bon que d'autres personnes, plus compétentes par rapport aux problèmes scientifiques sous-jacents, rouvrent un débat qui a laissé les téléspectateurs sur leur faim. C'est la conclusion que nous tirons de cette émission.

9 avril 1975.

Mgr Jean BADRÉ,
président de la Commission épiscopale
de l'Opinion publique.

Réponse des Dominicains de l'Arbresle

Après la publication de ce communiqué, le P. Trouiller, vicaire provincial de la province dominicaine de Lyon, et la communauté des Dominicains de l'Arbresle (Rhône), ont adressé la réponse ci-après (que nous publions à titre de document), à Mgr Badré, ainsi qu'aux cardinaux Marty et Renard :

L'émission télévisée sur Jésus a donné lieu à une intervention de la Commission épiscopale de l'opinion publique, en la personne de Mgr Badré. Le P. Cousin, l'une des trois personnalités chrétiennes dont la compétence est mise en cause, est un frère dont nous connaissons le sens historique et la foi ; c'est pourquoi nous ne pouvons nous taire.

Il ne s'agit pas de nier que le P. Cousin se soit laissé prendre par imprudence dans une émission donnée par ses organisateurs comme une confrontation au niveau de la science historique et écoutée par beaucoup de téléspectateurs comme une conférence contradictoire entre ceux qui croient et ceux qui ne croient pas, comme nous en avons autour des années 30.

Mais on peut être heureux, avec beaucoup de téléspectateurs, que toute mauvaise apologétique ait été écartée du débat par les chrétiens et que ceux-ci, même si leur probité a manqué de pugnacité, n'aient pas forcé les documents historiques. Car nous sommes assurés que si nous confessons Jésus le Nazaréen, crucifié et ressuscité des morts comme Fils de Dieu, ce n'est pas uniquement sur le témoignage des documents tels que les approche la science de l'histoire. Nous touchons aussi la réalité historique par le partage et la continuité de la foi avec ceux qui ayant connu le Christ avant sa mort et l'ayant vu ressuscité, ont cru.

C'est l'aspect positif de cette émission que les chrétiens n'aient pas laissé entendre que pour croire en Jésus-Christ Dieu et homme, on n'ait qu'à tout bonnement s'appuyer sur des documents historiques

cette émission ont été publiées dans la *Croix* du 11 avril (p. 2).

J.-F. SIX, secrétaire du Secrétariat national (français) des non-croyants, répond à ces critiques dans un article (« Jésus, le soir de Pâques », la *Croix*, 16 avril, p. 2), où il cite sa réponse à la question : « Au fond, qui est, pour vous, Jésus ? », qui lui était posée par l'animateur de l'émission, J.-P. Farkas : « Une très forte personnalité, avec une tendresse humaine extraordinaire. Un vrai prophète. Il a toute la vie de Dieu en lui. Et il est vraiment ressuscité, ressuscité aujourd'hui même. »

et que pourtant ils aient sérieusement confessé leur foi qui est dépassement de soi dans l'accueil du don de Dieu.

Nous reconnaissons que cet aspect positif ne pouvait être facilement perçu par tous les téléspectateurs. Mais alors pourquoi Mgr Badré n'a-t-il pas saisi cette merveilleuse occasion offerte à son ministère de la Parole, d'enseigner les chrétiens, de leur expliquer qu'on touche Jésus par les documents, qu'on le touche plus encore par la foi de l'Eglise primitive, qu'on peut accéder à cette foi dans la communauté présente? Il eût ainsi éclairé les croyants, reconnu l'honnêteté de deux prêtres et trouvé l'espace pour le respect dû à la compétence scientifique de M. le pasteur Trocmé.

Au lieu de cela nous avons, une fois de plus, la poursuite des coupables sur le mode d'une affaire administrative. Nous avons aussi, sinon une erreur, du moins une ambiguïté surprenante dans la rédaction de la note épiscopale. Car faire espérer à des chrétiens inquiets qu'un débat poursuivi dans la probité historique pourrait éviter les incertitudes humaines de la foi, ne serait digne ni d'un historien, ni d'un croyant.

C'est pour cela que les frères du P. Cousin ont voulu faire connaître à leurs évêques leur malaise et leur peine.

(Texte original.)

PAQUES A TAIZÉ

Pendant la Semaine Sainte et pour Pâques, environ 18 000 jeunes, dont 2 500 venus d'Allemagne et plus de 3 000 venus d'Espagne, se sont réunis à Taizé pour une célébration du Concile des jeunes. Le pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, était présent, et Mgr Le Bourgeois, évêque d'Autun, a célébré la messe le soir de Pâques. Voici les deux prédications que F. ROGER, prieur de Taizé, a prononcées le jour de Pâques (1) :

La persévérance

« Sois fidèle jusqu'à la mort et je te donnerai la couronne de vie. » (Ap 2, 10.)

Telle est la parole du Christ que l'apôtre Jean transmettait à certains chrétiens des premiers temps, alors qu'ils étaient persécutés. Aujourd'hui on traduirait : persévère jusqu'au bout, je te donnerai la vie de l'Esprit-Saint, la vie du Ressuscité. Va jusqu'à l'extrême de l'amour, je te donnerai la vie.

(1) Textes originaux. Titres de la DC.

Nous lisons dans I-co-J, bulletin d'information sur le Concile des jeunes, 31 mars 1975 :

Des jeunes de plusieurs continents ont évoqué les autres célébrations successives qui, après l'ouverture du Concile des jeunes en août dernier, ont eu lieu au Mexique, en Argentine, au Brésil et aux Etats-Unis. Un point commun entre toutes ces rencontres : elles se sont déroulées dans des quartiers très pauvres de grandes villes, en des endroits où l'Eglise est un lieu d'espérance.

Les jeunes ont annoncé d'autres célébrations : en mai aux Etats-Unis, en juin au Québec, plus tard en Afrique et en Asie. A Taizé, des rencontres de jeunes auront lieu tout l'été avec une rencontre particulière le dimanche 17 août : « Une journée du peuple de Dieu ». Cette journée sera le signe que le Concile des jeunes ne se vit pas seulement entre jeunes, mais veut engager une recherche avec beaucoup d'autres.

Et voilà que la persévérance fait peur. Tu as bien raison de craindre si, quand tu entends ce mot de « persévérance », tu comprends « jong » d'une loi.

La persévérance n'est pas une loi. Elle ne fait pas rester sur place. Elle est une création continue qui s'adapte à toute situation nouvelle. Aventure avec Dieu, elle est la réponse de l'homme entraîné vers Dieu, entraîné vers ce qui est en avant. La persévérance est aussi le combat pour vivre un amour sans retour, une communion avec le Ressuscité tout au long de son existence.

Personne ne peut tricher avec Dieu. Lui réserver maintenant une petite part de toi-même et, plus tard, les restes? Non. Découvre plutôt le don de toute une vie.

Tu voudrais persévérer dans ce don de ta vie. Tu ne voudrais pas renier le Vivant, le Ressuscité. Mais, par ailleurs, les épreuves intérieures, les épreuves personnelles ou collectives, viennent arracher à l'amour.

Aimer jusqu'au bout ne va pas de soi, dans l'amour pour le Christ comme dans l'amour pour tout être humain.

La persévérance dans un amour sans retour t'expose : dans la continuité d'une marche sur les traces du Christ, tu peux être discrédité ; quand tu es conduit à des engagements authentiques pour l'homme, pour la justice, tu peux connaître l'incompréhension ; quand tu cherches à aimer l'Eglise, tu te heurtes trop souvent à des disputes intestines entre chrétiens, les anciennes comme les toutes nouvelles.

La persévérance dans tout amour t'expose : il y a les impasses, les crises, les échecs. Et te voilà livré au débat intérieur. Il est là, le tentateur, celui qui détruit avec la langue. Il souffle à l'oreille : « Laisse tomber ! Laisse tomber la persévérance ! » Et le tentateur murmure parfois : « Le sais-tu, d'autres amours rafraîchiront ton amour. »

Traverser les crises et les échecs, ne pas les éluder, ne pas les détourner, passer d'une étape à une autre étape. Et déjà surgit la vie de l'Esprit-Saint. Qui persévère dans le don de toute une vie découvre peu à peu, à chaque tournant, le jaillissement d'une autre vie, celle du Ressuscité.

Sa vie en nous est-elle peu évidente? Pourtant il est là, même dans l'obscurité. Nous appelons parfois le Seigneur Christ l'Inconnu. Pourtant il est présent, constamment. C'est plutôt nous qui sommes absents.

Sa vie parmi les hommes est-elle peu apparente? Pourtant, à travers toute la terre, il en est qui soulèvent une espérance humaine et une espérance de la foi, parce qu'ils persévèrent dans l'amour, envers et contre tout.

Comprenons-nous alors pourquoi le Christ insiste tant sur un amour sans retour?

Réjouis-toi. Il t'en donne la force. Réjouis-toi. Le Christ est ressuscité. Il est vraiment ressuscité.

F. ROGER.

(Taizé, matin de Pâques 1975.)

Le Concile des jeunes tisse un fragment de la robe du Christ

Depuis l'Amérique latine, le Concile des jeunes m'apparaissait comme une brise légère qui transporte avec elle quelques semences de communion. La brise pousse en avant mais elle n'est pas elle-même visible. En tant que ferment de communion, le Concile des jeunes lui non plus n'est pas visible.

Créer un mouvement avec des gens qui se ressemblent ou qui ont les mêmes options ne serait pas tellement difficile. C'est un projet autrement ardu que de vivre en « état conciliaire », c'est-à-dire tenter une communion entre ceux qui, répartis à travers la terre, sont tellement dissemblables, alors même qu'ils cherchent tous à vivre le Christ pour les hommes.

Toute communion est à la fois une réalité forte et fragile.

La communion est une réalité forte quand le Concile des jeunes tisse entre nous tous des liens tangibles. Ce qui nous intéresse, en effet, c'est de vivre la réalité de la communion, non pas de nous enliser dans les disputes intestines entre chrétiens, les anciennes comme les nouvelles. Sans peut-être le savoir, le Concile des jeunes tisse alors un fragment de la robe du Christ, cette robe qu'est l'Eglise, avec des fils très divers. Des fils colorés d'allégresse ou des fils sombres qui ont passé dans le sang des humains.

Toute communion est aussi une réalité fragile. Dans le Concile des jeunes, elle l'est d'autant plus que nous ne tenons pas à faire des adeptes, que nous n'avons pas non plus de système à défendre, et pas davantage de cause à faire triompher.

Le Christ lui-même a été un homme sans défense. Le Christ ne nous demande pas de nous défendre mais de nous abandonner.

Cette communion fragile et forte tout à la fois, n'est-ce pas avant tout la semence que le Concile des jeunes est chargé de transmettre à travers la terre ? N'est-ce pas là une part de sa vocation œcuménique ?

F. ROGER.

(Taizé, soir de Pâques 1975.)

AU CAMBODGE,

LA GUERRE PORTE UN COUP TERRIBLE

A L'EGLISE

Sous ce titre, l'Agence Fides, de la congrégation pour l'Évangélisation (9 avril 1975) a publié l'article ci-après, peu avant la chute de Phnom Penh survenue le 17 avril :

Notons tout d'abord que l'Eglise au Cambodge ne pouvait se comparer à l'ampleur de sa voisine : l'Eglise du Vietnam. Au début de 1970, en effet, le chiffre de ses fidèles n'atteignait que 60 000 environ et encore étaient-ils, pour la plupart, des Vietnamiens habitant le Cambodge, très peu de Khmers s'étant convertis car les pays vraiment bouddhistes sont rarement perméables — jusqu'à présent du moins — à l'évangélisation. Grosso modo, disons que les Cambodgiens baptisés n'excédaient pas 5 000.

Pour comprendre cette situation, il est peut-être bon de revenir en arrière et de rappeler que le vicariat apostolique de Phnom Penh s'étendit jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à une notable partie de la Cochinchine, ne suivant pas en cela les limites administratives. Comme les Vietnamiens se convertissaient plus facilement, l'effort d'évangélisation se portait tout naturellement sur eux. C'est ainsi que presque tous les missionnaires, ayant appris le vietnamien et seulement cette

langue, se trouvaient pratiquement hors du Cambodge, tandis que ceux restés dans ce pays évangélisaient surtout les milieux vietnamiens.

Ce n'est que par la suite, du fait des circonstances et de l'érection de nouvelles divisions ecclésiastiques au Vietnam, notamment dans le delta du Mékong, que le vicariat apostolique de Phnom Penh n'engloba plus que le seul Cambodge. Conséquence : les missionnaires, pour demeurer désormais dans ce pays, durent apprendre le cambodgien. Rome, de son côté, constatant que le territoire du Cambodge était immense, le morcela en créant deux préfectures apostoliques : celle de Battambang, ayant à sa tête un prêtre cambodgien, Mgr Tep Im, et celle de Kompong Cham confiée à Mgr Le Soueff, des Missions Etrangères de Paris, comme son confrère Mgr Ramousse, le jeune vicaire apostolique de Phnom Penh.

Lorsqu'eut lieu le putsch de mars 1970, qui renversa Sihanouk et son régime et du même coup fit entrer ce pays dans la guerre, les choses en étaient là. Certes, au cours des années précédentes, des conversions s'étaient produites même chez les Cambodgiens, mais les progrès parmi eux s'avéraient plutôt lents et les hostilités allaient faire perdre à cette jeune Eglise la plupart de ses membres.

La guerre eut, en effet, pour première conséquence de rallumer la vieille inimitié existant entre Cambodgiens et Vietnamiens. Bien sûr, l'ennemi était en principe l'envahisseur, c'est-à-dire le Vietcong ou le Vietnamiens du Nord descendu jusque-là et qu'il fallait repousser. Mais la haine rend aveugle, c'est bien connu. Aussi les Cambodgiens s'en prirent-ils aux Vietnamiens sans exception, y compris ceux qui habitaient le Cambodge depuis fort longtemps. D'où des scènes épouvantables de massacres, auxquelles les missionnaires eux-mêmes n'échappèrent pas : cinq d'entre eux furent ainsi assassinés et le sixième, disparu dans la zone tenue par l'adversaire, est présumé mort.

En face d'une telle situation, une véritable psychose de peur s'empara, on le comprend, des Vietnamiens résidant au Cambodge et on les vit bientôt arriver au Sud-Vietnam par milliers, en majorité des chrétiens qu'accompagnaient souvent leurs prêtres, lesquels s'employèrent à les réinstaller sur des terrains à défricher, aidés en cela par les autorités sud-vietnamiennes et surtout par les organismes internationaux d'entraide. A noter que ces interventions se firent sans aucune distinction de religion, que le dynamisme de certains missionnaires fut extraordinaire et que des religieuses vietnamiennes, échappées elles aussi de ce qui était devenu l'enfer cambodgien, se dévouèrent au maximum à leurs côtés.

Seuls sont restés au Cambodge les chefs des circonscriptions ecclésiastiques et quelques missionnaires, qui s'acharnent depuis lors à panser les blessures de ce malheureux peuple, se dépensant sans compter et donnant ainsi l'exemple d'une inépuisable charité, à laquelle les bouddhistes cambodgiens ne demeurent pas insensibles. Ainsi donc, l'Eglise au Cambodge n'est pas morte, mais quelles tragiques épreuves elle endure ! C'est pourquoi l'on est en droit de s'inquiéter touchant le troupeau et ses pasteurs, à cette heure tout spécialement. Puisse ce « petit reste » ne se laisser jamais abattre quoi qu'il arrive et jouer le rôle de ferment pour l'avenir, car il demeure l'espoir des moissons futures !

LES EVEQUES ALLEMANDS ET L'ARRET DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL SUR L'AVORTEMENT

Le 25 février 1975, la première Cour du tribunal constitutionnel de la République fédérale d'Allemagne concluait à l'issue de ses travaux que la liberté totale de l'avortement pendant les trois premiers mois de la grossesse (la solution du délai), acceptée par la majorité du Parlement, était incompatible avec la Constitution. Toutefois, pour éviter toute incertitude juridique, le tribunal décidait que, jusqu'à l'adoption d'une autre loi par le Parlement, l'interruption de la grossesse serait autorisée au cours des trois premiers mois, dans certains cas précis, dont le danger pour la santé ou la vie de la mère.

Le même jour, le cardinal Doepfner, s'exprimant au nom de la Conférence épiscopale allemande, dont il est le président, soulignait, dans la déclaration ci-après, que la décision du tribunal était un premier coup de frein à la dépréciation de la vie de l'enfant avant sa naissance. Les évêques allemands avaient déjà pris position sur le problème de l'avortement dans une lettre pastorale collective. (DC 1973, n° 1635, p. 626.) () :*

Dans son jugement du 25 février 1975, le tribunal constitutionnel de la République fédérale d'Allemagne a déclaré incompatible avec la Constitution la solution du délai et donc l'interruption libre de la grossesse au cours des trois premiers mois. La Conférence épiscopale allemande félicite le tribunal suprême allemand de cette décision. Par cet arrêt, le tribunal a écarté les conséquences désastreuses qu'aurait entraînées, pour la protection de la vie à naître et la conscience de notre peuple, l'entrée en vigueur de la solution du délai.

Toutefois, dans le libellé de l'arrêt, le tribunal a déclaré qu'une interruption de grossesse peut être autorisée en vertu de la Constitution lorsque se présentent diverses situations de conflit. Cela signifie que le droit de la vie à naître peut passer après d'autres droits de moindre valeur. Ce faisant, on refuse en bien des cas une véritable protection à la vie à naître. Les évêques allemands réaffirment la position qu'ils ont soutenue maintes fois, à savoir que la suppression de la vie humaine ne saurait constituer un moyen pour résoudre de telles situations de conflit. Nous, évêques allemands, lançons une fois de plus un appel pressant à tous les députés pour qu'ils assurent à la vie à naître une protection sans restriction.

Le droit à la vie que possède l'enfant avant sa naissance demeure intouchable, même si cela exige de lourds sacrifices de la part de la mère, du père, de la famille et de la société. En outre, aujourd'hui surtout, il existe de nombreuses possibilités pour rendre plus facile l'accueil d'un enfant. Une régulation des naissances acceptable du point de vue moral, la protection et l'assistance de la mère — en particulier de la mère célibataire — et de son enfant,

la simplification des démarches pour l'adoption, de même que l'amélioration des allocations familiales, peuvent en grande partie résoudre les difficultés qui existaient jusqu'à présent. Si, malgré toutes ces possibilités, on continue à mettre surtout en avant les points de vue sociaux, cela signifie que l'Etat, qui se présente dans sa Constitution comme un Etat social, manque à son devoir vis-à-vis de la famille. Cela concerne — pour ne prendre que deux exemples — l'obligation qu'il a de construire des logements convenables pour les familles nombreuses et d'adapter les charges familiales au développement général, sur le plan économique et social.

Un recul de l'Etat dans ses responsabilités à l'égard de la protection des droits fondamentaux de l'homme égare bien des gens et les amène à se demander si ce qui n'est plus interdit du point de vue pénal n'est pas du même coup autorisé du point de vue moral. Mais une telle conception est fautive : elle détruit la conscience morale des citoyens et, bien loin de rendre la société plus humaine, elle la rend plus inhumaine. L'un des points les plus importants d'une réforme consiste donc à empêcher l'affaiblissement de la conscience morale et à renforcer la responsabilité de l'individu.

Mais quelle que soit la façon dont se présente la loi, le chrétien catholique sait qu'il commet une faute grave devant Dieu et devant les hommes s'il porte atteinte à la vie à naître.

Le rétablissement du respect de la vie humaine dans notre société exige des efforts constants de la part de tous les citoyens. Nous devons accueillir toute vie humaine, même celle qui est faible et vacillante, même celle qui est malade et vieillissante, lui prêter assistance et assurer sa protection. C'est pourquoi l'Eglise redit qu'elle est prête à aider tous ceux qui se trouvent dans le besoin, et en tout premier lieu, les mères et leurs enfants dans la nécessité.

Cologne, 25 février 1975.

COMMUNIQUE DE Mgr OUALLI, EVEQUE DE LA GUADELOUPE, SUR LA SITUATION SOCIALE DE L'ILE

La Guadeloupe vit en ce moment une situation sociale grave qui nous provoque à réfléchir et à agir. Comme évêque de la communauté catholique, je dois prêter ma voix à des souffrances, des défigurations de l'homme ; je dois presser mes frères qui ne subissent pas ces situations à en recevoir l'interrogation dans leur cœur.

1. De nombreux hommes, des femmes plus nombreuses encore souvent chargées d'enfants, ne trouvent pas de travail. Ils ne bénéficient pas de l'allocation chômage, souvent pas de prestations sociales. Leur misère de toujours s'aggrave tandis que la frange de la population qui bénéficie de revenus élevés consomme, élargit son confort, créant un appel croissant à la consommation.

Beaucoup de Guadeloupéens, des jeunes surtout, ne voient d'autre issue que la migration, cependant que l'on prend mieux conscience des limites de cette voie.

Ceux qui vivent ce drame et constatent que des responsables économiques accordent priorité d'embauche à des personnes ne résidant pas habituellement en Guadeloupe, ou pire, les font venir à cette fin, comment ne seraient-ils pas révoltés ?

(*) Texte allemand dans *Kirchlicher Anzeiger für die Erzdioezese Koeln* du 15 mars 1975. Traduction et titre de la DC (sur ce même sujet, cf. DC 1975, p. 338).

2. Dans la vie économique et sociale prennent place aujourd'hui les syndicats, partenaires sociaux reconnus par la Constitution pour la défense des travailleurs et la justice sociale. Ils ont un rôle important en France métropolitaine. L'Eglise a reconnu leur légitimité « comme répondant à un des droits fondamentaux de la personne », et leur importance dans la vie économique (« *Gaudium et Spes* », n° 68).

Sur les négociations difficiles qu'ont à mener les syndicats du secteur de la canne, il ne faut pas porter un jugement hâtif. Qui connaît en Guadeloupe la législation complète sur le sucre dans le Marché commun et sur le marché mondial ? Quoi qu'il en soit, le rejet des syndicats, les tentatives pour les contourner ou les utiliser constituent un mépris des travailleurs et de la loi.

Dès lors, il faut souhaiter que le peuple guadeloupéen comprenne mieux le rôle des syndicats, leur accorde un soutien effectif qui pourra être alors une adhésion critique.

3. En ce qui concerne l'information, nous constatons qu'ici, par rapport à la France métropolitaine, ce qui ne va pas dans le sens du pouvoir, du conservatisme (même sur le plan religieux), la plus grande part de ce qui est local, ce qui fait appel au jugement, à la responsabilité, tout cela est exclu ou déformé par les grands moyens d'information. Mesure-t-on tout ce qu'il y a de manque de respect dans cette information tronquée, et même de violence subtile dans cet étouffement des « sans-voix », dans un pays où la démocratie est proclamée ?

4. Enfin parmi d'autres problèmes, nous ne pouvons taire celui que constitue la présence de *forces de l'ordre* sur les lieux de travail. On la justifie par la protection de travailleurs étrangers et locaux. Mais cette présence exaspère ceux qui réclament des négociations, les revalorisations de salaires et les ristournes dues, et de pouvoir vivre de leur travail.

**

Ces souffrances, nous avons déjà eu l'occasion de les évoquer. Nous savons qu'elles s'insèrent dans une situation difficile. La Guadeloupe est malade, d'une maladie ancienne, camouflée, qu'aggrave la crise générale mondiale. Malade d'une économie artificielle qui accentue les inégalités sociales ; malade aussi d'une crise d'identité.

Nous déplorons que l'on n'en fasse pas le diagnostic complet, que l'on se contente de palliatifs, au lieu d'instaurer un débat clair dans un climat de responsabilité.

Nous n'avons pas compétence pour proposer une analyse complète et des solutions ; en d'autres domaines aussi règnent des situations d'injustice méritant examen. Mais au nom de l'Evangile, nous devons rappeler instamment des exigences immédiates :

— Exigence de dialogue entre tous ceux qui ont des responsabilités économiques et sociales, dialogue sans doute conflictuel, mais qu'il faut reprendre et maintenir ;

— Souci des pauvres : que priorité soit accordée au droit au travail, au droit à un salaire qui permette de vivre ;

— Droit et devoir, pour tous, d'information.

Affronté à ces problèmes, saisi par ces urgences, en lien avec la communauté qu'il anime, un prêtre du diocèse s'est engagé depuis le 22 mars dans un jeûne illimité, c'est-à-dire une grève de la faim.

Nous reconnaissons que la méthode choisie ne fait pas l'unanimité, mais nous partageons les motivations profondes de son geste.

Dans la situation présente de la Guadeloupe, la foi nous provoque à travailler pour une société où les hommes soient plus dignes et plus égaux. Dans l'immédiat, puissent tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, vivent ce combat ou même cette espérance, s'unir pour obtenir ces conditions minimum de la reprise des négociations et de la légalité des conditions de travail.

Pointe-à-Pitre le 24 mars 1975.

† Siméon OUALLI.

(Texte original. Titre de la « DC ».)

VIETNAM : « CRIER DEVANT L'INJUSTICE »

Nous lisons sous ce titre, dans « Présence et dialogue. L'Eglise dans la région parisienne » supplément « Paris » (17 avril 1975) :

Le cardinal MARTY, lors de la célébration du Jeudi saint, à Notre-Dame de Paris, ■ annoncé qu'il célébrerait la nuit pascale avec les catholiques vietnamiens de Paris.

Dans son homélie, il a lancé un appel à la fraternité envers ceux qui souffrent :

« Par suite de la guerre, des familles entières au Vietnam et au Cambodge sont obligées de quitter leurs villes et leurs villages. Victimes de la haine et de la violence, victimes aussi des idéologies des grands de ce monde, des hommes, des femmes, des enfants fuient, abandonnent leurs biens et partent à l'aventure. Il nous faut crier devant l'injustice dont ils sont victimes. Il nous faut prier pour la paix dans ces pays. Nous sommes tous responsables de cette paix. Dans l'immédiat nous devons apporter notre aide à ceux qui se trouvent dans le dénuement. Le Secours catholique et d'autres œuvres s'y emploient sur place. »

Ce texte ■ été repris par la presse et a donné lieu à une interview radiodiffusée par France Inter, le Samedi saint.

**

J'ai reçu, datée du 3 avril, la lettre suivante de l'archevêque de Saigon, Mgr Paul Nguyen Van Binh. C'est pour moi l'occasion, à nouveau, d'inviter à la prière et au partage fraternel pour ce peuple souffrant.

F. M.

Saigon, le 3 avril 1975.

EMINENCE,

C'est avec grande émotion que nous avons, par la radio, accueilli votre appel en faveur des victimes de la guerre au Vietnam, lors de la vigile pascale célébrée à la Mission catholique vietnamienne à Paris.

Vos prières et votre geste de solidarité chrétienne nous apportent du réconfort et nous donnent la certitude que les catholiques de France ne nous oublient pas en ce moment de grande épreuve.

Veuillez agréer, Eminence, l'assurance de notre profonde reconnaissance dans le Seigneur.

Paul NGUYEN VAN BINH,
président de la Conférence
épiscopale du Vietnam.

Imprimerie « Bayard-Press »

5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur : J. GELAMUR.

© 1975 by Bayard-Press.

Canada : 1 an, 24 \$. « Periodica », 7045, av. du Parc
Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F.; des années précédentes : 6 F.
Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1675 - 4 MAI 1975

- 401 **Audiences générales** : la paix de la conscience (9 avril); le renouveau pascal (16 avril).
- 403 **La femme dans la société et dans l'Eglise.** Allocution du 18 avril.
- 404 La virginité consacrée. Allocution du 2 février.
- 405 **Allocution ■■ Symposium sur Newman** (7 avril).
- 405 La pastorale des nomades. Allocution du 12 février.

L'EGLISE AU PORTUGAL

- 406 **Communiqué de la Conférence épiscopale avant les élections.**
- 408 **Les « chrétiens pour le socialisme ».** Interview de l'évêque de Porto.
- 415 **Note de la Conférence épiscopale sur « Radio renascença ».**
- 416 **Interview du cardinal Ribeiro.**

- 417 **Document de l'Episcopat italien sur la liberté.**
- 420 **Document de la Commission théologique internationale sur la morale chrétienne.**
- 427 **L'aumônerie catéchuménale** (Conseil permanent; Mgr Decourtray; Mgr Riobé; PP. Biot et Moitel).
- 431 **Lettre des évêques du Vietnam sur l'évangélisation.**
- 436 **Homélie du cardinal Marty à la messe de rentrée du Parlement.**

- 438 **Evénements et informations** (16-31 mars).

- 444 **Réflexions du cardinal Koenig à propos du X^e anniversaire du Secrétariat pour les non-croyants; à propos d'une émission télévisée sur Jésus (Mgr Badré); Pâques à Taizé (F. Roger); l'Eglise du Cambodge et la guerre (« Fides »); les évêques allemands et l'arrêt de la cour de Karlsruhe sur l'avortement; la situation sociale de la Guadeloupe (Mgr Oualli); le Vietnam (cardinal Marty, Mgr Nguyen van Binh).**

- 424 **Encart « Notre Temps ».**

- 400 **Les grands textes de la Documentation catholique.**

ACTES DE S. PAUL VI

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

EVENEMENTS

L'EGLISE DANS LE MONDE

JE 18

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



18 mai 1975

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

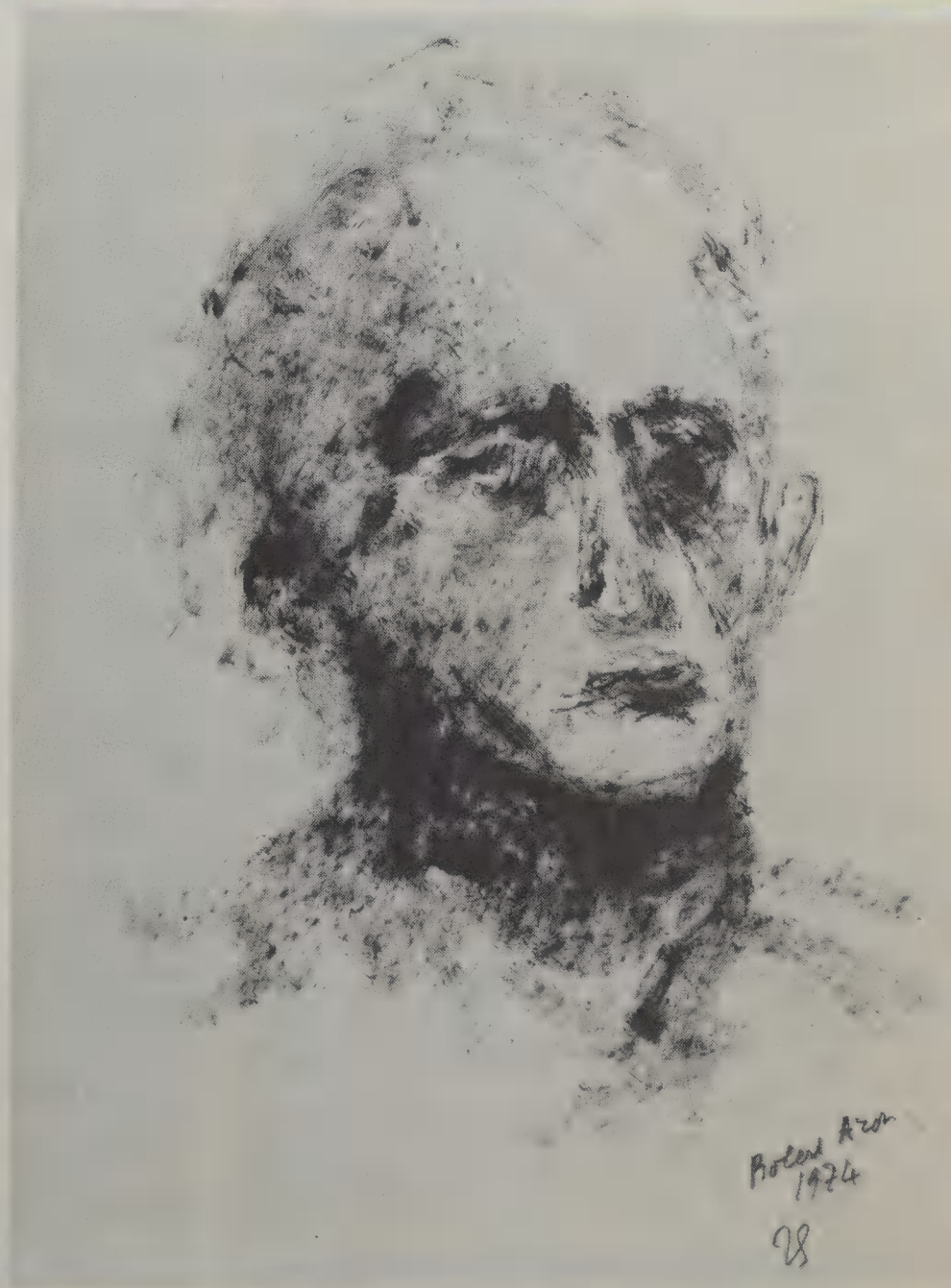
PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE

**César de Bus ;
les communications
sociales**
(Paul VI)

**La réception
de Robert Aron à
l'Académie française**

La réconciliation
(Episcopat espagnol
et Episcopat canadien)



LIVRES NEUFS A PRIX RÉDUITS

Voici ■ l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

LE SIECLE DES CATHEDRALES, par Pierre-Roger Gaussin. L'âge des cathédrales correspond à l'une des plus grandes époques de la civilisation occidentale européenne, à l'apogée d'une grande réalité et d'un grand rêve. 16 X 20, 240 p., 98 ill., 3 cartes, relié toile rouge, Fayard. Val. 30 F, net 16 F.

SAINT LOUIS DE FRANCE, par Jean Larcenat. Il fut un saint, un roi et un homme. Ce triple aspect de Louis IX reste placé sous le signe de l'humilité et de l'aventure mystique. 15,5 X 22, 198 p., 8 ill. h. t., ADE. Val. 18 F, net 8 F.

LA MYSTIQUE DE L'APOTRE PAUL, par le Dr Schweitzer. Pour l'Apôtre Paul, la foi n'était pas simplement la croyance intellectuelle à des dogmes précis : en s'unissant par la foi et les sacrements au Christ mort et ressuscité, le croyant, tout en étant sur cette terre, vit par anticipation dans le Royaume de Dieu à venir. 13,5 X 20, 342 p., Albin Michel. Marqué 15 F, net 7,50 F.

LES PAPES, par Charles Pichon. Biographies des 259 Papes, dans leur ordre chronologique, avec les principaux événements de leur pontificat. Un livre essentiel, à la portée de tous, pour bien connaître l'histoire de l'Eglise. 17,5 X 19,5, 240 p., 139 ill. (portraits de Papes), relié, Hachette. Val. 36 F, net 18 F.

SIMON BAR-JONA, UN HOMME DE FOI, par Jeanne Moret. Des pages empreintes d'originalité et de vigueur. Saint Pierre (Simon, fils de Jonas) a moins tenté les biographes que saint Paul. Cette fois, il prend une revanche éclatante. La documentation est aussi riche qu'impeccable. On trouve là toute l'histoire des origines du christianisme, une vie de Jésus même. Il faut admirer ce maître livre. 13,5 X 18,5, 368 p., ADE. Val. 20 F, net 9 F.

LES PAPES CONTEMPORAINS ET LA MISSION. En appendice : décret conciliaire sur la mission, par André Rétif. « Servir la mission de l'Eglise et Celui qu'elle veut faire aimer dans le monde entier », tel est le dessein de cet important ouvrage et de son auteur. Pour cela, une multitude de documents pontificaux est mise à la portée de chacun. Jamais rien n'a été écrit d'aussi clair et d'aussi convaincant sur l'œuvre missionnaire. 13,5 X 18,5, 248 p., ADE. Val. 16 F, net 8 F.

L'ARRIERE-GARDE MEURT. 28-31 mai 1940 dans les faubourgs de Lille, par Pierre Porthault. En ce 35^e anniversaire, il est bon de rappeler comment quelques milliers de soldats français bloquèrent, pendant quatre jours, sept divisions de choc allemandes, alors que l'armée belge capitulait et que nos alliés anglais fonçaient... vers nos ports. 14 X 21,5, 180 p., 17 photos inédites, relié, F. E. Net 25 F.

UN VENT DE FOLIE, par Alexandre-Jean Guilleux. Voyez comment la Russie a procédé pour annexer, dénaturer la Roumanie et les autres pays satellites. Un témoignage qui renforce celui de Soljénitsyne. 13,5 X 21,5, 332 p., P. U. Marqué 37,45 F, net 12,50 F.

LA CHARTE INCONNUE DE LA FRANC-MAÇONNERIE CHRETIENNE (préface du R. P. Riquet, s.j.) par Alec Mellor. Un homme peut-il cumuler deux consciences, professer deux religions ? Des clartés sur une mystérieuse institution (Imprimatur). 14 X 22, 174 p., Mame. Val. 25 F, net 10 F.

LA FRANC-MAÇONNERIE A L'HEURE DU CHOIX, par Alec Mellor. Tout ce que les esprits les plus curieux peuvent souhaiter connaître sur la Franc-Maçonnerie. Ce livre est une vraie encyclopédie du sujet (Imprimatur). 14 X 22, 496 p., Mame, Val. 35 F, net 14 F.

SEMAILLES EN AFRIQUE, par G. Duhamel. Avec l'histoire d'Origène, de Félicité, de Perpétue et de bien d'autres martyrs, nous découvrons les origines de la chrétienté sur la terre d'Afrique. 11,5 X 18, 172 p., 11 ill. h. t., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

L'AGE ROMAN, par Marcel Pacaud et Jacques Rosiaud. Avec ce merveilleux itinéraire dans les grands centres romans, c'est l'éternelle quête de Dieu que l'on retrouve. 16 X 20, 238 p., 89 ill., relié toile, Fayard 30 F, net 16 F.

FRA ANGELICO, par René Huyghe. Toute l'œuvre religieuse de celui qui donna un nouvel essor à la peinture. Splendide vol. 26,5 X 29,6, 86 p., 51 planches coul., relié, Gibert J. Val. 58 F net 22 F.

SAINT FRANÇOIS D'ASSISE (1182-1226), par Mgr Léon Cristiani. Lire la vie de saint François d'Assise c'est participer à une joie supérieure. Prédicateur et poète, le saint qui charmait les oiseaux reste une source d'émerveillement. 11,5 X 18, 202 p., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

SAINTE THERESE D'AVILA, par le chanoine L. Cristiani. Réformatrice du Carmel, Docteur de l'Eglise, sainte Thérèse d'Avila ne cesse de poursuivre son apostolat passionné. Sa puissance de sympathie est si attractive qu'on ne peut, après avoir lu sa vie et ses textes, oublier cette grande figure. 11,5 X 18, 204 p., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

ENCYCLOPEDIE UNIVERSELLE DES MONNAIES DU XX^e SIECLE, par Jean-François Cartier et Gunter Schoen. Saviez-vous que certaines pièces de monnaie courantes valent beaucoup plus que leur valeur nominale, suivant leur année de frappe ? Ce livre est un trésor. Il vous donnera le cours de 7752 monnaies, frappées de 1900 à 1972, dans 300 pays catalogués alphabétiquement, dont la France. 11,5 X 18,5, 900 p., 2256 ill., Stock. Val. 45 F, net 30 F.

GUIDE RELIGIEUX DE LA FRANCE, par Francis Ambrière. Documentation unique. Des index de plus de 150 pages. Le plus obstiné des chercheurs y trouve réponse à tout. Et, pour les touristes et amateurs d'art, quel régal ! 12,5 X 20, 1240 p., cartes, planches h. t., relié toile, Hachette. Val. 50 F, net 26 F.

LA PEINTURE GOTHIQUE. De Bruges à Florence, la peinture se met au service de la foi, mais elle traduit aussi l'inquiétude et l'attente de l'homme. 2 vol. 17,5 X 27, ens. 408 p., très nombr. ill. coul., reliés, Rencontre. Val. 60 F., net l'ens. 34 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 31

BP 14 78580 MAULE

Tél, (16-01) 478-82-89 de 7 h 30 à 21 h.

Joindre le règlement (y ajouter 7 F pour forfait d'envoi pour France métropolitaine et 11 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, timbres-poste français (CCP 19979-24 M PARIS).

Expédition rapide.

BON DE GARANTIE, accordant faculté de retour, joint à l'envoi.

Actes de S. S. Paul VI

LA BÉATIFICATION DE CÉSAR DE BUS

Le dimanche 27 avril, dans la basilique Saint-Pierre, Paul VI a procédé à la béatification d'un prêtre français du xvi^e siècle, César de Bus (1). Voici l'homélie qu'il a prononcée en cette circonstance, après que Mgr Polge, archevêque d'Avignon, eut donné lecture de la formule de béatification, en assignant au 15 avril la célébration liturgique du nouveau bienheureux (2) :

Réjouissez-vous tous, Vénérables Frères et chers Fils ! Que l'Eglise entière exulte parce qu'elle peut admirer dans tout leur éclat les merveilles accomplies par Dieu dans la vie d'un homme ! Louons ensemble le Seigneur pour sa sainteté qui resplendit en ses œuvres !

La cérémonie d'aujourd'hui met à l'honneur la ville de Cavaillon, dans ce comtat venaissin alors territoire pontifical ; nous sommes heureux de saluer en premier les représentants de cette cité antique et de participer à leur action de grâces. Nous saluons aussi tous les pèlerins du diocèse d'Avignon : il était juste que leur archevêque fût associé d'une manière particulière à un événement comme celui-ci, et nous remercions Mgr Eugène Polge d'avoir répondu à notre invitation de présider la concélébration eucharistique.

Mais le ministère de César de Bus nous fait réserver ce matin d'autres mots chaleureux pour ceux qui ont marché sur ses traces, nous voulons parler des religieux et des prêtres adonnés à l'enseignement de la doctrine chrétienne, c'est-à-dire à la transmission de la foi, de la Parole de vie. Et comment ne pas mentionner les catéchistes, ces artisans de la première évangélisation missionnaire, et tous les jeunes volon-

taires qui, sacrifiant leur temps libre pour se consacrer à l'annonce de la Bonne Nouvelle, contribuent à nous édifier et à nourrir notre espérance en l'avenir ? A un titre tout à fait spécial, la fête d'aujourd'hui est leur fête.

Ainsi nous venons de procéder solennellement à la béatification de César de Bus. Une étude approfondie — plus de trois siècles et demi se sont écoulés depuis le terme de sa vie terrestre — a révélé en effet que cette grande figure du passé avait vraiment poussé les vertus évangéliques jusqu'à l'héroïsme, et qu'elle était vraiment digne d'éloge. Rien n'a été négligé de sa biographie ni des idées conductrices de son action. En conscience et avec notre autorité apostolique, nous autorisons donc le culte local de César de Bus ; nous croyons qu'il sera bénéfique, et voici pourquoi.

Sa conversion

Nous relèverons d'abord quelques aspects de la vie du bienheureux, choisis parmi les plus significatifs et les plus aptes à servir de leçons à l'époque qui est la nôtre. Mille cinq cent quarante-quatre, année de sa naissance à Cavaillon, le monde chrétien est en crise, l'une des crises les plus graves de son histoire. Crise non seulement religieuse et doctrinale, mais crise de civi-

romée, en 1585, l'orienta vers l'instruction religieuse. C'est ainsi que le 29 septembre 1592, il fonda, à l'Isle-sur-Sorgue, la congrégation des Pères de la Doctrine chrétienne, qui avait pour but « l'enseignement de la doctrine chrétienne le dimanche et les autres jours fériés ». En 1789, à la veille de la Révolution, la congrégation comptait, en France, soixante-quatre maisons, collèges ou séminaires, dont vingt-neuf dans la province d'Avignon (elle compte actuellement quatre-vingt-treize religieux, sous l'autorité du P. Visconti Orlando, Supérieur général ; *Annuario Pontificio*, 1975). César de Bus est mort au couvent de Saint-Jean-le-Vieux, en Avignon, le 15 avril 1607, le matin de Pâques. Il était aveugle depuis 1594 (d'après la brochure de P. AMOUIER : « César de Bus : Images de sa vie », publiée en supplément du n° 7 du « Bulletin religieux du diocèse d'Avignon », avril 1975. — Cf. également DC 1974, n° 1658, p. 689).

(2) Texte français dans l'*Osservatore Romano* des 28-29 avril 1975. Sous-titres de la DC.

Etaient présents à la cérémonie, notamment une délégation du gouvernement français guidée par M. AMANRICH ambassadeur de France près le Saint-Siège ; Mgr BRÉCIEUX, curé de Cavaillon ; M. MITIFLOT, maire de Cavaillon avec une délégation du Conseil municipal ; le conservateur du musée de Cavaillon et un groupe de descendants de la famille du nouveau bienheureux ayant à sa tête M. Michel R.-A. DE BUS.

(1) César de Bus, fils de Jean-Baptiste, consul de Cavaillon, et d'Anne de La Marne de Châteauneuf, est né à Cavaillon, sur les bords de la Durance, le 3 février 1544. En 1555, il fut envoyé au collège des Jésuites, à Avignon. En 1562, il participe à la bataille de Dreux. En 1565, il part à la cour de Charles IX, ce qui lui valut d'être témoin du massacre de la Saint-Barthélemy. Revenu à Cavaillon, il renonce à sa vie de gentilhomme mondain et se convertit sous l'influence de deux âmes simples, Antoinette Reveillarde et Louis Guyot, puis, sous la conduite d'un Jésuite d'Avignon, le P. Péquet. Il fut ordonné prêtre en août 1582, dans la cathédrale de Cavaillon. Une lecture de la vie de saint Charles Bor-

lisation aussi, avec l'afflux de courants de pensée nouveaux, certes pas tous négatifs, mais qui désorientent la masse des fidèles. César de Bus vient au monde en cette période troublée, où les hommes s'ouvrent progressivement à la culture, aux arts et au règne du plaisir. Lui-même se laissera entraîner pendant l'adolescence et le début de l'âge adulte sur la pente de la facilité à laquelle le prédisposaient sa condition et sa fortune. Vie légère, insouciance, d'un être doué, brillant en société, poète à ses heures, davantage sensible à la jouissance de tout qu'aux exigences de l'Évangile.

La conversion ne pouvait être que radicale, et elle le fut. Trois personnes très diverses l'aideront profondément : Louis Guyot, tailleur, humble sacristain de la cathédrale de Cavaillon au rayonnement tout à fait remarquable : l'étonnante Antoinette Réveillard, qui vivait dans la proximité de Dieu et s'efforçait d'aider ses proches à en comprendre la volonté — analphabète, semble-t-il, elle allait jusqu'à supplier César de Bus de lui faire la lecture de vies de saints, lui donnant ainsi l'occasion de réfléchir et de prier — ; et enfin le jésuite Pierre Péquet dont l'expérience spirituelle, la prudence, le discernement et la fermeté seront d'un grand secours pour le jeune César. Sous leur influence, il rompt bientôt avec la frivolité ; il se livre à l'étude et se prépare au sacerdoce. En voyant l'obstination avec laquelle ces trois « mystiques » s'emploient à conseiller et à reprendre sans cesse leur protégé, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils furent les instruments de Dieu, chargés de préparer un disciple de choix. Et cette réflexion nous remplit de confiance : Oui, chers Frères et Fils, le Bon Pasteur prend soin de son troupeau ! Oui, il se choisit des ministres pour la mission de demain ! Oui, il compte sur chacun de vous pour leur révéler cet appel et pour les guider dans leur cheminement !

Son esprit de pénitence

L'itinéraire spirituel du bienheureux ne fut pas, vous vous en doutez, sans à-coups. Moments de découragement, de nuit, d'incertitude. Nous avons été frappé, cependant, par ce qui sera, presque dès l'origine, une caractéristique de toute sa vie. Peut-être est-ce là que réside le secret de sa constance, en tout cas ce qui lui a toujours permis de surmonter ses difficultés et de repartir avec une énergie accrue : Nous voulons parler de son esprit de pénitence. La pénitence, ce n'est pas un vain mot pour lui. Il la pousse jusqu'à l'extrême : il revient de loin ! Il doit dominer les passions dont il s'est fait autrefois l'esclave, combat violent et perpétuel. Il apprend ainsi à rechercher et à aimer le sacrifice, car le sacrifice configure au Christ souffrant et vainqueur. S'offrir en libation, tout abandonner entre les mains de Dieu au prix des renoncements les plus coûteux, tel semble avoir été son leitmotiv, le but perpétuel de ses efforts. Et lorsqu'à la fin de sa vie, perclus de maux et affligé de cécité, il pourra enfin se disposer au don suprême, il réalisera combien l'ascèse lui a été utile pour maîtriser le vieil homme. Il sera prêt à rencontrer le Seigneur. Sa joie sera parfaite.

Le corps de César de Bus repose aujourd'hui à Rome, en l'église Sainte-Marie in Monticelli.

Mais, par un dessein assurément de la Providence, tout n'est pas fini pour nous avec cette mort ! Le peuple de Dieu, en proie aux difficultés du monde contemporain, contemple en effet dans la gloire l'un des siens traçant pour lui une route vers le Royaume. Devant les problèmes qui sont actuellement les nôtres, n'y a-t-il pas là une voie étroite, faite de conversion personnelle, de prière et d'austérité, faite de réponse courageuse à un appel intérieur ?

L'œuvre de sa vie : communiquer la doctrine chrétienne au peuple

Nous vous laissons répondre à cette question, et en tirer vous-mêmes les conclusions nécessaires pour vous et pour votre apotolat. Toutefois, il nous semble que la personne de César de Bus n'est pas seule riche d'enseignement. Au-delà de l'homme, particulièrement brillant, il y a l'œuvre accomplie par cet homme, œuvre considérable dans la région où il vivait, et qui devait influencer d'une manière heureuse la pastorale catéchétique du moment, encore balbutiante.

L'objectif du P. de Bus est de communiquer la doctrine chrétienne au peuple. L'idée est loin d'être neuve. Dès les origines, les premiers chrétiens se montrèrent soucieux de transmettre — et de transmettre avec exactitude — l'essentiel de ce qu'ils avaient reçu. L'on vit rapidement se former des recueils rapportant les faits et dits les plus marquants de la Révélation. L'ère apostolique et les décades postérieures en donnent plusieurs témoignages. Il importe plus que jamais, au milieu d'un monde païen et face aux dangers des déviations doctrinales, d'inculquer aux catéchumènes et de rappeler aux disciples un kérygme, c'est-à-dire un noyau central, un résumé de la foi axé sur l'essentiel, qui puisse servir de base à des développements adaptés aux circonstances et à la psychologie des auditeurs. Il faut donner un fondement solide à leur foi, étayer leur attachement affectif et caricatif au Dieu vivant, par une connaissance des vérités de la foi qui corresponde à cet amour.

Dans la deuxième moitié du xvr^e siècle — que l'on ne se fasse pas d'illusions ! — la masse des catholiques est généralement peu instruite, même si sa conviction est extérieurement renforcée par un cadre de chrétienté ou par les oppositions religieuses où se mêlent de temps en temps des considérations d'un tout autre ordre. L'intuition, le génie pourrait-on dire, de César de Bus, est de mettre le doigt sur un besoin primordial, pressenti avec tant de perspicacité par les Pères du Concile de Trente avec le catéchisme dont ils ordonnèrent la rédaction, afin que tous les pasteurs, de l'évêque au curé, d'une modeste paroisse possèdent un manuel de référence. Mais le terrain est encore en friche. Le dénuement du peuple est extrême et le dévouement de ses ministres ne suffit pas à lui seul à le pallier.

Intelligemment formé à l'école ignatienne, par les soins de son directeur Péquet, César de Bus va aussi, ce qui est très important, apprendre à connaître la vie, la doctrine spirituelle et l'œuvre d'autres maîtres à penser de l'époque, Pierre Canisius, Robert Bellarmine, Philippe Néri et Charles Borromée. Les deux derniers, surtout, laissent en lui une empreinte indélébile ; il se

pénètre de leurs inspirations, nourrit son action de la leur et brûle du même zèle qu'eux. Avec un sien cousin, Jean-Baptiste Romillon, qui a partagé sa recherche et suit à présent la même orientation que lui, il commence à sillonner bourgs et campagnes pour catéchiser ceux qu'il appelle ses « ouailles ». Sa méthode est l'enseignement de la foi à toutes les catégories de la population, en distinguant des degrés, bien sûr, entre ceux qui sont capables d'accueillir beaucoup et ceux pour lesquels il faudra se contenter, dans un premier temps, d'un minimum. Mais le point important est que tous soient évangélisés, que tous reçoivent un enseignement à leur portée. Les paroles sont simples ; les formules, peu nombreuses, sont bien frappées et faciles à retenir. Autour de ce schéma vient se greffer une prédication pétrie d'Écriture sainte, adaptée aussi afin que les notions apprises ne restent jamais sans suite, et qu'elles se traduisent dans l'attitude spirituelle et dans la manière d'agir, dans la vie en un mot.

A l'école de saint Charles Borromée

Comment ne pas voir en cet apostolat de notre bienheureux une parenté étroite avec celui de saint Charles Borromée qui, dès 1579, obligeait chaque diocèse de sa province à organiser des écoles de la doctrine chrétienne ? Le cardinal Borromée les multipliait lui-même à Milan et il n'hésita pas à en réunir les maîtres dans une Compagnie et à fonder une Congrégation séculière pour assurer la durée et la bonne marche de l'œuvre : ce furent les « Operarii Doctrinae Christianae », les Ouvriers de la Doctrine chrétienne (cf. *Acta Ecclesiae Mediolanensis...* Mediolani MDXCIX, p. 864-865 : Giussano PIETRO, *Vita di San Carlo*, livre VIII, chap. VI, tome II, p. 254-261). Quelle place, quels encouragements le saint archevêque de Milan n'accorde-t-il pas à cette œuvre ? Ne formerait-il qu'un seul vrai chrétien, un catéchiste n'aurait pas perdu sa peine. Commentant l'évangile de la Samaritaine, il s'adresse directement à ses chers « ouvriers » : « Voyez l'importance de votre labeur ! N'auriez-vous ramené qu'une seule enfant à l'Eglise... comprenez que vous avez accompli une œuvre de grand prix ! Le Christ avait le monde entier à racheter et, pour cette œuvre immense, il n'avait qu'un court espace de trois ans... Et cependant, sur ce temps si court, quelle part considérable n'a-t-il pas pris pour la seule Samaritaine ? Que ce soit pour vous le plus grand des stimulants. » (Cf. *Homilia 100 in Evangelium Joannis*, dans S. Caroli BORROMEI... *Homiliae...* Joseph Antonii Saxii *praefatione et annotationibus illustratae*, t. III, Mediolani MDCCXLVI, p. 340.) Mais il faut s'attacher à la formation des parents : N'est-ce pas « la charge des pères, leur fonction, de conduire au Christ les enfants qu'ils ont eux-mêmes reçus du Christ » (*id.* t. I, p. 2) ?

César sera profondément frappé par cet exemple. Lisant la vie de saint Charles, que lui avait procurée l'archevêque d'Avignon, il se sent « embrasé d'un si grand désir de faire quelque chose à son imitation que — dit-il — je n'accorderai sommeil à mes yeux, ni repos à mes jours que je n'aie donné quelque contentement à ma résolution » (H. BRÉMOND, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, II, « L'invasion

mystique », p. 19 ; cf. A. RAYEZ, S.J., *La spiritualità del Ven. Cesare de Bus*, RAM 134, avril 1958, p. 20). Comme l'archevêque de Milan, loin de se limiter à l'éducation des enfants, il regarde les familles et les milieux, s'attache à l'instruction des parents et à la formation des maîtres. Avec lui est promue une véritable catéchèse familiale qui sera le meilleur remède et le meilleur antidote contre l'hérésie. De cette activité débordante, « *Les Instructions familières sur les quatre parties du catéchisme romain* », publiées près de soixante ans après sa mort, ont porté jusqu'à nous le témoignage toujours valable. Elles révèlent ce que doit être le vrai catéchiste : l'homme de la Bible, l'homme de l'Eglise, soucieux de transmettre la véritable doctrine du Christ (cf. A. RAYEZ, S.J., *La Spiritualità...* p. 29-30). Il dispose les cœurs à la foi qui, elle, demeure le secret de la liberté et de la grâce de Dieu.

Les Pères de la Doctrine chrétienne

L'œuvre de César de Bus suscite toujours, après trois siècles, notre admiration. Voilà quelqu'un qui a vu juste. Il a su déceler les besoins de son époque et y répondre avec autant de générosité que d'efficacité. Attirés par sa clairvoyance et son rayonnement, d'autres hommes enthousiastes se sont peu à peu groupés autour de lui, s'initiant à sa méthode et prenant exemple sur lui. Rapidement, ils formèrent une famille religieuse qui, malgré les vicissitudes de l'histoire, fleurit encore aujourd'hui en divers pays ; par un retour aux sources, elle vient de se réimplanter en France, à Cavaillon : que les Pères de la Doctrine chrétienne ici présents sachent en ce jour notre sollicitude particulière pour eux, notre estime, et qu'ils reçoivent nos vœux et nos encouragements ! Nous sommes heureux de les honorer maintenant en la personne de leur fondateur.

L'enseignement de la foi aujourd'hui Donner une base catéchétique solide, exacte, facile à retenir

Frères et Fils, nous voudrions, pour conclure, vous inviter à un bref regard sur le monde contemporain et, plus précisément, sur l'enseignement de la foi à l'heure actuelle. Les circonstances s'y prêtent, n'est-il pas vrai ? Un effort a été fait ces dernières années, surtout depuis le Concile Vatican II, pour promouvoir une catéchèse accessible, compréhensible, proche de la vie. Il se traduit par une attention plus grande à la diversité des démarches individuelles et collectives, par un souci d'accompagner l'enfant ou l'adulte dans sa lente recherche de Dieu. Nous nous en félicitons car nous trouvons cette option pastorale vraiment évangélique, inspirée de l'attitude du Christ lui-même avec ses interlocuteurs. César de Bus, lui aussi, a choisi cette ligne de conduite. Il nous semble toutefois qu'en une période où le monde, comme jadis, est en crise, où la plupart des valeurs, même les plus sacrées, sont inconsidérément remises en question au nom de la liberté, si bien que beaucoup ne savent plus à quoi se référer, en une période où le danger ne vient certes pas d'un excès de dogmatisme mais plutôt de la dissolution doctrinale et du flou de

la pensée, il nous semble qu'un effort supplémentaire devrait être entrepris avec courage pour donner au peuple chrétien, qui l'attend plus qu'on ne le croit, une base catéchétique solide, exacte, facile à retenir. Nous comprenons bien que l'adhésion de la foi soit difficile aujourd'hui, particulièrement chez les jeunes, en proie à tant d'incertitudes. A tout le moins, ont-ils droit de connaître avec précision le message de la Révélation qui n'est pas le fruit de la recherche, et d'être les témoins d'une Eglise qui en vit. C'est le but poursuivi d'ailleurs par le Directoire catéchétique général de la Congrégation pour le Clergé, publié récemment en application du Décret conciliaire *Christus Dominus* (n. 44). Et nous désirons que les pasteurs et les responsables de la catéchèse s'en servent pour alimenter leur réflexion et guider leurs travaux (3).

Bienheureux César de Bus, toi qui nous as laissé l'exemple admirable d'une vie toute donnée à Dieu, toi qui brûlais du désir de communiquer la vie de Dieu à tes frères, intercède maintenant pour nous auprès du Seigneur, pour que le même feu nous consume et que la même charité nous presse.

Et vous, chers Frères et Fils, nous vous confions à lui et nous vous bénissons de tout cœur.

(3) Dans l'allocution qu'il a prononcée avant la récitation de l'Angelus ce même dimanche 27 avril, PAUL VI a dit, après avoir évoqué brièvement la figure de César de Bus :

[...] Admirons l'idée, admirons les efforts de ce nouveau bienheureux et de son enseignement en vue de diffuser et d'inculquer à tous la pure et authentique science de la religion. C'est là la méthode fondamentale et traditionnelle (rappelez-vous le kérygme primitif) pour accueillir la parole de Dieu, la révélation, pour ouvrir à la recherche de ses profondeurs merveilleuses et insondables, pour reconnaître sa vertu de lumière et de joie, tendant à la charité et à l'unité, c'est une méthode vivante, moderne, actuelle. Elle est entrée dans nos écoles et nous espérons qu'elle y sera toujours, d'une façon fidèle et florissante, pour le bonheur de nos jeunes (cf. Ps 118, 8), et pour confirmer ce principe fondamental de la psychologie et de l'activité humaine : la vérité doit être la racine de l'action, de la liberté. Le Seigneur nous l'a dit : « La vérité vous rendra libres. » (Jn 8, 32 ; cf. S. Th. I-II, 17, 1 ad 2.)

N'est pas sur la bonne voie celui qui fait passer l'action avant la pensée, la pratique avant la doctrine, le volontarisme avant la sagesse, la théologie dite de la libération avant la théologie de la révélation. Rappelons-nous cela pour les discussions actuelles. Que le bienheureux César de Bus éclaire nos pas et que nous assistons celle qui est le « Siège de la sagesse ».

(Texte italien dans l'Osservatore Romano des 28-29 avril 1975. Traduction de la DC).

— L'Existence chrétienne selon saint Paul, par J. MURPHY O'CONNOR (coll. « Lectio divina »). — Un vol. 13,5 x 21,5 cm, de 210 pages. Le Cerf, Paris.

Quel sens donner aux règles de conduite que Paul développe longuement dans ses lettres ? Autrement dit, comment faut-il considérer la morale de Paul ? C'est à cette question que répond le P. O'Connor professeur à l'Ecole biblique de Jérusalem. En réalité, le débat est plus large qu'il n'y paraît d'abord, et c'est la vision de l'homme, de sa réponse à l'appel de Dieu dans le Christ que l'auteur nous donne en des pages très éclairantes. Grâce à ce livre, nous pouvons mieux comprendre la conception que l'Apôtre fait d'une existence chrétienne centrée sur un commandement unique, celui de l'amour.

Voici l'allocution que Paul VI a prononcée le 15 mars en recevant les membres du Bureau de la Fédération mondiale des sourds réunis à Rome pour préparer le VII^e Congrès mondial qui se tiendra à Washington en juillet 1975, avec la participation de 5 000 experts (1) :

Nous sommes heureux de saluer aujourd'hui les membres du Bureau et de la présidence de la section scientifique de la Fédération mondiale des sourds, réunis pour préparer le prochain Congrès de Washington.

Depuis des années, nous avons l'occasion de suivre vos activités qui unissent constamment la recherche médicale de haut niveau au dévouement à l'égard de ceux qui souffrent de n'être pas « comme les autres » et qui sont parfois, en effet, laissés de côté. C'est donc toujours une joie pour nous de faire savoir à tous les membres de votre Fédération, à travers la personne de ses dirigeants, combien nous apprécions leur activité qui donne au monde un si bel exemple de service et de sens du prochain.

Le drame des sourds, nous l'avons déjà souligné, est surtout de se sentir retranchés de la vie collective, incapables d'en bénéficier suffisamment ou de partager eux-mêmes les richesses souvent grandes de leur vie intérieure, comme murés en eux-mêmes à la fois par leur infirmité et par l'attitude de leur entourage. Le but de votre prochain Congrès est précisément d'étudier les moyens de leur assurer une pleine intégration dans la société moderne. Il ne s'agit donc pas seulement d'agir sur la maladie pour la guérir ou l'atténuer — nous nous réjouissons des grands progrès acquis déjà dans ce domaine —, il faut élargir l'action au milieu social lui-même pour transformer son attitude spontanée et l'aider à pratiquer concrètement et de manière collective cet idéal de fraternité humaine dont personne ne doit être exclu. A vous-mêmes, à tous les membres du futur Congrès, nous adressons nos vifs encouragements et nos vœux pour que leur entreprise soit féconde et trouve partout, de la part des pouvoirs publics comme de celle des responsables privés, l'accueil favorable qu'elle mérite.

Pour nous, nous y sommes d'autant plus sensible que nous trouvons le soulagement des sourds-muets au cœur même de l'Evangile. Les sourds entendent, les muets parlent, la Bonne Nouvelle leur est annoncée, voilà quelques-uns des signes donnés par le Christ Jésus pour le Royaume de Dieu, en attendant que les âmes et les corps soient libérés de toute servitude. C'est pour nous, chrétiens, une raison supplémentaire de participer activement aux initiatives de votre Fédération.

Nous recommandons de grand cœur vos travaux au Seigneur et lui demandons de bénir vos personnes et, à travers elles, tous ceux auxquels s'adresse votre dévouement.

(1) Texte français dans l'Osservatore Romano du 16 mars 1975. Titre de la DC.

MESSAGE POUR LA JOURNÉE MONDIALE DES COMMUNICATIONS SOCIALES (1)

CHERS FILS DE L'ÉGLISE,

ET VOUS TOUS, HOMMES DE BONNE VOLONTÉ,

C'est l'Année sainte qui fournit le thème de notre message pour la Journée mondiale des communications sociales : la réconciliation. Oui, la presse, la radio, la télévision et le cinéma doivent servir la réconciliation entre les hommes sur la terre, servir la pleine réconciliation des chrétiens dans une unité toujours plus visible et plus solide, servir la réconciliation et l'élévation vers Dieu.

Cette Journée annuelle est un moment privilégié de prière, de méditation et de réflexion sur une réalité qui comporte une dimension spirituelle authentique, d'intérêt vital pour tous : l'influence positive des mass media sur la vie individuelle ou sociale, et en même temps leur ambiguïté et le danger de manipulation auquel ils sont exposés. Ils peuvent en effet protéger et stimuler les efforts qui contribuent vraiment à libérer l'homme et à l'orienter vers la réalisation de ses aspirations les plus profondes ; ils peuvent également être asservis à la mode et à la curiosité superficielle et même soutenir des desseins d'exploitation ou de discrimination.

Dans notre message du 25 mars 1971, nous avons déjà mis en lumière le service de l'unité des hommes (2). Cette année, nous insistons sur la première condition qui permet, au niveau des communications sociales, de favoriser un climat de réconciliation : le respect de l'objectivité des faits et de l'authenticité de l'échelle des valeurs auxquelles ils sont référés. Là-dessus, nous tenons à redire notre estime et nos encouragements à tous les artisans des mass media qui s'efforcent de faire connaître le vrai et de donner au bien la place qu'il mérite. Mais nous ne pouvons pas nous empêcher non plus d'exprimer nos préoccupations relativement à certaines situations ou à certains périls.

Les manipulations de l'opinion publique

L'objectivité de l'information est une visée essentielle ; elle correspond au droit de chacun de développer intégralement sa personnalité, selon la vérité, et de pouvoir exercer ses responsabilités sociales en connaissance de cause. Elle suppose d'abord qu'on rapporte honnêtement les faits ; on peut utilement enrichir cet exposé d'une certaine « interprétation » : celle-ci se justifie dans la mesure où elle fait mieux apparaître la nature des faits, la dimension réelle qu'ils prennent dans tout un contexte et leur référence aux valeurs humaines. Nous ne saurions par contre approuver certains procédés qui prétendent être « neutres » et « indépendants »,

alors que concrètement, ils s'avèrent des manipulations habiles, comme par exemple : la mise en relief unilatérale des dépravations humaines ; la pression sur l'opinion publique pour susciter des aspirations insatiables, décevantes et d'ailleurs impossibles à réaliser, par exemple consommer toujours davantage des choses superflues ; la présentation des modèles de comportement illusoire ou immoraux ; le fait de taire, de sélectionner ou de déformer les événements les plus importants selon un plan idéologique qui ne respecte pas la liberté de l'homme et viole le droit à l'information ; la façon de soulever des problèmes et d'imposer des doutes mettant en crise des certitudes éthiques indiscutables ; le fait de considérer comme art ce qui est permissif, et comme répression les impératifs humains qui correspondent légitimement à la façon de vivre en société ; le fait d'appeler justice ce qui est violence, vengeance, représailles...

Pour servir vraiment la réconciliation, l'objectivité dans le choix et la présentation des faits requiert un sens profond des responsabilités, une préparation et une compétence adéquates et un véritable renouveau des attitudes regrettables adoptées trop souvent par des sources d'information, des professionnels des communications sociales et un public de lecteurs, de spectateurs et d'auditeurs qui s'en rendent complices.

Monopole de l'information et « terrorisme culturel »

On y parviendra d'autant mieux qu'on assurera concrètement dans tous les pays une pluralité raisonnable de voies d'information. Au lieu d'obliger pour ainsi dire les usagers à s'en tenir à leurs nouvelles et à leurs interprétations, ces différents organes doivent alors consentir un dialogue ouvert et une confrontation loyale permettant aux personnes les plus valables et aux idées les plus nobles de s'exprimer librement. Autrement, parfois, on en arrive à une sorte de « tyrannie » ou à un « terrorisme culturel », diffus et quasi anonyme, qui peut même, paradoxalement, trouver un accueil favorable sous le prétexte que ce monopole sert la promotion personnelle et sociale, même s'il viole les convictions religieuses, éthiques et civiques.

Liberté d'information et d'expression

En exprimant de telles préoccupations, nous voulons contribuer positivement à ce que les communications sociales jouent le rôle bienfaisant dont elles sont capables, en favorisant la réconciliation humaine et chrétienne. Et nous invitons tous les fils de l'Eglise à travailler à ce renouveau. En fait, nous souhaitons que les artisans des mass media se sentent eux-mêmes appelés à défendre et à accroître leur liberté d'expression, nous entendons la liberté fondée sur la vérité, sur l'amour des frères et de Dieu. Nous n'ignorons certes pas les difficultés qu'ils

(1) Texte français original. Sous-titres de la DC.

La Journée mondiale des communications sociales a été fixée au 11 mai pour l'Eglise universelle. En France, elle a lieu traditionnellement le 1^{er} dimanche de février.

(2) Cf. DC 1971, n° 1587, p. 518 (NDLR).

rencontrent et le courage qui leur est demandé, en particulier quand il s'agit de « satisfaire » un public de lecteurs, d'auditeurs et de spectateurs qui semble peu se soucier de rechercher cette vérité et cet amour. Puissent-ils songer alors aux graves responsabilités qui leur incombent, à cause de l'impact certainement profond qu'ils exercent sur l'information et, partant, sur les structures de pensée et l'orientation même de la vie !

Notre appel s'adresse, plus pressant encore, à ceux qui disposent d'un pouvoir politique, social ou économique auprès de ces agents des communications sociales : qu'ils favorisent eux aussi le progrès d'une saine liberté d'information et d'expression. Quand la vérité est étouffée par des intérêts économiques injustes, par la violence de groupes qui entendent faire œuvre de subversion dans la vie civile ou par la force organisée en système, c'est l'homme qui est blessé : ses justes aspirations ne peuvent plus être entendues, encore moins satisfaites. A l'inverse, la liberté revendiquée ne saurait être affranchie d'une norme morale, intrinsèque, qui trouve protection dans des dispositions légales ; elle demeure toujours en effet corrélative aux droits d'autrui et aux impératifs de la vie en société, au devoir par conséquent de respecter la réputation des personnes honnêtes, l'honneur des fonctions de responsabilité au service du bien commun, la décence des mœurs publiques. Il est évident par exemple que la publicité qui étale les dépravations humaines ou excite les instincts immoraux déshonore la presse, corrompt l'éducation du sens moral, notamment chez les jeunes, et ne saurait prétendre être couverte par le droit à l'information, auprès de l'autorité civile.

L'Eglise, en ce domaine comme en d'autres, ne revendique pas de privilèges, encore moins de monopoles. Elle réaffirme simplement le droit et le devoir de tous les hommes de répondre à l'appel de Dieu et le droit de ses fils d'accéder à l'utilisation de ces instruments de communication, dans le respect des droits légitimes d'autrui. Toute personne, tout groupe social n'aspire-t-il pas à être présenté selon la réalité de son être propre ? L'Eglise a droit elle aussi à ce que l'opinion publique connaisse sa véritable image, sa doctrine, ses aspirations, sa vie.

Les communications sociales et la réconciliation

En rappelant ces exigences, nous espérons faciliter la réconciliation entre les hommes, qui ne peut avoir lieu que dans un climat de respect, d'écoute fraternelle, de recherche de vérité, de volonté de collaboration. Nous sommes sûr que cet appel trouvera un écho chez beaucoup d'hommes de bonne volonté, fatigués d'un conditionnement qui asservit et finit par aggraver les tensions déjà pesantes. Mais à nos frères et fils dans la foi, nous ajoutons : travaillez de toutes vos forces à la réconciliation à l'intérieur de l'Eglise, comme notre exhortation apostolique du 8 décembre dernier vous y conviait (3). Que les

moyens de communication sociale, loin de durcir les oppositions entre chrétiens, d'accentuer les polarisations, de donner force aux groupes de pression, de nourrir la partialité, œuvrent à la compréhension, au respect, à l'acceptation des autres dans l'amour et le pardon, à l'édification du Corps unique du Christ dans la vérité et la charité ! Il n'y a pas de véritable christianisme en dehors de là.

Tel est le renouveau fondamental que nous implorons de Dieu en cette Année sainte, pour les méritants promoteurs et pour les bénéficiaires des communications sociales : que grâce à celles-ci, la réconciliation véritable progresse entre les groupes sociaux, entre les nations, entre ceux qui croient en Dieu, et spécialement entre les disciples du Christ. Et que tous ceux qui s'y emploient soient bénis par le Dieu de paix !

Du Vatican, le 19 avril 1975.

ALLOCUTION A L'UNION CATHOLIQUE INTERNATIONALE DE LA PRESSE

Au cours de l'audience générale du 16 avril, Paul VI a salué en ces termes les membres du nouveau Conseil de l'Union catholique internationale de la presse (UCIP), guidés par M. Louis Meerts, président de l'UCIP, et les abbés Chevalier et Herderscheidt, respectivement secrétaire et conseiller ecclésiastique (1) :

Il y a parmi vous un groupe très représentatif auquel nous tenons à dire un mot particulier : c'est le Conseil de l'Union catholique internationale de la presse. Chers amis, qui venez d'être élus à ce Conseil, vous êtes bien conscients de la responsabilité des journalistes catholiques, des journaux et des agences catholiques que vous représentez ; tous ceux qui vous entourent ici pourraient vous dire combien ils comptent sur vous et vos collègues pour présenter une information exacte et proportionnée à l'importance des faits, au milieu de la masse des nouvelles qui les assaillent ; ils comptent sur vous pour les aider à se faire un jugement objectif, dans la vérité et la charité ; ils comptent aussi trouver près de vous un témoignage spécifique de la vie des communautés chrétiennes, de leurs efforts et de leurs problèmes réels qui ne taisent pas la référence à la foi et au dessein véritables de l'Eglise. C'est bien souvent par l'intermédiaire des journaux que l'Eglise est connue, jugée, estimée, surtout de ceux qui sont au loin.

Pour rendre ces services, le monde de la presse est à juste titre jaloux de sa liberté. Le chrétien est au premier rang de ceux qui la revendiquent, à la fois comme un honneur et une exigence, car elle demande aujourd'hui un grand courage pour servir la vérité et le progrès des consciences. C'est un métier difficile que celui de journaliste ; il a besoin d'être encouragé. A vous de promouvoir sa qualité et sa fidélité parmi tous les membres de l'UCIP et d'organiser une aide efficace à la presse catholique là où sa voix est trop faible ou ses moyens trop réduits. Nous souhaitons que le public chrétien soutienne vos efforts que nous bénissons de tout cœur.

(3) DC 1975, n° 1667, p. 1 et s. Ce document est édité en tiré à part. (NDLR).

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 17 avril 1975.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA RESURRECTION

FONDEMENT DE NOTRE FOI

Audience générale du 23 avril (1)

En ce temps pascal, frères et fils très chers, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas détacher notre pensée de la réalité, du mystère de la résurrection du Seigneur. Cet événement est capital pour notre foi. Saint Paul le dit catégoriquement : « Si le Christ n'est pas ressuscité, vaine est notre prédication, vaine est votre foi. » (1 Co 15, 14.) La résurrection de Jésus est la base, le cœur de notre religion. Il est très important que notre conviction sur ce point soit claire, ferme et sûre. Instinctivement, tout comme le milieu juif dans lequel ce prodige s'était produit, nous ne sommes pas disposés à admettre qu'il est historique, vrai, réel. Les apôtres eux-mêmes en ont douté lorsqu'on leur a dit pour la première fois que le Seigneur était ressuscité. Il le leur avait pourtant annoncé à plusieurs reprises auparavant (Mt 16, 21; 17, 23; 20, 19). Comme saint Thomas, ils voulaient le constater par leurs propres sens, ce qui leur fut donné à plusieurs reprises, d'une façon imprévue et privilégiée (Lc 24, 7; 24, 24 et s.; Jn 21, 7, 12; Ac 1, 3; 10, 41), à eux et à beaucoup d'autres (1 Co 15, 6), et à saint Paul personnellement, après l'Ascension (1 Co 15, 8). Mais Jésus voulait établir avec ses disciples un lien autre que celui de notre vie temporelle ordinaire, le lien de la foi. Et cette foi naissait chez le croyant par l'adhésion aux premiers témoignages oculaires de la résurrection, notamment ceux des apôtres (cf. Ac 1, 8, 22; 2, 32; 3, 15, etc.); et aussi d'une façon mystérieuse, par la grâce, c'est-à-dire l'action de l'Esprit : la foi est un don de Dieu.

La connaissance naturelle peut se rencontrer avec la connaissance par la foi

Ce lien avec le Seigneur dans la foi, entendue dans son sens religieux, authentique et surnaturel, mérite une étude spéciale. Au nombre des résolutions qui nous sont suggérées par la fête de Pâques, nous mettrons celle de nous faire une idée plus précise de la doctrine de la foi, une idée authentique et sûre. Nous nous efforcerons de clarifier la notion et le rôle de la foi dans le plan de notre salut, spécialement à l'encontre des controverses protestantes, modernistes et actuelles, qui sont, hélas ! légion. Et nous arriverons à cette heureuse conclusion, de plus en plus admise, que la connaissance naturelle, sensible, psychologique, scientifique, peut

facilement se rencontrer avec la connaissance par la foi.

Les différentes sessions organisées un peu partout en l'honneur de John Henry NEWMAN (1801-1890), donnent un heureux renouveau d'actualité à ce grand maître du siècle dernier, converti de l'anglicanisme au catholicisme, après de longues et pénétrantes analyses de la pensée spéculative, morale et religieuse. Il a écrit un livre, peut-être difficile à lire, mais célèbre en son temps et aujourd'hui encore sous tant d'aspects : *Grammar of Assent* (1870). Comme on le sait, Newman fut prêtre de l'Oratoire anglais, puis cardinal. Son nom évoque celui d'un autre Oratorien, italien celui-là, mort il y a une dizaine d'années, et qui fut, lui aussi, cardinal, le P. Giulio BEVILACQUA, auteur d'un livre que les bibliographies religieuses ne devraient pas oublier : « *La luce nelle tenebre*. » Ce livre prophétique n'est certainement pas inutile pour le débat actuel sur notre foi.

La réflexion des apôtres sur le Christ ressuscité

Mais revenons à notre sujet, la résurrection du Christ, et plus précisément la connaissance postérieure à la résurrection, la vérité du Christ, en prenant conscience, dans la mesure où cela est possible à nos intelligences formées par la révélation, de sa sublime et mystérieuse théologie. Les grandes lettres doctrinales de saint Paul (chronologiquement antérieures non pas au kérygme, c'est-à-dire à la première prédication annonçant la bonne nouvelle, mais à la rédaction des évangiles) nous disent quelle fut la première réflexion sur Jésus-Christ, sous l'inspiration de l'Esprit-Saint. Cette réflexion n'était ni mythique ni emphatique, mais fidèle à la vérité vécue. Après la résurrection du Christ, elle finissait par pénétrer sa réalité humaine et divine. Certes, pendant sa vie terrestre, Jésus avait déjà laissé entrevoir quelque chose de cette réalité mystérieuse et indicible, dans ses paroles, dans la confession de saint Pierre, dans la Transfiguration, etc., mais les apôtres n'avaient pas pleinement compris le divin secret de l'incomparable expérience qu'ils faisaient en partageant la vie du Christ. C'est après qu'ils comprennent (cf. les discours de Pierre dans les Actes des Apôtres; les disciples d'Emmaüs, etc.).

Et cela doit nous être d'un grand secours pour nous, les disciples de la période post-évangélique : l'intelligence de la foi peut suppléer et même dépasser la connaissance directe et sensible de la présence historique et expérimentale du Seigneur. Les saints nous le montrent. Que pour nous aussi, par la réflexion, la prière, l'amour, soit présent le Christ ressuscité qui en quittant la terre nous a laissé cette promesse : « Je suis avec vous. » (Mt 28, 28.)

Avec notre bénédiction apostolique.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 24 avril 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Audience générale du 30 avril (1)

L'Année sainte poursuit son sillon, dans une vie chrétienne devenue routinière, terne et stérile. Ce sillon fait un dur travail, qui semble souvent bouleverser une tradition purement coutumière et temporelle. Mais s'il s'accomplit selon les règles de l'art, c'est-à-dire en répondant aux exigences d'un champ qui a besoin d'être rénové, il s'avère utile et indispensable.

Quel est le sillon de l'Année sainte ? C'est le récent Concile, qui cultive avec amour ce grand champ qu'est l'Eglise et le champ, plus vaste encore, de l'humanité. L'Eglise, en effet, n'est pas une institution refermée sur elle-même, elle est destinée à tout le genre humain, elle est potentiellement universelle, destinée au salut du monde.

L'Année sainte est un réveil

L'Année sainte n'est pas seulement un temps de dévotions. Nous l'avons déjà dit : c'est un réveil. Elle est avant tout un réveil du sommeil intérieur qui assoupit et rend paresseux tant de gens. Ils semblent apparemment éveillés et vivants, alors qu'intérieurement ils dorment. C'est un réveil de la conscience, spécialement de la conscience morale et spirituelle.

Pensez au deuxième réveil de l'homme conscient : le réveil extérieur qui succède au réveil intérieur. L'homme conscient ne se limite pas à une introspection sur lui-même, mais il porte sur ce qui est au dehors de lui-même un regard nouveau. Nous pouvons qualifier ce second réveil de confrontation. L'homme se confronte consciemment avec le monde qui l'entoure.

Cette confrontation est un acte très complexe.

1° Parce que le monde nous entoure de toutes parts, il nous concerne sous tous les aspects.

2° Parce que ce monde est très varié, complexe, difficile ; il requiert des études, des analyses, une réflexion, une mise en ordre des notions et des idées qu'il nous fournit. Et cet effort est sans fin. On préférerait parfois y renoncer et rester tranquille, sans nous embarrasser des innombrables problèmes posés par cette confrontation entre notre moi et le monde.

3° Parce que le monde change ; il change tellement que bien souvent nous sommes désorientés, comme des étrangers dans ce monde que nous croyions être le nôtre, mais qui n'est plus le nôtre. Les problèmes grandissent. Tout semble être devenu problème. Notre sécurité est ébranlée. Notre tranquillité est perdue. Que devons-nous faire, nous qui sommes croyants, chrétiens ?

La tentation du conformisme

L'attitude la plus facile, qui semble aussi souvent la plus intelligente, c'est le conformisme. On veut vivre comme les autres, en se laissant porter par le courant général, par la mode, la mode de la pensée, de la politique, de l'intérêt immédiat. On veut vivre intensément

dans l'actualité, dans une apparente liberté, dans la facilité, la passivité, avec une personnalité ne se signalant par rien d'autre que la désinvolture du comportement et des mœurs.

Cette attitude, c'est bien clair, n'est que partiellement bonne, mais elle ne peut absolument pas être la nôtre, car nous avons l'obligation d'être fidèles à certains principes, et avant tout aux engagements de notre foi chrétienne. D'où un conflit, que beaucoup, même parmi les gens de bonne volonté, cherchent à éluder en lui appliquant, d'une façon facile et ambiguë, certains critères. Parmi ces critères, auxquels, en soit et dans une juste mesure, nous devons reconnaître un légitime fondement de vérité, citons, par exemple : la priorité de la conscience personnelle, mais invoquée souvent pour se soustraire au devoir de l'obéissance ; l'autonomie de l'ordre temporel, mais pour se réclamer uniquement du laïcisme, aveugle et hostile aux exigences d'ordre moral et religieux ; le pluralisme, mais pour justifier des choix arbitraires, contestataires, opportunistes, antisociaux, etc.

Que devons-nous donc faire ? Il n'est pas facile de répondre en deux mots. Nous pourrions renvoyer votre curiosité bien légitime à l'étude de ce traité sur la vie moderne qu'est la « Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps », la célèbre Constitution *Gaudium et spes* que le Concile a laissée en héritage à notre génération et certainement aussi à celles qui suivront. Nous pensons que cette Constitution contient des enseignements immensément riches, très actuels et d'une grande sagesse. Ce pourrait être une bonne résolution pour l'Année sainte de la relire, de la méditer et de la commenter. Et cela vaut pour tout le monde.

Trois exhortations

Si quelques exhortations peuvent suffire pour répondre aux fins de cette brève exhortation, nous vous dirons :

1° Il nous faut écouter la voix, les « signes des temps » (cf. Mt 16, 4). Cherchons à bien saisir ce qui se passe, à savoir quelles sont les idées qui gouvernent le monde. Pour cela, la lecture de la « bonne presse » est providentielle et, en un certain sens, indispensable.

2° Habitons-nous à porter sur les choses un jugement critique. « Examinez tout avec discernement, nous dit saint Paul, retenez ce qui est bon. » (1 Th 5, 21.)

3° Rappelons-nous que le fait d'être distincts de ce que l'on appelle le monde, dans un sens négatif, ne nous sépare pas du monde au sens positif du terme, c'est-à-dire de l'humanité, même avec ses aspects déficients ou déplorable qui ont besoin de la grande lumière de la vérité et du bienfaisant remède de la charité. On lit dans un des plus anciens et des plus beaux documents de la Tradition chrétienne, la *Lettre à Diognète* : « Pour tout dire en un mot, les chrétiens sont pour le monde ce que l'âme est pour le corps. » (VI, 1.)

Que ces paroles s'appliquent pour nous et qu'elles nous permettent d'orienter notre comportement et notre attitude envers le monde d'aujourd'hui dans le sens du Concile et de l'Année sainte.

Avec notre Bénédiction apostolique.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 1^{er} mai 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

ALLOCUTION A L'ACADÉMIE PONTIFICALE DES SCIENCES

Paul VI a reçu, le 19 avril, les membres de l'Académie pontificale des sciences, réunis à Rome pour une semaine d'étude sur « les membranes biologiques et artificielles et la désalinisation des eaux ». Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse aux paroles de présentation du président de l'Académie, Carlos Chagas (1) :

MESSIEURS LES CARDINAUX,
EXCELLENCES,

A l'issue de votre Semaine d'études, nous sommes heureux de vous renouveler l'expression de notre profonde estime et nos encouragements chaleureux à apporter au progrès scientifique la contribution de haute qualité dont l'Académie pontificale des sciences est capable.

Si le Saint-Siège se réjouit de cette contribution et en partage avec vous la fierté, c'est en raison du service notable que vous pouvez rendre à l'humanité pour une connaissance approfondie de la nature et l'amélioration des conditions de vie. L'Eglise est encore plus directement concernée lorsqu'il s'agit de domaines où sont impliquées en même temps la science, l'éthique et la foi, secteurs où votre témoignage de croyants joint à votre compétence scientifique est particulièrement apprécié.

Durant l'année 1974, les activités de l'Académie pontificale des sciences n'ont pas manqué, sous l'impulsion vigoureuse de son président auquel nous tenons à rendre hommage. Travaux et confrontations d'experts, publications scientifiques, manifestations culturelles, interventions en relation avec le Synode des évêques ont manifesté avec éclat la vitalité de votre institution, qui va bientôt fêter ses quarante ans. Nous gardons un souvenir particulier de la commémoration de Guglielmo Marconi, due à votre initiative.

Solidarité avec les générations futures

Actuellement vous venez d'étudier le problème hautement spécialisé des membranes biologiques et artificielles capables de procurer le dessalage des eaux. Nous n'entrerons point, vous le pensez bien, dans la complexité de cette question technique, ni dans ses possibilités d'application qui seraient sans doute encore prématurées. Mais nous savons qu'il s'agit là

d'une sorte de métabolisme important que l'humanité a intérêt à bien cerner, alors que la pénurie de ses réserves d'eau douce risque d'entraver son développement.

Soulignons seulement, dans le domaine plus général de la recherche scientifique, deux attitudes qui nous semblent devoir caractériser le savant, et spécialement le savant chrétien. D'une part, il doit se poser loyalement la question de l'avenir terrestre de l'humanité et, en homme responsable, concourir à le préparer, à le préserver, à éliminer les risques ; nous pensons que cette solidarité avec les générations futures est une forme de charité à laquelle beaucoup d'hommes sont d'ailleurs sensibles aujourd'hui, dans le cadre de l'écologie.

Confiance dans les possibilités secrètes de la nature

Mais en même temps, le savant doit être animé de cette confiance que la nature réserve des possibilités secrètes qu'il revient à l'intelligence de découvrir et de mettre en œuvre, pour parvenir au développement qui est dans le dessein du Créateur. Cette espérance bien comprise dans l'Auteur de la nature et de l'esprit humain est capable de donner une énergie nouvelle et sereine au chercheur croyant.

♦♦

Dans cet esprit, nous vous encourageons à poursuivre vos travaux et à réaliser, selon les moyens pécuniaires, hélas ! limités, de l'Académie, les heureuses initiatives qui lui font honneur. Nous avons la joie de remettre maintenant la médaille Pie XI à M. Stephen William Hawking, dont les études, entre autres sur les « Black Holes », lui ont mérité à juste titre une réputation internationale. Toutes nos félicitations, cher professeur, et à vous tous, chers messieurs, nos vœux les meilleurs pour vos activités et celles de l'Académie. Nous y joignons, en gage de notre sollicitude pour votre vie spirituelle et celle de vos proches, notre Bénédiction apostolique.

— **Seigneur, voici.** Pour préparer les enfants à la confession, par une équipe du diocèse de Valence, dessins de Lucie Butel **Le Dossier pédagogique.** — Une plaquette 15,5 x 21 cm, de 32 pages illustrées et quatre affiches couleurs « L'Enfant prodigue ». Prix 7 F. **Le Livret pour enfants,** avec une feuille-parents et une affiche couleurs « L'Enfant prodigue ». — Plaquette 15,5 x 21 cm, de 20 pages. Prix : 4 F. Editions du Centurion, Paris, et Edouard Privat, Toulouse.

— **Les Jeunes et la crise des valeurs,** par Jean GEORGIN. — Un vol. 13,5 x 18 cm, de 224 pages. Prix : 25 F. Editions du Centurion, Paris (coll. « Eduquer aujourd'hui »).

Un pseudonyme d'auteur réunissant deux professeurs — dans le secondaire et dans les Facultés — permet d'exposer, non sans humour et optimisme, cette « crise » de la jeunesse qui remettrait en cause Dieu, la famille, la patrie et autres valeurs traditionnelles. Pour eux, la chance de la jeunesse actuelle, c'est d'avoir acquis (malgré ses propres colères ou ses propres révoltes bien souvent justifiées) la certitude foncière de la vanité de la violence dans l'organisation du monde.

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 20 avril 1975. Sous-titres de la DC.

Participaient à cette session de l'Académie pontificale des sciences : C. CHAGAS, G. ALBERTI, G. ASTARITA, P. F. BAKER, M. BATISSE, P. D. BOYER, A. P. DE CARVALHO, C. DE DUVE, L. DE MEIS, W. HASSELBACH, O. KEDEN, R. D. KEYNES, L. LEPRINCE-RINGUET, A. M. LIQUORI, E. A. C. McROBBI, P. MEARES, A. M. MONNIER, P. MUELLER, G. PALADE, R. PAOLETTI, R. PASSINO, R. PATTERSON, R. L. POST, I. M. RITCHIE, C. L. SLAYMAN, K. SOLLNER, A. K. SOLOMON, K. S. SPIEGLER, A. I. STAVERMAN, W. STOECKENIUS, T. TEORELL, S. WEIDMANN (*l'Osservatore Romano* », 21-22 avril 1975).

LA RECEPTION DE ROBERT ARON A L'ACADEMIE FRANÇAISE

GEORGES IZARD

Discours de Robert Aron

L'écrivain et essayiste Robert Aron avait été élu, le 7 mars 1975, à l'Académie française, au fauteuil de son ami l'avocat Georges Izard. Il devait être reçu sous la Coupole le 24 avril, quand la mort l'a surpris, le 19 avril, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Nous publions ci-après l'éloge de son prédécesseur qu'il avait préparé et lu, en séance privée, selon la coutume, à ses nouveaux collègues. Dans ce discours, Robert Aron évoque notamment les origines du mouvement personnaliste chrétien, auquel a participé Georges Izard dans les années 30, aux côtés d'Emmanuel Mounier.*

MESSIEURS,

Depuis plus de trois siècles que de nouveaux académiciens formulent leurs remerciements, il aurait pu arriver que cet usage eût dégénéré en routine et que la chaleur des sentiments exprimés à cette occasion se fût figée en un rite machinalement accompli. En fait, l'ordonnance même de vos cérémonies veut qu'il n'en

(*) Texte publié par l'Académie française. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Sur l'élection de M. Georges Izard à l'Académie française, *DC* 1971, n° 1582, p. 291 ; sur l'annonce de sa mort et sa biographie, *DC* 1973, n° 1641, p. 937-938.

Issu d'une vieille famille israélite, Robert Aron est né au Vésinet le 25 mai 1898. Engagé volontaire lors de la première guerre mondiale, il est blessé au combat et décoré de la Légion d'honneur à titre militaire. La paix revenue, il achève son agrégation de langues et de lettres classiques. Il est d'abord secrétaire de René Doumic à la *Revue des Deux-Mondes*, puis collaborateur de Gaston Gallimard aux Editions de la Nouvelle Revue Française. Il participe à la fondation des premières revues personnalistes qui s'efforcent de renouveler la pensée politique et sociale au début des années 30. Avec Daniel-Rops et Armand Dandieu, il est l'initiateur, en 1930, du mouvement Ordre Nouveau, il préconise une réforme sociale de type proudhonien et une construction européenne et fédéraliste (donc aux antipodes du mouvement qui, ces dernières années, a pris le même nom). En 1931, ses premiers ouvrages, *Décadence de la nation française* et *Cancer américain*, dressent un bilan

soit pas ainsi : au moment de procéder à cette phase ultime de son admission parmi vous, chacun ressent à la fois le besoin de se surpasser dans le mode d'expression et de pensée qui est le sien et l'émoi de rendre hommage à celui qui l'a précédé dans cette sorte d'immortalité que vous conférez aux éphémères que nous sommes.

Parfois, il est vrai, les deux sentiments, au lieu de se renforcer l'un l'autre, ont des effets divergents. Le nouvel élu peut ressentir quelque gêne ou quelque contrainte à accomplir ce pieux devoir envers son devancier qu'il apprécie ou comprend mal : on en connaît même qui refusèrent de prononcer le nom de celui dont ils étaient censés faire l'éloge. Aujourd'hui, c'est tout le contraire. Les circonstances, ou peut-être le destin, cet alibi du hasard, vous ont inspiré de choisir un historien de l'époque contemporaine pour succéder à l'un de ceux qui avaient vécu et animé celle-ci, lui consacrant toute son existence. Ainsi, cet éloge posthume reste un

lucide de l'époque. La notoriété lui vient avec un essai, *La Révolution nécessaire* (1934). En 1937, il écrit son premier ouvrage historique, *Victoire [de Napoléon] à Waterloo*.

Interné pour raisons raciales au début de la dernière guerre mondiale, il est libéré par une intervention de Vichy et s'engage dans la Résistance. A Alger, il collabore dans divers emplois aux gouvernements Giraud et de Gaulle.

Après la Libération, il ne cesse de publier des études et des analyses parfois peu conformistes sur les événements des dernières années : *Histoire de Vichy* (1954) ; *Histoire de la libération de la France* (1959) ; *Histoire de l'épuration* (1967) ; *Les Grands Dossiers de l'histoire contemporaine* (1962) ; *les Origines de la guerre d'Algérie* (1962) ; *les Nouveaux Grands Dossiers de l'histoire contemporaine* (1963) ; *De Gaulle* (1964) ; *le Socialisme face au marxisme* (1971).

Parallèlement à cette œuvre d'historien, il a donné à partir de 1946, après être revenu à la foi de ses pères, une série d'ouvrages, dont certains portent sur les origines judaïques du christianisme : *Portrait de Jésus* (1951) ; *Ce que je crois* (1958) ; *les Années obscures de Jésus* (1961) ; *Histoire de Dieu* (1963) ; *Ainsi priait Jésus enfant* (1968). Son dernier ouvrage, *Lettre ouverte à l'Eglise de France* (Albin Michel, 1975) prend prétexte des « orientations épiscopales sur les relations avec le judaïsme » pour exprimer sa pensée personnelle sur un problème qui l'a hanté toute sa vie.

éloge vivant, se situant dans le sillon laissé par deux vies parallèles, dont l'une, hélas ! s'est prématurément brisée, laissant à l'autre le devoir d'en prolonger la mémoire, d'en restituer la présence.

Pour ce hasard qui, sans doute, n'en est un qu'en apparence, et dont plusieurs d'entre vous ont été les auxiliaires résolus et conscients, Messieurs, je vous remercie du fond du cœur, du plus intime de mon esprit.

M'est-il permis d'ajouter accessoirement combien j'ai apprécié aussi que vous m'ayez élu, Messieurs, au cours d'un scrutin comparable à celui qui institua, il y a un siècle, le régime le plus durable qu'ait connu la France depuis la chute de la monarchie de droit divin ? La III^e République, proclamée elle aussi à une voix de majorité, devait durer soixante-cinq ans : souhaitons, Messieurs, même vertu à vos suffrages. Mon immortalité n'ose pas prétendre à plus de longévité.

L'ami de toujours

Quelques semaines avant sa mort, j'avais, pour la dernière fois, rendu visite à Georges Izard. A ce compagnon de toujours, à cet ami des années tourmentées et fécondes qui marquèrent notre adolescence et influencèrent notre vie, j'allais demander si la reproduction intégrale dans mon prochain ouvrage d'un de ses articles écrit pendant la période la plus effervescente de notre lutte en commun, ne risquait pas de gêner le grand avocat, le notable, l'académicien qu'il était devenu. Fidèle à lui-même, comme je l'ai toujours connu, il répondit, dans un éclat de rire : « Vas-y, reproduis-le, tant pis pour qui s'y reconnaîtra. » Après quoi, sur le pas de la porte, reprenant pour un instant notre langage de jeunes gens : « Ce serait quand même marquant si nous nous retrouvions un jour tous les deux sous la Coupole. » Paroles prémonitoires, qui sait ?

Nous nous retrouvons aujourd'hui sous la Coupole et c'est d'une infinie tristesse. Pourrai-je un instant atténuer ce sentiment en parlant de Georges Izard et du mouvement d'idées et d'action où il joua un si grand rôle.

✱

De ce mouvement qu'il faut évoquer pour y situer son existence, de ce personnalisme, dernier sursaut créateur de la pensée française avant la pire époque qu'ait connue notre patrie, un historien contemporain, M. Loubet del Bayle, trop jeune pour y avoir participé, a écrit dans un livre récent qu'il était celui des « non-conformistes des années 30 ».

Reprenons cette définition que Georges Izard eût approuvée. Qu'était donc le non-conformisme pour nous ? Une règle de vie, une attitude venue des quatre vents de l'esprit, issue de toutes les sources qui, depuis des millénaires, ont irrigué notre civilisation.

✱

Dans le Talmud, ce recueil antique des commentaires de la Bible, plus souvent évoqué que lu, une sentence narquoise, mais pleine de sens, préfigure notre aventure.

« Si tu es d'un certain avis et qu'en face de toi quelqu'un soit d'un avis contraire, c'est lui ou toi qui a raison. Si tu es d'un certain avis et que deux personnes en face de toi soient d'un avis contraire, c'est elles ou toi qui ont raison. »

« Mais si tu es d'un certains avis et que tous en face de toi soient d'un avis contraire, alors c'est toi qui as raison, car on n'a jamais vu la vérité professée à l'unanimité par une assemblée d'hommes. »

N'avons-nous pas eu, nous aussi, l'occasion de nous sentir seuls contre l'égarement général ou largement majoritaire en un temps où la France obnubilée par le souvenir de son passé victorieux courait, aveugle, vers le désastre ?

A cette sentence, venue du passé commun de nos religions révélées, Jean Cocteau, dont aujourd'hui je ressens cruellement l'absence, et qui fut, lui aussi, non conformiste, s'associe par une seule phrase : « Ce que l'on te reproche, cultive-le, c'est toi-même. »

Plus près de nous, très près de nous, un des initiateurs de la poésie d'avant-garde, Guillaume Apollinaire, s'adressant à une assemblée comme celle-ci, formulait cette adjuration : « Soyez indulgents, vous qui représentez la perfection de l'ordre, pour nous qui cherchons partout l'aventure. »

Terminées les citations écrites : en voici encore une autre, verbale, qui peut vous toucher spécialement : c'est une boutade de Paul Valéry, lorsqu'il fut admis à siéger dans votre compagnie.

Lorsqu'en 1925, l'auteur de *la Jeune Parque* fut élu à l'Académie française, il déclara à Léon-Paul Fargue, qui me le répéta alors, qu'il « ferait entrer à sa suite sous la Coupole toute la canaille littéraire ». Propos qui, on s'en doute, provoqua bien des espoirs, lesquels ne furent pas tous exaucés. N'est pas toujours canaille qui croit l'être : n'est pas toujours académicien, hélas ! qui le voudrait ou même qui le mériterait. Pourtant, sous son aspect paradoxal, la phrase demeure : elle se trouve ici en situation pour évoquer une époque qui a connu le plus complet renversement des valeurs, la plus singulière aventure que Georges Izard, avec les non-conformistes, a fait effort pour surmonter.

Les non-conformistes des années 30

Au cours des années 30, notre patrie, la France, sans le savoir, était dans un singulier état. Il fallait, en premier lieu, la persuader que, sous sa force apparente, se cachaient les symptômes fatals d'une anémie provoquée par la mort au combat de l'élite de ses enfants. Charles Péguy devait lui manquer toujours ainsi qu'Ernest Psichari et que tant d'autres, moins notoires, qui eussent contribué à son relèvement : qu'il me soit permis d'évoquer ici quatre d'entre eux qui, le 15 juillet 1918, sur la Montagne de Reims, furent mortellement atteints à l'orée même du bois où j'étais tombé grièvement blessé : trois officiers : Deschamps, Guerbet et Reitlinger, l'un catholique, l'autre protestant, le troisième israélite, un sous-officier, Descroix, catholique lui aussi. Que leurs noms échappent un instant à l'anonymat de leurs tombes trop nombreuses, que leurs âmes reposent en paix à l'abri des querelles et des schismes que subit leur généra-

tion : quelle voie eussent-ils suivie à travers toutes nos discordes ?



Dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, des paroles prémonitoires se font entendre annonçant la catastrophe. En 1921, celle de Drieu La Rochelle montrait la précarité de notre succès militaire. « Nous n'avons pas couché seuls avec la victoire. » Celle du professeur Jules Isaac qui enseigna l'histoire de France avec Albert Mallet à des générations d'écoliers et de lycéens. En 1922, il annonce une nouvelle guerre où l'arme déterminante sera d'ordre nucléaire.

En 1924, c'est Alfred Fabre-Luce qui, préluant à une carrière d'essayiste indépendant et lucide, se préparait, suprême consécration, à être, vingt ans plus tard, emprisonné tour à tour par deux régimes antagonistes qui se succédèrent en France : le régime de l'occupation et celui de la Libération. Son livre, *la Victoire*, fit alors scandale, en rendant pourtant au pays le grand service de dénoncer le premier les défauts des traités de paix et les erreurs de l'après-guerre.

A partir de 1930, ce ne sont plus des isolés, c'est toute la jeune pensée française qui pressent les échéances fatales et qui cherche à les prévenir. Convergeant de tous les horizons politiques, philosophiques ou religieux, de la droite comme de la gauche, de la libre pensée comme de la croyance en Dieu et en le Christ, venant aussi du surréalisme, de l'existentialisme et parfois même du marxisme, un immense tressaillement commence par agiter les maîtres à penser de l'époque au profit de nouvelles équipes qui cherchent d'abord à les prolonger, plus ou moins valablement.

Pour l'Action française, Charles Maurras voit se lever à ses côtés Robert Brasillach et Pierre Boutang. Dans le parti radical-socialiste, de jeunes radicaux, tels André Chamson, Pierre Cot, Jean Mistler prolongent l'action d'Edouard Herriot et de Caillaux. Dans le camp des socialistes, tandis que Jean Jaurès publie son *Armée nouvelle*, Jean Guéhenno dialogue avec Caliban. A l'extrême gauche communiste, alors que Maurice Thorez s'épanche dans son *Fils du Peuple*, voici que Nizan et Aragon renouvellent les vieilles équipes. Et dans les ligues, ces formations nouvelles d'anciens combattants, tandis que le colonel de La Roque ou Doriot rédigent les credos de leurs mouvements, nous retrouvons Drieu La Rochelle, accompagné de Ramon Fernandez, qui cherchent à formuler quelques lignes directrices, jugées nécessaires à l'époque, par la jeune génération des Volontaires nationaux.



Que de noms encore à citer chez qui se manifeste alors, en des chemins déjà frayés, une volonté de renouveau. Jusqu'à un jeune lieutenant-colonel qui, soutenu par le maréchal Pétain, accepté dans le salon littéraire de Daniel Halévy, recommandé par un vieux lieutenant-colonel en retraite, le colonel Emile Mayer, qui avait joué avant la guerre de 14 le même rôle de Cassandre que son cadet devait assumer pour la guerre de 40 : c'était le colonel de Gaulle. Il publiait alors ses premiers articles dans des revues

militaires et en distribuait, aux jeunes comme aux chevronnés, des tirages à part dûment dedicacés d'une grande écriture qui bientôt s'appliquerait à d'autres tâches.

Dans le sillage du personnalisme

A côté de tous ces mouvements qui font effort pour rénover les grandes familles spirituelles ou politiques françaises, il en est un, le personnalisme, nouveau venu dans l'évolution des idées. Il rassemble des hommes neufs qui se refusent à suivre les anciennes filières menant à des impasses. Le personnalisme qui touche tous les milieux, qui se manifeste dans des dizaines de publication, connaît alors deux centres principaux de pensée et d'action : l'un d'eux, dont l'animateur décisif est Arnaud Dandieu, est l'*Ordre Nouveau*. Inventé par Alexandre Marc, ce titre devait connaître par la suite bien des avatars imprévus et exactement contraires à sa vocation. L'autre, *Esprit*, dont le promoteur sera Georges Izard et le réalisateur Emmanuel Mounier. Arnaud Dandieu, Emmanuel Mounier, deux êtres d'exception dont la disparition prématurée a peut-être décapité la pensée française au moment où celle-ci avait le plus besoin d'eux.

L'*Orare Nouveau*, plus méthodique, plus technique, au service de ses idées, prévoyait des institutions dont les années que nous vivons réalisent les principales : Europe unie, régionalisation, participation ouvrière, service civil conjoint au service militaire, rétablissement du contact entre l'armée et la nation...



Ces aspirations dans une autre formulation, dans un contexte différent, plus philosophique peut-être, plus moralisateur et religieux, plus incliné vers l'action aussi, étaient celles d'*Esprit* dont Georges Izard, dès sa vingt-deuxième année, sent se préparer en lui les préliminaires.

Le voici d'abord dans sa lignée familiale ainsi que lors de son arrivée à Paris.

Il était né dans la région de Béziers en un village nommé Abeilhan où, depuis des générations, avaient vécu ses ancêtres paternels, famille rurale étroitement liée à ce sol qu'elle cultivait, à ces horizons limités qui, depuis peut-être un millénaire, avaient encadré sa vie. Famille terrienne dont, sitôt arrivé à l'âge où, pour la première fois l'adolescent prend conscience d'être un chaînon provisoire dans la chaîne des générations, Georges Izard évoquera la longue patience et peut-être même, à l'en croire, la passivité. Son père avait été le premier à accéder à la vie de l'esprit. Il était de ces instituteurs laïcs qui trouvèrent dans une pensée affranchie de toute influence religieuse, la mission présumée de cette III^e République dont ils étaient les instructeurs et qu'ils croyaient destinée à rendre son rôle à la France après ce qu'on appelait alors des siècles d'obscurantisme. En fait, à travers une succession presque ininterrompue de crises et de secousses, ils assurèrent à leur patrie cinquante ans d'une stabilité relative qu'ils croyaient bien être éternelle.

Un tempérament mystique

Georges Izard, de tempérament mystique, tourmenté dans son enfance par le problème de la mort et de la destinée, ne pouvait se contenter de l'agnosticisme de son père. Aussi bien son besoin de croire que sa volonté d'agir l'orientaient vers les aventures de l'esprit. A cet adolescent disponible, des amis font d'abord rencontrer la religion réformée : le voici bientôt président des étudiants protestants. Mais en khâgne, à Louis-le-Grand, sous l'influence de Deléage qui l'entraîne un jour à l'église Saint-Etienne-du-Mont, il connaît une autre révélation : à la rentrée suivante, il sera président des étudiants catholiques. Son père, d'ailleurs, l'instituteur agnostique à qui Izard demeura toujours reconnaissant de lui avoir donné le coup d'envoi dans la vie de l'esprit pour le laisser suivre, non d'ailleurs sans orgueil paternel, un chemin différent du sien, n'avait-il pas préparé cette nouvelle annonce ?

« Mon père, écrira plus tard Georges Izard, m'avait accompagné à Paris pour me présenter au proviseur. » Mais, avant cette rencontre, voici les deux provinciaux en un des hauts lieux religieux de la capitale, au Sacré-Cœur de Montmartre. Recueilleusement, méditation sur la ville. « Mon père, se souvient Izard, m'avait laissé contempler Paris et, après m'avoir expliqué que c'était dans leur avenir que se trouvaient les quartiers de noblesse des maisons obscures et courageuses, il avait conclu avec une profonde simplicité : « Voici la ville que tu viens conquérir. » Mots qui, en ce lieu, en ce jour de rupture avec sa vie antérieure, ne peuvent manquer d'impressionner un jeune homme qui croit en sa vocation, même s'il en ignore encore les modalités précises. « Le reste de la journée (mon père) m'avait ressassé un sermon cent fois entendu sur la nécessité d'une probité scrupuleuse, sur les vertus de la loyauté et sur le danger d'attacher trop d'importance aux biens de ce monde. Devant un auditeur, dont il ignorait encore les tentations spirituelles, le directeur d'école laïque, professant une morale purement humaine, sans Dieu, frayait ainsi la voie d'une évolution religieuse : « De telle sorte, conclut Izard, qu'en arrivant le soir dans le dortoir..., je me sentais une âme de Rastignac avec, pour réussir, les moyens limités d'un janséniste. »

Comment la vie de Georges Izard a-t-elle pu rester conforme à cette double définition, à vrai dire assez provocante, à ce défi d'un jeune homme lancé à son propre avenir ? Ernest Renan avait écrit : « Toute idée pour réussir a besoin de faire des sacrifices. On ne sort pas immaculé de la lutte pour la vie. »

La vie de Georges Izard contredit ce scepticisme. Servi presque continuellement par des circonstances opportunes qui semblent s'offrir à lui à mesure qu'il en ressent la nécessité, par des occasions favorables qu'il sait parfois faire naître ou qu'il sait toujours saisir, il voit les événements se grouper autour de lui. Georges Izard est et sera toujours de ces êtres qui aimantent leur destin et qui provoquent l'avenir.

Cette faculté, consistant à appeler autour de lui les êtres et les circonstances qui corres-

pondent à son désir, à son besoin, voici qu'elle se manifeste, dès son entrée en hypokhâgne, à Louis-le-Grand. Il y rencontre cet éveillé acharné de vocations littéraires qu'était André Bellesort, votre futur secrétaire perpétuel. Esprit passionné de l'ordre classique qu'il défend avec une impatience chaleureuse et romantique, il remarque vite Georges Izard dont les dissertations témoignent de dons certains et même de facilités, contre lesquelles le professeur, souvent gouaillieur et véhément, croit bon de prévenir son élève. Un jour qu'une rédaction d'Izard lui semble spécialement témoigner de qualités, poussées parfois à l'extrême, devant l'auteur éberlué, devant la classe admiratrice d'un tel éloge inattendu, Bellesort fait passer par son « gueuloir » flaubertien la copie à laquelle il a donné la meilleure note. Il en articule les phrases, il en projette à pleine voix les périodes, si bien que, les derniers mots lus, il continue sur la lancée du texte et s'écrie, dans un sourire : « Et maintenant, messieurs, maintenant à la Tour de Nesle ! »

La rencontre avec Mounier

Georges Izard, malgré ses dons d'écrivain et d'orateur, évitera toujours d'aller à la Tour de Nesle. Toujours, il saura « raison garder » réfléchir et maîtriser et orienter un destin qui va bientôt lui offrir des occasions multiformes de réaliser la prophétie de son père. En hypokhâgne, à la première composition de français, il est premier ex-aequo avec André Deléage, un de ces êtres hors série en qui s'affirme et culmine le génie d'une génération. D'où naîtra leur amitié.

André Deléage est d'un naturel impérieux, persuasif et exigeant. Sa jeunesse incandescente, comme sont souvent les années d'éveil à la vie chez les être appelés à mourir prématurément sans avoir achevé leur œuvre, éclaire et entraîne Georges Izard. Les voici, dans une expédition nocturne, tirés de leurs lits à quatre heures du matin par l'impatience de Deléage, grimpant sur les toits du lycée et, sur la ville endormie, à travers les murs silencieux du « vieux bahut » morose, lançant à pleine voix des phrases de Tacite dont Deléage est passionné. Parmi les vocables latins qui retentissent alors dans le silence de la nuit, ne peut-on pas, avec une certitude presque entière, entendre résonner le fameux « ruere in servitudinem » se précipiter dans l'esclavage évocateur d'une attitude que vingt ans plus tard, au temps de l'occupation allemande, l'un et l'autre de nos jeunes gens condamneront chez certains de leurs contemporains ?

C'est également avec André Deléage que Georges Izard rencontre deux autres étudiants : Emmanuel Mounier, Louis-Emile Galey, qui seront avec lui les fondateurs du mouvement *Esprit* et de la *Troisième Force*, ainsi que Pierre-Henri Simon, rédacteur de la revue, qui le recevra ici même sous la Coupole.

Nos quatre mousquetaires de la pensée sembleront se disperser, mais pour bientôt se rejoindre dans l'action après leur sortie de khâgne. Izard satisfait aux exigences universitaires en passant une licence de philosophie, un

diplôme d'études supérieures de philosophie ; mais, comme en définitive, l'enseignement le tente peu, simultanément il se présente avec succès à une licence de droit et se fait inscrire comme avocat à la Cour d'Appel de Paris.

La famille Daniélou

C'est alors qu'une nouvelle fois le destin frappe à sa porte. En 1926, il entre comme attaché au Cabinet de Charles Daniélou, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, un des hommes d'Etat les plus entreprenants en même temps que les plus lucides de la III^e République. Que pense son père, le directeur d'école, de cette promotion, de ce virage inattendu ? Sans aucun doute, il s'en réjouit : la conquête de Paris commence.

Auprès de son nouveau patron, il acquerra l'expérience de la politique et des hommes. Trois ans plus tard, il assurera également son bonheur en épousant, le 25 août 1929, à Locronan, en Bretagne, Mlle Catherine Daniélou, que l'éducation reçue auprès de sa mère, spécialiste, dans l'école privée qu'elle dirigeait, de la formation des caractères autant que de l'éveil des intelligences, prédestinait à être la compagne attentive et efficace d'un futur homme politique : encore maintenant, dans le vide que laisse la disparition de son mari, elle s'applique, discrètement mais avec une rare compréhension, à prolonger le souvenir et à perpétuer la présence de celui dont, inlassablement, elle retrouve et fait connaître l'existence : qu'elle soit remerciée de tout ce que sa piété fervente a permis au récipiendaire d'aujourd'hui de comprendre et de partager dans le destin de Georges Izard.

La fondation de la revue « Esprit »

Celui-ci, en 1930, encouragé par l'atmosphère qui régnait dans sa belle-famille et, en particulier par l'intimité qui s'est établie entre lui et son beau-frère, le futur cardinal Daniélou, éprouve le besoin de resserrer les liens amicaux avec ses camarades de khâgne. En décembre 1930, il sent que le temps est venu, pour eux, de passer à l'action : avec Mounier, Deléage et Galet, il décide de publier une revue pour laquelle sa belle-mère, Mme Daniélou, propose le titre d'*Esprit*. Les deux jeunes hommes décident que cette revue se distinguera de toute formation existante : « Ce sera, dira plus tard Izard, l'origine d'une révolution spiritualiste qui, au lieu de nous donner bonne conscience, d'éviter la réalité, nous engage au contraire à fond. »

Ni Deléage, ni Galet, ni Georges Izard qui, jeune père de famille affectueux et attentif, doit déjà subvenir aux besoins d'un premier enfant, n'avaient la possibilité de s'y consacrer entièrement. C'est donc Mounier qui, renonçant à sa carrière universitaire, en prendra la direction. Comme la publication de cette revue ne peut pas, selon Izard, être séparée d'une action politique, lui-même assumera, conjointement avec son rôle de rédacteur en chef, la responsabilité du mouvement qui sera la *Troisième Force* et dont il sentira bientôt que l'action est trop

limitée pour répondre aux menaces qui pèsent sur les pays encore libres.

« Tu comprends, dit-il à Mounier qui rapporte ainsi ses paroles, j'ai peur tout à coup que nous ne nous dupions, que nous ne représentions qu'un tout petit mouvement. Or, je veux aboutir. Et ce soir, je sens combien nous étions privés de positions précises pour la réalisation. » « Il est à fond de tristesse », conclut Mounier. De ce trouble, comment sortir en conservant sa pureté dans une action politique qui oblige trop souvent à l'emploi de moyens impurs ? Tout le débat intérieur de Georges Izard commence alors. Il en sortira victorieux.



Cette victoire sera pour lui longue et des plus dures à remporter, puisqu'elle l'amènera à se séparer de l'équipe amicale dont il a été l'animateur et à laquelle se rattachent tant d'affinités et de souvenirs. Mais il faut choisir, ou bien s'orienter vers cette *Troisième Force* qu'il a fondée avec Mounier pour être le mouvement d'action de cette société de pensée que veut demeurer *Esprit* et tenter, en brûlant les étapes, de conquérir les masses, seules dispensatrices du pouvoir. Ou bien, en acceptant la lenteur et la rigueur du cheminement d'une pensée neuve qui mûrit à l'abri de toutes compromissions nécessaires pour « réussir », justifier la phrase impitoyable de Mounier : « Vouloir forcer le temps par des tactiques, c'est perdre la foi. » Ce qu'il faut, selon ce dernier, c'est préférer la pureté à l'efficacité, l'isolement dans des équipes réduites aux bains de foule. C'est être « conduits par un petit nombre d'hommes, sûrs de leur foi, patients devant l'avenir, indépendants de toute formation ancienne comme des lieux communs et des mœurs politiques qui font aujourd'hui le succès ».

Le frontisme

Mais voici que, devant l'urgence, devant les événements qui s'accumulent en dehors de nos frontières, marquant l'initiative meurtrière des dictatures, voici que le 6 février 1934, pour la première fois depuis la Commune de Paris, du sang français sous le tir d'autres Français coule dans les rues de la capitale. Beaucoup de destins sont changés, sont brisés, sont accélérés. Georges Izard, pressé par le temps, décide alors de se diriger vers une action plus militante. L'année 1934, où il sera nommé secrétaire de la Conférence des Avocats, le verra prendre deux décisions : d'abord, il accepte de devenir directeur du Cabinet de Charles Daniélou, promu ministre de la Marine marchande. Ensuite, pour répandre plus largement ses idées dans les milieux politiques, il rejoint Gaston Bergery, député frontiste de Mantes, directeur du journal *la Flèche*.

Curieux homme, ce Bergery qui ne fut jamais plus à l'aise dans son action politique que le jour où à la Chambre des députés il vota, seul, contre les crédits de guerre : c'est un solitaire-né qui se veut chef d'un parti.

Curieux parti que ce frontisme : dans les réunions de son Comité directeur, Gaston Bergery peut affirmer, sans sourciller ni sans provoquer de sourire, qu'au Parlement le parti « unanime »

a pris telle ou telle position : comment jusqu'à l'élection d'Izard, en 1936, n'en serait-il pas ainsi puisque Bergery est seul ?

Curieux journal que la *Flèche* dont le slogan — excusez ce néologisme — est de lutter à la fois contre l'influence de l'argent et contre celle de l'étranger, entendez par là les dictatures d'extrême droite et d'extrême gauche. Il est l'hebdomadaire des non-conformistes d'alors : Henri Jeanson, Jean Maze, qui en est rédacteur en chef, Bertrand de Jouvenel, etc. Toute une équipe d'écrivains indépendants y collabore par amour de la vérité, sans être rémunérée. Gaston Bergery se méfie des puissances d'argent, des « trusts » dont il dénonce les méfaits dans un numéro : « France, voici tes maîtres », qui fit sensation et ne fut jamais démenti.

Il se méfie de l'argent, même si par la force des choses il en accepte, ce que lui reprochera Izard. Je l'ai vu un certain jour, invité à déjeuner par un grand industriel désireux de le financer, sans d'ailleurs envisager aucune pression politique. Il reçoit Bergery dans sa gentilhommière, aux environs de Paris. Le directeur de la *Flèche* s'y rend sans enthousiasme, mais soudain, dès son arrivée, son visage s'éclaire : sur les rayons de la bibliothèque, il repère un livre consacré aux champignons. Les champignons, si l'on peut dire, sont un peu son violon d'Ingres et le voici qui, devant son hôte éberlué, se lance d'emblée dans une conférence éblouissante concernant les cryptogames. Nul moyen de l'arrêter. On se met à table : Bergery, goguenard, répond aux offres de financement par un redoublement d'érudition sur son sujet. Le repas fini, un repas sans champignons, il prend congé et lorsque, avec lui, je suis sur le point de franchir le seuil, le financier me prend à part pour me souffler qu'il n'y comprend rien : « Pouvez-vous me dire si, oui ou non, il accepte ma subvention ? — Cher monsieur, je n'en sais pas plus que vous. Je sais simplement maintenant ce qu'il pense des champignons. »

Telle était la désinvolture, la liberté de Bergery.

Socialiste d'inspiration chrétienne

Soudain, en 1936, le parti frontiste voit doubler le nombre de ses représentants au Parlement : c'est Georges Izard, néophyte de la politique, âgé seulement de trente-trois ans, le même qui, dans le numéro « France, voici tes maîtres », a fait le procès des trusts, c'est Georges Izard, inventeur de la revue *Esprit*, initiateur de la pensée personnaliste qui, passant à l'action parlementaire, commence par un coup de maître. A l'issue d'une campagne électorale brillante, menée conformément à ses convictions profondes, sans concession d'aucune sorte, ce nouveau venu dans l'arène électorale enlève du premier coup, au premier tour, son siège à un puissant maître de forges... Désormais, il y aura, au Parlement, un socialiste *non marxiste* d'inspiration chrétienne.

Une nouvelle fois, tandis que l'Autriche, l'Ethiopie, l'Albanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne sont menacées de disparaître de la carte des Etats indépendants nés des traités de

Versailles et de Saint-Germain, garantis par les vainqueurs d'autrefois, Georges Izard trouve trop étroit le tremplin politique que lui offre le journal de Bergery. Il est las de doubler la représentation parlementaire d'un parti presque inexistant. Il souhaite influencer par ses convictions des formations plus importantes. Il adhère à la SFIO. Suspecté par l'appareil du parti qui est aux mains de Guy Mollet, adopté et favorisé par son animateur qui est alors Léon Blum, le jeune parlementaire, traitant pour la première fois à la tribune d'un problème crucial de l'avant-guerre, celui de la guerre d'Espagne, obtient par sa lucidité, sa modération et son sens de l'intérêt national, l'approbation presque unanime d'une assemblée pourtant profondément divisée.

Dans son parti, c'est l'enthousiasme. Comme l'écrit Léon Blum : « Le groupe est toujours plein de joie, d'un orgueil fraternel quand il voit jaillir de lui-même de nouveaux talents. Il s'est dressé d'un même élan pour acclamer M. Izard à sa descente de la tribune. Les radicaux ne retenaient qu'à peine leurs applaudissements. Quant au centre et à la droite, ils ont offert le curieux spectacle de leur attention contrainte, muette. Hors quelques interruptions, châtiées par Izard de main de maître, ils semblaient traduire comme un sourd, involontaire acquiescement de ce trouble de conscience. En vérité, la conviction de la Chambre est faite. Toute la question est de savoir comment elle se traduira en actes gouvernementaux. »

Il était malheureusement trop tard pour qu'un tel espoir se réalisât. La chute de la République espagnole allait être le banc d'essai d'un assaut général des dictatures contre le monde libre.

N'ayant pu empêcher qu'éclatât la catastrophe de 40, il ne restait à Georges Izard qu'à s'engager pour la durée d'une guerre qu'il avait annoncée sans réussir à la prévenir. Fait prisonnier à Saint-Dizier au moment de l'Armistice, son attitude au combat lui avait valu la croix de guerre avec citation à l'ordre du corps d'armée. Il quittera son oflag en 1940 pour être soigné au Val-de-Grâce. Une fois guéri d'un ulcère à l'estomac contracté pendant la campagne, il sera libéré en tant que député et militera immédiatement dans la Résistance.

En 1943, arrêté par les Allemands comme un des membres militants les plus importants de l'OCM dont le chef, le commandant Fourny, avait été fusillé au fort de Vincennes, il sera emprisonné à Fresnes, jugé à Nancy où on ne peut trouver aucune preuve contre lui. A la fin des hostilités, il recevra la médaille de la Résistance.

La Libération survenue, après avoir fait, pour la dernière fois, œuvre parlementaire à l'Assemblée consultative en 1944, Georges Izard se consacre au Barreau où, dans la ligne de pensée qui fut toujours la sienne, il va accéder à une très grande notoriété. Il n'interrompt pas pour autant son action journalistique et fonde l'hebdomadaire *Clarté*, organe d'un socialisme indépendant, qui reprendra presque la position de la *Flèche*, et qui saura protester contre l'emploi de la bombe atomique à Hiroshima par les Américains.

L'avocat prestigieux

Georges Izard est un avocat prestigieux, un maître dans l'art oratoire. Selon le bâtonnier Bernard Baudelot qui s'associe à la remise de son épée d'académicien, ses qualités, servies par une voix chaude, sont la précision, la clarté et la conviction. Une plaidoirie, pour lui, n'est pas un monologue, mais toujours elle doit s'adapter à la mentalité du juge. Elle emploie les tons et les modes les plus différents. Multipliant les néologismes empruntés à l'anglophonie, le bâtonnier ne craint pas de dire que Georges Izard sait faire un « cocktail » de la récitation, de la lecture et de l'improvisation. « Vous êtes, conclut-il dans un sourire qui sollicite l'absolution pour cette infidélité au vocabulaire français, vous êtes un des meilleurs « barmen. »

Une cause défendue par Izard semble toujours bénéficier d'un préjugé favorable : s'il l'a choisie ou acceptée, c'est qu'il y croit. S'il y croit, c'est qu'elle est juste et qu'elle correspond à un des problèmes fondamentaux de notre temps. Problème de la liberté individuelle affrontée aux dictatures : ce sera l'affaire Kravchenko. Problème des indépendances nationales mises en question par la colonisation : ce sera son action pour l'indépendance du Maroc, avec l'assentiment et le soutien de François Mauriac. Problème de la création littéraire au cours de ses innombrables interventions pour défendre les écrivains.

Mais laissons parler ou plutôt ressuscitons les accents de son éloquence rigoureuse et passionnée au service des grandes causes : telle fut la plaidoirie de Georges Izard en faveur de l'ingénieur soviétique Kravchenko, membre d'une Commission d'achats soviétique aux Etats-Unis qui, en avril 1944, avait « choisi la liberté ».

Ayant osé dénoncer dans un ouvrage publié aux Etats-Unis les déviations du communisme stalinien, Kravchenko s'était vu attaqué et inculpé de trahison par les défenseurs inconditionnels de la secte alors au pouvoir dans la Russie soviétique.

Le défenseur de Kravchenko

« En se présentant devant un tribunal français, déclara Izard dans son exorde, Kravchenko savait qu'il permettait au débat de prendre toute son ampleur et toute sa signification. Il ne peut ni le laisser se diminuer dans l'injure ni accepter que l'étendue en soit restreinte.

« Et j'aurai garde moi-même d'oublier la mission d'un avocat français et les traditions de notre ordre : nous sommes ici pour aider la justice à atteindre la vérité ; j'aurai garde d'oublier qu'on ne se défend pas contre la diffamation en diffamant. J'aurai garde d'oublier qu'on ne se justifie pas davantage d'avoir diffamé en renouvelant ou en aggravant les diffamations à la barre. »

Après une argumentation minutieuse qui dura plus de deux heures et qu'Izard avait préparée en allant se documenter sur place aux Etats-Unis... des affirmations mensongères alléguées contre Kravchenko, il ne restait plus rien et Izard pouvait conclure, à la fin d'une plaidoirie qui marqua le moment décisif du procès et l'apogée de sa carrière, en rappelant les grands principes de la justice française.

Il semble bien que c'est alors, en consacrant tout son talent d'avocat déjà célèbre à la défense des idées qui, depuis son adolescence, ont inspiré et sa pensée et son action, que Georges Izard réalise le plus parfaitement ce destin que lui avait assigné son père à son arrivée à Paris et qui devait l'amener bientôt à représenter parmi vous, avec ses risques et ses gloires, la profession d'avocat. Maurice Druon le lui rappellera en lui remettant son épée d'académicien : « Tu es un aristocrate de la liberté. » Et surtout : « Tu es juriste parce que tu es moraliste et tu es moraliste parce que tu es philosophe. » C'est là, brossé en trois traits, le portrait de Georges Izard, grand avocat.

Un écrivain politique et religieux

Mais nous ne pouvons oublier qu'il fut aussi un écrivain qui, dans des essais politiques ou religieux, comme en des livres d'histoire, se fait le théoricien du mouvement d'idées et d'action auquel il a consacré sa vie.

Évoquons maintenant ici les principaux de ses ouvrages.

Dans *les Coulisses de la Convention*, nous trouvons ces lignes qui, non sans quelque mélancolie, évoquent le temps de ses débuts : « Si des jeunes hommes ont presque seuls occupé les premières places et si, malgré tant d'exécutions, la jeunesse est restée au gouvernement, c'est qu'elle était, à cette époque, une vertu politique indispensable. » Et il propose en premier lieu à notre admiration Robespierre, l'incorruptible.

Dans *L'homme est révolutionnaire*, peut-être son œuvre majeure, il explique et justifie sa présence dans le parti socialiste. Dans sa préface, il écrit : « [Le socialisme] a le pouvoir de transformer le monde et, à ses côtés, le marxisme fait figure de théorie transitoire, incomplète et dépassée. » Et plus loin : « Mais nous croyons avoir montré que la valeur du matérialisme marxiste provenait du spiritualisme implicite que, dans sa source, il roule et recouvre à la fois. »

Dans ce livre, Georges Izard a semé. Il a préparé les voies pour la mutation profonde qu'il convient d'accomplir dans le respect de l'esprit et des traditions françaises. Ainsi, son non-conformisme aboutirait à reconstruire et ses aspirations de jeunesse seraient pleinement réalisées. Georges Izard n'a-t-il pas été et ne demeure-t-il pas encore un maître à penser, surtout auprès de la jeunesse, si fréquemment désorientée et livrée, sans réfléchir, à des agitations improvisées et stériles ?

« Lettre affligée au général de Gaulle »

Cette maîtrise, il va la manifester bientôt au service de l'actualité politique : en 1964, il a l'audace de s'adresser directement au chef de l'Etat, à l'homme prestigieux qui a porté pendant quatre ans les espoirs de cette Résistance dans les rangs de laquelle Georges Izard lui-même a combattu et qui, à la Libération, fut acclamé par tout un peuple. Il publie le plus fameux de ses ouvrages, mais aussi le plus discuté, le moins conformiste alors, qu'est sa *Lettre affligée au général de Gaulle*.

Il y fallait du courage, tout d'abord envers

soi-même, car Izard avait le sens de la grandeur et le goût de la fidélité ; envers le pouvoir ensuite, qui tout entier reposait alors sur l'homme du 18 juin.

C'est un véritable cri d'angoisse et de désespoir qu'il lance vers la personnalité prestigieuse qui a naguère incarné tous ses espoirs : « Nous ne sommes pas heureux, avoue-t-il, vous avez fait partie de notre vie. Mesurez notre peine, mon Général, de vous découvrir, vous et nous, désaccordés. »

Cette exhortation, adressée au Général pour changer le sens de son action, pour redresser sa politique, n'est-ce pas un nouvel acte de la foi que Georges Izard a toujours eue, chevillée en son cœur mystique, et qui bientôt, déçue peut-être par les réalités, va s'exprimer dans un dernier volume religieux : la vie de *Sainte Catherine de Gênes* qui, préfacée par Jean Guilton, parut il y a six ans, l'année précédant son élection à l'Académie.

Devant cet ouvrage d'infra-tombe, entièrement dominé par l'appréhension de la mort :

« La mort est l'unique affaire de la vie. Elle jette l'âme dans les destins éternels que détermine l'usage de l'existence terrestre. »

Il semble que, s'agissant d'un être disparu, plus avancé que nous dans le processus fatal, on ne puisse que se taire et constater, sans oser jamais commenter. Georges Izard ne commente pas, il raconte des faits : « L'action de Dieu sur les âmes du purgatoire, Dieu l'a exercée, Dieu l'a exercée sur elle, au cœur d'elle-même. C'est plus qu'une vision, c'est une expérience. Catherine rapporte mieux que des apparitions, des faits. » Et voici les circonstances de sa mort : « Le 12 septembre 1510, à 6 heures du matin, alors que le poulx était presque imperceptible, on lui proposa de communier. Elle demanda si c'était l'heure habituelle et on lui répondit qu'il était un peu tôt. Alors, elle leva le doigt vers le Ciel où l'attendait une communion totale avec son Amour. Et, doucement, elle expira. »

Lorsqu'il écrivit ces lignes, Georges Izard pouvait retrouver dans sa mémoire un autre récit, qu'assurément il avait lu au temps de sa formation intellectuelle, celui de la mort paisible d'un athée spiritualiste, qui fut le père de Proudhon.

« Mon père, écrit cet inspirateur du socialisme français que fut Pierre-Joseph Proudhon, le jour de sa mort, eut, chose qui n'est pas rare, le sentiment de sa fin. » A un proche qui le reconforte en disant... que tout ne finit pas avec la mort : « Cousin Gaspard, répond mon père, je ne sais pas ce qu'il en est, et je n'y pense aucunement. Je n'éprouve ni crainte ni désir : je meurs entouré de ce que j'aime. J'ai mon paradis dans mon cœur. »

Vers 10 heures, il s'endormit, murmurant un dernier bonsoir : l'amitié, la bonne conscience, l'espérance d'une destinée meilleure pour ceux qu'il laissait, tout se réunissait en lui pour donner un calme parfait à ses derniers moments.

Mort de la sainte, mort de l'athée ; communion avec Dieu ou confiance dans l'avenir d'une descendance terrestre, ne semble-t-il pas que bientôt, hélas ! au chevet de Georges Izard, ces deux images si différentes, mais si proches, pouvaient naturellement se faire face et

s'accorder, dans le souvenir qu'il a laissé à tous ceux qui l'ont approché, avec sa foi retrouvée et sa tradition familiale, qu'il n'a jamais désavouée.

Vivant par-delà la mort

Messieurs, en approchant du terme assigné à ce discours, le moment certes est venu, non seulement de témoigner, comme j'ai tenté d'y parvenir, mais aussi de faire oraison. Il ne faudrait pas que Georges Izard, du fait que vient de lui être rendu le traditionnel hommage que l'on doit à nos disparus, cesse pour autant de demeurer présent en cette Compagnie, dont il fut une illustration. Ne préjugeons pas de l'avenir, ne sollicitons pas le passé. Mais tant qu'il me sera donné de siéger en ce fauteuil, je voudrais qu'il soit apparent que Georges Izard est présent, qu'il demeure auprès de nous. Les liens qui nous unissaient étaient certes trop étroits pour se distendre en ce moment, par suite de cet accident qu'est la mort pour un homme encore plein de vie et d'avenir à son trépas. Et je me trouve (car c'est aussi peut-être l'heure des prises de conscience), je me sens, pour la première fois de ma vie, très manifestement inscrit dans la chaîne des générations, dont, quoique désormais immortel, je ne constitue pourtant qu'un maillon très éphémère. Pour la première fois j'incarne aussi nettement cette croyance de notre tradition biblique, où Georges Izard et moi-même nous situons différemment, mais dans un sentiment commun, celui de la persistance, de la réviviscence même du passé, tant que subsistent des vivants pour démontrer la permanente actualité des instants où souffla l'esprit des êtres par qui il s'est manifesté. Le passé n'est jamais aboli tant que l'avenir le prolonge. L'Ancien Testament enseigne que tous les hommes, vivants, passés et à venir, étaient tous présents au Sinaï quand Dieu octroya la loi : le Nouveau Testament affirme que, dans le drame du Calvaire, tous les hommes sont impliqués, et qu'ils ont à l'assumer ainsi qu'à en témoigner dans l'éternité des générations successives. Méditons ces grands apologues, on pourrait dire, remontant aux origines, ces *midrashim* éternels et faisons-en l'application à cet instant que nous vivons.

J'entre en votre Compagnie escorté, comme chacun de nous, d'ombres qui palpitent, de souvenirs qui se renouvellent. Mes prédécesseurs lointains en ce trente-deuxième fauteuil, Vaugelas, Lucien Bonaparte, Alfred de Vigny, combien d'autres et ceux que nous avons connus, Henri Massis dont Georges Izard restitua le visage en des traits qui grâce à lui, sont présents en notre mémoire. C'est un instant vertigineux, un instant unique en une existence que, pour la dernière fois, messieurs, je vous remercie de m'avoir permis de vivre. Dandieu, Mounier et que d'autres, sont aussi présents près de moi, avec leur génération.

Que leurs âmes reposent en paix. Une parcelle de leur survie est désormais assurée, ne serait-ce que par ces mots qui se terminent en cet instant et vont bientôt, non se dissiper, mais momentanément se répandre au souffle de l'éternité.

Robert Aron avait lui-même choisi Jean Guitton pour l'accueillir sous la Coupole et répondre par le discours d'usage à son remerciement. L'essentiel de la réponse de Jean Guitton porte sur la séparation du christianisme et du judaïsme, sur le Jésus des chrétiens et celui des juifs.

MONSIEUR,

« J'ai désiré d'un grand désir manger cette Pâque avec vous. » Ce mot de l'Évangile me vient à l'esprit en ce moment. Il s'agit bien en effet d'une Cène, je veux dire : d'un partage de pensée. Vaguement j'espérais en cette heure incertaine. Je vous lisais. Je tentais de deviner le mystère de votre être.

Chaque aspect de cet être éveillait en moi des échos. J'apercevais des affinités et des différences. C'est une chance pour un portrait, puisque le peintre se projette dans son modèle sans se confondre avec lui. Oui, c'est votre portrait, votre essence singulière éternelle, comme dirait Spinoza, que je voudrais définir ce soir.

Et cela va m'amener à poser sous cette coupole les plus graves problèmes qui puissent occuper nos intelligences : ceux qui sont au cœur de la substance juive, de la substance chrétienne, de la substance française. Quel charme, quel enchantement de pouvoir parler à haute voix dans la lumière de ce qu'on devrait réserver à un entretien tout intime ! Quelle aventure de ne plus bien savoir si je compose le portrait d'un vivant ou si je dessine un paysage d'idées !

L'initiative de Saul de Tarse

Et, si vous le voulez, nous allons nous jeter tout de suite dans la haute mer, abordant ces problèmes de l'histoire occidentale que nous avons souvent envisagés : la séparation du christianisme d'avec le judaïsme, le passage de l'Antique au Nouveau, qui est un des aspects de ce grand mystère qu'on appelle le Temps.

Avouez qu'elle est étrange cette conduite divine : choisir douze apôtres, chiffre de plénitude correspondant aux douze tribus d'Israël, les instruire, les scandaliser parfois, les aimer, leur donner mission d'annoncer la « bonne nouvelle » à tous ; puis, sans préavis, choisir une treizième personne, qui ne connaît pas Jésus selon la chair, qui avait été son persécuteur, Saul de Tarse, — qui devient le propagandiste principal, et qui avoue sans modestie avoir plus travaillé à lui seul que tous les autres apôtres. On peut dire que c'est Paul qui a inventé le christianisme en tant que ce mot désigne une religion nouvelle, détachée du judaïsme. Les premiers chrétiens étaient des juifs progressistes, fidèles à la religion de Moïse, jusque dans ses usages et dans ses rites.

Ici je croise le fer avec vous pour la première fois : car je sais trop qu'à vos yeux l'initiative de saint Paul a été fâcheuse ; qu'elle a fait dévier le projet primitif de Jésus, lequel consistait à entrer la religion du Messie sur l'antique religion de Noé, d'Abraham et de Moïse. Les premiers chrétiens priaient tournés vers Jérusalem. Leur Jésus n'était pas venu abolir la Loi, mais l'accomplir. Leur Jésus avait porté à sa plénitude la religion d'Abraham en l'arrachant à la race, en la renouvelant autour de sa personne, en la chargeant d'un élan universel indéfini. S'il n'y avait pas eu Saul, devenu Paul ; si Jérusalem n'avait pas été détruite en l'an 70, il se peut que l'Eglise naissante ne se soit jamais séparée d'Israël. Certains Juifs se seraient sans doute convertis au Christ, mais ils seraient demeurés dans le Temple comme les fils de Saint François d'Assise et tous les ordres religieux à l'intérieur de l'unique Eglise. Les chrétiens venus de la gentilité auraient été agrégés à ces judéo-chrétiens sinon par le rite, du moins par l'esprit, comme étaient les prosélytes, ces païens justes et éclairés qui fréquentaient les synagogues parce qu'ils croyaient en un Dieu unique sans observer les ordonnances mosaïques. Il y aurait eu des lieux de prière multiples. Mais le Temple de Jérusalem se serait dressé seul comme un symbole d'unité et de transcendance. La religion nouvelle aurait gardé plus de continuité, plus d'intimité avec le cosmos. Car la nature, pour l'esprit d'Israël, est, dites-vous, une nature sans miracles. Ou plutôt elle est un perpétuel miracle par la régularité de ses lois, comme ce paradis terrestre ou Iahveh venait prendre le frais du soir. Le christianisme aurait comporté moins de définitions dogmatiques. Il aurait franchi l'histoire avec moins de ruptures et sans Conciles. Et il serait maintenant tout à la fois la religion de Jésus et celle de l'humanité entière.

Nous avons parlé ensemble de cette possibilité, lorsque vous êtes venu me demander d'écrire un livre sur « les grandes crises de l'Eglise catholique » pour expliquer la dernière de ces crises, celle qui a suscité le Concile du Vatican, et qui marque encore sa postérité.

Le mystère de Jésus enfant

« De trente-trois ans, disait Pascal, il en vécut trente sans paraître. » Et pourtant il parut une fois, quand, adolescent, il monta au Temple pour interroger les docteurs.

Vous avez tenté de percer ce mystère de Jésus enfant, qui était jusqu'ici le domaine réservé des âmes mystiques. Les mystiques se demandaient comment peut s'accroître un Dieu fait homme, comment Jésus peut grandir en sagesse en même temps qu'en âge, devant Dieu et devant les hommes. Les détails manquaient, l'ambiance était inconnue. Pour être le Rembrandt de cette adolescence de Jésus, il était désirable d'avoir connu soi-même des circonstances analogues, les rythmes d'une éducation juive, d'avoir parlé la langue hébraïque, cette langue faite pour capter par ses racines concrètes la pulpe, la moelle et la saveur de l'être. Cette

(*) Texte publié par l'Académie française. Les sous-titres sont de notre rédaction.

langue d'Abraham, celle qu'ont parlée pendant des siècles les ancêtres de Bergson, de Marx et de Freud, cette langue qui, dans la grammaire, évoque le flux du temps et non pas seulement ses arrêts et ses étapes ; cette langue en qui le passé n'est jamais aboli, et où le futur n'est jamais lointain ; cette langue où tout consiste en un présent qui se reprend et se réitère sans cesse.

Vous avez renouvelé pour moi l'aspect réel de la dernière Cène de Jésus avec ses disciples le Jeudi saint. Vous m'avez fait comprendre sa beauté familière et tendre, sa sérénité un peu mélancolique, une gravité pleine d'enjouement avec je ne sais quoi de solennel, de récapitulatif d'une longue et tragique histoire : tout cela très simplement, car la prière de la Cène, dites-vous, émerge des conversations. L'offrande se fait avec la nourriture qui est sur la table. *Jésus a pris du pain.*

Le singulier de votre étude tient à ce que vous expliquez la vie de Jésus par le drame de sa douzième année, lorsque Jésus monta à Jérusalem, qu'il fut perdu et retrouvé dans le Temple. Vous donnez à ce fameux mystère sans miracle, raconté par saint Luc, une valeur exemplaire. A Nazareth, dites-vous, la piété de Jésus était sans problème. Il était l'enfant sage qui, à la synagogue, lisait le *Sefer Tora*, qui demandait des bénédictions pour tous les actes, tous les gestes de sa vie. Mais voici l'an 3973 depuis la création. Jésus monte à Jérusalem pour la première fois. Jésus avait le sens de la prière, de cette prière juive qui reconstitue l'histoire, qui la prolonge vers l'avenir : il avait lié la prière au mystère du temps. Mais il n'avait pas l'idée qu'il faille lier la prière à un point singulier de l'espace, prier dans un lieu sacré privilégié. Il n'y avait pas de temple à Nazareth ! Vous insistez souvent sur ce trait du caractère juif : il n'y a pas de miracles pour un Juif, parce que tout est signe et rencontre. Il n'y a pas de zones profanes, parce que rien n'est profane. Ni pierres consacrées, ni sang versé.

Mais voici qu'à Nazareth on a capté une lueur. Par *Geruna*, *Haouran*, *Beth-Baltin*, le signe lumineux transmis du mont des Oliviers annonce la nouvelle lune. Jésus monte à Jérusalem, centre du monde et, par le calendrier, centre des temps.

Vous montrez Jésus interrogé par les docteurs, qui ne sont pas des prêtres, mais des laïcs ayant à peine interrompu leur profession et qui, à l'inverse de nos professeurs, se plaisaient à se faire interroger par des enfants. Dans le Temple, Jésus découvre le monde, inconnu à Nazareth ; il confronte deux expériences, celle de la tradition qui dure, celle de l'occupation étrangère qui accable.

La vision juive et la vision chrétienne

L'occupation ! Elle est à l'arrière-plan de votre livre, où Jésus, arrivant à Jérusalem avec Joseph et Marie, est comparé à un enfant de la zone libre venu d'un village tranquille et qui atteindrait en 1940 Paris couvert de soldats allemands. Jésus retrouve cinq cent mille pèlerins campés autour des murailles, un clergé de vingt mille personnes, qui imaginent le

grand prêtre seul devant Dieu, une fois dans l'année, prononçant le tétragramme désignant l'Eternel avec crainte.

Vous le savez ; je ne puis interpréter comme vous le drame de Jésus adolescent. Je pense à une plus haute prédestination. Et que ce sang des boucs et des agneaux ne scandalise pas Jésus, parce qu'il s'élève plus haut, selon la leçon des prophètes les plus purs, et qu'il y voit le symbole de son sacrifice futur ; que dans ce monde qui est à vos yeux un miracle légal permanent comme il l'était pour Malebranche, on peut concevoir un événement improbable et, comme dit la science actuelle, « néguentropique ». Je pense que tout est appelé à se surmonter, à se sublimer ; je pense que l'on peut transposer l'œuvre d'Israël sur un autre plan, considérer qu'un peuple saint devienne une Eglise. Vous opposez les cérémonies juives, qui sont des prises de conscience de l'histoire entière, aux sacrements chrétiens, qui ne sont jamais que de la commémoration d'un seul moment de cette histoire globale. Vous opposez la prière juive, qui est une bénédiction, à la prière chrétienne, qui est une imploration ; la fête juive, qui est une reconstitution, à la fête chrétienne, qui est un mystère ; enfin, la passion permanente de tout un peuple à la passion d'un seul être, lequel n'a pu souffrir qu'une fois pour toutes ; une religion sans miracles et sans sacerdoce, qui va vers Dieu sans intermédiaires, à une religion intégrée au monde païen, où le sacré doit habiter mystérieusement jusque dans le profane, ce qui exige, dites-vous, une Incarnation.

Vous montrez que, dans la conscience de Jésus, ces deux solutions se présentent, et qu'elles commencent même à diverger. Il faut que l'enfant choisisse entre le *sang* et l'*eau*, je veux dire, entre le baptême rédempteur et un baptême universel. Pour cela, dites-vous, il faut qu'un Dieu devienne un homme. Telles sont vos hypothèses.

Et moi je garde l'idée qu'il existe dans l'intuition chrétienne, et singulièrement dans la pensée catholique, une force supérieure de synthèse qui peut unir les contraires que vous signalez. Ce que vous concevez comme incompatible, je le trouve complémentaire ; par exemple l'adoration et l'imploration, l'Ancien et le Nouveau Testament, le peuple visible et le peuple invisible. Et c'était, je crois, l'idée de Saint Paul, qui est le plus beau de vos étrangers. Saint Paul garde tout Moïse : mais il va plus loin. Comme il le dit dans un raccourci, il sublime la *loi* dans la *foi*.

Jésus est pour vous le type du Juif

Mais Jésus s'attarde au Temple, inquiétant son père et sa mère. Il revient à Nazareth. Vous montrez qu'alors il est tout autre. Il a reçu un sacre. Désormais, il est fils du devoir — *bar mitswa* — et, au moment où, dans la synagogue de Nazareth, il prononce les mêmes bénédictions qu'avant sa montée à Jérusalem, Jésus enfant est devenu à la fois *prêtre* et *homme* ; car en Israël, qui est l'image de l'humanité tout entière, on ne peut être prêtre que si l'on est vraiment homme.

Jésus est alors pour vous le type du Juif, cet être fait de contraires douloureusement surmontés. Tout en devenant laïc, Jésus subit une prédestination sacerdotale qui le sanctifie, le distingue et l'isole, — image à vos yeux de la condition humaine écartelée entre la matière et l'esprit, entre l'élément laïc et l'élément sacré. Je sais que vous vous reconnaissez davantage en Coré, qui est en somme le laïc-en-soi : laïc révolté, qui refuse de reconnaître Moïse et Aaron, parce qu'ils forment déjà un clergé.

Permettez-moi ici de me reposer, de me ravitailler, plutôt, dans un souvenir qui nous est cher. Un soir d'été, par une nuit constellée d'étoiles, nous sommes entrés tous les deux, au cœur de ce pays, dans une chapelle. Je vous ai demandé de réciter la prière du soir. Et, laïc, chrétien, je me suis découvert. Juif et prêtre, vous vous êtes couvert d'un bonnet pour pouvoir dire avec Jésus : *Shema Israël Adonai, Elohim Adonai Echad*. « Ecoute Israël, Seigneur Dieu ! Ecoute seul Dieu »

Et moi, je redisais (secrètement) la prière que l'historien juif Josèphe mettait dans la bouche de Salomon à la consécration du Temple de Jérusalem. Je me prophétisais le moment où juifs, musulmans et chrétiens pourraient prier ensemble dans ce Temple en disant avec Josèphe : « Nous espérons que vous voudrez bien demeurer dans ce Temple, vous qui êtes toujours proche de chacun de nous. »

Le piège où nous a pris l'histoire

Et maintenant je m'éloigne de ces problèmes ultimes. Sans précaution, sans transition, je voudrais tenter de définir en un autre domaine un autre drame, qui ne concerne plus le lien du Christ avec le judaïsme, mais la relation de la France avec elle-même.

Vous avez raconté votre tragique histoire de 1940 à 1944 (et pour quel Européen ce temps ne fut-il pas un temps tragique ?). Vous l'avez fait sous un titre énigmatique : *le Piège où nous a pris l'histoire*. Le premier de ces pièges, c'est la tentation de l'armistice. Le second, plus subtil, c'est la fermentation d'Alger après 1942, la lutte des partis et des personnes. L'expérience que vous avez de cette double tentation vous prédestinait à en devenir l'historien.

Pendant toute votre vie, vous avez cherché à continuer, à ressusciter le projet d'un *ordre nouveau*, mouvement fédératif proudhonien et fraternel. Vous aviez connu jadis Jean Rigault, qui fut à l'origine de ce groupe des Six préparant en Algérie le débarquement. Vous aviez connu aussi Jean Jardin, qui était le chef de cabinet de Pierre Laval. C'est Jardin qui, le 8 novembre 1942, vous appelait à son aide. Vous, « juif et résistant », vous êtes attendu à Vichy par une voiture à cocarde : elle vous conduit chez Jardin, où vous vous cachez pendant quinze jours. Un des thèmes de votre destinée demeure cette conspiration improbable des circonstances, cet accord invisible des paris contraires. Vous expérimentez l'appel de l'histoire dont vous dites qu'il est accablant pour les hésitants, exaltant pour les forts.

Vous m'avez raconté cette journée du 15 juillet 1918 où, sur la montagne de Reims, vous avez vu tomber autour de vous trois de vos camarades. Vous m'en donniez les noms : Gurbet,

Deschamps, Reitlinger (un catholique, un protestant, un juif), trois jeunes hommes auxquels vous n'avez cessé de penser, vous posant la question de savoir comment ces hommes, qui n'avaient pas hésité à se faire tuer pour une patrie que rien ne divisait, auraient choisi leur voie après 1940. Sans doute très différemment l'un de l'autre.

Alors, la question s'est posée à vous de savoir si, « en continuant un schisme latent à travers les vivants, on n'en suscitait pas un à travers les morts ».

Humanisme français et humanisme d'Israël

Puis, vous élevant d'un coup d'aile au-dessus des contradictions de votre cœur, vous m'avez dit : « Le sort m'a placé à la rencontre de deux grandes traditions : la tradition d'humanisme français, qui m'a entièrement formé et à laquelle je dois tout ; la tradition d'humanisme d'Israël, qui, à un moment donné de ma vie, par le fait de la persécution, a rouvert dans mon esprit cette perspective : *l'Eternel* — base et soubassement de toutes les âmes. »

Puis, allant plus avant encore, vous ajoutiez : « La justice en Israël, il faut voir quelle est sa nature et sa fonction. Sa nature, c'est de n'être jamais distincte ni de la charité, ni de la vérité. Le mot hébreu de *tsédek*, qui désigne la justice, désigne aussi la charité et implique également la vérité. Donc, pas de justice sans vérité, mais pas de justice non plus sans charité. C'est dire qu'il faut essayer de comprendre celui qui est jugé, quels sont ses vrais motifs secrets, en un mot, quels sont les sentiments véritables qui l'ont inspiré, ne pas le juger d'après des normes impersonnelles, mais essayer de voir ce que lui-même a ressenti. Il faut, disent nos sages, pour que subsiste notre monde troué de péché, qu'à chaque génération se lèvent trente-six justes, trente-six *tsadikim*, dont le rôle est de remettre partiellement en place les rouages de l'univers faussés par nos péchés. Tel est le rôle de la justice. Et sans doute il est difficile d'être juste : rechercher la justice, c'est parfois déplacer l'injustice, la faire refluer ailleurs. »

Le problème des procès politiques

Vous avez abordé dans plusieurs de vos ouvrages le problème éternel des procès politiques.

Ces procès apparaissent dans l'histoire lors des grandes mutations, lors des origines premières : l'origine de la philosophie avec Socrate ; l'origine du christianisme ; l'origine de la patrie avec Jeanne d'Arc. Ces procès, ambigus par essence, assimilent deux formes bien différentes de la justice : l'une qui est ratifiée par les dieux, celle qui punit le crime ; l'autre qui est temporelle, celle qui frappe un échec, celle qui punit un parti, qui se débarrasse d'un homme. Cette justice serait inverse, si l'autre parti avait triomphé.

En écrivant vos grands ouvrages sur l'épuration (dont le quatrième tome vient de paraître), vous êtes-vous souvenu du *Lévitique*, où l'on voit comment l'on fortifie une religion, une politique, voire un parti politique, par la séparation des purs et des impurs ? Il est difficile de se prouver sa propre pureté. On le peut parfois en définissant l'impureté d'autrui.

Je remarquais, en relisant Platon après Moïse, que les procès politiques déchirent autant les consciences de ceux qui jugent que les consciences de ceux qui sont l'objet de leur jugement. Peut-être ces derniers sont-ils plus heureux, car ils savent qu'ils ont été retranchés par une nécessité provisoire ; que s'ils perdent dans l'instant l'existence, et même l'honneur, qui est beaucoup plus que la vie, un temps futur pourra les justifier. Merleau-Ponty, Isorni — chez nous Mauriac, Paulhan, Massis, tant d'autres en divers camps — se sont penchés sur ces problèmes constants dans la cité, et auxquels il n'y a pas de réponse.

C'est votre honneur de les avoir abordés avec calme, avec courage, dans l'esprit du prophète Jérémie. Vous avez eu le mérite singulier de chercher la vérité avant tout. Vous avez tenté, à l'aide de documents contemporains des faits, de suppléer à cet intervalle que les historiens mettent entre le temps des événements et le temps de l'histoire où ils les racontent. Vous avez recréé ce genre de l'histoire faite au moment même, hors de la mémoire, et pourtant « faite pour toujours », comme le disait déjà Thucydide.

Concilier l'Idéal et le Réel

Je ne veux pas m'attarder sur les détails de ces livres, ni soulever ici quoi que ce soit qui puisse exciter la douleur ou la passion. *Je considère plus*, comme le conseille Polyeucte. Je désire m'établir dans ce qu'on pourrait appeler la philosophie de la patrie et de l'honneur.

Car je suis convaincu que le fond de cette histoire si récente, enveloppée de pudeur, présente dans tant de mémoires, n'est pas seulement national ou moral, mais proprement métaphysique, lesté d'éternité. On pourrait dire que le problème est celui qui demeure au foyer de toute philosophie : comment concilier l'Idéal et le Réel ? Comment servir l'Idée de la France éternelle et la réalité de la France souffrante ? Et, pour les uns, la France était un être momentanément bâillonné et qu'il fallait aider à survivre. Et, pour les autres, la France était une Idée, une Idée pure et que l'on devait sauver même en dehors de son corps, en *espérant contre l'espérance* par ce mouvement d'Abraham qu'on appelle la foi et qui s'appliquait ici à la patrie. Certains pensaient qu'une Idée pure ne suffit pas au salut d'un pays ; que la France, c'est de la terre, des semences, du lait et du sang ; Paris intact, l'Afrique intacte ; des familles, des métiers, des vies quotidiennes, un million de fils captifs. Et qu'après la première guerre on ne pouvait pas envisager un second Verdun, une seconde hécatombe. Les nations, elles aussi, peuvent périr. Et demain les civilisations aussi pourront périr.

En vérité, les uns avaient besoin des autres. Ceux qui ont droit au titre de purs avaient besoin de la patience des autres. Le courage plein d'espoir et la patience lourde de souffrance sont complémentaires, comme la justice et la miséricorde selon David.

Je me souviens qu'étant prisonnier dans la citadelle saxonne de Colditz avec des officiers de la France libre et des héros de Bir-Hakeim, l'un d'entre eux se leva et me dit : « Si nous

n'avions pas su que la France où vivaient nos femmes et nos enfants était préservée de la mort par une politique que nous n'acceptons pas, nous n'aurions pas eu le courage de la résistance. »

« Si Louis est innocent, la Révolution est coupable »

Dans un passage de votre livre vous allez beaucoup plus loin. Vous citez une phrase de l'archange de la Révolution, Saint-Just. Rejetant les arguments des accusateurs comme ceux des défenseurs de Louis XVI, Saint-Just portait la question à son sommet. L'axiome que je vais citer contenait, selon vous, toute l'histoire qui devait suivre, de la guillotine à la chapelle expiatoire : *Si Louis est innocent, la Révolution est coupable*. A vos yeux, le maréchal Pétain sauvait la vie temporelle des Français, qui n'étaient pas tous des martyrs en puissance. Il sauvait la vie de ceux qui furent pendant cinq ans prisonniers de guerre. La vie éternelle de la France était représentée par les héros de la Résistance, en désignant sous ce mot magnifique ceux qui, dégagés de tout, calcul et de tout pari, avaient choisi librement d'entrer dans la passion de la France pour la sauver, comme Jean Moulin, d'Estienne d'Orves, Georges Bidault. Ce qui est inélégant chez les purs, c'est que parfois ils paraissent accepter, d'un cœur tourmenté mais indifférent, de verser le sang des autres sans verser leur sang propre. L'archange Saint-Just portait le problème, disais-je, jusqu'à ce haut lieu où l'élément métaphysique de l'histoire et son élément politique se rencontrent et se ravitaillent ; où celui qui condamne et celui qui souffre de sa condamnation se taisent l'un et l'autre dans un silence sacré, eschatologique, par un appel à une autre justice que celle des hommes. Car nous ignorons la fin de cette symphonie inachevée qu'on appelle l'histoire. *Weltgeschichte ist Weltgericht* : « L'histoire du monde, c'est le jugement dernier. » Ainsi parlait Hegel.

Vous avez noté avec humour que, si l'on demandait à un écolier de l'an 2000 qui a dit : « J'ai fait don de ma personne à la France », et qui a dit : « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre », l'écolier dirait sans doute que la première phrase porte la marque du général de Gaulle et que la seconde exprime la patience de Verdun.

Cet homme hors de toute mesure et qui se pensait éternel, vous avez décrit quatre rencontres symboliques avec lui. Moi, je ne lui ai rendu visite qu'une seule fois à l'Élysée, pour remplir justement le devoir d'un directeur éphémère de l'Académie. C'était l'occasion de lui offrir ce livre dont vous m'aviez suggéré le titre, et qui était l'histoire des crises et des blessures de l'Eglise : *le Christ écartelé*. Le général de Gaulle prit mon livre dans ses mains, comme à la cène juive le père de famille prend le pain azyme ou les laitues amères. Le général me dit d'une voix lourde et sourde : « *Le Christ écartelé*, quel beau titre ! » (Un silence). « Mais il n'y a pas que le Christ, Monsieur, qui soit écartelé : c'est le lot des nations, c'est le lot des consciences. C'est le lot de tous les hommes. »

(Un nouveau silence.) Le général ajouta : « Il faut du temps pour panser les cicatrices. »

Le problème des destinées

Laissons cela. Et posons les problèmes que tout homme se pose lorsqu'il examine sa vie passée : parlons des Destinées.

Nous avons été l'un et l'autre frappés en réfléchissant sur la vie humaine de constater qu'il existe dans chaque existence des engrenages, des carrefours et des pièges où nous nous trouvons jetés dans une voie sans avoir eu l'impression de choisir. Et notre naissance est le premier de ces carrefours, choix fait sans choix, où, dans la nuit nuptiale, nous avons été tirés au sort entre des millions de possibles : c'est un hasard qui nous constitue. Et cela conduit à penser que, dans la grande histoire, il existe des moments d'incertitude où tout peut être perdu ou sauvé, car l'avenir a deux visages. Dans votre roman appelé *Victoire à Waterloo*, vous exposez ce qui eût pu se produire si Grouchy avait paru au lieu de Blücher. Et de fait, si l'on omet de concevoir les événements du passé qui n'ont pas été choisis, tout paraît nécessaire. Il n'y a plus de liberté de l'histoire.

Allant plus loin, vous examinez les destinées, vous prenez pour exemple celle de ce mathématicien de génie, Evariste Gallois, tué en duel à vingt ans. Vous notez que tout se passe comme si l'homme inspiré appelait à lui les événements ou les êtres, qui viennent se grouper mystérieusement pour obtenir le succès ou l'insuccès, l'épanouissement ou l'échec. A de certains instants privilégiés, le cosmos nous repousse, « comme la femme sous l'assaut de l'homme ». Tout réussit ou tout défaille, selon notre état intérieur.

Vous posez à sa plus haute altitude le problème de la fortune, de la chance, du sort, mais aussi celui de l'imprévisible et de la grâce.

Quand un homme examine l'histoire de sa vie, on s'aperçoit que les événements nous arrivent en affinité avec ce que nous sommes intérieurement, dans le mystère le plus secret de notre être. On pourrait dire qu'à chacun de nous advient de ce qui lui ressemble. Et c'est pourquoi la liberté est encore plus profonde que le destin ; avec le destin elle compose des destinées. Cette composition, vous la recherchez dans l'univers, et singulièrement dans la biosphère. Vous citez ces oiseaux migrateurs qui se déplacent avant d'avoir perçu le signe des temps, ces anguilles qui descendent les fleuves pour célébrer leurs noces par une sorte de prémonition. Lorsque vous faites l'histoire, vous montrez que, si nous influençons le cours des choses en créant l'événement, il est encore plus vrai que les événements obéissent, comme la limaille de fer, à notre aimantation. Ainsi, peu importe pour vous que Waterloo ait été une défaite et non une victoire. Si Wellington avait été battu, Napoléon vainqueur, selon vous, eût abdiqué par lassitude, ou plutôt par obéissance au programme de cet ordinateur qu'était l'idée de sa vie choisie par lui librement, mais dans ses profondeurs.

Ainsi, chacun est un magnétiseur. Le monde est hanté. Nous sommes nos propres thauma-

turges. Les rencontres sont des miracles naturels. Et, de cette analyse si perspicace de l'existence, vous tirez une confirmation de l'existence de Dieu. Pour vous, Dieu est une hypothèse. Mais ce possible devient probable lorsqu'on a fait au cours de sa vie l'expérience de sa destinée. Vous atténuez parfois cette vue en remarquant que cette expérience est celle de la concentration de deux magnétismes : celui qui est issu de l'homme individuel, et celui qui émane de l'univers et du cosmos. Moi, plus simplement, je dirais que c'est l'expérience non plus de la seule pensée, mais aussi de la prière.

Un homme de piété

Et maintenant je voudrais ajouter quelques lignes à votre portrait, décrire votre visage, après avoir analysé vos pensées ; vous voir vous-même tel qu'en vous-même enfin le temps vous a changé.

Une qualité que j'ai tant appréciée en vous, c'est ce que Leibniz appelait la *piété*, celle qu'avait Enée, dont Virgile nous dit qu'il était *pieux* lorsqu'il quittait Troie, lorsqu'il fondait Rome. Votre cœur, il est un peu mélancolique, comme le cœur israélite, qui a été si dispersé, si persécuté. Mais c'est en vous un cœur modeste, un cœur sans ressentiment, un cœur qui ne se réjouit pas de ce qui est mal, un cœur qui *espère tout*, un cœur qui *croit tout*, qui *supporte tout*. Ces nuances pour vous peindre, je les emprunte à la définition de ce que votre grand étranger, Saul de Tarse, appelle l'amour, l'*agapè*. Vous avez longuement souffert. Votre visage porte des stigmates, qui sont les sillons du travail et de la peine. Votre visage semble marqué par un buisson ardent longuement contemplé, ou par la vue qu'avait Abraham du firmament étoilé de milliers d'astres.

Un trait piquant de votre aventure, je veux ici le citer pour nous divertir. Par une rencontre singulière (mais qui n'étonne pas ceux qui pensent à la destinée toujours humoristique), vous avez été dans votre jeunesse le secrétaire de M. Doumic et le collaborateur de Gaston Gallimard. Chose étonnante, l'un et l'autre vous les avez appréciés. René Doumic, serviteur des serviteurs des lettres, secrétaire perpétuel de l'Académie française, immobile animateur, mainteneur, et qui, pas plus que Socrate ne quittait Athènes, passait le mois d'août à Paris, jouissant de ce grand charme du mois d'août parisien, la seule campagne où l'on puisse travailler en repos, me disait-il.

Vous serviez gravement cet homme grave, loyalement ce directeur loyal, quand un jour vous lui fîtes une demande difficile à satisfaire. Gaston Gallimard vous réclamait quelques heures par semaine. M. Doumic demanda huit jours de réflexion. Il vous autorisa. Et vous fûtes introduit dans cette maison de la N.R.F. si contraire qu'on ne peut pas la dire rivale ; là, l'esthétique était déliée de l'éthique, j'entends de l'éthique de la *Revue des Deux-Mondes*. Vous étiez alors un amateur passionné de théâtre, acteur avec Artaud. Le penchant surréaliste de votre nature, également étranger à la revue saumon et à la blanche revue, se satisfaisait à l'ombre de ces deux citadelles. Moi qui vous observe dans vos immobilités, je dis que cette double, cette triple appartenance, manifestait le secret

que vous aviez révélé, quand vous fondiez l'ordre nouveau. *L'ordre*, Doumic. *Le nouveau*, Gallimard. Et Shakespeare, au-delà, car l'histoire est un théâtre.

Un cœur habité par deux fidélités

Votre cœur a été habité par deux fidélités, qui, depuis l'abbé Grégoire et l'émancipation des juifs, sous Napoléon, ne sont plus contraires. Et vos ancêtres, français à part entière, ont vécu et sont morts pour la France. Ils avaient même une ardeur, un scrupule, un zèle français, en même temps qu'une juste fierté d'être juifs. Vous m'avez raconté plusieurs traits de vos parents, qui pour moi s'inscrivent dans votre visage, sachant s'engager, sachant refuser. Pour ne prendre qu'un exemple, un jour, pendant l'affaire Dreyfus, votre père et votre mère assistaient à une cérémonie patriotique. Au moment de la *Marseillaise*, ils remarquèrent devant eux un inconnu, un Français quelconque, qui restait assis. Votre père l'interpella, l'obligea à se lever. « J'ai toujours pensé, dites-vous, que j'ai été conçu le soir de ce jour, et que ce faisceau de colère juive et de colère française avait produit l'acte d'amour qui devait me donner la vie. » Il faudrait pour vous définir parler aussi de ce qu'il y a d'irréductible dans votre caractère. Nul ne peut avoir barre sur vous. Et même si Iahveh vous apparaissait, peut-être lui résisteriez-vous ?

Si différent de vous, je me suis senti, il y a vingt ans attiré vers vous, moi qui ai été éveillé à la pensée par *l'histoire sainte*, qui ai été nourri par ma mère de l'Ancien Testament, qui ai appris et oublié l'hébreu pour mieux vous connaître et me connaître, qui ai passé tant d'heures sur le *Cantique des Cantiques*, moi qui ai été aimé par ces deux maîtres, si distincts, si différents, si opposés : Léon Brunschvicg et Henri Bergson, et dont le dialogue éternel se poursuit en moi. Je suis bien placé pour vous comprendre par ressemblance ou plutôt par une dissemblance surmontée, ce qui est une sûre méthode.

Un historien créateur d'avenir

Historien, vous l'êtes, et dans la plénitude de ce mot que nous avons affaibli, comme si l'histoire n'était que le récit de ce qui est passé, comme si surtout le passé existait par lui-même, alors qu'il est tendu vers l'avenir, et qu'il attend dans l'angoisse son achèvement. Toujours apparaîtrait dans vos livres cette idée si profonde et qu'il est paradoxal d'exprimer, à savoir que l'histoire ne s'intéresse qu'à l'avenir ; que le passé est la figure, l'annonce obscure ; que ce sont les conséquences qui jugeront les causes ; que la fin des temps, le terme des évolutions, nous révélera enfin la signification du temps ; que jusqu'alors tout est en suspens, ce qui fait le charme de l'existence humaine. Dès lors, le véritable historien, et vous êtes tel, est créateur d'avenir. Il modèle cette argile encore indéterminée et aléatoire sur laquelle certains peuvent imprimer leur sagesse.

Dans vos livres, vous nous avez fait échapper à l'illusion de la nécessité historique qui nous pousse à croire que ce qui a été ne pouvait pas ne pas être. Vous nous avez montré que chaque moment du passé est semblable à ce moment présent dont je vous parle, un carrefour, un

éventail avec plusieurs voies possibles. On ne peut pas faire l'histoire sans la refaire en discernant les avènements du passé qui n'ont pas été.

Historien, vous l'êtes encore par la maîtrise que vous avez acquise dans la possession de la durée. Vous survolez le passé par toute son étendue, depuis la préhistoire jusqu'à l'émergence d'Israël et du christianisme. Vous avez commencé une *Histoire de Dieu* dont le premier volume s'intitule : *le Dieu des origines, des cavernes au Sinaï*. Mais, comme je l'ai dit, la substance du temps, à vos yeux, c'est l'avenir, ou plutôt c'est l'imminent, l'urgent, l'inévitable, cet abîme qui nous aspire et qui nous permet d'espérer.

Plus que jamais, en 1975, cet abîme s'ouvre dans l'histoire des hommes : nous savons désormais que la survie de notre espèce est menacée, et cela dans un avenir assez proche. Cette crainte ne résulte plus d'une vue, d'un sentiment apocalyptique, d'un tempérament pessimiste, mais d'un calcul sur la dynamique des évolutions. Vous savez que si l'on compare les courbes présentées par les évolutions que nous connaissons, par exemple celle des espèces biologiques, celle des époques préhistoriques, celle des techniques et celle des pollutions, on s'aperçoit que ces évolutions se précipitent. Après avoir été longtemps presque horizontales, elles tendent vers la verticale, vers une limite absolue. Nous voici donc dans un temps où l'éventail des possibles se replie, où le temps s'accélère, où nous approchons de la limite. Tout converge, tout se rassemble. Tout croît, et le taux de croissance croît aussi. La courbe se cabre. Nous entrons dans un temps suraccélééré, exponentiel. ce temps où, comme le dit Koéleth, l'auteur de *l'Ecclesiaste*, « les gardiens de la maison tremblent, où les femmes cessent de moudre parce que le jour baisse aux fenêtres, quand se taisent les chansons et qu'on a des frayeurs dans les chemins ». La fusée de la vie lancée depuis trois milliards d'années va vers un seuil qu'il lui faudra bientôt franchir, ou, pour parler encore comme Koéleth, « avant que la lampe d'or ne se brise et que la jarre ne se casse à la fontaine »..

Peu de temps nous reste pour sauver la frêle espèce humaine.

Jamais cette puissance de choix entre le zéro et l'infini qu'on appelle la liberté ne s'est trouvée devant un tel travail, car il ne s'agira pas seulement, demain, de bien choisir. J'ai dit que le moment final éclaire par un accord et un désaccord ultime la symphonie entière. La tâche de la génération future sera de donner un sens à l'existence totale, comme le fait pour chacun sa dernière heure, dernière heure qui pourra être, non pas une fin, mais un recommencement, une nouvelle origine. C'est dans cette lumière que je reconsidère votre œuvre entière, et que j'y vois un secours pour nous préparer à cette mutation. Tout vous y destine, tout vous y appelle. Vous êtes l'homme de l'avenir plus encore que du passé.

Le penseur des séparations

Cherchant encore à discerner l'unité de vos inspirations et la clé de votre destin, une définition me vient à l'esprit : vous avez été le penseur des séparations.

Qu'était saint Paul, sinon un séparateur sublime — ce qu'Abraham avait été avant saint Paul, lorsque Abraham quitta la ville d'Ur, en Chaldée. Que de séparations, si l'on considère l'histoire de l'esprit ! Que de *cicatrices*, comme disait le général de Gaulle ! Vous venez d'évoquer devant nous la destinée de Georges Izard, votre ami. J'étais l'ami de Mounier. Mounier me fit connaître Izard, dont bientôt il se sépara. Et je me séparai aussi de Mounier. Ainsi la vie progresse par scissiparités, dont la plus tragique est celle qui fit qu'aux yeux des disciples de Jésus, Israël parut à jamais un peuple seulement préparatoire.

Les séparations entre les consciences sont pour vous comme pour moi le signe de cet amour absolu que garde chacun pour ce qu'il estime être justement l'Absolu. La conscience est un appel vers la justice et la vérité. Bien que cette conciliation suprême qu'on appelle paix ou œcuménisme soit la substance de nos vœux, aucun de nous deux ne l'accepterait s'il fallait l'acheter par une faiblesse ou par un compromis. De même, personne n'accepterait la paix si elle était le nom menteur d'un esclavage.

Et qu'est-ce donc que l'histoire, en définitive, sinon cette recherche de l'unité de tous en un seul esprit ? N'est-ce pas là la raison de la durée historique que de multiplier et d'épuiser d'abord, pour ainsi dire, toutes les différences possibles, puis de les réunir par ce lien palpable qu'on appelle l'esprit de réconciliation, et qui est la préparation d'une unité visible, mais impossible encore ?

Retrouver la solidarité entre chrétiens et juifs

Vous mesurez les temps avec un roseau d'or. Votre unité de mesure, c'est le bimillénaire, à vos yeux il faut deux mille ans pour qu'une grande idée religieuse s'inaugure, se confirme et s'achève. Deux mille ans entre Abraham et Jésus, il le fallait pour que le monothéisme prît conscience de lui-même par le moyen d'un petit peuple. Deux mille ans ensuite pour que les idoles se convertissent à ce Dieu unique. Deux mille ans dans lesquels Israël fut méprisé, rejeté, persécuté, lui qui avait été le précurseur. Deux mille ans pour Abraham brisant les idoles. Deux mille ans pour Jésus répandant « la bonne nouvelle ».

Alors vous vous demandez si, après deux mille ans, après le Concile de Vatican II, nous n'allons pas faire un nouveau départ vers une nouvelle origine. Et vous pensez que le nouveau bimillénaire qui s'inaugure doit être celui d'une *nouvelle alliance*, qui ne serait pas une annulation des alliances antérieures, mais leur consommation. Etudiant avec respect, avec tendresse l'histoire présente, vous pensez que le Concile dernier et l'action de deux pontifes si différents et si complémentaires, Jean XXIII et Paul VI, indiquent qu'une solidarité va se retrouver entre les chrétiens et les juifs, inaugurant ainsi après l'an jubilaire une nouvelle époque. Mais, dites-vous alors, et plus profondément, le décapage du sacré, ce refoulement de ce qui était encore extérieur, était en somme assez facile. Le difficile, c'est de retrouver le rapport intime de l'homme avec Dieu, si nous voulons vraiment inaugurer une époque religieuse.

Tel était le débat de Jésus enfant, il y a deux mille ans. Si le Jésus des *années obscures* revenait de nos jours dans l'Israël ressuscité ; si, à ces heures incertaines de l'aube ou du crépuscule qui donnent au paysage un aspect d'éternité, Jésus reprenait le chemin de Nazareth, que penserait-il ? L'humanité ne connaît-elle pas à nouveau des *années obscures* au cours desquelles va se jouer une fois de plus son destin ? Les *années obscures* qui s'approchent sont plus impénétrables ; le problème qu'elles posent est plus vital. Il s'agit, dites-vous, pour les religions révélées, de savoir si elles vont disparaître ou se renouveler en s'épurant de tous les accidents qui empêchent leur essence de s'accroître.

Les flammes de l'Eternel

Etranges sont les voies qui m'ont fait retrouver, après quarante ans de silence, celui dont vous venez de faire revivre l'histoire, Georges Izard. Qui pouvait deviner qu'un homme si actif fût tourmenté par le problème de l'immortalité, sur lequel, à l'image de l'*Ecclésiaste*, vous gardez une attitude pleine de réserve : l'au-delà, la survie, l'après-mort ? Izard a publié un livre, dont j'ai écrit la préface, sur Catherine de Gênes, celle qui fut sans doute la seule exploratrice de l'au-delà, la géomètre du pur amour. Catherine imaginait que ce Purgatoire qu'exploraient Dante et Béatrice était un état de peine traversé d'une espérance croissante, et qui ressemblait ainsi à la vie humaine, laquelle ne désespère jamais. Espérons, Monsieur, que nous poursuivrons un jour dans le schéol ce dialogue inachevé sur l'Amour. Quel étrange dialogue ! Que de pensées ont jailli autour de questions ultimes !

Dans la maison où vous entrez, l'usage veut que les confidences, les hypothèses devant les problèmes ultimes se proposent en public, à travers les formes désuètes d'un « discours », genre dépassé, genre crépusculaire, — alors que, dans nos rencontres, les propos portent la plupart du temps sur des questions secondaires, ou même assez frivoles. Désormais, le sérieux va se cacher sous l'éphémère. La confrontation des idées va se dissimuler sous les problèmes posés par le choix des mots, par l'orthographe. David et Salomon se tairont. Aaron, Moïse, vous ne les entendrez plus. Vous entendrez parfois les ironies de l'*Ecclésiaste*, issues d'une expérience morose de ce que sont les choses sous le soleil.

Je me souviens qu'un jour de l'an passé où, au Collège de France, nous honorions ensemble la mémoire de Renan, vous m'avez gentiment rappelé que la loi d'amour se trouve déjà inscrite dans le *Deutéronome*. J'aurais dû me souvenir que le mystère de l'amour, qui est peut-être celui de l'identité de tous les amours inaliénables, l'amour humain et l'amour divin, — ce mystère, dis-je, s'est révélé en Israël d'abord, lorsque la Sulamite, la femme noire aimée de Salomon, énonce l'axiome qui unit les deux Testaments, comme il unit en ce jour nos deux intelligences : « Mets-moi comme un sceau sur ton cœur, comme un sceau sur ton bras car l'amour est fort comme le schéol. Ses ardeurs sont des ardeurs de feu, les flammes de l'Eternel. » *Schileoth Yahveh*.

Questions actuelles

LA RÉCONCILIATION DANS L'ÉGLISE ET LA SOCIÉTÉ

Lettre pastorale collective de l'Episcopat espagnol

Lors de la XXII^e Assemblée plénière de l'Episcopat espagnol (3-8 mars 1975), a été soumise au vote et approuvée à une large majorité la lettre pastorale collective ci-après sur la réconciliation. L'idée en avait été lancée à l'occasion de la XX^e Assemblée des 17-22 juin 1974, mais le projet de texte n'avait pas reçu l'approbation de la Commission permanente et de la XXI^e Assemblée des 25-30 novembre de la même année. En conséquence, il avait été refondu par une Commission restreinte. Dans la présentation du document définitif que nous publions, le secrétaire général de l'Episcopat précise : « Les problèmes de la réconciliation dans l'Eglise et la société ont occupé, avec une particulière intensité, l'attention des évêques espagnols depuis 1973 jusqu'en 1975. Ils ont consacré de nombreuses journées à la réflexion en commun sur ce thème, en tenant tout spécialement compte des problèmes concrets de notre pays. Ce document épiscopal est une expression, assurément incomplète, de ces réflexions. Il représente un effort pour répondre à l'appel du Pape Paul VI à la réconciliation à l'occasion de l'Année sainte. »

I. — UN APPEL DE L'ANNEE SAINTE

CHERS FRÈRES,

1. La voix du Pape Paul VI, tout au long de l'Année sainte, nous adresse un appel urgent à la réconciliation. Son appel, toujours actuel, l'est aujourd'hui d'une manière toute particulière. Car, si nous sommes tous pécheurs et si nous avons besoin, pour cette raison, de nous réconcilier avec Dieu et avec nos frères, cela est encore bien plus nécessaire à l'époque où nous vivons.

Il suffit de jeter les yeux autour de nous pour le vérifier. Des injustices, des égoïsmes, des violences, des affrontements et des conflits de toutes sortes, et même des idéologies qui minent

les bases mêmes de la convivence fraternelle, secouent la société qui nous entoure, à un moment qui est de surcroît décisif pour notre pays. Et au sein même de l'Eglise, non seulement de telles secousses se répercutent, mais d'autres tensions naissent çà et là, la communion ecclésiale est mise en péril, l'unité dans la foi et l'amour est soumise à rude épreuve.

Telle est la raison pour laquelle nous nous adressons collectivement, en tant qu'évêques, au peuple que nous servons, pour l'inviter à répondre avec nous à l'appel de Dieu dans un sincère esprit évangélique.

Une tâche difficile, possible et obligatoire

2. Nous savons que la tâche à laquelle Dieu nous appelle n'est pas facile. La vie de l'homme et des collectivités humaines porte toujours en effet dans son sein des germes de division. Et si, comme cela se produit de nos jours, certains vont jusqu'à préconiser et répandre des idéologies selon lesquelles la tension et même la violence sont des moyens nécessaires au progrès de la société, la difficulté s'en trouve aggravée d'autant.

Mais, pour cette raison même, notre responsabilité en tant que chrétiens n'en n'est que plus grande. Parce que, pour le croyant, la difficulté stimule l'effort et nourrit l'espérance. L'histoire passée et l'expérience quotidienne prouvent qu'il est possible de surmonter des antagonismes et des conflits qui paraissent irréductibles, dès lors que l'une des parties, ou les deux à la fois, veulent sincèrement se réconcilier et font preuve de volonté et d'humilité.

Mais, si la réconciliation est possible, elle est également obligatoire. S'il est bien évident que, à sa source, elle est un don de Dieu, il est tout aussi évident que les vrais chercheurs de paix doivent se rendre dignes de ce don.

Conscients de cette exigence de notre commune vocation chrétienne, vos évêques ont réfléchi à bien des reprises sur cette question depuis qu'a été annoncée l'Année sainte. Le fruit de cette réflexion, mûrie dans la prière personnelle et communautaire, est précisément cette lettre pastorale collective que nous vous adressons.

On peut contribuer à la tâche de la réconciliation en partant de perspectives et de motivations fort diverses. Notre contribution spécifique part de la vive conscience que nous avons de notre condition de chrétiens et du devoir pasto-

(*) Texte original espagnol. Traduction de la DG.

ral de proclamer le commandement évangélique de nous aimer les uns les autres.

Par une élémentaire exigence de réalisme pastoral, nous devons nécessairement unir la réflexion qui jaillit de la foi, ou est illuminée par elle, à la référence aux réalités concrètes dans lesquelles nous vivons. Mais, aussi bien dans les mots et les expressions que dans l'attitude et dans l'esprit, nous ne désirons être que des artisans de réconciliation, puisque nous sommes des porteurs de ce « ministère » (2 Co 5, 18-19).

II. — LE DESSEIN DE DIEU

Une humanité fraternelle

3. Pour nous, le dessein de Dieu sur l'humanité se découvre pleinement en Jésus-Christ (He 1, 1-2; Ep 1, 11-12), dont le message de fraternité a pour fondement la vocation de tous les hommes à être fils de Dieu. En guise de preuve, lui-même a envoyé à nos cœurs l'Esprit de son Fils qui nous pousse à l'appeler Père (Ga 4, 6).

Eclairé par la foi, le chrétien découvre des horizons et des exigences insoupçonnés de communion entre tous les hommes, reflet de celle qui existe dans la Trinité (cf. 1 Jn 1, 3; Jn 17, 20-21; GS, 24). Et c'est précisément dans le Christ que se réalise en plénitude la vocation de tous les hommes à l'unité entre eux et à l'union avec Dieu (cf. Col 1, 19-20; 2, 10; Ep 4, 13).

Il existe en outre une correspondance entre les aspirations les plus radicales de l'homme à l'unité et le sens profond de la vie individuelle et communautaire qui a été révélée en Jésus-Christ.

Mais l'homme se sent incapable d'accéder à ce qu'il désire avec tant d'ardeur. Seul Jésus-Christ lui offre l'espérance certaine d'une pleine fraternité, et la possibilité de la réaliser, ne serait-ce que partiellement, sur la terre.

L'ouverture fraternelle aux autres n'enlève rien à l'affirmation personnelle, ou à l'identité des personnes, groupes ou peuples, dans leurs traits originaux. Au contraire, la diversité découvre les richesses de l'être humain et reflète l'inépuisable grandeur de Dieu, qui ne peut être enfermé en aucune réalisation concrète, personnelle et collective.

Et pourtant, il est explicable que, dans la recherche permanente d'une vie fraternelle, surgissent des tensions inévitables, et bien souvent douloureuses.

Le poids du péché

4. Il y a quelque chose dans l'homme qui, bien souvent, transforme les tensions légitimes et même bienfaisantes en affrontements et en ruptures véritables : le péché. C'est de lui que provient le déséquilibre éthique et affectif qui retarde ou empêche la vie humaine pacifique, au point que semble disparaître la possibilité de l'atteindre. Ainsi, ce qui constitue une aspiration radicale de l'âme humaine court bien souvent le danger de se transformer en pure utopie, à laquelle les hommes ne peuvent croire.

Mais le mystère du péché nous a été également révélé en Jésus-Christ. En souffrant dans sa propre chair la déchirure de la mort, le Christ non seulement met en évidence la blessure profonde qui brise et divise notre nature, mais, en se chargeant de nos péchés (1 P 2, 24), il nous donne le seul remède capable de la guérir : sa grâce.

Le Christ réconciliateur

5. En effet, la résurrection de Jésus est la sûre garantie du triomphe sur le mal. Dans ce mystère de salut, Jésus est la force libératrice de nos péchés et les prémisses d'une consommation définitive où, une fois vaincus le péché et la mort, surmontés tous les conflits, tensions et discordes, les hommes vivront dans la joie la pleine communion des enfants de Dieu.

L'Esprit de Dieu, qui nous a été donné par Jésus-Christ, agit dès maintenant en toute personne fidèle à sa conscience et la conduit — parfois par des chemins obscurs et indéchiffrables — vers la plénitude définitive. Rien n'échappe à son action, et à nous les croyants il est donné de découvrir la présence active et féconde de l'Esprit, qui nous accompagne tout au long du temps et nous pousse à vivre comme des fils du Père (cf. GS, 11; 22 s.).

Pour cette raison, le chrétien, situé dans une perspective de foi, affirme l'originalité de sa conception religieuse de la vie, aussi bien au niveau personnel que collectif, et proclame l'urgence d'une conversion constante aux valeurs religieuses de l'Évangile, où se trouve la réponse à nos interrogations les plus radicales, et la solution à nos contradictions intimes ou collectives (cf. GS, 22).

L'Eglise, signe de communion

6. Le Christ vivant est présent et agit dans le monde par le moyen de son Eglise. Ceux qui demeurent en lui et vivent de lui (Jn 15, 1-8) participent dès maintenant, d'une manière réelle encore qu'inchoative et imparfaite, de la condition d'humanité pacifiée, qui atteindra sa plénitude au-delà du temps. Ainsi, la réconciliation entre les hommes « trouve son expression historique dans le Corps du Christ, qui est l'Eglise », dans laquelle le Fils de Dieu appelle « ses frères d'entre toutes les nations », en tant que Tête (cf. Col 1, 18); il est le principe d'autorité et d'action qui fait d'elle sur la terre « le monde réconcilié (1) » (exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974).

L'Eglise est donc le signe et le sacrement de la réconciliation dans le Christ lui-même. En son sein, les aspirations les plus hautes et les plus profondes des hommes à la fraternité trouvent leur expression sensible et vraie. L'Eglise découvre aux hommes la parfaite communion à laquelle ils sont destinés. Par elle-même, comme Peuple de Dieu en pèlerinage sur cette terre, elle exprime et anticipe cette communion, malgré sa propre faiblesse et les péchés de ses membres.

(1) DC 1975, n° 1667, p. 5 - NDLR.

La promesse de Jésus et la présence de l'Esprit sont la garantie que l'Eglise réalisera toujours la communion à un degré suffisant pour être le signe valide de la fraternité définitive. Mais cette garantie, loin de dispenser les croyants de l'effort pour vivre la communion ecclésiale, les oblige bien plutôt à la réaliser. Précisément parce qu'elle est le « monde réconcilié », l'Eglise est aussi « par nature, et de façon permanente, réconciliante » (exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974).

Cela exige d'elle, à n'en pas douter, qu'elle connaisse bien les réalités humaines dans lesquelles elle est plongée et qu'elle discerne les facteurs de fraternité ou de discorde qui agissent en elle. C'est seulement ainsi qu'elle pourra se rendre présente au monde et être signe et instrument de réconciliation.

III. — LA REALITE PRESENTE

7. La vie individuelle et collective de l'homme, comme citoyen ou comme membre de l'Eglise, se déroule dans une tension permanente entre l'idéal et la réalité, entre les buts auxquels nous conduisent le dessein de Dieu et les faits de l'histoire.

Mais c'est la responsabilité et la mission propres de tout chrétien vis-à-vis de la convivence fraternelle de mettre en valeur les facteurs qui la favorisent et de surmonter ceux qui la gênent ou la retardent.

Uniquement à titre d'exemple, nous présenterons certains de ces facteurs qui nous paraissent plus significatifs et permettent de discerner comment et quand agissent dans les hommes les impulsions de l'Esprit ou l'influence du mal.

Il convient toutefois de rappeler que ce qui met obstacle à la fraternité n'est pas toujours le fruit du péché.

Dans la société actuelle

8. Notre coup d'œil sur la société où nous vivons, au-dedans et en dehors de notre pays, veut s'inspirer de raisons théologiques et de foi, en dépassant la simple constatation sociologique. Cela nous permettra de repérer dans les réalités sociales la présence et l'action positive de Dieu ou l'influence négative du péché.

On insiste de plus en plus sur la valeur de la dignité humaine et sur les droits inaliénables qui en découlent. Tous les courants idéologiques défendent ou affirment défendre l'homme. L'égalité et la fraternité humaines, le bien commun de la société, entendu comme promotion des personnes et des collectivités, sont proclamés comme critères de base de gouvernement. Elles constituent, sans aucun doute, des valeurs qui ouvrent la voie à une vie commune fraternelle. Mais, en même temps, en dépit des affirmations les plus péremptives des programmes, la dignité humaine est en butte à de nombreuses attaques. On méprise l'homme, on le réduit à l'état d'instrument dans les emprisonnements, dans les tortures et dans les attentats contre son intégrité physique et morale. Ce que cherchent au fond ceux qui agissent ainsi, c'est d'imposer leur propre projet, même s'il faut pour cela soumettre ou anéantir inexorablement

tous ceux qui font obstacle. Et c'est ainsi que la convivence est entraînée à sa ruine.

9. Par ailleurs, on assiste à un désir plus vif de vérité dans l'étude du comportement des opinions de l'homme, comme le démontre le recours fréquent à des sondages et à des études sociologiques. On met en relief et on exige la cohérence entre la doctrine ou les convictions que l'on professe et la vie réelle. Et ces faits contribuent à construire la vie en commun sur des bases plus solides. Il n'en reste pas moins que les progrès de la science sont souvent utilisés de nos jours pour manipuler et voiler la vérité et monter des campagnes publicitaires et d'opinion qui perturbent ou annulent pratiquement le sens critique et la décision consciente des personnes. C'est ainsi qu'ils en viennent à priver la vie commune de cette richesse qui naît du vrai dialogue et repose sur la connaissance de la vérité.

10. On travaille avec acharnement à la liberté et à la participation des citoyens à la vie des institutions sociales et politiques, à l'autodétermination des peuples face à tous les colonialismes culturels, politiques ou économiques, et à l'élimination de toutes les formes de despotisme. Cela est positif. Mais il n'est pas possible de méconnaître l'existence de certains groupes qui freinent la liberté en s'opposant à l'évolution politique et aux changements sociaux, cependant que d'autres évoquent cette liberté uniquement pour implanter de nouvelles dictatures et de nouveaux colonialismes, et étouffer toute participation libre.

11. La multiplication de projets de portée communautaire, au-delà de toute discrimination et élitisme, et la défense du patrimoine socio-culturel des minorités ethniques à l'intérieur du cadre politique, représentent une contribution positive à la solidarité humaine. Mais il est des gens qui, contre toute justice, répriment la vitalité et le développement de telles minorités ethniques (*Pace in terris*, 95), et d'autres qui, s'efforçant de leur ouvrir un passage par tous les moyens, détruisent les bases mêmes de la solidarité; d'autres enfin qui élèvent à la catégorie de principe unique, ou du moins principal, le conflit ou l'élimination de l'adversaire.

12. Les hommes d'aujourd'hui sont plus sensibles qu'en d'autres époques à l'engagement politique lui-même et au fait que l'Eglise hiérarchique s'abstienne de toute action directe en ce domaine. Mais il n'est pas rare que, à partir de l'une ou l'autre position politique, on essaie de l'utiliser en faveur de ses propres positions ou qu'on l'accuse d'abstentionnisme éthéré.

Dans l'Eglise d'aujourd'hui

13. Dans l'Eglise aussi abondent les manifestations de progrès vers une plus grande communion interne qui réponde au dessein de Dieu; et on rencontre en même temps des dégradations de cette communion qui révèlent l'existence de germes d'infidélité à l'Esprit.

L'Eglise perçoit aujourd'hui, avec une particulière lucidité, que la diversité des charismes et l'unité exprimée visiblement dans son corps social proviennent de l'Esprit que Jésus-Christ lui-même nous a donné (1 Co 12, 4-12; Ep 4, 4;

Apostolicam Actuositatem, 3). Mais la nécessaire distinction entre la composante charismatique et la composante institutionnelle, l'une et l'autre essentielles à l'Eglise, est tellement exagérée par certains que, au lieu de les unir, on les sépare et on les oppose, au point même d'affirmer que le conflit entre elles est un élément constitutif de la vérité concernant l'Eglise (cf. exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974).

14. Beaucoup recherchent une compréhension plus complète de la vie chrétienne et une cohérence plus grande entre la célébration des sacrements, la profession personnelle de la foi et l'engagement au service des hommes. On voit fleurir, à notre époque également, divers types de communautés chrétiennes qui cherchent à être fidèles à l'Evangile, en vivant communautairement leur engagement de chrétiens. Mais il n'en manque pas non plus qui, influencés par une conception erronée de l'Eglise, tendent à s'isoler, avec leur groupe, du reste de la communauté chrétienne. D'autres groupes introduisent des réformes marginales ou contraires aux directives conciliaires et attaquent durement l'Eglise, en se séparant d'elle parce qu'elle n'adapte pas son renouvellement aux critères et au rythme qui leur plaisent à eux-mêmes. Très proches de cette attitude sont les milieux qui, à partir de diverses positions idéologiques, empêchent ou freinent la rénovation conciliaire, en s'opposant à des réformes et à des directives couvertes par l'autorité de l'Eglise. Ainsi, le Concile Vatican II est en train de devenir, comme le Christ lui-même, « un signe de contradiction » (Lc 1, 34).

15. La découverte des valeurs communes aux diverses confessions chrétiennes a favorisé le développement d'un authentique esprit œcuménique et d'initiatives cohérentes avec cet esprit. L'Eglise catholique, dans notre pays aussi, est sensible à l'augmentation progressive de communion entre les différentes confessions chrétiennes, sur le chemin qui mène à l'unité voulue par le Christ. Nous devons toutefois déplorer que les incompréhensions, les refus ou même les ruptures entre les groupes appartenant à la même Eglise catholique, donnent d'elle une image qui paraît nier en son sein l'unité tant désirée avec les chrétiens séparés.

L'autorité du magistère

16. Au ministère hiérarchique on demande aujourd'hui, avec raison, d'agir davantage dans un esprit de dialogue, comme des hommes qui exercent un service pastoral, que dans une attitude de contrainte propre aux pouvoirs humains. Par ailleurs, on demande un champ plus large pour l'opinion critique à l'intérieur de l'Eglise et on insiste sur l'autonomie propre au théologien et au chercheur. En soi, ces deux aspirations concourent à la véritable communion. Mais il en est qui refusent pratiquement à ceux qui exercent l'autorité au nom de Dieu le droit et le devoir de prendre des décisions pour sauvegarder efficacement la communion ecclésiale.

D'autres, en répandant imprudemment certaines interprétations qui touchent au dogme, ou en s'obstinant à les défendre, comme s'ils jouissaient d'une garantie sans appel, contre-

disent ouvertement les exigences de la foi catholique.

Le Pape Paul VI lui-même s'est senti obligé d'attirer l'attention de ceux qui se laissent entraîner par « des germes d'infidélité à l'Esprit » au point de miner l'Eglise de l'intérieur et d'y introduire une véritable « polarisation de la dissension », radicalement opposée à la communion (cf. exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974).

Enfin, nous ne voudrions pas manquer de faire allusion à ceux qui, alléguant leur fidélité à la Tradition et à l'orthodoxie, en viennent à opposer à la hiérarchie d'aujourd'hui et au Concile Vatican II la hiérarchie d'hier et les Conciles précédents. Il est certain que nous devons tous être fidèles à la foi reçue du Seigneur, substantiellement la même aujourd'hui qu'hier, comme elle le sera aussi demain. Mais il n'est pas juste de confondre la Tradition, qui est vie, avec la routine qui est mort, et il n'est pas permis de penser que le Christ a été hier avec l'Eglise, mais qu'il l'a abandonnée aujourd'hui, alors qu'il a promis d'être avec elle « jusqu'à la consommation des siècles » (Mt 28, 20).

IV. — CHEMINS DE RECONCILIATION

Travailler dans l'espérance

17. Devant les maux dont souffre la vie fraternelle, le devoir de la réconciliation, comme « chemin vers la paix (3) » s'impose à nous tous.

Tout chrétien est conscient que la solution définitive des contradictions personnelles ou communautaires ne pourra intervenir ici-bas. Mais il est également persuadé que tout effort réalisé en faveur de cette convivence est un signe éloquent de la sincérité avec laquelle sont désirées les réalités futures (cf. GS, 38).

Selon la véritable doctrine, le salut qui nous vient de Jésus-Christ opère déjà dans les hommes ouverts à la foi et animés par la charité ; il existe une relative continuité entre ce que nous sommes et faisons maintenant et ce que nous serons et vivrons au Jour du Seigneur (cf. GS, 39).

Ainsi, l'espérance chrétienne pénètre la totalité de notre existence sur la terre. En employant la même fermeté avec laquelle nous espérons la plénitude dans l'au-delà, nous nous efforçons de trouver des réponses chrétiennes aux demandes de paix et de vie fraternelle que les hommes nous formulent en chaque moment de l'histoire.

Si nous proclamons la possibilité d'une réconciliation ici et maintenant, c'est parce que nous sommes convaincus que l'Esprit de Dieu agit déjà en nous et que son action ne peut être stérile. Sans oublier, bien entendu, que l'objet de notre espérance requiert aussi un effort ardu, constant, solidaire et allant jusqu'au sacrifice.

L'effort de réconciliation

18. Sont donc dans l'erreur ceux qui, sur le chemin de la réconciliation, acceptent passivement leur propre façon d'être sans même s'inquiéter de la conversion intérieure et de la

réforme de vie, nécessaires pour atteindre l'harmonie personnelle, la rencontre avec Dieu et l'ouverture au prochain. Ce n'est pas non plus une solution que de renoncer sans discrimination à ses intérêts propres, à des particularités, à des libertés et à des options légitimes, sous prétexte qu'ils pourraient engendrer les tensions naturelles.

En revanche, on progresse vers la réconciliation en mettant en jeu l'imagination créatrice, à la recherche de formules nouvelles capables d'assimiler les valeurs des positions d'en face. Cela présuppose que chacun reconnaisse l'éventail des différentes richesses personnelles des autres. Comment les aimer en vérité si on ne leur permet pas d'être eux-mêmes ?

En s'acceptant réciproquement, les uns et les autres respecteront les normes de la vie en commun qui canalisent le libre déploiement des options légitimes, ils sauront affronter avec réalisme les échecs partiels et continus, qui sont inhérents à l'effort vers la réconciliation. L'imperfection des résultats invite le croyant à s'engager encore davantage et à tendre son espérance vers l'au-delà.

a) LA CONVERSION PERSONNELLE

19. La réconciliation avec Dieu et avec nos frères implique, avant tout, une véritable conversion intérieure et un changement fondamental dans nos attitudes. Cela est impossible si nous ne scrutons pas sincèrement à la lumière de l'Esprit, le plus intime de notre être. Nous savons, en effet, que c'est « du cœur que procèdent mauvais desseins, meurtres, adultères, débauches, vols, faux témoignages, diffamations » (Mt 15, 19 ; cf. GS, 37).

La sainteté à laquelle nous sommes appelés ne permet pas que nous servions deux maîtres, Dieu et les richesses (Mt 6, 24 ; 19, 23) ; elle exclut l'hypocrisie (Lc 11, 38-39), la fausse religiosité qui se contente de pratiques extérieures sans renouvellement intérieur ; qui prétend rendre un culte à Dieu sans pardonner à son prochain (Mt 6, 1-15 ; 16-18 ; 5, 23-24) ou présume de sa propre justice (Lc 18, 9-14).

Il ne faut pas s'étonner par ailleurs si celui qui oublie Dieu et vit en lui tournant le dos, oublie également le prochain. En effet, lorsqu'on manque d'une foi vivante, il n'est pas facile d'engager un dialogue suivi avec Dieu dans la prière, d'avoir présents à l'esprit ses commandements et d'être sensible au péché. Sans la force que donne l'Amour de Dieu, on s'aimera seulement soi-même et on hésitera à s'engager pour ses frères.

De même que la charité de Dieu apparaît dans l'envoi au monde de son Fils unique pour que nous vivions pour lui (1 Jn 4, 9), de même notre amour pour Dieu se projette généreusement dans les autres, pour qu'ils aient la vie en lui.

Le pardon de Dieu

20. Or, se convertir à Dieu, c'est découvrir sa présence vivante au plus profond de notre être, qui s'égare à la recherche de ce qui satisfait nos sens, notre égoïsme et notre désir immodéré de l'emporter sur les autres. Dans la rencontre intérieure avec Dieu, toute notre

vie reçoit une nouvelle lumière qui nous fait voir avec clarté nos propres péchés, nous conduit doucement vers le repentir et nous place devant nos responsabilités.

Mais l'homme pécheur sait qu'il ne peut obtenir par lui-même le pardon. Seul Dieu peut l'accueillir de nouveau dans son amitié. Pour cette raison, il a envoyé au monde son Fils Jésus-Christ qui, pour nous libérer du péché, « s'est fait obéissant jusqu'à la mort, et jusqu'à la mort de la croix » (Ph 2, 8), et nous a ainsi donné le témoignage suprême de son amour (cf. Rm 5, 8-10). Le Christ, à son tour, a accordé à son Eglise, dans le ministère des apôtres, le pouvoir de pardonner les péchés en leur nom (cf. Jn 20, 23 ; Mt 18, 18).

Pour le pécheur, se convertir, c'est donc faire pénitence intérieurement, confesser ses péchés et recevoir le sacrement de la réconciliation, qui l'ouvre de nouveau à l'amour de Celui qui lui a pardonné.

A partir de ce moment, le chrétien se réincorpore à la pleine communion avec l'Eglise, qu'il a offensée en péchant, et qui l'aide par sa charité, son exemple et ses prières à se convertir (cf. *Lumen gentium*, 11). Et il se sent aussi poussé par l'amour de Dieu à se réconcilier avec ses frères, c'est-à-dire à les aimer sincèrement et effectivement.

b) LES RELATIONS HUMAINES

21. La réconciliation appartient à l'être même de notre condition chrétienne ; c'est une exigence évangélique qui doit imprégner la vie familiale, le milieu de travail, l'exercice de nos responsabilités professionnelles et l'accomplissement de nos devoirs civiques.

La vie familiale

22. Pour faire progresser la réconciliation chrétienne dans la société, la vie de famille revêt une importance particulière. Tous les facteurs qui portent atteinte à l'indissolubilité et à l'unité du mariage sont autant d'obstacles à la réconciliation. L'institution familiale, affectée aujourd'hui par un changement social qui se reflète aussi dans d'autres secteurs de la vie, exige des époux chrétiens et de leurs enfants un effort de compréhension mutuelle et un esprit de sacrifice que bien souvent requiert la vie en commun.

Si la sensibilité différente des membres de la famille peut provoquer des tensions spontanées entre les époux et les générations qui composent le foyer, le rapprochement permanent de tous doit également faciliter un dialogue enrichissant, dans l'ordre aussi bien humain que spirituel. Dans ce dialogue doivent être surmontés les obstacles qui gênent la bonne intelligence, la reconnaissance des devoirs et des droits de chacun, la disponibilité totale au service des autres, le respect et le soutien mutuel dans les problèmes moraux et religieux.

La famille, par analogie avec l'Eglise, doit être la première expression et la première école de communauté réconciliée, car ce n'est pas sans raison que la famille chrétienne est appelée une « église domestique » (cf. *Lumen gentium*, 11, b).

La jeunesse

23. Si l'on veut promouvoir la réconciliation dans notre pays, il est nécessaire de porter une attention particulière aux problèmes complexes que pose la jeunesse actuelle. Sa voix doit être entendue ; sa critique de la société d'aujourd'hui et son désir d'un monde plus juste et plus humain doivent constituer un stimulant pour tous. Les jeunes, de leur côté, ont le devoir de chercher la cohérence entre leur vie personnelle et les valeurs qu'ils défendent.

Les chrétiens qui, d'une façon ou d'une autre, ont un rapport avec les tâches éducatives — professeurs, élèves, parents, gouvernants — doivent s'employer à promouvoir toutes les réformes exigées par une vie commune, plus ouverte et plus responsable, qui favorise la réconciliation entre les générations.

Les jeunes qui, à la campagne, sur mer, à l'atelier, au bureau et à l'école, servent la société, doivent contribuer par leurs efforts à la naissance d'une société où la collaboration mutuelle et la réconciliation fraternelle pourront triompher de l'égoïsme et de la rancœur.

Le monde du travail

24. Le travail doit être compris comme l'une des expressions les plus valables de l'insertion de l'homme dans la société. L'attitude devant le travail lui-même est un facteur déterminant d'une vie pacifiée ou, au contraire, un principe générateur de conflits et de contradictions insurmontables.

En tant que chrétiens, nous voyons dans le travail professionnel, réalisé selon les exigences de la vocation personnelle, et en conformité avec le dessein de Dieu, le chemin approprié pour déployer les facultés humaines vers la perfection personnelle. En même temps, nous savons que le travail s'ennoblit dans la mesure où il sert au développement de la communauté humaine, selon le plan de Dieu.

L'homme se réconcilie avec ce que son travail comporte de pénible lorsqu'il accepte, dans un esprit de foi et avec la liberté intérieure, le sacrifice et le dévouement pour les autres, qu'il concrétise dans son service en faveur de la communauté. Mais cela exige, en retour, que le travail soit justement valorisé et rétribué, et que la personne du travailleur soit reconnue et respectée dans tous ses droits.

25. Par conséquent, si la société espagnole veut progresser vers une réconciliation effective, il est nécessaire que les travailleurs puissent faire valoir efficacement leurs droits et participer, avec pleine responsabilité et sans crainte de représailles, à la défense de leurs intérêts et de leurs justes aspirations, aussi bien dans l'entreprise que dans l'organisation de la vie économique de la nation. Pour cela, il est nécessaire que l'on aille vers une plus ample reconnaissance juridique de leur droit à s'unir et à agir librement dans des associations authentiquement représentatives (cf. GS, 68, 75).

L'action associée des travailleurs, allant de pair avec une politique sociale de valeur, non seulement doit éliminer progressivement les discriminations et les inégalités injustes dans la distribution des fruits du travail, mais doit

promouvoir aussi des transformations plus profondes à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises, et dans le système même des relations entre les forces de production.

c) LA CONCORDE POLITIQUE

26. La véritable réconciliation dans la vie civique et politique suppose, comme nous l'avons déjà dit (n. 18), un esprit de mutuelle acceptation et de volonté sincère de participer activement à la tâche commune. Tous nous sommes membres de la société et tous nous avons le devoir de contribuer à la transformer et à l'améliorer. Cette tâche ne peut être accomplie comme il convient que si les citoyens et les groupes sociaux cultivent et répandent les vertus morales, sociales et civiques qui, avec l'aide de la grâce divine, les rendent capables de forger une humanité nouvelle (cf. GS, 30 b). Et, à leur tour, ces attitudes fondamentales deviennent plus fortes et plus efficaces lorsque les structures qui soutiennent et canalisent la vie en société répondent, du mieux possible, à une conception correcte de la personne humaine et du bien commun.

27. Dans notre patrie, l'effort progressif vers la création de structures et d'institutions politiques appropriées doit être soutenu par la volonté de surmonter les effets nuisibles de la guerre civile qui a divisé autrefois les citoyens en vainqueurs et en vaincus, et qui constituent toujours un obstacle sérieux à une pleine réconciliation entre frères. La fidélité au commandement du Christ, qui nous pousse à nous pardonner mutuellement, doit rendre possible, dans la vie privée et publique, ce qui est si dur et si difficile pour le cœur de l'homme. Les nouvelles générations qui n'ont pas vécu ce conflit nous demandent, à juste titre, la générosité suffisante pour construire, unis dans l'espérance, un avenir plus juste et plus fraternel.

28. Pour avancer dans notre pays sur le chemin de la réconciliation, il est nécessaire d'accéder à une reconnaissance plus effective de tous les droits des personnes et des groupes sociaux, dans les limites du juste ordre public et du bien commun. En même temps que nous voulons rappeler le devoir civique de respecter l'exercice de l'autorité publique — réglé par des normes juridiques appropriées —, nous estimons nécessaire de demander d'urgence l'adaptation des normes légales à l'éveil progressif de la conscience civique et sociale du pays. Le désaccord dans ce domaine est un facteur permanent de déséquilibre, incompatible avec une sincère volonté de réconciliation politique.

29. Plus concrètement, nous estimons qu'il est nécessaire, comme nous l'avons déjà dit en d'autres occasions, de garantir efficacement les droits de réunion, d'expression et d'association. C'est là une voie appropriée pour éliminer la tentation de résoudre les problèmes de la vie politique par le recours à des formules violentes, soit qu'elles tendent à freiner le dynamisme naturel de la société, soit qu'elles tendent au contraire à provoquer des changements de structures dans cette même société.

30. La progressive prise de conscience de la

valeur propre des minorités et de leur droit à affirmer leurs particularités propres, dans le respect du bien commun, doit également se traduire dans des formes juridiques adéquates. Par ailleurs, la véritable réconciliation entre les divers secteurs socio-économiques et les régions de notre pays exige une plus grande justice sociale dans le traitement des problèmes des secteurs défavorisés, en particulier les campagnes, et dans l'attention aux migrations, aussi bien intérieures qu'extérieures.

31. Enfin, pour que la paix et la réconciliation puissent se frayer un passage dans la société, il est indispensable de rendre effective entre les hommes la suprématie de la justice dans les domaines de l'éducation et de l'information, de l'organisation sanitaire, de la Sécurité sociale, de l'attention aux classes défavorisées et à toutes les activités dirigées vers le bien commun. L'insertion de l'homme dans la communauté acquiert ainsi une dimension politique que le chrétien doit assumer sous l'inspiration évangélique de l'amour envers son prochain.

La valeur de la critique

32. L'attitude critique face à la réalité sociale ou devant les projets et les actes du gouvernement ne doit pas s'interpréter par principe comme une position de refus ou d'hostilité. Pourvu qu'elle sauvegarde l'honnêteté et respecte les personnes, elle constitue une forme de collaboration et un service envers le bien commun qui enrichit la vie sociale.

C'est seulement sur un plan de concurrence loyale, où l'on puisse soumettre à la critique les différents programmes de vie collective, qu'il est possible de sauver la liberté de l'esprit humain face aux campagnes d'opinion et aux pressions idéologiques qui ne cessent de menacer, par leur intolérance, la vie pacifique en société.

Assumer les conflits

33. De même, les intérêts opposés, les tensions et jusqu'aux conflits doivent trouver un traitement légal approprié qui assure la liberté des parties en question, empêche les abus et sauvegarde les intérêts supérieurs du bien commun.

A ce propos, nous voulons insister sur la nécessité de réviser la législation actuelle sur les conflits collectifs du travail, de manière que, dans le système socio-économique actuel, soit assurée aux travailleurs la défense de leurs droits propres et de leurs légitimes intérêts, et que soient évités des agissements en marge de la foi.

Quoi qu'il en soit, les chrétiens doivent vivre les situations de conflit dans une volonté sincère de réconciliation et rester fidèles aux normes éthiques d'honnêteté, de vérité et de respect envers les droits d'autrui. Ce ne peut être un chemin de réconciliation que celui qui passe par la négation des droits mêmes que l'on prétend instaurer.

d) LA RECONCILIATION A L'INTERIEUR DE L'EGLISE

34. Pour que l'« Eglise, monde réconcilié », soit aussi, pour reprendre les paroles de Paul VI, « une réalité par nature, et de façon permanente,

réconciliante » (Exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974), elle doit commencer par promouvoir en son sein une réconciliation incessante. Pour cela, elle rappelle inlassablement aux évêques et aux prêtres que l'efficacité de leur ministère dépend en grande partie de leur témoignage de réconciliation. Dans cette même ligne, les éléments les plus actifs et les plus responsables de la communauté chrétienne doivent s'engager dans une action pédagogique, programmée et coordonnée, qui favorise l'esprit de charité, la connaissance, le rapprochement mutuels, le dialogue et l'apprentissage de la responsabilité dans les tâches d'Eglise.

Nous avons conscience que les divergences et les conflits dont souffrent les chrétiens dans leurs relations profanes se répercutent dans la communauté ecclésiale, de la même façon que les divergences entre les groupes ou les pasteurs eux-mêmes de l'Eglise ont leur répercussion sur la société civile. Mais les chrétiens ne peuvent se mettre en retrait des difficultés des hommes, là où se forge ou se brise la communauté fraternelle, pas plus qu'ils ne peuvent oublier que, de leur vie communautaire, ils doivent tirer la lumière et l'énergie nécessaires pour surmonter les conflits dans un esprit véridique, un sens droit et un amour généreux.

Pour que l'Eglise puisse être un signe et un agent de réconciliation, les chrétiens doivent lui reconnaître le droit d'éclairer à partir de l'Evangile les problèmes et les réalités temporelles, même lorsque son jugement contredit leurs opinions et intérêts propres. Mais ils introduisent des éléments contraires à la communion ecclésiales ceux qui, en exerçant en leur propre nom cette fonction de clarification, projettent leur propre lumière et non celle de l'Evangile, empêchant ainsi le pluralisme légitime de la communauté des croyants.

Ainsi, par exemple, une identification hâtive de la préférence évangélique pour les pauvres avec ce qu'on appelle l'« option de classe » suppose que l'on relègue les pauvres dans un secteur social déterminé et que l'on canonise la lutte des classes à partir de l'Eglise elle-même. Une telle position, non seulement s'appuie sur une analyse de valeur discutable, mais s'oppose encore ouvertement à l'universalité consubstantielle de l'Eglise et, par manque d'esprit critique et de cohérence avec la foi, met en grave danger la crédibilité même d'une communauté chrétienne qui la ferait sienne.

Pluralisme et fidélité

35. Ceux qui coopèrent positivement à la réconciliation dans l'Eglise sont ceux qui acceptent de bon gré le légitime et nécessaire pluralisme théologique dont l'unique fondement valable est le mystère du Christ exprimé dans le contenu objectif de la foi catholique (Exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974).

L'acceptation lucide et joyeuse de la richesse de ce mystère du Christ, inexprimable en sa totalité, doit nous libérer du danger d'emprisonner indûment la réalité de la foi dans une expression déterminée d'école. Ainsi, le pluralisme théologique démontre de manière tangible la catholicité de l'Eglise indivise.

Mais on ne peut invoquer le pluralisme pour « prendre des positions contre le magistère

authentique du Pontife romain lui-même et de la hiérarchie épiscopale, seuls interprètes autorisés de la Révélation divine contenue dans la Tradition et dans l'Écriture » (Exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974).

Une activité théologique et une liberté de pensée à l'intérieur de l'Eglise catholique, qui feraient fi de la nécessaire dépendance du magistère, introduiraient le rationalisme et le subjectivisme au sein d'une communauté qui se définit elle-même comme communauté de foi et ouvrieraient la porte à un relativisme doctrinal incompatible avec la foi, la nature et le sens communautaire du peuple chrétien.

La communion avec l'Eglise

36. Le désir légitime de dépasser certaines expressions de la vie de l'Eglise où l'aspect institutionnel a eu et a peut-être encore un poids excessif, facilite la rencontre entre les membres du Peuple de Dieu. Or, la foi elle-même par laquelle nous vénérons le mystère du Verbe incarné nous rend capables de reconnaître dans l'Eglise « une réalité unique qui naît d'un double élément humain et divin » (Exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974). L'institutionnalisation de la communauté qui découle du Nouveau Testament est au service de la charité entre les frères. Pour cette raison, l'Eglise ne peut se réduire à une simple et exclusive communauté intérieure de charité qui ne répond pas au plan du Christ et ne peut éviter sa propre désagrégation.

37. Que ceux qui veulent travailler à la réconciliation dans l'Eglise réfléchissent aux conséquences qu'une critique peu charitable, et parfois injuste, de l'institution ecclésiale peut entraîner, que cela provienne des milieux non croyants ou des rangs même du Peuple de Dieu.

Cependant, dans une Eglise réconciliée, il doit y avoir place également pour une critique sereine et réfléchie, éclairée par la foi. L'Esprit de Dieu agit aussi en ceux qui, dans la vérité, sont à la recherche de formes plus pures de vie évangélique pour l'Eglise; et il agit en ceux qui, avec une imagination créatrice, donnent le jour à des modes d'organisation plus souples et plus adaptés à la sensibilité humaine et chrétienne de notre temps.

Exigences inéluctables

38. Par fidélité à la mission évangélisatrice reçue du Christ, nous affirmons la nécessité d'adapter la vie ecclésiale aux exigences d'une époque historique marquée par le changement. Or, tout le processus réconciliateur de l'Eglise exige que la rénovation et la purification de l'Eglise soient caractérisées par un authentique sens ecclésial qui se manifeste dans une volonté d'appartenance à une tradition qu'on ne peut interrompre sans trahir le caractère apostolique de notre foi; par la confrontation des positions personnelles ou de groupe avec des formes plus universelles de réalisation de la communauté ecclésiale; par le désir d'authentifier par sa propre conduite, personnelle et communautaire, la critique réalisée et la rénovation annoncée; par le respect de la vérité, l'honnêteté et la droiture dans les procédés utilisés; par la conscience de sa propre faiblesse et l'acceptation

pleine d'humilité de sa propre position de péché; et, surtout, par une révision permanente qui découvre si l'amour chrétien anime effectivement les actions réalisées. Ces exigences, et d'autres encore que nous pourrions mentionner, doivent constituer la base ferme d'une éthique ecclésiale de rénovation et de changement, afin que les tensions inévitables, dont la communauté chrétienne doit faire l'expérience, soient assumées dans une volonté supérieure de compréhension, d'amour et d'unité.

Le ministère de réconciliation

39. La source la plus féconde d'unité ecclésiale se trouve dans l'adhésion, libre et sincère, au Christ et à son Evangile, qui doit inspirer constamment l'effort des évêques et des prêtres, des religieux et des séculiers, pour qu'ils demeurent unis dans la foi et la charité, qu'ils agissent individuellement, en groupes ou sous d'autres formes de vie communautaire.

Tous, cependant, nous courons le danger d'appauvrir, de blesser et même de briser la communion ecclésiale, en oubliant la véritable nature de l'Eglise et en appliquant indûment à son organisation et à ses actes les critères et les schémas propres à la société civile.

Or, lorsque la communion ecclésiale est malade ou se rompt, nous avons tous l'obligation de la rétablir. Pour cela, il n'est d'autre chemin que celui de nous efforcer de redécouvrir, à partir de la foi, l'être authentique de l'Eglise, dans un sincère désir de réconciliation.

Le charisme des pasteurs, responsables du service de l'unité et du ministère de la réconciliation, est un élément constitutif de l'Eglise. En conséquence, pour rétablir l'unité perdue et la guérir lorsqu'elle est faible ou malade, il est nécessaire qu'ils soient acceptés dans l'exercice de leur mission dans un sincère esprit de foi et dans une docilité cordiale.

Toutefois l'autorité qui s'exerce dans l'Eglise au nom du Christ ne doit pas empêcher l'existence effective des droits qui reviennent à tous les fidèles, en tant qu'hommes et chrétiens. Ceux-ci, à leur tour, aussi bien lorsqu'ils exercent leurs droits propres que lorsqu'ils les revendiquent, devront le faire dans un esprit de communion. Il serait déplorable qu'ils se fragmentent en des groupes qui, par leurs pressions sur les pasteurs et entre eux-mêmes, rendraient plus difficile ou mettraient en péril la communion ecclésiale. Les pasteurs doivent être libres de se placer au-dessus des positions et des options des individus et des groupes, et de les unifier dans l'intégrité de l'Evangile (cf. Exhortation de Paul VI, 8 décembre 1974).

Enfin, comme nous le demande Paul VI dans son Exhortation si souvent citée, pour que la réconciliation soit possible, il est nécessaire que « notre comportement soit empreint de bienveillance et de miséricorde, nous pardonnant mutuellement comme Dieu nous a pardonné dans le Christ ».

V. — POUR LE BIEN DE L'EGLISE ET DU PAYS

40. En achevant ces considérations, où nous avons voulu dégager les conditions d'une récon-

ciliation chrétienne, nous nous sentons poussés, nous les premiers, à produire des fruits dignes de réconciliation. Comme serviteurs de la communion ecclésiale et de la paix de la société, nous connaissons toutes les obligations de notre charge pastorale. Vous avez parfaitement droit à ce que chaque évêque sur son siège, et que tous ensemble dans la fraternité collégiale, témoignent par la parole et par des signes convainquants de notre volonté de réconciliation.

Membres du Peuple de Dieu, nous n'échappons pas aux limitations humaines des autres chrétiens. Mais nous ne nous retrancherons pas derrière elles pour esquiver notre devoir d'être des exemples. Nous sollicitons les prières de tous pour que la Conférence épiscopale espagnole soit toujours davantage, devant tous les fidèles de notre pays, un signe de liberté chrétienne et de sincère communion. Que nos divergences personnelles et pastorales enrichissent, sans jamais le troubler, le Peuple de Dieu. Que la fraternité de la hiérarchie stimule la fraternité du clergé et du laïcat.

Sentiments de communion

41. Nous exprimons ici publiquement nos sentiments de communion et de docilité envers la personne du Pape Paul VI. Nous voulons vivre avec lui l'esprit de l'Année sainte, qui a toujours resserré les liens entre les Eglises locales et le siège de Pierre. De même nous nous sentons frères de tous les évêques de l'Eglise catholique et nous souhaitons que l'Eglise d'Espagne échange toujours ses dons et ses services avec les communautés catholiques de tous les continents.

Nous affirmons aussi, avec une humble sincérité, notre ouverture de cœur envers tous les prêtres espagnols, de tous les âges, de tous les ministères pastoraux, de tous les styles de vie, de toutes les tendances de pensée. Nous voudrions savoir les diriger dans la charité avec la douceur et l'exemple du Christ. Nous leur demandons d'être indulgents pour nos limites et de prier pour nos responsabilités.

Nous adressons ces mêmes paroles aux religieux et aux religieuses, dont la participation croissante aux Eglises locales est l'un des signes les plus encourageants du moment ; aux laïcs, hommes et femmes, et enfin, avec une particulière prédilection, aux jeunes. Nous avons besoin d'eux tous et leur demandons d'accepter notre service avec les yeux de la foi. Nous voulons faire l'Eglise avec tous. Nous sentons à la fois le poids et la joie de continuer dans l'Eglise le ministère des apôtres.

Dans cet esprit de fraternité, nous adressons également un salut respectueux aux frères des autres Eglises chrétiennes implantées dans notre pays, et nous demandons au Seigneur d'accélérer le moment de la pleine communion avec eux dans l'unité de l'Eglise.

Service envers le pays

42. Enfin, nous espérons que notre voix, amicale et bien intentionnée, sera entendue de tous les dirigeants et de tous les citoyens de notre pays. L'Eglise vit les aspirations du peuple espa-

gnol et lui souhaite un avenir digne et solidaire. Elle ne se croise pas les bras devant les charges qui lui reviennent ou dépendent d'elle. Elle respecte profondément les compétences des autres sphères et comprend les difficultés de toute gestion publique. Elle encourage tous ceux qui exercent une responsabilité quelconque de gouvernement à dialoguer avec elle, dans la fidélité à leur conscience, dans la vérité et dans la justice.

Puissent nos paroles dans ce document, y compris celles qui expriment des réserves devant des idées et des attitudes déviées, n'être utilisées par personne comme des pierres lancées contre un frère et ne pas être reçues avec ressentiment.

Sinon se trouverait dénaturée la pure intention qui les inspire, depuis la première jusqu'à la dernière ligne.

Nous invoquons sur notre Eglise et notre pays la bénédiction de Dieu, la grâce de l'Esprit-Saint et la protection de la Vierge Marie.

Madrid, 17 avril 1975.

DECLARATION DU SAINT-SIEGE SUR LE VIETNAM

Le jour de la reddition de Saigon, le mercredi 30 avril, la déclaration ci-après a été lue à la presse par le porte-parole du Saint-Siège :

On sait avec quelle attention et quelle sollicitude le Saint-Siège a suivi, au cours de ces dernières années, les phases tourmentées des événements du Vietnam, Nord et Sud, toujours en souhaitant une trêve effective et en travaillant à la favoriser, dans la perspective d'un règlement pacifique et honorable du conflit. Il y a deux ans, les accords de Paris semblaient avoir ouvert la voie à cette espérance concrète, mais les événements qui ont suivi, avec les violations persistantes et croissantes des accords, ont encore une fois anéanti cette espérance.

Le Saint-Père, constamment angoissé par les souffrances d'un peuple qui a connu pendant si longtemps de graves destructions et privations de toutes sortes, a voulu, spécialement ces derniers mois, être constamment proche des évêques, des prêtres, des fidèles du Vietnam, pour soutenir leur courage et leur sérénité — dont ils ont donné des preuves admirables et exemplaires —, pour affermir les pasteurs et leurs collaborateurs dans leur résolution de demeurer à leur poste au service de l'Eglise et des populations vietnamiennes, et pour soutenir toutes les initiatives prises par eux-mêmes ainsi que par les évêchés et les fidèles de nombreux pays en vue de soulager au moins les souffrances et les nécessités les plus grandes.

Il est naturel qu'en ce moment et, s'il est possible, plus encore qu'avant, la pensée et la prière du Pape se tournent vers les populations du Vietnam, et en premier lieu vers les catholiques, pour leur dire qu'il est près d'eux, qu'il partage leurs anxiétés et qu'il invoque la grâce d'une pacification réelle — aussi ardue qu'elle puisse apparaître — dans le juste respect des droits civils et religieux, pour la reconstruction souhaitée et le vrai bien du pays, après trente années de luttes et d'événements douloureux.

(Texte italien dans l'Osservatore Romano du 1^{er} mai 1975. Traduction de la DC.)

LA RÉCONCILIATION

*Message des évêques du Canada, à l'occasion de l'Année sainte
à tous les catholiques du Canada et à leurs frères
avec qui ils partagent la foi en Jésus-Christ (*)*

FRERES BIEN-AIMES,

1. En déclarant que « la fin première » de l'Année sainte est « la réconciliation fondée sur la conversion à Dieu et le renouvellement intérieur de l'homme » (1), S. S. Paul VI invite toute personne de bonne volonté à participer à une tâche d'envergure. Notre mission d'évêques nous demande de répondre à cet appel par tous les moyens dont nous disposons. Pasteurs, nous sommes des agents de réconciliation : « Dieu nous a confié le ministère de la réconciliation (2). » Notre responsabilité fondamentale n'est-elle pas de servir l'amour du Père révélé en Jésus-Christ ?

L'expérience des initiatives diverses entreprises depuis deux ans par nos Eglises locales pour préparer leurs membres à l'Année sainte nous a permis d'approfondir le sens et la portée de la réconciliation. Aussi est-ce pour partager avec vous nos réflexions sur ce sujet que nous vous adressons ce message.

Qu'est-ce que la réconciliation ?

2. La première question qui surgit à l'esprit porte sur la réconciliation elle-même. La réconciliation est la démarche par laquelle se rapprochent ceux qui sont désunis. Elle vise à « remédier aux ruptures et aux désordres dont souffrent aujourd'hui l'humanité et la communauté ecclésiale (3) ». Elle présuppose l'existence de divisions entre les hommes, de conflits qui les déchirent, de tensions qui les oppriment.

Face à ces ruptures, la tâche de la réconciliation est de construire l'unité intérieure de l'homme en le rapprochant (4) progressivement de ses semblables. Elle s'accomplit en autant que les hommes s'appliquent à résoudre avec lucidité les causes de leurs dissensions. Aussi est-elle un cheminement qui ne se réalise pas sans luttes ni abnégation (5). Les efforts qu'elle exige demandent de la générosité (6), du courage, de la persévérance, une ouverture d'esprit aux aguets de tout ce qui pourrait rapprocher davantage les humains.

(*) Texte original. Sous-titres de la DC. Ce message est daté du 24 mars 1975.

(1) Exhortation apostolique de S. S. Paul VI à l'épiscopat, au clergé et aux fidèles du monde entier sur la réconciliation à l'intérieur de l'Eglise (8 décembre 1974), p. 6. (Nous recommandons la lecture de ce document remarquable et de la Bulle d'indiction du jubilé universel de l'Année sainte 1974, datée du 23 mai 1974). - (DC 1975, n° 1667, p. 1 et s. Ce texte a été publié en tiré à part ; 1974, n° 1656, p. 551 et s. NDLR.)

(2) 2 Co 5, 18.

(3) *Ibid.*, p. 6. Cf. aussi la Bulle d'indiction du Jubilé universel de l'Année sainte 1974 (23 mai 1974), p. 8. Ce document expose avec clarté les aspects essentiels de l'Année sainte.

(4) Ep 2, 11-17 : « ... vous qui jadis étiez loin, vous êtes devenus proches... »

(5) *Ibid.*, 5, 10-13.

(6) *Ibid.*, 1, 25-32.

Etant donné que l'homme ne s'épanouit qu'en approfondissant son union avec ses semblables, qu'il ne réalise sa vocation de liberté qu'en resserrant sa coopération avec son prochain, la réconciliation est une tâche collective. Elle s'impose partout où sévit la désunion. En rapprochant les hommes entre eux, elle contribue à leur libération. Tout progrès dans la voie de la réconciliation, si pénible soit-il, est un pas en avant vers une plus grande reconnaissance des droits de la personne humaine, de sa dignité, du rôle irremplaçable de l'amour dans la croissance des êtres humains.

Le monde d'aujourd'hui appelle la réconciliation de toutes ses forces

3. C'est pourquoi le monde d'aujourd'hui l'appelle de toutes ses forces. C'est un monde dont la beauté est défigurée. Il est lésardé par l'injustice sociale, secoué par la violence, assailli par la corruption, agité par les préjugés raciaux et les inégalités qui en résultent. L'exploitation de chacun par son semblable tend à s'y généraliser : travailleurs et consommateurs y sont souvent manipulés par la puissance des organismes nationaux et internationaux de production et de distribution.

L'oppression y sévit non seulement dans les prisons, les camps de réfugiés, les chambres de tortures. Elle s'y exerce, à des degrés divers, sur les minorités, sur les nations maintenues dans le sous-développement, sur ces dizaines de millions d'êtres humains qui ont faim, sur ces masses injustement déportées, expulsées de leur terre natale.

Les divisions dans les familles...

4. Les divisions étendent leurs ramifications là où se nouent les relations les plus intimes entre humains. Que de mariages brisés ! La famille, lieu par excellence où s'amorce l'épanouissement de la personne humaine, n'est pas épargnée. Les conflits entre parents et enfants ont tendance à s'intensifier. Les causes de ces dissensions ne se limitent pas à l'éclosion des jeunes à leur identité ni à leur goût prononcé pour une plus grande autonomie. L'éclatement d'une vision uniforme du monde a multiplié les points de désaccord et les frictions entre parents et enfants.

Des raisons analogues sont à la source des divergences profondes qui surgissent souvent entre les jeunes et leurs aînés sur des questions aussi brûlantes que les valeurs fondamentales de l'existence humaine, le sens de la vie, les solutions à apporter aux problèmes qui se posent à la société contemporaine. Ces tensions sèment parfois le désarroi parmi les jeunes au point que certains d'entre eux sont totalement désespérés face à l'avenir.

Les adultes aussi sont affectés par l'influence nocive des divisions qui déchirent le monde qui les entoure. Elles tendent à creuser un vide autour d'eux. D'où leur sentiment d'insécurité, leur angoisse, la diffi-

culté qu'ils éprouvent souvent à trouver un sens à leur existence. D'où aussi la tentation de découragement, voire de désespoir qui les menace. Il leur arrive d'y céder. Comment s'en étonner lorsqu'on devine l'impuissance qu'ils peuvent ressentir face aux problèmes qui les assaillent ?

... Et dans la communauté chrétienne

5. La communauté chrétienne n'est pas demeurée à l'abri des divisions. La crise qu'elle traverse ne se limite pas au problème posé par les séparations subsistant encore entre les différentes confessions chrétiennes. Des désaccords profonds qui débordent le cadre d'un pluralisme sain et équilibré, divisent les catholiques. Des ruptures s'esquissent entre eux, menaçant de compromettre leur unité.

Des remèdes insuffisants

6. Les divisions dont nous sommes témoins n'ont pas surgi soudainement. On peut les retracer dans le passé. Cependant, elles se dégagent de nos jours avec une acuité particulière. Si l'on veut remonter à leur source, on aboutira finalement dans le cœur de chaque homme. C'est là que se trament, dans le silence de nos égoïsmes inavoués, les divisions qui déchirent l'humanité. Nul ne peut nier sa part de responsabilité dans les maux qui affligent notre monde.

Ces constatations nous confrontent avec une situation où l'homme est menacé à la racine de son existence. Comment y remédier ? Telle est la question que devrait se poser toute personne de bonne volonté ! Beaucoup y répondent en fondant leurs espérances sur les progrès de la science, de la technologie. Nombreux sont ceux qui croient avoir trouvé la solution recherchée dans une idéologie politique particulière.

Que faut-il en conclure ? Il est indéniable que les hommes puisent dans ces sources diverses des moyens efficaces pour lutter contre les divisions qui les séparent. Toutefois, aucun d'entre eux, si puissant soit-il, ne peut sceller entre les humains la réconciliation qu'ils recherchent. Il leur faut davantage. Pourquoi ?

Le péché et la mort auront-ils le dernier mot ?

7. Dans leurs efforts pour se réconcilier, les hommes aspirent à supprimer toute forme de divisions qui les oppose, toute distance qui les sépare. Ce projet est irréalisable tant que « l'ennemi » qui est à la source de toutes leurs dissensions n'a pas été vaincu. Cet ennemi est le péché. Son ultime retranchement est la mort sur laquelle l'homme n'a aucun pouvoir.

Doit-on en conclure que la réconciliation entre les hommes est engagée dans une impasse ? Qu'elle débouche toujours sur de nouvelles divisions ? D'aucuns n'hésitent pas à affirmer que notre situation est sans issue, qu'elle est absurde. La mort a-t-elle vraiment le dernier mot dans notre existence ?

« Le dernier ennemi, la Mort, a été détruit (7). » Le Christ l'a vaincue ! Ressuscité, il offre à tout homme cette « eau vive (8) » qui éteint sa soif de

réconciliation. C'est en lui seul que l'homme, réuni avec le Père, puise dans l'Esprit la force de tisser avec ses semblables une réconciliation (9) destinée à survivre à la mort (10).

L'Esprit a pouvoir sur toutes les forces de division

8. Cet Esprit a pouvoir sur toutes les forces de division parce que c'est lui qui a vaincu en Jésus la mort à notre intention. Aussi est-il réconciliateur. Ceux qui l'accueillent reçoivent la puissance de lutter victorieusement contre ces forces. Sa mission est d'établir entre les hommes une union enracinée en Dieu afin qu'au terme aucune division ne subsiste entre eux. Ce terme est la résurrection qui nous est promise dans le Christ vivant. Ce n'est pas « pour cette vie seulement que nous avons mis notre espérance dans le Christ (11) ». S'il en était ainsi « nous serions les plus malheureux de tous les hommes (12) ».

Rayons d'espérance dans la société et l'Eglise canadiennes

9. L'Esprit est à l'œuvre dans le monde d'aujourd'hui, accomplissant sa mission réconciliatrice. Les signes qui en témoignent abondent. En voici quelques-uns choisis dans la réalité canadienne.

Les initiatives en faveur des droits de l'homme, des minorités, des réfugiés politiques, se multiplient. Un mouvement se dessine à travers notre pays pour appuyer les aspirations légitimes de nos peuples indiens et esquimaux. La lutte pour l'égalité sociale s'intensifie. L'aide aux pays du tiers-monde prend de l'ampleur. A preuve les nombreux organismes récemment fondés à cette fin. Des efforts encourageants sont déployés pour améliorer la condition des personnes âgées. On se soucie davantage des handicapés, de l'enfance malheureuse. L'humanisation de notre système correctionnel et spécialement des institutions qui en ont la responsabilité est devenue une préoccupation majeure. Des services s'organisent pour venir en aide aux personnes en détresse.

La communauté chrétienne nous offre le spectacle d'un chantier en pleine activité.

En plus d'avoir multiplié nos contacts fraternels et des échanges fructueux avec nos frères des autres confessions chrétiennes, nous avons coopéré étroitement avec eux pour réaliser ensemble plusieurs projets sociaux et mettre sur pied à cette fin des organismes interconfessionnels, telle l'Association pour promouvoir la justice sociale au Canada (PLURA).

Divers courants de renouveau spirituel surgissent un peu partout dans l'Eglise catholique. On y assiste à un regain de l'élan missionnaire, à un approfondissement du sens communautaire, à une redécouverte de la solidarité fraternelle dans la prière et l'action. On s'éveille à l'urgence d'un engagement social plus enraciné dans la foi en Jésus. L'identification avec les pauvres, les déshérités, les faibles, tend à devenir une exigence. Des comités et des groupes de rencontres s'organisent pour se consacrer

(7) 1 Co 15, 26.

(8) Jn 4, 10 ; 8, 38.

(9) Rm 5, 10 ; 2 Co 5, 18 ; col. 1, 20.

(10) 2 Co 1, 9-10.

(11) 1 Co 15, 19.

(12) *Ibid.*

aux problèmes de la famille, des couples, des célibataires.

Si divisé soit-il, notre milieu laisse échapper à travers ses fissures des rayons d'espérance.

Ce qui reste à faire

10. Tout nous invite à aller de l'avant dans l'œuvre de la réconciliation. Les défis ne manquent pas. La promotion d'une politique équitable envers nos frères indiens et esquimaux en est à ses balbutiements. Est-il nécessaire de rappeler qu'ils sont les premiers citoyens du Canada? Le dossier des problèmes à résoudre entre les deux peuples fondateurs de notre pays ne cesse de s'accroître. Celui des tâches à accomplir dans le domaine social est volumineux. Le temps est mûr pour nous interroger sur nos attitudes en matière d'immigration.

Une tâche d'humanisation s'impose dans de nombreux secteurs. Citons à titre d'exemples les conditions de vie dans les agglomérations urbaines, celles de travail dans certaines entreprises, l'état actuel de la plupart de nos prisons, le traitement des handicapés, les institutions pour personnes âgées.

Nous devons redoubler nos efforts pour venir en aide aux couples qui traversent des difficultés. Les problèmes que le monde d'aujourd'hui pose à la jeunesse demandent à ses aînés de multiplier leurs initiatives auprès d'elle, non seulement pour lui donner les moyens, mais la confiance dont elle a besoin pour affronter avec optimisme l'avenir. La promotion de la femme est une œuvre à poursuivre. Elle n'est qu'à ses débuts.

Les ruptures qui subsistent encore entre chrétiens devraient nous stimuler à inventer de nouvelles voies de rapprochement, de coopération. Les divisions entre catholiques nous invitent tous, sans exception, à un examen de conscience approfondi afin de déterminer et de réaliser les changements que l'adaptation de l'Eglise au monde d'aujourd'hui demande à chacun de nous d'accomplir jusqu'au plus intime de son être!

*
**

11. C'est à travers ces luttes, au prix d'efforts pénibles et sans cesse renouvelés que l'Esprit nous fait avancer sur le chemin de la réconciliation en nous enracinant sans cesse plus profondément en Dieu. C'est ainsi que chacun de nous est appelé à répondre à sa vocation de liberté d'enfant de Dieu (13), à parvenir à sa véritable identité.

S'il est vrai que le processus de croissance de tout être humain à sa condition d'adulte implique des dépassements, des ruptures nécessaires, des sevrages inévitables, cette tâche est devenue si difficile à cause des divisions que le péché a introduites entre les hommes qu'elle ne peut se réaliser sans le secours constant de l'Esprit. Rappelons à ce propos l'aide qu'il nous offre continuellement dans le sacrement de réconciliation pour nous relever de nos défaillances et nous fortifier dans l'épreuve.

C'est sous l'impulsion de l'Esprit que se tisse laborieusement entre les humains la réconciliation qui nous est promise dans le Christ ressuscité, celle qui culminera à la victoire finale sur la mort. Victoire qui scellera à jamais l'union entre les hommes réconciliés en l'épurant à sa racine de toute possibilité de

division. Que pouvons-nous désirer davantage? Nous serons comblés au-delà de toute espérance de toute attente! Rien n'est impossible à Dieu (14).

La réconciliation est une tâche difficile mais exaltante. Elle est la responsabilité commune de tous les chrétiens. Qu'avons-nous à redouter pour nous y engager à fond? Dieu n'est-il pas avec nous jusqu'à la fin des temps (15)?

ALLELUIA! LE CHRIST EST RESSUSCITE!

(14) Lc 1, 37.

(15) Mt 28, 20.

— Jésus-Christ dans le débat des hommes, par Joseph de BACIOCCHI (coll. « Croire et comprendre »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 148 pages, Prix 18 F. Editions du Centurion, Paris.

« Aujourd'hui, Dieu est souvent radicalement contesté », constate l'auteur dès sa première ligne. Et Jésus-Christ, si on reconnaît que l'homme incarne la plus haute forme d'existence humaine sur tous les plans, sa divinité, son rôle de rédempteur toujours vivant pour sauver les hommes affleure de moins en moins l'idée de nos contemporains. Et pourtant, il n'est point un mythe; sa présence active à l'histoire nous est proposée par les Evangiles dans leur caractère historique. Le Christ de l'histoire et le Christ de la foi ne font qu'une même et seule personne, celle du Fils de Dieu. C'est bien ce Christ que nous rend bien vivant chacune de ces pages nourries de science biblique et historique tout ensemble. Si « le mystère demeure entier », il s'agit bien d'un mystère, du Mystère par excellence et pas d'une absurdité ».

A votre disposition la série

“Les grands textes”

● ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

● POUR UNE RECONCILIATION DES CHRETIENS ENTRE EUX

Une exhortation du Pape Paul VI.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

— — — — —
COM (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75001 Paris Cédex 08.

Règlement : CCP Paris 16-68.

(13) Rm 8, 21.

Événements et Informations

FRANCE

La médaille de vermeil de la Ville de Paris décernée au P. Guichardan

Au cours d'une réception à l'Hôtel de Ville, le 25 mars, le vice-président du Conseil de Paris, entouré de MM. Planchet, syndic ; Frédéric-Dupont et Jean Chérioux, conseillers, a remis au P. GUICHARDAN, ancien rédacteur en chef du *Pèlerin*, la médaille de vermeil de la Ville de Paris. (« *La Croix* », 28 mars.)

La Corse divisée en deux départements

Le 3 avril, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, à mains levées, le projet de loi séparant la Corse en deux départements, dont les chefs-lieux seront Ajaccio (Corse du Sud) et Bastia (Haute-Corse).

Nouvelle supérieure générale des Oblates de l'Assomption

Le chapitre général des Oblates de l'Assomption a élu, le 3 avril, comme supérieure générale, Sœur Georgette-Marie FAYOLLE, supérieure et directrice de l'école Sainte-Elisabeth, à Paris, XV. (« *La Croix* », 5 avril.)

Cartes de pèlerin pour l'Année sainte

Le Secrétariat national de l'Opinion publique (SNOP) publie la mise au point ci-après, le 7 avril : « ... sur la foi d'informations incomplètes, des journaux ont dit que la carte du pèlerin pouvait être demandée au Comité national de l'Année sainte, 106, rue du Bac, à Paris, et donnait droit à l'entrée gratuite dans les musées italiens. Ils n'ajoutent pas :

— Que cette carte est réservée aux pèlerins et que c'est la détourner de son but que de la faire servir aux touristes ;

— Qu'elle est liée, par le Comité central de l'Année sainte, à la « Busta » qui comprend le « Livre du pèlerin » (326 pages), un plan

de Rome, un insigne, plus trois suppléments propres à la France et que cette « Busta » est vendue 28 F l'exemplaire franco de port, paiement à la commande au CCP « Comité Année sainte, La Source, 30 066 95 ».

ÉTRANGER

ALLEMAGNE DE L'EST
La situation des Eglises en face de l'Etat

Le Synode de l'Eglise protestante de Berlin-Brandebourg, qui vient de se réunir à Berlin-Est, aurait décidé d'intervenir pour que soit mis fin à ce qui est considéré comme une « discrimination des jeunes chrétiens pratiquants » dans les établissements d'enseignement et en matière de formation professionnelle. Selon des sources occidentales, les participants au Synode auraient adressé une lettre sur ce sujet à M. Hans Seigewasser, secrétaire d'Etat est-allemand aux affaires ecclésiastiques. Selon ces mêmes sources, des rapports présentés au Synode ont attiré l'attention sur le fait que les jeunes chrétiens, même lorsqu'ils peuvent présenter d'excellents certificats scolaires, sont écartés d'une promotion professionnelle et sociale véritable, surtout s'ils ne peuvent pas faire la preuve d'une appartenance aux jeunes communistes et de leur participation aux « consécration laïques ». Celles-ci sont des cérémonies officielles qui marquent pour les garçons et les filles de 14 ans l'admission dans la « communauté socialiste ». Les Eglises les jugent incompatibles avec la communion et la confirmation. Au cours du Synode de Berlin-Est, la direction de l'Eglise protestante est-allemande a souligné que dans les rapports avec les autorités apparaissait une « volonté réciproque d'aborder objectivement et de résoudre les problèmes en suspens ». Mais de part et d'autre on reste convaincu qu'il existe « des divergences insurmontables entre l'idéologie marxiste-léniniste et la foi

chrétienne ». L'Eglise catholique a manifesté des inquiétudes similaires à celles du Synode protestant en novembre dernier (cf. « *DC* » 1975, n° 1670, p. 173 et s.). Enfin, selon des estimations récentes émanant de milieux évangéliques, une moitié environ des 17 millions d'Allemands de l'Est se réclament encore d'une Eglise chrétienne. Les catholiques forment les 10 % environ de la population. (« *Kipa* », 11 et 14 avril.)

Il y a encore 300 maisons religieuses en Allemagne de l'Est, surtout des communautés féminines. 282 maisons féminines accueillent 2 577 Sœurs, tandis qu'il n'y a que 18 maisons religieuses masculines. (« *Ibid.* », 12 avril.)

ALLEMAGNE FEDERALE

Les vocations enregistrent une légère augmentation

En 1974 on a enregistré, en Allemagne fédérale, une légère augmentation du nombre des candidats au sacerdoce, 338 candidats poursuivant leur formation dans les divers séminaires du pays, soit 6 % de plus qu'en 1972. Ce chiffre est toutefois nettement inférieur à celui de 1965, année où l'on comptait dans le pays 800 candidats au sacerdoce dans les grands séminaires. (« *Kipa* », 9 avril. Rappelons aussi qu'en France, une augmentation de 30 % des entrées dans les séminaires a été enregistrée à la rentrée de 1974, cf. « *DC* » 1975, p. 340.)

La presse diocésaine en difficulté

Si la presse diocésaine d'Allemagne connut une période florissante de 1948 à 1972, elle se trouve aujourd'hui confrontée à des difficultés financières... Jusqu'à ces deux dernières années, les 22 journaux diocésains — un pour chaque diocèse — étaient en bonne santé. Durant la période 1948-1972, ces journaux furent même en mesure de ristourner à leur diocèse — leur éditeur — une somme totale de 40 millions de marks. Le tirage de cette presse diocésaine qui s'élevait en 1965 à 3,5 millions

d'exemplaires est descendu à deux millions (six millions de lecteurs). L'Agence KNA assure à ces journaux le service des nouvelles mondiales, européennes et nationales. Des artisans de la presse missionnaire, naguère disséminée en une quarantaine de titres, travaillent aujourd'hui ensemble et publient une très bonne revue, réellement moderne, avec un tirage d'environ 100 000 exemplaires : « *Kontinente* ». D'une manière générale, les tirages des diverses catégories de la presse catholique allemande s'établissent ainsi : presse diocésaine : 2 millions d'exemplaires ; presse missionnaire : 1,5 million (dont « *Mission Aktuell* » représentée à lui seul 1 200 000) ; presse d'organisation : 5 millions ; presse dominicale : 2 millions. Au total, 10,5 millions d'exemplaires. Le tirage baisse, mais la qualité de la presse catholique s'est améliorée par la coopération, la concentration et l'utilisation des techniques modernes. (« *Informations* », Union catholique internationale de la presse, n° 1, 1975.)

ARGENTINE

Augmentation du nombre des séminaristes dans deux diocèses

Deux diocèses argentins ont vu s'accroître ces dernières années et particulièrement depuis deux ans le nombre des entrées dans leurs séminaires. Il s'agit de l'archidiocèse de Buenos Aires et du diocèse de San Isidro. En ce qui concerne le premier, il y eut 12 entrées au séminaire en 1970, 5 en 1971, 7 en 1972, 14 en 1973 et 1974 et 22 en 1975. Buenos Aires a donc cette année 69 séminaristes, répartis en sept années de formation (une année préparatoire et six d'études philosophiques et théologiques). Quant au diocèse voisin de San Isidro, il avait 5 séminaristes en 1970, 8 en 1971, 5 en 1972, 5 encore en 1972, 16 en 1973 et 29 cette année avec une entrée de 9. Les séminaristes de San Isidro font leurs études dans la même maison (collège épiscopal Saint-Augustin) où l'on a inauguré cette année le cours de théologie. Sans prétendre donner une statistique complète pour laquelle manqueraient certaines données, on peut cependant noter que la diminution alarmante des vocations, enregistrée ces dernières années, a reflué dans les deux diocèses en question. Il est intéressant d'ajouter, comme information complémentaire, que le nombre des étudiants de la Faculté de théologie de l'Université catholique argen-

tine (José Cubas 3543) qui comprend de nombreux séminaristes de différents diocèses, tant religieux, religieuses que laïcs des deux sexes, est de 182 cette année. (« *Criterio* », 10 avril.)

BRESIL

Création de la Confédération augustinienne brésilienne

La célébration du 75^e anniversaire des Augustiniens au Brésil a vu la création de la Confédération nationale de ces religieux. Elle s'est fixé pour objectif de favoriser de meilleurs rapports entre toutes les institutions augustiniennes travaillant au Brésil et de susciter de nouvelles expériences d'ordre pastoral et éducatif pour une meilleure adaptation au monde actuel, tout en maintenant la vocation spécifique augustiniennne qui est de réaliser la fraternité universelle à travers l'amitié. La Confédération augustiniennne brésilienne répond ainsi à l'attente de Vatican II qui conseille « le regroupement des familles religieuses se réclamant du même esprit ». Douze familles augustiniennes font partie de la Confédération. (« *Prensa asociada* », 12 avril.)

CANADA

Le cardinal Léger renonce à sa paroisse

Le cardinal Paul-Emile LEGER, ancien archevêque de Montréal, qui après s'être dévoué pendant quelques années en Afrique et y avoir créé des œuvres de bienfaisance était devenu, en décembre dernier, simple curé à Montréal (« *DC* » n° 1669, p. 136), a quitté sa paroisse afin de se consacrer exclusivement à ses missions au Dahomey et au Cameroun. Le cardinal, âgé de 71 ans, est le frère du gouverneur général au Canada, M. Jules Léger. Selon ses collaborateurs, il aurait décidé de renoncer à sa paroisse en raison de la fatigue que lui occasionnait ce ministère. En plus de ces fonctions, le prélat s'était largement dépensé ces dernières semaines pour assurer le succès d'une campagne de charité publique destinée à ses œuvres d'Afrique. Il doit d'ailleurs entreprendre le 7 avril prochain une tournée au Dahomey et au Cameroun. (« *Kipa* », 28 mars.)

CHILI

Assemblée plénière de l'épiscopat

L'Assemblée plénière de l'épiscopat chilien s'est tenue à Punta de

Tralca, sur la côte du Pacifique, à une centaine de kilomètres de Santiago. Les 27 évêques qui en sont membres ont examiné, selon des informations de source ecclésiastique, le problème des relations de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que celui de la mission de l'Eglise au Chili dans les circonstances actuelles. Parmi les autres thèmes de discussion aurait figuré également celui des vocations sacerdotales et de l'éducation. (« *Kipa* », 9 avril.)

ESPAGNE

Acquittement pour un délit de presse

Le tribunal de l'ordre public a acquitté le Dr Federico Villagran, directeur de « *El Correo de Andalucía* » (le « *Courrier d'Andalousie* »), de Séville, qui avait publié à la fin de février 1974 un extrait de l'homélie de Mgr Anoveros (évêque de Bilbao) intitulée : « Le christianisme message de salut pour les peuples ». (Cf. « *DC* », 1974, n° 1651, p. 330.) La sentence estime que la publication « n'a transgressé en aucune façon les limites imposées par la loi au droit de l'information et de la diffusion ; ne met pas en péril la sécurité de l'Etat et ne constitue pas un manquement à la vérité ou au respect dû à ses organismes et à ses institutions » (« *Vida nueva* », 5 avril.)

ETATS-UNIS

Les évêques catholiques américains et le Vietnam

Mgr Joseph BERNARDIN, président de la Conférence nationale des évêques catholiques américains, a appelé ses concitoyens à faire tous leurs efforts pour procurer une aide humanitaire urgente au peuple vietnamien. Il a déclaré à ce propos : « Dans les circonstances actuelles, on a laissé entendre que les Etats-Unis se lavaient purement et simplement les mains en ce qui concerne le Vietnam et le peuple vietnamien. On pourrait le prétendre, parce que tant de choses que nous avons faites dans le passé ont fait plus de mal que de bien. Le mieux que nous ayons à faire aujourd'hui est d'éviter tout autre engagement à l'avenir. Mais je serais d'accord pour dire qu'à l'avenir, notre mode d'engagement au Vietnam doit être différent, mettant davantage l'accent que dans le passé sur l'assistance humanitaire et l'action multilatérale. Je voudrais également insister sur le fait

que, si nous voulons faire preuve de responsabilité, nous ne pouvons tourner le dos, en tant que nation, à une situation que nous avons contribué à créer. (« *Origins* », NC documentary service, 10 avril.)

ITALIE

Des protestants à Rome pour l'Année sainte

Des protestants viennent à Rome pour l'Année sainte. Un pèlerinage réformé, dirigé par Howard Blake, frère d'Eugène Carson Blake, ancien secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, est arrivé des Etats-Unis. Composé de pasteurs et de laïcs, il répond à l'appel du Pape en faveur de la réconciliation. Le 22 avril, ce sera au tour d'un pèlerinage des doyens anglicans des Etats-Unis et du Canada. (« *Kipa* », 7 avril.)

MADAGASCAR

Le journal « Lumière » victime de la censure de la presse

L'hebdomadaire catholique *Lumière*, paraissant à Fianarantsoa, a suspendu provisoirement ses activités. Cette décision a été prise par la direction du journal, après les diverses mesures publiées par le Directoire militaire malgache concernant la censure de la presse. Figurant parmi les journaux censurés, *Lumière*, selon l'éditorial de son dernier numéro paru (2 mars, n° 2020), n'a pu obtenir deux semaines de suite l'autorisation d'être diffusé. En outre, les autorités malgaches ont interdit aux journaux de faire le moindre commentaire sur les événements actuels du pays. A cause surtout de cet interdit, *Lumière* est contraint d'interrompre sa parution. A ce propos, le même éditorial explique : « Notre but, en tant qu'hebdomadaire catholique, est de présenter des commentaires sur les événements, des analyses de la situation, des réflexions sur les problèmes nationaux à la lumière de notre foi chrétienne. [...] Il est clair que dans les circonstances actuelles, il ne nous est plus possible d'assurer ce que nous considérons comme notre principale raison d'être. » Le périodique, fondé il y a quarante ans, n'en est pas à sa première suspension, ayant connu une première interruption de six semaines en 1942. *Lumière* est actuellement dirigé par les Pères Jésuites malgaches. (« *Kipa* », 5 avril.)

RHODESIE

Interdiction définitive de « Moto »

L'hebdomadaire catholique de Rhodésie, *Moto*, d'abord suspendu temporairement le 29 septembre 1974, devait être définitivement interdit le 15 novembre, suite au vote par le Parlement d'une motion introduite par le ministre de la Justice. Suite à cette suspension, le P. A. Planger, éditeur, responsable de *Moto*, annonçait la publication de *Mambo-Magazine*, en remplacement de l'hebdomadaire suspendu. Malheureusement, la suspension de cette nouvelle revue devait être décidée à son tour par le gouvernement rhodésien, par une note du 18 novembre. Notons que, dans le pays, on n'est pas resté indifférent à la mesure frappant le journal. Les évêques rhodésiens ont manifesté leur intention d'interjeter appel de la décision du ministre de la Justice. De son côté, la Commission catholique « Justice et Paix » a publié au début de novembre un mémoire au sujet de cette suspension. La Commission y indique que tous les éditoriaux parus dans le journal les deux derniers mois étaient consacrés à l'amélioration des relations raciales et de la justice en Rhodésie. Au cours d'une réunion publique tenue à Umtali, fin novembre, le D^r Gordon Chavunduka, secrétaire général du parti africain « African National Council », a sévèrement accusé la presse rhodésienne. Il a déploré le fait que la radio, la télévision et la presse écrite ne présentent qu'une image sombre de la vie en Afrique noire, et cela pour justifier la poursuite de la domination blanche en Rhodésie. Les organes d'information rhodésiens ne parlent que des pays africains où il y a des émeutes, du chaos et des coups d'Etat militaires. Le D^r Chavunduka devait ajouter : « Nous n'entendons ni ne lisons rien concernant le progrès accompli dans ces pays dans les domaines sanitaire, industriel et du développement rural. Les Africains de Rhodésie n'accepteront qu'une Constitution assurant la suppression de toutes les formes de discrimination raciale et garantissant l'égalité de toutes les races. » (« *Informations* », Union catholique internationale de la presse, n° 1, 1975.)

SUISSE

Le prix Augustin Bea décerné au pasteur W. A. Visser't Hooft

Le prix Augustin Bea pour l'année 1974-1975 a été attribué par

la Commission internationale de la Fondation Humanum au pasteur Willem A. VISSER'T HOOFT, ancien secrétaire général et président d'honneur du Conseil œcuménique des Eglises. Le prix lui a été remis le 29 mai, au Centre œcuménique à Genève, par le président de la Confédération helvétique Pierre Graber. Créé en 1969, à l'occasion du premier anniversaire de la mort du cardinal Bea connu dans le monde entier pour son œuvre œcuménique, le prix est décerné « pour des mérites éminents en faveur de la paix, du progrès humain et de la réalisation d'une plus grande justice sociale ». En attribuant le prix au pasteur Visser't Hooft, la Commission veut rendre hommage à un homme qui a consacré toute sa vie au service de l'idée œcuménique et souligner l'importance qui revient à la collaboration du lauréat avec le cardinal Bea en vue d'un rapprochement du Conseil œcuménique et de l'Eglise catholique romaine. (« *Soepi* », 10 avril.)

TAIWAN

Mort du maréchal Tchang Kai-chek

Le maréchal TCHANG KAI-CHEK est mort le 5 avril, à l'âge de 88 ans. Avec lui disparaît le dernier des grands chefs militaires de la Deuxième Guerre mondiale. Né le 31 octobre 1887 dans une famille paysanne, il choisit la carrière militaire, se joignit au mouvement révolutionnaire de Sun Yat-sen en 1911, devint membre du gouvernement du Kuomintang installé à Canton et qui collabore étroitement avec les communistes. Il va à Moscou en 1923 pour poursuivre ses études et, un an plus tard, fonde l'Académie militaire de Whampoa, près de Canton. A la mort de Sun Yat-sen, en 1925, il devient le numéro 1 du gouvernement et s'entoure d'abord de communistes, faisant de Chou En-lai son chef d'état-major. Entre 1926 et 1928, il étend son autorité sur toute la Chine, mais en 1927, rompant avec les communistes, il se trouve en lutte contre les autres dirigeants du Kuomintang. En 1928, il s'installe à Pékin et épouse, en secondes noces, une belle-sœur de Sun Yat-sen. Après une première invasion de la Chine par le Japon, qui voit l'annexion de la Mandchourie (1931) et la formation après rupture avec Tchang Kai-chek d'un gouvernement de Soviets (Conseils) par Mao Tséoung et Chou En-lai dans les montagnes du

Kiangsi, leur « longue marche », la guerre reprend contre le Japon en 1937, jusqu'à la capitulation nipponne en 1945. Tchang se trouve dans le camp des vainqueurs. Il est cosignataire de la charte des Nations Unies, et la Chine reçoit un siège permanent au Conseil de sécurité, qui reviendra en 1971 à la Chine communiste quand le régime de Tchang en sera exclu. Le maréchal est réélu en 1948 président de la République mais, un an plus tard, la défaite militaire contre Mao est consommée, et il s'installe à Formose (Taiwan) sous la protection de la flotte américaine croisant en permanence dans le détroit. Réélu président de la République de Chine (nationaliste) en 1954, 1960, 1966 et 1972, il voit, avant de mourir, la plupart des représentants des gouvernements étrangers quitter l'île pour reconnaître la Chine continentale comme la seule Chine. Il laisse une économie en pleine expansion. Dans son testament, rédigé le 29 mars dernier, le maréchal indique qu'il aura eu pour souhaits durant toute sa vie de mettre en pratique « les trois principes du peuple » (la doctrine du Kuomintang), de récupérer la Chine continentale, de faire revivre la culture chinoise et d'assurer un soutien à la démocratie. (Albert PAUL-GRÉGOIRE, dans « *la Croix* », 8 avril.)

TCHAD

Les chrétiens représentent une minorité

Alors que les musulmans représentent 52 % de la population du Tchad, et les animistes 43 %, les chrétiens ne sont que 5 % de cette population totale. Dans ces 5 % catholiques et protestants représentent respectivement les 2/5 et les 3/5. En 1972, les catholiques comptaient au Tchad 160 000 baptisés et 5 prêtres autochtones (sur un total de 135 prêtres en service dans les 73 paroisses du pays).

Les protestants, qui se regroupent dans une « Entente » (l'Entente évangélique du Tchad), comprennent essentiellement : l'Eglise évangélique du Tchad ; l'Eglise baptiste ; l'Eglise fraternelle luthérienne ; l'Eglise évangélique des Frères ; les Assemblées chrétiennes. C'est l'Eglise évangélique du Tchad qui est, du point de vue effectif, la formation protestante la plus importante avec ses 40 000 membres. (« *BIP* », 10 avril.)

YUGOSLAVIE

Refroidissement des rapports entre le régime et les Eglises

Par le canal de la presse, plusieurs avertissements ont été adressés aux évêques croates — et même au patriarche serbe-orthodoxe — de se cantonner strictement dans les domaines qui leur ont été réservés. Le quotidien *Vus*, de Zagreb, a demandé au Saint-Siège de rappeler Mgr Josip Pavlisic, archevêque de Rijeka. Fin janvier, un numéro de la revue slovène *Druzina* a été interdit. Enfin, le quotidien de Zagreb *Večernji List* (journal du soir) a réclamé l'établissement d'une société autogérée et sans Dieu. *Vus* accusait Mgr Josip Pavlisic d'avoir pris des positions hostiles au régime yougoslave, lors d'un récent voyage en Argentine. Citant la presse argentine, il écrit que l'archevêque de Rijeka a fait des déclarations favorables à la cause oustachi (séparatistes croates) alors qu'il se trouvait dans ce pays. Tout en rappelant le bon état actuel des relations entre la Yougoslavie et le Saint-Siège, *Vus* se demande si « les excès politiques de Pavlisic n'inciteront pas le Saint-Siège à réfléchir sur la justesse du choix qu'il a fait » en nommant ce dernier archevêque de Rijeka. (« *Kipa* », 3 avril.)

La campagne contre le « cléricanisme »

Mgr Jose Pogacnik, archevêque de Ljubljana (Slovénie), s'est élevé avec véhémence contre la campagne engagée par certains journaux yougoslaves contre de prétendues manifestations de « cléricanisme ». L'archevêque a formulé ses critiques à l'occasion d'une réception offerte par la Commission d'Etat pour les Affaires religieuses aux représentants des diverses communautés professionnelles. Mgr Pogacnik a précisé que les organes de presse en question s'attaquent à un prétendu « cléricanisme », sans savoir ce que signifie le terme de « cléricanisme ». C'est pourquoi ils s'en prennent généralement à des activités exclusivement religieuses de l'Eglise. Aussi l'Eglise a-t-elle le devoir de se défendre. Conformément à leurs obligations de conscience, les prêtres catholiques sont des citoyens loyaux et fidèles qui aiment leur patrie. Le clergé s'est toujours efforcé d'entretenir de bonnes relations avec les autorités civiles légitimes. Et c'est cet esprit qui anime les contacts avec les Commissions pour les affaires reli-

gieuses nouvellement créées, a conclu l'archevêque. (« *Kipa* », 5 avril.)

Attaques contre la presse catholique

Un récent numéro de la revue catholique *Druzina*, paraissant à Ljubljana, a été interdit à la diffusion par le Parquet de la capitale slovène pour « propagation de nouvelles alarmistes et tendances susceptibles de troubler l'opinion ». La revue, indique l'Agence *Tanjoug*, qualifiait de « chasse aux sorcières » l'attitude du parti à l'égard des fidèles. Dans les premiers jours du récent Synode des évêques, une note du Vatican avait annoncé l'arrestation de deux prêtres, le P. Drago Klemencic, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Druzina*, à Ljubljana, et le P. Erak Bole, responsable de la revue mensuelle pour la jeunesse *Ognjisce* à Koper. L'Agence officielle yougoslave devait démentir ces arrestations, déclarant simplement que l'enquête se poursuivait sur les « irrégularités de gestion et les infractions administratives » reprochées aux deux prêtres. En juillet-août 1974, des contrôles quotidiens ont été effectués au siège de *Druzina* ; les cinq évêques slovènes ont adressé aux autorités de Belgrade un memorandum de protestation contre ces perquisitions ; il s'en est suivi une véritable campagne anti-religieuse dans la presse communiste slovène, accusant la presse catholique de fascisme, de nationalisme... Ajoutons à cela la création d'un impôt sur la presse confessionnelle, jugée « non socialement utile » ; la revue *Knjizice* a été frappée d'un impôt de 17 millions de dinars ; des impôts semblables vont frapper toute publication religieuse. (« *Informations* », Union catholique internationale de la presse, n° 1, 1975.)

ZAIRE

Le diaconat permanent en Afrique

Selon les informations que l'on a pu rassembler, il y aurait actuellement 31 diacres permanents en Afrique. Alors qu'en Europe et en Amérique, le renouveau du diaconat permanent, préconisé par le document conciliaire *Lumen gentium* (n. 29) connaît une certaine promotion, en Afrique, l'Eglise semble être plutôt hésitante quant à l'institution de ce service. Nombre d'évêques africains avaient exprimé des objections concernant la fonction du diaconat qui, tout en se trouvant au degré inférieur de la hiérarchie,

pouvait être considéré dans leurs territoires ecclésiastiques comme un sacerdoce de deuxième rang, sinon un pas vers l'ordination d'hommes mariés ou une voie ouverte vers la suppression du célibat sacerdotal. Mais déjà, dans *Lumen gentium*, le Concile Vatican II prévient ces objections en affirmant qu'aux diacres on impose les mains « non pour le sacerdoce, mais pour les services ».

En Afrique, dans seulement neuf pays, on a ordonné des diacres : en Algérie, 4 ; en Côte-d'Ivoire, 1 ; au Cameroun, 11 ; au Congo, 1 ; au Mozambique, 4 ; en Afrique du Sud, 6 ; en Tanzanie, 1 ; en Ouganda, 2 ; en Zambie, 1. L'évêque de Douala, au Cameroun, qui a ordonné 11 diacres pour le service dans son diocèse, a décidé d'étendre l'expérience du diaconat permanent. Actuellement, son but est de placer un diacre dans chaque paroisse. Il y a, parmi les 11 en fonction, des chefs catéchistes, des directeurs d'école, un constructeur et un infirmier diplômé. Les prêtres paroissiaux sont satisfaits des services rendus par les diacres qui ont trouvé leur place dans la communauté locale. Il semble qu'ils ont pu vaincre la difficulté de joindre à une fonction rémunératrice pour soutenir leur foyer un service parmi le peuple de Dieu. (« *SNOP* », 9 avril.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Miguel Angel ALEMAN (évêque titulaire de Puppi) évêque de *Rio Gallegos*, Argentine. (« *OR* », 6 avril.) — Le P. Argimiro Daniel MOURE évêque de *Comodoro Rivadavia*, Argentine. (« *Ibid.* ») — L'abbé Miguel Esteban HESAYNE évêque de *Viedma*, Argentine. (« *Ibid.* ») — Mgr Mario Pichi (évêque titulaire d'Orea) auxiliaire de l'archevêque de La Plata, Argentine. (« *Ibid.* ») — Mgr Francis Joseph GOSSMAN (évêque titulaire d'Agunto et auxiliaire de l'archevêque de Baltimore) évêque de *Raleigh*, U.S.A. (« *OR* », 9 avril.) — Mgr James DE NIERGESES évêque de *Nashville*, U.S.A. (« *Ibid.* ») — Le P. Claudio HUMMES évêque titulaire de *Carcabia* et coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Santo André, Brésil. (« *Ibid.* ») — Mgr Norbert F. GAUGHAN évêque

titulaire de *Taraqua* et auxiliaire de l'évêque de *Greensburg*, U.S.A. (« *Ibid.* ») — Le Rev. Fernando CAPALLA évêque titulaire de *Grumento Nova* et auxiliaire de l'archevêque de *Davao*, Philippines. (« *Ibid.* ») — Le P. Adalberto DA SILVA évêque de *Viana*, Brésil. (« *OR* », 10 avril.) — Le P. Alano Maria PENA évêque titulaire de *Vardimissa* et auxiliaire de l'archevêque de *Belem do Para*, Brésil. (« *Ibid.* ») — L'abbé Joseph CHMAR SALAS évêque titulaire de *Sigo* et coadjuteur avec droit de succession de Mgr Yves-Georges-René RAMOUSSE, vicaire apostolique de *Phnom Penh*, République khmère. (« *Ibid.* ») — L'abbé Pedro ARANDA DIAZ MUNOZ évêque de *Tulancingo*, Mexique. (« *OR* », 12 avril.) — L'abbé John Baptist CHENG CHUNG-WU évêque de *Hong Kong*. (« *Ibid.* ».)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Joseph A. Durick, évêque de *Nashville* (U.S.A.), sur son désir exprès, pour raison de santé. (« *OR* », 9 avril.) — De Mgr John MacCarthy, archevêque de Kaduna (Nigeria), sur son désir, pour raison de santé. (« *OR* », 11 avril.)

DECES

— Du cardinal Lorenz JAEGER, ancien archevêque de *Paderborn* (Allemagne fédérale), le 1^{er} avril. (« *OR* », 1^{er}-2 avril.) Biogr. DC 1965, col. 502.

SAINT-SIÈGE

Message au Pape du Patriarche Demetrios I^{er} sur la célébration commune de Pâques par les chrétiens

A l'occasion des fêtes de Pâques le Patriarche oecuménique de l'Eglise grecque-orthodoxe DEMETRIOS I^{er} a fait parvenir au Pape Paul VI, en date du 27 mars dernier, un télégramme dans lequel il souhaite « que tous les chrétiens puissent célébrer ensemble la Résurrection le même jour ». Il écrit à ce sujet : « Bien que cette année nous ne célébrions pas ensemble la fête de Pâques, une est la Résurrection et Jésus-Christ ressuscité est l'unique Seigneur de tous. En espérant et en souhaitant que tous les chrétiens ensemble, nous puissions concélébrer la Ré-

surrection le même jour, nous nous adressons spirituellement à Votre Sainteté et, dans votre personne vénérée, à la très sainte Eglise catholique-romaine répandue dans le monde. » (« *OR* », 7-8 avril.)

— Le Saint-Père a nommé le cardinal Sergio PIGNEDOLI, président du Secrétariat pour les non-chrétiens, son envoyé spécial aux cérémonies qui auront lieu à Namugongo, Ouganda, le 3 juin prochain pour la consécration du sanctuaire des martyrs de l'Ouganda. (« *OR* », 9 avril.)

Fidélité et amour mutuel : programme des époux chrétiens

Pendant la célébration de la messe du Jubilé à Saint-Pierre, le 13 avril, pour treize couples dont il a béni l'union, le Pape s'est adressé à eux devant 20 000 fidèles présents, et leur a dit entre autres : « Le Christ est tout près de vous pour vous faire comprendre votre dignité de collaborateur de Dieu Créateur, dans la transmission du don inestimable de la vie, et de Dieu Providence, en tant que vous êtes sa représentation vivante devant vos enfants, dans les marques de tendresse, les soucis, la sollicitude que vous saurez leur prodiguer, avec cette ferveur d'héroïsme que connaissent bien les cœurs des pères et des mères. » (« *OR* », 14-15 avril.)

Les citoyens du Vatican

Sur les 356 citoyens de l'Etat de la Cité du Vatican, il y avait, en 1974, 33 cardinaux, 165 représentants du Saint-Siège à l'étranger et 63 gardes suisses pontificaux. Le nombre des ayants droit à la citoyenneté du Vatican a été progressivement — mais considérablement — réduit depuis une vingtaine d'années. (« *Kipa* », 11 avril.)

Pouvoirs du diacre relativement aux sacramentaux et aux bénédictions

La Commission pontificale pour l'interprétation des décrets du II^e Concile du Vatican a été interrogée au sujet du pouvoir des diacres relativement à certains sacramentaux comme la bénédiction et l'imposition des cendres, et à certaines bénédictions comme celles des objets de piété, chapellets, images, etc. Le doute provient du fait que, dans les livres liturgiques, on prévoit que le diacre peut administrer le baptême, assister au mariage, célébrer les funérailles, distribuer la communion, porter le viatique, en accomlis-

sant aussi les bénédictions prévues dans ces rites. S'il peut faire cela, peut-il aussi donner d'autres bénédictions qui ne sont pas expressément prévues par les livres liturgiques ?

La réponse a été *négative*. En fait, il appartient au diacre de remplir les fonctions liturgiques « selon ce qui lui a été assigné par l'autorité compétente », c'est-à-dire dans la mesure que l'autorité lui consent. Il peut donc accomplir toutes les bénédictions prévues par les rites dont il est le ministre. Quant aux autres bénédictions, il doit s'en tenir aux livres liturgiques parus ou à paraître. Le rituel des bénédictions, en cours de préparation, déterminera plus précisément la compétence du diacre en cette matière. (« *Notitiae* », S. congrégation pour le Culte divin, n° 102, février 1975.)

Un parrain est-il nécessaire pour la confirmation ?

Selon les préliminaires de l'*Ordo de la confirmation*, n° 5, selon la coutume, c'est-à-dire en dehors des cas extraordinaires, un parrain est nécessaire. Cependant, trois possibilités se présentent, non au même niveau, mais selon un certain ordre de préséance, de sorte que vienne en premier lieu ce qui est préférable :

Il convient que le parrain de baptême, s'il est présent, soit aussi celui de la confirmation, afin que soit plus manifestement signifié le lien entre le baptême et la confirmation et que le devoir et la charge du parrain soient exercés d'une façon plus efficace.

On n'exclut pas la faculté de choisir un parrain spécial pour la confirmation. Les parents ont la possibilité de présenter eux-mêmes leurs enfants.

Il appartient à l'Ordinaire du lieu, dans sa prudence pastorale et « compte tenu de la situation et des lieux », de juger « de la manière dont il doit agir dans son diocèse ». Dans des cas particuliers, il peut aussi admettre que quelqu'un se présente à la confirmation sans parrain. (« *Ibid.* ».)

Est-il permis de faire la procession du Saint-Sacrement dans l'enceinte de l'église ?

La réponse est *négative*. En certains lieux, la coutume existait de faire des processions de temps en temps dans l'église. L'*Ordo* « de la sainte communion et du culte du mystère eucharistique en dehors de la messe » n'en parle pas expressément. Mais lorsqu'il traite

de processions du Saint-Sacrement, il n'a en vue que celles qui se font « dans les rues » (n° 101), « d'une église à une autre » (n° 106), avec « décoration des places publiques et des rues » (n° 104). Les processions dans l'enceinte de l'église ne sont pas de vraies « processions ». On ne peut alléguer non plus le cas de la messe du soir *in Cena Domini*, après laquelle, en effet, on ne fait pas la procession, mais seulement la translation solennelle du Saint-Sacrement au reposoir.

Par contre, l'*Ordo* susdit, qui recommande fortement la procession en la solennité du Corps et du Sang du Christ, dit clairement : « Là où la procession ne peut avoir lieu, il convient qu'il y ait une célébration publique pour toute la ville ou pour ses principaux quartiers, dans l'église cathédrale ou en d'autres lieux plus opportuns. » Ce qui se fait par la célébration de la messe ou l'adoration du Saint-Sacrement, avec des lectures de la Sainte Ecriture, des chants, une homélie et du temps réservé à la méditation. (« *Notitiae* », *ibid.*)

La profession des religieuses peut-elle être reçue par l'évêque ou le prêtre qui préside à la célébration eucharistique ?

L'*Ordo de la profession religieuse*, seconde partie, n° 39, indique : « L'allocation de circonstance terminée, deux Sœurs déjà professes, suivant l'usage de leur famille religieuse, s'avancent vers le siège de l'évêque et, debout, jouent leur rôle spécifique de témoins. »

Au numéro 69, on trouve à peu près la même rubrique : « Chaque future professe s'approche de l'évêque et lit la formule de profession. »

Pour certains, cette manière de faire semble moins convenable lorsque la profession est émise pendant la messe, comme il est recommandé par l'*Ordo* même de la profession religieuse, surtout si l'évêque préside l'Eucharistie.

Les motifs allégués se déduisent de la nature hiérarchique et sacramentelle de l'Eglise (cf. Cons. *Lumen gentium*, n. 26, 45) qui se manifeste dans la célébration de la sainte liturgie et surtout de la messe (cf. *Sacrosanctum Concilium*, n. 41 ; Inst. *Eucharisticum mysterium*, n. 16).

La question a été examinée attentivement, après avoir conféré avec la S. congrégation pour les Religieux qui a répondu en ces termes : « Ce dicastère ne retient

pas comme valides et contraignants les motifs proposés pour justifier la modification du rite, précisément au moment le plus significatif où les supérieurs qualifiés reçoivent les vœux religieux du candidat, au nom de l'Eglise, et agrègent les profès dans leur Institut respectif. » (1^{er} octobre 1974, Prot. n. 5898/69.) (« *Ibid.* ».)

Dispositions du Vicariat de Rome concernant l'indulgence de l'Année sainte

Par disposition du cardinal Ugo Poletti, vicaire général de Paul VI pour le diocèse de Rome, les pèlerins de l'Année sainte pourront obtenir le don de l'indulgence, après accomplissement des conditions requises, en dehors des quatre basiliques patriarcales, dans les catacombes ci-après : 1. Catacombes de Saint-Callixte (via Appia Antica, 110) ; 2. Catacombes de Saint-Sébastien (via Appia Antica, 132) ; 3. Catacombes de Sainte-Domitille (via delle Sette Chiese, 282) ; 4. Catacombes de Saint-Pancrace (place Saint-Pancrace, 5d) ; 5. Catacombes de Sainte-Agnès (via Nomentana, 349) ; 6. Catacombes de Priscille (via Salaria, 430) ; 7. Catacombes de Saint-Laurent (Piazzale S. Lorenzo, 3). Il est évident que l'indulgence peut être gagnée aussi dans les basiliques contiguës aux catacombes susdites ou construites au-dessus d'elles. Pour les autres catacombes, les responsables devront en faire la demande pour une fois ou l'autre ou *ad tempus*. Toujours par concession du cardinal vicaire, l'indulgence du Jubilé peut être obtenue dans les églises de titre cardinalice, dans les églises nationales et celles de rite oriental « durant toute l'Année sainte » pour les pèlerins qui ont des liens avec ces églises en raison de leurs particularités spéciales. De même, l'indulgence peut être obtenue dans les églises adjacentes aux quatre basiliques patriarcales, qui ont déjà été indiquées antérieurement pour les célébrations communautaires subsidiaires. Pour obtenir le don de l'indulgence dans d'autres églises ou, à l'occasion d'autres célébrations, on devra en faire la demande chaque fois au vicariat. (« *Avvenire* », 6 mars.)

La montgolfière de Napoléon donnée par le Saint-Père à l'Aéronautique italienne

Le Saint-Père a donné à l'Aéronautique militaire italienne la montgolfière qui, lancée de Paris en décembre 1804, atterrit à Rome

après un vol de vingt-deux heures. Destinée à l'Exposition permanente de l'histoire du vol, elle a été remise par une délégation de l'Etat de la Cité du Vatican, conduite par le marquis Giulio Sachetti au général Dino Ciarlo, chef de l'état-major de l'Aéronautique. Au cours de la brève cérémonie de la remise du trophée, le marquis Sachetti a rappelé l'histoire de la montgolfière.

« Il s'agit, dit-il, d'un trophée historique, car cette montgolfière, lancée de Paris, le 16 décembre 1804, fut le premier engin à accomplir un raid aérien jusqu'aux portes de Rome.

Paris fêtait le couronnement de Napoléon I^{er} et de Joséphine de Beauharnais et, pour les fastes de cette célébration, sur la place de Grève illuminée, on avait érigé une statue équestre de Napoléon franchissant le Grand-Saint-Bernard, tandis qu'au milieu de la Seine, un bateau éclairé « a giorno » symbolisait la Ville de Paris.

Dans cette ambiance de fête, un aéronaute, le colonel Garnerin, fit s'élever sur la place de Notre-Dame

la montgolfière à bord de laquelle il avait déjà effectué un vol au-dessus de Saint-Pétersbourg. L'aérostaut, dont la nacelle était illuminée par trois mille lampions et avait la forme d'une couronne impériale, emportait une lettre destinée à celui qui le trouverait, et dans laquelle le colonel Garnerin précisait que le ballon avait été lancé dans la soirée du 16 décembre et demandait aux personnes qui l'auraient récupéré de l'en aviser afin qu'il pût se rendre sur les lieux dans la mesure du possible.

Un événement historique, donc, associé à un autre plus grandiose, un épisode qui entendait relier le couronnement solennel aux premières tentatives par lesquelles, dès 1783, les frères de Montgolfier avaient ouvert, dans l'histoire de la civilisation, une nouvelle page, celle de la conquête de l'air.

Le ballon qui s'était élevé parmi les acclamations du public s'éloigna à vive allure et disparut dans le ciel de Paris en direction du Sud. Il franchit les Alpes et, continuant sa course, il descendit dans les environs de Rome, heurtant sur la

voie Cassia, les ruines du « tombeau de Nérone ».

Sous le choc, la montgolfière perdit sa nacelle, et, ainsi allégée, reprit sa course pour finir en flôtant sur le lac de Bracciano. En vingt-deux heures environ, elle avait accompli le raid aérien Paris-Rome et, si la nacelle en forme de couronne se brisa sur la ruine romaine, la signification de ce vol de pionniers nourrit l'espoir de rechercher dans le ciel de nouveaux chemins pour rapprocher les hommes, les peuples et les continents entre eux.

Lorsque, au matin, les pêcheurs du lac virent l'immense enveloppe flotter sur l'eau, ils furent tout d'abord saisis de stupeur et de crainte. Comprenant ensuite de quoi il s'agissait, ils remirent le ballon au duc de Mondragone qui expédia le message du colonel Garnerin, à Rome, au cardinal Consalvi, tandis que Pie VII se trouvait à Paris pour le couronnement de Napoléon.

Le trophée était conservé depuis cette époque au Palais du Vatican. (« *L'Osservatore della Domenica* », 16 mars.)

— **Sommes-nous les derniers ?** L'avenir des aumôneries scolaires, par Xavier de CHALENDAR. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 144 pages. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

C'est le livre du courage, de la confiance dans l'Eglise. Il ne cache rien des difficultés de l'aumônerie scolaire ; elles sont exposées au grand jour et certains peut-être seraient tentés de désespérer devant la situation actuelle, mais il y a dans ces pages un souffle qui les anime d'une espérance envers et contre tout. L'aumônerie d'aujourd'hui ne peut ressembler à celle d'il y a vingt ans. La diminution des vocations sacerdotales a, pour le moment, fait jaillir des vocations de laïcs pleins de dévouement et de foi pour parer à cette raréfaction du clergé. Souhaitons que cet ouvrage soit partagé par de nombreux laïcs qui répondront à l'appel de l'Eglise.

— **Rendre grâce aujourd'hui.** Essais de prières eucharistiques, par D. DUFRASNE, F. DEBUYST, C. FERRIERE. Préface de Robert Gantoy. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 182 pages. Prix : 20 F. Editions du Centurion, Paris.

Les auteurs se défendent d'avoir produit un missel sauvegarde. Ils ont voulu établir un texte nourri d'inspiration biblique et de tradition chrétienne, tout en étant vraiment actuel. Il s'agit pour eux de réagir contre les « bricolages » des prières eucharistiques. Mais pourquoi changer les paroles mêmes de la consécration ? N'est-ce pas inviter les « bricoleurs » à continuer ?...

— **La Célébration dans la vie chrétienne**, par Claude DUCHESNEAU (coll. « Croire et comprendre »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 136 pages. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

La réforme liturgique ne doit pas être qu'un changement de décors, de rites, de langue. Elle doit être un changement en profondeur, sans quoi elle aurait démolie sans reconstruire. C'est là un grand danger, comme le note l'auteur. Il indique en conséquence dans quelle atmosphère doit se faire la célébration, les conditions de sa réussite, pour qu'elle aboutisse à un renouveau durable de la vie spirituelle du chrétien. C'est tout l'objet de cet ouvrage bien actuel, il faut le reconnaître.

— **Evangile, violence et paix**, par Robert BOSC (coll. « Croire et comprendre »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 136 pages. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

Ce livre vient à propos aujourd'hui où, souvent, on invoque l'autorité de l'Evangile pour justifier toutes les aberrations.

L'auteur connaît bien la question : il a pris part aux consultations pour l'élaboration des déclarations conciliaires de **Gaudium et Spes** sur la guerre et la paix. Comment veut-on que la violence produise jamais la justice dont la paix aujourd'hui comme toujours est la condition première ? Les théories dépassées de la guerre juste s'affrontent avec les théologies modernes de la libération. Mais avons-nous vraiment d'autres forces pour triompher de la violence que l'Evangile de Jésus-Christ ?

— **Marie**, par Albert ROUET. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 136 pages. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

Comment faire un livre nouveau sur la Mère de Jésus, sujet si souvent et abondamment traité depuis des siècles ? Et, à notre époque de critique où la foi se heurte à l'indifférence, n'est-ce pas risqué ? L'auteur a réussi cette gageure. La façon dont il aborde le sujet, en exposant toutes les difficultés, son exposé après la critique de tout ce qui est positif et tout ce qu'il y a de solide dans le culte de l'Eglise à l'égard de la Vierge Mère, en rend la lecture vraiment intéressante. Le sens de la vie et de l'action chrétiennes aujourd'hui s'en éclaire d'un jour nouveau.

— **Aller jusqu'à Dieu**, par le cardinal Gabriel-Marie GARRONE. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 252 pages. Prix : 25 F. Editions du Centurion, Paris.

Comme le rappelle le cardinal dès l'introduction : « Que serait une découverte de Dieu qui ne serait pas une prière, c'est-à-dire qui resterait à distance de Dieu et ne verrait pas en lui une personne qui nous interpelle ? Serait-ce Dieu ? Bien plus : que serait une découverte de Dieu qui se traduirait par autre chose qu'un élan de confiance et d'humilité, d'appel à l'abandon ? Qu'est-ce que ce Dieu qu'on aurait découvert ? » Il montre bien que la prière est un dialogue avec Dieu, que l'incarnation du Verbe facilite dans le Christ qui nous en a donné l'exemple et la formule la plus haute. Il faut lire jusqu'au bout ces pages pour savourer la **Romance** de saint Jean de la Croix, un modèle de ce dialogue confiant avec Dieu.

— **L'Inflation. Comment Pourquoi ?** par Jacques LECAILLON (coll. « Formation humaine »). — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 64 pages illustrées. Prix : 13,50 F. Editions du Centurion, Paris.

C'est le grand problème du jour exposé avec humour et avec des réponses claires.

L'Eglise dans le monde

DECLARATION DES EVEQUES ANGLAIS SUR LE RITE DE LA MESSE

La déclaration suivante a été publiée le 24 avril 1975, au nom de la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles, par le cardinal Heenan, président de la Conférence épiscopale, et Mgr Wheeler, évêque de Leeds, président de la Commission épiscopale de liturgie. A ceux qui célèbrent la messe sans tenir compte des lois liturgiques ou qui continuent à utiliser le rite de saint Pie V, elle rappelle la nécessité d'obéir aux prescriptions du Saint-Siège, en ouvrant cependant la porte à des exceptions pour ce dernier cas :

La désobéissance aux prescriptions

L'unité de l'Eglise est menacée si les règles établies par le Saint-Siège pour la célébration de la messe ne sont pas observées. Quelques-uns, malheureusement, ignorent les prescriptions concernant la liturgie et continuent à faire des expériences dans de nombreuses et différentes directions. Le Saint-Siège a déclaré que les expériences ne sont plus autorisées et que les prescriptions données dans le nouveau Missel romain doivent être fidèlement observées. Cela veut dire que les rubriques, maintenant réduites au minimum et destinées à sauvegarder le respect, doivent toujours être observées. La liturgie doit être rendue vivante dans le juste sens en faisant usage des possibilités de choix offertes par le texte définitif (en ce qui concerne par exemple les rites pénitentiels, les canons, etc.), et non en créant chacun sa propre liturgie. Certains prêtres négligent de suivre les rubriques, de porter les vêtements sacrés ou de réciter les prières autorisées. Les prêtres qui, pratiquement, inventent leur messe, font beaucoup de mal aux âmes. Les messes célébrées sans tenir compte des instructions données par l'Eglise ne vaudront aucune bénédiction à ceux qui y participent.

Le rite de saint Pie V

A l'autre extrême, il y a ceux qui rejettent toute réforme liturgique. Dans l'un et l'autre cas, ce qui est en jeu, c'est la fidélité et l'obéissance au Saint-Siège. Il est faux de dire que les catholiques ne sont pas obligés d'accepter la nouvelle liturgie. On prétend que le rite de la messe réformé par le Pape Pie V peut encore être légitimement utilisé au lieu du rite approuvé par le Pape Paul VI. Par cette déclaration, les évêques veulent préciser clairement que le Missel du Pape Paul VI a désormais remplacé tous les autres missels dans le rite romain. Il s'agit là d'une loi de l'Eglise et il faut lui obéir. Les exceptions à la loi n'ont été autorisées que

pour les prêtres âgés ou malades, lesquels peuvent en privé, célébrer selon l'ancien rite. Un indult avait été donné aux évêques d'Angleterre et du Pays de Galles pour permettre à des groupes particuliers d'utiliser, en des occasions spéciales, l'ancien rite tel qu'il avait été réformé en 1967. Cette autorisation avait été donnée à la stricte condition que tout danger de division soit évité. Pour des raisons de dévotion, un groupe peut être autorisé à avoir la messe dans ce rite. Mais pour toutes les messes paroissiales et communautaires, le nouveau rite est obligatoire, soit en latin, soit en anglais.

Les accusations d'hérésie contre le Pape

Certains ont été abusés par une propagande attaquant le Missel du Pape Paul VI et allant jusqu'à accuser le Saint-Père d'hérésie à propos des nouvelles prières eucharistiques. Les évêques déplorent de semblables calomnies et demandent que l'on obéisse au Saint-Siège. En union avec les évêques de l'Eglise universelle, la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles proclame sa fidélité au Successeur de saint Pierre et elle a confiance que cette déclaration montrera clairement aux prêtres et aux fidèles que la sainte messe doit être célébrée selon le rite du Missel romain de Paul VI.

(Texte anglais dans Cathnews, 22 avril 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.)

LES EVEQUES CANADIENS ET LES MINISTERES FEMININS

Nous lisons dans le compte rendu de l'Assemblée plénière de l'Episcopat canadien (Ottawa, 14-18 avril 1975), sous le titre « l'admission de candidates féminines à des ministères non ordonnés » :

Cette question a suscité un grand intérêt. On se rappellera que suite à une rencontre avec des représentantes de divers groupes de femmes en 1969, les évêques canadiens avaient établi un Comité d'étude et que le Comité a soumis un rapport actuellement entre les mains des Conférences régionales.

Après avoir rappelé que, dans le passé, les femmes, laïques et religieuses, ont rempli plusieurs fonctions de première importance en éducation, dans les soins hospitaliers, dans les services sociaux et dans la vie de prière de l'Eglise, Mgr Léonard CROWLEY, évêque auxiliaire de Montréal, a signalé qu'en raison de préjugés ou d'attitudes socio-culturelles, leurs rôles n'ont pas toujours été appréciés à leur juste valeur. (Près de 50 000 religieuses se sont dévouées au Canada.)

« L'évangélisation, » poursuivi Mgr Crowley, invite tous les baptisés à assumer leur responsabilité et à s'engager totalement à la cause du Christ. Selon leur vocation spécifique, les femmes ont le droit et le devoir d'exercer des fonctions de responsabilité à l'intérieur de l'Eglise non seulement dans la recherche, mais aussi dans la planification et l'élaboration des décisions afin de relever les défis actuels de l'Eglise. Leurs talents propres et leurs qualités sont nécessaires à la mission de l'Eglise dans ce monde en mutation. »

Le *Motu proprio* « *Ministeria quaedam* » du 15 août 1972 a fixé les normes relatives au diaconat et à l'institution de nouveaux ministères dans l'Eglise de rite latin (1). Le diaconat demeure un ministère ordonné et réservé aux hommes. Les anciens ordres mineurs de « lecteur » et d'« acolyte » ne sont plus des ministères ordonnés et sont connus maintenant comme des ministères institués, mais ils sont aussi réservés aux hommes. A la demande du Saint-Siège, un groupe de théologiens étudie la possibilité d'ordonner des femmes au diaconat.

Le *Motu proprio*, cité plus haut, n'exclut pas l'institution de nouveaux ministères pour les femmes. Cependant, avant d'en instituer qui soient jugés nécessaires et utiles à l'accomplissement de la mission de l'Eglise dans leur pays, les Conférences épiscopales devront recourir au Saint-Siège.

A la lumière de ces données, deux propositions ont été présentées à l'assemblée par S. Em. le cardinal George B. FLAHIFF, archevêque de Winnipeg :

« a) La Conférence catholique canadienne recommande au Saint-Siège d'étendre aux femmes l'institution de ministères non ordonnés déjà prévus dans le *Motu proprio* « *Ministeria quaedam* ».

« b) Que le département des Affaires extraordinaires de l'équipe pastorale de la CCC étudie les modalités pour la Conférence d'accorder un appui (lors de la prochaine assemblée plénière) aux recommandations soumises aux Pères du Synode de 1974 par la Commission pontificale d'étude sur le rôle de la femme dans la société et dans l'Eglise (2). »

Deux évêques se sont abstenus de voter la première proposition.

(1) DC 1972, n° 1617, p. 852 et s. (NDLR).

(2) Cf. DC 1974, n° 1665, p. 1047 (NDLR).

LA SOIF DE DIEU

Voici le texte de l'intervention du cardinal MARTY au cours de l'émission télévisée : « Dieu existe-t-il ? » (TF1, soirée du 5 février 1975) :

Dieu n'a jamais été pour moi un concept. Depuis mon enfance, il est un visage, un nom.

Vous le savez, c'est en foulant la terre de mon petit village natal que j'ai perçu la première fois sa présence.

On devine le Créateur dans sa création.

Ce sont mes parents et les chrétiens de mon pays qui m'ont enseigné Dieu. Ils ne faisaient pas de dissertation, Dieu faisait partie de notre vie quotidienne. Dans les champs comme à la prière du soir, à l'église comme au repas familial.

Mais je n'oublie pas que depuis de nombreuses années la vie a fait de moi un citoyen. Et, gens de

la ville, nous sommes dans un milieu fabriqué par nos mains d'hommes. Vous savez bien qu'il faut partir en week-end pour trouver la nature. Pourtant dans le milieu urbain, mon foi en Dieu a grandi, car Dieu est aussi dans l'intelligence des hommes. Il est entre nous, dans chacune de nos consciences.

Je sais que certains pensent le contraire. Je le dis parce que Dieu est pour moi un nom et un visage : ceux de Jésus-Christ. C'est lui qui m'a fait comprendre l'homme. Lui qui m'a fait entrer dans la famille de Dieu, lui qui m'a situé dans la longue histoire de Dieu.

Ma conviction, en effet, est que c'est par l'histoire, par le travail, et dans la conscience de chacun qu'aujourd'hui on peut le mieux découvrir Dieu.

Il est proche de nous. Il n'est pas une pièce de musée.

J'ajouterai tout de suite qu'il ne se dévoile pas comme une évidence. Il faut « travailler » Dieu, parfois suer sang et eau.

Ce problème de Dieu n'est pas réservé à quelques sentimentaux, ce n'est pas seulement une affaire de générosité. Le fidéisme est aujourd'hui une maladie de certains croyants.

Je vous confierai que je passe ma vie à réfléchir sur Dieu. Car si Dieu n'existe pas, mon existence personnelle n'a aucune signification. C'est la recherche de la vérité qui est bien la première tâche de tout homme. Elle lui donne son sens. Elle le confirme dans son identité d'homme.

Dire le vrai, c'est sans doute ce qui est le plus urgent — et le plus difficile en soi — pour aujourd'hui. Je souhaite vivement que théologiens et philosophes travaillent à une meilleure intelligence de la foi en Dieu. Pour moi cette recherche ne fut jamais une simple étude. Je travaille Dieu un peu comme je travaillais mon jardin lorsque j'étais curé pendant la guerre : pas pour le plaisir d'avoir des fleurs et du gazon, mais pour manger, pour vivre : j'ai toujours faim de Dieu.

(« Présence et Dialogue », supplément « Paris », 20 février 1975.)

A PROPOS DU DOCUMENT SUR L'AUMONERIE CATECHUMENALE

La lettre du Conseil permanent de l'épiscopat français sur l'aumônerie catéchuménale (DC 1975, n° 1675, p. 427), a été publiée dans Présence et dialogue-l'Eglise dans la région parisienne (4 mai 1975) précédée de cette introduction du cardinal Marty, qui avait signé la lettre au nom du Conseil permanent :

Le Conseil permanent de l'épiscopat a étudié le texte diffusé par le Secrétariat national de l'aumônerie de l'enseignement public sur « l'aumônerie catéchuménale ». Mgr Rozier, membre du Conseil permanent et membre de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, avait, depuis plusieurs mois, pris contact et établi le dialogue avec les secrétaires nationaux. Ce n'est qu'ensuite, à la lumière de ces échanges, que le Conseil permanent, en sa session du 15 avril 1975, a rédigé et rendu publique la lettre qu'on lira ci-dessous.

Son souci est de rendre possible et vrai l'effort catéchuménal au service de la jeunesse scolarisée ;

il était nécessaire d'exprimer certaines réserves, mais aussi la prise en compte des points d'attention. C'est respecter la recherche et les initiatives que d'y être présent et d'y jouer le rôle de sa charge « d'évêque », c'est-à-dire d'apôtre et de responsable de l'authenticité du message. C'est même un réflexe de santé du corps ecclésial tout entier.

Je souhaite que cette lettre soit lue en son entier.

Il est par ailleurs inadmissible que les « silencieux de l'Eglise » présentent le dossier de « l'aumônerie catéchuménale » comme un manifeste qu'ils utilisent pour discréditer tout l'effort catéchétique actuel.

Ce document de travail est le compte rendu d'une session d'aumôniers. Il n'était pas destiné à une large diffusion. Il est malhonnête de le présenter par une campagne de « tracts » comme le témoin qualifié du travail de milliers de prêtres.

F. M.

VOICI L'EGLISE SELON MON CŒUR

*Allocution de Mgr Helder Camara **

Aujourd'hui, nous refusons de voir l'Eglise comme une institution privilégiée et entourée de faveurs. Mais nous n'acceptons pas davantage une Eglise vilipendée, bâillonnée, comme si elle n'avait pas le droit de vivre dans une condition égale à celle d'autres institutions de nature semblable.

Nous ne voulons pas d'une Eglise intolérante et despotique, mais nous n'acceptons pas non plus une Eglise réduite à l'esclavage.

Nous ne voulons pas d'une Eglise violente et extrémiste, mais nous n'acceptons pas non plus une Eglise à laquelle on fait violence dans son droit et son devoir de prêcher l'Evangile.

Nous ne voulons pas d'une Eglise transformée en musée, comme momifiée, mais nous n'acceptons pas non plus une Eglise sans âme, sans cœur, sans enthousiasme, sans force d'affirmation.

Nous ne voulons pas d'un pluralisme ouvert à tous les vents, irresponsable et purement subjectiviste, mais nous n'acceptons pas non plus un type d'unité qui serait une simple uniformité standardisée et amorphe, où l'on ne pourrait sentir les effets du souffle de l'Esprit de Dieu.

Nous ne voulons pas d'une Eglise sans discipline et sans cohérence, mais nous n'acceptons pas non plus une Eglise sans créativité et sans spontanéité pastorale, au sein de l'unité souhaitée par le Christ.

Un temps exceptionnel pour l'Eglise

C'est pour cela que l'Eglise vit aujourd'hui un moment exceptionnel de son histoire.

Nous vivons aujourd'hui l'Eglise du Concile œcuménique de Vatican II, de la deuxième Conférence

générale de l'Episcopat latino-américain, l'Eglise des encycliques et des documents pontificaux.

L'Eglise, qui ne veut pas être seulement une institution et encore moins une institution isolée, mais un levain, un message, une présence du Christ au milieu du monde.

Nous sommes l'Eglise de *Lumen gentium* et de *Gaudium et spes*. L'Eglise qui s'est résolue à prendre sur ses épaules le poids des angoisses de l'humanité et à mettre dans son cœur les espérances du peuple qui désire marcher vers la Terre promise.

L'Eglise de *Rerum novarum*, de *Mater et Magistra*, de *Pacem in terris*, de *Populorum progressio*, d'*Octogesima adveniens*, textes qui, non seulement sont un reflet du ciel, mais préparent déjà la béatitude sur les chemins ardu de la vie terrestre.

L'Eglise qui, se plaçant au-dessus des conceptions abstraites du capitalisme et du socialisme, préfère partir de l'homme, de ses besoins, pour construire la matière première du Royaume de Dieu.

L'Eglise qui désire avec ardeur rencontrer les élites et les masses populaires dans la certitude que les unes et les autres ont été appelées à vivre le mystère de la croix.

Une Eglise pour les hommes

Les idéologies en tant que telles ne nous intéressent pas. Ce qui nous intéresse c'est le destin de l'homme. Ni l'Eglise ni l'Etat n'ont été créés par eux-mêmes et pour eux-mêmes : ils sont nés pour servir au bien-être de la collectivité humaine. On ne peut nier que le droit de tous soit plus grand que le droit d'un groupe et d'une personne. L'Eglise suit cette ligne ; elle s'efforce de construire la communauté ecclésiale, à la recherche de la communion universelle. L'homme d'aujourd'hui a faim de solidarité. Il a faim de Dieu.

Frères, on adresse des reproches à l'Eglise parce que, dit-on, elle ne fait rien pour libérer l'homme de ses maux et de sa pauvreté. On adresse des reproches à l'Eglise parce que, affirme-t-on, elle provoque le désordre, la désunion, lorsqu'elle demande justice en faveur des faibles et des humbles. Et du coup l'Eglise se trouve comme paralysée. Si elle se tait, pratiquement personne ne parle à sa place. Si elle parle, elle est mal comprise. Comme tout irait bien si tous s'asseyaient autour de la table pour le dialogue de la paix sociale !

Il nous est impossible, quant à nous, d'accepter la thèse d'une « Eglise reléguée à la sacristie », qui se préoccuperait seulement du culte, ou ferait une évangélisation uniquement tournée vers le spirituel, vers l'éternité. Comment nous cantonner dans une sacristie, alors que nous devons être présence du Christ au milieu des hommes, nos frères ? Comment s'occuper seulement du culte, alors que le premier commandement, l'amour de Dieu, exige d'être complété par le second, égal au premier, l'amour du prochain ? Comment évangéliser en demandant au peuple de souffrir avec patience en cette vie, dans l'attente de la récompense du ciel, alors que cela équivaldrait à transformer la religion en « opium du peuple », selon la formule marxiste ?

Que l'Esprit-Saint nous donne le discernement et la force qu'il a donnés à tous les martyrs et confesseurs, dans la longue marche de l'Eglise du Christ et des apôtres, jusqu'à nos jours ! Que l'Esprit divin nous donne paix intérieure, joie parfaite et imperturbable espérance dans le Christ libérateur !

(*) Texte espagnol dans *America Latina*, n° 21-22 mars-avril 1975 (Bulletin mensuel du centre de documentation latino-américaine du CEFRAL, 14, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris). Traduction, titres et sous-titres de la DG.

PRECISIONS SUR LES CIRCONSTANCES DE LA MORT DU CARDINAL DANIELOU

Le P. André COSTES, provincial de France de la Compagnie de Jésus, et M. Henri-Irénée MARROU, professeur à la Sorbonne, membre de l'Institut, président de la Société des amis du cardinal Daniélou (1), ont publié, le 22 avril, le communiqué suivant (2) :

Après la publication par M. Tournoux, dans le *Journal secret*, Plon, p. 120-131, des documents de police concernant la mort du cardinal Daniélou (3), nous estimons nécessaire d'apporter les précisions suivantes, qui permettent de compléter l'information et de la situer dans une juste perspective.

Le dimanche 19 mai, le cardinal Daniélou présidait à Tréguier le pardon de saint Yves. A la grand-messe, il prêcha vingt minutes, et encore quarante minutes aux vêpres, au cours desquelles, d'après un prêtre de Tréguier, il eut un malaise passager. Pendant la longue procession au Minihy, il tint à porter lui-même la châsse contenant les reliques de saint Yves pendant une partie du trajet, malgré une fatigue que remarqua un médecin de l'assistance. Il reprit le soir le train pour Paris et arriva chez lui vers minuit.

Le lundi 20 mai, après avoir célébré la messe à 8 heures, comme toujours, il passa la matinée

(1) Cf. DC 1975, n° 1674, p. 398.

(2) Texte original. Titre de la DC.

Le *Courrier hebdomadaire de Pierre Debray* avait, de son côté, publié les résultats d'une enquête sur les circonstances de la mort du cardinal Daniélou. Nous en avons rendu compte dans notre numéro du 20 avril 1975 (n° 1674), p. 386.

(3) Voici le rapport du brigadier qui a découvert le corps du cardinal :

Le brigadier Baudet Gilbert, matricule 1207, à M. le Commissaire divisionnaire de voie publique.

Objet : personne prise de malaise dans un appartement particulier (cardinal Daniélou). Mesures spéciales prises.

A 15 h 48, sur appel P. M., je me suis rendu 56, rue Dulong, à Paris, XVII^e arrondissement, 4^e étage, porte gauche, pour le motif cité en objet.

Sur place, je me suis trouvé en présence de Mme Santoni Gilberte, née Weber, le 30 janvier 1950, à Cannes (06), sans profession, demeurant à l'adresse précitée qui déclare : « S. Em. le cardinal Daniélou Jean-Guynolé-Louis-Marie, né le 14 mai 1905, à Neuilly-sur-Seine (92), demeurant 15, rue Monsieur, à Paris, VII^e, vient d'être pris de malaise dans mon appartement. »

Effectivement, nous avons remarqué dans la salle à manger le corps du cardinal, qui se trouvait affaissé sur le divan, sans connaissance. Nous avons dégraffé ses vêtements et allongé le corps pour pratiquer la respiration artificielle par le bouche-à-bouche et le massage cardiaque externe.

J'ai donné ordre à Mme Santoni de faire appel téléphoniquement aux sapeurs-pompiers, qui sont arrivés en même temps que le service SANU, à 16 h 7.

Les médecins SANU et sapeurs-pompiers ont continué la réanimation. Ils ont quitté les lieux à 16 h 45.

Des mesures spéciales ont été prises pour établir le décès.

T. X. 17 et le commissaire P. J., avisés par le bureau, se sont rendus sur place et ont pris toutes mesures nécessaires.

Archevêché avisé par les soins du commissaire de police.

(Ouvrage cité, p. 123 — NDLR.)

dans son bureau à travailler et à recevoir des visites. Il déjeuna dans un restaurant de la place du 25-Août avec le professeur Osborne, de Queen's College, Melbourne. Il le reconduisit ensuite chez un professeur de la Sorbonne, près du métro Duroc. Après être passé vers 14 h 30 aux Etudes, 15, rue Monsieur, où il prit son courrier, il rentra chez lui, 39, rue Notre-Dame-des-Champs, à 15 heures exactement. Il en ressortit à 15 h 15 en annonçant qu'il serait rentré à 17 heures.

Police-Secours fut alerté à 15 h 48 par un appel de Mme Santoni, demeurant au quatrième étage du 56, rue Dulong, au nord du boulevard des Batignolles. Le cardinal Daniélou, arrivé chez elle vers 15 h 35 - 15 h 40, venait d'être pris de malaise. Les gardiens de la paix arrivèrent en quelques minutes. Ils le trouvèrent encore en vie mais inconscient, le teint violet. Ils dégraffèrent ses vêtements pour tenter la réanimation, relayés par les pompiers et le Service d'assistance médicale d'urgence qui arrivèrent à 16 h 7. En vain. On cessa les efforts de réanimation à 16 h 45. Alerté par le communiqué de la radio qui annonça cette mort à 17 heures (on notera que la mention « mort dans la rue » qui figura dans certaines informations n'émane pas des autorités ecclésiastiques), le Provincial de France de la Compagnie de Jésus se rendit sur les lieux avec le Provincial de Paris, rejoint bientôt par le nonce apostolique. Il assista au départ du corps que l'on ramena aux Etudes à 18 h 10. Là, des religieuses voisines, immédiatement appelées, ne purent faire de toilette funèbre : le cadavre était déjà rigide.

Ces faits appellent les remarques ou compléments suivants :

Entre le moment où le cardinal Daniélou est parti de la rue Notre-Dame-des-Champs et celui où Mme Santoni a appelé Police-Secours, il s'est écoulé trente-trois minutes. Il est évident qu'en ce bref délai, il n'a eu que le temps de faire ce trajet assez long, en plein cœur de Paris, à une heure de grand encombrement, et de s'écrouler en arrivant. L'hypothèse selon laquelle le corps aurait pu être rhabillé avant l'arrivée de la police est démentie par cet horaire, et pareillement toute interprétation malveillante de cette mort.

Mme Santoni, « hôtesse » dans un bar-hôtel de la rue de Douai, n'exerçait pas son métier à son domicile. Son mari, qui devait être condamné le 20 juillet pour proxénétisme par la 12^e Chambre correctionnelle de Paris, avait été arrêté le 17 mai, trois jours avant la mort du cardinal Daniélou. La visite de ce dernier, se rendant dès son retour de Tréguier, avec 3 000 F sur lui, chez Mme Santoni qu'il connaissait depuis un certain temps et qu'il s'efforçait, d'après les dires de celle-ci, d'arracher à son genre de vie, était-elle en relation avec cette arrestation ? Allait-il la secourir ? C'est une hypothèse plausible. En tout cas, il est établi qu'il s'est occupé à l'occasion de prostituées et de femmes en situation difficile. Le témoignage qu'a rendu telle d'entre elles, qu'il a aidée, éclaire le sens de pareilles démarches. Plus largement, les recherches que nous avons faites permettent d'affirmer que les insinuations, voire l'imputation de double vie, lancées à propos de ces relations apostoliques, ne reposent sur aucun fondement.

Nous voulons ajouter ceci. Le cardinal Daniélou était intensément sensible à la réalité du combat spirituel. Il s'y était engagé tout entier, en pleine lucidité. Il savait que la condition fondamentale en

était le refus de toute compromission avec le mal. Ses œuvres et le témoignage de ceux qui l'ont le mieux connu prouvent qu'il était conscient du prix dont il fallait être prêt à payer cette vocation : jusqu'à la perte de sa réputation (4). Tel est pour nous le sens de cette mort calomniée.

Signé : R. P. A. COSTES, Provincial de France de la Compagnie de Jésus ; professeur H.-I. MARROU, membre de l'Institut, président de la Société des Amis du cardinal Daniélou.

(4) C. DC 1974, n° 1659, p. 745 (NDLR).

COMMUNIQUE DU CARDINAL POLETTI SUR DON FRANZONI

Le jour de Pâques, Don Giovanni Franzoni, ancien Abbé de Saint-Paul-hors-les-Murs, a célébré, à Rome, la messe pour la communauté qui se réunit autour de lui, malgré la suspense a divinis qui avait été prononcée contre lui l'an dernier (1). Le cardinal Poletti, vicaire de Rome, a publié à ce sujet le communiqué suivant (2) :

La décision de Don Giovanni Franzoni, ancien Abbé de Saint-Paul et ancien religieux bénédictin, de reprendre publiquement la célébration de la messe le jour de Pâques — décision soigneusement préparée, avec une annonce faite aux journaux, puis une large publicité au moyen d'un communiqué de presse — a profondément troublé les fidèles et l'opinion publique qui se demandent : « La suspense a divinis est-elle toujours en vigueur ? Ce comportement est-il licite ? »

Malgré le vif déplaisir qu'il en éprouve, le cardinal vicaire estime qu'il est de son devoir personnel d'apporter au clergé et aux fidèles du diocèse de Rome les clarifications nécessaires sur ce cas douloureux :

1. La suspense a divinis prononcée contre Don Franzoni par ses légitimes supérieurs monastiques a été ensuite confirmée par le Saint-Siège le 19 juillet 1974 dans l'acte qui le délie de ses vœux religieux.

2. La suspense est donc toujours en vigueur parce que Don Franzoni n'a rien fait pour en supprimer les causes, malgré les tentatives, les rencontres et les dialogues nombreux et répétés qu'ont eus avec lui, dans un esprit de compréhension sacerdotale et de sincère bonne volonté, le cardinal vicaire, les représentants qualifiés des dicastères du Saint-Siège et ses supérieurs religieux.

Pendant les six mois que le Saint-Père a bien voulu lui accorder pour résoudre dans un sens favorable le problème posé par ses positions doctrinales et disciplinaires, il a continué à accroître la confusion et la gravité de la situation.

3. Les raisons de la suspense sont exclusivement de caractère religieux et tiennent au comportement de Don Franzoni au sein de l'ordre monastique auquel il appartenait, ainsi qu'aux affirmations erronées et dangereuses de son enseignement, particulièrement en ce qui concerne la nature et la structure hiérarchique de l'Eglise, la valeur et l'usage des sacrements. A cela s'ajoutent des motifs disciplinaires en raison de sa prétention inadmissible à parler et à agir à l'encontre des lois de l'Eglise ainsi que des dispositions prises par les légitimes pasteurs de l'Eglise, tout en voulant demeurer au sein de l'Eglise et en y jouissant d'une pleine et arbitraire liberté de mouvement.

4. Les motifs allégués dans le communiqué de presse diffusé par les amis de Don Franzoni le 30 mars 1975, en s'appuyant sur les canons 2261 § 2, et 2284, valent pour les cas de nécessité ou d'urgence, en vue d'assurer le bien spirituel des fidèles, « spécialement s'il n'y a pas d'autres prêtres ». On ne peut donc y voir que des prétextes pour justifier une prise de position précise et délibérée contre la censure prononcée par l'Eglise.

Les actes de ministère accomplis par Don Franzoni le jour de Pâques sont donc gravement illicites et doivent être évalués d'après les lois canoniques en vigueur. Don Franzoni ne peut se prévaloir d'aucun assentiment implicite, et encore moins explicite, des évêques que l'Esprit-Saint a institués pour gouverner l'Eglise de Dieu.

5. Don Franzoni a réaffirmé à plusieurs reprises qu'il n'était absolument pas disposé à réviser et à corriger sa doctrine et sa position. De plus, ses nécessaires rapports avec l'Eglise n'ont fait qu'empirer progressivement. C'est cela qui a toujours constitué un obstacle insurmontable pour son insertion canonique et légitime dans un diocèse.

La réconciliation dans l'Eglise, en effet, si souvent et abusivement invoquée dans le cas présent, ne peut se faire par des actes unilatéraux et contraires à la loyale et pacifique essence des lois de l'Eglise. Une authentique réconciliation présuppose avant tout un sincère repentir et des signes de bonne volonté, pour que la communion entre les chrétiens ne se transforme pas en une confusion qui nuirait gravement au bien spirituel des fidèles.

— 160 Evangiles, commentaires pour 160 dimanches. — Un vol. 17,5 X 22,5 cm, de 295 pages, Editions du Carmel, La Plesse, 49240 Avrillé.

Ce volume publié sous la direction d'Alain Delaye est l'œuvre d'une dizaine d'exégètes connus pour leur compétence scientifique. C'est dire que l'étude des textes évite les à-peu près, mais, en même temps, on a voulu que les commentaires soient orientés en fonction de l'eucharistie du dimanche. Ils sont donc très assimilables et, de plus, sont suivis de questions et de pistes de réflexion qui permettent d'établir un lien avec la vie. Concrètement, le lecteur dispose ainsi d'un éclairage sur les dimanches des six années à venir (1975-1980).

(1) Cf. DC 1974, n° 1655, p. 546 et s. ; n° 1658, p. 696.

(2) *Avvenire*, 5 avril 1975. Traduction de la DC.

Le dimanche d'après Pâques, 6 avril, la communauté de Don Franzoni s'est de nouveau rassemblée, mais l'Eucharistie n'a pas été célébrée. Au cours de la réunion, Don Franzoni a annoncé qu'il publierait les lettres échangées avec le vicariat, les dicastères du Saint-Siège et la congrégation des Bénédictins. (*La Croix*, 8 avril 1975.)

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur : J. GELAMUR.
© 1975 by Bayard-Presses.

Vient de paraître :

SERONT-ILS CHRÉTIENS ?

Perspectives catéchuménales

par

J. Vernet et H. Bourgeois

Un livre de pratique et d'action, non de théories ; des pages faites d'expérience et de lucidité, simples et concrètes.

Le sous-titre en dit la visée. L'actualité montre combien ces perspectives deviennent importantes aujourd'hui : cf. débats en cours à propos de « l'aumônerie catéchuménale », du mariage non sacramentel des baptisés, du baptême des enfants...

Prix : 39 F

ÉDITIONS DU CHALET
36, rue de Trion 69005 Lyon

VIENT DE PARAÎTRE

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

LE SENS CHRÉTIEN DU TROISIÈME ÂGE

Une lettre pastorale
du Cardinal HOFFNER,
Archevêque de Cologne

Prix des 50 exempl., port compris : 12 F

Prix des 100 exempl., port compris : 22 F

Les 100 suivants : 20 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :
Secrétariat général du Développement Bayard-Presses
5, rue Bayard, 75000 Paris, Cedex 08.

Règlement : CCP Paris 16 68.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Montréal 15 (Qé.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F.; des années précédentes : 6 F.
Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1676 - 18 MAI 1975

- 451 **Homélie prononcée pour la béatification de César de Bus** (27 avril).
- 454 **Le drame des sourds.** Allocution du 15 mars.
- 455 **Message pour la Journée mondiale des communications sociales** (19 avril).
- 456 **Allocution à l'Union catholique internationale de la presse** (16 avril).
- 457 **Audiences générales** : la résurrection, fondement de notre foi (23 avril) ; les chrétiens et le monde (30 avril).
- 459 **Allocution à l'Académie pontificale des sciences** (19 avril).

LA RECEPTION DE ROBERT ARON A L'ACADEMIE FRANÇAISE.

- 460 **Discours de Robert Aron** (l'éloge de Georges Izard).
- 468 **Réponse de Jean Guittou** (juifs et chrétiens).
- 475 **La réconciliation dans l'Eglise et la société.** Lettre pastorale de l'épiscopat espagnol.
- 483 **Déclaration du Saint-Siège sur le Vietnam.**
- 484 **Message des évêques du Canada sur la réconciliation.**

- 487 **Evénements et informations** (1^{er}-15 avril).

- 494 **Déclaration des évêques anglais sur le rite de la messe.**
- 494 **Les évêques canadiens et les ministères féminins.**
- 495 **La soif de Dieu** (cardinal Marty).
- 495 **A propos du document sur l'Aumônerie catéchuménale** (cardinal Marty).
- 496 **Voici l'Eglise selon mon cœur** (Mgr Helder Camara).
- 497 **Précisions sur la mort du cardinal Daniélou.**
- 498 **Communiqué du cardinal Poletti sur Don Franzoni.**

- 486-499 **Les grands textes de la Documentation catholique.**

ACTES DE S. S. PAUL VI

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

ÉVÉNEMENTS

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

NUMÉRO 1677

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



1^{er} juin 1975
Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



L'ange au sourire de Reims

Exhortation apostolique sur la joie chrétienne - La famille (Évêques du Québec)

VIENT DE PARAÎTRE

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

LE SENS CHRÉTIEN DU TROISIÈME ÂGE

Une lettre pastorale
du Cardinal HOFFNER,
Archevêque de Cologne

Prix des 50 exempl., port compris : 12 F
Prix des 100 exempl., port compris : 22 F
Les 100 suivants : 20 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :
Secrétariat général du Développement Bayard-Presses
5, rue Bayard, 75000 Paris, Cedex 03.

Règlement : CCP Paris 116 68.

BEAUCHESNE

La nouvelle collection

D. S.

offre à un large public
une sélection d'articles du
DICTIONNAIRE DE SPIRITUALITÉ
en format mini-poche (10,5 × 15)

D. S. 1 Joseph et Jésus

P. GRELOT - G.-M. BERTRAND
R. GAUTHIER - A. SOLIGNAC

88 p. — 9,90 F

D. S. 2 Le Judaïsme

R. LE DEAUT - A. SAUBERT
K. HRUBY

100 p. — 11 F

CENTENAIRE MIGNE

A. HAMMAN

Jacques-Paul Migne

LE RETOUR AUX PÈRES DE L'ÉGLISE
Le Point Théologique - 16

184 p. — 11 F

72, rue des Saints-Pères — 75007 PARIS

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement
à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, profes-
seurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Actes de S. S. Paul VI

EXHORTATION APOSTOLIQUE "GAUDETE IN DOMINO" SUR LA JOIE CHRÉTIENNE (*)

PAUL VI, PAPE

VÉNÉRABLES FRÈRES ET CHERS FILS,
SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

Réjouissez-vous dans le Seigneur, car il est proche de tous ceux qui l'invoquent en vérité ! (1)

Chers Frères et Fils dans le Christ, à plusieurs reprises déjà au cours de cette Année sainte, nous avons exhorté le Peuple de Dieu à correspondre avec un joyeux empressement à la grâce du Jubilé. Notre invitation appelle essentiellement, vous le savez, au renouvellement intérieur et à la réconciliation dans le Christ. Il y va du salut des hommes, il y va de leur bonheur plénier. Au moment où, dans tout l'univers, les croyants s'apprêtent à célébrer la venue de l'Esprit-Saint, nous vous invitons à implorer de lui ce don de la joie.

Certes, pour nous-même, le ministère de la réconciliation s'exerce parmi nombre de contradictions et de difficultés (2), mais il est suscité et accompagné en nous par la joie de l'Esprit-Saint. Aussi bien est-ce en toute vérité que nous pouvons reprendre à notre compte, à l'intention de l'Eglise universelle, la confiance de l'apôtre Paul à sa communauté de Corinthe : « Vous êtes dans nos cœurs à la vie et à la mort. J'ai grande confiance en vous... Je suis tout rempli de consolation; je surabonde de joie dans toutes nos tribulations (3). » Oui, c'est pour nous également une exigence d'amour que de vous inviter à partager cette joie surabondante qui est un don de l'Esprit-Saint (4).

Nous avons donc ressenti comme une bienheureuse nécessité intérieure de vous adresser, au cours de cette Année de grâce, et très opportunément à l'occasion de la Pentecôte, une Exhortation apostolique dont le thème serait, précisément, la joie chrétienne, la joie dans l'Esprit-Saint. C'est une sorte d'hymne à la joie divine que nous voudrions entonner afin qu'il éveille un écho dans le monde entier, et d'abord dans l'Eglise : que la joie soit répandue dans les

cœurs avec l'amour dont elle est le fruit, par l'Esprit-Saint qui nous a été donné (5). Aussi souhaitons-nous que votre voix se joigne à la nôtre, pour la consolation spirituelle de l'Eglise de Dieu et de tous ceux d'entre les hommes qui voudront bien se rendre cordialement attentifs à cette célébration.

I. — Le besoin de joie ■ cœur de tous les hommes

Ce ne serait pas exalter comme il convient la joie chrétienne que de demeurer insensible au témoignage extérieur et intérieur que le Dieu créateur se rend à lui-même au sein de sa création : « Et Dieu vit que cela était bon (6). » Suscitant l'homme au-dedans d'un univers qui est œuvre de puissance, de sagesse, d'amour, Dieu, avant même de se manifester personnellement selon le mode de la révélation, dispose l'intelligence et le cœur de sa créature pour la rencontre de la joie, en même temps que de la vérité. Il faut donc être attentif à l'appel qui monte du cœur de l'homme, depuis l'âge de l'enfance émerveillée jusqu'à celui de la sereine vieillesse comme un pressentiment du mystère divin.

En s'éveillant au monde, l'homme n'éprouve-t-il pas, avec le désir naturel de le comprendre et d'en prendre possession, celui d'y trouver son accomplissement et son bonheur ? Il y a, comme chacun sait, plusieurs degrés dans ce « bonheur ». Son expression la plus noble est la joie ou « bonheur » au sens strict, lorsque l'homme, au niveau de ses facultés supérieures, trouve sa satisfaction dans la possession d'un bien connu et aimé (7). Ainsi l'homme éprouve la joie lorsqu'il se trouve en harmonie avec la nature, et surtout dans la rencontre, le partage, la communion avec autrui. A plus forte raison connaît-il la joie ou le bonheur spirituel lorsque son esprit entre en possession de Dieu, connu et aimé comme le bien suprême et immuable (8). Poètes, artistes, penseurs, mais aussi hommes et femmes simplement disponibles à une certaine lumière intérieure, ont pu et peuvent encore, soit dans les temps d'avant le Christ, soit en notre temps et parmi nous, expérimenter quelque chose de la joie de Dieu.

Mais comment ne pas voir aussi que la joie est toujours imparfaite, fragile, menacée ? Par un étrange paradoxe, la conscience même de ce qui constituerait, au-delà de tous les plaisirs

(*) Traduction française publiée par la Polyglotte vaticane.

Ce document, rendu public à Rome le 16 mai 1975, est adressé à l'Episcopat, au clergé et aux fidèles du monde entier.

transitoires, le véritable bonheur, inclut aussi la certitude qu'il n'y a pas de bonheur parfait. L'expérience de la finitude, que chaque génération refait pour son propre compte, oblige à constater et à sonder l'écart immense qui subsiste toujours entre la réalité et le désir d'infini.

Ce paradoxe et cette difficulté d'atteindre la joie nous semblent particulièrement aigus aujourd'hui. C'est la raison de notre message. La société technique a pu multiplier les occasions de plaisirs, mais elle a bien du mal à secréter la joie. Car la joie vient d'ailleurs. Elle est spirituelle. L'argent, le confort, l'hygiène, la sécurité matérielle ne manquent souvent pas ; et pourtant l'ennui, la morosité, la tristesse demeurent malheureusement le lot de beaucoup. Cela va parfois jusqu'à l'angoisse et au désespoir, que l'insouciance apparente, la frénésie du bonheur présent et les paradis artificiels ne parviennent pas à évacuer. Peut-être se sent-on impuissant à dominer le progrès industriel, à planifier la société de façon humaine ? Peut-être l'avenir apparaît-il trop incertain, la vie humaine trop menacée ? Ou ne s'agit-il pas surtout de solitude, d'une soif d'amour et de présence non satisfaite, d'un vide mal défini ? Par contre, dans beaucoup de régions et parfois au milieu de nous, la somme de souffrances physiques et morales se fait lourde : tant d'affamés, tant de victimes de combats stériles, tant de déracinés ! Ces misères ne sont peut-être pas plus profondes que celles du passé ; mais elles prennent une dimension planétaire ; elles sont mieux connues, illustrées par les mass media, au moins autant que les expériences de bonheur ; elles accablent les consciences sans qu'apparaisse bien souvent une solution humaine à leur mesure.

Cette situation ne saurait cependant nous interdire de parler de la joie, d'espérer la joie. C'est au cœur de leurs détresses que nos contemporains ont besoin de connaître la joie, d'entendre son chant. Nous compatissons profondément à la peine de ceux sur qui la misère et les souffrances de toutes sortes jettent un voile de tristesse. Nous pensons tout particulièrement à ceux qui se trouvent sans ressources, sans secours, sans amitié, qui voient leurs espoirs humains anéantis. Ils sont plus que jamais présents à notre prière, à notre affection. Nous ne voulons certes accabler personne. Nous cherchons au contraire les remèdes capables d'apporter la lumière. A nos yeux, ils sont de trois ordres.

Les hommes doivent évidemment unir leurs efforts pour procurer au moins le minimum de soulagement, de bien-être, de sécurité, de justice nécessaires au bonheur, aux nombreuses populations qui en sont dépourvues. Une telle action solidaire est déjà l'œuvre de Dieu ; elle correspond au commandement du Christ. Déjà elle procure la paix, elle redonne espoir, elle fortifie la communion, elle ouvre à la joie, pour celui qui donne comme pour celui qui reçoit, car il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir (9). Que de fois nous vous convions, frères et fils très chers, à préparer avec ardeur une terre plus habitable et plus fraternelle, à réaliser sans tarder la justice et la charité pour un développement intégral de tous ! La Constitution conciliaire *Gaudium et spes* et de nombreux docu-

ments pontificaux ont bien insisté sur ce point. Même si ce n'est pas directement le thème que nous abordons ici, que l'on se garde bien d'oublier ce devoir primordial d'amour du prochain, sans lequel il serait malséant de parler de joie.

Il faudrait aussi un patient effort d'éducation pour apprendre ou réapprendre à goûter simplement les multiples joies humaines que le Créateur met déjà sur nos chemins : joie exaltante de l'existence et de la vie ; joie de l'amour chaste et sanctifié ; joie pacifiante de la nature et du silence ; joie parfois austère du travail soigné ; joie et satisfaction du devoir accompli ; joie transparente de la pureté, du service, du partage ; joie exigeante du sacrifice. Le chrétien pourra les purifier, les compléter, les sublimer : il ne saurait les dédaigner. La joie chrétienne suppose un homme capable de joies naturelles. C'est bien souvent à partir de celles-ci que le Christ a annoncé le Royaume de Dieu.

Mais le thème de la présente Exhortation se situe encore au-delà. Car le problème nous apparaît surtout d'ordre spirituel. C'est l'homme, en son âme, qui se trouve démuné pour assumer les souffrances et les misères de notre temps. Elles l'accablent d'autant plus que le sens de la vie lui échappe, qu'il n'est plus sûr de lui-même, de sa vocation et de sa destinée transcendantes. Il a désacralisé l'univers et maintenant l'humanité ; il a parfois coupé le lien vital qui le rattachait à Dieu. La valeur des êtres, l'espérance ne sont plus suffisamment assurées. Dieu lui semble abstrait, inutile : sans qu'il sache l'exprimer, le silence de Dieu lui pèse. Oui, le froid et les ténèbres sont d'abord dans le cœur de l'homme qui connaît la tristesse. On peut parler ici de la tristesse des non-croyants, lorsque l'esprit humain, créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, et donc orienté instinctivement vers lui comme vers son bien suprême, unique, reste sans le connaître clairement, sans l'aimer, et par conséquent sans éprouver la joie qu'apportent la connaissance de Dieu, même imparfaite, et la certitude d'avoir avec lui un lien que la mort même ne saurait rompre. Qui ne se souvient de la parole de saint Augustin : « Tu nous as faits pour Toi, Seigneur, et notre cœur est inquiet jusqu'à ce qu'il repose en Toi (10) » ? C'est donc en devenant davantage présent à Dieu, en se détournant du péché, que l'homme peut vraiment entrer dans la joie spirituelle. Sans doute, « la chair et le sang » en sont-ils incapables (11). Mais la Révélation peut ouvrir cette perspective et la grâce opérer ce retournement. Notre propos est précisément de vous inviter aux sources de la joie chrétienne. Comment le pourrions-nous, sans nous mettre nous-mêmes en face du dessein de Dieu, à l'écoute de la Bonne Nouvelle de son Amour ?

II. — Annonce de la joie chrétienne dans l'Ancien Testament

Par essence, la joie chrétienne est participation spirituelle à la joie insondable, conjointement divine et humaine, qui est au cœur de Jésus-Christ glorifié. Aussitôt que Dieu le Père commence à manifester dans l'histoire le dessein bienveillant qu'il avait formé en Jésus-Christ, pour le réaliser quand les temps seraient accomplis (12), cette joie s'annonce mystérieu-

sement au sein du Peuple de Dieu, encore que son identité ne soit pas dévoilée.

Ainsi Abraham, notre père, mis à part en vue de l'accomplissement futur de la Promesse, et espérant contre toute espérance, reçoit, lors de la naissance de son fils Isaac, les prémices prophétiques de cette joie (13). Celle-ci se trouve comme transfigurée à travers une épreuve de mort, quand ce fils unique lui est rendu vivant, préfiguration de la résurrection de Celui qui doit venir : le Fils unique de Dieu promis au sacrifice rédempteur. Abraham exulta à la pensée de voir le Jour du Christ, le Jour du salut : il « l'a vu et fut dans la joie » (14).

La joie du salut s'amplifie et se communique ensuite tout au long de l'histoire prophétique de l'ancien Israël. Elle se maintient et renaît indéfectiblement à travers de tragiques épreuves dues aux infidélités coupables du peuple élu et aux persécutions extérieures qui voudraient le détacher de son Dieu. Cette joie, toujours menacée et rejaillissante, est propre au peuple né d'Abraham.

Il s'agit toujours d'une expérience exaltante de libération et de restauration — au moins annoncées — ayant pour origine l'amour miséricordieux de Dieu pour son peuple bien-aimé, en faveur de qui il accomplit, par pure grâce et puissance miraculeuse, les promesses de l'Alliance. Telle est la joie de la Pâque mosaïque, laquelle survint comme figure de la libération eschatologique qui serait réalisée par Jésus-Christ dans le contexte pascal de la nouvelle et éternelle Alliance. Il s'agit aussi de la joie bien actuelle, chantée à tant de reprises par les psaumes, celle de vivre avec Dieu et pour Dieu. Il s'agit enfin et surtout de la joie glorieuse et surnaturelle, prophétisée en faveur de la Jérusalem nouvelle rachetée de l'exil et aimée par Dieu lui-même d'un amour mystique,

Le sens ultime de ce débordement inouï de l'amour rédempteur ne pourra apparaître qu'à l'heure de la nouvelle Pâque et du nouvel Exode. Alors le Peuple de Dieu sera conduit, dans la mort et la résurrection du Serviteur souffrant, de ce monde au Père, de la Jérusalem figurative d'ici-bas à la Jérusalem d'en-haut : « Alors que tu étais abandonnée, haïe et délaissée, je ferai de toi un objet d'éternelle fierté, un motif de joie d'âge en âge... Comme un jeune homme épouse une vierge, ton auteur t'épousera, et comme le mari se réjouit de son épouse, ton Dieu se réjouira de toi (15). »

III. — La joie selon le Nouveau Testament

Ces promesses merveilleuses ont soutenu, des siècles durant et dans les plus terribles épreuves, l'espérance mystique de l'ancien Israël. Et c'est lui qui les a transmises à l'Eglise de Jésus-Christ, en sorte que nous lui sommes redevables de quelques-uns des plus purs accents de notre chant de joie. Et cependant, selon la foi et l'expérience chrétienne de l'Esprit, cette paix donnée par Dieu qui s'étend comme un torrent débordant, lorsque vient le temps de la « consolation » (16), est liée à la venue et à la présence du Christ.

De la joie apportée par le Seigneur, nul n'est exclu. La grande joie annoncée par l'Ange, la nuit de Noël, est en vérité pour tout le

peuple (17), pour celui d'Israël attendant alors anxieusement un Sauveur, comme pour le peuple innombrable de tous ceux qui, dans la suite des temps, en accueilleront le message et s'efforceront d'en vivre. La première, la Vierge Marie, en avait reçu l'annonce de l'ange Gabriel et son *Magnificat* était déjà l'hymne d'exultation de tous les humbles. Les mystères joyeux nous remettent ainsi, chaque fois que nous récitons le Rosaire, devant l'événement ineffable qui est le centre et le sommet de l'histoire : la venue sur terre de l'Emmanuel, Dieu avec nous. Jean-Baptiste, qui a pour mission de le désigner à l'attente d'Israël, avait lui-même tressailli d'allégresse, en sa présence, dès le sein de sa mère (18). Lorsque Jésus commence son ministère, Jean est « ravi de joie à la voix de l'Epoux (19) ».

Arrêtons-nous maintenant à contempler la personne de Jésus, au cours de sa vie terrestre. En son humanité, il a fait l'expérience de nos joies. Il a manifestement connu, apprécié, célébré toute une gamme de joies humaines, de ces joies simples et quotidiennes, à la portée de tous. La profondeur de sa vie intérieure n'a pas émoussé le concret de son regard, ni sa sensibilité. Il admire les oiseaux du ciel et les lys des champs. Il rejoint d'emblée le regard de Dieu sur la création à l'aube de l'histoire. Il exalte volontiers la joie du semeur et du moissonneur, celle de l'homme qui trouve un trésor caché, celle du berger qui récupère sa brebis ou de la femme qui retrouve la pièce perdue, la joie des invités au festin, la joie des noces, celle du père qui accueille son fils au retour d'une vie de prodigue et celle de la femme qui vient de mettre au monde son enfant... Ces joies humaines ont tant de consistance pour Jésus qu'elles sont pour lui les signes des joies spirituelles du Royaume de Dieu : joie des hommes qui entrent dans ce Royaume, y reviennent ou y travaillent, joie du Père qui les accueille. Et pour sa part, Jésus lui-même manifeste sa satisfaction et sa tendresse lorsqu'il rencontre des enfants qui desiront l'approcher, un jeune homme riche, fidèle et soucieux de faire davantage, des amis qui lui ouvrent leur maison comme Marthe, Marie, Lazare. Son bonheur est surtout de voir la Parole accueillie, les possédés délivrés, une femme pécheresse ou un publicain comme Zachée se convertir, une veuve prendre sur son indigence pour donner. Il tressaille même de joie lorsqu'il constate que les tout petits ont la révélation du Royaume qui reste caché aux sages et aux habiles (20). Oui, parce que le Christ « a vécu notre condition d'homme en toute chose, excepté le péché » (21), il a accueilli et éprouvé les joies affectives et spirituelles, comme un don de Dieu. Et il n'a eu de cesse qu'il n'eût « annoncé aux pauvres la Bonne Nouvelle, aux affligés la joie » (22). L'Evangile de saint Luc témoigne particulièrement de cette semence d'allégresse. Les miracles de Jésus, les paroles de pardon sont autant de signes de la bonté divine : la foule se réjouit de toutes les merveilles qu'il accomplit (23) et rend gloire à Dieu. Pour le chrétien, comme pour Jésus, il s'agit de vivre dans l'action de grâces au Père les joies humaines que le Créateur lui donne.

Mais il importe ici de bien saisir le secret de la joie insondable qui habite Jésus, et qui lui est propre. C'est surtout l'Evangile de saint Jean

qui en soulève le voile, en nous livrant les paroles intimes du Fils de Dieu fait homme. Si Jésus rayonne une telle paix, une telle assurance, une telle allégresse, une telle disponibilité, c'est à cause de l'amour ineffable dont il se sait aimé de son Père. Lors de son baptême sur les bords du Jourdain, cet amour, présent dès le premier instant de son Incarnation, est manifesté : « Tu es mon Fils bien-aimé ; tu as toute ma faveur (24). » Cette certitude est inséparable de la conscience de Jésus. C'est une Présence qui ne le laisse jamais seul (25). C'est une connaissance intime qui le comble : « Le Père me connaît et je connais le Père (26). » C'est un échange incessant et total : « Tout ce qui est à moi est à toi, et ce qui est à toi est à moi (27). » Le Père a remis au Fils le pouvoir de juger, celui de disposer de la vie. C'est une habitation réciproque : « Je suis dans le Père et le Père est en moi (28). » En retour, le Fils rend au Père un amour sans mesure : « J'aime le Père et j'agis comme le Père me l'a ordonné (29). » Il fait toujours ce qui plaît au Père : c'est sa « nourriture » (30). Sa disponibilité va jusqu'au don de sa vie humaine, sa confiance jusqu'à la certitude de la reprendre : « Si le Père m'aime, c'est que je donne ma vie pour la reprendre (31). » En ce sens, il se réjouit d'aller au Père, Il ne s'agit pas pour Jésus d'une prise de conscience éphémère : c'est le retentissement, dans sa conscience d'homme, de l'amour qu'il connaît depuis toujours comme Dieu au sein du Père : « Tu m'as aimé avant la fondation du monde (32). » Il y a là une relation incommunicable d'amour, qui se confond avec son existence de Fils et qui est le secret de la vie trinitaire : le Père y apparaît comme celui qui se donne au Fils, sans réserve et sans intermittence, dans un élan de générosité joyeuse, et le Fils, celui qui se donne de la même façon au Père, avec un élan de gratitude joyeuse, dans l'Esprit-Saint.

Et voilà que les disciples, et tous ceux qui croient dans le Christ, sont appelés à participer à cette joie. Jésus veut qu'ils aient en eux-mêmes sa joie en plénitude (33) : « Je leur ai révélé ton nom et le leur révélerai, pour que l'amour dont tu m'as aimé soit en eux et moi aussi en eux (34). »

Cette joie de demeurer dans l'amour de Dieu commence dès ici-bas. C'est celle du royaume de Dieu. Mais elle est accordée sur un chemin escarpé, qui demande une confiance totale dans le Père et dans le Fils, et une préférence donnée au Royaume. Le message de Jésus promet avant tout la joie, cette joie exigeante ; ne s'ouvre-t-il pas par les béatitudes ? « Heureux, vous les pauvres, car le royaume des cieux est à vous. Heureux vous qui avez faim maintenant, car vous serez rassasiés. Heureux vous qui pleurez maintenant, car vous rirez (35). »

Mystérieusement, le Christ lui-même, pour déraciner du cœur de l'homme le péché de suffisance et manifester au Père une obéissance filiale sans partage, accepte de mourir de la main des impies (36), de mourir sur une croix. Mais le Père n'a pas permis que la mort le retint en son pouvoir. La résurrection de Jésus est le sceau apposé par le Père sur la valeur du sacrifice de son Fils ; c'est la preuve de la fidélité du Père, selon le vœu formulé par Jésus

avant d'entrer dans sa passion : « Père, glorifie ton Fils, afin que ton Fils te glorifie (37). » Désormais, Jésus est pour toujours vivant dans la gloire du Père et c'est pourquoi les disciples furent établis dans une joie indéradicable en voyant le Seigneur, le soir de Pâques.

Il reste que, ici-bas, la joie du royaume réalisé ne peut jaillir que de la célébration conjointe de la mort et de la résurrection du Seigneur. C'est le paradoxe de la condition chrétienne qui éclaire singulièrement celui de la condition humaine : ni l'épreuve ni la souffrance ne sont éliminées de ce monde, mais elles prennent un sens nouveau dans la certitude de participer à la rédemption opérée par le Seigneur et de partager sa gloire. C'est pourquoi le chrétien, soumis aux difficultés de l'existence commune, n'est pas cependant réduit à chercher son chemin comme à tâtons, ni à voir dans la mort la fin de ses espérances. Comme l'annonçait, en effet, le prophète : « Le peuple qui marchait dans les ténèbres a vu une grande lumière, sur les habitants du sombre pays une lumière a resplendi. Tu as multiplié leur allégresse, tu as fait éclater leur joie (38). » L'*Exsultet* pascal chante un mystère réalisé au-delà des espérances prophétiques : dans l'annonce joyeuse de la résurrection, la peine même de l'homme se trouve transfigurée, tandis que la plénitude de la joie surgit de la victoire du crucifié, de son cœur transpercé, de son corps glorifié, et éclaire les ténèbres des âmes : « Et nox illuminatio mea in deliciis meis (39). »

La joie pascalle n'est pas seulement celle d'une transfiguration possible : elle est celle de la nouvelle Présence du Christ ressuscité dispensant aux siens l'Esprit-Saint pour qu'il demeure avec eux. Ainsi l'Esprit Paraclet est donné à l'Eglise comme principe inépuisable de sa joie d'épouse du Christ glorifié. Il lui remet en mémoire, moyennant le ministère de grâce et de vérité exercé par les successeurs des Apôtres, l'enseignement même du Seigneur. Il suscite en elle la vie divine et l'apostolat. Et le chrétien sait que cet Esprit ne sera jamais éteint au cours de l'histoire. La source d'espérance manifestée à la Pentecôte ne tarira pas.

L'Esprit qui procède du Père et du Fils, dont il est le vivant amour mutuel, est donc communiqué désormais au Peuple de l'Alliance nouvelle et à chaque âme disponible à son action intime. Il fait de nous sa demeure : *dulcis hospes animae* (40). Avec lui, le cœur de l'homme est habité par le Père et le Fils (41). L'Esprit-Saint y suscite une prière filiale qui jaillit du tréfonds de l'âme et s'exprime dans la louange, l'action de grâces, la réparation et la supplication. Alors nous pouvons goûter la joie proprement spirituelle, qui est un fruit de l'Esprit-Saint (42) : elle consiste en ce que l'esprit humain trouve le repos et une intime satisfaction dans la possession du Dieu trinitaire, connu par la foi et aimé avec la charité qui vient de lui. Une telle joie caractérise dès lors toutes les vertus chrétiennes. Les humbles joies humaines, qui sont dans nos vies comme les semences d'une réalité plus haute, sont transfigurées. La joie spirituelle, ici-bas, inclura toujours en quelque mesure la douloureuse épreuve de la femme en travail d'enfantement, et un certain abandon apparent, semblable à celui de l'orphelin : pleurs et lamen-

tations, tandis que le monde fera étalage d'une satisfaction mauvaise. Mais la tristesse des disciples, qui est selon Dieu et non selon le monde, sera promptement changée en une joie spirituelle que personne ne pourra leur enlever (43).

Tel est le statut de l'existence chrétienne, et très particulièrement de la vie apostolique. Celle-ci, parce qu'elle est animée par un amour pressant du Seigneur et des frères, se déploie nécessairement sous le signe du sacrifice pascal, allant par amour à la mort, et par la mort à la vie et à l'amour. D'où la condition du chrétien, et en premier lieu de l'apôtre, qui doit devenir le « modèle du troupeau » (44) et s'associer librement à la passion du Rédempteur. Elle correspond ainsi à ce qui avait été défini dans l'Évangile comme la loi de la béatitude chrétienne, en continuité avec le destin des prophètes : « Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute et si l'on vous calomnie de toutes manières à cause de moi. Soyez dans la joie et l'allégresse, car votre récompense sera grande dans les cieux : c'est bien ainsi qu'on a persécuté les prophètes vos devanciers (45). »

Nous ne manquons malheureusement pas d'occasions de vérifier, en notre siècle si menacé par l'illusion du faux bonheur, l'incapacité de l'homme « psychique » à accueillir « ce qui est de l'Esprit de Dieu : c'est folie pour lui, et il ne peut le connaître, car c'est spirituellement qu'on en juge (46) ». Le monde — celui qui est inapte à recevoir l'Esprit de vérité, qu'il ne voit ni ne connaît — n'aperçoit qu'une face des choses. Il considère seulement l'affliction et la pauvreté du disciple, alors que ce dernier demeure toujours au plus profond de lui-même dans la joie, parce qu'il est en communion avec le Père et avec son Fils Jésus-Christ.

IV. — La joie au cœur des saints

Telle est, Frère et Fils bien-aimés, la joyeuse espérance puisée aux sources mêmes de la Parole de Dieu. Depuis vingt siècles, cette source de joie n'a cessé de jaillir dans l'Église, et spécialement au cœur des saints. Il nous faut maintenant suggérer quelques échos de cette expérience spirituelle : elle illustre, selon la diversité des charismes et des vocations particulières, le mystère de la joie chrétienne.

Au premier rang vient la *Vierge Marie*, pleine de grâces, la Mère du Sauveur. Accueillante à l'annonce d'en haut, Servante du Seigneur, épouse de l'Esprit-Saint, Mère du Fils éternel, elle laisse éclater sa joie devant sa cousine Elisabeth qui célèbre sa foi : « Mon âme exalte le Seigneur, et mon esprit exulte de joie en Dieu mon Sauveur... Désormais, toutes les générations me diront bienheureuse (47). » Elle a saisi, mieux que toutes les autres créatures, que Dieu fait des merveilles : son Nom est saint, il montre sa miséricorde, il élève les humbles, il est fidèle à ses promesses. Non point que le déroulement apparent de sa vie sorte de la trame ordinaire, mais elle médite les moindres signes de Dieu, les repassant dans son cœur. Non point que les souffrances lui soient épargnées : elle est debout au pied de la croix, associée éminemment au sacrifice du Serviteur innocent, mère des douleurs. Mais elle est aussi ouverte sans mesure

à la joie de la Résurrection ; elle est aussi élevée, corps et âme, dans la gloire du ciel. Première rachetée, immaculée dès le moment de sa conception, incomparable demeure de l'Esprit, très pur habitacle du Rédempteur des hommes, elle est en même temps la Fille bien-aimée de Dieu et, dans le Christ, la Mère universelle. Elle est le type parfait de l'Église terrestre et glorifiée. Quelle résonance merveilleuse acquièrent en son existence singulière de Vierge d'Israël les paroles prophétiques concernant la nouvelle Jérusalem : « J'exulte de joie dans le Seigneur, mon âme jubile en mon Dieu, car il m'a revêtue des vêtements du salut, il m'a drapée dans le manteau de la justice, comme un jeune époux se met un diadème, comme une mariée se pare de ses bijoux (48). » Près du Christ, elle récapitule toutes les joies, elle vit la joie parfaite promise à l'Église : « *Mater plena sanctae laetitiae* », et c'est à bon droit que ses fils de la terre, se tournant vers celle qui est mère de l'espérance et mère de la grâce, l'invoquent comme la cause de leur joie : « *Causa nostrae laetitiae* ».

Après Marie, nous rencontrons l'expression de la joie la plus pure, la plus brûlante, là où la croix de Jésus est embrassée avec le plus fidèle amour, chez les martyrs, à qui l'Esprit-Saint inspire, au cœur de l'épreuve, une attente passionnée de la venue de l'Époux. *Saint Etienne*, mourant en voyant le ciel ouvert, n'est que le premier de ces innombrables témoins du Christ. Combien sont-ils, de nos jours encore et dans maints pays qui, en risquant tout pour le Christ, pourraient affirmer comme le martyr *saint Ignace d'Antioche* : « C'est bien vivant que je vous écris, désirant de mourir. Mon désir terrestre a été crucifié, et il n'y a plus en moi de feu pour aimer la matière, mais en moi une eau vive qui murmure et qui dit au-dedans de moi : « Viens vers le Père ! (49). »

Aussi bien, la force de l'Église, la certitude de sa victoire, son allégresse lors de la célébration du combat des martyrs, viennent de ce qu'elle contemple en eux la glorieuse fécondité de la croix. C'est pourquoi notre prédécesseur *saint Léon le Grand*, exaltant, de ce siège romain, le martyre des saints apôtres Pierre et Paul, s'écrit : « Précieuse est au regard de Dieu la mort de ses saints, et aucune espèce de cruauté ne peut détruire une religion fondée dans le mystère de la croix du Christ. L'Église n'est pas amoindrie, mais agrandie par les persécutions ; et le champ du Seigneur se revêt sans cesse d'une plus riche moisson lorsque les grains, tombés seuls, renaissent multipliés (50). »

Il existe cependant de nombreuses demeures dans la maison du Père et, pour ceux dont l'Esprit-Saint consume le cœur, plusieurs manières de mourir à eux-mêmes et d'accéder à la sainte joie de la résurrection. L'effusion du sang n'est pas la voie unique. Toutefois, le combat pour le Royaume inclut nécessairement la traversée d'une passion d'amour, dont les maîtres spirituels ont su parler excellemment. Et ici leurs expériences intérieures se rencontrent, à travers la diversité même des traditions mystiques, en Orient comme en Occident. Elles attestent le même cheminement de l'âme, *per crucem ad lucem*, et de ce monde au Père, dans le souffle vivifiant de l'Esprit.

Chacun de ces maîtres spirituels nous a laissé un message sur la joie. Les Pères orientaux abondent en témoignages de cette joie dans l'Esprit-Saint. *Origène*, par exemple, a souvent décrit la joie de celui qui entre dans la connaissance intime de Jésus : son âme est alors inondée d'allégresse comme celle du vieillard Siméon. Dans le temple qui est l'Eglise, il serre Jésus dans ses bras. Il jouit de la plénitude du salut en tenant celui en qui Dieu se réconcilie le monde (51). Au Moyen Age, entre beaucoup d'autres, un maître spirituel de l'Orient, Nicolas *Cabasilas*, s'attache à montrer comment l'amour de Dieu pour lui-même procure le maximum de joie (52). En Occident, qu'il suffise de citer quelques noms parmi ceux qui ont fait école sur le chemin de la sainteté et de la joie : saint Augustin, saint Bernard, saint Dominique, saint Ignace de Loyola, saint Jean de la Croix, sainte Thérèse d'Avila, saint François de Sales, saint Jean Bosco.

Nous voulons évoquer plus spécialement trois figures, très attachantes aujourd'hui encore pour l'ensemble du peuple chrétien. Et d'abord *le petit pauvre d'Assise*, dont nombre de pèlerins de l'Année sainte s'efforcent de suivre la trace. Ayant tout quitté pour le Seigneur, il retrouve grâce à la sainte pauvreté quelque chose pour ainsi dire de la béatitude originelle, lorsque le monde sortit intact des mains du Créateur. Dans le dénuement le plus extrême, à demi aveugle, il put chanter l'inoubliable *Cantique des créatures*, la louange de notre frère le Soleil, de la nature entière, devenue pour lui comme transparente et pur miroir de la gloire divine, et même la joie devant la venue de « notre sœur la mort corporelle » : « Heureux ceux qui se seront conformés à vos très saintes volontés... ».

En des temps plus proches de nous, *sainte Thérèse de Lisieux* nous indique la voie courageuse de l'abandon entre les mains de Dieu à qui elle confie sa petitesse. Ce n'est pourtant pas qu'elle ignore le sentiment de l'absence de Dieu, dont notre siècle fait à sa manière la dure expérience : « Parfois il semble au petit oiseau (auquel elle se compare) ne pas croire qu'il existe autre chose que les nuages qui l'enveloppent... C'est le moment de la joie parfaite pour le pauvre petit être faible... Quel bonheur pour lui de rester là quand même, de fixer l'invisible lumière qui se dérobe à sa foi (53) ! »

Comment enfin ne pas rappeler, image lumineuse pour notre génération, l'exemple du *bienheureux Maximilien Kolbe*, pur disciple de saint François ? Dans les épreuves les plus tragiques qui ensanglantèrent notre époque, il s'offrit volontairement à la mort pour sauver un frère inconnu, et les témoins nous rapportent que, du lieu de souffrances qui était habituellement comme une image de l'enfer, sa paix intérieure, sa sérénité et sa joie firent en quelque sorte, pour ses malheureux compagnons comme pour lui-même, l'antichambre de la vie éternelle.

Dans la vie des fils de l'Eglise, cette participation à la joie du Seigneur n'est pas dissociable de la célébration du mystère eucharistique, où ils sont nourris et abreuvés de son Corps et de son Sang. Car soutenus ainsi, comme des voyageurs, sur la route de l'éternité, ils reçoivent déjà

sacramentellement les prémices de la joie eschatologique.

Située en une telle perspective, la joie vaste et profonde répandue dès ici-bas dans le cœur des vrais fidèles ne peut apparaître que comme « diffusive de soi », tout comme la vie et l'amour dont elle est un heureux symptôme. Elle résulte d'une communion humano-divine, et aspire à une communion toujours plus universelle. Elle ne saurait en aucune manière inciter celui qui la goûte à quelque attitude de repli sur soi. Elle donne au cœur une ouverture catholique sur le monde des hommes, en même temps qu'elle le blesse de la nostalgie des biens éternels. Elle approfondit chez les fervents la conscience de leur condition d'exil, mais les garde de la tentation de désertir le lieu de leur combat pour l'avènement du royaume. Elle les fait se hâter activement vers la consommation céleste des noces de l'Agneau. Elle est paisiblement tendue entre l'instant du labeur terrestre et la paix de la demeure éternelle, conformément à la loi de gravitation de l'Esprit : « Si donc, dès à présent, pour avoir reçu ces arrhes (de l'Esprit filial), nous crions : « Abba, Père ! », que sera-ce lorsque, ressuscités, nous le verrons face à face ? Lorsque tous les membres, à flots débordants, feront jaillir un hymne d'exultation, glorifiant Celui qui les aura ressuscités d'entre les morts et gratifiés de l'éternelle vie ? Car, si déjà de simples arrhes, en enveloppant l'homme de toutes parts en elles-mêmes, le font s'écrier « Abba, Père ! », que ne fera pas la grâce entière de l'Esprit, une fois donnée aux hommes par Dieu ? Elle nous rendra semblables à lui et accomplira la volonté du Père, car elle fera l'homme à l'image et à la ressemblance de Dieu (54). » Dès ici-bas, les saints nous donnent un avant-goût de cette ressemblance.

V. — Une joie pour tout le peuple

En écoutant cette voix multiple et consonante des saints, aurions-nous oublié la condition présente de la société humaine, en apparence si peu tournée vers les biens surnaturels ? Aurions-nous surestimé les aspirations spirituelles des chrétiens de ce temps ? Aurions-nous réservé notre exhortation à un petit nombre de savants et de sages ? Nous ne pouvons oublier que l'Evangile a d'abord été annoncé aux pauvres et aux humbles, avec sa splendeur si simple et son contenu plénier.

Si nous avons évoqué cet horizon lumineux de la joie chrétienne, ce n'est donc point dans la pensée de décourager qui que ce soit parmi vous, frères et fils très chers, qui sentez votre cœur partagé lorsque l'appel de Dieu vous atteint. Bien au contraire, nous sentons que notre joie, comme la vôtre, ne sera complète que si nous regardons ensemble, avec pleine confiance, vers « le chef de notre foi, qui la mène à la perfection, Jésus qui, au lieu de la joie qui lui était proposée, endura une croix dont il méprisa l'infamie et qui est assis désormais à la droite du trône de Dieu. Songez à Celui qui a enduré de la part des pécheurs une telle contradiction, afin de ne pas défaillir par lassitude de vos âmes (55) ».

L'invitation adressée par Dieu le Père à participer pleinement à la joie d'Abraham, à la fête éternelle des noces de l'Agneau, est une convocation universelle. Chaque homme, pourvu qu'il se rende attentif et disponible, peut la percevoir au fond de son cœur, très particulièrement en cette Année sainte où l'Eglise ouvre plus largement à tous les trésors de la miséricorde de Dieu. « Car c'est pour vous qu'est la promesse, ainsi que pour vos enfants, et pour tous ceux qui sont au loin, en aussi grand nombre que le Seigneur notre Dieu les appellera (56). »

Nous ne saurions penser au Peuple de Dieu de façon abstraite. Notre regard se porte d'abord sur le monde des enfants. Tant qu'ils trouvent dans l'amour de leurs proches la sécurité dont ils ont besoin, ils ont une capacité d'accueil, d'émerveillement, de confiance, de spontanéité dans le don. Ils sont aptes à la joie évangélique. Qui veut entrer dans le royaume, nous dit Jésus, doit d'abord les regarder (57).

Nous rejoignons davantage encore tous ceux qui exercent une responsabilité familiale, professionnelle, sociale. Le poids de leurs charges, dans un monde extrêmement mouvant, leur ôte trop souvent la possibilité de goûter les joies quotidiennes. Elles existent pourtant. L'Esprit-Saint veut les aider à les redécouvrir, à les purifier, à les partager.

Nous pensons au monde des souffrants, nous pensons à tous ceux qui arrivent au soir de la vie. La joie de Dieu frappe à la porte de leurs souffrances physiques et morales, non par ironie certes, mais pour y opérer son œuvre paradoxale de transfiguration.

Notre esprit et notre cœur se tournent également vers tous ceux qui vivent au-delà de la sphère visible du Peuple de Dieu. En accordant leur vie aux appels les plus profonds de leur conscience, qui est l'écho de la voix de Dieu, ils sont sur le chemin de la joie.

Mais le Peuple de Dieu ne peut avancer sans guides. Ce sont les pasteurs, les théologiens, les maîtres spirituels, les prêtres et ceux qui coopèrent avec eux à l'animation des communautés chrétiennes. Leur mission est d'aider leurs frères à prendre les sentiers de la joie évangélique, au milieu des réalités qui font leur vie et qu'ils ne sauraient fuir.

Oui, c'est l'immense amour de Dieu qui appelle à converger vers la cité céleste ceux qui arrivent des divers points de l'horizon, qu'ils soient, en ce temps de l'Année sainte, proches ou encore loin. Et parce que tous ces convoqués — nous tous, en somme — demeurent à quelque degré pécheurs, il nous faut aujourd'hui cesser d'endurcir notre cœur, pour écouter la voix du Seigneur et accueillir la proposition du grand pardon, telle que Jérémie l'annonçait : « Je les purifierai de tout péché qu'ils commettent à mon égard, je pardonnerai tous les péchés par lesquels ils m'ont offensé et se sont révoltés contre moi. Et Jérusalem me deviendra un sujet de joie, d'honneur et de gloire devant toutes les nations du monde (58). » Et comme cette promesse de pardon et tant d'autres prennent leur sens définitif dans le sacrifice rédempteur de Jésus, le Serviteur souffrant, c'est lui, et lui seulement, qui peut nous dire, en ce moment crucial de la vie de l'humanité : « Convertissez-vous et croyez en l'Evangile (59). » Le Seigneur veut surtout

nous faire comprendre que la conversion demandée n'est en aucune façon un retour en arrière, ainsi qu'il en va pour le péché. Elle est, au contraire, mise en route, promotion dans la vraie liberté et dans la joie. Elle est réponse à une invitation provenant de lui, aimante, respectueuse et pressante à la fois : « Venez à moi, vous tous qui peinez et ployez sous le fardeau, et moi je vous soulagerai. Chargez-vous de mon joug et mettez-vous à mon école, car je suis doux et humble de cœur, et vous trouverez soulagement pour vos âmes (60). »

En effet, quel fardeau plus accablant que celui de la faute ? Quelle détresse plus solitaire que celle du prodigue, décrite par l'évangéliste saint Luc ? Par contre, quelle rencontre plus bouleversante que celle du Père, patient et miséricordieux, et du fils revenu à la vie ? « Il y aura plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'ont pas besoin de repentir (61). » Or, qui est sans péché en dehors du Christ et de sa mère immaculée ? Ainsi, par son invitation à revenir au Père dans le repentir, l'Année sainte — promesse de jubilation pour tout le Peuple — est aussi un appel à retrouver le sens et la pratique du sacrement de la réconciliation. Dans la foulée de la meilleure tradition spirituelle, nous rappelons aux fidèles et à leurs pasteurs que l'accusation des fautes graves est nécessaire et que la confession fréquente demeure une source privilégiée de sainteté, de paix et de joie.

VI. — La joie et l'espérance au cœur des jeunes

Sans rien ôter de la ferveur de notre message à l'ensemble du Peuple de Dieu, nous voulons prendre le temps de nous adresser plus longuement au monde des jeunes et avec une particulière espérance.

Si, en effet, l'Eglise, régénérée par l'Esprit-Saint, constitue en un certain sens la véritable jeunesse du monde, pour autant qu'elle demeure fidèle à son être et à sa mission, comment ne se reconnaîtrait-elle pas spontanément, de préférence, dans la figure de qui se sent porteur de vie et d'espoir, et chargé d'assurer les lendemains de l'histoire présente ? Et réciproquement, comment ceux qui, en chaque période de cette histoire, perçoivent en eux-mêmes plus intensément l'élan de la vie, l'attente de ce qui vient, l'exigence des vraies rénovations, ne seraient-ils pas secrètement en harmonie avec une Eglise animée par l'Esprit du Christ ? Comment n'attendraient-ils pas d'elle la communication de son secret de permanente jeunesse, et donc la joie de leur propre jeunesse ?

Nous pensons qu'en droit et en fait une telle correspondance existe, non pas toujours visiblement, mais certainement en profondeur, malgré maintes contrariétés contingentes. C'est pourquoi, en cette Exhortation sur la joie chrétienne, la raison et le cœur nous invitent à nous tourner très résolument vers les jeunes de ce temps. Nous le faisons au nom du Christ et de son Eglise que lui-même veut, malgré les humaines défaillances, « resplendissante, sans tache ni

ride, ni rien de tel, mais sainte et immaculée (62) ».

Ce faisant, nous ne cédon pas à un culte sentimental. Considérée du seul point de vue de l'âge, la jeunesse est chose éphémère. La célébration qui en est faite devient vite nostalgique ou dérisoire. Mais il n'en va pas de même en ce qui concerne le sens spirituel de ce moment de grâce qu'est la jeunesse authentiquement vécue. Ce qui retient notre attention, c'est essentiellement la correspondance, transitoire et menacée, certes, mais pourtant significative et riche de généreuses promesses, entre l'essor d'un être qui s'ouvre naturellement aux appels et exigences de sa haute destinée d'homme et le dynamisme de l'Esprit-Saint, de qui l'Eglise reçoit inépuisablement sa propre jeunesse, sa fidélité substantielle à elle-même et, au sein de cette fidélité, sa vivante créativité. De la rencontre entre l'être humain qui a, pour quelques années décisives, la disponibilité de la jeunesse, et l'Eglise en sa jeunesse spirituelle permanente, surgit nécessairement, de part et d'autre, une joie de haute qualité et une promesse de fécondité.

L'Eglise, comme Peuple de Dieu pérégrinant vers le royaume à venir, doit pouvoir se perpétuer, et donc se renouveler à travers les générations humaines : c'est pour elle une condition de fécondité et même simplement de vie. Il importe donc qu'en chaque moment de son histoire, la génération qui se lève exauce, en quelque sorte, l'espérance des générations précédentes, l'espérance même de l'Eglise qui est de transmettre sans fin le don de Dieu, Vérité et Vie. C'est pourquoi, en chaque génération, des jeunes chrétiens ont à ratifier, en pleine conscience et inconditionnellement, l'alliance contractée par eux dans le sacrement du baptême et renforcée dans le sacrement de confirmation.

A cet égard, notre époque de profonde mutation ne va pas sans graves difficultés pour l'Eglise. Nous en avons une très vive conscience, nous qui portons, avec tout le Collège épiscopal, « le souci de toutes les Eglises (63) » et la préoccupation de leur proche avenir. Mais nous considérons en même temps, dans la foi et dans l'espérance qui ne déçoit pas (64), que la grâce ne manquera pas au peuple chrétien. Et nous souhaitons que ce dernier ne manque pas à la grâce et ne renie pas, comme certains sont aujourd'hui tentés de le faire, l'héritage de vérité et de sainteté parvenu jusqu'à ce moment décisif de son histoire séculaire. Et — c'est bien de cela qu'il s'agit — nous pensons avoir toutes raisons de faire confiance à la jeunesse chrétienne : elle-même ne manquera pas à l'Eglise si, dans l'Eglise, il se trouve assez d'ainés capables de la comprendre, de l'aimer, de la guider et de lui ouvrir un avenir, en lui transmettant en toute fidélité la vérité qui demeure. Alors des ouvriers nouveaux, résolus et fervents entreront à leur tour, pour le travail spirituel et apostolique, dans les champs qui blanchissent pour la moisson. Alors semeur et moissonneur partageront la même joie du royaume (65).

Il nous semble en effet que la crise présente du monde, caractérisée par un grand désarroi de beaucoup de jeunes, dénonce, pour une part, un aspect sénile, définitivement anachronique, d'une civilisation mercantile, hédoniste, matérialiste, qui tente encore de se donner pour porteuse

d'avenir. Contre cette illusion, la réaction instinctive de nombreux jeunes revêt, dans ses excès mêmes, une portée certaine. Cette génération est en attente d'autre chose. Privée soudain de traditions tutélaires, puis amèrement déçue par la vanité et le vide spirituel des fausses nouveautés, des idéologies athées, de certains mysticismes délétères, n'en viendra-t-elle pas à découvrir ou à retrouver la nouveauté sûre et inaltérable du mystère divin révélé en Jésus-Christ ? Celui-ci n'a-t-il pas — selon la belle formule de saint Irénée — « apporté toute nouveauté en apportant sa propre personne (66) » ?

Et c'est pourquoi il nous plaît de vous dédier plus expressément, à vous jeunes chrétiens de ce temps, promesse de l'Eglise de demain, cette célébration de la joie spirituelle. Nous vous convions cordialement à vous rendre attentifs aux appels intérieurs qui vous visitent. Nous vous pressons de lever vos yeux, votre cœur, vos énergies neuves, vers les sommets, d'accepter l'effort des ascensions de l'âme. Et nous voulons vous donner cette assurance : autant peut être débilisant le préjugé, aujourd'hui partout répandu, de l'impuissance où serait l'esprit humain de rencontrer la vérité permanente et vivifiante, autant est profonde et libératrice la joie de la vérité divine reconnue enfin dans l'Eglise : *gaudium de Veritate* (67). Cette joie-là vous est proposée. Elle se donne à qui l'aime assez pour la chercher obstinément. En vous disposant à l'accueillir et à la communiquer, vous assurerez ensemble votre propre accomplissement selon le Christ et la prochaine étape historique du Peuple de Dieu.

VII. — La joie du pèlerin en cette Année sainte

Dans ce cheminement de tout le Peuple de Dieu s'inscrit naturellement l'Année sainte, avec son pèlerinage. La grâce du Jubilé s'obtient en effet au prix d'une mise en route et d'une marche vers Dieu, dans la foi, l'espérance et l'amour. En diversifiant les moyens et les moments de ce Jubilé, nous avons voulu faciliter pour chacun ce qui peut l'être. L'essentiel reste la décision intérieure de répondre à l'appel de l'Esprit, de manière personnelle, en disciple de Jésus, en fils de l'Eglise catholique et apostolique et selon l'intention de cette Eglise. Le reste est de l'ordre des signes et des moyens. Oui, le pèlerinage souhaité est, pour le Peuple de Dieu dans son ensemble, et pour chaque personne au sein de ce Peuple, un mouvement, une Pâque, c'est-à-dire un passage, vers le lieu intérieur où le Père, le Fils et l'Esprit l'accueillent dans leur propre intimité et unité divine : si quelqu'un m'aime, dit Jésus, « mon Père l'aimera et nous viendrons à lui, et nous ferons chez lui notre demeure (68) ». Rejoindre cette présence suppose toujours un approfondissement de la conscience véritable de soi, comme créature et fils de Dieu.

N'est-ce pas un renouveau intérieur de cette sorte qu'a voulu fondamentalement le récent Concile (69) ? Or c'est là, assurément, une œuvre de l'Esprit, un don de Pentecôte. Aussi faut-il reconnaître une intuition prophétique chez notre prédécesseur Jean XXIII envisageant comme

fruit du Concile une sorte de nouvelle Pentecôte (70). Nous-même avons voulu nous situer dans la même perspective et dans la même attente. Non que la Pentecôte ait jamais cessé d'être actuelle tout au long de l'histoire de l'Eglise, mais si grands sont les besoins et les périls de ce siècle, si vastes les horizons d'une humanité portée à la coexistence mondiale et impuissante à la réaliser, qu'il n'y a de salut pour elle qu'en une nouvelle effusion du don de Dieu. Que vienne donc l'Esprit créateur pour renouveler la face de la terre !

En cette Année sainte, nous vous avons invités à accomplir, matériellement ou en esprit et intention, un pèlerinage à Rome, c'est-à-dire au cœur de l'Eglise catholique. Mais, c'est trop évident, Rome ne constitue pas le terme de notre pèlerinage dans le temps. Aucune ville sainte d'ici-bas ne constitue ce terme. Celui-ci est caché au-delà de ce monde, au cœur du mystère de Dieu pour nous encore invisible : car c'est dans la foi que nous cheminons, non dans la claire vision, et ce que nous serons n'a pas encore été manifesté. La Jérusalem nouvelle, dont nous sommes dès à présent les citoyens et les fils (71), c'est d'en haut qu'elle descend, d'auprès de Dieu. De cette seule cité définitive, nous n'avons pas encore contemplé la splendeur, sinon comme dans une miroir, d'une manière confuse, en tenant ferme la parole prophétique. Mais dès à présent nous en sommes les citoyens, ou nous sommes invités à le devenir ; tout pèlerinage spirituel reçoit son sens intérieur de cette destination ultime.

Ainsi en était-il de la Jérusalem célébrée par les psalmistes. Jésus lui-même et Marie sa mère ont chanté sur terre, montant à Jérusalem, les cantiques de Sion : « beauté parfaite, joie de toute la terre (72) ». Mais c'est du Christ, désormais, que la Jérusalem d'en haut reçoit son attrait, c'est vers lui que nous marchons d'une marche intérieure.

Ainsi en est-il de Rome, où les saints apôtres Pierre et Paul rendirent par le sang leur ultime témoignage. La vocation de Rome est de provenance apostolique, et le ministère qu'il nous revient d'y exercer est un service au bénéfice de l'Eglise entière et de l'humanité. Mais c'est un service irremplaçable, car il a plu à la sagesse de Dieu de placer la Rome de Pierre et de Paul, pour ainsi dire, sur la route conduisant à la cité éternelle, du fait qu'elle a choisi de confier à Pierre — qui unifie en lui le Collège épiscopal — les clés du royaume des cieux. Ce qui demeure ici, non par l'effet de la volonté de l'homme, mais par une libre et miséricordieuse bienveillance du Père, du Fils et de l'Esprit, c'est la *soliditas Petri*, telle que notre prédécesseur saint Léon le Grand la célébra en termes inoubliables : « Saint Pierre ne cesse de présider à son Siègre et conserve une participation sans fin avec le Souverain Prêtre. La fermeté qu'il reçut de la Pierre qui est le Christ, lui devenu aussi Pierre, il la transmet également à ses héritiers ; et partout où paraît quelque fermeté se manifeste indubitablement la force du Pasteur [...]. Voici qu'est en pleine vigueur et vie, dans le Prince des apôtres, cet amour de Dieu et des hommes que n'ont effrayé ni la réclusion du cachot, ni les chaînes, ni les pressions de la foule, ni les menaces des rois ; et il en est de même de sa foi invincible qui n'a pas lâché pied dans le

combat et ne s'est pas attéridie dans la victoire (73). »

Nous souhaitons en tout temps, mais plus encore en cette célébration catholique de l'Année sainte, que vous éprouviez avec nous, soit à Rome, soit en toute Eglise consciente de devoir s'accorder avec l'authentique tradition conservée à Rome (74), « combien il est bon, combien il est doux d'habiter en frères tous ensemble (75) ».

Joie commune, véritablement surnaturelle, don de l'Esprit d'unité et d'amour, qui n'est possible en vérité que là où la prédication de la foi est accueillie intégralement, selon la norme apostolique. Car alors cette foi, l'Eglise catholique, « bien que dispersée dans le monde entier, la garde soigneusement, comme si elle habitait une seule maison, et elle y croit unanimement, comme si elle n'avait qu'une âme et qu'un cœur ; et d'un parfait accord, elle la prêche, l'enseigne et la transmet, comme si elle n'avait qu'une seule bouche (76) ».

Cette « seule maison », ce « cœur » et cette « âme » uniques, cette « seule bouche », voilà qui est indispensable à l'Eglise et à l'humanité dans son ensemble, pour que puisse s'élever en permanence ici-bas, en consonance avec la Jérusalem d'en haut, le cantique nouveau, l'hymne de la divine joie. Et c'est la raison pour laquelle il nous faut nous-même rendre témoignage, humblement, patiemment, obstinément, fût-ce au milieu de l'incompréhension de beaucoup, à la charge reçue du Seigneur, de guider le troupeau et d'affermir nos frères (77). Mais en combien de manières il nous arrive d'être, à notre tour, conforté par nos frères, par la seule pensée de vous tous, pour accomplir notre mission apostolique au service de l'Eglise universelle, à la gloire de Dieu le Père !

Conclusion

Au milieu de cette Année sainte, nous avons pensé être fidèle aux inspirations de l'Esprit-Saint en demandant aux chrétiens de revenir ainsi aux sources de la joie.

Frères et fils très chers, n'est-il pas normal que la joie nous habite, lorsque nos cœurs en contemplent ou en redécouvrent, dans la foi, les motifs fondamentaux qui sont simples : Dieu a tant aimé le monde qu'il lui a donné son Fils unique ; par son Esprit, sa présence ne cesse de nous envelopper de sa tendresse et de nous pénétrer de sa vie ; et nous marchons vers la transfiguration bienheureuse de nos existences dans le sillage de la résurrection de Jésus. Oui, il serait bien étrange que cette Bonne Nouvelle, qui suscite l'alléluia de l'Eglise, ne nous donne pas un visage de sauvés.

La joie d'être chrétien, relié à l'Eglise, « dans le Christ », en état de grâce avec Dieu, est vraiment capable de combler le cœur humain. N'est-ce pas cette exultation profonde qui donne un accent bouleversant au Mémorial de Pascal : « Joie, joie, joie, pleurs de joie » ? Et tout près de nous, combien d'écrivains savent exprimer, sous une forme nouvelle — nous pensons par exemple à Georges Bernanos — cette joie évan-

gélifique des humbles qui transparaît partout dans un monde qui parle du silence de Dieu ?

La joie naît toujours d'un certain regard sur l'homme et sur Dieu. « Si ton œil est sain, ton corps tout entier est aussi dans la lumière (78). » Nous touchons ici la dimension originale et inaliénable de la personne humaine : sa vocation au bonheur passe toujours par les sentiers de la connaissance et de l'amour, de la contemplation et de l'action. Puissiez-vous rejoindre ce meilleur qui est dans l'âme de votre frère et cette présence divine si proche du cœur humain !

Que nos fils inquiets de certains groupes rejettent donc les excès de la critique systématique et annihilante ! Sans se départir d'une vue réaliste, que les communautés chrétiennes deviennent des lieux d'optimisme, où tous les membres s'entraînent résolument à discerner la face positive des personnes et des événements ! « La charité ne se réjouit pas de l'injustice, mais elle met sa joie dans la vérité : elle excuse tout, croit tout, espère tout, supporte tout (79). »

L'éducation d'un tel regard n'est pas seulement une affaire de psychologie. Elle est également un fruit de l'Esprit-Saint. Cet Esprit, qui habite en plénitude la personne de Jésus, le rendait pendant sa vie terrestre si attentif aux joies de la vie quodotienne, si délicat et si persuasif pour remettre les pécheurs sur le chemin d'une nouvelle jeunesse de cœur et d'esprit ! C'est ce même Esprit qui animait la Vierge Marie et chacun des saints. C'est ce même Esprit qui donne aujourd'hui encore à tant de chrétiens la joie de vivre chaque jour leur vocation particulière, dans la paix et l'espérance qui surpassent les échecs et les souffrances. C'est l'Esprit de Pentecôte qui emporte aujourd'hui de très nombreux disciples du Christ sur les chemins de la prière, dans l'allégresse d'une louange filiale et vers le service humble et joyeux des déshérités et des marginaux de notre société. Car la joie ne peut se dissocier du partage. En Dieu lui-même, tout est joie parce que tout est don.

Ce regard positif sur les personnes et sur les choses, fruit d'un esprit humain éclairé et fruit de l'Esprit-Saint, trouve chez les chrétiens un lieu privilégié de ressourcement : la célébration du mystère pascal de Jésus. Dans sa passion, sa mort et sa résurrection, le Christ récapitule l'histoire de tout homme et de tous les hommes, avec leur poids de souffrances et de péchés, avec leurs possibilités de dépassement et de sainteté. C'est pourquoi notre dernier mot, en cette Exhortation, est un appel pressant à tous les responsables et animateurs des communautés chrétiennes : qu'ils ne craignent pas d'insister à temps et à contre-temps sur la fidélité des baptisés à célébrer dans la joie l'Eucharistie dominicale. Comment pourraient-ils négliger cette rencontre, ce banquet que le Christ nous prépare dans son amour ? Que la participation y soit à la fois très digne et festive ! C'est le Christ, crucifié et glorifié, qui passe au milieu de ses disciples, pour les entraîner ensemble dans le renouveau de sa résurrection. C'est le sommet, ici-bas, de l'Alliance d'amour entre Dieu et son peuple : signe et source de joie chrétienne, relais pour la fête éternelle.

Que le Père, le Fils et le Saint-Esprit vous y conduisent ! Et nous, de grand cœur, nous vous bénissons.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, le 9 mai 1975, douzième année de notre pontificat

PAULUS PP VI.

(1) Cf. Ph 4, 4-5 ; Ps 145, 18.

(2) Cf. Exhortation apostolique *Palena cum benevolentia*, AAS 67 (1975), p. 5-23.

(3) 2 Co 7, 3-4.

(4) Cf. Ga 5, 22.

(5) Cf. Rm 5, 5.

(6) Gn 1, 10, 12, 18, 21, 25, 31.

(7) Cf. S. THOMAS, *Summa Theologica*, I^a-II^{ae}, q. 31, a. 3.

(8) Cf. S. THOMAS, *ibid.*, II-II^{ae}, q. 28, a. 1 et a. 4.

(9) Cf. Ac 20, 35.

(10) S. AUGUSTIN, *Confessions* I, c. 1 ; PL 32, 661.

(11) Cf. Mt 16, 17.

(12) Cf. Ep 1, 9-10.

(13) Cf. Gn 21, 1-7 ; Rm 4, 18.

(14) Jn 8, 56.

(15) Is 60, 15 ; 62, 5 ; cf. Ga 4, 27 ; Ap 21, 1-4.

(16) Cf. Is 40, 1 ; 66, 13.

(17) Cf. Lc 2, 10.

(18) Cf. Lc 1, 44.

(19) Jn 3, 29.

(20) Cf. Lc 10, 21.

(21) Prière eucharistique n. IV ; cf. He 4, 15.

(22) Lc 4, 18.

(23) Cf. Lc 13, 17.

(24) Lc 3, 22.

(25) Cf. Jn 16, 32.

(26) Jn 10, 15.

(27) Jn 17, 10.

(28) Jn 14, 10.

(29) Jn 14, 31.

(30) Cf. Jn 8, 29 ; 4, 34.

(31) Jn 10, 17.

(32) Jn 17, 24.

(33) Cf. Jn 17, 13.

(34) Jn 17, 26.

(35) Lc 6, 20-21.

(36) Cf. Ac 2, 23.

(37) Jn 17, 1.

(38) Is 9, 1-2.

(39) *Praeconium paschale*.

(40) Prose de la solennité de la Pentecôte.

(41) Cf. Jn 14, 23.

(42) Cf. Rm 14, 17 ; Ga 5, 22.

(43) Cf. Jn 16, 20-22 ; 2 Co 1, 4 ; 7, 4-6.

(44) 1 P 5, 3.

(45) Mt 5, 11-12.

(46) 1 Co 2, 14.

(47) Lc 1, 46-48.

(48) Is 61, 10.

(49) Lettre aux Romains, 7 ; éd. « Sources chrétiennes », n. 10, p. 102-105. Cf. Jn 4, 10 ; 7, 38 ; 14, 12.

(50) Sermon 82, en l'anniversaire des apôtres Pierre et Paul, 6. Cf. Jn 12, 24.

(51) Cf. *In Lucam* 15 ; Ed. « Sources chrétiennes ».

n. 87, p. 233-237. Cf. Dictionnaire de spiritualité, t. VIII, col. 1245, Beauchesne 1974.

(52) Cf. *la Vie dans le Christ*, VII, 5.

(53) Lettre 175. Cf. *Manuscrits autobiographiques*, Lisieux 1956, B 5r.

(54) S. IRÉNÉE, *Adversus haereses*, V, 8, 1 ; éd. « Sources chrétiennes », n. 153, p. 94-97.

(55) He 12, 2-3.

(56) Ac 2, 39.

(57) Cf. Mc 10, 14-15.

(58) Jr 33, 8-9.

(59) Mc 1, 15.

(60) Mt 11, 28-29.

(61) Lc 15, 7.

(62) Ep 5, 27.

(63) 2 Co 11, 28.

(64) Cf. Rm 5, 5.

(65) Cf. Jn 4, 35-36.

(66) S. IRÉNÉE, *Adversus haereses*, IV, 34, 1 ; éd. « Sources chrétiennes », n. 100, p. 846-847.

(67) S. AUGUSTIN, *Confessions*, livre X, chap. 23.

(68) Jn 14, 23.

(69) Cf. PAUL VI, discours pour l'ouverture de la deuxième session du Concile, I^{re} partie, 29 sept. 1963 : AAS 55 (1963), p. 845 s. ; encyclique *Ecclesiam Suam* : AAS 56 (1964), p. 612, 614-618.

(70) JEAN XXIII, allocution pour la clôture de la première session, III^e partie, 8 décembre 1963 : AAS 55 (1963), p. 38 s.

(71) Cf. Ga 4, 26.

(72) Ps 50, 2 ; 48, 3.

(73) Sermon 96 (5^e sermon prononcé le jour anniversaire de son élection au pontificat) ; éd. « Sources chrétiennes », n. 200, p. 284-285.

(74) Cf. S. IRÉNÉE, *Adversus haereses*, III, 3, 2 ; éd. « Sources chrétiennes », n. 34, p. 102-103.

(75) Ps 133, 1.

(76) *Adversus haereses*, I, 10, 2 ; PG 7, 551.

(77) Cf. Lc 22, 32.

(78) Lc 11, 34.

(79) 1 Co 13, 6-7.

LA CONSTRUCTION D'UNE EUROPE UNIE

Voici l'allocution que Paul VI a prononcée en recevant, le 5 mai, la Commission européenne chargée des relations avec les parlements et l'opinion publique, guidée par son président, M. John Hunt, et le sénateur Pecoraro, président de la délégation italienne au Conseil de l'Europe, qui a salué le Saint-Père au nom des 30 parlementaires présents (1) :

C'est une joie pour nous de recevoir ce matin la Commission chargée, au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, des relations avec les Parlements nationaux et l'opinion publique. Nous remercions d'abord à vous dire notre estime, en pensant à vos responsabilités et à la grande conscience avec laquelle vous les exercez.

Nous sommes aujourd'hui le 5 mai. Il y a vingt-six ans, la Conférence des Dix, réunie à Londres, fondait le Conseil de l'Europe et en approuvait les statuts. Cet heureux anniversaire paraît vraiment digne d'être souligné. Comment ne pas évoquer, en effet, le chemin parcouru depuis cette date, sous l'impulsion première d'hommes d'Etat particulièrement clairvoyants, tels les regrettés Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer ? Il s'agissait, au lendemain du conflit mondial, de construire l'unité européenne, de l'établir sur les bases solides de la fraternité et de la coopération en tous domaines, afin d'assurer les conditions de la paix et du progrès.

D'où l'insistance de l'organisation dont vous êtes des représentants qualifiés, à promouvoir en priorité la liberté et le respect des droits de la personne humaine. D'où son attention vigilante, manifestée à plu-

sieurs reprises encore tout récemment, pour les problèmes sociaux, car l'harmonisation des législations du travail, rendue indispensable par la circulation des travailleurs d'un pays à l'autre, est incontestablement bénéfique et contribue à une meilleure justice. D'où l'intérêt aussi de votre organisation pour le monde des jeunes, pour les principes moraux qui doivent présider à l'action en faveur du développement des nations moins favorisées. L'on pourrait continuer l'énumération des nombreux sujets qui nourrissent votre réflexion et vos échanges. Disons seulement qu'ils nous frappent par leur caractère hautement humanitaire. Oui, vous avez à Strasbourg un magnifique laboratoire d'idées et nous sommes heureux que vous vous attachiez à faire passer progressivement celles-ci auprès des instances qui vous ont mandatés.

Il nous semble qu'il existe une convergence entre tous ces efforts et ce que l'Eglise essaie de faire en conformité avec les lignes directrices de l'Evangile. Ces efforts, en effet, ne peuvent que contribuer à l'union de peuples aussi riches d'idéaux, de traditions et d'énergies que le sont les peuples de l'Europe, même si leurs divergences et leurs divisions ne leur permettent pas, hélas ! d'exercer dans le monde le rôle important, la haute responsabilité qui revient à l'Europe en raison justement de ces richesses particulières. Ces mêmes efforts, orientés immédiatement vers la construction d'une Europe unie, contribuent également, d'une manière indirecte mais efficace, à l'avènement de la réconciliation entre tous les hommes et entre tous les peuples, à laquelle l'Eglise, pour sa part, invite spécialement en cette Année sainte.

Vous nous permettrez donc d'en éprouver une vive satisfaction, et de vous renouveler les encouragements que nous avons déjà eu l'occasion d'adresser autrefois à votre Commission. Que le Seigneur éclaire et bénisse votre recherche de l'unité, et qu'il vous assiste dans votre belle tâche !

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 6 mai 1975. Titre de la DG.

LA CONCEPTION CHRÉTIENNE DU TRAVAIL

Homélie du 1^{er} mai

Au cours de la messe qu'il a célébrée le 1^{er} mai, sur la place Saint-Pierre, devant des ouvriers de toutes les parties du monde invités par le Comité central de l'Année sainte, Paul VI a prononcé l'homélie ci-après (1) :

La bonne éducation chrétienne, qui trouve dans la Sainte Ecriture ses expressions habituelles, met dans notre cœur et sur nos lèvres ces belles paroles de salutation : que la grâce et la paix (Rm 1, 7) du Seigneur soient avec vous ! Soyez les bienvenus à ce rassemblement spirituel. C'est à vous spécialement, travailleurs, qui êtes toujours présents dans notre estime et notre ministère, que nous nous adressons. Merci de votre présence. Vous n'êtes pas ici comme des étrangers, mais comme des frères et des fils auxquels nous devons une affection particulière et une considération spéciale. Merci, très chers fils ; et nous saluons aussi les autres fidèles de Rome ainsi que les pèlerins venus à l'occasion de l'Année sainte. Tous nous vous saluons et nous vous bénissons avec reconnaissance.

La fête du Travail peut-elle être fête religieuse ?

Mais cette célébration, nous vous le disons bien sincèrement, suscite en nous une certaine appréhension. Pourquoi ? Parce qu'elle comporte deux caractéristiques qui, à première vue, ne semblent pas aller facilement ensemble. La première caractéristique, c'est que nous sommes aujourd'hui le 1^{er} mai et nous savons ce que cette date représente dans l'opinion commune, spécialement dans le monde du travail : c'est la fête du Travail. La seconde caractéristique, c'est le caractère religieux de notre rassemblement : d'une part, parce qu'il se place sous le signe du culte de saint Joseph artisan, père putatif de Jésus et votre patron particulier à vous ouvriers ; d'autre part, parce qu'il se relie aux célébrations du Jubilé qui fait de cette année 1975 une Année sainte, une année consacrée à la révision spirituelle et morale de nos consciences, pour les remettre en ordre devant Dieu et devant l'Eglise. Et cette Année sainte convoque aux basiliques romaines, parmi lesquelles figure celle de Saint-Pierre, les fidèles qui, sur la tombe du premier apôtre, martyr, évêque de Rome et de l'Eglise catholique, veulent attester leur fidélité et implorer pardon et force, afin de repartir sur le bon chemin et de vivre en hommes sincères et en chrétiens authentiques.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* des 2-3 mai 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

Peuvent-elles aller ensemble ces deux caractéristiques qui sont l'une profane, l'autre religieuse ? N'y a-t-il pas entre elles deux une dissonance ? N'est-ce pas par un pur artifice qu'elles se trouvent réunies ? Peut-on conserver au 1^{er} mai son caractère de fête du Travail, tout en y associant les sentiments spirituels inspirés par la célébration liturgique de la fête de saint Joseph et par l'Année sainte ? Votre présence ici écarte tous les doutes et répond : oui.

Oui, frères et fils très chers, nous faisons nôtre cette réponse franche, et nous vous disons qu'après y avoir beaucoup réfléchi, nous la trouvons juste et sage. Nous aurions même des quantités de choses à dire à ce sujet. Mais pour l'instant nous nous limiterons à quelques réflexions très simples.

« Ora et labora »

La première de celles-ci est cependant capitale : comment peut-on historiquement et logiquement soutenir qu'il y a une opposition entre la célébration de la notion de travail qui doit être la vôtre et la célébration d'un acte spécial de culte au saint ouvrier de Nazareth, en y unissant la célébration du Jubilé de l'Année sainte ? S'agit-il là de deux choses contradictoires qui s'excluent l'une l'autre ? Nous savons que la notion que l'on se fait du travail dans le monde d'aujourd'hui prétend souvent être la seule valable. Mais nous savons aussi, et vous le savez tous, que l'idéal que l'on se fait de la profession et du travail est d'autant plus élevé, d'autant plus digne et, ajouterons-nous, d'autant plus sacré qu'il s'insère davantage dans une notion supérieure et globale de la vie, où, dans l'échelle des valeurs, la première place est reconnue à l'homme. Oui, l'homme est prioritaire. C'est lui qui produit le travail. Et le travail, qui est effort pour dominer la terre, tend à servir l'homme. S'il n'en était pas ainsi, l'homme redeviendrait esclave et le travail maintiendrait à un niveau matérialiste la stature, le développement et la dignité de l'homme. Or, si l'homme, si notre vie est prioritaire, nous ne pouvons pas décapiter l'homme en niant sa dimension essentielle qui le fait tendre vers ce qui est transcendant, c'est-à-dire tout simplement vers Dieu, vers le mystère qui sous-tend et explique tout. Oui, vers Dieu qui a fait de l'homme un travailleur, c'est-à-dire son collaborateur (cf. 1 Co 3, 8), mais en l'obligeant, après la première faute qui lui fut fatale, à gagner à la sueur de son front son pain, sa nourriture, en travaillant à sa perfection dans ce rapport de force entre son travail et le monde qu'il est appelé à conquérir pour le mettre à son service et en faire une source de vie. Le travail est à la fois peine et récompense de l'activité humaine. Dans cette perspective supérieure, qui est la vraie, le travail a de soi une autre valeur qui est essentiellement religieuse. Les moines du Moyen Age, qui restent pour nous des maîtres

de vie, l'ont bien compris lorsqu'ils ont condensé tout leur programme dans cette belle formule : « *Ora et labora*. Prie et travaille. »

Voilà ce qui est. Et c'est pourquoi la façon dont nous célébrons le 1^{er} mai ne déforme pas la célébration du travail humain, mais lui donne une âme et une valeur rédemptrice. Nous devons comprendre cette parenté entre le travail et la religion, une parenté qui reflète l'alliance mystérieuse, mais réelle et réconfortante, entre la causalité humaine et la providentielle, paternelle, causalité divine.

Le matérialisme du monde du travail ne peut pas conduire à une société vraiment humaine

Tant que le monde du travail ne saura pas s'affranchir du matérialisme et du laïcisme étroit qui aujourd'hui semblent l'halluciner, comme s'ils étaient les seuls à pouvoir se fonder sur la science et la raison, comme s'ils représentaient une libération — la libération de celui qui marche sans savoir où il va —, comme s'ils constituaient la formule obligatoire et définitive de l'évolution sociale actuelle, le seul stimulant efficace et fécond du travail, nous n'aurons pas un modèle de société organisée d'une façon vraiment humaine et encore moins chrétienne, mais une pesante coexistence réglée par des engrenages économiques et législatifs complexes et impersonnels, et non pas une société vraiment libre, naturelle et fraternelle. Il faut redonner au travailleur des ailes — qui souvent aujourd'hui lui ont été coupées — pour qu'il puisse retrouver sa véritable et complète stature humaine, son équilibre premier. Il faut lui redonner les ailes de l'esprit, de la foi, de la prière, les horizons de l'espérance, de la fraternité, de la justice, de la communauté, de la paix.

Le recours systématique à la haine n'a-t-il pas retardé les conquêtes du monde du travail ?

Nous connaissons les mille et une objections à cet idéal que nous souhaitons. La première est celle qui accuse la religion d'être inutile et même de faire obstacle au progrès positif de la civilisation. Aucun d'entre vous, certainement, ne peut croire à ce vieil aphorisme : « la religion, opium du peuple » ; aphorisme démenti par l'histoire, nous voulons dire l'histoire animée par l'Evangile, dépassé par les documents de la doctrine de l'Eglise, tout imprégnés d'amour pour le peuple et dont, aujourd'hui plus que jamais, l'engagement de ses fils et de ses saints porte témoignage. Nous pourrions, si nous voulions polémiquer, retourner l'objection, en demandant si le recours systématique à la haine, à la révolte, à la violence, à la lutte contre les membres d'une même société, pour faire aboutir des revendications purement positivistes, n'a pas davantage retardé les légitimes et souhaitables conquêtes du monde du travail en élevant contre ses aspirations des antagonismes rigides et des égoïsmes implacables. Nous pourrions à ce propos rappeler ce que disait notre regretté et vénéré prédécesseur le Pape Jean XXIII. Dans son discours

du 1^{er} mai 1959, il citait ces lignes qu'il avait écrites quelques années auparavant, à Venise : « Il est à craindre que pénètre dans nos esprits le spécieux axiome que, pour réaliser la justice sociale, pour secourir les misères de toutes sortes... il faut absolument s'associer à ceux qui nient Dieu et oppriment les libertés humaines. » (Cf. AAS, 1959, p. 358.) (2)

Les difficultés des travailleurs

Mais, en cet heureux instant, nous voulons nous arrêter à de plus sereines pensées.

Permettez, frères très chers, que nous saluions en vous le monde du travail tout entier et que nous l'assurions de notre affection et de notre amitié chrétienne.

Permettez que nous ayons en ce moment une pensée particulière pour tous ceux qui souffrent parce que leur travail est dur et insalubre, parce qu'ils n'ont pas de sécurité dans leur emploi, parce que leur logement et leur salaire sont insuffisants. Nous souffrons avec eux et nous voudrions pouvoir les aider.

Pour toutes ces peines et ces insuffisances, nous osons solliciter l'intervention attentive et intelligente des autorités compétentes. Nous encourageons et nous félicitons tous ceux qui se préoccupent d'assurer aux travailleurs des conditions toujours plus justes et plus stables pour leur activité et leur bien-être.

Et pour vous, très chers fils, ainsi que pour tous ceux, prêtres et laïcs, qui vous aiment, et, au nom du Christ et de la solidarité humaine, vous apportent aide et réconfort, nous prions aujourd'hui le Seigneur et, sous l'auspice de saint Joseph, votre collègue et protecteur, nous implorons de lui une grande et réconfortante bénédiction.

(2) Cf. DC 1959, n° 1305, col. 708 (NDLR).

— **Ecouter l'Evangile**, par P. GRELOT (coll. « Lire la Bible »). — Un vol. 13,5 x 19,5 cm, de 192 pages. Prix : 24 F. Le Cerf, Paris.

Pierre Grelot, professeur à l'Institut catholique de Paris, a un talent certain pour guider le lecteur dans la pénétration savoureuse de la Bible. Ce petit livre correspond à un but précis : comment faire pour que des chrétiens réunis autour d'une lecture d'Evangile puissent y trouver leur nourriture spirituelle, sans se laisser aller aux considérations superficielles ? C'est donc un guide de lecture qui, sans rien ignorer des problèmes de l'exégèse, entend nourrir la foi. Un livre à recommander pour les groupes bibliques.

— **Saint Pierre retrouvé, le martyr, la tombe, les reliques**, par Margherita GUARDUCCI. — Un vol. 13,5 x 19 cm, de 151 pages. Prix : 30 F. Editions Saint-Paul, Paris.

Un petit livre tout à fait passionnant qui se lit... comme un roman policier. L'auteur, titulaire de la chaire d'épigraphie et d'antiquité grecque à l'Université de Rome, est une scientifique qui a étudié personnellement de très près le problème des reliques de saint Pierre dans le sous-sol de la basilique. Elle présente ici les résultats de ces travaux, qui ont permis à Paul VI, en juin 1968, d'annoncer solennellement que les reliques de l'apôtre avaient été retrouvées. Il est évident que la thèse pourra toujours être discutée — et elle n'a pas manqué de l'être — mais il faut honnêtement admettre que les arguments de l'auteur entraînent bien souvent la conviction.

LES EXIGENCES SPIRITUELLES DU JUBILÉ

Audience générale du 7 mai (1)

Lorsque nous nous efforçons de bien situer la spiritualité de l'Année sainte, qui maintenant est entrée dans nos vies, nous nous apercevons qu'elle comporte une grande exigence. Elle ne requiert pas seulement de la réflexion ou des actes religieux accompagnés d'une certaine attitude d'humilité et de pénitence, mais elle nous demande beaucoup plus. Beaucoup, venus en pèlerinage pour acquérir les bienfaits spirituels du Jubilé, se sont informés sommairement des conditions qui étaient requises à cet effet, et ils ont pensé que, tout compte fait, ces conditions n'étaient pas bien onéreuses. Ils ont même pu constater que les normes établies par l'Eglise portent une caractéristique bien actuelle, celle de la facilité. Extérieurement, le Jubilé se réduit à bien peu de chose. Il exige peu de temps, peu de dérangement, peu de peine. Si on les compare avec celles des jubilés d'autrefois, les prescriptions actuelles apparaissent infimes. Comme tout le reste aujourd'hui, elles sont « bon marché ». Il suffit de s'inscrire à un pèlerinage et cela va tout seul. Aucune dépense exagérée et imprévue, aucun jeûne, aucune veille, aucune formule de pénitence ne sont impérativement prescrites. Il y a certes toujours le voyage, dont les désagréments ne sont que relatifs. Aujourd'hui, avec le tourisme, tout est simple et facile, et même agréable et intéressant. Tout compte fait, cette excursion comporte plus d'agréments que d'ennuis, et même bien souvent plus de distractions que de peines.

Le Jubilé extérieurement facile, intérieurement difficile

Nous qui avons la responsabilité générale du programme de l'Année sainte, nous sommes heureux d'avoir rendu le Jubilé matériellement possible et d'en avoir facilité l'accès aux foules des simples fidèles. Mais nous devons encore une fois attirer l'attention sur le sérieux de cet acte religieux extraordinaire qu'est le Jubilé. Il est extérieurement facile, et même très facile, mais, intérieurement, il est exigeant. Il ne se réduit pas à peu de chose. Comme nous l'avons dit mercredi dernier, c'est un réveil de conscience, une affirmation spirituelle devant le monde païnisant et irrégulier qui nous entoure. Et si nous continuons cet examen de l'essence et des conditions du Jubilé, nous nous apercevons tous que nous nous trouvons en face de grandes difficultés.

Que chacun essaie de se demander ce que le Jubilé, dans sa réalité spirituelle, exige de nous. Il exige de nous avant tout que nous recourions aux sacrements, ces sources que nous connaissons bien, mais qui, ici, sont mises à notre portée pour que nous puissions bénéficier profondément de leur efficacité surnaturelle qui peut nous

transformer : le sacrement de pénitence, qui nous permet de retrouver la vie de la grâce et celui de l'Eucharistie où cette vie se nourrit de cet aliment artificiel qu'est la communion réelle et mystérieuse avec le Christ vivant. Le Jubilé requiert donc de nous cette conversion, cette *metanoia*, qui doit rectifier la conception, la direction, la conduite de notre vie ; qui doit corriger notre mentalité profane, sensuelle, extérieure, égoïste (cf. Ep 4, 23) ; qui doit nous faire retrouver et rendre opérante la logique de notre baptême et de notre christianisme (cf. Rm 6, 3 ; Ga 3, 27) ; qui doit nous donner un cœur nouveau, une vie nouvelle (cf. 2 Co 5, 17) ; qui doit nous empêcher de retomber dans de nouvelles fautes (cf. 1 Co 5, 7-8), c'est-à-dire nous rendre vraiment bons, honnêtes, purs, généreux, persévérants (cf. Ep 5, 27 ; 1, 4 ; Col 1, 22 ; 2 P 3, 14, etc.), et qui doit nous donner le sens de la solidarité envers les autres, spécialement ceux qui ont besoin d'aide et de bonté (cf. 1 Co 13, 1 et s.).

La prière au secours de notre faiblesse

Nous le répétons : le Jubilé est une chose sérieuse. Mais une objection décourageante se présente à nous. Si cet acte religieux qui doit nous réformer et nous transformer est si exigeant, il nous demande trop, il est trop difficile. Et s'il se réduit à un geste formaliste et vétilleux, il aggrave nos problèmes de conscience plutôt qu'il ne les résout. Le Jubilé n'est pas quelque chose de magique ; il ne doit pas être une illusion ; il ne doit pas avoir d'autre résultat que de nous faire prendre plus vivement conscience de notre incapacité à faire passer dans notre vie les résolutions qu'il nous a inspirées, les engagements auxquels il nous a obligés.

Mais ici, frères, nous sommes éclairés par une autre découverte, dont tous nous connaissons les termes depuis toujours, mais que nous n'avons jamais suffisamment explorée : sous la pression des exigences d'une vie nouvelle et authentiquement chrétienne, nous découvrons notre faiblesse congénitale et, en un certain sens, inguérissable. Nous ne sommes pas capables, avec nos seules forces, d'être fidèles, c'est-à-dire chrétiens, comme nous devrions l'être. Jésus nous en a avertis : « Sans moi, vous ne pouvez rien faire. » (Jn 15, 5.) Notre vie ne se suffit pas à elle-même. Sans l'aide, immanente pourrions-nous dire, de Dieu, du Christ, de son Esprit, nous ne pourrions pas être bons, justes, humains, comme nous devrions l'être. De quoi avons-nous besoin ? Nous avons besoin de prière pour demander la force de Dieu qui vient au secours de notre faiblesse. Sans prière, il n'y a pas de vie chrétienne, nous le savons. Mais si ce grand examen de notre vie qu'est le Jubilé ne nous avait pas apporté d'autre conclusion pratique que celle de la nécessité de la prière — de la prière assidue, authentique, vécue —, il aurait déjà atteint l'un de ses objectifs les plus salutaires et les plus élevés. Nous devons prier, soyons-en convaincus. Et la prière n'est pas seulement un devoir, elle est aussi un art, et un art de qualité.

Alors, pour couronner notre Jubilé, prenons la résolution de redonner son âme à notre vie par

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 3 mai 1975. Traduction et titre de la DC.

la prière, en commençant par demander au Seigneur qu'il soit lui-même notre maître à prier : « Seigneur, apprends-nous à prier. » (Lc 11, 1.) Avec notre Bénédiction apostolique.

L'UNITE AU SEIN DE L'EGLISE

Audience générale du 14 mai (1)

TRÈS CHERS FRÈRES ET FILS,

Il y a des moments et des lieux, chargés de sens spirituel, où les choses parlent pour qui sait écouter. Tel est le cas, par exemple, en ce moment, pour le lieu où nous sommes. Que nous dit cet instant ? Que nous dit ce lieu ? Ils nous disent tout de suite, d'une façon évidente et sensible, combien cette assemblée revêt un caractère original : nous sommes nombreux, nous sommes réunis spontanément, nous venons d'horizons différents, de pays différents, et à cause de cela il existe entre nous la barrière naturelle, qui nous cause un peu de tristesse, de la diversité des langues, laquelle gêne plus qu'elle n'aide la communication mutuelle. Or, cette communication rentre manifestement dans les intentions profondes d'une assemblée comme celle-ci qui voudrait que nous soyons tous égaux, amis, frères ; qui voudrait nous faire vivre d'une façon sensible d'abord et spirituelle ensuite, l'expérience féconde, très humaine, en un mot chrétienne, que nous sommes tous un, que nous constituons une seule famille, un seul corps, c'est-à-dire que nous sommes « Eglise ». Eglise veut dire réunion, et même unité. Nous pourrions nous arrêter sur cette première conclusion inspirée par les aspects sensibles de l'instant présent et du lieu où nous sommes. Nous donnons une image d'unité, non seulement par notre rassemblement, mais plus encore par les sentiments et les motifs qui nous réunissent.

Nous pourrions appliquer à une réunion comme celle-ci cette phrase bien connue de l'Écriture : « Qu'il est bon, qu'il est doux d'habiter en frères tous ensemble. » (Ps. 132, 1.) Nous pourrions y ajouter quelques réminiscences de vieux maîtres de la vie chrétienne. Ainsi Tertullien, qui écrit à propos des premières communautés d'Eglise : « Voyez comme ils s'aiment. » (Apol 39, 7.) Ou bien, parmi tant d'autres, saint Augustin, qui écrit : « Toi, l'Eglise catholique, véritable Mère pour les chrétiens..., tu réunis les frères par le lien de la religion, plus stable et plus fort que celui du sang. » (« *De moribus Eccl. cath.* », 1, 62-63 ; PL 32, 1336.)

C'est ainsi, frères et fils, que s'inaugure dès cette vie terrestre le mystère dans lequel s'achèvera le dessein suprême du Christ : la régénération de l'humanité, royaume du Christ, dans le royaume de Dieu ; et son plan d'unité : « Que tous soient un » (Jn 17, 21). L'unité est l'objectif

du christianisme dans le temps, le sommet du plan de salut pour l'éternité. Et l'Eglise n'est rien d'autre que la construction de cette unité de la famille humaine dans la même foi, la même charité ; unité conçue par le Père, édifée par le Christ par la vertu de l'Esprit qui sanctifie et unifie.

L'Année sainte, spécialement dans les aspects pénitentiels et rénovateurs du jubilé, est une célébration de cette unité réelle et mystérieuse par ses humbles et généreux efforts pour nous réconcilier avec Dieu et avec nos frères, et avant tout avec ceux qui sont membres de l'édifice mystique de l'Eglise. Permettez-nous de vous demander si vous avez eu connaissance de l'Exhortation apostolique que nous avons publiée pour que soient retrouvées la vraie fraternité, la collaboration harmonieuse, la réconciliation, l'authentique communion au sein de l'Eglise (2). Si l'Eglise n'était pas intimement unie, n'y aurait-il pas une contradiction dans les termes qui la constituent ?

Les contestataires conservateurs ou innovateurs qui font passer leurs opinions personnelles avant la pensée de l'Eglise

Notre chère Eglise porte une plaie toujours ouverte, celle causée par les multiples départs, tout au long des siècles, de grands et vénérables membres de l'unique Corps mystique du Christ, qui est précisément l'Eglise telle qu'il l'a conçue et voulue (cf. Jn 13, 34-35 ; 15, 12). Et aujourd'hui, à ces plaies de l'Eglise catholique sont venues s'ajouter, en son sein, les cruelles blessures que lui causent certains de ses fils contestataires. Qu'ils soient conservateurs ou innovateurs, ceux-ci, par l'usage abusif qu'ils font de critères arbitraires de restauration ou de pluralisme, ne contribuent pas positivement à l'édification de l'Eglise dans la vérité et la charité, c'est-à-dire dans le mystère de son unité. Peut-être oublient-ils cette supplication de saint Paul : « Je vous exhorte, frères, au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ : soyez tous d'accord et qu'il n'y ait pas de division parmi vous ; soyez bien unis dans un même esprit et dans une même pensée » (1 Co 1, 10 ; 12, 25 ; Rm 15, 5). Certains font passer leurs opinions personnelles, peut-être égoïstement, avant la pensée manifestée ouvertement par l'Eglise. C'est ainsi qu'ils la discréditent auprès de ses fils et auprès de ceux qui lui sont étrangers (cf. Co 4, 5 ; 1 Th 4, 12), qu'ils découragent ses vocations sacerdotales et religieuses, qu'ils freinent son élan missionnaire et qu'ils compromettent ses possibilités d'engager un dialogue œcuménique convaincant et efficace.

Frères et pèlerins qui êtes venus à cette basilique, sur la tombe de l'apôtre saint Pierre, « principe et fondement... de l'unité et de la communion » (*Lumen gentium*, 18) de l'Eglise que le Christ a fondée sur lui, affermissons en nous nos sentiments et nos résolutions de réconciliation (cf. Rm 5, 11), ainsi que nous y exhorte saint Paul, pour « garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix » (Ep 4, 3). Voilà ce qu'entend celui qui sait écouter, en cet heureux instant et en ce lieu si évocateur.

Avec notre bénédiction apostolique..

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 16 mai 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

L'audience générale du 14 mai devait avoir lieu dans la soirée sur la place Saint-Pierre. Un violent orage a obligé les pèlerins à se scinder en deux parties : les pèlerins de langue italienne dans la basilique Saint-Pierre, où le Pape les a reçus à 18 heures, et les autres dans la salle d'audience où il est venu les retrouver une heure après.

(2) DC 1975, n° 1667, p. 1 et s. Cette exhortation est publiée en tiré à part (NDLR).

Au début de l'audience générale du 7 mai, Paul VI a évoqué en ces termes la mémoire du cardinal Mindszenty, mort la veille, d'une déficience cardiaque après une intervention chirurgicale, à la clinique des Frères de la Miséricorde, à Vienne (1).

Nous devons commencer notre rencontre d'aujourd'hui sur une note de tristesse, bien que, pour nous chrétiens, la mort doive plutôt apparaître comme le début d'une nouvelle vie, de la vraie vie : la mort est venue éteindre sur la terre une flamme dont la lumière étincelante a éclairé la vie de l'Eglise au cours des dernières décennies. Le cher et vénéré cardinal Jozsef Mindszenty, ancien archevêque d'Esztergom, primat de Hongrie, est mort hier à Vienne, à l'âge de 83 ans. Peu avant l'intervention chirurgicale à laquelle il devait se soumettre, nous avions pu lui faire parvenir l'expression de nos vœux et notre bénédiction. Nous pensons à lui avec émotion et nous prions Dieu pour sa belle âme.

C'est une singulière figure de prêtre et de pasteur que celle du cardinal Mindszenty.

Ardent dans sa foi, fier dans ses sentiments, inébranlable dans ce qui lui paraissait être un devoir et un droit.

La Providence a voulu qu'il vive dans l'une des périodes les plus difficiles et les plus complexes de l'existence millénaire de l'Eglise de son noble pays et qu'il en ait été l'un des protagonistes. Il fut, et il continuera certainement à être un signe de contradiction. Il fut l'objet de vénération et d'attaques violentes. Il fut traité d'une façon qui a rempli de douloureuse stupeur l'opinion publique et en particulier le monde catholique. Ni sa personne sacrée ni sa liberté ne furent épargnées.

Lorsque sera apaisé le tumulte des passions, lorsque se seront éteints les échos des polémiques suscitées souvent par des épisodes particuliers de son existence tourmentée et indomptée, l'histoire saura porter sur lui un jugement plus parfaitement équilibré et objectif et lui donner la place qui lui revient.

Au milieu de l'émotion que nous cause sa mort, nous aimons rappeler celle que nous avons éprouvée lorsque nous l'avons rencontré, en septembre 1971, au moment où il était venu à Rome après huit années passées en prison et quinze dans une solitude non moins dure à l'ambassade des Etats-Unis, à Budapest. Notre embrassement fut celui de l'Eglise (2).

Et aujourd'hui l'Eglise prie avec nous pour le repos en Dieu de son âme forte et tourmentée, pour la Hongrie qui ne nous est pas moins chère qu'à lui, pour que triomphent d'une façon bienfaisante la foi, la justice et la paix dans le monde.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 8 mai 1975. Traduction de la DC.

Les obsèques du cardinal Mindszenty ont été célébrées le 10 mai, en la cathédrale Saint-Etienne de Vienne, sous la présidence du cardinal Koenig. Il a été inhumé le 15 mai, au sanctuaire de Mariazell (Autriche), dans la chapelle hongroise construite en 1672, par Mgr Szelepczeny, archevêque d'Esztergom (*l'Osservatore Romano*, 14 mai).

(Cf. *infra*, p. 542, l'hommage du cardinal Marty.)

(2) Cf. DC 1971, n° 1595, p. 923 et s. (NDLR).

Recevant, le 3 mai, un groupe de pèlerins parisiens de Montmartre, guidés par Mgr Charles, recteur de la basilique, et le P. de Vorges, chapelain, Paul VI leur a adressé l'allocution ci-après :

Chers Fils et chères Filles,

Lorsque l'on vient visiter Paris, on aime se rendre sur la célèbre colline de Montmartre. On est aussitôt frappé par la majesté de la Basilique du Sacré-Cœur qui s'y élève. Ce monument veut symboliser d'une certaine manière l'ineffable échange entre les souffrances et les espoirs qui montent de la terre des hommes, et la grâce qui jaillit du Cœur du Christ. Paraphrasant un verset de l'hymne de la nuit de Pâques, nous oserions presque dire que c'est là un de ces lieux où le ciel s'unit à la terre et où l'homme rencontre Dieu.

Car Montmartre est un lieu de prière. Telle est sa vocation. Une prière d'adoration, de contemplation, de louange devant les richesses du Cœur du Christ, par lesquelles le fardeau de la vie quotidienne, accepté avec toutes ses exigences mais relié à la Croix, peut se transformer en offrande et devenir plus léger. Une prière eucharistique, devant la présence réelle du Seigneur, rappel s'il en faut du témoignage suprême d'amour qu'il nous a donné et qu'il nous donne encore. Une prière aussi aux intentions de l'Eglise et de son premier responsable, dont nous bénéficions chaque jour, et avec quelle gratitude de notre part !

Familiers et pèlerins de Montmartre, c'est vers Rome que vous avez maintenant dirigé vos pas, répondant ainsi à notre appel de venir célébrer l'Année Sainte au centre de la chrétienté. Il nous a semblé en effet que les efforts courageux entrepris par les fidèles dans leurs pays respectifs, en vue d'un renouveau intérieur et d'une réconciliation entre les hommes, entre les tendances et les groupes, afin que l'Eglise soit une famille mieux unie dans la foi et dans la charité, il nous a semblé que ces efforts seraient grandement stimulés par une démarche de ce type.

Nous savons également que l'emploi du temps de votre bref séjour a prévu des possibilités de dialogues avec différents animateurs de la pastorale locale et avec plusieurs de nos collaborateurs dans le service de l'Eglise universelle. Nous vous félicitons de ce souci d'ouverture à des problèmes qui ne sont pas quotidiennement les vôtres, même s'ils vous touchent par divers aspects, et nous souhaitons que vous appreniez de la sorte à élargir votre horizon, à penser et à agir « en Eglise », à *sentire cum Ecclesia*.

Demain déjà vous regagnez Paris, l'esprit chargé de souvenirs. Le témoignage des martyrs, la communion du peuple de Dieu de toute race et de tout lieu, la dimension ecclésiale de la foi, tout cela vous aura « parlé » au plus profond de l'âme. Nous espérons que cela vous déterminera à donner un impulsion nouvelle à votre vie chrétienne, pour qu'elle soit plus authentique et plus dynamique.

Et nous vous bénissons de tout cœur, ainsi que vos familles et tous les adorateurs de la Basilique. Que la joie du Christ ressuscité soit toujours avec vous !

(Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 4 mai 1975.)

Questions actuelles

LETTRE DE L'ÉPISCOPAT DU QUÉBEC SUR LA FAMILLE (*)

Aujourd'hui comme hier, la famille est une réalité fondamentale autant pour la personne humaine que pour l'ensemble de la société. Voilà la conviction profonde qui nous amène, comme citoyens du Québec et évêques de l'Eglise d'ici, à adresser ce message sur la famille, à l'intention certes des catholiques et de tous les chrétiens du Québec, mais aussi à l'intention des hommes et des femmes qui, sans partager notre foi en Jésus-Christ, portent en leur cœur et en leur action le souci d'une société plus humaine, plus juste et plus solidaire.

I. — Importance de la famille

1. La famille hier

Il fut au Québec une époque — encore assez proche de nous — où il allait de soi d'affirmer que la famille est nécessaire tant pour les individus que pour la société. C'est elle qui garantissait en pratique la survie de l'individu, d'où l'importance d'avoir de nombreux enfants qui étaient autant de bras pour le travail. C'est elle qui assurait l'apprentissage du métier aux générations montantes. C'est en elle que se transmettaient de génération en génération les valeurs de base de la société. C'est encore elle qui présidait aux premiers balbutiements de la foi et qui témoignait de la valeur des principes de vie chrétienne. Bref, la famille tenait une place centrale. Ne pas avoir de famille équivalait quasiment à vivre en déraciné social, en individu sans aucune attache.

2. La famille aujourd'hui

Les temps ont changé. Sous l'influence de l'industrialisation et de l'urbanisation massive qu'elle a entraînée, le modèle de la famille traditionnelle a perdu de l'importance. Parfois brutalement arrachées à un milieu séculaire, les familles ont dû faire face à des situations nouvelles de travail, de logement, de revenu, de loisirs (1). Par la force des choses, des rôles

traditionnellement attribués à la famille ont évolué ou même disparu, ou encore ont été assumés par d'autres instances sociales. Ainsi la famille n'est plus le lieu de l'apprentissage du métier ni le lieu du travail. Bref, le rapport famille-société a complètement changé.

Dans le même temps, les rôles respectifs des parents et des enfants se sont transformés. L'évolution est peut-être moins marquée pour le père qui, tant hier qu'aujourd'hui, demeure principalement un pourvoyeur, celui qui, par son travail à l'extérieur, apporte à la famille le salaire dont elle a besoin pour subsister. Mais le changement n'en est pas moins réel. Divers facteurs, telle l'entrée de femmes de plus en plus nombreuses sur le marché du travail, et les inévitables transformations sociales et culturelles que ce phénomène a entraînées, ont amené le père de famille à assumer un rôle plus diversifié et, en particulier, à partager davantage avec la mère de famille les tâches de la maison. La mère, hier première responsable des « choses de la maison », mais en même temps « présente aux choses des champs », premier témoin des valeurs humaines et chrétiennes et principal canal de leur transmission, était le vrai trait d'union de la famille traditionnelle. Le titre de « reine du foyer » lui eût certes mieux convenu hier qu'aujourd'hui.

Confinée aux quatre murs de l'appartement, souvent étrangère au travail du père, perdant très vite l'exclusivité de l'éducation de ses enfants, plus ou moins condamnée à répéter les mille et un gestes d'un ménage qu'il faut toujours recommencer, assaillie et frustrée par une publicité aussi agressive que séductrice, la mère au foyer en vient fréquemment à douter de la valeur de ce qu'elle fait et se pose bien des questions sur son rôle de mère et de femme dans sa famille et dans la société. Quant au travail de la femme à l'extérieur du foyer, il aide certes à résoudre des problèmes financiers, mais, sauf pour une élite privilégiée, il ne contribue guère à valoriser la femme comme mère et comme femme. Bien au contraire, une organisa-

(*) Texte original.

Cette lettre a été publiée à l'occasion de « Chantier 75 », projet d'éducation de la foi dans l'Eglise du Québec pendant le Carême, dont les thèmes ont été successivement : la libération (1972), les conflits (1973), la consommation (1974), et enfin la famille (1975).

(1) La famille rurale a peut-être été moins touchée par ces phénomènes modernes, bien qu'elle ait tout de même été marquée par eux. Pour traiter avec pertinence

de la famille en milieu rural, il faudrait choisir une approche et une problématique sensiblement différentes de celles que nous adoptons ici. L'industrialisation moderne et divers autres facteurs tels que le développement des diverses techniques de communications, la transformation du système scolaire, etc., ont néanmoins bouleversé la vie de la famille rurale, qui se trouve confrontée aujourd'hui à de nombreuses difficultés, parfois analogues à celles de la famille urbaine, et à de nouveaux défis.

tion inhumaine du travail happe les femmes comme elle a happé les hommes, et leur situation est encore aggravée par la discrimination qu'on exerce à leur endroit au chapitre des emplois et des salaires. Sans compter que la mère de jeunes enfants se trouve alors confrontée à de nouveaux problèmes : difficultés de garderie, incompatibilité des horaires scolaires et des horaires de travail, fatigue occasionnée par le cumul de deux tâches, etc. A moins que le père ne partage les besognes de la maison — ce qui marque l'entrée du père dans un nouveau rôle familial —, la « reine du foyer » risque de n'être vite qu'une femme fatiguée, épuisée, agressive ou déprimée, animée du sentiment de n'être qu'une citoyenne de seconde zone. Ce qui n'est pas sans conséquence grave sur le climat général de la famille.

Les enfants, quant à eux, se retrouvent très vite profondément engagés dans d'autres milieux que celui de la famille, en particulier l'école et le milieu des jeunes. L'apprentissage de la vie, hier fait au sein de la grande famille et dans un milieu social relativement homogène, se fait aujourd'hui au sein de multiples courants d'influence parmi lesquels la famille fait souvent figure de parent pauvre. La scolarisation prolongée a eu pour effet de créer ce qu'on a appelé la société-jeunesse. Bref, les enfants quittent la famille beaucoup plus vite parce que d'autres instances leur procurent aujourd'hui ce que celle-là leur donnait hier.

Par ses nombreuses politiques sociales et éducationnelles, l'Etat joue un rôle de plus en plus grand dans la satisfaction des besoins matériels de individu et leur éducation. De plus, la mentalité de la famille et donc aussi ses valeurs sont façonnées par le milieu environnant et les mass media beaucoup plus qu'elles ne proviennent des « anciens » : parents, grands-parents, oncles ou tantes. D'ailleurs, la grande famille est dispersée aux quatre coins de la ville ou du pays et on la fréquente bien moins qu'autrefois. Les amis sont souvent plus importants que les parents. La cellule familiale se réduit à ce qu'on appelle la famille nucléaire, c'est-à-dire au père, à la mère et aux enfants, moins nombreux aujourd'hui qu'hier.

Peut-on encore avec réalisme définir la famille comme la cellule de base de la société ? De fait, celle-ci ne s'organise plus en fonction de la famille et de ses besoins. Ce sont plutôt des politiques sociales et économiques définies surtout en fonction des besoins des individus, quand ce n'est pas en fonction des exigences du « progrès » économique ou des impératifs de l'industrie, qui modèle aujourd'hui la famille, tout comme l'industrialisation et l'urbanisation ont marqué le déclin de la famille traditionnelle.

3. La famille demeure aussi importante

Devant cette évolution de la famille, on a parfois conclu que celle-ci est condamnée à disparaître (2).

(2) A l'appui de cette affirmation on invoque deux autres phénomènes :

a) L'expérimentation actuelle de nouveaux modèles familiaux, par exemple la vie en communes. Mais ces expérimentations, qui ouvrent des perspectives de solidarité parfois fort intéressantes, traduisent plutôt le

Quant à nous, tout en étant conscients qu'il ne sert à rien de rêver au retour de la famille traditionnelle, nous croyons à l'importance fondamentale aujourd'hui encore de la réalité familiale.

La famille tient des rôles vitaux qu'aucune administration ou institution — aussi chaleureuse et attentive puisse-t-elle être — ne pourrait tenir comme des parents le font pour leurs enfants. Ainsi, la famille demeure la structure sociale la plus adéquate pour avoir des enfants et pour les éduquer. Elle constitue un milieu affectif irremplaçable pour recevoir l'enfant et lui prodiguer, à travers les soins de toutes sortes, la tendresse et la chaleur nécessaires à son équilibre et à son développement psychologique. Dès le plus jeune âge, chaque personne structure, positivement ou négativement, ses forces vitales : confiance en soi et dans les autres, autonomie, sens des valeurs, initiative et créativité. Malgré ses lacunes et ses faiblesses, la famille nous apparaît comme le milieu le plus propice pour donner à ce départ dans la vie ses meilleures chances de réussite. Quand le milieu familial fait défaut ou ne remplit pas son rôle, on sait ce qui est exigé ensuite de la collectivité pour faire face aux inadaptations et aux délinquances de toutes sortes qui en résultent. Il est impossible d'évaluer ce qu'il en coûte à chaque individu en terme de souffrance affective, mais là aussi le prix à payer est lourd quand le climat familial de la petite enfance a été déficient.

La famille nous apparaît également irremplaçable comme milieu d'éveil de l'enfant, et parfois aussi des parents, à la vie sociale. C'est d'abord à travers les conflits, les tensions et les moments de tendresse qui font partie de la vie quotidienne de la famille que l'enfant apprend à vivre avec les autres, faisant jour après jour l'apprentissage d'une liberté réelle faite à la fois d'autonomie et de solidarité avec les autres.

La famille est le lieu d'enracinement le plus immédiat pour chacun, parents et enfants. Toute personne porte en elle le besoin profond d'appartenir de façon spéciale à un groupe humain particulier. La famille nous paraît un lieu privilégié où chacun peut se sentir chez soi, où chacun peut être aimé et reconnu pour ce qu'il est, où chacun peut apporter une contribution originale.

Vivre la paternité et la maternité constitue une des expériences humaines primordiales. En donnant la vie à leurs enfants, l'homme et la femme reculent pour eux et pour la société la menace angoissante de la mort et participent ainsi de façon particulièrement intense au mystérieux élan de la création. Comment l'Etat ou quelque autre institution humaine pourrait-il jamais déposséder l'homme et la femme de cette liberté originelle ?

La Révélation et la longue tradition de notre foi nous fournissent d'autres motifs pour sou-

malaise réel que vivent bien des familles et les conditions de vie parfois intenable qu'imposent la grande ville et le marché du travail ;

b) Les possibilités de fécondation extra-utérine ouvertes par la recherche scientifique et qui enlèveraient à la famille même son rôle de procréation. Cette perspective, même si elle apparaît à la longue techniquement réalisable, tient, pour l'instant du moins, plus de la science-fiction sociale que de la réalité.

tenir l'institution familiale. Le titre suprême du Dieu auquel nous croyons est le nom de Père qui engendre un Fils. La symbolique de la vie familiale, de l'amour parental et de l'amour filial revient sans cesse tout au long de la Bible et lui donne quelques-uns de ses plus beaux passages. Les relations au sein de la famille ont permis de saisir quelque chose du mystère de Dieu et de ses relations avec les hommes. La famille réussie est le prototype de ce que sera le rassemblement fraternel et festif des hommes en Jésus-Christ.

De plus, même si de nombreux parents se trouvent démunis face à ce rôle, il n'en reste pas moins que la famille a toujours été et demeure le premier lieu de l'éclosion de la foi des enfants. Les réponses que les parents donnent aux questions aussi naïves que profondes des tout-petits enfants sont déterminantes pour l'avenir de leur foi. Les attitudes des parents face aux diverses réalités familiales et sociales sont le canal privilégié par lequel l'enfant adopte des comportements de base dans la vie et les valeurs qui les soutiennent. C'est aussi dans la famille que les enfants apprennent d'abord à vivre les valeurs évangéliques par lesquelles Dieu nous communique sa vie : amour et acceptation des autres, partage et support mutuel, pardon et réconciliation, patience dans les difficultés et foi en l'avenir, participation responsable à la construction d'une société fraternelle et juste, etc. Pour toutes ces raisons et d'autres encore, certains théologiens n'ont pas hésité à dire de la famille qu'elle est comme l'Eglise en miniature, dans laquelle parents et enfants peuvent vivre en plénitude le mystère de la foi, de l'espérance et de l'amour.

Sur toutes ces questions relatives à la famille, notre position se veut réaliste. Nous savons que les conflits, les souffrances, la lassitude, l'ennui et parfois même la haine font partie de la vie familiale. La famille peut aussi devenir une sorte de carcan ou de prison dans laquelle les gens s'étioient au lieu de s'épanouir. La famille peut dégénérer en un lieu d'égoïsme collectif dans laquelle quelques privilégiés se mettent à l'abri de leurs responsabilités sociales et politiques et se ferment les yeux sur les difficultés et les défis qui confrontent aujourd'hui la société des hommes. Nous savons également que la situation économique, sociale et politique faite à la famille l'oblige souvent à une dure lutte pour sa survie quotidienne. La « réussite » d'une vie familiale authentique n'est jamais toute donnée d'avance, mais elle se construit par une lutte incessante. Pour la famille, comme pour toute autre entreprise, rien de beau ne se crée sans qu'on y mette le prix.

Nous tenons à dire encore que notre option pour la famille et pour ses valeurs fondamentales ne privilégie pas un unique modèle familial. L'histoire de l'humanité et la tradition judéo-chrétienne elle-même présentent de multiples modèles de famille. Nous sommes nous-mêmes témoins et acteurs du passage de la grande famille rurale québécoise d'hier à la famille nucléaire d'aujourd'hui. Ce serait un non-sens que de se crisper sur un modèle lié à un contexte culturel et socio-économique précis lors même que ce contexte se modifie en profondeur. Plus précisément encore, dans le contexte actuel, divers modèles familiaux sont possibles selon les milieux auxquels on appartient. Et aucun milieu

ne peut prétendre se poser en modèle pour les autres. L'important, à nos yeux, c'est que toute famille puisse à sa façon vivre les rôles et les valeurs que nous venons d'évoquer.

II. — Coup d'œil sur la situation familiale au Québec

Quelle est la situation réelle de la famille au Québec aujourd'hui ?

1. La famille éclatée - Quelques symptômes

On parle volontiers d'éclatement de la famille au Québec. Il ne s'agit pas seulement de la disparition progressive du modèle de la famille traditionnelle. Plus profondément, il y a comme un éclatement des valeurs sur lesquelles reposaient hier la force et la stabilité de la famille.

Ainsi les divorces augmentent à une cadence vertigineuse au Québec, plus rapidement que dans les autres provinces canadiennes : de 1961 à 1971, le nombre de divorces a augmenté de 222 % en Ontario, de 233 % dans l'ensemble du Canada, de 378 % au Québec (3).

Au Québec, la natalité est tombée à un taux alarmant, non seulement pour les familles, mais pour le milieu québécois en tant que collectivité. Le nombre moyen d'enfants par famille en 1961 était de 2,2 ; en 1971, de 1,9. Selon l'estimé de Statistique Canada, la moyenne québécoise en 1972 se situait à 1,4 alors que la moyenne canadienne était le 1,7.

Le nombre d'avortements ne cesse de croître. On comptait au Québec, en 1970, 580 avortements thérapeutiques ; en 1971, on comptait 1 903, et en 1972, 2 919 (4).

D'une façon plus générale, chacun sait que le mariage et, par voie de conséquence, la famille ne présentent plus pour beaucoup de personnes la même stabilité. Les unions libres et les mariages à l'essai se sont multipliés. Cette façon d'entrevoir le mariage et la famille contribue beaucoup, par-delà d'autres symptômes quantifiables tels que divorces, avortements, baisse de natalité, à persuader nombre de gens que la fin de la famille approche.

Pourquoi est-ce ainsi ? Comment en sommes-nous arrivés là ?

2. Un premier groupe de causes

Quand on cherche les causes de ces situations, on parle parfois d'une perte du sens des valeurs. Les gens ne seraient plus responsables ni généreux. Ils ne vivraient que pour le confort matériel et la facilité. L'effort serait évacué de la vie. La fidélité ne serait plus de mise pour eux. L'érotisme et la pornographie se seraient introduits partout. On aurait oublié que l'amour vrai n'est jamais donné tout fait, mais qu'il se bâtit peu à peu, parfois au prix de la souffrance. Le rejet de la pratique religieuse aurait souvent mené au rejet des conduites morales reçues. Il n'y aurait plus de sens du devoir, mais partout

(3) ARES, R., *Relations*, janvier 1973, p. 5.

(4) *Dossier sur l'avortement*. Conseil des Affaires sociales et de la famille, janvier 1974. A noter qu'il ne s'agit ici que des avortements thérapeutiques, donc légaux. Combien dans la clandestinité ?

la corruption et le laisser-aller, etc. En somme, on explique la dégradation de la situation familiale par une perte profonde du sens moral.

Pour notre part, tout en constatant une dégradation indéniable du sens moral, nous nous refusons à un pessimisme exagéré. En effet, notre époque, en modifiant des comportements traditionnels et des mentalités anciennes, n'a pas que perdu certaines valeurs incontestables; elle s'est aussi libérée de certains tabous et de certaines craintes qui entravaient l'amour de l'homme et de la femme et leur vie familiale. Sans doute sommes-nous à découvrir d'autres valeurs hier oubliées ou encore à vivre de façon nouvelle les mêmes valeurs.

Nous devons aussitôt ajouter que dans ce relâchement, dont les lois civiles se contentent souvent de prendre note, la responsabilité des individus n'est pas seule en cause. Si les individus cèdent si facilement à la tentation du confort matériel à tout prix, n'est-ce pas sous le poids de la pression énorme qu'exerce sur eux une publicité omniprésente et aussi mensongère qu'agressive dont le seul but est d'accroître le volume de la consommation et qui n'hésite pas à faire appel aux instincts les plus profonds de l'homme dans le seul but de leur faire croire que leur réussite personnelle et leur bonheur ultimes dépendent de la possession de tel ou tel objet matériel? Si les comportements sexuels s'éloignent parfois autant de ce qu'ils devraient être, n'est-ce pas sous l'effet d'une certaine industrie, parfois plus ou moins clandestine comme la pornographie, parfois ouverte comme un certain cinéma qui exploite la sexualité à des fins purement commerciales? Ou encore sous l'effet de pseudo-scientifiques et d'apprentis-psychologues dont les intérêts financiers semblent coïncider avec les pseudo-libérations sexuelles de leur clientèle (5)? Si la stabilité de l'institution familiale est aujourd'hui plus fragile, n'est-ce pas aussi à cause d'un ensemble de facteurs sociaux et économiques qui affaiblissent ses assises et pourrissent son climat?

3. Un deuxième groupe de causes

Dans la recherche des causes du malaise que connaît actuellement la famille, il faut bien se rendre compte de l'importance de l'organisation sociale et politique. Celle-ci peut permettre la pleine réalisation du projet familial ou l'entraver.

Ainsi, parmi les causes de la dénatalité au Québec, il faut compter le manque de revenus des familles. Une enquête réalisée en 1969 par le gouvernement fédéral démontre en effet que ce sont les familles aisées, ayant un revenu moyen ou supérieur, qui ont le plus d'enfants et non les familles défavorisées comme on le croit couramment (6). On ne saurait donc lier la diminution du taux de natalité à la seule baisse de la générosité ou du sens de l'effort des Québécois, comme certains le disent parfois.

Par ailleurs, en dehors des cas de maladie, la deuxième cause invoquée pour demander l'avor-

tement — et donc pour limiter le nombre d'enfants — est le manque de logis convenable (7). Or des villes n'hésitent pas à sacrifier des milliers de logements spacieux et de coûts modiques à la construction de luxueux « bachelors » et d'autoroutes. La Société centrale d'hypothèque et de logement, liée à la construction de 55 % des logements au Canada, ne consacre à la construction de logements sociaux qu'une mince proportion de son budget (8). Plusieurs organismes ont dénoncé la mauvaise qualité de nombre de logements actuellement construits : pièces petites et mal insonorisées rendant difficile l'intimité par rapport aux voisins, équipements défectueux et peu résistants, absence de cours pour les enfants, etc. Le prix des maisons ne cesse de grimper, ce qui rend concrètement impossible l'achat d'une maison familiale pour la majorité des citoyens et non seulement pour les plus démunis.

Les tensions engendrées par le monde du travail ont une profonde influence sur la qualité de la vie familiale. Salaires insuffisants, instabilité d'emploi, souci exagéré de l'efficacité et du rendement, éloignement du travail, crainte du chômage, conséquences physiologiques et psychologiques de conditions de travail insalubres, travail par équipes alternées, grèves, absence ou éloignement du père, nécessité pour la mère de travailler et de faire garder les enfants tant bien que mal, tout cela rend très difficile, et parfois quasiment impossible, une vie familiale harmonieuse et épanouissante.

Qu'en est-il maintenant de l'augmentation de prix effarante de la nourriture de base, bien plus forte que l'augmentation du coût moyen de la vie et que l'indexation des salaires accordée à quelques-uns? Ainsi, pour l'année 1973, Statistique Canada évaluait à 7,6 % le taux moyen d'augmentation des prix à la consommation, mais le prix de la viande hachée augmentait de 35 %; celui des saucisses, de 37 %; celui des pommes de terre, de 25 %; celui des pâtes alimentaires, de 40 %; celui du pain, de 22 % (9); quant au prix du lait, il ne cesse d'augmenter d'un mois à l'autre : il est presque rendu plus économique de boire des eaux gazeuses! En 1974, au Canada, le taux moyen d'augmentation des prix à la consommation est de 10,9 %. Cette course effrénée des prix, alors que les revenus sont loin d'augmenter à la même cadence, crée inévitablement des tensions qui n'améliorent pas le climat familial. Dire à des gens déjà rendus à la limite de la sous-alimentation qu'ils doivent manger moins n'est pas une solution!

On doit aussi mentionner le désarroi des parents devant la situation scolaire souvent pénible de leurs enfants, surtout au secondaire : transports sans fin et épuisants, isolement des enfants livrés à des changements incessants de professeurs et de groupes, administration imper-

(7) Voir C.A.S.F., *Dossier sur l'avortement*, Editeur officiel du Québec, 1974, p. 14.

(8) Voir C.D.S.M.M., *Analyse de la situation des consommateurs-locataires*, J. R. BONN et al., doc. ronéotypé, p. D-12 et 22.

(9) Voir les *Pauvres et la consommation*, rapport du Conseil national du bien-être social sur la situation du consommateur à faible revenu face au marché canadien, Ottawa, 1974, p. 7-8.

(5) Il ne nous semble pas exagéré de parler de l'existence aujourd'hui de nouveaux pouvoirs sexuels, dont il faudra bien un jour mesurer l'influence et analyser de qui et de quoi ils sont constitués.

(6) Voir *Famille et Société*, O.C.Q., Montréal. Ed. Fides, p. 23 deuxième colonne.

sonnelle, etc. Aux parents plus engagés et exigeants qui se sont élevés contre ce système souvent inhumain, on a concédé les Comités d'école et de parents. Mais comme ces Comités n'ont aucun pouvoir réel, ils ne sont trop souvent qu'un faux-semblant et l'école continue à demeurer une inaccessible chasse gardée. On a beau jeu ensuite de dénoncer l'absence de participation des parents. Mais à quoi donc sont-ils vraiment invités à participer ? Cette situation, par l'épuisement qu'elle crée chez les jeunes et le désarroi qu'elle engendre chez les parents, ne peut que détériorer le climat familial.

Les déductions d'impôts consenties aux chefs de famille pour chaque enfant à charge sont nulles à Québec et plutôt minces à Ottawa. Il y a eu, bien sûr, une augmentation récente des allocations familiales à Ottawa, mais elles furent en même temps assujetties à l'impôt. Au Québec, le coût annuel d'entretien d'un enfant de moins de douze ans se situe entre \$ 700,00 et \$ 1000,00, selon le standard de vie des parents ; par contre, en 1975, les parents reçoivent \$ 198,72 pour cet enfant, s'il est le premier de la famille, \$ 291,48 s'il est le deuxième et \$ 573,36 s'il est le quatrième. Il existe ainsi entre le coût d'entretien et l'allocation une différence considérable que les parents doivent combler par eux-mêmes (10). Cette politique fiscale n'encourage pas les familles à avoir des enfants, au contraire, elle défavorise celles qui en ont.

Le foyer nourricier qui accueille un enfant reçoit de l'Etat des allocations beaucoup plus élevées que le foyer qui éduque ses propres enfants. De même, le mari divorcé peut déduire de ses impôts la totalité de la pension alimentaire qu'il verse à son ex-épouse, alors que l'exemption pour l'épouse légitime est plafonnée à un niveau fixe. N'y a-t-il pas là des écarts exagérés qui, à ne considérer que l'élément financier, ne sont pas de nature à encourager le développement des familles ?

On doit aussi parler du manque flagrant de services de vacances et de loisirs pour les familles, souvent livrées aux appétits des exploitants du loisir. Prendre des vacances en famille devient de plus en plus un luxe. En ce domaine, il ne suffit pas d'affirmer le droit de chacun aux vacances pour que les familles puissent en prendre !

La publicité, avec la complaisance des autorités gouvernementales, s'introduit dans la communauté familiale pour violenter l'esprit des enfants et des parents et transformer la famille en unité de consommation. En substance, la teneur de cette publicité se ramène à des affirmations du type suivant : « Si papa et maman t'aiment, ils ne te refuseront certainement pas ce cadeau. » « Avec notre eau de toilette, vous aurez du sex-appeal. » La stratégie est partout la même : d'abord créer chez les parents et les enfants de faux besoins, puis orienter l'amour et tous les sentiments humains profonds dans le sens de l'achat des biens matériels qui satisferont ces besoins. Créatrices de tensions et de frustrations chez l'individu, ces offensives de la publicité détériorent à la longue les rapports vrais entre les membres du couple et la famille.

A la spontanéité et à la gratuité des projets humains se substituent les rigoureux échéanciers d'achat et un plan de vie organisé en fonction des pressions publicitaires.

La liste des situations qui défavorisent la vie familiale au Québec s'allonge au fur et à mesure que l'on examine tous les aspects de la vie des Québécois. Or, dans la presque totalité des cas, même lorsqu'elles visent expressément la famille, les législations sociales en existence au Québec présentent des lacunes évidentes en ce qui a trait aux familles. L'insuffisance et l'incohérence des mesures et le découpage qu'elles font de la réalité familiale sont directement en cause lorsqu'on examine les difficultés que rencontrent les familles. Souvent même, loin d'aider les familles, ces législations provoquent dans les questions de santé, de logement, d'éducation, de services sociaux, de loisirs, de consommation et de travail, une augmentation des difficultés dans la condition de la vie familiale au Québec (11).

Cette analyse du malaise familial nous renvoie à l'urgence d'entreprendre une action intense en faveur de la famille.

III. — Pour une action

D'une part, nous affirmons l'importance et la nécessité de la famille, comme milieu de vie, tant pour les personnes que pour la société elle-même. D'autre part, nous constatons que de nombreux facteurs, d'ordre éthique et d'ordre socio-politique, rendent très difficile la situation de la famille. Il est donc urgent de prendre les mesures nécessaires non seulement pour permettre une survie de la famille, mais pour lui assurer une vie réelle, à la hauteur de son rôle irremplaçable.

Nous sommes bien conscients de la complexité de la question : la famille est comme une caisse de résonance sur laquelle viennent retentir tous les problèmes d'ordre personnel et socio-politique. Parler de la famille équivaut, à la fin, à parler de l'ensemble de la structure sociale. Il reste que l'action est à porter là où on a décelé les causes du malaise, c'est-à-dire à la fois au plan de la vie psychologique, morale et spirituelle de l'individu et au plan de l'organisation socio-politique de notre milieu.

1. Dans l'ordre de la formation du sens moral

Dans l'ordre de la formation du sens moral, il s'agit essentiellement d'une éducation à la responsabilité autonome et solidaire. Cette éducation est affaire de témoignage des parents auprès de leurs enfants, non pas en paroles seulement, mais dans leurs comportements et attitudes au fil des jours. Cette éducation est aussi l'affaire des « éducateurs professionnels », à l'école ou hors de l'école, à travers les multiples activités pour lesquelles on leur confie les jeunes. Elle concerne également le monde du travail, dans la mesure où les conditions de travail exercent une influence importante sur le type de relations vécues dans la famille. Elle est encore l'affaire des mass media, car ce sont eux qui, pour une

(10) Voir *Famille et Société*, O.C.Q., Fides, Montréal, 1974, p. 30-31.

(11) Voir GARRIGUE, P., « Une politique familiale au Québec », dans *Couple et Famille*, vol. 5, n° 3, juillet 1973, p. 8.

bonne part et à l'aide de techniques très raffinées, contribuent à façonner l'opinion et la mentalité publiques, donc à favoriser ou à défavoriser telle ou telle échelle de valeurs. Cette éducation engage aussi les pouvoirs publics en tant que détenteurs du pouvoir législatif et exécutif, en particulier en vertu de leur pouvoir de réglementation des mass media.

Dans la logique d'une société de production-consummation comme la nôtre, plus la population consomme et limite ses ambitions de bonheur au confort matériel, mieux le système fonctionne. Nous n'acceptons pas que cette logique commande l'ensemble de notre vie sociale. Il est nécessaire et urgent, si l'on veut vivre dignement et humainement, et non comme de simples rouages de l'économie, de donner place à ce qui est le meilleur en l'homme et qui s'exprime dans la famille : sa faculté d'aimer et de vivre en solidarité. Et quand les conditions socio-économiques d'un milieu font que ces facultés sont brimées, il ne s'agit plus, comme on voudrait nous le faire croire, de problèmes relevant uniquement de la sphère de la vie privée de chacun. Il y a longtemps que la vie privée des citoyens est violée par les impératifs économiques, ne serait-ce que par la constante intrusion de la publicité à domicile et dès le plus jeune âge ! Cela ne fait qu'attiser le désir de gagner plus d'argent pour consommer encore plus de choses superflues censément devenues nécessaires. C'est l'un des moyens les plus sûrs de tuer la vie familiale : les parents, désireux de procurer à leurs enfants tout le confort matériel qu'exigerait prétendument leur bonheur, sont malheureusement amenés à négliger la présence stable dont leurs enfants ont pourtant un si grand besoin.

Dans la formation du sens moral, les valeurs proprement spirituelles et évangéliques jouent un rôle de premier plan. La famille sera unie et forte si on y pratique la charité surnaturelle, le support mutuel, la patience dans les difficultés, la réconciliation. Les liens familiaux seront resserrés si l'autorité y est exercée comme un authentique service. La famille sera un lieu de croissance et d'épanouissement si elle est ouverte sur l'amour de Dieu et le service réel de la communauté des hommes. Une action pour développer ces valeurs surnaturelles est loin d'être superflue pour la promotion de la famille. Bien au contraire, par elles, la vie familiale se trouve dynamisée et consolidée par la vie divine elle-même.

La vie familiale acquiert un surcroît de valeur et de sens, et même un caractère sacré, par le fait qu'elle est capable d'exprimer l'amour de Dieu pour les hommes et l'union du Christ et de l'Eglise. Mais dans le même mouvement, l'amour inconditionnel et la tendresse infinie par lesquels Dieu a aimé les hommes et qui ont conduit le Christ à donner sa vie pour ceux qu'il aime devient le modèle par excellence de la vie familiale. Cet esprit de foi ouvre la famille à une aventure humaine et spirituelle unique, capable non seulement de surmonter le poids des égoïsmes individuels ou collectifs et les adversités de l'histoire, mais encore de vaincre les filets de la mort elle-même. Animé de cette espérance, l'amour de l'homme et de la femme, et celui des parents et de leurs enfants peuvent affronter la grisaille de la vie quotidienne, et

tous les obstacles qui peuvent se dresser devant eux, avec assurance et force d'âme.

2. Dans l'ordre de l'action socio-politique

Dans l'ordre de l'action socio-politique, l'éventail d'actions est large. De façon générale, les divers paliers de gouvernement ont peine à établir une véritable politique familiale, ferme et cohérente. Une telle politique implique des aménagements qui concernent les politiques sociales, les lois du travail, les politiques fiscales et de revenu, les politiques de logement, les politiques d'éducation, etc. En somme, tous les problèmes sociaux retentissent sur la famille. Nous ne sommes pas en mesure de dicter des solutions concrètes aux administrateurs de la fonction publique ni aux gouvernements. Nous sommes cependant en mesure d'affirmer qu'une politique familiale globale doit être développée et que, dans un premier temps, il serait très utile d'instaurer un mécanisme de concertation entre gouvernements et entre ministères d'un même gouvernement, pour que les décisions de l'un ne soient pas neutralisées par celles de l'autre, comme cela arrive parfois, et pour commencer à mettre en place les premiers éléments de cette politique familiale. Il s'agit là d'une mesure minimale, qui vise à limiter les incohérences de l'état actuel des législations. Mais bien d'autres pas restent à faire pour parvenir à instaurer une réelle politique familiale, dans l'élaboration de laquelle les familles elles-mêmes et les organismes familiaux devront jouer un rôle actif et important.

Par ailleurs, nous pensons que les familles ont aussi et, pour une bonne part, à se prendre elles-mêmes en charge. Beaucoup de situations problématiques dans l'ordre de la consommation, du logement, de l'école, des soins sociaux, des vacances et loisirs peuvent trouver des solutions satisfaisantes si les familles s'organisent entre elles. Autant l'action des gouvernements nous paraît la seule efficace pour un certain groupe de problèmes (revenu, fiscalité, publicité, politiques générales de logement, structures scolaires de participation, etc.), autant il nous semble malsain que les familles attendent tout des gouvernements, sans rien faire pour elles-mêmes et par elles-mêmes. Ce n'est d'ailleurs sans doute que sous l'action des familles regroupées que les divers gouvernements prendront les mesures qui s'imposent en faveur de la famille.

Enfin, nous souhaitons l'élargissement des organismes familiaux déjà existants. Il apparaît de plus en plus évident que la promotion de la famille dépendra en grande partie de la militance des organismes familiaux et de leur intervention sur la scène publique et politique. Pour cela, il faut des ressources plus considérables, des équipements mieux adaptés, un personnel plus nombreux, une meilleure concertation des organismes entre eux. Par-delà leur inévitable diversité, les organismes familiaux ont aussi à travailler en collaboration avec d'autres groupes d'action et de pression pour combattre les causes vraies et profondes du malaise de la famille.

Dans cette action, l'Eglise peut jouer un rôle important. Déjà la présence de l'Eglise au niveau de certains services n'est pas négligeable : services de préparation au mariage, services d'orientation des foyers, services aux personnes séparées ou divorcées, regroupements de familles,

pastorale familiale, etc. Beaucoup de diocèses ont mis sur pied les Offices de la famille qui essaient de collaborer à une action concertée en faveur de la famille. Cette action de l'Eglise doit elle-même s'approfondir et s'élargir à la dimension de toutes les causes du malaise familial, et se développer en collaboration avec les divers organismes et groupements qui travaillent dans le même domaine. Il faut favoriser la rencontre et la consultation de toutes les forces vives au service de la famille qui n'arrivent que difficilement à se rencontrer et à se concerter. Une chose est certaine : les actions au plan social, économique et politique sont primordiales pour améliorer la situation de la famille aujourd'hui.

Conclusion

Le projet Chantier 75, dont le thème est *Famille et société*, veut placer son action au cœur même de cette situation générale. Par ailleurs, de nombreux autres projets familiaux existent dans les diverses communautés chrétiennes du Québec. Nous appuyons fermement et clairement les objectifs à la fois pastoraux et sociaux poursuivis par ces projets. Nous espé-

rons qu'ils sauront susciter de nombreuses actions locales amenant les familles à se prendre elles-mêmes en charge. Mais nous espérons aussi des actions plus larges qui sauront éventuellement faire avancer la cause de la famille auprès des pouvoirs publics et amener ces pouvoirs à prendre les mesures nécessaires pour que la famille cesse d'être le parent pauvre de la société québécoise.

En tant que premiers responsables de l'Eglise du Québec, nous sommes heureux que des projets pastoraux de toutes sortes prennent place dans l'organisation de notre vie collective et contribuent à assurer à chacun ce dont il a besoin, dans la justice et la solidarité. En de tels projets, nous lisons les signes de la présence du Christ qui est venu pour que « les aveugles voient, les boiteux marchent et la Bonne Nouvelle soit annoncée aux pauvres ». Nous espérons de tout cœur qu'à travers ces projets, la famille québécoise aveugle, boiteuse ou isolée puisse apprendre à mieux voir, à mieux marcher et à vivre des solidarités vivifiantes. Nous voulons, en terminant, dire notre solidarité à tous ceux qui actuellement sont à l'œuvre dans tous ces projets en faveur de la famille et souhaiter le succès de leur action pour que vive la famille.

PROPOS SUR LA VIE RELIGIEUSE FÉMININE AUJOURD'HUI

Conférence du cardinal Renard (1)

Quel sera l'avenir ?

On se demande parfois ou souvent — suivant qu'on est optimiste ou pessimiste — ce que deviendra la vie religieuse, à travers ou après la crise actuelle de l'Eglise et du monde ; ils réagissent, en effet, l'un et l'autre suivant la puissance de leur propre dynamisme, ou l'impuissance de leur faiblesse, à un moment donné de l'histoire. L'optimisme, le pessimisme sont des attitudes très humaines, spontanées si elles expriment le tempérament hépatique et nerveux des personnes, plus sérieuses si elles se basent sur des études sociologiques, avec tout de même un certain relativisme sur la future évolution de l'humanité. L'histoire n'est point linéaire, elle est faite de continuités et de ruptures ; elle achoppe souvent à des événements imprévisibles, par exemple l'avènement de Napoléon, d'Hitler, ou la décision subite des pays arabes pour la hausse du pétrole. Mais si, déjà, il est difficile d'envisager sûrement un avenir humain et social de l'histoire, surtout à long terme, avec un optimisme ou un pessimisme dûment fondés, combien est-il plus difficile de prévoir la structure de l'Eglise au début du troisième millénaire de son existence !

Peut-on dire, comme l'écrit un prêtre, qu'en France, en l'an 2000, il pourrait n'y avoir que 1 % de chrétiens pratiquants ? Ils sont aujourd'hui entre 20 et 25 %. Peut-on dire, comme le prétend un sociologue que, dans quinze ans, ce sera la fin des congrégations religieuses, telles qu'elles sont aujourd'hui ? Que, dans une vingtaine d'années, il n'y aura plus guère que des ordres contemplatifs et des instituts séculiers, et que les congrégations dites actives disparaîtront ? Oublierait-on que des instituts séculiers cherchent laborieusement des formes éprouvées de vie consacrée en plein monde ?

Si les congrégations n'étaient qu'une société humaine, il y aurait peut-être à considérer et accepter de tels sombres pronostics, avec tout de même quelques réticences, car il y a, déjà en histoire profane, de l'imprévisible qui échappe aux esprits les plus sagaces.

Mais si les congrégations, comme l'Eglise, sont aussi et d'abord dépendantes de l'action de l'Esprit-Saint, peut-on penser que disparaîtrait la vie religieuse ? Certes, c'est l'Eglise qui a la parole irréversible du Christ : « les forces de l'enfer ne l'emporteront pas sur elle » : elle est comme un navire souvent ballotté par le gros temps et la tempête, au cours de la longue traversée de l'histoire du monde : mais Pierre est à la barre et il est assuré de l'Esprit du Christ, pour que sa foi ne défaille pas : « Il sait en qui il croit. »

On ne peut pas dire que la vie religieuse — telle que nous la voyons réalisée aujourd'hui — a pour elle la même promesse du Christ, pas plus qu'une Eglise particulière ou locale :

(1) Texte original.

Cette conférence a été prononcée devant des religieuses au cours du voyage que le cardinal Renard, archevêque de Lyon, a fait aux Etats-Unis en avril 1975.

l'Afrique du Nord n'avait-elle pas quelque trois cents évêques au IV^e siècle ? Il n'y en avait plus aucun quand le cardinal Lavigerie, au XIX^e siècle, y est revenu avec ses missionnaires, Pères Blancs et Sœurs Blanches. La vie religieuse n'est pas l'Eglise, et on ne peut pas l'identifier à elle : ce serait méconnaître que l'Eglise est le Peuple de Dieu, la communauté de foi et d'amour de l'immense foule des baptisés, en communion avec le Saint-Père et le Collège apostolique, pour l'évangélisation de la multitude humaine. « On verra que vous êtes mes disciples, si vous avez de l'amour les uns pour les autres. » Car la communion ecclésiale est pour l'apostolat de la foi, mais l'apostolat suppose la communion en Eglise ; sinon on court en vain et on frappe des coups en l'air, comme dit saint Paul.

I. — La vie religieuse

Dans l'appel du Christ

La vie religieuse est partie intégrante de l'Eglise, s'il est vrai qu'elle s'enracine dans l'Evangile même du Seigneur. Car Jésus a invité certains de ses disciples à le suivre de plus près, dans la virginité. « Il en est qui restent vierges pour le royaume de Dieu : que celui qui peut comprendre comprenne ! » (Mt 19, 12) ; l'appel fascinant de l'Evangile, on le retrouve équivalamment pour l'obéissance et la pauvreté ; veut-on avancer à la suite du Christ pauvre et obéissant ? « Il n'a pas où reposer sa tête » et il lance la première béatitude qui fait, de la pauvreté du cœur et de la vie, l'entrée dans le royaume de Dieu : « Bienheureux les pauvres en esprit, car le royaume des cieux est à eux. » (Mt 5, 3.) Il est obéissant à son Père : « Il fait toujours ce qui lui plaît » (Jn 8, 29) ; c'est même cette obéissance au Père qui est « sa nourriture » (Jn 4, 34) : on sait ce qu'elle fut, cette obéissance : le Fils éternel se fait homme, cet homme prend la condition d'esclave, cet esclave est obéissant jusqu'à la mort et cette mort va jusqu'à la croix... (Ph 2, 5-11). C'est l'escalade de l'humilité, chemin montant sur lequel il veut entraîner avec lui tous ceux qui le veulent bien, et qui se reliait à lui, comme à un premier de cordée au pied très sûr ; les religieux ne sont-ils pas des volontaires ? Certes, ces appels à la chasteté, à la pauvreté, à l'obéissance s'adressent fondamentalement à tous les chrétiens : l'Evangile est pour tous.

Mais que des chrétiens veuillent faire profession ou métier des conseils évangéliques, et la vie religieuse, en ce qui lui est de plus radical, est en train de naître, même s'il n'y a pas de vœu au sens canonique ! C'est bien ainsi que l'a compris la primitive Eglise : saint Paul enseigne que la virginité voulue est supérieure au mariage, car elle ne partage pas le cœur et elle choisit de chercher à plaire en tout au Christ et à lui seul (1 Co 7, 32-35). Il n'y a pas là de piège, dit saint Paul, à moins que ce ne soit le piège de l'amour de Jésus qui ravit, au double sens français, de captiver et de capter. Très tôt, dans l'histoire de l'Eglise, on trouve autour de l'évêque, outre le presbyterium, le groupe des vierges consacrées, dépendantes de lui et adonnées à la louange du Seigneur, dans une vie pauvre, assez retirée de la vie du siècle, et témoin d'un christianisme évangélique.

Dans la pensée de l'Eglise

Aussi Vatican II, voulant délibérément le renouveau de la vie religieuse, comme un aspect majeur du renouveau de l'Eglise, écrit en son décret *Perfectae caritatis* : « La norme ultime de la vie religieuse est de suivre le Christ selon l'enseignement de l'Evangile, cela doit être tenu par tous les instituts comme la règle suprême. » (N^o 2.) Faut-il faire remarquer les termes très forts dont use le Concile : la norme ultime, la règle suprême de la vie religieuse est de suivre le Christ d'après l'enseignement de l'Evangile ? « *Sequela Christi* », disait saint Thomas ; c'est aussi « *sequentia Evangelii Christi* ».

On ne peut nier que cette imitation du Christ est incluse dans la consécration au Christ en tout baptême et vaut pour tout chrétien : mais le religieux, la religieuse, en ce prolongement même du baptême, « se donne et se consacre pleinement à Dieu, mettant toute sa vie au service de lui seul », comme le dira le Pape Paul VI à différents ordres et congrégations réunis à Rome le 23 février 1964. Le Concile avait déjà déclaré, dans l'introduction au décret, que la vie religieuse est « l'excellence de la vie consacrée par la profession des conseils évangéliques » (n^o 1).

Avec l'Esprit-Saint

Si la vie religieuse est ainsi la vie évangélique choisie lucidement et personnellement comme axe immédiat et quotidien de la vie chrétienne, on ne peut pas imaginer une Eglise fidèle au Christ sans la vie « religieuse », quelles que soient les modalités, contemplatives ou actives ou enseignantes, et les variations au cours des siècles. Sinon, il faudrait penser que le Christ propose un idéal irréalisable, comme une utopie totalement impossible à accomplir et narrée aux chrétiens comme un conte imaginaire pour bercer leur impossible nostalgie de sainteté !

Le Christ n'est pas un tricheur : s'il enseigne chasteté, pauvreté, obéissance, s'il lance un appel, c'est qu'il envoie son Esprit à ceux qu'il veut bien choisir et qu'il leur offre le courage de répondre et de persévérer, librement ! L'Esprit, qui suscite les vocations et les appels à la sainteté, serait-il donc en chômage ou en grève, réduit à l'impuissance par dégradation de l'énergie divine ? On ne canalise pas l'Esprit comme une eau dormante, on ne le met pas sur des rails ! on ne lui ménage pas des tuyaux calibrés... Il souffle où il veut et comme il veut : dans son abondance d'amour, il appelle des jeunes à se donner totalement au Christ, car le Christ vaut la peine d'être seul choisi pour un amour sans partage. On peut compter sur l'esprit pour le renouveau de la vie religieuse : à nous d'y correspondre, dans l'exigence évangélique et dans un témoignage lisible pour les jeunes qui cherchent encore et toujours à se donner au Seigneur.

Car elles sont nombreuses les vocations qui aspirent à se fixer dans un choix qui correspond à leur désir d'absolu et de fraternité ; toute une jeunesse est saine et capable de se donner à Jésus..., mais peut-être ne trouve-t-elle pas encore ou suffisamment de témoins qui soient des hérauts d'Evangile pour aujourd'hui ? ou Dieu veut-il, en notre attente, nous susciter de nouveaux François d'Assise et Vincent de Paul ? des

Thérèse et des Bernadette ? ou l'Esprit-Saint veut-il que l'Eglise mûrisse dans la prière qui renaît un peu partout, comme pour faire comprendre que la relève des vocations dépendra d'un renouveau de contemplation ? Car il semble bien que, dans un univers sécularisé, les congrégations apostoliques et actives devront être plus franchement contemplatives, sous peine de devenir assez insignifiantes pour témoigner du Christ.

Mais, que viennent ou non ces nouveaux prophètes — soucieux de sainteté plus que de paroles et animés du sens de l'Eglise —, il importe que la vie religieuse actuelle — en tant que religieuse — affirme son choix incomparable du Christ, par un témoignage quotidien de la consécration au seul Seigneur. Témoigner, c'est vivre : le témoignage ne s'ajoute pas du dehors, comme plaqué à une vie ; le rayon de soleil, c'est le soleil lui-même ; tout témoignage qui n'exprime pas la vie au-dedans mérite-t-il ce nom ? La bouche et la vie parlent de l'abondance du cœur, ou il faudrait penser que les cœurs sont peu abondants ou que le sel est dessalé ! Alors, faudrait-il s'étonner que les hommes ne portent aucun intérêt à ce sel sans vigueur et sans saveur ? Or, dans toutes les crises de l'Eglise, ce sont toujours les spirituels qui l'ont emporté !

II. — La vocation féminine

Il arrive assez souvent qu'on oppose vie religieuse et ministère sacerdotal, avec une certaine mésestime de la vie religieuse, comme si le sacerdoce était la valeur suprême auprès de laquelle les autres ne pourraient qu'être inférieures. Des Sœurs louchent parfois vers le presbytérat, avec un attendement morose ; des parents veulent bien donner un fils à l'Eglise, pour qu'il soit prêtre, mais ils empêchent ou retardent l'entrée de leur fille dans la vie religieuse. Aujourd'hui, certaines campagnes d'opinion, qui veulent légitimement la promotion de la femme, travaillent pour que cette promotion obtienne des femmes-prêtres ! Je ne discuterai pas de cette question, laissée à la décision de l'Eglise, et je ne doute pas que des femmes seraient des prêtres de qualité, unissant la contemplation et l'action, moins rationnelles et activistes sans doute, mais peut-être moins aptes à discerner les esprits et à éclairer les personnes. Mais ne nous arrêtons pas à cette question qui ne relève pas de notre étude : à l'Eglise de décider de l'ordination des femmes.

Mieux vaut, avec un réalisme positif, surtout en l'Année de la femme, voir les dons ou les charismes de la femme, pour sa plus totale promotion dans l'Eglise. Si elle n'est pas ordonnée prêtre afin d'agir au nom du Christ-Tête du Corps, dans le discernement de la foi à annoncer et professer, dans le ministère de la pastorale et des sacrements, elle est elle-même, en tant que femme consacrée, un don de l'Esprit à l'Eglise, un charisme singulier, s'il est vrai que le presbytérat est d'abord un ministère et que la vie religieuse est une vie consacrée en elle-même. Aussi Claudel, d'un style bourru et vigoureux, écrivait : « S'il est permis à l'homme d'être prêtre, il n'est pas défendu à la femme d'être victime ! » Pour signifier l'offrande de l'Eglise au Père, avec le Christ, il importe que des religieuses soient des signes privilégiés de ce sens fonda-

mental de l'Eglise : être à la gloire du Père, par le Christ ; car c'est pour tout ramener à la louange divine que Jésus, en l'Eglise, sauve les hommes : « Par lui, avec lui, en lui, à toi Père, tout honneur et toute gloire, en l'unité de l'Esprit », comme le dit si noblement la prière qui exprime la visée, le sommet du sacrifice de la messe comme de la croix. Et une femme, Marie, n'est-elle pas la personne humaine la plus offerte ? l'adulte chrétien le plus authentique ?

Mais peut-on traiter de la question de la religieuse sans un certain regard sur la femme dans l'Ecriture sainte ?

Dans la Genèse

Le premier chapitre de l'Ecriture présente une même et commune vocation de l'homme et de la femme : tous deux sont créés à l'image de Dieu et appelés à pénétrer dans l'intimité de Dieu, de par l'appel gratuit du Créateur ; femme et homme sont solidaires : « Homme et femme, il les créa. Dieu les bénit et leur dit : Soyez féconds, multipliez-vous, soumettez la terre... Dieu vit que cela était très bon. »

Le second et le troisième chapitre de la Genèse mettent l'accent sur la différence de la femme et de l'homme. Adam, maître du jardin et des animaux, est néanmoins seul : Dieu lui donne un être semblable à lui, qui comble sa solitude ; la femme est sa compagne spécifique ; dans le dialogue homme-femme voulu par Dieu, la femme est inspiratrice : elle offre le fruit à Adam, le fruit de l'arbre désirable ; elle est pour Adam une séductrice, séduite d'abord elle-même par le serpent tentateur. Mais séductrice, parce que fondamentalement inspiratrice ; on ne devrait oublier jamais ce pouvoir féminin de suggérer, de captiver, d'élever, avec des riens, un mot, un sourire, un silence et aussi, hélas ! de s'en laisser conter, par crédulité.

Il y a donc le péché premier : l'abus d'une liberté qui se veut autonome, alors que, si elle est pouvoir de se décider par soi-même, elle relève elle-même de Dieu. Destinés à devenir une seule chair, ils étaient nus, dans la pureté du cœur et du corps, « sans honte l'un devant l'autre ». Après la désobéissance à Dieu, ils découvrent leur nudité qui les gêne : ils se cachent de Dieu qui les cherche encore. Adam rejette la faute sur Eve et Eve sur le serpent : l'inimitié avec Dieu devient l'inimitié entre l'homme et la femme, puis entre l'humanité et la nature créée. La rupture avec Dieu, comme avec le principe dont tout dépend, devient désordre humain et cosmique : tout est brouillé à partir du refus d'obéir à Dieu. Dieu dit à la femme : « Dans la peine, tu enfanteras, ta convoitise te poussera vers ton mari et il dominera sur toi » ; et à l'homme : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front..., tu es poussière et tu retourneras à la poussière. » Le combat engagé est un combat qui ne se terminera jamais entre la descendance de la femme et Satan ; Dieu dit au serpent : « Je mettrai une hostilité entre toi et la femme, entre ton lignage et son lignage : il t'écrasera la tête et tu l'atteindras au talon. » L'espérance est promise à l'humanité : l'espérance, c'est la promesse du Messie ; dans le sein de la Vierge-mère, le Messie sera le Fils de Dieu et de Marie. La vocation de la femme est désormais située magnifiquement en Marie, comme en un modèle : les femmes sont appelées à être mère ou vierge,

et la virginité consacrée doit être une féconde maternité dans l'Eglise, à l'exemple et à la suite de la première virginité qui, sous le souffle de l'Esprit, a seule enfanté le Christ : c'est là l'origine de toutes les maternités spirituelles. Et une religieuse qui ne voudrait être vierge que pour elle-même n'aurait pas compris le sens christique et ecclésial de la virginité.

Dans le Nouveau Testament

Fondamentalement identiques en la nature humaine, différents et complémentaires en leurs capacités, la femme et l'homme sont également restaurés dans le Christ-Sauveur, car leur péché n'a pas fatigué la bonté et la fidélité de Dieu : il n'a pas renoncé à reformer en eux son image. Image non seulement d'esprit, d'amour et de liberté, comme dans la Genèse, mais image d'une radicale nouveauté : l'image n'est autre que le Fils éternel de Dieu devenu homme dans le sein virginal d'une jeune fille. Femme et homme sont, sans discrimination, appelés à être incorporés à Jésus, par la même foi et le même baptême, dans le respect des singularités psychologiques et sexuelles ; car la grâce restaure et surélève l'humaine nature, sans jamais l'écarter ni la blesser.

Homme et femme sont traités en parfaite égalité, par et dans le Christ ; il ne faut même pas dire que la femme est traitée comme l'homme, ce qui supposerait que l'homme est le modèle et la femme une mineure. Écoutons plutôt saint Paul, le théologien de la Parole, dont l'immédiate théologie coïncide avec l'inspiration divine, à la différence de nombreuses théologies souvent si partielles et si rationnelles. C'est bien à toute l'humanité que l'Apôtre s'adresse, quand il affirme solennellement : « Il n'y a qu'un Corps et qu'un Esprit, comme il n'y a qu'une espérance... ; un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême ; un seul Dieu et Père de tous, au-dessus de tous, par tous et en tous. » (Ep 4, 4.) C'est la vocation incomparable et commune de la femme et de l'homme de devenir le Christ, en la résurrection qui est la réplique victorieuse et surabondante de la maîtrise du Tentateur sur le monde. L'assomption de l'humanité, dans le Christ, doit être telle et tellement transformante que saint Paul s'écrie, en un langage paradoxal, qui est appel à une immense purification de l'amour : « Il n'y a plus ni juif ni grec, ni esclave ni homme libre, ni homme ni femme, car vous ne faites qu'un dans le Christ. » (Ga 3, 28.)

La vie chrétienne est au-delà de tout racisme, de tout classisme, de tout sexualisme. Aussi, c'est par un singulier contresens qu'on peut protester contre le racisme et attiser la lutte des classes ou l'érotisme ! On ne fait pas sa part à l'invasion purificatrice du ferment chrétien, pour convertir, dans un amour de bienveillance, les races, les classes et les sexes ! On ne peut honnêtement réclamer le respect de l'homme de couleur et cultiver la haine de l'homme d'un autre milieu ou promouvoir la gourmandise avilissante du sexe. Le Christ vient tout sauver : homme et femme, et relations entre tous. Il vient sauver tout amour, quel qu'il soit, de tout égoïsme, d'orgueil, d'argent et de chair ! Baptisés, la femme et l'homme sont donc appelés à la sainteté, selon et dans et par le

Christ : il n'y a pas de baptême majeur ou mineur ; tout baptême destine, dans le jaillissement de l'eau vive qui est l'Esprit-Saint, au double et unique amour de Dieu et des hommes, de tout son cœur. Le cœur masculin paraît plus fort, le cœur féminin plus délicat ; l'un plus créateur, l'autre plus inspirateur ; l'un plus raisonné, l'autre plus affectif ; l'un plus vulnérable à la souffrance, l'autre plus courageux à souffrir, etc. Ce qui nous importe ici, c'est d'affirmer que l'amour chrétien, en tous les baptisés re-nés dans le Christ et l'Esprit, est radicalement appelé à la croissance vers la plénitude de l'amour.

Femme et homme sont également atteints et transformés par le sacerdoce du Christ, « afin d'offrir des sacrifices spirituels, agréables à Dieu par Jésus-Christ » (1 P 2, 4-5). C'est toute la personne humaine, âme et corps, qui doit être consacrée à glorifier Dieu ; saint Paul y insiste : « Je vous exhorte à offrir vos personnes en hosties vivantes, saintes, agréables à Dieu : c'est là le culte spirituel que vous avez à rendre ; ne vous modeliez pas sur le monde présent ; et que le renouvellement de votre jugement vous transforme et vous fasse discerner quelle est la volonté de Dieu, ce qui est bon, ce qui lui plaît, ce qui est parfait. » (Rm 12, 1-2.) Aussi aucun chrétien — et surtout une religieuse — ne devrait jamais oublier qu'il a part entière dans le sacerdoce des baptisés : d'où il doit s'offrir en hostie agréable à Dieu et porter témoignage du Christ (*Lumen gentium*, 10).

Vocation chrétienne de la femme

Qui de l'homme ou de la femme a le plus correspondu à l'appel du Christ pour la plénitude de l'amour et l'offrande de soi ? Il y a, dans la féminité du corps et du cœur, une singulière disposition à faire de sa vie une oblation au Christ comme au seul époux. Nous respectons le « secret du roi », comme dit la Bible ; apparemment, d'après la canonisation de l'Eglise, les femmes ont mieux répondu que les hommes à l'appel du Christ : il y a en elles une telle possibilité d'abnégation et de don, expression sans doute de leur vocation fondamentale qui est d'enfanter la vie, alors que la vocation de l'homme est plus d'organiser la terre et la cité. Aussi Léon Bloy allait jusqu'à écrire : « Plus une femme est sainte, plus elle est femme ! » Y a-t-il plus femme que Marie, car elle est la Vierge et la Mère ? Et il n'y a pas plus sainte ! Les religieuses, si elles servent les autres dans un amour chaste et généreux, ne sont-elles pas des femmes accomplies, agréables à Dieu et estimées de beaucoup, même des incroyants ? Elles symbolisent la bonté et la délicatesse du Christ dans un monde dur et jouisseur : elles sont indispensables au témoignage chrétien de l'Eglise.

Cet éloge de la femme, aux ressources insondables éminemment signifiées en Notre-Dame, n'est-il pas tamisé, énervé par saint Paul, dont on dit qu'il est misogyne et antiféministe ? Il demande que « la femme ne prenne pas la parole dans une assemblée » (1 Co 14, 34), « qu'elle ait sur la tête un signe de sujétion » (11, 10) et « porte une tenue décente » ; « elle ne doit ni enseigner ni faire la loi à l'homme », car elle s'est laissé séduire par Satan et elle a séduit Adam (1 Tm 2, 9-15). On voit en tout cela une sorte de crainte de la femme, comme

si elle était signe et agent du tentateur ; bref, saint Paul ne serait-il pas, d'une certaine manière, un « refoulé » ? Ne faudrait-il pas plutôt penser que saint Paul, en certains avis, exprime une sagesse chrétienne dans la mentalité de son temps ?

On ne peut oublier qu'il loue souvent les femmes dans ses Épîtres ; elles sont l'objet de multiples mots de gratitude et de respect : elles peuvent être « diaconesses », servantes de la foi et de l'Eglise (Rm 16, 1). Mais les religieuses d'aujourd'hui et de demain ne sont-elles pas de telles servantes ?

Et surtout la femme, dans la volonté du Christ, peut être appelée, par un dessein imprévisible de l'Esprit, à la virginité consacrée : « Il en est qui restent vierges pour le royaume de Dieu... » L'appel est toujours lancé, et il y eut, historiquement, bien plus de femmes à choisir le Seigneur comme seul suffisant à tout l'amour du cœur humain ! Elle est alors le signe vivant, à travers toute l'histoire de l'Eglise et pour le monde, que le Christ suffit, et amplement, à combler l'ouverture de l'insatiable cœur. Et s'il y existe une limite, elle ne vient pas de l'abondance du Christ, mais de l'insuffisance de notre cœur et de notre liberté ; ou encore d'une rationalité qui calcule les risques (ratio, calcul), plutôt que de l'Esprit qui est souffle et feu ! On se fie à une raison contingente et l'on se défie de l'Esprit qui est l'Infini d'Amour ! On lui dit avec Claudel : « N'entrez pas, je crains les courants d'air ! » On redoute la liberté de l'Esprit : il nous emporterait en une éprouvante sainteté !

III. — Mission de la religieuse dans l'Eglise et le monde

La liberté des enfants de Dieu ne peut être le subjectivisme, fût-il le mieux intentionné. La liberté relève de la conscience, qui relève elle-même du Père du ciel et de sa volonté signifiée par son Fils, parole de Dieu chez nous et pour nous. Or, le Fils nous enseigne d'avoir foi en lui. Il nous révèle le vrai Dieu : Dieu est Amour, et par conséquent la loi spécifique du Fils et des fils de Dieu est la loi d'Amour : « Tu aimeras de tout ton cœur et ton prochain comme toi-même. » La liberté chrétienne est, par le fait même, éclairée, orientée, aimantée vers la vérité de la foi et la vie d'amour : tu aimeras si tu veux bien ! C'est amour de dilection et non amour de captation ! En aimant avec l'espérance qui est le Christ ressuscité, tu te libères de toi-même ; tu te trouves en te quittant ! Tu vis comme un enfant de Dieu, pour qui la loi même de Dieu est aimée. On se sent libre parce qu'on s'est identifié au Christ qu'on aime ; c'est en soi-même qu'on trouve et accueille la loi d'amour. « Aime et fais ce que tu veux. *Dilige et, quod vis, fac.* » (S. AUGUSTIN.) Choisis d'aimer — dilige ! —, prends le parti d'aimer et, emporté par l'amour du Christ, tu éprouveras la liberté d'aimer et de vivre ! La loi de Dieu devient ta propre loi, car, dans l'amour, elle s'est intériorisée : elle ne s'impose plus du dehors, elle est vécue au-dedans, elle fait corps avec la personne. Mais c'est un long chemin que la libération du mal ou de la médiocrité : « Libère-nous du mal. » On est souvent entre un germe de liberté et la

liberté totale (sauf François d'Assise), entre la Babel d'hommes étrangers les uns aux autres et la Pentecôte d'hommes libérés dans l'Esprit ! La liberté se paie cher, dans l'ascèse, et c'est pourquoi peut-être on cherche de faciles ersatz de liberté. Mais il y a, tôt ou tard, les heures amères du démaquillage, où on se découvre esclave, alors qu'on jouait à l'homme ou à la femme libres, quasi incapables de prendre quelque envol sérieux au service de Dieu et des autres !

La religieuse aujourd'hui

Quelle est, d'une manière concrète, la mission de la religieuse dans l'Eglise ? Cela nous invite à dire brièvement d'abord la mission de l'Eglise. On sait que le Christ est Prophète, Prêtre et Chef, ou encore Révéléateur, Sanctificateur, Rassembleur. La mission de l'Eglise poursuit celle de son Seigneur.

On dit que l'Eglise a une fonction prophétique c'est-à-dire d'annonce et d'enseignement du message du Christ ; la mission est une transmission de ce que le Christ a révélé en l'Evangile ; une émission d'idées personnelles, d'opinions théologiques, ce n'est pas la mission, mais seulement un exposé de vérité ou d'hypothèses humaines qui ne peuvent être objet de foi. Ce qui « monte de soi-même au cœur » (1 Co 1, 9) et à la tête de l'homme, ce n'est pas la Révélation spécifique du Sauveur. La religieuse est appelée, toujours, à être témoin de la foi, par sa vie quotidienne ; depuis longtemps, il y a heureusement des Sœurs missionnaires, en plein monde païen à qui elles révèlent l'amour vivant de Jésus pour tous les hommes. Mais on peut aussi affirmer que le rôle de la religieuse apôtre ou catéchiste ne fera que s'amplifier, vu la pénurie de vocations sacerdotales, mais d'abord en vertu de son baptême et de sa liberté pour le royaume de Dieu, en toutes les tribus et nations !

L'Eglise a aussi une fonction sacerdotale : l'évangélisation doit aboutir au culte divin ; le Christ est la Vérité, mais aussi l'Adorateur du Père ! D'où pour l'Eglise les tâches de louange de Dieu et de sanctification des hommes, par la prière et l'Eucharistie. Quelle est la manière, pour la religieuse, de participer à ces tâches ? La religieuse peut être l'initiatrice de la prière des enfants ; elle est habilitée à présider une assemblée de prière, surtout là où, le dimanche, il n'y a pas, hélas ! de messe. Et pourquoi, en tant que baptisée et confirmée, n'adresserait-elle pas une parole chrétienne inspirée de l'Evangile et de l'Eglise à une rencontre de chrétiens ? Car le sacerdoce des baptisés « ordonne » la femme et l'homme à la louange de Dieu et à l'annonce du Christ ! Rien ne permet de faire de tout cela un privilège masculin ! L'éventail de la catéchèse, de la lecture de la parole, du port de l'Eucharistie aux malades, etc., est ouvert largement aux religieuses. On ne discute pas les ressources immenses de leur foi et de leur cœur !

L'Eglise a enfin une fonction pastorale, qui est le service de la communauté, dans l'unité de la foi et la fraternité de l'amour ; c'est chaque membre de la communauté qui la bâtit, par l'enseignement et l'action ! Mais qui dira les qualités féminines de délicatesse et de courage, aptes à servir les vieillards, les malades et les enfants, à accueillir les étrangers dans un climat d'amour et de respect ! Déjà des religieuses — en France

par exemple — jouent un rôle analogue à celui d'un aumônier dans un lycée, une école, un lieu de pèlerinage ! Rôle qui n'a rien à voir avec celui — si légitime déjà — de sacristine ! Pas plus que les religieuses enseignantes ne sont des répétitrices : elles joignent leurs compétences scientifiques et littéraires au témoignage de leur foi ! Elles témoignent de l'estime et de l'intérêt de l'Eglise pour la culture humaine, et de la nécessité de l'orienter vers son achèvement qui est la sagesse de la foi et le service de l'amour ! Car l'amour est d'un autre ordre que la raison, si le dernier nom de Dieu est Amour ! Et l'amour est vie !

Signes du témoignage de la religieuse

Quels sont les signes de la vie de Dieu dans la vie de la religieuse ?

— **Liberté du cœur**, sans attache servile à des affections humaines et aux biens terrestres, parce que le Christ suffit au cœur et que point n'est besoin, pour être heureux, d'autre amour que celui du Christ aimant et aimé : en cet unique amour, on s'ouvre à un amour universel, sans privautés humaines captatives :

« Mon bien-aimé est à moi, et je suis à lui. » C'est la plénitude du cœur qui assure la liberté du cœur. « *Ubi caritas et amor, Deus ibi est; ubi caritas, ibi libertas.* » N'est-ce pas le sens libérateur de la totale chasteté qui n'anémie ni ne stérilise l'amour, mais le purifie et l'attise ? L'amour le plus vrai, c'est bien l'amour le moins mélangé, le plus pur : « Bienheureux les cœurs purs, car ils verront Dieu ! » L'amour pur devient aussi le plus catholique, car il n'est plus esclave du péché ni d'égoïsme.

— **Don aux autres**, car le Christ, qui libère de soi parce qu'il tire du péché et des gourmandises terrestres, rend libre pour aimer les autres et les servir, dans la prière, le dévouement, l'éducation, toujours avec une disponibilité d'accueil et un courage qui sont formes ordinaires d'une charité peu ordinaire, avec patience et sourire ; c'est la pauvreté, la dépossession de soi qui, comme la pauvreté de Jésus, est condition du don de soi ; l'avare propriété de soi emprisonne l'amour, alors que la dépossession de sa propre autonomie et de ses biens personnels enrichit les autres, dans le corps du Christ (2 Co 8, 9).

— **Dégagement du monde présent**, pour tourner le regard et la vie vers l'avant : l'avant, c'est l'avenir en montant ; c'est l'avenir vécu dans une confiance d'enfant en la Providence, comme si déjà on n'était plus de ce monde, tout en y étant plus que d'autres par l'amour des personnes, mais avec cette orientation fondamentale vers le monde éternel : car le trésor est déjà dans le ciel (Mt 6, 20) : on vit donc sur terre, sans mariage de la chair, sans toilette « mondaine », sans gérances commerciales ou politiques, sans recherche occulte ou avouée de compensations séculières. Car la vie religieuse, à même le Peuple de Dieu, est l'image déjà présente et vécue du monde à venir : c'est toute la portée eschatologique de la « religion » consacrée dont les chrétiens ont besoin, pour que leurs pieds ne se laissent pas prendre par le présent comme par une cité permanente. Encore faut-il que la religieuse veuille bien vivre l'obéissance évangélique à l'Eglise « à cause de Dieu », comme écrit saint Thomas d'Aquin, ce Dieu dont

le visage voilé dans la foi attire sur un chemin de pèlerinage, ce visage mystérieux se laissera découvrir dans le face-à-face de la joie éblouissante, il comblera l'appétit du cœur qui ne s'est pas laissé amuser ou gaver par les nourritures terrestres.

La religieuse, artisan du renouveau de l'Eglise

La religieuse, comme une chrétienne à part entière, est appelée, dans la ligne de sa constitution biopsychologique et de son baptême, à participer à toute la mission évangélisatrice, sacerdotale et pastorale de l'Eglise. Bien des formes d'action seront encore trouvées dans les années qui viennent, selon les besoins et les inspirations de l'Esprit-Saint. Nul doute que le cœur fidèle et inventif des religieuses ne soit aux écoutes des appels de l'Esprit pour maintenir la foi et pour éclairer une humanité qui désespère, parce qu'elle ne sait plus, par abandon ou ignorance de Dieu, quel est le sens de la vie et de la mort ! Il est temps d'aimer : la femme n'en a-t-elle pas une sorte de secret, et, singulièrement, la religieuse, à qui le Christ suffit comme un Epoux bien-aimé ? Les vocations viendront, par surcroît, car Bergson dit des hérauts et des saints de l'Evangile : « Ils n'ont pas besoin d'exhorter, il leur suffit d'exister : leur existence est un appel ! » Puissions-nous répondre aux désirs des meilleurs des jeunes qui cherchent des pèlerins et des témoins de l'Absolu ! des passionnés du Christ-Seigneur !

Cardinal A. RENARD.

A votre disposition la série

“Les grands textes”

■ ANNONCER LA BONNE NOUVELLE A TOUS LES HOMMES

Message du Synode aux chrétiens.

■ POUR UNE RECONCILIATION DES CHRETIENS ENTRE EUX

Une exhortation du Pape Paul VI.

Prix des 50 ex., port compris : 20 F.

Prix des 100 ex., port compris : 32 F.

Les 100 suivants : 30 F.

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :

Secrétariat Général du Développement Bayard-Presses :
5, rue Bayard, 75380 Paris Cédex 11

Règlement : CCP Paris 16-68.

VERS L'UNITÉ DE LA COMMUNION EUCHARISTIQUE

Instruction pastorale du Synode suisse concernant l'hospitalité eucharistique

Le document ci-après, adopté le 1^{er} mars 1975, à Berne, par la 5^e Assemblée synodale interdiocésaine (115 oui, 5 non et 11 abstentions), a obtenu l'approbation de la Conférence des évêques suisses (1) :

DECISIONS

1. Appels au Synode

1.1. Les appels à une plus large participation à l'Eucharistie sont parvenus au Synode de toutes parts, particulièrement :

— De couples de confession mixte soucieux de progresser dans l'unité spirituelle et d'assurer au mieux l'éducation religieuse de leurs enfants ;

— De chrétiens engagés dans des groupes œcuméniques de recherche, de prière ou d'action ;

— De chrétiens de régions de diaspora, qu'une longue distance sépare de leur communauté.

1.2. Ces appels expriment le souhait :

— Qu'en certaines circonstances, et sous certaines conditions, des **chrétiens non catholiques** soient accueillis fraternellement par des communautés catholiques à leur table eucharistique ;

— Que des **catholiques** qui, en des circonstances exceptionnelles, pour de graves raisons et hors de tout préjudice prévisible pour l'une ou l'autre confession, considèrent comme possible, voire indiqué, soit de communier lors d'une messe orthodoxe ou catholique-chrétienne, soit de recevoir la sainte Cène dans une communauté réformée, ne soient pas culpabilisés en leur propre conscience, ni accusés par les autorités de l'Eglise ou leurs frères d'avoir agi de façon répréhensible.

1.3. Ces appels sont diversement motivés :

— Les chrétiens isolés dans la diaspora demandent à n'être pas privés du sacrement ;

— Les couples, que leur foi au Christ unit malgré leurs divergences confessionnelles, demandent à pouvoir aller ensemble, avec leurs enfants, au Christ qui vient à eux dans le sacrement pour nourrir et fortifier leur unité ;

— Les membres des groupes œcuméniques affirment que l'Eucharistie n'est pas seulement le couronnement de l'unité, qu'elle en est aussi le chemin.

1.4. Le Synode se doit de répondre à ces appels, en exposant les critères qui permettent à chacun de discerner, dans les circonstances actuelles, ce qui peut ou doit déjà se faire, de ce qu'il n'est pas encore possible ou opportun de faire.

2. Principes fondamentaux

2.1. Dans un domaine qui engage directement et essentiellement la foi et la vie des fidèles et des

communautés, on ne peut procéder d'une manière simplement empirique. Il faut toujours se référer au message de l'Evangile entendu selon la tradition catholique.

2.2. Ce message nous assure que le Seigneur est présent parmi les siens « dans les sacrements, au point que lorsque quelqu'un baptise, c'est le Christ lui-même qui baptise. Il est présent dans sa parole [...]. Il est présent lorsque l'Eglise prie et chante les psaumes, lui qui a promis : « Là où deux ou trois sont rassemblés en mon nom, je suis là, au milieu d'eux » (Mt 18, 20) » (Constitution sur la liturgie, n° 7). Il est présent d'une manière toute particulière « dans le sacrifice de la messe, à la fois dans la personne du ministre [...] et, au plus haut point, sous les espèces eucharistiques » (*ibid.*).

2.3. Selon la tradition catholique commune aux Eglises catholiques d'Orient et d'Occident, le pouvoir de parler et d'agir au nom du Christ dans la célébration eucharistique est conféré au baptisé par le sacrement de l'ordre.

2.4. Au sujet des célébrations eucharistiques présidées par un ministre qui n'a pas été ordonné selon la tradition catholique, le Concile Vatican II déclare : « Certes, les communautés ecclésiales séparées de nous n'ont pas avec nous la pleine unité dérivant du baptême et nous croyons, surtout par suite de l'absence du sacrement de l'ordre, qu'elles n'ont pas conservé toute la réalité propre du mystère eucharistique. Cependant, lorsqu'elles célèbrent à la sainte Cène le mémorial de la mort et de la résurrection du Seigneur, elles professent que la vie consiste dans la communion au Christ et elles attendent son retour glorieux. » (Décret sur l'œcuménisme, n° 22.) (2)

3. Conséquences pratiques

3.1. Par la bouche de son ministre, c'est donc le Seigneur lui-même qui invite ses disciples au repas qu'il leur a préparé, le Seigneur qui a dit : « Je suis le pain de vie. Celui qui vient à moi n'aura pas faim et celui qui croit en moi n'aura jamais soif. Tous ceux que le Père me donne viendront à moi, et celui qui vient à moi, je ne le rejeterai pas » (Jean 6, 35-37), et encore : « Je suis le pain vivant qui descend du ciel. Celui qui mangera de ce pain vivra pour l'éternité. Et le pain que je donnerai, c'est ma chair donnée pour que le monde ait la vie. » (Id., 51.)

3.2. La tradition catholique a toujours reconnu dans ces paroles les deux conditions essentielles pour qu'un fidèle soit considéré comme invité au repas eucharistique : à savoir qu'il vienne à Jésus de Nazareth comme à celui qui descend du ciel, l'envoyé du Père, le Seigneur, et qu'il s'approche de lui pour recevoir son corps livré et son sang versé, c'est-à-dire sa personne « offerte une fois pour toutes » (Hb 7, 27) en sacrifice, ressuscitée et glorifiée, réellement présente et donnée sous les signes sensibles du pain et du vin.

(1) Texte original.

(2) DC 1964, n° 1437, col. 629 (NDLR).

3.3. Selon cette même tradition catholique, ces deux conditions toujours requises par la nature même du repas eucharistique, ne sont pas, en général, suffisantes. En effet, le Christ qui se donne en nourriture dans l'Eucharistie est le même qui a envoyé ses apôtres dans le monde comme messagers de sa parole et comme les pasteurs de son troupeau. C'est lui qui, en priant à la dernière Cène pour l'unité de ses disciples « afin que le monde croie » (Jn 17, 21), a établi un lien infrangible entre l'Eucharistie et l'unité de son Eglise. Ce don du Père, réalisé par le Saint-Esprit, a été confié à la garde vigilante des apôtres et de leurs successeurs. C'est pourquoi la participation à l'Eucharistie, « signe de l'unité de l'Eglise » (cf. Décret sur l'œcuménisme, n. 8), est réservée, en règle générale, aux croyants qui sont en pleine communion avec cette Eglise.

3.4. Cette règle a été appliquée avec plus ou moins de rigueur, selon les temps et les circonstances. Le Concile a déclaré qu'en principe elle est toujours maintenue, mais que son application doit être suspendue lorsque l'unité s'oppose à une autre fin du sacrement qui est de procurer au croyant grâce et « nourriture spirituelle » (cf. Décret sur l'œcuménisme, n° 8).

3.5. Conséquences pour l'accueil de chrétiens non-catholiques

De cette déclaration du Concile, il résulte qu'un chrétien animé de la même foi eucharistique que la communauté catholique, mais qui est né dans une de ces « communautés considérables séparées de la pleine communion de l'Eglise catholique, parfois par la faute des personnes de l'une et de l'autre partie », ne peut « être accusé du péché de division et l'Eglise catholique l'entoure de respect fraternel et de charité » (Décret sur l'œcuménisme, n° 3). Un tel chrétien doit être admis à la communion eucharistique si sa demande correspond à un véritable besoin spirituel et s'il se trouve dans l'impossibilité physique ou morale de recevoir l'Eucharistie dans sa propre communauté, car « un croyant ne peut, sans motif légitime, être privé du fruit spirituel des sacrements » (Directoire œcuménique, n° 44) (3).

3.6. Selon l'interprétation du Secrétariat pour l'unité, cette impossibilité doit être interprétée dans un sens large puisqu'elle englobe le cas de chrétiens de la diaspora qui ne pourraient avoir recours à leur propre communauté « qu'au prix de grands efforts et dépenses » (Instruction du 1^{er} juin 1972) (4).

3.7. Il n'est pas inutile de souligner enfin que l'Eglise adresse à tous ceux qu'elle reçoit à la table eucharistique l'avertissement de l'apôtre : « Que chacun s'éprouve soi-même avant de manger ce pain et de boire cette coupe », afin de ne pas risquer de boire et de manger « sans discerner le Corps du Seigneur » (1 Co 11, 28-29), c'est-à-dire sans apprécier les exigences que comporte la réception du Corps du Christ. Pour que ces gestes d'hospitalité s'inscrivent dans l'effort œcuménique de l'Eglise, on s'assurera qu'ils sont compatibles avec la discipline des Eglises auxquelles appartiennent les frères chrétiens accueillis.

3.8. Conséquences pour les catholiques

A tout catholique que les circonstances obligent à prendre une décision concrète concernant sa participation éventuelle, par la communion, à une liturgie eucharistique dans une Eglise ou communauté ecclésiale séparée de nous, le Synode rappelle que cette décision doit être prise à la lumière de sa foi. car, selon l'apôtre « tout ce qui ne procède pas d'une conviction de foi est péché » (Rm 14, 23).

3.9. S'agit-il d'une Eucharistie célébrée dans une Eglise **orthodoxe**, la réponse est donnée, **explicite et motivée**, par le Décret sur l'œcuménisme : « Puisque ces Eglises, bien que séparées, ont de vrais sacrements — surtout en vertu de la succession apostolique : le Sacerdoce et l'Eucharistie, qui les unissent intimement à nous —, une certaine « communicatio in sacris (participation aux sacrements), dans des circonstances favorables, et avec l'approbation de l'autorité ecclésiastique, est non seulement possible, mais même recommandable » (n° 15 ; cf. aussi Décret sur les Eglises orientales catholiques, n°s 26 à 29).

3.10. Le motif allégué permet d'étendre cette réponse aux Eglises d'Occident comme l'Eglise **catholique-chrétienne**, qui ont conservé l'épiscopat et le sacrement de l'ordre.

3.11. En ce qui concerne la communion dans une Eglise qui n'a pas conservé l'épiscopat et le sacrement de l'ordre, le Concile ne s'est pas prononcé. Il ne faut pas conclure du texte cité en 3.9. qu'elle ne possède pas de vrais sacrements, puisque l'Eglise catholique reconnaît son baptême et la validité de son mariage, admettant même selon sa propre doctrine la valeur sacramentelle de ce dernier. Selon des commentateurs autorisés, le Décret sur l'œcuménisme reconnaît à la sainte Cène une certaine signification sacramentelle (n° 22), bien qu'elle n'ait pas conservé « la pleine réalité du Mystère eucharistique » (cf. 2, 4). Le Concile a souligné le caractère provisoire de la situation dans laquelle nous nous trouvons en demandant que « la doctrine de la Cène [...] et des ministères fasse l'objet du dialogue » (Décret sur l'œcuménisme, n° 22), avec l'espoir manifeste que ce dialogue parvienne à des conclusions plus positives que celles dont disposaient les Pères conciliaires.

3.12. L'unité entre les Eglises n'est pas encore complète et des divergences demeurent dans la doctrine des ministères (cf. 2, 1-4.) : c'est pourquoi le Directoire œcuménique a donné la règle générale suivante : « Un catholique ne peut demander les sacrements de Pénitence, d'Eucharistie et d'Onction des malades qu'à un ministre qui a reçu valablement le sacrement de l'Ordre. » (N° 55.)

3.13. Si un catholique, dans une situation exceptionnelle, et après avoir pesé tous les motifs, en arrive à la conviction que sa conscience l'autorise à recevoir la Cène, cette démarche ne doit pas être interprétée comme impliquant nécessairement une rupture avec sa propre Eglise, même si la participation commune à l'Eucharistie demeure problématique aussi longtemps que dure la séparation entre les Eglises.

En aucune manière, on ne peut s'accommoder de la séparation, chacun demeurant au contraire responsable de faire progresser l'unité des Eglises.

3.14. Une telle décision ne préjuge pas des conclusions du dialogue en cours et ne signifie pas que les ministères protestant et catholique et, par là, la Cène et l'Eucharistie catholique, soient reconnus comme pleinement équivalents.

(3) DC 1967, n° 1496, col. 1086 (NDLR).

(4) DC 1972, n° 1614, p. 711 (NDLR).

3. 15. En outre, un catholique ne saurait prendre sur lui la responsabilité d'une telle décision, si sa démarche présentait un danger d'errer dans la foi, l'éloignait de sa propre Eglise ou provoquait chez les croyants un risque fondé d'indifférentisme ou de scandale (cf. Décret sur les Eglises orientales catholiques, n° 26). Dans les foyers mixtes, les parents seront particulièrement attentifs aux conséquences que cette démarche pourrait avoir pour les enfants.

4. Perspectives d'avenir

Qu'une certaine hospitalité eucharistique soit d'ores et déjà possible est un bienfait qui fonde l'espoir en de nouveaux progrès. Que cette hospitalité se limite encore à des cas exceptionnels montre qu'en étant pratiquée avec discernement, elle n'est qu'une étape vers la solution définitive (cf. Décret sur l'œcuménisme, n° 8), laquelle ne peut être que la pleine réconciliation des Eglises et des chrétiens dans l'unité de la foi et de la charité. Dans la recherche de cette unité, on se souviendra de la règle d'or rappelée par Jean XXIII (encyclique *Ad Petri cathedram*) et le Concile (Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps, n° 92) : « Unité dans le nécessaire, liberté dans le doute, charité en toutes choses. » On se souviendra également du conseil de saint Basile, opportunément inséré dans le Décret sur les Eglises orientales catholiques, de veiller à ce que « par des sentences trop sévères, nous ne devenions un obstacle sur le chemin de ceux qui cherchent le salut » (n° 26).

5. RECOMMANDATIONS

5. 1. Le dialogue avec les Eglises issues de la ré forme « sur la doctrine de la Cène et des ministères », explicitement souhaité par le Concile (Décret sur l'œcuménisme, n° 22) doit être poursuivi avec une intensité accrue. Les résultats déjà obtenus par les conversations sur l'Eucharistie et les ministères justifient l'espoir que, dans notre situation suisse, nous allons vers un accord croissant sur ces questions et que par le fait même, nous nous rapprochons de la pleine communauté eucharistique.

5. 2. Compte tenu de la situation confessionnelle de notre pays, les Synodes diocésains invitent le Secrétariat pour l'unité des chrétiens à faire un nouveau pas en avant sur le chemin vers l'unité et souhaitent qu'une plus grande liberté d'initiative soit laissée aux diocèses pour décider dans quelles conditions l'hospitalité eucharistique peut être pratiquée.

LA QUESTION

DE LA RECIPROCITE EUCHARISTIQUE

*Déclaration de Mgr Mamie, évêque
de Lausanne, Genève et Fribourg,
à l'Assemblée synodale suisse
(Berne, 1^{er} mars 1975)*

En ce qui regarde l'hospitalité eucharistique et plus précisément l'hospitalité eucharistique *réci-proque* (dont nous avons parlé aujourd'hui) c'est-à-dire en ce qui regarde le fait d'un catholique qui estimerait pouvoir recevoir la communion dans la

Cène protestante chez nous, je tiens à apporter les précisions suivantes :

1. C'est le devoir de l'évêque de tout faire pour que soit considéré comme « excusable » ce qui le serait. Au fidèle catholique qui viendrait lui dire qu'il a reçu la communion à la Cène protestante, il pourrait donc répondre qu'il est possible, probable, voire certain, que ce fidèle n'a pas voulu par cet acte rompre avec son Eglise.

2. Mais l'évêque doit non seulement répondre, mais parler aussi *avant*, cela pour guider les consciences. Selon notre mission propre, nous devons dire que le catholique qui se croit en conscience autorisé à recevoir la Cène protestante (quelle que soit sa situation de vie, qu'il soit membre d'un foyer mixte ou non, quels que soient son désir et sa souffrance et quel que soit son besoin spirituel) commet une erreur. Nous devons donc l'éclairer.

Cela, je tiens à le dire avec fermeté, clarté et sérénité. En effet, ce qu'on nomme la réciprocité eucharistique n'est pas aujourd'hui un moyen ni une voie qui puisse conduire à l'unité :

a) La confession de foi protestante et la confession de foi catholique sur le mystère eucharistique et sur les ministères eucharistiques ne sont pas communes. Elles ne nous permettent donc pas de suivre le chemin qui conduit à la réciprocité eucharistique. Ce chemin est une impasse.

b) Refuser de s'engager sur cette voie n'est pas une attitude retardataire ou retardatrice sur les chemins de l'unité. Ce ne sont pas d'abord des raisons de droit ecclésiastique ou de discipline, mais bien des raisons de droit divin et de foi qui motivent une telle manière de vivre, de croire et de parler. Aujourd'hui, c'est la seule manière qui nous aide à répondre dans la vérité, selon la volonté du Seigneur, à la question posée.

c) De plus, si nous accomplissons ou permettons des gestes qui laissent croire que nos eucharisties sont équivalentes, nous égarons les fidèles catholiques et réformés. Nous leur laisserions croire que nous maintenons des divisions superficielles portant sur des problèmes secondaires alors que sur ce point (comme sur d'autres d'ailleurs), nos divergences touchent le cœur et l'essentiel de notre foi. Si nous étions unis pour rencontrer, recevoir et adorer le Christ-Jésus, présent dans le sacrifice de l'Eucharistie, par un même acte de foi, pourquoi alors ne pas reconnaître que la division des chrétiens appartient désormais au passé ?

Cela devait être dit. Car la démarche du catholique qui se croirait autorisé à partager l'Eucharistie dans la Cène protestante est non seulement ambiguë et contestable (« fragwürdig » comme on l'a écrit), à mon avis, elle est non seulement contestable, mais elle doit être contestée.

3. Cela devait être dit aussi, en considérant la situation pastorale actuelle du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg où *déjà* certains catholiques ont cru pouvoir communier à la Cène protestante, sans tenir compte de ce que l'évêque du diocèse avait explicitement demandé. De plus, comme membre du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, je ne puis souscrire à des décisions qui seraient contraires à ce que le Secrétariat pour l'Unité a déjà clairement expliqué et décidé.

En conclusion et en conséquence, je ne vois pas comment on pourrait autoriser un diocésain, membre de l'Eglise catholique, à recevoir la communion dans la Cène protestante.

Trois remarques complémentaires

a) Enfin, on ne peut s'arroger le droit de penser ou de dire qu'on est le seul défenseur de l'unité ou le seul groupe qui fait avancer l'unité des chrétiens. Il est tout aussi inacceptable de laisser croire que la hiérarchie, ou du moins certains évêques n'ont « pas de cœur » ou « n'ont qu'une tête », qu'ils sont « des freins » ou s'en tiennent trop strictement à la tradition. L'unité ne saurait se faire au détriment de la vérité.

b) Ce n'est pas au moment où nous demandons à certains fidèles et prêtres catholiques, voire à certains prélats ou évêques, d'accepter et d'appliquer toutes les orientations et décisions du II^e Concile du Vatican, tous les enseignements de Jean XXIII et de Paul VI, toutes les directives des secrétariats institués par le Concile, y compris dans la liturgie nouvelle, au moment où nous leur demandons de ne pas en rester, en particulier, au rituel de saint Pie V, que nous pouvons laisser croire, que nos Synodes, dans d'autres domaines, importants eux aussi, feraient eux-mêmes aussi un tri et un choix, devant tout ce qui nous est demandé.

Nous désirons une fidélité sans faille.

Chrétiens et franc-maçons

Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille, a publié dans le bulletin de son diocèse (« L'Eglise aujourd'hui à Marseille », 4 mai 1975), le billet ci-après dans lequel il fait écho au dialogue qui se déroule à Marseille entre un groupe de prêtres et des francs-maçons :

Depuis les obsèques religieuses que j'avais autorisées il y a deux ans à un dignitaire de loge maçonnique (1), j'ai été souvent interrogé sur les relations entre l'Eglise et la franc-maçonnerie. Voici que le Grand Maître du Grand-Orient de France vient de relancer la question dans l'opinion. Dans ce nouveau dialogue, l'Eglise apparaît à certains trop rigide et à d'autres trop naïve. Qu'en est-il en réalité ?

Tout d'abord, il ne nous appartient pas de juger, encore moins d'exploiter, les distinctions et les difficultés internes d'« obédiences » qui rattachent les maçons soit à la tradition « régulière » anglo-saxonne de type déiste, soit à la tradition latine de type libéral. Il faut savoir aussi que sur environ 9 millions d'affiliés dans le monde, 6 millions sont aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, 200 000 à peine dans le continent européen. Sept « obédiences » rassemblent en France près de 50 000 membres, dont 25 000 dans le Grand-Orient (avec une augmentation annuelle de 8 % depuis 1970) qui s'appuie de plus en plus sur la liberté de conscience et l'esprit de tolérance. On ne peut oublier non plus que l'excommunication portée depuis deux siècles s'expliquait dans un contexte de luttes religieuses, et que si l'Eglise attend la réforme du droit canonique pour réviser sa législation pénale elle laisse entendre cependant que l'excommunication ne vaut qu'à l'égard d'une Loge qui agirait expressément contre son existence et sa mission (2).

Je voudrais surtout ici faire écho à une expérience

c) Un dernier mot à vous qu'on appelle selon une expression, qui n'est pas la meilleure, des « frères séparés », à vous qui êtes mes frères dans la foi en Jésus-Christ, Dieu et homme, je dis mon regret de ne pas pouvoir parler autrement. Le désir de ne blesser personne demeure ; ■ particulier ne pas blesser les foyers mixtes et les enfants des foyers mixtes ; mais ce désir et cette volonté ne me permettent pas aujourd'hui de garder le silence. Disant cela, je réponds aussi à l'attente d'autres catholiques qui sont ici présents, ou qui ne le sont pas, mais l'approbation des uns, la désapprobation des autres, approbation majoritaire ou non, ne doit pas compter en ce moment.

Je garde une espérance inébranlable : par la prière et par la croix du Christ, l'amour de Dieu et pour Dieu sera le plus fort, pour que soit pleinement exaucée la prière de Jésus : « Que tous soient un ! »

(« *Evangile et mission. Semaine catholique en Romandie* », 6 mars 1975.)

originale, vécue dans le diocèse par un groupe de prêtres et de maçons qui se sont réunis vingt-cinq fois en six ans ; il faut préciser que ces maçons sont du Grand-Orient, tous athées, quelques-uns ayant dans l'Ordre une place éminente. La série des sujets étudiés témoigne du sérieux des échanges au-delà de toute curiosité. Comment sont apparus aux chrétiens ces maçons ? Comme des humanistes pour qui l'homme est la seule certitude, s'avancant sur le chemin d'une recherche jamais terminée. Comme un groupe pour qui la fraternité maçonnique n'est pas un vain mot, mais libres par rapport à tout credo commun parce que plus « chercheurs » que « trouveurs ». Comme une société initiatique dont le long parcours est soumis à une ascèse personnelle et se déroule sous le signe d'un rituel symbolique. Le bilan actuel de cet atelier provençal fait ressortir aussi les obstacles à un vrai dialogue. Que de parasites affectifs et de préjugés persistants viennent, malgré les meilleures dispositions, brouiller la communication de part et d'autre ! Et puis il y a le heurt objectif de deux visions du monde, surtout quand s'affrontent deux visées universalistes, l'une se référant au Christ qui a proclamé l'universel en araméen pour les hommes de tous les temps, l'autre se réclamant d'une humanité sans cesse en quête d'une sagesse universelle puisée en elle-même.

Le dialogue va-t-il tourner trop court ? Les profondeurs de l'homme peuvent faire retentir encore de nouvelles harmoniques, le langage symbolique peut constituer un nouveau clavier si le symbole reconnaît son incomplétude et appelle l'autre moitié, celle qui évoque un mystère qui nous dépasse. Le chemin du dialogue, à peine ouvert, sera long mais passionnant, même s'il ne peut conduire à Emmaüs !

Le 4 mai 1975.

† Roger ETCHEGARAY.

(1) DC 1973, n° 1626, p. 197 (NDLR).

(2) Cf. DC 1975, n° 1668, p. 88 et s., la lettre de la

congrégation pour la Doctrine de la foi aux présidents des Conférences épiscopales et le commentaire du P. Capriale (NDLR).

Événements et Informations

FRANCE

Mort de Joséphine Baker

Joséphine BAKER est morte d'une congestion cérébrale à l'hôpital parisien de la Salpêtrière, le 12 avril, à l'âge de 69 ans, emportée vraisemblablement par la maladie consécutive aux efforts intenses qu'elle avait fournis depuis deux mois pour la revue qui devait être celle de ses adieux définitifs. Née le 3 juin 1906 à Saint-Louis (Missouri), dans le sud des Etats-Unis, elle se sentit tôt attirée par le théâtre et débarqua à Paris en 1916, débutant en octobre dans la première « Revue nègre », au théâtre des Champs-Élysées avec la troupe des « Black Birds ». Vincent Scotto écrivit pour elle, en 1931, pendant l'Exposition coloniale, *J'ai deux amours*, chanson qu'elle créa aux Folies-Bergère. Ce fut ensuite le départ pour une longue tournée dans trente pays d'Europe et d'Amérique. Pie XII la reçut en audience privée et Paul VI lui témoigna sa sympathie en lui faisant un don important pour sauver son œuvre des « Milandes » où elle avait recueilli une douzaine d'orphelins venus du monde entier. En 1947, elle avait épousé Jo Bouillon qui sacrifia sa carrière de chef d'orchestre pour l'aider. Périclitant et menacée de disparaître, l'œuvre fut sauvée par la princesse Grace de Monaco, tandis que Joséphine poursuivait sa carrière artistique pour ses orphelins. Ayant souffert du racisme dès son enfance, elle avait décidé de lutter contre ce fléau et devint la déléguée à la propagande de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. En 1939, elle s'était engagée comme infirmière-pilote et, après la débâcle, dans les services secrets des Forces françaises libres. Elle recevra la croix de chevalier de la Légion d'honneur, la croix de guerre avec palmes et la médaille de la Résistance. Obseques le 15 avril à l'église de la Madeleine, à Paris. (D'après Jean-

Pierre HAUTTECŒUR, « La Croix », 16 avril.)

Le P. Hervé Stéphan supérieur général des Assomptionnistes

Réuni aux Essarts, près de Rouen, le Chapitre général des religieux de l'Assomption a élu supérieur général de la congrégation, le vendredi 18 avril, le P. Hervé STÉPHAN qui était jusqu'ici directeur général adjoint de Bayard - Presse. Il succède au P. Paul CHARPENTIER, qui achevait son mandat de six années.

Né à Henvic (Finistère), le 3 octobre 1925, le P. Stéphan a fait ses études secondaires à Saint-Maur et Blou (Maine-et-Loire). Entré en 1943 dans la congrégation de l'Assomption, il fit ses études de philosophie et de théologie à Layrac (Lot-et-Garonne) où il a été ordonné prêtre en 1951. Licencié en mathématiques après ses études à la Faculté de Bordeaux, il fut professeur à l'école Sainte-Barbe de Toulouse, aumônier diocésain de la JEC, puis aumônier régional de la JEC pour la région Midi-Pyrénées. Depuis 1968, il représentait la congrégation de l'Assomption au sein de la direction générale de Bayard-Presses.

Fondée à Nîmes en 1850, la congrégation de l'Assomption compte 1 700 religieux, répartis en douze provinces et une vice-province ; ils exercent des apostolats divers : paroisses, missions, action catholique, enseignement, œcuménisme, presse... C'est un religieux assomptionniste, le P. Bailly, qui fonda la Maison de la Bonne Presse — devenue Bayard-Presses — dont les Assomptionnistes ont encore aujourd'hui la propriété. (« La Croix », 22 avril.)

Mort de Jacques Duclos

M. Jacques DUCLOS, sénateur et membre du Bureau du parti communiste français, est mort le 25 avril. Né le 20 octobre 1896, à Louey (Hautes-Pyrénées), fils d'un artisan charpentier, il entra en apprentissage comme pâtissier à l'âge de 12 ans et monta à Paris quatre ans plus tard, suivant les cours de l'Université populaire tout

en travaillant dans une pâtisserie. Appelé sous les drapeaux en 1915, il est gravement blessé à Verdun et fait prisonnier au Chemin des Dames en 1917. Il entre au parti communiste en 1920, dès sa constitution, au Congrès de Tours. Membre du Comité central et député de Paris en 1936, battu en 1932, réélu en 1936 député de la Seine, il était secrétaire du PCF chargé de la propagande depuis 1931. Il devint chef du PC clandestin qu'il dirigea de la banlieue parisienne, pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Après la Libération, il siège aux Assemblées consultative et constituante, puis comme député de la Seine à l'Assemblée nationale dont il est le vice-président (1946-1958). Battu aux élections législatives de 1958, il est élu sénateur de la Seine (1959-1968), puis sénateur de la Seine-Saint-Denis et préside le groupe communiste au Sénat. Directeur de « Démocratie nouvelle » de 1947 à 1968, J. Duclos a été le candidat du PCF à la présidence de la République en 1969. Marié en 1937 à Mlle Gilberte Roux, il est l'auteur de plusieurs ouvrages : *A l'assaut du ciel*, *Histoire de la Commune de Paris*, *L'Avenir de la démocratie*, *de Napoléon III à de Gaulle* (entre 1961 et 1964) ; « Mémoires », en six volumes, « Ce que je crois ».

M. Henri Lefebvre nouveau président des APEL

Au cours d'une réunion de la délégation nationale des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL), qui a eu lieu à Paris pendant le week-end du 27 avril, un nouveau président a été élu. Il s'agit de M. Henri LEFEBVRE qui remplace M. O'Mahony dont le mandat venait à expiration. D'autre part, Pierre de BAUDUS remplace M. Vallery-Masson au poste de premier vice-président. En fait, MM. Lefebvre et de Baudus n'entreront en fonctions qu'à la fin octobre. Jusqu'à cette époque, MM. O'Mahony et Vallery-Masson conservent l'intégralité des pouvoirs et des responsabilités. On indique, au siège des APEL, que cette élection ne

marque pas un changement de la politique des APEL et qu'elle s'inscrit dans la continuité.

Né le 22 juillet 1929, à Marcq-en-Barœul (Nord), Henri Lefebvre a fait ses études secondaires à l'Institut Saint-Joseph à Caen. Père de six enfants, il a été journaliste à Caen de 18 à 19 ans. Il dirige un journal, « *l'Agriculteur normand* », et s'occupe de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Basse-Normandie et était président d'APEL de Caen. Ses préoccupations : s'attacher à la défense de la liberté de l'enseignement, s'occuper de donner plus de garanties et de sécurité aux enseignants.

Né le 4 mars 1920, à Paris, Pierre de Baudus, ancien élève HEC, père de huit enfants, est directeur de la Caisse générale des retraites des cadres par répartition (Assurances générales de France). (« *La Croix* », 30 avril.)

Parrainage des enfants orphelins vietnamiens

La direction du bulletin « *Messagerie vietnamien* » et l'Association des Amis de la communauté Notre-Dame du Vietnam, dont le siège social est au 54, rue Notre-Dame de Nazareth, 75003 Paris, organisent depuis plus d'une année le parrainage des enfants orphelins vietnamiens, victimes de la guerre, par les secours apportés sur place d'un montant de 60 F par mois.

Les parrains et marraines envoient leur aide à chacune des familles d'accueil de leurs filleuls au Vietnam. Cette formule d'aide sur place nous paraît efficace et convient aux circonstances actuelles.

Les personnes, les groupes et les communautés qui désirent :

— Parrainer un ou plusieurs enfants orphelins vietnamiens ;

— Collaborer avec le Comité de parrainage de ces enfants ;

— Ou avoir des renseignements sur cette œuvre, sont priés de s'adresser au *Comité de parrainage des enfants orphelins vietnamiens* : 54, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 75003 Paris. Téléphone : 278-59-60. Compte C.P. La Source 33 790 00 S 15 Message vietnamien ou à *Mme Thabuis*, 40, rue de Toul, 75012 Paris. Tél. 307-76-43. (« *Communiqué* ».)



— L'Annuaire 1975 du Bureau des Longitudes (Gauthier-Villars éditeur) contient (pages A 1 à A 28) une importante étude sur « La date de Pâques ».

ÉTRANGER

ALGERIE

Le Président de la République française à Alger

La visite à Alger de M. Valéry GISCARD D'ESTAING, président de la République française, a été unanimement saluée comme l'occasion favorable d'un approfondissement des relations entre l'Algérie et la France. A l'issue du repas offert au Palais du Peuple, le jeudi 10 avril, par M. Boumédiène, président du Conseil de la Révolution et du Conseil des ministres, le cardinal DUVAL a présenté ses hommages à M. et Mme Giscard d'Estaing. Le cardinal fut invité, avec d'autres personnalités, à saluer les deux présidents le samedi 12 avril dans les salons de la villa « Les Oliviers », résidence de l'ambassadeur de France, où M. Boumédiène avait accompagné M. Giscard d'Estaing. A l'audience accordée dans les jardins de la Résidence par M. le président de la République française étaient présents, avec un bon nombre de catholiques d'Algérie, le cardinal Duval, Mgr l'évêque d'Oran, Mgr Jacquier, M. le vicaire général Muller, M. le chanoine Cleux, quelques prêtres et des délégations de religieuses. Auparavant, Mme Giscard d'Estaing, accompagnée de Mme Jean-Marie Soutou ; de Mme Bedjaoui, épouse de M. l'ambassadeur d'Algérie à Paris, et de plusieurs autres dames, s'était rendue en visite au monastère des Clarisses, où elle s'était aimablement entretenue avec la communauté. Au passage, Mme Giscard d'Estaing et sa suite s'étaient arrêtées quelques instants en la basilique de Notre-Dame d'Afrique. (« *La Semaine religieuse d'Alger* », 24 avril.)

ALLEMAGNE DE L'EST

Synode de l'Eglise catholique

La cinquième session du Synode de l'Eglise catholique en République démocratique allemande (RDA) vient de se tenir à Dresde du 10 au 13 avril. L'Assemblée comptait environ cent cinquante personnes, dont la moitié de laïcs. Elle était présidée par le cardinal BENGSCHE, archevêque de Berlin, entouré de huit autres évêques du pays (rappelons que la RDA compte, outre les deux diocèses de Berlin et Meissen, quatre « administrations apostoliques » constituées par des territoires qui appartenaient jadis aux diocèses d'Alle-

magne fédérale d'Osnabrück, de Paderborn et de Fulda et à celui de Breslau (actuellement Wrocław, Pologne). Etaient également présents au Synode, comme observateurs, les responsables des Eglises évangéliques et de l'exarchat du patriarcat de Moscou, ainsi que des invités représentant les Conférences épiscopales d'Allemagne fédérale, d'Autriche, de Belgique, de France, de Hongrie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Pologne et de Suisse. Deux documents ont été adoptés, à une forte majorité, en seconde lecture : 1. *Le chrétien dans le monde du travail* : on y insiste sur la théologie de la création et de la libération donnée par Jésus-Christ, sur l'importance de la justice sociale et de la formation permanente. On y souligne que le travail commun des catholiques et des non-chrétiens est une chance pour la foi.

2. *L'œcuménisme dans le cadre des paroisses* : ce thème revêt une importance particulière en RDA, du fait que, depuis le xvr siècle, le pays est à très forte majorité protestante. Le document demande que l'on intensifie les contacts entre les Eglises, en vue du témoignage commun à rendre à Jésus-Christ. Il se réjouit des « actions communes » sur le plan de l'entraide et de la célébration de la Parole (Semaine de l'Unité, Pentecôte), tout en soulignant la nécessité pour chacun d'approfondir sa propre foi. Pour la même raison, le Synode s'est montré réservé sur un problème particulièrement discuté : celui d'une catéchèse œcuménique aux enfants. Trois autres documents ont été présentés en première lecture : l'Eglise au service de la réconciliation et de la paix, La vie chrétienne dans le mariage et la famille, L'évangélisation des communautés. Ces thèmes seront repris à la prochaine et dernière session du Synode en novembre.

Le Synode de Dresde constitue un témoignage de la vitalité de l'Eglise catholique en RDA. Aux prises avec une situation parfois difficile, du fait du régime (on a beaucoup évoqué le problème de la « Jugendweiche », sorte de confirmation « laïque », toujours condamnée par les évêques, ainsi qu'en témoigne une lettre pastorale du cardinal Bengsch aux prêtres en 1972), ou du simple fait de la « diaspora » qui la caractérise en de nombreux diocèses (5 à 7 % de catholiques seulement), cette Eglise de l'Est, qui se pose souvent les mêmes questions que

nous, se trouve provoquée à être fortement unie, pour vivre et rayonner sa foi. (« *SNOP* », 16 avril).

ALLEMAGNE FEDERALE

Accord scolaire entre le Saint-Siège et la Sarre

Le 15 avril, à la chancellerie d'Etat de Saarbrücken, ont été échangés les instruments de ratification de l'accord scolaire conclu entre le Saint-Siège et la Sarre, le 21 février 1975. Le Saint-Siège était représenté par Mgr Corrado BAFILE, nonce apostolique en Allemagne et le gouvernement de la Sarre, représenté par le Dr Franz Josef ROEDER, président des ministres du « land ». Etaient présents à la cérémonie : le ministre de l'Instruction et du Culte, l'évêque de Trèves et le vicaire général de Spire. Dans cet accord est reconfirmé le droit de l'Eglise de créer ses propres écoles pour l'éducation de la jeunesse. Celles-ci sont assimilées par l'Etat aux écoles publiques, et en considération de leur utilité publique, un financement adéquat leur est accordé. En particulier est garanti le remboursement de toutes les dépenses des écoles primaires et d'au moins 90 % des dépenses des autres écoles. En même temps ont été fixées des contributions de la part de l'Etat pour la construction et la transformation des bâtiments scolaires. Enfin, des dispositions spéciales concernent le remboursement des frais de transport des élèves, des livres et du matériel scolaire, proportionnellement à la somme allouée aux écoles publiques. Comme il est prévu par l'article 2 du même accord, celui-ci est entré en vigueur le jour même de l'échange des instruments de ratification. (« *OR* », 19 avril.)

CANADA

Nouveau secrétaire de la Conférence catholique canadienne

M. Guy POISSON, prêtre de Saint-Sulpice, vient d'être élu secrétaire général de la Conférence catholique canadienne (CCC), association des 120 évêques catholiques du pays, au cours d'une assemblée annuelle tenue à Ottawa du 14 au 18 avril. Il succède à Mgr Charles E. MATHIEU qui remplissait cette fonction depuis janvier 1964. C'est avec le Rev. Everett MacNeil qu'il partagera la responsabilité de chef du secrétariat bilingue de la CCC dont le siège social est à Ottawa. (« *Communiqué* », 18 avril.)

GRAND-BRETAGNE

Les relations entre le Conseil britannique des Eglises et l'Eglise catholique

Du communiqué commun publié par le Conseil britannique des Eglises et le Bureau d'information catholique, le 22 avril, nous extrayons les précisions ci-après :

1. Après la décision de la Conférence épiscopale (semaine de Pâques 1974) de ne pas y intéresser l'ensemble des membres du Conseil britannique des Eglises, on est convenu de rencontres entre des représentants de l'Eglise catholique romaine et du Conseil britannique des Eglises en vue de favoriser la collaboration mutuelle.

2. Une réunion s'est tenue dans les bureaux du BCC le 10 mars dernier. La Conférence des évêques était représentée par Mgr Dwyer, archevêque de Birmingham ; Mgr Lindsay, évêque d'Hexham et Newcastle ; Mgr Clarck (président, Commission œcuménique) et le chanoine Stewart (secrétaire, Commission œcuménique). Mgr Trillo de Chelmsford (président, Comité exécutif du BCC), le Rev. Harry Morton (secrétaire général), le Rev. Arthur MacArthur, le Rev. Dr Roderick Smith, l'archidiacre B. Pawley, miss Christian Howard, Mr. Martin Conway et miss Jean Owen représentaient le BCC.

3. L'Assemblée a recommandé l'établissement d'un lien structurel entre le BCC et l'Eglise catholique romaine en Angleterre et au Pays de Galles, par la formation d'un Comité de liaison considéré comme une instance officielle reconnue pour les questions d'un intérêt commun, qui peuvent être discutées et pour lesquelles des recommandations peuvent être faites. On est convenu qu'en ces matières l'Eglise catholique romaine et le Conseil pouvaient, partout où c'est possible, œuvrer de concert. Ce Comité de liaison formant un petit groupe (quatre ou cinq personnes de part et d'autre) remplacera le groupe de travail commun BCC/RC qui s'est rencontré régulièrement de 1967 à 1973, et qui a été récemment suspendu. Les membres RC du Comité sont : Mgr Fox, évêque de Menevia ; Mgr Clarck, le chanoine Stewart, Mr. K. Muir (secrétaire, Commission des laïcs) et Mr. D. Miles Board, chef du Bureau de l'information. Le BCC a aussi demandé que deux de ceux-ci puissent remplir le rôle de consultants au Comité exécutif du BCC. La Conférence épiscopale a

demandé à Mgr Clarck et au chanoine Stewart d'accepter cette fonction.

4. L'Eglise catholique romaine veut maintenir le statut de consultant auprès du BCC. Comme jusqu'à présent, il y aura quatre consultants aux deux réunions annuelles de l'Assemblée du BCC, et désormais ceux-ci auront à leur tête Mgr Mahon, auxiliaire de Westminster, président de la Commission Justice et Paix... (« *Cathnews* », 22 avril.)

Nouveau poste du P. Greenacre

Le P. Roger GREENACRE, recteur de l'Eglise anglicane Saint-Georges à Paris depuis 1965 et vicaire épiscopal de l'évêque de Fulham et Gibraltar depuis 1970, vient d'être nommé « Canon Residentiary and Chancellor » (chanoine résidentiel et chancelier) de la cathédrale de Chichester, dans le Sussex. En Angleterre, où la plupart des cathédrales ne sont pas des paroisses, un chapitre est à la fois un collège de prêtres responsables de la vie liturgique, de la mission et de l'accueil, et un conseil ou sénat autour de l'évêque du diocèse. Un chanoine résidentiel est plus particulièrement responsable de la vie liturgique pendant ses trois ou quatre mois de « résidence officielle » chaque année ; en dehors de cette responsabilité bien précise, il a la possibilité de s'adonner — en plein accord avec son évêque et le Chapitre — à des ministères spécialisés. Ainsi est-il dans l'intention de Mgr Kemp que le P. Greenacre reste en contact avec les Eglises en France, non seulement pour promouvoir le jumelage entre les diocèses de Chichester et de Chartres, mais aussi pour multiplier et approfondir les contacts comme les échanges entre les Eglises en Angleterre et en France. (« *Communiqué* », 24 avril.)

Le catéchisme commun : une étape marquante pour l'unité chrétienne

La parution de la version anglaise du *Catéchisme commun* : un livre chrétien de foi, le 21 avril dernier à Londres, constitue une étape marquante pour l'unité chrétienne. C'est la première déclaration commune sur la foi, élaborée par une équipe de théologiens catholiques et protestants. Leur but a été d'encourager le sens de communauté qui unit les chrétiens de différentes Eglises en montrant comment et où chrétiens catholiques et protestants peuvent exprimer en toute conscience leur foi commune.

Ce catéchisme commun ne vise pas à offrir « une troisième alternative » ou un *no man's land* et ne fait pas de place au compromis. Dans les chapitres sur la question de Dieu dans l'Histoire, Dieu en Jésus-Christ, l'Homme nouveau, la foi et le monde, les auteurs présentent les éléments de la foi chrétienne qui peuvent être partagés entre chrétiens de confessions différentes. Seul le dernier chapitre est consacré aux questions faisant encore litige entre les Eglises. Les trente-six théologiens (parmi lesquels dix-neuf catholiques) qui ont rédigé ce catéchisme représentent les traditions catholique, luthérienne et réformée. L'ouvrage a été édité (la version allemande originale est parue en 1974) par le pasteur Lukas Vischer, directeur du Département de Foi et Constitution du COE, et le professeur Johannes Feiner, ancien conseiller auprès du Secrétariat du Vatican pour l'Unité des chrétiens et actuel directeur de la Paulus Akademie, à Zurich. La présentation de l'ouvrage à la presse s'est faite en présence de l'archevêque Bruno Heim, délégué apostolique. Une version française de cet important ouvrage n'est pas envisagée. (« *Soepi* », 24 avril.)

ITALIE

Les jeunes Eglises africaines en phase de développement

Mgr Bernardin GANTIN, secrétaire de la congrégation pour l'Évangélisation des peuples, invité par le cardinal - archevêque de Bologne, Mgr POMA, à parler à ses diocésains sur un thème missionnaire dans le cadre de l'animation missionnaire du Carême, le 25 février dernier, a traité le thème : « Les jeunes Eglises de l'Afrique », dont il a montré le surprenant développement, unique dans l'histoire de l'Eglise. Les catholiques sont passés de 3 millions en 1900 à 15 millions en 1945 et à 45 millions en 1975, et on calcule qu'en l'an 2000 ils seront 175 millions. Ce développement se constate aussi dans la structure de l'Eglise en Afrique : 356 diocèses en 1972, la moitié des évêques autochtones, Conférences épiscopales nationales, régionales, continentales. (« *Fides* », 5 avril.)

Le P. François Bernard prix « Città di Roma »

Dans le cadre des manifestations organisées pour célébrer le 2 728^e anniversaire de la fondation de Rome, le P. François BERNARD,

assomptionniste, a reçu le 21 avril le prix international des journalistes « Città di Roma ». Présidée par le maire de Rome, M. Clelio Darida, la cérémonie s'est déroulée en présence du cardinal Poletti, vicaire de Rome, de représentants du gouvernement italien et du corps diplomatique, dont M. Puaux, ambassadeur de France auprès de la République italienne. Les prix proclamés ont particulièrement mis la France à l'honneur, puisque le prix « Cultori di Roma » a été décerné à M. Pierre Boyance, qui fut, de 1960 à 1970, directeur de l'Ecole française de Rome, et que le prix « Città di Roma » est venu couronner le P. François Bernard pour son enquête « Chrétiens de Rome » parue dans *la Croix* des 6, 7 et 8 février 1974. (Voir DC 1974, n° 1650, p. 288-289.) François Bernard est journaliste à *la Croix* depuis 1954. Il en est l'envoyé spécial permanent à Rome depuis cinq ans. L'enquête qu'il a réalisée et publiée il y a maintenant plus d'un an reste une des meilleures synthèses qui aient été faites sur la communauté chrétienne de Rome aujourd'hui. Elle garde toute son actualité en une année où, de tous les coins du monde, des chrétiens affluent à Rome sur les tombeaux des apôtres et y rencontrent l'Eglise locale. Ajoutons que le prix « Città di Roma », fondé en 1969 par l'Association de la presse romaine et la municipalité de Rome, est attribué chaque année à un journaliste italien et à un journaliste étranger pour des articles consacrés à la Ville de Rome et pour une émission de télévision. (« *La Croix* », 17 et 23 avril.)

Les pèlerins de l'Année sainte

Mgr Antonio Mazza, secrétaire du Comité central pour l'Année sainte, a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a précisé qu'un million de pèlerins sont déjà venus à Rome pendant les trois premiers mois de 1975, contre 210 000 pour la même période de l'Année sainte 1950. On estime généralement que le 2^e trimestre de l'année enregistrera la venue à Rome de deux millions de pèlerins, dont la moitié annoncés officiellement. Mgr Mazza a mis également en relief certaines différences entre les pèlerins de 1975 et ceux de 1950. Il y a un quart de siècle, a-t-il rappelé, « un sentiment d'espoir et d'engagement pour la reprise d'après-guerre dominait chez les pèlerins. Ils venaient vers l'Eglise pour entendre des paroles d'encourage-

ment et des promesses de paix. En 1975, on remarque chez les pèlerins une certaine tristesse, un besoin de confiance et de réconfort », a-t-il affirmé. (« *Kipa* », 23 avril.)

ILE MAURICE

Rencontre épiscopale inter-îles

« *La Vie catholique* », journal diocésain de Maurice, signale que, pour la troisième année consécutive, une réunion inter-îles s'est tenue à Maurice. Y assistaient : Mgr Jean Margéot, évêque de Port-Louis ; Mgr Gervais Aeby, administrateur apostolique des Seychelles ; enfin, le P. Urbain Quatrefages, vicaire capitulaire de la Réunion (l'évêque, Mgr Guibert, qui a fêté récemment son jubilé d'argent épiscopal, ayant démissionné et sa démission ayant été acceptée par Rome). Dans une lettre épiscopale commune aux trois diocèses, il est fait mention de la réelle vitalité qui anime de nombreux chrétiens. Il s'agit, en effet, de transformer le présent et de préparer l'avenir. Pour cela, des jalons ont été posés. Objectif : s'efforcer davantage encore de former les laïcs à s'acheminer de plus en plus vers une pastorale d'ensemble, car les trois diocèses ne manquent pas de traits communs... Dans ces trois îles ou archipels, il y a pléthore de population, des religions diverses, des inégalités sociales flagrantes et parfois du chômage. Autant de questions à étudier et auxquelles pas plus les pasteurs que les fidèles n'ont le droit de se montrer indifférents. (« *Fides* », 5 avril.)

NORVEGE

La candidature au prix Nobel de la Paix de Mère Teresa a été acceptée

Le Comité Nobel norvégien a accepté la candidature de *Mère Teresa*, de Calcutta, au prix Nobel de la Paix pour 1975. Le ministre-président suédois Olaf Palme, au nom du jury, a annoncé que cette candidature était acceptée, dans une lettre adressée au professeur Barbara Ward (lady Jackson), directrice du programme mondial des Nations Unies pour la protection de l'environnement, et qui, avec d'autres personnalités particulières et des groupes, avait proposé le nom de cette religieuse originaire d'Albanie. Mère Teresa, connue sous le nom de « l'ange de Calcutta », avait, pour son œuvre de pionnier parmi les agonisants et les mourants des

quartiers populaires de la cité indienne peuplée de plusieurs millions d'habitants, déjà reçu de nombreuses distinctions internationales, entre autres, le prix Jean XXIII de la Paix et le prix de la Fondation Templeton. (« *Kipa* » 17 avril, et « *DC* » 1971, n° 1579, p. 107-108, et 1973, n° 1634, p. 594.)

POLOGNE

Dans un diocèse de Pologne beaucoup d'élèves suivent l'enseignement religieux

Dans le diocèse de Przemysl situé au sud-est de la Pologne, d'après les données de l'ordinariat du lieu en 1974, environ 97 % des élèves de toutes les écoles populaires et 93 % de tous ceux des collèges ont suivi l'enseignement religieux en dehors de l'école. Pour cet enseignement, l'évêché a établi 1 100 « points de catéchèse ». (« *Kipa* », 17 avril.)

PORTUGAL

Résultats définitifs des élections

Les élections (les premières élections libres depuis une cinquantaine d'années) pour désigner les membres de la Constituante et promises il y a un an lors du renversement du régime précédent ont eu lieu le 25 avril. Douze partis politiques étaient autorisés à participer à la campagne électorale. Voici la répartition sur 247 sièges de la métropole à pourvoir : 116 vont au parti socialiste (PS) ; 80 au parti populaire démocratique (PPD) ; 30 au parti communiste (PC), 16 au Centre démocratique et social (CDS) ; 5 au Mouvement démocratique portugais (MDP) ; 1 va à l'Union populaire démocratique.

SUISSE

Décès du cardinal Journet

Le cardinal Charles JOURNET est décédé le 15 avril à Fribourg, dans sa 84^e année. (Biogr. « *DC* », col. 502-503.) Dans deux télégrammes de condoléances envoyés à Mgr Adam, président de la Conférence des évêques suisses, et à Mgr Pierre Mamie, évêque de Fribourg, le Pape parle « de cet homme d'Eglise qui a si bien contribué au progrès de la foi par la profondeur et la sûreté de sa pensée dans son œuvre écrite comme dans son enseignement et par le témoignage exemplaire de sa vie » et « dont l'œuvre théologique et les insignes vertus sacer-

dotales ont honoré son pays, l'Université de Fribourg et l'Eglise ». (« *OR* », 17 avril.)

TCHECOSLOVAQUIE

Discrimination des catholiques

Un nouvel exemple de la sévère discrimination dont sont victimes les croyants a été signalé de Prague. Récemment, une femme ingénieur, qui travaillait à l'Office central des relations publiques, était proposée pour une distinction à cause d'un éminent service rendu. Cette proposition fut contrée par le fonctionnaire du Conseil central, qui fonda son refus sur la révélation d'une photographie de 1968, c'est-à-dire du temps du « printemps de Prague », qui représente la candidate à la distinction assistant à une audience générale du Pape à Rome. Elle a été non seulement privée de cette distinction, mais elle a aussi perdu le poste qu'elle occupait. (« *Kipa* », 28 avril.)

YUGOSLAVIE

Ordination du premier diacre permanent

Mgr GRMIC, évêque auxiliaire de Maribor, a procédé à l'ordination du premier diacre permanent de Slovénie, un Frère franciscain. C'est en 1974 que la Conférence épiscopale a pris la décision d'ordonner diacres permanents les religieux Frères qui remplissent les conditions nécessaires. (« *La Croix* », 17 avril.)

Premier symposium des théologiens catholiques et orthodoxes de Yougoslavie

Les professeurs des trois facultés de théologie orthodoxe et catholique de Yougoslavie se sont rencontrés pour la première fois dans un symposium d'étude œcuménique, au séminaire de Maribor, en Slovénie, du 23 au 26 septembre 1974. A part les visites d'amitié que la Faculté catholique de Ljubljana et celle de l'Eglise orthodoxe de Belgrade se faisaient depuis un certain nombre d'années, à l'occasion de leur fête patronale respective, il n'y avait jamais eu, depuis la création de l'Etat unifié de Yougoslavie en 1918, une seule réunion de travail entre les facultés catholiques de Ljubljana et de Zagreb et celle de l'Eglise serbe. Sur l'initiative du professeur Stanko Janezic de Ljubljana et Maribor, une invitation fut adressée l'an dernier à toutes les écoles de théologie du

pays — facultés et séminaires, orthodoxes et catholiques — pour l'étude en commun d'un thème théologique. Toutes répondirent favorablement, à l'exception de deux séminaires : l'école orthodoxe de Krka et le séminaire catholique de Sarajevo. Etaient présents les doyens des trois facultés : les professeurs Cedimir Draskovic (Belgrade), Sagi-Bunic (Zagreb) et Marijan Smolik (Ljubljana) ; les recteurs et plusieurs professeurs des séminaires orthodoxes de Sremski Karlovci, Prizren, S. Sava de Belgrade, et Skopje ; des séminaires catholiques de Djakovo, Rijeka, Split et Makarska, et de l'Institut philosophique et théologique de la Compagnie de Jésus de Zagreb, de nombreux professeurs, étudiants et hôtes prêtres, ainsi que le pasteur Gustav Skalic de l'Eglise évangélique de Slovénie ; au total, quelque soixante-dix participants. Le thème central proposé à la recherche était « Les problèmes de la pastorale des chrétiens en Yougoslavie par rapport aux sacrements et, en particulier, par rapport à l'Eucharistie ». Chacune des facultés présenta trois rapports : « La signification des sacrements pour la croissance de l'Eglise », « Baptême, insertion dans le Corps mystique du Christ », « L'Eucharistie construit l'Eglise du Christ », « Le rôle de l'Eucharistie dans l'Eglise primitive », « L'Eucharistie dans l'histoire de l'Eglise d'Orient », « L'Eucharistie dans le développement de l'Eglise d'Occident », « La signification pastorale de l'Eucharistie dans l'Eglise d'aujourd'hui », « Eucharistie et communauté paroissiale », « Eucharistie et évangélisation ». En conclusion des travaux, on décida de commun accord de réunir semblable Semaine d'étude tous les deux ans. A cette fin, un Comité mixte a été créé, composé de deux professeurs de chacune des trois facultés présentes, chargé de préparer le symposium suivant qui se réunira encore en Slovénie et prendra comme thème de discussion : « L'évangélisation. » (« *Irenikon* », 1975, n° 1.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr José DELICADO BAEZA (évêque de Tuy-Vigo) archevêque

de Valladolid, Espagne. (« OR », 21-22 avril.) — L'abbé Jean-Baptiste BUI-TUAN évêque titulaire de Tabunia et coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Long Xuyen, Vietnam. (« Ibid. ») — Le P. Alfred Gonti Pius DATUBARA évêque titulaire de Novi et auxiliaire de l'archevêque de Medan, Indonésie. (« OR », 24 avril.) — Le P. Paulino do Livramento EVORA évêque de Santiago de Cabo, Angola. (« OR », 25 avril.) — Mgr Paolo CARTA (archevêque de Sassari) administrateur apostolique « sede vacante » du diocèse d'Ozieri. (« OR », 26 avril.) — Mgr Salvatore Isgro évêque de Gravina et prélat d'Altamura, Italie. (« Ibid. ») — Mgr Giovanni Pes évêque titulaire de Risinio et auxiliaire de l'archevêque d'Oristano, Italie. (« Ibid. »)

— Le Saint-Père a désigné comme Ordinaire pour les catholiques de rite oriental non pourvus d'Ordinaire de leur rite, résidant en République argentine, Mgr Juan Carlos ARAMBURU, archevêque de Buenos Aires. (« OR », 23 avril.)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— Du cardinal Antonio CAGGIANO (archevêque de Buenos Aires, vicaire aux armées pour la République argentine et Ordinaire pour les catholiques de rite oriental, non pourvus d'Ordinaire de leur rite, résidant en Argentine), en raison de son âge. (« OR », 23 avril.) — De Mgr Wendelin Joseph Nold, évêque de Galveston-Houston (USA), en raison de son âge. (« Ibid. ») — De Mgr Hugo Bressane de Araujo, archevêque-évêque de Marilia (Brésil), en raison de son âge, sur son désir exprès. (« OR », 24 avril.) — De Mgr José Felipe do Carmo Claço, évêque de Santiago de Cabo Verde, pour raison de santé. (« OR », 25 avril.) — De Mgr Francesco Cogoni, évêque d'Ozieri (Italie), en raison de son âge. (« OR », 26 avril.)

DECES

— De Mgr Clovis Thibault, ancien archevêque de Davao (Philippines), le 20 avril. (« OR », 21-22 avril.) — Mgr Peter Nettkoven, évêque titulaire élu de Clippia, en pèlerinage à Jérusalem, le 23 avril. (« OR », 24 avril.)

SAINT-SIÈGE

Nouvelle délégation apostolique en Angola

Le Saint-Père a érigé une nouvelle Délégation apostolique en Angola et a nommé premier délégué apostolique dans ce territoire Mgr Giovanni DE ANDREA, en l'élevant au siège titulaire « pro hac vice » archiépiscopal d'Acquaviva. (« OR », 17 avril.)

L'exposition « Réconciliation et Vie internationale » inaugurée par le cardinal Villot

« Réconciliation et vie internationale » tel est le thème d'une exposition éloquente préparée pour célébrer l'Année sainte par la Conférence des organisations internationales catholiques (OIC) et inaugurée le 22 avril par le cardinal VILLOT, secrétaire d'Etat, dans les locaux de la Conférence, place San Callisto. Le cardinal prenant la parole à cette occasion a dit entre autres : « ... A travers les tableaux de cette exposition, que nous allons visiter avec vous, ce sont les réalités et les appels souvent douloureux et angoissants de la vie sociale et internationale des hommes d'aujourd'hui qui nous sont rendus plus sensibles. C'est une prise de conscience plus vive, par l'image et les textes évaluateurs, des besoins de justice, de charité, de réconciliation fraternelle — ressentis par tant d'êtres humains — qui s'offre à nous, dans la lumière de l'Année sainte, dans l'esprit de renouveau spirituel voulu par le Saint-Père.

« C'est pourquoi non seulement cette exposition trouve sa place dans le cadre d'un pèlerinage, mais elle illustre l'indispensable corrélation (soulignée par S. S. Paul VI, dans la bulle d'indiction de l'Année sainte) entre la démarche de foi, de conversion personnelle, que constitue le Jubilé pour chacun de nous, et l'engagement qui en découle, pour tous les chrétiens, de travailler à l'instauration des rapports humains plus justes, au service de la réconciliation des hommes... »

Dans cette perspective, le D^r André SCHAFER, président de la Conférence des OIC, avait dit dans son allocution de bienvenue aux personnalités présentes : « ... Cette exposition veut aussi témoigner du travail des OIC dans la vie internationale. Travail que nous voulons constructif et compétent, mais aussi, il faut le dire, agressif, car nous refusons l'égoïsme sacré des Etats comme règle des rapports entre les nations, nous refusons la loi du profit comme loi économique. Nous voulons que la dynamique de la paix se substitue à la dynamique de la peur, nous affirmons que le développement est possible au-delà des problèmes de démographie, nous croyons à la nécessité d'une autorité supranationale pour que puisse enfin se répartir également la richesse, le pouvoir et le savoir. Nous savons aussi que notre action s'exerce dans des institutions internationales qui sont souvent décevantes par leur lenteur et leur inefficacité, mais nous avons conscience qu'elles représentent malgré tout l'unique forum de l'humanité, et qu'à ce titre elles doivent être défendues et transformées. Nous savons que dans ce forum nous n'avons pas le pouvoir de décision, mais nous sommes conscients d'avoir celui d'interpellation et nous sommes bien décidés à nous en servir... » (« OR », 24 avril.)

— Le Saint-Père a nommé membre de la Commission théologique internationale le P. Edouard DHANIS. (« OR », 25 avril.)

— Christianisme-Marxisme, par Nicolas BERDIAEFF. Présentation, traduction de Laurent Gagnebin. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 104 pages. Prix : 16 F. Editions du Centurion, Paris.

Le philosophe russe est assez volontiers cité, mais combien ont lu ses œuvres ? A l'occasion du centenaire de sa naissance, voilà une occasion d'en prendre connaissance. Sa Conception chrétienne et conception marxiste de l'histoire

est à lire non seulement à cause de la valeur morale du témoin qui s'y exprime, mais aussi des leçons qu'elle comporte. L'ouvrage qui nous est présenté ici — à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'exilé russe mort en France il y a une trentaine d'années — se lit aisément à cause de la qualité de la traduction d'une rare clarté. Il fera connaître en France une œuvre aux accents novateurs et prophétiques qui répond à bien des questions du temps présent.

L'Église dans le monde

DECLARATION DE L'EPISCOPAT POLONAIS AU SUJET DES ETUDES ECCLESIASTIQUES ET DES UNIVERSITES

Au cours de sa 147^e Assemblée plénière (Varsovie, 11-12 mars 1975), la Conférence épiscopale de Pologne, en accord avec le Saint-Siège, a adopté le texte ci-après au sujet de la formation universitaire catholique, ■ rappelant ses exigences sur ce point dans le cadre de la normalisation :

1. Il faut se référer ici à la situation qui existait avant la Seconde Guerre mondiale et immédiatement après la guerre. Avant la guerre, les études supérieures de théologie et des autres sciences ecclésiastiques étaient concentrées dans les Facultés théologiques des quatre Universités publiques : l'Université Jagellonne de Cracovie (depuis 1397), celles de Lwow, Wilno et Varsovie, ainsi que l'Université catholique de Lublin (depuis 1918). La majeure partie du clergé, au terme de ses études théologiques dans les séminaires diocésains ou les scolasticats, pouvait en même temps obtenir des grades académiques en théologie et en d'autres sciences ecclésiastiques dans ces Universités.

Les autorités civiles reconnaissaient les études faites dans les séminaires comme études universitaires, et c'est pourquoi leurs anciens élèves avaient le droit d'enseigner la religion dans les écoles secondaires. Nous trouvons une confirmation de ce principe dans une circulaire du ministère de l'Education datant de 1957, où le droit d'enseigner la religion dans les écoles secondaires est accordé non seulement aux prêtres, mais aussi aux diplômés de l'Institut de catéchèse de Cracovie.

Tout de suite après la fin de la guerre, l'Université catholique de Lublin a repris ses activités, ainsi que les Facultés théologiques des Universités de Cracovie et de Varsovie. En 1954, les autorités civiles ont liquidé ces deux dernières Facultés, en créant une Académie catholique, dans laquelle, selon la déclaration officielle, ces Facultés doivent poursuivre leur existence en se séparant de leurs Universités mères. Cette déclaration ne change rien au fait que ces Facultés ont cessé d'exister et de fonctionner auprès des Universités publiques. Il s'agit ici particulièrement de la Faculté théologique de l'Université de Cracovie, si riche de mérites, qui a été liquidée après tant de siècles d'activité, ce qui ■ suscité et suscite encore des protestations légitimes de la part du clergé, de la société et aussi des institutions scientifiques. Il faut souligner avec insistance que cette liquidation des deux Facultés de théologie et la création de l'Académie catholique ont été opérées en vertu d'une décision unilatérale des autorités civiles qui ont disposé des Facultés de théologie sans con-

sulter le Saint-Siège. Or, c'est à lui qu'appartient le droit de prendre des décisions au sujet des Facultés catholiques, ainsi qu'au sujet de tout l'enseignement catholique.

2. Compte tenu de ce qui précède, et pour essayer de répondre aux besoins réels de l'Eglise en Pologne, particulièrement en ce qui concerne la formation du clergé, le Saint-Siège, en accord avec la Conférence épiscopale, a établi, pour les Universités catholiques, le schéma suivant :

A LUBLIN. — L'Université catholique de Lublin avec quatre Facultés de théologie, philosophie, droit canonique et sciences humaines. Après la guerre, malheureusement, les autorités ont liquidé la Faculté de droit et de sciences sociales.

A CRACOVIE. — Faculté théologique pontificale ; elle est la continuation canonique de la Faculté qui avait existé à l'Université Jagellonne depuis la fin du xiv^e siècle, pendant près de six siècles. A côté d'elle, existent la Faculté de théologie des Pères jésuites et la maison d'étude générale des Dominicains, toutes les deux ayant le droit d'octroyer des grades académiques aux membres de leurs ordres.

A WROCLAW. — Le Centre d'études universitaires de théologie catholique rattaché au séminaire ; il est la continuation canonique de la Faculté qui a existé à l'Université de Wroclaw.

A VARSOVIE. — Le Centre d'études universitaires de théologie catholique rattaché au grand séminaire ; il est la continuation canonique de la Faculté qui a existé à l'Université de Varsovie. Auprès de ce Centre se trouve l'Institut de spiritualité fondé par le primat de Pologne. Il y a, de plus, à Varsovie, la Faculté de théologie des Jésuites, lesquels ont le droit d'octroyer les grades académiques aux membres de leur société.

A POZNAN. — Faculté théologique pontificale d'un caractère purement ecclésiastique, fondée en 1968.

L'Académie de théologie catholique de Varsovie possède actuellement le statut suivant : elle est placée sous le contrôle de l'archevêque de Varsovie, au nom des autorités ecclésiastiques. Comme elle n'avait pas le droit canonique d'octroyer les grades académiques ecclésiastiques, le Saint-Siège ■ autorisé le primat de Pologne, en vertu de droits spéciaux, à donner la validité canonique, sous des conditions précises, aux grades décernés par l'Académie.

3. L'Assemblée plénière de l'Episcopat, agissant de concert avec le Saint-Siège, surveille toutes les études catholiques et particulièrement les études formant le clergé en Pologne.

Les études universitaires sont ouvertes à tout le clergé dans les grands séminaires. Les anciens étudiants de ces grands séminaires peuvent obtenir les grades académiques correspondant à leurs études effectuées dans les Universités sus-énoncées qui possèdent les droits canoniques nécessaires.

La Commission épiscopale des sciences catholiques travaille à ce que les professeurs des Universités

catholiques de Pologne possèdent les qualifications scientifiques correspondant à celles des Universités publiques. Dans ce but, l'épiscopat de Pologne a créé un Conseil scientifique dont la tâche consiste à surveiller toute la science catholique en Pologne, et particulièrement à veiller à ce que les professeurs possèdent les qualifications ecclésiastiques correspondant à celles des Universités publiques. Après décision du Conseil scientifique, l'autorité ecclésiastique reconnaît ces qualifications et leur donne une valeur publique au for ecclésiastique.

Une Commission spéciale de l'épiscopat pour l'Université catholique de Lublin s'occupe des questions de cette Université.

La Commission épiscopale des grands séminaires veille sur les séminaires ecclésiastiques.

4. L'Assemblée plénière de l'Episcopat communique tout ceci au clergé et aux catholiques de Pologne. Les informations données par la presse à ce sujet sont souvent incomplètes ou même déformées. Le problème de l'enseignement supérieur et la promotion des Universités fait partie des anciennes traditions de l'Eglise. L'Eglise a aidé maintes nations et Etats, et notamment notre patrie, à acquérir leur culture universitaire.

Les faits rapportés ci-dessus montrent que l'Etat de la Pologne ressuscitée a respecté les traditions des Facultés théologiques des Universités publiques à Varsovie et à Cracovie. Les Facultés catholiques ayant été expulsées de ces Universités en 1954, l'Eglise en Pologne demande que soit reconnue l'existence des Facultés théologiques pontificales en dehors des Universités.

Ces Facultés sont indispensables en raison du territoire présent de notre Etat. Nous sommes donc convaincus que la question de la reconnaissance des études et des écoles catholiques doit être prise très sérieusement en considération dans le cadre de la normalisation des relations entre l'Etat et l'Eglise en Pologne. La Conférence épiscopale a déjà soumis aux autorités civiles le problème de la Faculté théologique de Cracovie comme particulièrement urgent. De plus, en vertu du principe de l'égalité des citoyens, garantie par la Constitution de la République populaire polonaise (art. 69), les droits du clergé résultant de leur formation universitaire et de leurs grades académiques doivent être reconnus.

La Constitution de notre Etat assure à tous les citoyens des droits égaux à l'accès aux biens culturels. Au nom de ce principe, la Conférence épiscopale de Pologne demande la pleine reconnaissance des études ecclésiastiques et des écoles catholiques dans notre patrie.

Varsovie, le 12 mars 1975.

COMMUNIQUE DE L'EPISCOPAT POLONAIS SUR L'EDUCATION SEXUELLE

Au cours de cette même Assemblée plénière, les évêques polonais ont adopté le communiqué ci-après, destiné à être lu dans toutes les églises de Pologne au cours des messes dont l'assistance est composée principalement de parents, et à être discuté par les parents, les éducateurs et les jeunes suffisamment mûrs :

1. Depuis un an et demi, dans les écoles secondaires, est appliqué le programme de préparation à la vie

familiale. Ce programme est commenté par des matières auxiliaires ainsi que par une littérature annexe sur ce sujet.

La vie quotidienne éprouve un besoin urgent de mûrissement et de préparation des jeunes à la vie familiale ; ce besoin est surtout ressenti par les parents, qui sont les premiers responsables de l'éducation, par les jeunes eux-mêmes et par les institutions éducatives. Maintenant cette tâche appartient aussi à l'école.

Le programme, ainsi que les matériaux auxiliaires, embrasse un large éventail de problèmes théoriques et pratiques, dont la connaissance est indispensable pour les jeunes. On y trouve aussi un souci évident de la santé des futures familles si menacées par l'irresponsabilité, le libertinage, et aussi le manque de préparation des jeunes à leurs futures tâches d'époux et de parents.

Le programme et les matériaux auxiliaires soulignent à plusieurs reprises que leur but est le bonheur de l'homme, forgé dans un contexte de respect mutuel et de bienveillance.

Malheureusement, tant le programme que les matériaux auxiliaires, ainsi que les extraits de littérature, s'éloignent de ce principe sur les points les plus importants. Ils déclarent admissibles des actes contraires à la dignité de l'homme et donc à son bonheur, notamment le divorce, les rapports sexuels chez les jeunes, l'avortement volontaire et l'usage des moyens anticonceptionnels.

Les divorces et les rapports sexuels avant le mariage s'opposent à l'amour vrai et durable, lequel est un don mutuel total et sans retour de deux êtres humains. Cet amour ne peut se réaliser que dans le mariage indissoluble.

L'interruption de la grossesse détruit la vie humaine en cours de développement. Son histoire est interrompue dès son début. Les moyens contraceptifs ravalent l'homme au rang d'objet passif de plaisir passager, ce qui porte atteinte à la dignité de la personne et déforme la vraie idée de l'amour entre deux êtres.

Un tel comportement, qui compromet l'homme en tant qu'être raisonnable, doit être reconnu comme amoral et anormal par chaque homme, indépendamment de ses convictions idéologiques.

Une éducation qui inculque aux jeunes que sont admissibles le divorce, les rapports sexuels avant le mariage, l'usage des moyens contraceptifs et l'avortement volontaire, détruit l'ordre social et le bonheur personnel.

L'enseignement de l'Eglise inclut les principes moraux qui sont contraignants pour tous les hommes et qui expriment la saine conviction intime des parents et des jeunes. L'école est obligée de respecter ces convictions des parents et des jeunes. Les catholiques, qui constituent la majorité de la société polonaise, ont droit à ce que la formation donnée dans les écoles serve l'unité et l'indissolubilité du mariage, conduise à la maîtrise de soi-même et à la chasteté avant le mariage.

2. Les cours d'éducation sexuelle, bien qu'ils n'aient pas de programme défini, sont aussi donnés dans les écoles primaires. Cette initiative s'appuie sur la décision du Conseil des ministres du 28 octobre 1970, qui oblige à ajouter au programme des écoles de tous les degrés un enseignement qui se veut scientifique sur les problèmes de santé en matière de sexualité. Le but de cet enseignement doit être avant tout de protéger les jeunes contre les maladies vénériennes, dont l'accroissement préoccupe tout le monde. Cepen

dant, la façon dont sont abordées ces questions suscite les plus vives inquiétudes.

Les informations sur les maladies vénériennes, parfois illustrées par des films et des diapositives, comportent des images traumatisantes pour des jeunes insuffisamment mûrs psychiquement et sexuellement parlant. Avec cette méthode, même les informations les plus justes peuvent conduire au libertinage et à des déviations dans la façon de comprendre les devoirs propres à la sexualité.

Il y a des cas où dès la classe de 5^e (12 ans), les enfants reçoivent des informations non seulement sur les maladies vénériennes, mais aussi sur les perversions sexuelles, sur les moyens de prévention ou d'interruption de la grossesse.

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que l'on s'intéresse uniquement à l'aspect biologique et physiologique de ces problèmes, abstraction faite de l'aspect moral de l'éducation.

En l'absence d'un programme bien réfléchi d'éducation sexuelle pour les écoles primaires, les initiatives spontanées font aux jeunes élèves des écoles primaires plus de mal que de bien sur le plan spirituel et moral.

3. Les évêques polonais ont attiré l'attention du ministère de l'Instruction et de l'Éducation publique sur ce problème. Néanmoins, ils ont aussi l'obligation d'avertir les parents catholiques, responsables au premier chef de la bonne éducation de leurs enfants. Les parents ont le droit et le devoir d'exiger que leurs enfants soient éduqués en conformité avec les principes d'une saine morale chrétienne.

À la jeunesse, dont le bonheur est menacé avant tout, nous adressons un appel ardent à demeurer fidèle aux principes du saint Évangile.

C'est à la Mère de Dieu, Notre-Dame de Yasna Gora, que nous confions toute l'éducation des jeunes. Nous donnons notre bénédiction aux jeunes, aux parents et aux éducateurs.

Varsovie, le 11 mars 1975.

LA 147^e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE L'ÉPISCOPAT.

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE CARDINAL WOJTYLA DANS L'ÉGLISE DE NOWA HUTA

Le 10 avril dernier, le cardinal Wojtyla, archevêque de Cracovie, a reçu Mgr Poggi, chef de la délégation du Saint-Siège pour les contacts permanents avec le gouvernement polonais, dans l'église construite par la population ouvrière de la ville nouvelle de Nowa Huta (1). Voici la partie centrale de l'allocution qu'il a prononcée en cette circonstance :

[...] Excellence ! Cette église où nous sommes est née d'une grande souffrance, d'une souffrance atroce. La souffrance dans laquelle naquit l'église portant le vocable de la Mère de Dieu, reine de Pologne, à Nowa Huta, est d'une grande importance historique.

Car on a voulu construire une ville nouvelle, Nowa Huta, Nouvelle-Cracovie, comme une ville sans Dieu et sans église, en tout cas sans une église nouvelle. Et alors, les gens qui sont arrivés ici de diverses régions de toute la Pologne ont manifesté fermement leur volonté de ne pas bâtir la ville nouvelle de Nowa Huta sans une nouvelle église. Ce fait est extrêmement éloquent. Il l'était il y a quelques dizaines d'années, au temps où se déroulaient les événements décisifs de Nowa Huta. Il l'est encore aujourd'hui.

Permettez-moi d'expliquer l'éloquence de ce fait jusqu'au bout. Voilà ce qui a été dit à cette époque-là par la bouche du peuple polonais : on ne peut pas lutter contre la religion au nom de l'intérêt de la classe ouvrière ! On ne peut pas abuser du nom des travailleurs dans la lutte contre la religion ! Car le monde ouvrier polonais veut la religion et chante continuellement : « Nous voulons Dieu ! » Combien de fois chantons-nous cela sous la croix dressée à l'emplacement où devait être construite l'église, et ici, sur sa place nouvelle, et à Mistrzejowice, sur les Wzgorza, à Osiedle Poddawelskie et en tant d'autres lieux. Qui chante : « Nous voulons Dieu ! », sinon le travailleur polonais ? Qui construit ces églises, qui envoie patiemment et inlassablement des délégations aux autorités pour que ces églises soient bâties, sinon les travailleurs polonais ? En Pologne, on ne peut pas lutter contre la religion au nom des travailleurs ! Car pour le travailleur polonais, la religion est richesse, lumière, voie, vérité et vie.

Telle est l'éloquence du fait, de l'événement qui a eu lieu il y a quelques années et dont naquit et naît encore l'église de Nowa Huta portant le vocable de la Mère de Dieu, reine de Pologne. Cette église a été construite au prix de grandes souffrances, mais celles-ci étaient et sont le signe d'une grande espérance. Un monde dont Dieu serait exclu aurait été un monde privé d'espérance ! Car un monde d'où Dieu serait expulsé serait un monde sans homme, bien qu'on y trouve des gens. Dieu seul est la mesure de la grandeur de l'homme. Dieu est la vocation de l'homme. L'homme ne peut vivre pleinement qu'en ayant Dieu devant ses yeux, qu'en ayant la possibilité de dire et d'accomplir ce qu'il exprime par : « Nous voulons Dieu. »

C'est pourquoi il nous faut le dire très clairement : la lutte contre la religion, contre Dieu est une lutte contre l'homme. Elle conduit à ce que les hommes qui chantent : « Nous voulons Dieu », qui confessent et aiment Dieu, soient victimes de discriminations à cause de leur foi. Est-ce là un bien ? Est-ce justice ? Il ne peut y avoir de société juste où les lois de la vie spirituelle de l'homme ne sont pas respectées jusqu'au bout, jusqu'à la racine. Et ces lois se résument dans le droit à la liberté religieuse et à la liberté de conscience.

Chers Frères et Sœurs, ce ne sont là que quelques fragments du grand travail assumé par l'Eglise dans le monde contemporain. Il suffit de se rappeler les paroles du Saint-Père Paul VI et de ses prédécesseurs, l'enseignement de Vatican II et les paroles des Synodes, surtout du dernier, sur les droits de l'homme, pour être pleinement convaincu que l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui combat pour le bien de l'homme, tout simplement pour l'homme. Elle lutte pour l'homme partout, dans chaque régime, sur chaque continent, dans chaque milieu de culture et de civilisation. Elle doit défendre l'homme parce qu'il est à l'image et à la ressemblance de Dieu, parce qu'il revêt une grandeur singulière dans tout l'univers.

(1) Nous rappelons le témoignage donné par Mgr Roussier sur l'église de Nowa Huta, au retour d'un voyage en Pologne. (DC 1973, n° 1635, p. 648.)

La mission de l'archevêque Poggi, qui vient en Pologne comme envoyé du Saint-Père, fait partie de la mission, des efforts poursuivis par toute l'Eglise. Par cette tâche et cette mission, tout l'épiscopat polonais n'a pas cessé, au cours de ces trente dernières années, de servir le Peuple de Dieu, la société catholique, la nation polonaise. Elle ne discrimine personne, mais elle défend ses fidèles contre la discrimination.

Ce labeur, qui est le nôtre, ce ministère épiscopal dans l'Eglise, fait un avec le souci pastoral du Saint-Père. Au nom de cette sollicitude, unis au Saint-Père, nous voyons dans son envoyé l'expression particulière de ces tendances qui sont propres à l'esprit de notre nation chrétienne, qui appartiennent à son héritage historique et qui constituent la principale exigence d'aujourd'hui. On ne peut, au nom d'aucun intérêt, diminuer la mission de l'Eglise et la place de l'Eglise dans notre société. Cette place lui est assignée par notre histoire millénaire. [...]

LE CARDINAL MINDSZENTY

UN SOLDAT DE LA FOI

Sous ce titre, le cardinal MARTY a publié le billet ci-après dans Présence et dialogue — L'Eglise dans la région parisienne (15 mai 1975), après la mort du cardinal Mindszenty, survenue le 6 mai (cf supra, p. 516) :

La mort du cardinal Mindszenty me surprend et me peine.

Je l'ai rencontré pour la première fois en octobre 1971, pendant le Synode des évêques, alors qu'il venait de quitter l'ambassade des Etats-Unis à Budapest.

J'avais été frappé par la stature de l'homme. C'était un homme au tempérament vigoureux, d'un grand caractère, totalement donné à sa foi ; il ne transigeait pas lorsqu'il s'agissait de la fidélité à Jésus-Christ et du service de son peuple. Il l'a d'ailleurs montré sous l'occupation allemande ; il l'a montré lors de son arrestation le 26 décembre 1948.

Tout le monde se rappelle le procès qu'il dut subir. Son emprisonnement l'éprouva durement. Il eut à supporter une instruction policière qui dura vingt-huit jours et vingt-huit nuits sans sommeil. On essaya de le bafouer ou de le disqualifier. Ses *Mémoires* publiés récemment ont fait justice sur ces fausses accusations.

S'il avait une haute conscience de sa charge, il avait une très grande simplicité de vie. C'était un soldat de la foi ; il a obéi, peut-être avec souffrance, lorsque, pour le bien de l'Eglise de Hongrie, le Pape lui a demandé de se retirer. Je devais l'accueillir à Paris le 23 mai prochain ; il voulait venir comme un pasteur et un pèlerin : rencontrer ses compatriotes et les catholiques de Paris et, aussi, visiter les sanctuaires français : Notre-Dame de Paris, Notre-Dame de Chartres, Ars, Lourdes...

*
*
*

Il invite les chrétiens à venir prier à l'intention du cardinal Mindszenty le dimanche 25 mai, à 10 heures,

à Notre-Dame de Paris. C'est ce jour-là que nous devons célébrer ensemble l'Eucharistie.

Cardinal François MARTY.

LE CARDINAL MARTY

« PRELAT » DE LA MISSION DE FRANCE

Dans Présence et dialogue l'Eglise dans la région parisienne (15 mai 1975), le cardinal MARTY annonce en ces termes sa nomination et celle du P. Rémond respectivement comme prélat et évêque auxiliaire de la Mission de France :

Le 6 mai 1975, le Pape Paul VI m'a confié, en ma qualité de président de la Conférence épiscopale, la charge d'évêque de la Mission de France, avec la collaboration d'un évêque auxiliaire, le P. Jean Rémond ; le P. Rémond est actuellement secrétaire de la Mission. Je le connais et je l'estime. Il sera ordonné le 15 juin prochain (1). Nous l'accueillons en région parisienne. Il participera aux travaux du Conseil provincial. On sait l'importance que j'ai toujours attachée au travail apostolique de la Mission de France. C'est aujourd'hui particulièrement l'occasion de lui dire notre communion fraternelle et de l'assurer de notre prière. On lira ci-joint le texte de la lettre que le P. Le Cordier et moi-même avons signée le 4 mai, annonçant aux prêtres de la Mission la décision du Pape.

F. M.

*
**

En étroite liaison avec le P. Jacques Le Cordier, qui a assumé avec l'amitié que vous savez la charge d'évêque par intérim de la Mission, je viens vous annoncer les décisions qui ont été prises par Rome :

— Le Saint-Père a décidé de nommer évêque de la Mission de France le « président de la Conférence épiscopale française ». A ce titre, j'ai accepté cette responsabilité, et je l'exercerai pour la durée du mandat qui m'a été confié par les évêques de France.

— Conjointement, le Saint-Père a décidé de nommer comme auxiliaire de l'évêque de la Mission de France un prêtre choisi parmi vous. Il s'agit de

(1) Le P. Jean Rémond est né à Charolles (Saône-et-Loire), en 1922. Ordonné prêtre en 1950, après des études au séminaire de la Mission de France, à Lisieux et aux Facultés catholiques de Lyon, Jean Rémond s'est consacré à l'évangélisation du monde ouvrier, après avoir participé au démarrage du centre diocésain de catéchuménat.

A Givors (1954-1957), à Toulouse (1957-1966), puis responsable région parisienne de la Mission de France (1966-1969), il fait ensuite partie d'une équipe dans un quartier ouvrier de Reims (1969-1972), avant d'être élu, en 1972, secrétaire général de la Mission de France.

Tout en ayant des responsabilités paroissiales, il a été aumônier d'Action catholique ouvrière et coordonnateur d'un secteur de Mission ouvrière.

Au travail à temps partiel en 1964, puis à plein temps en 1971, il a été d'abord menuisier puis, après une réadaptation pour raisons de santé, employé administratif.

Dans le cadre de la formation permanente, il a assuré l'animation de sessions de prêtres et de laïcs, soit dans le cadre de la Mission de France, soit au service de différents diocèses. (*La Croix*, 7 mai 1975.)

Jean Rémond, qui était secrétaire général de la Mission depuis 1972.

Le P. Le Cordier et moi-même pouvons vous dire que ces décisions sont le fruit d'une réflexion approfondie sur les données de la situation. Elles tiennent compte des avis émis, tant par vous-mêmes (consultation et motion du Conseil presbytéral de 1973) et l'équipe centrale, que par les évêques du Comité épiscopal et le Conseil permanent de l'Episcopat.

Ces décisions, nous en sommes convaincus, sont aussi le fruit de ce qu'a été André Bossuyt parmi vous et au sein de l'Episcopat, pendant les quatre mois qu'il a vécus comme évêque de la Mission de France. Ce bref passage, qui s'est terminé brusquement par son propre « passage » auprès du Seigneur, a été lourd d'une signification, qui a situé l'avenir d'une façon nouvelle.

Reprenant à son compte l'essentiel de ce qui ressortait de la consultation, André Bossuyt avait dit qu'il voulait vivre en étant « à part entière dans l'Episcopat et à part entière dans la Mission de France ». Pour expliquer comment, pour l'évêque qu'il était, ceci ne faisait qu'un, il disait volontiers qu'il existe entre la Mission de France et l'Episcopat « un lien ontologique ». André Bossuyt n'a fait que redire en d'autres termes ce qui avait déjà été exprimé avant lui. En l'inscrivant dans sa propre vie comme l'essentiel de sa mission d'évêque et en le scellant dans sa mort, il l'a fait apparaître avec une plus grande clarté.

Ce qui a été décidé répond aux exigences mises ainsi en lumière. Dans leur double dimension, elles ne seront pas assumées par un seul homme, mais par deux, liés entre eux dans l'exercice d'une unique responsabilité épiscopale.

Nommer évêque de la Mission de France le président de la Conférence épiscopale est une manière d'affirmer le lien étroit de la Mission de France avec l'ensemble des évêques dans les tâches qui lui sont confiées.

C'est ainsi, nous semble-t-il, qu'il faut comprendre le sens des décisions de Rome. Il n'y a bien qu'une seule charge épiscopale, exercée conjointement par l'évêque de la Mission de France et son auxiliaire. C'est à eux qu'il incombera de la vivre, telle qu'elle leur est confiée. Dans les modalités qui seront à inventer, tant avec les prêtres de la Mission qu'avec les évêques de la Conférence épiscopale, il faudra veiller à ne pas dissocier ce qui ne fait qu'un.

Les nombreuses charges du président de la Conférence épiscopale ne lui permettront pas d'être évêque de la Mission de France en participant personnellement à tout ce qui est vécu par ses prêtres. Il exercera sa responsabilité par un dialogue avec son auxiliaire sur les questions importantes, mais aussi en participant à l'une ou l'autre des réunions du Comité épiscopal, ou des assemblées de la Mission. Il l'exercera surtout par la manière dont il sera soucieux de tout ce qui concerne l'annonce de l'Evangile, dans ses activités au service de l'Episcopat.

La plus large délégation est donnée à l'auxiliaire, pour tout ce qui concerne l'ensemble des activités de la Mission de France et comme président habituel des réunions du Comité épiscopal. Il exercera sa charge au nom de l'évêque de la Mission de France et en dialogue avec lui, mais aussi en participant lui-même à un certain nombre de rencontres d'évêques.

En tout cela, nous pensons que c'est moins affaire de structures rigides à prévoir d'avance que de che-

mins à inventer en assumant dans la foi une responsabilité qui, à travers son Eglise, est confiée par le Seigneur lui-même.

En vous disant à tous notre attachement profond.

Cardinal François MARTY.

P. Jacques LE CORDIER.

Je voudrais terminer cette lettre en y ajoutant un mot personnel. Les circonstances veulent que je collabore avec vous une nouvelle fois. Des liens profonds nous attachent les uns aux autres. C'est dans la foi et l'espérance que je veux travailler encore avec vous. Nous vivons des temps difficiles. Le choc entre Dieu et le monde est dur. Les difficultés abondent, mais la grâce de Dieu surabonde.

Croyez à mon amitié dans le Seigneur.

F. M.

UN PRETRE-OUVRIER DEVIENT EVEQUE

Sous ce titre, Mgr HUYGHE, évêque d'Arras, écrit dans le bulletin de son diocèse (Eglise d'Arras, 16 mai 1975) à propos de la nomination de Mgr Rémond :

Un des prêtres de la Mission de France, prêtre au travail depuis plusieurs années, le P. Jean Rémond, vient d'être nommé évêque.

La nouvelle est importante pour nous, et cela pour deux raisons.

1. D'abord il appartient à la Mission de France (1). Notre diocèse y est associé : plusieurs équipes de prêtres insérés dans des secteurs pastoraux divers participent directement à la réflexion des prêtres de la Mission de France et sont aidés efficacement par eux. Grâce à cette appartenance, ils sont soutenus dans leur effort pour évangéliser par priorité ceux dont l'Eglise est le plus loin, et avant tous les incroyants.

2. Ensuite, Jean Rémond est le premier prêtre-ouvrier qui devienne évêque. Combien de fois ai-je souhaité que Rome prenne une telle décision. Ne faut-il pas rendre bien visible aux yeux de tous que le choix que les prêtres-ouvriers ont fait d'une telle vie est bien un choix d'Eglise et qu'ils sont, comme les apôtres, des fondateurs d'Eglise, en lien intime avec les chrétiens du monde ouvrier.

Beaucoup de chrétiens, attachés encore aux formes anciennes d'une Eglise de chrétienté, portent un jugement défavorable sur le prêtre-ouvrier, parce que, disent-ils avec beaucoup d'incompréhension, « ils ne font pas de ministère ». Comme si le don, et même l'ensevelissement de toute une existence dans un monde globalement non chrétien, et dans le partage d'une vie dure, souvent épuisante et sans garantie de stabilité, n'était pas le principal ministère d'un fondateur d'Eglise.

Je prends part à la joie de tous les militants chrétiens du monde ouvrier, et à celle des prêtres-ouvriers de France.

Je me réjouis très spécialement avec la trentaine de prêtres-ouvriers qui appartiennent au diocèse d'Arras.

(1) La Mission de France comprend 350 prêtres environ. Elle a été fondée par le cardinal Suhard pour l'évangélisation d'une France pays de mission. 17 diocèses de France y sont associés.

Leurs horaires de travail ne leur permettent pas de participer au Conseil du presbytèrium. Mais, au moins, peuvent-ils constater que l'esprit qui les anime et l'expérience qu'ils font ne sont pas absents des orientations de ce Conseil.

Je crois que c'est un début, un peu comme une porte qui s'ouvre ou plutôt un mur qui s'écroule.

Je ne sais si d'autres prêtres-ouvriers deviendront évêques dans un avenir proche. En tout cas, j'en connais bien qui, non pas en seraient dignes (car la dignité n'a rien à voir là-dedans), mais qui y seraient très aptes.

Mais il me paraît plus important de souligner ceci. Jusqu'à aujourd'hui ce sont des prêtres, formés pour être prêtres selon le modèle le plus habituel, et qui, ensuite, sont devenus ouvriers. C'est pourquoi on les appelle prêtres-ouvriers et l'ordre des mots a son importance. Mais dans l'avenir, ce seront des ouvriers, d'abord ouvriers et qui, ensuite, deviendront prêtres. Ils seront des ouvriers-prêtres.

Des jeunes de la JOC s'y préparent déjà, et même des adultes y songent sérieusement.

Qu'est-ce donc qui empêcherait un jour qu'un ouvrier-prêtre devienne évêque ?

† Gérard HUYGHE, évêque d'Arras.

A PROPOS D'UNE DECLARATION DE MGR MARCEL LEFEBVRE

Sous le titre : « A propos d'un manifeste », l'Osservatore Romano du 8 mai 1975 a publié, en deuxième page, sans signature, le texte ci-après à propos d'une profession de foi que Mgr Marcel Lefebvre a adressée aux membres de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X, dont il est supérieur (1) :

Il arrive souvent qu'une personne soit jugée « conservatrice » par les uns, « progressiste » par les autres, parce qu'il se trouve toujours quelqu'un à sa droite qui est plus attentif aux principes ou

(1) Traduction (d'après le texte italien publié dans l'Osservatore Romano du 8 mai 1975) et titre de la DC.

Mgr Marcel Lefebvre, C. S. Sp., ancien archevêque de Dakar, ancien évêque de Tulle, est fondateur du séminaire d'Ecône, dans le Valais. (Cf. DC 1973, p. 195 ; 1975, p. 290.)

Mgr Manie, évêque de Fribourg, Lausanne et Genève, a annoncé le 9 mai qu'il avait retiré l'approbation canonique à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X (cf. *infra*).

Dans une lettre à l'abbé de Nantes, qui souhaitait le voir rompre avec Rome, Mgr LEFEBVRE répond dans Itinéraires de mai 1975 :

[...] Sachez que si un évêque rompt avec Rome, ce ne sera pas moi. Ma « déclaration » le dit assez explicitement et fortement.

Nous pensons que lorsque l'apôtre Paul a adressé des reproches à Pierre, il a gardé et même manifesté envers le chef de l'Eglise l'affection et le respect qui lui sont dus. Saint Paul était, en même temps, « avec » Pierre chef de l'Eglise qui, au Concile de Jérusalem, avait donné des prescriptions claires, et « contre » Pierre qui, dans la pratique, agissait à l'opposé de ses propres instructions. Ne sommes-nous pas tentés d'éprouver ces sentiments aujourd'hui, en maintes occasions ? Mais cela ne nous autorise pas à mépriser le

quelqu'un à sa gauche qui est plus attentif aux réalités. C'est ainsi que les mots « conservateur » et « progressiste » finissent par ne plus avoir de contenu réel. Il s'agit de questions de tendances, et en utilisant ces termes on s'expose à manquer en même temps à la vérité à l'égard des réalités et à la justice à l'égard des personnes.

Il arrive cependant que dans certains cercles de pensée et d'action on arrive à des extrêmes qui vont bien au-delà des tendances et qui manifestent des durcissements où la foi et la fidélité chrétiennes ne sont plus sauvegardées. Les exemples, malheureusement ne manquent pas aujourd'hui. En pareil cas, il n'est plus possible de se taire. Il faut dire : halte ! avant que l'accoutumance ne fasse perdre le sens de la gravité d'affirmations ou d'attitudes qui passent la mesure et manifestent en profondeur de dangereuses déviations.

Comment a-t-on pu se laisser aller à de semblables aberrations ? Ce n'est que trop clair. On a commis tant d'abus, tant d'excès, on a exprimé tant d'idées téméraires... On a pu parler de « décomposition » de l'Eglise, et parfois les facteurs de démolition sont venus de l'intérieur. Les mesures de défense n'ont pas été à la hauteur des dangers... Cela explique que beaucoup aient pris peur. On peut comprendre leurs réactions, mais il serait particulièrement grave que l'on excuse et que l'on accepte des sortes de réactions qui, en voulant sauver l'édifice, en minent les fondations.

Tel est le cas pour le document dont on voudrait ici présenter l'essentiel, sans commentaires, lesquels seraient totalement superflus.

On lit dans cette étrange déclaration datée du 21 novembre 1974 et publiée dans la revue *Itinéraires* :

« Nous adhérons de tout cœur, de toute notre âme à la Rome catholique, gardienne de la foi catholique et des traditions nécessaires au maintien de cette foi, à la Rome éternelle, maîtresse de sagesse et de vérité.

Nous refusons par contre et avons toujours refusé de suivre la Rome de tendance néo-moderniste et néo-protestante qui s'est manifestée clairement dans le Concile Vatican II et après le Concile dans toutes les réformes qui en sont issues.

Toutes ces réformes, en effet, ont contribué et contribuent encore à la démolition de l'Eglise, à la ruine du sacerdoce, à l'anéantissement du sacrifice et des sacrements, à la disparition de la vie religieuse, à un enseignement naturaliste et teilhardien dans les universités, les séminaires, la catéchèse, enseignement issu du libéralisme et du protestantisme condamné

Successeur de Pierre et doit nous inciter à prier pour lui avec une ferveur toujours plus grande.

Avec le Pape Paul VI, nous dénonçons le néo-modernisme, l'autodémolition de l'Eglise, la fumée de Satan dans l'Eglise et en conséquence nous refusons de coopérer à la destruction de l'Eglise par la propagation du modernisme et du protestantisme en entrant dans les réformes qui en sont inspirées, même si elles nous viennent de Rome.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire récemment à Rome à propos du Concile Vatican II : le libéralisme a été condamné pendant un siècle et demi par l'Eglise. Il est entré dans l'Eglise à la faveur du Concile. L'Eglise se meurt des conséquences pratiques de ce libéralisme. Nous devons donc tout faire pour aider l'Eglise et ceux qui la gouvernent à se dégager de cette emprise satanique.

Voilà le sens de ma « déclaration ». [...]

maintes fois par le Magistère solennel de l'Eglise.

Aucune autorité, même la plus élevée dans la hiérarchie, ne peut contraindre à abandonner ou à diminuer notre foi catholique clairement exprimée et professée par le Magistère de l'Eglise depuis dix-neuf siècles.

« S'il arrivait, dit saint Paul, que nous-même ou un ange venu du ciel vous enseigne autre chose que ce que je vous ai enseigné, qu'il soit anathème. » (Ga 1, 8.)

N'est-ce pas ce que nous répète le Saint-Père aujourd'hui ? Et si une certaine contradiction se manifestait dans ses paroles et ses actes ainsi que dans les actes des dicastères, alors nous choisissons ce qui a toujours été enseigné et nous faisons la sourde oreille aux nouveautés destructrices de l'Eglise.

On ne peut modifier profondément la lex orandi sans modifier la lex credendi. A messe nouvelle correspond catéchisme nouveau, sacerdoce nouveau, séminaires nouveaux, universités nouvelles, Eglise charismatique, pentecôtiste, toutes choses opposées à l'orthodoxie et au magistère de toujours.

Cette réforme étant issue du libéralisme, du modernisme, est tout entière empoisonnée ; elle sort de l'hérésie et aboutit à l'hérésie, même si tous ses actes ne sont pas formellement hérétiques. Il est donc impossible à tout catholique conscient et fidèle d'adopter cette réforme et de s'y soumettre de de quelque manière que ce soit.

La seule attitude de fidélité à l'Eglise et à la doctrine catholique, pour notre salut, est le refus catégorique d'acceptation de la réforme.

C'est pourquoi, sans aucune rébellion, aucune amertume, aucun ressentiment nous poursuivons notre œuvre de formation sacerdotale sous l'étoile du Magistère de toujours, persuadés que nous ne pouvons rendre un service plus grand à la sainte Eglise catholique, au Souverain Pontife et aux générations futures.

C'est pourquoi nous nous en tenons fermement à tout ce qui a été cru et pratiqué dans la foi, les mœurs, le culte, l'enseignement du catéchisme, la formation du prêtre, l'institution de l'Eglise, par l'Eglise de toujours, et codifié dans les livres parus avant l'influence moderniste du Concile en attendant que la vraie lumière de la Tradition dissipe les ténèbres qui obscurcissent le ciel de la Rome éternelle (2). »

Quelles que soient les intentions qui ont pu précéder à la rédaction de cette « déclaration », on ne peut manquer de se poser quelques questions auxquelles malheureusement une réponse s'impose.

Dans ces conditions, existe-t-il encore une communion réelle — et non simplement verbale — avec l'Eglise vivante ?

A qui, en dernière analyse, obéiront ceux qui se reconnaissent dans ce document ? Qui sera l'interprète de cette Tradition à laquelle on se réfère, en considérant comme suspecte a priori l'interprétation du magistère vivant ?

Que penser de ceux qui seront formés dans cet esprit ?

Comment concevoir, sans une extraordinaire présomption, un jugement si globalement négatif porté sur l'Episcopat et tous ceux qui travaillent au service du Christ dans les séminaires, les universités, etc. ?

On hésite à parler de « secte », mais comment éviter au moins d'y penser ? C'est un motif de graves réflexions qu'aujourd'hui dans l'Eglise puissent surgir de semblables attitudes, qu'on puisse les exprimer publiquement en entraînant des personnes de bonne foi, et que l'on puisse perdre à un tel point le sens de l'Eglise sous prétexte de la sauver (3).

(3) Avant son pèlerinage, organisé à Rome, du 24 au 26 mai, sous la présidence de Mgr Marcel Lefebvre, l'Association Credo (20, passage des Récollets, 75010 Paris) avait publié le communiqué suivant, le 22 avril 1975 :

Afin de mettre un terme aux insinuations malveillantes dont elle a été l'objet, et de couper court à certaines interprétations tendancieuses, l'Association Credo précise que les messes qui seront célébrées au cours du pèlerinage, qu'elle organise à Rome, du 24 au 26 mai prochain, le seront selon l'Ordo de saint Pie V.

L'Osservatore Romano du 14 mai publie, à ce sujet, un communiqué dont voici la traduction :

Nous apprenons par le Figaro que l'Association Credo a voulu préciser que les messes de son pèlerinage à Rome, des 24, 25 et 26 mai, seront célébrées selon l'Ordo de saint Pie V. Devant cette précision, nous ne pouvons cacher notre douloureuse surprise. Comment peut-on, en effet, transformer en un geste de désobéissance et de dissension un pèlerinage qui devrait se dérouler sous le signe de la réconciliation et du renouveau spirituel ?

Dans ce sincère esprit de réconciliation, nous souhaitons que les intéressés accueilleront notre intervention comme une invitation fraternelle à réfléchir et à se conformer d'une façon exemplaire aux dispositions en vigueur dans l'Eglise.

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)

Mgr MAMIE RETIRE L'APPROBATION DONNEE A LA FRATERNITE SACERDOTALE SAINT-PIE-X

Mgr Mamie, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, a communiqué au Synode de son diocèse et rendu publique la déclaration ci-après, le 9 mai (1) :

Le mardi 6 mai 1975, l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg a fait connaître à Mgr Marcel Lefebvre, supérieur de la « Fraternité sacerdotale

(1) *Evangile et mission* Semaine catholique en Romandie, 15 mai 1975.

La Liberté (Fribourg), 10-11 mai 1975, rapporte ainsi la déclaration faite par Mgr ADAM, évêque de Sion, sur le territoire duquel se trouve le séminaire d'Ecône :

Hier (9 mai), à 17 heures, après avoir lu devant le Synode de Sion la déclaration de Mgr Mamie sur la Fraternité sacerdotale de Saint-Pie-X, Mgr Adam a ajouté que dans ces conditions le séminaire d'Ecône n'a plus de fondement juridique, qu'il cesse d'exister canoniquement et qu'aucun fidèle n'a plus le droit de lui accorder son appui. Ensuite, à la demande de Mme Edmée Buclin-Favre de prier pour les « égarés d'Ecône », Mgr Adam a dit : « Dans ce cas, il n'y a que le Pater. » L'Assemblée s'est levée et tous ensemble ils ont récité cette prière.

(2) « Una voce », mars-avril 1975 (NDLR).

Saint-Pie-X », qu'il retirait l'approbation donnée à cette « Union » en 1970. Cette décision a été prise en accord avec les Congrégations romaines « pour les religieux et les instituts séculiers », « pour le clergé », « pour l'éducation catholique et les séminaires », en accord également avec Mgr Nestor Adam, évêque de Sion.

Le 1^{er} novembre 1970, Mgr Charrière avait accordé à Mgr Lefebvre, sur sa demande, l'autorisation de fonder à Fribourg une « union religieuse » (pia unio) qui n'était pas encore une Congrégation ou un Institut religieux. Il avait approuvé le même jour, à titre d'expérience et pour une période limitée à six années, les statuts de ladite union ou fraternité. Ces actes d'autorisation et d'approbation n'avaient pas été retirés par Mgr Mamie, successeur de Mgr Charrière.

L'attachement très affirmé de cette fraternité (en particulier du séminaire d'Ecône en Valais) pour les anciennes traditions liturgiques et la langue latine, sa volonté de défendre des valeurs de foi et de discipline essentielles à l'Eglise contre certaines manières de penser et d'agir couvraient de fait, chez elle, un refus réfléchi et explicite des décisions du Concile Vatican II et de l'autorité du Pape Paul VI. On devait s'en apercevoir bientôt.

Une déclaration de Mgr Lefebvre, datée du 21 novembre 1974, largement diffusée depuis, manifesta clairement ce refus, et fut pour nous la preuve douloureuse de l'impossibilité d'approuver désormais une telle institution et ses orientations.

Mgr Charrière, constatant comment les choses ont évolué, approuve pleinement la décision de Mgr Mamie.

Le retrait de l'institution canonique concerne uniquement les fondations de Mgr Lefebvre. La décision prise est immédiatement effective. Elle est le résultat de plusieurs années de recherches et d'échanges, d'analyses et de réflexions.

Nous avons toujours voulu sauvegarder à la fois l'unité en tout ce qui est immuable, la liberté et le pluralisme dans les recherches, la charité en tout et partout.

A PROPOS D'UN CONGRES DE COMMUNAUTES DE BASE MARXISTES

*L'Osservatore Romano (4 mai 1975, page 2)
a publié la note ci-après qui a été diffusée par
Radio-Vatican à propos du Congrès des commu-
nautés de base italiennes (1) :*

Du 25 au 27 avril, s'est tenu à Florence le III^e Congrès national des communautés chrétiennes de base italiennes qu'il serait plus juste d'appeler le Congrès des communautés marxistes se disant chrétiennes. Les résolutions, motions et autres documents publiés par le Congrès font en effet clairement apparaître que les participants se sont inspirés de l'idéologie marxiste.

Il suffira d'en citer quelques passages. On lit dans les conclusions de l'une des trois Commissions, à propos de l'identité du chrétien engagé dans la lutte

des classes : « La plupart estiment que le discours sur l'identité risque de retarder la lutte en créant des « idéologisations » et des « néointégrismes » dangereux. Ils estiment opportun de le dépasser dans une praxis communautaire continuellement contrôlée et vérifiée par l'analyse marxiste, qui doit englober également l'expérience de la foi. » Ailleurs, ce même document dit que l'Eglise institutionnelle et son histoire doivent, elles aussi, être soumises à l'analyse de classes menée avec les instruments du marxisme.

Il découle de ces prémisses, comme il est dit dans une « résolution pour l'action », que les communautés doivent s'engager à « poursuivre la réappropriation de la lecture de la Bible, des sacrements et des ministères de l'Eglise, comme un élément de la participation au processus de réappropriation par les masses populaires de la gestion de leur existence sous tous ses aspects ».

Ce langage, qui s'inspire d'un jargon bien connu, révèle la gravité d'idées que nous avons déjà dénoncées à propos des « chrétiens pour le socialisme ».

Il est grave que des instruments d'analyse sociale, étroitement liés à une position philosophique qui est à l'opposé de la position chrétienne, soient mis au-dessus des orientations et des directives du magistère de l'Eglise, auquel le Christ a confié la mission de confirmer dans la foi et de guider ses fidèles.

Il est grave que l'Eglise dépréciativement appelée « institutionnelle » finisse par être considérée comme une adversaire parce qu'elle refuse de faire des choix de classes et qu'elle demeure fidèle à sa mission, au service de tous les hommes et de toutes les classes sociales. La préférence de l'Evangile pour les pauvres est hors de discussion, mais il serait erroné d'en faire une invitation à la lutte des classes.

Outre qu'il fait passer l'idéologie marxiste avant le magistère de l'Eglise, avec toutes les conséquences qui en découlent, le Congrès de Florence a précisément fini par glisser dans cet intégrisme qu'au nom de la liberté il prétendait éviter.

L'affirmation, contenue dans l'un des documents du Congrès, selon laquelle « l'expérience de la foi ne comporte pas pour le chrétien une façon spécifique de se situer dans la lutte politique », est contredite à plusieurs reprises par celle disant qu'il est nécessaire de soumettre l'expérience de la foi à l'analyse marxiste. On affirme en effet qu'en refusant de faire cette analyse, on demeure esclave d'une incarnation du christianisme réalisée avec les instruments idéologiques de cultures périmées. Seule l'analyse marxiste de l'histoire et de la société serait scientifique, et donc valable. En conséquence, seuls les chrétiens qui choisissent le marxisme seraient de fidèles disciples du Christ, réaliseraient son œuvre de libération, et ils construiraient une Eglise différente, « autre ».

De quoi s'agit-il alors, sinon d'un nouvel intégrisme, qui, tout comme l'ancien, et plus que lui, veut utiliser la foi chrétienne en la mettant au service d'un projet sociopolitique particulier ?

Un tel projet est incompatible avec la conception chrétienne de la personne et de la société. Le Pape l'a encore rappelé hier : « Tant que le monde du travail ne saura pas s'affranchir du matérialisme et du laïcisme étroit qui, aujourd'hui, semblent l'halluciner, comme s'ils étaient les seuls à pouvoir se fonder sur la science et la raison, comme s'ils représentaient une libération — la libération de celui qui marche sans savoir où il va, — comme s'ils constituaient la formule obligatoire et définitive de l'évolution sociale actuelle, le seul stimulant efficace et

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

fécond du travail, nous n'aurons pas un modèle de société organisée d'une façon vraiment humaine et encore moins chrétienne, mais une pesante coexistence réglée par des engrenages économiques et législatifs complexes et impersonnels, et non pas une société vraiment libre, naturelle et fraternelle (2). »

(2) Supra, p. 513.

L'EGLISE AU CAMBODGE EN 1969 ET EN 1975

L'Agence Fides, de la congrégation pour l'Évangélisation, a publié l'information ci-après dans sa livraison du 30 avril 1975 :

Le 17 avril, la presse annonçait l'inévitable : la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges. *Fides* a déjà dit (1) combien la guerre avait porté un coup terrible à l'Eglise dans ce pays. Voici quelques précisions chiffrées à ce sujet.

L'Eglise avant le coup d'Etat du général Lon Nol (mars 1970)

Le Vicariat apostolique du Cambodge fut érigé en 1850 et comprenait alors une partie du Laos. En 1870, cette partie fut transférée au Vicariat apostolique du Siam (Thaïlande), tandis que le delta du Mékong (au Sud-Vietnam) lui était rattaché. Ce n'est qu'en 1955 que le Vicariat apostolique de Phnom Penh (dénomination qui date de 1924) fut ramené aux limites de ce pays. Il comptait alors 46 000 catholiques, la plupart d'origine vietnamienne. Le premier prêtre khmer fut ordonné en 1957 (et le sixième l'a été le 21 avril 1974).

(1) Cf. DC 1975, n° 1675, p. 447.

Dans une interview recueillie par Noël Darbroz et publiée dans la Croix du 14 mai 1975, Mgr LESQUEF, préfet apostolique de Kompong Cham, a déclaré après son retour en France, où il est arrivé le 6 mai avec le premier convoi des rapatriés de l'ambassade de France à Phnom Penh :

Dans le vicariat apostolique de Phnom Penh, il reste l'évêque coadjuteur et deux prêtres du diocèse, quelques moines bénédictins dont un prêtre, une douzaine de religieuses et environ 4 000 chrétiens.

Dans la préfecture apostolique de Battambang, il reste le préfet apostolique, un bénédictin français (sans doute pour peu de temps), cinq religieuses et environ 2 000 chrétiens.

Dans la préfecture apostolique de Kompong Cham, il ne reste que quelques centaines de chrétiens dispersés.

Tous, évêques et préfet apostolique, prêtres, religieux, religieuses et chrétiens, sont maintenant errants sur les routes ou dans la campagne, et l'on ignore s'ils ont pu rester groupés.

Dans les villes, les églises et autres maisons religieuses ont été laissées à l'abandon. Nous avons vu, en passant, l'évêché de Phnom Penh occupé par des soldats des forces armées populaires de libération.

Dans les campagnes, la plupart des églises ont depuis longtemps disparu, détruites par la guerre ou démantelées après le départ des chrétiens. (NDLR.)

En 1968, le Cambodge fut divisé en trois circonscriptions ecclésiastiques, à savoir : le Vicariat apostolique de Phnom Penh, sous la houlette de Mgr Ramousse, MEP ; la préfecture apostolique de Kompong Cham, avec à sa tête un autre MEP : le P. Lesoué ; la préfecture apostolique de Battambang, dirigée par un prêtre khmer : l'abbé Tep-Im Sotha Samath. Quelle était alors la situation de l'Eglise au Cambodge ? Voici les statistiques données par *Propaganda Fide* au 30 juin 1969 :

	Population	Catholiques	
Phnom Penh.....	2 700 000	34 334	
Kompong Cham.....	2 000 000	18 610	
Battambang	1 800 000	9 079	
	6 500 000 (2)	62 023 (3)	
	Prêtres	Frères	Sœurs
Phnom Penh.....	48	22	180
Kompong Cham.....	17	21	52
Battambang	12	1	34
	77 (4)	44 (5)	266 (6)

Il y avait à Phnom Penh un petit séminaire avec 148 élèves et un grand avec 13 étudiants.

Les catéchistes étaient au nombre de 82 (52 à Phnom Penh, 22 à Kompong Cham et 8 à Battambang), formés dans deux Centres : l'un à Battambang pour ceux de langue khmère et l'autre à Banam pour ceux de langue vietnamienne.

L'Eglise dirigeait 50 écoles primaires avec 10 972 élèves et quatre autres écoles avec 1 596 étudiants. Elle avait aussi la charge d'un hôpital avec 90 lits, de trois dispensaires et de deux orphelinats avec 180 enfants.

L'Eglise après le coup d'Etat de mars 1970

Au moment de ce coup d'Etat, le Cambodge maintenait une neutralité bien précaire face à la guerre du Vietnam. Désormais, c'est la pire de toutes — la guerre civile — qui va ensanglanter son propre sol : ce sont d'abord tous les Vietnamiens (même ceux installés depuis longtemps au Cambodge) qui sont pourchassés et massacrés, d'où leur exode massif vers le Vietnam-Sud ; ensuite, c'est la guerre entre Khmers rouges (partisans de Sihanouk) et les autres (partisans de Lon Nol).

On comprendra que, dans une situation aussi confuse et qui a duré cinq ans, les nouvelles de l'Eglise en ce pays aient été rares et fragmentaires. Ce que l'on sait de façon certaine, c'est que cinq prêtres français et deux Vietnamiens y ont trouvé la mort. Pour le reste, les statistiques suivantes, prises dans *l'Annuaire pontifical* de 1975, ne peuvent que refléter les

(2) Dont 85 % de Khmers.

(3) Dont à peine 5 000 Khmers, tous les autres étant d'origine vietnamienne.

(4) Dont 21 locaux (la plupart vietnamiens), les autres étant : 42 des Missions étrangères de Paris, 13 Bénédictins et 1 Oblat de Marie Immaculée.

(5) Dont 27 (tous vietnamiens) de la Sainte-Famille, 11 des Ecoles chrétiennes et 6 Bénédictins.

(6) Presque toutes vietnamiennes, elles appartiennent à trois congrégations : la Providence de Portieux (163), les Filles de Marie (75) et les Carmélites (28).

tristes conséquences des pertes subies (départs ou décès) :

	Population		Cathol.	
Phnom Penh.....	3 000 000		5 335	
Kompong Cham.....	2 000 000		7 000	
Battambang	2 000 000		4 500	
	7 000 000		16 835	
	Prêtres		Frères Sœurs	
	loc.	étr.		
Phnom Penh.....	15	11	3	47
Kompong Cham.....	—	1 (7)	—	7
Battambang	1	1 (8)	—	14
	16	13	3	68

De 1969 à 1975, les catholiques sont donc passés de 62 000 à moins de 17 000 ; les prêtres de 77 à 29 ; les frères de 44 à 3 et les religieuses de 266 à 68. Si ces chiffres se passent de tout commentaire, nous ne saurions en revanche épargner nos prières et nos sacrifices en faveur de cette Eglise tant éprouvée du Cambodge.

30 avril 1975.

(7) Le préfet apostolique.

(8) Le P. Robert VENET, MEP, pro-préfet..

LA RECHERCHE ENTREPRISE EN FRANCE SUR L'ACTION CATHOLIQUE

Le Secrétariat national français de l'Opinion publique a publié, le 6 mai, la note ci-après () :*

Le Conseil permanent ■ su que dans les diocèses des prêtres et des militants se posaient des questions sur la recherche faite actuellement, sous la responsabilité de la Conférence épiscopale, au sujet de l'Action catholique en France. La présente note a pour but de répondre à ces questions.

1. Pourquoi cette recherche ?

Parce que tant la manière de vivre la charge épiscopale que la façon dont les mouvements d'Action catholique se situent dans le monde ont évolué :

— Il y a dix ou vingt ans, on était plus attentif à l'aspect hiérarchisé de l'Eglise et les évêques étaient facilement perçus comme ceux dont on attendait des consignes et un « label ».

Aujourd'hui, les évêques voudraient plutôt aider chacun à prendre ses responsabilités et à vivre la communion ecclésiale. C'est l'Eglise tout entière (évêques, prêtres, religieux, laïcs) qui est sacrement, signe du salut en Jésus-Christ.

La relation évêques-mouvements est donc changée dans ses modalités pratiques.

— Il y a dix ou vingt ans, les mouvements d'Action catholique n'étaient pas aussi sensibles que maintenant aux dimensions politiques de leur action. Actuellement, ils prennent souvent position, font des choix politiques. Leur relation à l'ensemble du Peuple de Dieu ne peut sans doute plus être la même.

2. Ce qui est essentiel pour les évêques

Le Conseil permanent l'a redit plusieurs fois, les évêques tiennent à être fidèles aux « intuitions fondamentales » de l'Action catholique et aux orientations pastorales qu'ils ont définies année après année, depuis dix ans : priorité aux plus loin, aux plus pauvres, aux plus responsables — lien entre la foi et la vie — responsabilité des laïcs dans l'Eglise — lien entre les mouvements d'Action catholique et l'Episcopat.

Cela ne saurait être remis en cause dans le présent. La recherche entreprise ne vise à rien d'autre qu'à voir comment vivre ces intuitions aujourd'hui.

3. Où en est la recherche ?

Une première étape a été franchie avec les mouvements : certains, parmi eux, ont travaillé uniquement à l'échelon national, d'autres ont préféré questionner leurs fédérations.

Les grilles de travail établies pour cette première étape ont été, parfois, adaptées par les Commissions épiscopales en fonction des mouvements avec lesquels elles sont en dialogue. Elles n'ont donc pu être rendues publiques, étant destinées seulement à un travail de recherche. Il faut d'ailleurs ajouter que des mouvements ont tenu à travailler dans la discrétion pour éviter des controverses inutiles.

Le compte rendu du Conseil permanent de mars a donné les résultats essentiels de cette première étape, dans les termes qui suivent :

a) L'ESPRIT DU QUESTIONNAIRE : Certains mouvements se reconnaissent dans les critères « traditionnels » de l'Action catholique ; d'autres pensent qu'il faut les dépasser car ils sont trop liés à la situation d'autrefois.

b) FOI ET VIE : Le passage est évident d'un engagement au nom de la foi à un engagement au nom d'une solidarité humaine et au terme d'une analyse, mais cet engagement n'est pas sans lien avec la foi. Tous ressentent la nécessité d'un approfondissement de la foi. Presque tous font aussi des recherches pour dire aujourd'hui la foi et ne pas la bloquer avec une idéologie.

c) CHRÉTIENS AU CŒUR DES RÉALITÉS COLLECTIVES : Des dynamismes collectifs nouveaux sont soulignés : dynamismes culturels, volonté de promotion de certains groupes humains (jeunes, femmes), phénomènes nouveaux (urbanisation, internationalisation, mass media).

Dans ces dynamismes, les chrétiens sont mêlés aux autres hommes et les mouvements insistent fortement sur la visée apostolique de ces chrétiens regroupés en mouvements mais, rencontrant des incroyants, les mouvements se reconnaissent une fonction catéchuménale importante et, à ce titre, revendiquent la charge d'exercer une fonction d'Eglise plus globale (catéchèse, sacramentalisation, eucharistie). Certains jugent l'approche par milieux insuffisante.

d) LE LAÏCAT : Tous partent de l'idée de peuple de Dieu et aspirent à un travail en Eglise (évêques, prêtres, laïcs) en insistant sur les responsabilités des laïcs. Ils demandent que les évêques suivent de très près leur travail et les interpellent au nom de l'Eglise universelle ; ils soulignent le rôle du prêtre en même temps que la nécessité pour lui d'être enraciné dans une communauté.

e) L'ENGAGEMENT POLITIQUE : Tous sont d'accord pour promouvoir un pluralisme relatif au sein des mouvements. Les limites de ce pluralisme sont va-

(*) Texte original.

riables selon les mouvements. Tous ne se reconnaissent pas les mêmes possibilités quant aux prises de position politiques, certains étant plus attentifs aux risques de blocage entre foi et idéologie, d'autres préférant ce risque pour ne pas cautionner par leur silence des positions ou des orientations inacceptables.

f) LE SIGLE ACTION CATHOLIQUE : Ce qui importe aux mouvements c'est d'être reconnus comme mouvements d'Eglise et non pas le sigle en lui-même (*).

4. Que va-t-il se passer maintenant ?

Une nouvelle grille de travail a été élaborée pour reprendre un certain nombre de points et préparer une réflexion en Assemblée plénière, en octobre prochain. Cette grille porte sur les points suivants :

a) Comment les évêques doivent-ils se situer par rapport aux mouvements ? L'ecclésiologie de Vatican II n'a-t-elle pas à passer dans les faits en modifiant certaines perspectives d'hier ?

b) Les évêques doivent-ils toujours reconnaître certains mouvements de laïcs comme « mouvements d'Eglise » (1) ? Selon quels critères et avec quelles conséquences ?

5. Que peut-on en attendre ?

Certainement pas que les évêques dictent des conditions ou une attitude aux mouvements.

Sans doute, qu'ils se situent d'une manière nouvelle par rapport aux mouvements. Qu'ils précisent les axes essentiels d'un projet pastoral, tenant compte de leur expérience et de celle des mouvements : ainsi les mouvements en dialogue avec les Commissions épiscopales concernées pourront-ils définir eux-mêmes leurs priorités. Ils pourront d'ailleurs également dire ce qu'ils attendent de l'Episcopat pour leur vie en Eglise.

(*) DC 1975, n° 1673, p. 325 ; cf. le commentaire de Mgr DECOURTRAY. DC, n° 1675, p. 428, note 2 (NDLR).

(1) Ce qui est autre chose que « mouvement de chrétiens dans l'Eglise ».

LA CONFERENCE EUROPEENNE DES CATECHUMENATS (1)

Elle s'est tenue cette année, à Amsterdam, du 2 au 5 mai. Trente-six participants, de huit pays. Son thème : « L'annonce de Jésus-Christ aux hommes

d'aujourd'hui ». « Dans un monde en bouillonnement — avec ses rapports de force, de classe, — dans des contextes socio-économique, politique, culturel, marqués par chaque nationalité, — avec une Eglise-en-place qui est ce qu'elle est..., — à des gens qui vivent (ou non) une certaine recherche, une certaine inquiétude religieuse : comment annoncer « efficacement » Jésus-Christ ?

A travers la diversité des situations locales, on perçoit un bouillonnement de recherches assez identiques, qui trouvent dans le terme « catéchuménal » un point de référence commun. Le contexte d'incroyance ou de malcroyance de chaque pays est assez semblable. Mais, parallèlement à cette montée de l'incroyance, on note l'apparition de germes de renouveau, une toute nouvelle manière d'être chrétien :

— Dans des communautés où la foi est vécue de manière « radicale », sous le signe de la recherche, dans un climat relationnel exigeant ;

— Communautés où l'on mène une saine recherche, mais dans une certaine marginalité par rapport à des formes d'Eglise-en-place trop liées à l'ordre établi ou à la vieille chrétienté ;

— Un des signes les plus révélateurs d'une authentique conversion à Jésus-Christ, en plusieurs pays : l'engagement social et politique pour la transformation de la société ;

— Dans ce mouvement de redécouverte exigeante de la foi au Dieu de Jésus-Christ à partir de l'affrontement à l'incroyance, les lignes de démarcation entre les différentes confessions sont en train de s'effacer ;

— Et enfin, plusieurs nations soulignent que le jaillissement de l'Esprit se manifeste avec une grande liberté par rapport aux institutions : expression d'une attente spirituelle, d'un besoin de contemplation, d'un renouveau de la dimension religieuse et mystique de l'homme contemporain.

Un « modèle » européen, au bout de cinq ans de travail commun, est en train de se dessiner. Le télégramme de Mgr Etchegaray, président des Conférences épiscopales européennes, reçu à l'ouverture de la Rencontre, le 2 mai, et la réponse de l'Assemblée, manifestaient cet acte de naissance « officiel ».

A côté de l'écroulement de certains pans de murailles de la vieille chrétienté d'Europe, de nouveaux plants germent discrètement et partout. A travers des manifestations diversifiées suivant le génie et l'âme des différentes nationalités, c'est donc un dynamisme d'« éveil », de « réveil », qui se manifeste, et qui trouve dans le « mouvement catéchuménal » un point de référence reconnu. Un nouveau visage de l'Eglise apparaît, conforme à la fois à Vatican II, à la prière de Jean XXIII attendant une « nouvelle effusion de l'Esprit », et à l'intuition de Paul VI pour lequel l'incroyance est aussi un des lieux où Dieu nous parle.

JEAN VERNETTE,
coordinateur européen.

(1) Texte original.

Le P. Vernet, responsable national (français) du catéchuménat, a remis ce texte aux informateurs religieux, le 6 mai, au cours d'une conférence de presse tenue au Secrétariat de l'Episcopat français, où, avec Mme Geneviève Rivière, présidente nationale de l'ACI, il a présenté la brochure « Visages et chemins de la foi en milieux indépendants ; Pour un éveil catéchuménal », publiée par l'Action catholique des milieux indépendants et le catéchuménat (supplément à *Croissance de l'Eglise*, avril 1975, 4, avenue Vavin, 75006 Paris).

Imprimerie « Bayard-Presses »

5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur : J. GELAMUR.

© 1975 by Bayard-Presses.

Canada : 1 an : 82 F.;
 Montréal 15 (Que.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
 6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F.; des années précédentes : 6 F.
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1677 - 1^{er} JUIN 1975

501 **EXHORTATION APOSTOLIQUE « GAUDETE IN DOMINO » SUR LA JOIE CHRETIENNE (9 mai)**

ACTES DE S. S. PAUL VI

511 **La construction de l'Europe.** Allocution du 5 mai.

512 **La conception chrétienne du travail.** Homélie du 1^{er} mai.

514 **Audiences générales** : les exigences spirituelles du Jubilé (7 mai) ; l'unité au sein de l'Eglise (14 mai).

516 **Hommage au cardinal Mindszenty** (7 mai).

516 **Allocution à un pèlerinage de Montmartre** (3 mai).

517 **Lettre de l'Episcopat du Québec sur la famille.**

QUESTIONS ACTUELLES

523 **Conférence du cardinal Renard sur la vie religieuse féminine.**

L'unité de la communion eucharistique.

529 **Instruction du Synode suisse.**

531 **Déclaration de Mgr Mamie.**

532 **Chrétiens et franc-maçons (Mgr Etchegaray).**

533 **Evénements et informations (16-30 avril).**

EVENEMENTS

539 **Déclaration de l'Episcopat polonais sur les universités.**

540 **Communiqué de l'Episcopat polonais sur l'éducation sexuelle.**

541 **L'Eglise de Nowa Huta (card. Wojtyla).**

542 **Hommage du cardinal Marty au cardinal Mindszenty.**

542 **Le cardinal Marty, prélat de la Mission de France.**

543 **Un prêtre-ouvrier devient évêque (Mgr Huyghe).**

544 **Note de l'Osservatore romano, à propos d'une déclaration de Mgr Marcel Lefebvre.**

545 **Mgr Mamie retire son approbation à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X.**

546 **Note de Radio-Vatican à propos d'un Congrès de communautés de base marxistes.**

547 **L'Eglise au Cambodge en 1969 et en 1975 (« Fides »).**

548 **La recherche sur l'Action catholique (SNOP).**

549 **La Conférence européenne des catéchuménats (P. Vernet).**

500-528 **Les grands textes de « La Documentation catholique ».**

L'EGLISE DANS LE MONDE

LA

57^e ANNÉE - T. LXXII

Prix : 5 F



15 juin 1975

Marygrove College Library

Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Les congressistes du renouveau charismatique dans la basilique Saint-Pierre

(Photo KNA - Cf. p. 562)

Paroles de Paul VI aux Congrès mariologique et marial internationaux

L'Eglise et le renouveau charismatique

LIVRES NEUFS A PRIX RÉDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

LE SIECLE DES CATHEDRALES, par Pierre-Roger Gaussin. L'âge des cathédrales correspond à l'une des plus grandes époques de la civilisation occidentale européenne, à l'apogée d'une grande réalité et d'un grand rêve. 16 X 20, 240 p., 98 ill., 3 cartes, relié toile rouge, Fayard. Val. 30 F, net 16 F.

SAINT LOUIS DE FRANCE, par Jean Larcenat. Il fut un saint, un roi et un homme. Ce triple aspect de Louis IX reste placé sous le signe de l'humilité et de l'aventure mystique. 15,5 X 22, 198 p., 8 ill. h. t., ADE. Val. 18 F, net 8 F.

LA MYSTIQUE DE L'APOTRE PAUL, par le Dr Schweitzer. Pour l'Apôtre Paul, la foi n'était pas simplement la croyance intellectuelle à des dogmes précis : en s'unissant par la foi et les sacrements au Christ mort et ressuscité, le croyant, tout en étant sur cette terre, vit par anticipation dans le Royaume de Dieu à venir. 13,5 X 20, 342 p., Albin Michel. Marqué 15 F, net 7,50 F.

LES PAPES, par Charles Pichon. Biographies des 259 Papes, dans leur ordre chronologique, avec les principaux événements de leur pontificat. Un livre essentiel, à la portée de tous, pour bien connaître l'histoire de l'Eglise. 17,5 X 19,5, 240 p., 139 ill. (portraits de Papes), relié, Hachette. Val. 36 F, net 18 F.

SIMON BAR-JONA, UN HOMME DE FOI, par Jeanne Moret. Des pages empreintes d'originalité et de vigueur. Saint Pierre (Simon, fils de Jonas) a moins tenté les biographes que saint Paul. Cette fois, il prend une revanche éclatante. La documentation est aussi riche qu'impeccable. On trouve là toute l'histoire des origines du christianisme, une vie de Jésus même. Il faut admirer ce maître livre. 13,5 X 18,5, 368 p., ADE. Val. 20 F, net 11 F.

LES PAPES CONTEMPORAINS ET LA MISSION. En appendice : décret conciliaire sur la mission, par André Rétif. « Servir la mission de l'Eglise et Celui qu'elle veut faire aimer dans le monde entier », tel est le dessein de cet important ouvrage et de son auteur. Pour cela, une multitude de documents pontificaux est mise à la portée de chacun. Jamais rien n'a été écrit d'aussi clair et d'aussi convaincant sur l'œuvre missionnaire. 13,5 X 18,5, 248 p., ADE. Val. 16 F, net 8 F.

L'ARRIERE-GARDE MEURT. 28-31 mai 1940 dans les faubourgs de Lille, par Pierre Porthault. En ce 35^e anniversaire, il est bon de rappeler comment quelques milliers de soldats français bloquèrent, pendant quatre jours, sept divisions de choc allemandes, alors que l'armée belge capitulait et que nos alliés anglais fondaient... vers nos ports. 14 X 21,5, 180 p., 17 photos inédites, relié, F. E. Net 25 F.

UN VENT DE FOLIE, par Alexandre-Jean Guilleux. Voyez comment la Russie a procédé pour annexer, dénaturer la Roumanie et les autres pays satellites. Un témoignage qui renforce celui de Soljénitsyne. 13,5 X 21,5, 332 p., P. U. Marqué 37,45 F, net 12,50 F.

LA CHARTE INCONNUE DE LA FRANC-MAÇONNERIE CHRETIENNE (préface du R. P. Riquet, s.j.) par Alec Mellor. Un homme peut-il cumuler deux consciences, professer deux religions ? Des clartés sur une mystérieuse institution (Imprimatur). 14 X 22, 174 p., Mame. Val. 25 F, net 10 F.

LA FRANC-MAÇONNERIE A L'HEURE DU CHOIX, par Alec Mellor. Tout ce que les esprits les plus curieux peuvent souhaiter connaître sur la Franc-Maçonnerie. Ce livre est une vraie encyclopédie du sujet (Imprimatur). 14 X 22, 496 p., Mame. Val. 35 F, net 14 F.

SEMAILLES EN AFRIQUE, par G. Duhamet. Avec l'histoire d'Origène, de Félicité, de Perpétue et de bien d'autres martyrs, nous découvrons les origines de la chrétienté sur la terre d'Afrique. 11,5 X 18, 172 p., 11 ill. h. t., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

L'AGE ROMAN, par Marcel Pacaud et Jacques Rosiaud. Avec ce merveilleux itinéraire dans les grands centres romans, c'est l'éternelle quête de Dieu que l'on retrouve. 16 X 20, 238 p., 89 ill., relié toile, Fayard 30 F, net 16 F.

FRA ANGELICO, par René Huyghe. Toute l'œuvre religieuse de celui qui donna un nouvel essor à la peinture. Splendide vol. 26,5 X 29,6, 86 p., 51 planches coul., relié, Gibert J. Val. 58 F net 22 F.

SAINT FRANÇOIS D'ASSISE (1182-1226), par Mgr Léon Cristiani. Lire la vie de saint François d'Assise c'est participer à une joie supérieure. Prédicateur et poète, le saint qui charmait les oiseaux reste une source d'émerveillement. 11,5 X 18, 202 p., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

SAINTE THERESE D'AVILA, par le chanoine L. Cristiani. Réformatrice du Carmel, Docteur de l'Eglise, sainte Thérèse d'Avila ne cesse de poursuivre son apostolat passionné. Sa puissance de sympathie est si attractive qu'on ne peut, après avoir lu sa vie et ses textes, oublier cette grande figure. 11,5 X 18, 204 p., ADE. Val. 15 F, net 6,50 F.

ENCYCLOPEDIE UNIVERSELLE DES MONNAIES DU XX^e SIECLE, par Jean-François Cartier et Gunter Schoen. Saviez-vous que certaines pièces de monnaie courantes valent beaucoup plus que leur valeur nominale, suivant leur année de frappe ? Ce livre est un trésor. Il vous donnera le cours de 7 752 monnaies, frappées de 1900 à 1972, dans 300 pays catalogués alphabétiquement, dont la France. 11,5 X 18,5, 900 p., 2 256 ill., Stock. Val. 45 F, net 30 F.

GUIDE RELIGIEUX DE LA FRANCE, par Francis Ambrière. Documentation unique. Des index de plus de 150 pages. Le plus obstiné des chercheurs y trouve réponse à tout. Et, pour les touristes et amateurs d'art, quel régal ! 12,5 X 20, 1 240 p., cartes, planches h. t., relié toile, Hachette. Val. 50 F, net 26 F.

LA PEINTURE GOTHIQUE. De Bruges à Florence, la peinture se met au service de la foi, mais elle traduit aussi l'inquiétude et l'attente de l'homme. 2 vol. 17,5 X 27, ens. 408 p., très nombr. ill. coul., reliés, Rencontre. Val. 60 F., net l'ens. 34 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 32

BP 14 78580 MAULE

Tél. (16-01) 478-82-89 de 7 h 30 à 21 h.

Joindre le règlement (y ajouter 7 F pour forfait d'envoi pour France métropolitaine et 11 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, timbres-poste français (CCP 19979-24 M PARIS).

Expédition rapide.

BON DE GARANTIE, accordant faculté de retour, joint à l'envoi.

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION AUX CONGRÈS MARIOLOGIQUE ET MARIAL INTERNATIONAUX

Du 12 au 17 mai s'est tenu à Rome, à l'Antoniano, le VII^e Congrès mariologique international, sur le thème « Le culte marial du début du XII^e siècle au début du XVI^e siècle », suivi, du 18 au 21 mai, du XIV^e Congrès marial international, sur le thème « L'Esprit-Saint et Marie ». Paul VI a rendu visite aux congressistes le 16 mai et leur a adressé l'allocution ci-après (1) :

Vénérables frères et chers fils,

Après avoir été présent aux travaux de votre Congrès mariologique par la pensée, la prière et nos paternelles exhortations, il nous a semblé que notre conscience de pasteur universel nous faisait un devoir de participer aussi par notre présence à cette séance de clôture. Et, prolongeant notre visite par la pensée, nous voulons saluer en même temps ceux qui participeront bientôt au XIV^e Congrès marial.

Ce qui nous a incité à venir, c'est, outre notre affection pour chacun de vous, en premier lieu notre amour de Marie, mère de Dieu et de l'Eglise. En nous assurant que Marie est la mère de Dieu (cf. Lc 1, 26 et s.), l'Evangile nous offre la base solide, qu'aucune ombre de doute ne peut effleurer, pour lui rendre l'honneur qui lui est dû et lui exprimer nos sentiments d'affection qui, tel un écho mélodieux, rejaillissent sur le Fils.

Nous avons été incités à venir aussi par l'importance que prennent ces Congrès dans le climat et dans le cadre de l'Année sainte. En effet, si Marie est la femme « pleine de grâce » (Lc 1, 28) qui nous a donné Jésus, chacun voit combien son exemple, son intercession, sa protection peuvent aider les fidèles à se rénover, à se réconcilier avec Dieu et avec leurs frères et à se préserver du péché.

Nous voulions aussi rendre aux organisateurs de ces deux Congrès l'hommage qui leur est dû et les remercier parce que leur exemple d'amour filial pour la Mère de Dieu et leur étude approfondie de la personne et de la mission de Marie ne peuvent être que très féconds pour l'Eglise. Nous remercions donc en premier lieu le cher et vénéré cardinal Leo Jozef Suenens, président de ces Congrès ; le P. Charles Balic,

OFM, président de l'Académie pontificale mariale internationale ; le recteur magnifique de cet athénée pontifical de l'Antoniano, le P. Roberto Zavalloni, ainsi que les illustres conférenciers, les associations mariales et tous les nombreux participants au Congrès. Nous voudrions que pour tous se vérifie ce qui est dit de la Sagesse et que l'Eglise applique à la Sainte Vierge : « Ceux qui me trouvent auront la vie éternelle. » (Si 24, 31.)

Les thèmes choisis par les deux Congrès méritent aussi de notre part une considération et des éloges particuliers : le culte marial du XII^e au XV^e siècle, pour le Congrès mariologique ; l'Esprit-Saint et Marie pour le Congrès marial. On aurait pu difficilement trouver des thèmes plus opportuns et plus intéressants.

I. — La place de Marie dans le mystère du Christ et de l'Eglise

Nous voulons avant tout faire remarquer combien les deux Congrès se situent opportunément dans l'actuelle recherche théologique et dans la nouvelle dimension de la piété mariale, telle qu'elle a été tracée par la doctrine du II^e Concile du Vatican, avec l'autorité qui est la sienne. Cette doctrine qui met dans sa juste lumière la place revenant à la Sainte Vierge dans le mystère du Christ et de l'Eglise, constitue une base dont ne peut faire abstraction un véritable développement de la mariologie et une saine piété des fidèles pour la Mère de Dieu qui est notre mère.

Si Marie occupe une place essentielle dans le mystère du salut, c'est parce que « quand est venu l'accomplissement du temps, Dieu a envoyé son Fils, né d'une femme » (Ga 4, 4), et parce que Marie, ainsi que l'enseigne le Concile, « apporta au salut des hommes non pas simplement la coopération d'un instrument passif aux mains de Dieu, mais la liberté de sa foi et de son obéissance » (*Lumen gentium*, 56).

Le Christ est venu à nous par Marie ; c'est d'elle que nous l'avons reçu. Si donc nous voulons être de vrais chrétiens, nous devons reconnaître le rapport essentiel, vital, qui unit Marie à Jésus et qui nous ouvre la voie conduisant à lui. Et nous ne pouvons pas détacher notre regard de celle qui est la créature la plus semblable au Christ, « qui est le « type » de l'Eglise et, comme l'affirme le Concile, « modèle et exemplaire admirables dans la foi et dans la charité ». (*Lumen gentium*, 53 ; cf. aussi 61, 65.)

Cette doctrine doit toujours être bien présente à l'esprit, parce que c'est sur elle que se fondent les

(1) Textes latin et italien dans *l'Osservatore Romano* du 18 mai 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

rapports d'amour, d'honneur et de vénération que nous devons à Marie et que, d'une façon légitime et heureuse, on désigne sous le nom de « culte marial », à condition de conserver à cette expression le sens que lui a donné l'Eglise. C'est ce que nous avons déjà fait remarquer dans l'Exhortation apostolique **Marialis cultus** : « Que, dans les manières d'exprimer le culte de la Vierge, soit spécialement mis en relief l'aspect christologique pour qu'elles reflètent le plan de Dieu, qui a fixé à l'avance par une seule et même disposition l'origine de Marie et l'incarnation de la Sagesse divine... Cela contribuera à développer le culte dû au Christ lui-même, puisque, conformément au sentiment permanent de l'Eglise, ce qui s'adresse à la servante se rapporte au maître ; ainsi remonte au Fils ce qui est attribué à la Mère ; ainsi rejaillit sur le roi l'honneur rendu en humble hommage à la reine. » (N° 25.) C'est ainsi que « la piété envers la Mère du Seigneur devient pour le fidèle une occasion de croissance dans la grâce divine : c'est le but final de toute action pastorale. Il est impossible en effet d'honorer celle qui est « pleine de grâce » sans honorer en soi-même l'état de grâce, et donc l'amitié avec Dieu, la communion avec lui, la présence intérieure de l'Esprit. Cette grâce divine investit tout l'homme et le rend conforme à l'image du Fils de Dieu (2) ». (N° 57.)

II. — Les thèmes des deux Congrès

Cela nous permet de comprendre facilement la grande importance que nous attachons au double Congrès qui se tient actuellement. Ce sera là certainement une semence qui portera des fruits abondants et salutaires non seulement pour la mariologie, mais aussi pour la théologie, la liturgie, l'œcuménisme et surtout la pastorale. Poursuivant le travail entrepris par les deux précédents Congrès organisés par l'Académie pontificale mariale internationale, d'une part s'affrontent les recherches sur l'une des périodes les plus fécondes pour l'affirmation et le développement du culte marial, notamment sous l'impulsion de grands théologiens comme saint Albert le Grand, saint Thomas, saint Bonaventure, Jean Duns Scot, pour ne citer que quelques-uns parmi les plus illustres de ceux qui ont contribué à approfondir la mission et les prérogatives de Marie. Et d'autre part l'étude sur les rapports entre l'Esprit-Saint et Marie, qui constitue l'objectif spécifique du Congrès marial, pourra contribuer à clarifier le rôle qui revient à chacun dans l'économie du salut. Nous avons dit à ce propos dans l'Exhortation apostolique déjà citée : « On affirme parfois que de nombreux textes de la piété moderne ne reflètent pas suffisamment toute la doctrine concernant le Saint-Esprit. » Et nous ajoutions : « C'est aux spécialistes de vérifier cette affirmation et d'en évaluer la portée (3). » (N° 27.) Nous considérons donc votre double Congrès comme l'organe le plus qualifié pour répondre à cette double attente.

III. — Comment faire reflourir la piété mariale dans le peuple de Dieu ?

Nous pourrions terminer ici nos considérations si la noblesse de ce sujet ne nous incitait pas à ajouter personnellement une fleur à la précieuse couronne qu'en

cette Année sainte vous voulez déposer aux pieds de la Sainte Vierge par votre apport doctrinal. Cette fleur viendra plus de notre cœur que de notre pensée, dans un but plus pastoral que scientifique, et qui est d'ailleurs présent dans l'hommage que ces Congrès (y compris le premier) veulent offrir à Marie. Nous voudrions donc répondre à une question d'une grande actualité pastorale et doctrinale : comment repenser d'une manière adéquate Marie au Peuple de Dieu pour qu'il retrouve une piété mariale fervente et renouvelée ?

Nous pouvons pour celui suivre deux voies. D'abord **la voie de la vérité**, c'est-à-dire de la spéculation biblique, historique et théologique pour donner à Marie sa juste place dans le mystère du Christ et de l'Eglise. C'est la voie des hommes de doctrine, celle que vous suivez. Elle est certainement nécessaire et elle enrichit la doctrine mariologique. Mais il existe aussi une voie accessible à tous, même aux âmes simples : **la voie de la beauté**, à laquelle nous conduit, finalement, la mystérieuse et merveilleuse doctrine qui constitue le thème du Congrès marial : Marie et l'Esprit-Saint. Marie est en effet la créature « toute belle », « le miroir sans tache ». Elle est l'idéal suprême de perfection que les artistes de tous les temps ont cherché à exprimer dans leurs œuvres. Elle est « la femme vêtue du soleil » (Ap 12, 1), dans laquelle les rayons très purs de la beauté humaine se rencontrent avec les rayons suprêmes, mais accessibles, de la beauté surnaturelle. Pourquoi cela ? Parce que Marie est « pleine de grâce », donc, pourrions-nous dire, remplie de l'Esprit-Saint qui brille en elle avec une splendeur incomparable. Oui, nous avons besoin de regarder vers Marie, vers sa beauté immaculée, parce que notre regard est trop souvent offensé et presque aveuglé par les images trompeuses de la beauté de ce monde. Quels nobles sentiments, quels désirs de pureté, quelle spiritualité renouvratrice pourrait susciter la contemplation d'une beauté si sublime !

Aujourd'hui où la femme progresse dans la vie sociale, rien ne peut être plus bienfaisant et plus exaltant que l'exemple de la Vierge mère, rayonnante de l'Esprit-Saint, qui par sa beauté récapitule et incarne les authentiques valeurs de l'Esprit.

Travaillons donc, vénérables frères et chers fils, à ce que dans la génération d'aujourd'hui la douce et maternelle lumière de la dévotion à Marie, loin de s'affaiblir, brille de plus en plus. Nous accompagnons ces vœux de notre bénédiction apostolique que nous donnons de tout cœur à vous tous ici présents et à tous les participants aux Congrès, en gage des faveurs du ciel.

— **Le Problème de la population.** Une interpellation aux hommes de notre temps. Dossier présenté par Joseph MOERMAN. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 200 pages. Prix : 23 F. Editions du Centurion, Paris.

Ces documents de travail établis par des membres d'Organisations internationales catholiques et des experts-conseils de ces organismes méritent une lecture attentive. Ils exposent des problèmes concrets de la population mondiale, souvent mal connus et des plus importants pour l'humanité de notre temps. Il ne s'agit pas de vagues exhortations à la générosité, mais de réalités qui réclament, et d'urgence, des solutions qui ne soient pas de simples palliatifs. Problèmes démographiques, problèmes de la pauvreté, de la santé, de la famille, de l'environnement, problèmes éthiques, de la fécondité, des moyens dont disposent les pouvoirs publics... Un chrétien ne peut ignorer cette situation.

(2) DC 1974, n° 1651, p. 309 et 318 (NDLR).

(3) Ibid., p. 310 (NDLR).

L'ESPRIT-SAINT ET MARIE

Lettre au cardinal Suenens, président des Congrès mariaux internationaux, à l'occasion du XIV^e Congrès marial international (Rome, 18-21 mai 1975) (1)

A NOTRE VENERABLE FRERE
LE CARDINAL LEO JOZEF SUENENS,
ARCHEVEQUE DE MALINES-BRUXELLES

C'est avec des sentiments de grande confiance et de joie intime que nous saluons les participants au Congrès marial international, organisé par la méritante Académie pontificale internationale et dont le thème, non seulement se situe admirablement dans le contexte des célébrations de l'Année sainte, mais semble leur donner un nouvel éclat.

Il ne fait pas de doute, en effet, que l'Année sainte appelle à la purification intérieure et au progrès des âmes dans la voie de la sainteté. Mais comment ne pas espérer que l'étude et l'approfondissement des liens intérieurs, très purs et très saints, qui unirent et unissent toujours la Vierge Marie à l'Esprit-Saint dans l'œuvre de la Rédemption, donneront des résultats on ne peut plus fructueux pour le développement non seulement du dogme catholique et de la science théologique, mais aussi du culte de l'Esprit-Saint et de la Mère de Dieu, qui est mère de l'Eglise ?

Nous n'ignorons pas que la théologie catholique a surtout insisté, de nos jours, sur l'étude des vérités mariales, gardées dans la Sainte Ecriture et dans la divine Tradition, pour en dégager le contenu et mettre en lumière leurs effets salutaires. Mais cette intention très louable, couronnée de fruits abondants, n'a pas porté ombrage à la primauté que l'Eglise tout entière reconnaît à l'Esprit-Saint, sur le plan de la foi et du culte, en conformité avec le symbole « **Quicumque** » : « Patris et Filii et Spiritus Sancti una est divinitas, aequalis gloria, coaeterna majestas. » (PL 88, 585 et s.) Cela vaut surtout pour le culte liturgique, qui est l'expression authentique la plus connue de la foi et de la piété chrétienne, selon le célèbre axiome : « Lex orandi, lex credendi. » » (PIE XII, Enc. **Mediator Dei** : AAS 89, 1947, p. 541.)

L'Eglise catholique a d'ailleurs toujours cru que l'Esprit-Saint s'est associé l'humble Vierge de Nazareth pour intervenir d'une façon personnelle, même si c'est en communion infrangible avec les autres personnes de la Sainte Trinité, dans l'œuvre du salut des hommes (cf. G. PHILIPS, **l'Union personnelle avec le Dieu vivant. Essai sur l'origine et le sens de la grâce créée**, 1974). L'Eglise a pensé qu'en conformité avec son caractère d'amour personnel du Père et du Fils, il a agi ainsi d'une façon à la fois très puissante et très douce, de telle manière que la personne de Marie, avec toutes ses facultés et énergies, tant spirituelles que corporelles, s'adapte parfaitement aux tâches qui lui sont réservées sur le plan de la rédemption (cf. S. THOMAS, **Summ. Theol.** III, q. 27). En s'appuyant sur cette croyance, qui naît d'une compréhension toujours plus approfondie et plus claire des textes sacrés, les Pères et les Docteurs de l'Eglise,

en Orient aussi bien qu'en Occident, ont attribué aux diverses missions de l'Esprit-Saint procédant du Père et du Fils, la plénitude de grâce et de charité des dons et des fruits de chaque vertu, ainsi que des béatitudes de l'Evangile et des charismes spéciaux qui, tel un trousseau de nocces célestes, ornent l'épouse mystique prédestinée du Saint-Esprit, la Mère du Verbe de Dieu incarné. C'est précisément à cause de ses privilèges et de ses dons de grâce exceptionnels, provenant tous de l'Esprit-Saint, que Marie est appelée dans la liturgie « temple du Seigneur, sanctuaire de l'Esprit-Saint ».

Les principales opérations du Saint-Esprit en Marie

Ce sera alors pour nous un grand réconfort que de nous arrêter un instant à contempler dans la joie les principales opérations de l'Esprit du Christ en la Mère de Dieu. Ce fut l'Esprit-Saint qui, remplissant de grâce la personne de Marie dès le premier instant de sa conception, la racheta de la façon la plus sublime, en vue des mérites du Christ sauveur du genre humain, et la rendit ainsi immaculée (cf. PIE IX, Bulle **Ineffabilis Deus**, 8 décembre 1854 ; DS 2803). Ce fut l'Esprit-Saint qui lui inspira de consentir, au nom du genre humain, à la conception virginale du Fils du Très-Haut et féconda son sein pour qu'elle donne le jour au Sauveur de son peuple, souverain d'un royaume éternel (cf. Lc 1, 35-38). Ce fut l'Esprit-Saint qui emplît son âme d'une joie et d'une reconnaissance qui s'exprimèrent dans le chant du **Magnificat** qu'elle adressa à Dieu son sauveur (cf. Lc 1, 45-55). Ce fut l'Esprit-Saint qui suggéra à la Vierge le bon conseil de conserver fidèlement dans son cœur le souvenir des paroles et des faits concernant la naissance et l'enfance de son Fils unique, auxquelles elle avait pris part si intimement et avec tant d'amour (cf. Lc 2, 19 ; 33, 51). Ce fut l'Esprit-Saint qui poussa Marie à demander aimablement à son Fils de changer l'eau en vin aux noces de Cana, premier des miracles par lesquels Jésus provoquait la foi chez ses disciples (cf. Jn 2, 11). Ce fut l'Esprit-Saint qui a soutenu la Mère de Jésus, présente au pied de la croix, et qui lui a inspiré, comme au moment de l'Annonciation, de faire la volonté du Père, lequel la voulait maternellement associée au sacrifice de son Fils pour la rédemption du genre humain (Jn 19, 25). Ce fut l'Esprit-Saint qui a rempli d'un immense amour le cœur de la Mère des douleurs, afin qu'elle accueille des lèvres de son Fils son ultime testament : sa mission de mère à l'égard de saint Jean, le disciple que Jésus aimait (cf. Jn 19, 26-27), mission qui, « selon le sens constant de l'Eglise » (LEON XIII, Enc. **Adiutricem populi**, 5 sept. 1896 ; **Acta Leonis XIII**, vol. XV, p. 302), préfigurait sa maternité spirituelle à l'égard de l'humanité tout entière. Ce fut l'Esprit-Saint qui, sur les ailes de la charité la plus fervente, a élevé Marie au rôle d'orante par excellence, au Cénacle où les disciples de Jésus « tous, unanimes, étaient assidus à la prière, avec quelques femmes, dont Marie, la mère de Jésus » (Ac 1, 14), dans l'attente du Saint-Esprit

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* des 19-20 mai 1975. Traduction et sous-titres de la DG.

qui leur avait été promis. Ce fut enfin l'Esprit-Saint qui, embrasant le cœur de Marie en pèlerinage sur la terre, lui fit aspirer à se réunir avec son Fils glorieux, et ainsi la disposa dignement à ce privilège qui couronné tous les autres : son Assomption au ciel, avec son corps et son âme, selon la définition dogmatique (cf. PIE XII, Const. ap. **Munificentissimus Deus**, 1^{er} nov. 1950 ; AAS 42, 1950, p. 768) dont — et nous le rappelons avec une particulière émotion — ce sera cette année le 25^e anniversaire.

Mais la mission de Marie en tant qu'associée à l'Esprit du Christ dans le mystère du salut ne se termine pas avec son Assomption glorieuse. Bien qu'elle soit absorbée dans la joyeuse contemplation de la Trinité bienheureuse, elle continue à être spirituellement présente à tous les fils de la Rédemption, toujours stimulée dans sa noble tâche par l'amour incréé, âme et moteur suprême du Corps mystique.

L'enseignement du II^e Concile du Vatican

L'incessante présence de Marie au sein de l'Eglise en pèlerinage a été confirmée par le II^e Concile du Vatican qui a dit : « Cette maternité de Marie dans l'économie de la grâce se continue sans interruption... En effet, après son assomption au ciel, son rôle dans le salut ne s'interrompt pas : par son intercession répétée elle continue à nous obtenir les dons qui assurent notre salut éternel. » (Const. dogm. **Lumen gentium**, 62.)

Il est donc juste que la sainte Mère de Dieu continue à être proclamée bienheureuse par toutes les générations (**Magnificat**), comme elle le fut dès les premiers siècles de l'Eglise (cf. **Sub tuum praesidium**), et à être « invoquée dans l'Eglise sous les titres d'avocate, d'auxiliaire, de secourable, de médiatrice » (Const. dogm. **Lumen gentium**, 62). Mais, comme le dit avec sagesse le Concile, « de telle sorte que nulle dérogation... n'en résulte quant à la dignité et à l'efficacité de l'unique médiateur, le Christ » (**loc. cit.**), et, devons-nous ajouter, de telle sorte que nulle dérogation n'en résulte quant à la dignité et à l'efficacité de l'Esprit, qui sanctifie et la tête et chaque membre du Corps mystique.

Nous devons donc retenir que l'action de la Mère de l'Eglise, pour le bien des rachetés, ne se substitue pas à l'action omniprésente et universelle de l'Esprit-Saint et ne rivalise pas avec elle, mais l'implore et la prépare, non seulement par la prière d'intercession, en harmonie avec le plan de Dieu, contemplé dans la vision béatifique, mais aussi par l'influence directe de l'exemple, y compris celui, très important, de la souveraine docilité aux inspirations de l'Esprit divin (cf. Const. dogm. **Lumen gentium**, 63-65). C'est donc toujours en dépendance de l'Esprit-Saint que Marie conduit à Jésus les âmes, les forme à son image, leur inspire des bons conseils, constitue un lien d'amour entre Jésus et les croyants.

Le témoignage des Pères orientaux

A l'appui de ces réflexions, nous aimons rappeler le témoignage que les Pères et les Docteurs de l'Eglise d'Orient, eux aussi exemplaires par leur foi et leur culte de l'Esprit-Saint, ont rendu à la foi et au culte de l'Eglise envers la Mère du Christ, en tant que médiatrice des faveurs de Dieu. Leurs affirmations, aussi surprenantes qu'elles soient, ne devraient troubler personne, parce qu'en elles est sous-entendue, et

parfois clairement exprimée, la dépendance fondamentale de l'action médiatrice de la Vierge par rapport à celle de l'Esprit de Dieu. C'est ainsi par exemple que saint Ephrem exalte Marie en ces termes superlatifs : « Bienheureuse celle qui, pour le monde entier, a été constituée source de tous les biens. » (**S. Ephraem Syri hymni et serm.**, éd. Th. Lamy, Malines, 1882-1902, II, p. 548.) Et encore : « Femme très sainte..., la seule qui ait été constituée siège de toutes les grâces du Saint-Esprit. » (**Assem. Graec.**, III, 524.) Saint Jean Chrysostome, ensuite, résume l'œuvre salvifique de Marie dans ce merveilleux éloge : « Une vierge nous a chassés du paradis ; grâce à l'intervention d'une autre vierge, nous avons retrouvé la vie éternelle. De même que nous avons été condamnés par la faute d'une vierge, de même nous avons été couronnés par le mérite d'une vierge, (**Expos. in Ps.** 44, 7 : PG 55, 193.) Leur fait écho saint Germain de Constantinople, qui adresse à Marie cette émouvante invocation : « Vierge très chaste, très bonne et très miséricordieuse..., protège-nous sous les ailes de ta bonté ; secours-nous par ton intercession, en nous donnant la vie éternelle ; toi qui pour les chrétiens es l'espérance qui ne trompe pas... Tes dons sont innombrables. Parce que personne ne parvient au salut sinon par toi, toute sainte. Personne n'est libéré du mal, sinon par toi. Qui se soucie du genre humain comme toi, en accord avec ton Fils unique ? » (**Concio in sanctam Mariam**, PG 98, 327.)

Cette foi traditionnelle, commune à l'Eglise d'Orient et d'Occident, a trouvé une très haute confirmation dans le magistère de notre grand prédécesseur Léon XIII, qui a publié de nombreuses encycliques pour promouvoir le culte de la Mère de Dieu, invoquée spécialement sous le titre de Reine du Saint Rosaire, mais qui a aussi consacré une longue et riche encyclique à l'exaltation, encore plus excellente, de l'Esprit-Saint, et à la promotion de son culte (enc. **Divinum illud munus**, 9 mai 1897 : Acta Leonis XIII, vol. XVII, p. 126-148).

En cette heure particulièrement critique pour l'histoire de l'Eglise et pour le sort de l'humanité, où le renouveau intérieur des chrétiens et leur réconciliation avec Dieu et entre eux sont les présupposés indispensables pour que l'Eglise soit le sacrement, c'est-à-dire « le signe et le moyen de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain » (Const. dogm. **Lumen gentium**, 1), le culte de l'Esprit, source souveraine de charité, d'unité et de paix, doit se situer très haut dans l'estime des fidèles. Mais en harmonie avec lui, embrasé et ravivé par le feu du divin amour, doit aussi resplendir chez les croyants le culte de la Mère de Dieu, mère de l'Eglise, modèle incomparable d'amour de Dieu et des frères.

En recommandant ces considérations à la réflexion et à l'amour des participants au Congrès marial international, nous formulons les vœux les plus fervents pour l'heureux déroulement des réunions d'étude, qui seront dignement couronnées par des manifestations de solidarité chrétienne et de culte pour la sainte Vierge. Et à vous, Monsieur le Cardinal, au zélé président de l'Académie pontificale internationale, aux conférenciers du Congrès et à tous les participants, en gage de l'effusion particulière des dons de l'Esprit-Saint et de la maternelle protection de la Mère de Dieu, nous donnons de tout cœur notre bénédiction apostolique.

Au Vatican, le 13 mai 1975.

PAULUS PP. VI.

LA JOIE CHRETIENNE

Audience générale du 21 mai (1)

FRÈRES TRÈS CHERS,

La rude et joyeuse voie de l'Année sainte nous a conduits jusqu'à la Pentecôte, la « métropole des fêtes », selon l'expression de saint Jean Chrysostome (PG 50, 463). Et nous tous, pèlerins du Jubilé, nous avons pu faire halte un instant, « comme des gens qui réfléchissent sur leur itinéraire » (Dante II, 2, 11), pour regarder autour de nous depuis ce sommet, et nous avons eu l'impression d'être inondés de joie. Pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi ne pas communiquer à toute l'Eglise, qui est en pèlerinage dans le monde sur les chemins malaisés et fangeux de l'expérience moderne, ce sentiment, ce fruit de l'Esprit-Saint (Ga 5, 22), ce don d'en haut que nous trouvons en parcourant notre mystérieux et cher chemin de croix ? A notre monde qui semble tenaillé par un désir inextinguible de joie, s'accompagnant de la conviction désespérante que cette joie n'est pas à sa portée, pourquoi ne pas annoncer la joie, cette paix de l'âme que le monde ne peut pas donner (cf. Jn 14, 27), que « personne ne peut vous ôter » (cf. Jn 14, 16-22), et qui ne dépend pas exclusivement de la réalisation des conditions nécessaires au bien-être de la vie temporelle, mais nous vient de celui qui est la source de la joie, le Dieu de la béatitude infinie ? Notre monde n'est-il pas pessimiste ? Ne se berce-t-il pas d'illusion, avec ce succédané de la joie qu'est le plaisir ? Pourquoi ne pas donner à nos frères les hommes le témoignage que nous les chrétiens, nous les Fils de l'Eglise, nous sommes heureux si nous sommes humbles et fidèles.

Oui, nous sommes heureux, même si la croix pèse sur nos épaules, même si nous la portons en imitant le Christ et par amour pour sa croix, en la supportant sans doute mieux que celui qui cherche à la rejeter et ne veut pas reconnaître sa valeur profonde et son sens providentiel.

C'est pourquoi, très chers Fils, nous avons célébré la fête de la Pentecôte en adressant à vous, à l'Eglise, et aussi au monde, notre exhortation qui commence par les mots : « *Gaudete in Domino*. » (2) Nous avons voulu nous rappeler à nous-mêmes que si nous sommes vraiment chrétiens et catholiques, nous devons baigner dans une joie toujours nouvelle et toujours vraie, la joie qui nous vient de la grâce de l'Esprit-Saint et qui doit naître du double effort de renouveau et de réconciliation que l'Année sainte a inscrit en tête de son programme.

Nous nous permettons de recommander à

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 23 mai 1975. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

L'audience générale de ce mercredi 21 mai a eu lieu dans la soirée, sur la place Saint-Pierre. Il en sera désormais ainsi à l'avenir, afin de rassembler les très nombreux pèlerins venus à Rome pour l'Année sainte.

(2) DC 1975, n° 1677, p. 501 et s. (NDLR).

tous de lire ce document et de le méditer. On y trouve les paroles de l'Evangile et de l'Ecriture dont s'inspire sa théologie et qui lui confèrent son autorité. Peut-il connaître la mauvaise tristesse celui qui vit du Christ ? Notre philosophie, c'est-à-dire notre logique raisonnable, nous convainc que nous devons être heureux de notre foi, respirer l'atmosphère de l'Esprit, voir toujours une valeur positive dans le cadre de la création qui nous entoure, et aussi dans les souffrances et les épreuves de cette « vallée de larmes ». Nous devons de plus découvrir dans le sens eschatologique de notre vie, c'est-à-dire dans la certitude et l'espérance d'une vie personnelle au-delà de la mort temporelle, une telle promesse de bonheur qu'elle dépose un véritable baume sur les souffrances du temps présent. Ce n'est pas là une illusoire « fuite en avant » pour échapper à la pénible hantise des difficultés quotidiennes, mais un remède fait de sagesse et de patience confiante, où les peines de la vie présente sont rendues supportables par la joie paisible, mais sincère, de l'espérance qui ne trompe pas (Rm 8, 24 ; Tt 1, 2 ; 2, 13, etc), ainsi que nous l'avons déjà dit. Lisez et méditez ce document. Les enseignement et les commentaires sur cette chose si belle, si légitime et aujourd'hui si opportune qu'est la joie ne manquent certainement pas (cf. L. BOUYER, « L'Eglise de Dieu », p. 308 ; et l'article de R. MANZINI, « Il bisogno di gioia », *Osservatore Romano*, 17 mai 1975).

Nous le redisons : « Réjouissez-vous dans le Seigneur en tout temps » (Ph 4, 4). Avec notre bénédiction apostolique.

UN CHRETIEN DOIT ETRE FORT

Audience générale du 28 mai (1)

Nous nous rappelons tous que l'un des thèmes dont l'Année sainte a fait son programme, c'est le renouveau de la vie chrétienne. Or, pour imprimer à notre vie chrétienne ce renouveau, nous devons restaurer, en même temps que d'autres vertus et ressources de l'Esprit, la vertu de force, telle que la conçoit notre pédagogie morale.

Oui, la vertu de force. Peut-on concevoir un christianisme faible, un christianisme sans convictions fermes, agnostique, indifférent, inconstant, opportuniste, lâche, timide, apeuré, manœuvré par le respect humain ? Serait-il authentique et nouveau le christianisme qui, dans le milieu où il vit, serait pratiquement disposé à tous les conformismes, soucieux avant tout d'éviter les ennuis, les critiques, l'ironie, manifestement désireux de profiter de toutes les occasions pour faire belle figure, chercher ses

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* des 30-31 mai 1975. Traduction et titre de la DC.

avantages, fuir les inconvénients et faire carrière ?

Aurait-on oublié la vieille formation au caractère personnel, au courage moral, à la cohérence sociale, au sens du devoir et de la responsabilité ?

Ne l'oublions pas : un chrétien, et un catholique spécialement, doit être fort, spirituellement et moralement fort. Un disciple du Christ ne doit pas avoir peur. Il sent qu'il vit dans l'atmosphère d'une providence qui fait servir au bien même les choses qui lui sont contraires, lesquelles peuvent aussi coopérer à notre bien si nous aimons Dieu (Rm 8, 28). Le devoir qu'il a de porter témoignage lui interdit d'être timide ou opportuniste, et lui suggère au moment voulu ce qu'il doit faire et dire, et cela à partir d'une source intérieure dont peut-être il ignorait l'existence avant l'épreuve. Quand bien même vous auriez à faire à des adversaires plus forts que vous, souvenez-vous de ce qui est dit dans l'Évangile : « Ne vous inquiétez pas de savoir comment parler ou que dire : ce que vous aurez à dire vous sera donné à cette heure-là, car ce n'est pas vous qui parlerez, c'est l'Esprit de votre Père qui parlera en vous. » (Mt 10, 19-20.)

Il nous faut ici résoudre un paradoxe : ne sommes-nous pas faibles de par notre nature même ? Oui, c'est vrai ; Jésus lui-même l'a dit à Gethsémani : « La chair (c'est-à-dire notre nature humaine) est faible », mais il a dit en même temps que « l'Esprit est plein d'ardeur » (Mt 26, 41). Et saint Paul a dit que lorsque, avec humilité et réalisme, nous reconnaissons nos difficultés, c'est alors précisément que nous sommes forts, parce que le Seigneur lui avait dit intérieurement : « Ma grâce te suffit : ma puissance donne toute sa force dans la faiblesse. » (2 Co 12, 9.) C'est ainsi que, dans le christianisme, faiblesse et force peuvent être complémentaires (cf. pour citer un auteur ancien : ORIGÈNE, *Exhortation au martyr* ; et un moderne : G. BERNANOS, *le Dialogue des Carmélites*).

Nous devons donner une tonalité de courage à notre vie chrétienne, privée et publique, sinon nous deviendrions insignifiants sur le plan spirituel, et peut-être complices d'un effondrement général. Ne cherchons-nous pas indûment, dans notre liberté personnelle, un prétexte pour nous laisser imposer par d'autres le joug d'opinions inadmissibles ? « Est libre ce qui est à soi-même sa propre cause » (S. Th., *Metaph.* 11, 9) ; « Seuls sont libres les êtres qui se meuvent par eux-mêmes », nous dit encore saint Thomas (*Contra G.* 11, 48). La seule chose qui nous lie intérieurement d'une façon légitime, c'est la vérité, laquelle « fera de nous des hommes libres », nous a dit Notre-Seigneur (cf. Jn 8, 32).

La tendance actuelle à supprimer tout effort moral et personnel (sauf sur le plan sportif, ce qui est bien, mais insuffisant) ne prélude donc pas à un authentique progrès véritablement humain. La croix est toujours dressée devant nous. Elle nous appelle à la vigueur morale, à la force d'esprit, au sacrifice (Jn 12, 25) qui nous rend semblables au Christ et peut nous sauver, nous et le monde. Avec notre bénédiction apostolique.

LE CENTENAIRE DE MIGNE

A l'occasion du centenaire de la mort de l'abbé Jacques-Paul Migne (1800-1875) s'est tenue au Centre culturel de Chantilly, du 17 au 19 mai 1975, une Table ronde sur la transmission des textes de l'Antiquité chrétienne (1). A l'ouverture des travaux, le cardinal Pellegrino, archevêque de Turin, qui présidait la Table ronde, a donné lecture de la lettre ci-après que lui a adressée Paul VI à cette occasion (2).

MONSIEUR LE CARDINAL,

Nous avons pris connaissance avec la plus vive satisfaction du programme des célébrations prévues pour le centenaire de la mort de l'abbé Jacques-Paul Migne, et notamment de la Table ronde internationale organisée par le Comité international que vous présidez, qui aura lieu tout prochainement à Chantilly sous le patronage de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il était bien juste que fût solennellement célébré le souvenir de ce prêtre insigne, dont la courageuse entreprise d'édition a rendu et continue à rendre de si grands services à l'Eglise universelle. De grand cœur, nous nous associons à cette commémoration et félicitons ceux qui ont eu l'initiative et assumé l'organisation.

La « Bibliothèque universelle du clergé »

En publiant la « Bibliothèque universelle du clergé », l'abbé Migne se proposait de rassembler toutes les œuvres d'exégèse, de théologie, de patristique, d'éloquence sacrée et de spiritualité, éparses dans diverses éditions particulières, difficilement accessibles et par surcroît trop coûteuses pour des bourses moyennes.

Il était persuadé que le renouvellement religieux — que, comme prêtre, il avait souverainement à cœur — commence par l'illumination des esprits, et que celle-ci suppose, à son tour, qu'on puisse disposer,

(1) Nous lisons dans le compte rendu de la Table ronde, rédigé par A. HAMMAN, auteur du livre : Jacques-Paul Migne. Le retour aux Pères de l'Eglise (Beauchesne) :

[...] Cl. SAVART, maître assistant à Paris, situe l'œuvre de l'éditeur dans son contexte culturel et historique. Les professeurs GRIBOMONT et CAMPANA, de Rome ; RICHARD, de Paris ; DIAZ y DIAZ, de Compostelle ; BIELER, de Dublin, dégagent la géographie et les itinéraires des manuscrits latins et grecs, de l'Antiquité à la Renaissance. M. PETITMENGIN et B. NEVEU analysent à leur tour l'histoire des premières éditions de Bâle, de Paris, de Rome, jusqu'au XVIII^e siècle. Un jeune chercheur autrichien, de Vienne, donne à l'assemblée les primeurs d'une découverte exceptionnelle : dans un manuscrit du XV^e siècle, vingt-neuf lettres absolument inconnues de saint Augustin, qui paraîtront l'an prochain, pour la première fois, dans le Corpus de Vienne...

Parmi les projets nouveaux, on annonce l'édition, depuis longtemps souhaitée, des versions latines anciennes des Pères grecs...

Les actes de la Table ronde, réunie à Chantilly, avec le concours du C.N.R.S., seront publiés dans un numéro spécial de la revue internationale *Sacris erudiri*.

(2) Texte français original. Sous-titres de la DG.

facilement et en abondance, d'œuvres de saine et profonde doctrine. Il voulut donc, avec une remarquable intuition, et sans se laisser arrêter par d'innombrables difficultés — y compris le terrible incendie qui, le 12 février 1868, réduisit en cendres son imprimerie du Petit-Montrouge, — mettre à la disposition et à la portée de tous, et surtout du clergé et des laïcs cultivés, les trésors de la doctrine ecclésiastique ancienne et moderne. Et il réussit, par sa ténacité, à mener à bien une partie considérable de son immense programme.

On vit sortir de sa typographie, avec une prodigieuse rapidité et à des prix abordables pour toutes les bourses, des centaines et des centaines de volumes : le « cours complet » des traités d'exégèse et de théologie, la collection intégrale et universelle des orateurs sacrés, une encyclopédie théologique, les œuvres complètes de sainte Thérèse d'Avila, du cardinal de Bérulle, de saint François de Sales, de Bossuet, de Fénelon, pour ne mentionner que celles-là.

Les patrologies latine et grecque

Mais de toutes ces collections, les deux plus célèbres, les plus universellement connues et consultées, restent sans contredit la **Patrologie latine**, en 222 volumes, et la **Patrologie grecque**, avec traduction latine, en 161 volumes. L'ampleur de cette publication dépassait de loin toutes les collections précédentes, et, débordant les limites de l'ère patristique, arrivait, pour la première collection jusqu'à notre prédécesseur Innocent III, et pour la seconde jusqu'au Concile de Florence.

L'infatigable éditeur montrait ainsi, par l'éloquence des faits, que pour un chrétien l'illumination de l'esprit passe par la Tradition, et que la connaissance de la Tradition passe par l'étude des Pères de l'Eglise. Son exemple avait et a encore valeur prophétique.

La nécessité d'étudier les Pères de l'Eglise

De fait, l'Eglise, dans sa fonction de « colonne et soutien de la vérité » (1^{er} Tm 3, 15), s'est toujours référée à l'enseignement des Pères, considérant leur accord comme une règle d'interprétation de la Sainte Ecriture. Saint Augustin avait de son temps formulé cette règle (cf. **De baptismo** 4, 24, 31 ; Migne P. L. 43, 174) et l'avait appliquée (cf. **Contra Julianum** 2, 10, 33 ; Migne P. L. 44, 697). Vincent de Lérins, à son tour, l'avait longuement exposée dans son **Commonitorium Primum** (Migne P. L. 50, 637-673). Elle fut reprise et solennellement proclamée par le Concile de Trente (**Concilium Trident.**, ed. Goerresiana, V [Acta II], 91 sq.) et par le premier Concile du Vatican (**Collectio Lacensis** 7, 251).

Le récent second Concile du Vatican s'est fait, si l'on peut dire, plus insistant encore sur ce point. Car après avoir affirmé que « l'enseignement des Pères atteste la présence vivante de la Tradition, dont les richesses passent dans la pratique et dans la vie de l'Eglise qui croit et qui prie » (**Dei verbum** n. 8), il a recommandé l'étude des Pères « pour une intelligence toujours plus profonde des Saintes Ecritures » (**Dei verbum** n. 23), pour l'enseignement « de la théologie, qui doit montrer aux étudiants « l'apport des Pères d'Orient et d'Occident à la transmission et à l'approfondissement fidèles de chacune des vérités révélées » (**Optatam totius** n. 16) pour une solide science sacerdotale (**Presbyterorum ordinis** n. 19), pour l'enrichissement de la prière officielle de l'Eglise (**Sacrosanctum Concilium** n. 92 b) et pour la recherche théologique dans les terres de mission (**Ad gentes** n. 22).

L'étude des Pères, d'une grande utilité pour tous, apparaît d'une impérieuse nécessité pour ceux qui ont à cœur le renouvellement théologique, pastoral et spirituel promu par le récent Concile, et qui veulent y coopérer. Après les apôtres, l'Eglise a grandi, comme le dit saint Augustin, grâce aux Pères, qui la plantèrent, l'irriguèrent, l'édifièrent, la nourrirent (**Contra Julianum** 2, 10, 37 ; P. L. 44, 700). Elle continuera à croître en bénéficiant de leurs richesses. Celles-ci sont d'une grande variété, mais elles comportent des propriétés constantes, qui sont précisément à la base de tout renouvellement authentique dans l'ordre spirituel et théologique : l'attachement inébranlable à la foi, le désir ardent de scruter le mystère du Christ, le sens profond de la Tradition, l'amour sans borne pour l'Eglise. Ces sentiments, qui animent les Pères de l'Eglise, étaient aussi ceux de l'abbé Migne.

Un précurseur génial dans la diffusion des textes patristiques

Pour porter un jugement équitable sur ce grand serviteur de l'Eglise, il faut bien comprendre le caractère spécifique de son œuvre. Le but qu'il se proposait était de transmettre le patrimoine patristique dans l'état où il le trouvait de son temps. On ne saurait donc lui reprocher de n'avoir pas préparé des éditions scientifiquement irréprochables. Ce n'était pas son but. Il recueillait les meilleures éditions alors existantes et se contentait de les publier à nouveau, aidé dans son choix par un collaborateur de haute compétence, le futur cardinal Pitra.

Mais par le seul fait de rassembler en un **corpus** les écrits des Pères et des écrivains ecclésiastiques, Migne a grandement favorisé l'étude scientifique et les entreprises ardues d'éditions critiques postérieures. Aussi la Table ronde de Chantilly, en mettant à son programme le problème de la transmission et de l'édition des textes patristiques, rend-elle par là même un hommage indirect au magnanime éditeur qui a tant contribué à préparer ces possibilités de travail scientifique.

Nous voudrions saisir cette occasion pour encourager très vivement ceux qui, au prix d'un labeur souvent austère, préparent aujourd'hui ces éditions critiques et utilisent sagement le progrès des sciences pour arriver à une connaissance toujours plus exacte des textes. Ils rendent par là un signalé service à l'Eglise.

Ces encouragements, nous tenons à les étendre à tous ceux qui se consacrent à une œuvre non moins utile : celle de la diffusion des textes patristiques. Avec les heureux progrès de la culture, un nombre croissant de chrétiens manifestent aujourd'hui le désir de connaître directement les sources et sont grandement reconnaissants à ceux qui leur fournissent, dans des éditions accessibles à tous, ces trésors de foi et de doctrine de la grande Tradition catholique.

Migne fut en ce domaine, qui était proprement le sien, un précurseur vraiment génial, et ceux qui, par la divulgation des textes patristiques, marchent dans les voies qu'il a ouvertes, méritent, eux aussi, à un titre très spécial, la reconnaissance de l'Eglise. La collaboration si féconde de l'abbé Migne et du futur cardinal Pitra peut en outre servir de modèle à la concertation si désirable entre éditeurs et érudits.

On ne saurait oublier enfin qu'un des plus grands mérites de Migne a été son souci d'englober dans son immense entreprise les témoins de la tradition des Eglises orientales et de les mettre, grâce à une

traduction latine, à la portée du plus grand nombre de ses lecteurs. Là encore, il se montrait précurseur et annonçait déjà cet œcuménisme positif et constructeur pour lequel on remarque aujourd'hui tant de sensibilité dans l'Eglise, surtout depuis le second Concile du Vatican. Nous aimons à faire remonter à l'abbé Migne une part du mérite de ce climat nouveau dans les relations avec nos frères séparés d'Orient, heureuse évolution qu'atteste d'ailleurs éloquentement

leur empressement à s'associer à ces fêtes centennaires.

En appelant les meilleures grâces sur tous ceux qui participent à la Table ronde internationale de Chantilly, et en témoignage du vif intérêt que nous portons à leurs travaux, nous leur envoyons à tous, et d'abord à Votre Eminence, une large Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 10 mai 1975.

PAULUS P. P. VI.

CONTESTATION ET RENOUVELLEMENT DES INSTITUTIONS

Lettre pontificale à la Session de rencontres et de confrontations des Semaines sociales de France (Versailles, 8-11 mai 1975) (1)

MONSIEUR LE PRÉSIDENT (2),

Les Semaines sociales de France, dont le Saint-Siège a toujours suivi avec un grand intérêt le déroulement, se sont engagées depuis 1973, sous votre impulsion, dans un nouvel effort pédagogique qui mérite d'être encouragé : elles veulent fournir une instance de réflexion et de formation adaptée aux besoins actuels de la société. Le Saint-Père a pris connaissance du résultat des travaux de décembre 1973 et de novembre 1974 ; à la veille de la « Session de Rencontres et de Confrontations » qui doit avoir lieu à Versailles, avec un public élargi, il m'a chargé d'assurer les participants de sa confiance, en leur exprimant les quelques réflexions que lui suggère le programme « Contestation et renouvellement des institutions ».

Le thème est évidemment d'une actualité brûlante, pour la société civile comme pour l'Eglise. A maintes reprises, le Pape lui-même revient sur le rôle des institutions, la crise qu'elles traversent, la contradiction dont elles sont l'objet. La mise en valeur de l'enseignement social de l'Eglise — qui a toujours été votre visée — ne saurait éviter cette étude préalable. Face au raidissement conservateur des uns et à leur crainte de toute remise en question, devant l'indifférence ou le mépris des autres pour les institutions, au-delà des témoignages de critique systématique qui peuvent surgir dans une première étape d'investigations et d'échanges, votre mérite sera d'essayer de jeter un regard objectif sur le fonctionnement réel des institutions les plus typiques, de mettre en lumière leur raison d'être, leurs valeurs ou leurs limites, et surtout de dégager les lignes d'une « pratique institutionnelle » leur permettant de surmonter les lourdeurs, blocages ou conflits qui les entravent dans l'accomplissement de leur rôle.

Le refus de l'institution

Vous aurez certainement l'occasion d'approfondir le pourquoi de l'institution, en même temps que ses caractéristiques essentielles. Il

est vrai que l'on enregistre souvent aujourd'hui, au moins apparemment, un refus de l'institution. Que signifie-t-il ? Peut-être, chez certains, une revendication compréhensible d'épanouissement, de créativité et de liberté personnelles, dans un monde trop souvent marqué par le formalisme et la production en série ; peut-être encore le souci légitime de sauvegarder des relations interpersonnelles qui ne soient pas bloquées par les médiations, dans une société bureaucratique et complexe ; peut-être simplement la requête normale de participation et de responsabilité. Sur ce terrain, l'Eglise ne craint pas de réaffirmer que la personne humaine est bien « le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions » (*Gaudium et spes*, n. 25, § 1). Mais il importe tout autant de mettre en lumière l'interdépendance profonde entre l'essor de la personne et le développement de la société elle-même. Cette interdépendance n'a-t-elle pas toujours requis, dans l'histoire de l'humanité, des institutions stables, de droit public et privé, permettant de réaliser progressivement, avec une organisation et des moyens appropriés, une entreprise bénéfique aux participants, tout en dépassant le vouloir et la durée des individus ? Ce qui compte avant tout, c'est l'établissement d'une communion fraternelle entre les personnes — l'Eglise tient particulièrement à cette communion — mais il reste à bien voir comment, étant donné la nature de l'homme, être de relation, la communion requiert certaines structures pour exister, pour durer, pour s'élargir. Le refus des médiations mérite d'être analysé à la lumière de ces principes. Il sera sans doute instructif de comparer la contestation radicale au foisonnement souvent contradictoire des petites institutions. Il sera utile en tout cas de mettre à jour ce que peut receler, non seulement d'utopie, mais d'inconséquence et de subjectivisme exacerbé, le rejet de l'institution elle-même. Seule une authentique philosophie de la personne et de la société permet d'éviter cette impasse.

Les institutions qui correspondent à la nature intime de l'homme

On ne saurait d'ailleurs oublier que certaines institutions sont plus fondamentales que d'autres, et le Saint-Père tient spécialement à ce

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 9-10 mai 1975. Sous-titres de la DC.

Cette lettre est datée du 28 avril 1975.

(2) M. Alain BARRERE, président des Semaines sociales de France.

que les participants à la session de Versailles ne perdent pas de vue leur singularité. Un bon nombre d'institutions, en effet, naissent de l'initiative et du bon vouloir des hommes, pour une organisation plus efficace de leurs efforts ou une vie en commun plus épanouissante. Elles accroissent leur espace vital ; elles servent des valeurs plus ou moins importantes. Parfois, elles peuvent s'éteindre sans dommage lorsque leur fonction perd sa raison d'être, ou subir des réformes substantielles au gré de l'évolution et des besoins. Mais il en est qui ont une fonction déterminante pour faire accéder les individus à la conscience personnelle, à la liberté. L'Eglise constitue évidemment, dans son ordre, une telle institution qui méritera une réflexion à part. Qu'il suffise d'envisager ici le cas de la famille, qui inclut l'institution matrimoniale ; le cas de la communauté politique, qui ordonne et gère les modalités de la vie sociale. De telles institutions correspondent plus immédiatement à la nature intime de l'homme (*Gaudium et spes*, n. 25, § 2). C'est en elles et par elles que s'éveille et se forme la personnalité ; en ce sens, elles précèdent la personne. Elles s'inscrivent évidemment dans l'histoire et revêtent des formes concrètes qu'affectent l'évolution des mœurs et le vieillissement de la société. Mais leur finalité et leurs exigences essentielles ne sauraient être remises en cause. Ce serait une voie sans issue que de considérer ces institutions d'un point de vue purement psychosociologique, dans leur contingence apparente, comme si l'analyse pouvait en abstraire les éléments et les étudier un à un, en prétendant les comprendre complètement sans référence au tout. Il importe bien plutôt de saisir qu'il s'agit là de formes englobantes de l'existence humaine, qui lui sont indispensables.

Dégager des pratiques permettant aux institutions de se renouveler dans le respect de leurs finalités

A Versailles, cette conviction sera sans nul doute celle des participants, qui s'attacheront davantage à cerner les conditions d'un fonctionnement valable et d'un renouvellement des diverses institutions, capables de leur faire surmonter la crise interne que beaucoup connaissent. Les principes en sont bien connus : toute institution est un service des hommes ; elle se justifie par sa finalité, qui doit demeurer précise et transparente ; elle s'inscrit dans des contextes changeants auxquels doit faire face la souplesse de son organisation ; elle se réalise par des hommes libres dont la participation responsable doit être suffisamment assurée, coordonnée, mais non étouffée par l'autorité. Selon ces axes, le mérite des Semaines sociales sera de dégager des pratiques institutionnelles permettant aux institutions de se renouveler, dans le respect de leur finalité. Une telle remise en question des moyens et de l'organisation n'est jamais terminée ; il est cependant opportun de se demander si une contestation permanente et un changement continu, même légitimes, correspondent vraiment à la psychologie humaine du grand nombre ou s'ils les désespèrent au-delà de ce qui est souhaitable.

Les conflits entre institutions

Vous vous pencherez aussi sur la contestation entre les institutions et sur les conflits qui naissent à ce niveau. Le Concile Vatican II, en notant la prolifération des associations et institutions, a voulu y voir les « nombreux avantages qui permettent d'affermir et d'accroître les qualités de la personne et de garantir ses droits » (*Gaudium et spes*, n. 25, § 2). Il ne s'agit pas pour autant d'une prolifération anarchique ; ces institutions ne constituent un progrès réel que si elles s'ouvrent au dialogue, au respect des compétences et à la hiérarchie des fins. Une certaine autonomie, une vraie responsabilité, dans le secteur qui leur est propre, doivent leur être assurées, selon le principe toujours valable de la subsidiarité que bien des Etats modernes ou des instances majeures ont malheureusement tendance à enfreindre, en voulant tout assumer par eux-mêmes. A l'inverse, aucune institution ne peut oublier non plus qu'elle inclut son service dans un bien commun plus vaste. « Plus le monde s'unifie et plus il est manifeste que les obligations de l'homme dépassent les groupes particuliers pour s'étendre peu à peu à l'univers entier. » (*Ibid.*, n. 30, § 2.) Que de difficultés viennent de ce que la solidarité n'est encore conçue et vécue qu'à l'intérieur d'une institution restreinte, sans efforts suffisants de compréhension et d'harmonie avec les intérêts des autres personnes ou institutions !

L'Eglise institution

Parmi les institutions fondamentales que vous étudiez, l'Eglise occupe une place à part, sur laquelle vous comprendrez que le Saint-Père attire spécialement votre attention. Certes, elle aussi présente une face humaine. Elle est insérée dans l'histoire, tout en préparant un au-delà de l'histoire ; elle est une société, tout en transcendant les diverses sociétés. Sous cet angle, elle ne saurait être à l'abri du jugement des hommes, de leur critique, de la mise en question des sciences humaines. Elle peut même tirer profit avec humilité de cette distance dénoncée entre ce qu'elle est et ce qu'elle devrait être. Elle souhaite seulement que ses propres fils la questionnent dans un esprit de foi, pour la servir, l'aimer, la faire aimer, comme une mère. Elle comporte des formes institutionnelles secondaires qui ont besoin d'être adaptées, renouvelées, pour correspondre de façon transparente au but qu'elle doit servir — *Ecclesia semper reformanda* — et permettre une communion plus effective, où chacun soit aimé, reconnu, participant selon son rôle. Elle peut le faire d'autant mieux que l'Esprit-Saint est en elle une source vivante de renouveau, et que ses responsables disposent, selon ce même Esprit, de la faculté de créer ou de reconnaître des institutions qu'appellent les besoins nouveaux.

Mais l'Eglise a reçu du Christ lui-même les caractéristiques essentielles de sa propre institution, avec une œuvre de salut à accomplir, les pouvoirs spirituels correspondants, un peuple structuré. En elle, l'autorité doctrinale du magistère, le sacerdoce ministériel, la présidence pastorale signifient bien autre chose que des fonctions sociales : ils sont le signe et le moyen de l'union intime avec Dieu (cf. *Lumen Gentium*,

LETTRE PONTIFICALE AU CONGRÈS DES APEL

Du 17 au 19 mai s'est tenu à Strasbourg le Congrès de l'Union nationale des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) sur le thème « La liberté d'enseignement en acte ». A cette occasion, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a envoyé la lettre ci-après, au nom du Saint-Père, à M. Yves O'Mahony, président de l'Union nationale des APEL (*):

Dal Vaticano, le 28 avril 1975

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Les fréquents encouragements de Sa Sainteté Paul VI à l'enseignement catholique sont l'écho fidèle et persévérant des positions du Concile Vatican II (cf. **Gravissimum Educationis Momentum**, n. 8 et 9). Appréciant cette fermeté et ce soutien du premier responsable de l'Eglise, vous avez récemment confié à son attention et à sa prière les travaux du Congrès de Strasbourg. Vous avez également souhaité qu'il fortifie encore de sa parole les nombreux participants et tous ceux qu'ils représentent. Sensible à votre démarche courtoise et à votre profonde confiance, le Saint-Père m'a chargé de vous remercier et de vous exprimer ainsi qu'aux chers congressistes son chaleureux appui.

La liberté de l'enseignement catholique

Au siècle dernier, et plus récemment encore, les catholiques de France durent militer pour la liberté de l'enseignement. Les tensions ont mis du temps à s'apaiser. Depuis une vingtaine d'années surtout, le pluralisme scolaire a fait son chemin dans les esprits. Chacun sait qu'il est fondé non point sur la supériorité de l'enseignement public sur l'enseignement privé, ou vice versa, mais sur la reconnaissance et le respect de différences légitimes et bienfaisantes, et donc sur le droit des parents à choisir l'éducation conforme à leur conscience. D'ailleurs, cette liberté de l'enseignement catholique, obtenant peu à peu les moyens de s'exercer, comme il est normal dans une véritable démocratie, n'est-elle pas, pour sa part, un remède aux dangers des monopoles, tout en servant le bien commun? Ceci étant, les écoles et les collèges catholiques ont utilisé leur espace vital reconnu, pour progresser dans l'approfondissement et l'usage de leurs libertés. C'est pourquoi, après les impulsions données par les Congrès de Lyon et d'Angers, les Journées de Strasbourg ont raison de faire le point sur la qualité de vie des « institutions libres ». Les films relatant des expériences de communauté éducative, de renouveau pédagogique, d'activités para-scolaires et d'animation spirituelle, pourront ouvrir des chemins de réflexion et de dialogue.

(*) Texte original. Sous-titres de la DC.

M. Henri Lefebvre a été élu, au cours du week-end du 27 avril 1975, président de l'Union nationale des APEL, pour succéder à M. O'Mahony, dont le mandat arrive à expiration au mois d'octobre (cf. DC 1975, n° 1677, p. 533.)

n. 1), de cette grâce que l'Eglise ne se donne pas à elle-même. Elle ne naît pas d'une réunion de fidèles se donnant un statut; elle a été, elle est convoquée par Jésus-Christ, dont elle se reçoit sans cesse. Elle demande à tous d'être reconnue selon cette finalité propre. Et elle fait appel au discernement et à la participation active de ses fils pour l'aider à se présenter effectivement « sans tache ni ride » (cf. Eph. 5, 27), comme un signe vivant de la charité du Sauveur dans l'humanité. C'est l'exhortation apostolique de Sa Sainteté du 8 décembre dernier qui doit donner le ton de l'accueil, des relations et de la correction fraternelle à l'intérieur de l'Eglise. Qui ne désirerait pour l'Eglise cette transparence et cette communion, afin que, sur ce point aussi, et compte tenu de sa nature spéciale, elle constitue un levain et un encouragement pour les autres institutions?

Telles sont les réflexions que le Saint-Père a voulu porter à la connaissance des Semaines sociales de France au moment où elles balisent un terrain difficile autour d'une question capitale. En priant l'Esprit de vérité et de charité d'accompagner leurs travaux, il envoie à tous les participants, en témoignage de sa sollicitude, sa Bénédiction apostolique.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon fidèle et cordial dévouement.

† J. Cardinal VILLOT.

— **Le Croyant devant la critique contemporaine**, par André DARTIGUES (coll. « Croire et comprendre »). — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 152 pages. Prix : 18 F. Editions du Centurion, Paris.

L'ouvrage nous met d'emblée devant les difficultés de croire aujourd'hui, non pas pour les nier ou les atténuer, mais, en les regardant bien en face, montrer la « fragilité » de la foi. C'est précisément dans cette fragilité que se manifeste la « puissance » de Dieu. La foi se révèle dès lors comme tout autre chose que l'aboutissement d'un raisonnement de l'homme et, en reconnaissant Dieu comme souverain auteur de la vie, elle se montre tout autant foi en Dieu que foi en l'homme. Restera toujours la grosse difficulté qu'elle est une approche du mystère de Dieu, grâce à la Révélation, mais qu'elle ne le supprime pas.

— **Le Christ, libération du monde d'aujourd'hui**, par Charles MASSABKI. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 289 pages. Editions Fayard, Paris.

L'expression si en vogue de « théologie de la libération » s'entend bien souvent au niveau surtout politique. L'auteur, bénédictin de la rue de la Source, à Paris, et d'origine libanaise, donne au mot libération une tout autre ampleur. Son propos est de montrer que la libération est avant tout et essentiellement d'ordre spirituel. D'où les titres des différents chapitres : Libération de la mort spirituelle, de la personne humaine, de l'amour, de la mort physique, des valeurs temporelles, etc. C'est donc à une libération intégrale que le Christ nous convie. Un livre d'une belle venue, qui ne se contente pas de donner un habillage nouveau à de vieux concepts, mais reprend à frais nouveaux, et en profondeur, le message chrétien.

— **Les Grandes Heures des îles de Lérins**, par Jean-Jacques ANTIER. — Un vol. relié 13,5 × 20,5 cm de 374 pages avec de nombreuses illustrations et cartes. Librairie académique Perrin, Paris.

Ce sont des pages d'histoire civile, militaire et surtout religieuse, depuis le temps des trirèmes romaines jusqu'à nos jours, où le pittoresque ne fait pas défaut. Lérins est surtout depuis le V^e siècle un haut lieu de la vie monastique et s'y reflète toute la vie de la France. L'auteur a fouillé toutes les archives et les documents les plus anciens pour retracer cette vie au cours des siècles, y comprises les détentions célèbres du Masque de fer et de Bazaine. Les illustrations, les cartes et les plans des différentes époques ajoutent à la clarté du récit et une ample bibliographie complète cette intéressante histoire. Un livre à retenir.

Les écoles privées peuvent témoigner qu'elles assurent un service public

Depuis quelques années, professeurs et élèves, parents et aumôniers ont multiplié les rencontres d'amitié et de réflexion. Que de soirées et même de journées entières sont généreusement données par les uns et les autres pour se connaître et collaborer toujours davantage ! C'est même leur devoir, le cas échéant, de favoriser loyalement la mise en commun des forces et des moyens éducatifs entre les institutions d'une même cité. Le Saint-Père est informé de tout cela et vous encourage vivement à poursuivre cette route exigeante et féconde. Les tensions qui découlent naturellement de la diversité des âges, des caractères, des méthodes pédagogiques, des convictions sociales et politiques, ne sauraient vous impressionner outre mesure et vous faire perdre de vue le pourquoi de la liberté de l'enseignement. Ensemble, vous voulez rendre les institutions catholiques toujours plus formatrices de l'homme, d'un homme libre et responsable, capable de vivre au-dedans de lui-même jusqu'au dialogue intime avec Dieu, capable d'exister au milieu du monde jusqu'à s'engager pour les valeurs qui construisent toujours et partout la personne, la famille, la cité, la communauté internationale, dans la justice et la paix. Cette vision de l'homme, sans cesse inspirée de l'Evangile, n'est-elle pas le fond du projet éducatif que vous vous efforcez de vivre ensemble ? A bon droit, vous tenez à des structures autonomes de formation pour les maîtres chrétiens, appelés à s'imprégner de cette vision et à la proposer fidèlement aux jeunes, et aux jeunes de tous les milieux. Dans une société éprise d'efficacité et tentée de privilégier une élite, l'Eglise encourage très vivement les établissements catholiques à ouvrir leurs portes aux enfants de condition modeste, aux enfants retardés dans leurs études, aux handicapés physiques et mentaux, aux enfants de migrants. En vérité, les écoles privées peuvent heureusement témoigner qu'elles assurent elles aussi un service public !

Les nouvelles relations entre enseignants et élèves

Dans le domaine du renouveau pédagogique, des maîtres chrétiens ne sauraient oublier l'incomparable sagesse éducative de Jésus ni la riche tradition scolaire de l'Eglise. Il est légitime et profitable de penser à tous ceux qui ont su inventer une méthode d'enseignement et un style d'éducation répondant aux besoins de leur temps, tels saint Jean-Baptiste de la Salle et saint Jean Bosco. Il faut souhaiter que professeurs et élèves utilisent à fond les libertés de leurs maisons d'éducation pour imaginer et conduire à terme des expériences positives de travail scolaire et d'activités para-scolaires. Par là il faut entendre des expériences susceptibles de promouvoir la personnalité des différents partenaires, en leur communiquant peu à peu le secret de l'adaptation à un monde sans cesse mouvant, dans une rigoureuse fidélité aux valeurs essentielles. Adultes et jeunes y trouveront leur compte. Les enseignants, sans démissionner de leurs graves responsabilités, deviendront des conseillers, des orienteurs et, pourquoi pas ? des amis. Les élèves, sans rejeter systématiquement l'ordre et l'organisation absolument nécessaires à leur formation, deviendront des coresponsables, des coopérateurs et, en un certain sens, des coéducateurs. L'enjeu de ces nouvelles relations de travail est

considérable : construire un monde où les jeunes auraient envie de devenir adultes en regardant ce que les adultes acceptent d'être près d'eux, et peut-être par eux : des hommes qui cherchent à servir au mieux leur milieu et leur époque. En d'autres termes, une telle éducation consiste à aider les jeunes à épanouir leur jeunesse d'esprit et de cœur et les adultes à la conserver sans cesse.

L'éducation de la foi

Enfin le Saint-Père demande instamment aux professeurs et aux parents d'intensifier leur collaboration au ministère catéchétique et à l'animation spirituelle dont les aumôniers demeurent les premiers responsables. Insister uniquement sur les difficultés actuelles et réelles de l'éducation de la foi, qui demeure le spécifique des institutions catholiques, finit par décourager tout le monde. Certes, les mutations culturelles engendrent chez certains une crise profonde : c'est non seulement le langage, c'est le contenu de la foi qui est mis en question. Mais pourquoi douter des jeunes ? Sans pouvoir ou sans vouloir l'exprimer toujours, ils cherchent quelque chose d'autre que le relatif et le contingent. N'est-ce pas le signe qu'ils ont faim et soif de Dieu ? Par exemple les jeunes qui viennent à Rome à l'occasion de l'Année sainte se montrent enthousiastes de leur expérience concrète de l'Eglise universelle et aussi de leur rencontre avec le Pape.

Il demeure que beaucoup d'adolescents, même dans les institutions catholiques devenues en ce sens missionnaires, ressemblent davantage aux catéchumènes des premiers siècles qu'aux chrétiens d'il y a cinquante ans. Et c'est pourquoi de nombreux éducateurs de la foi se soucient de donner une tournure catéchuménale aux rencontres de réflexion qu'ils ont avec les jeunes. Ils font très attention au langage, aux méthodes, à l'apport des sciences humaines et aux étapes d'une adhésion libre. Le Saint-Père souhaite que ces moyens, importants assurément, ne submergent jamais la finalité même de la catéchèse qui est conversion personnelle à Jésus-Christ, en Eglise. Le renouveau catéchétique, alimenté à la théologie contemporaine et marqué par les sciences psychosociologiques, a besoin plus que jamais d'être complété par un retour aux sources de vie spirituelle : expériences de prière, partage de la parole de Dieu, digne célébration des sacrements, week-end spirituels, séjours près des contemplatifs, etc. D'ailleurs, les jeunes eux-mêmes reprennent les chemins du contact avec Dieu. Pour l'Eglise de demain, c'est un signe d'espérance.

Tels sont les sentiments, les encouragements et les souhaits que le Saint-Père avait à cœur d'exprimer aux congressistes de Strasbourg et à tous ceux qui animent ou reçoivent la formation humaine et chrétienne, dispensée dans les écoles catholiques de France. Sa Sainteté redit à tous son estime, sa confiance, et les bénit au nom du Seigneur.

Formant moi-même des vœux cordiaux pour la pleine réussite du présent Congrès, je suis heureux, cher Monsieur le Président, de vous renouveler l'assurance de mon fidèle dévouement.

† Jean cardinal VILLOT.

L'EGLISE ET LE RENOUVEAU CHARISMATIQUE CATHOLIQUE

ALLOCUTION DE PAUL VI AU CONGRÈS INTERNATIONAL DU RENOUVEAU CHARISMATIQUE CATHOLIQUE

Le lundi de Pentecôte, 19 mai, les dix mille participants au III^e Congrès international du renouveau charismatique catholique, qui s'étaient réunis à Rome du 16 au 19 mai, ont participé, dans la basilique Saint-Pierre, à une messe concélébrée en latin, sous la présidence du cardinal Suenens, par douze évêques et plusieurs centaines de prêtres. Après cette messe, Paul VI est venu dans la basilique et leur a adressé l'allocution ci-après (1) :

Vous avez choisi en cette Année sainte la ville de Rome pour célébrer votre III^e Congrès international, chers fils et chères filles ; vous nous avez demandé de vous rencontrer aujourd'hui et de vous adresser la parole ; vous avez voulu montrer par là votre attachement à l'Eglise instituée par Jésus-Christ et à tout ce que représente pour vous ce Siègne de Pierre. Ce souci de bien vous situer dans l'Eglise est un signe authen-

tique de l'action de l'Esprit-Saint. Car Dieu s'est fait homme en Jésus-Christ, dont l'Eglise est le Corps mystique, et c'est en elle que l'Esprit du Christ fut communiqué au jour de la Pentecôte, quand il descendit sur les apôtres réunis dans « la chambre haute », « assidus à la prière », « autour de Marie, mère de Jésus » (cf. Ac 1, 13-14).

Le renouveau spirituel, une chance pour l'Eglise et pour le monde

Nous le disions en octobre dernier devant quelques-uns d'entre vous, l'Eglise et le monde ont besoin plus que jamais que « le prodige de la Pentecôte se poursuive dans l'histoire » (*l'Oss. Rom.*, 17 octobre 1974) (2). En effet, grisé par ses conquêtes, l'homme moderne a fini par s'imaginer que, selon les expressions du dernier Concile, « il est à lui-même sa propre fin, le seul artisan et demiurge de sa propre histoire »

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 19-20 mai 1975. Sous-titres de la DC.

François BERNARD, envoyé spécial permanent, écrit dans la Croix du 21 mai :

[...] On a retrouvé au cours de cette messe la même alliance heureuse entre l'ancien et le nouveau, dans le cadre d'une liturgie respectueuse de toutes les règles. L'assemblée a exprimé sa joie et sa prière aussi bien par les rythmes et les mélodies modernes que par des chants latins classiques : le *Veni Creator*, l'*Adoro te devote*, ou bien, en guise d'acclamation après la consécration, le *Venite adoremus* tiré du chant de Noël *Adeste fideles*, très populaire dans les pays anglo-saxons.

Quelques « messages prophétiques » annonçant des temps de labeur et d'épreuve ont été délivrés au moment de la liturgie de la parole. Au moment de la communion, la « glossolalie » s'est élevée par deux fois, provoquée et soutenue par les instruments du petit orchestre, et même à un certain moment par l'orgue de la basilique, qui certainement n'avait encore jamais résonné dans de telles conditions.

Après la messe, l'assemblée a longuement attendu le Pape en priant et en chantant. Elle l'a accueilli avec un enthousiasme réchauffé encore par la façon dont Paul VI a l'habitude d'ouvrir les bras et de les tendre vers les foules [...].

Paul VI, après avoir lu le texte qu'il avait préparé, a souhaité que le mouvement serve à redonner « une spiritualité, une âme, une pensée religieuse, qu'il rajeunisse le monde, rouvre à la prière ses lèvres fermées, les ouvre au chant, à la joie, à l'hymne, au témoignage ».

Après le départ du Pape, les « charismatiques » ont lentement quitté la basilique. L'orchestre, avec toute la puissance des haut-parleurs, lançait des chants bien rythmés, et de nombreux groupes ont dansé sans contrainte sur le majestueux pavement.

Retour à l'atmosphère des premiers siècles de l'Eglise ? Explosion de romantisme spirituel ? Affirmation symbolique d'une révolution culturelle ? Les impressions se bousculaient dans l'esprit de celui qui devait être là en observateur. Il s'est passé quelque chose ce lundi matin à Saint-Pierre. Le mouvement vient à peine de naître et sa manifestation à Rome, au cœur de cette Année sainte, est à coup sûr étonnante. L'avenir devrait permettre de mieux discerner où il va, et de mesurer son impact sur la vie des communautés ecclésiales et leur dynamisme au milieu du monde.

L'Agence Kipa (22 mai) rapporte, entre autres, ces deux réactions critiques de milieux romains opposés, après le Congrès des charismatiques :

Dom Giovanni FRANZONI, ex-abbé bénédictin de Saint-Paul-hors-les-Murs, accuse les charismatiques de « faire faire à l'Eglise un très dangereux saut en arrière » [...] « Rejeter aujourd'hui l'engagement dans la vie politique, se réfugier dans un spiritualisme vide, c'est la fin du catholicisme », a-t-il affirmé.

Le cardinal Alfredo OTTAVIANI (ancien préfet du Saint-Office) voit le risque d'une « fracture » provoquée par le « spiritualisme agressif des néo-pentecôtistes » qui divisera l'Eglise entre catholiques ordinaires et catholiques charismatiques.

(2) DC 1975, n° 1663, p. 903 (NDLR).

(*Gaudium et spes*, 20, 1). Hélas ! chez combien de ceux-là mêmes qui continuent, par tradition, à professer son existence, et, par devoir, à lui rendre un culte, Dieu n'est-il pas devenu un étranger dans leur vie ?

Rien n'est plus nécessaire à un tel monde, de plus en plus sécularisé, que le témoignage de ce « renouveau spirituel », que nous voyons le Saint-Esprit susciter aujourd'hui dans les régions et les milieux les plus divers. Les manifestations en sont variées : communion profonde des âmes, contact intime avec Dieu dans la fidélité aux engagements pris lors du baptême, dans une prière souvent communautaire, où chacun, s'exprimant librement, aide, soutient, nourrit la prière des autres, et, à la base de tout, une conviction personnelle qui n'a pas sa source uniquement dans un enseignement reçu par la foi, mais aussi dans une certaine expérience vécue, à savoir que, sans Dieu, l'homme ne peut rien, qu'avec lui, par contre, tout devient possible : d'où ce besoin de le louer, de le remercier, de célébrer les merveilles qu'il opère partout autour de nous et en nous. L'existence humaine retrouve sa relation à Dieu, ce qu'on appelle la « dimension verticale », sans laquelle l'homme est irrémédiablement mutilé. Non certes que cette recherche de Dieu apparaisse comme une volonté de conquête ou de possession ; elle veut être pur accueil de Celui qui nous aime et librement se donne à nous, désirant, parce qu'il nous aime, nous communiquer une vie que nous avons à recevoir gratuitement de lui, mais non pas sans humble fidélité de notre part. Et cette fidélité doit savoir unir l'action à la foi selon l'enseignement de saint Jacques : « De même que le corps sans âme est mort, la foi sans les œuvres est morte. » (Jc 2, 26.)

Comment alors ce « renouveau spirituel » ne pourrait-il pas être une « chance » pour l'Eglise et pour le monde ? Et comment, en ce cas, ne pas prendre tous les moyens pour qu'il le demeure ?

Trois principes pour opérer le discernement indispensable

Ces moyens, chers fils et chères filles, le Saint-Esprit voudra bien vous les indiquer, selon la sagesse de ceux qu'il a lui-même « établis gardiens pour paître l'Eglise de Dieu » (Ac 20, 28). Car c'est le Saint-Esprit qui a inspiré à saint Paul certaines directives fort précises, que nous nous contenterons de vous rappeler. Y être fidèles sera pour vous la meilleure des garanties pour l'avenir.

Vous savez le grand cas que l'Apôtre faisait des « dons spirituels » : « N'éteignez pas l'Esprit », écrivait-il aux Thessaloniens (1 Th 5, 19), tout en ajoutant aussitôt : « Vérifiez tout, retenez ce qui est bon. » (*Ibid.*, 5, 21.) Il estimait donc qu'un discernement était toujours nécessaire, et il en confiait le contrôle à ceux qu'il avait mis à la tête de la communauté (*ibid.*, 5, 12). Avec les Corinthiens, quelques années plus tard, il entre dans plus de détails : il leur signale notamment trois principes à la lumière desquels ils pourront plus aisément pratiquer ce discernement indispensable.

Le premier, par quoi il commence son exposé, est la fidélité à la doctrine authentique de la foi (1 Co 12, 1-3). Ce qui la contredirait ne saurait provenir du Saint-Esprit : celui qui distribue ses dons est le même qui a inspiré l'Ecriture et qui assiste le Magistère vivant de l'Eglise auquel, selon la foi catholique, le Christ a confié l'interprétation authentique de cette Ecriture (cf. *Constitution Dei Verbum*, n. 10). C'est bien pourquoi vous éprouvez le besoin d'une formation doctrinale toujours plus approfondie : biblique, spirituelle, théologique. Seule une telle formation, dont l'authenticité doit être garantie par la hiérarchie, vous préservera de déviations toujours possibles et vous donnera la certitude et la joie d'avoir servi la cause de l'Evangile « sans frapper dans le vide » (1 Co 9, 26).

Gratitude

Deuxième principe. Tous les dons spirituels sont à recevoir avec gratitude ; et vous savez que l'énumération est longue (1 Co 12, 4-10, 28-30), sans d'ailleurs prétendre être complète (cf. Rm 12, 6-8 ; Ep 6, 11). Toutefois, accordés « en vue du bien commun » (1 Co 12, 7), ils ne le procurent pas tous au même degré. Aussi les Corinthiens doivent-ils « ambitionner les dons supérieurs » (*ibid.*, 12, 31) les plus utiles à la communauté (cf. *ibid.*, 14, 1-5).

Amour

Le troisième principe est, dans la pensée de l'Apôtre, le plus important. Il lui a suggéré une des pages les plus belles, sans doute, de toutes les littératures, à laquelle un traducteur récent a donné un titre évocateur : « Au-dessus de tout plane l'amour. » (E. OSTY.)

Si désirables que soient les dons spirituels — et ils le sont —, seul l'amour de charité, l'*agapè*, fait le chrétien parfait, seul il rend l'homme « agréable à Dieu », « *gratia gratum faciens* », diront les théologiens. C'est que cet amour ne suppose pas seulement un don de l'Esprit ; il implique la présence active de sa Personne au cœur du chrétien. Commentant ces versets, les Pères de l'Eglise l'expliquent à l'envi. Au dire de saint Fulgence, pour ne citer qu'un exemple, « le Saint-Esprit peut conférer toute espèce de dons sans être présent lui-même ; il prouve, en revanche, qu'il est présent par la grâce quand il accorde l'amour », « *se ipsum demonstrat per gratiam praesentem, quando tribuit caritatem* » (*Contra Fabianum*, Fragment 28 ; PL 65, 791). Présent dans l'âme, il lui communique, avec la grâce, la propre vie de la Très Sainte Trinité, l'amour même dont le Père aime le Fils dans l'Esprit (cf. Jn 17, 26), l'amour dont le Christ nous a aimés et dont à notre tour nous pouvons et devons aimer nos frères (cf. Jn 13, 34), « non seulement en paroles, avec la langue, mais en actes, véritablement » (1 Jn 3, 18).

Oui, l'arbre se juge à ses fruits, et saint Paul nous dit que « le fruit de l'Esprit, c'est l'amour » (Ga 5, 22), tel qu'il l'a décrit dans son hymne à l'amour. C'est à lui que sont ordonnés tous les dons que l'Esprit-Saint distribue à qui il veut, car c'est l'amour qui édifie (cf. 1 Co 8, 1), comme

c'est lui qui, après la Pentecôte, a fait des premiers chrétiens une communauté « assidue à la communion fraternelle » (Ac 2, 42), « tous n'ayant qu'un cœur et qu'une âme » (*ibid.*, 4, 32).

Soyez fidèles à ces directives du grand Apôtre. Et, selon l'enseignement du même Apôtre, soyez également fidèles à célébrer fréquemment et dignement l'Eucharistie (cf. 1 Co 11, 26-29). C'est la voie que le Seigneur a choisie pour que nous ayons sa vie en nous (cf. Jn 6, 53). De même encore, approchez-vous avec confiance du sacrement de la réconciliation. Ces sacrements expriment que la grâce nous vient de Dieu, par la médiation nécessaire de l'Eglise.

Chers fils et chères filles, avec le secours du Seigneur, forts de l'intercession de Marie, mère de l'Eglise, et en communion de foi, de charité et d'apostolat avec vos pasteurs, vous serez sûrs de ne pas vous tromper. Et vous contribuerez ainsi, pour votre part, au renouveau de l'Eglise.

Jésus est le Seigneur ! Alleluia !

Paul VI a poursuivi en espagnol (3) :

TRÈS CHERS FILS ET FILLES,

A l'occasion de votre III^e Congrès international, vous avez voulu venir ici pour manifester votre adhésion à l'Eglise et au Siège de Pierre. Ce désir de vous insérer dans l'Eglise est un signe authentique de l'action de l'Esprit qui est à l'œuvre dans cette Eglise, Corps mystique du Christ.

Tout le renouveau spirituel dont l'Eglise et le monde d'aujourd'hui ont besoin doit partir de cette solide base qu'est la communion ecclésiale, laquelle est communion d'esprit et d'intentions, dans une fidélité absolue à la doctrine de la foi. C'est à partir de là qu'il faudra rechercher les moyens permettant de rendre Dieu présent aux consciences ; présence qui doit se nourrir de valeurs surnaturelles plus intensément cultivées, du contact intime avec Dieu et de la prière. C'est ainsi que l'homme peut dépasser le plan purement humain pour se situer en vérité devant Dieu et devant les autres.

Collaborez de cette manière à construire l'Eglise.

Paul VI a terminé son discours en anglais :

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Nous sommes heureux de vous saluer dans l'amour de Jésus-Christ et de vous adresser en son nom quelques paroles d'encouragement et d'exhortation pour vos vies chrétiennes.

Vous vous êtes réunis ici à Rome sous le signe de l'Année sainte. En union avec toute l'Eglise, vous aspirez au renouveau — renouveau spirituel, authentique, catholique, dans l'Esprit-Saint. Nous sommes heureux de voir des signes de ce renouveau : amour de la prière, de la contemplation, de la louange de Dieu, réceptivité à la grâce de l'Esprit-Saint, lecture plus assidue

de l'Ecriture. Nous savons aussi que vous voulez ouvrir vos cœurs à la réconciliation avec Dieu et avec vos frères.

Pour nous tous, ce renouveau et cette réconciliation sont un développement de la grâce de l'adoption divine, de la grâce de notre baptême sacramentel, « en Jésus-Christ » et « en sa mort » (Rm 6, 3), pour que « nous menions une vie nouvelle » (Rm 6, 4).

Attachez toujours une grande importance à ce sacrement du baptême et aux exigences qu'il impose. Saint Paul est parfaitement clair : « Considérez que vous êtes morts au péché et vivants pour Dieu en Jésus-Christ. » (Rm 6, 11.) C'est l'immense exigence de l'authentique vie chrétienne sacramentelle, dans laquelle nous devons être nourris du corps et du sang du Christ, rénovés par le sacrement de pénitence, soutenus par la grâce de la confirmation et restaurés par la prière humble et persévérante. Il vous est demandé d'ouvrir vos cœurs à vos frères qui sont dans le besoin. Il n'y a pas de limites aux exigences de l'amour. Tous ceux qui, dans le monde ou tout près de vous, connaissent la pauvreté, le besoin, la tristesse et la souffrance, lancent leur cri vers vous, comme des frères et des sœurs du Christ. Ils vous demandent une preuve de votre amour, ils vous demandent la Parole de Dieu, ils vous demandent du pain, ils vous demandent la vie. Ils voudraient voir un reflet de l'amour du Christ pour son Père, pour ses frères, un reflet de cet amour qui se donne et se sacrifie.

Oui, chers fils et chères filles, la volonté de Jésus, c'est que le monde voie vos bonnes œuvres, la bonté de vos gestes, la preuve de vos vies chrétiennes, et qu'il glorifie le Père qui est dans les cieux (cf. Mt 5, 16). C'est cela le renouveau spirituel, et ce n'est que par le Saint-Esprit qu'il peut se réaliser. C'est pourquoi nous vous exhortons du fond du cœur à « aspirer aux dons les meilleurs » (1 Co 12, 31). C'est ce que nous avons dit hier en la fête de la Pentecôte : « Oui, c'est un jour de joie, mais aussi un jour de résolution et de détermination : ouvrons-nous à l'Esprit-Saint, écartons ce qui s'oppose à son action et, dans l'authenticité chrétienne de nos vies de tous les jours, proclamons que Jésus est Seigneur. »

— **Croire au vrai Dieu**, par Joseph THOMAS, S.J. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 186 pages. Editions du Centurion, Paris.

Il s'agit bien de la pureté de la foi qui ne peut être une croyance en un Dieu quelconque. La foi authentique est une conversion, mais non une caricature du vrai Dieu. Or, les faux dieux abondent dans notre société moderne et les mots **Dieu et homme** se chargent de malentendus. Ce livre du P. J. Thomas dégage l'essentiel de l'objet de la foi. « Dieu n'est pas extérieur ou supérieur à la vérité. Il est la vérité et c'est ainsi qu'il est la vérité de l'homme. » C'est donc une recherche constante qui nous maintient sur le chemin qui mène au vrai Dieu.

— **La Foi selon Jean de la Croix**, par Alain DELAYE. — Un vol. 17,5 x 22,5 cm, de 160 pages. Editions du Carmel, La Plesse, 49240 Avrillé.

Les mystiques ont-ils une expérience de la foi différente des autres fidèles et quelle idée en ont-ils ? Le sujet vaut la peine d'être abordé, surtout avec un des plus grands mystiques qu'ait connus l'Eglise. C'est cette expérience que cherche à retracer cet ouvrage en s'en tenant aux textes mêmes de saint Jean de la Croix pour « préciser leurs cadres et axes de pensée et dégager leur valeur de témoignage ». De semblables monographies sont utiles pour montrer les divers éclairages qui marquent la foi dans l'Eglise et en manifester ainsi l'essentiel.

(3) Traduction (du texte espagnol et du texte anglais qui suit) de la DC. D'après l'*Osservatore Romano* des 19-20 et 21 mai 1975.

L'ESPRIT-SAINT ET L'ÉGLISE

Exposé du cardinal Willebrands

Dans le cadre du rassemblement international du renouveau charismatique, (Rome 16-19 mai 1975), le cardinal Willebrands, président du Secrétariat romain pour l'Unité des chrétiens, a fait aux participants un exposé sur le thème de l'Esprit-Saint et de l'Eglise, en soulignant le lien essentiel entre les dons spirituels donnés à chacun, les sacrements et la communauté réunie autour de l'évêque ().*

CHERS FRÈRES ET SŒURS DANS LE CHRIST,

Nous sommes venus en pèlerinage à Rome, à l'occasion de l'Année sainte, visiter les tombeaux des apôtres Pierre et Paul, près de l'endroit où une basilique fut construite par l'empereur Constantin et sa mère Hélène en l'honneur du grand Apôtre des gentils, qui se donnait le nom d'« apôtre de Jésus-Christ » et s'appelait lui-même « serviteur de Jésus-Christ, mis à part pour l'Evangile de Dieu » (Rm 1, 1). Alors qu'il se rendait à Damas, « ne respirant que meurtres et menaces contre les disciples du Seigneur », une lumière venue du ciel l'enveloppa de son éclat. Tombant à terre, il entendit une voix qui lui disait : « Saul, Saul, pourquoi me persécuter ? — Qui es-tu, Seigneur ? demanda-t-il. — Je suis Jésus, c'est moi que tu persécutes. Mais relève-toi, entre dans la ville et on te dira ce que tu dois faire. » Saul se releva de terre, mais bien qu'il eût les yeux ouverts, il n'y voyait plus rien. Le Seigneur lui envoya un disciple qui habitait à Damas, Ananias. Celui-ci se rendit à la maison où Saul se tenait en prière. Il entra, lui imposa les mains et dit : « Saul, mon frère, c'est le Seigneur qui m'envoie — ce Jésus qui t'est apparu sur la route que tu suivais — afin que tu retrouves la vue et que tu sois rempli de l'Esprit-Saint. » Des sortes de membranes lui tombèrent aussitôt des yeux et il retrouva la vue... Quand il se fut alimenté, il reprit des forces. Il passa quelques jours avec les disciples de Damas et il ne tarda pas à proclamer dans les synagogues : « Jésus est le Fils de Dieu. » (Ac 9.)

La descente du Saint-Esprit le jour de la Pentecôte

Frères, j'ai pensé qu'il convenait en cette occasion de rappeler le récit de la conversion et de la vocation de saint Paul. Il contient de nombreux éléments importants, que l'on retrouve également dans les événements dont furent témoins tous les apôtres, réunis avec Marie, la mère de Jésus, et ses premiers disciples à Jérusalem, le jour de la Pentecôte. Ils « étaient assidus à la prière » (Ac 1, 14). « Quand le jour de

la Pentecôte arriva... survint tout à coup du ciel un bruit comme celui d'un violent coup de vent : la maison où ils se tenaient en fut toute remplie. Alors leur apparurent comme des langues de feu qui se partageaient et il s'en posa sur chacun d'eux. Ils furent remplis de l'Esprit-Saint et se mirent à parler d'autres langues, comme l'Esprit leur donnait de s'exprimer. » A la foule, déconcertée, émerveillée, composée de gens de toutes langues et nations, Pierre, qui était là avec les Onze, s'adressa en ces termes : « Jésus... exalté par la droite de Dieu, a reçu du Père l'Esprit-Saint promis et il l'a répandu, comme vous les voyez, et l'entendez. » (Ac 2.)

Ces événements de la Pentecôte étaient absolument nécessaires pour la fondation de l'Eglise et sa mission dans le monde. Après l'Ascension, les apôtres, et avec eux les disciples du Seigneur, ne pouvaient que prier et attendre. Les dernières paroles de Jésus rapportées par Luc avaient été : « Je vais envoyer sur vous ce que mon Père a promis. Pour vous, demeurez dans la ville jusqu'à ce que vous soyez, d'en haut, revêtus de puissance. » (Lc 24, 49.) Et dans les Actes des Apôtres, Luc donne une description semblable de la situation : « Au cours d'un repas avec eux, il leur commanda de ne pas quitter Jérusalem, mais d'y attendre la promesse du Père, celle, dit-il, que vous avez entendue de ma bouche. Jean a bien donné le baptême d'eau, mais vous, c'est dans l'Esprit-Saint que vous serez baptisés d'ici quelques jours. » (Ac 1, 4-5.)

Frères, vous avez entendu par le témoignage de l'Ecriture que l'Esprit a été répandu sur l'Eglise tout entière, a reposé sur chacun de ses membres individuellement, et que le message a été proclamé au monde par les apôtres, Pierre avec les Onze, Pierre étant leur porte-parole. Paul fut appelé et mis à part comme apôtre directement par le Christ, mais envoyé à la communauté de Damas pour recevoir l'Esprit et être baptisé. Plus tard, « il monta à Jérusalem pour faire la connaissance de Céphas et resta quinze jours auprès de lui » (Ga 1, 18). C'est la seule démarche importante que Paul révèle aux Eglises de Galatie. Il leur confirme avec force qu'il est « un apôtre, non de la part des hommes, ni par un homme, mais par Jésus-Christ et Dieu le Père » (Ga 1, 1).

Le lien indispensable entre l'Eglise et l'Esprit

Nous voyons ici le lien indispensable qui existe entre l'Esprit et l'Eglise, le caractère spécifique des dons ou charismes de l'Esprit pour chacun, et particulièrement le don spécifique, l'appel au ministère de l'apostolat, et les premières activités des deux hommes que la liturgie orientale appelle les coryphées, Pierre et Paul. Leurs tombeaux ornent la ville de Rome, ils sont la gloire de son Eglise et le cœur de notre pèlerinage.

A première vue, il peut paraître surprenant que, à une époque où l'Eglise est tellement critiquée, se soit réuni un Concile solennel de l'Eglise catholique, dont la principale préoccupation a

(*) Texte original anglais. Traduction et note de la DC.

été l'Eglise. Ce faisant, le II^e Concile du Vatican a donné raison à de nombreux théologiens des années vingt et trente, comme l'évêque luthérien allemand Dietzfelbinger qui voyait dans le xx^e siècle le siècle de l'Eglise, Romano Guardini, qui annonçait que l'Eglise s'éveillait dans l'âme des hommes, ou la poétesse Gertrud von Lefort qui composa des hymnes en l'honneur de l'Eglise. En proposant sa vision théologique de l'Eglise, le Concile a expliqué avec clarté et profondeur que c'est l'Esprit du Christ qui anime le Corps mystique. Dans la ligne même de la doctrine du Concile, nous avons expliqué plus haut que c'est seulement le jour de la Pentecôte que l'Eglise a commencé de vivre, que c'est alors qu'elle est apparue au monde comme le signe de la présence du Christ, bien plus comme le Christ lui-même, puisqu'elle est son Corps mystique. Le Concile enseigne : « Ressuscité des morts (cf. Rm 6, 9), il a envoyé sur ses apôtres son Esprit de vie et par lui a constitué son Corps, qui est l'Eglise, comme le sacrement universel du salut. » (*Lumen gentium*, 48.) Décrivant l'Eglise comme sacrement, le Concile a mis en relief la nature mystique de l'Eglise, et cela de la manière la plus claire : « En communiquant son Esprit à ses frères, qu'il rassemblait de toutes les nations, il a fait d'eux, mystiquement, comme son Corps. » (*Lumen gentium*, 7.) La conception que se fait le Concile des problèmes de l'ecclésiologie — l'Eglise décrite comme un mystère — est nouvelle dans la théologie occidentale contemporaine. Celle-ci, après le Concile de Trente et tout particulièrement dans l'œuvre de Bellarmin, avait vigoureusement développé l'aspect visible, social, de l'Eglise. Et c'est ainsi que plusieurs Pères du Concile s'opposèrent à l'idée de l'Eglise conçue comme un mystère. Le sens du mystère s'était affaibli à un point tel dans la théologie occidentale que certains Pères ne comprenaient plus un tel langage et confondaient « mystérieux » avec énigmatique ou obscur. Pourtant, l'encyclique *Mystici Corporis* avait souligné la nature spirituelle et mystique du Corps du Christ par rapport à sa nature sociale. Mais le mystère central de la foi est sans aucun doute le mystère de la Sainte Trinité. La Constitution *Lumen gentium* s'y réfère en parlant de l'Eglise comme un mystère qui ne nous est connu que par la foi, en liant l'Eglise conçue comme un mystère au mystère suprême de la foi. Ainsi l'Eglise « apparaît comme un peuple qui tire son unité de l'unité du Père et du Fils et de l'Esprit-Saint » (*Lumen gentium*, 4). Nous trouvons dans cette citation de saint Cyprien (*Deorat. dom.* 23) la racine de l'Eglise en tant que Peuple de Dieu, qui a le Christ pour tête, est le temple spirituel où habite l'Esprit et prépare le royaume de Dieu.

A la lumière de la foi, nous voyons l'Eglise comme le signe visible manifesté dans l'histoire humaine du Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, celui qui a envoyé son Fils au monde et, par le Fils, a envoyé l'Esprit-Saint. Nous comprenons ainsi ce que le Concile a voulu dire quand il a décrit l'Eglise comme « en quelque sorte le sacrement, c'est-à-dire à la fois le signe et le moyen de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain » (*Lumen gentium*, 1), « comme le sacrement visible de l'unité salutaire » (*Lumen gentium*, 9). Le Concile a également affirmé qu'« il a plu à Dieu de ne manifester ouverte-

ment le mystère du salut des hommes qu'à l'heure où il répandrait l'Esprit, promis par le Christ » (*Lumen gentium*, 59).

L'Eglise, sacrement universel de salut

J'aimerais attirer particulièrement votre attention sur deux points. Tout d'abord sur le fait que non seulement l'Eglise elle-même est décrite comme un mystère, mais aussi, et explicitement, que son unité est également mystère. Le décret sur l'œcuménisme conclut sa description de l'Eglise par ces mots : « Tel est le mystère sacré de l'unité de l'Eglise, dans le Christ et par le Christ, sous l'action de l'Esprit-Saint qui réalise la variété des ministères. De ce mystère, le modèle suprême et le principe est, dans la Trinité des personnes, l'unité d'un seul Dieu Père, et Fils, en l'Esprit-Saint. » (*Unitatis Redintegratio*, 1.) L'Eglise est le sacrement non seulement de l'union avec Dieu, mais de l'unité de tout le genre humain (cf. *Lumen gentium*, 1). « Ce peuple messianique, bien qu'il ne comprenne pas encore effectivement l'universalité des hommes et qu'il garde souvent les apparences d'un petit troupeau, constitue cependant pour tout l'ensemble du genre humain le germe le plus fort d'unité, d'espérance et de salut. » (*Lumen gentium*, 9.) Le dessein salvifique de Dieu s'étend à tous les hommes (*Nostri Aetate*, 1). La clé de l'unité du genre humain ne sera donc pas fournie par une doctrine humaniste ou athée quelconque, par le marxisme ou le maoïsme, mais par le message de l'Evangile, qui nous est transmis par l'Eglise comme sacrement universel de salut.

Ensuite, on ne peut jamais séparer la mission du Fils de celle de l'Esprit-Saint. L'Eglise est un signe visible ou un sacrement de salut, non seulement parce que, en elle et par elle, le Christ est présent parmi nous, mais aussi parce qu'en elle et par elle, l'Esprit apparaît et agit dans l'histoire humaine. Le II^e Concile du Vatican a développé, dans son ecclésiologie, à la fois les aspects christologiques et pneumatologiques. Cela représente un renouveau dans notre théologie car, dans le passé, l'aspect pneumatologique n'était pas suffisamment souligné dans la théologie occidentale récente. Nous constatons la même évolution dans le renouveau liturgique. Les nouvelles anaphores ou canons de la messe comportent formellement l'épiclese, ou invocation de l'Esprit-Saint.

Charismes et Eglise sont inséparables

Frères, je voudrais poser cette question précise : si l'Esprit et l'Eglise sont inséparables, comme nous l'avons vu de tant de façons, peut-on séparer de l'Eglise les charismes, les dons particuliers de l'Esprit ? L'unique explication solide et sûre de ce que l'on a coutume d'appeler le mouvement charismatique dans l'Eglise doit être recherchée dans le fait que l'Esprit a été accordé à l'Eglise. De même qu'au commencement, lorsque Dieu créa le ciel et la terre, l'Esprit de Dieu reposait sur les eaux (Gn 1, 2), de même que l'Esprit de Dieu descendait sous une forme visible sur Jésus lorsqu'il fut baptisé et qu'il priait (Lc 3, 22), de même que, le jour de la Pentecôte, l'Esprit descendit du ciel comme le souffle d'un vent violent et remplit la maison (Ac 2), ainsi l'Esprit-Saint continue à descendre et à remplir la maison de

l'Eglise. Un chrétien est charismatique parce que l'Eglise est charismatique, ayant reçu les dons de l'Esprit. A la lumière du II^e Concile du Vatican, le mouvement charismatique ne peut être interprété comme conduisant à l'individualisme, à l'étroitesse d'esprit, à l'ésotérisme, comme s'il était réservé à des groupes privilégiés d'initiés. C'est un renforcement de la communion : « un seul Corps et un seul Esprit » (Ep 4, 4). Ou, comme le déclare le Concile : « L'esprit assure l'unité dans la communion et le service. » (*Lumen gentium* 4.) Loin d'être un facteur de division, l'Esprit « réunit dans l'unité de la foi, de l'espérance et de la charité, le peuple de la Nouvelle Alliance qui est l'Eglise, selon l'enseignement de l'Apôtre » (*Unitatis Redintegratio*, 2). L'Ecriture nous donne le même enseignement, en particulier saint Paul, lorsqu'il parle des dons spirituels particuliers.

Au début de son explication des dons spirituels, il met vigoureusement en relief leur unité à tous, sous l'angle de leur origine et de leur but, faisant allusion à l'unité de Dieu dans la Sainte Trinité : « Il y a diversité de dons, mais c'est le même Esprit ; diversité de ministères, mais c'est le même Seigneur ; divers modes d'action, mais c'est le même Dieu qui produit tout en tous. » (1 Co 12, 4-6.) Il indique ensuite le sens et le but de chacun des dons : « Chacun reçoit le don de manifester l'Esprit en vue du bien de tous. » (1 Co 12, 7.) Saint Paul relie l'explication des dons de l'Esprit à l'image de l'Eglise en tant que corps du Christ, en comparant la diversité des dons à la diversité des membres qui forment un seul corps : « Le corps est un, et pourtant il y a plusieurs membres ; mais tous les membres du corps, malgré leur nombre, ne forment qu'un seul corps : il en est de même du Christ. Car nous avons été tous baptisés dans un seul Esprit pour être un seul corps... et nous avons été tous abreuvés d'un seul Esprit. » (1 Co 12, 12-13.) Le jour de la Pentecôte, lorsque ceux qui étaient rassemblés dans la maison se mirent à parler en langues différentes, la multitude, composée d'« hommes de toutes les nations qui sont sous le ciel » (Ac 2, 5) entendit le même message sur les merveilles de Dieu.

Dans l'Eglise, le principe sacramentel et le principe charismatique se rejoignent, ils appartiennent l'un à l'autre. En un certain sens, le sacrement est même un charisme. L'Eglise ne peut vivre exclusivement de l'un ou de l'autre, pas plus que le chrétien individuel ne peut fonder sa vie sur l'un d'entre eux uniquement.

En quoi consiste la vie charismatique

Nous pouvons donc nous demander : quelles sont les caractéristiques du principe charismatique, ou de la vie chrétienne charismatique ? Nous avons déjà vu certains de ses traits : ce n'est pas un individualisme, ce n'est pas une séparation, ce n'est pas un élitisme ou un ésotérisme. Au contraire, le principe charismatique manifeste l'Esprit pour le bien de tous. Les charismes manifestent la vie du corps du Christ, qui est l'Eglise, comme les membres du corps manifestent et expriment la vie de la personne. Ils n'expriment pas seulement quelque chose, ils se soutiennent mutuellement et ainsi constituent la totalité du corps, qu'il s'agisse de l'homme, ou de l'Eglise, dans le contexte des charismes. Lors-

qu'il y a une tendance à s'égarer ou à dégénérer, et qu'ainsi le corps dans son ensemble risque d'en souffrir, comme ce semble avoir été le cas pour l'Eglise de Corinthe, l'Apôtre lance cet avertissement : « Que tout se fasse convenablement et avec ordre. » (1 Co 14, 40.) Et il parle avec autorité en disant : « Ce que je vous écris est un commandement du Seigneur. » (1 Co 14, 38.)

Que veut dire saint Paul lorsqu'il dit qu'à chacun est conféré le don de manifester l'Esprit pour le bien de tous ? De quelle manière manifestons-nous l'Esprit ? A coup sûr il ne peut s'agir ici d'un acte ou d'une manifestation purement extérieure, qui serait plutôt le contraire du spirituel, quelque chose de pharisien dans le pire sens du mot. Il s'agit de l'expression extérieure ou du témoignage de la présence intérieure de l'Esprit, expression dans laquelle je ne mets pas en avant ou n'attire pas l'attention sur moi-même, mais où je sors de moi-même en portant témoignage de l'Esprit dans et pour la communauté de l'Eglise. Cela suppose que j'ai fait miens les dons de l'Esprit, non pas d'une manière extérieure, formelle, mais d'une manière personnelle, intériorisée de façon à pouvoir dire avec saint Paul : « Ce n'est plus moi qui vis, c'est le Christ qui vit en moi. » (Ga 2, 20.) C'est alors que nous constaterons la vérité et la réalité de ce que l'Apôtre a expérimenté : « L'Esprit vient en aide à notre faiblesse, car nous ne savons pas prier comme il faut ; mais l'Esprit lui-même intercède pour nous en gémissements inexprimables. » (Rm 8, 26.) Oui, il nous aidera, il est l'Aide, le Conseiller. Il nous permettra d'aider nos frères, de rendre témoignage du même Esprit, puisqu'il y a « un seul corps et un seul Esprit » (Ep 4, 4.) Nous serons capables de parler aux hommes « pour les édifier, les exhorter, les encourager » (1 Co 14, 3).

Un seul et même Esprit

Il y a certes de nombreuses situations différentes, de nombreux caractères humains, et donc de nombreux dons, « mais tout cela, c'est le seul et même Esprit qui le produit, distribuant à chacun ses dons, selon sa volonté » (1 Co 12, 11). Il en est un cependant qui surpasse tous les autres, la charité. La charité est la base et l'accomplissement de tous les dons. Elle fournit aussi le critère pour juger, puisque la charité est l'âme de la communauté, et que les dons devraient tous être destinés au bien de la communauté. C'est pourquoi, Paul, après son hymne à l'amour, au chapitre 13 de la première Lettre aux Corinthiens, poursuit : « Recherchez l'amour ; aspirez aux dons de l'Esprit. » (1 Co 14, 1.)

Après les explications et les exhortations si pressantes de saint Paul, il est du plus haut intérêt de lire les discours de saint Pierre, tels qu'ils sont rapportés dans les Actes des Apôtres, à un moment où l'Eglise était déjà fondée en de nombreux endroits. Nous y voyons que les signes et les manifestations de l'Esprit ne sont plus limités aux charismes extraordinaires du jour de la Pentecôte. La véritable vie chrétienne est devenue, d'une manière prééminente, le signe de l'Esprit dans ses diverses manifestations. La manifestation de l'Esprit est liée aux sacrements : « Convertissez-vous, que chacun soit baptisé au nom de Jésus-Christ pour le pardon

de ses péchés » (Ac 2, 38), ou située dans le contexte de l'activité missionnaire : « L'on délégua Barnabas à Antioche. C'était en effet un homme droit, rempli d'Esprit-Saint et de foi » (11, 22-24), ou enfin replacée dans la vie communautaire de l'Eglise : « L'Eglise, sur toute l'étendue de la Judée, de la Galilée et de la Samarie, vivait donc en paix, elle s'édifiait et marchait dans la crainte du Seigneur, et, grâce à l'appui du Saint-Esprit, elle s'accroissait. » (Ac 9, 31.)

Nous voyons ici la vocation spécifique du mouvement charismatique et sa contribution au renouveau de la vie de l'Eglise. Si l'Esprit a été donné à l'Eglise, comme nous l'avons vu, c'est un devoir pour tout chrétien de faire siens les dons de l'Esprit et de les manifester de façon personnelle et en tant que membre de la communauté. L'expérience de l'Esprit-Saint dans une communauté est enrichissante pour chacun de ses membres. Tout comme un individu, un groupe ou une communauté peut se couper des autres membres de l'Eglise. La vraie communauté a conscience d'être un membre vivant du Corps du Christ qu'est l'Eglise, d'avoir ainsi une relation et un lien indissociable avec l'évêque, qui a reçu le charisme et le service spécifiques de la direction pastorale. Il représente le Seigneur parmi nous. Les évêques des Etats-Unis ont reconnu ce service spécifique que rend le renouveau charismatique catholique en publiant leur déclaration sur le Mouvement (1). Les évêques présents à ce Congrès, qui est en même temps un pèlerinage de l'Année sainte, ont exprimé ce service spécifique par leur présence et leur participation. Vous-mêmes avez exprimé la conscience que vous avez de la communauté ecclésiale en venant en pèlerinage à Rome, le siège épiscopal de celui que nous appelons le Saint-Père. Il a pour l'Eglise tout entière le charisme et le service spécifiques qui consistent à maintenir et à renforcer la communion de tous dans une unité parfaite.

Renouveau charismatique et œcuménisme

Je suis le président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, et vous pouvez me demander ce que je pense de l'importance du renouveau charismatique sur le plan œcuménique. Sans aucun doute, le renouveau charismatique peut et doit avoir une dimension œcuménique. Le renouveau charismatique est né et s'est répandu dans le Peuple de Dieu. Vivant et se développant dans une relation, faite d'obéissance et d'amour, avec les pasteurs de l'Eglise c'est un véritable renouveau, une participation et un accroissement de foi et d'amour dans la vie personnelle et communautaire. Cela est précieux pour le mouvement œcuménique.

Le II^e Concile du Vatican a déclaré : « Le souci de réaliser l'union concerne l'Eglise tout entière, fidèles autant que pasteurs, et touche chacun selon ses possibilités, aussi bien dans la vie quotidienne que dans les recherches théologiques et historiques. » (*Unitatis Redintegratio*, 5.) Bien que des études de toutes sortes soient encore nécessaires, je pense qu'une authentique vie chré-

tienne, vécue jour après jour, ce que les apôtres et les Pères de l'Eglise appelaient la sainteté, est l'élément le plus important et le plus fondamental.

La sainteté exige le renouvellement. Cela peut se produire comme un événement imprévu, presque comme un choc, comme nous l'avons vu pour la vie de saint Paul, ou comme une montée progressive, en fonction de notre personnalité et de la grâce de l'Esprit. Chacun contribue au renouveau de la communauté, en tant que membre du Corps ou, comme le dit saint Pierre, « comme des pierres vivantes, édifiées en maison spirituelle » (1 P 2, 5). Le Concile dit de son côté : « La rénovation a une insigne valeur œcuménique » (*Unitatis Redintegratio*, 6), et énumère les différents aspects de cette rénovation : « mouvement biblique et liturgique, prédication de la parole de Dieu, catéchèse, apostolat des laïcs, nouvelles formes de la vie religieuse, spiritualité du mariage, doctrine et activité de l'Eglise en matière sociale » (*ibid.*). Comme vous pouvez le noter, le poids du renouveau n'est pas attribué à l'étude mais à la réalité de la vie chrétienne.

L'âme de tout œcuménisme

Le renouveau ne peut signifier une rupture avec la communauté ou sa tradition. Le Concile, à ce sujet, est clair et encourageant : « Toute rénovation de l'Eglise consistant essentiellement dans une fidélité plus grande à sa vocation, c'est dans cette rénovation que se trouve certainement le ressort du mouvement vers l'unité. » (*Unitatis Redintegratio*, 6.) Fidélité à son propre appel. C'est en ce sens que Jean donne, dans sa première Lettre, l'avertissement suivant : « Eprouvez les esprits pour voir s'ils sont de Dieu. » (1 Jn 4, 1.) Et nous n'oublions pas non plus l'autorité avec laquelle saint Paul a écrit aux Corinthiens. C'est la raison pour laquelle j'ai déjà souligné l'importance des rapports, empreints d'obéissance et d'amour, avec les chefs de l'Eglise. C'est alors que nous accèderons à cette *metanoia* — conversion ou changement du cœur — sans laquelle il ne peut y avoir d'œcuménisme digne de ce nom. « En effet, c'est du renouveau de l'âme, du renoncement à soi-même et d'une libre effusion de charité que partent et mûrissent les désirs de l'unité. » (*Unitatis Redintegratio*, 7.) Le Concile se réfère aux paroles de l'Apôtre : « Il vous faut être renouvelés par la transformation spirituelle de votre intelligence et revêtir l'homme nouveau créé selon Dieu dans la justice et la sainteté qui viennent de la vérité. » (Ep 4, 23.)

Le renouveau charismatique catholique se comprend comme un œcuménisme spirituel qui « doit être regardé comme l'âme de tout l'œcuménisme » (*Unitatis Redintegratio*, 8). Pour tous les autres aspects et activités du Mouvement œcuménique — contacts, dialogue, collaboration — nous avons besoin de cette source spirituelle : « conversion du cœur et sainteté de vie, unies aux prières publiques et privées pour l'unité des chrétiens » (*Ibid.*). Le renouveau chrétien, le renouveau dans le Christ, vient de l'Esprit du Christ, le *Spiritus Creator* : « Tu envoies ton souffle, ils sont créés, tu renouvelles la face de la terre. » (Ps 103, 30.)

(1) DC 1975, n° 1670, p. 157. — NDLR.

LE RENOUVEAU CHARISMATIQUE

Message des évêques canadiens adressé à tous les catholiques du Canada ()*

FRÈRES BIEN-AIMÉS,

INTRODUCTION

Réactions diverses ■■ renouveau charismatique

1. L'expansion rapide du renouveau charismatique dans l'Eglise catholique au Canada est un fait indéniable. Vous n'êtes pas sans savoir qu'elle a provoqué des réactions diverses. Ici, c'est l'enthousiasme ; là, la prudence ; ailleurs, l'inquiétude et parfois la méfiance. Les interrogations abondent à propos de ce courant spirituel. Les débats se multiplient à son sujet. On est en présence d'un phénomène religieux qui suscite un intérêt croissant parmi les chrétiens.

Pourquoi la présente déclaration

2. Ce courant, si récent soit-il, ne peut être isolé de l'Eglise. Il en fait partie comme un témoin nouveau attestant que la pentecôte se continue. Il jaillit en elle comme un moyen de renouvellement intérieur, rejoignant en cela une des responsabilités principales de notre charge pastorale. Aussi, est-il de notre devoir d'exercer, avec sollicitude et clairvoyance, le discernement à son égard. Il y va du bien de l'Eglise. L'Année sainte en cours ne souligne-t-elle pas l'importance du renouveau spirituel dans la vie de tout chrétien ? Pour toutes ces raisons, nous avons décidé de partager avec vous nos réflexions sur le renouveau charismatique.

Ce message s'adresse à tous les chrétiens. Pourquoi ?

3. En plus de vous exprimer nos sentiments à son sujet, cette communication fraternelle vous apporte un éclairage sur un courant dont vous entendez si souvent parler. Il importe de souligner à cet égard que notre intérêt pour le renouveau charismatique déborde le cadre de ce courant spirituel. N'est-ce pas dans l'Esprit que la foi en Jésus-Christ est engendrée, qu'elle puise sa vitalité, son épanouissement dans la charité ? C'est dire que le croyant est appelé à déceler dans le quotidien les appels de l'Esprit pour y répondre généreusement. Nul doute, par conséquent, que nos réflexions sur le renouveau charismatique s'appliquent à la vie de tout chrétien.

Une déclaration ultérieure sur les autres mouvements spirituels

4. Le fait de traiter maintenant du seul renouveau charismatique ne signifie en rien que nous sous-estimons l'importance des autres mouvements et courants de renouveau spirituel au Canada, de leur contribution précieuse à la vie de l'Eglise dans notre pays. Ils sont nombreux. Nous nous proposons d'en traiter avec toute

l'attention requise dans une déclaration ultérieure.

I. — ORIENTATIONS POSITIVES FONDAMENTALES DU RENOUVEAU CHARISMATIQUE

Le renouveau charismatique est centré sur le rôle de l'Esprit dans l'Eglise

5. Nous savons par les nombreux témoignages recueillis dans les différentes régions du Canada que le renouveau charismatique est centré sur la présence de l'Esprit dans la communauté ecclésiale et ses membres. En cela, il vise à sensibiliser les chrétiens à la signification de cette présence, à sa portée dans leur vie. Pourquoi ? Pour qu'une telle prise de conscience contribue à l'ouverture de chaque croyant à l'Esprit qu'il a reçu au baptême. Chacun sait d'expérience combien l'homme peut faire écran aux manifestations de l'Esprit dans son existence. Citons, entre autres causes, l'égoïsme et le manque de foi.

Le rapport ■■ Christ

6. En mettant l'accent sur l'ouverture à l'Esprit, sur la docilité à ses sollicitations, le renouveau charismatique veut en tout premier lieu resserrer les liens du croyant avec le Christ. Son but est d'établir une union sans cesse plus intime avec Jésus, union qui permet au chrétien de mieux connaître le Père.

Rapport à la Trinité

7. La visée fondamentale du renouveau charismatique pourrait être exprimée dans la formule suivante : intensifier chez le croyant sa connaissance aimante du Père, en développant sa « familiarité » avec le Christ par une disponibilité sans cesse croissante à l'action de l'Esprit. A la base du renouveau charismatique, on reconnaît la structure trinitaire de la foi chrétienne : la solidarité de l'Esprit avec le Christ et le Père est non seulement maintenue, mais elle est fermement affirmée.

Culte de Marie

8. C'est dans ce contexte trinitaire que se situe le culte de Marie. Dans le renouveau charismatique, la Mère de Dieu est honorée comme celle dont le « oui » au dessein du Père exprime à la perfection la docilité de la créature humaine à l'action de l'Esprit.

Rapport ■■ autres

9. Sensibilisé à son insertion dans la communauté trinitaire, le membre du renouveau charismatique est appelé à découvrir progressivement comment sa vie, enracinée dans l'Esprit, anime tous les rapports avec ses semblables. C'est une vie soucieuse de fraternité, avide de

(*) Texte original.

Ce document est édité en tiré à part aux Editions Fides, 245 est, boulevard Dorchester, Montréal.

la présence et du respect des autres pour partager avec eux la joie d'être réunis dans le Christ-Jésus. Elle encourage chacun à sortir de cet anonymat dépersonnalisant qui caractérise parfois l'appartenance des chrétiens à leur communauté. Le renouveau charismatique cherche à instaurer entre les croyants des relations inter-personnelles, grâce auxquelles chacun peut émerger avec son identité, son style, son cachet. Est-il étonnant que la détente et la joie règnent dans les rencontres charismatiques, que chacun s'y sente à l'aise parce que reconnu, apprécié, aimé, valorisé ? On y perçoit l'intention louable de ranimer entre chrétiens une vie communautaire « personnalisante », où la simplicité et la spontanéité remplacent les formes stéréotypées de communications et d'échanges qui ont cours dans certaines communautés chrétiennes.

Place de la prière

10. Cette communion fraternelle dans un seul et même Esprit en Jésus-Christ s'exprime de diverses manières dans le renouveau charismatique. La prière y figure de façon privilégiée. On recourt à elle assidûment, surtout pour louer Dieu, pour le remercier de ses bienfaits, pour lui dire le bonheur de l'aimer et d'être aimé de lui. C'est aussi par la prière que chacun exprime sa préoccupation pour son prochain.

Spontanéité de la prière.

Le trait caractéristique de la prière des charismatiques jaillit de la joie de chrétiens à se trouver ensemble avec Jésus-Christ. D'où sa spontanéité qui, tout en étant respectueuse des formules reçues, s'exprime souvent dans des formes improvisées.

Rapport aux sacrements

11. Dans le renouveau charismatique, la prière ne se substitue pas à la vie sacramentelle de l'Eglise. Au contraire, elle en est indissociable.

a) Rapport au baptême et à la confirmation

La prière développe la docilité des croyants à l'action de l'Esprit qu'ils ont reçu au baptême et à la confirmation, et ainsi donne libre cours à ses manifestations dans leur existence. Leur prière témoigne que leur vie se construit sous le signe de ces deux sacrements. Elle met en relief leur rôle fondamental dans le devenir du chrétien. Précisons, à ce propos, que le « baptême dans l'Esprit » (1) administré dans les groupes charismatiques n'est pas un second baptême, mais un acte symbolique signifiant chez le

croyant l'ouverture (2) à l'Esprit reçu à son baptême.

b) Rapport à la pénitence

Construire sa vie sous le signe du baptême est une démarche semée d'obstacles à surmonter, de luttes à entreprendre, de tentations à vaincre. C'est un cheminement qui met l'homme constamment aux prises avec les puissances du péché. D'où l'importance du sacrement de réconciliation qui assiste le croyant dans ses défaillances et le guérit de ses faiblesses en le fortifiant contre elles. Comment ? En l'ouvrant sans cesse davantage à l'action réconciliatrice de l'Esprit.

c) Rapport à l'Eucharistie

Toutefois, il revient à l'Eucharistie de couronner l'attitude de louange et de gratitude envers Dieu. Elle y est reconnue comme l'action de grâces par excellence, celle où le chrétien, en dépit de toutes ses épreuves, de ses sacrifices, laisse éclater sa joie d'être avec Jésus, de partager sa présence avec ses frères. En cela, le renouveau charismatique souligne à sa manière que la disponibilité à l'Esprit est la disposition fondamentale qui transforme en offrande eucharistique la vie de tout croyant.

Introduction au thème des charismes

12. En insistant comme il le fait sur l'attitude d'abandon de soi à l'action de l'Esprit, le renouveau charismatique vise à agrandir en chaque chrétien l'espace où l'Esprit peut se manifester. Cette docilité cherche à faire de chaque croyant un foyer qui manifeste autour de lui la présence de l'Esprit.

De quelle manifestation s'agit-il au juste ? La réponse à cette question est capitale. Elle permettra d'expliquer le sens de l'expression « charismatique » et de bien situer la place que les charismes occupent dans le renouveau charismatique.

a) Le don de l'Esprit

13. Précisons, au départ, que ce courant spirituel affirme sans hésitation ni ambiguïté, en accord avec l'enseignement de l'apôtre Paul, que l'Esprit est le don par excellence offert gratuitement par Dieu à l'homme (3). Il reconnaît non moins clairement que la charité est le signe fon-

(2) *Le Renouveau charismatique*. Colloque de Malines, 21-26 mai 1974, dans *Lumen Vitae*, vol. XXIX (1974), n° 3, p. 384-386.

(3) « Pour vous, vous n'êtes pas dans la chair, mais dans l'esprit, s'il est vrai que l'Esprit de Dieu habite en vous. Si quelqu'un n'a pas l'Esprit de Christ, il ne lui appartient pas. » (Rm 8, 9.)

« C'est pourquoi je vous le fais savoir : personne, parlant par l'Esprit de Dieu, ne dit : « Anathème à Jésus », et personne ne peut dire : « Seigneur Jésus », si ce n'est par l'Esprit-Saint. » (1 Co 12, 3.)

« Car c'est par lui que les uns et les autres nous avons accès en un seul Esprit auprès du Père. » (Ep 2, 18.)

« A ces mots, ils furent baptisés au nom du Seigneur Jésus. Et quand Paul eut posé les mains sur eux, l'Esprit-Saint vint sur eux, et ils parlaient en langues et prophétisaient. Ces hommes étaient en tout une douzaine. » (Ac 19, 5-7.)

(1) Sur le baptême de l'Esprit, consulter SULLIVAN, G.A., « Baptism in the Holy Spirit », dans *Gregorianum*, vol. LV (1974), p. 48-68 ; cf. aussi CAFFAREL, H., *Faut-il parler d'un pentecôtisme catholique ?* Paris, Editions du Feu Nouveau, 1973, p. 56-58 ; RANACHAM, D., *Baptism in the Holy Spirit*, New Mexico, Dove Publications, 1970, p. 63.

damental (4) et le témoin irremplaçable de la présence de l'Esprit dans la communauté ecclésiale et dans ses membres.

b) Définition des charismes

14. S'il en est ainsi, à quoi servent au juste les charismes (5)? Ce sont des manifestations de l'Esprit subordonnées à l'exercice de la charité. Donnés pour l'utilité commune, ils sont destinés au bien de tous, pour la construction, le développement de la communauté ecclésiale. Leur rôle peut se résumer en un seul mot : le service. Aussi, ont-ils fonction ministérielle si l'on entend, comme il se doit, le terme « ministère » (6) au sens de « service ». Des charismes affectent ceux qui les reçoivent au service (ou ministère) de la parole, d'autres à celui du gouvernement. On pourrait multiplier les exemples indéfiniment.

c) Dimension charismatique de l'Eglise.

15. Un des mérites du renouveau charismatique est de rappeler à bon escient l'importance des charismes dans la vie de la communauté chrétienne et de ses membres. Leur présence dans l'Eglise n'est pas insolite ni accessoire.

(4) « Quand je parlerais les langues des hommes et des anges, si je n'ai pas l'amour, je ne suis que bronze qui sonne ou cymbale qui retentit. Quand j'aurais le don de prophétie et que je connaîtrais tous les mystères et toute la science, quand j'aurais toute la foi jusqu'à déplacer des montagnes, si je n'ai pas l'amour, je ne suis rien. Quand je distribuerais tous mes biens, quand je livrerais mon corps aux flammes, si je n'ai pas l'amour, cela ne me sert de rien.

« L'amour est patient ; serviable est l'amour, il n'est pas envieux ; l'amour ne fanfaronne pas, ne se gonfle pas ; il ne fait rien d'inconvenant, ne cherche pas son intérêt, ne s'irrite pas, ne tient pas compte du mal ; il ne se réjouit pas de l'injustice, mais se réjouit de la vérité. Il supporte tout, croit tout, espère tout, endure tout.

« L'amour ne passe jamais. S'agit-il des prophéties ? Elles seront abolies. S'agit-il des langues ? Elles se tairont. S'agit-il de la science ? Elle sera abolie. Car partielle est notre science et partielle notre prophétie. Mais lorsque viendra ce qui est parfait, ce qui est partiel sera aboli. Lorsque j'étais enfant, je parlais en enfant, je pensais en enfant, je raisonnais en enfant ! lorsque je suis devenu homme, j'ai aboli ce qui était de l'enfant. Car nous voyons à présent dans un miroir, d'une manière obscure, mais alors ce sera face à face. A présent, partielle est ma science ; mais alors je connaîtrai tout comme je suis connu.

« Maintenant donc demeurent la foi, l'espérance, l'amour, ces trois-là ; mais le plus grand de ces trois, c'est l'amour. » (1 Co 13, 1-13.)

« Que l'amour soit sans feinte. Ayez le mal en horreur, attachez-vous au bien. Chérissiez-vous les uns les autres d'une amitié fraternelle, prévenez-vous d'estime les uns les autres. Ne soyez pas nonchalants pour le zèle, soyez fervents d'esprit, servez le Seigneur. Soyez joyeux dans l'espérance, constants dans l'affliction, assidus à la prière. Prenez part aux besoins des saints ; exercez l'hospitalité.

« Bénissez ceux qui vous persécutent ; bénissez, ne maudissez pas. Réjouissez-vous avec ceux qui se réjouissent, pleurez avec ceux qui pleurent. Ayez même pensée les uns pour les autres. Ne faites pas les fiers, mais laissez-vous attirer par ce qui est humble. Ne vous prenez pas pour des sages. Ne rendez à personne le mal pour le mal. Ayez à cœur de faire le bien devant tous les hommes. S'il se peut, pour autant qu'il dépend de vous, soyez en paix avec tous les hommes. Ne vous vengez pas vous-mêmes, bien-aimés, mais laissez agir la colère de Dieu, car il est écrit : A moi la vengeance ! C'est moi qui rétribuerai, dit le Seigneur. Au contraire, si ton ennemi a faim, donne-lui à manger ; s'il a soif, donne-lui

Elle en est une caractéristique essentielle : la communauté ecclésiale est, par nature, charismatique (7). Pour reprendre une formule de Vatican II, l'Esprit « l'édifie encore et la dirige par ses dons variés, tant hiérarchiques que charismatiques... » (8). La présence en elle des charismes manifeste la richesse inépuisable de l'Esprit qui rayonne, parmi les chrétiens, à travers la charité de tous et de chacun. C'est pourquoi les charismes sont des auxiliaires inséparables de la charité. Ils agissent de concert avec elle, partout où elle se trouve. Leur rôle est d'assister l'Eglise à exercer sa « diaconie » d'amour, c'est-à-dire sa fonction ministérielle de distribuer à tous les hommes l'amour que le Père leur a manifesté en Jésus-Christ. A cette fin, leur contribution épouse les formes les plus diverses. En conséquence, il est aussi vain qu'arbitraire de vouloir dresser une liste exhaustive des charismes ou de limiter leur nombre à ceux que l'Apôtre mentionne. Celui-ci n'en cite que quelques exemples tirés de l'expérience des communautés chrétiennes de son époque (9). Notons en passant que le don des langues ou celui de prophétie dont on entend parler sou-

à boire ; car, ce faisant, tu amasseras des charbons ardents sur sa tête. Ne te laisse pas vaincre par le mal, mais sois vainqueur du mal par le bien. » (Rm 12, 9-21.)

(5) Il y a, certes, répartitions de dons, mais c'est le même Esprit ; répartitions de services, mais c'est le même Seigneur ; répartitions d'opérations, mais c'est le même Dieu qui opère tout en tous. A chacun est donnée la manifestation de l'Esprit en vue du profit commun. A l'un, en effet, est donnée par l'Esprit une parole de sagesse ; à tel autre une parole de science, selon le même Esprit ; à un autre la foi, par ce même Esprit ; à tel autre les dons de guérison, par cet unique Esprit ; à tel autre la puissance d'opérer des miracles ; à tel autre la prophétie ; à tel autre le discernement des esprits ; à un autre les diverses sortes de langues ; à tel autre l'interprétation des langues. Mais tout cela, c'est le seul et même Esprit qui l'opère, répartissant ses dons à chacun en particulier comme il veut. » (1 Co 12, 4-11.)

« Or vous êtes, vous, le Corps de Christ, et membres chacun pour sa part. Il y a ceux que Dieu a établis dans l'Eglise, premièrement comme apôtres, deuxièmement comme prophètes, troisièmement comme docteurs... Puis ce sont les miracles, puis les dons de guérison, de secours, de gouvernement, les diverses sortes de langues. Tous sont-ils apôtres ? Tous sont-ils prophètes ? Tous sont-ils docteurs ? Tous font-ils des miracles ? Tous ont-ils des dons de guérison ? Tous parlent-ils en langues ? Tous interprètent-ils ? » (1 Co 12, 27-30.)

« Car, de même qu'en un seul corps nous avons plusieurs membres et que ces membres n'ont pas tous la même fonction, ainsi, à plusieurs, nous sommes un seul Corps en Christ, étant tous et chacun membres les uns des autres. Mais nous avons des dons différents, selon la grâce qui nous a été donnée : Est-ce la prophétie ? qu'on l'exerce à proportion de la foi ; est-ce un service ? qu'on serve ; quelqu'un a-t-il le don d'enseigner ? qu'il enseigne ; celui d'exhorter ? qu'il exhorte. Que celui qui donne le fasse avec générosité ; celui qui préside, avec zèle ; celui qui exerce la miséricorde, avec gaieté. » (Rm 12, 4-8.)

« Et c'est lui qui a donné aux uns d'être apôtres, à d'autres d'être prophètes ou encore évangélistes, ou encore pasteurs et docteurs, organisant les saints pour l'œuvre du service, pour la construction du Corps du Christ... » (Ep 4, 11-12.)

(6) Ep 4, 11-12 ; Rm 12, 4-8.

(7) 1 Co 12, 4-7.

(8) Constitution dogmatique sur l'Eglise *Lumen gentium*, c. 1, n. 4.

(9) 1 Co 12, 28 ; Rm 12, 4-8.

vent dans certains groupes charismatiques, sont expressément mentionnés par l'Apôtre (10). Les avis sont partagés sur la signification de ces dons. Cela n'affecte pas leur authenticité. Aussi est-il arbitraire de la mettre en doute *a priori*.

d) Diversité des charismes.

16. L'insistance sur tel ou tel charisme dans certains groupes du renouveau charismatique n'implique aucunement que ce courant visé dans son ensemble néglige les autres ou en nie l'existence. Au contraire, l'accent est mis comme il se doit sur la diversité illimitée des charismes. Tout en reconnaissant que certains d'entre eux ressortent avec plus de relief, le renouveau charismatique est conscient que la plupart d'entre eux foisonnent dans la vie de l'Eglise sous des traits ordinaires.

e) Attitude du croyant par rapport aux charismes.

17. Donnés à l'Eglise pour l'assister dans l'exercice de son ministère d'amour, les charismes sont gratuits. Ils ne peuvent être exigés de Dieu ou être recherchés pour eux-mêmes. L'attitude du croyant à ce propos est de rendre grâce à Dieu pour ses dons et d'être disposé à recevoir ceux qu'il veut bien accorder pour le bien de son peuple (11). Tel est l'enseignement du renouveau charismatique.

f) Rôle du discernement par rapport aux charismes.

18. Conscient du caractère trompeur des apparences, le renouveau charismatique insiste avec justesse sur la nécessité d'exercer le « discernement » (12) à l'endroit des manifestations « charismatiques » de l'Esprit. Le critère fondamental y demeure la charité auréolée d'humilité, de joie, de sérénité, de simplicité, de patience, pour ne citer que quelques fruits de l'Esprit (13).

Place de l'Ecriture

19. L'importance reconnue aux charismes n'affecte pas la place centrale que l'Ecriture occupe dans le renouveau charismatique. C'est dans la parole révélée de Dieu que ce courant puise la substance de ses prières, les thèmes de sa réflexion, la matière de ses méditations. L'Ecriture est un lieu privilégié de ressource-

(10) 1 Co 12, 10 : *le Renouveau charismatique. Colloque de Malines*, 21-26 mai 1974, dans *Lumen vitae*, vol. XXIX (1974), n° 3, p. 397-399.

(11) 1 Co 12, 11.

(12) « N'éteignez pas l'Esprit. Ne méprisez pas les prophéties. Eprouvez tout, retenez ce qui est bon. Gardez-vous de toute espèce de mal. » (1 Th 5, 19-21.)

« Ces charismes, qu'ils soient extraordinaires ou plus simples et plus répandus, sont ordonnés et adaptés d'abord aux besoins de l'Eglise : ils doivent donc être accueillis avec gratitude et joie spirituelle. Cependant, il ne faut pas demander imprudemment les dons extraordinaires, pas plus qu'il ne faut en attendre présomptueusement les fruits des travaux apostoliques. C'est à l'autorité ecclésiastique qu'il appartient de juger de l'authenticité et de la mise en œuvre de ces dons ; et c'est aussi à elle qu'il appartient spécialement de ne pas éteindre l'Esprit, mais de tout examiner et de retenir ce qui est bon. » (Constitution dogmatique sur l'Eglise, *Lumen gentium*, c. 2, n. 12.)

(13) 1 Co 13, 1-3.

ment spirituel. Elle est indissociable de la prière et de la vie sacramentelle dans le renouveau charismatique.

Les orientations fondamentales du renouveau charismatique sont positives. Nous en sommes persuadés. Dans son allocution du 10 octobre 1973 aux dirigeants du renouveau charismatique catholique, le Pape Paul VI résumait ces orientations dans les termes suivants : « Nous nous réjouissons avec vous, chers amis, du renouveau de vie spirituelle qui se manifeste aujourd'hui dans l'Eglise sous différentes formes et en divers milieux. Certaines notes communes apparaissent dans ce renouveau : le goût d'une prière profonde, personnelle et communautaire, un retour à la contemplation et un accent mis sur la louange de Dieu, le désir de se livrer totalement au Christ, une grande disponibilité aux appels de l'Esprit-Saint, une fréquentation plus assidue de l'Ecriture, un large dévouement fraternel, la volonté d'apporter un concours aux services de l'Eglise. En tout cela, nous pouvons reconnaître l'œuvre mystérieuse et discrète de l'Esprit qui est l'âme de l'Eglise (14). »

II. — LES ASPECTS NEGATIFS

Introduction

20. Toutefois, les ombres ne manquent pas au tableau. On y perçoit ici ou là, d'une manière sporadique, divers excès. D'une part, gardons-nous de généraliser leur présence dans le renouveau charismatique au Canada. Evitons, d'autre part, de minimiser le tort qu'ils causent à ce courant et à ses membres. Vous en êtes conscients. Nous connaissons vos inquiétudes à ce sujet. Elles rejoignent les nôtres. Il convient donc de passer en revue les points négatifs qui exigent des correctifs.

La recherche du merveilleux

21. Le renouveau charismatique s'inscrit en faux contre la recherche des manifestations exclusivement extraordinaires de l'Esprit. Cette requête du « merveilleux » pour lui-même est ce qu'on appelle communément le « sensationnalisme ». Elle existe dans plusieurs groupes. L'attention y est polarisée sur certains charismes (15), à caractère éclatant, tels ceux des langues, de prophétie ou de guérison, alors qu'on y fait peu de cas de tous les autres dons de l'Esprit à apparence plus modeste. De nombreux témoignages expriment cette situation. Facilement, on multiplie les détails « merveilleux » au point d'éclipser dans l'esprit des auditeurs l'importance fondamentale de la charité dans la vie du chrétien. L'équilibre établi par la foi entre le don de l'Esprit et ses manifestations charismatiques est rompu. Il n'est pas étonnant que des « fixations » de ce genre donnent lieu à toutes sortes d'illusions et à des contrefaçons des dons de l'Esprit.

(14) *La Documentation Catholique*, n° 1642 (18 novembre 1973), col. 958.

(15) *Le Renouveau charismatique. Colloque de Malines*, 21-26 mai 1974, dans *Lumen vitae*, vol. XXIX (1974), n° 3, p. 390.

Excès se rapportant à l'appartenance ■ ■ ■ renouveau charismatique

22. Un autre excès est centré sur l'appartenance (16) à ce courant spirituel. On laisse entendre ici ou là qu'elle est requise pour être un chrétien à part entière. Cette prétention indispose à juste titre la conscience croyante. Est-il nécessaire de rappeler que le seul critère d'évaluation du comportement chrétien est la charité dont la source est l'Esprit qui vivifie la communauté ecclésiale ? De plus, cette prétention recèle l'idée que le renouveau charismatique aurait le monopole des charismes, ou du moins qu'il en serait l'unique témoin attitré. Nous savons qu'il n'en est rien : l'Eglise est le lieu par excellence où se manifeste l'Esprit. Telle est, nous l'avons vu, une des affirmations fondamentales du renouveau charismatique. Aussi, point n'est besoin de faire partie d'un groupe charismatique pour recevoir les charismes de l'Esprit : il souffle où il veut.

Le sensationnalisme

23. L'importance parfois exagérée accordée à l'expérience émotionnelle (17) de Dieu dans certains groupes requiert aussi un examen. Elle est troublante. Il est indéniable que la vie affective du croyant est un lieu de rencontre avec Dieu pour le connaître et goûter sa présence. Jésus s'adresse à l'homme dans son corps : le salut qu'il lui offre s'étend jusque-là. Sa victoire sur la mort ne vise-t-elle pas à le délivrer dans sa chair de la puissance du péché ? Il ne faut pas en conclure pour autant que la vie de foi se mesure au degré d'émotion ressenti par le croyant dans son expérience religieuse. Un tel critère serait trompeur. L'Esprit n'éveille-t-il pas tout l'homme à la présence du Christ dans sa vie. Voilà pourquoi il serait arbitraire de limiter son action à la sphère des émotions. L'Esprit agit également sur notre intelligence, sur notre pouvoir de réfléchir et sur notre vouloir.

Conséquences néfastes de l'émotionnalisme

24. L'émotionnalisme contre lequel il faut lutter ignore l'importance de l'expérience intellectuelle de Dieu dans la vie de foi. Il en conteste naïvement la valeur. La dévotion engendrée par une telle attitude est passagère. Elle s'éteint avec l'émotion qui lui a donné naissance. Une autre conséquence non moins sérieuse découle de ce primat accordé à l'émotion. C'est la méfiance systématique à l'égard de toute réflexion, qu'elle soit biblique ou doctrinale. On la constate partout où sévit l'émotionnalisme. Il en résulte un goût pour l'« immédiat » auquel on accorde priorité sur tout souci de réflexion profonde susceptible de faire découvrir des trésors encore cachés.

Le fondamentalisme

25. Fait aussi question en certains groupes la vogue de l'interprétation exclusivement littérale de l'Ecriture. Cette méthode qu'on appelle com-

munément le « fondamentalisme (18) », réduit à peu de chose le rôle de la raison et plus précisément celui de la réflexion pour comprendre la Bible : tout y est évident de prime abord parce qu'exprimé par le sens littéral de chaque mot.

Remèdes.

C'est pourquoi il est urgent de multiplier les efforts en faveur d'une lecture de l'Ecriture qui dépasse le simplisme du fondamentalisme et s'ouvre aux méthodes scientifiques d'interprétation. De même, il importe de stimuler la réflexion théologique partout où elle fait défaut. Il y va de l'essence même du renouveau charismatique. Ne vise-t-il pas à approfondir chez le croyant une connaissance vécue de l'Esprit dans sa vie ? Comment y parvenir sans creuser par la réflexion l'enseignement de l'Ecriture et celui de l'Eglise ?

Repli sur soi dans certains groupes charismatiques

26. Une autre interrogation porte sur l'indifférence, voire la réticence, de certains groupes à s'intéresser activement aux besoins de leurs milieux (19). La tendance qui prévaut chez eux est au repli sur soi. La joie ressentie par les membres de se retrouver, d'être ensemble, engendre parmi eux un sentiment de satisfaction qui transforme leurs groupes en ghettos. Ils deviennent des cercles fermés où l'on s'évade de la réalité pour quelques heures, au lieu d'être, comme il se doit, des tremplins d'où on s'élance vers le monde.

Dans ces conditions, l'ouverture à l'Esprit et à ses charismes peut facilement dégénérer en une recherche inavouée de compensations pour consoler des déceptions de la vie quotidienne. Le même danger menace la prière. Ces écueils sont réels. Les bonnes intentions ne suffisent pas pour y remédier. Il faut davantage. L'Esprit, en effet, pousse au dépassement effectif de soi. C'est lui qui entraîne la communauté ecclésiale à sortir d'elle-même pour aller à la rencontre du monde. C'est dire que pour souligner la nécessité pour tout chrétien d'être à l'écoute de l'Esprit, le renouveau charismatique est appelé à participer activement à l'élan de l'Eglise vers le monde, à sa responsabilité de coopérer avec le Christ à la libération et au développement intégral des hommes. Là où cette préoccupation est absente, il importe de la susciter dans une perspective de service auquel aspirent tous ceux qui sont ouverts aux charismes. Face aux besoins du monde, il revient à chacun de discerner la forme d'engagement vers laquelle l'Esprit le sollicite personnellement.

Le problème de la formation des animateurs

27. La formation des animateurs de groupes revêt une importance particulière. Les excès décrits montrent à l'évidence qu'elle doit être soignée. Tel n'est pas toujours le cas. Nous avons constaté qu'elle est d'inégale valeur et laisse parfois à désirer. Ainsi, on rencontre des

(16) *Ibid.* p. 388-389 (élitisme).

(17) *Ibid.*, p. 389-390.

(18) *Ibid.*, p. 395.

(19) *Ibid.*, 390-392.

animateurs peu préparés à leur fonction : leur connaissance de l'Écriture est superficielle, leur information théologique est pauvre. Ces lacunes desservent le renouveau charismatique.

Le moyen d'y remédier est d'assurer une solide formation de base aux animateurs qui en ont besoin pour exercer leur fonction avec compétence.

Œcuménisme déformé

28. Plusieurs groupes charismatiques admettent la participation de non-catholiques. A notre avis, cette initiative louable peut contribuer à rapprocher les chrétiens. Elle dévie parfois vers un œcuménisme ambigu. Ainsi, on constate ici ou là dans ces groupes une tendance prononcée à niveler les différences qui divisent encore les chrétiens. Le but visé est de resserrer entre eux les liens de fraternité, de solidarité, de communion dans le Christ. En dépit des bonnes intentions qui l'animent, ce comportement est trompeur. En estompant comme il le fait les différences qui séparent les chrétiens, il établit entre eux des relations où personne n'émerge avec sa véritable identité. Dans ces conditions, il ne peut y avoir de rencontre authentique, ni d'échange véritable. On est aux antipodes de l'œcuménisme authentique.

Conclusions sur les aspects négatifs

29. Des points négatifs jalonnent la trajectoire du renouveau charismatique au Canada sans en déprécier la valeur positive. Ils sont la rançon inéluctable de toute nouveauté. Leur présence rappelle que ce courant spirituel en est encore à ses débuts. Comme tout organisme vivant, il traverse des crises de croissance. Faut-il s'en étonner ?

III. — COOPERATION DU RENOUVEAU CHARISMATIQUE A L'INTERIEUR DE L'EGLISE

Bilan positif

30. Le renouveau charismatique émerge de la description que nous venons d'en donner comme un appel qui va s'amplifiant, adressé à la conscience chrétienne pour la stimuler à se renouveler en profondeur. Il jaillit du cœur de la communauté ecclésiale comme un hymne de confiance inconditionnelle à la présence toute-puissante de l'Esprit dans le monde. Son expansion à travers notre pays illumine d'espérance les horizons nouveaux vers lesquels l'Esprit entraîne irrésistiblement l'Eglise au Canada.

Dynamisme

31. Tourné vers l'avenir, le renouveau charismatique incite à travailler à sa construction. Dans ce courant spirituel, la prière est axée sur l'action : les charismes ne sont-ils pas ordonnés à assister la communauté ecclésiale dans l'exercice de sa fonction ministérielle ? Aussi, l'adhésion au renouveau charismatique met-elle au service de l'Eglise, à la conquête de son avenir. Elle engage de plain-pied dans l'action.

Mission du ~~renouveau~~ charismatique dans l'Eglise

32. C'est pourquoi il faut travailler ensemble à la mission qui nous est commune. Ne

sommes-nous pas tous envoyés par le Christ pour servir le Père auprès des hommes ? Votre disponibilité à l'Esprit vous dépouille de vous-mêmes. Vous êtes au Christ et par conséquent totalement livrés comme lui aux hommes. La joie que vous procure la présence du Ressuscité dans votre vie ne vous appartient pas. Elle est destinée à rayonner dans votre milieu, à faire le bonheur de vos semblables.

Le renouveau charismatique est un ferment dans l'Eglise

33. Nous sommes persuadés de l'aptitude des charismatiques à agir comme des ferments dans la communauté à laquelle ils appartiennent. Ils en ont donné de multiples preuves. Grâce à leur exemple et à leur zèle, beaucoup de chrétiens ont retrouvé le goût de la prière, la joie d'appartenir au Christ, le sens de la fraternité communautaire. C'est dire que les champs d'action appropriés à leurs aspirations apostoliques sont nombreux. En voici quelques exemples glanés au hasard. L'accroissement de leur concours à l'animation catéchétique, liturgique, pastorale serait apprécié. De même nous souhaiterions voir s'intensifier leur contribution aux diverses activités paroissiales ou diocésaines. Nous pensons notamment aux organisations qui s'occupent des jeunes, des couples en difficulté, des personnes âgées. Ils pourraient aussi étendre leur coopération à toutes les sphères du secteur social qui requiert une vaste gamme de services.

IV — CANAUX REGULIERS DE COMMUNICATION ENTRE LES PASTEURS ET LE RENOUVEAU CHARISMATIQUE

34. Les projets de collaboration abondent. Toutefois, leur réalisation sera d'autant plus réussie qu'elle s'opérera dans un climat de dialogue fraternel. D'où la nécessité d'établir entre les charismatiques et nous des canaux réguliers de communication. Leur rôle consistera essentiellement à assurer entre nous un contact permanent, à mettre au point des tâches communes, à faire connaître les besoins de l'Eglise à tous les niveaux, enfin à leur venir en aide lorsque les circonstances l'exigeront. En plusieurs diocèses, l'évêque a déjà désigné un responsable permanent pour assurer ce dialogue.

35. Ce réseau permanent de communication ouvrira la voie à des échanges fructueux et à une coopération féconde. Nous en sommes assurés d'avance par les bonnes dispositions et par l'attachement filial que le renouveau charismatique a toujours manifesté à l'égard des pasteurs.

CONCLUSION GENERALE

36. Demeurons à l'écoute de l'Esprit. Lui seul peut mener à leur terme, par des chemins qu'aucune main humaine ne peut tracer à l'avance, nos efforts conjugués pour construire la communauté ecclésiale de demain.

P.-S. — Ce message a été approuvé par les évêques catholiques du Canada, au cours de leur Assemblée plénière tenue à Ottawa, du 14 au 18 avril 1975.

Ottawa, le 28 avril 1975.

LE SAINT-ESPRIT DANS L'ÉGLISE ET DANS LE MONDE

Lettre pastorale du cardinal Renard et de Mgr Boffet (1)

Il y a quelques années, on ne parlait guère du Saint-Esprit ; on commence à en parler davantage, peut-être sans bien le connaître. Ce qui est certain, c'est que des chrétiens affirment l'avoir découvert dans la prière ou dans l'action.

Vous savez sans doute l'existence des groupes de prière. Ils sont nombreux dans notre diocèse. Dans ces groupes de prière, on ne se contente pas de parler du Saint-Esprit, on lui parle et on lui demande de prier en nous. Des chrétiens affirment que, grâce à lui, ils rencontrent Dieu ; et ils se sentent libérés d'un matérialisme de vie qui les étouffait : plus d'une fois, des hommes et des femmes, spécialement des jeunes devenus esclaves de la drogue ou de l'érotisme, ont retrouvé une liberté de vivre et de croire.

Vous savez aussi que, dans des milieux très divers, des adultes et des jeunes se donnent de tout leur cœur à une lutte collective contre l'injustice, pas seulement pour remédier à ses conséquences, mais aussi pour en faire disparaître les causes. Dans ce combat qu'ils ont engagé, des chrétiens affirment qu'ils ne sont pas seuls, mais que le Saint-Esprit les précède : à l'intérieur même de cette action, ils découvrent le Christ et veulent devenir ses témoins. Ils n'hésitent pas à proclamer leur foi. Ils ont conscience que leur foi les soutient dans leur action et qu'elle les pousse à agir dans l'espérance et dans l'amour.

En même temps, des réactions se manifestent dans un sens opposé. On parle de l'illuminisme des groupes de prière et on craint qu'ils ne deviennent une évasion. D'autre part, on reproche aux chrétiens engagés dans le combat pour la justice de sacraliser des luttes qui sont purement humaines ou même de vouloir annexer le Saint-Esprit.

Nous n'avons pas l'intention, dans une lettre pastorale qui se voudrait accessible à tous, de présenter une étude complète sur le Saint-Esprit et sur le discernement des esprits. Nous voudrions seulement, en référence aux questions et recherches actuelles, apporter quelques éléments de réflexion chrétienne.

I. — Qui est le Saint-Esprit ?

Disons d'abord quelques mots sur le Saint-Esprit, d'après l'Évangile et les écrits des apôtres.

Dans l'Eglise

C'est lui qui, par les prophètes, a préparé progressivement les hommes à la venue du Sauveur (He 1, 1). Par lui, le Fils de Dieu est entré dans l'histoire de l'humanité en devenant un homme comme nous (Mt 1, 20). Par lui, le Christ s'est offert au Père en sacrifice pour nous

sauver (He 9, 14). Et surtout Jésus, ressuscité des morts « selon l'Esprit de Sainteté » (Rm 1, 4) et parvenu à la gloire, nous envoie le Saint-Esprit de la part du Père : au jour de la Pentecôte, l'Esprit-Saint est venu sur les apôtres ; il les a transformés en témoins du Christ (Ac 1, 8) et il a commencé par eux la mission de l'Eglise (Ac 2, 4-11).

Cette Eglise des apôtres, que le Christ a fondée par sa mort et sa résurrection, le Saint-Esprit la vivifie sans cesse par la Parole de Dieu et par les sacrements (Ep 1, 13-14 ; Tt 3, 5-6). Il est toujours présent aux apôtres et à leurs successeurs, ainsi qu'à tout le Peuple de Dieu, afin que l'Eglise accomplisse sa mission dans le monde entier, jusqu'à la fin des temps (Jn 14, 16 ; 20, 21-22 ; Ep 4, 16 ; *Lumen gentium*, 8).

C'est lui qui, à travers tant de crises, de déviations et de divisions, maintient l'Eglise dans son dynamisme, sa fidélité et son unité (1 Co 12, 4-13). C'est lui, enfin, qui l'oriente toujours vers son achèvement glorieux, lors du retour du Christ (Ap 22, 17 ; 1 Co 15, 24 ; *Lumen gentium*, 48).

Dans tout chrétien

Ce qu'il fait au plan de l'Eglise universelle, l'Esprit le réalise dans chaque Eglise diocésaine (Ap 2 et 3) et dans chaque membre de l'Eglise (Ep 1, 13-14).

Dans la mesure où nous nous laissons conduire par lui (Rm 8, 14), il vient habiter en nous (1 Co 6, 19) et il nous fait prendre conscience que nous sommes fils de Dieu (Rm 8, 16). Il nous fait pénétrer la Parole de Dieu qui devient pour nous lumière et vie (Jn 14, 26 ; 16, 13). Ainsi, il nous fait connaître Dieu et son dessein d'amour universel (Ep 1, 1-23).

En nous, le Saint-Esprit lutte contre la chair, c'est-à-dire contre toutes les forces de l'égoïsme personnel et collectif ; il nous ouvre à l'amour de Dieu et de nos frères (Rm 8, 1-13 ; Ga 5, 16-24). C'est lui, enfin, qui nous apprend à prier d'une manière que nous ne savons pas expliquer (Rm 8, 26).

Dans le monde

L'Esprit-Saint n'agit pas seulement dans l'Eglise et dans le cœur des fidèles. Il agit aussi dans le monde entier. Tel est l'enseignement explicite du Concile. Après nous avoir dit que « l'ordre social et son progrès doivent toujours tourner au bien des personnes » et que « cet ordre doit sans cesse se développer, avoir pour base la vérité, s'édifier sur la justice et être vivifié par l'amour », il ajoute : « l'Esprit de Dieu, qui conduit le cours des temps et rénove la face de la terre, est présent à cette évolution » (*Gaudium et spes*, 26, § 3 et 4).

Aussi, éclairés par l'Évangile et par l'Eglise, nous croyons que le Saint-Esprit ne fait qu'un avec le Père et le Fils ; comme nous l'affirmons dans le *Credo*, il reçoit même adoration et même gloire : il est Dieu.

(1) Supplément à *Eglise de Lyon et Saint-Etienne*, 21 février 1975. On peut se procurer cette lettre, en tiré à part, à l'archevêché de Lyon, 1, place de Fourvière, 69321 Lyon Cédex 1, au prix de 0,50 F l'exemplaire.

Mgr Boffet est auxiliaire du cardinal Renard, archevêque de Lyon.

L'Esprit et notre liberté

Mais l'Esprit-Saint respecte la liberté des hommes ; autrement dit, l'action de l'Esprit-Saint n'est pas automatique : il ne suffit pas d'avoir été baptisé et confirmé pour que l'Esprit-Saint agisse en nous pour la prière et le témoignage. Il faut que nous croyions vraiment en son amour et sa puissance, et que nous soyons décidés à faire ce qu'il attend de nous. Nous avons un modèle parfait de l'accueil du Saint-Esprit en saint Paul : au jour de sa conversion, il s'est donné au Christ dans une disponibilité totale ; il lui a dit : « Seigneur, que veux-tu que je fasse ? » (Ac 22, 10.)

Cependant, même si l'on veut très sincèrement accueillir l'Esprit-Saint et se laisser conduire par lui, on peut encore se tromper. Personne, en effet, ne peut voir ni entendre directement le Saint-Esprit : c'est seulement à travers des inspirations ou des décisions qu'il se manifeste à nous ; nous pouvons aussi percevoir des signes de son intervention dans des personnes ou dans des groupes humains, à l'occasion de leur comportement individuel ou collectif. Mais nous pouvons nous faire illusion et prendre pour une manifestation réelle du Saint-Esprit ce qui est seulement le fruit de notre imagination ; nous pouvons aussi nous tromper dans l'interprétation des signes que nous avons perçus dans les événements.

Nous devons donc distinguer le Saint-Esprit, d'une part, et, d'autre part, les divers esprits qui peuvent nous inspirer. Ainsi se pose le problème du discernement des esprits. Le Saint-Esprit ne se trompe jamais et il ne nous trompe jamais. Mais nous, nous pouvons nous tromper en nos jugements : saint Paul ne distingue-t-il pas l'esprit malin, l'esprit naturel et l'Esprit-Saint ? (Cf. par exemple : 1 Co 2, 10-16 ; II Co, 11, 14).

Saint Jean écrit : « Ne vous fiez pas à tout esprit, mais éprouvez les esprits pour voir s'ils viennent de Dieu, car beaucoup de faux prophètes sont venus dans le monde. » (1 Jn 4, 1.)

II. — Critères de discernement

Sans doute, c'est la hiérarchie de l'Eglise qui est finalement chargée de discerner les charismes, d'une façon authentique (*Lumen gentium*, 7) ; mais le Concile déclare aussi qu'il appartient aux laïcs d'éprouver la vérité et l'usage des « charismes », non pour éteindre l'Esprit, mais pour retenir ce qui est bon (Apostolat des laïcs, 3). Saint Paul disait qu'on reconnaît l'Esprit à des fruits ou des signes : « Charité, paix, joie, bonté, fidélité, douceur, tempérance... Ceux qui sont au Christ ont crucifié leur chair avec ses passions. » (Ga 5, 19-25.)

Nous voudrions donc vous aider dans ce discernement, en apportant des éléments de réflexion, à partir des deux cas que nous avons cités : le Saint-Esprit et le renouveau de la prière ; le Saint-Esprit et le combat pour la justice.

Réflexions élémentaires

Le Saint-Esprit a deux manières d'agir parmi les hommes. Il agit d'abord d'une façon ordinaire, et, dans ce sens, il est présent à tout ce qui est vrai, à tout ce qui est juste et à tout ce

qui est fraternel. Mais il peut intervenir aussi d'une façon extraordinaire, dans une inspiration ou dans une décision déterminée. Les interventions extraordinaires du Saint-Esprit sont rares : on cite, comme exemple, la décision prise par Jean XXIII de convoquer le Concile. Aussi bien dans les groupes de prière que dans le combat pour la justice, on pense à une intervention ordinaire du Saint-Esprit.

Notons aussi que les inspirations et les actions des hommes, même quand elles viennent du Saint-Esprit, sont rarement pures de tout défaut. Elles sont marquées à la fois par nos limites et par notre péché. Rappelons-nous la parabole de l'ivraie et du bon grain (Mt 13, 24-30, 30-43). Par conséquent, on ne doit pas nier la présence du Saint-Esprit, sous prétexte que l'on a perçu des déficiences ou même du péché dans un comportement individuel ou collectif. D'autre part, on ne doit pas, sous prétexte que l'on a perçu l'action de l'Esprit-Saint dans certaines actions humaines, prétendre qu'elles sont sans défaut. Même dans l'Eglise, qui vient sûrement du Saint-Esprit, il y a des déficiences (*Gaudium et spes*, 43, § 6).

Il est donc plus facile de discerner ce qui ne vient pas du Saint-Esprit que d'affirmer que telle inspiration vient sûrement du Saint-Esprit. Notre attitude est vraiment spirituelle quand nous acceptons humblement de nous remettre en question et de tenir compte des observations qui nous sont faites, en même temps que nous cherchons à être fidèles à l'action de l'Esprit.

L'Esprit et la prière

En ce qui concerne le renouveau de la prière, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que, dans son ensemble, il vient de l'Esprit de Dieu : des jeunes et des adultes ont retrouvé la foi et se sont convertis en participant à des groupes de prière ! Jésus disait : « Vous reconnaîtrez l'arbre à ses fruits. » (Mt 7, 20.)

On peut dire que le renouveau de la prière a une actualité indéniable. Dans un monde où des hommes proclament la mort de Dieu, des jeunes et des adultes rencontrent, dans la prière, le Dieu vivant qui transforme leur vie. Ainsi des groupes de prière deviennent comme un signe pour le monde et pour l'Eglise. Ils constituent un appel. Ils nous demandent non seulement d'affirmer que Dieu existe, mais que Dieu est Dieu et que nous devons toujours prier et accueillir son Esprit. Ils ne nous détournent pas pour autant du prochain à aimer et à servir. Parmi tous les dons de l'Esprit, saint Paul nous dit bien quel est le meilleur, celui qui surpasse tous les autres : c'est la charité (I Co 12, 31). Et saint Jean n'insiste pas moins : « Que celui qui aime Dieu aime aussi son frère. » (1 Jn 4, 21.) C'est l'homme tout entier que nous devons aimer. On se tromperait donc si l'on croyait que le but de la vie c'est seulement de prier et d'appréhender à prier. Si la prière est nécessaire, elle n'est pas suffisante.

Lorsque saint Jean nous propose, comme modèle de notre amour pour le prochain, le Christ qui s'est livré à la mort pour nous sauver, il fait immédiatement une application au plan des nécessités de la vie terrestre : « A ceci nous avons connu l'amour : celui-là a donné sa vie

pour nous et nous aussi, nous devons donner notre vie pour nos frères. Si quelqu'un, jouissant des richesses du monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui ? Petits enfants, n'aimons ni de mots, ni de langue, mais en actes véritablement. » (1 Jn 3, 16-18.) Sans doute, on ne doit pas confondre *l'effort apostolique* qui a pour but de libérer l'homme du péché et de le faire vivre de la vie même de Dieu, et *l'effort social ou politique* qui a pour but de libérer l'homme de toute oppression et de toute misère pour lui permettre de vivre d'une façon vraiment humaine ; mais on n'a pas le droit de séparer ce double effort ; une religion qui oublierait les besoins terrestres de l'homme mériterait d'être rejetée comme aliénante ! (Jc 1, 23-24, 27 ; 2, 14-26.)

Enfin, on ne peut pas se contenter aujourd'hui d'une charité temporelle qui seulement remédierait aux conséquences des injustices ; on doit aller jusqu'à la source même de ces injustices. Le Concile, très explicite, dit en effet : « Il faut satisfaire d'abord aux exigences de la justice, de peur que l'on n'offre comme don de la charité ce qui est déjà dû en justice. Que disparaisse la cause des maux et pas seulement leurs effets, et que l'aide apportée s'organise de telle sorte que les bénéficiaires se libèrent peu à peu de leur dépendance à l'égard d'autrui et deviennent capables de se suffire. » (Apostolat des laïcs, 8.)

De même, on ne peut se limiter non plus à un apostolat purement individuel et orienté seulement dans un sens religieux. C'est toute la vie humaine qu'il faut arracher au péché par la conversion chrétienne des hommes. Quand on a rencontré le Christ, l'Esprit demande qu'on s'unisse à d'autres et qu'on travaille tous ensemble au service de l'humanité, afin que la justice et la fraternité puissent y régner dans la vérité et la liberté. Il serait donc normal que les chrétiens qui prient s'engagent dans des organisations temporelles de leur choix et qu'ils participent à des mouvements apostoliques orientés vers la conversion des hommes, en pleine vie humaine. Telle est, en effet, l'orientation donnée par le Concile, spécialement quand il parle de l'apostolat spécifique des laïcs (*Lumen gentium*, 34).

Ces observations veulent être un appel aux chrétiens pour un plus authentique témoignage de la foi.

L'Esprit et le combat pour la justice

Le combat pour la justice a pour but de transformer les relations humaines, de manière que les biens terrestres « soient mieux distribués entre tous les hommes » (*Lumen gentium*, 36). Il y a, en effet, des disparités économiques entre nations ou entre catégories sociales, qui sont strictement injustes (*Gaudium et spes*, 66). On est très loin de donner à tous les hommes une véritable égalité de chances au plan culturel (60-61) et il est inadmissible qu'un petit nombre d'hommes seulement accèdent à la responsabilité, alors que les autres restent des exécutants (68). On n'a pas le droit de se résigner à de telles injustices qui rendent impossibles la paix et la réconciliation des hommes. Pie XII disait : « La paix est œuvre de justice. » C'était sa devise.

Le combat pour la justice n'est donc pas seulement une activité moralement bonne, c'est une

nécessité morale qui s'impose à tous les hommes de bonne volonté : on ne peut pas admettre les idéologies qui prétendraient justifier la situation économique, politique ou sociale du monde d'aujourd'hui.

On est donc amené à dire non seulement que le Saint-Esprit est présent au combat pour la justice, mais qu'il l'inspire et qu'il travaille au cœur des hommes, quelles que soient leur nation ou leur catégorie sociale, pour qu'ils prennent aussi conscience de l'injustice actuelle et qu'ils acceptent courageusement de lutter, non seulement pour en corriger les déficiences, mais aussi pour en faire disparaître les causes.

Cependant, si l'Esprit est présent au combat pour la justice, on ne doit pas sacraliser ce combat de telle sorte qu'il apparaisse s'identifier à l'établissement du royaume des cieux. C'est le même Esprit qui travaille dans le monde pour la paix, la justice et la fraternité, et qui travaille au salut de tous les hommes en Jésus-Christ. Il ne faut donc pas séparer, mais il ne faut pas, non plus, confondre (*Lumen gentium*, 36). De plus, en sacralisant le combat pour la justice, on manquerait de respect vis-à-vis des incroyants qui s'y donnent de tout leur cœur, comme si le fait de lutter pour la justice les faisait devenir des chrétiens qui s'ignorent ou des membres d'une Eglise qu'ils reculent.

Enfin, lorsque nous disons que le Saint-Esprit est présent au combat pour la justice, nous ne disons pas pour autant qu'il diminue l'autonomie des hommes dans leur action terrestre. Dieu respecte toujours la liberté de l'homme à qui il a confié l'organisation du monde. Ce n'est pas dans l'Evangile que l'homme trouvera des solutions concrètes à ses problèmes humains. Ce qui est demandé à tous — dans la lumière de l'Evangile, s'ils sont chrétiens, dans la fidélité à leur conscience, s'ils n'ont pas la foi — c'est de subordonner toute idéologie et tout progrès au service de l'homme. L'homme est le but de tout ce qui concerne l'organisation du monde.

Aussi, nous allons essayer de dégager quelques critères ou repères qui nous permettront d'évaluer plus facilement ce qui, dans le combat pour la justice, vient du Saint-Esprit et ce qui s'écarte plus ou moins de ses inspirations. Ces critères, nous les présentons aux chrétiens, mais nous pensons que des hommes qui ne partagent pas notre foi peuvent comprendre, à leur manière, ce que nous allons dire.

L'action au service de l'homme

Le combat pour la justice est sûrement voulu par l'Esprit-Saint. Mais, dans ce combat, les idéologies et les analyses sont diverses, ainsi que les projets et les stratégies. De même, quand il s'agit de découvrir et de révéler le Christ, les itinéraires sont différents et les options pastorales sont loin de s'accorder. Cette diversité, ces tensions sont inévitables : elles ont d'ailleurs des aspects positifs. Mais elles risquent de devenir un obstacle à l'efficacité de l'action et de l'apostolat.

Ce qui doit passer avant tout, c'est le bien de l'homme, par les exigences de la justice et de la fraternité. On ne doit donc pas faire passer les théories et les moyens avant le but que l'on poursuit. D'autre part, personne ne peut prétendre posséder la vérité d'une façon complète, quelle que soit la valeur de ses analyses ou la

force de ses arguments.

Sans doute, on est obligé de faire des choix ; autrement, on ne peut pas être efficace. Mais *absolutiser ses choix*, c'est un signe qu'on manque d'objectivité. La vraie science accepte toujours de remettre en cause ses propres affirmations ; on sait bien qu'il n'y a pas de théorie scientifique qui soit définitivement valable.

On doit se méfier spécialement du rôle souvent nécessaire, mais toujours un peu déformant, joué par les idéologies et l'affectivité jusque dans les analyses qui se veulent scientifiques.

Ce que nous venons de dire vaut, toutes proportions gardées, pour les mouvements apostoliques. Même si ces mouvements sont spécialement recommandés et appuyés par l'Episcopat, la priorité qui leur est accordée ne peut jamais être considérée comme une exclusivité. « L'Esprit souffle où il veut », mais toujours vers l'amour de Dieu et des autres.

L'Esprit chrétien dans l'action

L'Esprit de Dieu n'est jamais un frein ; il communique aux fidèles un dynamisme puissant ; mais ce dynamisme est soumis aux exigences de l'amour. Il exclut d'une façon absolue le mépris ou la haine des personnes ; même quand il y a des conflits, on ne doit pas lutter contre les personnes en tant que telles, mais contre les injustices ou contre les causes qui les engendrent.

D'ailleurs, selon l'Evangile, l'Esprit de Dieu nous pousse toujours en premier lieu dans le sens d'une action non violente ; elle peut être plus efficace que l'action violente, de par la force d'un amour constructif, tenace, d'hommes unis.

De plus, l'esprit chrétien nous demande de faire passer toujours le bien des hommes avant le succès de notre propre groupement : cela suppose que l'on n'ait pas absolutisé son choix.

Le spirituel dans les mouvements apostoliques

Cette formation spirituelle est nécessaire à tous les chrétiens, plus on est engagé dans le combat pour la justice plus on a besoin de vivifier et de partager sa foi, plus le recours à la prière et aux sacrements est nécessaire. Cela pose le problème du soutien à apporter aux chrétiens engagés dans une action professionnelle, sociale ou politique.

Mais le problème de la formation spirituelle s'impose d'une façon spéciale aux mouvements apostoliques, parce qu'ils sont chargés, en tant que tels, de révéler le Christ : « Pourvu que le Christ soit annoncé ! » (Ph 1, 18.) Sans doute, cette formation spirituelle est d'abord celle qui s'intègre dans l'apostolat propre du mouvement. Mais, comme cela se fait déjà, il est très utile de prévoir, pour les membres qui le désirent, des réunions consacrées à approfondir la connaissance du Christ qu'ils rencontrent en pleine vie humaine. Plusieurs désirent aussi qu'une réflexion théologique présentée à partir de leur vie et de leur action leur permette de réfléchir plus profondément sur le sens de cette vie et de cette action, à la lumière de la Parole de Dieu. L'intelligence de la foi, en notre monde de diversité et de contestation, est nécessaire à tous les chrétiens, ceux qui prient et ceux qui luttent.

Nous croyons que le combat des chrétiens pour la justice et l'action des mouvements apostoliques sont, dans le désarroi actuel du monde, un signe d'authenticité de la foi. Grâce aux efforts accomplis par de nombreux chrétiens dans ce sens, on n'ose plus parler aujourd'hui de la religion « opium du peuple » ; on voit des chrétiens qui puisent dans leur foi la force de leur action et, en se donnant au service de leurs frères, ils développent leur foi et deviennent des témoins du Christ. Plus une action est importante au point de vue de l'Eglise et du monde, plus le Saint-Esprit nous demande de la purifier de ses déficiences et de la fortifier par un contact plus intime avec Dieu, de telle sorte que progressent la fraternité, la réconciliation, la paix.

Conclusion

Puissent ces quelques paroles, qui auraient voulu être plus brèves, devenir pour tous un appel à l'Espérance. Mais il ne faudrait pas que nous soyons simplement spectateurs des signes de l'Esprit-Saint. Que pourrions-nous faire pour nous renouveler dans notre prière ? Pour nous engager au service de nos frères, en leur annonçant Jésus-Christ ? Aucun chrétien ne peut pas ne pas s'interroger à ce double propos.

Mercredi des Cendres.

† Cardinal A. RENARD,
† L. BOFFET.

— **Regard sur la littérature contemporaine**, par Albert SAMUEL.
— Un vol. 17 X 22 cm. de 114 pages. Chronique sociale de France, Lyon.

Le but de l'auteur est clair : « Fournir une sorte de répertoire de la littérature de 1945 à 1972. Volontairement schématique, il se présente ainsi comme un « guide de lecture » ; d'une part pour permettre de situer ce qu'on a lu dans l'ensemble de la production littéraire ; et d'autre part pour aider à choisir ce qu'on va lire. » Des tableaux fort utiles à consulter.

— **La Sexualité**. Pour une réflexion chrétienne. Texte rédigé par un groupe d'études à la demande du Conseil de la Fédération protestante de France. — Un vol. 12,5 X 20 cm, de 116 pages. Editions du Centurion, Paris, et Labor et Fides, Genève.

Un groupe mixte, hommes et femmes, théologiens, professeurs, médecins, conseillers conjugaux ou sociaux, ont participé à la rédaction de ce texte. Il reflète nécessairement les points de vue du groupe dans sa majorité. Une orientation « permissive » le caractérise. Mais il faut tenir compte du fait que ce texte est suivi de plusieurs lettres de membres du Conseil de la Fédération protestante de France et de personnalités diverses, universitaires, pasteurs, etc. qui expriment de nettes réserves. Un texte à retenir.

— **L'Eglise interrogée**, 11 questions, 11 réponses, par Claudio ZANCHETTIN. — Un vol. 13,5 X 21 cm, de 184 pages. Editions du Centurion, Paris.

C'est une suite d'interviews sur les questions brûlantes de l'Eglise d'aujourd'hui : Faut-il contester l'Eglise de l'intérieur ? (Robert DAVEZIES.) Comment promouvoir la libération de la femme dans l'Eglise ? (Françoise VANDERMEERSCH.) Un marxiste peut-il croire à la résurrection du Christ ? (Roger GARAUDY.) Pourquoi tant de timidité devant l'œcuménisme et la libération des peuples ? (Georges CASALIS.) Comment fonctionnent les rapports de domination dans l'Eglise ? (Giulio GIRARDI.) Le regard du sociologue est-il une menace pour l'institution Eglise ? (René LOUREAU.) Comment lire la Bible à partir de la libération des pauvres ? (Enrique DUSSEL.) Les données scientifiques dérangent-elles le croyant ? (Marc ORAISON.) Pourquoi l'Eglise se méfie-t-elle de la psychanalyse ? (Albert PLE.) La théologie doit-elle s'intéresser aux données sociologiques et économiques ? (M.-Dominique CHENU.) Pouvons-nous reconnaître les problèmes de l'avortement ? (Jacques-M. POHER.) On le voit, les questions sont actuelles et ceux qui répondent bien connus pour leur franc-parler.

Questions actuelles

ÉGLISE PEUPLE DE DIEU ET ÉGLISE INSTITUTION

Conférence du cardinal Alfrink

Le cardinal Alfrink a prononcé à Utrecht, le 17 mars 1975, devant l'Association Adelbert, la conférence ci-après, où il analyse les reproches adressés de nos jours à l'Eglise en tant qu'institution, opposée à l'Eglise, considérée sous l'angle de peuple de Dieu ().*

On m'a demandé de parler ce soir de l'Eglise comme institution, du caractère institutionnel de l'Eglise.

Ce sujet me paraît être d'une grande actualité. On rencontre nombre de résistances à l'égard de l'Eglise-institution. On a parfois l'impression que toutes les objections, toutes les résistances, toute l'aversion à l'égard de l'Eglise sont ramenées, à tort ou à raison, au caractère institutionnel de l'Eglise ou à ce qu'on considère comme tel. Pour certains, le mot « institution », en ce qui concerne l'Eglise, est presque devenu un mot « sale » qui leur fait rejeter l'Eglise. Il en est d'autres dont la foi dans l'Eglise et l'amour pour elle — sans que pour autant ils lui tournent le dos — ont néanmoins profondément souffert de ce qu'ils ont subi ou cru subir par suite du caractère institutionnel de l'Eglise.

Il en est également qui, tout en conservant leur foi dans l'Eglise et leur amour pour elle, estiment que si elle avait un caractère moins institutionnalisé, elle manifesterait plus clairement l'esprit de l'Evangile, la Bonne Nouvelle de son Seigneur et de son Evangile.

L'enseignement de Vatican II

Je n'ai pas la prétention d'exposer et de résoudre à la satisfaction de tous l'ensemble des problèmes qu'on pourrait grouper autour de ce thème. Je ne pourrai que formuler quelques pensées fondamentales qui conduiront peut-être dans la suite à un échange d'idées. J'aimerais prendre pour point de départ l'enseignement que le deuxième Concile du Vatican nous a donné à ce sujet, spécialement dans la Constitution *Lumen gentium* au sujet de l'Eglise.

Partir d'une vision théologique ou, si l'on veut, d'une vision de foi sur la signification et la valeur d'un Concile œcuménique de l'Eglise,

voilà ce qui n'est pas extravagant pour un entretien sur le thème qui nous occupe ici.

Il faut ajouter que le Concile s'est explicitement occupé de ce thème. On peut affirmer que, parmi les nombreux sujets qui ont été traités dans les discussions de Vatican II, celui-ci s'est occupé de deux questions fondamentales touchant l'Eglise.

La première fut la vision de foi que l'Eglise possède elle-même à l'égard de son propre être intérieur ; la seconde fut la mission sur laquelle le Concile s'est penché et qu'elle a reçue pour l'humanité tout entière, pour le monde tout entier.

L'Eglise, en tant que communauté pour les hommes, constitue également de par sa nature une donnée sociologique. Personne ne le niera. Mais ce n'est pas tout dire. L'Eglise est plus que cela. L'Eglise est une donnée de la foi. Peut-être doit-on dire : l'Eglise est d'abord une donnée de la foi. Il n'y a pas d'inconvénient à analyser l'Eglise sous son aspect sociologique. Mais pour celui qui croit à l'Eglise, le fondement ou l'arrière-plan de semblables considérations devra toujours être la vision de foi sur l'Eglise.

Partant des visions dégagées par le second Concile du Vatican, je vais essayer de formuler quelques idées autour du thème qui nous occupe : le caractère institutionnel de l'Eglise.

L'Eglise, peuple de Dieu

Dans la Constitution sur l'Eglise, celle-ci est désignée par un certain nombre de dénominations et d'images. L'annonce du Royaume de Dieu occupe la première place ; le terme « Royaume de Dieu » n'est pas une désignation directe de l'Eglise ; il est cependant l'origine, le but et le modèle de l'Eglise. L'Eglise a reçu de son Seigneur la mission d'annoncer le Royaume de Dieu et de l'établir parmi tous les peuples. Elle est, de ce Royaume, « le germe et le commencement » (*germen et initium*). Elle ne peut annoncer et établir ce Royaume que si elle en porte en elle-même la vertu. Cette vertu, c'est l'Esprit qui l'habite et qui témoigne du Christ. « C'est pourquoi, est-il dit, l'Eglise, en sa croissance progressive, aspire au Royaume consommé et de toutes ses forces espère et désire être unie à son Roi dans la gloire. » (N° 5.) L'Eglise est un peuple en route vers le Seigneur, témoignant de lui dans l'annonce et les sacrements, et le montrant dans ses membres. Elle est un signe d'espérance.

(*) Texte néerlandais traduit par le Secrétariat des évêques des Pays-Bas. Titre et sous-titres de la DG.

L'Eglise est désignée par toutes sortes de termes pris dans les Ecritures : le champ de Dieu, la vigne de Dieu, l'édifice de Dieu, le temple dont le Seigneur est lui-même la pierre d'angle posée par Dieu, le bercaïl, la demeure et le foyer, la famille de Dieu, l'épouse du Christ, le Corps du Christ, le peuple de Dieu. Cette dernière appellation a été particulièrement mise en relief par le Concile, à cause surtout de sa signification universelle et du fait que l'Eglise est en route vers le Seigneur à travers toute l'Histoire. Le lien essentiel avec l'antique peuple de Dieu, les enfants d'Abraham, trouve également son expression dans cette appellation « peuple de Dieu ».

Dans la Constitution sur l'Eglise on a apparemment renoncé à donner une désignation, une appellation ou une définition rigide de l'Eglise. Dans l'esprit des Ecritures, on a plutôt aligné une multiplicité d'images et de noms pour décrire toute la richesse de l'Eglise ; on a voulu ainsi éviter de présenter l'Eglise dès le début comme un tout juridique qui donnerait une définition exhaustive de la signification et du sens complets de l'Eglise. Et de toute cette richesse l'appellation « Peuple de Dieu » est alors ressortie avec une certaine préférence.

Tout au début de la Constitution (au premier paragraphe), avant même qu'on n'évoque la diversité des noms et images, il y a néanmoins, en guise de titre et de fil conducteur pour tout le Concile, une sorte de description théologique de l'Eglise, à savoir : « L'Eglise est, dans le Christ, en quelque sorte le sacrement c'est-à-dire le signe et l'instrument de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain. » (N° 1.) Plus explicitement : « Dieu a convoqué l'assemblée de ceux qui dans la foi regardent vers Jésus, auteur du salut et principe d'unité et de paix et en a constitué l'Eglise, pour qu'elle soit pour tous et pour chacun le sacrement visible de cette unité salutaire. » (N° 9.) Signe et instrument d'unité et de paix, rassemblée par la foi, appelée et animée comme par l'Esprit lui-même, voilà l'Eglise. Vous voyez combien est fortement soulignée ici la tâche de l'Eglise à l'égard de l'humanité tout entière : unité et paix dans la foi et dans l'amour, voilà la mission que le Seigneur a donnée à l'Eglise et voilà le salut qu'il désire offrir au monde par l'Eglise.

Le mot « *ecclesia* » (église) vient de « *kaleo*, ek-kaleo », appeler ; l'Eglise est appel, assemblée par le Seigneur, en son nom. Notre terme (néerlandais) « *kerk* » (church, Kirche) vient de « *kuriakon* », c'est-à-dire appartenant au Seigneur, dirigé vers le Seigneur. Dans le *Credo* nous confessons cette communauté du Christ comme étant une, sainte, catholique et apostolique.

Communauté et société

Le Concile fait une distinction qui a son importance pour notre sujet. L'Eglise, y dit-on, est une communauté visible (*communitas*) de foi, d'espérance et de charité, à laquelle le Seigneur lui-même a donné la vie et dont il soutient l'existence. Elle est également une institution organisée de façon hiérarchique (*societas*). Dans la traduction néerlandaise, vous trouverez : « *gemeenschap* » (*communitas*-communauté) et « *maatschappij* » (*societas*-société), mais il

paraît peut-être un peu étrange d'appeler l'Eglise une « société ». Les Allemands ont moins de difficultés : ils traduisent : « *Gemeinschaft* » et « *Gesellschaft* ». Nous pourrions peut-être parler de communauté et d'institution. En sociologie, c'est une distinction connue et le Concile l'applique ici à l'Eglise. De même on peut parler de la communauté du peuple néerlandais d'une part, de son organisation ou de ses institutions sociales d'autre part ; on peut parler de la communauté que constitue une ville ou un village et de l'organisation ou des institutions qui en font partie nécessairement.

Une seule réalité indissoluble

Il serait inexact et trompeur de chercher dans le Concile une théorie sociologique déterminée. Mais la distinction y est faite et elle est appliquée dans la suite.

L'intention première du Concile est de dire que les deux choses : « *Communitas fidei* » et « *societas hierarchica* » forment ensemble une seule réalité complexe indissoluble (n° 8). On ajoute que l'Eglise est constituée d'un élément divin et d'un élément humain. On ne veut absolument pas dire par là que la « *communitas fidei* » serait l'élément divin et la « *societas hierarchica* » l'élément humain. L'humain et le divin s'appliquent aux deux : la *communitas* et la *societas*. Aux deux s'appliquent : œuvre du Saint-Esprit et œuvre humaine, « *communitas fidei* et *societas hierarchica* » d'hommes limités et pécheurs, œuvre soutenue, en tant que communauté de foi comme en tant qu'institution hiérarchique, par le même Esprit.

Aussi est-il clair qu'une telle distinction dans l'Eglise, entre communauté et institution ou société, ne possède qu'une valeur relative. Les deux — communauté et institution — ont dans l'optique catholique une origine divine en même temps qu'un aspect humain. L'important est la « *communio* » en tant que réconciliation de Dieu avec les hommes, par la vie, les souffrances, la mort et la résurrection de Jésus-Christ.

C'est par elle que l'Eglise se constitue et c'est d'elle qu'elle vit comme communauté de foi et union d'amour. Union et communauté dans la même foi et dans le même amour, amour à l'égard du Seigneur et amour les uns pour les autres. Un amour qui devient visible dans les justes rapports avec Dieu et avec les autres hommes.

Mais, de cette manière, l'Eglise comme société, comme institution — ainsi qu'on le dit volontiers aujourd'hui, — n'est pas devenue superflue.

La résistance à l'Eglise-institution

Nous sommes là au cœur d'un problème qui, de nos jours, est devenu extrêmement actuel et aigu. On ne peut nier qu'on rencontre une tendance déterminée qui peut accepter l'Eglise en tant que communauté de foi et d'amour, mais qui oppose une résistance à l'Eglise en tant qu'« institution ». On entend par là un appareil juridique, avec ses lois et ses prescriptions, ses commandements et ses interdits par lesquels on se laisse lier difficilement ou pas du tout, car on ne les voit que comme des inventions humaines, difficiles à concilier ou inconciliables avec l'esprit de la Bonne Nouvelle du

Seigneur qui nous est retransmise par les évangiles.

J'aimerais laisser de côté ici la question de savoir dans quelle mesure cette « aversion » pour les « aspects juridiques de l'Eglise » constitue, dans des cas déterminés et peut-être nombreux, un alibi qui permet de lâcher la communauté de foi pour des raisons de fait fort différentes. L'évangile du Seigneur a lui aussi des exigences et des attentes à l'égard de ceux qui veulent faire partie de sa communauté de foi et de son alliance d'amour, à l'égard de ceux donc qui désirent trouver dans son message salut, guérison et vie. L'évangile, lui aussi, connaît des commandements et des interdits, des règles et des prescriptions.

Mais, à côté de cela, cette aversion et cette résistance à l'égard de l'Eglise comme « institution » traduisent également, je crois, un manque de justesse dans l'appréciation ou une imprécision dans la formulation.

J'ai déjà signalé comment l'Eglise, selon l'expression du Concile, est non seulement une « *communitas spiritualis* », une communauté spirituelle, une communauté de foi et une alliance d'amour, mais aussi une « *societas organis hierarchicis instructa* », une « société » organisée hiérarchiquement, structurée hiérarchiquement. L'Eglise croit que les deux éléments viennent du Seigneur, ont été créés et sont fécondés par son Esprit.

La nécessité d'un minimum indispensable de structures

D'ailleurs, comment donc une communauté d'hommes — même une communauté de foi et d'amour — pourrait-elle exister sans institutions, sans organes ordonnateurs, sans structures ? La plus petite communauté d'hommes, la famille, demande de l'organisation, des conventions, des règles, si elle peut vivre, croître et servir au bien et au salut des personnes qui en font partie. Plus la société des hommes devient grande et complexe — et cela vaut également pour l'Eglise —, plus elle a besoin de structures. Mais je voudrais tout de suite ajouter que moins il y a de structures, et plus l'homme pourra respirer librement ; que par conséquent il faut recommander de tendre vers un minimum de structures et non vers un maximum. On pourrait affirmer : un minimum indispensable. Mais on devra tout de même ajouter que l'étendue de ce minimum indispensable dépend aussi dans chaque société du comportement de ceux qui font partie de cette société.

Revenons maintenant à l'Eglise et à ceux qui ont tendance à s'opposer à l'Eglise comme « institution ». Je pense qu'ils ne s'insurgent pas tellement contre le fait que l'Eglise soit, elle aussi, une « institution » — avec certaines organisations, structures et réglementations. En tant que communauté d'hommes — fût-ce dans la foi et l'amour, — elle ne peut être autrement. Cela appartient à son être, au côté humain de son existence, même si cette structuration n'est pas uniquement d'origine humaine. Je crois que lorsqu'on s'insurge contre l'Eglise comme « institution », on élève en réalité des objections contre certaines structures de l'institution qu'est l'Eglise. Ou encore qu'on ressent du mécontentement contre le fait que ce caractère institu-

tionnel domine dans la façon d'être et dans la vie de l'Eglise. On croit constater que celle-ci se manifeste et se fait ressentir plus comme institution que comme communauté de foi et alliance d'amour.

L'élément humain dans l'Eglise

Cela touche non pas tellement l'essence de l'Eglise que l'action humaine dans l'Eglise. Et cela pourrait donc s'adresser à l'Eglise en question, à la communauté de foi en question — non seulement aux responsables de l'Eglise, mais également à tous les membres de cette communauté —, à la manière d'un appel, pour que les erreurs humaines dans l'Eglise soient limitées et si possible éliminées.

Il est clair qu'entre ces deux aspects de l'Eglise il peut se produire des tensions et des conflits. L'histoire en donne, hélas ! bien des exemples. Ils constituent la preuve — s'il en était encore besoin — du caractère humain, de l'élément humain dans l'Eglise. Et celui qui croit en cette Eglise et qui l'aime, découvrira volontiers, dans le fait que l'Eglise n'a jamais péri à cause de cette misère humaine et qu'elle a pu conserver ses forces vitales, l'indication qu'elle porte non seulement un caractère humain, mais aussi un élément divin : la réalisation de la promesse du Seigneur : « Et moi je suis avec vous toujours, jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 20.) Voilà notre espérance chrétienne. Mais cette espérance ne doit jamais nous pousser à la tentation de nous croiser les bras et d'oublier notre mission, qui consiste à faire fonctionner l'élément humain dans l'Eglise de telle manière qu'il ne fasse pas obstacle à sa crédibilité comme communauté de foi et alliance d'amour. Dans l'histoire de l'Eglise, il y a bien des pages pleines de tristesse. On serait un peu en droit de dire que l'Eglise est toujours en période de crise, qu'elle est donc « *semper reformanda* », toujours disposée à s'améliorer, à se réformer. Mais il y a des époques marquées fortement par cette crise et où la méfiance réciproque, la méconnaissance de ce qui se passe dans l'Eglise en tant que communauté, conduisent à la destruction et à la scission. Il existe dans l'histoire de l'Eglise des exemples et même des époques entières marquées par ces aspects. Il s'agit surtout des périodes de changements profonds sur le plan social, où les rapports entre la société humaine et les organismes traditionnels sont exposés à des pressions violentes. L'Eglise comme communauté de foi, de même que les institutions ecclésiastiques, en subissent nécessairement le contrecoup.

La hiérarchie, une fonction de service

Je voudrais signaler encore une seconde évolution très importante qui s'est produite pendant le Concile lui-même. C'est l'ordre inversé que le Concile a introduit dans la pensée et la parole sur l'Eglise, et dont témoigne la Constitution sur l'Eglise. La Constitution parle tout d'abord du peuple de Dieu, de la mission générale de l'Esprit, de la participation générale de tous les fidèles à la mission sacerdotale et prophétique du Christ. C'est après seulement, et en fonction de ce qui précède, que le Concile parle du ministère apostolique dans l'Eglise. Le Sei-

gneur, pour paître et conduire son peuple, a institué des ministères divers, orientés vers le bien du corps tout entier. Je veux parler de l'ordre des diacres, des prêtres et des évêques, et de la mission qui leur a été transmise dans l'Eglise de la part du Seigneur. Dans le passé, on parlait volontiers de « hiérarchie », d'ordre hiérarchique. De nos jours, cette appellation s'est chargée d'un poids qu'on supporte assez difficilement. Le Concile y a été sensible. Aussi la Constitution affirme-t-elle avec insistance que les diacres, prêtres et évêques — bref, la hiérarchie — sont au service de leurs frères, « *fratribus suis inserviunt* » (n° 18). Remarquez bien : ils sont au service, ils ne règnent pas. *Fratribus* : leurs frères et non pas leurs sujets. La Constitution se base ici sur des paroles très claires du Seigneur dans l'Evangile. Une évidence, mais qui n'avait pas toujours été vécue ainsi dans le passé. La tâche et la mission que le Seigneur a confiées aux ministres de l'Eglise n'en ont pas été modifiées pour autant ; mais l'esprit a changé, l'esprit dans lequel ministres et non-ministres se rencontreront dans l'Eglise.

Vers des rapports harmonieux et constructifs

Le thème, formulé comme les rapports entre l'Institution-Eglise et les fidèles, insinue déjà une dualité telle que ses éléments sont facilement mis en concurrence. Nous devrions partir d'une pensée différente, à savoir de rapports harmonieux et réciproquement constructifs dans toutes les structures de l'Eglise. Alors il peut être normal qu'il se produise des tensions et des conflits. Les exemples abondent dans les temps apostoliques et au cours de toute l'histoire de l'Eglise. Les écrits du Nouveau Testament en témoignent honnêtement. Mais ce qui constitue le fond des choses c'est qu'on prend comme points de départ la paix et l'harmonie et qu'on a la volonté d'y venir ou d'y revenir à chaque fois. Si cela se produit réellement, le résultat sera un regain de vie spirituelle, un réveil de l'Eglise.

Après le Concile, depuis dix ans par conséquent, un courant s'est créé presque partout dans l'Eglise catholique et qui veut donner une réalité à l'image renouvelée de l'Eglise, dans la pratique et dans les institutions de l'Eglise. Si cela ne se produisait pas, si les institutions de l'Eglise ne se conformaient pas aux principes du deuxième Concile du Vatican, ceux-ci resteraient des paroles en l'air et pour beaucoup de personnes des mots porteurs de frustrations et de déceptions. Le Concile lui-même a lancé un appel à ce sujet.

Le Synode des évêques, institué par le Concile et tenu tous les deux ans, et maintenant tous les trois ans, a été voulu par le Concile comme un moyen pour rassembler périodiquement de nombreux délégués du collège des évêques du monde entier autour du Pape, en qualité de Chef du collège des évêques, pour rechercher ensemble ce qui servira au bien de l'Eglise et ce dont elle a besoin. C'est une nouvelle possibilité qu'a l'Eglise de sentir son pouls, de discuter les nouveaux points de vue, les nouveaux angles d'approche, et de prendre des mesures adaptées.

La crise postérieure au Concile

Il existait, pendant le Concile, un grand optimisme. Des espérances furent suscitées et répandues largement. La figure du Pape Jean XXIII jouait un rôle important. A l'extérieur de l'Eglise aussi vivaient de grandes espérances.

Après le Concile il s'est créé dans l'Eglise une crise qui s'est centrée spécialement sur l'Eglise-institution. Certains diront : à cause du Concile. Moi je pense que les évolutions de la pensée et de la société en dehors de l'Eglise n'ont pas été sans toucher les situations à l'intérieur de l'Eglise. Nous devons comprendre cette crise dans un sens large. Elle embrasse aussi bien la foi de l'Eglise que ses structures, ses rapports intra-ecclésiaux et la participation à la vie de l'Eglise. Le problème est complexe et nous devons nous garder de le simplifier. Car nous constatons chez un grand nombre de laïcs un grand intérêt pour l'Eglise et une acceptation de responsabilités, pendant que nous voyons bon nombre d'autres prendre leurs distances par rapport à la vie de l'Eglise et s'en éloigner de plus en plus. La tradition, comme élément contraignant de la continuité, a perdu beaucoup de sa force ; bien plus qu'autrefois on appelle les consciences à juger et à décider elles-mêmes. Cela joue un grand rôle surtout chez les jeunes, mais ce n'est pas spécifiquement un problème de jeunes.

Comme nous sommes nous-mêmes impliqués dans un processus de changement social et ecclésiastique, il est très malaisé de juger ces choses avec une objectivité suffisante. Nous pouvons néanmoins avancer quelques points avec la prudence qui s'impose.

Quel jugement porter ?

Tout d'abord : les rapports entre la communauté de foi et l'Eglise-institution constituent sans aucun doute un aspect important du problème, mais ils ne sont pas l'affaire principale et risquent de ce fait de mal orienter l'attention et de la détourner du cœur du problème. Il existe une crise de la communauté de foi elle-même, une crise dans la quête de Dieu, dans la quête de Jésus-Christ en tant que Fils de Dieu, dans la recherche des rapports entre Dieu, le monde et l'humanité d'aujourd'hui.

D'une grande importance est également la recherche des rapports entre la communauté de foi et l'Eglise-institution. Il s'agit alors surtout de la manière dont l'autorité est exercée dans l'Eglise d'aujourd'hui. Il existe une tension très visible entre, d'une part, l'homme de ce temps, avec le grand prix qu'il attache à la liberté de conscience, à la possibilité de garder sa personnalité, à la création de communautés plus spontanées, et d'autre part les formes traditionnelles de l'autorité dans l'Eglise, formes qui donnent à beaucoup de personnes l'impression de susciter inutilement des conflits et de limiter le libre épanouissement de la foi plutôt que de le favoriser. Des deux côtés on confond les concepts autorité et autoritaire, au grand dam évidemment des deux côtés. La nécessité de la prédication apostolique et également d'un ministère de chef dans l'Eglise ne sont pas en cause. Ce qui est en cause, ce n'est pas le ministère

apostolique, l'institution de l'Eglise, mais la façon dont ils fonctionnent et les rapports indispensables de confiance, d'échange et de collaboration. Le dialogue, si vous voulez, mais alors avec une vue juste sur le but et les méthodes du dialogue.

Les blessures que nous portons nous-mêmes à l'Eglise

Tant que l'Eglise poursuit comme Peuple de Dieu son pèlerinage sur cette terre, elle sera l'objet de défaillances humaines et portera les stigmates des blessures que nous lui causons, nous les hommes, les propres enfants de l'Eglise. Je pense que nous devons en faire le reproche à nous-mêmes plutôt qu'à l'Eglise. Rien ne s'oppose — et cela peut même être utile — à ce que, dans la communauté de foi, nous nous tendions le miroir pour nous montrer les uns aux autres comment nous devrions être pour être vraiment l'Eglise du Christ. Mais qu'on le fasse alors dans l'amour et dans la justice — et non de façon unilatérale —, non pas d'une manière toujours négative. Qu'on le fasse alors de telle manière que l'amour de l'Eglise se montre bien

vivant et que la foi dans cette Eglise n'en subisse aucun dommage, ni en nous-mêmes, ni dans les autres.

Même lorsque l'Eglise apparaît comme non crédible, elle reste l'Eglise du Christ. Sortir de cette Eglise n'apporte aucune solution, ni pour l'Eglise, ni pour nous-mêmes. La foi dans l'Eglise et l'amour pour l'Eglise peuvent et doivent cependant nous conduire à signaler — mais dans la foi et l'amour — les manquements de l'Eglise, nos manquements à tous, à nous faire tendre vers des améliorations, toujours dans la foi et l'amour.

Terminons par le témoignage plein de foi et d'encouragement du deuxième Concile du Vatican, dans la Constitution sur l'Eglise (N° 6) :

« Et pendant que sur cette terre l'Eglise est en marche loin du Seigneur, elle se considère comme exilée, de sorte qu'elle cherche et désire les choses d'en haut, là où le Christ est assis à la droite de Dieu, là où la vie de l'Eglise est cachée en Dieu avec le Christ, jusqu'à ce qu'elle apparaisse avec son Epoux dans la gloire. »

HOMÉLIE DE Mgr PÉZERIL A LA MESSE POUR LE CARDINAL MINDSZENTY

Le dimanche 25 mai, jour où il devait y concélébrer la messe avec le cardinal Marty, une messe a été célébrée à Notre-Dame de Paris à la mémoire du cardinal Mindszenty, décédé le 6 mai (1). Voici le texte de l'homélie prononcée en cette circonstance par Mgr Pézeril, évêque auxiliaire de Paris (2) :

A l'invitation fraternelle du cardinal Marty, le cardinal Mindszenty devait concélébrer avec nous cette messe de Notre-Dame. En vérité, il y participe : il est uni plus qu'aucun d'entre nous ici-bas à la plénitude du Christ dont nous allons renouveler le mémorial eucharistique. Il devait être à cet autel. Nous manquons à cette place sa modeste et énergique stature, son visage d'octogénaire ardent, sa parole inflexible et infatigable, son regard résolu. Ne nous manquent ni sa présence, ni son exemple, ni son appel.

Sa visite revêt une forme imprévue. Nous le rencontrons au-delà de la mort. Ce matin, par notre foi et pour notre foi, il est là. C'est d'abord devant lui que je suis responsable de ce que je dirai de lui. Quoi qu'on pense, il eût été à cet instant moins ardu de parler d'un vivant debout ou assis parmi nous, si illustre soit-il, que d'un aussi proche témoin de la gloire de Dieu. Avec le peuple innombrable des hommes et des femmes rappelés à lui par le Seigneur, il a reçu la révélation de « ce que l'œil

n'a pas vu, de ce que l'oreille n'a pas entendu, de ce qui n'est pas monté au cœur de l'homme, de tout ce que Dieu a préparé pour ceux qu'il aime ». Il eût peut-être été à la mesure d'une parole humaine de faire devant lui le récit d'une existence de simplicité paysanne et d'héroïsme apostolique, telle au moins que de multiples documents et notamment ses Mémoires permettent de la reconstituer. L'injonction qui à cette minute me vient d'en haut à propos de celui qui est désormais nu devant Dieu est autrement exigeante. Elle me dit : Saisis de son passage la charité.

Première incarcération

La charité est un don de Dieu ; elle est répandue dans nos cœurs par l'Esprit-Saint (Rm 5, 5). Ce fut une grâce de l'enfance chez celui qui quittait, à onze ans, la petite ferme paternelle de dix hectares pour ne plus penser qu'au sacerdoce. *La charité nous presse.* Comment interpréter autrement le refus d'études universitaires par le séminariste et l'espèce de précipitation à devenir en 1915 vicaire de paroisse ? Bien vite muté comme professeur de religion au lycée d'Etat d'un important centre culturel et économique, qu'est-ce qui le pousse, si jeune, à déborder sa charge et à intervenir dans la vie publique et sociale ? Quatre années de guerre ont épuisé et démoralisé le pays, l'effondrement de la monarchie danubienne s'annonce, les pauvres sont à l'abandon. Qu'est-ce qui le pousse, en effet, sinon *la charité* qui, pour reprendre le mot de saint Pierre, nous met au service les uns des autres « comme par un mandat reçu de Dieu » ? La Révolution intellectuelle puis prolétarienne arrive au pouvoir. Il

(1) Cf. La déclaration du cardinal Marty (DC 1975, n° 1677, p. 542).

(2) Texte original. Sous-titres de la DC.

résiste là où il est. L'appel de l'Apôtre a déjà retenti en lui : « Parle à temps et à contretemps. » « Encourage les craintifs, soutiens les faibles. » Il se désigne aux coups. Première incarcération : cinq mois.

A peine le régime aboli, il est nommé à vingt-sept ans curé de la ville où il enseignait jusqu'alors et qui venait d'être témoin de sa charité. Seize mille habitants, plus cinq communes satellites. Il y restera presque un quart de siècle, avant, suivant son expression, de « changer d'adresse ». *La charité est laborieuse* (1 Tm 8, 3). On est tellement enclin à croire que le dévouement d'hommes exceptionnels a besoin de circonstances exceptionnelles que je voudrais souligner d'un trait ce long et obscur ministère. Tant c'est la charité de tous les jours qui, chez les êtres véridiques, prépare celle des grandes heures de l'histoire. Ecoutez-le, vous qui cherchez à le comprendre. Le jour de son départ il peut, sans être démenti, prononcer devant tous ces paroles mémorables et assez extraordinaires : « Il n'y a presque personne qui ne soit venu me demander l'absolution au confessionnal, il n'y a pas une famille que je n'aie connue, pas un enfant dans le regard duquel je n'aie plongé le mien, il n'y a pas une douleur familiale que je n'aie essayé d'adoucir. Le prêtre fait partie de chaque famille et vous, vous faites partie de la grande famille de votre prêtre. J'ai essayé de servir tous les hommes de toutes les couches et de toutes les classes de la société, comme le voulait Notre-Seigneur Jésus. Là où j'ai péché, pardonnez-moi au nom du Seigneur. Si j'ai vexé quelqu'un, c'est seulement dans mon enthousiasme passionné pour ce qui me semblait bon pour vous. »

Incarcération hitlérienne

Il vient d'être désigné, à cinquante et un ans, comme évêque de Veszprem et sera ordonné le 25 mars 1944. Il arrive le 29 dans sa ville, dix jours après l'occupation de la Hongrie par les nazis. Sa charité le voue, de par Dieu, aux situations intolérables. C'est précisément parce qu'il ne toléra pas la situation qu'il n'est resté à Veszprem qu'un an et demi. Pour devenir archevêque d'Esztergom et primat de Hongrie. Il eut à peine le temps de parcourir son diocèse, de faire notamment le projet de donner aux paysans et de partager entre eux les sept dixièmes des terres de l'Eglise, la vente du reste servant à construire des églises dans une région trop longtemps livrée à la nonchalance ou à l'incurie épiscopales. Ces dix-huit mois de ministère se divisent en deux parties égales : neuf de travail et neuf de prison. Deuxième incarcération, hitlérienne cette fois. Le motif en est double. Le premier concerne sa défense véhémement et publique des Juifs de concert avec l'ensemble de l'Episcopat, mais lui paie de sa personne. Le jour où on met la main sur lui, il est descendu dans la rue en ornements épiscopaux et a entraîné la foule à sa suite. Le second prétexte en fut, dans la tradition hongroise des évêques protecteurs de la cité, ses interventions répétées auprès du gouvernement pour que son petit pays ne serve pas de champ clos à des armées étrangères gigantesques et évite une destruction suicidaire.

C'est pourtant dans le malheur public, au milieu des exactions, des violences et des viols, joints à toute l'ambiguïté d'une situation politique nouvelle, qu'il

accède à l'archevêché d'Esztergom et à la conduite de l'Eglise de Hongrie. Mais là son témoignage ne m'appartient plus. Il appartient à la mémoire des hommes. Il appartient à l'histoire de l'Eglise par la charité indomptable d'un pasteur et le sursaut de sa conscience humaine. Il appartient à la face tragique et implacable de notre temps.

A aucun moment, ni avant ni pendant ni après ces événements, le cardinal Mindszenty n'a éludé sa responsabilité. Il ne cessait d'avoir présent à l'esprit son devoir sacerdotal de préserver, fût-ce au péril de sa vie, la foi du plus grand nombre, notamment de la jeunesse. Il estimait conjointement ne pouvoir déroger au rôle historique qu'assumèrent ses prédécesseurs d'Esztergom dans les vicissitudes extérieures et intérieures du peuple hongrois. De quelque côté qu'il s'envisage, il engage à ses yeux infiniment plus que lui-même.

Le procès de 1949

Je ne m'arrêterai pas aux trois années de démarches stériles et de protestations vigoureuses qui ont précédé sa troisième et plus cruelle incarcération. Celle-ci est connue de tous. Je dirai même qu'à travers les mass media, ici, à Paris, nous l'avons vue.

Puisqu'il s'agit de nous maintenant, qu'il me soit permis d'évoquer la veillée de prière qui, au terme de son infâme procès, eut lieu à Saint-Séverin. Puisque la fidélité n'est pas une vertu inactuelle, je reprendrai les paroles que je prononçais alors en tant que responsable de la communauté : « En vérité, à la face du monde, cet évêque a été conduit au plus bas degré de l'humiliation. Il présente le plus total bouleversement de conscience qu'on puisse imaginer. Ce que cinquante ans de vie chrétienne, ce que vingt-cinq ans de sacerdoce et plusieurs années d'épiscopat avaient établi, il a suffi des ténèbres de quarante jours pour l'ébranler. Après avoir été offert ainsi en spectacle, après avoir été d'une manière nouvelle, et somme toute bien moderne, livré aux bêtes et sans doute jusqu'à cette bête inconsciente qui veille en chaque homme, il a disparu aux regards des chrétiens.

« Nul d'entre nous ne peut échapper à l'affront. L'Eglise, d'un bout à l'autre de l'univers, de la base au sommet de la hiérarchie, ne fait qu'un. Si nous ne parlions pas, les pierres crieraient.

« Seigneur, nous te supplions pour l'évêque d'Esztergom... Nous te supplions pour l'Eglise de Hongrie tout entière... Nous te supplions pour ses persécuteurs. »

Tels étaient alors nos sentiments. Ainsi priait-on à Paris. Ainsi priait-on de par le monde. Chacun sait la suite, l'internement à vie, cinq ans de détention dans une maison de force, l'hôpital, deux ans de résidence surveillée puis la bourrasque politique qui s'abat sur le pays, un jeu subtil de portes ouvertes et fermées, quinze ans de refuge dans une ambassade, quatre ans à Vienne, enfin il y a quelques semaines, alors que nous l'attendions, l'appel de Dieu.

Rien ne demeure en ce monde, mes Frères, tout s'effacera un jour et la trace de nos pas tantôt alertes, tantôt alourdis par la peine et jusqu'aux murs des prisons. Seuls subsisteront, transfigurés dans le Christ, les services et les sacrifices des hommes. Puissions-nous, par la grâce de Dieu, en retenir la charité !

PSYCHOTHÉRAPIE DU JEUNE INADAPTÉ ET ACTION PASTORALE

*Conclusions et vœux de la Conférence internationale d'experts organisée
par la Commission médico-pédagogique et psycho-sociale
du Bureau international catholique de l'enfance
Mödling-Vienne (Autriche) 30 sept. - 4 oct. 1974 (1)*

Quarante et un (41) spécialistes de la pastorale et de la psychothérapie de l'enfance et de l'adolescence, médecins, psychiatres, psychologues, psychothérapeutes, psycho-éducateurs, éducateurs spécialisés, catéchètes spécialisés, théologiens, animateurs de pastorale, parents, venant de onze (11) pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, USA, France, Grande-Bretagne, Irlande, Suisse, Yougoslavie se sont rencontrés à la Saint-Gabriel Missionshaus, à Mödling, près de Vienne, en Autriche, du 30 septembre au 4 octobre 1974, pour étudier les liens entre la psychothérapie et l'action pastorale chez les enfants et adolescents perturbés au plan psychique. Cette rencontre était organisée par la Commission médico-pédagogique et psycho-sociale du Bureau international catholique de l'enfance, en collaboration avec la « Österreichische Caritas Zentrale ». Elle fut présidée par le professeur Martin Schmidt, pédopsychiatre, professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Main (Allemagne) et président de la Commission MPPS du BICE. Le secrétariat général était assuré par l'abbé Euchariste Paulhus, psycho-éducateur, professeur à l'Université de Sherbrooke (Canada), et par Dom Paul Davin, psychothérapeute d'enfants à Londres (Grande-Bretagne).

La Conférence de Mödling-Vienne faisait immédiatement suite à la Conférence tenue à Londres (Grande-Bretagne), du 5 au 9 juillet 1971, sur « la psychothérapie de l'enfant et l'éducation morale », ainsi qu'à la Conférence tenue à Rome, du 1^{er} au 5 octobre 1973, sur « la pastorale des jeunes handicapés et inadaptés » (2).

L'élaboration d'un schéma d'étude, la tenue d'un séminaire à Chicago pour un groupe de spécialistes de l'Amérique du Nord, des études dans six autres pays impliquant au total une contribution de quarante-cinq personnes qui ont travaillé au cours de l'année 1973-1974 ont contribué à réaliser une synthèse préparatoire aux travaux de Mödling-Vienne, laquelle a été rédigée par le président et les deux secrétaires généraux. Cette synthèse a servi de programme de travail auquel les participants avaient donné leur accord.

Au terme de la Conférence, les participants ont discuté et approuvé quatre textes émanant des quatre groupes de travail, lesquels ont pris en fait la responsabilité de ces quatre rapports. Les participants ont confié au Secrétariat de la Commission, aidé d'une équipe internationale plus restreinte, le soin de rédiger un rapport officiel au nom de la Commission MPPS du BICE, sur la base des travaux de groupes et des séances plénières, pour dégager les lignes de force suivantes.

I. — Considérations

a) Au plan communautaire et ecclésial

— L'homme fait partie d'une communauté humaine et l'aspiration à vivre et à mourir dans cette com-

munauté est inscrite au plus profond de lui-même.

— L'être humain rencontre actuellement des difficultés nouvelles à retrouver ou à réaliser dans sa vie concrète la communauté qu'il désire.

— Ces difficultés proviennent en grande partie des changements survenus dans la société et dans l'Eglise, à travers un contexte socioculturel en évolution trop rapide.

— La personne humaine est écrasée par la collectivité, qui devient alors la négation de la communauté authentique.

— Les adultes, et parmi eux les responsables et les animateurs de la communauté chrétienne, se sentent parfois eux-mêmes dépassés par ces phénomènes de dissolution ou d'impuissance et réagissent par des attitudes de découragement, alors qu'ils devraient être en mesure de venir en aide à de plus faibles.

— Des enfants déjà atteints par des troubles névrotiques, psychotiques ou caractériels ne peuvent supporter de vivre les situations de désarroi créées par l'angoisse des adultes. Ils risquent dès lors de considérer leur propre personne comme un univers solitaire, muré, ce qui engendre un grand nombre de fantasmes pathologiques.

— Des groupes s'efforcent de reconnaître les besoins actuels des jeunes de redécouvrir l'Evangile comme idéal de vie chrétienne, d'être présents à la vie de ces jeunes perturbés, de comprendre et supporter leur attitude, en partageant même leur vie au risque de se compromettre et en acceptant de s'affronter au conformisme des institutions traditionnelles.

— Un des objets principaux de la psychothérapie est de reconstituer les facultés de relation d'un sujet perturbé, de l'amener à se situer vis-à-vis des normes, alors que l'éducation et la rééducation vont l'aider à réaliser sa capacité réelle de relation, à partir de modèles de comportement et des systèmes de valeurs.

Dans toute rencontre humaine, les interlocuteurs ou les partenaires se réfléchissent mutuellement, consciemment ou inconsciemment. Dans la relation pastorale, l'enfant doit pouvoir se reconnaître à la fois enfant de Dieu et pécheur.

b) Au plan du langage pastoral

— Malgré ces efforts reconnus, le discours des responsables et des animateurs se situe encore trop souvent dans l'abstrait et ne peut atteindre à un dialogue authentique.

— Le langage a pourtant un rôle prioritaire dans les relations humaines et ce rôle nécessite une recherche en profondeur sur les **mots** et **symboles** qui constituent deux modes d'expression privilégiés de l'être humain.

— Pour les psychothérapeutes et les pasteurs, les difficultés des jeunes qui souffrent de conflits intrapsychiques et ne retrouvent plus le sens authentique de la communauté donnent à cette recherche un caractère impératif pour pouvoir en arriver à commu-

(1) Texte original.

(2) DC 1974, n° 1650, p. 263 (NDLR).

niquer avec ces jeunes qui ont « muré » en eux-mêmes le langage et les signes.

c) Par rapport aux signes sacramentels

— Dans l'Eglise, l'expression des signes sacramentels ne rejoint que sporadiquement les aspirations actuelles de la communauté. D'où le besoin, de la part de certains fidèles, surtout de certains jeunes, de rechercher ailleurs une réponse à leurs propres aspirations : par exemple dans la drogue, la délinquance, la recherche de l'extraordinaire, même dans certains mouvements de prière, en dehors de l'institution.

— La pastorale authentique doit abandonner un certain type de catéchèse de la pénitence qui s'est trop longtemps et trop exclusivement attachée aux conditions psychologiques de la faute.

— Les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie ne peuvent être vécus qu'en référence à la foi et à l'amour, dans une relation interpersonnelle. Cette perspective pastorale porte sur le sens profond des signes dans lesquels s'inscrit l'action sacramentelle.

— Les jeunes qui se perçoivent comme mauvais réduisent les signes à leur propre expérience : il appartient donc au pasteur de faire appel aux données de la psychologie profonde pour les aider à accéder à une sacramentalisation authentique.

— Toute action sacramentelle renouvelée en chaque être humain le mystère pascal et débouche sur la Résurrection. Donc toute action pastorale va tendre à donner le primat à l'instinct de vie sur l'instinct de mort.

d) Par rapport aux fantasmes

— Les pasteurs et les psychothérapeutes sont de plus en plus conscients que les démarches pénitentielle et eucharistique peuvent susciter des fantasmes tels que la magie, le pur et l'impur, le cannibalisme, la sensation d'être habité par quelqu'un, des images de sang et de mort.

— Les pasteurs perçoivent ces fantasmes souvent comme un obstacle à l'action pastorale et les psychothérapeutes comme un appel à l'action thérapeutique : il peut en résulter un conflit entre pasteurs et psychothérapeutes.

— Les signes choisis par Jésus-Christ pour actualiser et manifester le salut sont puisés dans les symboles primordiaux. Ils sont par là même porteurs de fantasmes sains ou pathologiques.

— Les institutions d'Eglise considérées dans leur fonctionnement sont parfois causes et sources de fantasmes.

— Tous ensemble, psychothérapeutes et pasteurs, doivent s'efforcer de restituer au signe son authenticité, en le débarrassant des déformations véhiculées par les hommes au cours de l'histoire.

— Une Eglise qui ne chercherait pas en permanence à revivifier les signes sacramentels serait infidèle à sa mission.

II. — Recommandations

— Comme toute éducation, l'éducation chrétienne doit s'adresser non seulement aux processus de connaissance, mais aussi aux processus affectifs. Le milieu éducatif doit faciliter des relations affectives positives entre les éducateurs eux-mêmes, entre les éducateurs et les éduqués, entre les éduqués eux-mêmes et leur environnement.

— Les processus affectifs impliqués dans les ren-

contres humaines doivent être, tout comme les systèmes de valeurs proposées, fonction de l'âge et de la maturité de la personne.

— En ce qui concerne les problèmes pastoraux et particulièrement la sacramentalisation d'enfants et d'adolescents souffrant de conflits intrapsychiques, il faut absolument que les personnes responsables, parents, pasteurs, éducateurs et psychothérapeutes, définissent leurs responsabilités, se mettent d'accord pour prendre des décisions et tiennent compte des possibilités du stade de développement personnel, du rythme de chacun, et non pas seulement des catégories institutionnelles.

— Les sacrements ne doivent pas être refusés à un enfant en raison des troubles répétés de son comportement. La démarche sacramentelle doit être vécue comme une invitation.

— Dans les cas d'anxiété phobique ou dans les états prépsychotiques, l'enfant ne doit pas se sentir forcé à poser un geste qui le traumatiserait. Toute l'équipe (thérapeute, catéchiste, pasteur) doit prendre le temps nécessaire pour rendre l'enfant apte à grandir dans la foi et avoir confiance dans le sacrement.

— Il faut distinguer entre les conditions psychologiques de la faute, telles que connaissance et consentement, sentiment de culpabilité, sens de la responsabilité, etc. et les conditions du péché qui, lui, se situe toujours par rapport à la relation de foi et d'amour avec Dieu. A plus forte raison, il faut différencier la culpabilité névrotique de la faute objective, qui seule peut devenir faute théologique ou péché, dans une perspective chrétienne de rupture de relation avec Dieu.

— L'éducation de la foi doit tendre à faire vivre aux jeunes l'expérience d'un groupe uni par la foi et l'amour de Jésus-Christ. Ce cheminement favorise chez un enfant la prise de conscience de lui-même et des autres et le besoin d'être pardonné.

— Une aide thérapeutique doit être considérée comme nécessaire si un enfant est devenu incapable de supporter la culpabilité ou ne peut la vivre que d'une façon distordue. Cette aide thérapeutique ne doit pas être considérée par les pasteurs et par l'Eglise comme un obstacle. Elle doit être reconnue comme pouvant favoriser chez le sujet des dispositions psychologiques à l'accueil et à la croissance de la foi.

— Au cœur même de leurs conflits, l'enfant et le jeune psychologiquement perturbés doivent pouvoir attendre de l'Eglise qu'elle ne laisse pas travestir les signes voulus par Jésus-Christ pour les sauver. Les spécialistes et les pasteurs se doivent de se rappeler mutuellement avec insistance qu'il importe de restituer aux signes sacramentels leur vérité.

— Les catéchistes spécialisés et les pasteurs, interlocuteurs souvent privilégiés de l'enfant handicapé et psychologiquement perturbé, doivent être mieux avertis d'un certain nombre de réalités et de notions psychologiques telles que le transfert, le contre-transfert, la culpabilité, le fantasme. De leur côté, les psychothérapeutes doivent être mieux informés des buts poursuivis dans l'action catéchétique et sacramentelle et de tout ce qu'elle implique.

— La pastorale doit être pensée et organisée pour répondre aux besoins des communautés spécifiques. Ceci implique une volonté réciproque entre fidèles et pasteurs de collaborer dans la créativité, une notion juste du rôle des fidèles et des pasteurs, un engagement commun de tous dans l'acte sacramentel.

Événements et Informations

FRANCE

Réélection de la supérieure des Sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux

La Mère Paule CHAUVIN a été réélue supérieure générale des Sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux, pour une nouvelle période de six ans, au cours du Chapitre général de l'Institut réuni à Rome et auquel participaient 74 déléguées de 13 nations différentes représentant les 4 196 religieuses réparties dans 415 maisons. La Mère Paule Chauvin, qui a 48 ans, est née à Lesparre (Gironde). Diplômée en lettres et sciences sacrées à l'Institut « *Regina mundi* » de Rome, elle est également conseillère de l'« Union internationale des supérieures générales ». (« *Kipa* », 4 mai.)

Synode de l'Eglise réformée de France

Le 68^e Synode national de l'Eglise réformée de France (ERF) vient de tenir ses assises à Carry-le-Rouet — paroisse de Martigues (Bouches-du-Rhône) — du 2 au 4 mai, en présence de quelque 200 délégués, invités et observateurs, dont les archevêques de Marseille et d'Aix-en-Provence. C'est le pasteur Roger BOSSIGER, assisté de Mme PHILIBERT et du pasteur LELIEVRE — qui en a été le modérateur. Le thème central de ce Synode était la transmission de l'Evangile aux hommes d'aujourd'hui... Le Synode a essentiellement travaillé cette question dans le cadre de dix groupes où furent notamment étudiés les travaux des Synodes régionaux de l'automne dernier et le texte de saint Jean sur la rencontre de Jésus avec la Samaritaine. Cette large réflexion a abouti à un document d'étude proposé aux communautés locales et aux Synodes régionaux de 1975... Un certain nombre de motions ou vœux ont été adoptés, dont un sur la place des femmes dans l'Eglise et la société et un autre sur l'implantation des centrales nucléaires... Le mandat du secrétaire général de

l'ERF prenant fin, le pasteur Paul GUIRAUD a été salué par l'assemblée, tandis que la nomination à ce poste du pasteur Alfred CHEVALLEY était confirmée et que le Synode élisait le pasteur André LELIEVRE comme modérateur du Synode national 1976. Le thème central du Synode 1976 aura sans doute de nouveau trait à la transmission de l'Evangile et celui de 1977 aura pour titre : « Ethique sexuelle et conjugale... » (« *BIP* », 7 mai.)

Le professeur Jean Bernard entre à l'Académie française

Le professeur Jean BERNARD, chef de file de l'hématologie française, a été élu le 15 mai au fauteuil de Marcel Pagnol, au deuxième tour de scrutin, par 18 voix contre 15 à Jean Dutourd. Né à Paris le 26 mai 1907, le professeur Bernard dirige actuellement à l'hôpital Saint-Louis un des principaux centres de recherche de l'INSERM : celui de la recherche sur les leucémies et les maladies du sang, domaine dans lequel il jouit d'une réputation internationale. C'est grâce au professeur Bernard et à sa technique de l'exsanguino-transfusion (remplacement de la totalité du sang) que la leucémie a obtenu ses premières rémissions. Une affection mortelle à 100 % jadis — la maladie de Hodgkin — connaît aujourd'hui un taux de guérison important. Le professeur Jean Bernard a publié de nombreux ouvrages, presque tous consacrés à l'hématologie, qui ne laissent cependant pas oublier le recueil de poèmes édités en 1945, écrits à Fresnes lors de son arrestation par les Allemands : *Survivance*. Il est membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine, prix Katzunuma de la Société japonaise d'hématologie (1960), docteur *honoris causa* des Universités de Santiago, Innsbruck, Louvain, Mendoza, Liège.

André Aumonier président du Patronat chrétien

Le CFPC (patronat chrétien) a réuni son Assemblée générale le 15 mai pour renouveler le Comité

directeur. C'est M. André AUMONIER qui a été élu président national du mouvement par le nouveau Comité directeur, pour succéder à M. Philippe DAUBLAIS, élu en 1970. M. André Aumonier a exercé les fonctions de secrétaire général, puis de délégué général du CFPC ; il est actuellement directeur de la revue « Professions et Entreprises », revue du patronat chrétien ; il est président de l'Union régionale de Basse-Normandie et de la section de Caen où se sont déroulées les Assises nationales du CFPC en 1974. Il est vice-président délégué de la Fondation européenne pour l'économie et président de l'Université européenne des affaires. Né le 25 février 1916 à Saint-Malo, M. André Aumonier est marié et père de quatre enfants. (« *Communiqué de presse* », 15 mai.)

Le 30^e Conseil national de la JIC

Les quelque cent responsables fédéraux de la JIC réunis à Lyon du 1^{er} au 4 mai, ont à la fois fait le bilan d'une année « d'enquête » sur le thème : « Le temps et le droit de vivre pour tous », et préparé les grandes lignes du prochain « fil conducteur » de l'action des équipes de la JIC l'an prochain. Par exemple, une large place a été faite à l'expression des diverses catégories de la JIC (selon les âges — de 14 à 28 ans — scolaires, apprentis, étudiants, « professionnels ») et des régions — dix sessions régionales avaient « préparé le terrain », en février et mars... La prochaine enquête sera surtout un appel à la lucidité sur l'isolement des jeunes et sur les dépendances — autre face des solidarités — qu'ils vivent. (Etienne GAU, dans la Croix, 15 mai.)

Au sujet de la guérison d'un malade à Lourdes

M. Zullig, 42 ans, demeurant à Saint-Gall (Suisse), père de trois enfants, représentant de produits pharmaceutiques, était venu à Lourdes comme malade avec le pèlerinage suisse - allemand du 26 avril au 1^{er} mai 1975. Opéré des deux hanches, il y a environ trois ans, il était resté paralysé depuis

lors. A quoi étaient venues s'ajouter de nombreuses complications : crises épileptiques, infarctus, pertes de conscience. Selon ses médecins, aucune chance de guérison. Arrivé le 26 avril, il voulait repartir tout de suite, tellement il souffrait. Le dimanche 27, il est conduit aux piscines, où il fait quelques difficultés pour prendre le bain. Il souffre toujours beaucoup et avoue avoir demandé à la Sainte Vierge « qu'elle le guérisse ou qu'elle le fasse mourir ». C'est le lendemain matin, lundi 28, que, s'étant rendu aux toilettes, il prend conscience tout à coup qu'il marche normalement et ne souffre plus. Il appelle le Frère infirmier qui le soigne dans la salle. Le Frère accourt et s'étonne naturellement de le voir marcher ainsi ; il appelle un médecin... qui ne peut que constater le nouvel état du malade. A l'examen, les médecins constatent que les causes du mal subsistent, mais que le malade réagit comme si elles n'existaient plus : il est heureux. Pour les médecins du pèlerinage, cette « guérison » — si guérison il y a — est inexplicable. Il faudra attendre des examens ultérieurs pour savoir s'il s'agit bien d'une guérison réelle et durable. Les faits constatés n'en sont pas moins réels. (« Bureau de presse des Sanctuaires ».)

Bilan de soixante années du Comité catholique des Amitiés françaises dans le monde

A l'occasion du 60^e anniversaire de sa fondation (1915), le Comité catholique des Amitiés françaises dans le monde fait un bilan de ses activités diverses dont nous donnons les résultats. *Dans le domaine de l'enseignement :*

1. Bourses d'études religieuses. Etablies en 1958, elles ont permis à 223 prêtres, religieux et religieuses de 50 pays de venir faire des études supérieures en France en 1974. Au total, 223 bourses, dont voici la répartition. Ministère des Affaires étrangères : Afrique-Levant, 22 ; Amérique latine, 39 ; Asie, 20 ; Europe, 11 ; Comité catholique des Amitiés françaises dans le monde et autres contingents spéciaux, 77. — Ministère de la Coopération : 54.

2. Contrats complémentaires d'enseignement. Etablis en 1959, ils ont permis à 199 jeunes professeurs laïcs français d'enseigner dans des établissements religieux français ou de langue française de 25 pays de l'étranger en 1974. Le nombre de ces contrats est en

augmentation : 199 cette année contre 193 en 1973. En voici la répartition. Ministère des Affaires étrangères : Afrique-Levant, 76 ; Amérique latine, 6 ; Asie, 1 ; Europe, 4. — Ministère de la Coopération : 112.

3. Allocations de voyages. Etablies en 1961, elles ont permis à 1112 religieux, religieuses et laïcs, enseignant dans les établissements de 65 pays de l'étranger, de revenir en France en 1974, souvent après de longs et lointains séjours, pour reprendre contact avec leur pays natal, s'y renouveler et s'y perfectionner. Le nombre de ces allocations de voyage est passé de 1035 en 1973 à 1112 cette année. En voici la répartition. Ministère des Affaires étrangères : 178. — Ministère de la Coopération : 934.

4. Volontaires du service national (envoyés en coopération dans l'enseignement religieux hors de France) : au nombre de 277 en 1974. En voici la répartition. Ministère des Affaires étrangères : 76. — Ministère de la Coopération : 181. — Secrétariat d'Etat aux Départements et Territoires d'outre-mer : 20. (« Amitiés catholiques françaises », avril 1975.)

Université d'été à Notre-Dame du Laus

Comme les années précédentes, les Facultés catholiques de Lyon ont organisé les activités de l'Université d'été. Le stage a lieu dans les Hautes-Alpes, à Notre-Dame du Laus, du 12 au 24 juillet, sur le thème : « Symbole et sacrement ». Pour tous renseignements et inscriptions : Facultés catholiques de Lyon, Service des rencontres culturelles, 25, rue du Plat, 69288 Lyon. Cedex I. Tél. 42-66-30.

ÉTRANGER

ALLEMAGNE FEDERALE

Le Synode ouest-allemand

Le Synode de l'Allemagne de l'Ouest (septième session) s'est tenu du 8 au 11 mai, à Würzburg. Il a tout d'abord adopté un « message d'espérance », document remarquable de clarté, d'une grande densité et d'une haute tenue, et divisé en quatre parties : 1. Le témoignage de l'espérance chrétienne dans notre société est basé sur notre foi ; 2. Ce témoignage unique est porté par tous les membres du peuple chrétien, là où ils se trouvent dans le monde ; 3. Ce témoignage suit les chemins de l'imitation du Christ, dans l'obéissance, la pauvreté, la liberté,

la joie ; 4. Ce témoignage implique une mission d'unité de notre Eglise à l'égard des autres Eglises, une mission de rapprochement fraternel à l'égard du judaïsme, une mission de communauté de table à l'égard des Eglises pauvres, et enfin une mission d'humanisation des conditions de vie à l'égard de la société. Ce message s'adresse à tous les hommes de notre temps, mais, en tant que message d'Evangile, il s'adresse de préférence aux pauvres...

Après avoir adopté un document sur la pastorale des jeunes, le Synode de Würzburg a discuté de *mariage et famille*. A ce sujet, le texte adopté par l'Assemblée a pris la teneur suivante : « Le choix de la méthode de régulation de la conception relève de la décision des conjoints. Ceux-ci n'ont pas le droit d'arrêter ce choix de façon arbitraire, mais doivent inclure dans l'examen consciencieux qu'ils opèrent les normes objectives que propose le magistère de l'Eglise. » Ainsi, ce texte rappelle que le choix de la méthode ne relève plus du jugement des conjoints, mais de l'application de normes objectives, celles-ci consistant, en conformité avec *Humanae vitae*, dans le respect du caractère « naturel » de la méthode. Seule la référence à une norme objective doit donc éclairer la décision des conjoints.

Avant d'aborder les deux derniers dossiers de la session, le Synode de Würzburg a discuté de l'admission aux sacrements des divorcés remariés. Il reconnaît le fait patent du remariage de nombreux catholiques divorcés, mais aussi le fait qu'un certain nombre s'efforcent néanmoins de vivre en conformité avec leur foi, ce qui provoque de douloureuses contradictions morales et pastorales. Quant à l'engagement des laïcs dans les fonctions d'Eglise, il a atteint en RFA un bon degré de maturité et a donné lieu à un document très élaboré sur les services pastoraux dans la paroisse. L'application concrète de ce point de doctrine a été une espèce de loi-cadre obligeant chacun des vingt-deux diocèses allemands à créer, dans toutes les paroisses, des Conseils de paroisse. Il s'agit là d'une instance de coresponsabilité entre prêtres et laïcs, aux attributions bien plus larges que nos Conseils paroissiaux français : le Conseil de paroisse aura un rôle consultatif pour assister le curé dans les questions pastorales ayant trait à la vie interne de la paroisse ; il aura, d'autre part, un

rôle de décision pour représenter la communauté paroissiale devant la société... Il est laissé à chaque diocèse le soin de régler le problème de la présidence de ce Conseil : prêtre ou laïc ? Homme ou femme ? Au niveau diocésain, certains diocèses ont, dès à présent, un Conseil pastoral, un Comité diocésain des laïcs et un Conseil presbytéral ; ou l'un des trois, ou aucun. Le Synode a fini simplement par « recommander » la création de ces trois instances et leur coordination dans chaque diocèse. Sans avoir complètement maîtrisé son programme, le Synode de Würzburg est assuré de tout mener à bien au mois de novembre pour sa huitième et dernière session. (Charles MONSCH, envoyé spécial de *la Croix*, 11-12-13 et 15 mai.)

AUSTRALIE

Un curé anglican pour une paroisse catholique

L'archevêque de Hobart (Tasmanie) a nommé à la tête d'une paroisse « mixte » (large prédominance catholique, mais aussi méthodistes, presbytériens et autres dénominations) un prêtre anglican, le P. *Watkins*. Celui-ci exercera toutes les fonctions ordinaires du curé, sauf la célébration de la messe et l'administration du sacrement de pénitence. L'archevêque de Hobart, Mgr *Young*, est l'actuel président du Conseil tasmalien des Eglises. (« *La Croix* », 2 mai.)

BELGIQUE

L'évêque de Tournai rappelle l'obligation pour les prêtres de lire le bréviaire

« *Eglise de Tournai* », dans son numéro d'avril, publie les résultats d'une enquête ayant pour objet l'intérêt que les prêtres portent au bréviaire. D'après les chiffres publiés, 65,4 % des prêtres âgés le lisent régulièrement ; 17,3 % assez régulièrement et 17,3 % rarement. Parmi les prêtres jeunes, 15,5 % le lisent régulièrement ; 40,8 % assez régulièrement et 43,7 % rarement. 68 % des prêtres âgés considèrent cette lecture comme obligatoire et 50,7 % des jeunes.

Dans le numéro de cette revue du mois de mai, Mgr *Himmer*, évêque de Tournai, rappelle que la lecture du bréviaire est obligatoire. « Depuis la suppression du sous-diaconat, dit-il, l'obligation de la célébration de la liturgie des Heures pour l'Eglise et pour le monde est mentionnée explicitement dans la cérémonie de l'ordi-

nation au diaconat. » Pour éviter des malentendus, l'évêque de Tournai présente certains textes de la « Présentation générale de la liturgie des Heures » où l'on lit que « les évêques, les prêtres et les autres ministres sacrés, qui ont reçu de l'Eglise le mandat de célébrer la liturgie des Heures, s'acquitteront chaque jour de son cycle complet, en observant, autant que possible, la vérité des Heures ». (N° 29, « *DC* » 1971, n° 1583, p. 319.) En même temps, l'évêque rappelle qu'on peut être exceptionnellement dispensé de cette obligation.

Un diacre permanent responsable d'une paroisse

A Binom, petite commune du Brabant flamand, 1 200 habitants, un diacre permanent, M. *Jozef Willems*, âgé de 40 ans, marié et père de cinq enfants, vient d'être nommé « responsable pastoral » de la paroisse, devenue vacante à la suite de la nomination du curé à la tête d'une autre paroisse. J. Willems est diacre permanent depuis 1971. (« *La Croix* », 2 mai.)

CANADA

Flashes sur l'Eglise du Québec

Le Québec comprend 22 diocèses et 2 000 paroisses. En 1955, on comptait 8 000 prêtres, 10 000 religieux et 40 000 religieuses (40 % seulement affectés au ministère au lieu de 80 % en Europe). 267 prêtres ont abandonné le sacerdoce entre 1968 et 1971 (sans compter le diocèse de Montréal, 2 500 000 habitants) et 2 300 prêtres, religieux et religieuses en 1971 et 1972. Il y avait 2 000 entrées au séminaire en 1946, il y en a eu 100 en 1970. La pratique religieuse est passée de 70 % à 30 % en dix ans, et on estime que ce taux n'est que de 12 % pour les jeunes de 18 à 35 ans. (« *La Croix* », 13 mai.)

ITALIE

Statistiques des Instituts religieux

Selon des chiffres publiés par la congrégation pour les Religieux et les Instituts séculiers, on comptait, en 1974, 826 241 membres d'instituts religieux (masculins et féminins), soit 216 241 religieux hommes et 609 369 Sœurs. Chez les religieux hommes, il y a 143 709 prêtres, 654 diacres, 30 867 séminaristes et 41 642 frères. Chez les religieuses, 559 919 ont prononcé des vœux perpétuels, 49 450 ont prononcé des vœux temporaires ou sont novices. Les congrégations laïques comptent

34 279 membres, dont 123 prêtres. Chez les religieux prêtres, la diminution est de 1,42 % par rapport à l'année précédente, tandis qu'elle est de 4,2 % pour l'ensemble des religieux hommes. Cette tendance est plus fortement marquée dans les instituts religieux féminins, qui ont perdu 24,6 % de leurs effectifs en quatre ans (1970-1974). C'est l'Amérique du Nord qui a été le plus touchée par cette diminution avec 38,5 %, suivie de l'Océanie (31 %), de l'Amérique latine (21,5 %). En Europe, la diminution a été de 20,3 %, tandis que c'est l'Afrique qui est la moins concernée, avec 8,9 %. Plus de la moitié des Sœurs vivent en Europe (343 370) et un peu plus du quart (128 990) en Amérique du Nord. L'Amérique latine compte 82 229 religieuses ; l'Asie, 31 272 ; l'Afrique, 13 992 et l'Océanie, 9 516. (« *Kipa* », 3 mai.)

Un Espagnol et un Suisse à la tête des intellectuels catholiques

Le Mouvement international des intellectuels catholiques (MIIC) « *Pax Romana* », qui a clôturé le 3 mai à Rome sa vingt-deuxième assemblée générale, a élu à sa présidence le Catalan Félix MARTI, âgé de 37 ans, qui remplace le Parisien Claude Picard. Il est professeur de théologie de l'athéisme à l'Institut de théologie de Barcelone et collabore avec le Centre d'études pastorales de la Catalogne et l'Institut de théologie de Tarragone. D'autre part, l'assemblée générale a élu comme secrétaire le Suisse Eric Sottas. Il remplace le Brésilien Jose Abreu Vale. L'assemblée générale a réuni près de 200 intellectuels, venus de 43 pays, sur le thème : « Crise de la société : interpellation des chrétiens ». (« *Kipa* », 4 mai.)

Des anglicans célèbrent l'Eucharistie ■ Vatican

Les doyens épiscopaliens des Etats-Unis et du Canada, venus à Rome pour l'Année sainte, ont concélébré l'Eucharistie en la chapelle du collège éthiopien, c'est-à-dire sur le territoire de la Cité du Vatican. C'est, selon toute probabilité, la première célébration eucharistique d'une Eglise issue de la Réforme qui ait eu lieu au Vatican. Le groupe comptait 75 personnes et était conduit par le doyen de la cathédrale épiscopaliennne de Washington, le T. Rev. Francis B. SAYRE. Il était accompagné par l'archevêque catholique de Washington, Mgr William WAKEFIELD BAUM, et ■ été salué

chaleureusement par le Pape Paul VI, lors de l'audience générale du mercredi 23 avril. Depuis lors, les doyens anglicans ont rencontré le cardinal WILLEBRANDS, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens ; le cardinal Sergio PIGNEDOLI, président du Secrétariat pour les non-chrétiens, et le cardinal James R. KNOX, préfet de la congrégation pour le Culte divin. Les visiteurs nord-américains ont quitté Rome pour Assise, où s'achève leur séjour en Italie. (« *BIP-SNOP* », 7 mai.)

POLOGNE

Ne soyez pas la génération des fossoyeurs de la nation !

Voici un extrait de l'allocution du primat de Pologne, le cardinal WYSZYNSKI, prononcée dans l'église Saint-Jacques de Varsovie à la fin de la retraite annuelle prêchée pour la jeunesse universitaire, en avril dernier :

« ... Nous avons eu des fossoyeurs qui ont maintenant quitté la Pologne et qui ont fait brûler des fours crématoires sur notre terre. Et voici que, de nos jours, dans un hôpital de Pologne, il y a un four crématoire pour brûler les corps des enfants non nés, dont on ■ interrompu le cours de la vie et auxquels on n'a pas permis d'être des Polonais, de remplir la tâche qui pouvait être la leur, heureusement et glorieusement.

« Nous n'avons pas le droit de maudire les envahisseurs qui ont fait brûler les fours crématoires en Pologne si nous faisons la même chose. Cessons de parler des milliers d'hommes assassinés par les ennemis, si le nombre des assassinés au cours des dernières années dépasse bien des fois le nombre des victimes des camps de concentration. Soyons honnêtes, soyons dans la vérité.

« Il est difficile d'en parler, mais il le faut. Ne croyez pas que ce soit ma tâche, à moi seulement. C'est aussi votre tâche à vous, jeunesse universitaire, qui entrez dans la vie nouvelle de la Pologne. De vous dépendra l'état de la Pologne dans le proche avenir : elle croîtra ou dépérira, selon ce que feront les médecins quand une mère viendra à eux pour sauver la vie de son enfant... »

A propos des relations entre le Saint-Siège et l'Etat

Dans un sermon prononcé le 16 mars dernier dans l'église Saint-Michel de Varsovie, le car-

dinal Stefan WYSZYNSKI a, entre autres, parlé des relations entre le Saint-Siège et l'Etat, disant que l'entente projetée doit concerner les problèmes concrets de la Pologne. L'Episcopat veut que le Christ ait la place qui lui est due dans la vie de la nation, et, pour réaliser cette tâche, elle doit avoir la liberté d'agir. « Ce n'est pas vrai ce qu'on vous dit aujourd'hui, au cours des assemblées politiques, a-t-il ajouté, à savoir que le Saint-Siège et les autorités publiques veulent s'entendre, mais que l'Episcopat ne le veut pas. Certes, s'il s'agit de parler d'affaires internationales en général et de passer sous silence nos tribulations intérieures, nous ne voulons pas d'entente de ce genre, mais bien une entente sans privilèges spéciaux, qui permettrait de diminuer nos souffrances, celles de l'Eglise et des croyants. Telle est l'entente que nous désirons, et nous y aspirons depuis longtemps. Votre évêque, qui vous parle en ce moment, lorsqu'il a été nommé par le Saint-Siège à Varsovie en 1948, s'est préoccupé immédiatement de ces problèmes, provoquant — déjà alors — le mécontentement presque général des gens. Aujourd'hui, l'atmosphère est différente. Mais mon attitude dans ce domaine n'a pas changé. J'ai été et je suis pour la paix religieuse dans la patrie, et pour le droit de l'Eglise à une action libre pour l'éducation des enfants et de la jeunesse, dans la famille et en dehors, à l'école ou en dehors ; que l'Eglise ait-elle à ces moyens que nous demandons en vain comme, par exemple, la construction des églises dans la capitale qui grandit. En ce moment, dans cette grande ville où l'on bâtit des quartiers peuplés de milliers d'habitants, pour le moment une seule église est construite. Combien sont nécessaires, vous le savez bien vous-mêmes. Nous ne voulons pas d'argent pour bâtir les églises, nous voulons la liberté de les bâtir. Ce n'est pas seulement une volonté de votre évêque et de ses prêtres, c'est aussi la vôtre. »

TCHAD

Activités religieuses rétablies

« Tous les temples et églises arbitrairement fermés par l'ancien régime » seront rouverts, précise un communiqué du « Conseil supérieur militaire » du Tchad, car « la République du Tchad

étant laïque, tous les Tchadiens, sans discrimination, sont libres de pratiquer le culte de leur choix. (« *La Croix* », 6 mai.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

4 860 prêtres pour 8 200 églises

Dix-huit communautés diverses de croyants et trente-cinq sectes sont enregistrées en Tchécoslovaquie, bien que la majorité de la population ne soit plus croyante, c'est ce qu'a déclaré le Dr Karel Hruza, directeur du Bureau pour les Affaires ecclésiastiques, dans une récente conférence de presse sur le thème : « L'Eglise et l'Etat ». Il y a, d'après lui, 4 860 prêtres et curés, dont 3 300 catholiques pour les 8 200 églises du pays. La moyenne d'âge des prêtres est de 46 ans, mais elle est plus élevée en Bohême. Tous les prêtres sont payés par l'Etat et gagnent 1 410 couronnes — c'est-à-dire environ la moitié du revenu moyen en Tchécoslovaquie. Après la dissolution des couvents, quelques religieux, en tant que prêtres, ont reçu la charge d'une paroisse et tous les autres ont dû se chercher du travail. Actuellement, il n'y a donc plus de religieux. Par contre, il y a encore environ 8 000 religieuses qui travaillent dans les maisons de vieillards et les hôpitaux. Dans les six facultés de théologie du pays, d'après les renseignements fournis par Hruza, il y a 570 étudiants, dont 367 catholiques. (« *Kipa* », ■ mai.)

VIETNAM-SUD

Inquiétudes pour l'avenir des séminaires

Au cours de la Rencontre des recteurs des grands séminaires de pays de mission, qui s'est tenue à Rome du 14 au 20 avril dernier, l'abbé Nguyen Van Tu, recteur du grand séminaire de Vinh Long (dans le delta du Mékong), a fait part à « *Fides* » des problèmes qui se posent aux séminaires du Vietnam, vu la situation du pays. Voici la liste des sept grands séminaires du Sud-Vietnam, avec le nombre de leurs étudiants pour l'année scolaire 73-74. Saigon 212, Vinh Long 216, Long Xuyen 102, Dalat (séminaire pontifical) 176, Dalat (séminaire diocésain) 51, Danang 110, Hué 99. Ce qui fait un total de 966 grands séminaristes, dont 2 du Laos. Il y a également 10 grands séminaristes

vietnamiens à Rome et 3 à Taiwan. D'où le total rectifié de 977 grands séminaristes vietnamiens. Quant aux petits séminaristes du Sud-Vietnam, ils étaient 3 935 répartis dans 17 séminaires. Cette année, le grand séminaire de Vinh Long compte 229 grands étudiants pour les trois diocèses du delta : Vinh Long, My Tho et Can Tho. L'ordination de 11 nouveaux prêtres y était fixée au 30 avril, tandis qu'on en prévoyait 25 pour l'année prochaine et que 59 nouvelles recrues y étaient attendues, au lieu des 48 de l'année dernière. Au grand séminaire de Dalat, fondé voilà dix-sept ans, 19 étudiants ont reçu le diaconat le 20 mars. Après cette date, les 200 séminaristes de l'endroit se sont joints aux réfugiés faisant route vers Saigon, avec l'espoir d'y poursuivre leurs études. (« *Fides* », 7 mai.)

HIÉRARCHIE

NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Raul VELA CHIRIBOGA (auxiliaire à Guayaquil) transféré du siège titulaire d'Ausafa au siège résidentiel d'Azogues, Equateur. (« *OR* », 4 mai.) — L'abbé Joseph PLOEGER évêque titulaire d'Agunto et auxiliaire du cardinal Joseph Hoeffner, archevêque de Cologne. (« *OR* », 12-13 mai.) — Mgr Juan Felix PEPEN Y SOLIMAN (évêque de Notre-Dame de la Altagracia en Higuëy, république Dominicaine) évêque titulaire d'Arpi et auxiliaire de l'archevêque de Saint-Domingue. (« *Ibid.* ») — Mgr Hugo Eduardo POLANCO BRITO (archevêque titulaire de Mentesa, conservant le titre d'archevêque *ad personam*) évêque de Notre-Dame de Altagracia en Higuëy, république Dominicaine. (« *Ibid.* ») — L'abbé Priamo Pericles TEJEDA ROSARIO évêque titulaire de Gilba et auxi-

liaire de l'archevêque de Saint-Domingue, république Dominicaine. (« *Ibid.* »)

DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Giovanni Battista Pardini, évêque de Iesi (Italie), sur son désir exprès pour raison de santé. (« *OR* », 1^{er} mai.) — De Mgr Gabriel Diaz Cueva, évêque d'Azogues (Equateur), pour raison de santé, sur son désir exprès. (« *OR* », 4 mai.)

DECES

— Du cardinal Jozsef Mindszenty, ancien archevêque d'Esztergom et primat de Hongrie, le 6 mai à Vienne (Autriche). Biogr. « *DC* » 1946, col. 194, à compléter comme suit : arrêté le 23 décembre 1948, soumis à d'exténuants interrogatoires, à la torture, jusqu'à son procès public terminé le 8 février 1950 par une condamnation à la prison perpétuelle. Mais le 4 novembre, après la faillite de la révolte du peuple de Budapest écrasée par les Russes, le cardinal chercha refuge à l'ambassade des Etats-Unis où il resta jusqu'au 28 septembre 1971, pour gagner Rome, à la suite de pourparlers entre le Saint-Siège et le gouvernement de la République populaire hongroise. Puis il choisit Vienne comme lieu de sa résidence. Le 5 février 1974, Paul VI, en considération des problèmes pastoraux de l'archidiocèse d'Esztergom et après avoir eu à ce sujet un large échange de correspondance avec le cardinal, avait déclaré vacant cet archidiocèse et nommé comme administrateur apostolique « *ad nutum Sanctae Sedis* » Mgr Laszlo LÉKAI, évêque titulaire de Giro di Tarasio. (Cf. « *DC* » 1949, col. 131, 209, 271, 331, 395 ; 1955, col. 1107 ; 1971, p. 923, 902, 1095 ; 1974, p. 206-208, 434 ; 1975, p. 516 et 542.) « *L'Osservatore Romano* », 8 mai.)

— De Mgr Oscar Sevrin, S.J., évêque titulaire de Mossina, à Kunkuri, Dt. Raigarh, M.P. Inde. (« *OR* », 9-10 mai.)

SAINT-SIÈGE

Nouvelle revue

de la congrégation des Religieux

Ces jours-ci, vient de paraître le premier numéro d'un des nouveaux bulletins édités par la congrégation des Religieux du Vatican intitulé « *Informations* ». Le préfet de la congrégation, le cardinal TABERA ARAOZ, a justifié la nécessité de cette publication destinée spécialement aux ordres et aux congrégations religieuses, en disant que tous les moyens de publication existant ne pourraient suffire à donner l'importance qu'elles méritent à toutes les initiatives des congrégations. Le bulletin publie en premier lieu les allocutions du Pape aux religieux. Ensuite « les documents et décrets » de la congrégation des Religieux. Sous le titre « Orientations », il publie des résolutions et recommandations de Congrès relatives aux problèmes des ordres religieux et les résultats des travaux des Commissions. Dans des « commentaires et études », on présentera, sous forme abrégée, les travaux préparatoires aux documents et décrets de la congrégation. Enfin, une « Chronique » tiendra au courant des activités les plus importantes de la congrégation. (« *Prensa asociada* », 13 mai.)

Rectification. — Dans le texte des « *Notitiae* » sur la profession des religieuses, paru dans notre numéro 1676, p. 492, col. 2, les deux premiers paragraphes doivent se lire comme suit :

« *Non.* L'Ordo de la profession religieuse, II^e partie, n° 33, indique : « L'allocution terminée, deux Sœurs déjà professes, suivant l'usage de leur famille religieuse, s'avancent vers le siège de la supérieure et, debout, jouent leur rôle spécifique de témoins. Chaque future professe s'approche de la supérieure et lit la formule de profession... »

« Au numéro 69, on trouve à peu près la même rubrique : « Chaque future professe s'approche de la supérieure et lit la formule de profession. »

— **Le Risque de la Bible**, par Jean-Pierre BAGOT. — Un vol. 13,5 X 19,5 cm de 148 pages. Editions du Cerf, Paris.

Pour l'auteur, éducation religieuse, vie des mouvements, liturgie, institutions, rapports entre confessions, etc., doivent reprendre vie à leur source, la Bible, l'Ancien comme le Nouveau Testament. C'est dans cette fidélité à la Parole de Dieu que l'Eglise progresse dans le monde suivant une ligne marquée par l'« errance », qui pour l'auteur n'est pas en ce cas l'opposé d'« inerrance », mais « traduit à la fois la démarche tâtonnante et toujours provisoire par laquelle l'homme se tourne vers l'être, et le fait qu'en même temps il se le masque ». Mais cela ne va pas sans une certaine ambiguïté.

— **Les Jardiniers de Dieu.** Réponse au P. Bruckberger, par Georges HOURDIN. — Un vol. in-8 soleil de 256 pages. Prix : 28 F. Editions Calman-Lévy, Paris.

Les jardiniers de Dieu c'est saint Paul, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, le P. Chevrier, le P. de Foucauld et les chrétiens qui marchent sur leurs traces. L'auteur refuse de voir l'Eglise en crise à la suite de Vatican II et entend réfuter les attaques du P. Bruckberger contre ceux qui veulent avancer dans la ligne de Vatican II. Il veut montrer tous les signes qui nous donnent des raisons d'espérer un renouveau vital plein de promesses pour l'Eglise de demain.

L'Église dans le monde

COMMUNIQUE DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE ESPAGNOLE

A l'issue de sa session ordinaire, qui s'est tenue à Madrid du 20 au 22 mai sous la présidence du cardinal-archevêque de Madrid, la Commission permanente de la Conférence épiscopale espagnole a publié le communiqué ci-après, où sont abordés les problèmes politiques et sociaux, la violence et les relations entre l'Eglise et l'Etat () :*

La délibération de la Commission permanente sur les situations de conflit, dont elle a reçu des informations détaillées, a suivi trois lignes de réflexion, en accord avec les enseignements du magistère ecclésiastique et de l'Eglise espagnole.

1. Réconciliation sociale et politique

Poursuivant la réflexion entreprise par l'Episcopat depuis le début de l'Année sainte, la Commission permanente a abordé la situation actuelle à la lumière de la récente lettre pastorale collective sur la réconciliation dans l'Eglise et dans la société.

En cette heure de rapides changements sociaux et de crise économique, il est nécessaire tout d'abord « que le travail soit justement valorisé et rétribué, et que la personne du travailleur soit reconnue et respectée dans tous ses droits (1) ». Parmi ces droits figure celui « de participer, avec pleine responsabilité et sans crainte de représailles, à la défense de ses intérêts et de ses justes aspirations ».

Dans le domaine socio-politique, « il est nécessaire d'accéder à une reconnaissance plus effective de tous les droits des personnes et des groupes sociaux, dans les limites du juste ordre public et du bien commun ». Cela exige la promulgation de normes légales adaptées au progrès de la conscience civique et sociale du pays, tâche où les gouvernants, les législateurs et les citoyens ont des obligations graves et spécifiques, car « le désaccord dans ce domaine est un facteur permanent de déséquilibre, incompatible avec une sincère volonté de réconciliation politique ».

Les citoyens ont l'obligation de s'engager à perfectionner la légalité et la vie sociale, ainsi que de respecter « l'exercice de l'autorité publique, réglé par des normes juridiques appropriées ». Le sens chrétien de la vie oblige les citoyens à respecter le

principe d'autorité et ses représentants légitimes ; et aussi à comprendre les difficultés provoquées par les moments de crise socio-économique et de changements, comme c'est le cas aujourd'hui. Ce même sens chrétien de la vie oblige les gouvernants à prêter une attention continue à tout ce qu'exige une communauté civique en profonde évolution, et à toujours exercer leur autorité conformément au droit et selon la justice.

2. Refus de la violence

Ni la défense des plus nobles idéaux ni même la défense de l'ordre public ne peuvent justifier, selon la doctrine chrétienne, le recours à des actes de violence qui foulent aux pieds les droits fondamentaux de la personne humaine. Pour cette raison, méritent la condamnation la plus ferme les assassinats, les attentats contre l'intégrité des personnes et de leurs biens, et toute réaction ou répression injuste contre de tels faits.

Dans des situations de conflit, comme celles auxquelles on assiste en différents endroits du pays, et en particulier dans les provinces basques, on a le devoir d'étudier sereinement les problèmes et de s'employer à les résoudre, en s'attaquant à la racine même des conflits, pour les assumer avec une sincère volonté de réconciliation, en veillant « à rester fidèles aux normes éthiques d'honnêteté, de vérité et de respect envers les droits d'autrui. Ce ne peut être un chemin de réconciliation que celui qui passe par la négation même des droits que l'on prétend instaurer ».

Par ailleurs, l'Eglise réproche énergiquement la violence. Celle-ci est en effet une atteinte à la dignité humaine de ceux qui y recourent et de ceux qui en souffrent ; elle engendre de nouvelles violences dans une spirale de haine qui provoque plus de maux que ceux que l'on veut surmonter, et contredit le commandement d'amour fraternel, essence même de l'Evangile (*la Réconciliation dans l'Eglise et la société*, 29, 30 et 33).

3. Eglise et société civile

La responsabilité que suppose le règlement de certaines situations de conflit, apparues à différents niveaux entre des représentants de l'Eglise et de la société civile, de même que le désir d'éviter de telles situations à l'avenir, exigent que tous aient présent à l'esprit le double principe proclamé par le Concile : « Sur le terrain qui leur est propre, la communauté politique et l'Eglise sont indépendantes l'une de l'autre et autonomes. Mais toutes deux, quoiqu'à des titres divers, sont au service de la vocation personnelle et sociale des mêmes hommes.

Elles exerceront d'autant plus efficacement ce service pour le bien de tous qu'elles rechercheront davantage entre elles une saine coopération, en

(*) Texte original espagnol. Traduction et titre de la DG.

(1) DG 1975, n° 1670, p. 475.

tenant également compte des circonstances de temps et de lieu. » (*Gaudium et spes*, 76).

C'est dans cette ligne que se situe l'Episcopat espagnol. Et pour cette raison il veut rappeler expressément le droit de l'Eglise à projeter la lumière des principes chrétiens sur les problèmes temporels concrets qui affectent les catholiques dans la vie temporelle, de même que le droit de l'Etat à son indépendance dans le domaine qui lui est propre.

En tout cas, comme l'a déclaré le Concile, « il est juste que l'Eglise puisse toujours et partout prêcher la foi avec une authentique liberté, enseigner la doctrine sociale, accomplir sans entraves sa mission parmi les hommes, porter un jugement moral, même en des matières qui touchent le domaine politique, quand les droits fondamentaux de la personne ou le salut des âmes l'exigent, en utilisant tous les moyens, et ceux-là seulement qui sont conformes à l'Evangile et en harmonie avec le bien de tous, selon la diversité des temps et des situations » (*Gaudium et spes*, 76). Il faut tenir compte du fait que tous les chrétiens — hiérarchie et laïcat — ont un rôle à jouer dans la mission salvifique de l'Eglise, parce que « tous les membres de l'Eglise ont l'obligation d'accomplir la tâche qui leur revient dans la mission commune » (*l'Eglise et la communauté politique*, 15).

Madrid, 22 mai 1975.

LE XXX^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION

Message du Conseil permanent de l'Episcopat italien (1)

Le 30^e anniversaire de la libération de notre pays et de la fin d'une guerre qui avait semé partout la destruction et la mort, est pour nous, pasteurs, un motif de douloureuses réflexions en même temps que de solide espérance.

Présence de l'Eglise dans la Résistance

Avec l'esprit de charité et de liberté qui caractérise son message, l'Eglise a, en effet, été présente aux dramatiques événements qui ont préparé et accompagné la période de la Résistance. Partout où étaient en jeu des valeurs humaines, des évêques, des prêtres, des religieux et des laïcs ont donné un témoignage, souvent héroïque, de fidélité à l'Evangile, de défense des libertés fondamentales de la vie sociale, de solidarité avec leurs frères. Beaucoup de Juifs menacés de déportation furent aussi sauvés en cette triste période par des personnes et des institutions de l'Eglise. Nous ne pouvons pas ne pas évoquer spécialement, avec une reconnaissance émue, le souvenir de ceux qui, préférant mourir plutôt que de tuer, ont, avec d'autres, scellé par le sacrifice de leur vie, leur effective présence chrétienne.

Une sereine lecture de ces événements met aussi en évidence que, malgré des divergences souvent violentes, un grand souffle de justice et de paix a

fait entrer l'histoire de l'Italie dans une période nouvelle.

Dans le climat de reconquête de la liberté démocratique — reconquête à laquelle ont contribué d'une façon déterminante des mouvements d'inspiration chrétienne — les fruits d'un véritable progrès de la société n'ont pas manqué. Malheureusement, les tensions idéologiques, la décadence des mœurs, les luttes pour le pouvoir ont freiné cet élan initial, lequel a cependant gardé assez de force pour fonder un Etat qui a connu un niveau inespéré de développement économique et social.

Pour la défense de la liberté aujourd'hui

Les difficultés et les transformations que connaît aujourd'hui le monde entier ne peuvent expliquer à elles seules le trouble actuel. Celui-ci est l'indice d'une profonde crise morale qui bouleverse la conception même de la vie sociale, comme en témoignent l'extension de la criminalité organisée et surtout les continuelles explosions de violence de toutes sortes qui, ces jours derniers encore, ont fauché des jeunes vies et créé un climat de désarroi et de peur.

Conscients de notre ministère d'évêques, au nom de la conscience civile et de Dieu, nous condamnons sans hésitation toutes les violences et tous les abus d'où qu'ils viennent.

Nous faisons appel à toutes les nombreuses énergies encore saines pour qu'elles prennent la défense des droits fondamentaux de toute personne humaine à la liberté et à la justice.

C'est la promotion et la défense de ces valeurs qui ont inspiré, avec des intentions parfaitement claires, notre récent document sur « la liberté dans la vie sociale » (2). Son actualité, attestée par les événements que nous déplorons, requiert vivement de la part de tous une attentive et mûre réflexion. En liaison avec ce que nous avons affirmé dans ce document, nous demandons encore à tous de travailler pour la vraie liberté qui s'appuie sur la fraternité, la justice sociale, la moralité privée et publique, ainsi que sur le respect absolu de toute vie humaine.

Cette liberté, qui doit être garantie pour tous, demeure la condition fondamentale et essentielle d'une pacifique et fructueuse confrontation.

Nous soulignons en particulier la nécessité de ne pas limiter, mais de respecter concrètement la liberté de l'Eglise et de ses institutions pour qu'elle puisse annoncer intégralement son message et en témoigner au sein de la vie sociale.

Nous demandons enfin à tous, mais spécialement aux chrétiens, de rejeter tout abstentionnisme et de s'engager, jour après jour, dans des choix responsables au service des valeurs fondamentales de l'homme et du bien commun, à la lumière du message de l'Evangile.

C'est là, spécialement pour nos communautés chrétiennes, la meilleure façon de célébrer le 30^e anniversaire de la Libération. Et c'est sur cet idéal de liberté civile, morale et religieuse que peut se retrouver tout notre peuple, avec courage et espérance.

Que la prière unanime de tous les croyants et la volonté d'un engagement commun et pacifique soient en cette Année sainte le gage d'un vrai renouveau et le chemin d'une vraie réconciliation.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 25 avril 1975. Traduction et sous-titres de la DC.

(2) Cf. DC 1975, n° 1675, p. 417 (NDLR).

HOMELIE DU CARDINAL MARTY

A L'OCCASION DU 30^e ANNIVERSAIRE

DE LA LIBERATION DES CAMPS

(Notre-Dame de Paris, 27 avril 1975)

Monsieur le Président de la République,

Chers Amis,

Voici trente ans, le voile se déchirait et apparaissait, tragique et lourde, une croix plantée dans le cœur de l'Europe. La terrible réalité des camps de la mort réveille en nous la présence jamais disparue du Sacrifice du Fils de l'homme : « Ecce homo ». Ils ont voulu faire taire les innocents... Aujourd'hui, leurs cris de souffrance et de soif déchirent toujours nos existences ; mais leurs plaintes apaisées sont un message. Nous l'accueillons.

Ces millions de femmes et d'hommes étaient de toute race et nationalité, de toute idéologie politique, de toute croyance. Parmi eux, beaucoup étaient juifs. Tous nous convoquent dans la cathédrale auprès du Torturé sur le bois du Golgotha, dont, à chaque messe, nous célébrons la victoire.

La haine, barbare et perverse, était devenue un instrument de gouvernement, la torture était un jeu, la maladie un champ d'expérience, la mise à mort une banalité. D'une telle folie collective, en vain, nous cherchons encore une explication. La question reste une plaie ouverte ; elle est là, douloureuse ; elle est un défi. Pourquoi des hommes, nos frères, ont-ils fait tant de mal ? Pourquoi ?

Ma réponse balbutiante, mais assurée, je la trouve en contemplant la tête couronnée d'épines du jeune Juif de trente-trois ans qui est Fils de Dieu. Il fut l'Innocent flagellé et bafoué ; il fut crucifié pour n'avoir jamais baissé les yeux devant l'usurpateur. Il refusa de capituler devant l'injustice, la misère et la haine. « Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime » ; « Père, pardonne-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font. »

Nombreux furent ceux qui préférèrent la déportation plutôt que la compromission. Qu'on me permette de ne citer qu'un nom : M. François de Brantes, votre père, Madame (1). Il fut arrêté en déporté à Mauthausen, il tomba malade d'une pneumonie. Ils décidèrent alors de le pousser dans la chambre à gaz. Son tombeau fut, comme pour ses compagnons de malheur, le four crématoire. Disparu, il est ce matin le témoin de la présence et de la vie.

Dès 1940, il avait choisi de résister.

Résister, ainsi s'affirma la volonté de vivre libre. Résister, ainsi s'exprima le combat aux mains nues. Résister, ainsi s'imposèrent les valeurs sacrées sur lesquelles chacun fait de son existence une œuvre d'homme. Résister, ce fut, dans les camps, vaincre à chaque minute l'abaissement et l'écrasement. Jésus tomba trois fois, épuisé par l'instrument de son supplice. Trois fois il se releva.

Je laisse la parole à deux témoins qui sont revenus de l'enfer :

Tout d'abord, une femme déportée à Ravensbrück : « Selon leur formation et leurs goûts, à chaque fois qu'il leur était possible de se rassembler pour

quelques instants de détente, des camarades, en petits groupes, échangeaient des propos sur la littérature, les livres qu'elles aimaient, d'autres parlaient musique ou peinture.

Ces échanges constituaient la remontée aux sources mêmes de la vie. Miracle de l'esprit ! La poésie ne cessa jamais d'exister au plus fort des ténèbres et de l'anéantissement. Quand elles pouvaient dénicher le moindre bout de crayon ou quelques parcelles de papier, Denise, Yvonne, Annie écrivaient des vers, confiant le secret trop lourd de leur cœur. France dessinait, faisait nos portraits. Mais la prière fut vraiment, pour le plus grand nombre de prisonnières, l'ultime secours en lequel elles mettaient leur espérance. »

Et cette confiance du R. P. Riquet qui, ce matin, est à mes côtés : « Que dans ce bain, où tout était combiné pour avilir et exténuer non seulement l'homme mais l'humain, des êtres aient conservé intact ce qui fait la noblesse et la dignité de l'homme, intelligence et volonté, qu'ils aient gardé le goût de ce qui est beau, noble et généreux ; qu'ils soient restés capables de bonté, de délicatesse, d'héroïsme et de sainteté, voilà qui m'empêchera pour toujours de désespérer de l'humanité et de douter de la puissance de l'esprit. »

✿

Le message qui nous est proposé est un message d'espérance ; c'est le refus de la fatalité, c'est le rejet de l'esclavage, la passion de la liberté.

Mais « il n'est pas de liberté sans courage ».

Le courage de se vaincre, certes. Le courage d'aimer jusqu'à l'oubli de soi, aimer à en souffrir, aimer à en mourir. Le courage de vivre... telle est sans doute l'invitation qui nous est faite en ce jour anniversaire.

Car plus que de revendiquer la liberté, il nous faut la vivre. Il est des prisons intérieures, il est des aliénations qui détruisent le cœur, comme les termites les poutres maîtresses de la maison. On peut toujours perdre son âme. On peut se vendre pour quelques pièces d'argent. On peut être prisonnier de ses idées ou de ses instincts. Aucune technique ne supplée au courage ; aucune intelligence des choses ne remplace la force de la charité.

Il nous faut puiser à la source qui nous est ouverte pour trouver le courage du non et du oui. Nous réaffirmons solennellement notre refus de toute torture. Celle qui mutilé le corps, celle qui blesse l'esprit, celle qui arrache la liberté. Elle détruit celui qui la subit ; elle fait de celui qui l'exerce un démon.

Nulle idéologie, nulle théorie, nul projet politique ne mérite que l'on bafoue ainsi la dignité de la personne humaine.

De cette maladie on n'est jamais totalement guéri ; la fièvre peut remonter du fond des êtres et des âges. Et, malheureusement, il est aujourd'hui encore des pays où la torture existe. Les causes sont diverses qui pourraient produire les mêmes effets : racisme, intolérance, soif de puissance, violence, haine de l'adversaire...

Que ceux et celles qui ont vécu le calvaire des camps soient des gardiens vigilants ; et qu'ils sachent enseigner aux enfants de France la même vigilance, afin que les générations à venir ne voient jamais se rouvrir de tels abîmes.

La souffrance et la mort ne sont pas le terme de toute chose. L'amour triomphe de la vie. Nous devons en porter témoignage. Nous le devons à ceux dont le souvenir nous rassemble. Nous le devons à

(1) La présidente Anne-Aymone Giscard d'Estaing (NDLR).

ceux qui sont aujourd'hui présents. Leurs tortionnaires ont tout fait, et plus encore, pour qu'ils se taisent... Ce matin, ils sont avec nous, et ils parlent. Écoutons-les.

Ils ont vaincu — en vérité — à l'imitation du Christ :

« Qui nous arrachera à l'Amour que le Christ nous porte ? Les tribulations ? La détresse ? La persécution ? La faim ? La nudité ? Le péril ? Le glaive ?... Et dans tout cela nous triomphons par Celui qui nous a aimés. »

Amen !

(Texte original.)

REFLEXIONS SUR L'ANNONCE DE LA FOI

Sous le titre « Accidents et symptômes ? », le cardinal RENARD, archevêque de Lyon, a publié le billet suivant dans le bulletin de son diocèse (Eglise à Lyon et à Saint-Etienne, 2 mai 1975), au sujet du débat sur l'annonce de Jésus-Christ à un monde non croyant :

Depuis quelque temps, la presse parlée et écrite nous livre interviews, déclarations, lettres, où il n'est question que de la foi au Christ. Nous devons en être heureux : et nous le sommes, car qui nous est plus cher que le Christ ? Mais il y a de telles manières de parler de Lui — ou de n'en point parler — que nous sommes interloqués. Essayons de présenter quelques modestes réflexions, qui voudraient ne pas passionner le débat.

Recherche pédagogique

Au fait, des silences sur la qualité de fils de Dieu de Jésus, des remises à plus tard de parler de Lui... viennent d'un désir de le faire connaître « à point » à des psychologies modernes. Il ne faudrait point suspecter les intentions de prêtres et d'apôtres, aux prises avec les difficultés de la « mal-croyance » et de l'incroyance. On n'a pas le droit de juger avec légèreté des recherches de présentation de la foi, et d'un sincère désir missionnaire. Assez de soupçons entre catholiques !

Confession de la foi

Des silences, des remises à plus tard ont une visée éducatrice. Mais, quelles que soient nos difficultés pédagogiques de langage ou de méthode, trop réelles pour être niées, il importe que les gens ne puissent pas douter de notre foi : foi au Christ, Homme-Dieu, crucifié et ressuscité, Sauveur universel, et à sa conception virginale ; foi à sa grâce indispensable pour faire quelque pas vers le Dieu vivant ; foi à son action sacramentelle dans le baptême, la confirmation, le mariage, sacrements offerts aux croyants de bonne volonté, pour qu'ils se convertissent et témoignent, dans la patience de la durée.

Jésus ne déclarait-il pas : « Personne ne vient au Père que par moi » (Jn 14, 6) ? Et les « pratiquants » lucides de l'Eucharistie n'éprouvent-ils pas la lenteur de leur propre christianisation ? Leur humilité se refuse aux tentations des pharisaïsmes.

Incidents, accidents et symptômes

Il arrive que, de certains incidents qui surgissent dans un organisme ou une société, on se demande s'ils sont des accidents fortuits ou des symptômes d'un état latent. On n'arrive pas non plus à faire tou-

jours le discernement entre une dérive de la foi et une expression maladroite.

Intelligence de la foi et respect des personnes

Mais, que ce soient accidents ou symptômes, la solution n'est-elle pas la même pour nous, croyants ? Promouvoir la santé de l'intelligence de la foi, selon l'enseignement authentique de l'Eglise, sans complexe annihilant devant certaines sciences humaines, et vouloir témoigner de la foi au Christ-Seigneur, comme d'une vérité qu'il nous brûle de livrer, sans pression sur les hommes. Car l'apostolat est bien à la charnière de lourdes exigences : la fidélité à toute la foi de l'Eglise de Dieu, et un tel amour des personnes qu'on désire et la leur dire et respecter la liberté de leur cheminement.

On ne peut pas, en effet, ramener la foi apostolique et catholique aux conditions psycho-sociologiques d'une culture, ni non plus présenter la foi en un langage incompréhensible des hommes d'aujourd'hui. En chaque croyant, la foi de l'Eglise a des résonances personnelles, et on ne parle pas de la même manière à des jeunes qui cherchent à tâtons et à des adultes enracinés dans la foi.

Absolu et relatif

Saint Paul professait et l'absolu de la foi et le relatif des méthodes : « Pourvu que, de toutes manières, le Christ soit annoncé ! » (Ph 1, 18.) N'est-ce pas la redoutable et passionnante gageure de tout apostolat, dans la prière fréquente à l'Esprit-Saint ?

Comme les apôtres, saint Paul s'est heurté à l'incrédulité, notamment après son discours d'Athènes, réfléchi, calculé, adapté ! Son échec provoqua sa décision de Corinthe : « Je ne suis pas venu vous annoncer le témoignage de Dieu avec le prestige de la parole et de la sagesse. Non, je n'ai rien voulu savoir parmi vous que Jésus-Christ et Jésus-Christ crucifié. » (1 Co 2, 1-2.) Mais, saisi par la passion de Jésus, il continuera, envers et contre tout, d'annoncer la Bonne Nouvelle : « Malheur à moi, si je n'évangélise pas ! » (1 Co 9, 16.)

22 avril 1975.

† Cardinal A. RENARD.

LA SESSION NATIONALE DE LA MISSION OUVRIERE

Mgr ANCEL, ancien président de la Commission épiscopale française du monde ouvrier, a rendu compte dans le bulletin du diocèse de Lyon (« L'Eglise à Lyon et à Saint-Etienne », 23 mai 1975) de la session nationale de la Mission ouvrière qui, du 2 au 4 mai 1975, a réuni à la Maison Saint-Joseph, à Lyon, 276 participants, dont 165 laïcs représentant les mouvements ouvriers d'Action catholique (ACO, JOC, et ACE). Voici la conclusion de son exposé (1) :

[...] C'est la même Eglise qui se rend visible dans le monde ouvrier, mais d'une façon différente selon les mouvements : l'ACE a sa visibilité propre et aussi la JOCF et enfin l'ACO. Il y a eu un témoignage particulièrement éloquent de Bernard Tiberghien, prêtre-ouvrier depuis dix-neuf ans. Il nous disait comment, docker à Dunkerque, il avait eu la joie de voir surgir d'abord un premier groupe, puis,

(1) Nous publierons ultérieurement l'intervention de Mgr Maziers.

depuis trois ans, un deuxième groupe de dockers chrétiens. Ainsi, l'Eglise se rendait visible au milieu des dockers. Un autre prêtre-ouvrier signalait qu'à travers les militants laïcs, les aumôniers étaient reconnus, eux aussi, comme présents dans la classe ouvrière. Le P. Dubreil, de son côté, nous avait dit comment les prêtres-ouvriers rendaient visible d'une façon spéciale l'initiative de Dieu fondant son Eglise en classe ouvrière.

Vocations de jeunes travailleurs

On a insisté spécialement sur la formation des jeunes travailleurs qui désirent devenir prêtres en classe ouvrière. Dès maintenant, quatorze parmi eux (de 25 à 32 ans) ont quitté le travail pour achever leur formation, en continuité avec ce qu'ils avaient vécu auparavant et avec ce qu'ils vivront demain. A notre époque où certains prêtres se croient « fin de race », tandis que d'autres s'interrogent sur leur identité sacerdotale, il était impressionnant de voir comment des laïcs affirmaient leur responsabilité aussi bien par rapport à l'éveil des vocations que par rapport à la fonction et à la vie sacerdotales. Ils ne contestaient aucunement le rôle propre des évêques, mais ils disaient leur conviction : la vie sacerdotale concerne tout le Peuple de Dieu. Dans le dialogue qui s'est établi à ce sujet, entre évêques, prêtres et laïcs, on sentait comme une présence spéciale de l'Esprit de Dieu. Oui, c'est l'Esprit de Dieu qui bâtit l'Eglise à travers les hommes, chacun d'entre eux intervenant selon sa situation propre. Les laïcs sont intervenus de la même façon, en ce qui concerne la vie religieuse et la préparation à la vie religieuse en classe ouvrière.

Dans l'ensemble de l'Eglise

On a abordé enfin un sujet délicat, mais nécessaire : l'Eglise en classe ouvrière et l'ensemble de l'Eglise. Personne n'a parlé d'Eglise ouvrière, mais, de fait, comme le disait le P. Bourrat, au nom de la Commission épiscopale du Monde ouvrier, l'Eglise se fait « indigène » dans la classe ouvrière. De plus, comme on l'a rappelé fortement, l'Eglise en classe ouvrière ne se prend aucunement pour la totalité de l'Eglise. Le Christ est mort pour tous les hommes et ce qui se vit d'Eglise en classe ouvrière peut profiter à tous, dans le respect de tous. Mais, en même temps, l'Eglise en classe ouvrière demande à être respectée et reconnue par l'ensemble de l'Eglise, pas seulement par des paroles, mais aussi par des actes, par exemple dans la manière d'accueillir les ouvriers qui recourent au ministère paroissial et dans la manière de soutenir les divers mouvements apostoliques qui existent dans le monde ouvrier. Quant à la réconciliation, elle ne peut être admise sous forme de résignation à l'injustice. C'est dans tous les milieux que l'Eglise doit réaliser une œuvre de conversion. Je me rappelais, en écoutant les uns et les autres, la devise de Pie XII : « La paix est œuvre de justice » et ce que disait Paul VI, en parlant de l'Année sainte : « Il n'y a pas de réconciliation possible en dehors de la justice. »

La session de 1975 ne risque pas d'être oubliée. Elle caractérise une nouvelle étape dans l'histoire de la mission ouvrière. Certes, la session de Poissy (1969) avait été très importante. Son sujet était : « Naissance et croissance de l'Eglise dans le monde ouvrier ». Malgré tout, cette session avait été surtout préparée et menée par des prêtres. La session de

1975 est vraiment l'œuvre du laïcat. Sans doute, évêques et prêtres ont été partie prenante, mais c'était tout le Peuple de Dieu qui, conscient de sa mission, voulait la réaliser. Cette participation du laïcat à l'apostolat de toute l'Eglise signifie, d'après le Décret sur l'activité missionnaire, que « l'Eglise est vraiment fondée et qu'elle vit pleinement » (AG 21).

Au point de départ la mission ouvrière apparaissait à certains comme une structure établie par la hiérarchie et dans laquelle il fallait entrer. Elle est et apparaît maintenant comme le rassemblement de tous les chrétiens (prêtres, religieuses et laïcs) qui répondent à l'appel de Dieu, seul fondateur de l'Eglise, coopérant avec le Christ à sa naissance et à sa croissance en classe ouvrière.

† Alfred ANCEL

« CHRISTIANISME SANS IDEOLOGIE »

Sous le titre « Point de vue », nous lisons dans le bulletin du diocèse de Strasbourg (L'Eglise en Alsace, juin 1975, p. 36 et s.) (1) :

A la suite de recension du livre de M. le professeur Charles Wackenheim *Christianisme sans idéologie* (2), parue dans l'Eglise en Alsace, mars 1975, nous publions ici un point de vue complémentaire, en rappelant que l'auteur présente son livre comme n'étant qu'une « hypothèse de travail » (cf. p. 231) qui est « le fruit partiel et imparfait d'un patient labeur », voulant « contribuer à renouveler la réflexion théologique » (cf. p. 17). Voici, sous forme de lettre personnelle publique, ce que pense de cet « essai de théologie concrète » le P. Yves CONGAR, théologien bien connu, qui a vécu durant plusieurs années à Strasbourg.

CHER PÈRE WACKENHEIM,

J'ai lu *Christianisme sans idéologie* attentivement. Et non seulement attentivement mais avec intérêt, profit et dans la disposition de retrouver dans l'amitié celui avec lequel j'ai, durant mes années strasbourgeoises, collaboré de diverses manières. J'ai admiré, je vous ai envié une originalité de pensée vraiment personnelle, la maîtrise d'une expression nerveuse, la cohérence du propos. Mais je ne puis chasser un sentiment d'insatisfaction ni des questions importantes à mes yeux. Cela ne tient pas au fait que la théologie que j'ai pratiquée et que je pratique encore soit vouée par vous au musée des pièces archéologiques. Elle s'y trouve, serait-ce dans les rayons tout en bas, en compagnie de presque tout ce qui a été produit, même par Thomas, Bonaventure et les Pères. C'est vrai, vous donnez à ceux-ci une place dans la « mémoire de la foi », et c'est positif. Cela donne un statut à la Tradition, sinon comme thésaurisation acquise ou déploiement d'un « dépôt », du moins comme connaissance des expressions de ce que des hommes ont expérimenté avant nous : incitation, références, mais pas normes (152). Mais déjà ce que vous dites du « prestige rassurant des traditions » (8), de « la tradition, cette *vis inertiae* de l'histoire » (141) ne me satisfait pas, encore que j'adhère à votre critique d'une tradition-pure répé-

(1) Titre et sous-titres de la DC.

(2) Gallimard, 1974, 260 p., 36 F (NDLR).

tition (9 et passim) car elle est en effet créativité en même temps que référence.

Vous reconnaissez votre dette envers Kierkegaard (106). Vous combattez pour un christianisme de la foi vécue en forme d'espérance et animée par l'agapè, un christianisme des consciences cherchant le sens, en référence à Jésus-Christ, dans les structures et les événements de leur vie. Je me demande si la réalité sociale de la foi, de la théologie et de l'Eglise est adéquatement reconnue.

Le procès de la scolastique

Je ne sais pas quelle théologie vous pratiquez et enseignez mais celle dont vous faites la théorie me paraît être une activité ponctuelle qui ressemble plus à la foi vécue, à l'expression d'une référence personnelle ou à une activité pastorale qu'à cette recherche d'intelligence des mystères en laquelle on l'a toujours fait consister. Je ne vois pas assez honorés l'effort de la pensée, le bien qu'est en soi-même une culture de la foi. Vous vous dites incapable de suivre « la manière dont la théologie scolastique dissertait sur la Trinité..., les processions et les circumcissions trinitaires » (203). J'admets très bien que vous soyez mal à l'aise avec la « manière scolastique », mais vous auriez tort de penser qu'elle ne recouvrait que futilités inutiles, que ces matières soient sans importance, et même que, présentées de façon vivante, elles n'intéressent plus nos contemporains. Il manquerait une dimension au théologien qui renoncerait à réfléchir à ces mystères. La « circumcission » intervient souvent plus ou moins explicitement dans le quatrième Evangile (cf. 1, 1 ; 5, 19 ; 6, 57 ; 8, 16 ; 10, 29 ; 12, 44 s. ; 14, 9-10, 13, 20 ; 17, 10, 21-22). On doit recourir à elle pour parler correctement des rapports entre le Christ et l'Esprit, un point de théologie dont l'impact est effectif sur plusieurs de nos problèmes actuels, ceux de l'œcuménisme et ceux du vécu chrétien.

La critique de l'idéologie

Vous avez tiré un beau parti de la notion d'idéologie et de sa critique. C'est votre ennemi n° 1. Il y a certainement beaucoup à retenir de vos propos, et j'en ai fait mon profit, car, incontestablement, l'idéologie est une menace pour le dogme et la théologie. Mais je vois chez vous une tendance à mettre dans « idéologie » tout ce qui est fixé, la pensée elle-même, l'expression de la foi si elle « prétend substituer à la libre décision de la conscience une doctrine uniforme et abstraite » (200). N'avez-vous pas englobé dans votre exaltation du vécu concret de la foi comme rencontre une méconnaissance de la portée permanente de la vérité une fois reconnue ? « La foi n'est même pas, de soi, une connaissance. Elle est l'expérience d'une rencontre, source elle-même d'un nouveau point de vue sur le monde et sur l'homme. Mais cette perspective ne saurait, sous peine de dégénérer en idéologie, se réduire à un système d'idées » (70). Ce que J. Dupont a montré sur la *gnôsis* chez saint Paul me semble comporter autre chose sans que la valeur de connaissance chrétienne se réduise, en effet, à un « système d'idées ».

Ici interviendraient les dogmes, comme acquis, fixé et socialisé de la foi de l'Eglise. On a critiqué le dogmatisme et l'on a eu raison dans la mesure où cet « isme » désigne une prolifération induite, une sorte de cancer de l'affirmation dogmatique. Et vous

avez raison de rappeler — je dis « rappeler », car saint Thomas l'a souligné déjà — que la connaissance de foi ne se termine pas à l'énoncé qui la médiatise, mais à la réalité. Il est vraiment nécessaire de demeurer alerté sur le danger d'objectivation induite. Merci pour les pages qui nous le redisent. Je relève aussi avec joie ce que vous dites sur la mémoire de la foi. Mais cette mémoire s'est constituée nécessairement en une suite cohérente. Elle a une consistance. C'est une réalité sociale : « Ne regarde pas mes péchés, mais la foi de ton Eglise... »

Vous avez raison de vouloir une Eglise *de chrétiens*. Souvent, ce que vous critiquez sous le nom d'« idéologie », d'autres, le Concile, moi-même le critiquent sous la catégorie de « juridisme » (encore un « isme » qui désigne la maladie d'une chose bonne et sainte !). Mais je me demande si l'ecclésiologie sous-jacente à vos propos est satisfaisante, si elle n'est pas un peu nominaliste : « Je considère, dites-vous, comme idéologique tout discours où l'on distingue l'Eglise des chrétiens... » (180) ; « l'Eglise n'étant rien d'autre que le peuple actuel des témoins du Christ » (232 et 229). Oui et non. L'Eglise est bien le terme posé dans le monde par le dessein de salut de Dieu, par la suite de ses initiatives de révélation et de grâce, dont le Christ a été le sommet. Cela englobe des réalités qui dépassent ce que les chrétiens en vivent moment après moment. Vous allez m'accuser de verser dans l'idéologie (cf. 38). Pourtant je tiens cela sans donner dans la chimère d'une personne-Eglise telle que l'ont présentée J. Maritain et Ch. Journet. Dans la même perspective, j'aurais des remarques à faire sur la dualité ou votre refus de dualité « Eglise-Monde » (184-85). J'en dis un mot dans *Un peuple messianique* (Cerf, juin 1975).

Le magistère

Evidemment, dans votre perspective, le « magistère » ne se trouve pas exalté. Je pense qu'il a besoin d'une sérieuse démythisation, et surtout d'être mieux vu dans sa relation avec le donné d'un côté, toute l'*ecclesia* et l'expérience des fidèles, de l'autre. C'est pourquoi je trouve de bonnes choses, mais quelques vues trop faibles aussi, dans les endroits où vous en parlez : 61 s., 97 s., 157, 181, 206, 228 s., 231. Je me demande si vous n'avez pas indûment englobé l'idée de valeur universelle de la vérité dans une critique qui, elle, est juste, de l'abstraction (une hérésie dit le P. Liégé, qu'on n'a malheureusement jamais condamnée) ? Personnellement, j'attache une importance décisive à la vie doxologique de l'Eglise et au lien entre confession de foi et liturgie, activité théologique et célébration des mystères (comp. votre p. 43). Un certain rationalisme s'est glissé dans notre conception de la Révélation, du dogme, dans l'exercice du « magistère ».

Que restera-t-il à la génération suivante ?

Me permettez-vous une remarque encore ? Elle est de portée générale et m'est suggérée par ce que je vois depuis dix ans. Des hommes comme vous et les chrétiens dont vous parlez (111) ont été nourris et sont encore portés par toute la substance de l'Eglise et de la foi. Mais quand on aura opéré des destructions et les changements qu'ils préconisent, bref à la génération suivante, que restera-t-il ? Je ne dis pas cela à la légère. J'ai vu, j'ai trop vu ce processus d'affaiblissement. Bien sûr, Jésus et son Saint-Esprit sont assez vivants et puissants pour

re-susciter sans cesse la substance de l'Evangile dans les âmes. Qu'ils soient bénis ! Mais si c'est leur travail, nous avons aussi le nôtre, notre tâche, notre responsabilité. Elle est de vivre fidèlement et de transmettre intégralement ce que nous avons nous-même reçu. Cela, c'est inconditionnel.

Votre foi, c'est-à-dire votre rencontre de Jésus-Christ en la communion de ses disciples est, en sa visée substantielle, celle de saint Athanase, de saint Léon, de Chalcédoine. Mais quand deux générations de fidèles et de prêtres auront grandi et vécu selon votre propos anti-idéologique, qu'en sera-t-il ? La communauté des croyants est une bonne référence, mais à condition qu'elle soit fidèle, en sa mémoire, à la confession de foi de l'Eglise. C'est bien votre intention. Cela a toujours supposé une formulation normative de cette foi. Je souhaite que vous explicitez mieux, dans ce sens, la réponse que vous esquissez en conclusion aux reproches de relativisme et de subjectivisme que, dites-vous, on vous « objectés ».

F. Yves CONGAR.

LA PILULE CONTRACEPTIVE ET LES MINEURES

Mgr MOUISSET, évêque de Nice, a publié dans le bulletin de son diocèse (« Les nouvelles religieuses » du diocèse de Nice, 16 mai 1975) le communiqué ci-après destiné à être lu aux messes « partout où les prêtres le jugeront opportun » :

La possibilité pour une fille mineure de se procurer gratuitement et à l'insu de ses parents la « pilule contraceptive » ouvre une brèche, qui risque d'être catastrophique, dans la conscience morale de nos contemporains. Beaucoup d'entre eux ont la conviction, simpliste mais ancrée, que « tout ce qui est permis est moralement bon ». Il ne sera pas facile aux moralistes de réagir efficacement.

Cette légalisation des relations sexuelles avant le mariage conduit à la dissocialité, voulue par certains, de la sexualité, de l'amour et de la famille. Croit-on vraiment, par ce biais, faire des progrès en humanité et ménager aux jeunes Françaises un avenir plus heureux ?

Croit-on vraiment leur assurer plus de liberté, protéger des adolescentes contre leur affectivité désordonnée et les séductions masculines, en les privant du frein que peut constituer en ce domaine l'autorité parentale, et en supprimant de leurs actes la conséquence naturelle ? Une fille qui prend la « pilule » est désormais à la merci de n'importe quel partenaire entreprenant.

Alors que la mixité dans les établissements scolaires a de bons côtés, que vont devenir nos écoles avec une telle permissivité ?

On attend de cette mesure une réduction du nombre des avortements clandestins. Peut-être. Je crois plutôt à un développement de la prostitution juvénile.

Nous glissons sur la pente facile où nous entraînent les mœurs anglo-saxonnes. Dieu fasse que nous ne nous apercevions pas trop tard de leur nocivité.

J'appelle tous les éducateurs chrétiens à la lutte contre cette dérive progressive de la conscience morale. L'exercice de cette conscience morale, particulièrement difficile dans un domaine où les pulsions sont fortes, a besoin d'être éclairé, aidé, soutenu. Quand

la loi manque à ce rôle, c'est à chacun d'y suppléer.

Il y va certes du respect de la loi de Dieu, encore que, en matière de sexualité, il soit souvent difficile d'apprécier la gravité subjective des atteintes qui lui sont portées. Il y va aussi du bonheur de nos enfants et des foyers qu'un jour ils fonderont.

† Jean MOUISSET,
évêque de Nice.

MESSAGE DU CARDINAL WILLEBRANDS POUR LA CELEBRATION ORIENTALE DE PAQUES (1)

Au moment où les chrétiens en Orient et des communautés orientales qui se trouvent en Occident, célèbrent la résurrection de notre unique Sauveur, nous nous unissons à eux dans la prière de l'Eglise et dans la joie jaillissant de notre commune foi à Jésus-Christ mort et ressuscité pour le salut du monde. Nous rendons grâces à Dieu le Père qui a ressuscité Jésus-Christ d'entre les morts et qui a envoyé l'Esprit vivifiant dans son Eglise qui continuellement nous rappelle à l'unité de la profession de la vraie foi et renforce cette unité.

De notre foi commune à la résurrection du Seigneur, fondement de notre espérance, nous voulons nous rendre réciproquement un témoignage fidèle afin de pouvoir la professer ensemble au milieu des hommes de notre temps, proclamant que Jésus-Christ est le vrai sauveur du monde, celui qui nous libère de la mort et du péché et nous unit en une nouvelle communauté de vie.

Même si cette année cinq semaines séparent les chrétiens d'Orient et d'Occident dans leur célébration de la fête de Pâques, unique est la résurrection du seul Seigneur et commune notre foi en sa résurrection.

Nous voulons toutefois espérer que dans un proche avenir nous pourrions trouver les voies qui nous mèneront à un accord, en Orient et en Occident, sur une seule date qui nous permettra de célébrer d'une seule voix la fête de Pâques du Seigneur et ainsi de manifester plus clairement le caractère commun de notre foi en témoignant ensemble. Ce serait un signe de cette pleine unité que les Eglises d'Orient et d'Occident se sont engagées à réaliser en pleine obéissance à la volonté du Seigneur.

Avec une pensée fraternelle, nous nous adressons à tous les chrétiens qui, dimanche, célébreront la fête de Pâques du Seigneur et nous nous unissons à leur liturgie pour, dans l'adoration, rendre gloire au Père, au Fils ressuscité des morts et à l'Esprit-Saint qui donne la vie.

2 mai 1975.

(1) *Episkepsis*, bulletin du Centre orthodoxe du patriarcat œcuménique. Chambésy-Genève, 13 mai 1975.

Le cardinal Willebrands a écrit ce message en sa qualité de président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens.

Imprimerie « Bayard-Presse »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur : J. GELAMUR.
© 1975 by Bayard-Presse.

— La Réconciliation des Eglises : Baptêmes, Eucharistie, Ministère (Foi et Constitution - Conseil œcuménique). Introduction de Lukas VISCHER. — Une plaquette 13 X 18 cm, de 112 pages. Les Presses de Taizé, 71-Taizé.

La traduction française de cet accord de Foi et Constitution, département théologique du Conseil œcuménique, a été mise au point par F. Max Thurian de Taizé qui a participé à l'élaboration de ces textes. C'est une garantie d'authenticité. Ces textes seront les bienvenus pour tous ceux qui travaillent à la réalisation de l'unité de l'Eglise. Les Eglises sont maintenant appelées à se prononcer sur ce résultat considérable obtenu par les théologiens catholiques, orthodoxes, anglicans et protestants des diverses tendances.

— La Maison où l'on m'attend. Un chrétien d'aujourd'hui s'interroge sur la pénitence et la réconciliation, par René DU-FAY. — Un vol. 14 X 22,5 cm de 248 pages. Prix : 34 F. Editions du Chalet, Lyon.

L'Eglise au concile de Vatican II a voulu un renouveau de la vie chrétienne et en particulier du sacrement de pénitence. C'est pour cela même qu'elle parle désormais de **réconciliation** et ce n'est pas une simple substitution de mots. L'auteur, qui a l'expérience du ministère, nous invite à voir sous un jour nouveau ce sacrement pour en approfondir toute la richesse spirituelle, sous le regard du Christ qui nous y appelle comme le père de l'enfant prodigue nous y attend, tout est prêt pour nous accueillir. Dans cette maison tout est renouvelé et, Dieu aidant, comme pour le prodigue, l'accueil sera plus beau que celui que nous attendons.

— L'Autorité dans le catholicisme contemporain. Du Syllabus à Vatican II, par Pierre HEGY (coll. « Théologie historique »). — Un vol. 13,5 X 21,5 cm, de 300 pages. Editions Beauchesne, Paris.

La thèse de l'auteur étudie l'autorité dans l'Eglise du simple point de vue socio-linguistique, selon la problématique du « signe ». Nous sommes loin de la théologie traditionnelle. Dès l'introduction il écrit : « Si de nos jours aucun exégète ne prétend que les textes bibliques sont « infaillibles », pourquoi faut-il admettre que les documents pontificaux le sont ? De proche en proche, c'est la critique de l'infaillibilité pontificale qui devient le centre des débats. Nous terminerons notre étude en montrant que seule la position de Küng dans **Infailible ? Une interpellation** est conforme à une conception moderne du signe. » On voit dans quel esprit est écrit le livre.

VIENT DE PARAÎTRE

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES » LE SENS CHRÉTIEN DU TROISIÈME ÂGE

Une lettre pastorale
du Cardinal HOFFNER,
Archevêque de Cologne

Prix des 50 exempl., port compris : 12 F
Prix des 100 exempl., port compris : 22 F
Les 100 suivants : 20 F

BON (avec virement postal inclus)

Adresser les commandes à :
Secrétariat général du Développement Bayard-Presse :
5, rue Bayard, 75006 Paris, Cedex 06.

Règlement : CCP Paris 68.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous Pays

Canada : 1 an, 27 \$. « Periodica », 7045, av. du Parc
Montréal 15 (Qué.) Canada. Autres pays : 1 an : 82 F.;
6 mois : 42 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F. ; des années précédentes : 6 F.
Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 15,35 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1678 - 15 JUIN 1975

- 551 **Allocution au Congrès mariologique international** (16 mai).
- 553 **Lettre au Congrès marial international** (13 mai).
- 555 **Audiences générales.** La joie chrétienne (21 mai) ; la force chrétienne (28 mai).
- 556 **Lettre pour le centenaire de Migne** (10 mai).
- 558 **Lettre pontificale aux Semaines sociales de France** (contestation et renouvellement des institutions).
- 560 **Lettre pontificale aux Associations de parents de l'enseignement libre** (28 avril).
- 562 **Allocution au Congrès international du renouveau charismatique catholique** (19 mai).

562 **L'EGLISE ET LE RENOUEAU CHARISMATIQUE**

- 565 **Exposé du cardinal Willebrands au Rassemblement international de Rome.**
- 569 **Le renouveau charismatique.** Message des évêques canadiens.
- 575 **Le Saint-Esprit dans l'Eglise et dans le monde.** Lettre pastorale des évêques lyonnais.

- 579 **Eglise peuple de Dieu et Eglise institution.** Conférence du cardinal Alfrink.

- 583 **Hommage de Mgr Pézeril au cardinal Mindszenty.**

- 585 **Psychothérapie du jeune inadapté et action pastorale** (Bureau international catholique de l'enfance).

- 587 **Evénements et informations** (1^{er}-15 mai).

- 592 **Réconciliation, violence, Eglise et Etat** (Episcopat espagnol).

- 593 **Le XXX^e anniversaire de la libération** (Episcopat italien, cardinal Marty).

- 595 **L'annonce de la foi** (cardinal Renard).

- 595 **La session de la Mission ouvrière** (Mgr Ancel).

- 596 **« Christianisme sans idéologie »** (P. Congar).

- 598 **La pilule et les mineures** (Mgr Mouisset).

- 598 **La célébration commune de Pâques** (card. Willebrands).

ACTES DE S. S. PAUL VI

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

ÉVÉNEMENTS

L'EGLISE DANS LE MONDE

